ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

SESSIONS DE 1982

7e LEGISLATURE

Deuxième session extraordinaire de 1981-1982.....	Du 12 janvier au 5 février 1982.
Seconde session ordinaire de 1981-1982.....	Du 2 avril au 30 juin 1982.
Troisième session extraordinaire de 1981-1982.....	Du 1er au 28 juillet 1982.
Quatrième session extraordinaire de 1981-1982.....	Du 21 septembre au 1er octobre 1982.
Première session ordinaire de 1982-1983.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1982.
Première session extraordinaire de 1982-1983.....	21 décembre 1982.

ABREVIATIONS

Socialiste	Groupe socialiste.
R. P. R.	Groupe du rassemblement pour la République.
U. D. F.	Groupe union pour la démocratie française.
Communiste ...	Groupe communiste.
N. I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATIONS DES SIGLES

A. C. O. S. S.	Agence centrale des organismes de sécurité sociale.
A. D. O. S. O. M.	Association pour l'administration d'œuvres sociales d'outre-mer.
A. E. E.	Agence pour les économies d'énergie.
A. F. N. O. R.	Association française pour la normalisation.
A. F. P. A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.
A. N. A. H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A. N. P. E.	Agence nationale pour l'emploi.
A. N. R. E. D.	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
A. N. V. A. R.	Agence nationale de valorisation de la recherche.
A. O. C.	Appellation d'origine contrôlée.
A. P. L.	Aide personnalisée au logement.
A. R. R. C. O.	Assurance des régimes de retraites complémentaires.
A. S. S. E. D. I. C.	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A. T. R.	Avion de transport régional.
B. A. P. S. A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B. I. C.	Bénéfices industriels et commerciaux.
B. I. P. A.	Banque d'information politique et d'actualité.
B. I. P. E.	Bureau d'informations et de prévisions économiques.
B. N. C.	Bénéfices non commerciaux.
B. N. P.	Banque Nationale de Paris.
B. T. P.	Bâtiments et travaux publics.
B. U. M. I. D. O. M.	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
B. V. P.	Bureau de vérification de la publicité.
C. A. C. T.	Commission d'amélioration des conditions de travail.
C. A. E. C. L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C. A. P.	Certificat d'aptitude professionnelle.
C. A. T.	Centre d'aide par le travail.
C. A. U. E.	Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement.
C. E. O.	Centre d'études et d'opinion.
C. E. S.	Certificat d'études spécialisées.
C. F. A.	Centre de formation d'apprentis.
C. G. C.	Confédération générale des cadres.
C. G. E.	Compagnie générale d'électricité.
C. G. I.	Code général des impôts.
C. G. M.	Compagnie générale maritime.
C. G. T.	Confédération générale du travail.
C. H. S.	Comités d'hygiène et de sécurité.
C. H. S. C. T.	Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
C. I. A. S. I.	Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles.
C. I. C. R. E. D.	Centre international de coordination des recherches en démographie.
C. I. R. I.	Comité interministériel de restructuration industrielle.
C. M. P.	Commission mixte paritaire.
C. N. C.	Conseil national du crédit.
C. N. C. A.	Conseil national de la communication audiovisuelle.
C. N. E. S. E. R.	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.
C. N. E. X. O.	Centre national pour l'exploitation des océans.
C. N. R. S.	Centre national de la recherche scientifique.
C. O. B.	Commission des opérations de bourse.
C. O. D. E. F. I.	Comités départementaux d'examen des problèmes financiers des entreprises.
C. O. D. E. R.	Commission de développement économique régional.
C. O. G. E. M. A.	Compagnie générale des matières nucléaires.
C. O. R. R. I.	Comités régionaux de restructuration industrielle.
C. O. T. O. R. E. P.	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
C. U. M. A.	Coopérative d'utilisation en commun de matériels agricoles.
D. E. U. G.	Diplôme d'études universitaires générales.
D. G. D.	Dotation générale de décentralisation.
D. G. E.	Dotation globale d'équipement.
D. G. F.	Dotation globale de fonctionnement.
D. O. M. - T. O. M.	Départements et territoires d'outre-mer.
E. N. A.	Ecole nationale d'administration.
E. N. S. P.	Ecole nationale de la santé publique.
E. P. R.	Etablissement public régional.
E. P. S. T.	Etablissement public à caractère scientifique et technologique.
E. R. A. P.	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
F. A. C. E.	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
F. A. D. I. L.	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles de la Nouvelle-Calédonie.
F. A. D. I. P.	Fonds d'aide au développement de l'intérieur de la Polynésie.
F. A. S.	Fonds d'action sociale.
F. A. S. S. O.	Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.
F. D. E. S.	Fonds de développement économique et social.
F. E. D.	Fonds européen de développement.
F. E. D. E. R.	Fonds européen de développement régional.
F. E. N.	Fédération de l'éducation nationale.
F. E. O. G. A.	Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles.
F. I. C.	Fonds d'intervention culturelle.
F. I. D. A. R.	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
F. I. D. E. S.	Fonds d'intervention et de développement économique et social.
F. I. D. O. M.	Fonds d'intervention des départements d'outre-mer.
F. I. O. M.	Fonds d'intervention et d'orientation maritime.
F. I. Q. V.	Fonds d'intervention pour la qualité de la vie.
F. M. O.	Force multilatérale d'observateurs au Sinaï.
F. N. E.	Fonds national de l'emploi.
F. N. S.	Fonds national de solidarité.
F. N. S.	Force nucléaire stratégique.
G. A. E. C.	Groupement agricole d'exploitation en commun.

G. E. R. D. A. T.	Groupements d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
G. I. P.	Groupement d'intérêt public.
H. L. M.	Habitation à loyer modéré.
I. F. P.	Institut français du pétrole.
I. G. A. M. E.	Inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire.
I. N. C.	Institut national de la consommation.
I. N. C. A.	Institut national de la communication audiovisuelle.
I. N. E. D.	Institut national d'études démographiques.
I. N. R. A.	Institut national de recherche agronomique.
I. N. S. E. R. M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I. R. P. P.	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
I. S. T. P. M.	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
I. T. E. F.	Ingénieur technicien d'études et de fabrications.
I. U. T.	Institut universitaire de technologie.
I. V. D.	Indemnité viagère de départ.
I. V. G.	Interruption volontaire de grossesse.
L. E. P.	Lycée d'enseignement professionnel.
M. C. M.	Montants compensatoires monétaires.
M. I. N.	Marché d'intérêt national.
M. O. D. E. F.	Mouvement de défense des exploitations familiales.
M. R. G.	Mouvement des radicaux de gauche.
M. S. A.	Mutualité sociale agricole.
O. L. P.	Organisation de libération de la Palestine.
O. N. A. C.	Office national des anciens combattants.
O. N. E. R. A.	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
O. N. U. D. I.	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
O. P. P. B. T. P.	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
O. R. S. T. O. M.	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
P. A. C.	Politique agricole commune.
P. A. L. U. L. O. S.	Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
P. A. P.	Programme d'action prioritaire.
P. A. P. I. R.	Programme d'action prioritaire d'intérêt régional.
P. A. Z.	Plan d'aménagement de zones.
P. I. B. M.	Produit intérieur brut marchand.
P. M. E.	Petites et moyennes entreprises.
P. O. S.	Plan d'occupation des sols.
P. R. E.	Prime régionale à l'emploi.
R. B. E.	Revenu brut d'exploitation.
S. A. C.	Service d'action civique.
S. A. F. E. R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S. A. M. U.	Service d'aide médical urgente.
S. D. R.	Société de développement régional.
S. E. I. T. A.	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S. F. P.	Société française de production.
S. I. C. A.	Société d'intérêts collectifs agricoles.
S. M. I. C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S. N. C. F.	Société nationale des chemins de fer français.
S. N. E. A.	Société nationale Elf-Aquitaine.
S. N. I.	Syndicat national des instituteurs.
S. N. I. A. S.	Société nationale des industries aéronautiques et spatiales.
S. O. F. E. R. G. I. E.	Société de financement des économies d'énergie.
S. O. F. I. R. A. D.	Société financière de radiodiffusion.
S. O. P.	Service d'observation des programmes.
T. D. F.	Télédiffusion de France.
T. G. V.	Train à grande vitesse.
T. I. P. P.	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
T. P. F. A.	Tribunaux permanents des forces armées.
T. V. A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U. C. A. N. S. S.	Union des caisses nationales de sécurité sociale.
U. E. O.	Union de l'Europe occidentale.
U. E. R.	Unité d'enseignement et de recherche.
U. I. T.	Union internationale des télécommunications.
U. N. E. D. I. C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U. R. S. S. A. F.	Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
Z. A. C.	Zone d'aménagement concertée.
Z. A. N.	Zone d'agglomération nouvelle.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication, la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu.)

ANNÉE 1982

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
12 janvier	13 janvier	1 à 48	1	001	29 avril	30 avril	1463 à 1510	31	033
13 janvier	14 janvier	49 à 94	2	002	30 avril	1er mai	1511 à 1556	32	034
14 janvier	15 janvier	95 à 132	3	003	3 mai	4 mai	1557 à 1628	33	035
15 janvier	16 janvier	133 à 142	4	004	4 mai	5 mai	1629 à 1700	34	036
18 janvier	19 janvier	143 à 196	5	005	5 mai	6 mai	1701 à 1788	35	037
19 janvier	20 janvier	197 à 252	6	006	6 mai	7 mai	1789 à 1844	36	038
20 janvier	21 janvier	253 à 314	7	007	7 mai	8 mai	1845 à 1884	37	039
21 janvier	22 janvier	315 à 362	8	008	10 mai	11 mai	1885 à 1956	38	040
22 janvier	23 janvier	363 à 474	9	009-010	11 mai	12 mai	1957 à 2036	39	041
25 janvier	26 janvier	475 à 528	10	011	12 mai	13 mai	2037 à 2088	40	042
26 janvier	27 janvier	529 à 560	11	012	13 mai	14 mai	2089 à 2156	41	043
27 janvier	28 janvier	561 à 624	12	013	14 mai	15 mai	2157 à 2228	42	044
28 janvier	29 janvier	625 à 672	13	014	15 mai	16 mai	2229 à 2274	43	045
3 février	4 février	673 à 726	14	015	17 mai	18 mai	2275 à 2338	44	046
4 février	5 février	727 à 758	15	016	18 mai	19 mai	2339 à 2410	45	047
5 février	6 février	759 à 774	16	017	19 mai	20 mai	2411 à 2458	46	048
2 avril	3 avril	775 à 790	17	018	24 mai	25 mai	2459 à 2514	47	049
6 avril	7 avril	791 à 950	18	019-020	25 mai	26 mai	2515 à 2584	48	050
7 avril	8 avril	951 à 996	19	021	26 mai	27 mai	2585 à 2654	49	051
8 avril	9 avril	997 à 1044	20	022	27 mai	28 mai	2655 à 2710	50	052
13 avril	14 avril	1045 à 1090	21	023	28 mai	29 mai	2711 à 2774	51	053
14 avril	15 avril	1091 à 1168	22	024	1er juin	2 juin	2775 à 2838	52	054
16 avril	17 avril	1169 à 1184	23	025	2 juin	3 juin	2839 à 2894	53	055
20 avril	21 avril	1185 à 1206	24	026	3 juin	4 juin	2895 à 2948	54	056
21 avril	22 avril	1207 a 1246	25	027	4 juin	5 juin	2949 à 3008	55	057
22 avril	23 avril	1247 à 1284	26	028	7 juin	8 juin	3009 à 3086	56	058
23 avril	24 avril	1285 à 1296	27	029	8 juin	9 juin	3087 à 3158	57	059
26 avril	27 avril	1297 à 1344	28	030	9 juin	10 juin	3159 à 3196	58	060
27 avril	28 avril	1345 à 1398	29	031	10 juin	11 juin	3197 à 3250	59	061
28 avril	29 avril	1399 à 1462	30	032	11 juin	12 juin	3251 à 3322	60	062

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
14 juin	15 juin	3323 à 3370	61	063
15 juin	16 juin	3371 à 3448	62	064
16 juin	17 juin	3449 à 3512	63	065
17 juin	18 juin	3513 à 3576	64	066
18 juin	19 juin	3577 à 3614	65	067
21 juin	22 juin	3615 à 3684	66	068
22 juin	23 juin	3685 à 3756	67	069
23 juin	24 juin	3757 à 3828	68	070
24 juin	25 juin	3829 à 3860	69	071
25 juin	26 juin	3861 à 3940	70	072
28 juin	29 juin	3941 à 3978	71	073
29 juin	30 juin	3979 à 4042	72	074
30 juin	1er juillet	4043 à 4122	73	075
1er juillet	2 juillet	4123 à 4198	74	076
6 juillet	7 juillet	4199 à 4260	75	077
7 juillet	8 juillet	4261 à 4328	76	078
8 juillet	9 juillet	4329 à 4400	77	079
9 juillet	10 juillet	4401 à 4406	78	080
12 juillet	13 juillet	4407 à 4442	79	081
13 juillet	14 juillet	4443 à 4474	80	082
19 juillet	20 juillet	4475 à 4530	81	083
20 juillet	21 juillet	4531 à 4576	82	084
21 juillet	22 juillet	4577 à 4654	83	085
22 juillet	23 juillet	4655 à 4716	84	086
23 juillet	24 juillet	4717 à 4820	85	087-088
26 juillet	27 juillet	4821 à 4866	86	089
27 juillet	28 juillet	4867 à 4922	87	090
28 juillet	29 juillet	4923 à 4986	88	091
21 septembre	22 septembre	4987 à 5032	89	092
22 septembre	23 septembre	5033 à 5094	90	093
23 septembre	24 septembre	5095 à 5108	91	094
27 septembre	28 septembre	5109 à 5154	92	095
28 septembre	29 septembre	5155 à 5192	93	096
29 septembre	30 septembre	5193 à 5254	94	097
30 septembre	1er octobre	5255 à 5310	95	098
1er octobre	2 octobre	5311 à 5360	96	099
2 octobre	3 octobre	5361 et 5362	97	100
5 octobre	6 octobre	5363 à 5440	98	101
6 octobre	7 octobre	5441 à 5536	99	102
7 octobre	8 octobre	5537 à 5582	100	103
8 octobre	9 octobre	5583 à 5596	101	104
11 octobre	12 octobre	5597 à 5634	102	105
12 octobre	13 octobre	5635 à 5696	103	106
13 octobre	14 octobre	5697 à 5798	104	107-108
14 octobre	15 octobre	5799 à 5822	105	109
15 octobre	16 octobre	5823 à 5894	106	110
18 octobre	19 octobre	5895 à 5950	107	111
19 octobre	20 octobre	5951 à 6012	108	112
20 octobre	21 octobre	6013 à 6084	109	113
21 octobre	22 octobre	6085 à 6156	110	114
22 octobre	23 octobre	6157 à 6242	111	115
23 octobre	24 octobre	6243 à 6298	112	116
26 octobre	27 octobre	6299 à 6344	113	117
27 octobre	28 octobre	6345 à 6404	114	118
28 octobre	29 octobre	6405 à 6484	115	119
29 octobre	30 octobre	6485 à 6524	116	120
2 novembre	3 novembre	6525 à 6580	117	121
3 novembre	4 novembre	6581 à 6672	118	122
4 novembre	5 novembre	6673 à 6736	119	123
5 novembre	6 novembre	6737 à 6830	120	124
8 novembre	9 novembre	6831 à 6920	121	125
9 novembre	10 novembre	6921 à 7000	122	126
10 novembre	11 novembre	7001 à 7048	123	127
12 novembre	13 novembre	7049 à 7128	124	128
13 novembre	14 novembre	7129 à 7158	125	129
15 novembre	16 novembre	7159 à 7222	126	130
16 novembre	17 novembre	7223 à 7292	127	131
17 novembre	18 novembre	7293 à 7356	128	132
18 novembre	19 novembre	7357 à 7426	129	133
19 novembre	20 novembre	7427 à 7536	130	134-135
23 novembre	24 novembre	7537 à 7606	131	136
24 novembre	25 novembre	7607 à 7676	132	137
25 novembre	26 novembre	7677 à 7700	133	138
26 novembre	27 novembre	7701 à 7716	134	139
29 novembre	30 novembre	7717 à 7754	135	140
30 novembre	1er décembre	7755 à 7834	136	141
1er décembre	2 décembre	7835 à 7936	137	142-143
2 décembre	3 décembre	7937 à 7958	138	144
3 décembre	4 décembre	7959 à 7976	139	145
6 décembre	7 décembre	7977 à 8024	140	146
7 décembre	8 décembre	8025 à 8102	141	147
8 décembre	9 décembre	8103 à 8150	142	148
9 décembre	10 décembre	8151 à 8206	143	149
10 décembre	11 décembre	8207 à 8252	144	150
14 décembre	15 décembre	8253 à 8308	145	151
15 décembre	16 décembre	8309 à 8418	146	152-153
16 décembre	17 décembre	8419 à 8456	147	154
17 décembre	18 décembre	8457 à 8502	148	155
18 décembre	19 décembre	8503 à 8564	149	156
20 décembre	21 décembre	8565 à 8580	150	157
21 décembre	22 décembre	8581 à 8596	151	158

INDICATIONS PRELIMINAIRES

	Pages.
I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**	
1. Liste par ordre alphabétique des députés élus les 14 et 21 juin 1981	IX
2. Liste par circonscription des députés élus les 14 et 21 juin 1981	XIII
II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale.**	
A. — Elections :	
1. Contestations d'élections par circonscription avec les décisions du Conseil constitutionnel	XIX
2. Elections partielles	XIX
3. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique	XIX
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription	XIX
B. — Députés nommés membres du Gouvernement	XIX
C. — Cessation de fonctions par suite de renouvellement d'une mission temporaire	XIX
D. — Démission de députés	XIX
E. — Député décédé	XIX
III. — **Groupes politiques**	XX
IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale :**	
1. Bureau d'âge	XXII
2. Bureau de l'Assemblée nationale	XXII
V. — **Commissions permanentes**	XXIII
VI. — **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe**	XXV
VII. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires**	XXVI
VIII. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale.**	XXVII
IX. — **Haute Cour de justice**	XXVIII
X. — **Députés chargés d'une mission temporaire.**	XXIX
XI. — **Sessions**	XXX
XII. — **Composition du deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy :**	
1. Par ordre alphabétique	XXXI
2. Par ministère	XXXI
3. Modifications	XXXII

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

des députés, à la date du 1er janvier 1982.

MM.	Maurice ADEVAH-PŒUF	Puy-de-Dôme (4e).
	Jean-Marie ALAIZE	Ardèche (3e).
	Nicolas ALFONSI	Corse-du-Sud (1re).
	Edmond ALPHANDÉRY	Maine-et-Loire (3e).
	Jean ANCIANT	Oise (4e).
	Gustave ANSART	Nord (20e).
	Vincent ANSQUER	Vendée (4e).
	François ASENSI	Seine-Saint-Denis (8e).
	Emmanuel AUBERT	Alpes-Maritimes (4e).
	François d'AUBERT	Mayenne (1re).
	André AUDINOT	Somme (5e).
	Robert AUMONT	Aisne (1re).
	Jacques BADET	Loire (3e).
	Jean-Pierre BALLIGAND	Aisne (3e).
	Georges BALLY	Isère (7e).
	Paul BALMIGÈRE	Hérault (4e).
	Gérard BAPT	Haute-Garonne (2e).
	Bernard BARDIN	Nièvre (3e).
	Michel BARNIER	Savoie (2e).
	Raymond BARRE	Rhône (4e).
	Jacques BARROT	Haute-Loire (1re).
	Jean-Jacques BARTHE	Pas-de-Calais (7e).
	Claude BARTOLONÉ	Seine-Saint-Denis (6e).
	Pierre BAS	Paris (4e).
	Philippe BASSINET	Hauts-de-Seine (13e).
	Jean-Claude BATEUX	Seine-Maritime (4e).
	Umberto BATTIST	Nord (22e).
	Henri BAUDOUIN	Manche (3e).
	Jacques BAUMEL	Hauts-de-Seine (8e).
	Henri BAYARD	Loire (7e).
	Jean-Michel BAYLET	Tarn-et-Garonne (2e).
	Raoul BAYOU	Hérault (5e).
	Jean BEAUFILS	Seine-Maritime (9e).
	Jean BEAUFORT	Finistère (6e).
	Guy BÈCHE	Doubs (2e).
	Jacques BECQ	Somme (4e).
	Jean BEGAULT	Maine-et-Loire (4e).
	Roland BEIX	Charente-Maritime (3e).
	André BELLON	Alpes-de-Haute-Provence (2e).
	Jean-Michel BELORGEY	Allier (4e).
	Serge BELTRAME	Vosges (4e).
	Georges BENEDETTI	Gard (2e).
	Jean-Jacques BENETIÈRE	Loire (5e).
	Daniel BENOIST	Nièvre (1re).
	Michel BÉRÉGOVOY	Seine-Maritime (1re).
	Christian BERGELIN	Haute-Saône (1re).
	Jean BERNARD	Meuse (1re).
	Pierre BERNARD	Tarn (1re).
	Roland BERNARD	Rhône (12e).
	Michel BERSON	Essonne (1re).
	Wilfrid BERTILE	La Réunion (3e).
	Louis BESSON	Savoie (1re).
	Marcel BIGEARD	Meurthe-et-Moselle (5e).
	André BILLARDON	Saône-et-Loire (3e).
	Alain BILLON	Paris (29e).
	Claude BIRRAUX	Haute-Savoie (3e).
	Emile BIZET	Manche (2e).
	Paul BLADT	Moselle (6e).
	Jacques BLANC	Lozère (2e).
MM.	Jean-Marie BOCKEL	Haut-Rhin (4e).
	Alain BOCQUET	~~Pas-de-Calais (13e).~~ Nord (19e)
	Jean-Claude BOIS	~~Nord (19e).~~ Pas-de-Calais (13e)
	Gilbert BONNEMAISON	Seine-Saint-Denis (1re).
	Alain BONNET	Dordogne (3e).
	Christian BONNET	Morbihan (2e).
	Augustin BONREPAUX	Ariège (1re).
	André BOREL	Vaucluse (2e).
	Jean-Michel BOUCHERON	Charente (1re).
	Jean-Michel BOUCHERON	Ille-et-Vilaine 2e).
	Pierre BOURGUIGNON	Seine-Maritime (3e).
	Loïc BOUVARD	Morbihan (4e).
	Jean-Pierre BRAINE	Oise (3e).
	Jean-Guy BRANGER	Charente-Maritime (2e).
	Benjamin BRIAL	Wallis-et-Futuna.
	Maurice BRIAND	Côtes-du-Nord (4e).
	Jean BRIANE	Aveyron (1re).
	Jean BROCARD	Haute-Savoie (1re).
	Albert BROCHARD	Deux-Sèvres (3e).
	Alain BRUNE	Jura (1re).
	André BRUNET	Drôme (3e).
	Jacques BRUNHES	Hauts-de-Seine (1re).
	Georges BUSTIN	Nord (18e).
	Robert CABE	Landes (3e).
Mme	Denise CACHEUX	Nord (16e).
MM.	Jacques CAMBOLIVE	Aude (3e).
	Jean-Marie CARO	Bas-Rhin (~~3e~~). 5e
	Roland CARRAZ	Côte-d'Or ((1re).
	Michel CARTELET	Aube (3e).
	Raoul CARTRAUD	Vienne (3e).
	Jean-Claude CASSAING	Corrèze (2e).
	Elie CASTOR	Guyane.
	Laurent CATHALA	Val-de-Marne (5e).
	Robert de CAUMONT	Hautes-Alpes (2e).
	Jean-Charles CAVAILLÉ	Morbihan (3e).
	Aimé CESAIRE	Martinique (2e).
	Jacques CHABAN-DELMAS	Gironde (3e).
Mme	Colette CHAIGNEAU	Charente-Maritime (1re).
MM.	Guy CHANFRAULT	Haute-Marne (2e).
	Robert CHAPUIS	Ardèche (1re).
	Jean-Paul CHARIÉ	Loiret (3e).
	Serge CHARLES	Nord (9e).
	Gilles CHARPENTIER	Ardennes (3e).
	Michel CHARZAT	Paris (30e).
	Gérard CHASSEGUET	Sarthe (1re).
	Albert CHAUBARD	Allier (2e).
	Guy-Michel CHAUVEAU	Sarthe (3e).
	Alain CHENARD	Loire-Atlantique (2e).
	Daniel CHEVALLIER	Hautes-Alpes (1re).
	Jacques CHIRAC	Corrèze (3e).
	Paul CHOMAT	Loire (1re).
	Didier CHOUAT	Côtes-du-Nord (3e).
	Pascal CLÉMENT	Loire (~~5e~~). 6e
	Michel COFFINEAU	Val-d'Oise (5e).
	Michel COINTAT	Ille-et-Vilaine (5e).
	Georges COLIN	Marne (1re).
	Gérard COLLOMB	Rhône (2e).
	Jean-Hugues COLONNA	Alpes-Maritimes (3e).
	Jean COMBASTEIL	Corrèze (1re).

Mme Nelly COMMERGNAT .... Creuse (2e).
MM. Maurice CORNETTE .... Nord (12e).
Roger CORRÈZE ..... Loir-et-Cher (2e).
Michel COUILLET ..... Somme (3e).
Lucien COUQUEBERG .. Territoire de Belfort (1re).
Pierre-Bernard COUSTÉ . Rhône (5e).
Maurice COUVE DE MURVILLE ..... Paris (6e).
Jean-Marie DAILLET .... Manche (1re).
Louis DARINOT ..... Manche (5e).
Marcel DASSAULT ..... Oise (1re).
Pierre DASSONVILLE .. Nord (2e).
Michel DEBRÉ ..... La Réunion (1re).
Jean-Pierre DEFONTAINE Pas-de-Calais (2e).
Marcel DEHOUX ..... Nord (21e).
Bertrand DELANOE ..... Paris (26e).
Georges DELATRE ..... Seine-Maritime (10e).
André DELEHEDDE .... Pas-de-Calais (1re).
Georges DELFOSSE ..... Nord (1re).
Henry DELISLE ..... Calvados (2e).
Xavier DENIAU ..... Loiret (4e).
Albert DENVERS ..... Nord (11e).
Charles DEPREZ ..... Hauts-de-Seine (5e).
Bernard DEROSIER ..... Nord (4e).
Jean DESANLIS ..... Loir-et-Cher (3e).
Freddy DESCHAUX-BEAUME ..... Eure (4e).
Jean-Paul DESGRANGES. Allier (1re).
Jean-Claude DESSEIN ... Somme (1re).
Jean-Pierre DESTRADE .. Pyrénées-Atlantiques (4e).
Paul DHAILLE ..... Seine-Maritime (5e).
Yves DOLLO ..... Côtes-du-Nord (1re).
Maurice DOUSSET ..... Eure-et-Loir (3e).
Raymond DOUYÈRE .... Sarthe (2e).
René DROUIN ..... Moselle (3e).
Hubert DUBEDOUT ..... Isère (2e).
Guy DUCOLONÉ ..... Hauts-de-Seine (11e).
Roland DUMAS ..... Dordogne (1re).
Jean-Louis DUMONT .... Meuse (2e).
Dominique DUPILET .... Pas-de-Calais (6e).
Jean DUPRAT ..... Hautes-Pyrénées (2e).
Mme Lydie DUPUY ..... Gers (2e).
MM. Paul DURAFFOUR ..... Saône-et-Loire (2e).
Adrien DURAND ..... Lozère (1re).
Guy DURBEC ..... Var (3e).
Jean-Paul DURIEUX .... Meurthe-et-Moselle (7e).
André DUROMÉA ..... Seine-Maritime (7e).
Roger DUROURE ..... Landes (1re).
André DURR ..... Bas-Rhin (3e).
Job DURUPT ..... Meurthe-et-Moselle (2e).
Lucien DUTARD ..... Dordogne (4e).
Manuel ESCUTIA ..... Paris (28e).
Marcel ESDRAS ..... Guadeloupe (3e).
Claude ESTIER ..... Paris (25e).
Claude EVIN ..... Loire-Atlantique (6e).
Jean FALALA ..... Marne (2e).
Alain FAUGARET ..... Nord (8e).
Maurice FAURE ..... Lot (1re).
Charles FÈVRE ..... Haute-Marne (1re).
Mme Berthe FIEVET ..... Cher (3e).
MM. François FILLON ..... Sarthe (4e).
Jacques FLEURY ..... Somme (2e).
Jacques FLOCH ..... Loire-Atlantique (3e).
Roland FLORIAN ..... Oise (2e).
Gaston FLOSSE ..... Polynésie française (2e).
Jean FONTAINE ..... La Réunion (2e).
Pierre FORGUES ..... Hautes-Pyrénées (1re).
Raymond FORNI ..... Territoire de Belfort (2e).
Roger FOSSE ..... Seine-Maritime (8e).
Jacques FOUCHIER ..... Deux-Sèvres (2e).
Jean-Pierre FOURRE .... Seine-et-Marne (2e).
Jean FOYER ..... Maine-et-Loire (2e).
Mmes Martine FRACHON ..... Yvelines (3e).
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS ..... Hauts-de-Seine (7e).
MM. Georges FRÊCHE ..... Hérault (1re).
Edouard FRÉDERIC-DUPONT ..... Paris (5e).
Dominique FRELAUT ... Hauts-de-Seine (3e).
Jean-Paul FUCHS ..... Haut-Rhin (1re).

MM. Jean-Pierre GABARROU.. Tarn (2e).
René GAILLARD ..... Deux-Sèvres (1re).
Jean GALLET ..... Eure-et-Loir (1re).
Robert GALLEY ..... Aube (2e).
Max GALLO ..... Alpes-Maritimes (1re).
Gilbert GANTIER ..... Paris (21e).
Edmond GARCIN ..... Bouches-du-Rhône (6e).
Pierre GARMENDIA .... Gironde (4e).
Marcel GARROUSTE .... Lot-et-Garonne (3e).
Pierre GASCHER ..... Sarthe (5e).
Mme Françoise GASPARD .... Eure-et-Loir (2e).
MM. Henri de GASTINES .... Mayenne (2e).
Jean GATEL ..... Vaucluse (3e).
Jean-Claude GAUDIN ... Bouches-du-Rhône (2e).
Francis GENG ..... Orne (2e).
Germain GENGENWIN .. Bas-Rhin (4e).
Claude GERMON ..... Essonne (3e).
Jean GIOVANELLI ..... Morbihan (6e).
Antoine GISSINGER .... Haut-Rhin (5e).
Jean-Louis GOASDUFF .. Finistère (3e).
Pierre GODEFROY ..... Manche (4e).
Jacques GODFRAIN .... Aveyron (3e).
Mme Colette GOEURIOT ..... Meurthe-et-Moselle (6e).
MM. Georges GORSE ..... Hauts-de-Seine (10e).
Georges GOSNAT ..... Val-de-Marne (3e).
Daniel GOULET ..... (Orne (1re).
Joseph GOURMELON ... Finistère (2e).
Christian GOUX ..... Var (4e).
Hubert GOUZE ..... Tarn-et-Garonne (1re).
Gérard GOUZES ..... Lot-et-Garonne (2e).
Léo GREZARD ..... Yonne (2e).
François GRUSSENMEYER ..... Bas-Rhin (7e).
Olivier GUICHARD ..... Loire-Atlantique (7e).
Pierre GUIDONI ..... Aude (2e).
Jacques GUYARD ..... Essonne (2e).
Charles HABY ..... Haut-Rhin (2e).
René HABY ..... Meurthe-et-Moselle (4e).
Gérard HAESEBROECK .. Nord (10e).
Georges HAGE ..... Nord (15e).
Mme Gisèle HALIMI ..... Isère (4e).
MM. Emmanuel HAMEL ..... Rhône (8e).
Jean HAMELIN ..... Ille-et-Vilaine (6e).
Mme Florence d'HARCOURT .. Hauts-de-Seine (6e).
MM. François d'HARCOURT .. Calvados (4e).
Mme Nicole de HAUTECLOCQUE ..... Paris (18e).
MM. Alain HAUTECŒUR .... Var (1re).
Kléber HAYE ..... Gironde (7e).
Guy HERMIER ..... Bouches-du-Rhône (4e).
Mme Adrienne HORVATH .... Gard (3e).
MM. Jean-François HORY .... Mayotte.
Gérard HOUTEER ..... Haute-Garonne (5e).
Roland HUGUET ..... Pas-de-Calais (8e).
Xavier HUNAULT ..... Loire-Atlantique (5e).
Jacques HUYGHUES DES ETAGES ..... Nièvre (2e).
Jean IBANES ..... Ariège (2e).
Michel INCHAUSPÉ ..... Pyrénées-Atlantiques (3e).
Gérard ISTACE ..... Ardennes (2e).
Mmes Marie JACQ ..... Finistère (4e).
Muguette JACQUAINT .. Seine-Saint-Denis (3e).
MM. Pierre JAGORET ..... Côtes-du-Nord (5e).
Frédéric JALTON ..... Guadeloupe (2e).
Parfait JANS ..... Hauts-de-Seine (4e).
Jean JAROSZ ..... Nord (23e).
Marcel JOIN ..... Gironde (3e).
Noël JOSEPHE ..... Pas-de-Calais (11e).
Lionel JOSPIN ..... Paris (27e).
Charles JOSSELIN ..... Côtes-du-Nord (2e).
Emile JOURDAN ..... Gard (1re).
Alain JOURNET ..... Gard (4e).
Pierre JOXE ..... Saône-et-Loire (5e).
Didier JULIA ..... Seine-et-Marne (5e).
Raymond JULIEN ..... Gironde (5e).
Jean JUVENTIN ..... Polynésie française (1re).
Gabriel KASPEREIT .... Paris (7e).
Emile KOEHL ..... Bas-Rhin (1re).
Pierre-Charles KRIEG .. Paris (1re).

MM. Jean-Pierre KUCHEIDA .. Pas-de-Calais (12e).
Georges LABAZÉE ..... Pyrénées-Atlantiques (1re).
Claude LABBÉ ..... Hauts-de-Seine (9e).
Jean LABORDE ..... Gers (1re).
Jean LACOMBE ..... Hérault (3e).
René LA COMBE ..... Maine-et-Loire (6e).
Jacques LAFLEUR ..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e).
Pierre LAGORCE ..... Gironde (8e).
André LAIGNEL ..... Indre (2e).
André LAJOINIE ..... Allier (3e).
Michel LAMBERT ..... Orne (3e).
Yves LANCIEN ..... Paris (15e).
Louis LARENG ..... Haute-Garonne (3e).
Roger LASSALE ..... Yonne (3e).
André LAURENT ..... Nord (6e).
Marc LAURIOL ..... Yvelines (4e).
Christian LAURISSERGUES ..... Lot-et-Garonne (1re).
Jacques LAVÉDRINE .... Puy-de-Dôme (3e).
Georges LE BAILL ..... Hauts-de-Seine (12e).
Gilbert LE BRIS ..... Finistère (8e).
Jean-Pierre LE COADIC.. Val-d'Oise (2e).
Mme Marie-France LECUIR .. Val-d'Oise (4e).
MM. Jean-Yves LE DRIAN .... Morbihan (5e).
Robert LE FOLL ..... Seine-et-Marne (3e).
Bernard LEFRANC ..... Aisne (5e).
Jean LE GARS ..... Yvelines (1re).
Joseph LEGRAND ..... Pas-de-Calais (14e).
André LEJEUNE ..... Creuse (1re).
Daniel LE MEUR ..... Aisne (2e).
Guy LENGAGNE ..... Pas-de-Calais (5e).
Jean-Jacques LÉONETTI.. Bouches-du-Rhône (7e).
François LÉOTARD ..... Var (2e).
Roger LESTAS ..... Mayenne (3e).
Maurice LIGOT ..... Maine-et-Loire (5e).
Jean de LIPKOWSKI .... Charente-Maritime (5e).
François LONCLE ..... Eure (3e).
André LOTTE ..... Saône-et-Loire (4e).
Jean-Paul LUISI ..... Haute-Corse (2e).
Alain MADELIN ..... Ille-et-Vilaine (4e).
Bernard MADRELLE .... Gironde (10e).
Jacques MAHÉAS ..... Seine-Saint-Denis (9e).
Louis MAISONNAT ..... Isère (3e).
Guy MALANDAIN ..... Yvelines (8e).
Robert MALGRAS ..... Moselle (4e).
Martin MALVY ..... Lot (2e).
Raymond MARCELLIN .. Morbihan (1re).
Georges MARCHAIS .... Val-de-Marne (1re).
Philippe MARCHAND ... Charente-Maritime (4e).
Claude-Gérard MARCUS.. Paris (8e).
Jacques MARETTE .... Paris (17e).
Roger MAS ..... Ardennes (1re).
Marius MASSE ..... Bouches-du-Rhône (8e).
Marc MASSION ..... Seine-Maritime (2e).
Jean-Louis MASSON ..... Moselle (2e).
François MASSOT ..... Alpes-de-Haute-Provence (1re).
Gilbert MATHIEU ..... Côte-d'Or (4e).
Pierre MAUGER ..... Vendée (3e).
Joseph-Henri MAUJOUAN du GASSET ..... Loire-Atlantique (4e).
Alain MAYOUD ..... Rhône (9e).
Roland MAZOIN ..... Haute-Vienne (2e).
Jacques MÉDECIN ..... Alpes-Maritimes (2e).
Pierre MÉHAIGNERIE .. Ille-et-Vilaine (3e).
Jacques MELLICK ..... Pas-de-Calais (9e).
Joseph MENGA ..... Seine-Maritime (6e).
Louis MERMAZ ..... Isère (5e).
Georges MESMIN ..... Paris (20e).
Pierre MESSMER ..... Moselle (8e).
Philippe MESTRE ..... Vendée (1re).
Pierre MÉTAIS ..... Vendée (2e).
Charles METZINGER .... Moselle (5e).
Pierre MICAUX ..... Aube (1re).
Claude MICHEL ..... Eure (2e).
MM. Henri MICHEL ..... Drôme (2e).
Jean-Pierre MICHEL .... Haute-Saône (2e).
Charles MILLON ..... Ain (2e).
Charles MIOSSEC ..... Finistère (5e).
Mme Hélène MISSOFFE ..... Paris (24e).
MM. Gilbert MITTERRAND ... Gironde (9e).
Marcel MOCŒUR ..... Haute-Vienne (3e).
Robert MONTDARGENT. Val-d'Oise (3e).
Mmes Christiane MORA ..... Indre-et-Loire (3e).
Louise MOREAU ..... Alpes-Maritimes (5e).
MM. Paul MOREAU ..... Nord (17e).
François MORTELETTE.. Loir-et-Cher (1re).
Louis MOULINET ..... Paris (13e).
Ernest MOUTOUSSAMY . Guadeloupe (1re).
Jean NARQUIN ..... Maine-et-Loire (1re).
Jean NATIEZ ..... Loire-Atlantique (1re).
Mmes Véronique NEIERTZ..... Seine-Saint-Denis (5e).
Paulette NEVOUX ..... Val-de-Marne (8e).
MM. Maurice NILÈS ..... Seine-Saint-Denis (4e).
Michel NOIR ..... Rhône (3e).
Arthur NOTEBART..... Nord (5e).
Christian NUCCI ..... Isère (6e).
Roland NUNGESSER..... Val-de-Marne (6e).
Louis ODRU ..... Seine-Saint-Denis (7e).
Jean-André OEHLER .... Bas-Rhin (2e).
René OLMETA ..... Bouches-du-Rhône (5e).
Michel d'ORNANO ..... Calvados (3e).
Pierre ORTET ..... Haute-Garonne (6e).
Mmes Jacqueline OSSELIN ..... Nord (3e).
Marie-Thérèse PATRAT... Rhône (1re).
MM. François PATRIAT ..... Côte-d'Or (3e).
Albert PEN ..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAUT.. Landes (2e).
Régis PERBET ..... Ardèche (2e).
Michel PÉRICARD ..... Yvelines (2e).
Paul PERNIN ..... Paris (11e).
Paul PERRIER ..... Savoie (3e).
Francisque PERRUT .... Rhône (10e).
Rodolphe PESCE ..... Drôme (1er).
Camille PETIT ..... Martinique (1re).
Jean PEUZIAT ..... Finistère (7e).
Louis PHILIBERT ..... Bouches-du-Rhône (9e).
Roch PIDJOT..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (1re).
Christian PIERRET ..... Vosges (2e).
Lucien PIGNION ..... Pas-de-Calais (3e).
Joseph PINARD ..... Doubs (1re).
Etienne PINTE ..... Yvelines (5e).
Charles PISTRE ..... Tarn (3e).
Jean-Paul PLANCHOU ... Paris (31e).
Bernard POIGNANT .... Finistère (1re).
Bernard PONS ..... Paris (22e).
Jean POPEREN ..... Rhône (13e).
Vincent PORELLI ..... Bouches-du-Rhône (11e).
Jean-Claude PORTHEAULT ..... Loiret (2e).
Maurice POURCHON .... Puy-de-Dôme (1re).
Henri PRAT ..... Pyrénées-Atlantiques (2e).
Jean de PRÉAUMONT.. Paris (23e).
Jean PRORIOL ..... Haute-Loire (2e).
Pierre PROUVOST ..... Nord (7e).
Jean PROVEUX ..... Indre-et-Loire (4e).
Mme Eliane PROVOST ..... Calvados (1re).
MM. Jean-Jack QUEYRANNE.. Rhône (6e).
Paul QUILÈS ..... Paris (14e).
Noël RAVASSARD ..... Ain (3e).
Alex RAYMOND ..... Haute-Garonne (4e).
Pierre RAYNAL ..... Cantal (2e).
Roland RENARD ..... Aisne (4e).
Amédée RENAULT ..... Indre (3e).
Alain RICHARD ..... Val-d'Oise (1re).
Lucien RICHARD ..... Loire-Atlantique (8e).
René RIEUBON ..... Bouches-du-Rhône (10e).
Jean RIGAL ..... Aveyron (2e).
Jean RIGAUD ..... Rhône (7e).

MM.	Jacques RIMBAULT	Cher (1re).
	Louis ROBIN	Ain (1re).
	Jean-Paul de ROCCA SERRA	Corse-du-Sud (2e).
	Alain RODET	Haute-Vienne (1re).
	Emile ROGER	Nord (14e).
	Jacques ROGER-MACHART	Haute-Garonne (1re).
	André ROSSINOT	Meurthe-et-Moselle (3e).
	René ROUQUET	Val-de-Marne (4e).
	Roger ROUQUETTE	Paris (16e).
	Jean ROUSSEAU	Cher (2e).
	Jean ROYER	Indre-et-Loire (1re).
	Victor SABLÉ	Martinique (3e).
	Michel SAINTE-MARIE	Gironde (6e).
	Philippe SANMARCO	Bouches-du-Rhône (3e).
	Jean-Pierre SANTA CRUZ	Jura (2e).
	Hyacinthe SANTONI	Bouches-du-Rhône (1re).
	Jacques SANTROT	Vienne (1re).
	Michel SAPIN	Indre (1re).
	Georges SARRE	Paris (9e).
	Yves SAUTIER	Haute-Savoie (2e).
	Pierre SAUVAIGO	Alpes-Maritimes (6e).
	Nicolas SCHIFFLER	Moselle (1re).
	Bernard SCHREINER	Yvelines (7e).
	Philippe SÉGUIN	Vosges (1re).
	Jean SEITLINGER	Moselle (7e).
	Gilbert SENÈS	Hérault (2e).
	Maurice SERGHERAERT	Nord (13e).
Mme	Odile SICARD	Isère (1re).
MM.	Jean-Pierre SOISSON	Yonne (1re).
	René SOUCHON	Cantal (1re).
Mme	Renée SOUM	Pyrénées-Orientales (1re).
MM.	André SOURY	Charente (3e).
	Germain SPRAUER	Bas-Rhin (8e).
	Bernard STASI	Marne (4e).
	Olivier STIRN	Calvados (5e).
Mme	Marie-Josèphe SUBLET	Rhône (11e).
MM.	Michel SUCHOD	Dordogne (2e).
	Jean-Pierre SUEUR	Loiret (1re).
	Pierre TABANOU	Val-de-Marne (2e).
	Dominique TADDEI	Vaucluse (1re).
	Yves TAVERNIER	Essonne (4e).
	Jean-Michel TESTU	Indre-et-Loire (2e).
	Clément THEAUDIN	Ille-et-Vilaine (1re).
	Jean TIBERI	Paris (3e).
	Luc TINSEAU	Eure (1re).
	Yvon TONDON	Meurthe-et-Moselle (1re).
	Jacques TOUBON	Paris (19e).
	André TOURNÉ	Pyrénées-Orientales (2e).
Mme	Ghislaine TOUTAIN	Paris (10e).
MM.	Georges TRANCHANT	Hauts-de-Seine (2e).
	Edmond VACANT	Puy-de-Dôme (5e).
	Guy VADEPIED	Oise (5e).
	Jean VALLEIX	Gironde (1re).
	Jean VALROFF	Vosges (3e).
	Bruno VENNIN	Loire (2e).
	Marc VERDON	Vienne (2e).
	Théo VIAL-MASSAT	Loire (4e).
	Joseph VIDAL	Aude (1re).
	Bernard VILLETTE	Charente (2e).
	Alain VIVIEN	Seine-et-Marne (1re).
	Robert-André VIVIEN	Val-de-Marne (7e).
	Hervé VOUILLOT	Côte-d'Or (2e).
	Roland VUILLAUME	Doubs (3e).
	Marcel WACHEUX	Pas-de-Calais (10e).
	Robert WAGNER	Yvelines (6e).
	Pierre WEISENHORN	Haut-Rhin (3e).
	Claude WILQUIN	Pas-de-Calais (4e).
	Claude WOLFF	Puy-de-Dôme (2e).
	Jean-Pierre WORMS	Saône-et-Loire (1re).
	Pierre ZARKA	Seine-Saint-Denis (2e).
	Adrien ZELLER	Bas-Rhin (6e).
	Jean Crucien ZUCCARELLI	Haute-Corse (1re).

LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DES DEPUTES, AU 1er JANVIER 1982

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 - Ain.

1re circonscription.....	MM.	Robin (Louis).
2e —		Millon (Charles).
3e —		Ravassard (Noël).

02 - Aisne.

1re circonscription.....	MM.	Aumont (Robert).
2e —		Le Meur (Daniel).
3e —		Balligand (Jean-Pierre).
4e —		Renard (Roland).
5e —		Lefranc (Bernard).

03 - Allier.

1re circonscription.....	MM.	Desgranges (Jean-Paul).
2e —		Chaubard (Albert).
3e —		Lajoinie (André).
4e —		Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence.

1re circonscription.....	MM.	Massot (François).
2e —		Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes-).

1re circonscription.....	MM.	Chevallier (Daniel).
2e —		de Caumont (Robert).

06 - Alpes-Maritimes.

1re circonscription.....	MM.	Gallo (Max).
2e —		Médecin (Jacques).
3e —		Colonna (Jean-Hugues).
4e —		Aubert (Emmanuel).
5e —	Mme	Moreau (Louise).
6e —	M.	Sauvalgo (Pierre).

07 - Ardèche.

1re circonscription.....	MM.	Chapuis (Robert).
2e —		Perbet (Régis).
3e —		Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes.

1re circonscription.....	MM.	Mas (Roger).
2e —		Istace (Gérard).
3e —		Charpentier (Gilles).

09 - Ariège.

1re circonscription.....	MM.	Bonrepaux (Augustin).
2e —		Ibanes (Jean).

10 - Aube.

1re circonscription.....	MM.	Micaux (Pierre).
2e —		Galley (Robert).
3e —		Cartelet (Michel).

11 - Aude.

1re circonscription.....	MM.	Vidal (Joseph).
2e —		Guidoni (Pierre).
3e —		Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron.

1re circonscription.....	MM.	Briane (Jean).
2e —		Rigal (Jean).
3e —		Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône.

1re circonscription.....	MM.	Santoni (Hyacinthe).
2e —		Gaudin (Jean-Claude).
3e —		Sanmarco (Philippe).
4e —		Hermier (Guy).
5e —		Olmeta (René).
6e —		Garcin (Edmond).
7e —		Leonetti (Jean-Jacques).
8e —		Masse (Marius).
9e —		Philibert (Louis).
10e —		Rieubon (René).
11e —		Porelli (Vincent).

14 - Calvados.

1re circonscription.....	Mme	Provost (Eliane).
2e —	MM.	Delisle (Henry).
3e —		d'Ornano (Michel).
4e —		d'Harcourt (François).
5e —		Stirn (Olivier).

15 - Cantal.

1re circonscription.....	MM.	Souchon (René).
2e —		Raynal (Pierre).

16 - Charente.

1re circonscription.....	MM.	Boucheron (Jean-Michel).
2e —		Villette (Bernard).
3e —		Soury (André).

17 - Charente-Maritime.

1re circonscription.....	Mme	Chaigneau (Colette).
2e —	MM.	Branger (Jean-Guy).
3e —		Beix (Roland).
4e —		Marchand (Philippe).
5e —		de Lipkowski (Jean).

18 - Cher.

1re circonscription.....	MM.	Rimbault (Jacques).
2e —		Rousseau (Jean).
3e —	Mme	Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze.

1re circonscription.....	MM.	Combasteil (Jean).
2e —		Cassaing (Jean-Claude).
3e —		Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud.

1re circonscription..... MM. Alfonsi (Nicolas).
2e — ..... de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse.

1re circonscription..... MM. Zuccarelli (Jean).
2e — ..... Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or.

1re circonscription..... MM. Carraz (Roland).
2e — ..... Vouillot (Hervé).
3e — ..... Patriat (François).
4e — ..... Mathieu (Gilbert).

22 - Côtes-du-Nord.

1re circonscription..... MM. Dollo (Yves).
2e — ..... Josselin (Charles).
3e — ..... Chouat (Didier).
4e — ..... Briand (Maurice).
5e — ..... Jagoret (Pierre).

23 - Creuse.

1re circonscription..... M. Lejeune (André).
2e — ..... Mme Commergnat (Nelly).

24 - Dordogne.

1re circonscription..... MM. Dumas (Roland).
2e — ..... Suchod (Michel).
3e — ..... Bonnet (Alain).
4e — ..... Dutard (Lucien).

25 - Doubs.

1re circonscription..... MM. Pinard (Joseph).
2e — ..... Bêche (Guy).
3e — ..... Vuillaume (Roland).

26 - Drôme.

1re circonscription..... MM. Pesce (Rodolphe).
2e — ..... Michel (Henri).
3e — ..... Brunet (André).

27 - Eure.

1re circonscription..... MM. Tinseau (Luc).
2e — ..... Michel (Claude).
3e — ..... Loncle (François).
4e — ..... Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir.

1re circonscription..... M. Gallet (Jean).
2e — ..... Mme Gaspard (Françoise).
3e — ..... M. Dousset (Maurice).

29 - Finistère.

1re circonscription..... MM. Poignant (Bernard).
2e — ..... Gourmelon (Joseph).
3e — ..... Goasduff (Jean-Louis).
4e — ..... Mme Jacq (Marie).
5e — ..... MM. Miossec (Charles).
6e — ..... Beaufort (Jean).
7e — ..... Peuziat (Jean).
8e — ..... Le Bris (Gilbert).

30 - Gard.

1re circonscription..... MM. Jourdan (Emile).
2e — ..... Benedetti (Georges).
3e — ..... Mme Horvath (Adrienne).
4e — ..... M. Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-).

1re circonscription..... MM. Roger-Machart (Jacques).
2e — ..... Bapt (Gérard).
3e — ..... Lareng (Louis).
4e — ..... Raymond (Alex).
5e — ..... Houteer (Gérard).
6e — ..... Ortet (Pierre).

32 - Gers.

1re circonscription..... M. Laborde (Jean).
2e — ..... Mme Dupuy (Lydie).

33 - Gironde.

1re circonscription..... MM. Valleix (Jean).
2e — ..... Chaban-Delmas (Jacques).
3e — ..... Join (Marcel).
4e — ..... Garmendia (Pierre).
5e — ..... Julien (Raymond).
6e — ..... Sainte-Marie (Michel).
7e — ..... Haye (Kléber).
8e — ..... Lagorce (Pierre).
9e — ..... Mitterrand (Gilbert).
10e — ..... Madrelle (Bernard).

34 - Hérault.

1re circonscription..... MM. Frêche (Georges).
2e — ..... Sénès (Gilbert).
3e — ..... Lacombe (Jean).
4e — ..... Balmigère (Paul).
5e — ..... Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine.

1re circonscription..... MM. Théaudin (Clément).
2e — ..... Boucheron (Jean-Michel).
3e — ..... Méhaignerie (Pierre).
4e — ..... Madelin (Alain).
5e — ..... Cointat (Michel).
6e — ..... Hamelin (Jean).

36 - Indre.

1re circonscription..... MM. Sapin (Michel).
2e — ..... Laignel (André).
3e — ..... Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire.

1re circonscription..... MM. Royer (Jean).
2e — ..... Testu (Jean-Michel).
3e — ..... Mme Mora (Christiane).
4e — ..... M. Proveux (Jean).

38 - Isère.

1re circonscription..... Mme Sicard (Odile).
2e — ..... MM. Dubedout (Hubert).
3e — ..... Maisonnat (Louis).
4e — ..... Mme Halimi (Gisèle).
5e — ..... MM. Mermaz (Louis).
6e — ..... Nucci (Christian).
7e — ..... Bally (Georges).

39 - Jura.

1re circonscription..... MM. Brune (Alain).
2e — ..... Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes.

1re circonscription..... MM. Duroure (Roger).
2e — ..... Pénicaut (Jean-Pierre).
3e — ..... Cabé (Robert).

41 - Loir-et-Cher.

1re circonscription..... MM. Mortelette (François).
2e — ..... Corrèze (Roger).
3e — ..... Desanlis (Jean).

42 - Loire.

1re circonscription..... MM. Chomat (Paul).
2e — ..... Vennin (Bruno).
3e — ..... Badet (Jacques).
4e — ..... Vial-Massat (Théo).
5e — ..... Benetière (Jean-Jacques).
6e — ..... Clément (Pascal).
7e — ..... Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-).

1re circonscription..... MM. Barrot (Jacques).
2e — ..... Proriol (Jean).

44 - Loire-Atlantique.

1re circonscription..... MM. Natiez (Jean).
2e — ..... Chénard (Alain).
3e — ..... Floch (Jacques).
4e — ..... Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).
5e — ..... Hunault (Xavier).
6e — ..... Evin (Claude).
7e — ..... Guichard (Olivier).
8e — ..... Richard (Lucien).

45 - Loiret.

1re circonscription..... MM. Sueur (Jean-Pierre).
2e — ..... Portheault (Jean-Claude).
3e — ..... Charié (Jean-Paul).
4e — ..... Deniau (Xavier).

46 - Lot.

1re circonscription..... MM. Faure (Maurice).
2e — ..... Malvy (Martin).

47 - Lot-et-Garonne.

1re circonscription..... MM. Laurissergues (Christian).
2e — ..... Gouzes (Gérard).
3e — ..... Garrouste (Marcel).

48 - Lozère.

1re circonscription..... MM. Durand (Adrien).
2e — ..... Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire.

1re circonscription..... MM. Narquin (Jean).
2e — ..... Foyer (Jean).
3e — ..... Alphandery (Edmond).
4e — ..... Bégault (Jean).
5e — ..... Ligot (Maurice).
6e — ..... La Combe (René).

50 - Manche.

1re circonscription..... MM. Daillet (Jean-Marie).
2e — ..... Bizet (Emile).
3e — ..... Baudouin (Henri).
4e — ..... Godefroy (Pierre).
5e — ..... Darinot (Louis).

51 - Marne.

1re circonscription..... MM. Colin (Georges).
2e — ..... Falala (Jean).
3e — ..... — (1)
4e — ..... M. Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-).

1re circonscription..... MM. Fèvre (Charles).
2e — ..... Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne.

1re circonscription..... MM. d'Aubert (François).
2e — ..... de Gastines (Henri).
3e — ..... Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle.

1re circonscription..... MM. Tondon (Yvon).
2e — ..... Durupt (Job).
3e — ..... Rossinot (André).
4e — ..... Haby (René).
5e — ..... Bigeard (Marcel).
6e — ..... Mme Goeuriot (Colette).
7e — ..... M. Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse.

1re circonscription..... MM. Bernard (Jean).
2e — ..... Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan.

1re circonscription..... MM. Marcellin (Raymond).
2e — ..... Bonnet (Christian).
3e — ..... Cavaillé (Jean-Charles).
4e — ..... Bouvard (Loïc).
5e — ..... Le Drian (Jean-Yves).
6e — ..... Giovannelli (Jean).

57 - Moselle.

1re circonscription..... MM. Schiffler (Nicolas).
2e — ..... Masson (Jean-Louis).
3e — ..... Drouin (René).
4e — ..... Malgras (Robert).
5e — ..... Metzinger (Charles).
6e — ..... Bladt (Paul).
7e — ..... Seitlinger (Jean).
8e — ..... Messmer (Pierre).

58 - Nièvre.

1re circonscription..... MM. Benoist (Daniel).
2e — ..... Huyghues des Etages (Jacques).
3e — ..... Bardin (Bernard).

59 - Nord.

1re circonscription..... MM. Delfosse (Georges).
2e — ..... Dassonville (Pierre).
3e — ..... Mme Osselin (Jacqueline).
4e — ..... MM. Derosier (Bernard).
5e — ..... Notebart (Arthur).
6e — ..... Laurent (André).
7e — ..... Prouvost (Pierre).
8e — ..... Faugaret (Alain).
9e — ..... Charles (Serge).
10e — ..... Haesebroeck (Gérard).
11e — ..... Denvers (Albert).
12e — ..... Cornette (Maurice).
13e — ..... Sergheraert (Maurice).
14e — ..... Roger (Emile).
15e — ..... Hage (Georges).
16e — ..... Mme Cacheux (Denise).
17e — ..... MM. Moreau (Paul).
18e — ..... Bustin (Georges).
19e — ..... Bocquet (Alain).
20e — ..... Ansart (Gustave).
21e — ..... Dehoux (Marcel).
22e — ..... Battist (Umberto).
23e — ..... Jarosz (Jean).

(1) Siège vacant à la suite de l'invalidation de Mme Chépy-Léger (décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981) ; M. Bruno Bourg-Broc sera élu le 17 janvier 1982.

60 - Oise.

1re circonscription	MM.	Dassault (Marcel).
2e —		Florian (Roland).
3e —		Braine (Jean-Pierre).
4e —		Anciant (Jean).
5e —		Vadepied (Guy).

61 - Orne.

1re circonscription	MM.	Goulet (Daniel).
2e —		Geng (Francis).
3e —		Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais.

1re circonscription	MM.	Delehedde (André).
2e —		Defontaine (Jean-Pierre).
3e —		Pignion (Lucien).
4e —		Wilquin (Claude).
5e —		Lengagne (Guy).
6e —		Dupilet (Dominique).
7e —		Barthe (Jean-Jacques).
8e —		Huguet (Roland).
9e —		Mellick (Jacques).
10e —		Wacheux (Marcel).
11e —		Josephe (Noël).
12e —		Kucheida (Jean-Pierre).
13e —		Bois (Jean-Claude).
14e —		Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme.

1re circonscription	MM.	Pourchon (Maurice).
2e —		Wolff (Claude).
3e —		Lavédrine (Jacques).
4e —		Adevah-Pœuf (Maurice).
5e —		Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques.

1re circonscription	MM.	Labazée (Georges).
2e —		Prat (Henri).
3e —		Inchauspé (Michel).
4e —		Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénées (Hautes-).

1re circonscription	MM.	Forgues (Pierre).
2e —		Duprat (Jean).

66 - Pyrénées-Orientales.

1re circonscription	Mme	Soum (Renée).
2e —	M.	Tourné (André).

67 - Rhin (Bas-).

1re circonscription	MM.	Koehl (Emile).
2e —		Oehler (Jean-André).
3e —		Durr (André).
4e —		Gengenwin (Germain).
5e —		Caro (Jean-Marie).
6e —		Zeller (Adrien).
7e —		Grussenmeyer (François).
8e —		Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-).

1re circonscription	MM.	Fuchs (Jean-Paul).
2e —		Haby (Charles).
3e —		Weisenhorn (Pierre).
4e —		Bockel (Jean-Marie).
5e —		Gissinger (Antoine).

69 - Rhône.

1re circonscription	Mme	Patrat (Marie-Thérèse).
2e —	MM.	Collomb (Gérard).
3e —		Noir (Michel).
4e —		Barre (Raymond).
5e —		Cousté (Pierre-Bernard).
6e —		Queyranne (Jean-Jack).
7e —		Rigaud (Jean).
8e —		Hamel (Emmanuel).
9e —		Mayoud (Alain).
10e —		Perrut (Francisque).
11e —	Mme	Sublet (Marie-Josèphe).
12e —	MM.	Bernard (Roland).
13e —		Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-).

1re circonscription	MM.	Bergelin (Christian).
2e —		Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire.

1re circonscription	MM.	Worms (Jean-Pierre).
2e —		Duraffour (Paul).
3e —		Billardon (André).
4e —		Lotte (André).
5e —		Joxe (Pierre).

72 - Sarthe.

1re circonscription	MM.	Chasseguet (Gérard).
2e —		Douyère (Raymond).
3e —		Chauveau (Guy-Michel).
4e —		Fillon (François).
5e —		Gascher (Pierre).

73 - Savoie.

1re circonscription	MM.	Besson (Louis).
2e —		Barnier (Michel).
3e —		Perrier (Paul).

74 - Savoie (Haute-).

1re circonscription	MM.	Brocard (Jean).
2e —		Sautier (Yves).
3e —		Birraux (Claude).

75 - Paris.

1re circonscription	MM.	Krieg (Pierre-Charles).
2e —		— (1)
3e —		Tiberi (Jean).
4e —		Bas (Pierre).
5e —		Frédéric-Dupont (Edouard).
6e —		Couve de Murville (Maurice).
7e —		Kaspereit (Gabriel).
8e —		Marcus (Claude-Gérard).
9e —		Sarre (Georges).
10e —	Mme	Toutain (Ghislaine).
11e —	MM.	Pernin (Paul).
12e —		— (2)
13e —		Moulinet (Louis).
14e —		Quilès (Paul).
15e —		Lancien (Yves).
16e —		Rouquette (Roger).
17e —		Marette (Jacques).
18e —	Mme	de Hauteclocque (Nicole).
19e —	MM.	Toubon (Jacques).
20e —		Mesmin (Georges).
21e —		Gantier (Gilbert).
22e —		Pons (Bernard).
23e —		de Préaumont (Jean).
24e —	Mme	Missoffe (Hélène).
25e —	MM.	Estier (Claude).
26e —		Delanoë (Bertrand).
27e —		Jospin (Lionel).
28e —		Escutia (Manuel).
29e —		Billon (Alain).
30e —		Charzat (Michel).
31e —		Planchou (Jean-Paul).

(1) (2) Sièges vacants à la suite de l'invalidation de MM. Pierre Dabezies et Pierre de Bénouville (décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981) ; MM. Jacques Dominati et Pierre de Bénouville seront élus le 17 janvier 1982.

95. Val-d'Oise.

1re circonscription..... MM. Richard (Alain).
2e — ..... Le Coadic (Jean-Pierre).
3e — ..... Montdargent (Robert).
4e — ..... Mme Lecuir (Marie-France).
5e — ..... M. Coffineau (Michel).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe.

1re circonscription..... MM. Moutoussamy (Ernest).
2e — ..... Jalton (Frédéric).
3e — ..... Esdras (Marcel).

Guyane.

Circonscription unique..... M. Castor (Elie).

Martinique.

1re circonscription..... MM. Petit (Camille).
2e — ..... Césaire (Aimé).
3e — ..... Sablé (Victor).

Réunion.

1re circonscription..... MM. Debré (Michel).
2e — ..... Fontaine (Jean).
3e — ..... Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Circonscription unique..... M. Pen (Albert).

III. — COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte.

Circonscription unique..... M. Hory (Jean-François).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances.

1re circonscription..... MM. Pidjot (Roch).
2e — ..... Lafleur (Jacques).

Polynésie française.

1re circonscription..... MM. Juventin (Jean).
2e — ..... Flosse (Gaston).

Wallis-et-Futuna.

Circonscription unique..... M. Brial (Benjamin).

76 - Seine-Maritime.

1re circonscription.....	MM.	Bérégovoy (Michel).
2e —		Massion (Marc).
3e —		Bourguignon (Pierre).
4e —		Bateux (Jean-Claude).
5e —		Dhaille (Paul).
6e —		Menga (Joseph).
7e —		Duroméa (André).
8e —		Fossé (Roger).
9e —		Beaufils (Jean).
10e —		Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne.

1re circonscription.....	MM.	Vivien (Alain).
2e —		Fourré (Jean-Pierre).
3e —		Le Foll (Robert).
4e —		— (1)
5e —		Julia (Didier).

78 - Yvelines.

1re circonscription.....	MM.	Le Gars (Jean).
2e —		Péricard (Michel).
3e —	Mme	Frachon (Martine).
4e —	MM.	Lauriol (Marc).
5e —		Pinte (Etienne).
6e —		Wagner (Robert).
7e —		Schreiner (Bernard).
8e —		Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-).

1re circonscription.....	MM.	Gaillard (René).
2e —		Fouchier (Jacques).
3e —		Brochard (Albert).

80 - Somme.

1re circonscription.....	MM.	Dessein (Jean-Claude).
2e —		Fleury (Jacques).
3e —		Couillet (Michel).
4e —		Becq (Jacques).
5e —		Audinot (André).

81 - Tarn.

1re circonscription.....	MM.	Bernard (Pierre).
2e —		Gabarrou (Jean-Pierre).
3e —		Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne.

1re circonscription.....	MM.	Gouze (Hubert).
2e —		Baylet (Jean-Michel).

83 - Var.

1re circonscription.....	MM.	Hautecœur (Alain).
2e —		Léotard (François).
3e —		Durbec (Guy).
4e —		Goux (Christian).

84 - Vaucluse.

1re circonscription.....	MM.	Taddei (Dominique).
2e —		Borel (André).
3e —		Gatel (Jean).

85 - Vendée.

1re circonscription.....	MM.	Mestre (Philippe).
2e —		Métais (Pierre).
3e —		Mauger (Pierre).
4e —		Ansquer (Vincent).

86 - Vienne.

1re circonscription.....	MM.	Santrot (Jacques).
2e —		Verdon (Marc).
3e —		Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-).

1re circonscription.....	MM.	Rodet (Alain).
2e —		Mazoin (Roland).
3e —		Mocœur (Marcel).

88 - Vosges.

1re circonscription.....	MM.	Séguin (Philippe).
2e —		Pierret (Christian).
3e —		Valroff (Jean).
4e —		Beltrame (Serge).

89 - Yonne.

1re circonscription.....	MM.	Soisson (Jean-Pierre).
2e —		Grézard (Léo).
3e —		Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort.

1re circonscription.....	MM.	Couqueberg (Lucien).
2e —		Forni (Raymond).

91 - Essonne.

1re circonscription.....	MM.	Berson (Michel).
2e —		Guyard (Jacques).
3e —		Germon (Claude).
4e —		Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine.

1re circonscription.....	MM.	Brunhes (Jacques).
2e —		Tranchant (Georges).
3e —		Frelaut (Dominique).
4e —		Jans (Parfait).
5e —		Deprez (Charles).
6e —	Mmes	d'Harcourt (Florence).
7e —		Fraysse-Cazalis (Jacqueline).
8e —	MM.	Baumel (Jacques).
9e —		Labbé (Claude).
10e —		Gorse (Georges).
11e —		Ducoloné (Guy).
12e —		Le Baill (Georges).
13e —		Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis.

1re circonscription.....	MM.	Bonnemaison (Gilbert).
2e —		Zarka (Pierre).
3e —	Mme	Jacquaint (Muguette).
4e —	M.	Nilès (Maurice).
5e —	Mme	Neiertz (Véronique).
6e —	MM.	Bartoloné (Claude).
7e —		Odru (Louis).
8e —		Asensi (François).
9e —		Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne.

1re circonscription.....	MM.	Marchais (Georges).
2e —		Tabanou (Pierre).
3e —		Gosnat (Georges).
4e —		Rouquet (René).
5e —		Cathala (Laurent).
6e —		Nungesser (Roland).
7e —		Vivien (Robert-André).
8e —	Mme	Nevoux (Paulette).

(1) Siège vacant à la suite de l'invalidation de M. Marc Fromion (décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981) ; M. Alain Peyrefitte sera élu le 17 janvier 1982.

III. — GROUPES POLITIQUES

I. — Groupe socialiste.

a) *Font partie de ce groupe* (267 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016, 1017). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Bardin (Bernard), Bartoloné (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benetière (Jean-Jacques), Benoist (Daniel), Bérégovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Bladt (Paul), Bockel (Jean-Marie), Bois (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Mme Cacheux (Denise), MM. Cambolive (Jacques), Carraz (Roland), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Caumont (Robert de), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gilles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Dehoux (Marcel), Delanoë (Bertrand), Delehedde (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Drouin (René), Dubedout (Hubert), Dumas (Roland), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique), Mme Dupuy (Lydie), MM. Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroure (Roger), Durupt (Job), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Evin (Claude), Faugaret (Alain), Mme Fievet (Berthe), MM. Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Frêche (Georges), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Gallo (Max), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gate (Jean), Germon (Claude), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Guidoni (Pierre), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Haye (Kléber), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Ibanès (Jean), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Join (Marcel), Josephe (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Kucheida (Jean-Pierre), Labazée (Georges), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Lambert (Michel), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurent (André), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Le Bris (Gilbert), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Lengagne (Guy), Leonetti (Jean-Jacques), Loncle (François), Lotte (André), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Masse (Marius), Massion (Marc), Massot (François), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perrier (Paul), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Quiles (Paul), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renault (Amédée), Richard (Alain), Robin (Louis), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santa-Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Senès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), M. Souchon (René), Mmes Soum (Renée), Sublet (Marie-Josephe), MM. Suchot (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepied (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

b) *S'inscrivent à ce groupe* [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2028) : M. Bourget (René) ; [*J. O.* du 8 juillet 1982] (p. 2168) : M. Hory (Jean-François).

c) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 16 juin 1982] (p. 1909) : M. Nucci (Christian).

d) *Apparentés aux termes de l'article 17 du règlement :*

1. — Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982 :

S'apparente à ce groupe [*J. O.* du 2 février 1982] (p. 441) : M. Giovannelli (Jean).

2. — *S'apparentent à ce groupe* (18 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : MM. Alfonsi (Nicolas), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Mme Chaigneau (Colette), MM. Defontaine (Jean-Pierre), Duprat (Jean), Duraffour (Paul), Faure (Maurice), Giovannelli (Jean), Mme Halimi (Gisèle), MM. Julien (Raymond), Luisi (Jean-Paul), Pen (Albert), Pidjot (Roch), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean).

II. — Groupe du rassemblement pour la République.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982 :*

S'inscrivent à ce groupe [*J. O.* du 28 janvier 1982] (p. 405) : MM. Bourg-Broc (Bruno), Peyrefitte (Alain).

b) *Font partie de ce groupe* (79 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017). — Président : M. Labbé (Claude). — MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charrié (Jean-Paul), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gascher (Pierre), Gastines (Henri de), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Inschaupé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lipkowski (Jean de), Marcus (Claude-Gérard), Marette (Jacques), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Préaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca-Serra (Jean-Paul de), Santoni (Hyacinthe), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [*J. O.* du 23 septembre 1982] (p. 2846) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 14 octobre 1982] (p. 3073) : M. Lafleur (Jacques.

d) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1919) : M. Flosse (Gaston) ; [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2161) : M. Lafleur (Jacques).

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Intervenues du 1er janvier au 31 décembre 1982.

A. — ELECTIONS

1. — CONTESTATIONS D'ELECTIONS PAR CIRCONSCRIPTION, AVEC LES DECISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Charente :

1re *circonscription* : requête de M. Chauffour tendant à la révision ou rétractation de la décision du Conseil constitutionnel du 9 septembre 1981 ayant rejeté sa requête en annulation des opérations électorales du 14 juin 1981 ; rejet de la requête [*J. O.* du 31 juillet 1982] (p. 2471) ;

Marne :

3e *circonscription* : contestation de l'élection de M. Bruno Bourg-Broc par Mme Cabocel et rejet de la requête [*J. O.* du 25 février 1982] (p. 677).

2. — ELECTIONS PARTIELLES

17 janvier 1982 : élection de MM. Bruno Bourg-Broc, Marne (3e circonscription) ; Jacques Dominati, Paris (2e circonscription) ; Pierre de Benouville, Paris (12e circonscription) ; Alain Peyrefitte, Seine-et-Marne (4e circonscription) [*J. O.* du 19 janvier 1982] (p. 309).

29 août 1982 : élection de M. Tutaha Salmon, Polynésie-française (2e circonscription) [*J. O.* du 3 septembre 1982] (p 2704).

5 septembre 1982 : élection de M. Jacques Lafleur, Nouvelle-Calédonie (2e circonscription).

3. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

M. Pierre de BENOUVILLE, élu le 17 janvier 1982.

M. Bruno BOURG-BROC, élu le 17 janvier 1982.

M. René BOURGET, devenu député le 15 juin 1982, en remplacement de M. Christian NUCCI.

M. Jacques DOMINATI, élu le 17 janvier 1982.

M. Gaston FLOSSE, démissionnaire le 16 juin 1982.

M. Georges GOSNAT, décédé le 22 mai 1982 ; remplacé par M. Paul MERCIECA.

M. Jacques LAFLEUR, démissionnaire le 6 juillet 1982 ; réélu le 5 septembre 1982.

M. Paul MERCIECA, devenu député le 23 mai 1982, en remplacement de M. Georges GOSNAT, décédé.

M. Christian NUCCI, maintenu au-delà de six mois en mission temporaire. Remplacé par M. René BOURGET, le 15 juin 1982.

M. Alain PEYREFITTE, élu le 17 janvier 1982.

M. Tutaha SALMON, élu le 29 août 1982.

4. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Isère (6e circonscription) : M. NUCCI (Christian), maintenu en mission temporaire ; M. BOURGET (René), à partir du 15 juin 1982.

Marne (3e circonscription) : M. BOURG-BROC (Bruno), élu le 17 janvier 1982.

Paris (2e circonscription) : M. DOMINATI (Jacques), élu le 17 janvier 1982.

Paris (12e circonscription) : M. de BENOUVILLE (Pierre), élu le 17 janvier 1982.

Seine-et-Marne (4e circonscription) : M. PEYREFITTE (Alain), élu le 17 janvier 1982.

Val-de-Marne (3e circonscription) : M. GOSNAT (Georges), décédé le 22 mai 1982 ; M. MERCIECA (Paul), à partir du 23 mai 1982.

Polynésie française (2e circonscription) : M. FLOSSE (Gaston), démissionnaire le 16 juin 1982 ; M. SALMON (Tutaha), élu le 29 août 1982.

Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e circonscription) : M. LAFLEUR (Jacques), démissionnaire le 6 juillet 1982 ; réélu le 5 septembre 1982.

B. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Nommé secrétaire d'Etat : M. Daniel BENOIST. Décret du 8 décembre 1982 [*J. O.* du 9 décembre 1982] (p. 3702).

C. — CESSATION DE FONCTION PAR SUITE DE RENOUVELLEMENT D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Christian NUCCI [*J. O.* du 16 juin 1982] (p. 1909).

D. — DEMISSION DE DEPUTES

M. Gaston FLOSSE (Polynésie française, 2e circonscription) [16 juin 1982] (p. 3462) [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1919).

M. Jacques LAFLEUR (Nouvelle-Calédonie et dépendances, 2e circonscription) [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2161).

E. — DEPUTE DECEDE

M. Georges GOSNAT (Val-de-Marne, 3e circonscription), décédé le 22 mai 1982 [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1653).

e) *Apparentés aux termes de l'article* 19 *du règlement :*

1. — Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982 :

S'apparente à ce groupe [*J. O.* du 30 janvier 1982] (p. 481) : M. Benouville (Pierre de).

2. *S'apparentent à ce groupe* (11 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 101). — MM. Benouville (Pierre de), Bizet (Emile), Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Mme Harcourt (Florence d'), M. Médecin (Jacques), Mme Missoffe (Hélène), M. Richard (Lucien).

III. — **Groupe Union pour la démocratie française.**

a) *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1982 :

S'inscrit à ce groupe [*J. O.* du 4 février 1982] (p. 466) : M. Dominati (Jacques).

b) *Font partie de ce groupe* (52 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Alphandery (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudouin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bonnet (Christian), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Emile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriol (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Wolff (Claude).

c) *S'apparentent à ce groupe* (11 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Harcourt (François d') Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Sablé (Victor).

IV. — **Groupe communiste.**

a) *Font partie de ce groupe* (43 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017). — Président : M. André Lajoinie. — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gosnat (Georges), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Horvath (Adrienne), Jacquaint (Muguette), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Mazoin (Roland), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Renard (Roland), Rieubon (René), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

b) *S'inscrit à ce groupe* [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1665) : M. Mercieca (Paul).

c) *Cesse d'appartenir à ce groupe* [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1654) : M. Gosnat (Georges).

d) *S'apparente à ce groupe* [1 membre] [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. — **Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.**

a) *Modifications entre le* 1er *janvier et le* 2 *avril* 1982 :

1. — Deviennent députés non inscrits [*J. O.* du 19 janvier 1982] (p. 309) : MM. de Benouville (Pierre), Bourg-Broc (Bruno), Dominati (Jacques), Peyrefitte (Alain).

2. — Cessent d'être non inscrits [*J.O.* du 28 janvier 1982] (p. 405) : MM. Bourg-Broc (Bruno), Peyrefitte (Alain) ; [*J. O.* du 30 janvier 1982] (p. 421) : M. de Benouville (Pierre) ; [*J. O.* du 2 février 1982] (p. 441) : M. Giovannelli (Jean) ; [*J. O.* du 4 février 1982] (p. 466) : M. Dominati (Jacques).

b) *Deviennent députés non inscrits* (9 membres) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017) : MM. Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Hory (Jean-François), Hunault (Xavier), Juventin (Jean), Royer (Jean), Sergheraert (Maurice), Zeller (Adrien) ; [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1654) : M. Mercieca (Paul) ; [*J. O.* du 16 juin 1982] (p. 1909) : M. Bourget (René) ; [*J. O.* du 3 septembre 1982] (p. 2704) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 7 septembre 1982] (p. 2729) ; M. Lafleur (Jacques).

c) *Cessent d'être non inscrits* [J. O. du 26 mai 1982] (p. 1665) : M. Mercieca (Paul) ; [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2028) : M. Bourget (René) ; [*J. O.* du 8 juillet 1982] (p. 2168) : M. Hory (Jean-François) ; [*J. O.* du 23 septembre 1982] (p. 2846) : M. Salmon (Tutaha) ; [*J. O.* du 14 octobre 1982] (p. 3073) : M. Lafleur (Jacques).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — Bureau d'âge [2 avril 1982] (p. 776) :

Secrétaires : MM. Fillon (François), Charié (Jean-Paul), Sapin (Michel), Le Coadic (Jean-Pierre), Bartoloné (Claude), Dhaille (Paul).

2. — Bureau de l'Assemblée nationale :

a) Modifications intervenues du 1er janvier au 2 avril 1982 :

Secrétaires [20 janvier 1982] (p. 294) : M. Michel (Henri), en remplacement de M. Malvy (Martin).

b) Nominations du 2 avril 1982 :

Nomination des six vice-présidents [2 avril 1982] (p. 776) : MM. Malvy (Martin), Séguin (Philippe), Stasi (Bernard), Ducoloné (Guy), Michel (Jean-Pierre), Vivien (Alain).

Nomination des trois questeurs [2 avril 1982] (p. 776) : MM. Bayou (Raoul), Laurrissergues (Christian), Corrèze (Roger).

Nomination des douze secrétaires [2 avril 1982] (p. 776) : MM. Baudouin (Henri), Billardon (André), Brunhes (Jacques), Defontaine (Jean-Pierre), Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Guidoni (Pierre), Hage (Georges), Mahéas (Jacques), Michel (Henri), Mme Nevoux (Paulette), M. Proriol (Jean).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

1. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982* :

Devient membre de cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : Mme Colette Chaigneau.

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : M. Defontaine (Jean-Pierre).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028, 1029) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Badet (Jacques), Bally (Georges), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartolone (Claude), Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayard (Henri), Baylet (Jean-Michel), Beaufort (Jean), Becq (Jean), Belorgey (Jean-Michel), Benedetti (Georges), Bernard (Pierre), Besson (Louis), Billon (Alain), Blanc (Jacques), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Briane (Jean), Brunhes (Jacques), Cassaing (Jean-Claude), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Chanfrault (Guy), Chevallier (Daniel), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Cousté (Pierre-Bernard), Defontaine (Jean-Pierre), Dehoux (Marcel), Delehedde (André), Delfosse (Georges), Derosier (Bernard), Dollo (Yves), Dumas (Roland), Durr (André), Durupt (Job), Evin (Claude), Falala (Jean), Mmes Frachon (Martine), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gascher (Pierre), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissinger (Antoine), Godefroy (Pierre), Grézard (Léo), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Gars (Jean), Legrand (Joseph), Loncle (François), Marchais (Georges), Maujouan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Moulinet (Louis), Narquin (Jean), Nungesser (Roland), Oehler (Jean-André), Olmetta (René), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pénicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Proriol (Jean), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Renard (Roland), Sainte-Marie (Michel), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tourné (André), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vennin (Bruno), Villette (Bernard), Zarka (Pierre).

c) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Evin (Claude) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Delehedde (André), Derosier (Bernard), Mme Lecuir (Marie-France) ; secrétaires : MM. Hage (Georges), Pesce (Rodolphe), Renard (Roland), Santrot (Jacques).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : Defontaine (Jean-Pierre).

e) *Devient membre de cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : Mme Chaigneau (Colette).

2. — Commission des affaires étrangères.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982* :

Devient membre de cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : M. Defontaine (Jean-Pierre).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390) : Mme Chaigneau (Colette).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Asensi (François), Audinot (André), Barre (Raymond), Baumel (Jacques), Bellon (André), Beregovoy (Michel), Bernard (Roland), Bertile (Wilfrid), Bonnet (Christian), Bustin (Georges), Castor (Elie), Mme Chaigneau (Colette), MM. Couve de Murville (Maurice), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dubedout (Hubert), Mme Dupuy (Lydie), MM. Duraffour (Paul), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Faugaret (Alain), Faure (Maurice), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Gallo (Max), Gorse (Georges), Guidoni (Pierre), d'Harcourt (François), Hory (Jean-François), Jagoret (Pierre), Josèphe (Noël), Jospin (Lionel), Joxe (Pierre), Julia (Didier), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Léotard (François), de Lipkowski (Jean), Madelin (Alain), Mahéas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Médecin (Jacques), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Odru (Louis), Pernin (Paul), Perrier (Paul), Poignant (Bernard), Raynal (Pierre), Rousseau (Jean), Sanmarco (Philippe), Seitlinger (Jean), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo), Zeller (Adrien).

c) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056). Président : M. Faure (Maurice) ; vice-présidents : MM. Estier (Claude), Guidoni (Pierre), Montdargent (Robert) ; secrétaires : MM. Bellon (André), Julien (Raymond), Poignant (Bernard).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : Mme Chaigneau (Colette).

e) *Devient membre de cette commission* [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : M. Defontaine (Jean-Pierre).

3. — Commission de la défense nationale et des forces armées.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1982* :

Devient membre de cette commission [*J. O.* du 30 janvier 1982] (p. 421) : M. Dominati (Jacques).

b) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Aumont (Robert), Baudouin (Henri), Beaufils (Jean), de Benouville (Pierre), Bigeard (Marcel), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Brocard (Jean), Cathala (Laurent), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Mme Commergnat (Nelly), MM. Corrèze (Roger), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Delatre (Georges), Deprez (Charles), Dessein (Jean-Claude), Dominati (Jacques), Duprat (Jean), Durbec (Guy), Dutard (Lucien), Fillon (François), Frêche (Georges), Garmendia (Pierre), Gatel (Jean), Goulet (Daniel), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mmes d'Harcourt (Florence), de Hauteclocque (Nicole), MM. Hunault (Xavier), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Join (Marcel), Jourdan (Emile), Juventin (Jean), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lavédrine (Jacques), Le Bris (Gilbert), Le Coadic (Jean-Pierre), Lefranc (Bernard), Leonetti (Jean-Jacques), Luisi (Jean-Paul), Madrelle (Bernard), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Michel (Henri), Nilès (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Philibert (Louis), Raymond (Alex), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Tinseau (Luc), Vacant (Edmond), Verdon (Marc).

c) *Bureau* [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Darinot (Louis) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Combasteil (Jean), Huyghues des Etages (Jacques) ; secrétaires : M. Gatel (Jean), Mme Patrat (Marie-Thérèse), M. Robin (Louis).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : Mme Commergnat (Nelly).

e) *Devient membre de cette commission* [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : M. Lejeune (André).

4. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

a) *Membres* [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), d'Aubert (François), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Beltrame (Serge), Benoist (Daniel), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Carraz (Roland), Charzat (Michel), Chomat (Paul), Couillet (Michel), Denvers (Albert), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Flosse (Gaston), Forgues (Pierre), Fossé (Roger),

Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), de Gastines (Henri), Germon (Claude), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Journet (Alain), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Lengagne (Guy), Ligot (Maurice), Malvy (Martin), Marette (Jacques), Massion (Marc), Méhaignerie (Pierre), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Noir (Michel), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), de Préaumont (Jean), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rodet (Alain), Soisson (Jean-Pierre), Souchon (René), Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude).

b) *Bureau J.O.* [du 7 avril 1982] (p. 1056). Président : M. Goux (Christian) ; rapporteur général : M. Pierret (Christian) ; vice-présidents : MM. Laignel (André), Rieubon (René), Taddei (Dominique) ; secrétaires : MM. Bonnet (Alain), Chomat (Paul), Planchou (Jean-Paul).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 2 juin 1982] (p. 1756) : M. Mercieca (Paul) ; [*J.O.* du 24 juin 1982] (p. 1996) : M. Tranchant (Georges).

5. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029 : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Mme Cacheux (Denise), MM. Caro (Jean-Marie), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Delanoë (Bertrand), Deschaux-Beaume (Freddy), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gouzes (Gérard), Guichard (Olivier), Mme Halimi (Gisèle), MM. Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Lauriol (Marc), Le Meur (Daniel), Lotte (André), Maisonnat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), d'Ornano (Michel), Pidjot (Roch), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tibéri (Jean), Toubon (Jacques), Wolff (Claude), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean).

b) *Bureau* [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : président : M. Forni (Raymond) ; vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Massot (François), Richard (Alain), ; secrétaires : Mme Gaspard (Françoise), MM. Moutoussamy (Ernest), Suchod (Michel).

6. — Commission de la production et des échanges.

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029) : MM. Ansart (Gustave), Balmigère (Paul), Bassinet (Philippe), Bayou (Raoul), Bégault (Jean), Beix (Roland), Benetière (Jean-Jacques), Bernard (Jean), Billardon (André), Birraux (Claude), Bizet (Emile), Bladt (Paul), Bois (Jean-Claude), Borel (André), Braine (Jean-Pierre), Brochard (Albert), Brunet (André), Cabé (Robert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), de Caumont (Robert), Cavaillé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Charié (Jean-Paul), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Chénard (Alain), Cointat (Michel), Colin (Georges), Cornette (Maurice), Dassault (Marcel), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Desgranges (Jean-Paul), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Duroméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fievet (Berthe), MM. Florian (Roland), Fouchier (Jacques), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Mme Goeuriot (Colette), MM. Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Ibanès (Jean), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René). Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lassale (Roger), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Lejeune (André), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Mazouin (Roland), Menga (Joseph), Métais (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Mitterrand (Gilbert), Mocoeur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Moreau (Paul), Nucci (Christian), Patriat (François), Pen (Albert), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Rigal (Jean), Rigaud (Jean), Roger (Emile), Rossinot (André), Sablé (Victor), Santa-Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mmes Sicard (Odile), Soum (Renée), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *Bureau* [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056). Président : M. Ansart (Gustave) ; vice-présidents : MM. Billardon (André). Huguet (Roland), Michel (Claude), Soury (André) ; secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henri), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : M. Lejeune (André) ; [*J.O.* du 24 juin 1982] (p. 1996) : M. Tranchant (Georges).

d) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 4 juin 1982] (p. 1784) : Mme Commergnat (Nelly) ; [*J.O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405) : M. Bourget (René) ; [*J.O.* du 26 octobre 1982] (p. 3223) : M. Salmon (Tutaha).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

a) *Membres* [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Bas (Pierre), Bonnemaison (Gilbert), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Inchauspé (Michel), Lagorge (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) *Bureau* [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056). Président : M. Gaillard (René) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Nilès (Maurice) ; secrétaires : MM. Mortelette (François), Sénès (Gilbert).

VI. — DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentant titulaire [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247) : M. Vial-Massat (Théo), en remplacement de M. Barthe (Jean-Jacques).

Représentants suppléants [*J. O.* du 16 avril 1982] (p. 1144) : M. Joxe (Pierre), en remplacement de Mme Chépy-Léger (Annette) ; [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247) : M. Barthe (Jean-Jacques), en remplacement de M. Vial-Massat (Théo).

VII. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Agence nationale pour l'information touristique.

Membres titulaires [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717) : MM. Chaubard (Albert), Besson (Louis), Porelli (Vincent).
Membres suppléants [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717) : MM. Pourchon (Maurice), Vouillot (Hervé), de Préaumont (Jean).

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membres titulaires [*J. O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405) : MM. Noir (Michel), Charzat (Michel).
Membres suppléants [*J. O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405) : MM. Alphandéry (Edmond), Jans (Parfait).

Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures.

Membre [*J. O.* du 1er octobre 1982] (p. 2920) : M. Jans (Parfait).

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie.

Membres [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088) : MM. Rodet (Alain), Chaubard (Albert).

Comité national de prévention de la violence et de la criminalité.

Membre [*J. O.* du 21 avril 1982] (p. 1180) : M. Belorgey (Jean-Michel).

Comité national des retraités et personnes âgées.

Membre [*J. O.* du 18 septembre 1982] (p. 2813) : M. Bapt (Gérard).

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Membres [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804) : MM. Fossé (Roger), Méhaignerie (Pierre).

Commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordée pour la diffusion du programme de radiodiffusion sonore.

Membres suppléants [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 389) : MM. Battist (Umberto), Le Gars (Jean).

Commission chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire pour 1982-1983.

Membres [*J. O.* du 18 juin 1982] (p. 1930) : MM. Ansart (Gustave), Evin (Claude), Planchou (Jean-Paul), Roger-Machart (Jacques).

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux.

Membres [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247) : M. Belorgey (Jean-Michel), en remplacement de M. Bockel (Jean-Marie).

Commission consultative des fréquences.

Membres suppléants [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316) : MM. Battist (Umberto), Badet (Jacques), Le Gars (Jean), Mme Jacquaint (Muguette).

Commission consultative du renouvellement du mandat des membres des chambres d'agriculture.

Membres [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : M. Gallet (Jean), Mme Horvath (Adrienne), MM. Pistre (Charles), Sénès (Gilbert), Soury (André).

Commission nationale des opérations immobilières et de l'agriculture.

Membres [*J. O.* du 1er octobre 1982] (p. 2920) : Mme Frachon (Martine), M. Gantier (Gilbert).

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie.

Membres [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : MM. Valroff (Jean), Weisenhorn (Pierre).

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques.

Membres [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : MM. Marette (Jacques), Planchou (Jean-Paul).

Conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice.

Membres [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 389) : M. Rouquet (René)

Conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie Les Quinze-Vingts.

Membre [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 389) : M. Moulinet (Louis).

Conseil national du bruit.

Membre [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088) : Mme Nevoux (Paulette).

Conseil pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membres [*J. O.* du 7 mai 1982] (p. 1306) : M. Hage (Georges), Mme Provost (Eliane).

Etablissement national des invalides de la marine.

Membres [*J. O.* du 16 avril 1982] (p. 1144) : MM. Colonna (Jean-Hugues), Denvers (Albert).

Groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie.

Membres [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804) : MM. Jalton (Frédéric), Marchand (Philippe), Michel (Claude), Mme Dupuy (Lydie), MM. de Lipkowski (Jean), d'Ornano (Michel), Soury (André).

Haut Conseil du secteur public.

Membres [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073) : MM. Ansart (Gustave), Billardon (André), Charzat (Michel), Gosnat (Georges), Goux (Christian) Le Coadic (Jean-Pierre) ; [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2375) : M. Chomat (Paul), en remplacement de M. Gosnat (Georges), décédé.

Organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

Membres [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088) : MM. Hage (Georges), Joxe (Pierre), Schreiner (Bernard), Vivien (Robert-André), Bellon (André), Bertile (Wilfrid), Ducoloné (Guy), Madelin (Alain).

VIII. – AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle.

Membres [*J. O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175) : MM. Asensi (François), Drouin (René), Estier (Claude), Loncle (François), Mme Moreau (Louise). — Bureau provisoire [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Délégation parlementaire pour la planification.

Membres [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200) : MM. Barnier (Michel), Clément (Pascal), Couillet (Michel), Derosier (Bernard), Durieux (Jean-Paul), Gissinger (Antoine), Goux (Christian), Laignel (André), Le Bris (Gilbert), Méhaignerie (Pierre), Planchou (Jean-Paul), Porelli (Vincent), Souchon (René), Taddei (Dominique), Weisenhorn (Pierre).

Bureau [*J. O.* du 10 novembre 1982] (p. 3383) : président : M. Goux (Christian) ; vice-présidents : MM. Clément (Pascal), Laignel (André), Porelli (Vincent), Weisenhorn (Pierre).

IX. — HAUTE COUR DE JUSTICE

Juges titulaires : prestation de serment de MM. Alain Hautecœur, Marc Lauriol, Georges Mesmin, Alain Richard [28 avril 1982] (p. 1423).

Juges suppléants [28 avril 1982] (p. 1436) : deuxième tour de scrutin : la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale n'est pas atteinte.

X. — DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Roger DUROURE. Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [25 janvier 1982] (p. 477).

M. Arthur NOTEBART. Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [5 février 1982) (p. 760).

Mme Véronique NEIERTZ, chargée d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J. O.* du 19 février 1982] (p. 615). Fin de cette mission, le 18 août 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

M. Michel SAPIN, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la consommation [*J. O.* du 19 février 1982] (p. 617). Fin de cette mission le 18 août 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

M. Jean-Marie BOCKEL, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J. O.* du 9 mars 1982] (p. 799). Fin de cette mission le 8 septembre 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

Mme Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, chargée d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre des transports [*J. O.* du 13 mars 1982] (p. 827). Fin de cette mission le 12 septembre 1982 [21 septembre 1982] (p. 4989).

M. Jean-Michel BELORGEY. Fin de sa mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [2 avril 1982] (p. 781).

M. Aimé CESAIRE. Fin de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation chargé des départements et territoires d'outre-mer [2 avril 1982] (p. 782).

M. Bernard SCHREINER. Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [2 avril 1982] (p. 782).

M. Joseph MENGA. Fin de sa mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [3 mai 1982] (p. 1558).

M. Jean-Jack QUEYRANNE. Fin de sa mission temporaire auprès du ministre de la culture [3 mai 1982] (p. 1558).

M. Christian NUCCI. Fin de sa mission temporaire [2 juin 1982] (p. 2887).

M. Claude GERMON, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie [*J. O.* du 3 juin 1982] (p. 1768).

M. Christian NUCCI chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J. O.* du 10 juin 1982] (p. 1826). Nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 1827). Fin de ses fonctions [*J. O.* du 30 octobre 1982] (p. 3284).

Mme Ghislaine TOUTAIN, chargée d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1914).

M. Alain VIVIEN, chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille [*J. O.* du 2 septembre 1982] (p. 2699).

M. Jean OELHER, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail [*J. O.* du 2 septembre 1982] (p. 2699).

M. Alex RAYMOND, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2862).

M. Alain HAUTECOEUR, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J. O.* du 20 octobre 1982] (p. 3164).

M. Jean GATEL, chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés [*J. O.* du 27 novembre 1982] (p. 3605).

XI. — SESSIONS

Deuxième session extraordinaire de 1981-1982 (décrets des 8 et 20 janvier 1982) : ouverture le 12 janvier 1982 [12 janvier 1982] (p. 1) ; clôture le 5 février 1982 [5 février 1982] (p. 771).

Seconde session ordinaire de 1981-1982 : ouverture le 2 avril 1982 [2 avril 1982] (p. 776) ; clôture le 30 juin 1982 [30 juin 1982] (p. 4110).

Troisième session extraordinaire de 1981-1982 (décret du 30 juin 1982) : ouverture le 1er juillet 1982 [1er juillet 1982] (p. 4110) ; clôture le 28 juillet 1982 [28 juillet 1982] (p. 4979).

Quatrième session extraordinaire de 1981-1982 (décret du 14 septembre 1982) : ouverture le 21 septembre 1982 [21 septembre 1982] (p. 4988) ; clôture le 1er octobre 1982 [1er octobre 1982] (p. 5359).

Première session ordinaire de 1982-1983 : ouverture le 2 octobre 1982 [2 octobre 1982] (p. 5361) ; clôture le 20 décembre 1982 [20 décembre 1982] (p. 8579).

Première session extraordinaire de 1982-1983 (décret du 20 décembre 1982) : ouverture et clôture le 21 décembre 1982 [21 décembre 1982] (p. 8582, 8595).

XII. — COMPOSITION DU DEUXIEME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

(A la date du 1er janvier 1982.)

1. — Par ordre alphabétique.

M. Pierre MAUROY, Premier ministre.
M. François ABADIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.
M. Jean AUROUX, ministre du travail.
M. François AUTAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés.
Mme Edwige AVICE, ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.
M. Robert BADINDER, garde des sceaux, ministre de la justice.
M. André CELLARD, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.
M. André CHANDERNAGOR, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.
M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.
M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.
M. Jean-Pierre COT, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.
M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.
M. Michel CREPEAU, ministre de l'environnement.
Mme Edith CRESSON, ministre de l'agriculture.
M. Gaston DEFFERRE, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
M. André DELELIS, ministre du commerce et de l'artisanat.
M. Jacques DELORS, ministre de l'économie et des finances.
M. Pierre DREYFUS, ministre de l'industrie.
Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille.
M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.
M. Laurent FABIUS, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.
M. Georges FILLIOUD, ministre de la communication.
M. Charles FITERMAN, ministre d'Etat, ministre des transports.
M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.
M. André HENRY, ministre du temps libre.
M. Charles HERNU, ministre de la défense.
M. Edmond HERVE, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.
M. Michel JOBERT, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.
M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.
Mme Catherine LALUMIERE, ministre de la consommation.
M. Jack LANG, ministre de la culture.
M. Jean LAURAIN, ministre des anciens combattants.
M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public.
M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
M. Louis LE PENSEC, ministre de la mer.
M. Anicet LE PORS, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.
M. Louis MEXANDEAU, ministre des P. T. T.
Mme Nicole QUESTIAUX, ministre de la solidarité nationale.
M. Roger QUILLIOT, ministre de l'urbanisme et du logement.
M. Jack RALITE, ministre de la santé.
M. Marcel RIGOUT, ministre de la formation professionnelle.
M. Michel ROCARD, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.
Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.
M. Alain SAVARY, ministre de l'éducation nationale.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Pierre MAUROY.
Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Gaston DEFFERRE.
Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur	Michel JOBERT.
Ministre d'Etat, ministre des transports	Charles FITERMAN.
Ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire	Michel ROCARD.
Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie	Jean-Pierre CHEVENEMENT.
Ministre de la solidarité nationale	Nicole QUESTIAUX.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme	Yvette ROUDY.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRERE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet LE PORS.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures	Claude CHEYSSON.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes	André CHANDERNAGOR.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Jean-Pierre COT.
Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'économie et des finances	Jacques DELORS.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget	Laurent FABIUS.
Ministre de l'éducation nationale	Alain SAVARY.
Ministre de l'agriculture	Edith CRESSON.
Ministre de l'industrie	Pierre DREYFUS.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie	Edmond HERVE.
Ministre du commerce et de l'artisanat	André DELELIS.
Ministre de la culture	Jack LANG.
Ministre du travail	Jean AUROUX.
Ministre de la santé	Jack RALITE.

Ministre du temps libre.....	André HENRY.
Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports	Edwige AVICE.
Ministre de l'urbanisme et du logement	Roger QUILLIOT.
Ministre de l'environnement...	Michel CREPEAU.
Ministre de la mer.....	Louis LE PENSEC.
Ministre de la communication.	Georges FILLIOUD.
Ministre des P. T. T.....	Louis MEXANDEAU.
Ministre des anciens combattants	Jean LAURAIN.
Ministre de la consommation..	Catherine LALUMIERE.
Ministre de la formation professionnelle	Marcel RIGOUT.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public.	Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés	Raymond COURRIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille...	Georgina DUFOIX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés...	François AUTAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.....	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture....	André CELLARD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.....	François ABADIE.

3. — Modifications.

Décret du 29 *juin* 1982 [J. O. du 30 juin 1982] (p. 2051) :

M. Jean AUROUX, ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail.

M. Pierre BEREGOVOY, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie.

M. Pierre DREYFUS, fin de ses fonctions de ministre de l'industrie.

M. Jean LE GARREC, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public ; nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi.

Mme Nicole QUESTIAUX, fin de ses fonctions de ministre de la solidarité nationale.

Décret du 17 *août* 1982 [J. O. du 18 août 1982] (p. 2602) :

M. Joseph FRANCESCHI, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées ; nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

Décret du 8 *décembre* 1982 [J. O. du 9 décembre 1982] (p. 3702) :

M. Daniel BENOIST, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

M. Jean-Pierre COT, fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1982

A

ABADIE (François)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* création du chèque-vacances [3 novembre 1982] (p. 6594) ; réussite des stations de sports d'hiver ; sortie du blocage des prix ; maintien de la prime spéciale d'équipement hôtelier ; développement du marché touristique ; modification de l'organigramme de la direction du tourisme ; réforme des comités régionaux du tourisme ; importance du tourisme dans la production intérieure brute (p. 6595, 6596).

Répond à la question de :

— *M. Michel Barnier :* contenu des contrats stations-vallées (p. 6615) ;

— *M. Yves Sautier :* financement de la prime à la modernisation de la petite hôtellerie saisonnière et rurale de montagne ; problèmes de main-d'œuvre de la petite hôtellerie (p. 6619) ;

— *M. Daniel Goulet :* rétablissement des avantages fiscaux accordés sous la IVe République aux étrangers pour les encourager à venir en France (p. 6619) ;

— *M. Jean-Pierre Destrade :* se déclare favorable à la suppression de la taxation à 30 p. 100 des frais généraux pour l'hôtellerie (p. 6620) ;

— *M. Yves Tavernier :* promotion du tourisme français ; accroissement des représentations du tourisme français à l'étranger (p. 6620) ;

— *M. Augustin Bonrepaux :* contenu des contrats stations-vallées (p. 6621) ;

— *M. Jean Beaufils :* importance de l'emploi touristique ; rôle de l'Etat en cette matière (p. 6621) ;

— *M. Pierre Garmendia :* mise en place du chèque-vacances ; structures du ministère du temps libre (p. 6621, 6622) ;

— *M. Yves Dollo :* critères d'attribution du fonds d'action locale au tourisme ; problème des subventions de l'Etat (p. 6622) ;

— *M. Raymond Julien :* reconnaissance de la place du tourisme en matière de développement régional (p. 6624) ;

Examen des crédits : **état B, titre IV :** représentation du tourisme français à l'étranger (p. 6631).

ADEVAH POEUF (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole) (n° 1137) [14 octobre 1982] (p. 5820).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1137) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de **Koweït** en vue **d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions** (ensemble un protocole) **(n° 1315)** [16 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : contenu de la décentralisation des compétences en matière d'urbanisme [29 novembre 1982] (p. 7741) ; volonté du Gouvernement de permettre une meilleure élaboration des politiques de développement intercommunal ; élaboration de documents d'urbanisme cohérents (p. 7742).

Discussion des articles : **avant l'article 15 A :** association des départements et des régions à la gestion et au contrôle des sociétés d'aménagement régional [30 novembre 1982] (p. 7791) ; **article 16 :** cas des communes n'ayant pas de plan d'occupation des sols (p. 7804) ; **article 31 :** délivrance du permis de construire ; problème de la délégation de compétences à l'établissement public de coopération intercommunale [1er décembre 1982] (p. 7846) ; **article 42 :** nécessité de rétablir cet article (p. 7882) ; **article 44 :** création du conseil départemental de l'habitat (p. 7885) ; **article 45 *bis* :** problème de la garantie d'emprunt que peuvent donner les collectivités locales (p. 7887).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole) (n° 1136).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : volonté d'encourager les investissements saoudiens en France ; absence de dispositions relatives à l'impôt sur la fortune [18 décembre 1982] (p. 8504-8505) ;

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole) (n° 1137).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : nécessité d'approuver rapidement les conventions signées entre le Gouvernement français et les Gouvernements des pays tiers ; volonté de favoriser les investissements koweitiens en France [18 décembre 1982] (p. 8505) ; refus de voir les présentes dispositions revêtir un caractère de précédent vis-à-vis d'autres pays du tiers monde (p. 8506).

ALAIZE (Jean-Marie)

Député de l'Ardèche
(3e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

Orale sans débat :

— n° 218. — Posée le 8 juin 1982. — **Minerais (entreprises : Ardèche)** (p. 3154). — Appelée le 11 juin 1982. — **Fermeture de la mine de plomb argentifère de Largentière :** fermeture de cette mine due à l'épuisement du filon et à la non-rentabilité de l'exploitation ; suppression envisagée de 350 emplois : désignation d'une commission d'experts par le conseil général de l'Ardèche ; résultat de cette expertise ; nécessité d'entreprendre des négociations afin de favoriser le reclassement des travailleurs mis en chômage (p. 3253).

ALFONSI (Nicolas)

Député de la Corse-du-Sud
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Fait personnel : interprétation par M. Claude Labbé de son opinion sur le projet de loi portant statut particulier de la Corse [13 janvier 1982] (p. 74).

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Discussion générale : bidépartementalisation de la Corse ; réhabilitation matérielle et morale de l'île ; effondrement de la communauté insulaire dans les années 1970 ; contraintes du monde extérieur ; mutation économique de la Corse dans les années 1960 ; émergence d'un sentiment régional ; conciliation des exigences de l'ordre social et de la conjoncture économique ; dialogue entre la Nation et la collectivité régionale ; création d'institutions originales ; droits discriminatoires en matière de citoyenneté [18 janvier 1982] (p. 174) ; réhabilitation d'une certaine idée de la Corse ; redressement moral (p. 175).

Discussion des articles : **article 3 :** expression « députés de Corse » [19 janvier 1982] (p. 203) ; **article 5 :** élections à la représentation proportionnelle et fixation d'une barre pour la représentativité (p. 205) ; multiplicité des listes et risque de renforcement des clans ; quotient de 1,6 p. 100 des suffrages exprimés (p. 206) ; **article 6 :** dispositions du code électoral (p. 209) ; **article 12 :** son amendement n° 76 (obligation que le nombre des communes dans lesquelles l'ensemble des candidats d'une liste remplit l'une des conditions soit au moins égal à 1/10 du total des communes de Corse) ; souci d'éviter la multiplicité des listes (p. 213) ; rectification de l'amendement n° 76 : réduction à 1/15 des communes de Corse ; amendement n° 76 : adopté (p. 219) ; **article 18 :** plafond d'émission pour la campagne électorale (p. 222) ; **article 23 :** fraude électorale (p. 224) ; **après l'article 26 :** relation entre la fraude et l'intérêt de l'élection (p. 230) ; **article 31 :** son amendement n° 77 (élection des membres du bureau de l'assemblée régionale au scrutin de liste majoritaire à deux tours sans panachage ni vote préférentiel) (p. 240) : adopté (p. 241) ; **article 32 :** introduction dans le statut particulier de la Corse des dispositions en matière de droit électoral pour ensuite être reprises dans le texte concernant les autres régions ; projet de loi sur l'organisation des régions (p. 244).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 46 :** son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 97 de la commission (modalités de l'application de l'article à la Corse) : réservé [22 janvier 1982] (p. 438) ; **article 46 :** son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 97 de la commission (précédemment réservé) (p. 459) : retiré au profit de l'amendement n° 213 du Gouvernement (p. 460).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion générale : précise qu'il intervient en qualité de député d'Ajaccio ; accroissement du « mal corse » depuis quelques années ; importance du statut particulier ; création de l'office du développement industriel, artisanal et commercial [19 juillet 1982] (p. 4488) ; caractère inopportun de la date des élections devant se dérouler prochainement (p 4489).

Discussion des articles : **après l'article 13 :** son amendement n° 86 (exercice des pouvoirs concernant la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique ou scientifique) (p. 4507) : adopté après modification (p. 4508).

ALPHANDERY (Edmond)

Député du Maine-et-Loire
(3e *circonscription*)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [*J.O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083) (Services du Premier ministre : Relations avec le Parlement) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (**n° 1083**) [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances (n° 975)** [24 juin 1982].

Proposition de loi tendant à contrôler l'**évolution de la création monétaire (n° 1000)** [1er juillet 1982].

Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 33. — **Services du Premier ministre** : Relations avec le Parlement (**n° 1165**) [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à instituer des **objectifs de politique monétaire à moyen terme** dans le cadre du plan (**n° 1186**) [28 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **dévaluation :** déficit des finances publiques ; incidences de la dévaluation ; aggravation des charges fiscales et sociales ; aggravation du rythme d'inflation ; nécessité de contrôler la création monétaire et de stimuler les investissements ; conclusion positive de la commission du bilan [16 juin 1982] (p. 3454).

— **incertitudes des marchés des changes :** nécessité pour la France de faire face à ses dettes internationales ; réserves en devises et réserves d'or ; dépenses faites par la Banque de France pour défendre le franc ; sa question de savoir si le Gouvernement envisage d'engager l'or de la Banque de France ; absence de réponse du ministre à ses questions [20 octobre 1982] (p. 6042, 6043, 6044).

orales sans débat :

— **n° 150,** de **M. André Audinot,** appelée le 30 avril 1982 : **avenir de l'emploi dans l'industrie de la machine-outil d'Albert** (p. 1517).

— **n° 157,** posée le 27 avril 1982 : **budget de l'Etat (équilibre budgétaire)** (p. 1398) ; appelée le 30 avril 1982 : **déficits des finances publiques :** financement de ceux-ci (p. 1518); répercussions du déficit budgétaire ; absence de reprise de l'activité économique (p. 1519-1520).

— **n° 201,** posée le 1er juin 1982 : **commerce extérieur (Japon)** (p. 2836-2837) ; appelée le 4 juin 1982 : **pénétration japonaise dans l'économie française :** stratégie commerciale japonaise (p. 2958) ; protectionnisme de l'industrie japonaise (p. 2959).

— **n° 249,** posée le 5 octobre 1982 : **Communautés européennes (politique agricole commune)** (p. 5438) ; appelée le 8 octobre 1982 : **montants compensatoires et franc vert :** démantèlement des montants compensatoires monétaires français ; pénalisation des agriculteurs français ; arguments invoqués par le Gouvernement contre ce démantèlement (p. 5586, 5587).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et 1980 (nos 101, 652).**

Première lecture, discussion générale : rapport de la commission Bloch-Lainé ; nécessité de voir ce rapport discuté à l'Assemblée nationale [6 avril 1982] (p. 795).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1979 (n° 101).**

Explications de vote : refus d'admettre la présentation faite par la majorité de la gestion d'avant le 10 mai 1981 ; volonté du groupe U.D.F. de ne pas participer au vote (p. 870).

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).**

Première lecture, discussion générale : multiplication des débats sur l'étendue du secteur public ; discussion actuelle d'un projet de dénationalisation [20 avril 1982] (p. 1189) ; vote positif de l'opposition ; signification différente des votes de l'opposition et de ceux de la majorité ; mise en terme à la phase législative des nationalisations ; sanction du Conseil constitutionnel au projet initial ; inégalités de traitement entre certaines banques ; déclaration du rapporteur général selon laquelle ce texte n'est pas un texte de circonstance ; hésitations du Gouvernement ; rôle du Crédit mutuel dans l'économie française ; souci du Gouvernement de respecter la décision du Conseil constitutionnel ; autonomie de décision et d'action des responsables des entreprises nationalisées en contradiction avec l'esprit des nationalisations ; inutilité des nationalisations (p. 1190) ; nationalisations, synonymes de centralisation et d'étatisme ; mouvement coopératif fondé sur la décentralisation et la participation (p. 1191) ; précise qu'il a été choqué par le terme de « lobbyiste » employé par le ministre de l'économie et des finances à son égard (p. 1197) ;

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 16 (autorisant les sociétés coopératives de banque à verser aux détenteurs du capital la rémunération que fixera librement leur conseil d'administration) : retiré (p. 1197) ; **titre :** son amendement n° 22 (rédigeant ainsi le titre : « projet de loi portant dénationalisation de sociétés coopératives de banque » ; protection du Crédit agricole et du Crédit mutuel ; création du livret bleu ; volonté du Gouvernement de donner à cette loi un nom différent de son objet réel ; absence de provocation de ses propos (p. 1202) ; absence d'un véritable débat ; rejeté (p. 1203).

— **Fait personnel :** se déclare choqué par le terme de « lobbyiste » employé à son égard par le ministre de l'économie et des finances [20 avril 1982] (p. 1203) ; demande au ministre de l'économie et des finances de retirer ses propos (p. 1204).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; importance du déficit budgétaire ; situation de l'économie française ; inflation ; déficit du commerce extérieur [25 mai 1982] (p. 2541) ; échec de la politique économique du Gouvernement ; augmentation de la durée moyenne du chômage ; baisse de la durée du travail à trente-neuf heures ; baisse de la production intérieure ; relance sociale par des majorations de salaire alourdissant les charges des entreprises (p. 2542) ; financement du déficit budgétaire au détriment du financement des investissements des entreprises ; maintien de la parité du franc ; baisse relative des prix du pétrole et des matières premières (p. 2543) ; contenu du présent collectif budgétaire ; allégement du poids de la taxe professionnelle (p. 2544) ; dotation globale de fonctionnement ; conditions nécessaires à une véritable relance de l'investissement ; gestion du nouveau système bancaire ; majoration du taux de la T.V.A. (p. 2545) ; rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques (p. 2546) ; sa question préalable rejetée (p. 2550) ; **son rappel au règlement :** constitutionnalité du présent projet de loi de finances rectificative ; caractère préoccupant des opérations de trésorerie de l'Etat (p. 2571).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 58 (suppression du paragraphe 2 de cet article) [26 mai 1982] (p. 2608) ; conséquences prévisibles de l'augmentation du taux moyen de la T.V.A. (p. 2609) ; rejeté (p. 2610) ; **article 4 :** son amendement n° 59 (de suppression) ; conséquences de cet article sur l'emploi et l'investissement (p. 2612) ; rejeté (p. 2613) ; **article 6 et état A :** importance du déficit budgétaire ; annulation de certains crédits du F.D.E.S. ; taux de croissance de l'économie française (p. 2620) ; montant de la dette flottante (p. 2621) ; **article 9 :** son amendement n° 63 (de suppression) ; limitation de la procédure du décret d'avance aux cas d'urgence ; annula-

tion de crédits destinés à soutenir l'investissement ; rejeté (p. 2629) ; **article 14 :** restriction de la liberté accordée aux collectivités locales de fixer les taux des impôts locaux (p. 2634) ; **article 18 :** opération psychologique menée par le ministre du budget sur la taxe professionnelle (p. 2640) ; **article 22 :** extension du bénéfice de l'aide fiscale accordée aux entreprises et aux agriculteurs ; aide fiscale à l'investissement des jeunes agriculteurs (p. 2643) ; **article 24 :** droit de timbre sur les passeports, sur certaines cartes d'identité et sur les cartes grises (p. 2644).

Explication de vote : vote hostile du groupe U.D.F. ; montant du déficit budgétaire (p. 2650) ; traitement différentiel entre le secteur public et le secteur privé ; majoration du taux de la T.V.A. ; refus du ministre du budget de répondre aux questions posées par l'opposition ; échec de la politique économique menée par le Gouvernement (p. 2651).

Deuxième lecture, discussion générale : dévaluation du franc ; plan d'austérité ; blocage des prix ; diminution des investissements [16 juin 1982] (p. 3497).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et revenus [n° 962]) : changement de la politique économique du Gouvernement ; inévitable échec du plan de stabilisation ; dévaluation du franc ; falsification des statistiques par le Gouvernement ; mauvaise appréciation par celui-ci des difficultés de l'économie française ; argument de l'héritage [28 juin 1982] (p. 3956) ; blocage de tous les prix et de tous les revenus ; hausse des charges sociales ; exemple de l'agriculture, des travaux publics et de l'hôtellerie (p. 3957) ; rappelle qu'il avait annoncé que le Gouvernement aurait recours au blocage des prix ; propositions du groupe U.D.F. ; causes de l'inflation ; propose de modifier la loi de 1973 sur la Banque de France (p. 3958, 3959) ; valeur du franc par rapport au deutschmark (p. 3966).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote hostile du groupe U.D.F. [7 juillet 1982] (p. 4300) ; inadaptation de la réforme de la planification à la situation économique actuelle ; dévaluation du franc (p. 4301).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion générale : avenir de l'ensemble des caisses d'épargne ; rapport Dautresme ; difficulté de gestion des caisses d'épargne [13 juillet 1982] (p. 4464) ; contenu de la présente proposition de loi ; emprise de la caisse des dépôts et consignations sur le réseau des caisses d'épargne (p. 4465) ; émissions excessives de bons du Trésor souscrits par la caisse des dépôts et consignations ; politisation des caisses d'épargne ; multiplication des organismes à l'échelon régional ; décentralisation des caisses d'épargne (p. 4466) ; inconvénients de la suppression du système de cooptation ; rémunérations des dépôts d'épargne ; décentralisation de l'emploi des fonds recueillis (p. 4467).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 15 (de suppression) ; absence de définition des caisses d'épargne [20 juillet 1982] (p. 4554) ; risques de banalisation ; rejeté (p. 4555) ; ambiguïté contenue dans cet article (p. 4558, 4559) ; **article 3 :** son amendement n° 16 (de suppression) ; création des S.O.R.E.F.I. (p. 4561) ; rejeté (p. 4562) ; **article 4 :** son amendement n° 17 (statut du centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) ; son amendement n° 18 (accord passé entre le C.E.N.C.E.P. et la caisse des dépôts et consignations) (p. 4567) ; existence du marché monétaire (p. 4568) ; diminution du rôle de celui-ci ; caractère marginal du livret d'épargne populaire ; ses amendements n°s 17 et 18 rejetés ; son amendement n° 69 (liquidation de certaines caisses existentes) (p. 4569) : adopté après modification (p. 4570) ; **article 5 :** répartition des fonds collectés ; son sous-amendement n° 114 à l'amendement n° 95 de M. Dominique Taddéi (répartition de ces fonds fixée dans des conditions qui seront exposées annuellement par le Gouvernement dans le cadre de la loi de finances) : rejeté ; son amendement n° 70 devenu sans objet (p. 4572) ; **article 6 :** son amendement n° 19 (précisant qu'un décret d'application en conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent titre) : adopté [21 juillet 1982] (p. 4579) ; **article 7 :** son amendement n° 71 (précisant que seules les caisses d'épargne et de prévoyance les plus importantes sont dirigées par un conseil de surveillance et un directoire) (p. 4580) ; rejeté ; son amendement n° 20 (suppression du second alinéa de cet article) ; inutilité de créer des conseils consultatifs (p. 4581) : rejeté (p. 4582) ; **article 8 :** son amendement n° 21 (de suppression) ; composition et mode de désignation des conseils consultatifs (p. 4583) : rejeté (p. 4584) ; son amendement n° 72 (électorat et éligibilité de tous les déposants) (p. 4585) ; rejeté (p. 4586) ; **article 9 :** son amendement n° 22 (précisant que des membres élus par les épargnants appartiendront au conseil de surveillance) : devenu sans objet (p. 4589) ; **article 15 :** son amendement n° 23 (majorité requise pour les conclusions d'accords par la commission) : rejeté (p. 4594) ; **article 16 :** son amendement n° 24 précisant que la composition de la formation arbitrale sera définie par décret) : rejeté (p. 4595) ; **article 19 :** son amendement n° 25 (harmonisation du code des caisses d'épargne par un décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4597) ;

Explications de vote : vote hostile du groupe U.D.F. (p. 4598) ; difficultés des caisses d'épargne ; risques subsistant dans la présente proposition de loi (n° 4599).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion générale : principales dispositions contenues dans le présent projet de loi : replâtrage de la loi Monory ; changement de nom de l'avoir fiscal [28 septembre 1982] (p. 5164) ; contrôle étatique du crédit ; amputation du pouvoir d'achat des Français ; détérioration des marchés de financement des entreprises (p. 5165) ; échec de la politique économique du Gouvernement (p. 5166).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** sous-évaluation de certaines dépenses dans le présent projet de budget ; rappelle le vote émis par le groupe U.D.F. en faveur du budget de la défense pour 1982 [27 octobre 1982] (p. 6379) ; **article 2 :** son amendement n° 108 (suppression de la tranche exceptionnelle de 7 p. 100) (p. 6389) ; rejeté (p. 6390) ; **article 6 :** son amendement n° 122 (fiscalité des revenus de la production artistique, littéraire ou scientifique) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6427) ; **article 12 :** problème de l'indexation des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6468) ; **article 13 :** son amendement n° 156 (modifiant les différents taux de la vignette) (p. 6473) ; son amendement n° 157 (même objet) : rejetés (p. 6474) ; **article 17 :** son amendement n° 195 (de suppression) [29 octobre 1982] (p. 6496) : rejeté (p. 6497) ; **article 24 :** importance de la dotation globale de fonctionnement pour les communes ; faiblesse de l'effort de l'Etat vis-à-vis des communes (p. 6501) ; **article 27 et état A :** concours versé par l'Etat aux communes au titre du logement des instituteurs ; financement par l'Etat du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 6515) ; son amendement n° 214 (fonds de compensation de la T.V.A. payée par les collectivités locales) : rejeté ; son amendement n° 211 (taxe sur les salaires due par l'Etat) : rejeté (p. 6516) ; résultats de la politique économique du Gouvernement (p. 6517) ; déficit du commerce extérieur ; lutte contre l'inflation (p. 6518).

Deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* glissement de la demande de la construction individuelle vers le secteur locatif aidé ; crise de la construction individuelle [4 novembre 1982] (p. 6705).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : évolution des relations entre le Gouvernement et le Parlement ; régression du rôle du Parlement depuis le 10 mai 1981 ; utilisation de la procédure des ordonnances et de celle prévue par l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; diminution du nombre des propositions de loi venant en discussion ; multiplication des procédures d'urgence ; importance du nombre des erreurs figurant dans les statistiques annoncées par le Premier ministre [16 novembre 1982] (p. 7261, 7262).

En qualité de député : dégradation de la procédure législative depuis le 10 mai 1981 ; inexistence d'un véritable statut de l'opposition ; refus du dialogue par la majorité et le Gouvernement (p. 7282, 7283).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 51 : remplacement de la déduction Monory par le système du compte d'épargne en actions ; inconvénients du système Monory [19 novembre 1982] (p. 7494) ; **article 52 :** ses amendements n°s 105 et 108 à 110 devenus sans objet (p. 7495) ; **après l'article 52 :** son sous-amendement n° 245 à l'amendement n° 27 de la commission (mécanisme de la déductibilité des dividendes attachée à la création d'entreprise ou à des augmentations de capital) : rejeté ; son sous-amendement n° 246 (même objet) ; lutte contre l'évasion fiscale (p. 7496) ; rejeté (p. 7497) ; son sous-amendement n° 247 à l'amendement n° 27 de la commission (même objet) : rejeté (p. 7497) ; **avant l'article 53 :** amélioration du système actuel d'aide à l'investissement (p. 7500) ; caractère inefficace du système prévu ; mise en place d'un simple avantage de trésorerie (p. 7501) ; **article 53 :** son amendement n° 111 (substituant à la notion de comptabilité super-simplifiée celle de comptabilité très simplifiée) (p. 7507) ; rejeté (p. 7508) ; **après l'article 53 :** viol éventuel du secret professionnel (p. 7511) ; **article 58 :** prélèvement sur les dividendes que les sociétés nationalisées doivent verser à l'Etat ; détournement de la procédure budgétaire par le Gouvernement (p. 7516) ; refus du ministre du budget de répondre aux questions de l'opposition (p. 7517).

Articles de récapitulation : article 28 : importance de la dette publique ; évolution malsaine de la structure de celle-ci ; progression de la part de l'investissement à court terme (p. 7521) ; **article 29 :** lourdeur de l'endettement extérieur ; exemple de l'endettement des entreprises (p. 7522).

Seconde délibération : **article 27 et état A :** problème des redevances versées par les entreprises nationalisées (p. 7533).

Explications de vote : matraquage audiovisuel imposé par le Gouvernement aux Français ; incohérence de la politique économique du Gouvernement (p. 7533) ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 7534).

Deuxième lecture, discussion générale : soulève l'exception d'irrecevabilité ; refus du débat démocratique par la majorité ; inconstitutionnalité de la présente loi de finances [15 décembre 1982] (p. 8364) ; vice de forme contenu dans le fascicule bleu des charges communes ; problème de l'évaluation de la redevance due par les sociétés nationalisées aux caisses chargées de l'indemnisation des actionnaires ; irrégularité relative aux services votés ; existence d'un certain nombre de cavaliers budgétaires dans le présent projet de loi de finances (p. 8365) ; son exception d'irrecevabilité rejetée (p. 8366).

Discussion des articles : **article 16** *ter* : suppression du prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des syndics (p. 8381) ; **article 27 et état A :** restructuration de l'industrie du papier ; insuffisance des aides de l'Etat aux entreprises (p. 8387) ; **article 30 et état C :** majoration des crédits du ministère de l'industrie (p. 8392) ; **après l'article 40 :** augmentation du découvert permis à certains Etats étrangers (p. 8394) ; **article 53 :** caractère de cavalier budgétaire présenté par l'amendement n° 51 du Gouvernement relatif aux comptables-stagiaires (p. 8400) ; **article 58 :** problème de la redevance versée par les entreprises nationalisées ; création de deux établissements publics pour gérer les obligations indemnitaires échangées contre les actions des sociétés nationalisées (p. 8402) ; **article 72 :** caractère de cavalier budgétaire présenté par cet article (p. 8406) ; **article 73 :** caractère de cavalier budgétaire présenté par cet article ; recrutement des assistants d'université (p. 8407) ; entrave apportée aux libertés universitaires (p. 8408) ; **après l'article 75 :** caractère de cavalier budgétaire présenté par cet article ; nomination d'enseignants non titulaires de l'enseignement supérieur chargés de fonctions d'enseignement supérieur en coopération (p. 8410).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; chômage ; situation économique de la France ; déficit budgétaire de 100 milliards de francs pour 1982 ; changement d'attitude du ministre à l'égard du problème du déficit et de la relance sociale ; conséquences du déficit et des majorations de prestations ; chute des effectifs salariés de l'industrie et du commerce ; politique de nos partenaires étrangers opposée à celle du Gouvernement ; politique « inconsidérée » de relance ; commerce extérieur ; inflation ; sa prévision d'un retour au blocage généralisé des prix réalisé dans les faits ; personnes touchées par la politique du Gouvernement ; diminution des prestations accordées aux chômeurs ; problème des retraites ; augmentation des cotisations ; facture sociale des erreurs du Gouvernement [7 décembre 1982] (p. 8054) ; annulation de crédits de paiement ; diminution des dépenses d'équipement ; climat d'inquiétude et de souffrance ; « gymnastique » du Gouvernement pour contenir le déficit du budget ; déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; déficit résiduel de cet organisme de 5 milliards de francs ; retard des hausses des tarifs voyageurs de la S.N.C.F. ; report d'une hausse des tarif d'E.D.F. ; omission du déficit des entreprises publiques dans le collectif budgétaire ; moins-values fiscales (p. 8055) ; qualifie de « fabiusif » le comportement consistant à annoncer un chiffre isolé de son contexte et dont la signification est usurpée ; possibilité de mener une politique moins hasardeuse ; place de la France en tant qu'exportateur mondial ; mesures protectionnistes ; différence entre l'inflation et l'indice des prix ; taux de croissance des prix en France et à l'étranger ; nombre de demandeurs d'emploi ; création de 200 000 emplois publics ; contrats de solidarité ; niveau du déficit budgétaire par rapport au P.I.B. ; éventualité de l'existence de pourparlers avec l'Arabie Saoudite pour emprunter 6 milliards de dollars ; endettement de l'Etat avant 1981 et depuis cette date ; caractère modéré de la dette publique léguée au Gouvernement (p. 8056) ; conséquences externes de la charge de la dette ; sources de l'endettement extérieur : financement du déficit budgétaire et augmentation de la dette flottante rendant nécessaire l'appel à l'étranger de la part des entreprises publiques ; faiblesse naturelle du franc ; déficit « abyssal » de notre balance des paiements courants ; endettement des entreprises ; problème du moratoire des dettes des entreprises ; absence d'analyse détaillée des annulations de crédits (p. 8057).

ANCIANT (Jean)

Député de l'Oise
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [24 juin 1982] (p. 3859).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (services du Premier ministre : services généraux) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 962) sur **les prix et les revenus (n° 966)** [23 juin 1982].

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte, sur le projet de loi sur **les prix et les revenus (n° 1025)** [9 juillet 1982].

Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 1022), sur **les prix et les revenus (n° 1026)** [9 juillet 1982].

Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, sur **les prix et les revenus (n° 1029)** [13 juillet 1982].

Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 34. — **Services du Premier ministre** : services généraux (**n° 1165**) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **taxe d'habitation** : réforme éventuelle de la taxe d'habitation [12 mai 1982] (p. 2042).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).**

Première lecture, discussion générale : institution d'un livret d'épargne populaire répondant à un engagement du Président de la République ; inégalité en matière d'épargne ; impossibilité d'épargner pour une partie des familles payant moins de 1 000 F d'impôt ; absence de mesures prises par la précédente majorité en faveur de l'épargne des familles modestes ; collecte de l'épargne ressortissant du domaine réglementaire [6 avril 1982] (p. 942) ; nécessité d'envisager un relèvement du seuil du livret d'épargne populaire ; poids de la charge de la prime ; mission donnée à la caisse des dépôts et consignations ; avenir des caisses d'épargne (p. 943).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion générale : nature et contenu du présent collectif budgétaire ; capacité de la gauche à gouverner avec le sens de l'efficacité économique ; rigueur de la politique budgétaire du Gouvernement ; relance de l'investissement ; politique industrielle ; rôle du secteur nationalisé en matière de relance ; fiscalité locale ; politique menée par les précédents gouvernements [25 mai 1982] (p. 2547) ; taxe professionnelle ; politique économique des Etats-Unis ; internationalisation croissante de l'économie (p. 2548).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962)** : blocage des prix et des rémunérations ; renforcement de la solidarité entre tous les Français ; absence de véritable fondement de la motion de censure ; non-application du blocage au S.M.I.C. et aux allocations familiales ; rapport Rueff-Armand [28 juin 1982] (p. 3964) ; gel des loyers ; blocage des dividendes ; effort demandé par le Gouvernement aux catégories de salariés modestes ; pauvreté de l'argumentation développée par M. Edmond Alphandéry ; défaitisme économique joué par le patronat français ; conséquences de l'inflation (p. 3965).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé** : volonté de l'opposition de retarder l'application de la loi [12 juillet 1982] (p. 4411) ; incapacité de l'opposition de proposer des mesures constructives pour stopper l'inflation et lutter contre le chômage ; fraude fiscale (p. 4412) ; illusion monétariste ; sanction prévue pour les infractions en matière de prix (p. 4413).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, discussion générale : difficultés économiques actuelles ; maintien du pouvoir d'achat des Français ; récession économique mondiale ; crise du système monétaire international ; augmentation du déficit commercial ; attitude de l'opposition [26 octobre 1982] (p. 6335) ; conditions de la sortie du blocage des salaires et des prix (p. 6336).

Première partie :

Discussion des articles : **article 4** : modification du régime des plus-values immobilières [28 octobre 1982] (p. 6420).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. *Discussion générale,* rapporteur spécial : prolifération des organismes consultatifs ; rationalisation des publications administratives ; informatisation des services du secrétariat général du Gouvernement ; progression des crédits accordés à la documentation française ; insuffisance des crédits alloués au haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme [16 novembre 1982] (p. 7264) ; relance des activités du haut comité de la langue française ; importante progression des crédits du service d'information et de diffusion ; contenu de la campagne « Les yeux ouverts » ; progression de la dotation du médiateur ; ouverture de nouveaux centres interministériels de renseignements administratifs (p. 7265) ; **articles additionnels et articles non rattachés : article 54** : son amendement n° 52 (procédure du contrôle fiscal inopiné) : adopté ; **après l'article 54** : son sous-amendement n° 263 à l'amendement n° 36 de la commission (application des dispositions de cet amendement quel que soit le support utilisé pour la conservation des documents) [19 novembre 1982] (p. 7513) ; devenu sans objet (p. 7514).

ANSART (Gustave)

Député du Nord
(20° circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre du Haut Conseil du secteur public [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre de la commission chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire pour 1982-1983 [*J. O.* du 18 juin 1982] (p. 1930).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

Président de cette commission [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **réforme du système des aides** : système d'aides aux entreprises ; nécessité de définition de nouveaux principes d'attribution des aides ; association des partenaires sociaux et des institutions représentatives du personnel à cette politique [30 juin 1982] (p. 4071).

— **plan textile et licenciements** : contenu du plan ; aides accordées au patronat ; augmentation des importations de textile ; propositions du Conseil national du patronat français [15 décembre 1982] (p. 8335).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : combat la question préalable ; baisse continue du revenu agricole pendant vingt-trois ans ; fermeté du Gouvernement dans les négociations européennes ; nécessité d'une relance des investissements dans l'agriculture ; création d'un statut de l'agriculture ; prise en cause des règlements communautaires et des accords commerciaux multilatéraux ; réforme de la politique agricole commune ; tutelle des interprofessions ; arbitrage pour trancher les conflits entre producteurs et transformateurs ; transparence des transactions [29 juin 1982] (p. 3995) ; orientation de la production et maîtrise des marchés agricoles (p. 3996).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** procédure de la radiation d'une entreprise du registre des transports [13 octobre 1982] (p. 5711).

Troisième lecture, ses observations après les explications de vote : refonte du statut de la S. N. C. F. ; complémentarité des différents modes de transport [18 décembre 1982] (p. 8520).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* importance du déficit extérieur ; responsabilités du Conseil national du patronat français ; baisse de l'investissement industriel privé ; problème politique posé par les aides aux entreprises privées [8 novembre 1982] (p. 6875) ; revalorisation des salaires ouvriers ; relance de la coopération européenne en matière industrielle ; développement de la filière électronique ; difficultés de mise en œuvre du plan pour la machine-outil (p. 6876).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion générale : priorité accordée au redressement de l'économie et au desserrement de la contrainte extérieure ; financement du développement de l'appareil productif ; perte subie en 1981 par les groupes industriels nationalisés ; part du chiffre d'affaires réinvestie dans ces groupes ; investissements de ces groupes à l'étranger ; endettement excessif des groupes industriels Rhône-Poulenc et Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; situation de la sidérurgie [7 décembre 1982] (p. 8065) ; nécessité de financer la nouvelle politique industrielle ; développement des échanges et de la coopération internationale ; gestion des aides publiques ; abandon de la politique des créneaux ; politique de l'exportation ; investissements des entreprises publiques ; nécessité de prendre en compte le coût social des décisions ; volonté de redressement de l'économie nationale ; taux d'intérêt ; nécessité d'assainir les relations entre l'ancien secteur public et les grands groupes ; pillage antérieur des fonds publics ; endettement d'E.D.F. (p. 8068) ; problème des houillères ; insuffisance de la subvention à G.D.F. (p. 8069).

ANSQUER (Vincent)

Député de la Vendée
(4e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux modalités et aux délais de **règlement des factures établies par un fournisseur de marchandises, l'exécution de travaux ou de prestations de services (n° 803)** [21 avril 1982].

ASENSI (François)

Député de la Seine-Saint-Denis
(8e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982]. (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (n° 769) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J. O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175).

Vice-président, à titre provisoire, de cette délégation [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Affaires sociales et solidarité nationale : population immigrée) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 769) autorisant l'approbation d'une **convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (n° 783)** [20 avril 1982].

Proposition de loi tendant à attribuer aux communes les **biens vacants et sans maître** ayant un caractère d'immeuble **(n° 878)** [19 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VI : **Affaires sociales et solidarité nationale :** Population immigrée **(n° 1167)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **situation à l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois** : grève à l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois ; relations de travail au sein de cette entreprise ; refus de la direction de Citroën d'engager les négociations avec les organisations syndicales représentatives [28 avril 1982] (p. 1417) ;

— **situation chez Citroën** : attitude de la direction de Citroën ; violation du principe de la liberté syndicale ; nécessité d'engager la négociation [26 mai 1982] (p. 2589) ;

— **déclarations de la direction de Citroën et situation à l'usine d'Aulnay** : politique délibérée de réduction des stocks affirmée par le journal *Les Echos* ; demande au ministre d'intervenir pour la création d'une commission d'enquête sur la production à Aulnay [15 décembre 1982] (p. 8334).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).**

Première lecture, discussion générale : suppression de la redevance pour la création de locaux industriels ; augmentation de la redevance sur les bureaux ; sous-développement tertiaire de l'est parisien [15 octobre 1982] (p. 5855) ; poursuite par le patronat du démantèlement de ses unités de production dans la région Ile-de-France ; reconquête de l'industrie régionale (p. 5856).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générales* : rappelle l'action de Pierre de Coubertin ; dépôt de la candidature de Paris pour de prochains jeux Olympiques [3 novembre 1982] (p. 6592, 6593).

Affaires sociales et solidarité nationale — Travail. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : respect de la dignité humaine des travailleurs immigrés ; importance des échecs scolaires parmi les enfants de travailleurs immigrés ; création de zones d'éducation prioritaire ; contenu de la nouvelle politique d'immigration ; accord franco-algérien en matière d'immigration ; actions de régularisation de la situation des travailleurs clandestins ; rétablissement du droit au regroupement familial [18 novembre 1982] (p. 7385) ; lutte contre le racisme et la xénophobie (p. 7386).

AUBERT (Emmanuel)

Député des Alpes-Maritimes
(4e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316)

Cesse d'être vice-président [*J. O.* du 19 novembre 1982] (p. 3477).

QUESTIONS

au gouvernement :

— **déficit de l'U. N. E. D. I. C. :** augmentation du déficit de l'U. N. E. D. I. C. [5 mai 1982] (p. 1721) ; urgence des mesures de résorption de ce déficit (p. 1722) ;

— **déficit de l'U. N. E. D. I. C. :** nécessité de résorber le déficit de l'U. N. E. D. I. C. ; rôle des partenaires sociaux et responsabilités du Gouvernement [19 mai 1982] (p. 2435) ;

— **indemnisation des victimes des récentes tempêtes :** conséquences de la tempête dans le Midi ; loi du 13 juillet 1982 ; indemnisation des victimes ; possibilité de déclarer l'état de catastrophe naturelle dans ces régions [10 novembre 1982] (p. 7018) ;

— **situation de l'U. N. E. D. I. C. :** imposition par le Gouvernement de nouvelles charges indues à l'U. N. E. D. I. C. ; garantie de ressources ; contrats de solidarité ; préretraite ; incertitude quant à la retraite à 60 ans ; garantie de ressources pour les actuels titulaires de la préretraite issue des contrats de solidarité [24 novembre 1982] (p. 7639, 7640).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** son sous-amendement à l'amendement n° 7 de la commission (résiliation du contrat de location à l'initiative du locataire pour cause de relogement social dans le cadre des baux de trois ans) : retiré [13 janvier 1982] (p. 73) ; **article 7 :** durée de cohabitation pour le transfert du bail à des personnes de la famille du locataire au décès de ce dernier (p. 89) ; danger de transfert automatique (p. 90) ; transfert du bail en cas de concubinage notoire à la suite de la rupture de la vie commune (p. 92).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 3 :** procédure d'urgence pour la saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat [22 janvier 1982] (p. 395) ; application de la notion d'urgence pour le sursis à exécution (p. 397).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** obligation de s'inscrire sur les listes électorales [27 janvier 1982] (p. 597) ; amendements de l'opposition (p. 602).

— **Projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 688).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 18 :** campagne électorale [3 février 1982] (p. 688).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale : discussion d'une proposition de loi mais ignorance des propositions de l'opposition ; proposition de loi de M. Jean Foyer relative à la filiation naturelle ; solidarité nationale et financement public [3 février 1982] (p. 711) ; garantie de l'Etat donnée à la caisse centrale de réassurance (p. 712).

Discussion des articles : **article 1er :** constatation de la catastrophe ; définition des conditions d'indemnisation en cas d'intensité anormale d'un agent naturel (p. 719).

— **Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 4 :** conditions pour rendre représentatif le conseil supérieur des Français de l'étranger ; son sous-amendement n° 27 (ramenant de vingt et un à dix-huit ans la majorité requise par l'amendement n° 13 de M. Charles Millon) ; son sous-amendement n° 28 (supprimant le troisième alinéa [2°] de l'amendement n° 13) ; sous-amendements rejetés [8 avril 1982] (p. 1027).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 : son rappel au règlement :** nécessité de prendre des mesures en raison de la technicité du débat [28 avril 1982] (p. 1459) ; **article 39 :** souhaite la création d'une société nationale de coordination [5 mai 1982] (p. 1767) ; **article 40 :** nécessité d'apporter un peu de cohérence à ce texte (p. 1770) ; **article 49 :** refus du Gouvernement de faire confiance aux régions ; limitation à douze du nombre des sociétés régionales de télévision [6 mai 1982] (p. 1813) ; institutionnalisation, par cet article, de la situation actuelle ; exemple de la région Provence-Côte d'Azur (p. 1816).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 8 :** son amendement n° 26 (remplacement des délégués des conseils municipaux dans des organismes extérieurs dans les mêmes conditions que celles qui ont présidé à leur désignation) ; amélioration de la cohérence de l'action municipale ; désignation par le conseil municipal ou par le maire de représentants dans les organismes extérieurs [16 juin 1982] (p. 3476) ; adopté (p. 3477).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : mesures de rigueur adoptées par le Gouvernement ; injustices nées de la non-rétroactivité des textes de protection sociale ; coût des mesures contenues dans ce projet [18 juin 1982] (p. 3583) ; accroissement du minimum vieillesse ; assurance chômage ; âge de la retraite (p. 3584) ;

Son rappel au règlement : interruption d'un orateur par des interjections venant d'un ministre ; organisation des débats [24 juin 1982] (p. 3830).

— **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; injuste condamnation de la loi « sécurité et liberté » par l'actuelle majorité [21 juillet 1982] (p. 4613) ; abrogation de la peine de mort ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et des T. P. F. A. ; problème des contrôles d'identité ; augmentation du nombre de libérations conditionnelles ; incohérences contenues dans le présent projet (p. 4614) ; nouvelle procédure d'urgence ; introduction d'une forme de racisme (p. 4615) ; sa question préalable : rejetée (p. 4617).

Discussion des articles : **article 1er :** limitation des pouvoirs du juge [22 juillet 1982] (p. 4671) ; cas du proxénétisme aggravé et du trafic de drogue (p. 4677) ; son amendement n° 32 (suppression de la disposition concernant les crimes passibles de la peine de mort dans le premier alinéa de l'article 463 du code pénal) (p. 4678) ; adopté (p. 4679) ; **avant l'article 2 :** problème des peines de substitution (p. 4682) ; conditions d'exécution du travail d'intérêt général (p. 4683) ; vote positif du groupe R. P. R. sur cet article (p. 4710) ; **article 2 :** abus constitué par les sursis à répétition (p. 4711) ; son amendement n° 33 (procédure suivie en matière de sursis) (p. 4712) ; devenu sans objet (p. 4714) ; **avant l'article 4 :** problème de la protection des biens ; refus de détruire l'équilibre de la loi de 1981 [23 juillet 1982] (p. 4724) ; **après l'article 4 :** problème des séquestrations de moins de 24 heures imposées à l'occasion d'une action collective ; **article 6 :** inversion de l'échelle des peines (p. 4726) ;

nécessité d'introduire une graduation de l'échelle des peines ; son amendement n° 34 (cas des violences ayant entraîné une infirmité permanente ou la mort) : rejeté (p. 4727) ; **avant l'article 9 :** son amendement n° 35 (nomination des juges d'instruction) (p. 4729) ; rejeté (p. 4732) ; **article 12 :** problème des contrôles d'identité (p. 4735) ; **article 13 :** maintien du principe du contrôle d'identité par le Gouvernement ; discrimination mise en place fondée sur les apparences (p. 4747, 4748) ; son accord avec l'argumentation développée par M. Jacques Toubon (p. 4752) ; son amendement n° 93 (de suppression) (p. 4753) ; rejeté (p. 4754) ; son amendement n° 94 (modifiant la procédure des contrôles d'identité) ; délit de « sale gueule » (p. 4757, 4758) ; garanties énumérées par la loi en matière de contrôle d'identité (p. 4758) ; rejeté ; son amendement n° 95 retiré ; *article* 78-1 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 96 (précisant que toute personne peut être amenée à justifier par tout moyen de son identité dans le cadre de recherches judiciaires) (p. 4759) ; rejeté (p. 4760) ; volonté du groupe communiste de supprimer les contrôles administratifs ; son amendement n° 97 (substituant aux mots « vérifiée, selon les mêmes formalités » les mots « contrôlée, dans les mêmes formes » dans le second alinéa du texte proposé pour cet article (p. 4762) ; rejeté ; son amendement n° 98 (suppression des mots « dans des lieux déterminés » dans le second alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 99 (précisant que nul ne peut refuser de déférer à l'invitation qui lui est faite de justifier par tout moyen de son identité) (p. 4763) ; rejeté ; *article* 78-2 *du code de procédure pénale :* son sous-amendement n° 160 à l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 4764) ; rejeté ; ses amendements n°s 100, 101, 102, 103, 104 et 105 devenus sans objet ; son amendement n° 106 (précisant que la personne retenue pour un contrôle d'identité ne peut l'être que pour la durée strictement nécessaire à l'établissement de cette identité) (p. 4765) ; rejeté ; son amendement n° 107 (précisant que les opérations de contrôle d'identité doivent être effectuées avec courtoisie) (p. 4766) ; rejeté ; son amendement n° 108 (contenu du procès verbal) ; suppression du contrôle de l'inscription dans des registres (p. 4767) ; rejeté ; son amendement n° 109 (destruction des pièces concernant un contrôle d'identité) (p. 4768) ; adopté après rectification (p. 4769) ; *article* 78-4 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 110 (de suppression) (p. 4775) ; adopté (p. 4777) ; **son rappel au règlement :** discussion des amendements (p. 4777, 4778) ; *article* 78-5 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 111 (procédure suivie en cas de refus de se prêter aux opérations de vérification d'identité) (p. 4778) ; rejeté ; échelle des sanctions (p. 4779) ; *article* 78-6 *du code de procédure pénale :* caractère hypocrite des contrôles d'identité prévus par cet article (p. 4780) ; **article 9 précédemment réservé :** problème du contrôle de l'instruction (p. 4782) ; son amendement n° 36 (de suppression) (p. 4783) ; rejeté (p. 4784) ; son amendement n° 37 (procédure de la garde à vue) ; rareté des cas de garde à vue dépassant 48 heures ; cas du trafic de stupéfiants et du proxénétisme (p. 4784) ; autorisation de prolongation ; rejeté (p. 4785) ; son amendement n° 38 (supprimant la référence 61, alinéas 2 à 4) : non soutenu ; son amendement n° 85 (substituant à la référence 61, alinéas 2 à 4, la référence 61, alinéa 4) : rejeté ; son amendement n° 39 (supprimant les références 63-1, 64-1 et 77-1) : rejeté (p. 4786) ; son amendement n° 40 (suppression de la référence 196-1 à 196-6) : rejeté ; son amendement n° 41 (suppression des mots « et 221, alinéa 2 ») : rejeté ; son amendement n° 42 (précisant qu'en matière criminelle, tous les six mois, la chambre d'accusation peut évoquer l'affaire sur les réquisitions du ministère public ou à la demande de l'inculpé ou de la partie civile) (p. 4787) ; rejeté ; son amendement n° 43 (procédure suivie en cas de prolongation de la garde à vue) (p. 4788) ; rejeté (p. 4789) ; **article 17** — *article* 393 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 44 (insérant les mots « si elle en fait la demande » après les mots « ses déclarations » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; son amendement n° 45 (précisant que l'interrogatoire sera fait en présence d'un avocat au besoin commis d'office) (p. 4795) ; affaiblissement des pouvoirs du procureur (p. 4796) ; amendement n° 44 adopté ; amendement n° 45 rejeté (p. 4797) ; *article* 397 *du code de procédure pénale :* volonté du gouvernement de permettre au président de désigner un avocat d'office si celui-ci est absent (p. 4798) ; *article* 397-4 *du code de procédure pénale :* **son rappel au règlement :** nécessité de lever la séance (p. 4799) ; **article 24 :** son amendement n° 112 (suppression de la référence 76 à 78) : devenu sans objet (p. 4803) ; **titre :** son amendement n° 84 (modifiant le titre du projet de loi) (p. 4804) ; rejeté (p. 4805).

Son rappel au règlement : non respect de l'article 92 du règlement par le président de séance [27 juillet 1982] (p. 4876) ;

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire [27 juillet 1982] (p. 4875) ; **article 4 :** caractère mixte du système électoral retenu par la majorité (p. 4903) ; *article L.* 260 *du code électoral :* propose une rectification à l'amendement n° 79 de M. Claude Wolff (p. 4911) ; *après l'aricle L.* 260 *du code électoral :* son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 118 de M. Alain Richard (application de la proportion à chaque tiers des candidats de la liste) : devenu sans objet (p. 4918) ; **article 10 :** problème du retrait de délégation ; nécessité de revoir le statut des adjoints [28 juillet 1982] (p. 4948) ; **article 4 précédemment réservé** — *article L.* 264 *du code électoral (suite) :* notion de mandataire (p. 4957) ; difficultés rencontrées en cas de fusion de listes (p. 4958) ; contenu du mandat (p. 4959) ; *article L.* 265 *du code électoral :* substitution du mot « responsable » au mot « mandataire » (p. 4960) ; **avant l'article 12 :** régime des inéligibilités (p. 4967) ; inéligibilité des salariés des associations subventionnées par la commune (p. 4968) ; son amendement n° 148 (possibilité d'attribuer des délégations à un conseiller municipal lorsque ces délégations ont été retirées à un adjoint) : adopté (p. 4971) ;

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 27 (volonté de la République d'effacer les séquelles des événements d'Afrique du Nord) [21 octobre 1982] (p. 6134) ; rejeté (p. 6135).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie : discussion des articles : **article 24 :** taux de la dotation globale de fonctionnement [29 octobre 1982] (p. 6500) ; remboursement du logement des instituteurs ; accroissement des dépenses de fonctionnement des communes (p. 6501) ; progression de la dotation globale de fonctionnement (p. 6502) ;

Deuxième partie : **intérieur et décentralisation.** *Discussion générale :* rappelle « L'impertinence du prestidigitateur » manifestée par M. Gaston Defferre lors de sa réponse à la question d'actualité de M. Bernard Stasi relative à la dotation globale de fontionnement ; insuffisance de cette dotation entraînant une augmentation de la pression fiscale ; dotation pour le logement des instituteurs ; formation professionnelle des policiers ; nécessité de définir les missions et les structures de la police ; nécessité de décharger les policiers des tâches administratives ; absence de stabilité dans le commandement de la police [10 novembre 1982] (p. 7013) ; absence de promotion d'inspecteurs au grade supérieur ; locaux de la police ; traitement de la délinquance par la justice ; présomption de culpabilité que font peser certains magistrats sur les policiers (p. 7014).

AUBERT (François d')

Député de la Mayenne
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Transports : section commune) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 883)** [19 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 40. **Transports** : section commune **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à améliorer l'**information du consommateur (n° 1252)** [25 novembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **dette extérieure de la France :** multiplication de la dette publique de la France ; accélération de 250 p. 100 du montant des emprunts entre 1980 et 1982 ; recours s/stématique à l'endettement ; emprunts internationaux des organismes bancaires ; Crédit foncier de France [10 novembre 1982] (p. 7023) ; tentation du protectionnisme ; dette garantie par l'Etat ; dette non garantie ; dette des entreprises privées ; nécessité d'informer le Parlement sur l'évolution de la dette ; préparation du IXe Plan (p. 7024) ; réponse du ministre mélangeant les créances ; évaluation des créances « douteuses » (p. 7025).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 696).**

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur l'utilisation de l'article 49, alinéa 3, et la décision du Conseil constitutionnel ; absence de garantie de l'emploi dans les entreprises nationalisées selon M. Jean Le Garrec ; coût énorme des nationalisations ; impôt supplémentaire demandé par le représentant du groupe communiste ; avis différent du Gouvernement [4 février 1982] (p. 731) ; absence de garantie d'emploi dans les entreprises nationalisées selon M. Jean Le Garrec (p. 735) ;

Discussion des articles : **article 1er :** extra-territorialité des nationalisations ; dessaisissement de certaines filiales et d'actifs à l'étranger (p. 735) ; risque de longs procès internationaux ; braderie de biens situés à l'étranger ; **article 4 :** ses craintes quant à la politique de facilité susceptible d'être menée par le Gouvernement à l'égard des actifs à l'étranger des groupes industriels (p. 736) ; **article 5 :** taux d'intérêt des obligations indemnitaires ; **article 6 :** indemnisation ; sanction par le Conseil constitutionnel d'un des éléments fondamentaux du texte ; valeur d'échange des actions des sociétés industrielles nationalisables déterminée par une commission d'évaluation (p. 737) ; définition de la période d'ajustement des cours des actions des sociétés industrielles nationalisables ; **article 7 :** son opposition à la désignation d'un administrateur général dans chaque société nationalisée (p. 738) ; **article 13 :** son hostilité fondamentale à la nationalisation du crédit : contradiction avec les déclarations du Gouvernement sur la décentralisation ; incitation pour les entreprises à s'adresser aux banques étrangères ; relèvement de la barre de la nationalisation de 1 à 2,95 milliards de dépôts pour la non-nationalisation du Crédit mutuel ; perte de contrôle de 2 p. 100 des dépôts du fait de ce relèvement (p. 740) ; non-nationalisation des banques mutualistes grâce à l'amendement n° 26 de M. Michel Noir ; conformité avec la décision du Conseil constitutionnel ; danger de la solution proposée par l'article 50 *bis ;* aucun engagement du Gouvernement sur le statut de la Banque fédérative du Crédit mutuel d'Alsace (p. 741) ; méthode de pseudo-concertation du Gouvernement (p. 742) ; **article 18-1 :** pour l'alignement du régime du mode d'évaluation de la valeur d'échange des actions des banques cotées sur celui des banques non cotées (p. 743) ; **article 18-2 :** pour la présence du président de la C. O. B. dans la commission d'évaluation des actions des banques non cotées ; difficulté d'évaluation de ces actions avant le 1er juillet 1982 ; **après l'article 18-2 :** salariés du Crédit lyonnais moins bien traités que les « capitalistes » pour la valeur d'échange de leurs actions acquises au titre de la participation (p. 744) ; absurdité de la nationalisation des actions des banques nationales détenues par le personnel (p. 745) ; **article 20 :** représentation de la clientèle au conseil d'administration des banques nationalisées ; pour la nomination des représentants de l'Etat au sein des banques régionales par les présidents des conseils régionaux ; volonté décentralisatrice (p. 746) ; **article 50** *bis* **:** ignorance quant au champ d'application de la loi sur les établissements de crédit à statut mutualiste ou coopératif (p. 750) ;

Troisième lecture, discussion générale : sanction des principales erreurs du Gouvernement par le Conseil constitutionnel ; hostilité de principe aux nationalisations ; nationalisations étant un caprice idéologique, un mensonge social et une folie financière [5 février 1982] (p. 766) ;

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin :** revers juridique subi par le Gouvernement devant le Conseil constitutionnel ; bricolages successifs de quatre textes [28 janvier 1982] (p. 643) ; caprice idéologique ; gaspillage financier ; erreur de diagnostic sur l'indemnisation ; aucun engagement juridique du Gouvernement vis-à-vis de la non-nationalisation du Crédit mutuel ; filiales des groupes nationalisés à l'étranger ; détermination de la valeur des sociétés non cotées en quatre mois par la commission d'évaluation ; coût de l'indemnisation (p. 644) ; procès éventuels ; dotations en capital des sociétés nationalisées ; appel à l'impôt ou assèchement du marché financier ; impôt supplémentaire sur les grandes fortunes ; failles dans l'organisation du travail gouvernemental ; Gouvernement menacé par sa propre majorité ; pratique du double langage vis-à-vis de l'opinion publique ; emploi non garanti dans les entreprises nationalisées (p. 645) ; ses observations sur la politique industrielle du Gouvernement ; mécano industriel ; coût de deux mille francs par an par contribuable pendant quinze ans ; intolérance de la majorité ; accord signé entre la France et l'Union soviétique pour la fourniture de gaz naturel ; caution morale et politique offerte aux Soviétiques ; hypothèque sur l'indépendance énergétique de la France (p. 646) ; 55 p. 100 de l'approvisionnement gazier en provenance de l'Algérie et de l'U.R.S.S. ; accord indigne pour la France et traduisant un mépris du Parlement (p. 647) ;

— **Son rappel au règlement :** déclaration du président de l'Assemblée nationale à R.T.L. sur une modification du règlement visant à limiter le nombre des amendements [4 février 1982] (p. 729).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : mépris porté par le pouvoir aux téléspectateurs ; absence de pluralisme dans le projet ; avènement d'une culture officielle ; vérification de la sensibilité politique des journalistes de la télévision par le président-directeur général de TF1 ; recrutement des journalistes sur des critères politiques (appartenance au parti communiste) ; saturation du petit écran par des reportages sur des voyages gouvernementaux ou présidentiels ; réduction des compétences de la Haute Autorité ; décentralisation audiovisuelle ; refus d'accorder une égalité de traitement technique et des moyens financiers normaux aux radios locales privées [26 avril 1982] (p. 1320) ; peur manifestée par le Gouvernement vis-à-vis de la décentralisation audiovisuelle ; échec de M. Georges

Fillioud aux élections cantonales causé par son action en temps que ministre de la communication ; mauvaise qualité des programmes de télévision ; émission « Droit de réponse », de M. Michel Polac ; mépris manifesté pour les téléspectateurs ; augmentation des frais de fonctionnement au détriment des budgets de création dans les chaînes ; diminution en 1981 des commandes de fiction française à la S.F.P. et aux producteurs privés ; refus du Gouvernement d'accepter les conséquences de la suppression du monopole de programmation (p. 1321) ; refus du Gouvernement d'accepter l'ère des satellites et ses conséquences sur la multiplication de l'offre de programmes de télévision ; coût de la réforme ; désaccords apparus au sein de la majorité (p. 1322) ;

Discussion des articles : **article 1er :** volonté du groupe U. D. F. de poser le principe général de la liberté de communication audiovisuelle [27 avril 1982] (p. 1364) ; **article 2 :** volonté du Gouvernement d'apporter des restrictions à cette liberté (p. 1378) ; absence de débats contradictoires à la télévision depuis le 10 mai 1981 ; organisation de débats truqués (p. 1379) ; antennes collectives et antennes individuelles ; interdiction éventuelle des antennes individuelles en zone urbaine ; « syndrome lillois » de M. Pierre Mauroy (p. 1383) ; politique de prix en matière d'antennes individuelles ; réception par satellite (p. 1389) ; **après l'article 2 :** problème des audiomètres placés chez des particuliers avec leur accord afin de connaître les émissions qu'ils ont regardées (p. 1389, 1390) ; **article 3 :** notion de service public et notion de monopole (p. 1391) ; contradiction entre le service public prévu par le présent texte et la notion de liberté ; liberté de communication ne dépendant pas du service public (p. 1392) ; **article 4 :** insuffisance du droit de réponse prévu par cet article [28 avril 1982] (p. 1400) ; **article 5 :** perversion de la notion des services publics par le groupe socialiste ; argument selon lequel il existerait un service public de la communication écrite ; définition de la notion de service public (p. 1404) ; **son rappel au règlement :** refus d'allonger inutilement le débat (p. 1408) ; nécessité de préserver le service public et de développer le secteur privé (p. 1411) ; égal accès à l'expression des principales tendances de pensées et des grands courants d'opinion assuré par le service public de la radiodiffusion et de la télévision ; journal « Soir 3 » diffusé par FR 3 (p. 1429) ; conciliation du droit de grève et de la continuité du service public (p. 1432) ; respect du téléspectateur ; augmentation de la redevance ; refus du Gouvernement d'assurer la continuité du service public ; droit des handicapés de bénéficier des services audiovisuels de la télévision (p. 1433) ; **article 6 :** concession de service public (p. 1436) ; **après l'article 6 : son rappel au règlement :** affirmations de M. Jean Natiez selon lesquelles la presse écrite serait un service public ; suppression d'un membre de phrase dans le compte rendu analytique officiel (p. 1438) ; **article 7 :** réglementation nécessaire consécutive à la rareté du lecteur dans le domaine hertzien ; usage des fréquences radioélectriques ; existence de radios publiques locales et de radios privées locales ; précarité des autorisations empêchant la création d'un secteur « multi média » (p. 1450) ; abrogation du monopole ; « mutilation » de la diffusion ; volonté du Gouvernement de de mettre en place un régime d'autorisation pour la programmation ; instauration d'un système moins libéral que le système actuel en vigueur (p. 1453) ; radios locales publiques (p. 1454) ; application de cet article aux radios périphériques (p. 1455) ; **article 7 :** maintien du monopole ; insécurité économique consécutive au caractère précaire et révocable de l'autorisation [29 avril 1982] (p. 1469) ; protection des aérodromes ; porte ouverte aux excès de pouvoir par la notion d'autorisation précaire et révocable (p. 1470) ; **article 9 :** velléités d'ouverture du service public manifestées par le Gouvernement ; régime prévu en matière de câblage moins libéral que le régime actuel ; antennes collectives et antennes individuelles ; réglementation relative aux réseaux communautaires (p. 1474) ; divergences entre la majorité et le Gouvernement (p. 1476) ; utilisation des câbles japonais par les P.T.T. (p. 1477) ; éventuelle autorisation nécessaire pour l'installation d'antennes collectives (p. 1480) ; mise en place des infrastructures en matière de câblage ; développement des réseaux de télédistribution ; nécessité de faire appel à des capitaux privés (p. 1483) ; **après l'article 9 :** rétablissement de l'ex-article 8 ; différenciation du régime de déclaration et du régime d'autorisation suivant la nature des services (p. 1489) ; **article 10 :** institution de la délégation parlementaire de la radio-télévision par la loi de 1974 (p. 1491) ; contrôle parlementaire exercé par la délégation ; **article 11 :** nécessité de donner à la délégation parlementaire la compétence la plus large possible (p. 1493) ; **article 12 :** dépendance politique de la Haute Autorité ; composition de celle-ci ; réduction des compétences de la Haute Autorité (p. 1499, 1500) ; volonté du groupe U.D.F. d'élargir les compétences de la Haute Autorité ; attribution des fréquences radioélectriques (p. 1503) ; développement de la création et qualité des programmes ; augmentation des frais de fonctionnement de la S.F.P. au détriment de la création (p. 1504) ; **article 13 :** manque de pouvoirs de la Haute Autorité ; demande une audition de M. Jacques Boutet, président-directeur général de TF 1, devant la commission spéciale ; soumission éventuelle des présidents de chaîne au pouvoir réglementaire de la Haute Autorité [30 avril 1982] (p. 1534) ; cas des journalistes communistes embauchés à TF 1 en raison de leurs opinions politiques (p. 1537) ; nécessité de confier à la Haute Autorité la mission de veiller au respect du devoir de réserve des dirigeants des sociétés nationales de programmes (p. 1544) ; mise en cause par M. Jacques Boutet de l'honorabilité du service public (p. 1546) ; accès des personnes handicapées aux programmes de la radiodiffusion sonore et de la télévision (p. 1548) ; missions confiées à la Haute Autorité de recevoir et de répartir le produit de la redevance et celui de la publicité (p. 1551) ; **article 14 :** nécessité de confier à la Haute Autorité les demandes de création de radios locales publiques formulées par Radio-France [3 mai 1982] (p. 1560) ; nécessité de donner à la Haute Autorité la compétence pour délivrer l'ensemble des autorisations en matière de radiodiffusion ; élaboration par celle-ci d'un cahier des charges général pour la radio-télévision par câbles (p. 1561) ; son amendement n° 478 (élaboration d'un plan de répartition des fréquences par la Haute Autorité) (p. 1562) ; radios locales de la région parisienne ; projet de radios locales de la R.A.T.P. ; rejeté (p. 1563) ; son amendement n° 479 (précisant que la Haute Autorité délivre les autorisations prévues au titre IV de la présente loi) : rejeté (p. 1564) ; **article 15 :** insuffisance de l'indépendance de la Haute Autorité vis-à-vis du pouvoir politique ; atteinte portée à l'autorité des présidents directeurs généraux de chaînes à travers cet article (p. 1567) ; **article 16 :** problème de la publicité sur les chaînes de télévision ; pouvoirs donnés à la Haute Autorité de veiller au respect des principes fondamentaux régissant la publicité (p. 1574) ; équilibre des rapports entre la télévision et le cinéma (p. 1575) ; recommandations émises par la Haute Autorité (p. 1576) ; **article 17 :** harmonisation des programmes (p. 1578) ; rôle des présidents de chaînes (p. 1579) ; respect de l'autonomie des chaînes (p. 1582) ; problème de la fixation des sanctions (p. 1584) ; nécessité d'informer les téléspectateurs des constats de la Haute Autorité (p. 1585) ; publication des résultats obtenus par le service d'observation des programmes et le centre d'études et d'opinion (p. 1588) ; **article 18 :** représentation de la France par des membres de la Haute Autorité dans les organismes internationaux compétents dans le domaine de l'audiovisuel ; précision de la notion « d'organismes internationaux non gouvernementaux » ; **article 19 :** établissement d'un rapport d'activité de la Haute Autorité ; coordination de la publication des différents rapports d'activité prévus en matière d'audiovisuel (p. 1590) ; **article 20 :** composition de la Haute Autorité ; caractère paradoxal de la référence au Conseil constitutionnel (p. 1592) ; absence d'unanimité quant à la création de la Haute Autorité (p. 1595) ; limite d'âge des membres de la Haute Autorité (p. 1597) ; **article 24 :** éventuelle seconde délibération de la Haute Autorité intervenant à la demande du Gouvernement (p. 1605, 1606) ; **article 25 :** absence de pouvoirs confiés au Conseil national de la communication audiovisuelle ; non représentation des téléspectateurs dans ce conseil (p. 1610) ; **article 26 :** composition du Conseil national de la communication audiovisuelle ; problème de la représentation des associations de téléspectateurs (p. 1616) ; volonté de supprimer le Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1617) ; divergences entre le Gouvernement et le groupe communiste (p. 1618) ; son amendement n° 480 (représentation des travailleurs de l'audiovisuel au Conseil national de la communication audiovisuelle) (p. 1619) ; rejeté ; son amendement n° 481 (représentation des associations de téléspectateurs au Conseil national de la communication audiovisuelle) (p. 1620) ; rejeté ; son amendement n° 496 (suppression du sixième alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 1622) ; **article 26** *suite :* représentation des journalistes au conseil national de la communication audiovisuelle [4 mai 1982] (p. 1630) ; son amendement n° 482 (précisant que les représentants des entreprises de communication au conseil national devront appartenir au secteur privé) : rejeté ; désignation des représentants des entreprises du

secteur privé par l'intermédiaire des organisations professionnelles représentatives (p. 1631) ; entreprise multi-média (p. 1632) ; son amendement n° 483 (représentation de la presse écrite au conseil national) : devenu sans objet (p. 1633) ; son amendement n° 484 (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1636) ; problème de la tutelle sur l'audiovisuel (p. 1637) ; **article 27** : absence d'unité culturelle dans certaines régions (p. 1640) ; **article 28** : missions des comités régionaux de l'audiovisuel (p. 1642) ; son sous-amendement n° 723 à l'amendement n° 182 de la commission (précisant que le comité régional donne un avis motivé sur la création des radios locales et régionales de service public) (p. 1643) ; rejeté (p. 1645) ; possibilité donnée aux comités régionaux d'émettre des avis de leur propre initiative (p. 1651) ; caractère réglementaire de la composition des comités régionaux ; fausse décentralisation ; coût de ces comités (p. 1652) ; **article 29** : son amendement n° 485 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : rejeté (p. 1657) ; **article 30** : service public et secteur public ; soumission éventuelle du service public à un cahier des charges ; coexistence d'un secteur public avec un secteur indépendant (p. 1659) ; contenu des cahiers des charges ; devoir de réserve des présidents de chaîne (p. 1661) ; contenu des cahiers des charges (p. 1662) ; son amendement n° 544 devenu sans objet ; son amendement n° 543 (contenu des obligations de service public) : rejeté (p. 1663) ; **article 31** : dispositions relatives à la programmation et à la diffusion d'émissions officielles du Gouvernement ; nécessité de rendre publique la comparaison des temps de parole et des temps d'image des membres de l'opposition, du Gouvernement, du parti socialiste et du groupe communiste ; omniprésence de la majorité sur les écrans de télévision (p. 1664) ; son sous-amendement n° 727 à l'amendement n° 499 de M. Robert-André Vivien (possibilité donnée aux chaînes de télévision de ne pas présenter les comptes rendus des conseils des ministres) : rejeté (p. 1666) ; retransmission des débats des conseils généraux (p. 1669) ; tribut payé par le Gouvernement au groupe communiste (p. 1671) ; son amendement n° 545 devenu sans objet (p. 1674) ; **article 32** : extension des pouvoirs de l'établissement public de diffusion ; élaboration par celui-ci d'un plan de répartition des fréquences (p. 1678) ; missions de T. D. F. ; résorption des zones d'ombre (p. 1680) ; satellite « Coca-Cola » (p. 1682) ; problème des émetteurs situés à l'étranger (exemple d'Europe n° 1) ; son amendement n° 546 (précisant que l'établissement public de diffusion assiste la Haute Autorité dans l'élaboration du plan de répartition des fréquences) (p. 1683) ; rejeté ; association de la Haute Autorité à l'élaboration du plan de répartition des fréquences (p. 1684) ; son sous-amendement n° 731 à l'amendement n° 66 de M. Alain Madelin (rédactionnel) (p. 1685) ; définition du brouillage (émission hertzienne perturbatrice) ; omniprésence de l'Etat voulue par le Gouvernement (p. 1688) ; rejeté ; son amendement n° 547 (supprimant la référence aux « équipements » dans le troisième alinéa de cet article) ; rejeté ; son amendement n° 548 (rédactionnel) : adopté (p. 1689) ; **article 33** : son amendement n° 549 (modifiant la composition du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion) (p. 1691) ; rejeté ; son amendement n° 550 (nomination par décret des membres du conseil d'administration) : retiré (p. 1692) ; son amendement n° 551 (rédactionnel) : rejeté (p. 1693) ; **article 34** : son amendement n° 552 (substituant aux mots « taxes affectées au service public » les mots « redevance pour droit d'usage des postes récepteurs de télévision ») : rejeté [5 mai 1982] (p. 1705) ; son amendement n° 553 (financement des investissements de l'établissement public de diffusion) : retiré (p. 1706) ; **article 35** : son amendement n° 555 (précisant que la société nationale de programmes peut être chargée de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion) (p. 1709) ; rejeté (p. 1711) ; son amendement n° 556 (interdisant à la société nationale de programmes de se doter des moyens techniques permettant de constituer en réseaux d'information ou de programmes les stations locales du service public de la radiodiffusion) (p. 1714) ; retiré (p. 1715) ; **article 36** : progrès accomplis depuis 1974 ; limitation à 4 du nombre des chaînes de télévision ; comparaison avec les pays voisins (p. 1734) ; création de chaînes indépendantes (p. 1735) ; divergences entre le Gouvernement et le groupe communiste ; interroge le ministre de la communication quant à la structure d'exploitation des émissions en 819 lignes (p. 1740) ; volonté des français d'obtenir la mise en place d'une chaîne commerciale ; création d'une chaîne évolutive (p. 1742) ; **article 37** : composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes (p. 1745) ; son amendement n° 557 (composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes) (p. 1746) ; rejeté ; son amendement n° 558 (nomination par décret des membres des conseils d'administration) : rejeté (p. 1747) ; **article 38** : son amendement n° 559 (de suppression) (p. 1758) ; rejeté (p. 1760) ; **article 39** : création d'une société spécialisée pour les départements et territoires d'outre-mer (p. 1763, 1764) ; **après l'article 39** : composition du conseil d'administration de la société nationale prévue pour l'outre-mer (p. 1767) ; **article 40** : composition du conseil d'administration de l'organisme de coordination ; son amendement n° 560 (composition des conseils d'administration des sociétés prévues aux articles 38 et 39) : rejeté (p. 1769) ; exclusion de la presse régionale du conseil d'administration de la société nationale de télévision à vocation régionale (p. 1780) ; **article 41** : consécration par cet article de la nationalisation de l'audiovisuel (p. 1771) ; **article 42** : construction des studios de Bry-sur-Marne ; fonctionnement de la S. F. P. (p. 1772) ; volonté du Gouvernement d'empêcher toute création régionale (p. 1777) ; exemple de la société américaine L'Universal (p. 1778) ; son amendement n° 564 (participation de la société nationale de production à des coproductions cinématographiques avec le secteur privé) : devenu sans objet (p. 1779) ; transformation de la société nationale de programmes en société d'économie mixte (p. 1780) ; son amendement n° 561 (substituant aux mots : « la majorité du capital » les mots : « 34 p. 100 du capital » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; nécessité d'accorder à l'Etat une minorité de blocage dans la société nationale de production (p. 1780) ; rejeté ; amendement n° 562 (substituant aux mots : « de droit public » le mot « morales » dans le deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 563 (insérant les mots « à l'exception de celle prévue à l'article 38 » après les mots « société nationale » dans le deuxième alinéa de cet article) : rejeté (p. 1781) ; **article 43** : composition du conseil d'administration de la société nationale de programme (p. 1782) ; **article 44** : son amendement n° 567 (suppression du premier alinéa de cet article) [6 mai 1982] (p. 1791) ; nécessité de préciser quelle sera la politique de production des chaînes de télévision (p. 1792) ; rejeté (p. 1793) ; limitation des activités de production des sociétés nationales de programmes aux besoins des services d'information ; « communication sociale » (p. 1794) ; capacité de production de la S. F. P. (p. 1795, 1796) ; **article 45** : missions de l'I. N. C. A. (p. 1798) ; création de l'I. N. A. en 1974 ; son amendement n° 569 devenu sans objet (p. 1800) ; **article 46** : composition du conseil d'administration de l'I. N. C. A. (p. 1801) ; son amendement n° 570 (composition du conseil d'administration de l'I. N. C. A.) : rejeté (p. 1802) ; représentation du personnel au conseil d'administration de l'I. N. C. A. ; son amendement n° 571 (élection du président du conseil d'administration de l'I. N. C. A.) : retiré (p. 1803) ; **article 47** : son amendement n° 573 (ressources de l'I. N. C. A.) : rejeté (p. 1804) ; **article 48** : refus du Gouvernement d'une vraie décentralisation ; financement de Radio-Mayenne (p. 1806) ; coût des radios locales de service public (p. 1808) ; avantages économiques accordés aux radios publiques locales ; rigidité du système mis en place (p. 1811) ; son amendement n° 574 (temps de diffusion consacrés par les stations locales de service public à des programmes d'origine locale) (p. 1812) ; contenu du cahier des charges des radios locales publiques ; rejeté (p. 1813) ; **article 49** : limitation à douze du nombre des stations régionales de télévision ; financement de la télévision régionale (p. 1815) ; son sous-amendement n° 742 à l'amendement n° 736 de M. Claude Estier (suppression du dernier alinéa) ; mystification culturelle représentée par cette décentralisation (p. 1816) ; retiré ; son amendement n° 630 devenu sans objet (p. 1817) ; son amendement n° 631 (détention d'une partie du capital par les sociétés de développement régional) : retiré (p. 1833) ; **article 52** : son amendement n° 632 (composition du conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision) : rejeté (p. 1834) ; financement de Radio-France internationale (p. 1837) ; **article 55** : son amendement n° 633 (composition du conseil d'administration de Radio-France internationale) : retiré (p. 1840) ; son amendement n° 634 (précisant que le président a voix prépondérante en cas de partage) : adopté ; son amendement n° 635 (pouvoirs de direction du président de Radio-France internationale) : devenu sans objet (p. 1841) ; **article 56** : son amendement n° 636 (de suppression) [7 mai 1982] (p. 1865) ; rejeté (p. 1866) ; conditions nécessaires à la commercialisation des produits audiovisuels à l'étranger ; problème des droits d'auteur (p. 1867) ; financement des coproductions ; commercialisation en France des productions télévisées (p. 1868) ; **article 57** : composition du

capital de la société de commercialisation ; politique menée par la Sofirad (p. 1870, 1871) ; son amendement n° 637 (de suppression) ; « légalisation » de la Sofirad (p. 1871) ; rejeté (p. 1872) ; **article 58 :** composition du conseil d'administration de la société de commercialisation (p. 1873) ; souhaite une représentation parlementaire à l'intérieur du conseil d'administration de la société de commercialisation (p. 1874) ; **article 59 :** alourdissement du coût de la télévision ; déclaration du président de la République selon laquelle la redevance ne serait pas modifiée sans création de services nouveaux ; publicité sur FR 3 ; taxe sur les magnétoscopes (p. 1877) ; possibilité offerte par cet article à toutes les taxes nouvelles ; importance des charges de fonctionnement ; caractère inévitable de l'augmentation de la redevance (p. 1880) ; **article 60 :** son amendement n° 638 (d'harmonisation) [10 mai 1982] (p. 1888) ; adopté (p. 1889) ; **article 66 :** son amendement n° 639 (de suppression) (p. 1915) ; rejeté (p. 1916) ; **article 70 :** son sous-amendement n° 769 à l'amendement n° 257 de la commission (période transitoire) ; son sous-amendement n° 770 à l'amendement n° 257 de la commission (période transitoire) (p. 1948) ; rejetés ; son amendement n° 640 et son amendement n° 641 devenus sans objet ; son amendement n° 642 (exception au régime provisoire d'autorisation) : rejeté (p. 1950) ; **article 71 :** son amendement n° 643 (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots : « à l'article précédent ») : adopté [12 mai 1982] (p. 2060) ; **après l'article 71 :** régime de la concession de service public ; concession éventuelle du réseau 819 lignes VHF (p. 2063) ; régime de la concession de service public (p. 2065) ; désaccord entre le Gouvernement et le groupe communiste (p. 2068) ; **article 72 :** caractère malthusien de cet article (p. 2071) ; droit accordé aux postes périphériques de constituer des réseaux (p. 2072) ; son amendement n° 644 (possibilité donnée à une société de bénéficier de sept autorisations) (p. 2073) : rejeté (p. 2074) ; problème de Radio-Monte-Carlo (p. 2074) ; son amendement n° 645 (de coordination) : devenu sans objet (p. 2075) ; son amendement n° 646 (supprimant les mots : « de droit privé » dans le quatrième alinéa de cet article) (p. 2076) : rejeté (p. 2077) ; **article 73 :** inégalité de traitement entre les radios locales privées et les radios locales publiques (p. 2078) ; son amendement n° 647 (suppression du premier alinéa de cet article) : non soutenu (p. 2080) ; son amendement n° 648 (suppression de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) (p. 2081) : rejeté (p. 2082) ; **article 74 :** son amendement n° 649 (délivrance des autorisations de radiodiffusion et de radiotélévision par voie hertzienne par la Haute Autorité) : rejeté [14 mai 1982] (p. 2207) ; son amendement n° 650 (délivrance d'autorisations multiples) : rejeté ; son amendement n° 651 (créant un régime d'autorisation tacite) p. 2208) : rejeté (p. 2209) ; **article 75 :** son amendement n° 652 (limitant le contenu du cahier des charges à des modalités techniques) (p. 2210) : rejeté (p. 2211) ; **article 76 :** son amendement 653 : devenu sans objet (p. 2217) ; **article 78 :** son amendement n° 654 : devenu sans objet (p. 2224).

— **Son rappel au règlement :** audition de M. Jacques Boutet, président directeur général de TF 1 par la commission spéciale sur la communication audiovisuelle ; politique du personnel menée à TF 1 depuis le 10 mai 1981 ; interview de M. Jacques Boutet parue au *Quotidien de Paris* [30 avril 1982] (p. 1530).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6 et état A :** gestion budgétaire du Gouvernement ; aides à l'investissement ; exemple des entreprises nationalisées ; ralliement du Gouvernement à la T.V.A., déficit budgétaire [26 mai 1982] (p. 2620) ; **son rappel au règlement :** demande la réserve de l'article 6 ; dispositif relatif à l'aide au développement donnée à l'Algérie sous forme d'un surprix payé sur le contrat de fourniture de gaz (p. 2621) ; augmentation du budget de la coopération avec les pays en voie de développement (p. 2623) ; **article 7 :** contrat franco-algérien sur le gaz entraînant un surcoût payable en dollars supporté par le contribuable français ; refus de l'Algérie de s'engager à acheter les produits français (p. 2626) ; **article 8 :** financement des entreprises nationalisées ; politique industrielle du Gouvernement (p. 2627) ; **article 9 :** refus du Gouvernement de publier le contrat passé entre la Sonatrach et Gaz de France ; ponction imposée par le Gouvernement sur différents crédits (p. 2628).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** *article L.* 433-12 *du code du travail :* nécessité d'organiser des élections générales lorsqu'un collège électoral n'est pas représenté au comité d'entreprise [7 juin 1982] (p. 3038) ; **article 25 :** *article L.* 433-13 *du code du travail :* information spécifique des « organisations syndicales intéressées » (p. 3040) ; notion de représentativité (p. 3041) ; **article 26 :** *article L.* 434-5 *du code du travail :* constate que le Gouvernement est « débordé » par le groupe socialiste ; nécessité de préciser les compétences de la commission économique, en ce qui concerne son rôle économique (p. 3052) ; composition de la commission économique ; représentation de l'encadrement au sein de la commission économique (p. 3053) ; procédure de désignation des membres de cette commission (p. 3055).

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).**

Première lecture, discussion générale commune : manipulation politique planant sur ce texte ; coût du système mis en place ; caractère bureaucratique de cette réforme ; missions des chambres régionales des comptes ; recrutement des magistrats [17 juin 1982] (p. 3520) ; conditions d'âge ; dispositions relatives au régime transitoire (p. 3521) ; **son rappel au règlement :** organisation des débats (p. 3522).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** interprétation du rôle de l'expert auprès des chambres régionales des comptes [17 juin 1982] (p. 3532).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 72 (création d'un grade de président de chambre régionale des comptes) : rejeté ; **article 3 :** son sous-amendement n° 73 à l'amendement n° 1 de la commission (supprimant les mots : « conseillers hors classe ») [17 juin 1982] (p. 3548) : rejeté ; **article 4 :** son amendement n° 74 (nomination du ministère public) (p. 3549) : adopté après modification (p. 3550) ; **article 14 :** assouplissement des conditions du tour extérieur (p 3556) ; **article 17 :** son amendement n° 75 (composition de la commission d'intégration) : retiré (p. 3558) ; **article 19 :** son amendement n° 76 (mission du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 3559) ; **article 20 :** son amendement n° 77 (composition du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) : retiré (p. 3560) ; son amendement n° 78 (désignation du président de chambre à la Cour des comptes membre du conseil supérieur) : retiré (p. 3561) ; **article 22 :** conditions dans lesquelles sont nommés les présidents des chambres régionales ; modalités d'intégration des membres des chambres régionales à la Cour des comptes (p. 3562) ; amendement n° 79 (p. 3563) : retiré ; possibilité pour les conseillers hors classe d'accéder aux fonctions de président de chambre régionale (p. 3564) ; **article 33 :** durée de la période transitoire (p. 3569) ; **article 34 :** contenu de l'épreuve orale (p. 3570) ; **article 36 :** son amendement n° 80 (nomination initiale des présidents des chambres régionales des comptes) : retiré (p. 3571).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : sécurité des revenus agricoles ; dévaluation du franc ; non-dévaluation du franc vert ; notion de revenu minimum pour les agriculteurs ; système des prix différenciés ; économie des départements de l'Ouest ; répartition des responsabilités entre l'Etat, les offices et l'interprofession ; contrôle de la qualité des produits agricoles ; démembrement de l'administration par la création des offices ; méfiance du projet de loi à l'égard de l'interprofession et de la profession agricole organisée [29 juin 1982] (p. 4009) ; financement des offices ; participation des collectivités territoriales, des régions et des producteurs (p. 4010).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** rôle de tutelle économique des offices agricoles [30 juin 1982] (p. 4051) ; **article 1er :** développement des filières agricoles et agro-alimentaires ; amélioration de la balance commerciale ; problème de l'accroissement des charges en agriculture (p. 4054); modalités de création des offices ; statut de droit public des personnels des offices (p. 4055) ; son amendement n° 182 (précisant que la création d'offices doit assurer l'expansion de l'agriculture) ; système des prix différenciés ; statut de droit public des personnels des offices (p. 4058) ; rejeté (p. 4059) ; son amendement n° 180 (accroissement de la productivité de l'agriculture) (p. 4059) ; souci d'amélioration du revenu agricole ; notion de revenu minimum ; rejeté (p. 4060) ; son sous-amendement n° 229 à l'amendement n° 22 de la commission (interdiction de tout montant compensatoire monétaire futur) ; nécessité de démanteler les montants compensatoires ; exemple de la viande porcine (p. 4061) ; rejeté ; ses amendements nos 177, 178 et 183 devenus sans objet (p. 4062) ; son amendement n° 179 (mention des distributeurs de produits agricoles) (p. 4081) ; rejeté ; appréciation de l'opportunité de créer des offices dans le secteur agricole (p. 4082) ; son amendement n° 184 (suppression de la mention de la tutelle de l'Etat) : rejeté ; son amendement n° 185 (exercice de la tutelle sur les offices par le ministre de l'agriculture seul) (p. 4083) : rejeté ; son amendement n° 186 (suppression de la référence aux missions de caractère administratif des offices) : rejeté ; son amendement n° 187 (possibilité pour les offices d'être associés à l'élaboration des décisions administratives prises dans leur secteur de compétence) : rejeté ; délimitation des compétences respectives de l'Etat, des organisations interprofessionnelles et des offices (p. 4084) ; son amendement n° 188 (interdiction pour les offices de participer à toute décision portant attribution de fonds publics ou de prêts bonifiés); risque de démembrement de l'administration ; articulation entre le rôle des offices et celui du Crédit agricole en matière de prêts bonifiés ; attribution des primes d'orientation agricole : rejeté (p. 4085) ; **article 2 :** partage des responsabilités entre l'interprofession et les offices ; distribution des aides à l'agriculture ; planification en matière de production agricole et agro-alimentaire (p. 4087) ; soumission de la politique agricole à la planification (p. 4090) ; son sous-amendement n° 235 à l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la mention d'une politique différenciée de formation des revenus) : rejeté (p. 4099) ; son sous-amendement n° 194 à l'amendement n° 25 de la commission (rémunération des facteurs de production mis en œuvre par les agriculteurs) : rejeté (p. 4103) ; son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 25 de la commission (organisation des productions dans le respect des conditions de concurrence) : rejeté (p. 4106) ; son amendement n° 189 devenu sans objet (p. 4107) ; son sous-amendement n° 196 à l'amendement n° 26 de la commission (exclusion des renseignements d'ordre comptable) (p. 4108) : rejeté (p. 4109) : son sous-amendement n° 236 à l'amendement n° 27 de la commission (rédactionel) : rejeté (p. 4110) ; son sous-amendement n° 197 à l'amendement n° 27 de la commission (suppression de la participation des offices à l'effort de recherche dans le secteur agricole) : rejeté [1er juillet 1982] (p. 4111) ; son sous-amendement n° 237 à l'amendement n° 27 de la commission (participation des offices à la préparation de la politique de financement public des investissements) : rejeté ; son sous-amendement n° 241 à l'amendement n° 27 de la commission (action des offices dans le cadre de la planification de chaque filière) : rejeté ; son amendement n° 190 devenu sans objet (p. 4112) ; son amendement n° 191 devenu sans objet (p. 4113) ; son amendement n° 192 (mention des organismes existant en matière d'intervention dans le secteur agricole) : rejeté (p. 4114) ; **article 3 :** son amendement n° 198 (modalités de désignation des représentants de la production agricole) (p. 4125) : rejeté ; son amendement n° 199 (donnant la majorité aux représentants de la production agricole au sein du conseil de direction des offices) : rejeté ; connaissance du marché (p. 4126) ; place des producteurs dans les conseils (p. 4127) ; son sous-amendement n° 239 à l'amendement n° 37 de la commission (précisant que le président du conseil de direction est élu par les membres du conseil et que le directeur est nommé par décret) ; son sous-amendement n° 240 à l'amendement n° 37 de la commisson (précisant que le président du conseil de direction est nommé par décret parmi les représentants de la production agricole, de la transformation et de la commercialisation) (p. 4128) ; ses sous-amendements nos 239 et 240 : rejetés (p. 4131) ; **article 5 :** son amendement n° 200 (arbitrage rendu par le ministre de l'agriculture en cas de désaccord) (p. 4136) : rejeté (p. 4137) ; **article 7 :** son amendement n° 201 (assouplissant les obligations administratives des producteurs) (p. 4140) : rejeté (p. 4141) ; **article 8 :** son amendement n° 202 (suppression des représentants du parlement au conseil supérieur) : non soutenu (p. 4148) ; **article 9 :** son amendement n° 203 (de suppression) : non soutenu (p. 4151) ; **article 11 :** fonctionnement des marchés de commercialisation ; son amendement n° 204 (caractère facultatif de l'autorisation) (p. 4153) : rejeté (p. 4154) ; centralisation des paiements (p. 4156) ; mode de paiement (p. 4157) ; **article 12 :** son amendement n° 205 (confiant au représentant de l'Etat dans le département le soin de fixer les limites géographiques et quantitatives de la vente directe) : rejeté (p. 4165) ; **article 13 :** son amendement n° 206 (substituant au mot « conservation » le mot « consommation ») (p. 4167) : retiré (p. 4168) ; **article 24 :** son amendement n° 208 (suppression du 9e alinéa de cet article) : non soutenu ; son amendement n° 209 (procédure de constatation des infractions) : non soutenu (p. 4181).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : opposition formelle du Gouvernement français à l'expansionnisme soviétique en Europe ; refus du dialogue au sommet entre la France et l'Union soviétique ; contrat de gaz franco-soviétique [6 juillet 1982] (p. 4242) ; attitude de la France vis-à-vis de la Pologne ; attitude pro-soviétique du Nicaragua ; crédits d'aides économiques français au Viet-Nam ; poursuite de l'offensive soviétique en en Afghanistan ; absence de politique française vis-à-vis du Sud-Est asiatique ; conséquences de la dévaluation du franc sur les pays africains (p. 4243) ; absence de crédibilité de la politique étrangère de la France (p. 4244).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** suppression du panachage ; cadeau fait au parti communiste [27 juillet 1982] (p. 4880, 4881) ; son sous-amendement à l'amendement n° 16 de la commission (remplaçant le chiffre 3 500 par le chiffre 4 999 dans cet amendement) (p. 4887) : rejeté (p. 4888) ; **article 2 (précédemment réservé) :** suppression du panachage (p. 4891) ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 93 (inéligibilité des employés de préfecture et de sous-préfecture) [28 juillet 1982] (p. 4966) ; devenu sans objet (p. 4967) ; son amendement n° 94 (inéligibilité des chefs de services départementaux de l'Etat) (p. 4968) ; rejeté (p. 4969) ; son amendement n° 95 (inéligibilité des ingénieurs des travaux du génie rural et des eaux et forêts dans les communes de leur ressort territorial) : retiré (p. 4969)

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : soulève l'exception d'irrecevabilité ; indique que l'objet du présent texte est de répondre à une lubie personnelle du Président de la République ; recrutement d'élus locaux et de syndicalistes ; absence de concertation ; controverse permanente suscitée par l'E.N.A. depuis sa création ; caractère prétendûment parisien du recrutement de l'E.N.A. [5 octobre 1982] (p. 5387) ; principe de l'égale admissibilité des citoyens à tous les emplois publics ; principe de l'égalité de traitement dans le déroulement de la carrière (p. 5388) ; nécessité de redonner au concours interne sa pleine signification ; exclusion des secrétaires généraux et des journalistes du troisième concours (p. 5389) ; déroulement de la carrière des élèves reçus au troisième concours ; problèmes du concours étudiant ; monopole dont jouit l'Institut d'études politiques de Paris ; nécessité de créer dans tous les grands lycées des classes préparatoires à l'entrée aux instituts d'études politiques (p. 5390) ; neutralité du service public ; noyautage de leurs administrations par les ministres communistes ; allergie des anciens élèves de l'E.N.A. vis-à-vis du parti communiste (p. 5391) ; son exception d'irrecevabilité rejetée (p. 5395).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 14 (organisation pour les corps de catégorie A de concours de sélection sur épreuves ouverts aux personnes justifiant de l'exercice de 10 années professionnelles) : rejeté (p. 5419) ; **article 2 :** son amendement n° 15 (substituant au chiffre 5 le chiffre 10) (p. 5420) : rejeté ; son amendement n° 16 (conditions requises pour pouvoir se présenter au 3e concours) : rejeté (p. 5421) ; son amendement n° 26

(ouverture du 3e concours aux parlementaires, aux membres d'un conseil régional ou général, aux maires et aux adjoints aux maires) (p. 5421) : rejeté ; politisation de la fonction publique ; son amendement n° 17 (ouverture du 3e concours aux maires) (p. 5422) : rejeté ; son amendement n° 28 (ouverture du 3e concours aux présidents-directeurs généraux et directeurs d'entreprises de moins de 500 salariés) : rejeté ; son amendement n° 29 (ouverture du 3e concours aux journalistes de la presse écrite et audiovisuelle) (p. 5423) : rejeté (p. 5424) ; son amendement n° 18 (suppression de l'ouverture du 3e concours aux membres élus d'un organe d'administration de direction d'une des organisations syndicales considérées comme les plus représentatives sur le plan national) ; gestion des personnels de la fonction publique : rejeté (p. 5424) ; son amendement n° 30 (ouverture du 3e concours aux secrétaires généraux de mairie, aux secrétaires généraux adjoints et aux chefs de service) : rejeté ; son amendement n° 31 (ouverture du 3e concours aux cadres du secteur privé) (p. 5425) : rejeté (p. 5426) ; son amendement n° 32 (ouverture du 3e concours aux cadres du secteur public, bancaire et industriel) : rejeté ; son amendement n° 33 (ouverture du 3e concours aux fonctionnaires de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social) : rejeté ; son amendement n° 34 (ouverture du 3e concours aux agents chefs de service des collectivités régionales et départementales) : retiré ; son amendement n° 19 (calcul de l'ancienneté requise pour se présenter au 3e concours) (p. 5426) : rejeté (p. 5427) ; son amendement n° 20 (précisant que ne peuvent concourir les personnes ayant déjà présenté un concours externe ou interne d'accès à un corps appartenant à l'E.N.A.) : réservé (p. 5427) ; inconstitutionnalité de l'amendement n° 3 de la commission ; accès à l'E.N.A. des fonctionnaires de catégorie B par le concours interne (p. 5429, 5430) ; son amendement n° 20 précédemment réservé : rejeté (p. 5430) ; son amendement n° 21 (établissement de la liste des personnes admises à concourir établie sur proposition d'une commission présidée par un conseiller d'Etat) (p. 5430) : rejeté ; son amendement n° 22 (jury commun pour les élèves issus des trois concours) : rejeté (p. 5431) ; son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 4 de la commission (classement établi à l'issue de la formation dispensée par l'E.N.A.) : retiré (p. 5431) ; son amendement n° 23 (précisant que les personnes reçues au 3e concours suivent la formation dispensée aux élèves reçus aux deux autres concours) : rejeté ; son amendement n° 24 (supprimant la disposition permettant aux élèves issus du 3e concours d'être affectés dans les corps administratifs à un niveau tenant compte de leur ancienneté dans leur précédente carrière) : rejeté (p. 5432).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** ponction opérée sur les préretraites ; transfert de charges sur les collectivités locales et les départements ; problème du forfait hospitalier [18 octobre 1982] (p. 5935, 5936) ; coût financier de l'amendement n° 13 de la commission (p. 5938) ; **article 4 précédemment réservé :** exonération des revenus de remplacement inférieurs au S.M.I.C. ; remords dont fait preuve le Gouvernement [19 octobre 1982] (p. 5964) ; **article 5 précédemment réservé :** politique du médicament ; conséquences des dispositions contenues dans le présent article sur la presse médicale (p. 5965, 5966).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** absence de crédibilité du présent budget dans le cas où le taux de croissance de l'économie n'atteindrait pas 2 p. 100 [27 octobre 1982] (p. 6377) ; absence de reprise mondiale à l'horizon (p. 6378) ; **article 2 :** accroissement des prélèvements obligatoires (p. 6381) ; création d'une tranche à 65 p. 100 pour l'impôt sur le revenu (p. 6382) ; **article 6 :** dispositions en faveur des syndicats professionnels ; exemple de la F.N.S.E.A. [28 octobre 1982] (p. 6425) ; **article 10 :** atteinte portée à l'assurance française (p. 6447) ; application de la doctrine « Zillmer » ; son amendement n° 134 (de suppression) (p. 6448) : rejeté (p. 6449) ; son amendement n° 137 (assise de la taxe prévue par cet article) (p. 6451) : rejeté ; son amendement n° 139 (suppression du 3e alinéa du paragraphe I de cet article) : rejeté (p. 6452) ; son amendement n° 142 (exonération du produit des bons ou contrats de capitalisation) (p. 6457) : retiré (p. 6458) ; son amendement n° 145 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté ; son amendement n° 146 (obligation pour le Gouvernement de produire un rapport indiquant le montant des contributions exceptionnelles et ordinaires versées à l'Etat par les organismes financiers) (p. 6459) : rejeté (p. 6460) ; **article 14 :** son amendement n° 162 (taxation du tabac) (p. 6476) : rejeté (p. 6477) ; **article 27 et état A :** son amendement n° 212 (concours versé par l'Etat aux communes au titre du logement des instituteurs) : rejeté ; son amendement n° 213 (financement par l'Etat du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté [29 octobre 1982] (p. 6515).

Deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* générosité de l'opposition vis-à-vis du budget présenté par M. Jack Lang pour 1982 [3 novembre 1982] (p. 6650) ; politique de dépenses menée par le ministère de la culture ; coût des projets d'Orsay, de la Villette et de la Bastille ; discours de M. Jack Lang à Mexico ; attitude du ministre de la culture vis-à-vis de la francophonie (p. 6651) ; coût des investissements culturels parisiens (p. 6652).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 72 (réduisant les crédits de ce titre) ; création d'emplois dans les bibliothèques centrales de prêts ; rejeté ; son amendement n° 73 (même objet) ; droit d'amendement dont disposent les parlementaires (p. 6660) ; rejeté ; son amendement n° 74 (même objet) ; problème de la restauration des œuvres des grands prix de Rome ; mise en valeur du patrimoine de l'école des Beaux-Arts ; rejeté ; son amendement n° 75 (réduisant les crédits de la Comédie-Française) ; nomination d'un nouvel administrateur (p. 6661) ; rejeté (p. 6662) ; son amendement n° 76 (réduction des crédits) ; création du centre national des arts plastiques (p. 6663) ; rejeté ; **titre IV :** problème des bibliothèques centrales de prêts (p. 6664) ; son amendement n° 77 (réduisant les crédits destinés à la préparation de l'exposition universelle de 1989) : (p. 6665) ; son amendement n° 78 (réduction des crédits) ; création de l'opéra de la Bastille ; rejeté ; son amendement n° 80 (réduction des crédits affectés aux actions en milieu scolaire dans le domaine du cinéma) (p. 6666) ; rejeté ; son amendement n° 79 (réduction des crédits) ; taxe sur les magnétoscopes ; rejeté ; son amendement n° 81 (réduction des crédits) ; nomination de Mme Catherine Clément à la sous-direction de l'action culturelle du quai d'Orsay (p. 6667) ; rejeté ; son amendement n° 82 (réduction des crédits) ; problème des actions en milieu rural ; rejeté ; son amendement n° 83 (réduisant les crédits du fonds d'intervention culturelle) (p. 6668) ; rejeté ; **état C, titre V :** son amendement n° 84 (réduction des crédits) ; création de l'opéra de la Bastille ; rejeté ; son amendement n° 85 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : rejeté (p. 6669) ; **titre VI :** son amendement n° 86 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ; création du parc de la Villette ; rejeté ; son amendement n° 87 (même objet) ; retiré ; son amendement n° 88 (même objet) ; subventions destinées à des associations dont la nature et les objectifs sont inconnus ; rejeté ; son amendement n° 89 (même objet) : retiré ; son amendement n° 90 (même objet) ; coût du musée d'Orsay (p. 6670) ; rejeté ; son amendement n° 91 (même objet) ; coût de l'opération de la Villette ; rejeté ; son amendement n° 92 (réduction des autorisations de programme) : retiré (p. 6671).

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur spécial ; accroissement considérable des crédits de la direction des affaires économiques, financières et administratives ; nécessité de ne pas multiplier les contrôles tatillons sur les transporteurs routiers ; diminution des crédits affectés à l'établissement d'études et de recherches météorologiques ; nécessité de mener à bien le programme Météosat ; crédits destinés à la desserte de la Corse ; mise en place du T G V Atlantique ; importance des dépenses de publicité de la S. N. C. F. et de la R. A. T. P. ; problème des journaux mis à la disposition des passagers d'Air France et d'Air Inter [16 novembre 1982] (p. 7224).

Relations extérieures. — Affaires européennes. — Coopération et développement. — *Examen des crédits :* I. **Services diplomatiques et généraux : état B, titre III :** modification des structures du ministère de la coopération et du ministère des relations extérieures ; fonctionnement de la direction générale des relations culturelles ; nomination de Mme Catherine Clément au poste de sous-directeur des échanges culturels [18 novembre 1982] (p. 7364) ; **titre IV :** rémunération de Mme Clément (p. 7366).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* ressources publicitaires accordées par la S. N. C. F. au groupe de *La Marseillaise* et au journal *Ouest-France* en 1982 ; taxe sur les magnétoscopes [19 novembre 1982] (p. 7441) ; réseaux par câbles ; magnétoscopes ; qualifie l'attitude du Gouvernement « de sous-jdanovisme ou de duvalierisme culturel » ; industrie nationale du magnétoscope ; contenu des programmes de télévision ; possesseurs de magnétoscopes ; aspect antisocial et antidémocratique de cette taxe (p. 7442) ; **son rappel au règlement :** note que M. Robert-André Vivien aurait dû intervenir avant lui ; note l'absence de réponse du ministre à plusieurs questions relatives à la taxe sur les magnétoscopes (p. 7448).

Examen des crédits : I. — **Services généraux : état E, ligne 61 :** son amendement n° 208 (suppression de la taxe pour droit d'usage des magnétoscopes) (p. 7460) : rejeté (p. 7462) ; **article 50 :** amendement n° 209 de coordination devenu sans objet (p. 7463) ; son amendement n° 210 (substituant au mot « des taxes » les mots « des deux taxes ») : rejeté (p. 7463) ; son amendement n° 211 (réduction du montant des crédits affectés à la société nationale de radiodiffusion et augmentation du même montant de ceux de la première société nationale de télévision) : rejeté (p. 7465) ; son amendement n° 212 (réduction des crédits affectés à la société nationale de télédiffusion et augmentation du même montant de ceux de l'établissement public de diffusion) : rejeté ; son amendement n° 213 (réduction des crédits affectés à la société nationale de radiodiffusion et augmentation du même montant de ceux de l'établissement public de diffusion) : rejeté ; son amendement n° 214 (réduction du montant des crédits de la société nationale de radiodiffusion et augmentation de ceux de la deuxième société nationale de télévision) : rejeté (p. 7465) ; son amendement n° 216 (réduction des crédits affectés à la société française de production et affectation par moitié d'un même montant à la première et à la seconde sociétés nationales de télévision) : rejeté ; son amendement n° 215 (réduction des crédits affectés à la société nationale de production et augmentation du même montant de ceux de la société nationale chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales de télévision) ; retiré (p. 7468) ; son amendement n° 217 (réduction du montant affecté à la société nationale de radiodiffusion extérieure et affectation d'un même montant par moitié à la première et à la deuxième sociétés nationales de télévision) : rejeté (p. 7469) ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 235 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (suppression du deuxième alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 7470) ; son sous-amendement n° 236 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (exonération des appareils dotés d'une prise permettant un raccordement à une caméra pour magnétoscope) : rejeté (p. 7470) ; son sous-amendement n° 237 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (exonération des caméras incorporant un magnétoscope) : rejeté (p. 7470) ; son sous-amendement n° 238 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (tendant à supprimer le troisième alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 7471) ; son sous-amendement n° 239 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet amendement) ; rejeté (p. 7471, 7472) ; son sous-amendement n° 240 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 7472) ; son sous-amendement n° 241 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (exclusion des supports enregistrés destinés aux magnétoscopes de l'assiette de la taxe sur les magnétoscopes) (p. 7472) : adopté (p. 7473).

AUDINOT (André)

Député de la Somme
(5e circonscription)
N. I.

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élargir les conditions d'application de l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 aux **personnels enseignants dans des établissements d'enseignement privé (n° 1253)** [25 novembre 1982].

QUESTIONS

Orale sans débat :

— **n° 150,** posée le 27 avril 1982 : **machines-outils (entreprises : Somme)** (p. 1397) : appelée le 30 avril 1982 : **avenir de l'emploi dans l'industrie de la machine-outil d'Albert :** survie de cette société ne pouvant être assurée que grâce à l'appui des pouvoirs publics (p. 1517).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : carences du projet de loi ; suppression du plafond de 25 p. 100 des recettes prélevées sur le marché publicitaire par le service public de la radio et de la télévision ; procédure d'encerclement financier ; mise en tutelle des médias par le présent projet de loi [27 avril 1982] (p. 1350).

— **Son rappel au règlement :** s'élève contre l'inculpation dont il a été l'objet ; inculpations dont avait été victime M. François Mitterrand [21 septembre 1982] (p. 4993).

AUMONT (Robert)

Député de l'Aisne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Président de cette commission [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (défense : section gendarmerie) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083). — Tome VI, défense : section gendarmerie **(n° 1168)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : rend hommage à la gendarmerie ; augmentation des effectifs de celle-ci ; difficultés d'effectifs dues aux congés ; problème de l'emploi des escadrons de la gendarmerie mobile ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale de police ; amélioration des conditions de logement et des déroulements de carrière ; compensation des risques spécifiques [12 novembre 1982] (p. 7093) ; respect des engagements pris par le Président de la République (p. 7094) ;

Examen des crédits : **article 31 :** création de 500 postes de gradés dans la gendarmerie ; transfert d'appelés supplémentaires à la gendarmerie nationale (p. 7121).

Deuxième lecture, discussion générale : intégration progressive de l'indemnité de sujétion spéciale dans la base de calcul des pensions des gendarmes ; modalités de cette intégration acceptée par le Président de la République [15 décembre 1982] (p. 8367).

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.**

Explications de vote : cinquième motion de censure de l'actuelle législature ; lutte entre les deux partis de l'opposition pour en tirer bénéfice ; mise en service opérationnelle du premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins en 1971 ; durée de sa construction légèrement inférieure à 7 ans ; conséquences des annulations de crédits ; nécessité de mettre au point de nouveaux matériels [24 novembre 1982] (p. 7669) ; retard pris dans les essais de matériels nouveaux avant l'arrivée au pouvoir de la majorité ; industrie d'armement ; nationalisation de firmes d'armement ; nécessité de faire évoluer la défense civile en fonction des technologies nucléaires et chimiques ; nécessité de protéger la population ; conséquence d'une bataille de l'avant et d'une explosion nucléaire au-dessus de l'Atlantique ; nécessité de disposer de matériels adaptés à l'évolution des techniques ; débat sur la loi de planification militaire ; caractère collectif de la défense de la nation ; volonté de certains membres de l'opposition de faire de l'armée un enjeu partisan ; son scepticisme quant à l'utilité de la motion de censure ; opposition du groupe socialiste à cette motion de censure (p. 7670) ;

AUROUX (Jean)

Ministre du travail

Ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy) ; décret du 29 juin 1982 [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2051).

DEPOTS

Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes (n° 686)** [12 janvier 1982].

Projet de loi relatif aux **comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742)** [2 avril 1982].

Projet de loi relatif à la **négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743)** [2 avril 1982].

Projet de loi relatif au développement des **institutions représentatives du personnel (n° 744)** [2 avril 1982].

Projet de loi relatif au **libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745)** [2 avril 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Joseph Legrand :** application de la loi d'amnistie à la corporation minière : champ d'application de la loi d'aministie [14 avril 1982] (p. 1123) ;

— **Mme Martine Frachon : conflit chez Renault-Flins :** rôle du ministre du travail dans le règlement des conflits collectifs [21 avril 1982] (p. 1212) ;

— **M. François Asensi : situation à l'usine Citroën :** problème posé à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois : élection des délégués du personnel et conflit du travail sur une revendication salariale et sur une revendication générale de respect des libertés et de la dignité des travailleurs ; procédure envisagée pour régler le conflit collectif [28 avril 1982] (p. 1417, 1418).

— **M. Jacques Toubon : conflits dans l'automobile :** blocage de l'accès aux lieux de travail [28 avril 1982] (p. 1419) ; introduction dans l'entreprise par hélicoptères de vigiles de milices patronales (p. 1420).

— **M. Jean Le Gars : escroquerie aux A. S. S. E. D. I. C. :** enquêtes en cours dans la région parisienne et dans la région lyonnaise ; réexamen des procédures et modalités de contrôle du versement des prestations de chômage [28 avril 1982] (p. 1422).

— **M. Emmanuel Aubert : déficit de l'U. N. E. D. I. C. :** niveau du déficit de l'U. N. E. D. I. C. ; politique de création d'emplois : contrats de solidarité, réduction de la durée du travail, priorité donnée à la négociation [5 mai 1982] (p. 1722).

— **M. Guy Bêche : respect du 8 mai comme jour férié :** caractère obligatoire du chômage des jours fériés limité aux femmes et aux jeunes travailleurs employés dans l'industrie ; respect du 8 mai comme jour férié et négociations collectives [5 mai 1982] (p. 1727) ; rémunération des jours fériés ; interdiction de la récupération des jours fériés lorsqu'ils ont été chômés en vertu de l'ordonnance du 16 janvier 1982 (p. 1728).

— **M. Adrien Zeller : indemnisation du chômage et déficit de l'U. N. E. D. I. C. :** priorité donnée à la négociation entre partenaires sociaux [5 mai 1982] (p. 1732).

— **M. Jean-Paul Fuchs : pacte pour l'emploi des jeunes :** contenu des plans « Avenir-Jeunes » [12 mai 1982[(p. 2043) ; bilan qualitatif et quantitatif du plan « Avenir-Jeunes » (p. 2044).

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : situation chez Citroën :** négociations entre les syndicats et la direction de Citroën : réunions séparées entre la direction des usines d'une part et les quatre principales parties en présence d'autre part (C. G. T., C. F. D. T., F. O. et C. S. L.) ; réunion commune des quatre organisations avec la direction régionale du travail [12 mai 1982] (p. 2046).

— **M. Jean-Jacques Barthe : manquements à la législation du travail :** rôle respectif de l'inspection du travail et du Parquet ; délais de justice ; mesures prises par le Garde des Sceaux ; [12 mai 1982] (p. 2046).

— **M. Jacques Brunhes : situation à l'usine Chausson :** protection des salariés investis de fonctions représentatives en matière de licenciement ; projet de licenciement collectif dans l'entreprise Chausson ; mesures de réduction du temps de travail en faveur de l'emploi ; formation professionnelle ; conclusion d'un contrat de solidarité [12 mai 1982] (p. 2047).

— **M. André Lajoinie : libertés dans l'entreprise Citroën :** situation de l'entreprise Citroën au regard des libertés syndicales [19 mai 1982] (p. 2433) ; initiatives prises par le Gouvernement après l'échec des négociations ; contrôle des licenciements (p. 2434).

— **M. François Asensi : situation chez Citroën :** nécessité d'instaurer un nouveau climat social à l'usine Citroën, plus respectueux des droits et libertés des travailleurs ; responsabilité de la direction de l'entreprise ; action gouvernementale [26 mai 1982] (p. 2589) ; nécessité de rétablir le dialogue social (p. 2590).

— **M. Jacques Toubon : conflits du travail dans l'industrie automobile :** attitude du Gouvernement ; nécessité d'instaurer un véritable dialogue social [26 mai 1982] (p. 2591).

— **M. Gilbert Bonnemaison : licenciements aux usines Citroën :** organisation d'élections libres dès qu'un protocole d'accord sera mis au point [26 mai 1982] (p. 2593, 2594).

— **M. Bernard Bardin : utilisation des fonds de l' « Entraide professionnelle des industries des métaux » :** existence ou non-existence des fonds de l'entraide professionnelle des industries des métaux ; gestion confidentielle de certains de ces fonds ; secteur public ; solidarité interprofessionnelle pour le reclassement des travailleurs licenciés [30 juin 1982] (p. 4078).

— **M. Jean-Paul Planchou : respect des ordonnances sur le travail temporaire :** buts recherchés par l'ordonnance du 5 février en matière de travail temporaire ; droits des travailleurs temporaires ; possibilité de saisir les délégués du personnel ou l'inspection du travail ; faible nombre des violations de cette réglementation [6 octobre 1982] (p. 5462).

— **M. Vincent Porelli : licenciements et répression antisyndicale à Usinor-Solmer :** respect de l'autorité des dirigeants des entreprises nationalisées par le Gouvernement ; respect des droits des travailleurs [3 novembre 1982] (p. 6603).

— **M. Roland Bernard : statut des locataires-gérants de station-service** : diversité des situations et des statuts des gérants ; étude entreprise par le Gouvernement pour aboutir à une clarification des différents statuts [3 novembre 1982] (p. 6607-6608).

— **M. Alain Mayoud : application de pénalités aux entreprises créatrices d'emplois** : application de la législation relative aux emplois réservés pour les victimes de guerre, les accidentés du travail et les travailleurs handicapés ; obligation d'emploi de ces catégories ; nécessité d'appliquer cette obligation rappelée dans une circulaire du 4 mai 1982 ; accès à l'emploi des personnes handicapées [17 novembre 1982] (p. 7317).

— **M. Hyacinthe Santoni : occupation d'une raffinerie de la Société générale sucrière par les syndicalistes** : conflit social dans l'industrie sucrière ; persistance d'un conflit à l'établissement de la Générale sucrière à Marseille ; recherche d'une solution négociée ; respect des décisions de justice ; négociations en cours [17 novembre 1982] (p. 7319).

— **M. Yves Dollo : difficultés pour les inspecteurs du travail d'exercer des contrôles** : incidents opposant certains chefs d'entreprise aux inspecteurs ou aux contrôleurs du travail [24 novembre 1982] (p. 7643) ; condamnation de plusieurs employeurs ; possibilité pour les directeurs départementaux du travail de s'assurer le concours de la force publique lorsque l'inspection du travail ne peut remplir ses missions (p. 7644).

orales sans débat de :

— **M. Bruno Vennin (n° 171) : ateliers protégés et centres d'aide par le travail** : concurrence subie par l'atelier protégé ; développement des processus de compensation technologique permettant l'accès au travail en milieu normal des personnes handicapées ; développement de l'accès des handicapés à la fonction publique [7 mai 1982] (p. 1850) ; poursuite de la réinsertion en milieu de travail normal (p. 1851).

— **M. Jean Le Gars (n° 197) : conflit de la Société générale** : situation de deux agences de Bordeaux en grève depuis le mois d'avril ; amélioration du salaire à l'embauche ; titularisation ; procédure de révocation engagée à l'encontre de représentants du personnel ; remise en ordre des rémunérations supplémentaires [28 mai 1982] (p. 2723).

— **M. Adrien Zeller (n° 215) : assurance des jeunes conducteurs** : diversité des politiques suivies par les compagnies d'assurances et les mutuelles à l'égard des jeunes conducteurs partiellement justifiable ; réflexion entreprise par le Gouvernement sur ce thème [11 juin 1982] (p. 3266).

— **M. Jean-Michel Belorgey (n° 216) : traitement du courrier parlementaire par les Assedic** : limite du contrôle de l'Etat sur l'U. N. E. D. I. C. ; secret professionnel concernant certaines des informations détenues par les Assedic ; prise en compte du problème de l'information dans le cadre des discussions entre l'Etat et l'U. N. E. D. I. C. [11 juin 1982] (p. 3269).

— **M. Parfait Jans (n° 280) : conclusion des médiateurs chez Citroën-Peugeot-Talbot** : restauration du climat social dans le secteur privé de l'automobile ; recommandation du médiateur tendant à éviter les discriminations et à assurer la liberté des travailleurs ; commission paritaire des libertés ; respect de la législation et de la réglemendations du médiateur tendant à éviter des discriminations et prud'hommes [26 novembre 1982] (p. 7707) ; application des recommandations du médiateur (p. 7708).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : historique, caractéristiques et rôle des conseils de prud'hommes ; dispositif de la loi du 19 janvier 1979 ; généralisation sur le territoire et élargissement de la compétence à l'égard de tous les salariés ; développement du contentieux ; amélioration du fonctionnement de l'institution ; dialogue social ; politique contractuelle ; élections générales aux prud'hommes à la fin de l'année 1982 ; révision de l'implantation territoriale des conseils ; attribution aux conseillers prud'hommes d'un statut leur évitant d'être pénalisés dans leur emploi et leur niveau de vie ; protection contre toute mesure discriminatoire de la part de l'employeur ; système de vacations [27 janvier 1982] (p. 564) ; remboursement par l'Etat de la part de rémunération du conseiller versée par l'employeur ; organisation de la formation des conseillers ; généralisation de la prud'homie par l'extension de l'ensemble des dispositions du code du travail aux trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; droits des travailleurs ; suppression de l'échevinage ; maintien des droits locaux et des usages ; possibilité pour le particularisme régional de se développer par la négociation collective ; création d'un conseil supérieur de la prud'homie (p. 565) ; échevinage ; amélioration dans le fonctionnement du conseil des prud'hommes ; parité de la justice du travail (p. 567) ; consensus sur le bien fondé d'une justice paritaire et élective du travail ; améliorations de la procédure par voie réglementaire ; formation et rémunération des conseillers salariés ; temps passé hors de l'entreprise pendant la durée normale de travail ; extension de la protection aux candidats conseillers ; défenseur syndical ; conseil supérieur de la prud'homie ; découpage en collège et définition du collège encadrement ; accès aux listes nominatives ; financement d'un fonds de garantie en cas d'insolvabilité des entreprises ; conseil de prud'hommes de Paris ; juge départiteur ; période de transition ; crédits pour la formation des futurs conseillers prud'homaux (p. 580).

Discussion des articles : **article 1er** : compétence exclusive des conseils de prud'hommes (p. 581) ; **article 2** : problème posé par l'aérodrome de Roissy-Charles-de-Gaulle ; avis du conseil supérieur de la prud'homie sur toutes les modifications de la carte prud'homale (p. 587) ; **article 3** : son sous-amendement n° 90 à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 91 (représentation au conseil supérieur de la prud'homie des organisations syndicales et des organisations professionnelles les plus représentatives au plan national) ; fonctionnement des organismes consultatifs placés auprès du ministre du travail (p. 588) ; amendement n° 91 adopté ; **article 4** : possibilité de réduire l'effectif d'une section à trois conseillers employeurs et trois conseillers salariés (p. 589) ; **article 8** : son amendement n° 92 (durée de six mois renouvelable une fois pour l'affectation d'un conseiller prud'homal à une autre section) : adopté; **après l'article 8** : mutation des conseillers de section à section (p. 591) ; projet de loi relatif aux droits des travailleurs ; définition de l'encadrement et composition de la section encadrement (p. 592) ; distinction des statuts dans les conventions collectives entre cadres et non cadres (p. 593); **article 10** : droits des immigrés (p. 593) ; **article 11** : inscription des chômeurs sur les listes électorales par les antennes locales de l'A. N. P. E. (p. 595) ; avis de la commission informatique et libertés ; consultation des listes électorales (p. 596) ; procédure d'établissement des listes électorales ; inutilité de l'obligation pour les entreprises d'envoyer aux communes les documents prouvant la délégation particulière d'autorité des cadres supérieurs (p. 598) ; élections par collège ; services extérieurs du travail et de l'inspection du travail (p. 601) ; cumul des peines (p. 603) ; **article 8** : son amendement n° 92 (durée de six mois **article 12** : son sous-amendement n° 93 à l'amendement n° 22 de la commission (délai de six mois pour l'élection complémentaire en cas d'augmentation de l'effectif d'une section d'un conseil de prud'hommes) : adopté (p. 604) ; **article 17** : situation des salariés du collège des employeurs et de ceux du collège des salariés (p. 605) ; **article 18** : mise en œuvre de la protection des conseillers prud'hommes dès le dépôt des candidatures (p. 606) ; son amendement n° 94 corrigé (procédure de licenciement pour les candidats aux fonctions de conseillers prud'hommes) : devenu sans objet (p. 607) ; **article 22** : fixation d'un délai pour la reprise d'une affaire en cas de partage (p. 609) ; compétence des assemblées générales des cours d'appel ; intervention, en cas de départage, du juge du tribunal d'instance dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes ; situation du conseil de prud'hommes de Paris (p. 610) ; situations extrêmes aboutissant à un blocage ; **après l'article 22** : règle du double rapporteur (p. 611); **article 24** : efficacité du remboursement des salaires à l'employeur (p. 612) ; **article 33** : renouvellement de la moitié des conseillers prud'hommes (p. 614) ; **article 35** : égalité des Français devant la justice ; échevinage et juge départiteur ; reconnaissance de la capacité des travailleurs et des employeurs d'Alsace et de Moselle à résoudre les litiges ; évolution du droit local dans le cadre d'une politique contractuelle ; mouvement de rénovation du code du travail (p. 616) ; **après l'article 39** : son amendement n° 81 (intégration dans des corps d'auxiliaires de justice à compter du 1er janvier 1983 des agents des conseils de prud'hommes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 618) : adopté (p. 619).

Ses observations après les explications de vote : réduction des délais d'instruction des conseils de prud'hommes ; égalité des travailleurs devant la justice ; grande journée d'élections sociales (p. 620) ;

Deuxième lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de ne pas remettre en cause la loi de 1979 ; nécessité de mettre en place une juridiction du travail élective et paritaire pour développer la démocratie économique ; contribution positive apportée par le Sénat ; problème des candidatures libres ; refus du Gouvernement de permettre aux cadres de s'adresser soit au tribunal de commerce, soit au conseil des prud'hommes ; dimension nationale à donner à la campagne électorale prud'homale ; nécessité de participer aux élections prud'homales ; caractère non satisfaisant de la situation actuelle dans les départements de l'Est (discrimination à l'égard de la moitié des salariés) [13 avril 1982] (p. 1052) ; priorité donnée au dialogue social entre les partenaires ; projet de loi répondant aux souhaits des justiciables ; problème de l'encadrement et de l'échevinage ; conseil supérieur de la prud'homie ; règles de déontologie auxquelles sont soumis les conseillers prud'hommes en tant que magistrats (p. 1053).

Discussion des articles : **article 1er :** volonté du Gouvernement de ne pas donner aux cadres la possibilité de choisir leur juridiction ; suppression du compromis d'arbitrage ; compétences d'ordre public des conseils de prud'hommes (p. 1053) ; **article 4 :** cas particulier constitué par Saint-Pierre-et-Miquelon ; impossibilité de constituer toutes les sections dans ce département (p. 1054) ; **article 8 :** accroissement de la souplesse dans le fonctionnement des conseils de prud'hommes afin de résorber les retards ; appartenance au monde du travail des personnes privées d'emploi ; refus d'accepter le chômage comme une fatalité ; **article 8** *ter* **:** son amendement n° 46 (clarification des dispositions concernant les cadres) ; adopté (p. 1056) ; **article 10 :** son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté ; problème de l'éligibilité ; **article 11 :** avis favorable de la commission « Informatique et libertés » quant à l'inscription des salariés sur les listes électorales ; technique du démarchage ; intervention possible de la commission nationale « Informatique et libertés » (p. 1058) ; **article 17 :** confusion entre les conseillers prud'hommes du collège salarié et ceux du collège des employeurs qui peuvent être salariés ; attachement de la majorité de l'Assemblée nationale et du Gouvernement au paritarisme ; **article 18 :** cas où l'employeur modifie les conditions de travail du salarié (p. 1059) ; son amendement n° 48 (procédure en cas de licenciement des conseillers prud'hommes) ; protection contre le licenciement des conseillers prud'hommes sous contrat à durée déterminée et sous contrat de travail temporaire ; protection des conseillers prud'hommes employés dans des activités saisonnières : adopté ; risque de bureaucratisation contenu dans l'amendement n° 34 de M. Georges Tranchant (p. 1060) ; **article 19 :** effort consenti par l'Etat en matière de formation des conseillers prud'hommes, employeurs et salariés ; principe du maintien du salaire des conseillers salariés pendant leur temps de formation posé par la loi de 1979 ; fonction du conseil supérieur de la prud'homie (p. 1061) ; absence dans le texte de 1979 de dispositions en faveur des petits employeurs ; obligation faite aux employeurs de moins de dix salariés de rémunérer un ou deux salariés conseillers prud'hommes et de payer la formation de ceux-ci (p. 1062) ; **article 21 :** précaution suffisante inscrite dans le texte de cet article ; protection et suspension des conseillers prud'hommes ; **article 23** *bis* **:** rémunération des absences des salariés ; limitation des absences à dix heures par mois ; demande à M. Emile Jourdan de retirer l'amendement n° 23 de M. Jean Combasteil (p. 1064, 1065).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 35 :** problème de l'échevinage ; spécificité de l'Alsace et de la Moselle ; développement du droit local [22 avril 1982] (p. 1278).

Quatrième lecture, discussion générale : justice du travail [28 avril 1982] (p. 1423) ; expression du droit du travail au niveau du conseil des prud'hommes ; prise en charge par l'Etat des frais occasionnés par la participation des employeurs au conseil des prud'hommes (p. 1424).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : situation de l'emploi ; vieillissement de l'appareil productif ; investissements à l'étranger ; déclin des branches industrielles ; droit au travail ; attachement du monde ouvrier français à son industrie ; participation des organisations syndicales ; marginalisation croissante de certaines catégories de la population ; alternance entre emploi temporaire et chômage [13 mai 1982] (p. 2090) ; conception humaniste de la société ; efficacité économique de l'unité sociale de la nation ; exacerbation des tensions sociales ; place du chef d'entreprise et des salariés ; légitimité du fait syndical dans l'entreprise ; politique contractuelle ; légitimité du droit d'entreprendre ; droit d'expression directe des salariés ; préparation de la réforme : concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux (p. 2091) ; ordonnances sur la réduction et l'aménagement du temps de travail, le travail temporaire, le contrat à durée déterminée et le travail à temps choisi ; démocratie dans l'entreprise ; limitation du recours au travail précaire ; unité de direction et responsabilité de gestion de l'employeur ; compétition économique internationale ; investissements économiques et investissements sociaux ; liberté syndicale ; solidarité nationale ; nouveaux modes de consommation et de partage du revenu (p. 2092) ; refus de la cogestion ; élargissement du secteur nationalisé ; participation des travailleurs ; intéressement et actionnariat des salariés ; rôle des cadres ; représentativité des syndicats ; nouvelle loi sur les conseils de prud'hommes ; responsabilité des partenaires sociaux et politique contractuelle ; liberté individuelle et collective des salariés ; renforcement du rôle et des moyens des institutions représentatives (p. 2093) ; règlement intérieur et droit disciplinaire ; mise en œuvre de la liberté d'expression des travailleurs dans les entreprises de plus de deux cents salariés ; rôle de l'encadrement ; projet de loi sur les relations sociales contractuelles ; fusion du comité d'hygiène et de sécurité et de la commission d'amélioration des conditions de travail ; accroissement du rôle du comité d'entreprise ; coût de ces mesures ; droit à la négociation ; adaptation des garanties sociales aux nouvelles données de la branche professionnelle ; rencontre annuelle sur les salariés ; renforcement de la légitimité des conventions (p. 2094) ; extension des conventions collectives ; institution de l'obligation annuelle de négociation ; concurrence entre les négociations de branche et les négociations d'entreprise ; fixation par l'Etat d'un statut minimal des salariés en matière de salaires, de durée du travail et de protection sociale ; commission chargée de la modernisation de l'expression du code du travail ; renforcement du rôle de l'inspection du travail ; lutte contre les inégalités (p. 2095) ; remercie les députés [14 mai 1982] (p. 2183) ; contradictions de l'opposition ; renforcement du dialogue social (p. 2184).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** clauses abusives contenues dans les règlements intérieurs ; contrôle du conseil des prud'hommes et de l'inspection du travail ; contrôle de la proportionnalité de la sanction ; suppression de la mise à pied ; dossier du salarié ; élaboration unilatérale du règlement intérieur mais réduction de son champ d'application [14 mai 1982] (p. 2188) ; *article L.* 122-33 *du code du travail :* son amendement n° 242 (établissement obligatoire d'un règlement intérieur dans tout organisme employant au moins vingt salariés) ; soumission des comités d'entreprise à l'élaboration obligatoire d'un règlement intérieur (p. 2189) ; rectifié, adopté (p. 2190) ; *article L.* 122-34 *du code du travail :* négociation des règlements intérieurs et nécessité de maintenir la responsabilité civile et pénale du chef d'entreprise ; champ d'application du règlement intérieur (p. 2191) ; *article L.* 122-35 *du code du travail :* inclusion de la nature et de l'échelle des sanctions dans les règlements intérieurs ; impossibilité pour le règlement intérieur de contenir des clauses contraires aux lois et règlements et aux dispositions des conventions collectives applicables ; son amendement n° 249 (substitution des mots « conventions et accords collectifs » aux mots « conventions collectives ») : adopté (p. 2194) ; volonté de limiter les restrictions aux droits et libertés des salariés au minimum indispensable (p. 2195) ; contrats synallagmatiques en droit du travail ; contrôle de l'application du règlement intérieur par les tribunaux judiciaires (p. 2196) ; notion de « bon fonctionnement de l'entreprise » (p. 2198) ; compatibilité des droits et libertés des personnes avec les finalités de l'entreprise ; prévention

de toute discrimination dans les règlements intérieurs (p. 2199) ; pluralisme des confessions religieuses ; existence de sectes dans certaines entreprises ; communication du règlement intérieur aux salariés ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 31 de la commission (substitution du mot « confession » au mot « croyance ») : adopté (p. 2200) ; communication du règlement intérieur à l'inspection du travail (p. 2201) ; **article 1er** - *article L. 122-37 du code du travail* : rôle de l'inspection du travail et recours au juge judiciaire [17 mai 1982] (p. 2282) ; nécessité d'une homogénéisation au niveau national des décisions de l'inspection du travail ; indépendance de l'inspecteur du travail (p. 2283) ; exigences du bon fonctionnement de l'entreprise ; rôle reconnu à l'inspection du travail par la jurisprudence (p. 2284) ; *article L. 122-38 du code du travail* : compétence des conseils de prud'hommes ; contrôle des atteintes aux libertés publiques par le juge judiciaire ; dévolution, dans certaines branches d'activités soumises à la réglementation du travail, des attributions de l'inspecteur du travail à ses fonctionnaires relevant du ministre chargé des transports ou du ministre chargé de l'agriculture (p. 2295) ; son amendement n° 225 (décisions de fonctionnaires relevant, pour le contrôle de la réglementation du travail, du ministre des transports et du ministre de l'agriculture) : adopté (p. 2296) ; *article L. 122-39 du code du travail* : notes de services constituant des règlements intérieurs déguisés (p. 2298) ; son sous-amendement n° 246 à l'amendement n° 36 de la commission (suppression de la possibilité pour l'inspection du travail d'exiger le retrait ou la modification des dispositions contraires aux articles L. 122-35 et L. 122-34 du code du travail) : adopté (p. 2999) ; *article L. 122-40 du code du travail* : définition de la sanction des garanties procédurales ; contrôle de la proportionnalité de la sanction à la faute commise ; définitions données par le code du travail (p. 2301) ; définition de la sanction d'une faute disciplinaire dans le règlement intérieur (p. 2302) ; cas d'une sanction différée dans le temps (p. 2304) ; *article L. 122-41 du code du travail* : obligation de notifier par écrit toute sanction et d'en indiquer les motifs ; obligation d'informer le salarié par écrit des griefs retenus contre lui (p. 2305) ; procédure lourde de consultation préalable ; notion d'avertissement (p. 2306) ; établissement d'une relation de causalité entre la faute et la sanction (p. 2307) ; lien temporel entre la faute et la sanction ; pénalisation des salariés dans leurs fonctions (p. 2308) ; notion de « fonction » dans l'entreprise ; procédure de flagrant délit (p. 2309) ; protection des salariés contre l'arbitraire patronal ; proportionnalité des fautes et des sanctions garantie par le juge (p. 2311) ; maintien d'une graduation des sanctions et de la sanction intermédiaire que constitue la mise à pied (p. 2312) ; domaine du droit disciplinaire et problème posé par le licenciement ; traitement des entreprises en difficulté ; *article L. 122-42 du code du travail* : son amendement n° 226 (interdiction des amendes et des autres sanctions pécuniaires) (p. 2313) ; sanctions de caractère pécuniaire (p. 2314) ; définition des rémunérations selon les branches ; adopté (p. 2315) ; *article L. 122-44 du code du travail* : pouvoir disciplinaire et droit disciplinaire (p. 2316) ; contrôle de la juridiction du travail ; vérification par le conseil des prud'hommes si la sanction est proportionnée à la faute (p. 2317) ; réduction de la compétence des conseils de prud'hommes aux seuls litiges entraînant la mise en œuvre de la procédure de l'article L. 122-41 ; appréciation par le conseil des prud'hommes de la régularité de la procédure suivie (p. 2322) ; procédure contradictoire d'instruction ; responsabilité du chef d'entreprise ; son sous-amendement n° 227 à l'amendement n° 49 de la commission (introduction de la notion de sanction manifestement disproportionnée) (p. 2324) ; rôle des conseils de prud'hommes ; empêchement de l'annulation de la sanction lorsque la procédure n'a pas été respectée (p. 2325) ; rejeté ; projet de loi sur le traitement des difficultés des entreprises ; réforme des syndics et des tribunaux de commerce ; mise en cohérence des mécanismes de licenciement ; son amendement n° 269 (de cohérence) : adopté (p. 2326) ; *article L. 122-45 du code du travail* : son amendement n° 261 (prévoyant que le délai de prescription n'est pas applicable lorsque le fait fautif donne lieu dans le même délai à des poursuites pénales) ; nécessité d'une d'une intervention rapide de la sanction lorsque la faute a été établie (p. 2327) ; délai d'engagement des procédures ; adopté (p. 2328) ; *après l'article L. 122-45 du code du travail* : cas des personnes pénalisées dans leur vie professionnelle en raison de leurs opinions politiques, syndicales ou religieuses ; nécessité d'éviter la confusion dans l'entreprise entre l'expression politique, l'expression syndicale et l'expression individuelle ; réflexion préalable à l'instauration du droit d'expression politique dans l'entreprise ; décentralisation (p. 2331) ; **article 3** : licenciements collectifs [18 mai 1982] (p. 2340) ; critères retenus pour le licenciement : prise en compte de la diversité de situation des entreprises, des différentes régions et des différents dispositifs juridiques ; appréciation des critères de licenciement par les représentants du personnel (p. 2341) ; son amendement n° 262 (prise en compte des charges de famille des parents isolés) : adopté (p. 2342) ; **article 4** : champ d'application des nouvelles dispositions (p. 2343) ; relations sociales dans les entreprises nationalisées ; mise en place d'un règlement intérieur conforme à la nouvelle loi ; rôle de contrôle de l'inspection du travail ; nécessité de maintenir le délai de deux ans (p. 2344) ; **article 5** : son amendement n° 228 (place des dispositions relatives au droit d'expression dans le code du travail avant les dispositions concernant les pénalités) ; démocratie représentative et démocratie directe ; adopté (p. 2347) ; **article 6** : attribution d'un droit à la parole à chaque salarié ; place de l'encadrement ; articulation du droit d'expression avec les prérogatives des institutions représentatives ; seuil des 200 salariés ; définition des procédures relatives au contrôle syndical (p. 2354) ; rassemblement des Français autour de l'entreprise (p. 2357) ; *article L. 461-1 du code du travail* : son sous-amendement n° 276 à l'amendement n° 54 de la commission (application du droit d'expression des salariés à tous les organismes de droit privé) (p. 2360) : adopté (p. 2361) ; organisation de l'expression directe des travailleurs et solidarité dans la vie quotidienne du travail (p. 2362) ; notion d'expression directe et collective ; observations du salarié sur le contenu et les conditions de son travail sans passer par l'intermédiaire d'un délégué du personnel ou d'un délégué syndical ; risques d'abus de l'expression individuelle (p. 2363) ; choix entre l'expression individuelle et l'expression collective ; souci d'éviter la confusion entre l'expression syndicale et le droit d'expression des travailleurs ; rôle des cadres dans l'exercice du droit d'expression (p. 2364) ; démocratie, facteur d'efficacité économique ; cas de pressions des chefs d'entreprise sur les cadres (p. 2365) ; bénéfice pour les cadres de la liberté d'expression accordée à tous les salariés (p. 2366) ; son amendement n° 277 (extension du champ d'application de la loi à l'ensemble du secteur public) : rectifié adopté ; *article L. 461-2 du code du travail* : évolution des relations dans l'entreprise (p. 2367) ; organisation matérielle et coût financier du droit à l'expression des salariés ; bénéfice économique (p. 2368) ; possibilité pour chaque salarié de prendre sur la durée du travail le temps nécessaire pour discuter du contenu et des conditions de son travail (p. 2369) ; *article L. 461-3 du code du travail* : institution du droit d'expression (p. 2381) ; détermination des modalités du droit d'expression par la négociation afin de prendre en compte la diversité des situations, la dimension des entreprises et la nature de leurs activités (p. 2382) ; rôle des institutions représentatives du personnel et des organisations syndicales (p. 2385) ; son amendement n° 278 (suppression de la référence à l'article L. 431-3 figurant dans le projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel) (p. 2386) ; manifestation de membres de la C. S. L. devant le ministère du travail (p. 2387) ; retiré ; expérimentation du droit d'expression (p. 2388) ; son amendement n° 229 (négociation sur le droit d'expression dans l'entreprise avec les organisations syndicales représentatives dans celle-ci) (p. 2389) ; référence aux organisations syndicales représentatives dans l'entreprise (p. 2390) ; retiré (p. 2391) ; champ d'application du règlement intérieur d'entreprise (p. 2393) ; contenu de l'accord sur les modalités d'exercice du droit d'expression ; son amendement n° 279 précisant que l'accord résulte de la négociation) ; retiré (p. 2394) ; droit à l'expression des salariés indépendamment de leur situation hiérarchique dans l'entreprise (p. 2395) ; unification des procédures de négociation (p. 2396) ; son amendement n° 268 (consultation des institutions représentatives du personnel à défaut d'accord sur les modalités d'exercice du droit d'expression dans l'entreprise) (p. 2400) ; ordonnance de 1959 relative à l'intéressement des salariés ; obligation de négocier dans les entreprises d'au moins 200 salariés ; consultation des institutions représentatives du personnel (p. 2401) ; distinction entre les entreprises de plus de 200 salariés et les entreprises de moins de 200 salariés en ce qui concerne les procédures obligatoires de négociations de consultation ; retiré (p. 2402) ; son amendement n° 288 (consultation des institutions représentatives du personnel sur les modalités d'exercice du droit d'expression à défaut d'accord) : adopté (p. 2403) ;

article 7 : application de la loi relative à l'intéressement des travailleurs ; discussion sur la réduction du temps de travail [19 mai 1982] (p. 2415) ; projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public ; son amendement n° 231 (application à l'employeur refusant d'engager des négociations des sanctions prévues à l'article L. 471-2 du code du travail) (p. 2516) ; responsabilité du chef d'entreprise et sanction du délit d'entrave ; application des dispositions relatives au droit d'expression aux travailleurs du secteur public (p. 2417) : adopté (p. 2418) ; **article 8 :** son amendement n° 232 (analyse par le chef d'entreprise des résultats obtenus dans l'application du droit d'expression des salariés à l'expiration d'un délai de deux ans) ; avis des délégués syndicaux et du comité d'entreprise et transmission de l'analyse aux inspecteurs du travail ; développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement (p. 2421) ; négociation sur la réduction du temps de travail ; habitude de la négociation entre les partenaires sociaux (p. 2424) ; son amendement n° 232 : adopté (p. 2426) ; **après l'article 6 :** octroi aux salariés d'un crédit d'heures payé comme temps de travail lui permettant de s'informer de l'activité syndicale ; seuil de 300 salariés ; renforcement de la « syndicalisation représentativité » ; **article 8** (*suite*) : risque d'institutionnaliser les groupements de salariés (p. 2440) ; information de l'opinion et organisation des débats sur les expériences en cours dans les entreprises, relatives à l'expression des salariés (p. 2441) ; **article 9 :** choix de procédures démocratiques à étapes pour la mise en place du nouveau droit d'expression des travailleurs (p. 2444) ; transmission du rapport gouvernemental au Parlement (p. 2445) ; mise en place de mécanismes d'information pour faire connaître les expériences en matière d'expression des salariés ; mise à la disposition de chacun des parlementaires du rapport gouvernemental ; son amendement verbal (adresse d'un rapport gouvernemental au Parlement) : adopté (p. 2446) ; généralisation des modalités de l'exercice du droit d'expression (p. 2448) ; son amendement n° 233 (détermination des modalités d'exercice du droit d'expression par décret en Conseil d'Etat indépendamment de l'absence de conclusion ou de dénonciation de l'accord prévu à l'article L. 461-3 du code du travail) (p. 2448) ; adaptation de l'accord aux modalités prévues par la loi : adopté (p. 2449) ; **après l'article 9 :** problème des milices patronales ; sécurité des installations de production et des personnes ; mise en cause de la responsabilité du chef d'entreprise découlant du droit de propriété (p. 2450) ; demande un soutien public pour le vote sur l'ensemble du texte (p. 2454).

Deuxième lecture, discussion générale : désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat [22 juillet 1982] (p. 4691, 4692).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-35 *du code du travail:* mise en application de la loi (p. 4694) ; rôle de l'inspecteur du travail (p. 4695) ; *article L.* 122-36 *du code du travail :* information du salarié sur le règlement intérieur ; son amendement n° 29 (rédactionnel) : adopté (p. 4696) ; *article L.* 122-44 *du code du travail ;* son amendement n° 30 (de clarification) : adopté (p. 4701) ; futur projet de loi sur le droit du licenciement (p. 4701, 4702) ; *article L.* 122-46 *du code du travail :* notion d'activité syndicale (p. 4703) ; **article 3 :** cas des handicapés (p. 4704) ; **article 6** — *article L.* 461-3 *du code du travail :* durée de la période d'expérimentation (p. 4705).

Troisième lecture, discussion générale : respect des engagements pris par le Président de la République ; généralisation du règlement intérieur ; droit disciplinaire ; droit d'expression [27 juillet 1982] (p. 4870, 4871).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er,** *article L.* 411-1 *du code du travail :* fonction et champ d'intervention du mouvement syndical ; prise en charge du monde du travail par les syndicats ; développement d'un nouveau dialogue social ; maintien de l'indépendance syndicale [24 mai 1982] (p. 2467) ; défense des intérêts et des droits des travailleurs par les syndicats ; sous-syndicalisation de la France (p. 2468) ; logique de renforcement et de non-dispersion de la vie syndicale ; *article L.* 411-3 *du code du travail :* problème des permanents syndicaux (p. 2470) ; *article L.* 411-4 *du code du travail :* son amendement n° 765 (abolition de toute discrimination liée à la nationalité) ; limitation frappant les travailleurs immigrés dans les droits à diriger un syndicat (p. 2472) ; adopté ; *article L.* 411-5 *du code du travail :* nécessité de mettre fin à la discrimination contenue dans le code du travail (p. 2473) ; *article L.* 411-6 *du code du travail ;* obligation d'être adhérent à un syndicat pour pouvoir participer à son administration ou sa direction (p. 2474) ; liberté de chacun d'adhérer à un syndicat ou de ne pas se syndiquer (p. 2475) ; *article L.* 411-7 *du code du travail :* dispositions permettant aux retraités de participer à l'organisation syndicale à laquelle ils étaient rattachés ; difficultés surgissant quant à la possibilité de constituer des syndicats de retraités (p. 2476) ; *article L.* 411-15 *du code du travail :* refus de confier aux syndicats un rôle en matière de prévoyance (p. 2477) ; *article L.* 412-4 *du code du travail :* développement de la vie syndicale dans l'entreprise (p. 2479) ; *article L.* 521-1 *du code du travail :* prise en compte de l'exercice du droit de grève et du droit syndical ; responsabilité éventuelle des syndicats ou des représentants pour fait de grève ; futur projet de loi sur l'exercice du droit de grève ; son amendement n° 766 (responsabilité civile des syndicats, des représentants du personnel et des salariés pour fait de grève) (p. 2480, 2481) ; spécificité de la politique contractuelle (p. 2482) ; lock-out ; adopté après modification (p. 2484) ; **article 1er :** volonté du Gouvernement d'accroître l'efficacité de la capacité de production des entreprises par une nouvelle distribution des relations du travail ; traumatisme représenté par les effets de seuil ; prise en compte des différentes formes du travail [24 mai 1982] (p. 2497, 2498) ; *article L.* 412-5 *du code du travail :* effets de seuil relevant du comportement de certains chefs d'entreprise (p. 2501) ; travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure (p. 2502) ; distinction entre la vraie et la fausse sous-traitance (p. 2503) ; **article 2 :** défense de la C. G. C. ; volonté du Gouvernement de faire respecter le pluralisme au sein de l'encadrement (p. 2505, 2506) ; *article L.* 412-6 *du code du travail :* conditions nécessaires à la création d'une section syndicale dans l'entreprise (p. 2507) ; *article L.* 412-7 *du code du travail :* collecte des cotisations syndicales (p. 2508) ; *article L.* 412-8 *du code du travail :* libre diffusion des publications et des tracts syndicaux dans l'entreprise (p. 2510) ; contenu des affiches, des publications et des tracts syndicaux (p. 2511) ; *article L.* 412-9 *du code du travail :* local syndical (p. 2512) ; droit de réunion de la section syndicale (25 mai 1982) (p. 2516) ; son sous-amendement n° 767 à l'amendement n° 59 de la commission (précisant que les réunions prévues par cet amendement ont lieu en dehors du temps de travail) (p. 2517) ; différents types de réunions auxquels les syndicats pourront recourir ; perspective d'une réduction du temps de travail à trente-cinq heures (p. 2519) : adopté (p. 2522) ; *article L.* 412-11 *du code du travail :* notion de représentativité des organisations syndicales ; primauté du pouvoir politique sur les pouvoirs économique, syndical et associatif (p. 2525) ; nécessité de faire respecter le pluralisme du syndicalisme des cadres ; élection des délégués syndicaux dans les entreprises de plus de 50 salariés (p. 2526) ; *article L.* 412-13 *du code du travail :* son amendement n° 819 (précisant que la désignation d'un délégué syndical peut intervenir lorsque l'effectif d'au moins cinquante salariés a été atteint pendant douze mois consécutifs ou non au cours des trois années précédentes) : adopté [27 mai 1982] (p. 2657) ; spécificité de la C. G. T. (p. 2658) ; respect du pluralisme syndical (p. 2660) ; son sous-amendement n° 768 à l'amendement n° 63 de la commission (désignation d'un délégué du personnel comme délégué syndical) ; augmentation des possibilités de syndicalisation sans augmentation des charges des entreprises ; adopté (p. 2661) ; amélioration de la représentation des cadres ; *article L.* 412-12 *du code du travail :* institution d'un délégué syndical central ; mission de celui-ci (p. 2662) ; recommandation faite par le conseil d'Etat d'obtenir une grande précision dans la rédaction des articles du code du travail (p. 2663) ; création de comités de groupes (p. 2665) ; son amendement oral (rédactionnel) : adopté (p. 2666) ; **article 3 :** volonté du Gouvernement d'aller vers la semaine de trente-cinq heures ; priorité donnée à la création d'emplois par la réduction du temps de travail ; déplacement des délégués syndicaux dans l'entreprise ; pourvoi en cassation ; délai de recours (p. 2669) ; *article L.* 412-15 *du code du travail :* contestations relatives aux conditions de désignation des délégués syndicaux (p. 2670) ; nécessité de mettre en place une procédure simple de contestation (p. 2671) ; procédure légale et procédure conventionnelle de désignation des délégués (p. 2671) ; possibilité de déférer à la Cour de cassation la décision du tribunal (p. 2672) ; harmonisation des modalités selon lesquelles sont traitées les conséquences des baisses d'effectifs dans les différentes institutions représentatives (p. 2673) ; *article L.* 412-17 *du code du travail :* cumul des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité

d'entreprise (p. 2674) ; renforcement de la vie syndicale dans l'entreprise (p. 2675) ; son sous-amendement n° 826 à l'amendement n° 469 de M. Jean-Michel Belorgey (liberté de circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise) ; volonté de la droite d'empêcher l'exercice des libertés syndicales (p. 2676) : adopté (p. 2678) ; conception du rôle du syndicat que se font certains employeurs (p. 2690) ; **article 4 :** interdiction de la mise à pied lorsque la faute commise par le délégué syndical était en relation avec l'exercice du mandat ; jurisprudence de la « faute grave dans l'exercice du mandat » élaborée par le conseil d'Etat (p. 2692) ; application de la procédure protectrice d'aide quand la lettre de désignation du délégué syndical a été reçue par l'employeur ; volonté d'empêcher le licenciement d'un salarié dont l'employeur a eu connaissance de la désignation comme délégué syndical ; problème des désignations frauduleuses (p. 2694) ; son amendement n° 769 (protection des délégués syndicaux faisant l'objet d'une mesure de mutation à l'intérieur de l'entreprise) (p. 2695) : adopté après modification ; contrat de travail à durée déterminée ; protection des délégués syndicaux exerçant un travail saisonnier ou liés par des contrats à durée déterminée (p. 2696) ; futur projet de loi sur l'ensemble des problèmes du licenciement ; recours hiérarchique ou contentieux n'ayant pas d'effet suspensif en droit administratif (p. 2697) ; **article 5 :** complexité de la jurisprudence concernant la réintégration des délégués syndicaux (p. 2699) ; *article L. 412-19 du code du travail :* son sous-amendement n° 834 à l'amendement n° 73 de la commission (paiement des salaires après réintégration du salarié) (p. 2701) : adopté (p. 2702) ; **article 6 :** augmentation des crédits d'heures (p. 2704) ; caractère raisonnable des accroissements de crédits d'heures proposés (p. 2705) ; nécessité pour les délégués syndicaux de disposer d'un temps convenable pour assurer leur mission ; distinction entre le droit à un crédit d'heures et l'usage de ce droit [28 mai 1982] (p. 2727) ; crédit d'heures du délégué syndical central (p. 2730) ; son sous-amendement n° 770 à l'amendement n° 76 de la commission : devenu sans objet (p. 2733) ; son sous-amendement n° 854 à l'amendement n° 471 de M. Jean-Michel Belorgey (supprimant la fin de cet amendement après les mots «juridiction compétente ») (p. 2735) ; paiement à échéance normale des heures utilisées par un délégué syndical ; adopté (p. 2736) ; **répond aux rappels au règlement de MM. Alain Madelin et Philippe Séguin :** attitude nouvelle manifestée par l'opposition ; déroulement des débats (p. 2737) ; **article 7 :** prise en compte de la réalité vécue par les travailleurs (p. 2739) ; son sous-amendement n° 771 à l'amendement n° 77 de la commission (substituant aux mots « aucun aménagement » les mots aucune limitation » au début de cet amendement : adopté (p. 2740) ; **article 8** - *article L. 421-1 du code du travail :* son amendement n° 845 (de coordination) : adopté ; problème des seuils ; statut des caisses de sécurité sociale (p. 2744) ; son amendement n° 846 (période de référence retenue pour le calcul des effectifs de l'entreprise) : adopté ; son amendement n° 847 (dispositif de suppression des institutions en cas de baisse durable des effectifs) (p. 2745) : adopté ; institutions de délégués du personnel par voie conventionnelle (p. 2746) ; son amendement n° 848 (possibilité pour le directeur départemental d'imposer l'élection de délégués du personnel) (p. 2753) ; définition des élections par accord entre l'autorité gestionnaire du site et les organisations syndicales de salariés (p. 2755) ; notion de site ; adopté (p. 2756) ; son amendement n° 772 (garanties des salariés des établissements publics) : adopté (p. 2757) ; article *L. 421-2 du code du travail :* dispositions relatives aux travailleurs handicapés ; problème de la mise à disposition (p. 2758) ; *article L. 422-1 du code du travail :* droit de chaque salarié de présenter lui-même à la hiérarchie les observations ou réclamations le concernant (p. 2759) ; rôle des délégués du personnel ; réclamations relatives aux salaires (p. 2760) ; réclamations des salariés d'entreprises extérieures ne se trouvant pas placées sous la subordination directe de l'entreprise utilisatrice (p. 2761 ; son amendement n° 849 (précisant que les délégués du personnel peuvent prendre connaissance des contrats passés avec les entreprises de travail temporaire) : adopté (p. 2762) ; volonté de ne pas faire des délégués du personnel les intermédiaires obligés entre le chef d'entreprise et le salarié (p. 2764) ; **article 9 :** cas de carence du comité d'entreprise (p. 2765) ; *article L. 422-3 du code du travail :* volonté de stimuler l'existence des comités d'entreprise (p. 2766) ; refus de donner à des individus les attributions relevant d'une institution collégiale (p. 2767) ; obligation de discrétion des délégués du personnel (p. 2768) ; refus de confier aux délégués du personnel la totalité des attributions du comité d'entreprise dans tous les cas où celui-ci n'existe pas (p. 2770) ; **article 10 :** attaque menée par l'opposition contre les organisations syndicales représentatives au niveau national ; représentativité des organisations syndicales ; présomption de représentativité reconnue aux cinq grandes centrales syndicales [1er juin 1982] (p. 2779, 2780) ; proposition du groupe R.P.R. tendant à l'éclatement syndical (p. 2780) ; place tenue par les organisations syndicales représentatives au niveau national (p. 2781) ; volonté du groupe R.P.R. de développer le corporatisme au sein de l'entreprise ; *article L. 423-3 du code du travail :* son sous-amendement n° 850 à l'amendement n° 86 de la commission (substituant aux mots « convention collective ou accord d'entreprise » les mots « convention, un accord collectif de travail ou un accord préélectoral ») (p. 2783) : adopté ; accord préélectoral (p. 2784) ; son amendement n° 851 (frais de mise en place d'un dispositif de contrôle de la régularité des élections) : adopté ; *article L. 423-4 du code du travail :* problème du contrôle en matière d'établissement distinct à propos des élections (p. 2785) ; **article 11 :** représentation des salariés travaillant en équipe ; collège unique prévu dans les entreprises de moins de vingt-cinq salariés ; *article L. 423-5 du code du travail :* discrimination à l'égard des salariés ne s'exprimant pas en français (p. 2787) ; possibilité de délégués supplémentaires (p. 2788) ; *article L. 423-6 du code du travail :* son amendement n° 852 (insérant les mots « et n'élisant qu'un délégué titulaire et un délégué suppléant » après les mots « vingt-cinq salariés » dans le texte proposé pour cet article) ; possibilité pour les différentes parties d'aller au-delà du collège unique : adopté (p. 2792) ; *article L. 423-7 du code du travail :* éligibilité et électorat des travailleurs à temps partiel (p. 2793) ; caractère discriminatoire et injurieux des amendements déposés par l'opposition (p. 2796) ; **article 12 :** système de dérogation à l'ancienneté requise pour être représentant du personnel (p. 2801, 2802) ; *article L. 423-12 du code du travail :* temps nécessaire aux salariés pour connaître les hommes travaillant avec eux (p. 2803) ; **article 13 :** défense de la démocratie dans l'entreprise (p. 2806) ; son sous-amendement n° 853 à l'amendement n° 92 de la commission (précisant que la décision du juge d'instance ne peut faire l'objet d'un recours) (p. 2807) : adopté ; problème des ratures (p. 2808) ; absence de véritable implantation syndicale dans de nombreuses entreprises (p. 2809) ; **article 14 :** rôle du tribunal d'instance (p. 2816) ; **article 15 :** mécanisme de suppléance en cas d'absence d'un délégué du personnel (p. 2818) ; *article L. 423-17 du code du travail :* nécessité d'empêcher qu'un employeur ne fasse obstacle, par une mutation, à l'exercice d'un mandat de délégué ; dispositif de protection de ce délégué (p. 2819) ; *article L. 423-18 du code du travail :* principe de la solidarité de la liste syndicale (p. 2821) ; *article L. 423-19 du code du travail :* durée de l'affichage pré-électoral ; protocole d'accord pré-électoral (p. 2823) ; renouvellement des délégués du personnel ; respect des délais (p. 2824) ; refus d'utiliser la lettre recommandée ; pourcentage d'entreprises françaises ayant des délégués du personnel (p. 2825) ; affichage dans l'entreprise des informations utiles aux salariés (p. 2828) ; notion de « salariés » et de « travailleurs » ; refus de laisser les organisations syndicales et les chefs d'entreprise contrôler l'inspection du travail (p. 2829) ; **article 16 :** son sous-amendement n° 855 à l'amendement n° 475 de M. Jean-Michel Belorgey (contestation par le chef d'entreprise de l'utilisation des heures de délégation) (p. 2830) ; charge de la preuve : adopté (p. 2831) ; **article 17 :** refus de permettre aux délégués suppléants d'assister aux réunions avec les employeurs [2 juin 1982] (p. 2840) ; paiement comme temps de travail du temps passé par les délégués du personnel aux réunions avec les employeurs ; extension aux délégués du personnel d'une disposition existant pour les comités d'entreprise (p. 2841) ; **article 18 :** licenciement des délégués du personnel ; respect du pluralisme syndical (p. 2846) ; *article L. 425-1 du code du travail :* attaques permanentes de M. Philippe Séguin contre l'inspection du travail ; rôle du comité d'entreprise en matière de licenciement des délégués du personnel (p. 2848) ; protection du pluralisme syndical (p. 2849) ; rôle de l'inspecteur du travail en matière de licenciement des délégués du personnel (p. 2850) ; refus de rendre suspensif le recours du délégué du personnel contre son licenciement ; dénonce les actions de violence et les séquestrations de personnel (p. 2851) ; mise à pied spéciale ; nécessité d'empêcher que le transfert du contrat de travail ne soit utilisé par l'employeur pour se débarrasser d'un représentant du personnel ; son amendement n° 872 (procédure retenue en cas de mutation d'un délégué) (p. 2852) : adopté après modification (p. 2853) ; son amendement n° 873 (durée de la protection accordée aux candidats aux fonctions

de délégué du personnel) (p. 2854) : adopté ; protection de l'employé ayant pris l'initiative de proposer les élections de délégués du personnel (p. 2855) ; son amendement n° 874 (protection des salariés ayant demandé à l'employeur d'organiser des élections de délégués du personnel) ; difficulté de trouver des candidats aux fonctions de délégué du personnel en raison des pressions auxquelles ceux-ci sont souvent soumis : adopté (p. 2856) ; *article L. 425-2 du code du travail :* dispositions permettant de contrôler qu'aucune mesure discriminatoire n'a été prise à l'encontre des salariés préalablement à la cessation des liens contractuels [3 juin 1982] (p. 2898) ; ordonnance sur les contrats à durée déterminée ; protection des représentants du personnel et des anciens délégués dans les branches d'activités à caractère saisonnier (p. 2899) ; *article L. 425-3 du code du travail :* protection symétrique des délégués syndicaux et des délégués du personnel (p. 2900) ; son sous-amendement n° 856 à l'amendement n° 104 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2901) ; paiement des salaires après réintégration d'un salarié ; différentes hypothèses de licenciement d'un salarié protégé (p. 2902) ; **article 19 :** *article L. 426-1 du code du travail :* notion d'ordre public en matière sociale ; son sous-amendement n° 857 à l'amendement n° 106 de la commission (remplacement du mot « aménagement » par le mot « limitation » dans cet amendement) : adopté (p. 2903) ; **article 20 :** rôle du comité d'entreprise (p. 2906) ; généralisation de sa création ; droit à la formation économique des lycéens (p. 2907) ; *article L. 431-1 du code du travail :* nouvelles dimensions données aux comités d'entreprise (p. 2908) ; effectifs pris en compte pour la constitution du comité d'entreprise (p. 2909) ; son amendement n° 892 (complétant le deuxième alinéa d'un texte proposé pour ce texte par les mots « au cours des trois années précédentes ») : adopté (p. 2911) ; compétence de l'administration du travail pour autoriser la suppression des comités d'entreprise ; son amendement n° 893 (garanties des salariés des établissements publics) : adopté (p. 2912) ; son amendement n° 908 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 895 (précisant que lorsqu'une unité économique et sociale regroupe au moins cinquante salariés, un comité d'entreprise est obligatoirement créé) (p. 2913) : adopté ; cas où des entreprises, juridiquement distinctes, ont des éléments communs justifiant que les salariés soient regroupés dans un comité d'entreprise commun ; *article L. 431-2 du code du travail :* suppression de cet article ; son amendement n° 896 (calcul des effectifs pour l'application des dispositions du présent chapitre) : adopté (p. 2914) ; *article L. 431-3 du code du travail :* son sous-amendement n° 897 à l'amendement n° 109 de la commission (exercice des attributions économiques du comité d'entreprise par les délégués du personnel) (p. 2915) ; son sous-amendement n° 898 à l'amendement n° 107 de la commission (suppression d'un comité d'entreprise) ; son sous-amendement n° 899 à l'amendement n° 107 de la commission (suppression des mots « ordonner une modification ou ») ; son sous-amendement n° 900 à l'amendement n° 107 de la commission (supprimant la fin de cet amendement après les mots « au dessous de cinquante salariés ») (p. 2915) ; suppression d'un comité d'entreprise ; modification de ce comité ; ses amendements n°s 897, 898, 899 et 900 adoptés (p. 2916) ; son amendement n° 901 (missions du comité d'entreprise) (p. 2918) ; dispositions relatives au rôle du comité d'entreprise ; volonté de ne pas voir le comité d'entreprise rester un simple organe de coopération : adopté (p. 2928) ; son amendement n° 902 (information du comité d'entreprise) (p. 2929) : adopté après modification ; son amendement n° 903 (précisant que le comité d'entreprise est doté de la personnalité civile et gère son patrimoine (p. 2932) : adopté (p. 2935) ; prise en compte des droits du comité d'entreprise ; respect de ceux-ci par le chef d'entreprise (p. 2936) ; son sous-amendement n° 904 à l'amendement n° 114 de la commission (précisant que les réunions prévues par cet amendement ont lieu en dehors du temps de travail) (p. 2937) : adopté (p. 2939) ; **article 21 :** missions du comité d'entreprise ; événements survenus dans les entreprises Citroën et Talbot [4 juin 1982] (p. 2971) ; *article L. 432-1 du code du travail :* distinction entre les attributions du comité d'entreprise et celles des délégués syndicaux, des délégués du personnel et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (p. 2973) ; notion de coopération dans l'entreprise (p. 2974) ; disposition visant à assurer l'égalité entre hommes et femmes au regard de l'emploi (p. 2975) ; notion de consultation ; information du comité sur les modifications de l'organisation économique ou juridique de l'entreprise (p. 2976) ; problème des informations concernant les offres publiques d'achat (p. 2977) ; discrétion requise en cas de prise de participation (p. 2978) ; portée des cessions de filiales ; difficulté d'évaluer les conséquences de certaines opérations de restructuration ; information du comité d'entreprise par le chef d'entreprise en cas de prise de participation (p. 2979) ; avis donné par le comité d'entreprise sur les augmentations de prix (p. 2980) ; présentation par le chef d'entreprise au comité d'entreprise d'un rapport d'ensemble sur l'activité de celle-ci ; problème du contrôle des fonds publics (p. 2981) ; *article L. 432-2 du code du travail :* information du comité d'entreprise en cas d'introduction de nouvelles technologies ; volonté du Gouvernement de conduire et de maîtriser l'évolution technique (p. 2983) ; habilitation du comité d'entreprise à connaître les prix ; volonté des membres du comité d'entreprise d'accélérer l'introduction de la nouvelle technologie ; son sous-amendement n° 905 à l'amendement n° 118 de la commission (insérant le mot « important » après le mot « projet » dans cet amendement) (p. 2984) ; consultation du comité d'entreprise sur les projets technologiques de nature à remettre en cause l'ensemble du fonctionnement de l'entreprise (p. 2985) ; adopté (p. 2986) ; *après l'article L. 432-2 du code du travail :* règles du secret auxquelles sont soumis les membres du comité d'entreprise ; *article L. 432-3 du code du travail :* définition du comité d'entreprise comme « le lieu où la vie de l'entreprise doit être évoquée avec toutes ses composantes » (p. 2987) ; absence de concurrence entre le comité d'entreprise et le comité d'hygiène et de sécurité ; précise que la négociation prévue par l'obligation annuelle de rencontre n'a pas lieu dans le cadre du comité d'entreprise (p. 2988) ; insertion des handicapés dans le monde du travail (p. 2991) ; cotisation de 1 p. 100 sur les salaires ; amélioration du cadre de vie ; relance de la construction (p. 2993) ; rôle du comité d'entreprise en matière de formation du personnel (p. 2994) ; avis du comité d'entreprise sur l'affectation des sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage (p. 2995) ; saisine du juge judiciaire à propos des litiges opposant les membres du comité d'entreprise à l'employeur (p. 2996) ; *article L. 432-4 du code du travail :* refus de communiquer au comité d'entreprise la position de celle-ci dans la branche d'activité ; rapport d'ensemble sur l'activité de l'entreprise présenté par le chef d'entreprise (p. 2997) ; contenu de celui-ci ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 127 de la commission (insérant le mot « importants » après les mots « les transferts de capitaux » dans cet amendement) (p. 2998) ; adopté ; fourniture par le chef d'entreprise de renseignements relatifs aux investissements ; travail exigé par la fourniture des renseignements demandés (p. 3000) ; politique de connaissance des salaires ; contenu du rapport d'ensemble (p. 3001) ; principe de la responsabilité particulière des membres du comité d'entreprise (p. 3002) ; possibilité pour les représentants salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'émettre des vœux ; mission des commissaires aux comptes ; son amendement n° 925 (suppression des mots « selon les règles applicables aux sociétés commerciales » dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3003) ; adopté ; information du comité d'entreprise (p. 3004) ; nécessité d'insérer les handicapés en milieu normal d'emploi (p. 3005) ; futur projet de loi sur les problèmes de licenciement (p. 3006) ; *article L. 432-5 du code du travail :* défaut de convocation des membres du comité d'entreprise entraînant la nullité des délibérations du conseil d'administration [7 juin 1982] (p. 3011) ; **article 22 :** problème du secret professionnel (p. 3013) ; activités sociales et culturelles du comité d'entreprise ; place du sport au sein de l'entreprise (p. 3014) ; contenu de la notion d'œuvres sociales et culturelles (p. 3016) ; refus du Gouvernement d'instituer une « culture officielle » (p. 3017) ; règlement des comités d'entreprise ; contributions versées pour le financement des institutions sociales (p. 3018) ; **article 23 :** homothétie entre les dispositions de cet article et celles adoptées en faveur des délégués du personnel ; présence de délégués syndicaux au comité d'entreprise (p. 3021) ; *article L. 433-2 du code du travail :* émiettement syndical souhaité par l'opposition (p. 3023) ; son amendement n° 917 (rédactionnel) : adopté (p. 3024) ; rôle du directeur départemental du travail en cas de conflit concernant le caractère distinct d'un établissement (p. 3025) ; obligation du chef d'entreprise de prendre toutes les dispositions pour que les élections se déroulent dans la régularité (p. 3026) ; **article 24 :** *article L. 433-9 du code du travail :* son sous-amendement n° 919 à l'amendement n° 137 de la commission (précisant que la décision du juge ne peut faire l'objet d'un recours) : adopté ; harmonisation des dispositions proposées avec celles qui ont été retenues pour les délégués du personnel (p. 3035) ; *article*

L. 433-10 du code du travail : problème des ratures (p. 3036) ; *article L.* 433-11 *du code du travail :* son amendement n° 918 (précisant que la décision du tribunal peut être déférée à la Cour de cassation) : adopté (p. 3037) ; *article L.* 433-12 *du code du travail :* inconvénients du remplacement d'un absent par un représentant du même collège (p. 3038) ; **article 25 :** souhaite que le comité d'entreprise soit un des lieux principaux où s'exerce la démocratie dans l'entreprise (p. 3039) ; *article L.* 433-13 *du code du travail :* délai de 45 jours prévu dans le texte proposé pour cet article (p. 3040) ; information spécifique des organisations syndicales intéressées ; possibilité de protocoles d'accords pré-électoraux pour les comités d'entreprise (p. 3041) ; durée des périodes électorales ; lettre recommandée (p. 3042) ; notion de travailleurs et de salariés (p. 3044) ; **article 26 :** création d'une commission économique ; importance attachée au mécanisme d'expertise (p. 3046) ; contenu du procès-verbal (p. 3048) ; souhait de l'opposition de voir le comité d'entreprise demeurer une instance de coopération (p. 3049) ; *article L.* 434-5 *du code du travail :* rôle de la commission économique ; création de commissions économiques au niveau des établissements (p. 3050) ; fonctionnement de la commission économique (p. 3051) ; informations devant être communiquées au comité d'entreprise (p. 3053) ; possibilité pour le comité d'entreprise d'avoir recours à l'assistance d'un expert autonome (p. 3055) ; possibilité pour la commission de demander à entendre tout cadre supérieur ou dirigeant après accord du chef d'entreprise (p. 3057) ; soumission des membres de la commission économique aux contraintes liées à cette fonction ; *article L.* 434-6 *du code du travail :* son amendement n° 928 (rôle de l'expert-comptable) (p. 3058) ; recours aux experts ; financement de ceux-ci sur le budget propre du comité d'entreprise ; élargissement des moyens de l'expert pour remplir ses missions ; déontologie de l'expertise (p. 3066) ; rôle de l'expert (p. 3068) ; rémunération de l'expert comptable par l'entreprise (p. 3069) ; exemple de la société Boussac-Saint-Frères ; amendement n° 928 adopté après modification (p. 3070) ; modalités de rétribution des experts (p. 3071) ; *article L.* 434-7 *du code du travail :* futur projet de loi relatif à la place des femmes dans la société (p. 3072) ; **article 27 :** contenu nouveau donné à l'exercice des responsabilités du comité d'entreprise ; formation des membres élus de celui-ci (p. 3073) ; *article L.* 434-8 *du code du travail :* investissement social représenté par le financement du comité d'entreprise (p. 3075) ; son sous-amendement n° 906 à l'amendement n° 150 de la commission (cas où l'employeur a déjà fait bénéficier le comité d'entreprise d'une somme équivalente à 0,2 p. 100 de la masse salariale brute) (p. 3075) ; adopté ; son amendement n° 907 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3076) ; *article L.* 434-10 *du code du travail :* organismes d'éducation ouvrière ; *articles L.* 434-11 *et L.* 434-12 *du code du travail :* son amendement n° 946 (précisant que les conditions de fonctionnement des comités d'entreprise permettent une prise en compte effective des intérêts des salariés exerçant leur activité hors de l'entreprise) (p. 3078) ; adopté ; **article 28 :** rôle du comité d'établissement et du comité central d'entreprise (p. 3079) ; *article L.* 435-3 *du code du travail :* information du comité central d'entreprise (p. 3081) ; *article L.* 435-4 *du code du travail :* personnalité civile de chaque comité d'établissement ; *article L.* 435-5 *du code du travail :* refus de supprimer le paragraphe III de l'article 28 ; son amendement n° 926 (précisant que la décision peut être déférée à la Cour de cassation) (p. 3083) ; adopté (p. 3084) ; **article 29 :** *article L.* 436-1 *du code du travail :* soumission au comité d'entreprise de tout licenciement envisagé par l'employeur [8 juin 1982] (p. 3090) ; son amendement n° 927 (cas d'un membre du comité d'entreprise englobé dans un transfert partiel d'entreprise) : adopté (p. 3091) ; nécessité de faciliter l'implantation de nouveaux comités d'entreprise) ; cohérence du projet de loi ; recherche de la symétrie ; son amendement n° 948 (protection des salariés ayant demandé à l'employeur d'organiser les élections au comité d'entreprise) : adopté (p. 3092) ; son amendement n° 949 (précisant que la procédure prévue par le quatrième alinéa de cet article ne peut s'appliquer qu'à un seul salarié par organisation syndicale) : adopté (p. 3093) ; *article L.* 436-3 *du code du travail :* harmonisation des présentes dispositions avec celles concernant la réintégration des délégués du personnel (p. 3095) ; **article 30 :** création de comités de groupe ; problème de la définition du groupe et de son périmètre (p. 3099) ; espace social européen ; développement des instances tripartites ; projet de directive Vredeling (p. 3100) ; refus de supprimer cet article (p. 3101) ; *article L.* 439-1 *du code du travail :* définition de l'appartenance d'une entreprise à un groupe (p. 3102) ; relations entre la société mère et les sociétés filiales (p. 3103) ; établissement de comptes consolidés (p. 3104) ; prise en compte de la notion d'entreprise dominante ; précision des critères et des paramètres permettant de définir la notion de groupe (p. 3108) ; possibilité pour une même société d'appartenir simultanément à deux groupes (p. 3110) ; création de comités de groupe dans les sociétés à caractère mutualiste ou coopératif ; *après l'article L.* 439-1 *du code du travail :* problème des filiales françaises de sociétés dont le siège social est à l'étranger ; directive Vredeling (p. 3111) ; *article L.* 439-2 *du code du travail :* précise qu'il ne sera demandé communication du rapport du commissaire aux comptes que s'il est obligatoire d'en établir un (p. 3112) ; problème des coûts des expertises ; son sous-amendement n° 950 à l'amendement n° 161 de la commission (mission de l'expert-comptable) : adopté (p. 3113) ; obligation de réserve à laquelle sont soumis les membres du comité de groupe ; pouvoir d'investigation des contrôleur du fisc (p. 3114) ; *article L.* 439-3 *du code du travail :* possibilité pour une société de n'être représentée que dans un seul comité de groupe (p. 3115) ; précise que le comité de groupe n'est pas une structure de négociation ; désignation des membres de ce comité (p. 3116) ; possibilité pour toute organisation syndicale ayant obtenu des résultats significatifs aux dernières élections du comité d'entreprise de désigner des représentants au comité de groupe (p. 3117) ; *article L.* 439-5 *du code du travail :* caractère consultatif des comités de groupe quant à la diffusion de l'information (p. 3118) ; **article 31 :** futur projet de loi portant réforme de la politique sportive (p. 3119) ; **article 32 :** nouveau droit du travail (p. 3120) ; **après l'article 33 :** faiblesse de l'incidence financière des nouvelles dispositions (p. 3121) ; possibilité pour le plus grand nombre de salariés possible de participer à l'exercice des responsabilités nouvelles ; son amendement n° 947 (protection du secret des informations intéressant la défense nationale) : adopté (p. 3122) ; **avant l'article 1er :** problème de l'embauche (p. 3123) ; nécessité de mettre fin aux licenciements ayant pour motivation l'appartenance à une organisation syndicale (p. 3125) ; **article 2** (*suite*) précédemment réservé : possibilité pour une organisation syndicale de consulter le personnel de l'entreprise (p. 3127) ;

Seconde délibération : **article 1er :** son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 3131) ; **article 8 :** son amendement n° 2 (de coordination): adopté ; **article 9 :** son amendement n° 3 (de coordination) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) (p. 3132) ; adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel): adopté ; **article 16 :** son amendement n° 6 (de coordination) : adopté (p. 3133) ; **article 18 :** son amendement n° 7 (de coordination) : adopté après correction (p. 3134) ; **article 20 :** son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 9 (accord pré-électoral obligatoirement transmis à l'inspecteur du travail) : adopté (p. 3135).

Deuxième lecture, discussion générale : indique qu'il interviendra après les orateurs inscrits dans la discussion générale [1er octobre 1982] (p. 5321) ; reconnaissance du fait syndical ; absence de projet social de l'opposition (p. 5323, 5324).

Discussion des articles : **article 1er E :** son amendement n° 83 (possibilité pour les retraités d'adhérer à un syndicat de leur choix) ; augmentation de la place des retraités dans la vie de la nation (p. 5325) : adopté après modification ; **article 1er H :** notion de fait manifestement non susceptible de se rattacher à l'exercice du droit de grève (p. 5326) ; **article 2 :** mandat du délégué syndical (p. 5329) ; **article 3 :** son amendement n° 84 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 412-15 du code du travail) : adopté ; son amendement n° 85 (subsistance du mandat du délégué syndical en cas de modification de la situation juridique de l'employeur) (p. 5300) : devenu sans objet (p. 5331) ; **article 5 :** son amendement n° 119 (fixation d'un délai après la notification de la décision du ministre pendant lequel le salarié pourra demander sa réintégration) : adopté ; son sous-amendement n° 118 à l'amendement n° 56 de la commission (précision concernant les délais) (p. 5332) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 86 (de précision) : adopté (p. 5333) ; **article 15 :** son amendement n° 87 (mise en conformité du texte de cet article avec une directive du conseil de l'Europe) : adopté (p. 5338) ; **article 17 :** son sous-amendement oral à l'amendement n° 65 de la commission (substituant aux mots : « de leur organisation » les mots : « d'une organisation ») : adopté (p. 5339) ; **article 18 :** son amendement n° 120 (fixant le délai de l'envoi par le salarié de sa demande de réintégration) : adopté (p. 5340) ; son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 114 de Mme Marie-Josèphe Sublet (prise en compte du délai survenu entre le

licenciement et la réintégration) : adopté (p. 5341); **article 20 :** constitution d'un comité d'entreprise dans les entreprises de plus de cinquante salariés (p. 5342); **article 21 :** son amendement n° 88 (modalités d'information et de consultation du comité d'entreprise) (p. 5343) : adopté; son amendement n° 89 (précisant que le comité d'entreprise est consulté chaque année sur la politique de recherche de l'entreprise) : adopté; son amendement n° 90 (consultation du comité d'entreprise sur le plan d'étalement des congés) : adopté (p. 5344); son amendement n° 124 (périodicité de l'information donnée au comité d'entreprise) : adopté p. 5345); **article 25 :** son amendement n° 92 (mise en conformité du texte de cet article avec les directives européennes) : adopté (p. 5347); **article 26 :** participation au vote du président du comité d'entreprise (p. 5348); **article 27 :** budget de fonctionnement du comité d'entreprise; son amendement n° 9 (financement des stages de formation économique) (p. 5349) : adopté (p. 5350); **article 28 :** son amendement n° 94 (d'harmonisation) : adopté; ses amendements n°s 105, 106 et 107 (d'harmonisation) : adoptés; son amendement n° 95 (harmonisation du texte de cet article avec une directive de la Communauté européenne) : adopté (p. 5351); son amendement n° 96 (rédactionnel) : adopté; **article 29 :** son amendement n° 122 (délai de deux mois) (p. 5352) : adopté; son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 117 de Mme Marie-Josèphe Sublet (délai dans lequel le salarié doit demander le paiement de l'indemnité) : adopté (p. 5353); **article 30 :** missions des comités de groupe; ses amendements n°s 97 et 98 (tendant à faire figurer au sein du groupe les filiales des filiales et les sociétés dont une majorité du capital est détenue par l'intermédiaire de plusieurs filiales); notion de société dominante; amendements n°s 97 et 98 adoptés; son amendement n° 99 (établissement de l'existence d'un contrôle effectif par la société dominante) (p. 5354) : réservé; son amendement n° 100 (prise en compte des établissements publics à caractère industriel et commercial pour la constitution des comités de groupe) : adopté; son amendement n° 101 (conditions de l'intervention de l'expert comptable) : adopté; son amendement n° 102 (fixation du nombre des représentant du personnel par voie réglementaire) : adopté; son amendement n° 103 (supprimant l'obligation d'instituer une représentation de chaque entreprise au sein du comité de groupe) (p. 5355) : adopté (p. 5356); désignation des membres du comité de groupe; son amendement n° 104 (procédure suivie lorsque la moitié des élus d'un collège ont été présentés sur des listes autres que syndicales) (p. 5356) : adopté; **article 30 précédemment réservé :** son amendement n° 99 retiré; son amendement n° 126 (formulation par les organisations syndicales de la demande de constitution d'un comité de groupe) : adopté (p. 5357).

Troisième lecture, discussion générale : développement des institutions représentatives des salariés; recherche du contrat par la négociation; organisation d'une semaine des travailleurs d'Europe en mai 1983 à Paris; espace social européen [6 octobre 1982] (p. 5468).

— Projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Quatrième lecture, discussion générale : vote à la proportionnelle; récentes élections au conseil supérieur des Français de l'étranger; organisation du dialogue avec les nouveaux élus; rôle joué par les Français de l'étranger [27 mai 1982] (p. 2688); résultat des élections; leur déroulement (p. 2689).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : recherche de l'adéquation entre les niveaux de négociation et les problèmes à traiter; situation de la négociation collective en France; instauration d'une obligation de négociation dans l'entreprise; rôle des organisations syndicales; négociation collective chez les partenaires européens de la France; possibilité pour l'entreprise de développer une politiquo autonome par rapport à la branche professionnelle; mise en œuvre des moyens permettant une relance de la politique contractuelle au niveau professionnel et interprofessionnel [8 juin 1982] (p. 3139); problème des salaires; élargissement du contenu des conventions collectives; recours au médiateur en cas de difficultés dans la conclusion des accords; élargissement du contrôle de l'application des conventions collectives; **avant l'article 1er :** problème de l'égalité des salaires entre hommes et femmes (p. 3140); **article 1er :** notion de convention collective professionnelle ou de branche; extension de convention par arrêté ministériel; notion d'accord collectif de travail; champ territorial d'application; accord et convention d'entreprise (p. 3143); **article 2 :** *article L. 131-1 du code du travail :* négociation collective sur les conditions d'emploi; normes internationales en la matière (p. 3147); *article L. 131-2 du code du travail :* problème des caisses d'épargne; réforme des conseils d'administration (p. 3148); son sous-amendement verbal à l'amendement n° 318 de M. Jacques Floch (suppression de la référence à l'article L. 323-20 du code du travail); insertion dans le milieu rural naturel de travail du plus grand nombre possible de handicapés : adopté (p. 3149); **article 3 :** problème de la négociation collective dans l'agriculture (p. 3150); **article 4 :** bilan de la politique contractuelle française; niveaux de négociations; information du comité d'entreprise et des organisations syndicales [9 juin 1982] (p. 3184); *article L. 132-2 du code du travail :* associations d'employeurs (p. 3187); volonté du Gouvernement que les conventions soient signées par des organisations véritablement représentatives; pluralisme syndical (p. 3188); commission nationale de la négociation collective (p. 3189); *article L. 132-4 du code du travail :* nécessité de ne pas enfermer la négociation dans l'obligation d'être plus favorable aux salariés que la loi (p. 3191); *article L. 132-5 du code du travail :* nécessité d'assurer la couverture conventionnelle des travailleurs quelles que soient les entreprises qui les occupent; limitation du travail temporaire (p. 3193); *article L. 132-8 du code du travail :* son amendement n° 331 (prévoyant que, lorsqu'une convention a été dénoncée par la totalité des signataires employeurs ou salariés, une nouvelle négociation doit s'engager à la demande de l'une des parties dans les trois mois suivant la date de la dénonciation) [10 juin 1982] (p. 3213); mécanisme de dénonciation des conventions collectives; institution d'une obligation de renégocier; maintien en vigueur de l'accord dénoncé; adopté (p. 3214); disparités de situations possibles après la dénonciation d'une convention collective; contrat de travail à durée indéterminée; prise en considération dans les conventions collectives, des revendications de solidarité de substitution (p. 3216); distinction entre les avantages individuels et les avantages collectifs des salariés (p. 3217); conséquences sur la situation des salariés de la fusion ou du rachat d'une entreprise (p. 3218); rattachement des organisations syndicales au secteur de l'entreprise; *article L. 132-9 du code du travail :* son amendement n° 332 (représentativité des organisations syndicales au sens de l'article L. 132-2 du code du travail) (p. 3221); associations de salariés; adopté (p. 3222); associations d'employeurs; adhésion à une convention au niveau de la branche d'activité (p. 3223); *article L. 132-11 du code du travail :* définition des différents niveaux de la négociation collective; champ d'application territorial des conventions; prise en compte dans les accords professionnels ou interprofessionnels de la dimension régionale (p. 3224); nécessité d'éviter la concurrence entre les conventions collectives de champs d'application différents (p. 3225); *article L. 132-12 du code du travail :* conventions collectives nationales; risques de surenchère entre les niveaux de négociation (p. 3231); cas de négociations se déroulant dans la méconnaissance de la réalité économique et de la situation financière et technique de l'entreprise (p. 3232); amendements déposés par l'opposition (p. 3234); possibilité d'engagements pluriannuels; prise en compte de la situation économique et sociale de l'entreprise au moment de la négociation (p. 3236); attribution de la commission nationale de la convention collective des moyens d'évaluation des coûts salariaux, des salaires et des revenus; principe de la responsabilité du chef d'entreprise en matière d'information (p. 3238); *article L. 132-17 du code du travail :* autorisations d'absence des salariés (p. 3242); *article L. 132-18 du code du travail :* création du droit des salariés à la négociation (p. 3243); *article L. 132-19 du code du travail :* attributions du comité d'entreprise; syndicat, partenaire naturel de la négociation (p. 3244); primauté du fait syndical à la base de toute négociation (p. 3245); recours au référendum dans l'entreprise (p. 3246); notion de groupes d'établissement [11 juin 1982] (p. 3274); champ et objet de la négociation dans l'entreprise; possibilité pour les parties à la négociation de compléter le cadre de celle-ci (p. 3275); *article L. 132-20 du code du travail :* durée de la négociation (p. 3276); interlocuteur syndical dans les entreprises de moins de cinquante salariés (p. 3277); *article L. 132-21 du code du travail :* articulation des négociations de branches et des négociations d'entreprise (p. 3278); *article L. 132-22 du code du travail :* mécanismes évolutifs en ce qui concerne les revenus et la durée du travail (p. 3280); *article L. 132-24 du code du travail :* seuil à partir duquel une organisation syndicale

peut s'opposer à une convention d'entreprise (p. 3282); *article L. 132-25 du code du travail :* reconnaissance légale du syndicat dans les entreprises de moins de cinquante salariés (p. 3286); son sous-amendement n° 338 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oelher (engagement obligatoire de la négociation dans l'entreprise à la demande d'une organisation syndicale représentative dans le délai fixé à l'article L. 132-29) (p. 3290): adopté; politique sociale dynamique conduite par certains chefs d'entreprises; articulation à double sens entre la convention d'entreprise et la convention de branche (p. 3291); son amendement n° 339 (négociation dans les entreprises comportant des établissements ou des groupes d'établissements distincts): adopté; principe selon lequel il peut y avoir négociation dans les entreprises de moins de cinquante salariés si elles comportent une section syndicale (p. 3293); *article L. 132-26 du code du travail :* son amendement n° 335 (prévoyant que la délégation comprend obligatoirement le délégué syndical de l'entreprise ou, en cas de pluralité, au moins deux délégués syndicaux); nécessité pour les négociateurs d'être secondés (p. 3294); adopté; son amendement n° 336 (possibilité pour chaque organisation de compléter sa délégation par des salariés de l'entreprise dont le nombre est fixé par accord; à défaut d'accord, ce nombre est au plus égal, par délégation, à celui des délégués syndicaux de la délégation): adopté (p. 3295); *article L. 132-27 du code du travail :* problème des travailleurs appartenant à des entreprises différentes et travaillant provisoirement sur un même chantier [11 juin 1982] (p. 3304); *article L. 132-30 du code du travail :* détermination par la négociation du calendrier de son déroulement; fréquence des réunions et ordres du jour; inutilité de prévoir son délai par voie législative (p. 3309); *article L. 132-31 du code du travail :* couverture conventionnelle de l'ensemble des salariés du pays; extension des conventions collectives; convention d'entreprise et convention d'établissement; entreprises de moins de onze salariés; constitution de commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles; regroupement des petites entreprises (p. 3312); distorsions de concurrence (p. 3313); caractère facultatif de la négociation dans les entreprises de moins de onze salariés (p. 3314); conditions de travail des fonctionnaires de l'Assemblée nationale et des parlementaires (p. 3315); **article 7 :** *article L. 133-1 du code du travail :* volonté du Gouvernement de poursuivre et de développer la vie contractuelle malgré la nécessité conjoncturelle du blocage des prix et des rémunérations [25 juin 1982] (p. 3864); appréciation de la représentativité des organisations syndicales; pouvoir politique et pouvoir syndical (p. 3865); **article 8 :** *article L. 133-3 du code du travail :* possibilité pour le ministre du travail de diligenter une enquête sur la représentativité d'un syndicat; recours devant la juridiction administrative (p. 3869); *article L. 133-5 du code du travail :* référence au libre exercice du droit syndical; réforme du S. M. I. C.; réduction du temps de travail (p. 3870); refus d'une grille des salaires fixée à l'échelle nationale; négociations sur un montant de rémunération annuelle garantie; notion de pénibilité du travail; maintien du pouvoir d'achat des salariés et problème de l'échelle mobile des salaires (p. 3871); mécanismes de rattrapage du coût de la vie par les salaires; rigidité de l'échelle mobile; garantie du suivi des salaires par le principe de la négociation annuelle; mécanisme de programmation des salaires; modalités de sortie du blocage; égalité de traitement entre les salariés des deux sexes et entre les salariés français et étrangers (p. 3872); discriminations à l'embauche en fonction de la nationalité; activités des parents d'enfants d'âge préscolaire (p. 3873); *article L. 133-8 du code du travail :* engagement de la procédure d'extension d'une convention collective par le ministre du travail à la demande d'une organisation syndicale représentative (p. 3874); accords dans les entreprises nationales (p. 3875); *article L. 133-16 du code du travail :* consultation de la commission nationale de la convention collective (p. 3876); **article 9 :** *article L. 134-1 du code du travail :* nécessité de compléter les dispositions statutaires par les dispositions des conventions collectives (p. 3878); *article L. 135-1 du code du travail :* réciprocité des obligations dans le cadre des contrats collectifs de travail; extension de la couverture conventionnelle des salariés (p. 3879); *article L. 135-5 du code du travail :* compétences du conseil des prud'hommes (p. 3881); *article L. 135-6 du code du travail :* son amendement n° 340 (rédactionnel); son amendement n° 341 (rédactionnel): adoptés; *article L. 135-7 du code du travail :* mention sur le bulletin de paie de chaque salarié de la convention collective applicable; *article L. 135-8 du code du travail :* information des délégués syndicaux et des organisations syndicales (p. 3882); *article L. 136-1 du code du travail :* participation des ministres chargés de la sécurité sociale et de l'agriculture à la commission nationale de la négociation collective; représentation des entreprises publiques à la commission nationale (p. 3883); représentation des intérêts familiaux à la commission nationale de la négociation collective; part du secteur public dans l'économie française (p. 3884); *article L. 136-2 du code du travail :* son sous-amendement à l'amendement n° 39 de M. Jean Oehler (caractère éventuel des inégalités persistantes dans les conditions de travail entre les hommes et les femmes): adopté [25 juin 1982] (p. 3888); sous-commission chargée d'examiner l'évolution du S. M. I. C. et du coût de la vie; *article L. 136-3 du code du travail :* transformation de la commission supérieure des conventions collectives en commission nationale de la négociation collective; rôle des deux sous-commissions (p. 3883); secrétariat général de la commission nationale de la négociation collective; *article L. 136-4 du code du travail :* notion de « coût de la vie » (p. 3890); **article 10 :** *article L. 153-1 du code du travail :* sanctions du manquement à l'obligation de négociation annuelle sur les salaires; autonomie des partenaires sociaux et relations entre les conventions collectives et la loi (p. 3891); **article 11 :** vérification de l'application des dispositions du code du travail et des obligations des conventions collectives par les inspecteurs du travail (p. 3892); **article 12 :** procédure de règlement des conflits collectifs du travail; amélioration des conditions du dialogue social; conciliation et médiation; conflit Talbot (p. 3894); **article 28 :** son amendement n° 342 (de coordination): adopté; **après l'article 33 :** son amendement n° 343 (dispositions transitoires jusqu'à l'installation de la commission nationale de la négociation collective): adopté (p. 3897).

Ses observations sur les explications de vote : accroissement des droits démocratiques des travailleurs (p. 3899).

Deuxième lecture, discussion générale : rejet du texte par le Sénat; défense de la politique contractuelle [13 octobre 1982] (p. 5735, 5736).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 1 (de coordination) : adopté; son amendement n° 2 (d'harmonisation) : adopté; problème des avantages acquis; son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 5740); adopté; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté; son amendement n° 5 (précisant l'existence de la représentativité dans le champ d'application du texte) : adopté; renforcement du droit conventionnel et de la politique contractuelle (p. 5741); obligation de négociation; ses amendements n°s 46 et 6 (rédactionnels) : adoptés; son amendement n° 7 (précisant que le temps passé à la négociation est payé comme temps de travail à échéance normale) (p. 5742); adopté (p. 5743); **article 8 :** ses amendements n°s 8 et 9 (rédactionnels) : adoptés (p. 5747); **article 9 :** ses amendements n°s 10 et 11 (rédactionnels) : adoptés; son amendement n° 12 (rédactionnel) (p. 5748); adopté; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté; son amendement n° 15 (représentation des intérêts familiaux) : adopté (p. 5749); **article 11 :** précise que les juristes entourant M. Charles Millon ont l'esprit torturé (p. 5750); **article 20 :** son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 5751); **article 33 :** son amendement n° 17 (de précision) : adopté (p. 5752); **après l'article 34 :** son amendement n° 18 (suppression du dernier alinéa de l'article L. 434-10 du code du travail) : adopté; son amendement n° 19 (de coordination) : adopté (p. 5753).

Troisième lecture, discussion générale : indique que le 15 octobre 1982 marquera une date dans l'histoire du monde du travail; rappelle l'action du Gouvernement en faveur du développement du droit du travail [15 octobre 1982] (p. 5842).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Jacques Toubon et Alain Madelin : événements survenus à l'usine Talbot-Poissy [3 juin 1982] (p. 2919).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : prévention des risques professionnels; amélioration des conditions de travail; droit à la santé; lutte contre les accidents du travail; coût de ces accidents [21 septembre 1982] (p. 4994); développement de l'effort de l'Etat; réussite des comités d'hygiène et de sécurité; réduction du risque professionnel; rôle du médecin du travail (p. 4995).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** indique que la sécurité dans la collectivité du travail est l'affaire de tous les partenaires (p. 4996) ; **article 1er :** investissement social ; arrêt des machines en cas de danger ; précise que le C.H.S.C.T. n'aura pas la personnalité civile (p. 5000, 5001) ; **article 2 :** extension des C.H.S.C.T. au secteur tertiaire ; difficultés pouvant résulter de l'absence d'un comité d'entreprise (p. 5005) ; problème de la formation ; problème des métiers du bâtiment ; *article L.* 236-1 *du code du travail :* absence de confusion entre l'entreprise et l'établissement (p. 5006) ; son amendement n° 268 (rédactionnel) : adopté (p. 5007) ; création des animateurs de sécurité (p. 5008) ; effectif des travailleurs à temps partiel ; son amendement n° 269 (rédactionnel) : adopté (p. 5012) ; son amendement n° 270 (période servant de référence pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) : adopté ; son amendement n° 271 (dispositions en cas d'inexistence du C.H.S.C.T.) : adopté (p. 5014) ; constat de carence ; pouvoir d'initiative de l'inspecteur du travail (p. 5015) ; rôle du comité technique régional de la sécurité sociale (p. 5016) ; connaissance de l'établissement et des risques que celui-ci présente par l'inspection du travail ; refus d'introduire l'intervention permanente de la justice dans l'entreprise (p. 5017) ; son sous-amendement n° 272 à l'amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) : adopté après modification ; procédure suivie dans les établissements de moins de cinquante salariés (p. 5018) ; procédure du procès-verbal de carence ; spécificité de l'activité du bâtiment et des travaux publics (p. 5019) ; rôle de l'O.P.P.B.T.P. (p. 5020) ; son sous-amendement n° 273 à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; cas des entreprises ayant subi une diminution des effectifs (p. 5022) ; possibilité pour les entreprises de moins de cinquante salariés de se regrouper en vue de constituer un C.H.S.C.T. ; *article L.* 236-2 *du code du travail :* son amendement n° 274 (travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) (p. 5023) ; adopté ; missions du C.H.S.C.T. (p. 5024) ; son amendement n° 275 (cas des femmes enceintes) : adopté ; son amendement n° 276 (rédactionnel) : adopté (p. 5025) ; prise en compte des problèmes de la maternité et des problèmes de l'accès des femmes à tous les emplois (p. 5026) ; mission d'inspection des C.H.S.C.T. ; nécessité d'une enquête en cas d'accident du travail (p. 5027) ; notion de maladie à caractère professionnel (p. 5028) ; refus d'instituer une tutelle sur les C. H. S. C. T. (p. 5029) ; son sous-amendement n° 277 à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté [22 septembre 1982] (p. 5036) ; caractère réglementaire des dispositions contenues dans l'amendement n° 161 de M. Philippe Séguin ; avis donné par le C.H.S.C.T. sur le règlement intérieur (p. 5037) ; consultation du C.H.S.C.T. sur les aménagements susceptibles d'accroître les risques d'accident du travail ou de maladie professionnelle (p. 5038) ; intervention du C.H.S.C.T. en cas de modification technologique dans l'entreprise (p. 5039) ; son amendement n° 294 retiré ; son amendement n° 295 (tendant à faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et à répondre aux problèmes liés à la maternité) : adopté (p. 5040) ; possibilité pour le C.H.S.C.T. de fixer lui-même les missions qu'il confie à ses membres ; association du C.H.S.C.T. à l'effort de réinsertion des travailleurs dans l'entreprise (p. 5041) ; ensemble des missions du C.H.S.C.T. (p. 5042) ; *article L.* 236-3 *du code du travail :* problèmes relatifs au secret des procédés de fabrication ; crainte de la rétention d'informations par le chef d'entreprise (p. 5043) ; se déclare défavorable à d'éventuelles sanctions en cas de violation de l'obligation de discrétion des membres du C.H.S.C.T. (p. 5044) ; *article L.* 236-4 *du code du travail :* contenu du rapport écrit ; notion de programme annuel de prévision (p. 5045) ; rappelle l'économie générale du présent projet de loi (p. 5046) ; obligation faite de joindre le procès-verbal de la réunion du C.H.S.C.T. à toute demande présentée par un chef d'entreprise en vue d'obtenir un marché public ; reprise du texte de la loi de 1972 (p. 5048) ; son sous-amendement n° 278 à l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5050) ; *article L.* 236-5 *du code du travail :* recherche d'un équilibre dans la composition du C.H.S.C.T. (p. 5051) ; supériorité du système de la désignation ; son amendement n° 279 (précisant que le chef d'entreprise transmet à l'inspecteur du travail le procès-verbal de la réunion du collège désignant les membres du C.H.S.C.T.) : adopté (p. 5052) ; représentation du personnel de l'encadrement et de la maîtrise ; désignation des membres de la délégation du personnel dans les entreprises ou n'existe pas de comité d'entreprise (p. 5053) ; désignation de la personne devant assurer le secrétariat du C.H.S.C.T. (p. 5054) ; rédaction du procès-verbal de la réunion du C.H.S.C.T. ; périodicité des réunions du C.H.S.C.T. (p. 5055) ; *article L.* 236-7 *du code du travail :* notion d'incidents répétés (p. 5069, 5070) ; rôle du médecin du travail chargé de la surveillance médicale du personnel ; son amendement n° 296 (substituant aux mots « en vue de prévenir ceux-ci » les mots « ou à la recherche de mesures préventives dans des situations d'urgence et de gravité) (p. 5070) ; adopté (p. 5071) ; *article L.* 236-8 *du code du travail :* distinction entre les décisions et les résolutions du C.H.S.C.T. ; *article L.* 236-9 *du code du travail :* accroissement de la représentation des salariés dans les comités (p. 5072) ; rappelle que la prévention coûte moins cher que l'accident du travail ; prise en charge des frais d'expertise par l'employeur (p. 5075) ; son amendement n° 286 (précisant que l'expert est tenu aux obligations de secret et de discrétion) : adopté ; *article L.* 236-10 *du code du travail :* son amendement n° 287 (rédactionnel) : adopté (p. 5077) ; son sous-amendement n° 288 à l'amendement n° 24 de la commission (substituant au mot « entreprise » le mot « établissement ») : rejeté ; *article L.* 236-11 *du code du travail :* son amendement n° 289 (d'harmonisation) (p. 5078) ; adopté ; *article L.* 236-12 *du code du travail :* son amendement n° 290 (rédactionnel) : adopté ; prise en compte des situations particulières (p. 5079) ; **après l'article 2 :** responsabilité de l'encadrement en cas d'accident du travail ; **article 5 :** son amendement n° 291 (application des dispositions du présent texte aux entreprises d'armement maritime) (p. 5080) ; adopté ; **article 6 :** son amendement n° 293 (dispositions symétriques à celles retenues pour les institutions représentatives du personnel en matière de défense nationale) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 292 (date d'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté (p. 5081) ; **après l'article 8 :** rapport sur l'application de la présente loi (p. 5082) ; **après l'article 1er :** (amendements précédemment réservés) volonté du Gouvernement d'assurer la sécurité et l'amélioration des conditions de travail des salariés dans les entreprises (p. 5085) ; problème de l'arrêt des machines en cas de danger (p. 5086) ; possibilité pour un salarié de se retirer d'une situation présentant un danger sans être pénalisé ; son sous-amendement n° 264 à l'amendement n° 4 de la commission précédemment réservé (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 5087) ; notion de présomption de faute inexcusable (p. 5088) ; portée d'une décision d'arrêt des travaux prise par le C.H.S.C.T. (p. 5089, 5090) ; son sous-amendement n° 265 à l'amendement n° 5 de la commission précédemment réservé (rédactionnel) : retiré (p. 5090) ; ses sous-amendements n°s 266 et 267 à l'amendement n° 5 de la commission précédemment réservé (rédactionnels) : sous-amendement n° 266 retiré ; sous-amendement n° 267 devenu sans objet (p. 5091).

Deuxième lecture, discussion générale : droit à la sécurité et à la qualité de la vie pour les salariés ; [24 novembre 1982] (p. 7617) ; amélioration des conditions de travail ; renforcement des conditions de dialogue dans l'entreprise ; fusion des comités avec les commissions d'amélioration des conditions de travail ; généralisation des comités à tous les établissements de plus de cinquante salariés ; alignement de leur statut sur celui des autres institutions représentatives ; procédure de danger imminent ; branche du bâtiment et des travaux publics ; droit et responsabilité des salariés (p. 7618).

Discussion des articles : **article 1er :** intention de certains employeurs de la branche du bâtiment et des travaux publics de se retirer de l'organisme paritaire ; coût minime de cette institution ; nécessité de maintenir l'adhésion des employeurs à cet organisme ; **article 1er** *bis :* son sous-amendement oral à l'amendement n° 2 de la commission (substituant au mot « travailleur » le mot « salarié ») : adopté (p. 7619) ; **article 1er** *ter :* appréciation par la justice du bénéfice ou de la présomption de faute inexcusable de l'employeur lorsqu'un risque qui lui a été signalé entraîne un accident ; **après l'article 1er** *ter :* son amendement n° 36 (cas dans lesquels le retrait d'un salarié crée une situation dangereuse) : adopté ; **article 1er** *quater :* son amendement n° 37 (modalités selon lesquelles l'employeur doit être informé d'un danger) : adopté (p. 7620) ; **article 2 :** son amendement n° 3 (création obligatoire des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les entreprises de plus de 300 salariés dans la branche du bâtiment et des travaux publics) ; possibilité de création d'un comité dans les entreprises employant de 50 à 299 salariés ; amendement n° 38 adopté ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 9 de la commission (substitution du mot « salariés » au mot « travailleurs ») : adopté ; son amendement n° 39 (fréquence des inspections du comité) :

adopté (p. 7624) ; son amendement n° 40 (tendant à autoriser le comité à entendre le chef d'un établissement voisin dont l'activité expose les salariés de son ressort à des nuisances particulières) : adopté ; respect de l'indépendance des entreprises ; institution de structures de rencontre ; possibilités de conciliation ; son amendement n° 41 (initiative du chef d'établissement pour la réunion du comité) : adopté ; son amendement n° 42 (réunion du comité à la suite de tout accident ayant entraîné ou ayant pu entraîner des conséquences graves) (p. 7626) ; adopté ; son amendement n° 43 (de cohérence) : adopté ; suggère une modification de l'amendement n° 24 de la commission réservant le rôle du comité d'entreprise aux cas dans lesquels l'entreprise n'a pas de comité d'hygiène ; son amendement n° 44 (ordre du jour de chaque réunion du comité) (p. 7627) : adopté ; son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 27 de la commission (de forme) : adopté ; son amendement n° 46 (de forme) : adopté ; ses amendements n°s 47, 48 et 49 (de forme) : adoptés (p. 7628) ; son amendement n° 50 (financement de la formation dispensée aux membres des comités d'hygiène et de sécurité) : adopté ; son amendement n° 51 (financement de la formation dispensée aux membres des comités d'hygiène et de sécurité) : adopté ; son opposition à l'amendement n° 31 de la commission (p. 7629) ; **article 5 :** son amendement n° 52 (de coordination) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 53 (de coordination) : adopté (p. 7630) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 54 (tendant à assurer la coordination du texte avec les autres textes relatifs aux droits des travailleurs) : adopté (p. 7631).

Ses observations après les explications de vote : finalité sociale et économique des textes ; cite un extrait de la « Lettre de la nation » relatif à la participation des travailleurs aux décisions qui conditionnent l'organisation de leur travail et la sécurité (p. 7632).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — *Discussion générale :* augmentation du budget du ministère du travail ; bilan positif de l'action menée depuis mai 1981 ; rôle des services de l'inspection du travail ; amélioration des relations du travail dans l'entreprise ; rôle joué par le ministère du travail dans les grands conflits de l'automobile ; action en faveur d'une meilleure formation et d'une meilleure information des acteurs sociaux ; importance des créations de postes dans le cadre des services extérieurs du ministère du travail [18 novembre 1982] (p. 7407-7408) ; développement de la formation syndicale ; renouveau de la médecine du travail ; création d'une mission centrale d'appui et de coordination des services extérieurs ; amélioration du recrutement et de la formation des inspecteurs du travail ; mise en place du conseil supérieur de la prud'homie et de la commission nationale de la négociation collective ; établissement d'un fichier national des conventions collectives ; création de l'Institut de recherches économiques et sociales ; problème de l'information des travailleurs sur leurs nouveaux droits ; lutte contre le travail « au noir » ; poursuite de l'entreprise de rénovation de droit du travail (p. 7409).

— **Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).**

Deuxième lecture, discussion générale : modifications apportées par le Sénat au texte adopté par l'Assemblée ; renforcement de la décentralisation tertiaire ; développement industriel de l'Ile-de-France [24 novembre 1982] (p. 7613).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).**

Troisième lecture, discussion générale : texte précédemment voté par l'Assemblée correspondant aux vœux du Gouvernement ; demande à l'Assemblée de renouveler son vote de deuxième lecture ([24 novembre 1982] (p. 7613).

AUTAIN (François)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— **Mme Gisèle Halimi : centres de transit pour travailleurs immigrés :** meurtre d'un jeune Marocain dans la cité Gutenberg à Nanterre ; attention apportée par le Gouvernement à la lutte contre le racisme ; nécessité de résorber les cités de transit ; relogement des familles immigrées ; contrôle de la gestion de la S.E.T.R.A.P.A. [17 novembre 1982] (p. 7314).

— **M. Charles Millon : abattement sur les versements aux établissements hospitaliers :** ses observations sur les propos de M. Charles Millon : trésorerie des établissements hospitaliers publics ; amélioration de la situation des hôpitaux par rapport aux années précédentes ; instruction ministérielle tendant à adapter les facilités de trésorerie consenties par les caisses aux hôpitaux ; mesures ne s'étendant pas à certains établissements privés conventionnés ; mesures ne remettant pas en cause le règlement des rémunérations des personnels, des charges sociales et le paiement des fournisseurs [15 décembre 1982] (p. 8333) ; volonté de mieux utiliser les fonds disponibles (p. 8334).

— **M. Michel Noir : diminution de la prise en charge par la sécurité sociale des dépenses des hôpitaux privés :** circulaire prévoyant une procédure dérogatoire ; efforts faits par le Gouvernement en matière d'hospitalisation ; optimisation des moyens mis à la disposition des hôpitaux [15 décembre 1982] (p. 8339).

orale sans débat :

— **M. Bruno Vennin (n° 287). — Contractuels du centre national d'études supériaures de sécurité sociale :** demande de rattachement à la convention collective des organismes du régime général de sécurité sociale ; solutions envisagées : établissement d'un statut particulier, titularisation, rattachement à cette convention collective [26 novembre 1982] (p. 7706).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** montant du déficit prévisionnel de l'U.N.E.D.I.C. ; affirme que les fonctionnaires comprennent la nécessité de la nouvelle contribution [11 octobre 1982] (p. 5618) ; échec des négociations sur l'U.N.E.D.I.C. incombant intégralement au patronat ; caractère provisoire de la nouvelle contribution (p. 5619) ; structures du fonds ; affectation du produit de la majoration d'impôt (p. 5620) ; **article 2 :** caractère transitoire et exceptionnel de la contribution de solidarité (p. 5621) ; fixation de l'échéance au 31 décembre 1984 (p. 5622) ; assise de la contribution ; son amendement n° 21 (date d'exigibilité de la contribution) (p. 5623) : rejeté ; **article 3 :** responsabilité des employeurs en ce qui concerne le paiement ; son amendement n° 22 (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ; **article 4 :** son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 8 de la commission (personnes exonérées du versement de la contribution de solidarité) (p. 5624) : adopté ; **article 5 :** taux de la contribution (p. 5625); **article 6 :** déduction fiscale; son amendement n° 24 (rédactionnel) : retiré ; son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 19 de M. Pierre Joxe (même objet) : adopté (p. 5626) ; **après l'article 6 :** rend hommage à l'esprit de solidarité des députés ; assujettissement des membres du Gouvernement à la contribution de solidarité (p. 5627) ; **après l'article 8 :** différentes formules d'indemnisation des licenciés (p. 5628).

Ses observations après les explications de vote : montant du déficit de l'assurance chômage (p. 5630).

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord intervenu au sein de la commission mixte paritaire ; modification de l'assiette de la contribution [21 octobre 1982] (p. 6129).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).**

Deuxième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; transformation de l'esprit du projet de loi par le Sénat [26 octobre 1982] (p. 6301).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — *Discussion générale :* nécessité d'insérer la population immigrée dans la communauté nationale ; régularisation de la

situation des travailleurs clandestins ; création de neuf postes de contrôleurs spécialisés ; lutte contre l'emploi clandestin ; inconséquence des précédents gouvernements ; problème des mécanismes d'attribution des logements sociaux ; exemple de la région parisienne [18 novembre 1982] (p. 7414) ; création des conditions d'une meilleure cohabitation ; problème des réfugiés ; nécessité de mettre à la disposition des collectivités locales les moyens d'intégrer les personnes immigrées ; utilisation des moyens du fonds d'action sociale (p. 7415).

Répond à la question de :

— *M. Jean Gatel :* problème des travailleurs immigrés saisonniers ; régularisation de la situation des travailleurs immigrés (p. 7419) ;

— *M. Jean Gatel :* contenu de la politique des contrats d'agglomération ; insertion sociale des travailleurs immigrés ; problème des femmes immigrées (p. 7420).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Troisième lecture, discussion générale : rôle des caisses-pivots [18 décembre 1982] (p. 8521).

AVICE (Edwige)

Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* coordination de la politique globale de la jeunesse ; action des offices franco-québécois et franco-allemands ; développement de la politique des points d'accueil « jeunes » ; préparation des sportifs français aux grandes échéances (championnats d'Europe de football, jeux méditerranéens, jeux olympiques) [3 novembre 1982] (p. 6596) ; politique d'insertion des athlètes de haut niveau ; élargissement des rôles du mouvement sportif ; politique en faveur des associations ; convention Etat - régions ; éventuelle perspective olympique en 1992 (p. 6597).

Répond à la question de :

— *M. Roger Corrèze :* création de cinquante postes de conseiller technique et pédagogique ; situation de ces personnels ; titularisation (p. 6613) ;

— *M. Roger Corrèze :* situation des centres médicaux sportifs ; problème de la médecine du sport (p. 6614) ;

— *M. Michel Barnier :* problème des centres de vacances (p. 6615) ;

— *M. Jean-Hugues Colonna :* disparité régionale en matière d'équipement sportif ; contenu du schéma directeur des équipements (p. 6622) ;

— *M. Edmond Vacant :* financement des équipements sportifs et socio-éducatifs par les collectivités locales (p. 6623) ;

— *M. Yves Tavernier :* missions du ministre chargé de la jeunesse et des sports ; rôle du comité interministériel de la jeunesse ; sa conception de la politique de la jeunesse (p. 6623, 6624) ;

— *Mme Odile Sicard :* problème du bénévolat des professeurs d'éducation physique et sportive (p. 6624) ;

— *M. Jean-Jack Queyranne :* préparation des sportifs français aux Jeux olympiques (p. 6625) ;

— *M. Jean Duprat :* problème de l'athlétisme, de la natation et du ski ; notion du sport de masse (p. 6626).

Examen de crédits : **Etat B, titre IV :** refus de supprimer des crédits affectés à la jeunesse (p. 6628, 6629) ; régularité de la procédure budgétaire (p. 6629) ; rôle des services d'animation sportive des directions départementales et régionales (p. 6630, 6631).

BADET (Jacques)

Député de la Loire
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **tempête dans le département de la Loire et application du plan Orsec :** déclanchement et application du plan Orsec ; possibilité de mettre en place des procédures d'indemnisations accélérées [1er décembre 1982] (p. 7863, 7864).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : reconnaissance du droit à l'habitat ; droit collectif se superposant au contrat individuel ; principes de clarté, de responsabilité et de dialogue ; inspiration du projet dans l'évolution intervenue dans le secteur H. L. M. ; commission mixte H. L. M.-usagers en 1975 [12 janvier 1982] (p. 25) ; nécessité de maintenir la spécificité du secteur H. L. M. ; rôle moteur de ce secteur (p. 26).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité d'un équilibre plus juste entre locataires et bailleurs ; modifications apportées par le Sénat au projet de loi ; reconnaissance du droit à l'habitat ; champ d'application de la loi : exclusion des communes de moins de deux mille habitants ; dispositions de la loi de 1948 ; complexité des statuts de la propriété et de la location ; adaptation de la loi aux usages locaux ou aux situations particulières ; accords collectifs ; représentativité des associations de locataires ; négociations sur la politique des loyers dans le secteur H. L. M. fusion des aides personnelles [11 mai 1982] (p. 1959).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* volonté des pouvoirs publics de soutenir le secteur du logement ; réduction du programme de construction de logements sociaux neufs en location et en accession à la propriété ; réduction du nombre des P. A. P. ; accroissement des programmes de réhabilitation de logements ; progression des autorisations de programme ; politique rétrograde menée par les anciens gouvernements ; financement des P. L. A. et des P. A. P. ; subvention pour surcharge foncière ; limites de la loi de 1977 [4 novembre 1982] (p. 6680) ; stagnation des aides publiques au logement (p. 6681).

BADINTER (Robert)

Garde des sceaux, ministre de la justice

DEPOTS

Projet de loi portant validation des résultats du concours 1976 d'**élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée (n° 738)** [2 avril 1982].

Projet de loi portant **suppression des tribunaux permenents des forces armées en temps de paix** et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire **(n° 741)** [2 avril 1982].

Projet de loi relatif à la mise en harmonie des **obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés** avec la IVe directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 **(n° 765)** [13 avril 1982].

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) **(n° 828)** [26 avril 1982].

Projet de loi portant **abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922)** [7 juin 1982].

Projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines **dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer (n° 1027)** [13 juillet 1982].

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) **(n° 1160)** [20 octobre 1982].

Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'**aide judiciaire** et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile **(n° 1194)** [28 octobre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Michel : grève des personnels pénitentiaires** : parité avec les personnels de police ; avantages divers accordés aux personnels pénitentiaires ; concertation avec les syndicats représentatifs [21 avril 1982] (p. 1210).

— **M. Alain Bocquet : agences de contentieux privées** : mesures envisagées afin de combattre les pratiques de certaines personnes ou organismes spécialisés dans la « gestion des dettes » ; possibilité de recourir à l'article 1244 du code civil (délais de paiement) [28 avril 1982] (p. 1417).

— **M. René Haby : application d'une décision de justice** : exécution d'une décision de justice ayant condamné une des parties ; réactions d'un syndicat condamné ; commentaires faits par une association de magistrats invitant le ministre à exercer l'action publique [24 novembre 1982] (p. 7635).

— **M. Francis Geng : déclarations de M. le ministre de la justice devant le syndicat de la magistrature** : bilan positif des réalisations en matière de justice ; échecs, notamment dans le retard apporté à l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » ; indique qu'il n'a pas prononcé les termes « d'hystérie sécuritaire » mais qu'il a parlé d'idéologie sécuritaire ; existence et caractères de la droite judiciaire [1er décembre 1982] (p. 7867) ; liberté d'expression de chaque magistrat ; termes de « droite judiciaire » faisant référence à un ensemble de conceptions et non à un groupe de magistrats ; son souci de garantir l'indépendance de la magistrature (p. 7868).

— **M. Georges Hage : moyens de la justice dans le cadre du tribunal de Douai** : pénurie des effectifs de magistrats ; juridictions du Nord plus défavorisées que celles du Sud ; affectations de sortie de l'école nationale de la magistrature ; situation du tribunal d'instance de Douai ; création d'emplois de juges de classes uniques par la loi de finances de 1983 ; problème de la création d'un tribunal de commerce à Douai [8 décembre 1982] (p. 8115).

orales sans débat de :

— **Mme Adrienne Horvath (n° 200) : saisies-gageries** : autorisation préalable du juge ; sanction des abus [4 juin 1982] (p. 2951).

— **M. Louis Lareng (n° 220) — Responsabilité de constructeurs victimes d'un matériau défectueux** : responsabilité du vendeur ; situation de la société « Etablissements Laurenties » ; jugements rendus en la matière ; assurance couvrant la responsabilité du constructeur [11 juin 1982] (p. 3270).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Première lecture, discussion générale : absence de défiance vis-à-vis de l'autorité militaire ; souhait de voir la suppression des juridictions militaires servir d'exemple aux autres démocraties ; historique des juridictions militaires ; suppression des conseils de guerre par l'Assemblée constituante [14 avril 1982] (p. 1126) ; coup porté au conseil de guerre par l'affaire Dreyfus ; réforme de 1965 fusionnant dans un même code les dispositions relatives à l'armée de terre, à l'armée de l'air et à la marine ; unité de la justice pénale ; absence de justifications de la compétence de juridictions militaires composées de juges militaires ; existence d'un droit pénal militaire ; égalité des Français devant la loi pénale ; absence de justifications de l'existence en temps de paix de juridictions d'exception ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; caractéristiques des T. P. F. A. ; nécessité de ne pa confondre la répression pénale et la répression disciplinaire ; mission de la justice pénale ; consensus existant pour la justice pénale et non pour la justice militaire (p. 1127) ; nécessité d'appliquer le droit commun à une armée de citoyens ; existence d'infractions militaires et d'un code de justice militaire ; absence dans cette réforme de risque de compromettre la défense nationale ; garantie de l'ordre public militaire par l'existence du régime disciplinaire propre aux armées et la définition d'infractions militaires ; règles du code de justice militaire demeurant applicable en temps de guerre ; maintien du tribunal militaire aux armées de Landau et des tribunaux prévôtaux de République fédérale d'Allemagne ; modification des règles régissant les juridictions françaises installées à l'étranger ; remplacement des juges militaires par des magistrats de l'ordre civil au tribunal de Landau ; regroupement dans certaines juridictions de l'instruction et du jugement des infractions militaires et des crimes et délits de droit commun commis par les militaires dans le service ; spécialisation des juridictions ; avis de l'autorité militaire obligatoirement recueilli en l'absence de dénonciation de l'infraction par celle-ci ; maîtrise de l'ouverture et de l'exercice de l'action publique donnée au parquet (p. 1128) ; retrait du pouvoir de déclencher les poursuites pour l'autorité militaire ; problème de la divulgation éventuelle de secrets de la défense nationale ; jurés des cours d'assises remplacés par six magistrats professionnels lorsqu'il s'agit d'un crime militaire ; sort des personnels affectés au service de la justice militaire ; réintégration des magistrats du corps judiciaire détachés auprès du ministère de la défense ; reclassement dans des corps militaires des magistrats et fonctionnaires des cadres du ministère de la défense ; intégration possible des magistrats militaires dans la magistrature judiciaire ; justification de la longueur du projet de loi par la réécriture du code de justice militaire ; non-modification du livre III définissant les infractions militaires et les peines applicables ; extension de la réforme aux territoires d'outre-mer après consultation des assemblées territoriales (p. 1129) ; maintien provisoire du tribunal permanent des forces armées de Papeete ; date d'entrée en vigueur de la réforme ; abolition de la peine de mort, de la loi anti-casseurs et des sanctions aggravées contre les homosexuels ; abrogation de la loi « sécurité et liberté » (p. 1130) ; confusion juridique commise par M. Pierre Messmer ; existence de juridictions d'exception à travers l'histoire ; création du haut tribunal militaire en 1961 ; dérogations aux règles permanentes garantissant les droits et libertés fondamentales de tous les Français (définition de l'exception) ; sections spéciales du Gouvernement de Vichy ; mesure de l'innovation proposée par le Gouvernement ; composition des cours d'assises ; devoir des magistrats de défendre les libertés individuelles ; constitution d'un tribunal criminel sans jurés ; non-communication des secrets de la défense nationale (p. 1135) ; rétablissement des juridictions militaires en temps de paix par l'opposition si elle revient au pouvoir (p. 1136) ; vision de l'ordre judiciaire de M. Jean Foyer radicalement différente de celle du Gouvernement (p. 1149) ; propos tenus par M. Jean Foyer à l'encontre de certains magistrats ; Cour de sûreté de l'Etat ; institutionnalisation par M. Jean Foyer d'une juridiction d'exception ; se félicite de la position prise par M. Olivier Stirn ; interrogations de la majorité ; spécialisation au niveau du tribunal correctionnel et de la cour d'assises (p. 1150) ; infractions de droit commun commises par des militaires ; absence de jurés réservée aux secrets militaires ; tribunal militaire de Landau ; problème de l'action civile ; argument du « risque d'une entreprise de déstabilisation de l'armée » ; acte de foi dans la justice et la magistrature française (p. 1151).

Discussion des articles : **article 3 :** *après l'article* 697 *du code de procédure pénale* : s'oppose à la volonté de M. Emmanuel Hamel d'introduire des militaires dans les juridictions spécialisées [14 avril 1982] (p. 1152) ; *article* 697-1 *du code de procédure pénale* : son accord sur l'amendement n° 2 de la commission ; remplacement dans cet amendement de l'expression « liés au service » par l'expression « en relation avec le service » ; *article* 698-1 *du code de*

procédure pénale : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 5 de la commission (substituant aux mots « un jour franc » les mots « 24 heures » dans la seconde phrase de cet amendement) (p. 1153) ; adopté ; son amendement n° 28 (précisant que l'avis mentionné par cet article est demandé par tout moyen dont il est fait mention au dossier de la procédure) ; absence de formalisme afin de ne pas retarder le déclenchement de l'action publique ; adopté (p. 1154) ; *article* 698-5 *du code de procédure pénale :* sa suggestion de suppléer aux propositions de l'amendement n° 24 de la commission des lois ; détention dans des locaux séparés des prévenus et des condamnés militaires ; infractions commises au cours de la vie militaire rarement génératrices d'une délinquance de droit commun ; son amendement n° 29 (insérant les mots « l'inculpé » après les mots « de ce même code » dans la seconde phrase du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 1155) ; *article* 698-6 *du code de procédure pénale :* compétence de la cour d'assises de droit commun pour les crimes de droit commun en relation avec le service, commis dans le service, et n'emportant pas de risque de divulgation de secrets militaires) ; unité de la justice pénale ; caractère intolérable de la dérogation prévue par l'amendement n° 40 de M. Pierre Messmer (p. 1156) ; *après l'article* 698-6 *du code de procédure pénale :* acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 9 de la commission, sous réserve de substituer dans le premier alinéa les mots « liés au » les mots « en relation avec » (p. 1157) ; **article 9 :** son amendement n° 30 (suppression du livre III du code de justice militaire figurant en annexe) : adopté après correction ; *article* 67 *de l'annexe :* son amendement n° 32 (rédactionnel) (p. 1159) ; adopté ; *article* 77 *de l'annexe :* son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; *article* 82 *de l'annexe :* son amendement n° 38 (prérogatives des officiers de police judiciaire des forces armées) : adopté ; *article* 98 *de l'annexe :* son amendement n° 34 (suppression de la seconde phrase de cet article) ; droit de prescrire au commissaire du Gouvernement donné au ministre de la défense) : adopté ; *article* 188 *de l'annexe :* son amendement n° 35 (de rectification) : adopté ; *article* 192 *de l'annexe :* son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté ; *article* 480 *de l'annexe :* son amendement n° 37 (de coordination) : adopté (p. 1160) ; **article 14 :** son amendement n° 31 (date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1161) ; adopté ; simplification du recours des victimes grâce à l'amendement n° 26 de la commission des lois (p. 1162).

Deuxième lecture, discussion générale : acceptation par le Sénat du principe de cette réforme ; distinction entre la répression pénale et la répression disciplinaire ; création de juridictions militaires lorsque sont appliquées les mesures de mobilisation [16 juin 1982] (p. 3484) ; suppression de toutes les juridictions d'exception (p. 3486).

Commission mixte paritaire, discussion générale : suppression des tribunaux permanents des forces armées ; autorité du garde des sceaux sur le parquet du tribunal des armées ; obligation de spécialiser des magistrats dans le jugement des infractions militaires [30 juin 1982] (p. 4045) ; suppression de l'ensemble des juridictions d'exception (p. 4046).

— Projet de loi portant validation des résultats du concours 1976 d'élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée (n° 738).

Première lecture, discussion générale : difficultés survenue dans le cadre du concours externe d'élève-éducateur des services extérieurs de l'éducation surveillée en 1976 ; mauvais déroulement du stage obligatoire dans le centre d'examen de Rouen ; annulation de l'ensemble des épreuves prononcée par le Conseil d'Etat ; proposition du Gouvernement de valider les nominations prononcées en 1976 [21 avril 1982] (p. 1224).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).

Première lecture, discussion générale : indépendance des magistrats ; conditions d'un débat judiciaire totalement libre ; sanction disciplinaire contre un avocat se laissant emporter par sa passion d'orateur dans l'exercice de la défense ; restitution du contentieux disciplinaire au conseil de l'ordre ; liberté de la défense ; contre-pouvoir au service des libertés individuelles représenté par l'avocat dans une démocratie ; modification du serment de l'avocat ; saisine du conseil de l'ordre ; accord du Gouvernement avec les dispositions proposant d'étendre aux avocats le privilège de juridiction prévu à l'article 680 du code de procédure pénale dans le cas d'outrage à magistrat ; attachement du Gouvernement au respect des droits de la défense [22 avril 1982] (p. 1268) ;

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** respect et connaissance des lois par les avocats ; droit de l'avocat de critiquer les lois (p. 1269) ; **article 1er :** son sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 2 de la commission (délai dans lequel le conseil de l'ordre peut être saisi et dans lequel celui-ci doit statuer) ; volonté générale d'assurer le respect de la liberté de l'avocat à l'audience ; offense entraînant par la volonté du tribunal la comparution automatique devant le conseil de l'ordre, selon le texte voté par le Sénat ; protection supplémentaire accordée à la défense par la saisine du conseil de l'ordre par le procureur général ; intervention du procureur général ne relevant pas de la mise en œuvre de l'action publique (p. 1271) ; son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 2 de la commission (augmentation d'un mois des délais dans les départements et territoires d'outre-mer) (p. 1272) ; adopté ; **article 3 :** son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 14 (procédure suivie lors de l'inculpation d'un avocat) (p. 1273) ; caractère limité de l'amendement n° 5 de la commission ; adopté ; son amendement n° 15 (remplaçant les termes « et 457 » par les mots « 457 et 680 » à l'alinéa 6 de l'article 675 du code de procédure pénale) : adopté ; son amendement n° 12 (précisant que l'avocat qui aura prêté serment avant l'entrée en vigueur de la présente loi sera réputé l'avoir prononcé selon la formule de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n° 71-130 du 31 décembre 1971) : adopté après modification (p. 1274).

— Proposition de loi tendant à modifier l'article 334-8 du code civil relatif à l'établissement de la filiation naturelle (n° 73).

Deuxième lecture, discussion générale : harmonisation des règles de preuve en matière de filiation naturelle et en matière de filiation légitime ; disposition de droit transitoire [16 juin 1982] (p. 3479).

— Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (n° 527).

Deuxième lecture, discussion générale : abrogation d'une disposition discriminatoire à l'égard des homosexuels [24 juin 1982] (p. 3852) ; attitude du Sénat (p. 3853).

Troisième lecture, discussion générale : suppression d'une discrimination fondée sur les mœurs [21 juillet 1982] (p. 4626).

Quatrième lecture, discussion générale : abolition d'une discrimination fondée sur les mœurs [27 juillet 1982] (p. 4874).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : suppression des juridictions d'exception et de certains textes contraires aux principes fondamentaux du droit ; prochaine réforme du code pénal [21 juillet 1982] (p. 4604) ; développement du terrorisme ; suppression de la Cour de sureté de l'Etat et des T. P. F. A. ; abrogation de l'essentiel de la loi du 2 février 1981 ; inspiration de cette loi ; défiance manifestée vis-à-vis de l'autorité judiciaire par le précédent gouvernement ; réprobation générale ayant suivi l'adoption de la loi Peyrefitte (p. 4605) ; augmentation de la criminalité et de la délinquance ; refus de privilégier le recours à la peine d'emprisonnement (p. 4606) ; liberté des juges ; nécessité d'une procédure d'urgence en matière de procédure pénale ; notion de flagrant délit ; problème des contrôles d'identité (p. 4607) ; causes de la délinquance ; prochaine réforme du code pénal ; institution d'un tribunal d'exécution des peines ; volonté de ne pas sacrifier les libertés à la sécurité (p. 4608) ; indemnisation des victimes (p. 4627, 4628) ; précise qu'il répondra aux orateurs lorsque ceux-ci se seront exprimés (p. 4637) ; attitude de M. Alain Peyrefitte ; absence des caméras de télévision (p. 4639) ; diminution des attentats depuis la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (p. 4646) ; répond aux différents orateurs ; concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet (p. 4647) ; restitution aux magistrats de la plénitude de leurs pouvoirs de jugement ; problème de la détention des étrangers en voie d'expulsion ; réglementation de la détention provisoire (p. 4648) ; lutte contre l'alcoolisme ; traitement judiciaire des affaires de mineurs ; individualisation de la sanction ; exemple des Etats-Unis (p. 4649) ; politique judiciaire menée par le précédent gouvernement (p. 4650) ; attentat de la rue Copernic (p. 4651).

Discussion des articles : **article 1er :** intervention de M. Alain Peyrefitte destinée aux caméras de télévision ; condamnation de la loi « sécurité et liberté » par de nombreux magistrats [22 juillet 1982] (p. 4672) ; accroissement

de l'individualisation des peines (p. 4673) ; protection des Français par les magistrats (p. 4674) ; élargissement des possibilités de démission des juges (p. 4677) ; modification du texte consécutive à l'abrogation de la peine de mort (p. 4679) ; suppression des dispositions d'exception contenues dans le droit français (p. 4680) ; **avant l'article 2** : création d'une peine de substitution (travail effectué dans l'intérêt général) (p. 4681) ; volonté d'éviter le recours à l'emprisonnement ; nature de ce travail ; nécessité de l'accord du condamné devant effectuer un travail d'intérêt général (p. 4682) ; problème de la petite délinquance ; son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; cas des associations de droit privé (p. 4709) ; son sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 1 de la commission devenu sans objet (p. 4710) ; unanimité de l'Assemblée nationale vis-à-vis de la peine de substitution (p. 4711) ; **article 2** : son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4713) ; notion de sursis partiel (p. 4714) ; **article 3** : refus de supprimer la période de sûreté [23 juillet 1982] (p. 4719) ; nécessité de traiter différemment les condamnés ; affaire Poletto ; exemple de Violette Nozière (p. 4720) ; son opposition à l'amendement n° 3 de la commission (p. 4721) ; problème des personnels pénitentiaires (p. 4722) ; **avant l'article 4** : nouvelle définition des incriminations (p. 4723, 4724) ; suppression de l'article 266 du code pénal (p. 4724) ; **article 4** : problème de l'appréciation de la validité du certificat médical (p. 4725) ; **après l'article 4** : abrogation du cinquième alinéa de l'article 341 du code pénal (p. 4725, 4726) ; **article 6** : problème de l'appréciation de la « dangerosité » du comportement et de ses conséquences (p. 4727) ; **avant l'article 9** : défiance de l'opposition à l'encontre des jeunes magistrats (p. 4730) ; problème de la formation des magistrats (p. 4732) ; **article 10** : fixation du nombre d'audiences correctionnelles (p. 4735) ; **article 13** : constitutionnalité du principe du contrôle d'identité (p. 4752) ; différences entre les dispositions du présent projet de loi et la loi « sécurité et libertés » (p. 4753) ; contrôle d'identité généralisé pour prévenir une atteinte à l'ordre public par la loi du 2 février 1981 (p. 4756) ; *article 78-1 du code de procédure pénale* : refus de limiter les contrôles d'identité aux seuls cas dans lesquels existent des indices graves et concordants (p. 4760) ; introduction de la notion d'atteinte de l'ordre public dans la loi du 2 février 1981 (p. 4762) ; détermination des lieux du contrôle d'identité en raison de la menace immédiate (p. 4763) ; *article 78-2 du code de procédure pénale* : son sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 14 de la commission (substituant aux mots : « ou toute personne de son choix », les mots : « ou toute personne susceptible de fournir des indications utiles à l'établissement de son identité » dans la dernière phrase de cet amendement) (p. 4764) ; rejeté (p. 4765) ; son opposition à la prise de photographies ou d'empreintes digitales en cas de contrôle d'identité ; son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 19 de la commission (transmission du procès-verbal au procureur de la République après remise d'une copie à l'intéressé) (p. 4767) ; adopté (p. 4768) ; destruction du procès-verbal (p. 4769) ; *article 78-4 du code de procédure pénale* : s'élève contre le mot de « racisme » employé par M. Emmanuel Aubert ; absence d'introduction du délit de « sale gueule » ; contrôle d'identité concernant les étrangers (p. 4776) ; *article 78-5 du code de procédure pénale* : problème des personnes refusant de se prêter aux contrôles d'identité (p. 4778) ; *article 78-6 du code de procédure pénale* : conformité de cet article à la Constitution (p. 4779) ; **article 9 précédemment réservé** : suppression de dispositions pratiquement inutilisées ; durée de la garde à vue (p. 4783) ; pouvoirs du juge d'instruction ; affaire de Broglie ; pouvoir administratif de tutelle du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction (p. 4784) ; procédure de désignation d'un médecin devant examiner la personne gardée à vue au-delà de vingt-quatre heures ; travaux de la commission Léauté (p. 4785) ; risque de paralyser l'instruction (p. 4788) ; **article 17** : impossibilité de supprimer toute forme de procédure d'urgence (p. 4795) ; *article 393 du code de procédure pénale* : problème de la présence d'un avocat au besoin commis d'office si l'inculpé le demande au moment de l'interrogatoire (p. 4795, 4796) ; *article 396 du code de procédure pénale* : son amendement n° 65 (insérant les mots « ou le juge » après les mots « le président du tribunal ») : adopté ; son amendement n° 66 (insérant les mots « ou le juge » après les mots « le président du tribunal ») : adopté ; *article 397 du code de procédure pénale* : son amendement n° 67 (précisant que lorsque l'avocat est absent, le président désigne un avocat d'office) : adopté après rectification (p. 4798) ; **article 20** : obligation pour la cour de compléter le jury par au moins un juré suppléant en cas de défaillance d'un juré ; **article 22** : décision exécutoire par provision (p. 4802) ; exemple de la suppression du permis de conduire (p. 4803) ; **titre** : titre du projet de loi (p. 4805).

Ses observations après les explications de vote : rappelle les principales étapes de la loi à la conquête des libertés en France ; introduction dans le droit pénal français du travail d'intérêt général ; attitude de l'opposition (p. 4808).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pascal Clément : lutte contre le terrorisme [23 juillet 1982] (p. 4747).

— Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 (n° 765).

Première lecture, discussion générale : contenu de la directive européenne ; notion d'image fidèle ; adaptation des obligations comptables à la dimension des entreprises [7 octobre 1982] (p. 5565, 5566).

Discussion des articles : **article 2** : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5571) ; production en justice d'une comptabilité irrégulière (p. 5572) ; **article 3** : son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : adopté ; son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : adopté (p. 5573) ; **article 4** : calcul de la valeur d'inventaire (p. 5574) ; **article 15** : obligation de conserver l'original des pièces justifiant une déduction de T.V.A. (p. 5578).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. — *Discussion générale* : présence au banc du Gouvernement des généraux Biard et Simon ; niveau des traitements des légionnaires et des médaillés ; succès des maisons d'éducation ; crédits de secours aux membres des ordres [2 novembre 1982] (p. 6557) ; construction d'un nouvel ensemble scolaire à Saint-Denis ; problème du port des décorations étrangères ; réduction du budget de l'ordre de la Libération (p. 6558).

Justice. — *Discussion générale* : rapport entre la nation et sa justice ; modestie du présent projet de budget de la justice ; réduction des dépenses d'équipement ; construction du tribunal de grande instance de Bobigny ; réduction des dépenses de fonctionnement ; création d'emplois en 1983 ; indemnisation des victimes [2 novembre 1982] (p. 6564) ; amélioration de l'information ; augmentation du plafond d'admission à l'aide judiciaire ; indemnité versée aux avocats au titre de l'aide judiciaire ; indemnisation des commissions d'office ; accroissement des crédits destinés à l'éducation surveillée ; importance de la prévention ; développement du recours à l'enquête de personnalité et aux contrôles judiciaires ; accroissement des subventions aux associations ; situation des personnels pénitentiaires ; majoration de l'indemnité de risque accordée aux infirmiers ; allongement de la formation des personnels pénitentiaires (p. 6565) ; amélioration de la condition de vie des détenus ; rénovation du patrimoine immobilier pénitentiaire ; rapports entre les Français et leur justice ; mécontentement des Français vis-à-vis du fonctionnement de la justice ; prochaine réforme pénale ; recrutement des magistrats ; politique de création d'emplois ; utilisation du recrutement latéral ; problème des fonctionnaires (p. 6566) ; renforcement des effectifs des greffiers ; développement de l'informatique et de la bureautique ; respect des droits de la défense (p. 6567) ; refus de remplacer le magistrat par l'ordinateur ; absence de chasse aux sorcières dans l'administration judiciaire (p. 6575).

Répond aux questions de :

M. Alain Madelin : absence d'atteinte aux libertés de la presse ; inculpation de M. André Audinot (p. 6575) ; élaboration d'un statut de la presse (p. 6576).

M. Emmanuel Hamel : situation du conseil de prud'hommes de Lyon ; accroissement des effectifs du tribunal de grande instance de Lyon ; construction de la cité judiciaire (p. 6576).

M. Jean-Hugues Colonna : recrutement des magistrats (p. 6577).

M. Claude Germon : statut des personnels pénitentiaires ; volonté de ces personnels de prendre leur retraite à cinquante-cinq ans (« bonification du cinquième ») (p. 6577).

M. Jacques Fleury : temps perdu caractérisant la vie judiciaire ; diffusion de la télématique et de la bureautique (p. 6578).

M. Robert de Caumont : mission du juge d'expropriation (p. 6578).

— Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).

Première lecture, discussion générale : égalité devant la loi ; assistance judiciaire ; réforme de 1972 ; indemnisation de l'aide judiciaire ; lenteur de la procédure actuelle ; charge de l'aide judiciaire pour le barreau ; proposition de loi du groupe socialiste [23 novembre 1982] (p. 7562) ; indemnisation des avocats commis d'office ; concertation ; accès à la justice et accès du justiciable à l'aide judiciaire ; son attachement au caractère libéral de la profession d'avocat ; possibilité pour l'aide judiciaire de choisir librement son défenseur ; exception à cette règle en matière pénale ; amélioration du fonctionnement de l'aide judiciaire ; lenteur de la procédure actuelle ; simplification de l'instruction de la demande d'aide judiciaire ; recours contre les décisions des bureaux d'aide judiciaire ; indemnité allouée aux auxiliaires de justice ; délai de paiement des indemnités ; mécanisme de provision ; indemnisation des commissions d'office ; détermination par décret des cas d'indemnisation ; date d'entrée en vigueur de la loi (p. 7563) ; réflexion sur l'accès au droit ; multipostulation en région parisienne ; principe de territorialité de la postulation ; situation spécifique de la région parisienne ; système transitoire ; prolongement du régime dérogatoire jusqu'au 1er janvier 1985 ; exigence d'une justice plus ouverte ; transformation de la justice dans l'intérêt des justiciables (p. 7564) ; satisfaction du Gouvernement devant l'accueil réservé au projet de loi ; hommages rendus à la profession d'avocat (p. 7567).

Discussion des articles : **après l'article 11 :** son amendement n° 1 (possibilité pour le tribunal de laisser d'office une partie des dépens dus par le bénéficiaire de l'aide publique condamné à la charge du Trésor public) ; situation différente pour le bénéficiaire de l'aide judiciaire selon que son adversaire bénéficie ou non d'une aide judiciaire ; nécessité de résoudre cette situation : adopté ; son amendement n° 2 (recouvrement des avances consenties par l'Etat) ; nécessité d'alléger les opérations comptables : adopté ; son amendement n° 3 (tendant à laisser au juge le soin d'apprécier en fonction de la situation de l'adversaire s'il y a lieu de le condamner à verser tout ou partie de l'indemnité forfaitaire allouée au titre de l'aide judiciaire) : adopté (p. 7568) ; **article 13 :** son amendement n° 4 (renvoi au décret de la détermination des cas dans lesquels l'indemnisation sera assurée) : adopté (p. 7569) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 5 (multipostulation pour la région parisienne) : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 6 (indemnisation des avocats) ; nécessité de retarder l'entrée en vigueur de la loi au 1er mars 1983 : adopté ; **titre :** son amendement n° 7 (rédaction du titre tenant compte de la postulation dans la région parisienne) : adopté (p. 7571) ; *ses observations après les explications de vote :* nature de l'indemnité versée aux avocats commis d'office ; différence entre cette indemnité et les honoraires ; considération de l'actuel directeur des affaires criminelles pour la profession d'avocat (p. 7572).

Deuxième lecture, discussion générale : composition des bureaux d'aide judiciaire ; restitution des indemnités allouées aux auxiliaires de justice lorsque l'aide judiciaire est retirée [20 décembre 1982] (p. 8566).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Troisième lecture, discussion générale : simplification des règles relatives à la constitution des sociétés anonymes et aux augmentations de capital ; suppression de l'intervention obligatoire du notaire pour la constitution d'une société anonyme [20 décembre 1982] (p. 8574).

BALLIGAND (Jean-Pierre)

Député de l'Aisne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Economie et finances : charges communes ; économie et finances : services économiques et financiers ; comptes spéciaux du Trésor) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

DEPOTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) : annexe n° 14 : **Economie et finances** (tome 1) : charges communes ; (tome 2) : services économiques et financiers ; (tome 3) : comptes spéciaux du Trésor (n° 1165) (21 octobre 1982).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— activités de sous-traitance : relations entre les P. M. I. et les grandes entreprises publiques et privées ; nécessité de protéger l'industrie de la sous-traitance [21 avril 1982] (p. 1210) ;

— précisions sur les préretraites et les allocations chômage : situation des préretraités relevant des contrats de solidarité et des conventions sociales ; précisions sur la situation des chômeurs de longue durée ; précisions sur la revalorisation des salaires de référence des préretraités [8 décembre 1982] (p. 8108).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du protocole du traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 733).

Première lecture, discussion générale : clarification « de jure » d'une situation de fait par l'adhésion de l'Espagne à l'Alliance atlantique ; existence d'accords bilatéraux hispano-américains ; soutien de l'évolution des institutions espagnoles vers la démocratie ; tentative de coup d'Etat du 23 février ; dissolution des blocs souhaités par le Président de la République [8 avril 1982] (p. 1042).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : effet négatif de la taxe professionnelle sur l'emploi et l'investissement [25 mai 1982] (p. 2566) ; relance de la consommation (p. 2567).

Discussion des articles : **articles 10 :** mesures de réduction de la taxe professionnelle [26 mai 1982] (p. 2632) ; **article 11 :** effet pervers de la taxe professionnelle sur l'investissement ; critère de la valeur locative (p. 2633).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** définition du délit d'initié ; circulation des informations [28 septembre 1982] (p. 5185).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : problème de l'amélioration de la connaissance des revenus non salariaux ; régime fiscal des agriculteurs ; diminution du taux d'investissement ; dispositions nouvelles en faveur de l'épargne ; mission des comités régionaux de restructuration industrielle (C. O. R. R. I.) ; réduction des dotations du F. D. E. S. [26 octobre 1982] (p. 6328, 6329) ;

Première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** création d'une tranche à 65 p. 100 pour l'impôt sur le revenu ; majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu ; plafonnement du quotient familial [27 octobre 1982] (p. 6382) ; **article 7 :** statut des sociétés coopératives ouvrières de production [28 octobre 1982] (p. 6432) ; **article 12 :** absence de relèvement suffisant des tranches de l'impôt sur le revenu sous les précédents gouvernements ; réactualisation des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6466) ; **après l'article 15 :** son amendement n° 93 (taux de la taxe sur les machines à sous) (p. 6880) : retiré (p. 6481).

Deuxième partie :

Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. — Comptes spéciaux du Trésor. — Budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : effort de rigueur caractérisant le projet de loi de finances pour 1983 ; mise en place des chambres régionales des comptes ; renforcement des moyens de la direction de la concurrence et de la consommation [8 novembre 1982] (p. 6832) ; création des directions régionales du commerce extérieur ; exploitation du recensement général de la population ; développement de l'appareil statistique ; autonomie financière des comptes spéciaux du Trésor ; diminution du nombre de ces comptes spéciaux ; caractère critiquable de la catégorie des comptes retraçant des opérations de même nature que celle du budget général ; disparition à terme d'un certain nombre de ces comptes ; diminution des autorisations de programme ; rôle de l'union des groupements d'achats publics (U. G. A. P.) (p. 6833) ; nécessité pour celle-ci d'équilibrer ses frais de fonctionnement et d'amortissement ; compétitivité de l'U. G. A. P. ; nécessité de changer le statut de cette union ; problème du F. D. E. S. ; nécessité de créer de nouvelles C. O. R. R. I. (p. 6834).

Examen des crédits : **état B, titre III :** lancement de la pièce de 100 francs en argent (p. 6839).

Economie et finances. — I : Charges communes. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : accroissement considérable des autorisations de programme ; modification du budget des charges communes [8 novembre 1982] (p. 6840) ; diminution des dépenses de fonctionnement ; faible augmentation des charges sociales du personnel ; augmentation des crédits destinés à encourager la construction immobilière ; financement de l'allocation aux adultes handicapés ; forte progression des crédits destinés à financer les dotations en capital de l'Etat aux entreprises publiques ; accroissement de la dette publique (p. 6841) ; difficulté d'évaluer le montant des intérêts de la dette publique ; incertitude entachant toute prévision en période de crise économique (p. 6842).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** amélioration de l'environnement financier des entreprises ; suppression de l'attribution de prêts directs par l'intermédiaire du F.D.E.S. (p 6846).

Agriculture. — B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* réforme de la fiscalité agricole ; nécessité d'avoir une connaissance réelle de revenus agricoles [9 novembre 1982] (p. 6938) ; situation du B. A. P. S. A. ; revenus cadastraux ; fiscalisation du financement des prestations familiales (p. 6939).

BALLY (Georges)

Député de l'Isère
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* effort accompli en 1980 et 1982 pour la création de postes d'instituteurs ; faiblesse du nombre des postes créés dans le budget pour 1983 ; problèmes propres à l'Isère ; augmentation des capacités d'accueil des écoles maternelles [5 novembre 1982] (p. 6743).

BALMIGERE (Paul)

Député de l'Hérault
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à inclure les **lagunes côtières du Languedoc-Roussillon** dans le **domaine public maritime (n° 793)** [21 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— situation de l'entreprise Astre : rôle des banques dans les faillites d'entreprises ; situation de l'entreprise Astre de Béziers ; mesures gouvernementales pour le financement des entreprises [3 novembre 1982] (p. 6603, 6604).

— indemnisation des victimes des récentes tempêtes : tempêtes dans le Midi ; dégâts ; indemnisation des victimes [10 novembre 1982] (p. 7027).

orale sans débat :

— n° 303. — Matériels électriques et électroniques (entreprises : Hérault) : posée le 7 décembre 1982 (p. 8098) : appelée le 10 décembre 1982. — **Entreprise Association des ouvriers en instruments de précision à Béziers :** unité de fabrication de circuits imprimés de cette entreprise (p. 8218) ; maintien des licenciements par la direction ; rôle de l'Association des ouvriers en instruments de précision dans l'industrialisation régionale ; nécessité de conserver la conservation de circuits imprimés et de transférer la direction opérationnelle commerciale de l'entreprise à Béziers ; plan câblage et télématique des P. T. T. (p. 8219).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** *article L. 461-3 du code du travail :* négociation sur le droit à l'expression des travailleurs dans les entreprises de moins de 200 salariés [18 mai 1982] (p. 2387) ; définition des modalités d'exercice du droit d'expression par un accord avec les organisations syndicales représentatives (p. 2389).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Discussion des articles : **article 15 :** droit d'information des institutions représentatives du personnel sur les contrats de plan conclus entre la région et les entreprises [15 juin 1982] (p. 3427) ; **explications de vote :** restauration de la planification en France ; démocratisation et décentralisation ; conclusion des contrats de plan dans le secteur public et le secteur privé (p. 3432).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : création d'un office des vins ; niveau des importations agricoles ; colère des viticulteurs ; nécessité pour l'office des vins d'interdire toute importation dont le prix serait inférieur au prix d'intervention communautaire ; dédouanement des vins importés en vrac ; garantie d'un prix minimum pour les petits et moyens producteurs ; organisation du marché du vin en France [29 juin 1982] (p. 4010) ; augmentation de la T. V. A. sur le vin (p. 4011).

Discussion des articles : **après l'article 18 (amendements précédemment réservés) :** son amendement n° 101 (réglementation des importations de vins) [1er juillet 1982] (p. 4186) : retiré (p. 4190).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Deuxième lecture, explications de vote : abstention du groupe communiste [7 juillet 1982] (p. 4286).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* spécificité de l'artisanat ; restauration du secteur des métiers ; nécessaire harmonisation de la couverture sociale ; développement de l'artisanat dans le secteur de l'agro-alimentaire ; futur projet de loi relatif à la formation continue ; nécessaire réforme des circuits de distribution [2 novembre 1982] (p. 6532, 6533).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* conséquences de la politique foncière menée depuis 1974 : diminution du nombre des exploitations et vieillissement de la population active agricole ; importance du contrôle des structures pour la réforme foncière ; besoins des jeunes qui souhaitent s'installer [9 novembre 1982] (p. 6940) ; S. A. F. E. R. (p. 6941).

Questions : situation des viticulteurs ; aides communautaires à la rénovation ; prix minimal et prix d'orientation intracommunautaires (9 novembre 1982) (p. 6979).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : problème de l'élaboration des documents d'urbanisme et de la compétence en matière de délivrance du permis de construire ; prise en compte des aspirations de la population ; problème de l'articulation des différentes politiques communales de développement en matière d'urbanisme ; problème de l'attribution des logements sociaux locatifs ; nécessité de supprimer la tutelle des préfets sur les conseils d'administration des organismes d'H. L. M. [29 novembre 1982] (p. 7747).

BAPT (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Membre du comité national des retraités et personnes âgées [*J. O.* du 18 septembre 1982] (p. 2813).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Services du Premier ministre : Rapatriés) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 32. — **Services du Premier ministre** : Rapatriés **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation au Liban** : violation de la souveraineté de l'Etat libanais par les troupes israéliennes ; rôle de la France pour proposer des mesures concrètes en vue de la cessation immédiate de combats et de l'ouverture de négociations [10 juin 1982] (p. 3201).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).**

Première lecture, explication de vote : indexation de l'épargne populaire la protégeant contre des effets négatifs de l'inflation ; développement de l'épargne des plus défavorisés ; engagements pris par le ministre de l'économie et des finances ; absence d'influence de la création du livret d'épargne populaire sur les fonds des caisses d'épargne [7 avril 1982] (p. 967) ; refus de l'opposition de voir l'épargne populaire protégée ; hypocrisie manifestée par l'opposition ; indexation sur l'or de l'emprunt lancé par M. Giscard d'Estaing en 1973 ; gestion des finances de la France par l'opposition ; vote positif du groupe socialiste (p. 968).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : dégrèvement de la taxe d'habitation pour les contribuables âgés de plus de soixante ans, non passibles de l'impôt sur le revenu ; injustices contenues dans cet article [25 mai 1982] (p. 2572).

— **Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : contenu des précédentes lois d'amnistie ; révision des carrières d'anciens fonctionnaires ; réparation forfaitaire du préjudice subi du fait de mesures administratives ; réintégration d'officiers généraux ; interrogation suscitée par le présent texte [21 octobre 1982] (p. 6137).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : caractère positif de l'action menée par le secrétaire d'Etat chargé des rapatriés ; modestie de l'augmentation du présent projet de budget ; problème des retraites des rapatriés ; inefficacité de la procédure d'indemnisation des rapatriés ayant perdu leur patrimoine [16 novembre 1982] (p. 7262) ; problème des Français musulmans rapatriés (p. 7263).

BARDIN (Bernard)

Député de la Nièvre.
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **utilisation des fonds de l' « Entraide professionnelle des industries des métaux »** : « caisse anti-grève » de l'Union des industries métallurgiques et minières ; gestion confidentielle de cette caisse permettant aux employeurs de faire face aux conflits du travail ; participation des sociétés nationalisées à ce fonds [30 juin 1982] (p. 4078).

INTERVENTIONS

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis*, du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale reconnaissance des droits des anciens combattants d'Afrique du Nord ; définition de l'unité combattante [23 septembre 1982] (p. 5103) ; commémoration du 19 mars 1962 (p. 5104).

BARNIER (Michel)

Député de la Savoie
(2e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Services du Premier ministre : Conseil économique et social (Journaux officiels) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 36. — **Services du Premier ministre :** Conseil économique et social ; annexe n° 47 : **Journaux officiels (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation de l'emploi dans l'entreprise Pechiney - Ugine-Kuhlmann : en Savoie :** négation de la crise par la gauche avant le 10 mai et durant une année après cette date ; déception des Français à l'égard de la politique gouvernementale ; baisse du pouvoir d'achat ; nationalisations ; emploi dans les usines de Pechiney - Ugine-Kuhlmann (P. U. K.) ; entreprises nationalisées [10 novembre 1982] (p. 7019).

orale sans débat :

n° **263**, posée le 15 octobre 1982. — **Entreprises (entreprises nationalisées)** (p. 5889) : appelée le 22 octobre 1982. — **Situation financière des entreprises nationalisées :** E. D. F. ; S. N. C. F. ; Charbonnages de France ; concours financier de l'Etat aux entreprises publiques ; rapport Nora (p. 6161).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale : discussion d'une proposition de loi ; projet de loi relatif au plan intérimaire ; proposition de création d'un fonds national d'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles ; système actuel d'indemnisation ; situation du département de la Savoie ; indemnisation et prévention [3 février 1982] (p. 701) ; insuffisance dans l'indemnisation des particuliers ; subventions aux communes ; lacunes dans l'action préventive de l'Etat ; effort demandé à l'ensemble des assurés des compagnies d'assurances privées ou publiques ; appel à la solidarité nationale ; notion de cause déterminante du dommage ; responsabilité de la prévention ; prime supplémentaire ; cas des biens liés à l'exploitation agricole (p. 702) ; refus du Gouvernement de soumettre à une discussion commune les propositions de l'opposition et de la majorité ; amélioration du texte par amendements.

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 14 (définition de la catastrophe naturelle et prise en compte des techniques mises en œuvre pour les prévenir) ; crainte que le texte soit utilisé par certaines compagnies d'assurances pour refuser une indemnisation (p. 718) : amendement n° 14 rejeté (p. 719) ; **article 5 :** son amendement n° 15 devient sans objet (p. 722) ; **article 7 :** son amendement n° 5 (exclusion des biens professionnels et agricoles du champ d'application de la loi dans la mesure où ils sont indemnisés par la loi du 10 juillet 1964) ; couverture de certains dégâts causés aux exploitations agricoles par des catastrophes naturelles autres que les dégâts causés au cheptel ou aux récoltes (p. 723) ; amendement n° 5 rejeté (p. 724).

Explications de vote : engagement du Gouvernement de modifier et d'améliorer le régime de l'indemnisation des calamités agricoles ; politique de prévention et de lutte contre les catastrophes naturelles ; approbation du texte par le groupe du Rassemblement pour la République (p. 725).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 16 (insérant les mots « hors bâtiment » après les mots « cheptel vif » dans le premier alinéa de cet article) : adopté [2 juin 1982] (p. 2885).

— **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).**

Première lecture, discussion générale : promesse faite par le Président de la République de créer un régime d'épargne populaire ; dispositions figurant dans le programme établi en 1980 par le Rassemblement pour la République ; aspect positif du projet du Gouvernement mais caractère bureaucratique du système envisagé ; coût de l'émission de certificats de non-imposition pour la direction générale des impôts ; coût de l'ouverture et de la gestion du livret d'épargne indexée ; exclusion du bénéfice de l'épargne indexée des foyers payant plus de 1 000 francs d'impôt sur le revenu par an [6 avril 1982] (p. 943) ; « banalisation » du livret d'épargne populaire par la possibilité donnée à l'ensemble du système bancaire de collecter cette épargne ; situation financière des caisses d'épargne ; charges supplémentaires supportées par la caisse des dépôts et consignations ; réduction des fonds placés sur le livret A par l'institution du livret d'épargne populaire ; risques de ne pas maintenir en francs constants le volume des prêts et garanties accordés aux collectivités locales ; équilibre de l'ensemble du système des caisses d'épargne ; méconnaissance par le Gouvernement des problèmes de l'épargne ; insuffisance du délai de six mois ; maladresse du Gouvernement (p. 944) ; couleur rose adoptée pour le livret d'épargne populaire ; abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 945).

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale : concertation en vue de définir les objectifs du plan ; nécessité pour l'Etat de fixer les priorités ; problème de la constitutionnalité du projet de loi [14 juin 1982] (p. 3341) ; première loi de plan ; nécessité d'un engagement gouvernemental sur les équilibres économiques de la nation ; présentation chiffrée des équilibres économiques ; négociations entre partenaires sociaux ; accords et programmes de coopération ; affaire du gaz algérien ; coopération européenne et fonctionnement des institutions mondiales ; exécution du plan ; élaboration des plans régionaux et participation du secteur privé ; contrats de plan ; information des entreprises ; système d'incitations financières destinées exclusivement aux entreprises privées qui obéiraient au plan ; organisation des moyens publics de la planification (p. 3342) ; liaison entre plan et budget ; programmes d'actions prioritaires ; gestion pluriannuelle des finances publiques ; problème des services votés ; budget social de la nation ; rapport annuel d'exécution du plan ; transferts sociaux ; nécessité de l'établissement d'un plan d'évolution des dépenses sociales et rationalisation des principaux postes de dépenses ; participation des régions à la commission nationale de planification ; moyens économiques, statistiques et matériels mis à la disposition des régions (p. 3343) ; inflation en France (p. 3344).

Discussion des articles : **article 5 :** mention du commerce et des mouvements associatifs familiaux et culturels [15 juin 1982] (p. 3387) ; représentation des régions (p. 3389) ; opposition par le Gouvernement de l'avis du Conseil économique et social à celui de l'Assemblée concernant la composition de la commission nationale de planification (p. 3391) ; **article 6 :** inclusion dans le plan des objectifs des entreprises nationales (p. 3401) ; **après l'article 8 :** exécution du plan intérimaire (p. 3405) ; **article 9 :** informations relatives à l'évolution du taux des prélèvements sociaux et à la rationalisation des dépenses sociales (p. 3408) ; **article 13 :** harmonisation de la loi sur la planification avec la loi de décentralisation (p. 3422) ; contrats de plan conclus entre plusieurs régions et l'Etat (p. 3423) ; **article 14 :** contraintes du monde économique régional (p. 3425) ; notion d'organes régionaux de planification ; cohérence des plans régionaux et du plan national ; allongement du délai dans lequel les régions peuvent prendre connaissance du plan national (p. 3426).

Explications de vote : plans régionaux et volonté recentralisatrice de la part du Gouvernement : imprécisions et ambiguïtés du projet de loi (p. 3431) ; non-publication des avis des régions ; confusion des rapports entre l'Etat et les régions ; exécution du plan intérimaire (p. 3432).

Commission mixte paritaire, discussion générale : lacunes d'ordre technique et politique contenues dans le présent projet de loi ; constitution, dans chacune des deux assemblées, d'une délégation parlementaire ; rôle du conseil supérieur des Français de l'étranger dans le domaine du commerce extérieur et dans le domaine de la coopération internationale ; absence de signification du plan dans la politique économique du Gouvernement ; risque d'incohérences entre le plan national et les plans régionaux ; rôle secondaire du plan en matière de croissance [7 juillet 1982] (p. 4295).

Explications de vote : vote hostile du groupe R.P.R. (p. 4301) ; regrette que la planification n'ait pas été l'objet d'un grand débat (p. 4302).

— **Son rappel au règlement :** retrait d'un amendement voté à l'unanimité par la commission [15 juin 1982] (p. 3372) ; saisine d'une commission pour avis (p. 3373).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 21 :** son amendement n° 40 (instaurant un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse pour les personnes exerçant les professions de moniteur de ski, de de guide de haute montagne ou d'accompagnateur en moyenne montagne [21 juin 1982] (p. 3633) : retiré (p. 3634).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** son amendement n° 126 (exclusion des producteurs des zones de montagne du champ des dispositions de cet article) : rejeté [1er juillet 1982] (p. 4166).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion générale : conditions dans lesquelles s'est effectuée la préparation du présent débat [13 juillet 1982] (p. 4460) ; problème du livret A ; banalisation financière et banalisation commerciale ; missions des caisses d'épargne ; problème des ressources ; risque de voir se réduire le volume des prêts (p. 4461) ; administration des caisses locales ; népotisme existant dans la gestion des caisses ; mode de désignation des nouveaux conseils d'administration (p. 4462) ; obligation de créer une S.O.R.E.F.I. par région (p. 4463) ;

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 63 (statut du centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) [20 juillet 1982] (p. 4567) : rejeté (p. 4569) ; **article 8 :** son amendement n° 64 (élections des représentants des épargnants) : rejeté [21 juillet 1982] (p. 4585) ; **article 9 :** son amendement n° 65 (précisant qu'un membre du conseil général siégera au conseil de surveillance) (p. 4587) ; rejeté (p. 4588) ; son amendement n° 66 (élection de certains membres du conseil de surveillance) : devenu sans objet (p. 4589).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* maintien de la vie dans les régions de montagne ; diminution des crédits de paiement prévus pour les zones sensibles ; mise en place de la dotation globale d'équipement ; définition des zones sensibles [2 novembre 1982] (p. 6541).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* problèmes de la profession de moniteur de ski [3 novembre 1982] (p. 6614) ; problème des moniteurs de ski de fond et des pisteurs secouristes ; situation des centres de vacances ; contrats stations-vallées (p. 6614).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* date de fixation du montant de la dotation globale d'équipement et de la dotation globale de décentralisation ; partage de frais de fonctionnement entre l'Etat et le département [10 novembre 1982] (p. 7041).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale, rapporteur spécial :* importance de l'activité du Conseil économique et social ; rapports entre celui-ci et la nouvelle commission nationale de planification [16 novembre 1982] (p. 7265) ; carrière des personnels du Conseil économique et social ; augmentation du budget annexe des journaux officiels ; recherche d'une autonomie financière réelle ; modernisation de l'outil de production ; caractère stationnaire de la diffusion des publications des journaux officiels depuis plusieurs années (p. 7266).

En qualité de député : accroissement des crédits affectés au service d'information et de diffusion ; coût de la campagne « les yeux ouverts » ; collaboration entre le S.I.D. et le parti socialiste (p. 7281) ; nécessité de donner à l'opposition un droit de réponse aux campagnes d'information et de propagande du Gouvernement ; intervention de la Haute Autorité de l'audiovisuel (p. 7282).

Relations extérieures. — Affaires européennes. — Coopération et développement. *Discussion générale : questions :* insuffisance du budget du ministère de la coopération et du développement ; réforme de la coopération [18 novembre 1982] (p. 7361).

BARRE (Raymond)

Député du Rhône
(4e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, discussion générale : changement de cap de la politique économique du Gouvernement ; dévaluation du franc ; augmentation des dépenses publiques sociales et des coûts de production ; persistance d'un taux élevé d'inflation malgré le ralentissement de l'inflation mondiale ; caractères du blocage des prix et des salaires ; nouveau plan de redressement de la sécurité sociale ; changement d'attitude du Gouvernement vis-à-vis de la croissance création massive d'emplois publics [27 octobre 1982] (p. 6364) ; condamnation de la conception ayant présidé au budget de 1982 contenue dans le projet de budget pour 1983 ; réduction du budget de la défense ; financement des entreprises publiques, de la sécurité sociale et de l'assurance chômage (p. 6365) ; caractère inacceptable d'un déficit budgétaire atteignant 3 p. 100 du P.I.B. ; étroitesse du marché financier français ; situation des entreprises françaises ; nécessité de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes ; stabilisation des cotisations sociales payées par les entreprises ; inconvénients d'une politique systématique de la durée du travail et du départ à la retraite (p. 6366) ; défi de la compétition internationale (p. 6367) ; progression du commerce extérieur entre 1968 et 1981 ; politique en faveur des personnes âgées mise en place pendant le précédent septennat (p. 6371).

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Jean-Claude Gaudin.**

Existence d'un coefficient de transformation des autorisations de programme en crédits de paiement ; caractère pluriannuel des autorisations de programme et inscription annuelle des crédits de paiement ; compressions de dépenses réalisées par le gouvernement précédent ne portant pas sur la défense [24 novembre 1982] (p. 7650).

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

au gouvernement :

— **enseignement agricole privé :** faible augmentation des crédits publics destinés à l'enseignement agricole privé ; atteintes portées à ce type d'enseignement [13 octobre 1982] (p. 5729) ;

— **politique en faveur des préretraités et des retraités :** enchevêtrement des décisions prises en matière de retraite ; problème de la préretraite ; prorogation de la possibilité

d'opter pour les revenus de remplacement ; problème de la retraite à 60 ans ; cas d'un ouvrier âgé de 60 ans dont la carrière a été diversifiée [15 décembre 1982] (p. 8331).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 23 :** son amendement n° 527 (représentation des locataires aux réunions de copropriété) : retiré ; son amendement n° 528 participation du locataire à la réunion de copropriété s'il habite l'immeuble) : retiré ; son amendement n° 529 (associations informées à leur demande de la date de l'assemblée générale) : retiré au profit de l'amendement n° 187 de M. Pascal Clément [21 janvier 1982] (p. 347) ; **article 25 :** son amendement n° 530 (commission des rapports locatifs) ; rôle d'animation ; présence du magistrat et du représentant des caisses d'allocations familiales ; rejet de l'amendement n° 530 (p. 352) ; difficulté de l'action de conciliation des commissions départementales du fait de leur composition (p. 354) ; **article 26 :** son amendement n° 531 (composition de la commission nationale des rapports locatifs ; présidence assurée par un magistrat) ; risque de passer à une sorte de réglementation nationale (p. 355) : rejet de l'amendement n° 531 (p. 356) ; **article 28 :** son amendement n° 532 (discussion d'accords collectifs ; rôle de la commission nationale et des commissions départementales) (p. 359) : rejeté (p. 360) ; **article 34 :** son amendement n° 533 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 511 du Gouvernement [22 janvier 1982] (p. 382).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : politique contractuelle ; transposition du concept de citoyenneté et de démocratie dans l'entreprise ; rappel de la finalité de l'entreprise ; lutte contre le chômage ; information des salariés en matière économique ; coût pour l'entreprise des mesures proposées par les quatre projets de loi ; imposition de nouvelles contraintes aux P.M.E. ; place de l'encadrement [13 mai 1982] (p. 2128) ; ordonnances sociales ; abaissement de l'âge de la retraite ; institution de l'obligation de négocier au niveau de la branche et au niveau de l'entreprise ; contenu obligatoire des conventions de branches soumises à l'extension ; droit de veto attribué à certaines organisations syndicales dans la négociation collective : atteinte au pluralisme syndical ; marginalisation des syndicats « réformistes » ; restauration et modernisation des procédures de conciliation et de médiation ; renforcement du rôle des institutions représentatives du personnel (p. 2129) ; accroissement des délégations et des crédits d'heures ; renforcement du rôle revendicatif des syndicats ; nécessité d'un consensus pour traverser la crise économique internationale ; projet de loi sur la démocratisation du secteur public ; participation des salariés à l'amélioration des performances des entreprises (p. 2130) ; pluralisme syndical ; exemple des pays étrangers (p. 2131).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L.* 132-4 *du code du travail :* dispositions d'ordre public des lois et règlements et dispositions dérogatoires des conventions plus favorables pour les salariés [9 juin 1982] (p. 3190) ; **article 4** (*suite*) **:** *article L.* 132-8 *du code du travail :* souplesse de la vie contractuelle [10 juin 1982] (p. 3216) ; **article 4** (*suite*) **:** *article L.* 132-18 *du code du travail :* négociation dans l'entreprise [10 juin 1982] (p. 3242) ; **article 4 :** (*suite*) *: article L.* 132-20 *du code du travail :* introduction de la notion de durée de la négociation dans la loi [11 juin 1982] (p. 3276) ; élargissement de l'information à l'ensemble des salariés susceptibles de participer à la négociation (p. 3277) ; *article L.* 132-21 *du code du travail :* information des délégués syndicaux sur les adaptations nécessaires de la convention d'entreprise (p. 3279) ; *article L.* 132-22 *du code du travail :* modalités particulières d'application des majorations de salaires au niveau de l'entreprise ; affaiblissement de la politique de négociation par branche (p. 3280) ; *article L.* 132-24 *du code du travail :* évolution du comportement syndical ; atteinte à l'autonomie collective par l'institution d'un droit de veto sur les conventions collectives au profit d'une organisation syndicale majoritaire (p. 3283) ; *article* 132-25 *du code du travail :* différents niveaux de négociation et risques de surenchères ou de blocage (p. 3285) ; obligation de négocier à tous les niveaux (p. 3286) ; **article 4** (*suite*) **:** *article L.* 132-27 *du code du travail :* valorisation de la négociation par entreprise [11 juin 1982] (p. 3304) ; problème posé par la participation des délégués syndicaux extérieurs dans le secteur du bâtiment ; limitation de cette participation aux questions relatives à la durée effective et à l'organisation du temps de travail (p. 3305).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : politique étrangère de la France dominée par des considérations de politique intérieure ; attitude française vis-à-vis de la guerre au Liban ; humiliation subie par les régimes arabes ; politique menée par l'Union soviétique ; différents scénarios possibles au Proche-Orient [6 juillet 1982] (p. 4235) ; nécessité de forcer toutes les armées à se retirer simultanément du Liban et de neutraliser celui-ci d'une façon permanente ; rôle de la France ; avenir de l'Etat d'Israël (p. 4236).

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article* 48 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 13 (précisant que les étudiants reçus au concours choisissent le ou les diplômes ou groupes de diplômes qu'ils désirent préparer) : retiré [27 septembre 1982] (p. 5138) ; *article* 54 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 14 (fixation de la répartition des postes d'interne par diplômes ou groupes de diplômes d'études spécialisées) : retiré (p. 5143) ; **article 5** : son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 5** : son amendement n° 16 (conditions d'équivalence pour les internes des régions sanitaires) (p. 5148) : retiré (p. 5149).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : déficit de la sécurité sociale [18 octobre 1982] (p. 5904) ; problème du décompte prévisionnel des dépenses et des recettes ; revalorisation apparente des prestations vieillesse et familles ; absence de réforme de fond ; nécessité d'une réunion de la commission des comptes ; action de Mme Nicole Questiaux ; réforme du budget global de la sécurité sociale ; création d'un forfait hôtelier à l'hôpital ; vignette sur le tabac et les alcools (p. 5905) ; nouveau mode de calcul des cotisations des travailleurs indépendants ; cotisations sur les préretraites (p. 5906).

Discussion des articles : **article 6** : instauration du forfait hôtelier ; absence de remise en cause du ticket modérateur (p. 5937) ; **article 9** : absence du ministre de la santé dans l'hémicycle ; instauration d'un budget global hospitalier (p. 5942) ; son amendement n° 40 (fixant la dotation globale) (p. 5945) : devenu sans objet (p. 5946) ; **article 18** : déroulement de la discussion [19 octobre 1982] (p. 5958) ; **article 1er précédemment réservé** : progression des retraites au cours des dernières années ; assujettissement des retraités aux cotisations sociales (p. 5958) ; suppression des cotisations pour les préretraités (p. 5960) ; son amendement n° 37 devenu sans objet (p. 5961) ; **article 3 précédemment réservé :** son amendement n° 38 (non-rétroactivité de cet article) (p. 5963) : rejeté (p. 5964) ; **article 5 précédemment réservé** : problème du secteur du médicament ; rôle de la recherche pharmaceutique (p. 5965) ; son amendement n° 39 (exonération de certaines entreprises pharmaceutiques) (p. 5979) : rejeté (p. 5980) ; **article 19** : opposition de la majorité à la tarification à l'acte ; nécessité de créer un climat de confiance avec les professionnels de la santé ; son amendement n° 41 (limitant le champ d'application de cet article) ; problème de la dispensation des soins ; rejeté (p. 5984) ; nécessité de préserver les relations conventionnelles (p. 5985) ; **article 21** : problème de l'assiette des cotisations d'allocations familiales des travailleurs non salariés non agricoles ; actualisation de cette assiette (p. 5986) ; son amendement n° 42 (fixation du taux d'actualisation de l'assiette des cotisations des non-salariés non agricoles) : rejeté (p. 5988) ; **article 24** : son amendement n° 43 (calcul des cotisations d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles) : rejeté (p. 5989) ; **article 25** : son amendement n° 44 (calcul des cotisations

d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés non agricoles) : rejeté (p. 5990) ; **article 27** : son amendement n° 45 (suppression des mots « au profit de la caisse nationale d'assurance maladie ») : non soutenu (p. 6000) ; son amendement n° 46 (répartition du produit de la cotisation) : rejeté (p. 6001).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : problème de l'industrie pharmaceutique ; non déductibilité de la taxe créée [8 décembre 1982] (p. 8127) ; **article 11** : son amendement n° 29 (versement de la dotation globale) (p. 8130) ; problème de la mutualité sociale agricole ; rejeté (p. 8131).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions* : accession à la propriété ; recul du nombre des P.A.P. ; situation du secteur du bâtiment et des travaux publics [4 novembre 1982] (p. 6701).

Education nationale. — *Discussion générale* : lourdeur de la gestion de l'éducation nationale ; problème de la rentrée de 1982 ; octroi systématique du temps partiel ; centralisation excessive des opérations de rentrée ; problème du recrutement et de la formation des maîtres ; moyens utilisés par le Gouvernement pour lutter contre l'enseignement privé [5 novembre 1982] (p. 6745) ; procédure de la carte scolaire (p. 6746).

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale* : place de la France dans les relations euro-américaines ; refus de l'embargo décidé par le président Reagan ; attitude de la France vis-à-vis de l'U.R.S.S. [17 novembre 1982] (p. 7344).

BARTHE (Jean-Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J.O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues sur l'égalité de l'homme et de la femme en matière de droit au nom (n° 818) [10 juin 1982] (p. 3250).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière d'autorité parentale (n° 1005) [23 septembre 1982].

Rapporteur du projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Hermier et plusieurs de ses collègues tendant à proroger, en matière de postulation dans la région parisienne, les délais prévus par la loi du 11 juillet 1979 (n° 1051) [21 octobre 1982] (p. 6149).

Cesse d'être représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. Devient représentant suppléant [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière **d'autorité parentale (n° 1005)** [1er juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1082) relatif à **l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1097)** [29 septembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **manquements à la législation du travail** : mauvais fonctionnement de la justice pour sanctionner les infractions à la législation du travail ; discrimination à l'égard du monde du travail [12 mai 1982] (p. 2046).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de donner aux Français de l'étranger une représentativité réelle au conseil supérieur des Français de l'étranger ; élection directe par ces Français de leurs représentants ; suffrage universel remplaçant le système des collèges électoraux ; cas des circonscriptions où il n'y a qu'un seul membre à élire ; problème du vote des Français de l'étranger lors des élections nationales ; volonté du groupe communiste d'abroger la loi du 19 juillet 1977 permettant aux Français résidant à l'étranger de s'inscrire dans toute commune de plus de 30 000 habitants de leur choix [7 avril 1982] (p. 992).

— **Projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : extension du droit au congé d'éducation ouvrière ; répartition des congés ; pourcentage d'effectifs des fonctionnaires d'un corps bénéficiant du congé ; possibilité, pour l'administration, par nécessité de service, de refuser un congé ; perception de leur traitement par les agents en congé pour formation syndicale ; extension des mesures prévues par le présent projet de loi aux agents communaux et aux agents des établissements publics administratifs de l'Etat ; amélioration depuis 1981 du droit syndical des travailleurs de la fonction publique [5 octobre 1982) (p. 5382).

— **Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 13 (excluant des dispositions du présent article les personnes s'étant rendues coupables de crimes de sang ou ayant accompli des tortures) : rejeté [21 octobre 1982] (p. 6138).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : lutte contre la délinquance et la criminalité ; formation professionnelle ; généralisation de l'îlotage ; action préventive ; exemple de Vénissieux ; problème de l'insécurité ; possibilité de décharger la police de fonctions administratives ; relèvement du taux de la pension de reversion des veuves de policiers tués en opération ; réfection des locaux ; carrière des commandants et des officiers depuis la réforme de 1977 : intégration au traitement de l'indemnité de sujétion spéciale pour le calcul de la retraite [10 novembre 1982] (p. 7011, 7012) ; hostilité d'une partie de la police à la politique gouvernementale ; vote du budget par le groupe communiste (p. 7013) ; *questions* : rapprochement de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale ; titularisation des non-titulaires de la fonction publique locale (p. 7036).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** accord de tous les conseils municipaux concernés en cas de transfert de compétences au profit d'un groupement de collectivités locales [30 novembre 1982] (p. 7765) ; **article 6 :** conséquences de la décentralisation sur les services extérieurs de l'Etat ; risque de désorganiser les strutures administratives ; dissémination des personnels ; respect de l'unité de l'Etat (p. 7767) ; **après l'article 6 :** problème du transfert systématique des services extérieurs (p. 7768) ; **article 10 :** lourdeur des charges imposées aux communes en tant que propriétaires de bâtiments souffrant de malfaçons (p. 7781, 7782) ; **article 20 :** élaboration du schéma directeur par une commune (p. 7813) ; **article 24 :** contenu du plan d'occupation des sols (p. 7821) ; **article 28** *bis :* protection de l'environnement [1er décembre 1982] (p. 7839) ; **article 33 :** mise en place d'un sursis à exécution (p. 7870) ; **avant l'article 41 :** problème de la décentralisation en matière de logement ; complexité des circuits de financement de la construction (p. 7878) ; lutte contre les déséquilibres sociaux ; adaptation des conseils d'administration des organismes d'H. L. M. (p. 7879) ; amélioration de la rédaction de l'amendement n° 156 de la commission (p. 7880) ; **après l'article 43 :** rôle des élus locaux en matière d'attribution des logements locatifs sociaux (p. 7884) ; inexistence de critères politiques dans l'attribution des logements sociaux (p. 7885) ; **après l'article 45** *bis* **:** composition des conseils d'administration des offices d'H. L. M. et des sociétés anonymes d'H. L. M. (p. 7887) ; composition ds conseils d'administration des sociétés anonymes d'H. L. M. (p. 7888) ; **article 72 :** importance de la formation professionnelle dans la relance de la production industrielle ; problème du détournement par le patronat de l'essentiel des fonds issus de la participation des entreprises (p. 7894) ; rôle de la commune ; nécessité d'utiliser le montant de la taxe sur la carte grise au profit de la formation professionnelle ; mise en place d'un comité de coordination auprès du Premier ministre (p. 7895) ; **article 73 :** irrecevabilité de deux amendements déposés par le groupe communiste ; compétence de la région en matière de formation professionnelle ; alimentation du fond régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle (p. 7896) ; **après l'article 91 :** nécessité de permettre aux régions d'assumer leurs compétences en matière de planification et de développement économique (p. 7901) ; **avant l'article 15 A :** élaboration des chartes intercommunales (p. 7907).

BARTOLONE (Claude)

Député de la Seine-Saint-Denis
(6e *circonscription*)
Socialiste

Secrétaire d'âge.
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **vie associative :** consultation du mouvement associatif ; mesures prises en faveur des associations, notamment dans le projet de loi de finances pour 1983 [15 décembre 1982 (p. 8330).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : place essentielle tenue par les commerçants et artisans dans la société française ; contribution apportée par le conjoint à l'activité professionnelle de l'artisan ou du commerçant ; problème des gérants non salariés des magasins d'alimentation à succursales multiples ; absence de mesures prises par les précédents gouvernements ; souplesse du texte ; reconnaissance du travail effectué par le conjoint ; possibilité donnée au conjoint d'acquérir des droits propres en matière d'assurance vieillesse-invalidité ; possibilité pour un conjoint d'artisan ou de commerçant optant pour le statut d'associé de participer à la constitution d'une société à caractère familial sans apport de parts de capital [13 avril 1982] (p. 1071).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 77 (interdisant de donner à bail un fonds de commerce ou un établissement artisanal sans le consentement du conjoint) : adopté ; son amendement n° 78 (ramenant d'un à deux ans le délai de prescription de l'action en nullité sans que celle-ci puisse « jamais être intentée plus de deux ans après la dissolution de la communauté ») : retiré (p. 1081).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. *Discussion générale :* développement des opérations d'amélioration et de réhabilitation du parc existant ; défauts de la loi de 1977 ; aménagement des régimes d'aides aux opérations de réhabilitation ; distribution des P.A.L.U.L.O.S. ; suppression de la cotisation obligatoire due par les bailleurs sociaux au fonds national de l'habitat [4 novembre 1982] (p. 6688) ; problème de l'A.P.L. ; lutte de la ségrégation sociale en matière de logement ; construction de cités-ghettos (p. 6689).

BAS (Pierre)

Député de Paris
(4e *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à garantir le véritable exercice de la liberté syndicale (n° 341) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à instituer des mesures de protection et de soutien à l'égard des jeunes femmes enceintes (n° 329) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à améliorer les prestations familiales, à créer le salaire maternel, à instituer des prêts aux jeunes foyers et un fonds national de secours aux mères en détresse (n° 337) [7 octobre 1982] (p 5581).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 de façon à prohiber **l'emploi de termes ou expressions étrangers dans les marques de fabrique, les dénominations et les enseignes commerciales (n° 798)** [21 avril 1982].

Proposition de loi tendant à indexer le **barème de l'impôt sur le revenu** sur l'évolution annuelle de l'indice des prix **(n° 1049)** [22 juillet 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 222,** posée le 9 juin 1982 : **fonctionnaires et agents publics (rémunérations)** (p. 3194) ; appelée le 18 juin 1982 : **traitements des hauts fonctionnaires :** diminution des traitements des hauts fonctionnaires et baisse de leur pouvoir d'achat ; réforme de l'Ecole nationale d'administration ; entreprise de « démocratisation » de la haute fonction publique (p. 3602, 3603).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* art oratoire dont fait preuve M. Jack Lang ; bureaucratisation de la culture par le présent Gouvernement ; rôle des associations de culture ; contenu de la convention culturelle entre l'Etat et la région d'Ile-de-France ; exemple du centre national des arts plastiques [3 novembre 1982] (p. 6647) ; coût de l'opéra de la Bastille, du musée d'Orsay et du centre culturel de la Villette ; sauvegarde du patrimoine ; régression de l'aide aux compagnies théatrales et aux activités musicales ; critique de la présentation à la télévision de la tétralogie de Wagner ; confiscation de la culture ; volonté du Gouvernement d'imposer au public une idéologie dominante (p. 6648) ; refus de l'embrigadement par les artistes (p. 6649).

Examen des crédits : **Etat B. — Titre III :** démolition de l'arc de Gaillon ; problèmes de l'école des Beaux-Arts (p. 6661) ; **Titre IV :** préparation de l'exposition universelle de 1989 (p. 6665) ; défense de la langue française (p. 6667) ; nomination de Mme Catherine Clément à la sous-direction de l'action culturelle du quai d'Orsay (p. 6668) ; moyens dont dispose l'opposition pour se faire entendre (p. 6668, 6699).

Transports. — *Discussion générale : questions :* problème de la sécurité de la navigation aérienne ; suppression des crédits de la délégation à l'espace aérien ; problèmes se posant à Air France pour l'acquisition de Boeing 737 [16 novembre 1982] (p. 7246).

BASSINET (Philippe)

Député des Hauts-de-Seine
(13e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1666).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 27 mai 1982] (p. 1676).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Président de cette commission [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la comimssion spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 893) adopté par le Sénat, **d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 953)** [15 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de la **recherche** et du **développement technologique (n° 969)** [24 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale, sur **le** projet de loi d'orientation et de programmation pour la **recherche** et le **développement technologique** de la France, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture (n° 971) **(n° 973)** [24 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi d'orientation de la **recherche et du développement technologique,** modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture **(n° 989)** [30 juin 1982].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur les perspectives de **l'industrie automobile** (n° 1201) [4 novembre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 259** posée le 12 octobre 1982 : **politique extérieure (Conseil de l'Europe)** (p. 5695) : appelée le 15 octobre 1982. **Bilan de la 34e session de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe :** 34e session de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; hommage rendu par le Président de la République à cet organisme ; bilan de ses travaux ; institutions parlementaires européennes (p. 5824, 5825).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : projet de loi répondant à l'attente de la communauté scientifique et de l'ensemble des forces vives du pays [21 juin 1982] (p. 3647) ; place du niveau de la recherche scientifique dans l'évolution d'un pays ; crainte d'une utilisation pervertie de la recherche ; place de la France en matière de recherche fondamentale ; relâchement de l'effort de recherche depuis plusieurs années ; cloisonnement excessif de l'appareil de recherche français ; coupure néfaste entre culture et technique ; rôle des régions dans la politique scientifique ; rénovation des structures des organismes de recherche (p. 3648) ; respect des grands équilibres ; rôle de l'université ; place des sciences de l'homme dans le présent projet ; place de la recherche fondamentale ; importance de la démocratie comme ressort du renouveau de la recherche ; caractère néfaste du mandarinat ; insuffisance des mesures financières pour rattraper le retard consécutif à dix années de relâchement (p. 3649).

Discussion des articles. Rapporteur : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1 (intitulé du titre Ier) : adopté ; son amendement n° 2 (suppression de l'intitulé du chapitre Ier) [22 juin 1982] (p. 3686) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 3 (part du produit intérieur brut consacrée aux dépenses de recherche, reprise des objectifs de la présente loi dans le plan de la nation) (p. 3688) : adopté (p. 3689) ; **après l'article 2 :** part de recherche et de développement exécutée par les entreprises publiques ou privées (p. 3690) ; **article 3 :** son amendement n° 4 (précisant que les programmes mobilisateurs sont arrêtés par le Gouvernement après concertation et consultation du conseil supérieur de la recherche) (p. 3691) ; création d'un comité de coordination (p. 3693) : adopté après modiifcation ; **article 4 :** son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (réexamen annuel par le Parlement des conditions de réalisation de l'effort de recherche) (p. 3694) : adopté après modification ; son amendement n° 7 (date à laquelle sera présenté le rapport sur les activités de recherche et de développement technologique) (p. 3695) : adopté après modification ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (suppression du cinquième alinéa de cet article) : adopté ; **article 4** *bis* : son amendement n° 10 (de suppression) : réservé ; **avant l'article 5 :** son amendement n° 11 (rétablissant le titre II) : adopté ; son amendement n° 12 (rétablissant l'intitulé du chapitre Ier) : adopté ; son amendement n° 13 (suppression de l'intitulé du chapitre Ier *bis*) : adopté (p. 3696) ; son amendement n° 14 (rétablissant l'intitulé de la section première) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 15 (précisant les objectifs de la politique de la recherche) : adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 16 (appréciation de la qualité de la recherche) ; faculté de recours dont doivent disposer les chercheurs (p. 3697) ; réservé ; **article 6 :** son amendement n° 17 (rôle du secteur éducatif) : adopté (p. 3699) ; son amendement n° 18 (missions des organes d'éducation) : adopté ; **après l'article 6 :**

son amendement n° 19 (rôle de la recherche fondamentale et développement des sciences humaines et sociales) : adopté (p. 3700) ; **article 7 :** dimension internationale de la recherche (p. 3701) ; son amendement n° 20 (distinction entre l'Europe et les pays en voie de développement) : adopté ; **après l'article 7 :** coopération avec les pays en voie de développement (p. 3707) ; **article 7** *bis* **:** son amendement n° 21 (missions du conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : adopté (p. 3708) ; compétences du conseil supérieur de la recherche et de la technologie ; caractère réglementaire de la composition du conseil supérieur de la recherche et de la technologie ; **avant l'article 8 :** son amendement n° 22 (rétablissant l'intitulé de la section II) (p. 3709) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 23 (élaboration des programmes pluri-annuels d'intérêt régional) (p. 3710) ; décloisonnement de la recherche (p. 3711) : adopté après modification ; **article 9 :** son amendement n° 24 (modalités d'exécution des programmes d'intérêt régional) : adopté (p. 3712) ; **article 10 :** son amendement n° 25 (création d'un comité consultatif de la recherche et du développement technologique dans chaque région) (p. 3713) : adopté après modification ; **avant l'article 11 :** son amendement n° 27 (suppression de l'intitulé du titre III) : adopté ; son amendement n° 28 (suppression de l'intitulé du chapitre Ier) (p. 3715) : adopté ; son amendement n° 26 (rétablissant l'intitulé du chapitre II) : adopté ; son amendement n° 29 (rédaction de l'intitulé de la section première) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 30 (objectifs de la recherche publique) : adopté ; son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 33 organismes participant à la recherche publique) (p. 3716) : adopté ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 60 (suppression de l'intitulé de la section première *bis*) : adopté (p. 3717) ; **article 12 :** son amendement n° 34 (définition des établissements publics à caractère scientifique et technologique) (p. 3718) : adopté après modification ; **article 13 :** son amendement n° 35 (organe directeur des établissements à caractère scientifique et technologique) (p. 3720) ; composition des conseils d'administration (p. 3721) : adopté ; **après l'article 13 :** son amendement n° 36 (statut des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technologique) (p. 3723) : adopté (p. 3724) ; **article 14 :** son amendement n° 37 (suppression des dispositions d'ordre réglementaire introduites par le Sénat) ; assouplissement des méthodes de gestion : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 38 (autorisation accordée par arrêté du ministre chargé de la tutelle) : adopté ; son amendement n° 39 (possibilité pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique de participer à des groupements) : adopté ; son amendement n° 40 (précisant que les conseils d'administration des établissements publics à caractère scientifique et technologique sont saisis de comptes consolidés incluant les filiales des établissements concernés) (p. 3728) : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 41 (modalités d'organisation et de fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique) : adopté ; **après l'article 16 :** refus de transformer tous les établissements publics à caractère administratif en établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 3729) ; **avant l'article 17 :** son amendement n° 42 (rétablissant l'intitulé de la section II) : adopté ; son amendement n° 43 (supprimant l'intitulé du chapitre II) : adopté ; **article 17 :** missions des G. I. P. (p. 3730) ; son amendement n° 44 (contrôle des G. I. P. par la puissance publique) : adopté ; son amendement n° 45 (supprimant la disposition renvoyant à une loi ultérieure la définition des règles de création, d'organisation et de fonctionnement des G.I.P.) : adopté ; son amendement n° 46 (règles de fonctionnement, de constitution et de contrôle des G.I.P.) (p. 3731) ; adopté (p. 3733) ; **article 18 :** son amendement n° 47 (responsabilité conférée par la loi au ministre de l'éducation nationale) : adopté (p. 3734) ; problème du secret concernant certains types de recherche (p. 3735) ; **article 19 :** son amendement n° 48 (rédactionnel) : adopté ; durée des thèses (p. 3736) ; **article 20 :** son amendement n° 49 (précisant que les métiers de la recherche concourent à une mission d'intérêt national) : adopté ; son amendement n° 50 (supprimant les mots « la conservation et » au début du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; **article 21 :** son amendement n° 51 (couverture de l'ensemble des personnels de la recherche publique) (p. 3737) ; adopté ; son amendement n° 52 (mobilité des personnels) : adopté après modification (p. 3738) ; **article 22 :** son sous-amendement n° 188 à l'amendement n° 156 du Gouvernement (dérogation au principe du recrutement par concours) ; son amendement n° 167 (statut du personnel des établissements publics à caractère scientifique et technologique) (p. 3739) ; retiré ; sous-amendement n° 188 adopté (p. 3740) ; **article 23 :** son amendement n° 54 (convention collective concernant les travailleurs scientifiques des entreprises) (p. 3742) ; adopté ; **après l'article 23 :** son amendement n° 55 (précisant que le comité d'entreprise est consulté chaque année sur la politique de recherche de l'entreprise) (p. 3743) ; adopté ; **article 24 :** son amendement n° 56 (conditions d'ouverture des droits à pension des chercheurs) : réservé (p. 3744) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 16 précédemment réservé : réservé (p. 3745) ; **article 25 :** *rapport annexé :* son amendement n° 169, à titre personnel (encouragement à la mobilité des personnels) : réservé ; son amendement n° 171, à titre personnel (publicité des études et des missions ayant conduit à la justification et à la détermination des programmes mobilisateurs) : adopté ; son amendement n° 170, à titre personnel (de correction) : adopté ; son amendement n° 172, à titre personnel (précisant que le comité scientifique et les partenaires sociaux et économiques seront associés à l'élaboration des nouveaux programmes) : adopté (p. 3749) ; recherche en matière automobile (p. 3751) ; **article 25 :** *rapport annexé* (suite) : son amendement n° 173, à titre personnel (protection du français s'inscrivant dans la défense de toutes les langues menacées) : adopté [23 juin 1982] (p. 3758) ; documents définissant la politique du ministère de la recherche et de la technologie (p. 3759) ; son amendement n° 175, à titre personnel (sciences sociales et humaines) (p. 3765) ; son amendement n° 174, à titre personnel (recherche fondamentale) (p. 3766) ; amendements nos 175 et 174 devenus sans objet ; son amendement n° 176, à titre personnel (accroissement des moyens des bibliothèques des sciences sociales et humaines) : adopté (p. 3768) ; son amendement n° 169, à titre personnel, précédemment réservé : retiré ; son amendement n° 177, à titre personnel (diffusion de l'information scientifique) : adopté ; son amendement n° 59, à titre personnel (rétablissant l'article 25) : adopté ; **article 4** *bis*, **précédemment réservé :** son amendement n° 10 (de suppression) : adopté (p. 3773) ; **article 24, précédemment réservé :** son amendement n° 56 adopté après modification ; son amendement n° 57 (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 16 précédemment réservé ; son sous-amendement n° 193, à titre personnel, à l'amendement n° 16 de la commission (possibilité de recours devant l'autorité hiérarchique) (p. 3774) ; adopté après rectification ; amendement n° 16 adopté après modification ; **titre :** son amendement n° 58 (rétablissant le titre initial du présent projet de loi) : adopté (p. 3775).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : nécessité de revenir au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; place de la recherche fondamentale [28 juin 1982] (p. 3943).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 2 (distinction entre les entreprises publiques et les services publics) : adopté (p. 3945) ; **article 25** : *rapport annexé* : son amendement n° 4, à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5, à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6, à titre personnel (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 3947) ; **article 22 précédemment réservé** : son amendement n° 3 (substituant aux mots « au principe » les mots « aux modalités » dans le deuxième alinéa de cet article) : retiré ; principe de l'égalité d'accès à la fonction publique (p. 3948).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; démocratisation et responsabilisation des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale [8 juillet 1982] (p. 4396).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Première lecture, discussion générale : seconde phase de la politique économique du Gouvernement ; situation des travaux publics ; importance des programmes des grands travaux ; financement du fonds spécial ; amélioration des conditions de la circulation automobile et des équipements routiers [12 juillet 1982] (p. 4437, 4438).

Discussion des articles : **article 2** : rapport de la Cour des comptes (p. 4440).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin** : procès d'intention fait par l'opposition à la majorité ; capacité des Français à répondre aux mutations s'imposant à un pays moderne ; conquête de nouveaux marchés [20 juillet 1982] (p. 4536) ; refus d'une politique monétariste ; réduction du différentiel d'inflation existant avec les principaux partenaires commerciaux de la France ; déficit budgétaire ; blocage des prix et des rémunérations pour une courte période (p. 4537) ; problème concernant la sortie du blocage ; sanctions des infractions au blocage ; attitude des Etats-Unis (p. 4538).

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire des choix scientifiques et technologiques (n° 819).**

Première lecture, discussion générale : rapidité de l'évolution scientifique et technologique ; politique spatiale ; non remise en cause de la liberté du chercheur ; refus d'entraver le développement technologique ; place du pouvoir politique en matière scientifique et technologique [5 octobre 1982] (p. 5368) ; préoccupation et inquiétude des syndicalistes et des associations (p. 5369).

— **Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).**

Première lecture, discussion générale : départ progressif des industries lourdes de l'agglomération parisienne ; modification de l'implantation des pôles d'emploi à l'intérieur de la région ; nécessité d'éviter la spécialisation économique excessive de l'Ile-de-France [15 octobre 1982] (p. 5853) ; volonté de la majorité du conseil régional de l'Ile-de-France de supprimer la redevance et l'agrément ; procédure de l'agrément préalable ; hausse de la redevance pour les locaux à usage de bureaux (p. 5854).

Discussion des articles : **article 4 :** frontière entre les activités industrielles et les activités de service ; problème des entreprises de transport (p. 5861) ; **après l'article 4 :** son sous-amendement n° 8 à l'amendement n° 4 de la commission (possibilité pour le conseil régional de donner son avis sur les périmètres soumis à la redevance) : adopté (p. 5862).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. *Discussion générale : questions :* développement du commerce rural ; inexistence de commerces dans les quartiers neufs et les banlieues récentes [2 novembre 1982] (p. 6539).

Recherche et industrie, énergie. *Discussion générale :* respect des engagements pris par le Président de la République [8 novembre 1982] (p. 6883) ; contenu de la loi d'orientation et de programmation de la recherche ; volonté du Gouvernement de porter à 2,5 p. cent du P.I.B. l'effort national de recherche en 1985 ; persistance de l'effort engagé en 1981 ; importance de la création de postes de chercheurs ; rajeunissement nécessaire des équipes de recherche ; insuffisance de l'effort de recherche des entreprises privées ; démocratisation de la gestion de la recherche (p. 6884) ; caractère scandaleux des propos tenus par M. Claude Birraux ; coopération avec les pays en voie de développement ; mesures concernant l'Orstom et le Gerdat ; accroissement des crédits affectés à l'informatique (p. 6885).

— **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (n° 1202).**

Première lecture, discussion générale : suppression de la notion de « chef de famille » dans le code général des impôts ; contenu de la loi sur les conjoints d'artisans et de commerçants ; insuffisance de la seule loi pour rétablir l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ; contenu de la loi de 1972 ; suppression de la notion de « motif légitime » [6 décembre 1982] (p. 7983) ; causes de l'inégalité salariale ; problème de la durée du travail des femmes ; création du conseil supérieur de l'égalité professionnelle (p. 7984).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion générale : dotations en capital ; apports en fonds propres aux entreprises nationalisées ; instauration du changement dans le secteur industriel ; taux de pénétration du marché intérieur par les importations ; nationalisations ; anémie de l'investissement privé ; investissements des groupes nationalisés du secteur concurrentiel ; contrats de plan ; dotations en capital ; nécessité de mettre en place des structures de démocratisation des entreprises du secteur public ; loi de démocratisation à venir [7 décembre 1982] (p. 8069-8070).

Deuxième lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** place de l'opposition dans les commissions mixtes paritaires [18 décembre 1982] (p. 8553).

BATEUX (Jean-Claude)

Député de la Seine-Maritime
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 14,** posée le 20 avril 1982 : **enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel : Seine-Maritime)** (p.1206) ; appelée le 23 avril 1982 : **enseignement technique dans l'académie de Rouen :** lycées d'enseignement professionnel ; sous-encadrement constaté dans cette académie conduisant les parents à s'adresser à l'enseignement privé ; supériorité des résultats obtenus dans l'enseignement public ; plan d'urgence destiné à donner à la région rouennaise un enseignement technique public à la mesure de ses besoins économiques (p. 1289) ; scolarisation des jeunes filles ; versement de la taxe d'apprentissage aux seuls établissements publics (p. 1290) ;

— **n° 260,** posée le 12 octobre 1982 : **habillement, cuirs et textiles (entreprises : Seine-Maritime)** (p. 5696). Appelée le 15 octobre 1982 : **entreprise Tempo-Sanys de Canteleu-Biessard :** situation de l'usine de Biessard de la société Tempo-Sanys ; appartenance de cette usine à un groupe allemand ; réduction d'emplois ; contrat de solidarité (p. 5826-5827) ;

— **n° 321, éducation physique et sportive (personnel),** posée le 14 décembre 1982 (p. 8304) : appelée le 17 décembre 1982 : **élèves-professeurs adjoints d'éducation physique et sportive :** nombre de postes de professeur adjoint « deuxième année » ouverts à l'examen ; mouvement de grève dans les C.R.E.P.S. ; diminution du pourcentage de reçus ; perspective d'établissement d'un corps unique d'enseignants d'éducation physique (p. 8469).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* effort en faveur de l'enseignement technique public ; renouvellement du parc de machines-outils [5 novembre 1982] (p. 6769) ;

Environnement. — *Discussion générale : questions :* revalorisation et recyclage des vieux papiers ; collecte des déchets hospitaliers [15 novembre 1982] (p. 7217).

BATTIST (Umberto)

Député du Nord
(22e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordée pour la diffusion du programme de radiodiffusion sonore [*J.O.* du 27 janvier 1982] (p. 389).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).
Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 229) posée le 15 juin 1982 : **métaux (entreprises : Nord)** (p. 3445) ; appelée le 18 juin 1982 : **établissements Cockerill à Hautmont ;** réduction des achats de la société Vallourec à la société Cockerill compromettant l'avenir de celle-ci (p. 3599, 3600).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Explications de vote : « brillant numéro de vieux galopin indigne » de M. Jean Foyer ; aversion sélective des députés de l'opposition à l'égard de la prise de pouvoir par des militaires ; choix des Français en faveur des nationalisations [28 janvier 1982] (p. 661).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : dévaluation du franc ; nécessité de tenir au pays un langage de vérité et de responsabilité ; acceptation de la baisse du pouvoir d'achat par la classe ouvrière ; événements de 1968 ; effort consenti depuis un an en faveur des plus défavorisés [23 juin 1982] (p. 3808).

— Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).

Première lecture, discussion générale : extension aux communes de moins de 100 000 habitants de la possibilité de percevoir le versement transport ; mesures d'allégement du coût du transport pour les titulaires de la carte orange ; extension des responsabilités des élus locaux et prise en compte des besoins sociaux de déplacement à l'intérieur des agglomérations [25 juin 1982] (p. 3930).

BAUDOUIN (Henri)

Député de la Manche
(3e circonscription)
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).
Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relatif à la police des épaves maritimes (n° 762).

Première lecture, discussion des articles : **article unique :** son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté [7 octobre 1982] (p. 5544).

BAUMEL (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
(8e circonscription.)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).
Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au gouvernement :

— affaire des Falkland : évolution du conflit et remise en question des équilibres traditionnels du continent Nord et Sud-américain et du monde occidental ; nécessité de proposer le retour à de véritables négociations de paix [12 mai 1982] (p. 2038).

— libre accès de toutes les tendances politiques à la radio et à la télévision : absence de publication des temps de parole de la majorité et de l'opposition ; rôle de la télévision à la veille des prochaines élections municipales ; absence de réponse à des dizaines de questions écrites adressées au Gouvernement sur le caractère partisan de la télévision [20 octobre 1982] (p. 6046).

— service minimum lors des grèves à la télévision : vide juridique à propos du service minimum et attitude du Gouvernement à l'égard de ce problème [1er décembre 1982] (p. 7859) ; ses observations critiques sur la réponse du ministre de la communication (p. 7861).

orales sans débat :

— n° 197, posée le 28 mai 1982 : **protection civile (politique de la protection civile)** (p. 2771) ; appelée le 4 juin 1982 : **protection des populations civiles :** abris anti-atomiques ; protection contre les catastrophes naturelles (p. 2954) ; réanimation de la défense civile (p. 2955).

— n° 276 : radiodiffusion et télévision (programmes), posée le 23 novembre 1982 (p. 7603) ; appelée le 26 novembre 1982 : **campagne électorale pour les élections municipales à la radio et à la télévision :** grève sauvage des médias audiovisuels ; absence de respect du programme minimum ; grève sur FR 3 ; nécessité de fixer les conditions de production de programmation et de diffusion des émissions relatives aux élections municipales ; respect du caractère pluraliste des courants d'expression politique ; rôle de la Haute Autorité (p. 7714) ; problème de la grève ; différence entre les élections municipales passées et l'élection à venir ; refus du Gouvernement d'assurer l'égal accès des formations politiques aux médias audiovisuels (p. 7715).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 733).

Première lecture, discussion générale : décision prise par les instances normales de l'Alliance Atlantique ; accords militaires bilatéraux ou conclus entre la France et l'Espagne à l'époque du général Franco [8 avril 1982] (p. 1040) ; évolution démocratique constatée en Espagne ; appartenance de l'Espagne au monde occidental ; état des rapports est-ouest ; proposition émise par M. Claude Cheysson d'un grand débat sur la paix et les rapports est-ouest ; importance de la décision prise par les quatre Parlements aux yeux de l'Espagne ; éventuelle adhésion de l'Espagne aux communautés européennes ; mécontentement des Etats-Unis à propos de la contribution de l'Europe à l'Alliance Atlantique ; originalité de la politique espagnole à l'égard du tiers monde ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 1041).

— Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° 80).

Deuxième lecture, discussion générale : autorisation des services compétents pour procéder à des investigations dans un véhicule à usage professionnel ou exclusivement privé ; distinction difficile entre usage professionnel et usage exclusivement privé ; imprécision du texte ; traitement infligé aux chevaux lors de leur transport [22 avril 1982] (p. 1252) ; absence d'abus de pouvoir lors de la visite d'un véhicule professionnel ou privé dans des cas précis où les animaux sont en danger (p. 1253).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : recherche de nouveaux objectifs pour l'audiovisuel ; diversité du public de la télévision ; bulletins d'information télévisés marqués par une influence politique ; insatisfaction des téléspectateurs ; nécessité de faire face aux impératifs des transformations technologiques ; satellite franco-allemand ; futur satellite

luxembourgeois [26 avril 1982] (p. 1331) ; instauration d'une fausse régionalisation ; contrôle financier assuré par l'Etat ; poursuite de la domination de l'Etat sur les moyens de communication, d'information et de distraction culturelle ; nécessité de trouver un équilibre entre les chaînes privées et le maintien d'un secteur d'Etat (p. 1332).

Discussion des articles : **article 48 :** demande des précisions sur les caractéristiques des stations locales du service public [6 mai 1982] (p. 1806).

BAYARD (Henri)

Député de la Loire
(7e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 26 mars 1982] (p. 928).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 346) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Dousset et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer le cumul d'une pension de vieillesse, versée aux fonctionnaires et d'une rémunération d'activité (n° 628) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Affaires sociales et solidarité nationale : Famille et populations) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à institutionnaliser en **chambres consulaires** les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1er juillet 1901 **(n° 886)** [19 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome II : **Affaires sociales et solidarité nationale :** Famille et population **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **grève des maîtres-assistants :** grève actuellement observée par les maîtres-assistants dans vingt-trois universités ; blocage des recrutements ; difficultés de mettre en place la titularisation générale prévue ; promotions internes ; blocage des perspectives de carrière [10 juin 1982] (p. 3206).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : intégration et protection sociale des conjoints d'artisans et de commerçants visés par le présent projet de loi ; mesures prises par les précédents gouvernements : accession possible à un régime d'assurance volontaire vieillesse-invalidité, harmonisation avec le régime des salariés des prestations familiales, allocation de remplacement en cas de maternité ; possibilité de participer aux élections des chambres consulaires ; choix entre trois options : collaboration, salariat et association ; nécessité d'étendre les dispositions du projet aux conjoints des professions libérales ; position de retrait du projet par rapport au projet antérieurement préparé par l'actuelle majorité ; champ d'application, modalité, coût et mode de financement de l'allocation de maternité ; prise en compte du salaire du conjoint dans les frais de l'entreprise ; conditions de reconnaissance de la qualité d'associé à chacun des conjoints faisant apport de biens communs à une société ; révision du régime matrimonial [8 avril 1982] (p. 1004).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 49 (faisant figurer au premier alinéa de cet article la possibilité pour les conjoints de ne pas opter entre l'un des trois statuts) [13 avril 1982] (p. 1079) ; devient sans objet ; son amendement n° 51 (insérant les mots « comme tel » après les mots « inscrit » dans le deuxième alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 50 (précisant que dans chacune des possibilités offertes aux conjoints il résulte pour lui des droits et des obligations professionnelles et sociales) ; retiré (p. 1080) ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 53 de M. André Rossinot (possibilité de ratification ultérieure pour toute opération aliénant ou grevant les droits réels des éléments nécessaires à l'exploitation de l'entreprise) : retiré (p. 1081) ; son amendement n° 54 (substituant aux mots « dans l'année » les mots « dans les deux mois » dans la seconde phrase du second alinéa de cet article ») : retiré (p. 1081) ; **article 4 :** son amendement n° 56 (précisant que les dispositions de cet article entreront en vigueur au 1er janvier 1983) : retiré (p. 1085) ; **article 5 :** son amendement n° 57 (précisant que pour le calcul du montant de la soulte dû par, ou au conjoint collaborateur, il devra être tenu compte de la prestation gratuite fournie par celui-ci au bénéfice de l'entreprise) ; problème de l'attribution préférentielle de la soulte ; rejeté ; son amendement n° 58 (bénéfice de prêts à taux préférentiels accordés aux conjoints pour le paiement de la soulte) : retiré [14 avril 1982] (p. 1093) ; **article 6 :** son amendement n° 59 (imposant au tribunal l'obligation de se prononcer sur rapports d'experts) : rejeté ; son amendement n° 60 (précisant qu'en cas de pluralité de demandes concernant une exploitation ou une entreprise, le conjoint collaborateur bénéficie d'une priorité d'attribution) : rejeté (p. 1094) ; **article additionnel avant l'article 7 :** vote par le groupe U.D.F. de l'amendement n° 118 du Gouvernement (p. 1096) ; **avant l'article 8 :** son amendement n° 63 (acquisition de droits propres par le conjoint collaborateur inscrit au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou au registre des entreprises en cotisant à l'assurance volontaire vieillesse des non-salariés dans des conditions fixées par décret) : retiré (p. 1097) ; **article 8 :** son amendement n° 64 (insérant les mots « ou au registre des entreprises » après les mots « répertoire des métiers » dans le premier alinéa de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 66 (précisant que le notaire doit notifier l'annulation à l'époux en cause dans les dix jours qui suivent l'enregistrement de la déclaration) (p. 1098) ; nécessité d'éviter que le mandat puisse être résilié sans consultation du conjoint concerné et à l'insu de ce dernier ; devenu sans objet ; son amendement n° 67 (substituant aux mots « l'acte de mariage des époux » les mots « l'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou au registre des entreprises » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) (p. 1099) ; amendement satisfait (p. 1100) ; **article 10 :** son amendement n° 70 (précisant que le conjoint peut notamment bénéficier de la législation relative à l'indemnisation du demandeur d'emploi) : rejeté (p. 1103) ; **article 12 :** son amendement n° 72 (substituant aux mots « en ait été averti » les mots « ait donné son accord » à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 1832-2 du code civil) (p. 1104) ; rejeté ; **article 13 :** son amendement n° 73 (précisant que les parts d'apport en industrie sont intransmissibles sauf dispositions statutaires contraires et que leurs bénéficiaires ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 832 du code civil) : rejeté (p. 1105) ; **article 16 :** soutient l'amendement n° 75 de M. André Rossinot ; suppression de la faculté de se faire représenter par un autre associé en cas de société constituée de deux associés ; règles du mandat (p. 1107).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* dévalorisation des aides en faveur des zones de montagne et des zones défavorisées ; retenues collinaires [9 novembre 1982] (p. 6981).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : situation démographique de la France ; renversement de la pyramide des âges ; inconvénients de remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; mise en œuvre d'une véritable politique de la famille ; limitation de l'augmentation des prestations familiales consécutive au blocage des revenus et des prix ; risque de privilégier la famille de deux enfants ; fiscalisation des prestations ; action entreprise pour les services d'accueil de la petite enfance [18 novembre 1982] (p. 7382).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : réduction de l'allocation au troisième enfant ; déroulement des campagnes en faveur de la contraception ; volonté de banalisation de l'avortement manifestée par le Gouvernement [10 décembre 1982] (p. 8239).

BAYLET (Jean-Michel)

Député de Tarn-et-Garonne
(2e circonscription)
Apparenté socialiste.

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : poids de l'indice des prix du logement dans l'indice des prix [12 janvier 1982] (p. 38) ; inadaptation des logements construits dans les années 1950 ; diminution du rôle de l'Etat à partir de 1970-1975 ; clarté de l'information ; stabilité du locataire ; bail à deux vitesses ; caractère néfaste d'un droit au maintien dans les lieux ; reconnaissance des associations de locataires et protection de leurs représentants contre le congé abusif ; évolution du loyer ; partage de la rémunération des intermédiaires entre le locataire et le bailleur ; question de la maîtrise des sols (p. 39).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** opposition des radicaux à l'amendement n° 16 de la commission [27 juillet 1982] (p. 4886, 4887) ; **article 4 :** nécessité de permettre aux listes n'ayant pas obtenu 5 p. 100 des suffrages au premier tour de fusionner avec d'autres listes au second tour (p. 4900, 4901).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* enseignement agricole public ; recherche agronomique ; montant trop faible des bourses ; animations culturelles en milieu rural [9 novembre 1982] (p. 6951) ; dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; indemnité viagère de départ ; offices par produits ; B.A.P.S.A. et fiscalité sociale ; hommage à l'action du ministre de l'agriculture (p. 6952) ;

Environnement. — *Discussion générale :* faiblesse du présent projet de budget ; politique dynamique menée par le ministre de l'environnement ; convention passée avec E.D.F. ; nouvelle politique de l'eau ; croissance des crédits destinés à la recherche [15 novembre 1982] (p. 7209, 7210).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* importance des mesures prises par le secrétariat d'Etat chargé des rapatriés ; travaux de la commission nationale permanente ; insuffisance de l'indemnisation ; multiplication des commissions d'aménagement des prêts [16 novembre 1982] (p. 7282).

BAYOU (Raoul)

Député de l'Hérault
(5e circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).
Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).
Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).
Vice-président de cette commisison [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** modification des taux de la T. V. A. ; taux applicable aux vins [26 mai 1982] (p. 2600).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : création d'un office des vins [29 juin 1982] (p. 4016) ; garantie d'un prix minimum pour les viticulteurs ; négociation concernant les échanges agricoles avec les pays méditerranéens ; limitation des pouvoirs du Gouvernement français par les règlements communautaires ; contrôle des importations ; situation des viticulteurs du Languedoc-Rousillon (p. 4017).

Discussion générale (suite) : drame frappant les producteurs de vins de table du Midi ; moyens de garantir les prix fixés à Bruxelles [30 juin 1982] (p. 4050).

Discussion des articles : **article 2 :** principes du traité de Rome ; possibilité pour les offices de proposer aux pouvoirs publics les mesures d'ordre communautaire propres à régulariser les marchés, afin d'éviter les distorsions de concurrence [1er juillet 1982] (p. 4115) ; mécontentement des viticulteurs du Midi (p. 4116) ; **après l'article 18 (amendements précédemment réservés) :** son amendement n° 210 (réglementation des importations de vins) [1er juillet 1982] (p. 4186) ; adopté après modification (p. 4191).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Deuxième lecture, discussion générale : crise de la viticulture [29 septembre 1982] (p. 5199) ; juste rémunération du travail des agriculteurs ; amélioration des règlements viticoles de Bruxelles (p. 5200).

Discussion des articles : **article 18** *bis* : création des chais agréés (p. 5223)

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* viticulture française ; situation dans le Midi ; office des vins [9 novembre 1982] (p. 6954) ; primes de distillation ; prix de déclenchement et d'orientation ; dégâts subis par le littoral méditerranéen (p. 6955).

BEAUFILS (Jean)

Député de la Seine-Maritime
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* résistance du tourisme à la crise économique ; participation détenue par l'Etat dans de nombreuses sociétés intervenant dans l'économie touristique [3 novembre 1982] (p. 6621).

Mer. — *Discussion générale :* problème de la politique portuaire ; reconquête des trafics perdus depuis 20 ans ; insuffisance des investissements portuaires [4 novembre 1982] (p. 6716) ; nécessité d'éviter la concurrence « franco-française » ; problèmes des ports dits « secondaires » (p. 6717).

BEAUFORT (Jean)

Député du Finistère

(2e *circonscription*)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : amélioraiton des prestations vieillesse, d'invalidité et de veuvage ; application de la loi Boulin du 31 décembre 1971 ; respect des engagements du Président de la République [18 juin 1982] (p. 3589).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** compétence de l'office des viandes ; application des normes de pesée, de marquage et de classement pour le porc ; exemple de la Bretagne [1er juillet 1982] (p. 4169) ; système du « filet de sécurité » (p. 4170) ; **article 15 :** réglementation de la commercialisation des peaux provenant des abattoirs (p. 4173) ; nécessité d'éviter les mouvements spéculatifs sur les prix des peaux ; relance de l'industrie du cuir (p. 4174).

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale : questions :* politique de maintien à domicile des personnes âgées ; non-remboursement des frais d'alimentation et de lingerie ; problème de la tarification [18 novembre 1982] (p. 7419).

BECHE (Guy)

Député du Doubs

(2e *circonscription*)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 jan- du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 14 janvier 1982] (p. 262)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **livret rose :** mise en œuvre par le Gouvernement d'un livret d'épargne populaire ayant fait l'objet de critiques de la part de l'opposition [14 avril 1982] (p. 1118) ;

— **respect du 8 mai comme jour férié :** nécessité de faire respecter le caractère férié de la journée du 8 mai par les grandes surfaces et les petits commerces [5 mai 1982] (p. 1727) ;

— **investissements publics :** sous-investissement de l'économie française ; recul de l'investissement privé ; possibilité pour le Gouvernement d'agir par le biais de l'extension du secteur public pour mener une politique active d'investissement public [10 juin 1982] (p. 3202).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** fichier informatique du C.N.P.F. ; mise des élections prud'homales sous la responsabilité des maires ; participation de l'Etat à la prise en charge des élections [27 janvier 1982] (p. 594) ; garantie de la liberté et de la vie privée des travailleurs (p. 600).

Quatrième lecture, explications de vote : vote favorable du groupe socialiste [28 avril 1982] (p. 1425).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : nationalisations ; grandes réformes mises en place par le général de Gaulle ; contrôle des structures de représentation des travailleurs ; histoire de la classe ouvrière ; bilan de la Ve République ; anonymat des travailleurs dans l'entreprise ; politique industrielle ; formation professionnelle ; comportement patronal ; élargissement du champ des libertés ; luttes des classes ; organisation de la vie démocratique dans les petites entreprises [13 mai 1982] (p. 2134) ; négociation collective (p. 2135).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : après l'article L. 122-45 du code du travail :** activités syndicales des salariés ; nombreuses entreprises où l'on sanctionne les militants [17 mai 1982] (p. 2332) ; **article 6 : article L. 461-3 du code du travail :** rôle des cadres dans l'entreprise [18 mai 1982] (p. 2395).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** son sous-amendement n° 474 à l'amendement n° 92 de la commission (modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales) [1er juin 1982] (p. 2806) ; devenu sans objet (p. 2807).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** taxe professionnelle ; politique menée par les précédents gouvernements [25 mai 1982] (p. 2576) ; engagements pris par le Gouvernement ; distribution des ressources du fonds national de péréquation (p. 2577).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : politique régionale de la recherche ; attitude du Sénat ; représentation des régions au sein du Conseil supérieur de la recherche [21 juin 1982] (p. 3675).

Discussion des articles : **article 8 :** importance de l'échelon régional dans l'élaboration de la politique nationale de recherche [22 juin 1982] (p. 3710).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire [27 juillet 1982] (p. 4887).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* respect des mesures de sécurité par les chefs d'entreprises [21 septembre 1982] (p. 5021).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : attitude de l'opposition ; casse du potentiel industriel par les précédents gouvernements ; organisation du chômage et de la misère par la droite ; priorité donnée à la lutte pour l'emploi ; pari de la relance ; diminution de la progression du chômage [26 octobre 1982] (p. 6333) ; difficultés de la situation économique ; poursuite de la politique économique du Gouvernement ; réussite de cette politique par rapport à celle suivie par les pays voisins ; rôle de l'A.N.P.E. ; mise en œuvre de nouveaux contrats de solidarité ; retraite à 60 ans ; situation des commerçants et des artisans ; lutte contre le travail noir ; importance des lois Auroux (p. 6334).

Première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** absence de propositions en faveur des personnes modestes de la part des élus de l'opposition [27 octobre 1982] (p. 6384) ; cynisme de M. Gilbert Gantier vis-à-vis des personnes modestes (p. 6387) ; **article 5 :** produit de la taxe sur la publicité [28 octobre 1982] (p. 6421-6422) ; **article 7 :** développement du secteur de l'économie sociale (p. 6431).

Deuxième lecture, discussion générale : problème de la date de diffusion du fascicule bleu des charges communes ; problème des prélèvements sur recettes [15 décembre 1982] (p. 8365) ; existence éventuelle de cavaliers budgétaires (p. 8366).

BECQ (Jacques)

Député de la Somme
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de Sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique, et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* importance du tourisme comme moteur des régions ; popularisation du chèque-vacances ; financement des villages de vacances [3 novembre 1982] (p. 6625).

Mer. — *Discussion générale : questions :* sous-exploitation de la mer ; importance de la pêche côtière artisanale ; problème des artisans pêcheurs [4 novembre 1982] (p. 6724).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique, et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : combat de la gauche en faveur de l'interruption volontaire de grossesse ; application de la loi de 1975 ; attitude de la bourgeoisie ; problème de la baisse de la natalité dans les pays industriels [10 décembre 1982] (p. 8235) ; nécessité de favoriser le développement de l'information sexuelle et de la contraception (p. 8236).

Explications de vote : amélioration de l'information sur la contraception ; volonté du Gouvernement de voir disparaître les avortements clandestins ; vote positif du groupe socialiste (p. 8249).

BEGAULT (Jean)

Député de Maine-et-Loire
(4e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Temps libre : Tourisme) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XV : **Temps libre :** Tourisme **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : baisse des crédits affectés au tourisme [3 novembre 1982] (p. 6587) ; problème des associations de tourisme social, des syndicats d'initiative et des comités régionaux du tourisme ; développement des sports d'hiver ; problème du tourisme rural ; développement du thermalisme français ; difficultés actuelles de l'hôtellerie (p. 6588).

BEIX (Roland)

Député de la Charente-Maritime.
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 12 :** limitation de l'inscription des résidents secondaires sur les listes électorales [28 juillet 1982] (p. 4963).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ; nécessité de taxer l'ensemble des boissons alcoolisées en fonction de leur degré [18 octobre 1982] (p. 5930).

Discussion des articles : **article 27 :** taxation des boissons alcooliques ; coût de l'alcoolisme pour la collectivité [19 octobre 1982] (p. 5992) ; contrôle de cette taxation par l'Etat (p. 5993).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 27 :** problème de la taxe sur les alcools [8 décembre 1982] (p. 8137) ; modalités de perception de la nouvelle cotisation (p. 8138) ; son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 33 de la commission (précisant que la cotisation n'intervient pas lors de transactions effectuées en congés de droit ou en acquis à caution) (p. 8139) ; organisation des circuits de distribution (p. 8140) : rejeté (p. 8143).

BELLON (André)

Député des Alpes de Haute-Provence
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [*J. O.* du 14 avril 1982] (p. 1127).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord portant création du fonds commun pour les produits de base (n° 842) [6 mai 1982] (p. 1843).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (Radio-France internationale) [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Relations extérieures : coopération et développement) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur l'étain (ensemble sept annexes) (n° 1265) [9 décembre 1982] (p. 8205).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 842) autorisant l'approbation d'un accord portant **création du Fonds commun pour les produits de base (n° 867)** [13 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (nos 1083), tome II, **relations extérieures :** Coopération et développement **(n° 1167)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **prix agricoles communautaires :** fermeté du Gouvernement lancée lors des négociations de Bruxelles ; position de la Grande-Bretagne ; rapports de force entre les différents protagonistes [7 avril 1982] (p. 957) ; produits méditerranéens (p. 958) ;

— **congés annuels des fonctionnaires :** restrictions apportées par la circulaire du 16 mars 1982 relative à l'étalement des congés des fonctionnaires [2 juin 1982] (p. 2869) ;

— **sommet de Versailles et tiers monde :** situation du tiers monde face à la mutation scientifique et technologique ; définition d'une politique française face aux problèmes de développement des pays du tiers monde ; projet de négociation globale précédemment évoqué à Ottawa et à Cancun ; approbation par la France de la résolution des Soixante-dix-sept [10 juin 1982] (p. 3201) ;

— **situation du commerce extérieur :** déficit de 12 milliards de francs du commerce extérieur ; analyse sectorielle du commerce extérieur français ; causes du déficit [20 octobre 1982] (p. 6039) ;

— **sommet de l'organisation de l'unité africaine :** crise de l'organisation de l'unité africaine ; affaire du Tchad [24 novembre 1982] (p. 7643) ;

orale sans débat :

— **n° 311 : professions et activités immobilières (agences immobilières),** posée le 7 décembre 1982 (p. 8099) : appelée le 10 décembre 1982. **démarcheurs de l'immobilier :** démarcheurs ayant conseillé des placements en invoquant une prochaine dévaluation du franc (p. 8211).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : attitude manifestée par l'ancien gouvernement vis-à-vis de l'audiovisuel ; accession au pouvoir ayant comme corollaire l'élaboration d'une réforme de l'audiovisuel ; principe de continuité du service public ; accroissement des espaces de liberté ; principe d'égalité des citoyens devant l'information [26 avril 1982] (p. 1332) ; conséquences sociales de l'audiovisuel ; existence d'un ministère de la culture ; droit à la communication ; refus par l'opposition de l'existence d'un secteur public de l'audiovisuel ; adaptation du secteur public aux nouvelles techniques ; possibilités d'expression données aux régions (p. 1333).

Discussion des articles : **article 3 :** suppression du monopole ; garantie de l'exercice des droits énoncés à l'article 2 par les conditions de fonctionnement du service public [27 avril 1982] (p. 1390) ; secteur public et service public (p. 1393) ; **article 5 :** assimilation du service public au monopole par l'opposition ; mission d'information nationale remplie par les journalistes [28 avril 1982] (p. 1404) ; **article 7 :** faculté d'attribuer des fréquences reconnue à un organe n'appartenant pas au secteur public (p. 1454) ; **article 13 :** pouvoir réglementaire conféré à la Haute Autorité ; problème de la nature juridique de la Haute Autorité [30 avril 1982] (p. 1533) ; détournement du débat (p. 1540) ; concept du devoir de réserve (p. 1546) ; **article 14 :** pouvoir de délivrer des autorisations pour des services locaux de radiodiffusion sonore par voie hertzienne confié à la Haute Autorité [3 mai 1982] (p. 1559) ; **article 20 :** composition de la Haute Autorité ; indépendance des membres de celle-ci ; comparaison avec le Conseil constitutionnel (p. 1591) ; **article 25 :** création d'un Conseil national de la communication audiovisuelle ; nécessité de préciser le fonctionnement de ce conseil (p. 1609) ; **article 26** (*suite*) : refus de faire appel à la représentation de religions au Conseil national [4 mai 1982] (p. 1635) ; **avant l'article 30 :** action de l'Etat exercée au regard du service public (p. 1658) ; **article 30 :** cahiers des charges (p. 1659) ; **article 32 :** hommage rendu à T.D.F. (p. 1679) ; continuité du service public (p. 1682) ; **article 35 :** nécessité de préserver la culture française [5 mai 1982] (p. 1710) ; **article 36 :** nombre de sociétés offrant les garanties du service public (p. 1740) ; **article 39 :** création d'une société nationale chargée de la conception et de la programmation d'émissions dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte ; problème de l'égalité des citoyens devant le service public (p. 1762) ; **article 44 :** refus du groupe socialiste de supprimer l'alinéa 1er [6 mai 1982] (p. 1792) ; volonté des socialistes de donner au service public les moyens d'un dynamisme (p. 1794) ; **article 45 :** problème des abus de position dominante entre le cinéma et la télévision (p. 1800) ; **article 48 :** volonté du groupe socialiste de donner aux citoyens une radio adaptée aux réalités locales (p. 1809) ; refus d'un secteur public n'intervenant qu'en cas de carence du secteur privé (p. 1812) ; **article 70 :** autorisation de la création d'un secteur privé de l'audiovisuel ; liberté de la communication audiovisuelle [10 mai 1982] (p. 1943) ; **article 72 :** ouverture par cette loi

de nouveaux espaces de liberté [12 mai 1982] (p. 2069) ; **avant l'article 79** : production cinématographique ; développement de la télévision au détriment du cinéma ; absence de concurrence entre les différents circuits de distribution cinématographique [15 mai 1982] (p. 2253) ; **article 79** : (précédemment réservé) : diminution du marché par les sociétés Gaumont, Parafrance et U.G.C. (p. 2258) ; **article 80** (précédemment réservé) : son sous-amendement n° 801 à l'amendement n° 383 de M. Roland Dumas (mission du médiateur du cinéma) (p. 2264) ; retiré (p. 2265).

Deuxième lecture, discussion générale : composition de la haute autorité ; maintien d'un véritable service public [6 juillet 1982] (p. 4205).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : état de l'appareil de production ; volonté de l'opposition d'accréditer l'idée que la gauche est incapable de gérer l'économie et d'éluder le débat sur le plan de redressement proposé par le Gouvernement ; crise internationale dans laquelle se trouve plongée la France [23 juin 1982] (p. 3806).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord portant création du fonds commun pour les produits de base (n° 842).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : projet répondant à une revendication ancienne des pays du tiers-monde ; amoindrissement des positions de la France en matière d'approvisionnement minier ; nécessité de contribuer au financement des stocks régulateurs ; stabilisation des cours [24 juin 1982] (p. 3842).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (n° 910).

Première lecture, discussion générale : problème du maintien de la francophonie [24 juin 1982] (p. 3851).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : adéquation du projet de loi avec les règles européennes ; situation du marché des plantes à parfum ; volonté de garantir les revenus des agriculteurs ; déséquilibre des marchés des essences de lavande ; organisation des producteurs [29 juin 1982] (p. 4031).

Discussion des articles : **article 19** : plantes destinées à la parfumerie ; nécessité de la création d'un office des plantes à parfums, aromatiques et médicinales [1er juillet 1982] (p. 4178).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : nécessité de ne pas oublier que la guerre existe ; importance de l'équilibre des forces ; volonté du Président de la République de remettre à l'ordre du jour de chaque débat international le problème des relations Nord-Sud ; appartenance de la France à l'Alliance atlantique ; politique extérieure de l'U.R.S.S. ; refus de la France de s'aligner sur les positions américaines face aux problèmes se posant dans le monde ; volonté du Gouvernement de poser le problème de la paix en termes de justice [6 juillet 1982] (p. 4248, 4249).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : comptabilisation des transferts vers les départements d'outre-mer, en aide publique au tiers monde par les précédents Gouvernements [30 septembre 1982] (p. 5277) ; regrette l'absence d'unanimité sur le présent projet de loi (p. 5278).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : taxation sur la publicité des entreprises pharmaceutiques ; rôle de la mutualité ; volonté du Gouvernement de résoudre les problèmes structurels de la sécurité sociale [18 octobre 1982] (p. 5927).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : importance de la crise internationale ; crise de la théorie économique ; hésitations de la politique américaine [26 octobre 1982] (p. 6336) ; dégradation de l'équilibre du commerce extérieur ; place de la France dans le concert international (p. 6337).

Deuxième partie :

Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. — Comptes spéciaux du Trésor. — Budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale :* faible intérêt suscité par les services économiques et financiers dans l'opinion publique [8 novembre 1982] (p. 6835) ; caractère régional de la planification ; accroissement des crédits de la D.A.T.A.R. ; utilisation optimale des fonds publics ; nécessité d'améliorer la connaissance des statistiques industrielles (p. 6836).

Examen des crédits : **état B, titre III** : faiblesse de la thésaurisation entraînée par la création de la nouvelle pièce de 100 francs en argent (p. 6839).

Affaires sociales et solidarité nationale : III — Travail, emploi. *Discussion générale : Questions :* Action en faveur des travailleurs handicapés [15 novembre 1982] (p. 7173) ; conclusion entre le Gouvernement et les entreprises publiques de contrats prévoyant la création d'emplois ; lutte contre le travail au noir (p. 7174).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : diminution de la croissance économique mondiale ; attitude égoïste des Etats-Unis ; faillite du Mexique ; faiblesse de l'augmentation des crédits du fonds d'aide et de coopération ; élargissement du champ de la coopération française ; rôle international de la France ; nature des prêts accordés aux pays en voie de développement ; importance du contrat de gaz avec l'Algérie [17 novembre 1982] (p. 7328) ; augmentation des transferts vers les organisations non gouvernementales ; nouvelle redéfinition de la coopération (p. 7329).

Examen des crédits : I. — Services diplomatiques et généraux. — **Etat B, titre IV** : caractère positif de l'accord gazier passé entre la France et l'Algérie [18 novembre 1982] (p. 7369) ; **après l'article 72** : son amendement n° 66 (contenu du document annexé au fascicule budgétaire du ministère des relations extérieures) (p. 7372) : devenu sans objet (p. 7374).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* Loi sur l'audiovisuel ; satellite de télévision ; intérêt du réseau câblé de communication ; [19 novembre 1982] (p. 7443) ; programme de communication par câbles (p. 7444).

BELORGEY (Jean-Michel)

Député de l'Allier
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Fin de sa mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [2 avril 1982] (p. 781).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre du Comité national de prévention de la violence et de la criminalité [*J. O.* du 21 avril 1982] (p. 1180).

Rapporteur du projet de loi portant réforme des prestations familiales (n° 831) [6 mai 1982] (p. 1843).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (affaires sociales et solidarité nationale : population immigrée) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083). — Tome V. — **Affaires sociales et solidarité nationale :** population immigrée (**n° 1166**) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 206,** posée le 1er juin 1982 : **produits manufacturés (entreprises)** (p. 2837) ; appelée le 4 juin 1982 : **stratégie industrielle et sociale de Manurhin :** fabrication de la roquette Apilas ; menaces de licenciement (p. 2957, 2958) ;

— **n° 216,** posée le 8 juin 1982 : **chômage : indemnisation (Assedic et Unedic)** (p. 3554) ; appelée le 11 juin 1982 : **traitement du courrier parlementaire par les Assedic :** réponse succincte et refus d'information de la part des Assedic aux correspondances des élus nationaux (p. 3268) ;

— **n° 250,** posée le 5 octobre 1982 : **impôts et taxes (contrôle et contentieux)** (p. 5438) ; appelée le 8 octobre 1982 : **recouvrement des créances fiscales :** procédure de recouvrement des créances fiscales ; possibilité de distinguer les fraudeurs des personnes qui ne peuvent payer (p. 5592, 5593) ;

— **n° 256,** posée le 12 octobre 1982 : **politique économique et sociale (politique en faveur des personnes déshéritées)** (p. 5695) ; appelée le 15 octobre 1982 : **dettes des travailleurs à bas salaires :** situation des personnes reprenant une activité professionnelle après une période d'inactivité due à un séjour en hôpital ou en hôpital psychiatrique ; remboursement des dettes sur des salaires très modestes ; possibilité d'aménagements administratifs au profit de ces personnes (p. 5834).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : modernisation de la représentation des formes d'organisations sociales ; autorité des employeurs dans l'entreprise ; retombées économiques des avancées sociales ; nouveaux crédits d'heures ouverts aux représentants des travailleurs ; protection contre les sanctions disciplinaires ; obligation d'informer les travailleurs ; garanties reconnues aux travailleurs des grandes entreprises ; souci d'éviter la marginalisation des salariés des entreprises sous-traitantes ou filiales ; droit d'expression des travailleurs dans l'entreprise ; encadrement de la négociation collective ; droits syndicaux ; rôle des institutions représentatives du personnel ; conflits du travail [13 mai 1982] (p. 2140).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er,** *article L.* 521-1 *du code du travail :* son amendement n° 464 (responsabilité civile des salariés, des représentants du personnel et des syndicats pour fait de grève) ; poursuites intentées par certains employeurs contre des organisations syndicales ou contre des représentants à l'occasion de faits de grève [24 mai 1982] (p. 2480) ; retiré (p. 2482) ; **article 3,** *article L.* 412-17 *du code du travail :* son amendement n° 469 (déplacement des délégués syndicaux dans l'entreprise) [27 mai 1982] (p. 2675) ; adopté (p. 2678) ; **article 6 :** augmentation du crédit d'heures accordé aux délégués syndicaux (p. 2703) ; son amendement n° 471 (paiement des heures de délégation) [28 mai 1982] (p. 2734) : adopté après modification (p. 2736) ; **article 16 :** son amendement n° 475 (paiement des heures de délégation des délégués du personnel) [1er juin 1982] (p. 2830) ; adopté après modification (p. 2831) ; *article L.* 424-3 *du code du travail :* son amendement n° 476 (circulation des délégués du personnel dans l'entreprise) (p. 2832) : adopté après modification (p. 2833) ; **article 21,** *article L.* 432-3 *du code du travail :* son amendement n° 481 (précisant que le comité d'entreprise délibère sur l'affectation de la contribution sur les salaires au titre de l'effort de construction) [4 juin 1982] (p. 2992) ; retiré (p. 2994) ; **article 26 :** son amendement n° 487 (précisant que les membres élus et les représentants syndicaux au comité d'entreprise peuvent se déplacer hors de l'entreprise pour l'exercice de leur fonction) [7 juin 1982] (p. 3046) ; adopté après modification ; son amendement n° 488 (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 434-1 du code du travail) : retiré ; son amendement n° 489 (paiement du temps de délégation comme temps de travail) (p. 3047) ; adopté après modification (p. 3048) ; **avant l'article 1er :** son amendement n° 463 précédemment réservé (précisant que toute mesure prononcée par un employeur à l'encontre d'un salarié en raison de son appartenance syndicale est réputée nulle et de nul effet) [8 juin 1982] (p. 3124) ; retiré (p. 3126).

— **Son rappel au règlement :** attitude de l'opposition ; déroulement du débat ; traite M. Jacques Toubon de « subversif » [3 juin 1982] (p. 2921).

— **Fait personnel :** interprétation faite de son rapport sur la police [3 juin 1982] (p. 2922).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : revalorisation des « avant-loi Boulin » ; amélioration des conditions de calcul et des règles de cumul en matière de pensions de réversion ; réintroduction dans la législation de discriminations tirées des torts assignés par le jugement de divorce à l'ex-conjoint divorcé [18 juin 1982] (p. 3586) ; future réforme du régime des pensions de réversion (p. 3587).

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).**

Première lecture, discussion générale : ouverture de la fonction publique vers l'extérieur [5 octobre 1982] (p. 5407) ; fragilité de la fonction publique ; conditions dans lesquelles seront prononcées les admissions à concourir ; déroulement de la scolarité ; mise en place du troisième concours (p. 5408, 5409).

— **Lors du décès du président Pierre Mendès-France :** associe le groupe socialiste à l'hommage rendu par l'Assemblée nationale à Pierre Mendès-France ; rappelle l'action de celui-ci et l'exemple qu'il a donné à la classe politique française [18 octobre 1982] (p. 5896).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : maîtrise de la croissance des dépenses de santé ; poids des dépenses sociales pour les entreprises [18 octobre 1982] (p. 5906) ; taxation de la publicité pharmaceutique, de l'alcool et des tabacs ; assujettissement des préretraités aux cotisations vieillesse et maladie ; création d'un forfait d'hébergement hospitalier ; émet des critiques sur certaines mesures contenues dans le présent projet ; solidarité entre salariés et non-salariés (p. 5907).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9 :** son amendement n° 92 (statut fiscal des prestations de formation professionnelle continue) [28 octobre 1982] (p. 6441) : retiré (p. 6442).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* insuffisance du présent projet de budget ; lien entre la poursuite de l'exploitation des richesses naturelles et la protection de l'environnement ; importance des armes financières en matière de protection de l'environnement ; nécessité de rénover le cadre juridique de la protection du cadre de vie [15 novembre 1982] (p. 7207).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : nécessité d'améliorer la présentation budgétaire afin que la politique de l'immigration puisse être soumise au contrôle du Parlement [18 novembre 1982] (p. 7384) ; volonté du Gouvernement

de renforcer sa maîtrise des flux migratoires ; mise en œuvre d'une politique d'insertion des communautés immigrées ; refus d'aménager dans un sens restrictif les conditions d'attribution du statut de réfugié ; contenu du rapport Gaspard (p. 7385) ; en qualité de député : élimination des situations de pauvreté et d'extrême pauvreté ; mise en place des centres d'hébergement et de réadaptation sociale ; absence d'expression politique des couches sociales marginalisées (p. 7403) ; mobilisation des collectivités locales et des bureaux d'aide sociale dans la lutte contre les situations de pauvreté (p. 7404).

— **Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).**

Première lecture, discussion générale : exceptions au principe général selon lequel les fonctionnaires titulaires occupent les emplois civils permanents des administrations centrales ; problème de la liste des établissements pouvant continuer à employer des personnels non titulaires ; exemple de l'A.N.P.E. et des agences de bassin ; problèmes propres aux coopérants ; conditions d'intégration dans les corps d'accueil ; cas des agents ne souhaitant pas être titularisés ; dispositions propres aux dispositions C et D [14 décembre 1982] (p. 8288, 8289).

BELTRAME (Serge)

Député des Vosges
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1016).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Consommation) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 11 : **Consommation (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Consommation. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : création du ministère de la consommation ; reconnaissance de la spécificité des problèmes de la consommation ; information des consommateurs sur les prix et qualités des produits ; prévention des accidents domestiques ; reconquête des marchés ; mise en place de six centres locaux d'information sur les prix ; affichage des prix au litre et au kilo ; projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs ; organisations de consommateurs ; crédits de l'Institut national de la consommation ; tutelle du ministère de la consommation sur cet organisme ; fin de la participation des représentants du secteur professionnel au conseil d'administration de l'institut ; représentation du ministère dans ce conseil ; organisation du ministère ; vocation interministérielle du ministère de la consommation [19 novembre 1982] (p. 7473) ; rôle des établissements scolaires dans la formation des élèves à la fonction de consommation ; effectifs du ministère ; existence, pour la première fois, d'un fascicule budgétaire propre au ministère de la consommation ; lutte pour l'indépendance de la France (p. 7474).

BENEDETTI (Georges)

Député du Gard
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Discussion générale : loi de décentralisation ; prise en compte de l'insularité, de l'histoire et de la civilisation particulières de la Corse ; déséquilibre économique ; état de sous-développement ; exode des jeunes à la recherche d'un emploi ; chômage ; répression menée par les précédents gouvernements ; amnistie ; attribution aux élus de la future assemblée de l'essentiel des responsabilités relatives à la conduite des affaires publiques ; transfert de moyens financiers ; moyens techniques : agences et offices régionaux ; aménagement du statut fiscal ; rupture du sous-développement économique, social et culturel ; enracinement de la paix civile ; rôle du conseil économique et social et du conseil de développement culturel ; coût des transports entre la Corse et la métropole ; conseil académique de gestion pour les problèmes d'enseignement de la langue et de l'université corse [18 janvier 1982] (p. 181) ; office corse de l'audiovisuel (p. 182).

Discussion des articles : **article 40 :** propositions du conseil du développement culturel relatives à l'enseignement obligatoire de la langue corse dans les écoles primaires et maternelles [20 janvier 1982] (p. 271).

BENETIERE (Jean-Jacques)

Député de la Loire
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923) [10 juin 1982] (p. 3250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'office d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 923) relatif à la création **d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 970)** [24 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 1093)** [28 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1091), relatif à **l'organisation des marchés agricoles n° 1096)** [29 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 1117) relatif à la **création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés (n° 1119)** [1er octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** amélioration du revenu des agriculteurs ; dispositions favorisant la reprise nécessaire de l'investissement agricole ; caractère limité de cette mesure [26 mai 1982] (p. 2641) ; nécessaire réforme de la fiscalité en agriculture (p. 2642).

adopté ; son amendement n° 50 (indication de l'origine des produits dans le cahier des charges) : adopté ; son amendement n° 51 (précisant que la diffusion des informations aux usagers du marché devra être rapide) : adopté (p. 4155) ; son amendement n° 52 (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions tendant à assurer la centralisation des factures et la facturation centralisée des ventes) : adopté après modification ; son amendement n° 53 (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions tendant à assurer la fiabilité des transactions) (p. 4156) ; adopté après modification (p. 4157) ; exercice normal de la concurrence (p. 4157, 4158) ; éventuelle mise en place d'un système de sécurité des paiements ; son amendement n° 54 (rédactionnel) : adopté (p. 4158) ; **article 12 :** son amendement n° 55 (excluant les produits horticoles du champ d'application des dispositions fixées par cet article) (p. 4160) ; son amendement n° 56 (de conséquence) : adopté après modification ; existence d'accords professionnels concernant les achats de fruits et légumes frais dans le cadre de la charte d'économie contractuelle de 1964 (p. 4161) ; son amendement n° 57 (précisant la procédure du contrôle) (p. 4162) ; adopté ; son amendement n° 58 (de conséquence) : adopté ; tolérance accordée par le Gouvernement en matière de ventes directes (p. 4163) ; limitation des ventes directes (p. 4164, 4165) ; problème des producteurs des zones de montagne (p. 4166) ; **article 13 :** son amendement n° 60 (étendant aux produits horticoles le champ d'application de cet article) (p. 4167) ; adopté (p. 4168) ; **article 14 :** cas des viandes importées (p. 4170, 4171) ; documents d'identification précisant le poids des viandes importées (p. 4171) ; caractère indispensable d'une meilleure connaissance du marché des animaux maigres (p. 4172) ; inefficacité des interprofessions dans le secteurs des viandes ; **après l'article 14 :** caractère réglementaire des dispositions contenues dans l'amendement n° 90 de M. Claude Wolff (p. 4173) ; **article 15 :** nombre d'offices créés par la présente loi ; prochaine disparition du F.O.R.M.A. (p. 4174) ; **article 16 :** caractéristiques du marché lainier (p. 4175) ; **article 19 :** son amendement n° 65 (extension du champ d'application de cet article aux plantes aromatiques et médicinales) : adopté ; **après l'article 21 :** problèmes des plantations de végétaux colonisant le sol depuis plus de cinq ans (p. 4179) ; **article 23 :** programmes régionaux d'orientation ; mise en place d'une procédure souple (p. 4180) ; **article 17 (précédemment réservé) :** son amendement n° 61 (suppression de la référence à l'article 4 du présent projet de loi) : adopté ; son amendement n° 62 (action de l'office en ce qui concerne les raisins de table) (p. 4184) : devenu sans objet ; son amendement n° 63 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 64 (rédactionnel) : adopté (p. 4185) ; **après l'article 18 (amendements précédemment réservés) :** réglementation des importations de vins (p. 4187).

Seconde délibération du projet de loi : **article 1er :** mission des offices (p. 4191).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : divergence entre l'Assemblée nationale et le Sénat concernant les objectifs et les missions des offices ; gestion prévisionnelle des marchés ; dissolution du F.O.R.M.A. ; relations entre l'office des vins et les organisations interprofessionnelles ; inorganisation de nombreux marchés ; missions des offices [29 septembre 1982] (p. 5195) ; rapports entre la profession et le Gouvernement ; rôle du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 5196).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (rétablissant le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 5204) ; mission des offices : adopté ; **article 1er *bis* :** son amendement n° 2 (précision concernant les missions à caractère administratif des offices) : adopté (p. 5205) ; **article 2 :** son amendement n° 3 (suppression de la référence à la définition et à la protection des labels) : adopté ; son amendement n° 4 (mission des offices de garantir un niveau de vie équitable pour les agriculteurs) (p. 5206) : adopté ; son amendement n° 5 (mission des offices en zone de montagne et en zones défavorisées) ; rôle du F.I.D.A.R. : adopté ; son amendement n° 6 (amélioration du fonctionnement des marchés) : adopté (p. 5207) ; son amendement n° 7 (missions des offices devant favoriser l'organisation des producteurs) ; adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 10 (mission des offices) : adopté ; son amendement n° 11 (recherche de débouchés par les offices) (p. 5208) ; adopté ; son amendement n° 12 (proposition des offices en matière de mesures réglementaires ou financières) : adopté ; son amendement n° 13 (précisant que les offices proposent aux pouvoirs publics des adaptations de dispositions communautaires) (p. 5209) ; adopté ; son amendement n° 14 (suppression du quatrième alinéa du paragraphe 12 de cet article) : adopté ; son amendement n° 15 (mission de l'office en matière d'échanges internationaux) : adopté ; **article 2 *bis* :** son amendement n° 16 (ressources des offices) (p. 5210) ; adopté ; **article 3 :** son amendemeent n° 17 (composition du conseil de direction des offices) (p. 5211) : adopté : **article 3 *bis* A :** son amendedement n° 18 (de suppression) : adopté ; **article 3 *ter* :** son amendement n° 19 (de suppression) : adopté (p. 5212) ; **article 3 *quater* :** son amendement n° 20 (de suppression) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 21 (conventions entre les organismes interprofessionnels et les offices) : adopté (p. 5213) ; **article 5 :** son amendement n° 22 (procédure suivie en cas d'inexistence d'un accord professionnel dans le cas d'un produit relevant de la compétence des offices) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 24 (suppression de la deuxième phrase de cet article) (p. 5214) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 25 (composition et mission du conseil supérieur) : adopté ; son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 27 (mission du conseil supérieur) (p. 5215) : adopté ; son amendement n° 28 (même objet) (p. 5216) : adopté ; ses amendements n°s 29, 30, 31, 32 et 33 (même objet) : adoptés ; son amendement n° 34 (même objet) (p. 5217) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 35 (convention passée entre les offices et les établissements publics régionaux) : adopté ; **article 11 :** son sous-amendement n° 58 à titre personnel à l'amendement n° 56 du Gouvernement (suppression des mots « de commercialisation ») ; exclusion du champ d'application de cet article des marchés d'intérêt national et des marchés de détail : adopté (p. 5218) ; son amendement n° 36 (suppression des mots « de commercialisation ») : devenu sans objet ; son amendement n° 37 (procédure d'agrément du marché) : adopté ; son amendement n° 38 (suppression de la disposition soumettant toutes les procédures d'octroi de suspension de retrait de l'agrément à l'avis du conseil supérieur) : adopté ; **article 11 *bis* :** son amendement n° 39 (de suppression) ; fonds de garantie des transactions commerciales (p. 5219) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 40 (contrôle des ventes directes région par région) : adopté ; son amendement n° 41 (autorisation des ventes directes par décision administrative) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 42 (extension des dispositions de l'article précédent du présent projet de loi aux fruits et légumes et à la pomme de terre de conservation) : adopté (p. 5220) ; **article 14 :** son amendement n° 43 (suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 44 (même objet) : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 45 (même objet) : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté (p. 5221) ; **article 18 :** son amendement n° 47 (visa délivré par l'office des vins) ; adopté ; son amendement n° 48 (fixation de la liste des produits soumis à l'obligation du visa) : adopté ; **article 18 *bis* :** son amendement n° 49 (contrôle des chais) (p. 5222) : devenu sans objet ; son amendement n° 50 (rédactionnel) ; adopté ; **article 21 :** son amendement n° 51 (plantations nouvelles autorisées par décret) ; adopté ; son amendement n° 52 (déclaration faite selon un modèle arrêté par décision administrative) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 53 (rétablissement de cet article) : adopté (p. 5224) ; **article 26 :** son amendement n° 54 (suppression de l'avis du conseil supérieur) ; adopté : **titre :** son amendement n° 55 (modifiant le titre du présent projet de loi) ; adopté (p. 5225).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [1er octobre 1982] (p. 5318).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* crédits destinés à l'amélioration de l'habitat ; amélioration de l'habitat du parc H.L.M. grâce aux crédits P.A.L.U.L.O.S. [4 novembre 1982] (p. 6689).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **article 124 :** rôle de la dotation globale d'équipements des départements ; problème des prêts bonifiés du crédit agricole [1er décembre 1982] (p. 7921).

rémunération des personnels et les frais divers de fonctionnement et d'entretien des matériels ; énumération limitative des missions confiées aux éléments français [22 avril 1982] (p. 1254) ; volonté de la France d'aider le processus de paix ; escalade de la violence au Proche-Orient (p. 1255).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : drame libanais [6 juillet 1982] (p. 4521) ; politique des blocs ; blocage issu du recours au droit de veto au conseil de sécurité des Nations unies ; principes défendus par le Gouvernement français ; futur Etat palestinien ; manifestation israélienne hostile à la politique de M. Menahem Begin (p. 4252) ; rôle de la France en faveur de la paix (p. 4253).

BEREGOVOY (Pierre)

Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale

NOMINATIONS

Est nommé ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy) ; décret du 29 juin 1982 [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2051).

DEPOTS

Projet de loi relatif au **fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122)** [1er octobre 1982].

Projet de loi portant diverses **mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123)** [1er octobre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Jarosz : participation du patronat au financement de l'U. N. E. D. I. C. : déficit du régime de l'U.N.E.D.I.C. dû à l'évolution du chômage ; inscription de 30 milliards de francs dans le projet de budget pour faire face à la situation du régime d'indemnisation du chômage ; rôle du patronat dans le financement de l'U. N. E. D. I. C. [20 octobre 1982] (p. 6046) ; maintien d'un système d'assurance chômage, quitte pour l'Etat à suppléer le patronat en cas de refus par ce dernier d'augmenter sa contribution (p. 6046).

— M. Bernard Derosier : U. N. E. D. I. C. : non aboutissement des négociations engagées pour assurer l'équilibre du système d'assurance chômage ; échec de la négociation sur l'augmentation des cotisations maintien du système actuel de l'assurance chômage jusqu'au 1er février ; rôle de l'Etat ; application de l'ordonnance sur la retraite à 60 ans ; [17 novembre 1982] (p. 7312).

— M. Francisque Perrut : politique sociale du Gouvernement : augmentation du pouvoir d'achat du S.M.I.C. et des allocations familiales ; pouvoir d'achat des familles et des personnes âgées ; déficit du système de l'assurance chômage ; sources de financement de l'U.N.E.D.I.C. ; attitude du patronat vis-à-vis de l'U.N.E.D.I.C. [24 novembre 1982] (p 7634) ; effort consenti par le Gouvernement en faveur des salariés de plus de cinquante-cinq ans ; indemnisation du chômage ; absence d'augmentation des cotisations de sécurité sociale des entreprises et des salariés ; équilibre de l'assurance chômage (p 7635) ;

— M. Pierre Zarka : protection des chômeurs après la dénonciation de l'accord sur l'U.N.E.D.I.C. par le patronat : transfert des responsabilités de l'U.N.E.D.I.C. à l'Etat ; renonciation du Gouvernement à une disposition visant à supprimer l'indemnisation des chômeurs en cas d'affiliation au régime inférieure à six mois ; maintien d'une indemnisation limitée à trois mois en cas de contrat de travail à durée déterminée de trois mois ; inscription obligatoire des jeunes chômeurs dans un centre de formation professionnelle ; encouragement du Gouvernement pour la dénonciation d'une nouvelle convention par les partenaires sociaux ; responsabilités de l'Etat en cas de défaillance d'une des parties [24 novembre 1982] (p. 7637) ;

— M. Emmanuel Aubert : situation de l'U.N.E.D.I.C. : système de l'assurance chômage ; augmentation de la contribution de l'Etat à l'U.N.E.D.I.C. ; caractère inégalitaire du système antérieur de préretraite ; maintien jusqu'à soixante-cinq ans des droits acquis pour les titulaires actuels de la garantie de ressources ; date limite de la notification de leur démission ; mécanisme des contrats de solidarité [24 novembre 1982] (p. 7640).

Orales sans débat de :

N° 306, M. Loïc Bouvard : prestations familiales : augmentation des allocations familiales ; fiscalité en faveur des familles ; maintien du pouvoir d'achat des allocations familiales ; mode d'indexation ; augmentation des dépenses de la caisse d'allocations familiales ; familles de deux enfants ; réunion de la conférence nationale des familles [10 décembre 1982] (p. 8202, 8209) ;

N° 302, M. Pierre-Bernard Couste : emploi et retraite : responsabilité du Gouvernement en cas de défaillance de l'une des parties à la convention de l'U.N.E.D.I.C. ; caractère inopportun de la circulaire du 26 novembre ; préservation des droits acquis par les préretraités ; situation des chômeurs de longue durée ; maintien des allocations de base ou de fin de droit aux personnes en cours d'indemnisation à l'âge de cinquante-sept ans et demi ; doublement du montant de l'allocation de fin de droit pour les personnes de plus de cinquante-cinq ans [10 décembre 1982] (p. 8210) ; régime de retraite ; impossibilité de décider par voie réglementaire de l'augmentation des cotisations destinées à financer les régimes de retraites complémentaires ; rôle du Gouvernement en cas de désaccord entre les parties ; incidence du chômage sur les recettes de la sécurité sociale et de l'U.N.E.D.I.C. ; restructuration industrielle de la France ; nécessité de mise en place d'un nouvel ordre économique ; fluctuations du dollar (p. 8211).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : abrogation des ordonnances de 1967 ; historique de la protection sociale [7 juillet 1982] (p. 4302) ; redistribution du pouvoir dans les conseils d'administration des organismes du régime général ; énonce les principes qui guideront son action comme ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; action de Mme Nicole Questiaux ; portée limitée du présent projet de loi (p. 4303) ; nécessité de confier le pouvoir de gestion aux assurés sociaux ; partage de ce pouvoir avec le patronat ; place du mouvement associatif et mutualiste dans les conseils d'administration ; ouverture de la concertation et de la gestion à l'ensemble des forces sociales du pays ; mesures techniques contenues dans le présent projet de loi (p. 4304, 4305) ; démocratisation des institutions sociales ; maîtrise des coûts de gestion ne pouvant pas être obtenue au détriment de la qualité du service public ; représentation syndicale [8 juillet 1982] (p. 4332) ; nécessité d'une réforme du financement de la sécurité sociale (p. 4333).

Discussion des articles : **article 1er :** notion de salaire direct et de salaire indirect ; financement de la sécurité sociale (p. 4334) ; place donnée aux organisations syndicales dans les conseils d'administration (p. 4335) ; absence de retour au système utilisé entre 1945 et 1967 (p. 4336) ; **après l'article 2 :** caractère réglementaire des dispositions contenues dans l'amendement n° 132 de M. Etienne Pinte (p. 4364) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 176 à l'amendement n° 161 de M. Michel Sapin (précisant que le représentant des associations familiales aura au moment de sa désignation la qualité d'allocataire de prestations familiales) (p. 4366) ; représentation des professions médicales ; adopté (p. 4367) ; **article 4 :** refus de donner voix consultative aux seuls représentants nommés par le Gouvernement (p. 4369) ; refus de voir la mutualité représentée dans les caisses d'assurance vieillesse ; **article 5 :** désignation des représentants des salariés dans les conseils d'administration des caisses régionales (p. 4370) ; **article 6 :** composition des conseils d'administration des caisses d'allocations familiales ; représentation des associations familiales (p. 4371) ; son amendement n° 137 (précisant que les représentants des associations familiales auront qualité d'allocataires de prestations familiales au moment de leur désignation) : adopté ; nombre de personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4372) ; augmentation des allocations familiales et du complément familial (p. 4373) ; **article 7 :** nécessité de tenir compte de la situation particulière des organisations agricoles dans

les départements d'outre-mer ; situation des territoires d'outre-mer (p. 4374) ; représentation des travailleurs indépendants (p. 4375) ; **article 8** : caisses d'allocations familiales des territoires d'outre-mer (p. 4376) ; son amendement n° 138 (précisant que les représentants des associations familiales auront, au moment de leur désignation, la qualité d'allocataires de prestations familiales) : adopté (p. 4377) ; **article 9** : mission du conseil supérieur de la sécurité sociale (p. 4378) ; **article 11** : son amendement n° 139 (précisant que les représentants des associations familiales auront, au moment de leur désignation, la qualité d'allocataires de prestations familiales) : adopté (p. 4382) ; **article 13** : concertations auxquelles le présent projet de loi a donné lieu avec les partenaires sociaux (p. 4383) ; désignation du président de l'U.C.A.N.S.S. ; **article 14** : composition du conseil d'administration de l'A.C.O.S.S. (p. 4385) ; **article 17** : son amendement n° 140 (rédactionnel) (p. 4386) ; adopté ; électorat éventuel de certaines mères de famille allocataires (p. 4387) ; **article 29** : déroulement des élections : caractère minime de la charge nouvelle imposée aux entreprises (p. 4390) ; **après l'article 29** : son amendement n° 178 (statut des administrateurs des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 4391) ; son sous-amendement n° 179 à l'amendement n° 47 de la commission (fixant un régime forfaitaire pour l'indemnisation des travailleurs indépendants) : adopté ; **article 31** : refus d'augmenter le nombre des représentants élus présents à chaque séance (p. 4392) ; **article 33** : son amendement n° 180 devenu sans objet (p. 4393) ; **article 7 précédemment réservé** : nécessité d'harmoniser les dispositions concernant les caisses de sécurité sociale de la métropole et d'outre-mer ; son amendement oral (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « et un représentant des associations familiales ») (p. 4394) ; adopté après rectification ; son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 163 de M. Michel Sapin (précisant que le représentant des associations familiales aura au moment de sa désignation la qualité d'allocataire des prestations familiales) : devenu sans objet (p. 4395).

Ses observations après les explications de vote : démocratisation du service public ; démocratie sociale (p. 4396) ;

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** : demande le renvoi de la suite de la discussion générale sur le projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale à une prochaine séance [7 juillet 1982] (p. 4314) ;

— **Projet de loi relatif au Fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).**

Première lecture, discussion générale : développement de la solidarité des salariés bénéficiant de la sécurité de l'emploi vis-à-vis des chômeurs [11 octobre 1982] (p. 5600) ; création d'une contribution exceptionnelle égale à 1 p. 100 de la rémunération des personnes assujetties ; concours financier apporté par l'Etat à l'U. N. E. D. I. C. ; conséquences sociales et financières du chômage ; importance des concours exceptionnels de l'Etat à l'U. N. E. D. I. C. ; avances de trésorerie octroyées par les banques à l'U. N. E. D. I. C. ; attachement du Gouvernement à la politique contractuelle ; augmentation des cotisations des agriculteurs au titre du B. A. P. S. A. (p. 5601) ; indemnisation des personnels militaires sous contrat ; ampleur de la crise mondiale (p. 5602) ; notion d'« Etat Providence » ; mise en place de la garantie de ressources en 1979 (p. 5609) ; diminution du nombre des chômeurs entre octobre 1981 et août 1982 ; responsabilités du précédent gouvernement ; nécessité d'organiser des économies sur les prestations ; budget social de la nation (p. 5610) ; absence de déficit de la sécurité sociale en 1981 et en 1983 ; difficultés du franc ; poursuite de la politique des contrats de solidarité ; création d'un établissement public (p. 5611) ; respect des engagements pris par le Gouvernement ; stabilisation du chômage (p. 5612).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion générale : assainissement de la concurrence ; complémentarité des différents modes de transport ; différents aspects du transport ferroviaire ; difficulté et grandeur de la profession de cheminot ; avantages de la traction électrique ; problème des charges d'infrastructure supportées par la S. N. C. F. [12 octobre 1982] (p. 5648) ; libre choix de l'usager face aux différents modes de transport ; complémentarité de ces différents modes ; nécessité de renforcer le dynamisme de la S. N. C. F. (p. 5649).

— **Lors du décès du président Pierre Mendès France** : associe le Gouvernement à l'hommage rendu par l'Assemblée à Pierre Mendès France ; rappelle l'action de celui-ci et son attachement personnel à l'ancien président du Conseil [18 octobre 1982] (p. 5896).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : situation du régime général de la sécurité sociale ; maintien de la protection sociale en France à un haut niveau ; ralentissement de la croissance économique ; attitude des précédents gouvernements ; refus du Gouvernement d'augmenter les cotisations sociales ; future réforme du financement de la sécurité sociale ; reprise par le budget de l'Etat de l'allocation aux adultes handicapés ; création d'une taxe sur les tabacs, les alcools et la publicité pharmaceutique [18 octobre 1982] (p. 5900-5901) ; augmentation des prestations familiales ; absence de création d'un nouveau ticket modérateur ; amélioration de la couverture sociale ; contrôle des dépenses de santé par une action en profondeur ; harmonisation de l'effort contributif des différentes catégories de Français ; effets pervers du système du prix de journée à l'hôpital ; nécessité de parvenir à une croissance raisonnable des dépenses hospitalières ; difficultés de l'administration des hôpitaux (p. 5902) ; réorganisation de la prise en charge de l'hospitalisation ; accroissement des cas d'exonération du ticket modérateur ; création du forfait journalier à l'hôpital ; suppression des abattements sur les indemnités journalières ; moralisation des séjours à l'hôpital ; conséquences de l'alcoolisme et du tabagisme ; taxation de ces consommations ; création d'une contribution sur la publicité pharmaceutique ; réduction du prix des médicaments ; effort d'harmonisation des cotisations ; alignement des cotisations familiales des employeurs et des travailleurs indépendants (p. 5903) ; mise en place de cotisations sociales à la charge des préretraités ; nécessité de revenir à l'équilibre des comptes de la sécurité sociale (p. 5904) ; importance de l'industrie pharmaceutique (p. 5914) ; attitude de l'opposition ; incapacité du système capitaliste à maîtriser l'envolée des dépenses sociales ; politique menée par les précédents gouvernements ; revalorisation des retraites (p. 5931, 5932) ; cotisation sur les préretraités (p. 5933) ; problème des non-salariés non agricoles ; date d'application du forfait hospitalier ; éventuelle extension de la taxation à l'ensemble des boissons alcoolisées ; exemple du cognac et de l'armagnac (p. 5934) ; refus d'augmenter les cotisations ; démocratisation des conseils d'administration ; rôle de l'informatique en matière de sécurité sociale (p. 5935).

Discussion des articles : **article 6** : mise en place du forfait hospitalier ; problème du ticket modérateur (p. 5937) ; attribution de l'aide médicale ; cas des enfants et adolescents handicapés hébergés dans des établissements d'éducation spéciale ou professionnelle (p. 5938) ; développement des soins à domicile ; mise en place de nouveaux centres de soins intégré (p. 5939) ; date d'entrée en vigueur du forfait journalier (p. 5940) ; **article 8** : son amendement n° 99 (personnes sollicitant une prise en charge) : adopté ; **après l'article 8** : refus d'augmenter les charges des entreprises (p. 5941) ; taux des majorations pour retard dans les paiements des cotisations de la sécurité sociale par les employeurs (p. 5942) ; son amendement n° 100 (limitant les recours sur successions) : adopté ; **article 9** : réforme hospitalière (p. 5943) ; date d'application de la dotation globale ; maintien du système de la tarification à la journée pour les personnes non assujetties à la sécurité sociale ; rôle du conseil d'administration de l'hôpital (p. 5944) ; problème des établissements hospitaliers dont la situation financière évolue ; son sous-amendement n° 103 à l'amendement n° 20 de la commission (insérant les mots « du ministre chargé de la santé ou » après les mots « par arrêté » dans le 2e alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 20 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet amendement) ; sous-amendement n° 103 et n° 104 : adoptés (p. 5946) : **article 12** : problème des hôpitaux à but lucratif [19 octobre 1982] (p. 5954) ; **article 15** : nouvelles responsabilités des caisses de sécurité sociale (p. 5955) ; problème du secret médical (p. 5956) ; **article 16** : situation des établissements d'hospitalisation privés ; retire cet article (p. 5957) ; **article 18** : déroulement du débat (p. 5958) ; **article 1er précédemment réservé** : situation des préretraités ; accepte la diminution de la cotisation payée par les préretraités en contrepartie d'une augmentation de la taxe sur la publicité pharmaceutique (p. 5959, 5960) ; son amendement n° 93 (de suppression) (p. 5960) : adopté ; **article 2 précédemment réservé** : son amendement n° 94 (de suppression) : adopté (p. 5961) ; **article 27** : fléau du

tabagisme et de l'alcoolisme ; taxation de l'alcool et du tabac (p. 5998) ; refus de taxer le vin, la bière ou le cidre ; cas des alcools appartenant à la catégorie 5 ; conséquences redoutables d'une consommation excessive de tabac ; exemple des laryngectomisés ; refus de pénaliser les producteurs (p. 5999) ; calcul de la cotisation par fraction de litre ; mise en place d'un tarif de 10 F par litre ; versement de la taxe à la caisse nationale d'assurance maladie (p. 6000) ; **après l'article 27 :** information du comité d'entreprise de la situation de l'entreprise au regard des cotisations de sécurité sociale (p. 6001).

Ses observations sur les explications de vote : attitude de l'opposition (p. 6003) ; future réforme du financement de la sécurité sociale ; absence de date prévue pour l'application de la taxe sur les tabacs et les alcools et du forfait hospitalier (p. 6004).

Deuxième lecture, discussion générale : création du forfait journalier hospitalier et de la taxe sur les tabacs et alcools ; difficultés de trésorerie de la sécurité sociale [8 décembre 1982] (p. 8123) ; future réforme au financement de la sécurité sociale ; augmentation éventuelle de la T.V.A. ; réforme du financement des allocations familiales (p. 8124).

Discussion des articles : **article 5 :** participation du secteur de l'industrie pharmaceutique à l'effort de solidarité (p. 8126) ; son amendement n° 31 (versement, assiette et recouvrement de la taxe sur l'industrie pharmaceutique) (p. 8127) : adopté (p. 8128) ; **article 6 :** institution d'un forfait journalier à l'hôpital ; cas des séjours hospitaliers inférieurs à trente jours (p. 8128) ; répartition de l'aide sociale (p. 8129) ; **article 9 :** procédure de fixation de la dotation globale (p. 8130) ; **article 11 :** versement de la dotation globale (p. 8131) ; problème des actions expérimentales de caractère médical et social (p. 8133) ; **article 25 :** mécanisme d'actualisation des cotisations d'assurance vieillesse (p. 8135); **après l'article 26 :** son amendement n° 32 (portant de trois à six mois le délai dans lequel l'assuré retardataire est rétabli automatiquement dans son droit aux prestations) : adopté (p. 8135) ; **article 27 :** refus de supprimer cet article (p. 8138) ; son amendement n° 33 (simplifiant les modalités de recouvrement des cotisations sur l'alcool et le tabac) (p. 8139) ; problème des ventes à caractère promotionnel ; organisation des marchés ; adopté (p. 8143) ; **après l'article 28 :** son amendement n° 34 (franchise postale) : retiré (p. 8144) ; problème des pharmacies mutualistes (p. 8146).

Ses observations après les explications de vote : indique que l'opposition se préoccupe des élections municipales ; déroulement du débat ; création de la dotation globale hospitalière (p. 8147).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* difficultés du commerce extérieur de la France ; rôle des consommateurs dans la réduction de ce déficit ; importance des contrats « clé en mains » ; insuffisance des services après-vente français à l'étranger ; nécessaire réduction des importations [12 novembre 1982] (p. 7079).

Transports. — *Discussion générale :* assainissement progressif de la situation financière de la S.N.C.F. ; harmonisation des règles de concurrence ; désenclavement de la région Normandie [16 novembre 1982] (p. 7238) ; amélioration de la liaison fluviale Seine—Est (p. 7239).

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. *Discussion générale :* augmentation des autorisations de programme ; précise qu'il souhaite introduire plus de souplesse dans le présent budget ; part importante des dépenses ayant un caractère inéluctable [18 novembre 1982] (p. 7388) ; attachement des Français au système de protection sociale ; accords conclus entre les syndicats médicaux et la caisse nationale d'assurance maladie ; problème du financement des hôpitaux ; réforme du financement de la sécurité sociale ; problème des charges sociales des entreprises ; progression du pouvoir d'achat des prestations familiales ; volonté de faire de la politique de la famille une priorité nationale ; importance des moyens mis au service de la protection sociale des personnes âgées ; (p. 7389) ; problèmes de l'U.N.E.D.I.C. ; attitude du patronat ; priorité donnée à l'action sociale ; contenu du rapport Lasry ; insertion sociale des travailleurs immigrés ; développement des stages d'insertion sociale ; lutte contre la toxicomanie ; répression des trafiquants (p. 7390) ; approfondissement de la concertation avec le monde associatif ; contrôle de l'emploi des fonds publics ; rôle capital de l'administration centrale ; problème des régimes spéciaux ; importance du bénévolat en matière sociale (p. 7391, 7392).

Répond à la question de :

— *Mme Muguette Jacquaint :* remboursement de l'I.V.G. ; respect de l'anonymat (p. 7416) ;

— *Mme Adrienne Horvath :* réforme du financement des allocations familiales (p. 7416) ; mise en œuvre de dispositions fiscales favorables aux familles nombreuses ; priorité donnée par le Gouvernement à la politique familiale (p. 7417) ;

— *M. Pierre Gascher :* accroissement de l'allocation versée aux adultes handicapés ; contenu du rapport Lasry (p. 7417) ;

— *M. Claude Wilquin :* déplacement des handicapés (p. 7418) ; accès des handicapés à un emploi (p. 7419) ;

— *M. Jean-Paul Fuchs :* mise en place d'une politique active de prévention de l'alcoolisme ; problème de la circulation routière (p. 7421) ;

— *M. Jean-Paul Fuchs :* réforme du financement des prestations familiales ; valorisation du second enfant (p. 7421) ; inconvénient du vieillissement d'une population (p. 7422) ;

— *M. Robert Le Foll :* transfert de la gestion des objecteurs de conscience du ministère de l'agriculture au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 7423).

BERGELIN (Christian)

Député de la Haute-Saône
(1re circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033) (Légion d'honneur, ordre de la Libération) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

DEPOTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) annexe n° 48 : **Légion d'honneur, ordre de la Libération (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Centres d'éducation populaire : hostilité à l'égard du projet de transformation des centres régionaux d'éducation physique et sportive en centres d'éducation populaire [13 octobre 1982] (p. 5722).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** soutient l'amendement n° 40 de M. Gabriel Kaspereit [14 avril 1982] (p. 1097) ; **article 8 :** procédure par laquelle la déclaration notariée de fin de mandat sera portée à la connaissance des tiers ; responsabilité des démarches revenant à l'époux prenant l'initiative de mettre fin à son mandat (p. 1100) ; **article 9 :** soutient le sous-amendement n° 42 de M. Gabriel Kaspereit à l'amendement n° 25 de la commission ; dispositions selon lesquelles la rémunération du conjoint ne peut

être, en aucun cas, inférieure au S. M. I. C. (p. 1101) ; **après l'article 9 :** soutient l'amendement n° 43 de M. Gabriel Kaspereit ; principe de la libre fixation du salaire du conjoint ; caractère dérisoire de la déduction fiscale autorisée ; abrogation de l'article 154 du code général des impôts permettant aux chefs d'entreprise de déduire de ses bénéfices la totalité du salaire du conjoint (p. 1102) ; retire l'amendement n° 43 de M. Gabriel Kaspereit (p. 1103).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** caractère préoccupant de la situation des entreprises ; aggravation des charges sociales ; modification des taux de la taxe professionnelle [25 mai 1982] (p. 2576) ; taux de la taxe professionnelle (p. 2578) ; **article 3 :** abaissement du taux réduit de la T. V. A. pour les produits de première nécessité ; inconvénients du nombre élevé de taux de T. V. A. ; mesures allant à l'encontre de l'harmonisation fiscale européenne [26 mai 1982] (p. 2598) ; état des finances publiques ; augmentation des prélèvements de l'Etat sur les particuliers (p. 2599) ; son amendement n° 38 (suppression du paragraphe 2 de cet article) (p. 2608) ; rejeté (p. 2610) ; **article 5 :** conséquences de la fiscalisation du crédit agricole sur l'agriculture et l'artisanat (p. 2616) ; **article 6 et état A :** maintien du déficit prévisionnel ; montant des adjudications de bons du Trésor (p. 2619) ; **article 10 :** dispositions permanentes concernant la taxe professionnelle ; mauvaises conditions du travail parlementaire ; insuffisance de la compensation en faveur des collectivités locales (p. 2631) ; **article 11 :** étalement de l'imposition sur deux ans ; compensation accordée aux collectivités locales ; **article 12 :** institution d'une décote pour les contribuables franchissant les limites d'exonération ; **article 13 :** dispositions favorisant l'embauche de jeunes par les artisans (p. 2633) ; **article 14 :** modification du régime de la majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle (p. 2634) ; **article 15 :** motifs ayant conduit à modifier le seul régime de la taxe professionnelle ; **article 16 :** application de la cotisation de péréquation à des établissements pouvant être imposés à un taux inférieur à la moyenne nationale (p. 2636) ; **article 17 :** rôle du fonds national de péréquation ; financement de ce fonds ; **article 18 :** rapport sur l'application des articles 10 à 17 du présent projet ; absence d'études précises de simulation (p. 2639).

Explications de vote : insuffisance de ce collectif ; absence de mesures efficaces destinées à relancer l'investissement ; manque de rigueur budgétaire (p. 2648) ; remise en cause systématique de l'autorité du chef d'entreprise ; coût des mesures sociales nouvelles ; privilège accordé au secteur public ; relance de l'investissement dans l'agriculture ; déficit budgétaire ; augmentation de la pression fiscale ; manipulation des taux de la T. V. A. ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 2649).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : situation économique et sociale dans laquelle le Gouvernement a placé la France ; échec de la relance par la consommation ; aggravation des charges sociales et fiscales ; travaux de la commission Bloch-Lainé ; retournement de la politique économique du Gouvernement ; blocage des prix et des revenus [12 juillet 1982] (p. 4421) ; politique d'augmentation du déficit budgétaire ; coût et échec de la politique de l'emploi ; blocage des distributions de dividendes ; diminution du pouvoir d'achat des ménages pour 1982 ; blocage des loyers (p. 4422) ; utilisation de l'article 49 de la Constitution par le Gouvernement ; affaire de la mairie de Paris ; « charcutages » électoraux (p. 4423).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : flou contenu dans le présent projet de loi ; volonté du ministre des transports d'étatiser progressivement ce secteur ; asphyxie du transport routier privé, de la batellerie et du transport aérien régional ; nouveau statut de la S.N.C.F. ; place marginale des transports aériens et fluviaux dans le présent projet de loi ; redondances contenues dans le présent projet ; proclamation d'un droit au transport ; inauguration du T.G.V. ; volonté du Gouvernement de créer un service public des transports ; notion de service public [12 octobre 1982] (p. 5651, 5652) ; sanctions prises envers les manquements à la législation des transports ; problèmes des éventuelles entreprises radiées ; alourdissement des charges des entreprises de transport ; renchérissement du carburant ; nécessité de réintroduire dans ce secteur un certain nombre de règles de l'économie de marché ; relations entre les transports et les utilisateurs (p. 5653).

Discussion des articles : **article 1er :** imprécision du texte du présent projet de loi (p. 5665, 5666) ; son amendement n° 164 (définition des transports intérieurs) (p. 5666) : rejeté ; son amendement n° 165 (rôle des transports intérieurs) : rejeté (p. 5667) ; son amendement n° 166 (définition des transports publics) : rejeté (p. 5668) ; son amendement n° 167 (liberté de choix du mode de déplacement) : rejeté (p. 5669) ; son amendement n° 168 (obligation faite à l'Etat de mettre en œuvre les dispositions permettant à l'usager de pouvoir se déplacer) : retiré ; ses amendements n°s 169 et 170 : devenus sans objet (p. 5669) ; **article 2 :** contenu du droit au transport ; distribution du Chaix aux usagers (p. 5673) ; son amendement n° 171 (de suppression) (p. 5675) : rejeté ; son amendement n° 172 (possibilité pour tout citoyen de faire appel à un moyen de transport public) : rejeté ; son amendement n° 173 (missions des transports intérieurs) (p. 5676) : rejeté (p. 5677) ; **article 3 :** son amendement n° 174 (précisant que le développement des transports intérieurs s'appuie sur l'existence de nombreux modes de transports individuels et collectifs ainsi que sur le maintien d'une concurrence) : rejeté ; son amendement n° 175 (suppression du mot « globale » au début de la première phrase de cet article) : rejeté (p. 5681) ; son amendement n° 176 (suppression du mot « harmonieux » dans la première phrase de cet article) : rejeté (p. 5682) ; son amendement n° 177 (suppression du mot « réels » au début de la seconde phrase du premier alinéa de cet article) (p. 5683) : rejeté ; son amendement n° 178 (précisant que la politique des transports tient compte des contraintes supportées par les usagers et les tiers) : rejeté (p. 5684) ; son amendement n° 179 (développement d'initiatives individuelles) (p. 5685) : rejeté (p. 5686) ; son amendement n° 180 (précisant que la politique des transports garantit les bases de la libre concurrence entre les différents modes de transport) : rejeté ; **article 4 :** son amendement n° 181 (suppression du mot « globale » au début de cet article) : rejeté (p. 5689) ; son amendement n° 182 (mise en œuvre de la politique des transports dans le cadre de la loi de planification de l'Etat) : rejeté (p. 5690) ; son amendement n° 183 (promotion de l'usage des transports collectifs de personnes) : retiré (p. 5691) ; **article 5 :** notion de service public des transports ; son amendement n° 184 (service public des transports) [13 octobre 1982] (p. 5700) : rejeté ; son amendement n° 185 (mission du service public des transports) : rejeté (p. 5701) ; son amendement n° 186 (organisation des transports publics réguliers des personnes) : rejeté ; son amendement n° 187 (suppression du septième alinéa de cet article) (p. 5702) : rejeté ; son amendement n° 188 (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) : non soutenu ; son amendement n° 189 (définition des transports publics) : adopté (p. 5703) ; **article 6 :** son amendement n° 190 (de clarification) : adopté ; son amendement n° 191 (insérant les mots « au moins » après les mots « du transporteur assurant » à la fin de cet article) (p. 5704) : rejeté ; son amendement n° 192 (couverture des charges d'exploitation) ; rejeté (p. 5705) ; son amendement n° 193 (rédactionnel) : retiré (p. 5705) ; son amendement n° 194 (précisant que les charges d'exploitation couvrent les frais d'amortissement et de renouvellement des matériels, meubles et immeubles) : rejeté (p. 5706) ; **article 7 :** son sous-amendement n° 375 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (radiation des entreprises en cas de manquement grave ou répété à la réglementation des transports, du travail ou de la sécurité) (p. 5710) : rejeté ; son sous-amendement n° 376 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (cas des suspensions provisoires) (p. 5711) : rejeté (p. 5712) ; son sous-amendement n° 377 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (précisant que les cas de radiation sont prévus par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 5712) ; ses amendements n°s 195, 196, 197 et 198 devenus sans objet (p. 5713) ; **article 8 :** son amendement n° 199 (application de cet article aux commissionnaires de transport) : rejeté ; statut des commissionnaires de transport (p. 5754) ; son amendement n° 200 (substituant au mot « connexes » les mots « liées directement » dans le deuxième alinéa du paragraphe Ier de cet article) (p. 5755) : rejeté ; son amendement n° 201 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 202 (avis des transporteurs, des usagers et des commissionnaires de transport) : rejeté (p. 5756) ; son amendement n° 203 (précisant que les prix et tarifs sont établis pour que les charges du transport soient supportées par les entreprises ou les personnes pour le compte desquelles le transport a été effectué) (p. 5756) : rejeté (p. 5757) ; **article 9 :** son sous-amendement

n° 205 à l'amendement n° 11 du Gouvernement (avis des organismes professionnels et du conseil national des transports) : rejeté (p. 5765) ; son amendement n° 204 (précisant que les opérations de transport doivent être conduites dans des conditions compatibles avec la réglementation) : rejeté ; son amendement n° 206 (distinction entre le contrat de transport et le contrat de travail) (p. 5766) : rejeté (p. 5767) ; **article 10 :** son amendement n° 207 (dispositions applicables aux agents non salariés) : devenu sans objet (p. 5768) ; **article 11 :** son amendement n° 208 (de suppression) (p. 5769) : rejeté ; son amendement n° 209 (cas du secteur du transport pour compte propre) : rejeté (p. 5770) ; **article 12 :** son amendement n° 210 (rédactionnel) (p. 5771) : adopté ; son amendement n° 211 (possibilité de réinsertion des travailleurs inaptes dans un autre secteur d'activité) (p. 5772) : retiré ; **article 13 :** création dans chaque département d'une commission paritaire chargée de suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite (p. 5773) ; son amendement n° 212 (création d'une commission paritaire consultative par département) : rejeté (p. 5774) ; **article 14 :** son amendement n° 213 (caractère public ou privé des investissements) (p. 5778) : devenu sans objet ; son amendement n° 314 (prise en compte des nécessités de la politique européenne des transports) (p. 5779) : rejeté ; son amendement n° 214 (rédactionnel) : rejeté (p. 5780) ; son amendement n° 215 (suppression de la référence au choix technologique) : retiré ; son amendement n° 216 (même objet) : retiré ; son amendement n° 313 (précisant que tout shéma directeur fera l'objet d'une loi distincte soumise au Parlement) : retiré (p. 5782) ; **article 15 :** son amendement n° 217 (de précision) : rejeté (p. 5784) ; **article 16 :** son amendement n° 218 (suppression des mots « et à la mise en œuvre ») : rejeté (p. 5786) ; son amendement n° 219 (consultation par les autorités de l'Etat de chaque section du conseil) (p. 5786) : rejeté (p. 5787) ; **article 18 :** son amendement n° 273 (création de filiales dont l'objet sera directement lié à l'exploitation ferroviaire) : rejeté (p. 5795) ; **article 19 :** son amendement n° 274 (remise des biens de l'ancienne S.N.C.F. au nouvel établissement public) : rejeté [14 octobre 1982] (p. 5801) ; **article 21 :** composition du conseil d'administration de la S.N.C.F. (p. 5802) ; son amendement n° 275 (modifiant la composition du conseil d'administration) : retiré ; son amendement n° 276 (représentation des usagers) (p. 5803) : rejeté ; son amendement n° 277 (représentation des cadres) : rejeté (p. 5804) ; **article 22 :** son amendement n° 278 (composition de la commission consultative) : devenu sans objet (p. 5807) ; **article 24 :** son amendement n° 280 (concours de l'Etat à la S.N.C.F. affecté exclusivement au service public) : rejeté (p. 5811) ; son amendement n° 281 (rapport annuel présenté au Parlement indiquant quand ont été remplies les obligations du cahier des charges) : rejeté (p. 5813) ; **article 28 :** son amendement n° 283 (mention du stationnement comme objectif du plan de déplacements urbains) : adopté (p. 5817) ; **article 29 :** son amendement n° 315 (suppression du mot « publics » à la fin du cinquième alinéa de cet article) : rejeté [15 octobre 1982] (p. 5865) ; son amendement n° 316 (caractère permanent des autorisations) : rejeté (p. 5866) ; **article 31 :** son amendement n° 285 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 286 (suppression des mots « et régulée en fonction des besoins de l'économie ») : rejeté (p. 5868) ; son amendement n° 287 (respect de l'égalité de traitement pour les entreprises de transport) : rejeté (p. 5869) ; **article 32 :** son amendement n° 288 (inscription des commissionnaires de transport sur un registre tenu par les autorités de l'Etat) : rejeté (p. 5869) ; **article 34 :** lutte contre le tractionnariat abusif ; recours à la sous-traitance (p. 5871) ; **article 34 :** son amendement n° 289 (suppression des mots « avec conducteur » à la fin du premier alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 290 (cas dans lequel le recours à la sous-traitance est possible) (p. 5872) : adopté ; son amendement n° 291 (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 292 (nature juridique du contrat d'affrètement) : rejeté ; **article 35 :** son amendement n° 293 (avis des loueurs, des usagers et avis du conseil national des transports) : rejeté (p. 5873) ; **article 36 :** souplesse offerte par le système de location de véhicules avec chauffeur ; **article 37 :** signification de l'expression « capacité de transport » ; son amendement n° 295 (précisant que la durée des autorisations ne doit pas être inférieure à sept ans) (p. 5874) : rejeté ; son amendement n° 294 (précisant que les transporteurs et loueurs de véhicules industriels exerçant leur activité à la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article conservent l'intégralité de leurs droits de transport et de location) : rejeté (p. 5875) ; **article 38 :** problème de la radiation ou du retrait d'une autorisation ; son amendement n° 296 (cas des manquements graves et répétés à la réglementation des transports, du travail ou de la sécurité) : rejeté (p. 5876) ; **article 43 :** son amendement n° 297 (suppression du paragraphe I de cet article) : retiré ; son amendement n° 270 (autorisation délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile) : rejeté (p. 5882).

Explications de vote : attitude constructive de l'opposition ; autonomie de gestion conférée à la S.N.C.F. ; chèque en blanc donné par la majorité au ministre des transports ; droit au transport ; augmentation du prix de l'essence ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 5888).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 34 :** son amendement n° 108 (possibilité de recours à la sous-traitance) ; problème du tractionnariat : rejeté [16 décembre 1982] (p. 8445).

Troisième lecture, explications de vote : omniprésence de l'Etat dans le domaine des transports ; nécessité de favoriser la concurrence sur le marché des transports intérieurs ; vote hostile du groupe R.P.R. [18 décembre 1982] (p. 8519).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* augmentation des crédits du ministère des transports ; accroissement du concours de l'Etat à la S.N.C.F. ; coût de la construction du T. G. V. Atlantique ; encouragement donné aux transports collectifs urbains et non urbains ; stagnation des crédits consacrés aux voies navigables [16 novembre 1982] (p. 7233) ; crise du transport aérien international ; diminution des crédits consacrés aux routes ; rôle du fonds spécial de grands travaux ; désengagement financier de l'Etat ; freinage des investissements routiers ; dégradation de la situation des compagnies aériennes ; situation de la construction aéronautique civile (p. 7234) ; absence du pavillon français non régulier du secteur long courrier (p. 7235).

— **Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).**

Première lecture, discussion générale : projet de loi reprenant en partie une idée apparue lors de l'élaboration de la charte de l'artisanat en 1981 ; caractéristiques de la formation professionnelle des artisans : absence de contribution obligatoire au financement de la formation ; application partielle de la loi de 1971 au secteur artisanal par le biais du congé-formation ; difficultés pratiques de mise en place d'une formation permanente ; développement de toute formation dépendant exclusivement de l'aide financière de l'Etat ; compagnons de l'entreprise artisanale ; salariés et conjoints d'artisans ; se déclare favorable au stage préalable à l'installation ; délai accordé pour l'accomplissement du stage ; dérogation ; interroge le ministre sur sa position quant au caractère obligatoire des stages de gestion ; financement des stages ; insuffisance des moyens financiers dégagés par l'Etat [23 novembre 1982] (p. 7585) ; actions de formation continue ; rapport de M. Charles Haby sur « le rôle de l'artisanat dans le secteur de technologie avancée » ; utilisation systématique des moyens audiovisuels (p. 7586).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 18 (inclusion des conjoints d'artisans dans le champ d'application du texte) : adopté (p. 7590) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 2 de la commission (ouverture du stage à tous les conjoints d'artisans) : adopté ; **article 3 :** son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 3 de la commission (ouverture des actions de formation continue à tous les conjoints d'artisans) : adopté (p. 7591) ; **titre :** son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à supprimer les mots « non salariés ») : retiré (p. 7596).

Explications de vote : son vote favorable au projet (p. 7598).

BERNARD (Jean)

Député de la Meuse
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** mécanisme des apparentements ; fusion de listes entre le premier et le second tour [27 juillet 1982] (p. 4906).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** situation d'égalité consécutive à l'application du droit au transport ; droit à la concurrence [12 octobre 1982] (p. 5679).

BERNARD (Pierre)

Député du Tarn
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les préparateurs en pharmacie (n° 899) [1er juillet 1982] (p. 4196).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).

Première lecture, discussion générale : place de la profession de sage-femme dans le milieu médical ; fonctions de celles-ci ; recrutement de sages-femmes par les D. D. A. S. S. [12 mai 1982] (p. 2053) ; extension du rôle des sages-femmes (p. 2054).

BERNARD (Roland)

Député du Rhône
(12e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [J. O. du 27 mars 1982] (p. 944).

Membre de la commission des affaires étrangères [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte de coopération judiciaire en matière pénale (n° 1218) [25 novembre 1982] (p. 7698).

DEPOTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1218) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République arabe d'Egypte de coopération judiciaire en matière pénale (n° 1285)** [9 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Statut des locataires-gérants de stations-service : pressions exercées par certaines compagnies pétrolières pour que ceux-ci transforment leur activité sous forme de S. A. R. L. mandataires [3 novembre 1982] (p. 6607).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : importance de l'activité économique des artisans et des commerçants ; possibilité de créer des S.A.R.L. entre époux ; création de la qualité de conjoint associé ; option laissée en matière fiscale entre la fiscalité des sociétés de personnes ou de capitaux ; souplesse du projet de loi ; vente des éléments du fonds de commerce ou de l'exploitation artisanale dépendant de la communauté subordonnée au consentement exprès du conjoint ; action en nullité ouverte au conjoint s'il n'a pas donné son consentement ; indemnité de remplacement accordée lorsque l'épouse fait appel à du personnel salarié pour se faire remplacer ; attribution préférentielle ; renforcement des droits du conjoint collaborateur dans l'hypothèse de la cessation du mandat ; progrès dans la voie de l'égalité entre époux ; nécessité d'une refonte des régimes matrimoniaux ; généralisation de l'indemnité de remplacement ; souhait de la commission de voir la soulte faire l'objet de prêts à taux réduit ; déductibilité des salaires versés au conjoint du bénéfice industriel et commercial pour un montant au moins égal au S. M. I. C. ; droit à la formation professionnelle [8 avril 1982] (p. 1009, 1010).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* accroissement du budget de la culture ; ouverture de la culture vers de nouveaux groupes sociaux ; financement d'un cirque national et d'une école nationale du cirque ; création d'un musée de la bande dessinée à Angoulême ; développement de la danse classique et contemporaine ; rôle des conservatoires [3 novembre 1982] (p. 6650).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* état des relations franco-africaines ; priorités en matière d'aide publique ; caractère bénéfique de la croissance des pays en voie de développement [17 novembre 1982] (p. 7338) ; mise en place d'un nouvel ordre économique international ; contrat de gaz franco-algérien ; difficultés de l'Algérie ; baisse de la présence française en Algérie (p. 7339).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : intérêt du Gouvernement pour l'artisanat ; chambre des métiers ; nécessité d'éviter les échecs des premières années d'installation ; formation continue des artisans ; loi de 1971 [23 novembre 1982] (p. 7586).

BERSON (Michel)

Député de l'Essonne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 192] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [J. O. du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Demande de levée de son immunité parlementaire (n° 828) [26 avril 1982]. Rejet de cette demande [6 mai 1982] (p. 1825).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016 [J. O. du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (formation professionnelle) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (**n° 1083**) [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 19 : **formation professionnelle (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans : ordonnances du 28 mars 1982 sur l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans ; formation professionnelle des jeunes ; problème de l'insertion professionnelle des jeunes de plus de dix-huit ans [19 mai 1982] (p. 2429).

— Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : taux de cette rémunération ; blocage de crédits destinés aux aides à la mobilité ; possibilité d'instaurer une période de transition dans l'application des taux de rémunération des primo-demandeurs d'emploi ; possibilité de rembourser certains frais de transport et d'hébergement [1er décembre 1982] (p. 7864).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (n° 528).

Première lecture, discussion générale : récentes inondations catastrophiques ; politique de prévention ; droit à l'indemnisation [3 février 1982] (p. 712) ; notion de solidarité : solidarité nationale et solidarité de bassin ; inondations dans la vallée de l'Yerres ; décentralisation ; rôle des ministères dans les actions de prévention des inondations ; délivrance des permis de construire ; responsabilités locales ; drainage des terres agricoles ; gestion du niveau d'eau des bassins de retenues (p. 713).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : majoration du taux normal et du taux intermédiaire de la T. V. A. ; diminution du taux réduit [26 mai 1982] (p. 2599) ; non-application en France du principe de la déductibilité de la T. V. A. sur le gas-oil utilisé comme carburant ; modification du taux applicable aux véhicules spéciaux pour handicapés ; insuffisance de la politique menée par le précédent gouvernement en faveur des handicapés (p. 2600) ; **article 13 :** atténuation des ressauts d'imposition résultant de l'embauche de salariés supplémentaires par les petits artisans (p. 2633) ; place du secteur artisanal dans l'économie française (p. 2634) ; **article 23 :** doublement de la limite de déduction du salaire versé aux conjoints d'artisans et de commerçants pour les artisans adhérents des centres de gestion agréés (p. 2644).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : début de redressement dans les domaines du chômage et de la croissance économique ; extension des droits des travailleurs ; refus par la droite de la politique de changement du Gouvernement [12 juillet 1982] (p. 4423) ; dérogations au blocage des prix (p. 4424).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : défauts de la loi de 1964 ; attitude de l'opposition ; nécessaire politisation des conseils municipaux ; prime donnée à la liste arrivée en tête [26 juillet 1982] (p. 4859) ; inégalité caractérisant l'actuel découpage des circonscriptions législatives ; moralisation du vote des Français de l'étranger (p. 4860).

Discussion des articles : **article 9 :** fixation du nombre des conseillers municipaux ; augmentation des effectifs des conseils municipaux ; nouvelles responsabilités et nouvelles compétences des communes [28 juillet 1982] (p. 4939) ; **avant l'article 12 :** abaissement à dix-huit ans de l'âge d'éligibilité aux fonctions de conseiller municipal et de maire adjoint ; maintien à vingt et un ans de l'âge d'éligibilité à la fonction de maire (p. 4964).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** révision du périmètre d'urbanisation des agglomérations nouvelles ; soutien de l'Etat aux instances locales ; exemple de Rougeot-Sénart [6 octobre 1982] (p. 5489).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale ; questions :* versement de la taxe d'apprentissage ; lutte contre les disparités en matière de taxation [2 novembre 1982] (p. 6538) ; nécessaire réforme de la taxe d'apprentissage (p. 6539).

Education nationale. — *Discussion générale :* priorité donnée à l'enseignement technique et professionnel ; rénovation de cet enseignement [5 novembre 1982] (p. 6754) ; ouverture de quinze L. E. P. et de neuf lycées techniques ; modernisation du parc des machines des établissements d'enseignement technique (p. 6755).

Formation professionnelle. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : priorité donnée par le Gouvernement à la formation professionnelle ; association de celle-ci à une politique industrielle offensive ; mise en place progressive de programmes sectoriels de formation qualifiante : décentralisation des actions de formation ; rénovation du système éducatif français ; harmonisation des différentes rémunérations ; rôle de la formation professionnelle dans la réduction des inégalités [13 novembre 1982] (p. 7149) ; triplement des crédits sectoriels ; élaboration des schémas régionaux de la formation professionnelle ; réorientation de l'offre de formation en fonction des besoins locaux ; effort réalisé en matière d'équipement (p. 7150).

BERTILE (Wilfrid)

Député de la Réunion
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer) [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : démocratisation du statut des D. O. M. contre la misère et contre la mainmise de la droite sur les médias [30 septembre 1982] (p. 5280) ; lutte contre le chômage ; abolition de l'esclavage en 1848 (p. 5281).

Discussion des articles : **article 2** : droit des habitants des D. O. M. de se prononcer sur leur avenir (p. 5290) ; **article 5** : son amendement n° 54 (regroupement des dispositions à caractère électoral) : adopté (p. 5294) ; **article 8** : son amendement n° 55 (rédactionnel) : adopté (p. 5296) ; **après l'article 14** : son amendement n° 56 (élection des membres des conseils généraux et régionaux) (p. 5300) ; adopté ; **après l'article 15** : son amendement n° 57 (conditions d'éligibilité, d'inéligibilité et incompatibilités) (p. 5301) ; adopté (p. 5302).

Deuxième lecture, discussion générale : problème du statut des départements d'outre-mer ; sous-développement de ces départements ; maintien du statut départemental ; déchaînement de l'opposition [5 novembre 1982] (p. 6820).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : satisfaction de la population d'outre-mer vis-à-vis de la politique du Gouvernement [5 novembre 1982] (p. 6807) ; progression du prix de la canne à sucre ; lutte contre le chômage dans les départements d'outre-mer ; propagande menée par la droite ; amélioration des liaisons aériennes (p. 6808).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : projet de loi précédent ; attitude de l'opposition à l'égard des problèmes des départements d'outre-mer ; nécessité de mise en œuvre d'une politique de développement en faveur des plus démunis ; scrutin proportionnel ; problème des risques de conflit entre deux collectivités ayant la même assiette géographique [15 décembre 1982] (p. 8341) ; décentralisation outre-mer ; mise en œuvre d'une voie française du développement ; solution de repli représentée par l'actuel projet ; volonté de faire en sorte que les départements d'outre-mer « épousent leur siècle » (p. 8342).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 8 (portant à quarante-cinq le nombre de conseillers régionaux pour la Réunion) (p. 8346) ; adopté (p. 8347).

BESSON (Louis)

Député de la Savoie
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 27 mars 1982] (p. 944).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à supprimer un obstacle majeur au développement de l'emploi dans les petites entreprises (n° 885) [17 juin 1982] (p. 3574).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 875) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Affaires sociales et solidarité nationale : Handicapés) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre titulaire de l'agence nationale pour l'information touristique [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la **situation de l'agriculture et de l'économie rurale** dans les zones de montagne et défavorisées **(n° 757)** [6 avril 1982].

Proposition de loi tendant à supprimer un obstacle majeur au développement de l'**emploi dans les petites entreprises (n° 885)** [19 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome III : **Affaires sociales et solidarité nationale** : Handicapés **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Dossier Hersant** : contrôle du *Dauphiné libéré* par M. Robert Hersant ; caractère satisfaisant de la réponse du ministre de la communication à la question posée par M. Guy Hermier [5 mai 1982] (p. 1725).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion de vote : vote positif du groupe socialiste ; qualité du texte présenté par le Gouvernement ; place du projet parmi les propositions du Président de la République durant sa campagne ; amélioration du texte grâce au groupe socialiste ; indemnité de remplacement ; déduction du salaire du conjoint salarié dans la limite du S. M. I. C. ; possibilité de partage des cotisations vieillesse entre les conjoints sur la base du B. I. C. [14 avril 1982] (p. 1109) ; possibilité donnée au conjoint d'opter entre trois statuts différents (p. 1110).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion générale : amélioration des pensions de réversion ; nécessité de passer de la logique des droits dérivés à une logique de droits propres ; assurance veuvage [21 juin 1982] (p. 3617).

Discussion des articles : **article 13** : partage des pensions de réversion entre conjoints successifs ; conditions nouvelles du divorce (p. 3627) ; **avant l'article 20** : son amendement n° 56 (partage d'un droit à pension de réversion) (p. 3631) ; retiré (p. 3632) ; **avant l'article 21** : son amendement n° 57 (création d'une institution de prévoyance obligatoire pour les professions de moniteur de ski, de guide de haute montagne et d'accompagnateur en moyenne montagne) (p. 3633) ; adopté (p. 3634).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : forfait hôtelier ; problème des établissements de pédo-psychiatrie ; harmonisation de l'assiette des cotisations pour les travailleurs non salariés non agricoles ; responsabilisation des acteurs de la santé [18 octobre 1982] (p. 5931).

Discussion des articles : **article 6** : cas des enfants et adolescents handicapés hébergés dans des établissements d'éducation spéciale ou professionnelle (p. 5938) ; **article 21** : actualisation de l'assiette des cotisations d'allocations familiales des travailleurs non salariés non agricoles [19 octobre 1982] (p. 5936) ; souci de cohérence du Gouvernement ; retard enregistré dans le calcul de l'assiette (p. 5987).

Explications de vote : maîtrise du budget social de la Nation ; courage dont fait preuve le Gouvernement ; prise en considération des préoccupations du Parlement ; vote positif du groupe socialiste (p. 6002).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions* : financement de la construction des centres de vacances à vocation sociale et culturelle ; retard pris dans ce domaine ; imbrication des transports et du tourisme [3 novembre 1982] (p. 6616) ;

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale*, rapporteur pour avis : revalorisation des crédits destinés aux personnes handicapées ; part de la fonction publique dans l'effort national d'insertion des handicapés ; attitude du secteur public ; prochaine amélioration de la couverture sociale des prothèses ; abaissement de l'âge d'ouverture au droit à l'allocation aux adultes handicapés [18 novembre 1982] (p. 7382-7383).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : intérêt porté par le Gouvernement à l'artisanat ; problème du financement des activités des chambres de métiers [23 novembre 1982] (p. 7586) ; système de financement pénalisant certaines chambres de métiers ; incertitude pesant sur le relèvement annuel de la taxe pour frais de chambre des métiers ; détermination du contenu du stage d'initiation à la gestion ; consolidation et développement de l'artisanat (p. 7587).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** rôle de la commission de conciliation [30 novembre 1982] (p. 7807) ; **article 23 :** rôle de l'Etat en matière d'élaboration des documents d'urbanisme (p. 7819) ; **article 41 :** allégement de la charge foncière des collectivités locales pour les zones susceptibles de recevoir des constructions [1er décembre 1982] (p. 7882) ; **avant l'article 95** *ter :* problème des charges supportées par les collectivités territoriales en matière de justice et de police (p. 7903) ; **article 121 :** création de la dotation globale d'équipement ; nécessité de réformer les ressources locales (p. 7916) ; **article 122 :** répartition de la dotation globale d'équipement ; différents critères possibles (p. 7919).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de réduire le nombre de demandes d'interruption volontaire de grossesse ; nécessité de reconnaître que l'I. V. G. n'a pas le caractère d'un acte médical ordinaire ; refus de la banalisation [10 décembre 1982] (p. 8245) ; importance de la politique familiale mise en œuvre par le Gouvernement (p. 8246).

BIGEARD (Marcel)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(5e circonscription)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe Union de la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Stratégie de l'Union soviétique sur le plan international : visées soviétiques sur l'Europe ; politique de l'U.R.S.S. à l'égard des Etats-Unis ; dangers du pacifisme ; déclin de l'Europe [19 mai 1982] (p. 2431).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Précipitation du Premier ministre ; attaques à l'égard de l'héritage ; son vote en faveur du budget de la défense ; laxisme ; libération des prisonniers ; insatisfaction des Français à l'égard de la télévision [28 janvier 1982] (p. 657) ; comportement de la France à l'égard des Etats-Unis ; pacifisme en Europe ; expansionnisme soviétique ; nécessité de restaurer la notion de patrie (p. 658).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : nécessité d'avoir une économie saine [6 juillet 1982] (p. 4249) ; rappelle qu'il a voté le budget de la défense pour 1982 ; maintien de la même ligne, en ce qui concerne les affaires étrangères et la défense, par le Gouvernement de gauche ; soutien de la France accordé à des mouvements révolutionnaires armés par l'U. R. S. S. ; relations Nord-Sud ; approuve le voyage du Président de la République en Afrique noire ; importance de la patrie ; problème du Moyen-Orient ; politique étrangère de l'U. R. S. S. (p. 4250).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* caractère inquiétant de la situation internationale ; austérité du présent projet de budget ; qualité de l'héritage [12 novembre 1982] (p. 7104) ; caractère excessif des propos tenus par M. Louis Darinot ; réduction des crédits destinés à la recherche militaire ; priorité donnée au nucléaire ; nécessité de diversifier les forces réparties à l'intérieur du territoire ; inquiétude des militaires (p. 7105) ; opposition du Gouvernement à la bataille de l'avant ; réforme du service national ; union nécessaire du monde libre (p. 7106).

BILLARDON (André)

Député de la Saône-et-Loire
(3e circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Président de cette commission [*J. O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre du haut conseil du secteur public [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Recherche et industrie : Industrie) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé (n° 1193) [25 novembre 1982] (p. 7698).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XII : **Recherche et industrie :** Industrie (n° **1170**) [21 octobre 1983].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : mesures d'aide à l'industrie ; priorité donnée à l'emprunt par la relance de la consommation et des investissements ; causes de la faiblesse de l'industrie française ; aides supplémentaires accordées aux entreprises signataires de contrats de solidarité ; effets de la nationalisation du secteur bancaire [25 mai 1982] (p. 2566).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : réformes léguées par les socialistes aux agriculteurs français ; exemple de l'office du blé ; bilan des gouvernements précédents en matière agricole ; crise structurelle de l'agriculture ; amélioration du fonctionnement des marchés agricoles ; meilleure connaissance de la formation des revenus ; extension à l'ensemble des agriculteurs de disciplines de production et de commercialisation ; prolongement de l'organisation des agriculteurs par la planification décentralisée [29 juin 1982] (p. 4006) ; loi foncière et réforme de la fiscalité agricole ; réforme de la politique agricole commune ; fixation par le Traité de Rome des conditions de mise en marché ; négociation européenne sur les prix ; mise en place de mécanismes de prix différenciés ; établissement du principe de la préférence communautaire ; état de fonctionnement des marchés agricoles et notion de garantie de prix ; industries agro-alimentaires ; organisation des marchés à base interprofessionnelle ; rôle de l'Etat ; mise en œuvre d'une politique des revenus (p. 4007).

Discussion des articles : **article 1er :** volonté du projet de loi d'assurer l'expansion de l'agriculture [30 juin 1982] (p. 4058) ; notion de sécurité des revenus (p. 4060) ; **article 2 :** informations à la disposition de l'administration douanière p. 4109) ; son amendement n° 129 (précision de la mission des offices en matière de planification) : adopté [1er juillet 1982] (p. 4112) ; son amendement n° 130 (application de la politique communautaire par les offices) (p. 4114) : adopté (p. 4115) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 41 de la commission (supprimant le mot « agricole » après les mots « instituts ou centres techniques ») : adopté [1er juillet 1982] (p. 4134) ; **article 5 :** principe de la non-concurrence entre offices et interprofessions (p. 4135) ; **article 7 :** son amendement n° 132 (de coordination) : adopté (p. 4141) ; **article 10 :** problème propre aux pisciculteurs (p. 4152) ; **article 12 :** son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 57 de la commission (suppression du contrôle effectué par les marchés d'intérêt national) (p. 4162) : retiré ; son amendement n° 134 (transformation du cinquième alinéa de cet article en phrase nouvelle complétant le quatrième alinéa du même article) (p. 4163) : adopté (p. 4164) ; son amendement n° 135 (possibilité pour les négociants détaillants de déroger au contrôle) : adopté (p. 4165) ; **après l'article 18 (amendements précédemment réservés) :** ses sous-amendements n°s 249, 250 et 251 à l'amendement n° 210 de M. Raoul Bayou (de précision) : adoptés (p. 4190) ; **seconde délibération du projet de loi :** inutilité de réunir la commission de la production et des échanges pour examiner l'amendement n° 1 ; **article 1er :** son amendement n° 1 (introduisant parmi les objectifs des offices la contribution, dans la limite de leur compétence, à la garantie et au relèvement des revenus des agriculteurs) (p. 4191) : adopté (p. 4192).

Son rappel au règlement : volonté de l'opposition de perturber le débat parlementaire [30 juin 1982] (p. 4081).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** (*article L. 261 du code électoral*) : son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 19 de la commission (substituant au chiffre « six » le chiffre « neuf ») ; maintien du sectionnement électoral [28 juillet 1982] (p. 4926) ; cas des communes associées (p. 4927) : adopté (p. 4928).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** problème de la situation des fonctionnaires au regard du concours [5 octobre 1982] (p. 5429).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : ampleur du changement de la politique industrielle du Gouvernement par rapport à celle de ses prédécesseurs ; décentralisation de la politique industrielle ; rappelle que la structure française de l'épargne des ménages n'est pas favorable à l'investissement industriel ; importance des dotations en capital aux entreprises publiques ; conséquences prévisibles d'une reprise de l'investissement sur le commerce extérieur et sur l'emploi [8 novembre 1982] (p. 6873) ; rôle du Plan dans la coordination des initiatives régionales (p. 6874).

BILLON (Alain)

Député de Paris
(29e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [*J.O.* du 15 avril 1982] (p. 1137).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Entreprise Sofralait : situation de l'entreprise Sofralait ; production et distribution de lait frais [30 juin 1982] (p. 4077).

orale sans débat :

N° 299 : établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers, Paris) : posée le 30 novembre 1982 (p. 7831), appelée le 3 décembre 1982 ; **hôpital Robert-Debré à Paris :** construction de l'hôpital pédiatrique de l'assistance publique de Paris ; urgence de la réalisation de cet équipement ; demande au ministre confirmation qu'une subvention est prévue dans le budget du ministère de 1983 pour cette construction (p. 7968, 7969).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** missions de l'I. N. C. A. [6 mai 1982] (p. 1797).

— Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).

Première lecture, explications de vote : volonté du Gouvernement d'améliorer les transports collectifs dans les agglomérations urbaines d'au moins 30 000 habitants [25 juin 1982] (p. 3936).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** dispositions relatives aux communes de 3 500 habitants ; création des secteurs électoraux [20 octobre 1982] (p. 6020, 6021).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : décentralisation de l'institution parisienne [20 octobre 1982] (p. 6079) ; scandale de la Villette ; rôle du pouvoir associatif à Paris (p. 6080).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** expression des différents arrondissements parisiens [22 octobre 1982] (p. 6181).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17** *bis* **précédemment réservé :** son amendement n° 83 : devenu sans objet [9 décembre 1982] (p. 8190).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 3 (augmentant le nombre total des sièges à pourvoir) [23 octobre 1982] (p. 6284) : adopté (p. 6285).

BIRRAUX (Claude)

Député de la Haute-Savoie
(3e *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Millon tendant à modifier la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par le locataire (n° 712) [8 avril 1982] (p. 1043).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Stasi, relative à la création des réserves et parcs marins (n° 797) [29 avril 1982] (p. 1508).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **problèmes actuels des petites et moyennes entreprises sous-traitantes (n° 1320)** [16 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Réorganisation des instances du C.N.R.S. : projet de modification des instances de direction du C.N.R.S. ; représentation des personnels de la recherche ; mode de scrutin choisi afin d'éliminer tous les syndicats modérés au sein du conseil d'administration [2 juin 1982] (p. 2871).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : rôle de l'intelligence et du savoir [21 juin 1982] (p. 3657) ; impératifs d'une politique de recherche et de développement ; augmentation du budget civil de la recherche pour 1982 ; progression moyenne des effectifs de chercheurs (p. 3658) ; accroissement des aides aux étudiants ; respect des grands équilibres de la recherche ; rôle des universités ; faiblesse du nombre des entreprises ayant une activité de recherche ; formules d'aides adoptées par les principaux pays industrialisés (p. 3659) ; intervention de l'Etat ; déduction fiscale de 10 p. 100 de l'investissement productif ; régionalisation de la recherche ; correction des déséquilibres entre les régions ; mise en œuvre des programmes mobilisateurs ; création d'une action « emploi - mobilité - décloisonnement » ; gestion du personnel de la recherche ; place du français comme langue scientifique ; vocation internationale de la recherche ; coopération avec le tiers monde (p. 3660, 3661).

Discussion des articles : **article 2 :** augmentation de l'effort public de recherche ; recherche des entreprises : absence de dispositif d'aide fiscale en faveur de la recherche [22 juin 1982] (p. 3687) ; son sous-amendement n° 157 à l'amendement n° 3 de la commission (augmentation de l'effectif des chercheurs et des ingénieurs) (p. 3688) ; rejeté ; **après l'article 2 :** son amendement n° 69 (maintien de la part de recherche et de développement exécutée par les établissements industriels publics et privés) (p. 3689) ; rejeté (p. 3690) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 70 à l'amendement n° 4 de la commission (approbation des programmes mobilisateurs par le Parlement) : rejeté ; son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 4 de la commission (précisant que la mise en œuvre des programmes mobilisateurs est placée sous la responsabilité d'un comité de coordination) (p. 3693) ; rejeté (p. 3694) ; **article 7 :** son amendement n° 72 (précisant que le Gouvernement définit une politique globale et universelle d'échanges et de coopération scientifique) : rejeté (p. 3706) ; son amendement n° 73 (distinction entre l'Europe et les pays en voie de développement) : devenu sans objet (p. 3707) ; **article 7** *bis :* son amendement n° 74 (composition du conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : rejeté (p. 3709) ; **article 8 :** ses sous-amendements n°s 75, 76, 77 à l'amendement n° 23 de la commission (rôle de la région en matière de recherche et de développement) (p. 3710) ; sous-amendement n°s 75 et 76 rejetés ; sous-amendement n° 77 adopté (p. 3711) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 35 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 3720) ; effectif des représentants élus du personnel (p. 3721) ; rejeté; son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 35 de la commission (précisant que les représentants élus du personnel, siégeant au conseil scientifique, seront des personnels à « fonction scientifique ») ; rejeté (p. 3722) ; **article 18 :** son amendement n° 80 (respect du secret relatif à certains types de recherche) (p. 3734) ; rejeté (p. 3735) ; **article 21 :** son amendement n° 81 (collaboration des chercheurs du secteur public avec des laboratoires publics ou privés) (p. 3738) ; adopté (p. 3739) ; **après l'article 23 :** refus de consulter chaque année le comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise (p. 3743) ; **article 25,** *rapport annexé :* inutilité de ce rapport ; programme mobilisateur ; mobilité des personnels de la recherche (p. 3745) ; son amendement n° 82 (refus de différencier l'effort de recherche des entreprises publiques et des entreprises privées) : rejeté (p. 3748) ; son amendement n° 83 (modification du programme mobilisateur : recherche scientifique et innovation technologique au service du développement du tiers monde) : rejeté (p. 3752) ; son amendement n° 84 (modification du programme mobilisateur « promotion du français langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique ») [23 juin 1982] (p. 3758) ; retiré ; son amendement n° 85 modification du programme mobilisateur « promotion du français langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique ») : rejeté ; son amendement n° 86 (modification du programme mobilisateur « promotion du français langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique ») : rejeté ; son amendement n° 87 (modification du programme mobilisateur « développement technologique du tissu industriel ») (p. 3759) ; rejeté (p. 3760) ; son amendement n° 89 (création d'un programme mobilisateur « environnement ») (p. 3761) ; rejeté (p. 3762) ; son amendement n° 181 (création d'un programme mobilisateur : « programme de développement de l'agriculture biologique ») (p. 3763) : rejeté ; son amendement n° 182 (création d'un programme mobilisateur : « maîtrise du développement de la machine-outil robotique ») : rejeté (p. 3764) ; son amendement n° 88 précédemment réservé (université et recherche) (p. 3766) ; retiré (p. 3768).

Explications de vote : démocratisation de la recherche ; institution des programmes mobilisateurs (p. 3776) ; recherche fondamentale ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 3777).

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).**

Première lecture, discussion générale : différents moyens d'information du Parlement ; rapports Bourjol et Hugon ; information du Parlement sur les questions économiques ; utilité de l'office ; difficultés de parvenir à une évaluation précise ; exemple des pays étrangers ; indépendance des évaluations à l'égard des pressions politiques [5 octobre 1982] (p. 5371) ; avenir de l'office (p. 5372).

Explications de vote : agressivité de M. André Labarrère ; risque de pressions politiques sur la délégation parlementaire ; abstention du groupe U.D.F. (p. 5377).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** harmonisation des conditions de la concurrence entre les modes de transport [12 octobre 1982] (p. 5685).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* croissance de l'effort public de recherche dès 1981 ; annulation d'autorisations de programme par l'arrêté du 18 octobre 1982 ; instauration d'un crédit d'impôt « recherche » [8 novembre 1982] (p. 6876) ; décroissance du volume de l'investissement en 1982 ; volonté du Gouvernement de mettre la science au service d'une idéologie ; pressions politiques ou syndicales s'exerçant au C.N.R.S. ; réforme de l'Inserm (p. 6877, 6878).

BIZET (Emile)

Député de la Manche
(2e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (prestations sociales agricoles) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Proposition de loi visant à abroger les articles L. 749 à L. 762 du **code de procédure pénale** concernant la contrainte par corps (**n° 710**) [28 janvier 1982].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux **clauses résolutoires** (**n° 711**) [28 janvier 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XI : **prestations sociales agricoles (n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : exclusion des professions libérales du bénéfice des dispositions de la présente loi ; souci d'unifier les régimes de protection sociale ; financement de la réforme ; caractère des niveaux de cotisations d'assurance maladie payées par les artisans et commerçants ; monopole de la distribution par des grands groupes ; injustice dont sont victimes les veuves ne pouvant prétendre qu'à la demi-pension de leur mari [13 avril 1982] (p. 1072).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : augmentation des cotisations ; évolution du revenu agricole ; comparaison entre le régime général et le régime agricole de sécurité sociale ; imperfections de la répartition des cotisations [9 novembre 1982] (p. 6930, 6931).

BLADT (Paul)

Député de la Moselle
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commision spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J.O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines disposition du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable ; institution de l'échevinage ; accès à la justice prud'homale d'Alsace et Moselle ; respect de l'identité régionale [27 janvier 1982] (p. 567).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune : information des salariés et droit d'accès aux données économiques et techniques ; organisation de la négociation collective ; comités d'hygiène et de sécurité ; secteur des mines [13 mai 1982] (p. 2142).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 26 :** *article L. 434-5 du code du travail :* son amendement n° 490 (précisant que la commission économique est chargée d'étudier toute question qui lui est soumise par le comité d'entreprise) : adopté [7 juin 1982] (p. 3052) ; **article 30 :** *article L. 439-2 du code du travail :* son amendement n° 499 (précisant que l'expert-comptable dispose des mêmes moyens d'investigation que les commissaires aux comptes des entreprises représentées au comité do groupe) : satisfait [8 juin 1982] (p. 3113).

BLANC (Jacques)

Député de la Lozère
(2e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Commission du bilan :** différence entre les conclusions de la commission du bilan présidée par M Bloch-Lainé et les propos du Président de la République quant à la situation économique de la France ; aggravation du chômage depuis l'élection de M. François Mitterrand [10 juin 1982] (p. 3205) ;

— **Politique de la santé :** mépris manifesté par le ministre de la santé à l'égard de l'Assemblée ; projet tendant à l'élection des chefs de département des hôpitaux [24 novembre 1982] (p. 7635) ; caractère néfaste de ce projet ; remise en cause de l'autorité médicale ; critères déterminant l'élection ; introduction de la politique dans l'hôpital (p. 7636).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 18** (amendements précédemment réservés) : échec du gouvernement dans le domaine de la politique viticole ; interdiction de circulation des vins et des fruits et légumes en dessous d'un prix minimum ; manifestations des viticulteurs [1er juillet 1982] (p. 4189) ; **seconde délibération de projet de loi : article 1er :** missions des offices (p. 4191) ; suppression des montants compensatoires monétaires ; refus du Gouvernement de dévaluer le franc vert (p. 4192).

Explications de vote : se déclare favorable à l'organisation des marchés (p. 4193) ; effort accompli par les agriculteurs ; participation de la France à la compensation versée par les pays de la C. E. E. à l'Angleterre ; projet ne répondant pas à l'attente des agriculteurs (p. 4194).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).**

Première lecture, discussion générale : inutilité du statut particulier ; incohérence de la politique menée en Corse par le Gouvernement ; insuffisance des moyens financiers ; absence de concertation [19 juillet 1982] (p. 4486) ; statut de Paris et de Marseille ; absence de réponse donnée aux problèmes réels de la Corse ; mise en place de six offices ; coût budgétaire du projet (p. 4487, 4488).

Discussion des articles : **article 30 :** terme du mandat de l'assemblée qui sera élue prochainement (p. 4524).

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Première lecture, discussion générale : angoisse exprimée par les médecins français à travers leurs manifestations ; généralisation de l'internat ; formation des généralistes [27 septembre 1982] (p. 5124) ; inconvénients de la création d'une filière « santé publique » ; création des inter-régions (p. 5125) ; affirme qu'il n'a aucun mépris pour les médecins scolaires ; rôle de ces médecins (p. 5131) ; honnêteté des députés (p. 5132).

Discussion des articles : **article 2 :** *après l'article 53 de la loi du 12 novembre 1968 :* droit du médecin généraliste à une formation dans le domaine de la santé publique (p. 5142) ; *article 54 de la loi du 12 novembre 1968 :* fixation du nombre des postes d'interne spécialiste (p. 5143).

Explications de vote : amélioration de la formation des médecins généralistes ; attitude du Gouvernement vis-à-vis de l'opposition (p. 5150).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : propos tenus par M. Pierre Bérégovoy au Club de la presse ; projet se limitant à équilibrer les comptes de la sécurité sociale pour 1983 ; héritage laissé par Mme Nicole Questiaux ; amputation du pouvoir d'achat ; enveloppe globale des hôpitaux [18 octobre 1982] (p. 5924) ; remise en cause de l'exercice général de la médecine ; développement des centres de soins agréés ; problème de la presse médicale (p. 5925).

Discussion des articles : **article 6 :** absence du ministre de la santé de l'hémicycle ; rappelle ses succès aux élections législatives (p. 5936) ; recherche de nouvelles recettes par le gouvernement (p. 5937) ; exonération du forfait journalier dont bénéficiaient les jeunes handicapés placés dans des I. M. E. (p. 5938) ; **article 9 :** fixation de la dotation globale ; utilisation de cette dotation (p. 5943) ; **article 11 :** absence de précision relative aux modalités d'application de la dotation globale dans cet article [19 octobre 1982] (p. 5953) ; **article 12 :** problème des établissements d'hospitalisation publics et des établissements privés à but non lucratif (p. 5954) ; **article 16 :** extension des financements par le budget global (p. 5956) ; rôle des médecins conseils de la sécurité sociale (p. 5957) ; **article 1er précédemment réservé :** trahison des préretraités par le gouvernement (p. 5959) ; **article 3 précédemment réservé :** amputation du pouvoir d'achat des préretraités (p. 5962) ; **article 4 précédemment réservé :** intolérance de la majorité (p. 5964) ; **article 5 précédemment réservé :** absence du ministre de la santé de l'hémicycle ; problème des médicaments et de la presse médicale (p. 5966) ; assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique (p. 5970) ; volonté du gouvernement de « socialiser » la médecine (p. 5971) ; risque de voir disparaître l'industrie pharmaceutique française au bénéfice d'entreprises extérieures (p. 5978, 5979) ; déductibilité de la taxe sur la publicité pharmaceutique (p. 5980) ; **article 19 :** modalités de la rémunération des actes médicaux (p. 5981) ; son amendement n° 91 (de suppression) (p. 5982) : rejeté (p. 5983) ; son amendement n° 92 (création d'une commission nationale) (p. 5984) : rejeté ; son sous-amendement n° 103 à l'amendement n° 24 de la commission (rôle des organisations syndicales les plus représentatives des professions médicales) : rejeté (p. 5985) ; **article 21 :** actualisation de l'assiette des cotisations d'allocations familiales des travailleurs non salariés non agricoles ; effort financier supplémentaire demandé aux travailleurs indépendants (p. 5987).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 19 :** refus de la politique contractuelle par le Gouvernement ; absence du ministre de la santé [8 décembre 1982] (p. 8132, 8133) ; **article 27 :** création de la taxe sur les alcools et le tabac ; augmentation de la T. V. A. par le Gouvernement ; lutte contre l'alcoolisme ; problème des producteurs (p. 8138) ; précise que la taxation des alcools n'est pas une mesure destinée à lutter contre l'alcoolisme (p. 8142) ; incohérence de l'action du Gouvernement (p. 8143) ; **après l'article 28 :** diminution des prestations familiales ; régression sociale (p. 8146).

Explications de vote : vote hostile du groupe U. D. F. ; problème des actions expérimentales ; taxation de la publicité pharmaceutique ; précise que le présent texte est un texte de régression (p. 8147).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* pénurie du projet de budget ; ses conséquences sur l'avenir du monde rural ; diminution des crédits relatifs à l'amélioration de l'appareil productif et à l'amélioration du cadre de vie [9 novembre 1982] (p. 6953) ; dotation globale d'équipement ; « décentralisation spectacle » (p. 6954).

Affaires sociales et solidarité nationale : III. Travail, emploi. — *Discussion générale :* échec du Gouvernement en matière de lutte pour l'emploi ; compte tenu du plan avenir-jeunes ; modification des statistiques sur l'emploi [15 novembre 1982] (p. 7169) ; augmentation des charges des entreprises ; caractère incohérent de la politique économique du Gouvernement ; inutilité des nationalisations ; utilisation des chefs d'entreprise comme boucs émissaires par le Gouvernement (p. 7170) ; absence de mesures en faveur des travailleurs handicapés (p. 7171).

Affaires sociales et solidarité nationale : II. Santé. — *Discussion générale :* problème du forfait hospitalier ; déroulement des carrières médicales à l'hôpital ; régression marquée par le présent projet de budget dans le domaine de la formation des médecins ; problème de la protection maternelle et infantile ; suppression des lits privés dans les hôpitaux publics ; importance des manifestations de médecins qui se sont déroulées à Paris ; place du thermalisme dans le domaine de la santé [15 novembre 1982] (p. 7184, 7185) ; **son rappel au règlement :** interprétation de ses propos par le ministre de la santé ; absence de réponse concernant le ticket hospitalier et le remboursement des médicaments (p. 7198).

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — *Discussion générale :* insuffisance de l'enveloppe des crédits consacrés à l'enfance maltraitée [18 novembre 1982] (p. 7411).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 121 :** contenu de la dotation globale d'équipement ; problème des crédits affectés par le ministère de l'agriculture à la voirie rurale [1er décembre 1982] (p. 7916) ; **article 122 :** prise en

compte de la situation des communes rurales dans la répartition de la dotation globale d'équipement (p. 7918); **article 123 :** problème des zones rurales (p. 7920); **article 124 :** son amendement n° 421 (problème des subventions d'investissement versées aux départements pauvres) (p. 7921) : rejeté; refus de supprimer le dernier alinéa de cet article; **article 125 :** diminution des subventions accordées aux départements ayant de faibles ressources; son amendement n° 423 (répartition de la dotation globale d'équipement) (p. 7922) : devenu sans objet; son amendement n° 424 (distribution du solde de répartition de la dotation globale d'équipement) : rejeté (p. 7923); **article 126 :** problème des crédits perçus par les départements au titre des routes nationales déclassées dans le réseau départemental; volonté du Sénat de conduire les départements à élaborer des règles générales en matière de politique d'aménagement rural (p. 7924); **avant l'article 132 :** augmentation des crédits de fonctionnement des administrations départementales (p. 7931); **avant l'article 132** (*suite*) : problème de l'indexation des charges supportées par les départements et les régions; affectation des biens immobiliers de la région [2 décembre 1982] (p. 7939); **article 137 :** nécessité de dresser au bout de trois ans un bilan des résultats de l'application de la présente loi (p. 7943).

Explication de vote : déception du groupe U. D. F. (p. 7948); suppression des améliorations apportées au présent texte par le Sénat; problème des départements pauvres (p. 7949).

BOCKEL (Jean-Marie)

Député du Haut-Rhin
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J. O.* du 9 mars 1982] (p. 799).

Fin, le 8 septembre 1982, de sa mission temporaire [21 septembre 1982] (p. 4939).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1790).

Cesse d'être membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247).

DEPOTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 847), relatif aux **droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 852)** [6 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs **(n° 920)** [4 juin 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : caractère de la loi de 1948; rapports entre locataires et bailleurs; charges locatives; congés abusifs; travaux de la commission Delmon; engagements de modération [12 janvier 1982] (p. 5); liberté contractuelle devenue liberté à sens unique; volonté du Président de la République de créer un véritable droit au logement; principe du droit à l'habitat; rémunération des intermédiaires partagée par moitié entre le bailleur et le locataire; bail de six ans au minimum; option entre un bail de trois ans vérouillé et et un bail de six ans autorisant la reprise et la résiliation pour vente en cas de circonstances économiques et familiales graves; réglementation de ces circonstances; renouvellement par tacite reconduction (p. 6); organisation des rapports collectifs; développement de la vie associative; évolution des loyers (p. 7).

Discussion des articles : rapporteur : **article 1er :** son amendement n° 1 (droit à l'habitat : droit fondamental s'exerçant dans le cadre des lois qui le régissent) [13 janvier 1982] (p. 51); absence d'atteinte au droit de propriété; amendement n° 1 adopté; nécessité de développement du secteur locatif (p. 52); **article 2 :** caractère d'ordre public des dispositions de la présente loi; difficulté de la distinction entre résidence principale et résidence secondaire (p. 53); son amendement n° 534 (extension du champ de la loi aux garages, places de stationnement et locaux loués accessoirement au local principal) : adopté; son amendement n° 2 (exclusions du champ d'application de la loi) (p. 54); exclusion des sous-locations du champ d'application de la loi (p. 55); exclusions du champ d'application de la loi limitées aux seules chambres louées aux étudiants (p. 57); ses observations sur le sous-amendement n° 397 de M. Pascal Clément (p. 58); amendement n° 2 modifié, adopté; son amendement n° 3 (de coordination) : adopté; **article 3 :** son amendement n° 4 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 59); s'oppose à l'institution d'un bail au profit de colocataires non signataires du contrat de location (p. 60); remise de la dernière quittance du précédent locataire lors de la conclusion du contrat de location (p. 61); précision dans le bail du régime juridique applicable au logement (p. 62); s'oppose à l'adjonction au contrat de location de la fiche de renseignements prévue à l'article 42 (p. 64); impossibilité pour le bailleur de se prévaloir de la violation des dispositions de l'article (p. 65); énoncé d'obligations du seul propriétaire à l'article; amendement n° 4 modifié adopté (p. 66); **article 5 :** son amendement n° 6 (possibilité pour le bailleur personne physique de résilier le contrat de location à fin de vente au bout de trois ans en cas de circonstances graves); possibilité de reprise personnelle annuelle du bailleur (p. 67); stabilité du locataire (p. 68); maintien de l'exigence d'un motif au congé donné par le locataire; justification par des raisons familiales, professionnelles ou de santé (p. 69); reprise annuelle par le propriétaire personne physique dans le cadre du bail de six ans (p. 70); son sous-amendement verbal (rédactionnel) : adopté; amendement n° 6, modifié, adopté (p. 71); limitation des possibilités de résolution de plein droit du contrat à l'initiative du bailleur; **après l'article 5 :** son amendement n° 7 (congé à l'initiative du seul locataire dans le cadre des baux de trois ans); exclusion de toute possibilité de reprise pour le régime du bail de trois ans; ses observations sur les sous-amendements n° 431 de Mme Adrienne Horvath et n° 400 de M. Pascal Clément à l'amendement n° 7 (p. 72); indication des raisons familiales, professionnelles ou de santé motivant le congé donné par le locataire; amendement n° 7, modifié, adopté; **article 6 :** son amendement n° 8 (renouvellement du contrat; fondements de la décision du bailleur de non-renouvellement) (p. 73); règle de la reconduction tacite du bail; abus de droit de vendre; notion de « motif légitime et sérieux » pour le non-renouvellement du bail; amendement n° 8 réservé jusqu'après l'article 6 (p. 74); **après l'article 6 :** son sous-amendement n° 535 à l'amendement n° 488 du Gouvernement (de coordination) (p. 78); accepte à titre personnel l'amendement n° 488 du Gouvernement; possibilité de reprise personnelle pour le propriétaire personne physique dès la première année dans le cadre des baux de six ans (p. 79); intérêt du bail de trois ans pour l'exercice du droit de vente par le propriétaire; caractère effectif de la reprise par le propriétaire; sous-amendement n° 535 retiré; s'oppose au sous-amendement n° 544 de M. Daniel Le Meur supprimant l'exercice du droit de reprise pour les actionnaires des S.C.I. attributaires d'un logement (p. 80); accepte l'amendement n° 489 du Gouvernement fixant les conditions d'exercice du droit de vendre; s'oppose au sous-amendement n° 545 de M. Daniel Le Meur réservant la possibilité de vendre aux seuls bailleurs personnes physiques; effet psychologique négatif sur l'investissement (p. 81); droit de préemption pour le locataire en cas de vente; délai de notification au locataire de la décision de vente (p. 84); son amendement n° 9 (application des dispositions de l'article 10 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation en cas de vente) : devenu sans objet; **article 6 précédemment réservé :** son

amendement n° 8 ; contradiction entre le renouvellement proposé par l'amendement et le régime adopté par l'Assemblée à la demande du Gouvernement ; définition du motif légitime et sérieux autorisant le bailleur à ne pas renouveler le bail (p. 85) ; risque de disparités dans la jurisprudence ; intérêt à ne pas énumérer les motifs légitimes et sérieux permettant le non-renouvellement du bail par le propriétaire ; amendement n° 8 corrigé : adopté (p. 86) ; **article 4 précédemment réservé** : son amendement n° 5 (bail à deux vitesses) ; favorable à titre personnel à l'amendement n° 483 du Gouvernement ; amendement n° 5 rejeté (p. 87) ; **après l'article 4** : s'oppose à l'amendement n° 343 de M. Jean Tibéri prévoyant la possibilité de conclusion de baux d'une durée inférieure à trois ans ; **article 7** : son amendement n° 10 (cessibilité du contrat de location avec l'accord du bailleur) : adopté ; preuve de la cohabitation pour le transfert du contrat de location du locataire décédé au concubin notoire (p. 88) ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; absence de condition de durée de cohabitation pour le transfert du bail lors du décès du locataire aux personnes de sa famille (p. 89) ; accepte une durée de cohabitation d'un minimum de six mois ; son amendement n° 12 (un an de cohabitation pour le transfert du bail en cas de décès du locataire) (p. 90) : adopté ; son amendement n° 13 (transfert du bail au concubin sans autorisation du bailleur à la fin de la vie commune) (p. 91), modifié, adopté ; **article 8** : unicité du délai pour la notification du congé ; son amendement n° 14 (congé adressé et non donné) : adopté ; son amendement n° 15 (point de départ du délai de préavis) (p. 92) : adopté (p. 93) ; unité du délai de préavis ; son amendement n° 16 (rédactionnel) ; retiré au profit de l'amendement n° 281 de la commission de la production et des échanges (p. 94) ; **article 9** : son amendement n° 17 (justification des charges à acquitter par le locataire) : adopté [20 janvier 1982] (p. 294) ; son amendement n° 18 (paiement par fractions mensuelles du loyer et des charges de droit à la demande du locataire) : modifié, adopté ; son amendement n° 19 (dégradations ; responsabilité du locataire) : adopté (p. 295) ; réparations liées à la vétusté et aux malfaçons à la charge du bailleur ; transformation par le locataire des locaux loués ; son amendement n° 20 (possibilité pour le bailleur d'exiger la remise en état des locaux irrégulièrement transformés par le locataire avant le départ de ce dernier) (p. 296) : rejeté ; son amendement n° 21 (locataires tenus de s'assurer pour tous les risques locatifs) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 22 (obligations d'entretien du bailleur) : rejeté ; son amendement n° 23 (rédactionnel) (p. 297) : adopté ; son amendement n° 24 (suppression des mots « défauts ») ; notion de « vices » ne recouvrant pas celle de « défauts » ; rejet de l'amendement n° 24 ; s'oppose à l'amendement n° 430 de Mme Adrienne Horvath prévoyant l'indemnisation du locataire pour des améliorations apportées au logement (p. 298) ; **article 11** : rappel dans le projet de l'obligation de délivrance d'un reçu à l'occasion de tout règlement effectué par le locataire ; son amendement n° 25 (caractère gratuit de la remise de la quittance) : adopté (p. 299) ; s'oppose à l'amendement n° 244 de la commission des affaires culturelles ; obligation trop lourde ; propose l'introduction de ses dispositions à l'article 3 : **article 12** : s'oppose à l'amendement n° 442 de Mme Adrienne Horvath ; possibilités de recours prévues contre les vices cachés ; obligation d'information mise à la charge du bailleur ; son amendement n° 26 (rédactionnel) (p. 300) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 245 de la commission des affaires culturelles prévoyant l'établissement de l'état des lieux par des mandataires des parties ; risque d'injustice ; son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 443 de Mme Adrienne Horvath accordant un délai de quinze jours au locataire pour la modification de l'état des lieux conjointement avec le bailleur (p. 301) ; **article 13** : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Claude Wolff maintenant le dépôt de garantie en cas de règlement trimestriel et par avance du loyer ; garantie de fait équivalente à celle des dépôts de garantie ; fixation du dépôt de garantie à deux mois de loyer maximum (p. 302) ; pas de révision ni de production d'intérêts du dépôt de garantie (p. 303) ; son amendement n° 28 (dépôt de garantie restitué dans un délai maximum de deux mois) : adopté ; restitution du dépôt de garantie après déduction des sommes dont le bailleur pourrait être tenu au lieu et place du locataire ; s'oppose à l'amendement n° 350 de M. Jean Tibéri prévoyant la possibilité de révision du dépôt de garantie lors du renouvellement du contrat de vocation (p. 304) ; dépôt de garantie productif d'intérêts (p. 305) ; **après l'article 14** : accepte l'amendement n° 495 du Gouvernement relatif aux charges locatives et le sous-amendement n° 551 de M. Daniel Le Meur ; obligation de communication des pièces justificatives à tout locataire en faisant la demande (p. 306) ; **article 14 (précédemment réservé)** : définition des charges en harmonie avec la loi sur la modération des loyers (p. 307) ; charges considérées comme accessoires du loyer ; son amendement n° 29 (fournitures assimilées à des charges récupérables) : rejeté ; son amendement n° 30 (suppression de la deuxième phrase du cinquième alinéa de l'article) ; décret en conseil d'Etat fixant la liste des charges récupérables (p. 308) ; amendement n° 30 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 491 du Gouvernement ; ses amendements n°s 31, 32, 33 et 34 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 494 du Gouvernement ; **après l'article 14 (suite)** : ses observations sur l'amendement n° 246 de la commission des affaires culturelles ; fonction de défense et non de cogestion des associations de locataires (p. 309) ; rôle des associations de locataires dans la conclusion d'accords collectifs (p. 310) ; **article 15** : son amendement n° 35 (correction d'une erreur matérielle) : adopté [21 janvier 1982] (p. 317) ; **article 16** : accepte l'amendement n° 568 de M. Alain Richard sous réserve d'une correction de forme ; délai de deux ans pour le paiement des arriérés (p. 318) ; possibilité pour le bailleur d'obtenir une ordonnance d'expulsion ; ses amendements n°s 36 et 37 deviennent sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 358 de M. Alain Richard ; **après l'article 16** : accepte l'amendement n° 557 du Gouvernement modifiant la législation sur les saisies (p. 319) ; **article 17** : son amendement n° 38 (suppression de l'article) ; financement de l'indemnisation des propriétaires (p. 321) ; articulation des articles 16 et 17 ; son vote favorable sur l'article à titre personnel ; rejet de l'amendement n° 38 (p. 322) ; s'oppose à la possibilité de résiliation en tout état de cause pour non-paiement du loyer ; s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Claude Wolff réservant le bénéfice des dispositions de l'article aux locataires se trouvant momentanément privés de moyens d'existence (p. 323) ; contrôle du juge sur la situation du locataire et sur la persistance de sa bonne foi (p. 324) ; **article 18** : son amendement n° 39 (rédactionnel) : adopté ; visite du logement loué ; s'oppose à l'amendement n° 482 de Mme Adrienne Horvath, limitant à une période de trois mois le droit de faire visiter le logement par le propriétaire ; son amendement n° 40 (clauses abusives ; assurance) (p. 325) : adopté ; son amendement n° 41 (rédactionnel) : modifié, adopté ; signature par avance de traites par le locataire ; son amendement n° 42 (clauses abusives ; diminution des prestations stipulées au contrat) (p. 326) : modifié, adopté ; son amendement verbal (de coordination avec l'amendement n° 568 adopté à l'article 16) : adopté ; son amendement n° 43 (résiliation de plein droit du contrat en cas d'inexécution des obligations du locataire) : adopté ; obligation de jouissance paisible ; résiliation du contrat par voie judiciaire en cas de troubles ; résiliation de plein droit limitée au non-paiement du loyer (p. 327) ; s'oppose à l'amendement n° 456 de Mme Adrienne Horvath, réputant non écrite la clause obligeant le locataire à fournir caution ; risques pour les jeunes et les personnes disposant de faibles ressources (p. 328) ; s'oppose à l'amendement n° 459 de Mme Adrienne Horvath, réputant non écrite toute clause interdisant au locataire l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative, confessionnelle ; nullité de plein droit des clauses visées par l'amendement n° 460 de Mme Adrienne Horvath (p. 329) ; **article 19** : vie associative décentralisée (p. 332) ; aucun danger de collectivisation ; travail accompli par les associations familiales ; son amendement n° 572 (rédactionnel) : adopté (p. 333) ; s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Pascal Clément, limitant l'intervention des associations à celles représentant les locataires de l'immeuble en cause ; conclusion de conventions avec l'accord des trois quarts des locataires (p. 334) ; ses amendements n°s 45 et 46 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 47 (rédactionnel) (p. 335) ; s'oppose à l'amendement n° 482 de Mme Adrienne Horvath, rendant obligatoire l'accord conclu par une association représentative ; accepte l'amendement n° 289 de la commission de la production et des échanges, rendant obligatoire un accord à la majorité simple ; son amendement n° 47 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 289 (p. 336) ; hiérarchie des accords ; **article 20** : son amendement n° 48 (rédactionnel) : adopté (p. 337) ; son amendement n° 49 (déclaration des associations représentant les locataires) : adopté ; son amendement n° 50 (rédactionnel) : adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 554 de M. Pascal Clément, fixant à 10 p. 100 des locataires le critère de représentabilité des associations nationales au niveau de l'ensemble immobilier ; son amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté (p. 338) ; son amendement n° 573 (rédactionnel) : adopté ; **article 21** : son

amendement n° 52 (rédactionnel) : adopté ; **article 22 :** consultation des associations sur leur demande (p. 339) ; périodicité de la consultation ; consultation à la demande du bailleur (p. 340) ; favorable à titre personnel à la possibilité pour les locataires de se faire assister par des représentants départementaux ou nationaux de leur association (p. 341) ; rôle du syndic dans l'application des accords collectifs (p. 344) ; son amendement n° 53 (pose d'un panneau d'affichage dans chaque bâtiment d'habitation) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Pascal Clément et à l'amendement n° 365 de M. Jean Tibéri réservant l'usage du panneau aux seules informations concernant la vie de l'immeuble ; responsabilité civile des associations pour les messages apposés sur les panneaux (p. 345) ; **article 23 :** possibilité pour tous les locataires d'assister aux réunions de copropriété ; son amendement n° 54 (observations des locataires participant aux réunions de copropriété sur les seules questions inscrites à l'ordre du jour) : adopté ; son amendement n° 55 (information des locataires par lettre ou par voie d'affiches de la tenue de l'assemblée générale de copropriété) (p. 347) ; maintien de l'obligation de la lettre pour l'information des locataires sur la tenue des assemblées générales ; adoption de l'amendement n° 55 ; **article 24 :** protection des délégués statutaires d'associations (p. 348) ; son amendement n° 56 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 57 (sursis à exécution du congé donné à un représentant statutaire des locataires) : adopté ; son amendement n° 58 (rédactionnel) : adopté ; consultation de la commission départementale préalablement à l'exécution de tout congé donné à un représentant des locataires et quel qu'en soit le motif (p. 349) ; son amendement n° 59 (délai de deux mois imparti à la commission départementale pour se prononcer sur le congé donné aux représentants des locataires) ; s'oppose au sous-amendement n° 464 de Mme Adrienne Horvath supprimant ce délai (p. 350) ; amendement n° 59 modifié adopté ; **après l'article 24 :** faculté pour les associations d'assister les locataires devant le tribunal d'instance avec l'accord de ceux-ci ; **article 25 :** possibilité de saisine de la commission départementale à titre consultatif (p. 351) ; caractère non juridictionnel de la commission départementale ; présence de gestionnaires (p. 352) ; participation des gestionnaires aux commissions départementales du logement ; s'oppose à l'amendement n° 368 de M. Jean Tibéri et à l'amendement n° 257 de la commission des affaires culturelles ; répartition des sièges réservés aux associations au sein de la commission départementale (p. 353) ; question de l'opportunité de création d'une juridiction spécialisée pour les conflits entre locataires et bailleurs (p. 354) ; **article 26 :** son amendement n° 60 (suppression du mot « gestionnaires » dans le deuxième alinéa) : adopté (p. 355) ; présence possible de gestionnaires à la commission nationale des rapports collectifs (p. 356) ; **article 27 :** favorable à titre personnel à l'amendement n° 259 de la commission des affaires culturelles relatif à la représentativité des associations au niveau départemental ; son amendement n° 61 (représentativité des associations de gestionnaires) : rejeté ; son amendement n° 62 (de coordination avec le 61) : retiré ; appréciation de la représentativité des associations par les tribunaux en cas de doute ; critère du montant global des cotisations ; son amendement n° 63 (critère de représentativité des associations de bailleurs) (p. 357) ; indépendance des associations de locataires s'appréciant par rapport aux bailleurs et non par rapport aux partis politiques ; adoption de l'amendement n° 63 ; son amendement n° 64 (de coordination avec l'amendement n° 63) : adopté ; combat d'arrière-garde anti-associations mené par M. Pascal Clément (p. 358) ; **article 28 :** négociations des accords au sein de la commission nationale des rapports locatifs (p. 359) ; son amendement n° 65 (rédactionnnel) : adopté ; son amendement n° 66 (accords collectifs portant sur un ou plusieurs secteurs locatifs) : rectifié adopté ; son amendement n° 67 (énumération des secteurs locatifs) : adopté (p. 360) ; **après l'article 28 :** son amendement n° 68 (caractère écrit des accords collectifs à peine de nullité) [22 janvier 1982] (p. 364) ; inspiration dans la législation du droit du travail ; amendement n° 68 modifié, adopté ; son amendement n° 69 (durée d'effet des accords ; dénonciation et renouvellement) ; s'oppose à titre personnel au sous-amendement n° 588 de M. Daniel Le Meur autorisant la dénonciation des accords locaux en cas d'intervention postérieure d'accords nationaux ; remise en cause de la hiérarchie des accords (p. 365) ; amendement n° 69, modifié, adopté ; son amendement n° 70 (prorogation des effets de l'accord dénoncé) : modifié, adopté ; son amendement n° 71 (adhésion ultérieure d'associations non parties à l'accord) : adopté ; son amendement n° 72 (force obligatoire de l'accord à l'égard des personnes devenant membres d'associations signataires) : modifié, adopté ; son amendement n° 73 (maintien de l'accord en cas de changement de bailleur) (p. 366) ; modifié, adopté ; **article 29 :** son amendement n° 74 (objet des accords de location) : rejeté (p. 367) ; son amendement n° 75 (rectification d'une erreur matérielle) : adopté ; accords sur les locaux collectifs résidentiels ; action d'animation culturelle ; élaboration de contrats type de location (p. 368) ; utilisation des locaux collectifs en vue d'une animation éventuelle (p. 369) ; ses observations sur l'intervention de M. Pascal Clément relative à l'animation culturelle (p. 370) ; **article 30 :** extension des accords conclus à l'échelon national (p. 371) ; ses amendements n°s 76 et 77 (rédactionnels) : adoptés ; **article 31 :** son amendement n° 78 (dénonciation ou non-renouvellement d'accords étendus) : adopté (p. 372) ; **article 32 :** rôle des gestionnaires dans l'élaboration des accords ; ses amendements n°s 79 et 574 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 590 du Gouvernement ; **après l'article 32 :** son amendement n° 80 (locaux collectifs résidentiels dans les nouveaux bâtiments d'habitation ; utilisation par les associations de locataires) (p. 373) ; amendement n° 80, modifié, adopté ; **avant l'article 19 :** ses observations sur l'intervention de M. Pascal Clément (p. 374) ; son amendement n° 44 précédemment réservé (de coordination) : adopté (p. 376) ; **article 33 :** son amendeemnt n° 81 (suppression de l'article) : adopté (p. 378) ; **article 34 :** favorable à titre personnel à l'amendement n° 511 du Gouvernement (p. 379) ; dispositions de l'article non applicables aux locaux n'ayant pas fait l'objet de convention de location depuis deux ans ; assainissement du marché par la modération des loyers : maîtrise de la spéculation foncière (p. 380) ; ses observations sur le sous-amendement n° 581 de M. Daniel Le Meur prévoyant des minorations de loyer en cas de loyers surévalués (p. 381) ; ses amendements n°s 82 et 83 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 511 du Gouvernement (p. 382) ; **article 35 :** textes de modération et de blocage des loyers pris par les anciens gouvernements ; s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Pascal Clément permettant aux commissions départementales de s'opposer à l'extension des accords de modération [25 janvier 1982] (p. 478) ; extension des accords de modération ; son amendement n° 84 (possibilité d'extension des accords de modération aux loyers des contrats en cours si les circonstances économiques l'exigent) : rejeté ; **article 36 :** son amendement n° 85 (rédactionnel) : adopté (p. 479) ; son amendement n° 86 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 575 (rédactionnel) : adopté ; s'oppose aux amendements n° 211 de M. Pascal Clément et n° 380 de M. Jean Tibéri excluant les logements vacants des accords de modération et de la fixation par décret du taux d'évolution des loyers ; libre fixation du loyer des logements vacants depuis plus de deux ans (p. 480) ; son amendement n° 87 (hausse minimale des loyers fixée à 80 p. 100 de l'indice mentionné à l'article 38) : adopté ; son amendement n° 576 devenu sans objet (p. 482) ; **après l'article 36 :** favorable à l'amendement n° 296 de la commission de la production modifié par les sous-amendements n°s 599 à 602 du Gouvernement (p. 483) ; **article 37 :** son amendement n° 90 (rôle de la commission départementale en cas de contestation des loyers) (p. 484) ; s'oppose au sous-amendement n° 506 de M. Roland Dumas étendant la compétence de la commission départementale aux litiges relatifs à l'exécution du contrat de location (p. 485) ; amendement n° 90, modifié, adopté ; **article 38 :** indice de référence (p. 486) ; son amendement n° 89 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 591 du Gouvernement ; **article 39 :** son amendement n° 91 (suppression de l'article) ; réintroduction de ces dispositions dans le titre consacré aux sanctions ; amendement n° 91 adopté (p. 487) ; **article 40 :** son amendement n° 92 (travaux d'amélioration portant sur les économies d'énergie) (p. 489) : rejeté ; son amendement n° 93 (liste des travaux d'amélioration établie par un décret en Conseil d'Etat) : modifié, adopté ; son amendement n° 94 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 95 (montant maximum du nouveau loyer consécutif à la réalisation de travaux) : modifié, adopté (p. 490) ; s'oppose à l'amendement n° 472 de Mme Adrienne Horvath ; conclusion des contrats de mise aux normes ; information des locataires ; ses observations sur l'amendement n° 519 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 584 de M. Daniel Le Meur relatifs aux modalités de réalisation et aux conséquences des travaux de mise aux normes (p. 491) ; ses amendements n°s 96, 97 et 577 ; satisfaits par l'adoption de l'amendement n° 519 du Gouvernement ; son amendement n° 98 (frais de déménagement du locataire à la charge du bailleur en cas d'évacuation provisoire du local pour la réalisation de tra-

vaux) (p. 492) ; frais de déménagement peu importants par rapport à l'ensemble des travaux engagés ; amendement n° 98, modifié, adopté ; son amendement n° 99 (rédactionnel) : adopté (p. 493) ; **article 41** : son amendement n° 100 (précision des travaux visés par l'article) : rejeté ; son amendement n° 101 (rédactionnel) : adopté ; ses amendements n°s 102 et 578 : devenus sans objet (p. 494) ; **article 42** : remise de documents au locataire par le bailleur avant la signature du contrat ; s'oppose à la mention par le propriétaire des nuisances de l'environnement ; notion subjective ; son amendement n° 104 (mention par le propriétaire du montant des charges locatives de l'année précédente) (p. 495) : adopté ; son amendement n° 105 (fiche de renseignements remise à l'acquéreur par le vendeur pour les immeubles achevés depuis moins d'un an) : adopté (p. 496) ; **article 43** : ses amendements n°s 106 et 107 (remise par le propriétaire au locataire ou à l'acquéreur de notices d'utilisation et d'entretien des éléments d'équipement) : adoptés (p. 499) ; **avant l'article 42** : son amendement n° 103 précédemment réservé (intitulé du titre IV) : adopté ; **avant l'article 44** : son amendement n° 108 (insertion d'un nouvel intitulé pour le titre VI *bis* : adopté ; **article 44** : son amendement n° 109 (partage par moitié entre le bailleur et le locataire des honoraires versés aux intermédiaires) (p. 500) : adopté ; définition des prestations constituant l'acte de location (p. 501) ; **article 45** : son amendement n° 110 (rédactionnel) : retiré ; **article 46** : notion de prix abusif pour la reprise d'objets ou d'installations par le locataire (p. 502) : intervention d'un professionnel pour l'application de notion de prix abusif ; son amendement n° 111 (réduction des amendes infligeables au bailleur) (p. 503) : rejeté ; accepte l'amendement n° 387 de M. Jean Tibéri instituant des amendes pour le locataire subordonnant son départ à une remise d'argent ou à la reprise d'objets ou d'installations à un prix abusif (p. 504) ; accepte l'amendement n° 410 de M. Pascal Clément instituant des amendes pour les bailleurs falsifiant la quittance de loyer du précédent locataire ; son amendement n° 112 (amendes pour la non-délivrance de quittance) : adopté ; **article 47** : son amendement n° 113 (sanctions pour l'exercice frauduleux du droit de reprise) (p. 505) : modifié, adopté ; **article 48** : sanctions pénales pour l'entrave apportée à l'exercice du droit d'association et de consultation des locataires (p. 506) ; son amendement n° 114 (amendes pour l'entrave apportée à l'exercice des droits d'association et de consultation des locataires) : adopté (p. 507) ; son amendement n° 115 (suppression du second alinéa de l'article) ; récidive traitée dans le code pénal ; amendement n° 115 adopté ; **après l'article 48** : son amendement n° 116 (sanctions de l'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non-renouvellement en vue de la vente) ; accepte le sous-amendement n° 612 de Mme Adrienne Horvath relatif à l'indemnisation du locataire en cas d'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non-renouvellement en vue de la vente ; amendement n° 116, modifié, adopté (p. 508) ; **article 49** : son amendement n° 117 (suppression de l'article) : adopté ; **après l'article 49** : son amendement n° 118 (définition des pratiques de prix illicites) : modifié, adopté ; **article 50** : délai d'un an pour la rédaction des nouveaux contrats de location (p. 509) ; son amendement n° 119 (suppression de la référence à l'article 3) : adopté (p. 510) ; s'oppose à l'exclusion du champ d'application de l'article des baux d'une durée inférieure à un an (p. 511) ; **article 51** : protection du locataire ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion motivée par la seule expiration du contrat antérieur ; son amendement n° 120 (protection du locataire ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion définitive à la date d'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté ; son amendement n° 121 (rédactionnel) (p. 512) ; adopté ; son amendement n° 122 (rédactionnel) : adopté ; **article 52** : effet rétroactif de la loi ; son amendement n° 123 (rédactionnel) (p. 513) ; congés donnés depuis fin 1981 dans le but d'échapper à la loi ; campagne d'intoxication et de déformation de la réalité du texte ; amendement n° 123 adopté (p. 514) ; **article 53** : son amendement n° 124 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 125 (application des accords à compter du 1er mai 1982) ; date limite de conclusion des accords ; date de publication (p. 515) ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 125 de la commission (date d'application des accords) : adopté ; amendement n° 125, modifié, adopté ; son amendement n° 126 (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 517) ; **article 54** : son amendement n° 127 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 616 du Gouvernement ; son amendement n° 128 (transfert du contrat de location portant sur un logement H.L.M.) : adopté ; ses amendement n°s 129 et 130 devenus sans objet (p. 518) ; **article 56** : son amendement n° 131 (suppression de l'article) ; conséquence de l'adoption de l'amendement n° 80 après l'article 32 ; amendement n° 131 adopté ; **après l'article 56** : droit de préemption des locataires en cas de division de tout ou partie d'un immeuble par lot (p. 520) ; demande une seconde délibération sur l'article 6 (p. 521).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : résistance des groupes de pression au projet de loi ; respect par le Sénat des éléments essentiels du projet [11 mai 1982] (p. 1958).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 suppression de la disposition excluant du bénéfice de la loi les communes de moins de 2 000 habitants) : adopté ; son amendement n° 2 (suppression de l'exclusion des locaux de plaisance) : adopté ; son amendement n° 3 (suppression de la disposition excluant du champ d'application de la loi les logements faisant l'objet d'un contrat de location-vente ou d'une promesse de vente) (p. 1966) : rejeté (p. 1967) ; son amendement n° 4 (suppression de la disposition excluant du champ d'application de la loi les immeubles en copropriété comprenant uniquement des logements acquis en vue de la retraite) : adopté ; son amendement n° 5 (limitation de l'exclusion du champ d'application de la loi aux seules locations de chambres à des étudiants) : adopté ; **article 3** : obligation d'information du locataire par le bailleur (p. 1970) ; son amendement n° 6 (inclusion, parmi les éléments devant figurer dans le contrat de location, de la date de révision du loyer et des dispositions réglementaires en vigueur) : adopté ; son amendement n° 7 (annexion au contrat de location d'une copie de l'état des lieux, d'une copie de la dernière quittance du locataire précédent et, éventuellement, des extraits du règlement de copropriété) (p. 1971) : adopté ; nécessité de l'information du locataire sur les accords collectifs le concernant directement (p. 1972) ; **article 4** : son amendement n° 8 (exclusion de la possibilité pour le bailleur de résilier le contrat pendant les périodes de renouvellement de trois ans) : rejeté ; **article 4** *bis* : son amendement n° 9 (suppression de l'article qui tend à permettre la location de la résidence propre du bailleur pour une durée inférieure à trois ans pour des motifs d'ordre familial ou professionnel) (p. 1975) : adopté (p. 1976) ; **article 5** : faculté, pour le locataire, de résilier le contrat à tout moment pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé (p. 1977) ; **article 6** : son amendement n° 10 (renouvellement du contrat de location pour une période identique à la période initiale, sauf décision des parties de modifier d'un commun accord la durée du contrat) ; possibilité de l'exercice du droit de reprise au terme d'un bail de trois ans ; rejeté ; son amendement n° 11 (suppression de la disposition prévoyant, qu'à défaut d'accord, le bailleur peut fixer un nouveau loyer dans les limites prévues par l'article 4 de la loi) (p. 1978) : adopté (p. 1979) ; **article 6** *bis A* : son amendement n° 153 (notification de l'avis de la commission départementale, préalablement à l'action en justice des parties, et interruption de la prescription de l'action en justice à compter de la saisine de la commission) : adopté ; **article 6** *bis* : son amendement n° 12 (renouvellement du contrat de location initial) (p. 1979) : rejeté (p. 1980) ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 14 (suppression de la disposition ne retenant pas, pour l'exercice du droit de reprise, les raisons familiales, professionnelles ou de santé, postérieures à l'exercice du droit de résiliation) : adopté ; son amendement n° 15 (suppression de la mention de contrat initial de location) : rejeté ; contrôle du juge sur l'exercice du droit de reprise ; son amendement n° 16 (renouvellement du contrat de location initial) : rejeté ; son amendement n° 17 (suppression de la disposition autorisant les bailleurs qui se trouvent à l'étranger à résilier le contrat de location à tout moment pour se loger) : adopté (p. 1981) ; **article 6** *ter* : son amendement n° 18 (suppression de la possibilité de résilier le contrat à tout moment pour vendre le local à l'expiration de la troisième année « en cas de circonstances économiques ou familiales graves ») ; contrat de location précaire (p. 1982) : adopté (p. 1983) ; **article 6** *quater* : son amendement n° 19 (suppression de la disposition prorogeant le délai de préavis et le contrat de location jusqu'à la signature de la promesse de vente lorsque le locataire le demande) : adopté ; son amendement n° 20 (maintien, dans le champ d'application de l'article, des actes de vente entre parents et alliés) : adopté ; **article 6** *quinquies* : son amendement n° 21 (de coordination) : adopté ; **article 6** *sexies* : son amendement n° 22 (rédactionnel) : adopté (p. 1984) ; **article 6** *septies* : son amendement n° 23 (relèvement à 2 500 F du plafond d'impôt sur le revenu

exigé pour faire jouer la protection des personnes âgées) : adopté (p. 1985) ; **article 7 :** son amendement n° 24 (plafonnement du loyer des locaux sous-loués au niveau du loyer du logement principal) : adopté ; **article 7** *bis :* son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté (p. 1986) ; **article 10 :** son amendement n° 27 (problème des réparations autres que locatives) : rejeté ; son amendement n° 28 (information du locataire par le bailleur de toute diminution des services rendus) : adopté (p. 1987) ; **article 11 :** son amendement n° 29 (obligation pour le bailleur de remettre gratuitement une quittance ou un reçu au locataire) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 30 (partage des frais de l'état des lieux dans le seul cas d'établissement de celui-ci par huissier de justice) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 31 (réduction à deux mois du délai de restitution du dépôt de garantie) (p. 1988) : adopté ; son amendement n° 32 (interdiction de la révision du montant du dépôt de garantie en cours de contrat ou lors du renouvellement du contrat) : adopté ; **article 14** *bis :* son amendement n° 33 (communication au locataire par le bailleur des quantités consommées et des prix unitaires de ces consommations) (p. 1989) ; son amendement n° 34 (réintroduction de l'obligation, pour le syndic, de mettre certains documents à la disposition du locataire) : adopté ; son amendement n° 35 (prévoyant l'octroi d'un délai de paiement de deux ans pour le locataire) (p. 1990) ; problème de l'occupation sans titre, délai de paiement accordé par le juge : adopté ; **article 16** *bis :* pratique de la saisie-gagerie (p. 1991) ; **article 17 :** son amendement n° 36 (substitution de l'expression « charges » au mot « accessoires ») : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 37 (inclusion, dans les clauses réputées non écrites, de la clause par laquelle le bailleur s'exonère de la responsabilité de son fait personnel ou du fait des personnes dont il doit répondre) ; responsabilité de la chose dont on a la garde (p. 1992) : adopté ; son amendement n° 38 (substitution de l'expression « charges » à celle d'« accessoires ») ; adopté ; son amendement n° 39 (substitution de l'expression « charges » à celle d'« accessoires ») ; adopté ; son amendement n° 40 (inclusion, dans les clauses réputées non écrites, de la clause interdisant au locataire l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle) : adopté (p. 1993) ; **article 19 :** son amendement n° 41 (suppression du seuil de trente logements pour que soient applicables des accords collectifs et accords de patrimoine) (p. 1994) : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 42 (définition des critères de représentativité des associations de locataires de tout ou partie du patrimoine immobilier d'un même bailleur) ; notion d'activité de l'association parmi les critères de représentativité (p. 1996) : adopté (p. 1997) ; **article 21 :** son amendement n° 43 (possibilité pour chaque association d'avoir plusieurs représentants, le cas échéant, au sein de chaque bâtiment) : adopté ; son amendement n° 44 (suppression de l'obligation pour les représentants des locataires d'être domiciliés dans le bâtiment) (p. 2002) : adopté ; **article 22 :** son amendement n° 45 (consultation des représentants statutaires des associations sur les différents aspects de la gestion de l'immeuble et suppression de l'obligation de périodicité de cette consultation) : adopté ; son amendement n° 46 (possibilité pour les représentants statutaires d'un immeuble d'être assistés par un représentant de leur organisation départementale ou nationale) ; problème de la formation à la vie associative : adopté ; son amendement n° 47 (suppression de la précision selon laquelle les représentants des associations peuvent consulter les documents relatifs aux charges locatives dans les locaux où se trouvent ces documents) ; amendement n° 47 rectifié : adopté (p. 2003) ; son amendement n° 48 (liberté d'expression des associations sur les panneaux d'affichage posés dans chaque bâtiment d'habitation) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 49 (possibilité pour le locataire d'un copropriétaire d'assister à l'assemblée générale de copropriété) : adopté ; **article 24 :** son amendement n° 50 (extension à tous les représentants d'associations de locataires de la protection prévue par l'article en cas de notification d'un congé par le propriétaire) : adopté ; son amendement n° 51 (suppression de l'exception à la protection des représentants statutaires en cas de congé notifié dans les conditions des articles 6 *bis*, 6 *ter* et 6 *quater*) ; résiliation d'un contrat pour les motifs liés à la représentation associative (p. 2004) ; adopté ; **article 25 :** son amendement n° 52 (substitution du terme « organisations » au terme « associations » au plan départemental) : adopté ; son amendement n° 53 (exclusion des gestionnaires des commissions départementales) : adopté ; son amendement n° 160 (de coordination) : adopté (p. 2005) ; **article 26 :** son amendement n° 54 (suppression de la représentation des gestionnaires d'immeubles au sein de la commission nationale des rapports locatifs) : adopté ; son amendement n° 55 (définition du rôle de la commission nationale des rapports locatifs) : adopté ; son amendement n° 56 (rédactionnel) : adopté (p. 2006) ; **article 27 :** son amendement n° 57 (définition des critères de représentativité aux niveaux national et départemental des associations de bailleurs et des organisations des locataires) ; différence des critères utilisés, critères de l'ancienneté et critères d'activité ; adopté (p. 2007) ; **article 28 :** son amendement n° 58 (permettant la conclusion d'accords multi-sectoriels) : adopté ; son amendement n° 59 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 60 (rédactionnel) ; adopté (p. 2008) ; **article 28** *ter :* son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; **article 29 :** son amendement n° 62 (prévoyant que l'établissement du règlement intérieur doit faire l'objet d'un accord collectif au sein du bâtiment) (p. 2009) : adopté ; son amendement n° 63 (suppression de la disposition affirmant la primauté des clauses du règlement de copropriété sur les stipulations des accords collectifs) : adopté ; **article 29** *ter :* son amendement n° 64 (permettant aux accords collectifs de toute nature de prévoir que les stipulations s'appliquent aux contrats de location en cours) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 65 (permettant l'extension des accords collectifs quel que soit le nombre des associations signataires) (p. 2010) : adopté ; son amendement n° 66 (suppression de la consultation de la commission nationale des rapports locatifs lorsque le décret portant extension des accords en distrait certaines clauses) : adopté (p. 2010) ; **article 32 :** son amendement n° 67 (de coordination) : adopté ; **article 33 :** son amendement n° 68 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 69 (précisant que les accords de modération des loyers sont maintenus en vigueur en cas de changement de bailleur lorsque les deux bailleurs successifs relèvent du même secteur locatif) : adopté ; son amendement n° 70 (de conséquence) : adopté (p. 2011) ; **article 34 :** son amendement n° 71 (fixation par chaque accord de modération du taux maximum d'évolution des loyers lors de la conclusion ou d'un renouvellement des contrats et hypothèse des majorations supplémentaires) ; problème des locaux vacants (p. 2012) : adopté ; son amendement n° 72 (rédactionnel) : adopté ; **article 35 :** son amendement n° 73 (possibilité de rendre obligatoires par décret en Conseil d'Etat les dispositions des accords de modération) : adopté ; **article 36 :** son amendement n° 74 (prévoyant qu'à défaut d'accord intervenu dans un ou plusieurs secteurs locatifs, un décret en Conseil d'Etat peut fixer le taux d'évolution des loyers lors du renouvellement du contrat ou dans le cas de la location de locaux vacants n'ayant pas fait l'objet de contrat de location depuis plus de deux ans) (p. 2014) : rejeté ; **article 36** *bis :* son amendement n° 75 (permettant la fixation du taux d'évolution des loyers par décret en Conseil d'Etat au cas de circonstances économiques graves) : adopté (p. 2015) ; **article 37 :** son amendement n° 76 (précision du champ d'application de l'article relatif à la saisine de la commission départementale en cas de contestation relative à la fixation des loyers) : adopté ; **article 38 :** son amendement n° 167 (suppression de la disposition permettant, lors de la revision du loyer, de dépasser le plafond prévu par le contrat de prêt pour les immeubles faisant l'objet de primes ou de prêts du Crédit foncier) : adopté (p. 2016) ; **article 40 :** son amendement n° 78 (substitution de l'expression « contrat d'amélioration » à celle de « convention ») : adopté ; son amendement n° 79 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 80 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 81 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 83 (de coordination) : adopté ; fonction de la commission départementale des rapports locatifs (p. 2018) ; évacuation définitive des lieux après les travaux d'amélioration du logement ; **article 41 :** son amendement n° 84 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 85 (rédactionnel) : adopté ; **article 41** *bis :* son amendement n° 86 (suppression de l'article prévoyant que la conclusion d'un contrat d'amélioration du logement peut constituer une condition d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat) : adopté (p. 2019) ; **article 42 :** son amendement n° 87 (obligation pour le vendeur d'un immeuble de remettre aux locataires une fiche de renseignements sur la consistance des locaux) : adopté ; **article 43 :** son amendement n° 88 (obligation pour le vendeur de remettre au locataire du logement une notice d'utilisation et d'entretien des éléments d'équipement) : adopté ; **article 46 :** son amendement n° 89 (interdiction de la subordination de la conclusion d'un contrat de location à une remise d'argent ou de valeur ne correspondant pas au paiement du loyer ou

des charges) (p. 2020) ; notion de « prix manifestement supérieur à la valeur réelle » : adopté ; **article 46** *bis* : son amendement n° 90 (suppression de l'article) : adopté ; **article 47 :** son amendement n° 91 (sanction de l'exercice frauduleux du droit de reprise) : adopté ; **article 48 :** son amendement n° 92 (inclusion des sanctions en cas d'entrave au droit d'association visées par l'article 32 *bis* et relatives aux locaux collectifs résidentiels) (p. 2021) ; congé donné aux représentants des locataires ; adopté ; son amendement n° 93 (relèvement du plafond de l'amende) : adopté ; **article 48** *bis* : son amendement n° 94 (rétablissement de l'article relatif à la sanction de l'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non-renouvellement du contrat de location en vue de la vente) : adopté ; **article 49** *bis* ; son amendement n° 95 (rétablissement de cet article déterminant les pratiques de prix illicites) ; manquements aux accords de modération de prix (p. 2022) ; fondement d'une sanction pénale ; adopté ; **article 50 :** mise en conformité des contrats de location en cours ; son amendement n° 96 (rédactionnel) : adopté ; **article 51 :** son amendement n° 97 (protection des locataires de bonne foi à l'expiration de leurs baux sauf hypothèse où le locataire a vu son bail résilié en vue de la reprise du logement par le bailleur) ; protection de l'occupant de bonne foi expulsé à l'expiration du contrat antérieur ; adopté ; **article 52 :** son amendement n° 98 (obligation de fonder sur un motif sérieux et légitime tout congé notifié à compter du 7 octobre) : adopté (p. 2024) ; **article 53 :** son amendement n° 99 (rédactionnel) : adopté ; évolution des loyers ; son amendement n° 170 à titre personnel (engagement de modération des loyers pour les locaux vacants) : devenu sans objet ; son amendement n° 100 (suppression des dispositions de l'article figurant déjà dans la loi sur la modération des loyers) : adopté ; son amendement n° 171 (application des sanctions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945 au non-respect par le bailleur des dispositions de l'article 53) (p. 2025) : rejeté ; **article 54 :** son amendement n° 101 (de coordination) : retiré (p. 2026) ; **article 54** *bis* : son amendement n° 102 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 103 (de coordination) : adopté ; **article 55 :** son amendement n° 104 (évitant l'abrogation de l'article 3 *bis* de la loi de 1948 qui écarte l'application de cette loi aux locataires entrés dans les lieux après le 1er janvier 1959 dans les communes de moins de dix mille habitants à l'exclusion de celles situées à moins de cinquante kilomètres de Paris) : adopté (p. 2027) ; **article 55** *bis A* : son amendement n° 105 (supprimant l'article protégeant les grands infirmes et les personnes bénéficiant d'une rente d'invalidité du travail) : adopté ; **article 55** *bis* : son amendement n° 106 (rétablissant cet article prévoyant que les dispositions de la loi de 1948 cessent d'être applicables aux locaux vacants) : adopté ; **article 55** *ter* : son amendement n° 107 (rétablissement de cet article relatif à la contestation par le bailleur du droit au maintien dans les lieux du locataire) : adopté ; **article 55** *quater* : son amendement n° 108 (suppression de l'article qui permettait à des promoteurs-constructeurs de louer des logements achevés mais non encore vendus pour une durée inférieure à trois ans) : adopté (p. 2028).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : travail de la commission mixte paritaire ; champ d'application de la loi ; problème des personnes établies hors de France ; circonstances économiques et familiales de nature à justifier la résiliation du contrat de location, délivrance d'une quittance au locataire ; délais de paiement accordés par le juge aux locataires ; fixation d'un seuil à compter duquel peut intervenir un accord collectif de location ; représentativité des associations de locataires ; communications des associations sur les panneaux d'affichage ; participation des locataires aux assemblées générales de copropriété ; accords collectifs nationaux ; accords de catégorie [9 juin 1982] (p. 3160) ; possibilité de modulation particulière des loyers en fonction des conditions locales ; protection des occupants de bonne foi ; problème des grandes villes (p. 3161).

Discussion des articles : **article 6** *bis :* son amendement n° 1 (possibilité pour le bailleur établi hors de France de résilier à tout moment le contrat de location à condition qu'une clause de ce contrat l'y autorise, en vue de reprendre le logement pour l'occuper lui-même) : adopté ; **article 55 :** son amendement n° 2 (conséquences juridiques du maintien en vigueur des dispositions des articles 3 *bis* à 3 *sexies* de la loi du 1er septembre 1948) (p. 3171) : adopté : son amendement n° 3 (suppression de l'article 55 *ter*) ; problèmes posés par les logements dont l'occupant se voit contester le droit au maintien dans les lieux : adopté (p. 3172).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 48 :** identification de la population alsacienne avec la station régionale de radio et de télévision [6 mai 1982] (p. 1807).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale ; questions :* régionalisation du Plan ; exemple de l'Alsace [17 novembre 1982] (p. 7302) ; politique menée par la D. A. T. A. R. (p. 7303).

BOCQUET (Alain)

Député du Nord
(19e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Communication : Radio-télévision) [21 octobre 1982] (p. 6145).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome IX : **Communication :** Radio-télévision **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Agences de contentieux privées : « exploitation de la misère » ; situation des familles défavorisées en retard dans leurs paiements (loyers, impôts, factures de gaz et d'électricité) [28 avril 1982] (p. 1416) ; nécessité d'organiser un service public et de faciliter les délais de paiement des familles en difficulté (p. 1417).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : monopole exercé sur le service public par la droite pendant 23 ans ; volonté de l'ancienne majorité de faire du public des consommateurs uniformisés ; sélection des journalistes ; pratique de la censure et de la désinformation ; volonté des députés communistes d'une réforme libérant la radio-télévision ; insuffisance du projet de loi laissant la porte ouverte aux puissances d'argent ; nécessité de ne plus choisir les journalistes en considération de leurs opinions ; volonté des communistes d'accroître les pouvoirs du Conseil national de la communication audiovisuelle [26 avril 1982] (p. 1341).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 296 (affirmant le principe d'un grand service public de la radio et de la télévision) ; « guerre » menée par l'opposition contre le service public ; volonté de donner un préambule à la loi ; obligations du cahier des charges [27 avril 1982] (p. 1361) ; rejeté (p. 1362).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **Article 1er,** *article L.* 122-45 *du code du travail :* son amendement n° 17 (abaissant le délai de prescription de trois mois à deux mois) : retiré [17 mai 1982] (p. 2327).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 21,** *article L.* 432-3 *du code du travail :* son amendement n° 35 (précisant que le défaut d'une des consultations prévues entraîne la nullité de la décision) [4 juin 1982] (p. 2995) ; rejeté (p. 2996).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 132-2 du code du travail :* son amendement n° 2 (obligation pour les organisations syndicales représentatives signataires d'avoir recueilli au moins 50 p. 100 des suffrages exprimés par les salariés dans le champ d'application de l'accord et appréciation de la représentativité dans l'entreprise sur la base des dernières élections et au plan national sur celles des statistiques électorales professionnelles publiées par le ministère du travail) [9 juin 1982] (p. 3188) : rejeté (p. 3190) ; *article L. 132-5 du code du travail :* son amendement n° 4 (prévoyant que tous les salariés liés directement à une entreprise ou occupés dans cette entreprise lorsqu'ils sont liés par leur contrat à une autre entreprise bénéficient de toutes les dispositions de la convention ou de l'accord collectif) (p. 3192) : retiré (p. 3193) ; **article 4 :** *article L. 132-19 du code du travail :* son amendement n° 6 (précision de la portée de la négociation collective dans l'entreprise) ; périodicité de la négociation proposée par les organisations syndicales [11 juin 1982] (p. 3275) : retiré (p. 3276).

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — *Discussion générale :* prochaine réforme de la sécurité sociale ; rôle du ministre communiste Ambroise Croizat ; conséquences de la politique menée par la droite contre les travailleurs ; abaissement de l'âge de la retraite ; création de la cinquième semaine de congés payés ; effort fait en direction des familles ; retour au principe de l'élection des membres des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale [18 novembre 1982] (p. 7393) ; différentes propositions du groupe communiste en matière de financement ; problème des retraites complémentaires (p. 7394).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis ; technologies nouvelles ; satellite de télédiffusion ; développement du marché des vidéo-cassettes et des vidéo-disques ; nécessité de relancer une production nationale de qualité ; société nationale de production ; pluralisme de la radiotélévision ; régionalisation ; réduction du taux de T. V. A. ; taxe sur les magnétoscopes [19 novembre 1982] (p. 7430) ; retransmission de rencontres sportives constituant un « détournement de fonds » au profit des annonceurs ; moyens d'y remédier ; observations adoptées par la commission : nécessité d'assurer le développement de la création française ; nécessité d'assurer une plus rigoureuse harmonisation des programmes ; décentralisation ; révision nécessaire de l'attribution de l'aide aux radios locales privées ; réduction de la T. V. A. ; avis favorable de la commission (p. 7431).

Consommation. — *Discussion générale :* orientations du Gouvernement ; rôle du ministère de la consommation ; faiblesse des moyens de l'institut national de la consommation ; contenu de la revue « 50 millions de consommateurs » ; problème de l'inflation ; rôle des entreprises du secteur public dans la maîtrise des dérèglements économiques ; nécessité de mieux maîtriser les circuits de distribution ; nécessité de reconquérir le marché intérieur par la relance de la consommation populaire ; vote positif du groupe communiste [19 novembre 1982] (p. 7476).

BOIS (Jean-Claude)

Député du Pas-de-Calais
(13e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : calcul des pensions) n° 139,** posée le 20 avril 1982 (p. 1206) ; appelée le 23 avril 1982 : **bonification pour les assurés du régime minier ayant élevé des enfants :** bonification de la durée d'assurance égale à deux années supplémentaires par enfant élevé à leur charge ou à celle de leur conjoint, accordée aux femmes assurées ; exclusion des femmes assurées du régime minier de ces dispositions ; caractère inacceptable de la discrimination frappant ces travailleuses (p. 1293) ;

— **Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Pas-de-Calais) n° 310,** posée le 7 décembre 1982 (p. 8099) ; appelée le 10 décembre 1982 : **Cokeries du Nord :** restructuration de la chimie française ; approvisionnement en produits de base ; entreprises C. D. F. - chimie à Mazingarbe et huiles, goudrons et dérivés à Lens-Loison ; chômage dans la région de Lens ; développement de la chimie dérivée du charbon (p. 8221).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* place du charbon dans l'approvisionnement de la France en énergie ; relance charbonnière [8 novembre 1982] (p. 6895) ; part de la production nationale dans la consommation de charbon ; problèmes des Charbonnages de France ; situation du bassin houiller du Nord - Pas-de-Calais (p. 6895).

BONNEMAISON (Gilbert)

Député de la Seine-Saint-Denis
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688) [12 janvier 1982] (p. 48).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Rapporteur du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : compétences **(n° 1017)** [9 juillet 1982] (p. 4406).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse **(n° 1017)** [*J.O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 juillet 1982]. (p. 2315).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois consitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 688) portant **statut particulier de la Corse (n° 692)** [14 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **statut particulier de la région de Corse** et de son organisation administrative **(n° 719)** [28 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 707), portant **reconnaissance des caractéristiques particulières de la région de Corse (n° 720)** [3 février 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 724) portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative **(n° 725)** [5 février 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1017), portant **statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1031)** [19 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1033)** [20 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1035) portant **statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1045)** [22 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, portant **statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1069)** [23 juillet 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réglementation de la vente d'armes à feu :** mort d'enfant causée par la détention d'armes à feu par des particuliers [28 avril 1982] (p. 1422) ; nécessité de réglementer la vente et la détention de toutes les catégories d'armes à feu par les particuliers (p. 1423) ;

— **Licenciement aux usines Citroën :** attitude de la direction de Citroën ; licenciement des délégués et militants cégétistes ; violation des droits syndicaux du personnel [26 mai 1982] (p. 2593).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Discussion générale, rapporteur : cycle « attentats-répression » ; établissement de la paix civile ; statut particulier pour la région de Corse ; organisation et compétences différentes des autres régions ; acuité des conséquences de l'insularité ; volonté de vivre et de travailler au pays ; érection de la région de Corse en collectivité territoriale [18 janvier 1982] (p. 144) ; institution d'une catégorie nouvelle de collectivités territoriales ; indivisibilité de la République ; élection d'une assemblée régionale au suffrage universel ; transfert à la région de Corse des biens, droits et obligations de l'établissement public régional ; organes participant à l'administration de la région de Corse ; dénomination des institutions ; composition de l'assemblée de Corse ; scrutin régional ; déroulement des opérations électorales ; représentation proportionnelle ; fonctionnement et attributions de l'assemblée de Corse (p. 145) ; problèmes économiques entrant dans les compétences de l'assemblée de Corse ; président de l'assemblée ; incompatibilité entre le mandat de président de l'assemblée de Corse et celui de parlementaire et de membre d'un bureau d'un conseil régional ; conseils consultatifs ; attributions du conseil de développement culturel, de l'éducation et du cadre de vie ; attributions du commissaire de la République ; loi d'amnistie ; difficultés économiques et sociales de Corse (p. 146) ; constitutionnalité du texte ; participation des Corses à la gestion de leurs propres affaires (p. 162) ; statut particulier ; loi de décentralisation ; autonomistes et séparatistes (p. 163).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 rectifié (application à la Corse de l'article 45 de la loi de décentralisation) ; prise en compte, pour l'organisation de la Corse, des spécificités de cette région et prévision de lois ultérieures pour définir les compétences particulières correspondantes (p. 189) ; amendement n° 1 rectifié : adopté (p. 190) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (compétences de l'assemblée de Corse, du président de l'assemblée, du conseil économique et social et du conseil de la culture) [19 janvier 1982] (p. 198) : retiré (p. 199) ; son sous-amendement n° 151 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (assistance d'établissements publics, d'agences et d'institutions spécialisées pour l'exercice des compétences de la région de Corse) : adopté ; avis du conseil de la culture (p. 201) ; **article 3 :** son amendement n° 3 (substitution des mots « de conseillers » aux mots « de membres de l'assemblée régionale ») : adopté (p. 203) ; **article 4 :** son amendement n° 4 (rédactionnel), rectifié : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel), rectifié puis adopté (p. 204) ; **article 5 :** son amendement n° 6 (répartition des sièges entre les listes ayant obtenu un nombre de suffrages au moins égal au total des suffrages exprimés, divisé par le nombre de sièges à pourvoir) ; souci d'éviter les multiplications excessives des listes ; institution d'un seuil minimal de représentativité (p. 205) ; amendement n° 6 : adopté (p. 206) ; **article 6 :** division de la Corse en deux départements (p. 208) ; expression « peuple corse » (p. 209) ; **article 7 :** son amendement n° 8 (inéligibilité des personnes titulaires d'une des fonctions énumérées à l'article L. 195 du code électoral lorsque la Corse fait partie du ressort de leurs fonctions) ; nécessité de couvrir les cas où un fonctionnaire ou un magistrat n'exerce pas ses fonctions en Corse alors que celle-ci se trouve comprise dans le ressort de sa compétence ; amendement n° 8 : adopté (p. 210) ; **article 8 :** son amendement n° 9 (démission du représentant de l'Etat par l'assemblée en cas d'inéligibilité) : adopté (p. 210) ; **article 10 :** son amendement n° 10 (suppression de la liste des incompatibilités des fonctions exercées dans les agences et institutions mentionnées à l'article 2) : retiré ; **article 11 :** son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 12 (nécessité d'ouvrir au nouvel élu un délai plus long pour exercer son option en cas d'incompatibilité) : adopté ; son amendement n °13 (ouverture d'un délai d'option pour les incompatibilités survenant en cours de mandat et institution de la même procédure en confiant au représentant de l'Etat la mission de démettre l'élu de son mandat) : adopté (p. 212) ; **article 12 :** son amendement n° 14 (précision relative à l'obligation de payer des contributions directes pour être candidat) : adopté (p. 213) ; **article 14 :** son amendement n° 15 (augmentation du cautionnement à 30 000 francs) : adopté (p. 219) ; **article 15 :** son amendement n° 16 (dépôt et enregistrement des déclarations de candidature) : adopté (p. 220) ; **article 16 :** son amendement n° 17 (ouverture d'un délai permettant de compléter les listes dans le cas où des candidatures auraient été jugées irrecevables) : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 18 (possibilité du retrait des listes tant que la campagne électorale n'est pas ouverte) (p. 220) : adopté (p. 221) ; son amendement n° 19 (remboursement du cautionnement sur présentation de l'accusé de réception de la déclaration de retrait) : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 20 (fixation de la date de clôture des inscriptions de candidature) : adopté ; son amendement n° 21 (durée des émissions de propagande à la radio et à la télévision) : adopté (p. 222) ; son amendement n° 22 (institution d'une seule commission chargée à la fois de veiller au déroulement de la campagne à la radio et à la télévision et de diffuser les documents de propagande) : adopté ; **article 19 :** son amendement n° 23 (institution de la commission de propagande au plus tard à l'ouverture de la campagne électorale et rôle de cette commission) ; centralisation des différents documents de la propagande électorale entre les mains d'une seule commission ; amendement n° 23 : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté (p. 223) ; **article 23 :** son amendement n° 25 (institution d'une commission de contrôle et de recensement des opérations de vote) (p. 224) : adopté ; **après l'article 6** précédemment réservé : son amendement n° 7 (commission de surveillance des opérations préliminaires au scrutin) devenu sans objet (p. 226) ; **article 24 :** son amendement n° 26 (substitution de l'expression « région de Corse » au mot « Corse ») : adopté ; **article 25 :** son amendement n° 27 (constatation par le Conseil d'Etat de l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats) (p. 228) : adopté (p. 229) ; **après l'article 26 :** expérimentation du dispositif prévu pour l'élection de l'assemblée ; possibilité pour l'assemblée de Corse de demander au Premier ministre qu'on lui applique les dispositions prévues pour l'ensemble des régions ou de conserver le

dispositif déjà expérimenté (p. 230) ; **article 27 :** possibilité pour l'assemblée de Corse de soumettre au Premier ministre un problème relatif à une autre collectivité territoriale avec l'assentiment de cette collectivité (p. 232) ; son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté (p. 233) ; son amendement n° 29 (proposition adressée par l'assemblée de Corse au Gouvernement relative à l'organisation et au fonctionnement des services de l'Etat en Corse) ; attributions dévolues aux départements par l'article 51 de la loi du 10 août 1871 ; questions et suggestions de l'assemblée de Corse ; amendement n° 29 : retiré (p. 235) ; absence de risque de tutelle de la région sur les communes ; **article 28 :** son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté (p. 239) ; **article 31 :** son amendement n° 32 (première élection de l'assemblée de Corse) : adopté ; son amendement n° 33 (fonctions de secrétaire pour les deux plus jeunes membres de l'assemblée) : adopté (p. 239) ; **article 32 :** son amendement n° 34 (fixation à 10 du nombre des vice-présidents) : rejeté (p. 243) ; son amendement n° 35 (impossibilité pour l'assemblée de Corse de donner délégation à son bureau pour les attributions mentionnées à l'article 27 du projet de loi) : adopté ; différence entre un cumul de mandats électifs et un cumul de fonctions au sein d'un exécutif (p. 244) ; son amendement n° 36 (suppression de l'incompatibilité entre membre du bureau de l'assemblée régionale et présidence ou direction d'une agence ou d'une institution spécialisée) : retiré ; son amendement n° 37 (suppression de l'incompatibilité des fonctions de président de l'assemblée régionale avec l'exercice d'un mandat de conseiller général) : adopté ; son amendement n° 38 (portant de 8 à 15 jours le délai imparti pour se démettre des fonctions incompatibles avec celles de membre du bureau) : adopté ; **article 33 :** son amendement n° 39 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 40 (rédactionnel) : adopté (p. 245) ; **article 34 :** son amendement n° 41 (dissolution de l'assemblée après constatation par le Gouvernement de l'interruption du fonctionnement de cette dernière) ; assemblée dans l'impossibilité de fonctionner dès qu'elle met en cause l'unité de la République ; Gouvernement fondé alors à prononcer cette dissolution (p. 246) ; amendement n° 41 : retiré ; son amendement n° 42 (rédactionnel) : adopté (p. 248) ; **article 27, précédemment réservé :** son amendement n° 30 (réponse du Premier ministre aux suggestions faites par l'assemblée de Corse) : adopté (p. 248) ; **article 35 :** analogie entre les maires, les présidents des conseils généraux et les présidents des conseils régionaux [20 janvier 1982] (p. 254) ; son amendement n° 43 (possibilité pour le président de l'assemblée de Corse de déléguer sa signature aux responsables des services régionaux) : adopté (p. 255) ; **article 36 :** son amendement n° 44 rectifié (de coordination) : devient sans objet (p. 356) ; **article 37 :** son amendement n° 45 (fixation d'un délai de huit jours avant la réunion de l'assemblée pour lui soumettre les rapports ; envoi au conseil de l'assemblée de Corse des mémoires transmis au conseil consultatif) : adopté ; son amendement n° 46 (suppression de l'obligation de remise du rapport spécial par le président à l'occasion de l'examen du budget primitif) ; possibilité pour le bureau de l'assemblée de déterminer à quel moment le rapport lui sera présenté ; amendement n° 46 adopté (p. 258) ; examen des avis du conseil économique et social ou du conseil du développement culturel avant ou après la délibération sur les rapports (p. 259) ; **article 39 :** son amendement n° 47 (conseil économique et social de Corse) : adopté ; son amendement n° 48 (consultation du conseil économique et social sur les études d'aménagement étendue aux études d'urbanisme) rectifié par la mention d'études régionales : adopté ; son amendement n° 49 (soumission au conseil économique et social des orientations du projet de budget et non du budget lui-même) ; recueil des avis du conseil économique et social et du conseil de la culture au moment de l'élaboration du budget (p. 269) ; amendement adopté ; son amendement n° 50 (suppression de la référence aux agences et institutions spécialisées) : retiré ; **article 40 :** son amendement n° 51 (extension de la consultation du conseil de développement culturel aux études d'urbanisme) : adopté ; son amendement n° 52 (substitution de la notion d'orientations du projet) (p. 270) : adopté rectifié ; son amendement n° 160 à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 53 (communiqué des propositions ou avis du conseil du développement culturel relatif à la sauvegarde de la diffusion de la langue corse) : adopté (p. 271) ; son amendement n° 54 (possibilité pour le conseil du développement culturel d'émettre un avis sur l'action et les projets des établissements ou organismes concourant à la vie culturelle et à la protection de l'environnement en Corse) : adopté ; craintes d'une remise en cause de la culture française et des programmes de l'enseignement national (p. 272) ; **article 41 :** présidence des réunions communes des deux conseils consultatifs ; transmission directe au président de l'assemblée de Corse des avis du conseil de la culture ; son amendement n° 55 (de coordination) : adopté (p. 274) ; **article 42 :** son amendement n° 56 (tendant à substituer aux mots « commissaires de la République de région en tant que délégués du Gouvernement » les mots « représentants de l'Etat dans la région ») : adopté (p. 275) ; son amendement n° 57 (correction d'une erreur matérielle) : adopté ; son amendement n° 58 (information réciproque du représentant de l'Etat et du président de l'assemblée) : adopté ; son amendement n° 59 (suppression de la possibilité pour le représentant de l'Etat en Corse d'assister aux séances de l'assemblée régionale) : adopté ; **article 43 :** son amendement n° 60 (débat en présence du représentant de l'Etat sur le rapport spécial du président de l'Assemblée) : adopté (p. 276) ; **après l'article 44 :** son sous-amendement rédactionnel déposé à titre personnel à l'amendement n° 161 du Gouvernement : adopté ; **article 45 :** son amendement n° 61 (suppression de l'établissement public régional de Corse à la date de la première réunion de l'assemblée de Corse ; transfert des biens, droits et obligations à la région de Corse) ; expédition des affaires courantes au cours de la période transitoire (p. 277) ; amendement n° 61 adopté ; son amendement n° 62 (suppression des dispositions de l'article relatives à l'application de la loi du 5 juillet 1972) : retiré (p. 278) ; **après l'article 46 :** son amendement n° 63 (possibilité pour l'assemblée issue de la première élection au suffrage universel de décider d'élire son bureau avant d'établir son règlement intérieur) ; élection des vice-présidents au scrutin majoritaire à deux tours ; amendement n° 63 retiré ; son amendement n° 64 rectifié (maintien en fonction des membres du comité économique et social de la région de Corse jusqu'à la publication du décret fixant la composition du conseil économique et social devant lui succéder) adopté (p. 279) ; **article 47 :** son amendement n° 65 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 66 (extension de l'exonération de la taxe foncière à la région de Corse) adopté (p. 280) ; **article 48 :** son amendement n° 67 (suppression de la mention d'amnistie de plein droit) : adopté ; champ d'application du projet ; arrêt du cycle infernal de la répression et de l'attentat (p. 281) ; causes de l'attentat de Campo de l'Oro ; son amendement n° 68 (effets de l'amnistie) : modifié adopté (p. 284) ; **titre :** son amendement n° 69 tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative » ; perspective du dépôt d'un second projet de loi relatif aux compétences de la région de Corse ; amendement n° 69 : adopté (p. 285).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : transformation de la région en collectivité territoriale ; élections régionales de Corse ; échec de la commission mixte paritaire ; proposition de reprendre le texte adopté par l'Assemblée en première lecture ; modifications du calendrier des opérations électorales [3 février 1982] (p. 677).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (érection de la région de Corse en collectivité territoriale) (p. 682) ; modification des limites territoriales des communes ; référence à la structure bidépartementale de la Corse (p. 683) ; poids de la géographie et de l'histoire ; amendement n° 1 adopté ; **article 1er** *bis :* son amendement n° 2 (suppression de l'article relatif aux spécificités de la région de Corse) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 3 (pouvoirs de l'assemblée de Corse) ; rôle du conseil économique et social et des établissements publics assistant l'assemblée (p. 684) : adopté ; **article 2** *bis :* son amendement n° 4 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 3 :** son amendement n° 5 (rétablissement de l'intitulé du titre Ier : « de l'assemblée de Corse ») : adopté ; son amendement n° 6 (rétablissement de l'intitulé du chapitre Ier : « Election de l'assemblée de Corse ») : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 7 (composition de l'assemblée de Corse) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 8 (élection des membres de l'assemblée et renouvellement des statuts) (p. 685) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 9 (élection de l'assemblée de Corse à la représentation proportionnelle) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 10 (formation par la Corse d'une circonscription électorale unique) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 11 (éligibilité à l'assemblée de Corse) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 12 (cas d'inéligibilité) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 13 (incompatibilités du mandat de membre de l'assemblée) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 14 (incompatibilité du mandat de membre de l'assemblée avec les fonctions d'agent salarié de la région de Corse ou de ses établissements publics et avec la situation d'entrepreneur des services de la région) (p. 686) :

adopté ; **article 11 :** son amendement n° 15 (option du membre de l'assemblée en cas d'incompatibilité) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 16 (déclaration et conditions de candidature aux élections à l'assemblée de Corse) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 17 (déclaration de candidature) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 18 (cautionnement) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 19 (dépôt et enregistrement des déclarations de candidature) : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 20 (notification d'un refus d'enregistrement d'une liste) (p. 687) : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 21 (retrait des candidatures) ; remplacement d'un candidat décédé et retrait des listes : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 22 (conditions de la campagne électorale et émissions de propagande radiodiffusées) : adopté ; **article 19 :** son amendement n° 23 (fonctions de la commission de propagande) : adopté (p 188) ; **article 20 :** son amendement n° 24 (prise en charge par l'Etat des dépenses provenant des opérations effectuées par les commissions de contrôle des opérations électorales) : adopté ; **article 21 :** son amendement n° 25 (application des articles L. 111 et L. 215 du code électoral) : adopté ; **article 22 :** son amendement n° 26 (convocation des électeurs avant la date du scrutin) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 27 (institution d'une commission de contrôle des opérations de vote et de recensement) : adopté ; **article 24 :** son amendement n° 28 (vacance d'un siège et proclamation du candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu) : adopté ; **article 25 :** son amendement n° 29 (contestation des élections à l'assemblée de Corse) (p. 689) : adopté ; **article 26 :** son amendement n° 30 (maintien en fonctions du membre de l'assemblée dont l'élection est contestée) : adopté ; **avant l'article 27 :** son amendement n° 31 (rétablissement de l'intitulé du chapitre II : « Fonctionnement et attributions de l'assemblée et de son bureau ») : adopté ; **article 27 :** son amendement n° 32 (pouvoirs de l'assemblée de Corse) : adopté ; **article 27** *bis* : son amendement n° 33 (suppression de l'article prévoyant la possibilité pour le président du conseil régional de Corse de passer des conventions avec l'Etat) (p. 690) : adopté ; **article 28 :** son amendement n° 34 (établissement par l'assemblée de son règlement intérieur) : adopté ; **article 29 :** son amendement n° 35 (quorum des délibérations de l'assemblée) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 36 (délégation de vote des membres de l'assemblée) : adopté ; **article 31 :** son amendement n° 37 (première réunion de l'assemblée de Corse après son élection) (p. 691) : adopté ; **article 32 :** son amendement n° 38 (composition du bureau de l'assemblée) : adopté ; **article 33 :** son amendement n° 39 (siège vacant en cas de décès ou de démission d'un membre du bureau de l'assemblée autre que le président) : adopté ; **article 34 :** son amendement n° 40 (possibilité pour le Gouvernement de prononcer la dissolution de l'assemblée de Corse lorsque son fonctionnement se révèle impossible) : adopté ; **avant l'article 35 :** son amendement n° 41 (rétablissement de l'intitulé du titre II : « de l'Exécutif ») : adopté ; **article 35 :** son amendement n° 42 (pouvoirs du président de l'assemblée de Corse) (p. 692) : adopté ; **article 36 :** son amendement n° 43 (possibilité pour le président de l'assemblée de Corse de disposer des services extérieurs de l'Etat dans la région) : adopté ; **article 37 :** son amendement n° 44 (rapports du président de l'assemblée de Corse avec ses membres) : adopté ; **avant l'article 38 :** son amendement n° 45 (rétablissement de l'intitulé du titre III : « des conseils consultatifs ») : adopté ; **article 38 :** son amendement n° 46 (assistance de l'assemblée de Corse à titre consultatif par un conseil économique et social et un conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie) (p. 693) : adopté ; **article 39 :** son amendement n° 47 (substitution aux comités de développement économique, social et culturel d'un conseil économique et social et d'un conseil du développement culturel) : adopté ; son amendement n° 48 (substitution des mots « conseil régional » par le mot « assemblée ») : adopté ; son amendement n° 49 (compétences d'ordre social du conseil économique et social) : adopté ; son amendement n° 50 (rôle du conseil économique et social et des agences ou institutions spécialisées) : adopté ; **article 40 :** son amendement n° 51 (conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie de Corse) : adopté ; son amendement n° 52 (diffusion de la langue et de la culture corses) (p. 694) : adopté ; son amendement n° 53 (avis du conseil du développement culturel) : adopté ; **article 41 :** son amendement n° 54 (réunion conjointe des conseils consultatifs) : adopté ; **avant l'article 42 :** son amendement n° 55 (rétablissement de l'intitulé du titre IV : « du représentant de l'Etat dans la région de Corse ») : adopté ; **article 42 :** son amendement n° 56 rectifié (nomination, fonctions et pouvoirs du représentant de l'Etat dans la région de Corse) : adopté ; **article 43 :** son amendement n° 57 (information de l'assemblée de Corse par le représentant de l'Etat sur l'activité des services de l'Etat) : adopté (p. 695) ; **article 44 :** son amendement n° 58 (rôle de contrôle du représentant de l'Etat dans la région de Corse) : adopté ; **article 44** *bis* : son amendement n° 59 (contrôle des actes budgétaires de la région de Corse par la chambre régionale des comptes) : adopté ; **avant l'article 45 :** son amendement n° 60 (rétablissement de l'intitulé du titre V : « dispositions diverses et transitoires ») : adopté ; **article 45 :** son amendement n° 61 (suppression de l'établissement public régional de Corse et transfert à la région de Corse de l'ensemble de ses biens, droits et obligations) : adopté ; **article 46 :** son amendement n° 62 (renouvellement du conseil régional de Corse issu de la première élection) : adopté ; **article 46** *bis* : son amendement n° 63 (maintien en fonctions des membres du comité économique et social actuel) (p. 696) ; **article 47 :** son amendement n° 64 (exonération des droits et des taxes sur les transferts de propriété, droits et obligations à la région de Corse) : adopté ; **article 48 :** son amendement n° 65 (extension de l'amnistie aux meurtres et assassinats) : adopté ; son amendement n° 66 (action récursoire du Trésor public) : adopté ; **article 49 :** son amendement n° 67 (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la loi) : adopté (p. 697) ; **titre :** son amendement n° 68 (rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative ») ; adopté (p. 698).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet de l'ensemble du texte par le Sénat en deuxième lecture ; échec de la commission mixte paritaire ; adoption par l'Assemblée du texte retenu en deuxième lecture [5 février 1982] (p. 760).

Son rappel au règlement : interprétation abusive, par M. Jacques Godfrain, des propos tenus par le Président de la République [3 mai 1982] (p. 1593).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : soutien de l'investissement [25 mai 1982] (p. 2562) ; sagesse du Gouvernement ; incohérences héritées du passé ; taxe d'habitation ; taxe professionnelle (p. 2563).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 49 (complétant cet article par « et qui ne sont pas passibles de l'impôt sur les grandes fortunes ») : adopté (p. 2575) ; **article 2 :** son amendement n° 50 (taux de la taxe professionnelle) retiré (p. 2578) ; **article 16 :** défauts de la taxe professionnelle ; évolution divergente des taux d'imposition ; définition du taux global ; mécanisme de la péréquation ; son amendement n° 51 (cotisation de péréquation de la taxe professionnelle) [26 mai 1982] (p. 2637) ; volonté décentralisatrice ; cotisation des communes au fonds de péréquation proportionnellement à la différence séparant leur taux du taux moyen national ; adopté après modification (p. 2638).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 8 :** son amendement n° 15 (précisant que le conseil général et le conseil régional ne peuvent procéder à des virements à l'intérieur d'un même chapitre que dans une proportion de 20 p. 100 de la dotation du chapitre) ; vote et exécution du budget [16 juin 1982] (p. 3475) ; adopté après modification (p. 3476).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : définition de la distribution des compétences de la puissance publique entre l'Etat et les différentes catégories de collectivités locales ; proximité des élections en Corse ; problèmes juridiques liés à l'existence d'un statut particulier pour la région Corse ; possibilité pour la loi d'instituer une nouvelle catégorie de collectivités locales ; compétences attribuées par le présent projet à la Corse [19 juillet 1982]

(p. 4476, 4477) ; modification du texte par le Sénat ; problèmes concernant les transports, le développement économique, la politique agricole, l'orientation donnée à l'université et le régime fiscal spécifique à la Corse (p. 4478).

Discussion des articles . **article 1er** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 4491) ; **article 2** : son amendement n° 2 (suppression du 1er alinéa de cet article) ; inutilité de la notion de schéma d'éducation et de formation ; adopté ; son amendement n° 3 (extension de la compétence de la région en matière de carte scolaire à l'ensemble des établissements) ; adopté ; son amendement n° 4 (suppression du mot « facultatif » dans le 3e alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 5 (caractère facultatif des activités éducatives pour les élèves) : adopté ; son amendement n° 6 (suppression du 4e alinéa de cet article) ; politique de formation professionnelle ; adopté (p. 4492) ; son amendement n° 7 (rôle de l'université de Corse) (p. 4493) ; adopté après modification ; **article 3** : son amendement n° 8 (financement assuré par l'Etat) : adopté (p. 4494) ; **article 4** : éventuelle remise en cause des propositions du recteur par l'assemblée de Corse ; **article 5** : son amendement n° 9 (de suppression) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 10 (présentation d'un rapport du comité régional à l'assemblée de Corse) (p. 4495) : adopté (p. 4496) ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 12 (précisant que l'assemblée définit les actions qu'elle entend mener en matière culturelle) : adopté ; son amendement n° 13 (crédits attribués aux départements et aux communes) : adopté après rectification (p. 4497) ; **article 8** : son amendement n° 14 (précisant que la région de Corse définit les actions qu'elle entend conduire pour la protection de l'environnement) : adopté ; son amendement n° 15 (objet de la dotation globale) : adopté après modification (p. 4497) ; **avant l'article 9** : son amendement n° 16 (modification du titre II) : adopté ; **article 9** : planification régionale (p. 4498) ; **après l'article 9** : son amendement n° 18 (créant auprès du Premier ministre un comité de coordination pour le développement industriel de la Corse) : adopté après modification (p. 4503) ; **article 11** : son amendement n° 19 (suppression des mots « selon une procédure déterminée par décret en Conseil d'Etat ») : adopté (p. 4504) ; **article 12** : son amendement n° 20 d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 21 (précisant que le schéma d'aménagement de la Corse oriente et coordonne les programmes des collectivités locales et de leurs établissements et services publics) : adopté après modification ; son amendement n° 22 (suppression des mots « en milieu urbain et en milieu rural ») : adopté (p. 4505) ; **article 12** *bis* : son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 24 (suppression des mots « sur proposition de la région à la fin du dernier alinéa de cet article » : adopté ; son amendement n° 25 (modification du schéma d'aménagement par la région Corse) : adopté (p. 4506) ; **après l'article 13** : protection des sites (p. 4507) ; **article 14** : inutilité d'instituer un office foncier et urbain (p. 4508) ; **article 15** : composition des conseils d'administration des offices ; son amendement n° 26 (missions de l'office de développement agricole et rural de Corse) ; composition de conseil d'administration de cet office (p. 4509) ; adopté (p. 4510) ; **article 16** : son amendement n° 27 (création d'un office d'équipement hydraulique de Corse) : adopté ; **article 18** : son amendement n° 28 (participation des organisations professionnelles agricoles à la gestion des offices agricoles) : adopté après modification (p. 4511) ; **article 19** : son amendement n° 29 (précisant que la région de Corse définit ses priorités en matière d'habitat au vu des propositions qui lui sont faites par les départements et les communes) : adopté ; son amendement n° 30 (précisant la nature des aides financières attribuées par l'Etat) : adopté ; son amendement n° 31 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté (p. 4512) ; **article 20** : son amendement n° 33 (consultation du conseil économique et social pour l'établissement du schéma régional des transports) : adopté ; problème des transports ferroviaires corses (p. 4513) ; son amendement n° 34 (précisant que la région Corse se substitue à l'Etat dans les droits et obligations de celui-ci concernant l'exploitation des transports ferroviaires) : adopté (p. 4514) ; éventuelle convention rendant la S.N.C.F. concessionnaire de l'exploitation des chemins de fer corses ; **article 21** : son amendement n° 35 : (conditions dans lesquelles la convention passée entre l'Etat et la région arrêtera les critères de détermination de la dotation versée par l'Etat à l'office des transports) : adopté (p. 4515) ; son amendement n° 36 (éventuelle majoration du montant de cette dotation) : adopté ; son amendement n° 37 (problème des dépenses supplémentaires) : adopté; son amendement n° 38 (suppression du 4e alinéa de cet article) : adopté; **article 22** : son amendement n° 39 (suppression de la seconde phrase du 1er alinéa de cet article) (p. 4516) : adopté ; son amendement n° 40 (compétences de l'office des transports) : adopté ; son amendement n °41 (précisant que les transports entre le continent et la Corse s'effectuent sous la règle du monopole du pavillon) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 42 (de suppression) : adopté (p. 4517) ; **article 24** : son amendement n° 43 (étendant la coordination des actions en matière d'emploi aux programmes d'intervention des services de l'Etat chargés de l'emploi) : adopté après rectification ; son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 45 (suppression des mots « notamment en ce qui concerne les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission mixte ») : adopté ; **article 25** : son amendement n° 92 (d'harmonisation) (p. 4518) : adopté ; **après l'article 25** : son amendement n° 93 (suppression de l'intitulé « chapitre VII : Du tourisme ») : adopté ; **article 27** : son amendement n° 46 (rédactionnel) (p. 4519) : adopté ; son amendement n° 47 (suppression du compte spécial du Trésor, fonds d'expansion économique de la Corse) : adopté : son amendement n° 48 (suppression du 2e alinéa du paragraphe I de cet article) : adopté ; son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 75 du Gouvernement (taxe sur les véhicules à moteur immatriculés en Corse) ; adopté (p. 4521) ; son amendement n° 51 (précisant qu'un rapport retraçant la ventilation des aides attribuées à la région est annexé au compte administratif soumis annuellement à l'assemblée) ; adopté ; son amendement n° 52 (de conséquence) : adopté (p. 4522) ; **article 27** *bis* : système fiscal corse (p. 4522) ; **article 28** : son amendement n° 53 (transfert ou mise à la disposition du président de l'assemblée des services de l'Etat) : adopté après modification (p. 4523) ; **après l'article 28** : son amendement n° 54 (transfert ou mise à la disposition des biens nécessaires à l'exercice des compétences régionales) : adopté (p. 4523) ; **article 29** : son amendement n° 55 (rédactionnel) ; **article 30** : son amendement n° 56 (précisant que les organisations syndicales représentatives seront représentées dans les conseils d'administration des institutions spécialisées) : adopté (p. 4523) ; son amendement n° 57 (représentation des professions agricoles au sein du conseil d'administration de l'office de développement agricole et rural de Corse) : adopté (p. 4524) ; son amendement n° 58 (création d'une commission chargée de contrôler la gestion des établissements publics institués par la présente loi) (p. 4524) ; son sous-amendement oral à titre personnel à l'amendement n° 58 de la commission (remplaçant les mots « de contrôler la gestion » par les mots « de veiller au bon fonctionnement » dans cet amendement) : adopté (p. 4524) ; son amendement n° 58 : adopté après modification.

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : création d'un office spécialisé en matière agricole [22 juillet 1982] (p. 4658) ; avenir de la Somivac (p. 4659).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 5 (rédactionnel) (p. 4659) : adopté après rectification (p. 4660) ; **article 6** : son amendement n° 6 (de coordination avec la terminologie retenue par la loi sur la communication audiovisuelle) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 7 (consultation des départements et des communes) : adopté (p. 4661) ; **article 8** : son amendement n° 8 (même objet) : adopté ; son amendement n° 9 (de coordination) : adopté ; **article 9** *bis* : son amendement n° 10 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 11 (de coordination) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 12 (substituant au mot « coordonne » le mot « harmonise » dans le 5e alinéa de cet article) : adopté ; **article 12** *bis* : son amendement n° 13 (élaboration du schéma d'aménagement par l'Etat à défaut d'adoption de celui-ci dans un délai de dix-huit mois) : adopté (p. 4662) ; **article 13** : son amendement n° 14 (de coordination) : adopté (p. 4663) ; **article 13** *bis* : son amendement n° 15 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 16 (consultation du collège régional du patrimoine et des sites) : adopté ; **article 15** : son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté (p. 4665) : son amendement n° 18 précisant que l'office soumet à l'assemblée son projet de budget) : adopté (p. 4665) ; **article 19** : son amendement n° 19 (consultation des départements et des communes) : adopté (p. 4666) ; **article 21** : son amendement n° 20 (précisant que le montant de la subvention tient compte de l'évolution des tarifs de la S.N.C.F.) : adopté (p. 4667) ; **article 27** *bis* : son amendement n° 21 (rétablissant cet article) (p. 4668) ; devenu sans objet (p. 4670).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [23 juillet 1982] (p. 4742).

Discussion des articles : **article 20 :** son amendement n° 1 (d'harmonisation) : adopté (p. 4746).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 20 :** répartition du produit des versements dus au titre des densités de construction supérieures au P.L.D. [15 décembre 1982] (p. 8383).

BONNET (Alain)

Député de la Dordogne
(3e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (postes, télécommunications et télédiffusion) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1033), annexe n° 50. — **Postes, télécommunications et télédiffusion (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 : son rappel au règlement :** allégation diffamatoire proférée par M. François d'Aubert contre le ministre des P.T.T. [28 avril 1982] (p. 1408).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** modification des taux de la T.V.A. [26 mai 1982] (p. 2602) ; **article 27 :** nouveau régime financier pour l'assurance construction (p. 2646) ; « police unique par chantier » (p. 2647).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** cotisation sur le tabac et les boissons alcooliques ; problème des fabricants des boissons concernées [19 octobre 1982] (p. 5997) : problèmes pratiques auxquels doivent répondre les détaillants (p. 5998).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9 :** assujettissement à la T.V.A. des actions de formation professionnelle continue du secteur privé [28 octobre 1982] (p. 6439) ; **article 10 :** suppression de l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurances (p. 6448) ; **article 14 :** difficultés de la Scita (p. 6475) ; hausse des coûts de fabrication (p. 6476) ; **après l'article 16 :** rétablissement de la franchise pour les bouilleurs de cru [29 octobre 1982] (p. 6494).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : précise que le budget annexe des P.T.T. est le premier budget d'investissement civil de l'Etat ; diversité des activités des P.T.T. ; subventions accordées à la poste ; rigueur du présent projet de budget annexe ; dévouement des personnels lors du sinistre survenu dans le central téléphonique de Lyon ; revendications des receveurs-distributeurs ; investissements portant sur l'automatisation du tri, la rénovation des bureaux de poste et la modernisation des centres financiers et informatiques ; mise en place du réseau Chéops ; installation d'appareils libre-service financiers [12 novembre 1982] (p. 7050) ; poursuite de l'effort d'équipement téléphonique du pays ; établissement d'un réseau multi-service à larges bandes ; mise en service de la télédistribution et du visiophone ; nouvelle phase du satellite Télécom 1 ; poursuite de l'expérience Télétel Vélizy ; apparition du courrier électronique ; charges imposées à la poste par les précédents gouvernements ; mise en œuvre d'une charte de la poste (p. 7051).

Examen des crédits : **article 34 :** maintien de la qualité du service public dans les villages isolés ; application de la notion de droit au transport ; desserte des zones de montagne (p. 7067) ; **article 35 :** reconduction du prélèvement sur le budget des P.T.T. en faveur du budget général ; problème de la communication optique (p. 7068) ; **article 72 :** garantie apportée par l'administration des P.T.T. aux bénéficiaires des paiements effectués par les porteurs de cartes de paiement émises par elle (p. 7070).

Communication et radio-télévision : *discussion générale :* constate l'inexactitude des propos tenus par M. Robert-André Vivien quant à la présence de la télévision dans les tribunes pendant le discours du ministre [19 novembre 1982] (p. 7445) ; *questions :* création de douze stations régionales de radiotélévision ; régularité de la création de la taxe sur les magnétoscopes ; application de cette taxe aux magnétoscopes compacts ; exonération de la taxe à l'égard des associations et des établissements scolaires (p. 7448) ; absence de réponse du ministre à sa question relative à la régularité de la taxe sur les magnétoscopes (p. 7449).

Son rappel au règlement : attitude de M. Jean-Pierre Soisson [3 novembre 1982] (p. 6613).

BONNET (Christian)

Député du Morbihan
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Mer) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome X : Mer **(n° 1167)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat : Affaires culturelles (politique culturelle : Bretagne) (n° 118), posée le 26 mars 1982 [2 avril 1982] (p. 788) ; appelée le 30 avril 1982 : **politique culturelle du Gouvernement en Bretagne ;** charte culturelle de 1978 ; absence de mesures en faveur de la Bretagne dans les projets gouvernementaux ; signature éventuelle d'une convention entre l'Etat et la région Bretagne (p. 1525) ; importance des directives parisiennes en contradiction avec l'esprit de la décentralisation (p. 1526).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : soulève l'exception d'irrecevabilité ; hâte dont témoigne l'inscription de ce projet à l'ordre du jour ; montée de la violence ; ébranlement des valeurs traditionnelles ; forme nouvelle revêtue par l'insécurité ; lien entre les différents types de terrorisme ; abolition de la peine de mort ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [21 juillet 1982] (p. 4609) ; abrogation de la loi « anticasseurs » ; suppression des T.P.F.A. ; montée du terrorisme ; augmentation du nombre des attentats en Corse ; problème des libérations conditionnelles (p. 4610) ; développement du phénomène d'autodéfense ; méfiance du Gouvernement vis-à-vis des policiers et des gendarmes ; inexistence de la liberté sans sécurité (p. 4611) ; exemple des pays étrangers (p. 4612) ; rejet de son exception d'irrecevabilité (p. 4613).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Deuxième lecture, explications de vote : absence d'élus locaux au sein du conseil d'administration ; caractère politique du présent texte [22 juillet 1982] (p. 4691).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : réduction du déficit du commerce extérieur ; crise de l'armement de commerce ; surcapacité du tonnage disponible [4 novembre 1982] (p. 6708) ; réforme du droit de la mer ; contrôle des normes minimales de sécurité (p. 6709).

BONREPAUX (Augustin)

Député de l'Ariège
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : espoir représenté par le présent projet de loi pour cette catégorie de travailleurs ; mise en place d'un statut pour les conjoints ; abandon du commerce et de l'artisanat par les précédents gouvernements ; maintien de ces activités dans toutes les zones défavorisées ; solidarité nationale en faveur de cette catégorie ; mesures positives contenues dans le projet : droits nouveaux du conjoint dans l'entreprise, allocation forfaitaire de repos maternel et indemnité de remplacement [8 avril 1982] (p. 1011) ; amélioration du texte par les amendements déposés par les députés socialistes ; futur projet de loi concernant la formation professionnelle et les artisans ; relèvement de la déduction fiscale du conjoint salarié au niveau du S. M. I. C. lors de la prochaine loi de finances ; mesures particulières et spécifiques aux zones défavorisées (p. 1012).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : insécurité des revenus agricoles ; organisation des marchés et répercussion des prix européens ; attributions de l'O. N. I. B. E. V. ; déséquilibre entre les diverses catégories d'exploitants agricoles [29 juin 1982] (p. 4024) ; office du bétail et des viandes ; situation des éleveurs de montagne et des zones défavorisées ; intervention des offices sur les marchés (p. 4025).

Discussion des articles : **article 2 :** missions de l'office du bétail et des viandes ; institution d'un système d'aide aux agriculteurs [30 juin 1982] (p. 4086) ; prise en compte de la situation des zones de montagne et défavorisées (p. 4087) ; rôle des offices dans la promotion et la vente des produits de la montagne (p. 4102).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** principe du droit au transport ; problème des Français vivant en zone rurale ou en zone de montagne ; exemple de l'Ariège [13 octobre 1982] (p. 5767) ; **article 18 :** abandon d'un certain nombre de lignes de la S. N. C. F. pendant les dernières années (p. 5792).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* expérimentation de quatre contrats stations-vallées ; contenu de ces contrats [3 novembre 1982] (p. 6620, 6621).

Education nationale. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement d'améliorer la formation de la jeunesse ; lutte contre l'échec scolaire et la ségrégation sociale ; ouverture de l'école sur la vie ; retard pris par les précédents gouvernements ; formation des maîtres ; problème des écoles normales [5 novembre 1982] (p. 6749) ; formation des professeurs d'école normale ; absence de création de postes dans les maternelles et le primaire (p. 6750).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* augmentation des dotations en capital de l'Etat aux entreprises publiques du secteur industriel ; situation de l'industrie de l'aluminium ; difficultés d'approvisionnement du groupe Pechiney [8 novembre 1982] (p. 6902) ; modernisation des usines d'aluminium existantes ; coût de l'énergie (p. 6903).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* priorités accordées dans le budget aux dépenses « porteuses d'avenir » [9 novembre 1982] (p. 6952) ; inégalités géographiques ; différence entre les aides à l'agriculture en zone de montagne et en plaine ; indemnité spéciale de montagne ; installation des jeunes exploitants ; décentralisation des crédits ; dépôt attendu d'un projet de loi sur la montagne (p. 6953).

Transports. — *Discussion générale : questions :* insuffisance des liaisons transpyrénéennes ; nécessité d'augmenter la cadence des travaux prévus sur la R. N. 20 [16 novembre 1982] (p. 7248).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : suppression de la tutelle de l'Etat ; impossibilité pour une commune d'exercer une tutelle sur une autre collectivité [29 novembre 1982] (p. 7745) ; transfert de ressources accompagnant chaque transfert de compétences ; objet de la dotation générale de décentralisation ; péréquation prévue par le Gouvernement ; futur statut des élus locaux (p. 7746).

Discussion des articles : **article 74 :** conditions dans lesquelles le programme régional de formation professionnelle est arrêté par les régions [1er décembre 1982] (p. 7897) ; **article 75 :** financement de la formation professionnelle (p. 7899) ; **article 122 :** répartition de la dotation globale d'équipement (p. 7917) ; **article 124 :** institution d'une dotation globale d'équipement des départements ; problème des crédits d'électrification (p. 7920, 7921).

BOREL (André)

Député de Vaucluse
(2e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

orale sans débat :

N° 271 : enseignement secondaire (centres d'information et d'orientation, Vaucluse), posée le 19 octobre 1982 (p. 6008) ; apeplée le 22 octobre 1982 : **centre d'orientation de Cavaillon :** étatisation du centre d'information et d'orientation de Cavaillon pour en assurer les frais de fonctionnement ; demande éventuelle d'un crédit d'équipement pour en assurer la mise en place (p. 6167).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* simplification des aides directes accordées aux entreprises ; effort consenti en faveur du commerce en milieu rural ; problème du travail clandestin [2 novembre 1982] (p. 6538).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de la Charente
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Communication) [21 octobre 1982] (p. 6145).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083),** tome VIII : **Communication (n° 1166)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio-télévision : *discussion générale :* rapporteur pour avis ; Haute Autorité de l'audiovisuel ; conseil national de la communication audiovisuelle ; commission consultative des radios locales privées ; rôle et crédits du service juridique et technique de l'information ; agence France-Presse ; banques de données informatiques ; service téléphotographique ; absence d'extension de ce service vers l'étranger [19 novembre 1982] (p. 7429) ; aides à la presse ; fonds d'aide à l'expression de la presse française à l'étranger ; fonds d'aide aux quotidiens à faible capacité ; montant des aides indirectes à la presse ; régime fiscal des entreprises de presse ; avis favorable de la commission ; nécessité de mettre en place rapidement les structures de participation prévues par la loi sur la communication audiovisuelle ; possibilité d'étendre l'aide aux quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire à la presse départementale et locale d'opinion ; demande la mise en place de la réforme du statut de la presse et des aides à la presse pour 1983 (p. 7430).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* développement des expériences décentralisées sur les plans technique et informatif ; exemple de Vélizy et d'Ille-et-Vilaine [12 novembre 1982] (p. 7058) ; contrôle des expériences télématiques ouvertes au grand public (p. 7059).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* stabilité des plans de charge des entreprises d'armement ; maintien de la sous-traitance ; situation des personnels de l'armement ; problème de titularisation des personnels non titulaires [12 novembre 1982] (p. 7111) ; nécessité de développer la coopération avec les partenaires européens ; harmonisation des plans de charge ; contenu de la future loi de programmation (p. 7112).

BOURG-BROC (Bruno)

Député de la Marne
(3e circonscription)
R.P.R.

Elu le 17 janvier 1982

L'Assemblée prend acte de son élection [18 janvier 1982] (p. 159).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 28 janvier 1982] (p. 405) ; [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

Contestation de son élection ; rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 25 février 1982] (p. 677).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturels, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Claude Labbé et Bernard Pons d'orientation sur l'enseignement de l'histoire (n° 800) [6 mai 1982] (p. 1843).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J.O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures realtives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Conseils généraux : date des élections régionales ; mode de scrutin des élections municipales [14 avril 1982] (p. 1116) ;

— Anomalies dans le déroulement d'examens : disparition de copies d'examen de fin de première année de médecine à Grenoble ; anomalies dans le déroulement des épreuves de baccalauréat dans plusieurs villes de France ; nécessité de mettre en place des mesures assurant l'égalité des candidats [30 juin 1982] (p. 4073) ;

— Conditions de la rentrée scolaire : rentrée scolaire ; manque de professeurs ; recrutement tardif d'auxiliaires ; possibilité de réparer le préjudice subi par de nombreux élèves [6 octobre 1982] (p. 5458).

orales sans débat :

— **n° 134,** posée le 20 avril 1982 : **Voirie (routes)** (p. 1205) : appelée le 23 avril 1982 : **mise à quatre voies de la R. N. 4 :** problème de circulation non réglé par la construction de l'autoroute A 4 ; nombre élevé d'accidents sur la R.N. 4 ; goulot d'étranglement constitué par l'agglomération de Vitry-le-François ; future déviation de Vitry-le-François (p. 1295) ;

— **n° 212,** posée le 8 juin 1982 ; **Politique extérieure (Etats-Unis)** (p. 3153) ; appelée le 11 juin 1982 : **Relations avec les Etats-Unis :** attitude du parti communiste à l'égard des Etats-Unis ; désarmement et marche pour la Paix ; solidarité gouvernementale ; détermination de la politique étrangère (p. 3262) ;

— **n° 288 : Etat (organisation de l'Etat),** posée le 30 novembre 1982 (p. 7829) ; appelée le 3 décembre 1982 : **Réorganisation des services territoriaux de l'Etat :** lien entre la décentralisation et la déconcentration ; renforcement des pouvoirs de direction des représentants de l'Etat dans les régions et les départements sur les services extérieurs ; désarticulation de l'administration d'Etat ; conséquences de cette situation sur les fonctionnaires (p. 7971) ; dotation globale de fonctionnement ; rôle du représentant de l'Etat ; réunion du Comité interministériel pour l'administration territoriale (C.I.A.T.E.R.) ; caractère des mesures arrêtées par les ministres concernés (p. 7972).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Explication de vote : pouvoir sanctionné par la Constitution et par les urnes ; nationalisations inutiles et dangereuses ; intolérance des propos de la majorité ; logique économique du marxisme militant [28 janvier 1982] (p. 664) ; inquiétude de la population après huit mois de pouvoir socialiste ; accélération de la hausse des prix ; augmentation de la pression fiscale et des impôts indirects ; aggravation du chômage et de l'insécurité (p. 665).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 26 :** composition du conseil national de la communication audiovisuelle ; défense des valeurs religieuses [3 mai 1982] (p. 1615) ; participation de deux représentants des principales confessions religieuses au conseil national de la communication audiovisuelle [4 mai 1982] (p. 1634) ; **article 48 :** refus de la décentralisation par le Gouvernement ; radios locales [6 mai 1982] (p. 1807).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** exclusion des dispositions de cet article des producteurs des zones de montagne [1er juillet 1982] (p. 4166) ; **article 14 :** absence de dispositions concernant les transactions sur les animaux maigres (p. 4168, 4169) ; son amendement n° 211 (précisant la compétence de l'office et prévoyant l'application de la réglementation aux viandes importées) (p. 4170) : rejeté (p. 4172) ; son amendement n° 212 (rôle des interprofessions privées de la filière viande) : rejeté (p. 4713).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** son amendement n° 61 (tableau fixant le nombre des adjoints) [28 juillet 1982] (p. 4949) : retiré (p. 4950) ; **article 12 :** son amendement n° 62 (précisant que le maire de la commune figure obligatoirement parmi les délégués) : rejeté (p. 4972).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** absence d'imagination dont fait preuve le Gouvernement ; risque de voir baisser la vente des cigarettes en France [19 octobre 1982] (p. 5994) ; inquiétude des salariés de la S. E. I. T. A. ; problèmes des débitants de tabac ; refus de limiter la contribution à la caisse nationale d'assurance maladie ; son amendement n° 54 (suppression des dispositions concernant le tabac dans cet article) : rejeté (p. 6000).

Explications de vote : échec probable du plan de redressement de la sécurité sociale ; équivoque et incohérence contenues dans le présent projet de loi ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 6002).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 1 (précisant que les dispositions du présent article bénéficient aux régimes obligatoires d'assurance maladie) : rejeté [8 décembre 1982] (p. 8126) ; son amendement n° 2 (assise et recouvrement de la taxe sur l'industrie pharmaceutique) : devenu sans objet (p. 8128) ; **article 27 :** son amendement n° 3 (de suppression) (p. 8138) : rejeté (p. 8139) ; ses amendements n°s 4 et 5 devenus sans objet (p. 8144).

Troisième lecture, discussion générale : rejet du texte par le Sénat ; problème de la dotation globale des hôpitaux ; notion de caisse-pivot départementale [18 décembre 1982] (p. 8521).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 6 :** mesures fiscales destinées à encourager le secteur associatif et les activités culturelles [28 octobre 1982] (p. 6423) ; **article 12 :** exonération des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes ; rôle des S. A. F. E. R. (p. 6466) ; lourdeur des investissements agricoles (p. 6467) ; **article 16** (*suite*) : actualisation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers [29 octobre 1982] (p. 6487) ; **après l'article 16 :** possibilité, pour les exploitants agricoles et les récoltants de fruits, de distiller en franchise dix litres d'alcool par an ; problème des bouilleurs de cru ; lutte contre l'alcoolisme (p. 6493).

Deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* grève des personnels de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; nécessité de définir un projet culturel extérieur cohérent [3 novembre 1982] (p. 6657) ; insuffisance de la progression du budget de la culture (p. 6659).

Education nationale. — *Discussion générale :* absence de création d'emplois d'instituteurs dans l'enseignement primaire ; réduction des heures supplémentaires ; attitude malthusienne du Gouvernement ; problème de la gratuité des manuels dans le second cycle ; conditions catastrophiques de la rentrée scolaire ; nécessité de rétablir les heures d'éducation musicale et artistique supprimées l'an dernier ; stagnation des crédits de fonctionnement des établissements scolaires [5 novembre 1982] (p. 6742) ; diminution des budgets d'heures supplémentaires ; progression des dépenses consacrées aux bourses scolaires ; nécessité d'améliorer la formation des maîtres ; « bain d'idéologie dans lequel sont plongés les élèves » (p. 6743).

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* diminution des créations d'emplois dans la fonction publique ; baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; opposition entre le Gouvernement et la C. G. T. ; intégration des personnels non titulaires de l'Etat ; contenu du rapport Hamon ; revalorisation de la carrière des instituteurs ; promesses non tenues ; modification des règles de recrutement dans la fonction publique ; politisation de la fonction publique ; conséquences de la décentralisation ; nécessité de créer de nombreux emplois dans les préfectures [5 novembre 1982] (p. 6787) ; syndicalisation de l'Etat (p. 6788).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* endettement du secteur nationalisé ; évolution des investissements et des bénéfices des groupes récemment nationalisés [8 novembre 1982] (p. 6915, 6916).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : question :* éventualité d'un paiement différé des avances sur culture [9 novembre 1982] (p. 6977) ; extension aux agriculteurs de la récupération de la T. V. A. sur les carburants (p. 6978, 6979).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **article 19** : annulation par le Conseil constitutionnel du texte instituant une assemblée unique dans les D. O. M. ; loi relative à l'élection des conseils municipaux en Nouvelle-Calédonie ; tentative de faire valider par l'Assemblée la délibération n° 374 de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; processus ayant conduit à l'adoption de cette délibération ; recours pour excès de pouvoir contre cette délibération ; irrégularité de ce processus par rapport au statut de la Nouvelle-Calédonie [7 décembre 1982] (p. 8088) ; volonté du Gouvernement de maintenir ce territoire dans une situation de « demi-France » (p. 8089).

BOURGET (René)

Député de l'Isère
(6e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 15 juin 1982, de M. Christian Nucci dont la mission temporaire est prolongée au-delà de six mois [14 juin 1982] (p. 3360).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2028).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 312) : produits chimiques et parachimiques (emploi et activité), posée le 7 décembre 1982 (p. 8099) ; appelée le 10 décembre 1982 : **production de phénol par la société Rhône-Poulenc** : restructuration de la chimie française ; cas du phénol ; importation du tiers de notre consommation ; nécessité de développer cette production ; contrats de plan (p. 8220) ; suppressions d'emplois (p. 8221).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* transfert de crédits dans le cadre de la dotation globale d'équipement [4 novembre 1982] (p. 6689) ; accroissement du coût du foncier ; solidarité départementale ; politique de réserve foncière ; implantation de logements sociaux dans les quartiers urbanisés et les centres villes ; aides destinées aux espaces verts (p. 6690).

Affaires sociales et solidarité nationale : II. Santé. —

Discussion générale : questions : priorité donnée à la prévention [15 novembre 1982] (p. 7195) ; développement de l'hygiène bucco-dentaire et lutte contre la carie (p. 7196).

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — *Discussion générale : questions :* création de postes de coordonnateurs pour les personnes âgées ; difficultés d'insertion de certains coordonnateurs [18 novembre 1982] (p. 7420).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : doublement de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs et action en faveur de l'installation des jeunes en agriculture ; marché du bois ; besoin de revitalisation du monde rural ; vieillissement de la population rurale ; modulation de la dotation aux jeunes agriculteurs ; augmentation moyenne du revenu agricole en 1982 ; projet de loi à venir relatif aux offices fonciers ; offices par produit [7 décembre 1982] (p. 8071).

BOURGUIGNON (Pierre)

Député de la Seine-Maritime
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 26 mars 1982] (p. 928).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 (n° 765) [22 avril 1982] (p. 1281).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 30 avril 1982] (p. 1244).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (n° 1154) [21 décembre 1982] (p. 8595).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 765) relatif à la mise en **harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le Conseil des communautés européennes** le 25 juillet 1978 **(n° 956)** [17 juin 1982].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VI, **départements et territoires d'outre-mer :** départements d'outre-mer **(n° 1169)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 205), posée le 1er juin 1982 : **enseignement (fonctionnement)** (p. 2837) ; appelée le 4 juin 1982 : **reconstitution du patrimoine des établissements scolaires victimes de vols** (p. 2950) ; rôle de la prévention ; problème des moyens financiers permettant de remplacer le matériel volé ou détruit (p. 2951).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : amélioration des droits de la femme ; rattrapage nécessaire des injustices flagrantes [13 avril 1982] (p. 1071) ; souci d'un redéploiement ; nécessité d'une formation professionnelle pour l'artisan et le commerçant (p. 1072).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : échec de la politique menée par le précédent Gouvernement ; dérive idéologique du R. P. R. ; rapport de la commission parlementaire d'enquête sur les activités du

S. A. C. ; blocage des prix et des revenus ; assainissement et redéveloppement de l'appareil de production [23 juin 1982] (p. 3805).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'assurer la présence des représentants de la minorité dans les conseils municipaux ; suppression du panachage et du vote préférentiel ; nouveau statut de l'élu local ; missions de la commune [26 juillet 1982] (p. 4849).

— **Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IV directive adoptée par le Conseil des communautés européennes le 25 juillet 1978 (n° 765).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : développement d'usages propres à chaque catégorie d'activité ; notion « d'image fidèle » ; réunion du compte d'exploitation et du compte des pertes et profits en un compte unique ; règle de la non-compensation entre postes d'actif et de passif ; présomption de continuité de l'exploitation ; principe de prudence [7 octobre 1982] (p. 5564) ; interférences entre les règles comptables et les règles fiscales ; importance des règles fiscales dans la présentation des comptabilités ; contenu de la directive européenne ; comptabilisation des amortissements fiscaux et des provisions réglementées (p. 5565).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (suppression de la fin du texte de cet article après les mots « établir des comptes annuels ») : adopté ; son amendement n° 2 (contenu des trois documents annuels) : adopté ; son amendement n° 24 à titre personnel (contenu de l'annexe) : adopté (p. 5570) ; son amendement n° 3 (contenu du bilan) : adopté après modification (p. 5571) ; **article 3 :** son amendement n° 4 (de conséquence et rédactionnel) (p. 5572) : adopté après modification (p. 5573) ; **article 4 :** valeur d'inventaire (p. 5574) ; **article 6 :** son amendement n° 5 (supprimant la référence au principe de prudence) : adopté ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (de correction) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 8 (de clarification) (p. 5575) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 9 (de correction) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 10 (de coordination) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 11 (cas dans lesquels les gérants auront dissimulé la véritable situation de la société) (p. 5576) : adopté ; ses amendements n° 12, 25 à titre personnel, 13 et 14 (précisant la définition des incriminations) : adoptés (p. 5577) ; **article 15 :** problème de la dimension des S. A. R. L. et des sociétés anonymes ; **article 16 :** son amendement n° 15 (date d'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté (p. 5578) ; **article 17 :** son amendement n° 16 (application de la présente loi dans les territoires d'outre-mer) : adopté (p. 5579).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : problème de l'emploi dans les départements d'outre-mer ; modestie de l'augmentation des crédits pour 1983 ; constate que les dépenses de fonctionnement sont privilégiées par rapport aux dépenses d'investissement ; faiblesse du taux de chômage en Guyane ; conséquences des cyclones survenus à la Martinique et à la Guadeloupe [5 novembre 1982] (p. 6793) ; rôle des chantiers de développement local ; importance du nombre de chômeurs non indemnisés ; ampleur des mesures prises par le Gouvernement ; hypertrophie du secteur tertiaire ; relance de la migration des personnes originaires des départements d'outre-mer (p. 6794).

BOUVARD (Loïc)

Député du Morbihan
(4e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Desanlis tendant à mettre des appelés du contingent à la disposition des corps de sapeurs-pompiers communaux (n° 625) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues portant modification du code du service national pour ce qui concerne le service militaire des sapeurs-pompiers volontaires (n° 639) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Défense : section Air) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083). Tome V. — **Défense :** section Air (n° 1168) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation au Liban :** situation dramatique du Liban ; utilité de la F.I.N.U.L. ; rôle de l'Europe et de la France [14 avril 1982] (p. 1120) ;

— **dévaluation et revenu des éleveurs :** incidences de la dévaluation du franc sur le revenu des agriculteurs ; persistance de montants compensatoires défavorables [16 juin 1982] (p. 3456).

orales sans débat :

— (n° 164) : posée le 4 mai 1982 ; **assurance vieillesse : généralités (montant des pensions)** (p. 1695) : appelée le 7 mai 1982 : **pensions de retraite :** politique d'amélioration du minimum vieillesse ; incohérences résultant de la juxtaposition d'un système d'avantages non contributif et d'un système de retraite contributif ; avantages dont disposent les allocataires du fonds national de solidarité (p. 1858) ;

— (n° 272) : **logement (politique du logement),** posée le 19 octobre 1982 (p. 6008) ; appelée le 22 octobre 1982 : **secteur du bâtiment :** nette diminution du nombre de logements terminés ; crise du bâtiment en Bretagne et dans l'ensemble du pays ; politique de prêts d'accession à la propriété et de rénovation des logements insuffisamment incitative ; aide au logement ; secteur libre et secteur aidé ; arrêt des primes à l'amélioration de l'habitat depuis le mois de mai (p. 6161, 6162) ;

— (n° 306) : **prestations familiales (montant),** posée le 7 décembre 1982 (p. 8098) ; appelée le 10 décembre 1982 : **prestations familiales :** devenir de la politique familiale ; blocage de certaines prestations ; réduction envisagée de la majoration pour le troisième enfant ; amputation du pouvoir d'achat des familles ; mécanisme de révision des prestations familiales ; nécessité de rééquilibrer notre démographie (p. 8208) ; revalorisation des prestations ; orientation générale de la politique familiale ; renouvellement des générations assuré par les familles de trois enfants (p. 8209, 8210).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n 730).**

Première lecture, discussion générale : vitalité du commerce et de l'artisanat ; rôle essentiel des épouses d'artisans et de commerçants ; bases des trois statuts de conjoints collaborateurs élaborées au cours du septennat précédent ; prolongement et amplification des initiatives existantes par le présent projet de loi ; libre choix entre les différents statuts de conjoint collaborateur, associé ou salarié ou bien maintien de la situation existante ; renforcement de l'entreprise artisanale et commerciale ; protection efficace des droits du conjoint en lui permettant d'annuler une décision importante à laquelle il serait opposé [13 avril 1982] (p. 1070) ; création d'une allocation de maternité ; allocation forfaitaire de repos maternel ; indemnité de remplacement

proportionnelle à la durée du repos maternel ; déduction des cotisations d'assurance vieillesse du bénéfice fiscal pour les conjoints collaborateurs ; partage de l'assiette de la cotisation d'assurance vieillesse assis sur le revenu plafonné dans les proportions de deux tiers-un tiers ou de moitié-moitié entre les deux conjoints ; déductibilité de la totalité du salaire du bénéfice imposable de l'entreprise dans le statut de conjoint salarié ; orientation générale positive du texte (p. 1071).

Discussion des articles : **article 4 :** allocation forfaitaire doublée d'une indemnité de remplacement pour les épouses d'artisans et de commerçants au moment des maternités, instituée par cet article ; risque de voir les épouses de commerçants et d'artisans ne pas utiliser cette dernière possibilité ; opposition de l'article 40 de la Constitution à l'institution d'une allocation forfaitaire unique, que le remplacement soit effectif ou non (p. 1082) ; **article 8 :** soutient l'amendement n° 65 de M. André Rossinot ; mention du retrait de la procuration au registre du commerce et au répertoire des métiers plus pratique qu'une publication par voie notariée ; coût de la déclaration notariée ; risque qu'un des époux puisse facilement mettre fin au mandat ; motivation de la déclaration devant notaire ; présence du conjoint ; information des tiers constituée par l'inscription de la mention du retrait de la procuration sur le registre du commerce ou le répertoire des métiers [14 avril 1982] (p. 1099) ; **après l'article 9 :** soutient l'amendement n° 69 de M. André Rossinot précisant que la déduction s'appliquera pour un salaire équivalent au S.M.I.C. ; lacune subsistant sur le plan fiscal ; déduction forfaitaire du salaire ; nécessité de régler ce problème dans la présente loi (p. 1102) ; **article 15 :** soutient l'amendement n° 74 de M. André Rossinot ; accroissement de la souplesse concernant les apports en industrie des époux constituant une S. A. R. L. ; ambiguïté dans la rédaction du projet de loi (p. 1106).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 8 :** approuve la proposition faite par le ministre du commerce et de l'artisanat [15 juin 1982] (p. 3439).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : promotion de la valeur du travail ; renforcement de la prévention des risques professionnels ; amélioration des conditions de travail ; information économique du comité d'entreprise ; converture conventionnelle de l'ensemble des salariés ; quadrillage syndical ; droit de blocage reconnu aux grandes organisations syndicales pour empêcher la mise en vigueur d'accords collectifs ; réalité des petites et moyennes entreprises ; superposition des institutions représentatives du personnel ; « structures de voisinage » pour les entreprises de moins de onze salariés [13 mai 1982] (p. 2150) ; rappel de la finalité de l'entreprise (p. 2151).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : développement des relations politiques et économiques avec l'Amérique latine ; intervention israélienne au Liban ; importance de la construction européenne ; rôle de la France en faveur de la paix [6 juillet 1982] (p. 4253).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* rôle du commerce et de l'artisanat ; stagnation des revenus dans l'ensemble du petit commerce ; nouvelle loi sur le statut des conjoints d'artisans et de commerçants ; nouvelle prime à la création nette d'emploi ; insuffisance du présent projet de budget ; lourdeur des charges des entreprises [2 novembre 1982] (p. 6535).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* maisons familiales et instituts ruraux, enseignement agricole privé en Bretagne [9 novembre 1982] (p. 6989, 6990).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* rôle du ministre du commerce extérieur ; dégradation des résultats ; perte de compétitivité de l'industrie française ; dégradation des échanges de la France avec l'Amérique latine [12 novembre 1982] (p. 7078) ; stagnation générale des exportations françaises (p. 7079).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : rappelle le vote positif du groupe U. D. F. sur le budget de la défense pour 1982 ; diminution des crédits affectés à ce budget pour 1983 ; absence de commandes d'avions de combat par l'armée de l'air en 1983 ; importance de l'aviation ; lacunes du système français de détection à basse altitude [12 novembre 1982] (p. 7092, 7093).

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* veuves et orphelins ; taux des pensions ; droit à pension des ascendants et taux très faible de ces pensions [13 novembre 1982] (p. 7145).

BRAINE (Jean-Pierre)

Député de l'Oise
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 217), posée le 8 juin 1982 ; **verre (entreprise : Oise) (p. 3154) ;** appelée le 11 juin 1982 : **Entreprise Isover de Rantigny (Oise) :** réduction du personnel de cette entreprise ; diminution de la part de cette entreprise sur le marché français ; possibilité de remédier à cette situation dans le cadre de la nationalisation et de la politique suivie par le Gouvernement dans le domaine des matériaux isolants (p. 3253).

BRANGER (Jean-Guy)

Député de la Charente-Maritime
(2e circonscription)
N. I.

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— prix agricoles communautaires : montants compensatoires monétaires positifs allemands [7 avril 1982] (p. 962) ;

— augmentation de la consommation des stupéfiants par les jeunes : progression de la consommation de la drogue en France ; développement du commerce des stupéfiants ; nécessité de mettre en œuvre des mesures de prévention pour éduquer la jeunesse et de répression renforcée à l'égard des trafiquants [19 mai 1982] (p. 2437) ;

— franc vert, charges sociales et pouvoir d'achat : montants compensatoires monétaires négatifs pour les agriculteurs français ; hausse des coûts agricoles ; nécessité de maintenir le revenu des agriculteurs [16 juin 1982] (p. 3461).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).

Première lecture, discusion des articles : **article 2 :** évaluation de la somme qui doit être centralisée auprès de la caisse des dépôts et consignations [7 avril 1982] (p. 966).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : citation du programme du parti communiste français de 1971 [13 mai 1982] (p. 2146) ; reprise par les « projets Auroux » ; méconnaissance de la réalité du tissu industriel des petites et moyennes entreprises françaises ; place des syndicats (p. 2147).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : refus du Gouvernement de reconnaître l'échec de sa politique économique ; inflation et chômage ; déficit extérieur ; nouveaux sacrifices imposés aux entreprises privées [25 mai 1982] (p. 2562).

Discussion des articles : **article 3 :** nouvelle ponction fiscale touchant les cadres, les commerçants et les professions libérales ; définition trop étroite des produits de première nécessité ; hausse du taux moyen de la T. V. A. [26 mai 1982] (p. 2599).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : hostilité de la plupart des organisations professionnelles agricoles au projet de loi ; répercussion des accords de prix intervenus à l'échelon européen ; politique des prix différenciés ; contrôle des importations par les offices ; maîtrise des coûts de la production agricole ; mise en place de montants compensatoires monétaires [29 juin 1982] (p. 4032).

Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : conférence de Madrid ; déséquilibre des forces mondiales en faveur de l'U. R. S. S. ; situation en Pologne ; succès représentés pour l'U. R. S. S. par la signature de l'acte final d'Helsinki ; violation flagrante de cet acte par la Pologne [6 juillet 1982] (p. 4239) ; nécessité de mettre en place une conférence pour le désarmement en Europe (p. 4240).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** catastrophe économique représentée par la taxation des alcools dans la région de l'armagnac ; lutte contre l'alcoolisme ; précise que l'on ne s'enivre pas au cognac ou à l'armagnac ; ferment de régression sociale contenu dans le présent projet de loi [19 octobre 1982] (p. 5997).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* montants compensatoires ; prix agricoles ; politique agricole commune [9 novembre 1982] (p. 6939) ; cas du cognac (p. 6940).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : questions :* insuffisance des crédits destinés à l'armée de l'air [12 novembre 1982] (p. 7120) ; maintien du plan de charge des industries aéronautiques (p. 7121).

BRIAL (Benjamin)

Député de Wallis-et-Futuna
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

BRIAND (Maurice)

Député des Côtes-du-Nord
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur pour avis du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [2 avril 1982] (p. 787).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relatif à la police des épaves marines (n° 762) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1171).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 762), modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961, relatif à la **police des épaves maritimes (n° 824)** [22 avril 1982].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 283) : matériels électriques et électroniques (entreprises : Côtes-du-Nord), posée le 23 novembre 1982 (p. 7604) ; appelée le 26 novembre 1982 : **entreprise Soguintel, à Guingamp :** situation de l'emploi dans la région de Guingamp ; société guingampaise de télécommunications ; avenir économique et social de l'entreprise ; processus d'intégration envisagé ; orientation retenue par C.I.I.-Alcatel en contradiction avec les positions du Gouvernement ; mise en place de la conciliation (p. 7705) ; possibilité de diversifier les productions à l'intérieur de l'entreprise (p. 7706).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (p. 741).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : principe fondamental exprimé par le Président de la République selon lequel il ne saurait y avoir de juridiction d'exception ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; problème des commissions de retrait du permis de conduire ; existence de juridictions militaires dans la plupart des pays démocratiques ; contradiction, selon le professeur Luchaire, entre l'article 68 de la Constitution et l'existence d'une justice militaire ; majorité donnée aux représentants de l'institution militaire dans ces juridictions ; armée à la fois juge et partie ; existence d'une police militaire (la « sécurité militaire ») ; nombreux projets de loi tendant à supprimer la juridiction militaire depuis le début du siècle ; place de la France en matière de droits de l'homme ; possibilité donnée aux victimes de se constituer partie civile devant les juridictions qui jugeront les militaires ; décisions pouvant faire l'objet d'un examen par les cours d'appel ; mise en œuvre de la justice militaire et du code de justice militaire uniquement en temps de guerre, d'état d'urgence ou de mobilisation [14 avril 1982] (p. 1125) ; création de juridictions prenant en compte la spécificité militaire ; projet de loi concernant la juridiction spécialisée en matière financière ; impossibilité pour la partie civile de déclencher la poursuite ; crainte de voir l'institution militaire se « rabattre » sur le droit disciplinaire en manifestant une plus grande sévérité ; règlement de discipline générale des armées ; risque de retrouver dans les nouvelles juridictions spécialisées des magistrats membres des T.P.F.A. ; place de la France en tête des nations civilisées (p. 1126).

Discussion des articles, rapporteur pour avis : **article 3 :** *article 697-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 21 (supprimant les mots « qui ne sont pas militaires » à la fin du second alinéa du texte proposé pour cet article) ; retour au droit commun pour les mineurs ; adopté [14 avril 1982] (p. 1153) ; *article 698-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 22 (précisant que si l'avis prévu par cet article n'a pas été délivré dans un délai d'un mois, le procureur de la République peut passer outre et engager des poursuites régulières sous sa seule

autorité) : devenu sans objet : *article 698-3 du code de procédure pénale :* son amendement n° 43, à titre personnel, (supprimant le mot « préalablement » à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; nécessité de permettre au juge d'instruction d'arriver inopinément dans une enceinte militaire (p. 1154) ; adopté ; son amendement n° 23 (suppression de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : dispositions concernant les réquisitions du juge d'instruction : *article 698-5 du code de procédure pénale :* son amendement n° 24 (rédactionnel) : retiré (p. 1155) ; **article 14** son amendement n° 25 (réduction du délai d'application de la loi) (p. 1161) ; retiré ; son amendement n° 26 (action civile en réparation du dommage causé par une infraction) : adopté (p. 1162).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relatif à la police des épaves maritimes (n° 762).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : mesures destinées à protéger l'environnement et à réprimer la pollution de la mer par les hydrocarbures [7 octobre 1982] (p. 5541) ; transformation des conditions d'exploitation des navires ; augmentation constante des tonnages ; développement du trafic maritime et du transport de matières polluantes ; catastrophe de l'*Amoco Cadiz* ; limitation du droit de propriété des propriétaires d'épaves ; vente d'une épave par l'administration ; conditions d'application des dispositions du présent projet aux territoires d'outre-mer ; problème du rail d'Ouessant (p. 5542).

Discussion des articles : **article unique :** son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 5544).

— Projets de loi : réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771) ; modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).

Première lecture, discussion générale : problèmes de la répression [7 octobre 1982] (p. 5551) ; mise en harmonie du droit pénal avec les dispositions de la future convention Marpol ; critères d'application tenant à la taille des navires ; définition des éléments constitutifs de l'infraction ; responsabilité des capitaines ; limitation de la part de la sanction pécuniaire infligée au capitaine pouvant être mise à la charge du propriétaire ; délit d'imprudence ; cas de la complicité aggravée (p. 5552).

BRIANE (Jean)

Député de l'Aveyron
(1re *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de sa proposition de loi d'orientation familiale (n° 555) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Brocard tendant à garantir le droit au travail des militaires retraités (n° 631) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur de sa proposition de loi d'orientation sociale (n° 804) [10 juin 1982] (p. 3249).

DEPOTS

Proposition de loi d'orientation sociale (n° 804) [21 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Représentation familiale dans les organismes de sécurité sociale : représentation familiale et réforme des structures des organismes de sécurité sociale ; insuffisance de la représentation familiale dans les caisses d'allocations familiales ; suppression éventuelle de la représentation familiale dans les caisses d'assurance maladie ; rôle de la famille dans la société actuelle [19 mai 1982] (p. 2432).

orale sans débat :

— (n° 213) : posée le 8 juin 1982 : **transports aériens (lignes)** (p. 3154), appelée le 11 juin 1982 : **lignes aériennes de troisième niveau :** rôle fondamental des lignes aériennes de troisième niveau dans le désenclavement des régions françaises ; politique du Gouvernement en matière de transport aérien intérieur (p. 3267).

INTERVENTIONS

— Son rappel au règlement : conditions de travail des députés ; retard dans la distribution des textes et des rapports des projets inscrits à l'ordre du jour ; absence de responsabilité des services de l'Assemblée nationale [7 avril 1982] (p. 963).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe U. D. F. ; application d'une directive européenne ; actualisation du statut de la profession ; entrée des hommes dans cette profession [12 mai 1982] (p. 2057).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : création de la sécurité sociale par l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; difficultés financières de la sécurité sociale ; part des entreprises dans le financement de la sécurité sociale [7 juillet 1982] (p. 4308) ; impossibilité de fiscaliser la protection sociale ; prochaine réforme de la sécurité sociale ; unification du niveau de la protection sociale ; nécessité de répartir le financement des dépenses sociales sur l'ensemble de l'économie ; modification de la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (p. 4309) ; association de l'ensemble des partenaires sociaux à la gestion de la sécurité sociale ; majorité écrasante donnée aux syndicats ; mauvaise gestion des affaires par la gauche au pouvoir (p. 4310) ;

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 97 (diminuant le nombre des salariés élus par les assurés sociaux) ; son amendement n° 98 (désignation de sept représentants des familles) ; son amendement n° 99 (modifiant la représentation des employeurs) [8 juillet 1982] (p. 4334) ; monopole donné aux organisations syndicales ; ses amendements n°s 97, 98, 99 rejetés (p. 4335) ; son amendement n° 100 (désignation de deux représentants des professions de santé) ; son amendement n° 101 (suppression du cinquième alinéa de cet article) ; son amendement n° 121 (désignation de deux représentants des familles) (p. 4337) ; ses amendements n°s 100, 101 et 121 : rejetés (p. 4338) ; **article 2 :** son amendement n° 102 (modifiant le nombre des représentants des salariés désignés par les organisations syndicales) : rejeté ; son amendement n° 104 (désignation de sept représentants des familles) : rejeté ; son amendement n° 105 (désignation de sept représentants des employeurs) : rejeté ; son amendement n° 103 (rédactionnel) (p. 4341) : adopté ; représentation des familles ; son amendement n° 106 (représentants désignés par la mutualité) : rejeté ; son amendement n° 107 (suppression du cinquième alinéa de cet article) : rejeté (p. 4342) ; son amendement n° 122 (deux représentants des familles désignés par les unions régionales d'associations familiales) : rejeté ; son amendement n° 108 (désignation de deux représentants des retraités) : rejeté (p. 4343) ; **article 3 :** son amendement n° 109 (nombre des représentants des salariés désignés par les organisations syndicales) : rejeté (p. 4364) ; son amendement n° 110 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 111 (désignation de sept représentants des familles) : rejeté ; son amendement n° 112 (désignation de sept représentants des employeurs) : rejeté (p. 4365) ; son amendement n° 113 (désignation de deux représentants des retraités) : rejeté ; son amendement n° 114 (suppression du cinquième alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 123 (désignation de deux représentants des familles) : rejeté (p. 4366) ; **article 4 :** son amendement n° 115 (modifiant le nombre des représentants des salariés désignés par les organisations syndicales, au conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) : rejeté ; son amendement n° 116 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 117 (désignation de sept repré-

sentants des familles) : rejeté ; son amendement n° 118 (augmentant le nombre des représentants des employeurs) : rejeté (p. 4368) ; son amendement n° 119 (désignation de deux représentants par la fédération nationale de la mutualité française) : rejeté ; son amendement n° 124 (désignation de deux représentants des familles) : rejeté (p. 4369) ; **article 6 :** son amendement n° 120 (modifiant la composition du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales) : rejeté ; son amendement n° 125 (diminuant le nombre des représentants des salariés élus par les assurés sociaux) : rejeté (p. 4371) ; son amendement n° 126 (augmentant le nombre des représentants des associations familiales) : rejeté ; représentation des associations familiales rurales (p. 4372) ; **article 7 :** son amendement n° 164 (désignation de deux représentants des familles par l'union départementale des associations familiales) : réservé (p. 4375) ; **article 8 :** son amendement n° 165 (suppression du cinquième alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 166 (augmentation du nombre des représentants des associations familiales) (p. 4376) : rejeté (p. 4377) ; **article 9 :** son amendement n° 167 (désignation de deux représentants des familles par l'union nationale des associations familiales) : rejeté (p. 4378) : **article 10 :** son amendement n° 168 (désignation de deux représentants des familles par l'union nationale des associations familiales) : rejeté (p. 4380) ; **article 11 :** son amendement n° 170 (augmentant le nombre des représentants des associations familiales) : rejeté ; son amendement n° 169 (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 4382) ; **article 13 :** son amendement n° 171 (désignation de deux délégués par l'union nationale des associations familiales) : rejeté ; inutilité de la représentation des familles dans l'U. C. A. N. S. S. (p. 4384) ; **article 14 :** son amendement n° 172 (composition du conseil d'administration de l'A. C. O. S. S.) : rejeté (p. 4385) ; **après l'article 14 :** son amendement n° 173 (composition du conseil d'administration des U. R. S. S. A. F.) : rejeté (p. 4386) ; **article 7** (*précédemment réservé*) : son amendement n° 164 rejeté (p. 4394).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : responsabilités des chefs d'entreprise et des salariés [22 septembre 1982] (p. 5085) ; notion de présomption de faute inexcusable (p. 5088).

Explications de vote : sécurité des travailleurs dans l'entreprise ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 5092).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : banalisation de l'avortement consécutive à l'adoption de la loi de 1975 ; nécessité de promouvoir une nouvelle politique familiale [10 décembre 1982] (p. 8244) ; réduction des allocations familiales ; regrette que l'I. V. G. soit remboursée tandis que des prothèses indispensables ne le sont pas (p. 8245).

Explications de vote : vote hostile du groupe U. D. F. (p. 8249).

BROCARD (Jean)

Député de la Haute-Savoie
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J.O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J.O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739).

Première lecture, discussion générale : contradiction entre la proposition socialiste du 5 décembre 1980 et celle du Gouvernement et du rapporteur socialiste ; recrutements supplémentaires ; arrêt rendu par le conseil d'Etat le 16 avril 1982 confirmant la décision du tribunal administratif de Paris ; travaux de la commission Picard [21 avril 1982] (p. 1228).

— Son rappel au règlement : prie le ministre chargé des relations avec le Parlement de bien vouloir retirer le terme « aboyer » qu'il a employé à l'égard des groupes de l'opposition [5 mai 1982] (p. 1732).

— Propositions de loi de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ; de M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ; de M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe U. D. F. ; différentes mesures contenues dans le présent texte [2 juin 1982] (p. 2892).

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : qualité des rapports entre les locataires et les propriétaires ; conséquences de la loi sur les investissements immobiliers ; conclusion d'accords collectifs ; reconnaissance des associations représentatives de locataires [9 juin 1982] (p. 3163).

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 411).

Deuxième lecture, discussion générale : précise que les T. P. F. A. ne sont pas une juridiction d'exception mais une juridiction spécialisée ; maintien de ces tribunaux pour les forces françaises stationnées à l'étranger ; déstabilisation de l'armée [16 juin 1982] (p. 3485).

Explications de vote : vote hostile du groupe U. D. F. (p. 3922).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

S'élève contre l'expression de « braillards fascisants » employée par M. Jacques Delors [12 juillet 1982] (p. 4413) ; actions de la C. G. T. dans l'entreprise ; opposition du parti communiste aux mesures de blocage des salaires (p. 4414) ; utilisation de l'article 49 de la Constitution par le Gouvernement ; dévaluation du franc ; inutilité des nationalisations ; échec économique et social du Gouvernement ; sacrifices demandés aux Français (p. 4415) ; augmentation du nombre des fonctionnaires ; réduction des marges consécutive au blocage des prix ; baisse du pouvoir d'achat ; formation des jeunes ; promesses non tenues ; atteintes au principe de la liberté contractuelle (p. 4416) ; échec prévisible du blocage des prix (p. 4417).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** — *après l'article L. 260 du code électoral* : constitutionnalité de l'amendement n° 118 de M. Alain Richard [27 juillet 1982] (p. 4914) ; **article 9** : augmentation du nombre des conseillers municipaux [28 juillet 1982] (p. 4943).

Explications de vote : représentation des minorités au sein des assemblées communales ; soumission du Gouvernement au parti socialiste et au parti communiste ; vote hostile du groupe U. D. F. ; politisation des élections locales ; régression de la démocratie (p. 4975).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. *Examen des crédits :* **article 32 :** déroulement du débat [12 novembre 1982] (p. 7125) :

Anciens combattants. *Discussion générale :* rattrapage du rapport constant ; augmentation des crédits ; indemnité spéciale des catégories C et D ; repli du Gouvernement en matière de rattrapage ; pension des veuves de guerre et des ascendants ; incite ses collègues de la majorité à rejeter le projet de budget [13 novembre 1982] (p. 7134, 7135) ; vote défavorable du groupe U. D F.

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** intégration de la majoration de l'indemnité mensuelle spéciale dans le rattrapage (p. 7147).

BROCHARD (Albert)

Député des Deux-Sèvres
(3e circonscription)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe union pour la démocratie française [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [J. O. du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [J. O. du 16 décembre 1982] (p. 3763).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 668 du **code de la sécurité sociale,** relatif à la **faute inexcusable de l'employeur (n° 1347)** [21 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions ;* démantèlement des montants compensatoires monétaires : indemnisation des producteurs de maïs dans les Deux-Sèvres [9 novembre 1982] (p. 6990).

BRUNE (Alain)

Dépt du Jura
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [J. O. du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [J. O. du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [J. O. du 22 décembre 1982] (p. 3832).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 181, posée le 11 mai 1982 : **jouets et articles de sports (emploi et activité)** (p. 2036) ; appelée le 14 mai 1982 : **concurrence étrangère sur le marché du jouet :** importations de jouets en provenance du Sud-Est asiatique ; plan « jouet » ; création d'une société d'économie mixte (p. 2164);

— n° 282, lait et produits laitiers (fromages), posée le 23 novembre 1982 (p. 7604) ; appelée le 26 novembre 1982 : **fromages de l'Est central :** problème des pâtes pressées cuites de l'Est central ; encouragement de la politique de qualité à travers les productions traditionnelles ; renforcement de la filière lait cru ; prix du comté et du litre de lait ; politique des labels (p. 7712).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* problème spécifique du commerce et de l'artisanat en milieu rural (zones de montagne et zones défavorisées) ; création et aménagement de locaux commerciaux multiservices à l'initiative des municipalités ou des chambres consulaires ; situation des commerçants ambulants ; maintien de l'effort entrepris en faveur des études statistiques ; nouveau statut du conjoint ; futur projet de loi sur la formation continue [2 novembre 1982] (p. 6534) ; nécessité de redéfinir l'assiette des charges sociales ; accroissement des prêts participatifs (p. 6535).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* création du chèque-vacances ; développement des équipements de tourisme [3 novembre 1982] (p. 6617).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* installation des jeunes exploitants ; Jura ; dotation aux jeunes agriculteurs et indemnité viagère de départ ; stages de formation ; cumul d'emplois ; projet de loi foncière ; possibilité de location de terres ; zones d'élevage et de montagne ; statut du fermage ; adaptation de la fiscalité à l'activité agricole ; réduction des coûts [9 novembre 1982] (p. 6956, 6957).

BRUNET (André)

Député de la Drôme
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Société Eurotungstène : avenir de la société Eurotungstène, filiale de P.U.K. ; transactions en cours entre l'Etat et Sandwick [14 avril 1982] (p. 1119).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Deuxième lecture, discussion générale : droit et protection sociale des femmes ; reconnaissance légale du travail des conjoints des commerçants et des artisans [15 juin 1982] (p. 3434).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** fonctionnement de l'office des fruits et légumes ; problème des horticulteurs drômois ; diminution des frais fixes ; espoir issu de la création des offices [1er juillet 1982] (p. 4159).

BRUNHES (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
(1re circonscription)
Communiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017.

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur de la proposition de loi relative à la gratuité et à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire (n° 212) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Renard et plusieurs de ses collègues tendant au développement de l'éducation sexuelle (n° 297) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues relative à l'enseignement de la langue et de la culture arméniennes [10 juin 1982] (p. 3249).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2360).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (éducation nationale : enseignement primaire et enseignement secondaire) [21 octobre 1982] (p. 6145).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XIII : **Education nationale :** enseignement primaire et enseignement secondaire **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Rentrée scolaire 1982 : nécessité d'un collectif budgétaire pour assurer une bonne rentrée 1982 ; politique de recrutement des personnels [14 avril 1982] (p. 1123) ;

— Situation à l'usine Chausson : décision arbitraire de la direction de l'entreprise en matière de licenciement et de relations de travail ; politique industrielle automobile [12 mai 1982] (p. 2047) ;

— Agression israélienne au Liban : émotion du groupe communiste devant les événements du Liban ; présence des forces israéliennes sur le quart du territoire libanais ; condamnation de cette situation par le Président de la République ; définition des mesures concrètes à prendre pour contribuer à l'arrêt du conflit [10 juin 1982] (p. 3207) ;

— Sortie du blocage des salaires et revalorisation du S. M. I. C. : maintien du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés ; hausse des prix ; S. M. I. C. [3 novembre 1982] (p. 6602) ;

orale sans débat (n° 291) :

— Politique extérieure (Afrique du Sud), posée le 30 novembre 1982 (p. 7830) ; appelée le 3 décembre 1982 : **sanctions contre l'Afrique du Sud :** conférence des parlementaires de l'Europe de l'Ouest à La Haye ; sanctions contre l'Afrique du Sud ; position de principe et rôle du Gouvernement français ; caractère obligatoire des sanctions décidées par l'O. N. U. ; vente envisagée d'une deuxième centrale nucléaire à l'Afrique du Sud contraire aux déclarations du Gouvernement ; relations sportives entre la France et l'Afrique du Sud ; condamnation à mort de patriotes noirs (p. 7964) ; sanctions économiques proposées par l'O. N. U. ; cite un article de M. Michel Droit (p. 7965).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.

Discussion générale : assassinat de Pierre Declercq ; aggravation des tensions ; responsabilités de la droite locale ; réforme conduisant à la reconnaissance des droits imprescriptibles des Mélanésiens ; prétention de la droite calédonienne à préserver ses intérêts miniers, commerciaux et fonciers ; urgence des mesures et recours aux ordonnances : consultation durant l'élaboration des ordonnances ; consultation de la commission des lois de l'Assemblée nationale ; nécessité de promouvoir des réformes hardies dans le domaine foncier ; place de la terre dans le mode de vie traditionnel du peuple mélanésien ; droits légitimes des Canaques à retrouver les terres dont ils ont été spoliés ; urgence d'une réforme fiscale ; imposition du revenu ; réforme du régime fiscal du nickel en 1974 ; remplacement des taxes locales à l'importation et à l'exportation par un impôt sur les bénéfices ; multiplication des faveurs fiscales ; exonération des familles fortunées au détriment du budget du territoire ; réforme minière ; nationalisation de la société Le Nickel [14 janvier 1982] (p. 114) ; participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise nationale ; répartition tripartite des sièges au conseil d'administration ; promotion de la culture canaque ; politique de formation des jeunes Canaques ; création d'institutions et de régimes juridiques et financiers assurant le développement économique et social du territoire ; mesures relatives aux coopératives ; adaptation de la politique économique à la brousse calédonienne ; emplois occupés par les Mélanésiens ; nécessité d'une réforme des services de radio-télévision pour le territoire (p. 115).

Explications de vote : réformes réclamées par le peuple canaque ; processus de décolonisation (p. 130).

— Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690).

Discussion générale : élections cantonales à Saint-Pierre-et-Miquelon ; scrutin proportionnel et garantie d'une représentation équitable ; maintien des élections cantonales pour 1982 dans les départements d'outre-mer ; campagne de la droite sur le thème de la rupture des liens avec la métropole [15 janvier 1982] (p. 135) ; politique de domination coloniale ; projet d'assemblée unique ; spécificité des départements d'outre-mer ; principe de décentralisation prenant en compte les spécificités géographiques, politiques, économiques, sociales et culturelles ; concertation avec les forces politiques des départements d'outre-mer ; développement socio-économique ; maintien des élections cantonales en 1982 ; statut particulier pour la Corse (p. 136).

Explications de vote : processus de démocratisation ; mode de scrutin (p. 140).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : droit des travailleurs de s'exprimer sur le contenu et l'organisation de leur travail ; arbitraire patronal ; démocratie dans l'entreprise [13 mai 1982] (p. 2136) ; institution des conseils d'ateliers ou de bureaux ; histoire de la conquête des libertés ouvrières ; responsabilité de la droite et du patronat dans le désordre économique ; réduction du gaspillage et amélioration de la production nationale par l'exercice des droits nouveaux des travailleurs ; délai de mise en œuvre de la loi sur l'expression des salariés ; réforme du règlement intérieur et du droit disciplinaire ; liberté pour les salariés d'exprimer leurs opinions politiques et de militer dans l'entreprise ; affinités du C. N. P. F. et des partis de l'opposition (p. 2137).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** caractère unilatéral du règlement intérieur [14 mai 1982] (p. 2187) ; application de la négociation collective à l'élaboration du règlement intérieur (p. 2188) ; *article L. 122-34 du code du travail :* son amendement n° 8 (élaboration des règlements intérieurs par conventions collectives) ; dissolution des milices patronales ; problème du gardiennage et de la sécurité des entreprises (p. 2190) ; exemples de règlements intérieurs visant à limiter les libertés des travailleurs dans l'entreprise ; restriction du nombre des matières relevant du règlement intérieur (p. 2191, 2192) ; rejeté (p. 2193) ; *article L. 122-35 du code du travail :* possibilité, pour l'employeur, d'imposer aux seuls salariés n'importe quelle atteinte à leurs libertés sous l'apparence de la légalité (p. 2196) ; rôle de l'inspecteur du travail vis-à-vis du règlement intérieur (p. 2201) ; **article 1er** (suite) : *article L. 122-37 du code du travail :* interprétation de la notion de « représentant du personnel » [17 mai 1982] (p. 2287) ; *article L. 122-38 du code du travail :* décision de l'inspecteur du travail et saisine du tribunal de grande instance (p. 2297) ; *article L. 122-41 du code du travail :* son amendement n° 12 (institution d'un délai minimum de sept jours entre la convocation du salarié et le jour de son entretien avec l'employeur) ; souci de permettre au salarié d'organiser sa défense et d'éviter l'application d'une procédure de flagrant délit ; rejeté (p. 2309) ; *article L. 122-42 du code du travail :* son amendement n° 14 (interdiction de toutes les sanctions pécuniaires directes ou indirectes visant les diverses primes) (p. 2313) ; sanction visant le salaire de base et les diverses primes (p. 2314) ; distinction entre les sanctions pécuniaires directes et les sanctions pécuniaires indirectes consistant en des amendes déguisées ; devenu sans objet (p. 2315) ; *article L. 122-44 du code du travail :* notion de sanction manifestement disproportionnée ; pouvoir d'appréciation du conseil des prud'hommes (p. 2325) ; projet de loi sur les licenciements (p. 2326) ; *article L. 122-45 du code du travail :* abaissement du délai de prescription de trois mois à deux mois (p. 2327) ; son amendement n° 18 (abaissement du délai de prescription de trois ans à deux ans en ce qui concerne la récidive) : devenu sans objet ; *après l'article L. 122-45 du code du travail :* son amendement n° 6 (insertion d'un nouvel article prévoyant que nul ne peut être licencié, sanctionné ou défavorisé dans son emploi, sa formation ou sa carrière en raison de ses opinions et convictions ou de son activité politique) (p. 2328) ; politique dans l'entreprise ; imposition par la loi de la liberté, pour les travailleurs, d'exprimer leurs opinions politiques et de militer au parti de leur choix ; protection de l'exercice du droit individuel ; organisation des partis politiques sur les lieux de travail ; retiré ; son sous-amendement n° 272 à l'amendement n° 52 de la commission (interdiction de pénaliser les salariés en raison de leur expression politique dans l'entreprise) (p. 2329) ; réalité de la politique dans l'entreprise ; mise en conformité du droit écrit avec le droit vécu ; existence de deux catégories de salariés au regard du droit d'expression dans l'entreprise : salariés du secteur public et salariés du secteur privé ; retiré (p. 2331) ; **explications de vote sur l'article 1er :** élaboration du règlement intérieur de façon unilatérale ; reconnaissance du droit d'expression politique aux salariés ; vote du groupe communiste en faveur de l'article (p. 2333) ; **article 3 :** son amendement n° 27 (précision par l'employeur des critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements à caractère économique) : non soutenu [18 mai 1982] (p. 2340) ; critères des charges de famille, d'ancienneté et de qualité professionnelle du salarié (p. 2342) ; *article L. 461-3 du code du travail :* processus référendaire facilitant l'exercice de pressions par le patronat (p. 2386) ; **son rappel au règlement :** organisation des débats (p. 2389) ; notion d'organisation syndicale représentative dans l'entreprise ; syndicats maisons (p. 2390) ; sections syndicales d'entreprise (p. 2392) ; négociations dans les entreprises de moins de 200 salariés (p. 2402) ; **explications de vote sur l'article 3 :** droit pour les salariés de s'exprimer sur le contenu et l'organisation de leur travail ; démocratie économique (p. 2404) ; **après l'article 6 :** attribution d'un crédit d'heures annuel payé comme temps de travail aux salariés pour s'informer de l'activité syndicale ; évaluation des charges financières que représentent pour les entreprises les milices patronales [19 mai 1982] (p. 2412) ; **avant l'article 7 : son rappel au règlement :** réserve d'un amendement pour s'assurer de sa conformité à l'article 40 de la Constitution (p. 2413) ; **après l'article 6 (suite) :** attribution à chaque salarié d'un crédit annuel payé comme temps de travail lui permettant de s'informer sur les activités syndicales ; conditions de la démocratisation de la vie au travail (p. 2439) ; revendication de l'information syndicale au profit de l'ensemble des travailleurs et pas seulement des travailleurs syndiqués (p. 2440) ; **article 9 :** réduction des délais pour l'examen du rapport gouvernemental sur les résultats de l'expérience du droit d'expression des salariés (p. 2443) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 7 (dissolution de plein droit de toute police intérieure d'entreprise, interdiction du recours à un organisme extérieur à l'entreprise pour mener une action contre les travailleurs, dissolution des milices patronales, obligation pour les sociétés de gardiennage d'adresser une fois par an un rapport d'activité aux ministères du travail et de l'intérieur) (p. 2449) ; détermination des peines correspondantes ; activité des milices patronales ; délation et mise en fiche des salariés ; attaques à main armée contre les travailleurs en grève ; application de la loi de 1936 sur les milices privées ; activités des sociétés de gardiennage ; proposition de loi relative aux milices patronales ; amendement n° 7 retiré (p. 2450).

Explications de vote : conflit du travail à l'usine Citroën ; fin de la répression et de la terreur dans l'entreprise ; application du droit d'expression des salariés dans les entreprises du secteur public ; protection des salariés contre des sanctions abusives (p. 2453).

Deuxième lecture, discussion générale : accroissement de la liberté des travailleurs dans l'entreprise ; exemple donné par les entreprises du secteur public [22 juillet 1982] (p. 4692).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-35 du code du travail :* son amendement n° 23 (précisant que toute clause contraire aux précédentes dispositions est réputée non écrite) (p. 4694) : rejeté (p. 4695) ; *article L. 122-37 du code du travail :* son amendement n° 24 (dispositions réputées non écrites) (p. 4697) : retiré (p. 4698) ; *article L. 122-44 du code du travail :* son amendement n° 25 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4701) : retiré ; son amendement n° 26 (procédure suivie en cas de licenciement disciplinaire) : retiré (p. 4702) ; *article L. 122-46 du code du travail :* son amendement n° 27 (sanctions pénales prévues en cas d'infraction) : retiré (p. 4703) ; **article 6 :** *article L. 461-1 du code du travail :* son amendement n° 28 devenu sans objet (p. 4705).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 4706).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L. 411-1 du code du travail :* son amendement n° 5 (définissant l'objet des syndicats professionnels) ; doctrine patronale antisyndicale [24 mai 1982] (p. 2464) ; avis donné par les syndicats sur la solidarité internationale et les problèmes nationaux (p. 2467) : rejeté (p. 2468) ; *article L. 411-3 du code du travail :* son amendement n° 6 (statut des salariés devenant dirigeants ou collaborateurs permanents des syndicats) ; sacrifices entraînés par l'exercice de la fonction de permanent syndical ; analogie avec les détachements existants dans la fonction publique (p. 2470) : rejeté (p. 2471) ; *article L. 521-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 714 à l'amendement n° 49 de la commission (responsabilité civile des salariés, des

représentants du personnel et des syndicats pour fait de grève) (p. 2480) : devenu sans objet (p. 2481) ; son sous-amendement n° 817 à l'amendement n° 766 du Gouvernement (interdiction du lock-out) ; son sous-amendement n° 818 à l'amendement n° 766 du Gouvernement (responsabilité civile des salariés, des représentants des personnels et des syndicats pour fait de grève) (p. 2482) : sous-amendement n° 818 adopté ; caractère inadmissible du lock-out : sous-amendement n° 817 retiré (p. 2484) ; **article 1er** : *article L. 412-5 du code du travail* : calcul des effectifs de l'entreprise (p. 2500) ; **article 2** : *article L. 412-7 du code du travail* : collecte des cotisations syndicales (p. 2508) ; **article 2** (*suite*) : *article L. 412-11 du code du travail* : rôle de l'encadrement dans le changement des rapports sociaux dans l'entreprise [27 mai 1982] (p. 2658) ; événements survenus chez Citroën ; reconnaissance de la réalité et de la diversité du syndicalisme des cadres (p. 2659) ; **article 3** : son amendement n° 19 (rédactionnel) : retiré (p. 2669) ; *article L. 412-17 du code du travail* : son amendement n° 20 (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2674) ; **article 4** : suspension de la procédure de licenciement en cas de recours (p. 2697) ; **article 5** : problème de la réintégration des délégués ; pratique injuste d'un employeur licenciant un délégué jugé trop revendicatif (p. 2699) ; **article 6** (*suite*) : **son rappel au règlement** : blocage du travail parlementaire par les groupes de l'opposition [28 mai 1982] (p. 2737) ; **article 8** : conditions de travail à l'usine Chausson ; sécurité sociale ; élections prud'homales (p. 2742) ; **article 11** : *article L. 423-7 du code du travail* : exploitation des travailleurs ; défense de la langue française [1er juin 1982] (p. 2796) ; reconnaissance du droit des travailleurs d'élire le délégué de leur choix (p. 2797) ; **article 13** : problème des ratures (p. 2808) ; **article 15** : *article L. 423-18 du code du travail* : remplacement d'un salarié défaillant par un autre appartenant à la même organisation syndicale (p. 2822) ; **article 18** : *article L. 425-1 du code du travail* : son amendement n° 32 (caractère suspensif du recours du délégué du personnel contre son licenciement) [2 juin 1982] (p. 2850) : rejeté (p. 2851) ; **article 21** : recours suspensif du comité d'entreprise en cas de décision de l'employeur de procéder à des licenciements économiques ; nécessité de prévoir une procédure donnant aux travailleurs les moyens de « contrer » les manœuvres patronales [4 juin 1982] (p. 2967) ; *article L. 432-1 du code du travail* : **son rappel au règlement** : volonté de l'opposition de bloquer les institutions parlementaires (p. 2972) ; *article L. 432-3 du code du travail* : nécessité d'obliger l'employeur à procéder aux consultations prévues par la loi (p. 2996) ; *article L. 432-4 du code du travail* : recours au comité d'entreprise en cas de licenciement économique (p. 3005) ; **article 22** : abus de la part du patronat mettant à profit l'existence de l'obligation de discrétion [7 juin 1982] (p. 3015).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : nécessité d'affirmer le droit à la négociation ; exemple de l'entreprise de nettoyage Onet ; principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ; sanction des employeurs ne respectant pas ce principe [8 juin 1982] (p. 3140) ; **article 1er** : participation des représentants des travailleurs à la vie des entreprises ; propos de M. Valéry Giscard d'Estaing (p. 3144) ; **article 4** : *article L. 132-4 du code du travail* : son amendement n° 3 (obligation pour la convention ou l'accord collectif de travail de comporter des dispositions plus favorables aux salariés que celles des lois et règlements) : retiré [9 juin 1982] (p. 3191) ; **article 8** : *article L. 133-5 du code du travail* : son amendement n° 11 (précisant que le salaire minimum national professionnel du salarié sans qualification ne peut être inférieur au S.M.I.C.) : retiré [25 juin 1982] (p. 3870) ; son amendement n° 12 (garantie du pouvoir d'achat des salaires par une échelle mobile d'application automatique sur la base de l'indice des prix à la consommation établi par la commission nationale de la négociation collective) (p. 3871) : retiré (p. 3872).

— **Son rappel au règlement** : blocage de la discussion par l'opposition à partir d'un rappel au règlement ; objet des interventions du groupe communiste [1er juin 1982] (p. 2815).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Première lecture, discussion générale : désengagement financier de l'Etat des transports collectifs sous le précédent gouvernement ; nécessité d'une modification du système de tarification des transports publics ; caractère positif des mesures prises à la R.A.T.P. ; instauration de la prise en charge par l'employeur du coût de déplacement des travailleurs en région parisienne [25 juin 1982] (p. 3930) ; politique de réduction des inégalités sociales ; amélioration des dessertes par les transports en commun ; incitation à l'utilisation des transports collectifs (p. 3931).

Discussion des articles : **article 5** : prise en charge par l'employeur en région parisienne du coût des déplacements domicile—travail de ses salariés (p. 3935).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus [n° 962])** : rigueur et fermeté auxquelles est favorable le groupe communiste ; caractère positif du blocage des prix ; nécessité de bloquer les prix de l'essence et des produits pétroliers ; nécessité de contrôles sévères en matière de prix ; nécessité de limiter les revenus du capital perçus par les gros actionnaires ; reconquête du marché intérieur [28 juin 1982] (p. 3959) ; taxation des capitaux s'investissant à l'étranger ; attachement du groupe communiste aux conventions collectives et à la liberté des négociations entre patrons et syndicats ; nécessité de poursuivre la revalorisation du S.M.I.C. ; progression de la consommation populaire (p. 3960) ; politique menée aux Etats-Unis (p. 3961).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : extension du principe de l'élection au suffrage universel, direct et proportionnel des administrateurs du collège des assurés sociaux aux caisses régionales ; avantages de l'élection [8 juillet 1982] (p. 4340, 4341) ; **après l'article 14** : son amendement n° 60 (composition du conseil d'administration de l'A.C.O.S.S. et des U.R.S.S.A.F.) (p. 4385) : devenu sans objet (p. 4386).

— **Son rappel au règlement** : action menée par le R.C.P.R. en Nouvelle-Calédonie [23 juillet 1982] (p. 4738) ; assassinat de Pierre Declercq ; nécessité de reconnaître l'identité et les droits du peuple mélanésien (p. 4739).

— **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).**

Première lecture, discussion générale : prise en compte de la spécificité des D.O.M. [30 septembre 1982] (p. 5270) ; sous-développement chronique de ces départements ; nature des rapports entre les D.O.M. et la métropole ; définition des compétences du conseil général et régional en matière d'éducation ; consultation automatique des conseils sur les projets d'accords de coopération entre la France et les Etats voisins des D.O.M. (p. 5271).

Discussion des articles : **article 5** : fixation du nombre des membres du conseil général et régional ; disparité de régime entre les Antilles et la Réunion (p. 5294).

Troisième lecture, discussion générale : acharnement de l'opposition [23 novembre 1982] (p. 7541) ; satisfaction des communistes à l'égard du projet et des améliorations apportées au niveau des compétences particulières ; vote favorable du texte (p. 7541, 7542).

— **Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : problème relatif à l'organisation administrative de Paris ; contenu de la réforme de 1975 ; démocratisation du statut de Paris ; unité de Paris ; élection des maires d'arrondissement ; dévitalisation de la capitale ; coût des loyers parisiens ; volonté de refaire de Paris une ville populaire [20 octobre 1982] (p. 6076).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1093).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : rupture avec les orientations élitistes et ségrégatives des précédents gouvernements ; difficultés de la rentrée scolaire dans les collèges et les lycées ; absence de création de postes en maternelle et en primaire ; formation des enseignants ; aide sociale et gratuité théorique de l'enseignement ; rôle des personnels de service [4 novembre 1982] (p. 6731, 6732).

Questions : création de postes d'enseignants ; rôle des écoles maternelles [5 novembre 1982] (p. 6771) ; problème du centre de linguistique appliquée de Besançon ; nécessité d'accorder une subvention à ce centre (p. 6773).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontées les populations d'outre-mer ; chômage dans les départements d'outre-mer ; rôle de l'agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) [5 novembre 1982] (p. 6800) ; amputation de certains crédits figurant dans la loi de finances pour 1982 ; problèmes de la société Le Nickel (p. 6801).

Transports. — *Discussion générale :* avenir du transport fluvial ; travaux de la commission Grégoire ; intégration du transport fluvial dans le système général des transports [16 novembre 1982] (p. 7237).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).

Première lecture, discussion générale : souhaits exprimés lors du débat sur les ordonnances ; consultation sur place des populations ; consultation de la commission des lois sur les projets d'ordonnances ; souhait de voir le débat de ratification se dérouler rapidement ; son accord global avec les conclusions du rapporteur [25 novembre 1982] (p. 7681).

Discussion des articles : **article 2 :** son hostilité à la fixation du seuil pour participer à la distribution des sièges ; son abstention sur l'amendement n° 2 de la commission (p. 7686).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discusion des articles : **article 1er** *(suite) : article L. 123-4 du code du travail :* son amendement n° 42 (précisant que le salarié ne peut être licencié sans l'accord de l'inspecteur du travail après la décision de justice rendue à son profit) : retiré [6 décembre 1982] (p. 8006).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : contenu de la campagne d'information sur la contraception ; développement de l'éducation sexuelle à l'école ; abaissement de l'âge des rapports sexuels ; problème des grossesses précoces ; rôle de la famille en matière d'éducation sexuelle [10 novembre 1982] (p. 8241).

Explications de vote : vote favorable du groupe communiste (p. 8249).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : attitude de la droite pour bloquer le processus du changement ; décision du Conseil constitutionnel ; ses observations sur le texte précédemment voté ; démocratisation des institutions ; souhaits du groupe communiste [15 décembre 1982] (p. 8316), volonté du Gouvernement de mettre en œuvre la réforme des institutions ; vote positif du groupe communiste (p. 8317).

Discussion des articles : **article 1er :** compétences particulières des conseils régionaux ; posibilité d'examiner le projet de loi sur ces compétences lors de la prochaine session de printemps (p. 8345) ; retire l'amendement n° 2 de M. Ernest Moutoussamy, **article 3 :** raison de son hostilité à l'amendement n° 8 de M. Wilfrid Bertile (p. 8346).

Explications de vote : volonté du Gouvernement d'entamer un processus permettant aux populations des départements d'outre-mer la gestion de leurs affaires ; élection des conseillers régionaux à la représentation proportionnelle ; vote positif du groupe communiste (p. 8355).

Commission mixte paritaire, discussion générale : refus de tout progrès démocratique par l'opposition ; nécessité pour les D.O.M. de rattraper leur retard socio-économique [21 décembre 1982] (p. 8590).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion générale : attitude du Sénat à l'égard du projet ; abolition du système esclavagiste ; appui du groupe communiste à l'égard du choix de la date retenue ; hommage rendu à Victor Schoelcher ; nécessité de combattre les relents de la mentalité esclavagiste, particulièrement le racisme [17 décembre 1982] (p. 8487).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Deuxième lecture, explications de vote : absence de tout député des groupes de l'opposition ; vote positif du groupe communiste [17 décembre 1982] (p. 8499).

BUSTIN (Georges)

Député du Nord
(18e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves (n° 978) [14 octobre 1982] (p. 5820).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et le royaume de Belgique au sujet de l'amélioration de la Lys mitoyenne entre Deulémont et Menin (n° 1135) [14 octobre 1982] (p. 5820).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 978) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume de **Belgique sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves (n° 1246)** [25 novembre 1982]..

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1135) autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et le royaume de **Belgique** au sujet de **l'amélioration de la Lys mitoyenne entre Deulémont et Menin (n° 1247)** [25 novembre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 265) : recherche et industrie : ministère (administration centrale), posée le 19 octobre 1982 (p. 6007) : appelée le 22 octobre 1982 : **budget du bureau de recherches géologiques et minières :** utilisation des potentialités minières ; inventaire minier ; mine de Largentière (p. 6159).

C

CABE (Robert)

Député de Landes
(3e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : préoccupations des agriculteurs landais ; situation de l'élevage des palmipèdes gras [29 juin 1982] (p. 4033) ; politique des prix afin de garantir un authentique revenu aux producteurs ; progression des importations agricoles ; développement des marchés intérieurs ; nécessité d'aides spécifiques ; aspect sanitaire de la commercialisation des produits (p. 4034).

CACHEUX (Denise)

Député du Nord
(16e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 14 janvier 1982] (p. 262).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Badet et plusieurs de ses collègues relative au droit de préemption dans les zones d'intervention foncière en matière industrielle (n° 644) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 787).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **remboursement de l'interruption volontaire de grossesse** par la sécurité sociale **(n° 1115)** [30 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 616), modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** et portant dispositions diverses concernant le principe d'**égalité d'accès aux emplois publics (n° 747)** [2 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Règlement des travaux effectués pour les administrations : procédures de paiement des travaux effectués pour les administrations [21 avril 1982] (p. 1208).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 8 (constatation de l'état de catastrophes naturelles par arrêté interministériel) ; garantie que la libre appréciation de la notion de catastrophes naturelles pour les compagnies d'assurance ne puisse servir à ces dernières à éviter ou à retarder l'indemnisation des victimes [3 février 1982] (p. 719) ; amendement n° 8 adopté (p. 720).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : nombre de femmes travaillant dans le secteur public ; situation moins discriminatoire des femmes dans le secteur public que dans le secteur privé ; reconnaissance de l'égalité entre hommes et femmes par le préambule de la Constitution de 1946 et la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires ; inégalité réelle entre hommes et femmes dans la fonction publique ; diminution de la proportion des femmes dans la haute fonction publique ; inégalités entre les salaires ; modification de l'article 7 du statut général des fonctionnaires visant à réduire les dérogations introduites en 1946 dans la mesure où la nature des fonctions ou les conditions de leur exercice l'exigent, interdisant cinq corps de fonctionnaires aux femmes [7 avril 1982] (p. 971) ; engagement pris par le Président de la République pendant la campagne électorale de supprimer les discriminations frappant les femmes dans leur vie professionnelle ; recrutement et modalités d'accès distincts selon le sexe prévus par la loi de 1975 ; emploi d'agent à l'Assemblée nationale réservé aux hommes ; exclusion de la loi de 1975 des personnels régis par un statut militaire ; modifications apportées au projet par le Sénat ; organisation de concours distincts (p. 972) ; réduction du nombre de corps où l'organisation de recrutement distincts restera possible ; observations de la commission de Bruxelles ; maintien des dérogations à titre transitoire ; commission d'études prospectives de la condition de la femme militaire (p. 972, 973).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 3 (non codification des dispositions dérogatoires au principe de la mixité dans le statut général des fonctionnaires ; limitation dans le temps des recrutements distincts ; appartenance à l'un ou l'autre sexe comme « condition déterminante » ; consultation du conseil supérieur de la fonction publique sur la liste des corps à recrutements distincts) (p. 984) ; maintient son amendement malgré l'opposition du Gouvernement ; amendement n° 3 rejeté ; **article 1er précédemment réservé :** son amendement n° 1 (suppression des mots sous réserve des seules dispositions de l'article 18 *bis* ci-après) : devenu sans objet ; son amendement n° 2 (précisant que lorsque des épreuves physiques sont prévues pour l'accès à un corps de fonctionnaires, des épreuves ou cotations distinctes, en fonction du sexe des candidats, pourront être prévues) : devenu sans objet ; **article 3 :** son amendement n° 4 (rédactionnel et précisant que les dérogations feront l'objet d'un rapport annuel présenté aux organes de concertation des institutions ou organismes visés par cet article) : adopté (p. 986) ; **article 4 :** son amendement n° 5 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : devenu sans objet ; **article 5 :** son amendement n° 7 (application de cet article aux agents des collectivités locales) : adopté (p. 987) ; son amendement n° 8 (indications contenues dans le rapport prévu par cet article sur l'application de la loi aux personnels des collectivités locales) : adopté ; son amendement n° 9 (précisant que le rapport distinguera pour chaque fonction entre les emplois à temps plein et les emplois à temps partiel) : rejeté (p. 988).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 21** — *article L. 432-3 du code du travail :* nécessité de permettre au comité d'entreprise de choisir le collecteur de fonds [4 juin 1982] (p. 2992) ; avis conforme du comité d'entreprise en matière de plan de formation professionnelle (p. 2994) ; avis du comité d'entreprise sur l'affectation des

sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage et sur les conditions d'accueil des apprentis dans l'entreprise (p. 2935) ; *article L. 432-4 du code du travail :* mise en œuvre d'une politique d'insertion sociale et professionnelle des travailleurs handicapés par les comités d'entreprise (p. 3005).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : accès à l'information économique et sociale ; commission de réforme de la planification ; élaboration démocratique du Plan ; archaïsme de l'appareil productif ; information régionale et locale [14 juin 1982] (p. 3351) ; thèse de l'inconstitutionnalité du projet de loi ; conséquences de la loi de décentralisation ; prise en compte de la réalité syndicale ; expression cohérente des choix collectifs par le Plan ; volonté collective et changement de mentalité (p. 3352).

Discussion des articles : **après l'article 17 :** son amendement n° 183 (application de la loi aux territoires d'outre-mer) [15 juin 1982] (p. 3429) : rectifié, adopté (p. 3430).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion générale : répartition du préjudice subi par les titulaires des pensions de vieillesse liquidées avant la loi Boulin ; relèvement du taux de réversion [18 juin 1982] (p. 3587) ; rattrapage des pensions servies avant 1975 ; cas du conjoint divorcé (p. 3588).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : protestation soulevée par les mesures de blocage des revenus et des prix ; attitude de l'opposition [23 juin 1982] (p. 3806) ; courage manifesté par le Gouvernement encourant l'impopularité ; volonté de rompre la dégradation des échanges extérieurs (p. 3807).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : nouveaux droits donnés aux minorités ; abaissement à dix-huit ans de l'âge de l'éligibilité au conseil municipal ; refus du Gouvernement de retenir le principe d'une proportion maximum de candidats du même sexe [26 juillet 1982] (p. 4860) ; augmentation du nombre des conseillers municipaux ; problème des incompatibilités familiales (p. 4861).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 12 C :** nécessité de favoriser la candidature des femmes aux élections municipales ; refus de pénaliser les couples mariés ; son amendement n° 25 (élection des conjoints) [20 octobre 1982] (p. 6029) : adopté après modification (p. 6030).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* possibilité de prise en charge d'une partie du coût des polices municipales par l'Etat [10 novembre 1982] (p. 7039).

CAMBOLIVE (Jacques)

Député de l'Aude
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 77-771 du 8 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques (n° 775) [22 avril 1982] (p. 1281).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 775), modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le **contrôle des produits chimiques (n° 850)** [6 mai 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques (n° 775).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : mise en conformité du droit français avec la directive européenne du 18 septembre 1979 (nouvelle procédure de notification des substances chimiques nouvelles) ; substitution de la notion de marché communautaire à celle de marché français ; systématisation de la déclaration pour chaque producteur d'une substance nouvelle ; importance du secteur de l'industrie chimique française ; réglementation française actuelle issue de la loi du 12 juillet 1977 [2 juin 1982] (p. 2874) ; contrôle strict sur le plan national des substances françaises ; inconvénients de la directive européenne ; harmonisation des politiques de contrôle sous l'égide de l'O. C. D. E. (p. 2875).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 1 (permettant à l'autorité administrative d'interdire totalement la fabrication, le transport et la mise sur le marché des substances chimiques inscrites sur la liste des produits dangereux pour l'homme et son environnement) (p. 2876) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 2 (précisant la notion de secret industriel et commercial) (p. 2877) : devenu sans objet ; **titre :** son amendement n° 3 (modification du titre du projet de loi) : adopté (p. 2878).

CARO (Jean-Marie)

Député du Bas-Rhin
(5e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emile Koehl tendant à modifier les articles 1405 à 1425 du nouveau code de procédure civile concernant la procédure d'injonction de payer (n° 1177) [25 novembre 1982] (p. 7698).

QUESTIONS

au gouvernement : lancement d'un nouvel emprunt d'Etat : déficit budgétaire ; progression des charges de la dette publique ; « désespérante mendicité » du Gouvernement ; hausse des taux d'intérêt ; investissement des entreprises privées ; alourdissement de la dette publique par un emprunt de 10 milliards de francs [17 novembre 1982] (p. 7314) ; position internationale de la bourse de Paris (p. 7315).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : position des instances régionales et départementales des trois départements de l'Est ; maintien des droits acquis en matière sociale, administrative et financière ; atteinte au statut de droit local et décentralisation ; suppression de l'échevinage [27 janvier 1982] (p. 577) ; égalité entre salariés et employeurs (p. 578).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* difficiles conditions d'octroi de la prime de développement artisanal aux entreprises artisanales voulant s'étendre [2 novembre 1982] (p. 6542).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* place de l'Alsace dans l'effort national pour l'exportation ; accroissement des charges des entreprises ; conséquences du différentiel d'inflation entre la France et ses voisins allemands et suisses ; nécessaire réforme du marché des changes [12 novembre 1982] (p. 7076, 7077).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : méthode suivie par le Gouvernement dans sa politique de décentralisation [29 novembre 1982] (p. 7738) ; moyens financiers attribués aux collectivités locales ; problème de la compensation des transferts de compétences ; problème de la non-prise en compte des charges induites ; imprécision des dispositions relatives à la dotation globale de décentralisation ; globalisation des subventions à travers la dotation globale d'équipement ; nécessité de donner aux collectivités territoriales des moyens administratifs nécessaires (p. 7739).

CARRAZ (Roland)

Député de la Côte-d'Or
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Transports : transports intérieurs) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 41 ; **transports :** transports intérieurs **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : habitat social : réhabilitation des grands ensembles d'habitat social ; désengagement financier de la caisse nationale d'allocations familiales dans le secteur du logement social [8 décembre 1982] (p. 8109).

orale sans débat : (n° 231), posée le 15 juin 1982, **mutualité sociale agricole (cotisations)** (p. 3446) : appelée le 18 juin 1982 : **formalités liées à l'emploi des vendangeurs :** formalités administratives tendant à la déclaration et à l'immatriculation des personnels saisonniers ; mutualité sociale agricole ; projet de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Côte-d'Or tendant à simplifier ces formalités et définissant une cotisation forfaitaire assise sur la production (p. 3611, 3612).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 17 précédemment réservé) :** dégradation du revenu des agriculteurs ; rôle de l'institut national des appellations d'origine ; satisfaction des députés socialistes bourguignons devant le présent projet de loi [1er juillet 1982] (p. 4183) ; amélioration de la qualité ; juste rémunération du travail (p. 4184).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie : **transports.** — *Discussion générale,* rapporteur spécial : cohérence du présent projet de budget [16 novembre 1982] (p. 7224) ; conséquences des annulations de crédits du 18 octobre 1982 ; mise en œuvre de la nouvelle politique des transports ; accentuation de la part des crédits d'équipement ; caractère rigoureux du présent projet de budget ; rationalisation des crédits destinés au service national des permis de conduire ; difficultés des sociétés autoroutières ; augmentation des crédits consacrés à la sécurité routière ; coût des accidents de la route ; priorité donnée au développement des transports collectifs ; accroissement des investissements dans le domaine de la batellerie ; limitation de la progression des concours financiers de l'Etat à la S.N.C.F. (p. 7225) ; nécessité de réexaminer l'ensemble des relations financières entre l'Etat et la S.N.C.F. ; accroissement de l'indemnité compensatrice versée à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F. pour les transports parisiens (p. 7226).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** financement de la S.N.C.F. (p. 7257) ; **après l'article 67 :** suppression du service national des examens du permis de conduire (p. 7260).

CARTELET (Michel)

Député de l'Aube
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

CARTRAUD (Raoul)

Député de la Vienne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : prévision et gestion des marchés agricoles par les offices ; référence prioritaire au plan ; régionalisation des offices [29 juin 1982] (p. 4020).

Discussion des articles : **article 5 :** cohérence du projet de loi ; procédure suivie en cas de désaccord entre les partenaires de la filière [1er juillet 1982] (p. 4135) ; **article 9 :** rôle économique des collectivités locales (p. 4151).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion générale : difficulté de gestion des caisses d'épargne ; diversification des produits ; problème du livret A ; gestion du personnel [13 juillet 1982] (p. 4455) ; urgence de la réforme des caisses d'épargne ; répartition des compétences ; liberté d'initiatives dont doivent disposer les caisses locales ; maintien du contingent Minjoz ; rapport Anciant (p. 4456).

CASSAING (Jean-Claude)

Député de la Corrèze
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

au Gouvernement : cotisations sociales agricoles : nouveau régime des cotisations sociales agricoles ; alourdissement des charges sociales supportées par les agriculteurs des zones défavorisées [26 mai 1982] (p. 2595).

orale sans débat : (n° 138), posée le 20 avril 1982 : **enseignement secondaire (fonctionnement : Yvelines)** (p. 1206).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** réforme des conditions de distribution et de concurrence dans l'économie agricole ; moyens nouveaux pour assurer la juste rémunération du travail des agriculteurs ; connaissance de la répartition des charges et des marges à l'intérieur de chaque filière ; situation des producteurs des zones défavorisées ; transparence du marché [30 juin 1982] (p. 4083) ; qualité des productions et information des consommateurs (p. 4089)

Deuxième lecture, discussion générale : revenus des agriculteurs [29 septembre 1982] (p. 5197) ; suppression de notions essentielles par le Sénat ; rôle des offices ; objectif de la différenciation des prix (p. 5198).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie : **agriculture, B.A.P.S.A.**

— *Discussion générale : questions :* relance de la production porcine ; Limousin et Corrèze [9 novembre 1982] (p. 6934).

CASTOR (Elie)

Député de la Guyane
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : mise en place du scrutin proportionnel ; hypertrophie du secteur tertiaire dans les D. O. M. ; sous-développement et dépendance économique des D. O. M. ; exemple de la Guyane ; accroissement du chômage ; stagnation de l'agriculture ; financement du plan de développement économique de la Guyane [30 septembre 1982] (p. 5278) ; inexploitation du secteur minier ; financement des importations ; envasement permanent du port du Dégrad des Cannes ; insuffisance des locaux scolaires ; implantation du centre spatial guyanais de Kourou ; subsistance des séquelles de l'expropriation consécutive à cette implantation ; actions de M. Justin Catayée (p. 5279) ; insuffisance des équipements collectifs ; frustration de l'expression culturelle (p. 5280).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 47 (élection du président et des vice-présidents du conseil général et régional) : adopté (p. 5295) ; **après l'article 13 :** son amendement n° 48 (possibilité pour les conseils régionaux et généraux d'adresser au premier tour des propositions de modification des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration) (p. 5299) ; premier et troisième alinéas de son amendement n° 48 adoptés (p. 5300).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : projet de régionalisation de 1972 ; problème de la superposition de deux assemblées sur un même territoire ; décision du conseil constitutionnel ; esprit de revanche de l'opposition ; caractère économique des problèmes de la Guyane ; nouveau texte prévoyant l'élection au scrutin proportionnel [15 décembre 1982] (p. 8340) ; région Antilles-Guyane ; partage des compétences entre la région et le département ; aménagement du territoire en Guyane ; domaine public et domaine privé de ce département ; acquisitions foncières d'intérêt général ; inadaptation du régime foncier aux besoins des collectivités locales de Guyane ; affectation du patrimoine foncier et immobilier à la collectivité régionale (p. 8341).

CATHALA (Laurent)

Député du Val-de-Marne
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.

Discussion générale : nécessité d'accomplir en Nouvelle-Calédonie des réformes de structure ; problème institutionnel ; droits des populations d'outre-mer à s'autodéterminer ; affirmation de l'identité de la communauté mélanésienne [14 janvier 1982] (p. 123) ; concertation avec l'ensemble des forces vives du territoire ; décentralisation ; assassinat de Pierre Declercq ; incidents lors de la foire de Nouméa ; manifestation du 11 novembre ; questions foncière, fiscale et culturelle ; procédé des ordonnances (p. 124).

Explications de vote : évolution du statut de la Nouvelle-Calédonie (p. 129) ; justice sociale et développement économique (p. 130).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : prise en compte des particularités des D. O. M. ; institution d'une nouvelle assemblée (le conseil général régional) élue à la proportionnelle ; infériorité du S. M. I. C. des D. O. M. par rapport à celui de la métropole ; renforcement des pouvoirs des élus locaux ; volonté de la majorité d'assurer une vie démocratique réelle dans les D. O. M. [30 septembre 1982] (p. 5266) ; introduction de la proportionnelle ; refus de la majorité d'abandonner les départements d'outre-mer ; effort consenti en faveur des D. O. M. sur le plan financier ; nécessité de réaliser de nombreuses transformations économiques et sociales dans ces départements (p. 5267).

Discussion des articles : **article 3 :** principe de l'assemblée unique (p. 5292).

Explications de vote : nouvel élan donné à la départementalisation ; respect des engagements pris par le Président de la République ; vote positif du groupe socialiste (p. 5303).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** prise en compte de la représentation des dépendances de la Guadeloupe [5 novembre 1982] (p. 6824).

Explications de vote : caractère démocratique du présent débat ; conformité du présent texte avec la Constitution ; restauration du cadre politique outre-mer ; émergence d'une nouvelle génération d'hommes politiques ; diminution des inégalités sociales dans les départements d'outre-mer ; vote positif du groupe socialiste (p. 6830).

Troisième lecture, explications de vote : agitation du spectre de l'abandon et de l'indépendance ; adaptation du statut des départements d'outre-mer ; souhait des populations d'outre-mer de rester françaises ; particularismes géographiques et spécificités culturelles ; abstentionnisme ; permanence des hommes dans les institutions ; renforcement de la solidarité nationale [23 novembre 1982] (p. 7547).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : décision du Conseil constitutionnel ; déclaration de M. André Laignel ; volonté de poursuivre la politique de changement dans les départements d'outre-mer ; décentralisation ; renforcement de la démocratie ; introduction du vote à la représentation proportionnelle ; accroissement des responsabilités et des compétences des élus et des assemblées élues ; pouvoir des assemblées régionales ; élargissement des compétences de ces assemblées par une loi à venir ; problèmes des départements d'outre-mer [15 décembre 1982] (p. 8314, 8315).

Discussion des articles : **après l'article 15 :** incompatibilité entre les fonctions de membre du bureau du conseil général et celles de membre du bureau du conseil régional (p. 8352).

Explications de vote : Conseil constitutionnel ; nouvelle citoyenneté ; évolution du statut des départements d'outre-mer ; développement économique et social et identité culturelle de ces départements (p. 8356).

CAUMONT (Robert de)

Député des Hautes-Alpes
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Christian Pierret et plusieurs de ses collègues tendant à encourager le développement du petit commerce rural (n° 553) [8 avril 1982] (p. 1043).

Rapporteur de la proposition de loi de M. René Souchon et plusieurs de ses collègues tendant à encourager le développement du petit commerce rural (n° 1059) [30 septembre 1982] (p. 5306).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Plan et aménagement du territoire) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083), tome IX : **Plan et aménagement du territoire (n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— crédits du F. I. D. A. R. en zone de haute montagne : réserve de 25 p. 100 des crédits du F. I. D. A. R. ; incidences sur le démarrage et la poursuite des travaux en zone de montagne [30 juin 1982] (p. 4077, 4078).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : garanties des mêmes droits pour tous les travailleurs et reconnaissance de l'égalité entre les sexes ; égalité de devoirs répondant à une égalité de droits ; droit à la maternité des femmes de commerçants et d'artisans ; dispositions permettant de cumuler l'indemnité forfaitaire et l'indemnité de remplacement effectif en cas de maternité ; déductibilité du salaire fictif du conjoint des bénéfices industriels et commerciaux à hauteur du S. M. I. C. en cas d'inscription à un centre de gestion ; concurrence déloyale faite par les géants de la distribution aux entreprises familiales ; harmonisation des régimes sociaux ; réforme du droit matrimonial ; activités saisonnières exercées par les conjoints d'artisans et de commerçants en zone de montagne ; statut de conjoint collaborateur [13 avril 1982] (p. 1075).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de rendre aux petits artisans et commerçants leur rôle économique et social ; amélioration des conditions de formation des artisans [15 juin 1982] (p. 3434, 3435).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 939).

Discussion des articles : **article 13 :** conclusion de contrats de plan entre l'Etat et plusieurs régions ; convergence des efforts de l'Etat et de la région et harmonisation de leurs programmes pour le développement des zones de montagne [15 juin 1982] (p. 3423).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion générale : dignité des personnes âgées [18 juin 1982] (p. 3589) ; place des personnes âgées dans la société ; affiliation des moniteurs de ski et des guides de haute montagne au régime d'assurance vieillesse des professions libérales (p. 3590).

Discussion des articles : **après l'article 4 :** aide aux commerçants et artisans âgés [21 juin 1982] (p. 3623) ; **avant l'article 21 :** problèmes auxquels sont confrontées les personnes exerçant une pluriactivité en zone de montagne (p. 3633).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** situation de l'agriculture de montagne ; marginalisation des exploitations familiales ; aides spécifiques à la montagne ; autodéveloppement régional ; effort de recherche et d'expérimentation sur les variétés végétales et animales mieux adaptées à la montagne [30 juin 1982] (p. 4087) ; autorisation d'une modulation des prix agricoles compensant les handicaps de l'économie de montagne ; encouragement à la commercialisation des produits locaux en circuit court (p. 4088) ; son sous-amendement n° 238 à l'amendement n° 24 de la commission (contribution des offices au développement de l'agriculture) : adopté ; compensation des surcoûts des zones de montagne et politique des prix différenciés (p. 4101).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Première lecture, discussion des articles : **articles 1er :** financement du fonds spécial [12 juillet 1982] (p. 4439).

Explications de vote : situation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; suppression de la taxe sur le fuel domestique (p. 4442).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : présence de l'opposition dans les conseils municipaux ; impératifs dans la gestion communale ; suppression du panachage ; présence féminine dans les conseils municipaux ; problèmes des communes associées ; inscription des travailleurs saisonniers sur les listes électorales ; vote des résidents secondaires [26 juillet 1982] (p. 4850) ; exemple de manipulations électorales cas de Villarembert) ; survie des zones de montagne (p. 4851).

Discussion des articles : **article 4 :** *article L. 261 du code électoral :* son sous-amendement n° 130 à l'amendement n° 19 de la commission (cas des communes associées) [28 juillet 1982] (p. 4926) : adopté (p. 4929) ; **article 9 :** prétendu apoli-

tisme de certaines municipalités (p. 4941) ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 117 (abrogation du troisième alinéa, 2°, de l'article 11 du code électoral) (p. 4962) ; problème des résidences secondaires en zone de montagne ; phénomène néo-colonialiste (p. 4963) ; retiré (p. 4964).

Deuxième lecture, discussion générale : augmentation du nombre des conseillers municipaux ; présence des minorités dans ceux-ci ; équilibre des sexes dans la représentation municipale ; représentation des communes associées ; manipulations électorales [26 octobre 1982] (p. 6017).

Discussion des articles : **article 12 D :** son amendement n° 31 (cas des électeurs inscrits sur la liste électorale au titre de l'article L. 11, alinéa 3, 2°, du code électoral) [20 octobre 1982] (p. 6030) ; problème des communes touristiques de montagne et du littoral (p. 6031) ; problème des conseillers forains : retiré (p. 6032).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : négligence des droits des usagers par le précédent Gouvernement ; réhabilitation de la notion de service public [12 octobre 1982] (p. 5655) ; augmentation de l'engagement financier de l'Etat ; problème de la desserte des zones à faible densité ; exemple du Val-de-Durance ; problème des remontées mécaniques (p. 5656, 5657).

Discussion des articles : **article 2 :** mesures spécifiques aux zones de montagne (p. 5675, 5676) ; **article 8 :** dispositions relatives au transport public des marchandises ; contenu du contrat de transport public des marchandises [13 octobre 1982] (p. 5715) ; **article 14 :** fondement des choix d'infrastructure ; utilisation du fonds des grands travaux (p. 5777) ; nécessité des schémas directeurs d'infrastructure (p. 5778) ; **article 16 :** élargissement des catégories participant aux institutions prévues par cet article (p. 5785) ; **article 21 :** composition du conseil d'administration de la S. N. C. F. ; absence de bureaucratisation [14 octobre 1982] (p. 5802) ; **article 22 :** intervention de la région (p. 5804) ; refus de mettre la population devant le fait accompli ; politique de fermeture de lignes (p. 5805) ; **article 24 :** concours financier apporté par l'Etat à la S. N. C. F. ; amélioration de la sécurité des déplacements ; nécessité de permettre à la S. N. C. F. de conduire une politique commerciale dynamique (p. 5810) ; **article 28 :** répartition des moyens de déplacement (p. 5816) ; **article 29 :** desserte des zones les plus défavorisées ; problème des services à la demande ; rôle du service public des P. T. T. dans le désenclavement des villages de fond de vallée [15 octobre 1982] (p. 5864) ; **après l'article 47 :** son amendement n° 305 (application des dispositions de la présente loi aux remontées mécaniques) : adopté (p. 5884).

Explication de vote : vote positif du groupe socialiste ; principe du droit au transport ; notion de service public ; nouveau statut de la S. N. C. F. (p. 5886).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 :** composition du conseil national des transports ; rôle de la fédération nationale des usagers des transports [16 décembre 1982] (p. 8436).

— Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).

Première lecture, discussion générale : nouveau régime des aides au développement régional ; problème des industries de déneigement et de matériel adapté à l'agriculture de montagne, implantées dans la région parisienne ; rééquilibre de la région parisienne vers l'est, abolition de la redevance industrielle [15 octobre 1982] (p. 5857, 5858).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : contrainte imposée par la crise mondiale ; augmentation des crédits destinés à la recherche, à l'industrie et aux économies d'énergie [26 octobre 1982] (p. 6337) ; modernisation de l'appareil productif ; inertie des procédures administratives ; problèmes spécifiques aux zones de montagne ; nécessité de l'encadrement du crédit ; meilleur usage des fonds publics (p. 6338).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* problème du commerce et de l'artisanat en zones défavorisées ; organisation des services après-vente [2 novembre 1982] (p. 6535) ; longueur des délais d'intervention de ces services (p. 6536).

Justice. — *Discussion générale : questions :* accroissement des moyens dont dispose la justice ; problème des juridictions des zones de montagne ; problème juridique relatif aux expropriations en zones de montagne [2 novembre 1982] (p. 6578).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* stagnation des crédits du tourisme ; mise en place du chèque-vacances ; étalement des vacances scolaires [3 novembre 1982] (p. 6616).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* problème du service hivernal [4 novembre 1982] (p. 6697-6698) ; plein emploi du parc de logements dans des communes isolées et très peu peuplées ; assouplissement des réglementations (p. 6698).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* modernisation de l'appareil de production ; problèmes spécifiques aux zones de montagne [8 novembre 1982] (p. 6909) ; importance du marché du matériel de déneigement et du matériel agricole spécialisé (p. 6910).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* décentralisation ; dotation globale d'équipement [9 novembre 1982] (p. 6946) ; développement et aménagement du territoire ; handicaps des exploitants agricoles en zones de montagne ; projet de loi d'orientation sur la politique de la montagne ; indemnité spéciale de montagne (p. 6947, 6948).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : Santé. *Discussion générale :* priorité donnée à la prévention ; exemple des affections broncho-pulmonaires aiguës et chroniques ; nécessité de développer la climatothérapie d'altitude (climatisme) ; attitude des médias vis-à-vis du climatisme ; nécessité de mettre en place un groupe de travail interministériel sur la climatothérapie d'altitude [15 novembre 1982] (p. 7187, 7188).

Environnement. — *Discussion générale : questions :* nouvelle politique des parcs nationaux ; nécessité de créer un centre de formation nationale de gestionnaires de milieux naturels [15 novembre 1982] (p. 7218).

Transports. — *Discussion générale :* différents moyens d'améliorer le niveau du service public en engageant des dépenses d'investissement et de fonctionnement moindres [16 novembre 1982] (p. 7237) ; importance des choix intermodaux volontaristes ; exemple de la liaison franco-italienne Marseille-Turin ; protection du réseau routier contre les catastrophes naturelles ; amélioration du service hivernal (p. 7238).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : accroissement du rôle du Plan depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle majorité [17 novembre 1982] (p. 7295) ; caractère démocratique du IX° Plan ; accroissement du nombre des sociétés coopératives ouvrières de production ; progrès accomplis en matière d'aménagement du territoire ; renforcement et simplification du régime des aides nationales et régionales ; relance de la politique de décentralisation tertiaire ; rôle des fonds interministériels d'aménagement du territoire ; nécessité de parvenir à une utilisation optimale des crédits ; missions du F. I. D. A. R. ; inconvénients de l'encadrement du crédit empêchant le réemploi de l'épargne locale (p. 7296) ; absence de mesures législatives permettant de faire revivre les villages abandonnés ; nécessité de parvenir à un meilleur étalement des vacances ; valorisation des potentialités locales (p. 7297).

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — *Discussion générale :* importance de la prévention médicale dans la réduction des dépenses de sécurité sociale ; problème de l'asthme et des maladies broncho-pulmonaires ; caractère bénéfique du séjour sous certains micro-climats ; remise en cause de certains profits du « lobby de la cortisone » par le climatisme ; nécessité d'encourager l'accueil d'enfants asthmatiques dans des familles [18 novembre 1982] (p. 7406) ; nécessité de reconnaître l'intérêt national du climatisme (p. 7407).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 53 : harmonisation de la fiscalité des commerçants, artisans et et professions libérales avec celle des autres catégories sociales ; importance du régime d'imposition au forfait ; volonté d'inciter un maximum de commerçants et d'artisans à abandonner ce forfait ; mise en place d'un régime super-simplifié [19 novembre 1982] (p. 7505) ; prise en compte des frais d'adhésion à un centre de gestion agréé (p. 7506).

Seconde délibération : **article 29 et état B :** rôle de l'indemnité spéciale de montagne ; augmentation des crédits destinés à la délégation à l'économie sociale (p. 7525) ; **article 30 et état C :** missions du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural et du fonds interministériel d'aménagement du territoire ; majoration des crédits des parcs nationaux (p. 7528).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : refus de permettre à un nouvel auxiliariat de se reconstituer [14 décembre 1982] (p. 8286) ; nécessité de tenir compte de certaines contraintes climatiques ; exemple des zones de montagne ; nécessité d'employer des fonctionnaires à des tâches différentes l'hiver et l'été en zone de montagne ; création d'un corps d'accueil interministériel ; problème des personnels des parcs nationaux ; nouvelle politique de la montagne définie par le Gouvernement ; exemple des agences de services mises en place par les P. T. T. (p. 8287).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 20 :** solidarité entre les communes touristiques et les communes connaissant une fréquentation touristique journalière et à caractère social importante [7 décembre 1982] (p. 8090) ; prélèvement envisagé de 10 p. 100 sur le produit de la taxe de séjour ; limitation de cet avantage aux communes de moins de 2 000 habitants ; souhaite le retour à la rédaction initiale de l'amendement n° 14 du Gouvernement pour que la proportion de 10 p. 100 du produit de la taxe soit respectée quel que soit son rendement (p. 8091).

CAVAILLE (Jean-Charles)

Député du Morbihan
(3e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

CELLARD (André)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Loïc Bouvard : dévaluation et revenu des agriculteurs : montants compensatoires monétaires ; exception au blocage des prix pour les prix alimentaires et les prix agricoles à la production ; situation des secteurs du porc et du mouton [16 juin 1982] (p. 3456).

— M. Jean-Guy Branger : franc vert, charges sociales et pouvoir d'achat : mesures relatives aux prix agricoles ; secteurs du porc et du mouton ; évolution des charges sociales des agriculteurs [16 juin 1982] (p. 3461-3462).

— M. Alain Bellon : entreprise Sofralait : conflit du travail à l'entreprise Sofralait ; production de lait frais pasteurisé ; aide aux investissements ; absence d'aide aux investissements de fabrication de lait de longue conservation [30 juin 1982] (p. 4077).

— M. Bernard Lefranc : récolte de la betterave et taxe compensatoire sur les alcools français : projet de création d'une taxe compensatoire sur les alcools français ; opposition du Gouvernement français à ce projet ; résorption des excédents [3 novembre 1982] (p. 6609).

— M. André Tourné : conséquences des tempêtes ayant sévi sur la France : dégâts causés aux forêts par les tempêtes du début du mois de novembre ; état de catastrophe naturelle ; forêts ; constitution d'un groupe de travail pour définir les mesures à prendre et en suivre l'exécution [17 novembre 1982] (p. 7318).

orales sans débat de :

— M. André Tourné (n° 199) : marchés des fruits et légumes : création de l'office des fruits et légumes [4 juin 1982] (p. 2961).

— N° 249, M. Edmond Alphandéry : montants compensatoires et franc vert : effets néfastes des montants compensatoires monétaires pour les agriculteurs français ; volonté gouvernementale de supprimer le différentiel d'inflation entre les pays membres de la Communauté économique européenne, source des montants compensatoires monétaires ; volonté du Gouvernement de démanteler les montants compensatoires monétaires et de relever le revenu des agriculteurs [8 octobre 1982] (p. 5586, 5587).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : situation des producteurs de palmipèdes gras ; situation de la viticulture languedocienne ; difficultés rencontrées sur le marché des vins de table ; importations de vins d'Italie [30 juin 1982] (p. 4049) ; modification du règlement communautaire agricole ; distillation obligatoire en cas de forte récolte ; fixation d'un prix minimum d'intervention (p. 4050) ; organisation du marché des produits méditerranéens ; création d'un office national des vins ; fixation d'un prix minimum garanti au niveau communautaire pour les vins de table ; politique de soutien à la qualité ; problème des importations de vin (p. 4051).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** rôles respectifs de l'office et de l'interprofession ; fonctionnement des interprofessions [1er juillet 1982] (p. 4135) ; volonté du Gouvernement de voir l'Etat rendre son arbitrage (p. 4137) ; **après l'article 5 :** procédure d'arbitrage (p. 4138) ; **article 6 :** mesures d'extension des règles ; droit de saisine appartenant aux comités économiques agricoles (p. 4139) ; **article 7 :** intentions du Gouvernement pour le secteur vinicole ; manifestations d'agriculteurs (p. 4140) ; communication des informations aux offices (p. 4141) ; **après l'article 7 :** respect des contraintes communautaires (p. 4142) ; **article 12 :** niveau d'intervention des offices dans le secteur des fruits et légumes (p. 4160) ; déficit du secteur horticole ; son sous-amendement n° 245 à l'amendement n° 56 de la commission (relatif aux marchés d'intérêt national) : adopté (p. 4161) ; nécessité de procéder à un contrôle (p. 4162) ; son amendement n° 247 (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 4165) ; **article 13 :** distinction entre la pomme de terre de consommation et la pomme de terre de conservation ; **après l'article 13 :** création d'un office des produits horticoles (p. 4168) ; **article 14 :** pesée des viandes importées (p. 4171) ; caractère réglementaire du contenu de l'amendement n° 127 de M. Maurice Cornette ; cas des animaux maigres (p. 4172) ; rôle des interprofessions dans le secteur des viandes (p. 4173) : **article 15 :** son amendement n° 246 (substituant aux mots « office chargé de la gestion du marché des viandes » les mots « office compétent ») : adopté (p. 4174) ; **article 16 :** possibilité de tenir compte des spécificités du produit ; organisation de la production lainière (p. 4175) ; **articles 17 et 18 :** demande la réserve des articles 17 et 18 du présent texte jusqu'après la discussion de l'article 26 (p. 4178) ; **article 17 (précédemment réservé) :** son amendement n° 248 (précisant le champ d'action de l'office en ce qui concerne le raisin de table) (p. 4184) : adopté (p. 4185) ; **après l'article 18 (amendements précédemment réservés) :** réglementation des importations de vins (p. 4187) ; réforme de la politique agricole commune (p. 4188) ; relèvement du prix minimum garanti (p. 4189) ; **seconde délibération du projet de loi : article 1er :** missions des offices : garantie des revenus des agriculteurs (p. 4191)

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** intérêt porté par le Gouvernement à la coopération [29 septembre 1982] (p. 5208) ; recherche en agriculture (p. 5209) ; refus de l'intervention systématique du conseil supérieur (p. 5210) ; **article 3 :** propositions du conseil de direction des offices (p. 5211) ; **article 3** *ter* : rôle du Sénat ; fonctionnement des interprofessions (p. 5212) ; **article 7 :** qualification des importations (p. 5214) ; **article 8 :** rôle du conseil supérieur d'orientation (p. 5215) ; pouvoir budgétaire (p. 5216) ; **article 11 :** son amendement n° 56 (introduction

d'une progressivité dans la mise en application des dispositions de cet article) (p. 5218) ; exemple du marché de la volaille : adopté après modification (p. 5219) ; **article 11** *bis* : mise en place du fonds de garantie (p. 5220) ; **article 17 :** prérogatives des interprofessions (p. 5221) ; **article 18 :** visa délivré par l'office des vins (p. 5222) ; **article 18** *bis* : son amendement n° 57 (contrôle des chais) ; procédure de l'agrément (p. 5223) ; vérification de la régularisation de la transaction : adopté (p. 5224) ; **titre :** titre du présent projet de loi (p. 5225).

Troisième lecture, discussion générale : modification du texte par le Sénat ; modalités de l'élection à la présidence des offices [1er octobre 1982] (p. 5318).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'exercice des activités de vétérinaire (n° 774).

Première lecture, discussion générale : application des dispositions de deux directives et d'une recommandation communautaires ; extension au domaine de la médecine vétérinaire de dispositions concernant la médecine humaine ; libre circulation des personnes ; diplômes dont pourront se prévaloir les ressortissants des Etats membres pour pouvoir exercer la profession de vétérinaire en France ; refus de réserver aux seuls ressortissants français les missions d'inspection sanitaire [23 septembre 1982] (p. 5096) ; définition de l'exercice illégal de la médecine et de la chirurgie des animaux (p. 5097) ; formation des vétérinaires français (p. 5098) ; problème de l'inspection sanitaire (p. 5099).

Discussion des articles : **article 1er** *bis* : jurisprudence de la cour des communautés ; intérêt porté par les vétérinaires aux bovins (p. 5100).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. *Discussion générale :*

Répond à la question de :

— *M. Jean de Lipkowski :* nécessité d'aider les petits producteurs d'alcool ; cognac, calvados et armagnac ; augmentation de la détaxe pour les petits producteurs (p. 6978) ;

— *M. Paul Balmigère :* arrachage et restructuration de vignobles ; office des vins ; réglementation communautaire en matière viticole ; importations italiennes (p. 6980) ;

— *M. Roger Corrèze :* revenus des agriculteurs ; fiscalité du vin (p. 6987) ;

— *M. Pierre Gascher :* exode rural et vieillissement des populations agricoles ; projet de loi foncière ; création d'offices fonciers ; dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6993) ;

— *M. Jacques Godfrain :* adduction d'eau ; aménagement foncier ; doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs conforme aux engagements du Président de la République pendant la campagne électorale (p. 6995) ;

— *M. Gérard Chasseguet :* dotation globale d'équipement ; progression des crédits budgétaires de l'agriculture de 14 p. 100 en moyenne (p. 6996).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Deuxième lecture, discussion des articles **article 27 :** nécessité d'éviter la dégradation du niveau de vie des producteurs d'armagnac, de cognac et de calvados [8 décembre 1982] (p. 8139) ; mise en place de compensations en faveur des viticulteurs (p. 8140).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'intégration des fonctionnaires du corps des officiers des haras dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts (n° 1260).

Première lecture, discussion générale . harmonisation du déroulement des carrières [14 décembre 1982] (p. 8254).

CESAIRE (Aimé)

Député de la Martinique
(2e circonscription)
Apparenté socialiste.

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Fin de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation chargé des départements et territoires d'outre-mer [2 avril 1982] (p. 782).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : résurgence des doctrines de l'assimilation et de l'intégration ; absence de création d'une collectivité territoriale nouvelle [29 septembre 1982] (p. 5238) ; absurdité représentée par la création de régions monodépartementales dans les Antilles (p. 5239) ; conformité du présent projet de loi avec l'article 73 de la Constitution ; statut du département de Saint-Pierre-et-Miquelon ; existence d'un certain indépendantisme (p. 5240).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 46 (modifiant le nombre des membres du conseil général et régional) [30 septembre 1982] (p. 5293) ; adopté (p. 5294).

Deuxième lecture, discussion générale : attitude de l'opposition ; refus du texte gouvernemental par le Sénat ; nécessité de revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture [5 novembre 1982] (p. 6820).

Troisième lecture, discussion générale : attaques contre le ministre pendant le dernier débat du Sénat ; courage du ministre ; résistance aux groupes de pression [23 novembre 1982] (p. 7540) ; disparition du canton ; vote favorable du projet de loi ; omission par M. Michel Debré du besoin d'identité et de dignité de l'homme (p. 7541).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion n° 1279).

Première lecture, discussion générale : déplore la disparition du premier projet ; ses observations critiques sur les arguments juridiques mis en avant pour rejeter le projet d'assemblée unique ; conséquences de l'adaptation ; article 73 de la Constitution permettant les mesures d'adaptation nécessaires aux département d'outre-mer [15 décembre 1982] (p. 8318) ; ses observations critiques sur la décision du conseil constitutionnel ; nouveau projet faisant de la région le vecteur principal de la décentralisation ; accès des habitants des départements d'outre-mer à des responsabilités nouvelles ; compétences de la nouvelle assemblée ; oppose la « religion de l'assimilation » de certains à la « religion de l'homme » représentant la philosophie de la gauche (p. 8319).

Discussion des articles : **après l'article 15 :** son amendement n° 9 (incompatibilité entre les fonctions de membre du bureau du conseil général et celles de membre du bureau du conseil régional) : adopté (p. 8352).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion générale : journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage des noirs ; attitude du Sénat faisant disparaître toute référence à l'année 1848 et insérant une sorte « d'hymne au statut départemental » ; action de Victor Schoelcher ; défense de la liberté individuelle ; tenacité et acharnement du combat de ce dernier contre l'esclavage ; finalité de l'action de Victor Schoelcher : valeur de la condition humaine ; instruction publique [17 décembre 1982] (p. 8489) ; impossibilité de se servir de la pensée et de l'action de Victor Schoelcher pour soutenir une politique de nivellement des identités régionales ; combat séculaire pour la liberté, l'égalité et la fraternité (p. 8490).

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Député de la Gironde
(2e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

CHAIGNEAU (Colette)

Député de la Charente-Maritime
(1re circonscription)
Apparentée socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 27 janvier 1982] (p. 390).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 228) de M. Philippe Marchand; appelée le 18 juin 1982 : **usine Peugeot à La Rochelle :** chômage technique de 1 400 travailleurs à l'usine Peugeot de La Rochelle ; nécessité d'accélérer les négociations pour trouver une solution à ce conflit (p. 3600).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : reconnaissance du travail des conjoints d'artisans et de commerçants ; urgence du projet de loi ; ouverture de droits propres du conjoint sur l'entreprise ; bénéfice d'une allocation forfaitaire de repos et d'une indemnité de remplacement en cas de maternité ; option entre trois statuts différents : conjoint collaborateur, conjoint salarié et conjoint associé ; apport positif mais limites juridiques et financières du projet ; déduction du salaire du conjoint ; formation professionnelle ; ouverture de la formation professionnelle en priorité aux femmes et extension aux commerçants [8 avril 1982] (p. 1011).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).

Première lecture, discussion générale : ouverture aux hommes de la profession de sage-femme ; statut de cette profession ; allongement d'un an des études ; reconsidération du niveau de la rémunération [12 mai 1982] (p. 2054).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion générale : augmentation des prestations vieillesse ; dispositions nouvelles concernant les veuves ; ouverture des droits à réversion ; assurance veuvage [18 juin 1982] (p. 3590, 3591).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion générale : rappel des justifications de la création du secteur privé à l'hôpital public ; possibilité d'étendre les droits acquis des médecins dans le secteur privé par un accord contractuel ; amélioration du statut social du médecin hospitalier, notamment de son régime de retraite ; nouveau statut du médecin à l'hôpital ; formation continue des praticiens hospitaliers [25 juin 1982] (p. 3909).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* difficultés dont souffre la pêche ; problèmes de la conchyliculture ; problèmes des mytiliculteurs [4 novembre 1982] (p. 6725).

Education nationale. — *Discussion générale :* importance des dépenses de personnel dans le budget de l'éducation nationale ; baisse probable des effectifs dans le secondaire ; causes de l'échec scolaire [5 novembre 1982] (p. 6747) ; élaboration des programmes pédagogiques ; travaux de la commission Legrand ; lutte contre les inégalités (p. 6748).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : faiblesse de la qualification des femmes ; édition du guide des Droits de la femme ; célébration du 8 mars ; création du conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; progression du chômage féminin ; amélioration de l'orientation professionnelle [6 décembre 1982] (p. 7988) ; situation des femmes dans l'éducation nationale ; différence entre les rémunérations des femmes et celles des hommes (p. 7989).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : caractère infructueux des précédentes tentatives de résorption de l'auxiliariat ; absence de dispositions concernant les collectivités locales ; dispositions particulières aux catégories C et D [14 décembre 1982] (p. 8287) ; développement de l'auxiliariat consécutif aux deux guerres mondiales ; généralisation des listes complémentaires pour les concours de fonctionnaires ; problèmes propres aux femmes dans la fonction publique ; difficultés relatives à la validation des annuités en vue de la retraite ; mise en place de contrats de trois ans pour les emplois à très haute technicité (p. 8283).

CHANDERNAGOR (André)

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Loïc Bouvard : situation au Liban : difficulté pour la France d'intervenir dans un pays du Moyen-Orient ; accroissement des effectifs de la F. I. N. U. L. ; nécessité de consolider le cessez-le-feu intervenu au Sud-Liban en juillet 1981 ; participation de la France à l'équipement et à l'armement des forces publiques libanaises ; aide économique et financière ; aide alimentaire ; hommage rendu à M. Louis Delamarre [14 avril 1982] (p. 1120) ;

— M. Gérard Gouzes : Turquie : préoccupation du Gouvernement français face aux limitations et atteintes des droits de l'homme en Turquie ; mesures envisagées dans le cadre du Conseil de l'Europe [19 mai 1982] (p. 2430) ;

— M. Marcel Bigeard : stratégie de l'Union soviétique sur le plan international : politique de paix du Gouvernement fondée sur la sécurité ; opposition du Gouvernement aux efforts de surarmement ; Alliance atlantique ; négociations de Genève ; session spéciale des Nations-Unies sur le désarmement ; dissuasion et armement conventionnel ; sécurité de l'Europe [19 mai 1982] (p. 2431) ;

— M. Charles Millon : financement de la compensation britannique au sein du budget communautaire : nécessité de dissocier la fixation des prix agricoles et la compensation britannique ; diminution du montant de la compensation britannique ; prise en compte des sommes indûment versées au Royaume-Uni au titre de l'accord du 30 mai 1980

[2 juin 1982] (p. 2872) ; montant du budget communautaire ; contribution de la R. F. A. ; problème de la limitation à 1 p. 100 du produit de la T. V .A. du plafond des ressources communautaires (p. 2873) ;

— **M. Louis Odru : situation au Liban :** position de la France dans le conflit ; nécessité de préserver le dialogue ; possibilité d'arrêter des sanctions au niveau des Nations Unies et au niveau communautaire [16 juin 1982] (p. 3457) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : ressortissants français au Liban :** mesures prises par le Gouvernement français pour permettre le rapatriement d'une partie des ressortissants français du Liban ; mise en place d'une aide humanitaire et envoi sur place de deux missions médicales ; participation de la France à l'aide communautaire [16 juin 1982] (p. 3459) ;

— **M. Pierre Guidoni : soutien au régime démocratique de Bolivie :** aide communautaire et possibilités d'aide française [6 octobre 1982] (p. 5460) ;

— **M. Paul Duraffour : semaine mondiale du désarmement :** promotion des objectifs du désarmement par le Gouvernement français [6 octobre 1982] (p. 5462) ;

— **M. Jean-Pierre Fourré : Turquie :** droits de l'Homme ; situation en Turquie ; tortures ; saisine de la Commission européenne des droits de l'Homme [13 octobre 1982] (p. 5724-5725) ;

— **M. Francis Geng : situation en Pologne :** condamnation par le Gouvernement français de l'état de siège en Pologne ; aide de la France au peuple polonais [13 octobre 1982] (p. 5728) ;

— **M. Louis Odru : demande d'extradition de Klaus Barbie :** extradition de Klaus Barbie déjà réclamée par Virgile Barel ; désir de la France de voir cette extradition réalisée pour traduire en justice Klaus Barbie [20 octobre 1982] (p. 6045) ;

— **M. Jean-Marie Daillet : ouverture de la conférence de Madrid :** acte final des accords d'Helsinki ; réunion de Madrid ; document des pays neutres et non alignés ; objectif du Gouvernement français ; conférence de désarmement en Europe [17 novembre 1982] (p. 7316).

orale sans débat de M. Michel Debré (n° 120) : **élections à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes :** résolution de l'Assemblée des communautés tendant à instituer un système électoral unique [28 mai 1982] (p. 2717) ; volonté du Gouvernement de ne pas modifier la loi électorale en vigueur (p. 2718).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* place des crédits concourant à l'action européenne de la France dans le fascicule budgétaire du ministère des relations extérieures ; succès du système monétaire européen ; coopération dans le domaine scientifique et technique ; progression de la politique commerciale extérieure commune ; état d'avancement des négociations entre la C. E. E., l'Espagne et le Portugal [17 novembre 1982] (p. 7353) ; non-remise en cause de l'arrangement de Luxembourg ; refus d'accéder aux demandes des gouvernements britannique et grec sur une renégociation des conditions de leur présence dans la C. E. E. ; politique française vis-à-vis de l'élargissement ; respect de la démarche des fondateurs de l'Europe (p. 7354).

Répond à la question de :

— *M. Marc Lauriol :* volonté de la France de rester dans le S. M. E. ; absence de protectionnisme français [18 novembre 1982] (p. 7360).

CHANFRAULT (Guy).

Député de la Haute-Marne (2e *circonscription*)
Socialiste.

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion générale : volonté de l'opposition d'introduire dans les conseils d'administration un représentant avec voix consultative des médecins, des chirurgiens-dentistes et des pharmaciens désigné par les organisations représentatives de ces professions ; fonction consultative au sein d'un conseil d'administration [7 juillet 1982] (p. 4324, 4325).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : création du forfait hospitalier ; principe de la non-opposabilité du recours à l'aide alimentaire [18 octobre 1982] (p. 5921).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : **Santé.** *Discussion générale :* nécessité de libérer la formation médicale continue de l'emprise de l'industrie privée pharmaceutique ; mode de rémunération et statut social des infirmiers [15 novembre 1982] (p. 7183) ; promotion sociale des infirmiers ; réforme des études médicales (p. 7184) ;

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* rôle des C. O. T. O. R. E. P. ; ouverture des droits à l'allocation pour adultes handicapés ; application des décisions des C. O. T. O. R. E. P. [18 novembre 1982] (p. 7407).

CHAPUIS (Robert).

Député de l'Ardèche
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819) [29 avril 1982] (p. 1503).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (recherche et industrie : recherche) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur les problèmes de l'**économie sucrière** et l'**organisation des transferts de technologie en Côte-d'Ivoire et le secteur agro-alimentaire au Sénégal (n° 777)** [16 avril 1982].

Proposition de loi tendant à la création d'un **office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi (n° 819) tendant à la création d'un **office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 958)** [17 juin 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XIV : **recherche et industrie :** recherche **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : colloque national pour la recherche et la technologie ; restauration du rôle international de la France ; comportement du Sénat ; développement de l'interaction entre science et société ; programmation de l'avenir de la recherche ; création des établissements publics à caractère scientifique et technique ; rôle de l'éducation ; place de la recherche universitaire et rôle des enseignants chercheurs [21 juin 1982] (p. 3656) ; élargissement de la politique de valorisation de la recherche ; développement de l'A. N. V. A. R. ; liberté des chercheurs ; cloisonnement des disciplines et des budgets ; importance accordée aux régions (p. 3657).

Discussion des articles : **après l'article 5 :** problème du recours ; démocratisation de l'ensemble du système de la recherche [22 juin 1982] (p. 3698) ; **article 7 :** coopération scientifique sur le plan international ; politique européenne ; politique de « co-développement » (p. 3702) ; **après l'article 7 :** dialogue avec les pays en voie de développement ; recherche tropicale ; **article 7** *bis* : création d'un conseil supérieur de la recherche et de la technologie (p. 3708) ; **article 9 :** politique régionale de recherche ; politique du littoral (p. 3712) ; **article 10 :** obligation faite à chaque région de créer un comité consultatif régional de recherche et de développement technologique (p. 3713) ; **après l'article 22 :** progrès représenté par le projet de loi (p. 3742) ; **article 25,** *rapport annexé :* contenu de ce rapport (p. 3745, 3746).

— Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; reconnaissance de l'initiative parlementaire par le Gouvernement ; proposition de loi répondant à un souhait ancien du Président de la République [5 octobre 1982] (p. 5364) ; importance des critères de rentabilité ; nécessité d'accroître le rôle de l'Etat ; information du pouvoir législatif ; exemple des pays étrangers ; choix de la formule de la délégation parlementaire ; risque de voir l'office être rapidement saturé ; importance politique des choix scientifiques et technologiques (p. 5365) ; sa conception de la démocratie comme condition du développement (p. 5366) ; accélération des progrès scientifiques et techniques ; ses observations sur la proposition de loi déposée par M. Didier Julia en 1976 ; création d'un organisme de prospective sociale (p. 5374) ; secret industriel ; composition de l'office (p. 5375).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* aide à la construction ; amélioration de l'habitat [4 novembre 1982] (p. 6699).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : nouvelle dimension donnée à la recherche depuis mai 1981 ; élaboration de la loi d'orientation et de programmation de la recherche ; respect de l'engagement pris par le Président de la République ; réforme des structures de certains organismes ; contrôle démocratique de la loi d'orientation [8 novembre 1982] (p. 6368) ; création du ministère de la recherche et de l'industrie ; nouvelle étape constituée par le projet de budget pour 1983 ; adaptation des structures de la recherche ; redéfinition des actions ; nécessité d'accroître l'efficacité des aides à l'innovation et au développement technologiques ; définition de politiques sectorielles à moyen et long terme ; rôle des programmes mobilisateurs ; importance accordée à la maîtrise de l'énergie et des biotechnologies (p. 6369).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* fruits et légumes [9 novembre 1982] (p. 6955) ; problème de la châtaigne ; conséquences de la distribution sur le prix des produits ; réformes indispensables ; politique agricole commune ; prix de référence ; valorisation et transformation des fruits et légumes (p. 6956).

CHARIE (Jean-Paul)

Député du Loiret
(3e circonscription)
R. P. R.
Secrétaire d'âge.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— invasion des locaux du rectorat de l'académie Orléans-Tours par des maîtres auxiliaires : rentrée scolaire 1982 ; académie d'Orléans-Tours ; démission de maîtres auxiliaires ; occupation du rectorat par des démissionnaires soutenus par le syndicat S. G. E. N.-C. F. D. T. [10 novembre 1982] (p. 7019) ; position du ministre (p. 7020).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** notion de droit d'expression des salariés ; renforcement du droit collectif et limitation du droit individuel ; esprit d'équipe dans les entreprises à dimension humaine ; filtrage du droit d'expression par les syndicats [18 mai 1982] (p. 2349) ; **article L. 461-1 du code du travail :** son amendement n° 129 (expression individuelle ou collective du salarié) (p. 2362) : rejeté ; son amendement n° 130 (droit d'expression collectif auprès du représentant du personnel) ; impossibilité pour le personnel de s'adresser systématiquement au chef d'entreprise (p. 2364) : retiré (p. 2365) ; **article L. 461-3 du code du travail :** son amendement n° 140 (inclusion dans le règlement intérieur des entreprises occupant entre 50 et 200 salariés des modalités d'exercice du droit d'expression) (p. 2392) : rejeté (p. 2393).

Explications de vote : conséquences de la loi sur le fonctionnement de l'entreprise ; multiplicité des contradictions du texte ; règlement intérieur et droit disciplinaire ; hostilité du groupe R. P. R. au projet de loi [19 mai 1982] (p. 2452).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 412-12 du code du travail :* son amendement n° 243 (fonction du délégué syndical d'entreprise) : rejeté [27 mai 1982] (p. 2662) ; **article 3 :** libre circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise ; cas des entreprises de 300 salariés ; compétences du délégué syndical (p. 2667) ; possibilité donnée au tribunal d'instance de statuer d'urgence (p. 2672) ; *article L. 412-17 du code du travail :* son amendement n° 251 devenu sans objet (p. 2678) ; **article 4 :** licenciement des délégués syndicaux ; personnes accomplissant un travail saisonnier (p. 2691) ; cas de la résolution judiciaire du contrat de travail (p. 2692) ; **article 5 :** réintégration des délégués licenciés ; déclarations de la majorité contre les chefs d'entreprise (p 2699) ; **article 6 :** coût des crédits d'heures accordés aux délégués syndicaux (p. 2703) ; refus d'instaurer un crédit d'heures pour les entreprises de moins de 150 salariés (p. 2705) ; **article 6 (suite) :** son amendement n° 311 (complétant cet article par les mots « dans la limite de la durée hebdomadaire légale du travail » : non soutenu [28 mai 1982] (p. 2736) ; **article 8 :** *article L. 422-1 du code du travail :* nécessité de préciser que l'inspection du travail ne sera saisie que des plaintes « qui n'auraient pas été directement satisfaites » (p. 2761) ; son amendement n° 369 (substituant au mot « et » le mot « ou » après le mot « individuelles » dans la première phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2762) ; **article 9 :** possibilité donnée aux délégués du personnel d'avoir connaissance de renseignements confidentiels (p. 2765) ; *article L. 422-3 du code du travail :* nécessité de respecter la volonté des salariés qui ne souhaitent pas mettre en place un comité d'entreprise (p. 2766) ; augmentation du chômage ;

budget de fonctionnement alloué aux délégués du personnel faisant office de comité d'entreprise (p. 2769) ; **article 10 :** remise en cause de la démocratie par la gauche au pouvoir ; représentativité des syndicats [1er juin 1982] (p. 2777) ; volonté du groupe communiste d'éliminer les syndicats « maison » et les syndicats indépendants ou autonomes (p. 2778) ; son amendement n° 394 (insérant les mots « et représentant au moins 20 p. 100 des salariés de leur collège » après les mots « plan national » dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article) ; défense de la liberté d'expression et de la liberté individuelle des travailleurs ; rejeté (p. 2782) ; **article 11 :** *article L. 423-5 du code du travail :* son amendement n° 406 (substituant au mot « syndicales » le mot « représentatives » dans le texte proposé pour cet article) : devenu sans objet (p. 2787) ; *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 414 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 2793) ; volonté du Gouvernement de donner aux étrangers les mêmes droits civiques qu'aux Français ; suppression de la disposition imposant aux membres du comité d'entreprise de s'exprimer en français (p. 2795) ; rejeté (p. 2798) ; **article 12 :** suppression de la notion de travailleurs liés par un contrat à une entreprise de travail temporaire ; compatibilité de la fonction de délégué du personnel avec celle de membre du comité d'entreprise (p. 2801) ; **article 13 :** déroulement des élections ; procédure suivie quand le nom d'un candidat est raturé (p. 2805) ; son amendement n° 426 (précisant que l'article L. 420-15 devient l'article L. 423-15) (p. 2807) ; rejeté (p. 2808) ; **article 14 :** compétence du tribunal d'instance ; refus de la C. G. T. d'appliquer la loi (p. 2816) ; **article 15 :** conditions relatives à l'élection des délégués du personnel ; rôle du chef d'entreprise en cette matière ; affichage des informations concernant le déroulement des élections ; charge de travail supplémentaire imposée aux chefs d'entreprise et aux inspecteurs du travail (p. 2817) ; *article L. 423-19 du code du travail :* son amendement n° 440 (insérant les mots « par lettre recommandée » après les mots « d'une demande » dans le 4e alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2825) ; volonté d'accroître les responsabilités et la compétence des délégués du personnel (p. 2826) ; son amendement n° 446 (supprimant la fin du 5e alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « l'inspecteur du travail ») retiré (p. 2828) ; **article 18 :** protection des délégués du personnel contre le licenciement ; contraintes imposées aux chefs d'entreprise [2 juin 1982] (p. 2843) ; volonté de la majorité de détruire l'entreprise privée (p. 2844) ; *article L. 425-1 du code du travail :* rôle de l'inspecteur du travail en matière de licenciement de délégués du personnel (p. 2850) ; son amendement n° 454 (communication du procès-verbal du comité d'entreprise à l'inspecteur du travail) (p. 2853) ; rejeté (p. 2854) ; **article 20 :** *article L. 431-1 du code du travail :* son amendement n° 504 (substituant aux mots « quelque nature que ce soit » les mots « quels que soient leurs forme et objet » à la fin du premier alinéa du texte proposé par cet article) : adopté [3 juin 1982] (p. 2911) ; **article 21 :** *article L. 432-4 du code du travail :* son sous-amendement n° 580 à l'amendement n° 127 de la commission (complétant celui-ci par les mots « les charges, taxes et autres impôts auxquels l'entreprise est assujettie et ») [4 juin 1982] (p. 2999) ; rejeté (p. 3000) ; son amendement n° 584 (supprimant les mots « et de la situation financière » dans la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3004) ; **article 22 :** mode de composition et d'élection du comité d'entreprise [7 juin 1982] (p. 3012) ; **article 23 :** *article L. 433-2 du code du travail :* compétence de l'inspecteur du travail (p. 3025) ; **article 24 :** dispositions proches de celles concernant les délégués du personnel et les délégués syndicaux ; dérogations autorisées par l'inspecteur du travail aux conditions d'ancienneté pour l'électorat et l'éligibilité (p. 3027) ; *article L. 433-8 du code du travail :* son amendement n° 598 (substituant aux mots « organisations syndicales les plus représentatives » les mots « organisations représentatives des salariés » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3033) ; *article L. 433-10 du code du travail :* candidat dont le nom est raturé (p. 3036) ; **article 25 :** élection du comité d'entreprise pour deux ans ; difficultés surgissant à l'occasion de l'organisation des élections pour le comité d'entreprise (p. 3038) ; dispositions prévues en cas de carence du comité d'entreprise (p. 3039) ; *article L. 433-13 du code du travail :* organisation d'élections à la demande d'un salarié ou d'une organisation syndicale en cas de carence du comité d'entreprise (p. 3040) ; possibilité de protocoles d'accords pré-électoraux pour les comités d'entreprise (p. 3041) ; nécessité de prévoir un temps suffisamment long pour organiser les élections ; nécessité de prévoir un délai de deux mois entre le lancement des élections au comité d'entreprise et leur réalisation pratique ; formulation des demandes des salariés par lettre recommandée (p. 3042) ; augmentation des attributions des seuls représentants élus des salariés ; son amendement n° 619 (suppression des mots « qui en envoie copie aux organisations syndicales de travailleurs du département concerné » à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3043) ; disposition selon laquelle l'inspecteur du travail envoie copie du procès-verbal de carence aux organisations syndicales de travailleurs du département concerné ; rejeté (p. 3044) ; **article 26 :** *article L. 434-5 du code du travail :* représentation de l'encadrement au sein de la commission économique (p. 3053) ; événements survenus à l'usine Talbot-Poissy (p. 3054) ; obligation pour les membres de la commission économique de respecter le secret professionnel (p. 3058) ; **article 27 :** renforcement du droit des syndicats ; absence de contrôle de l'exploitation des subventions allouées au comité d'entreprise (p. 3073) ; *article L. 434-10 du code du travail :* stage de formation économique (p. 3077) ; **article 28 :** *article L. 435-2 du code du travail :* activités sociales, artistiques et sportives (p. 3080) ; *article L. 435-3 du code du travail :* respect du secret professionnel par les membres du comité central d'entreprise (p. 3081) ; son amendement n° 652 (substituant aux mots « syndicales reconnues comme représentatives dans » les mots « représentatives des salariés de » dans la seconde phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3082) ; **article 29 :** *article L. 436-1 du code du travail :* protection des candidats au premier et au second tour [8 juin 1982] (p. 3090) ; *article L. 436-2 du code du travail :* dispositions de l'ordonnance sur les contrats à durée déterminée (p. 3093) ; extension de la protection aux personnes employées dans des branches d'activités à caractère saisonnier (p. 3094) ; **article 30 :** constitution du comité de groupe ; renforcement des moyens mis à la disposition des syndicats pour qu'ils assurent leurs fonctions ; importance donnée aux syndicats représentatifs au plan national dans le présent projet de loi (p. 3098) ; *article L. 439-1 du code du travail :* limitation de la constitution de comités de groupe aux groupes dans lesquels a été conclu un accord d'intéressement dérogatoire (p. 3102) ; rédaction du présent article (p. 3109) ; *article L. 439-2 du code du travail :* prise en charge par l'employeur des frais d'expertise comptable (p. 3112) ; *article L. 439-3 du code du travail :* son amendement n° 678 (précisant que les chefs d'entreprise représentés au comité de groupe peuvent assister aux réunions du comité de groupe) (p. 3114) ; rejeté (p. 3115) ; **article 32 :** délit d'entrave ; cas des entreprises où des représentants syndicaux ont pour seul but d'arrêter le travail ; **après l'article 33 :** son amendement n° 685 (problème du cumul par une même personne des mandats de représentation du personnel) (p. 3120) ; addition des crédits d'heures (p. 3121) ; rejeté (p. 3122).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** rôle des syndicats dans la négociation collective [8 juin 1982] (p. 3142) ; modalités particulières de négociation dans les entreprises d'au moins cinquante salariés ; extension des conventions et des accords ; prise en compte dans la négociation de la conjoncture économique internationale (p. 3143) ; **article 2 :** *article L. 131-1 du code du travail :* son amendement n° 62 (définition des relations collectives entre employeurs et salariés) : rejeté (p. 3147) ; *article L. 131-2 du code du travail :* objet des associations entrant dans le champ d'application de la négociation collective (p. 3148) ; **article 3 :** situation des professions agricoles au regard de la négociation collective (p. 3159) ; **article 4 :** nécessité d'une véritable négociation dans les entreprises françaises ; existence dans les entreprises d'organisations des salariés aussi représentatives que les organisations syndicales nationales ; associations d'employeurs [9 juin 1982] (p. 3182) ; imposition par la loi de limites à la négociation ; dispositions permettant à l'ensemble du personnel de participer à la négociation ; référence à des dispositions conventionnelles plus favorables aux salariés que celles des lois et règlements (p. 3183) ; **article 4 :** *article L. 132-22 du code du travail :* prise en compte de l'évolution de la situation commerciale et financière d'une entreprise [11 juin 1982] (p. 3281) ; *article L. 132-24 du code du travail :* possibilité pour une organisation syndicale de s'opposer à une convention collective dans une entreprise de plus de cinquante salariés (p. 3282) ; *article L. 132-26 du code du travail :* composition de la délégation de chacune des organisations représentatives parties à la négociation dans l'entreprise ;

limitation à une seule négociation obligatoire par année ; présence de délégués syndicaux lors des négociations (p. 3294) ; nombre de négociateurs par rapport au nombre des salariés de l'entreprise (p. 3295) ; **article 4 (suite) :** *article L. 132-27 du code du travail :* audition des délégués syndicaux extérieurs à l'entreprise [11 juin 1982] (p. 3304) ; *article L. 132-30 du code du travail :* limitation de la durée des négociations ; cas dans lesquels les syndicats ou responsables d'entreprise pourraient faire traîner le débat en longueur (p. 3309) ; *article L. 132-31 du code du travail :* regroupement des entreprises de moins de onze salariés et adhésion à des conventions de branche ; participation des délégués syndicaux aux négociations (p. 3312) ; relations du travail dans le département du Loiret (p. 3314) ; négociations communes à plusieurs entreprises au niveau d'une ville ou d'un centre commercial ; institution des commissions paritaires professionnelles et interprofessionnelles (p. 3315) ; modalités particulières de représentation du personnel des entreprises de moins de onze salariés (p. 3316) ; **article 8 :** *article L. 133-5 du code du travail :* son amendement n° 55 (mention du libre exercice du droit syndical parmi les matières des conventions collectives) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3870) ; *article L. 133-9 du code du travail :* son amendement n° 175 (rédactionnel) : rejeté ; article L. 133-11 du code du travail : son amendement n° 186 (rédactionnel) : adopté (p. 3875) ; *article L. 133-12 du code du travail :* son amendement n° 178 (substitution de la mention des organisations des salariés intéressés à celle des organisations les plus représentatives) : rejeté (p. 3876) ; **article 10 :** *article L. 153-1 du code du travail :* son amendement n° 199 (mise en conformité avec les dispositions de l'article L. 133-5 des conventions collectives étendues en vigueur à la date de la promulgation de la présente loi) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3891).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** caractère non rédactionnel de l'amendement n° 3 du Gouvernement [13 octobre 1982] (p. 5740) ; paiement des heures passées à la négociation comme temps de travail à échéance normale (p. 5742, 5743).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : agriculture d'exploitation familiale à responsabilité personnelle ; rémunération du travail et productivité de l'agriculture ; généralisation d'un système de prix différenciés ; organisation des marchés ; liberté du commerce [29 juin 1982] (p. 4011).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** s'élève contre la volonté de certains de faire croire aux Français que les employeurs ne sont pas sensibles à la sécurité, à l'hygiène et aux conditions de travail dans les entreprises [21 septembre 1982] (p. 4999) ; relance de l'activité économique (p. 5000) ; **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* création d'un animateur de sécurité dans les chantiers (p. 5007, 5008) ; son amendement n° 137 (place occupée par les salariés à temps partiel dans l'effectif total de l'entreprise) : rejeté (p. 5012) ; création d'un C. H. S. C. T à la demande de l'inspecteur du travail (p. 5015) ; création d'un C. H. S. C. T. sur proposition du comité technique régional de la sécurité sociale (p. 5016) ; possibilité pour le chef d'entreprise de demander au président du tribunal de grande instance de rapporter la décision de l'inspecteur du travail (p. 5017) ; fréquence des accidents du travail dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 5020) ; port du casque (p. 5021) ; cas des entreprises ayant subi une diminution des effectifs (p. 5022) ; *article L. 236-2 du code du travail :* nécessité de faire figurer parmi les missions du C. H. S. C. T. l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail des salariés (p. 5023) ; son amendement n° 156 (précisant que le C. H. S. C. T. contribue à l'évolution des risques professionnels dans l'entreprise) : rejeté ; compétences ou capacités des membres du futur C. H. S. C. T. (p. 5024) ; cas où les syndicats outrepassent la limite de leurs droits (p. 5028) ; **article 2** *(suite) : article L. 236-2 du code du travail* (suite) : avis du C. H. S C T sur les articles du règlement intérieur le concernant ; apparition de nouveaux risques d'accidents dans une entreprise [22 septembre 1982] (p. 5038) ; subsistance des risques d'accidents du travail (p. 5040) ; *article L. 236-4 du code du travail :* programme de prévention et d'amélioration (p. 5045) ; refus de mettre en place la co-gestion dans l'entreprise ; obligation de transmettre le procès-verbal des réunions du C. H. S. C. T. lorsqu'une entreprise désire obtenir un marché public (p. 5048) ; sanctions appliquées en cas de non-production du procès-verbal de réunion du C. H. S. C. T. (p. 5049) ; *article L. 236-5 du code du travail :* élections des membres du C. H. S. C. T. (p. 5051) ; rédaction du procès-verbal de la réunion du C. H. S. C. T. (p. 5055).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** cumul dans le secteur du bâtiment et des travaux publics des comités et de l'organisme paritaire [24 novembre 1982] (p. 7622) ; nécessité de trouver une formule permettant le maintien de l'adhésion des entreprises à l'organisation professionnelle et de faire participer les salariés à celle-ci (p. 7623) ; son sous-amendement n° 57 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (adaptation de la création des comités en tenant compte de l'organisation professionnelle paritaire de la branche du bâtiment et des travaux publics) : rejeté (p. 7624) ; avis du comité d'hygiène et de sécurité sur le règlement intérieur (p. 7625) ; conséquences de l'amendement n° 40 du Gouvernement autorisant le comité à entendre le chef d'un établissement voisin du sien dont l'activité expose les salariés de son ressort à des nuisances particulières (p. 7626).

Explications de vote : secteur du bâtiment et des travaux publics ; actions des gouvernements précédents en matière de droits sociaux ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 7631).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** conditions de travail, problème de la sécurité ; s'élève contre l'insulte dont il a été victime de la part du ministre des transports [13 octobre 1982] (p. 5765) ; **article 18 :** modification du statut de la S. N. C. F. ; politique du rail par rapport au transport routier (p. 5792).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* rôle du petit commerce ; blocage des revenus et des prix ; développement d'une campagne de suspicion et de calomnie à l'égard des commerçants et des artisans ; mise en place de primes ponctuelles à la création d'emploi ; accroissement des charges et des contrôles administratifs [2 novembre 1982] (p. 6533) ; création de commerces indépendants multiservices dans les campagnes ; lancement d'un programme national de maisons rurales de l'artisanat, du commerce et des services ; développement de la libre concurrence (p. 6534) ; *questions :* gestion des stocks ; encouragement donné par le Gouvernement aux professionnels désirant adhérer aux centres de gestion agréés ; indépendance des comptables de ces centres à l'égard des contrôleurs fiscaux (p. 6540).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* diminution des carnets de commandes des entreprises du bâtiment et des travaux publics ; augmentation de la quotité des prêts conventionnés [4 novembre 1982] (p. 6696) ; choix des Français en faveur de la maison individuelle ; allongement de la durée des crédits (p. 6703).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* possibilité de mise en application du moteur à alcool hydraté [9 novembre 1982] (p. 6978) ; moteur à alcool ; dotation aux jeunes agriculteurs ; nécessité de développer un enseignement agricole spécifique (p. 6985).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : complexité du métier d'artisan ; nécessité d'en informer les candidats ; gestion des entreprises artisanales ; inclusion des membres directs de la famille dans le champ d'application du texte ; contrôle des connaissances ; programme et nature des stages ; qualité du contenu des cours de formation continue ; besoins de formation de l'artisanat ; secteur de la distribution ; insuffisance du financement au vu des besoins de formation ; affectation de la taxe versée par les artisans ; corporations [23 novembre 1982] (p. 7575) ; imposition d'une nouvelle charge aux artisans ; nécessité d'alléger les charges ; exclusion des salariés du champ d'application du projet et de la formation continue ; injustice du projet ; impossibilité de suivre des stages rémunérés lorsque l'on veut devenir artisan ; problème de la mise en place des stages compte tenu de l'indisponibilité des artisans, de la difficulté de les réunir et de la diversité du niveau des compétences ; possibilité

d'améliorer la formation par une intervention directe chez l'artisan ; rapport entre les centres de recherche et les membres des chambres des métiers ; concrétisation décevante de l'intention du Gouvernement (p. 7576).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 24 (aide directe de l'Etat à la formation continue et aux stages) : adopté (p. 7592) ; **article 5 :** son amendement n° 25 (tendant à faire de l'assemblée permanente des chambres de métiers un membre de droit de l'établissement public de répartition) : retiré (p. 7594) ; **article 7 :** impossibilité de prévoir l'application du texte au 1er janvier 1983 sans avoir la certitude que ce projet soit voté avant la fin de l'année (p. 7595).

Seconde délibération du projet de loi : **article 1er :** nécessité d'ouvrir l'accès à la formation aux conjoints d'artisans qu'ils soient ou non salariés ; introduction d'une différence selon que le conjoint est salarié ou non ; **article 2 :** introduction de la notion de conjoint non salarié dans cet article (p. 7597).

CHARLES (Serge)

Député du Nord
(9e circonscription)
R. P. R.
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Durr et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le déplacement des handicapés (n° 717) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à faciliter l'accès aux emplois publics des pères de famille nombreuse (n° 334) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer les organismes à fins charitables, sociales, sanitaires, éducatives, cultuelles et culturelles du versement pour dépassement du plafond légal de densite (n° 335) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à abolir la pratique de la vivisection (n° 944) [24 juin 1982] (p. 3859).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1034) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **distribution de lait en poudre aux personnes âgées :** nécessité de maintenir le programme de distribution de lait entier en poudre aux personnes âgées mis en œuvre par le F. O. R. M. A. par l'intermédiaire des bureaux d'aide sociale depuis 1970 [12 mai 1982] (p. 2040) ;

— **décentralisation et élections sénatoriales :** nécessité de modifier par une loi organique la législation électorale applicable au Sénat en raison de l'érection des régions en collectivités territoriales [2 juin 1982] (p. 2896) ; non-prise en compte des régions lors des prochaines élections sénatoriales (p. 2867) ;

— **restructuration de la chimie française :** démantèlement de l'entité Produits chimiques Ugine Kuhlmann (P. C. U. K.) ; suppressions d'emplois ; avenir de l'usine de Wattrelos [8 décembre 1982] (p. 8104).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **article 28 :** lourdeur du « processus décisionnel » prévu par cet article ; missions des comités régionaux [4 mai 1982] (p. 1641) ; rapport annuel établi par chaque comité régional à l'intention de la haute autorité (p. 1642) ; **article 48 :** sociétés régionales de radiodiffusion sonore ; problèmes des radios libres [6 mai 1982] (p. 1805) ; **article 49 :** coût de la régionalisation de la télévision (p. 1814).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-41 du code du travail :* son amendement n° 105 (prévoyant que la sanction motivée et notifiée à l'intéressé ne peut intervenir que 24 heures après le jour fixé pour sa convocation par l'employeur) : rejeté [17 mai 1982] (p. 2310) ; **article 6 :** *article L. 461-3 du code du travail :* son amendement n° 137 (élévation du seuil d'application du droit d'expression dans les entreprises à 500 salariés) [18 mai 1982] (p. 2386) : rejeté (p. 2388) ; **article 7 :** nécessité de porter à un an le temps nécessaire à la réflexion pour la mise en œuvre du droit d'expression [19 mai 1982] (p. 2416) ; **article 8 :** analyse par le chef d'entreprise des résultats obtenus en matière de droit d'expression (p. 2423) ; **article 9 :** information du Parlement sur les résultats obtenus à l'issue de la phase expérimentale du droit d'expression des salariés (p. 2442) ; rapport du Gouvernement au Parlement (p. 2443) ; son amendement n° 149 (report de la date d'examen du rapport gouvernemental en 1985) ; temps nécessaire à la négociation et à l'appréciation des conséquences des nouvelles dispositions (p. 2445) : rejeté (p. 2446) ; son amendement n° 150 (présentation d'un projet gouvernemental avant le 31 décembre 1986) : retiré (p. 2447).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L. 521-1 du code du travail :* responsabilité pour fait de grève [24 mai 1982] (p. 2483) ; **article 1er :** seuil de déclenchement d'obligations financières et sociales dissuadant nombre d'entreprises d'engager des salariés ; cas des travailleurs à domicile [24 mai 1982] (p. 2496) ; travail à temps partiel (p. 2497) ; **article 2 :** volonté du Gouvernement de transformer l'entreprise en tribune politique (p. 2505) ; **article 3 :** contestations relatives aux conditions de désignation des délégués syndicaux ; introduction d'un processus de nature à déstabiliser les entreprises ; principe de la libre circulation des délégués syndicaux [27 mai 1982] (p. 2666) ; détérioration de la situation économique (p. 2667) ; *article L. 412-15 du code du travail :* son amendement n° 245 (précisant que le tribunal d'instance statue d'urgence) (p. 2672) : devenu sans objet (p. 2673) ; **article 6** (*suite*) **:** temps accordé aux délégués syndicaux pour qu'ils puissent accomplir leur mission [28 mai 1982] (p. 2728) ; son amendement n° 307 (crédit d'heures du délégué syndical central) (p. 2730) : rejeté (p. 2731) ; son amendement n° 310 (paiement des heures de délégation) (p. 2734) : rejeté (p. 2736) ; **article 8 :** comptabilisation des effectifs de l'entreprise (p. 2742, 2743) ; **article 9 :** *article L. 422-3 du code du travail :* son amendement n° 374 (suppression du sixième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2769) ; **article 10 :** notion d' « établissement public » ; jurisprudence de la Cour de cassation ; critères de l'établissement distinct [1er juin 1982] (p. 2777) ; son amendement n° 395 (cas des organisations ayant acquis leur représentativité lors des dernières élections s'étant déroulées au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 2783) ; *article L. 423-4 du code du travail :* contestation relative à la reconnaissance d'établissements distincts pour l'élection de représentants du personnel (p. 2785) ; son amendement n° 403 devenu sans objet ; nécessité de préciser que le tribunal d'instance statue dans les dix jours (p. 2786) ; **article 11 :** *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 411 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 2793) ; prononce quelques phrases en langue allemande ; suppression de la disposition imposant aux candidats au comité d'entreprise de s'exprimer en français (p. 2794) ; suppression de la disposition imposant aux candidats au comité d'entreprise de s'exprimer en français (p. 2797) ; mesure tendant à intégrer les immigrés dans la cité : rejeté (p. 2798) ; **article 12 :** autorisation donnée à l'inspecteur du travail de passer outre aux conditions d'ancienneté requise pour désigner les représentants du personnel ou pour être élu en cette qualité (p. 2801) ; *article L. 423-12 du code du travail :* ancienneté nécessaire pour être candidat au poste de délégué du personnel (p. 2802) ; **article 13 :** son amendement n° 425 (de suppression) ; déroulement des opérations électorales : rejeté (p. 2806) ; **article 14 :** son amendement n° 428 (précisant que la décision du tribunal d'instance peut être déférée à la Cour de cassation) (p. 2816) ; adopté après modification (p. 2817) ; **article 15 :** *article L. 423-17 du code du travail :* fin des fonctions de délégué du personnel ; suspi-

cion subsistant à l'égard du chef d'entreprise (p. 2819) ; *article L.* 423-18 *du code du travail :* notion d'institution et de mandat (p. 2822) ; *article L.* 423-19 *du code du travail :* mesures prises en cas de défaillance d'un délégué du personnel (p. 2827) ; rôle de l'inspecteur du travail ; son amendement n° 447 (précisant que l'inspecteur du travail adresse copie des procès-verbaux de carence aux organisations syndicales qui en font la demande) : rejeté (p. 2828) ; son amendement n° 448 (substituant au mot « travailleurs » le mot « salariés » dans le 5e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 2829) ; **article 17 :** son amendement n° 451 (paiement du temps consacré aux réunions ayant lieu à l'initiative du chef d'entreprise) ; temps dont dispose le délégué du personnel pour exercer son mandat [2 juin 1982] (p. 2841) ; nécessité de diminuer les charges des entreprises ; rejeté (p. 2842) ; **article 18 :** volonté de la majorité de retarder le débat (p. 2844) ; autorisation donnée par le comité d'entreprise au licenciement d'un délégué du personnel ; transfert de sa compétence au profit de l'inspecteur du travail (p. 2845) ; **article 18** (*suite*) **:** *article L.* 425-2 *du code du travail :* son amendement n° 459 (précisant que l'employeur saisit l'inspecteur du travail avant l'arrivée du terme pour contestation de la cessation du lien contractuel, en cas de contrat à durée déterminée) : rejeté [3 juin 1982] (p. 2899) ; **article 20 :** *article L.* 431-3 *du code du travail :* ses amendements nos 513 et 510 devenus sans objet (p. 2917) ; **article 24 :** *article L.* 433-8 *du code du travail :* son amendement n° 602 (substituant aux mots « organisations syndicales les plus représentatives » les mots « organisations représentatives des salariés » dans le second alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté [7 juin 1982] (p. 3034) ; *article L.* 433-10 *du code du travail :* son amendement n° 605 (substituant au pourcentage « 10 p. cent » le pourcentage « 5 p. cent » dans le dernier alinéa du paragraphe VI de cet article) : rejeté (p. 3036) ; **article 25 :** *article L.* 433-13 *du code du travail :* son amendement n° 612 (substituant au mot « syndicales » le mot « représentatives » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3041) ; son amendement n° 621 (précisant que l'inspecteur du travail adresse copie du procès-verbal de carence aux organisations syndicales qui en font la demande) : rejeté ; son amendement n° 620 (substituant au mot « travailleurs » le mot « salariés » à la fin du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3044) ; **article 26 :** *article L.* 434-5 *du code du travail :* son amendement n° 630 (supprimant les mots « parmi les membres » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3055) ; retiré (p. 3056) ; **article 29 :** *article L.* 436-2 *du code du travail :* son amendement n° 663 (précisant que la qualité de membre du comité d'entreprise ne fait pas obstacle à la cessation du lien contractuel par l'arrivée du terme du contrat) [8 juin 1982] (p. 3093) : rejeté (p. 3094).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 131-1 *du code du travail :* son amendement n° 63 (suppression des conditions d'emplois du champ d'application de la négociation collective) ; redondance par l'usage des termes emploi et travail [8 juin 1982] (p. 3147) : rejeté (p. 3148) ; **article 4 :** participation des travailleurs [9 juin 1982] (p. 3181) ; maintien des avantages individuels acquis en cas de fusion, cession ou changement d'activité mettant en cause l'application des conventions collectives dans l'entreprise ; interdiction pour l'employeur de prendre des décisions unilatérales concernant la collectivité des salariés tant qu'une négociation est en cours ; opposition du conseil économique et social à l'instauration d'une obligation de négocier dans l'entreprise ; risques de perturbations dans de nombreuses entreprises moyennes ; introduction de la notion de salaire effectif ; prééminence accordée aux organisations syndicales majoritaires (p. 3182) ; *article L.* 132-2 *du code du travail :* notion d'associations d'employeurs ou de salariés (p. 3186) ; *article L.* 132-5 *du code du travail :* cas où le champ d'application d'un avenant ne couvre pas celui de la convention ou de l'accord (p. 3192) ; *article L.* 132-8 *du code du travail :* son amendement n° 74 (modification du délai de préavis pour la dénonciation d'une convention si une clause contenue dans cette convention prévoit un préavis de durée supérieure) : rejeté [10 juin 1982] (p. 3213) ; cas de dénonciation collective de la convention ou de mise en cause de celle-ci par un événement affectant l'employeur (p. 3219) ; *article L.* 132-11 *du code du travail :* domaines dans lesquels pourraient être signés des accords interprofessionnels locaux (p. 3224) ; *article L.* 132-25 *du code du travail :* son amendement n° 129 devenu sans objet [11 juin 1982] (p. 3292) ; *avant l'article L.* 132-25 *du code du travail* (*amendements précédemment réservés*) : son amendement n° 127 (suppression de l'intitulé de la sous-section II : négociation dans les entreprises d'au moins cinquante salariés) : retiré [11 juin 1982] (p. 3311) ; **article 11 :** son amendement n° 200 (suppression de la disposition prévoyant que l'inspecteur du travail contrôle l'application des accords collectifs non étendus) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3892).

— Son rappel au règlement : déroulement du débat ; rôle de l'opposition [1er juin 1982] (p. 2815).

— Son rappel au règlement : rôle de l'opposition [10 juin 1982] (p. 3209).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 30 (réduction des peines) : non soutenu [22 juillet 1982] (p. 4678) ; **article 13 :** *article* 78-2 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 31 (précisant qu'une personne interpellée ne peut être retenue aux fins de vérification d'identité que si elle a expressément refusé de justifier de celle-ci) [23 juillet 1982] (p. 4764) : rejeté (p. 4765).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** seuil des populations à partir duquel la représentation proportionnelle se substituera à la possibilité de panachage ; apolitisme du conseil municipal ; défense des intérêts communaux [27 juillet 1982] (p. 4880) ; modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire (p. 4884) ; **article 4 :** inexistence d'un mode de scrutin parfait ; risque de rendre impuissants les conseils municipaux (p. 4902, 4903) ; son amendement n° 67 (de conséquence) : devenu sans objet ; *article L.* 260 *du code électoral :* son amendement n° 112 (instituant un scrutin à un tour) (p. 4910) : rejeté (p. 4911) ; *après l'article L.* 260 *du code électoral :* accroissement de la place des femmes dans la vie politique ; insuffisances de la politique familiale du Gouvernement (p. 4916, 4917) ; *article L.* 269 *du code électoral :* son amendement n° 49 (complétant le texte proposé pour cet article par les mots « sauf si cette irrégularité était imputable aux services de la préfecture ») : rejeté [28 juillet 1982] (p. 4931) ; **article 6 :** vote des Français établis hors de France ; mise en place d'un régime censitaire (p. 4933) ; **article 9 :** augmentation du nombre des conseillers municipaux (p. 4940) ; **article 10 :** distinction entre adjoint réglementaire et adjoint supplémentaire (p. 4948) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L.* 264 *du code électoral* (suite) : son amendement n° 45 (complétant le troisième alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase « cette possibilité est conditionnée par l'accord de tous les candidats figurant sur la liste au premier tour ») (p. 4956) : rejeté (p. 4960) ; *article L.* 267 *du code électoral précédemment réservé :* son amendement n° 47 (substituant au chiffre « 18 » le chiffre « 24 ») : adopté ; son amendement n° 48 (substituant au mot « mardi » le mot « vendredi ») (p. 4961) : adopté (p. 4962).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** moyens accordés aux membres du C. H. S. C. T. pour exercer leurs fonctions ; augmentation du coût de la représentation du personnel [21 septembre 1982] (p. 5005) ; *article L.* 236-1 *du code du travail :* nécessité de réserver la création d'un C. H. S. C. T. aux entreprises industrielles ; distribution des amendements (p. 5007) ; *article L.* 236-4 *du code du travail :* son amendement n° 170 (précisant que le chef d'établissement présente au C. H. S. C. T. un programme annuel ou pluriannuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail) : rejeté ; son amendement n° 171 (insérant le mot « éven-

tuellement » après le mot « priorité » dans le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5045) ; *article L. 236-7 du code du travail* : son amendement n° 184 devenu sans objet (p. 5064).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 7 (couverture du troisième concours aux conseillers municipaux dans les communes de plus de 30 000 habitants) [5 octobre 1982] (p. 5422) : rejeté (p. 5423) ; son amendement n° 8 (établissement de la liste des personnels mis à concourir après avis conforme d'une commission présidée par un conseiller d'Etat (p. 5430) : rejeté (p. 5421).

— Son rappel au règlement : modification de l'ordre du jour [19 octobre 1982] (p. 5977).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 7 (agents français musulmans de statut civil de droit local demeurés en Algérie après le 3 juillet 1962 et qui se sont fait reconnaître ultérieurement la nationalité française) : adopté après rectification [21 octobre 1982] (p. 6141) ; **article 12** : son amendement n° 11 (montant de l'indemnité) : retiré (p. 6143).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er** : constat d'échec de la politique économique et budgétaire menée depuis le printemps 1981 ; changement de cap annoncé par le gouvernement ; coût de la création de 200 000 emplois de fonctionnaires depuis mai 1981 ; exemple de débudgétisation [27 octobre 1982] (p. 6375) ; **article 3** : son amendement n° 73 (intérêts versés aux personnes physiques ayant fait des avances en compte courant bloqué) [28 octobre 1982] (p. 6411) : retiré (p. 6412) ; **article 17** : son amendement n° 74 (supprimant le versement des entreprises au titre de la formation professionnelle continue) : rejeté [29 octobre 1982] (p. 6497).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions* : organisation des états généraux de l'environnement ; rôle des délégués régionaux de l'environnement [15 novembre 1982] (p. 7214) ; problème de la sécurité et de la protection de l'environnement dans les zones proches des centrales nucléaires (p. 7215).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : problème de la « cohérence globale » de la réforme entreprise en matière de décentralisation [29 novembre 1982] (p. 7744) ; transformation de la nature juridique de la région ; enchevêtrement des compétences ; modification des rapports entre les collectivités territoriales et l'Etat ; regrette le rejet systématique des amendements de l'opposition (p. 7745).

Discussion des articles . **article 1er** : contenu de l'expression « affaire les concernant » [30 novembre 1982] (p. 7757) ; **article 3** : réforme des finances locales ; problème des petites communes (p. 7761) ; **article 5** : son amendement n° 268 (refus de subordonner le transfert de compétences à l'accord des collectivités membres du groupement) (p. 7765) ; retiré (p. 7766) ; **article 6** : part selon laquelle le transfert de compétences de l'Etat au profit d'une collectivité locale s'accompagnera d'un transfert des services correspondants (p. 7767) ; **avant l'article 15 A** : son sous-amendement n° 427 à l'amendement n° 148 de la commission (de précision) : adopté ; son sous-amendement n° 428 à l'amendement n° 148 de la commission (cas des communes chef-lieu de canton) : retiré (p. 7786) ; **article 15** : son amendement n° 269 devenu sans objet (p. 7800) ; **article 17** : son amendement n° 270 (propositions de la commission de conciliation) (p. 7807) ; rejeté (p. 7808) ; **article 19** : son amendement n° 271 devenu sans objet (p. 7812) ; **article 41** : son amendement n° 273 (précisant que la région établit des prévisions en matière d'habitat) : non soutenu ; son amendement n° 274 (précisant que les établissements publics de coopération intercommunale peuvent être consultés pour l'élaboration des prévisions en matière d'habitat) : adopté [1er décembre 1982] (p. 7881) ; **article 43** : son amendement n° 276 (participation des établissements publics de coopération intercommunale) : non soutenu (p. 7883) ; **article 45** : son amendement n° 277 (logement des personnes défavorisées) : rejeté (p. 7886) ; **article 72** : son amendement n° 278 (suppression de l'avis conforme de la région) : adopté (p. 7895) ; **article 73** : son amendement n° 279 (suppression de la précision relative à la décision de dénonciation d'une convention relative à la création d'un centre de formation d'apprentis) ; son amendement n° 280 (effet suspensif du recours contre une décision de dénonciation) (p. 7896) ; devenus sans objet (p. 7897) ; **article 95 sexies** : son amendement n° 282 devenu sans objet (p. 7904) ; **article 132** : part de la dotation destinée à compenser le coût des actions culturelles menées par les collectivités locales [2 décembre 1982] (p. 7939) ; risque d'impérialisme du ministère de la culture (p. 7940) ; **article 132 précédemment réservé** : attitude du rapporteur de la commission des lois ; caractère partiel de la décentralisation proposée par le Gouvernement ; problème des dotations culturelles (p. 7946).

CHARPENTIER (Gilles)

Député des Ardennes
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

CHARZAT (Michel)

Député de Paris
(30e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J.O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du haut conseil du secteur public [*J.O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [*J.O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Recherche et industrie : recherche) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet du loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J.O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de **loi de nationalisation** (n° 696) **(n° 700)** [22 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de **loi de nationalisation (n° 722)** [4 février 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de **loi de nationalisation** (n° 721) rejeté par le Sénat **(n° 723)** [4 février 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de **loi de nationalisation** rejeté par le Sénat en deuxième lecture et nouvelle lecture **(n° 727)** [5 février 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 24 ; **Recherche et industrie :** recherche **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : nomination des administrateurs des entreprises nationales : composition des conseils d'administration des entreprises nationalisées ; nécessité de procéder dans le meilleur délai à la nomination des membres des conseils d'administration des entreprises nationalisées [26 mai 1982] (p. 2594).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : nouvelle rédaction proposée à la suite de la décision du Conseil constitutionnel ; modifications pour l'aliénation éventuelle des filiales étrangères [26 janvier 1982] (p. 531) ; suppression des articles 4, 16 et 30 ; élargissement du champ de la nationalisation des banques aux trois établissements affiliés à des organismes mutualistes ou coopératifs ; proposition de la commission tendant à la constatation par le législateur de la nécessité publique de la nationalisation de trente-six banques et à l'exclusion des trois banques mutualistes du champ des nationalisations ; nouveau système d'indemnisation ; nationalisation de l'ensemble des banques au 1er janvier 1982 proposée par la commission (p. 532) ; conséquences dommageables de la prolongation d'une situation transitoire ; amendements de la commission spéciale visant à financer le surcoût des nationalisations par un effort supplémentaire des plus favorisés ; création d'une tranche supplémentaire à l'impôt sur les fortunes ; nécessité de mise en place rapide des nationalisations (p. 533).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; amendements adoptés par la commission spéciale au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale [4 février 1982] (p. 730).

Discussion des articles : **article 1er :** s'oppose aux amendements n° 12 de M. Jean Foyer et n° 13 de M. Michel Noir excluant les biens situés à l'étranger du champ de la nationalisation (n° 736) ; **article 6 :** s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Michel Noir instituant une commission pour l'évaluation de la valeur d'échange des actions des sociétés industrielles nationalisables (p. 737) ; **article 13 :** ses amendements n°s 43 et 44 (rédactionnels) : adoptés (p. 742).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : favorable à l'adoption du texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale [5 février 1982] (p. 765).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : crise économique mondiale ; volonté de moderniser les facultés industrielles de la France [21 juin 1982] (p. 3669) ; faiblesse de l'effort national de recherche sous les précédents gouvernements ; contenu des programmes mobilisateurs ; introduction de l'automatisation ; production de « bas de gamme » ; lien entre la recherche et l'investissement ; création des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; rôle des grandes entreprises nationales (p. 3670).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus) (n° 962).

Explications de vote : divergences existant à l'intérieur de l'opposition [28 juin 1982] (p. 3970) ; politique économique menée par les précédents gouvernements ; reconquête du marché intérieur ; lutte contre les causes de l'inflation ; monétarisme désuet manifesté par M. Edmond Alphandery (p. 3971) ; maintien global du pouvoir d'achat des salariés en 1982 ; défense du franc ; limitation du déficit budgétaire ; système financier français ; politique économique des Etats-Unis ; nécessité d'une réforme fiscale (p. 3972).

— Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895).

Première lecture, discussion générale : abrogation de la loi dite du « service fait » ; droit de grève dans la fonction publique ; suppression du principe du « trentième indivisible » ; volonté de faire des fonctionnaires des citoyens à part entière ; rénovation et démocratisation du statut de la fonction publique ; réforme de la fonction publique locale ; reconnaissance officielle de la section syndicale dans la fonction publique [7 juilet 1982] (p. 4317) ; développement d'un puissant secteur public (p. 4318).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : nécessité de retrouver l'échelle humaine au sein des plus grandes agglomérations de France ; centralisation parisienne ; « système Chirac » ; distribution des crédits entre les différents arrondissements ; rôle des commissions d'arrondissement ; démocratisation des institutions [21 octobre 1982] (p. 6113) ; contenu de la réforme de 1975 ; mise à l'écart des élus et des associations ; instauration de maisons de quartier (p. 6114).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** incompatibilité entre les fonctions d'officier municipal et le poste de conseiller de Paris [23 octobre 1982] (p. 6280).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie : **recherche et industrie, énergie.** — *Discussion générale, rapporteur spécial :* volonté du chef de l'Etat de faire de la France la troisième puissance scientifique du monde ; mise en œuvre des moyens nécessaires à cette grande ambition [8 novembre 1982] (p. 6865) ; accent mis sur la programmation ; importance des créations d'emplois ; progression des dépenses d'investissement ; remise à niveau des moyens opérationnels des laboratoires ; financement des grands équipements scientifiques ; soutien apporté à la recherche industrielle ; développement des sociétés financières d'innovation (p. 6866) ; risque de voir certaines entreprises publiques ou privées freiner leur effort de recherche en 1983 ; civisme des entrepreneurs privés (p. 6867).

Examen des crédits : **après l'article 52 :** établissement d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises augmentant leur effort de recherche en volume (p. 6917).

CHASSEGUET (Gérard)

Député de la Sarthe
(1re circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élargir les **conditions de saisine du médiateur (n° 879)** [19 mai 1982] ;

Proposition de loi tendant à abolir la pratique de la **vivisection (n° 944)** [10 juin 1982] ;

Proposition de loi tendant à créer une **allocation d'attente en faveur des chômeurs âgés (n° 1353)** [21 décembre 1982] ;

Proposition de loi tendant à autoriser les caisses de retraite complémentaire, les compagnies d'assurances et les sociétés d'investissement à capital variable à acquérir des **actions ou parts de sociétés non cotées en bourse (n° 1354)** [21 décembre 1982] ;

Proposition de loi tendant à compléter les **dispositions sur la filouterie de logement (n° 1355)** [21 décembre 1982] ;

Proposition de loi tendant à dispenser du **service national actif** les jeunes gens responsables d'une exploitation ou d'une entreprise familiale **(n° 1356)** [21 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : emploi et activité à la Société générale de fonderie : menace de fermeture de deux établissements de la Sarthe dont l'usine de Sainte-Jamme-sur-Sarthe ; rejet par le Gouvernement d'un plan de restructuration élaboré par la direction ; dépôt de bilan envisagé [1er décembre 1982] (p. 7861, 7862).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : amélioration du revenu des agriculteurs ; modification des règlements communautaires ; cogestion de la politique agricole par les agriculteurs ; politique de prix différenciés ; composition du conseil de direction de l'office d'intervention ; coordination inter-offices ; indépendance des interprofessions et des organisations économiques [29 juin 1982] (p. 4034).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : absence de dispositions concernant Paris, Lyon, Marseille dans le présent projet de loi [26 juillet 1982] (p. 4847) ; mise en place d'un système majoritaire bâtard ; conséquences du présent projet de loi sur la gestion communale (p. 4848).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er précédemment réservé :** son amendement n° 30 (de suppression) [19 octobre 1982] (p. 5960) : adopté ; **article 2 précédemment réservé :** son amendement n° 31 (de suppression) : adopté (p. 5961) ; **article 3 précédemment réservé :** son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté (p. 5962) ; **article 4 précédemment réservé :** son amendement n° 33 (de suppression) (p. 5964) : retiré (p. 5965).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 24 :** son amendement n° 25 (de suppression) : rejeté ; **article 25 :** son amendement n° 26 (de suppression) [8 décembre 1982] (p. 8134) : rejeté (p. 8135) ; **article 26 :** son amendement n° 27 de suppression : rejeté (p. 8135).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* augmentation des cotisations sociales agricoles ; disparité entre les revenus cadastraux [9 novembre 1982] (p. 6994) ; crédits de modernisation et d'aménagement des exploitations ; remembrement (p. 6996).

Transports. — *Discussion générale : questions :* problème de la circulation routière dans le département de la Sarthe ; construction de l'autoroute Le Mans—Angers [16 novembre 1982] (p. 7250).

CHAUBARD (Albert)

Député de l'Allier
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre du comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3038).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (recherche et industrie : énergie) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de l'agence nationale pour l'information touristique [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XIII : **recherche et industrie :** énergie **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** volonté de placer sur le même plan les échanges français avec les pays développés et les pays en voie de développement [22 juin 1982] (p. 3701).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : politique énergétique menée par la France [8 novembre 1982] (p. 6870) ; contenu du plan d'indépendance énergétique ; investissements nécessaires aux équipements de production d'énergie ; timidité des politiques antérieures ; création de l'agence française de la maîtrise de l'énergie ; rupture avec la politique de récession en matière de production charbonnière ; effort d'investissement des Charbonnages de France (p. 6871).

CHAUVEAU (Guy-Michel)

Député de la Sarthe
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commisson de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la défense nationale et des forces armées sur les **écoles militaires (n° 954)** [16 juin 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : économie contractuelle assurant à la fois la sécurité des producteurs et celle des transformateurs ; absence de sécurité pour les producteurs agricoles et toute-puissance des grandes firmes agro-alimentaires ; diversité de l'interprofession ; bilan de la loi de 1975 sur l'interprofession ; exemple de l'interprofession

laitière ; nécessité de dépasser l'organisation de marchés fondée sur une base purement volontariste ; rôle d'arbitre de l'office ; engagements financiers de l'Etat ; dialogue entre les interprofessions et les organismes d'intervention ; actions communes à l'interprofession et à l'office [29 juin 1982] (p. 4013).

Discussion des articles : **article 1er :** réglementation des rapport entre les producteurs agricoles, les commerçants et les industriels ; rôle des interprofessions, notamment dans l'économie laitière [30 juin 1982] (p. 4054) ; **après l'article 21 :** renouvellement du verger français [1er juillet 1982] (p. 4180).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* formation des personnels militaires ; contenu de l'enseignement dispensé dans les écoles et lycées militaires ; perspectives de carrière des officiers [12 novembre 1982] (p. 7109).

CHENARD (Alain)

Député de la Loire-Atlantique
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi d'orientation des transports (n° 1077) [21 septembre 1982] (p. 5031).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (transports : transports intérieurs) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1077) portantt sur **l'orientation des transports intérieurs (n° 1133)** [7 octobre 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XVI : **transports :** transports intérieurs **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi **d'orientation des transports intérieurs (n° 1301)** [15 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi **d'orientation des transports intérieurs,** modifié par le Sénat (n° 1299) **(n° 1304)** [15 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi **d'orientation des transports intérieurs** (n° 1331), rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture **(n° 1332)** [18 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : premier texte de portée générale en matière de transports soumis au Parlement ; caractère disparate et archaïque de la réglementation en vigueur ; attente du projet de loi par le secteur des transports ; caractère de loi-cadre du présent projet ; coordination des transports prévue par la loi de finances de 1949 ; aggravation des conditions d'exploitation du chemin de fer ; impératifs politiques du présent projet de loi ; mise en place d'une nouvelle planification ; prise en compte des notions qualitatives ; répartition des compétences concernant les transports ; objectifs de modernisation des modes et de rationalisation de leur utilisation ; amélioration des conditions de travail et de sécurité des travailleurs des transports ; dispositions du présent projet de loi en matière d'équilibre urbain et d'aménagement du territoire ; affirmation du droit au transport [12 octobre 1982] (p. 5636) ; complémentarité et coopération des modes de transports ; buts du nouveau statut de la S.N.C.F. ; redressement de la batellerie ; principe de la juste rémunération ; régime social des travailleurs des transports ; transport de marchandises ; mise en place des plans de déplacements ; politique européenne des transports ; distinction entre la location avec chauffeur et la location sans chauffeur ; principe de la publicité des évaluations d'infrastructure et des bilans ; nécessité pour la S.N.C.F. de développer une comptabilité analytique ; problème des piétons et des utilisateurs de deux roues (p. 5637) ; liens entre les transports et la défense nationale (p. 5638).

Discussion des articles : **article 1er :** définition des transports intérieurs (p. 5666) ; suppression de la sous-tarification ; différence entre le coût économique et le coût économique et social des transports (p. 5667) ; rôle des transports en matière de développement économique et social ; son amendement n° 23 (précisant que le système des transports concourt au développement des échanges européens) : adopté ; défense des transporteurs ; liberté des usagers (p.5663) ; **article 2 :** refus du droit au transport par l'opposition (p. 5675) ; son amendement n° 24 (précisant que des mesures particulières sont prises en faveur des personnes à mobilité réduite) : adopté après modification ; desserte des îles du Ponant (p. 5677) ; son amendement n° 25 (précisant que les catégories sociales défavorisées des parties insulaires ou lointaines du territoire peuvent faire l'objet de dispositions adaptées à leur situation) : adopté ; information des usagers (p. 5678) ; **article 3 :** développement harmonieux des différents modes de transport (p. 5681) ; son amendement n° 26 (affirmant la complémentarité entre les différents modes de transport) ; adopté ; prise en compte de la spécificité des différents modes de transport (p. 5683) ; son amendement n° 27 (précisant que la politique des transports contribue au développement et à l'amélioration de la politique européenne des transports) (p. 5684) : adopté ; assainissement du secteur des transports grâce à la politique du Gouvernement (p. 5685) ; rôle actif de la politique des transports en matière de concurrence ; son amendement n° 28 (harmonisation des conditions d'exploitation) : adopté (p. 5686) ; son amendement n° 29 (développement rationnel des transports combinés) : adopté (p. 5687) ; **article 4 :** son amendement n° 30 (mise en œuvre de la politique globale des transports de personnes) (p. 5689) : rejeté ; attachement de la commission au caractère décentralisé, contractuel, et démocratique de la planification ; son amendement n° 31 (établissement de schémas intermodaux de développement des transports) : rejeté (p. 5690) ; élaboration des schémas par les collectivités locales ; caractère prioritaire du développement de l'usage des transports collectifs (p. 5691) ; **article 4** (*suite*) : rapprochement du domicile et du lieu de travail ; champ d'application des contrats [13 octobre 1982] (p. 5699) ; **article 5 :** définition du service public des transports ; organisation du transport public (p. 5701) ; rôle respectif de l'Etat, des collectivités territoriales et des entreprises privées ; son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; volonté de la majorité de rassurer les entreprises (p. 5703) ; **article 6 :** son amendement n° 34 (rédactionnel) : adopté ; (p. 5705) ; **article 7 :** problème de la radiation éventuelle de certaines entreprises (p. 5708) ; son amendement n° 35 (radiation des entreprises en cas de manquement grave ou répété à la réglementation des transports) (p. 5709) ; exigence de garanties financières (p. 5710) ; problème des radiations d'une durée de nature à entraîner des risques pour l'entreprise (p. 5711) ; amendement n° 35 devenu sans objet (p. 5712) ; son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté ; caractère systématique de la convention ; son amendement n° 37 (mise en place d'une tarification attractive pour les usagers) (p. 5712) : retiré ; son amendement n° 38 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 39 (rédactionnel) : adopté ; avantages constitués par la création d'un service de transport urbain pour une grande surface ; contenu de la convention (p. 5713) ; différence entre autorité organisatrice et autorité compétente ; son amendement n° 40 (contrôle de l'utilisation des fonds publics : adopté (p. 5714) ; **article 8 :** possibilité d'écarter les personnes

susceptibles de nuire à la profession ; son amendement n° 41 (application de cet article aux loueurs de véhicules industriels avec conducteur) : repiré (p. 5754) ; consultation des organisations professionnelles intéressées ; son amendement n° 42 (définition des auxiliaires de transport) (p. 5755) : retiré (p. 5756) ; son amendement n° 43 (de précision) : retiré (p. 5757) ; **article 9 :** consultation des organismes professionnels (p. 5765) ; responsabilité du transporteur (p. 5766) ; son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 45 (clause prévoyant le dépassement des temps de conduite autorisés) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 46 (de précision) (p. 5767) : adopté ; son amendement n° 47 devenu sans objet (p. 5768) ; son amendement n° 48 (respect des règles fixées au niveau communautaire) : retiré (p. 5769) ; **article 11 :** cas des chauffeurs ne travaillant pas dans une entreprise relevant de la convention collective sur les transports (p. 5770) ; **article 12 :** son amendement n° 49 (précisant que l'Etat favorise le développement de toute politique de prévention) : rejeté ; son amendement n° 50 (précisant que le second alinéa de cet article concerne les salariés) : devenu sans objet ; réinsertion professionnelle des personnes déclarées inaptes (p. 5772) ; **article 13 :** refus de créer une commission paritaire nationale (p. 5774) ; son amendement n° 51 (précisant que la commission paritaire est présidée par un inspecteur du travail) : adopté (p. 5775) ; **article 14 :** son amendement n° 52 (impératif de sécurité) (p. 5778) : adopté ; infrastructures financées sur des fonds publics ; son amendement n° 53 (prise en compte des coûts économiques réels et des coûts sociaux) : adopté (p. 5779) ; articulation des transports français avec les projets des autres pays de la C. E. E. ; son amendement n° 54 (évaluation rendue publique avant la décision de lancement des projets concernés) : adopté après modification (p. 5780) ; son amendement n° 55 (publicité du bilan) : adopté ; établissement d'un schéma directeur par l'Etat et les collectivités locales ; son amendement n° 56 (comptabilité des schémas directeurs avec les schémas de développement des transports) (p. 5781) : rejeté ; son amendement n° 57 (contrat entre les collectivités locales et l'Etat) : adopté ; notion de concurrence loyale (p. 5783) ; **après l'article 14 :** association des entreprises locales aux travaux réalisés dans les régions (p. 5783) ; **article 16 :** création des conseils régionaux et départementaux des transports ; mission du conseil national des transports ; son amendement n° 58 (substituant aux mots « doivent être » le mot « sont ») (p. 5786) : retiré ; son amendement n° 59 (précisant que le conseil national des transports est consulté sur les schémas nationaux de développement des transports et d'infrastructures) ; adopté (p. 5787) ; **article 17 :** son amendement n° 60 (composition du conseil national des transports) (p. 5788) : adopté après modification (p. 5789) ; son amendement n° 369 (conditions de la radiation) (p. 5790) : retiré (p. 5791) ; **article 18 :** refus de modifier l'appellation de la S. N. C. F. ; nécessité d'accorder à la nouvelle S. N. C. F. les moyens d'exister (p. 5794) ; **article 19 :** remise des biens de l'ancienne S.N.C.F. au nouvel établissement public ; **article 20 :** reprise des biens utilisés parr la S.N.C.F. [14 octobre 1982] (p. 5801) ; **article 21 :** cohérence des présentes dispositions avec la loi sur la démocratisation du secteur public ; son amendement n° 61 (représentation des usagers) (p. 5803) ; adopté (p. 5804) ; **article 22 :** transfert des ressources susceptibles d'accompagner les conventions (p. 5806) ; son amendement n° 62 (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat précise la composition de la commission et ses attributions) : adopté ; son amendement n° 63 (complétant cet article par les mots « et peut faire toute proposition sur l'exercice et le développement de celle-ci » : adopté après modification ; **article 23 :** son amendement n° 64 (application du droit commun à la S. N. C. F. : adopté (p. 5808) ; **article 24 :** son amendement n° 65 (harmonisation des conditions d'exploitation comme figures dominantes du redressement de la situation financière de la S. N. C. F.) : adopté (p. 5811) ; objectifs visés par l'Etat (p. 5812) ; **article 25 :** son amendement n° 66 (précisant que la S. N. C. F. développe une comptabilité analytique) : adopté après modification (p. 5813) ; **article 27 :** constatation du périmètre urbain (p. 5814) ; refus d'établir une hiérarchie entre les collectivités locales (p. 5815) ; **article 28 :** son amendement n° 67 (établissement systématique de plans de déplacements urbains) (p. 5816) : rejeté ; son amendement n° 69 (mention du stationnement comme objectif du plan de déplacements urbains) : adopté ; son amendement n° 68 (contenu des plans de déplacements urbains) ; adopté après modification (p. 5817) ; **article 29 :** problème des transports scolaires [15 octobre 1982] (p. 5864) ; déclaration faite auprès du représentant de l'Etat (p. 5865) ; durée des autorisations (p. 5866) ; **article 30 :** son amendement n° 70 (suppression des mots « dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 71 (contrat de développement passé entre l'Etat et les départements) : adopté (p. 5867) ; **article 31 :** avantages du transport routier (p. 5868) ; son amendement n° 72 (amélioration de la productivité du système de transport) : adopté ; respect du principe de légalité de traitement entre les entreprises de transport ; **article 32 :** son amendement n° 73 (cas des loueurs de véhicules industriels avec conducteur) : retiré (p. 5869) ; **après l'article 32 :** son amendement n° 74 (précisant que les entreprises assurant le transport pour leur propre compte sont soumises à déclaration) : rejeté (p. 5870) ; **article 33 :** suppression des rémunérations au rendement ; son amendement n° 75 (cas des donneurs d'ordre) : adopté (p. 5871) ; **article 34 :** son amendement n° 76 (application de la réglementation relative aux activités de commissionnaire de transports) : non soutenu ; cas dans lequel la sous-traitance est possible (p. 5872) ; son amendement n° 77 (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 5873) ; **article 36 :** son amendement n° 78 (tarification d'ordre public spécifique pour la location des conducteurs) : adopté ; **article 37 :** son amendement n° 79 (prise en compte des efforts réalisés par l'entreprise pour améliorer sa productivité) : adopté (p. 5874) ; **article 37 :** durée des autorisations (p. 5875) ; son amendement n° 80 (cas de la location en gérance ou de la cessation de tout ou partie d'un fond de commerce) : rejeté ; **article 39 :** son amendement n° 83 (avis du conseil national des transports) : adopté (p. 5876 ; **article 40 :** son amendement n° 84 (contenu du schéma directeur) : rejeté (p. 5880) ; **article 43 :** caractère obligatoire des conventions entre l'Etat et les entreprises (p. 5882) ; son amendement n° 85 (soumission à homologation des principes généraux d'achat et de location de matériel volant) : adopté ; **article 44 :** son amendement n° 86 (de correction) : adopté ; **article 45 :** son amendement n° 87 (définition des transports intérieurs) : rejeté ; son amendement n° 88 (champ d'application de la loi assujettissant les entreprises étrangères établies en France) (p. 5883) : rejeté ; **article 47 :** son amendement n° 89 (de correction) : adopté (p. 5884).

Ses observations après les explications de vote : remercie le ministre d'Etat, ministre des transports (p. 5888).

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur : refus du droit au transport par le Sénat ; principe du libre choix de l'usager ; disparition de la notion de système de transport dans le texte amendé par le Sénat ; champ d'application des périmètres urbains ; autonomie de gestion de la S. N. C. F. [16 décembre 1982] (p. 8422).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 1 (rétablissant l'intitulé du chapitre premier du titre premier) (p. 8424) : adopté ; **article 1er** : son amendement n° 2 (notion de système de transports) : adopté ; son amendement n° 3 (référence européenne) : adopté ; son amendement n° 4 (application du droit au transport) : adopté (p. 8425) ; **article 2** : son amendement n° 5 (objet du droit au transport) : adopté ; son amendement n° 6 (mesures particulières pouvant être prises en faveur des personnes à mobilité réduite) : adopté ; son amendement n° 7 (dispositions adaptées aux catégories sociales défavorisées) (p. 8426) : adopté ; son amendement n° 8 (informations des usagers sur les différents modes de transport) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 9 (buts de la politique globale des transports des personnes et des marchandises) : adopté ; son amendement n° 10 (harmonisation des conditions d'exploitation et d'utilisation des différents modes de transport) : adopté (p. 8427) ; **article 4** : son amendement n° 11 (élaboration et mise en œuvre de la politique globale des transports par l'Etat et les collectivités territoriales concernées) : adopté ; son amendement n° 12 (priorité donnée au développement de l'usage des transports collectifs) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 13 (étendue du service public des transports) : adopté ; son amendement n° 14 (de conséquence) (p. 8428) : adopté ; son amendement n° 15 (organisation du transport public) : adopté ; son amendement n° 16 (même objet) ; son amendement n° 17 (de conséquence) ; son amendement n° 18 (même objet que ses amendements n° 15 et n° 16) ; amendements n°s 16, 17 et 18 : adoptés ; **article 6** : son amendement n° 19 (principe de la juste rémunération des transporteurs) : adopté (p. 8429) ; **article 7** : son amendement n° 20 (inscription des entreprises de transport public de personnes sur un registre tenu par les autorités de l'Etat) : adopté ;

son amendement n° 21 (transports publics de personnes) : adopté ; son amendement n° 22 (possibilité pour les collectivités territoriales d'exploiter des services de transport en régie directe) : adopté (p. 8430) ; son amendement n° 23 (financement des services de transport public régulier de personnes) : adopté ; son amendement n° 24 (définition de la politique tarifaire) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 25 (conditions de l'exercice des professions de transporteur public et de loueur de véhicules industriels) (p. 8431) ; adopté après modification ; son amendement n° 26 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 27 (conditions de rémunération des auxiliaires de transport) : adopté (p. 8432) ; **article 9** : son amendement n° 28 (assujettissement des transports collectifs pour le compte propre de l'entreprise aux dispositons de cet article) : adopté ; **article 13** : présidence de la commission par un inspecteur du travail (p. 8433) ; **article 14** : financement des choix relatifs aux infrastructures ; son amendement n° 29 (référence au coût financier et aux coûts sociaux) : adopté ; établissement de schémas directeurs par l'Etat et les collectivités territoriales (p. 8434) ; son amendement n° 30 (établissement des schémas directeurs) : adopté ; **article 15** : son amendement n° 31 (objet des taxes et redevances) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 32 (rôle du conseil national des transports) (p. 8435) ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 33 (composition du conseil national des transports) : adopté ; son amendement n° 34 (composition des comités régionaux et départementaux) (p. 8436) : adopté ; son amendement n° 35 (composition du conseil national et des comités régionaux et départementaux des transports : adopté ; **article 18** : son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté (p. 8437) ; **article 20** : son amendement n° 37 (statut des biens immobiliers affectés au service public du transport ferroviaire) : adopté ; son amendement n° 38 (suppression du mot « réglementaire ») : adopté ; **article 21** : son amendement n° 39 (composition du conseil d'administration de la S.N.C.F.) : adopté ; son amendement n° 40 (suppression de l'avis du conseil national des transports) : adopté (p. 8438) ; **article 24** : son amendement n° 41 (concours apporté par l'Etat à la S.N.C.F.) : adopté (p. 8439) ; **article 28** : son amendement n° 42 (systématisant l'élaboration des plans de déplacements urbains) : adopté ; son amendement n° 43 (nécessité de tenir compte des conditions générales du trafic) : adopté ; son amendement n° 44 (but des plans de déplacements urbains) : adopté ; son amendement n° 45 (élaboration d'une étude sur les modalités du financement des plans des déplacements urbains) : adopté ; son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté (p. 8440) ; **article 29** : son amendement n° 47 (définition des transports routiers non urbains) : adopté ; son amendement n° 48 (incluant les services privés dans les transports non urbains de personnes) : adopté ; son amendement n° 49 (périmètres des transports urbains) : adopté ; son amendement n° 50 (de cohérence) : adopté ; son amendement n° 51 (autorité compétente pour délivrer les autorisations relatives aux services occasionnels) (p. 8441) : adopté ; **article 29** *bis* : son amendement n° 52 (de suppression) : adopté ; **article 30** : son amendement n° 53 (de cohérence) : adopté ; son amendement n° 54 (indemnité de compensation) ; adopté (p. 8443) ; son amendement n° 55 (de cohérence) : adopté ; son amendement n° 56 (de cohérence) : adopté ; **article 31** *bis* : son amendement n° 57 (de suppression) : adopté ; **article 32** : son amendement n° 58 (de suppression) : adopté ; **article 33** : son amendement n° 59 (contenu des contrats de transports routiers de marchandises) : adopté ; **article 34** : son amendement n° 60 (de cohérence) : adopté (p. 8444) ; son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 62 (de cohérence) (p. 8445) : adopté ; son amendement n° 63 (de cohérence) : adopté ; **article 36** : son amendement n° 64 (cas de tarification d'ordre public) (p. 8446) : adopté ; **article 37** : son amendement n° 65 (de cohérence) : adopté ; son amendement n° 66 (prise en compte des efforts de l'entreprise pour améliorer la productivité et le respect par celle-ci de la présente loi) : adopté (p. 8447) ; **article 38** : son amendement n° 67 (cas des manquements graves ou répétés) : adopté ; son amendement n° 68 (cas des manquements à la réglementation des transports, du travail ou de la sécurité) : adopté ; **article 42** : son amendement n° 69 (suppression de la référence à la composition du conseil d'administration de l'office national de la navigation) : adopté ; son amendement n° 70 (mission de l'office national de la navigation) : adopté (p. 8448) ; **article 44** : son amendement n° 71 (de conséquence) : adopté ; **article 45** : son amendement n° 72 (de conséquence) : adopté ; **article 46** : son amendement n° 73 (de coordination) : adopté (p. 8449).

Seconde délibération du projet de loi : **article 42** : mission de l'office national de la navigation (p. 8451).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : amélioration de l'efficacité économique et sociale de la politique des transports ; promotion des transports collectifs ; recherche d'une utilisation plus rationnelle de la voiture en ville ; contenu des nouveaux plans départementaux de transports ; rôle des transporteurs ; nécessité de parvenir à une plus grande transparence du marché des transports de marchandises ; recherche d'un équilibre financier par la S.N.C.F. [18 décembre 1982] (p. 8513-8514).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).

Première lecture, deuxième partie : **Transports.** — *Discussion générale ;* rapporteur pour avis : amélioration de la sécurité routière ; priorité donnée aux transports collectifs ; mise en place de nouvelles conventions entre l'Etat et la S.N.C.F. ; réalisation du T.G.V. Atlantique ; planification des investissements ; accroissement de l'aide au transport combiné rail-route [16 novembre 1982] (p. 7226) ; réforme du financement et de la gestion des autoroutes ; coût élevé des péages (p. 7227).

CHEVALLIER (Daniel)

Député des Hautes-Alpes
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie : **Plan et aménagement du territoire.** — *Discussion générale : questions :* politique de concertation communale menée dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ; volonté de valoriser les potentialités locales [17 novembre 1982] (p. 7305).

CHEVENEMENT (Jean-Pierre)

Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie
Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie

NOMINATIONS

Est nommé ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 29 juin 1982 [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2051).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Claude Birraux : réorganisation des instances du C.N.R.S. : concertation engagée entre la direction générale du C.N.R.S. et les syndicats ; représentation élue du personnel du C.N.R.S. ; place des techniciens ; création de conseils de département ; représentation du monde du travail ; réforme du collège électoral du C.N.R.S. et du mode de scrutin [2 juin 1982] (p. 2872).

— M. Jacques Blanc : commission du bilan : conclusions de la commission du bilan sur les problèmes économiques ; multiplication du chiffre du chômage pendant le septennat précédent ; multiplication de l'endettement extérieur de la France ; stagnation de l'investissement productif ; accroissement du déficit budgétaire ; dépendance de l'économie française à l'égard de l'étranger ; disposition d'entreprises stratégiques ; importance de l'effort auquel est appelé le nouveau Gouvernement ; ralentissement du rythme d'augmentation du chômage ; rôle des contrats de solidarité ; emploi des jeunes ; croissance prévue pour 1982 ; progression prévisible du revenu agricole [10 juin 1982] (p. 3205, 3206).

au gouvernement de :

— Mme Colette Goeuriot : situation de la sidérurgie dans le Nord et la Lorraine : plan quinquennal de modernisation de la sidérurgie ; dépenses totales de vingt milliards en cinq ans ; objectifs du Gouvernement : diversification industrielle du Nord et de la Lorraine [6 octobre 1982] (p. 5455).

— **M. François Fillon : fermeture d'une usine du groupe Hutchinson dans la Sarthe** : situation de la Sitec ; part des capitaux privés dans cette entreprise [6 octobre 1982] (p. 5457, 5458).

— **M. Jean-Paul Desgranges : approvisionnement des entreprises nationalisées** : déficit du commerce extérieur en 1980 et 1981 ; stratégie des entreprises nationales ; conventions de stabilité ; attitude de certains parlementaires de l'opposition à l'étranger [6 octobre 1982] (p. 5461).

— **M. Jean Royer : sauvetage de l'usine de la compagnie française du meuble à Saint-Pierre-des-Corps** : industrie française du meuble et filière bois ; possibilité de reprise de la compagnie française du meuble par des groupes privés ou publics [6 octobre 1982] (p. 5466, 5467).

— **M. Henry Delisle : déclaration d'un député du groupe union pour la démocratie française lors du débat sur les transports** : caractère des propos tenus par un député U.D.F. comparant la situation en France et au Chili [13 octobre 1982] (p. 5724).

— **M. Michel Sapin : difficultés d'entreprises de sous-traitance** : entreprises nationalisées ; salon international de la sous-traitance ; situation dans le secteur de l'automobile [20 octobre 1982] (p. 6041).

— **M. Adrien Zeller : avenir des mines domaniales des potasses d'Alsace** : société des mines de potasses d'Alsace ; plan minier ; situation et avenir des mines de potasses ne présentant pas de caractère inquiétant (p. 6049).

— **M. Michel Barnier : situation de l'emploi dans l'entreprise Pechiney-Ugine-Kuhlmann en Savoie** : nationalisations ; restructuration ; industrie de l'aluminium ; usine de Plombière-Saint-Marcel [10 novembre 1982] (p. 7019).

— **M. René Drouin : utilisation du minerai de fer** : modernisation de la sidérurgie ; phase de concertation ; importation de minerai de fer ; mélange des minerais ; Usinor, Sacilor [10 novembre 1982] (p. 7021) ; C.E.E. ; protectionnisme des Etats-Unis (p. 7022).

— **M. Serge Charles : restructuration de la chimie française** : perte subie par le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; nationalisation ; investissement dans les entreprises nationales ; rationalisation de la chimie française ; usine de chimie minérale de Wattrelos ; absence de licenciements sans reclassement [8 décembre 1982] (p. 8105).

— **M. Louis Odru : problèmes industriels en région parisienne (entreprise Dufour)** : situation économique ; orientations du Gouvernement ; problèmes du tissu industriel ; mise en œuvre du plan machine-outil adopté par le Gouvernement en juin 1981 ; projet de regroupement de la société Dufour avec la société Vernier de Nice ; suspension de l'application de ce projet [8 décembre 1982] (p. 8114).

— **M. René Gaillard : restructuration de l'industrie de la machine-outil française** : plan machine-outil ; axes de l'action du Gouvernement ; action sur l'offre, plan de recherche et d'innovation technologiques, soutien de la demande intérieure ; situation de la société Ramo ; possibilité d'aboutir à un contrat d'entreprise (p. 8328).

— **Guy Vadepied : société industrielle de filtration à Marseille-en-Beauvaisis** : nécessité de mener une action d'animation du tissu industriel [15 décembre 1982] (p. 8328); nécessité d'éviter la disparition d'entreprises contribuant à la production nationale ; note l'intolérance de l'opposition ; recherche d'un partenaire pour la société industrielle de filtration ; responsabilité des différents acteurs pour contribuer à la solution des problèmes des entreprises (p. 8329).

— **M. François Asensi : déclarations de la direction de Citroën et situation à l'usine d'Aulnay** : attitude de la direction de Citroën ; nécessité pour l'ensemble des partenaires de respecter la loi et les accords conclus [15 décembre 1982] (p. 8334) ; nécessité de respecter les conclusions de la commission Dupeyroux (p. 8335).

— **M. Gustave Ansart : plan textile et licenciements** : application du plan ; coût budgétaire ; situation des effectifs ; agence nationale de la valorisation de la recherche ; centre de promotion du textile et de l'habillement ; détournements de procédures ; promotion du dialogue social [15 décembre 1982] (p. 8335).

orales sans débat de :

— **n° 211, M. Xavier Deniau : usage de la langue française dans le domaine scientifique** : politique linguistique de la France ; action concrète menée dans ce domaine depuis la publication de la circulaire du 22 septembre 1981 [11 juin 1982] (p. 3255) ; politique de l'information scientifique du M.I.D.I.S.T. ; existence d'un programme mobilisateur de diffusion de la culture scientifique en français et de promotion du français ; division de ce programme en quatre sous-programmes ; modernisation des systèmes automatisés d'informations scientifiques et techniques, développement du plurilinguisme dans les recherches françaises, renouveau de l'édition scientifique en français et création de périodiques en langue française ; nécessité de concevoir une grande politique linguistique française axée sur l'alliance des cultures et le plurilinguisme (p. 3256) ; projet d'encyclopédie en cours d'élaboration (p. 3257).

— **n° 259, M. Philippe Bassinet : bilan de la 34e session de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe** : présence du Président de la République lors de la clôture de la 34e session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; bilan des travaux : lutte contre le chômage, situation des droits de l'homme en Turquie et en Europe de l'Est; situation au Liban ; coopération européenne [15 octobre 1982] (p. 5825).

— **n° 261, M. Jean-Marie Daillet : pavillons de complaisance** : prise de positions de la France dans les organismes internationaux sur la question des pavillons de complaisance ; responsabilité des transporteurs et protection des équipages ; naufrage du *Compass Rose* 011 (p. 5826).

— **n° 260, M. Jean-Claude Bateux : entreprise Tempo-Sanys de Canteleu-Biessard** : société Tempo-Sanys ; situation de l'usine de Biessard (p. 5827).

— **n° 258, prix des carburants dans les zones de montagne** : pénalisation énergétique des zones de montagne ; régime des prix des produits pétroliers ; approvisionnement en produits pétroliers ; loi d'orientation sur la montagne ; points de vente de carburant en montagne (p. 5828).

— **n° 255, création d'une université au Havre** : projet de création au Havre d'une université de plein exercice à partir des activités existantes ; problème de l'hébergement des étudiants et des locaux de l'université (p. 5829).

— **n° 309, M. René Drouin : minerai de fer** et **n° 308, M. Nicolas Schiffler : minerai de fer** : diminution de la production des mines de fer ; diminution de la consommation intérieure de minerai de fer ; création d'une sidérurgie littorale [10 décembre 1982] (p. 8215) ; baisse de la production des produits longs ; diminution des exportations de minerai de fer ; problème du maintien du potentiel technique et humain des mines de fer ; approvisionnement en fer de la sidérurgie ; sources d'approvisionnement des usines continentales ; tendance spontanée à la diminution de la production nationale ; nécessité de rendre le minerai de fer lorrain compétitif ; coûts de transport ; technique de l'enrichissement ; mise en place d'un groupe de concertation ; technique de l'exhaure (p. 8216) ; mission Marbach ; évolution des importations ; autonomie de gestion des entreprises nationales ; responsabilité des présidents de ces entreprises ; rôle de l'Etat (p. 8217) ;

— **n° 307, M. Jean-Paul Durieux : sidérurgie** : plan sidérurgique ; reconquête du marché national : effort de restructuration prévu par la France ; nécessité de respecter les quotas de production au niveau communautaire ; contrôles statistiques aux frontières ; difficultés de l'ensemble des pays du Marché commun ; montant des investissements ; mesures annoncées par le Premier ministre [10 décembre 1982] (p. 8217, 8218) ;

— **n° 303, M. Paul Balmigère : entreprise Association des ouvriers en instruments de précision, à Béziers** : entreprises sous-traitantes en électronique ; difficultés de l'association des ouvriers en instruments de précision ; définition d'un plan de redressement par la direction de l'entreprise ; usine de Béziers ; pertes d'exploitation de l'activité des circuits imprimés ; déficit de la balance commerciale [10 décembre 1982] (p. 8219) ; possibilité envisagée de mise en place d'une marche réduite de l'établissement des circuits imprimés ; expansion de certains secteurs de l'association des ouvriers en instruments de précision (p. 8220) ;

— **n° 312, M. René Bourget : production de phénol par la société Rhône-Poulenc** : responsabilité des entreprises en matière d'investissement ; importations de phénol ; contrat de plan [10 décembre 1982] (p. 8220) ;

— **n° 310, M. Jean-Claude Bois : cokeries du Nord** : plan d'indépendance énergétique ; place du charbon dans ce plan ; nécessité de favoriser la production nationale ; concertation ; accroissement des moyens de reconversion ; engagement de ne pas procéder à des licenciements dans les houillères [10 décembre 1982] (p. 8221) ; nécessité d'arrêter un plan d'investissement (p. 8222) ;

— **n° 304, M. Jean Jarosz : entreprises de céramique en Sambre-Avenois** : situation du secteur des céramiques en Sambre-Avenois ; pénétration des produits étrangers sur le marché français ; reconquête du marché national ; régionalisation du ministère de la recherche et de l'industrie ; financement des projets industriels des entreprises [10 décembre 1982] (p. 8223) ;

— **n° 305, M. Jean-Paul Fuchs : potasses d'Alsace** : avenir humain et industriel du bassin potassique ; renforcement de la compétitivité d'exploitation des mines de potasse d'Alsace ; faisabilité du procédé d'injection de saumure dans le sous-sol ; rapport sur le projet de création d'une saline en Alsace ; concertation ; élaboration du contrat de plan [10 décembre 1982] (p. 8224) ; rapport des experts sur le projet de saline ; valorisation et diversification industrielle en Alsace (p. 8225).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion générale : mutation démographique et mutation technologique du monde ; révolution scientifique et technique; absence de pénurie d'énergie; révolution de l'information ; modification du texte par le Sénat ; nécessaire redressement de la recherche scientifique française [21 juin 1982] (p. 3643) ; choix politique dont dépend la place de la France dans la division internationale du travail de demain ; desserrement de la contrainte énergétique ; principales dispositions contenues dans le projet de loi ; recherche industrielle ; rôle du secteur privé ; recherche en agriculture ; volonté de redonner aux scientifiques leur place dans le corps social (p. 3644) ; concentration du potentiel de recherche en région parisienne ; objectif culturel ; rôle des universités ; place du français dans le domaine de la communication scientifique ; lancement d'une encyclopédie du XXIe siècle ; proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; rôle de la recherche et de la technologie dans la « sortie de crise » ; remplacement du travailleur par le robot ; défense du français (p. 3645) ; rôle de l'Europe dans le monde de demain ; priorité essentielle donnée à la recherche dans le budget de 1983 ; caractères de la programmation ; programmes mobilisateurs ; place des différentes catégories traditionnelles de recherche (p. 3646) ; programmes de développement technologique ; création du conseil supérieur de la recherche et de la technologie ; création des groupements d'intérêt public ; création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics (établissements publics à caractère scientifique et technologique) ; dispositions concernant les métiers de la recherche (p. 3647) ; augmentation du budget civil de recherche pour 1982 (p. 3658) ; augmentation du budget civil de recherche et de développement technologique (p. 3668) ; définition de nouvelles structures juridiques (établissement public à caractère scientifique et technologique, groupement d'intérêt public) ; risque de corporatisme (p. 3669) ; engagements du Président de la République ; place de la recherche fondamentale ; problème budgétaire (p. 3680) ; problème de la recherche industrielle ; intérêt de la recherche fondamentale (p. 3681) ; recherches sur la décentralisation ; liste des programmes mobilisateurs ; nécessité de lancer une mission sur l'environnement (p. 3682) ; rôle des grandes entreprises nationales ; reconquête du marché intérieur ; problème du mandarinat ; vulgarisation scientifique ; recherche médicale (p. 3683) ; assises régionales de la recherche (p. 3684).

Discussion des articles : **article 2** : refuse d'accorder une aide indirecte aux entreprises [22 juin 1982] (p. 3688) ; **après l'article 2** : rôle moteur des entreprises nationales (p. 3690) ; **article 3** : son amendement n° 153 (catégories d'actions mises en œuvre par le budget civil de la recherche) (p. 3691) ; son sous-amendement n° 183 à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissant les quatre catégories de programmes) : adopté ; son sous-amendement n° 184 à l'amendement n° 4 de la commission (garantissant le développement de la recherche fondamentale) (p. 3692) : adopté ; son sous-amendement n° 185 à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; coordination de l'ensemble des programmes mobilisateurs (p. 3693) ; amendement n° 153 retiré (p. 3694) ; **article 4** : réexamen des conditions de réalisation de l'effort de recherche (p. 3695) ; **après l'article 5** : son amendement n° 154 (appréciation de la qualité de la recherche) (p. 3697) ; faculté de recours ; avis donné par la commission d'évaluation (p. 3698) ; précise que la possibilité de recours n'a pas été demandée par la communauté scientifique ; amendement n° 154 réservé (p. 3699) ; **après l'article 6** : importance de la recherche fondamentale ; valeur des sciences humaines et sociales (p. 3700) ; **article 7** : exemple du programme Airbus (p. 3701) ; solidarité européenne ; coopération avec les pays du tiers-monde (p. 3702) ; caractère international de la recherche (p. 3706) ; création d'un espace scientifique et technologique européen ; mobilisation du potentiel scientifique en direction des pays du tiers-monde (p. 3707) ; **article 7 *bis*** : son sous-amendement n° 186 à l'amendement n° 124 de M. Guy Hermier (compétence du conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : adopté ; son sous-amendement n° 187 à l'amendement n° 123 de M. Vincent Porelli (composition du conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : adopté (p. 3709) ; **article 8** : définition des programmes d'intérêt régional en matière de recherche (p. 3711) ; décloisonnement de la recherche (p. 3712) ; **article 10** : composition des comités consultatifs régionaux ; son sous-amendement n° 155 à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3715) ; **article 11** : rôle des universités dans la formation à la recherche (p. 3717) ; **article 12** : nouvelle catégorie d'établissements publics (p. 3718) ; **article 13** : composition du conseil d'administration du C.N.R.S. (p. 3721) ; hiérarchie des personnels de la recherche (p. 3722) ; **article 17** : création des G.I.P. ; convention collective des G.I.P. (p. 3731) ; finalité du secteur public de la recherche (p. 3732) ; impossibilité de créer une personne de droit public par simple approbation tacite (p. 3733) ; **article 18** : différentes sortes de secret en matière de recherche (p. 3735) ; **article 21** : son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 52 de la commission (mobilité des personnels) : adopté (p. 3738) ; **article 22** : son amendement n° 156 (statut des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technologique) (p. 3739) : adopté après modification (p. 3740) ; **après l'article 22** : négociations devant s'engager avec les syndicats sur la base de la présente loi (p. 3741) ; **après l'article 23** : consultation du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise ; précise que la démocratie est la condition de l'efficacité de l'entreprise (p. 3743) ; **article 24** : conditions d'ouverture des droits à pension des chercheurs (p. 3744) ; **après l'article 5** : son amendement n° 154 précédemment réservé : réservé (p. 3745) ; **article 25** : *rapport annexé :* contenu de ce rapport (p. 3746, 3747) ; crise du textile (p. 3751, 3752) ; promotion du français [23 juin 1982] (p. 3758) ; nationalité des chercheurs du C.N.R.S. (p. 3759) ; effort budgétaire de l'Etat (p. 3760) ; refus du Gouvernement d'allonger la liste des programmes mobilisateurs (p 3761) ; agriculture biologique ; secteur de la machine-outil robotique ; son amendement n° 194 (recherche fondamentale) (p. 3764) : adopté après rectification ; instrumentation scientifique (p. 3768) ; son amendement n° 191 (but des programmes qui seront engagés dans les secteurs industriels de pointe et de base) : adopté ; son amendement n° 192 (liste de ces secteurs) : adopté (p. 3769) ; réduction de la dépendance énergétique de la France ; problème des surrégénérateurs ; son amendement n° 195 (programme de développement technologique électronucléaire) : adopté (p. 3771) ; son amendement n° 196 (développement des études sur le stockage définitif) : adopté ; études en matière de séparation isotopique (p. 3772) ; refus de créer un programme de développement technologique sidérurgie (p. 3773) ; **article 24 précédemment réservé** : son sous-amendement n° 190 à l'amendement n° 56 de la commission (insérant les mots : « et ingénieurs » après les mots : « comme chercheurs » au début de cet amendement) : adopté (p. 3774) ; **après l'article 5** : possibilité de recours devant l'autorité hiérarchique ; appréciation des travaux de recherche devant donner lieu à examen contradictoire ; son amendement n° 154 précédemment réservé : devenu sans objet (p. 3775).

Ses observations après les explications de vote : mauvais état de la recherche française ; absence de fonctionnarisation de la recherche (p. 3778).

Deuxième lecture, discussion générale : travail effectué par la commission spéciale [28 juin 1982] (p. 3943).

Discussion des articles : **article 5 bis :** évatuation de la qualité des chercheurs ; **article 8 :** son amendement n° 7 (rédactionnel) (p. 3944) : retiré ; **article 11 :** son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté (p. 3945) ; **article 25 :** *rapport annexé :* son amendement n° 10 (de clarification) : adopté après rectification ; son amendement n° 11 (de correction) : adopté (p. 3947) ; son amendement n° 12 (de correction) : adopté ; **article 22 précédemment réservé :** son amendement n° 9 (rédactionnel) : retiré ; principe de l'égalité d'accès à la fonction publique ; futures négociations avec les syndicats lors de la rédaction des décrets portant statut des personnels de recherche (p. 3948).

Troisième lecture, discussion générale : hommage rendu aux travaux de la commission spéciale à l'Assemblée nationale ; nouvelle étape dans le développement de la recherche scientifique française [30 juin 1982] (p. 4093).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* respect des engagements pris par le Président de la République [8 novembre 1982] (p. 6878) ; importance de la crise économique mondiale ; nécessité de mettre en place une relance concertée des économies développées ; effets négatifs du flottement des monnaies ; contenu de la doctrine des créneaux ; qualité de la main-d'œuvre française ; valorisation de la recherche ; problème de l'éducation et de la formation professionnelle ; importance du marché intérieur français (p. 6879) ; plan de modernisation de la sidérurgie ; déficit extérieur de la France ; contrôle des importations ; mise en œuvre du plan machine-outil ; refus d'augmenter les tarifs d'E.D.F. ; rôle des nationalisations (p. 6880) ; problème des industries de transformation ; mise en place d'un programme quinquennal d'actions pour la filière électronique ; création des directions régionales de la recherche et de l'industrie ; insuffisance de l'investissement industriel français ; imputation du crédit d'impôt sur la recherche ; priorité accordée à la recherche fondamentale ; défense de la liberté de la science ; réforme de l'I.N.S.E.R.M. ; effort en faveur de la diffusion des revues en langue française (p. 6881) ; mise en place du conseil supérieur de la recherche et de la technologie ; organisation du ministère de la recherche et de l'industrie ; cohérence des interventions industrielles du Gouvernement (p. 6882) ; caractère public des résultats des tractations concernant la branche « Colorants » de P.U.K. (p. 6894) ; répartition de l'effort de recherche entre entreprises publiques et entreprises privées ; contenu du septième programme mobilisateur ; statut de l'I.N.E.D. ; réforme de l'O.R.S.T.O.M. et du G.E.R.D.A.T. (p. 6903) ; siuation du groupe P.U.K. ; attitude de l'opposition ; rôle des P.M.I. dans le renouvellement de l'appareil productif ; problèmes du C.E.A. ; programme relatif aux nodules polymétalliques ; problème de la sidérurgie (p. 6904) ; problème des mines de fer ; structures des programmes mobilisateurs ; futur statut des personnels de la recherche ; développement industriel en zone rurale ; rachat de Texas-Gulf par la société nationale Elf-Aquitaine ; mise en œuvre d'un plan d'ensemble dans le secteur du papier-carton (p. 6905) ; rôle des travailleurs dans la restructuration de certains groupes industriels ; rôle des comités d'entreprise dans le domaine de la recherche ; problème de l'aluminium (p. 6906).

Répond à la question de :

— *M. Jean Desanlis :* attitude des banques vis-à-vis du secteur privé ; système de la caution (p. 6908) ;

— *M. Emmanuel Hamel :* refus de privilégier une vision unidirectionnelle du monde ; construction du gazoduc sibérien ; besoins de la France en matières premières ; diversification des approvisionnements énergétiques (p. 6908) ; défense des intérêts de la France (p. 6909) ;

— *M. Bernard Schreiner :* programme de développement de la filière électronique ; lancement de deux satellites de télévision ; développement des réseaux câblés (p. 6909) ;

— *M. Robert de Caumont :* problèmes spécifiques aux zones de montagne ; mise en place d'une action finalisée « montagne » (p. 6910) ;

— *M. Guy Lengagne :* avenir des firmes appartenant au groupe I.T.T. (p. 6911) ; appui apporté à ces firmes par l'administration des P.T.T. (p. 6912) ;

— *M. Jacques Toubon :* caractéristiques de la myotathie ; intensification des recherches concernant cette maladie ; action de l'I.N.S.E.R.M. (p. 6912) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* coopération européenne en matière de recherche (exemple du programme concernant la fusion thermonucléaire contrôlée) ; volonté du Gouvernement de développer la coopération européenne (p. 6913) ;

— *M. Jacques Toubon :* situation financière des entreprises nationales ; endettement d'E.D.F. ; héritage laissé par les précédents gouvernements ; publication semestrielle des résultats des grandes entreprises nationalisées (p. 6914, 6915) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* nature des entreprises bénéficiant des aides à la filière électronique ; augmentation de ces crédits (p. 6915) ;

— *M. Bruno Bourg-Broc :* situation des groupes récemment nationalisés (p. 6916).

Examen des crédits : **après l'article 52 :** son amendement n° 4 (établissant un crédit d'impôt en faveur des entreprises augmentant en volume leur effort de recherche) (p. 6916) : adopté (p. 6917) ; **après l'article 60 :** fonctionnement de la commission locale de Fessenheim (p. 6919) ; rôle des commissions d'information (p. 6920).

CHEYSSON (Claude)

Ministre des relations extérieures

DEPOTS

Projet de loi autorisant la ratification du protocole au **traité de l'Atlantique Nord** sur l'**accession de l'Espagne** (n° 733) [2 avril 1982].

Projet de loi relatif au **conseil supérieur des Français de l'étranger** (n° 734) [2 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la **participation française à la force multinationale** et d'observateurs (n° 766) [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste **Sri Lanka** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** (n° 767) [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'**Espagne** relatif au **régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international** (n° 768) [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'aprpobation d'une **convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises** (n° 769) [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du **Maroc** sur **l'assistance aux personnes détenues** et sur le **transfèrement des condamnés** (n° 770) [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la **protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel** (n° 827) [26 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la **coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Vanuatu** (n° 910) [28 mai 1982].

Déclaration du Gouvernement sur sa **politique étrangère** (n° 1014) [6 juillet 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative aux **décisions de rectification d'actes de l'état civil** (ensemble deux annexes) (n° 1216) [15 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'**Egypte** sur la **coopération judiciaire en matière civile, y** compris le statut personnel et en matière **sociale, commerciale et administrative** (ensemble deux annexes et un protocole annexe) (n° 1217) [15 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe **d'Egypte de coopération judiciaire en matière pénale (n° 1218)** [15 novembre 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam (n° 1261)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la **République d'Autriche** sur la **sécurité sociale (n° 1262)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Guinée équatoriale** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1263)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord instituant une **fondation européenne** (ensemble un acte final et un arrangement) **(n° 1264)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international sur l'étain** (ensemble sept annexes) **(n° 1265)** [29 novembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Gisèle Halimi : convention des Nations Unies sur la discrimination sexiste :** réserves exprimées par la France à l'égard de la convention ; ratification prochaine de la convention [7 avril 1982] (p. 960) ;

— **M. Jean-Guy Branger : prix agricoles communautaires ;** politique du Gouvernement à l'égard des montants compensatoires [7 avril 1982] (p. 962) ;

— **M. Jacques Baumel : affaire des Falkland :** origine du soutien apporté par la France au Royaume-Uni ; résolution n° 502 du conseil de sécurité ; non-reconnaissance, par la France, d'une souveraineté britannique sur les îles Malouines ; rôle du secrétaire général des Nations Unies [12 mai 1982] (p. 2039) ;

— **M. Maurice Faure : conflit anglo-argentin :** solidarité du Gouvernement français avec la Grande-Bretagne ; embargo sur les armes, pièces détachées et munitions : mesures prises par la C. E. E. ; efforts du secrétaire général des Nations Unies ; position des deux protagonistes [12 mai 1982] (p. 2041) ;

— **M. Max Gallo : arrestation par les britanniques d'un officier argentin :** démarche diplomatique pour demander au Gouvernement anglais de bien vouloir surseoir au retour du commandant Astiz dans son pays ; présomptions quant à la responsabilité du commandant Astiz [12 mai 1982] (p. 2041) ; position du Gouvernement britannique (p. 2042) ;

— **M. Gilbert Gantier : action diplomatique française dans le conflit israélo-arabe :** continuité de la politique française du Proche-Orient ; Etat palestinien ; garanties accordées à Israël ; résolution de l'O. N. U. ; représentation des combattants palestiniens par l'O. L. P. ; rôle des négociations [2 juin 1982] (p. 2871) ;

— **M. René Rieubon : situation au Liban :** attitude de la France face au conflit du Liban ; résolution proposée au conseil de sécurité de l'O. N. U. ; veto américain à cette résolution ; déclaration commune des membres de la C. E. E. [30 juin 1982] (p. 4072) ;

— **M. Pierre Guidoni : Proche-Orient :** politique de la France au Liban ; vote de la résolution n° 508 ; droit à l'autodétermination du peuple libanais ; non-ingérence des autres pays dans les affaires intérieures libanaises ; activités de la France au Proche-Orient [30 juin 1982] (p. 4077) ;

— **M. André Tourné : mesures à prendre pour mettre en œuvre la semaine pour le désarmement décidée par l'O. N. U. :** problème de la paix ; tension entre l'Est et l'Ouest ; réunion sur les problèmes de désarmement, entre le ministre des relations extérieures et différentes associations, organisations et instituts [27 octobre 1982] (p. 6350) ;

— **M. Joseph Pinard : disparition de Français en Argentine :** actions des autorités françaises pour retrouver les disparus français en Argentine ; découverte d'une fosse commune dans la banlieue de Buenos Aires ; poursuite des démarches par le Gouvernement [3 novembre 1982] (p. 6606, 6607) ;

— **M. Roger Rouquette : massacres d'Indiens au Guatemala :** droits de l'homme au Guatemala ; visite de l'ambassadeur de France au Guatemala aux Indiens de ce pays ; absence de preuves des massacres [3 novembre 1982] (p. 6608) ;

— **Pierre Jagoret : problème de l'apartheid en Afrique du Sud :** affirmation par le Gouvernement du respect des droits de l'homme ; attitude de la France à l'égard de l'apartheid et de l'Afrique du Sud ; action de la France au sein de la Communauté européenne [1er décembre 1982] (p. 7862) ;

orales sans débat de :

— **(n° 253), Mme Hélène Missoffe : représentation du Cambodge à l'O. N. U. :** condamnation par la France de l'invasion du Cambodge ; absence de rapports entre la France et Pol Pot ; abstention de la France à l'O. N. U. lui permettant de mener une diplomatie plus active [15 octobre 1982] (p. 5831) ;

— **(n° 244), M. Edouard Frédéric-Dupont : taxis à Paris :** maintien du nombre des autorisations délivrées pour l'exercice de la profession de chauffeur de taxi [15 octobre 1982] (p. 5831).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion générale : établissement des règles permettant aux Français de l'étranger de faire entendre leurs voix sur les affaires les concernant ; rôle des Français de l'étranger ; volonté affirmée par le Gouvernement de donner aux Français de l'étranger les moyens de participer à la vie nationale ; rôle du conseil supérieur des Français de l'étranger ; représentativité des membres de ce conseil ; importance donnée dans le système en place aux membres des associations françaises ; possibilité donnée aux membres de plusieurs associations de voter plusieurs fois ; caractère peu démocratique et peu représentatif du conseil supérieur des Français de l'étranger ; nomination directe par les ministres des affaires étrangères des délégués manquants ; recours au suffrage universel ; consultation avec tous les éléments représentatifs des Français de l'étranger ; maintien des dispositions concernant le mode de présentation au Sénat des candidats au mandat de sénateur représentant les Français établis hors de France ; assise juridique inattaquable donnée à la réforme par le présent projet de loi ; prorogation du mandat de délégué [7 avril 1982] (p. 990) ; composition du conseil par des membres élus à la représentation proportionnelle ; conditions pour être électeur et éligible ; absence de conditions tenant à la durée du séjour ; vote exercé dans les bureaux ouverts par les postes diplomatiques et consulaires ou par correspondance ; caractère mouvant des colonies françaises à l'étranger ; contentieux de la régularité des listes électorales et du déroulement des opérations électorales confié au Conseil d'Etat ; nécessité de faire des Français de l'étranger des Français à part entière et non des Français étrangers à la France (p. 991).

Discussion des articles : **article 1er :** examen du texte par l'Assemblée avant le Sénat ; absence dans le texte de dispositions modifiant le mode de choix des sénateurs français de l'étranger [8 avril 1982] (p. 1021) ; **article 2 :** inscription sur la liste d'électeurs des seuls Français immatriculés au consulat (p. 1022) ; contradiction entre l'inscription d'office sur une liste électorale et l'esprit du droit électoral français ; refuse l'obligation d'inscription sur des listes électorales des Français de l'étranger (p. 1023) ; **article 3 :** mesures réglementaires édictées par les gouvernements précédents concernant le conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 1025) ; avi du Conseil d'Etat selon lequel la définition et la délimitation des circonscriptions électorales sont du domaine réglementaire (p. 1026) ; **après l'article 4 :** précisions suffisantes données par le texte (p. 1027) ; **article 5 :** nécessité de multiplier les locaux où l'affichage aura lieu (p. 1028) ; **après l'article 6 :** caractère réglementaire des mesures contenues dans les amendements n°s 22, 23, 24 et 25 de M. Charles Millon (p. 1029) ; **article 7 :** supériorité de la représentation proportionnelle (p. 1031) ; **article 10 :** régularité de la procédure utilisée (p. 1033).

— Projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 99).

Première lecture, discussion générale : indemnisation globale, forfaitaire et définitive des biens et avoirs des personnes physiques et morales françaises spoliées en Guinée ; conditions de répartition de la somme accordée ; calcul des parts au marc-le-franc ; acceptation par le Gouvernement des amendements présentés par la commission ; relations franco-guinéennes depuis 1958 [8 avril 1982] (p. 1035).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** mesures prises pour éviter les cumuls d'indemnités ; **article 4 :** respect de la personne humaine en Guinée ; multiplication des démarches nécessairement discrètes ; conflit juridique entre l'Argentine et la Grande-Bretagne ; agression perpétrée par l'Argentine ; nécessité d'éviter le recours à la force ; départ des envahisseurs (p. 1038).

— Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 733).

Première lecture, discussion générale : demande d'adhésion de l'Espagne au traité de l'Atlantique Nord [8 avril 1982] (p. 1039) ; urgence concernant le dépôt des instruments de ratification ; volonté de la France de ne pas entraver un processus souhaité par le Gouvernement espagnol et approuvé par le Parlement espagnol ; rôle de la France au sein de l'Alliance Atlantique (p. 1040).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).

Première lecture, discussion générale : s'associe à l'hommage rendu par l'Assemblée aux victimes de l'attentat de la rue Marbeuf ; fréquence des attentats terroristes ; agents diplomatiques syriens déclarés *persona non grata ;* souhait du Gouvernement d'obtenir du Parlement l'autorisation de ratifier les échanges de lettres engageant la France dans la force multinationale du Sinaï ; position de la France dans le conflit du Proche-Orient [22 avril 1982] (p. 1256) ; renforcement de la force des Nations Unies au Sud Liban ; nouvelle violation de la souveraineté libanaise (p. 1257).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés (n° 770).

Première lecture, discussion générale : valeur de la convention mise en évidence par le rapporteur ; aides apportées aux détenus français au Maroc par leur consul ; procédure de transfèrement [22 avril 1982] (p. 1260 ; hommage rendu au Gouvernement marocain ; espoir que la France signe d'autres conventions ; toxicomanes actuellement internés en Thaïlande ; Français prisonniers en Turquie (p. 1261).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (n° 769).

Première lecture, discussion générale : intérêt présenté par cette convention ; entrée en vigueur de celle-ci subordonnée à dix ratifications [22 avril 1982] (p. 1261).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international (n° 768).

Première lecture, discussion générale : frein au développement constitué par la perception de certaines taxes routières [22 avril 1982] (p. 1262) ; violences ayant pu se produire en Espagne à l'encontre des transporteurs français ; indemnisation rapide accordée par l'Etat français aux transporteurs espagnols victimes de violences sur notre territoire ; absence de responsabilité de l'Etat français en cas d'attentat ; respect des règles sociales communautaires (p. 1263).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 767).

Première lecture, discussion générale : convention de même type conclue avec les pays du Sud-Est asiatique ; convention complétant la convention sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements [22 avril 1982] (p. 1264).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : approbation de la ratification de l'entrée de l'Espagne dans l'Alliance Atlantique ; problème de la guerre et de la paix ; guerre des Malouines ; guerre entre l'Iran et l'Irak ; guerre du Liban ; condamnation de l'agression israélienne par la France ; principes guidant la politique extérieure française ; droit à l'autodétermination du peuple palestinien [6 juillet 1982] (p. 4224) ; résolution proposée par le Gouvernement français au conseil de sécurité ; projet de résolution franco-égyptienne ; nécessité pour Israël et l'O. L. P. de s'accepter mutuellement ; recherche d'une sécurité collective ; rôle de la communauté internationale ; problème des zones dénucléarisées (p. 4225) ; rapports Est-Ouest ; développement du mouvement pacifiste ; processus de désarmement ; rôle de la dissuasion nucléaire en matière de paix ; risques issus d'un engagement unilatéral de non-emploi en premier de la force nucléaire ; nécessité de combattre le surarmement nucléaire ; course aux armements nucléaires des deux superpuissances ; progrès technologiques permettant un meilleur contrôle du désarmement ; accumulation des armements conventionnels en Europe (p. 4226) ; rôle des parlements pour le maintien de la paix (p. 4227) ; regroupement et renforcement des moyens consacrés au développement de la francophonie (p. 4255) ; guerre du Liban ; rôle de la F. I. N. U. L. ; rapports franco-soviétiques et franco-américains ; livraison du gaz sibérien (p. 4256) ; sommet de Versailles ; construction européenne ; refus du Gouvernement français d'appliquer le principe dit du « juste retour » ; politique française en Asie du Sud-Est (p. 4257) ; relations franco-guinéennes ; autorité de la politique extérieure française (p. 4258).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement, *discussion générale :* restructuration des relations extérieures françaises ; mise en place d'une distinction fonctionnelle ; prise en compte de l'effet de chance pour les dépenses de fonctionnement ; priorité donnée au maintien des moyens ; importance des programmes des investissements immobiliers ; solidarité vis-à-vis des Français de l'étranger [17 novembre 1982] (p. 7347) ; effort en faveur des Français en difficulté et des personnes âgées ; crédits affectés au conseil supérieur des Français de l'étranger ; accroissement des bourses ; effort accompli dans le domaine de la communication et de l'action radiophonique à l'étranger ; contribution accordée à la deuxième chaîne de télévision tunisienne ; action menée par la direction des relations culturelles ; diffusion du français et francophonie ; politique de la France vis-à-vis des pays du Tiers-Monde ; encouragement apporté par la France à la coopération régionale ; attitude française vis-à-vis de l'Amérique latine ; encouragements donnés aux organisations régionales (p. 7348) ; rapports franco-indiens ; développement des relations avec la Chine populaire ; contribution de la France à la libération du Cambodge ; relations particulières entretenues par la France avec l'Algérie ; amitié de la France pour le Liban ; sauvetage de Beyrouth ; inquiétude du Gouvernement vis-à-vis de la guerre entre l'Iran et l'Irak ; libération du peuple namibien (p. 7349) ; absence de tout progrès en Afghanistan ; suppression des libertés en Pologne ; surarmement de l'Europe de l'Est ; achat de gaz à l'U. R. S. S. ; place de la France dans l'Alliance Atlantique (p. 7350) ; lourdeur de l'endettement du Tiers-Monde ; mission du fonds monétaire international ; nécessité de relancer l'économie mondiale (p. 7351).

Répond à la question de :

— *M. Gilbert Gantier :* contenu de l'accord gazier franco-algérien ; différents accords signés entre la France et l'Algérie ; exemple de l'accord portant sur la construction de logements [18 novembre 1982] (p. 7359) ;

— *M. Marc Lauriol :* amélioration des conditions d'existence des représentants de la France à l'étranger ; effort accompli en faveur de l'immobilier ; accélération du jeu du mécanisme d'ajustement des rémunérations (p. 7360) ; information des représentations diplomatiques françaises à l'étranger sur les déplacements de personnalités (p. 7361) ;

— *M. Daniel Goulet :* déroulement de la conférence de Madrid ; importance du problème afghan dans les relations franco-soviétiques ; attitude de la France vis-à-vis de la dissémination nucléaire (p. 7361) ;

— *M. Daniel Goulet :* fidélité de la France à l'Alliance Atlantique ; concertation entre les partenaires européens (p. 7362) ;

— *M. Charles Millon :* missions de la direction générale des relations culturelles ; nomination de Mme Catherine Clément à la sous-direction des échanges artistiques (p. 7363) ;

— *M. Jean-Pierre Defontaine :* état des relations franco-chinoises ; présence française en Chine (p. 7363) ;

Examen des crédits : I. — Services diplomatiques et généraux, **état B, titre III :** son amendement n° 162 (majoration des crédits) ; dispositions consécutives à la nouvelle structure de l'administration des relations extérieures, de la coopération et du développement (p. 7364) ; adopté ; **titre IV :** son amendement n° 163 (rédaction des crédits) (p. 7365) ; procédure de nomination du directeur de l'association d'action artistique ; adopté (p. 7366) ; réorganisation des services ; fréquentation des établissements français d'enseignement à l'étranger ; rôle de la direction générale des affaires culturelles (p. 7367) ; position réservée du groupe socialiste vis-à-vis des crédits de la direction générale des relations culturelles (p. 7368) ; contenu du contrat gazier franco-algérien (p. 7369) ; apparition de types nouveaux de coopération ; **état C, titre V :** son amendement n° 164 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement) : adopté (p. 7370) ; **titre VI :** son amendement n° 165 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) : adopté ; II. — Coopération : son amendement n° 166 (rédactionnel) : adopté ; **état B, titre III :** son amendement n° 167 (réduction des crédits) : adopté ; **titre IV :** son amendement n° 168 (majorant les crédits) : adopté ; son amendement n° 169 (rédactionnel) : adopté ; **état C, titre V :** son amendement n° 170 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) : adopté (p. 7371) ; **titre VI :** son amendement n° 171 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement) : adopté (p. 7372) ; son amendement n° 172 (aménageant l'Etat F) : sera examiné lors de la discussion des articles non rattachés : **après l'article 72 :** présentation des fascicules budgétaires (p. 7373).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole) (n° 1136).**

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de faciliter les investissements saoudiens en France ; problème de la couverture de l'impôt sur la fortune [18 décembre 1982] (p. 8505).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole) (n° 1137).**

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement d'encourager les investissements koweïtiens en France ; exemple des chantiers de La Ciotat [18 décembre 1982] (p. 8506).

CHIRAC (Jacques)

Député de la Corrèze
(3e *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

— **Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).**

Discussion : affaiblissement de l'économie française depuis le mois de mai 1981 ; augmentation du chômage et de l'inflation ; déficit budgétaire ; dévaluations successives du franc [23 juin 1982] (p. 3787) ; rapport de la commission Bloch-Lainé ; progrès économique de la France depuis vingt-trois ans ; recherche d'un alibi par le Gouvernement ; responsabilité du Gouvernement vis-à-vis de la situation actuelle ; irréalisme et sectarisme manifestés par le Gouvernement (p. 3788) ; blocage des prix ; promesses non tenues ; conséquences des lois Auroux ; différentes mesures nécessaires au redressement économique de la France (p. 3789) ; renforcement du monopole de la C.G.T. ; atouts de l'opposition républicaine ; cohérence du projet proposé par l'opposition (p. 3790) ; fautes et contradictions de la politique du Gouvernement (p. 3791).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : aberration juridique et administrative introduite dans le droit public français ; contenu de la loi du 31 décembre 1975 ; absence de concertation dans l'élaboration du présent projet de loi [21 octobre 1982] (p. 6103) ; volonté du Gouvernement de briser le maire de Paris en l'affaiblissant ; rapprochement des élus et des citoyens ; implantation de l'état civil et du bureau d'aide sociale dans les mairies annexes ; rôle des commissions d'arrondissement (p. 6104) ; risque d'allongement des procédures ; mise en place de 20 conseils d'arrondissement ; organisation d'une procédure de conflit entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement portée devant la juridiction administrative ; complication des relations entre le service public et la population (p. 6105) ; absence d'urgence appelant la présente réforme ; satisfaction des Parisiens quant à la gestion de leur ville (p. 6106) ; réponse du ministre de l'intérieur à son intervention ; portant uniquement sur des points de procédure ; absence de concertation (p. 6107).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** nature juridique des arrondissements ; volonté du Gouvernement de faire du conseil d'arrondissement une collectivité territoriale ; rôle des associations à Paris ; volonté de la majorité d'implanter dans tous les arrondissements de Paris des militants politiques [22 octobre 1982] (p. 6186) ; caractère réactionnaire du présent texte (p. 6187) ; **article 6 :** procédure des questions écrites (p. 6191).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, discussion générale : échec de la politique économique du Gouvernement [27 octobre 1982] (p. 6355) ; faiblesse de la croissance française ; cours du dollar ; dégradation des échanges extérieurs ; accroissement du chômage ; coût du recrutement de 200 000 fonctionnaires ; blocage des prix ; persistance de l'inflation ; ampleur de l'échec du Gouvernement ; échec des nationalisations ; réduction de la durée hebdomadaire du travail (p. 6358) ; méfiance des épargnants vis-à-vis du Gouvernement ; reconquête du marché intérieur ; accroissement du déficit budgétaire et de la pression fiscale globale ; objet du fonds de grands travaux ; importance des opérations de débudgétisation (p. 6359) ; sous-évaluations contenues dans le présent projet de budget ; diminution des crédits de la défense ; réduction du train de vie de l'Etat ; nécessaire réforme de la sécurité sociale (p. 6360) ; bureaucratisation croissante de l'économie ; échec du socialisme à la française (p. 6361).

CHOMAT (Paul)

Député de la Loire
(1re *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1983] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [J. O. du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre du Haut conseil du secteur public [J. O. du 23 juillet 1982] (p. 2375).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [J. O. du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Commerce extérieur) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Proposition de loi sur la **prévention et le traitement des difficultés des entreprises** pour assurer la défense de l'emploi (n° 1048) [22 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de **finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 9. — **Commerce extérieur (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, explications de vote : vote favorable du groupe communiste ; subsistance de nombreux problèmes ; volonté des communistes de donner à l'artisanat et au commerce indépendant toutes les possibilités de se développer et de se moderniser ; intérêt porté par la gauche aux travailleurs indépendants [14 avril 1982] (p. 1110) ; épouvantail de la collectivisation ; démarche progressive dans laquelle la gauche s'est engagée (p. 1111).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** introduction dans le code du travail du droit pour les salariés de s'exprimer directement et collectivement sur le contenu et l'organisation de leur travail ; déclarations anti-syndicales de l'opposition ; droit divin du patronat ; situation des mineurs de la région stéphanoise ; obligation pour les travailleurs de négocier avec les organisations syndicales la mise en œuvre du droit d'expression des salariés dans les entreprises [18 mai 1982] (p. 2353).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : ralentissement de l'augmentation du chômage et de l'inflation ; stimulation de l'investissement destinée à raffermir la croissance ; « catastrophisme » du patronat ; charges des entreprises ; cadeau fait par le gouvernement au C.N.P.F. ; nécessité de développer la production nationale pour résorber le chômage et le déficit du commerce extérieur ; réforme des modèles de gestion patronale [25 mai 1982] (p. 2554) ; résultat des grands groupes nationalisés ; financement de la reconquête du marché intérieur ; fiscalité locale ; allègement de la taxe professionnelle ; réductions de charges accordées aux entreprises ; effets négatifs de la taxe d'habitation ; réduction du taux de T.V.A. sur les produits alimentaires courants (p. 2555) ; nature inégalitaire de toute fiscalité indirecte ; majoration du taux moyen de T.V.A. ; réforme de la fiscalité prévue pour 1983 (p. 2556).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 25 (contreparties en matière d'emploi et d'investissement financier demandées aux entreprises bénéficiant d'allégements fiscaux) (p. 2578) ; transformation de la taxe professionnelle en dotation d'Etat : rejeté ; son amendement n° 26 (complétant le 3e alinéa (2°) du paragraphe 1 de cet article par les mots « non compris la cotisation visée à l'article 1 600 du code général des impôts » (p. 2579) : adopté (p. 2580) ; application des dispositions de cet article aux établissements issus de fusion, absorption ou scission ; exemple de Rhône-Poulenc ; **après l'article 2 :** son amendement n° 66 (collectivités locales ayant conclu des contrats de solidarité) ; problème du gage contenu dans cet amendement : retiré (p. 2581) ; **article 3 :** opposition du groupe communiste à l'augmentation du taux normal de la T.V.A. ; recours à la fiscalité indirecte [26 mai 1982] (p. 2609) ; nécessité pour le Gouvernement de trouver des ressources supplémentaires ; son amendement n° 31 (taux de la T.V.A. applicable aux achats de fuel par les H.L.M.) : retiré (p. 2610) ; article 8 ; effort consenti en faveur des groupes nationalisés (p. 2627) ; maîtrise des importations des groupes publics (p. 2628) ; **article 10 :** amélioration de la taxe professionnelle ; système de compensation mis en place en faveur des collectivités locales (p. 2632).

Deuxième lecture, discussion générale : dévaluation du franc ; attitude du C.N.P.F. ; impôt sur la fortune ; augmentation d'un point du taux normal de la T.V.A. ; vote positif du groupe communiste [16 juin 1982] (p. 3495).

Discussion des articles : **article 14 :** étroitesse de la marge d'initiative laissée aux parlementaires pour modifier les textes (p. 3504).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Discussion des articles : **article 10 :** son amendement n° 106 (information des institutions représentatives du personnel en ce qui concerne les moyens financiers et les aides publiques engagées ainsi que les résultats obtenus en matière de contrats de plan) : retiré [15 juin 1982] (p. 3414) ; **article 14 :** son amendement n° 108 (saisine des organes régionaux de planification par les comités d'entreprise) (p. 3425) : rejeté (p. 3426).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé : volonté du groupe communiste de voir réussir la politique du Gouvernement ; situation des ouvriers spécialisés ; échec de la politique menée par le précédent gouvernement ; protectionnisme pratiqué par les Etats-Unis ; opposition du groupe communiste au blocage des petits et moyens salaires [12 juillet 1982] (p. 4417) ; priorité donnée à l'emploi ; relance de la consommation ; attitude du patronat ; lutte contre l'inflation et contre les injustices sociales ; reconquête du marché intérieur ; développement des relations commerciales avec les pays du Tiers Monde et les pays socialistes (p. 4418).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 2 (suppression de la taxe spécifique sur le fuel domestique) : retiré [12 juillet 1982] (p. 4441).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1092).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** missions des caisses d'épargne ; démocratisation des caisses d'épargne [20 juillet 1982] (p. 4554) ; son amendement n° 4 (précisant que les caisses d'épargne sont des établissements de crédit à but non lucratif reconnus d'utilité publique) : rejeté (p. 4558) ; **article 3 :** son amendement n° 6 (précisant qu'une S.O.R.E.F.I. est créée dans chaque région et que le fonds social de celle-ci est alimenté par les caisses d'épargne et la caisse des dépôts et consignations) : retiré (p. 4562) ; son amendement n° 7 (précisant que les caisses d'épargne sont des établissements à but non lucratif) : retiré (p. 4564) ; **article 5 :** problème des élus locaux désirant bénéficier de financements privilégiés pour répondre aux besoins sociaux de leurs administrés (p. 4572) ; **article 13 :** statut du personnel des caisses d'épargne [21 juillet 1982] (p. 4593) ; **article 14 :** son amendement n° 73 (précisant que la représentation actuelle des organisations à la commission est maintenue durant la période transitoire) : retiré (p. 4594) ; **article 15 :** son amendement n° 74 (complétant cet article par les mots « représentant les trois quarts des représentants des organisations syndicales ») : retiré ; **article 16 :** suppression de la date limite du 31 décembre 1984 (p. 4595) ; **article 17 :** son amendement n° 77 (de suppression) : retiré (p. 4596).

Explications de vote : volonté du groupe communiste de rendre l'action des caisses d'épargne plus efficace ; maintien du niveau des livrets A et B ; rapport Dautresme ; situation des personnels ; vote positif du groupe communiste (p. 4598).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion des articles : **article 28 :** héritage laissé par les précédents gouvernements ; contenu des plans de déplacements urbains [14 octobre 1982] (p. 5815) ; association des communes à la mise en œuvre de ces plans (p. 5816).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 57 (rapport relatif aux modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'impôt sur le revenu) : adopté après rectification [27 octobre 1982] (p. 6396) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 90 (prélèvement spécial sur le montant des provisions pour fluctuation des cours du pétrole brut) [28 octobre 1982] (p. 6444) : rejeté (p. 6445) ; **article 12 :** son amendement n° 71 (nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6468) : retiré (p. 6449).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* rôle du secteur associatif ; problème des postes Fonjep ; rupture avec l'action gouvernementale de la droite [3 novembre 1982] (p. 6594).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* rôle du présent projet de budget annexe dans la relance de la production industrielle nationale ; amélioration de la qualité du service postal au cours de l'année 1981 ; caractère néfaste de l'annulation de certains crédits d'investissement ; suppression de la tendance à l'éclatement des deux branches des postes et télécommunications [12 novembre 1982] (p. 7054) ; nécessité de faire la chasse au gâchis financier ; priorité accordée à l'achat de produits français ; reclassement indiciaire des receveurs distributeurs ; mise au point des chartes de gestion (p. 7055).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : importance du déficit de la balance commerciale ; constance de la dégradation des échanges commerciaux ; faiblesse structurelle de l'industrie française ; refus du patronat d'investir et d'anticiper la relance ; protectionnisme de la R. F. A., des Etats-Unis et du Japon ; soutien au commerce courant ; progression des crédits des directions régionales du commerce extérieur ; diminution des inscriptions pour les charges de bonification d'intérêts [12 novembre 1982] (p. 7072).

Transports. — *Discussion générale :* nécessité de parvenir à une efficacité optimale des crédits engagés ; politique menée par le ministre des transports répondant aux aspirations des travailleurs et des usagers ; priorité accordée aux transports collectifs urbains et interurbains ; participation des promoteurs immobiliers au financement des transports ; renouveau du rail ; démocratisation de la S. N. C. F. ; priorité accordée à la sécurité routière [16 novembre 1982] (p. 7232) ; rôle du fonds spécial de grands travaux ; effort soutenu en faveur de la construction aéronautique (p. 7233).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 51 : son amendement n° 6 (limitant l'avantage fiscal prévu par cet article) : rejeté [19 novembre 1982] (p. 7492).

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Deuxième lecture, discussion générale : modification par le Sénat du texte voté par l'Assemblée nationale : suppression de la filière de médecin générale ; soutien donné par le groupe communiste au rapporteur pour revenir au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture [23 novembre 1982] (p. 7548).

CHOUAT (Didier)

Député des Côtes-du-Nord
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : situation de l'agriculture bretonne ; exemple de la production porcine [29 juin 1982] (p. 4023) ; absence de garantie de prix dans le cadre européen ; connaissance et prévision des marchés ; transparence du marché ; aide à l'installation des jeunes et aux investissements ; conséquences des actuels montants compensatoires monétaires (p. 4024).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* problème des crédits attribués à l'enseignement privé [5 novembre 1982] (p. 6752) ; respect des engagements pris ; volonté de nombreux maîtres de l'enseignement privé d'être intégrés dans la fonction publique ; statut des personnels de l'enseignement privé ; problème de la carte scolaire [5 novembre 1982] (p. 6753) ; *questions :* lutte contre les inégalités scolaires ; création des zones d'éducation prioritaires (p. 6768).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* exportations agro-alimentaires ; agriculture en Bretagne ; recherche ; rapport Joulin [9 novembre 1982] (p. 6944).

CLEMENT (Pascal)

Député de la Loire
(6e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à modifier l'article L. 209 du code électoral en ce qui concerne les candidatures multiples aux élections cantonales (n° 820) [10 juin 1982] (p. 3250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Médecin tendant à accorder aux jeunes médecins qui s'installent une exonération de la taxe professionnelle pendant les cinq années qui suivent ladite installation (n° 995) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 10 novembre 1982] (p. 3383).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Georges Mesmin tendant à ramener de sept à six ans la durée du mandat du Président de la République (n° 1195) [25 novembre 1982] (p. 7698).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Edmond Alphandéry tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 975) [2 décembre 1982] (p. 7955).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions de l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J.O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **méthodes de Gouvernement :** abrogation éventuelle de la loi « sécurité et liberté » ; futur projet sur le transfert des compétences de l'Etat aux régions et aux départements ; incapacité du Gouvernement à gouverner [21 avril 1982] (p. 1212) ;

— **indemnisation des victimes de la tempête dans les départements de la Loire, de la Haute-Loire et du Rhône :** solidarité humaine; prévisions météorologiques ; mise sous terre des réseaux P. T. T. et E. D. F. ; absence de déclenchement du plan Orsec dans le Rhône ; possibilité d'indemnisation des entreprises [1er décembre 1982] (p. 7865).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : amendement du projet dans un sens plus réaliste par le groupe socialiste ; hausses spéculatives lors du renouvellement de certains baux ; accords Delmon ; solution du Gouvernement allant vers un nombre croissant de H. L. M. et des univers concentrationnaires ; location devenant une espèce de concession perpétuelle ; fixation autoritaire par l'Etat des normes de progression des loyers ; conséquences de la loi de 1948 [12 janvier 1982] (p. 16) ; atteinte au droit de propriété par l'énumération des motifs de vente ; baisse de la rentabilité ; détournement de l'épargne destinée à la construction locative privée ; coût pour les contribuables ; représentativité des associations de locataires ; quadrillage politique (p. 17) ; garantie totale, quant à son bail, accordée au délégué des locataires (p. 18).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 395 à l'amendement n° 1 de la commission (droit à l'habitat : droit fondamental de l'individu) ; son sous-amendement n° 396 à l'amendement n° 1 de la commission (exercice du droit à l'habitat dans le respect du droit de propriété) [13 janvier 1982] (p. 51) ; sous-amendements n°s 395 et 396 rejetés (p. 52) ; son amendement n° 136 (suppression de la référence à la forme des relations entre bailleurs et locataires) : rejeté ; **article 2 :** son amendement n° 137 (exclusion des résidences secondaires du champ de la loi) ; accepte d'en exclure les seules résidences secondaires d'agrément (p. 53) ; amendement n° 137 rejeté (p. 54) ; son sous-amendement n° 397 à l'amendement n° 2 de la commission (non-application de la loi aux locations de résidences secondaires d'agrément dont la durée dépasse le caractère saisonnier) (p. 58) ; protection des locataires étendue aux résidences secondaires par le projet ; sous-amendement n° 397 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 139 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 3 de la commission (p. 59) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 398 à l'amendement n° 4 de la commission (annexion du règlement de copropriété mis à jour au contrat de location) : adopté (p. 63) ; ses amendements n°s 140, 142 et 143 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 4 de la commission (p. 66) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 399 à l'amendement n° 6 de la commission (justification des raisons familiales, professionnelles ou de santé invoquées par le locataire pour donner congé) (p. 69) : rejeté ; choix nécessaire entre les baux de trois ans sans résiliation annuelle et les baux de six ans avec possibilité de résiliation annuelle (p. 70) ; dispositions se retournant contre ceux qu'elles sont censées protéger ; son amendement n° 146 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 6 de la commission (p. 71) ; contrôle du bon exercice du droit de reprise par le bailleur ; **après l'article 5 :** son sous-amendement n° 400 à l'amendement n° 7 de la commission (justification des raisons autorisant le locataire à donner congé) (p. 72) ; formalisme maximum pour le propriétaire et refus de formalisme pour le locataire par le rapporteur ; sous-amendement n° 400 rejeté (p. 73) ; **article 6 précédemment réservé :** son sous-amendement n° 550 à l'amendement n° 8 de la commission (conditions pour le non-renouvellement du bail) (p. 85) ; précision des motifs de non-renouvellement du bail ; précisions du Gouvernement sur les conditions de résiliation du bail ; sous-amendement n° 550 rejeté (p. 86) ; ses amendements n°s 147 et 148 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 8 de la commission ; **article 4 précédemment réservé :** son amendement n° 145 (contrat de location conclu normalement pour six ans ; possibilité de bail de trois ans) : rejeté (p. 87) ; **article 7 :** son amendement n° 401 (transfert du contrat de location du locataire décédé à son concubin notoire) : adopté ; son amendement n° 402 (résidence de six mois avec le locataire pour le transfert du bail lors de son décès) (p. 89) ; cohabitation d'un an exigée par la loi de 1948 ; amendement n° 402 retiré ; son amendement n° 150 (un an de cohabitation pour le transfert du bail en cas de décès du locataire) (p. 90) : adopté (p. 91) ; **article 8 :** son amendement n° 151 (point de départ du délai de préavis) (p. 92) : adopté ; son amendement n° 403 (exclusion de la perte d'emploi motivée par une démission du droit au préavis d'un mois pour le congé donné par le locataire) : rejeté (p. 93) ; **article 9 :** son amendement n° 152 (dégradations ; responsabilité du locataire) : adopté [20 janvier 1982] (p. 295) ; son amendement n° 154 (droit pour le bailleur d'obtenir la remise en état des locaux transformés sans son assentiment) : rejeté ; son amendement n° 155 (possibilité pour le bailleur d'exiger la remise en état des locaux irrégulièrement transformés par le locataire avant le départ de ce dernier) (p. 296) : rejeté (p. 297) ; **article 10 :** modifications apportées au logement par le locataire ; **article 11 :** son amendement n° 404 (suppression de l'article) ; article superfétatoire (p. 298) ; rejet de l'amendement n° 404 (p. 299) , **article 13 :** inconvénients de la suppression du dépôt de garantie en cas de paiement trimestriel du loyer ; logement de moins en moins bonne qualité (p. 302) ; son amendement n° 405 (restitution du dépôt de garantie après déduction des impôts et taxes) : rejeté (p. 304) ; son amendement n° 157 (possibilité de révision du montant du dépôt de garantie tous les six ans) : rejeté (p. 305) ; **après l'article 14 :** son sous-amendement n° 564 à l'amendement n° 495 du Gouvernement (décompte annuel des charges adressées par le bailleur à un locataire dûment mandaté) : non soutenu ; son amendement n° 565 à l'amendement n° 495 du Gouvernement (communication au locataire par le bailleur des quantités d'eau et d'énergie consommées) : non soutenu ; son sous-amendement n° 566 à l'amendement n° 495 du Gouvernement (pièces justificatives et factures tenues à la disposition d'un locataire dûment mandaté) : rejeté (p. 306) ; **article 14 (précédemment réservé) :** son amendement n° 406 (charges récupérables ; adaptation particulière pour les S.E.M.) : retiré (p. 308) ; ses amendements n°s 159, 160, 161, 162 et 407 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 494 du Gouvernement ; **après l'article 14** (*suite*) : contre la limitation du rôle des associations de locataires à l'aspect revendicatif (p. 309) ; responsabilité des associations de locataires (p. 310) ; **article 16 :** résiliation du bail pour non-paiement du loyer ; incitation faite aux locataires de ne pas payer leur loyer ; nécessité d'indemniser le bailleur ; son sous-amendement n° 570 à l'amendement n° 568 de M. Alain Richard (délai maximum d'un an accordé par le juge pour le paiement du loyer) [21 janvier 1982] (p. 317) ; son sous-amendement n° 571 à l'amendement n° 568 de M. Alain Richard (possibilité

d'expulsion du locataire en cas de non-paiement du loyer à l'expiration des délais fixés par le juge) (p. 318) ; précisions psychologiquement utiles ; rejet des sous-amendements n°s 571 et 570 ; ses amendements n°s 163, 164 et 408 deviennent sans objet avec l'adoption de l'amendement n° 568 de M. Alain Richard ; article 17 : son amendement n° 165 (suppression de l'article) ; jeu de la clause de résiliation de plein droit en cas de non-paiement des loyers ; droits des locataires devenus supérieurs aux droits des bailleurs avec le projet (p. 321) ; rejet de l'amendement n° 165 (p. 322) ; son amendement n° 166 (suppression du premier alinéa) : rejeté ; son amendement n° 167 (résiliation du bail pour non-paiement du loyer prononcée par le juge avec possibilité de maintien dans les lieux) : rejeté ; son amendement n° 169 (suppression de la référence aux obstacles empêchant le locataire d'exercer une activité rémunérée) ; formule trop générale (p. 323) ; rejet de l'amendement n° 169 (p. 342) ; **article 18 :** son amendement n° 170 (caractère licite de la clause prévoyant l'obligation par le locataire de laisser visiter le logement loué, à fins de vente ou de location) ; difficultés des personnes à la recherche d'un logement ; rejet de l'amendement n° 170 (p. 325) ; son amendement n° 171 (diminution du loyer et des charges en cas de diminution des prestations) (p. 326) : retiré ; son amendement n° 172 (résiliation de plein droit du contrat pour troubles apportés par le locataire à la jouissance paisible du local ou de l'immeuble) (p. 327) : rejeté (p. 328) ; **article 19 :** substitution du système d'accords collectifs à la libre discussion entre les parties ; utilité des accords collectifs ; exclusion des associations familiales de la liste des associations représentatives ; statut exhorbitant conféré aux représentants des locataires (p. 330) ; intérêt de la solution des accords de modération ; individu écrasé au sein des grandes associations ; associations représentatives au niveau national ; son amendement n° 174 (suppression de l'article) (p. 332) : rejeté ; son amendeemnt n° 175 (conclusion d'accords par des associations représentant les locataires du bâtiment d'habitation en cause) (p. 333) ; limitation de l'intervention des associations à celles représentant les locataires de l'immeuble ; rejet de l'amendement n° 175 (p. 334) ; **article 20 :** conditions de représentativité plus strictes pour les associations locales ; son amendement n° 176 (suppression de l'article) : retiré (p. 337) ; son sous-amendement n° 554 à l'amendement n° 50 de la commission (critères de représentativité des associations nationales à l'échelon de l'ensemble immobilier) ; mise en place d'un quadrillage politique par les associations nationales ; rejet du sous-amendement n° 554 (p. 338) ; **article 21 :** son amendement n° 177 (suppression de l'article) : retiré ; son amendement n° 178 : devenu sans objet ; **article 22 :** utilisation des panneaux d'affichage ; son amendement n° 179 (suppression de l'article) : retiré (p. 339) ; domaines concernés par la procédure de consultation ; son amendement n° 180 (consultation des associations sur la demande de leurs seuls représentants statutaires) : rejeté (p. 340) ; son amendement n° 181 (communication de documents à un représentant de chaque association et non à chacun de leurs membres statutaires) (p. 344) : rejeté ; son amendement n° 182 (panneaux d'affichage exclusivement réservés à la vie de l'immeuble) : rejeté ; son amendement n° 183 (associations civilement responsables des messages apposés avec indication de leur provenance) (p. 345) : rejeté ; **article 23 :** texte bâclé (p. 346) ; son amendement n° 184 (suppression de l'article) : retiré ; son amendement n° 185 (participation du représentant des locataires aux réunions de copropriété) : rejeté ; son amendement n° 409 (observations formulées par les locataires participant aux réunions de copropriété) : rejeté ; son amendement n° 186 (observations des locataires portant exclusivement sur les questions prévues à l'ordre du jour de l'assemblée générale) : retiré ; son amendement n° 187 (locataires informés par l'affichage de la tenue de l'assemblée générale) (p. 347) : rejeté ; information des locataires par voie d'affiches sur les réunions de copropriété ; rejet de l'amendement n° 187 ; **article 24 :** son amendement n° 188 (suppression de l'article) ; danger du statut protecteur pour les délégués des associations des locataires ; porte ouverte aux mauvais payeurs (p. 348) ; rejet de l'amendement n° 188 ; son amendement n° 189 (non-protection des représentants des locataires contre le congé donné pour non-respect des usages locatifs) (p. 349) : rejeté (p. 350) ; **article 25 :** composition de la commission départementale de logement ; son amendement n° 190 (suppression de l'article (p. 351) : rejeté (p. 352) ; **article 26 :** commission nationale des rapports collectifs (p. 354) ; son amendement n° 191 (suppression de l'article) : retiré (p. 355) ; **article 27 :** représentativité des associations de bailleurs ou de locataires à la commission nationale des rapports locatifs ; son amendement n° 192 (suppression de l'article) : retiré (p. 356) ; son sous-amendement n° 586 à l'amendement n° 63 de la commission (indépendance des associations de bailleurs par rapport à tout parti politique) (p. 357) : rejeté ; son amendement n° 193 (indépendance des associations de locataires par rapport à tout parti politique) : retiré ; son sous-amendement n° 587 à l'amendement n° 64 de la commission (de coordination avec le sous-amendement n° 586) : rejeté ; son amendement n° 194 (indépendance des associations de locataires par rapport à tout parti politique) : devenu sans objet avec le rejet du sous-amendement n° 587 ; son amendement n° 195 (comptes des organisations de bailleurs et de locataires soumis à la Cour des comptes) (p. 358) ; rejeté ; **article 28 :** son amendement n° 196 (suppression de l'article) : retiré (p. 359) ; **article 29 :** son amendement n° 197 (suppression de l'article) : non soutenu [22 janvier 1982] (p. 367) ; son amendement n° 198 (suppression de la fin du second alinéa de l'article) : rejeté (p. 368) ; danger d'accords portant sur l'animation culturelle (p. 369) ; **article 30 :** son amendement n° 199 (suppression de l'article) ; texte jacobin et centralisateur ; amendement n° 199 rejeté ; son amendement n° 200 (extension des accords nationaux département par département et après avis des commissions départementales) (p. 371) ; rejeté ; **article 31 :** son amendement n° 201 (suppression de l'article) ; son souhait d'harmonisation des délais de prorogation des effets des accords après leur dénonciation ou en l'absence de renouvellement ; amendement n° 201 rejeté ; **article 32 :** son amendement n° 202 (suppression de l'article) ; retiré (p. 372) ; **avant l'article 19 :** son amendement n° 173 précédemment réservé (suppression de l'intitulé du titre III) ; opposition du groupe U. D. F. à la généralisation des accords collectifs ; liens entre les associations nationales de locataires et des partis politiques ; socialisation des rapports individuels de droit privé (p. 374) ; lutte des classes à travers les associations (p. 375) ; amendement n° 173 rejeté (p. 376) ; **article 33 :** retour au blocage des loyers ; mouvements erratiques de l'indice du coût de la construction (p. 377) ; contre la fixation du loyer des locaux vacants dans le cadre des négociations ; son amendement n° 204 (suppression de l'article) : adopté ; son amendement n° 205 : devenu sans objet du fait de la suppression de l'article ; **article 34 :** son amendement n° 206 (suppression de l'article) : retiré (p. 378) ; son amendement n° 207 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 511 du Gouvernement (p. 382) ; **article 35 :** son amendement n° 208 (suppression de l'article) ; son opposition à la possibilité donnée au Gouvernement de fixer par la voie réglementaire l'évolution de tous les loyers du secteur antérieurement libre ; amendement n° 208 rejeté ; son amendement n° 209 (extension des accords ; échelon départemental ; avis positif de la commission départementale du logement) [25 janvier 1982] (p. 478) ; rejeté ; **article 36 :** son amendement n° 210 (suppression de l'article) : rejeté (p. 479) ; son amendement n° 211 (exclusion des logements vacants des accords de modération et de la fixation par décret du taux d'évolution des loyers) ; découragement de l'initiative privée (p. 480) ; création d'un double secteur ; diminution du rendement du capital investi dans l'ancien du fait du projet (p. 481) ; amendement n° 211 rejeté (p. 482) ; **après l'article 36 :** blocage des loyers en cas de circonstances économiques graves ; dessaisissement du Parlement (p. 483) ; **article 37 :** son amendement n° 212 (suppression de l'article) ; contre la conciliation préalable en cas de contestation relative au montant du nouveau loyer ; problème de l'intervention de la commission départementale ; amendement n° 212 rejeté (p. 484) ; décisions contradictoires entre l'avis de la commission et les arguments du juge (p. 485) ; son amendement n° 213 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 90 de la commission ; **article 38 :** son amendement n° 214 (suppression de l'article) : rejeté ; son sous-amendement n° 592 à l'amendement n° 591 du Gouvernement (évolution des loyers en fonction de la variation de l'indice de la construction ; nouvel indice ultérieurement) ; moyenne des quatre derniers indices du coût de la construction (p. 486) ; rejet du sous-amendement n° 592 ; son amendement n° 215 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 591 du Gouvernement ; **article 39 :** son amendement n° 216 (suppression de l'article) ; peine pénale prévue pour des infractions relevant jusqu'à présent des tribunaux civils ; amendement n° 216 adopté ; **avant l'article 33 :** son amendement n° 203 précédemment réservé (suppression de l'intitulé « Titre IV — des loyers ») : retiré (p. 487) ; **article 40 :** difficultés d'amélioration de la qualité phonique des logements (p. 489) ; bail à trois vitesses introduit par l'amendement n° 519 du Gouvernement (p. 492) ; difficultés de réalisation de travaux d'amélioration avec l'amendement n° 98 de la commis-

sion ; possibilité pour les propriétaires institutionnels de satisfaire aux obligations de l'amendement (p. 493) ; **article 42 :** son amendement n° 217 (suppression du premier alinéa de l'article) ; formalités administratives superflues imposées au bailleur ; amendement n° 217 rejeté (p. 495) ; son amendement n° 218 (suppression du deuxième alinéa de l'article) ; dispositions applicables à la vente d'articles introduites dans le projet ; amendement n° 218 rejeté (p. 496) ; **article 44 :** son amendement n° 219 (partage par moitié entre le locataire et le bailleur des honoraires versés aux intermédiaires) (p. 500) ; emploi dans les agences immobilières ; amendement n° 219 adopté (p. 501) ; **article 45 :** son amendement n° 220 (rédactionnel) : retiré ; **article 46 :** son amendement n° 221 (amendes infligées au bailleur pour la reprise par le locataire d'objets ou d'installations à un prix non justifié par des factures) (p. 502) ; rejeté ; son amendement n° 222 (notion de prix abusif pour la reprise d'objets ou d'installations par le locataire) : rejeté (p. 503) ; son amendement n° 410 (amendes infligées au bailleur pour la falsification de la quittance du précédent locataire) (p. 504) ; adopté (p. 505) ; **article 43 :** son amendement n° 223 (suppression de l'article) ; sanctions en cas d'entrave à l'exercice des droits des associations (p. 506) ; sa préférence pour l'incitation ; amendement n° 223 rejeté (p. 507) ; **article 50 :** son amendement n° 224 (pas de rédaction d'un nouveau contrat de location en cas d'expiration du bail dans un délai inférieur à un an après la publication de la présente loi) (p. 510) : rejeté (p. 511) ; **article 51 :** son amendement n° 225 (suppression de l'article) ; bénéfice des dispositions de la loi accordé à un occupant sans titre ; remise en cause de l'autorité de la chose jugée ; amendement n° 225 rejeté (p. 512) ; **article 52 :** son amendement n° 226 (suppression de l'article) ; effet rétroactif de la loi ; amendement n° 226 rejeté ; son amendement n° 227 (motif sérieux et légitime pour les congés donnés après la promulgation de la présente loi) (p. 513) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 123 de la commission (p. 514) ; **article 53 :** son amendement n° 228 (suppression de l'article) : rejeté ; son amendement n° 229 (application des accords mentionnés à l'article 34 à partir de la date de publication de la présente loi) ; son amendement n° 230 (conclusion des accords avant le 30 janvier 1982) (p. 515) ; découpage du débat comme un salamis (p. 516) ; amendement n° 229 rejeté ; amendement n° 230 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 125 de la commission (p. 517) ; **article 56 :** son amendement n° 231 (suppression de l'article) ; action par voie réglementaire pour les locaux collectifs ; amendement n° 231 adopté ; son amendement n° 411 : devenu sans objet (p. 520).

Explications de vote : vote hostile du groupe U. D. F. ; nouveau déséquilibre au bénéfice du locataire ; choix de l'aspect social au détriment de l'aspect économique ; Gouvernement contraint de s'attaquer ultérieurement à la propriété ; animation socio-culturelle (p. 524).

Deuxième lecture, discussion générale : expérience de la loi de 1948 ; prise en considération des modifications apportées par le Sénat au projet de loi ; assouplissement des relations entre bailleurs et locataires ; cas des propriétaires devant quitter leur logement pour des raisons professionnelles ; accords d'amélioration ; liberté des loyers pour les locaux vides ; protection des personnes âgées ; accords collectifs d'immeubles ; représentativité des associations de locataires [11 mai 1982] (p. 1960).

Discussion des articles : **article 2 :** logements acquis en vue de la retraite (p. 1967) ; problème des locations de chambres (p. 1968) ; problème du logement des étudiants dans les grandes villes universitaires (p. 1969) ; **article 3 :** annexion à l'exemplaire du contrat remis au locataire de la copie de l'état des lieux, établi lors du départ du précédent locataire (p. 1971) ; **article 4 :** durée du contrat de location ; possibilité de conclure un bail précaire pour des motifs d'ordre familial, professionnel ou de santé (p. 1975) ; **article 4 *bis* :** notion de résidence propre du bailleur (p. 1976) ; **article 5 :** nécessité d'une certaine souplesse dans la durée du contrat de location (p. 1977) ; devoir du locataire d'occuper le logement en bon « père de famille » ; **article 6 :** renouvellement du contrat de location (p. 1978) ; **article 6 *bis* :** conséquence économique sur la construction des dispositions de la loi relatives au renouvellement du contrat de location (p. 1979) ; possibilité, pour les Français vivant à l'étranger, de retrouver leur logement lors de leur retour au pays (p. 1981) ; **article 6 *ter* :** possibilité de donner congé au locataire en cas de vente (p. 1982) ; **article 6 *septies* :** souci d'empêcher les personnes âgées de plus de soixante-dix ans de recevoir un congé sans que leur soit proposé un logement de remplacement (p. 1984) ; **article 18 :** information du propriétaire sur la finalité du logement loué (p. 1993) ; **article 19 :** accords collectifs de location ; fixation d'un seuil au nombre de logements pour qu'ils soient applicables (p. 1994) ; **article 20 :** conditions de représentativité des associations de locataires ; associations à vocation générale mais comportant une branche spécialisée dans le domaine du logement ; associations déclarées affiliées à une association à vocation générale (p. 1995) ; **article 22 :** rôle des représentants départementaux ou nationaux des organisations de locataires (p. 2003) ; **article 25 :** nécessité d'un conseil pour les bailleurs (p. 2005) ; **article 27 :** représentativité des associations de bailleurs aux niveaux national et départemental ; critère de l'ancienneté ; extension de la conception de la représentativité du droit syndical au droit immobilier (p. 2007) ; **article 34 :** problèmes des locaux vacants et marché de la construction ; liberté des prix des loyers ou fixation autoritaire de ceux-ci (p. 2013) ; **article 36 *bis* :** notion de circonstances économiques graves justifiant une fixation du taux maximum d'évolution des loyers par le Gouvernement (p. 2015) ; **article 40 :** possibilité pour le bailleur de conclure un contrat d'amélioration avec l'Etat ; opérations programmées d'habitat (p. 2077) ; **article 55 :** modification du régime de la location pour cause de travaux selon la loi de 1948 (p. 2027).

Explications de vote : logements vacants ; accords de modération ; reconnaissance des associations de locataires ; transfert d'un certain nombre de techniques du droit du travail au droit régissant les rapports entre bailleurs et locataires ; abandon de la loi du marché (p. 2029) ; risque de renouveler les erreurs commisses après la guerre ; effet de l'inflation sur les loyers ; hostilité du groupe U.D.F. au projet de loi (p. 2030).

— Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690)

Explications de vote : départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; situation spécifique de l'archipel [15 janvier 1982] (p. 140).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : place des cadres dans les projets de loi ; droit de veto accordé aux organisations syndicales les plus représentatives en ce qui concerne la validation des accords d'entreprise ; élection à la proportionnelle des comités de groupe ; non-prise en charge des responsabilités de l'encadrement ; dépassement de la conception traditionnelle de l'entreprise ; lutte des classes ; défaut de rénovation de la pensée sociale dans les quatre projets de loi ; insuffisance du pluralisme syndical [13 mai 1982] (p. 2136).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-37 *du code du travail :* son amendement n° 69 (information des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise) : rejeté [17 mai 1982] (p. 2287).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 412-11 *du code du travail :* son amendement n° 255 (présence d'un représentant supplémentaire au comité d'entreprise [27 mai 1982] (p. 2659) : rejeté (p. 2660) ; **article 11 :** *article L.* 423-6 *du code du travail :* son amendement n° 256 (substituant au mot « sont » les mots « peuvent être » dans le second alinéa du paragraphe III de cet article) [1er juin 1982] (p. 2792) : rejeté ; *article L.* 423-7 *du code du travail :* son amendement n° 254 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 2793) : rejeté (p. 2798) ; **article 13 :** son amendement n° 257 (substituant au chiffre 10 p. 100 le chiffre 5 p. 100 dans le texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2808) ; **article 15 :** *article L.* 423-19 *du code du travail :* son amendement n° 258 (substituant au mot « travailleurs » le mot « salariés » dans le 5e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 2829) ; **arti-**

cle 21 : *article L.* 432-4 *du code du travail :* son amendement n° 259 (substituant aux mots « ou des associés » les mots « à des associés, au conseil d'administration ou de surveillance » dans la seconde phrase du dixième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré [4 juin 1982] (p. 3003) ; **article 24 :** *article L.* 433-10 *du code du travail :* son amendement n° 260 (substituant au pourcentage « 10 p. 100 » le pourcentage « 5 p. 100 » dans le dernier alinéa du paragraphe VI de cet article) : rejeté [7 juin 1982] (p. 3036) ; **article 26 :** *article L.* 434-5 *du code du travail :* son amendement n° 261 (composition de la commission économique) (p. 3053) : rejeté (p. 3054) ; *article L.* 434-60 *du code du travail :* son amendement n° 262 devenu sans objet (p. 3070) ; **article 28 :** *article L.* 435-4 *du code du travail :* son amendement n° 263 (précisant que les délégués titulaires et suppléants sont élus par collège) : retiré (p. 3083).

Deuxième lecture, discussion générale : renforcement des privilèges syndicaux ; volonté de la coalition gouvernementale de faire de l'entreprise le lieu privilégié du combat politique [1er octobre 1982] (p. 5321) ; défense des intérêts moraux et des intérêts individuels des salariés ; socialisation du droit à des fins politiques ; généralisation de la section syndicale ; création du délégué syndical central ; suppression de la coopération dans l'entreprise (p. 5322) ; droits et privilèges conférés aux syndicats (p. 5323).

Discussion des articles : **article 1er A :** son amendement n° 1 (défense par les syndicats des droits dans le cadre de la profession) : rejeté (p. 5324) ; **article 1er E :** syndicalisation des retraités (p. 5325, 5326) ; **article 1er :** son amendement n° 2 (effectif des salariés faisant habituellement partie de l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 3 (salariés mis à la disposition de l'entreprise et placés sous sa subordination) : rejeté (p. 5327) ; **article 2 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 5328) ; son amendement n° 5 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 412-11 du code du travail) ; mandat du délégué syndical : rejeté ; son amendement n° 6 (suppression du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 412-11 du code du travail) : rejeté (p. 5329) ; **article 3 :** son amendement n° 7 (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de cet article) : rejeté (p. 5330) ; son amendement n° 8 (de coordination) : devenu sans objet (p. 5331) ; **article 5 :** son amendement n° 9 (caractère définitif d'une véritable réintégration) : rejeté ; son amendement n° 10 (distinction entre l'employeur de bonne foi et celui qui ne l'est pas) (p. 5332) ; devenu sans objet ; **article 6 :** son amendement n° 11 (justification concernant l'utilisation du crédit d'heures) : rejeté ; son amendement n° 12 (paiement du crédit d'heures comme temps de travail à moins que celui-ci ne fasse l'objet d'une contestation de l'employeur auprès du juge) : rejeté (p. 5333) ; **article 8 :** son amendement n° 13 (prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés mis à la disposition de celle-ci par une entreprise extérieure ayant un lien de subordination directe avec l'entreprise utilisatrice) : rejeté ; **article 9 :** son amendement n° 14 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté (p. 5335) ; son amendement n° 38 (substitution des délégués du personnel au comité d'entreprise dans les entreprises ayant passé un accord avec les organisations syndicales) : rejeté (p. 5336) ; **article 16 :** son amendement n° 15 (paiement du crédit d'heures) : devenu sans objet (p. 5338) ; son amendement n° 16 (même objet) : devenu sans objet (p. 5339) ; **article 17 :** son amendement n° 17 (même objet) : devenu sans objet ; son amendement n° 18 (temps passé à des réunions ayant lieu à l'initiative du chef d'entreprise) : rejeté (p. 5339) ; **article 18 :** son amendement n° 19 (caractère définitif de l'annulation d'une décision intéressant le licenciement) : devenu sans objet (p. 5340) ; son amendement n° 20 (cas de l'employeur convaincu de mauvaise foi) : devenu sans objet (p. 5341) ; **article 20 :** son amendement n° 21 (suppression de la disposition imposant la création d'un comité d'entreprise commun) : rejeté ; son amendement n° 22 (cas d'une entreprise extérieure ayant un lien de subordination directe avec l'entreprise utilisatrice) : devenu sans objet (p. 5342) ; **article 21 :** son amendement n° 23 (supprimant la subordination du C.H.S.C.T. au comité d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 25 (même objet) : rejeté ; son amendement n° 24 (de conséquence) : rejeté ; son amendement n° 26 (établissement du document comptable par les entreprises à but lucratif) (p. 5344) : rejeté (p. 5345) ; **article 26 :** son amendement n° 27 (paiement du crédit d'heures) : devenu sans objet ; son amendement n° 28 (même objet) : devenu sans objet ; son amendement n° 29 (participation au vote du président du comité d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 30 (rémunération de l'expert comptable) : rejeté (p. 5348) ; **article 27 :** son amendement n° 31 (allégement des charges pesant sur les industries de main-d'œuvre) : rejeté (p. 5349) ; charge représentée par la dotation du comité d'entreprise (p. 5350) ; **article 29 :** son amendement n° 32 (sursis à exécution du droit à réintégration) : devenu sans objet (p. 5353) ; **article 30 :** son amendement n° 33 (mission des comités de groupe) : rejeté (p. 5354) ; son amendement n° 34 (possibilité pour le comité de groupe de se faire assister par l'expert comptable du comité central de la société dominante) : rejeté (p. 5355) ; son amendement n° 35 (élection des représentants du personnel) ; son amendement n° 43 (élection des représentants au comité de groupe) ; son amendement n° 44 (organisation d'une élection à deux tours) : rejeté (p. 5356) ; son amendement n° 36 (suppression des deux dernières phrases du cinquième alinéa de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 37 (substituant au mot « désignation » le mot « élection » dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article L. 439-3 du code du travail) : devenu sans objet (p. 5357).

Explications de vote : vote hostile du groupe U.D.F. (p. 5357) ; volonté du Gouvernement de privilégier les syndicats par rapport au personnel ; volonté de certains syndicats de tuer la libre entreprise (p. 5358).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962)).

Explications de vote : seconde dévaluation du franc [28 juin 1982] (p. 3968) ; deuxième phase du changement ; propos tenus par le Président de la République lors de sa récente conférence de presse ; problème des entreprises de tourisme (p. 3969) ; chance représentée par la nomination de M. Jacques Delors au Gouvernement (p. 3970).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-62 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : influence des écoles « défense sociale nouvelle » ; volonté du Gouvernement de considérer le délinquant comme un malade [21 juillet 1982] (p. 4630), augmentation des crimes et des délits ; suppresion de l'assimilation de certains délits au regard de la récidive (p. 4631) ; problème des multi-récidivistes ; problème des permissions de sortie ; création de villages de pré-délinquance ; contrôles préventifs auxquels se livre la police (p. 4632) ; exemple de l'enquête menée par les renseignements généraux sur M. Florin Aftalion, économiste ; lenteur de la justice (p. 4633) ; utilisation du règlement par l'opposition (p. 4638-4639) ; recours aux litanies auxquelles procède le Garde des sceaux (p. 4646).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 68 (de suppresion) [22 juillet 1982] (p. 4673) ; libération anticipée de certains criminels (p. 4674) ; rejeté ; son amendement n° 69 (suppresion de la référence 43-7 dans le 1er alinéa de cet article) (p. 4675) ; rejeté (p. 4676) ; **avant l'article 2 :** notion de jour-amende ; problème des peines de substitution (p. 4683) ; nécessité d'inciter le plus grand nombre de délinquants à exercer un travail d'intérêt général (p. 4709) ; attachement du groupe U.D.F. aux peines de substitution (p. 4710, 4711) ; **article 2 :** son amendement n° 70 (de suppresion) (p. 4711) ; mission du juge d'application des peines ; rejeté (p. 4712) ; **article 3 :** son amendement n° 71 (de suppresion) ; période de sûreté [23 juillet 1982] (p. 4719) ; pouvoirs du juge de l'application des peines (p. 4720) ; rejeté (p. 4721) ; **article 6 :** son amendement n° 72 (tendant à ne pas viser à cet article le vol accompagné de violence ayant entraîné la mort) : rejeté (p. 4728) ; **article 10 :** son amendement n° 74 (fixation du nombre d'audiences correctionnelles) : rejeté (p. 4735) ; **article 13 :** caractère préventif des contrôles d'identité ; absence de base légale du contrôle d'identité avant la loi de 1981 ; caractère indispensable de ces contrôles (p. 4750) ; **article 78-1 du code de procédure pénale :** son amendement n° 75 (insérant les mots « du code de procédure pénale » après les mots « articles 20 et 21 (1°) » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 4759) ; son amendement n° 76 (suppression des mots « dans des lieux déterminés » dans le second alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 77 (substituant aux mots « se trouve immédiatement » les mots « peut se trouver » dans le second alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 4763) ; **article 78-2 du code de procédure pénale :** son amendement n° 78 devenu sans objet (p. 4765) ; son amendement n° 79 (durée de la détention aux fins de

vérification d'identité) : rejeté (p. 4766) ; son amendement n° 80 (suppression de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4768) ; rejeté ; son amendement n° 81 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; (p. 4769) ; **article 78-5 du code de procédure pénale** : son amendement n° 82 (procédure suivie en cas de refus d'une personne de se prêter aux opérations de vérification d'identité) (p. 4778) ; rejeté (p. 4779) ; **article 9 (précédemment réservé)** : montée du terrorisme ; problème du contrôle du juge d'instruction (p. 4782) ; procédure spéciale de garde à vue pour les trafiquants de stupéfiants et pour les cas de proxénétisme aggravé ; son amendement n° 73 ; (suppression de la référence 63-1) : rejeté (p. 4786) ; **après l'article 18** : extension des dispositions du présent projet de loi à la législation d'exception relative à la détention provisoire en matière de contributions indirectes ; **avant l'article 19** : pouvoir d'exception des directeurs départementaux et du directeur général du commerce intérieur et des prix (p. 4800) ; suppression des sanctions administratives (p. 4801) ; **article 22** : exécution par provision de certaines mesures (p. 4803)

Explications de vote : abrogation de la loi Peyrefitte ; volonté de la majorité d'individualiser les peines (p. 4806) ; volonté du Gouvernement de respecter ses promesses électorales ; maintien de nombreuses dispositions de la loi du 2 février 1981 (p. 4807).

Son rappel au règlement : déroulement de la séance ; multiplication du nombre des attentats terroristes [23 juillet 1982] (p. 4746).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : mécanisme des apparentements [27 juillet 1982] (p. 4905, 4906) ; *après l'article L. 260 du code électoral* : accroissement du nombre des femmes dans les conseils municipaux (p. 4917) ; **article 8** : limitation du nombre des procurations [28 juillet 1982] (p. 4938) ; **article 10** : indemnisation des maires et des adjoints (p. 4950).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : intervention, par le Gouvernement, du tour extérieur sur concours ; organisation du troisième concours ; démolition de la France par le Gouvernement [5 octobre 1982] (p. 5412-5413).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2** : nécessité d'ouvrir l'E. N. A. à d'autres catégories de candidats [25 novembre 1982] (p. 7694).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion générale : révolution du statut des villes nouvelles ; absence de concertation dans l'élaboration du présent projet de loi [6 octobre 1982] (p. 5449) ; nécessité d'une réforme du statut des villes nouvelles ; rétablissement de l'unité juridique et fiscale du territoire de la commune ; mise en place d'un régime autoritaire dérogatoire au droit commun donnant aux villes nouvelles un statut provisoire ; institutions de la communauté d'agglomérations nouvelles (C. A. N.) ; composition du conseil d'agglomération (p. 5450) ; taxe professionnelle ; importance des services administratifs et techniques des villes nouvelles (p. 5451) ; conditions de travail des parlementaires (p. 5484) ; **son rappel au règlement** : conséquences des modifications successives apportées à l'ordre du jour (p. 5486).

Discussion des articles : **article 2** : cas d'une commune se retirant de l'agglomération nouvelle (p. 5491) ; son amendement n° 104 (exclusion de certaines communes du nouveau périmètre) : rejeté ; son amendement n° 105 (substituant au mot « concertation » le mot « consultation » dans le troisième alinéa de cet article) : rejeté (p. 5492) ; son amendement n° 106 (précisant que le projet de révision du périmètre d'urbanisation est proposé par le représentant de l'Etat dans le département où se trouve le siège de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle) : adopté (p. 5493) ; son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 10 de la commission (permettant aux conseils municipaux de se prononcer sur les projets de révision du périmètre d'urbanisation) : retiré (p. 5494) ; **article 4** : son amendement n° 108 (allongeant le délai de concertation) : retiré (p. 5501) ; mise en place des communautés d'agglomération (p. 5503) ; place du présent projet de loi par rapport à la loi de décentralisation et au projet de loi concernant Paris, Lyon et Marseille ; **article 7** : son amendement n° 109 (conditions de sortie de la communauté ou du syndicat) : rejeté (p. 5506) ; exemple de Cergy-Pontoise (p. 5507) ; **article 10** : son amendement n° 110 devenu sans objet (p. 5510) ; **article 11** : politisation des syndicats d'agglomération nouvelle (p. 5510, 5511) ; **article 13** : son amendement n° 118 (compétences de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle) (p. 5512) : rejeté (p. 5513) ; son amendement n° 120 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière de voirie) (p. 5513) : rejeté (p. 5514) ; son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 36 de la commission (suppression du troisième alinéa de cet amendement) ; élaboration du P. O. S. (p. 5516) : rejeté ; son sous-amendement n° 122 à l'amendement n° 36 de la commission (limitant la portée du quatrième alinéa de cet amendement au périmètre d'urbanisation) : rejeté ; son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 36 de la commission (complétant le cinquième alinéa de cet amendement par les mots « délivré à l'intérieur du périmètre de péréquation » : retiré ; son sous-amendement n° 124 à l'amendement n° 36 de la commission (insérant les mots « situés à l'intérieur du périmètre d'urbanisation » après le mot « lotissements » : rejeté ; son amendement n° 119 (procédure suivie en cas de désaccord entre communes) : rejeté (p. 5517) ; son amendement n° 125 (délai dans lequel doit être établi l'inventaire) : devenu sans objet (p. 5518) ; **article 15** : poursuite de la séance (p. 5521) ; **article 17** : son amendement n° 126 (taxe professionnelle perçue à l'intérieur du périmètre d'urbanisation) : non soutenu ; **article 18** : son amendement n° 127 (même objet) : non soutenu (p. 5523).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : refus de M. Pierre Bérégovoy d'informer le Parlement [18 octobre 1982] (p. 5927) ; contradiction entre les différentes mesures contenues dans le présent projet de loi et le budget global des hôpitaux ; causes de l'augmentation des dépenses de la sécurité sociale (p. 5928).

Discussion des articles : **article 6** : volonté du Gouvernement de laisser l'intégralité des dépenses d'aide sociale à la charge du département ; absence de mesures concernant l'hospitalisation privée dans le présent projet de loi (p. 5937) ; son amendement n° 49 (application du forfait journalier à compter du 1er janvier 1983) : rejeté (p. 5940) ; **article 9** : répartition du budget global (p. 5942) ; négociation de ce budget (p. 5943) ; son amendement n° 51 (avis des organisations représentatives des hospitalisations publiques et privées, à but lucratif et sans but lucralif) : rejeté (p. 5945) ; **article 15** : son amendement n° 52 (information des organismes d'assurance maladie) [19 octobre 1982] (p. 5955) : devenu sans objet ; problème du secret médical (p. 5956) ; **article 1er précédemment réservé** : respect de la parole de l'Etat par le Gouvernement ; diminution du pouvoir d'achat des retraités (p. 5959) ; **article 5 précédemment réservé** : sauvegarde des laboratoires pharmaceutiques ; problèmes de la presse médicale (p. 5966-5967) ; son amendement n° 47 (étendant les dispositions de cet article à tous les régimes obligatoires d'assurance maladie) : rejeté (p. 5969) ; son amendement n° 48 (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) : rejeté (p. 5971) ; **article 27** : son amendement n° 53 (substituant aux mots « de la caisse nationale d'assurance maladie » les mots « des régimes obligatoires d'assurance maladie » : non soutenu (p. 6000).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale* : faiblesse du nombre des députés présents dans l'hémicycle ; participation du budget de la justice à la rigueur budgétaire [2 novembre 1982] (p. 6567) ; engorgement des juridictions ; insuffisance des des moyens mis en œuvre ; inquiétude des magistrats ; problème de l'administation pénitentiaire et de l'éducation surveillée ; suppression des Q. H. S. ; promesses non tenues (p. 6568).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : existence d'un droit au logement ; baisse de la construction des logements neufs ; gravité de la situation ; coup d'arrêt donné

à l'amélioration de l'habitat ; détérioration du parc des logements H. L. M. et privés ; distribution des primes P. A. L. U. L. O. S. ; promesses non tenues [4 novembre 1982] (p. 6681).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* nouvelles missions confiées au commissariat au Plan ; simple reconduction des crédits de 1982 ; accroissement des crédits destinés à l'aménagement du territoire ; suppression de la mission Languedoc-Roussillon ; problème de la P. R. E. (prime régionale à l'emploi) [17 novembre 1982] (p. 7297) ; nécessité de rééquilibrer les régions les unes par rapport aux autres (p. 7298).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant revision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : insuffisances du présent projet de loi ; ressources financières mises à la disposition des régions [29 novembre 1982] (p. 7743) ; problème de la compensation des transferts de compétences ; éventuelles conséquences d'un nouveau choc pétrolier sur les ressources financières des départements ; contenu de la dotation générale de décentralisation ; insuffisance de la dotation globale d'équipement ; absence de véritable décentralisation dans le domaine de l'urbanisme ; possibilité pour les seules communes dotées d'un P. O. S. de délivrer des permis de construire ; nécessité de mettre en place une plus grande décentralisation (p. 7744).

Discussion des articles : **article 1er :** caractère non juridique de la notion « d'affaire les concernant » [30 novembre 1982] (p. 7757) ; **article 2 :** impossibilité pour une collectivité d'établir une tutelle sur une collectivité plus petite (p. 7759) ; **article 2** *bis* **:** risque de voir naître des charges financières nouvelles pour les collectivités locales (p. 7760) ; **article 3 :** utilité de certaines redondances dans la rédaction du texte (p. 7762) ; **article 5 :** nécessité d'introduire une plus grande souplesse de fonctionnement dans les syndicats intercommunaux ; hiérarchie des compétences affirmée par le Sénat (p. 7766) ; **article 10 A :** rédaction des amendements de la commission (p. 7780) ; **Article 10 :** problème de l'utilisation polyvalente des locaux (p. 7781) ; **après l'article 6 :** exemple des services de la santé (D. A. S. S.) (p. 7784) ; **avant l'article 15 A :** caractère autoritaire de la planification prévue par le Gouvernement ; rôle du commissaire de la République (p. 7784, 7785) ; élaboration des chartes intercommunales ; rôle des actuels plans d'aménagement rural (p. 7789) ; **article 15 :** son sous-amendement n° 439 à l'amendement n° 32 de la commission (précisant que le Gouvernement demande aux régions concernées de fair des propositions ou de donner des avis) (p. 7793) ; devenu sans objet (p. 7800) ; **article 16 :** ses sous-amendements n°s 440 et 441 à l'amendement n° 36 de la commission (constructions et installation autorisées en l'absence de plans d'occupation des sols) (p. 7802) ; devenus sans objet (p. 7807) ; **article 18 :** évolution des transferts de ressources parallèle à celle de la dotation globale d'équipement (p. 7810) ; **article 19 :** rôle du schéma directeur en matière de développement de l'agriculture ; **article 20 :** rôle du représentant de l'Etat en matière d'élaboration du schéma directeur (p. 7812) ; communication des documents administratifs relatifs à l'utilisation de l'espace (p. 7815) ; **article 22 :** rôle du préfet en matière de schéma directeur ; ses amendements n°s 419 et 420 devenus sans objet (p. 7818) ; **article 24 :** son sous-amendement n° 444 à l'amendement n° 68 de la commission (contenu du P. O. S.) (p. 7820) : retiré (p. 7821) ; **article 25 :** son sous-amendement n° 445 à l'amendement n° 75 de la commission (avis de commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier) (p. 7823) : rejeté (p. 7824) ; **article 26 :** cas dans lequel le conseil municipal refuse de voter le P. O. S. (p. 7825) ; **article 27 :** distinction entre le contrôle de la légalité et le contrôle de l'opportunité (p. 7826) ; **article 28 :** procédure de revision du P. O. S. [1er décembre 1982] (p. 7836) ; rôle de l'Etat en cette matière ; cas des schémas de secteurs non intégrés dans des schémas directeurs (p. 7837) ; **article 28** *bis* **:** procédure de revision des P. O. S. (p. 7838) ; **article 29 :** responsabilité du président de l'établissement public (p. 7840) ; **article 29** *bis* **:** évolution des zones d'environnement protégé (p. 7841) ; **article 29** *ter* **:** élaboration des cartes communales (p. 7842) ; **article 31** *bis* **:** possibilité pour les communes de sortir d'un organisme de coopération ; élaboration des P. O. S. par l'organisme de coopération intercommunale (p. 7847, 7848) : **article 32** *ter* **:** utilisation des services de l'Etat par les communes (p. 7849) ; **avant l'article 15 A :** ses sous-amendements n°s 432, 433 et 434 à l'amendement n° 150 de la commission (élaboration des chartes intercommunales) (p. 7905) ; non soutenus (p. 7907).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : problème du transfert des compétences dans le domaine de la justice et de la police [14 décembre 1982] (p. 8281) ; critère de prise en charge par l'Etat des dépenses de police (p. 8283) ; regrette l'absence d'explications de vote.

COFFINEAU (Michel)

Député du Val-d'Oise
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Président de cette commission [*J. O.* du 14 janvier 1982] (p. 262).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [8 avril 1982] (p. 1043).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Président de cette commission [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Rapporteur de cette commission [*J O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033) (affaires sociales et solidarité nationale : travail) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 744) relatif au développement des **institutions représentatives du personnel (n° 832)** [28 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux **institutions représentatives du personnel (n° 1095)** [29 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1094), rejeté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif au développement des **institutions représentatives du personnel (n° 1101)** [30 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif au développement des **institutions représentatives du personnel (n° 1127)** [6 octobre 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VI : **Affaires sociales et solidarité nationale** : travail (**n° 1165**) [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : refus de la majorité de la commission d'auditionner les partenaires sociaux [27 janvier 1982] (p. 570).

Discussion des articles : **après l'article 8 :** convocation de l'ensemble des salariés dans une seule section ; section d'encadrement ; prise en considération des agents de maîtrise et des techniciens (p. 592) ; **article 11 :** égalité de traitement entre les salariés d'une entreprise et les salariés privés d'emploi (p. 595) ; communication des listes des salariés ; réponse de la commission informatique et libertés ; utilisation des listes (p. 596) ; inscription sur les listes établies en vue des élections législatives ou locales (p. 597) ; protection du domicile des salariés (p. 598) ; mise à la disposition du personnel des listes électorales dans leur intégralité (p. 600) ; sanction de l'utilisation des listes électorales à d'autres fins que l'élection des prud'hommes (p. 602) ; **article 22 :** reprise de l'affaire dans le délai d'un mois en cas de partage (p. 609) ; désignation des juges répartiteurs lorsque le ressort du conseil prud'homal comprend un seul tribunal d'instance (p. 610) ; nécessité d'empêcher tout blocage dû à l'absence délibérée de conseillers prud'hommes (p. 611) ; **article 33 :** renouvellement des conseillers prud'hommes en 1982 (p. 614).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 8 *ter* :** définition du personnel d'encadrement [13 avril 1982] (p. 1056) ; **article 19 :** rappel de l'amendement présenté par M. Georges Tranchant autorisant la présentation de listes incomplètes (p. 1062) ; **article 22 :** amélioration du texte par le Sénat (p. 1063) ; **article 23 *bis* :** rapports entre les employeurs et les organisations syndicales (p. 1064).

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 29 :** développement des contrats collectifs avec la participation des associations de locataires ; cas particuliers des grands ensembles gérés par la S. C. I. C. ; participation des conseils de résidants [11 mai 1982] (p. 2009).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : étapes historiques du droit du travail ; droit à l'information des travailleurs ; participation et intéressement ; reconnaissance de la section syndicale d'entreprise [13 mai 1982] (p. 2100) ; ordonnances sociales ; renforcement des institutions représentatives du personnel ; droit syndical ; moyens nouveaux pour les délégués syndicaux ; extension de la section syndicale à toutes les entreprises ; droit d'entrée des représentants syndicaux extérieurs à l'entreprise ; saisine des tribunaux par les chefs d'entreprise et atteinte au droit de grève ; attribution d'un crédit d'heures collectif à chaque organisation syndicale ; augmentation de la charge des entreprises ; renforcement de la protection contre les discriminations ou les répressions ; organisation des élections des représentants du personnel ; commissions paritaires interentreprises ; information des organisations syndicales (p. 2101) ; fonction de contrôle économique du comité d'entreprise et assistance du comité d'entreprise par un expert ; réforme du droit du licenciement ; affectation du 1 p. 100 logement ; comités de groupe ; pouvoir de décision du chef d'entreprise (p. 2102).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-33 *du code du travail :* établissement d'un règlement intérieur dans les comités d'entreprise [14 mai 1982] (p. 2189) ; dépôt des sous-amendements par l'opposition (p. 2193) ; *article L.* 122-39 du code du travail : soumission des notes de service aux mêmes procédures de consultation et de contrôle que le règlement intérieur [17 mai 1982] (p. 2298) ; *article L.* 122-40 *du code du travail :* possibilité de considérer une mutation comme une sanction dans certains cas (p. 2304) ; *article L.* 122-41 *du code du travail :* exclusion de l'avertissement de la procédure lourde ; différentes acceptions de la notion d'avertissement selon les entreprises (p. 2306) ; place de la mise à pied dans l'échelle des sanctions (p. 2312) ; *article L.* 122-44 *du code du travail :* encombrement des conseils de prud'hommes (p. 2325) ; *après l'article L.* 122-45 *du code du travail :* expression politique dans l'entreprise, notamment dans les entreprises publiques ; interdiction de licencier ou de sanctionner un salarié pour ses opinions politiques (p. 2330) ; **article 4 :** modalités d'application du règlement intérieur et des garanties disciplinaires [18 mai 1982] (p. 2342) ; **article 6 :** expression directe des salariés ; maintien de l'organisation de l'entreprise sur le modèle de la hiérarchie la plus rigoureuse ; volonté des dirigeants patronaux de dialoguer avec les salariés sans l'intermédiaire des syndicats (p. 2351) ; expression directe et collective des salariés sur l'organisation du travail ; négociations des modalités par la section syndicale d'entreprise (p. 2357) ; comportement des organisations syndicales ; conseils d'ateliers dans les entreprises publiques ; amorce d'une participation des salariés à la gestion dans une perspective autogestionnaire (p. 2358) ; *article L.* 461-1 *du code du travail :* expression des salariés et responsabilité du personnel d'encadrement (p. 2367) ; présence de l'employeur aux réunions destinées à assurer l'exercice du droit d'expression des travailleurs (p. 2382) ; *article L.* 461-3 *du code du travail :* organisations syndicales et groupements de salariés ; référendum afin d'empêcher les syndicats de s'exprimer au nom des salariés (p. 2385) ; notion d'expérimentation dans les entreprises des modalités du droit d'expression (p. 2388) ; présence de l'employeur dans les réunions sur l'organisation et sur les conditions de travail (p. 2396) ; définition des critères de la représentativité des organisations syndicales dans l'entreprise (p. 2398) ; **avant l'article 7 :** référendum dans l'entreprise et rôle des syndicats [19 mai 1982] (p. 2413) ; **article 7 :** reconnaissance du droit d'expression aux salariés et introduction de la politique dans l'entreprise (p. 2415) ; **après l'article 7 :** souci de ne pas remettre en cause l'unité de direction de l'entreprise par une participation des salariés à sa gestion (p. 2418) ; **après l'article 6 :** attribution à chaque salarié d'un crédit d'heures pour s'informer de l'activité syndicale et accroissement des charges des entreprises (p. 2439) ; **article 9 :** diversité des expérimentations menées par les chefs d'entreprise en matière d'expression des salariés (p. 2448) ; **après l'article 9 :** problème des milices patronales et des atteintes au droit des travailleurs dans les entreprises (p. 2450).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-35 *du code du travail :* notion de bon fonctionnement de l'entreprise [22 juillet 1982] (p. 4694).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles, rapporteur : **avant l'article 1er,** *article L.* 411-1 *du code du travail :* son amendement n° 41 (définition de l'objet des syndicats professionnels) ; son sous-amendement n° 790 à titre personnel à l'amendement n° 41 de la commission (même objet) [24 mai 1982] (p. 2464) ; absence de déséquilibre en faveur des intérêts collectifs (p. 2466) ; son sous-amendement n° 717 à titre personnel à l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement des mots « exclusivement » dans le second alinéa de cet amendement) (p. 2467) ; adopté ; défense des droits des travailleurs par les syndicats (p. 2468) ; son sous-amendement n° 790 adopté ; défense des intérêts collectifs et des intérêts individuels des travailleurs par les syndicats (p. 2469) ; son amendement n° 41 adopté après modification ; *article L.* 411-3 *du code du travail :* sacrifices entraînés par l'exercice de la fonction de permanent syndical ; impossibilité d'adopter des dispositions voisines de celles du secteur public (p. 2470) ; *article L.* 411-4 *du code du travail :* son amendement n° 42 (suppression du mot « Français » dans le premier alinéa de cet article) (p. 2471) ; limitation frappant les travailleurs immigrés dans les droits de diriger un syndicat (p. 2472) ; devenu sans objet ; *article L.* 411-5 *du code du travail :* son amendement n° 43 (précisant que tout salarié quels que soient son sexe, son âge et sa nationalité peut librement adhérer à un syndicat de son choix) : adopté (p. 2473) ; *article L.* 411-6 *du code du travail :* son amendement n° 44 (précisant que tout adhérent d'un syndicat professionnel peut participer à l'administration ou à la direction de celui-ci) (p. 2474) ; adopté ; *article*

L. 411-7 du code du travail : son amendement n° 45 (permettant aux personnes ayant cessé de travailler de continuer à faire partie des syndicats professionnels de salariés) (p. 2475) ; adopté ; *article L. 411-15 du code du travail :* refus de confier aux syndicats un rôle en matière de prévoyance ; *article L. 411-21 du code du travail :* son amendement n° 46 (défense par les syndicats des intérêts matériels et moraux de leurs membres) (p. 2477) ; adopté ; *article L. 412-4 du code du travail :* son amendement n° 48 (constitution de section syndicale dans toutes les entreprises) (p. 2478) ; adopté ; (p. 2480 ; *article L. 521-1 du code du travail :* son amendement n° 49 (responsabilité civile des syndicats, des salariés et des représentants du personnel pour fait de grève) (p. 2480) ; retiré (p. 2481) ; volonté de l'opposition d'imposer des restrictions au droit de grève (p. 2482) ; **article 1er** : *article L. 412-5 du code du travail :* son amendement n° 50 (calcul des effectifs de l'entreprise) ; notion « d'emploi habituel » [24 mai 1982] (p. 2498) ; rejeté ; salarié à temps partiel (p. 2500) ; son amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 52 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet (p. 2501) ; travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure (p. 2502) ; lien de subordination existant entre le salarié et l'employeur (p. 2503) ; **article 2** : *article L. 412-6 du code du travail :* son amendement n° 53 (remplaçant les mots « chaque syndicat représentatif peut constituer » par les mots « chaque syndicat peut décider de constituer ») : adopté (p. 2506) ; *article L. 412-7 du code du travail :* son amendement n° 54 (collecte des cotisations syndicales) (p. 2507) : adopté ; *article L. 412-8 du code du travail :* libre destruction des publications et des tracts syndicaux (p. 2509) ; son amendement n° 56 (contenu des affiches, des publications et des tracts) : adopté après modification (p. 2511) ; *article L. 412-9 du code du travail :* son amendement n° 57 (local syndical) : adopté ; son amendement n° 58 modalités d'aménagement et d'utilisation des locaux syndicaux) : adopté (p. 2512) ; droit de réunion de la section syndicale [25 mai 1982] (p. 2516) ; son amendement n° 59 (participation de personnalités syndicales extérieures à l'entreprise à des réunions organisées dans les locaux) (p. 2517) ; souci d'assurer le bon fonctionnement et la meilleure efficacité de l'entreprise (p. 2517, 2518) ; adopté après modification ; politique de la droite faite par les chefs d'entreprise (p. 2522) ; son amendement n° 60 réservé (p. 2523) ; *article L. 412-11 du code du travail :* notion de représentativité des organisations syndicales (p. 2524) ; son amendement n° 61 (substituant aux mots « ayant constitué » les mots « qui constitue » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2525) ; adopté (p. 2526) ; son amendement n° 62 (élection de délégués syndicaux à partir du seuil de 50 salariés) : adopté après rectification (p. 2527) ; *article L. 412-11 du code du travail :* nombre des délégués syndicaux dans chaque section syndicale [27 mai 1982] (p. 2657) ; volonté de la commission de placer les cinq centrales syndicales représentatives sur un pied d'égalité ; problème du délégué supplémentaire ; cas des élections au conseil de prud'hommes (p. 2658) ; refus d'accorder un délégué supplémentaire à la C. G. C. ; son amendement n° 63 (désignation d'un délégué du personnel, pour la durée de son mandat, comme délégué syndical) (p. 2660) : adopté après modification ; rétablissement de l'équilibre dans la représentation des cadres (p. 2661) ; *article L. 412-12 du code du travail :* création d'un délégué syndical central (p. 2662) ; création des comités de groupe (p. 2665) ; *article L. 412-13 du code du travail ;* son amendement n° 64 (rédactionnel) : adopté après correction (p. 2666) ; **article 3** : recevabilité du recours (p. 2670) ; *article L. 412-15 du code du travail :* son amendement n° 65 (contestations relatives aux conditions de désignation des délégués syndicaux) (p. 2670) ; possibilité pour les entreprises de moins de cinquante salariés de désigner un délégué syndical par voie conventionnelle (p. 2671) ; adopté après modification (p. 2672) ; son amendement n° 66 (conditions dans lesquelles le mandat de délégué prend fin en cas de baisse de l'effectif au-dessous de cinquante salariés) (p. 2673) : adopté après rectification ; *article L. 412-17 du code du travail :* réduction du nombre des syndicalistes protégés (p. 2674) ; liberté de circulation des délégués syndicaux (p. 2675) ; notion de « gêne au fonctionnement de l'entreprise » (p. 2678) ; bons de délégation (p. 2690) ; **article 4** : cas de la résolution judiciaire du contrat de travail ; son amendement n° 68 (insérant les mots « sans relation avec la fonction syndicale » après les mots « faute grave » dans le premier alinéa de cet article) ; nécessité d'éviter qu'un délégué syndical puisse être sanctionné dans l'exercice de ses fonctions (p. 2692) ; rejeté ; son amendement n° 69 (portant de six à douze mois la durée de protection des anciens délégués syndicaux) : adopté ; son amendement n° 70 (non-application de la procédure de licenciement à partir du moment ou le délégué syndical a été désigné) (p. 2693) ; volonté de ne pas couvrir la désignation frauduleuse d'un délégué syndical après une faute grave (p. 2694) ; adopté après modification ; son amendement n° 72 (extension de la protection aux délégués syndicaux faisant l'objet d'une mutation à l'intérieur de l'entreprise) : rejeté (p. 2695) ; son amendement n° 71 (précisant que dans les branches d'activité à caractère saisonnier, les délais de protection sont prolongés d'une durée égale à la période habituelle d'interruption de l'activité salariée) (p. 2696) ; adopté ; futur projet de loi sur l'ensemble du licenciement (p. 2697) ; **article 5** : *article L. 412-19 du code du travail :* satisfaction des chefs d'entreprise devant les propositions du Gouvernement ; refus de réintégration à la suite d'une décision des conseils de prud'homme (p. 2700) ; son amendement n° 73 (précisant que la réintégration s'accompagne du paiement des salaires correspondant à la période d'exclusion du salarié) (p. 2701) ; adopté après modification (p. 2702) ; **article 6** : affirmation du C. N. P. F. selon laquelle le coût des mesures prévues par le présent projet ne représente pas un problème pour les chefs d'entreprise (p. 2704) : son amendement n° 74 (temps dont dispose chaque délégué syndical pour l'exercice de ses fonctions) [28 mai 1982] (p. 2726) ; nécessité de garantir un crédit d'heures minimal aux délégués (p. 2727) ; adopté ; son amendement n° 75 (précisant que le crédit d'heures peut être dépassé en cas de circonstances exceptionnelles) (p. 2728) ; notion de circonstances exceptionnelles ; adopté (p. 2729) ; crédit d'heures supplémentaire prévu pour le délégué syndical central (p. 2730) ; responsabilité des sections syndicales de l'utilisation des heures qui leur sont attribuées (p. 2732) ; son amendement n° 76 devenu sans objet ; **répond au rappel au règlement de M. Jacques Marette** : retrait des amendements adoptés par la commission ; **répond au rappel au règlement de M. Philippe Séguin** : procédure de retrait des amendements (p. 2733) ; **répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin** (p. 2734) ; **article 7** : notion d'« ordre public social » (p. 2739) ; son amendement n° 77 (précisant qu'aucun aménagement ne peut être apporté aux dispositions relatives à l'exercice du droit syndical par note de service ou décision unilatérale de l'employeur) : adopté après modification (p. 2740) ; **article 8** : *article L. 421-1 du code du travail :* possibilité pour les parlementaires de consulter les procès-verbaux des séances de commission (p. 2746) ; son amendement n° 78 (organisation d'élections de représentants du personnel à la demande du directeur départemental du travail) (p. 2753) ; devenu sans objet (p. 2756) ; *article L. 421-2 du code du travail :* son amendement n° 79 (cas des salariés sous contrat à durée déterminée et des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) (p. 2757) ; rejeté (p. 2758) ; son amendement n° 80 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 81 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet ; *article L. 422-1 du code du travail :* problème du refus de certains chefs d'entreprise de recevoir les délégués du personnel (p. 2759) ; son amendement n° 82 (de précision) : adopté après rectification ; son amendement n° 83 (réclamations des salariés d'entreprises extérieures ne se trouvant pas placées sous la subordination de l'entreprise utilisatrice) (p. 2761) ; adopté ; son amendement n° 84 (cas des entreprises utilisatrices de salariés liés par un contrat de travail temporaire) : adopté (p. 2762) ; son amendement n° 85 (complétant le septième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « ou le cas échéant, par le délégué qu'il a saisi) : rejeté (p. 2763) ; **article 9** : possibilité donnée aux délégués du personnel de jouer le rôle de comité d'entreprise (p. 2766) ; *article L. 422-3 du code du travail :* impossibilité de confier les attributions du comité d'entreprise à un délégué unique (p. 2767) ; sérieux des membres des comités d'entreprise (p. 2768) ; assistance du comité d'entreprise par un expert comptable (p. 2769) ; refus de confier aux délégués du personnel la totalité des attributions du comité d'entreprise dans tous les cas où celui-ci n'existe pas (p. 2770) ; **article 10** : présomption de représentativité de tout syndicat affilié à une organisation représentative sur le plan national [1er juin 1982] (p. 2780) ; volonté de ne pas favoriser le développement des syndicats « maison » (p. 2781) ; *article L. 423-3 du code du travail :* son amendement n° 86 (modification de la composition des collèges électoraux) (p. 2783) ; adopté après modification ; son amendement n° 87 (insérant le mot « représentatives » après les mots « organisations syndicales » dans le deuxième alinéa

du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 2784) ; nécessité de négociation sur le nombre des collèges (p. 2785) ; **article 11 :** *article L. 423-5 du code du travail :* représentation des salariés ne s'exprimant pas en français (p. 2787) ; possibilité de délégués supplémentaires (p. 2788) ; *article L. 423-6 du code du travail :* possibilité d'élargir les négociations en recourant à un autre collège (p. 2792) ; *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 88 (remplaçant les mots « six mois » par les mots « trois mois » dans cet article) ; adopté ; éligibilité des salariés employés à temps partiel (p. 2793) ; xénophobie de l'opposition ; éligibilité des délégués du personnel (p. 2795) ; **article 12 :** *article L. 423-12 du code du travail :* son amendement n° 89 (supprimant les mots « les plus » après les mots « organisations syndicales » dans le texte proposé pour cet article) : adopté (p. 2802) ; son amendement n° 90 (rédactionnel) (p. 2803) ; adopté ; *article L. 423-13 du code du travail :* son amendement n° 91 (de suppression) : adopté (p. 2804) ; **article 13 :** déroulement des opérations électorales ; son amendement n° 92 (modalités d'organisation et et de déroulement des opérations électorales) (p. 2806) ; adopté après modification (p. 2807) ; manipulations consécutives à l'existence de listes libres au second tour (p. 2809) ; **article 14 :** possibilité pour la décision du tribunal d'instance d'être déférée à la Cour de cassation (p. 2816) ; **article 15 :** *article L. 423-17 du code du travail :* son amendement n° 83 (précisant que la mutation dans une même entreprise ne met pas fin au mandat du délégué du personnel) (p. 2818) ; protections dont dispose le délégué du personnel ; rejeté (p. 2819) ; *article L. 423-18 du code du travail :* possibilité pour un délégué du personnel de défendre une option syndicale ; son amendement n° 94 (« remplacement assuré par le premier des candidats non élus de cette organisation syndicale ») (p. 2820) ; son sous-amendement n° 865 à titre personnel à l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) (p. 2821) ; adopté ; son amendement n° 94 : adopté après modification (p. 2822) ; *article L. 423-19 du code du travail :* durée de l'affichage pré-électoral (p. 2823) ; notion d'organisations syndicales, « intéressées présentes dans l'entreprise » ; renouvellement des délégués du personnel (p. 2824) ; durée des procédures électorales ; qualités du service public des P.T.T. ; refus de l'opposition de voir les candidats présenter des délégués dans l'entreprise (p. 2825) ; amélioration du texte par l'opposition (p. 2827) ; rôle des organisations syndicales dans le développement des délégués du personnel ; transmission aux organisations syndicales du département du procès-verbal de carence ; refus de limiter cette transmission aux organisations syndicales en faisant la demande (p. 2828) ; notion de « salariés » et de « travailleurs » ; mise en cause par M. Jean-Paul Charié de la probité des fonctionnaires (p. 2829) ; **article 16 :** son amendement n° 95 (paiement des heures de délégation aux délégués du personnel) ; son sous-amendement n° 866 à titre personnel à l'amendement n° 475 de M. Jean-Michel Belorgey (contestation de l'utilisation des heures de délégation par le chef d'entreprise) (p. 2830) ; charge de la preuve ; amendement n° 95 : rejeté ; sous-amendement n° 866 : adopté (p. 2831) ; *article L. 423-3 du code du travail :* son amendement n° 96 (circulation des délégués du personnel dans l'entreprise) ; son sous-amendement n° 867 à titre personnel à l'amendement n° 476 de M. Jean-Michel Belorgey (gêne importante à l'accomplissement du travail des salariés) (p. 2832) ; amendement n° 96 : rejeté ; sous-amendement n° 867 : adopté (p. 2833) ; **article 17 :** paiement comme temps de travail du temps passé par les délégués du personnel aux réunions [2 juin 1982] (p. 2841) ; volonté de l'opposition de ne payer aux délégués du personnel que les heures de réunion ayant eu lieu à l'initiative du chef d'entreprise (p. 2842) ; **article 18 :** *article L. 425-1 du code du travail :* refus de sanctionner le délégué du personnel pour des actes accomplis en relation avec l'exercice de son mandat (p. 2846, 2847) ; son amendement n° 97 (précisant que le licenciement d'un délégué du personnel doit être obligatoirement soumis à l'assentiment du comité d'entreprise) (p. 2847) ; rejeté (p. 2849) ; sollicitude de l'opposition vis-à-vis du comité d'entreprise et « hargne » de celle-ci contre les organisations syndicales (p. 2850) ; refus de rendre suspensif le recours du délégué du personnel contre son licenciement ; son amendement n° 98 (licenciement du délégué du personnel pour faute grave en relation avec la fonction représentative) : rejeté (p. 2851) ; son amendement n° 99 (procédure retenue en cas de mutation d'un délégué du personnel) (p. 2852) ; procédure de retrait des amendements par le rapporteur ; rejeté (p. 2853) ; son amendement n° 100 (durée de la protection accordée aux candidats aux fonctions de délégué du personnel) : adopté (p. 2854) ; son amendement n° 101 (durée pendant laquelle seront protégés les employés ayant demandé des élections de délégués du personnel) : adopté (p. 2856) ; son amendement n° 102 (procédure appliquée lorsque la lettre du syndicat notifiant à l'employeur la candidature a été reçue par celui-ci avant que le candidat n'ait été convoqué à l'entretien préalable au licenciement) : adopté après modification (p. 2857) ; *article L. 425-2 du code du travail :* son amendement n° 103 (rédactionnel) : adopté [3 juin 1982] (p. 2898) ; *article L. 425-3 du code du travail :* son amendement n° 104 (réintégration du salarié dans ses fonctions de délégué « si l'institution n'a pas été renouvelée ») : adopté après modification ; son amendement n° 105 (paiement des salaires après réintégration) (p. 2901) : adopté après modification (p. 2902) ; **article 19 :** *article L. 426-1 du code du travail :* son amendement n° 106 (précisant qu'aucun aménagement ne peut être apporté aux dispositions relatives à l'exercice des fonctions de délégué du personnel par note de service) : adopté après modification (p. 2903) ; **article 20 :** *article L. 431-1 du code du travail :* son amendement n° 107 (types d'entreprises dans lesquelles doit être constitué un comité d'entreprise) (p. 2907) ; renforcement de l'intervention économique des salariés à travers le comité d'entreprise ; réalité du contrôle économique (p. 2908) ; effectif pris en compte pour la constitution du comité d'entreprise ; notion de « baisse importante et durable des effectifs » (p. 2909) ; cas des salariés des établissements publics ; création, par convention, du comité d'entreprise dans les entreprises employant moins de cinquante salariés (p. 2910) : adopté ; volonté du Gouvernement d'aligner le régime des comités d'entreprise sur celui des délégués du personnel et des délégués syndicaux (p. 2911) ; personnalité civile du comité d'entreprise ; gestion du patrimoine de celui-ci (p. 2913) ; *article L. 431-2 du code du travail ;* son amendement n° 108 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2914) ; *article L. 431-2 du code du travail :* son amendement n° 109 (modification ou suppression des comités d'entreprise et exercice des attributions économiques de celui-ci par les délégués du personnel) ; calcul de l'effectif des salariés de l'entreprise (p. 2915) ; modification des comités d'entreprise (p. 2916) ; représentativité des syndicats : adopté après modification ; son amendement n° 115 (de coordination) : réservé ; son amendement n° 110 (objet et missions du comité d'entreprise (p. 2917) ; rôle économique du comité d'entreprise (p. 2918) ; rejeté (p. 2927) ; son amendement n° 111 (information du comité d'entreprise) (p. 2928) : rejeté (p. 2931) ; son amendement n° 112 (personnalité civile du comité d'entreprise) (p. 2932) : rejeté ; son amendement n° 113 (non-respect des droits du comité d'entreprise par le chef d'entreprise) ; sanction du délit d'entrave (p. 2935) ; rejeté ; son amendement n° 114 (précisant que le comité d'entreprise peut organiser des réunions d'information portant notamment sur des problèmes d'actualité) (p. 2937) ; son amendement n° 115, précédemment réservé (substituant à la référence L. 431-4 la référence L. 431-9 dans le paragraphe II de cet article) : adopté après rectification (p. 2940) ; **article 21 :** conflit social chez Talbot [4 juin 1982] (p. 2971) ; attitude du ministre du travail dans l'affaire Talbot (p. 2972) ; *article L. 432-1 du code du travail :* attributions du comité d'entreprise en ce qui concerne la marche générale de celle-ci et les conditions de travail du personnel (p. 2973) ; prise en compte des inégalités subies par les femmes dans l'entreprise (p. 2975) ; son amendement n° 116 (précisant que le comité d'entreprise est informé et consulté sur les modifications de l'organisation économique ou juridique de l'entreprise) (p. 2976) ; adopté (p. 2978) ; cas dans lesquels la perspective de transformation des structures de l'entreprise peut entraîner la consultation du comité (p. 2979) ; *article L. 432-2 du code du travail :* information du comité d'entreprise en cas d'introduction de nouvelles technologies ; son amendement n° 117 (consultation du comité d'entreprise sur l'introduction de nouvelles technologies) (p. 2983) : adopté ; son amendement n° 118 (consultation du comité intervenant dès le stade du projet en matière technologique) (p. 2984) : adopté après modification ; son amendement n° 119 (supprimer les mots « intéressant la marche générale de l'entreprise » dans la première phrase du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 120, substituant aux mots « la formation et les conditions » les mots « la formation ou les conditions » à la fin de la première phrase du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 121 (suppression de la dernière phrase du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 2986) ; *article L. 432-3 du code du travail :* son amendement n° 122 (précisant que le comité d'entreprise est informé et consulté sur les problèmes généraux concernant les conditions de travail) (p. 2987) : adopté ; son amende-

ment n° 123 (précisant que le comité d'entreprise bénéficie du concours du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail) : adopté ; consultation du comité d'entreprise sur l'organisation du temps de travail (p. 2988) ; son amendement n° 124 (rôle du comité d'entreprise dans la remise au travail des accidentés du travail, des invalides de guerre, des invalides civils et des travailleurs handicapés) (p. 2991) : adopté ; pouvoir de consultation du comité d'entreprise en ce qui concerne la marche générale de l'entreprise (p. 2992) ; rôle du comité d'entreprise en matière de formation professionnelle ou permanente (p. 2994) ; saisine du juge et suspension de la décision jusqu'à consultation correcte du comité d'entreprise ; *article L. 432-4 du code du travail :* son amendement n° 125 (rédactionnel) : adopté (p. 2996) ; son amendement n° 126 (caractère écrit du rapport d'ensemble) ; son amendement n° 127 (contenu de ce rapport) (p. 2997) ; amendement n° 126 adopté (p. 2999) ; amendement n° 127 adopté après modification ; son amendement n° 128 (insérant les mots « les investissements » après les mots « collectivités locales » dans la première phrase du sixième alinéa du texte proposé pour cet article) ; adopté après rectification (p. 3000) ; son amendement n° 129 (insérant « ainsi que les rémunérations minimales et maximales, horaires et mensuelles » après les mots « par établissement » dans le septième alinéa du texte proposé pour cet article) ; problème de la connaissance des rémunérations : adopté (p. 3001) ; divulgation des informations contenues dans le rapport d'ensemble (p. 3002) ; futur projet de loi sur les problèmes du licenciement (p. 3006) ; *article L. 432-5 du code du travail :* son amendement n° 130 (précisant que le défaut de convocation des membres du comité d'entreprise entraîne la nullité des délibérations du conseil d'administration [7 juin 1932] (p. 3011) : rejeté ; son amendement n° 131 (soumission des vœux du comité au conseil d'administration) : adopté (p. 3012) ; **article 22 :** secret professionnel (p. 3014) ; place de la culture dans l'entreprise ; son amendement n° 132 (substituant au mot « œuvres » le mot « activités » à la fin du paragraphe II de cet article) : adopté ; activités sportives (p. 3016) ; procès d'intention intenté au comité d'entreprise par l'opposition (p. 3017) ; information des salariés sur la contribution de l'entreprise aux activités sociales (p. 3019) ; **article 23 :** confusion entre les délégués syndicaux et les représentants syndicaux au comité d'entreprise dans les entreprises de moins de trois cents salariés (p. 3022) ; *article L. 433-2 du code du travail :* présomption de représentativité (p. 3023) ; son amendement n° 133 (d'harmonisation) : adopté (p. 3024) ; **article 24 :** son amendement n° 134 (ramenant l'ancienneté nécessaire pour être électeur de six mois à trois mois) : adopté (p. 3027) ; *article L. 433-8 du code du travail :* son amendement n° 135 (supprimant les mots « les plus » après les mots « organisations syndicales » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3033) ; son amendement n° 136 (supprimant les mots « les plus » après les mots « organisations syndicales » dans le second alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3034) ; *article L. 433-9 du code du travail :* son amendement n° 137 (accord sur les modalités d'organisation et le déroulement des opérations électorales) : adopté après modification ; *article L. 433-10 du code du travail :* nécessité de maintenir la possibilité de candidatures libres au second tour (p. 3035) ; *article L. 433-12 du code du travail :* organisation d'élections partielles en cas de vacances (p. 3037) ; **article 25 :** *article L. 433-13 du code du travail :* absence d'*a priori* contre les chefs d'entreprise (p. 3042) ; mise en cause des fonctionnaires du ministère du travail par M. Pierre Micaux (p. 3044) ; **article 26 :** son sous-amendement n° 922, à titre personnel, à l'amendement n° 487 de M. Jean-Michel Belorgey (notion de gêne importante à l'accomplissement du travail des salariés) : adopté ; son amendement n° 138 (déplacement libre des membres élus du comité d'entreprise et des représentants syndicaux au comité d'entreprise durant les heures de délégation à l'intérieur et en dehors de l'entreprise) : devenu sans objet ; son amendement n° 139 (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 434-1 du code du travail) : rejeté (p. 3047) ; son sous-amendement n° 923, à titre personnel, à l'amendement n° 489 de M. Jean-Michel Belorgey (supprimant la fin du dernier alinéa de cet amendement après les mots « juridiction compétente ») : adopté ; son amendement n° 140 (paiement des heures de délégation comme temps de travail) : devenu sans objet ; contenu du procès-verbal (p. 3048) ; authenticité du procès-verbal ; son amendement n° 141 (affichage et diffusion du procès-verbal) : adopté (p. 3049) ; *article L. 434-5 du code du travail :* rôle de la commission économique ; son amendement n° 142 (création d'une commission économique dan les établissements employant au moins mille salariés) (p. 3050) : rejeté ; mission de la commission économique (p. 3051) ; son amendement n° 143 (précisant que la commission économique est chargée d'étudier toute question qui lui est soumise par le comité d'entreprise) : adopté ; mission de la commission économique définie par le comité d'entreprise (p. 3052) ; composition de la commission économique (p. 3053) ; procédure de désignation des membres de la commission économique (p. 3055) ; refus de prévoir que la commission économique sera présidée par les chefs d'entreprise (p. 3056) ; possibilité pour la commission économique de se faire assister par l'expert comptable (p. 3057) ; soumission des membres de la commission aux contraintes et aux réserves liées à cette fonction : *article L. 434-6 du code du travail :* son sous-amendement n° 932, à titre personnel, à l'amendement n° 928 du Gouvernement (mission de l'expert-comptable) (p. 3058) ; problème des experts ; consultation de ceux-ci en cas de projet de compression des effectifs (p. 3066) ; recours en cas de désaccord sur la nécessité d'une expertise ; sous-amendement n° 932 adopté après rectification (p. 3067) ; explications fournies aux membres du comité d'entreprise par le responsable de l'introduction éventuelle de nouvelles technologies (p. 3068) ; ses amendements n°s 144, 145, 146, 147, 148 et 149 devenus sans objet ; ses amendements à titre personnel n°s 491, 492, 493, 494 et 495 devenus sans objet ; obligation de secret à laquelle sont soumis les experts (p. 3070) ; conditions d'entrée de l'expert dans l'établissement (p. 3071) ; son amendement n° 496, à titre personnel (contestation portant sur les dispositions de cet article : devenu sans objet ; *article L. 434-7 du code du travail :* conditions de travail des femmes (p. 3072) ; **article 27 :** *article L. 434-8 du code du travail :* son amendement n° 150 (précisant que la subvention de fonctionnement s'ajoute à la subvention destinée aux œuvres sociales) (p. 3075) ; adopté après modification (p. 3076) ; *article L. 434-10 du code du travail :* son amendement n° 151 (rédactionnel) : adopté (p. 3077) ; son amendement n° 152 (suppression de la référence au budget de fonctionnement du comité d'entreprise) : adopté (p. 3078) ; **article 28 :** *article L. 435-2 du code du travail :* son amendement n° 153 (de coordination) : adopté (p. 3080) ; *article L. 435-3 du code du travail :* son amendement n° 154 (supprimant le mot « obligatoire » après les mots « un accord » au début de la seconde phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3082) ; *article L. 435-5 du code du travail :* son amendement n° 155 (suppression du paragraphe III de l'article 28) : rejeté (p. 3083) ; **article 29 :** *article L. 436-1 du code du travail :* nécessité d'aligner les dispositions concernant les délégués du personnel et les représentants du personnel au comité d'entreprise ; licenciement d'un membre titulaire ou suppléant du comité d'entreprise ou d'un représentant syndical [8 juin 1982] (p. 3089) ; son amendement n° 157 (procédure s'appliquant lorsque la lettre du syndicat notifiant la candidature aux fonctions de membre du comité d'entreprise ou de représentant syndical au comité d'entreprise a été reçue par l'employeur avant que le candidat ait été convoqué à l'entretien préalable au licenciement) ; son sous-amendement n° 909, à titre personnel, à l'amendement n° 157 de la commission (insérant les mots « ou lorsque le salarié a fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa candidature » après les mots « a été reçue par l'employeur ») (p. 3090) ; adopté ; amendement n° 157 adopté après modification ; son amendement n° 156 (procédure s'appliquant pour un membre du comité d'entreprise faisant l'objet d'une mutation dans le chantier) : devenu sans objet (p. 3091) ; protection des délégués aux comités d'entreprise institués par voie conventionnelle ; *article L. 436-2 du code du travail :* son amendement n° 158 (rédactionnel) : adopté (p. 3093) ; *article L. 436-3 du code du travail :* son amendement n° 159 (précisant que la réintégration s'accompagne du paiement des salaires et indemnités) ; son sous-amendement n° 910, à titre personnel, à l'amendement n° 159 de la commission (caractère définitif de l'annulation) ; son sous-amendement n° 911, à titre personnel, à l'amendement n° 159 de la commission (versement d'une indemnité correspondant à la totalité du préjudice subi) (p. 3094) sous-amendements n°s 910 et 911 adoptés ; amendement n° 159 adopté après modification (p. 3095) ; **article 30 :** refus de supprimer cet article ; création de comités de groupe permettant aux salariés de connaître la stratégie de ces groupes (p. 3100) ; conception de l'opposition à propos du comité de groupe (p. 3101) ; *article L. 439-1 du code du travail :* notion de société dominante et de société mère (p. 3103) ; quête éperdue de la définition du groupe (p. 3104) ; son amendement n° 160

(insérant les mots « ou d'une entreprise du groupe » après les mots « dans l'entreprise considérée » dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3109) ; création d'un comité de groupe dans les sociétés à statut coopératif et dans les mutuelles (p. 3111) ; *article L. 439-2 du code du travail :* nature des informations qui devront être fournies par le chef de l'entreprise dominante aux entreprises filiales (p. 3112) ; engagement du Premier ministre de bloquer les charges des entreprises ne visant pas le présent projet de loi : son amendement n° 161 (précisant que l'expert comptable dispose des mêmes moyens d'investigation que les commissaires aux comptes des entreprises représentées au comité de groupe) : adopté après modification (p. 3113) ; *article L. 439-3 du code du travail :* audition par la commission de l'ensemble des partenaires sociaux ; répartition des membres des comités d'entreprise pour les comités de groupe (p. 3116) ; volonté de M. Jean-Paul Charié de « tuer » les grandes organisations syndicales en France (p. 3117) ; **article 31 :** développement du sport dans l'entreprise (p. 3119) ; **après l'article 33 :** faiblesse de l'incidence financière des nouvelles dispositions (p. 3121) ; **avant l'article 1er :** problème de l'embauche (p. 3123) ; nécessité de mettre fin aux licenciements abusifs ayant pour seule motivation l'appartenance à une organisation syndicale (p. 3125) ; **article 2** (*suite*) précédemment réservé : son amendement n° 60 précédemment réservé (précisant qu'une ou plusieurs organisations syndicales peuvent organiser une consultation du personnel sur les lieux du travail et en dehors des heures de travail) (p. 3127) ; rejeté (p. 3128).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; rôle conféré aux syndicats ; absence d'introduction de la politique dans l'entreprise ; disparition de certains seuils d'effectif ; prétendu accroissement des charges de l'entreprise [1er octobre 1982] (p. 5321).

Discussion des articles : **article 1er E :** syndicalisation des retraités ; **article 1er H :** dommages causés par une grève ; notion de fait manifestement insusceptible de se rattacher à l'exercice du droit de grève (p. 5326) ; **article 2 :** ses amendements n° 45, 46 et 47 (d'harmonisation) : adoptés ; son amendement n° 48 (de rectification) : adopté (p. 5328) ; possibilité pour un représentant du personnel de rencontrer un syndicaliste extérieur à l'entreprise pendant les heures de délégation ; mandat du délégué syndical ; son amendement n° 49 (de précision) : adopté (p. 5329) ; **article 3 :** son amendement n° 50 (protection des délégués syndicaux légaux et des délégués syndicaux conventionnels) : adopté ; son amendement n° 51 (généralisation du recours en cas de contestation des conditions de désignation des délégués syndicaux) : adopté ; son amendement n° 52 (suppression du mandat d'un délégué syndical en cas de réduction importante et durable de l'effectif) : adopté ; nécessité d'éviter l'encombrement des services de l'inspection du travail ; son amendement n° 53 (subsistance du mandat du délégué syndical ou du délégué syndical central en cas de modification de la situation juridique de l'employeur) (p. 5330) : adopté (p. 5331) ; son amendement n° 54 (entrée en vigueur des dispositions du présent article) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 55 (disposition destinée à protéger le délégué en cas de transfert) : adopté (p. 5331) ; **article 5 :** son amendement n° 56 (paiement de l'indemnité en cas de réintégration du salarié) (p. 5332) ; adopté après modification ; **article 6 :** paiement du crédit d'heures comme temps de travail (p. 5333) ; son amendement n° 57 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 58 (de conséquence) : adopté (p. 5334) ; **article 9 :** cas dans lesquels les salariés n'ont pas mis en place de comité d'entreprise (p. 5335) ; son amendement n° 59 (d'harmonisation) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 60 (règles relatives à la fin du mandat) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 61 (rédactionnel) (p. 5336) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 62 (élection des délégués du personnel pendant le temps de travail) : adopté ; son amendement n° 63 (précisant que le juge d'instance statue en la forme des référés) : rejeté (p. 5337) ; son amendement n° 64 (rédactionnel) : adopté (p. 5338) ; **article 17 :** son amendement n° 65 (possibilité pour les délégués de faire appel aux représentants syndicaux) : adopté après modification (p. 5339) ; **article 18 :** son amendement n° 66 (autorisation de l'inspecteur du travail en cas de transfert d'un délégué du personnel) : adopté ; son amendement n° 67 (cas des délégués ayant un contrat à durée déterminée) : adopté ; son amendement n° 68 (paiement d'une indemnité en cas d'annulation de la décision de licenciement) (p. 5340) ; devenu sans objet (p. 5341) ; **article 20 :** suppression d'un comité d'entreprise en cas de diminution de l'effectif de celle-ci (p. 5342) ; **article 21 :** absence de subordination du C. H. S. C. T. au comité d'entreprise ; son amendement n° 69 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 70 (consultation du comité d'entreprise sur les conditions de formation des apprentis) : adopté (p. 5344) ; informations données au comité d'entreprise ; **article 23 :** son amendement n° 71 (accord conclu entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales permettant aux membres du comité d'établissement d'achever leur mandat) : adopté (p. 5345) ; **article 24 :** son amendement n° 72 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 73 (rédactionnel) : adopté (p. 5346) ; **article 26 :** son amendement n° 74 (rédactionnel) (p. 5347) : adopté ; son amendement n° 75 (suppression de la seconde phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article) : adopté ; son amendement n° 77 (choix de l'expert-comptable) : adopté ; son amendement n° 78 (accord intervenu à la majorité des membres élus du comité) (p. 5348) : adopté ; son amendement n° 79 (même objet) : adopté ; **article 27 :** sommes dont bénéficie le comité d'entreprise (p. 5349) ; moyens des comités d'entreprise de petites entreprises (p. 5350) ; **article 28 :** harmonisation du texte de cet article ; son amendement n° 80 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 81 (d'harmonisation) : adopté (p. 5351) ; **article 29 :** son amendement n° 76 (procédure suivie en cas de transfert d'un membre du comité d'entreprise ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise) : adopté ; son amendement n° 82 (cas d'un membre du comité d'entreprise ayant un contrat à durée déterminée) : adopté (p. 5352) ; **article 30 :** rôle du chef de l'entreprise dominante dans la constitution d'un comité de groupe (p. 5354, 5355).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [6 octobre 1982] (p. 5467) ; création des comités de groupe (p. 5468).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 132-2 du code du travail :* notion d'association de salariés [9 juin 1982] (p. 3187) ; signature des conventions par des organisations représentant un nombre suffisant de salariés pour en garantir la solidité (p. 3189) ; *article L. 132-8 du code du travail :* origine des amendements de l'opposition [10 juin 1982] (p. 3220) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : attaques de l'opposition contre le rapporteur du projet de loi ; *article L. 132-10 du code du travail :* son amendement n° 319 (abrogation des dispositions législatives ou réglementaires subordonnant l'application des conventions collectives à un agrément ministériel) non soutenu (p. 3223) ; **article 9 :** *article L. 134-1 du code du travail :* son amendement n° 322 (complément des dispositions statutaires par des conventions ou accords d'entreprise) : adopté [25 juin 1982] (p. 3878).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : conséquences de l'ordonnance de 1967 ; principe de l'élection des représentants des salariés aux conseils d'administration [7 juillet 1982] (p. 4323) ; conséquences de cette réforme sur les salariés de la sécurité sociale ; mise en place démocratique des moyens de la future élection (p. 4324).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** danger physique encouru dans l'accomplissement des fonctions professionnelles ; rôle de la loi dans cette matière [21 septembre 1982] (p. 4996) ; arrêt des machines en cas de danger présumé ; rôle spécifique du C. H. S. C. T. (p. 4997) ; **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* rôle de l'O. P. P. B. T. P. (p. 5020) : *article L. 236-7 du code du travail :* utilisation du crédit d'heures [22 septembre 1982] (p. 5068, 5069) ; **après l'article 1er** (amendements précédemment réservés) : problème de l'arrêt des machines (p. 5084) ; son sous-amendement n° 297 à l'amendement n° 4 de la commission (cas d'un groupe de salariés s'étant retirés de leur situation de travail) : adopté (p. 5087) ; son sous-amendement n° 298 à l'amendement n° 4 de la commission (de conséquence) (p. 5088) ; notion de présomption de faute inexcusable ; adopté (p. 5089) ; sons sous-amendement n° 299 à l'amendement n° 5 de la commission (renforçant le droit d'alerte des membres du C. H. S. C. T.) ; adopté ; son sous-amendement n° 300 à l'amendement n° 5 de la commission (procédure suivie en cas de divergence sur la réalité du

danger) (p. 5090) ; adopté ; son sous-amendement n° 301 à l'amendement n° 5 de la commission (procédure suivie en cas de désaccord entre l'employeur et la majorité du C. H. S. C. T.) : adopté (p. 5091).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** extension des dispositions du texte à la branche du bâtiment et des travaux publics ; volonté des chefs d'entreprise de se désengager de l'organisme paritaire [24 novembre 1982] (p. 7618) ; cotisation actuelle à cet organisme ; nécessité de retenir le principe de l'adhésion obligatoire à l'organisme paritaire (p. 7618, 7619).

Explications de vote : attitude de l'opposition à l'égard des pouvoirs des chefs d'entreprise ; hygiène et sécurité des travailleurs ; vote positif du groupe socialiste (p. 7631).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : développement prioritaire de la lutte pour l'emploi ; amélioration des droits des salariés ; développement des relations sociales au sein de l'entreprise ; missions des services extérieurs du ministère du travail ; intervention de ceux-ci dans les conflits opposant les salariés aux employeurs ; caractère indispensable du développement de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (A. N. A. C. T.) [18 novembre 1982] (p. 7387) ; nécessité de créer un institut syndical de la conjoncture ; lutte contre le travail noir ; renforcement des moyens de l'inspection du travail ; poursuite de l'effort budgétaire au cours des années prochaines (p. 7388).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de changer les mentalités quant à la place respective des hommes et des femes dans tous les domaines de la vie sociale [6 décembre 1982] (p. 7991) ; défense, par M. Gilbert Gantier, des chefs d'entreprise les plus rétrogrades ; situation d'inégalité dans laquelle sont maintenues les femmes ; mise en place de mesures de discrimination positives ; rôle du comité d'entreprise et des syndicats (p. 7992).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'affirmer l'égalité des agents de la fonction publique ; insuffisance de l'ordonnance de 1949 et de la loi du 3 avril 1950 ; contenu du rapport Longuet ; généralisation du recrutement des les femmes ; mise en place de mesures de discrimination non-titulaires pendant le précédent septennat ; [14 décembre 1982] (p. 8288).

COINTAT (Michel)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(5e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— contrôle de légalité des actes administratifs des autorités communales : circulaire du ministre de l'intérieur et de la décentralisation adressée aux préfets et visant à préciser l'interprétation de la loi sur la décentralisation en ce qui concerne les communes et le contrôle de légalité [21 avril 1982] (p. 1219) ;

— offices fonciers cantonaux et départementaux : date du dépôt du projet de loi créant des offices fonciers et élections municipales ; [19 mai 1982] (p. 2437) ;

— dégradation des résultats du commerce extérieur : déficit de 100 milliards de francs de la balance commerciale ; déficit probable de 60 à 70 milliards de la balance des paiements ; dévaluations ; nécessité de prendre des mesures pour encourager les entreprises à exporter ; nécessité de « moraliser » les importations ; mesures à prendre pour consolider les avoirs de changes [20 octobre 1982] (p. 6048).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** fiscalisation du crédit agricole ; caractère mutualiste du crédit agricole ; place de celui-ci dans la politique agricole française [26 mai 1982] (p. 2617).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : loi d'orientation agricole de 1960 et naissance du marché commun agricole ; réalisations des dernières années dans l'agriculture ; complexité des réglementations communautaires ; difficultés rencontrées par le F.O.R.M.A. ; échec du marché commun pour le vin et pour les fruits et légumes ; renégociation de la politique agricole commune [29 juin 1982] (p. 4015) ; cristallisation de l'économie agricole par les offices ; exploitations familiales (p. 4016).

Discussion des articles : **article 1er :** renforcement de l'organisation économique en agriculture par la création d'offices d'intervention ; création en 1917 de l'office des alcools ; nature des offices : sociétés d'intervention, organisations interprofessionnelles à caractère privé ou organismes collectifs [30 juin 1982] (p. 4052) ; son amendement n° 1 (création de comités interprofessionnels d'intervention) (p. 4055) ; office national des forêts ; critères juridiques de la notion d'office ; office des vins de table ; office national interprofessionnel du bétail et des viandes ; création de comités interprofessionnels d'intervention (p. 4056) ; création par la loi de 1962 des comités économiques agricoles ; exemple de la Bretagne et accords interprofessionnels ; intervention de l'Etat dans le cadre de la politique agricole commune et au sein de l'interprofession (p. 4057) ; rejeté (p. 4058) ; notion d'amélioration des revenus (p. 4062) ; son amendement n° 2 (limitation du rôle des offices d'intervention dans le secteur agricole et alimentaire) : retiré ; son amendement n° 3 (caractère d'établissement public industriel et commercial des organismes d'intervention) (p. 4082) ; renforcement de l'organisation économique par les interprofessions ; tutelle de l'Etat sur les établissements publics ; statut de droit public du personnel des offices ; rejeté (p. 4083) ; **article 2 :** articulation entre les offices et les organisations économiques existantes ; relations des offices avec le conseil supérieur de l'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; devenir du F. O. R. M. A. et du fonds de promotion agricole ; participation des offices à la politique d'investissement agricole ; relation entre les offices et le ministère de l'agriculture (p. 4086) ; son amendement n° 102 (suppression des références aux règles de la politique agricole commune et au cadre défini par le plan de développement économique et social) (p. 4089) : rejeté (p. 4090) ; son amendement n° 103 (prise en considération des labels rouges dans les définitions des appellations d'origine) : rejeté (p. 4098) ; son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 24 de la commission (régionalisation de la politique de formation des revenus) (p. 4099) . rejeté (p. 4101) ; son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 25 de la commission (substitution de la notion d'activité à la notion de travail agricole) ; nécessité d'une agriculture compétitive au plan international ; problème de la rémunération du capital investi dans l'agriculture : rejeté (p. 4104) ; son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 25 de la commission (organisation des producteurs agricoles sous forme de société d'intérêts collectifs) ; diverses formes juridiques de groupements de producteurs (p. 4105) : rejeté ; son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 25 de la commission (amélioration par les offices des mécanismes de mise en marché favorisant un regroupement de l'offre) ; promotion des ventes sur les marchés publics (p. 4106) ; rectifié adopté (p. 4107) ; son amendement n° 108 (contribution des offices au développement des débouchés des

produits agricoles entrepris par les organismes compétents) ; nécessité de mettre en œuvre une politique de la qualité [1er juillet 1982] (p. 4113) : rejeté ; son amendement n° 109 (possibilité pour les offices de proposer toute mesure susceptible d'éviter des distorsions de concurrence sur le marché intérieur) : retiré ; son amendement n° 110 (action des offices en liaison avec le F. O. R. M. A.) ; problème du sort du F. O. R. M. A. : retiré (p. 4114) ; exécution des interventions monétaires au plan national ; son amendement n° 111 devenu sans objet (p. 4115) ; **article 3 :** composition du conseil de direction des offices (p. 4124) ; son amendement n° 4 (supprimant la représentation des pouvoirs publics dans les conseils de direction des offices) (p. 4127) : rejeté ; son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 37 de la commission (précisant que le président du conseil de direction est choisi en dehors des représentants des pouvoirs publics) (p. 4128) : retiré (p. 4129) ; **article 4 :** son amendement n° 5 (précisant que les offices peuvent passer des conventions avec les organisations interprofessionnelles reconnues afin d'harmoniser les actions entreprises) : retiré (p. 4134) ; **article 5 :** son amendement n° 113 (procédure suivie en cas de carence de l'interprofession) : rejeté (p. 4135) ; délai d'intervention des offices (p. 4136) ; **après l'article 5 :** procédure d'arbitrage en cas de conflit ; **article 6 :** son amendement n° 114 (précisant que les offices agissent en cas de carence des comités économiques agricoles) (p. 4138) : retiré (p. 4139) ; **article 7 :** son amendement n° 6 (d'harmonisation) ; protection du secret fiscal : rejeté (p. 4141) ; **article 8 :** son amendement n° 7 (suppression des représentants du Parlement au conseil supérieur) : rejeté ; son amendement n° 8 (mission du conseil supérieur) (p. 4148) : retiré ; son amendement n° 9 (grandes orientations des politiques sectorielles) : rejeté (p. 4149) ; avis du conseil supérieur sur les mesures réglementaires à caractère général concernant l'agriculture (p. 4150) ; rôle de coordination du conseil ; **article 9 :** son amendement n° 10 (de précision) : adopté (p. 4151) ; **article 10 :** son amendement n° 11 (précisant que seuls les produits de la pêche maritime peuvent déroger au principe de facturation obligatoire) (p. 4152) : adopté (p. 4153) ; **article 11 :** son amendement n° 115 (procédure d'agrément des marchés de commercialisation) (p. 4154) ; devenu sans objet ; son amendement n° 12 (de conséquence) : retiré ; son amendement n° 13 (indication de l'origine des produits dans le cahier des charges) : retiré (p. 4155) ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : retiré (p. 4156) ; son amendement n° 116 (mise en place d'un système de sécurité des paiements) : retiré (p. 4158) ; **article 12 :** son amendement n° 15 excluant les produits horticoles des dispositions fixées par cet article) (p. 4160) : adopté ; son amendement n° 16 (de conséquence) : retiré ; son amendement n° 17 (prévoyant que les achats pourront s'opérer dans le cadre de la politique contractuelle définie par les accords interprofessionnels ou des contrats types approuvés) (p. 4161) : retiré ; son amendement n° 117 (procédure de déclaration à l'office) : rejeté (p. 4162) ; son amendement n° 118 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4163) ; son amendement n° 18 (suppression de la référence aux négociants détaillants) (p. 4164) : retiré (p. 4165) ; **article 13 :** son amendement n° 119 (étendant aux produits horticoles le champ d'application de cet article) (p. 4167) ; devenu sans objet (p. 4168) ; **article 14 :** cas des viandes importées (p. 4171) ; **article 15 :** son amendement n° 19 (substituant aux mots « office chargé de la gestion du marché des viandes » les mots « office d'intervention chargé des problèmes de l'élevage) : rejeté (p. 4174) ; **article 19 :** plantes destinées à la parfumerie ; demande quelques éclaircissements sur les offices dans le domaine de la production végétale ; « dépérissement » du F.O.R.M.A. (p. 4178) ; **après l'article 21 :** son amendement n° 21 (réglementation des plantations de végétaux colonisant le sol pendant plus de cinq ans) (p. 4179) : rejeté ; **article 23 :** son amendement n° 120 (modifiant les conditions d'élaboration des programmes régionaux d'orientation) (p. 4180) : rejeté ; **article 24 :** doublement du nombre des agents dressant procès-perbal (p. 4181) ; **article 26 :** maintien de la section départements d'outre-mer du F.O.R.M.A. (p. 4182).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 12 :** son amendement n° 8 (possibilité pour les électeurs de se présenter et d'être éligibles dans la commune de leur choix dans le cadre des communes associées) : rejeté [28 juillet 1982] (p. 4964) ; son amendement n° 9 (inéligibilité des agents salariés de la commune) (p. 4967) ; rejeté (p. 4968) ; son amendement n° 11 déclaré irrecevable (p. 4972).

COLIN (Georges)

Député de la Marne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

COLLOMB (Gérard)

Député du Rhône
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (services du Premier ministre : rapatriés) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [J.O. du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [J.O. du 24 novembre 1982] (p. 3572).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XXV : **Services du Premier ministre,** rapatriés (n° 1166) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 180,** posée le 11 mai 1982 : **transports urbains (métro : Rhône)** (p. 2035) ; appelée le 14 mai 1982 : **transports en commun dans l'agglomération lyonnaise :** succès du métro de Lyon ; extension du réseau (p. 2173) ;

— **n° 267, établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Rhône),** posée le 19 octobre 1982 (p. 6007) ; appelée le 22 octobre 1982 : **ouverture de l'hôpital de Villefranche :** équilibre entre secteurs hospitaliers privé et public (p. 6164).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** obligation de négocier annuellement au niveau de l'entreprise ; rôle des organisations syndicales ; souci de l'autonomie des partenaires sociaux [9 juin 1982] (p. 3180) ; *article L. 132-24 du code du travail :* attribution du droit de veto à une organisation syndicale majoritaire sur les conventions d'entreprise ; exemples étrangers [11 juin 1982] (p. 3282).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers muncipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : politisation des élections municipales ; augmentation du nombre des conseillers municipaux ; contradictions contenues dans les interventions des députés de l'opposition ; désectorisation de Toulouse [26 juillet 1982] (p. 4861, 4862).

Discussion des articles : **article 4** : statut de Lyon [27 juillet 1982] (p. 4903, 4904).

— Projets de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : fondements du présent projet de loi ; exemple des grandes villes étrangères ; pouvoirs transférés au conseil d'arrondissement à Lyon ; rôle de la communauté urbaine de Lyon [21 octobre 1982] (p. 6115) ; création des conseils d'arrondissement ; rétrocession aux communes de certains pouvoirs de la communauté urbaine (p. 6116).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : rattachement du cas de Lyon à ceux de Paris et de Marseille [22 octobre 1982] (p. 6175) ; **article 3** : absence de décentralisation à Lyon (p. 6182) ; **article 7** : mécanisme de l'inscription à l'ordre du jour des conseils municipaux (p. 6192) ; **article 12** : mission de la conférence de programmation des équipements (p. 6199) ; **après l'article 17** : participation des associations à la vie locale (p. 6215) ; **article 44** : son amendement n° 133 (augmentant le nombre des conseillers municipaux de Paris) : adopté [23 octobre 1982] (p. 6250) ; **article 45** : problème des communautés urbaines ; situation actuelle de la communauté urbaine de Lyon (p. 6252) ; **article 46** : répartition des sièges au sein du conseil de communauté (p. 6257) ; son amendement n° 64 (poids relatif des petites communes par rapport à la ville centre) (p. 6259) : adopté (p. 6260) ; **article 52** : compétence de la communauté urbaine de Lyon (p. 6267).

Deuxième lecture, discussion générale : modération de l'attitude de l'opposition ; modifications proposées : suppression de l'article 37, désignation à la représentation proportionnelle des représentants de la ville de Lyon au sein de la communauté urbaine ; problème de la représentation des maires des petites communes à titre consultatif dans la communauté urbaine [9 décembre 1982] (p. 8155, 8156).

Discussion des articles : **article 18** : son amendement n° 85 (suppression de cet article) ; lien entre cet amendement et la suppression de l'article 37 (p. 8166) ; adopté (p. 8167) ; **article 36** : choix du secrétaire général de la mairie pouvant s'exercer sur l'ensemble des personnels communaux (p. 8173) ; **après l'article 50** : son sous-amendement n° 88 à l'amendement n° 87 de M. Bernard Derosier (possibilité pour les maires d'arrondissement de participer avec voix consultative comme les maires des petites communes) : retiré (p. 8180) ; **article 17 *bis* précédemment réservé** : conceptions opposées en matière de participation des associations à la gestion municipale ; différence entre les amendements proposés portant sur l'existence de délégués des associations (p. 8187) ; caractère restrictif des dispositions de l'amendement n° 79 de M. Claude Labbé : fixation de critères de représentativité applicables aux associations et mise à l'écart des sections locales d'associations nationales (p. 8189).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : défauts du régime électoral actuel de Lyon [23 octobre 1982] (p. 6277, 6278).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* le Secrétaire d'Etat aux rapatriés et les rapatriés ; levée de la forclusion pour certaines demandes d'indemnisation [16 novembre 1982] (p. 7263) ; diminution du flux des rapatriements ; accroissement des crédits en faveur des rapatriés musulmans ; problème des retraites (p. 7264).

COLONNA (Jean-Hugues)

Député des Alpes-Maritimes
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de l'établissement national des invalides de la marine [*J. O.* du 16 avril 1982] (p. 1144).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Président de cette commission [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'insémination artificielle des êtres humains (n° 147) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033) (Education nationale : éducation physique et sportive) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Président de cette commission [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XVI. — **Education nationale :** éducation physique et sportive (**n° 1166**) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au gouvernement :

Ligne à très haute tension « Trans-Carros » : étude d'impact pour la réalisation de cette ligne ; hostilité grandissante face à ce projet ; élaboration d'un plan énergétique départemental à l'initiative du conseil général ; opportunité de surseoir à la réalisation du projet [8 décembre 1982] (p. 8109) ; possibilité d'accélérer le processus de réalisation du complexe de pompage de Rabuons (p. 8110).

orales sans débat :

— **n° 251**, posée le 5 octobre 1982 : **transports maritimes (ports : Alpes-Maritimes)** (p. 5438), appelée le 8 octobre 1982 : **catastrophe du port de Nice en 1979 :** publication attendue du rapport de la commission d'experts présidée par M. Huet (p. 5584).

— **n° 268 : assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (collectivités locales : calcul des pensions),** posée le 19 octobre 1982 (p. 6008) ; appelée le 22 octobre 1982 : **âge de la retraite des sapeurs-pompiers :** remplacé par Mme Martine Frachon (p. 6170).

— **n° 317 : transports (transports ferroviaires privés)** ; posée le 14 décembre 1982 (p. 8303, 8304) ; appelée le 17 décembre 1982 : **chemins de fer de Provence** : éventualité de l'intégration de ce chemin de fer au réseau S.N.C.F. ; conséquences d'une éventuelle non intégration (p. 8458).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Discussion générale : violence en Corse ; droit pour les Corses de sauvegarder leur culture et leur langue et d'appartenir à la communauté française ; statut particulier et droit à la différence ; négligence par la législation nationale de la dimension particulière de l'île ; redressement de la situation économique ; patrimoine culturel [18 janvier 1982] (p. 156) ; absence d'atteinte à l'article 72 de la Constitution par le projet de statut particulier ; nouvelle catégorie de collectivités territoriales (p. 157).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale, questions :* encombrement des tribunaux ; accroissement du rôle des magistrats [2 novembre 1982] (p. 6576) ; problèmes du tribunal de grande instance de Nice (p. 6577).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale, questions.* développement et promotion de la vie associative ; valeur de la loi de 1901 ; mesures fiscales en faveur des associations [3 novembre 1982] (p. 6617) ; futur projet de loi sur la vie associative (p. 6618) ; équipement sportif des régions (p 6622).

Culture. — *Discussion générale, questions :* place des grandes réalisations parisiennes dans le budget de la culture ; coût du projet d'opéra populaire de la Bastille [3 novembre 1982] (p. 6654).

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : progression du budget de l'éducation nationale ; place de l'éducation physique et sportive dans ce budget [4 novembre 1982] (p. 6733) ; insuffisance des créations de postes d'instituteurs ; intégration des professeurs adjoints dans le corps des P.E.G.C. et des certifiés ; inquiétude des professeurs d'éducation civique (p. 6734).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 10 (réduction des crédits) ; transformation de trois emplois d'inspecteur général de la jeunesse et des sports en trois emplois d'inspecteur général de l'éducation nationale : rejeté ; son amendement n° 11 (réduction des crédits) ; conditions injustes dans lesquelles sont placées les candidats au concours de professeur adjoint et de professeur certifié [5 novembre 1982] (p. 6774) ; rejeté ; déroulement de la procédure budgétaire ; son amendement n° 12 (réduction des crédits) ; insuffisance des crédits de fonctionnement destinés aux associations sportives, scolaires et universitaires ; rejeté (p. 6775) ; **après l'article 72 :** son amendement n° 13 (intégration des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive dans le corps des professeurs certifiés et des P.E.G.C.) (p. 6777) ; rejeté (p. 6778).

COMBASTEIL (Jean)

Député de la Corrèze
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J.O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (défense : section forces terrestres) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome III : **défense :** section forces terrestres (**n° 1168**) [21 octobre 1982]

Proposition de loi relative au **conseil supérieur de la fonction militaire (n° 1365)** [21 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : fixation des prix agricoles : position de la Grande-Bretagne ; revalorisation des prix agricoles ; règles de l'unanimité ; nécessité de réduire les coûts de production en faveur des exploitants familiaux [19 mai 1982] (p. 2434).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** favorable à des baux de six ans ; verrouillage des baux de trois ans ; différence entre les bailleurs personnes physiques et les bailleurs personnes morales pour l'exercice du droit de reprise ; garanties aux personnes âgées démunies en cas de vente [13 janvier 1982] (p. 66) ; **article 5 :** droit de reprise à partir de la fin de la troisième année ; relogement préalable de certaines personnes âgées en cas d'exercice du droit de reprise (p. 70) ; **après l'article 6 :** sécurité de maintien dans son logement assurée au locataire pour une durée de trois ans dans le cadre des baux de six ans (p. 79) ; faculté de résiliation à fin de vente réservée au seul bailleur personne physique (p. 81) ; **article 6 précédemment réservé :** précautions à l'égard des personnes âgées et des bailleurs personnes physiques (p. 86) ; **article 4 précédemment réservé :** abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 483 du Gouvernement en raison de l'insuffisance des garanties offertes aux locataires (p. 87) ; **article 9 :** paiement mensuel du loyer et des charges ; charge de la preuve incombant au bailleur pour les dégradations [20 janvier 1982] (p. 295) ; **article 10 :** indemnisation du locataire pour les améliorations apportées au logement (p. 298) ; **article 11 :** imputation des fonds versés par le locataire (p. 299), **article 12 :** modification de l'état des lieux par le locataire (p. 300) ; **après l'article 14 :** contrats d'exploitation en cours et avenants tenus à la disposition des locataires (p. 306) ; rétablissement de la rédaction de l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 ; **article 14 précédemment réservé :** pour une nouvelle rédaction des quatre premiers alinéas tirée de l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 (p. 307) ; charges non considérées comme accessoires du loyer (p. 308) ; **article 24 :** pas de délai imparti aux commissions départementales pour indiquer leur avis sur le congé donné aux représentants des locataires [21 janvier 1982] (p. 350) ; **après l'article 24 :** possibilité pour les associations d'assister les locataires devant le tribunal d'instance (p. 351) ; **après l'article 28 :** possibilité de dénonciation des accords locaux en cas d'intervention postérieure d'accords nationaux [22 janvier 1982] (p. 365) ; **après l'article 32 :** accession gratuite des associations de locataires aux locaux collectifs (p. 374) ; **article 36 :** opposition du groupe communiste à l'amendement n° 87 de la commission fixant la hausse minimum des loyers à 80 p. 100 de la variation de l'indice de référence, nécessité d'éventuels blocages des loyers [25 janvier 1982] (p. 482) ; **article 37 :** retire le sous-amendement n° 471 de Mme Adrienne Horvath (p. 485) ; **article 40 :** déménagement à la charge du propriétaire en cas d'évacuation provisoire du local pour

la réalisation de travaux (p. 493) ; **article 42 :** mention par le propriétaire des nuisances de l'environnement avant la conclusion du contrat de location (p. 495) ; **article 44 :** opposition du groupe communiste à l'amendement n° 109 de la commission instituant le partage par moitié, entre le locataire et le bailleur, des honoraires versés aux intermédiaires (p. 501) ; **article 55 :** fraude permise par l'article 3 *ter* de la loi du 1er septembre 1948 (p. 518) ; **après l'article 56 :** abrogation de dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées (p. 521).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** possibilité pour le locataire de donner congé à tout moment ; raisons financières de donner congé ; ouverture, pour le locataire, du droit de donner congé à tout moment pour inexécution, par le bailleur, de ses obligations [11 mai 1982] (p. 1977) ; **article 6** *septies* **:** augmentation du nombre de locataires âgés au revenu modeste qui pourraient bénéficier du maintien dans les lieux (p. 1984) ; **article 7 :** problème des sous-locations (p. 1986) ; **article 13 :** dépôt de garantie ; proposition d'un système selon lequel le locataire aurait à verser le dépôt de garantie sur un compte bloqué et produisant intérêt en sa faveur (p. 1988) ; **article 16** *bis* **:** soumission de la saisie-gagerie à l'autorisation du juge ; inviolabilité du domicile (p. 1991) ; **article 19 :** accords de patrimoine (p. 1995) ; **article 20 :** risque de confusion entre la notion de patrimoine immobilier et celle d'immeuble ou d'ensemble d'immeubles (p. 1997) ; **article 34 :** minoration des loyers manifestement surévalués (p. 2012) ; situation inégale du locataire en place et du nouveau locataire au regard des majorations de loyers pour travaux d'amélioration du logement (p. 2014) ; **article 40 :** avis du locataire sur les travaux engagés à la suite du contrat conclu entre le bailleur et l'Etat (p. 2018) ; relogement des locataires pour évacuation définitive des lieux (p. 2019) ; **article 49 :** protection du locataire membre d'une association (p. 2021) ; **article 49** *bis* **:** possibilité d'intégrer aux cas de pratiques de prix illicites les loyers d'un montant manifestement abusif au regard de la situation locale du marché (p. 2022) ; **article 50 :** procédure de mise en conformité des contrats de location en cours ; délai d'un an pour la mise en conformité ; assimilation de l'établissement d'un nouveau contrat à un renouvellement de contrat (p. 2023) ; **article 53 :** possibilité pour les pouvoirs publics de fixer l'évolution des loyers lorsque la négociation n'aboutit pas (p. 2025).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : réforme prud'homale de 1979 ; moyens des conseils et formation des conseillers ; amélioration du fonctionnement des conseils ; protection accrue des conseillers prud'hommes ; création d'un conseil supérieur de la prud'homie ; extension à l'ensemble du territoire national de la juridiction prud'homale ; durée des mandats et renouvellement des conseils ; candidatures libres et organisations des travailleurs ; indépendance des représentants du collège salarié vis-à-vis des intérêts patronaux ; composition de la section d'encadrement ; droits nouveaux des travailleurs [27 janvier 1982] (p. 568).

Discussion des articles : **article 11 :** respect des libertés individuelles (p. 595) ; **article 18 :** droits reconnus aux travailleurs dans des textes ultérieurs (p. 607).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 10 :** son amendement n° 21 (assouplissant les conditions de la loi pour les candidats retraités) [13 avril 1982] (p. 1057) : retiré ; **article 18 :** son amendement n° 22 (licenciement des conseillers prud'hommes) : retiré (p. 1060) ; **article 23** *bis* **:** son amendement n° 23 (précisant que le temps d'absence des salariés exerçant des fonctions d'assistance et de représentation est payé comme temps de travail) : retiré (p. 1064).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** application des recommandations en matière d'obligation de négociations non assorties de sanctions ; sanction du délit d'entrave [19 mai 1982] (p. 2417) ; **article 8 :** raccourcissement du délai pour établir le bilan de l'expérience du droit d'expression (p. 2424).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : article L. 412-4 du code du travail :** constitution de sections syndicales dans toutes les entreprises [24 mai 1982] (p. 2479) ; **article 2 :** droits nouveaux accordés aux sections syndicales et aux délégués syndicaux (p. 2505) ; accession de représentants syndicaux extérieurs à l'entreprise au local syndical [25 mai 1982] (p. 2517).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** problèmes posés par la taxe d'habitation ; révision générale des valeurs locatives [25 mai 1982] (p. 2573) ; extension du dégrèvement de la taxe d'habitation aux personnes veuves, âgées de moins de soixante ans, non imposables (p. 2574).

— Propositions de loi de :

M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ; M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ; M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).

Première lecture, discussion générale : modification du régime de sursis applicable aux jeunes gens poursuivant leurs études en vue de l'obtention d'un diplôme universitaire ou professionnel ; nécessité d'une réforme approfondie du service militaire [2 juin 1982] (p. 2889) ; nécessité de réexaminer l'ensemble des dispositions concernant les reports d'incorporation ; propose de rendre le sursis conditionnel à la préparation militaire pour tous les étudiants au-delà d'un certain âge ; réduction de seize à douze mois de la durée du service actif des étudiants des professions de santé (p. 2890).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : importance de la sécurité sociale comme outil du changement ; nécessité de dégager la sécurité sociale de l'influence patronale [7 juillet 1982] (p. 4310) ; contenu de l'ordonnance du 1967 ; futur projet de loi relatif aux prestations familiales ; limites du présent projet de loi ; caractère restreint de la place offerte aux mouvements associatifs ; mouvement mutualiste ; protection accrue des salariés élus administrateurs ; déficit de la sécurité sociale causé par la gestion patronale (p. 4311) ; nécessité d'organiser rapidement des élections au conseil d'administration des caisses de sécurité sociale (p. 4312).

Discussion des articles : **article 1er :** modification de la composition des conseils d'administration [8 juillet 1982] (p. 4333) ; nécessité de réserver le pouvoir délibératif à ceux qui participent au financement de la sécurité sociale (p. 4339) ; **article 7 :** présence, dans les conseils d'administration des caisses, de représentants des exploitants agricoles désignés par les organisations professionnelles nationales représentatives ; application de cette disposition dans les départements d'outre-mer (p. 4374) ; **article 11 :** élections de représentants des travailleurs indépendants (p. 4381) ; **article 14 :** problème de l'A.C.O.S.S. ; nécessité de mettre fin au paritarisme (p 4385) ; **après l'article 29 :** statut des administrateurs des organismes de sécurité sociale (p. 4391).

Explications de vote : démocratisation de la gestion des organismes de sécurité sociale ; vote positif du groupe communiste (p. 4395).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : place de l'effort militaire dans la défense nationale ; inquiétude de l'armée de terre vis-à-vis de la future loi de programmation ; maintien des effectifs fondés sur la conscription ; nécessité de mettre en place une meilleure utilisation du contingent ; insuffisance du nombre des aspirants ; amélioration de la condition matérielle des appelés ; maintien d'un bon niveau d'entraînement [12 novembre 1982] (p. 7039) ; conséquences des annulations de programme du mois d'octobre 1982 ; insuffisance des crédits destinés à l'armée de terre (p. 7090).

COMMERGNAT (Nelly)

Député de la Creuse
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 juin 1982] (p. 1784).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juin 1982] (p. 1784).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur **l'élevage du cheval en France et ses débouchés (n° 1173)** [26 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** élevage du cheval ; création d'une filière particulière en l'absence de politique communautaire [30 juin 1982] (p. 4103).

CORNETTE (Maurice)

Député du Nord
(12e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J.O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (consommation) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome V : **consommation (n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** possibilité de créer par décret des offices par produit ou groupe de produits ; distorsion entre l'indice des prix agricoles à la production et l'indice des prix industriels nécessaires à l'exploitation agricole ; missions de caractère administratif des offices [30 juin 1982] (p. 4052) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 146 à l'amendement n° 25 de la commission (mention des facteur de production mis en œuvre par les agriculteurs) ; impossibilité de distinguer le revenu du travail du revenu du capital en agriculture : rejeté (p. 4105) ; son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : retiré ; son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 25 de la commission (conditions de concurrence relatives aux modalités et délais de paiement) : adopté (p. 4107) ; son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 26 de la commission (connaissance de l'offre et de la demande ainsi que des mécanismes de formation des prix) connaissance des charges et des marges : retiré ; son sous-amendement n° 150 à l'amendement n° 26 de la commission (exclusion des renseignements d'ordre comptable) (p. 4108) : rejeté (p. 4109) ; son sous-amendement n° 151 à l'amendement n° 27 de la commission (avis du conseil supérieur de l'orientation de l'économie agricole et alimentaire sur la cohérence des actions menées par les différents offices) : rejeté ; son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 27 de la commission (participation des offices à l'orientation des actions relatives à la production agricole) : rejeté ; son sous-amendement n° 153 à l'amendement n° 27 de la commission (contribution des offices à l'ensemble de l'effort de recherche) : rejeté [1er juillet 1982] (p. 4111) ; son amendement n° 154 (action des offices en liaison avec les organismes compétents à vocation générale ou spécialisée) : rejeté (p. 4114) ; **après l'article 2 :** son sous-amendement n° 232 à l'amendement n° 224 du Gouvernement (prélèvement des taxes parafiscales) (p. 4116) ; politique de limitation des productions avec garantie de prix ; incitation fiscale à l'investissement (p. 4117) : rejeté (p. 4118) ; **après l'article 3 :** son sous-amendement n° 165 à l'amendement n° 38 de la commission (précisant que la composition, les compétences et les moyens des délégations régionales sont fixés par le conseil de direction de l'office) (p. 4131) : rejeté ; **article 4 :** son amendement n° 121 (de suppression) ; rapports entre les offices et les organisations privées ; organisations professionnelles ou interprofessionnelles du comité technique ; rejeté (p. 4132) ; **article 5 :** son amendement n° 122 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 123 (procédure en cas d'échec de la conciliation) (p. 4136) : rejeté ; **article 6 :** action des offices et des comités économiques agricoles en matière de mesures d'extension des règles (p. 4138) ; son amendement n° 175 (rédactionnel) : rejeté (p. 4139) ; **article 8 :** composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4147) ; **article 11 :** son amendement n° 124 (précisant que la diffusion des informations aux usagers du marché doit être rapide) : retiré (p. 4155) ; son amendement n° 125 (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions tendant à assurer l'exercice normal de la concurrence) (p. 4157) ; rejeté (p. 4158) ; **article 12 :** son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 57 de la commission (progressivité du contrôle) (p. 4162) ; rejeté (p. 4163) ; son amendement n° 162 (de précision) : adopté (p. 4165) ; **article 13 :** problème spécifique de la pomme de terre de conservation (p. 4166) ; mécanisme de mise en marché (p. 4167) ; **article 14 :** son amendement n° 127 (prévoyant que le décret précisera la manière dont les informations seront répercutées à l'éleveur ainsi que la forme et le contenu des documents transcrivant ces informations) : retiré (p. 4172) ; **article 16 :** son amendement n° 128 (précisant que le décret devra tenir compte des spécificités du produit) : rejeté (p. 4175) ; **article 23 :** abrogation des programmes régionaux d'orientation (p. 4180) ; **article 24 :** constatation des infractions aux dispositions du présent projet de loi ; échelle des peines (p. 4181).

Explications de vote : nécessité d'organiser les productions et les marchés agricoles ; missions des offices ; caractère dangereux d'une réforme de la politique agricole commune fondée sur la réduction des garanties des prix ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 4192).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Consommation. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : budget du ministère de la consommation ; existence d'un fascicule budgétaire propre ; préoccupation de la commission de la production quant à l'avenir de l'Institut national de la consommation ; réforme de l'Institut ; retrait des professionnels du conseil d'administration ; réorganisation des services extérieurs de la direction de la consommation et de la répression des fraudes ; révision des critères de représentativité des associations de consommateurs ; contrôle des prix ; rôle de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; centres régionaux de la consommation et centres locaux d'information sur les prix ; souhait de la commission de la production de voir les crédits destinés aux organisations de consommateurs répartis en deux chapitres distincts ; propos de M. Jacques Delors sur le rôle de la concurrence [19 novembre 1982] (p. 7474).

CORREZE (Roger)

Député du Loir-et-Cher
(2e circonscription)
R.P.R.
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi n° 166 tendant à modifier les dispositions de l'article 355 du code pénal, afin d'aggraver les peines prévues en matière d'enlèvement de mineurs [21 septembre 1982] (p. 5029).

Retrait de sa proposition de loi n° 367 tendant à faire du 8 mai un jour férié [21 septembre 1982] (p. 5029).

QUESTIONS

au Gouvernement : déviation de la route nationale 76 : suspension des travaux sur le territoire des communes de Saint-Georges et de Selles-sur-Cher dans le département de Loir-et-Cher ; réduction des crédits destinés à la dotation globale de la direction des routes [14 avril 1982] (p. 1117).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : absence d'une volonté politique de régler les problèmes de cette catégorie sociale ; strict minimum contenu dans le projet de loi relevant d'un calcul politique ; méconnaissance des problèmes des commerçants par certains parlementaires ; absence de dispositions globales concernant la protection des droits professionnels et sociaux des commerçants, des artisans et des membres des professions libérales ; difficultés rencontrées par les commerçants et artisans des petites villes et villages pour trouver un remplaçant ; amendement visant à accorder une indemnité compensatrice d'activité destinée à couvrir le remplacement du conjoint ou la diminution d'activité de l'entreprise si le remplacement est impossible ; disposition permettant la déduction du bénéfice imposable du salaire du conjoint vidée de son contenu [8 avril 1982] (p. 1012) ; nécessité d'une déduction totale du salaire du conjoint ; limite de la déduction des cotisations ; constate les limites du texte qu'il votera néanmoins (p. 1013).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** son amendement n° 167 (possibilité pour les producteurs de vendre directement aux consommateurs dans des conditions fixées par décision administrative) : non soutenu [1er juillet 1982] (p. 4162).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale, questions :* insuffisance du budget de la jeunesse et des sports ; absence de création de postes de conseiller technique ; insuffisance des moyens mis à la disposition de ces conseillers [3 novembre 1982] (p. 6613) ; situation des centres médicaux sportifs ; entraînement des sportifs français (p. 6614)

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale, questions :* évolution des crédits du ministère de l'agriculture ; taux de la T. V. A. sur le vin ; droit de circulation [9 novembre 1982] (p. 6986, 6987) ; régime futur des prêts bonifiés du Crédit agricole (p. 6992).

COT (Jean-Pierre)

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement [*J.O.* du 9 décembre 1982] (p. 3702).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Maurice Couve de Murville : absence de réaction du sommet de Versailles aux événements du Liban : liens entre la France et le Liban ; présence de l'ambassadeur français à Beyrouth pendant le conflit ; condamnation par la France de l'agression israélienne au Liban ; association de la France à la condamnation prononcée par les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ; retrait immédiat des troupes israéliennes du territoire libanais demandé par le Gouvernement français conformément aux résolutions 508 et 509 du Conseil de sécurité de l'O.N.U. ; participation de la France à la F.I.N.U.L. [10 juin 1982] (p. 3200) ;

— M. Gérard Bapt : situation au Liban : émotion de la France face à la situation au Liban ; condamnation de l'affrontement ; aide humanitaire au peuple libanais [10 juin 1982] (p. 3201, 3202) ;

— M. André Bellon : sommet de Versailles et tiers monde : résultats du sommet de Cancun ; attitude de blocage de la délégation des Etats-Unis au sommet de Versailles ; inversion de la tendance à la dégradation des relations Nord-Sud depuis le sommet de Versailles ; projet de lancement de négociation globale ; texte « Bedjaoui » présenté aux Nations unies pouvant servir de base à ces négociations ; désignation d'objectifs prioritaires par le sommet de Versailles ; priorité géographique accordée au continent africain ; priorité sectorielle accordée aux domaines de l'énergie, de la production alimentaire et à la stabilisation des recettes des matières premières [10 juin 1982] (p. 3201, 3202) ;

— M. Guy Vadepied : situation au Tchad : situation des forces en présence sur le terrain ; présence d'un détachement français d'une vingtaine d'hommes pour assurer la protection de la communauté française de N'Djamena ; politique de la France à l'égard du Tchad : soutien à l'action de l'Organisation de l'Unité Africaine pour ramener la paix au Tchad ; préservation de l'unité et de l'intégralité territoriale de cet Etat ; intervention en faveur de la reprise du processus de négociation ; volonté d'établir un calendrier pour le retour progressif au fonctionnement normal des institutions ; absence d'occupation étrangère au Tchad [10 juin 1982] (p. 3202) ;

— M. Jacques Brunhes : agression israélienne au Liban : situation au Liban ; volonté pour la France de ramener la paix dans ce pays ; rôle de la France à la présidence du Conseil de sécurité [10 juin 1982] (p. 3207) ;

— M. André Bellon : sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine : faiblesse du nombre des pays présents à Tripoli ; possibilité de retrait de certains pays si le siège du Tchad n'était pas attribué à la délégation du gouvernement de M. Hissène Habré ; soutien du Gouvernement français à l'O.U.A. ; position de la France dans l'affaire tchadienne [24 novembre 1982] (p. 7643).

orales sans débat de :

— M. Jean-Louis Masson (n° 132) : îles isolées sous souveraineté française ; en remplacement de M. Pierre Mauroy, Premier ministre : gravité du conflit opposant l'Argentine à la Grande-Bretagne au sujet des îles Malouines ; soutien de la France à la résolution 502 du Conseil de sécurité ; mesures commerciales prises par la Communauté économique européenne à l'encontre de l'Argentine ; embargo français sur les armes ; munitions et équipements militaires ; défenses des îles Eparses sous souveraineté française par les forces françaises de l'océan Indien et du Pacifique ; instructions dont sont munies ces forces françaises applicables si la sécurité des territoires apparaissait menacée [23 avril 1982] (p. 1292) ; volonté d'assurer la souveraineté française sur ces îles ; refus d'une diplomatie de la canonnière ; volonté de rétablir un climat de confiance avec le Vanuatu ; condamnation de l'opération argentine contre les Malouines (p. 1293) ;

— M. Bruno Bourg-Broc (n° 212) : relations avec les Etats-Unis, détermination de la politique étrangère de la France [11 juin 1982] (p. 3263) ;

— M. Daniel Goulet (n° 289) : rôle de la France au Liban : situation du Liban ; complémentarité entre la France et les Etats-Unis ; force multinationale à Beyrouth ; maintien de

la langue et de la culture française ; remise en état de notre outil culturel au Liban ; université de langue française ; opérations de coopération technique ; aide à la reconstruction civile [3 décembre 1982] (p. 7963).

— **M. Jacques Brunhes (n° 291) : sanctions contre l'Afrique du Sud :** Afrique australe ; dénonciation de l'apartheid par le Gouvernement français ; actions de la France pour obtenir des mesures de clémence en faveur de condamnés ; condamnation de militants [3 décembre 1982] (p. 7964) ; sanctions économiques ; hostilité de la France à une collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud ; échanges sportifs ; efforts de coopération culturelle ; aide aux mouvements de libération ; accords de coopération économique ; développement des échanges commerciaux ; absence de lien entre le retrait cubain et l'indépendance de la Namibie dans la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU (p. 7965).

INTERVENTIONS

— **Ses observations sur le rappel au règlement de M. Claude Labbé :** jugement porté par le ministre chargé des relations avec le Parlement sur les propos et le comportement d'un député [28 janvier 1982] (p. 667).

— **Projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Deuxième lecture, discussion générale : différences entre le texte adopté par le Sénat et l'intention du Gouvernement ; recherche d'une représentativité incontestable du Conseil supérieur ; institution du suffrage universel direct ; composition des circonscriptions électorales [6 mai 1982] (p. 1826).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 5 (précisant que le nombre des membres élus ne peut excéder 150 ni être inférieur à 130) (p. 1827) ; adopté (p. 1828) ; **article 3 :** délimitation des circonscriptions électorales ; intervention du Conseil dans la désignation des sénateurs représentant les Français de l'étranger ; composition du Conseil (p. 1828, 1829) ; son amendement n° 6 (délimitation des circonscriptions électorales par voie réglementaire) : adopté ; **article 6 :** suppression de la possibilité de voter par procuration (p. 1829) ; **article 7 :** mode de scrutin utilisé pour l'élection des délégués au Conseil supérieur (p. 1830).

Commision mixte paritaire, discussion générale : liste des circonscriptions avec le nombre d'élus par circonscription, en annexe de la loi ; mode de scrutin : principe politique de la représentation proportionnelle [17 mai 1982] (p. 2276) ; manipulation du vote des français de l'étranger (p. 2278).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 1 (élection à la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, à l'exception des circonscriptions à un siège où l'élection aura lieu au scrutin majoritaire) (p. 2279) ; problème de la représentativité des membres du conseil ; limitation des circonscriptions ; représentation des minorités par le scrutin proportionnel ; adopté (p. 2280).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord portant création du fonds commun pour les produits de base (n° 842).**

Première lecture, discussion générale : inconvénients des cours erratiques des produits de base ; avantages liés à la création du fonds commun ; financement des stocks régulateurs ; création de deux guichets ; part de la France dans le financement de ces guichets [24 juin 1982] (p. 3843).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord international de 1980 sur le cacao (n° 843).**

Première lecture, discussion générale : problèmes des pays producteurs de cacao ; variation des prix ; difficultés du stockage ; gestion du stock ; prochaine session du conseil international du cacao [24 juin 1982] (p. 3845).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux deux protocoles de 1981 prorogeant l'accord international sur le blé de 1971 (n° 844).**

Première lecture, discussion générale : divergences persistantes entre les pays principaux producteurs et les pays en voie de développement sur les mesures à prendre pour accroître la sécurité alimentaire mondiale [24 juin 1982] (p. 3846).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (n° 827).**

Première lecture, discussion générale : volonté d'assurer la protection de la vie privée et des libertés au regard du développement de l'informatique et de faciliter les échanges d'informations entre les pays membres du Conseil de l'Europe [24 juin 1982] (p. 3847) ; application du droit interne français ; protection des libertés (p. 3848).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Vanuatu (n° 910).**

Première lecture, discussion générale : aide financière de la France au Vanuatu ; difficulté du processus de décolonisation [24 juin 1982] (p. 3850) ; défense de la langue française ; problème des Français déclarés « indésirables » au Vanuatu ; situation des diplomates français déclarés « persona non grata » (p. 3851).

— **Projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : demande à l'Assemblée nationale d'adopter le texte de la commission mixte paritaire [24 juin 1982] (p. 3853, 3854).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* modalités de la coopération entre la France et l'Angola [17 novembre 1982] (p. 7338) ; modification de la présentation du budget des relations extérieures de la coopéraiton et du développement ; notion de développement autocentré ; principe de priorités géographiques (Afrique, Maghreb, Caraïbes) ; place de la France dans l'océan Indien (p. 7351) ; accroissement des crédits consacrés au fonds d'aide et de coopération ; effets catastrophiques de la crise mondiale sur les Etats du tiers monde ; actions de la France à Madagascar ; relations privilégiées avec l'Algérie ; importance du nombre de coopérants français à l'étranger ; croissance de l'aide globale consentie par la France (p. 7352) ; caractère bénéfique de l'aide au tiers monde pour la France (p. 7353) ;

Répond à la question de :

— *Mme Lydie Dupuy :* effort particulier en faveur des petites Antilles et de l'Amérique centrale [18 novembre 1982] (p. 7359) ;

— *M. Michel Barnier :* faible augmentation du budget de la coopération et du développement (p. 7361) ; réforme de structures touchant l'administration centrale (p. 7362).

COUILLET (Michel)

Député de la Somme
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033) (prestations sociales agricoles) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1033), annexe n° 51 : **Prestations sociales agricoles (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion des articles : **article additionnel avant l'article 7 :** caractère fondamental de l'amendement n° 118 du Gouvernement [14 avril 1982] (p. 1096).

— Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).

Première lecture, discussion générale : prolongement du débat sur les nationalisations conformément au vœu du Gouvernement et de la majorité ; volonté politique de restituer au secteur mutualiste les coopératives et les moyens de son développement injustement confisqués par le Conseil constitutionnel ; utilisation du mouvement mutualiste et coopératif par les forces de la droite ; objectif de la droite de faire obstacle aux nationalisations par tous les moyens ; émotion des adhérents du mouvement coopératif et mutualiste à la suite de la décision du Conseil constitutionnel ; histoire du mouvement coopératif et mutualiste ; attachement des députés communistes au mouvement mutualiste et coopératif ; vitalité de l'économie sociale ; développement d'une forme particulière de propriété sociale où le critère de la rentabilité maximale du capital n'est pas privilégié ; nécessité de favoriser l'économie sociale ; rôle du Crédit mutuel ; définition d'un nouveau type d'établissement propre à renforcer les activités bancaires et financières du secteur coopératif et mutualiste ; emploi des fonds collectés [20 avril 1982] (p. 1191) ; représentation du personnel (p. 1192).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** exclusion des dispositions de cet article des chambres de commerce et de l'industrie dans la mesure où celles-ci paient des taxes supérieures à la taxe professionnelle demandée par les communes [25 mai 1982] (p. 2579) ; distorsion entre la chambre des métiers et la chambre de commerce (p. 2580) ; **après l'article 2 :** collectivités locales ayant conclu des contrats de solidarité (p. 2581) ; **article 3 :** déductibilité de la T.V.A. sur le fuel utilisé par les agriculteurs [26 mai 1982] (p. 2604).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 102 (détermination par la seconde loi de plan des orientations des interventions publiques dans le domaine des activités productives) ; signature de contrats avec les entreprises dans le cadre des plans sectoriels : retiré [15 juin 1982] (p. 3380) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 103 (institution d'une délégation parlementaire de la planification et composition de cette délégation) : adopté (p. 3392) ; **article 14 :** son amendement n° 132 (consultation des communes pour l'élaboration du plan de la région) (p. 3423) : retiré (p. 3424).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 17 (précisant que la contribution est assise sur la rémunération nette totale) [11 octobre 1982] (p. 5622) : rejeté (p. 5623).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : problèmes du transport ferroviaire et de la S.N.C.F. ; nouveau statut de la S.N.C.F. ; affaiblissement du service public au cours des dernières années ; déficit financier de la S.N.C.F. [12 octobre 1982] (p. 5659) ; relations Etat-S.N.C.F. ; droits des cheminots (p. 5660).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 52 (relevant le montant minimal de déduction pour frais professionnels) : retiré [27 octobre 1982] (p. 6388) ; **article 4 :** son amendement n° 63 (de suppression) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6417) ; **article 6 :** attitude de l'opposition (p. 6427-6428) ; **après l'article 9 :** participation des compagnies pétrolières à l'effort fiscal de la Nation (p. 6444).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale*, rapporteur spécial : augmentation des prestations sociales agricoles ; caractère plus équitable des cotisations ; B. A. P. S. A. ; insuffisance de certaines prestations [9 novembre 1982] (p. 6927, 6928).

Examen des crédits : **article 55 :** son amendement n° 123, à titre personnel (de cohérence) : retiré (p. 6998) ; **articles additionnels et articles non rattachés : article 53 :** simplification du fonctionnement des centres de gestion agréés ; modification des modalités d'imposition de leurs adhérents [19 novembre 1982] (p. 7506).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : enseignement général et technique ; capacité professionnelle des artisans ; problème de l'installation ; aptitude à la gestion d'une entreprise ; énergies nouvelles ; électronique [23 novembre 1982] (p. 7574) ; niveau de qualification des artisans ; contact entre artisans et centres de recherche ; formation à la gestion ; inclusion des conjoints dans le champ d'application du texte ; vote favorable du groupe communiste sur le texte retenu par la commission (p. 7575).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **article 41 :** aide des régions en faveur des acquisitions foncières destinées aux opérations d'habitat social [1er décembre 1982] (p. 7881) ; nécessité de favoriser la construction de logements sociaux ; exemple de l'Ile-de-France (p. 7882) ; **article 72 :** compétences nouvelles de la région en matière de planification et de formation professionnelle (p. 7895) ; **article 74 :** association des établissements d'enseignement à la mise en œuvre du programme régional de formation professionnelle (p. 7898).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** différence existant dans le système de mise à jour des valeurs locatives entre les immeubles industriels et les autres propriétés bâties ; faible actualisation des bâtiments industriels entraînant une limitation du potentiel fiscal des communes ; amélioration à venir de l'assiette des taxes foncières ; possibilité de trouver avant juin 1983 une solution évitant les disparités existantes [7 décembre 1982] (p. 8082).

COUQUEBERG (Lucien)

Député du territoire de Belfort
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).

Première lecture, discussion générale : caractère limité des modifications prononcées ; accessibilité de la profession aux hommes ; opposition de l'ordre des sages-femmes à tout progrès social [12 mai 1982] (p. 2052).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste (p. 2057).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion générale : activité privée dans le secteur public et médecine de classe ; moralisation de la pratique privée ; nouveau statut des médecins et réforme hospitalière [25 juin 1982] (p. 3909) ; place de l'hôpital public dans le système de santé français ; amélioration de la couverture sociale et de la rémunération des médecins hospitaliers ; limitation de l'extension des cliniques libérales ; création de postes nouveaux de médecins à temps plein ; statut unique des praticiens hospitaliers ; promotion sociale des médecins des hôpitaux ; démocratisation de l'organisation des soins ; réforme des conseils d'administration des hôpitaux ; partage des responsabilités médicales et des responsabilités administratives ; part de l'hôpital public dans les dépenses sociales de la Nation ; développement d'expériences nouvelles d'action sanitaire (p. 3910).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** possibilité pour un représentant des associations familiales de siéger avec voix consultative [8 juillet 1982] (p. 4338).

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion générale : démocratisation de l'accès à la profession ; lutte contre l'élitisme ; valorisation du rôle du médecin généraliste ; sélection par l'échec du généraliste [27 septembre 1982] (p. 5123) ; effet pervers du paiement à l'acte ; prédominence de l'hôpital (p. 5124).

Discussion des articles : **article 2 :** *article 52 de la loi du 12 novembre 1968 :* reconnaissance d'une formation spécifique des médecins généralistes (p. 5141) ; *après l'article 53 de la loi du 12 novembre 1968 :* son amendement n° 53 (précisant que des enseignements de santé publique seront dispensés à tous les étudiants en médecine) : adopté (p. 5142).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 19 :** actions expérimentales en matière de santé [19 octobre 1982] (p. 5981) ; système du remboursement à l'acte ; prise de position politique de la presse médicale (p. 5982).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : Santé. — *Discussion générale :* attitude de la presse médicale vis-à-vis de la politique menée par le ministre de la santé ; taxation de la publicité médicale ; absence de menace sur le secteur libéral ; revalorisation de la médecine de base [15 novembre 1982] (p. 7185).

Affaires sociales et solidarité nationale : Travail. — *Discussion générale :* caractère obligatoire de la plupart des dépenses d'aide sociale ; charges représentées par ces dépenses pour le budget des départements ; critères de comparaison entre les différents départements [18 novembre 1982] (p. 7401) ; nécessité d'améliorer la situation de certains départements ; amélioration de la dotation globale de fonctionnement (p. 7402).

COURRIERE (Raymond)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés

DEPOTS

Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124) [1er octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Deuxième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; seuil d'application du nouveau mode de scrutin [20 octobre 1982] (p. 6015).

Discussion des articles : **article 2 :** retour au seuil de 3 500 habitants (p. 6019) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 6022) : adopté ; son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel (p. 6024) : adopté (p. 6025) ; inutilité de l'amendement n° 11 de la commission (p. 6026) ; **article 10 :** son amendement n° 28 (d'harmonisation) : adopté ; **article 12 B :** son amendement n° 29 (inéligibilité des fonctionnaires des corps actifs de police appartenant aux corps des commandants et officiers de paix, des inspecteurs de police et des commissaires de police) (p. 6028) : adopté (p. 6029) ; réduction du champ d'application des incompatibilités ; **article 12 C :** inéligibilité des employés des préfectures et des sous-préfectures (p. 6030) ; **article 12 D :** problème des conseillers forains ; multiplication des résidences secondaires (p. 6031) ; **article 12 :** inexistence des conseils municipaux de dix membres (p. 6033).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion générale : conséquences du drame algérien ; acte d'unité nationale ; révision de la situation des fonctionnaires et agents de l'Etat sanctionnés du fait de leurs activités politiques et syndicales [21 octobre 1982] (p. 6088) ; cas de la veuve de Maurice Audin et de la veuve du commissaire Gavoury ; possibilité d'option pour la pension la plus favorable ; replacement des généraux mis à la retraite d'office dans le cadre de la deuxième section de réserve ; mesures pour services accomplis après l'indépendance en Tunisie et au Maroc ; indemnité forfaitaire octroyée aux personnes ayant fait l'objet, pour des motifs politiques liés aux événements d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, de mesures administratives d'expulsion, d'internement ou d'assignation à résidence avant l'indépendance (p. 6089, 6090).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** précise que l'amendement n° 27 de M. Emmanuel Aubert reflète exactement l'état d'esprit du Gouvernement (p. 6135) ; insuffisance des différentes lois d'amnistie votées sous les précédents gouvernements (p. 6136) ; **article 1er :** son opposition à l'amendement n° 29 de M. Lionel Jospin (p. 6137) ; volonté de ne pas diviser la réconciliation ; objectif visé par le Gouvernement à travers le présent projet de loi (p. 6138) ; **article 2 :** cas des veuves et des enfants des personnes exécutées (p. 6139) ; **article 3 :** son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 4 (accordant le bénéfice de cet article aux personnes concernées par les événements d'Indochine) : adopté (p. 6140) ; **article 6 :** réintégration des officiers généraux dans la deuxième section de la réserve ; son opposition aux amendements de suppression n° 15 de M. Guy Ducoloné et n° 30 de M. Lionel Jospin (p. 6141) ; **article 7 :** irrecevabilité de l'amendement n° 16 de M. Roland Renard ; **article 9 :** composition des commissions administratives de reclassement (p. 6142) ; **article 12 :** décret fixant le montant de l'indemnité ; nécessité de mettre en place une indemnité fixe ; **après l'article 12 :** son amendement n° 5 (amnistie de tous les faits imputés à des résistants en relation avec des activités de résistance) (p. 6143) ; adopté ; rappel des faits amnistiés ; son amendement n° 6 (précisant qu'un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi) : rejeté (p. 6144).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* ampleur de l'effort accompli en faveur des rapatriés ; problème des Français de confession islamique ; relations de confiance instaurées entre les rapatriés et les pouvoirs publics ; distribution de nouveaux prêts supplémentaires ; rend hommage à l'action de Mme Françoise Gaspard à Dreux ; problème du logement des rapatriés musulmans [16 novembre 1982] (p. 7286) ; difficultés spécifiques des rapatriés

installés en Corse ; problème des rapatriés de Guinée ; correction des différences entre les différents régimes de retraite et les régimes métropolitains correspondants ; résorption des cités insalubres ; développement de la formation professionnelle ; ouverture de nouveaux centres de préparation aux concours administratifs (p. 7287) ; conséquences financières de la loi relative au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (p. 7288).

COUSTE (Pierre-Bernard)

Député du Rhône
(5e circonscription)
Apparenté R. P. R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 416, paragraphe 2, du code de la sécurité sociale relatif aux bénéficiaires de la législation concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles (n° 14) [22 avril 1982] (p. 1280).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi n° 21 relatif à la promotion des **petites et moyennes entreprises** [21 septmbre 1982] (p. 5029).

QUESTIONS

au Gouvernement : sommet de Versailles : ouverture du sommet de Versailles ; « protectionnisme » mondial coordonné envisagé par le Président de la République [2 juin 1982] (p. 2866).

orales sans débat :

— **n° 116,** posée le 4 mars 1982 : **entreprises (politique en faveur des)** [2 avril 1982] (p. 788) ; appelée le 23 avril 1982 : **charges des entreprises :** avenir des entreprises françaises ; fiscalité des entreprises ; aggravation des charges des entreprises ; coût de la cinquième semaine de congés payés, des trente-neuf heures et des réformes Auroux (p. 1288) ; diminution de l'épargne brute des entreprises ; absence de concertation avec les partenaires européens ; accroissement du déficit commercial (p. 1289) ;

— **n° 131,** posée le 20 avril 1982 : **commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat)** (p. 1205) ; appelée le 18 juin 1982 : **entreprises artisanales :** incidence du blocage des prix sur les entreprises artisanales ; distribution des prêts spéciaux aux artisans par le réseau bancaire classique ; alourdissement de la trésorerie des entreprises artisanales et commerciales du fait de l'augmentation d'un point du taux de la T.V.A. (p. 3608, 3609) ;

— **n° 145,** posée le 26 avril 1982 : **formation professionnelle et promotion sociale (politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale)** (p. 1343) ;

— **n° 158,** posée le 30 avril 1982 : **habillement, cuirs et textiles (commerce extérieur)** (p. 1552) ; appelée le 7 mai 1982 : **accords sur les importations de textiles :** politique textile du Gouvernement ; accords multifibres ; nécessité de voir la délégation de la Communauté européenne faire preuve de fermeté (p. 1846) ; suspension des discussions exploratoires avec Hong-Kong (p. 1847) ;

— **n° 239,** posée le 20 juillet 1982 : **politique économique et sociale (généralités)** (p. 4574) ;

— **n° 243,** posée le 28 septembre 1982 : **prix et concurrence (politique des prix et de la concurrence)** (p. 5191) ; appelée le 8 octobre 1982 : **sortie du blocage des prix et des salaires :** politique salariale ; blocage des salaires et des prix ; sortie du blocage ; retour à la liberté des prix ; déficit des paiements extérieurs (p. 5589, 5591) ;

— **n° 302 : emploi et activité politique de l'emploi,** posée le 7 décembre 1982 (p. 8098) ; appelée le 10 décembre 1982 ; **emploi et retraite :** modification du taux des indemnités versées aux personnes privées d'emploi et aux personnes bénéficiant d'une retraite dans le cadre des contrats de solidarité ou d'une préretraite ; équilibre du financement de l'U.N.E.D.I.C. ; chômage des jeunes ; situation des travailleurs désireux de partir en retraite ou en préretraite à soixante ans ; problème de l'application du régime de la retraite à soixante ans (p. 8210) ; nécessité de veiller à la cohérence de la politique du Gouvernement (p. 8211).

INTERVENTIONS

Conclusions du rapport n° 606 sur les propositions de loi de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ; M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ; M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 539) ; M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ; M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).

Première lecture, discussion générale : problème du sursis des professions médicales et paramédicales ; futur projet de loi modifiant le code du service national ; réduction de seize à douze mois de la durée du service militaire pour les membres des professions paramédicales [2 juin 1982] (p. 2889).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture. discussion des articles : **article 1er :** statut de la ville de Lyon [27 juillet 1982] (p. 4876, 4877) ; **article 4 :** statut de Lyon (p. 4904) ; participation des femmes dans la vie municipale (p. 4905).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 40 :** liaison Rhin—Rhône ; travaux de la commission Grégoire ; absence de crédits du fonds spécial pour les grands travaux consacrés aux liaisons fluviales [15 octobre 1982] (p. 5879).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** refus de l'éclatement de Lyon ; mission des conseils d'arrondissement [22 octobre 1982] (p. 6176) ; ses amendements n°s 41 et 42 retirés (p. 6177) ; **article 46 :** insuffisance du nombre des délégués des communes au conseil de la communauté urbaine de Lyon [23 octobre 1982] (p. 6257) ; **article 48 :** désignation des délégués des communes au conseil de la communauté urbaine ; disposition imposant à Lyon un système de représentation proportionnelle (p. 6262) ; **article 50 :** expiration du mandat des conseillers communautaires (p. 6265) ; **article 52 :** compétences des communautés urbaines (p. 6266) ; **article 53 :** transfert volontaire des compétences communales à la communauté urbaine (p. 6269) ; **article 54 :** compétence obligatoire des communautés urbaines ; **article 55 :** suppression de la faculté donnée aux communautés urbaines de s'approprier certaines compétences communales (p. 6270) ; **article 58 :** suppression du droit pour les communes de se retirer des communautés urbaines (p. 6271).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème des enseignements artistiques ; progression des crédits destinés à l'enseignement technique ; réforme de la taxe d'apprentissage [5 novembre 1982] (p. 6766).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* problème de la coopération au sein de la Communauté européenne en matière de recherche [8 novembre 1982] (p. 6912) ; mobilité des chercheurs (p. 6913) ; problèmes posés par l'avenir de l'électronique (p. 6915).

Transports. — *Discussion générale : questions :* travaux de la commission Grégoire ; liaison Rhin—Rhône [16 novembre 1982] (p. 7247).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Deuxième lecture, discussion des articles : découpage des secteurs de la ville de Lyon [9 décembre 1982] (p. 8200).

COUVE DE MURVILLE (Maurice)

Député de Paris
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement : absence de réaction du sommet de Versailles aux événements du Liban : faiblesse de la réaction des participants au Sommet de Versailles face aux événements du Liban ; déclaration des Sept au lendemain des bombardements de Beyrouth ; condamnation de l'intervention israélienne par le Président de la République au cours de sa conférence de presse du 6 juin ; indifférence de la France et des pays occidentaux à l'égard du conflit du Liban [10 juin 1982] (p. 3200).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Première lecture, discussion générale : propos tenus par certaines personnalités sur le Conseil constitutionnel et ses membres ; attitude dominatrice et méprisante de la majorité à l'égard des propositions de la minorité [26 janvier 1982] (p. 541) ; opération politique ; justification technique donnée aux nationalisations au gré des circonstances ; usage des ordonnances et de l'article 49-3 de la Constitution ; déviation de l'usage des sessions extraordinaires ; ses observations sur la décision du Conseil constitutionnel ; adjonction de trois banques à majorité mutualiste ou coopérative (p. 542) ; participation détenues par les sociétés nationalisées dans des pays étrangers ; conditions de l'indemnisation ; non-prise en compte des dividendes de 1981 ; augmentation sensible de la note à payer par le contribuable (p. 543) ; tentation démagogique de la majoration d'impôt sur « les riches » ; partis de la majorité contraints à la discipline par le recours à l'article 49-3 de la Constitution (p. 544).

Deuxième lecture, discussion générale : affirmations tranchées de la majorité et du Gouvernement en réponse aux questions de l'opposition ; ses observations sur la longueur du débat parlementaire ; agitation au sein des sociétés nationalisables à propos des postes à pourvoir ; coût des nationalisations ; dotations en capital ; absence d'information sur la stratégie industrielle et le nouveau régime du crédit [4 février 1982] (p. 732) ; pari téméraire du Gouvernement et de sa majorité sur l'avenir (p. 733) ;

Discussion des articles : **après l'article 10-2 :** évaluation de la valeur des actions des trois banques nationales détenues par le personnel : pénalisation de ces actionnaires par le nouveau projet : sa proposition de non-nationalisation des actions détenues par le personnel (p. 744).

— Projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 99).

Première lecture, discussion générale : inconvenance des propos de M. Philippe Sanmarco, rapporteur du projet ; demande aux députés socialistes si le moment n'est pas venu de mettre un terme aux propos partisans contre l'ancienne majorité ; vote positif du groupe R.P.R. [8 avril 1982] (p. 1036).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).

Première lecture, discussion générale : participation symbolique de la France à la F.M.O. organisée par les Etats-Unis au Sinaï en application des accords de Camp David ; caractère étrange de la procédure suivie (autorisation visant un échange de lettres) ; absence de perspective en direction d'une paix générale ; évacuation du Sinaï par Israël ; abstention du groupe R.P.R. [22 avril 1982] (p. 1257).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère (n° 1014).

Discussion : aggravation de la situation monétaire ; échec du Sommet de Versailles [6 juillet 1982] (p. 4230) ; déficit du budget des organismes sociaux ; changement de la politique économique du Gouvernement ; notion de « politique étrangère socialiste » ; contenu du programme commun socialiste-communiste en matière de politique étrangère ; zèle atlantique du Gouvernement (p. 4231) ; acceptation de l'arme atomique par les socialistes ; mise au pas de la France par rapport à l'Amérique ; guerre du Liban ; contribution britannique à la politique agricole commune (p. 4232) ; politique française en Afrique francophone ; conséquences de la dévaluation sur les Etats africains ; problème du Tchad (p. 4233).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures ; Affaires européennes ; Coopération et développement. — *Discussion générale :* rigueur budgétaire imposée par le Gouvernement [17 novembre 1982] (p. 7335) ; réorganisation de la direction des affaires culturelles ; réforme de la coopération ; distinction dogmatique entre action culturelle et action de coopération ; importance de la situation économique et monétaire d'une nation dans la force de sa politique étrangère ; importance de la dette extérieure de la France ; conséquences de la réduction des crédits militaires sur la politique extérieure (p. 7336) ; rôle de la France au Liban ; attitude déconcertante du Gouvernement vis-à-vis de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis ; refus de tout contact direct avec l'autorité soviétique ; caractère contradictoire de la politique menée vis-à-vis des Etats-Unis ; poursuite de la coopération franco-allemande (p. 7337).

CREPEAU (Michel)

Ministre de l'environnement

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Alain Richard : transferts de déchets de Seveso : projet italien de déversement de dioxine dans l'Atlantique ; convention de Londres de 1972 ; opposition du Gouvernement français à ce projet [3 novembre 1982] (p. 6607) ;

— M. Jean-Pierre Destrade : création d'un centre européen pour l'observation des grands migrateurs : interdiction de la chasse dans le col d'Orgambideska ; réserves de chasse [3 novembre 1982] (p. 6608).

orales sans débat de :

— M. René Souchon (n° 196) : préservation du site du Mont-Blanc : problème de l'aménagement de la vallée de Chamonix ; installation de remontées mécaniques supplémentaires [26 mai 1982] (p. 2721) ; état de la gare des remontepentes ; plan d'occupation des sols de Chamonix ; problème des avalanches (p. 2722) ;

— M. Guy Vadepied (n° 169) : traitement des déchets industriels : projet de création d'une usine de traitement des déchets à Ons-en-Bray ([4 juin 1982] (p. 2963).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques (n° 775).

Première lecture, discussion générale : protection des consommateurs contre les dangers provenant de l'utilisation de certaines substances chimiques ; loi du 12 juillet 1977 ; directive de la communauté économique européenne ; industrie chimique française [2 juin 1982] (p. 2875) ; information du public ; commission d'évaluation de l'écotoxicité des substances chimiques (p. 2876).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 4 (précisant la notion de secret industriel et commercial) ; meilleure information du public ; souci de protéger le secret réclamé par le déclarant (p. 2877) ; adopté (p. 2878) ;

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention.

Première lecture, deuxième partie :

Environnement : *discussion générale :* recherche d'une meilleure qualité de la vie par les Français ; volonté de faire de l'environnement l'un des moteurs de la politique de défense de l'emploi ; développement de la coopération internationale dans le domaine de l'environnement ; bilan de l'utilisation des crédits votés pour 1982 ; insuffisance de ces crédits [15 novembre 1982] (p. 7210) ; création d'un conseil national du bruit ; bruit engendré par le boulevard périphérique à Paris ; utilisation du fonds « Grands travaux » ; utilisation de la taxe sur les aéroports ; problème de la pollution de l'eau ; lutte contre la pollution issue des porcheries (p. 7211) ; convention passée avec E. D. F. ; problèmes du conservatoire du littoral ; institution de la taxe sur les espaces verts ; organisation du salon « Pollutec » ; insuffisance du nombre des stations d'épuration (p. 7212) ; organisation des états régionaux de l'environnement ; rôle de la charte de l'environnement ; développement de la coopération internationale ; financement de la politique de l'environnement par les dotations des établissements publics sous tutelle ; crédits destinés à dresser un inventaire de la faune et de la flore ; nécessité d'accroître les crédits destinés aux parcs nationaux ; insuffisance des créations d'emploi dans les parcs nationaux (p. 7213).

Répond à la question de :

— *M. Jean-Louis Masson :* entêtement de celui-ci en ce qui concerne la pollution de la Moselle et du Rhin (p. 7214) ;
— *M. Serge Charles :* rôle des collectivités locales dans la défense de l'environnement ; transformation de la directive sur le littoral en loi sur le littoral (p. 7214) ;
— *M. Jean-Louis Masson :* lutte contre les fumées dans les villes (p. 7215) ;
— *M. Serge Charles :* implantation des centrales nucléaires (p. 7215) ;
— *M. Jean-Pierre Sueur :* protection et aménagement de la Loire (p. 7215, 7216) ;
— *M. Jean-Pierre Pénicaut :* problème des garde-chasse ; protection de la faune sauvage ; lutte contre la myxomatose (p. 7216) ;
— *M. Charles Pistre :* contenu des contrats de branche (p. 7216) ; problème des nitrates (p. 7217) ;
— *M. Job Durupt :* problème des études d'impact et des enquêtes publiques (p. 7217) ;
— *M. Jean-Claude Bateux :* récupération des vieux papiers et des chiffons ; utilisation des déchets des hôpitaux (p. 7218) ;
— *M. Robert de Caumont :* problème des parcs nationaux (p. 7218) ;
— *M. Georges Mesmin :* rôle du plan d'occupation des sols dans la protection des espaces naturels ; paiement de certains équipements collectifs par les promoteurs (p. 7219) ;
— *M. Pierre Micaux :* gestion des parcs régionaux ; accroissement des crédits de paiement des parcs nationaux (p. 7219) ;
— *M. Georges Mesmin :* décharge de déchets dangereux dans l'Atlantique par l'Italie ; lutte contre le bruit (p. 7220).

CRESSON (Edith)

Ministre de l'agriculture

DEPOTS

Projet de loi relatif à la création d'**offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923)** [8 juin 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. André Soury : prix agricoles communautaires : bilan des travaux du Conseil des ministres de l'agriculture réuni à Bruxelles ; proposition de compromis de la commission ; montants compensatoires ; production céréalière ; prime pour le tabac ; taxe de corresponsabilité ; problème du vin ; marché des fruits et légumes [7 avril 1982] (p. 952) ; amélioration des aides aux groupements de producteurs et possibilité donnée à un Etat membre d'étendre à l'ensemble des producteurs les règles édictées par les producteurs organisés (p. 953) ;

— M. Jean-Louis Goasduff : prix agricoles : retard dans la fixation des prix agricoles ; politique des gouvernements précédents ; montant compensatoire négatif ; crise viticole ; augmentation des prix agricoles de 16 p. 100 revendiquée par les organisations agricoles européennes [7 avril 1982] (p. 957) ;

— M. André Bellon : prix agricoles communautaires : marché de la viande ovine et bovine ; produits laitiers ; position de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne [7 avril 1982] (p. 958) ;

— M. Yves Tavernier : prix agricoles : problèmes du vin et des petits producteurs de lait ainsi que des productions méditerranéennes [5 mai 1982] (p. 1725) ; position du Gouvernement français lors de la négociation communautaire sur les prix agricoles ; taxe de corresponsabilité ; aide aux petits producteurs de lait ; mesures concernant la production des vins (p. 1726) ; date d'application des mesures communautaires (p. 1727) ;

— M. Serge Charles : distribution de lait en poudre aux personnes âgées : maintien du programme de distribution de lait en poudre aux personnes âgées ; modification de ses conditions d'exécution [12 mai 1982] (p. 2040) ;

— M. Pierre Méhaignerie : politique agricole et négociations de Bruxelles : discordance d'interprétation sur le niveau des prix agricoles ; réajustement monétaire [12 mai 1982] (p. 2044) ; portée de l'augmentation des prix agricoles ; évolution du revenu agricole ; état des négociations de Bruxelles (p. 2045) ;

— M. Jean Combasteil : fixation des prix agricoles : répercussion intégrale sur les prix de marché des prix venant d'être fixés au niveau communautaire ; marché de la viande bovine ; marché des produits laitiers ; maîtrise des coûts de production [19 mai 1982] (p. 2435) ;

— M. Michel Cointat : offices fonciers cantonaux et départementaux : contenu du futur projet de loi concernant les structures agricoles et créant des offices fonciers départementaux et cantonaux ; intervention foncière des S. A. F. E. R. ; encouragement à l'extension d'une propriété sociétaire du sol destinée à de jeunes agriculteurs en première installation ; pouvoirs des offices fonciers [19 mai 1982] (p. 2437) ;

— M. Jacques Godfrain : chute des cours des marchés ovin et bovin : dommages causés par la sécheresse dans les départements de l'Hérault, de l'Aveyron, de la Lozère, du Tarn et du Tarn-et-Garonne ; procédure de mise en œuvre du régime de garanties des calamités agricoles ; situation du marché ovin ; situation du marché des bovins ; programmes d'adduction d'eau prévus par le fonds européen [26 mai 1982] (p. 2592) ;

— M. Jean-Claude Cassaing : cotisations sociales agricoles : inconvénients de l'utilisation du revenu cadastral comme assiette des cotisations sociales ; avantages de la prise en compte du revenu brut d'exploitation ; nouveau régime des cotisations sociales agricoles ; cas des zones défavorisées ; augmentation du B. A. P. S. A. en 1982 [26 mai 1982] (p. 2596) ;

— M. Jean-Louis Goasduff : financement des S.A.F.E.R. et utilisation des excédents du Crédit agricole : difficultés des S. A. F. E. R. ; difficultés de vendre des exploitations ; mesures gouvernementales en faveur des S. A. F. E. R. : déblocage exceptionnel de crédits, aide au déstockage des exploitations détenues par les S. A. F. E. R., instauration du forfait départemental [24 novembre 1982] (p. 7641) ;

— M. Claude Michel : situation du revenu agricole en 1982 : résultat positif des revenus bruts agricoles en 1982 ; commission des comptes de l'agriculture ; causes de l'augmentation du revenu des agriculteurs ; resserrement du « ciseau des prix » ; effort de lutte contre l'inflation et les inégalités [24 novembre 1982] (p. 7642, 7643).

orales sans débat de :

— **M. Parfait Jans (n° 175) : salariés licenciés avant cinquante-cinq ans :** difficultés rencontrées par les chômeurs de plus de cinquante ans ; indemnisation au titre du chômage ; couverture sociale des chômeurs ; abaissement de l'âge de la retraite [14 mai 1982] (p. 2160, 2161) ;

— **M. René La Combe (n° 173) : situation des agriculteurs dans les pays de Loire :** prix et revenus agricoles ; installation des jeunes agriculteurs ; rémunération du travail des agriculteurs [14 mai 1982] (p. 2161) ; création des offices par produits ; observatoire des coûts de production ; mesures destinées à favoriser l'installation des jeunes agriculteurs ; politique foncière (p. 2162) ;

— **M. Lucien Dutard (n° 174) : emploi dans le secteur agricole :** décroissance de l'emploi salarié dans l'agriculture ; processsus de spécialisation croissante des exploitations ; création de groupements d'emplois ou de coopératives de remplacement ; contrats de solidarité [14 mai 1982] (p. 2163) ;

— **M. Noël Ravassard (n° 192) : élevage dans l'Ain :** mise en œuvre de plans de relance de plusieurs productions animales ; problème de l'U. D. C. A. ; relance de l'élevage [28 mai 1982] (p. 2712) ;

— **M. Jean-Louis Goasduff (n° 159) : difficultés des S. A. F. E. R. :** élevage dans l'Ain ; situation financière des S. A. F. E. R. ; alourdissement des charges de celles-ci [28 mai 1982] (p. 2713) ;

— **M. René La Combe (n° 186) : difficultés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics :** marasme dans lequel le Gouvernement a trouvé ce secteur [28 mai 1982] (p. 2713) ; volonté de faire du logement une priorité nationale ; mesures prises en faveur de l'accession à la propriété (p. 2714) ;

— **M. Robert Malgras (n° 230) : enseignement public en Moselle :** taux d'encadrement scolaire en Moselle supérieur à la moyenne nationale ; liberté laissée au département [18 juin 1982] (p. 3611) ;

— **M. Roland Carraz (n° 231) : formalités liées à l'emploi des vendangeurs :** simplifications administratives figurant à l'arrêté du 3 juillet 1973 ; mutualité sociale agricole ; protection des droits des salariés [18 juin 1982] (p. 3612) ;

— **M. François Fillon (n° 223) : personnels de la S. E. I. T. A. :** droits acquis des personnels ; non-application de certaines dispositions de la loi du 2 juillet 1980 aux cadres ; barèmes d'avancement et déroulement des carrières ; situation de l'usine des tabacs du Mans [18 juin 1982] (p. 3613) ;

— **Mme Paulette Nevoux (n° 232) : mendicité des jeunes dans le métro parisien :** délinquance des enfants d'origine yougoslave et gitane ; impossibilité d'établir à leur égard un état civil fiable ; scolarisation ; aide sociale et éducation surveillée ; identification des parents ; responsabilité pénale [18 juin 1982] (p. 3613) ;

— **M. Alain Brune (n° 282) : fromages de l'Est central :** structure des ateliers de fabrication ; aide au stockage privé des fromages produits dans la région de l'Est central ; promotion d'une politique de qualité ; actions conduites dans le cadre professionnel ; gestion des marchés agricoles [26 novembre 1982] (p. 7712) ;

— **M. Charles Miossec (n° 274) : plan routier breton :** réalisation du plan routier breton ; difficultés tenant à l'insuffisance de crédits de paiement ; priorité accordée à l'achèvement des opérations routières ; accords de cofinancement pour l'aménagement de la route nationale 137 ; mise à deux fois deux voies des deux axes prioritaires ; programmation des opérations prévues en 1983 [26 novembre 1982] (p. 7713).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : concertation préalable au dépôt du projet de loi ; recherche de la sécurité des revenus agricoles ; développement de l'agriculture française ; restauration de la place de l'agriculture dans la nation ; arrêt de la dégradation du revenu agricole constatée depuis huit ans ; réforme de la politique agricole commune : restauration du principe de la préférence communautaire, restauration de l'unité du marché affectée par les perturbations monétaires [29 juin 1982] (p. 3984) ; démantèlement des montants compensatoires monétaires ; réforme des organisations de marché ; rééquilibrage entre les produits du nord et les produits du sud de la communauté ; produits laitiers ; politique différenciée des prix ; protection des revenus des plus démunis ; affirmation de la vocation exportatrice de l'Europe ; attitude des Etats-Unis à l'égard de la construction agricole européenne ; difficulté de la répercussion effective sur le marché français des prix fixés au niveau européen ; renforcement des organisations de marché ; bilan de l'organisation nationale des marchés ; gestion interprofessionnelle des nouveaux organismes ; mise à la disposition des offices des moyens d'action nouveaux (p. 3985) ; moyens d'information des offices afin d'orienter la production et de gérer les marchés de manière prévisionnelle ; réforme de la mise en marché ; institution d'offices de filières ; action des offices en liaison avec les comités économiques ; encouragement à l'organisation économique des producteurs ; régionalisation des offices ; tutelle de l'Etat sur les offices ; statut du personnel ; mission des offices ; composition du conseil de direction (p. 3986) ; initiative que pourra prendre l'office en cas de carence d'une organisation interprofessionnelle privée ; possibilité pour les offices de proposer aux pouvoirs publics l'extension de disciplines engagées par des groupements de producteurs ; information des offices ; conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; représentation du parlement au conseil supérieur ; liaison entre les initiatives régionales et les actions des offices ; commercialisation des produits agricoles ; suppression de la possibilité de vendre sans facture ; réforme de la mise en marché des fruits et légumes et des produits de l'horticulture et des pommes de terre ; marché des animaux et des viandes ; organisation des marchés du cuir et de la laine ; compétence de l'office des vins ; plantes à parfum ; réforme de la planification ; problème spécifique des départements d'outre-mer ; transparence des coûts de l'agriculture ; réforme fiscale ; développement des exploitations agricoles ; augmentation de la dotation aux jeunes agriculteurs (p. 3987) ; rappel de la création de l'office du blé ; hausse des prix agricoles et instabilité du revenu des agriculteurs (p. 3988) ; s'oppose à la question préalable de M. Alain Mayoud ; maintien du revenu des agriculteurs grâce à la détermination de prix rémunérateurs tenant compte des coût de production ; détermination des prix européens ; mise en place d'une organisation de marché ; délégation par la loi du 4 juillet 1980 des responsabilités de l'Etat à des organismes économiques (p. 3996) ; nouvelle avancée dans l'organisation des marchés ; personnel indispensable au fonctionnement des futurs offices ; réforme de la politique agricole commune ; modulation de la taxe de coresponsabilité laitière ; valorisation de l'ensemble des filières agro-alimentaires françaises ; rôle de l'Etat (p. 3997) ; institution de disciplines nouvelles concernant la commercialisation des produits agricoles ; réforme des modes de mise en marché ; clarification des transactions ; définition des agents habilités à effectuer les contrôles ; précision de la nature des sanctions (p. 3998) ; compatibilité du projet de loi et de la régionalisation amorcée ; délégation régionale des offices ; correction des disparités entre producteurs et entre régions ; suppression des distorsions de concurrence ; relance de la construction européenne ; modulation des prix garantis en fonction des quantités livrées par exploitation ; amélioration des règlements de marchés pour les produits méditerranéens ; marché des fruits et légumes ; restauration de la préférence communautaire pour les céréales et les matières grasses végétales ; connaissance des flux du commerce extérieur (p. 4035) ; attaques américaines contre la politique agricole commune ; instauration de nouveaux mécanismes d'équilibre du marché pour le lait et pour les céréales ; office de la viande ; liberté et indépendance des agriculteurs ; arrêt de l'exode rural ; amélioration de la rapidité d'intervention sur le marché agricole en cas de crise grave ; aide aux coûts et aux facteurs de production ; capacité des producteurs à investir ; cadre global d'une politique agricole nouvelle (p. 4036) ; lenteur de l'évolution des mentalités dans le monde agricole ; attribution aux offices de moyens de connaître les marchés en recueillant les différentes informations nécessaires auprès des producteurs, des transformateurs et des commerçants ; production porcine (p. 4037) ; démantèlement des montants compensatoires monétaires ; groupements de producteurs et comités économiques institués par les lois de 1960 et 1962 ; échec de la loi de 1975 sur les interprofessions ; problème de l'économie bananière ; comités de gestion spécialisés ; production porcine bretonne ; difficultés particulières des produc-

tions de montagne et des zones défavorisées (p. 4038) ; rôle des consommateurs dans l'office ; problème de l'inorganisation du secteur des fruits ; effet perturbateur de la réglementation communautaire pour les fruits et légumes ; élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal ; réforme du marché du vin (p. 4039).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** création d'offices de filière [30 juin 1982] (p. 4051) ; **article 1er :** effet de la dévaluation du franc sur les prix agricoles ; missions à caractère administratif des offices ; notion juridique d'office ; rôle des interprofessions en agriculture ; problème de l'économie de montagne ; régularisation des marchés ; compatibilité des objectifs fixés par le traité de Rome et des missions confiées aux offices (p. 4055) ; hypothèse des conflits d'intérêt à l'intérieur de la filière agro-alimentaire (p. 4056) ; statut commun de droit public du personnel des offices (p. 4058) ; son sous-amendement n° 176 à l'amendement n° 22 de la commission (substitution de la notion de sécurité des revenus à celle de garantie des revenus) (p. 4059) ; nécessité d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole ; notion de sécurité des revenus agricoles (p. 4060) : adopté ; démantèlement des montants compensatoires négatifs (p. 4061) ; son sous-amendement n° 233 à l'amendement n° 94 de M. André Soury (missions des offices de filières auxquelles appartiennent les salariés agricoles) : devenu sans objet (p. 4081) ; création des offices par décret en Conseil d'Etat (p. 4082) ; missions des offices et tutelle de l'Etat sur ces derniers ; notion de filière agro-alimentaire (p. 4083) ; participation des offices à l'élaboration de mesures réglementaires dans leur secteur de compétence (p. 4084) ; absence de compétence administrative des organisations interprofessionnelles; financement de l'agriculture ; subvention du F. O. R. M. A. (p. 4085) ; **article 2 :** mise en place des offices agricoles et dépérissement du F. O. R. M. A. ; rôle du ministère de l'agriculture à l'égard des offices ; participation au conseil de direction de ces derniers ; missions de la S. O. P. E. X. A. ; situation de l'agriculture de montagne ; financement des prêts aux jeunes agriculteurs et des plans de développement ; planification en matière d'agriculture ; transparence des transactions (p. 4089) ; action des offices en conformité avec les règles de la politique agricole commune ; son amendement n° 234 (remplacement de l'expression « plan de développement économique et social » par celle « de plan de la nation ») : adopté (p. 4090) ; problème des labels rouges ; son sous-amendement n° 228 à l'amendement n° 103 de M. Cointat (mention du décret du 13 janvier 1965 : rejeté (p. 4098) ; son sous-amendement n° 214 à l'amendement n° 24 de la commission (suppression de la mention de l'agriculture dans les zones de montagne) : retiré (p. 4101) ; son sous-amendement n° 223 à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4103) ; absence de statut des agriculteurs (p. 4105) ; forme coopérative de l'organisation des producteurs agricoles ; mise en marché par l'intermédiaire du groupement de producteurs (p. 4106) ; information de l'office sur les données relatives aux coûts de production dans l'ensemble de la filière ; couverture des informations par le secret professionnel ; son amendement n° 230 à l'amendement n° 26 de la commission (information des offices sur les charges et les marges moyennes aux différents stades de la filière) : rectifié adopté (p. 4108) ; informations sur les grandes sociétés d'import-export (p. 4109) ; participation des offices à l'orientation des recherches concernant les différents secteurs de la production agricole (p. 4110) ; rôle du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire [1er juillet 1982] (p. 4111) ; coordination des actions entreprises par les divers organismes chargés du développement des débouchés agricoles (p. 4113) ; son amendement n° 215 (contribution des offices au développement de l'agriculture de montagne et des zones défavorisées) : retiré (p. 4114) ; possibilité pour les offices de proposer des mesures susceptibles de régulariser les importations (p. 4115) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 224 (ressources financières des offices bénéficiant de taxes parafiscales) ; modulation des taxes parafiscales (p. 4116) : adopté ; conciliation de la garantie des revenus et du respect des règles communautaires (p. 4118) ; **article 3 :** place faite aux producteurs dans les offices ; représentativité des organisations syndicales (p. 4125) ; carence concernant la commercialisation des produits agricoles (p. 4125) ; représentation des producteurs (p. 4127) ; choix du président de l'office (p. 4129) ; compétence des directeurs (p. 4130) ; **après l'article 3 :** création des délégations régionales des offices (p. 4131) ; fonctionnement des délégations régionales ; **article 4 :** information des offices sur les activités des organismes intervenant dans leur secteur de compétence ; modification du titre du projet (p. 4132) ; impossibilité d'imposer aux instituts techniques un membre de droit au conseil d'administration (p. 4133) ; **article 8 :** composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; mission de ce conseil (p. 4147) ; rôle du Gouvernement en matière agricole et alimentaire ; rôle du parlement en cette matière (p. 4148) ; différents aspects de la définition de la politique agricole et alimentaire ; notion de filière (p. 4149) ; recherche en matière agricole (p. 4150) ; **article 10 :** facturation obligatoire (p. 4152) ; **article 11 :** son sous-amendement n° 242 à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des marchés d'intérêt national) (p. 4153) ; problème des marchés d'intérêt national ; adopté (p. 4154) ; nécessité de permettre une meilleure connaissance de la filière ; connaissance des origines du produit (p. 4155) ; son sous-amendement n° 243 à l'amendement n° 52 de la commission (substituant au mot « ventes » le mot « transactions ») : adopté ; son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 53 de la commission (substituant au mot « fiabilité » le mot « sécurité » (p. 4156) ; adopté (p. 4157) ; notion de concurrence ; idée de cautionnement mutuel (p. 4158) ; **article 19 :** rôle du F. O. R. M. A. (p. 4178) ; **après l'article 21 :** information concernant le verger français (p. 4179) ; **article 23 :** planification régionale ; rôle des représentations régionales des offices (p. 4180, 4181) ; **article 26 :** disparition de la section « départements d'outre-mer » du F. O. R. M. A. consécutive à la disparition du F. O. R. M. A. (p. 4182).

Ses observations après les explications de vote : remercie l'Assemblée nationale pour le travail effectué (p. 4194).

Deuxième lecture, discussion générale : rappelle que le Gouvernement veut faire des offices des établissements publics ; missions du conseil supérieur d'orientation [29 septembre 1982] (p. 5196) ; amélioration du texte par le Sénat (p. 5197) ; absence d'étatisation de l'agriculture ; problème des prix différenciés ; amélioration du revenu des agriculteurs ; contenu du rapport Joulin ; crise de la tomate et de l'oignon (p. 5200) ; nécessité de réduire les importations d'aliments pour bétail ; problèmes de l'horticulture ; disparition du F.O.R.M.A. ; problèmes de la viticulture (p. 5201).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* exportations de dindes françaises en Grande-Bretagne [9 novembre 1982] (p. 6944) ; « changement de style » dans la conduite de la politique agricole ; reconnaissance du pluralisme syndical ; bilan positif de l'année agricole ; revenu agricole ; réduction des coûts de production (p. 6958) ; consommations intermédiaires ; relance agronomique ; politique agricole commune ; hausse des prix d'environ 13 p. 100 ; producteurs laitiers ; produits méditerranéens ; nouveau règlement pour les vins de table ; montants compensatoires monétaires (p. 6959, 6960) ; marché des fruits et légumes ; cours des produits animaux ; possibilité d'utilisation des excédents de pommes ; offices par produits ; enseignement agricole public et privé ; réforme de l'enseignement agricole ayant pour objectif la diversification des formations et la lutte contre les inégalités sociales, l'échec scolaire et l'isolement culturel ; recherche agronomique (p. 6961) ; maintien de l'emploi en milieu rural ; politique foncière ; acquisition des terres par les exploitants ; groupements fonciers agricoles (p. 6962) ; calamités agricoles et indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ; procédure décentralisée d'attribution de crédits aux agriculteurs en difficulté ; examen cas par cas des dossiers ; B.A.P.S.A. ; crédits consacrés en 1982 à la protection sociale des agriculteurs (p. 6963) ; augmentation des prestations ; non-assujettissement des agriculteurs à la contribution de solidarité instituée au profit de l'U.N.E.D.I.C. ; réforme de la fiscalité ; répartition des compétences au sein du Gouvernement entraînant une diminution des crédits du budget de l'agriculture (p. 6964) ; décentralisation ; liberté d'affectation de la dotation globale d'équipement par les collectivités locales ; progression de l'ensemble des crédits destinés aux actions d'enseignement et de formation ; augmentation du nombre d'enseignants ; situation des vacataires (p. 6965) ; dépôt par le Gouvernement d'un amendement visant à augmenter de 20 millions de francs les crédits des bourses scolaires ; équilibre entre les taux des bourses de l'éducation nationale et ceux du ministère de l'agriculture ; enseignement agricole privé ; apprentissage agricole ; action en

faveur de l'installation de jeunes exploitants (p. 6966) ; augmentation du nombre de bénéficiaires de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ; doublement des crédits prévus pour la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs en 1983 ; projet de loi de réforme fiscale (p. 6967) ; améliorations apportées à la couverture sociale des agriculteurs ; compensation démographique ; offices par produits ; priorité accordée aux investissements améliorant la productivité ; semences ; aménagements fonciers hydrauliques (p. 6968) ; projet de loi sur la montagne (p. 6969) ; adaptation des aides publiques aux besoins des exploitations (p. 6970).

Répond à la question de :

— *M. Joseph Pinard :* Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.) ; modulation des taxes parafiscales (p. 6972) ;

— *M. Henri Prat :* aides accordées pour la modernisation des abattoirs ; adéquation des investissements aux besoins (p. 6973) ;

— *M. Gérard Houteer :* accès des coopératives d'utilisation de matériel agricole aux prêts bonifiés (p. 6973) ; mesures d'encouragement à la production de soja ; expérimentation dans les Landes et la région Midi-Pyrénées (p. 6974) ;

— *M. Jean Valroff :* forte augmentation des dotations gérées par la direction des forêts en 1982 et 1983 ; transformation du bois ; rôle des collectivités locales ; rapport Duroure ; prochain dépôt d'un projet de loi sur la forêt (p. 6974) ;

— *M. André Lejeune :* augmentation des charges sociales et des prestations des agriculteurs ; modulation et dégressivité du barème des cotisations ; département de la Creuse (p. 6975) ;

— *M. Louis Lareng :* prêts bonifiés du Crédit agricole (p. 6975) ; prêts à moyen terme ordinaires (p. 6976) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* augmentation des cotisations sociales des agriculteurs ; effort de redistribution ; modulation des cotisations ; département du Loiret (p. 6976) ;

— *M. Charles Miossec :* possibilité d'établir un paiement différé de certaines récoltes céréalières (p. 6977) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* études relatives au moteur à alcool ; projet pilote de production d'éthanol retenu par le Gouvernement (p. 6978) ;

— *M. Daniel Goulet :* mode de taxation des carburants utilisés par les exploitants agricoles ; coûts de production (p. 6979) ;

— *M. André Soury :* démantèlement des montants compensatoires français (p. 6980) ; cours de la viande bovine et du lait ; aides aux petits producteurs ; taxe de coresponsabilité (p. 6981) ;

— *M. Henri Bayard :* augmentation de la dotation aux jeunes agriculteurs ; développement économique des zones de montagne ; retenues collinaires (p. 6981) ;

— *M. Alain Madelin :* fixation des prix agricoles au niveau communautaire ; taxe de coresponsabilité laitière (p. 6982) ;

— *M. Jean Desanlis :* décentralisation ; transfert de 656 millions de francs du ministère de l'agriculture au ministère de l'intérieur et de la décentralisation pour la constitution de la dotation globale d'équipement (p. 6982) ;

— *M. Francisque Perrut :* répression des fraudes ; brigades spécialisées (p. 6983) ;

— *M. Roger Lestas :* hausse des cotisations en 1982 inférieure à celle des prestations ; département de la Mayenne (p. 6983, 6984) ;

— *M. Robert Malgras :* réforme de l'assiette des cotisations sociales ; réforme fiscale ; département de la Moselle (p. 6984) ;

— *M. Jean-Claude Cassaing :* plan de développement de la production porcine ; cas du Limousin et de la Corrèze (p. 6984, 6985).

— *Mme Marie Jacq :* extension des droits sociaux aux femmes d'agriculteurs ; statut de l'exploitant agricole et de son conjoint (p. 6985) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* nécessité d'établir une carte scolaire pour l'enseignement agricole ; dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6986) ;

— *M. Pierre Raynal :* priorité accordée aux investissements productifs ; dotation globale d'équipement (p. 6986) ;

— *M. Pierre Raynal :* retraite des agriculteurs ; indemnité annuelle de départ et indemnité viagère de départ (p. 6987) ;

— *M. André Tourné :* fixation communautaire des prix des fruits et légumes ; modification du règlement communautaire ; intempéries dans le département des Pyrénées-Orientales (p. 6988) ;

— *M. Jean Jarosz :* régularisation des personnels vacataires de l'enseignement agricole (p. 6988) ;

— *M. Lucien Dutard :* régimes de garantie et d'indemnisation des agriculteurs victimes de catastrophes naturelles (p. 6989) ;

— *M. Charles Fèvre :* évolution des cotisations sociales dans le département de la Haute-Marne ; problèmes spécifiques de ce département (p. 6989) ;

— *M. Loïc Bouvard :* rôle des maisons familiales dans la formation des jeunes ; augmentation des crédits de l'enseignement privé (p. 6990) ;

— *M. Albert Brochard :* fixation des prix agricoles et problème des montants compensatoires monétaires ; cours de la viande bovine ; indemnisation des producteurs sinistrés dans les Deux-Sèvres (p. 6990) ;

— *M. Charles Miossec :* enseignement agricole privé ; amendement tendant à augmenter de 26 millions de francs les crédits qui lui sont affectés ; augmentation de plus de 25 p. 100 en deux ans de ces crédits (p. 6991) ; concertation avec les responsables de l'enseignement privé (p. 6992) ;

— *M. Roger Corrèze :* prêts du Crédit agricole ; augmentation de la participation de l'Etat ; ressources affectées au financement des prêts bonifiés (p. 6992) ;

— *M. Pierre Mauger :* crédits alloués à l'enseignement agricole privé (p. 6993) ;

— *M. Pierre Mauger :* enseignement agricole privé ; augmentation des cotisations sociales agricoles inférieure à celle des prestations (p. 6994) ;

— *M. Gérard Chasseguet :* cotisations des agriculteurs du département de la Sarthe (p. 6994) ;

— *M. Pierre Gascher :* procédure d'examen des dossiers d'indemnisation des agriculteurs en difficulté ; inconvénients et nouveauté de cette procédure ; aide financière versée aux agriculteurs en difficulté (p. 6996) ;

— *M. Roland Vuillaume :* producteurs de lait ; office du lait (p. 6997) ;

— *M. Daniel Goulet :* aide à la restructuration des sols ; indemnités et prêts accordés à la suite d'intempéries ; nécessaire modification de la législation sur les calamités (p. 6998).

Examen des crédits : **article 55 :** son amendement n° 115 (rédactionnel) : adopté (p. 6998).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant diverses dispositions du livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire (n° 143).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** possibilité pour les vétérinaires salariés d'effectuer la prescription prévue à cet article [24 novembre 1982] (p. 7612).

Ses observations avant le vote sur l'ensemble de la proposition de loi : difficultés de maintenir l'assimilation absolue entre les médicaments vétérinaires traditionnels et les aliments médicamenteux ; directives communautaires (p. 7612).

D

DAILLET (Jean-Marie)

Député de la Manche
(1re *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

ouverture de la conférence de Madrid : conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe ; crise polonaise ; acte final d'Helsinki ; respect des droits de l'homme en U. R. S. S. ; interruption des activités du groupe de surveillance des accords d'Helsinki ; arrestation de militants des droits de l'homme en U. R. S. S. ; rôle de la délégation française pour aboutir à un meilleur respect de la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki [17 novembre 1982] (p. 7316).

orale sans débat :

— **n° 261,** posée le 12 octobre 1982 : **transports maritimes : réglementation et sécurité** (p. 5696) : appelée le 15 octobre 1982 ; **pavillons de complaisance :** naufrage du *Compass Rose III :* disparition de deux témoins du naufrage (p. 5825) ; problème des pavillons de complaisance (p. 5826).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** attentat de la rue Marbeuf ; demande au Gouvernement de vérifier si des pressions ont été exercées sur la présidence de T. F. 1 pour essayer de la dissuader de programmer le reportage diffusé sur l'assassinat de Louis Delamare, ambassadeur de France [22 avril 1982] (p. 1249) ;

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

— *Discussion :* démarche réaliste du Gouvernement en ce qui concerne le dialogue Est-Ouest, la paix en Europe et le désarmement ; langage de fermeté à l'égard de l'U. R. S. S. employé par le Gouvernement [6 juillet 1982] (p. 4245) ; budget de la défense ; défense du franc ; relations entre la France et l'Espagne ; politique française à l'égard de l'Amérique latine (p. 4246).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. *Discussion générale :* gravité de la réduction des crédits militaires ; rappelle le vote positif du groupe U. D. F. sur les crédits de la défense pour 1982 ; importance des périls extérieurs ; attitude contradictoire du ministre de la défense [12 novembre 1982] (p. 7098) ; économies imposées par le ministre du budget ; caractère considérable des annulations de crédit du 18 octobre 1982 ; absence d'information quant au contenu de la future loi de programmation ; choix du Gouvernement en faveur du « tout ou rien nucléaire » ; nouveau dialogue entre la France et la R. F. A. en matière de défense (p. 7099) ; refus du Gouvernement de s'engager dans la voie d'une concertation européenne en matière de défense (p. 7100).

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.**

Première motion de censure portant sur l'ensemble d'une politique de défense sous la Ve République [24 novembre 1982] (p. 7653) ; régression des crédits militaires dans le budget en francs constants ; montée de la puissance militaire de l'U. R. S. S. ; stratégie globale d'expansion de l'U. R. S. S. ; fusées intercontinentales à charge thermonucléaire ; missiles stratégiques de portée continentale sol-sol ; bombardiers stratégiques ; forces nucléaires tactiques ; supériorité nucléaire du bloc soviétique ; capacité du pacte de Varsovie à aligner deux fois plus de chars et de blindés que les Occidentaux ; course aux armements de l'U. R. S. S. ; dissidence du physicien Sakharov ; exemples de l'Afghanistan et de la Pologne ; progrès de la « révolution socialiste » dans le monde (p. 7654) ; propos de M. Boris Ponomarev selon lesquels la France est à « l'avant-garde de la course aux armements » ; approbation de ces propos par M. François Billoux ; cite des passages de l'ouvrage « l'Utopie au pouvoir, histoire de l'U. R. S. S. de 1917 à nos jours », de Heller et Nekrich ; invasion de l'Afghanistan ; cite les propos de M. Georges Marchais selon lesquels M. Brejnev est « animé d'une ardente volonté de paix » ; évolution du problème afghan du fait de l'arrivée au pouvoir de M. Andropov ; propos du Président de la République sur le respect de la défense occidentale et le déséquilibre militaire en Europe ; fusées soviétiques S. S. 20 (p. 7655) ; propos de M. François Mitterrand sur la négociation pour le désarmement ; course aux armements ; changement d'attitude du Premier ministre à l'égard des problèmes de défense ; annulation de plus de 3 milliards de crédits de paiement et plus de 13 milliards d'autorisations de programme ; critiques des membres de la commission de la défense à l'égard des annulations de crédits (p. 7656) ; volonté du chef de l'Etat d'entamer un dialogue européen en matière de défense ; faible part du budget militaire dans le budget global de l'Etat ; déséquilibre de l'appareil militaire ; neutralisme ; attachement à nos engagements internationaux affirmé par le Premier ministre ; euromissiles ; absence d'initiative visant à débloquer la situation en Europe ; réexamen de l'Alliance atlantique ; absence de projet précis du Gouvernement ; diminution de l'effort national en matière de défense (p. 7657).

DARINOT (Louis)

Député de la Manche
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739).**

Première lecture, discussion générale : informe l'Assemblée que la commission de la défense nationale et des forces armées a repoussé la demande de renvoi en commission de M. François Fillon [21 avril 1982] (p. 1227).

Propositions de loi de :

— **M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ; M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ; M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).**

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; libération rapide de leurs obligations militaires des jeunes gens ayant accompli douze mois de service actif [2 juin 1982] (p. 2892).

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Deuxième lecture, explications de vote : retour à la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture ; réforme de la justice militaire ; vote positif du groupe socialiste [16 juin 1982] (p. 3492).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* problème des personnels civils du ministère de la défense ; niveau élevé de l'effort accompli par le Gouvernement en faveur de la défense ; continuité de la politique française de défense ; importance de l'héritage en matière de défense [12 novembre 1982] (p. 7094) ; priorité donnée à la dissuasion nucléaire ; construction du 7e S. N. L. E. ; contenu de la prochaine loi de programmation militaire ; esprit de défense dont doivent être animés les citoyens combattants et non combattants ; réforme du service national (p. 7095) ; responsabilité historique de la gauche française en matière de défense (p. 7096).

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.**

Vote du budget de la défense ; raisons ayant conduit à annuler des crédits ; caractère inutile et inopportun de la motion de censure ; loyauté de l'armée envers les pouvoirs démocratiques ; annulation d'autorisations de programme réalisée en 1965 par M. Pierre Messmer ; rapport sur la programmation d'avril 1976 ; absence de réalisation de l'ensemble des mesures prévues dans les lois de programme ; part des dépenses militaires dans le produit intérieur brut marchand ; continuité des orientations de la stratégie de la France ; Mirage IV ; missiles du plateau d'Albion ; réalisation du programme S 3 [24 novembre 1982] (p. 7651) ; réduction du nombre des missiles dans les années 1960 ; sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; construction d'un septième sous-marin nucléaire d'une génération nouvelle dans les années 1990 ; programme Astarté ; réseau stratégique maillé ; développement du missile air-sol à moyenne portée ; expérimentation de la bombe à neutrons ; remplacement des missiles nucléaires tactiques Pluton par un nouveau missile sol-sol ; absence de fondement des affirmations de l'opposition sur les forces nucléaires ; part des crédits nucléaires dans les budgets de 1976 à 1981 ; commandes de Mirage 2000 en 1979 et 1980 inférieures à l'objectif prévu par la loi de programmation ; taux de réalisation des commandes prévues par la loi de programmation (p. 7652) ; maîtrise des crédits de régulation par le ministre de la défense en 1983 ; cite la réponse du ministre chargé du budget à M. Emmanuel Hamel relative à l'arrêté d'annulation et à l'effort de régulation budgétaire ; crédits prévus dans la prochaine loi de finances rectificative ; accroissement du budget de la défense pour 1982 ; volonté des socialistes d'intégrer l'armée dans la Nation ; stratégie indépendante de dissuasion nationale ; force nucléaire stratégique et tactique ; forces conventionnelles ; modèle stratégique français ; évolution des menaces ; missions de la première armée ; vote hostile à la motion de censure du groupe socialiste (p. 7653).

DASSAULT (Marcel)

Député de l'Oise
(1re circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DASSONVILLE (Pierre)

Député du Nord
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEBRE (Michel)

Député de la Réunion
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **rapport « Démocratie culturelle et droit à la différence » :** contenu du rapport ; désignation de fonctionnaires de l'Etat délégués aux cultures dites minoritaires ; suppression de l'interdiction de publier un texte en allemand sans sa traduction résumée en français dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; suppression pour les Français de l'obligation de s'exprimer en français devant la justice et à la radiodiffusion ; enseignement des langues régionales ; offensive contre l'unité de la République [21 avril 1982] (p. 1217) ;

— **politique de la France :** absence de résultat des délibérations de Versailles ; autorité insuffisante de la France sur le plan international ; impuissance des démocraties face au surarmement, au désordre monétaire et démographique ; nécessité de mise en place d'un nouveau système monétaire international [10 juin 1982] (p. 3199) ;

— **réduction des allocations familiales versées aux mères de trois enfants :** absence de renouvellement des générations en France ; absence de réévaluation de l'allocation prénatale et du complément familial ; réduction de moitié de l'allocation post-natale pour le troisième enfant [8 décembre 1982] (p. 8105) ; caractère abstrait du principe selon lequel les allocations doivent être égales pour chaque enfant ; injustice de ce principe ; nécessité de soutenir la mère de famille (p. 8106) ;

orale avec débat :

— **n° 3,** posée le 13 février 1982 : **enseignement (programmes)** [2 avril 1982] (p. 788) ;

orales sans débat :

— **n° 69 : famille (politique de la famille),** posée le 31 octobre 1981 (p. 2911), appelée le 22 octobre 1982 : **orientations de la politique familiale :** conclusions de l'institut national d'études démographiques à l'occasion de la publication du XIe rapport sur la situation démographique de la France ; baisse du taux de fécondité et du nombre des mariages ; augmentation de la proportion de personnes âgées et d'enfants de parents immigrés ; inégale répartition de la population sur le territoire ; conséquences économiques et sociales de la situation démographique ; possibilité de transformer cette situation par des législations appropriées (p. 6165) ; non-renouvellement des générations ; contradiction entre la volonté de développer la natalité en France et les mesures gouvernementales relatives aux allocations familiales ; nécessité de mettre en place une politique de troisième enfant et d'offrir à la femme le libre choix entre le travail et un salaire de mère au foyer ; quasi-impossibilité pour un député d'avoir, pour répondre à sa question orale sans débat, le ministre compétent (p. 6166) ;

— **n° 120,** posée le 2 avril 1982 : **communautés européennes (Assemblée parlementaire)** (p. 788) ; appelée de 28 mai 1982 : **élections à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes :** accord selon lequel la deuxième élection à cette Assemblée devra avoir lieu dans tous les pays selon le même mode de scrutin ; décision du Conseil constitutionnel ; proposition de l'Assemblée des communautés européennes (p 2717) ; différentes conceptions de l'organisation européenne (p. 2718) ;

— **n° 133,** posée le 20 avril 1982 : **électricité et gaz (centres d'E.D.F. : Tarn-et-Garonne)** (p. 1205) ; appelée le 14 mai 1982 : **accord entre E.D.F. et la région Midi-Pyrénées :** attitude des dirigeants de la région Midi-Pyrénées (p. 2164) ; implantation d'une centrale nucléaire payée par E.D.F. à une région déterminée ; emploi d'une proportion élevée de main-d'œuvre originaire de la région ; caractère inconstitutionnel de la convention signée (p. 2165) ; développement de ce type de convention (p. 2166) ;

— **n° 224, communautés européennes (politique agricole commune) :** posée le 15 juin 1982 (p. 3445) ;

— **n° 236,** posée le 22 juin 1982 : **départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : prestations familiales)** (p. 3753) ;

— **n° 237, défense nationale (politique de la défense),** posée le 9 juillet 1982 (p. 4406) ;

— **n° 238,** posée le 20 juillet 1982 : **politique extérieure (océan Indien)** (p. 4574) ;

— **n° 240,** posée le 22 juillet 1982 : **politique extérieure (océan Indien)** (p. 4716) ;

— **n° 241,** posée le 21 septembre 1982 : **politique extérieure (océan Indien)** (p. 5031) ;

— **n° 242,** posée le 28 septembre 1982 : **départements et territoires d'outre-mer (territoires d'outre-mer : élections et référendums)** (p. 5191) ;

— **n° 273, Parlement (relations entre le Parlement et le Gouvernement),** posée le 27 octobre 1982 (p. 6399).

INTERVENTIONS

— Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690).

Explications de vote : non-application aux départements d'outre-mer de la loi métropolitaine en matière de droits et libertés des communes, des départements et des régions et décentralisation ; institution d'une assemblée unique ; unité des structures administratives ; cas de Saint-Pierre-et-Miquelon [15 janvier 1982] (p. 140).

Fait personnel : adaptation de la loi de décentralisation et création d'un « petit Parlement » dans les départements d'outre-mer ; thèse d'une formation politique qui ne veut plus que les Antilles et La Réunion soient des départements français [15 janvier 1982] (p. 141).

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 683).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 70 (possibilité, pour tout citoyen français satisfaisant aux conditions légales, d'être inscrit à sa demande sur les listes électorales des communes de Corse) ; expression « peuple corse » ; notion de « peuple » et de « citoyenneté » ; Etat multinational ; unité de la citoyenneté ; dispositions propres à exclure toute idée selon laquelle le peuple français serait composé de peuples divers [19 janvier 1982] (p. 209) ; amendement n° 70 : retiré (p. 210) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 41 de la commission (dissolution de l'assemblée régionale lorsque les décisions ou les votes de l'assemblée portent atteinte à l'unité de la République) ; respect de la souveraineté nationale ; hypothèse où l'assemblée adopterait une attitude hostile par le vote d'une motion qui serait une menace pour l'unité nationale (p. 246) ; assimilation des attitudes hostiles à la République à un non-fonctionnement d'une assemblée ; compétence du Conseil d'Etat pour juger d'un recours contre un décret de dissolution ; nécessité pour le Gouvernement d'avoir à sa disposition une procédure légale correspondant à son droit naturel d'assurer le respect de la souveraineté nationale ; sous-amendement n° 71 rejeté (p. 247) ; **article 40 :** son amendement n° 72 (incompétence du conseil du développement culturel pour remettre en cause les principes, l'organisation et les programmes de l'enseignement établis par le Gouvernement de la République) ; valeur sociale et politique du maintien des cultures provinciales ; identité de l'éducation nationale sur tout le territoire de la République ; enseignement de l'histoire ; enseignement des langues locales à l'école maternelle [20 janvier 1982] (p. 272) ; amendement n° 72 : rejeté (p. 273) ; **article 49 :** dispositions particulières à une région de France ; rappel de la constitution des fonds d'expansion pour la Corse en 1966 ; effort éducatif et universitaire au cours de ces dernières années (p. 284) ; altération des institutions de la République ; risques de conflits entre une autorité régionale et le pouvoir central ; rupture de la solidarité nationale entre les régions ; compétition stratégique mondiale en Méditerranée ; nécessité d'une augmentation de la force française en Méditerranée ; garantie de sécurité constituée par l'affirmation de la souveraineté nationale sur les départements corses (p. 285).

— Son rappel au règlement : modification du décret de convocation du Parlement en session extraordinaire [20 janvier 1982] (p. 283).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 45 :** son sous-amendement n° 211 à l'amendement n° 96 de la commission (dissolution du conseil régional prononcée par le Gouvernement en cas de difficultés graves) : retiré [22 janvier 1982] (p. 437).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 36 :** son amendement n° 347 (substituant aux mots « le territoire métropolitain » les mots « l'ensemble du territoire national » à la fin du premier alinéa de cet article ; rôle de la radio et de la télévision outre-mer [5 mai 1982] (p. 1740) ; volonté du Gouvernement d'enfermer les départements d'outre-mer dans un ghetto culturel (p. 1741) ; adopté (p. 1742) ; **article 38 :** son sous-amendement n° 698 à l'amendement n° 204 de la commission (insérant les mots « et des sociétés régionales ou territoriales de radio-télévision » après les mots « sociétés régionales de télévision » dans la seconde phrase du premier alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 700 à l'amendement n° 204 de la commission (de conséquence) (p. 1761) ; ses amendements n°s 348 et 349 devenus sans objet (p. 1762) ; **article 39 :** son amendement n° 350 (de suppression) : retiré ; son sous-amendement n° 693 à l'amendement n° 726 du Gouvernement (personnel de la société prévu pour les départements et territoires d'outre-mer) (p. 1765) : retiré (p. 1767) ; **article 40 :** son amendement n° 351 (de conséquence) : non-soutenu (p. 1769) ; **article 66 :** son amendement n° 352 (financement des sociétés régionales ou territoriales de radiodiffusion et de télévision) : devenu sans objet [10 mai 1982] (p. 1917) ; **article 67 :** son amendement n° 353 (de suppression) : devenu sans objet (p. 1918).

Deuxième lecture, seconde délibération du projet de loi : problème de la société de radiodiffusion et de télévision appelée à agir outre-mer [7 juillet 1982] (p. 5285) ; **article 39 :** son amendement n° 1 (précisant que la société prévue par cet article est une filiale commune des sociétés nationales prévues aux articles 35 et 38 du présent projet de loi) : adopté (p. 4286).

— Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962).

Utilisation de la Constitution par le Gouvernement ; dévaluation du franc ; loi de blocage des prix et des revenus ; situation internationale [2 juin 1982] (p. 3961) ; réduction du temps de travail ; augmentation des dépenses publiques, des prestations sociales et des impôts ; gestion budgétaire des Etats-Unis ; déficit du secteur nationalisé ; déficit du commerce extérieur ; lutte contre le chômage ; caractère inflationniste des contrats de solidarité ; nécessité de diminuer les coûts de production (p. 3962) ; nécessité d'encourager l'esprit d'entreprise ; prochain échec de la politique contractuelle des revenus ; augmentation des frais généraux de la nation ; difficultés financières des entreprises nationalisées ; relance de l'épargne et de l'investissement (p. 3963) ; expansion industrielle et agricole française depuis vingt ans (p. 3964) ; lutte contre l'inflation et le chômage ; contrats de solidarité (p. 3967).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 26 :** son amendement n° 213 (maintien de la section « départements d'outre-mer » du F. O. R. M. A.) : rejeté [1er juillet 1982] (p. 4182).

— Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Deuxième lecture, explications de vote : autorité nouvelle des présidents de conseils généraux ; risque de voir la loi du 2 mars 1982 porter atteinte à l'unité de la France et de la République ; inconstitutionnalité flagrante de cette loi ; caractère excessif des frais généraux [8 juillet 1982] (p. 4362) ; statut de Paris ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 4363).

— Son rappel au règlement : regrette qu'un débat n'ait pas eu lieu au Parlement concernant la situation au Proche-Orient et le terrorisme intérieur ; fonctionnement du régime parlementaire ; précise que la déclaration du Premier ministre ne permet pas de connaître les objectifs de la politique gouvernementale ni les moyens mis en œuvre au service de cette politique [21 septembre 1982] (p. 4992).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; avenir des départements d'outre-mer ; vote de l'amendement Wallon par les députés issus des vieilles colonies [29 septembre 1982] (p. 5241) ; rappelle son action pour que la départementalisation devienne réelle ; néces-

saire adaptation de l'action publique en fonction des particularités économiques, sociales et culturelles des départements d'outre-mer ; principe du droit commun des structures ; arguments employés par le Gouvernement ; mode de constitution des régions dans les départements d'outre-mer (p. 5242) ; statut de Paris ; importance des réalisations des assemblées locales (équipements administratifs, routiers, portuaires et sociaux) ; volonté du Gouvernement de renouveler le personnel politique (p. 5243) ; importance des réussites connues par les départements d'outre-mer ; comparaison entre le niveau atteint par les départements d'outre-mer et leurs voisins géographiques ; volonté de certains orateurs de pousser les départements d'outre-mer à réclamer leur indépendance (p. 5244) ; nécessité de répondre à l'aspiration des jeunes ; attitude des partis communistes des départements d'outre-mer ; échec de la thèse indépendantiste auprès des électeurs des départements d'outre-mer ; processus de « départementalisation » prévu par le programme commun de 1977 et 1978 ; enjeu représenté par la situation géographique des départements d'outre-mer (p. 5245) ; objectif de la politique soviétique dans l'océan Indien, les Caraïbes et en Amérique du Sud ; suppression du conseil général et des cantons ; création du théâtre en plein air de Saint-Gilles : respect nécessaire des créoles de chaque île ; action des militants du séparatisme (p. 5246) ; interprétation opposée des deux formations de la majorité quant au statut des départements d'outre-mer (p. 5247) ; sa question préalable rejetée (p. 5249).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 24 (instaurant une double présidence au conseil général et régional) : non soutenu [30 septembre 1982] (p. 5292) ; **article 7 :** son amendement n° 25 (de conséquence) : non soutenu (p. 5294) ; **article 8 :** son amendement n° 12 devenu sans objet (p. 5296) ; **article 15 :** son amendement n° 26 (rétablissant un mode de scrutin cantonal) : non soutenu (p. 5301).

Deuxième lecture, discussion générale : absence d'arguments en faveur du changement de statut [5 novembre 1982] (p. 6816) ; inutilité d'un conseil général élu par canton ; résultats de l'élection de l'assemblée régionale de Corse ; référence constante faite par le Gouvernement à l'article 53 de la Constitution ; caractère inconstitutionnel du présent projet de loi (p. 6817).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** identité constitutionnelle des départements d'outre-mer par rapport aux départements métropolitains (p. 6821) ; opposition du groupe R. P. R. à la représentation proportionnelle (p. 6822) ; **article 15 :** précise que M. Henri Emmanuelli n'a pas juridiquement tort mais que M. Marcel Esdras a raison (p. 6828).

Troisième lecture, discussion générale : départementalisation ; altération des structures constitutionnelles ; besoins des départements d'outre-mer et en particulier de la Réunion ; politique du logement ; lutte contre les bidonvilles ; nécessité d'améliorer la santé ; fonds d'action sociale obligatoire (F. A. S. S. O.) ; principe de la parité globale ; nécessité d'une formation professionnelle de haute qualité ; augmentation des capacités d'accueil des écoles ; nécessité d'ouvrir une classe de préparation aux écoles d'ingénieurs de la métropole ; nécessité de créer une école des travaux publics ; nécessité de soutenir l'industrie sucrière et de laisser les terres à cannes à leur vocation sucrière ; projets de grande pêche ; défense des intérêts des départements d'outre-mer vis-à-vis de la Communauté économique européenne ; prélèvement sur le maïs ; problème des petites îles de l'océan Indien ; exemple de Tromlin ; inadaptation du projet de loi aux réalités locales [23 novembre 1982] (p. 7539) ; ouverture d'une contestation politique permanente ; soutien des « inspirateurs d'autonomie » au projet de loi (p. 7540).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : nécessité de corriger certaines statistiques concernant l'origine socio-professionnelle des élèves de l'E. N. A. ; diversification de recrutement de la haute fonction publique ; missions du centre des hautes études administratives ; détournement du concours interne ; développement des formations provinciales ; défauts du troisième concours ; neutralité du fonctionnaire ; introduction de la politique dans la fonction publique [5 octobre 1982] (p. 5410).

Deuxième lecture, discussion générale : maintien de l'école nationale d'administration ; besoin de tout Gouvernement d'avoir des fonctionnaires de grande qualité ; son approbation du souci du Gouvernement d'élargir la base de recrutement ; caractère erroné de l'affirmation selon laquelle la haute fonction publique doit refléter la composition sociologique de la France ; son approbation sur l'application de la Constitution en ce qui concerne les domaines législatif et réglementaire ; diminution de la part de la culture générale ; son hostilité au vieillissement du concours étudiants [25 novembre 1982] (p. 7690) ; son hostilité à la multiplication des instituts et des centres de préparation ; formation permanente ; nécessité d'encourager les efforts individuels et de concilier la formation avec l'intérêt du service ; critère d'élargissement du recrutement n'incluant pas l'exercice de fonctions privées ; altération de la nature unique de l'école nationale d'administration ; emplois réservés aux élèves de la troisième voie ; caractère préférable de la reconstitution du centre des hautes études administratives ; principe de l'égalité des citoyens ; neutralité politique de la fonction publique ; nécessité de respecter cette neutralité ; absence d'esprit partisan dans le service de la nation (p. 7691).

Discussion des articles : **article 2 :** nombre probablement élevé des fonctionnaires se présentant au nouveau concours (p. 7694, 7695).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Quatrième lecture, discussion générale : abus dans l'organisation et le fonctionnement du secteur privé hospitalier [13 octobre 1982] (p. 5732) ; nécessaire modernisation des hôpitaux ; succès du secteur privé dans l'hôpital public ; augmentation prévisible du déficit de la sécurité sociale et de l'hôpital public (p. 5733) ; attrait de certains médecins pour d'autres pays de la communauté européenne ; buts de l'ordonnance de 1959 (p. 5734).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 3 (précisant que les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux personnes condamnées pour assassinat ou tentative d'assassinat) [21 octobre 1982] (p. 6135) : rejeté (p. 6137).

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Deuxième lecture, explications de vote : abaissement du niveau des études médicales ; élection des chefs de service hospitalier ; dégradation des centres hospitalo-universitaires ; élève une protestation solennelle contre la façon dont la médecine française est traitée par le Gouvernement [23 novembre 1982] (p. 7555).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Commission mixte paritaire, discussion générale : objet de la session extraordinaire de décembre 1959 ; rupture de la paix scolaire par le Gouvernement ; notion de département « d'outre-mer » ; nécessité d'appliquer dans les D. O. M. la loi métropolitaine [21 décembre 1982] (p. 8585) ; retour au droit commun accepté par le Gouvernement ; compétences de l'assemblée régionale outre-mer (p. 8586) ; précipitation dans laquelle sont organisées les élections dans les départements d'outre-mer (p. 8586, 8587).

DEFFERRE (Gaston)

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation

DEPOTS

— Projet de loi portant **statut particulier de la Corse (n° 688)** [12 janvier 1982].

• Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'**élection des conseillers municipaux** et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales **(n° 1030)** [19 juillet 1982].

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'**élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128)** [6 octobre 1982].

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129)** [6 octobre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jacques Toubon : affiches électorales** : respect du code électoral par le parti socialiste [7 avril 1982] (p. 955) ;

— **Mme Nicole de Hauteclocque : sécurité des Français** : évolution de la violence depuis 1960 ; politique du Gouvernement : effectifs, programme immobilier, équipement et formation des policiers [7 avril 1982] (p. 956) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc : conseils généraux** : date des élections municipales prévue au mois de mars prochain ; débat sur la loi électorale au cours de la présente session ; date des prochaines élections régionales non encore fixée par le Gouvernement [14 avril 1982] (p. 1116) ;

— **M. Charles Millon : décentralisation et élections locales** : examen avant la fin de la présente session d'un projet de loi relatif aux élections municipales ; date et mode de scrutin des élections des conseils régionaux non encore déterminés par le Gouvernement ; contenu de la future loi d'habilitation afin d'autoriser le Gouvernement à prendre des ordonnances en matière de transfert des compétences ; futur projet de loi concernant des matières régies par la loi (urbanisme et action sociale...) ; réforme de la fiscalité locale [14 avril 1982] (p. 1121) ;

— **M. Paul Pernin : occupation d'une église à Paris** : conditions d'évacuation de l'église occupée : problème des occupations d'usine ; procédure de régularisation pour les étrangers qui sont en situation irrégulière sur le territoire français ; situation des marchands forains clandestins [14 avril 1982] (p. 1122) ;

— **M. Pascal Clément : méthodes du Gouvernement** : action du Gouvernement dans les domaines de la lutte contre l'inflation, le chômage et la décentralisation [21 avril 1982] (p. 1213) ;

— **M. Guy Ducoloné : anniversaire du génocide des Arméniens** : position du Gouvernement sur le problème arménien [21 avril 1982] (p. 1215) ;

— **M. Michel Cointat : contrôle de légalité des actes administratifs des autorités communales** : délibération pouvant porter préjudice à un tiers, concertation avec l'association des maires de France [21 avril 1982] (p. 1220) ;

— **M. Jean-Claude Gaudin : montée du terrorisme et de la violence** : diminution du « terrorisme interne » [28 avril 1982] (p. 1414) ; politique du gouvernement précédent à l'égard du terrorisme international (affaire Youkata Furaya et Abou Dabou) ; attentat de la rue Marbeuf ; lutte contre le terrorisme international, importance des mesures diplomatiques ; répression à l'égard des mouvements d'extrême-droite (p. 1415) ;

— **M. Gilbert Bonnemaison : réglementation de la vente d'armes à feu** : mesures envisagées par le Gouvernement afin de remédier à ce genre d'accident [28 avril 1982] (p. 1423) ;

— **M. Jean Laborde : pouvoirs des commissaires de la République** : prorogation jusqu'au mois de juin de la mesure autorisant l'engagement d'au moins 20 p. 100 des crédits sans attendre la signature de l'arrêté de subvention ; simplification des procédures : unicité de l'ordonnateur secondaire (commissaire de la République) ; meilleure répartition des compétences ; dotation globale d'équipement [5 mai 1982] (p. 1728) ;

— **M. Paul Quilès : situation de la veuve d'un policier** : démenti apporté par le ministre ; circonstances de la mort du policier ; montant de la pension versée à la veuve du policier [12 mai 1982] (p. 2042) ;

— **M. Georges Sarre : recrudescence du commerce de la drogue à Paris** : intensification des moyens de lutte contre les trafiquants de drogue ; constitution d'une commission chargée du problème de la guérison et de la réinsertion des drogués [12 mai 1982] (p. 2043) ;

— **M. Jean-Guy Branger : augmentation de la consommation de stupéfiants par les jeunes** : renfort des services de police spécialisés dans la répression du trafic de la drogue ; efforts en matière de police judiciaire [19 mai 1982] (p. 2438) ;

— **M. Francis Geng : inexécution de décisions de justice rendues dans des conflits du travail** : évacuation d'usines occupées ; instructions données aux préfets d'engager des négociations lorsqu'une décision judiciaire définitive est intervenue ; situation de l'usine Citroën ; impératifs de la négociation [26 mai 1982] (p. 2587) ; application des décisions de justice (p. 2588) ;

— **M. Charles Fèvre : réduction des possibilités d'emprunt des collectivités locales** : volume des prêts à taux privilégié mis à la disposition des collectivités locales par la Caisse des dépôts et consignations [26 mai 1982] (p. 2589) ;

— **M. Jean Foyer : occupation de voies de chemins de fer** : diminution du nombre de ces occupations ; difficultés d'identifier les occupants illicites ; problème de l'évacuation des usines occupées, ayant fait l'objet d'une décision judiciaire d'évacuation [16 juin 1982] (p. 3461) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont : réparation des préjudices subis à la suite d'attentats terroristes** : absence de texte législatif prévoyant l'indemnisation des victimes d'attentats ; étude en cours pour l'indemnisation des victimes des attentats de l'avenue de la Bourdonnais et de la rue Perronet [6 octobre 1982] (p. 5458) ;

— **M. Michel d'Ornano : décentralisation** : retrait d'une partie du projet de loi sur les transferts de compétences et de crédits justifié par l'encombrement de l'ordre du jour des Assemblées parlementaires et non par une raison politique ; possibilité, si les Assemblées y sont disposées, d'examiner l'ensemble de ce texte au cours de la session d'automne [6 octobre 1982] (p. 5464) ;

— **M. Robert-André Vivien : interdiction de l'affichage dans les locaux de la police d'un communiqué de syndicat** : affichages syndicaux dans les locaux de la préfecture de police ; droits des syndicats de police [3 novembre 1982] (p. 6606) ;

— **M. Bernard Stasi : aide de l'Etat aux collectivités locales** : dotation globale de fonctionnement liée au produit de la T.V.A. et de l'inflation ; diminution de l'inflation impliquant une diminution corrélative de la valeur nominale de la dotation globale de fonctionnement ; progression des aides de l'Etat au fonctionnement des collectivités locales ; dotation spéciale pour le logement des instituteurs et dotation globale d'équipement ; exonération d'une partie de la taxe professionnelle remboursée aux collectivités locales [3 novembre 1982] (p. 6609, 6610) ;

— **M. Emmanuel Aubert et de M. Paul Balmigère : indemnisation des victimes des récentes tempêtes** : intempéries dans le sud de la France ; plans A.D.E.L., Orsec et Orange ; convocation d'une réunion interministérielle ; possibilité d'application de la loi du 13 juillet 1982 ; biens assurés et biens non assurés [10 novembre 1982] (p. 7018-7019) ;

— **M. Théo Vial-Massat : indemnisations des victimes de la tempête dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire** : chutes de neige dans les départements de la Haute-Loire, du Rhône et de la Loire ; plans Orsec ; problème de l'indemnisation des victimes ; mise en place de moyens financiers auprès des commissaires de la République ; manque d'électricité [1er décembre 1982] (p. 7857) ;

— **M. Jean Falala : montant de la dotation globale de fonctionnement** : augmentation des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales égale à 8,9 p. 100 en francs constants ; distinction existant entre l'ensemble des concours de l'Etat et la dotation globale de fonctionnement ; augmentation de la dotation globale de fonctionnement pour le département de la Marne ; évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements [1er décembre 1982] (p. 7861) ;

— **M. Jacques Badet : tempête dans le département de la Loire et application du plan Orsec** : déclenchement rapide du plan Orsec ; problème des indemnisations [1er décembre 1982] (p. 7864) ;

— **M. Pascal Clément : indemnisation des victimes de la tempête dans les départements de la Loire, de la Haute-Loire et du Rhône** : mise sous terre des lignes électriques et téléphoniques ; plan Orsec ; indemnisation ; météorologie [1er décembre 1982] (p. 7865) ;

orales sans débat de :

— **M. Hyacinthe Santoni (n° 160) : accueil des délégations à la préfecture de Marseille** : absence de fondement des reproches adressés par M. Hyacinthe Santoni [7 mai 1982] (p. 1851) ;

— **M. Jean-Louis Masson (n° 146) : limites des régions** : conditions posées par la loi de 1972 pour que les limites des régions soient modifiées ; conditions d'implantation des chambres régionales des comptes [7 mai 1982] (p. 1852) ; volonté de ne pas modifier pour l'instant les limites régionales (p. 1853) ;

— **M. Robert Montdargent (n° 162) : société d'équipement aéronautique S.F.E.N.A.** : procédure introduite devant le Conseil d'Etat [7 mai 1982] (p. 1853) ;

— **M. Jean Royer (n° 176) : organisation de la défense civile** : absence d'abris anti-atomiques en France ; rôle du comité de défense ; dangers courus par la population civile en cas de conflit atomique [14 mai 1982] (p. 2171) ;

— **M. Jacques Dominati (n° 188) : nuisances de la rue Saint-Denis** : projet de loi visant à transformer certaines pénalités d'ordre contraventionnel en délits ; présence de proxénètes ; développement des sex-shops et des « peep-shows » [4 juin 1982] (p. 2953-2954) ;

— **M. Jacques Baumel (n° 197) : protection des populations civiles** : risque nucléaire [4 juin 1982] (p. 2954) ; recensement des abris existants ; construction de nouveaux abris ; protection contre les cataclysmes naturels ; lutte contre les incendies de forêt (p. 2955).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Première lecture, discussion générale : cycle « attentats-répression » ; spécificité du peuple corse et participation à toutes les activités civiles et militaires de la nation ; culture communautaire ; solidarité des relations entre les habitants de l'île ; handicap de l'insularité [18 janvier 1982] (p. 146) ; préservation de l'héritage culturel ; mise en place d'une nouvelle assemblée élue au suffrage universel ; attributions particulières et dérogations reconnues à la Corse en raison de ses spécificités ; érection de la région de Corse en collectivité territoriale ; composition de l'assemblée ; déroulement du scrutin ; circonscription électorale unique ; président de l'assemblée de Corse ; prise en compte de l'identité culturelle ; conseil économique et social ; conseil du développement culturel, de l'éducation et du cadre de vie ; enseignement de la culture et de la langue corses ; création d'agences et d'institutions spécialisées notamment pour les transports, l'aménagement foncier, le développement agricole, industriel ou touristique ; commissaire de la République du département et commissaire de la République de la région ; continuité territoriale ; renforcement de l'unité nationale ; retour au calme (p. 147) ; création d'une collectivité territoriale d'un type nouveau ; statut d'une région de droit commun avec des caractéristiques particulières ; exemple du statut de Paris ; assemblée unique ; région Ile-de-France ; cas des communautés urbaines et des villes nouvelles ; départements d'Alsace et Moselle ; rétablissement de la paix civile en Corse ; risque de reprise des attentats en cas de rejet du texte ; unité de la République (p. 160) ; dénomination « assemblée de Corse » ; prise en compte, dans le domaine de la culture et du langage, de certaines particularités existant dans d'autres provinces françaises ; agences spécialisées ; domaine des transports ; cycle de la violence et de la répression ; confiance du Gouvernement en les Corses (p. 161) ; amnistie (p. 162) ; répond aux différents orateurs (p. 185) ; aspect économique et social du projet ; problèmes relatifs aux pêcheurs opérant sur les étangs salés qui communiquent avec la mer ; concertation ; création des agences spécialisées ; paix civile ; unité de la République ; composition des deux conseils représentatifs du peuple corse ; représentation des travailleurs au sein du conseil économique et social ; problèmes électoraux ; histoire de la Corse ; suspension des attentats ; identité culturelle de la Corse ; handicap économique de l'île (p. 186).

Discussion des articles : **article 1er** : conseil du développement culturel (p. 188) ; son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 1 rectifié de M. Gilbert Bonnemaison (définition par des lois futures, des compétences des ressources particulières de la région de Corse) (p. 189) : retiré (p. 190) ; **article 2** : distinction entre les deux organes principaux et les deux organes consultatifs (p. 192) ; son amendement n° 150 (pouvoirs de l'assemblée de Corse, du président de l'assemblée, du conseil économique et social et du conseil de la culture) ; exercice des compétences de la région de Corse par l'interruption d'établissements publics, d'agences et d'institutions spécialisées [19 janvier 1982] (p. 198) ; caractère mixte des institutions spécialisées (p. 199) ; enrichissement de la langue corse ; conflits éventuels entre le conseil économique et social et le conseil de la culture (p. 201) ; amendement n° 150 adopté (p. 202) ; son sous-amendement n° 111 (intervention des agences et institutions spécialisées) devenu sans objet ; maintien du découpage de la Corse en deux départements ; régime électoral de la Corse ; possibilités pour la région de demander une modification du régime électoral proposé par le texte du Gouvernement (p. 207) ; **article 6** : instauration en Corse d'un scrutin départemental ; système des listes régionales dans les régions continentales ; modification du corps électoral sénatorial de la Corse (p. 208) ; expression « peuple corse » ; possibilité, pour tout Français remplissant les conditions de résidence requises, d'être inscrit sur les listes électorales de Corse (p. 209) ; **article 10** : notion d'« employé des services du préfet » sur le plan départemental ; différence entre inéligibilité et incompatibilité ; transfert de certaines incompatibilités du plan départemental au plan régional (p. 211) ; **article 11** : son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; cas des incompatibilités apparaissant après l'élection (p. 212) ; **article 12** : conditions d'éligibilité ; **article 14** : son amendement n° 114 (rédactionnel) : adopté (p. 219) ; **article 15** : son sous-amendement n° 115 à l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 116 à l'amendement n° 16 de la commission (rectification d'une erreur matérielle du texte) : adopté ; son sous-amendement n° 117 à l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; **article 17** : son sous-amendement n° 118 à l'amendement n° 18 de la commission (modification du délai) (p. 220) : adopté (p. 221) ; **article 18** : son sous-amendement n° 119 à l'amendement n° 21 de la commission (attribution d'une durée d'émission à chaque liste candidate) : retiré (p. 222) ; **article 19** : son sous-amendement n° 120 à l'amendement n° 23 de la commission (dépôt des documents de propagande) : adopté ; **article 22** : délai de convocation des électeurs (p. 223) ; **article 23** : son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 25 de la commission (rôle de la commission pour assurer la régularité des listes électorales) ; inscription des mêmes dispositions dans le projet relatif aux élections dans les régions continentales (p. 225) : sous-amendement n° 152 adopté ; son sous-amendement n° 154 (composition de la commission de magistrats de l'ordre judiciaire et de membres de la juridiction administrative) : adopté ; son sous-amendement n° 153 (autorité qualifiée pour établir les procurations de vote) : adopté ; **après l'article 6 précédemment réservé** : son amendement n° 149 rectifié (fonctionnement de la commission de surveillance des opérations préliminaires au scrutin) : devenu sans objet (p. 226) ; **article 25** : rôle du Conseil d'Etat (p. 228) ; **après l'article 26** : conformité du texte au droit commun électoral (p. 229) ; **article 27** : mesures destinées à assurer le développement économique, social et culturel de la Corse ; proposition de l'assemblée territoriale concernant l'ensemble des activités intéressant la Corse (p. 234) ; **article 31** : renouvellement à des périodes différentes des bureaux de toutes les assemblées régionales (p. 241) ; **article 32** : possibilité pour la région de choisir le nombre de vice-présidents (p. 243) ; raisons de l'incompatibilité entre les fonctions de membre ou de président du bureau d'une assemblée régionale et celles de président d'un conseil général (p. 244) ; son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 245) ; **article 34** : dissolution des conseils municipaux ; absence de nécessité d'une constatation préalable ; impossibilité pour l'assemblée de Corse de porter atteinte à l'unité de la République (p. 246) ; son amendement oral (précisant le caractère de fonctionnement normal de l'assemblée régionale) (p. 247) : adopté ; **article 27 précédemment réservé** : son amendement n° 156 (possibilité pour l'assemblée de Corse de faire des suggestions concernant le fonctionnement des services publics de l'Etat) : adopté (p. 248) ; **article 39** : dénomination du conseil économique et social de Corse [20 janvier 1982] (p. 269) ; notion de rapport d'orientation budgétaire ; mention d'études régionales ; **article 40** : rectification de l'amendement n° 51 de la commission ; orientation générale du projet soumis à la consultation du conseil du développement culturel (p. 270) ; rôle des assemblées de Corse dans les domaines de la culture, de la langue et des traditions ; destination des avis du conseil du développement culturel à l'assemblée régionale (p. 271) ; défense de la langue française (p. 273) ; **article 42** : son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 56 de la commission (représentant de l'Etat dans la région en tant que délégué du Gouvernement) : adopté (p. 275) ; **après l'article 44** : son amendement n° 161 (contrôle par la chambre régionale des comptes de Corse des actes budgétaires de la région) : rectifié et

adopté (p. 277) ; **article 45 :** son amendement n° 125 (application des dispositions de la loi du 5 juillet 1972 non contraires à celles de la présente loi) : adopté (p. 278) ; **article 48 :** amnistie ; retour au calme en Corse depuis l'élection présidentielle (p. 281) ; crimes et délits dans d'autres régions françaises ; principe d'égalité devant la loi ; proposition d'étendre l'amnistie à tous les problèmes liés au statut des départements et des régions (p. 282) ; son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 68 de la commission (effets de l'amnistie de plein droit : abandon de l'action récursoire du Trésor public dans le cas où l'Etat est subrogé dans le paiement des réparations mises à la charge des personnes amnistiées et abandon du regroupement par l'Etat et les autres collectivités publiques des dommages-intérêts mis à la charge des personnes amnistiées) : sous-amendement n° 126 adopté (p. 284).

Ses observations après les explications de vote : reconnaissance du droit à la différence pour une région ; modification de la situation en Corse ; cessation de la violence ; situation internationale en Méditerranée ; renforcement de la défense nationale pour le rétablissement de la paix civile ; absence d'engagements secrets du Gouvernement vis-à-vis des autonomistes (p. 288) ; calendrier de la réforme ; création des collectivités territoriales dans le cadre constitutionnel (p. 289).

Deuxième lecture, discussion générale : texte sur les transferts de compétences ; texte sur le statut des fonctionnaires ; consultation des syndicats [3 février 1982] (p. 680) ; rupture du cycle attentats-répression ; attitude des nationalistes corses ; direction collégiale des institutions ; maintien de la paix civile en Corse (p. 681).

Discussion des articles : **article 1er :** départements corses (p. 683) ; **article 2 :** son sous-amendement oral à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 685) ; **article 18 :** délais d'inscription des candidatures avant l'ouverture de la campagne (p. 688) ; ses observations après les explications de vote : handicap de l'insularité ; solutions institutionnelles (p. 698) ; consolidation de la paix civile (p. 699).

Troisième lecture, discussion générale : exercice des compétences de la région de Corse [5 février 1982] (p. 760) ; constitutionnalité du texte ; amendements de l'opposition (p. 761).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel d'Ornano : accord signé avec l'Algérie relatif au prix du gaz [3 février 1982] (p. 677).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 2 :** propose un article 3 *bis* relatif aux actes des communes [22 janvier 1982] (p. 391) ; ses explications sur le retrait d'une de ses propositions transactionnelles adoptée par le Sénat (p. 392) ; **article 3** *bis* **:** son amendement n° 151 (saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat à la demande d'un citoyen) (p. 397) : rectifié, adopté (p. 398) ; **article 4 :** respect de la liberté du commerce et de l'industrie par les interventions économiques des communes (p. 399) ; son sous-amendement n° 188 à l'amendement n° 16 de la commission (conditions de l'intervention économique des communes) : retiré au profit de son sous-amendement n° 210 (intervention économique des communes sous réserve du respect de liberté du commerce et de l'industrie, du principe de l'égalité des citoyens et des règles d'aménagement du territoire) : adopté (p. 400) ; son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 16 de la commission (règles s'appliquant lorsque l'intervention a pour but d'assurer le maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural et que l'initiative privée est défaillante ou absente) : adopté (p. 401) ; **article 4** *bis* **:** son amendement n° 152 (limitation des garanties d'emprunt accordées par des communes à des personnes privées) : adopté (p. 402) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 190 à l'amendement n° 24 de la commission (transmission à la chambre régionale des comptes du budget primitif intervenu après un budget en déficit ; propositions de la chambre régionale des comptes pour la résorption du déficit) : adopté (p. 405) ; **article 11 :** s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission ; abandon du système de la cour de discipline budgétaire par le Gouvernement (p. 407) ; **article 13** *bis* **:** ses amendements n°s 174, 175, 176, 177 et 178 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 179 (baux de chasse) (p. 409) ; son amendement n° 180 (modifications et abrogations d'articles du code des communes) : adoptés (p. 410) ; **article 14 B :** accepte l'amendement n° 33 de la commission ; future loi sur le statut des élus (p. 411) ; **article 18 :** s'oppose à l'amendement n° 50 de la commission ; favorable au texte du Sénat pour le transfert des services de l'Etat au département (p. 414) ; **article 18** *ter* **:** situation des personnels d'Etat mis à la disposition du président du conseil général ; futur statut (p. 416) ; **article 18** *septies* **:** demande le retrait de l'amendement n° 59 de la commission instituant les agences techniques départementales et leur conférant le caractère d'établissement public administratif ; favorable à la possibilité de création d'établissements publics industriels et commerciaux (p. 418) ; création des agences techniques avec le concours des communes (p. 423) ; accepte l'amendement n° 59 modifié ; demande la réserve de l'article (p. 424) ; **article 21 :** propose une rectification à l'amendement n° 62 de la commission (p. 426) ; **article 22** *bis* **:** ses observations sur le terme « hôtel du département » ; fixation par le conseil général du lieu de ses réunions et de son siège ; possibilité de modifications ultérieures ; maintien de la situation matérielle des représentants de l'Etat (p. 427) ; **après l'article 32 :** son amendement n° 186 (de coordination avec l'article 3 *bis* ; saisine du représentant de l'Etat par un citoyen) : adopté (p. 431) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 83 de la commission (attribution à l'Etat de la responsabilité de la politique économique et sociale) : adopté ; son sous-amendement n° 196 à l'amendement n° 83 de la commission (intervention du département pour le maintien de services nécessaires à la population en milieu rural) : adopté ; **article 34** *bis* **:** son amendement n° 153 (limitation des garanties d'emprunt accordées par le département à des personnes privées) : adopté (p. 432) ; **article 45 :** accepte le sous-amendement n° 211 de M. Michel Debré à l'amendement n° 98 de la commission permettant la dissolution du conseil régional par le Gouvernement en cas de difficultés graves ; son engagement quant à l'insertion de ces dispositions dans le texte sur le statut des régions (p. 437) ; **article 46 :** s'oppose au sous-amendement n° 202 de M. Jacques Toubon (p. 438) ; **article 47** *ter* **:** s'oppose au sous-amendement n° 197 de M. Jacques Toubon autorisant l'institution de conseils du développement culturel et du cadre de vie dans les régions ; possibilité de création d'organismes culturels ultérieurement (p. 439) ; **article 48 :** favorable à l'établissement des budgets 1982 des E.P.R. sur la base des dispositions de l'article (p. 441) ; **après l'article 49 :** son amendement n° 187 (saisine du représentant de l'Etat par un citoyen s'estimant lésé par une décision de la région) (p. 443) : rectifié, adopté ; **article 50 :** s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Charles Millon supprimant l'élection du bureau du conseil régional après chaque renouvellement partiel ou général des conseils régionaux (p. 444) ; possibilité pour les conseils régionaux de ne pas procéder au renouvellement de leur bureau avant les cantonales (p. 445) ; **article 57 :** son amendement n° 205 (rédactionnel) : adopté (p. 452) ; **article 62 :** son amendement n° 201 (suppression du délai de trois ans pour la compensation complète de la charge communale liée au logement des instituteurs) : adopté (p. 455) ; **article 93 :** mise en place d'un système particulier pour le calcul des D.G.E. des communes de Mayotte (p. 457) ; **article 104 :** dates d'application de la loi aux T.O.M. ; **article 18** *septies* précédemment réservé : son amendement n° 212 (caractère d'établissement public conféré à l'agence départementale ; création par le département, les communes et les établissements publics intercommunaux) ; assistance de l'agence technique départementale aux seules communes et établissements demandeurs (p. 458) ; possibilité de création d'une agence intercommunale par plusieurs communes ; adoption de l'amendement n° 212 (p. 459) ; **article 46 ;** son sous-amendement n° 213 à l'amendement n° 97 de la commission (modalités d'application à la Corse des articles 47 à 56) : adopté.

Seconde délibération du projet de loi : retrait des amendements n°s 10, 12, 16, 17 et 18 ; **article 3 :** son amendement n° 1 (rédactionnel) (p. 460) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 3 (délais pour les interventions du représentant de l'Etat et de la chambre régionale des comptes à la suite du vote d'un budget en déséquilibre par une commune) : adopté ; son amendement n° 4 (correction d'une erreur matérielle) : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 461) ; **article 8** *bis* **:** son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **article 10 :** ses amendements n°s 24 et 14 (rédactionnels) ; adoptés ; **article 12 :**

son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 462) ; **article 18** *ter* : son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; **article 21** : son amendement n° 9 (terme de « représentant de l'Etat dans les arrondissements » remplacé par celui de « délégué dans les arrondissements du représentant de l'Etat ») ; préfet ou commissaire de la République seul représentant de l'Etat dans le département ; commissaire adjoint placé sous les ordres du préfet (p. 463) ; adoption de l'amendement n° 9 ; **article 32** : son amendement n° 11 (suppression des dispositions relatives aux délais de recevabilité du recours du représentant de l'Etat en cas d'urgence) : adopté (p. 464) ; **article 34** : son amendement n° 15 (de coordination) : adopté ; **article 42** : son amendement n° 13 (de coordination) : adopté ; **article 48** *ter* : son amendement n° 19 (mode de désignation des élus siégeant au comité des prêts) : adopté (p. 465) ; **article 49** : son amendement n° 21 (caractère exécutoire des décisions des régions non subordonné à leur transmission au représentant de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 22 (sursis à exécution des décisions des régions) : adopté ; **article 51** : son amendement n° 23 (services ou parties des services de la mission régionale sous l'autorité du président du conseil régional) (p. 466) : adopté ; **article 51** *bis* : son amendement n° 25 (instructions adressées par le président du conseil régional aux services extérieurs de l'Etat) : adopté ; **article 54** : son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté ; **article 65 A** : son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté (p. 467) ;

Ses observations après les explications de vote ; améliorations apportées au texte ; ses observations sur la création de fiefs ; absence de tutelle de fait des départements sur les communes ; nécessité de détention du pouvoir exécutif par un seul élu (p. 470) ; création de contrepoids au pouvoir central par le projet (p. 471).

Quatrième lecture, discussion générale : dates des élections municipales et régionales ; renouvellement des bureaux des conseils régionaux [28 janvier 1982] (p. 629) ; acceptation d'amendements de l'opposition ; recours devant le Conseil constitutionnel ; dépôt, prochainement, de quatorze projets de loi (p. 642) ; ses remerciements au groupe socialiste, au rapporteur et au groupe communiste (p. 643).

— Attentat contre l'ambassade de France au Liban : voyage de M. Pierre Mauroy à Beyrouth ; crédits destinés à l'amélioration de la sécurité des ambassades de France à l'étranger [26 mai 1982] (p. 2586).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion générale : décision du Conseil constitutionnel ; problème de l'amendement de M. Emmanuel Aubert déclaré non conforme par le Conseil constitutionnel [16 juin 1982] (p. 3467) ; Nouvelle-Calédonie ; rétablissement de certaines dispositions du droit local en Alsace et en Moselle ; règles de constatation du caractère exécutoire des actes (p. 3468).

Discussion des articles : **article 1er** : annulation des sanctions (p. 3469) ; *article 2 de la loi du 2 mars 1982* : son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté (p. 3470) ; **article 5** — *article 45 de la loi du 2 mars 1982* : son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté (p. 3473) ; **après l'article 8** : composition du bureau à la proportionnelle (p. 3474) ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (octroi des crédits de subvention à une personne physique ou morale [chapitre I]) ; son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (octroi des crédits de subvention à une personne physique ou morale [chapitre II]) (p. 3475) ; sous-amendements nos 20, 21 et 22 adoptés ; son amendement n° 23 (règles de démission des maires) : adopté après modification (p. 3476) ; **article 8** *bis* : son amendement n° 24 (droit d'ester en justice du président du conseil général) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 25 (insérant les mots « à l'exception de articles 8 *bis* A, 8 *bis* B et 8 *bis* » après les mots « de la présente loi » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 3478).

Deuxième lecture, discussion générale : obligation de transmettre au représentant de l'Etat les actes des autorités locales soumis à l'obligation de transmission ; information des autorités locales en cas de saisine du juge administratif [8 juillet 1982] (p. 4357).

Discussion des articles : **article 9 B** : transmission de l'exécutif à Paris ; contenu de l'avis rendu par le Conseil d'Etat (p. 4361, 4362).

Ses observations après les explications de vote : refus du Gouvernement de rompre avec les départements d'outre-mer (p. 4363).

— Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion générale commune : décentralisation ; rapport de la Cour des comptes ; fonctions des chambres régionales des comptes ; développement de la vie associative ; compétence d'investigation [17 juin 1982] (p. 3523) ; indépendance et autorité des magistrats composant les chambres régionales ; recrutement de ces magistrats ; rattachement des tribunaux administratifs au ministère de l'intérieur ; présidence des chambres régionales des comptes (p. 3524) ; coût de cette réforme ; indépendance des magistrats ; composition du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes (p. 3525).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion générale : critiques du projet émises par M. Philippe Séguin ; soumission de la Corse au droit commun [19 juillet 1982] (p. 4482) ; diminution du nombre des attentats ; problème de la carte scolaire, de l'urbanisme et des transports ; suppression des tutelles (p. 4483) ; compétences particulières de la région de Corse ; création d'une caisse de développement économique ; définition du programme des interventions de l'agence nationale pour l'emploi en Corse (p. 4484).

Discussion des articles : **article 2** : son sous-amendement n° 70 à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 4493) : adopté (p. 4494) ; article 7 : fixation du montant des subventions (p. 4496) ; refus d'alourdir le texte du présent projet ; **article 9** : dispositions concernant le plan régional (p. 4498) ; **après l'article 9** : son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 18 de la commission (composition du comité de coordination pour le développement industriel de la Corse) : adopté ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 18 de la commission (missions du comité de coordination pour le développement industriel de la Corse) : adopté (p. 4503) ; **article 12** : contenu du schéma directeur ; son sous-amendement à l'amendement n° 21 de la commission (supprimant les mots « et oriente ») : adopté (p. 4505) ; **article 13** : son amendement n° 95 (élaboration du schéma directeur par l'Etat à défaut d'adoption de celui-ci) : adopté ; **après l'article 13** : problème des sites et des monuments naturels (p. 4507) ; son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 86 de M. Nicolas Alfonsi (remplaçant les mots « après consultation du Président de l'assemblée » par les mots « après consultation d'un collège de conservateurs de la région ») : adopté (p. 4508) ; **article 18** : son sous-amendement n° 73 à l'amendement n° 28 de la commission (composition du conseil d'administration de l'office du développement agricole et rural de Corse) : adopté ; son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4511) ; **article 19** : son amendement n° 90 (calcul de la part de l'ensemble des aides de l'Etat en faveur de l'habitat attribuées annuellement) : adopté (p. 4512) ; **article 20** : volonté du Gouvernement de confier la responsabilité des transports à l'assemblée de Corse (p. 4513) ; son amendement n° 77 (précisant que la région Corse se substitue à l'Etat dans les droits et obligations de celui-ci concernant l'exploitation des transports ferroviaires) : retiré (p. 4514) ; **article 24** : notion de service public de l'emploi (p. 4518) ; **article 27** : son amendement n° 75 (inventaire des ressources de la région Corse) (p. 4520) ; produit de la carte grise : adopté après modification (p. 4521) ; son amendement n° 97 (mode de financement des offices) : adopté ; son amendement n° 59 (mode de financement des institutions spécialisées et des agences) :

adopté après modification (p. 4521) ; **après l'article 27 :** son amendement n° 76 (clôture du compte spécial du Trésor — fonds d'expansion économique de la Corse) : adopté ; **article 27** *bis* **:** son amendement n° 60 (de suppression) : adopté (p. 4522) ; **article 28 :** son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 53 de la commission (entrée en vigueur des dispositions contenues dans cet amendement) : adopté (p. 4523) ; *ses observations après les explications de vote :* attitude de M. Jean-Paul de Rocca Serra (p. 4525) ; situation économique de la Corse (p. 4526).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 12 :** pouvoirs de l'assemblée de Corse pour les programmes d'urbanisme [22 juillet 1982] (p. 4662) ; **article 13** *bis* **:** son amendement n° 22 (consultation d'un collège régional du patrimoine et des sites) : retiré (p. 4663) ; **article 15 :** absence de « cadeau » fait aux autonomistes (p. 4665) ; **article 20 :** financement des transports ferroviaires (p. 4666) ; **article 27** *bis* **:** son amendement n° 23 (rétablissant cet article) (p. 4669) ; régime fiscal spécifique applicable à la Corse : adopté après rectification (p. 4670).

Troisième lecture, discussion générale : ses observations sur ce texte [23 juillet 1982] (p. 4742, 4746).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** accroissement de la criminalité depuis dix ans ; généralisation des contrôles d'identité par la loi « sécurité et liberté » ; volonté du Gouvernement d'assurer la sécurité des Français [23 juillet 1982] (p. 4753) ; différence entre le contrôle administratif et le contrôle judiciaire ; mission préventive de la police (p. 4755).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : défauts de la loi électorale actuelle ; querelle entre les « proportionnalistes » et les partisans du système majoritaire [26 juillet 1982] (p. 4823) ; modifications successives du régime électoral depuis un siècle ; avantages d'un système mixte entre le système proportionnel et le système majoritaire (p. 4824) ; prise de position de M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974 en faveur de la proportionnelle ; représentation des minorités dans les assemblées communales ; suppression du système de blocage des listes ; vote des Français de l'étranger ; statuts de Paris et de Marseille ; place du présent projet de loi dans la politique de décentralisation (p. 4825) ; absence d'arguments pouvant conduire à voter la question préalable (p. 4829) ; rappelle qu'il a reconnu la victoire de l'opposition le soir des élections cantonnales (p. 4836) ; critiques émises à l'encontre du présent projet par les membres de l'opposition (p. 4864) ; non-respect du droit de l'opposition par les précédents gouvernements ; reconnaissance des droits de la minorité ; suppression du panachage (p. 4865).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 101 (supprimant les mots « et L. 185-2 » à la fin du texte proposé pour l'article L. 225 du code électoral) : retiré [27 juillet 1982] (p. 4877) ; statut des grandes villes (p. 4878) ; nombre des conseillers municipaux par arrondissement à Lyon (p. 4879) ; **article 3 :** hommage rendu par M. Jean Foyer à la représentation proportionnelle (p. 4882) ; modification par la commission du chiffre en-deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire (p. 4886) ; **article 1er (précédemment réservé) :** application de la présente loi à Paris, Lyon et Marseille (p. 4898) ; **article 4 :** application du présent projet de loi aux grandes villes (p. 4907) ; utilité des deux tours de scrutin ; destruction de nombreux dossiers au ministère de l'intérieur avant que la gauche ne s'installe au pouvoir ; actions de M. Pierre Mendès France (p. 4908) ; mécanisme des apparentements (p. 4909) ; *après l'article L. 260 du code électoral :* pourcentage des femmes sur les listes électorales après aspect constitutionnel de ce problème (p. 4913) ; **article 10 :** problème de l'adjoint auquel le maire a enlevé sa délégation mais qui conserve son titre jusqu'à la fin de la municipalité [28 juillet 1982] (p. 4949) ; **article 4 (précédemment réservé).** *article L. 264 du code électoral :* mode de constitution des listes du second tour (p. 4952) ; conditions d'absorption d'une liste au second tour (p. 4958) ; **avant l'article 12 :** problème des résidents secondaires au regard des élections municipales (p. 4963) ; régime des inéligibilités (p. 4965) ; futur projet de loi sur le régime des inéligibilités (p. 4966) ; inéligibilité des salariés de la commune et des salariés des associations subventionnées par la commune (p. 4968) ; son amendement n° 149 (suppression des mots « les conjoints » dans le quatrième alinéa de l'article L. 238 du code électoral) ; interdiction faite aux conjoints de siéger dans un même conseil municipal (p. 4969) ; retiré (p. 4970) ; son amendement n° 144 (établissant le nombre des conseillers municipaux proportionnellement au chiffre de la population municipale) : adopté (p. 4971) ; **article 15 :** donne lecture de son amendement n° 147 (p. 4973) ; future loi concernant les modalités du vote à Paris et à Marseille ; son amendement n° 147 (précisant que le régime électoral établi par la présente loi sera rendu applicable à Paris, Marseille et Lyon dans les conditions fixées par une loi ultérieure) : adopté (p. 4974).

Ses observations après les explications de vote : critiques adressées au présent projet de loi ; caractéristiques des chiens corniauds (p. 4976) ; amélioration du texte par l'Assemblée nationale (p. 4977).

Troisième lecture, discussion générale : se déclare favorable à l'adoption du texte voté en seconde lecture par l'Assemblée nationale [21 octobre 1982] (p. 6128).

Ses observations sur le fait personnel de M. Jean Foyer [28 juillet 1982] (p. 4977, 4978).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : sérénité de l'auditoire ; application de la décentralisation à Paris, Lyon et Marseille ; nécessité d'assurer une meilleure information des habitants et de donner à ceux-ci de nouvelles modalités d'expression ; rapprochement des élus et des citoyens ; dispositions prévues pour équilibrer la situation de Lyon par rapport à celle de Paris et de Marseille [20 octobre 1982] (p 6052) ; nomination d'adjoints pour chaque arrondissement à Lyon ; contenu de la réforme de 1975 ; différentes propositions de loi déposées sur ce sujet au cours des dernières années ; institution de conseils d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille ; élection de ces conseils d'arrondissement ; pouvoirs du maire d'arrondissement (p. 6053) ; exemple des grandes métropoles étrangères ; conditions d'élaboration des projets de loi actuellement en discussion ; importance de la concertation ; avis du Conseil d'Etat ; absence d'atteinte au principe d'égalité ; compétences du conseil municipal en matière d'investissements communaux (p. 6054) ; actions du conseil d'arrondissement au nom de la commune ; possibilité pour le conseil municipal de réduire le délai accordé au conseil d'arrondissement ; nécessité d'éviter les guerres de procédure ; dispositions particulières relatives aux communautés urbaines ; absence de pouvoirs des conseils d'arrondissement en matière fiscale ; problème des personnels des communes visées par la présente réforme ; réfute l'accusation selon laquelle il souhaiterait mettre en place des élus irresponsables (p. 6055) ; absence d'atteinte portée aux libertés locales (p. 6056) ; conformité du présent projet de loi avec l'article 72 de la Constitution ; libre administration des collectivités locales (p. 6060) ; problème du personnel de Paris, Lyon et Marseille (p. 6061) ; opportunité du présent projet de loi ; consultation du conseil municipal de Marseille sur le présent projet de loi ; exemple des grandes métropoles étrangères (p. 6075) ; nombre d'élus de chaque secteur marseillais ; contenu du découpage de 1964 [21 octobre 1982] (p. 6097) ; vote par arrondissement à Lyon et à Paris ; différence entre Marseille et Lyon (p. 6098) ; caractères de son élection personnelle à la mairie de Marseille (p. 6099) ; concertation organisée par le Gouvernement ; information du maire de Paris (p. 6106) ; problèmes de procédure (p. 6107) ; caractéristique de la concertation ayant présidé à l'élaboration de la loi de 1975 ; consultation du Conseil d'Etat (p. 6108) ; rôle des commissions d'arrondissement à Paris ; dialogue entre la majorité et l'opposition ; souhaite que M. Jacques Toubon soit aussi frais que lui à son âge ; expression « jean-foutre » employée par M. Jacques Toubon (p. 6109) ; situation particulière de Paris, capitale de la France ; problème des transports ; compétences du préfet de police (p. 6117) ; rend hommage à la tenue de l'intervention de M. René La Combe (p. 6124).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** problèmes spécifiques à la communauté urbaine de Lyon [22 octobre 1982] (p. 6175) ; **article 1er :** inéligibilité des officiers municipaux ; gestion des piscines (p. 6178) ; **article 2 :** procédure de création des arrondissements ; son amendement oral (insérant le mot « conforme » après les mots « puis après avis » à la fin de cet article) : adopté (p. 6179) ; **article 3 :** refus de permettre aux conseils d'arrondissement de se regrouper (p. 6182, 6183) ; **article 4 :** application de la règle du quota des femmes aux élections au conseil d'arrondissement (p. 6184) ; libre administration des collectivités territoriales des conseils élus (p. 6186) ; **article 5 :** son amendement n° 44 (modalités de l'élection de maire d'arrondissement) (p. 6188) : adopté (p. 6189) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 2 de la commission (procédure des questions écrites) (p. 6190) : retiré (p. 6191) ; **article 7 :** son amendement oral (complétant le troisième alinéa de cet article par les mots « ou ayant pour effet ou pour objet d'augmenter les dépenses communales ») : adopté (p. 6193) ; **article 9 :** problème des subventions accordées aux associations ; subventions de la Compagnie Marcel Maréchal (p. 6194) ; développement de l'activité des associations ; demande la réserve de cet article (p. 6195) ; **article 10 :** absence de ralentissement des procédures (p. 6196) ; exemple de la voie sur berge (p. 6197) ; **article 12 :** responsabilité du conseil d'arrondissement en matière de fonctionnement des équipements de l'arrondissement (p. 6199) ; absence de contradiction entre cet article et l'article 26 du présent projet ; concertation entre le maire et les maires d'arrondissement (p. 6200) ; prééminence de l'intérêt municipal (p. 6201) ; **article 13 :** refus de mettre en place dans chaque arrondissement une équipe spécialisée pour des interventions d'urgence dans le domaine de la propreté (p. 6203) ; **article 14 :** son amendement n° 47 (de précision) : adopté ; **article 15 :** aménagement des halles (p. 6209) ; **article 16 :** opérations de réhabilitation des vieux quartiers (« opérations tiroir ») (p. 6211) ; **article 17 :** admission dans les crèches et dans les établissements pour personnes âgées ; absence d'enseignants dans les écoles maternelles (p. 6213) ; son amendement n° 48 (rédactionnel) : adopté (p. 6214) ; **après l'article 17 :** participation des associations à la vie locale (p. 6215) ; possibilité pour les actuelles associations de continuer à collaborer avec les municipalités (p. 6217) ; **article 20 :** saisine du tribunal administratif par le maire (p. 6221) ; **répond au rappel au règlement de M. Jacques Toubon :** déroulement du débat (p. 6222) ; **article 21 :** son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 12 de la commission (compétence du maire d'arrondissement en matière d'obligations scolaires) : adopté ; son amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté (p. 6223) ; **article 22 :** son sous-amendement n° 130 à l'amendement n° 15 de la commission (conditions de remplacement du maire) (p. 6224) : adopté ; **article 24 :** son amendement oral (insérant le mot « générales » après le mot « conditions » dans la première phrase de cet article) : adopté ; son amendement n° 52 (rédactionnel) : adopté (p. 6226) ; **article 28 :** son amendement n° 53 (rédactionnel) (p. 6229) : adopté (p. 6230) ; **article 29 :** son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 20 de la commission (de précision) : adopté (p. 6331) ; **article 31 :** son amendement n° 54 (de précision) : adopté (p. 6232) ; **article 33 :** pouvoir de substitution du maire de la commune aux maires d'arrondissements ; notion de dépense obligatoire ; demande la réserve de cet article ; **article 35 :** son amendement n° 55 (cas dans lequel les dotations d'arrondissement sont modifiées lors du budget supplémentaire) (p. 6234) ; **article 36 :** gestion des personnels détachés auprès des maires d'arrondissement (p. 6235) ; **article 33 (précédemment réservé) :** son amendement n° 137 (procédure suivie lorsque le maire d'arrondissement ne met pas en recouvrement les recettes correspondant aux attributions de l'arrondissement) : adopté (p. 6236).

Deuxième lecture, discussion générale : proposition de modification faite par le Gouvernement ; représentation des communes dans les communautés urbaines : suppression de l'article 37 du texte initial ; compétences respectives des conseils d'arrondissement et du conseil municipal ; nombre des conseillers d'arrondissement ; préparation du budget ; inéligibilité des officiers municipaux [9 décembre 1982] (p. 8155).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 54 (de forme) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 1 (tendant à porter le nombre des conseillers d'arrondissement de 30 à 40) (p. 8159) ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 55 (de coordination avec la loi électorale) : adopté ; ses observations sur les propos de M. Jacques Toubon (p. 8160) ; disposition proposée au Sénat par M. Roger Romani ; **article 6 :** son amendement n° 72 (questions posées par les conseils d'arrondissement au conseil municipal) ; rectifie son amendement en introduisant dans la deuxième phrase du dernier alinéa le mot « orales » après le mot « questions » ; existence de la procédure des « questions diverses » ; adopté après rectification (p. 8161) ; **article 7 :** son amendement n° 73 (tendant à supprimer cet article) : adopté (p. 8162) ; **article 14 :** conseil d'arrondissement supportant exclusivement la charge des frais de fonctionnement (p. 8163) ; **article 16 :** partage des compétences entre les maires de la commune d'implantation et de la commune à laquelle appartient l'office d'H.L.M. ; demande à M. Guy Ducoloné le retrait de l'amendement n° 92 ; conséquence de cet amendement ; amputation des droits des conseils d'arrondissement (p. 8164, 8165) ; **article 17** *bis :* demande la réserve de cet article jusqu'au vote de l'article 44 (p. 8166) ; **article 18 :** nécessité pour la communauté urbaine de rétrocéder des pouvoirs aux communes ; problèmes d'urbanisme ; possibilité pour l'arrondissement concerné de faire connaître son avis au conseil municipal pour les problèmes d'urbanisme concernant cet arrondissement (p. 8167) ; **article 23 :** son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 32 de la commission (de précision) ; nécessité de distinguer entre le pouvoir de décision et le pouvoir d'avis ; autorisations d'occupation des trottoirs ; adopté ; son amendement n° 56 (procédure applicable en cas d'exercice par la commune de son droit de préemption) : adopté ; **article 24 :** son amendement n° 57 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 25 :** son amendement n° 101 (indemnité versée aux adjoints au maire d'arrondissement qui ne sont pas conseillers municipaux) : adopté (p. 8169) ; **article 28 :** son amendement n° 58 (perception des recettes de fonctionnement par la commune et non par les conseils d'arrondissement) ; demandera une seconde délibération de l'article 27 ; adopté (p. 8170) ; **article 30 :** son amendement n° 59 (retardant au premier novembre la date à laquelle la procédure budgétaire doit commencer) : adopté ; son amendement n° 60 (de conséquence avec les dispositions de l'article 28) : adopté (p. 8171) ; **article 31 :** son amendement n° 61 (suppression d'une délibération dans la procédure budgétaire) : adopté ; **article 32 :** son amendement n° 62 (de coordination) : adopté ; **article 33 :** son amendement n° 63 (tendant à supprimer la seconde phrase du premier alinéa de cet article ; de coordination) : adopté ; son amendement n° 64 (tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article ; de coordination) : adopté ; son amendement n° 71 (tendant à supprimer les mots « de recettes et » dans le dernier alinéa de cet article ; de coordination) : adopté (p. 8172) ; **article 34 :** son amendement n° 65 (de coordination) : adopté ; **article 35 :** son amendement n° 66 (de coordination) : adopté (p. 8173) ; **article 36 :** son amendement n° 3 (rôle du conseil municipal pour trancher les différends entre la commune et l'arrondissement relatifs au personnel mis à la disposition du conseil d'arrondissement) : adopté ; son amendement n° 4 (mise à la disposition du maire d'arrondissement des services de la commune) : adopté ; **article 37 :** problème du fonctionnement des communautés urbaines (p. 8174) ; son amendement n° 5 (de suppression) : adopté (p. 8175) ; **article 17** *bis* **(précédemment réservé) :** demande la réserve de cet article jusqu'à la fin de la discussion des articles ; **article 45 :** son amendement n° 6 (portant à 80 le nombre des délégués dans les conseils des communautés urbaines) (p. 8176) ; nécessité de faciliter l'accord amiable entre les différentes composantes d'un conseil municipal ; adopté ; **article 46 :** son hostilité à l'amendement n° 95 de M. Jean Rigaud ; incitation à l'accord amiable (p. 8177) ; **article 47 :** son amendement n° 7 (répartition des sièges restant à pourvoir) : adopté ; son amendement n° 8 (de précision) : adopté (p. 8178) ; **après l'article 49 :** son amendement n° 9 (de précision) : adopté (p. 8179) ; **après l'article 50 :** son amendement n° 75 (association des communes qui ne sont pas représentées directement au conseil des communautés urbaines) : adopté ; son amendement n° 76 (possibilité pour le maire d'une commune non directement représentée au conseil des communautés d'assister aux séances de ce conseil) ; demande le retrait du sous-amendement n° 88 de M. Gérard Collomb ; impossibilité pour un maire d'arrondissement d'avoir les mêmes pouvoirs qu'un maire de commune ; amendement n° 76 adopté ; son amendement n° 77 (réservant une séance par an au moins à la discussion des problèmes relatifs aux communes non directement représentées au sein du conseil

de communauté) : adopté ; son amendement n° 78 (groupement de communes dans les agglomérations où n'ont pas été créés des secteurs électoraux) : adopté (p. 8180) ; **article 52** : son amendement n° 67 (d'harmonisation) : adopté (p. 8181) ; **article 54** : son amendement n° 10 (délais dans lesquels les conseils municipaux doivent discuter de la répartition des compétences) : adopté ; son amendement n° 11 de précision) : adopté ; **article 55** : son amendement n° 12 (précision relative au transfert de compétences facultatives) : adopté (p. 8182) ; **article 59** : son amendement n° 68 (précisant que le conseil consultatif des communes associées doit être composé d'élus) (p. 8183) ; adopté ; son amendement n° 69 (modalités d'élection du conseil consultatif) : adopté ; son amendement n° 70 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 99 (lieu de réunion du conseil consultatif) : adopté ; **après l'article 59** : son amendement n° 13 (précision de la date du vote des budgets) : adopté après modification (p. 8184) ; **article 60** : différence entre le préfet de police et le maire de la ville de Paris ; pouvoirs respectifs de ces deux autorités ; possibilité d'étudier l'ensemble de ces problèmes ultérieurement ; son amendement n° 100 (alignant les modalités d'entrée en vigueur de la loi pour les communes associées où sera créé un conseil consultatif sur celles prévues pour les conseils d'arrondissement) : adopté (p. 8185) ; son amendement n° 15 (dispositions transitoires en matière d'état civil) : adopté après modification (p. 8186) ; **article 17 *bis* précédemment réservé** : différences existant entre les amendements proposés ; cas des associations refusant de faire partie du comité : problème des délégués désignés par le comité (p. 8187) ; souhaite sous-amender l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès : délibération des conseils d'arrondissement en présence des représentants des associations ; possibilité pour tous les représentants de toutes les associations de siéger avec le conseil d'arrondissement ; rôle des commissions extra-municipales ; affirme son hostilité à ce que le tribunal d'instance propose une liste d'associations au conseil d'arrondissement ; rôle des associations locales (p. 8188) ; possibilité de réunir les associations par domaine de compétences (p. 8189) ; son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès (délibération des conseils d'arrondissement en présence des représentants des associations) : adopté (p. 8190).

Seconde délibération : **article 27** : son amendement n° 1 (substituant aux mots « chaque arrondissement » les mots « chaque conseil d'arrondissement ») ; limitation de durée de réponse aux questions écrites et aux questions orales à deux heures par séance ; adopté ; **article 36** : son amendement n° 2 (choix du secrétaire général de la mairie d'arrondissement en cas de désaccord entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement) ; possibilité de choix parmi l'ensemble des agents relevant du statut du personnel communal (p. 8191) ; déclare qu'il a été invité par M. Khrouchtchev à effectuer le premier vol dans la lune ; possibilité d'effectuer des mutations de personnel communal d'une ville à une autre ; amendement n° 2 adopté (p. 8192).

Ses observations après l'adoption de l'ensemble du projet de loi : exprime la crainte que certaines dispositions du texte ne soient pas parfaitement claires (p. 8192).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* fonds de compensation de la T.V.A. ; formation des policiers [10 novembre 1982] (p. 7031) ; inclusion dans le calcul de la retraite des policiers de l'indemnité spéciale de sujétion ; moyens accrus de la sécurité civile ; déminage ; transfert du pouvoir exécutif des préfets aux conseils généraux ; projet de loi sur le transfert des compétences ; dotation générale de décentralisation ; dotation globale d'équipement ; fonds de compensation de la T.V.A. ; dotation globale de fonctionnement ; inclusion des indemnités de logement des instituteurs dans la dotation globale de fonctionnement ; lutte contre le terrorisme ; décentralisation et informatisation du fichier des renseignements généraux ; titularisation des personnels (p. 7032) ; se déclare prêt à un débat sur la police et à la préparation du projet de loi-programme ; personnels des préfectures ; terrorisme ; Action Directe ; extradition ; lutte contre l'immigration ; dotation globale de fonctionnement ; dotation globale d'équipement ; fonds de compensation de la T.V.A. ; dotation globale de décentralisation ; dotation aux communes centres ; endettement des collectivités locales (p. 7033) ; livret A des caisses d'épargne ; fonds de compensation de la T.V.A. (p. 7034).

Répond à la question de :

— *M. Louis Maisonnat :* mise en place progressive de la dotation globale d'équipement (p. 7035).

— *M. Jean-Jacques Barthe :* projet de loi sur le statut de la fonction publique territoriale ; titularisation des agents des collectivités locales (p. 7036).

— *M. Marc Lauriol :* rôle économique des travailleurs immigrés ; mesures de refoulement ; expulsion ; droit d'asile ; police des frontières (p. 7037).

— *M. André Durr :* police municipale (p. 7037).

— *M. Jean Gatel :* critères déterminant les effectifs policiers sur le territoire national (p. 7038).

— *Mme Denise Cacheux :* possibilité d'étatiser les polices municipales (p. 7039).

— *M. Claude Germon :* dotation globale d'équipement ; fonds de compensation de la T.V.A. (p. 7039).

— *M. Claude Germon :* groupement aérien du ministère de l'intérieur (G.A.M.I.) (p. 7039, 7040).

— *M. Jean-Pierre Michel :* marchés des collectivités locales ; paiement par les communes des travaux réalisés pour elles (p. 7040).

— *M. François Massot :* centre de secours ; communes rurales (p. 7041).

— *M. Michel Barnier :* dotation générale de décentralisation ; crédits ou transferts entre l'Etat et les départements (p. 7041).

Examen des crédits : **Etat B. — Titre III** : maintien de la dotation aux préfets (p. 7042, 7043) ; **titre IV** : maintien de la dotation générale de décentralisation ; **après l'article 62** : son amendement n° 130 (rééquilibrage de la répartition de la dotation de péréquation en fonction du potentiel fiscal des communes) : adopté (p. 7044) ; favorable au partage des majorations dues aux exonérations d'équipements entre les communes ; son amendement n° 136 (augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes à faible potentiel fiscal) : adopté ; son amendement n° 131 (étalement des variations de la dotation globale de fonctionnement en cas d'accroissement de la population) : adopté ; son amendement n° 132 (étalement des variations de la dotation globale de fonctionnement en cas de diminution de la population) : adopté ; son amendement n° 134 (limites des variations de la dotation globale de fonctionnement des départements) : adopté (p. 7045) ; son amendement n° 133 (dotation forfaitaire des D.O.M.) : adopté ; **article 63** : favorable à la suppression de cet article (p. 7046).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : contenu de la loi du 22 juillet 1982 [29 novembre 1982] (p. 7726) ; importance des personnels dont disposent désormais les départements ; définition d'un équilibre harmonieux entre la commune, le département, la région et l'Etat ; problème de la coopération intercommunale ; nécessité d'éviter qu'une collectivité locale puisse exercer une tutelle sur une autre collectivité locale ; principe des transferts par blocs (blocs de compétences et blocs de financement) ; rôle de l'Etat en matière arbitrale ; volonté du Gouvernement d'accompagner tout transfert de compétences par un transfert des ressources correspondantes ; calendrier de la décentralisation ; nécessité de corriger l'inégale répartition d'un certain nombre de grands équipements sur le territoire (p. 7727) ; transfert de services et de personnels aux départements et aux régions bénéficiant de transfert de compétences ; prorogation du système de mise à disposition instauré par la loi du 2 mars 1982 lorsque le transfert n'est pas possible ; futur projet de loi relatif au statut de la fonction territoriale ; problème de la responsabilité financière des élus ; place de l'urbanisme dans le présent projet de loi ; refus d'une décentralisation à la carte ; élaboration des P.O.S. ; financement du logement (p. 7728) ; politique du Gouvernement en matière d'habitat social ; réalisation d'un circuit régional de l'épargne ; rôle du conseil départemental de l'habitat ; rôle des collectivités locales en matière de formation professionnelle et d'apprentissage ; problème de la planification régionale, du développement économique et de l'aménagement rural ; compétences du département en matière d'aménagement rural ; financement des compétences transférées ; transfert de la fiscalité d'Etat sur la carte grise ; refus de décentraliser une partie de la taxe intérieure sur les produits

pétroliers ; création de la dotation globale d'équipement (p. 7729) ; mode de calcul de celle-ci ; répartition des participations financières du fonds national pour le développement de l'adduction d'eau potable et du fonds d'amortissement des charges d'électrification ; augmentation des moyens propres des régions (p. 7730) ; inexistence de malaise chez les préfets (p. 7733) ; pouvoir de décision des commissaires de la République ; problème des sous-préfets et des préfets devenus secrétaires généraux ou directeurs d'administration départementale (p. 7734) ; amélioration éventuelle du texte grâce à des amendements déposés par l'opposition (p. 7745) ; souhaite entamer la discussion des articles (p. 7751) ; taux de la D.G.E. et de la D.G.D. ; nouveau rôle joué par les préfets ; avancement de la politique de décentralisation dans les territoires d'outre-mer ; absence de reconstitution des féodalités au profit des collectivités locales ; élaboration des documents d'urbanisme ; éventualité d'un nouveau choc pétrolier ; suppression du plafond limitant les recettes fiscales des régions (p. 7752) ; amélioration du texte grâce aux amendements de l'opposition (p. 7753).

Discussion des articles : **article 1er :** refus de multiplier les services départementaux et régionaux ; allégement des procédures ; son amendement n° 286 (précisant que les communes, les départements et les régions règlent par leur délibération les affaires d'intérêt local) : retiré [30 novembre 1982] (p. 7757) ; application de la présente loi aux départements d'outre-mer (p. 7758) ; **article 2 :** problème d'une commune ayant adhéré à un syndicat intercommunal et voulant en sortir (p. 7759) ; impossibilité pour une collectivité locale d'exercer une tutelle sur une autre ; **article 2 *bis* :** transfert de blocs de compétences (p. 7760) ; **avant l'article 3 :** son sous-amendement n° 287 à l'amendement n° 8 de la commission (calendrier des transferts de compétences) : adopté après rectification (p. 7761) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 288 à l'amendement n° 9 de la commission (de précision) : retiré ; son amendement n° 289 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 290 (compensation des compétences transférées) : adopté ; problèmes spécifiques aux départements d'outre-mer (p. 7762) ; **article 3 *bis* :** principe du transfert de ressources antérieur au transfert de compétences ; date d'entrée en vigueur de la présente loi (p. 7763) ; **article 5 :** respect des règles de majorité au sein des groupements de collectivités locales (p. 7765) ; cas d'un syndicat intercommunal recevant une compétence nouvelle (p. 7765, 7766) ; nécessité de donner toute latitude aux collectivités locales pour se mettre d'accord (p. 7766) ; **article 6 :** principe général du transfert des personnels ; caractère exceptionnel de la mise à disposition (p. 7767) ; utilité d'un décret en Conseil d'Etat ; problèmes spécifiques aux grandes villes ; **après l'article 6 :** son sous-amendement n° 291 à l'amendement n° 17 de la commission (compétences attribuées aux départements ou aux régions) ; son sous-amendements n° 292 à l'amendement n° 17 de la commission (réorganisation des services extérieurs de l'Etat dans un délai de trois ans) (p. 7768) ; nécessité de ne pas accroître les charges en personnel des collectivités locales (p. 7769) ; sous-amendements n°s 291 et 292 : réservés (p. 7770) ; **article 7 :** refus de créer un comité définissant le plan de travail de différents services locaux ; **article 8 A :** son amendement n° 293 (suppression du deuxième alinéa de cet article) (p. 7775) ; autorité du commissaire de la République sur les fonctionnaires mis à disposition ; **répond au rappel au règlement de M. Jacques Toubon :** précise qu'il se lève à chacune de ses interventions ; amendement n° 293 adopté ; son amendement n° 294 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté ; **après l'article 8 B :** son amendement n° 295 (conditions dans lesquelles les agents des services extérieurs de l'Etat ne peuvent participer au contrôle de la légalité) (p. 7776) : adopté (p. 7777) ; **article 8 *ter* :** son amendement n° 296 (de suppression) : retiré (p. 7778) ; **article 9 :** problème de la mise à disposition des biens meubles et immeubles ; refus du transfert de propriété (p. 7779) ; problème de l'entretien des collèges (p. 7780) ; **article 10 :** son amendement n° 297 (rédactionnel) ; principe tendant à confier à la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition, la totalité des droits et obligations du propriétaire (p. 7781) : adopté ; **après l'article 11 :** son amendement n° 298 (définition des conditions dans lesquelles les biens mis à disposition pourront faire l'objet d'un transfert en pleine propriété) (p. 7782) : adopté après rectification (p. 7783) ; **après l'article 6 :** réorganisation des services extérieurs de l'Etat ; ses sous-amendements n°s 291 et 292 précédemment réservés : devenus sans objet (p. 7784) ; **avant l'article 15 A :** son sous-amendement n° 412 à l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) (p. 7786) : adopté ; refus d'imposer à une région l'établissement d'une schéma de développement du tourisme et des loisirs (p. 7787) ; mise en place des chartes de coopération intercommunale ; son amendement n° 299 (modalités de mise en œuvre d'une charte intercommunale dans le domaine foncier, agricole, ou forestier) (p. 7789) : adopté ; ses sous-amendements n°s 300 et 301 à l'amendement n° 152 de la commission (de rectification) : adoptés ; son amendement n° 302 (association des régions et des départements à l'élection des société d'aménagement rural) (p. 7790) : adopté après rectification ; son sous-amendement n° 414 à l'amendement n° 153 de la commission (précisant qu'une convention fixe les modalités du transfert) (p. 7791) : adopté (p. 7797) ; **article 15 :** son amendement n° 303 (fixation de prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire) (p. 7798) ; nécessité de permettre aux régions d'avoir des prescriptions particulières : adopté (p. 7799) ; **article 15 *bis* :** rôle des documents d'urbanisme (p. 7800) ; **article 16 :** son amendement n° 304 (rétablissant cet article) ; limitation du droit de construire en l'absence de plan d'occupation des sols (p. 7802) ; accord de la D. D. E. et du maire sur les adaptations locales à apporter au règlement national d'urbanisme (p. 7803) : adopté (p. 7806) ; **article 17 :** son sous-amendement n° 305 à l'amendement n° 42 de la commission (précisant que la commission de conciliation peut entendre les représentants d'associations intéressées par les problèmes d'urbanisme) : adopté (p. 7809) ; **article 20 :** son amendement n° 307 (précisant que le représentant de l'Etat communique toute information utile à l'élaboration du schéma directeur) : adopté après rectification (p. 7815) ; **article 20 *bis* :** son sous-amendement n° 309 à l'amendement n° 56 de la commission (majorité requise pour le maintien en fonction du syndicat) : adopté (p. 7816) ; **article 22 :** son sous-amendement n° 310 à l'amendement n° 62 de la commission (de clarification) : adopté ; son amendement n° 311 (rédactionnel) : adopté (p. 7817) : **article 23 *bis* :** son sous-amendement n° 379 à l'amendement n° 67 de la commission (de rectification) (p. 7819) : retiré **article 24 :** ses sous-amendements n°s 442 et 443 à l'amendement n° 68 de la commission (contenu du P. O. S.) (p. 7820) ; adoptés (p. 7821) ; **article 25 :** son sous-amendement n° 313 à l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 7823) : adopté ; son amendement n° 314 (rédactionnel) : adopté (p. 7824) ; **article 32 *quater* :** son amendement n° 319 (de conséquence) [1er décembre 1982] (p. 7868) : adopté (p. 7869) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 448 à l'amendement n° 118 de la commission (suppression de l'alinéa concernant le décret prévu au premier alinéa de cet amendement) : adopté (p. 7872) ; **article 34 *bis* :** problème des retards apportés par le service des bâtiments et des monuments historiques ; **article 34 *quater* :** son amendement n° 320 (rédactionnel) : retiré (p. 7873) ; **article 36 :** son amendement n° 321 (de codification) : adopté ; son amendement n° 322 (de codification) : adopté (p. 7874) ; **article 38 :** son amendement n° 323 (de suppression) : adopté (p. 7875) ; **article 40 :** son amendement n° 324 (de rectification) : adopté ; son amendement n° 325 (opposabilité aux tiers d'un P. O. S.) (p. 7876) : adopté ; son amendement n° 380 (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 381 à l'amendement n° 143 de la commission (de précision) (p. 7877) : adopté ; son amendement n° 382 (de codification) : adopté ; **avant l'article 41 :** compétence des collectivités locales en matière de logement (p. 7878) ; son amendement n° 450 (précisant que les collectivités locales définissent dans le cadre de leurs compétences respectives leurs priorités en matière d'habitat) : adopté (p. 7880) ; **article 41 :** son amendement n° 326 (précisant que la région définit des priorités en matière d'habitat) : adopté ; aide des régions à l'égard des logements à caractère social (p. 7881) ; son sous-amendement n° 451 à l'amendement n° 394 de M. Parfait Jans (de précision) : adopté (p. 7882) ; **article 42 :** son amendement n° 327 (rétablissant cet article) : retiré (p. 7883) ; **après l'article 43 :** application du pouvoir de réquisition à Paris (p. 7884) ; attribution des logements par les organismes sociaux (p. 7884, 7885) ; **article 45 :** son amendement n° 328 (rédactionnel) ; son amendement n° 329 (suppression de la consultation du conseil départemental de l'habitat) ; amendement n° 328 : retiré ; amendement n° 329 adopté (p. 7886) ; **article 45 *bis* :** son amendement n° 330 (de suppression) : adopté (p. 7887) ; **après l'article 45 *bis* :** caractère réglementaire de la composition des conseils d'administration des organismes d'H. L. M. (p. 7888) ; **article 73 :** son amendement n° 331 (procédure de création des centres de formation d'apprentis) : adopté après rectification (p. 7896) ; **article 74 :** son sous-amendement n° 332 à l'amendement n° 264 de la commission des affaires culturelles (cas des communes et des groupements de communes ayant saisi le conseil régional d'un programme de formation professionnelle) ; son amendement n° 453

(précisant que la région tient compte des programmes de formation qui lui ont été adressés par des communes ou des groupements de communes) ; sous-amendement n° 332 : retiré ; amendement n° 453 : devenu sans objet (p. 7898) ; **article 75 :** financement de la formation professionnelle ; son amendement n° 333 (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa de cet article) : adopté (p. 7899) ; son amendement n° 334 (conséquence du transfert aux régions de la taxe sur les cartes grises) : adopté (p. 7900) ; **avant l'article 15 A :** son sous-amendement n° 413 à l'amendement n° 150 de la commission (élaboration des chartes intercommunales) (p. 7905) : retiré (p. 7907) ; **article 114 :** appréciation par les collectivités locales des modes de financement appropriés ; absence de charges nouvelles imposées aux communes (p. 7910) ; son sous-amendement n° 355 à l'amendement n° 191 de la commission (suppression de la référence au bilan établi contradictoirement) : adopté (p. 7911) ; **article 117 :** son opposition à l'amendement n° 242 de la commission des finances (p. 7913) ; **article 120 :** transfert de la taxe sur les cartes grises aux régions (p. 7914) ; possibilité pour les régions d'augmenter le montant de la taxe additionnelle sur les cartes grises (p. 7915) ; **article 122 :** son amendement n° 336 (de coordination) : adopté (p. 7919) ; **article 124 :** adaptation des circuits des prêts (p. 7921) ; **article 125 :** son amendement n° 456 (répartition de la dotation globale d'équipement départementale) (p. 7922) : adopté (p. 7923) ; **article 126** *bis* **:** son amendement n° 337 (indexation de la dotation globale d'équipement sur la formation brute de capital fixe de l'Etat (p. 7924) : rejeté ; son amendement n° 338 (appréciation de la progression de la formation brute de capital fixe) : rejeté ; **article 127 :** gestion des crédits d'adduction d'eau ; son amendement n° 339 (précisant la notion de maître d'ouvrage des travaux d'électrification rurale) : adopté (p. 7925) ; **article 128 :** composition du conseil du F. A. C. E. (p. 7927) ; **article 132 A :** transfert aux régions de la taxe sur les cartes grises sans limitation de plafond (p. 7928) ; **article 132 B :** charges représentées par le logement des instituteurs (p. 7929) ; **avant l'article 132 :** son amendement n° 340 (de précision) : adopté ; son amendement n° 341 (garantie des frais de fonctionnement des préfectures (p. 7930) ; adopté après rectification ; son amendement n° 342 (maintien des prestations et affectation des locaux) (p. 7931) ; adopté (p. 7932) ; son amendement n° 343 (nomination du directeur départemental du service d'incendie et de secours) : adopté ; son amendement n° 345 (crédits affectés au fonctionnement des préfectures de région) [2 décembre 1982] (p. 7938) ; adopté après modification ; son amendement n° 344 (transfert des biens meubles et immeubles) : adopté ; son amendement n° 458 (présidence des chambres régionales des comptes des Antilles et de Guyane) : adopté (p. 7939) ; **article 132 :** demande la réserve de cet article ; **après l'article 132 :** son amendement n° 457 (modalités de création, missions et statut des caisses de crédit municipal) (p. 7940) : retiré (p. 7941) ; **après l'article 136 :** son amendement n° 347 (application des dispositions relatives à la dotation globale d'équipement aux opérations nouvelles d'équipement) : adopté ; **article 137 :** son amendement n° 348 (allongeant le délai prévu pour la remise du rapport sur les résultats financiers de l'application de la présente loi) ; attitude de M. Jacques Blanc (p. 7943) : adopté ; **article 132 précédemment réservé :** son amendement n° 346 (de suppression) ; contenu de la dotation culturelle (p. 7944) ; son amendement n° 460 (dotation spéciale destinée à atténuer les charges résultant de l'action culturelle des collectivités locales) (p. 7945) ; amendement n° 346 : retiré ; amendement n° 460 : adopté après rectification (p. 7946) ;

Seconde délibération : **article 74 :** son amendement n° 1 (programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle arrêté par les régions) : adopté après modification (p. 7947).

Ses observations après les explications de vote : soutien apporté par le groupe communiste au présent projet de loi ; transfert du pouvoir exécutif de l'Etat aux élus ; problème du logement et de la formation professionnelle ; création de la dotation globale d'équipement ; principales dispositions contenues dans le présent projet de loi (p. 7950) ; fonctions nouvelles exercées par les présidents des conseils généraux ; nouveau rôle de l'Etat (p. 7951).

Commission mixte paritaire, discussion générale : dispositions relatives à la justice et à la police ; conditions dans lesquelles une commune peut sortir d'un schéma directeur ; création d'un fonds de formation professionnelle [14 décembre 1982] (p. 8267) ; inégalités relatives à la répartition des charges pesant sur les départements ; coût du logement des instituteurs ; problème de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 8268).

Discussion des articles : son amendement n° 1 (dates de transfert de compétences en matière de justice et de police) : adopté ; son amendement n° 14 (attributions dévolues au représentant de l'Etat en Ile-de-France) : adopté (p. 8281) ; son amendement n° 15 (délai d'exécution des délibérations) : réservé ; son amendement n° 16 (modification des décisions du représentant de l'Etat) : réservé ; son amendement n° 2 (compensation des charges liées à la formation professionnelle) : adopté ; son amendement n° 4 (problème des dépenses de justice) : adopté ; son amendement n° 5 (de coordination) (p. 8282) : adopté ; ses amendements n°s 6, 7, 8 et 9 (de coordination) : adoptés ; son amendement n° 17 (application progressive des dispositions relatives aux dépenses de police) : adopté ; son amendement n° 10 (transfert de compétences en matière de charges d'aide sociale) : adopté ; son amendement n° 11 (bilan financier) (p. 8283) ; nouvelle répartition des charges sociales entre les départements ; son amendement n° 12 (taxe intérieure sur les produits pétroliers) : adopté ; son amendement n° 13 (indexation de la D.G.F.) (p. 8284) : adopté ; ses amendements n°s 15 et 16 : retirés ; son amendement n° 18 (délai dans lequel un établissement public peut apprécier le schéma directeur ou le schéma de secteur) : adopté (p. 8285)

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 1 de la commission (élections partielles dans le cas où un conseil d'arrondissement a perdu plus du tiers de ses membres) : adopté [9 décembre 1982] (p. 8198) ; **article 2 :** son amendement n° 5 (suppression de cet article) : adopté ; **article 5 :** situation électorale de la ville de Marseille (p. 8199) ; nombre de sièges à Paris ; **article 5** *bis* : votes par arrondissement à Lyon ; impossibilité de modifier un tableau voté par l'Assemblée (p. 8200) ; son amendement n° 7 (inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris au titre du secteur correspondant à l'arrondissement où ils exerçaient leurs fonctions et au conseil de cet arrondissement) ; atténuation de la portée de l'amendement déposé par la commission (p. 8201) ; progrès réalisé par le Gouvernement en faveur des officiers municipaux au regard de leur inéligibilité ; rétroactivité des dispositions prévoyant une inéligibilité lors de la création d'une institution ; exemple du projet de loi relatif à la Corse ; amendement n° 7 adopté.

Ses observations après les explications de vote : effort fait par le Gouvernement pour améliorer le texte reconnu par M. Jean Tiberi ; sa conception de la discussion démocratique (p. 8202).

DEFONTAINE (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(2e circonscription)
Apparenté socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'apparente au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 27 janvier 1982] (p. 390).

Membre de la commission des affaires étrangères [J. O. du 27 janvier 1982] (p. 390).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1028).

Cesse d'appartenir à cette commission [J. O. du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre de la commission de affaires étrangères [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* politique culturelle et commerciale menée par le Gouvernement à l'égard de la Chine [18 novembre 1982] (p. 7363).

DEHOUX (Marcel)

Député du Nord
(21e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* mise en œuvre de la régionalisation de la formation professionnelle ; critères retenus pour la mise en place de cette décentralisation ; nécessité de corriger les inégalités de certaines régions sous-scolarisées et touchées par la crise économique [13 novembre 1982] (p. 7154).

DELANOE (Bertrand)

Député de Paris
(26e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaison et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 portant création et organisation de la région d'Ile-de-France (n° 624) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (intérieur et décentralisation : sécurité) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083)**, tome IV : **Intérieur et décentralisation :** sécurité **(n° 1169)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : délinquance ; création d'un secrétariat d'Etat à la sécurité publique ; augmentation des effectifs de la police [10 novembre 1982] (p. 7005) ; personnels administratifs ; personnel en tenue (p. 7006) ; possibilité de décharger la police de certaines tâches administratives : établissement de cartes de séjour, de cartes d'identité, de passeport, formalités relatives au vote par procuration ; opportunité d'étendre aux gardiens de la paix la qualification d'agent de police judiciaire ; carrière des officiers depuis la réforme de 1977 ; réduction de la durée du travail ; création d'emplois ; recrutement et formation des personnels ; équipement de la police ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul des retraites ; majoration du taux de la pension de reversion allouée aux veuves de policiers morts en service ; état d'esprit des policiers et « malaise » dans la police (p. 7006-7007).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Deuxième lecture, discussion des articles, rapporteur suppléant : **article 3 :** rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour cet article [9 décembre 1982] (p. 8198) ; **article 5 :** retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture en ce qui concerne le tableau des secteurs pour l'élection des membres du conseil de Paris (p. 8200) ; **article 5** *bis* : inéligibilité des officiers municipaux (p. 8201).

DELATRE (Georges)

Député de la Seine-Maritime
(10e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DELEHEDDE (André)

Député du Pas-de-Calais
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à lutter contre la discrimination raciste et sexiste dans les manuels scolaires (n° 936) [1er juillet 1982] (p. 4196).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerres (n° 992) [21 septembre 1982] (p. 5030).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (relations extérieures : relations culturelles) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à lutter contre la **discrimination raciste et sexiste dans les manuels scolaires (n° 936)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 992) adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 1087)** [23 septembre 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1033), tome XXI : **relations extérieures** : relations culturelles **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : rentrée scolaire : problèmes de formation initiale et continue des nouveaux instituteurs ; spécificité de l'accueil des enfants de deux ans à l'école maternelle ; politique pédagogique et éducative du Gouvernement [2 juin 1982] (p. 2367).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : francophonie [6 juillet 1982] (p. 4253) ; rapport Rigaud ; diversité de la francophonie ; problème de la communauté francophone-belge ; urgence d'une réflexion sur une programmation audiovisuelle francophone débouchant sur des actions concrètes (p. 4254) ; défense du rayonnement de la culture française (p. 4255).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis*, du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : attribution de la carte de combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; règles des six actions de combat ; solidarité entre les générations d'anciens combattants [23 septembre 1982] (p. 5101).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* forte progression du budget de l'éducation nationale ; résorption de l'auxiliariat ; priorité accordée à l'enseignement technologique ; augmentation des crédits de maintenance des établissements ; insuffisance des créations de postes d'instituteurs ; augmentation des bourses dans l'enseignement supérieur [5 novembre 1982] (p. 6748) ; problèmes de l'enseignement privé ; augmentation des crédits de recherche ; problème des académies « difficiles » ; rigidité du système éducatif français (p. 6749).

Examen des crédits : **titre V** : caractère prévisionnel du budget (p. 6776) ; **après l'article 72** : intégration des professeurs adjoints d'éducation physique (p. 6778).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* création d'une commission de concertation budgétaire ; faible progression des crédits ; disparition des anciens combattants de 1914-1918 ; rattrapage du rapport constant ; rôle du Parlement ; incertitude quant au moment envisagé de rattrapage ; indemnité spéciale mensuelle attribuée aux catégories C et D de la fonction publique ; célébration du 8 mai 1945 ; attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord et problèmes de la « double campagne » ; revalorisation des pensions des veuves [13 novembre 1982] (p. 7133) ; lutte contre le racisme et le nazisme (p. 7134).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : progression du rattrapage du rapport constant ; souhait de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour que ce rattrapage n'inclue pas l'indemnité mensuelle spéciale (p. 7148).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : renonce à présenter oralement son rapport [17 novembre 1982] (p. 7326).

DELELIS (André)

Ministre du commerce et de l'artisanat

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730)** [2 avril 1982].

Projet de loi relatif à la **formation professionnelle des artisans (n° 732)** [2 avril 1982].

Projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux** en 1983 **(n° 1302)** [15 décembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Duprat : difficultés des commerçants et artisans : mesures prises par le Gouvernement afin d'aider les artisans du bâtiment ; problème de la sous-traitance ; travail clandestin ; obtention des prêts à la construction ; réduction du temps de travail [5 mai 1982] (p. 1728) ; réforme de l'urbanisme commercial et des règles de la concurrence ; avenir de la taxe professionnelle ; statut des conjoints de commerçants et d'artisans (p. 1729).

— Mme Renée Soum : manifestation de commerçants : difficultés rencontrées par les artisans ; leur régime de protection sociale ; leur situation fiscale [13 octobre 1982] (p. 5726-5727).

— M. René Souchon : statut des conjoints d'artisans et de commerçants : parution dans les jours qui viennent des décrets d'application de cette loi ; accords intervenus en ce qui concerne l'assurance maternité et l'assurance vieillesse ; rend hommage à l'action du Parlement [15 décembre 1982] (p. 8327).

orales sans débat de :

— M. Pierre-Bernard Cousté (n° 131) : entreprises artisanales : prêts à taux préférentiels ; prêts participatifs ; primes d'installation ; poids des charges fiscales dans la gestion des entreprises artisanales ; politique de formation initiale et professionnelle des artisans ; blocage des prix ; mesures en préparation [18 juin 1982] (p. 3608, 3609, 3610).

— M. Jean-Pierre Sueur (n° 320) : charges fiscales et sociales des commerçants et artisans : donne lecture des réponses du ministre des affaires sociales et du ministre chargé du budget ; organisation du système de protection sociale des travailleurs indépendants ; évolution des taux de cotisations ; absence de statistiques portant sur les seules charges fiscales des artisans ; diminution de ces charges en 1982 et 1983 ; allègement de la cotisation de taxe professionnelle ; dispositions destinées à alléger la charge fiscale des commerçants et artisans ; dispositions contenues dans la loi de finances pour 1983 ; décision du Président de la République pour ne plus faire supporter aux entreprises le poids du financement des allocations familiales [17 décembre 1982] (p. 8467).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : engagement pris par le Président de la République lors de sa campagne électorale ; priorité donnée à ce texte ; nécessité de ne pas assimiler le travail des conjoints d'artisans à une simple entraide conjugale ; mesure prise pour améliorer la situation par le précédent Gouvernement : mention des conjoints collaborateurs au registre du commerce ou au répertoire des métiers sur leur demande, possibilité d'être associé, relèvement du montant du salaire déductible dans le cadre du salariat ; existence d'un statut de conjoint-collaborateur ; insuffisance de ce statut ; faculté donnée aux conjoints ne désirant pas acquérir de droits de se déclarer conjoints au foyer [8 avril 1982] (p. 1000) ; amélioration des droits généraux du conjoint (son contrôle sur l'entreprise) ; modification du mécanisme de l'attribution préférentielle ; déductibilité des cotisations de l'assurance volontaire vieillesse du bénéfice industriel et commercial ; allocation de repos matériel ; conjoints mentionnés réputés mandatés par le chef d'entreprise pour accomplir tous les actes habituels liés à la gestion ; suppression des obstacles juridiques s'opposant à l'affiliation du conjoint aux caisses du régime général et aux caisses A. S. S. E. D. I. C. ; modification par

la prochaine loi de finances du plafond de la déductibilité du salaire du conjoint à hauteur du S. M. I. C. pour les couples mariés sous le régime de la communauté dont l'entreprise adhère à un centre de gestion agréé ; avantages présentés par le statut de l'association ; transmission aux héritiers de la S. A. R. L. familiale ; suppression des obstacles juridiques s'opposant à la constitution d'une S. A. R. L. familiale ; possibilité donnée à deux époux de constituer une S. A. R. L. ; ouverture de la possibilité pour les S. A. R. L. familiales d'opter pour la fiscalité des sociétés de personnes ; création d'une allocation forfaitaire de repos maternel pour les femmes qui auront opté pour le statut de conjoint-collaborateur ou de conjoint associé ; allocation forfaitaire complétée par une allocation de remplacement (p. 1001).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : satisfaction des artisans, des commerçants et de leurs conjoints ; droits des femmes reconnus dans le commerce et l'artisanat ; lutte contre la désertification rurale ; crainte que la majorité des intéressés ne choisissent entre aucun des statuts proposés mais préfèrent le « statu quo ante » ; travail d'information auprès des intéressés ; proposition de loi déposée en 1980 par Mme Edwige Avice ; attitude de l'opposition ; mesures ponctuelles précises sous les précédents gouvernements (droits de vote et éligibilité dans les chambres consulaires) ; cotisations sur un tiers du B.I.C. pour le conjoint ; déductibilité du salaire du conjoint du B.I.C. [13 avril 1982] (p. 1076) ; condamnation du principe de la taxe professionnelle ; S.A.R.L. familiale ; option pour la fiscalité des sociétés de personnes ; calcul de la cotisation d'assurance vieillesse ; partage des cotisations sur les bénéfices industriels et commerciaux entre les conjoints ; annonce faite par le Président de la République de porter la pension de réversion de 50 p. 100 à 60 p. 100 ; règles de cumul (p. 1077) ; allocation de maternité ; financement des régimes spéciaux en taxant les grandes surfaces ; aide spéciale compensatrice aux commerçants et artisans âgés partant en retraite ; prêts bonifiés accordés aux conjoints pour paiement de la soulte ; formation ; conjoint pluriactif en zone de montagne (p. 1078) ; politique de prêts et d'aides financières au commerce et à l'artisanat ; prêt participatif sans apport de garanties personnelles ; importance de l'arrivée de la gauche au pouvoir pour les commerçants et artisans (p. 1079).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 114 (supprimant les mots : « inscrits au registre du commerce ou au répertoire des métiers » dans le deuxième alinéa de cet article) ; absence de lien entre la disposition relative à la déductibilité de l'assurance vieillesse volontaire pour le conjoint collaborateur et l'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers (p. 1030) : rejeté ; **article 4 :** son amendement n° 115 (supprimant les mots : « au titre de leur activité non salariée » dans le troisième alinéa de cet article) ; mise en place d'une allocation forfaitaire et d'une indemnité de remplacement pour inciter la future mère de famille à se reposer : adopté ; opposition du Gouvernement à l'introduction d'une notion de coût (p. 1083) ; difficulté d'imposer le repos prénatal ; absence de contrainte quant à la nature du remplacement ; arbitrage du Premier ministre ; nécessité de ne pas inclure de chiffres précis dans le texte de loi (p. 1084) ; son amendement n° 116 (entrée en vigueur des dispositions de cet article au plus tard au 1er janvier 1983) : adopté (p. 1085) ; **article 5 :** rôle des tribunaux de déterminer et d'évaluer les différents éléments pris en compte pour le calcul de la soulte ; prise en considération par le juge de l'apport dû au travail du conjoint au sein de l'entreprise ; système de prêts à taux bonifiés pour le paiement de la soulte [14 avril 1982] (p. 1093) ; **article 6 :** nécessité de ne pas alourdir la procédure en exigeant des rapports d'experts ; danger d'inclure une priorité en faveur du conjoint dans le texte de la loi ; faculté donnée aux tribunaux seuls d'apprécier la situation (p. 1094) ; **après l'article 6 :** volonté de ne pas introduire dans le projet des dispositions de loi de finances ; **avant l'article 7 :** son amendement n° 117 (supprimant les mots : « inscrit au registre du commerce ou au répertoire des métiers » dans l'intitulé du chapitre II) : réservé jusqu'avant l'article 8 ; **article additionnel avant l'article 7 :** son amendement n° 118 (permettant au conjoint collaborateur adhérent à l'assurance vieillesse de demander que l'assiette de ses cotisations soit fixée dans la limite du plafond de la sécurité sociale à une fraction du revenu professionnel du chef d'entreprise qui sera déduite de l'assiette de la cotisation d'assurance vieillesse obligatoire de celui-ci) ; partage des pensions de retraite consécutif au partage des cotisations (p. 1095) : adopté ; **article 7 :** son opposition à l'amendement n° 83 de Mme Odile Sicard ; volonté de ne pas modifier l'article 154 du codo général des impôts (p. 1096) ; régime des non-salariés non agricoles ; application de l'article 26 de la loi de 1966 ; **avant l'article 8 :** son amendement n° 117 (supprimant les mots : « inscrit au registre du commerce ou au répertoire des métiers » dans l'intitulé du chapitre II) : retiré (p. 1097) ; **article 8 :** son amendement n° 119 (précisant que l'un et l'autre époux peuvent mettre fin au mandat par simple déclaration devant notaire) ; attitude du Gouvernement vis-à-vis de l'opposition ; coût d'une inscription au registre du commerce (p. 1098) : retiré ; son amendement n° 120 (supprimant le mot : « notariée » au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 22 de la commission (supprimant les mots : « et insérée dans un journal d'annonces légales ») (p. 1099) : rejeté ; souhaite la généralisation des centres chargés de la réduction des formalités pour les entreprises (p. 1100) ; **après l'article 9 :** volonté de l'opposition de voir la déductibilité portée à la totalité du salaire ; souhaite que les amendements présentés par l'opposition à ce propos soient retirés (p. 1102) ; **article 11 :** caractère dangereux de l'amendement n° 25 de la commission (p. 1103) ; **article 12 :** son amendement n° 123 (précisant que le conjoint qui manifeste dès l'apport ou l'acquisition sa volonté d'être associé, ne peut se voir refuser une acceptation ou un agrément alors que celui-ci serait donné à l'apporteur) ; opposition du Gouvernement à l'amendement n° 26 de la commission ; lourdeur de la procédure envisagée (p. 1104) ; caractère choquant de l'attribution systématique de la qualité d'associé à chacun des conjoints : adopté (p. 1105) ; **article 15 :** son sous-amendement n° 122 à l'amendement n° 27 de la commission (supprimant les mots : « en numéraire ou ») ; possibilité au seul apporteur en nature d'apporter son industrie (p. 1106) ; volonté du Gouvernement de favoriser les apports en industrie dans quelques cas bien déterminés : adopté (p. 1107) ; **article 16 :** nécessité d'empêcher la tenue d'assemblée générale en présence d'un seul actionnaire (p. 1108) ; demande une seconde délibération sur l'amendement n° 82 qui modifie l'article 52 de la loi de finances pour 1981 ; souhait du Gouvernement que le vote des lois n'entraîne pas une modification des lois de finances (p. 1109).

Seconde délibération : **après l'article 6 :** son amendement n° 1 (de suppression) : adopté (p. 1109).

Ses observations après les explications de vote : se réjouit du vote acquis à l'unanimité ; ses remerciements (p. 1111).

Deuxième lecture, discussion générale : améliorations apportées par le Sénat ; mise en place de prêts à taux bonifié [15 juin 1982] (p. 3435).

Discussion des articles : **article 1er :** caractère familial de l'entreprise ; réglementation de la tenue du répertoire des métiers et du registre du commerce et des sociétés (p. 3436) ; **article 4 :** importance du nombre d'organisations professionnelles dans le commerce et l'artisanat ; **article 5 :** son amendement n° 20 (suppression du paragraphe II de cet article) (p. 3437) : adopté ; **article 7 A :** son amendement n° 21 (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 3438) ; **article 8 :** révocation de la présomption de mandat pour des raisons d'ordre professionnel ; publication de la décision de révocation du mandat (p. 3439) ; **article 15 :** son amendement n° 24 (cas d'une société ayant créé un fonds de commerce) : adopté (p. 3440).

Ses observations après les explications de vote : comparaison du texte du présent projet de loi avec celui qui avait été préparé par le Gouvernement de M. Raymond Barre (p. 3441, 3442).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* caractéristiques du secteur du commerce et de l'artisanat ; principales mesures prises en faveur de ce secteur depuis deux ans [2 novembre 1982] (p. 6529) ; définition d'un nombre limité de priorités ; financement de 20 000 primes de 10 000 F aux entreprises artisanales augmentant leurs effectifs permanents d'un salarié ; rôle des délégations régionales du commerce et de l'artisanat ; actions dans les zones sensibles (p. 6530) ; harmonisation des régimes sociaux des

commerçants et des artisans avec le régime général de la sécurité sociale ; nécessité pour le système bancaire de mieux aider les commerçants et les artisans ; développement de l'artisanat dans le centre des villes ; refus de municipaliser le commerce et l'artisanat (p. 6536) ; lutte contre le travail noir ; mauvaise application de la loi Royer (p. 6537).

Répond aux questions de :

— *Mme Véronique Neiertz :* attitude du système bancaire nationalisé vis-à-vis du commerce et de l'artisanat ; accroissement des prêts participatifs (p. 6537, 6538) ;

— *M. André Borel :* lutte contre le travail noir ; lancement d'une campagne d'information sur ce sujet (p. 6538) ;

— *M. Michel Berson :* problème de la taxe d'apprentissage (p. 6539) ;

— *M. Philippe Bassinet :* maintien de la concurrence entre les différents établissements commerciaux ; protection du petit commerce en zone rurale (p. 6539) ;

— *M. Pierre Raynal :* rôle des délégués régionaux du commerce et de l'artisanat ; moyens dont dispose son ministère (p. 6540) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* possibilité pour les adhérents à des centres de gestion agréés de bénéficier de l'abattement de 20 p. 100 pour l'impôt sur le revenu (p. 6540) ;

— *M. Pierre Raynal :* harmonisation des charges sociales et des régimes sociaux (p. 6540, 6541) ;

— *M. Michel Barnier :* absence de définition des zones sensibles (p. 6541) ;

— *M. Maurice Ligot :* impact de la crise économique sur le commerce et l'artisanat (p. 6541) ; création d'emplois par l'artisanat (p. 6542) ;

— *M. Emmanuel Hamel :* amélioration de l'urbanisme commercial ; réduction du coût des circuits de distribution ; rétablissement de règles de concurrence normale (p. 6543) ;

— *M. Jean-Marie Caro :* prime accordée à toute création d'emploi par un artisan (p. 6543).

Examen des crédits : **après l'article 57 :** refus d'augmenter de 14,5 p. 100 le plafond de la taxe pour frais de chambres de métiers (p. 6543).

Répond au rappel de règlement de M. Gabriel Kaspereit : esprit civique dont font preuve les commerçants et artisans dans la lutte contre la hausse des prix [2 novembre 1982] (p. 6543).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : préparation des candidats à l'installation d'une entreprise artisanale ; nécessité d'ouvrir des moyens de formation permanente aux artisans installés ; stage préalable à l'installation ; formation continue ; chambre des métiers ; insuffisance du mode de financement actuel ; taxe additionnelle à la taxe pour frais des chambres des métiers ; concertation ; engagement pris par le Président de la République quant à l'examen de ce texte [23 novembre 1982] (p. 7573) ; souhaite que le projet soit voté rapidement et puisse s'appliquer au 1er janvier 1983 (p. 7588) ; qualification des artisans ; adaptation aux technologies nouvelles ; programme des stages ; contrôle des connaissances ; possibilité de remplacer les stages par des réunions d'information ; durée et caractère obligatoire du stage ; ouverture des stages d'initiation aux conjoints ; adaptation des stages aux réalités locales ; financement ; projets du précédent Gouvernement ; principe de la liberté du commerce empêchant l'extension du texte au secteur commercial ; problème des salariés (p. 7589) ; frais de formation ; sanction en cas de non-assiduité aux stages de formation ; caractère contraignant du texte sur le financement et sur l'obligation d'assistance aux stages ; régime particulier de l'Alsace et de la Moselle ; accès des veuves d'artisans aux stages (p. 7590).

Discussion des articles : **article 3 :** précarité de l'artisanat outre-mer ; impossibilité de diminuer les sommes affectées à la formation des artisans (p. 7592) ; **article 4 :** organisations professionnelles des départements d'outre-mer (p. 7593) ; utilisation des fonds de formation des artisans dans les départements d'outre-mer (p. 7594) ; **après l'article 5 :** transparence nécessaire de la répartition des sommes affectées à la formation professionnelle ; **article 7 :** son amendement n° 27 (date d'entrée en vigueur du texte) : adopté (p. 7595).

Seconde délibération du projet de loi : article 1er : son amendement n° 1 (tendant à étendre aux conjoints non salariés des artisans le champ d'application du texte) : adopté (p. 7597) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (ouverture du bénéfice de cet article aux conjoints non salariés) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (application de cet article aux conjoints non salariés) : adopté (p. 7598).

Deuxième lecture, discussion générale : modifications apportées par le Sénat ne transformant pas profondément le texte ; possibilité offerte aux régions de créer des moyens de formation ; chambres des métiers ; centres conventionnés ; possibilité pour les artisans d'organiser la formation dans le cadre de leurs organismes consulaires ou professionnels ; caractère tripartite de l'établissement public national ; souhaite le vote du projet dans le texte du Sénat ; nécessité de voter ce texte avant le 31 décembre 1982 [17 décembre 1982] (p. 8493, 8499).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1983 (n° 1302).

Première lecture, discussion générale : projet de loi correspondant à deux nécessités : technique et économique ; coefficient de taux de variation du loyer ; fixation de ce coefficient par un texte spécial ; indice tenant compte de la lutte contre l'inflation et de la rémunération du bailleur ; détermination de ce coefficient à la suite d'une concertation ; nécessité de réviser le système ; volonté d'aboutir à une réforme l'année prochaine [17 décembre 1982] (p. 8497).

DELFOSSE (Georges)

Député du Nord
(1re circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

DELISLE (Henri)

Député du Calvados
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— déclaration d'un député du groupe Union pour la démocratie française lors du débat sur les transports : comparaison au cours du débat sur la loi d'orientation des transports intérieurs de la situation française avec la situation chilienne ; manœuvres d'intimidation de la part de députés du groupe Union pour la démocratie française [14 octobre 1982] (p. 5723, 5724).

— Evolution du pouvoir d'achat du S. M. I. C. : pouvoir d'achat du S. M. I. C. [10 novembre 1982] (p. 7020, 7021).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : situation du secteur laitier ; mise en place d'indicateurs économiques relatifs aux coûts de production, aux coûts de ramassage et de transformation ; politique de prix différenciés ; système des frais fixes ; taxe de coresponsabilité laitière ; progression de la cotisation interprofessionnelle ; encouragement à l'amélioration de la qualité des productions [29 juin 1982] (p. 4032).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* mise en place du système Télétel ; augmentation des programmes d'investissement de la direction générale des télécommunications ; extension des réseaux nouveaux (Transmic, Colisée et Transpac) ; développement de la télématique grand public ; ouverture prochaine du service public de téléalarme ; accroissement des commandes de matériel de télécommunications destiné à l'exportation [12 novembre 1982] (p. 7057) ; exemple du contrat passé avec l'Inde ; situation économique du Calvados (p. 7058).

DELORS (Jacques)

Ministre de l'économie et des finances

DEPOTS

Projet de loi portant création d'un **régime d'épargne populaire (n° 740)** [2 avril 1982].

Projet de loi portant **statut des sociétés coopératives de banques (n° 759)** [6 avril 1982].

Projet de loi sur les **prix et les revenus (n° 962)** [22 juin 1982].

Projet de loi portant création du **fonds spécial de grands travaux (n° 1016)** [7 juillet 1982].

Projet de loi sur le **développement des investissements** et la **protection de l'épargne (n° 1080)** [21 septembre 1982].

Projet de loi étendant aux grossistes et aux importateurs l'obligation de communiquer leurs **barèmes et conditions de vente** à tout revendeur qui en fait la demande **(n° 1274)** [6 décembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Debré : politique de la France :** insensibilité des Etats-Unis aux problèmes de ses alliés ; défense de la solidarité entre les pays du Nord et les pays du Sud ; refus de la France de laisser les pays du Sud soumis aux lois du marché économique international ; rapports Nord-Nord ; reconstruction nécessaire d'un système monétaire mondial inspiré de celui de Bretton-Woods ; principe des interventions sur le marché monétaire international défendu par la France et accepté par les Etats-Unis [10 juin 1982] (p. 3199) ; réunion des ministres des finances des six pays les plus industrialisés et des représentants de la Communauté économique européenne prévue le 2 septembre à Toronto (p. 3200) ;

— **M. Guy Bêche : investissements publics :** faiblesse de l'investissement en France ; situation comparable d'autres pays européens ; mise à la disposition du secteur privé de prêts bonifiés et de prêts participatifs dont le montant a augmenté ; rôle possible des cinq groupes industriels nationalisés dans l'épargne publique ; insuffisance de dynamisme de ces groupes ; politique mise en place pour y remédier ; concours importants accordés par les membres du secteur public à ces groupes ; compatibilité de cette politique avec le souci de rigueur budgétaire du Gouvernement et avec l'autonomie de gestion de ces groupes [10 juin 1982] (p. 3202, 3203) ;

— **M. Gustave Ansart : réforme du système des aides :** sélectivité des aides ; contrôle de l'utilisation des fonds ; orientation de la politique industrielle vers le secteur des biens intermédiaires et des biens de consommation courante ; aides à l'exportation ; programme de recherche et de développement ; redéploiement des aides à l'industrie ; augmentation des dotations en capital du secteur public industriel ; rigueur dans l'octroi des prêts bonifiés ; assimilation de certains des membres de l'opposition à des « braillards fascisants » [30 juin 1982] (p. 4071) ;

— **M. Edmond Alphandéry : incertitude des marchés des changes :** défense de la parité du franc sur les marchés des changes ; emprunt de 4 milliards de dollars auprès des banques et organismes financiers internationaux ayant potentiellement recueilli plus de 7 milliards de dollars [20 octobre 1982] (p. 6043) ; improbabilité de l'utilisation des réserves en or de la Banque de France (p. 6044) ;

— **M. François d'Aubert : dette extérieure de la France :** émissions sur le marché de New York ; montant de 203 milliards de francs de la dette garantie par l'Etat, actualisée au 30 juin 1982 ; endettement des entreprises ; créances de la France sur les pays étrangers ; l'endettement net de la France étant inférieur à 50 milliards de francs au 30 juin 1982 [10 novembre 1982] (p. 7024) ; exportations ; réserves de change ; endettement de l'Etat ; déficit de la balance commerciale ; deuxième choc pétrolier ; appel croissant aux importations ; « agressivité intransigeante » et absence de modestie de certains membres de l'opposition (p. 7025) ;

— **M. Gilbert Gantier : développement du protectionnisme :** limitation par les gouvernements précédents des importations de voitures japonaises ; déficit probable du commerce extérieur de 95 milliards de francs ; croissance des importations ; renforcement du système de surveillance des importations dans la Communauté économique européenne ; détournement de trafic ; mesures nationales suppléant l'absence de mesures communautaires ; respect des règles communautaires (p. 7026) ; nécessité de maintenir une économie ouverte à l'intérieur de la Communauté économique européenne (p. 7027) ;

— **M. Georges Labazée : disparition du corps de police économique :** suppression de la police économique ; création d'une antenne spécifique de la direction départementale de la concurrence et de la consommation ; marché d'intérêt national (M.I.N.) de Rungis ; équipes administratives de contrôle spécialisées ; respect des législations économiques et sanitaires [17 novembre 1982] (p. 7313) ;

— **M. Jean-Marie Caro : lancement d'un nouvel emprunt d'Etat :** faible niveau de la dette publique et du déficit budgétaire de la France par rapport aux pays européens ; caractère normal du recours à l'épargne pour financer une partie des dépenses budgétaires ; émission d'emprunts sur le marché des capitaux : place des emprunteurs publics et privés ; financement des investissements des entreprises ; taux d'emprunt de 15,30 p. 100 inférieur aux taux précédents ; réduction progressive du taux d'inflation ; maintien des augmentations de capital à leur niveau précédent [17 novembre 1982] (p. 7315) ; caisse des dépôts et consignations ; souscripteurs de l'emprunt de 10 milliards de francs ; politique de l'épargne (p. 7316) ;

— **M. Georges Tranchant : emprunt à l'Arabie Saoudite et incidence éventuelle sur le prix du pétrole :** gestion des réserves de change ; effort de décélération de l'évolution des prix et des cours ; taux d'inflation ; politique de désinflation ; ligne de crédits de 4 milliards de francs destinée à renforcer nos réserves de change ; montant des avoirs officiels de change à la fin du mois de novembre ; sa visite officielle en Arabie Saoudite ; prix de passation des contrats à long terme avec les pays de l'Opep ; passation d'un contrat avec l'Arabie Saoudite ; rôle de ce pays ; indique qu'il a fourni le dernier chiffre en sa possession concernant les réserves de change [15 décembre 1982] (p. 8338) ;

orales sans débat de :

— **M. Georges Hage (n° 225) : mise en place du secteur public :** rôle des entreprises publiques et du haut conseil du secteur public ; délai de préparation des textes d'application de la loi de nationalisation [18 juin 1982] (p. 3605) ;

— **M. Jean Gatel (n° 227) : crédits bancaires aux petites entreprises :** rôle du Codefi ; conditions préférentielles d'octroi de crédit pour les P.M.E. ; avances exceptionnelles de trésorerie [18 juin 1982] (p. 3610) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 234) : blocage des prix industriels :** rôle des prix industriels dans le mouvement général des prix ; allégement des charges des entreprises et de certains de leurs coûts de production ; caractère temporaire et limité du blocage ; mesures d'accompagnement [18 juin 1982] (p. 3607, 3608) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 243) : sortie du blocage des prix et des salaires** . incidence du deuxième choc pétrolier sur l'économie française ; hausse du dollar ; taux d'intérêt ; lutte contre l'inflation ; scénarios possibles pour l'économie française [8 octobre 1982] (p. 5589, 5590) ; retour graduel à la liberté des prix par le biais d'accords de régulation ; prix des produits industriels ; norme d'augmentation des tarifs publics fixée à 8 p. 100 pour l'année 1983 ; prix des produits pétroliers : redressement du revenu agricole ; négociations salariales ; augmentation de 8 p. 100 en moyenne des salaires ; gel des hauts salaires ; revalorisation du S.M.I.C. (p. 5591) ; secteur exposé et secteur abrité ; balance des paiements (p. 5592) ;

— **Mme Marie-Thérèse Patrat (n° 294) : contrôle des chèques par les banques** : multiplication du nombre de chèques ; responsabilité du banquier engagée en cas d'absence de vérification de la signature du client ; vols de chéquiers ; augmentation des cartes de paiement ; possibilité de limiter l'utilisation des chèques dans les règlements de faible montant [3 décembre 1982] (p. 7975).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale : loi de 1956 sur les sinistres et calamités ; loi de 1964 sur les calamités agricoles ; dispositions prises par les pouvoirs publics pour faire face aux catastrophes naturelles qui se sont produites ces derniers mois ; système mixte proposé par la commission des lois ; droit à l'indemnisation ; obligation pour les assureurs d'insérer dans les contrats une clause de garantie des dommages résultant de catastrophes naturelles ; habilitation pour la caisse centrale de réassurance à assurer ces risques avec la garantie de l'Etat [3 février 1982] (p. 713) ; équilibre entre la technique de l'assurance et le financement sur fonds publics ; coût de l'extension de la couverture des dommages ; contrôle par le ministère de l'économie et des finances du secteur des assurances ; politique de prévention ; situation des départements et territoires d'outre-mer ; travaux de la commission interministérielle présidée par Haroun Tazieff ; efficacité des mesures de prévision, d'annonce et de transmission des informations relatives aux crues des fleuves ; cyclones dans les départements et territoires d'outre-mer ; couverture des risques dont l'imprévisibilité et la puissance désarment la technique de l'assurance ; système de couverture spécifique des calamités agricoles ; bilan de la loi de 1964 ; engagement du Gouvernement à réexaminer la loi de 1964 (p. 714) ; gravité des calamités naturelles ; exclusion du bénéfice des prêts et calamités pour les professions libérales (p. 717).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 4 rectifié (suppression de la mention de la couverture des pertes d'exploitation subies par les entreprises industrielle, commerciales ou artisanales) : retiré ; notion de catastrophe naturelle (p. 718) ; **article 4 :** son amendement n° 2 (garantie de l'Etat par le canal de la caisse centrale de réassurance) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 17 (précision que la dérogation doit être postérieure à la promulgation de la loi) (p. 721) : adopté ; son amendement n° 18 (suppression de la référence aux aménagements spéciaux susceptibles de supprimer le caractère inconstructible d'une zone visée dans les documents d'urbanisme) : adopté (p. 722) ; **article 7 :** son amendement n° 21 (exclusion du champ d'application de la loi des dommages causés aux récoltes, aux cultures, aux sols et au cheptel) : adopté (p. 723) ; **article 2 (précédemment réservé) :** son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 9 de M. Gérard Gouzes (précisant que la date des déclarations des sinistres par l'assuré est la date de départ du délai de trois mois pour la liquidation des indemnisations) : adopté ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 9 de M. Gérard Gouzes (nécessité d'une constatation de l'Etat de catastrophes naturelles et de la survenance de dégâts pour ouvrir le droit à l'indemnisation) : adopté (p. 724).

— **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).**

Première lecture, discussion générale : création du livret d'épargne poulaire répondant à un engagement du Président de la République ; travaux de la commission de réforme de l'épargne ; protection des économies des ménages à revenu modeste contre la hausse des prix ; développement de toutes les formes d'épargne émanant de toutes les catégories de Français [6 avril 1982] (p. 939) ; nécessité de promouvoir l'épargne longue ; adaptation des circuits financiers aux besoins de l'économie ; neutralité du dispositif envisagé vis-à-vis des modes d'alimentation des besoins financiers ; place d'un livret d'épargne populaire dans le contexte cohérent d'une politique d'ensemble de l'épargne ; caractéristiques de l'épargne populaire ; accroissement du volume de l'épargne destiné au financement de l'effort d'investissement souhaité par la commission Dautresme ; volonté du Gouvernement de ne pas condamner le livret A (p. 940) ; bénéficiaires du livret d'épargne populaire ; simplicité du critère fondé sur le non-paiement d'impôt sur le revenu ; protection du pouvoir d'achat pour l'ensemble des dépôts dont la stabilité aura été constatée pour une période d'au moins six mois ; simplicité de la formule de bon mais supériorité de la formule du livret ; gestion centralisée des fonds collectés sur les livrets d'épargne populaire ; rôle d'équilibre donné à la caisse des dépôts et consignations ; volonté du Gouvernement de concilier solidarité et justice sociale avec un financement sain de l'économie (p. 941).

Discussion générale : conséquences de l'inflation sur l'épargne [7 avril 1982] (p. 963) ; absence de risque de bureaucratie ; préparation de la réforme bancaire ; inquiétude des élus locaux ; action menée par le Gouvernement en faveur des petites et moyennes entreprises ; non-modification, au regard du livret d'épargne populaire, des bénéficiaires d'indemnités de licenciement ; refus d'envisager d'attribuer deux livrets par famille à des titulaires autres que le mari et la femme (p. 964) ; prêts aux collectivités locales ; avenir des caisses d'épargne ; rôle de la caisse des dépôts et consignations ; modification des structures des conseils et de la structure nationale des caisses d'épargne ; diversification de la politique de clientèle des caisses d'épargne ; réforme des comités des prêts ; financement général de l'économie par la souscription de bons du Trésor en compte courant par la caisse des dépôts et consignations ; similitude entre le nouveau livret d'épargne et le livret A (p. 965).

Discussion des articles : **article 1er :** accepte l'amendement n° 1 de précision de la commission ; **article 2 :** montant des transferts du livret A vers le nouveau livret d'épargne populaire (p. 966).

Ses observations lors des explications de vote : mise en cause par M. Jacques Marette de la direction du Trésor ; emprunt 1973 indexé sur l'or ; responsabilité du nouveau livret d'épargne populaire assurée par le Gouvernement ; difficultés du livret A (p. 969) ; extension des compétences du Crédit agricole par la nouvelle majorité ; modernisation du réseau d'épargne et de financement de l'économie (p. 970).

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).**

Première lecture, discussion générale : projet de loi permettant à l'économie sociale de se doter des instruments bancaires et financiers nécessaires à son développement ; s'étonne de la sollicitude de l'opposition pour le secteur coopératif et mutualiste ; absence de dénationalisation ; « remutualisation » ; différence entre nationalisation et sanction ; absence de volonté du Gouvernement de nationaliser les coopératives et les mutuelles [20 avril 1982] (p. 1195) ; héritage légué par le précédent gouvernement ; stagnation des investissements privés depuis six ans ; « lobbyisme » de M. Edmond Alphandéry ; rôle des nationalisations dans la mise en place d'une société de responsabilité ; spécificité de l'économie sociale ; objectifs de la politique bancaire ; actualisation du cadre législatif bancaire (p. 1196, 1197).

Discussion des articles : **article 7 :** obligation faite par cet article aux trois banques existantes de respecter les dispositions du texte ; cadre général permettant la création d'autres sociétés coopératives de banque pouvant bénéficier des dispositions de ce texte (p. 1201) ; **titre :** loi tendant à créer une nouvelle catégorie de banques ne pouvant être appelée « loi de dénationalisation » (p. 1203).

Sur le fait personnel de M. Edmond Alphandéry : indignation sélective de M. Edmond Alphandéry ; caractère flatteur du terme de « lobbyisme » ; sollicitude manifestée par M. Edmond Alphandéry pour les organismes du crédit mutuel [20 avril 1982] (p. 1203) ; caractère offensant des propos de M. Edmond Alphandéry selon lesquels le Gouvernement « gouverne par caprice idéologique » (p. 1204).

— **Projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962).**

Première lecture, discussion générale : importance de l'environnement international ; blocage des prix et des revenus ; nécessité de ce blocage pour conforter la nouvelle parité monétaire et accélérer le processus de désinflation ; attitude des Etats-Unis ; conséquences des fluctuations du dollar [24 juin 1982] (p. 3831) ; sommet de Versailles ; affaiblissement de l'appareil de production français depuis six ans (p. 3832) ; stabilisation de l'inflation depuis un an ; conditions de la sortie du blocage des prix ; résultats obtenus par les autres pays industrialisés (p. 3833) ; nécessité de rendre le blocage des prix le moins bureaucratique possible ; exceptions au blocage (produits agricoles, produits pétroliers) ; blocage des revenus (p. 3834) ; insuffisance de la relance de la production ; importance du nombre d'emplois créés depuis un an ; augmentation du S.M.I.C. ; maintien en moyenne du pouvoir d'achat pour

la majorité des salariés ; importance des négociations en matière salariale (p. 3835) ; contrat de solidarité ; nouveaux accords « compétitivité-emploi » ; conditions nécessaires à la sortie du blocage des salaires ; environnement international ; renforcement des mesures protectionnistes américaines ; guerre économique ; nécessité de diminuer le train de vie de l'Etat ; stabilisation des dépenses d'assurance maladie ; causes de l'inflation ; rapport Rueff-Armand ; augmentation du dynamisme en matière d'emploi et d'investissement ; rôle moteur du secteur public et de la politique de recherche en matière d'investissement ; augmentation des aides au secteur privé (p. 3836) ; nouvelle politique de l'emploi ; réorientation de l'épargne vers l'industrie ; augmentation de la consommation des ménages ; troisième révolution industrielle ; acceptation du blocage des revenus par les salariés (p. 3837) ; importance de la stabilité monétaire (p. 3838).

Deuxième lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de tenir compte de certaines des observations ayant été formulées à l'Assemblée nationale et au Sénat [9 juillet 1982] (p. 4402) ; blocage des loyers ; sanctions de la non-observation des dispositions de la loi (p. 4403).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Première lecture, discussion générale : nécessité de soutenir l'activité de production et de relancer les investissements ; importance des financements publics en matière de travaux publics et de bâtiment ; politique de grands travaux souhaitée par le Président de la République ; buts du fonds de grands travaux ; baisse de l'activité ; effort consenti sur le budget de l'Etat en 1982 ; maîtrise des consommations d'énergie [12 juillet 1982] (p. 4431) ; objectifs en matière de transports en commun ; nécessaires investissements en matière d'économie d'énergie ; achèvement de la ligne T. G. V du Sud-Est ; financement du fonds spécial ; diminution de la consommation de produits pétroliers (p. 4432) ; refus de créer une structure permanente impliquant des dépenses de fonctionnement ; secteurs d'intervention du fonds spécial ; rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (p 4433) ; gel budgétaire de certains crédits d'équipement ; économies d'énergie ; problème de l'industrie du bâtiment et des travaux publics en zone rurale ; financement du fonds spécial ; déficit des autoroutes à péage (p. 4439) ;

Discussion des articles : **article 1er :** champ d'application du fonds spécial ; cas de la S. N. C. F. (p. 4439) ; volonté de ne pas recourir à la création d'un compte spécial du Trésor ; **article 2 :** situation du bâtiment et des travaux publics ; gage du présent projet (p. 4440).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion générale : buts du livret d'épargne populaire ; importance de la concertation [13 juillet 1982] (p. 4450) ; renforcement du rôle des caisses d'épargne ; diversification du système bancaire français ; impossibilité de mettre en place une réforme d'ensemble ; son interprétation de l'article 34 de la Constitution ; caractère législatif des dispositions contenues dans la présente proposition de loi (p. 4451) ; renforcement du réseau de l'Ecureuil [20 juillet 1982] (p. 4550) ; rapport Dautresme ; volonté du Gouvernement d'orienter l'épargne vers des placements financiers plus abondants et vers des placements plus longs ; nécessité d'accroître la taille du marché des obligations ; contenu de la nouvelle politique du crédit ; extension de la gamme des services offerts par les caisses d'épargne (p. 4551) ; refus de supprimer le livret A ; absence de banalisation commerciale ou de banalisation financière ; rôle des SOREFI ; importance de la caisse de dépôts et consignations (p. 4552, 4553).

Discussion des articles : **article 1er :** notion d'établissement des crédits (p. 4556) ; **après l'article 1er :** contrôle des opérations de banque pratiquées par les caisses d'épargne (p. 4559) ; **article 2 :** son amendement n° 97 (suppression de la deuxième phrase de cet article) : adopté (p. 4560) ; utilisation de manière optimale des fonds collectés par le réseau des caisses d'épargne (p. 4561) ; **article 3 :** missions des comités des prêts institués par la loi de décentralisation (p. 4563) ; **article 4 :** structures du bilan des banques nationalisées ; souscription de bons du Trésor par la caisse des dépôts et consignations (p. 4568) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 95 de M. Dominique Taddei (fonds bénéficiant de la garantie de l'Etat ; fonds dont l'impôt sera libre) (p. 4571) ; adopté (p. 4572).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : amélioration de l'environnement financier des entreprises ; élargissement de la part de l'épargne stable ; accroissement du volume et de l'accessibilité des capitaux à risque ; accumulation des excédents des caisses d'épargne [28 septembre 1982] (p. 5157) ; nécessité de réduire les taux d'intérêts nominaux ; principes dégagés par le rapport Dautresme ; recherche de nouvelles voies pour les capitaux à risque (p. 5158) ; protection de l'épargnant ; mécanisme des certificats d'investissement ; rôle des fonds communs de placement ; redéploiement de l'épargne (p. 5159) ; importance du secteur public ; mondialisation de l'économie (p. 5160) ; différence entre crédit d'impôt et avoir fiscal ; problème des actions d'accumulation ; réinvestissement d'une grande partie des dividendes dans des souscriptions d'actions (p. 5167) ; nécessité de créer un environnement favorable aux entreprises ; aggravation de la crise économique ; comportement des banques ; niveau de la spéculation immobilière en 1979 et 1980 (p. 5168) ; rôle du réseau mutualiste ; « catastrophisme » de l'opposition (p. 5169).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 29 (certificat du dépositaire) : devenu sans objet (p. 5173) ; **article 5 :** souscription à titre irréductible ; absence de risque de manipulation du conseil d'administration ou du directoire (p. 5175) ; émission d'actions à titre de dividende ; **après l'article 5 :** introduction d'une nouvelle forme d'actions dans le droit français (p. 5177) ; **article 7 :** protection des droits des porteurs d'obligations convertibles (p. 5178) ; **article 12 :** *article 283-1 de la loi du 24 juillet 1966 :* création des certificats d'investissement permettant aux sociétés d'augmenter leurs fonds propres ; existence d'un certificat pétrolier (p. 5179) ; *article 283-5 de la loi du 24 juillet 1966 :* modernisation du marché boursier (p. 5182) ; **article 13 :** *article 283-7 de la loi du 24 juillet 1966 :* protection du contribuable contre les excès de certains dirigeants de société (p. 5183) ; **article 21 :** contenu du délit d'initié (p. 5185) ; délit d'initié commis par une personne morale (p. 5186) ; rapport de la commission des opérations en bourse ; **article 22 :** extension du contrôle aux rentes viagères (p. 5187).

Ses observations après les explications de vote : création d'emplois dans le secteur privé ; conséquences du second choc pétrolier (p. 5189) ; rôle de la majorité et de l'opposition (p. 5190).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Ecomonie et finances. — II : Services économiques et financiers. Comptes spéciaux du Trésor. Budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale :* mise en place des directions régionales du commerce extérieur ; création des chambres régionales des comptes ; travaux de l'institut national de la statistique ; politique des prix et de la concurrence ; déficit des monnaies et médailles ; refus de bureaucratiser l'économie française ; critiques émises par l'opposition [8 novembre 1982] (p. 6837) ; politique des prix menée par l'administration des monnaies et médailles ; rôle de l'U. G. A. P. ; réforme du F. D. E. S. ; extension des CORRI (p. 6838, 6839).

Examen des crédits : **état B, titre III :** réforme de l'administration des monnaies et médailles (p. 6839).

Economie et finances. — I : Charges communes. — *Discussion générale :* financement par l'Etat de l'allocation aux adultes handicapés ; réforme de la sécurité sociale ; nécessité de clarifier l'affectation des ressources ; niveau de la dette publique ; taux des émissions de bons en comptes courants ; substitution aux bons du Trésor à intérêt précompté des bons à intérêt mensuel ; mise en place de bons du Trésor à taux variable ; accroissement des dotations en capital aux entreprises du secteur public [8 novembre 1982] (p. 6844) ; participation de parlementaires au haut conseil du secteur public (p. 6845).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** augmentation de la dotation inscrite au chapitre « participation à divers fonds de garantie » ; imperfection du système de financement des entreprises ; rôle de la société financière de l'assurance (p. 6846) ; **état C, titre V :** financement des entreprises nationales (p. 6847).

— **Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).**

Deuxième lecture, discussion générale : objectifs d'ensemble de la politique gouvernementale ; arbitrage entre le souci de défense de la monnaie et le souhait de voir baisser les taux, liens existant entre la solidarité sociale, la compétitivité économique et la politique économique d'ensemble ; stabilité de la monnaie ; politique de régulation monétaire ; redéploiement des dépenses sociales [7 décembre 1982] (p. 8027) ; politique de l'épargne ; nécessité de disposer d'un volume accru de fonds propres et d'épargne longue ; dispositions destinées à renforcer les fonds propres des entreprises ; diversité des situations et des besoins des entreprises ; comptes d'épargne en actions ; caractère égalitaire de l'avantage fiscal ; moyens spécifiques de protection de l'épargne populaire ; politique financière ; maîtrise stricte de la création monétaire ; objectif de progression de la masse monétaire ; priorité reconnue aux besoins des entreprises dans la distribution du crédit ; accroissement du volume de l'épargne longue ; baisse des taux ; diminution du taux d'inflation ; baisse des prêts bonifiés pour 1983 ; réindustrialisation de l'économie (p. 8028) ; amélioration des conditions de financement du logement social (p. 8029).

Discussion des articles : **article 3 :** compétence de la commission des opérations de bourse sur les transferts d'une partie de capital par cession (p. 8030) ; **article 5 *bis* B :** transformation de la dénomination de la commission des opérations de bourse en « commission des opérations de bourse et de surveillance de certains placements » (p. 8033) ; **article 12 :** son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 19 de la commission (possibilité pour les sociétés par actions qui n'ont pas d'assemblée générale d'émettre des certificats d'investissement) : adopté (p. 8037) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 20 de la commission (possibilité pour les sociétés qui n'ont pas d'assemblée générale d'émettre des titres participatifs) : adopté (p. 8038) ; **article 15 :** *article 39-3 de la loi du 13 juillet 1979 :* nécessité pour les gérants des fonds communs de placement à risques de s'engager personnellement ; possibilité de prévoir par décret une participation plus faible du gérant pour une souscription de personnel morale que pour une souscription de personne physique ; souhaite que cette précision intervienne par décret (p. 8039) ; **article 18 *bis* :** dématérialisation des valeurs mobilières ; conséquences sur l'organisation du travail et l'emploi ; concertation (p. 8041).

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
(4e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Relations extérieures : relations culturelles) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome III : **relations extérieures :** relations culturelles (**n° 1167**) [21 octobre 1982].

Proposition de loi relative à **l'usage de la langue française** dans les entreprises publiques et établissements publics à caractère industriel ou commercial de l'Etat et des collectivités locales (**n° 1179**) [28 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à garantir aux salariés le **droit d'expression et de communication en langue française** dans leur travail (**n° 1351**) [21 décembre 1982].

Proposition de loi relative aux **changements de noms** et à la **francisation des noms et prénoms (n° 1352)** [21 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **maintien de l'ordre lors de la visite du ministre de la santé à Montargis :** maintien de l'ordre par des représentants d'un syndicat et d'un parti politique lors de la visite de M. le ministre de la santé à Montargis ; intervention de polices parallèles ou de milices privées lors de visites officielles [2 juin 1982] (p. 2865) ; justification des services d'ordre parallèles par le porte-parole officiel du parti socialiste (p. 2866) ;

orale sans débat :

— **n° 211,** posée le 8 juin 1982 : **Français : langue (défense et usage)** (p. 3153) ; appelée le 11 juin 1982 : **usage de la langue française dans le domaine scientifique** (p. 3254) : nécessité de modifier la politique de la langue française en matière de recherche scientifique, constatée par la commission d'enquête parlementaire sur la langue française ; nécessité en particulier de créer des publications scientifiques de qualité en langue française ; nécessité de valoriser la traduction en français et de procéder dans les colloques à des traductions simultanées ; action insuffisante du Gouvernement ; rôle limité de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique (M.I.D.I.S.T.) ; circulaire du ministre de la recherche et de la technologie du 22 septembre 1981 ; nécessité de définir des priorités budgétaires et des actions concrètes (p. 3255).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (n° 910).**

Première lecture, discussion générale : relations entre la France et le Vanuatu ; place de la langue française dans ce pays [24 juin 1982] (p. 3850) ; problème des Français déclarés « indésirables » au Vanuatu ; situation des personnels de l'ambassade de France déclarés « persona non grata » ; indemnisation (p. 3851) ; personnel diplomatique (p. 3852).

— **Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (n° 527).**

Deuxième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe R. P. R. [24 juin 1982] (p. 3853).

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

Discussion : rappelle son action en faveur des réfugiés ; problème des véritables réfugiés mélangés à des escroes et à des débrouillards ; distribution des visas ; statut des réfugiés définis par la convention de Genève du 28 juillet 1951 ; droit d'asile ; immigration clandestine ; existence d'un trafic de faux papiers ; nécessité d'élargir le droit d'asile et l'accueil des réfugiés [6 juillet 1982] (p. 4247, 4248).

— **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).**

Première lecture, explications de vote : non conformité du présent texte avec l'esprit et la lettre de la Constitution ; vote hostile du groupe R. P. R. [30 septembre 1982] (p. 5303).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures. Affaires européennes. Coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : caractère incomplet des informations recueillies par la commission ; poids financier de l'opération « gaz algérien » ; modification des structures du ministère des relations extérieures [17 novembre 1982] (p. 7325) ; revalorisation des bourses ; crédits destinées à accroître la diffusion internationale de Radio France (p. 7326).

Examen des crédits : I. — Services diplomatiques et généraux : **état B, titre IV :** rejet des crédits de la direction des affaires culturelles par la commission des affaires étrangères [18 novembre 1982] (p. 7367) ; précise que les Algériens ne considèrent pas le contrat gazier comme une opération

de coopération mais comme une opération commerciale normale (p. 7369) ; **après l'article 72 :** regroupement des opérations de développement dans un même document budgétaire (p. 7373).

— **Son fait personnel :** s'élève contre les propos tenus par M. Robert Montdargent [18 novembre 1982] (p. 7374).

DENIZET (Georges)

Rapporteur du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : délibérations du Conseil ; avis sur le projet de loi relatif à la négociation collective ; politique contractuelle ; nécessité de couvrir chaque travailleur par une convention collective ; avis sur le projet de loi relatif au développement de l'expression des travailleurs dans l'entreprise ; règlement intérieur d'entreprise [13 mai 1982] (p. 2112) ; respect des droits et libertés des personnes dans l'entreprise ; droit disciplinaire ; absence d'avis du Conseil économique et social sur le projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel ; avis concernant le comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail ; questions du seuil et des crédits d'heures ; accidents du travail ; risque que fait courir la réforme aux entreprises ; coût des mesures (p. 2113) ; législation réglant les rapports conventionnels ; hostilité du Conseil au droit de veto pour les organisations syndicales représentatives non signataires d'une convention ou d'un accord d'entreprise (p. 2114).

DENVERS (Albert)

Député du Nord
(11e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de l'établissement national des invalides de la marine [*J. O.* du 16 avril 1982] (p. 1144).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083) (Mer) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 22 : **mer (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 33 :** conclusion d'accords sur la nature des travaux à réaliser [22 janvier 1982] (p. 377).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* place prioritaire occupée par la politique de l'habitat dans les préoccupations du Gouvernement ; marasme du secteur social locatif [4 novembre 1982] (p. 6685) ; conséquences de la loi de 1977 ; distribution de l'aide personnalisée au logement ; nécessité de mettre en œuvre une politique ambitieuse de réhabilitation du patrimoine social locatif ; politique de l'urbanisme et du foncier ; poursuites de l'effort de l'Etat au titre des subventions pour surcharge foncière ; propositions de la commission Badet ; exercice du droit au logement (p. 6686).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** risque de voir augmenter le nombre des demandes d'A.P.L. (p. 6706).

Mer. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : accroissement de la contribution de l'Etat aux charges sociales de l'établissement national des invalides de la marine ; diminution des dépenses d'équipement ; déséquilibre entre dépenses courantes et dépenses d'équipement [4 novembre 1982] (p. 6707) ; construction du grand phare d'Ouessant ; insuffisance des dépenses d'investissement prévues en faveur des ports de commerce de la métropole ; développement de la flotte française ; problème de la construction navale ; effort devant être accompli en faveur de la réparation navale (p. 6708).

DEPREZ (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
(5e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

DEROSIER (Bernard)

Député du Nord
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Président de cette commision [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1676).

Rapporteur du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [3 juin 1982] (p. 1942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur de sa proposition de loi visant à réglementer les augmentations du salaire minimum interprofessionnel de croissance (n° 938) [1er juillet 1982] (p. 4196).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Education nationale : orientation générale) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi [J. O. du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [J. O. du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [J. O. du 24 novembre 1982] (p. 3571).

DEPOTS

Proposition de loi visant à réglementer les augmentations du **salaire minimum interprofessionnel de croissance (n° 938)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 853) modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 961)** [17 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (n° 1099) sur le projet de loi rejeté par le Sénat modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 1100)** [30 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 1130)** [6 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1120), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 1132)** [7 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1142) rejeté par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 1147)** [13 octobre 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XII : **Education nationale,** orientation générale **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à interdire aux **femmes enceintes** de travailler plus de huit heures **(n° 1189)** [28 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— mouvement de grève dans l'enseignement supérieur : carrières des personnels de l'enseignement supérieur ; situation des assistants non-titulaires et des vacataires ; répartition des emplois nouveaux [19 mai 1982] (p. 2428) ;

— rentrée scolaire : situation antérieure ; attrait des enseignants pour les régions du Sud de la France [6 octobre 1982] (p. 5459, 5460) ;

— U. N. E. D. I. C. : dénonciation unilatérale de la convention de l'U. N. E. D. I. C. par le C. N. P. F. ; absence de compromis ; risque de remise en cause de la protection sociale des chômeurs [17 novembre 1982] (p. 7312).

orale sans débat : (n° 297) : professions et activités médicales (spécialités médicales), posée le 30 novembre 1982 (p. 7830, 7831), appelée le 3 décembre 1982 : **médecine nucléaire :** rapport du professeur Tubiana ; retard pris par la médecine nucléaire en France ; exemple de la gamma-caméra ; avantages des procédés de médecine nucléaire ; cyclotrons (p. 7967) ; mesures prises en ce qui concerne l'organisation de la santé et les investissements (p. 7968).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : prise en compte par les méthodes de planification des souhaits des représentants de la population ; préservation des équilibres infrarégionaux ; différents niveaux de la planification [14 juin 1982] (p. 3352) ; programme régional de développement économique, social et culturel ; cohérence dans le temps des différentes réalisations ; programmation des moyens de la recherche publique et des actions de développement économique ; études sur la situation de l'appareil productif, les innovations technologiques, l'état des marchés et la concurrence internationale ; souci de concertation ; structures de l'éducation et de la formation professionnelle ; procédure contractuelle ; rapports entre le plan et le secteur privé notamment les P. M. E. (p. 3353).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : assises régionales et nationales de la recherche ; augmentation des moyens financiers ; décentralisation ; rôle du système éducatif ; pauvreté des budgets de l'éducation sous les précédents Gouvernements [21 juin 1982] (p. 3679).

Discussion des articles : **article 3 :** approbation des programmes mobilisateurs par le Parlement [22 juin 1982] (p. 3693) ; **article 4 :** place de l'université dans le présent projet (p. 3695) ; **après l'article 5 :** possibilité de recours (p. 3698) ; **article 10 :** création dans chaque région d'un comité consultatif régional de recherche ; composition des comités consultatifs régionaux (p. 3714) ; **article 13 :** dissociation entre les fonctions et le grade (p. 3722) ; **après l'article 13 :** statut des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 3723) ; **article 18 :** missions des instituts universitaires de technologie (p. 3735) ; **article 20 :** conservatisme caractérisant le Sénat (p. 3737) ; **après l'article 22 :** caractère réglementaire des dispositions contenues dans l'amendement n° 102 de M. Robert Galley (p. 3741) ; **après l'article 23 :** son opposition à l'amendement n° 63 de M. Guy Hermier ; consultation du comité d'entreprise sur la politique de l'entreprise (p. 3743).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : rétablissement par l'Assemblée nationale du texte voté en première lecture [30 juin 1982] (p. 4093).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : statut des médecins hospitaliers à plein temps ; possibilité pour le médecin d'exploiter une activité privée à l'intérieur de l'hôpital ; prises de positions en faveur de la suppression du secteur privé ; statistiques chiffrées sur le nombre des activités privées dans les hôpitaux publics ; lien entre la médecine de ville et la médecine hospitalière ; extension des avantages propres au secteur privé à l'ensemble des malades ; développement des moyens financiers et techniques mis à la disposition des hôpitaux publics [25 juin 1982] (p. 3900) ; nouveau statut du médecin à temps plein ; retraite des médecins hospitaliers ; situation de l'administration hospitalière ; amélioration de l'accueil des malades dans les hôpitaux (p. 3901).

Discussion des articles : **article 2 :** suppression progressive du secteur hospitalier privé ; décentralisation au profit des conseils d'administration des centres hospitaliers (p. 3921) ; relations entre la réforme du statut des médecins et la suppression du secteur privé à l'hôpital (p. 3922) ; calendrier de la mise en œuvre de la loi ; possibilité pour les hôpitaux de réserver des lits privés et de recevoir des malades en consultation durant une période transitoire (p. 3923).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : suppression des activités du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics ; rejet du texte par le Sénat ; absence de menace grave pour l'avenir de la médecine française ; principe du libre choix du médecin ; élévation du niveau des prestations offertes par le service public ; rétablissement de l'égalité de tous devant le service public hospitalier [30 septembre 1982] (p. 5256) ; absence de volonté politique en matière de santé pendant le septennat précédent (p. 5257).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (date d'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 5260) : adopté (p. 5261).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [7 octobre 1982] (p. 5539).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (précisant que les intéressés pourront renoncer à bénéficier des dispositions du présent alinéa au plus tard le 31 décembre 1983) : adopté (p. 5539).

Quatrième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [13 octobre 1982] (p. 5732) ; introduction du délai supplémentaire d'un an à l'initiative des parlementaires (p. 5733).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** amélioration des conditions de travail ; attitude de certains chefs d'entreprise vis-à-vis de ce problème ; difficultés d'appréhension des risques professionnels ; développement d'une politique de prévention et d'amélioration des conditions de travail devant contribuer à la diminution des dépenses de santé [21 septembre 1982] (p. 4998) ; coût de la réduction des accidents du travail ; procédure de travail retenue par l'Assemblée nationale pour l'examen des quatre textes relatifs aux droits des travailleurs (p. 4999).

— Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).

Première lecture, explications de vote : rappelle le procès de Galilée ; consultation nécessaire avant les choix technologiques : vote positif du groupe socialiste [5 octobre 1982] (p. 5377).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion générale : effets négatifs de la loi de 1970 ; exemple de Lille, Roubaix, Tourcoing ; opération réalisée à Lille-Est : encouragement donné à la coopération intercommunale [6 octobre 1982] (p. 5482).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 14 (attente d'une réforme globale du régime d'assurance chômage) : retiré [11 octobre 1982] (p. 5619).

Première lecture, discussion générale : équilibre financier de la sécurité sociale ; politique pratiquée par les anciens Gouvernements ; abrogation du ticket modérateur d'ordre public ; absence de régression sociale consécutive à l'adoption du présent projet de loi [18 octobre 1982] (p. 5916) ; précise que la seule réponse au déficit du système de protection sociale est le retour au plein emploi ; institution d'un forfait journalier hospitalier (p. 5917).

Discussion des articles : **article 1er précédemment réservé :** regrette que l'opposition cite fréquemment les écrits et les propos du Président de la République [19 octobre 1982] (p. 5961) ; **article 3 précédemment réservé :** attitude de l'opposition ; conseille à M. Jacques Blanc de consulter un neuro-psychiatre (p. 5963).

— Projets de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : décentralisation et déconcentration des grandes villes ; développement de la démocratie ; coût du projet ; réforme des communautés urbaines ; développement de la coopération intercommunale [21 octobre 1982] (p. 6122).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 59 :** son amendement n° 124 (cas des communes fusionnées de plus de 100 000 habitants) [23 octobre 1982] (p. 6272) ; adopté ; son amendement n° 68 devenu sans objet (p. 6273).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 50 :** son amendement n° 87 (possibilité pour le maire d'une commune non directement représentée au conseil de communauté d'assister aux séances du conseil de communauté) : adopté [9 décembre 1982] (p. 8180) ; **article 59 :** son amendement n° 89 (précisant que le conseil consultatif des communes associées doit être composé d'élus) (p. 8183) ; adopté ; son amendement n° 90 (modalités d'élection des membres du conseil consultatif) : retiré ; son amendement n° 91 (de conséquence) : adopté (p. 8184).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : revalorisation du service public de l'éducation ; infériorité du nombre d'emplois créés en 1983 par rapport à celui de 1982 ; création d'emplois dans les L. E. P. [4 novembre 1982] (p. 6730) ; problème des enfants sortant du milieu scolaire sans formation ; problèmes généraux de l'éducation ; causes des échecs scolaires ; objectifs de l'école de demain (p. 6731).

DESANLIS (Jean).

Député de Loir-et-Cher
(3e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Paul Fuchs et plusieurs de ses collègues d'orientation de l'agriculture biologique (n° 744) [8 avril 1982] (p. 1043).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'exercice des activités de vétérinaire (n° 774).

Première lecture, discussion générale : adaptation de la législation française sur les conditions d'exercices des activités vétérinaires aux dispositions des directives communautaires ; reconnaissance mutuelle des diplômes ; niveau du concours d'entrée dans les écoles vétérinaires françaises ; problème des Etats délivrant un nombre de diplômes supérieur à leurs besoins ; exercice des fonctions d'inspection sanitaire par des ressortissants français ; féminisation de la profession ; contrôle des denrées [23 septembre 1982] (p. 5097) ; libre circulation et installation des hommes et des femmes (p. 5098).

Discussion des articles : **article 1er** *bis :* insuffisance du nombre des vétérinaires français entre 1950 et 1970 ; féminisation de la profession (p. 5100).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : quetions :* problème des collèges ruraux ; inquiétude des enseignants et des parents d'élèves [5 novembre 1982] (p. 6770).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* regrette que les crédits destinés à dynamiser l'investissement de l'industrie française soient réservés aux entreprises nationalisées ; besoins du secteur privé [8 novembre 1982] (p. 6907) ; réticences du secteur bancaire (p. 6908).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* dotation globale d'équipement [9 novembre 1982] (p. 6982).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant diverses dispositions du livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire (n° 143).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** possibilité d'exercer des contrôles *a posteriori* sur les aliments médicamenteux fabriqués dans les installations des utilisateurs ; **article 4 :** présence personnelle du pharmacien ou du docteur vétérinaire lors du contrôle de la fabrication et de la délivrance des aliments [24 novembre 1982] (p. 7611) ; regrette que cette présence personnelle ne soit pas prévue par le texte ; **article 5 :** prescription du docteur vétérinaire pour la délivrance des médicaments vétérinaires ; risques d'erreur de diagnostic si le vétérinaire qui établit la prescription n'est pas celui qui a procédé à l'examen des animaux (p. 7612).

DESCHAUX-BEAUME (Freddy)

Député de l'Eure
(4e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).
Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **réseau commercial Talbot :** politique de restructuration menée par le groupe Peugeot-S. A. et situation des concessionnaires Talbot [7 avril 1982] (p. 959) ;

— **Thomson et Compagnie des lampes Philips :** vente au groupe Philips des participations de Thomson dans la Compagnie des lampes [2 juin 1982] (p. 2868) ; nécessité de prendre certaines garanties en faveur du personnel (p. 2869) ;

orale sans débat (n° 191), posée le 25 mai 1982 : **métaux (emploi et activité)** (p. 2582, 2583).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** *article L.* 417-17 *du code du travail :* circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise [27 mai 1982] (p. 2677) ; **article 11 :** *article L.* 423-7 *du code du travail :* prononce son discours en s'exprimant à la manière d'un travailleur maghrébin [1er juin 1982] (p. 2800).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 13 :** problème des sites et des monuments naturels [19 juillet 1982] (p. 4507).

Explications de vote : mise en place d'une décentralisation propre à la Corse dans le respect de son identité culturelle ; vote positif du groupe socialiste (p. 4525).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : conciliation, dans le présent projet de loi, des principes de la majorité avec le réalisme de tout pouvoir ; attitude de l'opposition [26 juillet 1982] (p. 4857) ; modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France ; majoration du nombre de conseillers élus (p. 4858).

— **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).**

Première lecture, discussion générale : érection du Vaudreuil en commune de plein exercice ; retour au droit commun de l'administration communale ; maintien de certaines spécificités à titre transitoire (soutien de l'État aux instances locales) ; absence de création de villes nouvelles dans les années à venir ; mécanisme des dotations en capital de l'Etat ; effort de démocratisation [6 octobre 1982] (p. 5481, 5482).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* place de l'adaptation scolaire et de l'éducation spécialisée dans les structures de l'éducation nationale ; rôle du groupe d'aide psycho-pédagogique (G. A. P. P.) ; collaboration des psychomotriciens et des instituteurs ; mise en place des classes d'adaptation [5 novembre 1982] (p. 6752).

Questions : baisse des effectifs scolaires du premier degré ; récupération de places (p. 6767) ; difficultés nées des flux de population ; critères de répartition des moyens de l'éducation nationale ; exemple de l'académie de Nancy-Metz ; rigidité des critères d'attribution des crédits ; lourdeur du temps de travail scolaire hebdomadaire (p. 6768).

DESGRANGES (Jean-Paul)

Député de l'Allier
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement : approvisionnement des entreprises nationalisées : déficit du commerce extérieur ; politique de sous-traitance menée par les groupes nationalisés [6 octobre 1982] (p. 5460, 5461).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie .

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* situation des P. M. E. et des P. M. I. ; désintégration du tissu industriel français au cours des dernières années ; rôle de l'Etat dans le développement industriel ; effort accompli par le Gouvernement depuis dix-huit mois ; diminution des charges financières des entreprises ; mentalité d'assisté dont fait preuve M. Yvon Gattaz [8 novembre 1982] (p. 6889) ; mesures spécifiques aux P. M. E. et P. M. I. ; nécessité d'inciter les groupes nationalisés à aider financièrement les P. M. I. travaillant avec eux ; récupération de la T. V. A. sur le fuel domestique (p. 6890).

DESSEIN (Jean-Claude)

Député de la Somme
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* lutte contre le terrorisme ; rôle du service national dans la formation civique des jeunes Français ; présence française dans l'océan Indien ; incorporation de volontaires de différentes unités dans les forces d'assistance rapide [12 novembre 1982] (p. 7114).

DESTRADE (Jean-Pierre)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(4e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [27 mai 1982] (p. 2703).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (n° 918) [17 juin 1982] (p. 3574).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1079) [21 septembre 1982] (p. 5031).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Pourchon et plusieurs de ses collègues portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 939) [30 septembre 1982] (p. 5306).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (commerce et artisanat) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme (n° 1144) [21 octobre 1982] (p. 6149).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215) [18 novembre 1982] (p. 7426).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences, entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [J. O. du 10 décembre 1982] (p. 3319).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 876) relatif à la participation des employeurs au **financement des transports publics urbains (n° 948)** [15 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1043)** [22 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, rejeté par le Sénat, en deuxième lecture, relatif à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1065)** [23 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1071), rejeté par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, relatif à la participation des employeurs au **financement des transports publics urbains (n° 1073)** [27 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1079) modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1085)** [21 septembre 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome III : **Commerce et artisanat (n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Pollution des plages :** état de pollution des plages à la veille des vacances scolaires ; publication par les services du ministère de la santé d'un bulletin officiel de l'état de salubrité des plages ; diffusion de ce document [10 juin 1982] (p. 3203) ;

— **Création d'un centre européen pour l'observation des grands migrateurs :** affrontement entre chasseurs de palombes et écologistes dans les Pyrénées ; intention de créer un centre européen pour l'observation des grands migrateurs [3 novembre 1982] (p. 6608).

orales sans débat :

— **N° 141,** posée le 20 avril 1982 : **Edition, imprimerie et presse (emploi et activité)** (p. 1206) ; appelée le 23 avril 1982 : **crédits bonifiés de l'industrie graphique :** dispositions fixant à 15 p. 100 le seuil maximal d'achat de matériel étranger pour les entreprises désirant bénéficier d'un crédit bonifié ; exclusion des industries graphiques du bénéfice de l'aide ; caractère international de l'industrie graphique ; contrainte absolue représentée par la répartition des sources de matériel ; vivacité de la concurrence dans ce secteur ; nécessité de mettre en place une procédure de dérogation (p. 1287) ;

— **N° 195,** posée le 25 mai 1982 : **Enseignement (programmes)** (p. 2583) ; appelée le 28 mai 1982 : **Enseignement de la langue et de la culture basques :** création de postes de maîtres itinérants (p. 2719) ; attention portée par les pays étrangers à la langue et à la culture basques (p. 2720) ;

— **N° 196** de M. René Souchon, appelée le 28 mai 1982 : **Préservation du site du Mont-Blanc :** décision autorisant l'extension des remontées mécaniques du domaine skiable des Grands Montets à Chamonix ; risques d'avalanche (p. 2721).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : développement des transports collectifs urbains ; institution d'un droit au transport ; amélioration des conditions de perception et d'utilisation de la taxe « versement transport » ; abaissement du seuil de population retenu pour l'instauration de cette taxe ; [25 juin 1982] (p. 3925) ; liberté des collectivités locales pour décider du taux du versement ; libéralisation des conditions de l'utilisation du versement transport ; prise en charge par les employeurs des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail de leurs salariés qui utilisent les transports publics en région parisienne (p. 3926).

Discussion de articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (abaissement du seuil de population au-delà duquel peut être perçue la taxe versement-transport, à 30 000 habitants par commune ou groupe de communes) (p. 3932) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (suppression de l'article) ; nécessité de retenir un taux maximum du versement transport mais inutilité de l'introduction d'une différenciation des taux de ce versement selon les communes : rejeté (p. 3933) ; révision du taux de versement transport et discrimination entre les communes selon l'importance de leur population ; **article 3 :** son amendement n° 3 (entrée en vigueur des dispositions de la présente loi au 1er juillet 1983) : devenu sans objet (p. 3934) ; **article 4 :** affectation du versement transport à des investissements et à des opérations de promotion des transports en commun ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; **article 5 :** instauration d'une prise en charge partielle par les employeurs des frais de déplacement entre domicile et lieu de travail de leurs salariés qui utilisent des transports en commun ; référence au code du travail ; problème de la région Ile-de-France (p. 3935) ; son amendement n° 6 (détermination par décret des modalités de la prise en charge des frais de déplacement des salariés ayant plusieurs employeurs ou travaillant à temps partiel) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 7 (suppression de l'article) : adopté (p. 3936).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : accueil réservé à ce texte par la majorité du Sénat ; abaissement du seuil d'instauration et libéralisation des règles d'utilisation du versement transport [22 juillet 1982] (p. 4656, 4657).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1079).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : report du 1er octobre au 1er novembre 1982 de l'abrogation des textes relatifs à la prime de transport ; suppression de la prime de transport [21 septembre 1982] (p. 4993).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : contribution du commerce et de l'artisanat à la lutte pour l'emploi ; stagnation des crédits destinés au commerce ; effort consenti en faveur de l'emploi dans le domaine de l'artisanat ; diminution des crédits consacrés aux interventions dans les zones sensibles

[2 novembre 1982] (p. 6528); suspension de la délivrance des autorisations de création de grandes surfaces; nécessaire réforme de la loi d'orientation (loi Royer); suppression du système de la prime à l'installation, au développement artisanal et à l'embauche du premier salarié; nouvelle prime à la création nette d'emploi; effort nécessaire en faveur du petit commerce rural (zone de montagne) (p. 6529).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* conséquences de la taxation des frais généraux pour l'hôtellerie, la restauration et les congrès; baisse du nombre des participants français aux congrès; recul de l'hôtellerie quatre étoiles; exemple de la côte basque [3 novembre 1982] (p. 6620).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : principes directeurs sur lesquels repose le transfert de compétences; refus d'aboutir à un transfert net de charges au détriment des collectivités locales; modalités d'application des dotations globales d'équipement; refus de permettre à une collectivité locale d'exercer une tutelle sur une autre collectivité locale; limitation du droit de construire en l'absence de P. O. S.; pouvoir du représentant de l'Etat d'approuver le schéma directeur; principe de l'élaboration du P. O. S. par la commune; élaboration des schémas d'utilisation de la mer; regroupement des communes dans le cadre de chartes de développement et d'aménagement; établissement par le conseil régional d'un schéma régional de développement du tourisme et des loisirs [29 novembre 1982] (p.7725); renforcement de l'action régionale en matière énergétique; élaboration d'un plan énergétique régional; nécessité de confier aux régions des responsabilités en matière d'urbanisme commercial (p. 7726).

Discussion des articles, rapporteur pour avis : **avant l'article 15 A :** son amendement n° 351 (rôle des régions en matière de valorisation des ressources énergétiques et de politique d'aménagement du territoire) [30 novembre 1982] (p. 7785); devenu sans objet; son amendement n° 352 (consultation du comité régional du tourisme et des loisirs par le conseil régional) (p. 7786); retiré (p. 7787).

DHAILLE (Paul)

Député de la Seine-Maritime
(5e *circonscription*)
Socialiste
Secrétaire d'âge

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord instituant une fondation européenne (ensemble un acte final et un arrangement) (n° 1264) [12 décembre 1982] (p. 7955).

DOLLO (Yves)

Député des Côtes-du-Nord
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçant travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [J. O. du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1028)

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Yves Le Drian et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le droit aux congés payés aux marins pêcheurs rémunérés à la part (n° 641) [22 avril 1982] (p. 1281).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [J. O. du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947) [J. O. du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [J. O. du 24 novembre 1982] (p. 3571).

QUESTIONS

au Gouvernement : difficultés pour les inspecteurs du travail d'exercer des contrôles : incidents opposant contrôleurs et inspecteurs du travail à certains chefs d'entreprise; exemple d'incidents en Bretagne; cessation des contrôles par les contrôleurs et inspecteurs pendant une durée de quinze jours [24 novembre 1982] (p. 7643).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : urgence du projet de loi; reconnaissance de droits élémentaires; concertation préalable à la discussion du projet de loi; signe d'émancipation pour les conjoints d'artisans et de commerçants; formation à la gestion et formation continue; problème du partage de l'assiette des cotisations entre les conjoints à l'intérieur des trois tiers [8 avril 1982] (p. 1015).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : ordonnance de 1976; volonté de mettre en œuvre une véritable décentralisation dans ce domaine; problème des conseils d'administration; paritarisme [7 juillet 1982] (p. 4325).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale : modification des conditions d'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord; problème de la dénomination du conflit d'Algérie; promesse faite par M. François Mitterrand au printemps de 1981 [23 septembre 1982] (p. 5105).

Explications de vote : introduction de plus de justice dans l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord; vote positif du groupe socialiste (p. 5107).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* financement des hébergements touristiques [3 novembre 1982] (p. 6622).

Culture. — *Discussion générale : questions :* volonté du ministre de la culture de modifier les subventions accordées aux centres de développement culturel et artistique; harmonisation des critères de subvention [3 novembre 1982] (p. 6654).

Education nationale. — *Discussion générale :* reconnaissance des identités culturelles et linguistiques régionales; problèmes propres à la Bretagne; habilitation des licences d'études bretonnes et celtiques; nomination d'un enseignant chargé d'organiser la formation initiale et continue en langue gallèse; crédits affectés au développement de l'enseignement des langues et cultures régionales [5 novembre 1982] (p. 6750).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : manque de formation des artisans à la gestion; nécessité de créer un contrôle des connaissances [23 novembre 1982] (p. 7584); rôle de l'artisanat dans la lutte pour le redressement économique et l'emploi (p. 7585).

DOMINATI (Jacques)

Député de Paris
(2e circonscription)
U. D. F.

Elu le 17 janvier 1982.

L'Assemblée prend acte de son élection [18 janvier 1982] (p. 159).

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [4 février 1982] (p. 466).

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 30 janvier 1982] (p. 421).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 188) posée le 25 mai 1982 : **police (fonctionnement à Paris)** (p. 2582) ; appelée le 4 juin 1982 : **nuisances de la rue Saint-Denis :** développement des sex-shops ; joueurs de bonneteau (p. 2953).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : soulève l'exception d'irrecevabilité à l'encontre du premier des deux projets de loi ; suspicion de l'Etat vis-à-vis des grandes villes ; rappelle sa défense du statut communal de Paris [20 octobre 1982] (p. 6056) ; caractère contradictoire des préoccupations du Gouvernement ; principe de libre administration énoncé par l'article 72 de la Constitution ; dispositions relatives au personnel communal ; compétences des conseils d'arrondissement ; immixtion de l'Etat dans la gestion de Paris, Lyon et Marseille ; volonté d'hyper-centralisation dont fait preuve le Gouvernement (p. 6057) ; opinion des Parisiens sur la présente réforme ; retour en arrière consécutif à l'adoption du présent projet de loi (p. 6058) ; son exception d'irrecevabilité rejetée (p. 6061).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion générale : contenu des précédentes lois d'amnistie ; action positive du Parlement et du Gouvernement ; apaisement définitif souhaité par le Gouvernement [21 octobre 1982] (p. 6133).

DOUSSET (Maurice)

Député d'Eure-et-Loir
(3e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (départements et territoires d'outre-mer) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VI : **départements et territoires d'outre-mer (n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : fermeture des classes en milieu rural : projet de carte scolaire pour la rentrée 1982-1983 ; fermeture de classes dans les zones rurales [19 mai 1982] (p. 2432) ; critères de détermination des effectifs scolaires ; répartition et transfert des postes d'instituteur par département et entre départements (p. 2433).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : offices d'intervention et offices fonciers ; progrès réalisé dans l'agriculture au cours des dernières années ; rôle de l'O.N.I.B.E.V. et de l'O.N.I.V.I.T. ; compétence du Parlement pour la création des offices ; dispositions relatives à la commercialisation des produits agricoles ; liberté des chefs d'exploitation agricole ; responsabilité de l'orientation et de l'organisation de la production ; rôle des professionnels ; coordination de l'action des offices [29 juin 1982] (p. 4008) ; conditions de la commercialisation des produits ; situation des petits marchés ruraux ; hostilité du groupe U.D.F. au projet de loi (p. 4009).

Deuxième lecture, discussion générale : discipline de vote imposée à la majorité ; main-mise de l'Etat sur l'agriculture ; financement des offices ; nomination des présidents des offices ; volume des crédits consacrés à l'organisation et au soutien des marchés [29 septembre 1982] (p. 5197).

Discussion des articles : **article 2 :** rémunération des travailleurs de l'agriculture (p. 5207) ; rôle des coopératives agricoles (p. 5208) ; recherche en agriculture ; développement des débouchés ; rôle des sociétés d'intervention (exemple de la S.I.B.E.V.) ; volonté du gouvernement de diminuer le rôle du conseil supérieur d'orientation (p. 5209) ; **article 2** *bis :* suppression du quota pour les betteraves ; **article 3 :** propositions du conseil de direction des offices (p. 5211) ; **article 3** *ter :* fonctionnement des interprofessions (p. 5212) ; **article 7 :** introduction de deux virgules dans cet article (p. 5214) ; **article 8 :** rôle du conseil d'orientation en matière de définition de la politique des offices (p. 5215) ; demande à M. Yves Tavernier de retirer le mot « Vichyssois » (p. 5217) ; **article 9 :** convention passée entre les offices et les établissements publics régionaux ; exemple de la région Centre ; **article 11 :** nouveaux délais proposés par le gouvernement aux marchés pour obtenir leur agrément (p. 5218) ; suppression de l'avis du conseil supérieur d'orientation (p. 5219) ; **article 11** *bis :* création du fonds de garantie (p. 5220) ; **article 18** *bis :* contrôle des chais (p. 5223) ; **titre :** titre du présent projet de loi.

Explications de vote : vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. (p. 5225) ; tutelle de l'Etat sur l'agriculture (p. 5226).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : nécessité de régler les handicaps particuliers de l'outre-mer ; développement du secteur productif ; mise en valeur des ressources naturelles [5 novembre 1982] (p. 6792) ; inquiétude des populations d'outre-mer ; affaiblissement des positions de la France dans le monde ; refus du repli sur l'hexagone (p. 6793) ; caractère incomplet des informations dont a bénéficié la commission de la production et des échanges (p. 6809, 6810).

DOUYERE (Raymond).

Député de la Sarthe
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 27 mars 1982] (p. 944).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Rapporteur du projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [8 juillet 1982] (p. 4397).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Services du Premier ministre : fonction publique) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J.O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1016) portant création du **fonds spécial de grands travaux (n° 1023)** [9 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du **fonds spécial de grands travaux (n° 1061)** [22 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi modifié par le Sénat portant création du **fonds spécial de grands travaux (n° 1062)** [22 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture portant création du **fonds spécial de grands travaux (n° 1067)** [23 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 31 : **Services du Premier ministre** : fonction publique **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Grève des internes des centres hospitaliers universitaires** : arrêté du 21 février 1982 relatif à l'attribution du certificat d'études spéciales à certains internes ; grève des internes de C.H.U. [7 avril 1982] (p. 958).

— **Impôt sur les grandes fortunes** : absence de déclaration de certaines des personnes concernées [10 novembre 1982] (p. 7022).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du Livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : situation du département de la Sarthe ; conditions désastreuses d'exercice du seul conseil de prud'hommes départemental [27 janvier 1982] (p. 578) ; détermination du nombre de conseillers salariés et de conseillers patronaux ; temps nécessaire à la rédaction du jugement et nombre d'heures à accorder au président et aux vice-présidents des conseils ; problème du temps passé hors de l'entreprise ; prime versée par l'entreprise ; rémunération par l'employeur des absences des salariés ; participation au financement de la formation professionnelle ; problème des personnes habilitées à assister ou à représenter les parties en matière prud'homale ; création d'un fonds de prévoyance pour les employeurs insolvables ; gratuité de l'exécution du jugement ; rémunération des assesseurs des bureaux de vote et renouvellement des conseils (p. 579).

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : économie politique du projet de loi ; nécessité de réformes plus profondes ; allocation de congé maternel [13 avril 1982] (p. 1073) ; attribution préférentielle de l'entreprise après décès de l'artisan ; soulte à verser aux héritiers copropriétaires ; déduction du bénéfice industriel et commercial des cotisations de sécurité sociale de l'époux collaborant effectivement à l'activité du conjoint ; déduction du B.I.C. du salaire du conjoint salarié jusqu'à hauteur du S.M.I.C. ; solidarité nationale ; centre de gestion ; salaire fiscal ; volonté du Gouvernement d'assurer à la fois la promotion de la femme et l'égalité des droits de toutes les catégories de Français (p. 1074).

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion générale : volonté du Président de la République de faire de la France la troisième puissance scientifique du monde ; augmentation de la dépense nationale de recherche et de développement [21 juin 1982] (p. 3672) ; conjugaison des efforts publics et privés ; formation et recrutement des effectifs de la recherche publique ; impact de la progression des dépenses de recherche civile sur le marché des instruments scientifiques (p. 3673).

Discussion des articles : **article 11** : missions de la recherche publique [22 juin 1982] (p. 3716) ; **article 12** : création des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; règles comptables auxquelles seront soumis ces établissements (p. 3718).

— **Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : seconde phase de la politique économique et sociale du Gouvernement ; absence de reprise internationale ; blocage des revenus et des prix [12 juillet 1982] (p. 4429) ; faiblesse de l'investissement privé ; réindustrialisation de la France ; objectifs du fonds spécial de grands travaux ; financement de ce fonds ; consommation des produits pétroliers ; structures du fonds spécial (p. 4430, 4431).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (supprimant la taxe spécifique sur le fuel domestique et majorant le taux applicable aux autres carburants) : adopté après rectification (p. 4441).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : désaccord entre l'Assemblée et le Sénat portant sur l'article 5 du présent projet [22 juillet 1982] (p. 4689).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 2 (missions du fonds spécial) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 3 (précisant que le fonds est administré par un conseil d'administration dont le président est nommé par décret) : adopté (p. 4690).

Troisième lecture, discussion des articles, rapporteur : son amendement n° 1 (mission du fonds spécial de grands travaux) [23 juillet 1982] (p. 4740) ; adopté (p. 4741).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : origines socio-professionnelles des élèves de l'E. N. A. ; détournement du concours interne ; organisation du troisième concours ; absence de politisation de la fonction publique ; affectation des administrateurs dans l'ensemble des corps [5 octobre 1982] (p. 5409, 5410).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : rigueur de la politique économique du Gouvernement [26 octobre 1982] (p. 6339) ; protection de l'épargne ; mécanisme du crédit d'impôt ; simplification de l'imposition des plus-values ; imposition des successions et des donations ; lutte contre la fraude fiscale (p. 6340).

Discussion des articles : **après l'article 7 :** non-déductibilité des apports en fonds propres versés aux organismes à forme mutualiste et aux sociétés coopératives [28 octobre 1982] (p. 6434) ; **après l'article 15 :** son amendement n° 190 (exonération du droit de timbre, d'enregistrement et de la taxe sur la publicité foncière, des actes passés par les communes ou syndicats de communes, les départements, les régions et les établissements publics communaux ; mesure compensée par une augmentation du droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les casinos) : adopté (p. 6480) ; **après l'article 16 :** plafonnement des frais généraux [29 octobre 1982] (p. 6496) ; **article 27 et état A :** accroissement de la justice fiscale ; augmentation des concours de l'Etat aux collectivités locales (p. 6518).

Deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : poids de la fonction publique dans le budget de l'Etat ; notion de fonction publique au sens large ; création nette d'emplois de fonctionnaires en 1983 ; résorption de l'auxiliariat ; rapport sur l'état annuel de la fonction publique publié par la Documentation française ; démocratisation de la fonction publique ; réforme de l'E. N. A. ; organisation du concours spécial d'accès à l'E. N. A. [5 novembre 1982] (p. 6781) ; maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; mise en place d'une grille unique ; transparence des rémunérations ; connaissance des primes ; volonté de clarté manifestée par les ministères ; mensualisation du versement des pensions ; intégration de l'indemnité de résidence (p. 6782) ; risques de mécontentements des retraités civils et militaires (p. 6783) ;

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 52 : transparence des revenus [19 novembre 1982] (p. 7495) ; **avant l'article 53 :** mise en place d'un nouveau système tendant à encourager l'investissement (p. 7501) ; problème de l'amortissement dégressif (p. 7503) ; **article 53 :** transformation de certains centres de comptabilité en centres de gestion agréés (p. 7506) ; possibilité pour les experts-comptables de refuser leur visa ; rémunération de ceux-ci (p. 7509) ; extension du pardon fiscal (p. 7510) ; **après l'article 53 :** nécessité de trouver un équilibre entre le maintien du secret professionnel et la transparence des revenus des professions libérales (p. 7510, 7511) ; respect du secret professionnel ; **article 54 :** lutte contre la fraude fiscale ; nécessité d'accroître les moyens de l'administration en matière d'information sur les patrimoines (p. 7511) ; volonté manifestée par le Gouvernement de mettre un terme à la dégradation des résultats du contrôle fiscal (p. 7512) ; **après l'article 54 :** conservation du support magnétique des comptabilités (p. 7514) ; date de dépôt des déclarations afférentes aux mutations de jouissance d'immeubles (p. 7515).

Troisième lecture, discussion générale : mesures relatives à l'augmentation du capital des sociétés [18 décembre 1982] (p. 8529) ; nécessité de prendre des mesures afin d'éviter que des sociétés mères étrangères puissent commettre des abus (p. 8530).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : volonté des gouvernements précédents de démanteler la fonction publique (contenu du rapport Longuet) ; insuffisance du plan Péronnet ; principe de l'occupation par des titulaires des emplois correspondant aux besoins permanents des administrations ; principe du volontariat retenu pour la titularisation ; choix du corps d'intégration ; conditions d'aptitude physique ; validation des services accomplis en vue de la retraite ; problème des rémunérations [14 décembre 1982] (p. 8286).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Deuxième lecture, discussion générale : rôle des commissions mixtes paritaires ; recevabilité des amendements du Gouvernement ; absence de cavaliers budgétaires dans le présent projet de loi [18 décembre 1982] (p. 8555).

DREYFUS (Pierre)

Ministre de l'industrie

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'industrie ; décret du 29 juin 1982 [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2051).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Freddy Deschaux-Beaume : réseau commercial Talbot : gestion de Peugeot S.A. et rôle du ministre de l'industrie [7 avril 1982] (p. 959) ;

— M. André Brunet : société Eurotungstène : difficultés de la société et mesures envisagées par le ministère de l'industrie [14 avril 1982] (p. 1119) ;

— M. Jean-Jacques Roger-Machard : C.I.I. - Honeywell Bull : contenu de l'accord de 1976 ; négociations entreprises avec Honeywell par le présent Gouvernement ; conclusions de quatre accords de principe : accord d'actionnaires, accord de licences, accord commercial et accord de coopération technique [21 avril 1982] (p. 1209) ;

— M. Jean-Pierre Balligand : activités de sous-traitance : rôle des P.M.E. ; définition de « contrats de stabilité » ; entreprises publiques et sous-traitance ; cas du C.E.A., de l'E.D.F., de la S.N.C.F. et d'Air France [21 avril 1982] (p. 1211) ;

— M. Louis Odru : emploi à la Compagnie industrielle de céramique électronique : restructuration industrielle en matière de céramique technique [19 mai 1982] (p. 2434) ;

— M. Guy Malandain : aides aux entreprises en difficulté : missions et moyens des Codefi ; procédure d'avances exceptionnelles de trésorerie ; animateurs des cellules financières régionales [26 mai 1982] (p. 2595) ;

— M. René Rieubon : réouverture de l'usine de protéines de Lavera : participation aux recherches du groupement français des protéines, filiales d'Elf et de l'I.F.P. ; arrêt de l'usine de Lavera et hausse des prix du pétrole ; exploitation de la filière méthanol par l'Institut français du pétrole ; production de protéines à partir de la biomasse [2 juin 1982] (p. 2863) ; programme en matière de biotechnologies (p. 2864) ;

— M. Freddy Deschaux-Beaume : Thomson et Compagnie des lampes Philips : accord entre le groupe Thomson et Philips sur la vente de ses participations dans la Compagnie des lampes ; concertation avec le personnel de la Compagnie des lampes et de sa filiale [2 juin 1982] (p. 2869) ;

— Mme Martine Frachon : usine Talbot de Poissy : situation de l'usine Talbot de Poissy ; conjoncture automobile ; renouveau d'activités de l'usine de Poissy [2 juin 1982] (p. 2869) ;

— Mme Muguette Jacquaint : entreprise Rateau : situation et activité industrielle de cette entreprise ; politique d'investissements menée par les pouvoirs publics [16 juin 1982] (p. 3458) ;

orales sans débat de :

— M. François Mortelette (n° 129) : entreprise Matra Automobile : difficultés de la société Matra ; avenir de Matra Automobile [16 avril 1982] (p. 1172).

— M. Lucien Richard (n° 123) : situation du textile français : pacte de solidarité négocié par le ministre de l'industrie en vue d'alléger les charges sociales ; réduction définie par le conseil des ministres ; accord multifibres ; évolution du commerce extérieur [16 avril 1982] (p. 1173) ; mesures contre les importations abusives prises chaque fois que les règles internationales le permettent (p. 1174)

— **M. André Tourné (n° 125)**; en remplacement de M. Pierre Mauroy, Premier ministre : **entreprise Bella à Perpignan** : difficultés nées de l'absence d'augmentation de capital nécessaire aux investissements indispensables au maintien du caractère concurrentiel de l'entreprise ; concurrence sur le marché des poupées ; insuffisance du renouvellement de la gamme des produits ; reclassement des employés licenciés en cas de reprise de l'entreprise par M. Berchet, industriel du jouet ; plan jouet du ministère de l'industrie [16 avril 1982] (p. 1175).

— **Vincent Porelli (n° 135) : entreprises nationalisées du golfe de Fos** : politique sociale et attitude générale des Etablissements Solmer, Ugine-Aciers et P.C.U.K. ; autonomie des entreprises publiques ; signature des contrats de solidarité ; problème des libertés syndicales [23 avril 1982] (p. 1286) ; importance des prochains mois pour la sidérurgie française ; dialogue permanent poursuivi entre les dirigeants des deux grandes entreprises sidérurgiques françaises, les organisations syndicales et le ministère de l'industrie (p. 1287).

— **M. Jean-Pierre Destrade (n° 141) : crédits bonifiés à l'industrie graphique** : logique des prêts bonifiés ; priorité donnée aux industries ne bénéficiant pas de facilités de financement de la part de leurs fournisseurs ; facilités de financement offertes par les fournisseurs étrangers ; assouplissement des conditions actuellement en vigueur pour l'octroi de prêts bonifiés [23 avril 1982] (p. 1287).

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 116) : charges des entreprises** : charges fiscales et parafiscales pesant sur les entreprises françaises ; compétitivité des entreprises françaises ; statistiques publiques de l'O.C.D.E. ; ratios utilisés par l'O.C.D.E. ; poids des charges salariales ; évolution des prix pratiqués par les entreprises ; diminution du poids de la taxe professionnelle ; allégement des cotisations sociales à la charge de l'industrie textile et de l'habillement ; diminution relative du nombre des faillites [23 avril 1982] (p. 1288) ; stagnation de l'investissement ; apaisements donnés par le Gouvernement aux chefs d'entreprise (p. 1289).

— **M. Charles Miossec (n° 144) : réserves européennes de gaz** : espoir modeste de découvrir des gisements importants en Europe de l'Ouest ; diversité des sources françaises d'aprovisionnement [30 avril 1982] (p. 1513).

— **Mme Colette Goeuriot (n° 148) : fermeture de l'unité de raffinage d'Hauconcourt** : maintien d'une industrie de raffinage en France ; diminution de la consommation pétrolière ; prise en compte par les « pétroliers » des pertes éventuelles de taxe professionnelle [30 avril 1982] (p. 1514).

— **M. François Loncle (n° 153) : situation de l'industrie des piles** : difficultés de la société Wonder ; modification des habitudes des consommateurs ; établissement d'un plan social énergétique en concertation avec le personnel de Wonder [30 avril 1982] (p. 1515).

— **M. Jean Valroff (n° 151) : entreprise Montefibre de Saint-Nabord** : diffficultés de Montefibre-France ; limitation des licenciements consécutifs à l'abandon de la polymérisation [30 avril 1982] (p. 1516).

— **M. André Audinot (n° 150) : avenir de l'emploi dans l'industrie de la machine-outil d'Albert** : plan de la machine-outil ; effondrement international du marché de la machine-outil ; restructuration de la société Lines S.A. [30 avril 1982] (p. 1517) ;

— **Mme Odile Sicard (n° 155) : contrats de solidarité dans les entreprises nationalisées** : négociations en cours à P.U.K. [30 avril 1982] (p. 1518) ;

— **M. Alain Brune (n° 181) : concurrence étrangère sur le marché du jouet** : accroissement des importations en provenance du Sud-Est asiatique ; amélioration de la compétitivité des entreprises françaises ; mise en place d'une société d'économie mixte rassemblant vingt-cinq fabricants [14 mai 1982] (p. 2164) ;

— **M. Joan Jarosz (n° 189) : avenir de l'industrie de la machine-outil en Sambre-Avesnois** : mise en place d'un plan de la machine-outil ; dossiers de regroupement [28 mai 1982] (p. 2715) ;

— **M. Louis Odru (n° 190) : application de la loi de nationalisation** : structures des groupes industriels nationalisés ; fonctionnement de ces sociétés ; plan de restructuration générale du secteur public et de la chimie [28 mai 1982] (p. 2716);

— **M. Jean-Pierre Braine (n° 217) : entreprise Isover de Rantigny (Oise)** : phase de dépression dans le marché des produits isolants ; mise en place d'un plan de redressement de la société Isover ; négociations en cours entre cette société et le ministère du travail ; nomination d'un conseil d'administration pour le groupe Saint-Gobain ; rôle important des matériaux isolants dans la politique énergétique du Gouvernement et notamment en ce qui concerne l'isolation des locaux résidentiels et tertiaires ; aide aux investissements dans ce domaine [11 juin 1982] (p. 3252) ;

— **M. Jean-Marie Alaize (n° 218) : fermeture de la mine de plomb argentifère de Largentière** : expertise menée par des membres de l'école supérieure des mines de Paris concluant à l'épuisement des réserves exploitables du gisement de Largentière ; exploitation déjà déficitaire ; nécessité de mettre en place un plan de reclassement du personnel et de rechercher des activités de substitution [11 juin 1982] (p. 3253) ;

— **M. Marcel Garrouste (n° 219) : industrie du réfractaire** : mise en place d'un plan de réorganisation du groupe Lafarge; cessation d'une partie des activités de l'établissement de Libos ; possibilité de mettre en place des activités de remplacement [11 juin 1982] (p. 3254) ;

— **M. Umberto Battist (n° 229) : établissements Cockerill à Hautmont** : difficultés transitoires de l'entreprise Cockerill [18 juin 1982] (p. 3600) ;

— **M. Philippe Marchand (n° 228) : usine Peugeot à La Rochelle** : situation à l'usine Peugeot à La Rochelle trouvant son origine dans un conflit du travail à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy ; négociations actuellement en cours [18 juin 1982] (p. 3600).

DROUIN (René)

Député de la Moselle
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique (S.A.C.) [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175).

QUESTIONS

au Gouvernement : utilisation du minerai de fer : production de fonte et d'acier ; nécessité de diminuer les importations ; Usinor et Sacilor ; embauche et formation de jeunes mineurs [10 novembre 1982] (p. 7021).

orales sans débat :

— **n° 309 : minerais (emploi et activité)**, posée le 7 décembre 1982 (p. 8099) ; appelée le 10 décembre 1982 : **minerai de fer** : avenir des mines de fer et de la sidérurgie ; diminution des productions nationales d'acier et de fonte ; augmentation des importations d'acier et de minerai ; chômage partiel ; nécessité d'associer les organisations syndicales à la commission de coordination mise en place pour l'étude du plan fonte (p. 8214, 8215) ;

— **n° 308** de M. Nicolas Schiffler : **importations de minerai de fer** : filière acier ; importations et exportations d'acier, de fonte, et de minerai de fer ; diminution de la production de minerai ; maintien en poste d'un nombre important de responsables de la politique menée par l'ancien Gouvernement [10 décembre 1982] (p. 8215).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale : cataclysmes naturels en 1981 ; causes des inondations : développement des zones de ruissellement et augmentation des surfaces urbanisées ; désarroi des populations victimes ; système actuel d'aides ; discrimination au plan de l'indemnisation ; retard dans les attributions des secours ; extension obligatoire de la couverture du risque à tous les contrats ; augmentation des bénéfices des compagnies d'assurances [3 février 1982] (p. 701).

Discussion des articles : **article 2 :** extension à l'ensemble des Français de la solidarité en cas de calamités naturelles (p. 720).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie.

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale : questions :* implantation de l'Agence France-Presse dans le monde ; difficultés financières de l'agence étant corrélatives au blocage des prix ; possibilité de développer le service téléphotographique à destination de l'étranger [19 novembre 1982] (p. 7452, 7453).

DUBEDOUT (Hubert)

Député de l'Isère
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DUCOLONE (Guy)

Député des Hauts-de-Seine
(11e circonscription)
Communiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J.O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (établissement public de diffusion) [*J.O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

Membre de la comission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J.O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279 [*J.O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Proposition de loi relative à **l'enseignement de la langue et de la culture arméniennes (n° 815)** [21 avril 1982].

Proposition de loi organique tendant à **moraliser la vie publique (n° 991)** [1er juillet 1982].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **anniversaire du génocide des Arméniens :** autorisations d'absence accordées aux fonctionnaires d'origine arménienne ; nécessité de reconnaître le génocide de 1915 perpétré contre l'Arménie et les Arméniens [21 avril 1982] (p. 1214) ;

— **situation chez Talbot :** conflit social chez Talbot-Poissy [16 juin 1982] (p. 3457) ;

— **augmentation des loyers à la sortie du blocage :** évolution des loyers et des charges à la sortie du blocage [13 octobre 1982] (p. 5730).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

— **Ses observations** sur la distribution des sous-amendements lors de la discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483) [13 janvier 1982] (p. 63).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (notification des décisions du Conseil constitutionnel à l'Assemblée nationale) [18 janvier 1982] (p. 144).

— **Propose** une modification de l'amendement n° 151 du Gouvernement à l'article 3 *bis* du projet de loi (troisième lecture) relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 195) [22 janvier 1982] (p. 398).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé : jugement porté par M. le ministre chargé des relations avec le Parlement sur les propos et le comportement d'un député ; non-applicabilité de l'article 70 du règlement à l'intervention de M. Claude Labbé [28 janvier 1982] (p. 667).

— **Ses remerciements** aux fonctionnaires de l'Assemblée, aux parlementaires et aux journalistes lors de la discussion en troisième lecture du projet de loi de nationalisation (n° 696) [5 février 1982] (p. 771).

— **Prononce** la clôture de la deuxième session extraordinaire de 1981-1982 [5 février 1982] (p. 771).

— **Ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Robert-André Vivien et Roland Dumas : précise que la victoire de Garigliano a été commémorée par les députés le 7 mai [10 mai 1982] (p. 1913).

— **Rappelle à l'ordre M. Jacques Toubon** lors de la discussion de l'article 70 du projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [10 mai 1982] (p. 1949).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin [14 mai 1982] (p. 2185).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin (vote par division) [14 mai 1982] (p. 2194).

— **Informe l'Assemblée** que le nombre de sous-amendements déposés à l'amendement n° 928 du Gouvernement est la cause de la reprise tardive de la présente séance (projet de loi n° 744 relatif au développement des institutions représentatives du personnel n° 744) [7 juin 1982] (p. 3064).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Barnier : saisine d'une commission pour avis [15 juin 1982] (p. 3373).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Soisson : renonciation de la commission des lois à donner son avis sur le projet de loi portant réforme de la planification [15 juin 1982] (p. 3373).

— **Ses observations** sur la représentativité de l'Assemblée nationale (discussion en troisième lecture du projet de loi (n° 875) de finances rectificative pour 1982) [18 juin 1982] (p. 3594).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : déroulement des travaux des commissions permanentes [8 juillet 1982] (p. 4349).

— **Ses observations** lors de la discussion du projet de loi portant statut particulier de la Corse : compétences (n° 1017). sur la distribution des amendements [22 juillet 1982] (p. 4658) ; la mise en application de l'article 40 de la Constitution (p. 4667).

— **Ses observations** sur le déroulement du débat et la discussion des amendements (projet de loi sur l'abrogation et la révision de certaines dispositions de la loi du 2 février 1981) [22 juillet 1982] (p. 4673, 4679).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Paul Fuchs : contrainte des navettes ; caractère inévitable des méthodes de travail du parlement en fin de session [1er octobre 1982] (p. 5318).

— **Prononce** la clôture de la quatrième session extraordinaire de 1981-1982 [1er octobre 1982] (p. 5359).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : déroulement de la discussion budgétaire ; temps consacré à chacun des budgets [4 novembre 1982] (p. 6727).

— **Ses observations** sur l'article 100 du règlement (intervention d'un orateur par groupe sur un amendement) [13 novembre 1982] (p. 7147).

— **Rappelle** que le public présent dans les tribunes n'a aucune influence sur les décisions de l'Assemblée nationale (p. 7148).

— **Donne** une seconde fois la parole à M. Joseph Pinard dans la discussion générale (projet de loi de finances pour 1983, affaires sociales et solidarité nationale : travail) [18 novembre 1982] (p. 7402).

— **Rappelle** la nécessité du strict respect du temps de parole lors de la procédure des questions budgétaires [19 novembre 1982] (p. 7453).

— **Indique** à M. Fillioud que le Gouvernement peut ne pas répondre à une question budgétaire (p. 7455).

— **Ses observations** sur la possibilité pour un vice-président de faire usage de l'article 54 du règlement (p. 7457) ; ses observations sur l'examen successif des amendements et l'impossibilité de revenir sur un amendement voté (p. 7458).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : fréquence des suspensions de séance ; conformité du dépôt des amendements par le Gouvernement vis-à-vis du règlement [19 novembre 1982] (p. 7499).

— Lors de la discussion du projet de loi portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements, et les régions (n° 1215) : **Irrecevabilité** de deux amendements déposés par le groupe communiste [1er décembre 1982] (p. 7896).

— **Propose de lever la séance** afin que la commission des lois puisse examiner les amendements [1er décembre 1982] (p. 7932).

— **Impossibilité** de « relire » l'ensemble du texte après la seconde délibération (discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale) (n° 1129) [9 décembre 1982] (p. 8192).

— **Fait remarquer** à M Pierre-Bernard Cousté qu'il l'a laissé s'exprimer sur un article déjà voté (projet de loi relatif à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille) (n° 1128) [9 décembre 1982] (p. 8200).

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6 :** obligation faite au propriétaire d'occuper le logement pendant trois ans en cas d'exercice du droit de reprise [13 janvier 1982] (p. 80) ; maintien dans les lieux des personnes âgées de plus de 70 ans en cas de reprise à fin de vente sauf en cas de relogement similaire ou si le bailleur est âgé de plus de 65 ans (p. 82) ; dépôt par le Gouvernement d'un amendement permettant le maintien dans les lieux en cas de volonté de reprise en fin de bail ; protection en cas de vente (p. 83) ; **article 13 :** dépôt de garantie ; abus à la fin du bail [20 janvier 1982] (p. 301) ; sa proposition d'ouverture du compte bloqué produisant intérêt au nom du locataire ; affectation des fonds collectés à l'amélioration du logement locatif social (p. 302) ; difficultés rencontrées par les locataires pour la récupération de leur dépôt de garantie (p. 304).

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Première lecture, discussion générale : développement de la démocratie régionale ; souveraineté populaire dans le cadre d'un Etat unitaire décentralisé ; assemblée élue au suffrage universel direct à la proportionnelle au scrutin de liste départemental ; transfert de compétences de l'Etat vers la région ; exécutif de l'assemblée de Corse ; représentation des forces vives du peuple corse au sein des conseils par l'intermédiaire de leurs organisations représentatives ; amnistie [18 janvier 1982] (p. 175).

Discussion des articles : **article 2 :** nécessité de privilégier l'assemblée élue et son président ; administration de la région (p. 193) ; **article 5 :** risque de multiplication des petites listes et système des quotients ; remboursement des frais de la campagne et de la caution [19 janvier 1982] (p. 205) ; **article 6 :** son amendement n° 73 (formation, par chaque département corse, d'une circonscription électorale) (p. 207) ; composition des listes de candidats ; application de la représentation équilibrée des deux départements ; amendement n° 73 : retiré (p. 208) ; loi relative aux élections sénatoriales (p. 209) ; **article 35 :** son amendement n° 74 (organes exécutifs de la région : président de l'assemblée assisté du bureau) [20 janvier 1982] (p. 254) : rejeté (p. 255) ; **article 48 :** son amendement n° 75 (exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les meurtres et assassinats) (p. 283) : rejeté (p. 284).

— **Projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 1 (fixation du nombre de sièges en tenant compte, d'une manière proportionnelle, du nombre des Français établis dans chaque circonscription) : retiré [8 avril 1982] (p. 1026) ; **article 6 :** son amendement n° 2 (précisant que les électeurs pourront voter dans les bureaux ouverts dans d'autres locaux en accord avec le pays concerné) : retiré (p. 1028).

Commission mixte paritaire, discussion générale : système majoritaire ou représentation proportionnelle [17 mai 1982] (p. 2277).

Fixation de l'ordre du jour : Déroulement ultérieur des travaux de l'Assemblée nationale ; expiration prochaine de la loi relative à la modération des loyers ; nécessité de prendre des mesures pour combler le vide laissé par l'expiration de cette loi [27 avril 1982] (p. 1374).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** information de la nécessité d'un service public de la radiodiffusion et de la télévision ; divergence de vues entre le groupe communiste et le groupe socialiste ; défense du service public [27 avril 1982] (p. 1362) ; **article 2 :** volonté des hommes de la droite de montrer qu'ils sont les défenseurs de la liberté tandis qu'ils souhaitent supprimer le service public de l'audiovisuel (p. 1379) ; **son rappel au règlement :** caractère inexcusable de l'incident dans lequel M. Robert-André Vivien a mis en cause M. Maurice Séveno (p. 1387) ; **article 5 : son rappel au règlement :** volonté de l'opposition de faire en sorte que les débats s'enlisent ; usage de la liberté fait par la droite lorsque celle-ci est au pouvoir [28 avril 1982] (p. 1407) ; volonté du groupe communiste de s'en tenir à la définition du service public donnée

par l'amendement n° 148 de la commission (p. 1434) ; **après l'article 6 :** volonté du groupe communiste de préciser que les partis politiques bénéficient du droit de réponse, qu'ils disposent ou non d'un groupe à l'Assemblée nationale ; déformation caricaturale des positions communistes à la radio et à la télévision avant le 10 mai 1981 (p. 1439) ; son sous-amendement n° 565 à l'amendement n° 150 de la commission (précisant que toute personne physique, toute association déclarée, toute organisation syndicale représentative au plan national, tout groupement ou parti politique dispose d'un droit de réponse) (p. 1444) : retiré (p. 1445).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-37 du code du travail :* contrôle des tribunaux judiciaires sur les règlements intérieurs [17 mai 1982] (p. 2282) ; recours contre la décision de l'inspecteur du travail auprès du directeur régional du travail (p. 2283).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er,** *article L. 411-6 du code du travail :* exclusion des discriminations fondées sur les opinions politiques [24 mai 1982] (p. 2475) ; *article L. 411-7 du code du travail :* création de secteurs de retraités dans le mouvement syndical (p. 2476) ; *article L. 521-1 du code du travail :* poursuites intentées contre des syndicats ou leurs représentants par des employeurs pour fait de grève (p. 2480) ; primes anti-grèves (p. 2481) ; **article 2** *(suite) : article L. 412-12 du code du travail :* représentation syndicale distincte dans les groupes [27 mai 1982] (p. 2665) ; **article 3 :** crédit d'heures des délégués syndicaux ; modification de la numérotation d'un article du code du travail ; recevabilité du recours (p. 2669) ; *article L. 412-17 du code du travail :* refus du cumul des fonctions de délégué syndical et de représentant syndical au comité d'entreprise (p. 2674) ; volonté de l'opposition de diminuer le nombre des représentants syndicaux dans chaque entreprise (p. 2675) ; **article 11** *: article L. 423-7 du code du travail :* choix de leur interprète par les travailleurs ; affaire de Vitry-sur-Seine ; attitude des chefs d'entreprise vis-à-vis des travailleurs immigrés [1er juin 1982] (p. 2798) ; **article 13 :** nécessité pour les travailleurs d'être représentés par leurs défenseurs (p. 2809) ; **article 21 :** nouveau pouvoir économique du comité d'entreprise ; action de la C. S. L. dans l'entreprise Mac Culloch [4 juin 1982] (p. 2968).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste ; amélioration du droit syndical ; adoption de nombreuses propositions du groupe communiste [8 juin 1982] (p. 3135) ; attitude des groupes de l'opposition ; différentes mesures contenues dans le projet de loi (p. 3136) ;

— son rappel au règlement : événements survenus à l'usine Talbot-Poissy ; traite de « fascistes » certains députés de l'opposition [3 juin 1982] (p. 2920) ; action de la C. F. L. (p. 2921).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents de chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** son amendement n° 49 (recrutement des conseillers des chambres régionales des comptes de deuxième classe) : rejeté [17 juin 1982] (p. 3555).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Explications de vote : dévaluation du franc ; lutte contre le chômage et l'inflation [23 juin 1982] (p. 3811) ; complot mené contre l'économie nationale à l'intérieur et à l'extérieur du pays ; propositions du groupe communiste pour sortir de la crise (p. 3812).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : nécessité des contrôles d'identité ; future réforme du code pénal et du code de procédure pénale [21 juillet 1982] (p. 4617) ; délinquance ; conséquences de la situation économique ; choix de la prévention contre la répression à tout prix (p. 4618) ; police des chemins de fer ; inquiétude du groupe communiste concernant les chapitres du projet de loi relatifs à la procédure d'urgence et aux contrôles d'identité ; inutilité des contrôles d'identité systématiques (p. 4619) ; création d'un sentiment d'insécurité dans la population et dans la police consécutif à l'action des précédents gouvernements ; suppression des « déserts de sécurité » (p. 4620) ; volonté de l'opposition de retarder la discussion du texte (p. 4638).

Discussion des articles : **article 3 :** nécessité de réprimer les infractions commises par des sanctions appropriées ; problème de la période de sûreté ; rôle du juge de l'application des peines [23 juillet 1982] (p. 4719) ; son amendement n° 113 (cas des condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale) (p. 4721) ; adopté (p. 4722) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 46 (abrogation de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) (p. 4728) ; adopté (p. 4729) ; **article 13 :** son amendement n° 47 (de suppression) (p. 4753) ; retiré (p. 4757) ; *article 78-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 48 (limitant les contrôles d'identité aux cas où existent des indices graves et concordants) : rejeté (p. 4760) ; son amendemnt n° 50 (suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article (p. 4761) ; rejeté (p. 4762) ; son amendement n° 49 (précisant qu'aucun contrôle d'identité ne peut être effectué à l'égard de personnes exerçant les droits et libertés garantis par la Constitution) (p. 4763) ; retiré (p. 4764) ; *article 78-2 du code de procédure pénale :* son amendement n° 51 (destruction du procès-verbal) (p. 4768) ; retiré (p. 4769) ; *article 78-4 du code de procédure pénale :* dispositions imposant aux étrangers, aux marchands forains et aux automobilistes de justifier de leur identité ; camp d'internement des étrangers à Arenc ; traite de voyou M. Pascal Clément (p. 4776, 4777) ; *article 78-6 du code de procédure pénale :* son amendement n° 52 (de suppression) (p. 4779) ; rejeté (p. 4780) ; **article 17 :** son amendement n° 53 (abrogation des articles du code de procédure pénale concernant la procédure de flagrant délit) (p. 4794) ; retiré ; *article 393 du code de procédure pénale :* son amendement n° 54 (améliorant les droits de la défense) (p. 4795) ; future réforme du code pénal et du code de procédure pénale ; retiré (p. 4796) ; *article 397 du code de procédure pénale :* son amendement n° 55 (substituant aux mots « le jour même » les mots « sous les 48 heures ») : retiré (p. 4798) ; son amendement n° 56 (substituant aux mots « séance tenante » les mots « sous ce délai ») : retiré ; *article 397-4 du code de procédure pénale :* **son rappel au règlement :** souhaite que la séance se poursuive (p. 4799) ; **avant l'article 19 :** son amendement n° 57 (contrainte par corps) ; retiré ; ses amendements n°s 58 et 59 retirés (p. 4800).

Explications de vote : responsabilité de l'ancienne majorité dans la montée de la délinquance ; réticence du groupe communiste vis-à-vis des dispositions relatives au contrôle d'identité et la procédure d'urgence (p. 4807) ; vote positif du groupe communiste (p. 4808).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, explications de vote : action de la fédération nationale des anciens combattants d'Afrique du Nord pour la reconnaissance du titre de combattant aux jeunes engagés dans la guerre d'Algérie ; vote positif du groupe communiste [23 septembre 1982] (p. 5107).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : démocratisation de la fonction publique ; instauration d'une troisième voie d'accès à la haute fonction publique ; contenu du décret du 27 septembre 1982 ; obsession anticommuniste de l'opposition ; sous-représentation des fils d'ouvriers dans l'université française [5 octobre 1982] (p. 5405) ; essor prochain de la fonction publique (p. 5406).

Discussion des articles : **article 2 :** nécessité de ne pas faire du 3e concours un concours au « rabais » (p. 5429).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste.

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** situation des chefs de l'O.A.S. insurgés contre le gouvernement de la République ; volonté de ne pas faire

bénéficier les généraux félons du présent texte de loi [21 octobre 1982] (p. 6135) ; **article 1er** : nécessité de ne pas faire bénéficier du présent texte les auteurs d'assassinats et les hommes ayant pratiqué des tortures (p. 6138) ; **article 4** : cas des officiers et sous-officiers de l'armée française issus de la Résistance et ayant poursuivi leur carrière après la Libération ; carrière de ces officiers ; mesures prises en faveur des anciens de l'O.A.S. ; nécessité de faire profiter de ces dispositions les officiers issus de la Résistance ; **article 6** : son amendement n° 15 (de suppression) (p. 6140) ; adopté (p. 6141) ; **article 12** : son amendement n° 20 (modulant l'indemnité selon les dommages subis par les intéressés) : retiré (p. 6143) ; **après l'article 12** : son amendement n° 25 (amnistie de tous les faits imputés à des résistants) : retiré ; son amendement n° 22 (problème du rappel des faits amnistiés) : rejeté (p. 6144).

Explications de vote : situation faite dans le présent texte aux anciens de l'O.A.S. ; opposition du groupe communiste aux anciennes lois d'amnistie (p. 6144) ; vote positif du groupe communiste (p. 6145).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* remplacement des maîtres ; exemple des L.E.P. [5 novembre 1982] (p. 6771).

— Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 17** : multipostulation dans la région parisienne ; prorogation de la situation jusqu'au 1er janvier 1985 ; nécessité de trouver une solution à ce problème [23 novembre 1982] (p. 7570).

— Son rapel au règlement : proteste contre la procédure utilisée par le Gouvernement pour la discussion en deuxième lecture du texte relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord ; ses observations contre les arguments évoqués en faveur de la réintégration des généraux [23 novembre 1982] (p. 7579).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Deuxième lecture, explication de vote : vote positif du groupe communiste ; protection des travailleurs [24 novembre 1982] (p. 7631, 7632).

— Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.

Lutte du patronat et de la droite contre le changement [24 novembre 1982] (p. 7657) ; choix de la droite de censurer le Gouvernement sur la politique de défense, motivé par la difficulté d'attaquer sa politique économique et sociale ; progression du budget de la défense pour 1983 ; absence de preuve des accusations portées par MM. Pierre Messmer et Jean-Marie Daillet ; anti-soviétisme ; rôle de la cohésion nationale dans l'indépendance ; politique des puissances dominantes ; Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne ; défense de l'intérêt national par la gauche (p. 7658) ; retour à une politique d'austérité et de redéploiement proposée par les membres de l'opposition ; spéculation contre la monnaie ; exportation des capitaux ; attitude de la droite à l'égard des réformes sociales et du secteur public ; rôle du peuple dans la défense nationale ; mépris de la droite à l'égard des travailleurs ; effort général de redressement national profitant à la défense ; affaiblissement du potentiel industriel de la France sous le précédent septennat ayant conduit à un affaiblissement de la capacité de défense (p. 7659) ; croissance créatrice d'emplois ; rupture avec la politique d'austérité ; confiance des travailleurs dans la majorité ; hostilité des députés communistes à l'égard de la motion de censure (p. 7660).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 45** *bis :* démocratisation des conseils d'administration des organismes d'H.L.M. [1er décembre 1982] (p. 7887, 7888).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 16** : son amendement n° 92 (composition de la commission municipale) ; compétence de la commune d'implantation pour la répartition des logements ; cas d'immeubles construits par des offices d'H.L.M. autres que ceux des communes d'implantation [9 décembre 1982] (p. 8164) ; rejeté (p. 8165) ; **article 17** *bis* **précédemment réservé** : fonctionnement du comité (p. 8188) ; rôle éventuel du tribunal d'instance pour déterminer les associations pouvant y participer ; se prononce en faveur de l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès (p. 8189).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [17 décembre 1982] (p. 8481).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Commission mixte paritaire, explications de vote : attitude de M. Jacques Toubon ; contenu de l'article 8 du présent projet de loi [21 décembre 1982] (p. 8592-8593).

DUFOIX (Georgina)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Michel Debré : réduction des allocations familiales versées aux mères de trois enfants : politique démographique et politique familiale ; baisse de la fécondité ; remontée de la natalité entre décembre 1978 et juillet 1980 ; objectif du Gouvernement tendant à favoriser toutes les naissances, quel que soit leur rang ; allocations familiales et allocations logement ; suppression du « million pour le troisième enfant » ; augmentation du pouvoir d'achat des allocations familiales ; objectif du Gouvernement d'aider toutes les familles [8 décembre 1982] (p. 8106) ;

— M. Roland Carraz : habitat social : rôle de la caisse nationale d'allocations familiales dans le financement des opérations habitat et vie sociale ; mise en œuvre de programmes de développement social dans le cadre du plan intérimaire ; absence de désengagement de la caisse nationale d'allocations familiales [8 décembre 1982] (p. 8109).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : inutilité d'élargir le choix des personnalités qualifiées offert au Gouvernement [8 juillet 1982] (p. 4338) ; son sous-amendement n° 174 à l'amendement n° 157 de M. Michel Sapin (choix des représentants des associations familiales parmi les personnes ayant qualité d'allocataires des prestations familiales) : adopté (p. 4340) ; **article 2** : impossibilité d'assurer l'élection de tous les membres des conseils d'administration (p. 4341) ; représentation des retraités dans les caisses régionales d'assurance maladie ; représentation des familles (p. 4342) ; son sous-amendement n° 175 à l'amendement n° 159 de M. Michel Sapin (précisant que le représentant des associations familiales devra avoir au moment de sa désignation la qualité d'allocataire de prestations familiales) (p. 4343) ; adopté (p. 4344).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* caractère positif de l'évolution des crédits destinés aux familles ; formation des travailleuses familiales ; augmentation de la dotation affectée aux heures de consultation conjugale ; augmentation de l'allocation logement ; augmentation du pouvoir d'achat des prestations

familiales ; exemple des familles de quatre enfants ; problème posé par le financement des allocations familiales ; réorientation progressive de l'aide sociale à l'enfance [18 novembre 1982] (p. 7409-7410) ; principe du maintien de l'enfant à domicile ; prise en compte du fait familial dans la conception et la réalisation des opérations d'urbanisme et de rénovation ; conclusion de contrats-famille ; accueil de la petite enfance ; mise en place des contrats-crèche ; protection de l'enfance maltraitée (p. 7411) ; organisation de la première conférence annuelle de la famille ; volonté du Gouvernement de donner à la France une grande politique familiale ; cohérence des structures gouvernementales ; nécessité de réintégrer les personnes âgées dans la communauté nationale ; amélioration de la prise en charge des soins à domicile et des soins en établissement ; conversion des hospices ; effort en faveur de l'aide ménagère et des soins à domicile ; participation des usagers aux décisions les concernant (p. 7412) ; renforcement de l'alternative à l'hospitalisation ; vieillissement probable de la population dans les années à venir ; problème des établissements d'accueil pour personnes âgées ; poursuite de la conversion des hospices ; mesures en faveur du quatrième âge ; création d'unités d'hébergement de petite taille pour personnes dépendantes ; rationalisation des financements ; problème de la gestion de l'aide ménagère (p. 7413) ; développement de la politique en faveur des personnes âgées en 1983 ; prise de parole par les personnes âgées sur la politique les concernant (p. 7414).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Gascher* : problème des aides ménagères ; exemple de la Sarthe (p. 7418) ;

— *M. Jean Beaufort :* politique du maintien à domicile des personnes âgées (p. 7419) ; économies faites par le budget de l'Etat grâce au maintien à domicile ; problème des petits handicaps ; tarification des établissements hospitaliers (p. 7420) ;

— *M. René Bourget :* coordination de la politique menée en faveur des personnes âgées ; importance du rôle des coordonnateurs (p. 7420) ; insuffisance des moyens financiers (p. 7421) ;

— *M. Guy Durbec :* répartition des charges représentées par l'aide aux personnes âgées entre les départements ; principe du maintien à domicile (p. 7423).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 28 :** son amendement n° 35 (problème des versements des prestations et des fins de droit pour les allocations familiales et les prestations familiales) ; effort du Gouvernement en faveur des familles de trois enfants ; augmentation des allocations d'entretien [8 décembre 1982] : adopté (p. 8146).

DUMAS (Roland)

Député de la Dordogne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audivisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son sous-amendement n° 492 à l'amendement n° 2 de la commission (application de la loi aux sous-locations) ; abus possibles du fait de l'exclusion des sous-locations du champ de la loi [13 janvier 1982] (p. 54) ; sous-amendement n° 492 adopté (p. 55) ; non-application de la loi aux locations de chambres à des étudiants (p. 57) ; **article 3 :** rémunération, à la charge du bailleur, des personnes apportant leur concours à l'acte de location (p. 63) ; **article 6 précédemment réservé :** définition du motif légitime et sérieux par la jurisprudence (p. 86) ; **article 7 :** sa proposition de modification de l'amendement n° 13 de la commission (p. 91) ; distinction entre le concubinage et la liaison passagère (p. 92) ; **article 37 :** son sous-amendement n° 506 à l'amendement n° 90 de la commission (compétence de la commission départementale pour les litiges relatifs à l'exécution du contrat de location) : rejeté [25 janvier 1982] (p. 485) : **article 41 :** son amendement n° 507 devenu sans objet (p. 494).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : sérieux du projet et de sa préparation ; rapport de la commission Moinot ; fin du monopole de programmation ; indépendance garantie par la Haute Autorité ; nomination des membres de celle-ci [26 avril 1982] (p. 1311) ; renforcement du service public ; décentralisation (création de douze sociétés régionales et de vingt-cinq radios départementales) ; rétablissement de l'équilibre entre le cinéma et la télévision ; véritables motivations de la question préalable de M. Alain Madelin ; mesures en faveur du personnel ; licenciement de journalistes par l'ancienne majorité ; « caporalisation » imposée par l'ancienne majorité à l'audiovisuel (p. 1312) ; vote hostile du groupe socialiste contre la question préalable (p. 1313) ; demande une suspension de séance [27 avril 1982] (p. 1360).

Discussion des articles : **article 1er ;** principes énoncés par cet article ; liberté ne signifiant pas anarchie (p. 1363) ; **article 2 :** droit à la communication audiovisuelle ; pluralisme quant aux sources devant alimenter l'audiovisuel ; liberté de l'échange des informations (p. 1377) ; tolérance de toutes les formes de réception des signes de l'audiovisuel (p. 1383) ; « anarchie » préconisée par l'opposition sous le couvert du libéralisme (p. 1384) ; **son rappel au règlement :** insulte proférée par un député à l'égard de M. Maurice Séveno (p. 1387) ; **article 4 :** droit de réponse en matière de presse prévu par la loi de 1981 ; extension de ce droit aux personnes morales [28 avril 1982] (p. 1400) ; **article 5 :** pratique de la liberté de l'audiovisuel pendant les vingt-cinq dernières années ; nécessité de l'existence du secteur public dans le domaine de l'audiovisuel ; maintien d'un secteur privé ; radios privées ; apparition de situations de monopole dans la presse privée ; refus d'englober celle-ci dans le secteur public (p. 1405) ; **article 6 :** problème du droit de réponse (p. 1435) ; **après l'article 6 :** contrepoids à la liberté de circulation des informations représenté par le droit de réponse ; introduction de ce droit dans le domaine audiovisuel en 1972 ; application du droit de réponse à l'ensemble de la communication audiovisuelle ; contentieux du droit de réponse (p. 1438) ; son sous-amendement n° 497 à l'amendement n° 150 de la commission (réservant l'application de cet amendement aux imputations reposant sur des faits inexacts) : retiré ; saisine du tribunal statuant en référé (p. 1445) ; refus de calquer les dispositions relatives au droit de réponse sur la loi de 1881 (p. 1447) ; soumission des radios périphériques à l'obligation du droit de réponse (p. 1448) ; **article 9 :** son opposition à l'amendement n° 153 de la commission [29 avril 1982] (p. 1478) ; **après l'article 9 :** élaboration d'un statut de l'entreprise audiovisuelle (p. 1489) ; **article 11 :** problème constitutionnel soulevé par l'amendement n° 382 de M. Robert-André Vivien (examen des décrets d'application par une instance parlementaire avant d'être rendus exécutoires) (p. 1495) ; **article 15 :** pouvoir préjuridictionnel de la Haute Autorité ; conflits relatifs aux libertés de conscience et de création [3 mai 1982] (p. 1566) ; **article 16 :** contrôle de la publicité de marque sur les écrans de télévision par la Haute Autorité (p. 1574) ; **article 17 :** rôle de la Haute Autorité en ce qui concerne l'organisation des programmes ; modalités d'application des dispositions contenues dans cet article et sanctions aux manquements éventuels (p. 1577) ; **après l'article 76 :** dérogation devant sanctionner une situation ancienne répondant aux exigences de la loi internationale [14 mai 1982[(p. 2218) ; **article 87 :** réforme de la loi du 11 mars 1957 ; protection du droit des créateurs [15 mai 1982] (p. 2236) ; **article 96 :** maintien de l'article L. 33 du code des P.T.T. (p. 2246) ; **après l'article 79 précédemment réservé :** limitation à deux années de l'application du système mis en place par l'article 79 (p. 2262) ; **article 80 précédemment réservé :** rétablis-

sement d'un système de concurrence ; médiateur du cinéma (p. 2263) ; son amendement n° 383 (mission du médiateur du cinéma) (p. 2264) ; devenu sans objet (p. 2265).

— *Explications de vote :* remercie les fonctionnaires de l'Assemblée ; vote positif du groupe socialiste ; leçon de l'échec de la loi de 1974 ; volonté de l'opposition de freiner toute évolution (p. 2269).

Deuxième lecture, explications de vote : renforcement du secteur public ; création d'un secteur privé ; indépendance de la radio - télévision [7 juillet 1982] (p. 4286) ; vote positif du groupe socialiste (p. 4287).

— **Son rappel au règlement :** souhait des élus socialistes de se réunir pour fêter la victoire du 10 mai 1981 [10 mai 1982] (p. 1912).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio - télévision. — *Discussion générale :* moyens financiers et juridiques de la Haute Autorité de l'audiovisuel ; définition de ses missions ; bilan des trois premiers mois de fonctionnement ; indépendance de la Haute Autorité ; nécessité d'ouvrir un temps de réflexion préalable à la publication des avis [19 novembre 1982] (p. 7439) ; attribution des fréquences aux radios privées ; procès d'intention fait par l'opposition au sujet de la Haute Autorité (p. 7440).

DUMONT (Jean-Louis)

Député de la Meuse
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Anciens combattants) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 6 : **anciens combattants (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 182), posée le 11 mai 1982 : **enseignement secondaire (établissements : Meuse)** (p. 2036) ; appelée le 14 mai 1982 : **cité technique Vauban à Verdun :** dégradation des locaux (p. 2158).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).**

Première lecture, discussion générale : lenteur avec laquelle ont été attribuées les cartes de combattant pour les anciens d'Afrique du Nord [23 septembre 1982] (p. 5106) ; geste de reconnaissance représenté par l'attribution de cette carte (p. 5107).

— **Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).**

Première lecture, discussion générale : aggravation de la crise économique mondiale [28 septembre 1982] (p. 5166) ; conquête des marchés à l'exportation ; nécessité de privilégier l'investissement productif ; rôle du réseau mutualiste ; réduction des inégalités régionales (p. 5167).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : augmentation des crédits du budget des anciens combattants ; office national des anciens combattants (O.N.A.C.) ; élèves stagiaires des écoles de rééducation professionnelle gérées par l'office ; rattrapage du rapport constant ; engagement du Président de la République à ce sujet, lors de la campagne pour les élections présidentielles ; revalorisation des pensions ; nécessité de mise en place d'un échéancier précis pour le rattrapage du rapport constant ; mesures de titularisation de contractuels ; poursuite du développement de l'informatique au ministère ; création d'une allocation spéciale en faveur des veuves d'aveugles de la Résistance ; nécessité d'améliorer la procédure d'attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; importance pour la commission des finances à voir le rattrapage du retard du rapport constant intégralement réalisé d'ici la fin de la législature ; souhait de la commission en faveur de l'attribution d'un contingent spécial de décorations de la Légion d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918 [13 novembre 1982] (p. 7130) ; modification des crédits affectés au titre de la retraite mutualiste du combattant et au rattrapage du rapport constant (p. 7131).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** rattrapage du rapport constant ; nécessité de mettre en place de nouvelles mesures ; demande, à titre personnel, à la majorité de voter l'amendement n° 160 du Gouvernement (p. 7147).

Consommation. — *Discussion générale :* résultats satisfaisants de la politique de blocage des prix ; abaissement du taux d'inflation ; réduction de la progression des prix de détail ; surveillance des prix par l'opération « Vacances 1982 » ; participation des consommateurs à la politique économique ; faiblesse en France du mouvement consommateur ; « nouvelle citoyenneté » [19 novembre 1982] (p. 7476) ; création prochaine de six centres locaux d'information sur les prix ; affichage des prix des produits au litre et au kilo ; accords de qualité ; prise en compte des avis des consommateurs sur les besoins réels de la population ; négociations entre les entreprises et les organisations de consommateurs ; lutte contre l'inflation ; blocage des prix et des salaires ; crédits d'aide aux organisations de consommateurs ; institut national de la consommation ; lien entre la réussite de la mission du ministère et la capacité à associer et à mobiliser les consommateurs (p. 7477).

DUPILET (Dominique)

Député du Pas-de-Calais
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* absence de déception, de la part des professionnels de la pêche, vis-à-vis de la politique menée par le Gouvernement ; souci de concertation dont fait preuve le Gouvernement ; développement du trafic transmanche ; maintien du pavillon français sur la Manche ; guerre tarifaire ; problème de la pêche boulonnaise ; reconduction de l'aide consentie pour le maintien en flotte des

navires de pêche ; attitude des armements ; difficultés des armateurs de la flotte semi-industrielle à faire face aux prescriptions des inspecteurs de sécurité du ministère de la mer [4 novembre 1982] (p. 6715-6716).

Questions : développement de la recherche scientifique en milieu marin ; regroupement de l'I.S.T.P.M. et du C.N.E.X.O. (p. 6726).

DUPRAT (Jean)

Député des Hautes-Pyrénées
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement : difficultés des commerçants et artisans : situation des artisans et progression du travail noir [5 mai 1982] (p. 1728).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* préparation des jeux olympiques de 1984 ; problèmes de l'athlétisme, de la natation et du ski ; nécessité de favoriser le sport de masse [3 novembre 1982] (p. 6626).

DUPUY (Lydie)

Député du Gers
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole) (n° 1136) [14 octobre 1982] (p. 5820).

Membre du groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1136) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume d'Arabie Saoudite en vue **d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions** (ensemble un protocole) **(n° 1314)** [16 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Aide aux agriculteurs en difficulté : problème pratique d'application du décret du 3 décembre 1981 modifié par le décret du 9 février 1982 relatif à la mise en place d'une procédure pour venir en aide aux agriculteurs en difficulté [2 juin 1982] (p. 2870).

— Revenus des viticulteurs de l'Armagnac : progression de la fiscalité relative aux eaux-de-vie [1er décembre 1982] (p. 7862) ; injustice de la taxe vignette sur les alcools ; nécessité d'éviter une nouvelle dégradation des revenus des viticulteurs de l'Armagnac (p. 7863).

INTERVENTIONS

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 14 :** vignette sur les alcools ; augmentation de l'abattement du droit de consommation [28 octobre 1982] (p. 6478).

Deuxième partie :

Relations extérieures - Affaires européennes - Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* priorité accordée à la zone d'Amérique centrale et des petites Antilles en matière d'aide publique au développement [18 novembre 1982] (p. 7359).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 27 :** caractère injuste et discriminatoire de la présente taxe sur les alcools [8 décembre 1982] (p. 8137).

DURAFFOUR (Paul)

Député de la Saône-et-Loire
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement : semaine mondiale du désarmement : possibilités de promotion de la semaine mondiale du désarmement de l'O. N. U. par le Gouvernement et les moyens d'informations en France [6 octobre 1982] (p. 5461).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures — Affaires européennes — Coopération et développement. — *Discussion générale :* problème du désarmement [17 novembre 1982] (p. 7340) ; déroulement de la session spéciale sur le désarmement de l'O. N. U. ; reprise de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Madrid ; travaux du groupe d'études des problèmes du désarmement ; volonté de constituer une fédération parlementaire mondiale sur le désarmement et la paix ; nécessité de voir la France prendre la tête d'une véritable croisade pour le désarmement et la paix (p. 7341).

DURAND (Adrien)

Député de la Lozère
(1re circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Bayard tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1er juillet 1901 (n° 886) [10 juin 1982] (p. 3250).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion générale : suppression des activités du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics ; coexistence de la médecine libérale et de la médecine hospitalière ; sauvegarde de l'intérêt du malade ; suppression d'une sélection par l'argent [25 juin 1982] (p. 3910) ; situation d'injustice créée par le projet de loi pour les médecins hospitaliers ; suppression de droits acquis ; cotisations sociales versées par les médecins des hôpitaux ; abus constatés dans le secteur privé ; réforme hospitalière de 1958 ; pénalisation des médecins honnêtes par le projet de loi ; nécessité de maintenir le caractère libéral de la profession médicale et la possibilité pour le malade de choisir son médecin (p. 3911).

DURBEC (Guy)

Député du Var
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Economie et finances, I : charges communes. — *Discussion générale* : problème des retraités civils et militaires ; cas des personnes âgées bénéficiant de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; indifférence de la droite [8 novembre 1982] (p. 6843) ; problème des rapatriés ; action entreprise en direction des Français musulmans ; allocation aux adultes handicapés (p. 6844).

Anciens combattants. — *Discussion générale* : nouvelles conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; campagne double ; commission d'information historique pour la paix ; nécessité d'agir pour le développement de la conscience nationale [13 novembre 1982] (p. 7139).

Affaires sociales et solidarité nationale — Travail. — *Discussion générale : questions* : priorité donnée à l'action en faveur des personnes âgées ; nécessité d'étudier la mise en œuvre d'une péréquation entre les départements [18 novembre 1982] (p. 7422, 7423).

DURIEUX (Jean-Paul)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 307), posée le 7 décembre 1982 p. 8098) : **communautés européennes (politique industrielle)** : appelée le 10 décembre 1982 ; **sidérurgie** : plan acier ; suppressions d'emplois ; réductions envisagées des capacités de production européenne (p. 8217).

DUROMEA (André)

Député de la Seine-Maritime
(7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (mer) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J.O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le **droit au titre de déporté résistant** aux internés résistants qui ont été déportés par l'ennemi et qui ont été fusillés ou se sont évadés en cours de déportation avant d'être parvenus au lieu de leur destination **(n° 1052)** [22 juillet 1982].

Proposition de loi tendant à modifier le **code de la route** en supprimant la procédure administrative de suspension du permis de conduire **(n° 1055)** [22 juillet 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) tome VIII - Mer **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** conditions de la mise en œuvre du droit au transport [12 octobre 1982] (p. 5674) ; **article 3 :** son amendement n° 317 (précisant que la politique des transports définit les critères de choix public en les fondant sur le critère général de l'efficacité économique et sociale) (p. 5683) : retiré ; son amendement n° 318 (précisant que les entreprises de transport du secteur public concourent aux objectifs du présent article dans le cadre des contrats de plan) (p. 5687) : retiré (p. 5688) ; **article 6 :** notion de juste rémunération du transporteur [13 octobre 1982] (p. 5704) ; son amendement n° 319 (prise en compte des conditions sociales des agents concourant aux opérations de transport) : retiré (p. 5705) ; **article 7 :** principe relatif à l'organisation et au financement des transports publics réguliers de personnes ; généralisation des conventions (p. 5707) ; cas des entreprises frappées de sanctions (p. 5708) ; **article 9 :** problème de la sécurité routière ; exemple de l'accident de Beaune ; mauvaises conditions de travail des chauffeurs routiers (p. 5764) ; **article 11 :** son amendement n° 320 (suppression des mots dans des conditions fixées par décret) : retiré (p. 5770) ; son amendement n° 321 (précisant qu'à titre transitoire, les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent article sont fixées par décret) : retiré (p. 5771) ; **article 12 :** son amendement n° 322 (précisant que l'Etat favorise le développement d'une politique de prévention de l'inaptitude) : adopté (p. 5772) ; son amendement n° 323 (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application des dispositions de cet article) : adopté (p. 5773) ; **article 13 :** son amendement n° 324 (précisant que la commission paritaire est présidée par un inspecteur du travail) : adopté (p. 5775) ; **article 14 :** question relative au choix des infrastructures (p. 5778) ; son amendement n° 325 (extension de l'obligation de bilan à l'ensemble des opérations réalisées avec le concours de fonds publics) : adopté (p. 5780) ; **article 16 :** son amendement n° 326 (élargissant le champ d'intervention du conseil national des transports et des comités régionaux et départementaux) : retiré ; ses amendements nos 327 et 328 retirés (p. 5786) ; **article 17 :** composition du conseil national des transports et des comités régionaux et départementaux ; son amendement n° 329 (composition du conseil national des transports) ; son sous-amendement n° 330 à l'amendement n° 60

de la commission (même objet) (p. 5788) ; amendement n° 329 et sous-amendement n° 330 retirés (p. 5789) ; **article 24** : son amendement n° 331 (contenu du cahier des charges) : retiré [14 octobre 1982] (p. 5812) ; **article 27** : son amendement n° 332 (consultation du conseil général) (p. 5814) ; retiré (p. 5815) ; **article 40** : création d'un programme à moyen et long terme de restructuration, d'adaptation et d'extension du réseau de la batellerie ; utilité économique et sociale de la voie d'eau ; réalisation de la liaison Seine—Est à grand gabarit [15 octobre 1982] (p. 5878) ; **article 43** : disparition de plusieurs compagnies aériennes de troisième niveau depuis plusieurs années ; création de l'avion ATR-42 ; rôle de l'Etat dans la définition du réseau intérieur (p. 5881).

Explications de vote : rôle négatif et anti-progressiste de la droite ; projet de loi permettant de sortir les transports de la situation de crise qu'ils connaissent ; droit au transport ; nouveau statut de la S.N.C.F. (p. 5886) ; vote positif du groupe communiste (p. 5887).

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : faible augmentation des autorisations de programme ; amélioration des structures du ministère ; augmentation des crédits de paiement du fonds d'intervention et d'action maritime ; faible progression des dotations consacrées aux polices maritimes et à la signalisation maritime ; impossibilité de mettre en œuvre de nouveaux travaux ; insuffisance du taux de couverture du commerce maritime [4 novembre 1982] (p. 6709) ; effort de recherche dans le secteur de la construction navale ; renforcement du potentiel d'exploitation des ressources vivantes de la mer ; augmentation des moyens du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (p. 6710).

Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : propose la suppression de cet article revenant à exonérer complètement de l'impôt sur les grandes fortunes la part relevant des biens professionnels ; confusion entre l'outil de travail et la fortune personnelle ; inopportunité d'accorder une aide aux assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes [7 décembre 1982] (p. 8081).

DUROURE (Roger)

Député des Landes
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [25 janvier 1982] (p. 477).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DURR (André)

Député du Bas-Rhin
(3e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter le déplacement des handicapés (n° 717) [28 janvier 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : fonctionnement des P. T. T. en Alsace : déficit en personnel du service des postes et des télécommunications en Alsace ; baisse des crédits d'investissement [21 avril 1982] (p. 1219).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 20** : son amendement n° 1 (nomination par le président du conseil régional des représentants des pouvoirs publics et des personnalités choisies en raison de leurs compétences dans les banques régionales) : rejeté [4 février 1982] (p. 746).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* situation catastrophique du bâtiment et des travaux publics en Alsace [4 novembre 1982] (p. 6704).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* adaptation des établissements techniques à l'évolution des techniques industrielles ; rôle des classes préparatoires ; équipement technique des lycées techniques [5 novembre 1982] (p. 6765) ; nécessité de créer un corps d'ouvriers spécialisés dans l'entretien des machines-outils des établissements techniques (p 6766) ; nécessaire modification de la taxe d'apprentissage ; moyens de l'enseignement technique (p. 6766).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* insuffisance de l'effectif de la police urbaine de Strasbourg et d'Illkirch-Graffenstaden [10 novembre 1982] (p. 7036) ; possibilité de prise en charge par le Gouvernement des dépenses des communes entretenant une police municipale (p. 7037).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* nécessité de créer de nouveaux emplois dans les P. T. T. ; dégradation de la qualité du service rendu [12 novembre 1982] (p. 7065) ; exemple de la région d'Alsace (p. 7066).

DURUPT (Job)

Député de Meurthe-et-Moselle
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* anarchie à laquelle est livrée l'architecture depuis vingt ans ; rôle de l'architecte ; réforme des études d'architecte ; promotion de l'architecture et de la création architecturale [4 novembre 1982] (p. 6684).

Environnement. — *Discussion générale : questions :* politique de laisser-faire menée par la droite au pouvoir ; problème des études d'impact et des enquêtes publiques [15 novembre 1982] (p. 7217).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : nouvelle responsabilité des élus locaux ; simplification des procédures ; réforme des procédures d'urbanisme ; coordination des choix urbanistiques des communes [29 novembre 1982] (p. 7746).

DUTARD (Lucien)

Député de la Dordogne
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer le **droit à réparation** pour les **résistants déportés emprisonnés et internés en Afrique du Nord (1940-1944) (n° 877)** [19 mai 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 174,** posée le 11 mai 1982 : **agriculture (salariés agricoles** (p. 2034) ; appelée le 14 mai 1982 : **emploi dans le secteur agricole :** problème des épouses d'agriculteurs (p. 2162) ; valorisation de la main-d'œuvre agricole ; installation des jeunes agriculteurs ; contrats de solidarité ; intérêt porté par le Gouvernement aux problèmes de l'emploi dans l'agriculture (p. 2163).

INTERVENTIONS

Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).

Première lecture, discussion générale : situation actuelle de l'indemnisation des calamités publiques ; mesures de circonstances prises par le Gouvernement ; reconnaissance d'un droit à indemnisation ; vide juridique ; garantie contre les catastrophes naturelles pour les seuls titulaires d'un contrat d'assurance concernant les dommages relatifs aux biens [3 février 1982] (p. 702) ; solidarité à travers les compagnies d'assurances et augmentation du montant des primes ; situation des départements d'outre-mer ; insuffisance de la loi de 1964 relative aux calamités agricoles ; correction de certains mécanismes d'intervention ; problèmes soulevés par les récentes inondations dans le Sud-Ouest et en Bourgogne ; programme de grands travaux pour limiter les dégâts à venir (p. 703).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** fonctionnement des interprofessions [1er juillet 1982] (p. 4134) ; **article 10 :** facturation obligatoire pour tous les produits agricoles achetés par des négociants (p. 4152) ; **article 14 :** prise en compte de l'organisation du marché des animaux maigres (p. 4172).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** taxation du tabac ; argument de la santé ; baisse des taux de nicotine et de goudron [19 octobre 1982] (p. 5993) ; précarité de la situation des planteurs de tabac (p. 5994).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* patrimoine représenté par les établissements scolaires ; entretien et rénovation des bâtiments ; annulation de certains crédits [5 novembre 1982] (p. 6772).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* cataclysme en Dordogne [9 novembre 1982] (p. 6988, 6989).

E

EMMANUELLI (Henri)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer

DEPOTS

Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'**article 38 de la Constitution,** à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en **Nouvelle-Calédonie (n° 687)** [12 janvier 1982].

Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'**élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690)** [13 janvier 1982].

Projet de loi portant **adaptation de la loi** n° 82-213 du 2 mars 1982 **relative aux droits et libertés des communes,** des départements et et des régions **à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084)** [21 septembre 1982].

Projet de loi portant ratification des ordonnances portant **extension et adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives (n° 1197)** [2 novembre 1982].

Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'**élection des conseils municipaux** dans les territoires de la **Nouvelle-Calédonie et dépendances** et de la **Polynésie française (n° 1198)** [2 novembre 1982].

Projet de loi portant **organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279)** [8 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.**

Discussion générale : situation en Nouvelle-Calédonie ; dégradation des conditions économiques ; ségrégation entre les diverses ethnies ; prééminence économique de la population d'origine européenne ; marginalisation culturelle et politique des mélanésiens ; attachement des mélanésiens à l'organisation coutumière ; essor de la revendication indépendantiste ; multiplication des tensions ; meurtre de Pierre Declercq ; jeunesse de la population ; répartition du sol ; inégalités de revenus ; dimension culturelle et politique du problème ; résultat décevant de l'application de la loi sur la réforme foncière ; absence dans les institutions territoriales d'une majorité déterminée aux réformes [14 janvier 1982] (p. 97) ; expression du suffrage universel ; responsabilité de l'Etat et actions réformatrices ; établissement, en Nouvelle-Calédonie, d'un rapport de forces moins conflictuel ; reconnaissance de l'identité mélanésienne dans les institutions territoriales ; réforme foncière, politique et culturelle ; choix de la procédure des ordonnances ; précédents sous le régime de la Ve République ; exemple de la Côte française des Somalis ; organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; territoire français des Afars et des Issas ; champ d'application de l'habilitation et domaine de la loi ; dispositions combinées des articles 38 et 74 de la Constitution ; rapport juridique entre la métropole et la Nouvelle-Calédonie ; répartition des compétences entre l'Etat et l'Assemblée territoriale ; décentralisation ou autonomie territoriale ; étendue des pouvoirs conservés par l'Assemblée territoriale (p. 98) ; initiative des réformes ; intégration des dispositions prises par ordonnances dans le statut du territoire ; consultation de l'Assemblée territoriale sur le contenu des ordonnances ; reconnaissance de l'identité cutlurelle mélanésienne ; création d'un office culturel mélanésien ; réforme foncière ; création d'un office des terres ; développement économique et social (p. 99) ; réforme des dispositions institutionnelles du statut ; réduction des causes de conflit ; contradiction entre la démarche du Gouvernement et sa volonté de procéder à une large décentralisation (p. 100) ; propos du gouvernement australien relatifs à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ; théorie du complot international ; opposition de l'Assemblée territoriale au projet d'habilitation ; vote de la réforme foncière ; composition de l'Assemblée territoriale ; place des mélanésiens dans l'administration publique ; réforme fiscale et épargne ; excédents liquides en provenance du territoire de Nouvelle-Calédonie (p. 107) ; production de niekel ; recours aux ordonnances (p. 108) ; conséquences de l'assassinat d'un homme politique

(p. 121) ; multiplicité des contradictions de l'opposition ; loi-cadre Defferre de 1956 (p. 124) ; absence de communauté européenne homogène ; enquête sur l'assassinat de Pierre Declercq ; ordre public en Nouvelle-Calédonie ; nomination d'un nouveau haut commissaire (p. 125) ; réforme fiscale ; niveau de vie en Nouvelle-Calédonie ; solidarité de la métropole ; contrôle de l'Etat sur la société Le Nickel ; réforme foncière en Guadeloupe (p. 126).

Discussion des articles : **article 1er :** propriété foncière en Nouvelle-Calédonie (p. 128) ;

Ses observations après les explications de vote : rôle du haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie ; moyen d'action du Gouvernement (p. 130).

— Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690).

Discussion générale : renouvellement du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon ; mode d'élection des membres du conseil général ; extension du code électoral ; prorogation du mandat du conseil général jusqu'en mars 1982 ; représentation par canton et mode de scrutin ; adoption du scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage ; incompatibilité de l'application du régime électoral de droit commun avec le chiffre de la population de Saint-Pierre-et-Miquelon [15 janvier 1982] (p. 134) ; problèmes de Saint-Pierre-et-Miquelon : desserte aérienne, délimitation de la zone maritime, quotas de pêche, départementalisation ; scrutin à la représentation proportionnelle ; évolution éventuelle du statut du département ; entrée de l'archipel dans le Marché commun ; adaptation de la décentralisation à l'outre-mer (p. 137) ; tactique électorale de l'opposition ; adaptation de la décentralisation aux D.O.M. ; coexistence de deux pouvoirs réels sur un même territoire ; spécificité des D. O. M. ; campagne de déstabilisation (p. 138).

Ses observations après les explications de vote : pouvoir du Parlement de légiférer sur les départements d'outre-mer (p. 140) ; adaptation de la décentralisation aux départements d'outre-mer ; attachement du Président de la République à l'intégrité du territoire ; renforcement des liens entre les populations des D.O.M. et la métropole (p. 141).

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Première lecture, discussion des articles : **article 35 :** assimilation de l'exécutif régional au bureau de l'Assemblée [20 janvier 1982] (p. 255); **article 36 :** son amendement n° 159 (référence à la loi ultérieure sur la répartition des compétences entre les communes, les départements la région de Corse et l'Etat) (p. 256) : rectifié : suppression de la référence aux communes et aux départements ; amendement n° 159 : adopté (p. 257) ; **article 37 :** avis sur le rapport du président de l'Assemblée donné par le conseil économique et social et le conseil du développement culturel (p. 259) ; **article 38 :** prise en compte des particularismes de la Corse (p. 261) ; **article 39 :** Corse et guerre civile (p. 264).

Répond aux rappels au règlement de MM. Didier Julia et Pierre Joxe : perquisitions ayant eu lieu en Nouvelle-Calédonie au domicile de certaines personnes [6 juillet 1982] (p. 4222, 4223).

Répond aux rappels au règlement de MM. Roch Pidjot et Jacques Brunhes : incidents survenus en Nouvelle-Calédonie ; réformes envisagées par le Gouvernement [23 juillet 1982] (p. 4739).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : intérêt des populations ; redéfinition du contrat passé en 1946 entre la métropole et les quatre vieilles colonies ; dégradation des relations depuis plusieurs dizaines d'années [29 septembre 1982] (p. 5227) ; contenu de la loi du 19 mars 1948 ; impôt du sang versé lors des deux guerres mondiales ; statut départemental ; absence de développement économique des départements d'outre-mer ; pratique assimilationniste ayant ignoré la revendication culturelle ; installation d'un plafond malaise politique ; déclin de l'industrie sucrière ; échec de la politique menée par les précédents gouvernements dans les départements d'outre-mer ; respect de l'identité culturelle des départements d'outre-mer (p. 5228) ; actions des assimilationnistes ; adaptation de la décentralisation ; maintien de l'unité de la législation ; maintien du département et création de la région (p. 5229) ; refus du Gouvernement de créer une collectivité territoriale d'un type nouveau ; compétences et mode d'élection du conseil régional et du conseil général ; mise en place d'un scrutin proportionnel ; principales critiques dirigée contre le présent projet de loi ; absence de glissement vers le statut de territoires d'outre-mer (p. 5230) ; argument d'inconstitutionnalité ; refus d'opposer une majorité locale à la majorité nationale ; attente par le Gouvernement de l'émergence d'une classe politique nouvelle (p. 5231) ; renforcement des liens unissant ces départements à la République ; renforcement de la solidarité ; concrétisation de la réforme foncière en Guadeloupe ; mise en place du plan Guyane ; refus du « largage » par le Gouvernement (p. 5232) ; reprise par M. Jean Foyer d'arguments utilisés devant la commission des lois (p. 5237) ; demande à M. Jean Foyer de s'expliquer sur les arrière-pensées fondées sur des considérations raciales qu'il lui à prêtées (p. 5241) ; absence de réponse de M. Jean Foyer à la question qui lui a été posée (p. 5249) ; demande à M. Victor Sablé de préciser l'appartenance politique du ministre ayant proposé la départementalisation [30 septembre 1982] (p. 5272) ; remercie les différents orateurs ; apport essentiel de la départementalisation (p. 5281) ; utilisation d'arguments d'ordre racial par M. Jean Foyer (p. 5282).

Discussion des articles : **article 1er :** constitutionnalité de cet article ; respect du Gouvernement pour l'appartenance des D. O. M. à la République (p. 5287, 5288) ; **article 2 :** statut particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5289, 5290) ; **article 5 :** fixation du nombre des membres du conseil général et régional (p. 5293) ; **article 8 :** missions des comités consultatifs ; prise en compte des problèmes de la santé (p. 5296) ; **article 10 :** problème de la culture ; appartenance du créole et des langues vernaculaires au patrimoine culturel (p. 5267) ; **article 13 :** taux de l'octroi de mer (p. 5299) ; **article 14 :** mode de scrutin (p. 5300) ; **article 15 :** application du scrutin uninominal dans l'archipel quadeloupéen (p. 5301).

Ses observations après les explications de vote : attitude de l'opposition ; nouveau contrat proposé par le Gouvernement aux départements d'outre-mer (p. 5304).

Deuxième lecture, discussion générale : attitude de l'opposition ; exemple de la Corse [5 novembre 1982] (p. 6820) ; référence faite à l'article 53 de la constitution ; arguments géopolitiques employés par l'opposition ; rappelle d'œuvre de Victor Schoelcher ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 6821).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** référence faite à l'article 53 de la constitution (p. 6822 ; **article 1er :** rappelle que M. Marcel Esdras a été indépendantiste et autonomiste (p. 6823) ; **article 5 :** composition des conseils généraux et régionaux (p. 6824) ; **article 14** *bis* **:** son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 18 de la commission (élection des membres des conseils généraux et régionaux) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 28 (précisant que les îles de Marie-Galante, de la Désirade, des Saintes, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy constituent des sections électorales) (p. 6827) ; adopté (p. 6828).

Troisième lecture, discussion générale : fausses critiques et vrais problèmes évoqués par M. Michel Debré ; problème du logement ; augmentation des crédits affectés au logement dans les départements d'outre-mer ; nomination de M. Bertile en tant que parlementaire en mission, sur le problème du logement ; problèmes de santé et du F. A. S. S. O. ; transferts de crédits vers les ministères techniques ; analphabétisme ; schéma régional de formation ; industrie sucrière ; fermeture du quartier français à la Réunion ; relations des départements d'outre-mer avec la communauté économique européenne [23 novembre 1982] (p. 7543) ; action de M. Gaston Defferre en matière de décentralisation ; mode de scrutin ; attitude de l'opposition par rapport aux départements d'outre-mer ; déclaration faite par la présidence du conseil général de la Guadeloupe à Antenne 2 : « la Guadeloupe va vers l'indépendance » ; reproche de la présidente du conseil général de la Guadeloupe à l'égard du gouvernement de ne pas préparer l'indépendance ; impossibilité de justifier la signification de ces propos par leur contexte ; abus de langage ; responsabilité des population d'outre-mer ; dignité et respect de leur spécificité (p. 7544) ; critiques adressées au projet de loi ; Conseil constitutionnel ; déclaration du maire de Saint-Denis de la Réunion à propos du Conseil Constitutionnel ; décentralisation ; adaptation des modalités de la réforme à la spécificité des départements d'outre-mer ; développement économique ; groupe de planification spéci-

fique ; problème de l'objectivité de l'information ; presse écrite dans les départements d'outre-mer ; attitude du grand quotidien antillais à l'égard du secrétaire d'Etat (p. 7545).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 46 :** répartition des sièges au sein du conseil des communautés [23 octobre 1982] (p. 6258) ; son amendement n° 127 (répartition des sièges au sein du conseil de communauté : adopté (p. 6259) ; **article 47 :** pouvoirs de la ville centre par rapport aux petites communes (p. 6260) ; son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 6261) ; **article 48 :** possibilité pour chaque conseil municipal de désigner les délégués de la commune (p. 6263) ; caractère politique du présent projet de loi (p. 6264) ; **article 52 :** notion de programmes locaux de l'habitat ; entretien des locaux scolaires (p. 6267) ; **article 53 :** son amendement n° 56 (conséquences du transfert de compétences) : adopté (p. 6269) ; **article 54 :** son amendement n° 57 (de précision) : adopté (p. 6270) ; **article 58 :** suppression du droit de retrait (p. 6271) ; **article 59 :** attitude de M. Jacques Toubon ; **après l'article 59 :** son amendement n° 132 (conditions de fonctionnement et de contrôle applicables aux établissements publics à caractère régional) (p. 6273) : adopté ; **article 60 :** son amendement n° 125 (modifiant la date d'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté ; **article 9** (*précédemment réservé*) : son amendement n° 136 (consultation des conseils d'arrondissement par le conseil municipal) (p. 6274) : adopté.

Seconde délibération du projet de loi : **article 7 :** son amendement n° 1 (possibilité pour le conseil d'arrondissement de demander l'inscription à l'ordre du jour du conseil municipal de toute proposition de délibération relative aux affaires de l'arrondissement) : adopté ; **article 52 :** son amendement n° 2 (construction, aménagement et entretien des locaux scolaires) (p. 6275) : adopté (p. 6276).

Troisième lecture, discussion générale : attitude du Sénat ; modifications apportées au texte ; conseils d'arrondissement ; associations [17 décembre 1982] (p. 8471) ; volonté de dialogue du Gouvernement (p. 8472).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** emploi du terme de « magouille » par M. Gilbert Gantier ; absence d'inégalité entre les électeurs [23 octobre 1982] (p. 6278) ; **article 3 :** inéligibilité des officiers municipaux (p. 6281) ; fondement de ces inéligibilités (p. 6282) ; **après l'article 5 :** conditions d'inéligibilité des conseils municipaux (p. 6288).

Troisième lecture, ses observations après les explications de vote : réforme de décentralisation ; ses observations sur les raisons présentées par M. Jacques Toubon pour s'opposer au texte [17 décembre 1982] (p. 8481) ; absence de mise en danger de l'unité de gestion des grandes villes (p. 8482).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. *Discussion générale :* contenu du projet de loi portant adaptation de la décentralisation aux départements d'outre-mer ; développement de l'appareil de production des départements d'outre-mer [5 novembre 1982] (p. 6808) ; caractère incitatif du budget du secrétariat d'Etat aux D. O. M.-T. O. M. ; caractères critiquable du rapport de la commission de la production et des échanges (p. 6809) ; place du présent projet de budget dans le budget de l'Etat ; absence de désengagement de l'Etat ; accroissement de la déduction pour l'investissement ; création d'une caisse d'investissement ; problème du fret (p. 6810) ; simplification des formalités douanières ; travaux de la commission Combarnous ; volonté de l'opposition de dresser les populations d'outre-mer contre le Gouvernement de la République ; nécessité de faciliter l'accès des entreprises locales aux marchés publics ; nécessité de mener à bien la réforme foncière en Guadeloupe ; problème de l'usine de Beauport (p. 6811) ; poursuite du plan d'aménagement des hauts de la Réunion ; rôle de l'office foncier en Nouvelle-Calédonie ; problèmes de la société Le Nickel (p. 6812) ; progrès de l'élevage en Guyane ; développement de la culture du café ; remise en état de l'usine de Lareinty ; utilisation du domaine maritime ; développement de l'aquaculture ; recherche concernant la géothermie aux Antilles et l'énergie photovoltaïque à Wallis (p. 6813) ; actions sociales et économiques menées par le Gouvernement dans les D. O. M. ; revalorisation des prestations familiales ; régime d'indemnisation du chômage ; nécessité de parvenir à un parallélisme entre la protection sociale dans les départements d'outre-mer et en métrople ; problème de la migration (p. 6814) ; transformation du centre universitaire de la région Antilles-Guyane en université ; prise en compte des langues et des cultures locales ; enseignement de la musique traditionnelle en Nouvelle-Calédonie ; volonté du Gouvernement d'élargir le consensus existant entre les populations d'outre-mer et la République française (p. 6815).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'intervention de M. Jacques Toubon ; tentative de politisation du débat par ce dernier ; projet visant à l'amélioration des conditions d'exercice de la démocratie locale [25 novembre 1982] (p. 7681) ; création récente des communes ; adaptations du code des communes à la situation locale ; problème de l'adaptation aux communes des territoires d'outre-mer de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes des départements et régions ; motifs de la réforme électorale : réforme générale des conditions d'élection des conseils municipaux, amélioration de la représentativité des conseillers municipaux, régime électoral particulier appliqué à la Nouvelle-Calédonie ; nécessité de mettre fin à la situation spécifique de Nouméa ; avis favorable de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie pour l'extension de la proportionnelle à la ville de Nouméa ; projet d'extension des nouvelles dispositions électorales aux communes de plus de 10 000 habitants en Polynésie (p. 7682) ; avis défavorable de l'assemblée territoriale de Polynésie sur ce projet ; prise en considération de cet avis par le Gouvernement ; amélioration du fonctionnement des communes associées ; compétences des maires délégués ; volonté du Gouvernement de réduire l'abstentionnisme ; recensement de la population ; régime municipal de la Nouvelle-Calédonie ; volonté du Gouvernement de rétablir la justice et de faire respecter la légalité en Nouvelle-Calédonie (p. 7683) ; respect de la légalité ; positions des indépendantistes ; ouverture du Gouvernement au dialogue (p. 7684).

Discussion des articles : **article 2 :** régime électoral actuellement appliqué à la Nouvelle-Calédonie ; situation spécifique de la ville de Nouméa ; unification du régime électoral ; souligne le désaccord de M. Tutaha Salmon aux propos tenus par M. Jacques Toubon (p. 7685-7686) ; ses observations sur l'attitude de M. Jacques Toubon ; souhaite connaître le point de vue de M. Tutaha Salmon ; demande une suspension de séance (p. 7687) ; **article 3 :** se déclare favorable à l'amendement n° 3 de la commission (p. 7688).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** conformité de vues entre le Sénat et l'Assemblée ; dispositions permettant aux populations de participer au scrutin [17 décembre 1982] (p. 8483).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **article 28 *bis* :** modification du P.O.S. en cas de graves risques de nuisances ; son amendement n° 315 (supprimant l'application anticipée du P.O.S.) : rejeté [1er décembre 1982] (p. 7839) ; **article 29 :** rôle du président de l'établissement public ; caractère imprécis de l'amendement n° 376 de M. Robert Galley (p. 7840) ; **article 29 *ter* :** problème des cartes communales ; **article 29 *quater* :** suppression de cet article (p. 7843) ; futur projet de loi relatif à l'urbanisme opérationnel ; **avant l'article 30 :** mise en valeur de la mer (p. 7844).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : absence d'échec et de renonciation du Gouvernement [15 décembre 1982] (p 8311) ; gravité des problèmes économiques et sociaux des départements d'outre-mer ; blocage institution-

nel ; projet de loi constituant le premier volet de la décentralisation adaptée aux départements d'outre-mer ; érection des régions en collectivités territoriales ; désignation des membres des conseils régionaux au scrutin proportionnel ; date des élections ; effort du Gouvernement pour apurer les listes électorales ; compétences spécifiques des conseils régionaux ; exécutif de la région confié à un élu ; droit de proposition législative et droit de consultation ; comité économique et social et comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement ; droit de création des établissements publics ; volonté de prolonger l'œuvre d'émancipation du texte de 1946 ; texte laissant subsister la coexistence sur un même territoire de deux assemblées élues au suffrage universel ; possibilités de conflits de compétences (p. 8312) ; moyens du changement : justice sociale, solidarité nationale, nouvelle citoyenneté (p. 8313) ; motivations de l'opposition ; impératif électoral ; absence d'échec du Gouvernement ; volonté du Gouvernement d'agir pour la justice ; mesures prises en matière économique (p. 8342) ; augmentation du S.M.I.C. dans ces départements ; préoccupation du Gouvernement de faire disparaître le colonat ; objectif de l'opposition de maintenir les privilèges dans les départements d'outre-mer ; ses observations sur la doctrine de l'assimilationnisme et sur le droit à la différence ; argumentation consistant à refuser le droit à la différence (p. 8343) ; ses observations sur les reproches de M. Didier Julia : accusation lancée contre sa profession antérieure, existence d'intérêts multiples et non d'intérêts exclusivement financiers ; dogmatisme ; droit à la différence ; droit de parler créole ; problème du développement économique ; attitude de l'opposition ; futur texte de loi sur les compétences ; ses observations sur les possibilités de créer des régions monodépartementales (p. 8344) ; élections dans les départements d'outre-mer ; attitude du Gouvernement à l'égard du développement des départements d'outre-mer (p. 8345).

Discussion des articles : **article 1er :** compétences des régions d'outre-mer ; possibilité de transfert de certaines compétences par voie réglementaire ; volonté de confier à la région la tâche du développement économique et culturel (p. 8345) ; donne l'assurance du dépôt du projet de loi sur les compétences spécifiques à la session de printemps ; droit de « proposition » législative prévu à l'article 8 existant déjà pour le département ; **article 3 :** consultation des assemblées locales sur le précédent projet ; nombre des conseillers régionaux ; accepte l'amendement n° 8 de M. Wilfrid Bertile (p. 8346) ; discussion du précédent projet avant la date limite du dépôt de l'avis des conseils généraux ; impossibilité pour le Gouvernement de maîtriser le calendrier parlementaire (p. 8347) ; **article 8 :** « pouvoir » de la région limité à la possibilité d'émettre des propositions ; dispositions de cet article reprises de celles figurant dans la loi sur la Corse (p. 8348) ; « terreur constitutionnelle » ; examen du statut de la Corse par le Conseil constitutionnel portant sur l'ensemble de ce texte ; absence d'attribution à la région de pouvoir législatif ou réglementaire par cet article (p. 8349) ; **article 9 :** risque de dérapage que présente le type de raisonnement tenu par M. Jean-Pierre Soisson ; pouvoir de coopération transfrontalière accordé au conseil régional par l'article 65 de la loi de décentralisation ; coopération entre les départements d'outre-mer et leur environnement ; confusion faite entre avis et décision (p. 8350) ; conformité de l'article 65 de la loi de décentralisation à la Constitution ; **article 11 :** risque d'existence d'une atomisation ; souci du Gouvernement d'assurer l'existence de majorités réelles (p. 8351) ; existence d'un seuil permettant d'obtenir une organisation de la vie politique (p. 8352) ; **article 18 :** regrette l'absence de M. Jacques Toubon lorsqu'il a répondu aux observations de ce dernier (p. 8353) ; souhaite que ce dernier retire un propos insultant ; date de clôture des inscriptions sur les listes électorales ; sa proposition tendant à raccourcir le délai de recours contentieux (p. 8354).

Ses observations après les explications de vote : confusion établie par M. Marcel Esdras : rôle du Conseil constitutionnel (p. 8355) ; hostilité de M. Marcel Esdras au changement ; S.M.I.C. des départements d'outre-mer (p. 8356) ; conception de l'opposition quant à l'évolution des départements d'outre-mer, date des élections ; maintien des objectifs politiques, économiques, sociaux et culturels du Gouvernement (p. 8357).

Commission mixte paritaire, discussion générale : divergences entre l'interprétation de la Constitution donnée par M. Michel Debré et celle du Conseil constitutionnel ; accord de la commission mixte paritaire sur les propositions du Gouvernement [21 décembre 1982] (p. 8583) ; possibilité pour les conseils régionaux d'adresser au Premier ministre des propositions de modification des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ; volonté du Gouvernement d'aider les D. O. M. à rompre leur enclavement économique ou culturel (p. 8584-8585) ; précise que le Gouvernement n'est pas revenu sur ses positions antérieures (p. 8586) ; rédaction de l'article 8 du présent projet (p. 8588) ; amnésie des membres de l'opposition ; aide à l'investissement consentie par le Gouvernement dans les D.O.M. ; rédaction de l'article 8 du présent projet de loi (p. 8590).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion générale : combat contre la servitude ; institution d'un jour férié pour les départements d'outre-mer et à Mayotte ; choix de la référence de 1848 ; décret du 27 avril 1848, représentant la conquête définitive de l'abolition de l'esclavage ; décrets de l'Assemblée constituante du 13 mai 1791 et de l'Assemblée législative du 28 mars 1792 [17 décembre 1982] (p. 8485) ; décision de la convention du 4 février 1794 abolissant l'esclavage des nègres ; rétablissement de la traite et de l'esclavage par le Consulat ; cite le « Voyage aux Antilles » de Granier de Cassagnac ; attitude de Tocqueville refusant l'accès à la propriété aux Noirs émancipés ; pétition des ouvriers de Paris à la Chambre des députés ; indissociabilité de l'abolition de l'esclavage et de Victor Schoelcher ; liberté de choix de la date de commémoration par les conseils généraux de Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion ; modalités de l'association de toute la nation à la commémoration de l'abolition (p. 8486) ; célébration de l'événement en métropole ; actualité du message de Victor Schoelcher (p. 8487) ; dépôt du projet de loi justifié par l'absence de décision dans ce domaine pendant vingt-cinq ans (p. 8488) ; rôle de Marius Moutet dans la proposition de la loi de départementalisation (p. 8491) ; ses observations sur les propos de M. Marcel Esdras et de M. Victor Sablé ; respect de l'avis des conseils généraux ; problème de la détermination du jour férié (p. 8492) ; hommage rendu par le Président de la République à Jean Moulin ; plaint ceux qui se cherchent des raisons de vivre « dans la négation de leur propre identité » ; célébration de l'émancipation ; ses observations sur le caractère « prématuré » de la commémoration de la disparition de l'esclavage ; possibilité pour certains conservateurs d'effectuer une conversion (p. 8493).

Discussion de l'article unique : **article unique :** naissance de Victor Schoelcher un 22 juillet ; défense de la « mythologie de l'uniformité » par M. Marcel Esdras ; absence d'esclavage à Saint-Pierre-et-Miquelon ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 2 de M. Marcel Esdras et d'adopter l'amendement n° 1 de la commission ; caractère suffisamment explicite de l'expression « commémoration de l'abolition de l'esclavage » ; nécessité de ne pas transformer en débat idéologique un acte solennel ; impossibilité d'instituer un jour férié en déposant un sous-amendement (p. 8494).

Ses observations sur le fait personnel de M. Jacques Toubon [21 décembre 1982] (p. 8593).

ESCUTIA (Manuel)

Député de Paris
(28e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discusion : alliance atlantique [6 juillet 1982] (p. 4246) ; adhésion de l'Espagne au traité de l'Atlantique Nord ; poids des Etats-Unis dans cette alliance ; rôle de la France à l'intérieur de celle-ci ; intervention soviétique en Afghanistan ; répression du mouvement ouvrier en Pologne ; difficultés d'instaurer des rapports équilibrés avec l'Union sovié-

tique et les pays de l'Est ; crédits consacrés par l'U. R. S. S. à un accroissement massif de ses moyens militaires ; reprise des négociations concernant les armes stratégiques ; intervention soviétique dans le tiers monde ; choix de la France en faveur d'un véritable non-alignement (p. 4247).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion générale : raisons ayant conduit le Gouvernement à déposer le présent projet de loi [19 juillet 1982] (p. 4481) ; nouvelles compétences de la région Corse (p. 4482).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : moralisation du scrutin municipal ; défauts du mode de scrutin en vigueur ; augmentation du nombre des conseillers municipaux [26 juillet 1982] (p. 4855, 4856).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : rôle de l'Etat comme garant du bon fonctionnement de l'U. N. E. D. I. C. ; rôle de la protection sociale ; ampleur de la crise économique mondiale [11 octobre 1982] (p. 5614) ; exemple de la Grande-Bretagne ; mise en œuvre d'une politique fiscale réduisant les inégalités ; solidarité demandée aux salariés bénéficiant de la stabilité de l'emploi (p. 5615).

— Projets de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : décentralisation de Paris ; rôle des arrondissements ; composition des actuelles commissions d'arrondissement ; coût du présent projet ; gâchis actuel de la gestion parisienne ; rôle des maires d'arrondissement [21 octobre 1982] (p. 6119) ; importance numérique du cabinet du maire de Paris ; nécessité d'augmenter le nombre des élus (p. 6120).

ESDRAS (Marcel)

Député de la Guadeloupe
(3e circonscription)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martiniqne et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 26** (*suite*) : son sous-amendement n° 715 à l'amendement n° 180 de la commission (rédactionnel) [4 mai 1982] (p. 1633) ; présence d'une personnalité d'outre-mer au sein du Conseil national de l'audiovisuel ; autorité ayant charge de désigner cette personnalité ; rejeté (p. 1634) ; **article 29 :** son sous-amendement n° 719 à l'amendement n° 185 de la commission (composition des comités régionaux) (p. 1654) ; exclusion des élus des comités régionaux ; inscription des crédits nécessaires au fonctionnement des comités régionaux au budget des collectivités territoriales correspondant à leur ressort ; rejeté (p. 1656) ; **article 31 :** son amendement n° 663 (diffusion à la radio et à la télévision des débats des conseils généraux) ; cas de la Corse ou des départements d'outre-mer (p. 1668) ; rejeté (p. 1669) ; **article 39 :** fonctionnement et organisation du service de l'audiovisuel dans les départements et territoires d'outre-mer [5 mai 1982] (p. 1764) ; cas de la Guadeloupe (p. 1765) ; personnel de la société prévue pour les départements et territoires d'outre-mer (p. 1766).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : contenu de la loi de départementalisation du 19 mars 1946 ; rappelle que cette loi répondait à un vœu profond des populations locales [30 septembre 1982] (p. 5263) ; volonté du Gouvernement d'imposer aux D.O.M. une modification de leur statut politique ; refus du présent projet de loi par la majorité des élus des départements d'outre-mer ; suppression des cantons ; création de deux catégories de citoyens dans le département de la Guadeloupe (p. 5264) ; situation économique et sociale des D.O.M. ; promesses non tenues ; effondrement de l'économie sucrière (p. 5265) ; divergences à l'intérieur de la majorité (p. 5266).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 7 (précisant que les D.O.M. sont et demeurent partie intégrante de la République et de la nation françaises) (p. 5287) : rejeté ; **article 2 :** suppression de l'institution départementale, autorisation d'une assemblée unique (p. 5288) ; **article 3 :** son amendement n° 8 (créant un conseil général et un conseil régional par D.O.M.) (p. 5291) : rejeté ; son amendement n° 9 (dévolution des compétences régionales au conseil général dans les D.O.M.) : rejeté (p. 5292) ; **article 5 :** son amendement n° 10 (modifiant le nombre des membres du conseil général et régional) (p. 5293) : rejeté ; son amendement n° 11 devenu sans objet (p. 5294) ; **article 11 :** son amendement n° 13 (de suppression) : rejeté (p. 5297) ; **article 13 :** son amendement n° 14 (délibération des conseils généraux et régionaux de plein droit) ; régression en matière de décentralisation (p. 5298) : rejeté ; son amendement n° 45 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : rejeté (p. 5299) ; **après l'article 13 :** application du décret d'avril 1960 ; **article 14 :** son amendement n° 16 (élection des membres du conseil général et régional) : réservé (p. 5300) ; **article 14 précédemment réservé :** son amendement n° 16 rejeté ; son amendement n° 17 (élection des membres des conseils créés par la présente loi) : rejeté ; **article 15 :** son amendement n° 18 (application de cet article à Terre-de-Bas et à Terre-de-Haut) : rejeté (p. 5301) ; **article 17 :** son amendement n° 19 (cas des membres actuels du conseil général) : devenu sans objet (p. 5302) ; son amendement n° 20 (date d'élection des membres du conseil général et régional des D.O.M.) : rejeté (p. 5303).

Explications de vote : inquiétude des populations d'outre-mer vis-à-vis du présent texte (p. 5303) ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 5304).

Deuxième lecture, discussion générale : refus du Sénat de permettre au Gouvernement le largage des départements d'outre-mer ; volonté du Gouvernement d'éliminer les actuels conseillers généraux dont la majorité ne lui est pas favorable ; inutilité d'un changement de statut des D.O.M. [5 novembre 1982] (p. 6819, 6820).

Discussion des articles : **article 1er :** nécessité de préciser que les départements d'outre-mer sont et demeurent partie intégrante de la nation et de la République française (p. 6823) ; **article 15 :** élection du conseil général de la Guadeloupe (p. 6828).

Explications de vote : suppression du statut départemental ; dissolution des quatre conseils généraux des D.O.M. ; atteinte portée au suffrage universel et à l'égalité des citoyens devant le suffrage par le présent projet de loi (p. 6829) ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 6830).

Troisième lecture, discussion générale : nécessité pour le Gouvernement de donner des gages au parti communiste et aux séparatistes ; suppression « déguisée » de l'institution

départementale ; « responsabilisation des élus et des populations » ; application du scrutin proportionnel à l'île de Marie-Galante en Guadeloupe ; premier pas vers le relâchement des liens avec la métropole ; élection du conseil général et régional au scrutin proportionnel ; nécessité de réaliser des tâches urgentes dans les D.O.M. et en particulier en Guadeloupe ; son opposition au projet de loi [23 novembre 1982] (p. 7542) ; propos et attitude de la présidente du conseil général de la Guadeloupe relatifs à l'indépendance ; contexte dans lequel ses propos à Antenne 2 ont été prononcés (p. 7544).

Explications de vote : conséquences du projet de loi sur la vie économique des départements d'outre-mer ; refus de concession aux membres de l'opposition ; imposition d'un statut politique aux populations ; déclaration du président du conseil général de la Guadeloupe ; aventure séparatiste ; vote hostile au projet de loi (p. 7547).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* austérité du présent projet de budget [5 novembre 1982] (p. 6796) ; regrette que le Gouvernement continue à s'abriter derrière le prétendu héritage laissé par le précédent ; problème du chômage dans les départements et territoires d'outre-mer ; inquiétude des habitants de Marie-Galante ; problème sucrier ; plan de rénovation de la Basse-Terre et de la Côte-sous-le-Vent ; situation particulière de la Guadeloupe (p. 6797) ; problème de l'usine de Beauport (p. 6811).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 13 (tendant à abaisser le plancher prévu pour la majoration pour frais de chambres de métiers dans les départements d'outre-mer) : retiré [23 novembre 1982] (p. 7592) ; **article 4 :** son amendement n° 14 (tendant à permettre à la chambre des métiers de gérer les fonds dans les départements d'outre-mer) : retiré (p. 7594).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : retour au droit commun ; propos tenus par le secrétaire d'Etat favorables au Conseil constitutionnel lors de la troisième lecture du précédent projet ; coexistence de deux assemblées : conseil général et conseil régional ; se déclare disposé à soutenir ce projet si certaines craintes sont apaisées ; nécessité de respecter l'autonomie des attributions des départements et des communes ; possibilité pour le conseil régional de s'immiscer dans le fonctionnement des communes ; organisation précipitée des élections ; urgence de la mise en place d'actions concrètes [15 décembre 1982] (p. 8322) ; loi d'assimilation ; souhaite une trêve durable au débat politique sur le statut des départements d'outre-mer (p. 8323).

Discussion des articles : **article 3 :** date limite pour le dépôt de l'avis des conseils généraux sur le précédent projet (p. 8347) ; **article 8 :** son amendement n° 3 (tendant à supprimer dans le premier alinéa de cet article les mots « des collectivités territoriales » et à modifier cet alinéa en conséquence) (p. 8348) ; rejeté (p. 8350) ; **article 18 :** son amendement n° 4 (élection des conseils régionaux d'outre-mer à la même date que celle des conseils régionaux de métropole) : rejeté (p. 8354).

Explications de vote : absence d'assemblée unique dans les départements d'outre-mer (p. 8354) ; refus du dialogue par le Gouvernement ; texte risquant de porter atteinte à l'autonomie du département et de la commune ; volonté du Gouvernement de suppression des élections cantonales puis du statut départemental des départements d'outre-mer ; sa satisfaction de voir abandonné le projet d'assemblée unique ; son vote hostile au texte (p. 8355).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion générale : eclavage [17 décembre 1982] (p. 8491) ; résistance des esclaves ; action de Victor Schoelcher et célébration de son souvenir ; souhait du Sénat de célébrer la commémoration sur l'ensemble du territoire national ; nécessité de ne pas récupérer et de ne pas dénaturer la pensée de Victor Schoelcher (p. 8492).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son amendement n° 2 (commémoration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer le 21 juillet ; jour férié dans les départements d'outre-mer et à Mayotte) ; commémoration devant se dérouler sur l'ensemble du territoire national (p. 8493) ; propose que le 21 juillet soit retenu comme date unique pour la commémoration (p. 8494) ; amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 8496).

ESTIER (Claude)

Député de Paris
(25e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175).

Président à titre provisoire de cette délégation [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

DEPOTS

— Rapport d'information établi au nom de la délégation parlementaire pour la **Radiodiffusion-télévision française** instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 **(n° 1196)** [2 novembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : report de l'ouverture du débat [26 avril 1982] (p. 1298) ; bonne tenue du débat ; divergence entre la majorité et l'opposition sur la notion de service public [27 avril 1982] (p. 1351) ; loi de 1974 ayant conduit à une mainmise totale du pouvoir sur la radio et la télévision ; approbation par l'opposition du principe de la création de la Haute Autorité ; convie confraternellement les journalistes à prêter plus d'attention à la nouvelle loi (p. 1352).

Discussion des articles : **article 5 : son rappel au règlement :** précise qu'une seule suspension de séance a eu lieu pendant les travaux de la commission spéciale [28 avril 1982] (p. 1408) ; **article 7 :** attitude de l'opposition ; déroulement du débat (p. 1460) ; blocage de la discussion [29 avril 1982] (p. 1467) ; **article 11 :** absence d'alternance dans l'ancienne délégation parlementaire de la radio-télévision (p. 1494) ; **article 13 :** nouvelle audition éventuelle du président-directeur général de TF 1 par la commission spéciale [30 avril 1982] (p. 1535) ; interview donnée par celui-ci au *Quotidien de Paris* (p. 1536) ; **article 25 :** importance du Conseil national de la communication audiovisuelle [3 mai 1982] (p. 1614) ; **article 40 :** durée de la séance de nuit [5 mai 1982] (p. 1771) ; **article 42 :** difficultés de la S.F.P. (p. 1775) ; **ses observations sur les rappels au règlement de MM. Robert-André Vivien et Jacques Toubon :** volonté de ne pas prolonger la séance de nuit (p. 1789) ; **article 48 :** son amendement n° 735 (missions des sociétés régionales de radiodiffusion sonore) [6 mai 1982] (p. 1810) ; adopté (p. 1812) ; **article 49 :** son amendement n° 736 (création des douze sociétés régionales de télévision dans un délai de quatre ans) (p. 1815) ; adopté (p. 1817) ; **article 61 :** conteste l'information selon laquelle la télévision serait ennuyeuse ; niveau élevé des indices de satisfaction depuis un an [10 mai 1982] (p. 1895) ; **article 68 :** son amen-

dement n° 763 (problème des personnels intermittents); adopté (p. 1925); **article 82** : son amendement n° 665 (gestion des services communs des organismes des services publics de la radio et de la télévision [14 mai 1982] (p. 2226); adopté après modification (p. 2227).

— **Demande de seconde délibération :** remercie le secrétariat de la commission et le personnel de l'Assemblée; vote d'une loi de liberté; notion de service public; rôle de l'opposition; rappelle les grandes orientations du projet de loi [15 mai 1982] (p. 2266-2267).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 56 :** absence d'intention de la part de la majorité de nationaliser les cinémas [7 juillet 1982] (p. 4277).

Seconde délibération : accepte la seconde délibération du projet de loi; notion de filiale commune (p. 4285).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962).**

Explications de vote : cause de la suspension de séance demandée par le groupe U.D.F. [28 juin 1982] (p. 3975).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** logements attribués par la commune [22 octobre 1982] (p. 6210); **après l'article 17 :** participation des associations à la vie locale; composition de la commission d'arrondissement du 18e arrondissement de Paris (p. 6216); **article 42 :** attribution des logements sociaux; distribution de l'aide sociale à Paris [23 octobre 1982] (p. 6246); nature politique de l'attribution de l'aide sociale à Paris (p. 6247).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 bis :** ses observations critiques sur le sous-amendement n° 8 de M. Jacques Marette à l'amendement n° 7 du Gouvernement : dispositions visant le suppléant de M. Jacques Marette [9 décembre 1982] (p. 8201).

Troisième lecture, explications de vote : conséquences des deux textes relatifs à Paris, Marseille et Lyon; introduction d'une notion de proportionnelle permettant la représentation des minorités; vote positif du groupe socialiste [17 décembre 1982] (p. 8481).

EVIN (Claude)

Député de la Loire-Atlantique
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire pour 1982-1983 [*J.O.* du 18 juin 1982] (p. 1930).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Président de cette commission [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J.O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Président de cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Vice-président et rapporteur de cette commission [*J.O.* du 25 novembre 1982] (p. 3584).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3806).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1123) portant diverses mesures relatives à la **sécurité sociale (n° 1151)** [14 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant **diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1241)** [24 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi rejeté par le Sénat, portant diverses **mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1271)** [2 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1333), rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, portant **diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1334)** [18 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles : **article 33 :** date des élections prud'homales [27 janvier 1982] (p. 614); **article 35** : extension de l'ensemble des dispositions en vigueur sur le territoire national aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 617).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : rôle accru des institutions représentatives par la relance de la politique contractuelle et de la négociation; histoire politique du droit du travail en France [13 mai 1982] (p. 2095); règlement intérieur : champ libre à l'arbitraire patronal; victoire des forces de gauche en 1981 et avancée des droits des tra-

vailleurs ; légitimité de l'action syndicale ; exemples étrangers ; obligation annuelle de négocier (p. 2096) ; droit d'expression des salariés ; équilibre entre les diverses organisations syndicales, entre les intérêts des salariés et l'intérêt des entreprises ; amendements de l'opposition aux quatre projets de loi (p. 2097).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-41 *du code du travail :* projet de loi sur l'ensemble des procédures liées aux difficultés des entreprises et réformant la procédure du licenciement [17 mai 1982] (p. 2313) ; *après l'article L.* 122-45 *du code du travail :* renforcement des organisations syndicales au sein des entreprises (p. 2330) ; consolidation des activités des organisations syndicales à l'intérieur de l'entreprise (p. 2331) ; **article 4 :** abaissement à un an du délai de mise en conformité du règlement intérieur à la nouvelle loi ; accélération de la mise en place du mécanisme protecteur des salariés ; loi relative à la démocratisation du secteur public [18 mai 1982] (p. 2343) ; **article 6 :** *article L.* 461-2 *du code du travail :* exercice du droit d'expression sur les lieux et pendant le temps de travail normalement rémunéré (p. 2369) ; *article L.* 461-3 *du code du travail :* distinction entre accord et négociation (p. 2390) ; **article 8 :** avancées du droit du travail au cours du précédent septennat ; programme de Blois ; rapport Giraudet sur la réduction du temps de travail [19 mai 1982] (p. 2425) ; **après l'article 6 :** attribution à chaque salarié d'un crédit annuel payé comme temps de travail pour lui permettre de s'informer de l'activité syndicale ; accroissement des charges des entreprises ; faiblesse du taux de syndicalisation en France (p. 2439).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L.* 521-1 *du code du travail :* demande la réserve du texte proposé pour l'article L. 412-2 jusqu'à la fin du débat [24 mai 1982] (p. 2484) ; **article 1er :** *article L.* 512-5 *du code du travail :* déroulement du débat [24 mai 1982] (p. 2499) ; **article 2 :** *article L.* 412-8 *du code du travail :* diffusion des tracts d'origine ou de nature syndicale (p. 2510) ; **article 2** (*suite*) *:* tenue des débats ; conduite des travaux en commission [25 mai 1982] (p. 2519) ; interprétation de l'article 88 du règlement (p. 2520) ; **article 2** (*suite*) *: article L.* 412-11 *du code du travail :* nouvelle lecture à laquelle procédera l'Assemblée nationale après la réunion de la commission mixte paritaire [27 mai 1982] (p. 2661) ; **article 6** (*suite*) *:* **ses observations sur le rappel au règlement de M. Charles Millon :** travaux de la commission [28 mai 1982] (p. 2737) ; **article 8 :** *article L.* 421-2 *du code du travail :* nécessité de considérer les travailleurs handicapés comme des salariés à part entière (p. 2758) ; **article 2** (*suite*) précédemment réservé : distribution des amendements [8 juin 1982] (p. 3128).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L.* 132-29 *du code du travail :* problème des droits des femmes dans le monde du travail [11 juin 1982] (p. 3307) ; *article L.* 132-31 *du code du travail :* nécessité d'une application rapide des projets de loi concernant les droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise (p. 3315).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** débat en commission sur le projet de loi [25 juin 1982] (p. 3922).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** composition des conseils d'administration ; problèmes de la représentation avec voix consultative ; nécessité de prévoir une représentation des associations familiales [8 juillet 1982] (p. 4339).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 236-7 *du code du travail :* utilisation du crédit d'heures pour traiter des problèmes de prévention [22 septembre 1982] (p. 5069).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : conditions du développement de la protection sociale ; conséquences de la crise économique ; situation financière de la sécurité sociale depuis 1974 ; augmentation continue du taux des cotisations ; nécessité d'une réforme en profondeur [18 octobre 1982] (p. 5896) ; augmentation des prestations sociales au cours des dix dernières années ; correction des écarts de niveau de vie ; inégalités engendrées par la multiplicité des régimes ; exemple de la société suédoise ; discrédit jeté sur la sécurité sociale par l'ancienne majorité ; réduction des inégalités ; contenu du plan Bérégovoy ; mesures destinées à redresser l'équilibre financier de la sécurité sociale en 1983 ; début d'une réforme de fond de la protection sociale ; maîtrise de la croissance des dépenses sociales ; nécessité de préserver le système français de protection sociale (p. 5897) ; accroissement de la participation de l'Etat au financement du régime général ; amélioration du recouvrement des cotisations de sécurité sociale ; mise en place de cotisations sur les préretraites ; réforme de l'assiette des cotisations des non-salariés non agricoles ; création du forfait journalier ; contribution de l'industrie pharmaceutique et cotisation sur la consommation d'alcool et de tabac ; mauvais accueil réservé à l'alignement des cotisations des pré-retraités sur celles des salariés actifs ; propositions du groupe communiste ; étalement des hausses de cotisation dans le temps ; propositions de la commission des affaires culturelles (p. 5898) ; réduction des inégalités de remboursement des frais hospitaliers ; critiques concernant la création du forfait journalier ; risque d'extension du champ d'activité des compagnies d'assurances ; importance de l'aide sociale ; instauration d'un budget global hospitalier (p. 5899) ; mise en place d'actions expérimentales ; modification de l'assiette ou du mode de recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants ; coût de l'alcoolisme et du tabagisme ; recommandation de la commission Jean Bernard ; refus de généraliser la cotisation sur l'ensemble des boissons alcooliques (p. 5900).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 13 (excluant les longs séjours privés des dispositions de cet article) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 15 (cas des enfants et adolescents handicapés hébergés dans des établissements d'éducation spéciale ou professionnelle) (p. 5938) : adopté ; liste des vingt-six maladies longues et coûteuses prises en charge à 100 p. cent par la sécurité sociale ; refus de faire jouer à l'hôpital un rôle de contrôleur des revenus (p. 5939) ; date d'entrée en vigueur du forfait journalier ; application des dispositions de cet article à l'Alsace et à la Lorraine (p. 5940) ; **article 7 :** son amendement n° 16 (allocation aux adultes handicapés) : adopté : **après l'article 8 :** budget du fonds national de prévention des accidents du travail (p. 5941) ; retard dans les cotisations payées par les employeurs (p. 5942) ; **article 9 :** fixation de la dotation globale hospitalière (p. 5944) ; son amendement n° 19 (suppression des mots « dont les modalités sont fixées par décret en Conseil d'Etat ») : adopté ; son amendement n° 20 (révision de la dotation globale) (p. 5945) : adopté après modification (p. 5946) ; **article 10 :** son amendement n° 21 (remplaçant la notion de prix de journée par celle de tarification des prestations) [19 octobre 1982] (p. 5952) : adopté (p. 5953) ; **article 12 :** son amendement n° 22 (même objet) : adopté (p. 5954) ; **article 15 :** relations entre l'hôpital et les caisses de sécurité sociale (p. 5955) ; respect du secret médical (p. 5956) ; **article 18 :** déroulement de la discussion (p. 5957) ; **article 1er précédemment réservé :** assujettissement à cotisation de l'ensemble des préretraités acceptée par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; son amendement n° 5 : devenu sans objet ; **article 2 précédemment réservé :** son amendement n° 6 : devenu sans objet (p. 5960) ; **article 3 précédemment réservé :** niveau de l'effort contributif sur une préretraite (p. 5962) ; son amendement n° 7 (revenu versé aux bénéficiaires de l'ordonnance n° 82-40 du 16 janvier 1982) : retiré ; champ d'application de la cotisation d'assurance maladie des préretraités (p. 5963) ; **article 4 précédemment réservé :** son amendement n° 8 :

devenu sans objet (p. 5965) ; **article 5 précédemment réservé :** mise à contribution de l'industrie pharmaceutique ; attribution du produit de la taxe pharmaceutique (p. 5969) ; assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique (p. 5970) ; son amendement n° 10 (insérant les mots « ou d'un groupe » après les mots « d'une entreprise » (p. 5978) : adopté ; son amendement n° 11 (modification du seuil d'exonération) ; incohérence des propos tenus par les membres de l'opposition : adopté (p. 5979) ; son amendement n° 12 (précisant que la contribution est exclue des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 5980) ; **article 19 :** actions expérimentales ; son amendement n° 23 (caractère médical et social des actions expérimentales) (p. 5983) : adopté ; son amendement n° 76 (référence au remboursement des soins) : adopté ; précise que le Gouvernement n'est pas hostile à la médecine libérale (p. 5984) ; son amendement n° 24 (fixation des conditions d'application du présent article) : adopté (p. 5985) ; **article 21 :** évaluation des revenus des travailleurs non salariés de façon à limiter les cotisations versées au titre de la régularisation ; son amendement n° 25 (cotisations assises sur des revenus forfaitaires) : adopté ; son amendement n° 77 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 26 (suppression du mot « moyen » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 5988) ; **article 24 :** son amendement n° 35 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté (p. 5989) ; exonération des pensions d'invalidité des cotisations ; **article 25 :** son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 78 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 25 :** dispositions relatives à la compensation entre régimes (p. 5990) ; **article 27 :** coût de l'alcoolisme et du tabagisme pour la sécurité sociale (p. 5998) ; **après l'article 27 :** son amendement n° 29 (précisant que le comité d'entreprise ou d'établissement est informé mensuellement de la situation de l'entreprise au regard des cotisations de sécurité sociale) : adopté après rectification (p. 6001).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet du texte par le Sénat et échec de la commission mixte paritaire ; suppression de la différence entre les pharmacies mutualistes et les pharmacies d'officine en ce qui concerne la distribution des médicaments [8 décembre 1982] (p. 8122).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 8 (incluant tous les préretraités dans le champ d'application de la cotisation d'assurance maladie) (p. 8124) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 9 de suppression : adopté ; **après l'article 4 :** son amendement n° 10 (conséquences de l'exercice de l'activité de notaire) : adopté (p. 8125) ; **article 5 :** montant de la taxe sur la publicité pharmaceutique (p. 8127) ; **après l'article 6 :** cas des hospitalisations de longue durée ; **article 7 :** son amendement n° 11 (date de mise en application de la suppression de l'abattement sur l'indemnité journalière) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 12 (procédure de fixation de la dotation globale) (p. 8129) : adopté (p. 8130) ; **article 11 :** importance de la dotation globale (p. 8131) ; **article 21 :** son amendement n° 13 (régularisation de la cotisation des non-salariés non agricoles au régime général des artisans et commerçants) : adopté (p. 8133) ; **article 24 :** son amendement n° 14 rédactionnel : adopté ; **article 25 :** mécanisme d'actualisation des cotisations d'assurance vieillesse (p. 8134) ; son amendement n° 16 (même objet que son amendement n° 13) : adopté ; **après l'article 26 :** rétablissement automatique du droit à prestations de l'assuré retardataire (p. 8135) ; **article 27 :** refus de supprimer cet article (p. 8138) ; modalités de prélèvement de la taxe (p. 8140) ; **article 28 :** son amendement n° 18 rédactionnel (informations du comité d'entreprise) : adopté (p. 8144) ; **après l'article 28 :** cas du décès de l'allocataire d'allocations familiales (p. 8145) ; ses amendements n°s 37 et 38 à titre personnel (mesures destinées à établir une cohérence entre la sécurité sociale, les pharmacies d'officine et les pharmacies mutualistes) : adoptés (p. 8146).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale, questions :* problème de la construction navale française [4 novembre 1982] (p. 6723) ; rapprochement entre Dubigeon-Normandie et Alsthom-Atlantique (p. 6724).

— **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).**

Première lecture, discussion générale : outrance des propos tenus par M. Jean Foyer ; difficulté d'application des lois de 1975 et 1979 dans le secteur public ; rôle de la femme dans la famille et dans la société ; nécessaire gratuité de l'I.V.G. [10 décembre 1982] (p. 8232) ; problème de l'avortement des mineures et de l'action éducative en matière d'I.V.G. ; politique globale de la famille menée par le Gouvernement (p. 8233).

F

FABIUS (Laurent)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

DEPOTS

Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875) [14 mai 1982].

Projet de loi modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la garantie du **titre des matières d'or, d'argent et de platine (n° 1078)** [21 septembre 1982].

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [21 septembre 1982].

Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [26 novembre 1982].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1981 (n° 1344)** [21 décembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Guy Bêche : livret rose :** « spoliation » de l'épargne populaire par le Gouvernement précédent ; portée du livret d'épargne populaire [14 avril 1982] (p. 1118) ;

— **M. Jean-Paul Planchou : caisses d'épargne :** avenir du réseau des caisses d'épargne : démocratisation ; diversification de la clientèle ; rôle de la caisse des dépôts ; modification du plafond [14 avril 1982] (p. 1119) ;

— **Mme Denise Cacheux : règlement des travaux effectués pour les administrations :** insuffisance des dispositions prises en 1977 et 1978 relatives aux délais de mandatement ; mesures envisagées par le Gouvernement pour accélérer les règlements des travaux effectués pour les administrations [21 avril 1982] (p. 1208) ;

— **M. Pierre Méhaignerie : investissements publics :** politique monétaire et régulation des dépenses budgétaires ; activité du comité de régulation budgétaire ; politique d'investissement des collectivités locales ; réexamen des services votés lors de la préparation du budget 1983 ; dispositions prises concernant les charges des entreprises publiques et les prêts qui leur sont accordés [21 avril 1982] (p. 1214) ;

— **Mme Adrienne Horvath : sociétés coopératives ouvrières de production :** recours à l'article 163 du C. G. I. permettant d'obtenir l'étalement des indemnités perçues afin d'éviter une progressivité excessive de l'impôt ; nécessité d'encourager la constitution de coopératives ouvrières de production [28 avril 1982] (p. 1418) ;

— **Jean Anciant : taxe d'habitation :** mesure d'exemption de la taxe d'habitation à toute personne âgée de plus de soixante ans non assujettie à l'impôt sur le revenu ; prise en charge par l'Etat du coût de cette mesure [12 mai 1982] (p. 2042) ;

— **M. Jean Proveux : livret d'épargne populaire :** assouplissement des conditions d'ouverture des livrets d'épargne populaire ; cas des agriculteurs et des personnes âgées [19 mai 1982] (p. 2429) ;

— **M. François Grussenmeyer : ouverture des comptes bancaires par les travailleurs frontaliers dans les pays d'accueil :** préparation d'une circulaire précisant la notion de dépenses courantes ; délais de réponse du Gouvernement aux questions écrites [26 mai 1982] (p. 2593) ;

— **M. Kléber Haye : déficit de la balance commerciale :** déficit de la balance commerciale de la France : phénomène conjoncturel et faiblesses structurelles ; mesures de soutien aux implantations commerciales des entreprises françaises à l'étranger [26 mai 1982] (p. 2596) ;

— **M. Philippe Mestre : inconstitutionnalité de la procédure de réforme du mode d'imposition sur les grandes fortunes :** compétence du Parlement en matière d'exonération des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes ; examen de cette exonération à l'occasion de la prochaine loi de finances rectificative [6 octobre 1982] (p. 5463, 5464) ;

— **M. Roland Vuillaume : application de la T. V. A. aux communes forestières productrices de bois :** possibilité d'imputer la charge de T. V. A. sur les investissements des communes ; possibilité pour les entreprises clientes de ces communes de récupérer la T. V. A. ; sursis non envisagé pour l'application de cette mesure [3 novembre 1982] (p. 6605) ;

— **M. Raymond Douyère : impôt sur les grandes fortunes :** date limite d'envoi de la déclaration d'impôt sur les grandes fortunes ; lettre de relance adressée aux « défaillants » ; rendement attendu de l'impôt sur les grandes fortunes [10 novembre 1982] (p. 7022).

orales sans débat de :

— **M. Edmond Alphandéry (n° 157) : déficits des finances publiques :** différentes théories relatives aux déficits des finances publiques [30 avril 1982] (p. 1518) ; importance de la conjoncture économique sur le niveau des recettes de l'impôt ; contrôle des finances publiques par le Gouvernement ; réexamen des services votés (p. 1519) ; réalité de la reprise économique (p. 1520-1521) ;

— **Mme Nicole de Hauteclocque (n° 143) : sanctions contre deux policiers parisiens,** en remplacement de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : développement d'un climat de confiance au sein de la population ; respect de la loi par les deux gardiens de la paix remis en liberté sous contrôle judiciaire [30 avril 1982] (p. 1522) ;

— **M. Jean-Michel Belorgey (n° 250) : recouvrement des créances fiscales :** conciliation du principe d'égalité des citoyens avec l'examen particulier de certains cas ; fraude fiscale ; C. O. D. E. F. I. [8 octobre 1982] (p. 5592, 5593).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et 1980 (n°s 101, 652).**

Première lecture, discussion générale : examen des projets de loi de règlement des budgets de 1979 et 1980 en vertu de la loi organique du 2 janvier 1959 ; caractère de « vote administratif » de ces projets [6 avril 1982] (p. 794).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion générale : rend hommage à M. Georges Gosnat ; situation économique mondiale [25 mai 1982] (p. 2533) ; priorité donnée à l'investissement ; soutien des programmes d'équipement des entreprises nationalisées ; nationalisation du système bancaire (p. 2534) ; aménagement de la taxe professionnelle ; modification des taux de la T. V. A. ; lutte contre l'inflation (p. 2535) ; effets inflationnistes d'une augmentation du taux de la T. V. A. ; réforme de la taxe d'habitation ; fermeté budgétaire ; effort de justice sociale (p. 2536) ; ton employé par M. Edmond Alphandéry (p. 2548) ; gestion des finances publiques ; emprunts Giscard de 1973 ; conditions nécessaires à une reprise durable des investissements ; extension de l'aide fiscale à l'investissement au monde agricole ; entreprises nationales ; aménagement de la taxe professionnelle ; exonérations de la taxe d'habitation (p. 2549) ; prise en charge par l'Etat de 20 p. 100 du produit de la taxe professionnelle ; évolution des prélèvements obligatoires ; évolution de la taxe professionnelle (p. 2567) ; modification des taux de la T. V. A. ; relance de l'investissement (p. 2568) ; allégement de la taxe professionnelle lié à la souscription de contrats de solidarité (p. 2568) ; péréquation de la taxe professionnelle ; mesures fiscales en faveur des agriculteurs ; réforme de la taxe professionnelle votée par l'ancienne majorité (p. 2569).

Discussion des articles : **article 1er :** problème des redevables âgés n'ayant pas déposé de déclaration de revenus ; octroi de dégrèvement d'office ; application du critère de non-imposition à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2574) ; son amendement n° 53 (cas des personnes veuves âgées de moins de soixante ans) ; difficultés auxquelles sont confrontées certaines femmes seules ou abandonnées : adopté après rectification (p. 2574) ; **article 2 :** problème de la cotisation minimum ; cas des entreprises dont les cotisations sont plafonnées par rapport à la valeur ajoutée ; problème de l'allégement temporaire de la taxe professionnelle (p. 2577) ; amendement n° 26 du groupe communiste créant une distorsion entre les contribuables relevant des chambres de commerce et les contribuables relevant d'une chambre de métiers (p. 2579) ; problème de la cotisation minimum (p. 2580) ; **article 3 :** difficultés administratives pouvant résulter des modifications de taux de la T. V. A. ; engagements du Président de la République ; défense des intérêts des viticulteurs ; problème des droits de circulation ; répercussion de la baisse de la T. V. A. sur les prix [26 mai 1982] (p. 2605) ; émission « Droit de réponse » de Michel Polac sur la vigne (p. 2606) ; **article 4 :** son amendement n° 54 (substituant aux 0,8 p. 100 le taux de 1 p. 100 dans le premier alinéa du paragraphe 3 de cet article) : adopté (p. 2613) ; **article 6 et état A :** conditions dans lesquelles se déroulent les séances (p. 2621) ; **répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : accord franco-algérien sur le gaz (p. 2622) ; volonté de la France d'assurer la stabilité de son approvisionnement ; nouveau climat des relations franco-algériennes ; son amendement n° 75 (modification de l'Etat A) (p. 2623) ; adopté (p. 2624) ; **article 7 :** son amendement n° 76 (majorant les crédits au titre Ier de 75 millions de francs) (p. 2626) ; adopté (p. 2627) ; **article 9 :** comportement prêté par l'opposition à la Banque de France (p. 2629) ; **article 10 :** son amendement n° 77 (calcul de la compensation accordée aux collectivités locales) : adopté (p. 2632) ; **article 14 :** problème des simulations (p. 2635) ; **article 26 :** niveau des concours aux collectivités locales (p. 2646) ; **article 27 :** constitutionnalité de cet article ; « police unique par chantier » (p. 2648).

Troisième lecture, discussion générale : problèmes liés à la taxe d'habitation ; légitimité de la majorité de l'Assemblée nationale [18 juin 1982] (p. 3594) ; problème des faillites ; causes de l'inflation ; blocage des prix (p. 3595).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1033).**

Première lecture, discussion générale : absence de difficulté entre le Gouvernement et sa majorité ; expression des sensibilités particulières ; attitude de M. Robert-André Vivien [26 octobre 1982] (p.6319) ; difficultés de l'avenir économique ; crise économique mondiale ; situation industrielle de la France ; refus d'alourdir les prélèvements obligatoires ; bilan de la politique économique du Gouvernement ; critiques émises contre le présent projet de budget ; absence de reprise de l'économie mondiale ; augmentation des prix du pétrole et des taux d'intérêt ; problème des entreprises nationales ; comportement conservateur des organismes bancaires ; lourdeur des frais financiers des entreprises (p. 6320) ; stagnation de l'investissement ; recul de l'investissement privé en France ; diminution du taux d'inflation ; succès du blocage des prix ; maintien du pouvoir d'achat ; succès du livret d'épargne populaire ; limitation du déficit budgétaire (p. 6321) ; réduction du train de vie de l'Etat ; redéploiement du système des aides ; création de 200 000 emplois publics en deux ans ; limitation de l'utilisation des voitures de fonction ; suppression des jetons de présence pour les fonctionnaires participant à des conseils d'administration ; simplification et meilleure répartition de l'impôt ; suppression d'un certain nombre de taxes ; absence de réforme fiscale globale (p. 6322) ; stabilisation du taux des prélèvements obligatoires ; modification de la présentation du budget ; insuffisance du développement industriel français ; mise en place de nouvelles procédures de financement (p. 6323) ; soutien apporté par le groupe socialiste et le groupe communiste au projet de budget ; économies d'énergie ; augmentation des prêts bonifiés à l'industrie ; allégement des charges financières des entreprises (p. 6341) ; rapport entre le Plan et le budget ; caractère constructif de l'intervention de M. Jean Royer ; fonds d'aménagement urbain ; mesures prises en faveur des artisans et des commerçants (p. 6342) ; emploi et formation professionnelle ; redéploiement de la dépense ; accroissement du nombre des personnes exonérées de l'impôt sur le revenu (p. 6343) ; caractère inopérant du programme économique de M. Raymond Barre ; croissance française ; importance des difficultés monétaires ; difficultés du commerce extérieur [27 octobre 1982] (p. 6367) ; taux de couverture de la balance des brevets et redevances ; diminution du rythme de l'inflation ; concours de l'Etat aux entreprises nationales (p. 6368) ; impôt sur le revenu ; limitation du déficit budgétaire ; répartition des rôles entre l'Etat et

le système financier ; progression du budget de la défense (p. 6369) ; faiblesse du programme économique de l'opposition (p. 6370) ; signification des votes de mai et juin 1981 (p. 6371) ; sensibilité de l'économie française aux importations ; conception nouvelle de la dépense publique (p. 6372).

Première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** absence d'intérêt de l'amendement n° 75 de M. Jacques Marette [27 octobre 1982] (p. 6378) ; refus d'alourdir la procédure budgétaire (p. 6379) ; **article 2 :** application de la nouvelle tranche de 65 p. 100 pour l'impôt sur le revenu (p. 6384) ; déduction fiscale des frais de garde étendue aux foyers dont les deux conjoints justifient d'un emploi à plein temps (p. 6385) ; mécanisme d'augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 6387) ; demande à M. Michel Couillet de retirer son amendement n° 52 (p. 6388) ; caractère du gage contenu dans les amendements de l'opposition (droits sur les allumettes et le tabac) (p. 6389) ; critère du taux moyen (p. 6390) ; situation de l'U. N. E. D. I. C. (p. 6392) ; refus de mettre en place un gage prévoyant l'augmentation de la taxe sur les alcools (p. 6393) ; suppression de la notion de chef de famille du code général des impôts (p. 6394) ; **après l'article 2 :** problème des flux des capitaux (p. 6395) ; inexistence de contribuables payant 90 p. 100 d'impôt (p. 6397) ; **article 3 :** problème de l'épargne longue ; nécessité d'accroître le volume global de l'épargne [28 octobre 1982] (p. 6408) ; augmentation de 3 à 5 000 F de l'abattement sur les revenus d'obligations (p. 6409) ; surveillance effective des fonds bloqués (p. 6412) ; **article 4 :** revirements de l'opposition (p. 6415) ; volonté du Gouvernement de simplifier la législation fiscale (p. 6417) ; déduction des moins-values (p. 6419) ; régime applicable aux cessions de résidences secondaires ; rendement de la taxation sur les plus-values (p. 6420) ; **article 6 :** son amendement n° 196 (extension des dispositions en faveur des associations et des syndicats professionnels) ; soutien aux associations (p. 6424) ; statut de la F. N. S. E. A. ; adopté ; cas des associations d'Alsace et de Moselle (p. 6426) ; lapsus de M. Jacques Marette (p. 6428) ; **après l'article 7 :** problème des apports en fonds propres aux organismes à forme mutualiste et aux sociétés coopératives (p. 6433-6434) ; **avant l'article 9 :** taxation des frais généraux (p. 6435) ; exploitation des brevets (p. 6437) ; **article 9 :** assujettissement de la formation professionnelle à la T. V. A. (p. 6440) ; assujettissement des organismes sans but lucratif à la T. V. A. (p. 6442) ; régime fiscal de la presse (p. 6443) ; **après l'article 9 :** suppression du prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire (p. 6443), problème des compagnies de raffinage (p. 6445) ; **article 10 :** législation sur les compagnies d'assurances ; application de la doctrine « Zillmer » (p. 6449) ; son amendement n° 197 (assise de la taxe prévue par cet article) : adopté (p. 6450) ; son amendement n° 198 (date d'entrée en vigueur du présent article) : adopté ; son amendement n° 199 (assise de la taxe prévue par le présent article) ; son amendement n° 200 (contribution exceptionnelle des entreprises d'assurance-vie et de capitalisation) (p. 6451) : adoptés (p. 6452) ; qualité des fonctionnaires du ministère du budget ; son amendement n° 201 (cas des assurances de groupes) : adopté (p. 6453) : taxation des produits de capitalisation de l'assurance-vie (p. 6454) ; son amendement n° 202 (taxation des produits des bons ou contrats de capitalisation et des contrats d'assurance vie) (p. 6457) : devenu sans objet ; son amendement n° 203 (exonération consécutive à la mise à la retraite ou au licenciement du bénéficiaire) : adopté (p. 6458) ; **article 11 :** régime des sociétés mères (p. 6463) ; exonération de la filiale en cas d'abandon de créances incorporées au capital de la société mère (p. 6465) ; **article 14 :** nécessité d'augmenter les taux sur le tabac (p. 6476) ; inexistence de cavaliers budgétaires dans cet article ; **après l'article 14 :** son amendement n° 208 (exonérant les petits producteurs d'alcool de la taxe sur les transports des vins) (p. 6478) : adopté ; **article 15 :** ses sous-amendements n° 209 et n° 210 à l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 6479) ; **après l'article 15 :** taux de la taxe sur les machines à sous (p. 6481) ; **article 16** (*suite*) : son amendement n° 205 (suppression de la référence 39-*quinquies* F. A. dans le paragraphe II de cet article) : adopté ; son amendement n° 204 (reconduction des dispositions favorables à l'investissement dans les départements et territoires d'outre-mer [29 octobre 1982] (p. 6489) : adopté ; son amendement n° 206 (reconduction des dispositions des articles 39 *quinquies* D et 39 *quinquies* F. A. du C. G. I.) : adopté (p. 6490) ; caractère électoraliste des arguments employés par l'opposition ; problème de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; versement des pensions aux particuliers dans la région Ile-de-France ; taxation des entreprises de presse (p. 6491) ; taxe sur les vins ayant fait l'objet d'un coupage ; son amendement n° 207 (suppression de la taxe sur le coupage des vins) : adopté (p. 6492) ; **article 17 :** participation des entreprises au financement des mesures en faveur des jeunes sans emploi ; conditions de la réussite d'une politique de la formation professionnelle (p. 6497-6498) ; **article 18 :** suppression de la taxe sur les viandes importées ; son amendement n° 217 (perception de la taxe sur les viandes importées) : adopté après rectification (p. 6498) ; **article 24 :** dotation spéciale pour le logement des instituteurs ; accroissement de la dotation globale de fonctionnement ; **après l'article 24 :** son amendement n° 218 (modifiant les tarifs des droits de timbre) : adopté (p. 6502) ; **article 27 et état A :** son amendement n° 218 (rectification de l'équilibre pour tenir compte des modifications intervenues dans le présent débat) : adopté (p. 6516) ; caractère constructif de la discussion de la première partie de la présente loi de finances (p. 6518) ; déduction des frais de garde ; justice fiscale (p. 6519).

Seconde délibération du projet de loi (p. 6519).

Article 6 *bis :* son amendement n° 1 (suppression du II de cet article) : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 3 (date d'entrée en vigueur des dispositions contenues dans cet article) : adopté ; **article 16** *ter :* son amendement n° 2 (modification des gages) : adopté (p. 6520) ; son amendement n° 4 (de conséquence) : adopté (p. 6523).

Deuxième partie :

Economie et finances, I : charges communes. — *Discussion générale :* problème de l'appel en garantie des sociétés d'autoroutes ; évolution des crédits prévus en faveur des villes nouvelles ; continuité de l'effort en matière de crédits de la défense ; contenu de l'arrêté d'annulation d'autorisations de programme et de crédits de paiement du budget pour 1982 [8 novembre 1982] (p. 6845).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** coût des bonifications d'intérêt ; **état C, titre V :** lancement d'une politique de grands travaux (p. 6846) ; transfert du ministère de l'économie et des finances (p. 6847).

Economie et finances, III : budget. — Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — Taxes parafiscales. — *Discussion générale :* diminution du nombre des taxes parafiscales ; lutte contre la fraude fiscale ; vérification des comptes des grandes entreprises ; lutte contre la dissimulation de recettes [8 novembre 1982] (p. 6850) ; moyens de fonctionnement de l'administration des douanes ; soutien apporté par les services budgétaires à la politique industrielle nationale en matière informatique ; lutte contre la détention d'avoirs irréguliers à l'étranger ; contrôle des marchandises ; utilisation de la langue française : problème de l'Imprimerie nationale (p. 6851).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 45 et état F : son amendement n° 172 (de coordination) : adopté [19 novembre 1982] (p. 7486) ; **article 51 :** son amendement n° 259 (réduisant le plafond par conjoint) (p. 7491) : adopté (p. 7492) ; son amendement n° 260 (suppression de l'incompatibilité entre le système du compte d'épargne en actions et l'abattement de 3 000 F sur les dividendes) : adopté (p. 7493) ; rôle des intermédiaires agréés (p. 7494) ; **article 52 :** retire cet article (p. 7495) ; **après l'article 52 :** assouplissement des dispositions de l'article 214-A du code général des impôts (p. 7496) ; refus de supprimer le plafond de déductibilité de 7,5 p. 100 pour certains dividendes ; son amendement n° 5 (mesures destinées à l'application de la taxe sur certains frais généraux des entreprises) (p. 7497) ; abrogation de la « serisette » : adopté ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : conditions dans lesquelles se déroule la discussion de la loi de finances ; contenu des amendements venant d'être déposés (p. 7498) ; **avant l'article 53 :** son amendement n° 258 (améliorant les mécanismes d'aide à l'investissement) (p. 7499) ; régression de l'investissement au cours des dernières années ; problème du contrôle des travailleurs (p. 7502) ; problème des agriculteurs imposés au forfait ; insuffisance d'un système fiscal d'aide à l'investissement pour déclencher spontanément une reprise notable de celui-ci ; application de l'amortissement dégressif (p. 7503) ; remplacement de la sélectivité des aides ; amendement n° 258 adopté après rectification (p. 7504) ; problème des actions d'accumulation (p. 7504, 7505) ; **article 53 :** fonctionnement des centres de gestion agréés (p. 7506) ; avantages fiscaux dont bénéficient les adhérents de ces centres (p. 7507) ; antisoviétisme de l'oppo-

sition (p. 7509) ; **après l'article 53 :** son amendement n° 182 (adhésion des membres des professions libérales aux centres des gestion agréés) (p. 7510) ; avantages fiscaux des professions libérales ; adopté (p. 7511) ; **article 54 :** lutte contre la fraude fiscale (p. 7512) ; déroulement des contrôles inopinés ; **après l'article 54 :** conservation du support magnétique des comptabilités (p. 7513) ; refus de mettre en place une obligation annuelle ; ses amendements n°s 264 et 265 (cas des comptabilités tenues au moyen de système informatisé) : adoptés ; complexité du problème des pénalités (p. 7514) ; conditions de recensement des contribuables soumis à la taxe d'habitation (p. 7515) ; refus d'instituer une taxe sur les chiens (p. 7515) ; **article 58 :** son amendement n° 203 (prélèvement sur les entreprises nationalisées effectué au profit de la Caisse nationale de l'industrie et de la Caisse nationale des banques) (p. 7516) ; adopté ; **après l'article 72 :** son amendement n° 71 (modifiant les dispositions fiscales du code de l'urbanisme concernant le plafond légal de densité) (p. 7517) ; versement aux communes de la somme recueillie au titre du P. L. D. par les organismes d'H. L. M. ; volonté du Gouvernement de rapprocher le régime du P. L. D. de celui de la fiscalité locale (p. 7520) ; adopté après modification (p. 7521).

Seconde délibération : **article 29 et état B :** création du compte d'épargne en actions ; problème du plafond légal de densité ; **titre III :** ses amendements n°s 1, 3, 4, 5 et 6 (de conséquence) : adoptés (p. 7525) ; ses amendements n°s 7 à 14 (de conséquence) : adoptés ; **titre IV :** ses amendements n° 2 et n°s 15 à 24 (de conséquence) : adoptés (p. 7526) ; **état C, titre V :** ses amendements n°s 25 à 27 (de conséquence) : adoptés ; **titre VI :** ses amendements n°s 28 à 35 (de conséquence) : adoptés (p. 7528) ; ses amendements n°s 36 à 38 (de conséquence) : adoptés ; **article 48 :** son amendement n° 39 (de conséquence) : adopté (p. 7529) ; **article 51 :** ses amendements n°s 41, 42 et 43 (de conséquence) : adoptés ; **article 75 nouveau :** son amendement n° 44 (de conséquence) : adopté (p. 7530) ; **article 27 état A :** problème du plafond légal de densité ; son amendement n° 40 (de conséquence) : adopté (p. 7533).

Deuxième lecture, discussion générale : distribution du fascicule des charges communes ; problème des prélèvements sur recettes ; montant de la redevance due par les sociétés nationalisées ; problème des cavaliers budgétaires ; conformité du présent projet de loi vis-à-vis de la Constitution ; relèvement du seuil applicable aux professions libérales [15 décembre 1982] (p. 8366) ; impossibilité d'inscrire dans la présente loi de finances l'intégration progressive de l'indemnité de sujétion spéciale dans la base de calcul des pensions des gendarmes ; aménagement du « pyramidage des grades » (p. 8367).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 27 (précisant que seules sont exclues de l'application du taux majoré les pelleteries provenant de lapins ou de moutons d'espèces communes) : adopté ; son amendement n° 28 (précisant que l'époux titulaire des revenus est l'interlocuteur de l'administration pour les procédures concernant la détermination de ceux-ci) : adopté (p. 8369) ; **article 2** *ter :* ses amendement n°s 29, 30, 31, 32 et 33 (taxation des personnes morales dont le siège est situé hors de France et qui possèdent des immeubles situés en France) ; amendements n°s 29, 30, 31 et 32 : adoptés (p. 8371) ; amendement n° 33 : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 65 (augmentation de l'abattement sur les revenus d'obligations) : adopté ; son amendement n° 64 (maintien du prélèvement libératoire au taux de 38 p. 100 pour les intérêts des comptes courants d'associés) (p. 8372) ; adopté ; **article 4 :** son amendement n° 66 (simplifiant la législation sur les plus-values) : adopté (p. 8373) ; **article 7 :** son amendement n° 34 (rédactionnel) : adopté (p. 8374) ; **article 10 :** contenu de la doctrine Zillmer ; problème des versements irréguliers (p. 8376) ; son amendement n° 35 (application de la « zillmérisation » aux provisions constituées sur tous les contrats et avenants) : adopté ; son amendement n° 36 (cas des versements irréguliers) : adopté (p. 8377) ; **article 15** *bis :* son amendement n° 37 (cas d'exonération des droits de timbre et d'enregistrement) (p. 8379) ; son amendement n° 38 (date d'entrée en vigueur du présent article) : adoptés ; **après l'article 15** *bis :* son amendement n° 39 (disposition relative au livret d'épargne pour les travailleurs manuels) : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 40 (reconduction des dispositions favorisant les opérations de restructuration industrielle) : adopté ; son amendement n° 41 (de coordination) : adopté (p. 8380) ; **article 16** *ter :* son amendement n° 42 (supprimant le prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des syndics) : adopté ; **après l'article 16** *ter :* son amendement n °67 (amendement d'équilibre concernant les droits d'enregistrement) : adopté (p. 8381) ; **après l'article 20 :** son amendement n° 43 (répartition du produit des versements dus au titre des densités de construction supérieures au plafond légal) (p. 8382) : adopté (p. 8383) ; **article 27 et état A :** son amendement n° 69 (modifiant l'évaluation de certaines recettes de l'état A) (p. 8386) : adopté (p. 8387) ; **article 29 et état B :** ses amendements n°s 44, 45 et 46 (prise en charge par l'Etat du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, recrutement de 800 auxiliaires de vie) : adoptés (p. 8390) ; **article 30 et état C :** ses amendements n°s 47, 48 et 49 (majorant les autorisations de programme et les crédits) ; amendement n° 47 adopté ; mise en œuvre de projets nouveaux par les entreprises publiques ; adoption d'un plan papier par le Gouvernement (p. 8392) ; amendements n° 48 et n° 49 adoptés (p. 8393) ; **après l'article 40 :** son amendement n° 50 (montant des autorisations de découvert des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers) : adopté (p. 8394) ; **article 51 :** son amendement n° 60 (remplacement du système des soldes des nets mensuels pondérés par le système des soldes nets trimestriels) (p. 8396) ; son amendement n° 68 (même objet) : adoptés (p. 8397) ; **article 52** *bis :* fonctionnement des aides à la recherche dans les P. M. E. (p. 8398) ; **article 53 :** rémunération des experts comptables ; son amendement n° 51 (statut des comptables stagiaires) : adopté (p. 8400) ; **après l'article 54** *ter :* son amendement n° 52 (harmonisation des obligations comptables avec une directive du conseil des communautés européennes) : adopté (p. 8401) ; **article 58 :** son amendement n° 59 (montant de l'imposition due par les sociétés nationalisées) ; adopté (p. 8402) ; **après l'article 62** *octies :* son amendement n° 53 (mise en place de dispositions concernant le fonds de compensation de la T. V. A.) : adopté (p. 8405) ; **article 72 :** mise en jeu de la garantie de l'Etat pour le code des P. T. T. (p. 8406) ; **article 73 :** problème des vacataires (p. 8407) ; attitude de M. Edmond Alphandery ; ses amendements n° 54 et n° 55 (procédure de nomination des assistants et des adjoints d'enseignement) (p. 8408) : rejetés ; **article 75 :** son amendement n° 56 (de suppression) : adopté (p. 8409) ; **après l'article 75 :** son amendement n° 57 (nomination d'enseignants non titulaires de l'enseignement supérieur sur des postes de titulaires) : adopté ; son amendement n° 58 (financement du régime des prestations sociales agricoles) : adopté (p. 8410).

Troisième lecture, discussion générale : éventuelle limitation de la déductibilité aux dividendes alloués aux actions nouvelles [18 décembre 1982] (p. 8530, 8531).

Ses observations sur le fait personnel de M. Robert-André Vivien : nécessité de limiter les interruptions au cours du débat [26 octobre 1982] (p. 6330).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Robert-André Vivien (poursuite de la séance publique) [28 octobre 1982] (p. 6454).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : maîtrise financière ; mesures prévues pour assurer le renouveau industriel ; exécution définitive du budget inférieure à 100 milliards de francs ; reports de crédits ; soldes d'exécution de la loi de finances ; écart entre les prévisions de dépenses du budget initial et les résultats du budget final en 1980, 1981 et pour 1982 ; déficit budgétaire français égal à 2,8 p. 100 du P. N. B. ; évolution réelle des dépenses publiques [7 décembre 1982] (p. 8049) ; nécessité de prise en compte simultanée de la situation budgétaire et de la situation du commerce extérieur ; prévisions quant à la loi de règlement ; phases successives de la politique budgétaire depuis 1981 : croissance du déficit, relance modérée de l'activité à travers la dépense publique, poursuite du soutien de l'activité par le redéploiement de la dépense ; financement du déficit budgétaire de 1982 ; progression de la masse monétaire ; épargne des ménages et des entreprises ; marchés obligataires ; montant des crédits du collectif destinés au financement des entreprises publiques ; respect des engagements pris par l'Etat à l'égard des entreprises ; S. N. C. F. (p. 8050) ; souhait du Gouvernement d'améliorer la structure du bilan des entreprises publiques industrielles ; contrats d'entreprise ; renouveau industriel ; fausses querelles : relance par la consommation ou par l'investissement, opposition du secteur public et du secteur privé, opposition faite entre la reconquête du marché intérieur et la conquête des marchés extérieurs ; remplacement

de l'aide fiscale à l'investissement par l'octroi d'une possibilité d'amortissement exceptionnel ; compte d'épargne en actions ; réforme à venir des aides de l'Etat à l'industrie ; nécessité de consentir en matière industrielle un effort comparable à celui accompli pour le logement social et l'équipement collectif depuis la Libération ; gestion du secteur public ; objectif du retour à l'équilibre des comptes d'exploitation ; politique des prix publics ; prix des produits pétroliers ; rôle des entreprises du secteur concurrentiel dans le renouveau industriel (p. 8051) ; contrats de plan ; objectif de dénationalisation soutenu par divers responsables de l'opposition ; lien entre la nationalisation et l'existence du déficit des entreprises nationalisées ; problème de la vente éventuelle des entreprises industrielles du secteur nationalisé ; caractère démagogique du slogan de dénationalisation ; ses observations sur la question préalable de M. Edmond Alphandéry (p. 8052) ; montant du déficit ; reproches faits au Gouvernement d'omission du déficit des entreprises publiques ; autonomie de gestion de ces entreprises ; différence entre ces entreprises et les administrations ; impossibilité d'assimiler leurs comptes ; effort demandé aux Français ; rigueur pour le renouveau économique (p. 8053).

Discussion des articles : **article 1er :** ses observations en réponse à deux questions de M. Parfait Jans (p. 8075) ; **article 2** et **état B annexé :** son amendement n° 13 (report de crédits du poste « rémunérations d'auxiliaires » sur le poste « rémunérations de titulaires ») ; adopté ; annulations des crédits destinés à l'aide à la mécanisation agricole ; ajustement au profit de l'office national des forêts ; filière bois ; dotation aux jeunes agriculteurs ; redéploiement des crédits éventuellement disponibles sur le budget de l'agriculture (p. 8077) ; **article 3** et **état C annexé :** contribution de l'Etat à l'investissement industriel des entreprises nationales ; nécessité d'une large information du Parlement et des salariés ; contrats de plan (p. 8078) ; phase de négociation des contrats de plan ; se déclare favorable à une information du Parlement au sujet de ces contrats à l'issue de cette phase ; nécessité de tenir compte de la balance extérieure et des coûts sociaux dans la situation financière des entreprises publiques ; absence de débudgétisation du F. D. E. S. ; crédits de politique industrielle (p. 8079) ; **article 9 :** nécessité traduisant l'engagement du Président de la République ; dépôt au début de l'année 1983 d'un rapport d'ensemble (p. 8083) ; ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Georges Tranchant (p. 8082) ; **article 10 :** accepte les modifications proposées par la commission ; souhaite que l'amendement n° 40 de M. Parfait Jans soit retiré ; engagement du Gouvernement de combler le vide juridique après le dépôt du rapport sur les conditions d'une amélioration de l'assiette des taxes foncières en juin 1983 (p. 8083) ; coefficient d'actualisation pour les valeurs locatives industrielles au moins égal à celui de 1983 ; **article 12 :** droit de remords accordé aux contribuables (p. 8084) ; lutte contre la fraude ; effets de la disposition proposée ; caractère exceptionnel de cette disposition ; dernière proposition du Gouvernement au Parlement en ce sens ; son amendement oral (tendant à substituer à la date du 1er mai 1983 celle du 1er février 1983) : adopté (p. 8085) ; **article 16 :** son amendement n° 18 (tendant à substituer à la fin du dernier alinéa de cet article aux mots « même catégorie » les mots « même puissance fiscale mise en service depuis une date qui n'excède pas cinq ans ») : adopté ; **article 17 :** clause d'interprétation et non d'extension contenue dans cet article (p. 8087) ; **article 18 :** indexation de la taxe sur les emplacements publicitaires par la loi de finances pour 1981 (p. 8088) ; **avant l'article 20 :** son amendement n° 14 (affectation du 1/10e du produit de la taxe de séjour aux communes connaissant une importante fréquentation touristique journalière) (p. 8090) ; adopté (p. 8091) ; **article 21 :** son amendement n° 15 (notion « d'opération de police » plus restrictive que celle « d'activité de service ») ; absence de valeur rétroactive des dispositions de cet article ; disposition englobant le décès à la suite de blessures (p. 8091) ; adopté ; son amendement n° 16 (pension attribuable aux conjoints et orphelins de fonctionnaires des services de déminage et des ingénieurs et techniciens du laboratoire central de la préfecture de police de Paris) : adopté (p. 8092) ; **article 22 :** absence de caractère nécessaire de présentation d'un rapport sur l'activité de l'établissement public (p. 8093) ; **après l'article 22 :** nécessité d'aménager une concertation en ce qui concerne la redevance régionale des mines (p. 8094) ; **après l'article 23 :** son amendement n° 17 (prélèvement d'une participation aux frais de leur fédération sur le produit de la redevance acquittée par les sociétés d'économie mixte) : adopté : son amendement n° 46 (possibilité pour la caisse centrale de réassurance de pratiquer des opérations de réassurance contre les attentats et les actes de terrorisme) (p. 8094) ; problème des attentats déjà commis ; adopté (p. 8095).

Deuxième lecture, discussion générale : travaux des commissions mixtes paritaires ; discussion des amendements déposés par le Gouvernement ; problème des dispositions concernant Saint-Pierre-et-Miquelon [18 décembre 1982] (p. 8555).

Discussion des articles : **après l'article 10 :** son amendement n° 2 (soumission de la redevance T. V. à la T. V. A.) : adopté (p. 8556) ; **après l'article 18** *bis* **:** son amendement n° 1 (dispositions en faveur du développement économique, industriel et touristique des D. O. M.) (p. 8557) : adopté ; son amendement n° 3 (rétablissement du pouvoir fiscal à Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 8558) ; **après l'article 22 :** son amendement n° 4 (assiette de la taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes) : adopté ; son amendement n° 5 (autorisant les sociétés Usinor et Sacilor à émettre des obligations convertibles) (p. 8559) ; élargissement des capacités de financement des entreprises nationales de sidérurgie ; possibilité pour l'Etat d'intervenir dans le but d'abaisser le coût des ressources provenant des emprunts (p. 8560) ; adopté ; son amendement n° 6 (possibilité pour les sociétés de financement des économies d'énergie de financer l'acquisition des terrains nécessaires à l'emprise des installations et matériels qu'elles donnent en location) : adopté (p. 8561).

FALALA (Jean)

Député de la Marne
(2e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Anciens combattants) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à certaines catégories d'anciens combattants et de résistants la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse (n° 1108) [2 décembre 1982] (p. 7954).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VII : **Anciens combattants (n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— montant de la dotation globale de fonctionnement : propos du ministre, répondant à M. Bernard Stasi, sur le taux d'augmentation de 18 p. 100 du montant de la dotation globale de fonctionnement : majoration de la dotation globale de fonctionnement dans la Marne [1er décembre 1982] (p. 7861).

INTERVENTIONS

— Son rappel au règlement : attentat de la rue Marbeuf ; attentats terroristes perpétrés en France ; demande au Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent ; abrogation des lois protégeant les Français ; demande l'observation d'une minute de silence [22 avril 1982] (p. 1249).

— Son rappel au règlement : procédure des questions d'actualité ; tentative d'atteinte aux libertés parlementaires par le Gouvernement ; injures proférées par le ministre de l'économie et des finances à l'encontre de certains parlementaires de l'opposition [30 juin 1982] (p. 4079).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 précédemment réservé :** institution d'une taxe sur la publicité pharmaceutique [19 octobre 1982] (p. 5966) ; importance des recettes publicitaires dans le financement de la presse médicale (p. 5969).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : rattrapage du retard de 14,26 p. 100 ; intégration dans le traitement de la fonction publique d'une partie de l'indemnité spéciale mensuelle ; création d'une allocation spéciale en faveur des veuves d'aveugles de la résistance ; opérations immobilières du ministère des anciens combattants ; programme « Invalides » ; opération immobilière de Bercy ; souhaits de la commission relatifs au statut des évadés, à la répression contre les profanateurs des monuments, à l'ouverture du bénéfice de la campagne double aux anciens d'Afrique du Nord, au relèvement du plafond majorable de la retraite mutualiste ; regrets de la commission sur le fait qu'un document officiel laisse apparaître que l'existence des chambres à gaz soit considérée comme « controversée » ; souhaits de la commission pour le classement d'un musée de la résistance en musée national et pour l'augmentation des points de retraite des veuves d'anciens combattants [13 novembre 1982] (p. 7131).

Fait personnel : impossibilité de mettre en doute l'existence des chambres à gaz [13 novembre 1982] (p. 7142).

FAUGARET (Alain)

Député du Nord
(8e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

FAURE (Maurice)

Député du Lot
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

QUESTIONS

au Gouvernement : conflit anglo-argentin : durcissement du conflit anglo-argentin ; perspectives d'arbitrage pacifique [12 mai 1982] (p. 2041).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).

Première lecture, discussion générale : attentat de la rue Marbeuf ; décision prise par le Gouvernement français de déclarer *persona non grata* deux diplomates de l'ambassade de Syrie à Paris ; demande au ministre des relations extérieures d'apporter des précisions sur les motivations ayant conduit le Gouvernement à prendre cette mesure [22 avril 1982] (p. 1256).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : conflit des Malouines ; affaire libanaise ; problème palestinien [6 juillet 1982] (p. 4228) ; rapports entre l'Europe et les Etats-Unis ; erreurs de la politique extérieure des Etats-Unis (p. 4229) ; crise de la construction européenne ; problème de la politique agricole commune ; volonté de construire les Etats-Unis d'Europe (p. 4230).

FEVRE (Charles)

Député de la Haute-Marne
(1re *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— réduction des possibilités d'emprunt des collectivités locales : absentéisme des ministres lors de la séance consacrée aux questions au Gouvernement ; limitation des emprunts contractés par les collectivités auprès de la Caisse des dépôts et consignations et des caisses d'épargne ; financement du déficit budgétaire de l'Etat au détriment du financement d'équipement des collectivités locales [26 mai 1982] (p. 2588, 2589) ;

— évolution du pouvoir d'achat : diminution du pouvoir d'achat et réussite du plan de rigueur gouvernemental ; absence de reconnaissance de cette baisse du pouvoir d'achat par le Gouvernement [3 novembre 1982] (p. 6611).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : problème des conjoints en cas de veuvage ou de divorce ; mesures prises par l'ancienne majorité ; droits sociaux dont bénéficiaient les conjoints collaborateurs salariés ; choix entre trois possibilités pour le conjoint (collaborateur, salarié, associé) [13 avril 1982] (p. 1072) ; inadaptation du statut de salarié ; déductibilité du salaire à hauteur du S. M. I. C. ; absence de déductibilité du salaire au titre des frais généraux ; différence selon l'adhésion ou non de l'entreprise à un centre de gestion agréé ; régime de la S. A. R. L. familiale ; supériorité du statut du conjoint collaborateur ; problème des droits dits « dérivés » du chef d'entreprise ; projet ne répondant que partiellement à l'attente des associations de conjoints (p. 1073).

Discussion des articles : **article 13 :** soutient l'amendement n° 73 de M. Henri Bayard ; apports en industrie ne concourant pas à la formation du capital social mais donnant lieu à l'attribution de parts ouvrant droit aux bénéfices ; régime général de l'apport en industrie quant à la propriété du capital [14 avril 1982] (p. 1105).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** intérêt d'une bonne représentation du personnel auprès du chef d'entreprise [24 mai 1982] (p. 2495) ; refus de la cogestion dans l'entreprise (p. 2496) ; **article 2 :** *article L. 412-8 du code du travail :* contenu des affiches, des publications et des tracts syndicaux (p. 2511).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'organiser les marchés en vue de sécuriser et d'améliorer les revenus des agriculteurs ; lois d'orientation agricole de 1960, 1962 et 1980 ; généralisation de la formule des offices ; connaissance de l'offre et prévision de la mise en marché ; organisation des marchés et sécurité des revenus agricoles ; marché des fruits et légumes ; réglementation sur les vins [29 juin 1982] (p. 4028).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : expiration de la convention conclue entre l'Etat et la S. N. C. F. [12 octobre 1982] (p. 5643) ; nouveau statut de la S. N. C. F. ; qualité du réseau des chemins de fer français ; amélioration de l'outil ferroviaire ; inauguration du T. G. V. ; action des précédents gouvernements en matière de transport (p. 5644) ; multiplication des obligations et des contraintes par le présent projet de loi ; prise en main des transports par l'Etat socialiste et communiste ; institution d'un droit au transport ; absence de limite au concours financier apporté par l'Etat à la S. N. C. F. ; rôle du chemin de fer ; problème du transport public routier des personnes ; politique tarifaire (p. 5645) ; gel des autorisations routières ; volonté du Gouvernement de rendre obligatoire la convention entre les entreprises et les collectivités ; problème du transport des marchandises ; égalisation des conditions de concurrence entre les deux modes de transport ; risque d'augmentation du coût du transport ; problème des chauffeurs routiers ; rôle de l'office national de la navigation ; démagogie du présent projet de loi (p. 5646) ; priorité donnée à la C. G. T. (p. 5647).

Discussion des articles : **article 1er :** absence d'incitation à la révolte dans ses propos tenus lors de la discussion générale (p. 5664) ; contenu du droit au transport (p. 5665) ; insuffisance de cet article ; son amendement n° 90 (précisant que les transports intérieurs doivent satisfaire aux besoins des usagers dans les conditions économiques et sociales les plus productives pour la collectivité) : rejeté (p. 5667) ; son amendement n° 91 (précisant que le système des transports concourt au développement économique national et régional) : devenu sans objet (p. 5668) ; son amendement n° 92 (moyens dont doivent disposer les usagers pour bénéficier de la liberté de se déplacer) : rejeté (p. 5669) ; son amendement n° 93 (précisant que le droit de tout usager de se déplacer n'entraîne pour le transporteur aucune obligation d'assurer une desserte) : retiré (p. 5670) ; **article 2 :** création d'un droit au transport (p. 5672) ; inapplicabilité de ce droit ; distribution du Chaix aux usagers (p. 5673) ; son amendement n° 94 (précisant que la liberté de se déplacer s'exerce dans des conditions convenables) : rejeté (p. 5676) ; son amendement n° 97 (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 98 (informations nécessaires à la satisfaction des besoins des usagers) : rejeté (p. 5678) ; **article 3 :** affirme que le développement des transports n'est pas une fin en soi (p. 5679) ; son amendement n° 306 (rôle des transports dans le respect des règles de l'économie de marché) (p. 5681) : rejeté ; construction du périphérique à Paris (p. 5682) ; son amendement n° 99 (organisation et fonctionnement du système actuel de transport) rejeté ; son amendement n° 100 (prise en compte de la spécificité des différents modes de transport) : adopté (p. 5683) ; son amendement n° 101 (précisant que la politique des transports tient compte des coûts sociaux quantifiables supportés par les usagers et les tiers) : rejeté (p. 5684) ; son sous-amendement n° 353 à l'amendement n° 27 de la commission (exercice de la politique des transports dans le cadre des règles définies par la C. E. E.) : rejeté ; son amendement n° 102 (harmonisation des conditions de concurrence entre les différents modes de transport) (p. 5685) : rejeté (p. 5686) ; réductions pour raison sociale ou familiale appliquées par la S. N. C. F. ; **article 4 :** son amendement n° 103 (établissement de schémas de développement en tenant compte des décisions locales d'aménagement) (p. 5690) : rejeté ; son amendement n° 104 (établissement de schémas de développement en tenant compte du caractère prioritaire des transports collectifs) : rejeté ; son amendement n° 105 devenu sans objet (p. 5691) ; son amendement n° 106 (précisant que le développement de l'usage des transports collectifs de personnes doit être apprécié en tenant compte des nécessités du trafic) : non soutenu [13 octobre 1982] (p. 5698) ; son amendement n° 107 (objectif de rapprochement du domicile et du lieu de travail) : rejeté ; son amendement n° 108 (suppression du dernier alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 109 (contrat passé entre l'Etat et les collectivités territoriales pour promouvoir l'usage des transports collectifs) : rejeté (p. 5699) ; **article 5 :** définition des missions du service public des transports ; volonté du Gouvernement de réglementer les activités privées ; son amendement n° 111 (missions incombant aux pouvoirs publics en matière de transport) (p. 5700) ; rejeté ; son amendement n° 112 (organisation des transports publics) (p. 5701) ; rejeté ; son amendement n° 113 (suppression de l'alinéa concernant l'organisation des transports publics) : rejeté ; son amendement n° 341 (organisation du service public des transports dans les conditions définies par les dispositions de la présente loi) ; rejeté (p. 5702) ; **article 6 :** son amendement n° 114 (suppression des mots « dans des conditions satisfaisantes d'organisation et de productivité » : rejeté (p. 5705) ; **article 7 :** transport régulier des voyageurs ; problème des transports interurbains ; prochaine disparition de la concurrence (p. 5706) ; son sous-amendement n° 360 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (suppression de la nécessité de fournir des garanties financières) : retiré (p. 5710) ; son sous-amendement nos 115 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (garanties dont disposent les entreprises avant d'être radiées (p. 5711) ; rejeté ; son amendement n° 117 (cas d'une exploitation confiée à un établissement public à caractère industriel et commercial qui n'est pas une régie) : rejeté (p. 5712) ; son amendement n° 116 (de conséquence) : devenu sans objet ; son amendement n° 118 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 361 (tarification des transports) (p. 5713) : rejeté ; son amendement n° 122 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 119 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 123 (même objet que son amendement n° 122) : rejeté ; son amendement n° 120 (caractère non obligatoire des conventions) : retiré ; contrôle des fonds publics (p. 5714) ; **article 8 :** création d'une attestation de capacité professionnelle ; nature de la commission des transports ; règles relatives aux garanties financières (p. 5715) ; son amendement n° 124 (suppression du paragraphe I de cet article) ; attestation de capacité professionnelle (p. 5753) ; rejeté ; son amendement n° 125 (d conséquence) : rejeté ; son amendement n° 126 (application de cet article aux commissionnaires de transport) : rejeté ; (p. 5754) ; son amendement n° 127 (conditions de garanties financières) : rejeté ; son amendement n° 129 (consultation des organisations professionnelles intéressées sur les décrets d'application) : rejeté ; son amendement n° 130 (niveau de la garantie financière) : rejeté ; son amendement n° 128 (définition des auxiliaires de transport) (p. 5755) : rejeté ; son amendement n° 131 (accord des organismes professionnels concernés) ; son amendement n° 132 (avis du conseil national des transports et des organisations représentatives d'usagers) : rejeté ; son amendement n° 133 (précisant que les prix et tarifs sont supportés par les entreprises ou les personnes pour le compte desquelles le transport a été exécuté) (p. 5756) : rejeté ; son amendement n° 134 (conditions d'exercice de la profession de commissionnaire de transport) : rejeté (p. 5757) ; son amendement n° 135 (rémunération des commissionnaires de transport) : rejeté ; **après l'article 8 :** son amendement n° 136 (précisant que l'Etat garantit la liberté de gestion des entreprises et assure la modération des charges) (p. 5757) ; devenu sans objet (p. 5758) ; **article 9 :** problème de sécurité ; nécessité des contrôles ; exemple de l'accident de Beaune (p. 5763) ; fiabilité du chemin de fer (p. 5764) ; son amendement n° 137 (responsabilité de l'expéditeur, du transporteur, du commissionnaire de transport et du mandataire) : rejeté ; son amendement n° 138 (distinction entre le contrat de transport et le contrat de travail) (p. 5766) ; rejeté ; **article 10 :** son amendement n° 139 (suppression du premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 5767) ; son amendement n° 140 (de conséquence) : retiré ; son amendement n° 141 (dispositions applicables aux agents non salariés) : adopté (p. 5768) ; respect des règles communautaires (p. 5769) ; **article 11 :** son amendement n° 142 (rédactionnel) : adopté (p. 5770) ; son amendement n° 143 (cas du transport pour compte propre) : rejeté ; son amendement n° 144 (précisant que les organisations professionnelles du transport sont consultées sur le projet de décret) : retiré (p. 5771) ; **article 12 :** son amendement n° 307 (réinsertion professionnelle grâce à une formation complémentaire) (p. 5772) ; adopté ; **article 13 :** son amendement n° 145 (création d'une commission paritaire nationale) (p. 5773) ; rejeté ; son amendement n° 147 (composition des commissions paritaires départementales) (p. 5774) ; rejeté ; son amendement n° 146 (de cohérence) : retiré ; présidence de la commission paritaire (p. 5775) ; son amendement n° 148 (décret en Conseil d'Etat pris après avis des organisations professionnelles) : retiré ; **article 14 :** importance des infrastructures (p. 5776) ; stagnation de la taxe à l'essieu (p. 5777) ; son amendement n° 149 (choix en matière d'investissement donnant lieu à financement public) (p. 5778) ; devenu sans objet ; son amendement n° 308 (prise en compte de la nécessité d'une coordination entre Etats membres de la C.E.E.) (p. 5779) ; rejeté ; publication des évaluations ; son amendement n° 151 (précisant que les opérations réalisées par l'Etat ou une entreprise nationale doivent donner lieu à un bilan des résultats économiques et sociaux) (p. 5780) ; rejeté ; son amendement n° 152 (caractère éventuel de l'établissement des schémas directeurs) : devenu sans objet (p. 5781) ; inutilité de l'amendement n° 56 de

la commission ; participation des régions et mise en place d'infrastructures nouvelles (p. 5782) ; son amendement n° 153 (exercice et développement de chaque mode de transport dans des conditions de concurrence égale) : rejeté ; **après l'article 14 :** son amendement n° 154 (association des entreprises locales à la réalisation des travaux) (p. 5783) ; rejeté ; **article 15 :** son amendement n° 155 (suppression des mots « direct ou indirect » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 5784) ; son amendement n° 156 (précisant que le prix doit concourir à la charge représentée par le coût de réalisation et de fonctionnement des équipements) : rejeté (p. 5784) ; son amendement n° 157 (précisant que les conditions d'application du présent article font l'objet d'un décret en Conseil d'Etat) : rejeté ; **article 16 :** création du conseil national des transports ; son amendement n° 158 (suppression des comités régionaux et départementaux des transports) (p. 5785) ; rejeté (p. 5786) ; son amendement n° 159 (possibilité pour le conseil national des transports et les comités régionaux et départementaux de se saisir de toute question et de formuler des propositions aux autorités de l'Etat) : rejeté (p. 5787) ; son amendement n° 160 (précisant que le conseil national des transports peut se saisir de toute question et formuler des propositions aux autorités de l'Etat) : devenu sans objet (p. 5788) ; **article 17 :** son amendement n° 161 (suppression du second alinéa de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 162 (composition et attribution du conseil national des transports) : devenu sans objet ; son amendement n° 163 (consultation des représentants des différents modes de transport des organisations représentatives des salariés et des usagers) : rejeté (p. 5789) ; son amendement n° 264 (conditions de la radiation) (p. 5790) ; rejeté (p. 5791) ; **article 18 :** progrès réalisés depuis 1947 ; exemple du T. G. V. ; problème des suppressions de lignes ; exemple de la Haute-Marne (p. 5792) ; principe de spécialité des établissements publics ; suppression d'emplois à la S.N.C.F. pendant l'année 1982 (p. 5793) ; son amendement n° 221 (substituant aux mots : « société nationale », les mots : « service national ») : rejeté ; son amendement n° 222 (objet des filiales créées par la S.N.C.F.) (p. 5794) : rejeté ; son amendement n° 223 (de conséquence) : rejeté ; son amendement n° 224 (automonie financière des filiales) (p. 5795) ; rejeté (p. 5796) ; **article 20 :** son amendement n° 225 (reprise des biens immobiliers utilisés par l'établissement public) ; son amendement n° 226 (cas des biens immobiliers qui ne sont plus utilisés par l'établissement public) [14 octobre 1982] (p. 5801) : rejetés ; **article 21 :** composition du conseil d'administration de la S. N. C. F. ; expression de l'Etat dans ce conseil d'administration ; représentation des usagers (p. 5802) ; son amendement n° 227 (modifiant la composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 5803) ; **article 22 :** généralisation des subventions accordées par la région au chemin de fer ; problème de la réouverture de certaines lignes (p. 5804) ; son sous-amendement n° 371 à l'amendement n° 16 du Gouvernement (substituant aux mots « pour avis » les mots « pour accord » dans le dernier alinéa du paragraphe I de cet amendement) (p. 5805) : rejeté (p. 5806) ; son amendement n° 228 (composition de la commission consultative) : devenu sans objet (p. 5807) ; **article 24 :** accroissement du trafic voyageurs et du trafic marchandises ; concours financier de l'Etat (p. 5809, 5810) ; son amendement n° 311 (insérant le mot « ferroviaire » après le mot « activité » dans le dernier alinéa du paragraphe II de cet article) (p. 5812) : devenu sans objet ; **article 25 :** développement d'une comptabilité analytique par la S. N. C. F. (p. 5813) ; **article 27 :** son amendement n° 231 (constatation de la création du périmètre urbain par le représentant de l'Etat) : rejeté (p. 5814) ; son amendement n° 232 (harmonisation entre transport urbain et non urbain) : rejeté (p. 5815) ; **article 28 :** existence de la notion de périmètre urbain ; contenu des plans de déplacements urbains (p. 5816) ; son amendement n° 233 (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 234 (mention du stationnement comme objectif du plan de déplacements urbains) : adopté ; son amendement n° 235 (de cohérence) (p. 5817) : rejeté ; son amendement n° 236 (substitution des mots « par l'autorité organisatrice » aux mots « par l'autorité compétente pour l'organisation ») : retiré ; son amendement n° 237 (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 238 (consultation des associations représentatives des maires et des organisations professionnelles du transport de personnes) : rejeté (p. 5818) ; **article 29 :** services privés soumis à déclaration [15 octobre 1982] (p. 5863) ; nécessité de clarifier la rédaction de cet article ; son sous-amendement n° 239 (suppression du quatrième alinéa de cet article) ; service privé soumis à réglementation (p. 5864) ; rejeté ; son amendement n° 242 (de cohérence) : devenu sans objet ; ses amendements n°s 240 et 241 devenus sans objet ; son amendement n° 243 (substituant aux mots : « peuvent être », le mot : « sont » au début de l'avant-dernier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 244 (d'harmonisation) : rejeté ; son amendement n° 245 (cas des services occasionnels) (p. 5865) ; rejeté ; son amendement n° 246 (avis des organisations professionnelles représentatives du transport routier de personnes) : rejeté (p. 5866) ; **article 30 :** soumission à autorisation des services occasionnels de transport non urbain ; cas des services occasionnels des dimanches (p. 5866, 5867) ; son amendement n° 247 (suppression du premier alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 249 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 248 (suppression du dernier alinéa de cet article) : devenu sans objet ; **article 31 :** transport routier des marchandises ; amélioration des conditions de travail et de sécurité ; accroissement des capacités de transport en tonnage (p. 5867) ; son amendement n° 250 (suppression du premier alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 251 (suppression des mots : « et régulé en fonction des besoins de l'économie ») : rejeté (p. 5868) ; son amendement n° 312 (précisant que le développement du transport routier de marchandises nécessite l'accroissement quantitatif de ses capacités de transport) : rejeté (p. 5869) ; son amendement n° 252 (respect de l'égalité de traitement entre modes et entreprises de transport) : rejeté (p. 5869) ; **article 32 :** son amendement n° 253 (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 254 (rédactionnel) : rejeté ; **après l'article 32 :** nécessité de ne pas instituer de contraintes supplémentaires pour les entreprises privées ; son amendement n° 255 (exercice de la profession de transporteur public routier de marchandises) : devenu sans objet ; **article 33 :** son amendement n° 256 (de suppression) (p. 5870) ; rejeté ; **article 34 :** problème de la sous-traitance et de la location ; son amendement n° 257 (suppression des mots « à l'aide de ses préposés » dans le premier alinéa de cet article) (p. 5871) ; retiré ; son amendement n° 258 (application de la réglementation relative aux activités de commissionnaire de transport) : retiré ; son amendement n° 259 (substituant aux mots « avec conducteurs » les mots « avec ou sans conducteurs ») : retiré (p. 5872) ; son amendement n° 260 (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 35 :** son amendement n° 261 (avis des organisations représentant les loueurs et les usagers et avis du conseil national de transport) : non soutenu (p. 5873) ; **article 36 :** tarification obligatoire mise en place pour le transport public routier de marchandises ; son amendement n° 262 (suppression des mots « pour chaque type de transport » dans le second alinéa de cet article) : rejeté ; **article 37 :** son amendement n° 263 (durée des autorisations délivrées au titre de la présente loi) (p. 5874) ; retiré (p. 5875) ; **article 39 :** son amendement n° 265 (participation des professions intéressées à l'application de la réglementation des transports routiers de marchandises) : non soutenu (p. 5876) ; **article 40 :** établissement d'un schéma d'infrastructure (p. 5878) ; réduction du tonnage des matières pondéreuses transportées par voie d'eau depuis plusieurs années ; création d'une chambre nationale de la batellerie artisanale (p. 5879) ; son amendement n° 266 (substituant aux mots « schéma de développement » les mots « schéma d'organisation ») : rejeté ; son amendement n° 267 (suppression des mots « et fixe les priorités en matière de restauration, d'adaptation et d'extension du réseau ») : rejeté ; **article 41 :** son amendement n° 269 (avis des organisations professionnelles et des organisations représentatives des salariés de la batellerie) : retiré (p. 5880) ; **article 43 :** son amendement n° 270 (précisant que l'autorisation est délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile) : rejeté ; convention signée entre l'Etat et Air Inter (p. 5881) ; son amendement n° 271 (précisant le caractère non obligatoire de la convention entre l'entreprise et l'Etat) : rejeté ; son amendement n° 272 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 5882) ; rejeté (p. 5883).

Explications de vote : accord du groupe U.D.F. avec le principe d'un projet de loi d'orientation des transports ; soutien par le Gouvernement d'une politique de régression du niveau de vie ; cahier des charges de la S.N.C.F. ; affirmation d'un service public des transports ; généralisation du système de la convention (p. 5887) ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 5888).

Deuxième lecture, discussion générale : refus du service public des transports ; absence de signification de la notion de droit au transport [16 décembre 1982] (p. 8422) ; refus par le Sénat de la notion de système de transports ; priorité donnée aux chemins de fer ; accroissement des prix du trans

port consécutif à l'adoption du présent projet de loi ; nationalisation rampante ; mise au pas du transport routier ; problème des conventions entre l'Etat et les collectivités locales destinées à faire prendre en charge par celles-ci des dépenses d'infrastructure du ressort de l'Etat (p. 8423) ; nécessité d'améliorer le texte grâce aux amendements de l'opposition (p. 8424).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence au droit au transport) : rejeté (p. 8425) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 75 à l'amendement n° 5 de la commission (même objet) : rejeté ; son amendement n° 76 (continuité du service public dans le cadre du droit au transport) : rejeté (p. 8426) ; **son rappel au règlement :** conditions de travail des parlementaires (p. 8426, 8427) ; **article 5 :** son amendement n° 77 (organisation et promotion du transport des personnes et des biens par les pouvoirs publics) : rejeté (p. 8428) ; son amendement n° 78 (organisation des services publics de transports) : rejeté (p. 8429) ; **article 7 :** son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 20 de la commission (non-application de cet article à la S. N. C. F.) : rejeté ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour une entreprise d'assurer l'exécution du service à ses risques et périls) : rejeté (p. 8430) ; son amendement n° 80 : devenu sans objet ; **article 8 :** ses sous-amendements n° 82, n° 83 et n° 84 à l'amendement n° 25 de la commission (conditions de l'exercice des professions des transporteurs publics de marchandises et de loueurs de véhicules industriels) (p. 8431) ; sous-amendements n° 82 et n° 83 : rejetés ; sous-amendement n° 84 : adopté ; son sous-amendement n° 85 à l'amendement n° 27 de la commission (substituant au mot « auxilliaires » le mot « commissionnaires ») : rejeté (p. 8432) ; **article 10 :** son amendement n° 86 (cas des opérations annexes « à la conduite et au pilotage ») ; rejeté ; **article 13 :** son amendement n° 87 (présidence de la commission chargée de suivre l'application des dispositions relatives à la sécurité de la conduite et à la durée du travail) (p. 8433) : rejeté (p. 8434) ; **article 14 :** son amendement n° 88 (financement des choix relatifs aux infrastructures) : adopté après rectification ; son amendement n° 89 (caractère facultatif de l'établissement de schémas directeurs d'infrastructures par l'Etat et les collectivités locales) (p. 8434) : rejeté (p. 8435) ; **article 16 :** son amendement n° 90 (rôle du conseil national des transports) (p. 8435) : devenu sans objet ; son amendement n° 91 : devenu sans objet ; **article 17 :** son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 34 de la commission (composition des comités régionaux et départementaux des transports) (p. 8436) : devenu sans objet ; **article 18 :** son amendement n° 93 (suppression du mot « connexe ») ; refus des nationalisations rampantes : rejeté (p. 8437) ; **article 24 :** son amendement n° 95 (élaboration d'un rapport annuel sur la S. N. C. F.) ; rôle du conseil national des transports : rejeté (p. 8439) ; **article 28 :** son amendement n° 104 (élaboration des plans de déplacements urbains) : devenu sans objet (p. 8440) ; **article 29 :** son amendement n° 96 (autorité compétente pour délivrer les autorisations relatives aux services occasionnels) (p. 8441) : rejeté ; **article 30 :** ses sous-amendements nos 107 et 98 à l'amendement n° 54 de la commission (dispositions relatives au renouvellement des conventions) ; sous-amendement n° 107 : rejeté (p. 8442) ; précise que l'inscription sur un registre constitue un élément incorporel intimement lié à l'entreprise ; son sous-amendement n° 98 : rejeté (p. 8443) ; **article 34 :** son amendement n° 99 (recours à la sous-traitance) : rejeté (p. 8445) ; **article 36 :** ses sous-amendements nos 100, 101 et 102 à l'amendement n° 64 de la commission (différents cas de tarification d'ordre public) (p. 8446) : rejetés ; **article 37 :** son amendement n° 103 (délivrance des autorisations) ; nécessité de favoriser les entreprises dynamiques : rejeté (p. 8447).

Explications de vote : précipitation dans laquelle s'est déroulée la deuxième lecture du présent projet de loi ; vote hostile du groupe U. D. F. et du groupe R. P. R. (p. 8451).

Troisième lecture, explications de vote : échec de la commission mixte paritaire [18 décembre 1982] (p. 8518) ; refus de la notion de service public des transports appliquée au secteur privé ; concours financier apporté par l'Etat à la S. N. C. F. ; problème de la tarification obligatoire des loueurs ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 8519) ; **son rappel au règlement :** contenu de son explication de vote (p. 8520) ;

Son rappel au règlement : détournement de la procédure des questions au Gouvernement par un député socialiste [13 octobre 1982] (p. 5753).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* augmentation des cotisations sociales ; situation en Haute-Marne ; révision du revenu cadastral [9 novembre 1982] (p. 6989).

Intérieur et décentralisation. — *Examen des crédits :* **état C, titre VI :** son amendement n° 137 (réduction des crédits) : non soutenu [10 novembre 1982] (p. 7043).

Transports. — *Discussion générale :* rigueur du présent projet de budget [16 novembre 1982] (p. 7230) ; diminution du volume des travaux réalisés ou engagés sur le réseau routier ; fin de la construction des autoroutes ; priorité donnée à la sécurité routière ; importance des sommes consacrées aux transports collectifs ; problème de la voie d'eau ; difficultés de la S. N. C. F. (p. 7231) ; absence d'information concernant l'utilisation du fonds spécial de grands travaux (p. 7232).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** son amendement n° 178 (réduction des crédits) ; globalisation des concours financiers accordés à la S. N. C. F. ; fermeture de lignes secondaires (p. 7257) : rejeté ; **état C, titre V :** son amendement n° 179 (réduction des autorisations de programme destinées aux routes) ; accent mis sur la sécurité routière : rejeté ; son amendement n° 180 (réduction des crédits de paiement du programme autoroutier) (p. 7258) ; fin de la construction des autoroutes : rejeté ; son amendement n° 181 (réduction des crédits de paiement destinés à l'équipement des voies navigables et des ports fluviaux) : rejeté (p. 7259) ; **après l'article 67 :** suppression du service national des examens du permis de conduire (p. 7260).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* classement d'une partie du département de la Haute-Marne dans la zone ouvrant droit à la prime d'aménagement du territoire pour les créations d'emplois ; contestation de ce classement par la commission de la C. E. E. [17 novembre 1982] (p. 7309).

FIEVET (Berthe)

Député du Cher
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion générale : revalorisation de la médecine générale ; création des filières Recherche et Santé publique ; reconnaissance de la nécessité d'une formation continue ; inquiétude des psychiatres du secteur public [27 novembre 1982] (p. 5128, 5129).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : projet de loi abordant de front les problèmes de la sécurité sociale ; problèmes propres aux handicapés ; création d'un forfait journalier à l'hôpital [18 octobre 1982] (p. 5918).

Discussion des articles : **article 7 :** abrogation des articles du code de la sécurité sociale prévoyant les abattements sur les indemnités journalières et les pensions d'invalidité ; allégement des charges pesant sur les salariés (p. 5941).

FILLIOUD (Georges)

Ministre de la communication

DEPOTS

Projet de loi sur la **communication audiovisuelle (n° 754)** [2 avril 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Guy Hermier : prise de contrôle du** *Dauphiné libéré* **par M. Hersant :** principe de séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire ; action judiciaire engagée pour contester la validité de l'acquisition de parts du *Dauphiné libéré* par M. Fournier suivie d'une rétrocession au profit d'une société contrôlée par M. Robert Hersant ; action pénale introduite pour infraction aux dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944 ; politique du Gouvernement tendant à interdire toute constitution de réseau ou de monopole dans le domaine de l'audiovisuel [5 mai 1982] (p. 1721).

— **M. Maurice Sergheraert : choix des programmes de télévision :** fixation par le cahier des charges des sociétés de programme selon la loi du 7 août 1974 des obligations relatives au respect des dispositions législatives ou réglementaires concernant les bonnes mœurs, la morale publique, la prévention de la violence, le respect dû au public d'enfants ou d'adolescents ; contrôle du respect de ces obligations confié par le projet de loi sur la communication audiovisuelle à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle [2 juin 1982] (p. 2873) ;

— **M. Alain Madelin : interprétation de l'ordonnance de 1944 sur la presse :** impossibilité pour le Gouvernement de se prononcer sur une instance judiciaire en cours ; instance introduite contre M. Robert Hersant en 1977 [6 octobre 1982] (p. 5465, 5466) ;

— **M. Robert-André Vivien : propos tenus sur certains producteurs ou certaines émissions de télévision par des personnalités de la majorité :** émission « Apostrophes » [13 octobre 1982] (p. 5722) ;

— **M. Jacques Baumel : libre accès de toutes les tendances politiques à la radio et à la télévision :** problème de la privatisation de la télévision ; déclaration récente de M. Giscard d'Estaing à ce sujet ; absence de publication des temps respectifs de parole de la majorité et de l'opposition à la télévision résultant d'un décret pris avant l'arrivée de la gauche au pouvoir ; rôle de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle en matière de contrôle et de décision lors de l'organisation des campagnes électorales [20 octobre 1982] (p. 6047) ;

— **M. Jacques Baumel : service minimum lors des grèves à la télévision :** changement dans l'audiovisuel ; situation antérieure : droit de grève limité aux agents administratifs ; [1er décembre 1982] (p. 7859) ; restitution du droit de grève aux agents de la radio-télévision nationale ; rôle des présidents des organismes issus de l'O. R. T. F. pour l'organisation d'un service minimum ; parution d'un décret sur le service minimum ; ses instructions aux présidents des organismes issus de l'O. R. T. F. ; arrêt d'une émission pirate ; campagne de dénigrement contre le service public ; nombre de grèves à la radio et à la télévision (p. 7860).

orales sans débat de :

M. Jacques Baumel (n° 276) : campagne électorale pour les élections municipales à la radio et à la télévision : droit de grève ; pratique antérieure du Gouvernement à l'égard des médias ; cahier des charges des sociétés de programme ; absence de campagne de propagande radio-télévisée pour les élections municipales en 1971 et en 1977 ; rôle de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle [26 novembre 1982] (p. 7714) ;

— **M. André Bellon (n° 311) : démarcheurs de l'immobilier :** réglementation du démarchage financier ; démarchage immobilier ; surveillance de la commission des opérations de bourse ; nécessité de renforcer la protection de l'épargnant [10 décembre 1982] (p. 8212) ;

— **M. Lucien Richard (n° 301) : télévision directe par satellite :** programmes de télévision par satellite ; programmes T. D. F. 1 ; incidences de l'utilisation du satellite sur les équilibres du secteur audiovisuel ; utilisation d'un ou deux des canaux du satellite pour une duplication des programmes existants sur les chaînes nationales ; risque d'envahissement par des productions de l'étranger ; création d'une mission interministérielle devant présenter des propositions pour le développement et la restructuration de notre appareil de production d'images ; impossibilité de rendre public le rapport demandé par le Premier ministre avant que le Gouvernement se soit prononcé sur son contenu [10 décembre 1982] (p. 8213) ;

— **M. Pierre Raynal (n° 300) : commissaires adjoints de la République ;** fondement juridique du rôle des commissaires adjoints de la République ; difficultés de gestion dans le corps préfectoral ; vacances de postes de commissaires adjoints de la République ; arrondissement de Mauriac [10 décembre 1982] (p. 8214) ;

— **M. Alain Madelin (n° 323) : développement du réseau audiovisuel par câbles :** établissement ou autorisation de réseaux câblés par l'Etat ; définition des conditions techniques de création du réseau par l'établissement public de diffusion ; inexistence dans le texte de la loi de l'expression « société locale d'exploitation commerciale » ; rôle de la Haute Autorité pour délivrer ou refuser l'autorisation d'un service local ; rôle de l'exécutif pour délivrer l'autorisation d'une diffusion nationale [17 décembre 1982] (p. 8464) ; ses observations sur les propos de M. Alain Madelin ; examen des demandes d'exploitation des réseaux câblés par une commission consultative et rôle de la Haute Autorité pour accorder l'autorisation dans ce domaine (p. 8465) ;

— **M. René La Combe (n° 313) : évadés des convois de déportation :** personnes n'ayant pas subi le régime concentrationnaire ; possibilité de délivrance d'un titre d'interné et de la médaille des évadés à ces personnes ; impossibilité de retenir deux critères contradictoires pour reconnaître le titre de déporté ; impossibilité de reconnaître aux évadés des trains de déportation le titre de déporté résistant ; propos de M. Jean Laurain distinguant le statut de déporté résistant et l'activité résistante [17 décembre 1982] (p. 8466).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : « pathologie » parlementaire ; phénomène de la communication ; projet portant l'intention et l'espérance ; différences entre la majorité et l'opposition ; émancipation de la télévision ; reconnaissance du droit à la communication [26 avril 1982] (p. 1303) ; mise en place du pluralisme et de la décentralisation ; « enfants de la télé » ; opposition entre créateurs et techniciens ; manipulation de l'opinion ; rayonnement de la France hors de ses frontières ; développement de l'action radiophonique dans toutes les parties du monde engendrée par le projet ; place de la France dans le mouvement de la pensée et des arts ; maintien des équilibres nécessaires entre les formes diverses de l'expression ; rattrapage des retards ; parallélisme des programmes consécutif au monopole de programmation abusivement exercé par l'Etat ; mise en place d'un régime d'autorisation répondant aux besoins des Français de diversification et de multiplication des sources d'images (p. 1304) ; prochaine réforme du régime des œuvres audiovisuelles ; affaire du satellite Coca-Cola ; maintien du monopole technique différencié du droit de programmation ; conservation par l'Etat de la maîtrise des réseaux de télécommunications ; caractère cyclique des variations des taux d'écoute ; développement du réseau câblé ; utilisation du réseau V. H. F. 819 lignes (p. 1305) ; lancement en 1985 d'un satellite pré-opérationnel de diffusion directe ; droit à la parole (p. 1306) ; volonté de M. Alain Madelin de créer une chaîne commerciale vivant de la publicité et d'introduire celle-ci sur les stations régionales de F. R. 3 (p. 1313) ; installation d'antennes individuelles ou collectives (p. 1317) ; condamnation unanime de la loi de 1974 ; ambition du projet de loi [27 avril 1982] (p. 1352) ; imputations calomnieuses proférées par l'opposition ; ouverture d'une ère nouvelle de la communication ; mise en cause des services de la commission spéciale par M. Robert-André Vivien ; épuration de l'ancien O.R.T.F. (p. 1353) ; financement de la réforme ; difficultés de la société française de production ; recettes nouvelles basées sur l'assiette et le taux de la redevance et les recettes de la publicité ; absence de dispositions interdisant la publicité sur les antennes régionales (p. 1354) ; critiques émises par M. Guy Hermier et les syndicats (p. 1355) ; **répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Gaudin ; report éventuel de la discussion du projet de loi ; charges de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; participation des députés à ce débat (p. 1360).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** précisions par l'amendement n° 295 de M. Georges Hage figurant déjà dans le texte du projet (p. 1360) ; accord du Gouvernement avec les affirmations de principe contenues par l'amendement n° 296 de M. Alain Bocquet ; renvoi à une loi ultérieure de la législation nécessaire sur les modes de communication autres que la voie hertzienne refusée par le Gouvernement (p. 1361) ; **article 1er :** caractère restrictif du

sous-amendement n° 519 de M. Alain Madelin ; décret de 1977 interdisant le développement des réseaux câblés (p. 1365) ; absence de limitations à la liberté d'expression dans le présent texte (p. 1366) ; nécessité de permettre à la communication audiovisuelle d'emprunter les différents support existants ; différence entre câble et réseau câblé ; inapplication de cette loi aux communications téléphoniques privées ; son sous-amendement n° 510 à l'amendement n° 143 de la commission (supprimant les mots « dans les conditions prévues par les articles suivants ») (p. 1367) : adopté (p. 1368) ; inutilité de préciser dans le texte de loi que les limitations à la liberté de la communication audiovisuelle sont du domaine de la loi ; **après l'article 1er** : utilisation d'un accord international signé par la France, par M. Alain Madelin à des fins partisanes (p. 1375); **article 2** : faux procès intenté par l'opposition au Gouvernement ; argument selon lequel cet article tendrait à imposer une restriction à la réception sur le territoire national d'émissions venues de l'extérieur (p. 1380) ; son amendement n° 511 (rédactionnel) : adopté (p. 1381) ; injure proférée par M. Robert-André Vivien à l'égard de M. Maurice Séveno (p. 1387) ; **article 3** : enrichissement du texte par la commission (p. 1392) ; **article 5** : accusation portée par M. Alain Madelin contre le Gouvernement de vouloir étendre abusivement l'emprise du service public sur la communication audiovisuelle [28 avril 1982] (p. 1410) ; son sous-amendement n° 512 à l'amendement n° 148 de la commission (mission donnée au service public de la radiodiffusion télévision de favoriser la communication sociale et notamment l'expression et l'information des communautés culturelles, sociales et professionnelles) ; droit des non-croyants à l'information et à l'expression (p. 1427) : adopté ; son sous-amendement n° 513 à l'amendement n° 148 de la commission (développement des cultures d'expression francophone) (p. 1428) : adopté ; respect du pluralisme assuré par la Haute Autorité (p. 1429) ; distinction entre le texte législatif et la pratique (p. 1430) ; notion de continuité du service public (p. 1431) ; exercice du droit de grève non contradictoire avec le souci d'assurer la continuité du service public (p. 1432) ; adaptation de certaines émissions à l'intention des sourds et des mal-entendants (p. 1433) ; **après l'article 6** : modalités d'organisation du droit de réponse ; application de celui-ci aux émissions des postes périphériques ; application des présentes dispositions aux partis politiques non juridiquement constitués et ne possédant pas la personnalité morale (p. 1440) ; son sous-amendement n° 672 à l'amendement n° 150 de la commission (précisant que les personnes morales mentionnées au premier alinéa de cet article sont des personnes morales sans but lucratif) : adopté (p. 1444) ; son sous-amendement n° 673 à l'amendement n° 150 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) ; dispositions du caractère réglementaire : adopté ; son sous-amendement n° 678 à l'amendement n° 150 de la commission (supprimant les mots « par la mise en cause de la personne visée à l'article 9 du présent article » à la fin du septième alinéa de cet amendement) (p. 1445) : retiré ; son sous-amendement n° 674 à l'amendement n° 150 de la commission (supprimant le huitième alinéa) : retiré ; réduction à vingt-quatre heures du délai de huit jours pendant la campagne électorale ; son sous-amendement n° 675 à l'amendement n° 150 de la commission (supprimant le neuvième alinéa) : retiré (p. 1446) ; refus de la sanction pénale en cas de non-exécution des obligations liées au droit de réponse (p. 1447) ; **article 7** : ouverture vers une société nouvelle de communication ; utilisation des fréquences radioélectriques ; problèmes des radios périphériques ; définition des fréquences comme un bien collectif appartenant à la nation ; imprécision de la notion de fréquences radioélectriques (p. 1451) ; mise en cause de M. André Holleaux par M. François d'Aubert ; distinction entre la législation nouvelle et les prescriptions édictées par le code des P.T.T. (p. 1454) ; **répond aux rappels au règlement de MM. Alain Madelin et Robert-André Vivien** (p. 1458) ; **répond au rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert** : volonté de l'opposition de retarder le débat (p. 1459); **Ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Marc Lauriol, Alain Madelin, Pierre Joxe, Robert-André Vivien et Georges Hage : lenteur du débat ; liberté d'expression ; volonté politique manifestée par le Gouvernement ; suppression du monopole de programmation [29 avril 1982] (p. 1467) ; institution d'un droit de la communication audiovisuelle ; maintien des dispositions du livre II du code des P. T. T. ; procédures d'accès au réseau pour les éditeurs de programmes (déclaration préalable et régime de l'autorisation) ; place du service public dans le dispositif d'organisation de l'accès au réseau ; régime juridique d'autorisation ne pouvant s'appliquer qu'à l'égard d'organismes utilisant des moyens d'émission situés sur le sol national (p. 1468) ; **article 7** : nécessité éventuelle de retirer une autorisation (p. 1469) ; nécessité d'organiser l'utilisation de l'espace des fréquences ; volonté de ne pas confier la gestion des fréquences radioélectriques à la Haute Autorité (p. 1470) ; **article 9** : programme de lancement du satellite franco-allemand T. D. F. 1 ; satellites pré-opérationnels ; problème du choix technologique en matière de son émis par le satellite franco-allemand ; son amendement n° 515 (d'harmonisation) (p. 1475), adopté (p. 1477), précise qu'aucune autorisation ne sera nécessaire pour l'installation d'antennes individuelles ou collectives (p. 1480) ; rôle de l'Etat dans la conduite d'une politique industrielle en matière de réseau (p. 1481) ; **après l'article 9** : application de la législation nouvelle en fonction de la nature des services audiovisuels ; futur projet relatif au statut de l'entreprise de communication audiovisuelle (p. 1489) ; **article 11** : absence de mention de la délégation parlementaire par le rapport Moinot (p. 1494) ; extension du champ des compétences de la délégation parlementaire ; problème constitutionnel posé par l'amendement n° 382 de M. Robert-André Vivien (examen des décrets par les instances parlementaires) (p. 1495) ; **article 12** : création de la Haute Autorité ; critiques émises par l'opposition (p. 1501) ; **après l'article 12** : définition du rôle de la Haute Autorité [30 avril 1982] (p. 1531) ; **article 13** : mise en cause du président de T. F. 1 ; nécessité de transférer des responsabilités actuellement exercées par l'exécutif à la Haute Autorité (p. 1537) ; demande aux membres de l'Assemblée nationale d'éviter de citer des noms de personnes (p. 1539) ; son sous-amendement n° 516 à l'amendement n° 164 de la commission (rédactionnel) (p. 1540) : retiré ; absence de missions de la Haute Autorité en ce qui concerne la qualité des programmes (p. 1541) ; obligation de protéger les enfants et les adolescents (p. 1544) ; obligation de réserve des dirigeants des sociétés nationales de programme (p. 1545) ; son sous-amendement n° 517 à l'amendement n° 164 de la commission (supprimant les mots « à l'accès des personnes handicapées aux programmes de radiodiffusion sonores et des télévisions » dans le sixième alinéa de cet amendement) (p. 1547) : adopté (p. 1548) ; son sous-amendement n° 676 à l'amendement n° 164 de la commission (possibilité de soumettre à la Haute Autorité, afin de conciliation, les conflits relatifs à l'exercice du droit de réponse) (p. 1550) : retiré (p. 1551) ; **après l'article 13** : élaboration des cahiers des charges [3 mai 1982] (p. 1559) ; **article 14** : volonté de l'opposition de conférer à la Haute Autorité la totalité des pouvoirs de décision en matière d'utilisation des réseaux existants ou à venir (p. 1561) ; attentat commis à Romans, ville dont celui-ci est maire (p. 1563) ; **article 15** : nature du pouvoir de conciliation confié à la Haute Autorité (p. 1568) ; volonté de l'opposition de réduire ce pouvoir de conciliation ; nécessité de ne pas imposer d'obligations de conciliation à la Haute Autorité (p. 1569) ; **article 16** : problème de la communication publicitaire ; intérêt porté par le Gouvernement aux téléspectateurs (p. 1574) ; **article 17** : harmonisation des programmes ; importance accordée aux téléspectateurs par le Gouvernement (p. 1580) ; notion de qualité des émissions télévisées (p. 1583) ; distinction juridique entre la demande et l'injonction (p. 1585) ; communication des rapports du service d'observation des programmes et du centre d'études et d'opinion (p. 1588) ; **article 18** : notion d'organismes internationaux non gouvernementaux ; **article 19** : rapport annuel d'actualité de la Haute Autorité (p. 1590) ; **article 20** : composition de la Haute Autorité (p. 1593) ; reproduction de la composition du Conseil constitutionnel (p. 1594) ; son amendement n° 684 (précisant la limite d'âge des membres de la Haute Autorité) (p. 1597) ; adopté (p. 1598) ; **article 22** : caractère réglementaire de la fixation de la rémunération des membres de la Haute Autorité (p. 1603) ; **article 23** : critères de fonctionnement de la Haute Autorité (p. 1604) ; **article 24** : possibilité donnée au Gouvernement de demander une seconde délibération à la Haute Autorité ; son sous-amendement n° 695 à l'amendement n° 172 de la commission (de précision) (p. 1606) ; adopté ; son sous-amendement n° 696 à l'amendement n° 173 de la commission (de cohérence) (p. 1607) ; adopté ; recours possible devant la juridiction administrative contre les décisions de la Haute Autorité (p. 1608) ; **article 25** : travaux du Haut Conseil de l'audiovisuel ; importance du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1611) ; **article 26** : refus de créer un collège spécifique assurant la représentation de l'outre-mer au Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1619) ; représentation des syndicats au Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1620) ; absence de représentativité des associations de téléspectateurs (p. 1621) ; reconnaissance

du statut des journalistes professionnels (p. 1622); son amendement n° 520 (représentation des journalistes au Conseil national de la communication audiovisuelle) [4 mai 1982] (p. 1630) : rejeté ; non-exclusion des entreprises de communication du secteur privé du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1631); représentation de la presse écrite au conseil national (p. 1632); son sous-amendement à l'amendement n° 376 de M. Robert-André Vivien (suppression des mots « des organisations professionnelles »): adopté; représentation de T. D. F. au Conseil national (p. 1633); refus de voir les représentants des confessions religieuses siéger au Conseil national (p. 1634); son amendement n° 718 (précisant que le Conseil national comprendra sept membres représentant les grands mouvements spirituels et philosophiques) (p. 1635); obligation d'expression des communautés religieuses inscrite dans les cahiers des charges : adopté (p. 1636); tranformation de la tutelle (n° 1637); **article 28** : place de l'expression linguistique dans l'expression culturelle; volonté politique de réaliser la décentralisation du service public (p. 1643); notions d'identité et de spécificité (p. 1644); **article 29 :** conception du Gouvernement sur la régionalisation de l'audiovisuel; composition des comités régionaux de la communication audiovisuelle (p. 1653) ; composition des comités régionaux (p. 1655); représentation des courants de pensées philosophiques et spirituels dans les comités régionaux (p. 1656); non-rémunération des membres des conseils régionaux de la communication audiovisuelle (p. 1657); **avant l'article 30 :** existence d'un service public (p. 1658); **article 30 :** attachement du Gouvernement au service public (p. 1660); son amendement n° 701 (contenu des cahiers des charges) (p. 1661) : adopté (p. 1663); **article 31 :** amélioration de la qualité des émissions électorales (p. 1667); retransmission des débats des conseils généraux (p. 1669); son sous-amendement n° 729 à l'amendement n° 193 de la commission (substituant aux mots « aux formations politiques représentées à l'Assemblée nationale » les mots « aux formations politiques représentées par un groupe à l'Assemblée nationale) : adopté ; volonté du Gouvernement d'accorder un temps d'antenne aux organisations syndicales représentatives (p. 1670); son sous-amendement n° 730 à l'amendement n° 193 de la commission (précisant qu'un temps d'antenne régulier est accordé aux organisations syndicales représentatives dans des conditions fixées par la Haute Autorité) (p. 1671); volonté de ne pas multiplier les obligations de diffusion de messages politiques sur les antennes régionales : adopté (p. 1672); missions du service d'observation des programmes (p. 1674); s'élève contre les accusations de « népotisme » proférées à l'égard du Président de la République (p. 1676); **article 32 :** son sous-amendement n° 702 à l'amendement n° 194 de la commission (responsabilité de diffusion en France et vers l'étranger confiée à l'établissement public) (p. 1678) : adopté (p. 1681); **article 34 :** modalités de financement de l'établissement public de diffusion [5 mai 1982] (p. 1703); résorption des zones d'ombre (p. 1704); nécessité de conserver l'expression « taxes affectées au service public » (p. 1703); **article 35 :** suppression de toute référence au service public par l'amendement n° 555 de M. François d'Aubert; hommage rendu à la qualité des services de Radio France; création de douze stations départementales; missions remplies par Radio France grâce à sa qualité de service public (p. 1710); son amendement n° 704 (précisant que les chœurs et la maîtrise de Radio France figurent parmi les formations musicales placées sous la responsabilité de celle-ci) (p. 1711); gestion et développement des ensembles musicaux relevant de la responsabilité de Radio France : adopté après correction (p. 1712); son amendement n° 705 retiré; son sous-amendement n° 732 à l'amendement n° 202 de la commission (consultation du comité de gestion sur l'emploi des fonds inscrits au compte spécial) (p. 1713) : adopté; **après l'article 35 :** signature d'une convention collective unique pour l'ensemble des personnels du service public de la radiodiffusion (p. 1716); **article 36 :** diversité des conceptions quant à la place et au rôle du service public de la communication audiovisuelle; mise en exploitation de nouvelles techniques (satellites) (p. 1736-1737); importance de la radio et de la télévision dans les départements et territoires d'outre-mer (p. 1741); création d'une société unique chargée des programmes de radio et de télévision d'outre-mer, filiale des deux sociétés-mères (p. 1742); **article 37 :** composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes (p. 1746); importance du rôle des journalistes (p. 1753); obligation faite au conseil d'administration de veiller à l'objectivité et à l'exactitude des informations diffusées (p. 1754); **article 38 :** décentralisation de la télévision au niveau régional (p. 1759); **article 39 :** son amendement n° 726 (capital de la société prévue pour l'outre-mer); régime unique des personnels de toutes les sociétés de l'audiovisuel : adopté (p. 1767); **article 42 :** rôle de l'appareil national de production audiovisuel (p. 1774); son amendement n° 708 (rédactionnel) (p. 1776) : adopté (p. 1777); possibilité donnée à la société nationale de production de participer à des coproductions cinématographiques avec le secteur privé (p. 1779); **article 43 :** composition du conseil d'administration de la société nationale de production (p. 1782); **article 44 :** dispositions soumettant la production des sociétés nationales de programmes aux règles figurant dans les cahiers des charges; mission de la société nationale de production [6 mai 1982] (p. 1791-1792); volonté de l'opposition de limiter l'activité de production des sociétés nationales de programmes et de la société nationale de production (p. 1794); refus d'introduire des quotas de production (p. 1795); **article 45 :** missions de l'I.N.C.A. (p. 1799); **article 46 :** composition du conseil d'administration de l'I.N.C.A. (p. 1802); caractère répétitif des amendements de l'opposition (p. 1103); **article 47 :** ressources de l'I.N.C.A. (p. 1804); **article 48 :** garantie du pluralisme des expressions par les radios locales de service public; exemple de l'Alsace (p. 1808); **article 49 :** nombre des sociétés régionales de télévision (p. 1815); **article 52 :** son amendement n° 746 (rédactionnel) : adopté (p. 1834); **article 53 :** action extérieure de la France en matière de la radio et de la télévision; Radio France internationale (p. 1836); son amendement n° 743 (filialisation de Radio France internationale) (p. 1837); financement de Radio France internationale (p. 1838) : adopté; **article 55 :** son amendement n° 709 (précisant que le président de Radio France internationale est le président de la société nationale de radiodiffusion) : adopté (p. 1840); **article 56 :** échec des actions de commercialisation des productions audiovisuelles françaises vers l'étranger au cours de la période récente; création d'un organisme léger à vocation spécifique [7 mai 1982] (p. 1864); son amendement n° 748 (commercialisation à l'étranger des œuvres et documents audiovisuels) (p. 1866); adopté (p. 1867); son amendement n° 749 (commercialisation en France des productions télévisées) : adopté (p. 1863); possibilité donnée à la société prévue par cet article de commercialiser des œuvres cinématographiques (p. 1869); **article 57 :** actions de la Sofirad (p. 1872); son sous-amendement n° 761 à l'amendement n° 243 de la commission (remplaçant les mots « société financière de radiodiffusion » par les mots « des sociétés de droit privé dont l'Etat détient la majorité du capital ») : adopté; **article 58 :** composition du conseil d'administration de la société de commercialisation (p. 1873); **article 59 :** volonté de l'opposition de privilégier les intérêts privés; dépenses nouvelles entraînées par le nouveau cadre juridique (p. 1878); refus de faire supporter par les télespectateurs l'augmentation des charges; engagement pris à ce sujet par le Président de la République (p. 1879); **article 60 :** maintien du dispositif concernant la perception et la répartition des recettes provenant de la redevance pour droit d'usage [10 mai 1982] (p. 1887); caractères juridiques de ce droit d'usage (p. 1888); **article 61 :** caractère pervers du système consistant à réserver les ressources publicitaires aux seuls organismes de télévision autorisés à servir de support à cette publicité (p. 1891); rôle de la Haute Autorité en matière de répartition des recettes (p. 1893); son opposition à la consultation du Conseil national et des comités régionaux de la communication audiovisuelle en matière de répartition des ressources (p. 1894); baisse de la qualité consécutive à l'instauration de la concurrence entre les chaînes par la loi de 1974 (p. 1896); **article 62 :** répartition du produit de la redevance (p. 1899); **article 63 :** rapport annuel de la Haute Autorité sur l'ensemble des activités des organismes du secteur public; information du Parlement sur la situation financière des organismes de radio et de télévision (p. 1903); **article 64 :** nécessaire maintien des équilibres entre les médias; difficultés de la presse écrite; volume de la publicité télévisée (p. 1907); loi de 1974 (p. 1908); progressivité de l'éventuelle augmentation du volume de la publicité dans le service public (p. 1910); **article 65 :** nécessité de donner aux sociétés régionales de radiodiffusion les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de leur mission (p. 1914); **article 66 :** financement des télévisions régionales; temps d'antenne accordé à ces télévisions (p. 1915); son sous-amendement n° 750 à l'amendement n° 467 de M. Bernard Schreiner (rédactionnel); son sous-amendement n° 733 à l'amendement n° 250 de la commission (rédactionnel) (p. 1916); refus des gouvernements précédents

d'accorder aux régions les moyens de mettre en place une télévision régionale ; sous-amendement n° 750 : adopté ; sous-amendement n° 733 devenu sans objet (p. 1917) ; **article 67 :** son amendement n° 711 (d'harmonisation) (p. 1918) ; devenu sans objet (p. 1919) ; **avant l'article 68 :** son sous-amendement n° 713 à l'amendement n° 253 de la commission (déroulement des carrières des journalistes) (p. 1920) : adopté ; refus de voir figurer dans le présent texte les règles déontologiques de la profession de journaliste (p. 1921) ; **article 68 :** attention portée par le Gouvernement aux questions concernant les personnels du service public ; conséquences de la loi de 1974 ; situation des différentes catégories de personnel (p. 1923) ; son amendement n° 712 (substituant aux mots « techniques et administratifs » le mot « permanents » au début de cet article) (p. 1924) ; adopté (p. 1925) ; **après l'article 68 :** volonté du Gouvernement de ne pas porter atteinte aux conditions d'emploi dans les différents organismes du service public (p. 1932) ; cynisme des députés de la droite déposant des amendements visant à protéger les intérêts des personnels ; commission de répartition du personnel (p. 1933) ; mobilité des personnels à l'intérieur de sociétés nationales (p. 1935) ; **article 69 :** son sous-amendement n° 714 à l'amendement n° 256 de la commission (rédactionnel) ; reconnaissance du droit de grève par la loi (p. 1938, 1939) ; rejeté (p. 1941) ; **article 70 :** protection de l'industrie cinématographique (p. 1946) ; **après l'article 71 :** son sous-amendement n° 782 à l'amendement n° 260 de la commission (insérant les mots « destinées au public en général » après les mots « par voie hertzienne ») : adopté [12 mai 1982] (p. 2067) ; **article 72 :** ordonnance de juillet 1944 sur la presse (p. 2071) ; disposition permettant à la Sofirad de bénéficier de plusieurs autorisations (p. 2072) ; soumission des radios périphériques au droit commun (p. 2073) ; volonté de l'opposition de permettre la constitution de monopoles multi-médias (p. 2075) ; disposition tendant à éviter les investissements étrangers dans les opérations de communication en France et les opérations de prête-nom (p. 2076) ; **article 73 :** loi institutant la liberté pour les radios associatives locales (p. 2080) ; son amendement n° 752 (de rectification) (p. 2082) : adopté ; son amendement n° 785 (interdiction de la collecte des ressources publicitaires par les radios locales privées) ; création d'un mécanisme d'aide en faveur de radios locales associatives (p. 2083) ; adopté (p. 2085) ; **article 74 :** son amendement n° 753 (prise en compte des données géographiques et socio-culturelles [14 mai 1982] (p. 2207) : adopté ; impossibilité de mettre en place un régime d'autorisation tacite pour l'espace hertzien (p. 2208) ; **article 75 :** contenu des cahiers des charges (p. 2210) ; protection de l'industrie cinématographique française (p. 2211) ; publication par les radios locales privées d'éléments comptables vérifiables (p. 2213) ; **article 76 :** détermination de la part des publicités commerciales admissibles par le cahier des charges ; son sous-amendement n° 786 à l'amendement n° 272 de la commission (insérant les mots « en fonction des caractéristiques du service et de la zone de couverture » après les mots « le cas échéant ») ; son sous-amendement n° 787 à l'amendement n° 272 de la commission (précisant que la part de publicité commerciale ne peut excéder 80 p. 100 du montant total du financement (p. 2215); son sous-amendement n° 786 : adopté ; son sous-amendement n° 787 : adopté ; **après l'article 76 :** son amendement n° 754 (dérogation aux dispositions prévues par les articles 71 *bis* à 76 du projet) ; légalisation de la situation des radios périphériques disposant d'émetteurs sur le territoire national (p. 2217) ; adopté (p. 2218) ; **article 77 :** son amendement n° 755 (durée pour laquelle sont délivrées les autorisations) ; son sous-amendement à l'amendement n° 274 de la commission (insérant le mot « minimale » après les mots « pour une durée » dans cet amendement) (p. 2220) ; son sous-amendement : adopté ; son amendement n° 755 : retiré ; son amendement n° 792 (étendant aux articles 72, 73 et 87 les dispositions fixées par cet article) (p. 2221) : adopté (p. 2222) ; **article 78 :** travaux de la commission consultative des fréquences (p. 2223) ; **avant l'article 79, article 79, après l'article 79, article 80 :** demande la réserve du titre V du projet jusqu'après l'article 96 ; problème de la diffusion des œuvres cinématographiques ; absence de M. Jack Lang retenu au Festival de Cannes ; **répond au rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien (p. 2224) ; **article 82 :** son sous-amendement n° 794 à l'amendement n° 665 de M. Claude Estier (créant une société chargée de gérer les services informatiques des organismes visés au titre III de la présente loi) : adopté (p. 2227) ; **article 83 :** extension aux journalistes des entreprises de communication audiovisuelle des dispositions du code du travail [15 mai 1982] (p. 2231) ; se déclare favorable aux sociétés de rédacteurs (p. 2232) ; **article 84 :** recouvrement de la redevance pour droit d'usage des postes de télévision (p. 2233) ; **article 85 :** importance de la fraude à la redevance (p. 2234, 2235) ; **article 86 :** retire cet article ; **article 87 :** protection des droits des créateurs (p. 2236) ; **article 90 :** son amendement n° 795 (nomination des membres de la première Haute Autorité) : adopté ; **après l'article 90 :** son amendement n° 796 (réunion, à titre transitoire, du Conseil national de communication audiovisuelle) (p. 2240) ; dispositions transitoires fixant les règles de la désignation des représentants du personnel (p. 2241) ; **après l'article 92 :** absence de mesures de licenciement consécutives à l'adoption du présent projet de loi ; garanties du personnel (p. 2243) ; **après l'article 93 :** son amendement n° 797 (mesures transitoires applicables aux établissements publics régionaux) : adopté (p. 2244) ; **article 95 :** dispositif prévu par le Gouvernement en faveur de la radio-télévision d'outre-mer ; **article 96 :** abrogation automatique de la loi de 1974 (p. 2245) ; maintien, à titre transitoire, des responsabilités de l'autorité et des institutions existantes ; son amendement n° 798 (excluant de l'abrogation les articles 23, 27, 28, 29, 30 et 31 de la loi de 1974) : adopté ; son amendement n° 788 (dispositions transitoires) : adopté ; **répond au rappel au règlement de M. Robert-André Vivien :** présence de M. Jack Lang à la prochaine séance (p. 2247) ; **demande de seconde délibération :** son opposition à la demande de seconde délibération de l'article 56 du projet de loi formulée par M. Jacques Toubon (p. 2266) ; **ses observations après les explications de vote :** ouverture de libertés nouvelles ; ouverture de la communication audiovisuelle au génie créatif ; création de la Haute Autorité et du Conseil national de la communication audiovisuelle ; volonté du Gouvernement de faire entrer la France dans l'ère nouvelle de la communication au service des Français (p. 2271).

Deuxième lecture, discussion générale : modifications proposées par le Sénat [6 juillet 1982] (p. 4205) ; mise en place de la quatrième chaîne (p. 4206).

Discussion des articles : **article 13** *bis* . son amendement n° 71 (pouvoirs de la Haute Autorité en matière de cahier des charges) : adopté (p. 4212) ; **article 16 :** équilibre entre la production cinématographique et l'exploitation audiovisuelle (p. 4214) ; **article 19 :** son amendement n° 72 (contenu et mode de publicité du rapport annuel de la Haute Autorité) (p. 4215) ; adopté après modification (p. 4216) ; **article 20 :** composition de la Haute Autorité (p. 4217).

Troisième lecture, discussion générale : demande à l'Assemblée nationale de confirmer ses votes précédents ; caractère fructueux du travail des deux Assemblées [8 juillet 1982] (p. 4349).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* politique de la communication pour la France ; loi sur la communication audiovisuelle ; rôles et moyens de la Haute Autorité de l'audiovisuel ; Conseil national de la communication audiovisuelle ; transformation des stations de télévision existantes en sociétés régionales ; radios locales ; initiatives locales en matière de communication ; dialogue social ; nécessité pour la presse écrite de s'adapter aux évolutions ; compétition entre les programmes conduisant à un gaspillage de moyens [19 novembre 1982] (p. 7445) ; création d'un nouveau programme de télévision différent de celui des trois chaînes ; réseau câblé ; création et diffusion de programmes relatifs à la vie locale ; satellites ; incidences du développement des systèmes de communication par satellite sur la capacité de création et sur la presse imprimée ; création d'une mission interministérielle sur la capacité de création française ; société française de production ; nécessité d'assurer une meilleure commercialisation à l'étranger de nos productions ; rémunération de la diffusion des œuvres cinématographiques (p. 7446) ; diminution du nombre de films diffusés par la télévision ; augmentation de la proportion de films français diffusés ; projet de réforme du statut des entreprises de communication ; concertation relative à ce projet incluant la presse écrite et les radios privées locales ; école supérieure de journalisme de Lille ; régime fiscal de la presse ; recettes de publicité à la télévision ; introduction de la publicité à FR 3 ; augmentation de la taxe-redevance-télévision ; exonération pour les personnes âgées ne payant pas d'impôts ; dépenses de fonctionnement des organismes de service

public (p. 7447) ; sociétés de radiotélévision outre-mer ; Radio-France internationale ; décentralisation du service public ; politique de communication (p. 7448).

Répond à la question de :

— *M. Alain Bonnet :* dispositions en faveur des sourds et des malentendants (p. 7448) ; sous-titrages utilisant le système Antiope ; problèmes de coût ; possibilités de préfinancement ; introduction de la publicité sur les stations régionales de FR 3 ; entreprises de presse quotidienne régionale ; magnétoscopes compacts (p. 7449).

— *M. François Loncle :* non-ingérence du ministre dans la vie professionnelle des journalistes (p. 7450).

— *M. Bernard Schreiner :* Agence France-Presse (A.F.P.) ; aspect financier ; création de nouveaux services ; vocation internationale de l'agence (p. 7453).

— *Alain Richard :* création de radios départementales par Radio-France ; personnel des services radios de FR 3 (p. 7454) ; réseau des radios régionales ; volonté d'assurer une couverture aussi complète que possible de l'ensemble du territoire ; radios privées (p. 7454).

— *Roland Nungesser :* compétence exclusive de la Haute Autorité pour faire respecter les règles de pluralisme et d'indépendance à la radio-télévision (p. 7454).

— *Jacques Toubon :* rôle de la Haute Autorité pour la création des réseaux par câbles de portée locale (p. 7454) ; nouveaux droits de la communication ; responsabilités de la Haute Autorité (p. 7455).

— *Georges Tranchant :* taxe sur les magnétoscopes ne s'appliquant pas aux appareils de prises de vue (p. 7455).

Examen des crédits : 1. — Services généraux : **état B, titre III :** procédure de saisine de la Haute Autorité (p. 7456) ; radios privées (p. 7457) ; tarifs de l'agence France-Presse non fixés pour 1983 ; traite M. Toubon de « menteur » (p. 7458) ; crédits des services du Premier ministre (p. 7459) ; **état E, ligne 61 :** création de la taxe sur les magnétoscopes ; politique industrielle ; usage des magnétoscopes essentiellement consacré à la reproduction des programmes télédiffusés (p. 7461) ; **article 50** inclusion de la taxe sur les magnétoscopes dans la redevance télévision (p. 7463) ; attitude du Gouvernement précédent à l'égard des radios libres ; hostilité de l'opposition à la société de commercialisation, aux radios privées, et à la décentralisation télévisuelle ; opposition du Gouvernement à toutes modifications des crédits budgétaires prévus par l'article 50 (p. 7464) ; son amendement n° 233 (tendant à substituer à la fin du 7' alinéa de l'article 50, aux mots « départements et territoires d'outre-mer » le mot « outre-mer » ; amendement rédactionnel ; adopté (p. 7467) ; son amendement n° 225 (extension aux magnétoscopes de l'ensemble des dispositions fiscales existantes pour les récepteurs de télévision) (p. 7469) ; taxe assise sur les appareils et non sur les bandes (p. 7470) ; même réglementation applicable aux magnétoscopes et aux téléviseurs (p. 7471) ; ambiguïté de la rédaction initiale et moyens d'y remédier (p. 7472) ; interprétation fallacieuse de M. Alain Madelin de ses propos (p. 7473) ; amendement adopté après modifications.

FILLON (François)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
R.P.R.
Secrétaire d'âge.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **fermeture d'une usine du groupe Hutchinson dans la Sarthe ;** entreprise Sitec à Précigné dans la Sarthe ; part des capitaux publics dans le groupe Hutchinson ; rôle des entreprises nationalisées dans la lutte contre le chômage [6 octobre 1982] (p. 5457).

orale sans débat : (n° 223) tabacs et allumettes (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (posée le 14 juin 1982) appelée le 18 juin 1982 : **personnels de la S.E.I.T.A. :** droits acquis des cadres de la S.E.I.T.A. ; barème d'avancement ; application de l'article 5 de la loi du 2 juillet 1980 ; situation de l'usine des tabacs du Mans (p. 3612, 3613).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739).**

Première lecture, discussion générale : création du corps des I.T.E.F. en 1976 pour assurer aux techniciens du ministère de la défense un débouché au sein d'un corps de fonctionnaires de catégorie A [21 avril 1982] (p. 1226) ; travaux de la commission présidée par l'ingénieur général Picard ; amendements déposés en 1980 par le groupe socialiste visant à l'élargissement du recrutement du corps des I.T.E.F. ; vote favorable du groupe R.P.R. ; qualité du corps des I.T.E.F. ; sa demande de renvoi en commission soumise à l'Assemblée nationale (p. 1227) ; engagement pris par le ministre de la défense de communiquer à la commission le rapport Picard ; information du Parlement ; retire sa motion de renvoi en commission (p. 1231).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articlees : **article 73 :** augmentation de la portée minimale autorisée des radios locales [12 mai 1982] (p. 2080).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* importance des annulations de crédits d'octobre 1982 ; rupture de l'action gouvernementale en matière de défense ; sacrifice de la défense dans le présent projet de budget [12 novembre 1982] (p. 7107) ; augmentation des dépenses de fonctionnement au détriment des dépenses d'investissement ; réduction des crédits d'étude et de recherche ; absence de rattrapage des retards pris dans l'exécution de la loi de programme ; suppression d'emplois dans l'industrie d'armement ; priorité donnée à la dissuasion nucléaire ; « pacifisme » du parti communiste ; opposition du parti communiste à la bombe à neutrons ; réforme du service national (p. 7108) ; réduction des effectifs de la première armée ; présence de l'armée française en R. F. A. (p. 7109).

Examen des crédits : **article 31 :** son amendement n° 153 (réduction des crédits) ; rend hommage au S. I. R. P. A. ; information du Parlement sur les problèmes de défense (p. 7122) ; rejeté (p. 7123) ; **article 32 :** problème des porte-avions (p. 7125).

FITERMAN (Charles)

Ministre d'Etat, ministre des transports.

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876)** [18 mai 1982].

Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [21 septembre 1982].

Projet de loi modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1079)** [21 septembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Roger Corrèze : déviation de la route nationale 76 :** intérêt de l'aménagement de la route Tours-Vierzon dite route « Suisse—Océan » ; déviations de Saint-Georges-sur-Cher et de Selles-sur-Cher [14 avril 1982] (p. 1117) ;

— **M. Robert Montdargent : développement de la « famille » Airbus :** réalisation en commun par les deux sociétés Aéritalia et L'Aérospatiale française d'un avion de transport régional ; programme Airbus et coopération euro-

péenne ; avenir du nouvel appareil A 320 ; poursuite des travaux préparatoires de lancement [5 mai 1982] (p. 1720) ; choix des moteurs (p. 1721) ;

— **M. Marc Lauriol : personnel du service des examens du permis de conduire :** difficultés du secteur des auto-écoles liées aux modalités d'attribution des places aux auto-écoles pour les passages de l'examen du permis de conduire ; politique de l'emploi du Gouvernement : priorité aux emplois productifs [5 mai 1982] (p. 1724) ;

— **M. Luc Tinseau : « voyageurs - travailleurs » :** suppression de la prime de transport [26 mai 1982] (p. 2594) ; hausse des tarifs d'abonnement ; problèmes posés par une extension du périmètre dans lequel peuvent être délivrées des cartes hebdomadaires de transport (p. 2595) ;

— **M. René Rieubon : liaison Trans-Manche :** groupe de travail sur la liaison fixe Trans-Manche ; conclusions de ce groupe suggérant le forage d'un double tunnel ; conséquences de ce projet sur la région Nord - Pas-de-Calais [16 juin 1982] (p. 3458, 3459) ;

— **M. René Rieubon : production de matériel ferroviaire :** importance du développement des transports ferroviaires ; investissements dans ce secteur ; T. G. V.-Atlantique ; contrats conclus avec l'étranger, en particulier avec l'Algérie [1er décembre 1982] (p. 7858) ;

orales sans débat de :

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 134) : mise à quatre voies de la R. N. 4 ;** suppléé par M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants : conditions de circulation sur la R. N. 4 ; stagnation des investissements consacrés à l'aménagement de cette route au cours des dernières années ; volonté du ministre des transports d'en poursuivre la modernisation ; travaux actuellement en cours ; future déviation de Vitry-le-François ; mise en service du créneau de Connantré ; doublement de la déviation de Sézanne [23 avril 1982] (p. 1295) ;

— **M. Jean Le Gars (n° 152) : projet de garde à Sartrouville :** réouverture de la « grande ceinture » ; priorité accordée au développement des transports collectifs urbains en banlieue ; éventuelle utilisation des tramways [30 avril 1982] (p. 1512) ;

— **M. Emmanuel Hamel (n° 165) : transport routier :** inquiétude des transporteurs routiers ; récession touchant l'ensemble des modes de transport ; problèmes liés à la fiscalité ; revalorisation des tarifs marchandises compte tenu de la sous-tarification généralisée [7 mai 1982] (p 1856, 1857) ;

— **M. Pierre Lagorce (n° 178) : avantages attachés à la carte « Vermeil » :** double tarification de la S. N. C. F. ; comparaison avec les autres cartes de réduction [14 mai 1982] (p. 2172) ;

— **M. Gérard Collomb (n° 180) : transports en commun dans l'agglomération lyonnaise :** succès du métro de Lyon ; grandes orientations d'une politique des transports urbains [14 mai 1982] (p. 2173) ; extension du réseau lyonnais (p. 2174) ;

— **M. Daniel Benoist (n° 179) : aménagement de la R. N. 7 à Nevers :** construction d'un deuxième pont ; contournement complet de la ville de Nevers [14 mai 1982] (p. 2174) ; mise à quatre voies de la R. N. 7 (p. 2175) ;

— **M. Jean Briane (n° 213) : Lignes aériennes de troisième niveau :** prise en compte des lignes aériennes intérieures dans le projet de loi d'orientation des transports intérieurs ; diversité des entreprises assurant des transports sur les lignes aériennes internes ; responsabilité des régions en la matière ; financement de l'exploitation des lignes [11 juin 1982] (p. 3267).

INTERVENTIONS

— **Ses observations lors des rappels au règlement** de MM. Jean Falala, Jean-Paul Fuchs, Jean-Marie Daillet, Pierre Guidoni et Robert Montdargent (attentat de la rue Marbeuf) : s'associe à l'émotion manifestée par l'Assemblée nationale ; exprime son indignation personnelle ainsi que celle du Gouvernement ; volonté du Gouvernement de prendre toutes les mesures pour retrouver les coupables et assurer la sécurité des biens et des personnes [22 avril 1982] (p. 1250).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur (n° 763).**

Première lecture, discussion générale : qualité du transport aérien français ; indemnisation des victimes d'accidents graves ; régime uniforme de responsabilité pour l'ensemble du transport aérien ; limite de l'application de la convention de Varsovie ; mesures prises par les pays européens ; fixation de la limite de responsabilité au plan international 80 000 D T S ; conséquences de la hausse du dollar ; incidence du flottement du D T S sur les primes d'assurance [22 avril 1982] (p. 1251).

— **Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° 80).**

Deuxième lecture, discussion générale : souci de protéger les animaux mais de ne pas mettre en cause les libertés individuelles des personnes ; approuve la disposition introduite par le Sénat ; cohérence entre la réglementation applicable aux locaux et celle régissant les véhicules ; problèmes liés au transport des animaux de compagnie dans les voitures particulières [22 avril 1982] (p. 1252).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Première lecture, discussion générale : politique globale des transports et projet de loi d'orientation des transports intérieurs ; institution d'un droit au transport ; priorité au développement des transports publics ; politique globale d'aménagement des centres urbains [25 juin 1982] (p. 3926) ; mise en œuvre du principe selon lequel les coûts liés au transport collectif doivent être pris en compte par les bénéficiaires réels ; extension du versement transport aux villes de plus de 50 000 habitants ; participation des employeurs au financement du transport collectif par la prise en charge partielle des frais de déplacement de leurs salariés entre leur domicile et leur lieu de travail ; suppression de l'obligation pour les employeurs de verser à leurs salariés la prime de transport en région parisienne (p. 3927) ; soutien de la croissance économique des participations à la réduction des inégalités sociales par la politique des transports ; problème de l'accroissement des charges des entreprises (p. 3931) ; extension de la carte émeraude à de nouveaux titulaires (p. 3932).

Discussion des articles : **article 1er :** abaissement a 30 000 habitants du seuil de population au-delà duquel peut être perçue la taxe versement transport ; **article 2 :** fixation du taux de la taxe versement transport à 0,5 p. 100 dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants ; prise en compte des ressources des collectivités locales, des schémas de développement régionaux et départementaux, des contrats de développement avec des agglomérations et de leur mode de financement (p. 3933) ; **article 3 :** problème de l'équilibre au plan national des différents taux du versement transport ; entrée en vigueur de la loi (p. 3934) ; **article 5 :** son amendement n° 16 (suppression de la référence au code du travail) (p. 3935) : adopté ; demande une seconde délibération de l'article 2 du projet de loi.

Seconde délibération : **article 2 :** son amendement n° 1 (abaissement à 30 000 habitants du seuil de population à partir duquel peut être instauré le versement transport) : adopté (p. 3936).

Deuxième lecture, discussion générale : rejet du texte par le Sénat [22 juillet 1982] (p. 4657).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 1 (date d'entrée en vigueur des présentes dispositions) : adopté [23 juillet 1982] (p. 4742).

— **Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).**

Première lecture, discussion générale : problème de la destination du fonds spécial (travaux urbains) ; problème de la circulation urbaine ; information et consultation des collectivités locales [12 juillet 1982] (p. 4439).

Troisième lecture, discussion générale : absence de détournement de la procédure budgétaire [23 juillet 1982] (p. 4740).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1079).**

Première lecture, discussion générale : harmonisation de la date d'application de l'entrée en vigueur de la prise en charge partielle par les employeurs des titres de déplace-

ment en région Ile-de-France avec celle de la suppression de l'obligation de versement de la prime de transport; préconise le remboursement par l'employeur des titres de transport directement achetés par les bénéficiaires [21 septembre 1982] (p. 4994).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs** (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : établissement des bases d'une politique globale des transports; nouveau statut de la S.N.C.F.; rôle des transports dans la vie des hommes; dégradation des conditions de travail et de sécurité; clarification de l'encadrement juridique; définition d'une base législative permettant une action à long terme; démarche rejetant le libéralisme et le centralisme; recul du rail et de la voie d'eau [12 octobre 1982] (p. 5638); bases assainies sur lesquelles doit se maintenir la concurrence; rénovation de la notion de service public; développement de l'objectif de sécurité; rôle des transports en matière d'amélioration de la compétitivité économique sur les marchés internationaux (p. 5639); création du droit au transport; financement d'infrastructures contribuant au désenclavement de certaines régions (régions de montagne); problème de la circulation; contribution de l'Etat et des collectivités publiques; problème des transports de marchandises; respect de la vérité des prix; recherche d'une meilleure complémentarité entre les différents modes de transport; amélioration des conditions de travail; élévation de la formation et de la qualification (p. 5640); nouveau statut de la S.N.C.F.; renaissance du rail; concours financier apporté par l'Etat au fonctionnement et au développement de la S.N.C.F.; transports routiers; juste rémunération des transporteurs; remise en ordre de la sous-traitance; suppression du tractionnariat; revalorisation de la profession de conducteur routier; problèmes du transport fluvial; mise en place d'un schéma directeur pour l'amélioration et le développement des voies navigables et d'un plan de modernisation de la batellerie (p. 5641); concertation ayant précédé l'élaboration du présent projet de loi (p. 5642); modification de la définition du transport aérien (p. 5661); importance de l'héritage en matière de transport; réalisation du T.G.V. et de l'Airbus; régression des activités et des effectifs de la S.N.C.F.; absence de desserte ferroviaire efficace de l'aéroport de Roissy; coût des autoroutes (p. 5662); importance de la voie d'eau; mise en place d'un service public modernisé; problèmes des chauffeurs routiers (p. 5663); réfute la déclaration selon laquelle les transporteurs routiers seraient sur le point d'organiser des mouvements sociaux (p. 5664).

Discussion des articles : **article 1er** : amélioration de l'efficacité et de la compétitivité du système français de transports; définition des transports publics (p. 5666); son amendement n° 1 (rôle des transports dans la défense du pays) : adopté; son amendement n° 352 (précisant que le système des transports intérieurs concourt au développement économique et social de la nation) (p. 5667) : adopté; son amendement n° 2 (précisant que le système des transports concourt à l'expansion des échanges européens) : adopté; volonté de l'opposition de supprimer le droit au transport (p. 5668); son amendement n° 364 (reconnaissant à l'usager la faculté d'exécuter lui-même le transport de ses biens) : adopté (p. 5669); garanties apportées aux transporteurs (p. 5670); **article 2** : contenu du droit au transport (p. 5674); précision que le Chaix n'existe plus (p. 5675); son sous-amendement n° 365 à l'amendement n° 24 de la commission (précisant que des mesures particulières peuvent êtres prises en faveur des personnes à mobilité réduite) : adopté (p. 5677); situation des îles du Ponant (p. 5678; **article 3** : évolution du monde des transports; problème des coûts économiques réels et des coûts sociaux (p. 5680); son amendement n° 3 (prise en compte des besoins de la défense) : adopté (p. 5683); nouvelle base d'une concurrence loyale dans le domaine des transports (p. 5685); son opposition à l'amendement n° 28 de la commission; son amendement n° 343 (rédactionnel) (p. 5686) : retiré; attachement du gouvernement au principe d'une planification nationale; utilisation de la procédure des contrats de plan (p. 5687); **article 4** : rôle des collectivités territoriales en matière de mise en œuvre de la politique globale des transports (p. 5689); problème du transport des marchandises; contenu du schéma directeur des voies navigables (p. 5690); respect des choix faits par les collectivités locales; priorité à donner au développement des transports collectifs; possibilité d'initiative des collectivités territoriales (p. 5691); **article 5** : sa conception du service public des transports [13 octobre 1982] (p. 5700); son amendement n° 5 (organisation des transports pour la défense) : adopté; son amendement n° 354 (développement de l'information sur le système de transport) : devenu sans objet; son amendement n° 6 (développement de l'information de nature à faciliter la réalisation des objectifs du système de transport) : devenu sans objet (p. 5702); refus de transférer à l'Etat toute l'exécution des missions de service public; son amendement n° 366 (précisant que la liberté de gestion des entreprises privées est garantie par l'Etat) : adopté (p. 5703); **article 6** : notion de coût réel (p. 5704); développement des entreprises de transport privées (p. 5705); **article 7** : difficultés subies par la plupart des entreprises de transport régulier de voyageurs; possibilité de radier certaines entreprises du registre des transporteurs publics (p. 5708); nécessité d'éviter l'arbitraire; garanties dont bénéficieront les contrevenants éventuels (p. 5709); son amendement n° 7 (précisant que les entreprises de transport public de personnes doivent, pour être inscrites à un registre tenu par les autorités de l'Etat, produire une attestation de capacité professionnelle); garanties financières; qualité du débat (p. 5710); adopté; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté (p. 5712); son amendement n° 9 (moyens mis en œuvre pour promouvoir le transport public des personnes) (p. 5712); adopté; son amendement n° 10 (de conséquence) : adopté; avantages constitués par la mise en place d'un service de transport urbain par les centres commerciaux et les entreprises (p. 5713); caractère obligatoire de la convention; autorité compétente pour définir la politique tarifaire (p. 5714); **article 8** : rétribution de chaque intervenant en fonction de sa contribution à l'activité de transport (p. 5716); article correspondant à la réglementation européenne; rôle des affréteurs (p. 5754); niveau de la garantie financière (p. 5755); représentation des usagers au sein du conseil national des transports (p. 5756); exercice de la profession de commissionnaire de transport; rémunération des auxiliaires de transport (p. 5757); **article 9** : son amendement n° 11 (compétences de l'Etat en matière de réglementation sociale et de sécurité) : adopté (p. 5765); son amendement n° 12 (précisant que les opérations de transport ne doivent pas être conduites dans des conditions incompatibles avec la réglementation des conditions de travail et de sécurité) : adopté; responsabilité de l'affréteur (p. 5766); **article 10** : application des dispositions du code du travail aux salariés chargés de la conduite lors des opérations de transport (p. 5767); problème des clauses de rémunération; son amendement n° 367 (dispositions applicables aux agents non salariés) : adopté (p. 5768); respect des règles communautaires; **article 11** : application de l'ordonnance sur la réduction de la durée du travail (p. 5769); suppression de certaines équivalences dans le domaine du transport routier (p. 5770); consultation des organisations professionnelles et syndicales (p. 5771); **article 12** : son amendement n° 309 (rédactionnel) : adopté; son amendement n° 13 (précisant que le second alinéa de cet article concerne les salariés) : adopté (p. 5772); **article 13** : mise en place d'une commission paritaire par département (p. 5774); autonomie des commissions paritaires (p. 5775); **article 14** : choix d'infrastructure opéré par les pouvoirs publics (p. 5779); son amendement n° 14 (prise en compte des nécessités de la défense) : adopté; son amendement n° 15 (prise en compte des flux de transport nationaux et internationaux) (p. 5779); son sous-amendement n° 380 à l'amendement n° 54 de la commission (précisant que les évaluations sont rendues publiques avant l'adoption définitive des projets concernés) (p 5780); établissement des schémas directeurs (p. 5781); compatibilité des schémas directeurs et des schémas de développement des transports; place des schémas directeurs dans la loi de plan (p. 5782); développement de tous les modes de transport; **après l'article 14** : volonté du Gouvernement de soutenir l'activité des entreprises locales de travaux publics (p. 5783); **article 15** : taxe à l'essieu (p. 5784); création de toute taxe nouvelle par la loi (p. 5785); **article 16** : mission des comités régionaux et départementaux de transport; mission du conseil national des transports (p. 5786); caractère réglementaire des dispositions contenues dans l'amendement n° 219 de M. Bergelin (p. 5787); **article 17** : son sous-amendement n° 382 à l'amendement n° 60 de la commission (composition du conseil national des transports); son amendement n° 362 (même objet) (p. 5788); devenu son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 60 de la commission; adopté; son sous-amendement n° 382 adopté; son amendement n° 368 (composition des comités régionaux et départementaux) : adopté (p. 5789); son amendement n° 343

(conditions des sanctions et de la radiation) (p. 5790); adopté (p. 5791) ; **article 18** : rappelle l'histoire de la S.N.C.F. ; importance des réalisations techniques ; nouveau statut de la S.N.C.F. ; réouverture de lignes abandonnées (p. 5793, 5794) ; maintien de l'appellation de la société nationale des chemins de fer français ; stabilisation des effectifs de la S.N.C.F. (p. 5795) ; refus de flanquer la S.N.C.F. d'une commission spéciale (p. 5796) ; **article 19** : remise de biens de l'ancienne S.N.C.F. au nouvel établissement public [14 octobre 1982] (p. 5801) ; **article 20** : possibilité pour certains biens d'être repris à la S.N.C.F. (p. 5802) ; **article 21** : participation des usagers à la gestion de la S.N.C.F. ; désignation des représentants des salariés au conseil d'administration (p. 5802, 5803) ; représentation des usagers au conseil d'administration ; cas des salariés des filiales (p. 5804) ; **article 22** : son amendement n° 16 (convention passée entre la région et la S.N.C.F.) (p. 5805) ; adopté (p. 5806) ; **article 24** : signification de la contribution financière apportée par l'Etat à la S.N.C.F. (p. 5810) ; nécessité d'une nouvelle politique ferroviaire ; affectation du concours financier de l'Etat à la S.N.C.F. au service public (p. 5811) ; son amendement n° 339 (précisant les objectifs visés par l'Etat (p. 5812) ; adopté ; **article 25** : son sous-amendement n° 372 à l'amendement n° 66 de la commission (supprimant le mot « analytique ») : adopté (p. 5813) ; **article 27** : problème des transports scolaires ; constatation du périmètre urbain ; son sous-amendement n° 373 à l'amendement n° 303 de M. Gaillard (insérant les mots : « dans le cas où le plan départemental est concerné », après les mots « conseil général ») (p. 5814) ; adopté (p. 5815) ; **article 28** : contenu des plans de déplacements urbains (p. 5816) ; son amendement n° 17 (mention du stationnement parmi les objectifs du plan de déplacements urbains) : adopté ; son sous-amendement n° 381 à l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la seconde phrase de cet amendement) : retiré (p. 5817) ; son amendement n° 383 (précisant que les responsables des travaux de voirie sont chargés de la mise en œuvre des prescriptions du plan de déplacements urbains) : adopté (p. 5818) ; **article 29** : son amendement n° 18 (suppression de la référence faite aux transports scolaires) : adopté [15 octobre 1982] (p. 5864) ; **article 30** : son amendement n° 19 (entrée en vigueur des présentes dispositions) : adopté (p. 5867) ; **article 31** : accueil favorable reçu par cet article de la part des professionnels ; refus du Gouvernement d'utiliser les autorisations comme moyen autoritaire de régulation (p. 5868) ; volonté du Gouvernement d'aider les entreprises à s'insérer dans le progrès ; **article 32** : soumission des commissionnaires à déclaration (p. 5869) ; **après l'article 32** : refus de soumettre à déclaration les entreprises assurant leurs transports pour leur propre compte (p. 5870) ; **article 33** : calcul du temps de chargement et de déchargement ; **article 34** : son amendement n° 20 (substituant aux mots « avec ses propres moyens à l'aide de ses préposés » les mots « à l'aide de ses préposés ») (p. 5871) ; adopté élargissement des cas dans lesquels la sous-traitance est possible (p. 5872) ; nécessité de ne pas accroître le chômage dans le domaine des transports (p. 5873) ; **article 36** : refus d'uniformiser les tarifications (p. 5874) ; **article 37** : durée des autorisations ; nécessité d'éliminer les aspects malsains de la situation actuelle (p. 5875) ; son amendement n° 374 (insérant les mots « de la totalité » après le mot « indépendamment » dans la seconde phrase du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 5876) ; **article 40** : restauration de la voie d'eau ; qualités spécifiques de la voie d'eau (p. 5879) ; aménagement de Rhône-Fos ; contournement de Mâcon ; création de la chambre nationale de la batellerie artisanale ; nécessité de fixer des priorités en matière de restauration, d'adaptation et d'extension des réseaux (p. 5880) ; **article 43** : son amendement n° 21 (précisant quels transports ne relèvent pas du transport aérien public) : adopté ; son amendement n° 310 (incluant dans les groupements concluant des conventions les établissements publics) ; nécessité de tenir compte du cas de la Corse ; adopté (p. 5882) ; **article 45** : définition des transports intérieurs (p. 5883) ; assujettissement de certaines entreprises étrangères à la loi française ; **après l'article 47** : future loi d'orientation de la montagne ; **article 48** : son amendement n° 22 (abrogation de l'article 7 de la loi 79-475 du 19 juin 1979 relatif au transport public d'intérêt local : adopté (p. 5884).

Seconde délibération du projet de loi ; **article 3** son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 5885) ; **article 17** : son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 5886).

Ses observations après les explications de vote : attitude de l'opposition ; amélioration du projet de loi grâce aux amendements adoptés par l'Assemblée nationale (p. 5888, 5889).

Deuxième lecture, discussion générale : accroissement des capacités du transport routier ; conformité du présent projet de loi vis-à-vis de la réglementation européenne [16 décembre 1982] (p. 8424).

Discussion des articles : **article 1er** : affirmation du droit au transport (p. 8425) ; **article 5** : notion de service public des transports (p. 8428) ; rétablissement du mot « public » dans la rédaction de cet article (p. 8429) ; **article 7** : gestion de la S.N.C.F. ; principe du conventionnement (p. 8430) ; **article 8** : notion d'auxiliaire des transports ; incription de droit sur les registres des titulaires d'une licence de commissionnaire de transport (p. 8432) ; **article 10** : maintien de l'activité des artisans du secteur du transport (p. 8433) ; **article 13** : présidence de la commission créée par cet article ; **article 14** : refus de l'Etat de se substituer aux investisseurs privés (p. 8434) ; élaboration de schémas directeurs d'infrastructures ; **article 15** : son amendement n° 105 (participation des différentes catégories de bénéficiaires au financement d'infrastructures nouvelles) ; problème des péages ; adopté (p. 8435) ; **article 18** : son amendement n° 106 (autonomie financière des filiales dans le cadre des objectifs du groupe S.N.C.F.) : adopté (p. 8437) ; **article 24** : concours financier de l'Etat à la S.N.C.F. ; objet du contrôle économique, financier et technique de la gestion de la S.N.C.F. (p. 8439) ; **article 29** : organisation des services occasionnels (p. 8441) ; **article 30** : indemnisation des expropriations (p. 8442) ; possibilités de versement d'indemnités en cas de préjudice subi par une entreprise (p. 8443) ; **article 34** : développement du tractionnariat (p. 8445) ; **article 36** : importance de la concertation avec les professionnels (p. 8446) ; **article 37** : procédure de délivrance des autorisations (p. 8447) ; **article 45** : son amendement n° 109 (application de la présente loi au regard du traité de Rome) : adopté (p. 8449).

Seconde délibération du projet de loi : **article 14** : son amendement n° 2 (de regroupement) : adopté ; **article 42** : son amendement n° 1 (mission de l'Office national de la navigation) (p. 8450) ; adopté (p. 8451).

Troisième lecture, discussion générale : effort engagé par le Gouvernement en faveur du système de transport ; création des conditions d'un véritable droit au transport ; amélioration des transports publics ; création de la nouvelle S.N.C.F. [18 décembre 1982] (p. 8514).

Ses observations après les explications de vote : volonté du Gouvernement de remédier aux difficultés connues par les entreprises de transport de voyageurs ; exemple du transport scolaire (p. 8520).

— **Aménagement de l'ordre du jour** : examen du projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureau ou à usage professionnel dans la région Ile-de-France [14 octobre 1982] (p. 5800).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. Discussion générale : importance du projet de loi d'orientation des transports intérieurs ; caractère positif de la politique menée par le Gouvernement [16 novembre 1982] (p. 7240) ; augmentation du projet de budget du ministère des transports ; importance des transports pour l'économie nationale ; création de la direction des affaires économiques, financières et administratives ; choix des titres des journaux mis à la disposition des usagers des avions d'Air Inter ; développement de l'utilisation des transports publics ; droit de grève accordé aux contrôleurs aériens ; réforme des sociétés d'autoroute (p. 7241) ; remboursement partiel de la carte orange ; priorité donnée aux transports collectifs urbains et interurbains ; rôle du fonds spécial de grands travaux ; importance du service hivernal ; progression des crédits destinés aux programmes aéronautiques civils ; projet de l'avion de transport régional (p. 7242) ; crise du transport aérien ; faillite de la société Laker en Grande-Bretagne ; dotation en capital accordée par l'Etat à Air France ; reconquête du marché intérieur ; absence de désengagement de l'Etat ; difficultés en matière de conception des moteurs des avions en projet (p. 7243) ; effort consenti au profit de l'aviation légère ; priorité accordée aux transports collectifs urbains et interurbains ; développement du chemin de fer ; situation financière de la S.N.C.F. (p. 7244) ; absence de discrimination à l'égard du transport routier ;

refus de maintenir les transporteurs routiers dans de mauvaises conditions de travail ; travaux de la commission Grégoire ; développement de la batellerie ; création d'emplois d'inspecteur du permis de conduire ; renforcement de la sécurité de la navigation aérienne ; situation des services de la météorologie (p. 7245) ; rôle de l'organisme national de la sécurité routière ; manque de conviction des orateurs de l'opposition (p. 7246).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Bas :* maintien de la délégation à l'espace aérien (p. 7246) ;

— *M. Roland Nungesser :* problème des liaisons fluviales Seine-Nord et Seine-Est (p. 7247) ;

— *M. Roland Vuillaume :* amélioration des liaisons ferroviaires internationales ; arrêt des T.G.V. aux frontières (p. 7247) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* projet de liaison Rhin-Rhône (p. 7247) ; fonctionnement de la compagnie nationale du Rhône (p. 7248) ;

— *M. Pierre Forgues :* problèmes de l'aviation civile ; création d'un planeur-école biplace français ; appui apporté à la Socata (p. 7248) ;

— *M. Augustin Bonrepaux :* effort accompli par l'Etat dans le développement des liaisons transpyrénéennes ; aménagement de la R.N. 20 (p. 7248) ; amélioration de liaisions ferroviaires entre la France et l'Espagne (p. 7249) ;

— *M. Jean Proveux :* nécessité d'accélérer les réalisations de contournement des villes ; exemple de Tours ; problème des nuisances ; rôle des collectivités locales ; édification de murs et d'écrans de protection contre le bruit (p. 7249) ;

— *M. René Souchon :* rôle de l'avion dans le désenclavement des régions isolées (p. 7249) ; qualité du service rendu par les transporteurs aériens régionaux ; importance de la mise en service de l'ATR 42 pour ces compagnies (p. 7250) ;

— *M. Gérard Chasseguet :* construction de l'autoroute Le Mans-Angers ; problèmes de l'axe Calais-Bayonne (p. 7250) ;

— *M. Daniel Goulet :* désenclavement de la Basse-Normandie ; création du T.G.V. Atlantique (p. 7251) ;

— *M. Roland Vuillaume :* contenu de l'accord franco-algérien sur la coopération en matière de transports (p. 7251) ;

— *M. Georgs Labazée :* problèmes de l'industrie aéronautique du Sud-Ouest ; tracé de l'autoroute A64 (p. 7252) ;

— *M. Jean-François Hory :* intervention de l'Etat sur le réseau routier de Mayotte (p. 7252) ;

— *M. Jean-Claude Portheault :* politique menée en faveur des transports collectifs interurbains ; rôle des collectivités locales (p 7252) ; procédure du contrat de développement des transports collectifs (p. 7253) ;

— *M. Pierre Métais :* construction du T.G.V. Atlantique ; désenclavement de la Vendée (p. 7253) ;

— *M. Daniel Goulet :* refus de fermer les lignes secondaires de la S.N.C.F. (p. 7253) ; nécessité de développer la concertation entre la S.N.C.F. et les régions (p. 7254).

— *Examen des crédits :* **état B, titre IV :** financement de la S.N.C.F. ; nouveau statut de celle-ci (p. 7257) ; politique de réouverture de lignes fermées ; **état C, titre V :** augmentation des crédits destinés à l'amélioration des routes (p. 7258) ; volonté du gouvernement de poursuivre la politique autoroutière ; secours apporté à la batellerie artisanale (p. 7259) ; **après l'article 67 :** son amendement n° 173 (suppression du service national des examens du permis de conduire) : adopté (p. 7260).

FLEURY (Jacques)

Député de la Somme
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194) [4 novembre 1982] (p. 6735).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues tendant à proroger en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par la loi n° 79-586 du 11 juillet 1979 (n° 1180) [25 novembre 1982] (p. 7698).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1194) modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à **l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1223)** [17 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1303), relatif à **l'aide judiciaire,** à **l'indemnisation des commissions et désignations d'office** en matière pénale et en matière civile et à la **postulation dans la région parisienne (n° 1312)** [16 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : attitude de l'opposition ; représentation des minorités [26 juillet 1982] (p. 4852) ; suppression du panachage ; politisation des mairies (p. 4853).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. *Discussion générale : questions :* faible productivité du travail judiciaire ; importance des temps perdus [2 novembre 1982] (p. 6577) ; exemple des greffiers ; développement de l'informatique et de la bureautique (p. 6578).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. *Discussion générale : questions :* accroissement des postes Fonjep ; fonctionnement du Fonjep [3 novembre 1982] (p. 6626).

Affaires sociales et solidarité nationale : III — Travail, emploi. *Discussion générale :* abaissement de la durée légale du travail ; instauration d'une cinquième semaine de congés payés ; réduction de la croissance du chômage ; rôle des contrats de solidarité ; priorité donnée à la concertation ; problème des chômeurs de longue durée et des chômeurs âgés de plus de 55 ans [15 novembre 1982] (p. 7168, 7169).

— Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : tradition d'assistance judiciaire ; avocats ; nombre d'aides judiciaires totales et partielles en 1981 ; charges de service public gratuites supportées par la profession d'avocat ; indemnisation des commissions d'office ; atténuation de la charge supportée par le Barreau ; fixation des indemnités forfaitaires allouées à l'avocat ; ressources des justiciables relevant de l'aide judiciaire ; modulation des honoraires en fonction des ressources des justiciables ; mesures tendant à abréger les délais d'instruction des demandes d'aide judiciaire ; procédure d'admission provisoire en cas d'urgence ; suppression du bureau supérieur d'aide judiciaire ; [23 novembre 1982] (p. 7561) ; composition des bureaux d'aide judiciaire près les tribunaux de grande instance ; charges de l'avocat ; provisions ; libre choix de l'avocat ; proposition de loi de M. Raymond Forni tendant à la création d'un fonds d'information et d'aide judiciaire ; extension de l'aide judiciaire aux instances pénales ; conditions d'exercice de la fonction de défense ; prorogation de la multipostulation en région parisienne jusqu'au 1er janvier 1983 ; tribunal de la Seine ; prorogation initiale du système de multipostulation jusqu'au 1er janvier 1983 ; solutions possibles à cette date ; souhait de la profession (p. 7562).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 8 (réduction à trois du nombre des membres des bureaux d'aide judiciaire) : adopté (p. 7567) ; **article 8 :** son amendement n° 9 (suppression de la référence à une « extrême urgence » pour l'admission provisoire à l'aide judiciaire) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 7568) ; **article 13 :** son amendement n° 15 (cas des justiciables dont les ressources sont comprises entre le plafond de l'aide judiciaire totale et le plafond de l'aide judiciaire partielle) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 11 (suppression de cet article) : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 7569) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 14 (de conséquence) : adopté (p. 7570).

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur : composition des bureaux d'aide judiciaire ; restitution des provisions reçues en cas de retrait de l'aide judiciaire [20 décembre 1982] (p. 8566).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Troisième lecture, discussion générale : rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [20 décembre 1982] (p. 8567).

FLOCH (Jacques)

Député de la Loire-Atlantique
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger [*J.O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par le personnel de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J.O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : citoyenneté sur le lieu de travail ; travailleurs handicapés ; travail en milieu protégé ; adaptation du monde de l'entreprise aux travailleurs handicapés [13 mai 1982] (p. 2151).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 412-5 du code du travail :* son amendement n° 465 (cas des travailleurs handicapés) : non soutenu [24 mai 1982] (p. 2500) ; **article 3 :** *article L. 421-2 du code du travail :* son amendement n° 473 (cas des travailleurs handicapés) : adopté [28 mai 1982] (p. 2758) ; **article 21 :** *article L. 432-3 du code du travail :* son amendement n° 479 (rôle du comité d'entreprise dans l'insertion des handicapés dans le monde du travail) : adopté [4 juin 1982] (p. 2991) ; son amendement n° 480 (consultation du comité d'entreprise dans le cadre des contrats de sous-traitance avec un établissement de travail protégé) : adopté (p. 2992) ; *article L. 432-4 du code du travail :* son amendement n° 484 (formation et embauche des travailleurs handicapés par l'entreprise) : adopté (p. 3005).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 131-2 du code du travail :* son amendement n° 318 (entrée dans le champ d'application de la loi des ateliers protégés et des centres de distribution de travail à domicile mentionnés à l'article L. 323-20 du code du travail) [8 juin 1982] (p. 3149) : adopté après modification (p. 3150).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : contenu de la vie municipale ; problème des grandes villes ; pseudo-apolitisme municipal de l'opposition ; suppression du panachage et du vote préférentiel ; introduction du système proportionnel ; éligibilité des jeunes à partir de dix-huit ans ; cas des Français établis à l'étranger ; augmentation du nombre des conseillers municipaux ; nécessité de supprimer la notion d'adjoint réglementaire et supplémentaire [26 juillet 1982] (p. 4829).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : nécessité de permettre à des citoyens n'ayant pas de diplômes universitaires d'entrer dans la haute administration ; caractéristiques du recrutement actuel de l'E.N.A. ; nécessité d'abolir la notion de grands corps de l'Etat ; rôle de l'E.N.A. ; recrutement au tour extérieur [5 octobre 1982] (p. 5399) ; création d'une nouvelle voie d'accès à l'E.N.A. (p. 5400).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste (p. 5433).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : attitude de M. Jacques Toubon ; contenu de la loi de 1975 : exemple des grandes villes étrangères [20 octobre 1982] (p. 6072) ; décentralisation des trois grandes métropoles françaises ; volonté de M. Jacques Toubon de donner des leçons aux maires des villes de France (p. 6073) ; gestion de la ville de Marseille (p. 6074).

FLORIAN (Roland)

Député de l'Oise
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

FLOSSE (Gaston)

Député de la Polynésie française
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1919).

Se démet de son mandat de député, incompatible avec ses fonctions de vice-président du conseil de gouvernement de la Polynésie française [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1919).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

FONTAINE (Jean)

Député de La Réunion
(2e *circonscription*)
N.I.

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à le Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).**

Première lecture, discussion générale : caractère dangereux du présent projet de loi ; amélioration de la situation des D.O.M. depuis vingt ans ; bilan globalement positif de la départementalisation ; constate que le présent projet de loi résulte d'un marchandage entre socialistes et communistes [30 septembre 1982] (p. 5270).

Discussion des articles : **article 1er :** inconstitutionnalité de cet article (p. 5286) ; conditions de l'adaptation ; attachement des habitants des D.O.M. au statut départemental (p. 5287) ; **article 2 :** son amendement n° 21 (application du droit commun aux D.O.M.) (p. 5290) ; rejeté ; **article 3 :** son amendement n° 23 (de suppression) ; volonté du Gouvernement de porter la gauche au pouvoir dans les D.O.M. ; rejeté (p. 5291) ; **article 5 :** composition du conseil général et régional (p. 5293) ; **article 13 :** illusion du maintien de l'institution départementale (p. 5298) ; **article 14 précédemment réservé :** élection des membres des conseils créés par la présente loi (p. 5301) ; **article 17 :** installation des conseils généraux et régionaux (p. 5302).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** zizanie semée par le présent projet de loi dans les départements d'outre-mer ; référence à l'article 53 de la Constitution ; caractère bénéfique de la départementalisation ; volonté d'identité manifestée par les Réunionnais [5 novembre 1982] (p. 6822).

Troisième lecture, discussion générale : intérêt des habitants des départements d'outre-mer ; intérêts des partis de la majorité ; statut particulier ; déclaration du ministre à F.R. 3 Réunion selon laquelle : « on ne retient pas dans le giron d'une métropole les populations qui décident de s'en séparer » ; atteinte à l'indivisibilité de la République ; docilité de F.R. 3 Réunion à l'égard du Gouvernement ; manière dont le ministre a été accueilli en Réunion ; propos du ministre relatifs à l'accueil des envoyés officiels ; droit de manifestation ; réduction des subventions obligatoires ou facultatives aux collectivités locales ; autonomie des régiments du service militaire adapté ; spécificité de l'outre-mer [23 novembre 1982] (p. 7541).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* peu d'importance accordée par le Gouvernement aux départements d'outre-mer ; diminution des crédits de paiement [5 novembre 1982] (p. 6799) ; problème de l'emploi dans les départements d'outre-mer ; promesses non tenues ; situation de la Réunion ; inquiétude des Réunionnais (p. 6800).

— **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion (n° 1279).**

Première lecture, discussion générale : volonté de déstabiliser les département d'outre-mer ; docilité du secrétaire d'Etat à donner des gages aux communistes ; décision du Conseil constitutionnel ; attitude de l'opposition parlementaire lors du débat sur le précédent projet [15 décembre 1982] (p. 8319) ; arguments de la majorité et du Premier ministre à l'encontre de l'opposition ; capacité du Gouvernement de violer la Constitution pour imposer son idéologie ; élection du 20 février ; arguments évoqués par M. Gaston Defferre pour justifier le statut particulier de la Corse ; handicaps économiques et sociaux des départements d'outre-mer ; améliorations apportées par la départementalisation ; possibilité d'adopter des mesures en matière de fiscalité, de transport, de décentralisation industrielle et de services publics ; inadéquation d'une réforme institutionnelle aux difficultés de La Réunion ; nécessité de rapprocher La Réunion de la métropole (p. 8320) ; nécessité de mettre en place des dispositions concrètes ; texte représentant la « poursuite d'un régime colonial » ; empiètement des compétences régionales sur les compétences départementales et communales ; problème de la compétence des assemblées locales en matière de traités internationaux (p. 8321).

Discussion des articles : **article 8 :** souhaite qu'on limite le transfert des compétences du conseil général à la région aux problèmes la concernant ; impossibilité pour la région de s'immiscer dans le fonctionnement du département ou des communes (p. 8348) ; **article 11 :** attitude du Conseil constitutionnel face au mode d'élection en Corse (p. 8352) ; **article 18 :** cas de la Corse ; impossibilité d'invoquer le prétexte de la violence pour justifier des élections anticipées outre-mer ; « élection gadget » correspondant à une promesse du Premier ministre ; obligation d'anticiper la clôture des inscriptions sur les listes électorales (p. 8354).

— **Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).**

Première lecture, discussion générale : s'interroge sur l'absence de célébration de l'abolition du servage ; peuplement de La Réunion et de Bourbon ; différence entre l'émancipation des esclaves à Bourbon et la lutte des classes ; importance de l'abolition de l'esclavage ; situation de La Réunion en 1945 ; loi de départementalisation ; proposition de loi de départementalisation déposée par des parlementaires d'outre-mer ; volonté de faire de l'abolition de l'esclavage un moment privilégié de notre histoire relevant de l' « hémiplégie » ; nécessité d'associer à la date marquant la fin de l'esclavage celle de la loi de départementalisation [17 décembre 1982] (p. 8491).

Discussion de l'article unique : **article unique :** impossibilité pour le Parlement d'instituer un jour férié sans se voir opposer l'article 40 de la Constitution (p. 8494).

FORGUES (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (communication : communication, radio-télévision) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 10 : **communication :** communication, radio-télévision **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : avenir de l'industrie de la céramique : céramique française ; situation de l'emploi dans les établissements de la Ceraver-C.G.E. de la région de Tarbes [17 novembre 1982] (p. 7313).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** création d'une commission consultative ; problème des fermetures de lignes [14 octobre 1982] (p. 5806).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* situation de l'aviation civile ; lancement du programme de l'avion A 320 [16 novembre 1982] (p. 7235) ; importance des crédits consacrés au programme A.T.R. 42 ; problème de l'aviation légère ; poursuite du programme agro-météorologique du grand Sud-Ouest (p. 7236). *Questions :* situation de l'aviation légère ; problème de la S. O. C. A. T. A. de Tarbes (p. 7248).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* rapporteur spécial ; loi sur la communication audiovisuelle ; budget d'attente ; augmentation insuffisante des dépenses de fonctionnement du service juridique et technique de l'information ; aides directes et indirectes à la presse ; agence France-Presse ; Haute Autorité de l'audiovisuel ; comité consultatif pour les radios privées locales ; ressources du service public de la radiodiffusion et de la télévision ; augmentation de la redevance ; exonération de la taxe pour les personnes âgées de plus soixante ans non imposées sur le revenu ; taxe sur les magnétoscopes ; ressources publicitaires ; introduction de la publicité à FR 3 ; satellite franco-allemand ; action radiophonique extérieure ; satellite de diffusion directe ; stations locales [19 novembre 1982] (p. 7428) ; agence France-Presse ; institut national de l'audiovisuel ; fonds d'aide aux radios locales privées ; équipement des zones d'ombre ; programmation de mille heures d'émissions sous-titrées au profit des sourds et des mal-entendants (p. 7429).

Examen des crédits : 1. — **Services généraux : état B, titre III :** ressources de l'agence France-Presse (p. 7458) ; crédits du service d'information et de diffusion (p. 7459) ; taxe sur les magnétoscopes (p. 7461).

FORNI (Raymond)

Député du Territoire de Belfort

(2e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 322).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 630).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 30 avril 1982] (p. 1244).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Président de cette commission [*J. O.* du 4 juin 1982] (p. 1790).

Rapporteur du projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922) [10 juin 1982] (p. 3250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Président de cette commission [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1999).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1999).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Président de cette commission [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Président de cette commission [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [21 juillet 1982] (p. 2315).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Président de cette commission [*J.O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Président de cette commission [*J.O.* du 25 novembre 1982] (p. 3584).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Vice-président et rapporteur de cette commission [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

Vice-président et rapporteur de cette commission [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3720).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J.O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

Président de cette commission [*J.O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la **demande de levée d'immunité parlementaire de M. Michel Berson, député (n° 828) (n° 845)** [4 mai 1982].

Proposition de loi tendant à autoriser les **prises de vue**, dans certaines conditions, **au cours des audiences des juridictions administratives et judiciaires (n° 932)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 922) portant **abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 1032)** [19 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à **l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1238)** [23 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines **dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1239)** [23 novembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : accord de la commission pour l'exclusion du champ d'application de la loi des chambres louées à des étudiants [13 janvier 1982] (p. 57) ; **article 3** : remise matérielle du contrat de location au colocataire ; inutilité du sous-amendement n° 538 du Gouvernement (p. 60) ; remise de la dernière quittance du précédent locataire lors de la conclusion du contrat de location mais sans mention du nom du locataire antérieur (p. 62) ; adjonction au contrat de location de la facture de l'acte de location ; s'oppose à la communication au locataire du projet de contrat de location préalablement à la signature (p. 64) ; **article 4** : ses propositions pour le déroulement du débat (p. 66, 67) ; **article 5** : s'oppose à ce que le sous-amendement n° 426 de Mme Adrienne Horvath soit satisfait au cours de la navette (p. 69) ; protection des personnes âgées (p. 70) ; danger de blocage et de refus de location aux personnes âgées en instituant une hyperprotection (p. 71) ; **après l'article 6** : loi suffisamment protectrice pour les locataires (p. 82) ; sanctions en cas de fraude aux règles édictées en matière de reprise à fin de vente (p. 83) ; **article 6 précédemment réservé** : s'oppose à la réserve de l'amendement n° 8 de la commission (p. 85) ; **article 7** : définition de la personne à charge (p. 89) ; protection du concubin au cas où le titulaire du bail quitte le domicile (p. 91) ; **article 8** : s'oppose à l'exclusion de la perte d'emploi provenant d'une démission du droit au préavis d'un mois pour le congé donné par le locataire ; adoption d'amendements de l'opposition (p. 93) ; **après l'article 56** : son amendement n° 525 (modification de l'article 10 de la loi du 31 décembre 1975 ; droit de préemption du locataire en cas de vente consécutive à la division de tout ou partie d'un immeuble par lots [25 janvier 1982] (p. 520) ; adopté ; son amendement n° 526 (validité des ventes antérieurement conclues) : adopté (p. 521).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2** : exclusion des locaux de plaisance du champ d'application de la loi [11 mai 1982] (p. 1966) ; problème de la location de chambres (p. 1968) ; définition juridique d'un logement (p. 1969) ; **article 4** *bis* : réexamen en commission mixte paritaire ; **article 5** : inutilité de la reprise de certaines dispositions du code civil dans la loi (p. 1978) ; **article 6** *ter* : circonstances économiques justifiant la vente du logement (p. 1982) ; **article 22** : rectification de l'amendement n° 47 de la commission (charges locatives) (p. 2003) ; **article 25** : souci de ne pas multiplier les recours juridictionnels (p. 2006) ; **article 40** : insalubrité d'un certain nombre de logements ; difficultés des entreprises du bâtiment (p. 2017) ; **article 49** *bis* : notion de secteur géographique au regard du montant abusif des loyers (p. 2023).

Explications de vote : rôle de l'Assemblée nationale ; équilibre entre les intérêts et les préoccupations liées à l'activité économique ; anomalies du système ancien des rapports locatifs ; application de la loi de 1948 (p. 2031).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : rappel des travaux en séance publique et en commission mixte paritaire ; effets de la loi Quilliot dans le secteur de l'immobilier ; conditions d'évolution des loyers [9 juin 1982] (p. 3172).

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse cation de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.

Discussion générale : rapporteur suppléant, absence d'exception d'irrecevabilité déposée par l'opposition ; pouvoirs respectifs du Gouvernement et de l'Assemblée territoriale ; incapacité de l'Assemblée territoriale à maîtriser les problèmes de la Nouvelle-Calédonie et à engager les réformes nécessaires ; application de la loi de décentralisation dans les territoires d'outre-mer ; souci de la majorité de préserver des intérêts privilégiés [14 janvier 1982] (p. 106).

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : distinction entre des assemblées composées de membres élus ou désignés et des agences ou des institutions spécialisées [18 janvier 1982] (p. 191) ; possibilités de délégations données au conseil économique et social et au conseil de la culture (p. 192) ; niveau auquel s'exercent les différentes compétences de la région de Corse [19 janvier 1982] (p. 199).

— Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (n° 528).

Première lecture, discussion générale : inscription d'une proposition de loi à l'ordre du jour ; droits de l'opposition en matière d'initiative parlementaire [3 février 1982] (p. 712) ; tradition parlementaire ; hausse des primes d'assurances (p. 716).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : propose une rectification de l'amendement n° 11 de M. Gérard Gouzes [2 juin 1982] (p. 2883) ; **articles 8 à 10** : rappelle que le présent texte est issu d'une proposition de loi déposée après les événements survenus dans le territoire de Belfort en 1978 ; comportement de l'opposition (p. 2885, 2886).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** respect de la loi par les avocats ; liberté de la défense [22 avril 1982] (p. 1269) ; **article 1er :** mission donnée au parquet ; définition des délais par le sous-amendement n° 8 de M. Claude Wolff à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1271).

— Conclusions du rapport de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Michel Berson (n° 845).

Discussion, rapporteur : caractère exceptionnel de la procédure suivie ; précédents survenus en cette matière [6 mai 1982] (p. 1822) ; caractère prétendument diffamatoire des imputations contenues dans *Le Parisien libéré* du 25 janvier 1982 ; délai survenu entre les faits incriminés et l'action engagée par M. Jacques Grangé ; demande le rejet de la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Michel Berson (p. 1823) ; caractères de l'immunité parlementaire (p. 1824).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (n° 827).

Première lecture, discussion générale : fixation des normes communes garantissant le respect de la vie privée ; rôle de la commission nationale « Informatique et libertés » [24 juin 1982] (p. 3848).

— Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (n° 527).

Deuxième lecture, explications de vote : rapports entre les députés et les sénateurs [24 juin 1982] (p. 3853).

Quatrième lecture, discussion générale : attitude du Sénat [27 juillet 1982] (p. 4874, 4875).

— Projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Commission mixte paritaire, discussion générale : qualité du travail de la commission mixte paritaire [24 juin 1982] (p. 3856).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : hypocrisie des dispositions contenues dans la loi « Sécurité et liberté », engagement du Président de la République [21 juillet 1982] (p. 4601) ; rétablissement de la plénitude des pouvoirs du juge ; légalisation des contrôles d'identité exercés dans un cadre démocratique ; nouvelle politique pénale ; refus d'un système frappant de manière excessive la petite et moyenne délinquance ; police des chemins de fer ; procédure d'urgence ; travaux de la commission Léauté (p. 4602) ; contrôles d'identité ; montée du sentiment d'insécurité dans la population (p. 4603) ; inefficacité des peines de prison ; problème du taux de récidive (p. 4604) ; volonté du groupe R.P.R. de retarder le déroulement des débats (p. 4635) ; demande la poursuite de la séance (p. 4637, 4638).

Discussion des articles : **article 1er :** méfiance manifestée par certains membres de l'opposition à l'égard des magistrats ; problème de la récidive et des circonstances atténuantes ; existence de deux conceptions de la justice diamétralement opposées [22 juillet 1982] (p. 4673) ; liberté des magistrats (p. 4674) ; peines de substitution (p. 4675) ; principe de la spécialité de la récidive correctionnelle (p. 4677) ; refus de créer un droit pénal d'exception (p. 4678) ; faculté d'appréciation dont disposent les magistrats ; rejet des amendements de M. Alain Madelin concernant le code général des impôts, le code des douanes et l'ordonnance de 1945 (p. 4679) ; **avant l'article 2 :** son amendement n° 1 (création d'une peine de substitution de travail effectué dans l'intérêt général) (p. 4680) ; expérience tentée dans certains pays européens et aux Etats-Unis ; surpeuplement des prisons françaises ; caractère limité des dispositions contenues dans cet amendement (p. 4681) ; refus éventuel du condamné devant effectuer un travail d'intérêt général (p. 4683, 4684) ; refus de restreindre le champ d'application de la mesure proposée (p. 4708) ; notion de délinquance primaire (p. 4708, 4709) ; refus d'admettre toutes les associations au nombre des bénéficiaires des travaux d'intérêt général (p. 4709) ; durée du travail d'intérêt général (p. 4710) ; amendement n° 1 adopté après modification (p. 4711) ; **article 2 :** indépendance de la magistrature ; son amendement n° 2 (procédure de l'obligation du travail dans le cadre du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 4712) ; adopté après modification (p. 4714) ; **article 3 :** problème de l'exécution des peines [23 juillet 1982] (p. 4720) ; son amendement n° 3 (extension du pouvoir du juge de l'application des peines) : adopté (p. 4721) ; **avant l'article 4 :** son amendement n° 4 (abrogation du deuxième alinéa de l'article 305 du code pénal) (p. 2723) ; rejeté ; son amendement n° 5 (abrogation de l'article 266 du code pénal) : adopté (p. 4724) ; **article 4 :** contenu du certificat médical ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 4 :** son amendement n° 7 (abrogation du cinquième alinéa (4°) de l'article 341 du code pénal) (p. 4725) ; adopté ; problème de la séquestration de moins de vingt-quatre heures (p. 4726) ; **article 6 :** future réforme du code pénal ; son amendement n° 8 (rédactionnel) (p. 4727) ; adopté ; cas des violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner ; **après l'article 6 :** son amendement n° 9 (modifiant l'article 435 du code pénal relatif aux destructions de biens) : adopté ; **après l'article 8 :** son amendement n° 10 (abrogation de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer) (p. 4728) ; adopté (p. 4729) ; **avant l'article 9 :** pouvoirs du juge d'instruction (p. 4730, 4731) ; **article 10 :** fixation du nombre d'audiences correctionnelles (p. 4735) ; **article 13 :** nécessité des contrôles d'identité ; reprise de certaines dispositions de la loi du 2 février 1981 ; obligation faite de mentionner dans le procès-verbal les motifs de la vérification d'identité ; maintien de l'interdiction de mettre en fiche les éléments recueillis à l'occasion d'une vérification d'identité (p. 4751) ; volonté de la majorité de favoriser la prévention (p. 4752) ; refus d'autoriser d'autres fonctionnaires que les policiers à effectuer des contrôles d'identité (p. 4754) ; rédaction du procès-verbal en cas de vérification d'identité (p. 4755) ; *avant l'article 78-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 11 (précisant que les procédures de contrôle d'identité sont placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire) ; adopté (p. 4759) ; *article 78-1 du code de procédure pénale :* volonté du groupe communiste de resserrer les conditions d'exercice du contrôle d'identité ; son amendement n° 12 (définissant la nature de l'indice permettant d'effectuer les contrôles d'identité) (p. 4760) : adopté (p. 4761) ; son amendement n° 13 (substituant au mot « vérifiée » le mot « contrôlée » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4762) : adopté (p. 4763) ; *article 78-2 du code de procédure pénale :* son amendement n° 14 (précisant que si l'intéressé refuse de justifier de son identité, il peut en cas de nécessité être retenu sur place ou dans le local de police où il est conduit aux fins de vérification) (p. 4764) : adopté ; son amendement n° 15 (précisant que tout mineur de dix-huit ans doit être assisté de son représentant légal) : adopté (p. 4765) ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 18 (précisant que les opérations de vérification d'identité ne peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies) (p. 4766) : adopté ; son amendement n° 19 (contenu du procès-verbal) (p. 4767) : adopté après modification (p. 4768) ; propose une rectification à l'amendement n° 109 de M. Emmanuel Aubert (p. 4775) ; *article 78-4 du code de procédure pénale :* nécessité de clarifier la rédaction de cet article (p. 4776) ; suggère la suppression de cet article (p. 4777) ; *article 78-5 du code de procédure pénale :* son amendement n° 20 (de suppression) : adopté (p. 4778) ; échelle des sanctions (p. 4779) ; **article 9 précédemment réservé :** répétition des mêmes arguments par les orateurs de l'opposition ; réforme de la garde à vue ; modification de la procédure d'instruction criminelle (p. 4782) ; suppression du pouvoir administratif de tutelle du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction (p. 4783) ; travaux de la commission Léauté (p. 4789) ; **article 14 :** son amendement n° 21 (délai dans lequel doit statuer toute juridiction en matière de mise en liberté) : adopté (p. 4790) ; **article 17 :** limitation de la procédure d'urgence (p. 4794) ; *article 394 du code de procédure pénale :* son amendement n° 22 (insérant les mots en « présence de son avocat », après les mots « sauf renonciation expresse de l'intéressé ») ; adopté ; *article 395 du code de procédure pénale :* son amendement n° 23 (définition de la notion de flagrant délit) : adopté ; *article 396 du code de procédure pénale :* son amendement n° 24

(rédactionnel) (p. 4797) ; retiré ; son amendement n° 25 (substituant aux mots : « le président du tribunal », les mots : « le juge » au début du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; *article* 397 *du code de procédure pénale* : son amendement n° 26 (précisant que la juridiction souhaitant statuer séance tenante doit recueillir l'accord du prévenu en présence de son conseil) : adopté (p. 4798) ; *article* 397-4 *du code de procédure pénale* : son amendement n° 27 (conditions dans lesquelles la Cour statue de l'appel du jugement rendu sur le fond) : adopté (p. 4799) ; **article 19** : son amendement n° 28 (communication au conseil de chacun des accusés du domicile des jurés) ; droit de récusation ; adopté (p. 4801) ; **article 25** : son amendement n° 29 (mesures permettant de couvrir la période de transaction) : adopté ; **titre** : titre du projet de loi (p. 4804) ; abrogation des principales dispositions de la loi « Sécurité et liberté » (p. 4805).

— Projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 20** : irrecevabilité de l'amendement n° 4 de M. Philippe Séguin [22 juillet 1982] (p. 4666); convention liant la société des chemins de fer corses à l'Etat (p. 4667).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pascal Clément : attentats survenus à Paris [23 juillet 1982] (p. 4747).

Demande de suspension de séance : retard survenu dans l'examen des amendements déposés sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux [27 juillet 1982] (p. 4867).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 précédemment réservé** : *article L.* 264 *du code électoral* : souhaite que l'Assemblée adopte l'amendement n° 20 de la commission [28 juillet 1982] (p. 4953) ; rappelle l'objectivité avec laquelle il dirige les travaux de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (p. 4954) ; **article 13** : suppression du tableau concernant Lyon, annexé au projet de loi (p. 4973).

Deuxième lecture, discussion générale : place du scrutin proportionnel ; échec de la commission mixte paritaire ; seuil d'application du nouveau mode de scrutin [20 octobre 1982] (p. 6015) ; attente de cette réforme par les électeurs ; fonctionnement des commissions mixtes paritaires ; échec de la plupart d'entre elles (p. 6016) ;

Discussion des articles : **article 4** : représentation des sections (p. 6023, 6024) ; **article 12 C** : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 25 de Mme Denise Cacheux (inégibilité des responsables exerçant des fonctions en l'hôtel de préfecture et en l'hôtel du département) (p. 6029) : adopté (p. 6030).

— Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895).

Commission mixte paritaire, discussion générale : travaux de la commission mixte paritaire ; sanctions prévues par le statut des fonctionnaires [7 octobre 1982] (p. 5541).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : absence de signification de l'amendement n° 27 de M. Emmanuel Aubert [21 octobre 1982] (p. 6135) ; **article 1er** : absence de définition du crime de sang (p. 6138) ; **article 6** : exclusion du bénéfice de la présente loi des quatre généraux ayant conduit la rébellion (p. 6141).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5** : son amendement n° 4 (précisant que les officiers municipaux sont inéligibles au conseil de Paris et aux conseils d'arrondissement pour une durée d'un an après la cessation de leurs fonctions) [23 octobre 1982] (p. 6287) ; adopté (p. 6288).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale* : répartition des temps de parole pour l'examen de chaque fascicule budgétaire [2 novembre 1982] (p. 6568) ; choix du groupe U.D.F. (p. 6569) ; développement de l'informatique ; risque de voir l'informatique remplacer les magistrats ; définition des modalités d'application du deuxième plan informatique en cours d'élaboration (p. 6574, 6575).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : acceptation des positions exprimées par les assemblées territoriales des deux territoires ; attitude contradictoire du R.P.R. [25 novembre 1982] (p. 7688).

— Statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Deuxième lecture, discussion générale : souligne le propos de M. Michel Debré selon lequel il y a eu une tendance à la politisation de l'administration pendant le septennat précédent [25 novembre 1982] (p. 7691) ; conciliation entre l'Assemblée et le Sénat ; troisième voie de recrutement ; diminution de la durée d'exercice d'une activité professionnelle exigée pour se présenter à cette troisième voie ; ouverture de la troisième voie aux fonctionnaires en service ; possibilité d'ouvrir l'accès de la troisième voie à des personnes ayant rempli certaines fonctions : conseils de prud'hommes, assemblées consulaires (p. 7692).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 132** : demande à M. Gaston Defferre de retirer son amendement n° 457 relatif aux caisses de crédit municipal [2 décembre 1982] (p. 7940) ; **article 134** : problème des dépenses de l'aide sociale (p. 7941, 7942) ; **article 132 précédemment réservé** : rédaction de l'amendement n° 460 du Gouvernement (p. 7946).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Pinard (n° 1227) : confusion commise par M. Alain Madelin entre la demande de levée de l'immunité parlementaire formulée à l'encontre de M. Joseph Pinard et la demande de suspension des poursuites ; différence entre ces deux procédures ; conséquences d'une demande de levée d'immunité parlementaire ; nécessité de réformer le règlement de l'Assemblée [8 décembre 1982] (p. 8119).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Commission mixte paritaire, discussion générale : précise que le texte adopté par la C.M.P. est celui de l'Assemblée nationale ; possibilité pour le conseil régional d'émettre des motions et des vœux sur l'ensemble des questions touchant aux domaines législatif et réglementaire [21 décembre 1982] (p. 8587) ; rédaction de l'article 8 du présent projet (p. 8588, 8589).

FOSSE (Roger)

Député de la Seine-Maritime
(8e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

FOUCHIER (Jacques)

Député des Deux-Sèvres
(2e circonscription)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** consultation d'un conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire [29 septembre 1982] (p. 5214) ; **article 14 :** modalités d'identification, de classement, de marquage et de pesée (p. 5221).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* démantèlement du budget de l'agriculture ; écart entre prestations et cotisations ; financement du B. A. P. S. A. [9 novembre 1982] (p. 6937) ; effort contributif et couverture sociale des exploitants (p. 6938).

FOURRE (Jean-Pierre)

Député de la Seine-et-Marne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de trois accords relatifs à l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne Eurocontrol (n° 1134) [14 octobre 1982] (p. 5820).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1134) autorisant la ratification de trois accords relatifs à **l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » (n° 1282)** [9 décembre 1982].

QUESTIONS

— **au Gouvernement : Turquie :** apparence démocratique du régime turc ; atteinte aux libertés et tortures ; saisine de la Commission européenne des droits de l'Homme [13 octobre 1982] (p. 5724).

— **orale sans débat (n° 270) : déchets et produits de la récupération (huiles),** posée le 19 octobre 1982 (p. 6008) ; appelée le 22 octobre 1982 : **retraitement des huiles usagées :** industrie de la récupération et de l'élimination des huiles usagées ; difficultés de contrôler l'exportation ; protection de l'environnement ; économie des matières premières ; situation de l'entreprise S. O. P. A. L. U. N. A. (p. 6163, 6164).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).**

Première lecture, discussion générale : contenu de la loi Boscher ; maîtrise du foncier par la puissance publique ; besoin en logements sociaux ; problème de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ; place de la Seine-et-Marne dans la région Ile-de-France [6 octobre 1982] (p. 5483, 5484).

Discussion des articles : **article 24 :** fixation du cadre de l'engagement financier de l'Etat (p. 5530).

— **Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).**

Première lecture, discussion générale : rééquilibrage à l'est de la région Ile-de-France ; diversité du département de Seine-et-Marne [15 octobre 1982] (p. 5857).

FOYER (Jean)

Député de Maine-et-Loire
(2e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à modifier la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique (n° 17) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer relative aux modalités et aux délais de règlement des factures établies pour un fournisseur de marchandises, l'exécution de travaux ou de prestations de services (n° 803) [6 mai 1982] (p. 1844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien portant réforme du divorce (n° 1109) [14 octobre 1982] (p. 5821).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 919), tendant à modifier l'article 334-8 du code civil, relatif à l'établissement de la **filiation naturelle (n° 949)** [16 juin 1982].

QUESTIONS

— **au Gouvernement : occupation de voies de chemins de fer :** occupation de la gare d'Angers par les ardoisiers de Trélazé ; rétablissement de la liberté de circulation [16 juin 1982] (p. 3460-3461).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Première lecture, discussion des articles : **article 48** : lettres de menace adressées à des membres de la représentation régionale [20 janvier 1982] (p. 281).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Ses observations sur le recours à l'article 49-3 ; saisine du Conseil constitutionnel par le groupe socialiste avant 1981 [28 janvier 1982] (p. 652) ; nécessité du contrôle de la constitutionnalité des lois reconnue par MM. Robert Badinter et François Luchaire ; pouvoirs spéciaux demandés par deux fois en moins de deux mois ; échec voulu des C.M.P. ; attaques proférées à l'encontre du Conseil constitutionnel ; intervention du groupe socialiste dans la procédure engagée devant le conseil ; manquement à l'article 17 de la déclaration des droits sanctionné par la décision du Conseil constitutionnel ; déclarations contradictoires de M. Georges Sarre (p. 653) ; déclaration de M. Pierre Joxe sur le Conseil constitutionnel ; annonce de nouveaux impôts par M. Laurent Fabius ; ses observations sur le Congrès de Valence ; passage du pouvoir des institutions de l'Etat aux organes directeurs du parti dominant (p. 654) ; pouvoir de nomination des magistrats de fait à deux syndicats ; épuration des recteurs et des grands corps de l'Etat ; nationalisation du Crédit mutuel ; mythe d'une approbation expresse des 110 propositions socialistes le 10 mai 1981 ; nullité du mandat impératif (p. 655) ; nécessité, dans une démocratie, de limitation des pouvoirs de la majorité (p. 656).

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 12 (scission des sociétés industrielles nationalisables ; absence d'effet extra-territorial des nationalisations) [4 février 1982] (p. 735) ; rejeté (p. 736) ; **article 5** : son amendement n° 14 (conséquence de son amendement n° 12) : devenu sans objet ; son amendement n° 16 (taux d'intérêt des obligations indemnitaires égal au taux de rendement moyen des emprunts garantis par l'Etat) : rejeté ; **article 6** : son amendement n° 18 (ajustement des cours des actions des groupes industriels nationalisables compte tenu des modifications de capital intervenues entre le mois de référence et le 31 décembre 1981) (p. 737) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 2 du Gouvernement ; son amendement n° 19 : devenu sans objet (p. 738) ; **article 17-1** : son amendement n° 28 (de coordination avec son amendement n° 16 à l'article 5) : retiré ; **article 18-1** : son amendement n° 30 (de coordination avec son amendement n° 18 à l'article 6) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 6 du Gouvernement (p. 743) : **article 27** : son amendement n° 41 (transfert à l'Etat des actions des sociétés d'asurance détenues par les deux compagnies financières nationalisables) : rejeté ; **article 31** : son amendement n° 37 (de coordination avec son amendement n° 16 à l'article 5) : rejeté (p. 747) ; **article 32** : son amendement n° 39 (de coordination avec l'amendement n° 18 à l'article 6) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 9 du Gouvernement (p. 748) ; **article 37** : son amendement n° 41 (transfert à l'Etat des actions des sociétés d'assurance détenues par les deux compagnies financières nationalisables) : retiré (p. 749).

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : suppression de la cour de sûreté de l'Etat ; abolition de la peine de mort ; remise en liberté de criminels dangereux ; attaques contre l'institution militaire ; impossibilité dans laquelle se trouve la majorité parlementaire de comprendre l'armée ; unité en matière militaire, du disciplinaire et du pénal ; répression rapide et ferme imposée par une infraction militaire ou commise dans le service ; cours martiales militaires sommaires des Etats-Unis à la Libération ; organisation militaire permettant la réinsertion du condamné ; suspension de la peine ; avance du droit pénal militaire sur le droit commun ; caractère d'infamie entraîné par la comparution devant les tribunaux ordinaires ; caractère spécialisé des T.P.F.A. ; ancienneté des tribunaux militaires ; existence de juridictions militaires dans les autres pays démocratiques [14 avril 1982] (p. 1144) ; réforme du code de justice militaire ; fonctionnement des T.P.F.A. ; pouvoirs du ministre de la défense ; irrecevabilité des constitutions de parties civiles devant les tribunaux militaires ; règles du code de justice militaire supérieures à celles du droit commun ; séparation du pénal et du civil ; rétablissement des T.P.F.A. en cas d'état d'urgence, d'état de siège ou d'état de guerre ; cour d'assises spécialisée composée uniquement de magistrats ; option politique de certains magistrats (p. 1145) ; risque de faire juger des déserteurs par des magistrats antimilitaristes ; désorganisation de l'armée par l'intérieur (p. 1146) ; rôle de la cour de sûreté de l'Etat (p. 1150).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Discussion des articles : **article 7** : délai des travaux de la commission nationale de la planification [15 juin 1982] (p. 3402).

— Proposition de loi tendant à modifier l'article 334-8 du code civil relatif à l'établissement de la filiation naturelle (n° 73).

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur : rôle de la possession d'état comme preuve de la filiation paternelle naturelle [16 juin 1982] (p. 3479).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Troisième lecture, discussion générale : institution d'un fonds de compensation des risques de l'assurance construction ; attaques auxquelles s'est livré M. Christian Pierret contre des sénateurs [18 juin 1982] (p. 3593) ; respect de la Constitution par l'Assemblée nationale (p. 3594).

— Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion générale commune : département ministériel duquel dépendra la gestion administrative des chambres régionales des comptes [17 juin 1982] (p. 3524).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : caractère réglementaire de la procédure à suivre devant la chambre régionale des comptes ; son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 4 de la commission (supprimant les mots « à titre transitoire ou définitif ») : rejeté [17 juin 1982] (p. 3528) ; **article 3** : caractère de l'amende pour retard infligée par la chambre régionale des comptes (p. 3529).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : absence de contenu juridique du présent projet de loi [21 juin 1982] (p. 3667) ; volonté du Gouvernement de se rallier le monde des chercheurs ; oubli du rôle de l'université ; statut des personnels ; notion de « programme mobilisateur » ; (p. 3668) distinction entre la loi et le règlement (p. 3682).

— *Discussion des articles* : **article 11** : son sous-amendement n° 160 à l'amendement n° 33 de la commission (mission des services publics de la recherche) [22 juin 1982] (p. 3716) ; retiré ; son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 33 de la commission : reporté jusqu'à l'examen de l'article 12 (p. 3717) ; **article 12** : son sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 34 de la commission (objet des établissements publics à caractère scientifique et technologique) ; son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 34 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 34 de la commission (précisant que des établissements publics à caractère scientifique et technologique pourront être créés par décret après avis du conseil supérieur de la recherche) (p. 3718) ; sous-amendement n° 162 rejeté ; décret en Conseil d'Etat (p. 3719) ; sous-amendement n° 163 retiré ; sous-amendement n° 161 adopté après rectification (p. 3720) ; **après l'article 13** : son sous-amendement n° 164 à l'amendement n° 36 de la commission

(application des dispositions de cet amendement aux personnels ayant la qualité de fonctionnaire) (p. 3723) ; rejeté (p. 3724) ; **après l'article 16** : son amendement n° 165 (précisant que les dispositions des articles 14, 15 et 16 du présent projet sont applicables aux établissements à caractère administratif) (p. 3729) ; rejeté ; **article 17** : son amendement n° 166 (renvoyant l'organisation des G.I.P. à une loi ultérieure) (p. 3730) ; rejeté (p. 3731).

Son rappel au règlement : déclaration faite à l'étranger par le Premier ministre sur le statut de Paris [6 juillet 1982] (p. 4222).

— Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Deuxième lecture, discussion générale : extension aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des règles concernant l'authentification des actes soumis à la publicité foncière ; distinction entre le pouvoir d'engagement et le pouvoir de mandatement des dépenses [8 juillet 1982] (p. 4358).

Discussion des articles : **article 8** *bis* : son amendement n° 1 (de suppression) (p. 4360) ; rejeté ; son amendement non recevable (cas des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) ; *article 9 B* : son amendement n° 2 (supprimant les mots « et sous réserve des dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 31 décembre 1975 qui demeurent en vigueur ») (p. 4361) ; contenu de l'avis rendu par le Conseil d'Etat ; rejeté (p. 4362).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : attitude de certains avocats, de certains magistrats et de certains professeurs de droit vis-à-vis de la loi « sécurité et liberté » [21 juillet 1982] (p. 4626) ; acceptation de cette loi par M. Maurice Faure, ancien garde des sceaux ; existence dans le présent projet de loi de dispositions destinées à satisfaire le ministre de l'intérieur et de dispositions destinées à satisfaire le garde des sceaux (p. 4627) ; problème des dégradations volontaires ; élaboration d'un nouveau code pénal ; contrôles d'identité ; procédure d'urgence ; traitement des criminels ; politique de traitement du criminel (p. 4628) ; dispositions concernant l'instruction en matière criminelle (p. 4629) ; volonté du Gouvernement de juridictionnaliser l'exécution des peines ; nouvel acte de démolition accompli dans l'ensemble du droit répressif français (p. 4630).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 143 (de suppression) ; pouvoirs du juge répressif [22 juillet 1982] (p. 4673) ; son amendement n° 144 (suppression de la référence 43-7 dans le premier alinéa de cet article) (p. 4675) ; rejeté ; son amendement n° 145 (suppression de la référence « 58 (dernier alinéa) » ; équivalence de certaines infractions en matière de récidive (p. 4676) ; rejeté ; son amendement n° 146 (maintien de l'infraction commise par un condamné en semi-liberté ou bénéficiant d'une libération conditionnelle ou d'une permission de sortie comme circonstance aggravante) (p. 4677) ; rejeté (p. 4678) ; **avant l'article 2** : organisation du travail d'intérêt général (p. 4682) ; son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 1 de la commission (excluant les personnes de droit privé des bénéficiaires des travaux d'intérêt général) : rejeté (p. 4709) ; **après l'article 8** : contenu de l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer [23 juillet 1982] (p. 4728, 4729) ; **avant l'article 9** : pouvoirs du juge d'instruction ; carrière des magistrats (p. 4731) ; **après l'article 9** : volonté du Gouvernement d'éliminer toutes les mesures de caractère exceptionnel (p. 4732, 4733) ; **article 10** : problème de la fixation d'audiences correctionnelles (p. 4734) ; **article 13** : attentat de la rue Copernic ; lutte contre le terrorisme (p. 4748) ; cas dans lesquels peut avoir lieu un contrôle d'identité (p. 4753) ; caractère préventif de la vérification d'identité (p. 4756) ; absence de restriction apportée au domaine d'application de la vérification d'identité par le présent projet de loi (p. 4757) ; *article 78-1 du code de procédure pénale* : son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 12 de la commission (cas des infractions tentées contre les personnes ou contre les biens) (p. 4760) ; rejeté (p. 4761) ; **article 9 précédemment réservé** : rappelle son action en tant que ministre du général de Gaulle ; garde à vue ; procédure d'instruction en matière criminelle ; pouvoirs du président de la chambre d'accusation (p. 4780, 4781) ; maintien des articles 196-1 à 196-6 du code de procédure pénale relatifs à la procédure d'instruction en matière criminelle ; lutte contre l'O.A.S. (p. 4787) ; **article 14** : caractère satisfaisant des dispositions contenues dans cet article ; contradiction entre celles-ci et la philosophie du présent projet de loi (p. 4789) ; **article 15** : emploi de l'expression « procédure d'urgence » ; **article 16** : procédure de la convocation par procès-verbal ; retour à la notion de délit flagrant (p. 4791) ; **article 17** : procédure d'urgence (p. 4793) ; *article 393 du code de procédure pénale* : suppression de l'interrogatoire du prévenu par le procureur de la République (p. 4796) ; **article 19** : identification des jurés (p. 4801) ; **article 20** : importance du formalisme en matière juridique ; **article 22** : mise en place de l'exécution provisoire (p. 4802) ; problème des peines déclarées exécutoires par provision (p. 4803).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : contenu du droit positif en matière électorale ; attachement de l'opposition à la règle majoritaire ; refus de l'instabilité communale ; inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales [26 juillet 1982] (p. 4829, 4830) ; défauts du présent projet ; exemple des grandes villes (p. 4831) ; volonté du Gouvernement de contraindre les petites formations de gauche à fusionner avec le parti socialiste ; institutionnalisation de la discorde dans les élections municipales (p. 4832) ; précise qu'il ne peut être comparé à Don Quichotte (p. 4837).

Discussion des articles : **article 1er** : augmentation du nombre des conseillers municipaux [27 juillet 1982] (p. 4876) ; son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté (p. 4877) ; **article 3** : son amendement n° 34 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 36 (précisant que la représentation proportionnelle est instituée pour l'élection au conseil municipal dans les communes de 9 000 habitants et plus) (p. 4881) : rejeté ; ses amendements nos 102, 39, 38, 37 et 35 (modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire) (p. 4883) : rejetés (p. 4887) ; **article 2 (précédemment réservé)** : son amendement n° 33 (substituant au chiffre 5 000 le chiffre 9 000 dans l'intitulé du chapitre II) : devenu sans objet (p. 4892) ; **article 4** : son amendement n° 40 (de suppression) (p. 4906) : rejeté (p. 4910) ; *article L. 260 du code électoral* : modification de l'ordre de présentation des candidats (p. 4911) ; *après l'article L. 260 du code électoral* : place des femmes dans la vie politique (p. 4916) ; *article L. 261 du code électoral* : son amendement n° 111 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté [28 juillet 1982] (p. 4925) ; *article L. 264 du code électoral* : son amendement n° 103 (maintien au deuxième tour des deux listes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour) (p. 4930) : rejeté (p. 4931) ; **article 6** : son amendement n° 50 (inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France) (p. 4935) : rejeté (p. 4936) ; **article 7** : son amendement n° 51 (de suppression) : rejeté ; **article 8** : son amendement n° 52 (de suppression) (p. 4938) : rejeté (p. 4939) ; **article 9** : son amendement n° 53 (modifiant l'échelle du nombre des membres des conseils municipaux) (p. 4941) : rejeté (p. 4944) ; **article 10** : son amendement n° 54 (tableau fixant le nombre des adjoints) (p. 4949) ; devenu sans objet (p. 4950) ; **article 4 précédemment réservé** : *article L. 264 du code électoral (suite)* : son amendement n° 43 (conditions dans lesquelles s'effectue la constitution des listes au second tour) (p. 4951) : rejeté (p. 4954) ; son amendement n° 44 (obligation faite aux listes de préciser la ou les listes auxquelles elles accepteraient éventuellement de s'associer) (p. 4955) : rejeté ; son amendement n° 68 (précisant la notion de mandataire) (p. 4956) : rejeté (p. 4960) ; **article 11** : son amendement n° 98 (de suppression) : adopté (p. 4962) ; **article 14** : son amendement n° 59 (abrogation de l'article L. 226 du code électoral) : adopté (p. 4973) ; **article 15** : son amendement n° 60 (de suppression) : retiré (p. 4974).

Explications de vote : rétablissement de la représentation proportionnelle ; divergence entre le texte de loi et son exposé des motifs (p. 4975) ; caractère bâtard de la présente loi ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 4976).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** cas des circonscriptions élisant trois conseillers municipaux [20 octobre 1982] (p. 6024) ; risques de fraudes électorales (p. 6025) ; nécessité de la déclaration de candidature (p. 6026).

— Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (n° 527).

Quatrième lecture, discussion générale : caractère scandaleux du présent projet de loi ; hypocrisie manifestée par le Gouvernement [27 juillet 1982] (p. 4874) ; **son rappel au règlement :** procédure de l'exception d'irrecevabilité ; violation du règlement par le président de séance (p. 4875).

Son fait personnel : précise qu'il n'est pas propriétaire d'un château [28 juillet 1982] (p. 4977) ; précise que le terme de châtelain n'est pas une injure (p. 4978).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : soulève l'exception d'irrecevabilité [29 septembre 1982] (p. 5233) ; changement de la politique économique du Gouvernement ; démantèlement de l'appareil répressif de l'Etat ; promesses non tenues ; constate que le présent projet de loi crée des collectivités d'un type nouveau à la place des départements d'outre-mer ; création d'une assemblée unique élue à la représentation proportionnelle (p. 5234) ; incompatibilité du présent projet de loi avec le principe d'assimilation ; atteinte portée au principe d'égalité ; unité législative affirmée en 1946 ; caractère nécessaire de certaines adaptations du droit commun (p. 5235) ; disparition de la notion de départements d'outre-mer ; statut de Paris ; incompatibilité des dispositions du présent projet de loi avec l'article 73 de la Constitution (p. 5236) ; application de la notion d'adaptation ; composition du conseil régional et général de la Guadeloupe ; non-application du présent projet de loi à Saint-Pierre-et-Miquelon ; statut de la Corse ; constate que le présent projet de loi est l'instrument d'une opération politique détestable (p. 5237) ; déstabilisation des départements d'outre-mer ; refus du Gouvernement de recourir au référendum avant que la majorité des départements d'outre-mer n'ait basculé en faveur de l'indépendance (p. 5238) ; position adoptée par le Conseil constitutionnel ; son exception d'irrecevabilité rejetée (p. 5241).

Troisième lecture, discussion générale : exception d'irrecevabilité défendue en première lecture à l'Assemblée nationale et adoptée au Sénat ; texte inconstitutionnel ; dénaturation de l'organisation départementale ; mode de scrutin ; impossibilité juridique de confier aux conseils régionaux « anormaux » les attributions normales des conseils généraux [23 novembre 1982] (p. 7542) ; attachement de la population des D.O.M. à son maintien dans la nation française ; vote hostile au projet ; recours devant le Conseil constitutionnel (p. 7543).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; concours exceptionnels ouverts pour le recrutement de magistrats [5 octobre 1982] (p. 5395) ; caractère permanent du concours de sélection sur épreuves (troisième concours) ; mise en place d'un système d'emplois réservés ; donne son interprétation de l'article 20 du présent projet de loi ; abaissement du niveau de la haute fonction publique ; volonté de la majorité de coloniser et de politiser la haute administration ; rôle des technocrates ; exécution de la politique du Gouvernement (p. 5396) ; mérites de l'E.N.A. ; recrutement des élèves ; suppression de l'internat des hôpitaux ; idée de la majorité selon laquelle la fonction publique devrait représenter exactement les diverses catégories dont est constituée la société française (p. 5397) ; effort engagé par le gouvernement Chaban-Delmas en faveur de la formation continue ; échelon de départ des élèves reçus au troisième concours conditionné par les fonctions antérieurement exercées ; nouveaux recrutements sur des critères politiques ; résurgence du système des dépouilles (p. 5398) ; annonce de la démolition de l'Etat (p. 5399) ; nature du troisième concours (p. 5400) ; sa question préalable rejetée (p. 5401).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion générale : oubli et pardon accordés par la Ve République ; contenu des différentes lois d'amnistie ; absence dans ces lois de mesures de réintégration dans les grades et les emplois et de reconstitution de carrière ; réintégration avec admission simultanée à la retraite accordée en 1974 ; volonté du Gouvernement de reconstituer les carrières ; différentes étapes de l'élaboration du présent projet de loi ; impossibilité pour le Parlement de justifier une subversion vingt ans après ; action de l'O.A.S. ; mise en œuvre de la politique d'auto-détermination [21 octobre 1982] (p. 6130) ; meilleur traitement accordé aux chefs qu'aux exécutants dans le présent projet de loi ; position plaçant les officiers généraux dans la seconde section ; revanche attendue par les chefs de la subversion ; reconstitution de la carrière des condamnés à mort exécutés ; absence de mesures en faveur des victimes des événements d'Algérie ; cas du général Ginestet et du colonel Rançon ; exemple du commissaire Gavoury (p. 6131).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** contenu des précédentes lois d'amnistie ; confusion entretenue par le Gouvernement entre les hommes victimes de la situation et des assassins (p. 6136, 6137) ; **article 2 :** son amendement n° 23 (de suppression) (p. 6138) : rejeté (p. 6139).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** procédure budgétaire ; suppression de nombreuses autorisations de programme ; absence de contrôle du Parlement sur ces mesures [27 octobre 1982] (p. 6376, 6377) ; **article 9 :** extension de la T.V.A. à certaines prestations de service (professions judiciaires et juridiques, établissements de formation professionnelle continue, presse non quotidienne) [28 octobre 1982] (p. 6439) ; suppression de toutes les exonérations en matière de T.V.A. (p. 6440) ; **article 12 :** imposition du patrimoine ; absence de mesures prises en faveur de l'imposition de l'outil de travail (p. 6465-6466) ; insuffisance des relèvements des tranches de l'impôt sur le revenu pendant les dernières années (p. 6466).

— Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).

Première lecture, discussion générale : Son accord sur la réforme proposée par le Gouvernement ; retouches apportées au système de l'aide judiciaire par le projet de loi ; libre choix de l'avocat ; indemnisation des avocats commis d'office ; rend hommage aux auxiliaires de justice ; indemnisation par l'Etat des auxiliaires de justice ; regrette l'absence d'indexation des seuils prévus par le texte [23 novembre 1982] (p. 7566).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).

Première lecture, discussion des articles : **article 3. Son rappel au règlement :** reproche au président de séance d'avoir laissé le Gouvernement présidé à sa place ; interdiction de l'interpellation des députés par un membre du Gouvernement ; attitude du Gouvernement en matière électorale [25 novembre 1982], (p. 7687).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : caractère incomplet du présent projet de loi ; pouvoirs nouveaux conférés aux collectivités locales en matière d'urbanisme ; risque d'aggraver l'asservissement des citoyens [29 novembre 1982] (p. 7740) ; contradiction entre le présent projet de loi et la doctrine planificatrice du Gouvernement ; remplacement des subventions spécifiques par une subvention globale d'équipement ; autonomie totale conférée aux grandes villes par le présent projet de loi ; contenu des chartes intercommunales (p. 7741).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; politique menée par le Gouvernement conduisant à l'avortement obligatoire ; objet de la loi de 1975 ; contenu

de la notion de « détresse » [10 décembre 1982] (p. 8230) ; atteinte portée à la clause de conscience des médecins ; effort du Gouvernement en vue d'équiper la France d'un réseau d'« avortoirs » publics ; association des contribuables au remboursement de l'avortement ; dépassement des droits de l'Etat ; respect du droit de vie de l'enfant conçu ; violation des consciences par le Gouvernement ; refus des familles de trois enfants par le Gouvernement (p. 8231) ; réduction des prestations familiales ; rappelle son rôle dans l'évolution de la législation civile (p. 8232) ; retire sa question préalable (p. 8233).

Explications de vote : vote hostile du groupe R. P. R. (p. 8249).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** taxe sur les emplacements publicitaires fixes visibles de la voie publique ; extension de l'imposition aux pré-enseignes et aux emplacements publicitaires non visibles de la voie publique [7 décembre 1982] (p. 8086) ; introduction d'une discrimination entre les lieux couverts ; extension en ce qui concerne les emplacements publicitaires non visibles de la voie publique (p. 8087) ; **article 19 :** méconnaissance des prérogatives et des compétences du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ; hostilité de M. Laurent Fabius à l'égard des validations législatives lorsqu'il était dans l'opposition ; caractère inconstitutionnel des dispositions de cet article : inquisition fiscale attentatoire à la liberté individuelle, peines applicables à certaines infractions ; violation des principes de non-rétroactivité des lois (p. 8089).

FRACHON (Martine)

Député des Yvelines
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'agriculture [*J. O.* du 1er octobre 1982] (p. 2920).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conflit chez Renault-Flins :** grève dans les ateliers de montage de l'usine de Renault à Flins ; revendications des salariés [21 avril 1982] (p. 1211) ;

— **Usine Talbot de Poissy :** risques de fermeture de l'atelier « moteurs » de Poissy en raison du non-renouvellement des contrats de sous-traitance passés par l'usine Talbot de Poissy dans les Yvelines ; politique du groupe P. S. A. ; risques de suppression d'emplois [2 juin 1982] (p. 2869).

orale sans débat :

— **N° 268,** de M. Jean-Hugues Colonna : appelée le 22 octobre 1982 : **âge de la retraite des sapeurs-pompiers :** différence existant entre l'âge de la retraite des sapeurs-pompiers de Paris et celui des sapeurs-pompiers professionnels communaux ; possibilité d'harmoniser les régimes de retraite et d'abaisser l'âge de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels communaux (p. 6170).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : abus dans l'augmentation des charges et des loyers ; décisions unilatérales des propriétaires ; habitat considéré comme un droit [12 janvier 1982] (p. 9) ; moyens d'exercice d'une nouvelle citoyenneté donnés par le projet ; conditions de résiliation du bail ; délais de paiement accordés aux locataires ; indemnisation du propriétaire ; accords collectifs ; rôle social et collectif reconnu aux associations de locataires (p. 10) ; fourniture de justificatifs au locataire ; extension des accords nationaux (p. 11).

Discussion des articles, rapporteur pour avis : **article 2 :** son sous-amendement n° 232 à l'amendement n° 2 de la commission (non application de la loi aux sous-locations portant sur une partie du logement occupé par le locataire principal) [13 janvier 1982] (p. 54) ; moyens de tourner la loi fournis par l'exclusion de toutes les sous-locations ; sous-amendement n° 232 devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n °492 de M. Roland Dumas (p. 55) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 233 à l'amendement n° 4 de la commission (bail opposable au propriétaire en cas de co-location) : retiré ; son sous-amendement n° 234 à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 60) ; adopté (p. 61) ; son sous-amendement n° 235 à l'amendement n° 4 de la commission (précision dans le bail du régime juridique applicable au logement) : modifié, adopté ; son sous-amendement n° 236 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 62) ; adopté (p. 63) ; sons sous-amendement n° 237 à l'amendement n° 4 de la commission (locataire seul autorisé à se prévaloir de la violation des dispositions des alinéas 2 à 14 de l'article) (p. 65) ; adopté (p. 66) ; **article 6 précédemment réservé :** son amendement n° 238 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 8 de la commission (p. 87) ; **article 8 :** son amendement n° 239 (réduction à un mois du délai de préavis du locataire en cas de changement de lieu de travail) : adopté (p. 93) ; **article 9 :** son amendement n° 240 (non prise en charge par le locataire des menues réparations occasionnées par des malfaçons) [20 janvier 1982] (p. 295) ; réparation des malfaçons à la charge du bailleur ; adoption de l'amendement n° 240 ; son amendement n° 241 (possibilité pour le bailleur d'exiger la remise immédiate en état du logement lorsque les transformations apportées par le locataire mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local) (p. 296) : adopté (p. 297) ; **article 10 :** son amendement n° 242 (pas d'opposition du bailleur aux aménagements réalisés par le locataire sauf en cas de transformation de la chose louée) : adopté ; son amendement n° 243 (consultation des locataires par le bailleur avant toute modification de la chose louée ou toute diminution des services rendus) : corrigé, adopté (p. 298) ; son amendement n° 244 (mention de la dernière révision du loyer et de l'indice de référence sur la quittance délivrée au locataire) : rejeté (p. 300) ; **article 12 :** son amendement n° 245 (établissement de l'état des lieux par des mandataires des parties ; frais d'huissier à la charge de la partie demanderesse : rejeté (p. 301) ; **après l'article 14** (*suite*) : son amendement n° 246 (abrogation du paragraphe 6 de l'article 3 *bis* de la loi du 19 juillet 1977) ; information du locataire sur les quantités de combustibles consommées en cas de fournitures par des régies municipales ou dans le cadre de contrats d'affermage d'installations de chauffage ; rejet de l'amendement n° 246 (p. 309) ; **après l'article 16 :** son amendement n° 247 (modification de la législation sur les saisies) : retiré [21 janvier 1982] (p. 319) ; **article 17 :** son amendement n° 248 (d'harmonisation) : adopté (p. 323) ; **article 18 :** son amendement n° 249 (clauses abusives ; remboursement par le locataire de sommes non exigibles au titre de la présente loi) : rejeté (p. 328) ; **article 19 :** son amendement n° 250 (accords conclus entre les bailleurs et les locataires) : rejeté ; son amendement n° 251 (validité de l'accord conclu par la majorité des locataires ou par des associations groupant la majorité d'entre eux) (p. 335) ; conclusion des accords à la majorité simple ; amendement n° 251 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 289 de la commission de la production et des échanges ; son amendement n° 252 (application des accords aux nouveaux locataires) (p. 336) : adopté (p. 337) ; **article 20 :** son amendement n° 253 (déclaration des associations représentant les locataires à l'échelon de l'ensemble immobilier) (p. 338) : adopté (p. 339) ; **article 22 :** son amendement n° 501 (possibilité pour les locataires de se faire

assister par un représentant de leur organisation départementale ou nationale dans les négociations) : adopté (p. 341) ; **article 23 :** son amendement n° 254 (locataires informés de la réunion de copropriété par lettre recommandée et voie d'affiches) (p. 347) : adopté ; son amendement n° 255 (locataires informés de l'heure, du lieu et de l'ordre du jour de l'assemblée générale de copropriété) : adopté (p. 348) ; **article 24 :** son sous-amendement n° 256 à l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 350) ; adopté (p. 351) ; **article 25 :** son amendement n° 257 (composition de la commission départementale du logement) ; son amendement n° 502 à titre personnel (composition de la commission départementale du logement) (p. 352) ; représentation des gestionnaires au sein de la commission ; rejet de l'amendement n° 257 ; adoption de l'amendement n° 502 ; son amendement n° 258 (rôle de conciliation de la commission départementale du logement) ; son amendement n° 503 à titre personnel (rôle de conciliation de la commission départementale du logement) : retiré au profit de l'amendement n° 258 de la commission ; adoption de l'amendement n° 258 (p. 353) ; **article 27 :** son amendement n° 259 (appréciation de la représentativité des associations au niveau départemental) : adopté (p. 357) ; **article 28 :** son amendement n° 260 (gestionnaires) : devenu sans objet avec le rejet de l'amendement n° 61 à l'article 27 ; son amendement n° 504 à titre personnel (de coordination avec l'amendement n° 257 adopté à l'article 25) : adopté (p. 360) ; **après l'article 28 :** son sous-amendement n° 261 à l'amendement n° 70 de la commission (mode de calcul du délai pendant lequel les accords nationaux continuent à produire leurs effets postérieurement à une dénonciation) : adopté [22 janvier 1982] (p. 366) ; **article 29 :** son amendement n° 262 (objet des accords collectifs ; gestionnaires) : adopté (p. 367) ; son amendement n° 263 (objet des accords collectifs ; grille de vétusté) : adopté (p. 368) ; son amendement n° 264 (négociation des règlements intérieurs) : adopté ; **après l'article 29 :** son amendement n° 265 (hiérarchie des accords) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 509 du Gouvernement ; son amendement n° 505, à titre personnel (possibilité d'application des accords collectifs aux contrats de location en cours) (p. 370) ; modifié, adopté (p. 371) ; **article 30 :** son amendement n° 266 (gestionnaires parties aux accords) : devenu sans objet (p. 372) ; **après l'article 32 :** son sous-amendement n° 267 à l'amendement n° 80 de la commission (accès gratuit des associations de locataires aux locaux collectifs) (p. 373) ; adopté (p. 374) ; **article 37 :** son sous-amendement n° 268 à l'amendement n° 90 de la commission (contestation du loyer non constitutive d'un motif de non-paiement) ; extension de la compétence de la commission départementale aux litiges relatifs à l'exécution du contrat de location [25 janvier 1982] (p. 485) ; sous-amendement n° 268 : adopté (p. 486) ; **après l'article 43 :** son amendement n° 269 (affichage du règlement intérieur) : adopté ; **avant l'article 42 :** son amendement n° 553 précédemment réservé (intitulé du titre VI) (p. 499) ; adopté (p. 500) ; **après l'article 56 :** son amendement n° 508, à titre personnel (caractère d'ordre public des dispositions de la présente loi) : retiré (p. 521).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : place des personnes âgées dans la société ; majoration des taux des pensions vieillesse ; maintien de la multiplicité des systèmes de retraite ; non-prise en compte des régimes spéciaux ; assurance veuvage [21 juin 1982] (p. 3618).

Discussion des articles : **article 13 :** cas des personnes dont le divorce a été prononcé à leurs torts exclusifs avant la loi du 17 juillet 1978 (p. 3627).

— **Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).**

Première lecture, explications de vote : aggravation des conditions d'emploi pendant le précédent septennat ; création de la garantie de ressources [11 octobre 1982] (p. 5628) ; absence de solidarité du patronat avec les travailleurs ; vote positif du groupe socialiste (p. 5629).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : amélioration de l'effort contributif de chacun ; dotation globale des hôpitaux ; système du prix de journée [18 octobre 1982] (p. 5928) ; principe de la révision de la dotation globale (p. 5929).

Discussion des articles : **article 9 :** revision de la dotation globale (p. 5945).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème des enseignements dits secondaires ; exemples du dessin, de la musique et de l'éducation physique ; priorité budgétaire donnée aux enseignements nobles [5 novembre 1982] (p. 6769).

Affaires sociales et solidarité nationale. — III. Travail, emploi. — *Discussion générale :* absence des députés de l'opposition de l'hémicycle ; limitation de la croissance du chômage ; attitude des chefs d'entreprise [15 novembre 1982] (p. 7163) ; place de la formation professionnelle ; difficultés de négociation entre les partenaires sociaux sur le financement de l'U. N. E. D. I. C. ; refus de vivre avec la permanence du chômage ; création du service public de l'emploi ; augmentation du budget de l'A. N. P. E. ; insuffisance du personnel de celle-ci ; accroissement de la dotation en faveur de l'A. F. P. A. ; dégradation de l'image de celle-ci (p. 7164) ; organisation des rapports entre l'A. F. P. A. et l'A. N. P. E. ; rôle de l'U. N. E. D. I. C. (p. 7165).

Consommation. — *Discussion générale :* progression des crédits budgétaires ; diminution, en termes réels, de la subvention de l'Institut national de la consommation ; régression probable de la revue *50 millions de consommateurs ;* diminution probable des tests comparatifs ; prise en compte de la consommation dans tous les départements ministériels ; possibilité, pour divers ministères, d'apporter une participation financière ; « nouvelle citoyenneté » des consommateurs [19 novembre 1982] (p. 7475) ; vie associative ; nécessité de ne pas porter atteinte au droit à l'information et à la formation des consommateurs (p. 7476).

— **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).**

Première lecture, discussion générale : respect de l'anonymat [10 décembre 1982] (p. 8243) ; priorité donnée à l'information sexuelle ; rôle de l'école en matière d'éducation sexuelle ; droits des mères célibataires ; refus systématique des dossiers des mères célibataires par les H. L. M. (p. 8244).

Troisième lecture, explications de vote : justification du remboursement de l'I. V. G. ; mise en place d'une réelle information sexuelle dès la petite enfance ; nécessité de permettre aux femmes de choisir de garder ou non leur enfant [20 décembre 1982] (p. 8569).

FRANCESCHI (Joseph)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées. Nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique. Décret du 17 août 1982 [J. O. du 18 août 1982] (p. 2602).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Florence d'Harcourt : délinquance d'origine étrangère et conception du droit d'asile :** renforcement du contrôle aux frontières ; droit d'asile, droit de séjour, statut de réfugié ; [1er octobre 1982] (p. 5723) ;

— **M. Guy Malandain : agitation chez certains fonctionnaires de la police :** liberté de parole accordée à tous y compris aux opposants ; rôle de la police [13 octobre 1982] (p. 5726) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : saisies et expulsions :** baisse du nombre d'expulsions ; actions des commissions de conciliation (p. 5730) ;

— **Mme Jacqueline Osselin : affrontements entre la police et les manifestants antinucléaires dans les Ardennes :** liberté d'expression ; manifestations dans les Ardennes ; enquête d'utilité publique et commission locale d'information ; concertation relative aux sidérurgistes ; poursuites judiciaires [1er décembre 1982] (p. 7863) ;

oralas sans débat de :

— **M. Parfait Jans (n° 124) : aides ménagères :** maintien à domicile des personnes âgées ; croissance sans précédent de l'aide ménagère ; convention collective des aides ménagères ; hausse du taux horaire de remboursement ; financement de l'aide ménagère ; formation des aides ménagères ; hausse du minimum vieillesse [16 avril 1982] (p. 1176, 1177) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 115) ;** en remplacement de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances : **transfert du ministère des finances :** décision du Président de la République de rendre l'ensemble du palais du Louvre à sa destination de musée ; implantation du ministère des finances dans l'est de la capitale ; libération ultérieure des terrains du quai Branly [16 avril 1982] (p. 1178) ;

— **M. Bernard Madrelle (n° 167) : viticulteurs :** règlement communautaire n° 458-80 relatif aux opérations collectives de restructuration ; retard dans l'examen des dossiers ; protection des intérêts financiers des viticulteurs par le Gouvernement [7 mai 1982] (p. 1857) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 164) : pensions de retraite :** augmentation du minimum vieillesse depuis le 1er juillet 1981 ; augmentation du taux des pensions de réversion pour les titulaires de pensions du régime général de la sécurité sociale [7 mai 1982] (p. 1858) ; augmentation du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu applicable aux personnes âgées ; impossibilité d'attribuer des avantages sociaux annexes aux retraités bénéficiant d'une pension modeste analogues à ceux octroyés aux titulaires du fonds national de solidarité (p. 1859) ;

— **Mme Colette Goeuriot (n° 210) : travailleuses familiales :** effort accompli par le Gouvernement en matière de financement et de formation des travailleuses familiales ; mise en place d'une commission de réflexion sur le travail social [11 juin 1982] (p. 3258).

— **M. Pierre Mauger (n° 208) : aide à domicile :** progression des crédits consacrés à l'aide familiale ; relèvement du plafond d'octroi du minimum vieillesse ; assouplissement des conditions d'octroi de l'aide sociale ; situation de la caisse régionale d'assurance maladie des pays de la Loire ; nécessité de réexaminer l'ensemble du dispositif de l'aide ménagère [11 juin 1982] (p. 3260).

— **M. Pierre Tabanou (n° 284) : sécurité publique :** mesures en faveur de la police ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite ; augmentation du taux de réversion des pensions des veuves et orphelins de policiers tués en opération ; effectifs et moyens de la police ; révision des méthodes d'intervention de la police ; îlotage ; situation des effectifs dans le Val-de-Marne ; organisation et équipements de la police dans ce département [26 novembre 1982] (p. 7711).

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 288) : réorganisation des services territoriaux de l'Etat :** lien entre la décentralisation et la déconcentration [3 décembre 1982] (p. 7971) ; direction des services de l'Etat par le commissaire de la République ; réunion du comité interministériel pour l'administration territoriale (C.I.A.T.E.R.) ; renforcement des services des préfectures ; restructuration des organismes régionaux d'étude et d'aménagement (O. R. E. A. M.) ; futur statut général de la fonction publique (p. 7972).

— **M. Emmanuel Hamel (n° 293) : sinistrés du département du Rhône :** moyens mis en œuvre pour porter secours aux victimes de tempêtes ; absence de déclenchement du plan ORSEC dans le département du Rhône ; moyens financiers mis à la disposition des commissaires de la République [3 décembre 1982] (p. 7973) ; absence de précision lors de la formation par écrit de cette question (p. 7974).

— **M. Louis Moulinet (n° 295) : stationnement des nomades à Paris :** accueil et stationnement des gens du voyage ; création de deux aires de stationnement dans le Val-de-Marne [3 décembre 1982] (p. 7974) ; impossibilité d'aménager un terrain de stationnement pour les nomades à Rungis (p. 7975).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).**

Première lecture, discussion générale : création d'un livret d'épargne populaire, instrument de la solidarité nationale pour les personnes âgées ; relèvement du minimum vieillesse par le gouvernement de gauche ; délai minimum de six mois pour bénéficier du régime d'indexation prévu ; journée mondiale des personnes âgées organisée à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé [6 avril 1982] (p. 942).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** refus de créer un grade de président de chambre régionale des comptes ; maintien du grade de président de section [17 juin 1982] (p. 3548) ; **article 4 :** nomination aux fonctions du ministère public ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 5 de la commission (rapport du ministre de l'économie et des finances) : adopté ; **article 5 :** serment des magistrats des chambres régionales des comptes (p. 3550) ; **article 6 :** droit de grève des magistrats des chambres régionales des comptes (p. 3551) ; **article 10 :** incompatibilité entre les fonctions de magistrat de la chambre régionale et celles exercées depuis moins de cinq ans dans le ressort de cette chambre dans un organisme soumis au contrôle de la chambre (p. 3554) ; **article 13 :** recrutement des conseillers de chambre régionale des comptes de deuxième classe (p. 3555) ; **article 14 :** tour extérieur (p. 3556) ; **article 17 :** composition de la commission d'intégration (p. 3558) ; **article 19 :** relations entre la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes (p. 3559) ; **article 20 :** composition du conseil supérieur des chambres régionales des comptes (p. 3560) ; son amendement n° 50 (précisant que les magistrats exerçant les fonctions du ministère public constituent un collège électoral distinct) : retiré (p. 3561) ; durée du mandat des présidents élus au conseil supérieur (p. 3562) ; **article 22 :** mécanisme d'intégration à la Cour des comptes des membres des chambres régionales (p. 3563) ; son amendement n° 51 (nomination à la Cour des comptes de membres du corps des chambres régionales) : rejeté (p. 3564) ; **article 23 :** son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 33 de la commission (saisine du conseil supérieur par le ministre de l'économie et des finances) : adopté (p. 3565) ; **article 25 :** magistrats siégeant dans les commissions de discipline (p. 3566) ; **article 33 :** dispositions transitoires (p. 3569) ; **article 35 :** composition du jury (p. 3570).

Ses observations après l'adoption du projet de loi : qualité du travail accompli par l'Assemblée nationale ; mise en œuvre d'un véritable contrôle juridictionnel *a posteriori* décentralisé (p. 3571).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : résorption des hospices et des « mouroirs » ; augmentation de la retraite, du minimum vieillesse, des pensions contributives et de l'allocation logement ; suppression de la taxe d'habitation pour certaines personnes âgées ; création du livret rose ; politique de service à domicile ; comité national des retraités et des personnes âgées ; rattrapage des pensions de vieillesse liquidées avant la loi Boulin [18 juin 1982] (p. 3581) ; problème des invalides ; avantages de réversion servis aux conjoints d'assurés décédés (p. 3582) ; réparation des injustices dues aux anciens gouvernements ; liquidation individuelle ; hétérogénéité des différents régimes de retraites [21 juin 1982] (p. 3618) ; sort des retraités des régimes miniers ; partage de la pension de réversion entre des conjoints successifs ; sort des veuves et des femmes seules ; réglementation empêchant les moniteurs de ski, les guides de haute montagne et les accompagnateurs de moyenne montagne de bénéficier du régime complémentaire d'assurance vieillesse des professions libérales ; assurance veuvage (p. 3619).

Discussion des articles : **article 1er :** augmentation des dépenses demandée par le groupe communiste ; **article 4 :** son amendement n° 41 (remplacement des mots « et continue d'exercer une activité salariée » par les mots « une activité professionnelle ») (p. 3621) : adopté ; son amendement n° 42 (concession de la pension vieillesse à la demande de l'assuré) : adopté ; **après l'article 4 :** son amendement n° 67 (précisant que le commerçant ou l'artisan atteint d'une incapacité le

rendant définitivement inapte à poursuivre son activité est dispensé de la condition d'âge prévue au premier alinéa de l'article 106 de la loi de finances pour 1982) (p. 3622) : adopté ; **article 6 :** augmentation des pensions de réversion (p. 3623) ; **article 12 :** droit à réversion du conjoint divorcé (p. 3625, 3626) ; **article 13 :** partage des pensions de réversion en cas de divorce (p. 3628) ; **article 16 :** régime complémentaire ; **article 17 :** son amendement n° 43 (précisant que les dispositions de la présente loi sont applicables aux pensions de veuves ou de veufs dues au titre du code local des assurances sociales) (p. 3629) : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 44 (application de cet article aux femmes divorcées de marins) : adopté (p. 3630) ; **article 19 :** extension des dispositions de la présente loi au code rural (p. 3631) ; **après l'article 19 :** son amendement n° 45 (ouverture du droit à pension de réversion provisoire en cas de disparition du conjoint assuré dans le régime des professions libérales) : adopté après correction ; **avant l'article 20 :** partage du droit à pension de réversion (p. 3631) ; **après l'article 20 :** son amendement n° 46 (cas des conjoints survivants des adultes handicapés qui percevaient à la date de leur décès l'allocation aux adultes handicapés) : adopté (p. 3632) ; **avant l'article 21 :** problème spécifique se posant aux personnels de la montagne (p. 3633) ; **article 21 :** révi-révision d'une pension du régime général (p. 3636) ; **article 22 :** son amendement n° 47 (droit à pension d'orphelin ouvert aux enfants du conjoint divorcé) : adopté ; son amendement n° 68 (transposition dans le code des pensions civiles et militaires des dispositions introduites dans l'article 12 du présent projet) : adopté ; son amendement n° 48 (cas dans lequel il y a plusieurs conjoints divorcés) : adopté ; son amendement n° 49 (recouvrement du droit à pension en cas de dissolution d'une union postérieure) : adopté (p. 3637) ; **après l'article 22 :** son amendement n° 64 (extension au code des pensions de retraite des marins des modifications introduites dans le code des pensions civiles et militaires de retraite) ; cas des veuves et épouses divorcées de marins : adopté ; **article 24 :** son amendement n° 65 (entrée en vigueur des dispositions du présent article) (p. 3638) : adopté ; **après l'article 24 :** son amendement n° 50 (dispositions relatives à la compensation entre régimes) : adopté ; **article 25 :** assurés ayant perçu l'indemnité de soins aux tuberculeux (p. 3639) ; **article 26 :** nécessité d'éviter que les personnes âgées ne renoncent à recourir à des prestations exigées par leur état de santé (p. 3640) ; **après l'article 26 :** problème des chauffeurs de taxi non salariés ayant souscrit à une assurance personnelle avant 1970 ; son amendement n° 66 (date d'entrée en vigueur des dispositions des articles 6 à 9 du présent projet) : adopté (p. 3641).

Ses observations après l'adoption du projet de loi : protection du pouvoir d'achat des hommes et des femmes retraités ; unanimité de l'Assemblée nationale (p. 3642).

Deuxième lecture, discussion générale : problème du partage des pensions de réversion entre conjoints divorcés et conjoints survivants [28 juin 1982] (p. 3949).

Discussion des articles : **article 13 :** contenu de la loi du 17 juillet 1978 (p. 3950).

Commission mixte paritaire, discussion générale : partage de la pension de réversion entre les conjoints divorcés ; acquis de la loi de 1978 [30 juin 1982] (p. 4048).

— Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).

Commission mixte paritaire, discussion générale : travaux de la commission mixte paritaire [28 juin 1982] (p. 3953).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* lutte contre le terrorisme et l'insécurité ; augmentation des emplois des personnels en tenue ; création d'emplois dans la police depuis 1981 ; déroulement des carrières professionnelles des commandants et officiers ; réforme de 1977 ; formation permanente des personnels [10 novembre 1982] (p. 7034) ; équipement des policiers ; efficacité de la police ; centralisation des renseignements ; fichier du terrorisme ; intégration progressive de l'indemnité de sujétion spéciale dans la retraite des personnels ; logement des fonctionnaires de police ; mesures de qualification d'officiers de police judiciaire aux inspecteurs de police recrutés avant 1977 ; comités d'hygiène et de sécurité ; rend hommage à l'action et à l'état d'esprit de la police (p. 7035).

Répond à la question de :

— *M. André Durr :* effectifs de la police urbaine dans le Bas-Rhin ; ville d'Illkirch-Graffenstaden ; ville de Strasbourg (p. 7036) ;

— *M. Edouard Frédéric-Dupont :* indemnisation des dommages matériels de victimes d'attentat ; projet de loi relatif à l'assurance volontaire ou à l'assurance obligatoire (p. 7037) ;

— *M. Robert-André Vivien :* inclusion de la mesure d'intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite dans le bleu budgétaire pour un montant de 58 millions ; majoration de la pension de réversion ; possibilité de mise en place d'une loi de programme sur les missions et les moyens de la police (p. 7038) ;

— *M. Frédéric Jalton :* problèmes de la sécurité en Guadeloupe ; immigration clandestine (p. 7038, 7039) ;

— *M. Jean-Pierre Michel :* effectif policier des villes de Gray et de Luxeuil (p. 7040) ;

— *M. Marcel Wacheux :* possibilité de transfert de certaines charges administratives de la police aux communes ; produit des timbres-amendes ; convention Etat-communes (p. 7040) ;

— *M. Edouard Frédéric-Dupont :* programme de construction du commissariat de la rue Fabert ; autorisation de programme allouée pour l'étude architecturale (p. 7041) ;

— *M. Robert-André Vivien :* renforcement des effectifs des trois départements de la petite couronne ; situation du Val-de-Marne ; comblement des vacances de postes engendrées par les mouvements de personnel ; circonscriptions de Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay (p. 7041).

Examen des crédits : **après l'article 63 :** son amendement n° 135 (intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite) : adopté (p. 7046).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 29 et état B :** amélioration de la sécurité des parisiens ; exemple du métro ; déshumanisation du métro ; rétablissement de la présence des agents de la R.A.T.P. dans les couloirs et les stations ; importance de l'effort entrepris par le Gouvernement [15 décembre 1982] (p. 8389) ; cas des jeunes dressés pour dévaliser les touristes et les voyageurs (p. 8390).

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline)

Député des Hauts-de-Seine (7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre des transports [*J.O.* du 13 mars 1982] (p. 827).

Fin, le 12 septembre 1982, de sa mission temporaire [21 septembre 1982] (p. 4989).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [8 avril 1982] (p. 1043).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues tendant à l'extension et à la revalorisation des allocations familiales, en particulier dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge (n° 542) [22 avril 1982] (p. 1280).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'égalité des femmes devant l'emploi et la formation professionnelle (n° 999) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Membre titulaire de la commission paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J.O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3481).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Rapport, fait ou nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 742) relatif aux **comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 823)** [22 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 1230)** [18 novembre 1982].

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat relatif aux **comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 1235)** [23 novembre 1982].

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1319), modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif aux **comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 1327)** [17 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **internes des centres hospitaliers universitaires :** situation des internes des C.H.U. et mouvement de grève [7 avril 1982] (p. 953) ;

— **situation chez Citroën :** conflit aux usines de Citroën-Levallois et d'Asnières ; revendications des travailleurs et position de la direction [12 mai 1982] (p. 2045) ; « milice patronale » (p. 2046) ;

orale sans débat : n° 119, posée le 2 avril 1982 : **automobiles et cycles (entreprises : Hauts-de-Seine)** (p. 788).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).**

Première lecture, discussion générale : redéfinition de la profession de sage-femme ; ouverture de celle-ci aux hommes ; accroissement des droits de prescriptions des sages-femmes [12 mai 1982] (p. 2055).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune, rapporteur pour avis : sécurité et hygiène des conditions de travail ; institution du comité d'hygiène et de sécurité ; prise en compte des risques professionnels ; souci de « prévention intégrée » par la fusion du comité d'hygiène et de sécurité et de la commission d'amélioration des conditions de travail ; insuffisance du nombre de C. H. S. [13 mai 1982] (p. 2106) ; extension de leurs attributions ; possibilité pour les C. H. S. C. T. d'interrompre exceptionnellement le travail en cas de danger imminent non reconnu par le chef d'entreprise ; inconvénients du maintien d'un régime dérogatoire pour le bâtiment et les travaux publics dans les entreprises de moins de 300 salariés ; attribution d'un crédit d'heures aux membres des C. H. S. C. T. (p. 2107).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-41 *du code du travail :* son amendement n° 11 (suppression de la disposition prévoyant que ne pourront bénéficier de l'article L. 122-41 les travailleurs passibles d'une sanction qui ne peut avoir une incidence immédiate sur leur présence dans l'entreprise ou leur carrière) [17 mai 1982] (p. 2306) : rejeté (p. 2308).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L.* 521-1 *du code du travail :* son amendement n° 8 (responsabilité civile des salariés, des représentants du personnel et des syndicats pour fait de grève) [24 mai 1982] (p. 2480) ; devenu sans objet (p. 2484) ; **article 2 :** son amendement n° 16 (réunion de la section syndicale) [25 mai 1982] (p. 2516) : rejeté (p. 2517) ; *article L.* 412-11 *du code du travail :* son amendement n° 17 (section syndicale des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise ou assimilés) [27 mai 1982] (p. 2661) : rejeté (p. 2662) ; **article 5 :** *article L.* 412-19 *du code du travail :* son amendement n° 22 (réintégration des délégués syndicaux) (p. 2699) : retiré (p. 2700) ; **article 9 :** *article L.* 422-3 *du code du travail :* son amendement n° 24 (supprimant le mot « collectivement » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) [28 mai 1982] (p. 2767) : retiré (p. 2768) ; **article 21 :** *article L.* 432-3 *du code du travail :* son amendement n° 34 (précisant que le comité d'entreprise décide de l'affectation de la contribution sur les salaires au titre de l'effort de construction) [4 juin 1982] (p. 2992) : retiré (p. 2994) ; *article L.* 432-4 *du code du travail :* son amendement n° 36 (recours dont dispose le comité d'entreprise en cas de décision de licenciement à caractère économique) (p. 3005) : retiré (p. 3006) ; **article 24 :** *article L.* 433-10 *du code du travail :* son amendement n° 38 (interdiction des candidatures libres au second tour) [7 juin 1982] (p. 3035) : rejeté (p. 3036).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L.* 132-21 *du code du travail :* son amendement n° 7 (obligation pour les conventions et accords d'entreprise de ne contenir que des clauses plus favorables aux travailleurs que les dispositions de la législation ou des conventions de branches et des accords professionnels ou interprofessionnels) [11 juin 1982] (p. 3277) : retiré (p. 3278) ; son amendement n° 8 (application de plein droit aux salariés des entreprise des dispositions des conventions de branches ou accords professionnels ou interprofessionnels qui seraient plus favorables que les dispositions de leur convention d'entreprise) : retiré (p. 3279) ; **article 9 :** *article L.* 136-2 *du code du travail :* son amendement n° 14 (chargeant la commission nationale de la négociation collective d'étudier la composition du budget type servant à la détermination du S. M. I. C.) : retiré [25 juin 1982] (p. 3889).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion générale : suppression du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publique ; développement de la pratique du plein temps hospitalier ; injustice du secteur privé ; abus constaté par l'inspection générale des affaires sociales et la Cour des comptes ; modification du statut des médecins hospitaliers ; accueil des malades et de leur famille ; personnalisation des consultations ; confort des malades ; rétablissement du budget supplémentaire des hôpitaux et créations d'emplois [25 juin 1982] (p. 3908) ; garantie d'un même accueil de qualité à tous les usagers de l'hôpital public (p. 3909).

Explications de vote : transformation de l'hôpital public ; mesures en faveur des médecins hospitaliers ; orientation pour le développement des médecins hospitaliers de haut niveau en France (p. 3925).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion des articles : **article 20 :** son amendement n° 61 (supprimant les mots : « capables de s'exprimer en français ») : adopté [8 juillet 1982] (p. 4388).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : fusion entre le comité d'hygiène et de sécurité et la commission d'amélioration des conditions de travail [21 septembre 1982] (p. 4995) ; champ d'application des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; crédit d'heures accordé aux membres des C.H.S.C.T. (p. 4996).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (étendant les dispositions du code du travail relatives à l'hygiène et à la sécurité des entreprises du secteur des transports) : adopté après correction ; son amendement n° 2 (rédactionnel) adopté (p. 5001) ; **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* son amendement n° 6 (dispositions retenues en cas d'inexistence d'un C.H.S.C.T. dans l'entreprise) : devenu sans objet (p. 5014) ; rôle des inspecteurs du travail (p. 5015) ; précise que la commission ne souhaite pas que le tribunal d'instance soit compétent (p. 5017) ; son amendement n° 7 (procédure suivie dans les établissements de moins de cinquante salariés) : adopté après rectification (p. 5018) ; dispositions relatives au constat de carence (p. 5019) ; protection des travailleurs du bâtiment (p. 5021) ; son amendement n° 8 (amélioration de la protection des travailleurs du bâtiment et des travaux publics) : adopté après modification (p. 5022) ; son amendement n° 9 (précisant que les entreprises de moins de cinquante salariés peuvent se regrouper en vue de constituer un C.H.S.C.T.) : adopté (p. 5023) ; *article L. 236-2 du code du travail :* cas des travailleurs permanents et intérimaires (p. 5024) ; son amendement n° 10 (mission des C.H.S.C.T.) (p. 5026) : adopté (p. 5027) ; fonctionnement des C.H.S.C.T. (p. 5028) ; précise que la commission d'inspection est une structure non prévue par le présent projet de loi (p. 5029) ; son amendement n° 11 (permettant au C.H.S.C.T. de prendre des initiatives en faveur de la protection et de la prévention) : adopté ; son amendement n° 12 (précisant que le C.H.S.C.T. peut décider des actions de prévention et qu'en cas de refus de l'employeur celui-ci doit motiver sa décision) : adopté après modification ; législation relative aux matières toxiques et dangereuses [22 septembre 1982] (p. 5036) ; consultation du C.H.S.C.T. avant l'adoption du règlement intérieur (p. 5037) ; son amendement n° 13 (précisant que le C.H.S.C.T. est consulté avant toute décision d'aménagement importante) (p. 5038) : adopté (p. 5040) ; son amendement n° 14 (précisant que le C.H.S.C.T. fixe les missions qu'il confie à ses membres pour l'accomplissement de ses tâches) : adopté ; son amendement n° 15 (précisant que le C.H.S.C.T. est consulté sur l'aménagement des postes de travail pour handicapés) (p. 5041) : adopté ; *après l'article L. 236-2 du code du travail* : son amendement n° 16 (précisant que le C.H.S.C.T. se réunit au moins tous les trimestres) : adopté (p. 5042) ; *article L. 236-3 du code du travail :* sanction en cas de non-respect de l'obligation de discrétion par les membres du C.H.S.C.T. (p. 5044) ; *article L. 236-4 du code du travail :* son amendement n° 17 (mise en œuvre des dispositions du présent article par le comité d'entreprise dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics occupant entre 50 et 300 salariés) : adopté après modification (p. 5050) ; *article L. 236-5 du code du travail :* désignation de la personne devant assurer le secrétariat du C.H.S.C.T. (p. 5054) ; *article L. 236-6 du code du travail :* volonté de l'opposition de modifier les seuils d'effectif dans un sens restrictif par rapport au projet gouvernemental (p. 5061) ; fixation du nombre des C.H.S.C.T. en cas de conflit (p. 5062) ; *article L. 236-7 du code du travail :* son amendement n° 18 (précisant que le chef d'établissement est tenu de laisser aux membres du C.H.S.C.T. le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions (p. 5063) : adopté après modification ; cumul éventuel des crédits d'heures (p. 5064) ; paiement du crédit d'heures (p. 5066) ; refus de limiter les déplacements des membres des C.H.S.C.T. dans l'exercice de leurs fonctions (p. 5067) ; notion de prévention ; notion d'incidents répétés (p. 5068) ; son amendement n° 19 (insérant les mots : « ou des incidents répétés » après les mots : « un accident du travail grave » dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 5069) : adopté après modification ; son amendement n° 20 (caractère obligatoire de la prévention) (p. 5070) : rejeté ; son amendement n° 21 (précisant que l'inspecteur du travail est prévenu de toutes les réunions du C.H.S.C.T. et peut y assister) : adopté ; *article L. 236-8 du code du travail :* son amendement n° 22 (modalités de prise des décisions du C.H.S.C.T.) (p. 5071) : adopté ; son amendement n° 23 (suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 5072) ; *article L. 236-9 du code du travail :* refus de subordonner la décision du C.H.S.C.T. à celle du comité d'entreprise ; choix de l'expert par le C.H.S.C.T. (p. 5073) ; entrée de l'expert dans l'entreprise (p. 5076) ; *article L. 236-10 du code du travail :* son amendement n° 24 (caractéristiques de la formation reçue par les membres du C.H.S.C.T.) : adopté après modification (p. 5078) ; *article L. 236-12 du code du travail :* son amendement n° 25 (notion d'immeuble) : adopté ; *après l'article L. 236-12 du code du travail :* son amendement n° 26 (précisant que les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux dispositions plus favorables concernant le fonctionnement et les pouvoirs des C.H.S.C.T. résultant d'accord collectif ou d'usage) (p. 5079) : adopté (p. 5080) ; **article 6** : son amendement n° 27 (de suppression) : rejeté ; **article 8** : son amendement n° 28 (suppression du premier alinéa de cet article) (p. 5081) : adopté ; **après l'article 8** : son amendement n° 29 (bilan d'application de la présente loi présentée au parlement par le Gouvernement) : adopté (p. 5082) ; **après l'article 1er** (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 3 (précisant que le travailleur signale à l'employeur toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé) (p. 5084) : adopté ; son amendement n° 4 (possibilité pour un salarié de se retirer d'une situation présentant un péril imminent et grave sans risque de sanction) (p. 5086) ; notion de faute inexcusable (p. 5088) : adopté après modification ; son amendement n° 5 (renforçant le rôle du C.H.S.C.T. dans la procédure mise en œuvre en cas de danger imminent) (p. 5089) : adopté après modification (p. 5091).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : décalage entre les textes votés par les deux assemblées sur les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail [24 novembre 1982] (p. 7616) ; pouvoir conféré par le Sénat aux chefs d'entreprise ; amélioration rédactionnelle apportée par le Sénat ; propose un retour au texte initialement adopté par l'Assemblée ; différence des positions du Sénat et de l'Assemblée dans les domaines suivants : cas du travailleur en situation de danger grave et imminent, existence des comités dans la branche du bâtiment et des travaux publics, crédit d'heures laissé aux membres des comités pour exercer leurs fonctions, nuisances subies par les travailleurs du fait d'un établissement extérieur au leur ; droit de retrait d'un travailleur menacé par un danger grave et imminent ; faute inexcusable de l'employeur lorsque le salarié est victime d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle alors que le risque avait été signalé ; obligation de création des comités pour toutes les entreprises du bâtiment et des travaux publics ; suppression par le Sénat de l'obligation d'adapter les dispositions de la loi au secteur du bâtiment ; mesures tendant à la protection des femmes enceintes et à la réinsertion des handicapés (p. 7617).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (maintien de l'obligation d'adhésion aux organismes professionnels spécifiques, même lorsqu'un comité d'hygiène a été créé) : adopté ; **article 1er** *bis* : son amendement n° 2 (situation de danger grave et imminent) : adopté après modification (p. 7619) ; **article 1er** *ter* : son amendement n° 3 (impossibilité de sanctionner le salarié qui s'est retiré d'une situation de travail présentant un danger grave et imminent) ; faute inexcusable de l'employeur si le risque qui lui a été signalé s'est matérialisé : adopté ; **article 1er** *quater* : son amendement n° 4 (de coordination) : adopté (p. 7620) ; son amendement n° 5 (information par l'employeur de l'inspecteur du travail et de l'agent de prévention de la caisse régionale d'assurance maladie) : adopté après rectification ; **article 1er** *quinquies* : son amendement n° 6 (suppression de cet article) : adopté (p. 7621) ; **article 2** : son amendement n° 7 (initiative de création d'un comité dans les entreprises de moins de 50 salariés) : adopté ; son amendement n° 8 (création obligatoire des comités d'hygiène dans les entreprises de plus de 300 salariés, dans la branche du bâtiment et des travaux publics et maintien de l'adhésion de ces entreprises à l'organisation professionnelle) : rejeté (p. 7623) ; son amendement n° 9 (rétablissement de la référence aux travailleurs temporaires, au travail féminin et aux problèmes liés à la maternité dans le premier alinéa de l'article L. 236-2 du code du travail) : adopté après modification ; son amendement n° 10 (conditions de travail et risques professionnels) : adopté ; son amendement n° 11 (retour au texte adopté par l'Assemblée) (p. 7624) : adopté ; son amendement n° 12 (retour au texte voté par l'Assemblée) : adopté ; son amen-

dement n° 13 (avis du comité sur le règlement intérieur) : adopté ; son amendement n° 14 (substituant au mot « profonde » le mot : « importante » dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 236-2 du code du travail) : adopté ; son amendement n° 15 (consultation du comité) ; adopté ; son amendement n° 16 (suppression du sixième alinéa du texte proposé pour l'article L. 236-2 du code du travail) : adopté ; son amendement n° 17 (référence à l'aménagement des postes de travail pour les handicapés) : adopté après rectification ; son amendement n° 18 (tendant à substituer aux mots : « donne son avis » les mots : « se prononce » dans le huitième alinéa du texte proposé pour l'article L. 236-2 du code du travail) : adopté ; son amendement n° 19 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 20 (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 236-2 du code du travail) (p. 7625) : adopté ; pouvoir des comités à l'égard des chefs d'établissements voisins ; possibilité de prendre des dispositions par voie réglementaire ; son amendement n° 21 (rétablissement de la rédaction de l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7626) ; son amendement n° 22 (exécution par le chef d'entreprise de certaines mesures demandées par le comité) : adopté ; son amendement n° 23 (obligation de production du procès-verbal du comité à toute demande en vue d'obtenir des marchés publics ou des fonds publics) : adopté ; son amendement n° 24 (rôle des comités d'entreprise dans les entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics occupant de 50 à 299 salariés) : adopté après modification ; son amendement n° 25 (suppression du deuxième alinéa de l'article L. 236-5 du code du travail) ; représentation de chaque organisation syndicale au sein du comité : adopté ; son amendement n° 26 (suppression du troisième alinéa de l'article L. 236-5 du code du travail) : adopté (p. 7627) ; son amendement n° 27 (possibilité offerte au comité de consulter des personnes de l'établissement qualifiées) : adopté après modification ; son amendement n° 28 (fixation par la loi du montant du crédit d'heures accordé aux membres des comités) : adopté ; son amendement n° 29 (possibilité offerte à l'inspecteur du travail d'assister aux réunions du comité) (p. 7628) : adopté ; son amendement n° 30 (possibilité pour le comité d'hygiène d'avoir recours à un expert) : adopté ; son amendement n° 31 (visant à permettre une action contraignante du comité vis-à-vis des chefs d'entreprise lorsque des nuisances proviennent d'établissements voisins) ; caractère moins contraignant de l'amendement n° 40 du Gouvernement : rejeté (p. 7629) ; **article 3** : son amendement n° 32 (suppression du mot : « sciemment » introduit par le Sénat à propos des atteintes à la Constitution, à la désignation ou au fonctionnement des comités) : adopté ; son amendement n° 33 (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 34 (prévention des accidents du travail) ; dispositions spécifiques applicables au bâtiment : adopté ; **article 9** : son amendement n° 35 (tendant à supprimer cet article) (p. 7630) : adopté (p. 7631).

Troisième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire [18 décembre 1982] (p. 8506, 8507).

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Première lecture, discussion générale : modifications des pratiques médicales et pharmaceutiques ; généralisation du troisième cycle des études médicales [27 septembre 1982] (p. 5120) ; maintien d'un recrutement à deux étages restant défavorable à la médecine générale ; création des commissions régionales et interrégionales ; différentes filières proposées à l'issue du concours ; prise en compte insuffisante de la notion de prévention ; avenir de l'école de la santé publique de Rennes ; importance de la protection sociale (p. 5121).

Discussion des articles : **article 2 :** *article 46 de la loi du 12 novembre 1968* : son amendement n° 17 (supprimant la filière « santé publique ») ; son amendement n° 18 (précisant qu'une option supplémentaire prépare les internes intéressés à l'exercice de médecine de santé publique) (p. 5136) ; développement de la notion de santé publique dans l'ensemble du corps médical ; ses amendements n°s 17 et 18 : retirés ; *article 47 de la loi du 12 novembre 1968* : son amendement n° 20 (précisant que les candidats reçus ne peuvent se présenter au concours d'accès à la filière de santé publique) : retiré (p. 5137) ; *article 51 de la loi du 12 novembre 1968* : son amendement n° 21 : retiré (p. 5139).

Explications de vote : accès à l'internat pour les étudiants du troisième cycle ; vote positif du groupe communiste (p. 5150).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* regroupement des familles modestes dans les communes périphériques ; exemple de Nanterre ; politique de ségrégation sociale et raciale conduite par la droite pendant vingt ans ; politique de la France à l'égard des immigrés ; relance de la construction sociale en Ile-de-France [18 novembre 1982] (p. 7399, 7400).

— **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 123-2 du code du travail :* son amendement n° 41 (mise en œuvre de dispositions plus favorables aux salariés) [6 décembre 1982] (p. 7996) : rejeté (p. 7997).

FRECHE (Georges)

Député de l'Hérault
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** lit l'intervention de M. Gérard Bapt ; spécificité de l'Algérie française par rapport aux autres colonies ; nécessité de voter le présent texte de réconciliation nationale [21 octobre 1982] (p. 6137).

FREDERIC-DUPONT (Edouard)

Député de Paris
(5e circonscription)
Apparenté R. P. R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement : réparation des préjudices subis à la suite d'attentats terroristes : réparations des préjudices subis par les victimes d'attentats dans le septième arrondissement ; indemnisation des victimes d'attentats précédents [6 octobre 1982] (p. 5458) ;

orales sans débat :

— **n° 115,** posée le 1er mars 1982 : **économie : ministère (administration centrale)** [2 avril 1982] (p. 788) ; appelée le 16 avril 1982 : **transfert du ministère des finances :** terrain dont dispose le ministère des finances, quai Branly ; transfert du ministère des finances dans l'Est parisien (p. 1177) ; libération du quai Branly par le ministère des finances ; utilisation de ce terrain (p. 1178) ;

— **n° 244,** posée le 28 septembre 1982 ; **taxis (statistiques : Paris)** (p. 5191) ; appelée le 15 octobre 1982 : **taxis à Paris :** intention gouvernementale de modifier le *numerus clausis* fixé pour l'exercice de la profession de chauffeur de taxi ; crise de cette profession en raison de la hausse du prix des carburants (p. 5831).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

Discussion : volonté du président guinéen Sékou Touré de rétablir des relations amicales avec la France ; affaire des fusillés guinéens ayant épousé des Françaises ; non-respect

des droits de l'homme à Cuba ; politique française en Asie [6 juillet 1982] (p. 4240) ; goulag vietnamien ; crédit accordé à l'armée vietnamienne par la France ; Afghanistan ; Corée du Nord ; approuve la politique européenne de défense ; vigilance du Gouvernement au sein de l'alliance atlantique contre le surarmement soviétique ; influence française sur le chancelier allemand Schmidt (p. 4241).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** problème des agents français musulmans de statut civil de droit local demeurés en Algérie après le 3 juillet 1962 et qui se sont fait reconnaître ultérieurement la nationalité française [21 octobre 1982] (p. 6141) ; **article 12 :** publication des décrets fixant le montant de l'indemnité (p. 6143).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 17 :** désignation par le maire de Paris d'un écologiste dans chaque commission d'arrondissement ; composition des commissions d'arrondissement ; exemple de la commission chargée du problème des chauffeurs de taxis [22 octobre 1982] (p. 6217, 6218).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** règles d'inéligibilité ; neutralité des officiers municipaux ; mission de ces officiers [23 octobre 1982] (p. 6281).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 16** *(suite) :* mensualisation des pensions civiles et militaires en région Ile-de-France [29 octobre 1982] (p. 6487-6488) ; **article 26 :** revalorisation des rentes des rentiers-viagers ; nécessité de revaloriser les rentes viagères en cours d'année ; nécessité de mettre en place un système d'indexation (p. 6503).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* indemnisation des victimes des attentats de l'avenue de La Bourdonnais et de la rue Perronet ; problème de la rétroacitivité du projet de loi relatif à l'assurance face aux risques d'attentat [10 novembre 1982] (p. 7037) ; installation du commissariat principal du septième arrondissement, rue Fabert (p. 7041).

Examen des crédits : **après l'article 63 :** intégration de l'indemnité de sujétion spéciale de police dans la base de calcul des pensions ; souhaite connaître l'échéancier des mesures mises en place par décret (p. 7046).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *II : Santé.* — *Discussion générale : questions :* création d'un centre d'interruption volontaire de grossesse à l'hôpital Laennec, au détriment du développement des services de cancérologie ; [15 novembre 1982] (p. 7195).

FRELAUT (Dominique)

Député des Hauts-de-Seine
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Affaires sociales et solidarité nationale, services du Premier ministre : Travail et emploi) [21 octobre 1982] (p. 6149).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J. O.* du 17 novembre 1983] (p. 3444).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 27 novembre 1982] (p. 3611).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 **(n° 1083)** [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Proposition de loi tendant, en cas de décès d'un contribuable, à faire bénéficier ses héritiers de l'**étalement de droit du paiement de l'impôt sur le revenu du défunt (n° 1007)** [1er juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 3 **(Affaires sociales et solidarité nationale, services du Premier ministre :** Travail et emploi **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 27 (précisant que les dispositions prévues par le troisième alinéa, 2°, du paragraphe 1er de cet article ne s'appliquent pas aux établissements issus de fusions, absorptions ou de scissions : retiré [2 mai 1982] (p. 2580).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** *article 283-7 de la loi du 24 juillet 1966* ; plafonnement de l'assiette de la partie variable de la rémunération [28 septembre 1982] (p. 5183) ; décision de licenciement prise par les conseils d'administration de Sacilor et d'Usinor (p. 5184).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste ; modernisation de l'outil de travail ; politique des créneaux pratiquée par les précédents gouvernements (p. 5189).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : échec de la négociation entre les organisations syndicales et patronales ; gravité du chômage ; diminution de la participation patronale aux dépenses de l'U.N.E.D.I.C. ; utilisation par le patronat du système de la garantie de ressources ; « casse » de l'industrie pendant le précédent septennat ; relance de la consommation populaire [11 octobre 1982] (p. 5605) ; coût économique du chômage ; mise en place d'économies sur les allocations chômage ; relations entre l'Etat et l'U.N.E.D.I.C. ; développement des contrats de solidarité ; nécessité de n'accorder des aides aux entreprises qu'en contrepartie de créations d'emplois et d'investissements nouveaux ; lutte contre les taux d'intérêts élevés ; réserves émises par le groupe communiste à l'égard du présent texte ; difficultés de la crise économique ; importance de l'héritage (p. 5606) ; nombre de chômeurs indemnisés (p. 5607).

Discussion des articles : **article 2 :** durée de la période pour laquelle est instituée la contribution de solidarité (p. 5622) ; assise de la contribution (p. 5623) ; **article 5 :** son amendement n° 18 (taux de la contribution) (p. 5625) : rejeté ; **article 6 :** déductibilité de l'assiette de l'impôt sur le revenu de la contribution (p. 5626).

Explications de vote : déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; augmentation de la cotisation des salariés de l'industrie ; vote positif du groupe communiste (p. 5629).

Commission mixte paritaire, discussion générale : définition de l'assiette de la contribution ; résultat positif de la commission mixte paritaire [21 octobre 1982] (p. 6129).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** présence de la télévision dans l'hémicycle ; attitude de M. Jacques Marette [27 octobre 1982] (p. 6385) ; son amendement n° 53 (maintien du taux de 10 p. 100 pour la tranche exceptionnelle) ; difficultés de l'U.N.E.D.I.C. (p. 6390) : rejeté ; son amendement n° 54 (création d'un taux porté à 10 p. 100 pour la fraction de la cotisation excédant 60 000 francs) : rejeté ; son amendement n° 55 (création d'un taux de 10 p. 100 pour la fraction de la cotisation excédant 100 000 francs) (p. 6391) : rejeté ; son amendement n° 56 (champ d'application de la majoration) : retiré (p. 6392) ; **après l'article 2 :** rapport sur les modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'impôt sur le revenu (p. 6396) ; **article 3 :** son amendement n° 62 (portant à 30 p. 100 le taux du prélèvement forfaitaire libératoire pour le produit des obligations négociables) [28 octobre 1982] (p. 6409) : rejeté (p. 6410) ; **article 5 :** suppression de cet article (p. 6422) ; **article 6 :** institution d'un abattement sur la taxe sur les salaires (p. 6424) ; **avant l'article 9 :** plafonnement de certaines grosses rémunérations ; exemple des grosses rémunérations versées par la société Dassault (p. 6435) ; son amendement n° 69 (régime fiscal de l'exploitation des brevets à l'étranger) (p. 6436) : retiré (p. 6437) ; **après l'article 9 :** taxe sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire (p. 6443, 6444) ; **article 12 :** finalité de l'impôt sur les grandes fortunes ; faible rapport de cet impôt (p. 6468) ; importance des avoirs placés dans l'immobilier par les foyers les plus riches (p. 6469) ; **après l'article 12 :** son amendement n° 58 (suppression de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit de la première transmission de certains immeubles) (p. 6471) : retiré (p. 6472) ; **article 14 :** son amendement n° 72 (taxation du tabac) (p. 6476) : retiré (p. 6477).

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : Travail, emploi. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise ; diminution constatée du nombre des demandeurs d'emploi ; coup d'arrêt donné à la croissance du chômage en France consécutif à la nouvelle politique économique ; priorité donnée à la modernisation de l'appareil productif et à la formation des jeunes ; développement des contrats de solidarité ; réduction du temps de travail ; rôle du fonds national de l'emploi ; subvention de l'Etat à l'A. N. P. E. ; problème des chômeurs de longue durée ; examen de la situation de chaque demandeur d'emploi inscrit depuis plus d'un an en vue de lui proposer une insertion professionnelle ; nouveau moyen d'intervention de l'A. N. P. E. [15 novembre 1982] (p. 7160) ; renforcement du service public de l'emploi (p. 7161) ; diminution des emplois industriels entre 1975 et 1981 (p. 7170).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : importance de l'action accomplie en faveur des droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise ; renforcement des effectifs affectés aux services extérieurs du travail et de l'emploi ; accroissement des moyens de fonctionnement ; rôle des comités d'entreprise en matière économique ; attitude du patronnat ; réduction de la progression du chômage ; possibilité de sauver le régime d'assurance chômage ; niveau raisonnable des charges sociales des entreprises [18 novembre 1982] (p. 7386) ; caractère indécent de l'argumentation des organisations patronales ; secours exceptionnel accordé aux demandeurs d'emploi ayant perçu la totalité de leurs droits à l'indemnisation chômage (p. 7387).

Examen des crédits. — III : Travail, emploi, **état B, titre III :** suppression des aides à la mobilité (p 7424).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 51 : son amendement n° 7 (réduisant le plafond par conjoint) [19 novembre 1982] (p. 7490) : devenu sans objet (p. 7492) ; **après l'article 72 :** modification des dispositions fiscales concernant le plafond légal de densité (p. 7518).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 114 A :** problème du rattrapage [1er décembre 1982] (p. 7907) ; création de la dotation globale d'équipement ; non conformité aux normes de sécurité de certains bâtiments à structures métalliques (p. 7908) ; **article 122 :** répartition de la dotation globale d'équipement (p. 7917).

Article 132, précédemment réservé : avancée en matière de décentralisation représentée par l'amendement n° 460 du Gouvernement [2 décembre 1982] (p. 7946).

Explications de vote : amélioration des moyens financiers des collectivités locales ; renforcement de la démocratie (p. 7947) ; création de la dotation globale d'équipement ; vote positif du groupe communiste (p. 7948).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** son souhait de reporter à l'automne la mise à jour des valeurs locatives ; modification de ces valeurs selon un rythme différent ; distorsion entre les divers éléments constituant les bases de la taxe professionnelle [7 décembre 1982] (p. 8083) ; retire l'amendement n° 40 de M. Parfait Jans ; prend acte du fait que le coefficient d'actualisation pour les valeurs locatives industrielles ne sera pas inférieur en 1984 à celui de 1983 (p. 8084).

FUCHS (Jean-Paul)

Député du Haut-Rhin
(1re *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'apprentissage (n° 647) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Wolff et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 715) [6 mai 1982] (p. 1843).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Education nationale : enseignement technique) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Proposition de loi d'orientation de l'agriculture biologique (n° 714) [28 janvier 1982].

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) : tome XV : **Education nationale** : enseignement technique **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **pacte pour l'emploi des jeunes** : reprise par le Gouvernement, dans la loi de finances rectificative de juillet 1981, de l'essentiel des dispositions des pactes pour l'emploi ; bilan des plans « Avenir-jeunes » [12 mai 1982] (p. 2043) ;

— **situation du commerce extérieur** : doublement du déficit extérieur en un an ; baisse des exportations vers les pays industrialisés ; politique du Gouvernement pour faire face au déficit du commerce extérieur [20 octobre 1982] (p. 6042) ;

orales sans débat :

— **n° 187,** posée le 25 mai 1982 : **langues et cultures régionales (défense et usage)** (p. 2582) ; appelée le 28 mai 1982 : **enseignement des langues régionales** : exemple de l'Alsace ; contacts entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand afin de développer l'enseignement du français en R.F.A. (p. 2720) ;

— **n° 305 : cours d'eau, étangs et lacs (pollution et nuisances : Alsace),** posée le 7 décembre (p. 8098) ; appelée le 10 décembre 1982 : **potasses d'Alsace** : intention du Premier ministre de signer la Convention internationale de Bonn relative à la protection du Rhin contre la pollution ; convention impliquant l'injection de la saumure dans le sous-sol alsacien ; autres solutions possibles : salines, saumoduc ; évolution du bassin potassique ; hostilité des élus alsaciens à l'injection ; diminution du nombre des emplois offerts par les gisements potassiques ; hostilité du parti socialiste et des syndicats à l'égard de la convention (p. 8224) ; absence de réponse du ministre au sujet du saumoduc (p. 8225).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils des prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; engorgement des conseils des prud'hommes ; suppression de certains droits locaux en Alsace et en Moselle [27 janvier 1982] (p. 565) ; suppression de l'échevinage ; rapidité et objectivité des décisions des conseils ; suppression par la loi de 1971 des particularités locales liées à l'apprentisage et résultats de cette suppression ; prise de position de la C.G.T. ; division des syndicats ; cas d'application de la décentralisation (p. 566) ; parité au sein de la juridiction des prud'hommes ; question préalable rejetée.

Discussion des articles : (p. 568) ; **article 35** : son amendement n° 83 (maintien de l'échevinage) (p. 615) : rejeté (p. 617).

Deuxième lecture, discussion générale : accord du groupe U.D.F. sur l'esprit général du projet de loi ; problème de l'engorgement des conseils ; souhait de maintenir en Alsace et en Moselle des dispositions originales ; volonté du Gouvernement de supprimer l'échevinage ; souhait de diverses catégories socio-professionnelles de voir maintenir le système actuellement en vigueur ; absence de tentation séparatiste ; avantages de l'échevinage [13 avril 1982] (p. 1048) ; disposition votée par le Sénat : généralisation géographique et professionnelle de l'institution prud'homale, mais précisant l'originalité du régime local ; volonté de la majorité de la population alsacienne de maintenir certains droits locaux ; volonté affirmée par le Gouvernement de décentraliser (p. 1049).

Discussion des articles : **article 35** : partage de la volonté de dialogue du ministre du travail ; mauvaise compréhension par celui-ci des mentalités alsaciennes ; importance du droit local ; activité du conseil des prud'hommes de Metz ; régionalisation du contenu des conventions collectives (p. 1066).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 35** : son amendement n° 15 (dispositions propres à l'Alsace et à la Moselle) : devenu sans objet [22 avril 1982] (p. 1278).

Explication de vote : déception du groupe U.D.F. ; refus du compromis par la majorité (p. 1278).

Son rappel au règlement : attentat de la rue Marbeuf ; indignation et émotion du groupe U.D.F. ; demande au Gouvernement de se donner les moyens d'assurer la sécurité des français [22 avril 1982] (p. 1259).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : ère de l'abondance de l'image et du son ; pluralisme permettant d'exploiter cette abondance et d'en faire profiter le téléspectateur ; limites du système du service public ; dégradation des programmes ; archaïsme du monopole ; projet n'assurant pas la liberté ; contradiction entre la création d'une Haute autorité et les principes défendus antérieurement par le parti socialiste ; échec électoral de la gauche imputé à des manœuvres de l'audiovisuel ; risque de voir la France rester à l'écart de la révolution audiovisuelle ; refus de la majorité d'accepter les radios libres [26 avril 1982] (p. 1337) ; organisation du pluralisme à la télévision ; organisation de la décentralisation audiovisuelle (radios et télévisions régionales) (p. 1338).

Discussion des articles : **article 10** : son amendement n° 93 (substituant aux mots « trois sénateurs » les mots « cinq sénateurs » dans le troisième alinéa de cet article) ; parité de traitement entre députés et sénateurs : rejeté [29 avril 1982] (p. 1492) ; **article 11** : son amendement n° 94 (rétablissant la compétence de la délégation parlementaire en matière de diffusion des âuvres cinématographiques) ; retiré (p. 1494) ; son amendement n° 95 (précisant que les avis de la délégation peuvent faire l'objet de communications télévisées et radiodiffusées) : rejeté ; son amendement n° 96 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 1495) ; **article 12** : son amendement n° 97 (précisant que la Haute Autorité veille au développement de la création) (p. 1504) ; rejeté (p. 1505) ; **article 13** : son sous-amendement n° 682 à l'amendement n° 164 de la commission (proposant que la Haute Autorité ait pour mission de fixer elle-même les règles relatives au service public de la radiodiffusion et de la télévision) [30 avril 1982] (p. 1538) : retiré (p. 1540) ; son sous-amendement n° 683 à l'amendement n° 164 de la commisison (précisant que la Haute-Autorité reçoit et répartit le produit de la redevance et de la publicité) : rejeté (p. 1551) ; **article 14** : son amendement n° 100 (affirmant la compétence de la Haute Autorité quant à la délivrance des autorisations relatives à la radiodiffusion et la télévision) : rejeté [3 mai 1982] (p. 1564); **article 20** : son amendement n° 101 (modifiant la composition de la Haute Autorité) (p. 1595) ; rejeté (p. 1597) ; son amendement n° 102 (cas des membres de la Haute Autorité nommés en cas de vacance) : rejeté (p. 1598) ; **article 25** : son amendement n° 103 (créant une commission nationale de la qualité) : retiré (p. 1612) ; **article 26** : son amendement n° 104 (composition de la commission nationale de la qualité) : devenu sans objet (p. 1617) ; son amendement n° 105 (commission nationale de la qualité) : devenu sans objet [4 mai 1982] (p. 1636) ; **article 28** : son amendement n° 105 (suppression du cinquième alinéa de cet article) : retiré ; son amendement n° 107 (possibilité donnée aux comités régionaux d'émettre des avis de leur propre initiative) : rejeté (p. 1651) ; **article 29** : son amendement n° 108 (composition des comités régionaux) (p. 1653) : rejeté (p. 1656) ; représentation des composantes de la région (p. 1657) ; **article 30** : son amendement n° 109 (précisant que les obligations du service public sont fixées par le présent texte de loi) ; suppression pure et simple du cahier des charges (p. 1661) : rejeté (p. 1662) ; **article 33** : son amendement n° 110 (modifiant la composition du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion) : retiré (p. 1691); son amendement n° 111 (précisant que le président de l'éta-

blissement public de diffusion a voix prépondérante en cas de partage) : adopté (p. 1694) ; **article 35** : son amendement n° 112 (suppression du dernier alinéa de cet article) [5 mai 1982] (p. 1712) ; sociétés régionales gérant les stations locales : rejeté (p. 1713) ; **article 37** : son amendement n° 113 (composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes) (p. 1746) : rejeté (p. 1747) ; **article 38** : son amendement n° 114 devenu sans objet (p. 1762) ; **article 40** : son amendement n° 115 (composition du conseil d'administration des sociétés prévues aux articles 38 et 39) : retiré (p. 1769) ; **article 42** : son amendement n° 117 (transformation de la S.F.P. en société d'économie mixte) : non soutenu (p. 1775) ; son amendement n° 118 (de conséquence) : rejeté (p. 1780) ; **article 43** : son amendement n° 119 (composition du conseil d'administration de la société nationale de production) rejeté (p. 1782) ; **article 44** : son amendement n° 120 (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots « des émissions ») : retiré [6 mai 1982] (p. 1795) ; **article 46** : son amendement n° 121 (composition du conseil d'administration de l'I.N.C.A.) (p. 1801) : rejeté (p. 1802) ; son amendement n° 122 (précisant que le président du conseil d'administration de l'I.N.C.A. a voix prépondérante en cas de partage) : adopté (p. 1803) ; **article 52** : son amendement n° 124 (composition du conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision) (p. 1833) : rejeté (p. 1834) ; **article 53** : son sous-amendement n° 744 à l'amendement n° 743 du Gouvernement (supprimant les mots « dans le cadre des obligations définies par son cahier des charges et... ») (p. 1838) : retiré ; son amendement n° 125 devenu sans objet (p. 1839) ; **article 55** : son amendement n° 126 (composition du conseil d'administration de Radio-France internationale) : retiré (p. 1840) ; **article 58** : son amendement n° 127 (composition du conseil d'administration de la société de commercialisation) [7 mai 1982] (p. 1873) : rejeté (p. 1874); **article 61** : son amendement n° 128 (rôle de la Haute Autorité en matière de répartition des recettes) [10 mai 1982] (p. 1892) : rejeté (p. 1893) ; **article 62** : son amendement n° 129 (supprimant la référence « 42 » dans cet article) : rejeté (p. 1900) ; **article 64** : son amendement n° 130 (fixation par la Haute Autorité des règles applicables en matière de financement publicitaire) : rejeté (p. 1909) ; **article 65** : son amendement n° 131 (précisant que la Haute Autorité répartit entre les sociétés régionales de radiodiffusion la part du produit de la redevance qui leur est attribuée) : rejeté (p. 1914) ; **article 66** : son amendement n° 132 (précisant que la Haute Autorité répartit entre les sociétés régionales de télévision la part du produit de la redevance qui leur est attribuée) (p. 1916) : rejeté ; son amendement n° 133 (suppression du second alinéa de cet article) (p. 1917): rejeté ; **article 67** : son amendement n° 134 (précisant que la Haute Autorité répartit la part de redevance attribuée aux sociétés régionales et territoriales de la radiodiffusion et télévision d'outre-mer) : rejeté (p. 1918) ; **article 68** : son amendement n° 135 (dispositions applicables au personnel) : retiré (p. 1925) ; **article 71** : son amendement n° 136 (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots « à l'article précédent ») : adopté [12 mai 1982] (p. 2060) ; son amendement n° 137 (précisant que la Haute Autorité délivre les autorisations délivrées en vertu du présent article) (p. 2062) : rejeté (p. 2062) ; **article 73** : son amendement n° 138 (services locaux de radiodiffusion par voie hertzienne) : non soutenu (p. 2080) ; **article 76** : son amendement n° 139 devenu sans objet [14 mai 1982] (p. 2217) ; **article 78** : son amendement n° 140 (composition de la commission consultative des fréquences) : rejeté (p. 2224) ; **article 90** : son amendement n° 141 (de suppression) : rejeté [15 mai 1982] (p. 2239).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : politique contractuelle ; rapport des forces entre patronat et syndicats ou entre syndicats [13 mai 1982] (p. 2142) ; représentation du personnel dans les pays étrangers ; obligation de négocier ; instances de revendication et instances de concertation ; contrôle des salariés par l'intermédiaire des syndicats ; absence dans les projets de solutions aux conflits des syndicats ; absence dans les projets de solutions aux conflits permanents et d'arbitrage sur les manquements aux accords ; représentativités des syndicats ; organisation des élections professionnelles (p. 2143).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L. 521-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 716 à l'amendement n° 49 de la commission (responsabilité civile des salariés, des représentants du personnel et des syndicats pour fait de grève) [24 mai 1982] (p. 2480) : devenu sans objet (p. 2481) ; son sous-amendement n° 816 à l'amendement n° 766 du Gouvernement (responsabilité civile des salariés, des représentants du personnel et des syndicats pour fait de grève) (p. 2482) ; cas des grèves illicites : rejeté (p. 2483) ; **article 1er :** généralisation des conventions collectives ; création de charges nouvelles pour les entreprises ; acceptation de la libre entreprise et de l'économie de marché par les syndicats de la R. F. A. [24 mai 1982] (p. 2486) ; **article 2 :** *article L. 412-11 du code du travail :* son amendement n° 314 (suppression du 2 alinéa du texte proposé pour cet article) [27 mai 1982] (p. 2657) : rejté (p. 2659) ; **article 6 :** barème des crédits d'heures [28 mai 1982] (p. 2727) ; **article 8 :** *article L. 421-1 du code du travail :* son amendement n° 315 (calcul des effectifs de l'entreprise) (p. 2744) : retiré (p. 2745) ; **article 9 :** *article L. 422-3 du code du travail :* son amendement n° 316 (substituant au mot « exercent » les mots « peuvent exercer » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2766) : rejeté (p. 2767) ; **article 10 :** son amendement n° 317 (suppression du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article) [1er juin 1982] (p. 2780) : retiré (p. 2781) ; **article 13 :** son amendement n° 318 (suppression du second alinéa du paragraphe III de cet article) (p. 2807) : rejeté (p. 2808) ; **article 20 :** *article L. 431-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 835 à l'amendement n° 107 de la commission (effectifs pris en compte pour la constitution du comité d'entreprise) [3 juin 1982] (p. 2907) : rejeté (p. 2909) ; son amendement n° 319 (supprimant la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « douze mois consécutifs » : retiré (p. 2911) ; *article L. 431-2 du code du travail :* ses amendements n° 320 et 321 devenus sans objet (p. 2914) ; **article 22 :** son amendement n° 326 (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article L. 432-9 du code du travail) : rejeté [7 juin 1982] (p. 3019) ; **article 23 :** *article L. 433-2 du code du travail :* son amendement n° 330 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3022) ; son amendement n° 335 (frais mis à la charge de la partie désignée par le juge d'instance) : rejeté (p. 3026) ; **article 26 :** *article L. 434-6 du code du travail :* son sous-amendement n° 942 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (précisant que l'expert-comptable est rémunéré par l'entreprise) : rejeté (p. 3069) ; ses amendements nos 357 et 359 devenus sans objet (p. 3070) ; **article 30 :** son amendement n° 692 (de suppression) ; caractère inapplicable de cet article [8 juin 1982] (p. 3100) : rejeté (p. 3101).

Deuxième lecture, discussion générale : abandon de la politique contractuelle par le Gouvernement ; renforcement du fait syndical [1er octobre 1982] (p. 5323).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion générale : poursuite par le précédent Gouvernement de la politique menée sous l'ancien septennat ; loi Boulin [18 juin 1982] (p. 3585) ; insuffisance soulignée avec courage par le précédent Gouvernement ; revalorisation des pensions dites d'avant la loi Boulin ; pensions de réversion (p. 3586).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (p. 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** possibilité pour les électeurs de se présenter au premier tour [8 juillet 1982] (p. 4389) ;

Explications de vote : refus du Gouvernement d'associer les familles à la gestion de la sécurité sociale ; portion congrue à laquelle sont réduits les chefs d'entreprise ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 4395).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** esprit des quatre projets de loi Auroux ; œuvre des précédents gouvernements dans le domaine de la sécurité dans l'entreprise ; fusion du comité d'hygiène et de sécurité et de la commission d'amélioration des conditions de travail [21 septembre 1982] (p. 4997, 4998) ; **article 2 :** *article*

L. 236-1 du code du travail : inutilité de créer un comité distinct du comité d'entreprise pour assurer les missions des C. H. S. C. T. dans les petites entreprises (p. 5006) ; diminution nécessaire des charges des entreprises (p. 5007) ; calcul de l'effectif de l'entreprise en ce qui concerne les travailleurs à temps partiel ; détermination des personnes ou des organismes chargés des problèmes d'hygiène et de sécurité dans les entreprises non visées par le présent texte de loi (p. 5012) ; *article L. 236-7 du code du travail :* paiement comme temps de travail du temps passé aux enquêtes menées après accident du travail [22 septembre 1982] (p. 5067) ; *article L. 236-9 du code du travail :* imprécision du texte proposé pour cet article (p. 5072) ; nécessité de préciser que l'expert doit être agréé auprès des tribunaux (p. 5073) ; accroissement des charges de l'entreprise consécutives à la prise en charge par l'employeur des frais d'expertise (p. 5075) ; nécessité d'obliger l'expert à entendre le chef d'entreprise (p. 5076) ; *article L. 236-10 du code du travail :* formation dispensée aux membres des C. H. S. C. T. (p. 5077).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale : attribution de la carte de combattants aux anciens d'Algérie ; égalité de droit entre les générations du feu [23 septembre 1982] (p. 5105).

Explications de vote : vote positif du groupe U. D. F. (p. 5107).

Son rappel au règlement : conditions de travail des députés [1er octobre 1982] (p. 5318).

— Projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082).

Première lecture, discussion générale : légalisation de la rémunération des fonctionnaires bénéficiant de congés pour la formation syndicale ; formation des syndicalistes [5 octobre 1982] (p. 5383).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Deuxième lecture, discussion générale : importance des accords par branche ; rôle des conventions collectives [13 octobre 1982] (p. 5736) ; missions des organisations syndicales ; obligation annuelle de négocier au niveau des entreprises et par branche (p. 5737).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : absence de régression sociale pendant le précédent septennat ; affirmation conforme aux conclusions du rapport Bloch-Lainé en cette matière ; alourdissement des charges des entreprises et des salariés ; baisse du pouvoir d'achat ; lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme [18 octobre 1982] (p. 5922, 5923).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 121 (taxe sur les salaires due par les associations régies par la loi de 1901 et par la loi d'Alsace et de Moselle) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6426) ; **article 9 :** son amendement n° 129 (exonération des associations sans but lucratif de la T. V. A.) (p. 6441) : rejeté (p. 6442) ; son amendement n° 130 (taux de la T. V. A. sur les publications non quotidiennes) : rejeté (p. 6443).

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale, questions :* développement de la vie associative [3 novembre 1982] (p. 6618) ; concept d'utilité sociale (p. 6619).

Culture. — *Discussion générale :* augmentation du budget de la culture ; problème des autorisations de programme pouvant être supprimées à tout moment ; fonctionnement des musées de province ; coût du musée d'Orsay [3 novembre 1982] (p. 6644) ; pluralisme nécessaire de la culture ; contenu de la charte culturelle de la région Alsace ; création de nouvelles bibliothèques centrales de prêts ; coût de l'art lyrique ; fonctionnement de l'Opéra de Paris (p. 6645) ; financement des régions ; fonctionnement de l'Opéra du Rhin (p. 6646).

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : progression des crédits alloués à l'enseignement technique ; rôle de l'enseignement technique ; nécessité de créer des postes dans les domaines du dessin, de l'éducation familiale et sociale et de l'éducation musicale ; absence de gratuité des manuels scolaires dans les L. E. P. [4 novembre 1982] (p. 6733).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale, questions :* problème des accidents de la route ; lutte contre l'alcoolisme [18 novembre 1982] (p. 7421) ; réforme des prestations familiales ; neutralité nécessaire du régime des prestations (p. 7421).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 53 : son amendement n° 50 (secteur d'intervention de l'expert-comptable) [19 novembre 1982] (p. 7508) : rejeté (p. 7509).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : importance de l'artisanat ; chambre de métiers d'Alsace et de Moselle ; mesures pouvant s'appliquer à l'ensemble du territoire ; exclusion des salariés et des conjoints d'artisans du bénéfice du texte ; loi de 1971 permettant au fonds d'assurance formation des non-salariés de faire bénéficier les salariés des actions de formation continue sans cotisation supplémentaire ; cumul de taxes ; taxe de formation et taxe pour frais de chambre de métiers ; traitement discriminatoire de l'artisanat par rapport aux entreprises commerciales ; mode d'établissement particulier de la taxe pour frais de chambre de métiers en Alsace et en Moselle ; caractère positif du projet de loi [23 novembre 1982] (p. 7583).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 15 (possibilité pour les organisations professionnelles d'organiser des stages d'initiation à la gestion) : retiré ; son amendement n° 16 (rôle des organisations professionnelles de l'artisanat les plus représentatives) : adopté (p. 7591).

G

GABARROU (Jean-Pierre)

Député du Tarn
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 143), modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique et relative à la **pharmacie vétérinaire** (n° 836) [29 avril 1982].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant diverses dispositions du livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire (n° 143).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : réglementation de la fabrication et de la distribution des médicaments destinés aux animaux par la loi du 29 mai 1975 ; inadaptation de ce texte en ce qui concerne les aliments médicamenteux ; obligation de préparer ces aliments à l'avance ; direction, gestion ou possession des établissements de préparation, de vente et de distribution en gros par un pharmacien ou un docteur vétérinaire ; nécessité d'une autorisation administrative ; proposition tendant à soustraire les établissements fabriquant des aliments médicamenteux de cette obligation ; procédure de l'autorisation préalable de mise sur le marché ; inadaptation de cette procédure entraînant une mise illégale sur le marché des aliments médicamenteux ; proposition tendant à soumettre les prémélanges

à l'autorisation ; situation des éleveurs isolés [24 novembre 1982] (p. 7609) ; possibilité pour les pharmaciens et les docteurs vétérinaires de préparer des aliments médicamenteux en utilisant les installations agréées de l'utilisateur ; conformité de ces dispositions au droit communautaire (p. 7610).

GAILLARD (René)

Député des Deux-Sèvres
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982[(p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

QUESTIONS

au Gouvernement : restructuration de l'industrie de la machine-outil française : sociétés Ramo et Cazeneuve ; possibilité d'accès aux crédits de la politique industrielle ; tour à poupée centrale à commande numérique [15 décembre 1982] (p. 8328).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : absence de cohérence de la politique conduite par les précédents gouvernements ; reconnaissance du droit au transport ; définition du service public des transports ; principe de la juste rémunération des transporteurs ; conséquences de la sous-tarification actuelle ; rôle réservé à la planification ; prise en compte des coûts sociaux ; application au secteur des transports du processus de décentralisation ; réforme du statut de la S.N.C.F. ; contenu du cahier des charges du futur établissement public ; établissement de plans de déplacements urbains [12 octobre 1982] (p. 5647) ; remplacement du régime des autorisations par un régime de convention à durée déterminée ; dispositions relatives au transport routier des marchandises ; élaboration d'un schéma de développement du transport fluvial ; code de l'aviation civile (p. 5648).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 299 (précisant que les entreprises du secteur public concourent aux objectifs du présent article dans le cadre de contrats de plan) (p. 5687) : retiré (p. 5688) ; **article 4 :** son amendement n° 333 (établissement de schémas de développement des transports élaborés sur la base d'une approche intermodale) : adopté (p. 5690) ; **article 27 :** son amendement n° 303 (avis du conseil général sur le périmètre urbain) [14 octobre 1982] (p. 5814) : adopté après modification (p. 5815) ; **article 28 :** son sous-amendement n° 337 à l'amendement n° 68 de la commission (contenu du plan de déplacements urbains) : adopté (p. 5817).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 334 (développement de l'information sur le système des transports) : adopté [13 octobre 1982] (p. 5702) ; **article 7 :** son sous-amendement n° 336 à l'amendement n° 9 du Gouvernement (précisant que la convention peut être résiliée de plein droit sans indemnité) (p. 5712) : retiré (p. 5713) ; **article 8 :** son amendement n° 300 (substituant au mot « est » les mots « peut être ») : adopté (p. 5754) ; **article 14 :** son amendement n° 301 (établissement des schémas directeurs par l'Etat en concertation avec les régions et les collectivités territoriales) : adopté ; son amendement n° 302 (contenu des schémas directeurs) : adopté (p. 5781) ; **article 32 :** son amendement n° 304 (substituant au mot « sont » les mots « peuvent être » dans la première phrase de cet article) : adopté [15 octobre 1982] (p. 5870) ; **article 38 :** son amendement n° 338 (cas d'un manquement grave ou de manquements répétés) : non soutenu (p. 5876).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* mécanisme du versement transport ; réorientation de la politique des transports ; priorité accordée aux transports collectifs ; effort en faveur de la sécurité routière [16 novembre 1982] (p. 7229) ; priorité donnée à la construction de rocades et de déviations urbaines ; amélioration des transports non urbains de personnes ; avenir de la S.N.C.F. ; modalités de choix des infrastructures à réaliser (p. 7230).

GALLET (Jean)

Député d'Eure-et-Loir
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission consultative du renouvellement du mandat des membres des chambres d'agriculture [*J.O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : annulation des crédits de l'aide à la mécanisation dans le domaine agricole ; zones défavorisées ; ouverture de crédits dégagée pour combler le déficit de l'Office national des forêts ; dotation aux jeunes agriculteurs et installation des jeunes en agriculture [7 décembre 1982] (p. 8070).

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube
(2e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adoptée par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J.O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative à l'entretien des berges des rivières navigables (n° 1184) [25 novembre 1982] (p. 7698).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 252), posée le 6 octobre 1982 : **communes (finances locales)** (p. 5535) ; appelée le 15 octobre 1982 : **blocage des tarifs de l'eau :** blocage d'eau et d'assainissement ; remise en cause des programmes d'équipement des collectivités locales ; problème de la récupération de la taxe à la valeur ajoutée pour les communes dont le compte d'exploitation est présenté en équilibre (p. 5837).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des propriétaires (n° 483).

Première lecture, discussion générale : contradiction entre les intentions et la réalité ; procédures d'évolution des loyers ; contrepartie de toute réduction des loyers dans la réduction du gros entretien et des grosses réparations ; optimisation du montant des charges ; transformation du logement des Français en un champ de bataille [12 janvier 1982] (p. 30) ; ignorance par la loi des réalités économiques (p. 31) ; durcissement des conflits entre locataires et propriétaires (p. 45).

Discussion des articles : **après l'article 14** (*suite*) : associations des locataires à la gestion des immeubles ; participation à la fixation des charges [20 janvier 1982] (p. 310) ; **article 19 :** accords collectifs ; place des associations familiales [21 janvier 1982] (p. 333) ; négociation des accords collectifs ; agitateurs venus de Paris (p. 334) ; favorable à l'amendement n° 289 de la commission de la production rendant obligatoire un accord ratifié par la majorité des locataires (p. 336) ; **article 20 :** limitation du rôle des associations aux ensembles immobiliers comportant plus de 50 logements (p. 338) ; **article 22 :** précision des obligations de consulter à la charge des bailleurs (p. 339) ; risques de harcèlement des bailleurs ; fixation du rythme normal des rencontres (p. 340) ; son opposition à l'amendement n° 501 de la commission des affaires culturelles autorisant les locataires à être assistés par des représentants de leur association à l'échelon national ou départemental (p. 341) ; rapports juridiques entre le syndic et les seuls copropriétaires (p. 344) ; panneaux d'affichage exclusivement réservés à la vie de l'immeuble (p. 345) ; muliplication des petits coups d'épingles infligés aux propriétaires (p. 346) ; **article 24 :** défavorable à un statut particulier pour les représentants et les associations de locataires (p. 348) ; risque de protection pour les mauvais payeurs (p. 349) ; **après l'article 28 :** délai de préavis pour la dénonciation des accords [22 janvier 1982] (p. 366) ; **article 29 :** action conjointe des parties pour une meilleure maîtrise de l'évolution des charges locatives (p. 367) ; culture imposée par une minorité aux locataires de l'immeuble (p. 368) ; son opposition à la conclusion d'accords portant sur l'animation culturelle (p. 369).

Deuxième lecture, discussion générale : critères de représentativité des associations de locataires [11 mai 1982] (p. 1963) ; discrimination entre les associations ; accords de modération des loyers ; amplification des disparités ; détermination du taux maximal d'évolution des loyers ; activités des entreprises de construction (p. 1964) ; représentativité des associations sur le plan national ; critères de représentativité des associations familiales (p. 1965).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : article L. 122-35 *du code du travail :* son amendement n° 88 (atteintes aux libertés des travailleurs justifiées par les exigences du fonctionnement de l'entreprise) [14 mai 1982] (p. 2197) : rejeté (p. 2198) ; *article L.* 122-36 *du code du travail :* son amendement n° 92 (remise du règlement intérieur au salarié lors de son embauche) : rejeté (p. 2202) ; **article 1er :** *article L.* 122-39 *du code du travail :* adjonction des notes de service au règlement intérieur ; distinction entre le règlement intérieur de portée générale et permanente et les notes de service prises pour son application [17 mai 1982] (p. 2297) ; *article L.* 122-42 *du code du travail :* son amendement n° 108 (interdiction des amendes et des autres sanctions pécuniaires) (p. 2313) : devenu sans objet (p. 2315) ; *article L.* 122-45 *du code du travail :* son amendement n° 120 (allongement du délai de prescription de trois mois à un an) ; cas de fautes professionnelles graves constituant des manquements n'apparaissant que longtemps après la faute ; devient le sous-amendement n° 270 à l'amendement n° 50 de la commission : retiré (p. 2327) ; son amendement n° 121 (suppression de la disposition relative au licenciement) : retiré (p. 2328) ; **article 4 :** application de la loi aux offices publics, aux professions libérales et aux sociétés civiles qui ne sont pas des entreprises [18 mai 1982] (p. 2343) ; **article 5 :** droit d'expression des salariés ; citoyenneté dans l'entreprise ; amélioration des conditions de travail ; développement de la participation des travailleurs ; amélioration de la compétitivité des entreprises (p. 2346) ; **article 6 :** droit d'expression des cadres, des agents de maîtrise, des employés et des ouvriers ; contradiction entre droit d'expression directe et obligation de passer par les institutions représentatives du personnel (p. 2348) ; compétences de l'encadrement (p. 2349) ; **article 9 :** définition du droit d'expression des salariés sur les conditions de travail ; risques de confusion entre expression politique, expression syndicale et expression individuelle [19 mai 1982] (p. 2441) : brièveté du délai pour porter un jugement sur l'expérience du droit d'expression (p. 2442).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** comptabilisation des effectifs des entreprises pour l'application des dispositions relatives à l'exercice du droit syndical ; prise en compte des travailleurs temporaires dans ces effectifs [2 mai 1982] (p. 2494) ; *article L.* 412-5 *du code du travail :* abus constaté dans le travail à mi-temps ; problème des apprentis (p. 2499) ; son amendement n° 237 (calcul des effectifs de l'entreprise) (p. 2500) : rejeté (p. 2501) ; travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure (p. 2502) ; **article 2 :** volonté du Gouvernement de favoriser certains syndicats et de limiter l'action de la C. G. C. (p. 2503) ; caractères du mandat du délégué syndical (p. 2504) ; réunion syndicale [25 mai 1982] (p. 2516) ; dispositions permettant aux sections syndicales d'inviter des personnalités syndicales extérieures à l'entreprise ; risque de déstabilisation des entreprises (p. 2518) ; *article L.* 412-11 *du code du travail :* pluralisme dans la représentation des cadres ; problème du délégué supplémentaire [27 mai 1982] (p. 2659) ; **article 3 :** circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise (p. 2667) ; *article L.* 412-17 *du code du travail :* droits des délégué syndicaux (p. 2676) ; **article 4 :** protection du délégué syndical travaillant dans un secteur d'activité saisonnier (p. 2697) ; **article 5 :** réintégration du délégué après décision de l'inspecteur du travail autorisant le licenciement, annulée par le ministre (p. 2698) ; **article 6 :** son amendement n° 304 (précisant que l'article L. 412-16 du code du travail devient l'article L. 412-20) : rejeté (p. 2704) ; substitution des mots « salariés de l'entreprise appelés » aux mots « personnes appelées » dans le paragraphe III de cet article ; nécessité d'informer l'employeur des bénéficiaires et des conditions d'utilisation du crédit d'heures [28 mai 1982] (p. 2732) ; charges sociales des entreprises ; contingent d'heures attribuées aux délégués syndicaux centraux et à chaque section syndicale pris sur le crédit d'heures global (p. 2736) ; **article 8 :** lien entre l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt des travailleurs (p. 2741) ; *article L.* 421-1 *du code du travail :* droit des salariés d'un comité d'entreprise d'élire des délégués du personnel ; œuvre de la Ve République en matière économique (p. 2744) ; **article 9 :** *article L.* 422-3 *du code du travail :* recours à l'expert comptable (p. 2769) ; **article 10 :** délégués syndicaux ; protection des minorités dans l'entreprise [1er juin 1982] (p. 2778) ; *article L.* 423-3 *du code du travail :* son amendement n° 399 (précisant que dans les entreprises de plus de 500 salariés, le nombre de collèges ne saurait être inférieur à quatre) : rejeté (p. 2785) ; **article 11 :** *article L.* 423-7 *du code du travail :* son amendement n° 412 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 2793) : rejeté (p. 2798) ; **article 15 :** *article L.* 423-19 *du code du travail :* son amendement n° 437 (substituant au mot « syndicat » le mot « représentant » au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 2824) ; **article 20 :** *article L.* 431-3 *du code du travail :* son amendement n° 512 devenu sans objet [3 juin 1982] (p. 2917) ; **article 21 :** *article L.* 432-2 *du code du travail :* son amendement n° 573 (précisant que le comité d'entreprise est informé des conséquences de l'introduction de nouvelles technologies) [4 juin 1982] (p. 2982) : rejeté (p. 2983) ; **article 26 :** *article L.* 434-5 *du code du travail :* son amendement n° 632 (précisant que la commission peut demander à entendre tout cadre supérieur ou dirigeant après accord du chef d'entreprise) : adopté après rectification [7 juin 1982] (p. 3057) ; *article L.* 434-6 *du code du travail :* son amendement n° 640 devenu sans objet (p. 3070) ; **article 27 :** *article L.* 434-10 *du code du travail :* son amendement n° 671 (financement de la formation) : devenu sans objet (p. 3078) ; **article 29 :** *article L.* 436-3 *du code du travail :* son amendement n° 666 (précisant que la réintégration est de droit lorsque le salarié a été licencié irrégulièrement ou abusivement) : rejeté [8 juin 1982] (p. 3094) ; **article 30 :** *article L.* 439-3

du code du travail : son amendement n° 676 (supprimant les mots « organisations syndicales de salariés parmi leurs élus aux » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3115) : rejeté (p. 3117).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** (*suite*) *: article L.* 132-12 *du code du travail :* son amendement n° 98 (examen au moment de la négociation de l'évolution des coûts salariaux) : rejeté [10 juin 1982] (p. 3237) ; *article L.* 137-17 *du code du travail :* son amendement n° 105 (fonction consultative des commissions d'interprétation des conventions collectives) : rejeté (p. 3242) ; **article 4 :** *article L.* 132-25 *du code du travail :* son amendement n° 128 (suppression de l'article) [11 juin 1982] (p. 3285) : rejeté (p. 3286) ; *article L.* 132-30 *du code du travail :* son amendement n° 162 (décision unilatérale de l'employeur lorsque l'urgence à l'intérieur de l'entreprise le justifie) [11 juin 1982] (p. 3309) : rejeté (p. 3310) ; **article 8 :** durée du blocage des prix et des salaires ; représentativité des syndicats [25 juin 1982] (p. 3888) ; *article L.* 133-5 *du code du travail :* égalité de traitement entre les salariés des deux sexes et entre les salariés français et étrangers (p. 3872) ; égalité des conditions d'emploi entre salariés français et étrangers (p. 3873) ; *article L.* 133-8 *du code du travail :* différence de portée entre une convention et un accord collectif en droit du travail (p. 3874) ; spécificité des entreprises privées qui ne peuvent bénéficier des facilités accordées par l'État aux entreprises publiques (p. 3875) ; possibilité, pour une clause de convention collective, de déroger à un texte législatif ou réglementaire sans être en contradiction avec ce texte (p. 3875) ; *article L.* 133-12 *du code du travail :* exclusion du champ d'application de l'article des simples organisations de salariés intéressés ; son amendement n° 60 (mention des organisations de salariés intéressées répondant aux critères définis à l'article L. 133-2) : rejeté ; *article L.* 133-13 *du code du travail :* avis de la commission nationale de la négociation collective sur l'extension d'une convention (p. 3876) ; **article 9 :** *article L.* 134-1 *du code du travail :* son amendement n° 182 (complément des dispositions statutaires par des conventions ou accords d'entreprise) : adopté (p. 3878) ; *article L.* 135-1 *du code du travail :* cas d'un employeur qui démissionne d'une organisation signataire d'une convention collective (p. 3879) ; *article L.* 135-2 *du code du travail :* son amendement n° 184 (précisant que tout salarié lié directement à une entreprise où est applicable une convention ou un accord bénéficie de leurs dispositions sauf dispositions plus favorables) : rejeté (p. 3880) ; *article L.* 135-5 *du code du travail :* notion d'action propre à faire respecter une convention collective et action en dommages-intérêts en réparation du préjudice subi par la non-application de cette convention ; limitation de la saisie du conseil des prud'hommes aux conflits individuels du travail (p. 3881) ; *article L.* 135-8 *du code du travail :* membres de la commission nationale de la convention collective ; participation du ministre chargé de la sécurité sociale (p. 3882) ; *article L.* 136-1 *du code du travail :* association à la négociation collective des représentants des petites entreprises et des artisans ; participation des représentants des entreprises publiques à la commission nationale de la négociation collective (p. 3883) ; représentation des intérêts familiaux à la commission nationale de la négociation collective (p. 3884) ; *article L.* 136-2 *du code du travail :* son amendement n° 193 (chargeant la commission nationale de la négociation collective de suivre annuellement l'application dans les conventions collectives du principe « à travail égal salaire égal » et du principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes) : retiré [25 juin 1982] (p. 3888).

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n°s 893).**

Première lecture, discussion générale : retard apporté à la transmission des rapports et à la communication des amendements ; précise qu'il approuve l'idée directrice du projet ; articulation future de l'effort de recherche avec celui des grands services de l'Etat, des entreprises nationales et du secteur industriel ; place de la recherche dans la société ; recherche fondamentale [21 juin 1982] (p. 3643) ; aide aux régions ; rôle de L'A.N.V.A.R. ; caractère ambitieux du présent projet ; récente dévaluation du franc ; engagement du Président de la République de ne pas amputer le volume des crédits de recherche (p. 3654) ; incitations fiscales destinées aux entreprises poursuivant des recherches ; rattachement du C.N.R.S. au ministère chargé de la recherche ; choix des programmes mobilisateurs ; absence de dispositions concernant la sidérurgie, l'industrie textile et les périls pesant sur l'industrie automobile dans le présent projet (p. 3655) ; place d'une nation dans la vie internationale dépendant de son effort de recherche scientifique et technologique (p. 3656) ; notion de solidarité (p. 3681).

Discussion des articles : **article 2 :** croissance annuelle moyenne des crédits de recherche ; nécessité d'une aide indirecte pour les entreprises [22 juin 1982] (p. 3687) ; accroissement de la part de la dépense nationale brute de recherche financée par les entreprises du secteur public (p. 3688) ; augmentation des crédits consacrés à la recherche ; dévaluation du franc ; ses amendements n°s 91, 92 et 93 devenus sans objet (p. 3689) ; **article 3 :** création des programmes mobilisateurs (p. 3690) ; son amendement n° 95 (mise en œuvre des programmes mobilisateurs) (p. 3691) ; avenir de la recherche fondamentale (p. 3693) ; devenu sans objet ; **article 4 :** modalités d'information du Parlement sur les conditions de réalisation de l'effort national de recherche et de développement ; son sous-amendement n° 158 à l'amendement n° 6 de la commission (réexamen des conditions de réalisation de l'effort de recherche) (p. 3694) ; retiré ; son sous-amendement n° 159 à l'amendement n° 7 de la commission (réalisation des objectifs fixés par les établissements d'enseignement supérieur) (p. 3695) ; adopté (p. 3696) ; **article 5 :** promotion du français comme langue scientifique (p. 3697) ; **après l'article 5 :** problème du recours offert aux chercheurs ; **article 6 :** promotion de la langue française ; son amendement n° 103 (tendant à favoriser l'esprit de recherche et de créativité) (p. 3699) ; adopté après rectification ; **après l'article 6 :** rôle de la recherche fondamentale et développement des sciences humaines et sociales ; **article 7 :** politique de coopération internationale (p. 3700) ; création d'associations de recherche pour le développement de nouveaux secteurs ; son amendement n° 96 (promotion de la coopération scientifique avec les pays industrialisés et technologiquement avancés) (p. 3701) ; rejeté (p. 3702) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 97 (définition d'une politique d'échanges et de coopération (p. 3707) ; rejeté ; **article 7** *bis :* création d'un conseil supérieur de la recherche et de la technologie (p. 3708) ; **article 8 :** rôle des régions en matière de recherche ; son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 23 de la commission (intégration de la recherche dans le développement économique, social et culturel de la région) (p. 3710) ; décloisonnement de la recherche (p. 3711) ; sous-amendement n° 104 adopté après rectification ; **article 9 :** exécution des programmes pluriannuels d'intérêt régional (p. 3712) ; **article 10 :** dispositions obligeant la région à créer un comité consultatif régional de recherche et de développement technologique (p. 3713) ; son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 25 de la commission (possibilité pour la région de créer ou de ne pas créer un comité consultatif régional de recherche) : rejeté ; son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 25 de la commission (composition des comités consultatifs) (p. 3714) ; rejeté (p. 3715) ; **article 11 :** son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 33 de la commission (missions des établissements publics de recherche et des entreprises publiques) (p. 3716) ; rejeté (p. 3717) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 108 à l'amendement n° 35 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 3720) ; rejeté ; son sous-amendement n° 109 à l'amendement n° 35 de la commission (fonction de direction et de responsabilité des équipes scientifiques) : rejeté (p. 3722) ; **article 15 :** son amendement n° 114 (substituant aux mots « peuvent être » le mot « sont » au début de cet article) : adopté (p. 3728) ; comptes consolidés dont sont saisis chaque année les conseils d'administration des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; **article 16 :** son amendement n° 98 (modalités d'organisation et de fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique) : rejeté ; **après l'article 16 :** application des dispositions des articles 14, 15 et 16 du présent projet aux établissements publics à caractère administratif (p. 3729) ; **article 17 :** renvoi de l'organisation des G.I.P. à une loi ultérieure (p. 3730) ; fonctionnement des G.I.P. (p. 3731) ; son sous-amendement n° 115 à l'amendement n° 46 de la commission (suppression du second alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 46 de la commission (complétant le quatrième alinéa de cet amendement par les mots « lorsque le financement des actions du groupement est en majorité d'origine publique ») ; son sous-amendement n° 111 à l'amendement n° 46 de la commission (convention par laquelle est constitué le groupement) ; son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 46 de la commission (complétant l'avant-dernier

alinéa de cet amendement par les mots « lorsque le financement des actions du groupement a été en majorité d'origine publique ») (p. 3732) ; sous-amendements n°s 115, 110, 111 et 112 rejetés (p. 3733) ; **article 18** : rôle considérable de l'université en matière de recherche ; obligation de publication faite aux chercheurs ; son amendement n° 168 (précisant que la recherche à caractère technologique et pédagogique fait partie des missions des instituts universitaires de technologie) (p. 3735) : retiré ; **article 19** : son amendement n° 99 (limitant à cinq ans la durée des contrats à durée déterminée prévus par cet article) : rejeté (p. 3736) ; **article 21** : son amendement n° 100 (statut des personnels) : rejeté (p. 3738) ; **article 22** : son amendement n° 101 (mise en place d'instances d'évaluation de la recherche) : rejeté ; **après l'article 22** : son amendement n° 102 (déroulement des carrières de chercheur à statut particulier) (p. 3740) : rejeté ; **article 23** : son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 54 de la commission (convention collective fixant les conditions d'emploi des travailleurs scientifiques des entreprises) ; « étatisation rampante » (p. 3742) : rejeté (p. 3743) ; **article 24** : limites à la consultation du comité d'entreprise (p. 3745) ; **article 25** : *rapport annexé* : contenu de ce rapport (p. 3746) ; son amendement n° 116 (recherche dans l'université) (p. 3747) : réservé (p. 3748) ; son amendement n° 117 (nouveau programme mobilisateur : essor de l'industrie automobile et des moyens de transports) (p. 3750) : rejeté ; son amendement n° 118 (nouveau programme mobilisateur : progression de la filière « industries textiles ») (p. 3751) : rejeté (p. 3752) ; son amendement n° 120 (modification du programme mobilisateur « promotion du français langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique) : rejeté [23 juin 1982] (p. 3759) ; son amendement n° 178 (modification du programme mobilisateur « développement technologique du tissu industriel ») : rejeté (p. 3760) ; son amendement n° 180 (création d'un programme mobilisateur : « environnement ») : rejeté (p. 3762) ; son amendement n° 179 (modification du programme mobilisateur « recherche scientifique et tiers monde ») : rejeté (p. 3763) ; son amendement n° 116 précédemment réservé (recherche dans l'université) (p. 3765) : retiré (p. 3766) ; prise en considération des secteurs de l'automobile, de la sidérurgie et du textile ; son amendement n° 121 (programme de développement technologique « électro-nucléaire ») (p. 3769) : retiré (p. 3771) ; vocabulaire employé en matière nucléaire ; études en matière de séparation isotopique ; création d'un programme de développement technologique sidérurgie (p. 3772) ; **après l'article 5** : problème de notation et d'avancement des personnels (p. 3774).

Explications de vote : fonctionnarisation de la recherche (p. 3777) ; nationalisation rampante ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3778).

Troisième lecture, discussion générale : engagements budgétaires sur les autorisations de programmes et les crédits de paiement en matière de recherche scientifique [30 juin 1982] (p. 4093).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : *article L 236-1 du code du travail* : son amendement n° 140 (période de référence pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 141 (de clarification) [21 septembre 1982] (p. 5013) : rejeté (p. 5014) ; son amendement n° 153 (de simplification) (p. 5021) : rejeté (p. 5022) ; *article L. 236-4 du code du travail* : son amendement n° 174 (suppression des mots « des marchés publics » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) [22 septembre 1982] (p. 5649) : rejeté (p. 5050) ; *article L. 236-5 du code du travail* : son amendement n° 177 (représentation de l'ensemble des organisations représentatives des salariés au C.H.S.C.T.) (p. 5052) : rejeté (p. 5053).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : précise que le texte de cet article ouvre la voie à de nombreux contentieux ; existence du droit à se déplacer [12 octobre 1982] (p. 5666) ; **article 2** : contenu du droit au transport (p. 5676) ; **article 4** : rôle des collectivités territoriales en matière de définition de la politique globale des transports ; nécessité de permettre à l'Etat de passer des contrats pour promouvoir l'usage des transports collectifs de personnes (p. 5691) ; **article 7** : tenue du registre des transports publics par l'Etat ; possibilité de radier des entreprises [13 octobre 1982] (p. 5707).

Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : compétence de M. Olivier Guichard en matière de collectivité locale ; contradiction entre le présent projet de loi et les principes fixés par la loi de mars 1982 ; hâte avec laquelle la loi du 2 mars 1982 avait été préparée ; attitude hésitante du Gouvernement ; volonté du Gouvernement de freiner l'élection des conseils régionaux au suffrage universel [29 novembre 1982] (p. 7736) ; augmentation prévisible de la fiscalité locale ; création de la dotation globale de décentralisation ; procédure d'élaboration des documents d'urbanisme ; exemple du permis de construire (p. 7737) ; amélioration du texte par le Sénat ; maîtrise des communes sur leur politique urbaine ; (p. 7738).

Discussion des articles : **article 4** : échelonnement des dates auxquelles les compétences seront transférées par décret ; nécessité de tenir compte du renouvellement des conseillers municipaux parvenus au terme de leur mandat [30 novembre 1982] (p. 7764) ; **avant l'article 15 A** : nature juridique des groupements de communes (p. 7786) ; **article 15** : volonté de donner un fondement légal aux directives nationales d'aménagement du territoire (p. 7798) ; remise en cause du principe de l'unité de législation (p. 7799) ; **article 15 *bis*** : préservation des sites et des paysages ; création de réserves foncières ; son amendement n° 353 (précisant que les documents d'urbanisme comportent des dispositions permettant d'organiser l'utilisation de l'espace) : rejeté ; son amendement n° 354 (terrains réservés aux activités économiques et d'intérêt général) : adopté (p. 7800) ; **article 16** : refus de rétablir cet article ; nécessité de ne pas pénaliser les particuliers dans les cas où le maire n'a pas fait établir de P.O.S. (p. 7801) ; procédure suivie en l'absence de plan d'occupation des sols (p. 7804) ; problème des dérogations données par le représentant de l'Etat (p. 7806) ; **article 17** : création d'une commission de conciliation en matière d'élaboration des documents d'urbanisme (p. 7807) ; son amendement n° 355 (composition de la commission de conciliation) : rejeté (p. 7808) ; son amendement n° 356 (délai dont dispose la commission de conciliation pour formuler des propositions) : rejeté (p. 7809) ; **article 18** : problème des dépenses entraînées par l'élaboration des P. O.S. ; nouvelles prérogatives du préfet ; son amendement n° 357 (précisant que les dépenses entraînées par l'élaboration des documents d'urbanisme sont prises en charge par l'Etat) : rejeté ; ses amendements n°s 358 et 359 devenus sans objet (p. 7810) ; **article 19** : suppression de l'aide des services extérieurs de l'Etat dans l'élaboration des documents d'urbanisme (p. 7811) ; **article 20** : élaboration des schémas directeurs ; rôle du représentant de l'Etat (p. 7812) ; son amendement n° 360 (procédure d'élaboration du périmètre) : rejeté (p. 7813) ; rôle des agences d'urbanisme ; son amendement n° 361 (révision des schémas directeurs) : adopté (p. 7814) ; **article 20 *bis*** : rôle du syndicat intercommunal d'études et de programmation ; son amendement n° 362 (dissolution du syndicat intercommunal) (p. 7815) : retiré ; suppression de la disposition relative à la répartition des sièges au sein du syndicat (p. 7816) ; **article 22** : accroissement des pouvoirs de la commission de conciliation ; manque de clarté du présent projet de loi ; son amendement n° 363 (intervention de la commission de conciliation) (p. 7817) : rejeté ; ses amendements n°s 364 et 365 devenus sans objet (p. 7818) ; **article 23** : volonté de l'Etat de garder la mainmise sur l'élaboration des documents d'urbanisme ; son amendement n° 366 (délai d'approbation du schéma directeur) : rejeté (p. 7819) ; **article 24 *bis*** : utilité de cet article (p. 7821) ; **article 24 *ter*** : obligation faite à certaines communes de se doter d'un P. O. S. ; son amendement n° 367 (de suppression) : adopté ; ses amendements n°s 368 et 369 devenus sans objet (p. 7822) ; **article 25** : modalités d'association de l'Etat à l'élaboration du P. O. S. (p. 7823) ; son amendement n° 370 devenu sans objet (p. 7824) ; **article 26** : délivrance des permis de construire ; son amendement n° 372 devenu sans objet (p. 7825) ; **article 28** : apparition d'une nouvelle forme de tutelle préfectorale ; rôle du représentant de l'Etat en matière de révision ou de modification du P. O. S. [1er décembre 1982] (p. 7836) ; son amendement n° 373 (impossibilité pour le représentant de l'Etat de demander la modification du P. O. S.) : retiré (p. 7837) ; **article 28 bis** : différentes procédures d'élaboration des P. O. S. ; son amendement n° 374 (précisant que le commissaire enquêteur porte un jugement de valeur sur la décision

de modification prise par le conseil municipal) (p. 7838) : rejeté, son amendement n° 375 devenu sans objet ; **article 29 :** mise en demeure du maire par le représentant de l'Etat dans le département (p. 7839) ; son amendement n° 376 (durée du délai à l'issue duquel le représentant de l'Etat pourra procéder d'office à l'inscription des servitudes d'utilité publique) (p. 7840) : devenu sans objet ; **article 29 bis :** valeur légale donnée aux zones d'environnement protégé (p. 7841) ; **article 29 ter :** institutionnalisation des cartes communales ; nécessité d'établir des documents d'urbanisme sur l'ensemble du territoire (p. 7842) ; **article 31 A :** nouveau pouvoir du maire en matière d'instruction et de délivrance du permis de construire (p. 7845) ; **article 31 :** responsabilité du maire engagée en cas de délivrance d'un permis de construire (p. 7846) ; **article 31 bis :** délivrance du permis de construire par le président d'un établissement public intercommunal ; **article 32 :** consultations obligatoires pour la délivrance du permis de construire (p. 7847) ; exemple des problèmes d'assainissement de l'agglomération de Troyes ; son amendement n° 377 (suppression des mots « à due concurrence » à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 421-2-3 du code de l'urbanisme) (p. 7848) : devenu sans objet (p. 7849) ; **article 32 ter :** développement de la coopération intercommunale (p. 7850) ; son amendement n° 378 : devenu sans objet (p. 7851) ; **article 32 quater :** maintien de la symétrie entre l'information du maire et celle du représentant de l'Etat (p. 7868, 7869) ; **article 34 bis :** création du collège du patrimoine et des sites (p. 7872, 7873) ; **article 38 :** mise en place des cartes communales (p. 7875) ; **article 40 :** suppression de la règle de l'enquête publique avant approbation (p. 7876) ; **article 41 :** création d'un conseil départemental de l'habitat (p. 7880) ; **article 42 :** financement d'aides sociales au logement par le département (p. 7882) ; refus de transférer les charges de l'Etat au département (p. 7883) ; **article 45 :** consultation du conseil régional et du conseil départemental de l'habitat ; problème du logement des personnes défavorisées (p. 7886).

GALLO (Max)

Député des Alpes-Maritimes
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (culture) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (n° 1210) [25 novembre 1982] (p. 7698).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VIII, **culture (n° 1167)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : arrestation par les Britanniques d'un officier argentin : arrestation, par les troupes britanniques, du dénommé Astiz, capitaine de frégate argentin, responsable de la disparition de plusieurs personnes de diverses nationalités [12 mai 1982] (p. 2041).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : affirme que l'image donnée par une nation est déterminée par sa culture [3 novembre 1982] (p. 6639) ; contenu du discours prononcé par M. Jack Lang à Mexico ; affectation des crédits réservés aux activités internationales ; rapport du ministère de la culture avec la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des relations extérieures ; définition du terme de « latinité » (p. 6640).

GANTIER (Gilbert)

Député de Paris
(21e *circonscription*)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'agriculture [*J. O.* du 1er octobre 1982] (p. 2920).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (éducation nationale : enseignement supérieur) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 **(n° 1083)** [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 209 du code électoral en ce qui concerne les **candidatures multiples aux élections cantonales (n° 820)** [21 avril 1982].

Retrait de sa proposition de loi n° 165 tendant à modifier les dispositions de l'article 343 du code pénal afin d'aggraver les peines prévues en matière de **prises d'otages** [21 septembre 1982] (p. 5029).

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) : annexe n° 17 : **éducation nationale :** enseignement supérieur **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **action diplomatique française dans le conflit israélo-arabe :** affirmations contradictoires du Président de la République sur le conflit israélo-arabe et particulièrement sur le problème palestinien [2 juin 1982] (p. 2871) ;

— **développement du protectionnisme :** dédouanement des magnétoscopes à Poitiers [10 novembre 1982] (p. 7025) ; liberté d'information ; tentation du protectionnisme ; place de la France par rapport au G. A. T. T., à la C. E. E. et au Japon ; nécessité d'abroger une « mesure dérisoire » ; attitude du Gouvernement français par rapport aux échanges commerciaux internationaux (p. 7026).

orale sans débat :

— (n° **234**), posée le 15 juin 1982 : **prix et concurrence (politique des prix et de la concurrence** (p. 3446) ; appelée le 18 juin 1982 : **blocage des prix industriels :** caractère peu justifié du blocage des prix industriels ; marge bénéficiaire des entreprises ; incidence des variations de la T. V. A. sur les prix bloqués (p. 3606, 3607).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.

Discussion générale : composition ethnique de la Nouvelle-Calédonie ; système des réserves indigènes ; révolte canaque de 1878 ; évolution politique de l'île ; territoire d'outre-mer en 1956 ; évolution du régime juridique de la Nouvelle-Calédonie ; tension des derniers mois ; projet de loi d'habilitation et contradiction avec la politique de décentralisation ; autonomie de la Nouvelle-Calédonie ; droits des populations des territoires d'outre-mer à l'autodétermination ; organisation administrative de la Nouvelle-Calédonie ; prise des ordonnances dans des matières relevant de la compétence du territoire ; ambition territoriale des grands Etats voisins, notamment de l'U. R. S. S. et de la Chine ; nomination en Nouvelle-Calédonie d'un nouveau haut-commissaire ; dissolution de l'assemblée territoriale [14 janvier 1982] (p. 113).

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Deuxième lecture, discussion générale : interrogation de l'opinion publique sur l'utilité de la loi de nationalisation ; résultat des quatre échelons partielles ; caractères du projet de loi ; réalisation d'un engagement électoral ; erreurs des fonctionnaires plus fréquentes que celles des patrons en matière de stratégies industrielles [4 février 1982] (p. 733) ; expériences de dénationalisation en Angleterre, en Autriche et au Portugal ; dénationalisation lors du retour de l'opposition au pouvoir (p. 734).

Explications de vote : création d'un secteur privilégié pour les banques étrangères ; inégalité devant la loi ; nationalisation des actions détenues par les salariés des sociétés déjà nationalisées ; crédit mutuel et crédit coopératif (p. 750) ; secteur bancaire presque entièrement nationalisé ; sidérurgie « empêtrée » depuis des dizaines d'années par des règlements étatiques (p. 751).

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 6** *bis :* son amendement n° 154 (extension aux colocataires au 2e degré du droit de reprise du logement par le propriétaire) : rejeté [11 mai 1982] (p. 1980).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : loi sur les radios locales ; assimilation par la majorité de la liberté à la primauté du service public ; étouffement de la communication audiovisuelle ; volonté de la majorité de mettre la radio et la télévision au service d'une pédagogie destinée à faire passer leur idéologie ; limitation de l'espace hertzien ; pouvoirs de la Haute autorité ; maintien de la maîtrise de l'Etat sur l'audiovisuel ; projet de loi nuisant au développement de l'entreprise multi-média [27 avril 1982] (p. 1347).

Discussion des articles : **article 34 :** ressources de l'établissement public de diffusion ; attribution à l'établissement public de diffusion d'une partie de la redevance T. V. [5 mai 1982] (p. 1703) ; facturation détaillée des prestations rendues par T. D. F. (p. 1704) ; financement des investissements de l'établissement public de diffusion (p. 1706) ; **article 60 :** importance des nouvelles dépenses concernant l'audiovisuel ; redevance T. V. [10 mai 1982] (p. 1887) ; évolution des technologies depuis 1974 ; financement des investissements par la redevance (p. 1888) ; **article 61 :** taxe sur les récepteurs de télévision ; absence d'une taxe similaire dans de nombreux pays étrangers (p. 1890) ; rôle de la Haute autorité en matière de répartition des recettes (p. 1892) ; **article 62 :** rôle éventuel du Parlement sur la répartition du produit des ressources publicitaires (p. 1898) ; **article 63 :** publication des résultats financiers des filiales (p. 1902) ; **article 64 :** plafonnement des recettes publicitaires ; caractère non libéral de la présente loi (p. 1908) ; fixation de la proportion des recettes provenant de la publicité (p. 1911) ; **article 65 :** financement des radios publiques locales (p. 1913) ; nécessité de donner à la Haute autorité le pouvoir de contrôler l'utilisation des fonds accordés à la société de radiodiffusion en matière de décentralisation (p. 1914) ; **article 66 :** financement des télévisions régionales (p. 1915) ; financement de la production des émissions réalisées par les sociétés régionales pour le programme national (p. 1917) ; **article 67 :** nécessité de donner à la Haute autorité la charge de répartir entre les sociétés régionales et territoriales de radiodiffusion et télévision d'outre-mer la part du produit de la redevance qui leur est attribuée (p. 1918).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : bataille pour l'emploi et relance de l'économie ; accroissement des charges des entreprises et dégradation de leur situation financière [14 mai 1982] (p. 2181).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 412-12 *du code du travail :* son amendement n° 265 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté [27 mai 1982] (p. 2662) ; **article 6 :** son amendement n° 266 (suppression du second alinéa du paragraphe III de cet article) : devenu sans objet [28 mai 1982] (p. 2729) ; **article 8 :** *article L.* 421-1 *du code du travail :* son amendement n° 267 (période de référence retenue pour le calcul des effectifs de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 2745) ; **article 20 :** *article L.* 431-1 *du code du travail :* son amendement n° 268 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « au cours des vingt-quatre mois précédents ») : retiré [3 juin 1982] (p. 2911) ; **article 21 :** *article L.* 432-2 *du code du travail :* préoccupation concernant l'industrie automobile [4 juin 1982] (p. 2986) ; *article L.* 432-3 *du code du travail :* consultation obligatoire du comité d'entreprise sur les règlements se rapportant aux dispositions énumérées par l'amendement n° 122 de la commission (p. 2987) ; consultation du comité d'entreprise lorsque la durée et l'aménagement du temps de travail sont l'objet de mesures prises en dehors de la négociation annuelle (p. 2988) ; importance du 1 p. 100 patronal ; droit de contrôle du comité d'entreprise sur le fonctionnement de l'entreprise (p. 2993) ; *article L.* 432-4 *du code du travail :* communication au comité d'entreprise de la position de l'entreprise dans la branche d'activité à laquelle elle appartient (p. 2996) ; caractère écrit du rapport d'ensemble ; fréquence des transferts de capitaux entre sociétés mères et filiales ; sous-traitance ; attitude malthusienne des syndicats (p. 2998) ; son amendement n° 269 (substituant au chiffre « 300 » le chiffre « 1 000 » dans la seconde phrase du sixième alinéa du texte proposé pour cet article) ; problème des seuils : rejeté (p. 3000) ; communication au comité d'entreprise des documents comptables établis par l'entreprise ne revêtant pas la forme de société commerciale (p. 3003) ; contenu des informations communiquées trimestriellement au comité d'entreprise ; charges administratives imposées à l'entreprise (p. 3004) ; *article L.* 432-5 *du code du travail :* rôle des délégués du comité d'entreprise au conseil d'administration [7 juin 1982] (p. 3012) ; **article 22 :** secret professionnel auquel sont soumis les membres du comité d'entreprise ; développement des activités culturelles des comités d'entreprise (p. 3014) ; place de la culture parmi les œuvres sociales du comité d'entreprise ; notion d'œuvres sociales, artistiques et sportives (p. 3016) ; nécessité de préciser que les œuvres culturelles ne peuvent prendre la forme d'une action politique ; développement des activités dans l'entreprise (p. 3017) ; part de la masse salariale affectée au financement des institutions sociales (p. 3018) ; nécessité d'éclairer les travailleurs sur le poids financier représenté dans l'entreprise par l'activité sociale ; « bureaucratie » entraînée par la réponse obligatoire du chef d'entreprise aux avis et aux vœux du comité d'entreprise (p. 3019) ; **article 26 :** *article L.* 434-5 *du code du travail :* son amendement n° 270 (précisant que le chef d'entreprise ou son représentant peut assister aux réunions de la commission économique) : rejeté (p. 3057) ; *article L.* 434-6 *du code du travail :* son sous-amendement n° 940 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (substituant au chiffre « 300 » le chiffre « 1 000 » dans le troisième alinéa de cet amendement) :

rejeté (p. 3068) ; son sous-amendement n° 944 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (complétant la première phrase du quatrième alinéa de cet amendement par les mots « sur la subvention prévue à l'article L. 434-8 du code du travail ») : rejeté (p. 3069) ; ses amendements n°s 271 et 272 devenus sans objet (p. 3070) ; **article 27 :** *article L.* 434-8 *du code du travail :* son amendement n° 273 devenu sans objet (p. 3076) ; **article 30 :** *article L.* 439-2 *du code du travail :* son amendement n° 274 (examen des comptes consolidés par l'expert-comptable) : rejeté [8 juin 1982] (p. 3113) ;

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L.* 132-11 *du code du travail :* son amendement n° 313 (suppression de la mention des accords interprofessionnels) : rejeté [10 juin 1982] (p. 3224) ; *article L.* 132-12 national du champ d'application des accords interprofessionnels) : rejeté [10 jui 1982] (p. 3224) ; *article L.* 132-12 *du code du travail :* son amendement n° 315 (suppression de l'article) (p. 3230) : rejeté (p. 3232) ; *article L.* 132-24 *du code du travail :* son amendement n° 40 (suppression de l'article) : non soutenu [11 juin 1982] (p. 3281) ; *article L.* 132-25 *du code du travail :* amendements n° 41 et n° 42 devenus sans objet (p. 3292) ; *article L.* 132-27 *du code du travail :* son amendement n° 43 (audition des délégués syndicaux extérieurs sur la durée effective et sur l'organisation du temps de travail) : rejeté (p. 3305) ; **article 9 :** *article L.* 136-2 *du code du travail :* son amendement n° 316 (suppression de la disposition prévoyant que la commission nationale de la négociation collective est chargée de donner un avis sur l'interprétation des clauses de conventions collectives à la demande d'au moins la moitié des membres de la commission d'interprétation compétente) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3387).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : absence de dispositions permettant de relancer l'investissement ; emprunt Delors [25 mai 1982] (p. 2565) ; coût des achats de gaz à l'Algérie ; augmentation des taxes indirectes sur la consommation (p. 2566) ; **son rappel au règlement :** recevabilité des amendements ; droits du Parlement (p. 2570).

Discussion des articles : **article 1er :** effort en faveur des personnes âgées (p. 2572, 2573) ; contribuables âgés de plus de soixante-dix ans dont la cotisation est inférieure à 1 000 francs ; application de l'amendement n° 53 aux veuves et aux veufs (p. 2574) ; **article 3 :** coûts des mesures contenues dans cet article ; suppression de la vignette moto ; nombre élevé des taux de T. V. A. [26 mai 1982] (p. 2601) ; son opposition à la création d'un taux super-réduit de la T.V.A. (p. 2607) ; déductibilité de la taxe sur le gazole (p. 2610) ; charges supplémentaires pour les chauffeurs de taxi (p. 2611) ; **article 4 :** contribution exceptionnelle des banques ; besoin d'argent du Gouvernement (p. 2612) ; son amendement n° 60 (taxe sur les frais généraux) : rejeté ; son amendement n° 61 (suppression du troisième alinéa du paragraphe 3 de cet article) (p. 2613) : rejeté ; son amendement n° 62 (précisant que la contribution exceptionnelle ne peut être déduite que des résultats de l'exercice suivant celui au titre duquel elle est due) : rejeté (p. 2614) ; **article 9 :** rétroactivité du contrat d'achat de gaz algérien (p. 2629) ; **après l'article 9 : son rappel au règlement :** rédaction d'un rapport antérieurement à la discussion de chaque projet de loi (p. 2630) ; conditions de travail en commission ; rôle d'information des commissions permanentes (p. 2631) ; **article 15 :** contradiction entre les dispositions contenues dans cet article et la politique de décentralisation ; réduction de la marge de manœuvre des collectivités locales (p. 2636) ; **article 18 :** conditions de travail des parlementaires ; nécessité de mettre en place des opérations de simulation (p. 2640) ; **article 27 :** généralisation de l'obligation d'assurance ; projet de réforme du financement de l'assurance construction ; création d'un fonds de compensation des risques d'assurance de la construction (p. 2647).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** problème de la T.V.A. ; blocage des prix [16 juin 1982] (p. 3500) ; **article 27 :** inconstitutionnalité des dispositions contenues dans cet article ; mépris affiché par le ministre du budget à l'égard des députés de l'opposition (p. 3507) ; son amendement n° 17 (de suppression) : rejeté (p. 3508).

Explications de vote : augmentation du taux moyen de la T.V.A. ; problème du gaz algérien ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 3509).

Son rappel au règlement : examen par la commission spéciale du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement de la technologie [26 mai 1982] (p. 2597) ; conditions de travail des parlementaires (p. 2598).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** procédure législative ordinaire ; inconstitutionnalité de plusieurs articles du projet de loi ; exception d'irrecevabilité [14 juin 1982] (p. 3324) ; **son rappel au règlement :** jurisprudence du Conseil constitutionnel et exception d'irrecevabilité (p. 3330, 3331) ; inconstitutionnalité du projet de loi (p. 3348) ; extension du domaine législatif à la planification ; subordination de l'exercice des prérogatives gouvernementales à des formalités non constitutionnelles ; injonctions parlementaires ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; consultation obligatoire de la commission nationale de la planification ; problème des territoires d'outre-mer (p. 3349).

Discussion des articles : **article 1er :** inconstitutionnalité de l'article 1er ; rôle du Conseil économique et social ; domaine réglementaire et domaine législatif ; décomposition du plan en deux lois (p. 3361) ; son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Planchou (suppression des dispositions de la loi, relatives aux recommandations concernant la politique de coopération et les relations contractuelles entre les partenaires sociaux) : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Planchou (suppression de la disposition relative à l'association des régions et des partenaires sociaux et économiques à l'élaboration et au contrôle de l'exécution du plan) : devenu sans objet (p. 3362) ; son amendement n° 79 (suppression de la disposition relative à l'association du Parlement, du conseil économique et social, des partenaires sociaux et économiques et des régions à l'élaboration du plan national) ; risques d'inconstitutionnalité ; injonctions du Parlement ; jurisprudence du Conseil constitutionnel : rejeté (p. 3364) ; son amendement n° 80 (suppression de la disposition prévoyant que le plan national se compose de deux lois) : adopté (p. 3366) ; **article 2 :** approbation dans la première loi de plan du rapport de la commission nationale de la planification ; inconstitutionnalité des dispositions de l'article ; recommandations concernant la conduite des négociations internationales [15 juin 1982] (p. 3374) ; son amendement n° 81 (suppression de la disposition prévoyant que la première loi de plan comporte l'approbation d'un rapport du Gouvernement établi sur la base des travaux de la commission nationale de planification) (p. 3375) : rejeté ; son amendement n° 135 (suppression de la disposition prévoyant que la première loi de plan peut mentionner la conclusion d'accords ou de programmes de coopération) (p. 3376) : rejeté ; **article 3 :** organisation par la seconde loi de plan des moyens publics et privés à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la première loi de plan ; problème des territoires d'outre-mer ; conditions de l'intervention économique des collectivités territoriales : prévision des recettes et des dépenses publiques (p. 3378) ; inconstitutionnalité d'une disposition prévoyant le contenu de lois ultérieures que le Gouvernement pourrait se dispenser d'exécuter ; neutralisation du droit d'initiative législative ; son amendement n° 83 (suppression de l'article) : rejeté (p. 3379) ; son amendement n° 84 (suppression de la mention des conditions de l'intervention économique des collectivités territoriales) (p. 3382) : rectifié, rejeté ; son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 3383) ; **article 4 :** limitation du droit d'initiative législative du Premier ministre et du Parlement ; inconstitutionnalité de l'article ; lois de programme (p. 3384) ; conditions du débat : discussion des amendements ; ses amendements n°s 85 et 86 : devenus sans objet (p. 3385) ; **article 5 :** institution de la commission nationale de la planification ; risque d'inconstitutionnalité ; obligation pour la commission nationale de se prononcer par des avis et recommandations sur les projets de plan (p. 3386) ; son amendement n° 87 (suppression de la disposition instituant une commission nationale de la planification) : rejeté ; consultations sur la base desquelles le Gouvernement détermine les choix stratégiques du plan (p. 3387) ; son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 14 de la commission (suppression de la disposition prévoyant que la commission se réunit de plein droit chaque semestre après

la promulgation de la seconde loi de plan) : retiré (p. 3391) ; **article 6 :** saisine de la commission nationale par le Gouvernement à propos d'un document d'orientation servant de base à l'élaboration de la première loi de plan ; dispositions inconstitutionnelles ; son amendement n° 88 (suppression de la disposition prévoyant la soumission à la commission nationale de planification d'un document d'orientation servant de base à l'élaboration de la première loi de plan) : rejeté (p. 3392) ; **article 7 :** élaboration par le Gouvernement du projet de première loi de plan au vu du rapport de la commission nationale de la planification ; soumission du projet au conseil économique et social : caractère inconstitutionnel de la fixation d'un délai ; obligation pour le Gouvernement de soumettre à un moment déterminé un projet de loi au Parlement ; son amendement n° 138 (suppression de l'article) : rejeté (p. 3402) ; son amendement n° 89 (suppression de la disposition prévoyant que le Gouvernement élabore le projet de première loi de plan au vu du rapport de la commission nationale de la planification) ; caractère inconstitutionnel de cette disposition : rejeté ; son amendement n° 139 (suppression de l'obligation pour le Gouvernement d'élaborer le projet de première loi de plan) : rejeté ; son amendement n° 90 (suppression du délai d'examen du projet de plan par le Conseil économique et social) (p. 3403) : adopté ; son amendement n° 91 (suppression de la soumission du projet de plan au Parlement au cours de la session de printemps de l'année qui précède l'entrée en vigueur du plan) ; impossibilité pour une loi ordinaire d'organiser les sessions du Parlement ; caractère inconstitutionnel de cette disposition : rejeté (p. 3404) ; **article 8 :** caractère inconstitutionnel des dispositions de l'article ; délai de consultation du conseil économique et social (p. 3405) ; soumission du projet de seconde loi de plan à la commission nationale de planification ; atteinte au droit d'initiative législative du Premier ministre ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; son amendement n° 92 (suppression de la disposition prévoyant la soumission du projet de seconde loi de plan à la commission nationale) : rejeté ; son sous-amendement n° 141 à l'amendement n° 22 de la commission (suppression de la soumission du projet de seconde loi de plan au conseil économique et social) ; saisine du Conseil constitutionnel d'une loi qui paraît inconstitutionnelle par soixante députés : son amendement n° 140 (suppression de l'obligation de soumettre le projet de seconde loi de plan à la commission nationale) : devenu sans objet ; son amendement n° 93 (suppression du délai dans lequel le Conseil économique et social doit rendre son avis) (p. 3406) : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 141, rejeté ; son amendement n° 94 (suppression de la soumission du projet de seconde loi de plan au Parlement au cours de la session d'automne de l'année précédant l'entrée en vigueur du plan) : rejeté (p. 3407) ; **article 9 :** désignation des ministres chargés de préparer les rapports d'exécution du plan ; caractère inconstitutionnel de cette disposition ; injonctions de la commission des finances ; dépôts du projet de loi de finances de l'année et du rapport d'exécution du plan ; son amendement n° 95 (suppression de l'article) : rejeté ; son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 24 de la commission (préparation du rapport sur l'exécution du plan conformément à l'article 21 de la Constitution) (p. 3408) : rejeté (p. 3409) ; **article 10 :** instauration de rapports contractuels entre l'Etat et les collectivités territoriales ; rapports contractuels entre l'Etat et les territoires d'outre-mer ; érection des régions en collectivités territoriales ; son amendement n° 96 (suppression de la disposition relative à la signature des contrats de plan par l'Etat) : rejeté ; son amendement n° 97 : devenu sans objet (p. 3410) ; **article 11 :** engagement de l'Etat dans les contrats de plan au-delà des limites fixées par les lois de finances ; contradiction de cette disposition avec l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances ; son amendement n° 98 (suppression de l'article) (p. 3414) : rejeté ; consultation du Conseil d'Etat sur la procédure des contrats de plan (p. 3415) ; **article 12 :** rapport du Gouvernement au Parlement sur l'exécution des contrats de plan ; inconstitutionnalité de l'article ; consultation obligatoire de la commission nationale de planification ; ordonnance organique de 1958 relative au Conseil économique et social ; fixation à l'avance du contenu des lois de plan rectificatives (p. 3416) ; théorie restrictive du Gouvernement sur les recours parlementaires devant le Conseil constitutionnel ; son amendement n° 99 (suppression de l'article) : rejeté (p. 3417) ; **article 13 :** son amendement n° 100 (suppression de l'article) : rejeté (p. 3422) ; son amendement n° 101 : devenu sans objet (p. 3423).

Commission mixte paritaire, discussion générale : dévaluation du franc [7 juillet 1982] (p. 4295) ; disposition inconstitutionnelle contenue dans le présent projet ; responsabilité du Président de la République du dépôt devant le Parlement d'un projet entâché de nombreux motifs d'inconstitutionnalité (p. 4296).

— **Son rappel au règlement :** manque de temps dont disposent les députés de l'opposition pour étudier le projet de loi relatif aux prix et aux revenus ; volonté de la majorité de rejeter a priori tout amendement émanant de l'opposition ; détournement des procédures ; violation de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen [24 juin 1982] (p. 3829, 3830).

— **Projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962).**

Première lecture, discussion générale : rappelle que M. Jacques Delors a été directeur du cabinet du Premier ministre entre 1969 et 1972 [24 juin 1982] (p. 3834) ; baisse du pouvoir d'achat des consommateurs des classes les plus défavorisées (p. 3835).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Première lecture, discussion générale : priorité au développement des transports collectifs et recherche de l'efficacité économique du secteur public des transports ; taxes sur les transports en région parisienne ; extension du versement transport aux agglomérations de plus de 50 000 habitants et accroissement des charges des entreprises ; prise en charge par les employeurs en région parisienne d'une partie des titres d'abonnement souscrits par les salariés pour leur déplacement effectué au moyen des transports publics et suppression de la prime de transport [25 juin 1982] (p. 3929).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 11 (élévation à 50 000 habitants du seuil de population d'une commune ou d'une communauté urbaine permettant d'instituer le versement transport) (p. 3932) : rejeté ; **article 2 :** son amendement n° 12 (suppression de l'article) ; discrimination entre les villes de 50 000 et 100 000 habitants : retiré (p. 3933) ; **article 3 :** son amendement n° 13 (entrée en vigueur des dispositions de la loi au 1er janvier 1984) ; conséquence du blocage des prix et des revenus ; limitation du déficit budgétaire et des charges des entreprises : rejeté (p. 3934) ; **article 4 :** son amendement n° 14 (affectation du versement transport à la compensation des réductions tarifaires consenties aux salariés usagers des transports en commun urbains sur le trajet domicile-travail) : rejeté ; **après l'article 4 :** son amendement n° 15 (prévoyant qu'en région parisienne les affectations du versement transport seront réservées à la compensation des réductions tarifaires consenties par les entreprises de transport aux salariés sur le trajet domicile-travail) : retiré (p. 3935).

— **Son rappel au règlement :** fonctionnement des commissions permanentes ; conditions dans lesquelles travaillent les députés [8 juillet 1982] (p. 4348, 4349).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion générale : chaos législatif ; attitude du président de l'union nationale des caisses d'épargne de France ; risques de soustraire aux collectivités locales une part importante de leurs ressources ; problème de la rémunération de l'épargne ; rapport Anciant ; absence de dispositions concernant le réseau des caisses postales [13 juillet 1982] (p. 4451, 4452) ; modification de la composition des conseils d'administration ; exclusion des caisses d'épargne du champ d'application des conventions collectives ; mode d'élection des représentants du personnel à la commission paritaire nationale ; rapport Dautresme (p. 4453).

Discussion des articles : **article 4 :** son sous-amendement n° 93 à l'amendement n° 69 de M. Edmond Alphandery (consultation du conseil municipal de la commune où se trouve le siège social de la caisse d'épargne concernée) [20 juillet 1982] (p. 4569) : non soutenu (p. 4570) ; **article 7 :** son amendement n° 78 (soumission du directoire au contrôle du conseil de surveillance) [21 juillet 1982] (p. 4580) : devenu sans objet (p. 4581) ; **article 8 :** son amendement n° 79 (substituant aux mots « six mois » les mots « un an » dans le premier alinéa de cet article) : adopté (p. 4587) ; **article 10 :** son amendement n° 80 (nomination

des membres du directoire proportionnellement au nombre d'employés de la caisse) : rejeté (p. 4591) ; **article 14 :** son amendement n° 81 (d'harmonisation) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 82 (majorité requise pour la conclusion d'accords par la commission) : rejeté (p. 4594).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : constitutionnalité de la disposition tendant à prévoir un quota minimal de 30 p. 100 de femmes dans les conseils municipaux ; volonté du Gouvernement d'éviter une défaite aux prochaines élections municipales : statut des grandes villes [26 juillet 1982] (p. 4842) ; problème du seuil de 5 000 habitants ; suppression du panachage ; conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (p. 4843).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** son amendement n° 27 (contenu des informations sur lesquelles repose le délit d'initié) : rejeté [28 septembre 1982] (p. 5185); son amendement n° 28 (cas où les opérations sont réalisées par une personne morale) : rejeté (p. 5186).

Explications de vote : différence entre crédit d'impôt et avoir fiscal (p. 5188) ; dégradation de la situation financière des entreprises ; dévaluation du franc ; abstention du groupe U. D. F. (p. 5189).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** *article 184 de la loi du 24 juillet 1966 :* son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour l'assemblée générale de décider l'ouverture ou non de la souscription au public) : rejeté ; son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 10 de la commission (cas où l'assemblée générale n'a pas décidé l'ouverture de la souscription au public) [7 décembre 1982] (p. 8031) : rejeté (p. 8032) ; **article 5** *bis : article 351 de la loi du 24 juillet 1966 :* son amendement n° 41 (possibilité de prévoir dans les statuts que l'assemblée générale a la faculté d'accorder l'option aux actionnaires) : devenu sans objet (p. 8035) ; *article 352 de la loi du 24 juillet 1966 :* son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 15 de la commission (rôle du conseil d'administration ou du directoire) ; son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 15 de la commission (présentation du rapport du commissaire aux comptes à l'assemblée générale) ; sous-amendements n° 42 et n° 43 : adoptés (p. 8036) ; **article 15 :** *article 39-3 de la loi du 13 juillet 1979 :* son amendement n° 38 (cas dans lequel l'ensemble des parts de fonds communs de placement à risques est détenu par des personnes morales) ; nécessité de spécifier que les pourcentages de parts que doit détenir le gérant du fonds commun de placement à risques doivent être différents selon que ce gérant est une personne physique ou morale ; propose de sous-amender son amendement n° 38 (p. 8039) ; donne son accord à la rédaction proposée par M. Parfait Jans pour l'amendement n° 23 de la commission ; amendement n° 38 : rejeté (p. 8040).

Explications de vote : projet contenant des dispositions très favorables à l'épargne et à l'investissement ; abstention du groupe U. D. F. due aux dispositions relatives aux titres participatifs (p. 8044).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** caractère irréaliste de cet article ; création d'un nouvel établissement public national [11 octobre 1982] (p. 5617, 5618) ; **article 2 :** caractère exceptionnel de la contribution créée (p. 5620, 5621) ; son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 5 de la commission (durée de la période pour laquelle est instituée la contribution solidarité) : rejeté ; son amendement n° 12 (précisant que la contribution est assise sur la rémunération nette totale) (p. 5622) : rejeté (p. 5623) ; **article 3 :** nature du précompte (p. 5624) ; **article 5 :** son amendement n° 13 (taux de la contribution) : rejeté ; **article 6 :** déductibilité de la contribution de l'impôt sur le revenu (p. 5625) ; **après l'article 6 :** nécessité de voir les membres du Gouvernement payer la cotisation de solidarité ; **après l'article 8 :** son amendement n° 25 (suppression du second alinéa de l'article L. 351-17 du code du travail) (p. 5627) : rejeté (p. 5628) ; **titre :** son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 10 de la commission (caractère exceptionnel de la contribution de solidarité) : adopté (p. 5630).

Explications de vote : fiscalisation des charges sociales ; importance des transferts sociaux ; opposition probable du groupe socialiste et communiste au présent projet de loi s'il avait été présenté par le précédent Gouvernement ; abstention du groupe U. D. F. (p. 5629).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 349 (possibilité pour l'usager d'exécuter lui-même le transport de ses biens) : non soutenu [12 octobre 1982] (p. 5669) ; **article 3 :** son amendement n° 350 (précisant que la politique des transports tient compte des effets externes sur les usagers et les tiers) : non soutenu (p. 5684) ; son amendement n° 351 (harmonisation des conditions de concurrence entre les différents modes de transport (p. 5685) : rejeté (p. 5686) ; **article 5 :** son amendement n° 355 (missions incombant à l'Etat et aux collectivités territoriales en matière de transport [13 octobre 1982] (p. 5700) : non soutenu (p. 5701) ; son amendement n° 356 (organisation des services publics de transport) : rejeté (p. 5702) ; son amendement n° 357 (transport effectué par une personne de droit public ou de droit privé) : devenu sans objet (p. 5703) ; **article 8 :** son amendement n° 358 (précisant que les prix et tarifs sont supportés par les entreprises ou les personnes pour le compte desquelles le transport a été exécuté (p. 5756) : rejeté (p. 5757) ; **article 14 :** son amendement n° 359 (choix relatif aux infrastructures et aux investissements publics) : non soutenu (p. 5779) ; **article 21 :** son amendement n° 370 (composition du conseil d'administration de la S. N. C. F.) : non soutenu [14 octobre 1982] (p. 5803).

— Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région Ile-de-France (n° 916).

Première lecture, discussion générale : déclin des activités industrielles et augmentation des activités tertiaires dans la région parisienne ; suppression de la redevance exigée lors de la construction de locaux industriels ; réévaluation du taux plafond de la redevance tertiaire [15 octobre 1982] (p. 5856).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 14 (cas des locaux des bureaux des entreprises exerçant des activités de transport, de distribution et de transit national ou international) : rejeté (p. 5861).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** transmission au conseil d'arrondissement des projets de délibération et des rapports de présentation ; problème des autorisations de plaider ; mécanisme des garanties d'emprunt [22 octobre 1982] (p. 6193, 6194) ; **article 12 :** contradiction entre le présent article et l'article 26 du présent projet de loi ; pouvoirs des commissions d'arrondissement (p. 6199) ; **article 42 :** volonté de la majorité de diminuer les pouvoirs du bureau d'aide sociale [23 octobre 1982] (p. 6247) ; **article 43 :** problèmes relatifs à la propreté et à l'hygiène à Paris ; nécessité de doter le maire de Paris de pouvoirs en cette matière (p. 6248) ; **après l'article 43 :** son amendement n° 123 (pouvoirs dont dispose le maire de Paris en matière d'hygiène) (p. 6249) : retiré (p. 6250).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** absence de discussion générale sur le présent projet de loi ; découpage en secteurs [23 octobre 1982] (p. 6277) ; **article 3 :** élection des conseillers d'arrondissement (p. 6280).

Explications de vote : vote hostile du groupe U. D. F.; caractère scandaleux du découpage de la ville de Marseille (p. 6289).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** artifices contenus dans le présent projet de budget ; taxe sur les salaires des agents de l'Etat ; absence de stabilisation du prélèvement

fiscal de l'Etat ; débudgétisation ; gonflement des prélèvements sur recettes par le fonds de compensation de la T. V. A. et par le fonds de péréquation de la taxe professionnelle [27 octobre 1982] (p. 6374, 6375) ; son amendement n° 105 (établissement d'un document précisant les établissements publics et organismes habilités à percevoir les impôts) (p. 6378) ; rejeté (p. 6379) ; **article 2 :** taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; absence de contrôle parlementaire sur l'augmentation automatique de cette taxe (p. 6380) ; son amendement n° 106 (suppression de la tranche à 65 p. 100 pour l'I. R. P. P.) (p. 6383) ; rejeté (p 6384) ; son amendement n° 107 (augmentation des revenus fixés pour la décote prévue au paragraphe III de cet article) ; accroissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 6387) ; rejeté (p. 6388) ; son amendement n° 109 (reconduction de la tranche exceptionnelle à titre exceptionnel) : rejeté (p. 6390) ; **article 3 :** mesures relatives à l'épargne investie en obligations ; relèvement du taux de prélèvement libératoire devant conduire à une désaffection des épargnants pour l'épargne à revenu fixe [28 octobre 1962] (p. 6406) ; son amendement n° 110 (suppression du paragraphe III de cet article) ; lutte contre « l'argent sale » (p. 6410) ; rejeté (p. 6411) ; son amendement n° 111 (même objet) : rejeté (p. 6413) ; **article 4 :** argumentation employée par M. Laurent Fabius ; plus-values sur les valeurs mobilières (p. 6415) ; faible rendement de cette taxe (p. 6416) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 133 : réservé jusqu'après l'article 16 (p. 6444) ; **article 10 :** taxation des compagnies pétrolières ; renouvellement de la contribution exceptionnelle des banques (p. 6446) ; son amendement n° 135 (suppression du 1° du paragraphe I de cet article) ; problèmes de l'assurance (p. 6449) ; rejeté (p. 6450) ; son amendement n° 136 (suppression du 2° du paragraphe I de cet article) ; pénalisation de l'assurance-vie ; rejeté (p. 6451) ; son amendement n° 138 (suppression du 3e alinéa du paragraphe I de cet article) : rejeté (p. 6452) ; son amendement n° 140 (suppression du 4e alinéa du paragraphe I de cet article) (p. 6453) : rejeté (p. 6454) ; son amendement n° 143 (de coordination) (p. 6457) ; retiré ; privilège dont bénéficient les bons du crédit agricole (p. 6458) ; son amendement n° 144 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté ; difficultés financières de certaines banques nationalisées (p. 6459) ; **article 11 :** double imposition des dividendes perçus par les sociétés détenant une participation inférieure à 10 p. 100 du capital d'une autre société (p. 6460, 6461) ; son amendement n° 148 (seuil d'application de cet article) ; son amendement n° 147 (même objet) ; amendement n° 148 retiré (p. 6462) ; amendement n° 147 : rejeté (p. 6464) ; **article 12 :** actualisation de l'impôt sur les grandes fortunes ; imposition de l'outil de travail (p. 6465) ; son amendement n° 150 (réactualisation des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6467) : retiré (p. 6468) ; exonération des biens professionnels (p. 6469, 6470) ; **article 13 :** taxe sur les véhicules à moteur (vignette) ; politique d'aide fiscale aux petits véhicules ; maintien de la suppression de la vignette moto (p. 6472) ; son amendement n° 158 (suppression du paragraphe IV de cet article) ; taxe sur les véhicules des sociétés : rejeté ; **article 14 :** existence de cavaliers budgétaires dans cet article ; taxation des tabacs ; difficultés de la Seita (p. 6475) ; son amendement n° 161 (taxation du tabac) (p. 6476) : rejeté ; son amendement n° 163 (suppression du paragraphe II de cet article : adopté (p. 6477) ; son amendement n° 164 (suppression des paragraphes III et IV de cet article) ; cavaliers budgétaires : rejeté (p. 6478) ; **article 16 :** nécessité de favoriser les investissements dans les départements et territoires d'outre-mer ; mesures en faveur des entreprises de taxis (p. 6481, 6482) ; son amendement n° 168 (réduisant le taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les chauffeurs de taxis, les ambulances, les véhicules de secours et d'assistance) : rejeté [29 octobre 1982] (p. 6488) ; son amendement n° 167 (même objet) : rejeté (p. 6489), son amendement n° 170 (portant de 1 à 2 millions le plafond prévu au « 1° *bis* » du I de l'article 812 du G. G. I., mesure compensée par une taxe spécifique sur les produits en provenance d'U. R. S. S.) ; rejeté ; son amendement n° 133 (évolution automatique de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : rejeté (p. 6490) ; son amendement n° 166 (fixant au 10 mai la date d'entrée en vigueur des dispositions contenues dans le paragraphe V du présent article) : rejeté (p. 6491) ; **article 27 et état A :** atteintes portées aux principes de l'annualité et de l'universalité budgétaires ; débudgétisation ; prélèvements sur recettes (p. 6513).

Deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* avenir du musée des monuments français [3 novembre 1982] (p. 6656) ; conservation du patrimoine monumental français (p. 6657).

Education nationale. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : hypocrisie du présent projet de budget ; diminution du budget de fonctionnement des universités ; insuffisance des heures complémentaires [4 novembre 1982] (p. 6729) ; organisation de l'enseignement en informatique ; existence de nombreux vacataires en instance de titularisation ; rattachement du C. N. R. S. au ministère de la recherche ; avenir de l'université (p. 6730).

Examen des crédits : **Etat C, titre V :** son amendement n° 112 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) ; budget des universités [5 novembre 1982] (p. 6775) ; problème de la régulation budgétaire ; retiré ; **titre VI :** son amendement n° 113 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement) : retiré (p. 6776) ; **après l'article 72 :** injonction au Gouvernement représentée par l'amendement n° 13 de la commission des affaires culturelles (p. 6778).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* problèmes de l'industrie ; chute généralisée de la production et des investissements ; fiasco de la politique industrielle du Gouvernement [8 novembre 1982] (p. 6886) ; doublement du niveau de vie des Français depuis 1960 ; contenu du rapport Bloch-Lainé ; lourdeur de l'impôt sur les entreprises ; charge représentée par les nationalisations ; accroissement des charges des entreprises ; absence de reconquête du marché intérieur (p. 6887, 6888).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* effort des précédents Gouvernements en matière d'équipement téléphonique ; lourdeur du prélèvement opéré sur les P. T. T. au titre du budget général (« hold-up budgétaire ») ; augmentation de la dette à la charge du budget annexe et des frais financiers ; prévisible augmentation de la communication de base [12 novembre 1982] (p. 7053) ; éventuelle soumission des communications téléphoniques à la T. V. A. ; projet visant à la mise en place d'un réseau câblé numérique multi-services ; respect de la liberté de communications (p. 7054) ; technologies existant dans le domaine du câblage (p. 7062) ; conséquence de l'introduction de la T. V. A. sur la communication téléphonique (p. 7065).

Transports. — *Discussion générale :* situation de la compagnie Air France ; crise internationale du transport aérien ; conséquences du renchérissement du dollar par rapport au franc ; dégradation résultant des décisions imposées à la compagnie Air France par le Gouvernement [16 novembre 1982] (p. 7235).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* contenu de l'accord franco-gazier algérien ; financement de cet accord [18 novembre 1982] (p. 7358) ; absence d'approbation du Parlement sur cet accord (p. 7359).

Examen des crédits : I, services diplomatiques et généraux : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 183 (réduction des crédits destinés à la coopération avec l'Algérie) (p. 7368) : rejeté (p. 7370).

Communication et radiotélévision : *examen des crédits :* **article 50 :** impossibilité pour l'Assemblée d'adopter un crédit qui sert à financer des actions de brouillage illégales [19 novembre 1982] (p. 7463) ; attitude de l'opposition (p. 7464) ; absence de libéralisme du ministre en matière de communication (p. 7465).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 52 : maintien de l'avoir fiscal [19 novembre 1982] (p. 7495) ; problème de la déductibilité des dividendes attachée à la création d'entreprise ou à des augmentations de capital (p. 7496) ; réduction du prélèvement résultant de l'application de la taxe sur certains frais généraux (p. 7497) ; **son rappel au règlement :** déroulement de la séance et présentation des amendements ; retrait de l'article 52 du projet de loi ; contenu des nouveaux amendements venant d'être déposés (p. 7498) ; **article 53 :** son amendement n° 116 (personnes pouvant bénéficier du système de comptabilité supersimplifiée) : rejeté ; son amendement n° 117 (élaboration d'une comptabilité n'enregistrant journellement que le détail des encaissements et des paiements) ; nécessité de préciser la notion de comptabilité supersimplifiée (p. 7507) : rejeté ; son amendement n° 118 (montant de la réduction de la cotisation d'impôt sur le revenu dont bénéficient les personnes ayant adhéré à un centre de gestion agréé) : rejeté (p. 7508) ; **article 54 :** lutte contre la fraude fiscale ; cumul possible des peines

d'amende et d'emprisonnement (p. 7512) ; **après l'article 54 :** caractère réglementaire des dispositions contenues dans l'amendement n° 39 de la commission ; institution d'une taxe sur les chiens (p. 7515) ; institution d'une taxe sur les granulats (p. 7516).

Articles de récapitulation : article 28 : notion de services votés ; absence de mesures prises par le Gouvernement pour régler ce problème (p. 7522).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 61 (évaluation des impôts affectés aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir) [15 décembre 1982] (p. 8367) : rejeté ; son amendement n° 62 (même objet) : rejeté (p. 8368) ; **article 2** *bis* **:** création d'une tranche d'imposition à 70 p. 100 (p. 8370) ; **article 4 :** distribution des amendements (p. 8373) ; **article 9 :** nécessité d'exclure les huissiers de justice de l'assujettissement à la T. V. A. (p. 8374, 8375) ; **article 10 :** application de la « zillmérisation » (p. 8375, 8376) ; **article 11 :** problème des prises de participation entre sociétés mères et filiales ; nécessité d'éviter toute rétroactivité (p. 8377, 8378) ; **article 16** *ter* **:** caractère discriminatoire du prélèvement sur les bénéfices des syndics : **après l'article 16** *ter* **:** augmentation des droits d'enregistrement (p. 8381) ; **article 29 et Etat B :** caractère de la campagne électorale menée par M. Paul Quilès ; existence de cavaliers budgétaires (p. 8390) ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (p. 8391) ; **article 52** *bis* **:** son amendement n° 24 (suppression du mot « exclusivement » dans le troisième alinéa du paragraphe 2 de cet article) (p. 8397) ; son amendement n° 25 (remplaçant le mot « exclusivement » par le mot « principalement » dans le troisième alinéa du paragraphe 2 de cet article) : amendements nos 24 et 25 rejetés (p. 8398) ; **article 53 A :** chute des investissements ; mise en place d'un avantage de trésorerie par le Gouvernement (p. 8399) ; **article 53 :** rémunération des experts-comptables (p. 8399, 8400) ; **article 73 :** caractère de cavalier budgétaire présenté par cet article (p. 8407) ; nomination des personnels de l'enseignement supérieur (p. 8408) ; oppose l'article 121 du règlement à l'amendement n° 55 du Gouvernement (p. 8409) ; **après l'article 75 :** caractère de cavalier budgétaire présenté par cet article (p. 8410).

Troisième lecture, discussion générale : constate le déclin de la discussion budgétaire au sein du Parlement ; problème des arrêtés d'annulation de crédits ; indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur la septième tranche de l'impôt sur le revenu ; atteinte portée au principe de l'universalité budgétaire ; débudgétisation du fonds de grands travaux ; gonflement des prélèvements sur recettes ; problème des crédits de l'enseignement universitaire ; diminution des crédits d'heures complémentaires [18 décembre 1982] (p. 8529).

Son rappel au règlement : demande le report de la discussion du budget du ministère de l'éducation nationale en raison de l'heure tardive [4 novembre 1982] (p. 6727).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : importance des femmes dans l'histoire ; refus du Gouvernement d'accorder une priorité aux véritables problèmes de la famille ; institution de mesures de discriminations volontaires [6 décembre 1982] (p. 7986) ; nécessité de supprimer les décrets organisant des exceptions à la règle de l'égalité professionnelle (p. 7987).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 123-1 *du code du travail :* son amendement n° 46 (suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat devant déterminer la liste des emplois pour lesquels le sexe constitue la condition déterminante) (p. 7995) : rejeté (p. 7996) ; *article L.* 123-3 *du code du travail :* son amendement n° 47 (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 7997) : rejeté (p. 7998) ; **article 2 :** son amendement n° 67 (intervention du juge en cas de contentieux entre l'employeur et les employés) : rejeté (p. 8008) ; **article 4 :** *article L.* 152-1 *du code du travail :* son amendement n° 48 (échelle des peines prévues à l'encontre des employeurs ne respectant pas les dispositions prévues par la présente loi) (p. 8009) : rejeté ; son amendement n° 49 (même objet) : rejeté (p. 8010) ; **article 8 :** *article L.* 432-3-1 *du code du travail :* son amendement n° 50 (de suppression) : non soutenu ; son amendement n° 51 (rapport écrit recensant les mesures prises au cours de l'année en vue d'assurer l'égalité professionnelle) : non soutenu (p. 8013) ; *article L.* 432-3-2 *du code du travail :* son amendement n° 52 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : non soutenu (p. 8015) ; **article 15 :** son amendement n° 53 (de suppression (p. 8017) : rejeté (p. 8018).

Explications de vote : précise que le présent texte fait double emploi avec les textes existants ; problème de la discrimination salariale ; abstention du groupe U. D. F. (p. 8019).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : justesse des prévisions financières de l'opposition ; déficit d'exécution du budget ; rendement de l'impôt sur les sociétés ; ses prévisions quant aux moins-values de l'impôt sur les sociétés pour 1983 ; atteinte portée à la capacité des entreprises par la gestion du gouvernement ; production industrielle ; nécessité de financer en 1983 l'augmentation du volume des dépenses publiques ; « camouflage » des déficits des entreprises nationalisées [7 décembre 1982] (p. 8061) ; différé d'impôt sur l'outil professionnel ; efficacité de ce mécanisme ; diminution des dépenses d'équipement ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 8062).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 20 (introduction dans l'annexe des voies et moyens du projet de loi de finances de l'année d'une évaluation du produit de chacun des impôts affectés aux établissements publics) : rejeté ; son amendement n° 21 (introduction dans le projet de loi de règlement d'une annexe contenant le produit des impôts affectés aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir) : rejeté (p. 8072) ; **article 2** et **Etat B annexé :** son amendement n° 22 (réduction des crédits affectés à des opérations publicitaires du Gouvernement) : rejeté ; son amendement n° 23 (réduction des crédits ouverts au titre du contrat gazier avec l'Algérie) : rejeté (p. 8076) ; son amendement n° 24 (réduction des crédits affectés à l'opération « jeunes volontaires ») : rejeté ; son amendement n° 25 (réduction des crédits affectés aux organisations syndicales pour la campagne des élections prud'homales) ; nécessité de fournir des justifications sur les conditions dans lesquelles ces subventions seront attribuées : rejeté (p. 8077) ; **article 3** et **Etat C annexé :** son amendement n° 26 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés au fonds de dotation et au capital des entreprises publiques) ; absence de communication de la ventilation de ces crédits (p. 8078) : rejeté (p. 8079) ; son amendement n° 27 (réduction des crédits destinés à la prise de participation de l'Etat dans diverses filiales d'I.T.T.) ; absence de réponse ministérielle au sujet du contrat gazier ; prise de participation de l'Etat à la Compagnie générale de construction téléphonique et à d'autres filiales d'I.T.T. équivalentes à une nationalisation sans information du Parlement ; amendement n° 27 : rejeté ; son amendement n° 28 (tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement affectés à des actions de politique industrielle) ; aide aux entreprises en difficultés (p. 8079) ; annulation de crédits en février ; crédits à nouveau nécessaires en décembre : rejeté ; son amendement n° 29 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement affectés au financement des travaux de relogement de l'Institut régional d'administration de Lille) : rejeté (p. 8080) ; **article 10 :** problème de l'indexation des bases servant à fixer les valeurs locatives foncières ; hostilité du Gouvernement aux indexations (p. 8082) ; utilisation par le Gouvernement du système d'indexation pour les valeurs locatives foncières pour les propriétés bâties et pour le calcul des fermages ; impossibilité de modifier un impôt voté (p. 8083) ; **article 16 :** indexation automatique contenue dans cet article (p. 8085) ; indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur la septième tranche de l'impôt sur le revenu ; démission du Parlement dans ce domaine ; son amendement n° 31 (tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 32 (application de l'indexation jusqu'à l'année au cours de laquelle aura lieu le prochain renouvellement de l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 8086) ; **article 18 :** indexation contenue dans cet article ; propositions de lois organiques sur les lois de finances signées de M. Laurent Fabius lorsqu'il était dans l'opposition (p. 8087) ; son amendement n° 33 (tendant à supprimer les deux derniers alinéas du paragraphe I de cet article) : rejeté ; son amendement n° 34 (maintien de l'indexation pour la durée de la législature) : rejeté ; **article 19 :** institution d'un impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie (p. 8088) ; **article 22 :** création d'un établissement

public « autoroutes de France » constituant une débudgétisation et un « cavalier budgétaire » ; complexité de la gestion financière confiée à cet établissement ; son amendement n° 35 (tendant à supprimer cet article) (p. 8092) : rejeté ; son amendement n° 36 (participation de deux parlementaires au conseil d'administration de l'établissement public) : adopté ; son amendement n° 37 (tendant à supprimer les trois derniers alinéas de cet article) ; dispositions organisant les rapports entre un établissement public et des sociétés d'économie mixte, concessionnaires d'autoroutes représentant un « cavalier budgétaire » : rejeté ; son amendement n° 38 (obligation de présentation annuelle au Parlement d'un rapport relatif aux opérations financières et aux résultats de l'établissement public) : rejeté (p. 8093) ; introduction d'un problème régional dans le collectif budgétaire ; **après l'article 23** : problème de l'indemnisation des victimes d'attentats (p. 8094).

Deuxième lecture, discussion générale : soulève l'exception d'irrecevabilité [18 décembre 1982] (p. 8553) ; caractère inadmissible des circonstances dans lesquelles s'est déroulée la C.M.P. ; objet des C.M.P. ; dépôt de nouveaux amendements par le Gouvernement ; problème des cavaliers budgétaires ; non-respect des droits du Parlement (p. 8554, 8555) ; son exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 8556).

Discussion des articles : **après l'article 22** : dégradation de la situation financière de la sidérurgie ; exemple de Sacilor et d'Usinor (p. 8560).

Explications de vote : situation de la sidérurgie ; refus du groupe U.D.F. de voter le présent texte (p. 8561).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : hypocrisie manifestée par le Gouvernement ; réduction des prestations sociales de toute nature [10 décembre 1982] (p. 8241) ; rôle de l'aide médicale ; problème du choix de l'institution devant rembourser l'avortement ; caractère inconstitutionnel du présent projet de loi (p. 8242).

GARCIN (Edmond)

Député des Bouches-du-Rhône
(6e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Asensi tendant à attribuer aux communes les biens vacants et sans maître ayant un caractère d'immeuble (n° 878) [17 juin 1982] (p. 3574).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxème alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre aux couples, dont les deux conjoints exercent une activité professionnelle, la **déduction pour frais de garde des enfants de moins de 3 ans (n° 1009)** [1er juillet 1982].

Proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde et la reconstitution des **forêts méditerranéennes** et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts **(n° 1054)** [22 juillet 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : problème européen de la pêche : réunion prochaine d'un conseil des ministres européens de la pêche ; détermination des quotas de pêche qui seront attribués à la France ; attitude de la Grande-Bretagne qui fait appel à des bateaux espagnols ; attitude du Danemark [2 juin 1982] (p. 2864).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions (n° 105).

Quatrième lecture, discussion générale : reconnaissance sans contrôle à priori des responsabilités des élus des collectivités locales ; possibilité d'intervention économique des collectivités territoriales ; textes complémentaires sur les transferts de compétences et de ressources ; création de ressources nouvelles ; réforme de la fiscalité locale et suppression de la taxe d'habitation ; vote favorable du groupe communiste [28 janvier 1982] (p. 629).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).

Première lecture, discussion générale : unanimité des organisations professionnelles d'avocats contre la situation actuelle ; condamnation de Me Isorni à l'occasion du procès de l'attentat du Petit-Clamart ; affaire Choucq ; possibilité donnée à un tribunal d'être à la fois juge et partie ; caractère exécutoire des sanctions par provision nonobstant appel ; modification du serment prêté par l'avocat ; nécessaire immunité de la défense ; suppression des pouvoirs disciplinaires des juges et des avocats ; aggravation du dispositif de restriction du droit d'expression de l'avocat par la loi « sécurité et liberté » [22 avril 1982] (p. 1267) ; procès Zola ; abolition de la peine de mort ; abrogation de la loi « anti-casseurs » ; suppression des juridictions spéciales ; abrogation de la loi « sécurité et liberté » ; vote positif du groupe communiste (p. 1268).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion générale : nécessité de combler le vide juridique créé par le Conseil constitutionnel ; conditions du caractère exécutoire des actes et obligation de leur transmission au représentant de l'Etat ; difficultés occasionnées par la parité politique d'un conseil général [16 juin 1982] (p. 3464).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** — *après l'article L. 260 du code électoral :* participation des femmes aux conseils municipaux [27 juillet 1982] (p. 4914).

— **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 102 (mode de création d'une nouvelle commune) : retiré [6 octobre 1982] (p. 5502) ; **article 21 :** son amendement n° 88 (procédure d'intégration fiscale) (p. 5525) ; adopté après modification (p. 5526).

— **Projets de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771) ; modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).**

Première lecture, discussion générale commune : conséquences de la pollution de la mer par les hydrocarbures ; risques représentés par les plates-formes pétrolières ; sanctions excessivement lourdes infligées aux capitaines de navires ; formation des capitaines français ; responsabilité civile de l'armateur ou du propriétaire en temps qu'employeur du capitaine ; extension du champ d'application de la convention de Londres à tous les navires de plus de 500 tonneaux [7 octobre 1982] (p. 5551).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 58 (possibilité pour les conseils d'arrondissement de se grouper) [22 octobre 1982] (p. 6182) : rejeté (p. 6183) ; **après l'article 15 :** son amendement n° 59 (créant une commission d'arrondissement auprès de chaque conseil d'arrondissement) : réservé (p. 6210) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 59 (précédemment réservé) (p. 6215) : rejeté (p. 6218).

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **centrales au charbon :** remplacement de certaines centrales thermiques fonctionnant au fuel par des centrales au charbon [14 avril 1982] (p. 1119) ;

— **centrale au charbon sur le site d'Ambès, en Gironde** diversification des sources d'énergie ; situation de l'usine d'Ambès [6 octobre 1982] (p. 5462).

orale sans débat :

— **n° 203** de M. Christian Nucci ; appelée le 4 juin 1982 : **usine P. C. U. K. de Saint-Clair-du-Rhône :** nouvelle politique industrielle ; filialisation de la division des colorants de P. C. U. K. (p. 2957).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. *Discussion générale : questions :* fonctionnement des comités départementaux du tourisme ; nécessaire réforme de ceux-ci ; pourcentage de Français partant en vacances ; organisation du ministère du temps libre [3 novembre 1982] (p. 6621).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion général :* rôle de la gendarmerie ; part de celle-ci dans le budget de la défense ; augmentation de la pension de réversion des veuves de gendarmes tués en service ; lutte contre le terrorisme ; modernisation des casernes de gendarmerie [12 novembre 1982] (p. 7112).

GARROUSTE (Marcel)

Député du Lot-et-Garonne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [J. O. du 30 juin 1982] (p. 2062).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083) (départements et territoires d'outre-mer : régime social) [21 octobre 1982] (p. 6145).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XI : **départements et territoires d'outre-mer :** régime social **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 219,** posée le 8 juin 1982 : **matériaux de construction (entreprises)** (p. 3154) ; appelée le 11 juin 1982 : **industrie réfractaire** (p. 3253) : situation de l'industrie française du réfractaire ; déficit de 95 millions de francs de la société Lafarge-Réfractaire ; réduction du personnel de l'usine de Monsempron-Libos ; nécessité pour le Gouvernement de mettre en place des mesures pour éviter la fermeture des usines de réfractaires ; désorganisation du réseau commercial ; obligation pour l'industrie française d'importer dans ce secteur une part égale à la moitié de sa consommation (p. 3254).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : importance du taux de chômage dans les départements et territoire d'outre-mer ; organisation des migrations entre les départements d'outre-mer et la métropole ; amélioration des régimes de protection sociales dans les D. O. M. ; réforme du code du travail en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ; généralisation du droit aux prestations familiales ; introduction de l'allocation compensatrice pour les adultes handicapés ; relèvement de la prime à la maternité [5 novembre 1982] (p. 6792).

GASCHER (Pierre)

Député de la Sarthe
(5e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à élever à 65 p. 100 le taux de la pension de réversion accordée au conjoint survivant (n° 354) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à faciliter l'embauche des jeunes demandeurs d'emplois (n° 358) [22 avril 1982] (p. 1280).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter le décret-loi du 18 avril 1939 et les textes pris pour son application en fixant le **régime des matériels de guerre, armes et munitions (n° 805)** [21 avril 1982].

Proposition de loi tendant à créer, sous l'appellation de **prêts de carrière,** une nouvelle catégorie de **prêts à long terme pour l'acquisition des terres et bâtiments agricoles (n° 880)** [19 mai 1982].

Proposition de loi tendant à rétablir le **mérite social (n° 1053)** [22 juillet 1982].

Proposition de loi tendant à améliorer l'**indemnisation des victimes de dommages** dont les auteurs sont inconnus ou insolvables **(n° 1188)** [28 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : amélioration des revenus agricoles et rationalisation des marchés ; étatisation de l'agriculture ; conception d'une nouvelle régulation des marchés agricoles ; méconnaissance par le projet de loi des aspirations des agriculteurs et de leur capacité à produire et à vendre ; mise en œuvre de prix différenciés ; besoin des offices en personnel ; perception de cotisations obligatoires de droit privé pour assurer le financement des offices [29 juin 1982] (p. 4025).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale : questions : difficultés d'installation des jeunes agriculteurs [9 novembre 1982] (p. 6993) ; aide aux agriculteurs en difficulté (p. 6995).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* problème des français sollicitant l'allocation aux adultes handicapés ; insuffisance du pafond d'invalidité ouvrant droit à cette allocation ; mise en place d'une prestation à taux proportionnel ; diminution des crédits d'aide ménagère ; exemple de la Sarthe [18 novembre 1982] (p. 7417).

GASPARD (Françoise)

Député de l'Eure-et-Loir
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616) [28 janvier 1982] (p. 670) ; remplacée par Mme Denise Cacheux [2 avril 1982] (p. 787).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 6 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* problème des rapatriés d'origine musulmane ; problème de l'indemnisation et des retraites [16 novembre 1982] (p. 7283) ; effort réalisé en matière de logement ; insertion professionnelle des Français d'origine musulmane (p. 7284).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (services du Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 35 : **services du Premier ministre :** secrétariat général de la défense nationale **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — II : Secrétariat général de la défense nationale. — *Discussion générale :* renonce à présenter oralement son rapport [16 novembre 1982] (p. 7266).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** son amendement n° 174 (réduction des crédits destinés aux indemnités et allocations diverses de l'institut des hautes études de la défense nationale) (p. 7288) ; conditions financières de fonctionnement du S.G.D.N. : retiré ; **Etat C, titre V :** son amendement n° 175 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; problème de la défense civile et de la protection des populations ; refus du Gouvernement de créer de nouveaux abris ; inutilité du maintien du programme civil de défense dans la mesure où le Gouvernement ne mène plus de politique spécifique de protection des populations (p. 7289) : rejeté (p. 7290).

GATEL (Jean)

Député du Vaucluse
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 787).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des immigrés [*J. O.* du 27 novembre 1982] (p. 3605).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 741) portant **suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix** et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire **(n° 758)** [6 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 894) relatif à **l'instruction et au jugement des infractions en matière militaire et en matière de sûreté de l'Etat** et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire **(n° 915)** [2 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix** et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire **(n° 984)** [29 juin 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Importations de fruits et légumes d'Espagne :** agriculture méditerranéenne française et importations d'Espagne [28 avril 1982] (p. 1422).

— **ralentissement des programmes nucléaires et emploi dans le Tricastin :** production d'électricité d'origine nucléaire ; Tricastin ; Eurodif ; évolution de l'industrie nucléaire française ; indépendance économique [27 octobre 1982] (p. 6353).

orale sans débat :

— **n° 227,** posée le 15 juin 1982 : **banques et établissements financiers (crédit) ;** (p. 3445) ; appelée le 18 juin 1982 : **crédits bancaires aux petites entreprises** (p. 3610).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : intégration de l'armée dans le corps social ; nécessité d'une armée plus transparente et d'un grand projet de défense ; caractère extraordinaire de la justice militaire depuis 1965 ; fonctionnement des tribunaux permanents des forces armées ; déclenchement de l'action publique laissée à l'initiative de l'autorité militaire ; non-motivation des verdicts rendus ; justice sans appel ; procédure différente de la procédure pénale ordinaire ; refus d'une armée de métier par la gauche au profit de l'armée de conscription ; rejet en 1980 par la commission de la défense nationale de la proposition dite « proposition Edwige Avice » sur la suppression des T. P. F. A. ; instruction et jugement des faits spécifiquement militaires par des juridictions de droit commun spécialisées ; isolement des délits proprements militaires relevant des nouvelles juridictions créées par le projet de loi ; fin de la possibilité pour le ministre de la défense de déclencher les poursuites ; respect du double degré de juridiction et possibilité d'un appel ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [14 avril 1982] (p. 1124) ; suppression des T. P. F. A. uniquement en temps de paix ; absence de risque de voir la discipline et le principe hiérarchique s'amenuiser dans l'armée ; absence de réforme du code de justice militaire (p. 1125).

Discussion des articles, rapporteur : **article 3 :** son amendement n° 1 (suppression des mots « pendant le temps de paix » dans l'intitulé du titre XI du livre IV du code de procédure pénale) [14 avril 1982] (p. 1151) ; harmonisation de l'intitulé proposé pour le titre XI avec son contenu ; adopté ; *après l'article* 697 *du code de procédure pénale :* amendement n° 39 de M. Emmanuel Hamel traduisant une méfiance vis-à-vis des magistrats civils ; nécessité de faire du soldat un citoyen comme les autres (p. 1152) ; *article* 697-1 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 2 (insérant les mots « liés au service » après les mots « crimes et délits de droit commun » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; nécessité de préciser et de restreindre le champ des compétences des nouvelles juridictions spécialisées ; distinction des délits commis en service de ceux qui sont liés au service ; adopté après rectification ; son amendement n° 3 (insérant les mots « ceux-ci sont » après les mots « tels que » à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article ; amélioration de la rédaction du texte ; adopté ; son amendement n° 4 (supprimant les mots « qui ne sont pas militaires » à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) ; problème des mineurs qui se sont engagés à 17 ans ; adopté ; *article* 698-1 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 5 (précisant que l'avis prévu par cet article doit être donné dans un délai d'un mois et en cas d'urgence dans un délai d'un jour franc) ; lacune du projet de loi (p. 1153) ; adopté après modification ; accélération de la communication de l'avis ; son amendement n° 6 (complétant la première phrase du second alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « sauf si cet avis n'a pas été formulé dans les délais fixés à l'alinéa précédent ») : adopté ; son amendement n° 7(rédactionnel) : adopté (p. 1154) ; *article* 698-3 *du code de procédure pénale :* suppression des dispositions exigeant des autorités chargées de l'enquête ou de l'instruction d'indiquer la nature précise des constatations qu'elles envisagent (p. 1155) ; *article* 698-6 du *code de procédure pénale :* différence entre l'amendement n° 40 de M. Pierre Messmer et l'esprit du projet de loi ; restriction des compétences de la cour d'assises spéciale ; son amendement n° 8 (insérant les mots « et sous réserve des dispositions de l'article 698-7 » après les mots « aux articles 240 et 248 » (alinéa premier) dans le premier alinéa du texte proposé par cet article) : adopté (p. 1156) ; *après l'article* 698-6 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 9 (insérant un nouvel article précisant que les dispositions de l'article 698-6 ne sont applicables pour le jugement des crimes de droit commun, liés au service et commis dans le service par le militaire, que s'il existe un risque de divulgation d'un secret de défense nationale) ; limitation des cas où la cour d'assises sera dépourvue de jury ; appréciation du risque de divulgation d'un secret de défense nationale par la chambre d'accusation : adopté après rectification ; son amendement n° 10 (insérant un nouvel article précisant que les juridictions compétentes pour juger des infractions prévues par le livre III du code de justice militaire peuvent également prononcer les peines militaires de la destitution et de la perte du grade ; réforme profonde du code de justice militaire souhaitée par la commission : adopté (p. 1157) ; **article 4 :** son amendement n° 11 (de suppression) ; principes généraux de la réorganisation des juridictions militaires en temps de guerre : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 12 (de suppression) : adopté (p. 1158) ; **article 6 :** son amendement n° 13 (de suppression) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 14 (de suppression) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 15 (de suppression) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 16 (modifiant la rédaction de cet article) : retiré (p. 1159) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 17 (précisant que le gouvernement opérera par voie réglementaire le changement de références des articles législatifs du code du service national) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 18 (réduction du délai d'application de la loi) (p. 1161) : retiré ; **article 15 :** son amendement n° 19 (précisant que la présente loi sera applicable aux territoires des terres australes et antarctiques françaises, aux îles éparses de l'océan Indien et à Clipperton) : adopté ; son amendement n° 20 (de conséquence) : adopté (p. 1162).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : absence de critiques émises sur les juges militaires ; refus de lier la justice militaire et la discipline militaire ; inadaptation des ressorts judiciaires aux circonscriptions militaires ; création de nouvelles juridictions de droit commun spécialisées [16 juin 1982] (p. 3483, 3484).

Discussion des articles : **article 1er A :** son amendement n° 1 (de suppression) : adopté ; **article 1er :** son amendement n° 2 (rétablissement de cet article) (p. 3486) : adopté (p. 3487) ; **article 3 :** *article* 687 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 3 (suppression du 2e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 4 (suppression du 3e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article* 697-1 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 5 (substituant aux mots « commis dans un service » les mots « commis dans l'exécution du service ») : adopté ; son amendement n° 6 (supprimant les mots « non militaires » à la fin du 2e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article* 698-1 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 7 (déclenchement des poursuites en matière

d'infraction au titre III du code de justice militaire) (p. 3488) : adopté ; *article* 698-1-1 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 8 (suppression du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article* 698-1-2 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 9 (suppression du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article* 698-3 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 10 (supprimant le mot « civils » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 11 (supprimant le mot « préalablement » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 12 (supprimant la première phrase du 2e alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; *article* 698-7 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 13 (de coordination) : adopté ; *article* 699 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 14 (substituant aux mots « dès leur établissement effectif » les mots « dès que ceux-ci les revendiquent » à la fin du 2e alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3489) : adopté ; *article* 702 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 15 (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 16 (plaçant le commissaire du Gouvernement sous l'autorité du garde des Sceaux) : adopté (p. 3940) ; **article 9 :** *article* 97 *de l'annexe :* son amendement n° 19 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 20 (maintien du parallélisme de la procédure devant les juridictions spécialisées et devant les tribunaux aux armées : adopté ; **avant l'article 10 :** son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 18 (date d'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté (p. 3491) ; **titre :** son amendement n° 21 (de conséquence) : adopté (p. 3492).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : suppression des tribunaux militaires établis en permanence en temps de paix sur le territoire national ; maintien des juridictions militaires en temps de guerre, lors de la mobilisation ou en cas d'état de siège, d'état d'urgence ou de mise en garde ; spécialisation des magistrats en cour d'appel ; compétences des juridictions de droit commun spécialisées à l'égard des mineurs [30 juin 1982] (p. 4044) ; droit de réquisition du procureur de la République ; autorité du garde des sceaux sur le commissaire du Gouvernement ; intitulé du projet de loi ; renforcement de la force de dissuasion (p. 4045).

Discussion des articles : amendement n° 1 (modification de l'intitulé du projet de loi) : adopté (p. 4047).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** organisation du marché des fruits et légumes ; laxisme des vingt dernières années ; caractère déstabilisateur des ventes à la remise [1er juillet 1982] (p. 4159).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* priorité donnée à l'industrie ; reconstruction de l'appareil industriel français ; rôle des P. M. I. dans le redressement économique [8 novembre 1982] (p. 6899) ; mise en place de mesures destinées à aider les P. M. E. et les P. M. I. à avoir accès aux technologies modernes ; augmentation des prêts participatifs (p. 6900).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* problème de la sécurité à Orange [10 novembre 1982] (p. 7038).

Examen des crédits : **après l'article 63 :** intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul des retraites (p. 7046).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* nécessité d'adapter la défense aux réalités du monde ; surarmement conventionnel de l'Union soviétique ; nouvelle politique américaine de repli et d'isolationnisme ; montée du pacifisme en Europe de l'Ouest ; nécessité de donner une priorité absolue à la dissuasion nucléaire ; place des forces conventionnelles [12 novembre 1982] (p. 7103) ; non remise en cause de la présence française en R.F.A. ; présence de la France dans le monde (p. 7104).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale : questions :* problème des travailleurs saisonniers employés dans le secteur agricole ; régularisation de la situation des immigrés [18 novembre 1982] (p. 7419) ; contenu de la politique des contrats d'agglomération ; insertion des travailleurs immigrés (p. 7420).

GAUDIN (Jean-Claude)

Député des Bouches-du-Rhône
(2e circonscription)
U.D.F.
Président du groupe U.D.F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

Président de ce groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

au Gouvernement : montée du terrorisme et de la violence : recrudescence des agressions et des attentats [28 avril 1982] (p. 1414) ; nécessité d'organiser un débat sur la sécurité des Français (p. 1415) ;

INTERVENTIONS

— Ses observations après l'allocution de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale : manque d'information des parlementaires ; imprécision du calendrier de la session ; projet de loi sur l'audiovisuel ; modification du mode de scrutin annoncé pour les prochaines consultations municipales et régionales ; remise en cause de la politique du Gouvernement par la majorité des électeurs ; rôle de l'opposition [2 avril 1982] (p. 779) ;

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** déroulement du débat devant un hémicycle vide remarqué par les différents médias ; report éventuel de ce débat [27 avril 1982] (p. 1359) ; absence des députés socialistes ; mauvaise distribution des documents parlementaires (p. 1360).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : volonté du Gouvernement de masquer son incapacité à dominer les problèmes de la France [23 juin 1982] (p. 3795) ; dévaluation du franc ; plan d'austérité ; promesses non tenues ; augmentation du chômage et de l'inflation ; stagnation de la production industrielle ; démolition de l'industrie automobile ; fastes du sommet de Versailles (p. 3796) ; caractère positif de l'héritage laissé par les précédents gouvernements ; refus du Gouvernement de prolonger la mission de la commission Bloch-Lainé ; alourdissement de la dette publique ; baisse du pouvoir d'achat (p. 3797) ; réduction des résultats des entreprises ; baisse du revenu des agriculteurs ; radicalisation de la politique économique du Gouvernement (p. 3798).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; absence de consultation des parlementaires et des maires de l'opposition sur le présent projet de loi ; introduction de la politique politicienne dans les conseils municipaux ; complexité du présent projet ; supériorité du scrutin majoritaire pour les élections législatives ; suppression du panachage et du vote préférentiel [26 juillet 1982] (p. 4826) ; scrutin dans les grandes villes ; exemple de Marseille ; découpage de Marseille (p. 4827) ; tentative de détournement de la démocratie ; volonté du Gouvernement de politiser les scrutins locaux (p. 4828) ; sa question préalable : rejetée (p. 4829).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : réaction du maire de Paris et des Parisiens vis-à-vis du présent projet de loi ; absence de concertation ; dépeçage des secteurs électoraux marseillais ; création de conseils d'arrondissement élus ; compétences de ces conseils ; rapprochement des électeurs et des élus [21 octobre 1982] (p. 6095) ; rôle des arrondissements marseillais ; manipulation du suffrage universel ; réinvention du système anglais des « bourgs pourris » ; charcutage électoral à Marseille ; création de deux catégories de citoyens marseillais (p. 6096) ; volonté d'enlever les pouvoirs aux maires de Paris et de Lyon (p. 6097).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 6 (suppression du tableau n° 4) ; son amendement n° 7 (créant seize secteurs à Marseille) [23 octobre 1982] (p. 6285) ; découpage électoral de la ville de Marseille ; spécificité de cette ville (p. 6285, 6286) : rejetés (p. 6287) ;

GENG (Francis)

Député de l'Orne
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (prestations sociales agricoles) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XIX : **prestations sociales agricoles (n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Inexécution de décisions de justice rendues dans des conflits du travail :** inapplication de décisions de justice [26 mai 1982] (p. 2586) ; principe de la liberté du travail ; attitude de la police face à la gravité de la situation chez Citroën (p. 2587) ; atteinte portée à la démocratie (p. 2588) ;

— **Situation en Pologne :** intolérance de la majorité à l'égard de certains membres de l'opposition ; heurts entre des parlementaires du C.D.S. et des membres de la C.F.D.T. au cours d'une manifestation de soutien à la Pologne ; situation en Pologne ; syndicat Solidarité ; attitude de la France à l'égard de la Pologne ; attitude des ministres communistes à l'égard de la Pologne ; Droits de l'homme [13 octobre 1982] (p. 5727, 5728) ;

— **Déclarations de M. le ministre de la justice devant le syndicat de la magistrature :** insécurité ; délinquance ; criminalité ; distinction établie par le ministre de la justice entre « gauche judiciaire » et « droite judiciaire » ; tri des fonctionnaires selon leurs opinions politiques ; [1er décembre 1982] (p. 7867) ; maintien par le ministre de la distinction entre gauche judiciaire et droite judiciaire (p. 7868) ;

orales sans débat :

— **n° 177,** posée le 11 mai 1982 : **électricité et gaz : centrales d'E.D.F. (Basse-Normandie)** (p. 2035) ; appelée le 14 mai 1982 : **conclusion d'accords avec les régions pour la construction et l'exploitation de centrales nucléaires :** contrat passé entre E.D.F. et la région Midi-Pyrénées ; implantation d'une centrale nucléaire à Golfech (p. 2166) ; éventuelle extension de ce type d'accords à d'autres régions (p. 2167) ; modifications devant être apportées au régime de la taxe professionnelle ; nécessité de donner aux régions les moyens de mener une politique en matière d'économies d'énergie (p. 2168) ;

— **n° 207,** posée le 7 juin 1982 : **famille (politique familiale)** (p. 3084).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la région Corse (n° 688).**

Deuxième lecture, discussion générale : donne lecture du discours de M. François Léotard, empêché [3 février 1982] (p. 679, 680) ;

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : absence de pouvoirs donnés aux comités régionaux de la communication audiovisuelle, aux sociétés régionales de radiodiffusion et aux sociétés régionales de télévision ; échec du projet de radio dans le département de l'Orne ; mauvaise organisation de FR 3 [27 avril 1982] (p. 1349) ;

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* son amendement n° 117 (substituant aux mots « de l'agencement ou de l'équipement » les mots « ou de l'agencement et de l'équipement ») : rejeté [21 septembre 1982] (p. 5016) ; son amendement n° 118 (précisant que la décision est susceptible d'un recours gracieux devant le ministre du travail) : retiré (p. 5018) ; *article L. 236-2 du code du travail :* son amendement n° 119 (précisant que chaque salarié peut saisir le C.H.S.C.T. et lui demander d'effectuer une inspection) (p. 5028) ; rejeté ; son amendement n° 120 (précisant que l'employeur ou son représentant font partie de droit de la commission d'inspection) : rejeté (p. 5029) ; son amendement n° 121 (motivation des décisions du C.H.S.C.T.) : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5037) ; *article L. 236-3 du code du travail :* son amendement n° 122 (non-divulgation des procédés de fabrication à l'occasion de l'examen des problèmes d'hygiène ou de sécurité) (p. 5042) : rejeté (p. 5043) ; *article L. 236-4 du code du travail :* son amendement n° 123 (rapport préalable sur les mesures supplémentaires proposées par le C.H.S.C.T.) (p. 5045) : rejeté (p. 5046) ; *article L. 236-6 du code du travail :* son amendement n° 124 (décision susceptible d'un recours gracieux devant le ministre du travail) : retiré (p. 5063) ; *article L. 236-9 du code du travail :* son amendement n° 125 (précisant que l'expert devra entendre le chef d'établissement ou son représentant) : retiré (p. 5076).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : voie de régression sociale sur laquelle s'engage le Gouvernement [18 octobre 1982] (p. 5913) ; nécessité de régler les problèmes de fond de la sécurité sociale ; cotisations payées par les retraités et les préretraités ; contradiction entre les mesures actuelles et les prises de position antérieures du Président de la République ; globalisation des dépenses hospitalières ; taxe sur la publicité pharmaceutique (p. 5914) ; projet de vignette sur l'alcool et le tabac (p. 5915).

Discussion des articles : **article 1er précédemment réservé :** son amendement n° 36 : devenu sans objet (p. 5961) ; **article 5 précédemment réservé :** son amendement n° 1 (de suppression) [19 octobre 1982] (p. 5968) : rejeté ; son amendement n° 2 (caractère exceptionnel de la contribution créée par cet article) : rejeté ; son amendement n° 3 (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 5969) : rejeté (p. 5971) ; son amendement n° 4 (substituant au pourcentage 4 p. 100 le pourcentage 2 p. 100 : rejeté (p. 5978).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** conséquences de la taxe de 5 p. 100 sur les dépenses de publicité de l'industrie pharmaceutique ; alourdissement des charges des entreprises ; déficit du commerce extérieur [8 décembre 1982] (p. 8125) ; recul du français comme langue scientifique (p. 8126) ; son amendement n° 28 (déductibilité de la contribution de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 8127).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* caractère contradictoire de la politique menée par le Gouvernement ; accroissement des charges des entreprises ; persistance de l'inflation ; augmentation du déficit extérieur ; dégradation de la situation financière des entreprises exportatrices ; inutilité des nationalisations ; tractation concernant la branche « colorants » de P.U.K. [8 novembre 1982] (p. 6894) : désinvolture avec laquelle est traitée la représentation nationale ; augmentation des coûts salariaux ; création d'un taux de 30 p. 100 sur les frais généraux ; nouvel impôt sur l'outil de travail ; prise en charge du paiement de la carte orange ; diminution de la rentabilité des entreprises ; conséquences du blocage des prix ; caractère dirigiste, étatique et centralisateur de la politique menée par le Gouvernement (p. 6895).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : augmentation des charges et des cotisations ; équilibre financier du B.A.P.S.A. ; comparaison de l'effort contributif des agriculteurs et de celui des salariés ; exonération des agriculteurs du financement de l'assurance chômage ; extension de l'assurance invalidité aux agricultrices ; parité des retraites du régime agricole et du régime général [9 novembre 1982] (p. 6929).

Son rappel au règlement : désinvolture avec laquelle certains membres du Gouvernement traitent l'opposition [9 novembre 1982] (p. 6943).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 12 :** développement de la vie associative de quartier [9 décembre 1982] (p. 8162).

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relative aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

QUESTIONS

au Gouvernement : entreprises du bâtiment : difficultés du secteur des B.T.P. ; alourdissement des charges ; blocage des crédits d'investissements publics ; dispositions législatives et réglementaires concernant les domaines social et immobilier ; niveau des taux d'intérêt [5 mai 1982] (p. 1729).

orale sans débat : n° 262, posée le 12 octobre 1982 : **bâtiment et travaux publics, emploi et activité : Alsace** (p. 5696) ; appelée le 15 octobre 1982 : **situation du secteur du bâtiment :** crise du bâtiment ; baisse du nombre des demandes de permis de construire ; baisse du nombre de prêts conventionnés ; situation du bâtiment en Alsace (p. 5835).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion des articles : **article 35 :** application du droit commun dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; suppression du régime local ; suppression de l'échevinage ; procédure actuelle de désignation des juges échevins ; extension territoriale et professionnelle des conseils de prud'hommes ; son amendement n° 82 (maintien de l'échevinage) [27 janvier 1982] (p. 615) : rejeté ; extension de l'échevinage dans le domaine de la justice (p. 617).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 94 (insérant les mots « ou au registre tenu par les chambres des métiers d'Alsace et de Moselle » après les mots « répertoire des métiers » dans le quatrième alinéa de cet article) : non soutenu [13 avril 1982] (p. 1084) ; **avant l'article 7 :** son amendement n° 95 (complétant l'intitulé du chapitre II par les mots « ou au registre tenu par les chambres des métiers d'Alsace et de Moselle ») : réservé jusque avant l'article 8 [14 avril 1982] (p. 1095) ; **avant l'article 8 :** son amendement n° 95 précédemment réservé : non soutenu (p. 1097) ; **article 8 :** son amendement n° 96 (insérant les mots « ou au registre tenu par les chambres des métiers d'Alsace et de Moselle » après les mots « répertoire des métiers » dans le premier alinéa de cet article) : non soutenu (p. 1098).

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 46 :** évaluation de la valeur des biens locatifs au jour de la reprise [11 mai 1982] (p. 2021).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 48 :** financement des radios locales ; exemple de l'Alsace [6 mai 1982] (p. 1806) ; son sous-amendement n° 738 à l'amendement n° 735 de M. Claude Estier (remplaçant les mots « sont créées » par les mots « peuvent être créées » dans le premier alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 1811).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 5 (possibilité à titre transitoire pour les médecins hospitaliers de continuer à exercer une activité de clientèle privée au sein de l'hôpital public jusqu'à la mise à la retraite) : non soutenu [25 juin 1982] (p. 3920).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : amélioration du revenu des agriculteurs ; modification des règlements européens ; transparence des marchés ; élargissement des compétences des interprofessions ; engrenage d'une étatisation

bureaucratique de l'organisation des marchés ; démantèlement des montants compensatoires monétaires européens [29 juin 1982] (p. 4014).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 136 devenu sans objet [30 juin 1982] (p. 4107) ; son amendement n° 137 devenu sans objet (p. 4110) ; son amendement n° 138 (subordination de l'intervention des offices à l'avis du conseil supérieur de l'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : devenu sans objet [1er juillet 1982] (p. 4112) ; son amendement n° 139 devenu sans objet (p. 4113) ; **article 3 :** son amendement n° 140 (précisant que les producteurs membres des conseils de direction proviendront des organisations syndicales représentatives à l'échelon national) (p. 4126) : rejeté (p. 4127) ; **article 8 :** son amendement n° 141 (missions du conseil supérieur) : non soutenu (p. 4148) ; son amendement n° 142 (mission du conseil supérieur concernant les moyens nécessaires à la mise en œuvre des politiques définies) : rejeté (p. 4150) ; **article 9 :** son amendement n° 143 (avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) : non soutenu (p. 4151) ; **article 11 :** son amendement n° 144 (précisant que le cahier des charges devra prévoir des dispositions visant à assurer la centralisation des paiements) : retiré (p. 4156) ; **article 12 :** son amendement n° 145 (suppression du quatrième alinéa de cet article) : non soutenu (p. 4162).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** caisse d'assurance maladie d'Alsace et de Moselle [8 juillet 1982] (p. 4364) ; modifications des conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie d'Ile-de-France et de Strasbourg (p. 4366).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** composition de la formation arbitrale [21 juillet 1982] (p. 4595).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 12 :** délimitation des sections dans les villes où est établi un sectionnement électoral [28 juillet 1982] (p. 4971).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** problème de la déclaration de candidature [20 octobre 1982] (p. 6025).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 236-2 du code du travail :* nécessité de prévenir un excès de zèle de la part des C. H. S. C. T. voulant multiplier les contrôles et les visites d'inspection [21 septembre 1982] (p. 5027) ; possibilité pour le salarié de saisir le C. H. S. C. T. et de lui demander d'effectuer une inspection (p. 5028) ; motivation des décisions du C. H. S. C. T. [22 septembre 1982] (p. 5037) ; *article L. 236-3 du code du travail :* non-divulgation des procédés de fabrication à l'occasion de l'examen des problèmes d'hygiène ou de sécurité ; conditions de travail (p. 5042) ; sanctions en cas de non-respect de l'obligation de discrétion par les membres du C. H. S. C. T. (p. 5044) ; *article L. 236-4 du code du travail :* portée des mesures supplémentaires envisagées par le C. H. S. C. T. (p. 5045) ; procédure suivie en cas d'inexécution du programme de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (p. 5046) ; informations contenues dans le rapport écrit et le programme annuel (p. 5047) ; substitution d'un certificat de l'inspecteur du travail au rapport du C. H. S. C. T. (p. 5049) ; *article L. 236-5 du code du travail :* élection des membres du C. H. S. C. T. (p. 5051) ; fixation par voie réglementaire de la composition de la délégation du personnel (p. 5052) ; personne devant assurer le secrétariat du C. H. S. C. T. (p. 5054) ; périodicité des réunions du C. H. S. C. T. (p. 5055) ; *article L. 236-7 du code du travail :* répartition du crédit d'heures dont disposent les membres du C. H. S. C. T. (p. 5065).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** taxation des tabacs et des alcools ; risque d'une chute de la consommation du tabac ; conséquences de cette mesure sur le plan industriel [19 octobre 1982] (p. 5993).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* organisation d'assises nationales des retraités et des personnes âgées ; modification du profil du retraité ; rôle des comités départementaux des retraités et des personnes âgées (C. O. D. E. R. P. A.) ; refus de maintenir les clivages syndicaux dans les associations de retraités [18 novembre 1982] (p. 7398).

GERMON (Claude)

Député de l'Essonne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 15 avril 1982] (p. 1137).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'industrie [*J. O.* du 3 juin 1982] (p. 1768).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083) (recherche et industrie : industrie) [21 octobre 1982] (p. 61).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 25 : **Recherche et industrie :** industrie (n° 1165) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au gouvernement : réseaux câblés de télécommunications : programme de communication par câbles ; rôle des collectivités locales ; financement des équipements [10 novembre 1982] (p. 7023).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* amélioration des conditions de travail des personnels pénitentiaires ; insuffisance des personnels des maisons d'arrêt [2 novembre 1982] (p. 6577).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : priorité donnée au développement industriel de la France ; caractère positif de la politique menée par le Gouvernement ; effets de la politique des créneaux ; abandon de certains secteurs industriels par les précédents gouvernements [8 novembre 1982] (p. 6871) ; insuffisance des capacités concurrentielles de la France ; diminution du nombre des mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens ; progression de l'emploi industriel ; progression des crédits de politique industrielle pour l'innovation et l'informatique ; importance des restructurations sectorielles pour l'emploi ; mesures concernant la qualification, la normalisation, la métrologie et la sécurité de l'appareil de production ; évolution défavorable des ressources de la caisse française des matières premières ; importance de l'environnement économique sur l'exercice de leurs responsabilités par les chefs d'entreprise (p. 6872) ; nécessité de maintenir le pouvoir d'achat ; volonté du Gouvernement de donner la priorité au renforcement de l'appareil productif français (p. 6873).

Examen des crédits : **après l'article 60 :** refus de majorer la redevance annuelle sur les installations nucléaires (p. 6919).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* répartition géographique de la délinquance et de la criminalité ; région parisienne ; marginalisation ; conditions de vie des immigrés ; pratique de l'îlotage ; politique préventive ; renforcement des effectifs ; constate que la promesse de création de cinq mille emplois de police en cinq ans contenue dans le programme de Blois n'a pas été tenue ; nécessité d'affecter les nouveaux effectifs dans les zones les plus sensibles ; formation des personnels de police ; exemple des communes du département de l'Essonne ; rapprochement de la police et de la population [10 novembre 1982] (p. 7031) ; *questions :* fonds de compensation de la T.V.A. ; possibilité d'affecter des sommes provenant de ce fonds au règlement des frais financiers d'intérêt d'emprunt (p. 7039) , groupement aérien du ministère de l'intérieur (G.A.M.I.) ; section « hélicoptères » de la sécurité civile ; règlement intérieur relatif au personnel contractuel du groupement aérien du ministère de l'intérieur ; base de Paris (p. 7039).

GIOVANNELLI (Jean)

Député du Morbihan
(6e circonscription)
N.I., puis apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 février 1982] (p. 441) [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie .

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème de l'enseignement technique long ; revitalisation des L.E.P. ; nécessité de créer de nouvelles passerelles entre l'enseignement technique court et l'enseignement technique long [5 novembre 1982] (p. 6769).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* contenu du programme d'indépendance énergétique ; développement de l'extraction du charbon français ; augmentation des investissements des Charbonnages de France ; crédits nécessaires au procédé de gazéification ; création de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; politique d'économies lancée par le Gouvernement [8 novembre 1982] (p. 6888) ; diversification des approvisionnements ; volonté du Gouvernement de responsabiliser les différents partenaires régionaux et locaux (p. 6889).

GISSINGER (Antoine)

Député du Haut-Rhin
(5e circonscription)
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commisison spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter l'article L. 211-6 du code du travail afin d'assurer une meilleure protection des enfants utilisés par les entreprises de photographies publicitaires (n° 795) [6 mai 1982] (p. 1843)

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à rétablir le Mérite social (n° 806) [10 juin 1982] (p. 3249).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituee pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à prévoir pour la société nationale de radiodiffusion et pour les sociétés nationales de télévision un temps minimal d'antenne permettant la diffusion de messages d'information des associations de donneurs de sang bénévoles (n° 54) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur de sa proposition de loi relative aux conditions de validation dans le régime général de la sécurité sociale de la période de service militaire légal (n° 1001) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (formation professionnelle) [21 octobre 1982] (p. 6146)

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 211-6 du code du travail afin d'assurer une meilleure **protection des enfants utilisés par les entreprises de photographies publicitaires (n 795)** [21 avril 1982].

Proposition de loi relative aux conditions de **validation dans le régime général de la sécurité sociale de la période de service militaire légal (n° 1001)** [1er juillet 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XVIII : **formation professionnelle** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Emission des bons du trésor et prêts aux collectivités locales :** accélération du rythme des émissions de bons du trésor ; éventualité du financement de ces émissions à la caisse des dépôts ; remise en question du rôle traditionnel de la caisse des dépôts et consignations en matière de financement des investissements des collectivités locales [5 mai 1982] (p. 1723).

— **Déficit du commerce extérieur avec l'Allemagne :** augmentation du montant du déficit des échanges avec l'Allemagne ; nécessité de relancer nos exportations vers l'outre-Rhin [24 novembre 1982] (p. 7640).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).**

Première lecture, discussion générale : valorisation de la profession de sage-femme ; sage-femme libérale et sage-femme salariée ; exemple des Pays-Bas ; vote positif du groupe R. P. R. [12 mai 1982] (p. 2052).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **art. 1er**, *article L. 122-36 du code du travail :* son amendement n° 91 (communication du règlement intérieur à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre) : rejeté [14 mai 1982] (p. 2201) ; *article L. 122-37 du code du travail :* son amendement n° 93 (retrait, par l'inspecteur du travail, des dispositions du règlement intérieur sur proposition du directeur départemental du travail) [17 mai 1982] (p. 2282) : rejeté (p. 2283).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 774).**

Première lecture, discussion des articles : **article 10**, *article L. 423-3 du code du travail :* son amendement n° 400 retiré [1er juin 1982] (p. 2785) ; **article 15**, *article L. 423-18 du code du travail :* nécessité d'une suppléance en cas d'absence d'un membre de la liste (p. 2821) ; *article L. 423-19 du code du travail :* harmonisation de la durée du mandat des délégués du personnel et des délégués du comité d'entreprise (p. 2822) ; **article 16 :** conditions d'exercice de la fonction de délégué du personnel ; heures de délégation, assimilation des fonctions de délégué syndical et de délégué du personnel ; faiblesse du syndicalisme en France (p. 2830) ; *article L. 424-3 du code du travail :* circulation des délégués du personnel dans l'entreprise (p. 2830) ; **article 17 :** concertation entre les délégués du personnel et l'employeur ; paiement comme temps de travail du temps passé par le délégué aux réunions ; problème des chefs d'entreprise suisses et allemands employant des Français [2 juin 1982] (p. 2840) ; **article 18**, *article L. 425-1 du code du travail :* refus de protéger le salarié qui est intervenu pour demander l'organisation des élections ; protection du salarié ayant le premier invité l'employeur, par lettre recommandée, à organiser des élections (p. 2855) ; **article 20 :** généralisation des comités d'entreprise ; seuil minimum à la mise en place de ces institutions ; rôle du comité d'entreprise [3 juin 1982] (p 2905) ; **article 21**, *article L. 432-1 du code du travail :* son amendement n° 569 (substituant aux mots « à l'autorité administrative compétente » les mots « directeur départemental du travail » à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté [4 juin 1982] (p. 2976) ; **article 23**, *article L. 433-2 du code du travail :* son amendement n° 590 (substituant aux mots « à l'inspecteur du travail » les mots « directeur départemental du travail et de l'emploi » à la fin du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) [7 juin 1982] (p. 3024) : devenu sans objet (p. 3025) ; **article 24**, *article L. 433-8 du code du travail :* son amendement n° 597 (substituant aux mots « organisations syndicales les plus représentatives » les mots « organisations syndicales représentatives des salariés de l'entreprise » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3033) ; **article 29**, *article L. 436-2 du code du travail :* conséquences de l'expiration du contrat à durée déterminée [8 juin 1982] (p. 3093).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 131-2 du code du travail :* négociation collective dans les ateliers protégés et les centres d'aide par le travail ; différences entre les centres d'aide par le travail et les centres de distribution de travail à domicile [8 juin 1982] (p. 3149) ; **article 8 :** *article L. 133-8 du code du travail :* son amendement n° 172 (rédactionnel) : adopté [25 juin 1982] (p. 3874) ; *article L. 133-15 du code du travail :* son amendement n° 181 (mention des organisations représentatives des salariés) : rejeté (p. 3876).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : amélioration des pensions de vieillesse, d'invalidité et de veuvage ; majoration des pensions de réversion ; non-rétroactivité de la loi Boulin [18 juin 1982] (p. 3588) ; assurance veuvage (p. 3589).

Discussion des articles : **article 1er :** majoration des pensions [21 juin 1982] (p. 3620) ; **article 4 :** possibilité pour les personnes touchant une pension d'invalidité pour maladie de continuer d'exercer une activité ; son amendement n° 30 (suppression des mots « et continue d'exercer ») (p. 3621) : devenu sans objet ; son amendement n° 32 (concession de la pension vieillesse à la demande de l'assuré) : adopté (p. 3622) ; **article 6 :** augmentation du taux de la pension de réversion (p. 3623) ; **article 7 :** cumul des pensions de réversion (p. 3634) ; **article 16 :** son amendement n° 39 (adaptation au régime de retraite complémentaire des dispositions du présent article) : retiré (p. 3629) ; **article 17 :** application de l'ensemble du projet de loi au régime local (p. 3630) ; **article 20 :** assurance veuvage (p. 3632) ; **avant l'article 21 :** régime complémentaire des moniteurs de ski, des guides de haute montagne et des guides de moyenne montagne (p. 3633) ; dispositions s'appliquant aux Alpes et aux Vosges (p. 3634) ; **article 24 :** son amendement n° 37 (entrée en vigueur du présent article) (p. 3638) : retiré (p. 3639) ; **article 26 :** son amendement n° 38 (recouvrement sur les successions des sommes allouées au titre de l'aide sociale aux personnes âgées) : retiré (p. 3640).

Explications de vote : vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3642).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (possibilité à titre transitoire pour les médecins hospitaliers de continuer à exercer une activité de clientèle privée au sein de l'hôpital public jusqu'à la mise à la retraite) : rejeté ; son amendement n° 2 (obligation pour les établissements hospitaliers publics de maintenir jusqu'au 31 décembre 1982 les modalités d'organisation du service permettant l'exercice d'une activité de clientèle privée au sein du service public hospitalier) [25 juin 1982] (p. 3921) : rejeté ; son amendement n° 3 (possibilité jusqu'au 31 décembre 1992 pour les hôpitaux publics d'organiser, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, les activités privées au sein du service public hospitalier) (p. 3922) : rejeté ; son amendement n° 4 (suppression de la mention de l'impossibilité ou de l'interdiction de créer des lits privés dans les hôpitaux pubics) : rejeté (p. 3923).

Deuxième lecture, discussion générale : rejet du texte par le Sénat ; manifestation des professions libérales et médicales contre les projets gouvernementaux ; risque d'appropriation publique de l'exercice médical ; liberté de choix du médecin [30 septembre 1982] (p. 5259) ; inconvénients du système existant en Grande-Bretagne (p. 5260).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** - *article L. 236-2 du code du travail :* son amendement n° 162 (avis du C.H.S.C.T. sur les articles du règlement intérieur) : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5037) ; *article L. 236-7 du code du travail :* son amendement n° 188 (substituant aux mots « aux réunions » les mots « à la réunion trimestrielle obligatoire », prévue à l'article 231-8) : retiré (p. 5068) ; son amendement n° 189 (suppression de l'expression « ou à caractère professionnel ») : rejeté ; son amendement n° 190 (rôle du médecin du travail chargé de la surveillance médicale du person-

nel) : rejeté (p. 5070) ; *article L. 236-9 du code du travail :* son amendement n° 193 (rédactionnel) (p. 5073) ; rejeté (p. 5074).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** problème des seuils [27 octobre 1982] (p. 6393) ; **article 7 :** exonération de l'imposition des allocations (Assedic) investies dans le capital d'une société coopérative ouvrière de production [28 octobre 1982] (p. 6431) ; **article 17 :** son amendement n° 28 (reconduction du prélèvement fiscal sur les salaires opéré au titre de la formation professionnelle) [29 octobre 1982] (p. 6487) : rejeté ; son amendement n° 187 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 6498).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* stagnation des crédits de fonctionnement des collèges et des lycées ; diminution des crédits de formation continue des enseignants ; résorption de l'auxiliariat ; financement de l'éducation physique et sportive ; problèmes propres aux L. E. P. [5 novembre 1982] (p. 6747).

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* anciens combattants de la guerre 1939-1945 internés en Suisse ; attribution de la carte du combattant ; bonification de temps ; situation des incorporés de force et insoumis d'Alsace-Lorraine [16 novembre 1982] (p. 7146).

Formation professionnelle. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : importance des actions de formation financées par l'Etat ; contenu du plan « Avenir jeunes » ; mesures concernant les jeunes de 16 à 18 ans [13 novembre 1982] (p. 7150) ; exemple de l'Alsace ; décentralisation de la formation professionnelle ; nécessité d'affirmer certaines priorités en matière de stage ; étroitesse du cadre budgétaire pour apprécier la mise en œuvre des actions en faveur des jeunes demandeurs d'emploi (p. 7151) ; en qualité de député : problème de la situation des jeunes de 16 à 18 ans d'origine étrangère ; amélioration du congé individuel de formation ; problèmes posés par l'avenant de septembre 1982 à l'accord interprofessionnel du 9 juillet 1970 ; mise en place d'une véritable formation professionnelle alternée (p. 7153).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 53 : son amendement n° 3 (secteur d'intervention de l'expert comptable) [19 novembre 1982] (p. 7508) : rejeté (p. 7509).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 75 :** son amendement n° 383 (contenu de l'annexe budgétaire concernant les dépenses de l'Etat et des entreprises en matière de formation professionnelle) : rejeté [1er décembre 1982] (p. 7900).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Deuxième lecture, discussion générale : problème de la survie du système de protection sociale mis en place en 1945 ; compatibilité entre la croissance des dépenses sociales et cellle du revenu national ; augmentation des cotisations sociales salariales et patronales [8 décembre 1982] (p. 8122) ; versement d'une dotation globale aux établissements hospitaliers publics et privés à but non lucratif (p. 8123).

GOASDUFF (Jean-Louis)

Député du Finistère
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Prix agricoles : conséquences sur le revenu des agriculteurs de l'échec de la négociation communautaire sur les prix agricoles ; montant compensatoire négatif [7 avril 1982] (p. 956, 957) ;

— Temps de travail dans les établissements sociaux et médico-sociaux : difficultés financières des hospices et maisons de retraite liées aux promesses gouvernementales sur le renforcement des effectifs du personnel à la suite de la réduction du temps de travail ; carence en personnel paramédical [21 avril 1982] (p. 1218) ;

— Financement des S.A.F.E.R. et utilisation des excédents du Crédit agricole : dégradation de la situation financière des S.A.F.E.R. ; diminution du prix de la terre ; dégradation du revenu des agriculteurs ; location des terres ; offices fonciers [24 novembre 1982] (p. 7641).

orale sans débat :

— n° 159, posée le 30 avril 1982 : **agriculture (structures agricoles)** (p. 1552) ; appelée le 28 mai 1982 : **difficultés des S. A. F. E. R. :** nécessité d'améliorer la rotation des stocks de terres (p. 2713).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** dégradation du revenu agricole ; déductibilité progressive de la T. V. A. sur les carburants [26 mai 1982] (p. 2600).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'un renforcement de l'organisation des producteurs et des marchés ; raisons du développement agricole français ; institution par le projet de loi de prix différenciés et d'un carcan administratif pour les transactions commerciales ; instauration récente de nouveaux montants compensatoires monétaires ; mainmise de l'Etat sur l'ensemble de l'économie française ; étatisation de l'agriculture [29 juin 1982] (p. 4004) ; problème du financement des offices ; division de l'agriculture par la multiplication des structures et la différenciation des prix ; institution de la notion d'objectif de production dans les négociations agricoles européennes (p. 4005) ; promotion économique et sociale de l'agriculteur (p. 4006).

Discussion des articles : **article 1er :** organisation d'offices étatiques dans l'économie agricole ; régularisation des marchés par les interprofessions [30 juin 1982] (p. 4053) ; **article 4 :** son amendement n° 169 (rédactionnel) : adopté [1er juillet 1982] (p. 4133) ; **article 8 :** son amendement n° 156 (précisant que le conseil supérieur se prononce sur les projets de mesures réglementaires à caractère général relatifs à l'organisation économique en agriculture) (p. 4150) ; adopté ; son amendement n° 158 (rôle de coordination du conseil) : rejeté (p. 4151).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 340 (desserte des îles du Ponant) [12 octobre 1982] (p. 5677) : rejeté (p. 5678).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* évolution du secteur agricole français ; dispersion des crédits concernant le monde agricole dans plusieurs ministères ; désengagement de l'Etat en matière de formation [9 novembre 1982] (p. 6934) enseignement privé ; prêts bonifiés ; allègement de la fiscalité sur le carburant (p. 6935) ; démantèlement des montants compensatoires ; vote du groupe R.P.R. sur le budget de l'agriculture (p. 6936).

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
(4e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083). (urbanisme et logement : logement social) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XVVIII : **urbanisme et logement :** logement social (n° 1166) [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et Logement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : baisse du volume de la construction malgré l'effort consenti par l'Etat en 1982 ; problème des logements locatifs implantés loin des centres des villes [4 novembre 1982] (p. 6676) ; difficultés pour les ménages disposant de revenus moyens d'accéder à la propriété ; distribution de l'A.P.L. ; travaux de la commission Badet ; priorité donnée à la réhabilitation du parc social (p. 6677).

GODFRAIN (Jacques)

Député de l'Aveyron
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p.1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J.O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028)

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à définir la **vente à perte (n° 940)** [10 juin 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : chute des cours des marchés ovins et bovins : rôle du F.O.R.M.A. pour encourager les exportations vers des pays potentiellement acheteurs ; équipements hydrauliques [26 mai 1982] (p. 2592).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale . lit le discours de M. André Audinot ; télévision régionale [27 avril 1982] (p. 1350) ; ignorance par la classe politique des œuvres constituant une partie de l'action de F.R. 3 ; insuffisance des moyens accordés aux chaînes régionales ; création de douze mini-chaînes ; prise en compte des désirs du public (p. 1351).

Discussion des articles : **article 2 :** coût de la réforme ; définition par le texte d'une liberté sélectionnée par l'argent ; refus d'accorder des moyens aux radios libres ; obligation de passer par une antenne collective (p. 1378) ; coût de l'antenne individuelle par rapport à l'antenne collective ; récuse le propos du ministre des P.T.T. accusant l'opposition d'avoir des préoccupations mercantiles (p. 1384) ; volonté de donner au citoyen le libre choix de sa culture (p. 1385) ; **article 3 :** notion de service public (p. 1391) ; **article 5 :** différence entre la conception socialiste monopoliste de la liberté et la conception républicaine prévalant dans l'opposition ; condamnation par le projet de l'exigence de rentabilité ; intelligence du public ; monopole du service public sur la distraction [28 avril 1982] (p. 1403) ; **article 14 :** délivrance des autorisations en matière de services locaux et de services nationaux par la Haute autorité [3 mai 1982] (p. 1561) ; pressions du public en faveur de la télévision libre (p. 1564) ; transparence des décisions de la Haute autorité (p. 1566) ; **article 15 :** conciliation des conflits par la Haute autorité (p. 1567) ; **article 16 :** pouvoirs de la Haute autorité sur les messages publicitaires (p. 1574) ; **article 17 :** qualité des émissions de télévision ; insatisfaction des téléspectateurs ; souhaite un rapport public sur l'exécution des cahiers des charges (p. 1577) ; diffusion des rapports du service d'observation des programmes ; **article 18 :** composition de la Haute autorité ; risque de voir les propos des membres de la Haute autorité s'engager contre le Gouvernement français à l'occasion de la conférence internationale (p. 1189) ; **article 20 :** composition de la Haute autorité ; accusations portées autrefois par M. François Mitterrand contre la composition du Conseil constitutionnel (p. 1591, 1592) ; **article 21 :** incompatibilité entre la qualité de membre de la Haute autorité et celle de membre du conseil municipal (p. 1602) ; **article 23 :** rémunérations des membres de la Haute autorité (p. 1604) ; **article 24 :** volonté de rendre exécutoire les décisions de la Haute autorité dès leur notification au Gouvernement (p. 1605) ; modifications des délais (p. 1606) ; publication des décisions de la Haute Autorité au *Journal officiel* ; appel de celles-ci devant le Conseil d'Etat (p. 1608) ; **article 25 :** composition et fonctionnement du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1609) ; **article 26 :** fonctionnement du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1609) ; fonctionnement du Conseil national de la communication audiovisuelle ; qualité des programmes (p. 1615) ; représentation de l'établissement public de diffusion au Conseil national de la communication audiovisuelle [4 mai 1982] (p. 1633) ; importance de la culture confessionnelle en France (p. 1635) ; **article 27 :** création de comités régionaux de la communication audiovisuelle (p. 1638) ; **article 28 :** missions des comités régionaux (p 1641) ; lutte contre les forces centrifuges exercées par les pays voisins (p. 1644) ; **article 29 :** inscription au budget des collectivités territoriales des frais de fonctionnement des comités régionaux (p. 1652) ; **article 31 :** reprise de dispositions de la loi de 1974 ; application des temps de parole ; publication des constatations du service d'observation des programmes (p. 1664) ; **article 32 :** répartition de fréquences hertziennes ; qualité technique de la télévision française (p. 1677) ; problème de la retransmission des émissions nationales par T.D.F. (p. 1680) ; participation de l'établissement public de diffusion à la préparation et la mise en œuvre de la politique industrielle de l'Etat en matière de techniques de communication audiovisuelle (p. 1689) ; **article 33 :** représentation du personnel d'encadrement au conseil d'administration (p. 1693) ; **article 34 :** qualité de l'image de la télévision française [5 mai 1982] (p. 1703) ; **article 35 :** problème de la création musicale ; relations entre Radio-France et les autres sociétés soumises au régime de concession de service public ou au régime de l'autorisation (p. 1708) ; **article 37 :** hommage rendu à la profession de journaliste (p. 1753) ; **article 38 :** refus par la majorité d'une vraie décentralisation de l'audiovisuel ; pouvoirs des conseils d'administration des sociétés régionales (p. 1755) ; diffusion d'émissions régionales (p. 1756) ; expression des régions françaises à travers la presse ; refus du Gouvernement d'accorder à la télévision régionale les moyens nécessaires (p. 1760) ; **article 40 :** nécessité de faire figurer dans les conseils d'administration les sociétés prévues aux articles 38 et 39 des représentants de la presse régionale (p. 1769) ; **article 42 :** gestion de la société nationale de production (p 1780) ; **article 44 :** production des émissions ; coût des émissions produites par la S.F.P. [6 mai 1982] (p. 1791) ; productions externes aux sociétés nationales de programmes (p. 1795) ; **après l'article 44 :** diffusion obligatoire d'émissions de fiction, de documentaires et de variétés (p 1796) ; **article 70 :** différents régi-

mes mis en place (autorisation, déclaration, concession de service public) [10 mai 1982] (p. 1943, 1944) ; régime transitoire d'autorisation prévu jusqu'en 1986 ; restriction de la liberté en matière de télématique (p. 1947) ; **article 71 :** droit de la vidéographie (p. 1951) ; absence d'un véritable droit de la vidéographie [12 mai 1982] (p. 2060) ; **après l'article 71 :** gestion des programmes de télévision assurée par le secteur public (p. 2062) ; **article 72 :** diffusion de la pression écrite (p. 2069) ; **article 73 :** détermination de la distance séparant le point d'émissions d'une radio locale au point de réception le plus éloigné (p. 2077) ; prochaine modification de la loi sur le droit d'association (p. 2082).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L-122-37 du code du travail :* son amendement n° 95 (information des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise) : rejeté [17 mai 1982] (p. 2287).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles ; **article 2 :** *article L. 412-11 du code du travail : son amendement n° 242* (présence d'un représentant supplémentaire au comité d'entreprise) [27 mai 1982] (p. 2659) ; rejeté (p. 2660) ; **article 11 :** *article L. 423-6 du code du travail :* son amendement n° 409 (substituant au mot « sont » les mots « peuvent être » dans le texte proposé pour cet article) [1er juin 1982] (p. 2792) ; rejeté (p. 2793) ; **article 20 :** *article L. 431-2 du code du travail :* son amendement n° 507 devenu sans objet [3 juin 1982] (p. 2914) ; **article 26 :** *article L. 434-5 du code du travail :* son amendement n° 628 (composition de la commission économique) [7 juin 1982] (p. 3053) ; rejeté (p. 3054) ; **article 28 :** *article L. 435-4 du code du travail :* son amendement n° 654 (vote par collège séparé) (p. 3082) ; rejeté (p. 3083).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 132-22 du code du travail :* son amendement n° 120 (suppression de l'article) [11 juin 1982] (p. 3279) : rejeté (p. 3281).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** intention du Gouvernement à l'égard de la production vinicole ; augmentation du taux de T. V. A. applicable à cette production ; action de Paul Ramadier en faveur de la viticulture [26 mai 1982] (p. 2601) ; souhaite que le taux de T. V. A sur le vin soit abaissé (p. 2602).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** partenaires économiques et sociaux de la région et consultation du comité économique et social sur l'élaboration du plan régional [15 juin 1982] (p. 3424).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : effet du marché commun agricole ; situation du marché du blé, problème viticole ; fragilité du marché des fruits et légumes ; rôle inquisitorial des offices d'intervention ; fonctionnement des offices dans le cadre du marché commun [29 juin 1982] (p. 4030).

Discussion des articles : **article 2 :** rémunération du travail des agriculteurs ; assimilation du travailleur agricole à un travailleur de l'industrie et du commerce [30 juin 1982] (p. 4086) ; politique de la montagne et politique des prix agricoles différenciés (p. 4100) ; nécessité de favoriser l'organisation interprofessionnelle en agriculture (p. 4106) ; **article 4 :** son amendement n° 168 (précisant que les offices ne seront pas consultés sur les budgets des organisations interprofessionnelles reconnues) : rejeté [1er juillet 1982] (p. 4133) ; **article 5 :** son amendement n° 170 (rédactionnel) : rejeté (p. 4135) ; son amendement n° 171 devenu sans objet ; son amendement n° 172 (délai d'intervention de l'office) : retiré ; son amendement n° 173 (précisant qu'en cas d'échec de la conciliation l'office demande l'arbitrage du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire) (p. 4136) : retiré (p. 4137) ; **article 8 :** son amendement n° 155 (mission du conseil supérieur concernant les moyens nécessaires à la mise en œuvre des politiques définies) : rejeté (p. 4150) ; **article 11 :** son amendement n° 159 (conditions de délivrance de l'autorisation) : retiré (p. 4155).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de confier le monopole de la représentation aux grandes centrales syndicales : action de la C. G. T. [8 juillet 1982] (p. 4331) ; volonté de la C. G. T. de détruire la liberté d'expression et la productivité de l'industrie française (p. 4332).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 202 (responsabilité pénale du personnel d'encadrement en cas d'accident) : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5080).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** contenu du droit au transport [12 octobre 1982] (p. 5674) ; problème des habitants des régions subissant un handicap dû aux configurations du relief et aux conditions climatiques (p. 5677) ; **article 3 :** rédaction de cet article (p. 5679) ; juxtaposition de la R. A. T. P. et de la S. N. C. F. à Paris (p. 5680) ; construction du boulevard périphérique à Paris (p. 5682) ; **article 4 :** caractère prioritaire du développement de l'usage des transports collectifs (p. 5689) ; **article 9 :** nécessité de voir le Gouvernement prendre des mesures concrètes en matière de sécurité [13 octobre 1982] (p. 5766).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* réduction du budget de la justice ; diminution des crédits de fonctionnement ; augmentation croissante du nombre des détenus ; création d'emplois dans l'administration pénitentiaire répondant uniquement aux besoins de la maison d'arrêt de Moulins ; relèvement des plafonds de l'aide judiciaire ; indemnisation des commissions d'office ; effort entrepris en faveur des victimes [2 novembre 1982] (p. 6570) ; abolition de la peine de mort ; détournement du droit d'asile ; pouvoirs des syndicats de magistrats ; chasse aux non-socialistes dans les juridictions ; nécessité de développer la prévention et la réinsertion (p. 6571).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* politique en faveur des jeunes agriculteurs ; dotation pour les jeunes agriculteurs ; organisation de l'espace rural et de l'aménagement foncier ; irrigation du Massif central et de l'Aveyron [9 novembre 1982] (p. 6994, 6995).

GOEURIOT (Colette)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(6e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

— Proposition de loi tendant à faire évoluer les **représentations de la femme au travers de la publicité (n° 814)** [21 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Versement des pensions de réversion aux femmes de mineurs : ressources des veuves de mineurs de fer ; exclusion de ces veuves de la mesure applicable au 1er juillet 1982 portant les pensions de réversion de 50 à 52 % [21 avril 1982] (p. 1215) ;

— **Sidérurgie de Pompey, Denain et Longwy :** manifestation des sidérurgistes et des populations de Longwy, Denain et Pompey ; nécessité d'enquêter sur les débouchés de la sidérurgie française et sur l'organisation d'une « filière acier » [30 juin 1982] (p. 4072) ;

— **Situation de la sidérurgie dans le Nord et la Lorraine :** suppression d'emplois ; nécessité de limiter les importations de minerai de fer et de développer une filière « acier » [6 octobre 1982] (p. 5454).

orales sans débat :

— **n° 148,** posée le 27 avril 1982 : **pétrole et produits raffinés (raffineries)** (p. 1397) ; appelée le 30 avril 1982 : **fermeture de l'unité de raffinage d'Hauconcourt :** émotion des travailleurs ; organisation d'une large concertation régionale ; nécessité d'imposer aux « pétroliers » une politique conforme aux besoins du pays ; surcapacité de distillation justifiant pour ceux-ci la fermeture de raffineries (p. 1514) ; situation de l'emploi en Lorraine ; nécessité d'enrayer le processus de vassalisation de cette région par son puissant voisin (p. 1515) ;

— **n° 210,** posée le 8 juin 1982 : **professions et activités sociales (aides familiales)** (p. 3153) ; appelée le 11 juin 1982 : **travailleuses familiales :** rôle social primordial des travailleuses familiales à l'égard des familles ; économie ainsi réalisée par la collectivité ; mesures prises par le Gouvernement depuis un an ; nécessité de mettre en place d'autres mesures afin d'augmenter le nombre de travailleuses familiales, d'augmenter les bourses de formation de ces personnes et de créer un diplôme d'Etat sanctionnant cette formation ; nécessité de réviser le système de financement et de mettre en place une prestation légale (p. 3257) ;

— **n° 314,** posée le 14 décembre 1982 (p. 8303) : **minerais (emploi et activité : Lorraine) ;** appelée le 17 décembre 1982 : **Bassin ferrifère lorrain :** réponse du ministre de la recherche et de l'industrie à une précédente question ; refus de la commission de Bruxelles des plans d'investissements d'Usinor et de Sacilor (p. 8461) ; problème de la création de mini-aciéries ; projet d'augmentation des achats de fonte liquide à l'étranger ; abaissement des tarifs S. N. C. F. pour le transport du minerai ; importation de minerai de fer en Lorraine ; coût du transport du minerai et du coke ; question du maintien en activité de la mine de Longwy ; recherche en cours sur la valorisation et l'enrichissement ; problème des ferrailles ; demande du groupe communiste d'un débat national sur la politique minière sidérurgique (p. 8462).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** préavis de six mois à la suite du congé donné par le bailleur pour l'exercice du droit de reprise [13 janvier 1982] (p. 93).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616).**

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement d'assurer l'égalité des sexes et de faire jouer en ce domaine un rôle pilote au secteur public ; lutte menée par les femmes avec les organisations spécifiques ou avec les organisations de travailleurs et de travailleuses ; satisfaction des députés communistes de voir ce texte présenté par un ministre membre du parti ; inégalité de règle malgré le caractère exceptionnel des dérogations au principe d'égalité d'accès aux emplois publics ; justification des dérogations par la nature des fonctions ou par les conditions de l'exercice de ces fonctions ; campagnes idéologiques soutenues par le précédent Gouvernement contre le droit au travail des femmes ; généralisation des comités techniques paritaires ; discriminations mises en place progressivement ; protection légale interdisant le travail de nuit aux femmes ; ouverture des droits à la retraite à cinquante cinq ans pour les femmes [7 avril 1982] (p. 982) ; caractère inégalitaire des déroulements de carrière dans la fonction publique ; travail à mi-temps et congé post-natal ; féminisation de la nomenclature des grades et des emplois ; nécessité de porter à la connaissance du public les nouvelles dispositions inscrites dans le statut général ; caractère inadmissible de la campagne publicitaire faite sur le thème « des hommes qui relient des hommes » ; image de la femme dans les manuels scolaires ; vote du projet par les députés communistes (p. 983).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 18 :** procédure de licenciement des délégués du personnel ; mise en place d'une procédure d'appel [2 juin 1982] (p. 2846) ; *article L. 425-1 du code du travail :* mise en place d'une procédure d'appel pour assurer une meilleure protection du délégué du personnel (p. 2850).

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Deuxième lecture, explications de vote : projet répondant à la demande des épouses de commerçants et d'artisans ; modification du texte par le Sénat ; modalités de calcul de l'indemnité de remplacement ; vote positif du groupe communiste [15 juin 1982] (p. 3441).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; financement de ce remboursement ; rôle du mouvement féministe français ; propositions de loi déposées par le groupe communiste ; modestie des crédits du ministère des droits de la femme [2 novembre 1982] (p. 6652).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* caractère positif de la nationalisation des grands groupes industriels ; poids du secteur public et nationalisé dans l'industrie française ; exemple de la Lorraine [8 novembre 1982] (p. 6891) ; utilisation des ressources naturelles ; lourdeur de l'héritage laissé par les précédents Gouvernements ; revalorisation des carrières ouvrières ; nécessité d'inciter les entreprises nationales à investir prioritairement en France (p. 6892).

— **Projet de loi adopté, par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : création de la dotation globale d'équipement et de la dotation générale de décentralisation ; caractère préoccupant de la situation financière des collectivités locales ; lourdeur de la pression fiscale ; limitation de la liberté des élus locaux en matière fiscale prévue par la loi de finances rectificative pour 1982 ; démocratisation de la C.A.E.C.L. ; transformation du système de prêts aux collectivités locales [29 novembre 1982] (p. 7750).

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(10e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

GOSNAT (Georges)

Député du Val-de-Marne
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

Décédé le 22 mai 1982 [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1653).

Son éloge funèbre est prononcé le 2 juin 1982 (p. 2862).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du Haut Conseil du secteur public [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin :** décision du Conseil constitutionnel donnant tort à la droite sur presque tous les points ; obstruction de l'opposition ; caractère politique de la décision du Conseil [28 janvier 1982] (p. 656) ; répercussions sur d'autres négociations menées par le Gouvernement, ou engagées par le Gouvernement, à l'étranger ; financement du surcoût des nationalisations par la création d'une tranche supplémentaire dans le barème de l'impôt sur la fortune (p. 657) ;

GOULET (Daniel)

Député de l'Orne
(1re *circonscription*)
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 289,** posée le 30 novembre 1982 : **politique extérieure (Liban)** (p. 7829) ; appelée le 3 décembre 1982 : **rôle de la France au Liban** : situation du Liban ; mainmise américaine ; danger pesant sur la présence francophone ; mission Hautecœur ; réaction du Gouvernement à l'égard de la situation du Liban ; relations culturelles (p. 7963).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9** : son amendement n° 175 (exonérant les activités de formation professionnelle de la TVA) [28 octobre 1982] (p. 6441) : rejeté (p. 6442) ; son amendement n° 176 (suppression du paragraphe III de cet article) : retiré (p. 6443) ; **article 10** : son amendement n° 177 (suppression du paragraphe I de cet article) : rejeté (p. 6449) ; **article 13** : augmentation de la vignette (p. 6472) ; situation de l'industrie automobile (p. 6473) ; **article 15** : son amendement n° 178 (de suppression) : retiré (p. 6479) ; **article 17** : nature de la taxe d'apprentissage [29 octobre 1982] (p. 6496) ; **article 20** : quantité d'essence donnant lieu à dégrèvement (p. 6499).

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* rôle de la conférence des professionnels du tourisme ; remboursement de la T.V.A. aux établissements hôteliers [3 novembre 1982] (p. 6619) ; réduction des crédits affectés à l'aménagement du littoral, de la montagne et de l'espace rural ; développement du camping (p. 6619).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* Fait part de la question de M. Bourg-Broc ; nécessité d'étendre les mesures de récupération partielle de la T.V.A. sur les carburants aux agriculteurs [9 novembre 1982] (p. 6978, 6979) ; handicap supporté par les agriculteurs de Basse-Normandie et de l'Orne (p. 6997).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* multiplication des actes de vandalisme sur les cabines téléphoniques publiques [12 novembre 1982] (p. 7066) ; absence de création d'emplois (p. 7066) ; statut des receveurs-distributeurs ; problème des facteurs ruraux (p. 7067).

Défense et budget annexe des essences — *Discussion générale : questions :* problème de la couverture du territoire ; place de l'armée de terre dans la défense territoriale ; rénovation des réserves [12 novembre 1982] (p. 7119).

Transports. — *Discussion générale : questions :* nécessité de désenclaver la Basse-Normandie ; participation financière des collectivités locales [16 novembre 1982] (p. 7250) ; problème des lignes secondaires de la S.N.C.F. ; exemple du département de l'Orne (p. 7253).

Relations extérieures. — Affaires européennes. — Coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* politique menée par la France en matière de désarmement ; état des démarches relatives au démantèlement des SS 20 et au retrait soviétique de l'Afghanistan [18 novembre 1982] (p. 7361) ; défense de l'Europe dans le cadre de l'Alliance atlantique ; éventuelle renégociation du traité de l'Atlantique Nord (p. 7362).

Affaires sociales et solidarité nationale. — Travail. — *Examen des crédits :* **article 69 :** son amendement n° 48 (de suppression) : non soutenu [18 novembre 1982] (p. 7424).

GOURMELON (Joseph)

Député du Finistère
(2e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrication (n° 739) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Défense : section Marine) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 739) portant validation des nominations et avancements prononcés pour la **constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 773)** [14 avril 1982].

Avis, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).** Tome IV : **Défense :** section Marine **(n° 1168)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739).**

Première lecture, discussion générale ; rapporteur : régularisation de la situation née de la décision du tribunal administratif de Paris d'annuler les nominations et avancements pour les années 1975 et 1976 ; création de la catégorie des I.T.E.F. en 1976 [21 avril 1982] (p. 1224) ; recrutement des I.T.E.F. ; nécessité pour le Parlement de se prononcer bien que le Conseil d'Etat n'ait pas statué ; justification et avenir du corps des I.T.E.F. ; nécessité de revoir la situation des personnels des corps classés en catégorie B (p. 1225) ; qualité et compétence des personnels constituant le corps des I.T.E.F. (p. 1226).

— **Propositions de loi de :**

M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ;

M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ;

M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** situation des jeunes gens qui avaient vocation à accomplir leur service national en qualité de scientifiques mais ayant résilié leur sursis en cours d'études [2 juin 1982] (p. 2891).

— Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895).

Première lecture, discussion générale : abrogation des lois antigrève ; exemple des travailleurs des arsenaux de Brest ; réparation d'une situation d'injustice [7 juillet 1982] (p. 4319).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : problème de la non-assistance aux peuples en danger ; nécessité d'améliorer la puissance navale et la puissance aéronavale ; protection du domaine maritime de la France ; maintien de l'activité de l'aéronavale ; diminution des effectifs de la direction technique des constructions navales [12 novembre 1982] (p. 7090) ; problème des carrières des personnels de la marine ; risque de démantèlement du service hydrographique ; situation des travailleurs des arsenaux ; priorité donnée au S. N. L. E. ; caractère indispensable des porte-avions (p. 7091, 7092).

GOUX (Christian)

Député du Var
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1057).

Membre du Haut Conseil du secteur public [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Président de cette commission [*J. O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Président de cette délégation [*J. O.* du 10 novembre 1982] (p. 3383).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constitué pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Rapport d'information, déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la **recevabilité financière des amendements (n° 753)** [2 avril 1982].

Rapport d'information, déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les moyens de **lutte contre l'évasion des capitaux (n° 1046)** [22 juillet 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Discussion générale : problèmes spécifiques de la Corse et transfert de responsabilités aux élus ; attribution de moyens financiers, techniques et administratifs adéquats ; constat de la situation économique présente ; marginalité de l'emploi productif hors de l'agriculture ; hypertrophie du secteur tertiaire ; situation du bâtiment et des travaux publics ; taux de chômage ; sous-emploi des femmes ; exode des jeunes vers le continent ; travailleurs immigrés ; vieillissement de la population ; croissance du tourisme et de la viticulture moderne [18 janvier 1982] (p. 179) ; fondement de la croissance sur l'exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché ; spéculation foncière et immobilière ; coupure de l'agriculture entre un secteur moderne en difficulté et un secteur traditionnel ; caractère saisonnier des activités touristiques ; dépendance envers l'extérieur pour l'approvisionnement des marchés locaux ; fondement de la reconnaissance du droit à la différence sur des institutions spécifiques ; essor des activités productives ; réforme de la continuité territoriale et du statut fiscal ; refonte des transports maritimes et aériens ; programme de micro-centrales hydro-électriques ; construction de logements sociaux ; rénovation de l'habitat ancien ; promotion des produits corses ; carence de la formation professionnelle ; articulation entre l'engagement d'interventions économiques et l'application du statut particulier ; moyens financiers conséquents ; enracinement de la paix civile (p. 180).

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Première lecture, discussion générale : conséquences économiques, sociales et financières de la décision du Conseil constitutionnel ; nécessité des nationalisations ; transformation des règles du pouvoir économique ; industrie mise au service du développement du pays ; priorité de la réduction du chômage ; pouvoir des travailleurs dans l'entreprise ; conseils d'administration tripartites ; création des conseils d'ateliers [26 janvier 1982] (p. 540) ; dégradation du climat interne dans les entreprises avec le report des nationalisations ; nationalisation très prochaine des banques non cotées (p. 541).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6 :** institution au profit de chaque salarié d'un crédit d'heures annuel payé comme temps de travail lui permettant de s'informer de l'activité syndicale [19 mai 1982] (p. 2438).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : modification des taux de la T. V. A. ; qualités d'un bon impôt ; caractéristiques de la T. V. A. [25 mai 1982] (p. 2540) ; fraude fiscale (p. 2541) ; **ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier :** recevabilité des amendements (p. 2570).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : liens entre le Plan et la politique économique ; enjeux de la planification ; efficacité du Plan ; cadrage macro-économique à

moyen terme; programmation à moyen terme en valeur; séparation du Plan en deux étapes législatives [14 juin 1982] (p. 3329); articulation du budget du Plan; contrats de Plan; contribution du Plan à l'évolution des mentalités; exemple de l'inflation; caractère décentralisé de la préparation et de l'exécution du Plan; prévision et prise en compte de l'évolution de l'environnement international; degré de réalisation des objectifs du Plan (p. 3330).

Discussion des articles : **article 1er : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Pierre-Soisson : examen des nouveaux amendements par la commission (p. 3362); demande de la commission des lois à être saisie pour avis (p. 3365).

— Dépôt du rapport de la Cour des comptes.

Mission du Parlement de contrôler l'emploi des fonds publics; missions de la Cour des comptes; son rôle de proposition de mesures économiques et financières nouvelles [6 juillet 1982] (p. 4223).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion générale : faiblesse des arguments développés par M. Michel Noir [13 juillet 1982] (p. 4451); audition des ministres par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (p. 4460).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : réunion de la commission des finances pour examiner les amendements déposés [11 octobre 1982] (p. 5612).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : action de la gauche en référence à une analyse approfondie de la crise mondiale; nécessité de réformer les méthodes de gestion de l'économie; soutien de la demande; conditions nécessaires à la décision d'investir; primauté de la consommation; dégradation de la rentabilité des sociétés; rappelle les objectifs de nationalisations [27 octobre 1982] (p. 6354); lutte contre l'inflation; refus de la baisse des petits salaires; nécessité de poursuivre le contrôle des prix; alourdissement de l'imposition pour les titulaires de hauts revenus et de grandes fortunes; problème des échanges extérieurs; accroissement du déficit commercial; faiblesse de la demande mondiale; nécessité d'adapter les importations aux exportations (p. 6355); relance de l'investissement privé; volonté d'indépendance économique de la France; création d'une tranche à 65 p. 100 pour l'I.R.P.; exonération de la redevance télévision; modération du déficit budgétaire (p. 6356); faiblesse de l'endettement de l'Etat français; maîtrise des dépenses de santé (p. 6357).

Première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2 :** taxation des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux au titre des immeubles qu'elles possèdent en France [27 octobre 1982] (p. 6395); affirme qu'il n'existe pas de contribuables susceptibles de se trouver dans la situation prévue par l'amendement n° 77 de M. Jacques Marette (p. 6397); **article 14 :** respect des positions de la commission des finances par M. Christian Pierret [28 octobre 1982] (p. 6477).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* regrette la façon dont M. Edmond Alphandéry a présenté son rapport au nom de la commission des finances [16 novembre 1982] (p. 7262).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* lit l'intervention de M. Roland Dumas [19 novembre 1982] (p. 7439, 7440).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 51 : irrecevabilité de la première partie de l'amendement n° 19 de la commission des finances au titre de l'article 40 de la Constitution [19 novembre 1982] (p. 7492).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 73 :** recevabilité des amendements du Gouvernement; refus du président de la commission des finances de statuer sur la constitutionnalité des initiatives gouvernementales [15 décembre 1982] (p. 8409).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur général suppléant : compromis réalisés sur différents points par la commission mixte paritaire; divergence de principe entre les deux chambres sur les titres participatifs; loi de nationalisation [7 décembre 1982] (p. 8027).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** référence à la constitution des sociétés anonymes dans l'intitulé du chapitre Ier; suppression de la déclaration notariée (p. 8029); **article 2 :** suppression de la référence à un éventuel bordereau en cas d'intervention d'un intermédiaire financier; problème des libérations d'actions par compensation des créances; **article 3 :** inutilité de la formalité de communication d'un bordereau lorsque les souscriptions sont faites par des mandataires (p. 8030); **article 4 :** accélération de la procédure d'augmentation de capital; sociétés faisant publiquement appel à l'épargne; délai de versement de la fraction libérée de la valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission; **article 4** *bis :* possibilité pour les actionnaires de renoncer à titre individuel à leurs droits préférentiels (p. 8031); **article 5** *bis* **A :** clôture anticipée du délai de souscription (p. 8032); **article 5 B :** souhait de la commission pour que l'appellation actuelle de la commission des opérations soit maintenue (p. 8033); **article 5** *bis : article* 352 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *:* conditions d'évaluation des actions distribuées à titre de dividende; problème des rompus (p. 8035); *article* 353 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *:* inutilité de la disposition prévoyant expressément l'extension des dispositions des nouveaux articles 351 à 353 de la loi du 24 juillet 1966 aux sociétés anonymes coopératives; **article 11 :** nombre d'exercices à partir desquels le droit de vote est attribué (p. 8036); **article 12 :** régime des certificats d'investissement; limite de 25 p. 100 du capital social pour les certificats d'investissement; caractère inaliénable des certificats des droits de vote; impossibilité d'attribuer des certificats représentant moins d'un droit de vote (p. 8037); **article 13 :** place des prêts participatifs dans l'échelle des créances; **article 15 :** *article* 39-1 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 *:* minimum de la part des actions ou des parts de sociétés non cotées dans les actifs des fonds communs de placement; possibilité de procéder à des cessions de parts; rectifie l'amendement n° 22 de la commission (p. 8038); *article* 39-3 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 *:* modalités de fixation des conditions et délais auxquels seront soumis le rachat et la cession des parts de fonds commun de placement à risques (p. 8039); **article 16 A :** vote des actionnaires par procuration; **article 16** *bis :* ordre du jour des assemblées (p. 8040), **article 18** *bis :* dématérialisation des valeurs mobilières; conséquences de cette modernisation sur l'emploi; **article 18** *quater :* suppression des dispositions recréant la S.I.C.O.V.A.M.; **article 18** *sexies :* problème de l'applicabilité de l'article 378 du code pénal aux banquiers (p. 8041); violation du secret professionnel; possibilité de se prononcer pour l'application aux banquiers de l'article 378 du code pénal; se prononce pour la suppression de 'larticle 18 *sexies* (p. 8042); **article 18** *undecies :* rectifie l'amendement n° 32 de la commission; **article 20 :** obligation d'établir une note d'information soumise au visa préalable de la commission des opérations de bourse étendue à l'ensemble des émetteurs, y compris les collectivités locales; **article 22 :** démarchage financier; modification du texte visant à y inclure les prête-noms et les cas où les offres de placement sont faites de manière indirecte; **article 23** *bis :* maintien de la dénomination actuelle de la commission des opérations de bourse (p. 8043); **article 25 :** intervention du commissaire aux comptes; modalités de la rémunération des commissaires aux comptes fixées par décret; **article 28 :** évolution des catégories de valeurs mobilières; actions et obligations (p. 8044).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : rapporteur général suppléant : montant du déficit budgétaire; respect de l'objectif gouvernemental de limitation de ce déficit; écart entre les prévisions initiales et les choix définitifs du budget; indemnisation du chômage; majoration des apports au fonds de dotation en capital des entreprises publiques [7 décembre 1982] (p. 8045); besoins de financement des entreprises nationalisées; annulations de crédits relatifs à la défense nationale; nécessité de faciliter l'information du Parlement; prévisions alarmistes de certains députés; absence de débudgétisation; fonds spécial

de grands travaux ; volonté surprenante d'assimiler les finances de l'Etat à celles des entreprises publiques (p. 8046).

Discussion des articles : **article 9** : conformité de cet article aux vœux du Président de la République ; aspect technique de cet article ; discontinuité de l'effort d'investissement des entreprises (p. 8081) ; **article 10** : propositions du Gouvernement de mettre en place un système d'indexation annuel des valeurs locatives sur l'indice du coût de la construction et la variation des prix du blé ; coefficient spécifique de majoration des valeurs locatives des immeubles industriels ; propositions de la commission de substituer à l'indexation proposée par le Gouvernement la fixation des coefficients d'actualisation applicables en 1984 pour les propriétés bâties et non bâties ; problème des immeubles industriels ; rapport sur les conditions d'une amélioration de l'assiette des taxes foncières ; possibilité de régler ce problème après le dépôt de ce rapport (p. 8083) ; **article 12** : inopportunité de la prorogation des dispositions d'amnistie fiscale ; mesures bénéficiant pour l'essentiel à de gros fraudeurs (p. 8084) ; à titre personnel, suggère de substituer à la date du 1er mai 1983 celle du 1er février 1983 dans cet article (p. 8085) ; **article 16** : son amendement n° 45 (évolution du tarif le plus faible prévu par cet article) adopté (p. 8086) ; **article 19** : institution de l'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie par l'assemblée territoriale de ce territoire ; absence de dépossession des institutions territoriales de leurs compétences par le gouvernement (p. 8090) ; **article 22** : objectif d'harmonisation progressive des péages ; péréquation ; absence de solution définitive aux problèmes des péages (p. 8092).

GOUZE (Hubert)

Député de Tarn-et-Garonne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : création de l'office des fruits ; connaisance des prévisions de production ; transparence du marché par une meilleure maîtrise des différents circuits de distribution ; engagements des producteurs [29 juin 1982] (p. 4026) ; cohabitation de diverses formes de commercialisation ; vente directe aux négociants ; distorsion entre les prix affichés et les prix payés ; maîtrise des importations ; conséquences de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne ; difficultés du secteur de la transformation fruitière ; rôle et fonctionnement des marchés d'intérêt national ; rôle et financement des centres d'expérimentation-fruits et légumes (p. 4027).

Discussion des articles : **article 11** : conditions de mise en marché ; nécessité de sauvegarder les petits marchés ruraux [1er juillet 1982] (p. 4153).

GOUZES (Gérard)

Député de Lot-et-Garonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commisison spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J.O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J.O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 30 avril 1982] (p. 1244).

Rapporteur de sa proposition de loi visant à supprimer la procédure administrative de suspension du permis de conduire (n° 882) [24 juin 1982] (p. 3859).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol tendant à faire bénéficier les fonctionnaires ayant servi en Tunisie, au Maroc et en Algérie des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événement de guerre (n° 943) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur du projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le code de la route en supprimant la procédure administrative de suspension du permis de conduire (n° 1055) [21 octobre 1982] (p. 6149).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J.O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

DEPOTS

Proposition de loi visant à supprimer la procédure administrative de **suspension du permis de conduire (n° 882)** [19 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1124) relatif au **règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1145)** [12 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° (n° 882) visant à supprimer la **procédure administrative de suspension du permis de conduire** ; 2° (n° 1055) tendant à modifier le code de la route en supprimant la procédure administrative de suspension du permis de conduire **(n° 1224)** [17 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1233), modifié par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au **règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale (n° 1237)** [23 novembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Turquie** : situation et droits de l'homme en Turquie depuis le coup d'état militaire du 12 septembre 1980 ; rôle de la France [19 mai 1982] (p. 2430).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : rapport de force défavorable au partenaire le plus faible ; objectif d'assurer la stabilité du locataire de bonne foi ; souplesse nécessaire du marché locatif ; relance de la construction et de l'investissement privé ; bail à deux vitesses ; intérêts des petits propriétaires ; droit de préemption pour le locataire [12 janvier 1982] (p. 29).

Discussion des articles : **article 5 :** impossibilité de laisser la durée du bail à la discrétion du bailleur [13 janvier 1982] (p. 68) ; responsabilité des locataires (p. 69) ; **article 7 :** sa préférence pour un délai de cohabitation de six mois permettant le transfert du bail au décès du locataire (p. 91) ; **article 8 :** délais accordés au locataire par les tribunaux pour quitter les lieux en cas d'exercice du droit de reprise par le bailleur (p. 94).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils du prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : généralisation et extension de la compétence des conseils de prud'hommes par la loi du 18 janvier 1979 ; renouvellement intégral des conseils tous les cinq ans ; assouplissement de la composition des sections ; règles de procédure ; droit de propriété et droit au travail ; engorgement des conseils ; nécessité de limiter le nombre des renvois possibles et la durée des délibérés ; pouvoirs de l'instance de référé ; saisine automatique du tribunal administratif par le conseil de prud'hommes ; saisine du juge départiteur ; problème de l'échevinage ; tentative de conciliation ; autorisations d'absence ; protection des candidats salariés ; horaires d'audience [27 janvier 1982] (p. 576).

Discussion des articles : **article 1er :** compétence des conseils de prud'hommes en dernier ressort (p. 582) ; **article 3 :** conseil supérieur de la prud'homie (p. 588) ; **article 4 :** son amendement n° 77 (suppression de la possibilité de réduction à deux conseillers employeurs et à deux conseillers employés d'une section d'un conseil de prud'hommes) : adopté (p. 589) ; **article 11 :** conclusions de la commission nationale de l'informatique et des libertés sur l'article 11 ; jurisprudence de la cour de cassation (p. 594) ; sanctions au cas où les salariés ne s'inscrivaient pas individuellement (p. 597) ; protection des libertés (p. 603).

— **Son rappel au règlement :** obligation pour le personnel de l'Assemblée nationale de porter un « badge » [3 février 1982] (p. 708).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale : sinistrés du mois de décembre 1981 ; situation du Lot-et-Garonne ; complexité du système de contrôle des déclarations de sinistres ; disparités engendrées par le système actuel ; zones inondables [3 février 1982] (p. 709) ; glissements de terrain dans le Calvados ; extension de la surprime à tous les contrats d'assurances et application du principe de la solidarité nationale ; garantie de l'Etat ; caractère d'ordre public de la clause de garantie ; harmonisation des avantages apportés par la loi avec ceux de la loi d'indemnisation des calamités agricoles de 1964 (p. 710).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 9 (attribution des indemnisations aux victimes dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'acte constatant la catastrophe naturelle) : réservé (p. 720) ; modifié et adopté (p. 724).

Explications de vote : sérénité des débats ; examen d'une proposition de loi ; indemnisation des agriculteurs à la suite d'un sinistre ; engagement du gouvernement de réexaminer la loi de 1964 portant indemnisation des calamités agricoles (p. 726).

Deuxième lecture, discussion générale : mécanismes de la prime unique ; refus d'imposer un malus aux victimes de catastrophes naturelles [2 juin 1982] (p. 2879).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 11 (plan d'exposition aux risques spécifiques) : adopté après rectification (p. 2883) ; **article 7 :** problème des dommages causés aux récoltes non engrangées (p. 2884).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; consécration du principe de la solidarité ; principe de la prime unique (p. 2886).

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : importance et portée du texte examiné ; absence de mesures prises par l'ancien Gouvernement ; rôle des petits et moyens commerçants et artisans dans le changement de majorité ; suppression de la taxe professionnelle ; réforme des régimes matrimoniaux [8 avril 1982] (p. 1013) ; acceptation nécessaire par le Gouvernement du principe de la déduction du salaire du conjoint du bénéfice industriel et commercial ; attitude de l'opposition ; réflexion à mener par le Gouvernement sur la situation des conjoints d'agriculteurs et des membres des professions libérales (p. 1014).

Discussion des articles : **article 8 :** utilité de la publication de la déclaration mettant fin au mandat dans un journal d'annonces légales ; coût de cette insertion inférieur à 200 francs [14 avril 1982] (p. 1100) ; **article 9 :** caractère dangereux du sous-amendement n° 110 de M. Gilbert Mathieu à l'amendement n° 23 de la commission (p. 1101) ; **article 10 :** son amendement n° 80 (précisant que le conjoint salarié est réputé exercer son activité en qualité de subordonné de son époux) ; nécessité pour les Assedic de prendre en compte le statut de salarié du conjoint artisan ou commerçant : adopté (p. 1103) ; **article 12 :** remise en cause des régimes matrimoniaux par les amendements n° 71 de M. André Rossinot et n° 72 de M. Henri-Bayard ; **article 13 :** caractère intransmissible des parts en industrie (p. 1105) ; **article 16 :** pouvoir de décision laissé au mari par les amendements présentés par l'opposition ; volonté de l'opposition de ne pas donner un véritable statut au conjoint (p. 1108).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 8 :** nécessité d'éviter le caprice d'un époux demandant la révocation du mandat [15 juin 1982] (p. 3439).

— **Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).**

Discussion : rapport Bloch-Lainé ; prise de conscience de la crise mondiale ; nationalisations ; stabilisation de l'inflation et du chômage ; importance des mesures sociales ; dévaluation du franc [23 juin 1982] (p. 3809) ; blocage des prix et des revenus (p. 3810).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : création d'offices par produit et politique agricole commune ; principes fondamentaux de la politique agricole commune [29 juin 1982] (p. 4011) ; baisse continuelle du revenu des agriculteurs français depuis huit ans ; renégociation de la politique agricole commune ; restauration de l'unité du Marché commun ; rétablissement de la préférence communautaire ; amélioration des règlements de marché pour les produits méditerranéens ; modulation des prix ; garantie du revenu des exploitants agricoles ; particularismes nationaux dans l'organisation des marchés agricoles ; nécessité d'une application différenciée du droit communautaire ; principe de la libre circulation des produits ; jurisprudence de la cour de justice européenne ; conditions de substitution de l'organisation commune à l'organisation nationale de marchés ; contrôle des pouvoirs publics sur l'organisation du marché et adhésion des producteurs concernés ; mission confiée aux offices dans le cadre communautaire (p. 4012).

Discussion des articles : **article 1er :** rappel des principes fondamentaux de la politique agricole commune ; notion juridique d'office ; missions à caractère administratif des offices et exercice d'un monopole [30 juin 1982] (p. 4054) ; comités interprofessionnels d'intervention ; rappel de la jurisprudence de la cour de justice européenne sur la définition de l'organisation nationale des marchés en agriculture (p. 4057) ; problème des montants compensatoires monétaires (p. 4061) ; harmonisation de l'action des interprofessions et de celle des offices (p. 4085) ; **article 2 :**

garantie des prix et concurrence au sein du Marché commun (p. 4099) ; **article 3** ; problème de la représentabilité au sein de la direction des offices [1er juillet 1982] (p. 4124) ; nécessité de responsabiliser l'ensemble des personnes concernées par les problèmes agricoles (p. 4125) ; représentativité des organisations syndicales (p. 4126) ; se déclare partisan de la présence au conseil de direction des offices des représentants d'organisations syndicales à vocation générale ou spéclalisée (p. 4127).

Deuxième lecture, discussion générale : organisation des marchés agricoles ; rôle des offices ; exemple du marché de la tomate [29 septembre 1982] (p. 5199).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : déclaration de la croissance des demandeurs d'emploi depuis juin 1981 ; problèmes de l'Unedic ; attitude de l'opposition ; échec des négociations entre partenaires sociaux [11 octobre 1982] (p. 5608) ; caractère des mesures proposées par le patronat ; charges des entreprises (p. 5609) ; inutilité de l'intervention de M. René Haby (p. 5616) ;

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussions générale : rapporteur : digninté du débat ; conséquences civiles de l'amnistie ; réintégration des personnels concernés dans leurs grades et leurs décorations depuis 1974 ; absence de mesures de réhabilitation dans le présent projet de loi ; différentes étapes de l'amnistie depuis 1962 ; mise à la retraite des officiers généraux en 1974 ; volonté d'effacer toutes les séquelles des événements d'Afrique du Nord ; réintégration des officiers généraux dans la deuxième réserve ; volonté du Président de la République [21 octobre 1982] (p. 6085, 6086) ; absence de mesures destinées à reconstituer les carrières dans le présent projet de loi ; octroi d'une indemnité forfaitaire aux ayant droits des personnes victimes de leur engagement personnel ; réparation de la situation des musulmans ayant hésité entre la nationalité algérienne et la nationalité française ; situation des familles des morts du métro Charonne ; cas des familles Gavoury, Popie et Audin (p. 6087) ; refus de tirer du présent projet de loi un avantage électoraliste ; réconciliation des israéliens et des palestiniens (p. 6088).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : redondance contenue dans l'amendement n° 27 de M. Emmanuel Aubert (p. 6135) ; revanche suscitée par M. Michel Debré (p. 6136) ; **article 1er** : exclusion des officiers généraux des dispositions du présent article (p. 6137) ; **article 2** : pension des veuves et des enfants des condamnés à mort exécutés ; cas d'Yveton et de Bastien-Thiry ; son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 6139) ; **article 9** : son amendement n° 2 (composition des commissions administratives de reclassement) : adopté (p. 6142) ; **article 12** : fixation du montant de l'indemnité ; **après l'article 12** : amnistie des anciens résistants (p. 6143) ; principe juridique selon lequel ne peuvent être rappelées les condamnations amnistiées (p. 6144).

GREZARD (Léo)

Député de l'Yonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion générale : création d'une filière « santé publique » [27 septembre 1982] (p. 5127) ; rapport Gallois ; préparation au troisième cycle par une adaptation du deuxième cycle ; disparition du certificat de maîtrise en biologie humaine ; déroulement des stages en hôpitaux (p. 5128).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale : II. — Santé. — *Discussion générale* : développement de l'équipement hospitalier français depuis la seconde guerre mondiale [15 novembre 1982] (p. 7179) ; surestimation des investissements immobiliers nécessaires pendant la période d'expansion économique accélérée ; insuffisance des personnels (p. 7180).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant diverses dispositions du titre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire (n° 143).

Première lecture, discussion générale : application difficile de la loi du 29 mai 1975 aux aliments médicamenteux ; proposition de loi tendant à donner aux vétérinaires praticiens un surcroît de responsabilité ; circuit économique et circuit biologique des médicaments vétérinaires [24 novembre 1982] (p. 7610) ; problème de la conformité de la réglementation aux directives en cours d'élaboration au niveau communautaire ; conséquences pratiques des nouvelles dispositions envisagées ; possibilité de fabriquer des aliments médicamenteux sur les lieux de l'utilisation par le vétérinaire ; possibilité de parvenir à une meilleure application de la prophylaxie (p. 7611).

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
(7e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement de la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

DÉPOTS

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 afin d'étendre les **droits aux prestations de l'assurance maladie pendant la durée totale de versement de l'allocation veuvage (n° 802)** [21 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Ouverture de comptes bancaires par les travailleurs frontaliers dans les pays d'accueil : positions divergentes des directions du Trésor et des douanes sur la possibilité offerte aux travailleurs frontaliers d'ouvrir un compte bancaire dans le pays où ils travaillent [26 mai 1982] (p. 2593).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : affaiblissement de l'investissement immobilier [12 janvier 1982] (p. 41) ; limitation des dépenses pour les grosses réparations ; exercice du droit de vente ; lutte de classes entre locataires et propriétaires (p. 42).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : contentieux existant entre la France et la République fédérale d'Allemagne ; non-ratification par la République fédérale d'Allemagne de la convention franco-allemande du 31 juillet 1962 ; restitution d'une église située rue Blanche à Paris et de 597 hectares situés en France appartenant à des propriétaires allemands ; indemnisation de victimes françaises du nazisme et des incorporés de force [6 juillet 1982] (p. 4255).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son sous-amendement à l'amendement n° 48 de M. Michel Noir (éligibilité des déposants âgés de dix-huit ans de nationalité

française et jouissant de leurs droits civiques) : rejeté [21 juillet 1982] (p. 4585) ; **article 18 :** caractère bénéfique de l'action des caisses d'épargne en Alsace et en Moselle depuis cent ans (p. 4596).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** contenu de la loi du 16 juillet 1971 sur la fusion et le regroupement des communes [27 juillet 1982] (p. 4875, 4876) ; **article 3 :** mode de scrutin des petites communes (p. 4879) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 1 (précisant que l'élection des membres du conseil municipal a lieu au scrutin de liste pour toutes les communes) (p. 4898) : adopté (p. 4899) ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 7 (non-application du sectionnement électoral aux communes associées créées en application des dispositions de la loi du 16 juillet 1971) [28 juillet 1982] (p. 4970) : rejeté (p. 4971).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 9 (taxation des bons anonymes) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6413) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 10 (déductibilité des ravalements pour les contribuables dont les maisons sont dotées d'une façade à colombages) : rejeté (p. 6434) ; **article 15 :** son amendement n° 11 devenu sans objet (p. 6480) ; **après l'article 16 :** son amendement n° 12 (dispositions relatives aux récoltants de fruits producteurs d'eau de vie naturelle) [29 octobre 1982] (p. 6492) : rejeté (p. 6494).

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique
(7e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions de l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Discussion des articles : **article 2 :** problème du conseil de la culture [19 janvier 1982] (p. 201) ; **article 3 :** appellation de « conseillers régionaux » (p. 203) ; **article 32 :** intervention du Gouvernement en matière de cumul des mandats ; raisons particulières aux départements et à la région Corse justifiant des mesures spécifiques ; subventions de la région à d'autres collectivités, départements ou communes ; répartition des investissements régionaux entre les départements (p. 243) ; incompatibilité des fonctions de membre du bureau d'un conseil général et de membre du bureau d'un conseil régional ; incompatibilité entre les fonctions de président du conseil général et de président du conseil régional ; complication des rapports entre les deux assemblées (p. 244) ; **article 38 :** rôle des conseils consultatifs ; avis du conseil régional de Corse sur le décret fixant la composition des conseils consultatifs [20 janvier 1982] (p. 261).

Explications de vote : priorité donnée à l'énoncé de droits formels sur la définition des objectifs et des moyens (p. 285); absence de justifications législatives du projet ; organisation de l'élection de l'assemblée régionale au suffrage universel et détermination du mode de scrutin ; code électoral Corse ; institution du conseil du développement culturel ; problème des dénominations : exemple de l'assemblée de Corse ; droit de proposition en matière législative ; amorce d'un statut évolutif ; absence des dispositions inapplicables au continent ; création d'une nouvelle collectivité et attribution d'une organisation administrative spécifique apparaissant comme « opération de bâtardise constitutionnelle » (p. 286).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 29 :** incohérence avec laquelle sont traités les problèmes de décentralisation ; caractère centralisé de la nomination des membres des comités régionaux ; absence d'élus dans ces comités [4 mai 1982] (p. 1652) ; volonté du Gouvernement de ne pas tenir compte des collectivités locales (p. 1653) ; son sous-amendement n° 685 à l'amendement n° 185 de la commission (composition des comités régionaux) (p. 1654) ; représentation des collectivités locales au sein des comités régionaux : retiré (p. 1656) ; financement des comités régionaux par les collectivités territoriales (p. 1657).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** association du Parlement à l'élaboration du plan [14 juin 1982] (p. 3365) ; **article 2 :** son amendement n° 114 (suppression de la disposition prévoyant que la première loi de plan peut mentionner la conclusion d'accords ou de programmes de coopération) ; nécessité de ne pas limiter la liberté diplomatique du pouvoir exécutif par un texte législatif [15 juin 1982] (p. 3376) : rejeté ; son amendement n° 115 (suppression de la mention des Etats avec lesquels il conviendrait de négocier des accords) : rejeté ; son amendement n° 116 (mention de la coopération internationale) : rejeté (p. 3377) ; **article 3 :** son amendement n° 117 (contenu de la seconde loi de plan) ; organisation des moyens privés d'exécution du plan (p. 3379) : devenu sans objet (p. 3380) ; contrats de plan entre l'Etat et les régions ; son amendement n° 118 (rédactionnel) (p. 3382) : devient le sous-amendement n° 118 à l'amendement n° 9 de la commission : adopté (p. 3383) ; **article 5 :** son amendement n° 119 (représentation de chaque région à la commission nationale de planification) (p. 3388) : adopté (p. 3389) ; **article 6 :** délai de saisine de la commission nationale de la planification (p. 3392) ; son amendement n° 120 (annexe des avis des régions au document d'orientation) : rejeté (p. 3393) ; son amendement n° 121 (suppression de la disposition prévoyant la saisine de la commission nationale de planification, par chaque région, d'un document sur ses priorités de développement) ; activités productives des régions et programmes d'équipements publics (p. 3399) : rejeté ; son amendement n° 131 (activités économiques des régions) : rejeté (p. 3400) ; **article 10 :** contrats de plan entre l'Etat et les grandes entreprises ; système des contrats avec les régions (p. 3411) ; son amendement n° 122 (suppression de l'information des institutions représentatives du personnel sur les contrats de plan signés par l'entreprise) : non soutenu (p. 3413) ; son amendement n° 123 (caractère public des contrats de plan) : non soutenu (p. 3414) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 178 à l'amendement n° 37 de la commission (mention des objectifs d'aménagement du territoire dans le plan de la région) ; son sous-amendement n° 179 (mention des objectifs du plan de la région dans le domaine monétaire, culturel et scientifique) (p. 3422) : rejeté (p. 3423) ; ses amendements n° 124 et n° 125 devenus sans objet ; **article 14 :** son amendement n° 126 (élaboration des plans régionaux conformément à la loi de décentralisation) : rejeté (p. 3423) ; son amendement n° 127 (consultation du comité économique et social sur l'élaboration du plan de la région) : devenu sans objet (p. 3424) ; son amendement n° 128 (approbation du plan régional par les conseils régionaux dans les six mois suivant la date de promulgation de la seconde loi de plan) : rejeté (p. 3426) ; **article 16 :** son amendement n° 129 (rapport au Gouvernement et à chaque région concernée sur la cohérence du plan régional et du plan national) : non soutenu (p. 3429).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : critique la démarche suivie par le Gouvernement en matière de décentralisation ; refus du Gouvernement de mettre en place une véritable décentralisation ; politique de l'I.V.D. (interruption volontaire de décentralisation) ; maintien du pouvoir

de l'Etat en matière de logement ; exclusion de la décentralisation de toutes les actions de formation professionnelle pour adultes ; problème de la planification régionale ; municipalisation du permis de construire ; instauration d'une confusion dans l'organisation de la pyramide des documents d'urbanisme [29 novembre 1982] (p. 7749) ; rôle de la dotation globale d'équipement ; timidité du présent projet de loi (p. 7750).

Discussion des articles : **article 1er :** participation des citoyens à la vie locale [30 novembre 1982] (p. 7758) ; **article 2** *bis :* refus de supprimer cet article (p. 7760) ; **avant l'article 3 :** contradiction entre la mise en place d'un calendrier pour les transferts de compétences dans les domaines de l'éducation et de la culture alors que ceux-ci ne sont pas évoqués dans le présent projet de loi (p. 7761) ; **article 8** *ter :* suppression ou atténuation de la responsabilité d'une collectivité locale (p. 7778) ; **article 9 :** cas du transfert des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice d'une compétence transférée (p. 7779) ; **article 10 :** problème du transfert de propriété (p. 7781) ; **après l'article 12 :** transfert pur et simple de propriété contenu dans les dispositions de cet article ; **article 13 :** obligation des collectivités locales en matière de statistiques (p. 7783) ; **avant l'article 15 A :** contradiction entre l'amendement n° 351 de la commission de la production et des échanges et la loi de planification (p. 7785) ; élargissement du champ de la consultation régionale en matière de planification (p. 7786) ; rôle du comité régional du tourisme et des loisirs (p. 7787) ; élaboration et approbation des chartes intercommunales (p. 7788, 7789) ; problème du transfert des missions interministérielles d'aménagement touristique aux régions (p. 7791) ; **article 16 :** suppression de cet article par le Sénat (p. 7801) ; **article 18 :** compensation par l'Etat des dépenses entraînées par l'élaboration des P.O.S. (p. 7809) ; problème de la mise à disposition gratuite des services extérieurs de l'Etat (p. 7810) ; **article 19 :** rôle des schémas directeurs (p. 7811) ; **article 20 :** procédure de fixation des périmètres des schémas directeurs (p. 7812) ; rédaction de cet article (p. 7813) ; participation de l'Etat à l'élaboration du schéma directeur (p. 7814) ; **article 24** *ter :* inefficacité d'une disposition obligeant les communes à se doter d'un P.O.S. (p. 7822) ; **article 25 :** modalités d'association de l'Etat à l'élaboration du P.O.S. (p. 7823, 7824) ; **article 27 :** opposabilité du P.O.S. dans les communes non couvertes par un schéma directeur (p. 7826) ; **article 29** *bis :* utilisation de la procédure des zones d'environnement protégé [1er décembre 1982] (p. 7841) ; **article 29** *ter :* problème des cartes communales (p. 7842) ; **article 29** *quater :* amélioration du cadre de vie (p. 7843) ; **article 30 :** rôle des shémas de mise en valeur de la mer (p. 7845) ; **article 31 A :** impossibilité pour un maire de refuser un permis de construire ; **article 31 :** délivrance du permis de construire par le maire (p. 7846) ; **article 32** *ter :* possibilité donnée au maire de faire appel au personnel des services extérieurs de l'Etat (p. 7849) ; **avant l'article 41 :** détermination des priorités en matière d'habitat ; problème de la planification régionale (p. 7879) ; **article 41 :** refuse de prendre la parole sur cet article (p. 7880) ; refus d'imposer aux régions des interventions concernant uniquement l'habitat social (p. 7881) ; **article 42 :** aide apportée au logement social par le département (p. 7883) ; **article 74 :** son amendement n° 281 (caractère non obligatoire de la consultation du comité régional et des comités départementaux par les conseils généraux) : adopté (p. 7897) ; **article 114 A :** exemple de la participation de l'Etat aux transports scolaires (p. 7909) ; **article 114 :** difficultés d'évaluation concernant certaines compétences transférées (p. 7910) ; **article 118 :** critères d'évolution de la dotation générale de décentralisation (p. 7913) ; **article 120 :** transfert du montant de la taxe sur les cartes grises aux régions (p. 7914) ; **article 122 :** problème des stations touristiques (p. 7918) ; **article 125 :** répartition de la dotation globale d'équipement départementale (p. 7923) ; **article 126 :** établissement d'une tutelle du département sur les communes (p. 7924) ; **article 132 A :** déplafonnement des ressources régionales (p. 7928).

Seconde délibération : **article 74 :** association du comité régional et des comités départementaux de la formation professionnelle à l'élaboration du programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle [2 décembre 1982] (p. 7947).

Explications de vote : principaux défauts du présent texte ; exemple des dispositions relatives à l'urbanisme, au logement, à la formation professionnelle et à la planification régionale (p. 7949) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 7949, 7950).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : délai d'exécution des délibérations ; revirement représenté par l'amendement n° 15 du Gouvernement par rapport au texte adopté par la C.M.P. [14 décembre 1982] (p. 8282) ; nécessité pour le Gouvernement de respecter le texte adopté par la C.M.P. (p. 8284).

GUIDONI (Pierre)

Député de l'Aude
(2e circonscription)
Socialiste

Vice-président de l'Assemblée nationale, puis secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 783) [2 avril 1982] (p. 787).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Relations extérieures : affaires européennes) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 733) autorisant la ratification du protocole au **traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 752)** [2 avril 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083)**, tome IV : **relations extérieures :** affaires européennes (n° 1167) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Proche-Orient :** initiative gouvernementale visant à l'arrêt des combats au Liban ; nécessité du retour à la paix [30 juin 1982] (p. 4076) ;

— **Soutien au régime démocratique de Bolivie :** mesures d'aides françaises au nouveau gouvernement de Bolivie [6 octobre 1982] (p. 5460).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

— **Rappelle,** lors de la discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs, que donner la parole à un député en réponse à la commission ou au Gouvernement est une faculté laissée à l'appréciation de la présidence [21 janvier 1982] (p. 356).

En qualité de député.

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin,** ses observations sur la référence faite à Tocqueville par M. Jean Foyer [28 janvier 1982] (p. 656) ; campagne se développant depuis plusieurs semaines ; image d'intolérance et de haine donnée des socialistes ; position de Lamartine en faveur de la nationalisation des chemins de fer (p. 658) ; application du programme voulu par la volonté générale ; rôle de la puissance publique dans l'industrie française ; élargissement du secteur public et politique sociale ; gaspillage financier de la sidérurgie dans le passé ; ses observations sur la distinction entre républicains et marxistes (p. 659).

— **Son rappel au règlement :** organisation des débats de l'Assemblée nationale ; établissement de l'ordre du jour ; surcharge du programme de l'Assemblée nationale [8 avril 1982] (p. 1019).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 733).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne signé le 10 décembre 1981 par les ministres des affaires étrangères des quinze pays parties au traité [8 avril 1982] (p. 1038) ; souhait officiel de l'Espagne d'ahérer au traité de l'Atlantique Nord ; intérêt de « l'arrimage » de l'Espagne au camp occidental et aux principes de l'Alliance Atlantique ; consécration du rôle stratégique du territoire espagnol au sein de l'Alliance Atlantique ; nouvel élargissement des blocs militaires existant tandis que le souci principal est de ces voir disparaître ; responsabilité de la France ; difficultés supplémentaires dans les rapports franco-espagnols suscitées par une éventuelle attitude négative de la France (p. 1039).

— **Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** caractère mouvant de certaines communautés de Français à l'étranger ; nécessité d'adapter les textes juridiques à cette situation [8 avril 1982] (p. 1023) ; **article 3 :** caractère réglementaire des dispositions continues dans cet article ; utilisation par les précédents Gouvernements des voix des Français de l'étranger (p. 1025) ; **après l'article 4 :** garanties données par le texte (p. 1027) ; **article 7 :** supériorité du mode de scrutin choisi ; absence de « pêche aux voix » de la part de M. François Mitterrand (p. 1031).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; nécessité du changement mené par le majorité et le Gouvernement ; caractère non démocratique de la représentation des Français de l'étranger jusqu'au vote de ce projet ; déroulement des débats de l'Assemblée nationale (p. 1033, 1034).

Commission mixte paritaire, discussion générale : principe de la représentation proportionnelle [17 mai 1982] (p. 2277).

Explications de vote : représentation démocratique des Français de l'étranger ; découpage des circonscriptions (p. 2280).

— **Projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 99).**

Première lecture, discussion générale : intervention de M. Emmanuel Hamel sans rapport avec le projet de loi discuté [8 avril 1982] (p. 1037).

— **Son rappel au règlement :** attentat de la rue Marbeuf ; émotion provoquée par ce tragique événement [22 avril 1982] (p. 1249) ; développement du terrorisme en France (p. 1250).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).**

Première lecture, discussion générale : clarté de la position de la France dans le conflit israélo-arabe ; recherche de la paix ; évacuation du Sinaï par Israël ; mission donnée à la F.M.O. de maintenir la paix dans le Sinaï après le retrait des troupes israéliennes ; association de l'O.L.P. au processus de paix ; attentat de la rue Marbeuf [22 avril 1982] (p. 1258).

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

Discussion : but ultime de la politique extérieure [6 juillet 1982] (p. 4237) ; dangers menaçant la paix ; dépassement de la logique de blocs ; rapports Est-Ouest ; emploi des termes d'« Occident » et de « monde libre » ; sécurité de la France et sécurité de l'Europe ; rôle de l'Alliance Atlantique ; désarmement ; rôle de la France dans le monde (p. 4238) ; affaire des Malouines ; situation au Proche-Orient (p. 4239).

— **Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).**

Première lecture, discussion générale : séquelles laissées par la guerre d'Algérie ; dépassement des querelles anciennes [21 octobre 1982] (p. 6133) ; oubli dont doit faire preuve la représentation nationale (p. 5134).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** tragédie représentée par la guerre d'Algérie (p. 6136) ; **article 1er :** nécessité d'exclure les officiers généraux des bénéfices du présent article (p. 6137) ; **article 2 :** vigilance implacable dont fait preuve M. Jean Foyer ; cas des veuves des personnes ayant été exécutées (p. 6139) ; **article 6 :** volonté d'écarter du bénéfice de la loi les officiers généraux ayant pris les armes contre la République (p. 6141).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : place de la France dans l'évolution de la C.E.E. ; nécessité de parvenir à des politiques communes dans tous les domaines [17 novembre 1982] (p. 7327-7328).

En tant que député : « déficit du débat politique français » ; déformation de la politique extérieure de la France par M. Bernard Stasi ; rôle de la France dans le monde ; actions en faveur de la paix au Moyen-Orient ; rôle de la France en Amérique centrale (p. 7333) ; rôle de la France dans la reprise de contact avec l'Afrique ; s'étonne de l'attitude du Gouvernement français à l'O.N.U. lors de la crise des Malouines ; refus d'accepter le fait accompli en Pologne et en Afghanistan ; rapports entre la France et les Etats-Unis ; politique culturelle de la France à l'étranger (p. 7334) ; précise que les propos tenus par M. Jean-François Hory n'engagent pas le groupe socialiste (p. 7346).

Examen des crédits : I. — Services diplomatiques et généraux, **état B, titre III :** réorganisation du ministère des relations extérieures et du ministère chargé de la coopération et du développement [18 novembre 1982] (p. 7364-7365).

GUYARD (Jacques)

Député de l'Essonne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [17 juin 1982] (p. 3574).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 947) relatif à la composition des **conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 986)** [29 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la composition des **conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 1164)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1159) modifié par le Sénat relatif à la composition des **conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 1172)** [26 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture relatif à la composition des **conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 1236)** [23 novembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : historique de la sécurité sociale ; abrogation de la réforme de 1967 ; alourdissement de la tutelle et mainmise du patronat

depuis vingt ans ; rôle de la mutualité et des associations familiales ; augmentation du minimum vieillesse et des allocations familiales ; absence de mesures concernant les U.R.S.S.A.F. dans le présent projet de loi [7 juillet 1982] (p. 4305) ; statut des administrateurs ; présentation, par M. Pierre Bérégovoy, de la politique qu'il entend mener à la tête de l'action sociale du Gouvernement ; nécessité d'examiner les régimes spéciaux ; lourdeur provoquée par la double tutelle sur les caisses primaires ; réforme du financement et maîtrise de l'accroissement des dépenses de protection sociale ; ouverture de la période des élections (p. 4306).

Discussion des articles : **article 1er :** composition des conseils d'administration [8 juillet 1982] (p. 4334) ; nature des cotisations de la sécurité sociale (p. 4335) ; résultats satisfaisants obtenus par la gestion paritaire ; son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 4336) ; représentation des professions de santé (p. 4337) ; son amendement n° 2 (élargissant le choix de personnalités qualifiées offert au Gouvernement) : rejeté (p. 4338) ; **article 2 :** impossibilité d'assurer l'élection directe de tous les membres du conseil d'administration ; son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 4341) : adopté ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 4342) ; son amendement n° 5 (insérant les mots « aux assurés » après les mots « salariés » dans le cinquième alinéa de cet article) : rejeté (p. 4343) ; **après l'article 2 :** refus d'instituer une commission consultative auprès de chaque caisse régionale d'assurance maladie ; **article 3 ;** existence d'une caisse régionale vieillesse dans la région d'Alsace-Moselle (p. 4364) ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 4365) ; son amendement n° 8 (insérant les mots « ou d'assurés » après le mot « salariés » dans le cinquième alinéa de cet article) : retiré (p. 4366) ; **après l'article 3 :** procédure conventionnelle fonctionnant pour la profession médicale (p. 4367) ; **article 4 :** son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) (p. 4368) : adopté ; son amendement n° 11 (insérant les mots « ou d'assurés » après le mot « salariés » dans le quatrième alinéa de cet article) : rejeté (p. 4369) ; place des retraités dans la caisse régionale (p. 4370) ; **article 6 :** son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; place des représentants des associations familiales ; son amendement n° 13 (désignation d'une seule personne qualifiée par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté (p. 4372) ; **article 7 :** son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté (p. 4374) ; **article 8 :** son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 19 (désignation d'une seule personne qualifiée par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté (p. 4376) ; **article 9 :** son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 22 (insérant les mots « ou d'assurés » dans le quatrième alinéa de cet article) : rejeté (p. 4378) ; **article 10 :** son amendement n° 23 (rédactionnel) (p. 4379) : adopté ; son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 25 (insérant les mots « ou d'assurés » dans le quatrième alinéa de cet article) : rejeté (p. 4380) ; **article 11 :** son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 29 (de précision) : adopté ; représentation des travailleurs indépendants (p. 4381) ; son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 28 (désignation d'une seule personne qualifiée par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté (p. 4382) ; **article 13 :** son amendement n° 30 (modifiant la composition de l'union des caisses nationales de sécurité sociale) (p. 4383) : adopté ; son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 32 (suppression de la dernière phrase du second alinéa de cet article) : adopté (p. 4384) ; **article 14 :** son amendement n° 33 (composition du conseil d'administration de l'A.C.O.S.S.) : adopté ; **après l'article 14 :** son amendement n° 34 (conseil d'administration des unions de regroupement des cotisations de sécurité sociale) (p. 4385) : adopté (p. 4386) ; **article 15 :** son amendement n° 35 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 36 (de précision) : adopté ; **article 17 :** électorat éventuel de certaines mères de famille allocataires ; **article 19 :** son amendement n° 37 (précisant que les employeurs communiquent les documents permettant d'établir les listes électorales) : adopté (p. 4387) ; son amendement n° 38 (organismes auxquels sont communiqués les documents permettant d'établir les listes électorales) : adopté ; son amendement n° 39 (protection du secret des informations communiquées) : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 40 (suppression des mots « capables de s'exprimer en français ») : adopté (p. 4388) ; **article 22 :** son amendement n° 41 (rédactionnel) : adopté ; monopole syndical au premier tour des élections ; **article 23 :** son amendement n° 42 (allongeant de vingt jours le délai accordé à la commission chargée de l'ensemble des opérations matérielles de la propagande électorale et de la préparation du scrutin) : adopté (p. 4389) ; **article 25 :** son amendement n° 43 (précisant que l'employeur est tenu d'autoriser les salariés à s'absenter afin de leur permettre de participer au scrutin) (p. 4389) : adopté ; **article 29 :** son amendement 44 (prise en charge de la rémunération des salariés obligés de s'absenter pour participer au vote) : adopté ; **après l'article 29 :** son amendement n° 45 (nouvel intitulé du titre III : le statut des administrations des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 4390) ; son amendement n° 47 (protection des administrateurs des caisses) (p. 4391) : adopté après modification ; **avant l'article 30 :** son amendement n° 49 (de conséquence) : adopté ; **article 31 :** son amendement n° 50 (précisant qu'un suppléant par organisation peut siéger en sus des administrateurs titulaires présents ou remplacés, : rejeté ; **après l'article 31 :** son amendement n° 51 (cas de la dissolution du conseil d'administration des organismes de sécurité sociale) (p. 4392) : adopté ; **après l'article 32 :** son amendement n° 128, à titre personnel (procédure suivie en cas de carence du conseil d'administration de l'une des caisses nationales) : adopté ; **article 33 :** son amendement n° 52 (de suppression) : adopté ; **après l'article 33 :** son amendement n° 53 (rédactionnel) : rejeté ; **après l'article 34 :** son amendement n° 54 (précisant que les dispositions de la présente loi seront insérées dans le code de la sécurité sociale par un décret en Conseil d'Etat qui pourra leur apporter des modifications de forme) : adopté (p. 4393) ; **article 7** (*précédemment réservé*) : son amendement n° 16 (insérant les mots « ou d'assurés » dans le sixième alinéa de cet article) : rejeté (p. 4394).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; rétablissement par le Sénat du paritarisme entre représentants des assurés et ceux des employeurs ; suppression du monopole syndical de présentation des candidatures ; modalités d'établissement des listes électorales [26 octobre 1982] (p. 6301).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (composition du conseil d'administration des caisses primaires d'assurance maladie) ; son amendement oral (substituant au chiffre « 24 » le chiffre « 25 ») : adopté ; amendement n° 1 : adopté après rectification ; ses amendements n°s 2 et 3 (même objet que l'amendement n° 1) : adoptés ; son amendement n° 4 (qualité des représentants de l'union départementale des allocations familiales) : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 6 (composition du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance maladie) (p. 6302) ; adopté ; son amendement n° 7 (même objet) : adopté ; son amendement n° 8 (désignation des personnes qualifiées par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 9 (représentation des retraités) : adopté ; son amendement n° 62 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 11 (composition du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance maladie de l'Ile-de-France et de celle de Strasbourg) : adopté ; son amendement n° 12 (représentation des employeurs) : adopté ; son amendement n° 13 (personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 14 (qualité des représentants des associations familiales) (p. 6303) : adopté ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 16 (composition du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) : adopté ; son amendement n° 17 (même objet) : adopté ; son amendement n° 18 (personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 63 (de conséquence) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 19 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 6304) ; **article 6 :** son amendement n° 20 (composition du conseil d'administration des caisses d'allocations familiales) : adopté ; son amendement n° 21 (suppression de la dernière phrase du cinquième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 22 (désignation d'une personne qualifiée par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 23 (composition du conseil d'administration de la caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime) : adopté (p. 6305) ; **article 7 :** son amendement n° 24 (composition des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer) : adopté ; son amendement n° 25 (désignation de personnes qualifiées par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 64 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 26 (représen-

tation des associations familiales) (p. 6305) ; adopté ; son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 28 (composition du conseil d'administration des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer) : adopté ; son amendement n° 29 (désignation d'une personne qualifiée par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 30 (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 31 (composition du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie) : adopté ; son amendement n° 32 (de conséquence) (p. 6306) : adopté ; son amendement n° 33 (désignation de deux personnes qualifiées par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 34 (rédactionnel) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 35 (composition du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse) : adopté ; son amendement n° 36 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 37 (désignation de personnes qualifiées par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; son amendement n° 38 (de conséquence) : adopté (p. 6307) ; **article 11 :** son amendement n° 39 (composition du conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales) : adopté ; son amendement n° 40 (suppression de la seconde phrase du cinquième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 41 (désignation d'une personne qualifiée par le ministre chargé de la sécurité sociale) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 42 (monopole syndical de présentation des candidatures) : adopté (p. 6308) ; **article 13 :** son amendement n° 43 (composition du conseil d'administration de l'union des caisses nationales de sécurité sociale) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 44 (composition du conseil d'administration de l'A.C.O.S.S.) : adopté ; **article 14** *bis* : son amendement n° 45 (composition du conseil d'administration des U.R.S.S.A.F.) : adopté ; son amendement n° 46 (conséquences du monopole syndical) : adopté ; son amendement n° 47 (notion d'organisation syndicale des travailleurs indépendants) : adopté (p. 6309) ; **article 16 :** son amendement n° 48 (durée du mandat des membres du conseil d'administration) : adopté ; **avant l'article 16** *bis* **:** son amendement n° 49 (suppression de l'intitulé du chapitre IV) : adopté ; **article 16** *bis* **:** son amendement n° 50 (de suppression) : adopté ; **article 16** *ter* **:** son amendement n° 51 (de suppression) : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 52 (modalités d'établissement de la liste électorale) : adopté (p. 6310) ; **article 19 :** son amendement n° 53 (modalités d'établissement des listes électorales) : adopté ; son amendement n° 54 (suppression du second alinéa de cet article) : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 55 (précisant la notion d'électeur) : adopté ; son amendement n° 56 (suppression des mots « capables de s'exprimer en français ») : adopté ; **article 22 :** son amendement n° 57 (monopole de représentation des organisations syndicales nationales représentatives) (p. 6311) : adopté ; **article 25 :** son amendement n° 58 (conditions de vote par correspondance) : adopté ; **article 29 :** son amendement n° 59 (rétablissant cet article) : adopté ; **article 29** *bis* **:** son amendement n° 60 (conditions dans lesquelles les administrateurs bénéficient de stages de formation) (p. 6312) : adopté ; **après l'article 33 :** son amendement n° 61 (définition des pouvoirs des directeurs des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 6313).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : non-adoption d'un texte commun par la commission mixte paritaire ; demande à l'Assemblée nationale d'adopter le texte précédent sans modification [24 novembre 1982] (p. 7613).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion générale : absence de démocratie dans les villes nouvelles ; loi Boscher ; respect de l'unité communale ; cohérence du développement de l'urbanisation ; suppression de la distinction entre quartiers nouveaux gérés par le syndicat communautaire et quartiers anciens gérés par la commune ; convention Etat-régions-collectivités locales ; caractère dangereux de la limite à cinq ans de certaines aides de l'Etat pour l'équipement ; nécessité du retour au droit commun [6 octobre 1982] (p. 5448) ; volonté de certains élus de voir maintenir en option le statut résultant de la loi Boscher ; nouveau statut de « communauté d'agglomération nouvelle » ; projet répondant aux vœux des habitants des villes nouvelles (p. 5449).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 129 (précisant que la modification des limites communales donne lieu à l'application des articles L. 112-19 à L. 112-20 du code des communes en ce qui concerne le renouvellement des conseils municipaux) : adopté (p. 5495) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 97 (restructuration des syndicats intercommunaux) (p. 5499) : retiré (p. 5500) ; **article 13 :** compétences des structures intercommunales (p. 5512) ; son amendement n° 98 (statut des personnels qui assuraient la gestion des équipements transférés aux communes, à la communauté ou au syndicat d'agglomération nouvelle) (p. 5519) : retiré (p. 5520) ; **article 24 :** dispositions financières spécifiques au bénéfice des agglomérations nouvelles (p. 5530) ; **article 29 :** son amendement n° 141 (répartition des sièges au sein du conseil d'administration) : adopté (p. 5532) ; **article 30 :** son amendement n° 100 (situation des personnels du syndicat communautaire d'aménagement) : adopté (p. 5533).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* augmentation de la part du logement dans le budget de l'Etat ; blocage des loyers ; augmentation des taux d'intérêt ; amélioration de l'allocation logement, de l'A.P.L. et des P.A.L.U.L.O.S. ; caractère positif de la loi Quilliot [4 novembre 1982] (p. 6681) ; campagne menée par la droite ayant fait hésiter les investisseurs privés ; baisse nécessaire des taux d'intérêt ; actions en faveur des villes nouvelles (p. 6682).

Education nationale. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement de donner une finalité plus professionnelle à l'enseignement ; développement de la filière électronique [5 novembre 1982] (p. 6755) ; recrutement des personnels de l'enseignement supérieur ; mise en place d'un enseignement supérieur de masse ; problèmes des vacataires et des assistants d'université non titulaires ; nécessité de déconcentrer certaines académies (p. 6756).

H

HABY (Charles)

Député du Haut-Rhin
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Temps libre : jeunesse et sports) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XXVII : **temps libre** : jeunesse et sports **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : stagnation du budget de la jeunesse et des sports [3 novembre 1982] (p. 6585) ; répartition des compétences entre le ministère du temps libre et celui de la jeunesse et des sports ; augmentation des crédits consacrés à l'office franco-allemand pour la jeunesse ; information des jeunes ; diminution des crédits consacrés au sport ; nécessaire création d'emplois de conseillers techniques sportifs ; crédits du fonds national pour le développement du sport ; création de six grands stades de football (p. 6586) ; cri d'alarme lancé par le comité national olympique français (p. 6587).

Recherche et industrie, énergie. — *Examen des crédits :* **après l'article 60 :** institution d'une redevance additionnelle à la redevance sur les installations nucléaires de base ; rôle des commissions de surveillance [8 novembre 1982] (p. 6819).

Affaires sociales et solidarité nationale : II - santé. — *Discussion générale* : insuffisance des créations d'emplois dans le domaine hospitalier ; inquiétude des conseils d'administration des hôpitaux ; insuffisance des actions menées en faveur de la prévention ; lutte contre l'alcoolisme ; stagnation des crédits destinés à la santé scolaire ; insuffisance des crédits destinés au Centre national de l'équipement hospitalier [15 novembre 1982] (p. 7179).

HABY (René)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(4e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— application d'une décision de justice : refus manifesté par la C.G.T. de payer des dommages et intérêts auxquels elle a été condamnée par un tribunal [24 novembre 1982] (p. 7635).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 31** : importance donnée dans cet article aux syndicats de salariés au détriment des autres syndicats [4 mai 1982] (p. 1672).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 22** : son amendement n° 127 (précisant que toutes les personnes ayant qualité d'électeurs au titre des articles précédents peuvent figurer sur les listes de candidats représentant les salariés) : rejeté [8 juillet 1982] (p. 4389).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Promesses non tenues ; caractère positif de l'héritage laissé par le précédent Gouvernement ; accroissement des impôts et des charges sociales [20 juillet 1982] (p. 4532) ; seconde phase de l'action du Gouvernement ; blocage des prix et hausse du S.M.I.C. (p. 4533).

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion générale : développement de la formation des médecins généralistes ; distinction entre le résidanat et l'internat [27 septembre 1982] (p. 5126) ; création de la filière « recherche » et de la filière « santé publique » ; rôle du médecin du travail et du médecin scolaire ; rigidité du présent projet de loi (p. 5127).

Discussion des articles : **article 2** : *article 48 de la loi du 12 novembre 1968* : caractère non démocratique du débat en cours (p. 5138).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : mission de l'U.N.E.D.I.C. ; intervention de l'Etat [11 octobre 1982] (p. 5615) ; respect de la politique contractuelle ; mise en place d'un simple expédient financier (p. 5616).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : priorité donnée au budget de l'éducation nationale par rapport au budget de l'Etat ; rappelle son action au ministère de l'éducation nationale ; insuffisance des crédits d'enseignement et d'action sociale ; non-compensation de l'abaissement de deux heures de l'horaire hebdomadaire des agents de service ; diminution des crédits d'heures complémentaires dans les universités [5 novembre 1982] (p. 6739) ; blocage des autorisations de programme ; mauvaises conditions de la rentrée scolaire ; dégradation de l'efficacité administrative ; politique de titularisation des auxiliaires ; conséquences de la grève des informaticiens de Montrouge ; valse des recteurs (p. 6740).

Examen des crédits : **après l'article 72** : titularisation des vacataires ; problème de l'enseignement privé (p. 6777).

Formation professionnelle. — *Discussion générale* : contenu du rapport Schwartz [13 novembre 1982] (p. 7151) ; lutte contre l'échec scolaire ; bonnes intentions manifestées par le Gouvernement ; organisation des stages ; problème des stages de formation théorique (p. 7152).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : problème de la place des femmes dans la société [6 décembre 1982] (p. 7982) ; refus d'accroître l'emploi féminin au détriment de l'emploi masculin ; diminution des aides à la famille ; nécessité d'augmenter les aides consenties aux mères au foyer (p. 7983).

HAESEBROECK (Gérard)

Député du Nord
(10e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

HAGE (Georges)

Député du Nord
(15e circonscription)
Communiste
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1982] (p. 776).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre du conseil pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [*J. O.* du 7 mai 1982] (p. 1306).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues tendant à ce qu'en matière de protection sociale chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations (n° 207) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Jarosz et plusieurs de ses collègues tendant à établir un statut des travailleurs frontaliers (n° 817) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (Télévision française 1 - commission consultative des fréquences) [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Titularisation des assistants de l'université :** situation des personnels non titulaires de l'enseignement supérieur (vacataires assistants et personnels exerçant en coopération) ; urgence des mesures annoncées par M. le ministre de l'éducation nationale [26 mai 1982] (p. 2590).

— **Mesures prises pour les handicapés dans la fonction publique :** circulaire ministérielle visant au respect d'une proportion de 5 p. 100 de personnes handicapées dans les recrutements de 1983 ; faible proportion des handicapés dans la fonction publique ; intégration des personnes handicapées dans leur milieu de travail [24 novembre 1982] (p. 7638).

— **Moyens de la justice dans le cadre du tribunal de Douai :** activité judiciaire dans l'arrondissement de Douai ; délais de fixation des audiences ; manque de personnel [8 décembre 1982] (p. 8115).

orales sans débat :

— **(n° 225)** posée le 15 juin 1982 : **entreprises (nationalisations)** (p. 3445) ; appelée le 18 juin 1982 : **Mise en place du secteur public :** loi de nationalisation ; retard des textes d'application de cette loi ; difficultés rencontrées dans les entreprises publiques (p. 3604, 3605).

— **(n° 247)** posée le 5 octobre 1982 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 5438) ; appelée le 8 octobre 1982 : **contrats de solidarité :** politique des contrats de solidarité ; rôle des entreprises nationalisées ; réduction de la durée du travail ; procédure de préretraite ne donnant pas systématiquement lieu à des embauches ; résultat de la politique de réduction du chômage menée par le Gouvernement (p. 5595).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Troisième lecture, discussion générale : particularités de la région de Corse et préoccupations de la population ; représentation proportionnelle [5 février 1982] (p. 761).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 696).**

Deuxième lecture, discussion générale : manœuvres et invectives du patronat et de la droite ; nationalisation comme pièce maîtresse du changement ; affirmation de la dignité des travailleurs ; remise en cause des droits acquis des salariés par le patronat avec l'application des ordonnances sur la cinquième semaine de congé et la semaine de 39 heures [4 février 1982] (p. 730) ; engagement du Premier ministre sur le financement du coût supplémentaire des nationalisations par les titulaires des grandes fortunes ; invention d'un nouveau type de développement (p. 731).

Troisième lecture, discussion générale : enjeu historique des nationalisations ; manœuvres et obstruction de l'opposition [5 février 1982] p. 766).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : volonté de l'opposition de porter de nouvelles atteintes au service public de la radio et de la télévision ; conséquences de la loi de 1974 ; rénovation du service public ; luttes menées par les personnels pour maintenir le service public et freiner sa dégradation ; projet de loi actuel ayant fait contre lui la quasi-unanimité des personnels ; nécessaire « reconquête du marché culturel » intérieur ; limitation des « séries américaines » [26 avril 1982] (p. 1322) ; menace pesant sur les orchestres ; principe de la participation des représentants du personnel ; volonté du groupe communiste d'améliorer le texte ; renforcement du service public ; charte internationale des journalistes (p. 1323).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 295 (proclamant le « droit à l'information, à la liberté, à l'expression et à la critique » comme « une des libertés fondamentales de tout être humain ») ; volonté de donner un préambule à ce texte ; rejeté [27 avril 1982] (p. 1360) ; **article 5 :** défense du service public par le groupe communiste ; démantèlement de la radio-télévision consécutif à la loi de 1974 [28 avril 1982] (p. 1405) ; confusion entre pluralisme et pluralité ; pressions des puissances d'argent sur l'information et sur la culture (p. 1406) ; **après l'article 6 :** signification de l'expression « personnes morales » (p. 1444) ; **article 9 :** problème de Radio-Quinquin ; autorisation des radios locales associatives en novembre 1981 ; source de profits considérables nés de l'essor de la communication sociale [29 avril 1982] (p. 1473) ; son amendement n° 297 (substituant aux mots « empruntant le domaine public ou traversant la voirie publique ou une propriété tierce » les mots « par voie hertzienne » dans le premier alinéa de cet article (p. 1475) ; nécessité de préserver l'existence des radios locales associatives (p. 1476) ; devenu sans objet (p. 1477) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 298 (supprimant le régime de la déclaration) (p. 1488) ; hostilité du groupe communiste au régime de la déclaration ; rejeté (p. 1489) ; **article 12 :** ancienne soumission du service public de la télévision au pouvoir exécutif ; création du Conseil national de l'audiovisuel et de la Haute Autorité ; volonté du groupe communiste de modifier la composition de celle-ci en s'inspirant du rapport Moinot (p. 1500) ; **après l'article 12 :** son amendement n° 299 (précisant que la Haute Autorité contrôle le respect des missions du service public mentionnées dans la présente loi) [30 avril 1982] (p. 1531) : adopté après rectification (p. 1532) ; **article 13 :** développement de l'esprit critique et de l'information pluraliste (p. 1538) ; modifications de l'information par certains journalistes (p. 1539) ; son sous-amendement n° 300 à l'amendement n° 164 de la commission (respect de l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 1542) : adopté (p. 1543) ; son sous-amendement n° 301 à l'amendement n° 164 de la commission (précisant que la Haute Autorité veille à ce que les implications économiques des accords et contrats passés ne portent pas atteinte à l'indépendance nationale et aux obligations du service public) (p. 1548) : adopté (p. 1549) ; **article 14 :** son amendement n° 302 (supprimant dans cet article les mots « et de radio-télévision par câbles ») [3 mai 1982] (p. 1564) : rejeté (p. 1565) ; **article 17 :** absence de mécontentement des Français vis-à-vis de la télévision ; insuffisance des changements à la télévision (p. 1579) ; refus de confier à la Haute Autorité un droit de regard sur la qualité des programmes ; son amendement n° 303 devenu sans objet ; son amendement n° 304 retiré (p. 1587) ; mission du service d'observation des programmes et du centre d'études et d'opinion (p. 1588) ; **article 20 :** fin de la subordination de la radio-télévision au pouvoir politique ; composition de la Haute Autorité ; volonté du groupe communiste de s'inspirer des travaux de la commission Moinot quant à cette composition (p. 1593) ; son amendement n° 305 (modifiant la composition de la Haute Autorité) (p. 1596) ; rejeté (p. 1597) ; **article 25 :** création du Conseil national de la communication audiovisuelle ; insuffisance des pouvoirs confiés à celui-ci (p. 1611) ; absence de rôle de la Haute Autorité et du Conseil national en matière de qualité des programmes (p. 1613) ; **article 26 :** critiques portant sur la composition du Conseil national ; dialogue entre les usagers et les professionnels de la radio-télévision (p. 1616) ; son amendement n° 306 (composition du Conseil national de la communication audiovisuelle) (p. 1617) ; rejeté (p. 1619) ; **article 28 :** démantèlement du service public de la radio-télévision par l'ancienne majorité [4 mai 1982] (p. 1645) ; **article 29 :** son amendement n° 307 (composition des comités régionaux) (p. 1654) ; représentation des personnels du service public décentralisé et des confédérations syndicales représentatives (p. 1654, 1655) ; rejeté ((p. 1656) ; **article 31 :** son sous-amendement n° 309 à l'amendement n° 193 de la commission (temps d'antenne accordé aux organisations syndicales représentatives) (p. 1670) ; retiré (p. 1671) ; **article 32 :** opposition du groupe communiste de l'intrusion du secteur privé prévue par la présente loi (p. 1678) ; **article 33 :** son amendement n° 310 modifiant la composition du conseil d'administration de l'établissement de diffusion) ; représentation des personnels (p. 1691) : rejeté (p. 1692) ; **article 35 :** méfaits de la politique des gouvernements précédents dans le domaine des orchestres et des chœurs ; lutte des personnels et des organisations syndicales des orchestres [5 mai 1982] (p. 1709) ; **article 36 :** son amendement n° 311 (précisant qu'une

société nationale est chargée de la conception, de la programmation et de la production d'émissions du service public national de télévision) (p. 1737) ; rejeté (p. 1739) ; rapport Moinot ; multiplication des chaînes conduisant à la médiocrité et non à la qualité ; **article 37** : son amendement n° 312 (composition des conseils d'administrations des sociétés nationales de programmes) (p. 1745) ; démocratisation de la composition de ces conseils ; devenu sans objet (p. 1746) ; **après l'article 37** : volonté de l'opposition de préserver le service public (p. 1755) ; **article 38** : son amendement n° 313 (de suppression) ; création de la société prévue par cet article aboutissant à l'instauration d'un dirigisme des programmes régionaux (p. 1758) ; rejeté (p. 1760) ; **article 40** : conception communiste d'un grand service public rénové et décentralisé de la radio-télévision (p. 1769) ; **article 42** : diminution des effectifs de la S.F.P. depuis 1974 (p. 1773) ; **article 43** : conception du groupe communiste de la représentation du personnel au sein des différents conseils d'administration (p. 1782) ; **article 44** : coût des émissions produites par la S.F.P. [6 mai 1982] (p. 1791) ; **article 46** : son amendement n° 314 (composition du conseil d'administration de l'I.N.C.A.) (p. 1801) : rejeté (p. 1802) ; **article 48** : volonté du groupe communiste de mettre en place une structure fédérative de l'audiovisuel au plan local (p. 1807) ; son amendement n° 316 (créant des sociétés à capital public de radiodiffusion et de télévision) (p. 1810) : rejeté (p. 1811) ; **après l'article 48** : son amendement n° 317 (structure fédérative destinée à assurer la programmation et la diffusion des émissions régionales) : devenu sans objet (p. 1813) ; **article 51** : son amendement n° 318 (capital des sociétés régionales de radio et de télévision) : devenu sans objet (p. 1832) ; **article 52** : son amendement n° 319 (composition du conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision) (p. 1833) : rejeté (p. 1834) ; **article 55** : son amendement n° 320 (mode de désignation des représentants du personnel) : rejeté (p. 1840) ; **article 56** : souhaite la création d'une société nationale de télévision unique assurant la commercialisation ; refus de financer des productions privées à l'aide de fonds publics [7 mai 1982] (p. 1863) ; commercialisation des productions audiovisuelles françaises à l'étranger (p. 1867) ; **article 59** : attention portée par le groupe communiste au problème de l'information ; financement du droit à la culture (p. 1877) ; proposition d'une société de télévision unique ; volonté de l'opposition de privatiser l'audivisuel (p. 1878) ; **article 61** : son amendement n° 322 (consultation du conseil national et des comités régionaux de la communication audiovisuelle sur la répartition des ressources) [10 mai 1982] (p. 1894) : rejeté (p. 1895) ; **article 63** : coût des productions du service public (p. 1903) ; **article 64** : satisfaction du groupe communiste concernant la globalisation des recettes provenant de la redevance de la publicité ; autonomie financière du service public ; missions de la régie française de publicité (p. 1905) ; **avant l'article 68** : son amendement n° 323 (précisant que les droits des personnels et des journalistes ne sauraient dépendre de leurs opinions) : retiré (p. 1920) ; son amendement n° 324 (missions des journalistes de la radiodiffusion et de la télévision) (p. 1921) : rejeté ; **article 68** : licenciements intervenus à la S.F.P. depuis 1974 (p. 1933) ; mobi après 1974 ; lutte des personnels pour la sauvegarde du service public et de l'emploi (p. 1922) ; son amendement n° 325 (précisant les garanties en faveur du personnel) (p. 1923) : rejeté (p. 1924) ; **après l'article 68** : licenciements intervenus à la S. F. P. depuis 1974 (p. 1933) ; mobilité des personnels à l'intérieur des sociétés nationales ; son amendement n° 326 (précisant que les journalistes de l'audiovisuel sont régis par la convention collective nationale des journalistes) : retiré (p. 1936) ; **article 69** : son sous-amendement n° 781 à l'amendement n° 256 de la commission (précisant que le droit de grève est reconnu à l'ensemble des personnels et des journalistes du service public de la radiodiffusion et de la télévision) (p. 1938) ; rejeté (p. 1941) ; **article 70** : son sous-amendement n° 765 à l'amendement n° 257 de la commission (période transitoire) (p. 1948) : rejeté ; stimulation du progrès économique et de l'emploi grâce aux nouvelles techniques (p. 1949) : rejeté ; ses amendements n°s 327 et 328 devenus sans objet (p. 1950) ; **article 71** : son amendement n° 329 (de suppression) (p. 1952) : rejeté (p. 1953) ; **après l'article 71** : abstention du groupe communiste sur cet article ; opposition du groupe communiste aux possibilités d'intervention ouvertes au secteur privé [12 mai 1982] (p. 2068) ; **article 72** : volonté d'inscrire dans la loi le principe de l'autorisation unique pour les associations en matière de radiodiffusion (p. 2070) ; son amendement n° 331 (précisant qu'une même personne offrant des services de radiodiffusion ne peut être titulaire de plus d'une autorisation) : rejeté (p. 2071) ; son amendement n° 332 (supprimant les mots « ou de télévision » dans le 2e alinéa de cet article) : rejeté (p. 2073) ; **article 73** : création de radios locales associatives ; problème du financement de celles-ci (p. 2078) ; financement secret par dessous de table par des sociétés privées (p. 2079) ; son amendement n° 333 (précisant qu'une société ne peut figurer parmi les membres créateurs d'une radio locale privée) : rejeté (p. 2082) ; son amendement n° 334 (interdisant la collecte de ressources publicitaires et la diffusion de messages publicitaires par les radios locales privées) : retiré (p. 2083) ; **article 74** : motivation du refus d'autorisation [14 mai 1982] (p. 2206) ; **article 75** : mise en péril par cet article de la création recherche cinématographique ; qualité des programmes (p. 2210) ; **article 76** : hostilité du groupe communiste à la publicité sur les chaînes de télévision ; son amendement n° 335 (de suppression) : rejeté (p. 2215) ; **après l'article 76** : légalisation de la situation des radios périphériques disposant d'un émetteur sur le territoire national (p. 2217) ; **article 78** : commission consultative des fréquences (p. 2223) ; **article 83** : extension aux journalistes des entreprises de communication audiovisuelle des dispositions du code du travail [15 mai 1982] (p. 2231) ; **article 86** : obligation solidaire des concubins en matière de redevance (p. 2235) ; **article 90** : composition de la première Haute Autorité (p. 2239) ; **après l'article 90** : son sous-amendement n° 784 à l'amendement n° 287 de la commission (insérant les mots « et dans les proportions » après les mots « et d'élection » dans cet amendement) (p. 2240) ; rejeté ; représentation des personnels au sein des conseils d'administration des différentes sociétés (p. 2241) ; **après l'article 92** : son sous-amendement n° 802 à l'amendement n° 291 de la commission (garantie des droits acquis des personnels par les nouvelles conventions collectives) (p. 2242) : rejeté (p. 2244) ; **avant l'article 79** : contenu des cahiers des charges ; coopération entre la télévision et le cinéma ; financement de productions cinématographiques au détriment de la création télévisée (p. 2255).

Explication de vote : adresse ses félicitations au personnel de l'Assemblée ; volonté de la droite de démanteler le service public ; rôle du service public ; parallélisme entre projet de loi et la philosophie de la loi de 1974 ; possibilité donnée aux intérêts privés de se saisir de la radio et de la télévision ; abstention du groupe communiste (p. 2270).

Troisième lecture, discussion générale : importance de la question de la communication audiovisuelle pour le présent et l'avenir de la nation [8 juillet 1982] (p. 4349) ; confirme l'abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi ; volonté de la droite de démanteler le service public ; défense des droits acquis des personnels ; projet laissant la porte ouverte à d'éventuelles offensives du secteur privé dans le marché de l'audiovisuel (p. 4350).

Son rappel au règlement : volonté de l'opposition de retarder le débat ; détournement de la procédure ; démantèlement du service public de l'audiovisuel par la loi de 1974 [29 avril 1982] (p. 1466).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : article 1er. — *Article L. 122-35 du code du travail :* son amendement n° 9 (suppression de la disposition relative aux restrictions aux droits et libertés des personnes dans le règlement intérieur) [14 mai 1982] (p. 2194) : retiré (p. 2195). **Article 3** : son amendement n° 19 (établissement d'une hiérarchie des critères servant à déterminer l'ordre des licenciements) : non soutenu [18 mai 1982] (p. 2341).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **Article 13** : son amendement n° 28 (substituant aux mots « 10 p. 100 » les mots « 20 p. 100 » dans le dernier alinéa du paragraphe II de cet article) : retiré [1er juin 1982] (p. 2808) ; **article 31** : possibilité pour tout travailleur de bénéficier d'aménagements de son horaire de travail afin de pratiquer le sport [8 juin 1982] (p. 3118) ; développement du sport dans l'entreprise (p. 3119).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4.** — *Article L. 132-8 du code du travail :* son amendement n° 5 (protection des salariés par une convention collective dans les cas de fusion, de cession, de scission ou de changement d'activité de l'entreprise) : retiré [10 juin 1982] (p. 3219).

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Première lecture, discussion générale : retard de la région du Nord - Pas-de-Calais dans le domaine de la santé ; médecine sportive ; développement du sport de haut niveau [27 septembre 1982] (p. 5125).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 49 (cas des étudiants en cours d'études de certificat d'études spéciales) (p. 5147) : rejeté (p. 5148).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** rôle des organismes de sécurité sociale sur le fonctionnement des hôpitaux [18 octobre 1982] (p. 5943) ; **article 10 :** abstention du groupe communiste sur cet article [19 octobre 1982] (p. 5953) ; **article 1er précédemment réservé :** suppression de cet article par le Gouvernement (p. 5959) ; **après l'article 27 :** dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de réforme du financement de la sécurité sociale (p. 6001).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. *Discussion générale :* développement du sport en France ; désengagement financier de l'Etat ; cri d'alarme lancé par le comité national olympique et sportif français ; mécontentement du groupe communiste [3 novembre 1982] (p. 6590) ; absence de création de postes ; faiblesse des crédits consacrés à la pratique sportive individuelle ; nécessité de définir une politique concernant le sport à l'entreprise, le sport féminin et le sport des handicapés (p. 6591).

Examen des crédits : **Etat B. — Titre IV :** son amendement n° 69 (réduction des crédits) ; nécessité d'accroître les crédits destinés aux ligues, comités et clubs, grandes manifestations internationales et préparation des jeux olympiques ; création de 100 postes de conseiller technique (p. 6630) ; retiré (p. 6631).

Culture. *Discussion générale :* réforme du cinéma ; rôle des pouvoirs publics ; définition de la place du secteur privé ; reconquête du marché intérieur ; lutte contre la colonisation culturelle [3 novembre 1982] (p. 6652).

Education nationale. *Discussion générale :* abrogation de la loi Sauvage ; difficultés de la rentrée universitaire ; refonte de la carte universitaire ; effort en faveur de l'aide directe aux étudiants ; délabrement des bibliothèques et des moyens d'information et de documentation ; titularisation des personnels [5 novembre 1982] (p. 6746) ; *questions :* nécessité d'instaurer une réelle gratuité scolaire ; lutte contre l'échec scolaire (p. 6770) ; réforme du système actuel des bourses (p. 6771).

Examen des crédits : **Etat B. — Titre III :** « rééquilibration » des corps de professeur adjoint et de professeur certifié ; création d'emplois de professeur agrégé d'éducation physique (p. 6775) ; **après l'article 72 :** titularisation des vacataires (p. 6777).

Affaires sociales et solidarité nationale : II — Santé *Discussion générale :* casse du secteur de la santé par la droite ; importance des créations de postes dans le secteur hospitalier ; réforme des études médicales ; développement de la prévention matérielle et infantile [15 novembre 1982] (p. 7181) ; développement des « centres 15 » ; situation du service de santé scolaire ; augmentation des crédits accordés à la prophylaxie des maladies mentales ; application de la nouvelle loi sur les C.H.S.C.T. ; dépistage du cancer ; problème des maladies professionnelles ; reconquête du marché intérieur en matière pharmaceutique ; nécessité de développer la médecine sportive (p. 7182).

Affaires sociales et solidarité nationale — Travail : *Discussion générale :* amélioration de la condition des handicapés ; intégration scolaire de ceux-ci ; travaux de la commission Lasry ; rôle des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) [18 novembre 1982] (p. 7402).

Communication et radiotélévision : *discussion générale :* technologies nouvelles ; nécessité de préserver notre identité culturelle ; capacité à produire et à créer français ; part de la production nationale dans le budget des sociétés de programme ; nécessité de décentraliser l'initiative en matière de production ; radiotélévision régionale ; atelier régional d'animation à Lille ; radios locales ; décentralisation ; présence de journalistes de toutes sensibilités étant indispensable à une information pluraliste à la télévision ; principes généraux de la charte internationale des journalistes ; appauvrissement du contenu d'ensemble des programmes ; [19 novembre 1982] (p. 7438) ; *Examen des crédits :* **article 50 :** Société française de production (S.F.P.) ; coûts de production ; qualité de la production nationale ; relance de la production et reconquête du marché intérieur (p. 7467).

HALIMI (Gisèle)

Député de l'Isère
(4e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Médecin tendant à réprimer toute incitation publique à l'usage des stupéfiants (n° 801) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gabriel Kaspereit visant à l'interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants (n° 810) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Richard relative à la révision des procès pénaux (n° 933) [8 juillet 1982] (p. 4397).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J.O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 148), relative à la **procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 746)** [2 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et l'administration générale de la République sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat (n° 848), tendant à abroger **le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 957)** [17 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à abroger le **deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 1039)** [21 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi rejetée par le Sénat (n° 1024), en deuxième lecture, tendant à abroger le **deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 1040)** [21 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1070) rejeté par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, tendant à abroger le **deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 1075)** [27 juillet 1982].

Proposition de loi tendant au **remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (n° 1113)** [30 septembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Convention des Nations Unies sur la discrimination sexiste :** signature, mais non ratification, de la convention des Nations Unies pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes [7 avril 1982] (p. 959).

— **Centres de transit pour travailleurs immigrés :** racisme ; meurtre d'un jeune Maghrébin au centre Gutenberg de Nanterre [17 novembre 1982] (p. 7313) ; « enjeu de société » représenté par la lutte contre le racisme ; cités de transit ; mesures de lutte contre le racisme (p. 7314).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale : principe de solidarité ; droit à indemnisation devant les calamités naturelles ; exclusion du champ d'application de la loi des dommages causés aux exploitations agricoles ; loi du 6 juillet 1964 ; économie du texte ; notion de catastrophe naturelle et de dommages matériels ; fonds national de garantie ; disparités de traitements entre les agriculteurs ; faiblesse du pourcentage de l'indemnisation ; caractère exceptionnel des dégâts ; procédure imposée par la loi [3 février 1982] (p. 710) ; destruction de noyers par des tornades dans l'Isère ; discrimination entre deux catégories de sinistrés (p. 711).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 3 (modifications ultérieures de la loi de 1964 dans le sens d'une meilleure indemnisation et d'une procédure simplifiée) : retiré (p. 724).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).**

Première lecture, discussion générale . rapporteur : impropriété du titre de la proposition de loi ; définition de la liberté et de l'indépendance de l'avocat [22 avril 1982] (p. 1264) ; injustices contenues dans certaines lois ; immunité de parole des avocats et ses limites ; interdiction faite à l'avocat de tout propos injurieux, outrageant ou diffamatoire ; consécration par la loi de la distinction entre les faits qui se rattachent à la cause et les faits étrangers à la cause ; respect dû par l'avocat à son serment ; caractère inacceptable de la répression actuelle ; permission donnée à la juridiction qui se saisit de l'affaire d'infliger, séance tenante, des sanctions disciplinaires à l'avocat jugé coupable d'un manque de respect envers un magistrat ; loi dite « sécurité et liberté » ; absence d'immunité pour les fautes professionnelles commises à l'audience par les avocats ; régime juridique spécifique des fautes et manquements aux obligations imposés par le serment ; peine susceptible d'être infligée à l'avocat (de l'avertissement à la radiation du tableau des avocats) ; sanctions exécutoires par provision nonobstant appel (p. 1265) ; impossibilité pour l'avocat de faire appel dans le cas où la sanction est prononcée par une juridiction dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel ; procédure portant atteinte aux intérêts des justiciables privés de leur conseil ; compétence donnée par le projet de loi au conseil de l'ordre, juge disciplinaire naturel de l'avocat ; maintien par le Sénat des dispositions permettant aux juridictions de prononcer une suspension de l'avocat ; nouvelle formulation du serment des avocats ; amélioration de la procédure spécifique de répression des délits d'audience ; réforme de la procédure applicable en cas de poursuites contre un avocat pour outrage à magistrat (p. 1266) ; modification de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (suppression du pouvoir donné au président de faire des injonctions à l'avocat ou de le suspendre de ses fonctions) : affaire Choucq (p. 1267).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1 (modification du serment des avocats) ; son opposition à l'introduction d'une référence au « respect des lois » ; droit des avocats d'apprécier l'application et le bien-fondé de certaines lois votées régulièrement : adopté (p. 1269) ; **article 1er :** son amendement n° 2 (précisant les conditions dans lesquelles le conseil de l'ordre peut sanctionner un avocat) ; pouvoir naturel du conseil de l'ordre ; saisine du procureur général par le tribunal offensé ; rôle de médiation du procureur général (p. 1270) ; son opposition à ce que le procureur général puisse se conformer au principe d'opportunité des poursuites (p. 1272) : adopté après modification ; **article 4 :** son amendement n° 3 (de suppression) ; conséquence de la suppression par le Parlement de la cour de sûreté de l'Etat : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 4 (supprimant dans l'alinéa 4 de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 les dispositions permettant au juge, en cas de discours injurieux, outrageant ou diffamatoire de la part de l'avocat, de lui faire des injonctions et de le suspendre de ses fonctions pendant une durée allant de 2 à 6 mois) : adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 5 (saisine en cas d'inculpation d'un avocat de la chambre d'accusation et renvoi de l'inculpé devant une juridiction de jugement autre que celle qu'il a outragée) (p. 1273) : retiré ; son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 12 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 1274).

— **Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (n° 527).**

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur : sanctions des actes impudiques ou contre nature avec un individu mineur du même sexe ; répression de l'homosexualité ; attitude du Sénat [24 juin 1982] (p. 3852).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : suppression d'une discrimination en matière de sexualité ; refus d'instaurer une double majorité en matière sexuelle [21 juillet 1982] (p. 4626).

Quatrième lecture, discussion générale, rapporteur : liberté donnée à chacun de choisir sa sexualité [27 juillet 1982] (p. 4874).

— **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).**

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** problème de la mise en liberté provisoire [23 juillet 1982] (p. 4790).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : situation de la femme dans la société française ; proportion de femmes élues dans les conseils municipaux ; nécessité de prévoir un quota minimal de 30 p. 100 de femmes ; constitutionnalité d'une telle disposition [26 juillet 1982] (p. 4841) ; rôle du ministère des droits de la femme (p. 4842).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** son amendement n° 106 (précisant que le nombre de candidats du même sexe figurant sur les bulletins ne peut dépasser la proportion de 70 p. 100 pour une même liste) : réservé [27 juillet 1982] (p. 4899) ; **article 4** - *article L. 260 du code électoral :* son amendement n° 107 réservé (p. 4912) ; *après l'article L. 260 du code électoral :* participation des femmes à la vie politique ; mise en place d'un quota de 30 p. 100 réservé aux femmes ; constitutionnalité d'une telle mesure (p. 4917) ; son sous-amendement n° 119 à l'amendement n° 118 de M. Alain Richard (application de la proportion à chaque quart des candidats de la liste) : devenu sans objet (p. 4918) ; *article L. 260 du code électoral :* son amendement n° 107 précédemment réservé : devenu sans objet ; **après l'article 3** (*suite*) : son amendement n° 106 précédemment réservé : retiré (p. 4919).

HAMEL (Emmanuel)

Député du Rhône
(8e *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (services du Premier ministre : droits de la femme) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J.O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 2 de la loi n° 78-1 du 2 janvier 1978 relative **à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer** dépossédés de leurs biens **(n° 996)** [1er juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 30 : **services du Premier ministre :** droits de la femme **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **L'austérité budgétaire épargnera-t-elle la politique de défense ?** lancement de l'*Inflexible ;* « gel » de certaines autorisations de programme ; nécessité de lutter contre le pacifisme [30 juin 1982] (p. 4070) ;

— **Annulation de crédits du ministère de la défense :** affaiblissement de l'effort de défense ; risques de conflit [27 octobre 1982] (p. 6347) ; position du ministre de la défense face aux mesures d'annulation d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; loi de programmation militaire ; force nucléaire ; implications stratégiques et tactiques de ces annulations (p. 6348).

orales sans débat :

— **n° 127,** posée le 13 avril 1982 : **politique extérieure (Pologne)** (p. 1089) ; appelée le 16 avril 1982 : **Pologne :** drame polonais ; actions menées par le Gouvernement français en faveur de la Pologne ; résultat de ces actions; bilan de l'aide publique et privée française à la Pologne (p. 1180) ; solidarité témoignée par le peuple français au peuple polonais ; actions menées par les organisations caritatives et les syndicats ; éventualité d'une politique de rétorsion menée à l'encontre de la Pologne et des autres pays de l'Europe de l'Est si l'état de guerre se poursuit ; signature de l'accord franco-soviétique sur le gaz ; rôle de l'U.R.S.S. dans l'affaire polonaise (p. 1182) ;

— **n° 165,** posée le 4 mai 1982 : **transports routiers (emploi et activité)** (p. 1695) ; appelée le 7 mai 1982 : **transport routier :** difficultés particulières de ce secteur ; aggravation de tous les éléments constitutifs du prix de revient ; développement d'une politique préférentielle au profit du secteur public ; allégement nécessaire de la taxe professionnelle (p. 1855) ; relance de l'investissement productif grâce à des prêts à taux bonifié ; régime fiscal des produits pétroliers (p. 1856) ;

— **n° 293,** posée le 30 novembre 1982 (p. 7830) : **calamités et catastrophes (vent, froid et neige) :** appelée le 3 décembre 1982 : **sinistrés du département du Rhône :** conséquences de la catastrophe naturelle dans les départements de la Haute-Loire, de la Loire et du Rhône ; action d'E.D.F., de la gendarmerie, du service des Eaux, et d'entreprises privées ; absence de déclenchement du plan O.R.S.E.C. dans le département du Rhône ; demande de l'application des dispositions relatives à l'indemnisation des catastrophes naturelles ; assistance technique des maires ; établissement de la liste des communes sinistrées ; indemnisation des salariés des entreprises privées appelées par E.D.F. (p. 7973) ; note l'absence de réponse du ministre à ses questions précises ; remboursement des frais engagés par les collectivités locales (p. 7974).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** dégradations commises dans le logement ; prise en charge de l'entretien courant du logement par le locataire [20 janvier 1982] (p. 295).

— **Son rappel au règlement :** retard dans la distribution du rapport sur le projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix [13 avril 1982] (p. 1047).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale : volonté de mieux indemniser les victimes par un effort accru de solidarité nationale [3 février 1982] (p. 703) ; système actuel ; procédure des secours d'urgence aux victimes des calamités publiques ; aides du fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités ; loi de 1964 relative aux calamités agricoles ; subventions exceptionnelles pour les communes sinistrées ; crédits supplémentaires en cas d'urgence ; création d'une caisse nationale des calamités publiques ; droit à indemnisation ; mécanisme d'indemnisation financé sur fonds publics par une taxe additionnelle sur les contrats d'assurance gérés par des organismes publics ou système fondé sur le contrat d'assurance et la garantie de l'Etat (p. 704).

Discussion des articles : **article 1er :** souci d'éviter que les agriculteurs ne soient exclus dans certaines circonstances du bénéfice de la loi de 1964 sur les dommages aux exploitations agricoles (p. 718) ; **article 7 :** dommages causés aux récoltes et aux animaux (p. 723).

Explications de vote : approbation du groupe Union pour la démocratie française (p. 725).

— **Projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et 1980 (nos 101, 652).**

Première lecture, discussion générale commune : résultat remarquable de l'exécution des lois de finances pour 1978, 1979 et 1980 ; défense du franc menée par le Gouvernement Barre ; importance du déficit budgétaire actuel ; éventualité d'une nouvelle dévaluation [6 avril 1982] (p. 797) ; rigueur de la gestion du Gouvernement Barre ; poursuite de la modernisation et des progrès de l'économie française en 1979 et 1980 ; baisse actuelle du prix du pétrole et des matières premières ; régression de l'investissement des entreprises ; poids des charges fiscales et sociales écrasant la compétitivité des entreprises ; stagnation de la production industrielle et augmentation du nombre des chômeurs ; caractère positif de l'héritage laissé par l'ancien Gouvernement (p. 798).

— **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).**

Première lecture, discussion générale : conséquences de la création du livret d'épargne populaire sur l'avenir du Crédit mutuel, du Crédit coopératif, du Crédit agricole et des caisses d'épargne ; financement du déficit des finances publiques par la souscription de bons du trésor par la caisse de dépôts et consignations ; [6 avril 1982] (p. 946) ; incidence du livret d'épargne populaire sur le produit des livrets A des caisses d'épargne servant de base à l'application de la loi Minjoz ; réduction des prêts accordés aux collectivités locales ; caractère centralisateur du dispositif envisagé ; financement du déficit budgétaire par l'épargne populaire (p. 947).

Discussion des articles : **article 4** : regrette que ses amendements aient été déclarés irrecevables au titre de l'article 40 de la Constitution [7 avril 1982] (p. 967).

Explications de vote : générosité de l'intention du texte mais mécanisme pernicieux ; vote de l'article 1er par l'opposition (p. 969) ; conséquences éventuelles du nouveau mécanisme sur la répartition de la collecte de l'épargne ; avenir des prêts Minjoz et des caisses d'épargne ; avenir des ressources du Crédit mutuel et du Crédit agricole ; augmentation de l'influence de la Caisse des dépôts et consignations ; abstention du groupe U.D.F. (p. 970).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616).**

Première lecture, discussion générale : volonté du Général de Gaulle de donner le droit de vote aux femmes ; principe de l'égalité entre hommes et femmes pour l'accès à la fonction publique inscrite dans les textes constitutionnels ; progrès essentiels accomplis au cours des précédents septennats ; vote du projet par le groupe de l'Union pour la démocratie française [7 avril 1982] (p. 984).

Explications de vote : vote du texte par le groupe U.D.F. ; regrette que les amendements de la commission n'aient pas été adoptés (p. 988).

— Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Première lecture, discussion des articles : explications de vote : regrette que le Sénat n'ait pas été le premier à débattre de ce texte ; s'associe à l'hommage rendu aux Français établis hors de France ; son accord sur le principe de l'élection au suffrage universel des délégués des Français de l'étranger au conseil supérieur ; vote hostile du groupe U.D.F. [8 avril 1982] (p. 1034).

Deuxième lecture, discussion générale : approuve l'élection au suffrage universel du Conseil supérieur ; différences entre les circonscriptions électorales ; refus du Gouvernement de suivre les avis du Sénat [6 mai 1982] (p. 1827).

Discussion des articles : **article 6 :** vote par procuration (p. 1830).

Explications de vote : vote hostile du groupe U.D.F. ; absence d'une représentation juste et équitable des Français de l'étranger (p. 1831).

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : son vote négatif sur le projet ; définition du temps de paix ; impératif de survie de la collectivité nationale ; maintien des juridictions militaires pour l'armée française en Allemagne et pour les crimes et délits commis par des militaires français dans les territoires d'outre-mer ou dans certains Etats africains ; institution d'un tribunal de grande instance et d'une cour d'assises spécialisée dans le ressort de chaque cour d'appel ; défaut de l'actuel système des T.P.F.A. ; « valeur expressive » de la justice : interprétation à l'étranger de la suppression des T.P.F.A. comme une diminution de la volonté de défense française [14 avril 1982] (p. 1149).

Discussion des articles : **article 3 :** *après l'article 697 du code de procédure pénale :* son amendement n° 39 (précisant qu'un magistrat au moins de chaque tribunal de chaque tribunal de grande instance compétent, trois magistrats de chaque cour d'assises compétente doivent avoir la qualité d'officier ou de sous-officier de réserve et être titulaires d'une affectation dans les armées) ; connaissance de la chose militaire par les magistrats devant juger des infractions spécifiquement militaires ; psychologie propre aux armées ; rejeté [14 avril 1982] (p. 1152).

Explications de vote : souhait manifesté par le groupe U.D.F. d'améliorer le fonctionnement des tribunaux militaires ; nécessité des tribunaux spécialisés ; vote négatif du groupe U.D.F. ; risque de déstabilisation de l'armée par un affaiblissement de la sécurité militaire et de l'autorité du commandement ; interprétation à l'étranger de la suppression des tribunaux permanents des forces armées comme un affaiblissement de la volonté de défense de la France ; imprudences du texte (p. 1163).

— Son rappel au règlement : matinée réservée chaque semaine aux travaux des commissions permanentes ; regrette que des commissions se réunissent tandis qu'un débat a lieu dans l'hémicycle [8 avril 1982] (p. 998).

— Projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 99).

Première lecture, discussion générale : rôle du général de Gaulle dans la décolonisation africaine ; affaire des disparus guinéens [8 avril 1982] (p. 1036) ; rôle de la Grande-Bretagne pendant les deux guerres mondiales ; embargo français sur les livraisons d'armes à l'Argentine ; amitié de la France à l'Argentine ; possibilité d'une médiation française (p. 1037).

— Son rappel au règlement : retards dans la distribution des rapports ; déroulement des débats parlementaires [16 avril 1982] (p. 1170).

— Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).

Première lecture, discussion générale : dénationalisation de la banque fédérative du Crédit mutuel, de la Banque centrale des coopératives et des mutuelles et de la Banque française de crédit coopératif ; opposition du groupe U.D.F. aux nationalisations dans le système bancaire ; premier pas vers la dénationalisation de l'ensemble du système bancaire ; reconnaissance de la spécificité des instruments bancaires de l'économie sociale ; troisième voie entre le système public et le système capitaliste représentée par l'économie sociale ; développement des coopératives d'épargne et de crédit depuis le début de la cinquième République ; reconnaissance par ce texte du caractère spécifique du secteur coopératif et mutualiste ; cas du Crédit agricole ; obligation faite aux sociétés coopératives de banque d'accorder 80 p. 100 de leurs concours à leurs sociétaires, à des sociétés coopératives, à des sociétés mutualistes, à des associations prévues par la loi de 1901, à des collectivités et à des sociétés d'économie mixte ; faiblesse de la part des concours libres ; avenir des sociétés coopératives de banque dans la future loi réorganisant le système bancaire [20 avril 1982] (p. 1194) ; développement du secteur de l'économie sociale (p. 1195).

Discussion des articles : **article 3 :** motifs pour lesquels le conseil national du crédit pourrait refuser l'agrément du président élu par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance (p. 1198).

— Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739).

Première lecture, discussion générale : péril pesant sur l'indépendance nationale et sur la paix ; difficultés éprouvées par le gouvernement à maîtriser l'inflation et le chômage ; accroissement des crédits affectés à la défense ; poursuite des expériences nucléaires dans le Pacifique ; contribution du développement des armements à la politique d'indépendance nationale de la France et à son rôle en faveur de la paix [21 avril 1982] (p. 1230).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** soutient le sous-amendement n° 8 de M. Claude Wolff à l'amendement n° 2 de la commission ; durée des délais dont disposent le procureur général et le conseil de l'ordre [22 avril 1982] (p. 1271).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international (n° 768).

Première lecture, discussion générale : volume des transports routiers entre la France et l'Espagne ; violences dont sont victimes certains transporteurs espagnols en Languedoc-Roussillon ; responsabilité de l'Etat français ; longueur des délais mis par le gouvernement espagnol pour indemniser les transporteurs français dont la cargaison a été détruite en Espagne ; cas des transporteurs français pris dans le piège d'un contrat passé avec une société douteuse ; exemple des services commerciaux de l'ambassade de France en Grèce [22 avril 1982] (p. 1262) ; stagnation de « l'Europe des transports » (p. 1263).

— Son rappel au règlement : fuites de capitaux facilitées par des accords internationaux ratifiés par le Parlement ; saisine de la commission des finances des textes des conventions fiscales [22 avril 1982] (p. 1263).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** devoirs de la Haute Autorité vis-à-vis de l'enfance et de l'éducation [30 avril 1982] (p. 1544).

— Son rappel au règlement : durée de la discussion générale portant sur les quatre projets Auroux [4 mai 1982] (p. 1650).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 26 :** *article L. 434-7 du code du travail :* son amendement n° 264 (insérant les mots : « des femmes », après les mots : « concernant l'emploi et le travail », dans le dernier alinéa du paragraphe V de l'article 26) : retiré [7 juin 1982] (p. 3072).

— Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion générale commune : coût de la réforme ; durée de la période transitoire [17 juin 1982] (p. 3526).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** *article L. 522-1 du code du travail :* son amendement n° 317 (application des nouvelles dispositions aux litiges relatifs à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) [25 juin 1982] (p. 3894) : rejeté (p. 3895).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Deuxième lecture, discussion générale : crise internationale ; dévaluation [16 juin 1982] (p. 3498) ; augmentation du chômage (p. 3499).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 147 (mention des impératifs de la défense nationale) ; problèmes militaires : rejeté ; son amendement n° 148 (mention du développement démographique du pays) ; situation démographique, condition du développement économique : rejeté [14 juin 1982] (p. 3363) ; **article 2 :** son amendement n° 149 (choix stratégiques civils définis dans la première loi de Plan) ; nécessité de poursuivre l'effort de défense nationale ; lois de programmation militaire [15 juin 1982] (p. 3374) : rejeté ; son amendement n° 150 (prise en compte des objectifs des lois de programmation militaire) : rejeté (p. 3375) ; **article 5 :** institution d'une commission nationale de planification ; importance des problèmes démographiques ; association à l'élaboration du plan de l'union nationale des associations familiales (p. 3386) ; son amendement n° 151 (prise en compte des impératifs de la défense nationale et des objectifs des lois de programmation militaire) : devenu sans objet (p. 3387) ; son amendement n° 152 (représentation des armées à la commission nationale de planification) : rejeté (p. 3388) ; son amendement n° 153 (représentation des chambres de commerce et d'industrie) ; problème de défense : rejeté ; son amendement n° 154 (introduction du commerce dans la liste des secteurs représentés au sein de la commission nationale de la planification) (p. 3389) : adopté ; son amendement n° 155 (représentation de l'union nationale des associations de familles et des mouvements familiaux) : rejeté (p. 3390) ; son amendement n° 156 (participation de personnalités qualifiées dans le domaine militaire à la commission nationale de la planification) : rejeté (p. 3391) ; **article 13 :** organisation particulière des territoires d'outre-mer ; complémentarité entre le plan national et le plan des régions (p. 3422) ; **article 14 :** élaboration des plans régionaux après consultation du comité économique et social régional (p. 3424) ; **article 15 :** résiliation par l'Etat des contrats de plan régionaux (p. 3427) ; **article 16 :** son sous-amendement n° 130 à l'amendement n° 44 de la commission (prévoyant que si le Gouvernement n'a pas reconnu le plan d'une région comme compatible avec celui de la nation, la région concernée peut demander une nouvelle consultation à la commission nationale de planification) (p. 3428) : rejeté (p. 3429).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 218 devenu sans objet [30 juin 1982] (p. 4107) ; **article 5 :** son amendement n° 219 (délai d'intervention des offices) : retiré [1er juillet 1982] (p. 4136) ; **article 11 :** son amendement n° 220 devenu sans objet (p. 4155) ; **article 12 :** son amendement n° 221 (nouvelle organisation du marché des fruits et légumes) : non soutenu ; son amendement n° 163 (excluant les productions horticoles des dispositions fixées par cet article) (p. 4160) : adopté (p. 4161) ; **après l'article 13 :** son amendement n° 164 (instituant un office des produits horticoles) : devenu sans objet (p. 4168).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 8 (de suppression) ; exemple de Renault-Véhicules-Industriels : rejeté [12 juillet 1982] (p. 4440).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** son amendement n° 88 (électorat et éligibilité des déposants majeurs) ; son amendement n° 87 (électorat et éligibilité de tous les déposants) [21 juillet 1982] (p. 4585) ; ses amendements nos 88 et 87 rejetés ; son amendement n° 89 (substituant aux mots « six mois » les mots « trois mois » à la fin de la première phrase de cet article) (p. 4586) : retiré (p. 4587) ; **article 9 :** son amendement n° 92 (représentation des associations familiales au conseil de surveillance) : rejeté (p. 4589) ; son amendement n° 90 (précisant que les membres du conseil de surveillance sont élus pour six mois) : retiré (p. 4590) ; **article 10 :** nomination des membres du directoire par le conseil de surveillance (p. 4591) ; **article 15 :** majorité requise pour la conclusion d'accords par la commission (p. 4594).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** (amendements précédemment réservés) : son sous-amendement n° 248 à l'amendement n° 4 de la commission (précisant que le salarié victime d'un accident du travail bénéficie d'une présomption de faute inexcusable imputable à l'employeur) [22 septembre 1982] (p. 5087) ; rejeté (p. 5089).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 précédemment réservé :** problème des entreprises pharmaceutiques ; mise en péril de ces industries par le Gouvernement [19 octobre 1982] (p. 5980) ; **article 27 :** taxation de l'alcool et du tabac ; fléau du tabagisme (p. 5996) ; financement de la sécurité sociale (p. 5997).

— Son rappel au règlement : contrôle budgétaire des députés ; modification de l'ordre du jour ; réduction dramatique des crédits militaires [21 octobre 1982] (p. 6091, 6092).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 51 :** règles imposées à Lyon en matière budgétaire [23 octobre 1982] (p. 6265) ; risques de paralysie de la communauté urbaine (p. 6266).

Explications de vote : insuffisance de la concertation ; aggravation de la pression fiscale ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 6276).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* multiplication des hypermarchés ; future réforme de la loi Royer [2 novembre 1982] (p. 6542).

Droits de la femme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : stagnation des crédits affectés au ministère des droits de la femme ; renforcement des services de ce ministère ; moyens de l'action de coordination interministérielle en faveur des droits des femmes ; action en matière d'interruption volontaire de grossesse ; création d'une délégation régionale aux droits de la femme dans chaque région de la métropole ; reclassement des anciennes déléguées à la condition féminine ; campagne d'information sur l'emploi des femmes ; formation professionnelle spécifiquement destinée aux femmes [2 novembre 1982] (p. 6547).

Justice. — *Discussion générale : questions :* problème des tribunaux de Lyon ; engorgement de ces tribunaux ; « surocupation » des prisons lyonnaises [2 novembre 1982] (p. 6576).

Mer. — *Discussion générale :* rend hommage aux marins [4 novembre 1982] (p. 6712) ; amélioration de l'accès aux rivages marins ; problème des marées noires ; stagnation des crédits consacrés à la protection contre les eaux de la mer ; augmentation des dépenses de fonctionnement du ministère de la mer et des dotations à la Compagnie générale maritime (p. 6713) ; diminution du nombre des

bateaux de pêche artisanale ; renouvellement de la flotte de pêche ; protection du milieu marin contre les pollutions ; stagnation de la subvention de la Société nationale de sauvetage en mer (p. 6714).

Economie et finances. — I : charges communes. — *Discussion générale :* importance des suppressions d'autorisations de programme par arrêté du ministre du budget ; politique de défense de l'U.R.S.S. ; son inquiétude quant à la conjoncture militaire et diplomatique ; diminution du budget d'équipement des armées ; augmentation de la dette publique ; endettement des entreprises nationalisées ; coût des nationalisations [8 novembre 1982] (p. 6842, 6843).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** son amendement n° 119 (réduction des crédits) ; signification de l'augmentation de la dotation du chapitre « participation à divers fonds de garantie » (p. 6845) : rejeté ; son amendement n° 120 (réduction des crédits) ; remplacement des crédits du F.D.E.S. par des prêts réalisés par divers établissements financiers et bonifiés par l'Etat : rejeté ; **état C, titre V :** son amendement n° 122 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; existence de risques de guerre ; futur déménagement du ministère de l'économie et des finances (p. 6846) : rejeté ; son amendement n° 121 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; financement des entreprises nationales : rejeté (p. 6847).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* réalisation du gazoduc sibérien ; risque de placer la France dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S. ; problème des travailleurs forcés pouvant travailler sur le chantier du gazoduc [8 novembre 1982] (p. 6908).

Défense et budget annexe des essences. — *Examen des crédits :* **article 31 :** son amendement n° 149 (réduction des crédits) ; limitation des temps de parole ; contribution de la S.N.C.F. à l'effort de défense : rejeté [12 novembre 1982] (p. 7123).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* cohérence des exigences du développement et des exigences de la défense nationale [17 novembre 1982] (p. 7307).

— **Son rappel au règlement :** limitation apportée au déroulement du débat sur le projet de budget de la défense ; insuffisance des temps de parole [12 novembre 1982] (p. 7083).

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7 :** conséquences de la loi sur le fonctionnement des établissements hospitaliers ; modification introduite par le Sénat [23 novembre 1982] (p. 7555).

Explications de vote : son appréhension à l'encontre des idées contenues dans le projet de loi ; attitude du Gouvernement à l'égard du Sénat ; vote hostile à l'égard du projet de loi (p. 7555) ; nécessité de préserver la médecine libérale (p. 7556).

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.**

Explication de vote : menaces sur la paix en Europe ; annulations de crédits résultant de l'arrêté du 18 octobre ; retard dans la réalisation des objectifs de la loi de programmation de 1977 à 1981 égal à 6 p. 100 ; retard passant à 21 p. 100 pour les années 1982 et 1983 ; faible augmentation des crédits alloués à la marine à l'exception de ceux affectés à la force océanique stratégique ; conséquences sur la sous-traitance ; nécessité de maintenir une défense forte ; propos favorables à la défense tenus par le ministre du budget le ministre du Plan et le Premier ministre ; nécessité de corriger les conséquences de l'arrêté d'annulation de crédits et de rattraper les erreurs [24 novembre 1982] (p. 7668, 7669).

— **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** son amendement n° 3 (précisant que le Gouvernement présentera chaque année un rapport sur les conditions d'application de la présente loi) ; organisation du présent débat ; refus d'opposer les hommes aux femmes [10 décembre 1982] (p. 8248) : rejeté (p. 8249).

Troisième lecture, discussion générale : refus du remboursement de l'avortement par le Sénat ; caractère d'acte de mort pris par l'avortement ; insuffisance de la représentation féminine au Parlement [20 décembre 1982] (p. 8568) ; viol des consciences des futures mères ; nécessité pour les pouvoirs publics d'aider les femmes à accueillir les enfants ; assouplissement de l'adoption (p. 8569).

HAMELIN (Jean)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

HARCOURT (Florence d')

Député des Hauts-de-Seine
(6e circonscription)
Apparentée R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **interruption volontaire de grossesse :** propos tenus par le ministre des droits de la femme dans un mensuel féminin ; problème de l'autorisation parentale nécessaire en matière d'I.V.G. exécutée sur des mineures [14 avril 1982] (p. 1116) ;

— **ressortissants français au Liban :** situation des ressortissants français au Liban ; rapatriement d'une partie d'entre eux [16 juin 1982] (p. 3459) ;

— **délinquance d'origine étrangère et conception du droit d'asile :** perméabilité des frontières entraînant, sur le territoire national : terrorisme, délinquance et trafic de drogue [13 octobre 1982] (p. 5723) ;

— **lutte contre la toxicomanie :** banalisation de l'usage de la drogue ; complexité du phénomène de la toxicomanie [10 novembre 1982] (p. 7020) ;

— **bilan des effets de la loi Quilliot :** insuffisance de l'offre de logements à louer en région parisienne ; raisons de cette situation ; conséquences de la politique de l'urbanisme sur les relations entre les bailleurs et les locataires [15 décembre 1982] (p. 8337).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : création de la Haute Autorité dans le but de garantir la liberté audiovisuelle ; libération des médias audiovisuels de l'emprise étatique depuis plusieurs années ; absence de rôle de la Haute Autorité dans le fonctionnement réel des chaînes ; appropriation politique des ondes et monopole partisan couvert par la Haute Autorité ; imprécision des pouvoirs confiés à celle-ci [26 avril 1982] (p. 1327) ; maintien de la mainmise du Gouvernement sur la télévision grâce aux cahiers des charges ; projet visant à privilégier les conceptions de la majorité sur l'information et la culture ; impos-

sibilité de comparer le Conseil constitutionnel et la Haute Autorité ; présence éventuelle de l'opposition dans la Haute Autorité ; ancienne opinion du Président de la République sur le Conseil constitutionnel ; règle et code de la liberté des ondes attendus par les Français (p. 1328).

Discussion des articles : **article 13 :** fixation des règles concernant le droit de réplique aux communications du Gouvernement ; pouvoirs d'encadrement politique confiés à la Haute Autorité ; possibilité donnée au Gouvernement d'élaborer les cahiers des charges [30 avril 1982] (p. 1533) ; son sous-amendement n° 364 à l'amendement n° 164 de la commission (dispositions relatives à la protection des enfants et des adolescents) ; influence de la télévision sur les enfants ; rôle de la télévision dans la préparation à la vie adulte (p. 1543) : adopté (p. 1544).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale : questions :* contenu du service militaire ; préférence des appelés pour l'entraînement ; diminution des crédits consacrés à l'activité des forces ; modalités d'exécution du service dit « à la carte » variant entre six et dix-huit mois [12 novembre 1982] (p. 7119) ; équipement des forces d'assistance rapide ; exemple donné par la guerre des Malouines ; refus du Gouvernement d'accroître la capacité d'intervention à longue distance des forces terrestres spécialisées (p. 7120).

Affaires sociales et solidarité nationale - Travail. — *Discussion générale :* insuffisance des crédits destinés à la lutte contre la toxicomanie ; accroissement des consommations de drogue au cours des dernières années ; absence de politique précise en matière de lutte contre la toxicomanie ; refus de faire une distinction entre drogue dure et drogue douce ; nécessité de définir des règles simples applicables par tout l'appareil judiciaire et policier ; caractère artificiel de la distinction entre utilisateurs et trafiquants ; importance de la dissuasion ; rôle des parents, des enseignants et des médias [18 novembre 1982] (p. 7392) ; importance de la répression ; nécessité de développer les actions de réhabilitation (p. 7393).

HARCOURT (François d')

Député du Calvados
(4e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître des **droits aux anciens combattants dans les entreprises (n° 997)** [1er juillet 1982].

Proposition de loi tendant à renforcer la **protection des animaux (n° 1254)** [25 novembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **politique agricole :** dégradation des revenus agricoles ; fixation des prix agricoles ; aide nationale aux agriculteurs [28 avril 1982] (p. 1416).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

— *Discussion :* guerre du Liban ; sort des Palestiniens ; instauration d'un Etat libanais souverain ; rôle de la France en cette matière [6 juillet 1982] (p. 4255).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* points faibles du projet de budget : augmentation des charges, enseignement agricole privé, insuffisance de protection du revenu, au niveau communautaire, aides à l'installation de jeunes exploitants, faiblesse de la couverture sociale [9 novembre 1982] (p. 6955).

HAUTECLOCQUE (Nicole de)

Député de Paris
(18e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **l'accomplissement du service national dans les services actifs de la police nationale (n° 808)** [21 avril 1982].

Proposition de loi tendant à réglementer **l'exercice de la profession de directeur ou de gérant de sociétés de surveillance, de sécurité ou de gardiennage (n° 809)** [21 avril 1982].

Proposition de loi tendant à faire prendre en compte, dans le calcul des années de service effectif accomplies dans les administrations et établissements publics de l'Etat et des collectivités locales, tout ou partie de la **durée des services militaires ou de résistance accomplis par les fonctionnaires et agents (n° 888)** [19 mai 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité des Français :** assassinat du C.R.S. Bouillet dans les Pyrénées-Atlantiques ; évasion de malfaiteurs de la prison de Liancourt ; assassinat du gendarme Michel Theule par un récidiviste ; attentat meurtrier du train « Le Cipitole » ; attentat contre un bâtiment de la mission israélienne de Paris ; assassinat du deuxième secrétaire de l'ambassade israélienne à Paris ; recrudescence du terrorisme ; nécessité d'augmenter les effectifs de la police ; contrôle d'identité ; politique menée à l'égard des chefs de la police [7 avril 1982] (p. 955-956).

orale sans débat :

— **(n° 143)**, posée le 23 avril 1983 : **police (fonctionnement à Paris)** (p. 1296) ; appelée le 30 avril 1982 : **sanctions contre deux policiers parisiens :** restauration du climat de confiance au sein des personnels de la police nationale (p. 1521, 1522).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* terrorisme ; climat d'insécurité ; doutes des policiers sur leur mission ; nécessité d'améliorer la condition policière [10 novembre 1982] (p. 7007) ; situation des policiers de la ville de Paris ; nécessité de créations d'emplois ; absence de mesures d'amélioration de carrière pour les policiers en tenue ; sa question de savoir si l'indemnité de sujétion spéciale sera prise en compte pour le calcul des pensions de retraite (p. 7008) ; rappelle sa proposition de loi tendant à réserver une partie des surfaces destinées à la construction de plus de dix logements aux fonctionnaires de police de la circonscription ; rappelle sa demande d'élaboration d'une loi de programme relative à la police ; indemnisation des victimes d'attentats ; rappelle sa proposition de loi tendant à la création d'une agence nationale d'indemnisation ; « stratégie du soupçon » et campagne de dénigrement portant sur la police (p. 7009).

HAUTECŒUR (Alain)

Député du Var
(1re *circonscription*)
Socialiste
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la cession d'archives françaises à l'Algérie (n° 598) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean Briane tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité routière (n° 604) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de résolution de MM. Jean Brocard et Jean Briane tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation des anciens militaires et marins de carrière (n° 609) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Adrien Zeller tendant à modifier les conditions de création et de constitution des commissions d'enquête et de contrôle (n° 708) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Séguin tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de donner un caractère public aux auditions des commissions d'enquête et de contrôle (n° 709) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Madelin et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique à la radio et à la télévision (n° 728) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Georges Mesmin tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les circonstances dans lesquelles sont intervenues les mesures disciplinaires frappant M. Lucet, directeur de la caisse primaire centrale d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône et de déterminer les responsabilités des pouvoirs publics dans cette affaire (n° 729) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Georges Mesmin et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle chargée de déterminer les causes exactes des erreurs intervenues dans l'élaboration de l'indice de la production industrielle établie par l'I.N.S.E.E. (n° 731) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice. Prête serment [28 avril 1982] (p. 1423).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à l'institution d'un second degré de juridiction en matière pénale **(n° 934)** [8 juillet 1982] (p. 4397).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les conditions de valorisation des ressources minières françaises (n° 1037) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J. O.* du 20 octobre 1982] (p. 3164).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (p. 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 609) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur la situation des anciens militaires et marins de carrière (n° 789)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 598) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur la cession d'archives françaises en Algérie (n° 790)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 604) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur la sécurité routière (n° 791)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 728) de M. Alain Madelin et plusieurs de ses collègues, tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique à la radio et à la télévision (n° 858)** [13 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 729) de M. Georges Mesmin, tendant à la **création d'une commission d'enquête** chargée d'étudier les circonstances dans lesquelles sont intervenues les **mesures disciplinaires frappant M. Lucet,** directeur de la caisse primaire centrale d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône et de déterminer les **responsabilités des pouvoirs publics dans cette affaire (n° 859)** [13 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 731) de M. Georges Mesmin et plusieurs de ses collègues, tendant à la **création d'une commission de contrôle** chargée de déterminer les causes exactes des erreurs intervenues dans **l'élaboration de l'indice de la production industrielle établi par l'I.N.S.E.E. (n° 860)** [13 mai 1982].

Proposition de loi tendant à **l'institution d'un second degré de juridiction en matière pénale (n° 934)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1037) de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les **conditions de valorisation des ressources minières françaises (n° 1162)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à mensualiser le **paiement des commissions dues aux voyageurs, représentants et placiers (n° 1190)** [28 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 22** *bis* : fixation par le conseil général du lieu où se situe l'hôtel du département [22 janvier 1982] (p. 427).

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** traite M. Jacques Toubon de « Robespierre » [5 octobre 1982] (p. 5422).

HAYE (Kléber)

Député de la Gironde
(7e *circonscription*)
Socialiste
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **déficit de la balance commerciale :** nécessité d'encourager les exportations [26 mai 1982] (p. 2596).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion générale : augmentation de l'effort budgétaire de recherche-développement ; formation des personnels ; nécessité d'insuffler l'esprit de recherche à l'ensemble du système éducatif ; révolution technologique [21 juin 1982] (p. 3673).

Discussion des articles : **article 17 :** création des groupements d'intérêt public [22 juin 1982] (p. 3730).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* problème de la recherche en cultures marines [4 novembre 1982] (p. 6724) ; création d'un troisième pôle en matière de recherche aquacole (p. 6725).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* regroupement de la recherche et de l'industrie en un seul ministère ; rénovation de l'appareil industriel français ; détérioration de la balance commerciale depuis dix ans [8 novembre 1982] (p. 6897) ; importation des magnétoscopes ; contenu de la loi de programmation ; priorité donnée au présent projet de budget (p. 6898).

HENRY (André)

Ministre du temps libre

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Christian Bergelin : centres d'éducation populaire :** adaptation des établissements régionaux du ministère du temps libre ; transformation des C.R.E.P.S. en centres régionaux d'éducation populaire et du sport ; attributions du ministère de l'éducation nationale en matière d'éducation physique et sportive ; développement des formations sportives dans les C.R.E.P.S. [13 octobre 1982] (p. 5722, 5723) ;

— **M. Claude Bartolone : Vie associative** : document d'orientation diffusé aux associations de France ; six dispositions retenues : création d'un conseil national de la vie associative ; contrats d'utilité sociale et possibilité pour les associations de bénéficier du concours de fonctionnaires détachés, création d'un fonds de solidarité pour la vie associative, exonération des postes Fonjep de la taxe sur les salaires à concurrence de 3 000 francs, mesures spécifiques en faveur de la presse des associations, mesures à venir en faveur de la presse des associations, mesures à venir en faveur des associations employant des travailleurs occasionnels ou à temps partiel [15 décembre 1982] (p. 8330) ; dissociation des mesures réglementaires et du projet de loi à venir (p. 8331).

INTERVENTIONS

— **Répond au fait personnel** de M. Roland Vuillaume : contradiction entre les propos tenus par M. Roland Vuillaume et ceux tenus par M. Jean-Pierre Soisson [3 novembre 1982] (p. 6632).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* réorientation du budget du ministère du temps libre pour 1983 ; réorganisation des aides aux associations ; mise en place d'actions ponctuelles (campagne « Découverte de la France ») ; développement du thermalisme ; développement du tourisme associatif ; octroi de crédits du fonds spécial des grands travaux pour la réalisation de certains équipements sportifs ; démocratisation des loisirs ; création de 100 postes Fonjep ; action en faveur de l'étalement des vacances [3 novembre 1982] (p. 6598) ; création de Maisons du temps libre ; mise en chantier d'un institut méditerranéen ; priorité accordée au tourisme à vocation spéciale ; déconcentration du budget du ministère du temps libre (p. 6599).

Répond à la question de :

— *M. Michel Barnier :* création d'un certificat d'aptitude aux activités de pleine nature ; problème des moniteurs de ski (p. 6614) ;

— *M. Michel Barnier :* situation des moniteurs de ski (p. 6615) ;

— *Mme Paulette Nevoux :* fiscalité des associations sportives ; exonération du premier salaire de la taxe sur les salaires pour chaque association ; projet d'exonérer les postes Fonjep de la taxe sur les salaires ; problème des charges sociales (p. 6615) ; formation professionnelle (p. 6616) ;

— *M. Louis Besson :* crédits affectés aux équipements de centres de vacances à vocation sociale ; développement du chèque-vacances (p. 6616) ;

— *M. Robert de Caumont :* problème de l'étalement des vacances (p. 6616) ; conséquences de la fermeture annuelle des entreprises au mois d'août ; supériorité du mois de juillet en matière de chaleur (p. 6617) ;

— *M. Alain Brune :* avenir du chèque-vacances ; information des salariés ; mission de l'agence nationale pour les chèques-vacances (p. 6617) ;

— *M. Jean-Hugues Colonna :* futur projet de loi sur la vie associative (p. 6618) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* infléchissement de la méthode d'aide aux associations (p. 6618) ;

— *M. Jean-Paul Fuchs :* concept d'utilité sociale ; délivrance du label d'utilité sociale ; futur projet de loi sur la promotion de la vie associative (p. 6619) ;

— *M. Daniel Goulet :* priorité donnée au campage-caravanage (p. 6619) ; institution du chèque-vacances (p. 6620) ;

— *M. Jacques Becq :* politique de liberté en matière de loisirs (p. 6625) ; campagne « découverte de la France » (p. 6626) ;

— *M. Jacques Fleury :* problème du Fonjep (p. 6626, 6627).

Examen des crédits : **état B, titre III :** structures du ministère du temps libre (p. 6627, 6628).

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à proroger, en matière de **postulation** dans la région parisienne, les délais prévus par la loi du 11 juillet 1979 (n° 1051) [22 juillet 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **prise de contrôle du** *Dauphiné libéré* **par M. Hersant :** rachat du *Dauphiné libéré* par M. Robert Hersant ; violation des ordonnances de 1944 relatives à la presse [5 mai 1982] (p. 1721).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : apparition et développement de nouveaux moyens de communication audiovisuelle ; coup porté par la droite au service public de la

radio et de la télévision issu de la Libération ; réduction des journalistes au silence ; démantèlement de l'O.R.T.F. en 1974 ; absence de journalistes communistes dans les sociétés de radio et de télévision ; difficultés de la S.F.P. ; réduction au chômage de centaines de réalisateurs de talent ; libération de la radio-télévision ; déception du groupe communiste face au projet de loi [26 avril 1982] (p. 1313) ; essor de la communication sociale, source possible de profits considérables et de conditionnement idéologique ; nécessité de ne pas livrer celle-ci aux intérêts privés ; maîtrise du développement des nouvelles techniques par la nation ; caractère de loi-cadre pris par le projet ; insuffisance des garanties ; inquiétude vis-à-vis de certaines dispositions du projet (morcellement du service public, possibilité donnée aux puissances d'argent de créer une ou plusieurs chaînes nationales privées) ; volonté de la droite de soumettre radio et télévision à ses intérêts partisans et à la loi des puissances d'argent ; coût du service public ; introduction des règles de la concurrence commerciale ; volonté du groupe communiste de mettre en place un conseil national de l'audiovisuel représentatif et démocratique ; pluralisme de l'information ; inscription dans le texte des principes de la charte internationale des journalistes ; association et consultation des personnels ; proposition du rapport Moinot de regrouper TF 1 et Antenne 2 et la S.F.P. dans une structure nationale ; nouvelles possibilités de diffusion (p. 1314) ; place des Américains et des Japonais sur les marchés des vidéocassettes ou des enregistreurs ; efforts du groupe communiste pour enrichir et modifier le texte du projet (p. 1315) ; inscription de la charte internationale des journalistes dans le texte de la loi permettant de faire la différence entre l'information et le commentaire (p. 1317).

Discussion des articles : **article 36 :** volonté du groupe communiste d'obtenir la création d'une société nationale chargée de la conception, de la programmation et de la production d'émissions du service public national de télévision ; capacité à assurer la présence française dans le monde ; coups portés au service public en 1974 ; refus d'une « télé-Hersant » [5 mai 1982] (p. 1735).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** *article L. 424-3 du code du travail :* son amendement n° 30 devenu sans objet [1er juin 1982] (p. 2833).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de faire de la recherche scientifique et technologique une priorité nationale ; ambition nouvelle pour la science ; politique menée par les précédents gouvernements ; signification nouvelle du progrès scientifique et technique ; inscription du présent projet dans la perspective du socialisme démocratique et autogestionnaire ; augmentation des crédits destinés à la recherche [21 juin 1982] (p. 3651) ; décloisonnement de la recherche par rapport à la production et à la vie sociale ; développement de toutes les recherches ; place de la science et de la technologie dans la formation générale durant le cursus scolaire ; place du progrès scientifique et de la coopération internationale dans le nouvel ordre économique et politique mondial ; perspectives de création d'emplois et de reconquête du marché intérieur ; part réservée au charbon dans le cadre du programme mobilisateur ; place de l'électronucléaire ; démocratisation de la recherche (p. 3652).

Discussion des articles : **article 7 bis :** son amendement n° 124, compétence du conseil supérieur de la recherche et de la technologie) : adopté après modification [22 juin 1982] (p. 3709) ; **article 10 :** son sous-amendement n° 125 à l'amendement n° 25 de la commission (composition des comités consultatifs) (p. 3714) : retiré ; son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 25 de la commission (missions des comités consultatifs) : adopté (p. 3715) ; **après l'article 23 :** son amendement n° 63 (précisant que le comité d'entreprise est consulté sur la politique de recherche de l'entreprise) : retiré (p. 3748) ; **article 25** - *rapport annexé :* son amendement n° 130 (précisant que les comités d'entreprise auront droit de regard sur l'utilisation des fonds publics) : retiré (p. 3748) ; son amendement n° 133 (nouvelle rédaction de l'intitulé « production et utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique) : adopté (p. 3750) ; son amendement n° 136 (dépenses de recherche électronique) : retiré (p. 3751) ; son amendement n° 142 (modification du programme mobilisateur « développement technologique du tissu industriel ») [23 juin 1982] (p. 3760) : retiré ; son amendement n° 143 (modification du programme mobilisateur « développement technologique du tissu industriel ») : retiré (p. 3761) ; son amendement n° 146 (maintien des grands équipements actuels) : retiré (p. 3768) ; son amendement n° 151 (programme de développement technologique « électronucléaire » (p. 3770) : retiré (p. 3771) ; son amendement n° 65 (précisant que le rapport annexé à la présente loi sera approuvé) : retiré (p. 3773).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : nouveau statut démocratique de Paris, Lyon et Marseille ; nouveaux droits donnés aux habitants de ces villes ; rôle de la décentralisation ; absence de mise en place d'un état d'exception ; maintien de l'unité de ces trois grandes villes ; élection au suffrage universel direct des conseils d'arrondissement ; mise en place d'un scrutin proportionnel [21 octobre 1982] (p. 6092) ; statut du conseil d'arrondissement ; place des minorités dans les conseils d'arrondissement ; opposition de la droite à tout progrès de la démocratie ; spéculation immobilière ; casse de Paris par la droite ; destruction du tissu industriel parisien (p. 6093) ; rôle du conseil d'arrondissement en matière d'urbanisme ; absence de dépenses supplémentaires nouvelles ; dotation annuelle du conseil d'arrondissement ; renforcement de la démocratie locale ; sectorisation de la ville de Marseille (p. 6094) ; organisation actuelle de la Courly à Lyon (p. 6095).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* progression du budget de la culture ; abandon de la culture par la droite ; rigueur budgétaire ; financement de grandes opérations d'architecture et d'urbanisme à Paris et en province ; ouverture du champ cuturel ; refus du laisser-faire en matière de culture [3 novembre 1982] (p. 6646) ; contenu du discours prononcé par M. Jack Lang à Mexico (p. 6647).

Education nationale. — *Discussion générale :* rôle de la formation générale et professionnelle des jeunes [5 novembre 1982] (p. 6740) ; caractère positif de la politique menée par le Gouvernement en matière d'éducation nationale ; difficultés ayant marqué la rentrée scolaire ; accroissement des effectifs des élèves ; respect de la gratuité ; faiblesse des créations de postes dans certains secteurs ; regrette la mesure d'annulation d'une partie des crédits d'équipement et de fonctionnement votés pour 1982 (p. 6741) ; place de l'école dans le combat en faveur de la justice sociale ; reconquête du marché intérieur (p. 6742).

HERNU (Charles)

Ministre de la défense

DEPOTS

Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la **constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739)** [2 avril 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— M. René La Combe : participation de soldats aux défilés organisés par les syndicats le 1er mai : participation de onze militaires en tenue aux défilés du 1er mai ; sanctions prises à leur égard ; réforme du service national [12 mai 1982] (p. 2040).

— M. Emmanuel Hamel : l'austérité budgétaire épargnera-t-elle la politique de défense : constitution d'une réserve budgétaire correspondant au quart des crédits en autorisations de programme ouverts par la loi de finances pour 1982 ; prélèvement proportionnel sur l'ensemble des sections budgétaires du budget de la défense nationale ; sens du pacifisme [30 juin 1982] (p. 4070, 4071) ;

— **M. Georges Sarre : publication de documents sur la défense** : caractères des documents publiés ; élaboration du projet de loi de programmation militaire ; dépôt d'une motion de censure par l'opposition ; reproche aux membres de l'opposition leurs écarts de langage ; manquement aux devoirs de réserve ; enquête disciplinaire ; retard pris dans l'exécution de la loi de programmation militaire de 1976 [8 décembre 1982] (p. 8107) ; programme du septième S.N.L.E. ; programme Hades ; programmes M 4 et air sol moyenne portée ; redressement de la situation des armées (p. 8108) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Première lecture, discussion générale : caractère de certains propos de M. Pierre Messmer ; conséquences entraînées par la suppression des T.P.F.A. ; conceptions divergentes quant à la place des armées et des militaires dans la nation ; confusion faite par l'opposition entre le disciplinaire et le pénal ; mesures prises en faveur des appelés par le Gouvernement ; réforme du règlement de discipline générale de la gendarmerie ; harmonisation des sanctions contre les « protestataires divers » ; suspension des poursuites contre les objecteurs de conscience ; réforme du règlement de discipline générale des armées ; modification des dispositions inutilement contraignantes ou rigoureuses ; garantie des droits des appelés ; nomination de quatre inspecteurs généraux faisant fonction de médiateur ; projet ne participant pas d'une entreprise de démolition de l'armée ; accord de l'ensemble des cadres officiers et sous-officiers avec le projet de loi ; place des militaires dans la communauté nationale ; rôle des militaires et des armées ; volonté de l'opposition d'« acheter » la paix dans les armées par des mesures financières ; définition de la place des militaires dans la nation comme militaires et comme citoyens [14 avril 1982] (p. 1134) ; événements d'Algérie ; définition de la politique de défense de la nation (p. 1135).

— **Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrication (n° 739).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de régulariser la situation des fonctionnaires concernés ; prochain concours ouvert pour le recrutement de deux cent cinquante I.T.E.F. ; place fonctionnelle des I.T.E.F. dans les structures de la défense ; renforcement de la compétence professionnelle des ingénieurs techniciens [21 avril 1982] (p. 1226) ; éléments nouveaux apportés par le rapport Picard (p. 1227) ; diagnostic et propositions du rapport Picard ; augmentation du nombre des postes d'I.T.E.F. (p. 1230) ; avance de la France sur les Soviétiques et les Américains en ce qui concerne la recherche militaire ; poursuite des essais à Mururoa (p. 1231).

Conclusions du rapport n° 606 sur les propositions de loi de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ; M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ; M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).

Première lecture, discussion générale : possibilité d'un report supplémentaire pour les étudiants terminant un cycle d'études jusqu'à vingt-cinq ans en contrepartie d'un brevet de préparation militaire ; raccourcissement de seize à douze mois de la durée du service pour les jeunes gens exerçant une profession médicale ou paramédicale ; suppression de la référence au diplôme de docteur [2 juin 1982] (p. 2889) ; organisation de la préparation militaire (p. 2890).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 3 (suppression de la référence au diplôme de docteur) : adopté (p. 2891) ; **article 3** : son amendement n° 4 (maintien du service de seize mois pour les volontaires au titre de la coopération et de l'aide technique) : adopté (p. 2892).

Ses observations sur les explications de vote : libération de leurs obligations militaires des jeunes accomplissant leur service militaire qui seront assujettis à cette loi (p. 2892).

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

Discussion : nécessité pour la défense d'être soutenue par la cohésion et la vitalité de la Nation ; rôle de la diplomatie dans la prévention des crises ; importance du choix nucléaire ; stature internationale de la France ; rôle de la défense [6 juillet 1982] (p. 4227) ; liens entre la politique des relations extérieures et la politique de défense (p. 4228).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexes des essences. — *Discussion générale :* absence de malaise dans l'armée ; protection du couple armée-nation ; respect par le Gouvernement de la politique de défense menée depuis plusieurs années [12 novembre 1982] (p. 7114) ; place de la France dans l'O. T. A. N. ; ampleur des annulations de crédits du 18 octobre 1982 ; poursuite de l'effort financier en faveur de la défense ; non-remise en cause des programmes nucléaires ; retard pris pour les canons de 155 et les véhicules tactiques ; étalements de fabrication dans la marine nationale (p. 7115) ; construction du missile M 4 à têtes nucléaires multiples ; développement de l'armement nucléaire tactique ; poursuite de l'équipement de l'armée de terre en blindés ; travaux préparatoires en vue de la définition de l'avion de combat futur ; poursuite des études sur l'appareil propulsif des porte-aéronefs nucléaires ; titularisation, au grade d'ouvrier d'Etat, des personnels de la main-d'œuvre à temps contrôlé (M. O. T. C.) travaillant dans les arsenaux ; importance de l'emploi dans les industries d'armement ; impact économique des dépenses de défense (p. 7116) ; redéfinition du rôle opérationnel de la gendarmerie et de l'armée de terre ; amélioration des conditions de vie des personnels ; augmentation de la pension de réversion des veuves de gendarmes tués au cours d'une opération de police ; insuffisances d'encadrement de la gendarmerie ; inflexion dans les concepts d'emploi des forces prévue dans la future loi de programmation militaire ; qualités de l'armée de terre ; développement de l'instruction et de l'entraînement (p. 7117) ; réforme du contenu du service national ; amélioration de la situation matérielle des appelés ; mesures propres en faveur des appelés servant dans les F. F. A. ; mise en place de commissions régimentaires dans chaque unité ; modification du règlement de discipline générale ; suppression des arrêts de rigueur ; création d'un service prolongé au-delà de douze mois pour des volontaires (p. 7118).

Répond à la question de :

— *Mme Florence d'Harcourt :* contenu du service national ; organisation du service à la carte (p. 7119) ;

— *M. Daniel Goulet :* caractère imparfait du système de défense (p. 7119) ; création d'un conseil national des réserves ; rôle de l'armée de terre (p. 7120) ;

— *Mme Florence d'Harcourt :* organisation des forces d'assistance rapide ; guerre des Malouines (p. 7120) ;

— *M. Jean-Guy Branger :* niveau élevé de l'activité aéronautique ; ralentissement des prises de commandes civiles ; amélioration de l'activité industrielle aéronautique militaire (p. 7121).

Examen des crédits : **article 31** : son amendement n° 144 (transfert de crédits) ; création de cinq cents postes de gradés dans la gendarmerie : adopté ; son amendement n° 145 (transfert de crédits) ; transfert de 1 268 appelés supplémentaires à la gendarmerie nationale (p. 7121) : adopté ; rôle de la nouvelle sécurité militaire ; rôle du S. I. R. P. A. (p. 7122) ; vote positif de M. Emmanuel Hamel sur le présent projet de budget de la défense (p. 7123) ; **article 32** : volonté de M. François Fillon de voir supprimer les crédits destinés à la mise en service du porte-avion à propulsion nucléaire ; importance de la dissuasion nucléaire (p. 7125) ; responsabilité du ministre de la défense (p. 7126).

HERVE (Edmond)

Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel d'Ornano : politique énergétique** : politique de diversification des approvisionnements ; répercussions financières de l'accord franco-algérien sur le budget de l'agence pour les économies d'énergie [7 avril 1982] (p. 961-962) ;

— **M. Pierre Garmendia : centrales au charbon** : politique d'indépendance énergétique ; réduction de la consommation de pétrole ; diminution de la part du fuel dans la production d'électricité ; élaboration d'un plan visant à préciser la localisation et le rythme de construction des centrales au charbon ; site d'Ambès [14 avril 1982] (p. 1120) ;

— **M. Pierre Garmendia : centrale au charbon sur le site d'Ambès en Gironde** : politique énergétique de la France ; report du déclassement de l'usine d'Ambès [6 octobre 1982] (p. 5462, 5463) ;

— **M. Jacques Barrot : enseignement agricole privé** : situation de l'enseignement agricole privé ; utilisation de reliquats de crédits ; crédits affectés à l'enseignement agricole privé dans le projet de budget pour 1983 [13 octobre 1982] (p. 5729) ;

— **M. Théo Vial-Massat : problèmes de la société Creusot-Loire** : groupe Creusot-Loire ; usine de Firminy ; suppression d'emplois pouvant être compensée par le transfert d'une activité de fonderie ; ressources de Creusot-Loire ; coopération possible entre Creusot-Loire et des groupes voisins [27 octobre 1982] (p. 6349) ;

— **M. Jacques Toubon : réduction du programme de centrales électronucléaires** : plan d'indépendance énergétique adopté par l'Assemblée nationale ; consommation de combustible importé ; IXe Plan ; industrie électronucléaire ; possibilités d'exportation ; déficit d'E.D.F. ; augmentations des tarifs d'électricité et du gaz [27 octobre 1982] (p. 6350, 6351) ; part du pétrole dans la consommation énergétique (p. 6352) ;

— **M. Jacques Roger-Machart : restructuration de l'industrie des engrais** : orientations de la restructuration de l'industrie chimique française arrêtées par le Gouvernement ; plan de restructuration ; rôle de Rhône-Poulenc, S.N.E.A. et C.D.F.-Chimie ; regroupement autour de la C.O.P.A.Z. et de C.D.F.-Chimie ; réorganisation de l'outil de production industriel ; renforcement de la puissance commerciale française [27 octobre 1982] (p. 6352) ;

— **M. Charles Metzinger : dépôt de bilan du groupe Bauknecht** : groupe Bauknecht ; usine de Saint-Avold ; difficultés financières et dépôt de bilan du groupe ; groupe Philips ; groupe Thomson ; possibilité de maintenir une activité normale dans l'unité de Saint-Avold ; poursuite provisoire de l'exploitation [27 octobre 1982] (p. 6353) ;

— **M. Jean Gatel : ralentissement des programmes nucléaires et emploi dans le Tricastin** : emploi dans le bassin du Tricastin ; Eurodif ; Cogema ; fermeture d'une partie de l'usine d'enrichissement du Tricastin ; reclassement des employés concernés [27 octobre 1982] (p. 6353, 6354) ;

— **M. Joseph Legrand : relance de la politique charbonnière** : décision de relancer la production nationale de charbon ; effort budgétaire consenti en faveur du charbon national ; augmentation de la consommation de charbon en 1982 ; industrie sidérurgique ; importation du charbon moins coûteuse que celle du pétrole [10 novembre 1982] (p. 7027) ;

— **M. Jacques Mellick : avenir du site chimique de Chocques dans le Pas-de-Calais** : reprise de l'essentiel des activités de P.C.U.K. par la S.N.E.A. ; usine de Chocques [17 novembre 1982] (p. 7313) ;

— **M. Pierre Forgues : avenir de l'industrie de la céramique** : société Ceraver ; débouchés des industries de céramique [17 novembre 1982] (p. 7313) ;

— **M. Vincent Porelli : situation de l'emploi dans l'entreprise Solmer** : plan de modernisation et de développement de la sidérurgie ; Sacilor et Usinor ; meilleure prise en compte des besoins des utilisateurs d'acier ; mise en chômage de Solmer ; effrondrement des commandes de produits plats ; crise conjoncturelle de la demande d'acier ; Communauté économique européenne ; concertation [17 novembre 1982] (p. 7317-7318) ;

— **M. Pierre Weisenhorn : situation de l'emploi dans les industries alsaciennes** : récession des industries textiles et d'habillement en Alsace ; sortie du blocage des prix ; société alsacienne de construction mécanique de Mulhouse ; entreprises d'imprimerie I.G.A. et Arts graphiques de Mulhouse ; primes d'aménagement du territoire et subventions d'équipement régionales [17 novembre 1982] (p. 7319) ;

— **M. Gérard Chasseguet : emploi et activité à la Société générale de fonderie** : difficultés de cette société ; diminution de ses marchés traditionnels ; études en cours pour développer de nouveaux produits ; restructuration industrielle et financière du groupe ; situation de l'usine de Sainte-Jamme-sur-Sarthe [1er décembre 1982] (p. 7862) ;

— **M. Marcel Mocoeur : emploi et activité à la société Mavest à Ambazac** : situation de cette entreprise ; stagnation du marché ; plan de restructuration ; compétitivité de cette entreprise [1er décembre 1982] (p. 7864, 7865) ;

— **M. Jean-Hugues Colonna : ligne à très haute tension « Trans-Carros »** : aménagement du lac de Rabuons ; tracé de la ligne électrique de Trans-Carros ; étude d'impact ; proposition d'une modification du projet par les élus locaux ; rôle de la ligne Trans-Carros pour l'approvisionnement en énergie électrique de la région niçoise [8 décembre 1982] (p. 8110).

orales sans débat de :

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 158) : accords sur les importations de textiles** : nouvel accord multifibres ; caractère strict des positions de la communauté ; fixation des plafonds globaux [7 mai 1982] (p. 1846) ; défense de l'appareil industriel français (p. 1847) ;

M. Jean-Pierre Michel (n° 169) : usines Texunion en Haute-Saône : place du groupe D. M. C. au sein de l'industrie textile française ; renouvellement de l'accord A. N. F. [7 mai 1982] (p. 1847) ;

— **M. Louis Moulinet (n° 170) : société de robotique A. K. R.** : fabrication et commercialisation d'un robot de peinture ; investissements très lourds nécessités dans le secteur de la robotique ; participation d'organismes institutionnels français dans la restructuration financière et industrielle [7 mai 1982] (p. 1848) ;

— **M. Jean-Pierre Penicaut (n° 166) : industrie du sel** : réduction des rejets d'ions-chlores au Rhin ; création d'une saline intégrée dans les installations des mines de potasse d'Alsace ; commission d'experts mise en place [7 mai 1982] (p. 1849) ;

— **M. Michel Debré (n° 133) : accord entre E. D. F. et la région Midi-Pyrénées** : aspect constitutionnel du protocole signé entre E. D. F. et le président de la région Midi-Pyrénées [14 mai 1982] (p. 2165) ;

— **M. Francis Geng (n° 177) : conclusion d'accords avec les régions pour la construction et l'exploitation de centrales nucléaires** : résistance rencontrée par le nucléaire dans certaines régions ; poursuite de la politique de grands chantiers [14 mai 1982] (p. 2167) ; protocole signé entre la région Midi-Pyrénées et E. D. F. ; dossier de Golfech (p. 2168) ;

— **M. Louis Lareng (n° 183) : profession de psychorééducateur** : émergence de professions de santé par l'instauration de nouveaux diplômes d'Etat [14 mai 1982] (p. 2168) ;

— **M. Jean-Pierre Soisson (n° 147) : centres hospitaliers de l'Yonne** : nécessité de résorber les déficits accumulés ; réduction des inégalités régionales en matière d'équipements hospitaliers ; hôpital psychiatrique de l'Yonne ; problèmes des emplois non médicaux [14 mai 1982] (p. 2169) ;

— **M. Pierre Bourguignon (n° 205) : reconstitution du patrimoine des établissements scolaires victimes de vols** : actes de malveillance commis au détriment des établissements scolaires ; effort de prévention [4 juin 1982] (p. 2950) ;

— **M. Roger Rouquette (n° 204) : diplôme national du brevet des collèges** : organisation d'une session supplémentaire en septembre [4 juin 1982] (p. 2952) ;

— **M. Jean-Pierre Michel (n° 202) : médecine scolaire en Haute-Saône** [4 juin 1982] (p. 2955) ; organisation des visites médicales dans les L. E. P. (p. 2956) ;

— **M. Christian Nucci (n° 203) : usine P. C. U. K. de Saint-Clair-du-Rhône** : absence de licenciements envisagés [4 juin 1982] (p. 2956) ;

— **M. Jean-Michel Belorgey (n° 206) : stratégie industrielle et sociale de Manurhin** ; activités de cette société ; application de la réglementation dans ce type d'établissement [4 juin 1982] (p. 2958) ;

— **M. Edmond Alphandéry (n° 201) : pénétration japonaise dans l'économie française** : vigilance exercée par le Gouvernement ; nécessité de promouvoir une réponse communautaire aux défis extérieurs [4 juin 1982] (p. 2959) ;

— **M. Alain Peyrefitte (n° 198) : centrale électronucléaire de Nogent-sur-Seine** : suspension des travaux ; poursuite de la tranche de Nogent II ; importance attachée par le Gouvernement à l'insertion économique des chantiers des centrales nucléaires [4 juin 1982] (p. 2960) ;

— **M. Emile Koehl (n° 248) : usine de la cellulose de Strasbourg** : impossibilité de maintenir une vie industrielle rentable à l'usine de la cellulose de Strasbourg dans son état actuel ; stratégie papetière du Gouvernement ; aide financière des collectivités locales [8 octobre 1982] (p. 5585) ;

— **Mme Marie-Josèphe Sublet (n° 285) : entreprise Renault Véhicules industriels** : baisse du marché mondial des véhicules industriels ; mesures gouvernementales prises pour consolider le secteur des transports routiers ; efforts d'amélioration de la compétitivité et efforts d'exportation de Renault Véhicules industriels ; concurrences étrangères ; préparation du plan d'entreprise [26 novembre 1982] (p. 7702) ;

— **M. René La Combe (n° 275) : concessionnaires Talbot** : fusion des réseaux Peugeot et Talbot ; résultats des négociations individuelles ; conséquences de la fusion des réseaux Berliet et Saviem ; stratégie des dirigeants de Peugeot visant à faciliter à l'ensemble du réseau l'accès à la représentation des deux marques ; difficultés de certains concessionnaires Peugeot [26 novembre 1982] (p. 7703) ;

— **Parfait Jans (n° 279) : usines Citroën-Talbot-Peugeot** : appel à une main-d'œuvre extérieure à l'établissement à l'usine Citroën d'Aulnay ; production de l'usine Talbot de Poissy ; rôle du dialogue social dans le redressement industriel de la France [26 novembre 1982] (p. 7704) ;

— **M. Maurice Briand (n° 283) : entreprise Soguintel à Guingamp** : inquiétude des représentants du personnel sur le maintien du plan de charge de l'usine ; souci des personnels de préserver l'outil de production [26 novembre 1982] (p. 7705) ;

— **M. Vincent Porelli (n° 315) : bassin ardoisier de l'Anjou** : utilisateurs d'ardoises ; développement de l'importation étrangère ; différence entre l'ardoise naturelle et les matériaux de substitution ; campagne de promotion de l'ardoise ; compression des coûts de fabrication ; problème de l'allégement des charges sociales supportées par les sociétés ardoisières [17 décembre 1982] (p. 8461) ;

— **Mme Colette Goeuriot (n° 314) : bassin ferrifère lorrain** : plan fonte ; coke ; prix de transport et rôle financier de la S. N. C. F. ; cas des aciéries électriques [17 décembre 1982] (p. 8462, 8463).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : composition du conseil d'administration du fonds [22 juillet 1982] (p. 4690).

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).**

Première lecture, discussion générale : contenu du rapport Bourjol; place de la science dans la société ; rapport Hugon ; développement de la filière surrégénératrice ; stockage des déchets radioactifs ; structure du dialogue entre la science, la technologie et la politique [5 octobre 1982] (p. 5367) ; restructuration de l'appareil industriel français ; acceptation de l'aventure scientifique et technologique (p. 5368).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* contenu du plan national d'indépendance énergétique ; accroissement des fonds publics affectés à la politique de maîtrise de l'énergie ; rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie [8 novembre 1982] (p. 6882) ; politique du Gouvernement en faveur du charbon ; difficultés des Charbonnages de France ; lancement de grands ensembles en Lorraine ; surcapacité de l'appareil français de raffinage ; augmentation de la dotation de l'institut français du pétrole (p. 6883) ; cohérence de la politique menée par le Gouvernement ; programme électro-nucléaire ; exportation des centrales nucléaires ; exportations d'électricité ; développement expérimental des surrégénérateurs ; rôle des commissions d'évaluation mises en place dans les différents bassins charbonniers français ; situation des Charbonnages de France (p. 6906) ; évolution du fonds spécial des hydrocarbures ; rôle des réseaux de chaleur ; nécessité de compenser les effets de la réduction du gisement de Lacq (p. 6907) ;

Répond à la question de :

— *M. Pierre Micaux :* contenu du fonds spécial de grands travaux ; économies consécutives à l'utilisation des eaux chaudes des centrales électro-nucléaires (p. 6907) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* effort en faveur des économies d'énergie et du développement des énergies nouvelles ; problème du personnel de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 6910) ;

— *M. André Lotte :* création d'une société de développement industriel et de commercialisation du charbon (p. 6911) ;

HORY (Jean-François)

Député de Mayotte
(1re *circonscription*)
N.I.
puis Socialiste

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 8 juillet 1982] (p. 2168).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Guinée équatoriale sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (**n° 1263**) [9 décembre 1982] (p. 8205).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Discussion des articles : **après l'article 17** : son amendement n° 174 (application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté [15 juin 1982] (p. 3430).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* volonté de changement manifestée par le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer ; initiative prise pour débloquer la situation calédonienne ; problème de Mayotte ; respect du choix des Mahorais de rester français ; insuffisance des moyens budgétaires pour 1983 ; tiers-mondisme militant affiché par le Gouvernement français [5 novembre 1982] (p. 6804) ; faiblesse des moyens de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 6805).

Transports. — *Discussion générale : questions :* réalisation du réseau routier national à Mayotte [16 novembre 1982] (p. 7252).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* effort accompli par le Gouvernement dans le domaine de la coopération et de l'aide au développement ; repli des Etats-Unis sur eux-mêmes [17 novembre 1982] (p. 7344) ; notions de codéveloppement et de développement autocentré ; liens entre l'aide au développement et les actions de développement dans l'outre-mer français ; différend opposant la France et les Comores à propos de Mayotte ; attitude du gouvernement comorien (p. 7345).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 135** : extension aux communes de Mayotte des règles générales concernant la dotation globale d'équipement [2 décembre 1982] (p. 7942).

— **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : hostilité du M.R.G. à la disposition fixant à 5 p. 100 le minimum de voix devant être recueilli par une liste pour qu'elle soit représentée ; argument selon lequel la suppres-

sion de cette disposition aboutirait à une atomisation de la représentation des courants politiques ; inexistence d'une disposition similaire en ce qui concerne la Corse ; problème posé par l'élection à la proportionnelle des conseils régionaux métropolitains ; abstention des députés du M.R.G. sur cet article si cette disposition était maintenue [15 décembre 1982] (p. 8351).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion de l'article unique, explications de vote : sa fierté d'être parlementaire ; attitude de suspicion à l'égard de la commémoration ; défense de la liberté et droit à la diversité dans l'ensemble national [17 décembre 1982] (p. 8495) ; effort de libération et de démocratisation ; cas de Mayotte ; ordonnance royale du 9 décembre 1846 portant suppression de l'esclavage à Mayotte ; vote positif du groupe socialiste (p. 8496).

HOUTEER (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(5e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* mesures d'aides financières et techniques pour répondre aux besoins des coopératives d'utilisation de matériel agricole (C.O.M.A.) ; possibilité de cultiver en France le soja, actuellement importé [9 novembre 1982] (p. 6973).

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais
(8e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Agriculture : dépenses en capital) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur **l'agriculture et l'énergie dans l'économie brésilienne (n° 778)** [16 avril 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome II : **agriculture :** dépenses en capital **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : report de crédits non consommés ; crédits décentralisés ; remembrement ; hydraulique agricole ; financement des dépenses ; S. A. F. E. R. ; projet de réforme foncière ; rapport Joulin ; politique agricole commune [9 novembre 1982] (p. 6925) ; montants compensatoires ; raports de la C. E. E. avec les Etats-Unis (p. 6926).

— Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : conséquences du présent projet de loi dans le secteur agricole ; rôle de la dotation globale d'équipement ; péréquation entre les départements riches et les départements pauvres ; responsabilité des citoyens en matière d'aménagement rural ; nouvelle procédure instaurée en matière d'urbanisme ; rôle de la charte intercommunale ; importance de la coopération intercommunale ; élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols ; disparition des zones d'environnement protégées ; place des agriculteurs dans la décentralisation [29 novembre 1982] (p. 7748).

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
(5e *circonscription*)
N. I.

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— licenciements dans l'industrie du machinisme agricole : licenciements dans une société de Châteaubriant [15 décembre 1982] (p. 8339).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 4 :** son amendement n° 7 (conséquences de l'exercice de l'activité de notaire) : retiré [8 décembre 1982] (p. 8125).

HUYGHUES DES ETAGES (Jacques)

Député de la Nièvre
(2e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Services du Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale), (Défense : politique de défense de la France) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [2 décembre 1982] (p. 7955).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome I : **défense :** politique de défense de la France ; tome VII : **services du Premier ministre :** secrétariat général de la défense nationale (n° 1168) [21 octobre 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1982** (n° 1259) **(n° 1272)** [2 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : disparition des règlements surannés ; amélioration de la condition militaire ; disparition des manuels scolaires des réflexions antimilitaristes ; remise à l'honneur de l'instruction civique ; décentralisation de l'institut des hautes études de défense nationale ; nécessité de ne pas prendre de retard technique en matière militaire ; précise que les crédits annulés n'affectent pas en profondeur la modernisation des armées [12 novembre 1982] (p. 7086) ; priorité donnée au nucléaire stratégique et tactique ; faiblesse de la défense aérienne du territoire ; vétusté d'une grande partie de la flotte ; nécessité d'accroître la polyvalence des forces françaises ; remodelage des échelles des soldes (p. 7087).

Services du Premier ministre. — II : secrétariat général de la défense nationale. — *Discussion générale :* renonce à présenter oralement son rapport [16 novembre 1982] (p. 7266).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : montant et répartition des crédits de paiement et des autorisations de programme relatifs aux armées ; redéploiement interne à l'intérieur du ministère de la défense ; Liban ; Nouvelle-Calédonie ; paiements de matériels destinés à l'armée de l'air ; protection des points sensibles ; financement des logements destinés aux gendarmes ; installation du bassin d'essais des carènes au Vaudreuil ; attribution d'une pension de réversion au taux de 100 p. cent aux veuves de gendarmes et de policiers tués en opération ; souhaite que soit précisée la définition exacte de l'expression « tués au cours d'une opération de police » [7 décembre 1982] (p. 8048) ; possibilité d'imaginer un système de rattrapage pour mettre toutes les veuves à égalité face à cette pension ; crédits militaires ; vote positif des groupes de la majorité (p. 8049).

I

IBANES (Jean)

Député de l'Ariège
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* coordination de la politique nationale d'aménagement du territoire et des interventions de la C. E. E. en faveur du développement régional [17 novembre 1982] (p. 7305, 7306).

Relations extérieures, Affaires européennes, Coopération et développement. — *Discussion générale :* progression du marché intérieur communautaire ; harmonisation du taux de la T.V.A. ; mise en cause au sein de la Communauté des plans sectoriels élaborés par la France ; problème des quotas d'importations des produits textiles ; contenu de la politique européenne de développement régional ; faible progression des crédits de paiement du fonds européen de développement régional [17 novembre 1982] (p. 7346) ; existence de deux conceptions de la communauté économique européenne (p. 7347).

INCHAUSPE (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(3e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Essences) [21 octobre 1982] p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 45 : **essences (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** spécificité des laines de France ; rôle des coopératives lainières ; caractéristiques du système du marché des laines de France [1er juillet 1982] (p. 4175, 4176).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nouveau statut des caisses d'épargne [20 juillet 1982] (p. 4553) ; nécessité d'éviter que les salariés des caisses d'épargne ne puissent plus bénéficier de l'intéressement en application de l'ordonnance du 17 août 1967 (p. 4556) ; volonté de transformer les caisses d'épargne en établissements de crédit coopératifs, en société en commandite ou en société anonyme (p. 4557) ; opérations de banque permises aux caisses d'épargne (p. 4558) ; **après l'article 1er :** son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 33 de M. Michel Noir (précisant que les caisses d'épargne sont soumises à l'encadrement du crédit sur la base des encours totaux consentis le 1er juillet 1982) : rejeté (p. 4559) ; **article 2 :** son amendement n° 84 (précisant que le réseau des caisses d'épargne ne doit pas servir à drainer les disponibilités des caisses pour les placer sur le marché monétaire) (p. 4560) : retiré (p. 4561) ; **article 3 :** contrôle des Sorefi (p. 4564) ; son amendement n° 86 (financement complémentaire des communes et des départements par la caisse des dépôts et consignations) : retiré (p. 4566) ; **article 5 :** son amendement n° 85 (précisant que la proportion des fonds collectés affectés au financement des collectivités locales ne sera pas diminuée) : retiré (p. 4573).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 12 :** son amendement n° 182 (qualification des biens professionnels) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6470).

Deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : caractère insuffisant de la reconduction du budget des essences en francs courants ; absence de bouleversement des structures militaires pouvant avoir une incidence sur le volume des carburants ; entrée en service de matériel plus performant et plus économe en carburant [12 novembre 1982] (p. 7085) ; poids de la fiscalité pesant sur les carburants militaires ; équilibre factice du budget fondé sur la vente de carburant aux armées alliées s'entraînant en France (p. 7086).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 123 :** problème de l'emploi de la dotation globale d'équipement [1er décembre 1982] (p. 7920) ; **article 126 :** problème de l'inscription en compte de la dotation globale d'équipement départementale (p. 7923).

ISTACE (Gérard)

Député des Ardennes
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

J

JACQ (Marie)

Député du Finistère
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Président de cette commission [*J.O.* du 26 mars 1982] (p. 928).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi de M. André Delelis relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732) [22 avril 1982] (p. 1281).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 732) relatif à la **formation professionnelle des artisans (n° 1226)** [18 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1318), modifié par le Sénat, relatif à la **formation professionnelle des artisans (n° 1325)** [17 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 9** *bis :* incompatibilité entre l'article 23 du projet de loi de finances rectificative pour 1982 et le présent article [15 juin 1982] (p. 3439).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : revalorisation des pensions liquidées avant la loi Boulin ; amélioration des pensions de réversion ; possibilité donnée à un invalide de classe 1 de choisir après soixante ans entre la liquidation de sa pension de vieillesse et le maintien de sa pension d'invalidité ; seuil de récupération sur succession des sommes supportées par l'aide sociale aux personnes âgées [18 juin 1982] (p. 3583).

Explications de vote : différentes mesures contenues dans le présent projet de loi [21 juin 1982] (p. 3641) ; vote favorable du groupe socialiste (p. 3642).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* droits des femmes agricultrices et des femmes d'exploitants agricoles [9 novembre 1982] (p. 6985).

— **Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : formation permanente ; loi du 16 juillet 1971 ; lien entre la formation des artisans et le succès de leurs entreprises ; stagnation des actions de formation professionnelle au profit des artisans ; absence de mécanisme obligatoire de financement ; amendement de la commission étendant aux conjoints non salariés d'artisans le bénéfice de cette loi ; chambres des métiers ; organisation professionnelle ; diversification des sources de formation ; obligation de formation préalable à l'installation ; dispense accordée au candidat ayant subi une formation à la gestion ; hypothèse de la force majeure ; obligation de financement ; majoration du droit fixe de la taxe pour frais de chambre des métiers ; mutualisation ; fonds d'assurance formation régionaux [23 novembre 1982] (p. 7572) ; fonds national de répartition ; fonds d'assurance formation ; procédure d'habilitation ; entrée en vigueur de la loi ; extensions possibles du champ d'application de la loi au secteur commercial et en faveur des travailleurs des entreprises de moins de dix salariés ; hétérogénéité du secteur du commerce et des services ; vote favorable de la commission (p. 7573).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (tendant à inclure les conjoints non salariés d'artisans dans le champ d'application du texte) : devenu sans objet (p. 7590) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (ouverture du stage aux conjoints d'artisans non salariés) : modifié, adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (ouverture des actions de formation continue aux conjoints non salariés) : adopté (p. 7591) ; nécessité d'assurer les ressources affectées à la formation professionnelle dans les départements d'outre-mer (p. 7592) ; **article 4 :** possibilité de mutualisation des organisations professionnelles dans les départements d'outre-mer (p. 7593) ; **article 5 :** fixation par décret en Conseil d'Etat des règles de composition et de fonctionnement du fonds national de répartition ; **après l'article 5 :** impossibilité d'individualiser sur les avertissements fiscaux les sommes collectées au bénéfice des fonds d'assurance formation des chambres de métiers et les sommes collectées au bénéfice des organisations professionnelles (p. 7594) ; clarification des documents fiscaux ; **après l'article 7 :** régime transitoire de formation des salariés des entreprises artisanales (p. 7595) ; **titre :** son amendement n° 5 (inclusion dans le titre des conjoints non salariés et de leurs auxiliaires familiaux) ; conséquence des amendements adoptés ; amendement n° 5 : rejeté (p. 7596).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : modifications apportées par le Sénat ne remettant pas en cause le dispositif du texte ; souhait de la commission pour l'adoption sans modification de ce projet de loi ; conséquences de la suppression du mot « notamment » à l'article 1er et de la mention « en tant que de besoin » à l'article 2 [17 décembre 1982] (p. 8498).

JACQUAINT (Muguette)

Député de la Seine-Saint-Denis
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 26 mars 1982] (p. 928).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues sur le respect de l'application du principe de l'égalité des sexes (n° 538) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues tendant à faire évoluer les représentations de la femme à travers la publicité (n° 814) [17 juin 1982] (p. 3574).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée par l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J.O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Proposition de loi sur l'égalité de l'homme et de la femme en matière de droit au nom (n° 818) [21 avril 1982].

Proposition de loi tendant à assurer **l'égalité des femmes devant l'emploi et la formation professionnelle (n° 999)** [1er juillet 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation des femmes dans les magasins Radar :** discriminations dont sont victimes les femmes travailleuses ; cas de l'établissement Radar de Cachan : menaces de licenciement de toute femme osant s'insurger contre de telles discriminations [28 avril 1982] (p. 1418) ;

— **entreprise Rateau :** contrat entre la France et l'U.R.S.S. pour la construction d'un gazoduc ; conséquences de ce marché pour l'entreprise Rateau [16 juin 1982] (p. 3458) ;

— **saisies et expulsions :** rapports entre bailleurs et locataires ; commissions départementales de conciliation [13 octobre 1982] (p. 5730) ;

orale sans débat :

— **n° 264 : personnes âgées (établissements d'accueil [Seine-Saint-Denis],** posée le 19 octobre 1982 (p. 6007).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : ancienneté de la revendication formulée par les conjoints d'artisans et de commerçants [8 avril 1982] (p. 1001) ; urgence de ce texte ; vote favorable du groupe communiste ; campagne menée par la droite contre les communistes ; réintégration des travailleurs indépendants dans le processus d'avancée vers le progrès social, campagne de séduction menée par M. Giscard d'Estaing à l'égard des artisans et des commerçants ; charte de l'artisanat ; rapport sur l'exécution de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; création d'entreprises artisanales par des chômeurs ; insuffisance du nombre des bénéficiaires de l'application de l'abattement fiscal de 20 pour cent réservé aux adhérents des centres de gestion ; disqualification de la droite pour parler au nom des artisans et des commerçants ; rôle de l'artisanat et du commerce indépendant dans l'économie française ; avantage constitué, pour la France, de l'existence d'un réseau dense de petites entreprises (p. 1002) ; volonté des communistes de voir se développer la propriété privée, fruit de l'épargne et du travail ; pause et octroi judicieux des autorisations d'ouverture des grandes surfaces contribuant à consolider les petits commerces ; restauration de meilleures conditions de concurrence entre les grands magasins ; caractère néfaste des ventes à perte ; réforme des circuits de distribution ; préférence des consommateurs pour un produit de qualité à un substitut moins cher de qualité médiocre (exemple des « chalandonettes ») ; volonté des artisans d'échapper à la tutelle des entreprises dites générales dans le bâtiment ; suppression des causes du travail noir ; conception d'une méthode démocratique d'appréhension des revenus ; injustice du système actuel du forfait ; caractère inacceptable de la non-reconnaissance par la loi du rôle et de la place particulière occupée par la conjointe dans le fonctionnement de l'entreprise ; importance du projet actuel ; nécessité de voir les organismes professionnels et juridictions compétents prendre l'initiative d'une campagne d'inscription des conjoints ; supériorité du statut de conjoint collaborateur ; assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation de maternité pour la conjointe ; allocation forfaitaire de repos maternel ; difficulté de trouver un ou une remplaçante dans le commerce ; poids induit des cotisations (p. 1003) ; application du principe de répartition de l'assiette entre époux pour le calcul de toutes les cotisations ; risque de fraude fiscale légale ouverte par la faculté de « salarier » l'épouse ; problème posé par l'application de la déduction forfaitaire de 20 pour cent (p. 1004).

Discussion des articles : **article 4 :** nécessité d'une grande souplesse en matière de repos maternel ; propos du ministre du commerce et de l'artisanat répondant à cette préoccupation [13 avril 1982] (p. 1083).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail** (n° **742**).

Première lecture, discussion générale commune : amélioration du droit syndical ; renforcement de la protection des délégués syndicaux, des délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise ; information économique des représentants des salariés ; prévention des difficultés des entreprises pour empêcher des licenciements ; égalité des salariés français et étrangers dans l'accès aux responsabilités syndicales ; problème des syndicats « maison » [13 mai 1982] (p. 2147) ; obligation de réintégration d'un délégué licencié arbitrairement ; sanctions contre les employeurs de mauvaise volonté ; crédits d'heures ; protection des salariés exerçant leur droit de grève (p. 2148).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-44 *du code du travail :* son amendement n° 16 (suppression de la disposition prévoyant que l'article n'est pas applicable en cas de licenciement) : retiré [17 mai 1982] (p. 2326).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L.* 411-5 *du code du travail :* ouverture aux jeunes et aux femmes du droit de prendre leur place et leurs responsabilités dans les entreprises [24 mai 1982] (p. 2473) ; *article L.* 411-7 *du code du travail :* possibilité donnée aux militants syndicaux de poursuivre leur action pour la défense des droits des retraités dans une organisation ayant le caractère juridique des syndicats (p. 2475) ; *article L.* 412-4 *du code du travail :* son amendement n° 10 (constitution de section syndicale dans toutes les entreprises) (p. 2478) ; adopté (p. 2480) ; **article 1er :** *article L.* 412-5 *du code du travail :* calcul des effectifs de l'entreprise ; dispositions permettant de créer des institutions représentatives dans des entreprises où elles sont absentes [24 mai 1982] (p. 2498) ; **article 2 :** *article L.* 412-8 *du code du*

travail : problème de la libre diffusion des tracts ; contentieux répressif existant à ce sujet ; diffusion à l'intérieur de l'enceinte de l'entreprise (p. 2509) ; réunion de la section syndicale [25 mai 1982] (p. 2516) ; *article* L. 412-11 *du code du travail :* prise en compte de la situation particulière des cadres, techniciens et agents de maîtrise [27 mai 1982] (p. 2661) ; *article L.* 412-12 *du code du travail :* son amendement n° 18 (représentation syndicale distincte dans les groupes) : rejeté (p. 2665) ; **article 3 :** attribution des crédits d'heures nécessaires aux délégués syndicaux pour remplir leur mandat (p. 2668) ; **article 8 :** *article L.* 421-1 *du code du travail :* son amendement n° 23 (suppression du second alinéa du texte proposé par cet article) : retiré [28 mai 1982] (p. 2744) ; **article 9 :** *article L.* 422-3 *du code du travail :* cas des délégués du personnel axerçant collectivement les attributions économiques du comité d'entreprise (p. 2767) ; son amendement n° 25 (précisant qu'en l'absence de comité d'entreprise, les délégués du personnel assurent le fonctionnement des institutions sociales de l'établissement) (p. 2769) : rejeté (p. 2770) ; **article 10 :** problème du caractère démocratique des élections professionnelles ; exemple de Citroën [1er juin 1982] (p. 2779) ; définition des critères de représentativité des syndicats dits « libres » (p. 2781) ; *article L.* 423-3 *du code du travail :* son amendement n° 27 (répartition du personnel dans les collèges électoraux et répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel) : retiré (p. 2784) ; **article 13 :** accord entre l'employeur et les organisations syndicales nécessaire au déroulement des opérations électorales ; respect des principes généraux du droit électoral (p. 2805) ; **article 18 :** *article L.* 425-1 *du code du travail :* son amendement n° 31 (seconde réunion du comité d'entreprise lorsque l'inspecteur du travail envisage d'autoriser le licenciement) : rejeté [2 juin 1982] (p. 2850) ; **article 20 :** conditions de création des comités d'entreprise ; définition de leurs attributions ; suppression éventuelle du comité d'entreprise dans une entreprise [3 juin 1982] (p. 2905) ; **article 21 :** emploi des femmes ; non-respect de la loi de 1972 sur l'égalité des salaires masculins et féminins ; propose que les chefs d'entreprise soumettent annuellement au comité d'entreprise un rapport comportant les éléments permettant de s'assurer que le principe d'égalité des salaires est respecté [4 juin 1982] (p. 2969) ; **article 22 :** son amendement n° 37 (suppression du second alinéa du nouvel article L. 432-6 du code du travail) [7 juin 1982] (p. 3014) : rejeté (p. 3015) ; **article 26 :** commission économique créée par le comité d'entreprise ; recours à un expert-comptable (p. 3045) ; *article L.* 434-6 *du code du travail :* son sous-amendement n° 924 à l'amendement n° 148 de la commission : devenu sans objet (p. 3070) ; **article 27 :** montant de la subvention annuelle de fonctionnement allouée au comité d'entreprise (p. 3072) ; *article L.* 434-8 *du code du travail :* subvention du comité d'entreprise (p. 3076) ; **article 30 :** création de comités de groupe ; meilleure connaissance de la vie du groupe par les comités d'entreprise et les travailleurs ; nécessité pour le comité de groupe de disposer d'un service économique [8 juin 1982] (p. 3097) ; **avant l'article 1er :** son amendement n° 9 précédemment réservé (précisant que toute mesure prise par l'employeur contrairement aux dispositions des alinéas précédents est présumée discriminatoire) ; charge de la preuve (p. 3124) : retiré (p. 3126).

Deuxième lecture, discussion générale : rejet du texte par le Sénat ; accroissement des droits des travailleurs ; attitude du patronnat [1er octobre 1982] (p. 5323).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 39 (possibilité pour le représentant du personnel de prendre contact avec un syndicaliste extérieur à l'entreprise pendant les heures de délégation) (p. 5328) : rejeté (p. 5329) ; **article 17 :** son amendement n° 40 (rôle de l'union locale syndicale) : retiré (p. 5339) ; **article 20 :** son amendement n° 41 (suppression d'un comité d'entreprise en cas de réduction du personnel) : rejeté (p. 5342) ; **article 27 :** son amendement n° 42 (sommes dont bénéficie le comité d'entreprise) : retiré (p. 5349).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1 (sanction des employeurs qui contreviendraient aux dispositions des articles L 140-2 et L. 140-3 du code du travail) [8 juin 1982] (p. 3140) : retiré (p. 3141) ; **article 9 :** *article L.* 136-2 *du code du travail :* son amendement n° 13 (chargeant la commission nationale de la négociation collective d'élaborer un rapport annuel par branche sur les conditions de travail des femmes) : retiré [25 juin 1982] (p. 3888).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : lourdeur de l'héritage dans le domaine du développement scientifique et technique ; ralentissement de l'effort de recherche depuis dix ans [21 juin 1982] (p. 3671) ; accroissement de cet effort proposé par le Gouvernement ; rôle des récentes nationalisations ; échec de la politique des créneaux (p. 3672).

Discussion des articles : **article 25,** *rapport annexé :* son amendement n° 128 (rôle des entreprises nationales dans l'essor et le développement des P.M.I.) : adopté [22 juin 1982] (p. 3748).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 29 :** son amendement n° 62 (statut des administrateurs des organismes de sécurité sociale) : devenu sans objet [8 juillet 1982] (p. 4391).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion des articles : **article 15 :** opposition du groupe communiste à la création d'offices par ce projet [19 juillet 1982] (p. 4509).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 236-1 *du code du travail :* son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 7 de la commission (procédure suivie dans les établissements de moins de cinquante salariés) : devenu sans objet [21 septembre 1982] (p. 5018).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* lit l'intervention de M. Paul Balmigère [2 novembre 1982] (p. 6532-6533).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* égalité des femmes devant l'emploi et la formation professionnelle ; inégalité des salaires masculins et féminins ; rôle nouveau des femmes dans la vie sociale et économique ; nouveau statut des conjoints d'artisans et de commerçants ; ouverture de tous les métiers aux femmes ; droit à la parole des travailleuses ; nécessité d'inciter les employeurs à promouvoir des femmes aux postes de responsabilité [2 novembre 1982] (p. 6549) ; exemple des travailleuses de Lee Cooper à Amiens et des employées des magasins Tati (p. 6550).

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale :* responsabilité de la droite en matière de chômage des jeunes et des femmes ; attitude du patronat [15 novembre 1982] (p. 7162) ; réduction de la durée du travail ; abaissement de l'âge de la retraite ; amélioration des conditions de travail ; mise en place des contrats de solidarité ; développement des missions de l'A. N. P. E. (p. 7163).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale : questions :* amélioration des droits des femmes ; remboursement de l'I. V. G. ; lutte contre l'avortement clandestin [18 novembre 1982] (p. 7416).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : nécessité de permettre aux femmes d'élever leurs enfants tout en exerçant une activité professionnelle ; maintien des avantages acquis ; importance du chômage des femmes [6 décembre 1982] (p. 7984) ; rôle pilote de la fonction publique et des sociétés nationalisées ; création de filières de formation technique ouvertes aux jeunes filles ; nécessité de prendre des mesures permettant aux femmes de suivre une formation professionnelles pendant leur temps de travail ; définition de la valeur égale des travaux (p. 7985).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 123-2 *du code du travail :* nécessité de ne pas fermer la porte à des dispositions plus favorables aux salariés (p. 7996) ; nécessité de « rattraper » les inégalités dont souffrent les femmes (p. 7997) ; *article L.* 123-6 *du code du travail :* son

amendement n° 43 (affichage dans chaque atelier et dans chaque bureau) : retiré (p. 8007) ; **article 4 :** *article L.* 152-1 *du code du travail :* son amendement n° 44 (amende en cas de récidive) : retiré (p. 8010) ; **article 8 :** *article L.* 432-1 *du code du travail :* rapport sur les inégalités dont les femmes sont victimes dans les entreprises (p. 8014) ; **article 16 :** son amendement n° 45 (suppression du second alinéa de cet article) : rejeté (p. 8018) ; **article 18 :** nécessité de faire connaître le présent texte dans les entreprises (p. 8019).

Explications de vote : caractère déterminant de la lutte des travailleuses et des travailleurs dans la conquête de droits nouveaux ; contrôle de l'application du présent texte par le comité d'entreprise ; maintien des droits acquis ; vote positif du groupe communiste (p. 8020).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : précise que le remboursement de l'I. V. G. est une victoire rendue possible par l'arrivée de la gauche au pouvoir [10 décembre 1982] (p. 8237) ; développement de la contraception et de l'éducation sexuelle ; amélioration de l'environnement social des femmes ; mauvaise application des lois de 1975 et de 1979 ; nécessité de rembourser la totalité des frais afférents à l'I. V. G. ; opposition de la droite à ce remboursement ; développement de l'aide aux familles par le Gouvernement ; obligation pour tous les hôpitaux de se doter d'un service pouvant pratiquer l'I. V. G. ; respect de la conscience des médecins ; augmentation du délai légal ; situation particulière des mineures ; nécessité de permettre aux femmes étrangères de bénéficier de la loi française (p. 8238) ; prise en charge du remboursement par l'Etat (p. 8239).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** volonté de l'Etat de financer le remboursement de l'I. V. G. [18 décembre 1982] (p. 8512).

JAGORET (Pierre)

Député des Côtes-du-Nord
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi n° 646 portant création d'une taxe sur les emballages perdus de boissons alimentaires [26 avril 1982].

QUESTIONS

au gouvernement : problème de l'apartheid en Afrique du Sud : décision de la Cour suprême d'Afrique du Sud de rejeter le recours en appel de trois condamnés à mort [1er décembre 1982] (p. 7862).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).

Première lecture, discussion générale : contribution de la France au maintien de la paix au Proche-Orient ; discours du Président de la République à la Knesset le 4 mars 1982 ; souhait de la présence française dans la F. M. O. par les Gouvernements d'Israël et d'Egypte ; s'étonne que le présent projet de loi ne rencontre pas dans l'Assemblée une approbation unanime [22 avril 1982] (p. 1258).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* maintien à domicile des personnes âgées ; insuffisance des vacances prises par les personnes âgées [18 novembre 1982] (p. 7400) ; qualité des relations entre les générations ; place des personnes âgées dans la société (p. 7401).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : problèmes propres au C. N. E. T. de Lannion ; sentiment d'injustice né parmi les personnels contractuels vis-à-vis du présent projet de loi ; problème de la possibilité d'une réduction de la rémunération de base [14 décembre 1982] (p. 8261) ; modalités de versement des cotisations de rachat permettant la validation des services ; problème des affectations et des mutations ; inadéquation du présent projet de loi à des situations particulières (p. 8262).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

QUESTIONS

au Gouvernement : grève au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre : conséquences de la grève sauvage déclenchée dans le centre hospitalier de Pointe-à-Pitre ; dégradation du service public [2 juin 1982] (p. 2870).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : discrimination dont sont victimes les populations d'outre-mer en matière audiovisuelle ; vigilance quant à l'application de la loi outre-mer ; unité du service public de l'audiovisuel sur l'ensemble du territoire national ; convention collective pour l'ensemble des personnels du service public de l'audiovisuel ; création d'une société nationale pour l'outre-mer ; utilisation de F. R. 3 par l'ancienne majorité ; absence de création dans les stations d'outre-mer [27 avril 1982] (p. 1349) ; aggravation de la situation des créateurs d'outre-mer par les articles 38 et 39 du projet ; nécessité d'aider à l'évolution des télévisions négro-africaines du tiers monde (p. 1350).

Discussion de articles : **article 39 :** absence d'informations concernant l'outre-mer sur les chaînes nationales [5 mai 1982] (p. 1765).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : absence de cadeau fait par le Gouvernement à l'Union soviétique ; situation économique et sociale des D. O. M. ; absence de volonté de largage de la part du Gouvernement ; refus de celui-ci de conserver les D. O. M. de force [30 septembre 1982] (p. 5276) ; création du conseil général et régional (p. 5277).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* rappelle qu'il avait souhaité la disparition du secrétariat d'Etat aux départements d'outre-mer [5 novembre 1982] (p. 6802) ; volonté de développement de l'économie des D. O. M. manifestée par le Gouvernement ; héritage laissé par la droite ; problème du chômage en Guadeloupe (p. 6803).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* impunité de nombreux délinquants en Guadeloupe; déchaînement de la violence ; nécessité de mettre en place des mesures de contrôle et de répression [10 novembre 1982] (p. 7038).

— **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).**

Première lecture, discussion générale : ses observations critiques sur la décision du Conseil constitutionnel ; assemblée unique représentant une voie intermédiaire entre l'assimilationnisme et l'indépendance ; nocivité de la dualité d'assemblées ; ses réserves à l'égard du projet actuel [15 décembre 1982] (p. 8321) ; seuil des 5 p. 100 retenu pour la représentation au conseil régional ; absence d'incompatibilité entre les fonctions de conseiller général et de conseiller régional ; son souhait de voir reconnu le droit à la différence ; volonté gouvernementale de maintenir la solidarité nationale ; son acceptation du projet de loi (p. 8322).

JANS (Parfait)

Député des Hauts-de-Seine
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'assemblée (M. Michel Berson) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 30 avril 1982] (p. 1244).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [*J. O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [*J. O.* du 1er octobre 1982] (p. 2920).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Economie et finances : budget) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 **(n° 1083)** [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à suspendre le versement du solde de l'impôt sur le revenu par les **contribuables** qui se trouvent en **situation de chômage (n° 1010)** [1er juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 15, **économie et finances :** budget **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 124,** posée le 13 avril 1982 : **professions et activités sociales (aides ménagères)** (p. 1038) ; appelée le 16 avril 1982 : **aides ménagères :** politique de maintien à domicile des personnes âgées ; nécessaire augmentation du taux horaire de remboursement ; coût horaire du service des aides ménagères ; participation financière demandée aux personnes âgées (p. 1176) ; augmentation des crédits ; revendications des associations d'aides ménagères (p. 1177) ;

— **n° 136,** posée le 20 avril 1982 : **taxis (chauffeurs)** (p 1205) ; appelée le 23 avril 1982 : **qualification professionnelle des chauffeurs de taxi :** dégradation de la qualification professionnelle des chauffeurs de taxi parisiens ; création d'un C.A.P. provisoire pour les conducteurs non titulaires du C.A.P. définitif ; conditions requises pour l'obtention du C.A.P. provisoire ; absence de connaissance topographique de la capitale des conducteurs titulaires du seul C.A.P. provisoire ; « travail au noir » ; intérêt des seuls patrons à l'institution du C.A.P. provisoire (p. 1291) ; suppression du C.A.P. provisoire réclamée par le syndicat des chauffeurs de taxi C.G.T. et le syndicat des artisans (p. 1292) ;

— **n° 163,** posée le 4 mai 1982 : **logement (politique du logement : Ile-de-France)** (p. 1695) ; appelée le 7 mai 1982 : **logements vacants de la région parisienne :** crise aiguë du logement dans la région parisienne ; attribution d'office des logements libres ; exclusion de cette possibilité des communes des anciens départements de la Seine (p. 1854) ; logements sociaux vacants (p. 1855) ;

— **n° 175,** posée le 11 mai 1982 : **chômage : indemnisation (allocations)** (p. 2035) ; appelée le 14 mai 1982 : **salariés licenciés avant cinquante-cinq ans :** problème des personnes cessant de bénéficier de l'indemnisation de l'U.N.E.D.I.C.-ASSEDIC ; chômage des jeunes (p. 2160) ; garantie de ressources (p. 2161) ;

— **n° 209,** posée le 8 juin 1982 ; **logement (prêts)** (p. 3153) ; appelée le 11 juin 1982 : **financement des aides au logement :** réforme des financements du logement social ; financement des H.L.M. dans le département des Hauts-de-Seine ; système des prêts locatifs aidés (P.L.A.) (p. 3263) ;

— **n° 279,** posée le 23 novembre 1982 (p. 7604) ; **automobiles et cycles (entreprises) ;** appelée le 26 novembre 1982 : **usines Citroën - Talbot - Peugeot :** attitude de la direction de Talbot ; nécessité d'assortir les aides éventuelles de contraintes ; caractère critiquable de l'organisation du travail ; insuffisante exploitation des capacités de production ; souhait des salariés que la fabrication de certains matériels, actuellement faite à l'étranger, soit effectuée à Poissy (p. 7704) ; blocage par la direction de la moitié des systèmes de production (p. 7705) ;

— **n° 280,** posée le 23 novembre 1982 (p. 7604) : **automobiles et cycles (entreprises) ;** appelée le 26 novembre 1982 : **conclusions des médiateurs chez Citroën - Peugeot - Talbot :** résultats de la lutte des travailleurs de Citroën et de Talbot ; attitude des hommes de main de la direction chez Talbot ; provocation à l'égard des salariés syndiqués à la C. G. T. (p. 7706) ; journal *Afrique Express ;* texte distribué chez Talbot ; intentions du Gouvernement concernant le respect des droits des travailleurs de Citroën et de Talbot ; agression contre des syndiqués de la C.G.T. ; cas d'un candidat aux élections des délégués du personnel à Levallois (p. 7707) ; refus des travailleurs de céder à la provocation ; absence de réponse du ministre à propos du journal *Afrique Express ;* remise en question des propositions de la commission liberté, de la commission formation professionnelle, du médiateur ; dégradation du climat chez Citroën et chez Talbot (p. 7708).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : procédure des accords collectifs ; droits nouveaux pour les locataires ; travaux de la commission Delmon ; moratoire pour les familles en difficulté du secteur H.L.M. ; projet de loi réformant le financement du logement ; abaissement du taux de T.V.A. sur le fuel domestique ; rôle de service public du secteur social locatif ; sa proposition de création d'une instance prud'homale présidée par un juge [12 janvier 1982] (p. 21) ; congé-formation pour les représentants d'associations de locataires, démocratisation de la gestion des H.L.M. ; rétablissement du droit de réquisition des logements vacants pour les communes de l'ancien département de la Seine (p. 22).

Discussion des articles : **article 2 :** application de la loi aux sous-locations [13 janvier 1982] (p. 55) ; opposition du groupe communiste à l'exclusion des locations de chambres du champ d'application de la loi (p. 57) ; protection des propriétaires locataires d'une résidence à proximité de leur lieu de travail (p. 59) ; **article 3 :** communication du contrat de location au futur locataire quelques jours avant la signature (p. 65) ; contrat établi, dans le projet, par le bailleur seul et non conjointement par le propriétaire et le locataire (p. 66) ; **article 5 :** congé à l'initiative du locataire s'il trouvait un logement moins coûteux (p. 69) ; droit au maintien dans les lieux acquis pour les personnes âgées dans le cadre de la loi de 1948 (p. 71) ; **après l'article 6 :** retour aux baux d'un an avec l'amendement n° 488 du Gouvernement (p. 79) ; **article 7 :** opposition du groupe communiste à l'exigence d'une période de cohabitation d'un an pour le transfert du bail au décès du locataire (p. 91) ; **article 18 :** clauses abusives insérées par les propriétaires [21 janvier 1982] (p. 324) amendements du groupe communiste pour l'élimination des clauses abusives ; exemple d'amendes infligées par les propriétaires ; abus du droit de visite par certains propriétaires (p. 325) ; interdiction faite aux propriétaires d'imposer par avance aux locataires la signature de traites (p. 326) ; remboursements abusifs imposés aux locataires ; développement du cautionnement (p. 328) ; création de citoyens mineurs ; clause interdisant aux locataires l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle (p. 329) ; **article 24 :** nécessité d'un délai imposé à la commission départementale pour indiquer son avis sur le congé donné au représentant des locataires (p. 350) ; règlement du maximum de conflits par la commission départementale (p. 351) ; **article 25 :** participation du juge d'instance ou d'élus aux réunions de conciliation de la commission départementale du logement (p. 354) ; **avant l'article 19 :** mise en cause par l'opposition de l'indépendance des associations de locataires ; défense des intérêts des gros propriétaires par les députés de la droite [22 janvier 1982] (p. 375) ; **article 34 :** détermination d'un loyer scientifique ; prime donnée au propriétaire n'ayant pas respecté les engagements de modération (p. 381).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion générale : vote favorable du groupe communiste sur le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture ; refus de toute modification le remettant en cause [22 janvier 1982] (p. 389).

Discussion des articles : **article 4 :** opposition du groupe communiste au sous-amendement n° 171 de M. Charles Millon soumettant l'intervention économique des communes au respect de la liberté du commerce et de l'industrie (p. 400) ; **après l'article 32 :** ses observations sur la distribution des amendements et des sous-amendements (p. 431).

Explications de vote : suppression des tutelles pesantes et paralysantes ; proposition du groupe communiste sur l'exécutif collégial et sur l'intervention économique des collectivités territoriales (p. 469) ; vote favorable du groupe communiste (p. 470).

— Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).

Première lecture, discussion générale : engagement pris par le Président de la République de créer un système protégeant l'épargne populaire ; protection des petits patrimoines exposés à l'inflation ; perte subie par les détenteurs de livret A ; critère fiscal adopté par le Gouvernement ; nombre de titulaires éventuels du livret d'épargne populaire égal à 16 millions ; inégalités de patrimoine [6 avril 1982] (p. 945) ; avenir du livret A ; possibilité de réévaluation des sommes versées sur le livret d'épargne populaire ; extension de la définition des titulaires au sein du foyer ; conséquences éventuelles du régime d'épargne populaire sur l'application de la loi Minjoz (financement des collectivités locales) ; surcoût engendré par l'institution du nouveau livret (p. 946).

Explications de vote : étalement automatique des revenus exceptionnels perçus à l'occasion d'un licenciemnt ou d'une retraite anticipée ; problème des deux livrets par famille ; maintien du volume des contingents Minjoz en francs constants ; coût de la création du livret d'épargne populaire ; défense des grandes fortunes par l'opposition [7 avril 1982] (p. 970) ; nécessité de faire connaître les mesures prises par le Gouvernement (p. 971).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 9 :** opposition du groupe communiste aux dégrèvements accordés aux œuvre d'art, aux châteaux et aux forêts pour le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes [26 mai 1982] (p. 2630) ; **article 10 :** réforme de la taxe professionnelle (p. 2632) ; **article 14 :** limitation de l'autonomie des collectivités locales ; demande au ministre du budget de retirer cet article (p. 2635).

Explications de vote : relance de l'investissement ; développement de l'emploi ; élargissement de la cotisation de la taxe professionnelle ; réduction du taux de la T.V.A. sur les produits alimentaires ; mesures en faveur des jeunes agriculteurs ; hostilité du groupe communiste à certaines dispositions contenues dans ce collectif (relèvement du taux moyen de la T.V.A. ; aménagement de la taxe professionnelle) (p. 2651) ; vote positif du groupe communiste (p. 2652).

Troisième lecture, discussion générale : opposition du groupe communiste aux dispositions contenues dans l'article 14 du présent projet [18 juin 1982] (p. 3593).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** précision, dans la seconde loi de plan, des conditions d'intervention économique des collectivités territoriales [15 juin 1982] (p. 3383) ; **article 5 :** consultation des associations écologiques (p. 3386) ; problème de la défense nationale (p. 3387) ; **article 6 :** son amendement n° 104 (communication à la commission nationale de la planification par chaque entreprise publique d'un choix d'activités pour la période d'application du plan) (p. 3400) ; rôle du secteur nationalisé dans l'économie ; tutelle de l'État sur les entreprises nationales : retiré (p. 3401) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 105 (saisine de la commission nationale de planification par les comités d'entreprises et les comités de groupes) ; participation démocratique et décentralisée à la planification ; extension du droit d'expression des institutions représentatives du personnel : rejeté (p. 3405) ; **article 14 :** consultation des communes pour l'élaboration du plan de la région (p. 3423) ; action des comités d'entreprise au niveau régional (p. 3426) ; **article 15 :** son amendement n° 109 (information des institutions représentatives du personnel sur les contrats conclus entre les entreprises et la région) (p. 3427) : rectifié, adopté (p. 3428).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion générale : rapport Dautresme ; création du livret d'épargne populaire [13 juillet 1982] (p. 4453) ; maintien de la loi Minjoz ; contradictions contenues dans la présente proposition de loi ; banalisation de la collecte de l'épargne et du crédit ; nécessité de relever le plafond du livret A ; création des S.O.R.E.F.I. ; volonté de démocratiser le fonctionnement du réseau des caisses d'épargne ; politisation des caisses d'épargne par l'ancienne majorité (p. 4454) ; statut du personnel ; devenir de la caisse générale de retraites et de prévoyance du personnel des caisses d'épargne (p. 4455).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 8 (constitution du fonds social du centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) : retiré [20 juillet 1982] (p. 4568) ; son amendement n° 9 (mission des C.E.N. C.E.P.) : retiré (p. 4569) ; **article 16 :** son amendement n° 75 (suppression des mots « avant le 31 décembre 1984 » : rejeté ; son amendement n° 76 (suppression du dernier alinéa de cet article) : rejeté [21 juillet 1982] (p. 4595).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** abstention du groupe communiste sur cet article [28 septembre 1982] (p. 5173) ; **article 12 :** *article 283-1 de la loi du 24 juillet 1966* : utilisation des certificats d'investissement par les compagnies pétrolières (p. 5179).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** opération d'achat d'actions de la société Motobécane [7 décembre 1982] (p. 8030) ; **article 15 :** *article 39-3 de la loi du 13 juillet 1979* : propose une rectification de l'amendement n° 23 de la commission pour tenir compte des différents détenteurs des fonds communs de placement à risques (p. 8040).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, discussion générale : priorité donnée au renforcement économique ; développement de la recherche ; nouvelle rigueur mise au service de l'emploi ; modification de l'impôt sur les sociétés ; création d'une tranche d'imposition à 65 p. 100 dans le barème de l'impôt sur le revenu ; défauts de la fiscalité actuelle ; taxation des frais généraux ; mesures tendant à favoriser l'épargne ; défauts de certaines dispositions favorisant uniquement les gros revenus ; création du compte d'épargne en actions ; transformation de l'avoir fiscal en crédit d'impôt ; lutte contre la fraude fiscale [26 octobre 1982] (p. 6326) ; absence de mesures favorisant la réduction des importations (p. 6327).

Première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** remise en vigueur de la tranche d'imposition à 65 p. 100 [27 octobre 1982] (p. 6384) ; démagogie de l'opposition (p. 6387) ; difficultés de l'Unedic ; nécessité de taxer les personnes payant plus de 100 000 francs d'impôt (p. 6392) ; son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 29 de M. Robert-André Vivien (augmentation de l'impôt sur les sociétés) : devenu sans objet (p. 6393) ; **après l'article 2 :** lourdeur de l'imposition des revenus modestes ; ouverture du bureau d'aide sociale de la ville de Levallois au contribuable payant 90 p. 100 de ses revenus en impôt (p. 6398) ; **article 3 :** nécessité de maintenir le droit frappant les opérations d'achat et de vente d'obligations [28 octobre 1982] (p. 6408) ; réévaluation du montant de l'abattement (p. 6409) ; **article 4 :** application de la loi relative à l'imposition des plus-values ; situation du marché financier (p. 6416, 6417) ; **avant l'article 9 :** assainissement des circuits financiers (p. 6435) ; suppression de la provision pour investissements industriels à l'étranger (p. 6436) ; son amendement n° 70 (modifiant le taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 6437) : rejeté (p. 6438) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 66 (prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) (p. 6443) : retiré (p. 6444) ; profit considérable réalisé par les compagnies pétrolières ; déficit des sociétés de raffinage (p. 6445) ; taxation des institutions financières (p. 6460) ; **article 11 :** situation des sociétés mères et de leurs filiales (p. 6461) ; **article 13 :** taux de la vignette (p. 6474) ; **article 14 :** taxation du tabac (p. 6476) ; **article 16** (*suite*) : détaxation du carburant en faveur des chauffeurs de taxi [29 octobre 1982] (p. 6489) ; **article 17 :** versement des entreprises au titre de la taxe d'apprentissage (p. 6497) ; **article 27 et état A :** position du groupe communiste sur la première partie du projet de loi de finances (p. 6516) ; déduction des droits de garde ; rigueur du présent projet de budget ; attitude de l'opposition (p. 6517).

Deuxième partie :

Economie et finances, III : budget, budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : regrette qu'il n'ait pu avoir connaissance du rapport Vidal concernant le transfert des services du ministère de l'économie et des finances de la rue de Rivoli à la rue de Bercy ; insuffisance des créations d'emplois ; lutte contre l'évasion des capitaux et contre la fraude fiscale ; accroissement de l'informatisation [8 novembre 1982] (p. 6847) ; nécessité de faire appel à l'industrie nationale dans le domaine de l'informatique ; incohérence des crédits consacrés à l'extension du parc naval, aérien et automobile des douanes ; mensualisation des pensions (p. 6848).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 51 : mise en place de nouvelles dispositions remplaçant celles de la loi Monory ; modification du plafond prévu par le Gouvernement [19 novembre 1982] (p. 7491) ; limitation de l'avantage fiscal (p. 7492) ; **après l'article 52 :** son amendement n° 8 (réduction de l'avoir fiscal) ; satisfaction du groupe communiste devant le retrait de l'article 52 du présent projet de loi : rejeté (p. 7495) ; son sous-amendement n° 234 à l'amendement n° 27 de la commission (reconduisant la législature existante) : retiré (p. 7496) ; **avant l'article 53 :** institution d'un nouveau mécanisme d'aide aux entreprises investissant ; responsabilité des députés communistes au sein de la majorité ; nécessité de permettre aux travailleurs de contrôler l'usage des avantages fiscaux accordés aux entreprises (p. 7500) ; critères par lesquels seront accordées des aides à l'investissement (p. 7503) ; **après l'article 72 :** son sous-amendement n° 242 à l'amendement n° 71 du Gouvernement (modification des dispositions fiscales concernant le plafond légal de densité) (p. 7518) : adopté ; son sous-amendement n° 257 à l'amendement n° 71 du Gouvernement (même objet) (p. 7519) : rejeté ; son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 71 du Gouvernment (faiblesse des ressources apportées par le P. L. D. aux collectivités locales) (p. 7520) : rejeté (p. 7521).

Seconde délibération : **article 75 nouveau :** problème du plafond légal de densité (p. 7530).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** limitation de l'abattement sur les revenus d'obligations [15 décembre 1982] (p. 8372) ; **article 16** *ter* : future réforme de la profession de syndic (p. 8381) ; **après l'article 20 :** ressources de l'établissement public régional de la région parisienne ; répartition des sommes dues au titre du dépassement du plafond légal de densité (p. 8383) ; **article 53 :** statut de l'ordre des experts-comptables (p. 8400).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'État et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** problème des collèges et des locaux de justice en mauvais état [30 novembre 1982] (p. 7780) ; **article 13 :** demande à l'Assemblée de retenir l'amendement n° 224 de la commission des finances (p. 7783) ; **après l'article 6 :** avenir des fonctionnaires transférés (p. 7784) ; **avant l'article 15 A :** mise en œuvre des chartes par le représentant de l'Etat (p. 7789) ; **article 16 :** nécessité de voir la responsabilité de la délivrance du permis de construire revenir à la commune (p. 7803) ; autorisation de certaines constructions à titre exceptionnel par les commissaires de la République (p. 7804) ; **article 20 :** respect de la liberté des communes (p. 7814) ; **article 25 :** initiative de l'élaboration du P.O.S. (p. 7823) ; **article 27 :** opposabilité des P.O.S. (p. 7826) ; **article 41 :** son amendement n° 394 (précisant que la région peut accorder des subventions pour faciliter la réalisation d'opérations d'habitat à caractère social) [1er décembre 1982] (p. 7881) ; adopté après modification (p. 7882) ; **après l'article 43 :** son amendement n° 395 (attribution des logements locatifs sociaux) (p. 7884) : rejeté (p. 7885) ; **après l'article 45** *bis* : son amendement n° 397 (composition des conseils d'administration des offices d'H.L.M. et des sociétés anonymes d'H.L.M.) (p. 7887) ; rejeté ; son amendement n° 398 (composition des conseils d'administration des sociétés anonymes d'H. L. M.) (p. 7887) : rejeté ; son amendement n° 403 (critères d'évolution de la dotation générale de décentralisation) (p. 7913) : rejeté (p. 7914) ; **article 122 :** son amendement n° 404 (critères de répartition de la dotation globale d'équipement) (p. 7917) : rejeté (p. 7919).

— **Son rappel au règlement :** précise que les députés doivent se lever lorsque le président de séance entre dans l'hémicycle [30 novembre 1982] (p. 7796).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nationalisation des grands groupes industriels ; question de l'adhésion des entreprises nationalisées au C.N.P.F. ; contrôle de la société C.O.M.S.I.P.-entreprise par la C.G.E.E.-Alsthom ; statut du personnel de C.O.M.S.I.P. [7 décembre 1982] (p. 8074) ; **article 2 et état B annexé :** utilité des stages de jeunes volontaires (p. 8077) ; **article 9 :** son amendement n° 39 (suppression de cet article) ; avantages accordés aux entreprises pendant la session parlementaire ; absence de limitation des possibilités de passage d'un bien du patrimoine de l'entreprise au patrimoine privé (p. 8081) : rejeté (p. 8082) ; **article 10 :** son amendement n° 40 (suppression de cet article) (p. 8083) : retiré ; son amendement n° 43 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 41 (tendant à la suppression de cet article) (p. 8084) : retiré (p. 8085).

JAROSZ (Jean)

Député du Nord
(23e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [8 avril 1982] (p. 1043).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Edmond Garcin et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la sauvegarde et la reconstitution des forêts méditerranéennes et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts (n° 1054) [30 septembre 1982] (p. 5306).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (postes, télécommunications et télédiffusion) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à établir un **statut des travailleurs frontaliers (n° 717)**]21 avril 1982[.

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome X : **postes, télécommunications et télédiffusion (n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement : participation du patronat au financement de l'Unedic : proposition du C.N.P.F. tendant à exclure du système d'indemnisation du chômage 300 000 personnes ; intentions du Gouvernement à l'occasion du renouvellement de la convention (Unedic) ; rupture des négociations par le patronat [20 octobre 1982] (p. 6045).

orales sans débat :

— **n° 189**, posée le 25 mai 1982 : **machines-outils (emploi et activité : Nord)** (p. 2582) ; appelée le 28 mai 1982 : **avenir de l'industrie de la machine-outil en Sambre-Avesnois :** commission départementale mise en place en août 1981 (p. 2714) ; situation des différentes entreprises de ce secteur ; reconquête du marché intérieur (p. 2715).

— **n° 304**, posée le 7 décembre 1982 (p. 8098) : **matériaux de construction (emploi et activité : Nord)** ; appelée le 10 décembre 1982 : **entreprises de céramique en Sambre-Avesnois** : secteur des ceramiques ; diminution de la part des producteurs français dans le marché national ; importations ; nécessité d'appliquer les normes européennes de qualité aux produits étrangers ; possibilité d'établir une convention avec les circuits de distribution pour une modération des prix de vente, retards de la région du Nord en matière de logement ; incidences de la politique de grands travaux sur les céramiques (p. 8222) ; possibilité de mettre en œuvre un « plan céramique » (p. 8223).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Explications de vote : engagement pris par le Président de la République et le Gouvernement [28 janvier 1982] (p. 662) ; justification des nationalisations par le général de Gaulle dans ses mémoires de guerre ; effets de la politique de Mme Thatcher en Grande-Bretagne ; décisions du Conseil constitutionnel pouvant apparaître comme visant à retarder la mise en œuvre des nationalisations ; proposition communiste de paiement du surcoût par les privilégiés de la fortune ; création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur les grandes fortunes proposée par la majorité de la commission spéciale et passée sous silence dans les journaux télévisés ; déclaration du Premier ministre sur cette proposition le 26 janvier devant l'Assemblée nationale ; rôle stratégique du nouveau secteur public ; refus par le parti communiste des directives de Bruxelles sur la sidérurgie (p. 663) ; critères nouveaux dans la gestion du secteur public ; 35 heures hebdomadaires avant 1985 (p. 664).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune, rapporteur pour avis : droit de regard des salariés sur la gestion des entreprises ; élargissement des capacités d'intervention des institutions représentatives ; rapport Sudreau ; délégués du personnel ; sections syndicales et délégués syndicaux ; comité d'entreprise ; conception patronale des relations dans l'entreprise : crise économique et chantage au chômage ; moyens supplémentaires pour les syndicats ; négociations sociales ; pouvoir de décision des chefs d'entreprises [13 mai 1982] (p. 2103) ; information des salariés ; progrès social et efficacité économique (p. 2104).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 18,** *article L. 425-1 du code du travail :* nécessité de rendre suspensif le recours du délégué du personnel contre son licenciement [2 juin 1982] (p. 2850) ; *article L. 425-3 du code du travail :* annulation, par le conseil des prud'hommes, du licenciement d'un délégué du personnel et réintégration de celui-ci dans l'entreprise [3 juin 1982] (p. 2900).

En qualité de député : **article 21 :** problème des compétences du comité d'entreprise en matière de contribution de celle-ci sur les salaires à l'effort de construction (1 p. 100 patronal) [4 juin 1982] (p. 2669, 2970).

En qualité de rapporteur pour avis : article L. 432-1 du code du travail : son amendement n° 1 (précisant que le comité d'entreprise est informé des projets concernant l'attribution d'aides publiques liées à l'emploi dans l'entreprise) ; comportement dominant du patronat (p. 2980) ; utilisation des sommes économisées grâce à l'exonération de la taxe professionnelle ; rejeté (p. 2981).

En qualité de député : article L. 432-3 du code du travail : délibération du comité d'entreprise sur l'affectation de la contribution sur les salaires au titre de l'effort de construction ; notion de logement social (p. 2992).

En qualité de rapporteur pour avis : article L. 432-4 du code du travail : son amendement n° 2 (précisant que le chef d'entreprise présente au comité d'entreprise un rapport d'ensemble sur l'activité de celle-ci) (p. 2997) : rejeté (p. 2999) ; son amendement n° 3 (précisant que le rapport d'ensemble contiendra les plans de développement et les orientations en matière de recherche de l'entreprise) : rejeté (p. 3001).

En qualité de rapporteur pour avis : **article 26 :** *article L. 434-5 du code du travail :* son amendement n° 4 (mission de la commission économique) [7 juin 1982] (p. 3051) : rejeté (p. 3052).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : importance des accidents de la route [12 octobre 1982] (p. 5653) ; problèmes posés en matière de sécurité ; prise en compte du coût réel des transports ; nécessité d'asseoir la concurrence sur des bases plus saines ; abandon de la politique de repli du chemin de fer et de la voie d'eau ; choix des investissements routiers ; aménagement des centres urbains ; mise en place d'une politique tarifaire incitative à l'utilisation des transports en commun (p. 5654) ;

Discussion des articles : **article 11 :** principe selon lequel le temps de travail du chauffeur est égal au temps de conduite ajouté au temps de mise à la disposition de l'employeur compté en heures réelles [13 octobre 1982] (p. 5770) ; **article 16 :** élargissement du champ d'intervention du conseil national des transports et des comités régionaux et départementaux (p. 5786) ; **article 23 :** situation des personnels de la S.N.C.F. [14 octobre 1982] (p. 5808).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. *Discussion générale : questions :* problème du 1 p. 100 patronal ; rôle de cette institution [4 novembre 1982] (p. 6693).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* fait part de l'intervention de M. Paul Balmigère [9 novembre 1982] (p. 6940, 6941) ; *questions :* enseignement agricole ; manque de personnels (p. 6988).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : volonté du Gouvernement de renforcer le service public des P.T.T. ; clarification du budget annexe [12 novembre 1982] (p. 7051) ; tarif préférentiel accordé à la presse ; bas niveau de la rémunération des fonds des chèques postaux et des caisses natio-

nales d'épargne ; caractère critiquable du prélèvement au profit du budget général sur l'excédent du compte d'exploitation des télécommunications ; stagnation des moyens consacrés à l'équipement des télécommunications ; création de services nouveaux (réseau Caducée, réseau Transpac et réseau Transmit) ; revendications des personnels des P.T.T. ; exemple de la région Nord - Pas-de-Calais ; lancement d'un programme d'équipement en réseau-câbles (p. 7052).

Anciens combattants. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV :** nécessité de parvenir au rattrapage complet du rapport constant en 1984 ; majoration des crédits de 295 millions de francs [13 novembre 1982] (p. 7148).

Environnement. — *Discussion générale :* insuffisance des crédits du ministère de l'environnement ; attaques portées à l'environnement lorsque la droite gérait les affaires ; démocratisation des comités de bassin et des agences financières ; lutte contre les agents pollueurs [15 novembre 1982] (p. 7203) ; mise en place du Conseil national du bruit ; problèmes de la forêt ; déficit de la filière bois ; lutte contre les incendies de forêt ; maladie dont souffrent les ormes (p. 7204).

JOBERT (Michel)

Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Bellon : situation du commerce extérieur :** crise économique mondiale ; consommation de pétrole ; différentiel d'inflation ; analyse sectorielle des causes du déséquilibre du commerce extérieur français ; réorganisation des branches industrielles ; rôle de la banque française [20 octobre 1982] (p. 6039, 6040) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs : situation du commerce extérieur :** politique commerciale internationale de la France ; relations commerciales avec l'Allemagne ; démantèlement des montants compensatoires ; déficit du commerce extérieur (p. 6042) ;

— **M. Michel Cointat : dégradation des résultats du commerce extérieur :** handicap du commerce extérieur français résultant surtout de nos pratiques commerciales ; marché américain ; dévaluations ; réserves de change affectées par les mouvements spéculatifs (p. 6049) ;

— **M. Alain Madelin : contrôle de l'importation des magnétoscopes :** rapports commerciaux avec le Japon ; pratiques protectionnistes japonaises ; nécessité de rééquilibrer les échanges avec le Japon ; taxe sur les magnétoscopes et mesures de dédouanement [3 novembre 1982] (p. 6612).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

— **Commerce extérieur.** — *Discussion générale :* nécessité de reprendre la maîtrise de notre commerce extérieur ; lourdeur de la facture pétrolière ; lancement d'un programme de grands travaux ; importance du déficit du commerce extérieur ; problème du corps de l'expansion économique à l'étranger ; recrutement des personnels de ce corps ; mission du réseau bancaire français à l'étranger ; absence de protectionnisme français ; importation des magnétoscopes japonais ; respect de la charge du G.A.T.T. ; déficit commercial de la France vis-à-vis de la R.F.A. [12 novembre 1982] (p. 7080) ; ouverture de négociations avec l'Allemagne ; déficit avec les pays de l'Est ; problème des normes ; rôle du contrôle des changes ; nécessité d'harmoniser les politiques européennes vis-à-vis des importations japonaises (p. 7081) ; nécessité de sauver la France au travers du commerce extérieur (p. 7082).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Lagorce :* contenu de l'accord de 1970 entre la C.E.E. et l'Espagne ; non-respect des règles normales du commerce international (p. 7082) ;

— *M. Alain Rodet :* difficultés d'organiser une action régionale en matière d'incitation à l'exportation ; problème du dédouanement des bois à La Rochelle (p. 7082).

JOIN (Marcel)

Député de la Gironde
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

JOSEPHE (Noël)

Député du Pas-de-Calais
(11e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

JOSPIN (Lionel)

Député de Paris
(27e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune : ordonnances sociales [13 mai 1982] (p. 2124) ; réformes sociales depuis 1936 ; réactions patronales aux avancées sociales ; politique contractuelle ; droit syndical ; liberté d'expression des travailleurs (p. 2125) ; exemples étrangers de la représentation du personnel ; conception de l'entreprise ; pouvoirs du chef d'entreprise ; développement de l'information des salariés ; citoyenneté sur le lieu de travail ; équilibre social et développement économique ; attachement des travailleurs à l'entreprise ; libération de l'initiative au profit des salariés (p. 2126) ; contrôle des règlements intérieurs ; réglementation de la liberté d'expression dans l'entreprise ; conséquences de la crise économique sur les entreprises françaises ; politique de relance, d'investissement et de recherche ; refonte du système de financement de la sécurité sociale ; aides financières aux entreprises ; droit au travail ; lutte contre les statuts précaires du travail (p. 2127).

— **Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).**

Discussion : ajustement monétaire nécessité par l'approfondissement de la crise mondiale ; creusement du différentiel d'inflation entre la France et ses principaux partenaires ; ralentissement de l'inflation en France [23 juin 1982] (p. 3791) ; politique suivie par les principaux partenaires de la France ; volonté du Gouvernement de « casser » les anticipations inflationnistes ; blocage des prix et des salaires (p. 3792) ; succès obtenus par le présent Gouvernement depuis un an ; bilan de la politique menée pendant le précédent septennat (p. 3793) ; politique monétaire menée par M. Raymond Barre ; stratégie de « l'échec » adoptée par l'opposition ; conditions nécessaires à la sortie du blocage des prix ; mouvement de réduction des inégalités opéré

depuis un an (p. 3794) ; politique industrielle ; augmentation de l'investissement productif ; importance de l'outil des nationalisations dans la politique économique ; causes de l'inflation ; nécessité de réformer certaines professions bénéficiant de privilèges exorbitants ; réforme de la fiscalité ; conséquences d'un éventuel échec de la politique de la gauche (p. 3795).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 29 (excluant les officiers généraux des dispositions du présent article) [21 octobre 1982] (p. 6137) : adopté (p. 6138) ; **article 6 :** son amendement n° 30 (de suppression) (p. 6140) : adopté (p. 6141).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** mission des conseils d'arrondissement ; organisation de la déconcentration et de la décentralisation grâce au présent texte ; respect de l'unité de Paris [22 octobre 1982] (p. 6201) ; **article 17 :** conditions dans lesquelles les enfants entrent en classe ; normes établies par la mairie de Paris en matière de santé (p. 6214).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 *bis* précédemment réservé :** donne acte à M. Jacques Toubon qu'une disposition relative aux conditions générales d'admission dans les écoles maternelles de la ville de Paris est conforme aux règles applicables sur le plan national [9 décembre 1982] (p. 8189).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** choix des officiers d'arrondissement par la mairie de Paris [23 octobre 1982] (p. 6280) ; inéligibilité des officiers municipaux ; mise en place d'une interdiction temporaire (p. 6281).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-du-Nord
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J. O* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (relations extérieures : services diplomatiques et généraux) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes, instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 1020)** [8 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 27 : **relations extérieures :** services diplomatiques et généraux **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

Rapport d'information établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 1316)** [16 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 47 *ter* :** création de conseils culturels dans le cadre des chartes culturelles [22 février 1982] (p. 439).

Explications de vote : effets des oppressions économique et institutionnelle ; promesses du Président de la République ; disparition de la tutelle ; élargissement des compétences en matière économique ; acte de confiance dans les élus (p. 469).

— Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** portée réelle de cet article ; statut spécifique donné par ce texte aux banques mutualistes [20 avril 1982] (p. 1200) ; perspectives de « banalisation » ; doute quant à la possibilité donnée aux établissements mutualistes de créer une nouvelle entité à caractère bancaire (p. 1201).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** extension de l'aide fiscale à l'investissement aux exploitants agricoles ; insuffisance de cette mesure ; souhait de voir la baisse du taux de la T.V.A. sur les produits alimentaires se répercuter sur les prix [26 mai 1982] (p. 2641).

— Proposition de loi, edoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 8 :** problème du fonctionnement des assemblées locales [16 juin 1982] (p. 3473) ; renforcement des pouvoirs des conseils généraux ; composition des bureaux (p. 3474).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : indépendance alimentaire ; aménagement du territoire et maintien de la vie rurale ; niveau des revenus agricoles ; contradiction entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs ; projet de loi sur les offices fonciers ; contrainte communautaire ; endettement de l'agriculture et sécurité des revenus des agriculteurs [29 juin 1982] (p. 4016).

Discussion des articles : **article 2 :** information économique et protection du secret des renseignements d'ordre individuel [30 juin 1982] (p. 4108) ; insuffisance des moyens des services diplomatiques en matière agricole [1er juillet 1982] (p. 4114) ; **après l'article 2 :** ressources des offices ; taxes parafiscales ; subventions des collectivités locales à l'agriculture (p. 4117) ; **article 3 :** rôle des pouvoirs publics dans les offices [1er juillet 1982] (p. 4128).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 10 :** problème des contrats de groupes [28 octobre 1982] (p. 6453) ; **article 12 :** utilité de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6470).

Deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : caractère incomplet du présent projet de budget ; dispersion des crédits de la politique extérieure ; prise en charge par le budget de l'Etat des frais relatifs au contrat de gaz passé avec l'Algérie ; volonté du Gouvernement de maintenir à niveau la capacité d'action du ministère des relations extérieures à l'étranger ; hausse du dollar ; problème des personnels du ministère des relations extérieures ; sécurité des agents en poste à l'étranger et des Français résidant hors de France ; nécessité de créer un statut pour les agents en position d'insécurité ; nécessité de préserver le pouvoir d'achat des personnels en poste à l'étranger [17 novembre 1982] (p. 7323) ; gestion des immeubles ; présence de la France dans le monde ; défense des droits des personnes ; problème des Français incarcérés à l'étranger (p. 7324) ; redéfinition de la mission culturelle de la France à l'étranger (p. 7326).

Examen des crédits. — 1 : services diplomatiques et généraux : **état B, titre III :** restructuration prévue au ministère des relations extérieures et au ministère chargé de la coopération et du développement [18 novembre 1982] (p. 7364) ; **titre IV :** restructuration du ministère des relations extérieures (p. 7366, 7367) ; **après l'article 72 :** son amendement n° 207 (contenu du document annexé au fascicule budgétaire du ministère des relations extérieures) (p. 7362) : adopté après rectification (p. 7374).

— **Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : lien entre décentralisation et démocratie [29 novembre 1982] (p. 7750) ; risque de tutelle des départements sur les communes ; création de la dotation globale d'équipement ; part faite à la minorité dans les assemblées départementales ; endettement des départements (p. 7751).

Discussion des articles : **avant l'article 15 A :** inutilité de la généralisation du schéma régional du tourisme [30 novembre 1982] (p. 7787) ; **article 16 :** défense des maires des communes rurales par M. Jacques Toubon ; élaboration des plans d'occupation des sols ; problème spécifique aux hameaux (p. 7805) ; **article 20 :** rôle de l'Etat en matière d'élaboration du schéma directeur (p. 7814) ; **article 45 :** possibilité donnée aux départements d'exprimer leurs sentiments sur la politique de l'habitat ; exemple des protocoles d'accord passés entre un conseil général et l'association des organismes d'H. L. M. [1er décembre 1982] (p. 7885, 7886).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 6 :** création du forfait hospitalier [8 décembre 1982] (p. 8128).

JOURDAN (Emile)

Député du Gard
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 14 janvier 1981] (p. 262).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à accorder aux jeunes gens accomplissant le service national le droit d'adhérer aux associations politiques, philosophiques ou religieuses de leur choix reconnues par la loi (n° 1004) [*J. O.* du 30 septembre 1982] (p. 5306).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder aux jeunes gens accomplissant le **service national** le droit d'adhérer aux associations politiques, philosophiques ou religieuses de leur choix reconnues par la loi (**n° 1004**) [1er juillet 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 8 :** son amendement n° 68 (détermination des électeurs dans la section de l'encadrement) ; correspondance entre la section encadrement et la réalité socio-économique des entreprises ; distinction entre le premier collège et les deuxième et troisième collèges ; représentation de l'ensemble des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise ; gestion démocratique des entreprises nationalisées [27 janvier 1982] (p. 592) ; amendement n° 68 rejeté (p. 593) ; **article 10 :** son amendement n° 69 (suppression de la condition de nationalité française pour être éligible aux conseils de prud'hommes) ; établissement de l'égalité de droit à l'égard des travailleurs immigrés ; amendement n° 69 retiré (p. 593).

Explications de vote : droits des salariés ; section de l'encadrement ; déroulement du scrutin ; formation des conseillers prud'homaux (p. 619).

Deuxième lecture, discussion générale : modifications positives par le Sénat mais amoindrissement du texte sur certains points ; compétence exclusive des conseils de prud'hommes en matière de conflit du travail et extension à tout le territoire national des dispositions du droit du travail ; opposition des communistes aux candidatures libres portant atteinte à l'indépendance de structures paritaires des conseils de prud'hommes ; proposition de modification de l'article L. 513-1 du code du travail pour rendre électeurs, éligibles et justiciables de la section encadrement les ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise ; problèmes des droits et des moyens dont bénéficient les candidats pour mener leur campagne électorale ; pressions directes ou indirectes exercées par le patronat sur les travailleurs ; nécessité de donner un impact national aux élections prud'homales par le canal des grands moyens de communication ; vote positif du groupe communiste [13 avril 1982] (p. 1048).

Discussion des articles : **article 10 :** soutient l'amendement n° 21 de M. Jean Combasteil ; le retire (p. 1057) ; **article 23** *bis* : soutient l'amendement n° 23 de M. Jean Combasteil ; paiement comme temps de travail du temps d'absence des salariés exerçant des fonctions d'assistance et de représentation (p. 1065).

Quatrième lecture, discussion générale : insuffisances du texte ; possibilité laissée au patronat de concurrencer les syndicats par le biais des candidatures « libres » ; amélioration du fonctionnement des conseils et de la protection des conseillers grâce à ce texte ; vote favorable du groupe communiste [28 avril 1982] (p. 1424).

JOURNET (Alain)

Député du Gard
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

JOXE (Pierre)

Député de la Saône-et-Loire
(5e circonscription)
Socialiste
Président du groupe socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).
Président de ce groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de la loi de nationalisation (n° 696 [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 avril 1982] (p. 1144).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 30 avril 1982] (p. 1244).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (Antenne 2) [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique économique et monétaire :** mesures économiques et monétaires décidées par le conseil des ministres ; résultats escomptés de ces mesures [16 juin 1982] (p. 3450).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Première lecture, discussion générale : contre la question préalable opposée par M. Michel Noir ; programme de nationalisations approuvé par le peuple ; rôle du suffrage universel dans une démocratie représentative ; exercice de la souveraineté nationale par les représentants du peuple [26 janvier 1982] (p. 536) ; nouvelle consultation de la souveraineté en cas d'entrave systématique à l'application de la volonté du peuple ; changements du droit déjà entrepris par le Gouvernement et la majorité ; obstruction de l'opposition sur la décentralisation et les nationalisations ; présentation par le Gouvernement d'un projet déjà approuvé pour l'essentiel par le Parlement et non contesté par le Conseil constitutionnel ; lecture de la déclaration de 1789 à la lumière de la déclaration de 1946 ; exclusion des trois banques mutualistes du champ de la nationalisation ; nouveau système d'indemnisation (p. 537) ; refus d'entreprendre une nouvelle discussion d'une loi étant l'aboutissement de nombreuses discussions et concessions par rapport au programme du parti socialiste ; recours justifié à la procédure de l'article 49, alinéa 3 (p. 538).

— Ses observations après l'allocution de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

Rationalisation du travail parlementaire ; nécessité de fixer un calendrier précis des discussions à venir ; loi sur l'extension des droits des travailleurs et des libertés syndicales ; accélération de la procédure législative [2 avril 1982] (p. 781).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1979 (n° 101).

Première lecture, explications de vote : information de l'Assemblée et de l'opinion publique ; nécessité de ne pas paralyser le fonctionnement des services publics : vote de la loi de règlement par le groupe socialiste [6 avril 1982] (p. 870).

— Son rappel au règlement : mise en cause du président de la République par un député ; exclusion de la mise en cause du chef de l'Etat par le Parlement (article 18 de la Constitution) [29 avril 1982] (p. 1465).

— Conclusions du rapport de la commission *ad hoc* **chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Michel Berson (n° 845).**

Discussion : manque de sérieux et de loyauté de la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Michel Berson ; bien-fondé des déclarations de celui-ci ; délai survenu entre les faits incriminés et l'action engagée par M. Jacques Grangé [6 mai 1982] (p. 1824) ; demande le rejet de la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Michel Berson (p. 1825).

— Son rappel au règlement : modification d'un tiers du code du travail ; déroulement du débat [1er juin 1982] (p. 2814).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** exception d'irrecevabilité [14 juin 1982] (p. 3325).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, explication de vote : vote positif du groupe socialiste ; relance des moyens de la recherche scientifique française [23 juin 1982] (p. 3775) ; mesures en faveur des chercheurs ; attitude du Sénat (p. 3776).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Explications de vote : opposition de la droite à toutes les réformes ; bilan d'une année de Gouvernement de gauche [23 juin 1982] (p. 3812) ; affaire Astudillo Calleja ; guerre économique dans laquelle se trouve la France ; politique économique du Gouvernement ; confiance accordée au Gouvernement par le groupe socialiste (p. 3813).

— Son rappel au règlement : attitude de l'opposition [24 juin 1982] (p. 3831).

— Son rappel au règlement : accusations graves portées par M. Didier Julia contre la police [6 juillet 1982] (p. 4222).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *après l'article L. 260 du code électoral :* demande la parole pour répondre au Gouvernement [27 juillet 1982] (p. 4913) ; participation des femmes à la vie politique (p. 4914) ; constitutionnalité de l'amendement n° 118 de M. Alain Richard ; place de l'opposition dans les conseils municipaux (p. 4915).

— Evénements du Liban : précise que le groupe socialiste approuve la décision du Président de la République de renvoyer au Liban le contingent français de la force multinationale d'interposition ; politique extrémiste menée par le Gouvernement israélien [21 septembre 1982] (p. 4991).

— Situation en Bolivie : réunion de l'Assemblée légalement constituée en Bolivie ; rétablissement du processus démocratique [2 octobre 1982] (p. 5361) ; demande au Gouvernement d'appuyer le processus en cours (p. 5362).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 19 (d'harmonisation) : adopté après modification ; **après l'article 6 :** son amendement n° 20 (précisant que les députés en exercice versent une contribution de solidarité) [11 octobre 1982] (p. 5626) : adopté (p. 5627).

— Son rappel au règlement : mise en question des principes fondamentaux de la démocratie et de la République par un orateur de l'opposition [13 octobre 1982] (p. 5732).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste [21 octobre 1982] (p. 6144).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Examen des crédits :* **article 31 :** réforme de la sécurité militaire [12 novembre 1982] (p. 7122) ;

Articles additionnels et articles non rattachés : avant l'article 53 : champ d'application du système dégressif ; non-sélectivité de l'article 22 de l'annexe II du code général des impôts relatif au champ d'application du système dégressif ; intention du Gouvernement de veiller au caractère sélectif des aides à l'investissement [19 novembre 1982] (p. 7504).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** ses observations sur les propos tenus par M. Claude Labbé [6 décembre 1982] (p. 7991).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission ad hoc **chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Pinard (n° 1227).**

Troisième demande de levée de l'immunité parlementaire depuis le début de la législature ; demandes visant des députés socialistes pour des faits mineurs ; demandes précédentes relatives à MM. Paul Bladt et Michel Berson ; gravité de la procédure d'examen de la demande de levée de l'immunité parlementaire ; reconnaissance de son erreur par l'intéressé ; absence de diffamation ; souhaite l'organisation d'un débat sur le détournement de cette procédure si une quatrième demande intervient [8 décembre 1982] (p. 8117) ; annonce par M. Alain Madelin du dépôt d'une demande de suspension de poursuites à l'égard de M. André Audinot ; absence de suite donnée à ce projet (p. 8118).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 27 :** déroulement du débat ; attitude de M. Jacques Blanc ; précise que le ministre des affaires sociales écoute davantage ses conseillers que les députés socialistes ; caractère quasi fiscal de la mesure envisagée ; lutte contre l'alcoo-

lisme [8 décembre 1982] (p. 8141) ; problème des produits destinés à des foires-expositions et à des opérations de promotion ; nécessité d'améliorer le présent texte (p. 8142).

— **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : modification de l'article 1er du présent projet de loi par la commission mixte paritaire [21 décembre 1982] (p. 8583) ; relations entre conseil régional et conseil général (p. 8584) ; nécessité de parvenir à l'adoption d'un texte clair (p. 8588).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; élargissement des possibilités d'intervention du conseil régional prévue à l'article 8 du présent projet (p. 8592).

JULIA (Didier)

Député de la Seine-et-Marne
(5e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi visant à indemniser toute personne participant bénévolement aux actions de lutte et de prévention prévues à l'article L. 131-2-6° du code des communes **(n° 716)** [28 janvier 1982].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **Publicité pour le congrès de la C. G. T. et la fête de l'Humanité** : démarchage publicitaire exercé auprès de certaines entreprises à l'occasion de la fête de l'Humanité et du congrès de la C. G. T. ; pressions à l'égard des entreprises [16 juin 1982] (p. 3459-3460).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.**

Discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Labbé ; déclaration du ministre des affaires étrangères d'Australie relative à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et absence de réactions du Gouvernement français ; promotion sociale des Mélanésiens ; utilisation de l'article 38 de la Constitution ; fixation des rapports entre la métropole et le territoire par la loi de 1976 ; avis de l'Assemblée territoriale ; organisation particulière des territoires d'outre-mer ; interprétation du Conseil constitutionnel ; opposition de l'Assemblée territoriale à la procédure des ordonnances [14 janvier 1982] (p. 100) ; parti de l'union calédonienne ; position occupée dans l'administration par des Mélanésiens ; contradiction de la procédure des ordonnances avec le principe de la décentralisation ; rejet du principe des ordonnances par l'Assemblée de Nouvelle-Calédonie ; application de la loi foncière ; atteinte au suffrage universel ; instauration d'un impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie ; promotion sociale et économique du territoire ; retour au colonialisme de la IIIe République (p. 101) ; concentration du pouvoir exécutif entre les mains du gouverneur ; accueil du représentant du Gouvernement à l'aéroport de Tontouta ; assassinat de Pierre Declercq ; résultat de l'action judiciaire en cours ; troubles de l'ordre public ; manifestation patriotique du 11 novembre ; intégration sur le plan humain entre les Mélanésiens et les Européens ; différences culturelles (p. 102) ; nécessité d'une décentralisation statutaire ; pouvoirs du Conseil de gouvernement ; transfert de compétences ; évolution vers le statut départemental de droit commun ; formation sociale : conflit de générations au sein des Mélanésiens ; processus d'émancipation et promotion économique ; réforme foncière ; affaiblissement des instances élues ; transferts de terres ; participation financière de l'Etat ; suppression du droit de propriété en Nouvelle-Calédonie ; principe de la terre au premier occupant ; concertation entre l'Etat, le territoire et les groupements de droit particulier ; droit de préemption du territoire ; procédure de mise en valeur des terres récupérables incultes et expropriation ; suppression de l'inégalité dans la répartition des terres cultivables ; agrandissement des réserves (p. 103) ; propriété clanique et droit coutumier des terres ; concessions de droit public et développement d'un enseignement professionnel et d'une assistance technique adaptée ; ordonnances et dessaisissement des instances territoriales ; évolution vers un statut de droit commun ; renforcement des instances territoriales ; réforme fiscale ; augmentation des impôts et retrait de l'épargne publique de Nouvelle-Calédonie ; ressources en nickel ; problème de la vente du nickel à prix compétitif ; retour du colonialisme à l'égard des départements d'outre-mer ; suspension momentanée de la démocratie ; normalisation ; initiatives réactionnaires et centralisatrices de l'ancien secrétaire d'Etat (p. 104) ; transposition de la lutte des classes en conflit racial ; colonisation européenne ; assemblée territoriale et expression du suffrage universel ; abandon de la Nouvelle-Calédonie (p. 105) ; problèmes juridiques et contenu des ordonnances (p. 106).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **article 39 :** création d'une société nationale chargée de la conception et de la programmation des émissions dans les départements et territoires d'outre-mer et à Mayotte [5 mai 1982] (p. 1762) ; instauration d'un népotisme dans l'audiovisuel (p. 1763).

— **Son rappel au règlement** : immunités parlementaires ; perquisition dont ont été victimes les collaborateurs du député Jacques Lafleur [6 juillet 1982] (p. 4221)) ; caractère odieux des méthodes employées par la police (p. 4222).

— **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de permettre à l'assemblée départementale de décider directement du taux de l'octroi de mer [30 septembre 1982] (p. 5267) ; malaise politique des D. O. M. ; baisse de la production sucrière ; institution d'une assemblée unique dans les départements d'outre-mer ; suppression des régions mono-départementales ; hostilité des élus locaux au présent projet de loi (p. 5268) ; volonté du Gouvernement de mettre en place un système permettant à la gauche de prendre le pouvoir dans les D. O. M. ; caractère scélérat dans le présent projet de loi (p. 5269) ; volonté de la majorité d'exclure les Français d'outre-mer de la communauté nationale (p. 5270)

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).**

Première lecture, discussion générale : exemple des Etats-Unis ; contenu de la proposition de loi « Julia-Labbé » visant à créer un office pour l'évaluation des options technologiques ; responsabilité des élus devant la population ; développement des technostructures ; consultation des organismes scientifiques ; communication d'informations par les ministres aux parlementaires [5 octobre 1982] (p. 5369) ; retombées politiques du présent texte (p. 5370).

— **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).**

Première lecture, discussion générale : retour au droit commun ; maintien d'une structure forte pour les villes nouvelles ; problème d'ordre fiscal ; attribution de la taxe professionnelle au syndicat d'agglomération [6 octobre 1982] (p. 5447) ; suppression du syndicat communautaire ; création du syndicat d'agglomération nouvelle ; communautés urbaines élues au suffrage universel, remarque que le projet de loi prévoit qu'il ne sera plus créée de villes nouvelles ; cas de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (p. 5448).

— **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).**

Première lecture, discussion générale : respect de la République ; insultes proférées à l'égard de la République et du Conseil constitutionnel ; intolérance de certains membres de la majorité ; article 1er du nouveau projet représentant un retour au droit commun ; vacuité de ce projet

sur le fonds ; continuation de la politique d'apartheid par l'organisation d'élections anticipées ; caractère du projet en ce qui concerne les compétences du nouveau conseil régional ; pouvoir des régions des départements d'outre-mer d'accroître leurs compétences ; scénarios possibles pour l'élection ; différences entre ce projet et le projet instituant la région corse ; seuil des suffrages à atteindre pour qu'une liste ait droit à la répartition des sièges [15 décembre 1982] (p. 8315) ; possibilité pour les conseillers régionaux d'être saisis des projets d'accords internationaux avec les pays voisins ; ses propositions d'amendements ; possibilité pour le Gouvernement de ne pas déposer de texte de loi institutionnel pour les départements d'outre-mer et d'assurer ainsi leur retour au droit commun ; inexistence de politique spécifique en matière de logement, d'investissement, de formation professionnelle ; « décentralisation sans argent » ; autorisation pour les populations d'outre-mer de parler créole (p. 8316) ; impossibilité pour M. Henri Emmanuelli d'imputer aux élus des D. O. M. des arrière-pensées intéressées ; motivation de ces élus ne recoupant pas des intérêts de classe ou financiers (p. 8344).

Discussion des articles : **article 8 :** son amendement n° 5 (tendant à supprimer les mots « des collectivités territoriales » dans le premier alinéa de cet article et à modifier la fin de cet alinéa en conséquence) (p. 8348) ; rejeté ; **article 9 :** son amendement n° 6 (suppression de cet article) ; nécessité de supprimer une disposition conférant aux régions une prérogative exorbitante du droit commun de nature « quasi diplomatique » (p. 8350) ; rejeté (p. 8351) ; **article 18 :** son amendement n° 7 (fixation de l'élection des conseils régionaux d'outre-mer à la même date que celle fixée pour l'élection des conseils régionaux de métropole) ; rejeté (p. 8354).

JULIEN (Raymond)

Député de la Gironde
(5e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention fiscale franco-égyptienne (n° 872) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'Egypte sur la coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel et en matière sociale, commerciale et administrative (ensemble deux annexes et un protocole annexe) (n° 1217) [25 novembre 1982] (p. 7698).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 872), autorisant l'approbation d'une **convention fiscale franco-égyptienne (n° 903)** [27 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1217) autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la **République arabe d'Egypte** sur la **coopération judiciaire** en matière civile, y compris le statut personnel, et en matière sociale, commerciale et administrative (ensemble deux annexes et un protocole annexe) **(n° 1285)** [9 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* rôle stratégique du tourisme dans les régions [3 novembre 1982] (p. 6624).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* décentralisation ; ressources spécifiques des collectivités locales ; dotation globale de fonctionnement ; tronc commun ; bases de calcul de la dotation minimale ; nécessité d'inciter les communes à valoriser leur patrimoine [10 novembre 1982] (p. 7029-7030).

JUVENTIN (Jean)

Député de la Polynésie Française
(1re circonscription)
N.I.

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
(7e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la république [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi visant à l'**interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants (n° 810)** [21 avril 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'intervention de M. Michel Charzat [26 janvier 1982] (p. 533).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Ses observations sur l'absence du Premier ministre [28 janvier 1982] (p. 652) ; ses observations sur les capacités de la majorité (p. 655).

— Son rappel au règlement : ordre du jour de l'Assemblée nationale ; discussion du projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale ; désordre dans lequel travaille l'Assemblée nationale [8 avril 1982] (p. 1018-1019).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 36 soutenu par Mme Hélène Missoffe (précisant que l'option pour l'un des trois statuts ne s'impose pas aux intéressés) [13 avril 1982] (p. 1079) : rejeté (p. 1080).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 40 (précisant la déductibilité totale des cotisations) [14 avril 1982] (p. 1096) : rejeté (p. 1097) ; **article 8 :** son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 22 de la commission (complétant cet amendement par les mots « sur la demande de l'époux ayant mis fin au mandat) (p. 1099) : rejeté (p. 1100) ; **article 9 :** son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 23 de la commission (précisant que la rémunération ne peut être en aucun cas inférieure au S. M. I. C.) :

rejeté ; **après l'article 9 :** son amendement n° 43 (abrogeant l'article 154 du code général des impôts) (p. 1101) : retiré (p. 1103) ; **article 16 :** son amendement n° 44 (rédactionnel) : rejeté ; **titre :** son amendement n° 45 (complétant le titre du projet de loi par les mots « et dans certains cas aux conjoints de membres de professions libérales ») (p. 1108) : rejeté (p. 1109).

— **Son rappel au règlement :** décision prise par le Gouvernement de faire disparaître la ville de Paris [30 juin 1982] (p. 4080).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Explications de vote : augmentation du déficit des échanges extérieurs et du nombre de chômeurs [20 juillet 1982] (p. 4544) ; dévaluation du franc ; fastes du sommet de Versailles ; échec du Front populaire (p. 4545) ; échec de la IVe République ; incapacité de la majorité à gouverner la France (p. 4546).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 précédemment réservé :** son amendement n° 34 (de suppression) [19 octobre 1982] (p. 5968) : rejeté (p. 5969).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* stagnation des crédits destinés au commerce et à l'artisanat ; effort promis par le Gouvernement en faveur de la création d'emplois dans le secteur des métiers ; absence d'attributions précises des délégations régionales ; accroissement des charges fiscales et sociales ; nécessité de rendre à ce secteur la liberté des prix et celle d'entreprendre ; suppression de la taxe professionnelle ; abaissement du coût du crédit [2 novembre 1982] (p. 6531) ; nécessité de contrôler les ventes à pertes et les pratiques de prix d'appel ; insuffisance du présent projet de budget (p. 6532).

— **Son rappel au règlement :** regrette que le ministre du commerce et de l'artisanat ait répondu à la question qu'il avait posée alors qu'il était absent de l'hémicycle [2 novembre 1982] (p. 6542-6543) ; insuffisance des crédits des ministères du commerce et de l'artisanat (p. 6543).

— **Ses observations sur la réponse** de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, à la question posée par M. François d'Aubert (dette extérieure de la France) : reproche au ministre son « manque d'éducation » et la façon dont il répond [10 novembre 1982] (p. 7024-7025).

KOEHL (Emile)

Député du Bas-Rhin
(1re *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les articles 1405 à 1425 du nouveau code de procédure civile concernant la **procédure d'injonction de payer (n° 1177)** [28 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 248), posée le 5 octobre 1982 : **papiers cartons (entreprises : Bas-Rhin)** (p. 5438) ; appelée le 8 octobre 1982 : **usine de la cellulose de Strasbourg :** situation critique de l'usine de la cellulose de Strasbourg ; rapport Duroure concluant à la fermeture de l'usine de Strasbourg ; possibilité d'assurer la reconversion vers d'autres types de fabrication ; conséquences dommageables sur la région de l'Est de la fermeture de cette usine (p. 5584, 5585).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : légitimité de la stabilité d'occupation pour le locataire de bonne foi ; rente de situation bénéficiant au locataire en place ; pratique des dessous de table ; indemnisation du propriétaire en cas de non-paiement du loyer [12 janvier 1982] (p. 26) ; erreurs de la législation des loyers de l'entre-deux guerres et de 1948 (p. 27).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : dispositions du droit local d'Alsace Moselle ; amélioration de l'organisation des conseils de prud'hommes dans ces régions ; généralisation de l'institution au niveau géographique et à l'ensemble des catégories de salariés ; harmonisation de l'âge donnant droit au vote ; prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement des nouveaux conseils ; suppression de l'échevinage ; synthèse des connaissances juridiques du président et de l'expérience du monde du travail apporté par les assesseurs ; exercice de la démocratie [27 janvier 1982] (p. 575).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).**

Première lecture, discussion générale : maintien en vigueur de certaines dispositions du droit local dans les départements d'Alsace et de Moselle [16 juin 1982] (p. 3466) ; actes devant être transmis au représentant de l'Etat (p. 3467).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : système électoral de la Ve République ; représentation des minorités dans les conseils municipaux ; mixité du nouveau système électoral [26 juillet 1982] (p. 4852).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* bilinguisme des habitants de la région Alsace ; stages de cultures régionales [5 novembre 1982] (p. 6770).

— **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).**

Première lecture, discussion générale : suppression de la peine de mort ; droit de vie ou de mort concédé par l'Etat aux parents sur les enfants à naître ; contenu de la loi de 1975 ; banalisation de l'avortement [10 décembre 1982] (p. 8243).

KRIEG (Pierre-Charles)

Député de Paris
(1re *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Gascher tendant à compléter le décret-loi du 18 avril 1939 et les textes pris pour son application en fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions (n° 805) [27 mai 1982] (p. 2708).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à modifier les conditions d'acquisition de la nationalité française (n° 328) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à compléter les dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce (n° 331) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à compléter les articles 10, 24 et 62 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 modifiée, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (n° 336) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions **d'exercice des fonctions de direction** prévues à l'article 2 de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux **laboratoires d'analyses de biologie médicale** et à leurs directeurs et directeurs-adjoints **(n° 887)** [19 mai 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 184,** posée le 15 mai 1982 : **chômage, indemnisation (allocations)** (p. 2272).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : loi de 1948 [12 janvier 1982] (p. 37) ; utilité de cette loi ; situation des propriétaires particuliers ; effets d'une hausse des loyers inférieure à la hausse des prix ; situation des Français expatriés pour l'exercice du droit de reprise ; effets de l'impôt sur la fortune ; risque de collectivisation du patrimoine immobilier (p. 38).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 307 (suppression de la référence à la forme des relations entre bailleurs et locataires) : rejeté [13 janvier 1982] (p. 53) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 308 à l'amendement n° 2 de la commission (exclusion des locations de pièces isolées du champ d'application de la loi) (p. 55) ; son amendement n° 309 devenu le sous-amendement n° 309 à l'amendement n° 2 de la commission (non-application de la loi aux locations consenties aux étudiants) (p. 56) : exclusion des locations de chambres du champ d'application de la loi ; intérêt pour les étudiants et les jeunes fonctionnaires (p. 57) ; sous-amendements n°s 308 et 309 devenus sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 537 du Gouvernement (p. 58) ; **article 3 :** son amendement n° 310 devenu le sous-amendement n° 541 à l'amendement n° 4 de la commission (possibilité pour toutes les parties en cause de se pourvoir de la violation des dispositions de l'article) ; rupture de l'égalité devant la loi introduite par le sous-amendement n° 237 de la commission des affaires culturelles (p. 65) ; sous-amendement n° 541 devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 237 de la commission des affaires culturelles (p. 66) ; **article 5 :** ses amendements n°s 312 et 313 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 6 de la commission (p. 71) ; **article 6 précédemment réservé :** ses amendements n°s 314 à 319 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 8 de la commission ; **article 4 précédemment réservé :** son amendement n° 311 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 483 du Gouvernement (p. 87) ; **article 13 :** son amendement n° 320 (dépôt de garantie productif d'intérêts) : rejeté [20 janvier 1982] (p. 305) ; **article 19 :** son amendement n° 322 (suppression de l'article) : non soutenu [21 janvier 1982] (p. 332) ; **article 20 :** son amendement n° 323 (suppression de l'article) : retiré (p. 337) ; **article 21 :** son amendement n° 324 (suppression de l'article) : retiré ; **article 22 :** son amendement n° 325 (suppression de l'article) : retiré (p. 339) ; **article 23 :** son amendement n° 326 (suppression de l'article) : retiré (p. 347) ; **article 24 :** son amendement n° 327 (suppression de l'article) (p. 348) : rejeté (p. 349) ; **article 25 :** son amendement n° 328 (suppression de l'article) (p. 351) : rejeté (p. 352) ; **article 26 :** son amendement n° 329 (suppression de l'article) : retiré (p. 355) ; **article 27 :** son amendement n° 330 (suppression de l'article) : retiré (p. 356) ; **article 28 :** son amendement n° 331 (suppression de l'article) : retiré (p. 359) ; **article 29 :** son amendement n° 332 (suppression de l'article) : retiré [22 janvier 1982] (p. 367) ; **article 30 :** son amendement n° 333 (suppression de l'article) : rejeté (p. 371) ; **article 31 :** son amendement n° 334 (suppression de l'article) : rejeté ; **article 32 :** son amendement n° 335 (suppression de l'article) (p. 372) : retiré (p. 373) ; **avant l'article 19 :** son amendement n° 321 précédemment réservé (suppression de l'intitulé du titre III) : non soutenu (p. 374) ; **article 33 :** son amendement n° 336 devenu sans objet du fait de la suppression de l'article (p. 378) ; **article 34 :** son amendement n° 337 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 511 du Gouvernement (p. 382) ; **article 38 :** son amendement n° 338 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 591 du Gouvernement [25 janvier 1982] (p. 487).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 41 :** mode de dissolution du conseil de Paris [23 octobre 1982] (p. 6245).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(12e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

L

LABARRERE (André)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Charles Pistre : usine Armosig de Gaillac :** nomination d'un expert médiateur [7 avril 1982] (p. 959) ;

— **M. François d'Harcourt : politique agricole :** objectifs de la politique agricole ; politique à l'égard des revenus agricoles [28 avril 1982] (p 1416) ;

— **M. Jean de Lipkowski : situation de la viticulture dans la région de Cognac :** craintes suscitées par la proposition de la commission des Communautés européennes tendant à rendre obligatoire la distillation des produits susceptibles

de fournir des eaux-de-vie à appellation contrôlée ; position du Gouvernement français lors de la renégociation de la politique viti-vinicole communautaire [28 avril 1982] (p. 1421).

— **M. Georges Labazée : prêts attribués aux coopératives d'utilisation du matériel agricole :** date de parution du décret autorisant l'attribution de prêts superbonifiés aux C. U. M. A. [28 avril 1982] (p. 1422).

— **M. Jean Gatel : importations de fruits et légumes d'Espagne :** réglementation communautaire en matière d'importation de fruits et légumes [28 avril 1982] (p. 1422) ;

— **M. Antoine Gissinger : émission des bons du Trésor et prêts aux collectivités locales :** rôle essentiel des bons comptes courants en matière d'ajustement à court terme des besoins de trésorerie de l'Etat en raison de la diminution des concours de la Banque de France au Trésor [5 mai 1982] (p. 1723) ; part des émissions financées par la Caisse des dépôts et incidence sur le niveau des prêts accordés par cet organisme aux collectivités locales (p. 1724) ;

— **M. Philippe Mestre : incident survenu à Cholet lors de la visite du ministre de l'industrie :** visite du ministre de l'industrie à Cholet à l'invitation des industriels du textile ; propos « déplacés » du député-maire de Cholet [5 mai 1982] (p. 1730);

— **M. Bernard Derosier : mouvement de grève dans l'enseignement supérieur :** grève des personnels de l'enseignement supérieur ; situation des assistants ; mesures envisagées par M. le ministre de l'éducation nationale afin de régler les problèmes des assistants [19 mai 1982] (p. 2428, 2429) ;

— **M. Michel Berson : insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans :** mesures en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans et plan avenir jeunes concernant les jeunes de plus de dix-huit ans ; financement de ces dispositions ; formation des jeunes [19 mai 1982] (p. 2429) ;

— **M. Michel Sudhod : encadrement du crédit :** politique monétaire du Gouvernement [19 mai 1982] (p. 2429) ; normes d'augmentation maximale des crédits (p. 2430) ;

— **M. Marcel Mocœur : désenclavement de la région du Limousin :** situation du Limousin en matière de communication ; politique de désenclavement ; augmentation des crédits de l'Etat [19 mai 1982] (p. 2430) ; réalisation prochaine d'une autoroute Orléans-Vierzon ; études menées par les services du ministère des transports (p. 2431) ;

— **M. Jean Briane : représentation familiale dans les organismes de sécurité sociale :** réforme des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale ; amélioration de la représentation des familles [19 mai 1982] (p. 2432) ;

— **M. Maurice Dousset : fermeture de classes en milieu rural :** problème du seuil de fermeture des écoles rurales ; égalité des chances pour les jeunes ruraux et baisse de la population dans les zones rurales ; dispositif réglementaire en matière de fermeture de classes dans les zones rurales ; développement des regroupements pédagogiques intercommunaux [19 mai 1982] (p. 2433) ;

— **M. Xavier Deniau : maintien de l'ordre lors de la visite du ministre de la santé à Montargis :** dispositions prises par le préfet du Loiret à l'occasion de la visite de M. le ministre de la santé à Montargis ; liberté de manisfestation [2 juin 1982] (p. 2865) ;

— **M. Serge Charles : décentralisation et élections sénatoriales :** transformation des régions en collectivités territoriales et modification du collège électoral des sénateurs ; examen des dispositions modifiant l'élection des sénateurs en même temps que l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'élections des conseils régionaux au suffrage universel [2 juin 1982] (p. 2867) ;

— **M. Frédéric Jalton : grève au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre :** origine et étendue du mouvement de grève de l'hôpital des Abymes ; efforts consentis par le Gouvernement ; création de postes [2 juin 1982] (p. 2870) ;

— **Mme Lydie Dupuy : aide aux agriculteurs en difficulté :** recommandations de Mme le ministre de l'agriculture aux divers organismes afin que les procédures de recouvrement ou de contentieux menées actuellement contre des agriculteurs soient examinées dans le souci de ne pas créer de situations irréversibles [2 juin 1982] (p. 2870) ;

— **M. Francisque Perrut : manifestation du mouvement de la jeunesse communiste à Ivry :** différence entre les prises de position des formations politiques et les décisions en matière de politique étrangère ; possibilité pour M. Charles Fiterman de participer en tant que militant à une manifestation organisée par son parti ; solidarité gouvernementale ; absence d'une telle solidarité dans la période gouvernementale précédente ; excellent déroulement des débats sur les projets de loi relatifs aux droits des travailleurs [10 juin 1982] (p. 3204-3205) ;

— **M. Maurice Nilès : orages en région parisienne :** définition des opérations de secours mises en place à l'occasion des orages qui se sont abattus sur la région parisienne et sur diverses agglomérations de province ; aides financières octroyées aux zones sinistrées ; nécessité de modifier les règlements d'urbanisme en ce qui concerne les secteurs inondables où la sécurité des personnes peut être mise en question ; obligation de réglementer certaines activités, telle la circulation des véhicules ; problème de l'écoulement des eaux et de la dimension des réseaux d'évacuation [10 juin 1982] (p 3208) ;

— **M. Guy Ducoloné : situation chez Talbot :** nécessité de poursuivre l'examen du projet de loi sur les droits des travailleurs ; mise en place par le gouvernement d'une mission de concertation ; reprise de la négociation [16 juin 1982] (p. 3457-3458) ;

— **M. René La Combe : entreprises automobiles françaises :** dialogue entre les salariés et les directions ; actions pour le règlement des conflits ; meilleur respect des droits des travailleurs [16 juin 1982] (p. 3460) ;

— **M. Didier Julia : publicité pour le congrès de la C.G.T. et la fête de** *l'Humanité* **:** possibilité de saisir la juridiction compétente à l'encontre de moyens délictueux employés par le solliciteur [16 juin 1982] (p. 3460) ;

— **Mme Colette Goeuriot : sidérurgie de Pompey, Denain et Longwy :** programme de modernisation de la sidérurgie française ; plan industriel des groupes sidérurgiques nationalisés ; développement de la concertation [30 juin 1982] (p. 4073) ;

— **M. Roland Vuillaume : situation de l'horlogerie française :** développement de la production nationale de montres électroniques ; opérations de restructuration ; reconduction de la taxe parafiscale horlogère [30 juin 1982] (p. 4073) ;

— **M. Robert de Caumont : crédits du F. I. D. A. R. en zone de haute montagne :** possibilité de faciliter le démarrage des travaux en zone de montagne ; possibilité de débloquer la réserve de 93 milliards de francs du F. I. D. A. R. [30 juin 1982] (p. 4078) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : lutte contre la toxicomanie :** développement de la toxicomanie ; mesures de répression ; mesures de prévention et de réinsertion ; fragilité des solutions [10 novembre 1982] (p. 7020) ;

— **M. Robert Montdargent : politique monétaire des Etats-Unis :** rôle international du dollar ; incidences de la politique intérieure américaine sur la politique monétaire internationale ; augmentation des taux ; valeur refuge jouée par le dollar ; nécessité de développer une plus grande concertation entre les pays ; esprit de Bretton Woods ; influence des interventions des autorités monétaires sur les variations du taux de change ; nécessité de reconstituer un ordre monétaire international [10 novembre 1982] (p. 7028) ;

— **M. Roland Vuillaume: imposition sur le revenu des travailleurs frontaliers travaillant en Suisse :** contestation par les cantons suisses d'accords sur l'imposition des travailleurs frontaliers ; maintien du principe de l'imposition exclusive des travailleurs dans l'Etat de la résidence ; révision de la convention fiscale franco-suisse [17 novembre 1982] (p. 7320) ;

— **M. Marc Lauriol: enseignement de la conduite automobile :** absence de M. Charles Fiterman de la séance de questions au Gouvernement due aux obsèques de Marcel Paul ; réunion de trois comités interministériels relatifs

à la sécurité routière ; commission chargée de régler les problèmes de convocation des candidats au permis de conduire ; concertation avec les syndicats d'auto-écoles [17 novembre 1982] (p. 7320) ; non-remise en question de l'existence des auto-écoles ; réforme du permis de conduire (p. 7321) ;

— **M. Paul Mercieca : mesures à prendre dans les îlots sensibles :** réhabilitation des quartiers d'habitat social ; « îlots sensibles » en région Ile-de-France ; augmentation du nombre des logements réhabilités ; contrats globaux de réhabilitation ; sources de financement [24 novembre 1982] (p. 7638) ;

— **M. Antoine Gissinger : déficit du commerce extérieur avec l'Allemagne :** montant de ce déficit ; décalage entre les deux pays en matière de taux d'inflation et de croissance ; lutte contre le protectionnisme allemand [24 novembre 1982] (p. 7640) ; rapprochement des politiques économiques ; coopération industrielle ; diminution progressive des excédents agro-alimentaires ; problème du démantèlement des montants compensatoires (p. 7641) ;

— **M. Martin Malvy : prime de l'amélioration de l'habitat :** liste d'attente pour les primes à l'amélioration de l'habitat ; définition de priorités pour l'attribution des primes ; convocations d'opérations d'amélioration de l'habitat signées par l'Etat et les collectivités locales ; impossibilité de servir l'ensemble des demandeurs ; plan de lutte contre la paupérisation dans l'habitat ancien [24 novembre 1982] (p. 7644, 7645) ;

— **Mme Lydie Dupuy : revenus des viticulteurs de l'Armagnac :** intérêt porté par le Gouvernement aux problèmes des producteurs d'armagnac ; amendement du Gouvernement au projet de loi de finances pour 1983 élargissant l'aide aux petits producteurs ; réunion de concertation avec les organisations de producteurs [1er décembre 1982] (p. 7863) ;

— **M. André Tourné : préférence communautaire pour certains produits méditerranéens :** nécessité d'appliquer la préférence communautaire ; application de ce principe dans le secteur viti-vinicole ; secteur des fruits et légumes ; mécanismes de protection aux frontières ; demande du Gouvernement français de réformer le règlement communautaire des fruits et légumes ; respect de la préférence communautaire [15 décembre 1982] (p. 8336) ;

— **M. Xavier Hunault : licenciements dans l'industrie du machinisme agricole :** situation de la société Huard ; fonderies de Châteaubriant ; diminution des effectifs ; convention F. N. E. et possibilité de reclassement ; situation de l'industrie française du machinisme agricole ; dépression du marché intérieur [15 décembre 1982] (p. 8339) ; étude ministérielle sur cette industrie ; lien entre l'agriculture française et les industries de machinisme (p. 8340).

orales sans débat de :

— **M. Maurice Nilès (n° 254) : utilisation des excédents de pommes :** réglementation communautaire ; distribution gratuite ; alimentation animale [15 octobre 1982] (p. 5832) ;

— **M. Jean Valroff (n° 257) : prélèvement de cotisations syndicales agricoles :** pluralisme syndicat agricole ; situation « monopolistique » de la F. N. S. E. A. ; illégalité des pratiques tendant à prélever des cotisations syndicales agricoles sans l'accord écrit de chaque producteur [15 octobre 1982] (p. 5833) ;

— **M. Jean-Michel Belorgey (n° 256) : dettes des travailleurs à bas salaires :** actions de prévention au niveau de la constitution de certaines dettes ; barème de récupération des créances sur les salaires ; possibilité de prêts sans intérêt en matière de logement social ; réforme de la profession de syndic (p. 5834) ;

— **M. Germain Gengenwin (n° 262) : situation du secteur du bâtiment :** baisse des mises en chantier ; progression du nombre de logements collectifs commencés ; prêts conventionnés ; travaux d'économie d'énergie ; région d'Alsace (p. 5836) ;

— **M. Robert Galley (n° 252) : blocage des tarifs de l'eau :** possibilité de mettre fin au blocage des tarifs d'eau et d'assainissement dès le 1er novembre 1982 si des accords de régulation sont signés ; accord cadre actuellement négocié par le Gouvernement avec l'association des maires de France ; régime optionnel de récupération de la T. V. A. (p. 5837).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie (n° 687).**

Deuxième lecture, discussion générale : attachement des Mélanésiens à leur terre [26 janvier 1982] (p. 530).

Troisième lecture : statistiques relatives à la répartition des terres en Nouvelle-Calédonie [28 janvier 1982] (p. 627).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion générale : ses observations sur l'intervention de M. Philippe Séguin ; attachement du Gouvernement au bicamérisme ; Gouvernement bénéficiant de la confiance de sa majorité [22 janvier 1982] (p. 387).

— **Discussion d'une motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Ses observations sur les propos de M. Jean Foyer regrettant l'absence du Premier ministre [28 janvier 1982] (p. 652) ; indique à M. Pierre Méhaignerie que l'absence du Premier ministre est motivée par sa rencontre avec M. Helmut Schmidt (p. 662) ; ses observations sur l'intervention de M. Bruno Bourg-Broc et sur les termes employés par M. Jean Foyer ; qualifie M. Jacques Toubon de « farfadet qui ne promène qu'un lumignon » (p. 666).

— **Ses observations** sur l'organisation du débat sur le projet de nationalisation et sur la possibilité d'examen complet du texte avant le 5 février au soir [4 février 1982] (p. 729).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert (modification du règlement évoquée par M. le président de l'Assemblée nationale) [4 février 1982] (p. 730).

— **Ses observations** sur l'intervention de M. Gilbert Gantier lors de la discussion en deuxième lecture du projet de loi de nationalisation (n° 696) [4 février 1982] (p. 751).

— **Ses remerciements** au personnel de l'Assemblée et aux députés lors de la discussion en troisième lecture du projet de loi de nationalisation (n° 696) [5 février 1982] (p. 771).

— **Ses observations après l'allocution de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale :** soutien apporté par M. Jacques Chaban-Delmas à des candidats du R. P. R. alors qu'il était président de l'Assemblée nationale ; relations entre le Gouvernement et les parlementaires [2 avril 1982] (p. 780).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : impossibilité de mettre en œuvre une coordination des questions ; longueur des réponses ministérielles ; questions pièges posées par certains députés ; occasion donnée au Gouvernement par la procédure des questions de montrer son attachement à la démocratie [7 avril 1982] (p. 965).

— **Ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Charles Millon, Gabriel Kaspereit, Pierre Guidoni et Jacques Toubon : organisation des travaux parlementaires [8 avril 1982] (p. 1019) ; calendrier des travaux de l'Assemblée jusqu'à la fin de la session ordinaire ; report de l'examen du projet de loi sur l'audiovisuel (p. 1020).

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire :** respect du Parlement par le Gouvernement [8 avril 1982] (p. 1021).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre cinquième du code du travail relative aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 23** *bis :* organisation du débat parlementaire [13 avril 1982] (p. 1064).

— **Fixation de l'ordre du jour :** organisation des travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat ; volonté du Gouvernement d'apporter une solution au problème du vide laissé par l'expiration de la loi relative à la modération des loyers [27 avril 1982] (p. 1374).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** absence de divergences entre la majorité et le Gouvernement [29 avril 1982] (p. 1477).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 34 :** son sous-amendement à l'amendement n° 36 de la commission (remplaçant les mots « taxe affectée au service public » par les mots « taxe prévue à l'article 60 ») : adopté [7 juillet 1982] (p. 4269) ; **article 39 :** son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 40 de la commission (coordination des sociétés régionales et territoriales de la radiodiffusion sonore et de la télévision) : adopté (p. 4271) ; **article 45 :** son amendement n° 84 (portant à cinq ans le délai à l'issue duquel les sociétés de programme et la S. F. P. devront transférer à l'institut de communication audiovisuelle les droits détenus sur leurs archives) : adopté (p. 4273) ; **article 55 :** son amendement n° 73 (composition du conseil d'administration de la société nationale de programme) : adopté (p. 4276) ; **article 60 :** son amendement n° 88 (rédactionnel) : adopté ; **article 61 :** son amendement n° 74 (répartition de la redevance) (p. 4277) : adopté ; son amendement n° 75 (suppression des mots « l'effort consenti par lui en faveur de la création ») : retiré (p. 4278) ; **article 68 :** son amendement n° 76 (suppression du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 77 (statut des personnels permanents et intermittents des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision) : adopté (p. 4279) ; son amendement n° 78 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 69 :** contenu du programme minimum (p. 4280) ; **article 69** *ter* **:** son amendement n° 79 (généralisant les dispositions de cet article) : adopté (p. 4281) ; **article 76** *bis* **:** son amendement n° 80 (souplesse en matière d'autorisation) : adopté (p. 4282) ; **article 96 :** son amendement n° 90 (délivrance des autorisations aux radios locales privées entre la date de promulgation de la présente loi et l'installation de la Haute Autorité) : adopté ; travaux de la commission Holleaux (p. 4285).

Seconde délibération du projet de loi : **article 39 :** emploi du terme de filiale commune (p. 4286).

Ses observations après les explications de vote : dossier T. S. F. 93 ; création de la quatrième chaîne ; volonté du Gouvernement de donner une véritable liberté à la télévision (p. 4288-4289).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : durée de la discussion générale portant sur les projets Auroux [4 mai 1982] (p. 1650).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Brocard : accepte de retirer le terme « aboyer » qu'il a employé à l'égard des groupes de l'opposition [5 mai 1982] (p. 1732).

— **Ses observations sur l'ordre du jour :** examen du collectif budgétaire [18 mai 1982] (p. 2380).

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Pierre Joxe, Serge Charles, Michel Noir, Alain Madelin, Jacques Brunhes (déroulement du débat) [1er juin 1982] (p. 2815).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Deuxième lecture, discussion générale : unanimité s'étant dégagée à l'Assemblée nationale [2 juin 1982] (p. 2879) ; problème des régions à hauts risques (p. 2880).

Discussion des articles : **article 1er :** définition de la notion de catastrophes naturelles ; constatation de l'état de catastrophes naturelles par arrêté interministériel (p. 2882) ; **article 3 :** arrêté déterminant les causes réputées écrites dans les contrats d'assurances (p. 2882) ; **article 7 :** problème de l'indemnisation des calamités agricoles (p. 2885).

Ses observations après les explications de vote (p. 2886).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Séguin [9 juin 1982] (p. 3175).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Serge Charles (rôle de l'opposition) [10 juin 1982] (p. 3209).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Séguin (p. 3209).

— **Communication du Gouvernement :** prolongation de la mission confiée à un parlementaire et vacance de son siège de député [10 juin 1982] (p. 3214).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin : ordre du jour et examen du projet de loi relatif à la négociation collective [15 juin 1982] (p. 3398).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Deuxième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; difficultés actuelles dues à la crise internationale [16 juin 1982] (p 3494) ; attitude de l'opposition ; paiement du gaz algérien (p. 3499) ; relance de l'investissement (p. 3500).

Discussion des articles : **article 11 :** solidarité entre les communes riches et les communes pauvres (p. 3504) ; **article 17 :** nouvelle proposition visant à retenir le potentiel fiscal par habitant comme critère de répartition des dotations du fonds national de péréquation (p. 3505) ; **article 27 :** rôle du ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 3507) ; inconstitutionnalité de cet article (p. 3508).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** modification des dispositions essentielles de la loi de 1967 ; sièges des chambres régionales des comptes ; **article 2 :** qualification des décisions des chambres régionales des comptes [17 juin 1982] (p. 3527) ; **article 3 :** amende pour retard dans la production des comptes infligée par la chambre régionale des comptes (p. 3529) ; **article 5 :** recours à des experts par les chambres régionales des comptes (p. 3531) ; **article 8 :** rôle du commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes ; son amendement n° 45 (substituant aux mots « se pourvoir devant la Cour des comptes contre » les mots « faire appel devant la Cour des comptes de » dans cet article) (p. 3535) : adopté (p. 3536) ; **article 10 :** son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3537) ; **article 13 :** son amendement n° 47 (apurement administratif s'exerçant sous le contrôle de la Cour des comptes : rejeté ; **article 14 :** son amendement n° 48 (supprimant les mots « ou de l'apurement administratif des comptes ») (p. 3538) : retiré ; **article 17 :** son amendement n° 49 (de précision) (p. 3539) : adopté (p. 3540) ; **article 18 :** son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 34 de la commission (publication au *Journal officiel* du rapport de la Cour des comptes) (p. 3541) : adopté ; **article 19 :** son amendement n° 51 (contrôle effectué par la Cour des comptes) ; son amendement n° 52 (même objet) : retirés (p. 3542) ; **article 22 bis :** son amendement n° 53 (de suppression) : retiré (p. 3543) ; **article 24 :** codification des textes financiers (p. 3544).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Remercie l'Assemblée nationale pour la confiance qu'elle vient d'accorder au Gouvernement [23 juin 1982] (p. 3823).

— **Sa mise au point** concernant la détermination de l'ordre du jour de la conférence des présidents [29 juin 1982] (p. 4001).

— **Ses observations sur le rappel au règlement de** M. Alain Madelin [29 juin 1982] (p. 4002).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Falala : procédure des questions au Gouvernement [30 juin 1982] (p. 4079) ; liberté de l'objet des questions au Gouvernement (p. 4080).

— **Aménagement de l'ordre des travaux :** indique quelles modifications sont apportées à l'ordre des travaux de l'Assemblée [6 juillet 1982] (p. 4201).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Foyer : accusation injurieuse portée à l'encontre du Premier ministre [6 juillet 1982] (p. 4223).

— **Aménagement de l'ordre des travaux :** programme des prochaines séances [7 juillet 1982] (p. 4290).

— **Modification de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale ;** organisation des travaux de l'Assemblée nationale [8 juillet 1982] (p. 4330).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** raisons du départ de M. Pierre Bérégovoy de la séance publique ; composition des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale ; nécessité d'instaurer un équilibre au sein des conseils d'administration [8 juillet 1982]

(p. 4337) ; volonté du Gouvernement de ne pas favoriser certaines centrales syndicales ou certaines associations (p. 4338).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé** : propos tenus par M. Jean Brocard [12 juillet 1982] (p. 4417).

— **Projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962).**

Diminution du nombre des députés ayant voté la motion de censure [12 juillet 1982] (p. 4426).

Remercie les députés de la confiance qu'ils viennent d'accorder au Gouvernement [20 juillet 1982] (p. 4546).

— **Fixation de l'ordre des travaux** : attention portée par le Gouvernement au Parlement [13 juillet 1982] (p. 4460).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : son sous-amendement n° 103 à l'amendement n° 19 de M. Edmond Alphandery (insérant les mots « et conditions » après les mots « modalités » dans cet amendement) : adopté [21 juillet 1982] (p. 4579) ; **article 7** : son amendement n° 104 (soumission du directoire du conseil de surveillance) (p. 4580) : adopté (p. 4581) ; compétence des conseils consultatifs (p. 4582) ; **article 8** : composition du conseil consultatif ; refus de donner une voix à chaque déposant (p. 4585) ; **article 9** : représentation des élus locaux au conseil de surveillance (p. 4588) ; caractère réglementaire de la durée du mandat des membres du conseil de surveillance (p. 4590) ; **article 10** : son amendement n° 110 (rédactionnel) : adopté (p. 4591) ; son amendement n° 111 (précisant que les conditions de nomination et de révocation d'un membre du directoire sont fixées par décret) : adopté (p. 4592) ; **avant l'article 18** : son amendement n° 98 (précisant que les caisses d'épargne sont assimilées à des entreprises commerciales pour l'application de la loi du 30 août 1947 sur l'assainissement des professions commerciales et industrielles) : adopté; son amendement n° 99 (peines dont sont passibles les membres du directoire ou du conseil de surveillance ayant présenté un bilan inexact ou un mauvais usage des biens et du crédit des caisses d'épargne) : adopté ; son amendement n° 100 (peines dont sont passibles les membres du directoire pour défaut de communication de certaines pièces au conseil de surveillance) : adopté (p. 4596) ; **après l'article 18** : son amendement n° 101 (précisant que les opérations de restructuration des réseaux de caisses d'épargne s'opéreront en franchise d'impôt) : adopté (p. 4597).

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse : compétence (n° 1017).**

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur la distribution des amendements [22 juillet 1982] (p. 4658).

— **Demande de suspension de séance** : avancement des travaux de l'Assemblée nationale [27 juillet 1982] (p. 4868).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Quatrième lecture, discussion générale : participation des employeurs de la région parisienne aux frais de déplacement de leurs salariés usagers des transports collectifs ; correction du présent projet de loi lors de la prochaine session du Parlement [27 juillet 1982](p. 4873).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : délégation par M. François d'Aubert du droit d'amendement et du travail parlementaire [27 juillet 1982] (p. 4888) ; **article 2 (précédemment réservé)** : présence de la politique dans les petites communes (« culs blancs » et « culs rouges ») (p. 4892) ; **article 4** : *article L.* 261 *du code électoral* : refus de faire siéger un élu sans droit de vote à un conseil municipal ; *article L.* 262 *du code électoral* : refus de mettre en place un scrutin à un tour [28 juillet 1982] (p. 4929) ; *article L.* 264 *du code électoral* : refus de limiter à deux le nombre des listes présentes au second tour ; image d'intolérance donnée par le R.P.R. (p. 4930, 4931) ; *article L.* 268 *du code électoral* : son amendement n° 145 (complétant le texte proposé pour cet article par les mots « et L. 260 *bis* ») : adopté : *article L.* 269 *du code électoral* : procédure suivie en cas d'irrégularité (p. 4931) ; **article 6** : élection des Français établis hors de France (p. 4934) ; nécessité de permettre aux Français de l'étranger de participer aux élections législatives (p. 4936).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : nécessité d'améliorer le débat [28 juillet 1982] (p. 4947).

— **Allocution de fin de session :**

Remercie l'Assemblée nationale pour le travail accompli ; rôle du Parlement ; fonctionnement du système bicaméral [28 juillet 1982] (p. 4978) ; nécessité de ne pas multiplier les sessions extraordinaires ; rôle délicat du ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 4979).

— **Ses observations sur les rappels au règlement** de M. Michel Debré et M. Alain Madelin : programme de la session extraordinaire [21 septembre 1982] (p. 4992) ; attitude de M. Alain Madelin ; liberté de la presse (p. 4993).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : *article L.* 236-6 *du code du travail* : cas des entreprises où sont créés plusieurs C. H. S. C. T. [22 septembre 1982] (p. 5060) ; son amendement n° 280 (substituant aux mots « plus de 500 salariés » les mots « 500 salariés et plus ») : adopté (p. 5061) ; intervention de l'inspecteur du travail en cas de conflit dans l'entreprise à propos du nombre des C. H. S. C. T. (p. 5062, 5063) ; mise en place d'un recours hiérarchique ; *article L.* 236-7 *du code du travail* : son sous-amendement n° 281 à l'amendement n° 18 de la commission (de conséquence) ; son sous-amendement n° 282 à l'amendement n° 18 de la commission (précisant que le crédit d'heures peut être dépassé en cas de circonstance exceptionnelle) (p. 5063) ; absence d'alourdissement des charges des entreprises ; sous-amendement n° 281 adopté ; sous-amendement n° 282 adopté ; cumul éventuel des crédits d'heures (p. 5064) ; effets pervers de la progression du crédit d'heures en fonction du seuil d'effectif ; nécessité de permettre aux membres du C. H. S. C. T. de répartir eux-mêmes le crédit d'heures (p. 5065) ; répartition des crédits d'heures (p. 5066) ; son amendement n° 283 (suppression de la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 284 (paiement du crédit d'heures comme temps de travail) : adopté ; système du bon de délégation ; nécessité d'autoriser certains dépassements des crédits d'heures (p. 5067) ; volonté du Gouvernement de faciliter l'exercice de la mission de prévention du C. H. S. C. T. ; son amendement n° 285 (utilisation du crédit d'heures) (p. 5068) ; retiré (p. 5069).

— **Fixation de l'ordre du jour** : déroulement des travaux de l'Assemblée nationale [29 septembre 1982] (p. 5194).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er** *bis* : volonté du Sénat de lier les missions à caractère administratif des offices à l'exercice de leurs attributions [29 septembre 1982] (p. 5205) ; **article 2** : arguments employés par l'opposition (p. 5207).

— **Situation en Bolivie** : rétablissement du processus démocratique en Bolivie ; appui apporté par le Gouvernement français au Gouvernement bolivien ; indique que le Gouvernement français n'a de leçon à recevoir de personne [2 octobre 1982] (p. 5362).

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).**

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de voir le Parlement jouer un rôle essentiel ; nécessité de donner à celui-ci des moyens d'information et d'investigation accrus dans le domaine scientifique ; exemple des pays étrangers ; création de banques de données parlementaires [5 octobre 1982] (p. 5366) ; création d'une délégation parlementaire ; appui donné par le Gouvernement à cette proposition de loi ; indépendance du Parlement vis-à-vis du pouvoir exécutif (p. 5367) ; paternité du mot « technostructure » ; possibilité pour l'office d'avoir accès à tous les documents nécessaires (p. 5375).

Ses observations après les explications de vote : étymologie du mot « intelligence » (p. 5377).

— **Modification de l'ordre du jour** prioritaire en raison de l'emploi du temps de certains ministres [15 octobre 1982] (p. 5837).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3, précédemment réservé :** paiement d'une cotisation déplafonnée par les préretraités ; son amendement n° 95 (date d'entrée en vigueur des présentes dispositions) : retiré [19 octobre 1982] (p. 5962) ; son amendement n° 96 (champ d'application de la cotisation d'assurance maladie des préretraités) : adopté (p. 5963) ; égalité des citoyens devant les charges publiques (p. 5964) ; **article 4, précédemment réservé :** son amendement n° 97 (rédactionnel) : adopté (p. 5965) ; **article 5, précédemment réservé :** constate que l'opposition accuse le Gouvernement de détruire l'industrie pharmaceutique ; politique du médicament (p. 5967) ; problèmes de la presse médicale (p. 5968) ; attribution du produit de la taxe pharmaceutique (p. 5969) ; son amendement n° 98 (taux de la taxe versée par les industries pharmaceutiques) : adopté (p. 5978) ; incohérence des propos tenus par les membres de l'opposition (p. 5979) ; **article 19 :** actions expérimentales en matière de santé ; absence de menace contre la médecine libérale (p. 5982) ; **article 21 :** actualisation de l'assiette des cotisations des non-salariés non agricoles ; non-remise en question du principe de la compensation démographique (p. 5987) ; amélioration de la protection sociale des non-salariés (p. 5988) ; **article 24 :** son amendement n° 101 (exonérant des cotisations les pensions d'invalidité) (p. 5989) : adopté ; **article 25 :** concertation menée par le Gouvernement avec les intéressés (p. 5990).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Serge Charles (modification de l'ordre du jour) [19 octobre 1982] (p. 5977).

— **Modification de l'ordre du jour** [19 octobre 1982] (p. 5992).

— **Protestation du Gouvernement contre des propos tenus au cours d'une précédente séance :** intervention prononcée par M. Jean de Lipkowski accusant Mme Florence Schaal, journaliste de T.F.1, de manquer d'objectivité ; respect des professionnels de l'information par le gouvernement ; se déclare scandalisé par l'attitude de M. Jean de Lipkowski ; précise que le gouvernement n'intervient pas auprès des journalistes [20 octobre 1982] (p. 6050).

— **Modification de l'ordre du jour :** poursuite de l'examen du projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord [21 octobre 1982] (p. 6090).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé ; respect du Parlement par le Gouvernement ; attitude des précédents gouvernements vis-à-vis de l'opposition et du Parlement [2 novembre 1982] (p. 6546).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Soisson : regrette le nombre limité des membres du Gouvernement et du Parlement à la séance de questions au Gouvernement [10 novembre 1982] (p. 7028).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* rôle de la langue française dans le monde ; dotation du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; augmentation des crédits du S. I. D. ; contenu de la campagne « Les yeux ouverts » [16 novembre 1982] (p. 7284) ; progression des crédits du conseil économique et social ; droits de l'opposition ; revalorisation du rôle du Parlement ; politique dynamique menée par les journaux officiels (p. 7285).

II : Secrétariat général de la défense nationale. *Examen des crédits :* **état B, titre III :** financement du S. G. D. N. (p. 7288) ; équipement matériel des services de celui-ci ; **état C, titre V :** volonté du Gouvernement d'accroître les moyens consacrés aux missions de protection de la population (p. 7289, 7290).

Budget annexe des journaux officiels : abence de MM. Edmond Alphandery et Michel Barnier de l'hémicycle (p. 7290).

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire :** date de la discussion du projet de loi relatif au développement des investissements et à la protection de l'épargne [18 décembre 1982] (p. 8552).

— **Allocution de fin de session.**

Brièveté de la prochaine session extraordinaire [20 décembre 1982] (p. 8578) ; refus de multiplier les sessions extraordinaires (p. 8579).

LABAZEE (Georges)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues portant sur diverses mesures tendant à favoriser l'adoption plénière (n° 554) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre de la commission de lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (p. 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (services du Premier ministre : fonction publique) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finences pour 1983** (n° 1083), tome V : **services du Premier ministre :** Fonction publique **(n° 1169)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

Amélioration de l'habitat : problème de l'habitat ancien insalubre [21 avril 1982] (p. 1209).

Prêts attribués aux coopératives d'utilisation du matériel agricole : non-parution des décrets d'application des mesures gouvernementales tendant à faire bénéficier les C.U.M.A. de prêts super-bonifiés afin de relancer l'investissement [28 avril 1982] (p. 1422) ;

Disparition du corps de police économique : disparition, depuis le 1er janvier 1980, de la police économique ; situation du marché d'intérêt national (M.I.N.) de Rungis ; nécessité de rétablir le corps de la police économique [17 novembre 1982] (p. 7313).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 19 :** amélioration de la protection des délégués du personnel [3 juin 1982] (p. 2902).

— **Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).**

Discussion : nécessité d'accroître la solidarité du monde rural et du monde urbain ; enjeu de la conférence agricole annuelle ; refus d'opposer les consommateurs aux produc-

teurs ; problèmes liés à la sortie de la période de blocage des prix et des salaires ; fiscalité agricole ; modification du calcul de la couverture sociale des agriculteurs [23 juin 1982] (p. 3807).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** son amendement n° 222 (agrément par l'office des contrats conclus entre les coopératives lainières et les laveurs ou négociants) [1er juillet 1982] (p. 4175) ; retiré (p. 4176).

— Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895).

Première lecture, discussion générale : accroissement du nombre des fonctionnaires ; réconciliation de ceux-ci avec la nation ; nature des grèves de fonctionnaires [7 juillet 1982] (p. 4318) ; faiblesse du nombre de conflits depuis un an (p. 4319).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : abaissement des coûts de production dans le transport aérien ; urgence des mesures de restructuration [12 octobre 1982] (p. 5658) ; réforme du conseil supérieur de l'aviation marchande ; rôle de l'Etat dans la cohérence du réseau intérieur ; développement des vols non réguliers (Air Charter International) ; rôle de l'Etat en tant qu'exploitant des aéroports (p. 5659).

— Projet de loi de finances pour 1983 (nos 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : remise en ordre des rémunérations dans la fonction publique ; rôle du conseil supérieur de la fonction publique ; créations d'emplois retenues pour 1983 ; argument selon lequel il y aurait trop de fonctionnaires ; création de la troisième voie d'accès à l'E. N. A. ; problème de l'accès des handicapés à la fonction publique ; définition d'une nouvelle politique salariale ; effort de solidarité demandé aux hauts fonctionnaires ; clarification des rémunérations annexes [5 novembre 1982] (p. 6783) ; problème des fonds communs ; multiplicité des sources de financement ; réglementation des cumuls (p. 6784).

Transports. — *Discussion générale : questions :* rôle de l'industrie aéronautique dans l'économie du Sud-Ouest [16 novembre 1982] (p. 7251) ; problème du tracé de l'autoroute A 64 (p. 7252).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 22 :** création d'une redevance régionale des mines ; fixation des taux ; exonération de la taxe professionnelle pour les entreprises qui paient la redevance des mines ; possibilité de création de disparités [7 décembre 1982] (p. 8093) ; souhaite qu'une mesure transactionnelle soit trouvée (p. 8094).

LABBE (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
(9e circonscription)
R. P. R.
Président du groupe R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).
Président de ce groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (transports : aviation civile) [21 octobre 1982] (p 6146).

DEPOTS

Proposition de loi d'orientation sur **l'enseignement de l'histoire (n° 800)** [21 avril 1982].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **bureaux d'études agissant pour le compte des collectivités locales (n° 1155)** [18 octobre 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) tome XVII, **transports :** aviation civile **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.

Discussion générale : oppose la question préalable [14 janvier 1982] (p. 100).

— Son rappel au règlement : jugement porté par M. le ministre chargé des relations avec le Parlement sur les propos et le comportement d'un député [28 janvier 1982] (p. 667).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Faillite de la politique menée par le Gouvernement [20 juillet 1982] (p. 4534) ; attitude du groupe communiste ; augmentation du chômage, de l'inflation et du déficit de la balance commerciale (p. 4535) ; mécontentement des Français ; problèmes des agriculteurs ; victoire remportée par l'opposition dans les élections locales (p. 4536) ;

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : dépose une motion de renvoi en commission [21 juillet 1982] (p. 4637) ; sa motion de renvoi en commission : rejetée (p. 4651).

— Evénements du Liban : regrette que la mission de la première force d'intervention au Liban ait été de sauver la direction de l'O.L.P. [21 septembre 1982] (p. 4990) ; demande au Premier ministre les raisons ayant conduit le Président de la République à ne pas décider de maintenir le contingent français de la force d'intervention au Liban (p. 4991).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, explications de vote : incohérence du présent débat ; exclusion des officiers généraux du bénéfice de la présente loi décidée par le groupe socialiste ; abstention du groupe R.P.R. [21 octobre 1982] (p. 6145).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 70 (de suppression) [22 octobre 1982] (p. 6177) : rejeté (p. 6179) ; **article 3 :** son amendement n° 71 (de suppression) (p. 6181) : rejeté (p. 6182) ; **article 4 :** son amendement n° 72 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 73 (composition du conseil d'arrondissement) (p. 6184) : rejeté (p. 6187) ; **article 5 :** son amendement n° 74 (de suppression) : rejeté (p. 6188) ; **article 6 :** son amendement n° 75 (de suppression) : rejeté (p. 6190) ; **article 7 :** son amendement n° 76 (de suppression) : rejeté (p. 6192) ; **article 8 :** son amendement n° 77 (de suppression) : rejeté (p. 6194) ; **article 9 :** son amendement n° 78 (de suppression) : réservé (p. 6195) ; **article 10 :** son amendement n° 79 (de suppression) : rejeté ; **article 11 :** son amendement n° 80 (de suppression) : adopté (p. 6197) ; **article 12 :** son amendement n° 81 (de suppression) (p. 6200) : rejeté (p. 6201) ; **article 13 :** son amendement n° 82 (de suppression) : rejeté (p. 6208) ; **article 15 :** son amendement n° 83 (de suppression) : rejeté (p. 6210) ; **article 16 :** son amendement n° 84 (de suppression) : rejeté (p. 6211) ; **article 17 :** son amendement n° 85 (de suppression) : rejeté (p. 6214) ; **article 19 :** son amendement n° 87

(de suppression) : rejeté (p. 6219) **article 20 :** son amendement n° 88 (de suppression) : rejeté (p. 6221) ; **article 21 :** son amendement n° 89 (de suppression) : rejeté ; **article 22 :** son amendement n° 90 (de suppression) : rejeté (p. 6223) ; **article 23 :** son amendement n° 91 (de suppression) : rejeté (p. 6225) ; **article 24 :** son amendement n° 92 (de suppression) rejeté ; **article 25 :** son amendement n° 93 (de suppression) : rejeté (p. 6226) ; **article 26 :** son amendement n° 94 (de suppression) (p. 6226) : rejeté (p. 6227) ; **article 27 :** son amendement n° 95 (de suppression) : rejeté (p. 6229) ; **article 36 :** son amendement n° 96 (de suppression) : rejeté (p. 6236) ; **article 37 :** son amendement n° 97 (de suppression) : rejeté (p. 6237) ; **article 38 :** son amendement n° 100 (de suppression) : rejeté [23 octobre 1982] (p. 6244) ; **article 42 :** son amendement n° 101 (de suppression) : rejeté (p. 6246) ; **article 43 :** son amendement n° 102 (suppression du paragraphe II de cet article) ; son amendement n° 103 (de coordination) : retirés (p. 6249) ; **article 9** (*précédemment réservé*) : son amendement n° 78 (de suppression) : rejeté (p. 6274).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17** *bis* **précédemment réservé :** son amendement n° 79 (création d'un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ; rôle des délégués désignés par ce comité) [9 décembre 1982] (p. 8186) : rejeté après modification (p. 8190).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 5 (augmentant le nombre total de sièges à pourvoir) [23 octobre 1982] (p. 6284) ; devenu sans objet (p. 6285) ; **après l'article 5 :** ses sous-amendements n°s 8, 11 et 10 à l'amendement n° 4 de M. Raymond Forni (inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris et aux conseils d'arrondissement de Paris) (p. 6287) : rejetés (p, 6288).

— Son rappel au règlement : droits de l'opposition ; nombreux jugements portés par les membres du Gouvernement sur le comportement des députés [2 novembre 1982] (p. 6545) ; désinvolture de certains membres de Gouvernement ; absence du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances pendant la discussion de la première partie de la loi de finances (p. 6546).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : coordination des transports aériens français ; conséquences de la mise en service du T. G. V. sur le trafic d'Air Inter ; situation de la construction aéronautique française [16 novembre 1982] (p. 7229).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** s'élève contre la distinction faite par M. Ernest Moutoussamy entre la Guadeloupe et la France ; présence de M. Pierre Joxe dans l'hémicycle [6 décembre 1982] (p. 7991).

LABORDE (Jean)

Député du Gers
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857) [18 mai 1982] (p. 2405).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (affaires sociales et solidarité nationale : personnes âgées) [21 octobre 1982] (p. 6145).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 857), relatif aux **prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 929)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 982), relatif aux **prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 983)** [25 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 985)** [29 juin 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome IV : **affaire sociales et solidarité nationale :** Personnes âgées **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au gouvernement :

— Pouvoirs des commissaires de la République : compétences financières accrues des commissaires de la République ; règle selon laquelle les travaux d'investissement des collectivités locales ne peuvent être exécutées avant la signature de l'arrêté de subvention [5 mai 1982] (p. 1728).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur précarité de la condition des personnes concernées par le présent projet de loi ; mesures nouvelles introduites par le Sénat ; injustices découlant de l'application du principe de non-rétroactivité au texte améliorant les pensions de vieillesse ; rattrapage des pensions liquidées avant la loi du 31 décembre 1971 (loi Boulin) ; caractère forfaitaire de ce rattrapage ; relèvement du taux des pensions de réversion ; problème des régimes spéciaux [18 juin 1982] (p. 3578) ; étude actuellement menée sur les droits propres et les droits dérivés ; conséquences d'un remariage sur le partage d'une pension de réversion ; assurance veuvage ; titulaires d'une pension d'invalidité (p. 3579) ; injustices restant à corriger (p. 3580).

Discussion des articles : **article 1er : son** amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté [21 juin 1982] (p. 3620) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté : **article 4 :** son amendement n° 3 (suppression des mots « et continue d'exercer ») (p. 3621) ; devenu sans objet ; son amendement n° 5 (concession de la pension vieillesse à la demande de l'assuré) : non soutenu (p. 3622) ; **article 5** *bis* **:** son amendement n° 6 (de suppression) : adopté (p. 3623) ; **article 7 :** son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 8 (règles de cumul d'une rente d'accident du travail et d'une pension d'invalidité) : retiré (p. 3624) ; **article 10 :** son amendement n° 9 (fixation par décret des limites du cumul de l'ensemble des pensions de réversion) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 10 (de suppression) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 51, à titre personnel (recouvrement du droit à pension de réversion) ; nécessité d'éviter qu'un conjoint divorcé ne soit définitivement privé de toute pension de réversion par son remariage (p. 3625) : adopté ; **après l'article 12 :** son amendement n° 52, à titre personnel (cas des pensions civiles et militaires) : réservé (p. 3626) ; **article 13 :** son amendement n° 11 (de suppression) (p. 3627) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 12 (de suppression) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 53, à titre personnel (suppression de la possibilité offerte aux conjoints divorcés de renoncer à leur part de pension de

réversion) : adopté (p. 3628) ; **article 16** : son amendement n° 54, à titre personnel (suppression de la possibilité offerte aux conjoints divorcés de renoncer à leur part de pension de réversion) : adopté ; adaptation du régime de retraite complémentaire des dispositions du présent article (p. 3629) ; **article 17** : nécessité de traiter les Alsaciens et les Mosellans comme les autres Français ; **après l'article 18** : son amendement n° 55, à titre personnel (femmes divorcées de marins) : réservé (p. 3630) ; **article 19** : son amendement n° 15 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 16 (de précision) : adopté ; **après l'article 19** : extension au régime des professions libérales des dispositions de la présente loi (p. 3631) ; **après l'article 20** : insuffisance de l'assurance veuvage ; conjoints survivants d'adultes handicapés bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (p. 3632) ; **article 21** : son amendement n° 19 (révision de la pension de vieillesse demandée par le titulaire de cette pension) ; cas des fonctionnaires radiés des cadres avant le 29 janvier 1950 sans avoir droit à pension ; adopté ; son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté (p. 3636) ; **après l'article 12** : son amendement n° 52, à titre personnel, précédemment réservé (cas des pensions civiles et militaires) (p. 3637) ; retiré (p. 3638) ; **après l'article 22** : son amendement n° 55, à titre personnel, précédemment réservé (femmes divorcées de marins) : retiré ; **article 24** : son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 22 (suppression du paragraphe II de cet article) (p. 3638) ; rejeté ; **article 25** : son amendement n° 24 (validation des périodes de perception de l'indemnité de soins aux tuberculeux) (p. 3639) : adopté ; son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté ; **article 26** : son amendement n° 26 (de précision) : adopté ; son amendement n° 27 (suppression de l'inscription de l'hypothèque pour les prestations ouvrant droit au seuil de récupération) : adopté (p. 3640) ; **après l'article 26** : son amendement n° 58, à titre personnel (date d'entrée en vigueur des articles 6 à 9 du présent projet) : devenu sans objet (p. 3641).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : amélioration des législations antérieures ; possibilité laissée à l'assuré invalide de demander la substitution d'une pension de vieillesse à sa pension d'invalidité ; correction des disparités entre les régimes ; problème du partage des pensions de réversion entre conjoints divorcés et conjoints survivants [28 juin 1982] (p. 3949).

Discussion des articles : **article 13** : son amendement n° 1 (de suppression) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 2 (de suppression) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 3950) ; **article 16** *bis* : ses amendements n°s 4 et 5 (rédactionnels) : adoptés ; **article 16** *ter* : son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (problème des femmes divorcées de marins) : adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté (p. 3951) ; **article 26** : son amendement n° 9 (de précision) : adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 3952) ;

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : attribution de la pension de réversion aux conjoints divorcés ; majoration forfaitaire des pensions [30 juin 1982] (p. 4047) ; rattrapage des pensions de retraite ; réforme des régimes de sécurité sociale (p. 4048) ;

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : équilibre financier de la sécurité sociale ; taxation des alcools ; exemple de l'armagnac et du cognac [18 octobre 1982] (p. 5930) ;

Discussion des articles : **article 27** : taxation de certaines boissons alcoolisées ; cas des eaux-de-vie de fruits [19 octobre 1982] (p. 5992).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 27** : absence de responsabilité de l'eau-de-vie en matière d'alcoolisme [8 décembre 1982] (p. 8137).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale - Travail. — *Discussion générale*, rapporteur pour avis : bilan de l'action du secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées [18 novembre 1982] (p. 7383) ; augmentation du minimum vieillesse ; relèvement du seuil de récupération sur succession ; amélioration de certaines pensions de réversion ; développement du maintien à domicile ; transformation des hospices ; participation des personnes âgées à la vie de la collectivité ; nécessité d'attribuer l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux veuves âgées de 55 ans titulaires d'une pension de réversion ; rapprochement de l'habitat des personnes âgées de celui de leurs enfants ; désignation, dans chaque département, d'un médiateur chargé d'examiner les plaintes des personnes âgées placées dans des établissements sociaux ; diffusion d'émissions pour les personnes âgées ; nécessité de créer un institut national de recherche pluridisciplinaire sur le vieillissement (p. 7384).

LACOMBE (Jean)

Député de l'Hérault
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **article 18 (précédemment réservé)** : son amendement n° 217 (de précision) : adopté [1er juillet 1982] (p. 4185).

LA COMBE (René)

Député du Maine-et-Loire
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Environnement) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître le droit au titre de **déporté résistant** aux internés résistants qui ont été déportés par l'ennemi et qui ont été fusillés ou se sont évadés en cours de déportation avant d'être parvenus au lieu de leur destination (n° **994**) [1er juillet 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VII, **environnement (n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **participation de soldats aux défilés organisés par les syndicats le 1er mai** : manifestation de soldats en tenue lors des défilés du 1er mai ; réduction de la durée du service militaire ; comités de soldats [12 mai 1982] (p. 2039) ; sa proposition de demander aux soldats français de prêter le serment de servir la patrie (p. 2040) ;

— **entreprises automobiles françaises** : situation de l'industrie française de l'automobile à la suite des mouvements de grève [16 juin 1982] (p. 3460).

orales sans débat :

— **n° 173**, posée le 11 mai 1982 : **agriculture (revenu agricole)** (p. 2034) ; appelée le 14 mai 1982 : **situation des agriculteurs dans les pays de Loire** : baisse constante des revenus agricoles ; exode rural ; mise en œuvre d'une politique des prix agricoles (p. 2161) ; désertification des campagnes (p. 2162) ;

— **n° 186**, posée le 25 mai 1982 : **bâtiment et travaux publics (emploi et activité)** (p. 2582) ; appelée le 28 mai 1982 : **difficultés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics** : exemple de la région Pays-de-Loire et de la Bretagne ; situation de l'emploi dans le département du Maine-et-Loire (p. 2713) ;

— **n° 275,** posée le 19 novembre 1982 (p. 7535) ; **automobiles et cycles (entreprises)** ; appelée le 26 novembre 1982 : **concessionnaires Talbot :** conséquences de la fusion entre les sociétés Peugeot et Talbot pour les concessionnaires Talbot ; reconversion dans la promotion et la vente des marques étrangères ; insuffisance du dynamisme de l'organisation commerciale des entreprises d'automobiles ; prix compétitifs de nos voitures (p. 7703) ; incidents aux usines Talbot et Citroën (p. 7704) ;

— **n° 313,** posée le 10 décembre 1982 (p. 8250) : **anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants)** ; appelée le 17 décembre 1982 : **évadés des convois de déportation :** impossibilité pour ces personnes de se voir reconnaître le titre de déporté ; proposition de loi déposée en 1957-1958 tendant à reconnaître le droit au titre de déporté aux personnes déportées n'étant pas parvenues au lieu de leur destination (p. 8465) ; nouveau dépôt de cette proposition ; états de services de ces personnes comportant la mention « interné libéré » (p. 8466).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : importance du maire dans la commune ; réputation d'autoritarisme du maire de Marseille appréciée par la population ; pouvoir des maires de France ; augmentation du nombre des élus [21 octobre 1982] (p. 6123).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : insuffisance du présent projet de budget ; amputation des crédits votés pour 1982 par le décret du 18 octobre 1982 ; insuffisance des parcs naturels régionaux ; nécessité de développer les contrats de rivière ; problème de la chasse et des chasseurs ; participation d'Electricité de France à la protection et à la restauration des milieux naturels aquatiques ; problème des décharges sauvages ; insuffisance des stations d'épuration ; formule des contrats anti-bruit [15 novembre 1982] (p. 7201) ; volonté du ministre de l'environnement de mener une action ambitieuse (p. 7202).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances
(2e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2161).
Se démet de son mandat de député [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2161).
Elu le 5 septembre 1982 [*J.O.* du 7 septembre 1982] (p. 2729).
L'Assemblée prend acte de son élection [21 septembre 1982] (p. 4988).
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 14 octobre 1982] (p. 3073).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie (n° 687).**

Première lecture, discussion générale : information sur l'ensemble des questions concernant l'outre-mer et rôle du Parlement ; autorisation donnée au Gouvernement de promouvoir, par ordonnances, des réformes en Nouvelle-Calédonie ; contenu de ces ordonnances ; modification du statut de la Nouvelle-Calédonie ; point de non-retour atteint par les événements ; caricature de la société calédonienne ; rejet par l'Assemblée territoriale du recours aux ordonnances ; décentralisation ; réforme fiscale ; division de l'actuelle majorité territoriale [14 janvier 1982] (p. 110) ; dissolution de l'Assemblée territoriale ; assassinat de Pierre Declercq ; partis extrémistes ; compromis avec les indépendantistes sans passer par le suffrage universel ; mise en place d'un système archaïque en matière foncière ; redistribution des terres en vertu du droit du premier occupant ; conflits entre tribus ; mélange des clans ; droits reconnus aux Métis ; prise en considération d'une fraction de la population pouvant accéder à la propriété privée individuelle ; niveau de vie ; perspective de l'indépendance (p. 111) ; perquisitions chez certaines personnes (p. 125) ;

Troisième lecture, explications de vote : action du Gouvernement par voie d'ordonnances [28 janvier 1982] (p. 626) ; répartition des terres en Nouvelle-Calédonie ; rôle de l'office foncier ; promotion sociale des Mélanésiens ; respect des règles démocratiques (p. 627).

— **Son rappel au règlement :** donne sa démission de député ; précise que la Nouvelle-Calédonie ne veut pas quitter la France [6 juillet 1982] (p. 4221).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* problèmes de la société Nickel [5 novembre 1982] (p. 6798) ; gravité de la situation économique calédonienne ; mise en place d'un office foncier ; inquiétude concernant l'avenir économique de la Nouvelle-Calédonie (p. 6799).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).**

Première lecture, discussion générale. Différences entre les régimes électoraux de métropole, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie ; régime discriminatoire à l'égard de la Nouvelle-Calédonie et de Nouméa ; volonté gouvernementale de satisfaire les indépendantistes ; renversement de la véritable majorité au profit des indépendantistes racistes ; ordonnances en matière foncière ; refus des indépendantistes à participer à une réunion avec tous les représentants élus de Nouvelle-Calédonie [25 novembre 1982] (p. 7679, 7680).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 4 (maintien du scrutin proportionnel dans les communes de moins de 3 500 habitants de la Nouvelle-Calédonie) (p. 7684) ; différence démographique entre les communes de la Nouvelle-Calédonie ; indépendance (p. 7685) ; amendement n° 4 rejeté ; son amendement n° 5 (tendant à étendre aux communes de plus de 10 000 habitants de la Nouvelle-Calédonie le régime mixte proportionnel majoritaire et à soumettre les communes de moins de 10 000 habitants au régime électoral proportionnel) : rejeté ; son amendement n° 6 (fixation du seuil des voix pour être admis à la distribution des sièges à 7,5 p. 100 des inscrits) : retiré (p. 7686) ; opposition de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie aux ordonnances (p. 7688).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion des articles : **article 19 :** son amendement n° 1 (suppression de cet article) [7 décembre 1982] (p. 8089) : rejeté ; **son rappel au règlement :** absence de consultation du Conseil de Gouvernement (p. 8090).

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international (n° 768) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord international de 1930 sur le cacao (n° 843) [6 mai 1982] (p. 1843).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Défense) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 486) autorisant l'approbation d'une disposition complémentaire aux **conventions internationales concernant le transport par chemins de fer des marchandises, des voyageurs et des bagages (n° 749)** [2 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 768) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume d'Espagne** relatif au **régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international (n° 782)** [20 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 843) autorisant l'approbation de l'**accord international de 1980 sur le cacao (n° 868)** [13 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome IX ; **défense (n° 1167)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 178,** posée le 11 mai 1982 : **S. N. C. F. : tarifs voyageurs** (p. 2025) ; appelée le 14 mai 1982 : **avantages attachés à la carte « vermeil » :** inégalité du citoyen devant le service public ; coût de la délivrance de cette carte (p. 2171) ; comparaison avec le coût des autres cartes de réduction (p. 2172) ; doléances des personnes âgées (p. 2173).

INTERVENTIONS

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international (n° 768).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : aspect technique du projet ; exonération de la « taxe à l'essieu » ; développement du transport routier entre la France et l'Espagne ; contribution de cet accord à l'assainissement des relations franco-espagnoles ; décision du gouvernement espagnol « d'imperméabiliser » la frontière [22 avril 1982] (p. 1262).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord international de 1980 sur le cacao (n° 843).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : appartenance du cacao à la liste des dix-huit produits de base du fonds commun ; instabilité du marché du cacao ; renforcement de l'efficacité du Stabex [24 juin 1982] (p. 3844) ; incertitude pesant sur l'application de cet accord international ; problèmes de la Côte-d'Ivoire (p. 3845).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie .

Commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* contenu de l'accord commercial passé entre la C. E. E. et l'Espagne en 1970 ; charges imposées aux industriels français du textile [12 novembre 1982] (p. 7082).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : interdépendance de la défense et des relations extérieures ; nécessité d'aménager l'Alliance atlantique [12 novembre 1982] (p. 7087) ; développement de la force nucléaire de dissuasion ; priorité donnée à l'aide au tiers monde ; reconnaissance du rôle de l'U. E. O. (p. 7088).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* discrimination entre les anciens combattants d'outre-mer et les anciens combattants métropolitains en matière de pensions ; perte de nationalité des habitants des anciennes colonies, devenues indépendantes, impliquant la perte de tout droit à pension militaire ; intégration de la maladie contractée à l'armée dans les critères d'attribution de la Légion d'Honneur [13 novembre 1982] (p. 7136) ; situation des combattants du début de la seconde guerre mondiale (p. 7137).

LAIGNEL (André)

Député de l'Indre
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Intérieur et décentralisation) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 10 novembre 1982] (p. 3383).

Rapporteur pour avis du projet de loi adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215) [18 novembre 1982] (p. 7426).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) - annexe n° 20 **Intérieur et décentralisation (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Œuvre considérable accomplie par le Gouvernement et sa majorité parlementaire ; dommages causés au pays par les batailles de retardement de l'opposition ; engagement du Premier ministre sur la prise en compte d'amendements au texte de nationalisation [28 janvier 1982] (p. 650) ; 117 heures de débat ; respect par le Gouvernement de la décision du Conseil constitutionnel ; volonté de maîtrise des moyens de production ; pouvoir économique, clé de tous les pouvoirs ; confusion entre le secteur privé et le secteur public depuis des années ; ouverture de nouveaux espaces de liberté par les nationalisations (p. 651).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6 et état A :** équilibre du collectif budgétaire [26 mai 1982] (p. 2623) ; **article 14 :** introduction d'une liaison entre l'évolution de la taxe professionnelle et l'évolution de la taxe d'habitation (p. 2634) ; **article 15 :** rapprochement des taux de la taxe professionnelle (p. 2636).

Explications de vote : relance de l'investissement ; préoccupations sociales du Gouvernement ; réforme de la taxe d'habitation ; équilibre de ce collectif (p. 2649) ; participation des salaires et des taux d'intérêt à la formation des prix ; équilibre du commerce extérieur ; vote positif du groupe socialiste (p. 2650).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** abaissement du taux de la T. V. A. sur les produits alimentaires de première nécessité [16 juin 1982] (p. 3501).

Explications de vote : attitude de l'opposition ; vote positif du groupe socialiste (p. 3509).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, explications de vote : renouveau de la planification ; adaptation de l'économie aux contraintes imposées par la crise internationale ; décentralisation, nationalisation et extension des droits des travailleurs dans l'entreprise ; sélectivité des choix de la politique à moyen terme ; méthodes d'exécution du plan ; caractère décentralisé et démocratique de son élaboration [15 juin 1982] (p. 3431).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : structures et missions de la police nationale ; rétablissement de la police à sa « vraie place » dans la société ; création de 7 703 emplois depuis mai 1981 ; coordination des services et des actions de sécurité ; lutte anti-terroriste ; fichier anti-terroriste ; commission nationale Informatique et Libertés ; petite délinquance dans les agglomérations ; présence et intégration de la police dans la population ; locaux de police ; armements ; revolvers Manurhin ; gilets pare-balles ; recrutement de nouveaux fonctionnaires ; décentralisation [10 novembre 1982] (p. 7002) ; concours aux collectivités locales ; montant et répartition de la dotation globale d'équipement dans les communes et les départements ; fonds national pour le développement des adductions d'eau ; fonds d'amortissement des charges d'électrification ; évolution de la dotation globale de fonctionnement en 1982 et 1983 ; villes centres et communes périphériques ; projet de loi sur la répartition des compétences ; dotation générale de décentralisation ; fonds de compensation de la T.V.A. ; décalage entre le moment où la T.V.A. est acquittée et son remboursement par l'Etat aux collectivités locales ; ressources fiscales des collectivités locales (p. 7003) ; taxe d'habitation ; taxe foncière ; taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules ; taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; taxe de publicité foncière ; droit d'enregistrement et droit de mutation ; taxe sur les cartes grises (p. 7004).

Examen des crédits : **état B. — Titre III :** financement des crédits destinés aux préfets ; note qu'aucun parlementaire de l'opposition n'a assisté aux débats de la commission des finances lors de l'examen du rapport sur le budget de l'intérieur et de la décentralisation (p. 7042) ; **titre IV :** dotation générale de décentralisation (p. 7043) ; **après l'article 62 :** dotation de péréquation ; potentiel fiscal des communes ; partage des majorations des taxes locales entre diverses communes en cas d'exonération d'un équipement situé sur leur territoire ; majoration de la dotation de péréquation des communes de plus de dix mille habitants ; étalement des variations de la dotation en cas de variations démographiques ; dotation des départements ; dotation des D.O.M. ; **article 63 :** suppression de cet article ; **après l'article 63 :** intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite.

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 52 : son amendement n° 230 (précisant que la déclaration de revenus doit faire apparaître le montant des produits de placements à revenu fixe) : adopté [19 novembre 1982] (p. 7495).

— Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : approbation par la commission des finances du calendrier défini par le Gouvernement pour la réalisation de la décentralisation ; compensation des charges nettes nouvelles résultant du transfert de compétences pour les collectivités locales ; création de la dotation globale d'équipement ; procédure du constat annuel établi en liaison avec les élus locaux et sanctionné par un arrêté interministériel ; problème des transferts relatifs aux frais de logement des instituteurs [29 novembre 1982] (p. 7723) ; rôle de la dotation générale de décentralisation (D.G.D.) ; problème du choix des impôts transférés ; inégale répartition du produit par tête d'habitant des impôts transférés ; régime juridique de la dotation globale d'équipement (D.G.E.) ; maîtrise du département sur l'utilisation et la répartition des subventions ; mode de réévaluation de la D.G.E. (p. 7724) ; nécessité de réexaminer la fiscalité locale directe et de réformer la taxe d'habitation et la taxe professionnelle (p. 7725).

Discussion des articles. Rapporteur pour avis : **article 2** *bis* : son amendement n° 219 (de suppression) : adopté ; **avant l'article 3 :** son amendement n° 220 (calendrier des transferts de compétences) [30 novembre 1982] (p. 7760) : devenu sans objet ; **article 3 :** son amendement n° 221 (précision relative au principe de compensation des transferts) (p. 7761) : adopté (p. 7762) ; **article 3** *bis* : son amendement n° 222 (de suppression) (p. 7763) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 223 (de suppression) (p. 7764) : adopté (p. 7765) ; **article 13 :** son amendement n° 224 (caractère réglementaire de l'obligation des collectivités locales en matière de statistiques) : adopté (p. 7783) ; **article 32** *ter* : refus d'accroître les charges des collectivités territoriales [1er décembre 1982] (p. 7850) ; **article 75 :** son amendement n° 225 (suppression de la référence à la compensation des charges) : adopté, son amendement n° 226 (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa de cet article) : adopté (p. 7899) ; **article 91 :** ses amendements nos 227 et 228 devenus sans objet (p. 7901) ; **article 91** *bis* : son amendement n° 229 devenu sans objet ; **article 93 :** son amendement n° 230 devenu sans objet (p. 7902) ; **article 95** *ter* : son amendement n° 231 (de suppression) : adopté ; **article 95** *quater* : son amendement n° 232 (de suppression) : adopté (p. 7904) ; **avant l'article 114 A :** son amendement n° 233 (suppression de la section 1 A et de son intitulé) : adopté ; **article 114 A :** son amendement n° 234 (de suppression) (p. 7908) : adopté ; **article 114 B :** son amendement n° 235 (de suppression) : adopté ; **article 114 C :** son amendement n° 236 (de suppression) : adopté (p. 7909) ; **article 114 :** son amendement n° 237 (de coordination) (p. 7910) : adopté ; son amendement n° 238 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 239 (conditions dans lesquelles sera établi le bilan annuel des charges nouvelles consécutives au transfert de compétences) : devenu sans objet ; son amendement n° 240 (de conséquence) (p. 7911) : adopté ; **article 115 :** son amendement n° 241 (précisant que les transferts d'impôts représenteront la moitié au moins des ressources attribuées par l'Etat) : adopté ; **article 117 :** son amendement n° 242 (crédits exclus de la compensation) (p. 7912) : adopté ; **article 118 :** son amendement n° 243 (critères d'évolution de la dotation générale de décentralisation) : adopté (p. 7913) ; son amendement n° 244 (de coordination) : adopté ; **article 120 :** son amendement n° 245 (définition, dans la loi de finances pou 1983, des modalités de transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules) (p. 7914) ; adopté ; son amendement n° 246 (définition, dans les lois de finances ultérieures, des modalités du transfert aux départements des taxes sur les véhicules à moteur) : adopté ; **après l'article 120 :** son amendement n° 248 (cas de la Corse) (p. 7915) ; adopté (p. 7916) ; **article 122 :** son amendement n° 249 (répartition de la dotation globale d'équipement) p. 7917) ; exemple du potentiel fiscal (p. 7918) ; adopté ; son amendement n° 250 (de précision) (p. 7919)) ; adopté ; son amendement n° 251 (même objet) : adopté (p. 7920) ; **article 124 :** son amendement n° 252 (incluant dans la dotation globale d'équipement départementale les crédits relatifs à l'eau et l'assainissement) : adopté ; son amendement n° 253 incluant les crédits relatifs à l'électrification rurale) : adopté (p. 7921) ; **article 126 :** son amendement n° 254 règles relatives à la répartition de la part de la dotation globale d'équipement des départements redistribuée aux communes) : adopté ; son amendement n° 255 (même objet) : (p. 7924) ; **article 126** *bis* : indexation de la dotation globale d'équipement ; **article 127 :** son amendement n° 256 (rédactionnel) : adopté (p. 7925) ; **article 128 :** son amendement n° 257 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 258 (rédactionnel) ; rôle des ministres dans la répartition des ressources du F.A.C.E. ; adopté ; son amendement n° 259 (rédactionnel) (p. 7926) ; adopté ; **article 132 A :** son amendement n° 260 (entrée en vigueur du déplafonnement des ressources régionales) (p. 7927) ; devenu sans objet (p. 7928) ; **article 132 B :** logement des instituteurs ; son amendement n° 261 (de suppression) (p. 7929) ; adopté ; **avant l'article 132 :** son sous-amendement n° 454, à titre personnel à l'amendement n° 341 du Gouvernement (de précision) (p. 7930) ; problème des frais de fonctionnement des préfectures ; retiré (p. 7931) ; son sous-amendement n° 345 du Gouvernement (maintien des crédits de fonctionnement des préfectures de région [2 décembre 1982] (p. 7938) ;

devenu sans objet (p. 7939) ; **article 135 :** son amendement n° 262 (suppression de la référence aux trois derniers alinéas de l'article 4 de la présente loi) : adopté (p. 7942).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la question préalable de M. Edmond Alphandéry ; son appréciation positive sur le contenu du collectif budgétaire ; ses observations sur les propos des membres de l'opposition ; soldes d'exécution de la loi de finances entre 1975 et 1978 ; situation économique de la France ; nombre de chômeurs ; influence de la politique budgétaire sur la production, la demande et le chômage ; rôle du déficit public ; théories keynésienne et monétariste [7 décembre 1982] (p. 8058) ; contrôle de la masse monétaire ; politique financière des U.S.A. et de la Federal Reserve ; caractère néfaste du monétarisme ; mesures de réforme fiscale ; nécessité de restructurer les charges fiscales ; nécessité de la prééminence du plan et de la mise en œuvre d'une grande loi bancaire (p. 8059).

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier
(3e circonscription)
Communiste

Président du groupe communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).
Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la **dissolution des milices patronales (n° 816)** [21 avril 1982].

Proposition de loi portant sur le rôle des sociétés nationalisées pour **l'industrialisation de la Corse (n° 884)** [19 mai 1982],

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Libertés dans l'entreprise Citroën : refus de négocier opposé par la direction de Citroën ; licenciements de représentants du personnel [19 mai 1982] (p. 2433),

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Première lecture, discussion générale : choix du changement par le suffrage universel ; droits et pouvoirs nouveaux des travailleurs ; manœuvre et obstruction de de l'opposition et du patronat ; affaire Paribas ; spéculation sur les actions des sociétés nationalisables [26 janvier 1982] (p. 544) ; décisions politiques rendues par le Conseil constitutionnel ; précédents de la libération en matière d'indemnisation ; choix des cours de bourse ; refus de l'indexation sur les prix des livrets A des caisses d'épargne sous le précédent septennat mais compensation de la dépréciation monétaire pour les actions demandées par le Conseil constitutionnel ; exigences exorbitantes par rapport à l'équité ; différenciation entre les petits et les gros porteurs ; contre le report au 1er janvier 1983 de la nationalisation des vingt et une banques non cotées ; financement des nationalisations par la fiscalité ; paiement des charges nouvelles acquitté par les privilégiés de la fortune (p. 545) ; création d'une tranche supplémentaire au barème de l'impôt sur la fortune ; taxation à 50 p. 100 des plus-values réalisées lors du transfert ou du remboursement des titres des sociétés nationalisables pour les plus gros actionnaires ; abrogation de l'avoir fiscal ; rôle du secteur public pour la reconquête du marché intérieur, la création d'emplois industriels, la reprise de l'investissement, la maîtrise technologique des filières électroniques et les droits nouveaux des travailleurs (p. 546).

— Ses observations après l'allocution de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

Volonté des députés communistes de coopérer au travail mené par la majorité nouvelle ; loi de nationalisations ; reconquête du marché intérieur ; extension des droits des travailleurs [2 avril 1982] (p. 780) ; déclaration d'un ancien Premier ministre ayant porté atteinte au crédit de la France en s'attaquant au franc (p. 781).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : déformation de la politique économique et sociale du Gouvernement par les médias ; lutte contre l'inflation et le chômage ; pression exercée par les pays capitalistes en crise en vue d'exporter leur chômage en France ; politique menée par M. Ronald Reagan ; lutte contre l'inflation et le chômage ; poids de l'héritage laissé par le précédent septennat ; contrats de solidarité ; ralentissement de la progression du chômage et de l'inflation depuis un an ; attitude du grand patronat et des privilégiés de la fortune [23 juin 1982] (p. 3799) ; fuite des capitaux ; nécessité de n'accorder des crédits publics aux entreprises qu'en contre-partie d'engagements vérifiables (financement d'investissements créateurs d'emplois) ; attitude du C. N. P. F. ; nécessité de s'attaquer aux causes de l'inflation ; revalorisation du pouvoir d'achat des petits et moyens salaires (p. 3800) ; nécessité de bloquer les prix des carburants ; allégement des charges des entreprises créant des emplois ; déficit de la filière bois ; reconquête du marché intérieur (p. 3801) ; rôle de l'impôt (moyen de justice sociale et stimulateur du développement économique national) ; volonté du C. N. P. F. et de l'opposition de s'opposer à la mise en œuvre des choix décidés par les Français (p. 3802).

— Evénements du Liban.

S'associe aux déclarations du Président de l'Assemblée nationale et du Premier ministre concernant les massacres de Beyrouth [21 septembre 1982] (p. 4991).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, explications de vote : propositions formulées par le groupe communiste ; amélioration du texte grâce aux députés communistes ; réduction des cotisations sur les préretraites ; caractère insatisfaisant de certaines dispositions : forfait hôtelier, cotisation sur les préretraites, taxe sur l'alcool et le tabac, dotation globale pour les hôpitaux ; vote positif du groupe communiste [19 octobre 1982] (p. 6002).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : sortie du blocage des prix et des salaires ; détérioration du commerce extérieur ; relance de la consommation populaire ; réforme des structures de l'économie française ; restructuration des filières industrielles ; résultat positif de la politique économique du Gouvernement ; poids de la gestion passée ; affaiblissement de la reprise économique ; casse du secteur industriel pendant le précédent septennat ; développement de la lutte des classes ; attitude du patronat [27 octobre 1982] (p. 6361) ; reconquête du marché intérieur ; inquiétude des travailleurs ; amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs ; accroissement du revenu des paysans travailleurs ; réforme du financement de la sécurité sociale ; accroissement des cotisations patronales ; privilège donné à l'emploi (p. 6362) ; modernisation de l'appareil productif ; effort d'investissement en faveur de l'industrie ; contrepartie en matière d'emploi nécessaire à chaque affectation de crédits publics ; rôle du secteur public et nationalisé ; limitation des dépenses de fonctionnement des grands services publics ; institution d'une tranche à 65 p. 100 pour l'I.R.P.P. ; répartition de l'effort fiscal (p. 6363) ; rôle des travailleurs dans la construction de la démocratie sociale (p. 6364).

LALUMIERE (Catherine)

Ministre de la consommation

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

Mme Marie-France Lecuir : associations de consommateurs et contrôle des prix : blocage des prix ; développement des contrôles des prix ; mise en place de moyens d'information des consommateurs : réforme des circuits de distribution [30 juin 1982] (p. 4076).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** ses observations sur le sous-amendement n° 424 de Mme Adrienne Horvath à l'amendement n° 4 de la commission [13 janvier 1982] (p. 65) ; **article 19 :** innovation juridique des accords collectifs [21 janvier 1982] (p. 330) ; contrat individuel reposant sur une fiction ; action au moment de la formation du contrat ; intérêt des accords Delmon mais absence de sanctions ; inconvénient de la multiplication des réglementations ; liberté des négociations ; extension du rôle des associations ; critères de représentativité (p. 331) ; représentation de plus de trois associations au sein de la commission nationale des rapports locatifs (p. 332) ; possibilité de conclusion d'accords collectifs quel que soit le type d'immeuble ; caractère superflu de la mention relative aux associations familiales (p. 333) ; ses observations sur l'amendement n° 175 de M. Pascal Clément limitant l'intervention des associations à celles représentant les locataires de l'immeuble concerné par l'accord ; ratification des accords relevant de la seule volonté des locataires (p. 334) ; s'oppose à l'amendement n° 462 de Mme Adrienne Horvath rendant obligatoire l'accord conclu par une association représentative ; favorable à la ratification des accords à la majorité simple (p. 336) ; **article 20 :** distinction entre la discussion et la conclusion des accords pour le critère de représentativité (p. 338) ; **article 22 :** modalités de concertation (p. 339) ; mise en œuvre de la concertation et de l'information dans l'immeuble ; notion de « gestion du bâtiment » ; consultation des membres responsables du conseil d'administration des associations (p. 340) ; consultation à l'initiative du bailleur ou des locataires ; accepte l'amendement n° 501 de la commission des affaires culturelles autorisant les représentants des locataires à se faire assister par des représentants au niveau national ou départemental de leur association (p. 341) ; rôle du syndic dans l'application des accords collectifs (p. 344) ; son amendement n° 498 (rédactionnel) : adopté ; s'oppose aux amendements n° 182 de M. Pascal Clément et n° 365 de M. Jean Tiberi réservant l'usage du panneau d'affichage aux seules informations concernant la vie de l'immeuble (p. 345) ; responsabilité civile des associations ; **article 23 :** participation des locataires aux réunions de copropriété ; absence de droit de vote (p. 346) ; **article 23 :** information des locataires par voie d'affiches et par lettre non recommandée de la tenue des assemblées générales de copropriété ; **article 24 :** protection particulière pour les représentants des locataires (p. 348) ; présentation par les commissions départementales de solutions aux conflits éventuels entre le bailleur et les représentants des locataires (p. 349) ; appréciation par les commissions départementales des justifications des congés donnés aux représentants des locataires ; délai de deux mois imparti à la commission ; s'oppose au sous-amendement n° 464 de Mme Adrienne Horvath supprimant ce délai (p. 350) ; **après l'article 24 :** projet de loi sur la vie associative ; défense des intérêts collectifs des locataires dans les associations ; **article 25 :** rôle de la commission départementale du logement (p. 351) ; fonction de conciliation extrajudiciaire de la commission départementale ; indication d'un avis sur le congé donné au représentant des locataires (p. 352) ; représentation des associations familiales dans les commissions départementales du logement ; nature réglementaire des précisions apportées par l'amendement n° 369 de M. Jean Tiberi (p. 353) ; s'oppose à l'amendement n° 466 de Mme Adrienne Horvath ; opposition du Gouvernement à la création d'une instance juridictionnelle (p. 354) ; **article 26 :** cascade d'accords entre locataires et bailleurs (p. 355) ; **article 27 :** versement de subventions aux mouvements associatifs (p. 356) ; gestionnaires non mentionnés dans l'article ; deux catégories de partenaires principaux : bailleurs et locataires (p. 357) ; indépendance des associations de locataires (p. 358) ; s'oppose à l'amendement n° 195 de M. Pascal Clément soumettant les comptes des associations de bailleurs et de locataires au contrôle de la Cour des comptes ; **article 28 :** gestionnaires non parties à la signature des accords (p. 359) ; propose une rectification de l'amendement n° 66 de la commission (p. 360) : **après l'article 28 :** son sous-amendement n° 558 à l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 559 à l'amendement n° 69 de la commission (fixant à trois ans la durée maximale des accords conclus pour une durée déterminée) ; adopté [22 janvier 1982] (p. 365) ; s'oppose au sous-amendement n° 588 de M. Daniel Le Meur autorisant la dénonciation des accords locaux en cas d'intervention postérieure d'accords nationaux ; son sous-amendement n° 560 à l'amendement n° 72 de la commission (application des dispositions de l'amendement aux seuls accords nationaux et départementaux) : adopté (p. 366) ; son sous-amendement n° 561 à l'amendement n° 73 de la commission (maintien de l'accord conclu en vertu des articles 19 et 30 en cas de changement de bailleur) : adopté ; son sous-amendement n° 562 à l'amendement n° 73 de la commission (annexion à l'acte de cession, de l'accord conclu en application de l'article 19) : adopté ; son amendement n° 500 (maintien des accords en cas de changement de bailleur) : retiré au profit de l'amendement n° 73 de la commission ; **article 29 :** accepte l'amendement n° 262 de la commission des affaires culturelles mentionnant les gestionnaires (p. 367) ; accords négociés de façon démocratique (p. 368) ; accords portant sur des actions d'animation culturelle et sociale (p. 369) ; **après l'article 29 :** son amendement n° 509 (hiérarchie des accords) ; application de l'accord conclu au niveau le plus proche des personnes concernées ; amendement n° 509, rectifié, adopté ; son sous-amendement n° 589 à l'amendement n° 505 de Mme Martine Frachon (possibilité d'application de tout ou partie des dispositions des accords collectifs aux contrats de location en cours (p. 370) : adopté ; **article 30 :** possibilité d'extension des accords nationaux ; conciliation des exigences locales et des exigences nationales (p. 371) ; s'oppose à l'amendement n° 200 de M. Pascal Clément sur la procédure d'extension des accords nationaux (p. 372) ; **article 32 :** son amendement n° 590 (rôle des organisations de gestionnaires dans l'élaboration et l'exécution des accords) ; rectifié, adopté ; **après l'article 32 :** accepte le sous-amendement n° 376 de M. Jean Tibéri ; locaux collectifs dans les bâtiments dont le permis de construire a été demandé postérieurement à la promulgation de la loi (p. 373) ; **avant l'article 19 :** introduction de la notion d'accords collectifs ; termes de « collectif » et de « collectivisation » (p. 374) ; extension du rôle des associations ; reconnaissance par le précédent Gouvernement de la représentativité des trois grandes associations de locataires ; représentation des associations familiales dans les commissions instituées par le présent projet de loi (p. 375) ; souci du Gouvernement de donner la parole et le pouvoir de décision à la base (p. 376).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 19 :** accords de patrimoine ; information des bailleurs et des locataires sur les accords collectifs de niveau supérieur ; son sou-amendement n° 175 à l'amendement n° 41 de la commission (information réciproque des locataires et des bailleurs sur les accords collectifs) [11 mai 1982] (p. 1994) ; conditions d'applicabilité des accords de bâtiment et des accords de patrimoine ; adopté (p. 1995) ; **article 20 :** accords de patrimoine immobilier et représentativité des associations de locataires (p. 1996) ; notion de section d'une association ; accords de patrimoine (p. 1997).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Consommation. — *Discussion générale :* rigueur ayant présidé à la préparation de la loi de finances ; premier budget autonome d'un ministère de la communication ; signe de l'existence d'un nouveau ministère ; montant et augmentation des crédits ; possibilité de déposer des amendements visant à créer des emplois à la direction de la consommation et de la répression des fraudes et à augmenter la subvention de l'Institut national de la consommation ; renforcement du rôle et des moyens des organisations de consommateurs ; augmentation des subventions versées à ces associations ; amendement du Gouvernement tendant à rétablir la présentation budgétaire des subventions en distinguant les subventions pour les actions concertées et les subventions directement versées aux organisations ; réforme de l'Institut national de la consommation ; réforme du Comité national de la consommation [19 novembre 1982] (p. 7477) ; doublement du temps d'antenne accordé par les trois chaînes nationales de télévision à l'Institut national de la consommation ; accroissement des moyens de l'institut ; accroissement du rôle des organisations de consommateurs ; rôle des organisations au sein du Comité national de la consommation ; place croissante réservée aux organisations au sein des instances consultatives des organes de décision des grands services publics ; politique économique du Gouvernement ; maîtrise des prix ; blocage des prix ; mobilisation des consommateurs, des professionnels de la production et de la distribution et des services administratifs concernés pour assurer le respect du blocage des prix ; opération « Vacances 1982 » ; nécessité

de ne pas opposer professionnels et consommateurs ; comités de liaison pour la stabilité des prix ; affichage des prix des produits au litre ou au kilogramme ; installation des premiers centres locaux d'information sur les prix ; réflexion sur les causes de l'inflation ; qualité des produits et des services ; conquête des marchés par la qualité (p. 7478) ; négociations entre organisations de consommateurs et entreprises tendant à la mise en place de contrats de qualité ; utilité des essais comparatifs ; amélioration de la vie quotidienne des consommateurs ; nécessité de veiller sur la qualité des produits ; protection de la sécurité et de la santé des consommateurs ; réorganisation des services extérieurs du ministère ; multiplication et amélioration des contrôles au niveau de commerce de détail et au niveau de la production ; contrôle des produits importés ; intention du Gouvernement de poser un amendement afin de créer trente emplois à la direction de la consommation et de la répression des fraudes en 1983 ; projet de loi sur la sécurité des consommateurs ; possibilité de faire diminuer le nombre et le coût social des accidents domestiques (p. 7479).

Examen des crédits. — **Etat B, titre IV :** son amendement n° 256 (présentation des subventions destinées aux associations de consommateurs en deux chapitres distincts) : adopté (p. 7480).

LAMBERT (Michel)

Député de l'Orne
(3e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916) [17 juin 1982] (p. 3574)

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 916) portant réforme de la **redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 1102)** [30 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1214) portant **réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 1234)** [23 novembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : renforcement de la politique de décentralisation des entreprises du secteur tertiaire ; volonté du Gouvernement de supprimer la redevance industrielle ; rééquilibre des activités vers l'est de la région ; situation réelle de la région Ile-de-France ; croissance très rapide de l'emploi dans cette région durant les dernières années ; ralentissement actuel se faisant au détriment de Paris [15 octobre 1982] (p. 5849) ; repli de l'industrie compensé par l'essor des services ; déséquilibre existant au sein de la région ; diminution de l'emploi à Paris et dans la petite couronne ; dépopulation et embourgeoisement de Paris ; procédure de l'agrément préalable ; rôle du comité de décentralisation ; calcul de la redevance (p. 5850) ; nécessité de pénaliser les implantations à l'Ouest ; priorité donnée aux villes nouvelles (Marne-la-Vallée et Melun-Sénart) (p. 5851).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (limites de la région Ile-de-France) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (de précision) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (de précision) : adopté (p. 5860) ; **article 4 :** application de la modification des taux (p. 5860, 5861) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 4 (harmonisation des dispositions du présent projet de loi avec celles de l'article de la loi créant la région Ile-de-France) : adopté après modification ; **article 6 :** son amendement n° 5 (de clarification) : adopté (p. 5862) ; **article 8 :** son amendement n° 6 (de correction) : adopté ; **après l'article 8 :** son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 5863).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : ralliement du Sénat au dispositif adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; substitution des mots « règlement d'administration publique » par les mots « décret en Conseil d'Etat » opérée par le Sénat [24 novembre 1982] (p. 7612, 7613).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* rôle du fonds d'aménagement urbain [4 novembre 1982] (p. 6698).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* problèmes du blocage normand ; exemple du bassin industriel de Flers-Tinchebray [17 novembre 1982] (p. 7303).

LANCIEN (Yves)

Député de Paris
(15e *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 117,** posée le 11 mars 1982 : **ordre public (attentats)** [2 avril 1982] (p. 788) ; appelée le 16 avril 1982 : **victimes d'attentats :** responsabilité civile incombant aux communes pour les dégâts et dommages résultant de crimes ou de délits commis par violence sur leur territoire par des attroupements armés ou non armés, soit envers des personnes, soit contre des propriétés publiques ou privées ; indemnités de l'Etat ; réparation des dommages subis par la victime d'un attentat à caractère politique et terroriste non prévu par les textes (p. 1171) ; extension de la loi sur l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle ; amendement légalisant les contrôles d'identité (p. 1172).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Première lecture, explications de vote : réforme du fonctionnement de la justice militaire ; remise en cause systématique du système judiciaire français par le garde des sceaux ; démarche foncièrement idéologique du Gouvernement ; méfiance manifestée à l'égard des juges militaires ; distinction entre le temps de guerre et le temps de paix ; inquiétude régnant dans le milieu militaire [14 avril 1982] (p. 1153).

— **Son rappel au règlement :** gel des crédits du ministère de la défense [21 octobre 1982] (p. 6092).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* problème des annulations de crédit ; inquiétude quant à la mise en œuvre du budget de la défense pour 1983 [12 novembre 1982] (p. 7101) ; insuffisance de la place de la défense dans le présent projet de budget ; amputation des crédits destinés au nucléaire ; diminution des crédits affectés aux études, recherches et prototypes (p. 7102) ; tentation du neutralisme touchant la R.F.A. (p. 7103).

Examen des crédits : **article 31 :** son amendement n° 151 (diminution des crédits affectés à la nouvelle direction de protection et de sécurité de la défense) : rejeté (p. 7122) ;

son amendement n° 154 (réduction des crédits) ; montant de l'indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. ; problème du transport des appelés par la S. N. C. F. (p. 7123) : retiré ; **article 32** : son amendement n° 146 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; problème des études, recherches et prototypes : retiré (p. 7124) ; son amendement n° 147 (réduction des autorisations de programme) : retiré ; son amendement n° 148 (suppression des crédits destinés au septième S. N. L. E.) ; nécessité d'accroître le nombre des S. N. L. E. ; retiré (p. 7125).

— Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.

Explications de vote : nécessité d'alerter l'opinion publique [24 novembre 1982] (p. 7670) ; sacrifice de l'avenir au présent ; pourcentage d'augmentation du budget de la défense de 1983 parmi ceux des budgets les plus défavorisés ; programme d'équipement des armées ; rythme des livraisons de matériels ; raréfaction des commandes ; urgence du renforcement de notre dissuasion ; Afghanistan ; Pologne ; incertitude quant aux intentions de M. Andropov ; S. S. 20 ; vague neutraliste unilatérale en Europe ; orientations de la politique de défense américaine ; future loi de programmation militaire ; absence de commande de blindés pour l'armée de terre dans un proche avenir ; situation de la marine ; missiles M 5 (p. 7671) ; déclarations contradictoires du ministre de la défense au sujet de ce missile ; retard du programme M 5 jusqu'en 1999 ; caractéristiques du missile M 5 ; retards ou annulations relatifs au missile SX et au satellite Samro ; inquiétude des salariés de l'armement ; maintien de la part des dépenses militaires à 3,895 p. 100 du P. I. B. marchand ; situation financière des appelés ; armée nouvelle ; nécessité d'assurer la défense nationale ; nécessité de sanctionner le Gouvernement (p. 7672).

LANG (Jack)

Ministre de la culture

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— de M. Michel Debré : rapport « Démocratie culturelle et droit à la différence » : mission confiée à M. Giordan ; « nivellement » d'un certain nombre d'expressions culturelles, locales, traditionnelles [21 avril 1982] (p. 1218).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : réforme du cinéma ; restauration d'une véritable concurrence entre les sociétés de distribution et les sociétés de programmation ; refus d'un cinéma d'Etat ; volonté d'apporter au secteur privé les moyens de son développement ; futur projet de loi sur l'œuvre audiovisuelle et les droits des créateurs et des artistes ; relations entre le cinéma et la télévision ; doublement des cotisations au fonds de soutien du cinéma, amélioration des dotations pour les coproductions cinématographiques, ajustement pour les droits d'achat de films figurant dans les cahiers des charges pour 1982 ; reproches adressés à la majorité de vouloir instaurer une sorte d'ordre moral socialiste [27 avril 1982] (p. 1357) ; affirmation selon laquelle l'avenir appartient à la télévision et la radio privées (p. 1358).

Discussion des articles : **avant l'article 79 :** mesures ayant pour objet de porter remède aux excès de la concentration dans l'industrie du cinéma et à certains abus de position dominante du service public de l'audiovisuel ; tendance à l'augmentation du nombre de spectateurs dans les salles de cinéma ; difficultés de diffusion rencontrées par certains films [15 mai 1982] (p. 2252) ; tendance à la concentration dans le domaine de la programmation des salles ; vidéo-cassettes (p. 2253) ; son sous-amendement n° 756 à l'amendement n° 276 de la commission (rédactionnel) ; rapports entre le cinéma et la télévision ; meilleure rémunération des films par la télévision ; rôle de la société nationale de commercialisation (p. 2255) ; adopté ; son sous-amendement n° 757 à l'amendement n° 276 de la commission (renvoyant au cahier des charges les modalités de la contribution des sociétés de télévision au développement du cinéma) ; adopté ; son sous-amendement à l'amendement n° 276 de la commission (substituant aux mots « au titre III » les mots « aux titres III et IV ») : adopté ; son amendement n° 779 (précisant qu'aucune œuvre cinématographique exploitée dans les salles de cinéma ne peut faire l'objet d'une exploitation simultanée sous forme de vidéo-cassettes) (p. 2256) ; apparition de nouvelles techniques (p. 2257) ; **article 79** (précédemment réservé) : domination de trois sociétés sur le marché de la distribution ; nécessité de mettre un terme aux abus de position dominante (p. 2259) ; compensation de l'effet de concentration par une participation financière des grandes sociétés de distribution (p. 2260) ; son amendement n° 793 (exécution des contrats conclus) : adopté ; infractions aux dispositions du présent article (p. 2261) ; **après l'article 79 :** son amendement n° 759 (précisant que les dispositions prévues par cet article sont instituées pour une période de deux ans) (p. 2262) ; retiré (p. 2263) ; **article 80** (précédemment réservé) : rôle du médiateur du cinéma ; son amendement n° 780 (mission du médiateur du cinéma) (p. 2264) ; adopté (p. 2265).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1082).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* grands axes de la politique culturelle du Gouvernement ; précise que le budget de la culture n'est pas sacrifié ; place du secteur culturel dans l'économie [3 novembre 1982] (p. 6640) ; ruée des Français sur les magnétoscopes ; bilan de l'utilisation des crédits votés pour 1982 ; relations entre le ministère de la culture et le ministère des affaires étrangères ; précise que la culture appartient au peuple tout entier ; décentralisation des crédits du ministère de la culture (p. 6641) ; ouverture de nouveaux chantiers pour des publics nouveaux ; renforcement de la décentralisation en matière d'équipements ; création de l'écomusée du Creusot ; afflux de nombreux créateurs du monde entier vers Paris ; exposition universelle de 1989 (p. 6642) ; refus du Gouvernement d'imposer une idéologie culturelle (p. 6645).

Répond à la question de :

— *Mme Marie-France Lecuir :* précise qu'il répondra ultérieurement à cette question (p. 6653) ;

— *M. Jean-Hugues Colonna :* construction de l'opéra de la Bastille (p. 6654) ;

— *M. Yves Dollo :* mode de calcul des subventions accordées aux centres d'action culturelle et aux maisons de la culture (p. 6654) ;
conclus) : adopté ; infractions aux dispositions du présent

— *M. Yves Tavernier :* intervention du ministère de la culture en milieu rural (p. 6655) ;

— *M. Jean-Yves Le Drian :* droit d'expression des cultures régionales (p. 6655) ; enseignement des musiques traditionnelles au conservatoire de Lorient ; contenu du rapport Giordan (p. 6656) ;

— *M. Francisque Perrut :* décentralisation culturelle ; contenu des conventions Etat-régions (p. 6656) ;

— *M. Gilbert Gantier :* avenir du musée des monuments français (p. 6657) ;

— *M. Etienne Pinte :* crédits affectés aux écoles de musique et aux conservatoires (p. 6657) ;

— *M. Bruno Bourg-Broc :* organigramme du ministère des relations extérieures (p. 6657) ; action du quai d'Orsay en matière culturelle (p. 6658) ;

— *M. Etienne Pinte :* problème des personnels scientifiques, techniques et artistiques ; répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales (p. 6658) ;

— *M. Robert-André Vivien :* rapports entre le cinéma et la télévision ; montant des achats des droits de diffusion ; problème des avances sur recettes (p. 6658, 6659) ;

— *M. Bruno Bourg-Broc :* progression du budget du ministère de la culture ; liberté des régions en matière culturelle (p. 6659) ; convention signée entre la région Ile-de-France et l'Etat (p. 6660)

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** crédits destinés aux bibliothèques (p. 6660) ; contenu du schéma directeur de l'informatique ; sort de l'école des Beaux-Arts (p. 6661) ; mise en place du médiateur du cinéma ; aide de l'Etat aux écoles d'art (p. 6662) ; mise en place d'expériences pédagogiques originales ; création du centre national des arts

plastiques (p. 6663) ; **titre IV :** effort consenti en faveur des bibliothèques centrales de prêts (p. 6664) ; financement de la préparation de l'exposition universelle de 1989 ; rapports entre le cinéma et la télévision (p. 6665) ; redevance sur les magnétoscopes ; coût de l'opération d'Orsay ; coût de l'opéra de la Bastille (p. 6666, 6667) ; rôle du fonds d'intervention culturelle (p. 6668) ; **état C, titre V :** réalisation d'équipements de la bibliothèque nationale en province ; étude menée par le ministère de la culture (p. 6669) ; **titre VI :** création de l'établissement public de la Villette ; protection du patrimoine (p. 6670) ; coût du musée d'Orsay ; création du Grand Louvre (p. 6671).

LARENG (Louis)

Député de la Haute-Garonne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'admission à l'internat en médecine du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 (n° 737) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Rapporteur du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [21 septembre 1982] (p. 5030).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Santé) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076 [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 737) de **validation de la liste** principale et de la liste complémentaire d'**admission à l'internat de médecine du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 (n° 786)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi n° 1076 relatif aux **études médicales et pharmaceutiques (n° 1089)** (23 septembre 1982).

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XXII : **santé (n° 1166)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **études médicales et pharmaceutiques (n° 1220)** [16 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances** par le Sénat (n° 1176) relatif aux **études médicales et pharmaceutiques (n° 1225)** [17 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1321) modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif aux **études médicales et pharmaceutiques (n° 1324)** [17 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

internes des hôpitaux de la région sanitaire de Paris : absence d'équivalence de spécialités d'internat ; pénalisation de certains internes [10 novembre 1982] (p. 7022).

orales sans débat :

— **n° 183,** posée le 11 mai 1982 : **professions et activités paramédicales (psychorééducateurs)** (p. 2036) ; appelée le 14 mai 1982 ; **profession de psychorééducateur :** profession ne bénéficiant pas du statut d'auxiliaire médical (p. 2168) ; augmentation des débouchés de ce type de profession (p. 2169) ;

— **n° 220,** posée le 8 juin 1982 : **bâtiments et travaux publics (emplois et activité : Midi-Pyrénées)** (p. 3155) ; appelée le 11 juin 1982 : **responsabilité des constructeurs victimes d'un matériaux défectueux :** vices cachés de fabrication de tuiles dans la région Midi-Pyrénées ; dépôt de bilan des entreprises de tuileries (p. 3270).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : caractère nouveau des rapports collectifs ; fonctionnement de la commission Delmon ; garanties données aux petits propriétaires ; réhabilitation du parc H. L. M. [12 janvier 1982] (p. 40) ; droit nouveau de l'habitat (p. 41).

— **Projet de loi de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'admission à l'internat en médecine du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 (n° 737).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : caractère discutable des validations législatives mettant en cause le principe de la séparation des pouvoirs ; nombre important de lois de validation votées antérieurement ; fréquence des incidents plus élevée dans les disciplines médicales que dans les autres ; déroulement du concours d'internat en médecine ; disparition de dix copies de l'épreuve d'admission de pathologie médicale du concours du centre hospitalier universitaire de Paris (1980-1981) ; procédure retenue pour noter les candidats dont les copies avaient disparu ; avis donné par le Conseil d'Etat le 21 avril 1981 ; solution retenue risquant d'encourir la sanction du juge administratif [21 avril 1982] (p. 1222) ; nécessité de voter le projet de loi de validation législative ; responsabilité incombant à l'ancienne majorité (p. 1223).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).**

Première lecture, discussion générale : rôle des sages-femmes [12 mai 1982] (p. 2052) ; problème du recyclage et de la formation continue ; fonctions des sages-femmes dans les secteurs hospitaliers ; statut des sages-femmes (p. 2053).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : hygiène et sécurité dans l'entreprise ; réunification des comités d'hygiène et de sécurité et des commissions d'amélioration des conditions de travail ; médecine du travail ; clarification de la mission des représentants des personnels ; expertise sur des points mal connus au sein de l'entreprise ; création d'organismes publics régionaux regroupant des spécialistes des problèmes de l'amélioration des conditions de travail [13 mai 1982] (p. 2152).

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion générale : développement de la recherche médicale et de la recherche en santé ; diffusion de l'information scientifique et technique ; développement équilibré des grands secteurs de la recherche ; rôle des programmes mobilisateurs ; création des groupements d'intérêt public [21 juin 1982] (p. 3678).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion générale : réforme hospitalière de 1958 ; équilibre entre le secteur public et le secteur privé à l'hôpital ; évolution du système de distribution de soins en France ; conditions de travail dans les hôpitaux ; humanisation des hôpitaux ; amélioration de la situation des médecins hospitaliers et accroissement de leurs avantages sociaux ; déroulement de carrière du personnel médical ; traitement personnalisé du malade [25 juin 1982] (p. 3905).

Explications de vote : amélioration du fonctionnement des hôpitaux ; augmentation du nombre des médecins cotisant aux caisses de retraite ; amélioration du régime de protection sociale des médecins (p. 3925).

Deuxième lecture, discussion générale : absence de sacrifice du secteur public par les médecins disposant d'une clientèle privée à l'hôpital ; accroissement du nombre des médecins à plein temps dans les hôpitaux [30 septembre 1982] (p. 5257) ; libre choix du médecin ; faiblesse des revenus de certains médecins nouvellement installés ; manifestation des médecins (p. 5258).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion générale : ordonnances de 1967 ; nécessité d'assurer la gestion de la sécurité sociale par les organisations syndicales [7 juillet 1982] (p. 4321) ; abrogation des ordonnances de 1967 ; recours au vote pour la désignation des administrateurs des caisses primaires d'assurance maladie et des caisses d'allocations familiales ; élargissement de la représentation des assurés sociaux au sein des conseils d'administration des caisses ; rôle de la mutualité ; nouvelles missions des conseils d'administration (p. 4322) ; rôle devant être réservé aux membres des professions de santé (p. 4323).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion générale : aspect social des caisses d'épargne ; gestion de celles-ci ; problème des personnels [13 juillet 1982] (p. 4469, 4470).

Discussion des articles : **article 3** : création des S.O.R.E.F.I. [20 juillet 1982] (p. 4561).

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : démocratisation du recrutement ; valorisation de la médecine générale ; décloisonnement des circuits de formation ; différence entre les formations dispensées après le deuxième cycle aux futurs généralistes et aux futurs spécialistes ; apparition d'une sélection à la fin des certificats d'études spéciales ; valeur formatrice de l'internat ; contenu de la loi du 6 juillet 1979 [27 septembre 1982] (p. 5111) ; nécessité de valoriser la médecine générale ; instauration de l'internat pour tous avec quatre filières ; problème de la formation pharmaceutique (p. 5112) ; nécessité d'une ouverture de la profession sur l'extérieur ; problème spécifique aux études psychiatriques (p. 5113).

Discussion des articles : **article 2** : *article* 46 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : valorisation de la formation du médecin généraliste (p. 5135) ; contenu de la filière santé publique (p. 5136) ; *article* 47 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 22 (précisant qu'un examen commun est organisé au minimum pour trois U. E. R. médicales dans la région Ile-de-France) : adopté ; *article* 48 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 23 (imposant aux étudiants de se présenter au concours de recrutement des filières spécialisées immédiatement après la fin effective du second cycle des études médicales) : adopté (p. 5137) ; *article* 50 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 24 (substituant au mot « étudiants » le mot « internes ») : adopté ; contenu du document annexé au diplôme (p. 5138) ; *article* 51 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 25 (substituant au mot « étudiants » le mot « internes ») : adopté ; son amendement n° 26 (précisant que les directeurs d'enseignement s'assurent de la bonne acquisition des connaissances par les internes) : adopté ; son amendement n° 27 (possibilité pour les internes de travailler dans des établissements militaires ou privés participant au secteur public) : rejeté ; son amendement n° 28 (formation des internes de la filière de médecine spécialisée) : adopté ; son amendement n° 29 (fonctions des internes du troisième cycle de médecine spécialisée) (p. 5139) : adopté ; *article* 52 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 30 (substituant au mot « étudiants » le mot « internes ») : adopté ; son amendement n° 31 (précisant que les médecins praticiens non universitaires sont associés à la formation des internes) (p. 5140) : adopté ; *après l'article* 53 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 32 (précisant que tous les internes devront avoir la possibilité d'acquérir une formation par la recherche) : rejeté ; son amendement n° 33 (obligation faite aux étudiants de suivre des enseignements de santé publique) (p. 5141) : rejeté (p. 5142) ; *article* 55 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 34 (fixation de la composition des commissions régionales par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 5143) ; son amendement n° 35 (représentation de toutes les filières d'internat au sein des commissions techniques et pédagogiques interrégionales) : adopté ; son amendement n° 36 (composition des commissions régionales) (p. 544) : adopté ; *article* 56 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 37 (substituant au mot « étudiants » le mot « internes ») : adopté ; son amendement n° 38 (fixation des règles d'accès hors contingent pour les médecins étrangers) : adopté ; *article* 57 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 39 (de précision) : adopté (p. 5145) ; son amendement n° 40 (intervention des établissements militaires et des établissements privés participant au service public dans la formation des pharmaciens) : adopté ; *article* 58 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 41 (décret en Conseil d'Etat fixant la composition des commissions régionales) : adopté ; son amendement n° 42 (précisant que dans les cas de formation commune à la médecine et à la pharmacie les commissions comportent un nombre égal de médecins et de pharmaciens) (p. 5146) : adopté ; *après l'article* 59 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 43 (dispositions spécifiques permettant aux étudiants en sciences vétérinaires de suivre certains enseignements) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 44 (date d'applicabilité de la loi pour les étudiants en pharmacie) : adopté ; son amendement n° 45 (rédactionnel) : adopté (p. 5147) ; cas des étudiants en cours d'étude de certificat d'études spéciales ; **article 5** : son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 5** : son amendement n° 47 (conditions d'équivalence avec les internats pour les internes et anciens internes des régions sanitaires) ; son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 47, à titre personnel (rédactionnel) (p. 5148) ; son sous-amendement n° 52 adopté ; son amendement n° 47 adopté après modification ; son amendement n° 48 (bilan de l'application de la présente loi) : adopté (p. 5149).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : votes divergents de l'Assemblée nationale et du Sénat sur le projet de loi ; filières nouvelles de spécialisation ; suppression par le Sénat de différents mécanismes permettant la promotion de la fonction enseignante des praticiens et celle de l'enseignement de la médecine générale ; suppression du caractère classant de l'examen de fin de deuxième cycle ; améliorations apportées au texte par le Sénat ; importance de la généralisation de l'internat ; nécessité de valoriser la médecine générale ; équilibre de l'enseignement médical [23 novembre 1982] (p. 7548).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (tendant à rétablir le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7549) ; **article 2** : son amendement n° 2 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 7550) ; *article* 46 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 3 (rétablissement de la rédaction instituant quatre filières de troisième cycle) : adopté ; *article* 47 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 4 (caractère classant de l'examen de fin de deuxième année des études médicales) : adopté ; son amendement n° 5 (concours d'accès à la filière de médecine spécialisée, à celle de santé publique et à celle de recherche médicale) : adopté ; *article* 48 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 6 (rétablissement des possibilités de dérogation pour se présenter au concours d'accès aux filières de médecine spécialisée, de santé publique et de recherche médicale) : adopté ; son

amendement n° 7 (rétablissement du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté après modification ; *article* 49 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 8 (durée de l'internat) : adopté ; *article* 50 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 9 (diplômes ouvrant droit à l'exercice de la médecine) : adopté après modification ; *article* 51 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 10 (remplacement du mot « étudiants » par le mot « internes » dans cet article) : adopté (p. 7551) ; son amendement n° 11 (suppression dans cet article des mots « les résidents et ») ; clarification de la rédaction ; adopté ; son amendement n° 12 (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté ; son amendement n° 13 (formation des internes de médecine spécialisée pendant la première année du troisième cycle) : adopté après modification ; son amendement n° 14 (stage hospitalier des internes du troisième cycle) : adopté (p. 7552) ; son amendement n° 15 (stage semestriel pour les internes de l'option en psychiatrie de la filière de médecine spécialisée) : adopté après rectification ; *article* 52 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 16 (substitution au mot « résidents » du mot « internes ») : adopté ; son amendement n° 17 (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, association des praticiens à la formation médicale) : adopté ; *article* 53 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 18 (troisièmes cycles de médecine spécialisée, de santé publique et de recherche médicale) : adopté ; *article* 53 ter *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 19 (ouverture d'activités d'enseignement à des professionnels impliqués dans le domaine médical) : adopté ; *article* 53 quater *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 20 (suppression de cet article) : adopté (p. 7553) ; *article* 54 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 21 (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, nombre de postes d'internes) : adopté ; son amendement n° 22 (retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ; son amendement n° 23 (nombre de postes d'internes mis au concours dans les différentes filières et les différentes disciplines) : adopté ; *article* 55 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 24 (représentation de toutes les filières d'internat) : adopté ; son amendement n° 25 (composition des commissions régionales) : adopté ; *article* 56 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 26 (substitution dans la seconde phrase du deuxième alinéa de cet article du mot « internes » au mot « résidents ») : adopté ; son amendement n° 27 (possibilité de changement d'orientation pour les internes) : adopté ; *article* 57 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 28 devenu sans objet ; *article* 58 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 29, devenu sans objet (p. 7554) ; son amendement n° 30 (composition paritaire des commissions techniques et pédagogiques interrégionales) : adopté après modification ; *article* 59 bis *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 31 (possibilité pour les étudiants en sciences vétérinaires de suivre les enseignements qui peuvent être dispensés en commun pour eux et pour les étudiants en médecine et en pharmacie) : adopté ; son amendement n° 32 (tendant à la suppression du dernier alinéa de l'article 2) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 33 (fonctionnement des établissements hospitaliers) : adopté (p. 7555).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [18 décembre 1982] (p. 8509-8510).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : maîtrise de la gestion de la sécurité sociale ; réforme de la tarification hospitalière ; notion de prix de journée hospitalière ; globalisation du budget hospitalier [18 octobre 1982] (p. 5921) ; nécessité de mettre en place des indicateurs d'appréciation de l'activité hospitalière ; dialogue entre médecins et gestionnaires de l'hôpital ; financement du secteur privé (p. 5922).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** valorisation de la visite médicale [8 décembre 1982] (p. 8126).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* respect des choix des femmes ; nouvelle campagne d'information sur les droits des femmes ; édition de la brochure « je t'aime, je m'informe » ; information sur la contraception ; problème de l'interruption volontaire de grossesse [2 novembre 1982] (p. 6553) ; rôle des médecins femmes ; planification des naissances (p. 6554).

Education nationale. — *Discussion générale :* développement de l'enseignement médical ; effort en faveur de la recherche ; accroissement des créations de postes de chef de travaux ; future loi de programmation de l'enseignement supérieur ; statut des médecins des C.H.U. [5 novembre 1982] (p. 6756) ; enseignement de l'éducation physique et sportive ; surveillance médicale préventive des étudiants des U.E.R.E.P.S. (p. 6757).

Recherche et industrie, énergie, — *Discussion générale :* conformité du présent projet de budget avec la loi d'orientation et de programmation de la recherche ; effort considérable entrepris par le Gouvernement ; priorité donnée aux programmes mobilisateurs ; utilité des programmes de développement technologique ; décloisonnement de la recherche ; rapprochement de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée [8 novembre 1982] (p. 6896) ; augmentation du budget de fonctionnement du C.N.R.S. ; problème des personnels de la recherche (p. 6897).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* nécessité de développer les exportations agricoles ; insuffisances des systèmes de prêts attribués aux agriculteurs ; problème des prêts fonciers [9 novembre 1982] (p. 6975).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : Santé. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : priorité donnée à la prévention et à la protection sanitaires ; rénovation et modernisation des équipements hospitaliers ; régionalisation de la politique de la santé ; adaptation des structures hospitalières ; formation des aide-soignantes ; augmentation des honoraires médicaux ; reconquête du marché intérieur par l'industrie biomédicale [15 novembre 1982] (p. 7177) ; importance de la médecine libérale ; accroissement des effectifs de médecins ; insuffisance du nombre des médecins dans certains hôpitaux ; accroissement du nombre des échecs subis par les étudiants en médecine ; problème de la sortie du blocage des prix pour les médecins ; futures réformes hospitalières ; développement de l'hospitalisation de jour et de l'hospitalisation à domicile (p. 7178) ; augmentation du pouvoir d'achat des médecins privés (p. 7179).

LASSALE (Roger)

Député de l'Yonne
(3e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J.O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 298 : service national (appelés) ; posée le 30 novembre 1982 (p. 7831) ; appelée le 3 décembre 1982 : **médecins militaires des services mobiles d'urgence et de réanimation :** réduction de la durée d'activité des médecins militaires du contingent ; carence des services mobiles d'urgence et de réanimation du département de l'Yonne ; possibilité d'affecter dans ce département de nouveaux médecins militaires (p. 7970, 7971).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : problème de la sécurité dans les transports d'enfants ; poids économique considérable de ces transports ; aménagement de l'espace [12 octobre 1982] (p. 5657).

Discussion des articles : **article 7 :** résiliation de plein droit n'entraînant le versement d'aucune indemnité pour l'entreprise concernée [13 octobre 1982] (p. 5713) ; **article 8 :** professions concernées par la délivrance de l'attestation de capacité (p. 5754) ; **article 9 :** sécurité des chauffeurs routiers et des tiers (p. 5764) ; **article 27 :** problème des transports scolaires [14 octobre 1982] (p. 5814) ; **article 29 :** problème des transports scolaires [15 octobre 1982] (p. 5864) ; **article 40 :** situation critique de la batellerie ; situation de la bourse d'affrêtement de Saint-Jean-de-Losne ; faiblesse du revenu net d'un artisan marinier ; travaux de la commission Grégoire ; urgence de la réalisation de la liaison Rhin-Rhône (p. 5878).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* accroissement de l'aide aux familles ; financement des transports scolaires par l'Etat ; [5 novembre 1982] (p. 6753) ; surveillance des transports scolaires ; problème de la fatigue des élèves (p. 6754).

— Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : compétence de la commune en matière de politique foncière et d'urbanisme ; répartition des compétences en matière de logement ; [29 novembre 1982] (p. 7747) ; création d'un conseil départemental de l'habitat ; accroissement du rôle de la région (p. 7748).

LAURAIN (Jean)

Ministre des anciens combattants.

DEPOTS

Projet de loi modifiant les articles L. 417 et L. 418 du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 1326)** [17 décembre 1982].

REPONSE AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Robert Malgras : indemnisation des « malgré nous » : indemnisation des anciens incorporés de force originaires d'Alsace et de Moselle [14 avril 1982] (p. 1119) ;

— M. Maurice Nilès : célébration du 8 mai : inauguration par le Président de la République le 24 avril prochain d'une exposition nationale sur la déportation ; caractère international de la fête du 8 mai 1982 [14 avril 1982] (p. 1122) ;

orales sans débat de :

— M. Jean-Claude Bois (n° 139) : bonification pour les assurés du régime minier ayant élevé des enfants ; donne lecture de la réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale [23 avril 1982] (p. 1293) ;

— Mme Louise Moreau (n° 142) : commission d'information historique pour la paix : état des travaux de cette commission ; volonté du Président de la République et du Gouvernement de lutter contre les résurgences du fascisme et du racisme ; intérêt des Français pour l'histoire de leur pays ; intense activité des associations d'anciens combattants ; objectifs de la commission d'information historique pour la paix ; création de commissions départementales ; concertation étroite avec les associations d'anciens déportés ; organisation des cérémonies et manifestations du 8 mai [23 avril 1982] (p. 1294) ;

— M. Bruno Bourg-Broc (n° 134) : mise à quatre voies de la R.N. 4 : donne lecture de la réponse de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports [23 avril 1982] (p. 1295).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale : problème de l'élargissement des conditions d'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord [23 septembre 1982] (p. 5102) ; multiples tentatives de la gauche parlementaire au cours des précédentes législatures ; critères retenus lors de l'examen des droits des militaires ayant participé aux conflits antérieurs (p. 5103).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* critique le rapporteur pour avis ; rôle du Parlement et de la commission tripartite ; ses observations sur la controverse relative à l'existence des chambres à gaz [13 novembre 1982] (p. 7139) ; existence irréfutable des chambres à gaz ; bilan des réalisations effectuées depuis le dernier débat budgétaire ; journée nationale du souvenir et de la déportation ; exposition sur la Résistance dans les prisons et les camps de déportation ; rétablissement du 8 mai, comme jour férié ; conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; validité de l'attestation de durée des services de résistance ; déconcentration de la délivrance des cartes C.V.R. et des attestations de la durée des services ; concertation avec les associations d'anciens combattants (p. 7140) ; expertises médicales ; Institution nationale des invalides ; développement de l'informatique ; site expérimental de Bordeaux ; action en matière d'appareillage ; déconcentration des services ; réimplantation du centre d'études et de recherches à Metz ; rigueur budgétaire ; suppression de cent emplois au ministère des anciens combattants ; progression des crédits du budget ; diminution du nombre des anciens combattants entraînant une minoration annuelle des dépenses ; titularisation des agents contractuels de l'Etat (p. 7141) ; commission d'informatique historique pour la paix ; création d'un musée de la Résistance ; développement des sections d'aide aux personnes âgées des maisons de retraite ; création dans le projet de budget d'une allocation spéciale en faveur des veuves des aveugles de la Résistance ; impossibilité de subventionner le livre parlé des aveugles ; rattrapage du retard du rapport constant (p. 7142) ;

Répond à la question de :

— *M. Charles Metzinger :* Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande ; accord franco-allemand du 31 mars 1981 ; fondation « entente franco-allemande » ; contribution financière de l'Allemagne ; blocage du vote des crédits par la commission des finances du Bundestag ; problème des patriotes résistants à l'occupation et des patriotes réfractaires à l'annexion de fait (p. 7144) ;

— *M. René Rouquet :* commission de l'information historique pour la paix ; rattrapage du retard de 14,25 p. 100 ; engagement prioritaire du Gouvernement vis-à-vis du monde combattant à ce sujet (p. 7144) ;

— *M. Gilbert Mathieu :* indice de la pension au taux normal ; veuves et orphelins bénéficiaires ; charge supplémentaire pour le budget de la Nation (p. 7145) ;

— *M. Loïc Bouvard :* amélioration des pensions des victimes de guerre et anciens combattants ; concertation ; commission budgétaire tripartite ; proportionnalité des pensions (p. 7145) ;

— *M. Gilbert Mathieu :* vacances des postes supprimés ; diminution du nombre des dossiers de pension traités ; transfert à Metz du centre d'études et de recherches (p. 7146) ;

— *M. Antoine Gissinger :* indemnisation allemande ; préjudice moral et matériel supporté par les Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande ; problème des internés en Suisse ; patriotes résistants à l'occupation (P.R.O.) et patriotes réfractaires à l'annexion de fait (P.R.A.F.) (p. 7147).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** son amendement n° 160 (majoration des crédits de 295 millions de francs) (p. 7147) ; coût du passage de l'indice 181 à l'indice 186 : adopté ; **article 56 :** son amendement n° 161 tendant à compléter cet article par les mots : « et l'indice 186 est substitué à l'indice 181 à compter du 1er janvier 1983 » : adopté (p. 7148).

— Répond au fait personnel de M. Jean Falala : existence des chambres à gaz ; critique l'expression « erreur de langage » contenue dans le rapport de M. Jean Falala [13 novembre 1982] (p. 7142).

LAURENT (André)

Député du Nord
(6e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

LAURIOL (Marc)

Député des Yvelines
(4e *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté sur les sociétés civiles de placement à capital variable (n° 23) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à définir un statut juridique de concessionnaire revendeur de produits de marque (n° 713) [14 avril 1982] (p. 1166).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice. Prête serment [28 avril 1982] (p. 1423).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n°76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur du projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 218) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Xavier Deniau relative à l'usage de la langue française dans les entreprises publiques et établissements publics à caractère industriel ou commercial de l'Etat et des collectivités locales (n° 1179) [18 novembre 1982].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à définir **un statut juridique du concessionnaire revendeur de produits de marque (n° 713)** [28 janvier 1982].

Proposition de loi tendant à modifier les conditions **d'ouverture des droits aux prestations maladie** applicables aux assurés ayant exercé simultanément ou successivement plusieurs activités professionnelles salariées ou non salariées **(n° 881)** [19 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : I. — Le projet de loi (n° 771) réprimant la **pollution de le mer par les hydrocarbures** ; II. — Les propositions de loi : 1° (n° 198) de M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures ; 2° (n° 218) de M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures **(n°912)** [2 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 772) modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à **la prévention** et à la **répression de la pollution marine** par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle **(n° 913)** [2 juin 1982].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier **les fonctionnaires ayant servi en Tunisie, au Maroc et en Algérie** des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre **(n° 943)** [10 juin 1982].

Proposition de loi tendant à proroger en matière de **postulation dans la région parisienne** les délais prévus par la loi n° 79-586 du 11 juillet 1979 **(n° 1180)** [28 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **personnel du service des examens du permis de conduire :** situation « alarmante » des auto-écoles ; réduction des effectifs des personnels techniques et administratifs du service national des examens du permis de conduire [5 mai 1982] (p. 1724) ;

— **enseignement de la conduite automobile :** absence du ministre des transports ; accidents de la route ; collaboration des enseignants d'auto-école et des usagers de la route ; réunion de deux comités interministériels depuis le 10 mai 1981 ; manifestation des représentants des auto-écoles ; nécessité de veiller à la formation des conducteurs [17 novembre 1982] (p. 7320) ;

orale sans débat :

— **n° 277, assurance maladie maternité (prestations en nature)** ; *posée le* 23 *novembre* 1982 (p. 7603) : appelée le 3 décembre 1982 : **remboursement de l'interruption volontaire de grossesse :** coût de ce remboursement ; nombre d'interruptions volontaire de grossesse ; diminution du remboursement de certains médicaments ; crédits budgétaires affectés à la lutte contre la drogue ; amputation de crédits destinés à la politique familiale ; allocation prénatale ; complément familial ; possibilité d'envisager l'institution d'un système de remboursement de l'I. V. G. financée par ceux qui envisagent d'y recourir (p. 7960) ; recours à l'avortement ; diminution de l'allocation pour le troisième enfant (p. 7961).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** promotion et développement des langues régionales trouvant leur place dans les émissions régionales [28 avril 1982] (p. 1428) ; importance du libre accès des citoyens au service public (p. 1430) ; **article 17 :** harmonisation des programmes de télévision ; éventuelle inscription d'office de certains programmes par la haute autorité [3 mai 1982] (p. 1577, 1578) ; distinction entre la recommandation, l'injonction et la prescription (p. 1585) ; **article 19 :** rapport sur l'ensemble des activités de la haute autorité (p. 1590) ; **article 35 :** problème de la diffusion de la musique et de la chanson sur les chaînes du service public de radiodiffusion ; rôle de la chanson comme expression culturelle ; place donnée aux chansons étrangères [5 mai 1982] (p. 1702) ; coordination entre les programmes de Radio France, France Inter et ceux des autres postes périphériques ; musique orchestrale (p. 1708).

— **Son rappel au règlement :** critiques adressées par le ministre de la communication aux députés de l'opposition sur Europe n° 1 ; lenteur du débat ; déroulement de la séance publique ; nature de la minorité et de la majorité [29 avril 1982] (p. 1464, 1465).

— **Son rappel au règlement :** anomalie concernant le déroulement de la procédure des questions d'actualité ; exercice du droit de réplique des députés ; absence de réponse du Gouvernement à certaines questions [5 mai 1982] (p. 1732).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-38 du code du travail :* son amendement n° 97 (décision prise par le président du tribunal de grande instance en cas de désaccord de l'employeur) : rejeté [17 mai 1982] (p. 2297) ; *article L. 122-44 du code du travail :* son amendement n° 112 (pouvoir d'appréciation de la sanction par le conseil des prud'hommes en cas de litige résultant de la procédure prévue à l'article L. 122-41) : rejeté ; son amendement n° 113 (pouvoir du conseil de prud'hommes d'apprécier la réalité des faits reprochés au salarié s'ils sont de nature à constituer une faute) (p. 2322) : rejeté (p. 2323) ; son amendement n° 114 (suppression de la possibilité, pour le conseil de prud'hommes, d'annuler une sanction disproportionnée à une faute) : retiré (p. 2324).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** *article L. 423-4 du code du travail :* son amendement n° 402 retiré [1er juin 1982] (p. 2786) ; **article 23 :** *article L. 433-2 du code du travail :* son amendement n° 593 (suppression du paragraphe III de cet article) : rejeté [7 juin 1982] (p. 3026) ; **article 26 :** *article L. 434-6 du code du travail :* son amendement n° 646 (entrée de l'expert dans l'établissement) : rejeté (p. 3071) ; **article 30 :** *article L. 439-1 du code du travail :* son amendement n° 691 (substituant aux mots : « syndicales représentatives dans », les mots : « représentatives des salariés de » dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré [8 juin 1982] (p. 3109).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 236-2 du code du travail :* son amendement n° 158 (contrôles auxquels peut procéder le C.H.S.C.T.) : rejeté [21 septembre 1982] (p. 5027) ; *article L. 236-9 du code du travail :* son amendement n° 197 (précisant que l'employeur ne peut s'opposer à l'entrée d'un expert dans l'entreprise s'il a donné son accord à l'expertise : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5076).

— **Projets de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771) ; modifiant l'article 16 de la loi n° 71-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : sanctions pénales applicables aux capitaines de navires ou aux armateurs déclarés responsables de la pollution marine ; respect des engagements pris par la France dans des conventions internationales ; contenu de la convention de Londres ; interdiction de tout rejet d'hydrocarbure; extension des peines aux propriétaires ou exploitants du navire ayant ordonné le rejet ; cas du rejet accidentel ; disproportion des sanctions prévues par la loi de 1979 ; caractère discriminatoire du droit pénal international [7 octobre 1982] absence d'intérêt porté par les Français pour les choses de la mer ; contenu de la convention « Marpol » ; fait justificatif exclusif de l'incrimination (p. 5546) ; peines variant selon la taille du navire ; projet adoucissant les peines instaurées en 1979 ; rejet des conclusions du présent rapport par la majorité de la commission (p. 5547) ; problème des accidents de mer se produisant par suite d'une imprudence ou d'une négligence du capitaine ; chevauchement de la convention « Marpol » et de l'article 8 du présent projet de loi ; droit d'intervention de la puissance publique sur certains navires en état d'avarie (p. 5548) ; suppression de l'exigence d'imminence du danger ; extension du régime à l'exploitant ; droit de réquisition (p. 5549).

Discussion des articles, rapporteur : **article 1er :** son amendement n° 1 (de précision) : adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (de coordination) [7 octobre 1982] (p. 5554) : adopté ; son amendement n° 4 (responsabilité du remorqueur) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 5 (de rectification) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 6 (responsabilité du remorqueur) : adopté ; son amendement **n° 7** (excluant les navires de la marine marchande du champ d'application du présent texte) : adopté (p. 5555) ; **article 6 :** son amendement n° 27, à titre personnel (supprimant la possibilité de doubler les peines à l'encontre du propriétaire ou de l'exploitant) ; son amendement n° 8 (cas d'une personne morale) ; son amendement n° 27 : retiré ; son sous-amendement à titre personnel à l'amendement n° 19 du Gouvernement (supprimant les mots : « ou s'il s'agit d'une personne morale son représentant légal », après les mots : « ou l'exploitant ») : adopté ; son amendement n° 8 devenu sans objet ; **article 7 :** son amendement n° 9 (rédactionnel) (p. 5556) : adopté ; son amendement n° 10 (navires immatriculés dans un Etat non signataire de la convention « Marpol ») : adopté ; son amendement n° 11 (de coordination) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 12 (réduisant la peine applicable au capitaine du navire en cas d'accident ayant entraîné une pollution involontaire) ; son sous-amendement n° 26 à titre personnel à l'amendement n° 12 de la commission (établissant un régime répressif du même type que celui prévu par la convention « Marpol ») (p. 5557) : retiré ; son amendement n° 12 adopté après modification ; son amendement n° 13 (de clarification) : adopté après modification ; **après l'article 8 :** son amendement n° 14 (liste des navires auxquels les dispositions des articles 1 à 8 de la présente loi ne sont pas applicables) (p. 5559) ; tendance du législateur à l'énumération : retiré ; **article 9 :** son amendement n° 15 (conditions de travail des capitaines) : adopté ; son amendement n° 16 (limitant à la moitié le transfert de l'incidence pénale) (p. 5560) : rejeté ; son amendement n° 28 (droit de la défense) : adopté (p. 5561) ; **article 13 :** son amendement n° 29 (de rectification) : adopté ; son amendement n° 17 (de rectification) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 18 (application de la présente loi dans les territoires d'outre-mer) adopté (p. 5562).

— **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976, relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).**

Première lecture, discussion des articles, rapporteur : **article 1er :** son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté [7 octobre 1982] (p. 5563).

— **Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 (n° 765).**

Première lecture, discussion générale : interdiction des compensations entre les comptes d'actif et de passif ; contrôle des comptabilités ; définition de l'objet de la comptabilité ; caractère parfaitement infidèle de la comptabilité française ; stabilité des comptes ; problème de la réévaluation des bilans ; notion « d'image fidèle » [7 octobre 1982] (p. 5567) ; pouvoir de contrôle des commissaires aux comptes ; imprécision du vocabulaire employé dans la présente loi (p. 5568).

— **Son rappel au règlement :** rapports entre le Parlement et le Gouvernement ; détournement de la procédure des questions d'actualité [13 octobre 1982] (p. 5732).

— **intervient** sur la réponse de M. Jean-Pierre Chevènement à la question au Gouvernement n° 367 posée par M. Henry Delisle (**déclaration d'un député du groupe union pour la démocratie française lors du débat sur les transports**) : droits des parlementaires ; impossibilité pour le Gouvernement de juger les élus du peuple [13 octobre 1982] (p. 5724).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* politique gouvernementale à l'égard de l'immigration ; résidants étrangers en France ; droit d'asile [10 novembre 1982] (p. 7036, 7037).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* position du franc au sein du S.M.E. ; relance de la confiance dans le deutschemark consécutive à l'avènement d'un gouvernement démocrate-chrétien ; dévaluation de la monnaie suédoise [18 novembre 1982] (p. 7359) ; insuffisance des moyens dont disposent les représentants de la France à l'étranger ; nécessité d'améliorer les moyens de diffusion de la culture (p. 7360).

LAURISSERGUES (Christian)

Député du Lot-et-Garonne
(1re *circonscription*)
Socialiste

Questeur de l'Assemblée nationale.
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

LAVEDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme
(3e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

LE BAILL (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(12e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 27 mai 1982] (p. 1676).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : volonté politique du Gouvernement de faire sortir la France de la crise [21 juin 1982] (p. 3675) ; ralentissement de l'effort de recherche depuis dix ans ; rapports entre la recherche et l'industrie (privée ou publique) (p. 3676).

Discussion des articles : **article 3 :** création des programmes mobilisateurs [22 juin 1982] (p. 3690) ; **article 4 :** rôle du Parlement au moment où lui sera soumis le rapport annuel d'activité sur la recherche (p. 3694) ; **article 23 :** développement de la recherche dans le secteur industriel public et privé ; travailleurs scientifiques des entreprises (p. 3742).

— Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'organiser la mutation technologique, sociale et culturelle de la France ; mobilisation de la technologie en vue de résoudre les difficultés économiques ; mise en cause par l'opposition des capacités de la majorité à diriger et à mener une politique industrielle ; développement de l'informatique, filière électronique ; information du Parlement [5 octobre 1982] (p. 5372) ; rôle du législateur dans le domaine scientifique (p. 5373).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : contribution demandée à ceux qui bénéficient de la sécurité de l'emploi ; dégradation de l'emploi depuis 1974 ; évolution de la conjoncture économique mondiale ; accélération de la croissance du chômage ; augmentation des dépenses supplémentaires de l'Unedic ; aides de l'Etat à l'Unedic [11 octobre 1982] (p. 5616) ; attitude du C.N.P.F. (p. 5617).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* développement de l'appareil productif français ; problème des investissements français à l'étranger ; achat de Texas Gulf par la société Elf-Aquitaine ; caractère néfaste de telles opérations ; nécessité de mener une politique sélective en matière d'investissements étrangers en France ; nécessité de limiter les possibilités de pression des multinationales sur la France [8 novembre 1982] (p. 6901).

LE BRIS (Gilbert)

Député du Finistère
(8e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud relative à la création d'un conseil national de sécurité (n° 941) [14 octobre 1982] (p. 5820).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

LE COADIC (Jean-Pierre)

Député du Val-d'Oise
(2e *circonscription*)
Socialiste

Secrétaire d'âge.
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du Haut Conseil du secteur public [*J.O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : ancienneté des juridictions militaires ; notion de soldat-citoyen ; évolution de la justice militaire ; institution parlementaire gardienne des libertés ; rétablissement du double degré de juridiction ; nécessité de supprimer les juridictions d'exception dans les pays démocratiques ; juridiction d'exception et juridiction spécialisée ; procédure suivie devant le tribunal militaire de Landau ; non-respect du principe de l'égalité devant la loi ; droits des victimes ; possibilité donnée aux victimes de dommages de se constituer partie civile ; indépendance des magistrats des T.P.F.A. [14 avril 1982] (p. 1146) ; impossibilité d'être juge et partie ; justice rendue au nom du peuple français et non en celui du ministère de la défense ; demande au garde des sceaux des justifications concernant la constitution de chambres spécialisées ; maintien du tribunal militaire aux armées de Landau ; privilège de juridiction dont bénéficient les ressortissants français en vertu d'accords internationaux ; nécessité de réformer le contenu et la durée du service national ; réforme de la loi sur l'objection de conscience ; réconciliation de la France et de son armée (p. 1147).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème des constructions scolaires en Ile-de-France ; problème spécifique à l'enseignement dans les villes nouvelles [5 novembre 1982] (p. 6773).

LECUIR (Marie-France)

Député du Val-d'Oise
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre 1er du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1954, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776) [29 avril 1982] (p. 1508).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J.O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 13 octobre 1982] (p. 3067).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Services du Premier ministre : Emploi) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Présidente de cette commission [*J.O.* du 19 novembre 1982] (p. 3481).

Rapporteur du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202) [18 novembre 1982] (p. 7426).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 776), modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à **l'exercice de la profession de sage-femme (n° 851)** [6 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XXIII : **services du Premier ministre** : emploi **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1202) portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne **l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1268)** [1er décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **association de consommateurs et contrôle des prix :** hausse des prix ; contrôle des prix ; réforme des circuits de distribution [30 juin 1982] (p. 4075).

orale sans débat :

— **n° 193,** Mme Marie-Josèphe Sublet : appelée le 28 mai 1982 : **séjours de vacances pour handicapés mentaux :** organisation et gestion des centres de vacances pour handicapés mentaux et pour « surhandicapés » (p. 2718) ; droit des handicapés aux loisirs (p. 2719).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n°67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : entrée des hommes dans la profession de sage-femme ; directive de la Communauté européenne ; maintien de l'appellation de sage-femme pour les hommes exerçant cette profession ; mission des sages-femmes ; nécessaire participation de celles-ci à l'information sur la contraception [12 mai 1982] (p. 2048) ; refonte du cadre juridique de la profession (p. 2049).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : fonctionnement des comités d'hygiène et de sécurité ; négociation sur les salaires, les conditions et le temps de travail ; droit à l'information des salariés ; négociations par branches et négociations dans l'entreprise ; désir de négociation du syndicat dans l'entreprise [14 mai 1982] (p. 2182) ; accords interprofessionnels (p. 2183).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** champ d'application de la négociation collective ; possibilité pour les travailleurs disposant d'institutions représentatives d'exercer leur liberté d'expression en négociant des conventions et des accords collectifs ; obligation de négociation annuelle dans l'entreprise ; application du projet de loi aux entreprises publiques [8 juin 1982] (p. 3145) ; **article 4 :** *article L. 132-8 du code du travail : fixation à trois* mois du délai pour engager une nouvelle négociation après dénonciation d'une convention [10 juin 1982] (p. 3214) ; *article L. 132-12 du code du travail :* obligation annuelle de négocier sur les salaires ; établissement d'un rapport sur la situation de l'entreprise, les conditions de travail, les salaires et les horaires ; absence de négociation et incitation au conflit [10 juin 1982] (p. 3232) ; *article L. 132-25 du code du travail :* ouverture du droit à la négociation aux entreprises de moins de cinquante salariés à la condition de l'existence de section syndicale [11 juin 1982] (p. 3286) ; rapport préliminaire aux négociations sur la situation de l'entreprise (p. 3287) ; *article L. 132-29 du code du travail :* nécessité de poser le problème des discriminations entre hommes et femmes au cours de la négociation annuelle et à tous les niveaux de la négociation ; retard des salaires féminins [11 juin 1982] (p. 3307) ; **article 7 :** *article L. 133-1 du code du travail :* blocage des prix et des revenus et maintien de la politique contractuelle ; nécessité de couvrir l'ensemble des salariés par une convention collective [25 juin 1982] (p. 3863) ; **article 8 :** *article L. 133-5 du code du travail :* son amendement n° 320 (modalités particulières du délai-congé et de l'indemnité de licenciement pour les personnes handicapées) : adopté (p. 3872) ; *article L. 133-8 du code du travail :* son amendement n° 321 (obligation pour

le ministre du travail, saisi d'une demande présentée par une organisation représentative, d'engager obligatoirement et sans délai la procédure d'extension de la convention collective) (p. 3874) : adopté (p. 3875).

Explications de vote : obligation annuelle de négocier dans chaque entreprise [25 juin 1982] (p. 3898).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* effort en faveur de la lecture publique ; mise en place d'un plan de rattrapage [3 novembre 1982] (p. 6653).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* insuffisance des économies d'énergie réalisées ; création de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; personnels et financement de cette agence [8 novembre 1982] (p. 6910).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* femmes combattantes ; baisse des crédits destinés à l'appareillage des mutilés ; centre d'études et de recherches sur l'appareillage [13 novembre 1982] (p. 7138) ; assouplissement des procédures d'octroi d'appareillage aux mutilés (p. 7139).

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : augmentation du budget du ministère de l'emploi ; relance de la consommation ; caractère défavorable de l'environnement international ; conséquence de la réduction de la durée légale du travail en matière de création d'emploi ; nécessité de développer la formule de préretraite progressive à mi-temps ; nouveaux contrats de solidarité ; préorientation des aides publiques à la création d'emploi ; nouvelle aide à la création d'emploi dans les petites entreprises ; plan Avenir-Jeunes [15 novembre 1982] (p. 7161) ; mesures en faveur de l'emploi des jeunes ; opération « aide aux chômeurs de longue durée » ; nécessité d'informatiser les services de l'A.N.P.E. ; augmentation considérable du budget de l'A.F.P.A. (p. 7162).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : santé. — *Discussion générale :* rôle du médecin hospitalier [15 novembre 1982] (p.7182) ; problème des accidents de la route ; importance des S.A.M.U. ; rend hommage au professeur Louis Lareng (p. 7183).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale : questions :* inconvénients de la suppression des crédits destinés aux aides à la mobilité [18 novembre 1982] (p. 7418).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : exploitation de la main-d'œuvre féminine pendant l'essor économique des années 1960 ; importance de la proportion des femmes parmi les chômeurs ; infériorité du salaire des femmes par rapport à celui des hommes ; prétextes de la maternité et de la fragilité physique ; mesure de l'absentéisme féminin [6 décembre 1982] (p. 7978) ; mauvaises conditions de travail des femmes ; vote massif des femmes en faveur du candidat de la gauche en 1981 ; suppression du « motif légitime » permettant aux employeurs de dissimuler des discriminations ; maintien de la législation protectrice de la femme au travail ; meilleure définition de la notion de la valeur égale du travail ; instauration d'une nouvelle politique d'égalité des chances ; élaboration d'un rapport annuel sur les conditions comparées d'emploi des femmes et des hommes ; possibilité d'établir un « plan d'égalité professionnelle » ; création d'un conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; nécessité de mettre en place des « discriminations positives » ; mise en conformité de la législation française avec les directives européennes (p. 7979).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 123-1 *du code du travail :* son amendement n° 1 (substituant aux mots « l'employeur ne peut » les mots « nul ne peut ») (p. 7994) : adopté ; son amendement n° 2 (précisant que nul ne peut prononcer une mutation pour des raisons tenant au sexe d'une personne) : adopté ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 4 (suppression des discriminations en matière de rémunérations) : adopté ; son amendement n° 5 (cas de la mutation) : adopté ; son amendement n° 6 (suppression d'une redondance) : adopté ; problème de la liste des emplois pour lesquels le sexe constitue la condition déterminante (p. 7995) ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : devenu sans objet ; *article L.* 123-2 *du code du travail :* son amendement n° 9 (nullité de dispositions introduites dans un contrat de travail ou une convention collective en violation des dispositions législatives) : adopté ; son amendement n° 10 (limitation des exceptions au principe de l'égalité) ; exemple du congé parental (p. 7996) ; adopté (p. 7997) ; *article L.* 123-3 *du code du travail :* réalisation de l'égalité des droits dans le travail ; adoption de « discriminations positives » (p. 7998) ; mise en place de mesures de rattrapage ; contenu de la directive européenne de 1976 (p. 8003) ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; caractère nécessaire de certaines discriminations positives ; son amendement n° 64 à titre personnel (contrôle par la puissance publique des mesures de discrimination ou de rattrapage) (p. 8004) : adopté ; *article L.* 123-4 *du code du travail :* nécessité de garantir aux travailleuses une réelle protection de la loi par voie judiciaire ; son amendement n° 12 (cas d'un salarié refusant de poursuivre l'exécution du contrat de travail) : adopté ; son amendement n °13 (montant de l'indemnité de licenciement) (p. 8005) : adopté ; son amendement n° 65, à titre personnel (reversement aux Assedic des allocations de chômage en cas de réintégration du salarié) : adopté ; protection des salariés ayant le courage d'affronter un employeur et de l'assigner en justice (p. 8006) ; *article* L. 123-5 *du code du travail :* son amendement n° 14 (précisant que les syndicats pourront exercer toutes actions en justice) : devenu sans objet ; longueur du délai dans lequel le salarié peut s'opposer à l'action de l'organisation syndicale ; *article L* 123-6 *du code du travail :* son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; *après l'article* 1er : son amendement n° 16 (disparition des dispositions particulières du code du travail en faveur des seules femmes (p. 8007) ; rejeté ; **article 2 :** son amendement n° 17 (précisant que l'employeur apporte la pleine justification de la différence de salaire constatée) (p. 8008) : devenu sans objet ; son amendement n° 18 (précisant que les dispositions du présent chapitre sont applicables à l'unité économique distinctes) : rejeté (p. 8009) , **article 4 :** *article L.* 152-1 *du code du travail :* problème des peines dont sont passibles les employeurs ne respectant pas la nouvelle législation (p. 8010) ; *article L.* 152-1-1 *du code du travail :* son amendement n° 19 (suppression des mots « de traitement en matière » dans le 3e alinéa du texte proposé pour cet article) ; possibilité pour le juge de faire cesser les discriminations dans l'entreprise ; possibilité de mettre en place des peines de substitution (p. 8011) ; devenu sans objet (p. 8012) ; *article L.* 152-1-2 du code du travail : contrôle de l'exécution des mesures par le juge ; **article 7 :** son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté ; **article 8 :** *article L.* 432-3-1 *du code du travail :* contenu du rapport présenté au comité d'entreprise (p. 8013) ; son amendement n° 22 (transmission du rapport aux délégués syndicaux et à tous salariés en faisant la demande) : rejeté ; son amendement n° 23 (de précision) : adopté ; nécessité de transmettre le rapport au comité de groupe ; *article L.* 432-3-2 *du code du travail :* son amendement n° 24 (négociation d'un plan destiné à assurer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans l'entreprise) (p. 8014) ; adopté ; **article 9 :** son amendement n° 25 (constatation par l'inspecteur du travail des infractions à la règle de l'égalité professionnelle) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 26 (même objet) ; **article 11 :** son amendement n° 66 à titre personnel (rédactionnel) ; adopté ; **article 13 :** son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté (p. 8016) ; **article 14 :** son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté ; **article 15 :** rôle des plans d'égalité ; **article 17 :** son amendement n° 29 (application des dispositions de la présente loi au code des communes) : adopté (p. 8018).

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Défense) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'**article 226 du code pénal (n° 937)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 44 : **défense (n° 1165)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi sur la **pêche sous-marine (n° 1369)** [21 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739).

Première lecture, discussion générale : réparation des erreurs commises par les anciens Gouvernements ; place et fonctions dévolues aux corps des T. E. F. et des I. T. E. F. ; création du corps des I. T. E. F. ; amélioration des plans de carrière de ces personnels ; propositions du rapport Picard [21 avril 1982] (p. 1229) ; élargissement de l'ouverture du corps des I. T. E. F. (p. 1230).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* attitude du Gouvernement vis-à-vis des langues et cultures minoritaires ; contenu du rapport Giordan [3 novembre 1982] (p. 6655).

Mer. — *Discussion générale : questions :* déficit de la balance commerciale française en produits de la mer ; redéploiement des activités de première et de seconde transformation [4 novembre 1982] (p. 6726).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : sévérité de l'arrêté d'annulation du 18 octobre 1982 [12 novembre 1982] (p. 7083) ; crédits nécessaires pour combler les retards de la loi de programmation ; maintien du pouvoir d'achat des armées et de l'équilibre entre les différentes sections ; accroissement de la part des crédits d'équipement nucléaire ; respect du programme M4 ; progression des crédits consacrés au missile air-sol moyenne portée et au missile HADES ; priorité accordée aux dépenses d'équipement classique ; faiblesse des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à l'armée de l'air ; effort consenti en faveur des personnels des arsenaux ; définition des choix en matière de politique de défense (p. 7084) ; politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe ; contenu de la doctrine française fondée sur l'emploi préalable des forces aéroterrestres ; différents choix imposés par les limites budgétaires (p. 7085) ; crédits destinés à l'armée de l'air (p. 7102).

Examen des crédits : **article 31 :** création de 500 postes de gradés dans la gendarmerie (p. 7121) ; rôle du S. I. R. P. A. (p. 7122) ; conditions de transport des appelés (p. 7123) ; convention passée entre le ministère de la défense et la S. N. C. F. (p. 7124).

— Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.

Importance du problème de la défense [24 novembre 1982] (p. 7661) ; arguments de la motion de censure ; annulation de crédits correspondant à une « décision de sagesse » ; caractère souhaitable de la soumission de cette décision au Parlement ou aux commissions compétentes ; annulations rendues nécessaires par la croissance inconsidérée des autorisations de programme ouvertes depuis 1978 ; cite le rapport de M. Arthur Paecht ; cite les propos de M. Raymond Barre selon lesquels le tableau prévisionnel des autorisations de programme pourrait être communiqué à la commission de la défense et à la commission des finances ; absence de publication de ce tableau ; progression des crédits du budget du ministère de la défense ; comparaison avec les budgets militaires des pays d'Europe occidentale ; part du budget militaire dans le produit intérieur brut marchand (p. 7662) ; part du budget de la défense par rapport au produit intérieur brut marchand ; possibilité de renouvellement des matériels ; cite les propos de M. Raymond Barre selon lesquels la part des dépenses de défense dans le revenu national ne peut croître de façon illimitée ; débat sur la loi de programmation ; incertitude des concepts stratégiques pendant le septennat précédent ; absence de décision d'un programme nucléaire pendant ce même septennat (p. 7663) ; 6e sous-marin nucléaire constituant le « seul choix réel » du septennat précédent ; choix important à opérer concernant le programme HADES, le porte-avions et l'A. N. G. ; décisions à prendre lors de la loi de programmation ; s'interroge sur la crédibilité de la protection nucléaire que les Etat-Unis apportent à l'Europe et sur celle des moyens aéroterrestres susceptibles d'être mis en œuvre en cas d'agression à l'encontre du continent européen ; nécessité d'aboutir à des choix à long terme (p. 7664) ; ses observations sur les citations de son rapport faites par M. Emmanuel Hamel (p. 7668).

LE FOLL (Robert)

Député de la Seine-et-Marne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J.O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— nouvelles orientations des contrats de solidarité : nouveaux contrats de solidarité portant sur la réduction des horaires par la négociation ; bilan de la politique du Gouvernement en matière de création d'emplois [20 octobre 1982] (p. 6041).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Discussion générale : langues et cultures minoritaires ; imposition des modes de consommation par le continent ; transformation de la civilisation régionale en folklore lié au passé ; volonté des jeunes générations de travailler sur place ; bases institutionnelles de la promotion culturelle ; création d'un conseil de la culture ; rôle du système éducatif et des médias ; création de l'office corse de l'audiovisuel ; effort de création artistique ; unité nationale [18 janvier 1982] (p. 178).

Discussion des articles : **article 40 :** enseignement de la langue corse ; priorité donnée à l'histoire locale [20 janvier 1982] (p. 273).

Deuxième lecture, discussion générale : reprise de la violence en Corse ; mesures économiques et sociales ; reconnaissance du caractère spécifique de la Corse dans le domaine culturel ; contribution du statut particulier au retour de la paix civile [3 février 1982] (p. 679).

Explications de vote : problèmes de la Corse sur le plan économique et social ; rétablissement de la paix civile ; renforcement de l'unité nationale (p. 698).

Troisième lecture, discussion générale : rétablissement de la paix civile en Corse [5 février 1982] (p. 760).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : liberté d'expression dans l'entreprise ; détermination des travailleurs dans la défense de l'emploi et de l'usine ; information des travailleurs ; instauration du dialogue comme une règle [13 mai 1982] (p. 2148).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** respect des droits de la défense pour les salariés ; dispositions du règlement intérieur relatives aux mesures d'hygiène, de sécurité et de discipline ; contrôle des notes de service [14 mai 1982] (p. 2187) ; *article L.* 122-34 *du code du travail :* limitation du champ d'application du règlement intérieur (p. 2193) ; *article L.* 122-35 *du code du travail :* remise en cause du droit de grève dans un certain nombre d'entreprises ; faculté pour les travailleurs de saisir la justice (p. 2195) ; notion de « bon fonctionnement » de l'entreprise (p. 2198) ; *article L.* 122-37 *du code du travail :* exigences du bon fonctionnement de l'entreprise [17 mai 1982] (p. 2284) ; *article L.* 122-38 *du code du travail :* unification progressive du corps de l'inspection du travail (p. 2296) ; *article L.* 122-40 *du code du travail :* protection du salarié contre toute mesure vexatoire ou entravante dans l'exercice de son activité (p. 2301) ; *article L.* 122-41 *du code du travail :* notion d'affectation de la fonction du salarié qui le protège de toute mesure vexatoire (p. 2308) ; *article L.* 122-44 *du code du travail :* sanctions abusives dans un certain nombre d'entreprises ; mission des conseils de prud'hommes ; charge de la preuve sur l'employeur (p. 2318) ; *explications de vote sur l'article* 1er *:* renforcement des droits de la défense du salarié ; garantie et liberté d'expressions politique et religieuse ; soutien du groupe socialiste au Gouvernement (p. 2334) ; **article 6 :** *article L.* 461-1 *du code du travail :* organisation du droit d'expression dans les entreprises [18 mai 1982] (p. 2359) ; *article L.* 461-2 *du code du travail :* principe du droit d'expression sur les lieux et pendant le temps de travail (p. 2370) ; *explications de vote :* rôle des syndicats ; hostilité des organisations patronales à la liberté d'expression des salariés sur le lieu de travail (p. 2403) ; garantie des opinions des travailleurs (p. 2404) ; **article 7 :** institution de l'obligation de négocier dans les entreprises de moins de 200 salariés [19 mai 1982] (p. 2413) ; procédure du référendum (p. 2414) ; institution d'un délai pour l'engagement des négociations sur l'application du droit d'expression ; cas du secteur public (p. 2416) ; **article 8 :** période d'expérimentation et établissement d'un bilan de l'application du droit d'expression (p. 2419).

Explications de vote : projet de loi porteur de progrès social ; renforcement de la liberté d'expression ; avancées sociales permises par l'action des organisations syndicales ; rapports entre les travailleurs, le chef d'entreprise et l'encadrement (p. 2451).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Deuxième lecture, explications de vote : accroissement de la protection des travailleurs ; vote positif du groupe socialiste [22 juillet 1982] (p. 4706).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** *article L.* 433-9 *du code du travail :* nécessité d'une négociation dans l'entreprise pour mettre au point le protocole d'accord [7 juin 1982] (p. 3035) ; **article 26 :** libre circulation des délégués et possibilité d'établir des contacts avec les salariés au sein de l'entreprise (p. 3047) ; nécessité de mettre fin à la guérilla menée par les employeurs à l'encontre des salariés à propos de la justification du temps passé en délégation (p. 3048) ; **article 27 :** autonomie financière du comité d'entreprise (p. 3072) ; volonté de favoriser l'information économique des représentants du personnel (p. 3073) ; **article 29 :** protection des représentants du personnel contre le licenciement [8 juin 1982] (p. 3088) ; protection des délégués du personnel sous contrat à durée déterminée ou occupant des emplois saisonniers (p. 3089).

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion générale : rôle et formation du médecin généraliste ; mise en place d'un examen national donnant accès à toutes les filières ; constitution des cabinets de groupe et des centres de santé intégrés [27 septembre 1982] (p. 5126).

Explications de vote : place reconnue à la prévention renforçant la liberté du malade ; vote positif du groupe socialiste (p. 5150).

Deuxième lecture, explications de vote : dispositions novatrices du projet de loi ; généralisation de l'internat ; soutien du groupe socialiste au Gouvernement [23 novembre 1982] (p. 7555).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* rôle des missions locales ; mise en place de stages de réinsertion pour les jeunes ayant échoué ; problèmes des personnels non enseignants de l'éducation nationale ; problèmes des personnels universitaires « A.T.O.S. » ; rénovation du service public de l'éducation nationale [5 novembre 1982] (p. 6755).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : santé. — *Discussion générale :* niveau élevé des dépenses de santé [15 novembre 1982] (p. 7185) ; méfaits de l'alcoolisme ; amélioration du fonctionnement des services de prévention ; réforme des études médicales ; nécessité de mettre en place une structure nationale regroupant les parties prenantes à une politique de prévention ; rôle des collectivités locales (p. 7186) ; *questions :* crédits affectés à l'entretien et à l'ébergement des objecteurs de conscience (p. 7423).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* priorité accordée par le Gouvernement à la politique familiale ; effort en faveur du logement des familles ; amélioration des modalités de garde des enfants [18 novembre 1982] (p. 7398) ; éventuelle baisse du pouvoir d'achat des prestations familiales pour l'année 1982 ; mise en place de contrats-crèches (p. 7399).

LEFRANC (Bernard)

Député de l'Aisne
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi adoptée par le Sénat, tendant à modifer l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992) [21 septembre 1982] (p. 5030).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— récolte de la betterave et taxe compensatoire sur les alcools français : projet de la commission des Communautés européennes d'instituer une taxe compensatoire sur les alcools français exportés ; attitude du Gouvernement face à ce projet [3 novembre 1982] (p. 6609).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : nécessité d'offrir au plus grand nombre possible d'anciens combattants d'Afrique du Nord la possibilité d'obtenir le titre d'ancien combattant ; ouverture d'un droit à pension ; évaluation des effectifs réellement présents en Afrique du Nord ; principe de l'égalité des droits entre les générations du feu [23 septembre 1982] (p. 5102).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* importance de l'armée de terre ; rôle de la première armée ; hiérarchisation du prêt des appelés ; redéploiement des effectifs des forces terrestres ; modification des structures des armées russes et américaines ; existence d'une entreprise de déstabilisation des forces armées françaises [12 novembre 1982] (p. 7113, 7114).

LE GARREC (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de de l'extension du secteur public

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public. Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 29 juin 1982 [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2051).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Georges Labazée : amélioration de l'habitat** : augmentation des dotations consacrées à l'amélioration de l'habitat dans le budget pour 1982 ; contrat-cadre passé entre l'Etat et l'ensemble des fédérations d'organismes d'H.L.M. ; primes à l'amélioration de l'habitat ; prêts conventionnés ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat [21 avril 1982] (p. 1210).

— **M. Georges Hage : titularisation des assistants de l'Université** : objectifs du ministère de l'éducation nationale : promotion en qualité de maître assistant des assistants remplissant les conditions d'accès à ce grade ; déblocage des carrières ; congés-formation permettant de terminer la rédaction d'une thèse ; précarité des personnels « hors statuts » ; maintien en fonctions des assistants non titulaires pour deux années universitaires ; accès à différents corps de la fonction publique ; nécessité de faire disparaître la catégorie des assistants non titulaires ; intention du ministre d'interrompre la création d'emplois d'assistant [26 mai 1982] (p. 290) ;

— **M. Michel Charzat : nomination des administrateurs des entreprises nationales** : projet de loi de démocratisation du secteur public ; décrets du 6 avril 1982 précisant les conditions de nomination des membres du conseil d'administration ; délais de préparation des décrets de nomination soumis à la signature du Président de la République [26 mai 1982] (p. 2594) ;

— **M. Joseph Legrand : application de la loi de nationalisation chez Péchiney-Ugine-Kuhlmann** : rôle des groupes nationalisés dans la réalisation des priorités industrielles définies par le Gouvernement ; envoi par le ministre de l'industrie d'une lettre de mission aux administrateurs généraux de ces groupes ; définition des priorités industrielles et des objectifs de concertation ; volonté du Gouvernement de développer les responsabilités des salariés dans le cadre de la démocratisation du secteur public [10 juin 1982] (p. 3207) ;

— **M. Robert Le Foll : nouvelles orientations des contrats de solidarité** ; objectif des contrats de solidarité ; processus des contrats de solidarité « réduction du temps de travail » ; contrats « emploi-productivité » permettant aux entreprises d'obtenir des prêts bonifiés [20 octobre 1982] (p. 6042) ;

— **M. Jean-Pierre Balligand : précisions sur les préretraites et les allocations chômage** : préretraites ; problème de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite ; déficit de l'Unedic ; impossibilité de continuer à maintenir le système de préretraite conduisant à modifier les taux à partir du 1er janvier 1983 ; nombre de contrats de solidarité ; protection intégrale des droits des signataires ; programme relatif aux chômeurs de longue durée constituant une expérience unique en Europe [8 décembre 1982] (p. 8108) ; prolongation automatique de l'allocation de base pour les chômeurs de longue durée âgés ; revalorisation des allocations de préretraite relevant du règlement de l'Unedic (p. 8109) ;

— **M. Jacques Barrot : politique en faveur des préretraités et des retraités** : nationalisations ; nécessité pour le Gouvernement de suppléer à la carence des partenaires sociaux [15 décembre 1982] (p. 8331) ; nécessité pour le Gouvernement d'agir à la place des responsables de l'Unedic ; retraite à soixante ans et système de retraites complémentaires ; renégociation des conditions actuellement en vigueur en matière de garanties de ressources correspondant à un souci de justice sociale ; protection des droits acquis ; contrats de solidarité (p. 8332).

orales sans débat de :

— **M. Jean-Paul Planchou (n° 128)** en remplacement de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement : **aides extérieures françaises** : situation des relations de la France avec le Togo ; concours financier sollicité par certains Etats africains faisant face à des difficultés économiques et financières ; missions approfondies organisées par le ministère de la coopération et du développement avant de consentir une aide [16 avril 1982] (p. 1178) ; diverses formes prises par les concours financiers ; politique financière menée par le Gouvernement togolais (p. 1179) ;

— **M. Georges Mesmin (n° 126)**, en remplacement de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures ; **politique française dans le Sud-Est asiatique** : absence de rapprochement entre le Gouvernement français et le Gouvernement vietnamien ; absence d'isolement diplomatique du Viet-Nam ; volonté du Gouvernement de rendre au Cambodge sa souveraineté ; nécessité d'amorcer un dialogue avec le Viet-Nam ; vocation de la France dans la péninsule indochinoise ; générosité et efficacité de la politique gouvernementale [16 avril 1982] (p. 1180) ;

— **M. Emmanuel Hamel (n° 127)**, en remplacement de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures : **Pologne** : position du Gouvernement français dans l'affaire polonaise ; conséquences dramatiques résultant pour le peuple polonais de l'état de siège ; caractère limité des résultats immédiats des interventions françaises ; poursuite par la France de ses livraisons à crédit de produits alimentaires [16 avril 1982] (p. 1181) ; accord franco-soviétique sur le gaz ; solidarité du peuple français avec le peuple polonais (p. 1182) ;

— **M. Paul Mercieca (n° 246), comités locaux de l'emploi** : comités régionaux de l'emploi ; stabilisation et recul du chômage [8 octobre 1982] (p. 5595) ;

— **M. Georges Hage (n° 247), contrats de solidarité** : bilan des contrats de solidarité ; concertation dans les entreprises ; rôle des collectivités locales [8 octobre 1982] (p. 5595) ; politique destinée à favoriser l'embauche de chômeurs de longue durée (p. 5596) ;

— **M. Jean-Pierre Sueur (n° 296) : recherche d'emploi par les chômeurs indemnisés** : contrats de solidarité ; engagement de l'entreprise signataire à assurer le maintien du nombre des emplois ; rupture de la négociation sur l'Unedic ; persistance de la formule des contrats de solidarité après le 1er janvier 1983 ; thème des « faux chômeurs » ; lutte contre le chômage ; circulaire du 6 octobre 1982 définissant le contrôle ; mise en place de services de contrôle dans les départements ; politique de rigueur menée par le Gouvernement [3 décembre 1982] (p. 7966) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 696).**

Première lecture, discussion générale : nationalisations comme moyen d'un redressement ; absence de spoliation des petits actionnaires ; solution du problème de l'emploi non lié au statut de l'entreprise ou à un statut des salariés mais à la réussite économique des entreprises [26 janvier 1982] (p. 538) ; ses observations sur la décision du Conseil constitutionnel ; secteur public à la pointe du progrès économique ; réarmement industriel ; redéploiement abandonné aux grands groupes industriels dans le passé ; évolution vers une société duale ; nécessité de reconquête du marché intérieur et de maîtrise de l'internationalisation ; association des salariés à la décision dans l'entreprise ; situation de l'électronique et de la sidérurgie sous le précédent septennat (p. 539) ; meilleure maîtrise des coûts et rationalisation des choix budgétaires par la nationalisation ; engagement responsable de la puissance publique (p. 540).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur les propos tenus par M. Gilbert Gantier ; réponses fournies par le Gouvernement à l'opposition ; protection de l'emploi dans le secteur nationalisé liée à la capacité de développement industriel [4 février 1982] (p. 734) ; maintien de l'emploi comme une donnée de la politique et de la stratégie industrielle (p. 735).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 2 (ajustement des cours des actions des sociétés industrielles nationalisables compte tenu des modifications de capital intervenues entre le 1er octobre 1980 et le 31 décembre 1981) (p. 737) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 738) ; **article 9 :** son amendement n° 4 (répartition des sièges entre les organisations de salariés au conseil d'administration des sociétés industrielles nationalisées) : adopté (p. 739) ; **article 13 :** s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Michel Noir visant à l'exclusion des banques mutualistes du champ des nationalisations ; risque constitutionnel ; dépôt d'un projet de loi au printemps sur les activités bancaires des coopératives et des mutuelles (p. 741) ; **article 17-2 :** son amendement n° 5 (correction d'une erreur matérielle) : adopté ; **article 18-1 :** son amendement n° 6 (de coordination avec l'amendement n° 2 adopté à l'article 6) : adopté (p. 743) ; **article 19-1 :** son amendement n° 7 (de coordination avec l'amendement n° 3 adopté à l'article 7) : adopté ; **article 19-3 :** son amendement n° 8 (de coordination avec l'amendement n° 7 adopté à l'article 19-1) : adopté (p. 745) ; **article 32 :** son amendement n° 9 (de coordination avec l'amendement n° 2 adopté à l'article 6) : adopté ; **article 33 :** son amendement n° 10 (de coordination avec l'amendement n° 3 adopté à l'article 7) : adopté (p. 748) ; **article 50** *bis* **:** son amendement n° 11 (suppression du mot « orientation ») : adopté (p. 750).

Troisième lecture, discussion générale : importance capitale de l'extension du secteur public [5 février 1982] (p. 765).

— Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).

Première lecture, discussion générale : réforme générale du système bancaire actuellement à l'étude ; projet de loi répondant à l'article 52 de la loi du 11 février 1982 ; exclusion des banques inscrites attachées au réseau coopératif et mutualiste du champ des nationalisations prévue par le Premier ministre dans son discours de politique générale du 8 juillet 1981 ; décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 1982 ; nationalisation de la banque fédérative du Crédit mutuel, de la Banque française de crédit coopératif et de la Banque centrale des coopératives et mutuelles ; création d'un statut nouveau pour ces établissements [20 avril 1982] (p. 1188) ; historique de la coopération et de la mutualité ; forme développée de la démocratie dans l'entreprise représentée par la coopération ; répartition du capital entre coopérateurs égaux en droits et devoirs ; création par le présent projet d'un troisième type de banques à côté du secteur public et du secteur privé ; non remise en cause des avantages sociaux obtenus par les personnels de ces trois banques ; suppression de l'interdiction d'augmenter le capital par incorporation de réserves afin de permettre un développement des fonds propres ; meilleure rémunération du capital engagé par chaque coopérateur ; introduction de représentants élus des salariés dans les conseils d'administration ; future loi de démocratisation du secteur public ; nomination du président du conseil d'administration ou de surveillance soumise à l'agrément du conseil national de crédit ; place de ces établissements bancaires dans le développement de l'économie sociale ; agrément des statuts par le ministère de l'économie et des finances ; organisation des élections des représentants du personnel ; délais dans lesquels le présent texte devrait être appliqué (p. 1189).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 19 (soumettant la désignation du président du directoire par le conseil de surveillance à l'agrément du conseil national du crédit) ; situation équivalente à celle existant dans les sociétés anonymes à conseil d'administration ; adopté (p. 1198) ; **article 8 :** son amendement n° 21 (de correction) : adopté (p. 1201) ; **titre :** amendement de provocation présenté par M. Edmond Alphandéry ; clarté dans la démarche du Gouvernement (p. 1202).

— Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Troisième lecture, discussion générale : souci du Gouvernement de tenir compte des remarques faites par le Sénat ; différentes mesures contenues dans ce projet ; projet de loi répondant aux vœux profonds des Français établis à l'étranger [24 mai 1982] (p. 2461).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 1 (modalités des élections) ; récuse l'expression de « manipulation des suffrages » prononcée par M. Jacques Toubon : adopté (p. 2463) ; **répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : organisation des débats (p. 2464).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

— Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale :* volonté politique du Gouvernement de privilégier la lutte pour l'emploi et de dynamiser la croissance ; impact de la réduction du temps de travail [15 novembre 1982] (p. 7171) ; succès de la stratégie du Gouvernement ; insertion professionnelle des jeunes ; et des chômeurs de longue durée ; rénovation du service public de l'emploi ; contrats de solidarité ; aide à la création d'activités ; politique de l'emploi menée par les entreprises nationales (p. 7172) ; nouvelle formule préretraite-démission ; nécessité de mener une réflexion sur l'utilisation maximale des équipements industriels ; rôle moteur de la France dans la lutte pour l'emploi en Europe (p. 7173).

Répond à la question de :

— *M. André Bellon :* lutte contre le travail au noir (p. 7174) ;

— *M. Marc Massion :* politique menée en faveur des sociétés coopératives ouvrières de production (p. 7174).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :*

Répond à la question de :

— *Mme Marie-France Lecuir :* suppression des aides à la mobilité [18 novembre 1982] (p. 7418) ;

— *Mme Ghislaine Toutain :* application des nouveaux droits des travailleurs ; crédits d'heures accordés pour la formation des salariés ; progression des crédits destinés à la formation syndicale (p. 7422).

Examen des crédits. — III : travail, emploi, **état B, titre III :** son amendement n° 231 (majoration des crédits) : adopté ; **titre IV :** son amendement n° 232 (réduction des crédits) : adopté (p. 7424).

LE GARS (Jean)

Député des Yvelines
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordée pour la diffusion du programme de radiodiffusion sonore [*J.O.* du 27 janvier 1982] (p. 389).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Escroquerie aux Assedic : travailleurs immigrés et municipalités de gauche telles que Sartrouville ; « faux chômeurs » inscrits dans deux ou trois agences pour l'emploi ; faux réfugiés politiques [28 avril 1982] (p. 1421).

orales sans débat :

— n° 152, posée le 27 avril 1982 : **S. N. C. F. (lignes : Ile-de-France)** (p. 1398) ; appelée le 30 avril 1982 : **projet de gare à Sartrouville :** réouverture des lignes de la « grande ceinture parisienne » (p. 1512).

— n° 194, posée le 25 mai 1982 : **banques et établissements financiers (entreprises)** (p. 2583) ; appelée le 28 mai 1982 : **conflit de la Société générale :** problème du personnel du service administratif des changes (p. 2722) ; annulation des révocations annoncées ; problème des primes (p. 2723).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* caractère positif du budget de l'éducation nationale ; rupture avec les orientations du passé ; effort sur l'école primaire fait par

M. René Haby ; place du collège dans le système éducatif actuel ; sous-estimation de l'accroissement des effectifs de la prochaine rentrée ; vieillissement des établissements construits dans les années 1970 ; modicité de l'augmentation des crédits de fonctionnement [5 novembre 1982] (p. 6744) ; problème de l'enseignement des disciplines artistiques ; remplacement des professeurs malades (p. 6745).

LEGRAND (Joseph)

Député du Pas-de-Calais
(14e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les mines (n° 518) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet (n° 813) [10 juin 1982] (p. 3249).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (affaires sociales et solidarité nationale) [21 octobre 1982] (p. 6145).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet (n° 813) [21 avril 1982].

Avis présenté au nom des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome I ; **affaires sociales et solidarité nationale (n° 1166)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à assurer la **rénovation des cités et de l'habitat miniers du bassin Nord et du Pas-de-Calais (n° 1185)** [28 octobre 1982].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **Application de la loi d'amnistie à la corporation minière :** dossiers intéressant les syndicalistes des mines, minières et carrières ; application de la loi d'amnistie [14 avril 1982] (p. 1123).

— **Contentieux technique de la sécurité sociale :** nécessité de remédier au retard accumulé en matière de contentieux technique régional de la sécurité sociale [21 avril 1982] (p. 1217).

— **Application de la loi de nationalisation chez Pechiney - Ugine-Kulmann :** restructuration du groupe (P.U.K.) dans le cadre de l'accélération de la reconquête du marché intérieur ; restructuration nécessaire dans les secteurs de pointe [10 juin 1982] (p. 3207).

— **Relance de la politique charbonnière :** politique charbonnière de la France ; consommation globale de charbon ; montant des importations ; financement des équipements de reconversion ; possibilité d'investir dans les capacités productives [10 novembre 1982] (p. 7027).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail ; extension de ceux-ci au secteur du bâtiment et des travaux publics ; création de comités inter-entreprises pour les entreprises de moins de dix salariés ; utilisation de produits nocifs pour la santé des travailleurs dans certaines entreprises ; usure prématurée de certains travailleurs ; aggravation des conditions de travail [13 mai 1982] (p. 2144).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er**, *article L. 411-7 du code du travail :* son amendement n° 7 (permettant aux personnes ayant cessé de travailler de continuer de faire partie d'un syndicat professionnel de salariés) [24 mai 1982] (p. 2475) : adopté (p. 2477) ; **article 2 :** *article L. 412-7 du code du travail :* son amendement n° 13 (collecte des cotisations syndicales) [24 mai 1982] (p. 2507) ; rejeté ; *article L. 412-8 du code du travail :* son amendement n° 14 (diffusion des publications, et tracts syndicaux) (p. 2509) : rejeté (p. 2511) ; son amendement n° 15 (accession des représentants syndicaux extérieurs au local syndical de l'entreprise) [25 mai 1982] (p. 2517) : rejeté (p. 2522) ; **article 10 :** son amendement n° 26 (précisant que seuls les syndicats affiliés à une organisation représentative au plan national sont considérés comme représentatifs dans l'entreprise) [1er juin 1982] (p. 2781) ; rejeté (p. 2782) ; **article 13 :** son amendement n° 29 (suppression des dispositions permettant la présentation de listes autres que celles présentées par les organisations syndicales représentatives au second tour de scrutin) (p. 2808) : retiré (p. 2809) ; **article 18 :** *article L. 425-2 du code du travail :* son amendement n° 33 (procédure de réintégration des salariés) : retiré [3 juin 1982] (p. 2900) ; **article 26 :** *article L. 434-6 du code du travail :* son amendement n° 39 devenu sans objet [7 juin 1982] (p. 3070) ; **article 32 :** sanctions prévues à l'encontre des employeurs tentant d'entraver l'activité des délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise [8 juin 1982] (p. 3120).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 132-24 du code du travail :* son amendement n° 10 (substitution des suffrages exprimés aux électeurs inscrits) : devenu sans objet [11 juin 1982] (p. 3284).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : amélioration de certaines prestations vieillesse ; aide aux familles et aux déshérités ; signature de la convention sur le tiers-payant ; problème des vieux travailleurs ; inégalités devant la mort ; abaissement de l'âge de la retraite [18 juin 1982] (p. 3584) ; revalorisation des pensions liquidées avant la loi Boulin ; taux de la pension de réversion ; pensions des cheminots ; attention portée par le Gouvernement aux retraités et aux personnes âgées (p. 3585).

Discussion des articles : **article 1er : son rappel au règlement :** distribution des amendements ; son amendement n° 60 (majoration du taux de la cotisation à la charge de

l'employeur dans le régime général de la sécurité sociale) [21 juin 1982] (p. 3620) : rejeté (p. 3621) ; **après l'article 6** *bis* : son amendement n° 61 (majoration du taux de la cotisation à la charge des employeurs dans le régime général de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3624) ; **article 13** : demande la suppression de cet article (p. 3627) ; **après l'article 26** : son amendement n° 62 (majoration du taux de la cotisation à la charge des employeurs dans le régime général de sécurité sociale) : rejeté (p. 3641).

Explications de vote : vote favorable du groupe communiste (p. 3642).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 55 (élection des représentants des salariés par les assurés sociaux ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse) : rejeté [8 juillet 1982] (p. 4341) ; **article 9** : son amendement n° 56 (élection des représentants de salariés par les assurés sociaux ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse) : retiré (p. 4378) ; **article 10** : son amendement n° 57 (élection des représentants des salariés par les assurés sociaux ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse) : retiré (p. 4379) ; **article 11** : son amendement n° 58 (élection des représentants des salariés par les assurés sociaux ayant leur résidence dans la circonscription de la caisse) : retiré (p. 3281).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : extension des dispositions relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail dans les établissements publics [21 septembre 1982] (p. 4999) ; **article 2** : extension des dispositions du présent texte au secteur du bâtiment et des travaux publics ; nombre des accidents du travail ; renforcement de la prévention sur les lieux de travail (p. 5004) ; *article L. 236-1 du code du travail* : procédure suivie dans les établissements de moins de cinquante salariés (p. 5018) ; son amendement n° 51 (suppression du quatrième alinéa du texte proposé par cet article) (p. 5019) : rejeté (p. 5020) ; *article L. 236-2 du code du travail* : son amendement n° 52 (travailleurs permanents et intérimaires) (p. 5023) ; rejeté (p. 5024) ; renforcement de la protection des femmes enceintes ; son amendement n° 53 (précisant que le comité étudie et intervient sur les problèmes des conditions de travail liés à la maternité) (p. 5025) ; réservé (p. 5026) ; son amendement n° 54 (précisant que le C. H. S. C. T. peut décider de l'action de prévention et qu'en cas de refus de l'employeur, celui-ci doit motiver sa décision) : devenu sans objet [22 septembre 1982] (p. 5036) ; son amendement n° 53 précédemment réservé : retiré (p. 5040) ; *article L. 236-3 du code du travail* : son amendement n° 55 (suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 5043) ; retiré (p. 5044) ; *article L. 236-7 du code du travail* : demande à intervenir sur l'amendement n° 56 de M. Roland Renard (p. 5064) ; son amendement n° 57 (temps consacré aux missions de prévention) : rejeté (p. 5068) ; cas des incidents répétés pouvant provoquer des accidents graves (p. 5069) ; son amende- *L. 236-7 du code du travail* : demande à intervenir sur ment n° 58 (insérant les mots « ou des incidents répétés » après les mots « après un accident du travail grave » dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 5069) ; devenu sans objet (p. 5070) ; *article L. 236-8 du code du travail* : son sous-amendement n° 263 à l'amendement n° 22 de la commission (décision concernant le contrôle médical des arrêts de travail des salariés par l'entreprise) (p. 5071) ; retiré (p. 5072) ; *article L. 236-10 du code du travail* : son amendement n° 59 (substituant au chiffre « 300 » le chiffre « 50 ») : rejeté (p. 5077) ; **après l'article 1er** (amendements précédemment réservés) : problème de l'arrêt des machines en cas de danger imminent (p. 5085) ; son amendement n° 49 (réunion du C. H. S. C. T. en cas d'urgence) (p. 5089) ; retiré (p. 5090)

Explications de vote : importance de la prévention ; extension des dispositions générales de la présente loi à toutes les professions et spécialement aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics ; vote positif du groupe communiste (p. 5091).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : historique de la sécurité sociale ; diminution des moyens financiers de celle-ci consécutifs à la politique des précédents gouvernements ; nécessité de redonner l'assiette des cotisations [18 octobre 1982] (p. 5912) ; problème des maladies professionnelles ; niveau des dettes patronales accumulées ; suppression du ticket modérateur d'ordre public ; inconvénients des cotisations des préretraités ; problème du forfait hospitalier ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (p. 5913).

Discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 61 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « et des personnes mentionnées à l'article L. 286-1 alinéas 3 et 4 du code de la sécurité sociale ») ; remise en cause de la gratuité des frais d'hospitalisation par le forfait hospitalier ; son amendement n° 62 (exonérant du paiement du forfait hôtelier les personnes disposant de revenus inférieurs à deux fois le S. M. I. C.) : rejeté (p. 5939) ; son amendement n° 63 (perception du forfait journalier pendant un an) : rejeté (p. 5940) ; **après l'article 8** : son amendement n° 64 (part des cotisations alimentant le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 5941) : rejeté (p. 5942) ; son amendement n° 65 (majoration pour retard dans les paiements des cotisations de sécurité sociale par les employeurs : retiré ; **article 9** : son amendement n° 66 (fixation du budget global) ; évolution du financement des dépenses d'exploitation des établissements hospitaliers ; rejeté (p. 5944) ; **article 15** : son amendement n° 67 (rôle de gestion des organismes d'assurance maladie en matière d'hospitalisation publique) : retiré [19 octobre 1982] (p. 5955) ; **article 18** : son amendement n° 68 (généralisation du tiers payant à l'hospitalisation) : retiré (p. 5957) ; **article 1er précédemment réservé** : vote positif du groupe communiste sur l'amendement n° 93 du Gouvernement (p. 5961) ; ses amendements n°s 55 et 56 devenus sans objet ; **article 3 précédemment réservé** : son amendement n° 57 (date d'entrée en vigueur des présentes dispositions) : retiré ; son amendement n° 58 (paiement des cotisations par les préretraités ayant un revenu supérieur à deux fois le S. M. I. C.) (p. 5962) : retiré ; maintien du pouvoir d'achat des préretraités (p. 5963) ; **article 5 précédemment réservé** : son amendement n° 59 (taux de la contribution versée par les industries pharmaceutiques) (p. 5977) : retiré (p. 5978) ; son amendement n° 60 (précisant que la taxe est exclue des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés) : devenu sans objet (p. 5980) ; **après l'article 27** : son amendement n° 73 (précisant que le comité d'entreprise est informé mensuellement de la situation de l'entreprise au regard des cotisations de sécurité sociale) : adopté après rectification ; son amendement n° 74 (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de réforme du financement de la sécurité sociale) (p. 6001) : retiré (p. 6002).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **avant l'article 9** : son amendement n° 65 (déductibilité de la T. V. A. sur l'attribution de combustibles aux mineurs) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6438).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale — Travail. — *Discussion générale*, rapporteur pour avis : opposition du patronat français au maintien du niveau de la protection sociale ; caractère supportable des charges des entreprises [18 novembre 1982] (p. 7379) ; importance des dépenses sociales et de santé pour la relance de l'emploi ; nécessité de respecter les engagements chiffrés du plan intérimaire (accroissement du pouvoir d'achat d'au moins 2 p. 100 grâce à l'augmentation des prestations sociales) ; réexamen du coût des consultations médicales ; réduction des accidents et des maladies professionnelles ; retour à l'élection des membres des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale ; nécessité de mettre en place de nouvelles relations entre l'Etat et la sécurité sociale ; future réforme du financement de la sécurité sociale ; nécessité de regrouper les aides de l'Etat aux régimes sociaux (p. 7380) ; inconvénients du transport à la caisse nationale des allocations familiales de la charge indue provenant de la branche famille des exploitants agricoles ; fiscalisation progressive des prestations familiales (p. 7381).

LEJEUNE (André)

Député de la Creuse
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 juin 1982] (p. 1784).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juin 1982] (p. 1784).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale, questions :* augmentation des charges supportées par les exploitants agricoles du département de la Creuse ; modalités de calcul du revenu brut d'exploitation [9 novembre 1982] (p. 6975).

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne
(2e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J.O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la dissolution des milices patronales (n° 816) [10 juin 1982] (p. 3250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J.O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues sur la prévention et le traitement des difficultés des entreprises pour assurer la défense de l'emploi (n° 1048) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129 [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Insertion des « jeunes de la formation professionnelle » :** problème de l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans sortis du système scolaire en situation d'échec ; mise en place des commissions « seize à dix-huit ans » par les municipalités, prévues par l'ordonnance du 26 mars 1982 [21 avril 1982] (p. 1215).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** caractère d'ordre public des dispositions de la loi ; possibilité d'abus avec l'amendement n° 137 de M. Pascal Clément étant donné la difficulté de distinguer entre résidence principale et secondaire [13 janvier 1982] (p. 53) ; **article 5 :** congé donné par le locataire durant la première année (p. 68) ; **après l'article 6 :** son sous-amendement n° 543 à l'amendement n° 488 du Gouvernement (non-résiliation du contrat par le bailleur durant les trois premières années du bail de six ans) ; son sous-amendement n° 542 à l'amendement n° 488 du Gouvernement (occupation minimum de trois ans du logement par le bailleur en cas d'exercice de son droit de reprise) ; son sous-amendement n° 544 à l'amendement n° 488 du Gouvernement (suppression de l'exercice du droit de reprise pour les actionnaires des S.C.I. attributaires d'un logement) (p. 78) ; sous-amendement n° 543 rejeté ; sous-amendement n° 542, rectifié, adopté (p. 80) ; sous-amendement n° 544 rejeté ; son sous-amendement n° 545 à l'amendement n° 489 du Gouvernement (limitation de la possibilité de vente au seul bailleur personne physique) ; son sous-amendement n° 546 à l'amendement n° 489 du Gouvernement (suppression de la seconde phrase du second alinéa de l'amendement) ; son sous-amendement n° 549 à l'amendement n° 489 du Gouvernement (non-exercice du droit de reprise pour vente à l'encontre des locataires âgés de plus de soixante-dix ans et aux ressources inférieures à une fois et demie le S.M.I.C. sans relogement similaire, sauf pour les bailleurs âgés d'au moins soixante-cinq ans) (p. 81) ; sous-amendements n°s 545 et 546 rejetés (p. 82) ; sous-amendement n° 549 rejeté ; son sous-amendement n° 547 à l'amendement n° 490 du Gouvernement (délai de notification de la décision de vendre ; délai de trois mois pour vider les lieux) : retiré (p. 84) ; **article 4 précédemment réservé :** baux de trois ans réservés aux personnes physiques (p. 87) ; **article 10 :** délai maximum de deux mois imparti au bailleur pour faire procéder aux réparations lui incombant [20 janvier 1982] (p. 297) ; **article 11 :** caractère gratuit de la remise de la quittance ou du reçu (p. 299) ; **après l'article 14 :** son sous-amendement n° 551 à l'amendement n° 495 du Gouvernement (contrats d'exploitation en cours et avenants tenus à la disposition des locataires) : adopté (p. 306) ; son sous-amendement n° 552 à l'amendement n° 495 du Gouvernement (rétablissement de la rédaction de l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948) : rejeté (p. 307) ; **article 17 :** drame des expulsions ; coupures de gaz et d'électricité ; doublement des loyers impayés en sept ans ; spéculation immobilière ; regret du groupe communiste au vu de la proposition de la commission des lois tendant à supprimer l'article 17 [21 janvier 1982] (p. 320) ; **article 19 :** condition de quorum pour la ratification des accords limitée aux seuls immeubles ne comportant pas d'association représentative (p. 335) ; pratique de la majorité inapplicable ; évacuation de fait des associations (p. 336) ; son amendement n° 579 (information des locataires par le bailleur sur l'existence d'accords départementaux ou nationaux préalablement à la négociation) : adopté (p. 337) ; **article 22 :** possibilité pour les associations locales de se faire assister par des représentants du niveau national ou départemental (p. 341) ; **après l'article 28 :** son sous-amendement n° 588 à l'amendement n° 69 de la commission (possibilité de dénonciation d'accords nationaux) [22 janvier 1982] (p. 365) ; rejeté (p. 366) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 581 à l'amendement n° 511 du Gouvernement (minoration particulière

des loyers en cas de loyers manifestement surévalués) : rejeté (p. 381) ; **article 40** : Information préalable des locataires par le bailleur avant la conclusion d'un contrat avec l'Etat ; son sous-amendement n° 584 à l'amendement n° 519 du Gouvernement (commission départementale saisie en cas d'opposition des locataires à la réalisation des travaux de mise aux normes) ; recherche d'accords entre locataires et bailleurs préalablement à la signature des contrats d'amélioration entre l'Etat et le bailleur [25 janvier 1982] (p. 491) ; sous-amendement n° 584 rejeté (p. 492) ; **après l'article 48** : indemnisation du locataire en cas d'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non-renouvellement en vue de la vente (p. 508) ; **article 55** : son sous-amendement n° 585 à l'amendement n° 522 du Gouvernement (non-application de la loi aux locaux relevant de l'article 3 *ter* de la loi du 1er septembre 1948) (p. 518) ; retiré (p. 519).

Explications de vote : couronnement de nombreuses années de lutte des locataires ; absence de mesures propres à agir sur le niveau des loyers ; améliorations apportées en matière d'expulsion et de saisies-gageries ; propositions de loi du groupe communiste ; opposition du groupe communiste sur la durée des baux et l'exercice du droit de reprise ; orientation vers une « prud'homie » locative ; abus permis par le système du conventionnement pour l'amélioration des logements (p. 522) ; droit à l'information des occupants ; vote favorable du groupe communiste (p. 523).

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Deuxième lecture, discussion générale : démantèlement du projet de loi par le Sénat ; protection des personnes âgées ; multiplication des exceptions aux dispositions de la loi ; sous-locations ; durée et renouvellement du contrat de location ; risques d'abus ; immeubles dits « unités-retraite » ; seuil de trente logements ; droit de reprise par le bailleur ; congés abusifs ; information des locataires ; participation des locataires à la vie de l'ensemble immobilier ; droits nouveaux des associations de locataires ; procédure de saisie-gagerie [11 mai 1982] (p. 1961) ; hausse des loyers et des charges locatives ; secteur du logement social ; politique du gouvernement précédent ; notion de « loyer scientifique » ; nécessité d'un contre-poids aux surévaluations de loyers (p. 1962) ;

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 152 (suppression de la disposition excluant du champs d'application de la loi les logements faisant l'objet d'un contrat de location-vente ou d'une promesse de vente) (p. 1966) : rejeté (p. 1967) ; **article 3** : son amendement n° 133 (obligation, pour le bailleur, de communiquer au locataire, préalablement à la signature, le projet de contrat de location) : rejeté (p. 1970) ; son amendement n° 134 (inclusion, dans les documents figurant dans les éléments du contrat de location, des modalités de calcul et d'actualisation du loyer-plafond) ; logements construits avec des prêts du Crédit foncier (p. 1971) : retiré ; son sous-amendement n° 135 à l'amendement n° 7 de la commission (de précision) ; son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 1972) ; **article 5** : son amendement n° 137 (possibilité pour le locataire de donner congé à tout moment sauf au cours de la première année du contrat, où il doit produire un motif d'ordre familial, professionnel ou de santé) (p. 1976) : rejeté (p. 1977) ; son amendement n° 138 (possibilité pour le locataire de résilier un contrat de location pour des raisons financières) : adopté ; son amendement n° 139 (possibilité pour le locataire de résilier le contrat à cause de l'inexécution par le bailleur de ses obligations) : rejeté (p. 1977) ; **article 6** *bis* : son amendement n° 140 (contrôle du juge sur l'exercice du droit de reprise par le propriétaire : rejeté (p. 1981) ; **article 6** *septies* : son amendement n° 155 (relèvement à 2 500 F du plafond d'impôt sur le revenu exigé pour faire jouer la protection des personnes âgées, visée par l'article) (p. 1984) : satisfait (p. 1985) ; **article 7** : son amendement n° 141 (application des articles 4, 5 et 6 aux contrats de sous-location) : retiré (p. 1985) ; **article 10** : son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 28 de la commission (information du locataire avant toute modification de la chose louée) : adopté (p. 1987) ; **article 16** *bis* : son amendement n° 156 (soumission de la saisie-gagerie à l'autorisation du juge) (p. 1991) : rejeté ; **article 18** : son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 37 de la commission (responsabilité du propriétaire) : rejeté (p. 1993) ; **article 19** : son sous-amendement n° 157 à l'amendement n° 41 de la commission (conditions de validité des accords collectifs de location) (p. 1994) : rejeté ; son sous-amendement n° 158 à l'amendement n° 41 de la commission (information des locataires et de leurs associations sur l'existence d'accords collectifs de location) (p. 1994) : rejeté ; **article 20** : son sous-amendement n° 159 à l'amendement n° 42, de la commission (suppression de la condition de représentativité relative à un seuil de 10 % d'adhésion des locataires du bâtiment à ladite association) (p. 1996) : rejeté (p. 1997) ; **article 25** : son amendement n° 144 (composition et règles de procédure de la commission départementale des rapports locatifs) : rejeté (p. 2006) ; **article 34** : son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 71 de la commission (possibilité dans les accords de modération de prévoir une minoration particulière en cas de loyers surévalués) (p. 2012) : rejeté (p. 2013) ; **article 40** : son amendement n° 145 (possibilité pour le locataire de saisir la commission départementale des rapports locatifs) : rejeté ; son amendement n° 146 (délai de saisine de la commission départementale) : rejeté ; son amendement n° 147 (relogement des locataires lorsque l'évacuation des lieux est définitive) (p. 2018) ; **article 48** : son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 92 de la commission (protection du locataire membre d'une association) (p. 2021) : retiré (p. 2022) ; **article 48** *bis* : son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 95 de la commission (inclusion dans les pratiques de prix illicites du fait, pour un bailleur, d'exiger un loyer manifestement surévalué par rapport aux loyers pratiqués dans le même secteur géographique) (p. 2022) : rejeté ; **article 50** : son amendement n° 150 (procédure de mise en conformité des contrats de location en cours) : rejeté (p. 2023) ; **article 53** : son amendement n° 151 (possibilité de fixation par décret et par secteur du taux d'évolution des loyers à défaut d'accords intervenus) : rejeté (p. 2025).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 8** : son amendement n° 27 (fonctionnement du conseil général) : retiré [16 juin 1982] (p. 3475).

— Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion générale commune : appel des décisions des chambres régionales devant la Cour des comptes et recours en cassation devant le Conseil d'Etat ; missions des chambres régionales des comptes [17 juin 1982] (p. 3522).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : extension dans le cadre de l'exercice du contrôle budgétaire des pouvoirs d'investigation détenus par les chambres régionales dans le cadre du contrôle juridictionnel [17 juin 1982] (p. 3536).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : interdiction du droit de grève aux magistrats des chambres régionales des comptes ; nécessité de rétablir ce droit [17 juin 1982] (p. 3551) ; **article 13** : recrutement des conseillers de chambre régionale des comptes de deuxième classe ; cas des administrateurs des P.T.T. et des administrateurs de la ville de Paris (p. 3555).

— Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).

Première lecture, discussion générale : nécessité de ne plus tenir à l'écart les travailleurs des décisions et des programmes de recherche ; reconquête de la capacité industrielle de la France ; information du Parlement ; démocratisation du fonctionnement des entreprises ; développement de l'électronucléaire [5 octobre 1982] (p. 5370) ; conditions de saisine de l'office (p. 5371).

— **Projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082).**

Première lecture, discussion générale : renforcement de la reconnaissance du droit syndical dans la fonction publique ; haute conception du service public partagée par les syndicats de fonctionnaires [5 octobre 1982] (p. 5382) ; démantèlement de l'administration recherché par la droite quand elle était au pouvoir ; nécessité de favoriser l'exercice des stages syndicaux (p. 5383).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* infléchissement de la politique judiciaire menée par la droite, faible progression du budget de la justice ; insuffisance des crédits destinés aux conseils de prud'hommes ; accroissement des moyens accordés à l'éducation surveillée ; augmentation des postes de magistrats ; relèvement du plafond de l'aide judiciaire ; indemnisation des commissions d'office ; coût de la justice ; nécessité de réduire la longueur des procédures ; conditions d'incarcération ; aide aux victimes ; réinsertion des petits délinquants [2 novembre 1982] (p. 6571) ; lutte contre les nouvelles formes de délinquance ; abrogation des lois d'exception et des tribunaux d'exception (p. 6572).

— **Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : avenir des services extérieurs de l'Etat et de leur personnel ; respect des droits acquis des personnels ; inquiétude relative au transfert de la plupart des services extérieurs aux collectivités locales [29 novembe 1982] (p. 7742).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 387 (mise à disposition des collectivités territoriales des services extérieurs de l'Etat « en tant que de besoin ») : rejeté [30 novembre 1982] (p. 7767).

LEMOINE (Georges)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Jean-Hugues Colonna (n° 317) : chemins de fer de Provence :** situation et avenir de la ligne Nice—Digne du chemin de fer de Provence ; financement de l'exploitation ; action de modernisation ; possibilité d'exploitation de cette ligne par la S.N.C.F. ; problèmes soulevés par cette possibilité : statut du personnel, état de l'infrastructure, problèmes financiers ; concertation [17 décembre 1982] (p. 8458) ;

— **M. Paul Perrier (n° 318) : accès au tunnel du Fréjus :** modernisation des voies d'accès à ce tunnel ; travaux de la R.N. 6 ; travaux réalisés et à venir ; projet de l'autoroute A 43 Montmélian—Pont-Royal ; IX° Plan [17 décembre 1982] (p. 8459) ;

— **Mme Jacqueline Osselin (n° 316) : appelés du contingent :** insertion sociale des adolescents en difficulté par les armées ; impossibilité d'appliquer aux animateurs s'occupant de ces jeunes un régime particulier de service militaire [17 décembre 1982] (p. 8460).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion générale : volonté de rupture avec les conditions centralisatrices ; subsistance de désaccords fondamentaux avec le Sénat ; retour au texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture pour l'intervention économique des collectivités locales et la transformation des régions en collectivités territoriales [22 janvier 1982] (p. 386) ; caricature, par M. Charles Millon, de la démarche gouvernementale devant l'Assemblée et le Sénat (p. 389).

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Deuxième lecture, discussion générale : soumission des militaires à la loi commune [16 juin 1982] (p. 3485) ; place de l'armée dans la nation (p. 3486).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 38 :** application de la présente loi à Paris, Lyon et Marseille [23 octobre 1982] (p. 6244) ; **article 39 :** rôle de la commune de Paris ; **article 41 :** dissolution du conseil de Paris (p. 6245) ; **article 41 précédemment réservé :** son amendement n° 138 (précisant que la dissolution du conseil de Paris entraîne celle du conseil d'arrondissement) : adopté (p. 6247) ; **article 43 :** pouvoirs du maire de Paris en matière de police et d'hygiène (p. 6248) ; pouvoirs du préfet de police (p. 6249) ; **après l'article 43 :** son amendement n° 139 (dissolution du conseil municipal de Marseille et de Lyon) : adopté ; son amendement n° 140 (précisant que les conseils d'arrondissement peuvent être réunis à la demande du maire de la commune) : adopté (p. 6250) ; **article 45 :** son amendement n° 126 (composition du conseil de communauté) (p. 6252) : adopté (p. 6253).

LENGAGNE (Guy)

Député du Pas-de-Calais
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Urbanisme et logement) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 43 : **urbanisme et logement (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. *Discussion générale.* Rapporteur spécial : progression du présent projet de budget ; désencadrement du crédit en faveur des opérations de logement ; insuffisance du parc des logements français ; rôle du fonds spécial de grands travaux ; transfert de crédits aux collectivités locales ; désengagement de l'Etat ; titularisation des agents non titulaires de l'Etat ; multiplication des plans d'occupation des sols ; diminution des crédits destinés à la résorption de l'habitat insalubre [4 novembre 1982] (p. 6674) ; stagnation des crédits consacrés à l'architecture ; aide versée par l'Etat en faveur des prêts à l'accession à la propriété ; réhabilitation des logements ; crédits consacrés aux Palulos ; effort engagé par le Gouvernement au profit des aides à la personne ; lancement du satellite Spot (p. 6675).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* problème de certaines entreprises n'ayant pas été nationalisées (exemple d'I.T.T.) ; constitution d'un groupe de travail sur la filière électronique [8 novembre 1982] (p. 6911).

Environnement. — *Discussion générale :* accroissement des surfaces urbanisées sur le littoral méditerranéen au détriment des zones naturelles ; spéculation foncière ; insuffisance du présent projet de budget ; rôle du conservatoire de l'espace littoral ; nouvelle compétence des communes [15 novembre 1982] (p. 7208) ; nécessité d'aider les communes à préserver leurs espaces naturels ; propriété de l'Etat sur le domaine public maritime (p. 7209).

LEONETTI (Jean-Jacques)

Député des Bouches-du-Rhône
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

LEOTARD (François)

Député du Var
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse n° 688).**

Discussion générale : relations entre la Corse et le continent ; coexistence en Corse de deux formes d'organisation traditionnelles, familiales et villageoises d'une part, et d'organisation administrative de la République d'autre part ; contradictions de la vie collective traduites par la violence ; progrès économique et industriel porteurs de richesse et de déséquilibres ; problème de l'emploi ; contrats de formation ; faiblesse démographique de la Corse ; adoption par le conseil régional de Corse en 1975 d'une charte de développement économique ; création d'une agriculture moderne ; explosion brutale de l'industrie touristique ; extension rapide des deux grandes villes de Corse ; dépeuplement des villages de l'intérieur ; volonté des Corses de rester dans le cadre de la République ; correctifs économiques et financiers aux handicaps de l'insularité [18 janvier 1982] (p. 164) ; dispositions fiscales particulières depuis 1975 ; attribution à la région de Corse de ressources propres ; continuité territoriale ; travail de la commission des lois ; caractère représentatif de l'actuelle assemblée ; texte de droit commun sur les régions ; consultations du conseil économique et social (p. 165) ; contradiction entre la remise du pouvoir aux élus et la multiplication des pouvoirs régionaux non élus.

Discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 1 rectifié de M. Gilbert Bonnemaison (suppression de la mention de spécificité d'organisation de la région de Corse) (p. 189) ; rejeté (p.190) son sous-amendement n° 128 (tendant à substituer à la notion de spécificité de la région de Corse la notion de « caractère spécifique ») : devenu sans objet (p. 189) ; **article 2 :** risque présenté par les agences spécialisées [19 janvier 1982] (p. 199) ; **article 10 :** incompatibilité du mandat de conseiller régional avec le mandat de conseiller général ; fonction d'employé des services du commissaire de la République dans la région (p. 211) ; son amendement n° 130 (incompatibilité des fonctions de membre de l'assemblée régionale avec les fonctions d'employé des services du commissaire de la République représentant de l'Etat dans la région de Corse) ; morale électorale (p. 211) ; amendement n° 130 : rejeté (p. 212) ; **article 12 :** son amendement n° 131 (obligation pour tout candidat d'être inscrit soit sur la liste électorale d'une commune de Corse, soit de justifier qu'il devait y être inscrit avant le jour de l'élection et être domicilié dans une commune de Corse au 1er janvier de l'année de l'élection) : rejeté (p. 213) ; **article 22 :** son amendement n° 132 (allongement à cinq semaines du délai prévu pour la convocation des électeurs) : rejeté (p. 223)) ; **article 23 :** lutte contre la fraude électorale et dépôt des candidatures (p. 225) ; **article 27 :** faculté reconnue à l'assemblee de Corse d'adresser au Premier ministre des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires concernant le fonctionnement de l'ensemble des collectivités territoriales de l'île (p° 232) ; son amendement n° 133 (compétences de l'assemblée de Corse pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire) : rejeté (p. 233) ; son amendement n° 134 (compétences de l'assemblée de Corse) : retiré ; son amendement n° 135 (vœux émis par l'assemblée de Corse) : retiré (p. 234) ; **article 31 :** son amendement n° 136 (élection des six vice-présidents de l'assemblée régionale à la représentation proportionnelle) ; fixation du nombre des vice-présidents à six plutôt qu'à dix (p. 240) ; amendement n° 136 devenu sans objet (p. 241) ; son amendement n° 103 (élection par l'assemblée de Corse, issue de la première élection après la loi, du président et des autres membres du bureau pour une durée plus limitée prenant fin à la date de la première élection des conseils régionaux élus en application de la loi de décentralisation) : retiré (p. 241) ; **article 32 :** son amendement n° 137 (réduction à six du nombre possible des vice-présidents) : rejeté (p. 243) ; son amendement n° 138 (suppression des régimes d'incompatibilité prévus par l'article) ; nécessité de limiter le cumul des mandats (p. 244) ; statut discriminatoire de la Corse sur le plan des cumuls ou loi de limitation des fonctions et de mandat pour toute la France ; amendement n° 138 : rejeté ; **article 33 :** son amendement n° 139 (intervention dans un délai de quinze jours de la nouvelle élection en cas de vacance des fonctions du président de l'assemblée) : rejeté (p. 245) ; **article 37 :** son amendement n° 140 (prise en compte dans le rapport spécial de la situation financière de la région) : adopté ; son amendement n° 141 (suppression de la soumission pour avis du rapport du président de l'assemblée au conseil économique et social et au conseil du développement culturel) ; son amendement n° 142 (communication du rapport du président de l'assemblée au Conseil économique et social et au conseil du développement culturel) [20 janvier 1982] (p. 258) ; amendements nos 140 et 141 rejetés ; **article 39 :** loi spéciale sur les compétences de la région de Corse ; compétence du Conseil économique et social relative aux études d'aménagement et d'urbanisme (p. 269) ; **article 40 :** enseignement des langues régionales (p. 271) ; son amendement n° 143 (suppression de l'autosaisine du conseil du développement culturel et saisine par le président de l'assemblée) : rejeté (p. 272) ; droit de regard du Conseil économique et social sur l'action et sur les projets des établissements ou organismes concourant à la vie culturelle (p. 273) ; **article 41 :** son amendement n° 144 (suppression de la possibilité de réunion commune de deux organisations consultatives de la région) ; risques de pressions de la part d'organismes non composés d'élus sur une assemblée élue ; réunion commune des organismes consultatifs à la demande exclusive du président de l'assemblée ; amendement n° 144 rejeté (p. 274) ; **article 46 :** son amendement n° 145 (élection par l'assemblée de Corse issue de la première élection suivant la publication de la présente loi, de son président et des autres membres du bureau pour une durée limitée, prenant fin à la première élection des conseils régionaux élus en application de la loi de décentralisation) : retiré (p. 278) ; **après l'article 46 :** son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 63 de la commission : devient sans objet ; son amendement n° 146 (possibilité pour l'ensemble du Comité économique et social de demeurer en fonction jusqu'à la date de suppression de l'établissement public régional) : retiré (p. 279) ; **titre :** son amendement n° 148 : nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de la région de Corse », notion de statut particulier ; second projet de loi sur les compétences de la région de Corse ; amendement n° 148 : rejeté (p. 285).

Explications de vote : désir de maintenir en Corse le droit commun et de reconnaître l'identité de l'île ; dénomination des institutions corses ; absence de consultation préalable des élus locaux et des forces vives de l'île ; statut octroyé ; effort de solidarité et diminution de la dotation globale de fonctionnement (p. 287).

Deuxième lecture, discussion générale : réforme des collectivités locales ; définition des moyens économiques adoptés pour surmonter les problèmes de l'insularité [3 février 1982] (p. 679) ; continuité territoriale ; attribution à la région de Corse de ressources propres depuis 1975 ; référence au « peuple corse » (p. 680).

LE PENSEC (Louis)

Ministre de la mer

DEPOTS

Projet de loi réprimant **la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771)** [13 avril 1982].

Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la **pollution marine** par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle **(n° 772)** [13 avril 1982].

— **Projet de loi** modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la **pêche maritime (n° 896)** [24 mai 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— **M. Edmond Garcin : problème européen de la pêche :** problème de l'accès aux ressources ; principe de non-discrimination entre les pêcheurs des Etats membres ; zones de pêche historiques ; quotas de poissons ; attitude du Gouvernement anglais et pavillons de complaisance ; conservation des ressources [2 juin 1982] (p. 2864) ;

— **M. Ernest Moutoussamy : problèmes de la pêche à la Guadeloupe :** difficultés de la pêche guadeloupéenne ; paiement de la prime aux carburants ; négociations avec les Etats voisins ; taxes de rôle [1er décembre 1982] (p. 7858) ; possibilité d'améliorer le revenu d'activité des pêcheurs ; problème de la création d'une région maritime de Guadeloupe (p. 7859) ;

orales sans débat de :

— **M. Vincent Porelli (n° 226) : étangs salés du Languedoc-Roussillon et de la Corse :** activités pratiquées dans les étangs ; régime de propriété de ces étangs ; rôle du conservatoire du littoral [18 juin 1982] (p. 3606) ;

— **M. Jean-Hugues Colonna (n° 248) : catastrophe du port de Nice en 1979 :** rôle de la mission d'inspection pluridisciplinaire chargée d'étudier la catastrophe du port de Nice ; instruction judiciaire en cours ; publication du rapport de la commission à l'issue de l'instruction judiciaire, probablement au début de l'année 1983 [8 octobre 1982] (p. 5584).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relatif à la police des épaves maritimes (n° 762).**

Première lecture, discussion générale : développement des transports de substances dangereuses ; catastrophe de l'*Amoco Cadiz* [7 octobre 1982] (p. 5542) ; pouvoir de réquisition de l'administration ; rôle de l'administration des affaires maritimes ; possibilité pour l'administration de prononcer la déchéance des droits du propriétaire d'une épave ; intervention de l'administrateur des affaires maritimes à la demande du préfet maritime ; volonté du Gouvernement d'éloigner le spectre de la pollution (p. 5543).

Discussion des articles : **article unique :** définition du terme « transporteur » (p. 5544).

— **Projets de loi :**

— **réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771) ;**

— **modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).**

Première lecture, discussion générale : protection du patrimoine maritime ; sauvegarde des activités des travailleurs de la mer [7 octobre 1982] (p. 5552) ; convention « Marpol » ; règles édictées en matière de rejet opérationnel des navires ; pénalités à l'égard des capitaines de navire édictées par la loi du 2 janvier 1979 ; mise à la charge de l'armateur du paiement de tout ou partie des amendes et frais de justice prononcés par le capitaine (p. 5553) ; problème des flottes de surveillance ; risques encourus par l'ostréiculture (p. 5554).

— **Projet de loi réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771).**

Première lecture, discussion des articles **article 1er :** non-rétroactivité de la loi pénale [7 octobre 1982] (p. 5555) ; **article 6 :** son amendement n° 19 (suppression de la possibilité de doubler les peines à l'encontre du propriétaire ou de l'exploitant) : adopté après modification ; son amendement n° 20 (responsabilité dans le cas où le propriétaire ou l'exploitant est une personne morale) : adopté (p. 5556) ; **article 7 :** cas des navires immatriculés dans un Etat non signataire de la convention « Marpol » ; **article 8 :** son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 12 de la commission (application de cet article sans préjudice des peines prévues aux articles précédents) (p. 5557) : adopté (p. 5559) ; son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 13 de la commission (insérant les mots « ou dirigeants de faits » après les mots « représentant légal ») : adopté ; **après l'article 8 :** son amendement n° 22 (liste des navires auxquels les dispositions des articles 1 à 8 de la présente loi ne sont pas applicables) ; son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 14 de la commission (application de l'article 7 de la présente loi) (p. 5559) : devenu son sous-amendement n° 24 à son amendement n° 22 adopté ; son amendement n° 22 adopté après modification ; conditions de travail des capitaines (p. 5560) ; **article 10 :** son amendement n° 25 (possibilité pour les fonctionnaires ou agents assermentés et commissionnés des services maritimes et des ports autonomes de constater les infractions) : adopté (p. 5561) ; **article 14 :** application de la présente loi dans les territoires d'outre-mer (p. 5562).

— **Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976, relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** réglementation sur les épaves maritimes ; mise en œuvre du pouvoir d'intervention ; **article 2 :** son amendement n° 2 (précisant que les dispositions de la présente loi sont applicables aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) [7 octobre 1982] (p. 5563) : adopté (p. 5564).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* rôle des activités maritimes dans les échanges extérieurs de la France ; déficit de la pêche française ; amélioration des positions du pavillon français ; reconquête du commerce maritime portuaire ; consolidation du secteur des chantiers de la réparation navale ; soutien accordé aux pêches maritimes et aux cultures marines [4 novembre 1982] (p. 6717) ; législation relative à la tarification routière obligatoire ; lutte contre les opérations de dumping ; missions du C. N. E. X. O. ; fonctionnement du mécanisme de modulation du prix du carburant ; politique communautaire de la pêche ; création d'une zone biologiquement sensible dans le secteur des îles Shetland (p. 6718) ; reconquête du marché intérieur ; amélioration de la formation professionnelle des pêcheurs ; trafic trans-Manche ; opération de restructuration entre l'armement Martin et l'armement Delmas-Vieljeu ; développement de la sécurité ; absence de sinistre pétrolier depuis deux ans (p. 6719) ; développement de la politique de recherche ; revalorisation de la subvention versée à la société nationale de sauvetage en mer ; refus du démantèlement du groupe des C. N. I. M. de La Seyne ; insuffisance des quotas de pêche au regard des besoins de la France dans le cadre des négociations communautaires sur l'« Europe bleue » ; aménagement de sentiers de douaniers ; problème de l'aquaculture ; rôle du crédit maritime (p. 6720) ; localisation de la future direction départementale des affaires de la mer du Pas-de-Calais ; problème de la liaison fixe sous la Manche ; information des organisations syndicales ; sauvegarde de l'emploi portuaire ; problème de la pêche semi-industrielle ; financement des bateaux de moins de 12 mètres ; desserte de l'île d'Yeu ; problème de la formation accélérée en matière de pêche ; problème posé par l'utilisation de la jauge comme critère d'appréciation pour l'application de la réglementation maritime (p. 6721) ; démocratisation des conseils d'administration des ports autonomes ; reconquête des trafics ; difficultés de la situation de l'emploi dans le port de Dieppe (p. 6722) ;

Répond à la question de

— *M. Jean de Lipkowski :* nouveau régime d'exploitation des cultures maritimes ; problème des ostréiculteurs ; refus des dessous-de-table (p. 6722) ;

— *M. Bernard Poignant :* conflit entre la France et les palangriers espagnols ; problème des navires de pêche passant sous pavillon britannique (p. 6722) ; mise en place d'une politique de quotas nationaux de pêche (p. 6723) ;

— *M. Joseph Menga :* coordination entre les ports ; création d'un musée maritime au Havre (p. 6723) ;

— *M. Claude Evin :* problème des chantiers navals ; situation du chantier de Nantes (p. 6724) ;

— *M. Jacques Becq :* insuffisance des moyens d'épuration des coquillages en baie de Somme ; construction de petits navires par les petits chantiers navals (p. 6724) ;

— *M. Kléber Haye* : recrutement des conseillers techniques assurant le lien entre la recherche et les exploitants aquacoles ; réforme de la recherche appliquée en cette matière (p. 6725) ;

— *Mme Colette Chaigneau :* problème de la mytiliculture (p. 6725) ; réforme de la formation des cultures marines ; rôle de l'école de La Rochelle (p. 6726) ;

— *M. Dominique Dupilet :* rapprochement entre l'I. S. T. P. M. et le C. N. E. X. O. (p. 6726) ;

— *M. Jean-Yves Le Drian :* valorisation des produits de la mer ; problème du port de Lorient (p. 6726, 6727).

Examen des crédits : **article 65 :** son amendement n° 93 (de précision) : adopté ; temps de parole utilisé par le Gouvernement (p. 6727).

LE PORS (Anicet)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

DEPOTS

Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les **personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895)** [24 mai 1982].

Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les **emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics** et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois **(n° 1081)** [21 septembre 1982].

Projet de loi relatif à **l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082)** [21 septembre 1982].

Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires **(n° 1092)** [27 septembre 1982].

Projet de loi portant **aménagement en faveur des personnes handicapées des règles d'accès aux emplois publics (n° 1295)** [14 décembre 1982].

Projet de loi modifiant certaines **dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959** relative au statut général des fonctionnaires, du code des pensions civiles et militaires de retraite et du code de la santé publique **(n° 1296)** [14 décembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Bellon : congés annuels des fonctionnaires :** contenu de la circulaire du 16 mars 1982 : généralisation de la cinquième semaine de congés payés ; décompte des obligations hebdomadaires en jours ouvrés ; seuils de bonification [2 juin 1982] (p. 2869) ;

— **M. Georges Hage : mesures prises pour les handicapés dans la fonction publique :** circulaire tendant à réserver une proportion de 5 p. 100 aux personnes handicapées dans les recrutements de la fonction publique en 1983 ; proportion de handicapés dans la fonction publique [24 novembre 1982] (p. 7638) ; projet de loi permettant d'accroître cette proportion ; notion de handicap ; appréciation des aptitudes des personnes handicapées ; intérêt et rentabilité du travail des personnes handicapées ; modification de l'examen médical pour l'entrée dans la fonction publique ; reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ; modification prévue de la composition et des missions de la Cotorep « fonction publique » (p. 7639) ;

orales sans débat de :

— **M. Maurice Nilès (n° 149) : utilisation des locaux administratifs :** promotion des droits et libertés des agents publics ; pratique anti-syndicale des précédents gouvernements ; difficultés dans l'application de la circulaire du 24 août 1981 [30 avril 1982] (p. 1523) ;

— **M. Pierre Bas (n° 222) : traitements des hauts fonctionnaires :** concertation menée à l'occasion de la réforme de la fonction publique ; dispositif mis en place tendant à assurer le maintien du pouvoir d'achat de l'ensemble des fonctionnaires ; relèvement substantiel des salaires les plus bas dans la fonction publique ; mesures en cours de préparation [18 juin 1982] (p. 3602, 3603).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616).**

Première lecture, discussion générale : amélioration des conditions de l'emploi des femmes dans la fonction publique ; application du principe d'égalité d'accès aux emplois publics prévu par l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires ; rôle positif joué par la fonction publique pour l'emploi des femmes ; responsabilité de « premier employeur » du ministre de la fonction publique ; inégalités subsistant dans les faits ; inégalité devant le chômage ; importance des femmes parmi les personnels non titulaires ; recrutement exclusif ou recrutement distinct d'hommes ou de femmes pouvant être opéré lorsque la nature des fonctions ou les conditions de leur exercice le justifie, prévu par l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 ; liste des corps de fonctionnaires dérogatoires à l'égalité des sexes fixée par le décret du 25 mars 1977 ; entrave au déroulement de la carrière des femmes ; volonté du Gouvernement de favoriser et d'accélérer l'évolution ; mise en œuvre du préambule de la Constitution de 1946 ; mise en conformité de la législation avec les conventions internationales ratifiées par la France ; suppression de la possibilité d'opérer des recrutements exclusifs d'hommes ou de femmes ; interdiction de se fonder sur la nature des fonctions pour prévoir des recrutements distincts d'hommes ou de femmes [7 avril 1982] (p. 975, 976) ; possibilité d'épreuves ou de cotations distinctes selon le sexe du candidat lors des épreuves physiques d'un concours ; prise en considération de divers aspects de la vie sociale qu'il n'est pas possible de faire évoluer rapidement et conduisant à maintenir dans un nombre limité de cas le principe d'un recrutement distinct (services extérieurs de l'administration pénitentiaire) ; réflexions à mener sur le corps féminisé des instituteurs ; revalorisation de la fonction des instituteurs ; rapport établi après avis du conseil supérieur de la fonction publique déposé par le Gouvernement sur le bureau du Parlement tous les deux ans et prévu par l'article 5 du projet ; nécessité de mener une véritable politique de promotion des femmes ; encouragement de l'accès des femmes aux postes de responsabilité ; facilités de recrutement et de carrière offertes aux mères de famille ; amélioration des conditions de réintégration après mise en disponibilité pour raisons familiales ; mesures visant à favoriser l'équilibre de la fonction parentale dans le couple (p. 976) ; ampleur des tâches à accomplir pour instaurer une mixité totale dans la fonction publique (p. 977).

Discussion des articles : **article 2 :** refus du Gouvernement de voir les recrutements distincts autorisés pendant une période de trois ans ; nécessité de ne pas introduire dans le statut général des fonctionnaires des dispositions de caractère transitoire ; caractère superflu d'un rapport supplémentaire présenté aux instances de concertation ; nécessité de tenir compte de l'avis exprimé par les organisations syndicales ; nécessité de ne pas pérenniser les dérogations ; caractère excessif des propositions faites par la commission des lois (p. 985) ; **article 5 :** son amendement n° 10 (garantissant que les dispositions dérogatoires seront soumises périodiquement à réexamen) : adopté (p. 987) ; son amendement n° 11 (précisant que le rapport mentionnera l'état d'application des dispositions relatives au temps partiel dans les emplois publics) ; volonté de ne pas laisser croire qu'il existe des fonctions permanentes de service public considérées comme des emplois à temps partiel (p. 987, 988) ; amendement n° 11 adopté (p. 988).

Ses observations après les explications de vote : portée limitée du texte ne couvrant pas l'ensemble des problèmes de discrimination dans la fonction publique ; publicité à faire autour des mesures prises par le Gouvernement (p. 988).

— **Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895).**

Première lecture, discussion générale : précise qu'il n'interviendra qu'à la fin de la discussion générale [7 juillet 1982] (p. 4317) ; modalités d'exercice du droit de grève des fonctionnaires ; règle du « trentième indivisible » ; suppression des entraves au droit de grève (p. 4319) ; impossibilité de proportionner la retenue sur traitement à la

durée réelle de l'arrêt concerté du travail ; abrogation de la loi de 1977 sur le « service fait » ; définition du service fait dans cette loi ; modalités d'exercice du droit de grève ; problème des « statuts spéciaux » entraînant privation du droit de grève ; droits sociaux et syndicaux dans la fonction publique (p. 4320) ; problème de la reconnaissance de la section syndicale dans la fonction publique (p. 4321).

Deuxième lecture, discussion générale : modification du texte par le Sénat ; retenue opérée en cas de grève ; caractéristiques du droit de grève [1er octobre 1982] (p. 5312).

Commission mixte paritaire, discussion générale : suppression de la règle du trentième indivisible ; réintroduction de la règle du service mal fait [7 octobre 1982] (p. 5540) ; travaux de la commission mixte paritaire (p. 5541).

Discussion des articles : **article 2 *bis* :** son amendement n° 1 (de suppression) : rejeté (p. 5541).

— Projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082).

Première lecture, discussion générale : refus par l'ancienne majorité de reconnaître aux travailleurs de la fonction publique certains droits syndicaux et sociaux ; avancées réalisées depuis un an [5 octobre 1982] (p. 5383) ; heures mensuelles d'information prises sur le temps de travail ; droit à l'attribution d'autorisations d'absence ; insertion des handicapés dans la fonction publique ; intérêt des stages pour l'administration (p. 5384).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : prétendue violation de l'article 6 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; respect de l'avis formulé par le Conseil d'Etat ; droit égal d'accès à la fonction publique ; création d'une troisième filière [5 octobre 1982] (p. 5393) ; établissement de la liste des candidats admis à concourir pour le troisième concours ; arrêt Barel ; législation sur les emplois réservés ; possibilité pour les secrétaires généraux de mairie de se présenter au concours interne (p. 5394) ; première étape de la réforme de l'Ecole nationale d'administration ; propositions du conseil d'administration de l'E.N.A. ; compétences de service public présentes dans diverses activités relevant de mandats électifs, syndicaux ou associatifs ; principe de citoyenneté des agents publics (p. 5395) ; indique qu'il s'est renseigné pour savoir quel était le sens exact d'une question préalable ; déroulement du troisième concours ; conditions requises pour assumer les hautes fonctions de l'administration ; se déclare favorable à un élitisme de masse (p. 5401) ; contenu du décret du 27 septembre 1982 ; démocratisation du système d'enseignement ; efficacité de l'administration ; sous-représentation des femmes et des enfants d'ouvriers à l'E.N.A. ; nécessité de faire de l'E.N.A. le reflet social de la France ; rôle des institutions régionales d'administration (p. 5413) ; détournement des concours internes ; quasi-monopole dont jouit l'Institut d'études politiques de Paris ; création des I.E.P. de province ; organisation du troisième concours ; mobilité des administrateurs civils entre les divers ministères ; place de l'administration dans la décentralisation (p. 5414) ; augmentation du nombre des places offertes aux cycles préparatoires ; réforme de la composition du conseil d'administration de l'E.N.A. ; carrière des fonctionnaires reçus au troisième concours (p. 5415) ; prise en compte pour le classement dans les corps d'affectation des services accomplis hors de l'administration ; organisation en 1946 de concours spéciaux d'entrée à l'E.N.A. pour des jeunes combattants, résistants, prisonniers et déportés ; inconvénient du tour extérieur (p. 5416) ; conception française de la fonction publique ; création de nouveaux instituts d'études politiques ; remise en ordre du système des rémunérations dans la fonction publique ; création éventuelle du grade d'administrateur général ; suppression de l'accès direct aux grands corps (p. 5417) ; concertation ayant présidé à l'élaboration du présent projet de loi (p. 5418).

Discussion des articles : **article 2 :** proportion des élèves qui seront recrutés par le troisième concours (p. 5421) ; refus d'ouvrir le troisième concours aux conseillers municipaux des villes de plus de 30 000 habitants ; refus d'ouvrir le troisième concours aux personnes ayant une activité de nature privée (p. 5423) ; représentativité des organisations syndicales (p. 5424) ; évaluation des besoins de l'administration ; participation éventuelle des cadres du secteur privé au troisième concours ; confusion entre nationalisation et étatisation (p. 5426) ; maintien de l'interdiction de se présenter au troisième concours pour les fonctionnaires des catégories A, B, C et D ; niveau du troisième concours (p. 5428) ; rôle de la commission présidée par un conseiller d'Etat chargé de donner son avis sur la liste des personnes admises à concourir ; différence entre les scolarités dispensées aux élèves des différents concours (p. 5431) ; scolarité des élèves reçus au troisième concours ; classement de ces élèves en tenant compte de leur ancienneté de service (p. 5432) ;

Ses observations après les explications de vote : démocratisation de la haute fonction publique et de l'E.N.A. (p. 5433).

Deuxième lecture, discussion générale. Enjeu du texte ; vote d'une exception d'irrecevabilité par le Sénat ; meilleure reflet par l'administration de la réalité sociale ; qualification des fonctionnaires au cours de leur carrière ; conditions d'accès, de scolarité et de fonctionnement de l'Ecole nationale d'administration ; institut régional d'administration et institut international d'administration publique ; création de nouveaux centres de préparation à l'administration générale ; inégalité existant entre les grands corps [25 novembre 1982] (p. 7690) ; juge non pertinente la proposition de suppression de l'E.N.A. ; assimilation du reflet social et du reflet politique dans le débat ; possibilité que l'E.N.A. soit un reflet social ; report de points de l'épreuve de culture générale sur des options ; intention du directeur de l'E.N.A. d'introduire des cours magistraux de culture générale ; problème du vieillissement ; report des limites d'âge ; possibilité de revenir sur ces dispositions si les inégalités sociales se réduisent ; problème de la prolifération d'instituts et de centres de préparation (p. 7692) ; déséquilibre entre l'Institut d'études politiques de Paris et les instituts de province ; caractère indispensable de la formation permanente pour la fonction publique ; critères et limites posés au recrutement ; troisième voie respectant l'unicité de l'E.N.A. ; scolarité des agents de la troisième voie ; absence de politisation de l'administration ; possibilité d'une expression pluraliste de la fonction publique ; nécessité pour les fonctionnaires de ne pas faire de confusion entre l'exercice du service public et leur appartenance politique (p. 7693).

Discussion des articles : **article 2 :** sa volonté de ne pas limiter le champ de la sélection ; nécessité d'éviter de confondre le concours interne et la troisième voie ; ouverture de la troisième voie aux fonctionnaires (p. 7694) ; faible nombre des fonctionnaires concernés par le nouveau concours (p. 7695).

Troisième lecture, discussion générale : ouverture de la troisième voie d'accès à l'E.N.A. ; arguments sur lesquels le Sénat s'est fondé pour opposer l'exception d'irrecevabilité [20 décembre 1982] (p. 8567).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* critiques systématiques de l'opposition ; réforme de l'E.N.A. ; accroissement des emplois dans la fonction publique ; durée du travail dans la fonction publique ; problème des non-titulaires ; situation des agents des collectivités territoriales ; priorité donnée aux bas salaires ; problème des primes et des indemnités [5 novembre 1982] (p. 6788) ; gel des hautes rémunérations ; mensualisation des pensions ; discussion entre les organisations syndicales et le Gouvernement ; amélioration de l'insertion des handicapés ; publication de tous les traitements de base ; principe de l'égalité d'accès aux emplois publics ; mise en place d'un code général de la fonction publique (p. 6787) ; réforme du système de formation dans la fonction publique ; problème des attachés d'administration centrale ; carrière des administrateurs civils ; création d'un grade d'administrateur général ; développement de la démocratie dans la fonction publique ; opération dite « Administration à votre service » ou A.V.S. (p. 6790) ; participation de l'administration à la reconquête du marché intérieur (p. 6791).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : nécessité de résorber la « fonction publique parallèle » ; contenu du rapport Longuet ; instauration d'une politique cohérente de l'emploi public ; établissement d'un modèle macro-économique de gestion prévisionnelle des effectifs (modèle Cheops) [14 décembre 1982] (p. 8256) ; rôle des syndicats dans la genèse du statut général des fonctionnaires ; insuffisance de la loi du 3 avril 1950 et du plan Peronnet ; problèmes propres à la fonction publique communale ; volonté des ouvriers de

l'Etat de ne pas être titularisés ; importance du nombre des femmes non titulaires ; justifications du recours à l'auxiliariat ; « clientélisme » permis par le recours massif à l'auxiliariat (p. 8257) ; élaboration du rapport Hamon ; avis favorable du conseil supérieur de la fonction publique sur le présent projet de loi ; nécessité de mettre en place un système permettant le recours à l'auxiliariat dans des cas exceptionnels ; réparation des conséquences de la politique menée par les gouvernements précédents ; problème des emplois laissés à la discrétion du Gouvernement ; nécessité d'établir des listes complémentaires pour les concours de recrutement des fonctionnaires ; ancienneté requise pour la titularisation (p. 8258) ; refus de généraliser l'intégration directe pour les opérations de titularisation ; problème des affectations et des mutations des non-titulaires intégrés ; prise en compte de l'ancienneté des services accomplis en qualité de non-titulaire ; plafonnement de la garantie de maintien de la rémunération pour les agents titularisés ; problème des non-titulaires des collectivités territoriales (p. 8259) ; durée du délai nécessaire à la réalisation des opérations d'intégration ; problème des exceptions à la titularisation de personnels non titulaires travaillant dans les établissements publics et administratifs (p. 8260) ; titularisation des agents actuellement en coopération ; problème des retraites ; problèmes des non-titulaires du C. N. E. T. de Lannion ; prise en compte de l'ancienneté en matière de calcul des retraites ; organisation des mutations des personnels titularisés (p. 8290) ; coût de la présente réforme ; prise en compte des intérêts des personnes titulaires ; problème des travailleurs saisonniers dans les stations de montagne ; discrimination dont sont victimes les femmes et les fonctionnaires de catégorie D ; délai nécessaire à la mise en place de la présente loi ; exemple de certains établissements publics qui se trouveront exclus du champ d'application du présent projet de loi (p. 8291) ; problème spécifique aux catégories C et D.

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de l'alinéa relatif aux emplois occupés par les maîtres d'internat et des surveillants d'externat) (p. 8292) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 29 (champ des exceptions au principe posé par l'article 1er du présent projet de loi) ; notion de nature des fonctions et de besoins des services : adopté après rectification (p. 8293) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 6 de la commission (révision des dispositions prévoyant les exceptions instituées au principe posé par l'article 1er du présent projet de loi) (p. 8294) : adopté ; **article 5 :** durée de validité de la liste complémentaire (p. 8295) ; **article 6 :** problème des personnels non titulaires des collectivités locales ; **article 8 :** son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 12 de la commission (possibilité, pour les non-titulaires employés à temps incomplet, d'être titularisés dans des emplois à temps partiel) (p. 8296) : adopté après rectification ; **après l'article 8 :** son amendement n° 31 (conditions dans lesquelles les personnels associés des établissements d'enseignement supérieur et de recherche peuvent être recrutés dans un corps de fonctionnaires) : adopté (p. 8297) ; **article 9 :** modalités d'organisation de l'examen professionnel ; refus de généraliser l'intégration directe ; composition des commissons administratives paritaires (p. 8298) ; **article 10 :** critères relatifs aux conditions dans lesquelles interviendra la titularisation des non-titulaires ; principe de la distinction du grade et de l'emploi (p. 8299) ; **article 17 :** problème de l'équilibre des régimes de retraite ; exemple de l'I. R. C. A. N. T. E. C. (p. 8201).

LESTAS (Roger)

Député de la Mayenne
(3e *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* vieillissement et désertification du monde rural [9 novembre 1982] (p. 6983).

LIGOT (Maurice)

Député de Maine-et-Loire
(5e *circonscription*)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 23 de la commission (substituant aux mots « effectivement à l'entreprise ou à l'activité de son époux à titre professionnel et habituel » les mots « à l'activité de l'entreprise » dans le deuxième alinéa de l'amendement [14 avril 1982] (p. 1100) : non soutenu ; ses amendements nos 46 et 47 devenus sans objet (p. 1101) ; **article 12 :** soutient l'amendement n° 71 de M. André Rossinot ; obligation d'information du conjoint lorsqu'un des époux acquiert des parts sociales (p. 1104).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 26 :** dotation globale de fonctionnement ; diminution des liens existant entre celle-ci et la T. V. A. [26 mai 1982] (p. 2645) ; augmentation des charges pesant sur les collectivités locales ; diminution de la part des collectivités locales dans la recette globale de la T. V. A. (p. 2646).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : conditions d'entrée à l'Ecole nationale d'administration ; rôle de la technocratie ; buts de la création de l'E. N. A. en 1945 [5 octobre 1982] (p. 5411) ; impartialité de la sélection ; aggravation des problèmes de la haute fonction publique consécutive à la présente réforme ; dévalorisation du deuxième concours (p. 5412).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* réduction du temps de travail entraînant une hausse des coûts de production ; accroissement des charges des entreprises artisanales [2 novembre 1982] (p. 6541).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* besoins en logements neufs, en accession à la propriété ou en locatif ; réhabilitation des logements anciens ; rôle des P. A. L. U. L. O. S. [4 novembre 1982] (p. 6700).

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* blocage des rémunérations de la fonction publique ; gravité de la situation de la fonction publique ; dégradation des relations entre l'Etat et les organisations représentatives des fonctionnaires ; désillusion des fonctionnaires ; problème des nominations à la discrétion du Gouvernement ; politisation de l'E. N. A. ; resserrement de l'écart hiérarchique [5 novembre 1982] (p. 6785) ; reclassement des contractuels ; refus du Gouvernement de négocier avec les attachés d'administration centrale (p. 6786).

Intérieur et décentralisation. — *Examen des crédits :* **état B, titre III :** frais de représentation des préfets [10 novembre 1982] (p. 7042) ; **titre IV :** suppression de la dotation générale de décentralisation (p. 7043) ; **article 63 :** son amendement n° 138 (suppression de cet article) ; gratuité accordée au logement des instituteurs ; augmentation de la dotation globale de fonctionnement (p. 7045) ; prélèvement sur la T. V. A. du calcul de la dotation globale de fonctionnement : adopté ; son amendement n° 139 : devenu sans objet (p. 7046).

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime
(5e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

DEPOTS

Proposition de loi visant à étendre la **protection sociale accordée aux épouses des ostréiculteurs et des mytiliculteurs inscrits maritimes** relevant de la caisse de retraite des marins **(n° 807)** [21 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation de la viticulture dans la région de Cognac :** surproduction viticole dans la région de Cognac et diversification des productions ; proposition de la C. E. E. tendant à modifier l'organisation commune du marché vinicole [28 avril 1982] (p. 1421).

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Explications de vote : contradiction entre les propos tenus par M. Pierre Mauroy le 23 décembre 1981 et son intervention de ce jour ; complaisance à l'égard de l'U.R.S.S. ; possibilité de diversification énergétique auprès des pays africains ; crédits préférentiels accordés à l'Union soviétique lui permettant la réalisation d'opérations militaires ; moyens de pression français sur l'U. R. S. S. [28 janvier 1982] (p. 666) ; sa proposition de boycott de la conférence de Madrid ; Europe en voie de neutralisation (p. 667).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : *article L. 122-44 du code du travail* : mise en cause de l'autorité du chef d'entreprise ; risque d'encombrement des juridictions prud'homales ; protection des salariés contre les sanctions arbitraires ; pouvoir du juge prud'homal d'apprécier la proportion entre la sanction et la faute [17 mai 1982] (p. 2316) ; **article 6** : droit de libre expression des travailleurs sur le contenu et l'organisation du travail ; rôle des syndicats ; loi relative à l'organisation et à la démocratisation du secteur public ; seuil d'effectif pour l'application du droit d'expression ; démocratie directe ; marginalisation du personnel d'encadrement [18 mai 1982] (p. 2348) *article L. 461-1 du code du travail* : dispositifs législatifs mis en place sous la Ve République en faveur des travailleurs ; effondrement de la IVe République ; conception limitée de la liberté de la part de la gauche ; droit d'expression collectif du droit à l'expression des syndicats (p. 2363) ; risque de blocage du fait de l'expression collective ; responsabilités des travailleurs (p. 2364).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : *article L. 423-7 du code du travail* : prononce quelques phrases en langue espagnole ; suppression de la disposition imposant aux candidats au comité d'entreprise de s'exprimer en français [1er juin 1982] (p. 2795).

— **Projets de loi :**

— **réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771) ;**

— **modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).**

Première lecture, discussion générale : importance de la pollution par les hydrocarbures au cours des dernières années ; lourd tribut payé par la Bretagne ; problème des dégazages sauvages ; création du C.E.D.R.E. (banque de données de la pollution marine) ; contenu de la loi du 2 janvier 1979 ; convention « Marpol 73 » ; état d'avancement du projet d'implantation d'une balise au large d'Ouessant ; mise en place d'une escadrille de surveillance européenne placée sous commandement national ; inquiétude des ostréiculteurs de Charente ; danger constitué par le port du Verdon [7 octobre 1982] (p. 5550) ; interdiction de l'entrée du passage du Verdon aux navires dépassant un certain tonnage (p. 5551).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion des articles : **article 27** : précise que les députés opposés à la taxation des alcools ne font pas partie du lobby de l'alcool ; attitude de Mme Florence Schaal, journaliste de T.F. 1 ; rappelle son vote hostile sur le budget de 1980 ; lutte contre l'alcoolisme ; inutilité de la présente mesure ; répartition de la consommation d'alcool en France [19 octobre 1982] (p. 5995) ; devises apportées à la France par la vente d'alcools de haute qualité (p. 5996).

— **Protestation du Gouvernement contre des propos tenus au cours d'une séance précédente** : rappelle le commentaire fait à son égard par Mme Florence Schaal, journaliste de T.F. 1 ; défense des intérêts des petits viticulteurs (p. 6050) ; moyens dont dispose le Gouvernement pour parler aux journalistes [20 octobre 1982].

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions* : problèmes de l'ostréiculture ; avenir du régime des cessions [4 novembre 1982] (p. 6722).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : concurrence de divers produits sur le marché du cognac [9 novembre 1982] (p. 6977) ; institution d'une taxe de 7 francs sur certains alcools (p. 6978).

LONCLE (François)

Député de l'Eure
(3e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commision spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commisison des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 153,** posée le 27 avril 1982 : **Matériels électriques et électroniques (entreprises)** (p. 1398) ; appelée le 30 avril 1982 : **situation de l'industrie des piles :** difficultés de la société Wonder ; situation de l'emploi en Haute-Normandie (p. 1515) ; espoir quant à l'avenir de l'industrie des piles ; souhaite que les travailleurs de Wonder bénéficient des garanties du fonds national de l'emploi (p. 1516).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : développement des techniques nouvelles de communication [26 avril 1982] (p. 1341) ; refus du service public par l'opposition ; contrôle

de l'information par les précédents gouvernements ; nécessité de préciser le mécanisme des autorisations accordées pour la construction et l'exploitation de réseaux câblés ; regroupement des exploitants de cinémas indépendants ; modernisation de 2 000 salles de cinéma (p. 1342).

Discussion des articles : **article 2 :** tenue des interventions de M. Robert-André Vivien [27 avril 1982] (p. 1386) ; **article 5 :** raisons pour lesquelles M. Alain Madelin a demandé une demande de suspension de séance [28 avril 1982] (p. 1406, 1407) ; **son rappel au règlement :** s'associe au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné concernant le déroulement des débats ; détournement de la procédure par l'opposition (p. 1408) ; **article 10 :** délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle ; fonctionnement de cette délégation [29 avril 1982] (p. 1491) ; **article 12 :** indépendance de la Haute Autorité (p. 1500) ; **article 36 :** hommage rendu par M. Michel Debré au service public national [5 mai 1982] (p. 1742) ; **article 49 :** inconvénients du rattachement de la Haute-Normandie à l'Ile-de-France [6 mai 1982] (p. 1816).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 20 :** autonomie de la radio-télévision garantie par la création d'une Haute Autorité [6 juillet 1982] (p. 4218).

— Projet de loin portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 31 :** son amendement n° 142 (précisant que les dispositions financières spécifiques prévues par la présente loi sont applicables à la commune du Vaudreuil) : adopté [6 octobre 1982] (p. 5533).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : nécessaire coopération entre les différents modes de transport ; problème de la batellerie artisanale [12 octobre 1982] (p. 5660) ; création d'un service commercial de la voie d'eau ; rénovation du réseau et du parc de la batellerie (p. 5661).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* développement des villes nouvelles ; mesures prises en faveur des sociétés coopératives ouvrières de production ; développement de l'économie sociale ; risque d'accentuation des inégalités régionales [17 novembre 1982] (p. 7304).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* Intervient au nom de M. André Bellon [19 novembre 1982] (p. 7443, 7444) ; ses observations sur l'absence d'industrie française du magnétoscope ; attitude de l'opposition à l'égard de cette question ; moyens de la décentralisation ; découpage des régions (p. 7444) ; *questions :* absence de tutelle sur les journalistes ; sanctions à l'égard de M. Bernard Langlois (p. 7449, 7450).

— Son rappel au règlement : retard pris dans le déroulement de la discussion budgétaire [18 novembre 1982] (p. 7406).

LOTTE (André)

Député de la Saône-et-Loire
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* développement de la production nationale de charbon ; revalorisation de la subvention budgétaire par thermie ; problèmes liés à la commercialisation du charbon [8 novembre 1982] (p. 6911).

LUISI (Jean-Paul)

Député de la Haute-Corse
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Discussion générale : histoire de la Corse ; actes de violence ; réforme régionale ; absence de discriminations sur le mode de scrutin et sur les incompatibilités entre la Corse et les autres régions ; élection au suffrage universel direct et pour 6 ans d'une assemblée régionale ; conseil économique et social ; conseil du développement culturel ; institutions et agences spécialisées ; circonscription électorale unique ; transfert de compétences et transfert de ressources ; dispositions institutionnelles ; problèmes économiques ; moyenne des salaires en Corse ; coût des transports entre la Corse et le continent [18 janvier 1982] (p. 177) ; planification ; recherche de l'identité culturelle corse (p. 178).

Deuxième lecture, discussion générale : décentralisation ; application du droit commun en Corse [3 février 1982] (p. 678) ; adaptation fiscale et économique pour compenser le handicap géographique de la Corse (p. 679).

MADELIN (Alain)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(4e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (institut national de la communication audiovisuelle) [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **conditions de l'information publique à la radio et à la télévision (n° 728)** [2 avril 1982].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête sur l'indépendance des moyens d'information et de communication (n° 1141)** [7 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Participation des ministres communistes au Gouvernement : conversation, rapportée par la presse, entre un ministre communiste et le secrétaire général de la C. G. T. ; « trahison » du secret des délibérations gouvernementales ;

rôle joué par le parti communiste vis-à-vis du Gouvernement ; jugement de la C. G. T. sur la politique du Gouvernement [30 juin 1982] (p. 4068, 4069) ;

— **Interprétation de l'ordonnance de 1944 sur la presse :** ordonnance du 26 août 1944 relative à la presse ; doctrine du Gouvernement en la matière ; concentration des pouvoirs dans la presse et l'audiovisuel [6 octobre 1982] (p. 5465) ;

— **Contrôle de l'importation des magnétoscopes :** « rigueur sélective » pratiquée par le Gouvernement à l'encontre des importations de magnétoscopes japonais ; dédouanement des magnétoscopes à Poitiers ; protectionnisme [3 novembre 1982] (p. 6612).

orales sans débat :

— **n° 214,** posée le 8 juin 1982 : **aménagement du territoire (politique de l'aménagement du territoire : Ille-et-Vilaine)** (p. 3154), appelée le 11 juin 1982 : **emploi dans la région de Redon :** faiblesse des interventions économiques et sociales du Gouvernement dans la région de Redon ; blocage des décisions concernant les travaux de la deuxième tranche de l'hôpital de Redon et la décentralisation de la bibliothèque nationale (p. 3260) ; banalisation et rigidité des mécanismes de lutte contre le chômage ; système des primes d'aide à la création d'emploi (p. 3261) ;

— **n° 233 : sécurité sociale (politique de la sécurité sociale),** posée le 15 juin 1982 (p. 3446) ; appelée le 18 juin 1982 : **mission confiée à des cadres de la C. G. T. sur la réforme de la sécurité sociale :** mission de réflexion relative à la réforme de la sécurité sociale confiée par le ministre de la solidarité nationale à des cadres appartenant à la confédération générale du travail ; offensive menée par la C. G. T. contre les entreprises ; rôle de la C. G. T. dans certains organismes de sécurité sociale (p. 3600, 3601) ;

— **n° 292 : radiodiffusion et télévision (programmes),** posée le 30 novembre 1982 (p. 7830) ; appelée le 3 décembre 1982 : **continuité du service public de l'audiovisuel :** grève du 25 novembre ; modalités de continuité du service public ; imposition par les organisations syndicales de leur conception du service minimum ; son approbation des propos du ministre de la communication selon lesquels l'organisation du service minimum est assurée par les présidents des organismes audiovisuels ; s'interroge sur la nécessité d'un décret précisant le service minimum ; création d'un comité de l'orientation et du suivi de la politique de l'information dans l'audiovisuel (p. 7969) ; décret fixant le service minimum contraire à la volonté du législateur ; création du comité de l'orientation et du suivi de la politique de l'information de l'audiovisuel (p. 7970) ;

— **n° 323 : audiovisuel (politique de l'audiovisuel),** posée le 14 décembre 1982 (p. 8304), appelée le 17 décembre 1982 : **développement du réseau audiovisuel par câbles :** loi du 29 juillet 1982 ; maîtres d'ouvrage et propriétaires des réseaux de câblage ; problème de l'exploitation commerciale et de la programmation ; sociétés locales d'exploitation commerciale ; définition du service local de télédistribution par câbles ; critère de l'émission dans un rayon de 30 km ; programmes par câbles à vocation nationale (p. 8464) ; définition du service local de télédistribution ; propos de M. Louis Mexandeau sur les sociétés locales d'exploitation commerciale (p. 8465).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** volonté de transformation des rapports individuels en rapports collectifs ; tentative de collectivisation ; conception marxiste du droit [13 janvier 1982] (p. 51).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : déroulement des élections prud'homales (27 janvier 1982) (p. 571) ; « relance » des salariés à leur domicile par les organisations syndicales ; confusion entre les responsabilités politiques et syndicales ; entrée de la politique dans l'entreprise ; reconnaissance de la section politique d'entreprise ; publicité du domicile des salariés ; consultation des listes électorales prud'homales (p. 572).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 70 (suppression de l'article 4) : rejeté (p. 589) ; **article 8 :** son amendement n° 71 (suppression de cet article) : rejeté (p. 590) ; **article 11 :** différence de nature entre les élections générales et les élections prud'homales ; protection de la vie privée ; utilisation par des militants politiques ou syndicaux du fichier prud'homal (p. 596) ; obligation pour les employeurs de communiquer l'adresse de leurs salariés (p. 597) ; protection de la vie privée des salariés (p. 598) ; son amendement n° 72 (mise à la disposition du personnel des listes nominatives sans mention du domicile) ; consultation pendant quinze jours ; acheminement à domicile des professions de foi des organisations syndicales ; institution de deux types de listes nominatives ; protection de la vie privée et du domicile du salarié (p. 599) ; protection de la vie privée des citoyens ; loi sur l'informatique et les fichiers ; institution de la commission « informatique et libertés » (p. 600) : rejeté (p. 601) ; son amendement n° 73 (interdiction d'utiliser les listes électorales prud'homales à une autre fin que celle de l'organisation du scrutin) ; institution d'un système de sanctions pour les abus pouvant être commis dans l'utilisation des listes électorales (p. 602) ; protection des libertés : retiré (p. 603) ; **article 19 :** son amendement n° 74 (suppression de la disposition prévoyant la rémunération des absences du conseiller prud'homal par l'employeur) : retiré ; **article 21 :** son amendement n° 75 (suppression de la disposition accordant au ministre de la justice le pouvoir de suspendre un conseiller prud'homal condamné) : rejeté (p. 608) ; **article 22 :** son amendement n° 76 (suppression de la possibilité pour le juge du tribunal d'instance de statuer seul en cas d'absence de conseillers prud'hommes régulièrement convoqués) (p. 610) ; souci d'efficacité de la justice prud'homale : rejeté (p. 611).

Explications de vote : suppression de l'échevinage en Alsace et Moselle ; publicité de l'adresse personnelle des salariés ; dispositif de protection et de sanctions pénales (p. 620).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 6 (exclusion des contrats d'assurance couvrant les dommages aux récoltes et aux animaux) : retiré (3 février 1982) (p. 718) ; **article 7 :** son amendement n° 7 (exclusion du champ d'application de la loi des dommages causés aux récoltes et aux animaux des exploitations : retiré (p. 723).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : sa question préalable ; historique du débat sur la réforme de l'audiovisuel ; préparation bâclée du projet ; absence de justification de la procédure d'urgence ; verbe parfois plaisant et imagé de l'exposé du ministre de la communication ; retour aux lois de 1972 et de 1974 [26 avril 1982] (p. 1306) ; suppression, pour le personnel, des garanties concernant les mutations et les mouvements résultant de l'application de la présente loi ; poursuite de la mainmise du nouveau pouvoir sur les médias audiovisuels ; meilleure utilisation des fréquences grâce à la communication électronique numérique ; nécessité de mettre l'audiovisuel au service de la liberté ; principes fondamentaux de la liberté de communiquer ; mise de la télévision au service des téléspectateurs ; augmentation de la variété des choix ; réutilisation de la bande métrique VHF 819 lignes permettant d'obtenir un nouveau réseau national couleur (p. 1307) ; création d'une grande chaîne culturelle reflétant une ambition nationale ; création d'une chaîne de cinéma sur le réseau VHF 819 lignes ; nécessité de libérer la télédistribution ; crainte du ministre de la communication de voir se développer un secteur indépendant ; volonté de mainmise des socialistes sur l'ensemble du secteur audiovisuel ; garantie du pluralisme représentée par les entreprises privées de la communication ; indépendance permise par la publicité ; idée d'une télévision privée « à la carte » ; souhait par la grande majorité du public français d'une quatrième chaîne financée par la publicité ; attitude du projet vis-à-vis de la liberté de communication et du public (p. 1308) ; utilisation de la télévision et de la radio au service du projet culturel du Gouvernement ; suppression du monopole de programmation ; régime de déclaration prévu pour la télématique ; soumission éventuelle des radios périphériques à des obligations de service public ; création de la Haute Autorité suggérée par le rapport Molnot

(p. 1309) ; projet de loi ne répondant pas aux critiques émises par la majorité lorsque celle-ci était dans l'opposition ; indépendance prétendue de la Haute Autorité ; absence de comparaison possible entre le Conseil constitutionnel et la Haute Autorité ; coût de la réforme ; augmentation de la redevance ; taxe sur les magnétoscopes et les cassettes vierges ; augmentation du temps consacré à la publicité appelé autrefois « crétinisme livré à domicile par l'appareil d'Etat » par M. Georges Fillioud ; fragilité de l'équilibre financier de la presse locale et régionale (p. 1310) ; caractère rétrograde du texte conduisant la télévision à la pénurie, à l'endoctrinement et à la faillite financière (p. 1311) ; sa question préalable rejetée au scrutin public (p. 1313) ; existence d'un service d'observation des programmes établissant le décompte des temps d'antenne occupés par la majorité et l'opposition ; majorité disposant de six fois plus de temps que l'opposition [27 avril 1982] (p. 1358).

Discussion des articles : **article 1er :** définition de l'espace affecté à la communication audiovisuelle ; liberté de communication ; plan hertzien ; développement de la communication par câble ; absence de souveraineté de l'Etat sur l'espace hertzien (p. 1362) ; liberté de communication impliquant la liberté d'entreprise pour les entreprises de communication (p. 1363) ; son sous-amendement n° 519 à l'amendement n° 143 de la commission (précisant que la communication audiovisuelle est l'une des formes de la liberté d'expression) ; définition de la liberté (p. 1365) : rejeté (p. 1366) ; son amendement n° 1 (précisant que la liberté d'expression comprend la liberté de la communication audiovisuelle) ; précise que son amendement fait référence à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'homme ; séparation entre le domaine de la liberté d'expression et le domaine réservé de l'Etat (p. 1368) : rejeté (p. 1369) ; son amendement n° 2 (précisant que les articles L. 32, L. 33, L. 34, L. 39, L. 40 du code des postes et télécommunications ne sont pas applicables au domaine de la communication audiovisuelle) ; établissement d'un monopole des postes et télécommunications : rejeté (p 1369) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 3 (définition de la liberté d'expression dans les termes de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme) (p. 1375) : rejeté ; son amendement n° 4 (soumettant les réseaux câblés à un régime particulier de liberté totale) : rejeté (p. 1376) ; son amendement n° 5 (précisant que l'ensemble des fréquences radioélectriques affectées à la communication audiovisuelle sur le territoire de la République est géré par la Haute Autorité) ; nécessité que l'Etat conserve la maîtrise des fréquences qui lui sont utiles pour l'exercice de ses missions nationales ; élargissement de la compétence de la Haute Autorité : rejeté ; **article 2 :** préfère la notion de liberté « de » communiquer à la notion de droit « à » la communication ; caractère abstrait de la rédaction proposée (p. 1377) ; son amendement n° 6 (de suppression) ; légitimation de l'intervention de l'Etat par la définition du droit à la communication donnée par cet article (p. 1379) ; comportement de certains journalistes communistes à la télévision ; mesure de l'équilibre entre la majorité et l'opposition à la télévision grâce au calcul du service d'observation des programmes : rejeté (p. 1380) ; son amendement n° 7 (précisant les buts de la communication audiovisuelle libre et pluraliste) ; expression de la diversité des cultures, des croyances, des familles de pensées et des courants d'opinion (p. 1385) : devenu sans objet (p. 1387) ; son amendement n° 8 (précisant que le droit de communication implique une liberté totale de réception des informations ou des idées par les moyens audiovisuels sans considération de frontière) : retiré ; son amendement n° 9 (précisant que cet article s'applique sans autres limitations que celles prévues par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme) : retiré (p. 1388) ; **article 3 :** absence de garanties nécessaires au respect du pluralisme et de la liberté dans la communication audiovisuelle (p. 1390) ; absence de définition de la nature juridique du domaine hertzien ayant conduit à une confusion ; secteur public et service public (p. 1393, 1394) ; son amendement n° 10 (ajoutant la Haute Autorité aux organismes garantissant l'exercice des droits énoncés à l'article 2) : rejeté (p. 1394) ; **article 4 :** nécessité de préciser la notion de droit de réponse ; désignation de l'autorité juge du droit de réponse [28 avril 1982] (p. 1400) ; son amendement n° 11 (de suppression) : adopté ; ses amendements n°s 12 et 13 devenus sans objet ; **après l'article 4 :** son amendement n° 472 (permettant à plusieurs personnes concernées dans le domaine de l'audiovisuel par un litige présentant une identité de cause de saisir la juridiction compétente qui pourra statuer par un seul jugement) ; cas des téléspectateurs ne pouvant bénéficier individuellement du droit de réponse ; « class action » du droit américain ; rejeté (p. 1401) ; **article 5 :** définition des missions du service public, opposition à l'idée d'un service public couvrant l'ensemble de la communication audiovisuelle ; se déclare favorable à un secteur public avec des missions de service public ; volonté de ne pas privatiser l'ensemble de l'audiovisuel ; mise de l'audiovisuel au service de la transformation socialiste de la société (p. 1402) ; son amendement n° 14 (de suppression) ; volonté des socialistes d'étendre au maximum le service public de la radiodiffusion-télévision ; inexistence du service public dans la presse ; existence d'un secteur public doté de missions de service public (p. 1406) ; rejeté (p. 1411) ; son amendement n° 15 (précisant la notion de service public) (p. 1425) ; argument selon lequel il existerait un service public de la presse ; concession du service public de la communication selon la majorité ; création d'un secteur public chargé des missions d'un service public ; son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 148 de la commission (substituant les mots « service public » aux mots « secteur public » au début du premier alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 1426) ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 148 de la commission (permettant aux différentes composantes de la population d'exercer les droits d'information, d'expression et de communication) : rejeté (p. 1427) ; son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 148 de la commission (égal accès à l'expression des principales tendances de pensée, des grands courants d'opinion assuré par le service public de la radiodiffusion et de la télévision ; organisme mesurant les temps de passage de la majorité et de l'opposition à la télévision (p. 1429) ; rejeté (p. 1430) ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 148 de la commission (incluant parmi les missions du service public l'obligation d'assurer la continuité des programmes) : adopté ; nécessité d'affirmer clairement que les responsables du secteur privé de l'audiovisuel ont le devoir d'assurer la continuité des programmes ; loi dite « Loi Vivien » précédée par des abus du droit de grève (p. 1431) ; son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 148 de la commission (inscrivant parmi les missions du service public de l'audiovisuel la diffusion d'émissions sous-titrées à l'intention des sourds et des mal-entendants) (p. 1433) : rejeté ; son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 148 de la commission (imposant au service public l'obligation de veiller à la qualité et à l'illustration de la langue française) : retiré (p. 1434) ; son sous-amendement n° 15 devenu sans objet (p. 1435) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 23 (de suppression) : adopté ; **après l'article 6 :** son amendement n° 486 (fixant les modalités d'exercice du droit de réponse) (p. 1436) ; reprise par cet amendement d'une ancienne proposition de loi du groupe socialiste (p. 1437) ; définition précise du droit de réponse en raison de la multiplication des radios locales ; mobilisation des moyens audiovisuels contre l'opposition ; difficultés résultant de la réserve du droit de réponse aux personnes morales à but lucratif ; application éventuelle du droit de réponse aux radios périphériques ; retiré (p. 1439) ; risques d'effets pervers dans l'application de ces dispositions (p. 1444) ; son sous-amendement n° 667 à l'amendement n° 150 de la commission (modification du délai de huit jours prévu au septième alinéa fixé à vingt-quatre heures pendant la période électorale) : adopté après rectification ; son sous-amendement n° 668 à l'amendement n° 150 de la commission (sanctions en cas de non-diffusion de la réponse) (p. 1446) ; possibilité donnée au tribunal de prononcer une abstreinte (p. 1447) : adopté après modification (p. 1448) ; **article 7 :** fin du monopole de diffusion ; système de répartition des fréquences radio-électriques ; nature juridique de celles-ci ; nécessité de confier la gestion de l'ensemble du spectre des fréquences radio-électriques à la Haute Autorité ; non-appartenance de ces fréquences au domaine public de l'Etat (« *res nullius* » international) (p. 1450) ; son amendement n° 26 (de suppression) (p. 1451) ; avis du Conseil d'Etat selon lequel les fréquences radio-électriques n'appartiennent pas au domaine public ; rôle de l'U. I. T. ; régime existant aux Etats-Unis ; suppression du monopole de la radiodiffusion et de la télévision (p. 1452) ; commission de répartition des fréquences des radios locales privées ; exemple de l'Italie (p. 1453) : rejeté (p. 1454) ; son amendement n° 27 (subordonnant l'usage des fréquences radio-électriques affectées à la communication audiovisuelle à autorisation de la Haute Autorité) (p. 1455) : rejeté ; son amendement n° 473 (précisant que l'usage des fréquences radio-électriques est soumis à la réglementation dans le cadre des conventions internationales) (p. 1456) : rejeté ; son amendement n° 474 (supprimant dans la première phrase de cet article les mots « sur le territoire de l'Etat ») : rejeté (p. 1457) ; **son rappel**

au règlement : demande au ministre de la communication de répondre aux questions qui lui sont posées (p. 1458) ; **article 7 :** son amendement n° 28 (supprimant la référence au caractère « précaire et révocable » des autorisations accordées) ; mise en place d'un cahier des charges : rejeté ; son amendement n° 29 (proposant que les autorisations soient accordées pour une durée d'au moins trois ans) [29 avril 1982] (p. 1469) : rejeté ; son amendement n° 394 (procédure de révocation confiée à la Haute Autorité) : rejeté ; son amendement n° 30 (précisant que la Haute Autorité veille à la pleine utilisation des fréquences radioélectriques disponibles pour la communication audiovisuelle) ; délimitation de « l'espace de liberté » constitué par les fréquences radioélectriques (p. 1470) ; exemple des Etats-Unis : rejeté (p. 1471) ; **article 8 :** son amendement n° 31 : devenu sans objet (p. 1473) ; **article 9 :** remplacement d'un système de monopole par un système de contrôle de l'Etat ; différents statuts accordés aux divers moyens d'émission par voie hertzienne (p. 1475) ; son amendement n° 492 (étendant aux départements et aux communes les dispositions de cet article) ; volonté de permettre un essor de la télédistribution (p. 1478) : rejeté ; son amendement n° 32 (référence aux installations établies par les autorités compétentes) ; volonté de ne pas faire prédominer les capitaux d'Etat dans l'installation des réseaux câblés locaux : rejeté (p. 1479) ; son amendement n° 33 (insérant les mots « exclusivement un cahier des charges techniques et » après les mots « cette autorisation prévoit » dans le deuxième alinéa de cet article) ; contraintes techniques ou liées au respect d'accords internationaux : rejeté ; son amendement n° 493 (substituant au mot « prévoit » les mots « ne peut prévoir que » dans le second alinéa de cet article) (p. 1481) ; flou de cet article permettant la mise en place d'un protectionnisme : rejeté ; son amendement n° 494 (absence d'autorisation en cas d'infrastructures concernant une propriété privée : rejeté (p. 1482) ; son amendement n° 495 (précisant que la mise en place d'infrastructures ne peut être confiée à des entreprises dans lesquelles les capitaux publics sont majoritaires) (p. 1483) : retiré (p. 1484) ; **après l'article 9 :** dispositif d'accès au service de la communication audiovisuelle ; mise en place des autorisations (p. 1488) ; son sous-amendement n° 670 à l'amendement n° 154 de la commission (supprimant dans cet amendement la référence au dépôt d'une déclaration) ; hostilité des communistes à toutes les libéralisations du système audiovisuel : rejeté (p. 1490) ; **article 12 :** maintien d'un système audiovisuel d'Etat ; « verrou supplémentaire » constitué par la Haute Autorité ; composition de celle-ci ; volonté du groupe U.D.F. de créer une autorité indépendante de l'audiovisuel ; élargissement des pouvoirs de la Haute Autorité (p. 1497) ; volonté d'instituer une Haute Autorité codésignée par la majorité et l'opposition ; exemple des Etats-Unis (p. 1501) ; son amendement n° 34 (précisant que la Haute Autorité est une autorité administrative indépendante) ; propos de M. Virgile Barel sous la IVe République accusant M. François Mitterrand d'avoir mis en place un système de censure ; temps de parole respectifs à la télévision des personnalités de l'opposition et du Gouvernement : rejeté ; son amendement n° 35 (précisant que la Haute Autorité est chargée de veiller au respect des dispositions constitutionnelles et législatives concernant la liberté de communication) : non soutenu ; son amendement n° 36 (précisant que la Haute Autorité veille à la satisfaction des diverses catégories de population et à la libre expression des diverses catégories de la population et à la libre expression des diverses croyances) (p. 1502) ; nature juridique des fréquences hertziennes ; rejeté ; son amendement n° 37 (élargissant les compétences de la Haute Autorité) ; fondement juridique du contrôle de l'Etat (p. 1503) ; absence de comparaison possible entre le Conseil constitutionnel et de la Haute Autorité : rejeté (p. 1504) ; **après l'article 12 :** rôle du Gouvernement de veiller au respect des missions du service public ; comparaison entre le temps de passage à la télévision du Premier ministre et du Président de la République avant et après le 10 mai 1981 ; attitude de M. Jacques Boutet, président de TF 1 [30 avril 1982] (p. 1532) ; **article 13 :** travaux du service d'observation des programmes (p. 1534) ; rapport de Mme Edmonde Charles-Roux sur le respect du pluralisme à la télévision ; conception du pluralisme de M. Jacques Boutet, président de TF 1 (p. 1535) ; volonté de donner à la Haute Autorité le pouvoir de fixer elle-même les règles relatives au service public de la radiodiffusion et de la télévision ; conception du service public propre aux journalistes communistes (p. 1538) ; rappel à l'ordre des députés par le ministre de la communication (p. 1540) ; baisse de l'audience de la télévision et de l'indice de satisfaction du public ; dirigisme culturel imposé par le Gouvernement (p. 1542) ; son sous-amendement n° 690 à l'amendement n° 164 de la commission (précisant que la Haute Autorité veille au respect du devoir de réserve des dirigeants des sociétés nationales de programme) (p. 1544) ; obligation de réserve du président des sociétés nationales de programme (p. 1545) : rejeté (p. 1546) ; possibilité de soumettre à la Haute Autorité afin de conciliation les conflits relatifs à l'exercice du droit de réponse ; (p. 1550) ; problème en cas de conflits concernant le droit de réponse avec une radio périphérique (p. 1551) ; **article 14 :** refus du Gouvernement de confier à la Haute Autorité la détermination de la dimension de l'espace de liberté pour les fréquences et les possibilités d'extension pour les réseaux câblés [3 mai 1982] (p. 1560) ; son amendement n° 39 (donnant à la Haute Autorité compétence pour délivrer l'ensemble des autorisations en matière de radiodiffusion et pour édicter un cahier des charges général pour la radiodiffusion par câbles) ; « explosion » des radios locales : rejeté (p. 1561) ; nécessité d'affirmer que la Haute Autorité délivre toutes les autorisations ; son amendement n° 40 (affirmant la compétence de la Haute Autorité quant à la délivrance des autorisations concernant la radiodiffusion et la télévision) : rejeté (p. 1564) ; refus du Gouvernement de reconnaître la place des radios et des télévisions privées ; son amendement n° 41 (précisant que la délivrance des autorisations et la sélection éventuelle des projets se fait de façon publique) ; volonté d'assurer la transparence du processus de délivrance des autorisations par la Haute Autorité (p. 1565) ; motivation du refus d'autorisation ; exemple des Etats-Unis : rejeté (p. 1566) ; **article 15 :** son amendement n° 42 (de suppression) (p. 1568) : rejeté (p. 1570) ; **article 16 :** son amendement n° 395 (précisant les pouvoirs de la Haute Autorité en matière de communication publicitaire) : retiré ; son amendement n° 43 (pouvoirs de la Haute Autorité en ce qui concerne l'équilibre des rapports entre le cinéma et les sociétés de télévision) ; efforts de l'opposition pour accélérer la discussion (p. 1575) ; conflits éventuels entre la télévision et le cinéma : rejeté (p. 1576) ; **article 17 :** harmonisation des programmes ; élargissement des possibilités de choix des téléspectateurs (p. 1580) ; son sous-amendement n° 687 à l'amendement n° 168 de la commission (fixation des règles minimum d'harmonisation des programmes par la Haute Autorité) : rejeté (p. 1582) ; son sous-amendement n° 688 à l'amendement n° 168 de la commission (rédactionnel) : retiré ; son sous-amendement n° 689 à l'amendement n° 168 de la commission (supprimant le troisième alinéa de cet amendement) (p. 1583) ; normes de qualité : rejeté (p. 1584) ; ses amendements nos 44, 45, 46 et 396 devenus sans objet ; son amendement n° 47 (précisant que la Haute Autorité reçoit des réclamations, pétitions et plaintes) : rejeté ; son amendement n° 48 (précisant que la Haute Autorité désigne en son sein un rapporteur pour l'examen des problèmes dont elle est saisie) : rejeté ; son amendement n° 49 (rattachant à la Haute Autorité le service d'observation des programmes et le centre d'études et d'opinion) (p. 1587) : rejeté ; son amendement n° 50 (chargeant la Haute Autorité de veiller à l'harmonisation entre les politiques culturelles des régions et celles des sociétés régionales de télévision et de radiodiffusion) : rejeté (p. 1589) ; son amendement n° 51 devenu sans objet ; **article 20 :** absence de comparaison possible entre la composition de la Haute Autorité et celle du Conseil constitutionnel (p. 1591) ; son amendement n° 52 (de suppression) (p. 1594) : rejeté ; son amendement n° 54 (modifiant la composition de la Haute Autorité) (p. 1595) ; son amendement n° 53 (modifiant la composition de la Haute Autorité) (p. 1596) : rejetés ; son amendement n° 55 (précisant que les membres de la Haute Autorité prêtent serment au moment de leur entrée en fonctions) : retiré (p. 1597) ; **article 23 :** comparaison entre la Haute Autorité et la commission nationale « Informatique et libertés » ; proposition d'inscription des crédits de la Haute Autorité au budget du ministère de la culture (p. 1604) ; **article 24 :** son amendement n° 56 (suppression de la dernière phrase de cet article) : rejeté (p. 1607) ; **article 26 :** son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté (p. 1617) ; son amendement n° 398 (représentation des membres de l'interprofession audiovisuelle au Conseil national de la communication audiovisuelle) : rejeté (p. 1620) ; mépris manifesté par les socialistes vis-à-vis des associations de téléspectateurs (p. 1621) ; son amendement n° 397 (désignation des représentants des entreprises du secteur privé par l'intermédiaire des organisations professionnelles représentatives) : adopté [4 mai 1982] (p. 1631) ; son amendement n° 58 (représentation des associations de téléspectateurs au Conseil

national) : devenu sans objet (p. 1636) ; **article 27 :** son amendement n° 59 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 399 (rôle du service public de la radio-télévision dans le domaine régional) (p. 1640) : rejeté (p. 1641) ; **article 28 :** attachement aux cultures et aux identités régionales (p. 1644) ; **article 29 :** son amendement n° 60 (composition des comités régionaux) (p. 1653) : rejeté (p. 1656) ; son amendement n° 400 (précisant que les représentants des secteurs professionnels privés concernés par les activités de communication régionale devront être membres des comités régionaux) : retiré ; volonté de ne pas faire supporter aux collectivités territoriales la charge de fonctionnement des comités régionaux ; son amendement n° 475 (couverture des frais de fonctionnement des comités régionaux par l'établissement public régional) (p. 1657) : rejeté ; **avant l'article 30 :** son amendement n° 61 (modification de l'intitulé du titre III) ; précise qu'il n'existe pas de service public de la presse écrite ; existence d'un secteur public : rejeté (p. 1658) ; **article 30 :** son amendement n° 62 (de suppression) (p. 1660) : rejeté (p. 1661) ; son sous-amendement n° 724 à l'amendement n° 701 du Gouvernement (substituant aux mots « de service public » les mots « du service public » dans le premier alinéa de cet amendement) : retiré ; son sous-amendement n° 725 à l'amendement n° 701 du Gouvernement (avis de la Haute Autorité sur les cahiers des charges) (p. 1662) ; détermination par l'Etat de la politique de l'information des sociétés de programmes : rejeté ; ses amendements n°s 63 et 64 devenus sans objet ; son sous-amendement n° 716 devenu sans objet (p. 1663) ; **article 31 :** reprise des dispositions de la loi de 1974 (p. 1664) ; répartition des temps d'antenne entre les groupes de la majorité et ceux de l'opposition (p. 1665) ; son sous-amendement n° 720 à l'amendement n° 193 de la commission (temps d'antenne accordé aux groupes de la majorité et de l'opposition des conseils régionaux) (p. 1670) : rejeté (p. 1672) ; dissimulation des résultats des travaux du service d'observation des programmes (p. 1675) ; **son rappel au règlement :** clôture trop rapide du scrutin public venant d'avoir lieu ; **article 32 :** mission de l'établissement public de diffusion (p. 1676) ; élaboration du plan de répartition des fréquences ; mainmise de TF 1 sur les réseaux de télédistribution ; volonté d'interdire à l'établissement de procéder à toutes actions de brouillages (p. 1677) ; son sous-amendement n° 717 à l'amendement n° 194 de la commission (limitant les missions de l'établissement public aux procédés de communication par voie hertzienne) (p. 1678) ; risque d'extension tentaculaire du rôle de l'Etat dans les réseaux de télédistribution ; défense du brouillage par le ministre des P. T. T. (p. 1681) ; principe de la liberté d'expression : rejeté (p. 1683) ; son amendement n° 65 (associant la Haute Autorité à l'élaboration du plan de répartition des fréquences) : rejeté (p. 1684) ; son amendement n° 66 (précisant que l'accomplissement des missions de l'établissement public exclut tout recours au brouillage volontaire) (p. 1685) : rejeté (p. 1689) ; **article 33 :** son amendement n° 67 (représentation du personnel au conseil d'administration de l'établissement public de diffusion) (p. 1692) : rejeté (p. 1693) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat ; interprétation du règlement faite par le président de la séance (p. 1693) ; son amendement n° 68 (supprimant les mots « et nomme le personnel » à la fin du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 1694) ; **article 34 :** son amendement n° 69 (principe d'un paiement sur la base d'une facturation détaillée [5 mai 1982] (p. 1703) : rejeté ; son amendement n° 70 (insérant les mots « par la Haute Autorité » après les mots « et d'attribution ») (p. 1704) ; droit de regard de la Haute Autorité sur T. D. F. ; coût de la réforme ; taxes sur les magnétoscopes et les cassettes vierges : rejeté (p. 1705) ; son amendement n° 71 (supprimant la fin de cet article après les mots « service public ») : rejeté (p. 1706) ; réalisation des réseaux de télédistribution par les collectivités locales concernées ; plan de répartition des fréquences (p. 1706) ; **article 35 :** concurrence à laquelle sont confrontés France Inter et Radio-France ; création d'une société nationale de programme de radiodiffusion (p. 1708) ; nécessité d'éviter de donner le monopole de la conception et de la programmation d'émissions du service public à une société nationale (p. 1709) ; son amendement n° 72 (suppression du dernier alinéa de cet article) ; financement des sociétés de radios locales (p. 1712) : rejeté (p. 1713) ; interdiction faite aux radios locales de se constituer en réseaux (p. 1714) ; **article 36 :** volonté d'obtenir l'existence d'un secteur indépendant contractuel ; volonté du parti communiste de reconstituer l'O. R. T. F. (p. 1736) ; son amendement n° 73 (limitant à deux le nombre des sociétés nationales de programmes) (p. 1737) ; augmentation de la redevance ; possibilité d'utilisation du réseau VHF 819 lignes (p. 1738) : rejeté (p. 1740) ; son amendement n° 74 (précisant qu'une des sociétés de programmes est chargée de concevoir un programme de télévision destiné à tous les publics) (p. 1742) : rejeté ; son amendement n° 75 (précisant qu'une des sociétés nationales de programmes est chargée de concevoir un programme de télévision réservant une place prioritaire à la culture, à l'éducation et à l'information) (p. 1743) : rejeté (p. 1745) ; **article 37 :** son amendement n° 77 (représentation du personnel dans les conseils d'administration) : rejeté (p. 1747) ; son amendement n° 76 (précisant que les conseils d'administration veillent à l'objectivité et à l'exactitude des informations diffusées ainsi qu'à l'expression des principales tendances de pensées) ; manque d'objectivité du journal télévisé « Soir 3 » (p. 1753) : rejeté ; **après l'article 37 :** son amendement n° 78 (précisant qu'une société nationale de programmes est chargée de concevoir des programmes à destination d'un public d'abonnés) (p. 1754) : rejeté (p. 1755) ; **article 38 :** conception du groupe U. D. F. sur la télévision régionale des années à venir ; fonctionnement de la société nationale de télévision à vocation régionale ; financement de cette société (p. 1756) ; volonté du groupe U. D. F. de voir apparaître de véritables stations régionales indépendantes (p. 1758) ; ses amendements n°s 79 et 80 devenus sans objet (p. 1762) ; **article 40 :** son amendement n° 81 (représentation du personnel dans les conseils d'administration des sociétés prévues aux articles 38 et 39) : rejeté (p. 1770) ; **article 42 :** financement de la S. F. P. par les différentes sociétés de programmes (p. 1773, 1774) ; son amendement n° 82 (supprimant les mots « notamment » dans le premier alinéa de cet article) ; comparaison entre le coût de production de la S. F. P. et le coût de production privée : rejeté (p. 1776) ; son amendement n° 83 (moyens de la société nationale de production) ; **son rappel au règlement :** possibilité pour un député de répliquer au ministre lorsque celui-ci commet une erreur (p. 1778) : rejeté ; son sous-amendement n° 734 à l'amendement n° 216 de la commission (participation de la société nationale de production à des coproductions cinématographiques privées) : rejeté ; son amendement n° 84 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : retiré (p. 1779) ; **article 43 :** son amendement n° 85 (de suppression) (p. 1781) : rejeté ; son amendement n° 86 (représentation du personnel au sein du conseil d'administration de la Société nationale de production) (p. 1782) : rejeté (p. 1783) ; **article 44 :** conditions de production des émissions des sociétés nationales de programmes ; développement de la production autonome des chaînes [6 mai 1982] (p. 1791) ; son amendement n° 401 (limitation des activités de production des sociétés nationales de programmes aux besoins des services d'information) (p. 1793) : rejeté ; son amendement n° 87 (substituant au mot « produisent » les mots « peuvent, en cas de nécessité, produire » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 1794) ; **article 45 :** missions de l'I. N. C. A. (p. 1798) ; problème d'abus de position dominante dans les rapports entre la télévision et le cinéma (p. 1799-1800) ; son amendement n° 89 : devenu sans objet : **article 46 :** son amendement n° 90 (représentation du personnel au conseil d'administration de l'I. N. C. A.) : rejeté (p. 1802) ; son amendement n° 91 (supprimant la fin du second alinéa de cet article après les mots « de l'établissement ») : adopté (p. 1803) ; **article 47 :** ressources de l'I. N. C. A. ; conservation des archives de l'I. N. C. A. (p. 1804) ; son amendement n° 92 (substituant aux mots « service public » les mots « secteur public ») : retiré ; **article 48 :** refus de l'extension systématique des stations locales de radiodiffusion (p. 1808) ; son amendement n° 414 (de suppression) : rejeté (p. 1810) ; son sous-amendement n° 738 à l'amendement n° 735 de M. Claude Estier (précisant que les radios locales du service public peuvent se voir confier des émissions en cas de carence de l'initiative privée) ; son sous-amendement n° 739 à l'amendement n° 735 de M. Claude Estier (pourcentage réservé à des productions achetées aux radios locales privées) (p. 1811) : rejetés ; ses amendements n°s 415 et 416 : devenus sans objet (p. 1812) ; son amendement n° 655 (précisant que les radios locales publiques conservent les enregistrements de leurs émissions pendant un délai de deux mois) : retiré (p. 1812) ; **article 49 :** son sous-amendement n° 740 à l'amendement n° 736 de M. Claude Estier (substituant aux mots « d'une ou plusieurs régions » les mots « d'une région ou plus » dans le premier alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 741 à l'amendement n° 736 de M. Claude Estier (insérant le mot « régional » après les mots « du service public » à la fin du premier alinéa de cet amendement) (p. 1815) ; rejetés ; ses amendements n°s 417 et 518 : devenus sans objet (p. 1817) ; son amendement n° 419 (précisant que les sociétés régionales de télévision concluent une convention avec les

régions) : rejeté ; **article 51 :** son amendement n° 420 (de suppression) non soutenu (p. 1832) ; son amendement n° 421 (précisant que la majorité du capital sera détenue par les régions et leurs établissement publics) : rejeté (p. 1833) ; **article 53 :** Radio-France internationale ; voix de la France à l'étranger (p. 1836) ; **article 55 :** son amendement n° 422 (représentation du personnel au conseil d'administration de Radio-France internationale) : rejeté (p. 1840) ; son amendement n° 423 (supprimant les mots « et nomme le personnel » à la fin du dernier alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 1841) ; **article 56 :** inefficacité du système de commercialisation prévu par cet article [7 mai 1982] (p. 1863) ; financement de l'action culturelle à l'étranger par les téléspectateurs (p. 1864) ; commercialisation des productions télévisées françaises (p. 1865) ; son amendement n° 656 (problème des droits d'auteur) : rejeté ; son amendement n° 424 (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 1867) ; rejeté ; son amendement n° 402 (précisant que la commercialisation ne peut concerner les œuvres cinématographiques) (p. 1868) ; abus de position dominante de la télévision sur le cinéma ; rejeté (p. 1869) ; **article 57 :** volonté de l'Etat de se faire producteur (p. 1871) ; **article 59 :** financement du secteur public de la radiodiffusion et de la télévision ; coût des différentes mesures contenues dans le projet (p. 1874) ; son amendement n° 425 (de suppression) ; éventuelle transformation de la redevance en impôt (p. 1878, 1879) ; rejeté ; son amendement n° 426 (redevance pour droit d'usage assise sur les appareils de télévision) (p. 1879) ; rejeté (p. 1881) ; **article 60 :** redevance TV [10 mai 1982] (p. 1886) ; nature juridique de cette taxe ; absence de contrôle réel du Parlement ; son amendement n° 427 (de suppression) (p. 1887) ; rejeté ; unicité nécessaire de la taxe sur les récepteurs de télévision ; augmentation de la redevance (p. 1888) ; **article 61 :** répartition de la redevance par l'Etat (p. 1890) ; son amendement n° 429 (supprimant les mots « et de la publicité » dans le premier alinéa de cet article) ; affectation de la publicité aux différentes chaînes par l'intermédiaire de la régie française de publicité ; répartition des recettes publicitaires (p. 1891) ; rejeté ; son amendement n° 430 (rôle de la Haute Autorité en matière de répartition des recettes) (p. 1892) ; rejeté (p. 1893) ; son amendement n° 428 (part des ressources affectées à la création et part affectée à l'achat des œuvres cinématographiques) ; rejeté (p. 1894) ; son amendement n° 431 (prise en compte de la qualité des programmes pour la répartition des ressources) (p. 1895) ; rejeté ; son amendement n° 432 (prise en compte de l'audience dans la répartition des ressources) (p. 1896) ; rejeté (p. 1897) ; son amendement n° 658 (précisant que toute augmentation annuelle de la redevance supérieure à la hausse des prix serait consacrée à la création audiovisuelle) : retiré (p. 1897) ; **article 62 :** détournement de la redevance ; approbation ou refus de la répartition du produit de la redevance par le Parlement ; suppression de la T. V. A. sur la redevance (p. 1898) ; son amendement n° 433 (réduction du nombre des bénéficiaires de la répartition du produit de la redevance) (p. 1899) ; rejeté ; souhait de ne pas faire figurer la société nationale de production parmi les bénéficiaires de la redevance (p. 1900) ; **article 63 :** son amendement n° 659 (publication des résultats financiers des filiales) : rejeté (p. 1903) ; mission de la Haute Autorité de veiller à l'équilibre des rapports entre les sociétés du secteur public et le cinéma (p. 1904) ; **article 64 :** généralisation de la publicité à l'ensemble des chaînes ; fixation de la part maximale de publicité par le Gouvernement ; conséquences sur la presse régionale (p. 1905) ; fixation par la Haute Autorité des règles applicables en matière de financement publicitaire (p. 1909) ; son amendement n° 434 (proportion des recettes provenant de la publicité) (p. 1911) ; rejeté ; son amendement n° 435 (précisant que la société nationale de télévision à vocation régionale et les sociétés régionales de télévision ne peuvent diffuser de messages publicitaires) : rejeté (p. 1912) ; **article 65 :** son amendement n° 436 (de suppression) (p. 1913) ; financement des radios publiques locales ; rejeté (p. 1914) ; **article 66 :** financement des télévisions régionales (p. 1915) ; volonté de confier à la Haute Autorité le soin de répartir entre les sociétés régionales de télévision la part du produit de la redevance qui leur est attribuée (p. 1916) ; **après l'article 67 :** son amendement n° 437 (précisant que le Gouvernement proposera avec le projet de loi de finances pour 1983 les dispositions nécessaires à une harmonisation et à une rationalisation de la fiscalité des produits de la communication) : rejeté (p. 1919) ; **après l'article 68 :** son amendement n° 407 (organisme d'affectation des personnels) : retiré ; son amendement n° 403 (garantie d'emplois des personnels en fonctions) (p. 1932) ; retire son amendement n° 404 (répartition des personnels) : rejeté (p. 1933) ; son amendement n° 408 (rôle du Premier ministre dans la répartition des personnels) : rejeté ; licenciements à *l'Humanité* (p. 1934) ; son amendement n° 393 (réintégration des personnels licenciés depuis le 10 mai 1981) : rejeté (p. 1935) ; **article 69 :** continuité du service public ; exercice du droit de grève ; abus de ce droit consécutif à la rédaction de la loi de 1974 (p. 1937) ; son amendement n° 406 (exercice du droit de grève) ; son amendement n° 405 (exercice du droit de grève) (p. 1938) ; hostilité à la notion de service minimum ressortant du projet (p. 1940) ; amendements n°s 405 et 406 rejetés (p. 1941) ; **article 70 :** distinction entre le domaine « câble » et le domaine de la « communication hertzienne » hors des services du secteur public ; opinion du Gouvernement selon lequel le domaine hertzien appartiendrait au domaine public de l'Etat (p. 1942) ; télématique et télédistribution (p. 1943) ; son sous-amendement n° 771 à l'amendement n° 157 de la commission (application de cet amendement à tout prestataire de service de communication) (p. 1944) : rejeté ; son sous-amendement n° 772 à l'amendement n° 257 de la commission (application de cet amendement à toute offre de service et de programme de communication audiovisuelle) : rejeté ; son sous-amendement n° 773 à l'amendement n° 257 de la commission (application de cet amendement à toute diffusion de service et de programme de communication audiovisuelle) : rejeté ; son sous-amendement n° 774 à l'amendement n° 257 de la commission (supprimant les mots « à l'exclusion des œuvres cinématographiques » après les mots « de toute nature ») : rejeté (p. 1945) ; son sous-amendement n° 775 à l'amendement n° 257 de la commission (précisant que toute difficulté relative à l'application des présentes dispositions sera soumise pour avis à la Haute Autorité) (p. 1946) : rejeté ; son sous-amendement n° 776 à l'amendement n° 257 de la commission (précisant que les prestataires des services de communication audiovisuelle sont responsables de leurs services et du contenu de leurs informations) : rejeté ; son sous-amendement n° 767 à l'amendement n° 257 de la commission (suppression du second alinéa de cet amendement) (p. 1947) : rejeté ; son sous-amendement n° 768 à l'amendement n° 257 de la commission (période transitoire) (p. 1948) : rejeté ; ses amendements n° 438 et 439 devenus sans objet ; exceptions au régime provisoire d'autorisation ; affirmations du ministre des P. T. T. selon lesquelles les autorisations seront distribuées de façon libérale (p. 1950) ; **après l'article 70 :** son amendement n° 660 (précisant que toute action de communication audiovisuelle de personne à personne sera soumise aux règles de la correspondance privée) : rejeté ; **article 71 :** régime de l'autorisation préalable ; télédistribution (p. 1951) ; son amendement n° 440 (de suppression) ; flou de cet article ; utilisation des techniques de brouillage par T. D. F. ; différence entre autorisations et concessions de service public (p. 1952) : rejeté (p. 1953) ; nature juridique des fréquences hertziennes ; absence de propriété de l'Etat sur le spectre radio-électrique [12 mai 1982] (p. 2061) : **après l'article 71 :** régime de la concession de service public ; soumission de l'utilisation des fréquences à un régime autoritaire et discrétionnaire (p. 2064) ; son sous-amendement n° 777 à l'amendement n° 260 de la commission (insérant le mot « nationale » après les mots « les programmes de télévision ») : rejeté ; son sous-amendement n° 778 (cas des télévisions cryptées) : retiré (p. 2067) ; **article 72 :** réduction du nombre des bénéficiaires d'autorisations ; refus du Gouvernement de permettre aux Français de disposer d'une liberté de choix dans le domaine audiovisuel (p. 2068) ; son amendement n° 441 (de précision) : rejeté (p. 2073) ; son amendement n° 442 (suppression du 3e alinéa de cet article) (p. 2074) ; interdiction de la constitution de groupes multi-médias ; rejeté (son amendement n° 443) (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 2075) ; ordonnance du 26 août 1944 sur la presse ; rejeté ; problème des opérations de prête-noms et des capitaux étrangers (p. 2076) ; **article 73 :** problème des autorisations spécifiques pour les radiodiffusions locales « privées » (p. 2077) ; son amendement n° 444 (de suppression) (p. 2079) ; rejeté (p. 2080) ; son amendement n° 445 (harmonisant le système d'autorisation des radios locales avec le système futur des radios télévisions locales par voie hertzienne) : rejeté (p. 2081) ; son sous-amendement n° 790 à l'amendement n° 785 du Gouvernement (précisant que la répartition des ressources entre radios locales privées doit se faire sans discrimination) (p. 2084) ; rejeté (p. 2085) ; **article 74 :** compétence du Gouvernement et de la Haute Autorité pour délivrer les autorisations mentionnées au titre IV [14 mai 1982] (p. 2206) ; délivrance des autorisations de la radiodiffusion et de la télévision par voie

hertzienne par la Haute Autorité (p. 2207) ; volonté de multiplier le nombre des autorisations délivrées ; son amendement n° 446 (précisant que le refus d'autorisation doit être motivé) ; loi de 1979 relative à la motivation des actes administratifs ; adopté (p. 2208) ; **article 75 :** contenu du cahier des charges (p. 2209) ; limitation du cahier des charges à des modalités techniques (p. 2210) ; son amendement n° 450 (substituant au mot « peuvent » les mots « doivent notamment » à la fin du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 449 (rédactionnel) (p. 2211) ; adopté ; son amendement n° 448 (substituant au mot « quotidienne » le mot « hebdomadaire » dans le second alinéa de cet article) : adopté (p. 2212) ; son amendement n° 447 (précisant que les cahiers des charges prévoient les procédures de conciliation et d'arbitrage) : rejeté (p. 2213) ; **article 76 :** problème des ressources publicitaires des radios locales et des bénéficiaires d'autorisations ; disposition excluant la création d'une chaîne de télévision par voie hertzienne ; indépendante et gratuite (p. 2214) ; son amendement n° 451 (de suppression) : rejeté (p. 2215) ; volonté du Gouvernement d'interdire la création de tout système de communication audiovisuel gratuit indépendant (p. 2216) ; son amendement n° 452 devenu sans objet ; **après l'article 76 :** nature juridique du domaine de fréquences hertziennes (p. 2217) ; **article 77 :** son amendement n° 453 (de suppression) : rejeté (p. 2219) ; son amendement n° 454 (retrait des autorisations en cas de non-respect du cahier des charges) : rejeté ; son amendement n° 455 (même objet) : rejeté (p. 2220) ; **article 78 :** commission consultative des fréquences (p. 2223) ; **article 81 :** inadaptation de la loi de 1966 aux sociétés prévues par le présent projet de loi (p. 2225) ; **article 82 :** possibilité donnée aux sociétés et établissements publics prévus au titre III de créer des filiales sous formes de service commun (p. 2226) ; **article 83 :** extension des dispositions du code du travail aux journalistes des entreprises de communication audiovisuelle [15 mai 1982] (p. 2231) ; **article 84 :** obligation de souscrire une déclaration lors de la vente de postes récepteurs de télévision ; son amendement n° 461 (de suppression) (p. 2233) : rejeté ; **article 85 :** investigation des agents de la redevance son amendement n° 412 (de suppression) (p. 2234) ; rejeté ; son amendement n° 413 (supprimant les mots « réparateurs et bailleurs de postes de télévision » après les mots « importateurs » dans le 1er alinéa de cet article) : rejeté (p. 2235) ; **article 87 :** protection des œuvres et des documents originaux diffusés par les programmes de radiodiffusion et de télévision (p. 2236) ; **article 88 :** lourdeur des sanctions infligées en cas de non-déclaration de postes de télévision ; **article 89 :** sanctions applicables aux infractions au monopole ; lourdeur des peines prévues (p. 2237) ; son amendement n° 463 (de suppression) : rejeté (p. 2238) ; **avant l'article 79** (*amendements précédemment réservés*) : rapports entre le cinéma et la télévision ; avis de la commission de la concurrence dénonçant l'abus de position dominante de la télévision par rapport au cinéma ; revalorisation des droits de diffusion (p. 2254-2255) ; développement des cassettes-vidéo (p. 2257) ; **article 79** (*précédemment réservé*) : respect des conditions de concurrence ; domination du marché par les sociétés U. G. C., Gaumont et Parafrance (p. 2258) ; son amendement n° 662 (précisant qu'une même entreprise ne peut assurer à la fois la programmation des œuvres cinématographiques et la distribution en salles) (p. 2259) ; rejeté ; son amendement n° 457 (conditions dans lesquelles pourront être accordés les agréments) : rejeté ; son amendement n° 458 (substituant aux mots « trois mois » les mots « six mois » dans le dernier alinéa de cet article) (p. 2260) ; retiré ; son amendement n° 459 (délai d'application des contrats et ententes) : retiré (p. 2261) ; son amendement n° 460 (précisant que les dispositions prévues à l'article 79 sont instituées pour une durée de deux ans) (p. 2262) ; devenu sans objet (p. 2263) ; **article 80** (*précédemment réservé*) : procédure de conciliation par l'intermédiaire d'un médiateur (p. 2263) ; son amendement n° 410 (procédure pénale en cas de refus des prestations de service) : rejeté ; son amendement n° 411 (mission du médiateur du cinéma) (p. 2264) : retiré (p. 2265) ; *explications de vote :* reprise par ce texte des dispositions des lois de 1972 et de 1974 ; non-respect des choix des téléspectateurs ; régime du « bon plaisir » ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 2267).

Deuxième lecture, discussion générale : modifications apportées par le Sénat ; faits nouveaux intervenus dans l'actualité audiovisuelle ; aspect financier du présent projet de loi ; T.S.F. 93 (radio du parti communiste) ; séparation de l'audiovisuel et de l'Etat ; journal « Soir 3 » (6 juillet 1982) (p. 4203, 4204) ; mainmise du Gouvernement sur la communication audiovisuelle (p. 4205).

Discussion des articles : **article 1er :** abrogation de certains articles du code des P.T.T. (p. 4206) ; **article 3 :** garanties à apporter à la liberté proclamée à l'article précédent ; journal « Soir 3 » (p. 4206, 4207) ; **article 14 :** pouvoir de la Haute Autorité de délivrer les autorisations pour les services locaux de radio et de télévision locale ; **article 16 :** missions de la Haute Autorité (p. 4213) ; impossibilité de tenir la promesse de revaloriser les droits d'achat des films cinématographiques ; augmentation des frais de fonctionnement de la télévision (p. 4214) ; **article 20 :** composition de la Haute Autorité ; journal télévisé « Soir 3 » (p. 4216) ; composition de la Haute Autorité (p. 4218) ; absence de consensus (p. 4219) ; **article 29 :** représentation des associations de téléspectateurs dans les comités régionaux (7 juillet 1982) (p. 4266) ; **article 31 :** retour aux dispositions de la loi de 1974 ; droit d'expression des organisations professionnelles (p. 4268) ; **article 47 :** taxe sur les magnétoscopes (p. 4274) ; **article 56 :** société chargée de commercialiser à l'étranger des œuvres et documents audiovisuels (p. 4276) ; **article 96 :** mesures transitoires pour les autorisations concernant les radios locales privées (p. 4284) ; exemple de T.S.F. 93, radio du parti communiste ; travaux de la commission Holleaux (p. 4285).

Explications de vote : caractère néfaste du présent projet de loi ; réforme bureaucratique (p. 4287) ; création de la quatrième chaîne ; journal « Soir 3 » condamné par le P.D.G. de FR 3 ; tutelle politique sur l'audiovisuel (p. 4288).

Troisième lecture, discussion générale : absence de véritable indépendance de l'audiovisuel (8 juillet 1982) (p. 4351).

— **Son rappel au règlement :** proteste contre le blocage, provoqué par le Gouvernement, de la poursuite d'un examen normal et démocratique du projet de loi sur la communication audiovisuelle ; refus du Gouvernement de répondre aux questions posées par l'opposition ; volonté de l'opposition de ne pas prolonger le débat (29 avril 1982) (p. 1465).

— **Son rappel au règlement :** caractère incomplet du rapport portant sur le texte relatif au comité d'hygiène et de sécurité (3 mai 1982) (p. 1558).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : amélioration des relations sociales dans l'entreprise ; développement de la politique contractuelle ; réforme du règlement intérieur d'entreprise ; risque de déstabilisation de la société libérale (14 mai 1982) (p. 2178) ; exposé des motifs révolutionnaires ; voix réformistes (p. 2179).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entrepries (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : article 1er : discipline dans l'entreprise ; protection des droits et des libertés des travailleurs ; exercice du pouvoir disciplinaire ; suppression des avertissements verbaux ; soumission de la sanction à la même procédure que le licenciement [14 mai 1982] (p. 2187) ; *article L. 122-34 du code du travail :* son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 8 de M. Jacques Brunhes (remplacement des mots « convention collective » par ceux de « contrat collectif ») ; son sous-amendement n° 243 à l'amendement n° 8 de M. Jacques Brunhes (élaboration du règlement intérieur après consultation des représentants du personnel) (p. 2190) ; notions de convention, de contrat et d'accord ; amendement n° 244 : rejeté (p. 2192) ; amendement n° 243 : rejeté (p. 2193) ; *article L. 122-35 du code du travail :* son amendement n° 197 (contrôle du règlement intérieur par l'autorité judiciaire) ; garantie des droits et libertés des personnes ; caractère synallagmatique du contrat de travail : rejeté (p. 2196) ; son amendement n° 198 (justification des restrictions aux libertés des travailleurs par les nécessités de la bonne marche de l'entreprise) ; expression et action politiques sur le lieu du travail : rejeté (p. 2198) ; son amendement n° 199 (appréciation de la disproportion flagrante du contenu des restrictions apportées aux droits et libertés du travail avec les nécessités de l'entreprise) : rejeté (p. 2199) ; **article 1er :** *article L. 122-37 du code du travail :* son sous-amendement n° 256 à l'amendement n° 164 de M. Charles Millon (saisine du tribunal d'instance par toute personne intéressée) [17 mai 1982] (p. 2281) : rejeté (p. 2282) ; son

sous-amendement n° 257 à l'amendement n° 94 de M. Philippe Séguin (rédactionnel) ; son amendement n° 200 (possibilité pour l'inspecteur du travail d'exiger le retrait dans le règlement intérieur des clauses manifestement contraires aux lois et règlements ainsi qu'aux conventions collectives) (p. 2283) ; respect des libertés publiques dans l'entreprise ; indépendance du corps des inspecteurs du travail (p. 2284) ; sous-amendement n° 257 et amendement n° 200 : rejetés ; son amendement n° 201 (pouvoir d'appréciation de l'inspecteur du travail sur la légalité des clauses contenues dans le règlement intérieur) : devenu sans objet (p. 2286) ; *article L. 122-38 du code du travail :* son amendement n° 202 (saisine du tribunal de grande instance des conflits résultant de l'application de l'article L. 122-35 du code du travail) ; compétence judiciaire en cas de violation des libertés publiques à l'intérieur de l'entreprise (p. 2294) : rejeté (p. 2295) ; *article L. 122-40 du code du travail :* son sous-amendement n° 264 à l'amendement n° 38 de la commission (précisant que la sanction est prise par l'employeur à l'encontre du salarié) ; notion d'agissement du salarié (p. 2301) ; définition législative et définition jurisprudentielle de la sanction ; rejeté (p. 2302) ; *article L. 122-41 du code du travail :* son amendement n 204 (exclusion des observations verbales de la catégorie des sanctions) (p. 2304) : retiré (p. 2305) ; échelle des peines et graduation des sanctions (p. 2308) ; *articel L. 122-42 du code du travail :* incohérence à vouloir interdire toute sanction pécuniaire et à maintenir dans le même temps la mise à pied (p. 2314) ; *article L. 122-44 du code du travail :* son amendement n° 206 (contrôle par le conseil de prud'hommes de l'existence de la faute reprochée aux salariés) ; son amendement n° 207 (pouvoir du conseil de prud'hommes d'apprécier si la sanction constitue un abus ou un détournement par le chef d'entreprise de son pouvoir disciplinaire) (p. 2322) ; rejetés (p. 2323) ; *après l'article L. 122-45 du code du travail :* interdiction de licencier un salarié en raison de ses opinions politiques, syndicales ou religieuses ; exemple de la radio et de la télévision où un certain nombre de journalistes et de professionnels ont été licenciés après le 10 mai en raison de leurs opinions politiques ; récupération du droit d'expression des travailleurs comme un droit d'organiser des réunions politiques ; maintien du pluralisme politique mais délimitation de ce qui relève de l'action politique et de ce qui n'en relève pas ; *explications de vote sur l'article 1er :* pouvoir disciplinaire et droit de la défense ; notion de sanction ; abstention du groupe U. D. F. (p. 2333) ; **article 4 :** son amendement n° 208 (coordination du texte de l'article 4 avec l'article L. 122-43) : retiré [18 mai 1982] (p. 2345) ; **article 6 :** formes de commandement dans les entreprises (p. 2351) ; rapports humains dans les ateliers ; propositions de Hyacinthe Dubreuil ; expériences des dernières années ; notion de droit d'expression collective directe ; création de conseils d'ateliers ; transformation du droit d'expression des travailleurs en droit à la réunion politique (p. 2352) ; son amendement n° 70 (modification de l'intitulé du titre VI du code du travail : « droit d'expression directe » des salariés) précision de la nature directe de l'expression des salariés afin d'éviter le détournement des dispositions de la loi au profit des syndicats qui entendent déstabiliser l'entreprise ; expression directe et représentation élue (p. 2357) : rejeté ; *article L. 461-1 du code du travail :* son amendement n° 71 (suppression de l'article) ; volonté des organisations syndicales de dénaturer l'esprit de l'expression directe des salariés ; citation du secrétaire général de la C. G. T. (p. 2358) : rejeté ; son amendement n° 72 (droit d'expression directe des salariés sur les lieux de travail) (p. 2359) : rejeté (p. 2360) ; son amendement n° 73 (substitution de l'expression « les travailleurs ont un droit d'expression » à l'expression « les travailleurs bénéficient d'un droit d'expression ») ; droit à la liberté d'expression et risque de confiscation de ce droit au profit de certaines confédérations syndicales ; problème de l'indépendance syndicale ; rejeté (p. 2361) ; son amendement n° 74 (substitution des mots « droit d'expression » aux mots « droit à l'expression ») ; souci d'uniformiser les termes ; principe du droit de grève : rejeté : son amendement n° 76 (remplacement de la notion « dispositions collectives » par la notion « expression individuelle ») ; son amendement n° 75 (suppression de la mention de l'expression collective) ; son amendement n° 241 (expression directe et individuelle des salariés) (p. 2362) : rejetés (p. 2364) ; son amendement n° 77 (exercice du droit d'expression sans remise en cause de la responsabilité du personnel d'encadrement) ; rappel des positions du parti socialiste et de la C. F. D. T. contre les cadres ; expérience italienne des conseils d'ateliers (p. 2366) : rejeté ; *article L. 461-2 du code du travail :* son amendement n° 78 (suppression de l'article) ; transformation des formes de commandement dans l'entreprise et développement de certaines expériences novatrices ; rappel des idées de fédéralisme d'entreprises et d'ateliers autonomes avancées par Hyacinthe Dubreuil ; expression directe des salariés sur leur lieu de travail, partie intégrante du travail lui-même (p. 2367) : rejeté ; son amendement n° 79 (précisant que l'exercice du droit d'expression fait partie de l'activité de travail) ; son amendement n° 80 (exercice du droit d'expression en dépendance immédiate de l'activité du travail et payé comme tel) (p. 2368) ; conception du Conseil économique et social du nouveau droit d'expression (p. 2369) : amendements nos 79 et 80 rejetés (p. 2370) ; son amendement n° 81 (remplacement de l'expression « institution d'un droit à l'expression des travailleurs » par l'expression « reconnaissance d'un droit à l'expression ») ; expérience passée de l'expression des travailleurs ; rejeté (p. 2381) ; *article L. 461-3 du code du travail :* son amendement n° 82 (précision dans un accord d'entreprise des projets d'expérimentation de l'expression directe des salariés) ; soumission du développement de ces expériences au visa obligatoire de certaines confédérations syndicales ; politique contractuelle ou rupture avec le capitalisme ; exemple de l'expérience conduite à Peugeot-Sochaux (p. 2388) : rejeté : son amendement n° 83 (substitution de l'appellation « droit d'expression » à celle de « droit à l'expression ») retiré (p. 2389) ; son sous-amendement n° 281 à l'amendement n° 139 de M. Philippe Séguin (possibilité de soumettre à référendum le projet prévoyant l'exercice du droit d'expression dans l'entreprise) (p. 2391) ; appartenance de la procédure du référendum au patrimoine syndical et démocratique de la France : rejeté (p. 2392) ; son amendement n° 84 (suppression de la disposition précisant le contenu de l'accord relatif aux modalités d'exercice du droit d'expression des salariés) (p. 2393) : rejeté ; son sous-amendement n° 282 à l'amendement n° 135 de M. Philippe Séguin (précision du rôle de l'encadrement dans les modalités d'exercice du droit d'expression) (p. 2394) ; problème de la place de l'encadrement dans l'entreprise ; citation extraite du livre « les entreprises et la gauche » (p. 2395) : rejeté (p. 2395) ; son amendement n° 209 (rédactionnel) (p. 2397) : rejeté ; son sous-amendement n° 287 à l'amendement n° 59 de la commission (organisations syndicales représentatives dans l'entreprise) ; expériences d'expression directe et collective des salariés dans les ateliers : rejeté ; son amendement n° 85 (précision dans l'accord relatif au droit d'expression du rôle dévolu à l'encadrement) (p. 2398) : rejeté ; son amendement n° 86 (explicitation du rôle de l'encadrement pris en compte dans les accords sur l'expression des salariés dans l'entreprise) : rejeté (p. 2399) ; reprend l'amendement n° 268 du Gouvernement : retiré (p. 2402) ; **avant l'article 7 :** son sous-amendement n° 289 à l'amendement n° 180 de M. Charles Millon (possibilité pour tout groupement de salariés représentant au moins 10 p. 100 du personnel de soumettre aux chefs d'entreprise un projet d'amélioration des conditions de travail) ; souci d'éviter des blocages de la politique contractuelle résultant de l'action de certains syndicats [19 mai 1982] (p. 2412) ; harmonisation avec le futur statut des sociétés anonymes européennes : rejeté (p. 2413) ; **article 7 :** institution d'une obligation de négocier et risque de démantèlement des expériences menées en matière d'expression des salariés ; institution de conseils d'ateliers ; relance de la politique contractuelle ; son amendement n° 210 (suppression de l'article 7) : rejeté ; son amendement n° 211 (publication par le Gouvernement d'un rapport retraçant les actions engagées pour favoriser l'expression directe des salariés) (p. 2415) : rejeté (p. 2416) ; sanctions prévues contre le chef d'entreprise qui n'aurait pas engagé les négociations (p. 2418) ; **article 8 :** bilan des expériences en cours dans les entreprises françaises en matière d'expression directe et collective des salariés ; champ d'expérimentation que constitue le secteur public élargi ; son amendement n° 212 (suppression de l'article 8) ; craintes que les négociations ne démantèlent un certain nombre d'expériences actuelles : rejeté ; son amendement n° 213 (établissement par le chef d'entreprise d'un rapport sur les résultats de l'application de la loi, communication de ce rapport au comité d'entreprise et transmission à l'inspecteur du travail (p. 2420) ; rejeté (p. 2422) ; son sous-amendement n° 284 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (remplacement de l'analyse des résultats par un rapport d'évaluation des résultats de l'application du droit d'expression) : rejeté (p. 2433) ; son sous-amendement n° 292 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (recueil par le chef d'entreprise de l'avis du comité d'entreprise sur son rapport) (p. 2425) : rejeté ; ses amendements nos 214 et 215 devenus sans objet (p. 2426) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 216 (présentation au Parlement par le

Gouvernement, avant le 31 décembre 1982, d'un rapport faisant le bilan des réalisations des entreprises destinées à favoriser l'expression des salariés) : retiré (p. 2441) ; **article 9 :** son amendement n° 217 (suppression de cet article) ; démarche des syndicats ; conclusions d'accords relatifs au droit d'expression entre les partenaires sociaux ; reprise des accords par la loi : rejeté (p. 2444) ; son amendement n° 218 (dépôt du rapport gouvernemental en 1986 au lieu de 1984) ; délai nécessaire au développement des expériences (p. 2445) : rejeté (p. 2446) ; son amendement n° 219 (présentation au Parlement par le Gouvernement des modalités d'exercice du droit d'expression des salariés) : retiré ; son amendement n° 220 (présentation du projet gouvernemental avant le 31 décembre 1987) : devenu son objet (p. 2447) ; son amendement n° 221 (incluant dans le projet gouvernemental la définition des moyens de nature à inciter les entreprises à généraliser l'application du droit d'expression des salariés résultant de l'expérimentation) : rejeté (p. 2448).

Deuxième lecture, discussion générale : règlement intérieur et sanctions disciplinaires [22 juillet 1982] (p. 4692) ; droit d'expression des salariés sur le lieu de travail (p. 4693).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-35 *du code du travail :* contrôle de la régularité des clauses du règlement intérieur par l'inspecteur du travail (p. 4695) ; *article L.* 122-36 *du code du travail :* modification du règlement intérieur (p. 4696) ; *article L.* 122-46 *du code du travail :* son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 14 de la commission (suppression des mots « de ses activités » à la fin de cet amendement) (p. 4702) ; notion d'activité syndicale : rejeté ; son amendement n° 59 devenu sans objet (p. 4703) ; **article 9 :** publication du rapport relatif à l'application des *articles L.* 461-1 *à L.* 461-3 *du code du travail* (p. 4706).

Explications de vote : dispositions dangereuses contenues dans le présent texte ; droit d'expression donné aux salariés (p. 4706).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L.* 411-1 *du code du travail :* son sous-amendement n° 558 à l'amendement n° 41 de la commission (définissant l'objet des syndicats professionnels) ; son sous-amendement n° 557 à l'amendement n° 41 de la commission (même objet) ; son amendement n° 556 (même objet) [24 mai 1982] (p. 2464) ; attachement du groupe U. D. F. à l'idée syndicale (p. 2465) ; nécessité de cantonner les activités des organisations syndicales à des activités purement syndicales ; refus de voir introduire la politique dans l'entreprise ; opposition aux « syndicats maisons » (p. 2466) ; distinction entre la représentation syndicale et la représentation élue ; maintien de la présomption de représentativité en faveur des centrales syndicales pour les élections professionnelles (p. 2467) ; son sous-amendement n° 558 retiré ; défense des intérêts matériels et moraux par les syndicats ; sous-syndicalisation de la France (p. 2468) ; caractère collectif de l'action syndicale ; son sous-amendement n° 557 rejeté (p. 2469) ; son sous-amendement n° 556 devenu sans objet (p. 2470) ; *article L.* 411-6 *du code du travail :* son sous-amendement n° 560 à l'amendement n° 44 de la commission (participation à la direction du syndicat sans discrimination politique, raciale ou religieuse) (p. 2473) ; politisation de la C. G. T. ; charte d'Amiens (p. 2474) : rejeté ; *article L.* 411-7 *du code du travail :* son sous-amendement n° 561 à l'amendement n° 45 de la commission (supprimant les mots « de salariés ») (p. 2475) ; volonté de la commission de permettre à des retraités de participer à un syndicat (p. 2476) : rejeté ; *article L.* 411-15 *du code du travail :* son amendement n° 562 (rôle des syndicats en matière de prévoyance) : rejeté ; *article L.* 411-21 *du code du travail :* son amendement n° 564 (défense par les syndicats des intérêts matériels et moraux liés à l'activité professionnelle des adhérents) ; son sous-amendement n° 563 à l'amendement n° 46 de la commission (défense par les syndicats des intérêts matériels et moraux de leurs membres) (p. 2477) ; son amendement n° 564 rejeté ; son sous-amendement n° 563 rejeté ; *article L.* 412-4 *du code du travail :* son amendement n° 565 (rédactionnel) : retiré (p. 2478) ; *article L.* 521-1 *du code du travail :* son sous-amendement n° 715 à l'amendement n° 49 de la commission (responsabilité civile des salariés, des syndicats et des représentants du personnel pour fait de grève) (p. 2480) : devenu sans objet (p. 2481) ; son sous-amendement n° 815 à l'amendement n° 766 du Gouvernement (même objet) (p. 2482) : rejeté (p. 2483) ; **Article 1er :** *article L.* 412-5 *du code du travail :* calcul des effectifs de l'entreprise [24 mai 1982] (p. 2500) ; principe de la « proratisation » (p. 2501) ; **article 2 :** renforcement des sections syndicales dans l'entreprise ; « cadeau » fait à la C. G. T. (p. 2504) ; *article L.* 412-6 *du code du travail :* son amendement n° 566 (concomittance entre la désignation du délégué syndical et la constitution de la section syndicale dans l'entreprise) (p. 2506) ; rejeté ; *article L.* 412-7 *du code du travail :* son amendement n° 693 (collecte des cotisations syndicales) ; opération « carte en mains » lancée par la C. G. T. (p. 2507-2508) ; devenu sans objet ; *article L.* 412-8 *du code du travail :* son amendement n° 694 (définition des publications et tracts syndicaux) ; son amendement n° 695 (précisant que cette diffusion aura lieu en dehors des lieux et temps de travail ou de repos) ; volonté de préserver une neutralité politique dans l'entreprise (p. 2509) ; rejetés ; son amendement n° 696 (supprimant le cinquième alinéa de cet article) : retiré (p. 2511) ; son amendement n° 697 (réunion de la section syndicale) [25 mai 1982] (p. 2516) ; rejeté (p. 2517) ; son amendement n° 377 (précisant que toute réunion syndicale organisée dans l'enceinte de l'entreprise doit exclure toute forme d'activité politique) ; laxisme du Gouvernement vis-à-vis de la C. G. T. et du parti communiste (p. 2522) ; rejeté (p. 2523) ; *article L.* 412-11 *du code du travail :* son amendement n° 698 (insérant le mot « préalablement » après les mots « ayant constitué » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; défense des cadres contre les actions dont ils sont victimes de la part de la majorité ; retiré (p. 2526) ; son amendement n° 699 (suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article) [27 mai 1982] (p. 2657) : rejeté (p. 2659) ; **article 3 :** contestation des conditions de désignation des délégués syndicaux ; utilisation des heures de délégation (p. 2668) ; opération « carte en main » de la C.G.T. (p. 2669) ; *article L.* 412-15 *du code du travail :* son sous-amendement n° 831 à l'amendement n° 65 de la commission (désignation des délégués syndicaux en dehors du cadre des conventions dans les entreprises de moins de cinquante salariés) ; jurisprudence de la Cour de cassation (p. 2671) : rejeté (p. 2672) ; son sous-amendement n° 700 à l'amendement n° 65 de la commission (insérant les mots « dans les entreprises employant habituellement plus de cinquante salariés » après les mots « désigné » dans le 2e alinéa de cet amendement) : rejeté ; possibilité de déférer à la Cour de cassation la décision du tribunal ; possibilité donnée au tribunal d'instance de statuer d'urgence (p. 2672) ; définition des critères relatifs à la notion de baisse d'effectifs ; appréciation de l'évolution des effectifs par les responsables départementaux du travail (p. 2673) ; *article L.* 412-17 *du code du travail :* son amendement n° 379 (suppression du 2e alinéa du texte proposé pour cet article) ; problème de la liberté de circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise : rejeté (p. 2675) ; refus de permettre aux délégués syndicaux de se déplacer dans l'entreprise en dehors de leurs heures habituelles de travail ; déplacement des délégués syndicaux dans l'entreprise ne devant pas entraver le bon fonctionnement de celle-ci (p. 2677) ; amendements n° 701 et n° 378 : devenus sans objet (p. 2678) ; son amendement n° 380 (précisant que les salariés peuvent demander à ne pas être importunés à leur poste de travail par les délégués syndicaux) ; son amendement n° 702 (modalités d'exercice de la fonction de délégué syndical) ; amendement n° 380 non soutenu (p. 2690) ; amendement n° 702 rejeté (p. 2691) ; **article 4 :** son amendement n° 704 (insérant les mots « désigné régulièrement dans les entreprises employant plus de cinquante salariés » après les mots « délégué syndical » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 703 (cas de la résolution judiciaire du contrat de travail) : rejeté (p. 2692) ; son amendement n° 381 (rédactionnel) : rejeté (p. 2693) ; **article 5 :** *article L.* 412-19 *du code du travail :* son amendement n° 705 (précisant que le droit à réintégration ne peut s'exercer que lorsque l'annulation est devenue définitive) : rejeté (p. 2701) ; **article 6 :** son amendement n° 382 (précisant que le temps passé par les délégués syndicaux à l'exercice de leur fonction syndicale est payé comme temps de travail effectif) (p. 2704) : rejeté ; son amendement n° 383 (suppression du paragraphe 1 de cet article) : retiré (p. 2705) ; son amendement n° 384 (suppression du paragraphe II du texte proposé pour cet article) ; temps nécessaire à l'exercice des missions syndicales : retiré [28 mai 1982] (p. 2729) ; **son rappel au règlement :** procédure de retrait des amendements ; arbitrage rendu par le parti socialiste (p. 2733) ; **son rappel au règlement :** procédure de retrait des amendements

(p. 2736) ; fonctionnement du débat (p. 2737) ; **son rappel au règlement :** travaux de la commission (p. 2738) ; **article 7 :** son amendement n° 385 (de suppression) ; inutilité de cet article : rejeté ; son amendement n° 386 (substituant au mot « accord » le mot « contrat » dans le texte proposé pour l'article L. 412-21 du code du travail) (p. 2739) : rejeté ; nécessité d'empêcher toute limitation unilatérale à l'exercice de la fonction de délégué syndical ; organisation du travail dans un atelier ; **après l'article 7 :** son amendement n° 387 (insérant les mots « directement ou indirectement » après les mots « tendant à obliger » dans le deuxième alinéa de l'article L. 413-2 du code du travail) ; dispositions de la loi Moisan ; monopole d'embauche exercé par les syndicats du livre ; utilisation du label syndical : rejeté (p. 2740) ; **article 8 :** problème des délégués du personnel ; volonté de la C.G.T. d'obtenir le monopole des candidatures au premier tour (p. 2743) ; *article L. 421-1 du code du travail :* son amendement n° 388 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) ; institution de délégués du personnel par voie conventionnelle : rejeté (p. 2746) ; son sous-amendement n° 860 à l'amendement n° 848 du Gouvernement (substituant au mot « site » le mot « chantier » dans cet amendement) (p. 2754) ; notion de « site » (p. 2755) : rejeté (p. 2756) ; nécessité d'aligner le régime des établissements publics sur celui du secteur privé (p. 2757) ; *article L. 421-2 du code du travail :* son sous-amendement n° 864 à l'amendement n° 79 de la commission (suppression des mots « les travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) : retiré (p. 2758) ; *article L. 422-1 du code du travail :* son amendement n° 389 (insérant les mots « qui n'aurait pas été directement satisfaite » après les mots « ou collective » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) ; équilibre entre les trois représentations du personnel : rejeté ; son amendement n° 390 (substituant aux mots « aux salaires » les mots « à l'application du taux de salaire ») (p. 2760) : rejeté ; confusion entre les missions de délégué du personnel et de délégué syndical (p. 2761) ; son amendement n° 276 (précisant que l'inspecteur du travail peut se faire accompagner dans ses visites par le délégué compétent) (p. 2762) : rejeté ; son amendement n° 277 (insérant les mots « appartenant à l'entreprise ou à l'établissement » après les mots « délégués compétent » dans le septième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 278 (substituant au mot « conservent » le mot « ont » dans le huitième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2763) ; nécessité de permettre aux salariés de présenter directement leurs réclamations individuelles : rejeté (p. 2764) ; **article 9 :** *article L. 422-3 du code du travail :* généralisation des comités d'entreprise (p. 2766) ; **article 10 :** présentation des candidats à l'élection des délégués du personnel ; maintien de la distinction entre les fonctions de délégué syndical et de délégué du personnel ; introduction d'une plus grande souplesse dans l'élection des délégués du personnel ; appréciation de la représentativité du syndicat au niveau des entreprises [1er juin 1982] (p. 2779) ; problème de la présomption de représentativité des confédérations syndicales représentatives au plan national (p. 2780) ; nécessité de mettre en place un syndicalisme fort ; affaiblissement actuel du mouvement syndical français traditionnel (p. 2781) ; *article L. 423-4 du code du travail :* son amendement n° 279 devenu sans objet (p. 2786) ; **article 11 :** *article L. 423-6 du code du travail :* son amendement n° 280 (possibilité pour les délégués du personnel d'être élus par un collège électoral unique « après accord de toutes les organisations syndicales intéressées ») : rejeté (p. 2792) ; *article L. 423-7 du code du travail :* suppression de la disposition imposant aux candidats au comité d'entreprise de s'exprimer en français (p. 2794) ; son amendement n° 281 (précisant que l'article L. 429 du code du travail devient l'article L. 423-8) (p. 2798) ; nécessité pour les délégués du personnel de s'exprimer en français ; déclaration du ministre de la culture selon laquelle la langue française est une langue de colonisation culturelle ; construction de foyers de travailleurs immigrés ; efforts d'alphabétisation (p. 2799) ; rejeté (p. 2800) ; **article 12 :** *article L. 423-12 du code du travail :* son amendement n° 282 (substituant aux mots « les deux tiers » les mots « de la moitié » dans le texte proposé pour cet article) (p. 2802) ; rejeté (p. 2803) ; **article 13 :** contrôle du tribunal d'instance sur les opérations électorales ; respect des principes du droit électoral (p. 2805) ; atteinte portée à la démocratie dans l'entreprise (p. 2806) ; son amendement n° 283 (précisant que l'article L. 420-15 devient l'article L. 423-15) (p. 2807) ; rejeté (p. 2808) ; **article 15 :** révocation possible d'un délégué du personnel sur proposition de l'organisation syndicale qui l'a présenté ; volonté du Gouvernement d'assurer la prééminence de l'organisation syndicale sur l'élu du personnel ; problème du remplacement du délégué du personnel (p. 2818) ; *article L. 423-18 du code du travail :* son amendement n° 284 (supprimant les mots « ou se trouve momentanément absent pour un cas quelconque » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 285 (délégué souhaitant être momentanément remplacé en cas d'empêchement temporaire réel ») ; souhaite que soit précisée la notion « d'absence momentanée » ; rejeté (p. 2819) ; volonté du groupe socialiste de défendre le syndicat par rapport à l'individu ; nécessité d'éviter la confusion de mission de délégué du personnel et de délégué syndical (p. 2821) ; *article L. 423-19 du code du travail :* son amendement n° 286 (insérant les mots « présent dans l'entreprise » après les mots « les organisations syndicales intéressées » dans le 1er alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2824) ; son amendement n° 287 (substituant le mot « le mois » aux mots « les trois mois » dans le 4e alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2826) ; **article 16 :** crédit d'heures des délégués du personnel exerçant les attributions du comité d'entreprise ; paiement des heures de délégation comme temps de travail : confusion entre la fonction de délégué syndical et la fonction de délégué du personnel (p. 2830) ; législation des abus en matière d'utilisation des heures de délégation (p. 2831) ; *article L. 424-3 du code du travail :* son amendement n° 290 (suppression du 1er alinéa) : retiré (p. 2832) ; ces amendements nos 289 et 288 : devenus sans objet ; son amendement n° 291 (précisant que les salariés peuvent demander à ne pas être importunés à leur poste de travail par les délégués du personnel) : retiré ; son amendement n° 522 (précisant les conditions d'exercice de la fonction de délégué du personnel) : rejeté (p. 2833) ; **article 17 :** son amendement n° 292 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté [2 juin 1982] (p. 2841) ; **article 18 :** *article L. 425-1 du code du travail :* son amendement n° 296 (procédure de licenciement des délégués du personnel) (p. 2846) : retiré ; maintien du rôle du comité d'entreprise en matière de licenciement des délégués du personnel (p. 2847) ; différence entre les missions des délégués du personnel et des délégués syndicaux ; méfiance exprimée par le ministre du travail vis-à-vis du comité d'entreprise ; son amendement n° 293 (procédure suivie en cas d'avis défavorable du comité d'entreprise) (p. 2849) ; rôle de l'inspecteur du travail en matière de licenciement des délégués du personnel : rejeté (p. 2850) ; son amendement n° 294 (suppression de la seconde phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) ; nécessité de préciser que la mise à pied n'est pas annulée de plein droit en cas de refus de licenciement (p. 2851) : rejeté ; son amendement n° 295 (supprimant la fin du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « leur mandat ») ; distinction entre mise à pied préparatoire à un licenciement et mise à pied disciplinaire ; retiré (p. 2852) ; son rappel au règlement : opposition du Gouvernement à des amendements adoptés par la commission ; utilisation de l'article 88 du Règlement ; procédure de retrait des amendements (p. 2853) ;

article 20 : différentes représentations du personnel ; rôle du comité d'entreprise ; actions de la C. G. T. dans l'entreprise [3 juin 1982] (p. 2906) ; *article L. 431-1 du code du travail :* son amendement n° 297 (complétant le sixième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « en matière de gestion des œuvres sociales et culturelles ») ; personnalité civile dont sont dotés les comités d'entreprise (p. 2912) ; devenu sans objet (p. 2913) ; *article L. 431-3 du code du travail :* son amendement n° 298 (coopération du comité d'entreprise avec la direction à l'amélioration des conditions d'emploi et de travail) (p. 2918) ; missions de coopération du comité d'entreprise ; action de la C. G. T. dans l'entreprise (p. 2925) ; cadre dans lequel vont s'exercer les activités du comité d'entreprise (p. 2927) ; devenu sans objet ; son amendement n° 299 (suppression du paragraphe III de cet article) ; nécessité de maintenir la spécificité de la protection des salariés du monde agricole ; rejeté (p. 2928) ; accroissement des moyens d'information des membres du comité d'entreprise ; contenu du « guide du militant de la C. G. T. » (p. 2929) ; son sous-amendement n° 912 à l'amendement n° 112 de la commission (complétant la première phrase du premier alinéa de cet amendement par les mots « en matière de gestion des œuvres sociales et culturelles ») (p. 2932) ; gestion du comité d'entreprise (p. 2933) ; rejeté (p. 2934) ; **son rappel au règlement :** importance du nombre des amendements déposés par le Gouvernement (p. 2935) ; son sous-amendement n° 914 à l'amendement n° 114 de la commission (interdiction des réunions politiques dans l'entreprise)

(p. 2937) ; rejeté (p. 2939) ; **article 21 :** nouveaux moyens donnés au comité d'entreprise pour l'exercice de ses missions ; action de la C. G. T. dans les entreprises [4 juin 1982] (p. 2967) ; *article L.* 432-1 *du code du travail :* **son rappel au règlement :** conflits Citroën et Talbot (p. 2972) ; son amendement n° 300 (précisant que le comité d'entreprise coopère avec la direction à l'amélioration des conditions d'emploi et de travail) (p. 2973) ; rejeté (p. 2974) ; information du comité d'entreprise sur l'évolution de la structure et du montant des salaires ; son amendement n° 523 (rôle de l'inspecteur des lois sociales en agriculture) ; rejeté ; son sous-amendement n° 841 à l'amendement n° 116 de la commission (suppression des mots « et consulté ») (p. 2976) ; rejeté, son amendement n° 524 (suppression des mots « et consulté » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) ; cas de la reprise d'une entreprise ; devenu sans objet ; inutilité d'informer systématiquement le comité d'entreprise de toutes les prises de participation (p. 2978) ; acquisitions ou cessions de filiales ; cas dans lesquels la perspective de transformation des structures de l'entreprise doivent entraîner la consultation du comité ; son amendement n° 525 (suppression du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) ; avis donné par le comité d'entreprise sur les augmentations de prix (p. 2979) ; rejeté (p. 2980) ; *article L.* 432-2 *du code du travail :* son amendement n° 527 (précisant que le comité d'entreprise étudie les mesures envisagées en vue d'améliorer la production et la productivité de l'entreprise) ; reprise d'une revendication ancienne de la C. F. D. T. (p. 2982) ; rejeté (p. 2983) ; mauvaise circulation des informations concernant les technologies nouvelles par l'intermédiaire du comité d'entreprise ; attitude conservatrice de certains syndicats en matière d'emploi (p. 2985) ; son amendement n° 526 (supprimant la fin du texte proposé pour cet article après les mots « marche générale de l'entreprise ») : rejeté (p. 2986) ; *article L.* 432-3 *du code du travail :* son sous-amendement n° 842 à l'amendement n° 122 de la commission (complétant celui-ci par la phrase « il est obligatoirement saisi pour avis des règlements qui s'y rapportent) : retiré (p. 2987) ; ses amendement n°s 528 et 529 devenus sans objet (p. 2988) ; son amendement n° 530 (contenu du plan de formation) : retiré (p. 2995) ; poursuites éventuelles en cas de non-consultation du comité d'entreprise lorsque celle-ci est obligatoire (p. 2996) ; *article L.* 432-4 *du code du travail :* transparence des rémunérations ; son amendement n° 532 (précisant que les informations contenues dans le rapport d'ensemble doivent être tenues à la disposition de tout salarié en faisant la demande) (p. 3001) ; rejeté (p. 3002) ; son amendement n° 533 (suppression du onzième alinéa du texte proposé pour cet article) ; mission des commissaires aux comptes ; retiré (p. 3003) ; son amendement n° 531 (précisant que le chef d'entreprise rend compte en les motivant des avis et des vœux émis par le comité d'entreprise) : retiré (p. 3005) ; **article 22 :** son amendement n° 534 (substituant au mot « œuvres » le mot « activités » à la fin du paragraphe II de cet article) : adopté [7 juin 1982] (p. 3016) ; son amendement n° 706 (développement des activités sportives dans l'entreprise) (p. 3017) ; rejeté ; son amendement n° 535 (part de la masse salariale versée pour le financement des institutions sociales) (p. 3018) ; rejeté ; son amendement n° 536 (précisant que la contribution versée par l'employeur est portée à la connaissance de chaque salarié sur sa feuille de paie) rejeté (p. 3019) ; **article 23 :** *article L.* 433-2 *du code du travail :* son amendement n° 707 (précisant que sur une liste de candidats peut figurer au maximum un nombre de candidats double de celui des représentants à élire) rejeté, son amendement n° 708 (listes de candidats pouvant être présentées directement par les salariés) : rejeté (p. 3024) ; son amendement n° 537 (substituant aux mots « l'inspecteur du travail » les mots « le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre » dans le septième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3025) ; son amendement n° 539 (suppression du paragraphe III de cet article) : rejeté (p. 3026) ; **article 24 :** *article L.* 433-12 *du code du travail :* son amendement n° 542 (suppression de la fin du paragraphe VIII de cet article après la première phrase du premier alinéa) : rejeté (p. 3037) ; son amendement n° 543 (supprimant le mot « partielles » au début du deuxième alinéa du paragraphe VIII de cet article) : rejeté (p. 3038) ; **article 25 :** *article L.* 433-13 *du code du travail :* son amendement n° 544 (substituant aux mots « le mois » les mots « les trois mois » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3043) ; son amendement n° 545 (supprimant les mots « de travailleurs » dans la seconde phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3044) ; **article 26 :** son amendement n° 546 (substituant aux mots « membres présents » le mot « voix » dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article) : rejeté ; son amendement n° 547 (précisant qu'en cas de partage de voix la voix du président est prépondérante) : rejeté ; son amendement n° 548 (insérant les mots « et portant les mentions rectificatives éventuelles » après le mot « adopté » dans le second alinéa du paragraphe III de cet article) : rejeté ; son amendement n° 709 (insérant les mots « sous la double signature du président et du secrétaire du comité » après les mots « peut être affiché » dans le second alinéa du paragraphe III de cet article) (p. 3048) : rejeté (p. 3049) ; *article L.* 434-5 *du code du travail :* son amendement n° 549 (substituant aux mots « de la catégorie des cadres » les mots « du deuxième collège et un représentant du troisième collège » dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3054) ; *article L.* 434-6 *du code du travail :* son sous-amendement n° 939 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (suppression du troisième alinéa de cet amendement) (p. 3067) : rejeté ; son sous-amendement n° 941 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (insérant les mots « agréé auprès des tribunaux » après le mot « expert » dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement) (p. 3068) : rejeté ; son sous-amendement n° 943 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (précisant que l'expert comptable est rémunéré par l'entreprise) : rejeté (p. 3069) ; ses amendements n°s 551, 552 et 550 devenus sans objet (p. 3070) ; **article 27 :** *article L.* 434-10 *du code du travail :* son amendement n° 553 (précisant que les stages de formation peuvent être organisés par le service de formation de l'entreprise) : rejeté (p. 3078) ; **article 28 :** *article L.* 435-1 *du code du travail :* son amendement n° 554 (complétant le second alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « en matière de gestion des œuvres sociales et culturelles ») : rejeté ; *article L.* 435-2 *du code du travail :* son amendement n° 555 (insérant les mots « ou participent à cette gestion » après le mot « culturelles » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3080) : rejeté (p. 3081) ; **article 29 :** protection des représentants du personnel au comité d'entreprise [8 juin 1982] (p. 3089) ; *article L.* 436-1 *du code du travail :* protection des candidats éventuels (p. 3090) ; nécessité de ne pas multiplier le nombre des salariés protégés ; protection des salariés ayant demandé à l'employeur d'organiser des élections au comité d'entreprise (p. 3092) ; *article L.* 436-2 *du code du travail :* cas des membres élus du comité d'entreprise titulaires d'un contrat à durée déterminée (p. 3093) ; **article 30 :** incohérence juridique contenue dans cet article ; comités de groupe (p. 3098, 3099) ; **son rappel au règlement :** proteste contre le fait que M. Paul Quilès a pris deux fois la parole sur cet article (p. 3099) ; création du comité central de groupe (p. 3101) ; directive Vredeling ; *article L.* 439-1 *du code du travail :* diffusion de l'information (p. 3102) ; *article L.* 439-3 *du code du travail :* mise en application des dispositions figurant dans la proposition de directive Vredeling ; nécessité de préciser que les chefs d'entreprise représentés au comité de groupe peuvent assister aux réunions du comité de groupe (p. 3114) ; nécessité de préciser qu'une société dans laquelle plusieurs autres sociétés ont des participations ne peut être représentée que dans un seul comité de groupe ; instauration d'une symétrie entre le comité de groupe et le comité d'entreprise (p. 3115) ; répartition des sièges affectés à chaque collège ; volonté d'appeler le comité de groupe « comité syndical de groupe » ; précise que les amendements du groupe U. D. F. sont inspirés par la directive Vredeling (p. 3117) ; *article L.* 439-5 *du code du travail :* délai pour l'application des dispositions concernant le comité de groupe ; **après l'article 30 :** nécessité de subordonner à l'application des dispositions du présent chapitre à l'organisation des groupes de sociétés (p. 3118) ; **après l'article 33 :** non-cumul des crédits d'heures (p. 3121) ; **avant l'article 1er :** son amendement n° 253 précédemment réservé (interdiction de prendre en considération l'appartenuance à un syndicat lors de toute embauche) ; loi Moisan (p. 3122) ; monopole d'embauche : retiré ; son amendement n° 376 précédemment réservé (insérant les mots « ou toute personne ou organisme » après les mots « à tout employeur » dans le premier alinéa de l'article L. 412-2 du code du travail) (p. 3123) : rejeté ; son amendement n° 375 précédemment réservé (insérant les mots « la délivrance de cartes professionnelles » après les mots « l'embauchage » dans le premier alinéa de l'article L. 412-2 du code du travail) : rejeté ; son sous-amendement n° 951 à l'amendement n° 463 de M. Jean-Michel Belorgey précédemment réservé (insérant le mot « expressément » après les mots « toute mesure »

au début du deuxième alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 952 à l'amendement n° 9 de Mme Muguette Jacquaint précédemment réservé (insérant les mots « ou tout refus d'embauche » après les mots « tout licenciement » au début du deuxième alinéa de cet amendement) ; preuve de la matérialité des faits (p. 3124) ; monopole dont dispose la C. G. T. dans certains secteurs ; collusion existant entre le patronat et la C. G. T. dans le secteur des docks du port de Marseille (p. 3125) ; sous-amendement n° 952 devenu sans objet ; sous-amendement n° 951 devenu sans objet (p. 3126) ; **article 2** (*suite*) précédemment réservé : vote hostile du groupe U. D. F. sur le projet (p. 3128).

Explications de vote : attachement à l'équilibre entre les trois représentations du personnel ; confusion opérée entre les missions syndicales et les missions de représentants élus ; confiscation de la démocratie dans l'entreprise ; refus de la majorité d'accorder le droit à l'information directe des salariés dans l'entreprise ; confiscation des organisations représentatives ; déstabilisation de la vie économique et des entreprises (p. 3137).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** histoire de la politique contractuelle en France ; différences d'appréciation entre les syndicats réformistes et les syndicats révolutionnaires ; volonté de placer la politique contractuelle sous la tutelle de l'Etat ; précision du contenu des contrats collectifs ; développement des accords d'entreprise ; rôle des syndicats ; disparités sociales au détriment des petites entreprises ; répercussion par les grandes entreprises des coûts sociaux sur les consommateurs [8 juin 1982] (p. 3142) ; son amendement n° 212 (substitution des termes de « contrats collectifs » à ceux d' « accords collectifs ») ; notion de contrat et de relance en 1969 de la politique contractuelle ; opposition entre réformistes et révolutionnaires sur la notion de politique contractuelle ; conception marxiste du droit ; accord signé à E. D. F. en 1970 (p. 3144) : rejeté (p. 3145) ; **article 2 :** définition du champ d'application des conventions collectives ; fonctions des syndicats ; loi du 24 mars 1919 (p. 3146) ; **article 4 :** nécessité de couvrir l'ensemble des salariés par une convention collective ; politique contractuelle et progrès social ; faiblesse relative de la politique contractuelle en France en raison de l'interventionnisme gouvernemental ; paralysie de la politique contractuelle par l'attitude des organisations syndicales [9 juin 1982] (p. 3183) ; imposition d'une négociation annuelle ; exemple des Etats-Unis ; nécessité de privilégier les négociations à l'échelon des branches (p. 3184) ; *article L. 132-1 du code du travail :* son amendement n° 216 (suppression de la disposition relative à l'accord collectif de travail) ; accords d'entreprise : rejeté (p. 3185) ; *article L. 132-2 du code du travail :* son amendement n° 218 (suppression de la mention d'accord) (p. 3186) : rejeté (p. 3187) ; son sous-amendement n° 337 à l'amendement n° 2 de M. Alain Bocquet (obligation pour les organisations syndicales représentatives signataires d'avoir recueilli au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés par les salariés dans le champ d'application de la convention) (p. 3189) ; revendications par le parti communiste et la C. G. T. du quasi-monopole de la signature des accords collectifs et des conventions ; hostilité de la C. G. T. à la politique contractuelle ; retiré (p. 3190) ; *article L. 132-4 du code du travail :* comportement de la C. G. T. : éloignement d'une partie importante de la classe ouvrière de la pratique normale de la vie syndicale ; conséquences sur la politique contractuelle (p. 3191) ; *article L. 132-5 du code du travail :* son amendement n° 222 (suppression de la mention des accords collectifs du travail) : retiré (p. 3192) ; *article L. 132-8 du code du travail :* convention collective à durée déterminée et caractère réciproque des obligations ; dénonciation des conventions à durée indéterminée ; pouvoir des organisations syndicales [10 juin 1982] (p. 3214) ; son amendement n° 227 (de conséquence) : retiré (p. 3215) ; *article L. 132-9 du code du travail :* son amendement n° 230 (représentativité des organisations de salariés sur le plan national ou dans la branche d'activité intéressée) (p. 3221) : rejeté (p. 3222) ; *article L. 132-12 du code du travail :* son amendement n° 239 (suppression de la mention des accords professionnels) ; articulation entre le contrat passé au niveau de la profession et l'accord conclu dans l'entreprise ; rôle du syndicalisme : exemples de l'Allemagne et des Etats-Unis ; politique contractuelle au service des plus défavorisés : rejeté ; son amendement n° 237 (remplacement du caractère annuel de la négociation par la détermination de sa périodicité par voie contractuelle [10 juin 1982] (p. 3234) ; conséquences de la négociation annuelle à l'intérieur des entreprises ; multiplication des « égoïsmes » d'entreprise et risque de surenchère : rejeté ; son amendement n° 240 (suppression de la limitation de la négociation annuelle dans l'entreprise au problème des salaires) : rejeté (p. 3235) ; son amendement n° 241 (suppression de la mention des salaires comme objet de la négociation) : rejeté ; son amendement n° 238 (suppression du caractère annuel de l'examen de l'évolution économique et de la situation de l'emploi dans la branche au moment de la négociation) (p. 3236) : retiré (p. 3237) ; *article L. 132-18 du code du travail :* son amendement n° 248 (suppression de la mention du droit des salariés à la négociation) (p. 3242) : rejeté (p. 3243) ; *article L. 132-24 du code du travail :* son amendement n° 255 (suppression de l'article) [11 juin 1982] (p. 3281) ; institution d'un droit de veto sur les conventions d'entreprise au profit de certaines organisations syndicales (p. 3282) : rejeté ; application du droit de veto syndical dans le cas de clauses conventionnelles gravement dérogatoires (p. 3283) ; expériences consistant à réserver certains avantages aux seuls ouvriers syndiqués (p. 3284) ; inutilité du droit de veto syndical (p. 3285) ; *article L. 132-25 du code du travail :* son sous-amendement n° 348 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oelher (obligation pour l'employeur d'engager la négociation en l'absence d'autres dispositions contractuelles analogues conclues en dehors de l'entreprise et engageant celle-ci au cours des douze mois précédents) ; risque d'une multiplication des niveaux de négociation : rejeté ; son sous-amendement n° 346 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oelher (obligation pour l'employeur de procéder chaque année à un examen avec les organisations syndicales présentes dans l'entreprise portant notamment sur les salaires, la durée et l'organisation du temps de travail) : rejeté (p. 3289) ; ses amendements n° 264 et 265 devenus sans objet (p. 3292) ; *article L. 132-26 du code du travail :* fixation du nombre de délégués salariés participant aux négociations (p. 3295) ; *avant l'article 132-25 du code du travail* (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 256 (mention de la négociation contractuelle) : devenu sans objet ; *article L. 132-31 du code du travail :* son amendement n° 278 (suppression de l'article) [11 juin 1982] (p. 3311) ; accords professionnels conclus au niveau du marché du travail ou au niveau de l'entreprise (p. 3312) : rejeté (p. 3313) ; son amendement n° 282 (substitution de la mention des conventions à celle des accords) ; problème des sites commerciaux ; zones artisanales ; accords à l'échelle d'un quartier ou d'un petit pays : rejeté (p. 3314) ; son amendement n° 283 (tendant à éviter que les accords concernant les entreprises de moins de onze salariés ne puissent également regrouper des entreprises plus importantes) : rejeté (p. 3315) ; conditions du débat (p. 3316) ; **article 7 :** *article L. 133-1 du code du travail :* extension des conventions collectives ; négociation annuelle sur les salaires ; blocage des prix et des salaires ; réaction des syndicats [25 juin 1982] (p. 3863) ; suspension de la politique contractuelle ; son amendement n° 285 (appréciation de la représentativité des organisations syndicales) (p. 3864) : rejeté ; son amendement n° 286 (mention de l'indépendance syndicale réelle) ; déviation de la politique contractuelle par la politisation de certains syndicats ; relations entre la C. G. T. et le parti communiste : rejeté ; son amendement n° 287 (suppression parmi les critères de la représentativité syndicale de la référence à l'attitude patriotique pendant l'occupation) (p. 3865) : rejeté ; son amendement n° 288 (prise en compte de l'attitude patriotique des syndicats seulement « le cas échéant » pour déterminer leur représentativité) : rejeté (p. 3866) ; **article 8 :** *article L. 133-3 du code du travail :* nécessité d'une procédure permettant éventuellement d'élargir le « club » des syndicats représentatifs ; contrôle de la juridiction administrative ; son amendement n° 289 compétence du tribunal de grande instance pour reconnaître la représentativité d'un syndicat) : rejeté ; *article L. 133-5 du code du travail :* mention de l'exercice du droit syndical dans les conventions collectives (p. 3870) ; notion de travaux pénibles (p. 3871) ; système d'échelle mobile des salaires (p. 3872) ; insertion dans les conventions collectives de dispositions particulières concernant l'activité dans l'entreprise des parents d'enfants d'âge pré-scolaire (p. 3873) ; *article L. 133-8 du code du travail :* son amendement n° 296 (de conséquence) : rejeté ; procédure d'extension des conventions collectives et risques de surenchère syndicale (p. 3874) ; **article 9 :** *article L. 135-1 du code du travail :* son amendement n° 299 (mention des obligations réciproques contenues dans les accords collectifs) (p. 3878) : rejeté ; son amendement n° 298 (de conséquence) : rejeté ; son amendement n° 300 (précisant que les contrats collectifs lient les parties

dans le cadre de leurs obligations réciproques) : rejeté ; histoire de la politique contractuelle (p. 3879) ; *article L. 135-3 du code du travail :* son amendement n° 301 (de conséquence) : rejeté ; son amendement n° 302 (réaffirmant que les contrats entraînent des obligations réciproques) : rejeté ; son amendement n° 303 (supprimant la disposition prévoyant que les organisations signataires ne sont garantes de l'exécution de la convention que dans la mesure déterminée par celle-ci) : rejeté ; *article L. 135-5 du code du travail :* son amendement n° 304 (rédactionnel) (p. 3880) : rejeté ; son amendement n° 305 (action en dommages-intérêts visant à obtenir l'exécution des engagements contractés) : adopté (p. 3881) : *article L. 135-8 du code du travail :* information du comité d'entreprise ou des délégués du personnel en cas de modification de la convention collective ; *article L. 136-1 du code du travail :* mention des organisations syndicales les plus représentatives au plan national (p. 3883) ; représentation de entreprises publiques au sein de la commission nationale de la négociation collective par leurs ministres de tutelle (p. 3884) ; *article L. 136-2 du code du travail :* suivi de l'évolution des coûts salariaux par la commission nationale de la négociation collective (25 juin 1982) (p. 3887) ; **article 10 :** *article L. 153-1 du code du travail :* sanctions en cas de manquement à l'obligation de négociation annuelle sur les salaires (p. 3891) ; **article 11 :** son amendement n° 311 (mention des stipulations collectives ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension) : retiré ; **article 12 :** procédures de règlement des conflits collectifs du travail ; droit de grève ; conflits sociaux chez Citroën et Talbot (p. 3892) ; amélioration des procédures d'arbitrage et de conciliation (p. 3893) ; *article L. 522-1 du code du travail :* procédure de conciliation, de médiation et d'arbitrage dans les litiges relatifs à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ; **article 28 :** son amendement n° 312 (suppression de l'article) retiré (p. 3897).

Explications de vote : multiplication des niveaux de négociation ; risque de paralysie de la politique contractuelle ; droit pour une organisation syndicale minoritaire de valider une convention collective (p. 3898) ; conception syndicale de la vie contractuelle (p. 3899).

— **Son rappel au règlement :** utilisation, faite par la commission, de l'article 88 du règlement ; retrait des amendements (1er juin 1982) (p. 2815).

— **Son rappel au règlement :** action de la C.G.T. ; conflit social se déroulant à l'usine Talbot-Poissy (3 juin 1982), (p. 2919).

— **Fait personnel :** s'élève contre l'interprétation faite par le groupe communiste de son engagement politique alors qu'il était étudiant ; action de la C. G. T. (3 juin 1982) (p. 2921).

— **Son rappel au règlement :** modification de l'ordre dans lequel sont discutés les projets de loi inscrits à l'ordre du jour (8 juin 1982) (p. 3106).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** engagements du Président de la République ; augmentation du poids de la fiscalité indirecte (26 mai 1982) (p. 2602).

Troisième lecture, discussion générale : politique économique du Gouvernement ; blocage des prix ; radicalisation de la politique menée par le Gouvernement ; rôle de la C. G. T. ; augmentation de la T.V.A. (18 juin 1982) (p. 3594).

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale : rapports entre le plan et le marché [14 juin 1982] (p. 3353) ; prévisions économiques ; plan intérimaire ; planification et expression d'un projet social, politique et culturel ; moyens de contraindre les entreprises privées à respecter le plan ; liberté de l'information ; rôle de l'Etat dans la société française ; exemple de la circulation routière (p. 3354).

Discussion des articles : **article 1er :** difficultés de la planification culturelle ; plan, lieu de négociation des contraintes (p. 3361) ; son sous-amendement n° 175 à l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Planchou (suppression du domaine culturel du champ de la planification) : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 176 de l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Planchou (suppression de la disposition relative aux recommandations concernant la politique de coopération et les relations contractuelles entre les partenaires sociaux) : devenu sans objet ; **son rappel au règlement :** retrait d'un amendement par la commission des finances ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Soisson : suspension de la discussion des articles pour l'examen par la commission des amendements déposés depuis sa réunion tenue en application de l'article 88 ; retrait d'un amendement par la commission (p. 3362).

— **Son rappel au règlement :** fixation de l'ordre du jour [15 juin 1982] (p. 3398).

— **Son rappel au règlement :** tenue des débats parlementaires ; information relative à la tenue d'une session extraordinaire [29 juin 1982] (p. 4002).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion générale : réforme de la sécurité sociale ; effet pervers d'un système de redistribution fondé sur l'Etat providence ; existence d'un quart monde en France [8 juillet 1982] (p. 4330) ; danger d'une mainmise de certains syndicats sur les organismes de sécurité sociale ; nécessité de modifier les structures des institutions sociales ; autonomie des différents régimes particuliers ; son opposition à l'idée selon laquelle il suffirait de faire payer les patrons ; part réservée aux employeurs dans le conseil d'administration ; émancipation des institutions sociales (p. 4331).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Explications de vote : radicalisation de la politique du Gouvernement [20 juillet 1982] (p. 4543) ; attitude du parti communiste ; révolte de l'opinion française (p. 4544).

— **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).**

Première lecture, discussion générale : refus de la fuite en avant dans la répression ; pouvoirs exorbitants dont disposent certains agents de l'administration en matière d'investigation, de contrôle, de perquisition, de saisie et de peines transactionnelles ; lutte contre les trafics de drogue [21 juillet 1982] (p. 4635) ; inquiétude de l'opinion en matière de sécurité (p. 4636).

Discussion des articles : **article 1er :** limitation des pouvoirs des juges dans l'appréciation de la peine sanctionnant certains délits ; abrogation d'un droit pénal d'exception [22 juillet 1982] (p. 4672) ; son amendement n° 86 (précisant que seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit, le délit de proxénétisme aggravé se cumulant avec un délit de trafic de stupéfiants) ; principe de la spécialité de la récidive correctionnelle (p. 4676) ; rejeté (p. 4677) ; son amendement n° 114 (suppression d'une disposition d'exception contenue dans le paragraphe I de l'article 369 du code des douanes) (p. 4679) : rejeté ; son amendement n° 115 (abrogation du du 2e alinéa de l'article 1800 du code général des impôts) : rejeté ; son amendement n° 116 (abrogation de l'article 1802 du code général des impôts) : rejeté (p. 4680) ; **avant l'article 2 :** mise en place du travail d'intérêt général (p. 4708) ; son sous-amendement n° 88 à l'amendement n° 1 de la commission (durée du travail d'intérêt général) (p. 4709) ; devenu sans objet (p. 4710) ; **article 2 :** son amendement n° 87 (règles applicables en matière de sursis) (p. 4712) ; son sous-amendement n° 89 à l'amendement n° 2 de la commission (durée de la peine de substitution) : rejeté (p. 4713) ; son amendement n° 87 devenu sans objet ; son amendement n° 117 (cas des infractions aux lois et règlements régissant les contributions indirectes) : rejeté (p. 4714) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 118 (modifiant le treizième alinéa de l'article 37 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) ; nécessité de supprimer certaines mesures portant atteinte au principe de la personnalité des peines [23 juillet 1982] (p. 4722) ; rejeté (p. 4723) ; ses amendements n°s 119, 120, 121, 122 et 123 (modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejetés (p. 4723) ; **avant l'article 4 :** son sous-amendement n° 90 à l'amendement n° 5 de la commission (suppression du premier paragraphe de cet amendement) ; conséquences éventuelles de l'abrogation de l'article 266 du code pénal ; rejeté (p. 4724) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 124 (précisant que les fonctionnaires ne peuvent dresser procès-verbal, ni procéder à certaines investigations qu'en vertu d'une décision du procurerur général près la cour

d'appel) (p. 4732) ; rejeté ; son amendement n° 125 (rétablissant la présomption d'innocence à l'article 7 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; son amendement n° 126 (supprimant la règle selon laquelle les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux, dans l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; son amendement n° 127 (supprimant la règle selon laquelle les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux dans l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; son amendement n° 128 (abrogation des articles 16 à 18 de l'ordonnance du 30 juin 1945 (p. 4733) ; rejeté ; son amendement n° 129 (modifiant l'article 16 de l'ordonnance du 30 juin 1945) : rejeté ; son amendement n° 130 (modification des dispositions du code des douanes relatives aux visites effectuées dans des locaux servant exclusivement à l'habitation) : rejeté ; son amendement n° 131 (précisant que les procès-verbaux de douane rédigés par deux agents des douanes ou toute autre administration font foi jusqu'à preuve du contraire) : rejeté ; son amendement n° 132 (précisant que les fonctionnaires autres que les officiers de police judiciaire ne peuvent dresser procès-verbal qu'en vertu d'une décision du procureur général près la cour d'appel) : rejeté ; (p. 4734) ; **après l'article 11 :** son amendement n° 133 (abrogation des paragraphes II et III de l'article 1751 du code général des impôts) : retiré (p. 4735) ; **article 9 précédemment réservé :** son amendement n° 91 (procédure spéciale de garde à vue en cas de proxénétisme aggravé) (p 4785) ; rejeté ; son amendement n° 92 (suppression de la référence 63-1) : rejeté (p. 4786) ; **après l'article 18 :** son amendement n° 134 (extension des dispositions du présent projet de loi à la législation d'exception relative à la détention provisoire en matière de contributions indirectes) : rejeté (p. 4800) ; **avant l'article 19 :** son amendement n° 135 (modification de l'article 19 de l'ordonnance 45-1484 du 30 juin 1945) : rejeté ; son amendement n° 136 (de conséquence) : rejeté ; son amendement n° 137 (modification du titre II du Livre III de cette ordonnance) (p. 4800) : rejeté ; son amendement n° 138 (abrogation du premier alinéa de l'article 22 de cette ordonnance) : rejeté ; son amendement n° 139 de conséquence) : rejeté ; son amendement n° 140 (de conséquence) : rejeté (p. 4801) ; **article 22 :** son amendement n° 141 (de suppression) : rejeté (p. 4803) ; **article 23 :** son amendement n° 142 (de suppression) : retiré (p. 4303).

— **Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).**

Troisième lecture, explications de vote : insuffisance du présent projet ; exemple du plan routier breton ; vote hostile du groupe U.D.F. [23 juillet 1982] (p. 4741).

— **Son appel au règlement :** inculpation de M. André Audinot, député non inscrit de la Somme ; manœuvres orchestrées autour du quotidien *France-Soir ;* caractère discriminatoire de cette inculpation ; occupation du bureau du garde des sceaux par le syndicat C.G.T. du Livre [21 septembre 1982] (p. 4992).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** absence de mesures tendant à sauver les entreprises ; amélioration de la sécurité et des conditions de travail ; création d'une institution lourde par le Gouvernement [21 septembre 1982] (p. 4998) ; **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* son amendement n° 63 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5006) ; son amendement n° 64 (création d'un C. H. S. C. T. dans les entreprises de plus de 300 salariés) : rejeté (p. 5007) ; son amendement n° 65 (seuil de création des C. H. S. C. T) : rejeté (p. 5013) ; son sous-amendement n° 66 à l'amendement n° 7 de la commission (mission des délégués du personnel) : rejeté (p. 5018) ; **article 2** (*suite*) : *article L. 236-2 du code du travail* (*suite*) : son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 14 de la commission (missions indispensables) ; son sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 14 de la commission (missions nécessaires) : retirés [22 septembre 1982] (p. 5041) ; *article L. 236-5 du code du travail :* son amendement n° 69 (élection des membres du C. H. S. C. T. au scrutin proportionnel) (p. 5051) : rejeté ; son amendement n° 70 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5052) ; son amendement n° 71 (précisant que le chef du service spécialisé de sécurité fera partie du C. H. S. C. T.) : retiré ; son amendement n° 72 (précisant que le responsable de la formation fera partie du C. H. S. C. T.) : retiré (p. 5053) ; son amendement n° 73 (précisant que le chef du service spécialisé de sécurité exerce la fonction de secrétaire du C. H. S. C. T.) : rejeté (p. 5054) ; *article L. 236-6 du code du travail :* son amendement n° 74 (suppression du texte proposé pour cet article) : non soutenu (p. 5060) ; son amendement n° 75 (coordination de l'action des différents comités) : rejeté (p. 5062) ; *article L. 236-7 du code du travail :* son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 18 de de la commission (substituant au chiffre « 499 » le chiffre « 999 ») (p. 5063) : rejeté ; son amendement n° 76 devenu sans objet (p. 5064) ; son amendement n° 78 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 79 (paiement du crédit d'heures comme temps de travail) (p. 5065) ; son amendement n° 80 (même objet) (p. 5066) : rejetés (p. 5067) ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 19 de la commission (insérant les mots « ayant révélé un risque grave » après les mots « incident répété » (p. 5069) : adopté ; son amendement n° 82 (cas des circonstances exceptionnelles) (p. 5070) : rejeté (p. 5071) ; *article L. 236-9 du code du travail :* son amendement n° 83 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5072) ; son amendement n° 84 (rôle du comité d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 85 (insérant les mots « agréé auprès des tribunaux » après le mot « expert » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 86 (précisant que le C. H. S. C. T. peut faire appel à un expert lorsque des faits permettant d'établir un risque grave sont constatés dans l'établissement) : rejeté (p. 5073) ; son amendement n° 87 (substituant aux mots « à la charge de » les mots « payé par moitié par ») : retiré (p. 5075) , **article 3 :** son amendement n° 126 (sanction en cas d'entrave à la libre désignation des membres du C. H. S. C. T.) : non soutenu (p. 5080) ; **après l'article 1er** (amendements précédemment réservés) : son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 5084) : rejeté (p. 5086) ; son sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 4 de la commission (précisant que le salarié bénéficie d'une présomption de faute inexcusable imputable à l'employeur) (p. 5087) : rejeté (p. 5089) ; son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 5090).

— **Son rappel au règlement :** report du débat sur le projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel ; programme limité de la session extraordinaire actuelle [30 septembre 1982] (p. 5262).

— **Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).**

Première lecture, discussion générale : échec des négociations sur le financement de l'assurance chômage ; absence de concertation ; politique anti-emploi pratiquée par le Gouvernement ; aggravation du chômage ; promesses non tenues ; baisse du pouvoir d'achat ; régression sociale ; jalousie vis-à-vis de la sécurité de l'emploi des fonctionnaires ; nécessité de développer l'esprit mutualiste [11 octobre 1982] (p. 5607) ; renforcement de l' « Etat Providence » (p. 5608) ; conséquence de la politique du Gouvernement sur le franc (p. 5611).

Discussion des articles : **article 1er :** indique que le Gouvernement s'est trompé et qu'il a trompé les Français ; promesses non tenues ; échec des négociations sur l'Unedic (p. 5618) ; **article 2 :** son amendement n° 27 (précisant que la contribution de solidarité est instituée à titre provisoire pour une durée de deux ans) ; son amendement n° 28 (motif de la contribution de solidarité) (p. 5621) : devenus sans objet (p. 5622).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 16 :** régime fiscal des investissements des entreprises de presse ; réforme du statut de la presse [29 octobre 1982] (p. 6488).

Deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* exercice de la liberté de la presse ; multiplication des inculpations de dirigeants de presse ; occupation du bureau du garde des sceaux par le syndicat C. G. T. du livre [2 novembre 1982] (p. 6575).

Culture. — *Examen des crédits* . **état B, titre III :** son amendement n° 62 (réduisant les crédits prévus pour la mise en place du médiateur du cinéma) : rejeté [3 novembre 1982] (p. 6662) ; **titre IV :** son amendement n° 63 (réduction des crédits destinés aux interventions publiques dans le domaine du cinéma) : rejeté ; son amendement n° 64 (réduction des crédits destinés aux interventions publiques dans le domaine de l'audiovisuel) (p. 6665) : rejeté (p. 6666) ; **état C, titre V :** son amendement n° 65 (réduction des crédits de la Bibliothèque nationale) : rejeté (p. 6669).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* norme de progression des prix agricoles [9 novembre 1982] (p. 6981).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* problème des bassins de sous-emplois ; réforme du régime des aides [17 novembre 1982] (p. 7306).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Examen des crédits :* **I.** services diplomatiques et généraux : **état C, titre V :** son amendement n° 206 (réduction des crédits) : non soutenu [18 novembre 1982] (p. 7370).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* aggravation de la crise économique depuis le 10 mai 1981 ; crise de l'Etat-providence ; nécessité pour la politique de protection sociale de faire l'objet du plus large consensus possible ; caractère insupportable du niveau des prélèvements obligatoires ; refus de créer un système de protection sociale financé entièrement par l'Etat [18 novembre 1982] (p. 7397).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* rapport Bocquet préconisant une « discrimination politique à l'embauche des journalistes de la radio et de la télévision » ; « normalisation socialiste » de la radio et de la télévision ; document interne du parti socialiste rangeant la télévision et la radio au nombre des moyens de propagande à la disposition du parti socialiste ; mainmise sur les moyens de l'information ; souhaite que l'Assemblée accepte de constituer la commission d'enquête réclamée par le groupe U. D. F. sur ce document ; souhaite que le Gouvernement et le groupe socialiste désavouent les conclusions du rapport Bocquet ; taxe sur les magnétoscopes ; augmentation de la redevance ; baisse du pouvoir d'achat des programmes en 1983 ; S. F. P. ; films diffusés à la télévision ; importations de magnétoscopes [19 novembre 1982] (p. 7434); redevance sur les magnétoscopes; projets gouvernementaux en matière de câblage ; « abus de position dominante » de la télévision par rapport au cinéma ; création privée ; mission interministérielle de coordination du développement des industries culturelles et de la fabrication des programmes ; quatrième chaîne ; nécessité de publier le rapport préparatoire de M. Dahan (p. 7435) ; insatisfaction du Gouvernement à l'égard des critiques que lui adresse la presse ; menace pour la liberté de la presse (p. 7436) :

Examen des crédits : **I : services généraux : état B, titre III :** son amendement n° 227 (réduction des crédits relatifs au parc automobile de la Haute Autorité) ; indépendance de la Haute Autorité ; désignation des directeurs de chaînes ; rôle de la Haute Autorité à l'égard du travail des journalistes ; procédure de saisine de la Haute Autorité (p. 7456) : rejeté ; son amendement n° 185 (réduction des crédits affectés à la commission consultative des radios privées) ; exclusion de certaines radios privées en région parisienne ; composition de la commission ; rejeté ; son amendement n° 186 (réduction des crédits affectés à l'agence France-Presse) ; tarification des services de l'agence ; embauche à l'agence de journalistes de sensibilité de gauche préconisée par le rapport de M. Alain Bocquet ; taux d'augmentation des tarifs de l'agence pour 1983 (p. 7457) ; rejeté (p. 7458) ; son amendement n° 184 (réduction des crédits affectés au service d'information et de diffusion) : rejeté (p. 7459) ; **état E, ligne 61 :** son amendement n° 187 (suppression de la taxe pour droit d'usage des magnétoscopes) ; taxation contraire aux engagements pris par MM. François Mitterrand, Pierre Bérégovoy et Georges Fillioud ; injustice et absurdité de cette taxe ; illégalité de cette taxe au regard du régime juridique des taxes parafiscales (p. 7460) ; amendement n° 187 rejeté par scrutin public (p. 7462) ; **article 50 :** son amendement n° 218 (suppression de cet article) ; son hostilité à la taxe ; sur les magnétoscopes ; industrie vidéo ; illégalité de la présentation de cette taxe ; absence de comptabilité distincte pour cette taxe (p. 7462) ; rejeté ; taxation des magnétoscopes, ayant l'effet d'une barrière douanière contraire au traité de Rome ; son amendement n° 188 (réduction des crédits affectés à l'établissement public de diffusion ; augmentation du même montant des crédits de la première société nationale de télévision) ; établissement public de diffusion ; crédits utilisés pour le brouillage ; illégalité du brouillage ; décision de brouillage prise par le ministre de la communication (p. 7463) ; rejeté ; son amendement n° 192 (tendant à réduire les montants affectés à la société nationale de radiodiffusion et à augmenter d'un même montant ceux de la deuxième société nationale de télévision) ; décentralisation radiophonique ; rejeté (p. 7464) ; son amendement n° 191 (réduction du montant des crédits affectés à la société nationale de radiodiffusion et augmentation du même montant de ceux de la deuxième société nationale de télévision) ; illégalité du brouillage ; participation de la société nationale de radiodiffusion au fonctionnement de la société nationale de radiodiffusion extérieure ; rejeté ; coût du fonctionnement des stations locales à vocation départementale ; son amendement n° 190 (réduction des crédits affectés à la société nationale de radiodiffusion et augmentation du même montant de ceux de l'établissement public de diffusion) ; absence de publicité des travaux du service d'observation des programmes (S. O. P.) ; « document Poperen » : rejeté ; quatrième chaîne ; souhaite la publication du rapport Dahan ; imcompatibilité de la création d'un service commun centralisé avec la vocation décentralisée des stations locales (p. 7465) ; son amendement n° 193 (tendant à réduire le montant des sommes affectées à la première société nationale de télévision et à affecter la même somme à la deuxième société nationale de télévision) ; absence de publication des travaux du service d'observation des programmes : rejeté ; son amendement n° 219 (réduction des crédits affectés à la première société nationale de télévision et augmentation pour le même montant des crédits de l'établissement public de diffusion) ; réduction de la participation de la première société nationale de télévision à la société de commercialisation à l'étranger : rejeté ; son amendement n° 194 (réduction du montant des crédits de la deuxième société nationale de télévision et augmentation du même montant de ceux de la première société nationale de télévision) : rejeté ; son amendement n° 220 (réduction du montant des crédits de la deuxième société nationale de télévision et augmentation d'une même somme de ceux de l'établissement public de diffusion) ; installation de la quatrième chaîne ; modalités d'association du cinéma à la quatrième chaîne : rejeté ; son amendement n° 196 (réduction des montants des crédits de la société nationale chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales de télévision et affectation par moitié du montant de cette réduction à la première et à la seconde sociétés nationales de télévision) : rejeté ; son amendement n° 221 (réduction des crédits affectés à la société nationale chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales de télévision et augmentation des crédits affectés à la première et à la seconde société nationale de télévision d'un montant égal à cette réduction) ; caractère partisan de l'émission « Soir 3 » : rejeté ; son amendement n° 195 (réduction du montant des crédits affectés à la société nationale chargée d'assurer la coordination de sociétés régionales de télévision et augmentation du même montant de ceux de la deuxième société nationale de télévision) : rejeté (p. 7466) ; son amendement n° 222 (réduction des crédits de la société nationale chargée d'assurer la coordination de sociétés régionales et augmentation d'un même montant de ceux de la deuxième société nationale de télévision) : rejeté ; son amendement n° 197 (suppression de la somme affectée à la société nationale de production et affectation de cette somme par tiers à la première et à la deuxième société nationale de télévision et à la société chargée d'assurer la coordination des sociétés régionales) ; nécessité pour la S. F. P. de pratiquer une facturation au prix réel de ses prestations ; perception par la S. F. P. d'une partie de la redevance ; contraintes d'achat imposées aux chaînes pour maintenir la S. F. P. ; revalorisation du droit d'achat des œuvres cinématographiques (p. 7467) : rejeté ; société française de production (S. F. P.) ; concurrence des sources de production ; reportages de la station F. R. 3 Le Mans dans la Mayenne ; son amendement n° 223 (réduction des crédits affectés à la société nationale de production et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) ; société de commercialisation à l'étranger ; rejeté ; institut national de la communication audiovisuelle ; son amendement n° 199 (réduction des crédits affectés à l'institut national de la communication audiovisuelle et augmentation des crédits de la deuxième société nationale de télévision) ; contrôle du dépôt légal des œuvres vidéo par la bibliothèque nationale et non par l'institut national de la communication audiovisuelle ; rejeté ; son amendement n° 224 (réduction des crédits affectés à l'institut national de la communication audiovisuelle et augmentation du même montant de ceux de la deuxième société nationale de télévision) : rejeté (p. 7468) ; financement des actions de radiodiffusion extérieure de Radio France internationale ; son amendement n° 248 (réduction du montant affecté à la société nationale de radiodiffusion extérieures et affectation de la même somme à l'établissement public de diffusion ; rejeté ; son amendement n° 202 (diminution des recettes de publicité) ; introduction de la publicité sur F. R. 3 ; menace pour l'indépendance de la presse écrite ; rejeté ; **après l'article 50 :** taxe sur les magnétoscopes (p. 7469) ; cas des magnétoscopes

ou caméras destinés aux films de famille ou aux reportages (p. 7470) ; son sous-amendement n° 252 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (tendant à limiter la taxation à une redevance par foyer) (p. 7470) : rejeté (p. 7471) ; taux prohibitif de la taxe sur les magnétoscopes ; probabilités de fraudes ; déclaration d'identité lors de l'achat du magnétoscope ; caractère indécelable de la possession d'un magnétoscope (p. 7471) ; modalités du contrôle de la fraude à la taxe sur les magnétoscopes (p. 7472) ; position de M. Jack Lang à l'égard de la taxe sur les magnétoscopes ; projet de loi prévoyant l'institution d'une taxe à l'achat des magnétoscopes et des cassettes (p. 7472).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).**

Première lecture, explications de vote : vote favorable du groupe U. D. F. ; propos tenus à l'égard des avocats par le directeur des affaires criminelles à l'émission « Droit de réponse » ; accès au droit dans la liberté [23 novembre 1982] (p. 7571).

— **Son rappel au règlement** : fréquence de l'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par le Gouvernement [23 novembre 1982] (p. 7579) ; opposition de M. François Mitterrand à cette procédure lorsqu'il était dans l'opposition ; interprétations possibles de l'utilisation de cette procédure (p. 7580).

— **Discussion des conclusions du rapport de la commission** *ad hoc* **chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Pinard (n° 1227).**

Protection de l'immunité de ses membres par l'Assemblée ; absence d'organisation d'un droit de réponse à la radio et à la télévision [8 décembre 1982] (p. 8117) ; association de la minorité et de la majorité pour assurer l'immunité des parlementaires ; demande de levée de l'immunité de M. Michel Berson ; affaire de Radio-Riposte ; suspension des poursuites engagées contre huit membres du parti socialiste ; inculpation de M. Audinot ; attitude de la majorité dans cette affaire ; refus de voter la levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Pinard (p. 8118).

MADRELLE (Bernard)

Député de la Gironde
(10e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 167,** posée le 4 mai 1982 : **boissons et alcools (vins et viticulture)** (p. 1696) ; appelée le 7 mai 1982 ; **viticulteurs** : application du règlement communautaire n° 458-80 des communautés européennes au sujet d'opérations collectives de restructuration des vignobles ; prime de restructuration ; inquiétude des viticulteurs girondins (p. 1857).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion générale : priorité accordée par le Gouvernement au domaine de la recherche ; volonté d'augmenter l'effort national en faveur de cette recherche ; retombée civile de la recherche militaire ; usages militaires de la science [21 juin 1982] (p. 3674).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions* : problème de l'aménagement de l'estuaire de la Gironde [17 novembre 1982] (p. 7309).

MAHEAS (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis
(9e *circonscription*)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant n° 4 à la convention générale entre la France et la Tunisie sur la sécurité sociale (n° 870) [27 mai 1982] (p. 2708).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (° 487) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Islande** afin d'éviter la **double imposition en matière de transport aérien (n° 750)** [2 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 870) autorisant l'approbation d'un avenant n° 4 à la **convention générale** entre la **France et la Tunisie sur la sécurité sociale (n° 901)** [27 mai 1982].

MAISONNAT (Louis)

Député de l'Isère
(3e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés (n° 635) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers généraux (n° 636) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers régionaux (n° 637) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des conseillers municipaux (n° 638) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à l'emploi d'appareils d'enregistrement, de caméras de télévision ou de cinéma, d'appareils photographiques à l'intérieur des salles d'audience des tribunaux administratifs ou judiciaires (n° 1006) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Justice : administration centrale et services judiciaires) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'**emploi d'appareils d'enregistrement**, de caméras de télévision ou de cinéma, d'appareils photographiques à l'intérieur des **salles d'audience** des tribunaux administratifs ou judiciaires (**n° 1006**) [1er juillet 1982].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome I : **justice** : administration centrale et services judiciaires (**n° 1169**) [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** son amendement n° 72 (suppression de la première phrase de cet article) : rejeté [17 juin 1982] (p. 3536).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, explications de vote : place de la recherche liée aux objectifs économiques et sociaux : vote positif du groupe communiste [23 juin 1982] (p. 3777).

— Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 82-233 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Deuxième lecture, explications de vote : texte allant dans le sens de la décentralisation [8 juillet 1982] (p. 4363).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : attachement du parti communiste à la représentation proportionnelle dans toutes les élections ; volonté de l'opposition d'empêcher la libre expression du suffrage universel [26 juillet 1982] (p. 4832) ; manipulation des votes des Français de l'étranger ; système des listes bloquées ; avantages de la représentation proportionnelle ; suppression du panachage ; extension du champ d'application de la présente loi aux communes comprenant plus de 2 500 habitants (p. 4833) ; problème du nombre des conseillers municipaux ; multiplication de leurs tâches ; proposition communiste concernant le statut de Paris (p. 4834).

Discussion des articles : **article 4 :** *article L. 270 du code électoral :* dispositions relatives au contentieux électoral [28 juillet 1982] (p. 4932) ; **article 9 :** volonté de la droite de manipuler le suffrage universel (p. 4940) ; efficacité du travail municipal ; augmentation du nombre des conseillers ; son amendement n° 12 (modifiant l'échelle du nombre des membres des conseils municipaux) : retiré (p. 4941) ; **article 10 :** son amendement n° 13 (fixant le nombre des adjoints) : retiré (p. 4949) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L. 264 du code électoral :* mode de constitution des listes du second tour (p. 4952, 4953) ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 66 (abrogation du troisième alinéa, 2°, de l'article L. 11 du code électoral) (p. 4962) : retiré (p. 4964) ; inéligibilité des salariés des associations subventionnées par la commune (p. 4968).

Explications de vote : rétablissement de la représentation proportionnelle pour les élections municipales ; quota institué pour les femmes : vote positif du groupe communiste (p. 4975).

Deuxième lecture, explications de vote : rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale ; seuil de 3 500 habitants pour l'application d'un nouveau mode de scrutin ; nombre des conseils municipaux ; mise en place de la décentralisation ; vote positif du groupe communiste [20 octobre 1982] (p. 6033).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion générale : inconvénients de la loi Boscher ; défauts des grands ensembles ; échec de la politique urbaine des villes nouvelles ; mépris manifesté par l'ancien gouvernement aux assemblées locales ; renforcement de la coopération intercommunale [6 octobre 1982] (p. 5451) ; importance de la commune comme cellule territoriale de base (p. 5452).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 66 (précisant que les agglomérations nouvelles constituent des opérations d'intérêt national et régional) : adopté ; son amendement n° 67 (aménagement du territoire et urbanisation) (p. 5486) : retiré ; **après l'article 1er :** son amendement n° 68 (précisant que la suite à donner à l'urbanisation nouvelle, déjà commencée, est décidée démocratiquement cas par cas par le syndicat communautaire d'aménagement et les communes concernées) (p. 5487) : retiré (p. 5488) ; **article 2 :** son amendement n° 69 (conditions dans lesquelles s'opère la modification du territoire de la commune (p. 5490) : rejeté après rectification (p. 5492) ; **article 3 :** ses amendements nos 70 et 71 devenus sans objet (p. 5500) ; **article 4 :** son amendement n° 72 (création d'un syndicat d'agglomération nouvelle pour la période de construction de la ville nouvelle) (p. 5501) : retiré ; son amendement n° 73 (création d'un syndicat de communes) : retiré ; son amendement n° 74 (création d'une communauté d'agglomération nouvelle) (p. 5502) : rejeté ; son amendement n° 75 (création d'un syndicat d'agglomération nouvelle en cas de désaccord) (p. 5503) : rejeté ; son amendement n° 76 (conditions dans lesquelles les communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle peuvent créer une communauté d'agglomération nouvelle ou une commune unique) (p. 5504) : rejeté ; **article 6 :** son amendement n° 77 (élection du conseil municipal de la nouvelle commune dans le délai d'un an à l'initiative du représentant de l'Etat dans le département) (p. 5505) : devenu sans objet ; **article 7 :** son amendement n° 78 (précisant que les compétences de l'organisme gérant s'exercent sur le territoire des communes membres, y compris dans le périmètre d'urbanisation) (p. 5506) : rejeté (p. 5507) ; **article 8 :** son amendement n° 79 (précisant que la communauté d'agglomération nouvelle est un établissement public) : rejeté (p. 5508) ; **article 12 :** son amendement n° 80 (modification de la liste des communes membres du syndicat d'agglomération) : adopté (p. 5512) ; **article 13 :** compétences des organismes communs aux différentes communes composant la ville nouvelle (p. 5512, 5513) ; **article 15 :** son amendement n° 84 (rédaction de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage) : retiré ; son amendement n° 103 (même objet) : retiré ; **article 17 :** son amendement n° 85 (perception de la taxe professionnelle par les communes membres d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle) (p. 5522) : rejeté (p. 5523) ; **après l'article 18 :** son amendement n° 96 (précisant que les communes ou syndicats de communes riverains d'une agglomération nouvelle reçoivent la moitié du produit de la taxe professionnelle perçue à l'intérieur de l'agglomération nouvelle pour les entreprises de plus de 500 salariés) : retiré (p. 5524) ; **article 21 :** procédure d'intégration fiscale (p. 5525) ; **article 24 :** volonté de permettre au Gouvernement de négocier l'octroi de la dotation globale de fonctionnement) ; **article 25 :** son amendement n° 93 (conditions dans lesquelles est déclarée la fin des opérations de construction et d'aménagement) : rejeté (p. 5530) ; **article 28 :** son amendement n° 94 (composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 5531).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** possibilités de regroupements offerts aux conseils d'arrondissement [22 octobre 1982] (p. 6182) ; rapprochement de l'administration et de la population (p. 6183) ; **article 17 :** admission dans les écoles maternelles (p. 6214) ; **après l'article 17 :** participation des habitants par le biais des associations locales à la vie de leurs quartiers (p. 6215) ; **article 45 :** inconvénient de la présence dans cet article de dispositions modifiant le code des communes ; problème posé par les communautés urbaines ; charges respectives des communes au sein de ces communautés [23 octobre 1982] (p. 6251, 6252).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture. deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : exigences de la rigueur budgétaire ; retard accumulé depuis plusieurs années en matière de crédits ; fixation du plafond de ressources ouvrant droit à l'aide judiciaire ; indemnité allouée aux avocats ; indemnisation des commissions d'office ; ouverture d'un crédit pour l'aide aux victimes ; amélioration des moyens des juridictions ; déficit connu par certaines juridictions de l'Est ou du Nord de la France [2 novembre 1982] (p. 6560) ; création des cités de justice de Dijon et de Lyon ; crédits affectés à la formation professionnelle ; moyens accordés à la commission « informatique et liberté » (p. 6561).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* décentralisation ; répartition de la pression fiscale locale entre les diverses catégories de contribuables ; dotation représentative de la compensation de la charge du logement des instituteurs intégrée dans la dotation globale de fonctionnement ; statut de la fonction publique communale ; coopération intercommunale ; communautés urbaines et syndicats intercommunaux ; autonomie et responsabilité [10 novembre 1982] (p. 7007) ; *questions :* dotation globale d'équipement ; décalage avec les besoins réels d'investissement des collectivités locales (p. 7035).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 386 (précisant qu'un transfert de compétences au profit d'un groupement ne pourra intervenir qu'avec l'accord de tous les conseils municipaux concernés) [30 novembre 1982] (p. 7765) ; devenu sans objet (p. 7766) ; **article 20 :** son amendement n° 390 (élaboration du schéma directeur par l'une des communes) (p. 7813) ; adopté (p. 7814).

MALANDAIN (Guy)

Député des Yvelines
(8e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J.O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (urbanisme et logement) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J.O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1064)** [23 juillet 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XVIII : **urbanisme et logement (n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

Aides aux entreprises en difficulté : nécessité d'une meilleure coordination entre les C.O.D.E.F.I. et les banques du secteur public ; urgence de la désignation d'un animateur de cellules financières régionales ou départementales [26 mai 1982] (p. 2595).

Agitation chez certains fonctionnaires de la police : propos injurieux à l'encontre du Gouvernement et de sa majorité tenus au cours d'un meeting à l'appel de l'union des syndicats catégoriels de la police [13 octobre 1982] (p. 5725, 5726).

orale sans débat :

— **n° 137,** posée le 20 avril 1982 : **enseignement secondaire (fonctionnement : Yvelines)** (p. 1206) ; appelée le 23 avril 1982 : **agents non spécialisés des lycées des Yvelines :** effort consenti par le Gouvernement pour doter l'éducation nationale de personnel suffisant ; grève des agents non spécialisés du lycée de la plaine de Neauphle à Trappes ; amplification des difficultés rencontrées dans les services d'entretien par la réduction du temps de travail ; manque d'agents non spécialisés (p. 1290) ; place des agents non spécialisés dans la vie scolaire (p. 1291).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : traduction concrète du droit au logement pour tous ; précarité de l'actuel statut du locataire ; intervention permanente des citoyens sur leur logement ; caractère fondamental d'un secteur locatif important [12 janvier 1982] (p. 7) ; rééquilibrage des rapports entre bailleurs et locataires ; organisation par le texte de loi de la stabilité du locataire ; protection des locataires confrontés à des difficultés financières ; régime des loyers ; rôle de l'investissement privé locatif ; garanties pour l'investisseur (p. 8) ; nouvel indice substitué à l'indice du coût de la construction ; avantage fiscaux bénéficiant aux propriétaires ; encouragement à la réalisation de travaux ; mécanismes d'aide au logement (p. 9).

Discussion des articles, rapporteur pour avis : **article 1er :** son amendement n° 270 (développement du secteur locatif) : adopté [13 janvier 1982] (p. 52) ; **article 2 :** son amendement n° 271 (extension du champ d'application de la loi aux garages, places de stationnement et locaux loués accessoirement au local principal) : adopté (p. 54) ; son sous-amendement n° 273 à l'amendement n° 2 de la commission (non-application de la loi aux logements-foyers) ; futur projet de loi sur les logements-foyers ; sous-amendement n° 273 retiré au profit du sous-amendement n° 536 du Gouvernement (p. 56) ; application de la loi aux locations-ventes et aux contrats de location assortis d'une promesse de vente (p. 58) ; **article 3 :** ses sous-amendements n°s 274 à 277 à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 61) ; son sous-amendement n° 278 à l'amendement n° 4 de la commission (annexion au contrat de l'état des lieux établi contradictoirement lors du départ du précédent locataire) : adopté ; son sous-amendement n° 279 à l'amendement n° 4 de la commission (adjonction au contrat de location de la facture de l'acte de location définie à l'article 44) (p. 63) : retiré (p. 64) ; **article 5 :** son amendement n° 280 (habitation du logement par le bailleur pendant un an après l'exercice du droit de reprise sous peine de nullité de la résiliation du contrat) : retiré (p. 71) ; **article 8 :** son amendement n° 281 (paiement du loyer pendant la période de préavis) : adopté (p. 94) ; rapporteur pour avis : **article 9 :** son sous-amendement n° 282 à l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté [20 janvier 1982] (p. 295) ; **article 10 :** signification des mots « vices » et « défauts » (p. 298) ; **article 11 :** son amendement n° 283 (détail des sommes versées par le locataire sur la quittance de loyer) (p. 299) : modifié, adopté (p. 300) ; **article 13 :** dévaluation de fait du dépôt de garantie en cas de baux de longue durée ; accord intervenu au sein de la commission Delmon sur le dépôt de garantie (p. 303) ; **article 14 (précédemment réservé) :** ses amendements n°s 284 et 285 deviennent sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 494 du Gouvernement (p. 309) ; **article 17 :** solidarité de la collectivité pour les non-paiements [21 janvier 1982] (p. 322) ; **article 19 :** son amendement n° 286 (possibilité pour le bailleur de conclure un accord couvrant l'ensemble de son patrimoine immobilier) (p. 334) : adopté ; son amendement n° 287 (rédactionnel) : retiré au profit de l'amendement n° 45 de la commission ; son amendement n° 288 (rédactionnel) : retiré au profit de l'amendement n° 46 de la commission ; son amendement n° 289 (validité de l'accord conclu par la majorité des locataires ou par des associations

groupant la majorité des locataires ou par des associations groupant la majorité d'entre eux) (p. 335) ; inconvénient du quorum des trois quarts pour la ratification des accords ; adoption de l'amendement n° 289 (p. 336) ; **article 22 :** s'oppose à la fixation d'un rythme trimestriel pour les consultations entre locataires et bailleurs (p. 341) ; **article 34 :** son amendement n° 290 (nouvelle rédaction de l'article ; fixation des loyers) [22 janvier 1982] (p. 378) ; définition de la notion de « locaux vacants » ; amendement n° 290 retiré ; son sous-amendement n° 593, à titre personnel, à l'amendement n° 511 du Gouvernement (accords de modération conclus dans le cadre d'un ou de plusieurs secteurs locatifs) : adopté (p. 379) ; son sous-amendement n° 594, à titre personnel, à l'amendement n° 511 du Gouvernement (dispositions de l'article non applicables aux locaux n'ayant pas fait l'objet de contrat de location depuis deux ans) (p. 380) : adopté ; inconvénients pour les locataires du blocage des loyers par le haut ; augmentation du nombre des logements vacants ; situation à l'italienne (p. 381) ; son sous-amendement n° 595, à titre personnel, à l'amendement n° 511 du Gouvernement (majoration de loyer pour travaux) : adopté ; son sous-amendement n° 596, à titre personnel, à l'amendement n° 511 du Gouvernement (application des accords de modération aux locaux accessoires) : adopté (p. 382) ; **après l'article 34 :** son sous-amendement n° 597, à titre personnel, à l'amendement n° 512 du Gouvernement (inclusion des locaux accessoires dans les accords de modération conclus dans le secteur des organismes d'H. L. M.) [25 janvier 1982] (p. 477) : adopté (p. 478) ; **article 36 :** son amendement n° 291 (rédactionnel) : retiré au profit de l'amendement n° 85 de la commission des lois (p. 479) ; son amendement n° 292 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 293 (fixation par décret du taux d'évolution de tous les loyers ; minimum de 80 pour cent de l'indice mentionné à l'article 38) : devenu sans objet du fait du retrait de l'amendement n° 290 à l'article 34 (p. 480) ; son amendement n° 610 (d'harmonisation avec l'article 34) (p. 481) : adopté, son amendement n° 294 (rédactionnel) : retiré (p. 482) ; **après l'article 36 :** son amendement n° 296 (taux d'évolution du loyer fixé par décret au Conseil d'Etat en cas de circonstances économiques graves) (p. 483) : modifié, adopté (p. 484) ; **article 38 :** évolution rapide de l'indice de la construction au cours des dix dernières années, élaboration d'un futur indice de mesure de l'évolution annuelle du montant des loyers (p. 486) ; son amendement n° 295 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 591 du Gouvernement (p. 487) ; **article 40 :** son amendement n° 339 de coordination avec l'article 1er de la loi du 12 juillet 1967) : adopté ; son amendement n° 297 (travaux portant sur la qualité thermique et phonique) (p. 489) : adopté ; son amendement n° 298 (rédactionnel) : adopté (p. 490) ; conclusion des contrats entre des particuliers et l'Etat pour la réalisation de travaux de mise aux normes ; ses amendements nos 299 et 300 (conséquence de la non-application de l'article 40 aux locaux occupés soumis à la loi de 1948) : adoptés (p. 492) ; **article 41 :** son amendement n° 301 (précision des travaux visés par l'article) : adopté ; son amendement n° 302 (suppression du dernier alinéa de l'article fixant les conditions de validité des accords intervenus) : rejeté (p. 494) ; **article 44 :** son amendement n° 303 (rédactionnel) : adopté (p. 500) ; son amendement n° 304 (rémunération des intermédiaires ; paiement par le locataire en cas de départ anticipé à raison des années de location non effectuées) (p. 501) : rejeté (p. 502) ; **article 51 :** son amendement n° 305 (rédactionnel) : adopté (p. 513) ; **article 55 :** remise de locaux antérieurement soumis à la loi de 1948 sur le marché libre ; locataires risquant de ne pouvoir y demeurer du fait de la mise en conformité aux normes (p. 519).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** exclusion des communes de moins de 2 000 habitants du champ d'application de la loi ; exclusion des locaux de plaisance [11 mai 1982] (p. 1966) ; problèmes sociaux posés en matière de location et de sous-location de chambres (p. 1968) ; **article** 4 *bis* : différence de durée entre un contrat de travail et un contrat de location (p. 1976) ; **article 6** *bis* : obligation, pour le bailleur qui reprend son logement, de l'occuper pendant deux années (p. 1981) ; **article 6** *ter* : marché du logement occupé (p. 1983) ; **article 25 :** rôle de conciliation de la commission départementale des rapports locatifs (p. 2006) ; **article 34 :** limitation volontaire des travaux effectués dans un logement par le plafonnement des nouveaux loyers (p. 2013) ; **article 53** son amendement n° 173 (engagement de modération des loyers dans les locaux vacants) : adopté (p. 2025) ; absence de sanctions pour non respect d'accords librement négociés entre les parties (p. 2026).

— Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire ; absence de modification des charges des entreprises avant le 1er juillet 1983 [23 juillet 1982] (p. 4741).

Discussion des articles, rapporteur suppléant : **article 5 :** cohérence des actions du Gouvernement (p. 4742).

Quatrième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : abaissement à 30 000 habitants du seuil au-delà duquel le versement transport est obligatoire ; assouplissement des règles d'utilisation de ce versement ; prise en charge par l'employeur du financement au taux de 40 p. 100 de la carte orange [27 juillet 1982] (p. 4873).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion générale : fonctionnement des villes nouvelles ; exemple de Saint-Quentin-en-Yvelines ; équilibre emploi-habitat ; sous-équipement scolaire et hospitalier de certaines villes nouvelles ; nécessité de créer un I. U. T. agro-alimentaire à Saint-Quentin-en-Yvelines [6 octobre 1982] (p. 5480) ; compétences rendues aux communes ; rétablissement de la démocratie dans les villes nouvelles (p. 5481).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** son amendement n° 128 (création ultérieure d'agglomérations nouvelles) (p. 5488) ; devenu sans objet ; **article 2 :** son amendement n° 130 (précisant que la révision porte sur le périmètre d'urbanisation et sur la liste des communes membres de l'agglomération) (p. 5489) ; adopté (p. 5490) ; son amendement n °131 (conditions dans lesquelles peut être ajoutée à la liste des communes membres de l'agglomération nouvelle une commune n'en faisant pas partie) : adopté (p. 5493) ; **après l'article 2 :** rectification des limites entre communes comprises à l'intérieur du périmètre d'agglomération ; restructuration des syndicats intercommunaux (p. 5499, 5500) ; **article 4 :** son amendement n° 133 (différentes procédures de création d'une nouvelle commune) (p. 5501) ; retiré (p. 5502) ; son amendement n °132 (précisant les conditions dans lesquelles un syndicat peut être transformé en communauté d'agglomération nouvelle) : adopté (p. 5504) ; **article 6 :** son amendement n° 134 (élection du conseil municipal de la nouvelle commune lorsque 500 logements son occupés) (p. 5505) ; retiré (p. 5506) ;**article 8 :** son amendement n° 135 (répartition du nombre des conseillers élus dans chaque siège) (p. 5508) ; retiré (p. 5509) ; **article 11 :** fonctionnement des syndicats intercommunaux (p. 5510) ; **article 13 :** son amendement n °137 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière d'urbanisme, de logement, de réseau urbain et de développement économique) : retiré (p. 5513) ; son amendement n °136 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière de décision ou d'urbanisme) (p. 5515) ; retiré (p. 5516) ; statut des personnels qui assuraient la gestion des équipements transférés (p. 5519) ; **article 30 :** situation des personnels du syndicat communautaire d'aménagement (p. 5532, 5533).

— Son rappel au règlement: regrette qu'il ait été mis en cause par M. Robert-André Vivien [4 novembre 1982] (p. 6673).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : stabilisation des dépenses de fonctionnement du ministère ; titularisation des non titulaires ; décentralisation ; sélection des interventions de l'Etat ; effort financier en faveur de l'enseignement de l'architecture [4 novembre 1982] (p. 6675) ; évolution du coût de la construction ; financement de 25 000 logements supplémentaires ; augmentation des aides à la personne ; déduction fiscale afférente à l'achat d'un logement ; problème de l'apport personnel et des prêts à taux variable ; situation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; crédits destinés à l'amélioration de la qualité technique de la construction ; accord franco-algérien portant sur la construction de 60 000 logements sociaux (p. 6676).

Examen des crédits : **Etat C, titre V :** crédits affectés à l'établissement des documents d'urbanisme ; **titre VI :** problèmes de l'institut géographique national (p. 6706).

MALGRAS (Robert)

Député de la Moselle
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p.1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [8 avril 1982] (p. 1043).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **indemnisation des « malgré-nous » :** problème des hommes originaires d'Alsace et de Moselle incorporés de force dans l'armée allemande au cours de la dernière guerre mondiale [14 avril 1982] (p. 1119);

orale sans débat :

— **n° 230,** posée le 15 juin 1982 : **enseignement secondaire (fonctionnement : Moselle)** (p. 3445, 3446); appelée le 18 juin 1982 : **enseignement public en Moselle** (p. 3611).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : logement comme champ d'action sociale privilégié; situation précaire du locataire; traduction de la nouvelle citoyenneté dans le domaine de l'habitat; distinction à établir entre les propriétaires; travaux de la commission Delmon; amorce du droit syndical des locataires [12 janvier 1982] (p. 41).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : chômage et restructuration des profits; droits nouveaux des salariés; évolution de la conception du droit du travail dans le droit français [13 mai 1982] (p. 2103); démocratisation des instances de concertation entre salariés et chefs d'entreprise; développement de la capacité de création et d'innovation des travailleurs; améliorations du droit syndical; remise en cause de la division du travail; compétitivité et progrès social; dimension économique de la réduction des risques professionnels; gains de productivité et réduction des charges sociales; surcoûts liés aux conditions à l'organisation du travail (p. 2108); développement des politiques d'amélioration des conditions de travail et des qualifications des travailleurs; meilleure connaissance des risques professionnels; priorité à la prévention de ces risques; tendance à la baisse des taux d'accident et de maladies professionnelles, mais permanence des secteurs les plus exposés; diversité des situation par zones géographiques et vulnérabilité particulière de certaines catégories; missions des comités d'hygiène et de sécurité et de la commission d'amélioration des conditions de travail; élargissement de leurs attributions, extension de leur champ d'application et renforcement de leur capacité d'intervention; nécessité de renforcer les prérogatives des délégués à la sécurité en cas de danger imminent (p. 2109); place de l'encadrement dans le projet de loi; régime spécial des mines et des carrières (p. 2110).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16,** *article L. 424-3 du code du travail :* circulation des délégués du personnel dans l'entreprise [1er juin 1982] (p. 2832).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** caractère injuste de la taxe d'habitation; dégrèvements en faveur des personnes âgées [25 mai 1982] (p. 2572).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux collectivités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion générale : suppression du secteur privé dans l'hôpital public et politique de réduction des inégalités; situation du personnel hospitalier [25 juin 1982] (p. 3911); nécessité d'un nouveau statut du médecin hospitalier (p. 3912).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion générale : politique d'implantation du réseau des caisses d'épargne; lien existant entre les élus et les caisses d'épargne; régime particulier des caisses d'Alsace et de Moselle; décret Mendès-France (1954) [13 juillet 1982] (p. 4463); emploi des dépôts reçus sur les livrets A et B (p. 4464).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 83 (institution d'un compte particulier dans le département de la Moselle dans le cadre de la S. O. R. E. F. I. de la Lorraine) [20 juillet 1982] (p. 4565); adopté après modification (p. 4566); **article 18 :** refus de marginaliser les caisses d'épargne d'Alsace et de Moselle [21 juillet 1982] (p. 4596).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** regroupement du C. H. S. et de l'ancienne commission des conditions de travail; droit d'enquête et d'inspection; problème des crédits d'heures [21 septembre 1982] (p. 5003); *article L. 236-1 du code du travail :* refus d'introduire l'intervention permanente de la justice dans l'entreprise (p. 5017); *article L. 236-4 du code du travail :* son amendement n° 31 (contenu du rapport du chef d'entreprise) [22 septembre 1982] (p. 5046): adopté (p. 5047); *article L. 236-9 du code du travail :* son amendement n° 32 (précisant que l'employeur fournit les informations nécessaires à l'exercice de la mission de l'expert): adopté (p. 5076); **après l'article 1er** (amendements précédemment réservés): son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 5 de la commission (complétant la première phrase du dernier alinéa de cet amendement par les mots « immédiatement par l'employeur ou son préposé »): adopté après rectification (p. 5091).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** principe relatif au transport public de marchandises [13 octobre 1982] (p. 5715); contenu du contrat de transport public de marchandises; détermination des prix et des tarifs (p. 5716).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (nos 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* caractère inégalitaire du mode de calcul des cotisations assises sur le revenu cadastral; Meurthe-et-Moselle [9 novembre 1982] (p. 6984).

MALVY (Martin)

Député du Lot
(2e circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083) (agriculture : dépenses en capital) [21 octobre 1982] (p. 5149).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° **4 : agriculture :** dépenses ordinaires **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à modifier les seuils à partir desquels les constructions de magasins de commerce sont soumis à l'autorisation de la **commission départementale d'urbanisme commercial (n° 1368)** [21 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prime à l'amélioration de l'habitat :** rôle et montant des primes à l'amélioration de l'habitat ; épuisement de la dotation de 1982 ; possibilité de mise en place d'un crédit complémentaire ; possibilité d'autoriser les travaux sur les dossiers en instance [24 novembre 1982] (p. 7644).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1981-1982 [12 janvier 1982] (p. 1).

Rappelle, lors des questions au Gouvernement, que la présidence a souhaité plus de concision dans les réponses des ministres [7 avril 1982] (p. 954) ; conséquences de la modification de la procédure des questions (p. 962).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : dénaturation de la procédure des questions par la longueur de certaines réponses [7 avril 1982] (p. 963).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Briane : absence de responsabilité des services de l'Assemblée nationale dans les retards constatés dans la distribution des textes et des rapports des projets inscrits à l'ordre du jour [7 avril 1982] (p. 963).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **article 39 :** précise que le temps de parole des orateurs ayant renoncé à s'exprimer ne peut pas s'ajouter à celui d'un autre député [5 mai 1982] (p. 1763) ; durée de la séance de nuit ; non-respect de la décision de la conférence des présidents (p. 1771) ; **répond aux rappels au règlement de MM. Robert-André Vivien et Jacques Toubon** : regrette qu'une décision de la conférence des présidents soit remise en question par un groupe politique (p. 1784).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin (application de l'article 100 du règlement relatif à la discussion des amendements) [18 mai 1982] (p. 2383).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Brunhes (organisation des débats) : conduite des débats en séance publique [18 mai 1982] (p. 2389).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin [19 mai 1982] (p. 2451).

— **Ses observations** sur le contrôle de la télévision par le bureau de l'Assemblée nationale [27 octobre 1982] (p. 6385).

— **Rend hommage à la mémoire** du président Léonid Brejnev [12 novembre 1982] (p. 7050).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François Loncle : problème du non-respect des temps de parole par les députés [18 novembre 1982] (p. 7406).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : déroulement du débat budgétaire ; répartition des temps de parole [12 novembre 1982] (p. 7083).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : impossibilité de laisser celui-ci prétendre que la majorité et l'opposition ne peuvent pas s'exprimer dans les mêmes conditions ; suspension de séance de droit lorsqu'elle est demandée pour une réunion de groupe [17 décembre 1982] (p. 8482).

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : situation du secteur ovin ; création de l'office de la viande ; effet du règlement communautaire ovin en vigueur ; progression des importations ; évolution de la politique agricole commune [29 juin 1982] (p. 4026).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : bilan positif de la politique agricole ; amélioration de la gestion des marchés ; progression des revenus agricoles ; réformes de structure ; création des offices d'intervention par produit ; réforme de l'enseignement agricole et réforme fiscale [9 novembre 1982] (p. 6922) ; nouveau mode de relation avec le monde agricole ; chambres d'agriculture ; continuité des interventions de l'Etat ; effort de sélectivité budgétaire ; réductions de crédits dues à des transferts interministériels ; insuffisances des bourses scolaires et de l'enseignement agricole privé ; réévaluation des subventions d'exploitation à taux fixe ; réduction des crédits de bonification ; montants compensatoires ; indemnité spéciale de montagne ; procédure d'aide aux agriculteurs (p. 6923).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan
(1re circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi de M Adrien Zeller visant à l'étatisation de la police municipale dans toutes les communes de France (n° 539) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne
(1re circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : avancées sociales du Front populaire et en mai 1968 ; expression des travailleurs sur leur lieu de travail ; institution d'une obligation de négocier ; élargissement des prérogatives des comités d'entreprise [13 mai 1982] (p. 2131) ; problème des « syndicats maison » ; fermetures d'usines ; désorganisation de l'économie par le patronat ; exigences de justice et de dignité pour les travailleurs ; application effective des droits que la loi reconnaît actuellement aux travailleurs et aux syndicats ; renforcement du rôle de l'inspection du travail ; modèle de l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ; participation des travailleurs

à la gestion des entreprises ; développement du rôle des comités d'entreprise ; création d'un droit de recours suspensif en cas de licenciements économiques ; progrès de la formation professionnelle ; information des comités d'entreprise (p. 2132) ; liberté d'opinion et d'expression des salariés (p. 2133).

MARCHAND (Philippe)

Député de la Charente-Maritime
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J.O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Membre du groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

QUESTIONS

orale sans débat :

N° 228, posée le 15 juin 1982 : **automobiles et cycles (entreprises : Charente-Maritime)** (p. 3445) ; appelée le 18 juin 1982 : **usine Peugeot à La Rochelle** (p. 3600).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Discussion des articles : **article 14 :** nécessité d'éviter la multiplicité des listes fantaisistes [19 janvier 1982] (p. 219) ; **article 17 :** délai permettant de compléter les listes dans le cas où des candidatures auraient été jugées irrecevables (p. 220).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : exploitation du sentiment d'insécurité par l'opposition ; milices privées [21 juillet 1982] (p. 4620) ; création de postes de policiers ; réforme du Conseil supérieur de la magistrature ; élaboration d'un nouveau code pénal ; révision du code de procédure pénale (p. 4621) ; certitude de la peine instituée par la loi du 2 février 1981 ; méfiance à l'égard du juge du fond (p. 4622) ; suppression du troisième jour de garde à vue pour certaines infractions ; police des chemins de fer ; champ d'application de la procédure d'urgence (p. 4623) ; introduction dans le code pénal d'une nouvelle peine de substitution : le travail d'intérêt général ; coût des fraudes fiscales (p. 4624).

Discussion des articles : **avant l'article 2 :** nécessité d'inciter le plus grand nombre de délinquants à exercer un travail d'intérêt général [22 juillet 1982] (p. 4709) ; importance de la notion de peine de substitution (p. 4711) ; **article 3 :** mission du juge de l'application des peines ; régime de sûreté [23 juillet 1982] (p. 4719) ; **article 5 :** cas de la tentative de vol avec violence (p. 4726) ; **article 13 :** création du travail d'intérêt général ; réduction des procédures de contrôle d'identité (p. 4749) ; cadre légal donné au contrôle d'identité par la loi « sécurité et liberté » ; établissement du procès-verbal lors de la vérification d'identité : nécessité de ces contrôles (p. 4750).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** méfaits de l'alcoolisme ; apport en devises procuré par les boissons alcoolisées de haut niveau [19 octobre 1982] (p. 5996).

Deuxième lecture, discussion des articles : **articles 27 :** institution d'une vignette sur les alcools ; lutte contre les méfaits de l'alcoolisme ; difficultés des viticulteurs de la région Poitou-Charentes [8 décembre 1982] (p. 8136), 8137).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* abolition de la peine de mort ; suppression des T. P. F. A. ; aménagement de la loi « sécurité et liberté » ; suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat ; respect des engagements pris par le Président de la République ; nécessité de mettre en place des moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement de la justice ; futur tribunal de l'application des peines ; engorgement des juridictions ; travaux de la commission nationale Informatique et libertés ; création d'emplois de magistrats [2 novembre 1982] (p. 6573) ; lutte contre le déni de justice (p. 6574).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* recrutement et formation des policiers ; hiérarchisation des emplois ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite ; locaux des services de police [10 novembre 1982] (p. 7009) : absence de divorce entre la police et les citoyens ; commission nationale Informatique et libertés ; coordination entre les services de police (p. 7010).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris
(8e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés (n° 770) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention entre la République française et le Royaume du Maroc, relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération (n° 841) [6 mai 1982] (p. 1843).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 770) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume du Maroc** sur l'**assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés (n° 784)** [20 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 841) autorisant la ratification d'une convention entre la République française et le **Royaume du Maroc** relative au **statut des personnes et de la famille** et à la **coopération judiciaire (n° 866)** [13 mai 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'admission à l'internat en médecine du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 (n° 737).

Première lecture, discussion générale : émotion suscitée par cette affaire parmi les étudiants en médecine et les candidats au concours de l'internat ; vote du projet de loi par le groupe R. P. R. ; absence de responsabilité de l'ancienne majorité [21 avril 1982] (p. 1223).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés (n° 770).

Première lecture, discussion générale. — Rapporteur : meilleure protection des ressortissants ; innovation par rapport à la convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires ; information des consuls en cas d'arrestation ou d'incarcération d'un ressortissant ; droit de visite des consuls auprès d'un ressortissant arrêté ou détenu ; mise en liberté d'un ressortissant arrêté pour une infraction involontaire (accident de la circulation) ; transfert des condamnés détenus dans leur pays d'origine ; exceptions au principe du transfèrement : refus de laisser partir un condamné dans certains cas prévus par le projet ; subordination du transfèrement à l'accord de l'intéressé ; nécessité d'envisager la signature de semblables conventions avec d'autres pays ; sort des Français emprisonnés en Thaïlande ; limites à la conclusion de telles conventions ; refus de donner des leçons à d'autres pays (démarches du ministre de la santé auprès du Président de la République du Cameroun) [22 avril 1982] (p. 1260).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 56 :** rapports entre la télévision et le cinéma [7 mai 1982] (p. 1869) ; **article 57 :** contrôle exercé par l'Etat sur la Sofirad (p. 1871) ; **article 59 :** financement des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision ; engagement du Président de la République selon lequel la redevance ne serait pas augmentée sans création de services nouveaux ; importance des critères de qualité et d'audience (p. 1875).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion générale : organisation des activités du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publique [25 juin 1982] (p. 3905) ; couverture des frais entraînés par le secteur privé par de très nombreuses mutuelles ; situation actuelle de l'hospitalisation française ; statut général des médecins hospitaliers ; abus du secteur privé ; consultations privées et lits privés ; versement obligatoire d'une partie des honoraires provenant du secteur privé à l'hôpital ; rémunération des médecins hospitaliers (p. 3906) ; maintien de l'esprit libéral de la médecine ; versement d'une indemnité aux médecins qui cesseraient d'exercer dans le secteur privé ; cotisation des médecins aux régimes complémentaires de retraite ; avantages matériels apportés à l'hôpital par le secteur privé : redevances versées par les médecins, risques, par la suppression du secteur privé, d'écarter les médecins de grande qualité des hôpitaux publics (p. 3907) ; réformes hospitalières de 1958 à 1970 (p. 3908).

Discussion des articles : **article 2 :** nécessité de préserver les droits acquis des médecins engagés dans le secteur public (p. 3921) ; prolongation jusqu'au 31 décembre 1992 de l'exercice d'activités privées au sein du service public hospitalier dans des conditions et limites fixées par décret en Conseil d'Etat ; nécessité de supprimer dans le projet de loi l'allusion à l'impossibilité ou à l'interdiction de créer des lits privés (p. 3923).

Explications de vote : diminution des ressources des hôpitaux par la suppression du secteur privé ; principe de la liberté du choix du médecin par le malade (p. 3925).

Deuxième lecture, discussion générale : absence d'amélioration du sort des malades à l'hôpital consécutive à l'adoption du présent projet de loi ; créations d'emplois ; caractère erroné de l'argument selon lequel le secteur privé serait réservé aux personnes aisées, en raison du rôle des mutuelles ; amélioration des prestations [30 septembre 1982] (p. 5257).

Troisième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe R.P.R. ; politique de régression sociale ; création d'un forfait hôtelier [7 octobre 1982] (p. 5540).

— Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).

Première lecture, discussion générale : prise en charge par les employeurs des dépenses des travailleurs voyageant sur les réseaux de la région parisienne ; suppression de la prime de transport ; reconquête du marché intérieur et alourdissement des charges des entreprises [25 juin 1982] (p. 3930).

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion générale : grève des médecins hospitaliers de France ; attachement des médecins du régime libéral à la liberté de la médecine ; incohérences du présent projet de loi ; généralisation de l'internat ; maintien de la sélection [27 septembre 1982] (p. 5121) ; accès au spécialités ; concours de l'internat ; création d'un troisième cycle pour les généralistes ; création de quatre filières (p. 5122) ; obligation faite aux étudiants d'effectuer un stage de six mois dans les hôpitaux non universitaires (p. 5123).

Discussion de articles : **article 2 :** *article* 46 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 1 (limitant à deux le nombre des filières) (p. 5135) : rejeté ; formation des médecins généralistes (p. 5136) ; *article* 47 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 2 (substituant au mot « d'interne » le mot « de résidant » dans la seconde phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; son amendement n° 3 (précisant que les candidats reçus peuvent se présenter au concours de l'internat) : retiré (p. 5137) ; *article* 50 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 4 (suppression du document prévu par cet article) : rejeté (p. 5138) ; *article* 51 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 5 (insérant les mots « et les résidants » après les mots « les internes ») : retiré (p. 5139) ; *article* 53 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 6 (de conséquence) : retiré (p. 5141) ; *article* 54 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 7 (insérant les mots « et les résidants » après les mots « postes d'internes ») : retiré ; son amendement n° 8 retiré (p. 5142) ; *article* 55 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 9 (fixation de la composition des commissions régionales par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 5143) ; *article* 56 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 10 (de conséquence) : retiré ; son amendement n° 11 (fixation des conditions dans lesquelles les internes peuvent changer de spécialité) : retiré (p. 5145) ; *article* 58 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 *:* son amendement n° 12 (décret en Conseil d'Etat fixant la composition des commissions régionales) : adopté (p. 5146).

Explications de vote : inquiétude devant les filières multiples (p. 5149) ; augmentation du coût de fonctionnement de l'ensemble des hôpitaux (p. 5150).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** objectifs du présent projet de loi ; mécanisme des actuelles commissions d'arrondissements [22 octobre 1982] (p. 6180) ; refus de faire des arrondissements des collectivités locales nouvelles (p. 6183) ; **article 10 :** possibilité de conflits entre les arrondissements et la mairie centrale ; procédure de résolution de ces conflits (p. 6196) ; **article 15 :** construction du palais des sports de Bercy (p. 6209).

MARETTE (Jacques)

Député de Paris
(17e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du conseil d'administration de la caisse nationale des banques [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre titulaire de la commission mixte partitaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J. O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** vote par le groupe R. P. R. de cet article ; **article 2 :** caractère réglementaire des dispositions visées par cet article ; abstention du groupe R. P. R. lors du vote de cet article [7 avril 1982] (p. 966).

Explication de vote : son opposition à l'emprunt à 7 p. 100 indexé sur l'or de 1973 ; abstention du groupe R. P. R. ; approbation de la création du livret d'épargne populaire ; banalisation de la collecte de l'épargne ; absence de rôle privilégié des caisses d'épargne dans la collecte de l'épargne populaire (p. 968) ; importance du problème de la collecte de l'épargne populaire compte tenu de la nationalisation du crédit ; inconvénients de la méthode choisie (p. 969).

— Son rappel au règlement : propos du ministre de l'économie et des finances accusant M. Edmond Alphandery d'« abandonner l'économie monétaire pour le lobbysme » ; préoccupation du groupe R. P. R. à l'égard de telles déclarations ; refus du ministre de l'économie et des finances de retirer ses propos ; dignité, honnêteté, rigueur morale et compétence universitaire en matière économique de M. Edmond Alphandery [21 avril 1982] (p. 1221).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** efficacité de l'I. N. C. A. ; **article 46 :** composition du conseil d'administration de l'I. N. C. A. [6 mai 1982] (p. 1800) ; présence d'un représentant de l'établissement de diffusion au conseil d'administration de l'I. N. C. A. ; représentation du personnel d'encadrement au conseil d'administration de l'I. N. C. A. (p. 1802) ; **article 47 :** ressources de l'I. N. C. A. (p. 1804) ; **article 48 :** fonctionnement des stations locales aux Etats-Unis ; coût des radios locales de service public (p. 1809) ; coût des stations de radios locales publiques (p. 1812) ; **article 49 :** coût des sociétés régionales de radiodiffusion et des sociétés régionales de télévision (p. 1814) ; coût du projet (p. 1817) ; **article 50 :** problème de la compatibilité entre cet article et l'article 53 du projet (p. 1832) ; **article 51 :** possibilité donnée à la société prévue à l'article 53 d'être actionnaire des sociétés régionales (p. 1833) ; **article 53 :** voix de la France à l'étranger ; Radio-France internationale ; insuffisance du cadre prévu (p. 1835) ; financement de Radio-France internationale (p. 1837) ; **article 56 :** commercialisation de l'audiovisuel à l'étranger ; rôle de l'Alliance française et du ministère des affaires étrangères [7 mai 1982] (p. 1862) ; coût et caractère bureaucratique de cette mesure (p. 1865) ; **article 57 :** missions de la Sofirad (p. 1871) ; **article 58 :** composition du conseil d'administration de la société de commercialisation (p. 1873) ; **article 59 :** prolifération cancéreuse de sociétés dans le présent projet ; financement de la réforme (p. 1875) ; influence de l'adoption du présent projet de loi sur la courbe des naissances (p. 1876) ; **article 60 :** principe de l'autorisation parlementaire de percevoir la redevance ; suppression de la redevance sur les postes de radiodiffusion sonore [10 mai 1982] (p. 1886) ; accroissement considérable des dépenses ; fixation des exonérations par décret (p. 1888) ; **article 61 :** autorité répartissant les recettes ; absence de critères quant à cette répartition (p. 1889) ; indice de satisfaction (p. 1896) ; **article 62 :** répartition du produit de la redevance pour droit d'usage ; désaisissement du Parlement de tout pouvoir d'amendement sur ce problème (p. 1897).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : rend hommage à Georges Gosnat ; échec de la politique économique du Gouvernement ; situation des chefs d'entreprise ; exonérations concernant la taxe d'habitation [25 mai 1982] (p. 2556) ; déficit budgétaire ; augmentation du taux normal de la T. V. A. ; différentes mesures prévues dans le présent collectif ; incitations à l'investissement ; augmentation du taux de l'inflation (p. 2557) ; importance du déficit budgétaire ; éventuelle dévaluation du franc ; gouffre représenté par les régimes maladie et vieillesse de la sécurité sociale ; déficit du commerce extérieur et de la balance des paiements ; baisse des prix du pétrole et des matières premières (p 2558) ; faillite de la politique économique du Gouvernement (p. 2559) ; dévaluation éventuelle du franc (p. 2568).

Discussion des articles : **article 1er :** exonération de la taxe d'habitation (p. 2571) ; cas des personnes veuves âgées de moins de soixante ans (p. 2574) ; cas des personnes âgées de plus de soixante ans non passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et soumises à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2575) ; **article 3 :** caricature des positions du groupe R. P. R. par M. Laurent Fabius [26 mai 1982] (p. 2606) ; proposition de suppression de la taxe professionnelle accompagnée d'une augmentation du taux de la T. V. A. (p. 2607) ; **article 4 :** contribution exceptionnelle des banques ; conséquences de ce prélèvement (p. 2611) ; son amendement n° 41 (de suppression) (p. 2612) : rejeté ; son amendement n° 39 (taxe sur les frais généraux) : rejeté ; son amendement n° 40 (suppression du troisième alinéa de cet article) (p. 2613) : rejeté ; date à laquelle doit être effectué le prélèvement exceptionnel sur les banques (p. 2614) ; **article 6 et Etat A :** ton employé par le président de séance à son égard (p. 2618) ; taux de croissance de l'économie française en 1982 ; montant du déficit budgétaire (p. 2619) ; contrat relatif au gaz algérien ; utilisation du terme « droite » par la majorité (p. 2624) ; **article 9 :** procédure du décret d'avance ; contenu des documents transmis au Conseil d'Etat (p. 2629) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 69 (excluant les droits de la propriété littéraire et artistique des bases d'imposition de l'impôt sur les grandes fortunes) : rejeté (p. 2630) ; **article 25 :** son amendement n° 48 (de suppression) : rejeté (p. 2645) ; **article 27 :** son amendement n° 8 (de suppression) : rejeté (p. 2648).

Troisième lecture, discussion générale : travaux des commissions mixtes paritaires ; attitude de M. Christian Pierret vis-à-vis de certains sénateurs ; incohérence de la politique économique du Gouvernement [18 juin 1982] (p. 3592) ; appréciations portées par M. Christian Pierret sur les travaux de la commission mixte paritaire (p. 3593).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** *(suite)* **: son rappel au règlement :** regrette que des interprétations du règlement soient faites en séance publique ; amélioration du texte par des amendements de l'opposition [28 mai 1982] (p. 2731) ; **son rappel au règlement :** retrait d'un amendement adopté par la commission sans que celle-ci ait voté en ce sens (p. 2733) ; **article 20** — *article L.* 431-1 *du code du travail :* problème des regroupements d'entreprises ; exemple du groupe Schlumberger ; notion d'unité économique et sociale [3 juin 1982] (p. 2913) ; **article 21** — *article L.* 432-1 *du code du travail :* information et consultation du comité d'entreprise sur les modifications de l'organisation économique ou juridique de l'entreprise ; minimum de secret nécessaire à la réussite de telles modifications [4 juin 1982] (p. 2977) ; risque de fuite en cas d'information du comité d'entreprise d'une éventuelle prise de participation (p. 2978) ; contrôle de l'utilisation des fonds publics par le comité d'entreprise (p. 2981) ; *article L.* 432-2 *du code du travail :* conséquences économiques et industrielles des nouveaux pouvoirs accordés au comité d'entreprise ; information du comité d'entreprise en matière d'introduction de nouvelles technologies (p. 2984) ; **article 30** — *article L.* 439-2 *du code du travail :* pouvoir d'investigation des contrôleurs du fisc [8 juin 1982] (p. 3114).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** débat sur la planification au moment de la dévaluation du franc [14 juin 1982] (p. 3324).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Explications de vote : politique de dépenses à tout va ; échec économique du Gouvernement ; refus de celui-ci de reconnaître ses responsabilités ; dévaluation du franc [23 juin 1982] (p. 3816) ; ampleur de la crise mondiale ; promesses non tenues ; blocage des salaires et des prix (p. 3817).

— Projet de loi portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 20 :** recevabilité de l'amendement n° 4 de M. Philippe Séguin [22 juillet 1982] (p. 4666, 4667).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Troisième lecture, discussion générale : violation de la règle de l'unité budgétaire ; débudgétisation de nombreuses dépenses [23 juillet 1982] (p. 4740).

Discussion des articles : nécessité d'engager de grands travaux publics ; caractère malsain de la création de ressources affectées (p. 4740, 4741).

— Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).

Troisième lecture, discussion générale : contradictions existant entre la politique du Gouvernement et ses déclarations [23 juillet 1982] (p. 4741).

Discussion des articles : **article 1er :** caractère erroné des simulations (p. 4741, 4742).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** problème des Français de l'étranger ; volonté du Gouvernement de les éliminer de la vie politique [28 juillet 1982] (p. 4937); **article 8 :** vote par procuration (p. 4938, 4939).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion générale : rôle de la commission des finances ; développement du marché obligataire ; maintien des principes de la loi Monory [28 septembre 1982] (p. 5160) ; constate que le Gouvernement renie les principes qu'il avait énoncés auparavant ; augmentation des fonds propres des entreprises (p. 5161, 5162).

Discussion des articles : **article 5 :** son opposition à la faculté donnée au conseil d'administration de répartir plus de 1 p. 100 des actions non souscrites à titre réductible ou irréductible par les actionnaires (p. 5174, 5175) ; **après l'article 5 :** émission d'actions à titre de dividende, traduction française des « accumulating shares » américaines (p. 5177) ; **article 12** - *article 283-5 de la loi du 24 juillet 1966 :* importance relative du nominal des titres cotés en bourse à Paris (p. 5181) ; nécessité de faciliter l'accès du petit épargnant à l'épargne industrielle (p. 5182) ; **article 21 :** évasion des capitaux ; nécessité d'engager des négociations avec la Confédération helvétique sur les délits d'initié et le recyclage de l'« argent sale » ; **article 22 :** lobby de la caisse d'épargne et de prévoyance ; contrats de rentes viagères proposés par la caisse d'épargne et de prévoyance à la limite de l'escroquerie (p. 5187).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** pétitions signées par électeurs parisiens [22 octobre 1982] (p. 6176) ; reconstitution des pouvoirs des maires d'arrondissements nommés par la IIIe République ; caractère politique du présent projet de loi (p. 6177) ; **article 6 :** procédure des questions écrites (p. 6190) ; **article 7 :** situation des habitants des arrondissements du centre de la capitale (p. 6192) ; solidarité entre arrondissements (p. 6193) ; **article 9 :** conséquences des dispositions de cet article sur la vie du mouvement associatif (p. 6195) ; **article 17 :** admission dans les écoles maternelles (p. 6213) ; **article 20 :** contradiction entre cet article et l'article 72 de la Constitution (p. 6221) ; **article 27 :** procédure des états spéciaux par arrondissement conduisant à l'alourdissement des dépenses ; recouvrement des recettes ; exemple du 15e arrondissement de Paris (p. 6227) ; problème des locaux (p. 6228) ; **article 30 :** procédure définie par la mise au point des états budgétaires annexes ; risques des conflits entre la municipalité de la commune et les municipalités d'arrondissement ; retard inévitable dans le vote du budget (p. 6231) ; **article 31 :** retard dans le vote des budgets de Paris, Lyon et Marseille (p. 6232) ; **article 33 :** « pagaille » introduite dans la gestion des trois plus grandes villes de France ; effort fait par le Gouvernement dans le contrôle de la dépense publique (p. 6233) ; **article 36 :** problème des locaux nécessaires au personnel du 15e arrondissement (p. 6236) ; **article 41 :** mode de dissolution du conseil de Paris ; procédure suivie dans le cas où un conseil d'arrondissement ne pourrait plus fonctionner [23 octobre 1982] (p. 6245) ; **article 41** (*précédemment réservé*) : activité du conseil d'arrondissement ; gestion du bureau d'aide sociale (p. 6247).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 *bis* précédemment réservé :** relations entre les collectivités locales et les associations ; système proposé par la majorité conduisant à l'échec ou à un « happening » [9 décembre 1982] (p. 8189).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** inéligibilité des officiers municipaux de l'ancien statut [23 octobre 1982] (p. 6279) ; dévouement des officiers municipaux (p. 6280) ; précise que de nombreux officiers municipaux sont aussi des élus du suffrage universel (p. 6282) ; **après l'article 5 :** condition d'inéligibilité des officiers municipaux (p. 6288).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 *bis* :** son sous-amendement n° 8 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (inéligibilité ne s'appliquant pas à des officiers municipaux devenus conseillers de Paris depuis moins d'un an au jour du scrutin municipal) ; son sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (inéligibilité ne s'appliquant pas aux suppléants des conseillers élus antérieurement à leur nomination comme officiers municipaux) [9 décembre 1982] (p. 8201) ; sous-amendement n° 8 : rejeté ; sous-amendement n° 9 : rejeté (p. 8202).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** modification de la politique économique du Gouvernement ; accroissement du déficit budgétaire ; résultat de la sortie du blocage des prix ; compare le projet de budget actuel avec la bouteille de Canada dry [27 octobre 1982] (p. 6376) ; son amendement n° 75 (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 6378) ; **article 2 :** réévaluation des tranches de l'I.R.P.P. (p. 6380, 6381) ; **son rappel au règlement :** présence de la télévision dans l'hémicycle ; durée des interventions des membres de la majorité en relation avec cette présence ; incongruité du gage contenu dans l'amendement n° 94 de M. Christian Pierret (p. 6385) ; suppression du plafonnement pour les contribuables ayant des enfants invalides (p. 6386) ; son amendement n° 76 (suppression de la tranche exceptionnelle de 7 p. 100) (p. 6389) : rejeté (p. 6390) ; fiscalité de l'épargne (p. 6392) ; **après l'article 2 :** lutte contre la fraude fiscale ; évasion des capitaux (p. 6396) ; son amendement n° 77 (précisant que le montant des impôts acquittés du fait de la possession d'un bien ou la jouissance d'un revenu est plafonné à 90 p. 100 du revenu imposable du contribuable) ; exemple du cinéaste Bergman (p. 6396) ; affirme qu'il existe des cas de taxation supérieure à 90 p. 100) (p. 6397) ; amendement n° 77 rejeté (p. 6398) ; **article 3 :** soumission au droit commun fiscal des achats et ventes d'obligations en bourse [28 octobre 1982] (p. 6406) ; problème des comptes courants d'associés ; régime des bons anonymes ; création d'un taux de 50 p. 100 pour le prélèvement libératoire (p. 6407) ; complexité des décotes et des seuils (p. 6409) ; risque de décourager l'épargne longue (p. 6410) ; son amendement n° 18 (cas des comptes courants d'associés détenus par les personnes physiques s'engageant à les maintenir bloqués dans l'entreprise) (p. 6411) : retiré (p. 6412) ; son amendement n° 19 (application du taux de droit commun aux comptes courants d'associés) : adopté (p. 6413) ; son amendement n° 80 (précisant que le Gouvernement pourra assortir les emprunts qu'il émettra ou garantira d'une clause exonérant leurs intérêts de toute forme d'imposition à l'impôt sur l'I.R.P.P.) : retiré (p. 6415) ; **article 4 :** simplification du régime d'imposition des plus-values (p. 6416) ; son amendement n° 115 (déduction des moins-values réalisées antérieurement à la date d'application de la présente loi) (p. 6418) : retiré (p. 6419) ; son amendement n° 81 (régime des plus-values immobilières à long terme) : devenu sans objet (p. 6421) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 83 (revenus exceptionnels réalisés du fait de droits d'auteur, de

ventes de brevets ou de licences) (p. 6422) : rejeté (p. 6423) ; **article 6** : son amendement n° 82 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 6426) : retiré (p. 6427) ; réfute l'accusation selon laquelle les députés de l'opposition seraient les représentants du patronat (p. 6428) ; **après l'article 7** : participation des travailleurs aux fruits de l'expansion des entreprises (p. 6433) ; **article 10** : reconduction du prélèvement exceptionnel sur les banques (p. 6446) ; problème du secteur bancaire français (p. 6447) ; mise en place de la doctrine « Zillmer » ; faiblesse du secteur de la réassurance en France (p. 6450) ; problème des contrats de groupes (p. 6453) ; **article 11** : « tonte de la toison d'or » par le Gouvernement (p. 6461) ; **article 13** : son amendement n° 84 (réduction de la vignette en faveur des véhicules utilisant un carburant autre qu'un dérivé du pétrole) (p. 6474) ; rejeté (p. 6475) ; **article 14** : taxation du tabac (p. 6477) ; **après l'article 14** : taxation du transport des vins (p. 6478) ; **article 16** : dispositions favorisant l'émission d'emprunts à l'étranger par les grandes sociétés françaises ; non-crédibilité du virage de la politique économique du Gouvernement [29 octobre 1982] (p. 6487) ; **après l'article 16** : taxation des frais généraux (p. 6495) ; **article 17** : suppression du versement des entreprises au titre de la formation professionnelle continue (p. 6497) ; **article 27 et Etat A** : attitude du ministre du budget pendant le présent débat (p. 6513) ; modestie des modifications apportées au projet originel de budget par l'Assemblée nationale ; rejet des amendements communistes par le Gouvernement ; égalité des sexes en matière de déclaration fiscale (p. 6514).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radiotélévision. *Examen des crédits* : **I. Services généraux : article 50** : proteste contre les propos tenus par M. Georges Fillioud qu'il qualifie de « vulgaire individu » ; quitte l'hémicycle [19 novembre 1982] (p. 7464).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 52 : son amendement n° 9 (montant de la taxe sur certains frais généraux) [19 novembre 1982] (p. 7497) ; retiré (p. 7498) ; **après l'article 54** : son amendement n° 46 (majoration des taux de la taxe sur la publicité mentionnés à l'article L. 233-21 du code des communes) : rejeté (p. 7516).

— Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.

Note l'hostilité des socialistes à la force nucléaire pendant 20 ans [24 novembre 1982] (p. 7663).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : impossibilité de considérer isolément le déficit budgétaire ; budget social de la nation ; balance commerciale et balance des paiements [7 décembre 1982] (p. 8050) ; note que le ministre du budget refuse de se laisser interrompre (p. 8052-8053).

MAS (Roger)

Député des Ardennes
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

MASSE (Marius)

Député des Bouches-du-Rhône
(8e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

MASSION (Marc)

Député de la Seine-Maritime
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie.

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale* : importance des contrats de solidarité ; signature de nombreux contrats pour la préretraite [15 novembre 1982] (p. 7167) ; diminution du temps de travail ; réorganisation des négociations dans l'entreprise (p. 7168) ; *questions* : rôle des sociétés coopératives ouvrières de production (p. 7174).

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à adapter les **limites départementales et régionales en Lorraine (n° 811)** [21 avril 1982].

Proposition de loi organique tendant à interdire certains **cumuls de mandats électifs (n° 1036)** [21 juillet 1982].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier les conditions de valorisation des **ressources minières françaises (n° 1037)** [21 juillet 1982].

Proposition de loi relative à l'**acquisition par une collectivité publique des biens immobiliers à l'abandon,** concernés par une déclaration d'utilité publique ou menaçant ruine **(n° 1047)** [22 juillet 1982].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 31 du **code du service national** relatif aux dispenses des obligations du service national actif **(n° 1057)** [22 juillet 1982].

Proposition de loi tendant à créer des **conseils d'arrondissement (n° 1058)** [22 juillet 1982].

Proposition de loi tendant à abroger la suspension des **droits à pension dans la fonction publique (n° 1181)** [28 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à conférer le statut d'auxiliaire de justice aux **conciliateurs (n° 1182)** [28 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier l'ensemble des **anciens agents des houillères de bassin** ayant fait l'objet d'une mesure de conversion, des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 **(n° 1183)** [28 octobre 1982].

Proposition de loi relative à l'**entretien des berges des rivières navigables (n° 1184)** [28 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à attribuer aux exploitants une **franchise de droits sur une partie de leur production d'eau-de-vie naturelle (n° 1187)** [28 octobre 1982].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **pollution du Rhin et de la Moselle** par les chlorures **(n° 1243)** [24 novembre 1982].

Proposition de loi tendant à préciser les **conditions d'avancement des fonctionnaires en position de détachement spécial (n° 1250)** [25 novembre 1982].

Proposition de loi relative au **droit du conjoint divorcé à une pension de réversion (n° 1251)** [25 novembre 1982].

Proposition de loi tendant à autoriser l'**utilisation de postes émetteurs-récepteurs dans la fréquence de 27 mégahertz (n° 1255)** [25 novembre 1982].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 1411 du code général des impôts afin de faire bénéficier d'un **abattement sur la taxe d'habitation** les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants et plus **(n° 1256)** [25 novembre 1982].

Proposition de loi relative à l'amélioration de la **répartition de la taxe professionnelle (n° 1257)** [25 novembre 1982].

Proposition de loi tendant à répartir entre les communes d'origine des élèves les frais de fonctionnement des écoles primaires et maternelles de l'enseignement public et de l'enseignement privé **(n° 1348)** [21 décembre 1982].

Proposition de loi tendant à attribuer aux **associations créées en Alsace-Lorraine** des **déductions fiscales** prévues à l'article 87 de la loi de finances pour 1982 **(n° 1349)** [21 décembre 1982].

Proposition de loi tendant à la **création de chambres régionales de métiers et de chambres régionales des professions libérales (n° 1350)** [21 décembre 1982].

Proposition de loi tendant à créer une **taxe parafiscale sur les rejets de chlorures** dans le Rhin et dans ses affluents **(n° 1357)** [21 décembre 1982].

Proposition de loi tendant à créer une **caisse d'aide à l'entretien des édifices culturels** dans chacun des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin **(n° 1358)** [21 décembre 1982].

Proposition de loi portant création de **commissions d'indemnisation compétentes en matière de responsabilité médicale (n° 1360)** [21 décembre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 132,** posée le 20 avril 1982 : **défense nationale (politique de la défense)** (p. 1205) ; appelée le 23 avril 1982 : **îles isolées sous souveraineté française :** conflit entre l'Argentine et la Grande-Bretagne au sujet des îles Malouines ; mesures nécessaires pour garantir la souveraineté de la France sur les îles isolées lui appartenant ; liste des îles devant bénéficier d'une protection particulière ; cas des Iles éparses de l'océan Indien ; retrait de la France des Nouvelles-Hébrides ; politique de la France en Nouvelle-Calédonie (p. 1292) ; réaction irrationnelle du Vanuatu et de la Nouvelle-Guinée ; moyens envisagés par le Gouvernement en vue d'une éventuelle défense des îles isolées (p. 1293) ;

— **n° 146,** posée le 26 avril 1982 : **régions (limites)** (p. 1343) ; appelée le 7 mai 1982 : **limites des régions :** départements ayant demandé une modification des limites régionales ; procédure de réexamen des limites régionales ; choix des villes d'implantation des chambres régionales des comptes ; marge d'initiative laissée par la loi de 1972 au Gouvernement (p. 1852) ;

— **n° 172,** posée le 11 mai 1982 : **sécurité sociale (caisses : Moselle)** (p. 2034).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion des articles : **article 35 :** son amendement n° 84 (maintien de l'échevinage) [27 janvier 1982] (p. 615) : rejeté (p. 617) ; **article 36 :** son amendement n° 85 (présidence de chaque conseil de prud'hommes par un magistrat de l'ordre judiciaire) : rejeté (p. 617) ; **après l'article 36 :** son amendement n° 86 (avis des conseils généraux des départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin sur l'implantation des sièges des conseils de prud'hommes) : devenu sans objet (p. 618) ; **article 38 :** son amendement n° 88 (intégration des agents en fonction dans les conseils de prud'hommes d'Alsace-Lorraine dans le corps des fonctionnaires des conseils de prud'hommes) : devenu sans objet ; **après l'article 38 :** son amendement n° 89 (dénomination de greffiers en chef, de secrétaires-greffiers et de secrétariats-greffes du conseil de prud'hommes) : devenu sans objet (p. 618).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (fixation de la composition, de la répartition et du siège des chambres régionales des comptes) : rejeté [17 juin 1982] (p. 3527).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion des articles : **article 25,** *rapport annexé :* son amendement n° 122 (créant le nouveau programme mobilisateur « programme de développement technologique sidérurgie ») [23 juin 1982] (p. 3772) ; rejeté (p. 3773).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 1 (créant deux S.O.R.E F.I. dans la région Lorraine) [20 juillet 1982] (p. 4565) : rejeté (p. 4566) ; **article 18 :** son amendement n° 2 (application de la présente loi aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : retiré [21 juillet 1982] (p. 4596).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : difficulté de trouver un mode de scrutin satisfaisant ; absence de disposition concernant Paris, Marseille et Lyon dans le présent projet de loi [26 juillet 1982] (p. 4863) ; risque de démantèlement des structures locales (p. 4864).

Discussion des articles . **article 3 :** suppression des sectionnements électoraux et du système des communes associées [27 juillet 1982] (p. 4880) ; son amendement n° 5 (cas des communes associées) ; son sous-amendement n° 128 à son amendement n° 5 (précisant que les chiffres de population pris en compte sont ceux de la population municipale totale) ; amendement n° 5 et sous-amendement n° 128 : retirés (p. 4889) ; **article 4 :** son amendement n° 108 (de conséquence) : adopté (p. 4910) ; *article L. 260 du code électoral :* son amendement n° 6 (modification de l'ordre de présentation des candidats) : réservé (p. 4911) ; *article L. 261 du code électoral :* son sous-amendement n° 141 à l'amendement n° 19 de la commission (substituant aux mots « six sièges » les mots « neuf sièges ») ; son amendement n° 137 (cas des communes associées) [28 juillet 1982] (p. 2926) ; sous-amendement n° 141 adopté (p. 4928) ; amendement n° 137 devenu sans objet (p. 4929) ; *article L. 270 du code électoral :* son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 22 de la commission (constatation de l'inéligibilité d'un candidat par le Conseil d'Etat) : rejeté (p. 4932) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L. 264 du code électoral :* son amendement n° 6 (modification de l'ordre de présentation des candidats pour le premier et le second tour) (p. 4954) : retiré (p. 4955) ; son amendement n° 109 (précisant que le mandataire doit posséder un mandat enregistré sous forme d'acte authentique) : rejeté (p. 4960) ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 2 (précisant que nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de 18 ans révolus) : devenu sans objet (p. 4964) ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : rejeté (p. 4965) ; son amendement n° 4 (inéligibilité des directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau de conseil général et de conseil régional) : adopté (p. 4967) ; son amendement n° 91 (suppression du quatrième alinéa de l'article L. 238 du code électoral) (p. 4969) : rejeté (p. 4970).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 236-11 *du code du travail :* protection dont jouissent les membres du C.H.S.C.T. [22 septembre 1982] (p. 5078).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions :* problème de la pollution du Rhin et de la Moselle par les chlorures ; nécessité d'imposer le respect des normes de pollution [15 novembre 1982] (p. 7214) ; nécessité de faire respecter la législation relative à la pollution de l'air ; exemple de la ville de Metz ; pollution de la Moselle (p. 7215) ; **articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 54 :** son amendement n° 45 (réduction de la valeur locative de l'habitation principale pour les personnes âgées ayant élevé trois enfants ou plus) : rejeté [19 novembre 1982] (p. 7515).

MASSOT (François)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Président de cette commission [*J. O.* du 30 avril 1982] (p. 1244).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982 (p. 1707).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Sarre tendant à réglementer les activités privées de surveillance et de gardiennage (n° 890) [17 juin 1982] (p. 3574).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Yves Le Drian tendant à modifier l'article 226 du code pénal (n° 937) [8 juillet 1982] (p. 4397).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Madelin et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'indépendance des moyens d'information et de communication (n° 1141) [21 octobre 1982] (p. 6149).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Président et rapporteur de cette commission [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Claude Labbé tendant à la création d'une commission d'enquête sur les bureaux d'études agissant pour le compte des collectivités locales (n° 1155) [28 octobre 1982] (p. 6483).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202) [2 décembre 1982] (p. 7955).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la **demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Pinard,** député (n° 1160) **(n° 1227)** [18 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1141) tendant à la création d'une commission d'enquête sur **l'indépendance des moyens d'information et de communication (n° 1228)** [18 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1155) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **bureaux d'études agissant pour le compte des collectivités locales (n° 1229)** [18 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1302) relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1983 (n° 1311)** [16 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi (n° 809) tendant à réglementer l'**exercice de la profession de directeur ou de gérant de société de surveillance, de sécurité ou de gardiennage** (n° 816) tendant à la **dissolution des milices patronales** et (n° 890) tendant à réglementer les **activités privées de surveillance et de gardiennage (n° 1313)** [16 décembre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 221,** posée le 8 juin 1982 : **logement (construction : Alpes-de-Haute-Provence)** (p. 3155) ; appelée le 11 juin 1982 : **construction dans les Alpes-de-Haute-Provence :** situation critique de la construction dans les Alpes-de-Haute-Provence ; nombre de prêts aidés ; conséquences du développement du tourisme social (p. 3265).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : droit au logement ; développement incontrôlé du tissu urbain ; attitude passive des pouvoirs publics jusqu'à présent ; baux d'habitation transformés en contrats d'adhésion ; pratique des congés abusifs ; vœu exprimé par le Président de la République ; organisation des rapports collectifs ; droit de regard sur les charges

locatives ; clarté des relations juridiques ; bail écrit ; établissement d'un état des lieux [12 janvier 1982] (p. 31) ; équilibre des devoirs et des obligations réciproques des locataires et des bailleurs ; exercice du droit de reprise ; indemnisation des propriétaires pour le maintien dans les lieux des locataires de bonne foi privés de moyens d'existence (p. 32) ; **article 18 :** son opposition à l'amendement n° 459 de Mme Adrienne Horvath réputant non écrite toute clause interdisant au locataire l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle [21 janvier 1982] (p. 329).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** possibilité pour le conjoint veuf ou divorcé remarié de percevoir la pension de son premier conjoint au cas où le second mariage devient caduc [21 juin 1982] (p. 3625) ; **article 13 :** notion de faute ; attribution d'une pension de réversion (p. 3627).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** suppression des limitations imposées au juge dans l'appréciation de l'acte de délinquance et de la culpabilité du prévenu [22 juillet 1982] (p. 4671) ; **article 2 :** qualité de la magistrature française (p. 4711).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 10 (suppression de l'interdiction de se présenter au troisième concours pour les fonctionnaires des catégories B, C et D) [5 octobre 1982] (p. 5427) : retiré (p. 5429).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* rémunération de la commission des avocats ; rigueur budgétaire ; ouverture de la justice à tous ; amélioration de l'aide judiciaire ; développement des actions d'information en matière judiciaire ; situation des tribunaux situés dans des zones de montagne [2 novembre 1982] (p. 6569) ; problème des personnels de la justice ; modernisation de l'appareil judiciaire ; engorgement des tribunaux ; respect des engagements pris (p. 6570).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* rôle des sapeurs-pompiers ; situation dans les Alpes-de-Haute-Provence [10 novembre 1982] (p. 7040-7041).

— Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).

Première lecture, discussion générale : inscription des crédits nécessaires à l'indemnisation dans le projet de loi de finances ; complexité juridique des procédures ; insuffisance des crédits prévus pour l'indemnisation des avocats commis d'office ; rémunération des commissions d'office ; plafond des ressources des bénéficiaires ; aide judiciaire partielle ; problème posé pour certains justiciables par l'assistance obligatoire d'un avocat ; amélioration du système de l'aide judiciaire [23 novembre 1982] ; suppression du bureau supérieur d'aide judiciaire ; instruction des demandes d'accession à l'aide judiciaire (p. 7567).

Discussion des articles : **après l'article 17 :** maintien indispensable de la multipostulation dans la région parisienne ; profession d'avoué ; nécessité de régler de manière définitive le problème de la postulation (p. 7570) ;

Explication de vote : unanimité sur ce projet de loi ; nécessité de mettre en place un nouveau texte sur la postulation et de tenir compte dans le prochain projet de budget de la rémunération des avocats commis d'office (p. 7571).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : déception née de l'application de la loi de 1972 ; principe général de l'égalité professionnelle ; mise en place de dispositions juridiques permettant d'appliquer ce principe ; suppression de la notion de « motifs légitimes » de la discrimination ; protection particulière de la femme salariée ; mise en œuvre des « discriminations positives » ; rapport annuel du chef d'entreprise sur les mesures prises pour favoriser l'égalité professionnelle ; création d'un conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; aide financière apportée par l'Etat aux entreprises mettant en œuvre des plans d'égalité [6 décembre 1982] (p. 7930).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 123-1 *du code du travail :* son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté (p. 7994) ; son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté (p. 7996) ; *article L.* 123-2 *du code du travail :* conditions nécessaires à l'instauration d'une égalité totale entre les femmes et les hommes (p. 7996-7997) ; *article L.* 123-4 *du code du travail :* son amendement n° 32 (cas du licenciement d'un salarié faisant suite à une action en justice) : adopté ; montant de l'indemnité de licenciement ; son sous-amendement oral à titre personnel à l'amendement n° 13 de la commission (supprimant les mots « une indemnité correspond à ») (p. 8005) : retiré ; *article L.* 123-5 *du code du travail :* son amendement n° 33 (précisant que les syndicats pourront exercer toutes actions en justice) : adopté (p. 8006) ; son amendement n° 34 (durée du délai pendant lequel le salarié peut s'opposer à l'action de l'organisation syndicale) : rejeté (p. 8007) ; **article 4 :** *article L.* 152-1 *du code du travail :* problème des peines dont sont passibles les employeurs ne respectant pas la nouvelle législation (p. 8010) ; *article L.* 152-1-1 *du code du travail :* son amendement n° 35 (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 78 à titre personnel à l'amendement n° 70 du Gouvernement (rédactionnel) ; son amendement n° 36 (rédactionnel) ; son amendement n° 37 (suppression de l'astreinte) (p. 8011) ; sous-amendement n° 78 : adopté ; amendements n° 36 et n° 37 : devenus sans objet ; *article L.* 152-1-2 *du code du travail :* possibilité pour le tribunal de recourir à un deuxième ajournement ; son amendement n° 38 (suppression des trois derniers alinéas du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet (p. 8012) ; **article 14 :** son amendement n° 39 (composition du conseil supérieur de l'égalité professionnelle) : adopté après modification (p. 8017) ; **article 17 :** son amendement n° 40 (suppression des deux derniers alinéas de cet article) : rejeté (p. 8018).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Joseph Pinard (n° 1227).

Propos tenus par M. Joseph Pinard au cours d'une émission régionale de FR 3 ; confusion faite dans ces propos entre le syndicat indépendant de la police nationale et la fédération professionnelle indépendante de la police ; rectification faite le lendemain par un communiqué adressé à FR 3 et au journal « L'Est Républicain » ; rôle de la commission *ad hoc ;* absence de diffamation ; absence d'éléments intentionnels ; reconnaissance de son erreur par M. Joseph Pinard ; conclusions de la commission de rejet de la demande de levée de l'immunité parlementaire ; prolifération des demandes de levée d'immunité depuis juin 1981 ; rôle des médias [8 décembre 1982] (p. 8116).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1983 (n° 1302).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : fixation annuelle par le Parlement du coefficient de plafonnement des loyers des baux commerciaux renouvelables pour l'année 1983 ; modalités de calcul de ce coefficient [17 décembre 1982] (p. 8496) ; fixation des loyers ; nécessité de corriger le montant de la fixation auquel aboutirait l'application pure et simple du coefficient ; projet de loi tendant à reconduire le coefficient de l'année précédente ; caractère malsain du fait qu'une loi doive faire l'objet d'un correctif annuel ; possibilité de proposer un projet de loi permettant de fixer les baux commerciaux applicables d'année en année (p. 8497).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte-d'Or
(4e circonscription)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 322, éducation physique et sportive (personnel) :** posée le 14 décembre 1982 (p. 8304) ; appelée le 17 décembre 1982 : **élèves-professeurs adjoints d'éducation physique et sportive :** recrutement de professeurs adjoints ; diminution du nombre des postes au concours ; transfert de postes au bénéfice des professeurs d'éducation physique et sportive ; restriction en 1983 ;absence de possibilité de réorientation pour les élèves des C.R.E.P.S. ; suppressions envisagées de postes ; existence de besoins en matière d'éducation physique et sportive ; absence de compensation de départs en retraite (p. 8468).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** coût des déclarations devant notaire ; coût des certificats de propriété ; gage de sérieux constitué par la déclaration devant notaire [14 avril 1982] (p. 1099) ; inutilité de demander à la fois l'inscription au registre du commerce et la publication dans un journal d'annonces légales (p. 1100) ; **article 9 :** son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 23 de la commission (précisant que le statut de salarié du conjoint ne fait pas obstacle à ce que celui-ci soit titulaire d'un mandat limité au même titre que tout autre salarié) ; risque de difficultés ultérieures avec les caisses de sécurité sociale ou les Assedic : rejeté ; son amendement n° 109 devenu sans objet (p. 1101) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 111 (précisant que, pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales, le salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession peut être déduit du bénéfice imposable à condition qu'il ait donné lieu au versement des cotisations prévues pour la sécurité sociale, les allocations familiales et les autres prélèvements sociaux) (p. 1102) : retiré (p. 1103).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* « asphyxie » de l'enseignement agricole privé ; loi Guermeur ; départements de l'Est, de l'Ouest et région Bourgogne ; coût de l'enseignement agricole privé inférieur à celui de l'enseignement agricole public ; qualité de l'enseignement privé [9 novembre 1982] (p. 6945) ; montant inférieur de la dotation budgétaire de l'enseignement privé par rapport à celle de l'enseignement public ; montants compensatoires monétaires ; transferts de compétence du ministère de l'agriculture vers d'autres ministères (p. 6946).

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* promesses de M. François Mitterrand, lors de la campagne pour l'élection présidentiele, relatives au taux des pensions de réversion ; veuves de guerre [13 novembre 1982] (p. 7144) ; abattement de l'âge auquel un supplément de pension est accordé sous condition de ressources ; pensions à taux exceptionnel ; veuves de guerre (p. 7145) ; suppression de 100 postes dans les services extérieurs du ministère des anciens combattants ; titularisation des vacataires et contractuels ; transfert du centre d'études et de recherches pour l'appareillage ; statut des ouvriers travaillant dans ce centre (p. 7145, 7146).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
(3e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Défense : section commune. — Budget annexe des essences) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083). — Tome II : **défense :** section commune, budget annexe des essences (**n° 1168**) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 208,** posée le 7 juin 1982 : **professions et activités sociales (aides ménagères)** (p. 3084) ; appelée le 11 juin 1982 : **aide à domicile :** association d'aides familiales à domicile en milieu rural ; dotation allouée à la caisse régionale d'assurance maladie des pays de la Loire (p. 3258, 3259).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : donne lecture de l'intervention de M. Emile Bizet [13 avril 1982] (p. 1072).

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Deuxième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe R.P.R. [16 juin 1982] (p. 3492).

— **Propositions de loi de :**

— **M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ;**

— **M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ;**

— **M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).**

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe R.P.R. ; libération de leurs obligations militaires des jeunes gens ayant accompli douze mois de service actif [2 juin 1982] (p. 2892).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* problèmes spécifiques de la pêche artisanale ; inquiétude des marins pêcheurs ; entrée de l'Espagne dans le marché commun ; volonté des marins pêcheurs de prendre leur retraite à cinquante ans ; apprentissage du métier de marin pêcheur ; longueur des délais d'attribution des subventions freinant les investissements ; vieillissement de la flottille ; problème de la régionalisation ; problèmes spécifiques à l'île d'Yeu [4 novembre 1982] (p. 6714, 6715).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* crédits relatifs à l'enseignement agricole privé ; part de l'enseignement privé dans la scolarisation des agriculteurs ; remise en cause de la liberté de l'enseignement [9 novembre 1982] (p. 6992, 6993) ; répétition du nombre de questions sur l'enseignement agricole privé (p. 6993) ; augmentation des cotisations payées par les agriculteurs ; situation en Vendée (p. 6994).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : stagnation des dépenses en capital de la Délégation générale pour l'armement ; nécessité de maintenir l'activité des bureaux d'études ; stagnation des crédits destinés au C.E.A. et à la direction des centres d'essais nucléaires ; problèmes du service de santé des armées (exemple des chirurgiens dentistes) [12 novembre 1982] (p. 7088) ; efficacité du S.I.R.P.A. ; rôle du service social des armées ; caractère positif du budget annexe des essences (p. 7089).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* plan de rattrapage du rapport constant ; rattrapage rendu possible par la diminution de la masse indiciaire due à la disparition d'une partie des ayants droit ; revalorisation des pensions des veuves ; conditions de ressources exigées ; révision de la proportionnalité des pensions inférieures à 100 p. 100 ; nécessité de reconnaître aux anciens combattants d'Afrique du Nord le bénéfice de la campagne double ; propositions de lois en ce sens ; égalité de traitement entre les générations de combattants [13 novembre 1982] (p. 7132) ; possibilité d'obtention d'une retraite anticipée à cinquante-cinq ans pour les anciens combattants d'Afrique du Nord invalides à plus de 60 p. 100 ; propositions de loi du sénateur Schwint en ce sens ; retraite mutualiste ; différence fiscale entre les anciens combattants mariés et les autres (p. 7133).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** effort consenti par le Gouvernement en matière de rattrapage du rapport constant ; promesses du Gouvernement de réaliser intégralement le rattrapage en 1984 ; refus de l'ensemble du projet de budget des anciens combattants (p. 7148).

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph, Henri)

Député de la Loire-Atlantique
(4e circonscription)
U. D. F

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Guy Branger tendant à modifier l'article L. 4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 633) [22 avril 1982] (p. 1282).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à organiser la profession de diététicien (n° 942) [1er juillet 1982] (p. 4196).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à créer la carte médicale d'urgence (n° 182) [7 octobre 1982] (p. 5581).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à organiser la **profession de diététicien** (n° **942**) [10 juin 1982].

Proposition de loi tendant à maintenir et à développer le niveau d'activité des **petites et moyennes entreprises sous-traitantes** (n° **1105**) [30 septembre 1982].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'**article 11 de la Constitution,** en vue d'étendre la possibilité de recours à la **procédure du référendum** (n° **1317**) [16 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

Problèmes de l'enseignement privé : manifestations en Bretagne ; participation des communes aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat ; directive demandant aux préfets de surseoir provisoirement à l'inscription d'office des dépenses en cas de défaillance des communes [8 décembre 1982] (p. 8112) ; avenir de l'enseignement privé ; prise de position de M. Michel Rocard à ce sujet (p. 8113).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** officialisation des ventes à la remise [1er juillet 1982] (p. 4160) ; limitation de la vente directe fixée par le représentant de l'Etat dans le département (p. 4165) ; **article 13 :** défense de la pomme de terre (p. 4168) ; **article 14 :** obligation de pesée, de classement et de marquage (p. 4170) ; **après l'article 14 :** organisation des transactions sur les animaux maigres (p. 4173) ; **articles 17 et 18 :** demande à intervenir sur les articles 17 et 18 du présent projet, réservés (p. 4178) ; **article 17 (précédemment réservé) :** problème des vins d'origine (A. O. C. et V. D. Q. S.) ; organisation de cette profession (p. 4182) ; rôle de l'institut national des appellations d'origine (p. 4183) ; **article 18 (précédemment réservé) :** transaction portant sur les produits issus de la vigne ; problème du marché des vins de table (p. 4185) ; réglementation concernant les importations de vins (p. 4186).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 28 :** formalités d'élaboration des plans d'occupation des sols [14 octobre 1982] (p. 5817).

MAUROY (Pierre)

Premier ministre

DEPOTS

Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes** (n° **686**) [12 janvier 1982].

Projet de loi autorisant le Gouvernement, par **application de l'article 38 de la Constitution,** à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en **Nouvelle-Calédonie** (n° **687**) [12 janvier 1982].

Projet de loi portant **statut particulier de la Corse** (n° **688**) [12 janvier 1982].

Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'**élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **690**) [13 janvier 1982].

Projet de loi de nationalisation (n° **696**) [20 janvier 1982].

Projet de loi relatif aux **conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale** (n° **730**) [2 avril 1982].

Projet de loi relatif à la **formation professionnelle des artisans** (n° **732**) [2 avril 1982].

Projet de loi autorisant la ratification du protocole au **traité de l'Atlantique Nord** sur l'**accession de l'Espagne** (n° **733**) [2 avril 1982].

Projet de loi relatif **au conseil supérieur des Français de l'étranger** (n° **734**) [2 avril 1982].

Projet de loi de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'**admission à l'internat en médecine** du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 (n° **737**) [2 avril 1982].

Projet de loi portant validation des résultats du concours 1976 d'**élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée** (n° **738**) [2 avril 1982].

Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la **constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications** (n° **739**) [2 avril 1982].

Projet de loi portant création d'un **régime d'épargne populaire** (n° **740**) [2 avril 1982].

Projet de loi portant **suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix** et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° **741**) [2 avril 1982].

Projet de loi relatif aux **comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail** (n° **742**) [2 avril 1982].

Projet de loi relatif à la **négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail** (n° **743**) [2 avril 1982].

Projet de loi relatif au développement des **institutions représentatives du personnel** (n° **744**) [2 avril 1982].

Projet de loi relatif aux **libertés des travailleurs dans l'entreprise** (n° **745**) [2 avril 1982].

Projet de loi sur la **communication audiovisuelle** (n° **754**) [2 avril 1982].

Projet de loi portant **statut des sociétés coopératives de banques** (n° **759**) [6 avril 1982].

Projet de loi relatif à la mise en harmonie des **obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés** avec la IVe directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978 **(n° 765)** [12 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la **participation française à la force multinationale** et d'observateurs **(n° 766)** [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de **Sri Lanka** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 767)** [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume d'Espagne** relatif au **régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international (n° 768)** [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (n° 769)** [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume du Maroc** sur **l'assistance aux personnes détenues** et sur le **transfèrement des condamnés (n° 770)** [13 avril 1982].

Projet de loi réprimant la **pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771)** [13 avril 1982].

Projet de loi modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la **pollution marine** par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle **(n° 772)** [13 avril 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la **protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (n° 827)** [26 avril 1982].

Projet de loi portant réforme des **prestations familiales (n° 831)** [28 avril 1982].

Projet de loi portant **ratification des ordonnances** prises en application de l'article 1er de la loi d'orientation n° 82-3 du 6 janvier 1982 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des **mesures d'ordre social (n° 837)** [29 avril 1982].

Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853)** [7 mai 1982].

Projet de loi de finances rectificatives pour 1982 (n° 875) [14 mai 1982].

Projet de loi relatif à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876)** [18 mai 1982].

Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les **personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895)** [24 mai 1982].

Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la **pêche maritime (n° 896)** [24 mai 1982].

Rapport précisant dans quelles conditions s'effectue la reconversion des **revendeurs de médicaments vétérinaires,** (en application de l'article 2 de la loi n° 75-409 du 29 mai 1975, modifiant le livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire) [24 mai 1982] (p. 2512).

Projet de loi portant **réforme de la planification (n° 909)** [28 mai 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la **coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Vanuatu (n° 910)** [28 mai 1982].

Projet de loi portant réforme de la **redevance pour création de locaux à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916)** [2 juin 1982].

Projet de loi relatif au **régime de retraite** de certains **maîtres de l'enseignement privé intégrés dans l'enseignement public (n° 917)** [2 juin 1982].

Projet de loi portant **abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922)** [7 juin 1982].

Projet de loi relatif à la création d'**offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923)** [8 juin 1982].

Projet de loi relatif à la composition des **conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947)** [14 juin 1982].

Projet de loi sur les **prix et les revenus (n° 962)** [22 juin 1982].

Déclaration du Gouvernement sur son programme économique (n° 968) [23 juin 1982].

Projet de loi portant création du **fonds spécial de grands travaux (n° 1016)** [7 juillet 1982].

Projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines **dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer (n° 1027)** [13 juillet 1982].

Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à **l'élection des conseillers municipaux** et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales **(n° 1030)** [19 juillet 1982].

Rapport de gestion de l'office national des forêts pour 1981 [22 juillet 1982] (p. 4715).

Projet de loi relatif aux **études médicales et pharmaceutiques (n° 1076)** [21 septembre 1982].

Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [21 septembre 1982].

Projet de loi modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la garantie du **titre des matières d'or, d'argent et de platine (n° 1078)** [21 septembre 1982].

Projet de loi modifiant la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la **participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 1079)** [21 septembre 1982].

Projet de loi sur le **développement des investissements** et la **protection de l'épargne (n° 1080)** [21 septembre 1982].

Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les **emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics** et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois **(n° 1081)** [21 septembre 1982].

Projet de loi relatif à l'**attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082)** [21 septembre 1982].

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [21 septembre 1982].

Projet de loi portant **adaptation de la loi** n° 82-213 du 2 mars 1982 **relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084)** [21 septembre 1982].

Projet de loi portant modification du **statut des agglomérations nouvelles (n° 1086)** [21 septembre 1982].

Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires (n° 1092)** [27 septembre 1982].

Projet de loi relatif au **fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122)** [1er octobre 1982].

Projet de loi portant diverses **mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123)** [1er octobre 1982].

Projet de loi relatif au **règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124)** [1er octobre 1982].

Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'**élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128)** [6 octobre 1982].

Projet de loi relatif à l'**organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129)** [6 octobre 1982].

Projet de loi relatif au **développement de certaines activités d'économie sociale (n° 1154)** [15 octobre 1982].

Projet de loi relatif aux **transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé (n° 1193)** [28 octobre 1982].

Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'**aide judiciaire** et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile **(n° 1194)** [28 octobre 1982].

Projet de loi portant ratification des ordonnances portant **extension et adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives (n° 1197)** [2 novembre 1982].

Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à **l'élection des conseils municipaux** dans les territoires de la **Nouvelle-Calédonie et dépendances** et de la **Polynésie française (n° 1198)** [2 novembre 1982].

Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'**égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (n° 1202)** [8 novembre 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative aux **décisions de rectification d'actes de l'état civil** (ensemble deux annexes) **(n° 1216)** [15 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et la République arabe d'**Egypte** sur la **coopération judiciaire en matière civile**, y compris le statut personnel et en matière **sociale, commerciale et administrative** (ensemble deux annexes et un protocole annexe) **(n° 1217)** [15 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'**Egypte** de **coopération judiciaire en matière pénale (n° 1218)** [15 novembre 1982].

Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [26 novembre 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **convention consulaire entre la République française et la République socialiste du Viet-Nam (n° 1261)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la **République d'Autriche** sur la **sécurité sociale (n° 1262)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Guinée équatoriale** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1263)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord instituant une **fondation européenne** (ensemble un acte final et un arrangement) **(n° 1264)** [29 novembre 1982].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international sur l'étain** (ensemble sept annexes) **(n° 1265)** [29 novembre 1982].

Projet de loi relatif à la **couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique** et aux modalités de financement de cette mesure **(n° 1273)** [3 décembre 1982].

Projet de loi étendant aux grossistes et aux importateurs l'obligation de communiquer leurs **barèmes et conditions de vente** à tout revendeur qui en fait la demande **(n° 1274)** [6 décembre 1982].

Projet de loi portant **organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279)** [8 décembre 1982].

Projet de loi portant **aménagement en faveur des personnes handicapées des règles d'accès aux emplois publics (n° 1295)** [14 décembre 1982].

Projet de loi modifiant certaines **dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959** relative au statut général des fonctionnaires du code des pensions civiles et militaires de retraite et du code de la santé publique **(n° 1296)** [14 décembre 1982].

Projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux** en 1983 **(n° 1302)** [15 décembre 1982].

Projet de loi modifiant les articles L. 417 et L. 418 du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 1326)** [17 décembre 1982].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1981 (n° 1344)** [21 décembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Philippe Mestre : incident survenu à Cholet lors de la visite du ministre de l'industrie :** nécessité d'établir le dialogue entre la majorité et l'opposition [5 mai 1982] (p. 1731) ;

— **M. Jean Combasteil : fixation des prix agricoles :** augmentation des prix agricoles ; production laitière ; décision du conseil des ministres de l'agriculture [19 mai 1982] (p. 2434) ; exigences de la Grande-Bretagne ; problème budgétaire (p. 2435) ;

— **M. Emmanuel Aubert : déficit de l'Unedic :** situation financière de l'Unedic ; garantie de l'Etat accordée à l'emprunt Unedic ; rôle des partenaires sociaux [19 mai 1982] (p. 2435-2436) ;

— **M. Robert-André Vivien : incidence sur la presse du déplafonnement des recettes publicitaires de la télévision :** importance des ressources publicitaires pour l'équilibre financier des entreprises de presse écrite ; répartition du marché publicitaire entre les grands médias ; signification du déplafonnement des recettes publicitaires de la télévision [19 mai 1982] (p. 2436-2437) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté : sommet de Versailles :** importance de la concertation entre les principaux pays industrialisés du monde occidental ; domaine d'intérêts communs : crise, commerce international, problème Nord-Sud [2 juin 1982] (p. 2866) ;

— **M. Pierre Joxe : politique économique et monétaire :** seconde étape de la politique économique engagée par le Gouvernement ; résultats de la lutte contre le chômage ; relance de l'activité par une amélioration de la consommation publique et la mise en place de programmes d'investissement des entreprises nationales, incidences de la situation internationale et de la gestion précédente sur le rythme de la croissance ; volonté du Gouvernement de réduire l'inflation ; blocage des prix et des revenus ; recherche de l'équilibre financier des régimes sociaux et concertation avec les partenaires sociaux [16 juin 1982] (p. 3453) ;

— **M. Edmond Alphandéry : dévaluation :** bilan négatif de la politique antérieure ; politique de relance et de lutte contre le chômage menée par le Gouvernement [16 juin 1982] (p. 3455) ;

— **M. Alain Madelin : participation des ministres communistes au Gouvernement :** hommage à l'action menée par Mme Nicole Questiaux ; soutien de l'action du Gouvernement par la majorité ; solidarité gouvernementale [30 juin 1982] (p. 4069) ;

— **M. Robert-André Vivien : est-il exact que les membres du Gouvernement reçoivent des ordres d'un leader syndicaliste ? :** « dévoiement » de certaines questions ; demande au président de l'Assemblée que la conférence des présidents se saisisse du problème du caractère des questions posées au Gouvernement ; suppression des écoutes téléphoniques [30 juin 1982] (p. 4075) ;

— **M. Pierre Méhaignerie : annulation de crédits d'investissements du budget 1982 :** régulation budgétaire ; priorité accordée par le Gouvernement à l'investissement ; mauvaise gestion en 1980 et 1981 ; absence de réduction en volume des crédits d'équipement de la défense [27 octobre 1982] (p. 6346-6347) ;

— **M. Emmanuel Hamel : annulation de crédits du ministère de la défense :** part des ressources nationales consacrées à la défense ; annulation des crédits de paiement représentant 2,25 p. 100 du budget de la défense voté pour 1982 ; maintien de la force nucléaire stratégique ; contrats de vente de quarante Mirage 2000 à l'Inde ; exécution de la loi de programmation militaire [27 octobre 1982] (p. 6348) ;

— **M. Jacques Brunhes : sortie du blocage des salaires et revalorisation du S. M. I. C. :** négociations sur les salaires ; liberté contractuelle ; maintien et amélioration du pouvoir d'achat ; augmentation du S. M. I. C ; augmentation du nombre des bénéficiaires du S. M. I. C. [3 novembre 1982] (p. 6602-6603) ;

— **M. Charles Fèvre : évolution du pouvoir d'achat :** diminution de pouvoir d'achat chez nos voisins ; augmentation du salaire brut des ménages en 1981-1982 et pour 1983 ; augmentation des prestations sociales ; absence de perte du pouvoir d'achat en 1982, 1983 et 1984 [3 novembre 1982] (p. 6611) ;

— **M. Henry Delisle : évolution du pouvoir d'achat du S. M. I. C. :** priorité accordée par le Gouvernement aux bas salaires ; fonction publique ; augmentation du pouvoir d'achat du S. M. I. C. ; taux de progression prévu et réalisé du S. M. I. C. ; augmentation au 1er décembre ; blocage des salaires ne concernant pas le S. M. I. C. ; nécessité d'éviter des réductions de hiérarchie salariale trop brutales ; retard dans les hausses du pouvoir d'achat ; concertation [10 novembre 1982] (p. 7021) ;

— **M. André Rossinot : situation de la sidérurgie en Lorraine :** nationalisation des grands groupes nationaux [1er décembre 1982] (p. 7865) ; situation de crise de la sidérurgie mondiale ; programme présenté par les deux groupes et arrêté par le Gouvernement ; part des investissements sidérurgiques consacrés à la Lorraine ; critique l'attitude de divers membres de l'opposition ; développement de la recherche et de la création d'activités technologiques ; absence de licenciement d'ici 1986 ; absence de licenciement sans reclassement ; réindustrialisation du Nord-Pas-de-Calais et de la Lorraine ; nécessité d'adapter les usines à la mutation en cours (p. 7866) ;

— **M. Philippe Mestre : décision du Gouvernement après la publication des lettres des trois chefs d'état-major des armées :** sa demande d'enquête au ministre de la défense ; transmission d'informations secrètes constituant une faute de civisme [8 décembre 1982] (p. 8110) ; son absence de distinction entre les membres du Gouvernement ; part des dépenses de défense dans le P.I.B. marchand ; conséquences de la diminution de la croissance économique sur l'effort de défense ; maintien de la part de l'effort financier en faveur de la défense ; projet de loi de programmation militaire ; réduction d'effectifs dans l'armée de terre ; propos de M. Pierre Messmer à ce sujet ; respect des sentiments des chefs d'état-major par le Gouvernement (p. 8111) ; rôle de l'armée ; sidérurgie (p. 8112) ;

— **M. Ernest Moutoussamy : intentions du Gouvernement après l'annulation de la loi de décentralisation dans les départements d'outre-mer :** décision d'annulation [8 décembre 1982] (p. 8114) ; problèmes des départements d'outre-mer ; volonté du Gouvernement de faire accéder les habitants de ces départements à une « nouvelle citoyenneté » ; nouveau projet ; absence de remise en cause du principe d'une assemblée régionale élue à la représentation proportionnelle par le Conseil constitutionnel ; date de présentation du projet au Parlement ; annonce son voyage à la Réunion (p. 8115).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 696).**

Première lecture, discussion générale : mise en place d'une politique industrielle audacieuse ; notion de filières industrielles ; gestion antérieure des sociétés nationales visant à vider les nationalisations de leur contenu ; caractère légitime des nationalisations selon le Conseil constitutionnel [26 janvier 1982] (p. 549) ; son refus de porter un jugement sur les motifs de la décision du Conseil constitutionnel ; cession de participations majoritaires dans les filiales à l'étranger ; futur projet de loi définissant les règles de transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé ; ajout des trois établissements mutualistes à la liste des banques nationalisables ; sa proposition d'article 50 *bis* (p. 550) ; apport des actions de ces trois établissements à des organismes à statut coopératif ; indemnisation ; nationalisation des banques non cotées au 1er juillet 1982 ; ses observations sur l'amendement de la commission tendant à l'augmentation du taux de l'impôt sur la fortune (p. 551) ; nouveau retard préjudiciable à la bonne marche des entreprises concernées et à l'économie du pays ; engagement par le Gouvernement de sa responsabilité en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution (p. 552).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Usage de l'article 49 alinéa 3 ; multiplication des cessions ; légitimation des nationalisations par le Conseil constitutionnel ; changement voulu par les Français ; manquements à la politique agricole commune entérinés en 1980 [28 janvier 1982] (p. 647) ; 41 milliards pour les nationalisations ; charge inférieure à celle de l'emprunt Giscard de 1973 ; action du Gouvernement pour l'indépendance nationale ; attitude du Gouvernement à l'égard des événements de Pologne ; position française à la conférence de Madrid ; premier contrat gazier avec l'U.R.S.S. en 1975 (p. 648) ; diversification de nos sources d'énergie ; objectif de dépendance extérieure de moins de 50 p. 100 en 1990 ; 5 p. 100 de la consommation fournie par l'U.R.S.S. à cette date ; refus du gel des relations économiques avec l'Union soviétique ; violation des droits de l'homme en Union soviétique ; construction d'un septième S.N.L.E. ; refus du surarmement soviétique (p. 649).

— **Ses observations après l'allocution de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.**

Ordonnances sociales ; programme de la présente session ; exigence de solidarité, de responsabilité, d'efficacité et de vérité ; réduction de la hausse des prix ; commerce extérieur de la France ; changement social par la négociation ; amélioration et accélération du travail parlementaire ; coopération entre le Parlement et le Gouvernement ; approfondissement du changement ; responsabilité confiée par le peuple français à la gauche pour le représenter et le gouverner [2 avril 1982] (p. 777, 778) ; construction d'une société plus solidaire, plus responsable, plus efficace et plus ouverte (p. 779).

— **Associe** le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Georges Gosnat [2 juin 1982] (p. 2863).

— **Déclaration du Gouvernement sur son programme écoonmique et débat sur cette déclaration (n° 968).**

Discussion : « dépassement » de la crise économique ; sommet des pays industrialisés ; croissance de l'économie française ; absence de reprise internationale ; nécessité d'un développement rapide des investissements ; vieillissement de l'appareil de production [23 juin 1982] (p. 3783) ; élargissement du secteur nationalisé ; effort financier consenti en faveur de la recherche et de la technologie ; missions des banques nationalisées ; mise en place d'un plan textile et d'un programme de développement de la machine-outil et de la robotique ; réindustrialisation de la France ; création du fonds « grands travaux » ; stabilisation du chômage ; succès remporté par les contrats de solidarité (p. 3784) ; crédit consacré au programme de formation des seize-dix-huit ans, réexamen cas par cas des dossiers des demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. depuis plus d'un an ; politique de réduction de la durée du travail ; héritage laissé par les précédents Gouvernements ; maîtrise de l'inflation ; blocage des prix et des revenus (p. 3785) ; attachement du Gouvernement à la libre discussion et à la libre négociation des salaires ; condition de la sortie du blocage des prix et des revenus : refus des méthodes d'indexation génératrices d'inflation ; dérogations au blocage ; rénovation du système de conventions collectives et d'accords de salaire ; politique conduite en faveur des bas salaires ; renforcement de la lutte contre la fraude fiscale (p. 3786) ; enclenchement de la baisse des taux des crédits ; allégement des charges financières des entreprises et des ménages ; modernisation de l'appareil de distribution ; déficit budgétaire ; indemnisation du chômage ; aggravation de la crise internationale (p. 3787).

Ses observations après les explications de vote : conditions nécessaires à la sortie du blocage des prix et des revenus (p. 3817) ; nécessité d'engager un effort d'information des consommateurs ; relance de l'investissement ; lutte contre les aspects structurels de l'inflation ; engagements pris par les Etats-Unis lors du sommet de Versailles (p. 3818) ; refus du protectionnisme et des égoïsmes nationaux ; plaidoyer de M. Jacques Chirac en faveur du libéralisme (p. 3819) ; résultats de la politique menée par les précédents Gouvernements (p. 3820) ; arguments utilisés par l'opposition ; lutte contre l'inflation (p. 3821).

— **Projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962).**

Première lecture, discussion générale : engage la responsabilité du Gouvernement sur le présent projet de loi [24 juin 1982] (p. 3838).

Deuxième lecture, discussion générale : engage la responsabilité du Gouvernement sur le projet de loi sur les prix et les revenus [9 juillet 1982] (p. 4403).

Troisième lecture, discussion générale : engage la responsabilité du Gouvernement sur le projet de loi sur les prix et les revenus [13 juillet 1982] (p. 4470).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus) (n° 962).**

Progression de la masse monétaire [28 juin 1982] (p. 3965) ; valeur du franc par rapport au deutschmark ; application de la Constitution par le Gouvernement ; rigidités de l'économie et de la société française ; contrats de

solidarité ; problème de la démographie (p. 3966) ; lutte contre l'inflation et le chômage ; volonté du Président de la République de maintenir le franc dans le système monétaire européen (p. 3967) ; lourdeur de l'héritage des précédents gouvernements ; rapport de la commission du bilan (p. 3968).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Bases de la politique menée par le Gouvernement : emploi, solidarité, nouvelle citoyenneté ; contenu du plan de maîtrise de l'inflation ; stabilisation des dépenses de fonctionnement des administrations ; acceptation par les Français de l'idée de l'effort pour lutter contre l'inflation ; respect du blocage des prix par les commerçants [12 juillet 1982] (p. 4418, 4419) ; nécessité de promouvoir une nouvelle politique dynamique de la distribution ; déroulement de la conférence annuelle agricole ; précautions à prendre au moment de la sortie du blocage des prix ; ralentissement de l'augmentation du chômage et de la hausse des prix depuis un an (p. 4420) ; réduction des frais des intermédiaires financiers (p. 4421).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Accentuation de la crise internationale ; attitude américaine [20 juillet 1982] (p. 4538) ; développement des investissements ; réduction de la durée du travail ; retard pris par la société française en matière de relations sociales (p. 4539) ; stabilisation de l'emploi industriel ; caractère structurel de l'inflation française (p. 4540) ; blocage des revenus ; caractère inflationniste du mécanisme d'indexation des revenus ; volonté du Gouvernement de maintenir le pouvoir d'achat moyen ; difficulté de l'Unedic (p. 4541) ; économies en matière de sécurité sociale décidées par le Gouvernement ; problèmes des agriculteurs (p. 4542) ; volonté du Gouvernement de poursuivre son œuvre de maîtrise de l'économie et de justice sociale (p. 4543).

Ses observations après les explications de vote : se déclare scandalisé par les propos tenus par M. Gabriel Kaspereit ; œuvre du Front populaire (p. 4545).

— Evénements du Liban.

Associe le Gouvernement aux paroles d'indignation et de réprobation exprimées par le président de l'Assemblée nationale ; déclaration du Président de la République ; création d'une nouvelle force multinationale au Liban ; émotion soulevée en France et dans le monde entier par les massacres perpétrés dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila ; fidélité de la France à la politique qu'elle a toujours préconisée à l'égard du peuple palestinien ; éventuel abandon de la voie militaire par l'O. L. P. devant être compensé par une reconnaissance du rôle politique de cette organisation ; maintien du fonctionnement démocratique des institutions libanaises (élection du nouveau Président de la République) ; maintien de la confiance du Gouvernement dans les valeurs démocratiques de l'Etat d'Israël [21 septembre 1982] (p. 4990).

— Hommage à la mémoire de Pierre Mendès-France.

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par la représentation parlementaire à Pierre Mendès-France ; exemple pour la classe politique donné par Pierre Mendès-France ; lucidité, intégrité, sensibilité et gentillesse dont celui-ci faisait preuve ; principales actions de Pierre Mendès-France [20 octobre 1982] (p. 6038, 6039).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Deuxième lecture, discussion générale : guerre d'Algérie ; caractère dramatique de ces événements ; amnistie des rebelles ; révision de carrière et non pas reconstitution ; nécessité de la réconciliation nationale ; respect des engagements pris devant le pays ; engagement de la responsabilité du Gouvernement sur le texte [23 novembre 1982] (p. 7580).

— Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Claude Gaudin.

Responsabilité commune des députés et du Gouvernement en matière de défense ; adhésion du pays à une politique de défense [24 novembre 1982] (p. 7647) ; baisse du montant des autorisations de programme militaire due à la pratique appliquée à la gestion de 1980 et 1981 ; inscription d'autorisations de programme sans inscription des crédits de paiement ; part du budget de la défense dans le produit intérieur brut marchand conforme aux souhaits du Parlement pour 1982 ; progression du budget de la défense de 14,5 p. 100 au lieu des 17 p. 100 initialement prévus ; redéploiement au profit des crédits d'équipement ; maintien des capacités des forces nucléaires stratégiques ; raisons de l'annulation de crédits de paiement relatifs aux systèmes d'armes nucléaires ; absence de remise en cause de l'effort d'équipement des forces conventionnelles ; contrats de vente de Mirage 2000 avec l'Inde et l'Egypte ; commandes de Mirage 2000 en 1982 et 1983 ; substitution de Mirage F 1 au Mirage 2000 ; soutien à l'industrie d'armement ; annulations de crédits motivées par la lutte contre le déficit budgétaire (p. 7648) ; limitation du défit budgétaire à 3 p. 100 du P. I. B. ; part du P. I. B. consacrée à la défense ; gestion de la réserve de régulation par le ministre de la défense en 1983 ; propos erronés selon lesquels le Gouvernement pourrait dissoudre un corps d'armée ou supprimer des postes d'effectifs ; préparation de la loi de programmation militaire ; réflexion sur la durée du service militaire ; création de postes d'effectifs dans la gendarmerie ; transfert de postes de l'armée de terre à la gendarmerie ; conception du Gouvernement en matière de défense ; solidarité et unité devant lier la France à son armée ; politique de protection des populations ; caractéristiques du contexte international ; objectifs de la politique de défense ; poursuite de l'effort nucléaire national ; stratégie anti-cités ; caractère dissuasif de l'armement nucléaire tactique français pour un éventuel agresseur ; refus de perspective d'une bataille prolongée ; nécessaire polyvalence des forces conventionnelles (p. 7649) ; première armée ; études portant sur la création d'une force d'hélicoptères antichars ; respect par la France de ses obligations découlant des traités de Bruxelles et de Washington ; centre de décision français autonome ; inscription de notre propre sécurité dans le cadre européen ; projet de défense de l'Europe ; nécessité de promouvoir une responsabilité de chacun des Etats ; rend hommage à l'ensemble des personnels militaires ; respect des hommes dans les choix relatifs à la défense ; limitation du déficit budgétaire (p. 7650) ; s'interroge sur la nécessité de la motion de censure ; absence de polémique de la part du Gouvernement au sujet de la défense (p. 7664) ; doutes que les auteurs de la motion de censure font peser sur la volonté de défense de la France ; propos tenus par M. Jean-Marie Daillet au sujet de la puissance de l'Union soviétique ; soutien et participation des communistes au Gouvernement ; abandon par le Gouvernement précédent de l'idée du 6e sous-marin nucléaire ; décision du Gouvernement pour le lancement du 7e sous-marin nucléaire lanceur d'engins (p. 7665) ; caractéristiques nouvelles de ce sous-marin ; durée de réalisation du premier sous-marin nucléaire ; lancement en 1983 des études relatives aux chars devant succéder à l'AMX 30 ; rapport entre le budget de la défense et le P.I.B. marchand ; montant plus élevé de ce rapport en 1982 qu'au cours du septennat précédent et qu'en 1974 ; effort de rattrapage des crédits de paiement en 1982 ; limites du déficit budgétaire (p. 7666) ; nécessité d'une régulation des crédits (p. 7667).

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône
(9e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (commerce extérieur) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Retrait de sa **proposition de loi n° 521** visant à abroger l'article L. 49 du code des communes relatif aux **débits de boisson** [18 janvier 1982] (p. 193).

Proposition de loi relative à la création d'un **conseil national de sécurité (n° 941)** [10 juin 1982].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome IV : **commerce extérieur (n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— application de pénalités aux entreprises créatrices d'emplois : création d'emplois par les petites entreprises ; insertion des mutilés de la guerre de 1914-1918 ; emplois réservés aux handicapés ; loi de 1957 et loi d'orientation sur les handicapés ; revirement de l'administration du travail quant à l'application de ces texte [17 novembre 1982] (p. 7316, 7317).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la créstion d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [29 juin 1982] (p. 3988) ; absence de solution à la baisse des revenus des agriculteurs ; budget du ministère de l'agriculture ; conférence agricole annuelle ; loi de finances rectificative pour 1982 et ponction sur l'agriculture ; hausse des prix agricoles ; garantie des prix ; rémunération des travailleurs de l'agriculture ; réglementation communautaire (p. 3989) ; statut de l'agriculteur exploitant ; objectif d'élévation du revenu agricole ; dévaluation du franc vert et sécurité du revenu des agriculteurs ; développement de l'organisation économique des producteurs ; imprécision de la possibilité de création des offices ; composition du conseil de direction des offices ; conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole ; démantèlement du F.O.R.M.A. ; limitation des libertés nouvelles accordées aux collectivités locales ; délation demandée aux consommateurs et aux comités d'entreprise dans le cadre du blocage des prix (p. 3990) ; commerce extérieur ; financement des offices, absence de dispositions relatives aux circuits de distribution ; office national interprofessionnel des céréales ; rappel des lois d'orientation agricole consacrant l'organisation interprofessionnelle des marchés (p. 3991) ; rejet de sa question préalable (p. 3998).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : renforcement de la démocratie par la décentralisation [20 octobre 1982] (p. 6076) ; création des conseils d'arrondissement ; atteinte à l'unité parisienne ; cassure de l'unité sociologique ; augmentation du nombre des élus (p. 6076, 6077) ; coût de la communauté urbaine de Lyon (p. 6078).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* insuffisance des crédits budgétaires ; démantèlement budgétaire dû à la dispersion des crédits vers d'autres ministères ; dotation globale d'équipement ; formation et enseignement agricoles [9 novembre 1982] (p. 6931, 1932).

Commerce extérieur. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : pérennité de la contrainte extérieure ; nécessité de réformer les attributions et les structures du ministère du commerce extérieur ; dégradation des échanges extérieurs depuis le milieu de l'année 1981 ; recul de l'excédent des services ; remise en cause de la capacité de la France à s'insérer dans la division internationale du travail ; stabilisation des achats de charbon et de pétrole ; dégradation de la position de tous les secteurs industriels [12 novembre 1982] (p. 7073) ; amélioration des résultats avec les pays de l'O. P. E. P. ; rôle de la politique économique générale du gouvernement dans la dégradation des résultats du commerce extérieur ; aggravation de la situation financière des entreprises ; réaménagement de la D. R. E. E. ; création d'une commission consultative du commerce extérieur ; nécessité d'accroître les attributions du ministre du commerce extérieur (p. 7074).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 16 :** son amendement n° 406 (disposition relative à la sauvegarde de l'espace agricole) : non soutenu [30 novembre 1982] (p. 7807) ; **article 17 :** son amendement n° 407 (composition de la commission de conciliation) : rejeté (p. 7808) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 408 (cas d'un document d'urbanisme faisant l'objet d'un désaccord en raison d'une réduction grave des terres agricoles) : rejeté (p. 7809) ; **article 19 :** son amendement n° 409 (précisant que le maintien et le développement de l'agriculture constituent une des orientations fondamentales du schéma directeur) : rejeté (p. 7812) ; **article 20 :** son amendement n° 410 (communication des documents administratifs relatifs à l'utilisation de l'espace) : devenu sans objet (p. 7815).

MAZOIN (Roland)

Député de la Haute-Vienne
(2e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** son amendement n° 100 (prise en compte de l'organisation des marchés des animaux maigres) [1er juillet 1982] (p. 4172) ; retiré (p. 4173).

MEDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
(2e circonscription)
Apparenté R. P. R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à organiser des **concours de pronostics basés sur les résultats de certaines épreuves sportives (n° 799)** [21 avril 1982].

Proposition de loi tendant à réprimer toute **incitation publique à l'usage des stupéfiants (n° 801)** [21 avril 1982].

Proposition de loi tendant à instituer le **vote obligatoire (n° 946)** [10 juin 1982].

Proposition de loi tendant à accorder aux **jeunes médecins** qui s'installent une **exonération de la taxe professionnelle** pendant les cinq ans suivant ladite installation **(n° 995)** [1er juillet 1982].

Proposition de loi relative à l'exercice de la **profession de chiropracteur (n° 1192)** [28 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 3 (affectation des ressources dont les caisses d'épargne disposent librement) : rejeté [20 juillet 1982] (p. 4573).

MEHAIGNERIE (Pierre)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(3e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte du projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (relations extérieures : affaires européennes) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabacs [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 28 : **relations extérieures :** affaires européennes **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **investissements publics :** blocage des crédits d'investissement public dans les domaines routiers, hospitaliers ou scolaires [21 avril 1982] (p. 1213) ;

— **politique agricole et négociations de Bruxelles :** problème posé par la fixation des prix agricoles ; revenu des agriculteurs ; montant de l'aide aux agriculteurs [12 mai 1982] (p. 2044).

— **annulation de crédits d'investissements du budget 1982 :** annulation de 22 milliards de francs d'autorisations de programme et de 7 milliards de francs de crédits de paiement ; fonds d'action conjoncturelle ; fonds de grands travaux [27 octobre 1982] (p. 6346) ; recours fait contre cet arrêté d'annulation devant le Conseil d'Etat (p. 6347).

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Explications de vote : accumulation de réformes idéologiques ; gâchis financier ; intolérance de la majorité [28 janvier 1982] (p. 661) ; Etat un peu plus soumis aux pressions syndicalo-politiques ; opposition de l'U.D.F. à toute remise en cause du pluralisme dans l'enseignement ; volonté du Gouvernement de casser une organisation syndicale agricole non contrôlée ; aggravation des problèmes de l'inflation et de l'emploi ; multiplication des réglementations (p. 662).

— **Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).**

Première lecture, discussion générale : blocage de 25 p. 100 des crédits d'investissements publics de l'Etat [12 juillet 1982] (p. 4434) ; contradiction entre ce blocage et le financement par les usagers d'un programme de grands travaux ; financement de ce fonds ; création d'un établissement public ; financement du contrat de gaz franco-algérien (p. 4435) ;

Discussion des articles : **article 1er :** volonté de substituer un compte spécial du Trésor au fonds spécial de grands travaux (p. 4439) ; **article 4 :** son amendement n° 5 (application de cet article à tous les organismes appartenant au secteur public) : retiré ; son amendement n° 6 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : retiré ; **article 5 :** son amendement n° 7 (de suppression) ; retiré ;

Explications de vote : absence de relance de l'économie ; ponction opérée par l'Etat sur les consommateurs (p. 4442).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures : affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : conséquences de l'augmentation du dollar au niveau européen ; problème des montants compensatoires monétaires ; conséquences de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; refus de voir s'engager le Gouvernement français dans la voie du protectionnisme [17 novembre 1982] (p. 7326, 7327).

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères sur les **émissions radiophoniques vers l'étranger (n° 1207)** [10 novembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **avenir du site chimique de Chocques dans le Pas-de-Calais :** passage de la direction de ce site de la société P.C.U.K. à la société Elf-Aquitaine ; rentabilité du site [17 novembre 1982] (p. 7312) ; nécessité de maintenir les activités et l'emploi à Chocques (p. 7313).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion générale : suppression du secteur privé des médecins à temps plein dans les hôpitaux ; nécessité d'offrir des compensations financières suffisantes aux médecins ; instauration d'une égalité des Français devant la maladie [25 juin 1982] (p. 3912) ; engagement du Président de la République de supprimer le secteur privé hospitalier ; politique de promotion de l'hôpital public ; carrière des médecins hospitaliers ; évolution des rémunérations ; formation permanente (p. 3913).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* récession touchant le trafic des voies navigables ; exemple du Nord-Pas-de-Calais ; mise en place d'un schéma directeur des voies navigables ; travaux de la commission Grégoire [16 novembre 1982] (p. 7236) ; organisation commerciale du transport fluvial ; amélioration des infrastructures (p. 7237).

Relations extérieures, affaires européennes. — Coopération et développement. — *Discussion générale :* vote négatif du groupe socialiste sur le budget des relations culturelles ; développement des activités de Radio-France internationale ; importance de la présence radiophonique française à l'étranger ; rapport entre R.F.I. et le ministère des relations extérieures [17 novembre 1982] (p. 7343) ; différents modes d'implantation des émetteurs à l'étranger (p. 7344).

MENGA (Joseph)

Député de la Seine-Maritime
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Fin de sa mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [3 mai 1982] (p. 1558).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° **255**, posée le 12 octobre 1982 ; **enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Seine-Maritime)** (p. 5695) ; appelée le 15 octobre 1982 : **création d'une université au Havre :** projet de création d'une université au Havre ; problème des locaux (p. 5829).

INTERVENTIONS

— Projets de loi :

Réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 771).

Modifiant l'article 16 de la loi n° 76-599 du 7 juillet 1976 relative à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle (n° 772).

Première lecture, discussion générale commune : problèmes professionnels posés aux capitaines de navires ; émotion soulevée par l'accident de l'*Amoco Cadiz ;* limitation de la liberté de jugement du capitaine ; nécessité de redonner au capitaine les moyens d'exercer son métier en pleine indépendance ; condamnation de l'armateur ayant exercé des pressions sur son capitaine ; différence de traitement entre capitaines français et étrangers [7 octobre 1982] (p. 5549, 5550).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* problème de l'éducation surveillée ; nouvelles créations de postes ; possibilité de déplacement des fonctionnaires de l'éducation surveillée ; reconversion de certains équipements de l'éducation surveillée [2 novembre 1982] (p. 6574).

Mer. — *Discussion générale : questions :* problème des ports maritimes ; mise en place d'une conférence interrégionale des ports ; respect des statuts portuaires ; réalisation d'un musée maritime au Havre [4 novembre 1982] (p. 6723).

MERCIECA (Paul)

Député du Val-de-Marne
(3e circonscription)
Communiste

En remplacement de M. Georges Gosnat, décédé le 22 mai 1982 [*J. O.* du 25 mai 1982] (p. 1654).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1665).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 2 juin 1982] (p. 1756).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (taxes parafiscales) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J. O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une participation patronale à la **construction et au fonctionnement des crèches (n° 1003)** [1er juillet 1982] ; retrait de cette proposition de loi [21 septembre 1982] (p. 5029).

Proposition de loi tendant à instituer une participation patronale à la construction et au fonctionnement des **crèches (n° 1114)** [30 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 52 : **taxes parafiscales (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **mesures à prendre dans les îlots sensibles :** grandes concentrations urbaines ; « îlots sensibles » ; quartiers d'habitat social ; inadaptation des procédures [24 novembre 1982] (p. 7637, 7638).

orale sans débat :

(n° **246**), posée le 5 octobre 1982 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 5438) ; appelée le 8 octobre 1982 : **comités locaux de l'emploi :** emploi au plan local ; agrément des comités locaux d'emploi ; situation des comités à Paris ; absence d'ingérence dans les affaires internes des entreprises ; formation professionnelle (p. 5594, 5595).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : planification nouvelle fondée sur une stratégie pour l'emploi ; relance de l'économie ; desserrement de la contrainte extérieure ; restauration de la véritable vocation du plan [14 juin 1982] (p. 3339) ; élaboration du plan ; politique de financements publics en contrepartie d'engagements du secteur privé en matière d'emploi et d'investissements ; décentralisation du plan ; renforcement de la concertation ; développement des productions nationales ; politiques sectorielles ; place accordée aux régions ; contrats de plan ; investissements du secteur public (p. 3340) ; dispositions relatives à la commission nationale de la planification ; participation des travailleurs à l'exécution du plan ; information des comités d'entreprises sur les négociations en vue de la conclusion des contrats de plan (p. 3341).

Discussion des articles : **article 6 :** procédure relative à l'élaboration de la première loi de plan ; cohérence entre la politique nationale et les projets régionaux ; élargissement de la procédure aux entreprises publiques [15 juin 1982] (p. 3400).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962).)

Explications de vote : responsabilité de la droite dans l'aggravation de la crise économique ; lutte contre les sorties de capitaux ; reconquête du marché intérieur [28 juin 1982] (p. 3970).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** son amendement n° 13 (précisant que le statut du personnel aura la forme d'un règlement administratif pris en application de la loi du 26 mars 1937) : rejeté [21 juillet 1982] (p. 4593).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion générale : reconstitution de l'appareil national de production ; financement des secteurs stratégiques de l'industrie ; poids de l'héritage ; création de nouveaux instruments de placement ; importance des avantages fiscaux [28 septembre 1982] (p. 5163) ; fuite des capitaux ; poids des frais financiers pesant sur les entreprises ; rôle du nouveau secteur public dans la reconquête du marché intérieur ; démocratisation des structures de décision (p. 5164).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, explications de vote : projet s'inscrivant dans la perspective de la décentralisation ; suppression de toutes les tutelles ; vote positif du groupe communiste [23 octobre 1982] (p. 6276).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 61 (limitant à la 10e tranche du barème de l'impôt sur le revenu du bénéfice de l'augmentation de 3 000 à 5 000 francs de l'abattement sur les revenus d'obligations) : adopté [28 octobre 1982] (p. 6409) ; **avant l'article 9 :** son amendement n° 68 (suppression de la provision pour investissements industriels à l'étranger) : rejeté (p. 6436) ; **article 16 :** fiscalité des entreprises de presse : revenu de la publicité insérée dans les journaux [29 octobre 1982] (p. 6488) ; **après l'article 16 :** rétablissement du privilège des bouilleurs de cru (p. 6493).

Deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* démocratisation des structures de décision des organismes H. L. M. ; moyens devant être accordés aux représentants de locataires et à leurs associations ; reconnaissance du fait associatif [4 novembre 1982] (p. 6693) ; niveau des loyers et des prix du logement à Paris (p. 6701, 6702).

Economie et finances. — II : services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale :* qualité du personnel des monnaies et médailles ; dégradation de cette administration depuis plusieurs années ; persistance du déficit ; frappe d'une pièce de 100 francs en argent ; effort entrepris en faveur de la publicité ; nécessité de réduire la part des éditions privées ; rôle de Camelinat, directeur des monnaies et médailles sous la Commune de Paris ; problème des personnels des monnaies et médailles [8 novembre 1982] (p. 6836).

Economie et finances. — III : budget, budget annexe de l'Imprimerie nationale, taxes parafiscales. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : décroissance du produit global de la parafiscalité ; insuffisance du cadre juridique et des moyens de contrôle parlementaire de la parafiscalité ; parution de l'arrêté définissant le modèle normalisé des comptes rendus d'activité ; problème de l'établissement financier Unigrains ; suppression de la taxe parafiscale sur les lubrifiants ; nécessité de relever le taux de la taxe sur les granulats [8 novembre 1982] (p. 6849) ; utilisation de la taxe de nuisance des aéroports (p. 6850).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* fonctions de la presse ; pluralisme dans la presse écrite ; presse d'opinion ; nécessité de faire une application stricte des ordonnances de 1944 ; aides publiques à la presse ; urgence de la suppression de l'article 39 *bis* du code des impôts ; transformation technique de la presse écrite ; assujettissement de la presse hebdomadaire à la T. V. A. ; discrimination dont est victime la presse communiste en matière de ressources publicitaires ; politique de l'emploi ; réforme du système d'aide à la presse [19 novembre 1982] (p. 7441).

Examen des crédits. — I : services généraux, **état E, ligne 61 :** taxe sur les magnétoscopes ; risque d'aggravation des inégalités (p. 7461) ; abstention du groupe communiste lors du vote de la ligne 61 relative à la taxe pour droit d'usage du magnétoscope (p. 7462).

Explications de vote : modernisation de l'appareil productif français ; amélioration de la justice fiscale [19 novembre 1982] (p. 7534) ; insuffisance des budgets de la jeunesse et des sports et des anciens combattants ; vote positif du groupe communiste (p. 7535).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 73 :** problème de l'intégration des vacataires chargés de fonctions d'enseignement dans des établissements à caractère scientifique et culturel [15 décembre 1982] (p. 8407).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les département et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : caractère théorique de la décentralisation réalisé par la loi du 2 mars 1982 ; voie de la démocratie, de l'efficacité et de la responsabilité choisie par le Gouvernement [29 novembre 1982] (p. 7730) ; importance des communes ; nécessité de donner aux collectivités locales des ressources suffisantes ; prise en compte des besoins de la population grâce à la dotation globale de décentralisation ; globalisation des subventions d'équipement ; problème de la fiscalité locale ; rôle des services extérieurs de l'Etat ; coopération des élus et du commissaire de la République ; élaboration nécessaire d'un statut des élus ; refus de permettre à une collectivité locale d'avoir une tutelle sur une autre collectivité locale ; relance de la coopération intercommunale (p. 7731) ; renforcement de l'action des élus communistes (p. 7732).

Discussion des articles : **après l'article 43 :** pouvoir du maire en matière de réquisition des logements vides en vue de loger des personnes nécessiteuses [1er décembre 1982] (p. 7884).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** caractère inopportun de la reconduction des dispositions relatives à l'abandon de majoration fiscale en cas de reconnaissance spontanée des insuffisances de déclaration commises par les contribuables fraudeurs ; moyenne des insuffisances de déclaration [7 décembre 1982] (p. 8084).

MERMAZ (Louis)

Député de l'Isère
(5e *circonscription*)
Socialiste
Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Allocution (n° 756) [2 avril 1982].

Proposition de loi relative au **développement de la langue et de la culture arméniennes (n° 1366)** [21 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— *en qualité de président de l'Assemblée nationale.*

Déclare ouverte la seconde session ordinaire de 1982 [2 avril 1982] (p. 776).

Son allocution : énumération des textes prochainement inscrits à l'ordre du jour de la sesssion de printemps ; mise en œuvre de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution ; recours aux ordonnances prises en vertu de l'article 38 de la Constitution ; rôle nouveau du pouvoir législatif [2 avril 1982] (p. 776) ; amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée nationale ; relations entre l'Assemblée nationale et le Gouvernement ; organisation du débat parlementaire ; exemple du règlement du Sénat qui prévoit une date limite pour le dépôt des amendements ; utilisation et amélioration des dispositions du règlement de l'Assemblée nationale ; contrôle de l'action gouvernementale ; assouplissement des modalités de création et de fonctionnement des commissions d'enquête et de contrôle ; organisation des séances de questions orales du vendredi ; mise en place de l'office parlementaire d'évaluation des choix technologiques ; utilisation de l'informatique par l'Assemblée nationale ; création d'une division de la presse et des relations extérieures ; hommage rendu à l'action du Premier ministre et à celle du Gouvernement (p. 777).

— **Souhaite** la bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba [21 avril 1982] (p. 1208).

— **Demande** au Gouvernement de répondre de façon concise, lors de la question au Gouvernement de M. Michel Debré : Rapport « Démocratie culturelle et droit à la différence » [21 avril 1982] (p. 1218).

— **Souhaite** la bienvenue à M. Joannis Alevras, président de la Chambre des députés hellénique : renouveau de la démocratie grecque [12 mai 1982] (p. 2038).

— **Attentat contre l'ambassade de France au Liban :** associe la représentation nationale à l'hommage rendu aux victimes de l'attentat contre l'ambassade de France au Liban [26 mai 1982] (p. 2586).

— **Ses observations** sur le caractère des questions d'actualité [26 mai 1982] (p. 2591).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : travaux de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation et de recherche [26 mai 1982] (p. 2598).

— **Prononce** l'éloge funèbre de M. Georges Gosnat [2 juin 1982] (p. 2862).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Alain Madelin [29 juin 1982] (p 4002).

— **Constate** la clôture de la seconde session ordinaire de 1981-1982 [30 juin 1982] (p. 4110).

— **Déclare** ouverte la troisième session extraordinaire de 1981-1982 [1er juillet 1982] (p. 4110).

— **Refuse** de donner la parole à M. Pierre Joxe en application du Règlement [27 juillet 1982] (p. 4913).

— **Déclare** ouverte la quatrième session extraordinaire de 1981-1982 [21 septembre 1982] (p. 4988).

— **Evénements du Liban :** peine et horreur ressenties par l'Assemblée nationale devant les massacres perpétrés dans les camps palestiniens de Beyrouth [21 septembre 1982] (p. 4988).

— **Déclare** ouverte la première session ordinaire de 1982-1983 [2 octobre 1982] (p. 5361).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de députés de l'Etat des émirats arabes unis [6 octobre 1982] (p. 5454).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de deux députés du Grand Khoural de Mongolie [13 octobre 1982] (p. 5721).

— **Hommage à la mémoire de Pierre Mendès-France :** engagement du président Mendès-France dans la lutte contre le fascisme ; son rôle dans les Forces françaises libres ; volonté de Pierre Mendès-France de redonner à la France sa place dans le monde ; indépendance donnée à la Tunisie en 1954 ; négociations de Genève ; respect de l'institution parlementaire par Pierre Mendès-France ; don de négociateur exceptionnel dont celui-ci faisait preuve ; précise que Pierre Mendès-France a dominé la période de l'après-guerre [20 octobre 1982] (p. 6038) ;

— **Souhaite la bienvenue** à trois délégations étrangères : à Mme Jotti, président de la Chambre des députés italienne, à la délégation de l'Assemblée nationale de la République de Djibouti conduite par son président, M. Abdelkader Waberl Askar, et à M. Hamet Diop, président de la commission des finances et président du groupe d'amitié Sénégal-France [20 octobre 1982] (p. 6039).

— **Souhaite la bienvenue** à M. Carlos Nunez Tellez, président du conseil de l'Etat du Nicaragua [3 novembre 1982] (p. 6602).

— **Durée** excessive des questions et des réponses lors de la procédure des questions au Gouvernement [24 novembre 1982] (p. 7641).

— **Constate** le « spectacle pitoyable » donné par certains membres de l'Assemblée au cours de la séance de questions au Gouvernement [15 décembre 1982] (p. 8333).

MESMIN (Georges)

Député de Paris
(20e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice. Prête serment [28 avril 1982] (p. 1423).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les circonstances dans lesquelles sont intervenues les **mesures disciplinaires frappant M. Lucet, directeur de la caisse primaire centrale d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône** et de déterminer les responsabilités des pouvoirs publics dans cette affaire **(n° 729)** [2 avril 1982].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée de déterminer les causes exactes des erreurs intervenues dans l'**élaboration de l'indice de la production industrielle établie par l'I. N. S. E. E. (n° 731)** [2 avril 1982].

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du livre premier et du livre II du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (n° 945)** [10 juin 1982].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à ramener de sept à six ans la **durée du mandat du Président de la République (n° 1195)** [29 octobre 1982].

Retrait de sa **proposition de loi** n° 435 tendant à faciliter l'application de l'horaire variable [*J. O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **(n° 126)**, posée le 13 avril 1982 : **politique extérieure (Viet-Nam)** (p. 1089) ; appelée le 16 avril 1982 : **politique française dans le Sud-Est asiatique :** occupation, depuis 1979, du Cambodge et du Laos par les troupes vietnamiennes ; aide apportée par l'U.R.S.S. au Viet-Nam ; difficultés financières et économiques du Viet-Nam ; prêt octroyé par la France au Viet-Nam (p. 1179) : modification de la politique française vis-à-vis du Viet-Nam ; « coup de poignard » donné par la France au Cambodge ; situation des droits de l'homme au Viet-Nam (p. 1180).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : problèmes de logement résolus dans les pays faisant confiance à l'économie de marché ; effets pervers de la loi de septembre 1948 ; loyers variant du simple au quadruple ; dégradation des quartiers anciens ; gaspillage des deniers publics et des surfaces [12 janvier 1982] (p. 28) ; intervention d'associations politisées de locataires ; découragement de l'investissement privé ; collectivisation du logement (p. 29).

Deuxième lecture, discussion des articles — **article 6 *bis* :** son amendement n° 109 (extension du droit de reprise du logement aux frères et aux sœurs du propriétaire) : rejeté [11 mai 1982] (p. 1980).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.

Fin de l'état de grâce [28 janvier 1982] (p. 659) ; succès de l'opposition aux élections partielles du 17 janvier ; considérations doctrinales placées au-dessus du respect des réalités économiques ; coût de l'expropriation totale ; record du déficit budgétaire dans le marché commun ; franchissement du seuil des deux millions de chômeurs ; politique du bâton et de la carotte à l'égard des entreprises ; chasse aux sorcières ; ses observations sur le contrat gazier passé avec l'Union soviétique (p. 660) ; problème de l'oppression du peuple polonais (p. 661).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 26 :** son amendement n° 142 (représentation des associations familiales et de consommateurs au Conseil national de la communication audiovisuelle) : rejeté [3 mai 1982] (p 1622).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : désaccord du groupe U. D. F. avec la politique économique du Gouvernement ; modifications récentes de cette politique ; échec prévisible de l'opération de blocage généralisé des prix et des revenus [12 juillet 1982] (p. 4424) ; dégradation du pouvoir d'achat des salariés ; augmentation des charges des entreprises (p. 4425).

— Situation en Bolivie : cas de la Pologne, du Cambodge et de l'Afghanistan actuellement sous la tutelle de l'étranger [2 octobre 1982] (p. 5362).

— Projets de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : représentation organisée des activités socio-culturelles dans les arrondissements ; rôle des commissions consultatives d'arrondissement [20 octobre 1982] (p. 6080) ; contenu de la réforme de 1975 (p. 6081).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** problème de la représentation des associations [22 octobre 1982] (p. 6184) ; **article 9 :** politisation de l'attribution des subventions (p. 6194) ; **article 10 :** problème des équipements importants recouvrant plusieurs arrondissements (p. 6197) ; **article 29 :** calcul de la dotation de chaque arrondissement (p. 6230).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 12 :** son amendement n° 80 (maisons de quartier) : rejeté ; son amendement n° 81 (définition et mode de gestion des maisons de quartier) : rejeté [9 décembre 1982] (p. 8162) ; **article 17** *bis* **précédemment réservé :** son amendement n° 82 (création, organisation et rôle du comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ; délégués désignés par le comité pour participer aux débats du conseil d'arrondissement) (p. 8187) ; rejeté (p. 8190).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions :* protection des espaces naturels [15 novembre 1982] (p. 7218) ; problème des pollutions ; immersion des déchets dangereux dans l'océan Atlantique (p. 7220).

Relations extérieures, affaires européennes. — Coopération et développement. — *Discussion générale :* lutte du peuple afghan et du peuple cambodgien pour la liberté ; non-respect des conventions internationales par l'U. R. S. S. et le Viet-Nam [17 novembre 1982] (p. 7341) ; actions de « Médecins sans frontière » ; guerre chimique menée par l'U. R. S. S. ; soutien apporté par la France à l'O. L. P. (p. 7342).

Consommation. — *Discussion générale :* progression des crédits budgétaires [19 novembre 1982] (p. 7474) ; augmentation des moyens de fonctionnement du ministère ; faible augmentation des subventions affectées aux organisations de consommateurs ; Institut national de la consommation ; rôles et moyens budgétaires de cet institut ; contrats de qualité ; prévention des accidents domestiques (p. 7475).

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
(8e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi portant modification du **code du service national** pour ce qui concerne le **service militaire (n° 794)** [21 avril 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; volonté du Gouvernement de supprimer les juridictions d'exception en matière répressive ; disparition de la Cour de sûreté de l'Etat ; définition d'une juridiction d'exception ; caractère de juridiction d'exception des tribunaux pour enfants et de la Cour d'assises des mineurs [14 avril 1982] (p. 1130) ; protection des libertés par les T.P.F.A. ; création en 1956 par M. François Mitterrand de juridictions militaires rétroactivement compétentes ; suppression éventuelle de toutes les juridictions spécialisées ; ancienneté des tribunaux spécialisés dans la « chose » militaire ; amputation de l'autorité du commandement dépouillée de son pouvoir de sanctionner ; clémence manifestée par la juridiction militaire ; nécessité de conserver le système actuellement en vigueur (p. 1131) ; absence de netteté dans la distinction entre le temps de guerre et le temps de paix ; incohérence du système proposé ; création d'une cour d'assises spécialisée sans jurés populaires ; constitutionnalité de cette cour d'assises ; événements d'Algérie ; caractère dangereux du texte (p. 1132) ; propose d'appeler la cour d'assises spécialisée prévue par le projet de loi « cour criminelle » ; sa question préalable rejetée par scrutin public (p. 1136) ;

Discussion des articles : **article 3 :** *article* 698-6 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 40 (précisant que la cour d'assises prévue par l'article 697 est composée à parts égales de magistrats et de militaires en activité de service sous la présidence d'un magistrat) ; absence de défiance vis-à-vis des magistrats ; impossibilité pour la cour d'assises d'être composée comme les cours d'assises de droit commun ; jurys populaires ; rejeté [14 avril 1982] (p. 1156) ; *article* 699 *du code de procédure pénale :* son amendement n° 41 (remplaçant le texte proposé par : « en temps de guerre les tribunaux des forces armées sont immédiatement rétablis ») ; critique la rédaction proposée pour cet article ; adopté (p. 1157) ; **article 6 :** son amendement n° 42 (précisant que les assesseurs et leurs suppléants seront désignés moitié parmi les magistrats, moitié parmi les militaires en activité de service) (p. 1158) : devenu sans objet (p. 1159).

— Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Jean-Claude Gaudin.

Inquiétude pour le présent et angoisse pour l'avenir de la défense nationale ; attitude de l'opposition jusqu'au vote de la motion de censure ; maintien de la politique de défense sur la voie tracée en 1958 jusqu'à une date récente ; exigence du Président de la République que les avions militaires français présentés au salon de l'aéronautique soient désarmés ; propos de M. Charles Hernu selon lesquels la mission des appelés est de « défendre la France et le socialisme » ; démenti apporté par M. Charles Hernu ; projet de budget primitif pour 1982 ; annulations de crédits, leurs conséquences sur les commandes [24 novembre 1982] (p. 7645) ; absence d'espoir de rattrapage des sommes annulées ; diminution progressive des effectifs militaires de 1961 à 1969 ; progression constante du pouvoir d'achat des

crédits affectés aux armées jusqu'en 1973 ; légère augmentation des effectifs militaires depuis 1969 ; croissance du produit intérieur brut marchand ; part des dépenses militaires dans ce produit et dans les dépenses publiques ; choix du Gouvernement : priorité aux armes nucléaires stratégiques et tactiques, réduction des effectifs militaires, diminution du nombre des unités de combat et dotation en armes de celles qui sont maintenues ; nombre de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins en service ; renvoi de la construction du 7e sous-marin à la prochaine décennie ; incidence des annulations de crédits sur les systèmes d'armes nucléaires ; réduction des effectifs militaires ; service militaire ; maintien ou réduction de sa durée ; formule du service différencié étant inconstitutionnelle et dispendieuse (p. 7646) ; lien entre les réductions d'effectifs et les crises morales dans l'armée ; qualité de nos armes ; loi de planification militaire ; absence de précision quant à la politique retenue en matière d'armes nucléaires ; arme à rayonnement renforcé ; système H. A. D. E. S. ; système Mirage 2000 air-sol moyenne portée ; marine nationale ; impossibilité d'assurer le renouvellement des Bréguet Atlantic de l'aéronavale ; blocage de la construction des chars AMX 30 et AMX 10 sans mise en place d'un prototype de remplacement ; incidences des programmes d'armement sur l'industrie ; place de la France dans les puissances nucléaires ; amputation du budget de 1982 sans information du Parlement ; médiocrité des crédits militaires ; incertitude pesant sur les missions des armées (p. 7647) ; durée de construction du premier S. N. L. E. étant égale à sept et non pas à treize ans comme l'affirme le Premier ministre (p. 7666) ; durée de la période de lancement des cinq premiers S. N. L. E. (p. 7669).

MESTRE (Philippe)

Député de la Vendée
(1re circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Imprimerie nationale) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1082), annexe n° 46, **Imprimerie nationale (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Incident survenu à Cholet lors de la visite du ministre de l'industrie :** « attitude injustifiée » du ministre de l'industrie lors de sa visite à Cholet compte tenu des propos tenus par M. Ligot, député-maire de Cholet [5 mai 1982] (p. 1730) ; refus des présidents de conseils généraux de l'opposition de rester dans un «silence respectueux » (p. 1731).

— **Inconstitutionnalité de la procédure de réforme du mode d'imposition sur les grandes fortunes :** article 34 de la Constitution ; exonération de l'outil de travail de l'impôt sur les grandes fortunes ; dépôt, par le groupe U. D. F., au moment du débat relatif à l'impôt sur les grandes fortunes, d'un amendement tendant à exclure l'outil du travail du champ d'application de cet impôt ; rejet de cet amendement par le Gouvernement [6 octobre 1982] (p. 5463).

— **Décision du Gouvernement après la publication des lettres des trois chefs d'état-major des armées :** sanctions des fuites ; difficulté de découvrir les auteurs des indiscrétions ; nécessité de réformer la politique militaire et de se replacer dans la continuité de l'effort de défense poursuivi depuis 1958 [8 décembre 1982] (p. 8110) ; note l'absence de réponse du ministre à sa question (p. 8111) ; absence de succès des discours du Premier ministre (p. 8112).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875) :**

Première lecture, discussion générale : reconnaissance par le Gouvernement de l'importance du contexte économique international ; absence de résultats obtenus dans le domaine économique depuis un an [25 mai 1982] (p. 2560) ; augmentation du déficit budgétaire ; annulation de crédits du F.D.E.S. ; prise en compte de la normalisation du régime fiscal du Crédit agricole et du Crédit mutuel ; contribution exceptionnelle sur les institutions financières ; aménagement de la taxe professionnelle (p. 2561) ; modifications des taux de la T.V.A. (p. 2562).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 57 (taxant le taux réduit de la T. V. A. à 6 p. 100) [26 mai 1982] (p. 2607) : rejeté (p. 2608) ; **article 16 :** mécanisme de la cotisation de péréquation (p. 2637) ; **article 17 :** règles d'intervention du fonds de péréquation (p. 2639) ; **article 27 :** son amendement n° 64 (de suppression) : rejeté (p. 2648).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) :**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 119 (exonérant les plus-values des particuliers) [28 octobre 1982] (p. 6417) : rejeté (p. 6418) ; **article 12 :** son amendement n° 151 (réactualisation des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6467) : rejeté (p. 6468) ; son amendement n° 152 (précisant que les biens professionnels ne sont pas soumis à l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6469) : rejeté (p. 6470).

Deuxième partie :

Economie et finances. — III : Budget. — Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — Taxes parafiscales. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : lenteur avec laquelle les services du ministère du budget ont répondu à ses questions ; conséquences de cette lenteur sur la rédaction de son rapport ; diminution de la sous-traitance ; caractère satisfaisant de l'évolution des effectifs et des conditions de travail des personnels de l'Imprimerie nationale ; rénovation des bâtiments de cette imprimerie ; utilisation du papier recyclé ; impression de l'annuaire téléphonique [8 novembre 1982] (p. 6848) ; utilisation de la bureautique (p. 6849).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* silence du ministre de la défense quant aux annulations de crédits du 18 octobre 1982 [12 novembre 1982] (p. 7110) ; sort réservé aux programmes militaires correspondant à ces crédits annulés ; modification de l'orientation générale de la politique de défense française (p. 7111).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 52 : son amendement n° 104 devenu sans objet [19 novembre 1982] (p. 7495).

METAIS (Pierre)

Député de la Vendée
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation de l'emploi au groupe Biderman :** ateliers de la Caillère, en Vendée, et de La Roche-sur-Yon ; fermeture du siège social parisien de Big Chief ; signature d'un contrat de solidarité avec le groupe Biderman [15 décembre 1982] (p. 8329).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : renégociation de la politique agricole commune ; amélioration de la gestion des marchés et organisation des relations entre les différents opérateurs des filières de production ; conduite de politiques sectorielles ; moyens financiers de l'office ; présence des consommateurs au conseil de gestion des offices ; fonctionnement des circuits de distribution [29 juin 1982] (p. 4022) ; rôle de la coopération et moyens de l'office dans les actions de développement ; situation du cheptel bovin ; connaissance des productions et de leur coût ; adaptation de l'action des offices aux réalités régionales dans le cadre du plan (p. 4023).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* projet de T. G. V. ouest-Atlantique ; prolongement de l'autoroute A 10 ; désenclavement de la Vendée [16 novembre 1982] (p. 7253).

Affaires sociales et solidarité nationale - Travail. — *Discussion générale :* nécessité de mettre en place une meilleure formation et une meilleure information des acteurs sociaux ; création du conseil supérieur de la prud'homie [18 novembre 1982] (p. 7397) ; création de la commission nationale de la négociation collective (p. 7398)

METZINGER (Charles)

Député de la Moselle
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 14 janvier 1982] (p. 262).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— dépôt de bilan du groupe Bauknecht : usine Bauknecht-Industrie de Valmont [27 octobre 1982] (p. 6352-6353) ;

orale sans débat :

— (n° 230) de M. Robert Malgras : appelée le 18 juin 1982. **Enseignement public en Moselle :** particularisme de l'enseignement public du premier degré en Moselle ; taux d'échec scolaire plus élevé que la moyenne nationale ; fermeture de classes ; insuffisance des effectifs (p. 3611).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : perfectionnement du statut des conseillers prud'hommes ; extension des compétences territoriales et professionnelles des conseils de prud'hommes aux salariés d'Alsace et Moselle ; protection des conseillers ; avis de la commission nationale de l'informatique et de libertés sur la modification du code du travail relatif à l'établissement des listes électorales prud'homales ; disparition de l'échevinage ; extension de l'échevinage à l'ensemble du territoire national ; remise en chantier du code du travail et nouvelles relations entre salariés et patronat [27 janvier 1982] (p. 571).

Discussion des articles : **article 11 :** charges nouvelles imposées aux agences de l'A.N.P.E. (p. 595).

Explications de vote : amélioration du fonctionnement des conseils de prud'hommes ; suppression de l'échevinage ; nouvelles élections aux conseils de prud'hommes (p. 619).

Deuxième lecture, discussion générale : volonté du groupe socialiste de revenir au texte adopté en première lecture malgré certaines améliorations apportées par le Sénat ; volonté du groupe socialiste de supprimer l'échevinage ; amélioration de la législation touchant le monde du travail ; situation de retrait de l'échevinage par rapport aux conseils des prud'hommes ; amélioration des conditions d'exercice de la fonction de conseiller-prud'homme ; projet de loi concernant les droits des travailleurs [13 avril 1982] (p. 1049).

Discussion des articles : **article 18 :** partage le souci de cohérence du ministre du travail (p. 1060) ; **article 23** *bis* **:** son amendement n° 49 (insérant le mot « syndicale » après le mot « organisation » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 516-4 du code du travail) ; suspension du lien contractuel par la possibilité donnée à certains salariés de s'absenter pendant leur temps de travail ; caractère législatif de cette mesure ; nécessité de réserver la possibilité de désigner des défenseurs aux organisations syndicales représentatives ; suspicion permanente dont M. Georges Tranchant fait preuve envers les salariés (p. 1064) ; amendement n° 49 : adopté.

Explications de vote : texte de liberté, de justice et de progrès ; améliorations apportées par le Sénat ; vote positif du groupe socialiste (p. 1067).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).

Première lecture, discussion générale : amélioration de la situation de certains droits à pension de réversion ; exemple du régime minier ; majoration des pensions « avant-loi Boulin » [18 juin 1982] (p. 3587).

Discussion des articles : **article 17 :** application des dispositions de la présente loi aux retraites des ressortissants du code local des assurances sociales en Alsace et en Moselle [21 juin 1982] (p. 3629).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** nécessité de maintenir le statut propre à la Moselle [20 juillet 1982] (p. 4566).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* crédits affectés à la musique et au cinéma ; rôle des écoles de musique [3 novembre 1982] (p. 6652) ; éducation musicale à l'école ; lutte contre la domination de certaines productions cinématographiques étrangères ; future loi d'orientation du cinéma (p. 6653).

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* Mosellans et Alsaciens incorporés de force dans l'armée allemande ; émission de télévision au sujet de ces « malgré nous » ; réparation allemande [13 novembre 1982] (p. 7143-7144).

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* lutte contre le chômage ; accroissement du budget de la formation professionnelle ; rôle des stages de mise à niveau ; importance des programmes sectoriels ; problème de l'insertion des jeunes de 16 à 18 ans ; adaptation du système éducatif à l'insertion sociale et professionnelle [13 novembre 1982] (p. 7151).

MEXANDEAU (Louis)

Ministre des P.T.T.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Durr : fonctionnement des P.T.T. en Alsace :** difficultés rencontrées par le service régional pour combler les vacances d'emplois d'agents titulaires ; recours aux jeunes postulants issus des cours de formation ou en provenance d'autres régions [21 avril 1982] (p. 1219) ;

— **M. Pierre Raynal : franchise postale pour les présidents des conseils généraux :** bénéfice de la franchise postale accordée aux commissaires de la République en tant que fonctionnaires responsables de l'Etat et non en tant qu'autorité exécutive de la région ou du département ; instruction ministérielle afin d'assouplir les dispositions applicables aux conseils généraux ; nécessité d'éviter un transfert de charges du budget de l'Etat au budget annexe des P.T.T. [12 mai 1982] (p. 2039) ;

— **M. Claude Germon : réseaux câblés de télécommunications :** augmentation des besoins en communication ; nécessité de soutenir l'emploi dans l'industrie des télécommunications ; rôle des câbles ; réseaux en étoile ; financement ; décentralisation de l'information et de la communication ; loi sur l'audiovisuel ; retard pris par la France dans l'utilisation du câble [10 novembre 1982] (p. 7023).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : abrogation du régime de monopole d'Etat remplacé par un service public indépendant du pouvoir et par un régime d'autorisation [27 avril 1982] (p. 1355) ; régime devant laisser place à un régime de simple déclaration ; reproche de la majorité concernant l'absence de publicité sur les radios privées ; retard français dans l'équipement en télévision par câble ; enjeu culturel et économique représenté par la communication audiovisuelle ; coût de la réforme ; ouverture d'un nouveau champ économique par cette réforme ; politique concernant le mécanisme des autorisations accordées pour la construction et l'exploitation des réseaux câblés ; définition des missions de l'établissement public de diffusion ; soupçon entretenu à propos d'une éventuelle interdiction des antennes individuelles de réception de satellites de diffusion directe (p. 1356) ; préférence pour les antennes collectives (p. 1357).

Discussion des articles : **article 2 :** antennes collectives et antennes individuelles (p. 1384) ; **article 12 :** autorité de l'Etat en matière de support et autorité de la Haute Autorité en matière de service [29 avril 1982] (p. 1503) ; comparaison du Conseil constitutionnel et de la Haute Autorité (p. 1504) ; **article 32 :** son sous-amendement n° 703 à l'amendement n° 194 de la commission (exploitation et entretien des réseaux de distribution) ; hommage rendu au travail accompli par T. D. F. [4 mai 1982] (p. 1678) ; brouillage des radios libres ; résorption des zones d'ombres (p. 1679) ; satellite « Coca Cola » (p. 1681) : adopté (p. 1683) ; élaboration d'un plan de répartition des fréquences (p. 1684) ; autorisation du brouillage dans le cas où les fréquences sont utilisées malgré l'absence d'autorisation (p. 1686) ; nature juridique de l'espace hertzien (p. 1688) ; contrôle de signaux et des équipements confiés à T. D. F. (p. 1689) ; **article 70 :** nature juridique du domaine hertzien ; conception et équipement des réseaux câblés [10 mai 1982] (p. 1944) ; utilité de la période transitoire (p. 1948) ; **article 71 :** son opposition à l'amendement de M. Jean-Paul Fuchs [12 mai 1982] (p. 2062) ; **après l'article 71 :** régime de la concession de service public ; système « télétel » (p. 2065).

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire du président Léonid Brejnev [12 novembre 1982] (p. 7050).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* refus de taxer les communications téléphoniques urbaines toutes les trois minutes [12 novembre 1982] (p. 7054) ; politique de la Belgique en matière de câblage (p. 7056) ; importance des contrats d'exportations de matériels de télécommunications passés depuis le mois de mai 1981 (p. 7058) ; élargissement des possibilités des services financiers des P.T.T. ; extension des missions de ceux-ci dans les domaines des réseaux câblés de la filière électronique (p. 7061) ; déconcentration de la poste ; principe de l'unité de l'administration des P.T.T. ; missions de T.D.F. ; système de cotutelle entre le ministère des P.T.T. et le ministère de la communication ; technologies existant dans le domaine du câblage (p. 7062) ; mise sur pied d'une industrie des contenus des programmes ; prélèvement opéré au profit du budget général (p. 7063) ; endettement des P.T.T. ; absence de prélèvement systématique sur les chèques postaux ; mise en place des chartes de gestion ; T.V.A. éventuelle sur les communications téléphoniques (p. 7064) ; importance des créations d'emplois ; effort de promotion des personnels ; augmentation de la prime de résultat d'exploitation et des primes de rendement ; priorité donnée à l'achat de matériel français (p. 7065).

Répond à la question de :

— *M. André Durr :* créations d'emplois dans la région Alsace (p. 7066) ;

— *M. Daniel Goulet :* vandalisme sur les cabines téléphoniques ; mise en place de systèmes de télésurveillance (p. 7066) ;

— *Daniel Goulet :* problème des facteurs ; statut des receveurs distributeurs (p. 7067) ;

Examen des crédits : **article 35 :** reconduction du prélèvement sur le budget des P.T.T. ; politique française en matière de téléphone (p. 7068) ; utilisation de matériels français par les P.T.T. ; politique du câble mise en œuvre par le Gouvernement (p. 7069) ;

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube
(1re circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Dousset tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 626) [8 avril 1982] (p. 1043).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J.O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J.O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : objectif de rupture avec le libéralisme ; substitution d'une politique collectiviste ; exercice limité du droit de reprise ; institution d'un véritable droit au maintien dans les lieux [12 janvier 1982] (p. 35) ; nationalisation déguisée du logement (p. 36).

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Première lecture, discussion générale : suppression de toutes les juridictions d'exception ; survie des tribunaux des baux paritaires, des prud'hommes et des tribunaux de commerce ; caractère de juridiction spécialisée et non de juridiction d'exception des T.P.F.A. ; ancienneté de la justice militaire ; ère du changement tous azimuts ; tribunaux permanents des forces armées traitant de toutes les infractions spécifiquement militaires et de celles ressortissant au droit commun commises par des militaires ; respect et considération acquis par les T.P.F.A. ; options

antimilitaristes et neutralistes de certains magistrats ; risque de politisation des juridictions de droit commun ; qualité des verdicts rendus par les T.P.F.A. ; apolitisme du monde militaire ; caractère indispensable de la discipline militaire ; exemple donné par la France à ses voisins [14 avril 1982] (p. 1142) ; maintien du « District Court Martial » en Angleterre ; rétablissement des T.P.F.A. en temps de guerre ; absence de consultation et de concertation avec l'armée ; nécessité de créer de nouveaux postes de magistrats ; amélioration de la procédure devant les T.P.F.A. ; logique marxiste selon laquelle la guerre s'assimile à la lutte des classes ; argument selon lequel l'armée représenterait un bastion du conservatisme social plutôt que le symbole de l'indépendance internationale ; livre « L'Insurrection armée », de Neuberg ; démantèlement progressif du code pénal ; disparition de la cour de sûreté de l'Etat, des quartiers de haute sécurité et de la loi « anticasseurs » ; vote négatif du groupe U. D. F. (p. 1143).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion générale : **article 1er :** *article L.* 122-44 *du code du travail :* délais dans lesquels les juges pourront annuler des sanctions manifestement disproportionnées ; conséquence sur l'autorité du chef d'entreprise [17 mai 1982] (p. 2324).

Discussion des articles : **article 6 :** *article L.* 461-1 *du code du travail :* droit d'expression individuelle de chaque salarié (p. 2362) ; *article L.* 461-3 *du code du travail :* précision du contenu de l'accord relatif aux modalités d'exercice du droit à l'expression [18 mai 1982] (p. 2393) ; **article 7 :** suppression de l'article 7 afin d'éviter l'entrée de la politique dans l'entreprise [19 mai 1982] (p. 2415) ; **après l'article 7 :** conditions d'exercice du droit d'expression dans les entreprises du secteur public (p. 2418).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 412-11 *du code du travail :* nécessité d'accorder une représentation supplémentaire à la C. G. C. [27 mai 1982] (p. 2659) ; *article L.* 412-12 *du code du travail :* missions véritables du délégué syndical central (p. 2662) ; rôle du chef d'entreprise ; multiplicité d'établissements (p. 2663) ; institution d'un délégué syndical central (p. 2664) ; notion de représentativité « dans l'entreprise » (p. 2665) ; **article 13 :** prise de position politique par les organisations syndicales représentatives [1er juin 1982] (p. 2808) : **article 14 :** possibilité pour la décision du tribunal d'instance d'être différée à la Cour de cassation en cas de vice de forme (p. 2816) ; **article 15 :** *article L.* 423-18 *du code du travail :* défense des intérêts des travailleurs par le groupe U. D. F. (p. 2820) ; *article L.* 423-19 *du code du travail :* notion d'organisations syndicales « intéressées présentés dans l'entreprise » (p. 2824) ; disposition prévoyant que l'employeur sera invité à organiser des élections à la suite de la demande d'un salarié (p. 2825) ; délai dans lequel l'employeur est tenu d'engager la procédure électorale après réception de la demande d'un salarié ou d'une organisation syndicale ; délai de douze mois avant l'organisation de nouvelles élections (p. 2826) ; **article 16 :** incidence financière de ce projet de loi ; crédit d'heures des délégués du personnel exerçant les attributions économiques du comité d'entreprise (p. 2832) ; **article 17 :** absence de déduction du crédit d'heures lorsque le délégué du personnel suppléant remplace le titulaire ; déduction du crédit d'heures du temps passé à la réunion mensuelle visée au premier alinéa de l'article L. 420-20 du code du travail [2 juin 1982] (p. 2842) ; **article 20 :** *article L.* 431-1 *du code du travail :* effectifs pris en compte pour la constitution du comité d'entreprise [3 juin 1982] (p. 2909) ; **article 23 :** problème de la représentativité ; reconnaissance des droits des salariés non syndiqués ; élection au comité d'entreprise des salariés refusant d'adhérer à un syndicat dit représentatif ; renforcement du pouvoir et des possibilités d'action des syndicats ; loi de 1968 sur les sections syndicales d'entreprise [7 juin 1982] (p. 3021) ; *article L.* 433-2 *du code du travail :* nécessité d'éviter la pléthore de candidats (p. 3024) ; propose de confier au tribunal d'instance le soin de décider du caractère distinct d'un établissement lorsqu'il y a conflit sur ce point entre les partenaires sociaux (p. 3025) ; employeur considéré a priori comme fraudeur ; frais mis à la charge de la partie désignée par le juge d'instance (p. 3026) ; **article 24 :** nécessité d'éviter l'emprise de certains syndicats sur les travailleurs immigrés (p. 3028) ; *article L.* 433-8 *du code du travail :* notion de syndicat représentatif dans l'entreprise (p. 3033) ; dérogations en cas de réduction de plus de la moitié du nombre des éligibles (p. 3035) ; *article L.* 433-10 *du code du travail :* candidat dont le nom a été raturé (p. 3036) ; *article L.* 433-11 *du code du travail :* possibilité pour la décision du tribunal d'être déférée à la Cour de cassation (p. 3037) ; *article L.* 433-12 *du code du travail :* remplacement d'un membre titulaire ayant cessé ses fonctions par un membre suppléant de la même catégorie ; perturbation provoquée par des élections trop rapprochées (p. 3038) ; **article 25 :** *article L.* 433-13 *du code du travail :* transmission obligatoire par un fonctionnaire de renseignements revêtant un caractère privé aux organisations syndicales de travailleurs (p. 3043) ; **article 26 :** création d'une commission économique dans les entreprises de plus de 1 000 salariés (p. 3046) ; adoption du procès-verbal portant les mentions rectificatives éventuelles (p. 3048) ; *article L.* 434-5 *du code du travail :* suppression de la commission économique instituée par cet article (p. 3049) ; mission de la commission économique (p. 3056) ; possibilité pour la commission de se faire assister par l'expert-comptable (p. 3057) ; *article L.* 434-6 *du code du travail :* inutilité de la présence d'un expert au débat portant sur des innovations d'ordre technologique dans les entreprises de moins de 1 000 salariés (p. 3068) ; rémunération de l'expert-comptable par l'entreprise (p. 3069) ; extension aux experts des obligations de secret et de discrétion imposées aux membres du comité d'entreprise (p. 3071) ; **article 27 :** coût de l'ensemble des dispositions relatives au développement des institutions représentatives du personnel ; affectation de 0,2 p. 100 de la masse salariale brute au budget de fonctionnement du comité d'entreprise ; existance et financement par les chefs d'entreprise des comités d'entreprise depuis 1945 ; formation économique des salariés (p. 3073) ; *article L.* 434-10 *du code du travail :* formation économique des membres du comité d'entreprise (p. 3077) ; cas des P. M. E. et des P. M. I. (p. 3078) ; **article 28 :** rôle du comité central d'entreprise (p. 3079) ; *article L.* 435-3 *du code du travail :* compétence économique du comité central d'entreprise (p. 3081) ; **article 29 :** *article L.* 436-1 *du code du travail :* incidents survenus chez Talbot [8 juin 1982] (p. 3089) ; volonté de ne pas multiplier le nombre des salariés protégés pendant une durée de trois mois (p. 3092) ; **article 30 :** notion de comités de groupe (p. 3097) ; constitution de tels comités (p. 3098).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : concept d'exploitation familiale ; écart entre la valeur octroyée à certaines productions et la valeur de leur mise à l'étalage ; amélioration des circuits intérieurs de distribution ; adaptation de l'agriculture au monde concurrentiel ; principes de solidarité et de redistribution ; diminution de l'excédent de la balance commerciale agricole et agro-alimentaire [29 juin 1982] (p.4023).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** consultation des organismes professionnels et interprofessionnels ; **article 1er** *bis* : rôle du conseil supérieur d'orientation [29 septembre 1982] (p. 5205) ; **article 2 :** problème de l'appellation d'origine ; formation des coûts de production (p. 5206) ; répartition des revenus entre les agriculteurs (p. 5207) ; prise en compte d'une politique de développement de l'emploi agricole (p. 5208) ; **article 2 bis :** ressources des offices (p. 5210) ; création d'une taxe parafiscale (p. 5211) ; **article 3** *quater* : prérogatives des organismes à caractère interprofessionnel (p. 5213) ; **article 8 :** délibérations du conseil supérieur (p. 5215) ; volonté du Gouvernement de vider le conseil supérieur de toute substance (p. 5216).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : stabilité des institutions de la Ve République ; échec prévisible de la majorité aux prochaines élections municipales ; place réservée aux minorités [26 juillet 1982] (p. 4856) ; volonté de la majorité de soumettre les communes moyennes à la loi des partis (p. 4857).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* création d'une prime à la création d'emploi ; réduction des aides à l'investissement ; lutte contre le travail noir et les prix d'appel ; accroissement insupportable des charges sociales et fiscales ; nécessité de revenir à la liberté des prix [2 novembre 1982] (p. 6533).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale ; questions :* crise du bâtiment et des travaux publics [4 novembre 1982] (p. 6701).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* coût des approvisionnements en pétrole ; différentes mesures envisageables pour accroître les économies d'énergie ; maintien du fonds spécial de grands travaux [8 novembre 1982] (p. 6907).

Environnement. — *Discussion générale : questions :* crédits consacrés aux parcs nationaux ; problèmes des parcs naturels régionaux ; répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales [15 novembre 1982] (p. 7219).

Communication et radiotélévision. — *Examen des crédits :* **article 50 :** son amendement n° 189 (tendant à réduire le montant des crédits affectés à l'établissement public de diffusion et à augmenter du même montant ceux de la première société nationale de télévision) : rejeté [19 novembre 1982] (p. 7464) ; son amendement n° 198 (réduction du montant affecté à la Société nationale de production et affectation de la même somme à la deuxième société nationale de télévision) : rejeté (p. 7468) son amendement n° 200 (tendant à réduire les crédits affectés à l'Institut national de la communication audiovisuelle et à augmenter d'un même montant par moitié les crédits affectés à la première et à la seconde société nationale de télévision) : rejeté (p. 7468).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** nécessité de maintenir l'efficacité des P. O. S. [30 novembre 1982] (p. 7802) ; **article 17 :** composition de la commission de conciliation (p. 7808) ; **avant l'article 15 A :** son sous-amendement n° 437 à l'amendement n° 150 de la commission (élaboration des chartes intercommunales) [1er décembre 1982] (p. 7906) ; non soutenu (p. 7907) ; **article 127 :** son amendement n° 425 (précisant que les aides du fonds national pour le développement des adductions d'eau et du fonds d'amortissement des charges d'électrification seront versées par l'intermédiaire de la caisse nationale de l'énergie) : rejeté (p. 7925) ; **article 128 :** son amendement n° 426 (composition du conseil du F. A. C. E.) : retiré (p. 7927).

MICHEL (Claude)

Député de l'Eure
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'expert en automobile (n° 645) [8 avril 1982] (p. 1043).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Président de cette commission [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'intégration des fonctionnaires du corps des officiers des haras dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts (n° 1260) [2 décembre 1982] (p. 7955).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [2 décembre 1982] (p. 7955).

Rapporteur du projet de loi étendant aux grossistes et aux importateurs l'obligation de communiquer leurs barèmes et conditions de vente à tout revendeur qui en fait la demande (n° 1274) [9 décembre 1982] (p. 8205).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

Membre du groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 80), modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la **lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° 787)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1260) adopté par le Sénat, relatif à l'intégration du corps des **officiers des haras** dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts **(n° 1280)** [9 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1274) étendant aux **grossistes et aux importateurs** l'obligation de communiquer leurs barèmes et conditions de vente à tout revendeur qui en fait la demande **(n° 1281)** [9 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation du revenu agricole en 1982 :** baisse du revenu agricole [24 novembre 1982] (p. 7641) ; rôle du revenu agricole dans la détermination de la compensation financière (p. 7642).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° 80).**

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : adaptation du code rural à la nouvelle organisation des services vétérinaires en reconnaissant aux techniciens de ces services des compétences analogues à celles des agents qu'ils ont remplacés ; extension des pouvoirs de ces personnels afin d'assurer le respect de la législation sur la protection des animaux ; harmonisation des conditions du contrôle de nuit ; contrôle des véhicules utilisés pour le transport des animaux ; protection des animaux contre les mauvais traitements ; précision par le Sénat de la nature des véhicules susceptibles de faire l'objet d'un contrôle en retenant le critère de l'usage ; assimilation par la jurisprudence du Conseil constitutionnel de la voiture particulière au domicile [22 avril 1982] (p. 1252).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles, rapporteur pour avis suppléant de M. Jean Jarosz : **article 26 :** *article L. 435-5 du code du travail :* mission de la commission économique [7 juin 1982] (p. 3051).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* situation de l'agriculture dans l'économie française ; doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs [9 novembre 1982] (p. 6932) ; augmentation du revenu agricole ; taxe de coresponsabilité laitière ; position des socialistes en faveur du maintien d'un grand nombre d'agriculteurs ; nouveau mode de développement agricole (p. 6933, 6934).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : maîtrise de l'évolution des coûts des consommations intermédiaires en agriculture ; suppression de l'obligation des transferts physiques du producteur-éleveur au fabricant d'aliments : remboursement des taxes fiscales ; extension prévue de ce dispositif aux taxes parafiscales ; subvention du budget général au B. A. P. S. A. ; déficit de l'office national

des forêts [7 décembre 1982] (p. 8046) ; dotation aux jeunes agriculteurs et installation des jeunes dans l'agriculture ; annulations de crédits inscrits en provision aux budgets du F. O. R. M. A. et de l'O. N. I. B. E. V. ; aide à la mécanisation ; son regret que les crédits économisés ne soient pas affectés en totalité à l'agriculture ; domaine industriel ; importance des crédits affectés aux entreprises publiques ; regrette que le projet de budget ne contienne pas d'indication sur la répartition de ces crédits entre les différentes entreprises publiques du secteur industriel ; crédits du ministère de la recherche et de l'industrie ; réforme du C. I. A. S. I. ; transformation de cet organisme en C. I. R. I. ; plan d'indépendance énergétique ; problème du charbon national ; dotation en capital pour la S. N. C. F. ; création d'un établissement public : « autoroutes de France » ; harmonisation des péages et de leur suppression à terme (p. 8047) ; problèmes des péages (p. 8048).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'intégration des fonctionnaires du corps des officiers des haras dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts (n° 1260).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : suppression du corps des officiers des haras ; problème de l'aggravation des conditions d'avancement [14 décembre 1982] (p. 8254).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
(2e circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Etant nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [20 janvier 1982] (p. 294), [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône
(2e circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686 [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 16 de l'ordonnance n° 58-1271 du 22 décembre 1958 portant loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (n° 618) [28 janvier 1982] (p. 670).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril nistratives et judiciaires (n° 932) [8 juillet 1982] (p. 4397).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [3 juin 1982] (p. 2942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1999).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Forni tendant à autoriser les prises de vue, dans certaines conditions, au cours des audiences des juridictions administratives et judiciaires (n° 932) [8 juillet 1982] (p. 4397).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2235).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J.O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Rapporteur du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [30 septembre 1982] (p. 5306).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J.O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J.O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 novembre 1982] (p. 3316).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 25 novembre 1982] (p. 3584).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 908), relatif aux **présidents des chambres régionales des comptes** et au **statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 927)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **présidents des chambres régionales des comptes** et au **statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 965)** [23 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1092) modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires (n° 1098)** [29 septembre 1982].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome II : **justice** : administration pénitentiaire et éducation surveillée **(n° 1169)** [27 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires (n° 1098)** [29 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi rejeté par le Sénat (n° 1221) modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires (n° 1245)** [25 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1322), rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, modifiant l'**ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1340)** [20 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Grève des personnels pénitentiaires :** grève des personnels de l'administration pénitentiaire ; revendications matérielles de ces personnels [21 avril 1982] (p. 1210) ;

— **Concours d'agrégation de droit et de sciences économiques :** grève des maîtres-assistants en droit et en sciences économiques ; problème de la suppression du concours d'agrégation [15 décembre 1982] (p. 8327).

orales sans débat :

— **n° 169,** posée le 4 mai 1982 : **habillement, cuirs et textiles (entreprises : Haute-Saône)** (p. 1696) ; appelée le 17 mai 1982 : **Usines Texunion en Haute-Saône :** situation des usines textiles de Texunion en Haute-Saône ; plan de restructuration déposé par le groupe D.M.C. auprès des pouvoirs publics ; consultation des élus locaux (p. 1847) ;

— **n° 202,** posée le 1er juin 1982 : **professions et activités médicales (médecine scolaire : Haute-Saône)** (p. 2837) ; appelée le 4 juin 1982 : **médecine scolaire en Haute-Saône** (p. 2955).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Rappelle,** lors de la discussion du projet de loi sur la communication audiovisuelle, que chaque député est libre de ses propos et en assume la responsabilité [30 avril 1982] (p. 1539).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : communication à l'Assemblée des résultats de la conférence des présidents concernant l'organisation des travaux [29 avril 1982] (p. 1498).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel (durée de la discussion générale portant sur les projets Auroux) [4 mai 1982] (p. 1650).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de l'Assemblée nationale de la République de Corée [13 mai 1982] (p. 2090).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin [18 mai 1982] (p. 2356).

— **Lors de la discussion des articles du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) :**

— **Répond au rappel au règlement de M. Michel Noir :** recevabilité de l'amendement n° 22 de M. Roland Renard [19 mai 1982] (p. 2412).

— **Répond aux rappels au règlement de MM. Jacques Brunhes et Philippe Séguin** (p. 2413).

— **Prie M. Jacques Marette** de retirer les paroles qu'il vient de proférer à l'égard de la présidence [26 mai 1982] (p. 2618).

— **Répond au rappel au règlement de M. Gilbert Gantier :** organisation des travaux des commissions [26 mai 1982] (p. 2631).

— **Lors de la discussion du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) :**

— **Répond au rappel au règlement de M. Philippe Séguin :** procédure de retrait des amendements [28 mai 1982] (p. 2733).

— **Répond au rappel au règlement de M. Charles Millon :** caractère exceptionnel de la création d'une commission spéciale pour l'examen d'un projet de loi (p. 2734).

— **Répond au rappel au règlement de M. Philippe Séguin :** retrait d'amendement [8 juin 1982] (p. 3141).

— **Répond au rappel au règlement de M. Alain Madelin** [14 juin 1982] (p. 3362).

— **Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Soisson :** interprétation de l'article 83 du règlement ; possibilité pour une commission de modifier ses propres décisions postérieurement au dépôt de son rapport [14 juin 1982] (p. 3362).

— **Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Foyer :** exception d'irrecevabilité [27 juillet 1982] (p. 4875).

— **Répond au rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert :** donne son interprétation de l'article 92 du règlement [27 juillet 1982] (p. 4876).

— **Ses observations** sur le déroulement du débat (projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [27 juillet 1982] (p. 4880).

— **Précise** que le scrutin public demandé sur l'amendement n° 43 de M. Jean Foyer n'avait pas été annoncé dans le palais avant que M. Raymond Forni ne demande la parole (projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales) (n° 1030) [28 juillet 1982] (p. 4953).

— **Allocution de fin de session.**

Qualité des relations entre le Gouvernement et l'Assemblée ; travail accompli pendant la présente session extraordinaire [28 juillet 1982] (p. 4979).

— **Prononce** la clôture de la troisième session extraordinaire de 1981-1982 [28 juillet 1982] (p. 4979).

— **Indique,** lors de la discussion du projet de loi (n° 1086) portant modification du statut des agglomérations nouvelles, qu'il n'a pas de mandat de la conférence des présidents pour poursuivre la séance, sauf si le Gouvernement le demande expressément [6 octobre 1982] (p. 5521) ; accepte de poursuivre la séance à la demande expresse du Gouvernement (p. 5522).

— **Lors du décès du président Pierre Mendès-France :** invite les députés à observer, en signe de deuil, une minute de silence [18 octobre 1982] (p. 5896).

— **Ses observations** sur la procédure des questions lors de la discussion budgétaire ; similitude avec une partie de ping-pong [9 novembre 1982] (p. 6976).

— **Durée des prochaines séances de nuit** (discussion du projet de loi portant répartition de compétences entre l'Etat, les communes, les départements et les régions) (n° 1215) [29 novembre 1982] (p. 7752).

— **Ses observations** sur la difficulté d'admettre qu'un député soit remplacé par un autre lors de la séance réservée aux questions orales [10 décembre 1982] (p. 8215).

— **Constate** la clôture de la première session ordinaire 1982-1983 [20 décembre 1982] (p. 8579).

— **Allocution de fin de session :**

Rappelle l'activité de l'Assemblée pendant la présente session ; adresse ses remerciements au personnel de l'Assemblée [20 décembre 1982] (p. 8578).

En qualité de député :

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** modification des règles de procédure ; exécution des jugements ; proposition d'un relèvement du plafond par chef de demande ; exécution provisoire de plein droit ; sanction contre le non-respect des délais de jugement [27 janvier 1982] (p. 581) ; **article 22 :** audience de départage (p. 608) ; conseillers spécialistes des audiences de départage ; pouvoirs du juge d'instance (p. 609) ; son amendement n° 96 (renvoi de l'affaire en cas de partage devant le même bureau de conciliation ou de jugement) ; cas d'absence justifiée d'un conseiller ; cas où le nombre de conseillers prud'homaux n'est pas suffisant pour siéger à l'audience de départage (p. 609) ; amendement n° 96 : adopté (p. 610) ; son amendement n° 97 (pouvoir de l'assemblée générale de la Cour d'appel de dresser la liste des juges d'instance qui feront fonction de juges départiteurs) : adopté (p. 610) ; son amendement n° 98 rectifié (possibilité pour le juge du tribunal d'instance de statuer seul si, lors de l'audience de départage, le bureau de jugement ou la formation de référé ne peut se réunir au complet) : adopté (p. 611).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : composition des chambres régionales des comptes ; création d'un nouveau corps de magistrats ; recrutement par la voie de l'Ecole nationale d'administration ; particularité faisant des présidents des chambres régionales des membres de la Cour des comptes ; corps de magistrats chargés des

fonctions du ministère public auprès des chambres régionales ; création d'un conseil supérieur des chambres régionales des comptes [17 juin 1982] (p. 3517) ; protection des nouveaux magistrats (p. 3518).

Discussion des articles : **article 2 :** maintien du grade de président de section ; **article 3 :** son amendement n° 1 (accession aux fonctions de président de chambre régionale des comptes) (p. 3548) ; adopté ; **article 4 :** son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (substituant au mot « magistrat » les mots « membre du corps ») : adopté ; son amendement n° 4 (remplaçant la notion de commissaire du gouvernement par celle de ministère public) : adopté ; son amendement n° 5 (nomination du ministère public) (p. 3549) ; adopté après rectification ; son amendement n° 6 (fin des fonctions du ministère public) : adopté après correction ; **article 5 :** serment des magistrats des chambres régionales des comptes (p. 3550) ; **article 6 :** son amendement n° 7 (de suppression) : droit de grève des magistrats des chambres régionales des comptes ; adopté (p. 3551) ; **article 8 :** résidence des membres de chambre régionale des comptes ; son amendement n° 8 (dérogation autorisant le magistrat à résider dans le ressort de la chambre) : adopté (p. 3552) ; **article 9 :** régime des incompatibilités ; **article 10 :** son amendement n° 9 (régime des incompatibilités devant s'appliquer au concubinage) : adopté ; son amendement n° 10 (même objet) : adopté ; son amendement n° 11 (suppression des mots « ou de la Cour des comptes » à la fin du sixième alinéa de cet article) (p. 3553) : rejeté ; **article 11 :** son amendement n° 12 (précisant que nul ne peut être nommé magistrat dans une chambre régionale des comptes s'il a été déclaré comptable de fait) : adopté après modification (p. 3554) ; **article 13 :** recrutement des conseillers de chambre régionale des comptes de deuxième classe (p. 3555) ; **article 14 :** son amendement n° 13 (possibilité de nomination au tour extérieur) : rejeté ; son amendement n° 14 (assouplissant les conditions d'accès au tour extérieur) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 15 (substituant aux mots « est prononcée » les mots « peut être prononcée ») : retiré ; son amendement n° 16 (âge et ancienneté requis pour être nommé au tour extérieur) (p. 3556) : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 17 (substituant aux mots « est prononcée » les mots « peut être prononcée ») : retiré ; son amendement n° 18 (âge et ancienneté nécessaires pour être nommé conseiller hors classe au tour extérieur) : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 19 (composition de la commission d'intégration) ; son amendement n° 20 (même objet) (p. 3557) ; adoptés ; son amendement n° 21 (même objet) : adopté (p. 3558) ; **article 18 :** son amendement n° 22 (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les modalités d'établissement de la liste d'aptitude par la commission d'intégration) ; adopté ; **article 19 :** son amendement n° 23 (mission du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 3559) ; **article 20 :** son amendement n° 24 (composition du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 3560) ; son amendement n° 25 (élection des membres de la Cour des comptes siégeant au conseil supérieur) : adopté ; son amendement n° 81, à titre personnel (suppression du quatrième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 26 (précisant que les membres du corps des chambres régionales des comptes élisent leurs représentants au conseil supérieur au scrutin proportionnel) : adopté (p. 3561) ; son amendement n° 27 (précisant que le mandat des présidents élus au conseil supérieur dure trois ans et n'est pas renouvelable) : adopté (p. 3562) ; **article 21 :** son amendement n° 28 (qualité de magistrat reconnue aux membres des chambres régionales) : adopté (p. 3563) ; **article 22 :** intégration hors-tour ; son amendement n° 29 précisant que les conseillers hors classe pourront accéder aux fonctions de président de chambre régionale) : adopté ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 31 (suppression de l'exigence d'un stage pratique à la Cour des comptes) : adopté (p. 3564) ; **article 23 :** son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 33 (pouvoir disciplinaire à l'égard des membres du ministère public) : adopté après modification ; **article 24 :** son amendement n° 34 (droits de la défense) : adopté ; son amendement n° 35 (enquête) : adopté (p. 3565) ; **article 25 :** son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 37 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 38 (suppression du quatrième alinéa de cet article) ; magistrats siégeant dans les commissions de discipline : rejeté ; son amendement n° 39 (précisant que le conseil supérieur peut entendre des témoins) : adopté ; **article 26 :** son amendement n° 40 (régime disciplinaire des membres du ministère public) (p. 3566) ; devenu sans objet ; son amendement n° 82, à titre personnel (de suppression) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 41 (garanties accordées aux magistrats en cas de faute grave) : adopté ; son amendement n° 42 (suspension des membres du ministère public) (p. 3567) : rejeté ; son amendement n° 43 (précisant que la suspension n'entraîne pas privation du droit au traitement) : adopté ; son amendement n° 83, à titre personnel (précisant que le conseil supérieur est saisi d'office d'une procédure disciplinaire) : adopté ; **article 31 :** son amendement n° 44 (de suppression) ; avertissement infligé aux magistrats : adopté (p. 3568) ; **article 33 :** son amendement n° 45 (dispositions transitoires) ; son sous-amendement n° 84, à titre personnel, à l'amendement n° 45 de la commission (dispositions transitoires) : adopté ; amendement n° 45 adopté après modification ; **article 34 :** son amendement n° 46 (établissement des listes d'aptitude) (p. 3569) : adopté ; **article 35 :** composition du jury (p. 3570) ; son amendement n° 47 (composition du jury) : devenu sans objet ; **article 36 :** son amendement n° 48 (nomination initiale des présidents des chambres régionales des comptes) : adopté (p. 3571).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** délimitation de la loi et du règlement [17 juin 1982] (p. 3529) ; **article 8 :** rôle du commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes (p. 3535) ; **article 13 :** son opposition à l'amendement n° 47 du Gouvernement (p. 3538).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : problème de la petite délinquance [21 juillet 1982] (p. 4615) ; politique pénale de l'ancien gouvernement ; coût de la délinquance économique et financière ; utilisation du sentiment d'insécurité comme méthode de gouvernement par l'ancienne majorité ; suppression des limitations apportées au pouvoir d'appréciation des juges ; abrogation des dispositions permettant de dessaisir les juges d'instruction au profit des chambres d'accusation ; substitution d'une procédure d'urgence à la procédure de saisine directe (p. 4616) ; future réforme du code pénal (p. 4617).

Discussion des articles : **article 1er :** notion de récidiviste [22 juillet 1982] (p. 4676) ; **après l'article 8 :** abrogation d'une disposition permettant de « mater » certains mouvements sociaux [23 juillet 1982] (p. 4729) ; **avant l'article 9 :** difficultés du métier de magistrat (p. 4730) ; **article 9 (précédemment réservé) : son rappel au règlement :** égalité des députés devant le règlement (p. 4783) ; **article 16 :** déroulement de la procédure d'urgence (p. 4791) ; refus d'instituer toute procédure ou filière rapide en matière de justice pénale ; procédure dite de flagrant délit (p. 4792) ; **article 17 :** *article 393 du code de procédure pénale :* droit à l'assistance d'un avocat (p. 4797).

Explications de vote : abrogation de la loi Sécurité et liberté ; futur projet de loi sur la réforme du code pénal ; missions des juges d'instruction (p. 4806).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : historique de la création de l'Ecole nationale d'administration ; action de M. Michel Debré ; échec de la diversification du recrutement sur le plan géographique et social ; institution du concours interne ; coupure entre la haute fonction publique et la société française ; détournement du concours interne par certains élèves de grandes écoles considérés comme fonctionnaires ; contenu du décret du 27 septembre 1982 [5 octobre 1982] (p. 5385) ; modification de la composition du conseil d'administration de l'E. N. A. ; nécessité de démocratiser la haute fonction publique ; décentralisation de la préparation à l'E. N. A. ; monopole dont jouit l'Institut d'études politiques de Paris ; rôle des préparations privées à l'Institut d'études politiques de Paris ; suppression de l'accès aux grands corps directement à la sortie de l'E. N. A. ; élargissement du tour extérieur ; harmonisation des carrières ouvertes par l'E. N. A. ; création d'un grade d'administrateur général ; harmonisation des primes entre les ministères ; création d'une nouvelle filière de recrutement par le présent texte (p. 5386) ; résistances auxquelles se heurte le présent texte auprès de la haute fonction publique (p. 5387).

Discussion des articles : **article 1er :** non-respect de la règle parlementaire par M. Jacques Toubon (p. 5418) ; **article 2 :** éventuelle ouverture du troisième concours aux parlementaires ; son amendement n° 1 (précisant que les parlementaires ne pourront se présenter au troisième concours) : adopté (p. 5422) ; ouverture du troisième concours aux conseillers municipaux dans les communes de plus de 30 000 habitants (p. 5423) ; refus d'ouvrir le troisième concours aux présidents directeurs généraux des entreprises de moins de 500 salariés ; son amendement n° 2 (précisant que les fonctions syndicales sont prises en compte quel que soit l'organe national ou local où elles auront été exercées) : adopté (p. 5424) ; cas des secrétaires généraux et des secrétaires généraux adjoints de mairie (p. 5425) ; cas des personnels détachés auprès du Conseil économique et social et des fonctionnaires de l'Assemblée nationale ou du Sénat (p. 5426) ; son amendement n° 3 (suppression de l'interdiction de se présenter au troisième concours pour les fonctionnaires des catégories C et D) (p. 5427) : rejeté (p. 5430) ; rôle de la commission présidée par un conseiller d'Etat dans l'établissement de la liste des personnels admis à concourir (p. 5431) ; son amendement n° 4 (classement établi à l'issue d'une formation dispensée par l'E. N. A.) : adopté ; qualité de la formation dispensée aux étudiants reçus au troisième concours ; perspectives de carrière des élèves reçus au troisième concours (p. 5432) ; **article 3 :** son amendement n° 5 (décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 5433).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet par le Sénat de l'ensemble du projet de loi ; nécessité de rétablir l'égalité des possibilités d'accès à la fonction publique ; candidats de la troisième voie ; diversification du recrutement des hauts fonctionnaires ; candidats intéressés par la troisième voie ; ouverture de la troisième voie aux personnes qui se sont mises au service de leurs citoyens ; projet de 1936 : « Weill-Raynal et Cusin » ; retour à un texte plus politique et plus démocratique ; caractère politique du débat [25 novembre 1982] (p. 7689) ; rejet par certains de toute démocratisation de la haute fonction publique ; vote positif des membres de la majorité (p. 7690).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (réduction de la durée des fonctions exigées pour accéder à la troisième voie) : adopté (p. 7694) ; son amendement n° 2 (durée totale des fonctions exigées pour se présenter au concours de la troisième voie) ; substitution dans l'amendement des mots « des activités visées » par les mots « des fonctions mentionnées » : amendement n° 2 adopté après rectification ; son amendement n° 3 (ouverture de la troisième voie à des fonctionnaires remplissant les conditions pour s'y présenter) : adopté (p. 7695).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : crédits destinés à l'administration pénitentiaire et à l'éducation surveillée ; parution récente du guide des droits des victimes ; accroissement du nombre des personnels ; lutte contre l'échec scolaire comme condition de la prévention de la délinquance juvénile ; ouverture d'un établissement pénitentiaire à Moulins ; formation des personnels pénitentiaires [2 novembre 1982] (p. 6561) ; problème de l'éducation surveillée ; rénovation des établissements pénitentiaires ; construction d'établissements à l'échelle humaine ; nécessité de développer les centres de semi-liberté (p. 6562).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* retards de paiement des entreprises par les collectivités locales ; conséquences de l'absence d'étatisation de postes de police pour les villes de Luxeuil et de Gray [10 novembre 1982] (p. 7040).

— Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).

Première lecture, discussion générale : inégalités ; loi du 3 janvier 1972 ; satisfaction du groupe socialiste à l'égard de la réforme en cours ; simplification de la procédure d'accession à l'aide judiciaire ; instruction des dossiers d'aide judiciaire ; indemnisation des commissions d'office en matière pénale ; charge des barreaux [23 novembre 1982] (p. 7564) ; proposition de loi du groupe socialiste tendant à transformer l'aide judiciaire en aide juridique ; accès au droit ; refus du Parlement d'autoriser les associations à défendre leurs membres dans les conflits locatifs ; nécessité d'aboutir à une réglementation plus stricte des différentes professions judiciaires (p. 7565).

Discussion des articles : **après l'article 17 :** nécessité de faire cesser le régime transitoire de multipostulation dans la région parisienne ; critique ce système ; son vote en commission (p. 7570, 7571).

MILLON (Charles)

Député de l'Ain.
(2e circonscription.)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à limiter à quarante jours les échéances des effets de commerce et à assurer la garantie de bonne fin de leur paiement (n° 582) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Dousset tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 et le décret n° 67-120 du 22 décembre 1967 relatifs aux organes de la prévention et du traitement des difficultés des entreprises (n° 629) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à assurer l'indemnisation des victimes d'attentats (n° 330) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Didier Julia et Michel Péricard visant à indemniser toute personne participant bénévolement aux actions de lutte et de prévention prévues à l'article L. 131-2-6° du code des communes (n° 716) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Dousset tendant à octroyer de nouvelles garanties aux petites et moyennes entreprises en cas de défaillance du « donneur d'ordres » (n° 627) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à adapter les limites départementales et régionales en Lorraine (n° 811) [6 mai 1982] (p. 1844).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative à l'acquisition par une collectivité publique des biens immobiliers à l'abandon concernés par une déclaration d'utilité publique ou menaçant ruine (n° 1047) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 875) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'**acquisition d'habitation à loyer modéré** à usage locatif par le locataire (**n° 712**) [28 janvier 1982].

Proposition de loi de développement de l'actionnariat, de l'épargne et de l'emploi (**n° 931**) [10 juin 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Décentralisation et élections locales :** recours éventuel aux ordonnances pour déterminer la répartition des compétences entre les collectivités territoriales ; date des prochaines élections régionales ; système électoral prévu pour les élections municipales [14 avril 1982] (p. 1121).

— **Financement de la compensation britannique au sein du budget communautaire :** prise en charge par la France en plus de sa quote-part de 50 p. 100 de la quote-part allemande dans la compensation britannique [2 juin 1982] (p. 2872, 2873).

— **Abattement sur les versements aux établissements hospitaliers :** télégramme du ministre des affaires sociales aux caisses de sécurité sociale pour qu'elles diminuent leurs versements aux hôpitaux ; conséquence sur les avances des caisses de sécurité sociale et le règlement des factures des fournisseurs [15 décembre 1982] (p. 8332) ; réduction des dépôts hospitaliers faits auprès du Trésor ; faillite du système de protection sociale entraînant la faillite en chaîne des entreprises fournisseurs des hôpitaux ; pénalisation des hôpitaux bien gérés (p. 8333).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion générale : rejet systématique des compromis proposés par le Sénat ; désordre institutionnel ; sanction du contrôle constitutionnel ; texte insatisfaisant ; rédaction floue ; interventionnisme économique des collectivités locales [22 janvier 1982] (p. 388) ; risque d'utilisation désordonnée des dispositions du projet (p. 389).

Discussion des articles : **article 2 :** décisions des communes exécutoires après transmission au représentant de l'Etat (p. 392) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 181 à l'amendement n° 15 de la commission (jugement en appel sur une décision de sursis à exécution) (p. 396) : rejeté (p. 397) ; **article 4 :** retrait par la commission de la référence à la liberté du commerce et de l'industrie (p. 399) ; son opposition aux aides directes attribuées par les communes aux entreprises en difficulté ; sa proposition de butoir pour les engagements financiers des communes ; son sous-amendement n° 171 à l'amendement n° 16 de la commission (intervention économique des communes sous réserve du respect de la liberté du commerce et de l'industrie, du principe d'égalité des citoyens et des règles de l'aménagement du territoire) (p. 400) ; devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 210 du gouvernement (maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural) ; son sous-amendement n° 200 à l'amendement n° 16 de la commission (limitation de la charge annuelle des interventions économiques des communes) ; protection de la population et des élus contre les pressions éventuelles (p. 401) ; limitation des garanties d'emprunt ; retrait du sous-amendement n° 200 (p. 402) ; **article 14 :** pour le maintien de l'article L. 121-29 interdisant les vœux des conseils municipaux (p. 412) ; **article 18 :** son sous-amendement n° 182 à l'amendement n° 50 de la commission (possibilité de transmission de parties de services de l'Etat au département) : devenu sans objet avec le retrait de l'amendement n° 50 (p. 414) ; **article 18** *septies :* tutelle du département sur les communes par le biais de l'agence technique départementale ; son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 59 de la commission (rôle de l'agence technique départementale) ; son sous-amendement n° 199 à l'amendement n° 59 de la commission (exercice direct ou indirect de la maîtrise d'œuvre interdit à l'agence technique départementale) (p. 417) ; liberté des départements pour la création des agences techniques (p. 423) ; formule des syndicats mixtes ; protection des bureaux d'études ; réserve des sous-amendements n°s 173 et 199 (p. 424) ; **article 21 :** son sous-amendement n° 183 à l'amendement n° 62 de la commission (représentant de l'Etat dans le département assisté de commissaires adjoints de la République) ; maintien des arrondissements ; retrait du sous-amendement n° 183 (p. 426) ; **article 32 :** propose de passer directement au vote des amendements de la commission (p. 430) ; son sous-amendement n° 184 à l'amendement n° 82 de la commission (modalités de la décision en appel sur le sursis à exécution) : rejeté (p. 431) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 185 à l'amendement n° 83 de la commission (intervention économique des départements sous réserve du respect de la liberté du commerce et de l'industrie, du principe de l'égalité des citoyens et des règles d'aménagement du territoire) : retiré (p. 432) ; **article 44 A :** pour la participation des présidents de conseils généraux et des maires à des commissions chargées des questions frontalières (p. 435) ; **article 44 :** interdiction des vœux politiques des conseils généraux ; **article 45 :** groupe U. D. F. en faveur d'une région à vocation spécifique (p. 436) ; **article 47** *quater :* son sous-amendement n° 191 à l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 440) ; **article 49 :** position de l'U.D.F. sur les articles suivants similaire à celle adoptée sur les articles homothétiques des titres Ier et II (p. 442) ; son sous-amendement n° 192 à l'amendement n° 114 de la commission (modalités de la décision en appel sur le sursis à exécution d'un acte de régions) : retiré (p. 443) ; **article 50 :** son amendement n° 193 (suppression de l'élection du bureau du conseil régional après chaque renouvellement général ou partiel) ; renouvellement partiel du bureau en cas de non-réélection d'un de ses membres (p. 444) ; rejet de l'amendement n° 193 ; son amendement n° 194 (élection du bureau après chaque renouvellement de l'Assemblée régionale) : devenu sans objet avec le rejet de l'amendement n° 193 (p. 445) ; **article 51 :** son amendement n° 198 (rédactionnel) : retiré (p. 447) ; **article 52 :** ses observations sur les termes de « représentant de l'Etat dans les régions » et de « représentant de l'Etat auprès de la région » (p. 449) ; **article 104 :** son amendement n° 208 (application des titres Ier, II et III de la loi aux T.O.M. le 15 avril 1982) : rejeté ; **article 18** *septies :* ses sous-amendements n°s 173 et 199 à l'amendement n° 59 de la commission (précédemment réservés) (p. 458) ; possibilité de création d'une agence intercommunale par plusieurs communes ; rejet des sous-amendements n°s 173 et 199 (p. 459).

Explications de vote : risques de confusion des pouvoirs et de constitution de féodalités ; absence de procédure d'arbitrage entre les communes et les départements et entre les départements et les régions ; répartition des compétences (p. 468) ; vote hostile du groupe de l'Union pour la démocratie française (p. 469).

Quatrième lecture, explications de vote : prise en compte d'observations faites par l'opposition ; dispositions relatives au contrôle administratif non conformes à l'article 70 de la Constitution ; absence d'arbitrage en cas de conflit entre la commune et le département et entre le département et la région ; pas de véritable décentralisation sans définition des compétences, sans répartition des ressources et sans statut des élus locaux ; vote hostile du groupe de l'Union pour la démocratie française [28 janvier 1982] (p. 641).

— Projet de loi de nationalisation (n° 696).

Première lecture, discussion générale : attitude de la majorité à l'égard du Conseil constitutionnel dans le passé et après le 16 janvier 1982 ; mode d'indemnisation [26 janvier 1982] (p. 546) ; caractère spoliateur du système multicritères ; question des rétrocessions ; absence de toute nécessité publique ; coût financier exorbitant ; prises de participation à 51 p. 100 ; aveuglement dogmatique ; déclaration de M. Jean Le Garrec sur la non-garantie de l'emploi dans les sociétés nationalisées ; délibération du Parlement sur un texte arrêté le matin même (p. 547) ; remise en cause des structures décentralisées de l'Alsace par la nationalisation du Crédit mutuel ; promesses faites par le Président de la République ; caractère inconstitutionnel de l'amendement de la commission fixant la liste des banques nationalisables ; nécessité de relèvement du montant des dépôts pour l'exclusion des banques mutualistes du champ de la nationalisation ; restitution de filiales à l'étranger ; appauvrissement du patrimoine national (p. 548) ; variations de la valeur d'échange des actions des sociétés cotées selon les modes d'évaluation successivement retenus ; éventuel recours devant le Conseil constitutionnel (p. 549).

— Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Première lecture, discussion générale : son étonnement de voir le présent projet de loi soumis en première lecture à l'Assemblée nationale et non au Sénat ; instauration d'un système électoral injuste ; « charcutage électoral » à l'occasion des cantonales ; rétroactivité de la loi ; système électoral ingénieux mais profondément injuste ; objectif électoraliste visant à assurer une représentation aux socialistes ; recours à la voie réglementaire pour déterminer la composition des circonscriptions électorales [7 avril 1982] (p. 991) ; sur-représentation de la minorité socialiste ; volonté du Gouvernement d'intervenir sur la composition du corps électoral des futurs sénateurs ; caractère « scélérat » du projet (p. 992).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 11 (précisant que toute personne inscrite sur la liste électorale peut demander à en être radiée et qu'est radié d'office l'électeur cessant d'être immatriculé dans le pays ou dans la zone) ; dispositions s'inscrivant dans la logique même du texte ; contradiction entre les propos tenus par M. Michel Suchod en commission et dans l'hémicycle ; volonté d'améliorer le texte [8 avril 1982] (p. 1023) ; risque de « racket de voix » ; amendement n° 11 : rejeté ; **article 3 :** son amendement n° 12 (tendant à ce que les dispositions de cet article soient fixées par une loi) ; découpage des circonscriptions (p. 1025) ; s'étonne que la majorité quand elle était dans l'opposition n'ait pas déposé de recours devant le Conseil d'Etat ou le Conseil constitutionnel contre la désignation des membres du conseil supérieur et le découpage des circonscriptions ; amendement n° 12 : rejeté ; **après l'article 4 :** son amendement n° 13 (conditions pour être candidat au conseil supérieur : âge, jouissance des droits civiques, résidence principale dans le pays ou la zone, immatriculation au poste diplomatique consulaire de la résidence, durée de l'immatriculation antérieure en cas de non-résidence) (p. 1026) ; nécessité d'éviter des manipulations et des parachutages ; amendement n° 13 : rejeté (p. 1027) ; **après l'article 6 :** son amendement n° 22 (conditions dans lesquelles auront lieu les élections) (p. 1028) : rejeté ; son amendement n° 23 (modalités de l'élection) ; ses amendements n°s 24 et 25 (conditions de déroulement des élections) ; amendements n°s 23, 24 et 25 : rejetés (p. 1029) ; **article 7 :** son amendement n° 14 (précisant que les élections ont lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours) ; son amendement n° 15 (précisant que l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours sauf dans les circonscriptions où sont élus plus de quatre membres du conseil supérieur où l'élection aura lieu au scrutin de liste à la représentation proportionnelle) ; caractère arbitraire du découpage auquel le Gouvernement a procédé par voie réglementaire ; contradiction entre la représentation proportionnelle à deux sièges et les traditions et principes fondamentaux du droit français (p. 1030) ; interrogation quant à la composition des circonscriptions ; inconvénients de la représentation proportionnelle (p. 1031) ; caractère inacceptable et injuste d'une représentation proportionnelle dans une circonscription à deux sièges ; amendement n° 14 : rejeté ; amendement n° 15 : rejeté ; **après l'article 7 :** son amendement n° 26 (absence d'exigence de déclaration de candidature pour le second tour de scrutin) ; amendement n° 26 devenu sans objet (p. 1032) ; **article 8 :** son amendement n° 16 (précisant les conditions de l'attribution du siège en cas de vacance et en cas d'annulation de l'élection d'un membre du conseil supérieur) : devenu sans objet ; **article 10 :** son amendement n° 17 (de suppression) ; irrégularités juridiques contenues dans cet article ; crainte du Gouvernement de voir le Conseil constitutionnel annuler les décrets pris au mois de février 1982 ; validation législative ; amendement n° 17 : rejeté (p. 1033).

Commission mixte paritaire, discussion générale : texte de compromis voté par la commission mixte paritaire ; conséquence de la représentation proportionnelle dans les circonscriptions à deux sièges, [17 mai 1982] (p. 2276) ; **son rappel au règlement :** conclusions de la réunion du groupe U. D. F. (p. 2277).

Discussion des articles : **article 7 :** discussion du mode de scrutin six jours avant la date des élections (p. 2280).

— Son rappel au règlement : ordre du jour des débats parlementaires ; renforcement des moyens d'action, de contrôle et d'information du Parlement ; travaux de l'Assemblée nationale ; réforme du code pénal [8 avril 1982] (p. 1018).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** maintien du caractère unilatéral du règlement intérieur : contrôle des règlements intérieurs par l'inspecteur du travail ; droit disciplinaire ; dossier du salarié [14 mai 1982] (p. 2187) ; *article L. 122-34 du code du travail :* son sous-amendement n° 234 à l'amendement n° 29 de la commission (suppression, dans le règlement intérieur, de l'échelle des sanctions que peut prendre l'employeur) (p. 2193) ; limitation du règlement intérieur aux conditions d'hygiène et de sécurité : rejeté ; *article L. 122-35 du code du travail :* son amendement n° 159 (suppression de la disposition relative à la soumission de l'employeur aux règles d'ordre public concernant les droits et libertés des personnes) : rejeté (p. 2194) ; son amendement n° 160 (suppression de la disposition permettant au règlement intérieur d'apporter des restrictions aux libertés individuelles) : rejeté (p. 2196) ; son amendement n° 161 (stipulation par le règlement intérieur des obligations justifiées par la nature de la tâche à accomplir) : rejeté (p. 2196) ; son sous-amendement n° 235 à l'amendement n° 30 de la commission (mention des libertés individuelles et collectives dans le règlement intérieur) : rejeté ; sanction des restrictions apportées aux libertés collectives dans un règlement intérieur par la procédure du délit d'entrave (p. 2197) ; son amendement n° 162 (communication du règlement intérieur à tout salarié au moment de son embauche) : rejeté ; *article L. 122-36 du code du travail :* son amendement n° 163 (introduction du règlement intérieur) : rejeté (p. 2200) ; *article L. 122-37 du code du travail :* son amendement n° 164 (saisine du tribunal d'instance pour demander le retrait ou la modification des clauses du règlement intérieur prohibées par l'article L. 122-35) ; garantie des libertés par l'autorité judiciaire ; rôle de l'inspecteur du travail (p. 2281) : rejeté (p. 2282) ; son sous-amendement n° 258 à l'amendement n° 200 de M. Alain Madelin (fixation d'un délai à l'inspecteur du travail pour exiger le retrait des clauses aux lois et règlements dans le règlement intérieur) (p. 2283) ; séparation entre le pouvoir judiciaire et l'autorité administrative ; définition de la mission de l'inspecteur du travail ; hypothèse d'une collusion entre l'inspecteur du travail et un chef d'entreprise (p. 2285) : rejeté (p. 2286) ; *article L. 122-38 du code du travail :* son amendement n° 165 (suppression de l'article) devenu sans objet (p. 2294) ; son sous-amendement n° 259 à l'amendement n° 202 de M. Alain Madelin (saisine obligatoire du tribunal de grande instance) : rejeté (p. 2295) ; moyens de faire respecter les libertés publiques dans l'entreprise (p. 2297) ; *article L. 122-39 du code du travail :* contrôle de l'inspection du travail sur les notes de service : son amendement n° 166 (rédactionnel) (p. 2298) : rejeté (p. 2299) ; *article L. 122-40 du code du travail :* son amendement n° 236 à l'amendement n° 38 de la commission (précision de la notion de sanction) ; difficulté de définir la sanction et de l'enfermer dans un cadre législatif trop strict ; nécessité de définir la sanction par rapport à la procédure : retiré (p. 2301) ; son sous-amendement n° 237

à l'amendement n° 38 de la commission (notion de manquement de la part du salarié) : rejeté (p. 2302) ; son sous-amendement n° 238 à l'amendement n° 38 de la commission (limitation de la définition de la sanction aux mesures de nature à affecter immédiatement la présence ou la fonction du salarié dans l'entreprise) ; impossibilité de préciser dans un texte législatif ce qu'est une sanction et nécessité de laisser une marge de manœuvre à la jurisprudence ; cas des mesures ne touchant ni la carrière, ni la rémunération, ni la fonction du salarié (p. 2303) : rejeté (p. 2304) ; *article L.* 122-41 *du code du travail :* son amendement n° 168 (manquement du salarié) : retiré (p. 2310) ; *article L.* 122-43 *du code du travail :* son amendement n° 169 (suppression de l'article) : adopté (p. 2315) ; *article L.* 122-44 *du code du travail :* son amendement n° 170 (suppression de la disposition permettant au conseil de prud'hommes d'annuler les sanctions disproportionnées à la faute (p. 2324) ; rejeté (p. 2325) ; *article L.* 122-45 *du code du travail :* son amendement n° 171 (délai de prescription de trois mois de présence effective du salarié) : devenu sans objet (p. 2328) ; **article 4 :** dispositions relatives au droit disciplinaire ; fonctionnement des entreprises de petite taille ; conditions d'entrée en vigueur de la loi ; progrès du secteur public en matière sociale [18 mai 1982] (p. 2344) ; son amendement n° 172 (précision du texte de l'article) : rejeté (p. 2345) ; **article 5 :** notion de droit d'expression des salariés ; participation des salariés à la vie de l'entreprise (p. 2346) ; participation fonctionnelle et participation financière ; développement du pouvoir syndical dans l'entreprise (p. 2347) ; **article 6 :** attribution à tous les salariés du droit à l'expression directe ou collective dont les modalités d'exercice sont définies par accords avec les syndicats ; inclusion du temps consacré à l'expression collective dans les temps de travail ; amélioration parallèle des conditions de travail et du fonctionnement des entreprises (p. 2352) ; retrait du droit d'expression aux salariés pour en laisser le monopole aux syndicats (p. 2353) ; *article L.* 461-1 *du code du travail :* son amendement n° 177 (droit d'expression directe des salariés sur le contenu et l'organisation de leur travail ainsi que sur la définition et la mise en œuvre d'actions destinées à améliorer les conditions de travail dans l'entreprise) ; limitation du droit d'expression à certaines catégories d'entreprises ; existence de ce droit préalablement à la nouvelle loi (p. 2359) ; définition des domaines dans lesquels les salariés ont un droit d'expression ; rappel des expériences étrangères : rejeté (p. 2360) ; son amendement n° 173 (précisant que les travailleurs bénéficient d'un droit d'expression à leur niveau de compétence) (p. 2361) ; méthodes d'organisations du droit d'expression : rejeté ; son amendement n° 174 (suppression de la mention de l'expression collective) (p. 2362) : rejeté (p. 2364) ; son sous-amendement n° 239 à l'amendement n° 56 de la commission (suppression de la mention de la place hiérarchique personnelle du salarié) (p. 2365) ; problème des cadres : rejeté (p. 2366) ; *article L.* 461-2 *du code du travail :* son amendement n° 178 (exercice du droit d'expression des salariés sur leur lieu et pendant le temps de travail normalement rémunéré) ; rappel des expériences menées en la matière ; circulation de l'information dans l'entreprise ; nécessité d'un bénéfice social et d'un partage du bénéfice économique (p. 2368) ; expression des salariés pendant l'activité du travail (p. 2369) ; amendement n° 178 rejeté (p. 2370) ; *article L.* 461-3 *du code du travail :* son amendement n° 179 (approbation par le personnel, consulté par voie de référendum, des modalités d'exercice du droit d'expression dans les entreprises occupant plus de 500 salariés) ; élaboration des accords définissant les modalités du droit d'expression par les organisations syndicales ; multiplicité des types de représentation du personnel ; nécessité d'une procédure référendaire pour assurer la participation des salariés sans l'intermédiaire des syndicats (p. 2384) ; aménagements des horaires dans certaines entreprises ; activité des délégués syndicaux (p. 2386) ; son amendement n° 175 (exclusion des entreprises du secteur public) : retiré (p. 2386) ; expérimentations afin d'infléchir le droit d'expression (p. 2388) ; prise en considération de la diversité des entreprises ; son amendement n° 176 (substitution des mots « droit d'expression » aux mots « droit à l'expression ») : rejeté (p. 2389) ; possibilité pour le chef d'entreprise de soumettre à référendum le projet d'accord relatif à l'exercice du droit d'expression qui n'aruait pas obtenu la signature des organisations syndicales (p. 2391) ; précision du rôle de l'encadrement dans les accords relatifs au droit d'expression ; expérience italienne ; conseils d'ateliers (p. 2399) ; référendum dans l'entreprise ; définition du cadre et des modalités de l'accord sur le droit d'expression par les organisations syndicales ; mise en place des réglementations découlant des ordonnances sociales ; son sous-amendement n° 286 à l'amendement n° 60 de la commission (représentativité des organisations syndicales dans l'entreprise) (p. 2400) : rejeté (p. 2403).

Explications de vote : développement des différentes modalités d'application du droit d'expression des salariés ; encadrement du droit d'expression par les organisations syndicales (p. 2403) ; **avant l'article 7 :** son amendement n° 180 (possibilité pour le chef d'entreprise d'organiser une consultation directe des salariés pour toute action visant à améliorer les conditions de travail et possibilité pour tout groupement de salariés relprésentant au moins 20 p. 100 du personnel de soumettre au chef d'entreprise un projet d'amélioration des conditions de travail) [19 mai 1982] (p. 2412) : rejeté (p. 2413) ; **article 7 :** son amendement n° 181 (suppression de cet article) : rejeté (p. 2415) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 182 (détermination des conditions d'exercice du droit d'expression dans la loi portant démocratisation du secteur public pour les entreprises relevant de ce secteur) (p. 2418) : rejeté (p. 2419) ; **article 8 :** son amendement n° 183 (référendum dans l'entreprise et constat des résultats obtenus à l'expiration d'une durée de deux ans) : son amendement n° 184 (établissement par le chef d'entreprise d'un constat des résultats obtenus en matière d'expression des salariés après consultation de ceux-ci par référendum) (p. 2420) ; bilan social et bilan économique des expériences conduites ; constitution de dossiers récapitulatifs : retirés ; analyse des résultats de l'application du droit d'expression des salariés et rapport d'évaluation (p. 2421) ; transmission des résultats aux délégués syndicaux, au comité d'entreprise et à l'inspecteur du travail (p. 2422) ; son sous-amendement n° 285 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (transmission du rapport aux inspecteurs du travail par le chef d'entreprise) : devenu sans objet ; son amendement n° 185 devenu sans objet (p. 2426) ; **article 9 :** son amendement n° 186 (suppression de la disposition prévoyant que le Gouvernement déterminera par décret en Conseil d'Etat les modalités d'exercice du droit d'expression des salariés) (p. 2446) ; rappel des prises de positions d'Albert de Mun ; liberté de la politique contractuelle : rejeté ; son amendement n° 240 (dépôt par le Gouvernement du projet de loi fixant les modalités d'exercice du droit d'expression des salariés) : retiré (p. 2447) ; compétence de la loi et de l'accord pour la détermination du détail des modalités du droit d'expression ; son amendement n° 187 (suppression de la disposition prévoyant que le décret comportera les adaptations rendues nécessaires par la nature des activités des entreprises et leur mode d'organisation) : devenu sans objet (p. 2449).

Explications de vote : accroissement du droit à l'expression des salariés dans les entreprises ; amélioration du règlement intérieur et adaptation du régime disciplinaire ; comportement des organisations syndicales (p. 2452) ; droit d'expression directe et individuelle ; courant socialiste humanitaire (p. 2453).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L.* 411-1 *du code du travail :* son sous-amendement n° 773 à l'amendement n° 41 de la commission (définition de l'objet des syndicats professionnels) [24 mai 1982] (p. 2464) : rejeté (p. 2468) ; **article 1er :** *article L.* 412-5 *du code du travail :* son sous-amendement n° 777 à l'amendement n° 50 de la commission (travailleurs temporaires) (p. 2498) : rejeté ; son amendement n° 162 (calcul des effectifs de l'entreprise) (p. 2500) : rejeté ; son amendement n° 163 (calcul des effectifs de l'entreprise) (p. 2501) : rejeté ; son amendement n° 164 (lien de subordination existant entre le salarié et l'employeur) (p. 2502) : rejeté ; son amendement n° 165 (salariés embauchés dans le cadre des contrats de solidarité) : devenu sans objet (p. 2503) ; **article 2 :** *article L.* 412-8 *du code du travail :* son sous-amendement n° 778 à l'amendement n° 56 de la commission (contenu des affiches, des publications et des tracts) : rejeté ; *article L.* 412-9 *du code du travail :* son sous-amendement n° 779 à l'amendement n° 57 de la commission (local syndical) (p. 2511) : rejeté (p. 2512) ; réunion syndicale [25 mai 1982] (p. 2516) ; problème de la vocation de l'entreprise ; risque de transformer l'entreprise en forum politique ou syndical (p. 2521) ; *article L.* 412-11 *du code du travail :* son amendement n° 166 (insérant les mots « dans l'entreprise » après le mot « représentatif » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; délégué syndical « bonus » (p. 2523) ; notion

de « syndicat représentatif » ; problème du nombre d'élus (p. 2524) : rejeté ; absence de risque d'éclatement syndical ; cadeau fait par le gouvernement à la C. G. T. (p. 2525) ; *article L. 412-12 du code du travail :* son amendement n° 167 (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) [27 mai 1982] (p. 2662) : rejeté ; son amendement n° 169 (substituant au chiffre 2 le chiffre 8 dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2663) : rejeté ; son amendement n° 171 (choix du délégué syndical central parmi les délégués syndicaux du siège social de l'entreprise) : non soutenu ; son amendement n° 168 (suppression du second alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 172 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2664) ; son amendement n° 170 (nombre d'établissements) : rejeté ; son amendement n° 173 (même objet) : rejeté ; son amendement n° 174 (notion de représentativité « dans l'entreprise ») : rejeté (p. 2665) ; **article 3 :** *article L. 412-15 du code du travail :* son sous-amendement n° 820 à l'amendement n° 65 de la commission (précisant que la décision du tribunal peut être déférée à la Cour de cassation) : adopté ; son amendement n° 175 (précisant que le tribunal d'instance statue par voie d'urgence) (p. 2672) ; devenu sans objet (p. 2673) ; son amendement n° 176 : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 780 à l'amendement n° 66 de la commission (notion de baisse des effectifs) ; son sous-amendement n° 781 à l'amendement n° 66 de la commission (substituant aux mots « peut décider » le mot « décide » dans le premier alinéa de cet amendement) (p. 2673) : rejetés (p. 2674) ; *article L. 412-17 du code du travail :* son amendement n° 177 (supprimant les mots « dans les entreprises de moins de 300 salariés » dans le texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 178 : devenu sans objet (p. 2675) ; son sous-amendement n° 823 à l'amendement n° 469 de M. Jean-Michel Belorgey (circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise) ; son sous-amendement n° 824 à l'amendement n° 469 de M. Jean-Michel Belorgey (déplacement dans l'entreprise des délégués syndicaux ne devant pas entraver le bon fonctionnement de celle-ci) ; son amendement n° 179 (circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise) (p. 2676) ; son sous-amendement n° 823 : rejeté (p. 2677) ; ses amendements n°s 179 et 180 : devenus sans objet ; son sous-amendement n° 824 : rejeté (p. 2678) ; **article 4 :** son amendement n° 181 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté ; existence de contrat collectif (p. 2693) ; cas d'un délégué syndical impliqué dans un transfert assimilable à un licenciement (p. 2695) ; **article 5 :** réintégration des délégués syndicaux (p. 2699) ; *article L. 412-19 du code du travail :* son amendement n° 182 (effectivité du droit à réintégration lorsque la décision revêt un caractère définitif) : rejeté (p. 2701) ; **article 6 :** problème des crédits d'heures accordés aux délégués syndicaux (p. 2703) ; augmentation des charges des entreprises ; utilisation de ces crédits d'heures (p. 2704) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 785 à l'amendement n° 74 de la commission (suppression des mots « au moins ») ; son amendement n° 184 (temps dont dispose chaque délégué syndical pour l'exercice de ses fonctions) ; son amendement n° 183 (même objet) [28 mai 1982] (p. 2726) ; son sous-amendement n° 785 : rejeté ; ses amendements n°s 184 et 183 : devenus sans objet ; notion de circonstances exceptionnelles (p. 2728) ; son amendement n° 185 (suppression du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article) : retiré (p. 2729) ; son amendement n° 186 (crédit d'heures du délégué syndical central) (p. 2730) : retiré (p. 2731) ; **son rappel au règlement :** commission spéciale souhaitée par l'opposition pour l'examen du présent projet de loi (p. 2734) ; nécessité d'éviter que l'employeur contrôle les délégués syndicaux (p. 2735) ; problème de la charge de la preuve (p. 2736) ; **son rappel au règlement :** mauvaise organisation des débats ; procédure du retrait des amendements (p. 2737) ; **article 7 :** son amendement n° 187 (insérant les mots « qui ne sont pas d'ordre public » après les mots « les dispositions » du présent chapitre dans le texte proposé par l'article L. 412-21 du code du travail) : rejeté (p. 2739) ; **article 8 :** *article L. 421-1 du code du travail :* **son rappel au règlement :** jugement porté par M. Michel Coffineau sur le travail de ses collègues (p. 2744) ; son amendement n° 188 (période de référence retenue par le calcul des effectifs de l'entreprise) : retiré ; son amendement n° 189 (dispositif de suppression des institutions en cas de baisse durable des effectifs) : retiré (p. 2745) ; son sous-amendement n° 862 à l'amendement n° 848 du Gouvernement (organisation d'élections de représentants du personnel à la demande du directeur départemental du travail) ; son sous-amendement n° 861 à l'amendement n° 848 du Gouvernement (substituant au mot « imposé » le mot « proposé » dans la première phrase de cet amendement) (p. 2754) ; ses sous-amendements n°s 862 et 861 : rejetés ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat ; discussion des amendements (p. 2756) ; son amendement n° 191 (garanties des salariés des établissements publics) : devenu sans objet (p. 2757) ; *article L. 421-2 du code du travail :* travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure ; son amendement n° 192 (calcul de l'effectif constitué par les salariés sous contrat à durée déterminée, les salariés à temps partiel et les travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) : rejeté (p. 2758) ; *article L. 422-1 du code du travail :* son amendement n° 193 (droit de réclamation personnelle) (p. 2759) : rejeté (p. 2760) ; lien de subordination (p. 2761) ; son amendement n° 194 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 2763) ; **article 9 :** création d'une institution organique et collective des délégués du personnel (p. 2765) ; *article L. 422-3 du code du travail :* son amendement n° 195 (substituant au mot « collectivement » le mot « individuellement » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; exercice des missions du comité d'entreprise par les délégués du personnel : rejeté ; imprécision du texte (p. 2767) ; volonté du Gouvernement de généraliser les comités d'entreprise (p. 2768) ; son amendement n° 196 (insérant les mots « dans les cas prévus à l'article 431-2, deuxième alinéa », au début du sixième alinéa du texte proposé pour cet article) ; budget accordé aux délégués du personnel faisant office de comité d'entreprise : rejeté (p. 2769) ; volonté du groupe communiste de donner aux délégués du personnel les missions économiques et sociales du comité d'entreprise lorsque celui-ci n'existe pas (p. 2770) ; **article 10 :** problème de la représentativité des syndicats [1er juin 1982] (p. 2778) ; *article L. 423-3 du code du travail :* son sous-amendement n° 788 à l'amendement n° 86 de la commission (supprimant le mot « existant » à la fin de cet amendement) (p. 2783) : retiré ; son sous-amendement n° 789 à l'amendement n° 87 de la commission (complétant cet amendement par les mots « dans l'entreprise ») : retiré (p. 2784) ; *article L. 423-4 du code du travail :* contestation éventuelle en matière d'établissement distinct pour l'élection des délégués du personnel (p. 2785) ; son amendement n° 197 devenu sans objet ; **article 11 :** problème de la représentation des salariés dits isolés ; collège unique regroupant l'ensemble des catégories professionnelles dans les établissements ne dépassant pas 25 salariés (p. 2786) ; *article L. 423-5 du code du travail :* son amendement n° 198 (substituant au mot « sont » les mots « peuvent être » au début du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2787) ; son amendement n° 199 (adoption des dispositions du présent article ne devant pas modifier le nombre des délégués du personnel) : rejeté (p. 2788) ; *article L. 423-6 du code du travail :* attachement du groupe R. P. R. à la politique contractuelle ; possibilité donnée aux délégués du personnel d'être élus par un collège électoral unique « après accord de toutes les organisations syndicales intéressées » (p. 2792) ; *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 200 (suppression du paragraphe IV de cet article) ; suppression de la disposition imposant aux candidats au comité d'entreprise de s'exprimer en français (p. 2793) ; foyers de travailleurs migrants ; cours d'alphabétisation ; demande le maintien de la formule « s'exprimant en français » (p. 2797) : rejeté (p. 2798) ; **article 12 :** *article L. 423-12 du code du travail :* son amendement n° 201 (substituant aux mots « les deux tiers » les mots « de la moitié » dans le texte proposé pour cet article) (p. 2802) : rejeté ; son sous-amendement n° 809 à l'amendement n° 90 de la commission (conditions de dérogation aux conditions d'ancienneté pour être éligible) (p. 2803) : rejeté ; *article L. 423-3 du code du travail :* son amendement n° 202 devenu sans objet : **avant l'article 13 :** son amendement n° 203 (procédure suivie lorsque le nom d'un candidat a été raturé) (p. 2804) ; retiré (p. 2805) ; **article 13 :** son amendement n° 204 (précisant que l'article L. 420-15 devient l'article L. 423-15) (p. 2807) ; rejeté (p. 2808) ; **article 14 :** son amendement n° 205 (précisant que la décision du tribunal d'instance peut être déférée à la Cour de cassation) (p. 2816) : adopté après modification (p. 2817) ; **article 15 :** *article L. 423-18 du code du travail :* son amendement n° 206 (conditions de remplacement de l'élu empêché) : rejeté (p. 2820) ; son amendement n° 207 (substituant aux mots « une liste » les mots « la liste » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2820) ; *article L. 423-19 du code du travail :* son amendement n° 208 (listes établies par les sections syndicales et adressées au chef d'entreprise) : rejeté (p. 2823) ; son amendement n° 210

(substituant aux mots « d'un salarié » les mots « d'au moins 10 p. 100 des salariés » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2816) ; son amendement n° 209 (supprimant les mots « ou d'une organisation syndicale » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2826) ; son amendement n° 211 (délai de 12 mois avant l'organisation de nouvelles élections) : rejeté (p. 2827) ; son amendement n° 212 (supprimant la fin du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « l'inspecteur du travail ») : rejeté (p. 2828) ; **article 16 :** son amendement n° 213 (substituant aux mots « les délégués » les mots « chaque délégué » dans le troisième alinéa du paragraphe II de cet article) : rejeté (p. 2831) ; son amendement n° 214 (crédit d'heures des délégués du personnel exerçant les activités économiques du comité d'entreprise) : rejeté (p. 2832) ; **article 17 :** son amendement n° 215 (précisant que les délégués suppléants peuvent assister avec les délégués titulaires aux réunions avec les employeurs) [2 juin 1982] (p. 2840) ; rejeté (p. 2841) ; son amendement n° 217 (substituant aux mots « il n'est pas » les mots « il est » au début de la seconde phrase du dernier alinéa du paragraphe II de cet article) : rejeté ; son amendement n° 216 (déduction du crédit d'heures du temps passé à la réunion mensuelle visée au premier alinéa de cet article) (p. 2842) ; rejeté (p. 2843) ; **article 18 :** *article L. 425-1 du code du travail :* son amendement n° 218 (procédure de licenciement des délégués du personnel) (p. 2847) : rejeté (p. 2849) ; durée de la protection accordée aux candidats aux fonctions de délégué du personnel (p. 2854) ; son amendement n° 219 (suppression du sixième alinéa du texte proposé pour cet article) ; refus de protéger le salarié ayant demandé l'organisation des élections : rejeté (p. 2855) ; son amendement n° 220 (suppression du septième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2856) ; rejeté (p. 2857) ; *article L. 425-2 du code du travail :* son amendement n° 221 (précisant que l'arrivée du terme du contrat entraîne la cessation du lien contractuel sauf si l'inspecteur du travail constate que le salarié fait l'objet d'une mesure discriminatoire) [3 juin 1982] (p. 2898) : rejeté ; renouvellement quasi automatique des contrats à durée déterminée à la suite d'un dépôt de candidature aux fonctions de délégué du personnel] (p. 2899) ; *article L. 425-3 du code du travail :* son amendement n° 222 (sursis à exécution) ; nécessité d'éviter la réintégration du salarié en cas de décision provisoire de la justice (p. 2900) : rejeté (p. 2901) ; paiement des salaires après réintégration du salarié (p. 2902) ; **article 19** - *article L. 426-1 du code du travail :* son amendement n° 223 (insérant les mots « qui ne sont pas d'ordre public » après les mots « les dispositions du présent titre ») : retiré (p. 2903) ; **article 20 :** confusion des fonctions de délégué syndical, de délégué du personnel et de membre du comité d'entreprise ; action politique de la C.G.T. (p 2905) ; *article L. 431-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 837 à l'amendement n° 107 de la commission (renouvellement des comités d'entreprise) (p. 2907) ; son sous-amendement n° 838 à l'amendement n° 107 de la commission (aménagement possible dans le cadre des établissements publics) ; son sous-amendement n° 840 à l'amendement n° 107 de la commission (cas des entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 2908) ; son sous-amendement n° 837 rejeté (p. 2909) ; son sous-amendement n° 838 rejeté (p. 2910) ; son sous-amendement n° 840 rejeté ; son amendement n° 224 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « au cours des trois années précédant l'élection ») : rejeté (p. 2911) ; son amendement n° 225 (renouvellement du comité d'entreprise après baisse des effectifs de celle-ci) : rejeté ; son amendement n° 226 (procédure suivie lorsque la convention collective est applicable à l'entreprise en vertu d'un arrêté ministériel d'extension) : rejeté ; son amendement n° 228 (situation des salariés des établissements publics) : rejeté (p. 2912) ; *article L. 431-2 du code du travail :* ses amendements n° 229 et n° 230 devenus sans objet (p. 2914) ; *article L. 413-3 du code du travail :* son amendement n° 231 (calcul de l'effectif constitué par les salariés sous contrat à durée déterminée et les salariés à temps partiel) (p. 2915) ; progrès du taux d'implantation des comités d'entreprise (p. 2916) : devenu sans objet ; ses amendements n° 233 et n° 232 devenus sans objet ; son sous-amendement n° 877 à l'amendement n° 110 de la commission (objet et missions du comité d'entreprise) ; ses sous-amendements n°s 878, 879, 880 et 881 (objet et missions du comité d'entreprise) (p. 2917) ; déstabilisation de l'économie française par la C. G. T. (p. 2926) ; ses sous-amendements n°s 877, 878, 879, 880 et 881 rejetés (p. 2927) ; son sous-amendement n° 882 à l'amendement n° 111 de la commission (information du comité d'entreprise) ; ses sous-amendements n°s 883, 884, 885 et 886 à l'amendement n° 111 de la commission (information du comité d'entreprise) (p. 2929) ; limitation de l'information du comité d'entreprise à l'accomplissement de la mission qui lui est dévolue ; son sous-amendement n° 882 rejeté ; mauvaise rédaction du texte ; son sous-amendement n° 883 rejeté (p. 2930) ; ses sous-amendements n°s 884, 885 et 886 rejetés (p. 2931) ; son sous-amendement n° 887 à l'amendement n° 112 de la commission (précisant que le comité d'entreprise établit son règlement intérieur) ; son sous-amendement n° 888 à l'amendement n° 112 de la commission (suppression de la fin de la dernière phrase du premier alinéa de cet amendement après les mots « de son fonctionnement ») ; son sous-amendement n° 889 à l'amendement n° 112 de la commission (suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet amendement) (p. 2932) ; intervention du tribunal lorsque les membres du comité d'entreprise violent leurs attributions (p. 2933) ; ses sous-amendements n°s 887 et 888 rejetés (p. 2934) ; son sous-amendement n° 889 rejeté ; son sous-amendement n° 890 à l'amendement n° 113 de la commission (non-respect des droits du comité d'entreprise par le chef d'entreprise) (p. 2935) : rejeté (p. 2937) ; **article 21 :** *article L. 432-1 du code du travail :* son amendement n° 234 (information du comité d'entreprise) [4 juin 1982] (p. 2971) : rejeté (p. 2972) ; son amendement n° 514 (précisant que le chef d'entreprise informe le comité sur l'évolution de la structure et du montant des salaires) : rejeté (p. 2976) ; son amendement n° 235 (substituant aux mots « de prise de participation » le mot « et » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 236 (supprimant la fin du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « de l'entreprise ») (p. 2978) : rejeté ; son amendement n° 515 (précisant les cas dans lesquels la perspective de transformation des structures de l'entreprise entraîne la consultation du comité d'entreprise) : rejeté (p. 2979) ; son amendement n° 516 (précisant que le comité d'entreprise est consulté sur l'affectation de la contribution sur les salaires au titre de l'effort de construction) : rejeté (p. 2980) ; *article L. 432-3 du code du travail :* son amendement n° 517 devenu sans objet ; son amendement n° 518 (précisant que le comité d'entreprise est consulté sur la durée et l'aménagement du temps de travail) : rejeté (p. 2988) ; *article L. 432-4 du code du travail :* son amendement n° 519 (communication au comité d'entreprise de la position de celle-ci dans la branche d'activité à laquelle elle appartient) (p. 2996) : rejeté (p. 2997) ; son amendement n° 520 (suppression du treizième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3003) : retiré ; son amendement n° 322 (insérant les mots « à but lucratif » après le mot « entreprises » dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 521 (supprimant la fin du dernier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « méthodes de production et d'exploitation ») : rejeté (p. 3004) ; **article 22 :** son amendement n° 323 (secret professionnel auquel sont tenus les membres du comité d'entreprise) [7 juin 1982] (p. 3014) : rejeté ; son amendement n° 324 (suppression du paragraphe II de cet article) (p. 3015) : rejeté (p. 3016) ; son amendement n° 325 (précisant que les œuvres culturelles ne peuvent en aucun cas prendre la forme d'une action politique) : rejeté (p. 3017) ; son amendement n° 327 (précisant que le chef d'entreprise fait part au comité de la suite donnée à ses avis et à ses vœux) : rejeté (p. 3019) ; **article 23 :** son amendement n° 328 (suppression des mots « sous réserve des dispositions de l'article L. 412-17 » au début du dernier alinéa du paragraphe I de cet article) (p. 3021) : rejeté ; son amendement n° 329 (substituant aux mots « membres du personnel » les mots « délégués syndicaux » dans la dernière phrase du dernier alinéa du paragraphe I de cet article) : rejeté (p. 3022) ; *article L. 433-2 du code du travail :* son amendement n° 331 devenu sans objet (p. 3024) ; son amendement n° 332 (substituant aux mots « le directeur du travail et de l'emploi » les mots « le tribunal d'instance » dans le huitième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 333 devenu sans objet (p. 3025) ; son amendement n° 334 (suppression du paragraphe III de cet article) : rejeté (p. 3026) ; **article 24 :** son amendement n° 336 (suppression du paragraphe II de cet article) (p. 3027) : rejeté (p. 3028) ; *article L. 433-8 du code du travail :* son amendement n° 337 (insérant les mots « dans l'entreprise » après les mots « les plus représentatives » au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3033) : rejeté ; son amendement n° 339 (substituant aux mots « des deux tiers » les mots « de la moitié » dans le

premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3034) ; son amendement n° 338 (insérant les mots « dans l'entreprise » au début du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « les plus représentatives ») : rejeté ; son amendement n° 340 (réduction de plus de la moitié des éligibles) (p. 3034) : rejeté (p. 3035) ; *article L. 433-10 du code du travail :* son amendement n° 341 (suppression de la fin du paragraphe VI de cet article après le premier alinéa) : rejeté (p. 3036) ; *article L. 433-11 du code du travail :* son amendement n° 342 (précisant que la décision du tribunal est en dernier ressort mais qu'elle peut être déférée à la Cour de cassation) : retiré ; *article L. 433-12 du code du travail :* son amendement n° 343 (remplacement d'un membre titulaire ayant cessé ses fonctions par un membre suppléant de la même catégorie) (p. 3037) : rejeté ; son amendement n° 344 (substituant aux mots « 18 mois » les mots « 12 mois » dans le deuxième alinéa du paragraphe VIII de cet article) : rejeté (p. 3038) ; **article 25 :** *article L. 433-13 du code du travail :* son amendement n° 345 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3040) : rejeté ; son amendement n° 346 (substituant au mot « intéressées » les mots « représentatives dans l'entreprise » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3041) : rejeté (p. 3042) ; son amendement n° 347 (supprimant la fin du dernier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « inspecteur du travail ») (p. 3043) : rejeté (p. 3044) ; **article 26 :** *article L. 434-5 du code du travail :* son amendement n° 348 (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 3049) : rejeté ; son sous-amendement n° 858 à l'amendement n° 142 de la commission (substituant au mot « auprès » les mots « au sein » dans cet amendement) (p. 3050) : adopté ; son amendement n° 352 (substituant au mot « auprès » les mots « au sein » dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3051) ; son amendement n° 349 (précisant que la commission économique suit l'évolution de la production et propose toute mesure de nature à améliorer la productivité) (p. 3052) : rejeté ; son amendement n° 350 (précisant que la commission économique comprend au maximum quatre membres représentants du personnel) : rejeté (p. 3053) ; son amendement n° 353 (choix des membres de la commission économique) ; son amendement n° 354 (élection des membres de la commission économique) : rejetés (p. 3055) ; son amendement n° 355 (précisant que l'employeur ou ses représentants peuvent assister aux réunions de la commission économique) (p. 3056) : rejeté ; son amendement n° 351 (précisant que la commission peut se faire assister par l'expert comptable) : rejeté (p. 3057) ; *article L. 434-6 du code du travail :* son sous-amendement n° 938 à l'amendement n° 928 du gouvernement (supprimant la fin du premier alinéa de cet amendement après les mots « article L. 432-4 ») : rejeté (p. 3067) ; son sous-amendement n° 945 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (précisant que les experts doivent être choisis sur une liste agréée déposée auprès du tribunal de grande instance) : rejeté ; ses amendements n°s 356 et 358 : devenus sans objet (p. 3070) ; son amendement n° 360 (précisant que les experts sont tenus aux mêmes obligations de secret que les membres du comité d'entreprise) : retiré ; son amendement n° 361 (précisant que le recours à un expert ne fait pas obstacle aux décisions que l'employeur peut prendre dans l'intérêt de l'entreprise) : rejeté (p. 3071) ; **article 27 :** *article L. 434-8 du code du travail :* son amendement n° 500 (dépenses de fonctionnement du comité d'entreprise) ; son amendement n° 501 (financement du comité d'entreprise assuré par le versement d'une cotisation volontaire additionnelle de 0,2 p. 100 prélevée sur les salaires bruts payés par l'entreprise) ; son amendement n° 502 (financement du comité d'entreprise assuré par le versement d'une cotisation volontaire additionnelle de 0,2 p. 100 prélevée sur les salaires bruts payés par l'entreprise) (p. 3074) ; amendements n°s 500, 501 et 502 rejetés ; son amendement n° 503 (coût des œuvres sociales pris en charge directement ou indirectement par le chef d'entreprise) (p. 3075) : devenu sans objet ; son amendement n° 710 (insérant le mot « normal » après les mots « l'exercice » à la fin du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 711 (cas de désaccord entre l'employeur et le représentant du personnel sur le montant de la subvention) (p. 3076) : rejeté ; *article L. 434-10 du code du travail :* son amendement n° 712 (formation économique des membres des comités d'entreprise) : rejeté (p. 3077) ; son amendement n° 713 (supprimant les mots « dans les entreprises employant moins de cent salariés et sinon par l'employeur » à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet (p. 3078) ; **article 28 :** *article L. 435-2 du code du travail :* son amendement n° 718 (supprimant les mots « et culturelles » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; *article L. 435-3 du code du travail :* son amendement n° 719 (information du comité central d'entreprise) : retiré (p. 3080) ; son amendement n° 720 (supprimant les mots « et culturelles » dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3082) ; *article L. 435-4 du code du travail :* son amendement n° 721 (suppression des troisième et quatrième alinéas du paragraphe II de l'article 28) : rejeté ; *article L. 435-5 du code du travail :* son amendement n° 722 (possibilité d'un pourvoi en cassation) (p. 3083) : rejeté (p. 3084) ; **article 29 :** *article L. 436-1 du code du travail :* son amendement n° 723 (assentiment du comité d'entreprise nécessaire au licenciement d'un représentant du personnel au comité d'entreprise) [8 juin 1982] (p. 3089) : rejeté ; son amendement n° 724 (précisant qu'en cas de désaccord le licenciement ne peut intervenir que sur décision conforme de l'inspecteur du travail) : rejeté (p. 3090) ; son amendement n° 725 (suppression du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3091) : devenu sans objet ; son amendement n° 726 (suppression du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3092) : devenu sans objet ; son amendement n° 727 (suppression du septième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; *article L. 436-2 du code du travail :* son amendement n° 728 (conséquences de l'arrivée du terme du contrat) (p. 3093) : rejeté ; *article L. 436-3 du code du travail :* son amendement n° 729 (sursis à exécution) : rejeté (p. 3094) ; **article 30 :** son amendement n° 731 (précisant que le président de la société mère ou son représentant est entendu une fois par an par le comité d'entreprise dans les sociétés filiales au sens de l'article 354 de la loi du 24 juillet 1966) (p. 3101) : rejeté ; *avant l'article L. 439-1 du code du travail :* son amendement n° 730 (intitulé du chapitre IX) : rejeté ; *article L. 439-1 du code du travail :* son amendement n° 732 (définition de l'entreprise dominante) : rejeté (p. 3102) ; son amendement n° 736 (substituant au mot « dominante » le mot « mère » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 737 (substituant au mot « dominante » le mot « principale » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 741 (insérant les mots « détenues depuis vingt-quatre mois au moins » après les mots « du 24 juillet 1966 » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3103) ; son amendement n° 749 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3104) ; son amendement n° 743 (substituant aux mots « entreprises définies » les mots « sociétés définies » dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 742 (insérant les mots « et détenues par la société dominante depuis vingt-quatre mois au moins » après les mots « loi précitée » dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 744 (substituant aux mots « entreprise dominante » les mots « entreprise mère ou détentrice de participations ») (p. 3107) : rejeté ; son amendement n° 745 (substituant aux mots « entreprise dominante » les mots « entreprise détentrice de la participation » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; son amendement n° 738 (substituant au mot « dominante » le mot « principale » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; son amendement n° 751 (suppression de la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 746 (substituant aux mots « dominante de l'autre » les mots « détentrice de la participation dans l'autre » dans la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3108) ; son amendement n° 753 (précisant que l'inclusion dans le groupe est de droit à la fin de la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 750 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 754 (substituant aux mots « société dominante » les mots « société détentrice de la participation » à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; son amendement n° 739 (substituant au mot « dominante » le mot « principale » dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3109) ; son amendement n° 752 (conséquences de l'existence d'administrateurs communs) : rejeté ; son amendement n° 755 (précisant qu'une société ne peut appartenir simultanément à deux groupes) : rejeté (p. 3110) ; son amendement n° 756 (remplaçant le terme « société dominante » par le terme « société

mère ») : retiré ; son amendement n° 740 (substituant au mot « dominante » le mot « principale ») : retiré ; son amendement n° 757 (renouvellement du comité de groupe) : retiré (p. 3111) ; *article L.* 439-2 *du code du travail :* son amendement n° 733 (transmission des informations par le chef de l'entreprise dominante) : rejeté (p. 3112) ; *article L.* 439-3 *du code du travail :* son amendement n° 734 (transmission des informations dans les entreprises à structures complexes) : rejeté ; son amendement n° 761 (précisant que les chefs d'entreprise représentés au comité de groupe peuvent assister aux réunions du comité de groupe) (p. 3114) ; rejeté ; son amendement n° 762 (précisant qu'une société dans laquelle plusieurs autres sociétés ont des participations ne peut être représentée que dans un seul comité de groupe) : rejeté ; son amendement n° 758 (précisant que les représentants du personnel sont élus parmi les membres des comités d'entreprise ou d'établissement de l'ensemble des entreprises du groupe) (p. 3115) : rejeté ; son amendement n° 759 (supprimant la fin du texte proposé pour cet article après les mots « à l'importance numérique de chaque collège ») : rejeté (p. 3117) ; *article L.* 439-5 *du code du travail :* son amendement n° 735 (précisant que les dispositions du présent chapitre devront être mises en œuvre dans un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi) : rejeté ; son amendement n° 760 (substituant aux mots « société dominante » les mots « société principale » dans le texte proposé pour cet article) : non soutenu ; **après l'article 30 :** son amendement n° 763 (entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre) : rejeté (p. 3118) ; **après l'article 33 :** son amendement n° 764 (traduction des informations portées à la connaissance des institutions représentatives dans les patois, dialectes et langues parlés par les travailleurs des entreprises implantées sur le territoire national) : retiré (p. 3122).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** emploi des termes « travailleurs » et « salariés » ; négociation collective sur l'ensemble des conditions d'emploi et de travail ; notion de conditions d'emploi ; différence entre une convention et une convention collective [8 juin 1982] (p. 3146) ; *article L.* 131-1 *du code du travail :* convention de l'Organisation internationale du travail sur les conditions d'emploi et de travail (p. 3147) ; *article L.* 131-2 *du code du travail :* son amendement n° 213 (entrée dans le champ d'application de l'article des entreprises privées visées à l'article L. 134-1 du code du travail) : rejeté (p. 3149) ; **article 4 :** *article L.* 132-1 *du code du travail :* son amendement n° 214 (mention de la convention collective de travail) : rejeté ; son amendement n° 215 (mention de l'accord collectif de travail) [9 juin 1982] (p. 3185) : rejeté ; *article L.* 132-2 *du code du travail :* son amendement n° 217 (champ d'application professionnel et territorial de la convention) (p. 3186) : rejeté (p. 3187) ; son amendement n° 219 (rédactionnel) : retiré (p. 3188) ; *article L.* 132-4 *du code du travail :* son amendement n° 220 (possibilité pour les conventions ou accords collectifs de travail de déroger aux lois et règlements seulement si les dispositions sont plus favorables aux salariés) : rejeté (p. 3190) ; son amendement n° 221 (suppression de la disposition prévoyant que les conventions et accords collectifs ne peuvent déroger aux dispositions d'ordre public des lois et règlements) : retiré (p. 3191) ; *article L.* 132-5 *du code du travail :* son amendement n° 223 (définition du champ d'application professionnel d'une convention en termes d'activité économique en se référant à la nomenclature de l'I.N.S.E.E.) : rejeté ; son amendement n° 224 (rédactionnel) : rejeté (p. 3192) ; *article L.* 132-7 *du code du travail :* son amendement n° 225 (obligation pour la convention et l'accord collectif de travail de prévoir dans quelle forme et à quelle époque ils pourront être dénoncés) : retirés (p. 3193) ; *article L.* 132-8 *du code du travail :* son amendement n° 226 (précisant que chacune des parties signataires à l'accord peut individuellement exercer son droit de dénonciation) [10 juin 1982] (p. 3212) ; rejeté (p. 3213) ; son amendement n° 228 (conservation des avantages individuels acquis par les salariés pendant la période de maintien en vigueur de la convention dénoncée) (p. 3215) ; renégociation après dénonciation d'une convention ; exemple des négociations sur l'indemnisation du chômage ; rejeté (p. 3216) ; son amendement n° 229 (précisant que les droits acquis ne peuvent bénéficier qu'aux salariés antérieurement couverts par la convention dénoncée) : rejeté (p. 3219) ; *article L.* 132-9 *du code du travail* son amendement n° 231 (référence à l'article L. 132-16 du code du travail) : adopté (p. 3222) ; *avant l'article L.* 132-11 *du code du travail :* son amendement n° 242 (mention des accords collectifs professionnels et interprofessionnels) : rejeté ; *article L.* 132-11 *du code du travail :* son amendement n° 232 (champ d'application territorial des conventions de branche et des accords professionnels ou interprofessionnels) (p. 3223) : rejeté ; difficultés résultant de l'application concurrente des lois et règlements, des accords nationaux interprofessionnels et des accords professionnels nationaux et régionaux ; son amendement n° 234 (suppression de la disposition prévoyant que, lorsqu'un accord professionnel a le même champ d'application qu'une convention de branche, il s'incorpore à celle-ci) (p. 3224) : rejeté ; spécificité de l'accord professionnel par rapport à l'accord de branche ; son amendement n° 233 (rédactionnel) : rejeté (p. 3225) ; *article L.* 132-12 *du code du travail :* négociation sur les salaires effectifs [10 juin 1982] (p. 3230) ; augmentation des salaires à la suite d'une simple négociation au niveau de l'entreprise et risque pour la compétitivité de celle-ci ; revendication de l'alignement sur l'entreprise la plus favorisée ; nécessité de conserver la négociation par branche (p. 3231) ; son amendement n° 235 (mention des conventions professionnelles) (p. 3233) ; problème de la surenchère entre accord intervenant dans des entreprises différentes ; effet sur la hausse des prix ; augmentation de salaires et réduction des possibilités d'investissement ; rejeté (p. 3234) ; son amendement n° 236 (caractère éventuel de l'examen des classifications au cours de la négociation) (p. 3235) ; rejeté (p. 3236) ; *article L.* 132-13 *du code du travail :* son amendement n° 243 (suppression de la mention d'accords interprofessionnels) : devenu sans objet ; son amendemnt n° 244 (suppression de la disposition prévoyant que s'il est conclu une convention ou un accord de nature supérieure à la convention ou à l'accord intervenu, les parties adaptent celles des clause de leur convention ou accord antérieur qui seraient moins favorables aux salariés) rejeté (p. 3239) ; *article L.* 132-15 *du code du travail ;* son amendement n° 245 (rédactionnel) (p. 3240) : rejeté ; *article L.* 132-16 *du code du travail :* son amendement n° 246 (rédactionnel) : rejeté (p. 3241) ; *article L.* 132-18 *du code du travail :* son amendement n° 249 (droit des partenaires de l'entreprise à la négociation) (p. 3242) : rejeté ; son amendement n° 247 (droit des syndicats de salariés à la négociation) : retiré (p. 3243) ; *article L.* 132-19 *du code du travail :* son amendement n° 253 (prévoyant que, lorsque l'ensemble du personnel consulté par le chef d'entreprise par voie de référendum, vote à la majorité absolue en faveur des propositions présentées par ce dernier et portant sur des matières relevant de conventions ou d'accords d'entreprises, ces propositions deviennent immédiatement applicables et remplacent le cas échéant, les dispositions conventionnelles antérieures) : rejeté (p. 3245) ; *article L.* 132-20 *du code du travail :* son amendement n° 250 (durée de la négociation dans l'entreprise) : rejeté [11 juin 1982] (p. 3276) , son amendement n° 251 (précision par l'accord d'entreprise de la nature et de l'étendue des information devant être remises aux salariés devant participer aux négociations) : rejeté (p. 3277) ; *article L.* 132-21 *du code du travail :* son amendement n° 252 adaptation des conventions d'entreprises après consultation des délégués syndicaux) . rejeté ; *article L.* 132-22 *du code du travail :* son amendement n° 254 (suppression de l'article) (p. 3279) : rejeté (p. 3281) ; *article L.* 132-25 *du code du travail :* son amendement n° 257 (suppression de l'article) (p. 3285) : rejeté (p. 3286) ; son sous-amendement n° 347 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oelher (limitation de l'obligation de négocier au cas où la négociation a été demandée par des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise) (p. 3288) : rejeté (p. 3289) ; son sous-amendement n° 349 à l'amendemnt n° 21 de M. Jean Oelher (négociation sur l'évolution des salaires et non sur les salaires effectifs) : rejeté ; son sous amendement n° 350 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oelher (négociation sur les salaires par catégories) : rejeté (p. 3290) ; ses amendements n°s 263, 258, 259, 261 et 260 devenus sans objets ; son amendement n° 262 (supprimant la disposition relative à la négociation au niveau d'un établissement) (p. 3292) : rejeté (p. 3293) ; *article L.* 132-26 *du code du travail :* son amendement n° 266 (suppression de la disposition permettant à chaque organisation syndicale de compléter sa délégation en désignant des salariés de l'entreprise) : retiré ; son amendement n° 267 (possibilité pour chaque organisation de compléter sa délégation en désignant des salariés de l'entreprise en accord avec l'employeur) : retiré (p. 3295) ; *article L.* 132-27 *du code du travail :* son amendement n° 268 (suppression de l'article) : rejeté [11 juin 1982]

(p. 3304) ; *article L.* 132-28 *du code du travail :* ses amendements n°s 269 et 270 : devenus sans objet ; *article L.* 132-29 *du code du travail :* son amendement n° 271 (convocation de parties à la négociation à la demande d'une organisation syndicale représentative dans l'entreprise) : rejeté (p. 3305) ; son amendement n° 273 (communication des informations préalables à la négociation à tous les membres composant la délégation des salariés) : adopté après rectification (p. 3306) ; son amendement n° 275 (précisant que les informations remises aux représentants des salariés doivent mentionner l'évolution des salariés dans l'entreprise au regard des coûts salariaux) : retiré ; son amendement n° 272 (précision de la durée et terme de la négociation), son amendement n° 274 (précisant que lors de la deuxième réunion, les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise font connaître leurs principales revendications) (p. 3308) : rejetés (p. 3309) ; *article L.* 132-30 *du code du travail* : son amendement n° 276 (rédactionnel) : rejeté (p. 3340) ; son amendement n° 277 (possibilité pour le chef d'entreprise de soumettre par voie de référendum à l'ensemble du personnel un projet d'accord comportant le dernier état de ses propositions) : rejeté (p. 3311) ; *article L.* 132-31 *du code du travail :* son amendement n° 279 (suppression de l'article) (p. 3311) ; regroupement d'entreprises dans un cadre géographique ; nécessité de laisser aux seuls partenaires sociaux le soin de décider du contenu d'un accord interentreprises (p. 3312) ; situation des petites et moyennes entreprises ; extension des conventions collectives : rejeté (p. 3313) ; son amendement n° 280 (suppression de la disposition instituant des commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles) : non soutenu (p. 3315) ; son amendement n° 281 (suppression de la disposition prévoyant que les accords peuvent déterminer des modalités particulières de représentation des personnels dans les entreprises de moins de onze salariés) : rejeté (p. 3316) ; **article 7** : *article L.* 133-1 *du code du travail* : son amendement n° 284 (rédactionnel) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3864) ; **article 8** : *article L.* 133-5 *du code du travail* : son amendement n° 290 (détermination des salaires minima pour les diverses qualifications professionnelles par les coefficients hiérarchiques) : rejeté ; son amendement n° 291 (suppression des adverbes « physiquement et nerveusement » en ce qui concerne la définition des travaux pénibles) : rejeté (p. 3871) ; son amendement n° 292 : devenu sans objet (p. 3872) ; son amendement n° 293 (conditions particulières de travail des parents d'enfants d'âge préscolaire) : rejeté ; *article L.* 133-6 *du code du travail* : son amendement n° 294 (suppression de l'article) (p. 3873) : rejeté ; son amendement n° 295 (rédactionnel) : rejeté (p. 3874) ; *article L.* 133-8 *du code du travail :* son amendement n° 297 (possibilité pour une clause de convention collective de déroger à un texte législatif ou réglementaire sans être en contradiction avec ce texte) : rejeté (p. 3875) ; **article 9** : *article L.* 136-1 *du code du travail* : son amendement n° 306 (suppression de la représentation des entreprises publiques au sein de la commission nationale de la négociation collective) (p. 3883) : rejeté ; son amendement n° 307 (représentation des entreprises publiques par leurs ministres de tutelle) : rejeté (p. 3884) ; *article L.* 136-2 *du code du travail :* son amendement n° 308 (examen par la commission nationale de la négociation collective de l'évolution des coûts salariaux) [25 juin 1982] (p. 3887) : rejeté ; son amendement n° 309 (rédactionnel) : rejeté (p. 3888) ; **article 10** : *article L.* 153-1 *du code du travail :* son amendement n° 310 (suppression de l'article) (p. 3890) : rejeté (p. 3891).

Deuxième lecture, discussion générale : institution d'une obligation annuelle de négociation portant sur les salaires effectifs, la durée et l'organisation du temps de travail ; développement des accords d'entreprise ; lutte contre l'inflation [13 octobre 1982] (p. 5736).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 38 (problème des avantages individuels acquis) : rejeté (p. 5740) ; son amendement n° 39 (suppression du texte proposé pour l'article L. 132-22 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 40 (suppression du texte proposé pour l'article 132-24 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 41 (suppression du texte proposé pour l'article 132-25 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 42 (cas où l'employeur n'est pas tenu de négocier sur les salaires effectifs) : rejeté (p. 5742) ; son amendement n° 43 (suppression du texte proposé pour l'article L. 132-27 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 44 (fixant un délai maximal pour le déroulement de la négociation) : rejeté ; son amendement n° 45 (suppression du texte proposé pour l'article L. 132-31 du code du travail) (p. 5743) : rejeté (p. 5744) ; **article 9** : danger de nationalisation de l'ensemble des entreprises françaises sur la base de l'article L. 134-1 du code du travail (p. 5748) ; **article 10** : sanction encourue en cas de non respect des conventions ou accords collectifs étendus ; mauvaise rédaction du texte du présent article (p. 5749) ; **article 11** : proteste contre l'absence de réponse aux questions qu'il a posées au ministre du travail (p. 5750) ; **article 20** : indique au président de séance qu'il demande à s'inscrire dans les explications de vote (p. 5751).

Explications de vote : contradiction entre le nouveau dirigisme du Gouvernement et la volonté de celui-ci de promouvoir la négociation ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 5753).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion générale : contrôle administratif exercé par le représentant de l'Etat sur les actes des communes, des départements et des régions ; décision du Conseil constitutionnel [16 juin 1982] (p. 3464) ; proposition de loi adoptée par le Sénat ; contrôle des décisions individuelles ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 3465).

Discussion des articles : **article 1er** : contrôle des décisions individuelles (p. 3469).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : incapacité du Gouvernement à exprimer l'objectif des S.O.R.E.F.I. [20 juillet 1982] (p. 4562).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : spécificité des problèmes locaux ; indépendance de la gestion communale vis-à-vis des rivalités politiques nationales [26 juillet 1982] (p. 4834) ; refus d'introduire la politique au niveau municipal ; mérites du mode de scrutin actuel ; faiblesses du présent projet de loi ; augmentation du nombre des élus (p. 4835) ; exemple des grandes villes ; inconvénients de la représentation proportionnelle avec correctif majoritaire ; statut de Paris (p. 4836) ; mise en place d'un mode de scrutin générateur de manipulations (p. 4837).

Discussion des articles : **article 1er** : statut des grandes villes [27 juillet 1982] (p. 4877) ; **article 3** : non-respect des engagements pris par le Président de la République (p. 4882) ; son amendement n° 75 (modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire) (p. 4883) : rejeté (p. 4887) ; **article 2 (précédemment réservé)** : volonté de la majorité d'introduire des critères partisans dans la vie municipale (p. 4892) ; **article 4** : *article L.* 260 *du code électoral :* son amendement n° 76 (instituant un scrutin à un tour) (p. 4910) : rejeté ; son amendement n° 77 (suppression de la fin du texte proposé pour l'article L. 260 du code électoral après les mots : « listes incomplètes ») : rejeté ; son amendement n° 78 (complétant cet article du code électoral par les mots « sous réserve de l'application des dispositions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 264) : adopté (p. 4911) ; *article L.* 261 *du code électoral :* son amendement n° 80 (écartant Lyon du champ d'application du présent projet de loi) [28 juillet 1982] (p. 4925) : adopté (p. 4926) ; *article L.* 262 *du code électoral :* son amendement n° 81 (mise en place d'un scrutin à un tour) : rejeté ; son amendement n° 82 (précisant que si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés, les sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle) (p. 4929) : rejeté ; *article L.* 264 *du code électoral :* son amendement n° 83 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 4930) ; *article L.* 270 *du code électoral :* son amendement n° 85 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : non soutenu (p. 4931) ; **article 10** : son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 25 de la commission (substituant au chiffre « 30 » le chiffre « 25 ») (p. 4949) ; rejeté (p. 4950) ; **article 11** : son amendement n° 88 (de suppression) : adopté (p. 4962).

Deuxième lecture, discussion générale : buts d'une réforme électorale ; introduction du système de la représentation proportionnelle ; problème du seuil d'application du nouveau mode de scrutin [20 octobre 1982] (p. 6016) ; maintien du scrutin à deux tours (p. 6017).

Discussion des articles : **article 2 :** conséquence du panachage ; problème du choix des élus (p. 6019) ; **article 4 :** avantages des différents systèmes électoraux (p. 6021).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 236-1 *du code du travail :* son amendement n° 203 (seuil de la mise en place d'un C.H.S.C.T.) [21 septembre 1982] (p. 5007) : rejeté (p. 5008) ; son amendement n° 204 (calcul de l'effectif de l'entreprise en ce qui concerne les travailleurs à temps partiel) : rejeté ; son amendement n° 205 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 206 (précisant que dans une entreprise n'entrant pas dans le champ d'application de la loi, les délégués du personnel remplissent la mission du C.H.S.C.T.) (p. 5012) : retiré ; son amendement n° 207 (de clarification) (p. 5013) : rejeté ; son amendement n° 249 (période servant de référence pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) : retiré (p. 5014) ; son amendement n° 208 (précisant que le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre peut imposer la création d'un C.H.S.C.T.) : rejeté (p. 5015) ; son amendement n° 209 (substituant au mot : « imposer », le mot : « proposer ») : rejeté ; son amendement n° 210 (précisant que la décision incombe au directeur régional du travail et de l'emploi) : rejeté (p. 5016) ; *article L.* 236-2 *du code du travail :* son amendement n° 211 (rédactionnel) : rejeté (p. 5025) ; son amendement n° 212 (mission des C. H. S. C. T.) : devenu sans objet (p. 5027) ; son amendement n° 213 (maladies à caractère professionnel) : retiré (p. 5028) ; son amendement n° 214 (substituant au mot « notamment » les mots « le cas échéant ») [22 septembre 1982] (p. 5037) ; son amendement n° 215 (avis du C. H. S. C. T. sur les points concernant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail contenus dans le règlement intérieur) ; amendement n° 214 non soutenu ; amendement n° 215 rejeté (p. 5038) ; son amndement n° 216 (précisant que le C. H. S. C. T. est consulté lorsqu'une transformation peut se révéler dangereuse pour la sécurité des travailleurs ou contraire à l'hygiène) ; son amendement n° 217 (suppression des mots « d'un changement de produit ou ») (p. 5039) : rejetés ; son amendement n° 218 (de précision) : rejeté (p. 5040) ; son amendement n° 219 (substituant aux mots « se prononce » les mots « donne son avis ») : rejeté (p. 5041) ; *article L.* 236-3 *du code du travail :* son amendement n° 220 (sanction en cas de non-respect du secret professionnel par les membres du C. H. S. C. T.) : rejeté ; *article L.* 236-4 *du code du travail :* son amendement n° 221 (rédactionnel) : retiré (p. 5044) ; son amendement n° 222 (procédure suivie en cas d'inexécution du programme de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail) (p. 5046) : rejeté (p. 5047) ; son amendement n° 223 (suppression du septième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5047) ; son amendement n° 224 (certificat de l'inspecteur du travail joint à toute demande présentée par le chef d'établissement en vue d'obtenir un marché public ou une subvention) (p. 5049) : rejeté (p. 5050) ; *article L.* 236-5 *du code du travail :* son amendement n° 225 (élection des membres du C. H. S. C. T.) : rejeté (p. 5051) ; son amendement n° 226 (fixation par voie réglementaire de la composition du collège désignant les membres du C. H. S. C. T.) (p. 5052) : rejeté (p. 5053) ; son amendement n° 227 (précisant qu'un agent désigné par le président assure le secrétariat du C. H. S. C. T.) : rejeté (p. 5054) ; son amendement n° 228 (précisant que le C.H.S.C.T. se réunit à l'initiative de son président une fois par trimestre) (p. 5055) ; devenu sans objet (p. 5056) ; *article L.* 236-6 *du code du travail :* son amendement n° 229 (insérant le mot « industriels » après les mots « dans les établissements » au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 230 (rédactionnel) (p. 5061) : rejeté ; son amendement n° 231 (fixation du nombre des comités par le directeur départemental de la main d'œuvre du travail sur proposition de l'inspecteur du travail) (p. 5062) : rejeté (p. 5063) ; *article L.* 236-7 *du code du travail :* son amendement n° 232 devenu sans objet (p. 5064) ; son amendement n° 233 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 5065) ; son amendement n° 234 (substituant aux mots « il en informe » les mots « avec l'accord du » dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; son amendement n° 235 (précisant que le temps passé aux enquêtes menées après un accident du travail est payé comme temps de travail) : rejeté (p. 5067) ; son amendement n° 236 (supprimant les mots « ou à caractère professionnel rare ») : retiré (p. 5070) ; son amendement n° 237 (paiement du crédit d'heures comme temps de travail) : retiré (p. 5071) ; *article L.* 236-9 *du code du travail :* son amendement n° 238 (précisant que l'expert devra être inscrit sur la liste des experts agréés par la cour d'appel du ressort du département où est située l'entreprise) : retiré ; son amendement n° 239 (supprimant les mots « ou non » après le mot « révélé » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5073) ; son amendement n° 240 (substituant aux mots « à caractère professionnel » le mot « professionnelle » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; son amendement n° 241 (suppression des mots « avec l'employeur » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 242 (précisant qu'en cas de désaccord sur le coût de l'expertise, l'employeur est tenu de saisir le président du tribunal de grande instance) (p. 5074) : rejeté ; son amendement n° 243 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5075) ; son amendement n° 244 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 5076) ; *article L.* 236-10 *du code du travail :* son amendement n° 245 (précisant que la formation dont bénéficient les membres du C. H. S. C. T. s'inscrit dans le cadre de la formation professionnelle) : rejeté (p. 5078) ; *article L.* 236-11 *du code du travail :* son amendement n° 246 (application des dispositions des articles L. 436-2 et L. 436-3 du code du travail à tous les salariés appartenant au C. H. S. C. T.) : rejeté (p. 5079) ; *article L.* 236-12 *du code du travail :* son amendement n° 247 (supprimant les mots « ainsi qu'aux entreprises ou établissements opérant sur un même site ou dans un même local) : retiré (p. 5079).

— Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le conseil des communautés européennes le 25 juillet 1978 (n° 765).

Première lecture, discussion générale : modernisation des règles de comptabilité des entreprises ; établissement d'une table de conversion par le conseil national de comptabilité ; coût entraîné par l'application des nouvelles règles [7 octobre 1982] (p. 5566, 5567).

Discussion des articles : **article 2 :** notion d'image fidèle ; son amendement n° 18 (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article 11 du code du commerce) (p. 5571) : rejeté (p. 5572) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) : retiré ; son amendement n° 19 devenu sans objet ; **article 4 :** son amendement n° 20 (valeur retenue dans l'inventaire pour les éléments d'actifs immobilisés) (p. 5573) : adopté ; problème des immobilisations corporelles ; son amendement n° 21 (référence à la valeur d'inventaire) : retiré ; son amendement n° 22 (de précision) : adopté (p. 5574) ; **article 6 :** principe de prudence (p. 5575) ; **article 15 :** son amendement n° 23 (de suppression) (p. 5577) : rejeté (p. 5578).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 7 :** ses amendements n° 125 et n° 126 (exonération de l'imposition des allocations Assedic investies dans le capital d'une société coopérative ouvrière de production) [28 octobre 1982] (p. 6431); amendement n° 125 : rejeté (p. 6432) ; amendement n° 126 : rejeté (p. 6433); **après l'article 7 :** gestion des sociétés coopératives (p. 6434) ; **article 9 :** son amendement n° 128 (supprimant toutes les exonérations existant en matière de T. V. A.) : rejeté ; application de la T. V. A. aux professions juridiques (p. 6440-6441) ; **article 11 :** refonte du régime des sociétés mères et de leurs filiales (p. 6461) ; projet de création d'une société holding de participation de l'Etat dans les sociétés nationalisées (S. F. P. I.) (p. 6462) ; objectif de la S. F. P. I. (p. 6463) ; son amendement n° 149 (activités des caisses de retraite et de prévoyance) : rejeté (p. 6464) : notion de placement et notion de participation (p. 6465).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* lutte contre le terrorisme ; droit d'asile ; commission nationale informatique et libertés ; extradition des terroristes ;

lutte contre l'émigration clandestine ; problèmes des expulsions ; îlotage ; armement des policiers ; collectivités locales ; fonds de compensation de la T. V. A. ; dotation globale de fonctionnement; compensation financière des transferts de compétences [10 novembre 1982] (p. 7029).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 128 (réduction de crédits) : rejeté (p. 7042) ; **titre IV :** son amendement n° 129 (tendant à supprimer la dotation générale de décentralisation) (p. 7043) : rejeté.

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* différentes sortes d'aides à l'aménagement du territoire ; critère d'attribution de la compensation financière pour le financement des primes à l'emploi [17 novembre 1982] (p. 7306).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale : questions :* état des relations culturelles entre la France et l'étranger ; rôle de la direction générale des relations culturelles ; grève survenue parmi le personnel du Quai d'Orsay [18 novembre 1982] (p. 7362, 7363).

Examen des crédits : I. — Services diplomatiques et généraux : **état B, titre IV :** son amendement n° 205 (réduction des crédits) ; effervescence régnant au sein de la dirction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; existence de mouvements de grève (p. 7366) : rejeté (p. 7368).

Affaires sociales et solidarité nationale - Travail. — *Discussion générale :* problèmes des personnes du quatrième âge ; financement de la sécurité sociale ; calendrier d'application du forfait hôtelier dans les hôpitaux [18 novembre 1982] (p. 7400).

— Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : enrichissement du texte par le Sénat ; nécessité de permettre aux collectivités locales de disposer de ressources financières suffisantes ; difficultés financières de l'Etat ; fléchissement du taux de croissance de la dotation globale de fonctionnement ; volonté de certains ministères de réduire les crédits délégués aux commissaires de la République (phénomène de reconcentration) ; constate qu'aucune compétence n'est transférée en bloc ; importance du nombre des conflits dont le présent texte sera la cause ; problème du personnel des régions ; alourdissement des structures administratives des collectivités territoriales ; absence de redéfinition des missions de l'Etat et de redéploiement des services des administrations centrales parisiennes [29 novembre 1982] (p. 7732) ; absence d'une claire conception de l'Etat de la part du Gouvernement ; malaise du corps préfectoral ; précise que le présent texte est fondé sur une conception formelle de l'égalité des collectivités locales au regard de leur taille ; diversité des collectivités locales ; risque d'éloigner davantage le citoyen de l'administration (p. 7733).

Discussion des articles : **article 31 :** obligation faite aux petites communes de déléguer leurs compétences à l'établissement public de coopération intercommunale en matière de délivrance du permis de construire [1er décembre 1982] (p. 7847) ; **article 32 *ter* :** coût de l'inscription des demandes de permis de construire (p. 7849, 7850) ; **article 132 A :** nécessité de déplafonner les ressources régionales (p. 7928) ; **article 132 B :** obligation pour l'Etat de prendre en charge le logement des instituteurs (p. 7929) ; nécessité de modifier la loi du 30 octobre 1886 (p. 7930) ; **avant l'article 132 ;** problème des frais de fonctionnement des préfectures (p. 7931) ; problème des frais de fonctionnement administratifs des conseils régionaux (p. 7932) ; **après l'article 132 :** création des caisses de crédit municipal [2 décembre 1982] (p. 7940) ; **article 134 :** problème des transferts de charges auxquels donne lieu l'aide social (p. 7941) ; nécessité de circonscrire le champ d'action du Gouvernement et des collectivités territoriales en matière d'aide sociale (p. 7942) ; **article 132 précédemment réservé :** problème des crédits destinés à l'action culturelle ; principe de la dotation culturelle régionale (p. 7944) ; affectation de la fraction des 70 p. 100 de la dotation culturelle (p. 7945) ; risque d'arbitraire de la part du ministère de la culture (p. 7946).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère
(5e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer tendant à compléter les dispositions de la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 afin d'étendre les droits aux prestations de l'assurance maladie pendant la durée totale de versement de l'allocation veuvage (n° 802) [6 mai 1982] (p. 1843).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 144,** posé le 23 avril 1982 : **électricité et gaz (gaz naturel)** (p. 1296) ; appelée le 30 avril 1982 : **réserves européennes de gaz :** politique d'approvisionnement de la France en gaz naturel ; contrat gazier avec l'U. R. S. S. et l'Algérie ; absence de contrepartie en faveur de l'industrie française ; sous-estimation des réserves de gaz européennes (p. 1513) ; diversification des fournisseurs ; gisements de la mer du Nord (p. 1514).

— **n° 161,** posée le 4 mai 1982 : **défense nationale (politique de la défense)** (p. 1695), appelée le 14 mai 1982 : **capacité opérationnelle de la marine de guerre :** incertitude continuant à régner sur les grands choix en matière de défense ; ralentissement du rythme d'entrée en service du nouveau sous-marin nucléaire ; création d'un nouveau modèle de sous-marin (p. 2159) ; problème de crédibilité de la force française de dissuasion (p. 2160) ;

— **n° 185,** posée le 15 mai 1982 : **voirie (routes : Bretagne)** (p. 2272) ;

— **n° 253,** posée le 12 octobre 1982 : **politique extérieure (Cambodge)** (p. 5695) ;

— **n° 274,** posée le 16 novembre 1982 : **voirie (routes : Bretagne)** (p. 7292), appelée le 26 novembre 1982 : **plan routier breton :** retards dans la réalisation de ce plan (p. 7712) ; budget du plan routier breton pour 1983 ; fonds spécial de grands travaux ; situation géographique de la Bretagne ; plan prévoyant trois axes routiers ; dynamisation de l'économie bretonne ; concertation ; nécessité de l'achèvement rapide du plan (p. 7713).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : fiction juridique constituée par le conjoint participant à l'exploitation et à l'expansion de l'entreprise familiale avant le projet actuel ; mesures importantes mais partielles adoptées en 1979 et 1980 ; insuffisance du projet actuel ; absence de dispositions permettant aux conjoints collaborateurs de bénéficier des formations prévues pour les chefs d'entreprise et de dispositions touchant le statut de l'entreprise individuelle ; réforme de l'entreprise ; dispositions concernant l'attribution préférentielle ; soulte ; volonté du Gouvernement de privilégier le statut d'associé ; charges supplémentaires représentées par l'adoption du statut de salarié ; caractère de « coquille vide » du statut de conjoint collaborateur ; maintien de la solution de la cotisation sur les quatre tiers du B. I. C. (trois tiers pour le chef d'entreprise, un tiers pour le conjoint) ; péril menaçant les petites entreprises ; accroissement de la différence entre le monde salarié et les travailleurs indépendants à la suite des mesures prises par le Gouvernement [8 avril 1982] (p. 1007).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* situation du secteur du bâtiment et des travaux

publics en Bretagne ; construction de bâtiments agricoles [4 novembre 1982] (p. 6703) ; problème du plafond légal de densité ; possibilités d'exonération (p. 6704, 6705).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* fait part de la question de M. Bourg-Broc ; projet gouvernemental de paiement différé des récoltes [9 novembre 1982] (p. 6977) ; part de l'enseignement agricole privé dans le budget et dans la scolarisation des agriculteurs ; « apartheid » pratiqué par le Gouvernement en matière d'enseignement (p. 6991).

Intérieur et décentralisation. — *Examen des crédits :* son amendement n° 17 (partage des majorations des impôts locaux directs entre différentes communes lorsque ces majorations compensent des exonérations permanentes dues à certaines installations universitaires ou militaires) : adopté [10 novembre 1982] (p. 7044).

MISSOFFE (Hélène)

Député de Paris
(24e circonscription)
Apparentée R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Vice-présient de cette commission [*J.O.* du 26 mars 1982] (p. 928).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Séguin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L. 321-2 du code du travail afin de préciser les règles applicables aux mères de famille de trois enfants et plus en cas de licenciement collectif (n° 587) [22 avril 1982] (p. 1281).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 875) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 253,** posée le 12 octobre 1982 ; **politique extérieure (Cambodge)** (p. 5695) ; appelée le 15 octobre 1982 : **représentation du Cambodge à l'O. N. U.** : situation au Cambodge, au Viet-Nam et au Laos ; représentation diplomatique du Cambodge ; inconvénient de l'attitude française consistant à s'abstenir dans les votes relatifs au Cambodge à l'O. N. U. (p. 5829-5830).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : équilibre des relations entre bailleurs et locataires ; pénurie de logements dans les grandes villes [12 janvier 1982] (p. 24) ; modalités d'indexation des loyers ; fossé entre les loyers des immeubles neufs et ceux des immeubles anciens ; nécessité de mise en place d'un dispositif judiciaire ; rigidité des baux ; danger pour les locataires de l'obligation de reconduction de bail donné au précédent locataire (p. 25).

Discussion des articles : **article 5 :** droit de reprise du propriétaire ; motif légitime et sérieux pour le non-renouvellement du bail constitué par la décision de vendre ; possibilité de vendre au bout de trois ans en cas de circonstances graves [13 janvier 1982] (p. 67) ; **après l'article 4 :** possibilité de conclusion de baux de moins de trois ans en cas d'obligations familiales ou professionnelles futures du bailleur (p. 88) ; **article 7 :** transfert du bail au concubin (p. 91) ; **article 13 :** son amendement n° 415 (révision du dépôt de garantie à l'occasion du renouvellement du contrat de location) : retiré [20 janvier 1982] (p. 304) ; **article 17 :** délais accordés aux locataires pour le paiement de leur loyer [21 janvier 1982] (p. 320) ; indemnisation des propriétaires pour le retard dans le paiement (p. 321) ; recherche par les propriétaires de locataires offrant toutes garanties (p. 322) ; **article 18 :** clauses abusives ; prélèvement du loyer sur les salaires (p. 326) ; résiliation de plein droit du contrat pour dégradation ou troubles graves de jouissance (p. 327) ; **article 22 :** son amendement n° 416 (obligation de consultation trimestrielle des associations par le bailleur) (p. 339) : rejeté (p. 340) ; **article 29 :** actions d'animation culturelle et sociale [22 janvier 1982] (p. 368) ; **article 35 :** extension des accords de modération à l'échelon national contraire à la responsabilité locale et à la décentralisation [25 janvier 1982] (p. 479) ; **article 36 :** pénalisation des jeunes ménages obligés de prendre des appartements neufs (p. 480) ; **article 54 :** irrésolution du Gouvernement pour l'application de la loi aux organismes H.L.M. (p. 517) ; **après l'article 55 :** fixation du loyer initial des logements antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 519).

Deuxième lecture, discussion générale : économie immobilière ; protection de l'usager ; menace pour la sécurité du placement immobilier ; conséquences de la loi sur le développement du parc d'habitation, sur l'amélioration des logements et sur l'emploi dans le secteur du bâtiment ; mode des calculs des loyers ; fixation des loyers des locaux vacants ; limitation de l'offre de logements dans le secteur locatif existant [11 mai 1982] (p. 1963).

Discussion des articles : **article 2 :** chambres d'étudiants (p. 1970) ; **article 4 *bis* :** durée du bail et mobilité professionnelle (p. 1976) ; **article 5 :** faculté, pour le locataire, de résilier le contrat à tout moment pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé (p. 1977) ; **article 6 *ter* :** notion de raisons familiales graves justifiant la vente du logement (p. 1982) ; **article 6 *septiès* :** protection des personnes âgées (p. 1985) ; **article 10 :** travaux de modernisation des logements et augmentation des loyers (p. 1987).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : dimension humaine du petit commerce ; notion de « couple de travail » ; situation des conjoints en cas de divorce ou de décès ; déception du groupe R.P.R. devant le projet ; précipitation, manque d'envergure et imprécision du texte ; absence de cadre global de protection au niveau social, fiscal, matrimonial ou juridique ; caractère fragmentaire du texte ; difficulté de la tâche du Gouvernement ; coût du projet de loi ; révision du régime matrimonial des femmes d'artisans et de commerçants ; difficulté d'application de l'indemnité de remplacement ; ignorance du Gouvernement de la préférence marquée par les conjoints d'artisans et de commerçants pour le statut de collaborateur [8 avril 1982] (p. 1006) ; déductibilité d'un salaire égal au S.M.I.C. en cas d'adhésion à un centre de gestion agréé ; volonté manifestée par le projet de permettre au petit commerce et à l'artisanat de vivre (p. 1007).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient le sous-amendement n° 36 de M. Gabriel Kaspéreit ; possibilité donnée aux intéressés de ne pas opter pour l'un des trois statuts [13 avril 1982] (p. 1079) ; rejeté (p. 1080) ; **article 4 :** difficultés techniques et pratiques concernant les indemnités de remplacement ; complexité de cet article ; montant de l'allocation forfaitaire de repos maternel (p. 1082) ; manque de confiance vis-à-vis des femmes de commerçants et d'artisans ; nécessité d'unifier les deux allocations ; montant de l'allocation forfaitaire de repos maternel ; calcul de l'indemnité de remplacement (p. 1083) ; imprécision de cet article (p. 1084).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).

Première lecture, discussion générale : possibilité donnée aux sages-femmes de participer aux consultations de planification familiale ; progrès réalisés dans le domaine de la périnatalité ; rend hommage à la profession de sage-femme [12 mai 1982] (p. 2055).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** règles relatives à la discipline ; contrôle du conseil des prud'hommes sur le règlement intérieur [14 mai 1982] (p. 2186) ; *article L. 122-34 du code du travail :* limitation du pouvoir unilatéral du chef d'entreprise à la discipline ; négociation du règlement intérieur (p. 2191) ; son sous-amendement n° 250 à l'amendement n° 29 de la commission (extension du champ d'application du règlement intérieur à l'ensemble de l'organisation de la vie de l'entreprise) ; exclusion de l'échelle des sanctions ; rejeté (p. 2193) ; *article L. 122-35 du code du travail :* son amendement n° 89 (interdiction, dans le règlement intérieur, de toute discrimination fondée sur le sexe, la nationalité ou le handicap, à capacité égale pour l'emploi) (p. 2199) : retiré (p. 2200) ; *article L. 122-37 du code du travail :* notion de bon fonctionnement de l'entreprise [17 mai 1982] (p. 2284) ; **article 3 :** son amendement n° 124 (appréciation des charges de famille au vu de la situation matrimoniale pour les femmes) : retiré [18 mai 1982] (p. 2342) ; **article 4 :** son amendement n° 125 (répétition de l'énumération des responsables d'entreprise figurant à l'article L. 122-33) : retiré (p. 2343).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** travail à temps partiel : création de deux catégories de travailleurs à temps partiel ; nécessaire simplification de la procédure [24 mai 1982] (p. 2495) ; **article 6 :** son amendement n° 308 (substituant aux mots « personnes appelées » les mots « salariés de l'entreprise appelés » dans le troisième alinéa du paragraphe III de cet article) : [28 mai 1982] (p. 2731) : adopté (p. 2732) ; **article 10 :** *article L. 423-3 du code du travail :* son amendement n° 396 (substituant au mot « syndicales » le mot « représentatives » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 397 (substituant au mot « syndicales » le mot « représentatives » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré [1er juin 1982] (p. 2784) ; **article 11 :** *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 416 (précisant que les candidats au poste de délégué du personnel devront pouvoir se faire comprendre en français) ; développement de l'alphabétisation (p. 2800) : rejeté (p. 2801) ; **article 15 :** *article L. 423-19 du code du travail :* son amendement n° 433 (durée du mandat des délégués du personnel) (p. 2822) : rejeté (p. 2823) ; son amendement n° 441 (supprimant les mots « ou d'une organisation syndicale » dans le 4e alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2826) ; **article 20 :** *article L. 431-2 du code du travail :* son amendement n° 508 : devenu sans objet [3 juin 1982] (p. 2914) ; **article 21 :** *article L. 432-1 du code du travail :* son amendement n° 567 (précisant que le comité d'entreprise coopère avec la direction à l'amélioration des conditions d'emploi et de travail) [4 juin 1982] (p. 2973) : rejeté (p. 2974) ; *article L. 432-4 du code du travail :* son amendement n° 585 (crédit d'heures dont dispose le chef d'entreprise pour les missions d'information dont il est chargé) : retiré (p. 3006) ; **article 23 :** *article L. 433-2 du code du travail :* son amendement n° 589 (organisations ayant acquis leur représentativité lors des dernières élections s'étant déroulées au sein de l'entreprise) [7 juin 1982] (p. 3022) : rejeté (p. 3024) ; **article 24 :** son amendement n° 595 (remplaçant les mots « s'exprimant en français » par les mots « pouvant se faire comprendre en français » à la fin du paragraphe II de cet article) (p. 3027) : rejeté (p. 3028) ; **article 25 :** *article L. 433-13 du code du travail :* son amendement n° 614 (insérant les mots « par lettre recommandée » après les mots « une demande » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3042) ; son amendement n° 618 (supprimant les mots « qui en envoie copie aux organisations syndicales de travailleurs du département concerné » à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3043) : rejeté ; son amendement n° 622 (précisant que l'inspecteur du travail fournit par lettre recommandée au chef d'entreprise un double de ses envois prouvant qu'il a bien avisé toutes les organisations syndicales représentatives) : retiré (p. 3044) ; **article 28 :** *article L. 435-3 du code du travail :* son amendement n° 650 (information du comité central d'entreprise) : retiré (p. 3081).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 131-2 du code du travail :* son amendement n° 65 (rédactionnel) [8 juin 1982] (p. 3148) : devenu sans objet ; (p. 3149) ; **article 4 :** *article L. 132-12 du code du travail :* son amendement n° 100 (remise d'un rapport d'information par chacune des parties à la négociation à l'autre partie au moins quinze jours avant la date de la réunion) : rejeté [10 juin 1982] (p. 3238 ; *article L. 132-21 du code du travail :* son amendement n° 119 (possibilité pour la convention ou l'accord de comporter des dispositions nouvelles et des clauses plus favorables aux salariés) [11 juin 1982] (p. 3278) ; adopté avec modification (p. 3279) ; *article L. 132-25 du code du travail :* son amendement n° 140 devenu sans objet (p. 3292) ; *article L. 132-30 du code du travail :* son amendement n° 161 (limitation de la durée des négociations à deux mois) : rejeté (p. 3309) ; **article 8 :** *article L. 133-3 du code du travail :* son amendement n° 169 (référence à l'article L. 133-2 du code du travail) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3869) ; *article L. 133-5 du code du travail :* son amendement n° 58 (égalité de traitement entre les salariés des deux sexes) : devenu sans objet (p. 3872) ; *article L. 133-8 du code du travail :* son amendement n° 174 (possibilité pour une clause de convention collective de déroger à un texte législatif ou réglementaire sans être en contradiction avec ce texte) : rejeté (p. 3875) ; *article L. 133-16 du code du travail :* son amendement n° 180 (consultation de la commission nationale de la convention collective) : retiré (p. 3876) ; **article 9 :** *article L. 136-1 du code du travail :* son amendement n° 191 (participation d'un représentant des intérêts familiaux à la commission nationale de la négociation collective) : rejeté (p. 3884) ; *article L. 136-3 du code du travail :* son amendement n° 194 (précisant qu'un représentant de l'union nationale des associations familiales participe aux travaux de la sous-commission des salaires avec voix délibérative) : retiré (p. 3889) ; *article L. 136-4 du code du travail :* son amendement n° 197 (possibilité pour la commission nationale de la négociation collective de créer des groupes de travail sur le coût de la vie) : retiré (p. 3890).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité de permettre aux représentants des associations familiales de siéger dans les conseils d'administration avec voix délibérative [8 juillet 1982] (p. 4334) ; son amendement n° 63 (modifiant la composition des conseils d'administration) (p. 4336) : rejeté (p. 4337) ; **article 2 :** son amendement n° 65 (désignation d'un représentant des associations familiales par les unions départementales des associations familiales) : rejeté (p. 4342) ; volonté du Gouvernement de syndicaliser au maximum les conseils d'administration des caisses (p. 4343) ; **article 3 :** son amendement n° 67 (désignation d'un représentant des associations familiales et d'un représentant des retraités) (p. 4365) : rejeté (p. 4366) ; **article 4 :** son amendement n° 69 (désignation d'un représentant par la fédération nationale de la mutualité et d'un représentant des associations familiales) (p. 4369) : rejeté (p. 4370) ; **article 6 :** son amendement n° 71 (désignation d'un représentant par la fédération nationale de la mutualité et d'un représentant des retraités) : rejeté (p. 4373) ; **article 7 :** son amendement n° 144 (désignation de deux représentants par la fédération nationale de la mutualité française) (p. 4374) : rejeté (p. 4375) ; **article 8 :** son amendement n° 75 (désignation d'un représentant par la fédération nationale de la mutualité et d'un représentant des retraités) : rejeté (p. 4377) ; **article 9 :** son amendement n° 77 (désignation d'un représentant des associations familiales et d'un représentant des retraités) : rejeté (p. 4379) ; **article 10 :** son amendement n° 151 (augmentant le nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; son amendement n° 79 (désignation d'un représentant de la fédération nationale de la mutualité et d'un représentant des associations familiales) : rejeté (p. 4380) ;

article 11 : son amendement n° 81 (désignation d'un représentant par la fédératon nationale de la mutualité et d'un représentant des retraités) : rejeté (p. 4382) ; **article 7 (précédemment réservé) :** son amendement n° 73 (désignation d'un représentant des associations familiales) : rejeté (p. 4394).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 236-2 *du code du travail :* son amendement n° 157 (mission des C.H.S.C.T.) [21 septembre 1982] (p. 5026) : devenu sans objet ; son amendement n° 159 (études auxquelles peut procéder le C.H.S.C.T.) : rejeté (p. 5027) ; *article L.* 236-7 *du code du travail :* son amendement n° 185 (niveau des crédits d'heures lorsqu'il existe plusieurs C.H.S.C.T. dans une entreprise) : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5065) ; *article L.* 236-10 *du code du travail :* son amendement n° 199 (précisant le type de formation dont bénéficient les membres des C.H.S.C.T.) : rejeté (p. 5078) ; *article L.* 236-12 *du code du travail :* son amendement n° 116 (complétant le texte proposé pour cet article par les mots : « répondant aux conditions fixées à l'article L. 236-1 ») : rejeté (p. 5079)

— Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).

Première lecture, discussion générale : surpeuplement de la région Ile-de-France en 1960 ; discrimination à l'égard de cette région pratiquée par le Gouvernement [15 octobre 1982] (p. 5854) ; création d'une cité scientifique dans la zone d'Orsay ; rôle international de Paris ; évolution industrielle inéluctable de l'Ile-de-France ; augmentation de la redevance sur les constructions de bureaux (p. 5855).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 11 (problème des opérations de construction de bureaux ne bénéficiant pas encore d'un permis de construire) (p. 5860) ; rejeté (p. 5861).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** création des conseils d'arrondissement ; gestion des piscines ; accroissement de la bureaucratie [22 octobre 1982] (p. 6177) ; **article 4 :** application de la loi prévoyant un quota de femmes candidates aux élections au conseil d'arrondissement (p. 6184).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** quota réservé aux femmes [23 octobre 1982] (p. 6282).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* différence de nature entre les anciens centres d'information féminins et familiaux et les nouveaux centres d'information sur les droits des femmes ; promotion du travail à temps partiel ; rôle du comité du travail féminin ; contenu du rapport « les femmes en France dans une société d'inégalité » ; refus d'enfermer l'action en faveur des femmes dans les limites d'une cause politique [2 novembre 1982] (p. 6550).

Education nationale. — *Discussion générale :* sort de l'enseignement privé ; inquiétude de la grande majorité des Français ; augmentation raisonnable du budget de l'enseignement privé ; attaques ponctuelles contre la législation existante ; versement du forfait communal ; création d'un grand service public laïc unifié [5 novembre 1982] (p. 6738).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : profondeur des raisons des discriminations à l'égard des femmes dans le monde du travail ; différence d'appréhension de la vie professionnelle entre les hommes et les femmes ; importance des tâches maternelles pour les femmes [6 décembre 1982] (p. 7992) ; cas de certains employeurs refusant d'embaucher des femmes ; constate que le présent projet de loi tend à considérer les femmes comme des mineures ; nouveau droit donné aux syndicats ; création du conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; importance du problème du chômage (p. 7993).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 123-2 *du code du travail :* refus d'établir un égalitarisme aveugle entre les hommes et les femmes (p. 7997) ; *article L.* 123-3 *du code du travail :* son amendement n° 54 (précisant que les dispositions des articles précédents ne font pas obstacle à l'intervention de mesures prises au seul bénéfice des femmes) (p. 8003) : retiré ; son amendement n° 55 (mesures temporaires destinées à ouvrir des droits particuliers aux femmes et à aménager leurs conditions de travail) : rejeté ; son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 64 de la commission (suppression de la notion de « convention collective étendue ») (p. 8004) ; rejeté ; son amendement n° 56 (même objet) : devenu sans objet (p. 8005) ; *article L.* 123-5 *du code du travail :* nouveau droit d'action en justice donné aux syndicats (p. 8007) ; **article 4 :** *article L.* 152-1 *du code du travail :* son amendement n° 57 (échelle des peines prévues à l'encontre des employeurs ne respectant pas les dispositions de la présente loi) (p. 8009) ; rejeté ; son amendement n° 58 (même objet) : rejeté (p. 8010) ; **article 8 :** *article L.* 432-3-1 *du code du travail :* son amendement n° 59 (contenu du rapport présenté au comité d'entreprise) (p. 8013) : rejeté (p. 8014) ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 60 (maintenant le comité du travail féminin) : rejeté ; **article 12 :** son amendement n° 61 (même objet) : devenu sans objet (p. 8016) ; **article 14 :** son amendement n° 62 (même objet) : devenu sans objet ; son amendement n° 63 (même objet) : devenu sans objet (p. 8017) ;

Explications de vote : maintien des avantages acquis ; problème de la rémunération et de la formation professionnelle ; risque de voir le présent texte détourner les employeurs de l'embauche de femmes ; abstention du groupe R.P.R. (p. 8019).

MITTERRAND (Gilbert)

Député de la Gironde
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi relatif au développement de certaines activités d'économie sociale (n° 1154) [28 octobre 1982] (p. 6483).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** mesures arrêtées par la conférence annuelle agricole destinées aux jeunes agriculteurs ; projet d'aide fiscale aux jeunes agriculteurs ; surendettement de ceux-ci [26 mai 1982] (p. 2642).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Deuxième lecture, explications de vote : nature, rôle et compétence des offices ; rôle des organisations professionnelles ; vote positif du groupe socialiste [29 septembre 1982] (p. 5225).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 16 :** son amendement n° 185 (incorporation au capital social des réserves dites « libres d'affectation » pour les coopératives agricoles) [29 octobre 1982] (p. 6491) : adopté après rectification (p. 6492).

MOCOEUR (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **désenclavement de la région du Limousin :** insuffisance des voies de communication dans la région du Limousin ; promesses du Président de la République ; aménagement de la route nationale 20 en Haute-Vienne [19 mai 1982] (p. 2430) ;

— **emploi et activité à la société Mavest à Ambazac :** projet de réorganisation de cette société ; plan textile [1er décembre 1982] (p. 7864).

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val-d'Oise
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention franco-brésilienne de coopération judiciaire en matière civile, commerciale, sociale et administrative (n° 840) [6 mai 1982] (p. 1843).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention relative aux décisions de rectification d'actes de l'état civil (ensemble deux annexes) (n° 1216) [25 novembre 1982] (p. 7698).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 840) autorisant l'approbation d'une **convention franco-brésilienne de coopération judiciaire** en matière civile, commerciale, sociale et administrative **(n° 865)** [13 mai 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **développement de la « famille » Airbus :** négociations avec l'Italie en vue de construire un avion de transport régional l'ATR 42 ; avenir de l'Airbus A 320 [5 mai 1982] (p. 1720) ;

— **manque de professeurs dans l'enseignement secondaire :** rentrée scolaire ; déficit des postes d'enseignant [6 octobre 1982] (p. 5455, 5456) ;

— **politique monétaire des Etats-Unis :** conférence de Kinshasa ; conséquences des augmentations du dollar [10 novembre 1982] (p. 7027) ; nécessité d'enrayer la spéculation (p. 7028).

orale sans débat :

— **n° 162,** posée le 4 mai 1982 : **constructions aéronautiques (entreprises)** (p. 1695) ; appelée le 7 mai 1982 : **Société d'équipement aéronautique S.F.E.N.A. :** processus de rapprochement en cours de la S.F.E.N.A. et de la société anonyme Crouzet ; volonté de défendre l'industrie nationale ; caractère illégal de la détention par la société Crouzet de 85 p. 100 du capital de la S.F.E.N.A. ; inopportunité de cette dénationalisation ; nécessité de restituer la S.F.E.N.A. au secteur public (p. 1854).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** fixation proportionnelle du nombre de sièges attribués à chaque circonscription [8 avril 1982] (p. 1026).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 733).**

Première lecture, discussion générale : éventuelle adhésion de l'Espagne à l'ensemble des structures de l'O.T.A.N. ; conséquences du projet sur la sécurité européenne et des relations Est-Ouest ; opposition des dirigeants de la gauche espagnole à l'entrée de leur pays dans l'O.T.A.N. ; rupture de l'Espagne avec sa tradition et risques encourus par ce pays de se voir directement et automatiquement engagé dans un éventuel conflit ; contradiction entre l'appartenance de l'Espagne à l'O.T.A.N. et le renforcement de la démocratie ; référendum réclamé par les partis de gauche espagnols [8 avril 1982] (p. 1041) ; inquiétude des peuples européens ; désarmement progressif, fondement d'une véritable sécurité et d'une paix durable ; objectif primordial de dépassement des blocs ; vote hostile du groupe communiste (p. 1042).

— **Son rappel au règlement :** attentat de la rue Marbeuf ; émotion du groupe communiste ; condamnation des actes de terrorisme ; demande au Gouvernement de rechercher les auteurs de cet attentat [22 avril 1982] (p. 1250).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).**

Première lecture, discussion générale : mise en place de la F.M.O. dès l'évacuation de la zone occupée par Israël dans le Sinaï ; échec du volet des accords de Camp David concernant l'autonomie palestinienne ; événements tragiques se déroulant au Proche-Orient ; poursuite par le Gouvernement Bégin de ses projets autonomistes ; résistance de la population des territoires occupés ; volonté du Gouvernement d'Israël de liquider le mouvement national palestinien ; application de la résolution 242 du Conseil de sécurité dans le respect des droits inaliénables du peuple palestinien ; participation de la France à la F.M.O. risquant d'être interprétée par l'opinion mondiale comme un soutien à l'ensemble du processus de Camp David ; abstention du groupe communiste [22 avril 1982] (p. 1259).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (n° 769).**

Première lecture, discussion générale : convention de Vienne ayant pour objet de soumettre les ventes internationales à un régime juridique uniforme ; souplesse de cette convention ; volonté du Gouvernement de ne pas formuler de réserves à cette convention ; rôle de la convention pour le développement du commerce international [22 avril 1982] (p. 1261).

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** réexamen des conditions de réalisation de l'effort de recherche [22 juin 1982] (p. 3695) ; **après l'article 5 :** participation concrète mise en œuvre à chaque étape du processus de la recherche (p. 3698) ; **article 7 :** son amendement n° 61 (distinction entre l'Europe et les pays en voie de développement) : devenu sans objet (p. 3707) ; **article 10 :** composition des comités consultatifs régionaux de recherche et de développement technologique (p. 3714) ; missions des comités consultatifs (p. 3715) ; **article 13 :** composition des conseils d'administration et des conseils scientifiques des

établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 3722) ; **article 25 :** *rapport annexé :* contenu de ce rapport (p. 3747) ; rôle des entreprises nationales pour favoriser l'essor et le développement des P.M.I. ; son amendement n° 129 (harmonisation des différentes formes d'aide de l'Etat) : retiré (p. 3748) ; fonctionnement du comité de programme ; son amendement n° 132 (recherche liée à la valorisation du milieu naturel) (p. 3749) : retiré (p. 3750) ; son amendement n° 135 (maîtrise des développements de l'informatique) : adopté ; dépenses de recherche électronique (p. 3751) : ses amendements n°s 137, 138 et 139 (d'harmonisation) : adoptés (p. 3753) ; son amendement n° 141 (modification du programme mobilisateur « Développement technologique du tissu industriel ») : retiré [23 juin 1982] (p. 3760) ; son amendement n° 144 (modification du programme mobilisateur « Développement technologique du tissu industriel ») : retiré (p. 3761) ; son amendement n° 148 (secteur de la machine-outil) : retiré (p. 3769).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord portant création du fonds commun pour les produits de base (n° 842).**

Première lecture, discussion générale : portée limitée des négociations Nord-Sud ; inefficacité des accords par produit ; importance de la stabilisation des matières premières pour les pays du tiers monde ; instauration d'un nouvel ordre économique mondial ; exemple du cuivre [24 juin 1982] (p. 3843) ; risque de voir le présent accord stimuler la spéculation ; insuffisance du capital de départ (p. 3844).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (n° 827).**

Première lecture, discussion générale : risque de porter atteinte aux libertés individuelles ; incertitude contenue dans cette convention [24 juin 1982] (p. 3847) ; appuie une demande de mission d'information sur les activités de l'organisation internationale de police criminelle (p. 3848).

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

Discussion : problème de la paix et de la guerre ; guerre des Malouines ; agression israélienne au Liban ; suraccumulation d'armes nucléaires dans le monde, caractère erroné de la thèse de l'infériorité militaire des Etats-Unis et de l'O. T. A. N. par rapport à l'U. R. S. S. et au pacte de Varsovie [6 juillet 1982] (p. 4233) ; notion d'équilibre nucléaire ; course technologique ; propositions communistes en faveur du désarmement ; dialogue Nord-Sud ; rôle positif de la France (p. 4234) ; pression faite par les Etats-Unis sur la France pour la remise en cause des contrats d'achat de gaz soviétique et de la construction du gazoduc eurosibérien (p. 4235).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* priorité donnée à la recherche par le Gouvernement ; progression de la recherche fondamentale ; effort soutenu en faveur de la recherche appliquée ; nécessité pour les industriels de prendre des initiatives en matière de recherche ; futur statut des personnels de la recherche [8 novembre 1982] (p. 6902).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* événements du Liban ; situation en Amérique centrale ; menaces pesant sur la paix mondiale ; rôle de la France dans le monde ; droits inaliénables du peuple palestinien ; attitude des Etats-Unis vis-à-vis du Nicaragua [17 novembre 1982] (p. 7329) ; prise de conscience d'une nouvelle solidarité latino-américaine ; problème de la Namibie ; regrette l'intensification des échanges entre Paris et Prétoria ; problème de la course aux armements ; volonté des Etats-Unis d'imposer à l'Europe une stratégie de guerre économique contre l'U. R. S. S. (p. 7330, 7331).

Examen des crédits : 1. — Services diplomatiques et généraux. — **Etat B, titre IV :** attitude de l'opposition vis-à-vis du contrat de gaz passé entre la France et l'Algérie [18 novembre 1982] (p. 7370).

MORA (Christiane)

Député de l'Indre-et-Loire
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1917).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes
(5e circonscription).
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J. O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175).

Vice-présidente à titre provisoire de cette délégation [*J. O* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 142,** posée le 20 avril 1982 : **anciens combattants et victimes de guerre (politique en faveur des anciens combattants et des victimes de guerre)** (p. 1206) ; appelée le 23 avril 1982 : **commission d'information historique pour la paix :** nécessité d'associer officiellement aux travaux de la commission d'information historique pour la paix l'association nationale des médaillés de la Résistance et des médaillés militaires ; représentation de cette association au sein de la commission d'organisation des cérémonies du 8 mai (p. 1293) ; importance des cérémonies du 8 mai pour les médaillés de la Résistance ; reconnaissance de la nation à laquelle ont droit tous ceux qui ont combattu (p. 1294).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : fatalité politique entraînant tout nouveau pouvoir à entreprendre rapidement une réforme de l'audiovisuel ; volonté du Gouvernement d'assurer l'indépendance des organismes et des personnes ayant la charge du secteur public de l'audiovisuel afin de garantir les droits à l'information et à la communication ; création d'une Haute Autorité ; dangers du projet ; risque de sclérose ; coût du projet ; taxe sur les magnétoscopes ; augmentation de la redevance ; disparition des freins au développement de la publicité télévisée ; refus d'une télévision de propagande ; suppression du monopole de programmation ; respect du public ; impossibilité de laisser la France à l'écart de la compétition audiovisuelle mondiale ; satellite franco-allemand [26 avril 1982] (p. 1330) ; création de douze sociétés régionales ; missions de F. R. 3 (p. 1331).

— **Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'effacer toutes les séquelles du drame algérien ; contenu des différentes lois d'amnistie successives ; nécessité d'adopter le texte du présent projet de loi [21 octobre 1982] (p. 6134).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* accroissement de la T.V.A. sur l'hôtellerie de luxe ; fuite des bateaux de grande plaisance étrangers des ports français ; réforme de l'organisation du tourisme [3 novembre 1982] (p. 6593).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* loi sur la communication audiovisuelle ; force d'inertie et charges entraînées par la multiplicatin des sociétés et organismes en matière de communication ; absence d'orientation clairement définie pour la politique audiovisuelle ;

satellite franco-allemand [19 novembre 1982] (p. 7438); exploitation d'un satellite de télévision directe; liberté de création, de diffusion et de réception; réseau câblé de télécommunication; magnétoscopes; protection des droits des auteurs, créateurs, artistes et interprètes; redevance sur les magnétoscopes; problème des sourds et des malentendants (p. 7439).

MOREAU (Paul)

Député du Nord
(17e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* reconduction du prélèvement opéré sur les télécommunications; insuffisance du taux de rémunérations des fonds provenant des chèques postaux [12 novembre 1982] (p. 7052); stagnation des créations d'emplois; volonté des receveurs distributeurs d'être reclassés dans la catégorie B; nécessité de restructurer les emplois au sein des personnels du service général; insuffisance du programme immobilier des bureaux de poste (p. 7053).

MORTELETTE (François)

Député de Loir-et-Cher
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Education nationale : enseignement primaire et secondaire) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083); annexe n° 16 : **éducation nationale** : enseignement primaire et secondaire **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 129**, posée le 13 avril 1982 : **automobiles et cycles (entreprises)** (p. 1089); appelée le 16 avril 1982 : **entreprise Matra automobile :** prise de participation majoritaire de l'Etat dans le groupe Matra; inquiétude des travailleurs de l'entreprise Matra automobile (p. 1172).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : mise en place des conseils de prud'hommes; suppression de l'échevinage; conciliation; amélioration des statuts des conseils de prud'hommes; maintien du salaire d'un conseiller prud'homme par l'employeur; protection des élus [27 janvier 1982] (p. 578).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** disposition relative à l'information du comité d'entreprise; rôle de celui-ci en matière consultative; affectation du 1 p. 100 et de la taxe sur la formation professionnelle [4 juin 1982] (p. 2970); association des travailleurs aux responsabilités du pouvoir dans l'entreprise (p. 2971).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, explications de vote : difficultés des caisses d'épargne; différentes dispositions contenues dans la présente proposition de loi [21 juillet 1982] (p. 4598).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. *Discussion générale.* Rapporteur spécial : impossibilité de poursuivre l'effort sans précédent consenti pour le budget de 1982; mauvaises conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée de 1982; place du budget de l'éducation nationale dans le budget civil de l'Etat; accroissement des rémunérations et des pensions; diminution des autorisations de programme; ralentissement des créations d'emplois; coût des titularisations; priorité donnée à la formation continue; redéfinition du service des enseignants (travaux de la commission Legrand); majoration des crédits de l'Etat en faveur des familles; aide à l'enseignement privé; conditions de mise en place du grand service public laïc et unifié de l'éducation nationale [4 novembre 1982] (p. 6728); problème des constructions scolaires; nécessité d'accroître le nombre de créations de postes; situation des départements à prédominance rurale; diminution du recrutement des écoles normales d'instituteurs; politique de titularisation des auxiliaires; insuffisance des crédits de fonctionnement des établissements scolaires; création d'un corps de titulaires remplaçants (p. 6729);

Examen des crédits : **état B, titre III** : son opposition à l'amendement n° 11 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 novembre 1982] (p. 6775); **après l'article 72** : problème des professeurs d'éducation physique et sportive (p. 6778).

MOULINET (Louis)

Député de Paris
(13e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre du conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie les Quinze-Vings [*J.O.* du 27 janvier 1982] (p. 389).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roger Rouquette et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux fossoyeurs et au personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égoûts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° 1178) [2 décembre 1982] (p. 7954).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 170,** posée le 4 mai 1982 : **machines-outils (entreprises)** (p. 1696) ; appelée le 7 mai 1982 : **société de robotique A.K.R. :** difficultés financières de cette société ; robots à soudure et robots à peinture (p. 1847) ; absence d'aide des pouvoirs publics à cette société ; nécessité d'accorder à celle-ci une aide pour éviter une fusion avec un groupe étranger ; aide financière des banques nationalisées (p. 1848) ;

— **n° 295,** posée le 30 novembre 1982 : **nomades et vagabonds (stationnement : Ile-de-France),** (p. 7830) : appelée le 3 décembre 1982 : **stationnement des nomades à Paris :** interdiction du stationnement des véhicules de nomades dans le centre de Paris ; problème de stationnement de ces véhicules à la périphérie parisienne ; expulsions ; incidents entre gitans et riverains ; nécessité de réaliser des aires de stationnement équipées ; possibilité d'aménager une aire à Rungis (p. 7974) ; note l'impossibilité d'utiliser des terrains vacants de Rungis (p. 7975).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : fonctionnement des conseils de prud'hommes dans les départements d'Alsace et de Moselle ; remboursement des pertes de salaires des conseillers prud'hommes et renouvellement des conseils ; prise en compte des propositions des organisations syndicales ; situation du conseil de prud'hommmes de Paris ; longueur des délais de jugement ; réforme de 1979 ; attribution de locaux permettant d'installer deux conseils de prud'hommes à Paris [27 janvier 1982] (p. 579).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail** (n° **742).**

Première lecture, discussion générale commune : campagne du C.N.P.F. contre les projets Auroux ; politique contractuelle ; représentativité des organisations syndicales ; négociation sur les salaires réels [14 mai 1982] (p. 2183).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** protection des anciens délégués syndicaux ; procédure de licenciement de ceux-ci [27 mai 1982] (p. 2691) ; **article 24 :** *article L. 433-9 du code du travail :* son amendement n° 486 (accord sur les modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales) : adopté après modification [7 juin 1982] (p. 3035).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 26 :** son amendement n° 59 (situation des chauffeurs de taxi artisans ayant adhéré à l'assurance volontaire du régime général de la sécurité sociale) : adopté [21 juin 1982] (p. 3641).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Première lecture, discussion générale : revendication par les organisations syndicales de la création d'une carte unique de transport payée par les employeurs ; apparition de la carte orange ; développement des transports en commun de la région parisienne [25 juin 1982] (p. 3931).

— **Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : remède apporté aux difficultés financières de l'Unedic ; prélèvement de solidarité sur des personnes bénéficiant de la garantie de l'emploi ; limitation du poids de la présente contribution à 1 p. 100 de la rémunération mensuelle ; durée d'application du dispositif mis en place ; exclusion de ce dispositif des exploitants agricoles, des commerçants, des artisans, des membres des professions libérales et des détenteurs de capital [11 octobre 1982] (p. 5600).

— **Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : contenu de la loi de 1975 ; accaparement de tous les pouvoirs par le maire de Paris ; réduction des possibilités d'expression des conseillers de l'opposition municipale ; organisation d'un système de potentat ; rôle des commissions d'arrondissement à Paris [21 octobre 1982] (p. 6110) ; absence de risque de démantèlement de la capitale (p. 6111) ; crédits attribués au 13e arrondissement (p. 5112).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** avis du conseil d'arrondissement sur les propositions de création d'équipements sportifs, de crèches et d'écoles [22 octobre 1982] (p. 6199) ; **article 23 :** autonomie de chaque caisse des écoles des arrondissements parisiens (p. 6225) ; **article 36 :** son amendement n° 135 (modifiant le seuil de la dotation des personnels) : adopté (p. 6236).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; décentralisation des trois plus grandes villes de France ; rapprochement du pouvoir et des citoyens [23 octobre 1982] (p. 6276).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 23 :** classement des rues de Paris en catégories selon les tarifs applicables aux terrasses installées sur les trottoirs [9 décembre 1982] (p. 8169) ; **article 37 :** retire son amendement n° 86 (p. 8174).

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste [17 décembre 1982] (p. 8480).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie.

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale :* contenu du plan avenir-jeunes, rôle des municipalités et des entreprises nationalisées en matière d'emploi ; développement de la formation professionnelle [15 novembre 1982] (p. 7165).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [18 décembre 1982] (p. 8521).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe
(1re *circonscription*)
Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J.O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Proposition de loi sur le rôle des sociétés nationalisées pour l'industrialisation des départements d'outre-mer (n° 1364) [21 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **problèmes de la pêche à la Guadeloupe :** dégradation des conditions de travail et de vie des marins-pêcheurs de la Guadeloupe ; leurs revendications ; répression contre les marins-pêcheurs manifestants [1er décembre 1982] (p. 7858) ;

— **intentions du Gouvernement après l'annulation de la loi de décentralisation dans les départements d'outre-mer :** adaptation de la décentralisation aux départements d'outre-mer ; économie du projet ; décision du Conseil constitutionnel [8 décembre 1982] (p. 8114).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.**

Discussion générale : tensions entre les communautés européenne et mélanésienne ; mesures progressives en faveur des humbles et des opprimés de la Nouvelle-Calédonie ; situation de la Guadeloupe [14 janvier 1982] (p. 119) ; reconnaissance du droit à l'autodétermination pour les peuples d'outre-mer ; attitude tyrannique de l'assemblée territoriale ; modification de la loi sur la réforme foncière ; grands propriétaires terriens d'outre-mer ; création d'institutions reconnaissant l'identité culturelle mélanésienne ; tensions sociales en Guadeloupe ; caractéristiques de la politique du Gouvernement ; refus de proroger le mandat des conseillers généraux par le conseil des ministres ; élection sur la base de listes électorales truquées et découpage injuste de cantons ; proposition de subdiviser la Guadeloupe en deux départements ; décolonisation de la Guadeloupe (p. 120).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : caractère scandaleux de l'audiovisuel en outre-mer [27 avril 1982] (p. 1347) ; objectif de l'audiovisuel devant être la promotion permanente des populations locales ; volonté d'assurer la présence des originaires d'outre-mer dans toutes les instances prévues par ce projet ; refus de payer la même redevance qu'en métropole pour une seule chaîne de télévision (p. 1348).

Discussion des articles : **article 10 :** son amendement n° 338 (prévoyant de faire figurer un parlementaire d'outre-mer parmi les membres de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle) [29 avril 1982] (p. 1491) : retiré (p. 1492) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 566 à l'amendement n° 164 de la commission (pouvoirs de la Haute Autorité en ce qui concerne les campagnes électorales, les émissions d'expression politique dans les départements et territoires d'outre-mer) ; nécessité de tenir compte des partis politiques locaux [30 avril 1982] (p. 1549) : rejeté (p. 1550) ; **article 26 :** son amendement n° 340 (représentation de l'outre-mer au Conseil national de la communication audiovisuelle) : rejeté ; son amendement n° 341 (même objet) : retiré [3 mai 1982] (p. 1619) ; son amendement n° 342 (présence d'une personnalité d'outre-mer au Conseil national de la communication audiovisuelle) [4 mai 1982] (p. 1633) : adopté (p. 1634) ; **article 39 :** création d'une société nationale de radiodiffusion et de télévision pour les départements et territoires d'outre-mer [5 mai 1982] (p. 1764) ; **article 40 :** son amendement n° 343 (nomination de membres originaires de l'outre-mer dans le conseil d'administration de la société chargée des départements et territoires d'outre-mer) : devenu sans objet ; son amendement n° 344 (nomination de parlementaires originaires d'outre-mer dans le conseil d'administration de la société chargée des départements et territoires d'outre-mer) : devenu sans objet ; son amendement n° 345 (présence d'un journaliste originaire de l'outre-mer au conseil d'administration des sociétés prévues aux articles 38 et 39) : devenu sans objet (p. 1770).

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale : absence de dispositions spécifiques pour les départements d'outre-mer ; établissement d'un plan global de développement des objectifs prioritaires ; plan régional ; décentralisation spécifique promise aux départements d'outre-mer ; nécessité d'instituer une sous-commission spéciale D. O. M. - T. O. M. ; démocratisation des instances participant au plan [14 juin 1982] (p. 3351).

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).**

Première lecture, discussion générale commune : nécessité de créer une chambre régionale des comptes dans chaque département d'outre-mer [17 juin 1982] (p. 3526).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).**

Première lecture, discussion des articles : **article 18 :** opposition du groupe communiste à la création d'un office du développement agricole et rural et d'un office d'équipement hydraulique [19 juillet 1982] (p. 4511).

— **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion (n° 1084).**

Première lecture, discussion générale : espoir soulevé par la loi du 19 mars 1946 ; désintégration des D. O. M. par l'ex-majorité ; aspects positifs de la départementalisation ; misère du peuple réunionnais [30 septembre 1982] (p. 5262) ; ruine de l'industrie sucrière ; volonté du Gouvernement de rompre avec la tradition d'assimilation ; définition d'une politique agricole cohérente ; légalisation du droit à la différence institutionnelle dans la République française ; caractère limité du présent projet de loi (p. 5263).

Discussion des articles : **article 1er :** lutte contre l'assimilation ; **article 2 :** son amendement n° 27 (créant une assemblée par département d'outre-mer) (p. 5288) ; rejeté (p. 5290) ; son amendement n° 28 (compétences spécifiques des départements d'outre-mer) : retiré (p. 5291) ; **article 3 :** son amendement n° 29 (compétences spécifiques du conseil général et régional) : retiré ; son amendement n° 30 (délégation de ses pouvoirs par le conseil général et régional) : rejeté (p. 5292) ; **article 5 :** son amendement n° 31 (modifiant le nombre des membres du conseil général et régional) (p. 5293) ; rejeté ; son amendement n° 32 devenu sans objet (p. 5294) ; **article 7 :** son amendement n° 33 (élection des membres du bureau du conseil général et régional au scrutin de liste majoritaire à deux tours) : devenu sans objet ; **article 8 :** son amendement n° 34 (missions des comités consultatifs) (p. 5295) ; rejeté (p. 5296) ; **article 10 :** son amendement n° 35 (sauvegarde et diffusion des langues et des cultures vernaculaires) ; son amendement n° 36 (préservation de l'identité culturelle de la région) : retirés

(p. 5297) ; **article 12 :** ses amendements n°s 37 et 38 (obligation de consultation des conseils généraux et régionaux) : retirés ; son amendement n° 39 (saisine des conseils généraux et régionaux sur les actions de l'Etat dans certains domaines) : retiré (p. 5298) ; **après l'article 13 :** son amendement n° 42 (possibilité pour le conseil général et régional d'adresser au premier tour des propositions de modification des dispositions législatives ou réglementaires) (p. 5299) ; deuxième et troisième alinéas de son amendement n° 42 adoptés ; son amendement n° 41 (activités éducatives complémentaires déterminées par le conseil de la culture) : retiré ; son amendement n° 43 (précisant que le conseil général et régional pourra proposer des mesures tendant à promouvoir des dispositions nouvelles conformément à la réalité du pays) : retiré (p. 5300) ; **article 15 :** maintien du système du scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans les dépendances de la Guadeloupe (p. 5301) ; **article 18 :** son amendement n° 44 (de suppression) : rejeté (p. 5303).

Explications de vote : limite des dispositions contenues dans le présent texte ; vote positif du groupe communiste (p. 5303).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* misère des logements dans les départements d'outre-mer ; exemple de la Guadeloupe [4 novembre 1982] (p. 6702).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* rigueur frappant le projet de budget des départements et territoires d'outre-mer ; fin de l'assimilationnisme abêtissant ; lutte conte l'inflation et le chômage dans les D.O.M.-T.O.M. [5 novembre 1982] (p. 6795) ; rôle de la caisse d'investissement alimentée par les profits de l'I.E.D.O.M. ; problème de la pêche aux Antilles ; plans agricoles sectoriels imposés à l'outre-mer par les anciens gouvernements ; aspirations des agriculteurs guadeloupéens ; maintien en activité de l'usine de Beauport ; opposition du parti communiste guadeloupéen à toute politique de vente et de morcellement de la terre agricole ; problème du fret maritime (p. 6796).

— Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : dette historique de la métropole vis-à-vis des départements d'outre-mer ; héritage laissé par la droite ; nécessité d'accroître l'effort en faveur des D.O.M. en transférant à ceux-ci des compétences et des pouvoirs étendus ; problème de la zone des cinquante pas géométriques [29 novembre 1982] (p. 7738).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 349 (application de la présente loi aux départements d'outre-mer) : retiré [30 novembre 1982] (p. 7758) ; **avant l'article 3 :** son sous-amendement n° 384 à l'amendement n° 8 de la commission (calendrier des transferts de compétences) : retiré (p. 7761) ; **article 3 :** son amendement n° 385 (précisant que les ressources transférées prennent en compte les difficultés spécifiques des départements d'outre-mer) : retiré (p. 7762).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : caractère scandaleux de la décision du Conseil constitutionnel ; problème des femmes des quatre vieilles colonies ; nécessité d'une approche spécifique de la condition de la femme de l'outre-mer ; « truquage » des fiches de paie en Guadeloupe ; importance du « doudouisme » ; rappelle l'action de Gerty Archimède [6 décembre 1982] (p. 7990).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : décision politique du Conseil constitutionnel ; départements d'outre-mer considérés par la droite comme une « véritable chasse gardée, paradis des inégalités » ; projet actuel proposant la coexistence de deux assemblées délibérantes sur le même territoire ; nécessité d'assurer l'accession des Guadeloupéens à la direction des affaires de leur pays ; pression de l'impérialisme dans la zone guadeloupéenne [15 décembre 1982] (p. 8321).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 2 (attribution des compétences particulières par une loi ultérieure) (p. 8345) : retiré (p. 8346).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion générale : action de Victor Schoelcher ; rend hommage aux esclaves artisans de leur propre libération ; abolition par la Convention, le 4 février 1794 ; volonté des patriotes de la Guadeloupe de « vivre libre ou mourir » ; possibilité d'associer le souvenir des luttes antiesclavagistes à la commémoration de l'abolition de l'esclavage [17 décembre 1982] (p. 8491).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 1 de la commission (commémoration des luttes antiesclavagistes) ; son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 1 de la commission (journée férié chômée et payée) (p. 8493) ; association du souvenir de ceux qui ont lutté contre l'esclavage à la commémoration de son abolition ; possibilité de rendre ce jour de commémoration chômé, férié et payé dans les départements d'outre-mer (p. 8494) ; sous-amendement n°s 3 et 4 : retirés (p. 8495).

NARQUIN (Jean)

Député de Maine-et-Loire
(1re *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— décès de cinq malades au centre de rééducation d'Angers : inauguration récente de ce centre [8 décembre 1982] (p. 8104).

NATIEZ (Jean)

Député de la Loire-Atlantique
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Rapporteur du projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Justice) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1122) relatif au **fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1140)** [7 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1163)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 21 : **justice (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : débat portant sur la conception du service public ; signification de la loi de 1974 [26 avril 1982] (p. 1335) ; refus par l'opposition de tout service public de la communication audiovisuelle ; champ ouvert aux profits privés par les progrès techniques en matière de télécommunication audiovisuelle ; arrêt par la gauche de l'œuvre de démolition entreprise en 1974 ; garantie du pluralisme par l'existence d'un secteur public puissant ; place des puissance financières dans l'extension des radios locales privées ; unité du secteur public rétablie grâce à la création d'une Haute Autorité, émanation indirecte du suffrage universel ; conseil national de la communication audiovisuelle ; création des conditions d'une vraie régionalisation ; son inquiétude devant le développement « anarchique » des radios locales privées ; nécessité de voir la loi affirmer davantage la tutelle de l'Etat sur les réseaux à large bande ; crainte des syndicats du personnel quant aux conséquences de la création de sociétés nouvelles ; argument de l'opposition selon lequel la majorité aurait l'intention de procéder à une épuration des personnels de l'audiovisuel ; problème de la publicité (p. 1336) ; financement du « contre-projet dit libéral » privilégiant le secteur privé (p. 1337).

Discussion des articles : **article 5 :** notion de service public ; existence d'un service public de la communication écrite totalement concédé ; mission donnée au service public d'assurer le pluralisme de l'information ; rôle du service public dans la formation globale du citoyen [28 avril 1982] (p. 1402) ; défense du pluralisme et de l'honnêteté de l'information par le secteur public (p. 1403) ; **article 31 :** missions du service d'observation des programmes [4 mai 1982] (p. 1675) ; **article 32 :** missions de l'établissement public de diffusion (p. 1677) ; élaboration du plan de répartition des fréquences (p. 1684) ; autorisation de brouillage en temps de guerre (p. 1687) ; **article 35 :** création d'une société nationale de programmes de radiodiffusion sonore [5 mai 1982] (p. 1707) ; volonté de l'opposition de démanteler le service public (p. 1715) ; **article 36 :** sociétés nationales de programmes de télévision ; volonté du R.P.R. de « figer » les possibilités d'extension du secteur public en matière de télévision ; volonté du groupe U. D. F. de faciliter le développement des télévisions privées ; démantèlement de l'O. R. T. F. grâce à la loi de 1974 ; rétablissement de l'unité d'enemble du secteur public (p. 1733).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : création d'un fonds de solidarité complétant le financement du régime d'assurance chômage ; appel à la solidarité en direction des salariés ayant la stabilité de l'emploi ; égoïsme des syndicats patronaux ; nécessité de réformer l'ensemble du système de l'assurance chômage ; échec des négociations se déroulant au sein de l'Unedic ; augmentation du chômage dans les principaux pays industrialisés ; problème du financement du déficit de l'Unedic ; stabilisation du chômage grâce aux mesures prises par le Gouvernement [11 octobre 1982] (p. 5598) ; caractère inégalitaire du chômage ; stabilité de l'emploi des fonctionnaires ; nature juridique du fonds de solidarité ; assiette de la contribution ; déductibilité fiscale prévue à l'article 6 du présent projet ; situation des agents titulaires des collectivités locales (p. 5599).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (finalité du fonds créé) : adopté (p. 5619) ; son amendement n° 2 (de précision) : adopté ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 4 (précisant que le fonds est administré par un conseil d'administration dont le président est nommé par décret) : adopté (p. 5620) ; **article 2 :** son amendement n° 5 (personnes assujetties à la contribution de solidarité) (p. 5621) ; son sous-amendement n° 26 à titre personnel à l'amendement n° 5 de la commission (durée de la période pour laquelle est instituée la contribution de solidarité) : adopté ; son amendement n° 5 adopté après modification (p. 5622) ; assise de la contribution (p. 5623) ; son amendement n° 6 devenu sans objet ; **article 3 :** son amendement n° 7 devenu sans objet (p. 5624) ; **article 4 :** son amendement n° 8 (personnes exonérées du versement de la contribution de solidarité) : adopté après modification ; **article 5 :** taux de la contribution (p. 5625) ; **après l'article 6 :** versement d'une contribution de solidarité par les députés ; **article 7 :** son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté (p. 5627) ; **titre :** son amendement n° 10 (modifiant le titre) : adopté après modification (p. 5628).

Ses observations lors des explications de vote : responsabilité patronale de l'échec des négociations en cours (p. 5630).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : bon climat ayant régné pendant les travaux de la commission mixte paritaire ; résultat positif de cette commission [21 octobre 1982] (p. 6128) ; contribution de solidarité versée par les sénateurs à l'instar de leurs collègues de l'Assemblée nationale ; problème de l'assiette de la contribution (p. 6129).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : réformes engagées par M. Robert Badinter ; actuel débat sur la sécurité en France ; volonté politique traduite par le présent projet de budget [2 novembre 1982] (p. 6558) ; création de 600 emplois ; problèmes de l'administration pénitentiaire ; stagnation de l'indemnité pour copie de pièces pénales ; travaux de la cité judiciaire de Bobigny ; construction d'une école nationale d'administration pénitentiaire à Metz ; utilisation de l'informatique par le ministère de la justice ; principe de la rémunération des commissions d'office ; amélioration de l'aide judiciaire ; faiblesse du plafond de ressources ouvrant droit à l'aide judiciaire ; extension de certains systèmes d'assurances privées en matière d'assistance judiciaire (p. 6559) ; humanisation des prisons ; renforcement de la politique de prévention de l'incarcération des mineurs ; esprit de concertation dont fait preuve le garde des sceaux (p. 6560).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles, rapporteur pour avis suppléant : **article 75 :** inutilité de réintégrer les crédits du fonds régional de la formation professionnelle dans le calcul de la compensation financière [1er décembre 1982] (p. 7899) ; **avant l'article 114 A :** suppression de l'intitulé de la section I A (p. 7908) ; **article 114 A :** exemple de la participation de l'Etat aux transports scolaires (p. 7908, 7909).

NEIERTZ (Véronique)

Député de la Seine-Saint-Denis
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J.O.* du 19 février 1982] (p. 615).

Fin, le 18 août 1982, de sa mission temporaire [21 septembre 1982] (p. 4989).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Relations extérieures) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome I : **relations extérieures (n° 1167)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de l'Espagne (n° 733).

Première lecture, discussion générale : autorisation donnée par le Parlement espagnol au Gouvernement d'effectuer cette démarche ; absence de droit du Parlement français de s'opposer à une décision prise démocratiquement par les élus du peuple espagnol ; vote positif du groupe socialiste ; souhait de voir s'organiser au sein de l'Assemblée nationale un débat sur la paix [8 avril 1982] (p. 1040).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : urgence du projet actuel ; importance accordée par le Gouvernement au commerce et à l'artisanat ; refus par les précédents gouvernements de prendre en compte la valeur du travail fourni par la femme mariée ; idée selon laquelle le travail féminin doit être semi-gratuit lorsque les femmes travaillent dans la production et totalement gratuit lorsque elles travaillent dans le cadre familial ; obligation pour la conjointe cotisant volontairement à l'assurance vieillesse de le faire sur un tiers supplémentaire du bénéfice industriel et commercial tandis que son mari le fait sur la totalité du B.I.C. ; nécessité de reconnaître à la femme la qualité de travailleuse à part entière ; reconnaissance du droit à la maternité en instituant une allocation forfaitaire de repos maternel ; refus des Assedic de servir des indemnités de chômage aux épouses salariées de leur mari [8 avril 1982] (p. 1008) ; texte distinct relatif à la formation professionnelle des conjoints d'artisans et de commerçants (p. 1009).

Discussion des articles : **article 4 :** crainte quant à l'application du texte du Gouvernement ; absence de réalisme des dispositions limitant les possibilités de remplacement des conjoints uniquement pour des tâches dites « professionnelles » ; élargissement de la notion de « remplacement » [13 avril 1982] (p. 1083) ; estimation du montant de l'allocation forfaitaire et de l'alloctaion de remplacement faite par Mme Nicole Questiaux (p. 1084) ; **article 8 :** conjoint réputé avoir mandat pour tous les actes d'administration de l'entreprise ; gravité du retrait du mandat ; garantie constituée par une déclaration devant notaire ; coût de cette déclaration [14 avril 1982] (p. 1099) ; **article 9 :** son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 23 de la commission (précisant que la rémunération sera égale au salaire minimum interprofessionnel de croissance) : adopté (p. 1101) ; **titre :** absence dans le projet de dispositions concernant les membres des professions libérales (p. 1108, 1109).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).

Discussion : session spéciale de l'assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement ; manifestation des militants pacifistes ; attitude des grandes puissances ; attitude de M. Menahem Begin [6 juillet 1982] (p. 4241) ; absence de désarmement dans le monde ; négociations sovieto-américaines sur la réduction des armes stratégiques ; état de quasi-guerre froide entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ; rôle de la France ; existence d'une crise de confiance entre les gouvernements et d'une crise de confiance entre l'opinion publique et les gouvernants ; importance de la maîtrise de l'économie sur la paix et la sécurité d'un pays ; situation économique du tiers monde (p. 4242).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* attitude des banques nationalisées à l'égard des petites entreprises artisanales et commerciales ; problème des prêts accordés par les C.O.D.E.F.I. à des artisans ; éventuelle création d'un réseau bancaire spécialisé dans l'aide à l'artisanat et au commerce [2 novembre 1982] (p. 6537).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* dégradation du commerce extérieur ; coût des services de l'expansion économique à l'étranger [12 novembre 1982] (p. 7077) ; manque d'agressivité commerciale des personnels de ces représentations ; attitude des banques françaises vis-à-vis du commerce extérieur ; problème des normes de niveau de bruit toléré (p. 7078).

Environnement. — *Discussion générale :* lutte contre le bruit [15 novembre 1982] (p. 7207) ; coût du traitement des plaintes contre le bruit ; effort financier entrepris par le Gouvernement ; création du Conseil national du bruit (p. 7208).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : situation des personnels ; absence de politique de personnel au quai d'Orsay [17 novembre 1982] (p. 7324) ; augmentation des tâches de l'administration des relations extérieures depuis plusieurs années ; conséquences de la hausse du dollar sur le pouvoir d'achat des personnels en poste à l'étranger ; amélioration des conditions de travail ; effort consenti pour la sécurité des postes à l'étranger (p. 7325).

Examen des crédits : I. — Services diplomatiques et généraux. — **Etat B, titre IV :** imprécision substituant quant à l'action de la direction générale des relations culturelles [18 novembre 1982] (p. 7367) ; **après l'article 72 :** son amendement n° 125 (contenu du document annexé au fascicule budgétaire du ministère des relations extérieures) : devenu sans objet (p. 7374).

NEVOUX (Paulette)

Député du Val-de-Marne
(8e circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants (n° 838) [6 mai 1982] (p. 1843).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention sur les aspects civils de l'enlèvement international des enfants (n° 839) [6 mai 1982] (p. 1843).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (n° 910) [3 juin 1982] (p. 2942).

Membre du conseil national du bruit [*J.O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants, de droit de visite et d'obligations alimentaires (n° 1211) [25 novembre 1982] (p. 7698).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 838) autorisant l'approbation d'une **convention européenne** sur la reconnaissance et l'exécution des **décisions en matière de garde des enfants** et le rétablissement de la garde des enfants **(n° 863)** [13 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 839), autorisant l'approbation d'une **convention** sur les **aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (n° 864)** [13 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 910) autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la **coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Vanuatu (n° 963)** [23 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1211) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relative à l'**entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants**, de droit de visite et d'obligations alimentaires **(n° 1283)** [9 décembre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 130**, posée le 13 avril 1982 : **baux (baux d'habitation)** (p. 1089) ; appelée le 16 avril 1982 : **concertation entre les locataires et les sociétés d'H. L. M.** : absence de concertation ; amélioration du parc du logement H. L. M. ; nécessité de voir la loi imposer la participation des locataires (p. 1170) ; espère que les directives du ministre aux sociétés d'H. L. M. seront suivies d'effet (p. 1171) ;

— **n° 227, de M. Jean Gatel**, appelée le 18 juin 1982 : **crédits bancaires aux petites entreprises** : nécessité d'assouplir les octrois de crédits aux petites entreprises ; rôle du C. O. D. E. F. I. et du secteur bancaire (p. 3610) ;

— **n° 232**, posée le 15 juin 1982 ; **transports urbains (R. A. T. P. : métro)** ; (p. 3446) : appelée le 18 juin 1982 : **mendicité des jeunes dans le métro parisien** : mendicité des enfants et vols dans le métro (p. 3613).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française, à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).**

Première lecture, discussion générale : prochain retour de la totalité de la péninsule du Sinaï dans la souveraineté égyptienne ; voyage de M. François Mitterrand en Israël ; rôle de la France dans le processus de paix ; sacrifice que représente pour Israël la restitution du Sinaï ; regrette que les Israéliens aient détruit les installations mises en place au Sinaï [22 avril 1982] (p. 1257).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord et de quatre conventions relatifs à la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (n° 910).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : effort financier représenté par ces accords ; normalisation des relations entre le Vanuatu et la France ; contenu de ces accords ; place de la langue française au Vanuatu ; problème des terres et des ressortissants français [24 juin 1982] (p. 3849) ; droit au retour pour les ressortissants français déclarés « indésirables » (p. 3850).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : problème de la compatibilité entre la croissance des dépenses sociales et celle du revenu national ; assujettissement des préretraités à la cotisation d'assurance vieillesse ; difficultés de la sécurité sociale ; rôle de la solidarité [18 octobre 1982] (p. 5917) ; nécessité d'atténuer les dispositions prévues envers les préretraités (p. 5918).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* fiscalité des associations sportives [3 novembre 1982] (p. 6615).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* problème de la pérennisation des crédits affectés aux zones rurales prioritaires [17 novembre 1982] (p. 7309).

NILES (Maurice)

Député de la Seine-Saint-Denis
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [*J. O.* du 8 avril 1982] (p. 1066).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à la réparation des préjudices subis par des cadres de l'armée française victimes de mesures arbitraires depuis la Seconde Guerre mondiale (n° 930) [30 septembre 1982] (p. 5306).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la **réparation des préjudices subis par des cadres de l'armée française** victimes de mesures arbitraires depuis la Seconde Guerre mondiale **(n° 930)** [10 juin 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **célébration du 8 Mai** : préparation du 8 mai 1982 [14 avril 1982] (p. 1122) ;

— **orages en région parisienne** : orages en région parisienne et dans de grandes agglomérations de province ; dégats entraînés par ces orages ; nécessité de mise en œuvre de moyens préventifs, notamment dans le cadre de la politique de l'urbanisme [10 juin 1982] (p. 3208) ;

— **plan de formation professionnelle des jeunes** : mesures gouvernementales pour l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans [13 octobre 1982] (p. 5731) ;

orales sans débat :

— **n° 122**, posée le 6 avril 1982 : **radiodiffusion et télévision (programmes)** [6 avril 1982] (p. 950) ;

— **n° 149**, posée le 27 avril 1982 : **fonctionnaires et agents publics (politique de la fonction publique)** (p. 1397) ; appelée le 30 avril 1982 : **utilisation des locaux administratifs consécutive à la circulaire du 24 août 1981** : contradiction entre cette circulaire et l'interdiction de certaines réunions à caractère politique dans les locaux administratifs (p. 1522) ; neutralité du service public ; nécessité de considérer les fonctionnaires comme des citoyens à part entière (p. 1523) ;

— **n° 254**, posée le 12 octobre 1982 : **fruits et légumes (pommes)** (p. 5695) ; appelée le 15 octobre 1982 : **utilisation des excédents de pommes** : possibilités d'utiliser les excédents de pommes par le biais de distributions gratuites ; pratique mise en place pour entraver cette possibilité ; nécessité d'informer les utilisateurs potentiels des possibilités d'utilisation des excédents de pommes (p. 5832).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Première lecture, discussion générale : satisfaction du groupe communiste devant le projet de loi ; volonté de changer la justice militaire française ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; caractère de juridiction d'exception des T.P.F.A. ; caractère intolérable de la limitation des droits des justiciables conduits devant les T.P.F.A. ; majorité d'hommes du rang jugés par les T.P.F.A. ; justice de classe, rendue par une juridiction d'exception selon une procédure exorbitante du droit commun ; suppression du haut tribunal permanent des forces armées ; projet de loi instituant des tribunaux et cours d'assises spécialisées [14 avril 1982] (p. 1143) ; amendement tendant à exclure

de la compétence de ces cours et tribunaux spécialisés les crimes et délits de droit commun commis par les militaires dans le service ; propos inadmissibles tenus par M. Pierre Messmer tendant à assimiler les cours d'assises spécialisées aux cours spéciales de l'Occupation ; impératif du secret de la défense nationale ; possibilité donnée à la victime d'une infraction militaire de se constituer partie civile et d'exercer l'action civile mais impossibilité pour elle de déclencher l'action publique ; réduction d'un mois à un jour franc en cas d'urgence du délai dont dispose le procureur de la République pour recueillir l'avis du ministre de la défense ou de l'autorité militaire habilitée par lui ; cas des militaires mineurs relevant normalement de juridictions particulières du fait de leur âge ; absence d'appel devant le tribunal de Landau ; discrimination entre les militaires servant sur le territoire métropolitain et ceux servant en République fédérale d'Allemagne ; accord du groupe communiste sur le principe affirmé par ce texte ; rapprochement entre la nation et son armée (p. 1144).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 1164).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion des articles : **article 31 :** temps d'antenne réservé aux organisations syndicales représentatives [4 mai 1982] (p. 1670) ; droit d'intervenir sur les questions intéressant la nation devant être reconnu aux travailleurs et aux organisations syndicales (p. 1671) ; **après l'article 71 :** son sous-amendement n° 330 à l'amendement n° 260 de la commission (supprimant les mots « ou de droit privé ») [12 mai 1982] (p. 2067) : rejeté (p. 2068) ; **article 96 :** droit de grève des personnels de la télévision [15 mai 1982] (p. 2245).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* intégration des professeurs d'éducation physique et sportive ; retard de cet enseignement ; problème de l'enseignement élémentaire ; absence de création de postes de conseillers pédagogiques de circonscription [5 novembre 1982] (p. 6754).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* lien entre la politique de défense et la politique d'indépendance nationale dans le domaine économique ; refus d'opposer les dépenses d'investissement à celles de fonctionnement ; caractère positif de la hiérarchisation du prêt aux appelés ; faiblesse du relèvement du prêt de seconde classe ; nécessité d'indexer le prêt aux appelés sur le S.M.I.C. ; réforme du service national ; rapprochement de l'armée et de la jeunesse ; refus de remettre en cause le principe de la conscription [12 novembre 1982] (p. 7100) ; effort en faveur des conditions de vie et de formation des personnels militaires ; exemple de la gendarmerie ; maintien de l'effort en matière d'armement nucléaire ; affaiblissement de la capacité de la défense de la France par la droite (p. 7101).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* revendications des associations d'anciens combattants [13 novembre 1982] (p. 7131) ; rétablissement du 8 mai comme jour férié ; amélioration des conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; absence de nouvelles mesures dans le projet de budget ; nécessité d'une mesure de rattrapage pour le rapport constant ; inquiétude des anciens combattants et victimes de guerre (p. 7132).

NOIR (Michel)

Député du Rhône
(3e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J. O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [*J. O.* du 27 juillet 1982] (p. 2405).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Monnaies et médailles) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 49 : **monnaies et médailles (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **refus de visites d'inspection par certains enseignants :** mise en cause d'une règle d'organisation du service public national d'éducation par certains enseignants du premier et du second degré qui refusent les visites d'inspection de leur classe par les inspecteurs chargés de cette mission [2 juin 1982] (p. 2864) ;

Intervient lors de la question posée par M. Edmond Alphandéry **(incertitudes des marchés des changes) :** accuse le ministre de l'économie et des finances de dissimuler la vérité [20 octobre 1982] (p. 6043) ;

— **diminution de la prise en charge par la sécurité sociale des dépenses des hôpitaux privés :** circulaire interministérielle annonçant que les factures présentées à la sécurité sociale ne seront payées qu'à concurrence de 40 p. 100 ; mise en cause de l'existence de certains établissements hospitaliers [15 décembre 1982] (p. 8338).

orales avec débat :

— **n° 114,** posée le 12 février 1982 : **sécurité sociale (bénéficiaires)** [2 avril 1982] (p. 788) ;

— **n° 245,** posée le 1er octobre 1982 (p. 5359) : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers) ;** appelée le 8 octobre 1982 : **budgets des hôpitaux :** situation hospitalière de la ville de Lyon ; suppression du budget supplémentaire pour les hôpitaux en 1982 ; manque de personnel ; absence de création de postes et de diminution de la durée du travail ; rôle de la concertation dans la politique hospitalière (p. 5587, 5588).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 696).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; censure du Conseil constitutionnel ; défaite du 17 janvier ; non-respect de la minorité par le Gouvernement et la majorité ; refus des amendements de l'opposition mettant le texte en conformité à la Constitution [26 janvier 1982] (p. 534) ; cadeau idéologique aux frais du contribuable ; affaiblissement de l'industrie française par les nationalisations ; perte des filiales à l'étranger ; trait tiré sur la participation des salariés au capital de l'entreprise ; refus de l'élection par les salariés de leurs représentants au conseil d'administration ; critères d'octroi des crédits moins économiques que politiques ; remise en

cause de la libre entreprise et de la libre concurrence (p. 535) ; reniement d'engagements du Président de la République sur la rétrocession des filiales des deux compagnies financières (p. 536) : rejet par scrutin public de la question préalable (p. 540).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 13 (non-nationalisation des filiales, participations et actifs des sociétés industrielles nationalisables situés à l'étranger) [4 février 1982] (p. 735) ; rejeté (p. 736) ; **article 5 :** son amendement n° 15 (suppression du délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi pour l'échange des actions nationalisées contre les obligations indemnitaires) : retiré ; **article 6 :** son amendement n° 17 (valeur d'échange des actions des sociétés industrielles nationalisables déterminée par une commission d'évaluation) : rejeté (p. 737) ; **article 7 :** son amendement n° 21 (maintien des pouvoirs des dirigeants des sociétés industrielles nationalisées jusqu'à la réunion des nouveaux conseils d'administration) : rejeté ; son amendement n° 22 (suppression du dernier alinéa de l'article ; commissaire aux comptes) : rejeté ; son amendement n° 23 (pouvoirs de l'assemblée générale réunie après la publication de la loi) : rejeté (p. 738) ; **article 13 :** son amendement n° 24 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 25 (nationalisation des banques ayant plus de 2,95 milliards de francs de dépôts) (p. 740) ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 26 (non-nationalisation des banques mutualistes) (p. 741) ; rejeté par scrutin public ; **article 17-1 :** son amendement n° 27 (de coordination avec son amendement n° 15 à l'article 5) : retiré (p. 742) ; **article 18-1 :** son amendement n° 29 (valeur d'échange des actions des banques nationalisées déterminée par une commission d'évaluation) : rejeté (p. 743) ; **article 18-2 :** son amendement n° 32 (présence du président de la C.O.B. dans la commission d'évaluation des actions des banques non cotées) : rejeté ; **après l'article 18-2 :** son amendement n° 33 (évaluation de la valeur des actions des trois banques nationales selon la méthode retenue pour les banques non cotées) (p. 744) : rejeté ; **article 19-1 :** son amendement n° 34 (de coordination avec l'amendement n° 21 à l'article 7) : rejeté (p. 745) ; **article 20 :** son amendement n° 35 (représentation de la clientèle au conseil d'administration des banques nationalisées) : rejeté (p. 746) ; **article 31 :** son amendement n° 36 (de coordination avec son amendement n° 15 à l'article 5) : rejeté (p. 747) ; **article 32 :** son amendement n° 38 (valeur d'échange des actions des deux compagnies financières déterminée par une commission d'évaluation) : rejeté (p. 748).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 468 (permettant à tout citoyen de recevoir librement les programmes émis par les organismes de radio-télévision nationaux et étrangers) [27 avril 1982] (p. 1388) ; retiré ; **après l'article 2 :** son amendement n° 357 (précisant que le mode de distribution des signaux de communication audiovisuelle doit garantir l'anonymat des choix faits par les usagers parmi les programmes qu'ils peuvent recevoir (p. 1389) ; adopté après rectification (p. 1390) ; **article 24 :** son amendement n° 374 (précisant que les décisions de la Haute Autorité sont exécutoires dès leur notification au Gouvernement [3 mai 1982] (p. 1605) : rejeté (p. 1606) ; son sous-amendement n° 671 à l'amendement n° 173 de la commission (supprimant le deuxième alinéa de cet amendement) (p. 1607) : rejeté (p. 1608) ; **article 36 :** son amendement n° 525 (précisant que deux sociétés nationales de programmes sont chargées de la conception et de la programmation du service public de télévision) [5 mai 1982] (p. 1737) : rejeté ; **article 51 :** son amendement n° 583 (précisant que la majorité du capital des sociétés prévues aux articles 49, 50 et 51 est détenue par les collectivités locales ou les établissements publics) : rejeté [6 mai 1982] (p. 1832).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** restriction du champ d'application du règlement intérieur ; contrôle par l'inspecteur du travail des clauses du règlement intérieur ; possibilité, pour le juge prud'homal, d'apprécier la validité d'une sanction et de la proportionnalité de celle-ci à la gravité des faits [14 mai 1982] (p. 2186) ; *article L. 122-35 du code du travail :* communication du règlement intérieur à la direction départementale du travail ; obligation, pour l'inspecteur du travail, de faire connaître ses observations sur le règlement intérieur dans le délai d'un mois ; contrôle des atteintes aux droits et libertés individuelles et collectives (p. 2201) ; *article L. 122-37 du code du travail :* coordination des décisions des inspecteurs du travail par le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre [17 mai 1982] (p. 2283) ; *article L. 122-40 du code du travail :* son amendement n° 188 (possibilité, pour l'employeur, d'appliquer une des sanctions prévues dans l'échelle des sanctions, fixée par le règlement intérieur ou une convention collective) (p. 2300) : devient sans objet (p. 2304) ; *article L. 122-41 du code du travail :* rapprochement de la procédure de la sanction avec la procédure de licenciement ; notion de sanction introduite par la commission en contradiction avec l'article L. 122-34 du code du travail (p. 2305) ; procédure tendant à assurer les droits de la défense du salarié en cas de sanction (p. 2307) ; son sous-amendement n° 255 à l'amendement n° 40 de la commission (notion d'incidence directe et flagrante de la sanction) ; restriction de la relation entre la sanction et les événements survenant dans la carrière du salarié ; rejeté (p. 2308) ; son amendement n° 189 (substituant à la notion de carrière du salarié la notion de classement hiérarchique) : rejeté (p. 2309) ; *article L. 122-44 du code du travail :* contrôle du conseil de prud'hommes sur la proportionnalité de la sanction à la faute commise (p. 2323) ; son sous-amendement n° 251 à l'amendement n° 49 de la commission (suppression de la possibilité pour le conseil des prud'hommes d'annuler une sanction irrégulière en la forme) (p. 2324) ; institution d'un parallélisme entre les dispositions relatives aux manquements aux formes en matière de sanction et les dispositions relatives au licenciement ; rejeté (p. 2325) ; **article 4 :** différence entre les droits des salariés du secteur public et les droits des salariés du secteur privé ; principe d'immixtion du Gouvernement dans la gestion d'une entreprise nationalisée ; protection des cadres supérieurs du secteur public [18 mai 1982] (p. 2344) ; **article 5 :** accès à l'information des salariés ; octroi aux salariés de la possibilité de s'exprimer sur la vie quotidienne dans l'entreprise ; expériences menées en ce domaine ; médiatisation du droit d'expression : prééminence des organisations syndicales ; **article 6 :** nécessité d'un renforcement de la capacité d'expression personnelle de chaque salarié ; organisation de l'expression des travailleurs par l'intermédiaire d'un syndicat ; place de l'encadrement au regard du droit nouveau ; institution d'une obligation de négocier sur les modalités d'exercice du droit d'expression (p. 2350) ; information des représentants syndicaux et de l'encadrement (p. 2351) ; *article L. 461-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 253 à l'amendement n° 54 de la commission (application du droit d'expression des salariés aux organismes du droit privé) (p. 2360) : retiré (p. 2361) ; son sous-amendement n° 252 à l'amendement n° 56 de la commission (modification des références dans l'article) (p. 2365) ; définition du droit d'expression dans l'article L. 461-1 ; rejeté (p. 2366) ; *article L. 461-2 du code du travail :* son amendement n° 190 (exercice du droit d'expression par le dialogue et dans le cadre de réunions sur les lieux et pendant le temps de travail) ; intervention des organisations syndicales sur les seules procédures de négociation ; institution de réunions régulières pour l'exercice du droit d'expression (p. 2368) ; rejeté (p. 2370) ; son amendement n° 192 (exercice du droit d'expression dans le cadre de réunions en présence de l'employeur et sur un ordre du jour préalablement communiqué à celui-ci) ; nécessité d'une application efficace du droit d'expression ; impossibilité pour le chef d'entreprise de prendre unilatéralement des décisions tant qu'il n'y a pas accord ; expérimentation, par les entreprises, de systèmes d'information appuyés sur des politiques de formation et d'encadrement (p. 2382) ; rejeté (p. 2383) ; *article L. 461-3 du code du travail :* négociation annuelle dans les entreprises d'au moins cinquante salariés ; définition des modalités d'exercice du droit d'expression (p. 2391) ; soumission à référendum du projet d'accord relatif à l'exercice du droit d'expression des salariés ; obligation de négociation annuelle (p. 2392) ; concertation permanente entre les cadres et les autres salariés ; expression sur l'organisation du travail ; programmes de formation destinés à modifier le comportement de l'encadrement à l'égard des salariés ; son amendement n° 191 (présence de l'employeur ou de son représentant dans les réunions sur les conditions de travail) ; condition de la bonne application du droit d'expression dans l'entreprise (p. 2396) ; rejeté (p. 2397) ; consultation des institutions représentatives du personnel en cas de désaccord (p. 2403) ; **après l'article 6 : son rappel au règlement :** recevabilité de l'amendement n° 22 de M. Roland Renard [19 mai 1982] (p. 2412) ; **article 7 :** notion de délit

d'entrave ; application de la loi aux établissements du secteur public ; institution d'une obligation de négociation mais absence de sanction correspondante (p. 2414) ; son sous-amendement n° 290 à l'amendement n° 61 de la commission (définition de la notion d'employeur) ; son sous-amendement n° 291 à l'amendement n° 61 de la commission (sanction des organisations syndicales refusant de négocier) (p. 2416) ; droit d'expression des salariés dans le secteur public (p. 2417) ; hypothèse où l'employeur qui fait engager la négociation ne trouve pas de partenaire ; rectifie son sous-amendement n° 291 ; sous-amendement n° 291 rejeté ; son sous-amendement n° 290 devient sans objet (p. 2418) ; **article 8 :** transmission des résultats de l'expérience constatés par les comités d'entreprise aux inspecteurs du travail (p. 2419) ; indication par le rapport d'évaluation des résultats ou des raisons du blocage éventuel de la négociation (p. 2424) ; son sous-amendement n° 254 devenu sans objet (p. 2426) ; établissement d'un bilan de l'expérience du droit d'expression des salariés dans l'entreprise ; consultation des travailleurs sur ce bilan et adjonction de leurs observations au rapport établi par le chef d'entreprise (p. 2440) ; **article 9 :** distinction entre les entreprises de plus de cinquante salariés et les entreprises de moins de cinquante salariés au regard des modalités d'exercice du droit d'expression ; application pour la deuxième catégorie d'entreprises des modalités d'exercice du droit d'expression par décret en Conseil d'Etat : non conformité à la hiérarchie des normes juridiques en droit français ; rappel de la jurisprudence du Conseil constitutionnel (p. 2442) ; son amendement n° 193 (vote du Parlement sur le rapport gouvernemental relatif aux résultats de l'expérimentation du droit d'expression des salariés) (p. 2444) ; nécessité d'un débat public sur le rapport gouvernemental : retiré (p. 2445) ; délai dont disposent les employeurs pour engager les négociations ; envoi d'un constat des résultats des expériences à l'inspecteur du travail ; élaboration du rapport gouvernemental par le ministre du travail (p. 2446) ; son amendement n° 196 (référence à l'article L. 461-3 du code du travail) (p. 2448) : rejeté (p. 2449).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** accord du chef d'entreprise pour des réunions tenues dans d'autres locaux que le local syndical [25 mai 1982] (p. 2518) ; *article L. 412-11 du code du travail :* son sous-amendement n° 822 à l'amendement n° 819 du Gouvernement (supprimant la fin de cet amendement après le mot « consécutifs ») ; suppression de la référence aux trois ans : rejeté ; son amendement n° 241 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) ; importance de la C. G. C. ; désignation d'un délégué syndical supplémentaire ; prime donnée à la C. G. T. ; manipulation du suffrage universel par le Gouvernement [27 mai 1982] (p. 2657) ; rejeté (p. 2659) ; *article L. 412-12 du code du travail :* possibilité de nomination supplémentaire offerte à la C.G.T. ; exemple du Crédit lyonnais (p. 2663) ; rédaction du présent texte (p. 2664) ; **article 3 :** son amendement n° 246 (rédactionnel) (p. 2669) ; pourvoi en cassation ; suppression de la gratuité ; rejeté (p. 2670) ; *article L. 412-15 du code du travail :* son sous-amendement n° 832 à l'amendement n° 65 de la commission (précisant que le délai de quinze jours court à compter de la notification à l'employeur de la désignation du délégué par le syndicat) : rejeté (p. 2671) ; *article L. 412-17 du code du travail :* son amendement n° 250 : devenu sans objet (p. 2678) ; son amendement n° 252 (bons de délégation) : rejeté (p. 2690) ; **article 4 :** difficulté pour un salarié de faire la preuve que l'employeur a eu connaissance de sa désignation prochaine (p. 2694, 2695) ; son amendement n° 301 (précisant que l'alinéa 5 devient l'alinéa 6 au paragraphe III de cet article) ; ordonnance restreignant les cas de contrat de travail à durée déterminée ; rejeté (p. 2696) ; **article 5 :** réintégration du délégué syndical abusivement licencié (p. 2698) ; *article L. 412-19 du code du travail :* son amendement n° 302 (suspendant le droit à réintégration tant que le Conseil d'Etat ne s'est pas définitivement prononcé (p. 2700) ; rejeté (p. 2701) ; **article 6 :** son amendement n° 306 (suppression du second alinéa du paragraphe III de cet article) [28 mai 1982] (p. 2729) : rejeté (p. 2730) ; son amendement n° 312 (précisant que l'employeur est informé au préalable des bénéficiaires et des conditions d'utilisation du crédit d'heures global) : retiré ; (p. 2732) ; **article 8 :** *article L. 421-1 du code du travail :* son amendement n° 362 (insérant les mots « et les comités d'entreprise et les organismes dont ils ont la charge » après les mots « et leur objet » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2743) : retiré (p. 2744) ; *article L. 421-2 du code du travail :* son amendement n° 364 (prise en compte des salariés sous contrat à durée déterminée) : rejeté ; son amendement n° 366 (travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) : rejeté (p. 2759) ; **article 9 :** *article L. 422-3 du code du travail :* son amendement n° 371 (substituant au mot « exercent » les mots « peuvent exercer d'un commun accord entre les parties » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2766) ; rejeté (p. 2767) ; son amendement n° 392 (substituant aux mots « aux experts » les mots « à l'expert comptable » dans le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2768) ; rejeté (p. 2769) ; **article 10 :** fixation du nombre et de la composition des collèges électoraux des délégués du personnel ; rôle des grandes centrales syndicales ; monopole dont disposent ces organisations syndicales pour la présentation des listes de délégués ; conservatisme syndical ; compétence judiciaire donnée à l'inspecteur du travail [1er juin 1982] (p. 2777) ; son amendement n° 393 (suppression du paragraphe III de cet article) : rejeté (p. 2780) ; nécessité de permettre à tout groupement de salariés de se présenter aux élections après avoir fait preuve de sa représentativité (p. 2782) ; *article L. 423-3 du code du travail :* nombre d'amendements venant en discussion (p. 2785) ; *article L. 423-4 du code du travail :* son amendement n° 404 devenu sans objet (p. 2786) ; **article 11 :** *article L. 423-5 du code du travail :* son amendement n° 407 (représentation des salariés ne s'exprimant pas en français) (p. 2787) : rejeté (p. 2788) ; *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 415 (précisant que l'article L. 429 du code du travail devient l'article L. 423-8) (p. 2798) ; souci d'un meilleur dialogue social tout en respectant un bon fonctionnement de l'entreprise ; meilleure information économique des membres du comité d'entreprise (p. 2799) : rejeté (p. 2800) ; **article 12 :** *article L. 423-12 du code du travail :* son amendement n° 417 (supprimant les mots « les plus » après les mots « organisations syndicales » dans le texte proposé pour cet article) : adopté (p. 2802) ; *article L. 423-13 du code du travail :* son amendement n° 421 devenu sans objet (p. 2804) ; **article 14 :** compétence du tribunal d'instance ; suppression des compétences de la Cour de cassation (p. 2816) ; **article 15 :** *article L. 423-18 du code du travail :* son sous-amendement n° 868 à l'amendement n° 94 de la commission (substituant aux mots « de cette » les mots « d'une ») (p. 2821) : devenu sans objet (p. 2822) ; *article L. 423-19 du code du travail :* son amendement n° 434 (substituant aux mots « le quarante cinquième jour » les mots « le soixantième jour » dans le premier alinéa de texte proposé pour cet article) ; protocole d'accord électoral sur la répartition des collèges : rejeté ; son amendement n° 435 (réunion en vue de la conclusion du protocole d'accord pré-électoral) : rejeté (p. 2833) ; son amendement n° 436 (délai dans lequel doivent être établies les listes en cas de renouvellement des délégués du personnel) : rejeté ; son amendement n° 439 (substituant aux mots « dans la quinzaine » les mots « dans un délai de deux mois » dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article) ; modalité électorale en matière sociale (p. 2824) : rejeté (p. 2825) ; élections organisées à la demande d'un salarié ou d'une organisation syndicale (p. 2826) ; nécessité d'imposer au chef d'entreprise l'affichage du procès-verbal de carence (p. 2827) ; son amendement n° 449 (précisant que l'inspecteur du travail fournit au chef d'entreprise le double de ses envois prouvant qu'il a bien informé toutes les organisations syndicales représentatives du département) : rejeté (p. 2829) ; **article 16 :** *article L. 424-3 du code du travail :* son amendement n° 450 devenu sans objet (p.2833) ; **article 18 :** protection des délégués du personnel contre le licenciement ; atténuation du rôle du comité d'entreprise ; risque d'encouragement à l'irresponsabilité des délégués du personnel [2 juin 1982] (p. 2844) ; *article L. 425-1 du code du travail :* rôle du comité d'entreprise en matière de licenciement des délégués du personnel (p. 2850) ; méfiance du Gouvernement à l'encontre de l'inspecteur du travail ; son sous-amendement n° 891 à l'amendement n° 98 de la commission (insérant le mot « directe » après le mot « relation ») ; qualification de la faute grave : retiré (p. 2851) ; application de l'article 83 du Règlement ; procédure de retrait d'un amendement par le rapporteur ; son sous-amendement n° 875 à l'amendement n° 872 du Gouvernement (suppression de la seconde phrase de cet amendement) ; transfert d'un délégué du personnel (p. 2852) : rejeté

(p. 2853) ; **son rappel au règlement :** déroulement de la séance ; retrait des amendements par le rapporteur ; son amendement n° 455 (durée de la protection accordée aux candidats aux fonctions de délégué du personnel) (p. 2854) : devenu sans objet (p. 2855) ; son sous-amendement n° 876 à l'amendement n° 874 du Gouvernement (suppression des mots « ou d'accepter d'organiser ces élections ») ; protection des salariés ayant demandé à l'employeur d'organiser les élections de délégués du personnel : rejeté (p. 2856) ; dispositions antisyndicales adoptées par la majorité (p. 2857) ; *article L. 425-2 du code du travail :* son amendement n° 458 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté [3 juin 1982] (p. 2898) ; son amendement n° 460 (suppression du troisième alinéa du texte proposé par cet article) (p. 2899) : retiré ; *article L. 425-3 du code du travail :* son amendement n° 461 (droit à la réintégration du salarié après décision du Conseil d'Etat) : rejeté (p. 2900) ; **article 21 :** *article L. 432-1 du code du travail :* son amendement n° 568 (conditions dans lesquelles le comité d'entreprise est informé de l'évolution de l'emploi) [4 juin 1982] (p. 2975) : rejeté (p. 2976) ; son amendement n° 572 (suppression du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2979) : rejeté (p. 2980) ; *article L. 432-2 du code du travail :* son amendement n° 574 (substituant aux mots : « préalablement à l'introduction », les mots : « en cas d'introduction » dans la première phrase du texte proposé pour cet article) (p. 2984) ; rejeté (p. 2985) ; *après l'article L. 432-2 du code du travail :* son amendement n° 575 (règles du secret auxquelles sont soumis les membres du comité d'entreprise) (p. 2986) : rejeté ; *article L. 432-3 du code du travail :* son amendement n° 578 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2988) ; *article L. 432-4 du code du travail :* son amendement n° 582 (rédactionnel) (p. 3002) : rejeté (p. 3003) ; **article 24 :** son amendement n° 594 (précisant que l'article L. 433-4 devient l'article L. 433-5 du code du travail) [7 juin 1982] (p. 3027) : rejeté (p. 3028) ; *article L. 433-8 du code du travail :* son amendement n° 599 (supprimant les mots : « les plus » après les mots : « organisations syndicales » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3033) ; son amendement n° 603 (supprimant les mots : « les plus » après les mots : « organisations syndicales » dans le second alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3034) ; *article L. 433-10 du code du travail :* son amendement n° 604 (suppression de la fin du paragraphe VI de cet article après le premier alinéa) : rejeté (p. 3036) ; **article 25 :** *article L. 433-13 du code du travail :* son amendement n° 608 (organisation des élections à la suite d'une demande émanant d'un salarié ou d'une organisation syndicale en l'absence de comité) (p. 3039) : rejeté ; son amendement n° 609 (substituant aux mots : « quarante-cinquième » le mot « soixantième » dans la seconde phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3040) ; son amendement n° 610 (précisant que les organisations représentatives intéressées sont invitées par le chef d'entreprise à une réunion en vue de la conclusion du protocole d'accord électoral) : rejeté (p. 3041) ; son amendement n° 611 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 613 (délai de deux mois entre le lancement des élections au comité d'entreprise et leur réalisation pratique) : rejeté (p. 3042) ; **article 26 :** *article L. 434-6 du code du travail :* son sous-amendement n° 933 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (audition des cadres responsables de l'introduction dans l'entreprise des nouvelles technologies avant le recours à l'expert) : rejeté (p. 3068) : ses amendements n°s 638 et 637 devenus sans objet (p. 3070) ; **article 27 :** *article L. 434-8 du code du travail :* son amendement n° 647 (substituant aux mots : « équivalent à » le mot : « équivalent » dans la première phrase du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3075) ; *article L. 434-10 du code du travail :* son amendement n° 667 (stage de formation économique) : rejeté ; son amendement n° 670 (précisant que le stage de formation économique peut être pris en charge « par un des organismes visés à l'article L. 451-1 ») (p. 3077) : rejeté ; son amendement n° 668 (cas des P.M.E. et des P.M.I.) : devenu sans objet (p. 3078) ; **article 29 :** *article L. 436-1 du code du travail :* son amendement n° 659 (insérant les mots « ou du deuxième » après les mots « du premier » dans la seconde phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté [8 juin 1982] (p. 3090) ; son amendement n° 660 (suppression du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3091) : devenu sans objet ; son amendement n° 661 (suppression du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article (p. 3092) : devenu sans objet ; *article L. 436-2 du code du travail :* son amendement n° 662 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3093) ; son amendement n° 664 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; *article L. 436-3 du code du travail :* son amendement n° 665 (droit à réintégration) : rejeté (p. 3094) ; **article 30 :** *article L. 439-1 du code du travail :* son amendement n° 690 (précisant la notion de groupe) : rejeté (p. 3104) ; *article L. 439-2 du code du travail :* son amendement n° 673 (complétant la seconde phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « lorsqu'il en est établi ») : retiré (p. 3112) ; *article L. 439-5 du code du travail :* son amendement n° 679 (insérant les mots « devenue définitive » après les mots « par une décision de justice » dans le texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3118) ; **article 31 :** son amendement n° 682 (substituant à la référence « L. 212-4-6 » la référence « L. 412-4-8 » à la fin du premier alinéa de cet article) : retiré (p. 3119).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 131-2 du code du travail :* son amendement n° 66 (entrée dans le champ d'application de la négociation collective des comités d'entreprise et des institutions qu'ils contiennent) : devenu sans objet [8 juin 1982] (p. 3149) ; **article 4 :** *article L. 132-2 du code du travail :* son amendement n° 211 (caractère écrit à peine de nullité de la convention ou de l'accord collectif de travail) ; caractère réglementaire de l'accord collectif de travail : rejeté [9 juin 1982] (p. 3186) ; son amendement n° 72 (insertion de la notion d'association de salariés) ; participation des syndicats à la négociation ; limitation de la reconnaissance des associations aux seules associations d'employeurs ; développement dans certaines professions d'associations de salariés (p. 3187) : rejeté (p. 3188) ; *article L. 132-5 du code du travail :* conséquences de l'introduction d'une disposition permettant aux salariés occupés dans une entreprise de bénéficier des dispositions conventionnelles applicables dans leur entreprise d'origine même si elle n'appartient pas à la même branche d'activité (p. 3193) ; *article L. 132-8 du code du travail :* son amendement n° 210 (conditions dans lesquelles la convention ou l'accord collectif de travail à durée indéterminée peuvent être dénoncés avant la durée du préavis) : adopté [10 juin 1982] (p. 3212) ; absence de parallélisme entre la dénonciation partielle d'une convention par certains employeurs et la dénonciation partielle par certains salariés (p. 3213) ; maintien des avantages individuels des salariés en cas de dénonciation de la convention collective (p. 3215) ; son amendement n° 76 (précisant qu'en cas de dénonciation d'une convention les salariés de l'entreprise conservent les avantages individuels relatifs à la rémunération) (p. 3216) ; précision de la notion d'« avantage individuel » : rejeté (p. 3217) ; cas où, à la suite d'une cession d'entreprise, des salariés sont concernés par des dispositions plus favorables s'ils changent de branche ; reprend l'amendement n° 5 de M. Georges Hage (protection des salariés par une convention collective dans le cas de fusion, de cession, de scission ou de changement d'activité de l'entreprise) (p. 3218) : rejeté ; *article L. 132-9 du code du travail :* son amendement n° 84 (mention des associations de salariés) (p. 3229) ; vocation à contracter : rejeté ; son amendement n° 85 (mention des associations d'employeurs) : adopté ; son amendement n° 81 (référence à l'article L. 132-16 du code du travail) ; correction d'une erreur matérielle : adopté ; son amendement n° 82 (application conjointe des articles L. 132-16 et L. 132-23 du code du travail) (p. 3222) : rejeté ; son amendement n° 83 (de coordination) : devenu sans objet ; *article L. 132-10 du code du travail :* son amendement n° 86 (dépôt des conventions collectives du travail auprès des services ministériels compétents) ; cas des professions agricoles : rejeté (p. 3223) ; *article L. 132-11 du code du travail :* cas d'un accord professionnel ayant le même champ d'application qu'une convention de branche (p. 3224) ; avenant à une convention de branche (p. 3225) ; *article L. 132-12 du code du travail :* son amendement n° 90 (négociation annuelle sur les salaires minima et examen préalable par les parties de l'évolution économique et de l'évolution de l'emploi et des salaires dans la branche) [10 juin 1982] (p. 3232) : rejeté (p. 3233) ; son amendement n° 93 (négociation sur les salaires minima) : rejeté (p. 3235) ; révision des classifications tous les cinq ans (p. 3236) ; information des partenaires sociaux de l'évolution des coûts salariaux ; son amendement n° 209 (examen de l'évolution des salaires lorsque cette donnée statistique est disponible dans la branche) (p. 3237) ; obligation pour

les entreprises de mettre en place un système de suivi statistique ; rejeté (p. 3238) ; *article L.* 132-13 *du code du travail* : son amendement n° 208 (rédactionnel) : adopté (p. 3239) ; imprécision de la notion de niveau supérieur en matière de conventions collectives ; *article L.* 132-14 *du code du travail :* effet de la dénonciation d'une convention de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel par une organisation seule signataire (p. 3240) ; *article L.* 132-17 *du code du travail* : dispositions relatives aux autorisations d'absence (p. 3242) ; *article L.* 132-19 *du code du travail* : son amendement n° 110 (possibilité de négociation entre l'employeur et le comité d'entreprise ou, le cas échéant, les délégués du personnel) ; hypothèse où une entreprise n'a pas d'organisation syndicale de salariés (p. 3244) ; représentativité des organisations syndicales au niveau national et conséquence en matière d'accord d'entreprise ; amendement n° 110 : rejeté ; possibilité pour un chef d'entreprise, en l'absence de section syndicale, de prendre l'initiative d'une procédure permettant d'aboutir à un accord d'entreprise (p. 3245) ; son amendement n° 111 (prévoyant qu'est considéré comme convention ou accord d'entreprise une convention ou un accord conclu entre l'employeur et le personnel sous réserve que celui-ci se soit prononcé à la majorité absolue de ses membres) : rejeté [11 juin 1982] (p. 3275) ; *article L.* 132-20 *du code du travail :* son amendement n° 115 (précisant que les informations nécessaires à la négociation sont remises aux délégués syndicaux de l'entreprise lorsqu'ils existent) : rejeté (p. 3277) ; *article L.* 132-22 *du code du travail* : son amendement n° 207 (possibilité, dans le cas d'entreprise en difficulté, pour les partenaires de décider de soustraire l'entreprise aux effets des clauses de la convention collective sur le plan salarial) ; nécessité de l'approbation des deux tiers des salariés inscrits ; rejeté (p. 3281) ; *article L.* 132-25 *du code du travail* : ses amendements n° 130, n° 133, n° 137, n° 138 et n° 139 devenus sans objet (p. 3292) ; *article L.* 132-26 *du code du travail* : son sous-amendement n° 359 à l'amendement n° 336 du Gouvernement (possibilité pour chaque organisation syndicale de compléter sa délégation par des salariés de l'entreprise qui acceptent cette désignation) : rejeté ; son amendement n° 148 (possibilité pour chaque organisation de compléter sa délégation par des salariés de l'entreprise qui acceptent cette désignation) : devenu sans objet ; son amendement n° 149 (limitation à un maximum de quinze du nombre des membres de la délégation) (p. 3295) : rejeté ; son amendement n° 150 (prévoyant que la délégation est également composée de représentants d'associations de salariés lorsqu'elles existent et contiennent plus de 10 p. 100 de ceux-ci) : non soutenu ; son amendement n° 151 (prévoyant qu'en cas de litige sur la composition de la délégation l'employeur peut saisir le tribunal de grande instance) : rejeté (p. 3296) ; *article L.* 132-27 *du code du travail :* son amendement n° 152 (audition des délégués syndicaux des travailleurs employés sur le chantier par les délégués syndicaux de l'entreprise concernée) : rejeté (p. 3305) ; *article L.* 132-29 *du code du travail :* son amendement n° 157 (substitution de la mention de délai à la mention de date de remise des informations aux représentants des salariés) : rejeté (p. 3306) ; son amendement n° 159 (indication, lors de la première réunion, de la composition de la délégation des salariés) : rejeté ; son amendement n° 160 (indication, lors de la première réunion, du terme de la négociation) : rejeté (p. 3308) ; *article L.* 132-30 *du code du travail :* son amendement n° 163 (suppression de la communication des décisions unilatérales de l'employeur aux organisations syndicales représentées à la négociation) : adopté (p. 3310) ; *article L.* 132-31 *du code du travail* : son amendement n° 168 (possibilité pour les entreprises de moins de onze salariés d'adhérer à des conventions collectives selon les dispositions de l'article L. 132-9) (p. 3313) : retiré (p. 3314) ; son amendement n° 167 (institution facultative des commissions paritaires professionnelles) ; son amendement n° 165 (suppression de la possibilité pour les commissions paritaires professionnelles d'examiner les réclamations individuelles et collectives des salariés) : rejetés (p. 3316) ; *après l'article L.* 132-31 *du code du travail* : son amendement n° 206 (introduction d'une sous-section IV disposant que pendant le temps d'application prévu par la convention d'entreprise, l'ensemble des signataires s'engage à ne rien faire qui soit de nature à porter atteinte à l'application de la convention) : retiré (p. 3317).

— **son rappel au règlement** : déroulement du débat ; dispositions prévoyant l'éligibilité aux comités d'entreprise sans que le candidat puisse s'exprimer en français [1er juin 1982] (p. 2815).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6 et état A** : réduction des fonds des crédits du F.D.E.S. ; actions de la politique industrielle ; amputation des crédits destinés à certains Etats africains [26 mai 1982] (p. 2619) ; son amendement n° 68 (modification de l'état A) ; dégrèvement d'impôts locaux ; retiré (p. 2624) ; **article 7** : accord franco-algérien sur le gaz ; charges imposées par le Gouvernement à Gaz de France ; attaque contre le franc déclenchée par le Gouvernement ; recours au décret d'avance (p. 2625) ; montant des achats de dollars par la Banque de France (p. 2627) ; **article 9** : ratification du décret d'avance pris le 22 février 1982 (p. 2628).

Deuxième lecture, discussion générale : différentes déclarations des ministres ; attitude du Président de la République et du Gouvernement ; sommet de Versailles ; dévaluation ; blocage des prix ; affaire du gaz algérien [16 juin 1982] (p. 3496) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3497).

Discussion des articles : **article 3** : augmentation du taux de la T.V.A. (p. 3501) ; **article 27** : remarques désobligeantes du ministre chargé des relations avec le Parlement vis-à-vis du Sénat (p. 3508).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).**

Première lecture, discussion générale : modification des conditions du dialogue entre le Gouvernement et le Parlement ; disposition rendant immédiatement exécutoires les actes des autorités locales avant transmission pour information au préfet ; annulation de cette disposition par le Conseil constitutionnel [16 juin 1982] (p. 3463) ; élaboration par le Parlement de dispositions nouvelles conformes aux exigences du Conseil constitutionnel (p. 3464).

Discussion des articles : **article 1er** : *article* 3 *de la loi du* 2 *mars* 1982 : caractère suspensif de la procédure (p. 3470) ; **après l'article 8 :** séances plénières des conseils régionaux (p. 3474).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; précipitation dans laquelle la présente proposition a été élaborée ; mépris du Parlement dont fait preuve M. Jacques Delors ; caractère réglementaire des dispositions contenues dans la présente proposition [13 juillet 1982] (p. 4446) ; alourdissement de la tutelle sur les caisses d'épargne ; risques de détournement de la fonction sociale des caisses ; utilisation des dépôts des épargnants pour combler le gouffre financier de l'Etat ; création du livret d'épargne populaire ; éventuelle nationalisation des caisses d'épargne ; problème de la composition des conseils d'administration (p. 4447) ; sa question préalable rejetée (p. 4451).

Discussion des articles : **article 1er :** problème des liens entre la réforme des caisses d'épargne et l'ensemble de la politique de l'épargne [20 juillet 1982] (p. 4553) ; emploi des ressources des caisses d'épargne (p. 4554) ; son amendement n° 26 (définition du statut des caisses d'épargne) ; vocation du réseau des caisses d'épargne (p. 4555) : rejeté ; son amendement n° 27 (précision que les caisses d'épargne sont des personnes morales de droit privé à but non lucratif exerçant leurs activités dans le domaine du crédit) : rejeté ; son amendement n° 31 (suppression des mots « à but non lucratif » à la fin de la première phrase de cet article) (p. 4556) ; intéressement des salariés des caisses d'épargne : rejeté ; son amendement n° 28 (précisant que les caisses d'épargne sont des établissements de crédit coopératif soumis à la loi du 10 septembre 1947) : rejeté ; son amendement n° 29 (précisant que les caisses d'épargne sont des établissements de crédits constitués sous la forme de société en commandite) (p. 4557) : rejeté ; son amendement n° 30 (précisant que les caisses d'épargne sont des institutions de crédit constituées sous la forme de société anonyme) : rejeté ; son amendement n° 32 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 91 (précisant que les caisses d'épargne sont habilitées à faire toutes les opérations de banque autorisées actuellement) : rejeté (p. 4558) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 33 (précisant que les caisses d'épargne sont contrôlées par la commission de contrôle

des banques pour les opérations de banque) : rejeté ; son amendement n° 34 (précisant que les excédents d'exploitation sont taxés au taux normal de l'impôt sur les sociétés) : retiré ; **article 2 :** caractère réglementaire d'un grand nombre d'articles contenu dans la présente proposition de loi (p. 4559) ; son amendement n° 35 (principes généraux devant guider l'action des caisses d'épargne) : devenu sans objet (p. 4560) ; **article 3 :** son amendement ° 36 (application des dispositions contenues dans cet article aux régions de programme) (p. 4562) : rejeté ; son amendement n° 62 (ressources des Soréfi) ; son amendement n° 37 (précisant que les Soréfi sont soumises au contrôle de la commission de contrôle des banques et aux ratios édictés par la Banque de France) (p. 4564) : rejeté (p. 4565) ; **article 4 :** statut du Cencep (p. 4568) ; son amendement n° 38 (précisant que le Cencep est soumis à la disposition de la loi sur les sociétés commerciales) : retiré (p. 4569) ; son amendement n° 39 (précisant que toute décision de suppression est susceptible de recours devant la commission de contrôle institué à l'article 4 *bis* de la présente loi) : retiré ; son amendement n° 40 : retiré (p. 4570) ; **article 5 :** contingent Minjoz ; emploi des fonds collectés par les caisses d'épargne (p. 4571); son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 95 de M. Dominique Taddéi (précisant que la proportion des fonds garantis par l'Etat laissée au libre emploi du réseau ne pourra être inférieure à 30 p. 100 du total des fonds collectés) : rejeté ; son amendement n° 42 devenu sans objet (p. 4572) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 43 (précisant que le Cencep rendra public son rapport annuel sur l'emploi des fonds collectés) : adopté [21 juillet 1982] (p. 4579) ; **article 7 :** son amendement n° 44 (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; problème des conseils consultatifs (p. 4581) : rejeté ; son amendement n° 45 (création de conseils consultatifs auprès des agences et groupements d'agences ayant atteint un seuil minimum de dépôt fixé par décret) (p. 4582) : rejeté ; **article 8 :** son amendement n° 46 (de suppression) ; composition et mode de désignation du conseil consultatif (p. 4583) : rejeté ; son amendement n° 47 (composition du conseil consultatif) : rejeté (p. 4584) ; son amendement n° 48 (composition du conseil consultatif) : rejeté (p. 4585) ; son amendement n° 68 (électorat et éligibilité de tous les déposants) ; son amendement n° 49 (élection et électorat des déposants âgés de plus de dix-huit ans) ; ses amendement n°s 68 et 49 rejetés (p. 4586) ; son amendement n° 50 (rôle du conseil consultatif) : rejeté ; son amendement n° 51 (incompatibilités liées à l'exercice d'une profession ayant rapport avec d'autres réseaux financiers) : retiré ; **article 9 :** représentation des élus locaux au conseil de surveillance (p. 4587) ; son amendement n° 52 (permettant à des membres élus par le conseil municipal de siéger au conseil de surveillance) : retiré (p. 4588) ; son amendement n° 53 (précisant que des membres tirés au sort sur la liste des épargnants appartiendront au conseil de surveillance) . devenu sans objet ; son amendement n° 54 (représentants des épargnants autres que les salariés en activité) : retiré ; son amendement n° 55 (suppression du sixième alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 56 (précisant que chaque membre du conseil de surveillance dispose d'une voix sauf les mineurs) (p. 4589) : adopté après modification ; caractère législatif de la durée du mandat des membres du conseil de surveillance ; son amendement n° 51 (précisant qu'un décret fixera les incompatibilités liées à l'exercice d'une profession ayant rapport avec d'autres réseaux financiers) : retiré (p. 4590) ; **article 10 :** son amendement n° 57 (précisant que le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la caisse par le directoire) : rejeté (p. 4591) ; son amendement n° 58 (conditions de révocation des membres du directoire) : rejeté ; son amendement n° 59 (précisant que le conseil de surveillance est responsable de l'administration de la caisse dans la limite de ses pouvoirs) : rejeté ; **article 11 :** son amendement n° 60 (pouvoirs du directoire) (p. 4592) : rejeté (p. 4593) ; **article 14 :** son amendement n° 61 (élection des membres de la commission paritaire) : retiré (p. 4594).

Explications de vote : « dépoussiérage et musculation » de l'« Ecureuil » ; absence d'une redéfinition générale de la politique de l'épargne et des circuits financiers (p. 4597) ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 4598).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** statut de la ville de Lyon [27 juillet 1982] (p. 4878) ; **article 4 :** exclusion des villes de Lyon et Marseille de l'application du présent article (p. 4902) ; *après l'article L. 260 du code électoral :* son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 118 de M. Alain Richard (substituant au chiffre « 75 » le chiffre « 70 ») (p. 4917) : rejeté (p. 4918).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* son amendement n° 35 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté [21 septembre 1982] (p. 5013) ; son amendement n° 36 (création d'un C. H. S. C. T. sur proposition du comité technique régional de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5016) ; son amendement n° 37 (cas des entreprises ayant subi une réduction importante et durable des effectifs) (p. 5022) : rejeté (p. 5023) ; *article L. 236-3 du code du travail :* son amendement n° 127 (sanctions en cas de non-observation de l'obligation de discrétion et de respect du secret professionnel par les membres du C. H. S. C. T.) : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5044) ; *article L. 236-4 du code du travail :* son amendement n° 38 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 5047) ; rejeté (p. 5049) ; *article L. 236-5 du code du travail :* son amendement n° 39 (composition du C. H. S. C. T.) (p. 5050) ; rejeté ; son amendement n° 40 (même objet) : rejeté (p. 5051) ; son amendement n° 41 (précisant que le procès-verbal de la réunion du C. H.S. C. T. est rédigé en commun par le président et le secrétaire) : rejeté (p. 5055) ; *article L. 236-6 du code du travail :* son amendement n° 42 (substituant au nombre « 500 » le nombre « 1500 ») : rejeté (p. 5061) ; son amendement n° 34 (décision susceptible d'un recours) : rejeté (p. 5063) ; *article L. 236-7 du code du travail :* son amendement n° 128 (précisant que les membres du C. H. S. C. T. sont tenus de respecter les procédures régissant le bon de délégation pour leurs déplacements dans l'exercice de leur fonction) : rejeté (p. 5067) ; *article L. 236-9 du code du travail :* son amendement n° 129 (précisant que le recours à un expert fait l'objet d'une délibération du C. H. S. C. T.) : rejeté ; son amendement n° 130 (désignation de l'expert par le président du tribunal de grande instance) (p. 5074) ; rejeté (p. 5075) ; son amendement n° 131 (précisant que les frais d'expertise sont fixés et payés comme matière d'expertise judiciaire) : rejeté ; son amendement n° 43 (rapport de l'expert) (p. 5076) ; rejeté (p. 5077).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : volonté du Gouvernement de punir Lyon ; nouvelle composition du conseil de communauté urbaine ; absence de concertation ayant présidé à l'élaboration du présent projet de loi ; prochain ralentissement de l'administration ; exemple des grandes villes étrangères [20 octobre 1982] (p. 6078) ; multiplication des conflits ; accroissement inévitable des dépenses ; irresponsabilité financière (p. 6079)

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 69 (suppression des mots « et Lyon » dans l'intitulé du chapitre 1er) [22 octobre 1982] (p. 6174) : rejeté (p. 6175) ; **article 2 :** reprise par cet article des dispositions contenues dans le code des communes (p. 6179) ; **article 3 :** existence des mairies annexes d'arrondissements à Lyon depuis un siècle ; répartition du pouvoir entre majorité et minorité municipale (p. 6180) ; **article 6 :** possibilité pour le conseil d'arrondissement d'intervenir dans la fixation de l'ordre du jour du conseil municipal (p. 6189) ; **article 7 :** inscription à l'ordre du jour du conseil municipal de toute proposition de délibération à la demande du conseil d'arrondissement (p. 6191) ; suppression de la maîtrise de l'exécutif communal (p. 6192) ; **article 9 :** problème des subventions attribuées aux associations (p. 6194) ; mauvaise rédaction de cet article (p. 6195) ; **article 10 :** alourdissement des procédures et allongement des délais (p. 6196) ; développement des opérations d'urbanisme (p. 6197) ; **article 12 :** délibération du conseil d'arrondissement sur l'implantation et le programme d'aménagement ; notion d'inventaire (p. 6198) ; gestion des équipements (p. 6208) ; **article 14 :** inventaire des équipements en

vue de la répartition entre conseils d'arrondissement et conseil municipal (p. 6209) ; **article 16 :** attribution de logements sociaux ; patrimoine immobilier des grandes villes ; réhabilitation des vieux quartiers (« opération tiroir ») (p. 6210) ; **après l'article 17 :** volonté de la majorité de réduire la participation des associations à la vie locale (p. 6215, 6216) ; **article 18 :** son amendement n° 86 (cas des conseils municipaux appelés à délibérer à titre consultatif) : adopté (p. 6218) ; **article 20 :** rôle des juridictions administratives (p. 6220) ; **article 23 :** mauvaise rédaction de cet article ; alourdissement des procédures ; dépenses supplémentaires entraînées par le présent projet (p. 6224) ; **article 26 :** dépenses d'investissement des communes (p. 6226) ; **article 27 :** pouvoirs financiers des conseils d'administration ; gestion des équipements confiée à ce conseil ; animation de l'arrondissement ; augmentation inévitable de la fiscalité locale consécutive à l'adoption du présent texte (p. 6228) ; caractère flou de la rédaction de cet article (p. 6229) ; **article 29 :** mode de calcul de la dotation de chaque arrondissement (p. 6230) ; **article 37 :** son amendement n° 98 (nombre des représentants exprimé en pourcentage à l'intérieur de l'organe délibérant) : rejeté (p. 6237) ; son amendement n° 99 (représentation de la ville de Lyon au sein du conseil de communauté) (p. 6238) : rejeté (p. 6239) ; **article 45 :** composition du conseil de la communauté urbaine ; contenu du rapport Notebart ; réduction du poids de Lyon dans la communauté urbaine [23 octobre 1982] (p. 6251) ; composition du conseil de communauté ; diminution du nombre des délégués ; son amendement n° 104 (nombre des délégués des communes) : retiré (p. 6253) ; **article 46 :** pouvoir de la commune centre (p. 6257) ; son amendement n° 105 (de suppression) : rejeté ; volonté de la majorité de soumettre la commune centre à un petit nombre de communes (p. 6258) ; son amendement n° 106 (fixant un plancher pour la représentation de la ville centre) : retiré ; son amendement n° 107 (de conséquence) : retiré (p. 6259) ; **article 47 :** représentation des petites communes ; son amendement n° 108 (de suppression) : rejeté (p. 6260) ; application de la représentation proportionnelle (p. 6261) ; **article 48 :** son amendement n° 109 (de suppression) : (p. 6262) : rejeté ; son amendement n° 110 (modifiant la désignation des délégués des communes au conseil de communauté) : rejeté ; son amendement n° 111 (étendant les dispositions de cet article aux communes membres de la communauté urbaine de Lyon) (p. 6263) : rejeté (p. 6264) ; **article 49 :** son amendement n° 112 (de suppression) : rejeté ; **article 51 :** majorité des deux tiers requise pour le vote du budget (p. 6265) ; ses amendements n°s 114, 115 et 113 devenus sans objet (p. 6266) ; **article 52 :** son amendement n° 116 (suppression des mots « programmes locaux de l'habitat ») : retiré ; son amendement n° 117 (frais de fonctionnement des locaux scolaires) (p. 6267) : retiré ; son amendement n° 118 (excluant le service de nettoiement de la voirie communautaire) : rejeté ; son amendement n° 119 (opportunité d'harmoniser les compétences déléguées) (p. 6268) : rejeté ; **article 53 :** son amendement n° 120 (précisant que la communauté peut transférer certaines de ses compétences à une ou plusieurs communes membres) : rejeté ; son amendement n° 121 (de coordination) : rejeté (p. 6269) ; **article 58 :** son amendement n°s 122 (de suppression) (p. 6171) : rejeté (p. 6272).

Deuxième lecture, discussion générale : spécificité du cas de la ville de Lyon ; augmentation « prétendue » de la démocratie locale ; rôle des associations ; rôle et représentation des petites communes au sein de la communauté urbaine de Lyon ; « fausse manœuvre » politique relative aux communautés urbaines ; amendement de M. Jean-Jack Queyranne ; rôle de l'opposition [9 décembre 1982] (p. 8157).

Discussion de articles : **article 6 :** possibilité pour le conseil d'arrondissement de saisir le conseil municipal ; inefficacité du système de rattrapage prévu à la suite de la suppression de l'article 7 (p. 8161) ; **article 18 :** compétence du conseil d'arrondissement ; compétence de la communauté urbaine pour les questions d'urbanisme (p. 8166) ; **article 23 :** son vote positif sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (p. 8169) ; **article 36 :** « chasse aux sorcières » (p. 8173) ; **article 37 :** impossibilité de définir pour les communes membres d'une communauté urbaine un régime différent du droit commun (p. 8174) ; **avant l'article 45 :** son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 38 de la commission (suppression de dispositions prévues lorsque le nombre des conseillers municipaux est inférieur au nombre des délégués) ; rejeté ; nombre de délégués à la communauté urbaine (p. 8176) ; **article 46 :** conséquences de la règle de la majorité qualifiée supplémentaire ; nécessité affirmée par M. Arthur Notebart de rechercher la représentativité de chacune des communes (p. 8177).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 116 (régime applicable aux cessions de résidences secondaires) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6419).

Deuxième partie :

Economie et finances. — II : services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : caractère paradoxal du budget des monnaies et médailles ; recours à la frappe d'une pièce en argent afin d'équilibrer ce budget ; incitation à la thésaurisation ; organisation de l'administration des monnaies et médailles ; qualité des médailles françaises [8 novembre 1982] (p. 6834) ; lancement d'une pièce commémorative ; importance des primes par rapport aux salaires ; difficulté d'examiner les postes concernant les droits versés aux artistes ; mise en place d'un système de comptabilité analytique ; caractère limité de l'action promotionnelle de l'administration des monnaies et médailles ; politique des prix menée par les monnaies et médailles ; réforme du système de tarification ; impossibilité de résorber le déficit d'exploitation (p. 6835).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 114 à titre personnel (réduction des crédits) ; émission d'une pièce de monnaie de 100 francs en argent ; orientation de l'épargne vers l'industrie ; bénéfice d'émission dégagé de la frappe des nouvelles pièces : rejeté (p. 6839).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* incertitude pesant sur l'avenir industriel du secteur des télécommunications ; diminution des autorisations de programme ; baisse de la qualité du service rendu aux usagers ; alourdissement des frais financiers [12 novembre 1982] (p. 7055) ; caractère irrégulier du prélèvement opéré sur les avoirs des déposants aux chèques postaux ; évolution du trafic postal ; crise financière des télécommunications ; augmentation du tarif de la taxe de base ; diminution des crédits consacrés aux équipements en matériels techniques de la poste ; absence d'information concernant la politique gouvernementale en matière commerciale et industrielle sur les vidéothèques et les fibres optiques ; liberté d'accès aux programmes (p. 7056) ; accroissement des commandes de matériels de télécommunications destinées à l'exportation (p. 7057).

Examen des crédits : **article 35 :** son amendement n° 140 (réduction des crédits) (p. 7067) ; problème du prélèvement opéré sur les P. T. T. ; contrôle du Parlement sur la procédure budgétaire : rejeté ; son amendement n° 143 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; problème de l'industrie de la communication (p. 7068) : retiré ; son amendement n° 141 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; lancement du plan câbles : retiré (p. 7069).

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
(5e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [5 février 1982] (p. 760).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

NUCCI (Christian)

Député de l'Isère
(6e *circonscription*)
Socialiste

Ministre délégué auprès du Ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 16 juin 1982] (p. 1909).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député, par suite de la prolongation de sa mission temporaire au-delà de six mois [14 juin 1982] (p. 3360).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Fin de sa mission temporaire [2 juin 1982] (p. 2887).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J. O.* du 10 juin 1982] (p. 1826). Nommé haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 1827).

Cessation de ses fonctions de haut commissaire de la République [*J.O.* du 30 octobre 1982] (p. 3284).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement [*J. O.* du 9 décembre 1982] (p. 3702).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production sur la situation de l'**agriculture et du tourisme en Guadeloupe (n° 694)** [15 janvier 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 203,** posée le 1er juin 1982 : **produits chimiques et parachimiques (entreprises : Rhône)** (p. 2838) ; appelée le 4 juin 1982 : **usine P. C. U. K. de Saint-Clair-du-Rhône** (p. 2956).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne
(6e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien relative à la protection des droits des artistes, interprètes ou exécutants (n° 1106) [2 décembre 1982] (p. 7954).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion des articles : **article 40 :** nécessité de mettre au point le schéma directeur des voies navigables françaises ; création de la commission Grégoire [15 octobre 1982] (p. 5877) ; développement du tourisme fluvial (p. 5878).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* difficultés de la rentrée scolaire ; mauvaise appréciation des besoins en enseignants [5 novembre 1982] (p. 6766).

Environnement. — *Discussion générale :* création du ministère de la protection de la nature et de l'environnement en 1971 [15 novembre 1982] (p. 7204) ; développement des parcs naturels nationaux et régionaux ; insuffisance des crédits affectés au ministère de l'environnement ; obligation d'annexer à chaque plan d'occupation des sols un « plan vert » ; importance de la protection des sites ; lutte contre le bruit ; mise en place du Conseil national du bruit ; lutte contre la pollution de l'eau et de l'air (p. 7205).

Transports. — *Discussion générale : questions :* qualité de la navigation fluviale ; problème des régions du Nord de la France ; travaux de la commission Grégoire ; création d'un nouveau canal remplaçant le canal de Saint-Quentin [16 novembre 1982] (p. 7246).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale : questions :* jugement de la télévision par les Français ; désinformation ; objectivité de l'information ; indépendance du service public [19 novembre 1982] (p. 7654).

O

ODRU (Louis)

Député de Seine-Saint-Denis
(7e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les **activités du service d'action civique (n° 955)** [17 juin 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **emploi à la compagnie industrielle de céramique électronique :** situation de la compagnie industrielle de céramique électronique filiale de Thomson-C. S. F. ; éventualité d'un regroupement de la C.I.C.E. et de C.E.R.A.V.E.R. ; conséquences sur l'emploi [19 mai 1982] (p. 2434) ;

— **situation au Liban :** politique israélienne au Liban ; agression contre l'organisation de libération de la Palestine et le mouvement progressiste libanais ; diminution des chances d'une paix durable ; possibilité pour la France de prendre des sanctions contre Israël [16 juin 1982] (p. 3457);

— **demande d'extradition de Klaus Barbie :** possibilité d'extrader de Bolivie Klaus Barbie ; extradition déjà réclamée par M. Virgile Barel ; changement de Gouvernement en Bolivie rendant possible cette extradition [20 octobre 1982] (p. 6044) ;

— **problèmes industriels en région parisienne (entreprise Dufour) :** propos anticommunistes prononcés par des membres de l'opposition ; entreprises industrielles en région parisienne ; entreprise de machines outils Dufour ; gestion de cette entreprise [8 décembre 1982] (p. 8113).

orales sans débat :

— **n° 190,** posée le 25 mai 1982 : **entreprises (nationalisations)** (p. 2582) ; appelée le 28 mai 1982 : **application de la loi de nationalisation :** nouvelle politique industrielle (p. 2715) ; modifications des principes de direction des entreprises nationales ; calendrier de mise en place des conseils d'administration (p. 2716) ;

— **n° 290,** posée le 30 novembre 1982 : **logement (politique du logement)** (p. 7829, 7830) ; appelée le 3 décembre 1982 : **logements vacants :** difficultés rencontrées par les candidats à un logement locatif ; absence de logements sociaux (p. 7961) ; construction de logements H.L.M. ; manque d'entretien du patrimoine existant ; propositions formulées par le groupe communiste ; restructurations effectuées au sein de l'office public d'H.L.M. ; urgence de la démocratisation des conseils d'administration des organismes d'H.L.M. ; refus de certains bailleurs institutionnels de louer des logements ; libre fixation du niveau des loyers pour les logements non loués depuis dix-huit mois (p. 7962) ;

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-41 du code du travail :* suppression de la restriction prévoyant que ne pourront bénéficier de la procédure de protection les travailleurs passibles d'une sanction qui ne peut avoir une incidence immédiate sur leur présence ou leur carrière dans l'entreprise ; règlements d'entreprise prévoyant que le salarié recevant deux ou trois avertissements subit automatiquement une mise à pied [17 mai 1982] (p. 2307).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explication de vote : héritage du pouvoir précédent ; guerre économique menée par les Etats-Unis contre la France [12 juillet 1982] (p. 4425).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** hostilité du groupe communiste au présent article ; inutilité des contrôles d'identité [23 juillet 1982] (p. 4750) ; **article 17 :** distinction entre la notion de rendez-vous judiciaire et la procédure d'urgence ; nécessité de supprimer la procédure d'urgence (p. 4794).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* situation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; précarité de l'emploi dans ce secteur [4 novembre 1982] (p. 6694) ;

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* choix nécessaire à opérer dans le champ de la coopération ; situation dramatique des pays en voie de développement ; accentuation du phénomène de dépendance alimentaire ; principes devant guider la nouvelle politique de coopération ; volonté du Gouvernement de doubler l'aide publique au développement [17 novembre 1982] (p. 7337) ; non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat ; exemple des relations franco-angolaises ; faible progression des crédits de paiement ; inconvénients de la forte hausse des concours financiers ; rôle de la France dans l'édification d'un nouvel ordre mondial (p. 7338).

OEHLER (Jean-André)

Député du Bas-Rhin
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [8 avril 1982] (p. 1043).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J.O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué aux affaires sociales, chargé du travail [*J. O.* du 2 septembre 1982] (p. 2699).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 13 octobre 1982] (p. 3077).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 743) relatif à la **négociation collective** et au **règlement des conflits collectifs du travail (n° 833)** [28 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la **négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 1143)** [12 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1125), rejeté par le Sénat, relatif à la **négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 1146)** [12 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif à la **négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 1153)** [15 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : affirmation du droit à l'habitat ; rédaction d'un contrat de location écrit ; conclusion d'accords collectifs [12 janvier 1982] (p. 42).

Discussion des articles : **après l'article 14 :** rôle des associations de locataires ; comportement des propriétaires [20 janvier 1982] (p. 310).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 13** *bis :* loi d'harmonisation pour les trois départements de l'Est [22 janvier 1982] (p. 409).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : disparition de l'échevinage ; fonctionnement des conseils de prud'hommes de droit local ; enquêtes menées auprès de certains conseillers prud'homaux en Alsace ; délais de jugement ; absence de conseil de prud'hommes pour une partie des travailleurs d'Alsace et de Moselle ; privation du droit de vote pour les chômeurs ; pouvoirs du président du conseil ; bureau de conciliation ; élargissement des compétences des conseils ; extension du droit commun à tout le territoire ; droit d'être électeur à partir de seize ans ; composition paritaire des conseils ; cas d'absence d'un ou de plusieurs conseillers prud'homaux ; formation des conseillers ; accélération des procédures [27 janvier 1982] (p. 574).

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 78 (maintien en vigueur du deuxième alinéa de l'article L. 512-5 du code du travail) : adopté (p. 590) ; **article 35 :** maintien de l'échevinage (p. 616).

Deuxième lecture, discussion générale : droit prud'homal en Alsace et en Moselle ; amendements votés par le Sénat en faveur du régime spécifique des règlements des conflits du travail dans les trois départements de l'Est ; rupture avec le droit local ; volonté des élus de l'Est d'abroger le système de l'échevinage ; propositions des élus socialistes d'étendre le droit français ; campagne menée en Alsace par la droite (remise en cause du concordat et du statut scolaire) ; raccourcissement de la procédure devant les conseils de prud'hommes [13 avril 1982] (p. 1051).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 113 (précisant que le registre mentionné par l'amendement n° 2 est celui des « entreprises tenues par les chambres de métiers d'Alsace et de la Moselle ») : adopté [23 avril 1982] (p. 1080).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune, rapporteur pour avis : impératif de liberté du citoyen sur son lieu de travail ; entreprise, unité économique et unité sociale ; insuffisance de la législation actuelle sur la négociation collective ; établissement de relations de concertation au niveau des branches et des entreprises [13 mai 1982] (p. 2104) ; développement de l'emploi et rénovation de l'appareil productif ; niveaux de négociations ; information des négociateurs ; information des salariés ; rôle de la commission nationale de la négociation collective ; équilibre entre les partenaires de la négociation ; garantie des droits des grandes confédérations syndicales ; négociation au niveau des établissements ; obligation de négocier dans l'entreprise (p. 2105) ; dénonciation de conventions collectives ; pouvoirs du ministre du travail pour combler les vides conventionnels ; procédure d'élargissement des conventions (p. 2106).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lectre, discussion des articles : **article 6 :** *article L.* 461-1 *du code du travail* : souci des travailleurs du dynamisme de leur entreprise [18 mai 1982] (p. 2360) ; *article L.* 461-3 *du code du travail :* droit à l'expression individuelle des salariés dans les entreprises de moins de 750 salariés (p. 2387).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** nécessité d'obtenir l'accord du chef d'entreprise lorsque la section syndicale utilise des locaux autres que les locaux syndicaux [25 mai 1982] (p. 2521) ; existence de sections du rassemblement pour la République dans les entreprises ; son amendement n° 467 réservé (p. 2523) ; *article L.* 412-12 *du code du travail :* contradiction entre les différents amendements présentés par l'opposition [27 mai 1982] (p. 2664) ; son amendement n° 467 précédemment réservé (précisant qu'une ou plusieurs sections syndicales peuvent organiser sous leur responsabilité une consultation du personnel sur les lieux du travail et en dehors des heures de travail) [8 juin 1982] (p. 3127) : rejeté (p. 3128).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : rapporteur : **article 1er :** contrat de travail et accord collectif de travail [8 juin 1982] (p. 3144) ; **article 2 :** *article L.* 131-1 *du code du travail :* différence entre les notions d'emploi et de travail (p. 3147) ; *article L.* 131-2 *du code du travail :* son amendement n° 325 à titre personnel (extension du champ de la négociation collective à tout organisme de droit privé) (p. 3148) : adopté (p. 3149) ; **article 4 :** *article L.* 132-2 *du code du travail :* champ d'application d'un accord ou d'une convention [9 juin 1982] (p. 3187) ; *article L.* 132-4 *du code du travail :* définition du contenu des accords par les partenaires sociaux (p. 3191) ; *article L.* 132-5 *du code du travail :* nécessité de laisser aux négociateurs le soin de préciser le champ d'application professionnel d'une convention (p. 3192) ; *article L.* 132-8 *du code du travail :* son amendement n° 326 à titre personnel (dénonciation de la convention par les signataires salariés) : adopté ; son amendement n° 15 (prévoyant que lorsqu'une convention a été dénoncée par la totalité ou une partie des signataires employeurs, une nouvelle négociation doit avoir lieu dans les six mois suivant la date de dénonciation) ; maintien de l'avantage des droits acquis [10 juin 1982] (p. 3213) : rejeté (p. 3214) ; son amendement n° 327 à titre personnel (dénonciation de la convention par une partie des signataires employeurs) : adopté (p. 3215) ; maintien des avantages individuels des salariés pendant la période d'application de la convention dénoncée (p. 3216) ; négociation sur la semaine de 35 heures (p. 3217) ; son amendement n° 329 à titre personnel (rédactionnel) (p. 3218) : adopté ; son amendement n° 330 à titre personnel (engagement d'une nouvelle négociation dans l'entreprise soit pour l'adaptation aux dispositions conventionnelles nouvellement applicables, soit pour l'élaboration de nouvelles dispositions) (p. 3219) : adopté (p. 3221) ; *article L.* 132-9 *du code du travail* : son amendement n° 16 (représentativité des organisations syndicales conformément à l'article 132-2 du code du travail) : rejeté (p. 3222) ; *article L.* 132-11 *du code du travail :* champ d'application territorial des conventions de branche et des accords professionnels ; possibilité pour une branche de regrouper plusieurs professions ; exemple du bâtiment (p. 3225) ; *article L.* 132-12 *du code du travail :* négociation par branche sur les salaires minima et sur les salaires effectifs (p. 3231) ; nécessité de laisser aux signataires la possibilité de négocier sur les salaires minima ou sur les salaires effectifs (p. 3232) ; son amendement n° 333 à titre personnel (précisant que l'examen par les parties de l'évolution économique et de la situation de l'emploi dans la branche doit avoir lieu à l'occasion de la négociation sur les salaires) : adopté (p. 3236) ; projet de loi à venir sur les problèmes des femmes (p. 3237) ; son amendement n° 334 à titre personnel (remise du rapport au moins 15 jours avant la date d'ouverture de la négociation) : adopté ; son amendement n° 17 (obligation pour la partie patronale de fournir aux organisations syndicales les informations nécessaires pour permettre de négocier en toute connaissance de cause) (p. 3238) : adopté (p. 3239) ; *article L.* 132-17 *du code du travail :* son amendement n° 18 (remplacement de l'expression « autorisation d'absence » par celle de « modalité d'exercice du droit de s'absenter ») : adopté ; commission d'interprétation des conventions collectives (p. 3242) ; *article L.* 132-19, *du code du travail :* son amendement n° 19 (référence à l'article L. 132-2 du code du travail relatif à la représentativité des organisations syndicales) : adopté après rectification ; définition des personnes habilitées à négocier ; existence d'un comité d'entreprise en l'absence de section syndicale (p. 3244) ; son amendement n° 20 (référence à l'article L. 439-1 du code du travail introduit dans le code du travail par le projet de loi relatif aux institutions représentatives du personnel, concernant les groupes d'établissements) [11 juin 1982] (p. 3274) ; multiplication du nombre des groupes d'établissement : rejeté (p. 3275) ; portée de la négociation dans l'entreprise ; *article L.* 132-20 *du code du travail :* remise préalable à la négociation des informations nécessaires aux délégués syndicaux de l'entreprise ; fixation de la durée de la négociation par les partenaires sociaux (p. 3276) ; *article L.* 132-21 *du code du travail :* possibilité pour la convention d'entreprise de comporter des dispositions nouvelles et des clauses plus favorables aux salariés que les conventions de branche (p. 3278) ; adaptation des conventions d'entreprise en accord entre les partenaires de la négociation (p. 3279) ; *article L.* 132-24 *du code du travail :* possibilité pour une organisation syndicale majoritaire dans une entreprise de s'opposer à une convention collective (p. 3282) ; souci de faciliter la signature du maximum de conventions d'entreprise ; quorum de 50 p. 100 des électeurs inscrits permettant à une organisation syndicale d'exercer un droit de veto (p. 3283) ; *article L.* 132-25 *du code du travail :* son amendement n° 21 (obligation pour l'employeur dans les entreprises où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives, d'engager chaque année une négociation sur les salaires effectifs, la durée effective et l'organisation du temps de travail) ; transmission par l'employeur de la demande de négociation formulée par l'une des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise, aux autres organisations représentatives (p. 3286) ; adopté après modification (p. 3292) ; son amendement n° 22 (supprimant l'exigence d'un seuil de cinquante salariés pour les négociations d'établissement) : devenu sans objet (p. 3293) ; *article L.* 132-26 *du code du travail :* son amendement n° 23 (prévoyant que le temps passé à la négociation ne peut donner lieu à une retenue de salaire) : adopté (p. 3296) ; *article L.* 132-27 *du code du travail :* problème des entreprises ayant sous leur responsabilité des salariés appartenant à d'autres entreprises : son amendemnt n° 24 (audition, à leur demande, des délégués syndicaux extérieurs à l'entreprise) (p. 3304) : adopté ; *article L.* 132-28 *du code du travail :* son amendement n° 25 (suppression de l'article) : adopté (p. 3305) ; *article L.* 132-29 *du code du travail :* son amendement n° 26 (précisant que les informations doivent permettre une analyse comparée de la situation des hommes et des femmes ainsi que des emplois et des qualifications, des salaires payés, des horaires effectués et de l'organisation du temps de travail) (p. 3306) : adopté (p. 3308) ; *article L.* 132-30 *du code du travail :* son amendement n° 27 (consignation, dans le procès-verbal de désaccord, des mesures que l'employeur entend appliquer unilatéralement) : adopté (p. 3310) ; *avant l'article L.* 132-25 *du code du travail* (*amendements précédemment réservés*) : son amendement n° 28

(suppression de la limitation de l'application des nouvelles dispositions aux entreprises d'au moins cinquante salariés) : devenu sans objet (p. 3311) ; *article L.* 132-31 *du code du travail* : loi Royer sur l'urbanisme commercial ; difficultés pour les petits commerçants ; défense de l'emploi par le regroupement des salariés (p. 3312) ; son amendement n° 29 (introduction de la référence à l'article L. 421-1 du code du travail) (p. 3316) : adopté (p. 3317) ; **article 7 :** *article L.* 133-1 *du code du travail :* blocage des prix et des salaires et amélioration des conditions de la négociation collective [25 juin 1982] (p. 3864) ; **article 8 :** *article L.* 133-5 *du code du travail :* conditions d'exercice du droit syndical ; son amendement verbal (mention des activités sociales et culturelles) : adopté ; réforme du S. M. I. C. (p. 3870) ; notion de travaux pénibles « physiquement et nerveusement » ; son amendement n° 30 (prise en compte des situations révélées par l'application de l'article L. 132-12) ; application du principe « à travail égal, salaire égal » à la lumière des conclusions de l'examen annuel de la situation de la branche quant aux salaires effectifs moyens par catégorie professionnelle et par sexe : adopté ; obligation de négocier une fois par an sur les salaires effectifs (p. 3871) ; son amendement n° 31 (égalité de traitement entre les salariés des deux sexes et mesures de rattrapage tendant à remédier aux inégalités constatées) ; conditions de l'extension de la convention de branche conclue au niveau national : adopté (p. 3872) ; son amendement n° 32 (égalité de traitement entre les salariés français et étrangers, notamment en matière d'emploi) ; adopté ; problème des parents d'enfants d'âge pré-scolaire en ce qui concerne les conditions particulière d'emploi (p. 3873) ; *article L.* 133-8 *du code du travail :* son amendement n° 33 (obligation pour le ministre du travail saisi d'une demande présentée par une organisation représentative d'engager obligatoirement et sans délai la procédure d'extension de la convention collective) (p. 3874) : adopté ; **article 9 :** *article L.* 134-1 *du code du travail :* son amendement n° 34 (complément des dispositions statutaires par des conventions ou accords d'entreprise) : adopté (p. 3878) ; *article L.* 135-1 *du code du travail :* son amendement n° 35 (précisant que l'employeur qui démissionne de l'organisation ou du groupement signataire postérieurement à la signature de la convention ou de l'accord collectif demeure lié par ces textes) : adopté (p. 3380) ; *article L.* 135-5 *du code du travail :* son amendement n° 36 (précisant que l'action engagée tendant à l'application d'une convention collective concernant une entreprise déterminée est portée devant le conseil de prud'hommes du siège de l'entreprise) : rejeté (p. 3881) ; *article L.* 135-7 *du code du travail :* son amendement n° 37 (mention de la convention collective applicable sur le bulletin de paie de chaque salarié) : rejeté ; *article L.* 135-8 *du code du travail :* son amendement n° 38 (obligation pour l'employeur de procurer une liste des modifications intervenues au cours de l'année en matière de convention collective au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel) : adopté (p. 3882) ; *article L.* 136-1 *du code du travail :* son amendement n° 323, à titre personnel, participation des représentants des agriculteurs et des artisans à la commission nationale de la négociation collective) : adopté (p. 3883) ; *article L.* 136-2 *du code du travail :* suivi par la commission nationale de la négociation collective de l'évolution des coûts salariaux [25 juin 1982] (p. 3887) ; son amendement n° 39 (chargeant la commission nationale de la négociation collective de suivre annuellement l'application dans les conventions du principe « à travail égal, salaire égal » et du principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes) ; nécessité de combattre les inégalités entre les sexes ; adopté après modification (p. 3888) ; réforme du S. M. I. C. (p. 3889) ; *article L.* 136-4 *du code du travail :* possibilité pour la commission nationale de se saisir de questions particulières (p. 3890) ; **article 10 :** *article L.* 153-1 *du code du travail :* sanctions pour infraction aux conventions étendues (p. 3891).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet du texte par le Sénat ; importance de la négociation dans l'entreprise [13 octobre 1982] (p. 5735).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 20 (de coordination) : adopté (p. 5740) ; nécessité de permettre aux salariés de procéder à une répartition de la masse salariale (p. 5741) ; dispositions permettant aux délégués syndicaux des entreprises de sous-traitance d'assister à la négociation (p. 5743) ; ses amendements n° 21 à 30 (nouvelle codification de certaines dispositions contenues dans cet article) : adoptés (p. 5744) ; **article 7** : son amendement n° 31 (d'harmonisation) adopté (p. 5745) ; **article 8 :** son amendement n° 32 (d'harmonisation) (p. 5746) ; adopté ; son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 34 (rédactionnel) : adopté (p. 5747) ; **article 9 :** son amendement n° 35 (missions de la sous-commission des salaires) : adopté ; son amendement n° 36 (de codification) : adopté (p. 5749) ; **article 10 :** son amendement n° 37 (de conséquence) : adopté (p. 5750).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet du texte par le Sénat [15 octobre 1982] (p. 5842).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion générale : missions des caisses d'épargne et de prévoyance ; réorganisation du réseau de l'Ecureuil ; exemple des caisses d'épargne d'Alsace et de Moselle ; notion de libre emploi des fonds ; délimitation des bénéficiaires [13 juillet 1982] (p. 4467) ; statut du personnel (p. 4468).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 90 (application des dispositions de cet article aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) [18 octobre 1982] (p. 5940) : adopté (p. 5941).

OLMETA (René)

Député des Bouches-du-Rhône
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

ORNANO (Michel d')

Député du Calvados
(3e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— politique énergétique : contrat gazier franco-algérien ; utilisation de la procédure des décrets d'avance ; financement du contrat au détriment de l'agence pour les économies d'énergie, de la politique industrielle et du F. D. E. S. [7 avril 1982] (p. 960) ; ses questions au ministre de l'industrie : ratification de l'accord par le Parlement, rétablissement des crédits de l'agence pour les économies d'énergie, versement de 300 millions de dollars à l'Algérie (p. 961) ; conséquences de l'accord sur le plan financier ; paiement rétroactif du gaz livré (p. 962) ;

— décentralisation : retard pris par le Gouvernement en matière de vote des textes relatifs à la décentralisation ; retrait de 70 des 135 articles du projet de loi examiné par le Sénat ; raisons politiques de ce retrait [6 octobre 1982] (p. 5464).

INTERVENTIONS

— Son rappel au règlement : ordre du jour de l'Assemblée ; signature d'un accord relatif au prix du gaz algérien entre le Gouvernement français et le Gouvernement algérien [3 février 1982] (p. 677).

— **Projet de loi portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Commission mixte paritaire, discussion des articles : distorsion entre départements concernant les contributions d'aide sociale [14 décembre 1982] (p. 8284).

ORTET (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
(6e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

OSSELIN (Jacqueline)

Député du Nord
(3e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754). [*J. O.* du 14 avril 1982] (p. 1127).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **affrontements entre la police et les manifestants antinucléaires dans les Ardennes :** affrontements opposant antinucléaires et sidérurgistes aux forces de police ; procédures de dialogue [1er décembre 1982] (p. 7863).

orale sans débat :

— **n° 316, service national (appelés),** posée le 14 décembre 1983 (p. 8303) ; appelée le 17 décembre 1982 : **appelés du contingent :** possibilité d'accorder aux animateurs sociaux et sportifs s'occupant d'adolescents « difficiles » une affectation rapprochée de leur domicile ; possibilité de prévoir pour tous les appelés des périodes d'actions d'intérêt général (p. 8459) ; affectation d'animateurs s'occupant de jeunes en difficulté (p. 8460).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : droit à l'habitat ; développement d'une nouvelle citoyenneté ; recours à la justice pour les locataires ; rôle des associations pour assister les usagers ; appréciation au niveau local de la situation des locataires de bonne foi privés de moyens d'existence ; prise en charge collective de l'habitat et de son environnement par les intéressés eux-mêmes ; innovations du secteur H.L.M. [12 janvier 1982] (p. 32, 33).

Discussion des articles : **article 3 :** reconnaissance des différents locataires par le propriétaire ; maintien dans les lieux au départ du locataire principal [13 janvier 1982] (p. 60).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : relations entre la télévision et les citoyens [27 avril 1982] (p. 1345) ; création d'une Haute Autorité et d'un Conseil national de l'audiovisuel garantissant l'indépendance face au pouvoir ; rénovation du service public ; fin de la diffusion de journaux télévisés aux mêmes heures ; ouverture du service public aux professionnels et créateurs de talent ; droits des créateurs ; retards du système éducatif français vis-à-vis du langage, des images et des sons ; régionalisation de l'audiovisuel ; possibilité d'intervention de la région sur les budgets des sociétés régionales ; augmentation de la publicité à la télévision ; nécessité de soustraire les sociétés nationales et régionales aux pressions directes des annonceurs publicitaires ; création d' « associations fantômes » de téléspectateurs par des députés de l'opposition (p. 1346).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 19 :** élaboration de simulations sur le mécanisme de la taxe d'habitation [26 mai 1982] (p. 2641).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *après l'article L. 260 du code électoral :* place des femmes dans les conseils municipaux [27 juillet 1982] (p. 4914) ;

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 12 C :** demande de la levée de l'incompatibilité entre conjoints dans les communes de plus de 500 habitants [20 octobre 1982] (p. 6029).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* suppression du « mal-vivre » dans les grands ensembles ; actions au niveau des H.L.M. de la ville, de l'agglomération et au plan réglementaire ; politique menée par les organismes d'H.L.M. [4 novembre 1982] (p. 6697).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* subventions de fonctionnement et d'équipement affectées à des objets particuliers ; dotations globales existantes ; dotations globales nouvelles : dotation globale d'équipement, dotation générale de décentralisation ; abandon par l'Etat du prélèvement de 3,6 p. 100 sur le produit de la taxe d'habitation ; nécessité de reconduire cette mesure ; risque de disparité résultant des critères actuels d'attribution de la dotation globale d'équipement ; communes dortoirs ; exemple de Mons-en-Barœul [10 novembre 1982] (p. 7030).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant revision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 41 :** rôle des régions en matière d'amélioration de l'habitat [1er décembre 1982] (p. 7880, 7881) ; **article 42 :** accroissement de l'aide aux logements attribuée par le département (p. 7883) ; **article 122 :** répartition de la dotation globale d'équipement (p. 7917).

P

PATRAT (Marie-Thérèse)

Député du Rhône
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 27 mars 1982] (p. 944).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Messmer portant modification du code du service national pour ce qui concerne le service militaire (n° 794) [3 juin 1982] (p. 2942).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Nicole de Hauteclocque tendant à l'accomplissement du service national dans les services actifs de la police nationale (n° 808) [3 juin 1982] (p. 2942).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [J. O. du 26 juin 1982] (p. 2030).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à compléter l'article 31 du code du service national relatif aux dispenses des obligations du service national actif (n° 1057) [14 octobre 1982] (p. 5820).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 294,** posée le 30 novembre 1982 : **banques et établissements financiers (chèques)** (p. 7830); appelée le 3 décembre 1982 ; **contrôle des chèques par les banques :** absence de contrôle des signatures de chèques pour les sommes inférieures à 3 000 F ; problème des chéquiers volés (p. 7975) ; commerçants et artisans (p. 7976).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale* : contenu du service national ; sens des responsabilités des jeunes du contingent [12 novembre 1982] (p. 7109) ; hiérarchisation du prêt aux appelés ; travail des appelés dans l'utilisation des matériels de haute technicité ; volonté du Gouvernement de rendre attractif le service national ; refus de l'armée de métier ; problème des affectations rapprochées ; augmentation du nombre des voyages gratuits ; situation de la femme militaire (p. 7110).

— **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).**

Première lecture, discussion générale : mise en place des règles générales de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; création du conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; problème de la formation professionnelle des femmes ; problème du choix des critères retenus pour l'évaluation des postes de travail [6 décembre 1982] (p. 7989) ; composition du conseil supérieur de l'égalité professionnelle (p. 7990).

— **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).**

Première lecture, discussion générale : contenu de la campagne d'information sur la contraception ; diffusion de nouvelles techniques contraceptives permettant de dissocier procréation et sexualité [10 décembre 1982] (p. 8239) ; refus de limiter le remboursement à certaines catégories de femmes au revenu modeste ; respect de l'anonymat ; rôle des déléguées régionales du ministère des droits de la femme ; amélioration de l'information des militaires du contingent ; absence de banalisation de l'I. V. G. (p. 8240).

PATRIAT (François)

Député de la Côte-d'Or
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J.O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J.O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** objectif de l'office des viandes (assurer aux éleveurs un revenu décent) ; commercialisation des bovins maigres [1er juillet 1982] (p. 4169) ; **article 17 (précédemment réservé) :** utilisation de l'office des vins par l'ancienne majorité ; missions de l'institut national des appellations contrôlées ; soutien apporté par les élus de Bourgogne au présent projet de loi (p. 4184).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** situation satisfaisante de la balance agro-alimentaire ; hausse des prix agricoles ; nécessité de réorganiser les marchés et d'assurer la transparence de la filière [29 septembre 1982] (p. 5201) ; rejet des aides directes ; problème des viticulteurs bourguignons ; affirme que les agriculteurs attendent avec impatience la mise en place des offices ; dégradation des conditions de vie des exploitants agricoles (p. 5202).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'exercice des activités de vétérinaire (n° 774).**

Première lecture, discussion générale : principe de la libre circulation des travailleurs ; reconnaissance mutuelle des diplômes ; conditions d'exécution des prestations et services occasionnels ; caractéristiques du concours français d'entrée dans les écoles vétérinaires ; niveau de l'enseignement dispensé dans les universités étrangères ; droit dont dispose l'administration de recruter un étranger comme agent de l'Etat (contractuel ou auxiliaire) [23 septembre 1982] (p. 5098).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* augmentation du B. A. P. S. A. ; caractère contestable du mode de calcul des bases d'imposition ; nécessité d'une réforme de la fiscalité agricole [9 novembre 1982] (p. 6948, 6949).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant diverses dispositions du titre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire (n° 143).**

Première lecture, discussion générale : utilité de la loi de 1975 relative à la pharmacie vétérinaire ; inapplicabilité de ces dispositions aux aliments médicamenteux ; volume et rôle de ces aliments ; autorisation de mise en marché ; fabrication à partir de prémélanges soumis à la réglementation ; utilisation des aliments ; vote favorable du groupe socialiste [24 novembre 1982] (p. 7610).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** modalités d'approbation du schéma directeur ; revitalisation du milieu rural [30 novembre 1982] (p. 7817).

PEN (Albert)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690).**

Première lecture, discussion générale : réintroduction à Saint-Pierre-et-Miquelon d'un mode de scrutin traditionnel ; retour à un statut particulier ; procédure des ordonnances [15 janvier 1982] (p. 135).

Explications de vote : départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 140)

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : caractère absurde de la situation de Saint-Pierre-et-Miquelon, devenu malgré lui un département d'outre-mer en 1976 [30 septembre 1982] (p. 5274).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* conditions de sortie du blocage des salaires et des prix ; sort réservé à la fonction publique ; négociations franco-canadiennes sur la détermination de la zone économique autour de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon [5 novembre 1982] (p. 6806, 6807).

PENICAUT (Jean-Pierre)

Député des Landes
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 166,** posée le 4 mai 1982 : **minéraux (sel : Haut-Rhin)** (p. 1696) ; appelée le 7 mai 1982 : **industrie du sel :** avenir de l'industrie des salines françaises (p. 1848) ; possibilités réduites du marché du sel ; unité de production salifère de Mulhouse ; pollution du Rhin ; dépôt des conclusions de la commission d'experts (p. 1849).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; caractère indivisible de la justice [14 avril 1982] (p. 1164).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* formation des instituteurs ; insuffisance des créations de postes ; problèmes des écoles normales d'instituteurs [5 novembre 1982] (p. 6751) ; intégration des professeurs d'éducation physique et sportive (p. 6752).

Environnement. — *Discussion générale : questions :* problème du contrôle de la chasse ; nécessité de créer un corps autonome de police de la nature rattaché à l'Office national de la chasse [15 novembre 1982] (p. 7216).

PERBET (Régis)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Gascher tendant à créer, sous l'appellation de prêts de carrière, une nouvelle catégorie de prêts à long terme pour l'acquisition des terres et bâtiments agricoles (n° 880) [17 juin 1982] (p. 3574).

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1892] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Tranchant tendant à compléter l'article 1er de la loi n° 68-1179 du 27 décembre 1968 afin de préciser que les syndicats professionnels qui peuvent s'organiser librement dans toutes les entreprises peuvent également participer dès le premier tour à toutes les élections professionnelles (n° 586) [22 avril 1982] (p. 1281).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : inconsistance du projet de loi ; volonté du Gouvernement de maintenir l'audiovisuel dans la dépendance de l'Etat [26 avril 1982] (p. 1339) ; critères retenus pour la nomination des membres de la Haute Autorité ; absence de dispositions sur la création et le cinéma ; coût de la réforme ; augmentation de la redevance ; déplafonnement de la publicité sur T.F. 1 et Antenne 2 ; suppression de l'interdiction de la publicité sur F.R. 3 ; refus de budgets publicitaires aux radios libres ; ignorance des nouvelles techniques de communication ; rattachement des personnels à des conventions collectives moins favorables que certaines dispositions actuelles (p. 1340, 1341).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 16 (insérant les mots « comme tel » après le mot « mentionné ») : non soutenu [15 juin 1982] (p. 3436) ; **article 5 :** son amendement n° 17 (calcul du montant de la soulte) : non soutenu (p. 3437) ; **article 10 :** son amendement n° 18 (précisant que le conjoint peut bénéficier de la législation relative à l'indemnisation du demandeur d'emploi) : non soutenu (p. 3439).

— Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 8 (prise en charge des déplacements des infirmes et mutilés exonérés de la taxe sur les véhicules à moteur) : non soutenu [25 juin 1982] (p. 3936).

PERNIN (Paul)

Député de Paris
(11e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **occupation d'une église à Paris :** occupation, par des marchands ambulants immigrés, de l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts dans le 12e arrondissement [14 avril 1982] (p. 1122).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : contenu de la réforme de 1975 ; décentralisation ; projet destiné à supprimer le maire de Paris et à briser l'unité de la capitale ; multiplication des conflits ; mode d'attribution des ressources ; augmentation des frais de fonctionnement des villes concernées [21 octobre 1982] (p. 6114) ; politisation de la vie des arrondissements (p. 6115).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** maîtrise du conseil municipal sur son ordre du jour [22 octobre 1982] (p. 6192) ; **article 19 :** mode de résolution des conflits entre le conseil d'arrondissement et le conseil municipal (p. 6219) ; **article 42 :** gestion du bureau d'aide sociale [23 octobre 1982] (p. 6246).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* émission « Droit de réponse » ; réduction d'horaires ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite ; équipement des policiers ; logement ; reconnaissance de la dignité de la fonction de policier [10 novembre 1982] (p. 7010) ; « stratégie du soupçon » ; (p. 7011).

PERRIER (Paul)

Député de la Savoie
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 41 du **code des débits de boissons (n° 1363)** [21 décembre 1982].

PERRUT (Francisque)

Député du Rhône
(10e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier et uniformiser les conditions d'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant (n° 583) [22 avril 1982] (p. 1280).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, en faveur des titulaires d'une pension militaire d'invalidité dont le taux est inférieur à 85 p. 100 (n° 623) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Wolff tendant à rendre obligatoire l'enseignement du secourisme (n° 630) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Paul Fuchs tendant à assouplir les conditions d'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant (n° 634) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à reporter la limite d'âge en faveur des handicapés candidats aux examens ou concours de la fonction publique ou privée (n° 796) [6 mai 1982] (p. 1843).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin tendant à modifier certaines dispositions du livre Ier et du livre II du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (n° 945) [1er juillet 1982] (p. 4196).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Harcourt tendant à reconnaître des droits aux anciens combattants dans les entreprises (n° 997) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J. O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Wolff portant amélioration de la couverture sociale des assurés du régime spécial des mines (n° 1050) [2 décembre 1982] (p. 7954).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reporter la **limite d'âge** en faveur des **handicapés candidats aux examens ou concours de la fonction publique et privée (n° 796)** [21 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— manifestation du mouvement de la jeunesse communiste à Ivry : absence de la solidarité gouvernementale en matière de politique étrangère ; présence au moment du sommet de Versailles de M. Charles Fiterman à Ivry dans une manifestation anti-américaine du mouvement de la jeunesse communiste ; propos anti-américains tenus par M. Georges Marchais ; impossibilité pour les ministres communistes de continuer à apporter leur caution à un gouvernement dont l'action en matière de politique étrangère est désavouée par leur parti ; absence de solidarité gouvernementale en ce qui concerne les projets de loi relatifs aux droits nouveaux des travailleurs [10 juin 1982] (p. 3204) ;

— politique sociale du Gouvernement : note l'absence du Premier ministre [24 novembre 1982] (p. 7633) ; mesures sociales ; engagement pris par M. Mitterrand, lors de la campagne pour l'élection présidentielle, d'augmenter les indemnités de chômage ; proposition de loi sur la protection sociale ; engagements non tenus ; exclusion du système de l'indemnisation du chômage des jeunes ne pouvant justifier de six mois de travail ; mesures annoncées visant les retraités et les préretraités ; amputation de l'héritage social par le Gouvernement (p. 7634) ; augmentations de différents prix (p. 7635).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-44 du code du travail :* précision du rôle confié au conseil des prud'hommes en cas de litige relatif à une sanction [17 mai 1982] (p. 2322).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 412-9 du code du travail :* local syndical [24 mai 1982] (p. 2512) ; **article 15 :** *article L. 423-18 du code du travail :* modification des conditions dans lesquelles sera choisi le remplaçant du membre titulaire empêché [1er juin 1982] (p. 2820) ; *article L. 423-19 du code du travail :* liste de candidats établie par la section syndicale et adressée au chef d'entreprise (p. 2823) ; volonté de l'opposition de ne pas porter atteinte à la fonction syndicale (p. 2826) ; rôle de l'inspecteur du travail (p. 2828) ; **article 16 :** *article L. 424-3 du code du travail :* notion de gêne importante à l'accomplissement du travail du salarié (p. 2832) ; **article 17 :** nécessité de permettre aux délégués suppléants d'assister aux réunions avec les employeurs comme aux délégués titulaires [2 juin 1982] (p. 2840) ; paiement comme temps de travail du temps passé par les délégués du personnel aux réunions (p. 2841) ; **article 18 :** procédure de licenciement des délégués du personnel ; rôle du comité d'entreprise ; notion de motif sérieux et légitime (p. 2846) ; **article 26 :** *article L. 434-6 du code du travail :* suppression du troisième alinéa de l'amendement n° 928 du Gouvernement [7 juin 1982] (p. 3067) ; rôle de l'expert (p. 3068) ; rémunération de l'expert-comptable par l'entreprise (p. 3069) ; choix des experts sur une liste agréée déposée auprès du tribunal de grande instance (p. 3070) ; *article L. 434-7 du code du travail :* conditions de travail des femmes (p. 3072) ; **article 27 :** *article L. 434-8 du code du travail :* financement du comité d'entreprise (p. 3074) ; distinction entre ce qui est versé sous forme de subvention au comité d'entreprise et ce qui est pris en charge par l'entreprise sous d'autres formes ; cas de désaccord entre l'employeur et le représentant du personnel sur le montant de la subvention (p. 3076) ; *article L. 434-10 du code du travail :* organisation de stages par le service de formation de l'entreprise (p. 3078) ; **article 28 :** *article L. 435-1 du code du travail :* limitation des pouvoirs des comités d'établissement et du comité central d'entreprise ; *article L. 435-2 du code du travail :* responsabilité et contrôle de la gestion des œuvres assumées en partie par les comités d'établissement (p. 3080) ; *article L. 435-4 du code du travail :* nécessité de préciser que les délégués titulaires et suppléants sont élus par collège ; suppression des troisième et quatrième alinéas du paragraphe II de l'article 28 ; *article L. 435-5 du code du travail :* possibilité d'un recours en cassation (p. 3083) ; **article 29 :** *article L. 436-1 du code du travail :* rôle de l'inspecteur du travail dans le licenciement d'un membre du comité d'entreprise [8 juin 1982] (p. 3090) ; volonté de ne pas limiter la création de comités d'entreprise par voie conventionnelle (p. 3093) ; *article L. 436-3 du code du travail :* conditions de réintégration (p. 3094) ; **article 30 :** *avant l'article L. 439-1 du code du travail :* suppression du comité de groupe ; modification de l'intitulé du chapitre IX (p. 3102) ; *article L. 439-1 du code du travail :* définition du groupe ; notion de société dominante et de société principale ; prise de participations pouvant revêtir un caractère momentané (p. 3103) ; caractère limité et ponctuel de certaines prises de participations ; suppression de la notion de domination (p. 3107) ; remplacement des mots « le chef de l'entreprise dominante ne peut rejeter la demande dont il est saisi » par les mots « l'inclusion dans le groupe est de droit » (p. 3109) ; impossibilité pour une même société d'appartenir simultanément à deux groupes (p. 3110) ; remplacement du terme «société dominante » par les expressions « société mère, société principale ou société détentrice de participations » (p. 3111) ; *article L. 439-2 du code du travail :* transmission des informations par le chef de l'entreprise dominante (p. 3112) ; mission de l'expert comptable du comité de groupe (p. 3113).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 132-1 du code du travail :* notion de convention collective de travail [9 juin 1982] (p. 3185) ; *article L. 132-2 du code du travail :* limitation de la possibilité de négocier les règles applicables dans un secteur aux seules organisations compétentes dans ce secteur (p. 3186) ; *article L. 132-8 du code du travail :* possibilité, pour chacune des parties signataires à une convention, d'exercer individuellement son droit de dénonciation [10 juin 1982] (p. 3213).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** conséquence pour l'agriculture française de l'instauration des prix différenciés [30 juin 1982] (p. 4099) ; rémunération des facteurs de production mis en œuvre par les agriculteurs (p. 4103).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 83 (modifiant la composition des conseils d'administration) : rejeté [8 juillet 1982] (p. 4335) ; son amendement n° 84 (complétant le cinquième alinéa de cet article par les mots « ayant voix consultative ») : rejeté (p. 4338) ; **article 2 :** son amendement n° 85 (désignation de représentants par l'union nationale des associations familiales) : rejeté (p. 4341) ; son amendement n° 86 (précisant que les personnes qualifiées désignées par le Gouvernement auront voix consultative) : rejeté (p. 4343) ; **article 3 :** son amendement n° 87 (complétant le cinquième alinéa de cet article par les mots « ayant voix consultative) : rejeté (p. 4366) ; **article 4 :** son amendement n° 88 (précisant que les personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale auront voix consultative) : rejeté (p. 4369) ; **article 6 :** son amendement n° 89 (précisant que la personne qualifiée désignée par le ministre chargé de la sécurité sociale aura voix consultative) : rejeté (p. 4373) ; **article 8 :** son amendement n° 91 (précisant que les personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale auront voix consultative) : rejeté (p. 4376) ; **article 9 :** son amendement n° 92 (désignation de représentants des salariés par les organisations syndicales représentatives et par l'union nationale des associations familiales) : retiré ; son amendement n° 93 (précisant que les personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale auront voix consultative) (p. 4378) : rejeté ; **article 10 :** son amendement n° 94 (désignation des représentants des salariés par les organisations syndicales et par l'union nationale des associations familiales) : retiré (p. 4379) ; son amendement n° 95 (précisant que les personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale auront voix consultative) : rejeté (p. 4380) ; **article 11 :** son amendement n° 96 (précisant que les personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale auront voix consultative) : rejeté (p. 4382) ; **article 7, précédemment réservé :** son amendement n° 90 (même objet) : rejeté (p. 4394).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* politique de décentralisation culturelle ; conventions Etat-régions [3 novembre 1982] (p. 6656).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* perte de compétences du ministère de l'agriculture en matière de répression des fraudes [9 novembre 1982] (p. 6982, 6983).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* insuffisance de l'augmentation des allocations familiales ; nécessité d'accroître les prestations accordées aux familles nombreuses ; fiscalisation des prestations familiales ; augmentation du nombre des divorces et du nombre des unions libres ; banalisation de l'I. V. G. ; insertion des handicapés [18 novembre 1982] (p. 7394) ; rôle des C. O. T. O. R. E. P. ; contenu d'une véritable politique familiale (p. 7395).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'assurer une préparation à la vie active pour les candidats artisans ; insuffisance de la formation actuelle ; nécessité de formation complémentaire et permanente [23 novembre 1982] (p. 7573) ; inclusion du conjoint d'artisan dans le champ d'application du texte ; salariés des artisans ; amendement tendant à étendre le bénéfice de la formation profes-

sionnelle à ceux-ci ; entreprises de moins de dix salariés ; son amendement, présenté et rejeté en commission, tendant à inclure les salariés d'artisans parmi les bénéficiaires des dispositions du texte ; amendement du groupe socialiste allant dans le même sens, adopté par la commission ; formation à la gestion et aux techniques commerciales ; modalités de financement de la formation ; rôle des entreprises artisanales dans la vie économique (p. 7574).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 8 (inclusion des conjoints d'artisans dans le champ d'application du texte) : adopté (p. 7590) ; **article 2 :** rôle des organisations professionnelles dans la formation des artisans dans les régions d'Alsace et de Moselle (p. 7591) ; **article 4 :** son amendement n° 10 (répartition des ressources) ; son incompatibilité avec l'amendement n° 6 de M. René Souchon ; amendement n° 10 : tombe (p. 7593) ; **article 5 :** son amendement n° 11 (faisant de l'assemblée permanente des chambres de métiers un membre de droit de l'établissement public de répartition) : retiré (p. 7594) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 12 (inscription des fonds sur les avertissements fiscaux) : retiré (p. 7595) ; **après l'article 7 :** rappelle qu'il avait déposé un amendement à l'article 1er tendant à inclure les salariés des entreprises artisanales dans le champ d'application de la loi ; amendement repoussé par la commission ; application de l'article 40 de la Constitution ; amendement similaire de M. René Souchon (p. 7596).

Seconde délibération du projet de loi : **article 3 :** extension du bénéfice de la formation professionnelle à tous les salariés, dont les conjoints d'artisans salariés ; risque d'existence d'une distorsion lorsque des mesures spécifiques en faveur des salariés des artisans seront adoptées (p. 7596).

Explications de vote : insuffisance du texte ; vote positif du groupe U. D. F. (p. 7598).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** cas des entreprises du bâtiment et des travaux publics [24 novembre 1982] (p. 7619) ;

Explications de vote : rejet par l'Assemblée des aménagements apportés par le Sénat au texte ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 7631).

PESCE (Rodolphe)

Député de la Drôme
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Culture) [21 octobre 1982] (p. 6145).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome X. **Culture (n° 1166)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : droit du citoyen à la communication audiovisuelle ; droit à la création permettant l'indépendance des créateurs ; nécessité de relever le défi économique constitué par le développement des nouveaux médias ; refus d'une culture de propagande ou d'une pseudo-culture ; refus d'un développement anarchique des moyens audiovisuels ; passage d'une situation de rareté à une situation d'abondance en matière audiovisuelle ; multiplication des radios locales et des services de la télématique ; ouverture à d'autres partenaires de la possibilité de programmation tout en assurant le respect de la mission de service public ; création d'un fonds d'aide aux radios libres ; développement de la télématique et de la télévision par câble ; inter-activité permettant au « spectateur consommateur » de sortir de sa passivité [26 avril 1982] (p. 1328) ; émergence d'une « culture mosaïque » ; volonté de ne pas voter de texte de loi très précis trop rapidement ; exigence d'une autorisation préalable en matière de télématique ; refus de l'apposition entre la « télévision des professeurs » et la télévision du grand public » ; vocation nécessairement éducative et pédagogique de la télévision ; pluralisme culturel ; rôle des créateurs ; introduction massive de l'informatique dans la communication audiovisuelle impliquant le développmeent des logiciels français ; projet de loi permettant d'affronter l'explosion audiovisuelle dans de bonnes conditions ; importance de la politique menée par le ministère des P. T. T. (p. 1329-1330).

Discussion des articles : **article 5 :** longueur de la discussion [28 avril 1982] (p. 1434).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : création de 1 400 emplois culturels ; accroissement des autorisations de programme ; action en faveur de la création ; élargissement de l'action culturelle ; future loi sur les enseignements artistiques ; développement des chantiers d'archéologie ; prise en compte des nouveaux modes de production ; priorité donnée au cinéma [3 novembre 1982] (p. 6638) ; création de l'institut de financement du cinéma ; réorganisation de la commission d'avances sur recette ; relations entre télévision et cinéma ; financement de l'exposition universelle ; rééquilibrage entre Paris et la province ; réorganisation du ministère de la culture ; insuffisance des créations de postes dans ce ministère ; promotion de la culture française à l'étranger (p. 6639).

— *Examen des crédits :* **état B, titre III :** accroissement du nombre de postes dans les bibliothèques centrales de prêts (p. 6660) ; son amendement n° 57 (réduisant les crédits de ce titre) ; enseignement artistique dans les régions : rejeté (p. 6663) ; **titre IV :** son amendement n° 58 (réduction des crédits) ; problème du livre et des bibliothèques centrales de prêts : adopté (p. 6664).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* avis défavorable de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à l'adoption des crédits des relations culturelles [17 novembre 1982] (p. 7326) ; mécontentement du groupe socialiste vis-à-vis de la manière dont certains documents budgétaires ont été présentés ; flou dans lesquels disparaissent les objectifs politiques du Gouvernement ; enjeu politique, culturel et économique de l'action culturelle de la France à l'étranger ; notion de codéveloppement ; actions en faveur de la francophonoie (p. 7342) ; coordination des politiques des grandes institutions nationales culturelles ; rôle de l'Alliance française (p. 7343).

PETIT (Camille)

Député de la Martinique
(1re circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupement du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 26 :** nécessité de maintenir la section « départements d'outre-mer » du F. O. R. M. A. [1er juillet 1982] (p. 4182).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : échec du Gouvernement dans tous les domaines ; suppression du droit commun départemental dans les départements d'outre-mer [30 septembre 1982] (p. 5274) ; attachement des populations d'outre-mer à la citoyenneté française ; convention du Morne-Rouge (p. 5275) ; dangers du programme commun ; rejet du présent projet de loi par le conseil général de la Martinique (p. 5276).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère rigoureux de l'analyse du présent projet de loi faite par le Sénat [5 novembre 1982] (p. 6818) ; inquiétude des Français d'outre-mer ; mépris manifesté par le Gouvernement vis-à-vis de ces populations (p. 6819).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* stagnation du présent projet de budget ; sous-développement dans lequel les précédents gouvernements auraient laissé les D. O. M. ; politique menée par les gouvernements socialistes sous la IVe République ; luttre contre le chômage dans les D. O. M. ; création d'une direction régionale de l'action culturelle à La Réunion en 1980 ; disparition des crédits pour la réduction des prix de la presse importée dans les départements d'outre-mer ; problèmes communaux [5 novembre 1982] (p. 6805) ; endettement des petits planteurs ; désengagement de l'Etat ; conditions de vie et avenir des Martiniquais ; inutilité d'un éventuel changement de statut (p. 6806).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Commission mixte paritaire, discussion générale : problème de la prise du pouvoir local ; qualité du travail des sénateurs ; non-respect de la sensibilité antillaise par l'Assemblée nationale ; conséquence de la vignette sur les alcools, sur le prix de vente du rhum ; création éventuelle d'un marché régional antillais ; accroissement des liens inter-insulaires [21 décembre 1982] (p. 8589) ; volonté du Gouvernement de réduire les compétences des conseils régionaux actuels (p. 8590).

PEUZIAT (Jean)

Député du Finistère
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 896) [10 juin 1982] (p. 3250).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** abandon du réseau ferroviaire de Bretagne par les précédents gouvernements ; problème des transports dans les îles [13 octobre 1982] (p. 5778).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* volonté politique du Gouvernement manifestée par le présent projet de budget ; déficit du produit des pêches maritimes ; développement de la pêche artisanale ; politique d'aide aux économies d'énergie ; valorisation des produits de la pêche ; revalorisation des pensions ; augmentation des crédits de l'établissement national des invalides de la marine [4 novembre 1982] (p. 6716).

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
(4e circonscription)
R.P.R.
Elu le 17 janvier 1982

L'Assemblée prend acte de son élection [18 janvier 1982] (p. 159).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J. O. du 28 janvier 1982] (p. 405) ; [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [J.O. du 26 mai 1982] (p. 1666).

QUESTIONS

orale sans débat :

— (n° 198) posée le 28 mai 1982 : **électricité et gaz (centrales d'E.D.F. Aube)** (p. 2771) ; appelée le 4 juin 1982 : **centrale électronucléaire de Nogent-sur-Seine :** décision de suspension du chantier (p. 2959) ; mise en œuvre de la seconde tranche de la centrale de Nogent ; mise au grand gabarit de la Seine entre Bray et Nogent-sur-Seine (p. 2960).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : demande que son intervention soit reportée à la première séance du 22 juillet [21 juillet 1982] (p. 4637) ; volonté de la majorité de régler ses comptes à travers ce débat (p. 4639) ; attaque personnelle lancée à son égard par certains membres du Gouvernement (p. 4640) ; divergence entre MM. Gaston Defferre et Robert Badinter ; promesses non tenues (p. 4641) ; dispositions instituant les droits de la victime ; contrôles d'identité ; garanties nouvelles offertes par la loi « sécurité et liberté » ; réactions défavorables d'un grand nombre de magistrats vis-à-vis des projets élaborés par la commission Léauté (p. 4642) ; isolation du principe de l'individualisation de la peine (p. 4643) ; volonté de ne pas dissocier la prévention de la répression ; officialisation du laxisme par le Gouvernement ; réforme du code pénal (p. 4644) ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (p. 4645) ; définition de la motion de renvoi en commission contenue dans le règlement de l'Assemblée nationale ; developpement d'un entiment d'insécurité dans la population (p. 4645) ; opposition des députés socialistes à certaines dispositions contenues dans le projet de loi (p. 4646) ; libérations survenues au lendemain de la promulgation de la loi « sécurité et liberté » ; conclusions du rapport « Réponse à la violence » (p. 4650-4651).

Discussion des articles : **article 1er :** affaiblissement de la sanction et banalisation de la répression ; augmentation du nombre des attentats en France [22 juillet 1982] (p. 4671) ; **avant l'article 4 :** dénomination de la loi du 2 février 1981 [23 juillet 1982] (p. 4724) ; **article 4 :** contenu du certificat médical (p. 4725) ; **après l'article 4 :** occupation du ministère de la justice par des adhérents du syndicat C. G. T. du livre (p. 4726) ; **article 6 :** inutilité de cet article (p. 4727); **après l'article 8 :** cas des personnes entravant la circulation des chemins de fer (p. 4729) ; **avant l'article 9 :** pouvoirs du juge d'instruction ; conditions de la nomination de celui-ci (p. 4730) ; mission du juge d'instruction (p. 4731) ; contrôle du Parquet sur celui-ci jusqu'en 1973 (p. 4732).

PHILIBERT (Louis)

Député des Bouches-du-Rhône
(9e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J. O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

PIDJOT (Roch)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198) [4 novembre 1982] (p. 6735).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1198) modifiant diverses dispositions relatives à **l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1244)** [25 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, après déclaration d'urgence (n° 1300), modifiant diverses dispositions relatives à **l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances de la Polynésie française (n° 1308)** [16 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie (n° 687).

Première lecture, discussion générale : inégalités en Nouvelle-Calédonie ; rappel des lois Defferre, Jacquinot, Billotte et de la loi de 1976 ; division du territoire calédonien en deux blocs ethniques ; projet de loi de 1979 modifiant le mode d'élection de l'assemblée territoriale et du Conseil de Gouvernement ; accusations contre la France au Comité de décolonisation de l'O.N.U. ; revendications canaques ; part de responsabilité de certains Calédoniens dans la tension actuelle ; droits des Canaques ; utilisation de l'article 38 de la Constitution ; souci de justice sociale ; société néo-coloniale ; recouvrement des clivages économiques et des clivages ethniques ; exclusion des Canaques des postes de responsabilité publique ; système d'éducation et de sélection ; secteur minier et industriel du nickel [14 janvier 1982] (p. 112) ; participation du territoire dans le capital de la société Le Nickel; reconnaissance de l'identité culturelle ; réforme foncière ; propriété coutumière du sol à partir du clan (p. 113).

— Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 95 :** application de la présente loi aux territoires d'outre-mer ; mise en place de moyens techniques de ré-émission afin de supprimer les zones d'ombre ; regroupement des budgets publicitaires métropolitains pour l'ensemble des territoires d'outre-mer [15 mai 1982] (p. 2244) ; exemple de la Nouvelle-Calédonie (p. 2245).

— Son rappel au règlement : attitude de certains leaders de l'opposition en Nouvelle-Calédonie [23 juillet 1982] (p. 4738).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* augmentation des crédits destinés aux fonctionnaires affectés dans les services territoriaux des départements et territoires d'outre-mer [5 novembre 1982] (p. 6797) ; courage avec lequel le Gouvernement aborde le problème calédonien ; reconnaissance de l'identité canaque mélanésienne ; dégradation du marché calédonien du travail ; difficultés de la société Le Nickel ; nécessité de développer le tourisme (p. 6798).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française de diverses dispositions de la loi du 19 novembre 1982 modifiant le code électoral et le code des communes ; amélioration de la représentativité des conseils municipaux ; extension du scrutin proportionnel à Nouméa ; avis favorable donné sur cette mesure par l'assemblée territoriale calédonienne ; mesures destinées à améliorer la participation électorale ; proposition visant à étendre aux communes de plus de 10 000 habitants de la Polynésie française le nouveau mode de scrutin appliqué en métropole pour les communes de 3 500 habitants et plus ; avis défavorable de l'assemblée territoriale de la Polynésie sur ce projet ; amendements déposés par la commission [25 novembre 1982] (p. 7678).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (de forme) : adopté (p. 7684) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (nécessité pour les listes électorales d'obtenir au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés pour être admises à la répartition des sièges) : adopté (p. 7686) ; **article 3 :** son amendement n° 3 (maintien du scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage actuellement en vigueur dans l'ensemble des communes de la Polynésie française) ; avis exprimé par l'assemblée territoriale de la Polynésie française (p. 7687) ; amendement n° 3 adopté (p. 7688).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : extension à Nouméa du scrutin proportionnel ; maintien du mode de scrutin en vigueur dans les communes polynésiennes ; améliorations apportées au texte par le Sénat ; problème de l'amélioration des conditions d'expression du suffrage ; dispositions matérielles destinées à permettre à certains électeurs d'aller voter [17 décembre 1982] (p. 8482).

Discussion des articles : **article 1er :** souci du Sénat d'éviter une redondance dans cet article (p. 8483).

PIERRET (Christian)

Député des Vosges
(2e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur général de cette commission [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 novembre 1982] (p. 3611).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 **(n° 1083)** [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J.O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3806).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 101) portant **règlement définitif du budget de 1979 (n° 735)** [2 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 652) portant **règlement définitif du budget de 1980 (n° 736)** [2 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 759) portant **statut des sociétés coopératives de banque (n° 779)** [20 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1982** (n° 875) **(n° 892)** [19 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1982 (n° 951)** [16 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1982 (n° 952)** [16 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1982,** rejeté par le Sénat en deuxième lecture **(n° 960)** [17 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 1080) sur le **développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1090)** [23 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome I : rapport général ; tome II : examen de la première partie du projet de loi de finances ; conditions générales de l'équilibre financier ; tome III : examen de la deuxième partie du projet de loi de finances ; moyens des services et dispositions spéciales **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le **développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1258)** [26 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi modifié par le Sénat sur le **développement des investissements et la protection de l'épargne** (n° 1199) **(n° 1266)** [30 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1982** (n° 1259) **(n° 1275)** [7 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi de finances pour 1983 (n° 1294)** [14 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983,** rejeté par le Sénat (n° 1292) **(n° 1298)** [15 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion, du **projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1335)** [18 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1336), rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture **(n° 1337)** [18 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1982** (n° 1323), modifié par le Sénat **(n° 1338)** [18 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1342) modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, sur le **développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1343)** [20 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et 1980 (n°s 101, 652).

Première lecture, discussion générale, rapporteur général : intérêt d'ordre historique des projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et de 1980 ; volonté manifestée en 1979 et 1980 d'assainir les finances publiques ; alourdissement de la pression des prélèvements obligatoires et affaiblissement du rôle de l'Etat comme acteur du redressement économique ; ralentissement de la croissance et gonflement des dépenses sociales depuis 1975 ; limitation des déficits publics à partir de 1976 ; priorité donnée à l'équilibre extérieur, à la bonne tenue du franc, à la maîtrise des évolutions nominales mais en s'accommodant d'une croissance faible ; échec de la relance de 1975 ; déficit des finances publiques inférieur à celui des principaux partenaires de la France ; croissance des émissions d'emprunts par l'Etat ; augmentation de la pression fiscale totale ; retour à l'équilibre de la sécurité sociale en 1980 au prix d'un alourdissement des cotisations [6 avril 1982] (p. 793) ; forte progression des dépenses budgétaires et des dépenses publiques en 1979 et 1980 ; tendance au vieillissement de l'appareil productif ; « caractère administratif » du vote des projets de loi de règlement pour 1979 et 1980 (p. 794).

— Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).

Première lecture, discussion générale, rapporteur général : place des organismes à caractère mutualiste et coopératif au sein du système bancaire français ; établissements à statut légal spécial (Crédit agricole, Banques populaires, Crédit mutuel hors Alsace-Lorraine) ; utilisation par la plupart de ces établissements du statut de banques inscrites ; difficultés juridiques dans la délimitation du champ d'application de la nationalisation ; décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 1982 [20 avril 1982] (p. 1186) ; principe de la sortie du champ de la nationalisation des trois banques mutuelles nationalisées ; création d'un statut adapté aux établissements à caractère mutualiste ; nécessité de préserver une spécificité dont la nationalisation ne pouvait garantir le maintien ; volonté de promouvoir le développement de l'économie sociale ; possibilité donnée aux sociétés coopératives de banque de consentir des concours à certaines personnes physiques ou morales non sociétaires ; spécialisation accrue de l'activité de ces banques dirigées vers l'économie sociale ; introduction des représentants des salariés dans les conseils d'administration ; agrément du conseil national du crédit pour la nomination de certains dirigeants ; désignation auprès de chaque société d'un commissaire du Gouvernement ; institution d'un agrément ministériel du statut de ces sociétés ; évolution historique de l'économie sociale (p. 1187) ; croissance des coopératives d'épargne et de crédit ; avenir du Crédit agricole ; contenu de la future loi bancaire ; projet de loi permettant de résoudre une difficulté née de la loi de nationalisation (p. 1188).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (substituant aux mots « à celles non contraires » les mots « en ce qu'elles ne sont pas contraires à celles-ci, aux dispositions » dans le premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 2 (substituant aux mots « peuvent souscrire au capital » les mots « seules peuvent être sociétaires » au début du second alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 3 (substituant aux mots « de ce capital » les mots « du capital et du droit de vote » dans le second alinéa de cet article) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 4 (de précision) (p. 1197) : adopté ; son amendement n° 5 (de correction) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 6 (de précision) : adopté (p. 1198) ; nécessité de maintenir le pourcentage de 20 pour cent pour les concours réservés aux activités libres ; imprécision des dispositions contenues dans l'amendement n° 15 de M. Germain Sprauer ; son amendement n° 7 (substituant au mot « publiques » les mots « ou établissements publics » dans la première phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 8 (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa de cet article) : adopté (p. 1199) ; **article 5 :** limitation aux établissements bancaires et financiers des pouvoirs du commissaire du Gouvernement à l'égard des sociétés contrôlées par les sociétés coopératives de banque ; nécessité d'éviter la constitution de filiales échappant à tout contrôle ; **article 6 :** son amendement n° 9 (complétant cet article par les mots « qui statue sur les demandes d'agrément dans un délai de huit jours à compter de leur dépôt) : adopté (p. 1200) ; **article 8 :** son amendement n° 10 (de précision) : adopté ; son amendement n° 11 (étendant l'application du texte aux départements d'Alsace et de Moselle) : adopté ; son amendement n° 12 (de précision) : adopté (p. 1201) ; **titre :** volonté de M. Edmond Alphandery de dénationaliser des sociétés coopératives de banque ; « remutualisation » apportée par le présent texte (p. 1202).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur général : continuité de la politique économique décidée depuis un an ; rigueur budgétaire ; rapports entre l'Etat et les entreprises nationales ; accord sur le gaz algérien ; reprise économique à partir de la consommation relayée par l'investissement ; limitation des charges des entreprises ; maintien du déficit budgétaire dans des limites acceptables ; taxe professionnelle ; augmentation du taux moyen de T.V.A. [25 mai 1982] (p. 2537) ; effort engagé par le Gouvernement en faveur de la justice fiscale ; dégrèvement de la taxe d'habitation pour les personnes âgées ne payant pas l'impôt sur le revenu (p. 2538).

Discussion des articles : **article 1er :** exonération d'un million et demi de personnes âgées de la taxe d'habitation ; problème posé par l'application concrète de cette disposition (p. 2573) ; son amendement n° 1 (compétant cet article par « et qui ne sont pas passibles de l'impôt sur les grandes fortunes ») : adopté (p. 2575) ; **article 2 :** dispositions relatives à la cotisation minimale de la taxe professionnelle ; absence d'avantages nouveaux pour les entreprises dont la cotisation est actuellement plafonnée (p. 2577) ; son amendement n° 2 (taux de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 2578) ; proposition du groupe communiste tendant à réserver les allégements fiscaux aux entreprises participant à la création d'emplois ; produit perçu par les chambres de commerce et d'industrie (p. 2579) ; cas des établissements issus par fusion, absorption ou de scission ; problème de la cotisation minimum (p. 2580) ; **après l'article 2 :** nécessité d'encourager la conclusion de contrats de solidarité entre l'Etat et les communes (p. 2581) ; **article 3 :** modification des taux de la T.V.A. ; incidence minime des changements de taux sur les prix et la consommation des ménages [26 mai 1982] (p. 2604) ; création d'un taux très réduit de la T. V. A. (p. 2607) ; augmentation du taux normal de la T. V. A. (p. 2609) ; taux de la T. V. A. sur les achats de fioul par les H. L. M. (p. 2610) ; **article 4 :** taxe sur les frais généraux (p. 2613) ; déduction de la contribution exceptionnelle due par les banques (p. 2614) ; **article 6 et état A :** répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert : son opposition à la demande de réserve de l'article 6 du projet de loi ; contrat gazier signé entre la France et l'Algérie ; prix du gaz algérien indexé sur un panier de huit pétroles bruts (p. 2622) ; nouvelle présentation de l'état A : (p. 2624) ; **article 10 :** disposition liant les modifications de taxe professionnelle à l'encouragement d'emplois ; difficultés soulevées par cet article (p. 2631) ; **article 14 :** son amendement n° 3 (supprimant le paragraphe 1 de cet article) ; limitation de la variation du taux de la taxe professionnelle à la variation du taux de la taxe d'habitation : adopté (p. 2635) ; **après l'article 14 :** son amendement n° 4 (modifiant le mode de calcul de la compensation versée par l'Etat aux communes au titre des pertes de recettes résultant des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties) : adopté après rectification (p. 2636) ; **article 16 :** modulation de la cotisation de péréquation en fonction de l'écart du taux global de la commune avec le taux global moyen au niveau national ; son sous-amendement n° 73, à titre personnel, à l'amendement n° 51 de M. Gilbert Bonnemaison (réduisant les taux de la cotisation de péréquation) : adopté (p. 2638) ; **article 23 :** statut des conjoints (p. 2644) ; **article 25 :** volonté du Gouvernement de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales (p. 2645).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur général : dévaluation du franc ; double héritage dont souffre l'économie française ; blocage des prix et des revenus ; maintien de l'augmentation du S.M.I.C. ; prochain retour à la liberté des prix ; déficit budgétaire [16 juin 1982] (p. 3493) ; rôle de la solidarité ; nécessité de modifier les habitudes de consommation ; attitude du C.N.P.F. (p. 3494).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 1 (rétablissant cet article) : adopté (p. 3501) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 2 (procédure de dation en paiement par remise d'œuvres d'art) : adopté ; son amendement n° 3 (relevant de 200 à 1 000 F le seuil d'exonération du droit de bail applicable à certaines mutations de jouissance) : adopté ; **article 6 et état A :** son amendement n° 4 (conséquence du rétablissement de l'article 3 du présent projet) (p. 3502) : adopté ; **article 7 et état B :** son amendement n° 5 (rétablissement de cet article) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 6 (rétablissant cet article) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 7 (rétablissant le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 3503) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 8 (rétablissant le paragraphe 2 de cet article) : adopté (p. 3504) ; **article 16 :** son amendement n° 9 (rétablissant le texte de cet article) : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 10 (substituant au critère des bases de taxe professionnelle celui du potentiel fiscal) : adopté (p. 3505) ; **article 20 :** son amendement n° 11 (régime des taxes foncières sur le foncier bâti et le foncier non bâti) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 12 (rétablissant cet article) : adopté après correction ; **article 24** *bis :* son amendement n° 13 (de suppression) : adopté ; **article 24** *ter :* son amendement n° 14 (de suppression) : adopté ; **article 26 :** son amendement n° 15 (rétablissant cet article) : adopté (p. 3506) ; **article 27 :** son amendement n° 16 (de clarification) : adopté (p. 3508).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général : rejet du projet de loi par le Sénat ; nature et rôle des commissions mixtes paritaires ; attitude de certains sénateurs [18 juin 1982] (p. 3591, 3592) ; rapports entre l'Assemblée nationale et le Sénat (p. 3593).

— **Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).**

Première lecture. discussion générale, rapporteur général : définition d'un cadre juridique et financier favorable à l'investissement ; simplification des règles applicables à la constitution des sociétés et aux augmentations de capital ; définition de nouveaux instruments de placement ; institution de garanties nouvelles pour les épargnants ; assouplissement des règles relatives au droit préférentiel de souscription des actionnaires en cas d'augmentation de capital ; adaptation de l'économie française à la crise ; nécessité de ne pas étatiser l'économie française ; volonté d'adapter le droit à l'élargissement du secteur public ; baisse du taux d'épargne en France ; absence d'alternative à la politique actuelle [28 septembre 1982] (p. 5155, 5156) ; affaiblissement de l'appareil industriel français au cours du septennat précédent (p. 5157).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (déclaration notariée de souscription et de versement) : adopté ; son amendement n° 2 (suppression du paragraphe III de cet article) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 3 (conditions nécessaires à la réalisation d'une augmentation de capital) : adopté (p. 5173) ; son amendement n° 4 (suppression de la seconde phrase du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 5 (versement de la fraction libérée de la valeur nominale) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 6 (répartition des actions non souscrites à titre irréductible par le conseil d'administration) (p. 5174) ; adopté après modification ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (précisant que l'assemblée générale peut supprimer le droit préférentiel de souscription) (p. 5715) : adopté ; son amendement n° 9 (de conséquence) : adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 31, à titre personnel (émission d'actions à titre de dividende) ; caractère expérimental de cette disposition (p. 5176) : adopté (p. 5177) ; **article 7 :** son amendement n° 10 (émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote) : adopté (p. 5178) ; **article 12 :** *article* 283-1 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 11 (précisant les modalités d'émission des certificats d'investissement) : adopté ; *article* 283-2 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 12 (de simplification) : adopté ; son amendement n° 13 (rédactionnel) (p. 5179) : adopté après correction ; *article* 283-3 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 14 (maintien de la liberté des propriétaires de certificats anciens à recevoir des droits découlant de la distribution gratuite d'actions) : adopté ; *article* 283-4 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 15 (permettant à une société de connaître le nombre de certificats d'investissement à émettre en cas d'augmentation de capital) : adopté ; son amendement n° 16 (précisant que le droit préférentiel est un droit irréductible) : adopté ; son amendement n° 17 (attribution des certificats de droit de vote correspondant aux nouveaux certificats d'investissement) : adopté ; *article* 283-5 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 18 (précisant qu'il n'existe pas de droit à titre réductible en cas d'émissions convertibles en actions) (p. 5180) : adopté ; son amendement n° 19 (distinction entre certificat de droit de vote et certificat d'investissement) : adopté ; valeur des titres cotés à la bourse de Paris (p. 5181) ; **article 13 :** *article* 283-6 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 20 (précisant que la partie variable est assise sur le nominal du titre participatif) (p. 5182) : adopté ; *article* 283-7 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 21 (permettant d'éviter que

les porteurs de titres participatifs n'interviennent individuellement dans le fonctionnement de la société) : adopté (p. 5183) ; **article 16** : son amendement n° 22 (conditions du vote par correspondance dans les assemblées générales d'actionnaires) : adopté (p. 5184) ; **article 21** : son amendement n° 23 (précisant la notion de délit d'initié) : adopté (p. 5185) ; mise en jeu de la responsabilité pénale des dirigeants d'une société ; son amendement n° 24 (d'harmonisation) : adopté (p. 5186) ; **article 22** : son amendement n° 25 (précisions relatives aux rentes viagères) : adopté (p. 5187) ; **article 23** : son amendement n° 26 (mise en conformité de documents déposés avec les observations de la commission des opérations de bourse) : adopté (p. 5188).

Deuxième lecture, discussion des articles, rapporteur général : **avant l'article 1er** : son amendement n° 1 (référence à la constitution des sociétés anonymes dans l'intitulé du chapitre 1er) adopté ; **article 1er** : son amendement n° 2 (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale pour cet article) : adopté ([7 décembre 1982] (p. 8029) ; **article 2** : son amendement n° 3 (suppression de la référence faite par le Sénat au bordereau en cas d'intervention d'un intermédiaire financier) : adopté ; son amendement n° 4 (modalités du constat des souscriptions et versements et des libérations d'actions par compensation de créances liquides) : adopté ; son amendement n° 5 (tendant à supprimer le paragraphe III de cet article) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 6 (non-exigence du bulletin de souscription lorsque cette souscription est faite par des mandataires) : adopté ; son amendement n° 7 (non-exigence du bulletin de souscription lorsque la souscription est faite par un mandataire) : adopté (p. 8030) ; **article 4** : son amendement n° 8 (modalités de la procédure d'augmentation de capital) : adopté ; son amendement n° 9 (tendant à supprimer le second alinéa du texte proposé pour l'article 191-1 de la loi du 24 juillet 1966) : adopté ; **article 5** : *article* 184 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 10 (répartition des actions non souscrites à titre irréductible) (p. 8031) : adopté ; *article* 185 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 11 (tendant à supprimer la deuxième phrase du texte proposé pour cet article) : adopté ; **article 5** *bis* **A** : son amendement n° 12 (clôture par anticipation du délai de souscription : adopté (p. 8032) ; **article 5** *bis* **E** : son amendement n° 13 (suppression des mots « et de surveillance de certains placements » à la fin du cinquième alinéa du paragraphe I de cet article) : adopté ; **article 5** *bis* : *article* 351 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 14 (système d'ouverture de l'option aux actionnaires) (p. 8034) : adopté ; *article* 352 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 15 (prix d'émission des actions distribuées au titre de dividendes) (p. 8035) : adopté après modification ; *article* 353 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 : son amendement n° 16 (de forme) : adopté ; son amendement n° 17 (tendant à supprimer le paragraphe IV de l'article 5 *bis*) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 18 (sanction de non paiement du dividende) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 19 (certificats d'investissement) (p. 8036) : adopté après modification ; **article 13** : son amendement n° 20 (émission des titres participatifs) (p. 8037) : adopté après modification ; **article 14** : son amendement n° 21 (tendant à rétablir cet article) : adopté ; **article 15** : *article* 39-1 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 : son amendement n° 22 (constitution des actifs compris dans les fonds communs de placement à risques) (p. 8038) : adopté après rectification ; *article* 39-3 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 : son amendement n° 23 (modalités de fixation du pourcentage des parts que doit détenir en permanence le gérant d'un fonds commun de placement à risques (p. 8039) : adopté après rectification ; **article 17** *bis* : son amendement n° 24 (suppression de cet article) : adopté ; **article 17** *ter*, **article 18** *bis* : ses amendements nos 25 et 27 (suppression de ces articles) (p. 8040) : adoptés ; **article 18** *ter*, **18** *quater*, **18** *quinquies*, **18** *sexies*, **18** *septies* : ses amendements nos 27, 28, 29, 30, 31 (suppression de ces articles) : adoptés (p. 8042) ; **article 18** *undecies* : son amendement n° 32 (suppression de cet article) : adopté après rectification ; **article 20** : son amendement n° 33 (extension aux collectivités locales de l'obligation d'établir une note d'information) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 34 (démarchage financier) : adopté après rectification ; **article 23** *bis* : son amendement n° 35 (suppression de cet article) : adopté ; (p. 8043) ; **article 25** : son amendement n° 36 (fixation par décret des conditions de rémunération des commissaires aux comptes) : adopté : **article 28** : son amendement n° 37 (formes des valeurs mobilières émises par les sociétés par actions) : adopté (p. 8044).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale, rapporteur général : attitude de l'opposition ; critiques développées dans les médias ; modification comptable de la loi de finances ; utilisation de la technique du prélèvement sur recettes pour le fonds de compensation de la T.V.A. [26 octobre 1982] (p. 6315) ; opération dite de débudgétisation ; politique menée par les précédents gouvernements ; limitation du déficit budgétaire à 3 p. 100 du P.I.B. ; prévisions sur lesquelles repose le projet de budget ; évaluation de la charge de la dette ; modification technique de la gestion de la dette ; rôle de la politique économique en matière d'intégration des pays en voie de développement dans la communauté internationale ; maintien de l'industrie des pays européens ; relations entre la France et la R.F.A. ; défi japonais ; indépendance de la politique économique française ; signification des élections de mai et juin 1981 (p. 6316) ; maîtrise de l'augmentation du poids des prélèvements obligatoires ; amélioration des mécanismes permettant le développement et une meilleure orientation de l'épargne ; absence de changement de cap dans la politique économique du Gouvernement ; lutte contre l'inflation et la désindustrialisation ; absence de reprise économique ; maîtrise du déficit ; stabilisation de la pression fiscale ; répartition du poids de l'impôt entre les Français ; création d'une tranche à 65 p. 100 pour l'I.R.P.P. ; diminution de la cotisation exceptionnelle ; lutte contre la fraude fiscale ; mesures de simplification de la législation fiscale ; meilleure utilisation des deniers publics (p. 6317) ; nécessité de maîtriser les dépenses des régimes sociaux ; création d'une dotation globale d'équipement au profit des communes et des départements ; rénovation et développement des enseignements professionnels et techniques ; modernisation de l'appareil productif ; nouvelle définition du régime fiscal du marché obligataire ; assainissement du mécanisme de prix ; aggravation de la crise mondiale ; création d'un environnement favorable à l'assainissement des structures des entreprises ; augmentation des fonds propres ; allègement des charges financières ; aides à l'investissement ; responsabilité des chefs d'entreprise ; rôle du secteur public dans le renforcement de l'appareil productif (p. 6318) ; définition de plans sectoriels (machine-outil, textile, habillement) ; filière électronique ; insuffisance des projets industriels de la France ; nécessité pour tous les agents économiques de faire des sacrifices (p. 6319) ; absence des députés de l'opposition dans l'hémicycle (p. 6333).

Première partie :

Discussion des articles : **article 1er** : absence d'intérêt de l'amendement n° 75 de M. Jacques Marette ; information du Parlement en matière fiscale [27 octobre 1982] (p. 6378) ; satisfaction donnée par les faits à l'amendement n° 105 de M. Gilbert Gantier (p. 6379) ; **article 2** : création d'une tranche à 65 p. 100 pour l'I. R. P. P. (p. 6383) ; son amendement n° 94 à titre personnel (déduction fiscale des frais de garde en faveur des foyers fiscaux dont les deux conjoints ont un emploi à plein temps) (p. 6384) ; adopté ; dispositif appliqué aux anciens combattants (p. 6386) ; mécanisme d'augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 6387) ; montant minimal de déduction pour frais professionnels (p. 6388) ; limitation de la réévaluation de la déduction fiscale (p. 6389) ; refus de maintenir le taux de 10 p. 100 de la tranche exceptionnelle (p. 6391) ; nécessité de ne pas dépasser un taux marginal d'imposition supérieur à 70 p. 100 ; refus de mettre en cause la fiscalité générale de l'épargne (p. 6392) ; accroissement du nombre des contribuables âgés ou invalides susceptibles de bénéficier d'un abattement supplémentaire (p. 6393) ; suppression de la notion de chef de famille du code général des impôts ; **après l'article 2** : son amendement n° 35 (champ d'application de l'obligation de déclarer une rémunération mentionnée au 1° de l'article 240 du code général des impôts) : adopté (p. 6394) ; son amendement n° 36 (régime de taxation des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux au titre des immeubles qu'elles possèdent en France) (p. 6395) ; adopté ; rapport sur les modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'impôt sur le revenu (p. 6396) ; inexistence de contribuables payant 90 p. 100 d'impôt (p. 6397) ; **article 3** : suppression du droit frappant les opérations d'achat et de vente d'obligations [28 octobre 1982] (p. 6408) ; son amendement n° 37 (limitant à la dixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu le bénéfice de l'augmentation de 3 à 5 000 francs de l'abattement sur les revenus d'obligations) : adopté (p. 6409) ;

nécessité d'encourager l'épargne longue (p. 6410) ; relèvement du taux du prélèvement libératoire ; son amendement n° 38 (cas des comptes courants d'associés détenus par les personnes physiques s'engageant à les maintenir bloqués dans l'entreprise) (p. 6411) ; contrôle du blocage des fonds (p. 6412) : adopté ; son amendement n° 39 (application du taux de droit commun aux comptes courants d'associés) : adopté (p. 6413) ; limite des comptes courants d'associés des P. M. E. (p. 6414) ; **article 4 :** simplification de la taxation des plus-values (p. 6417) ; refus d'exonérer les plus-values des particuliers ; antisoviétisme de l'opposition ; développement des exportations vers l'Union soviétique (p. 6418) ; déduction des moins-values ; son amendement n° 40 (suppression du « C » du paragraphe II de cet article) (p. 6419) : adopté (p. 6420) ; **après l'article 5 :** effet progressif de l'impôt (p. 6422-6423) ; **article 6 :** exercice de leurs droits par les organisations syndicales (p. 6424) ; cas des associations d'Alsace et de Moselle (p. 6426) ; **après l'article 6 :** extension aux départements de l'Alsace et de la Moselle des dispositions favorables au secteur association (p. 6430) ; **article 7 :** son amendement n° 41 (rédactionnel) (p. 6431) ; statut des sociétés coopératives ouvrières de production (p. 6432) : rejeté ; **après l'article 7 :** prise en compte de la situation des handicapés physiques ; problème des apports en fonds propres des organismes à forme mutualiste et aux sociétés coopératives (p. 6433) ; **après l'article 8 :** caractère obligatoire des dépenses de ravalement (p. 6434) ; taxation des frais généraux des entreprises (p. 6435) ; **avant l'article 9 :** plafonnement du montant des rémunérations des dirigeants d'entreprises ; problème de la provision pour investissements industriels à l'étranger (p. 6436) ; taux de l'impôt sur les sociétés (p. 6437) ; T. V. A. sur le combustible attribué aux mineurs (p. 6438) ; **article 9 :** harmonisation des taux de la T. V. A. (p. 6440) ; exonération de la T. V. A. des organismes agissant sans but lucratif (p. 6442) ; régime fiscal de la presse (p. 6443) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 42 (prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) (p. 6443) : rejeté ; taux de la T. V. A. sur les hôtels « 4-étoiles » ; situation des compagnies françaises de raffinage ; fiscalité pétrolière (p. 6444, 6445) ; **article 10 :** refus de supprimer cet article (p. 6449) ; application de la doctrine « Zillmer » (p. 6451) ; problème des contrats de groupes (p. 6453) ; stabilisation de l'épargne ; son amendement n° 44 (taxation des produits des bons ou contrats de capitalisation et des contrats d'assurance vie) (p. 6457) : adopté (p. 6458) ; son amendement n° 45 (report de la contribution exceptionnelle dans le cas d'une entreprise déficitaire) : adopté (p. 6459) ; refus d'établir un rapport sur le montant des contributions exceptionnelles et ordinaires versées à l'Etat par les organismes financiers (p. 6460) ; **article 11 :** régime des sociétés mères et de leurs filiales (p. 6463) ; régime applicable aux caisses de retraite et de prévoyance (p. 6464) ; **article 12 :** indexation des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6468) ; exonération des biens professionnels de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6470) ; **après l'article 12 :** exonération lors de la transmission à titre gratuit de certains biens (p. 6471) ; **article 13 :** nécessité d'encourager l'utilisation de carburants autres que les dérivés du pétrole (p. 6374) ; taux d'augmentation de la taxe différentielle des véhicules de grosse cylindrée des sociétés (p. 6475) ; **article 14 :** son amendement n° 46 (taxation du tabac) (p. 6476) : rejeté ; son amendement n° 47 (suppression du paragraphe II de cet article) : adopté ; **article 15 :** codification des dispositions relatives aux cartes grises ; son amendement n° 48 (de coordination, de précision et rédactionnel) : adopté après modification (p. 6479) ; **article 16 :** détaxation du carburant en faveur des taxis ; amortissement exceptionnel en faveur des constructions d'immeubles à usage industriel ou commercial ; caractère inadmissible d'un gage taxant les produits en provenance d'Union soviétique ; développement industriel des départements et territoires d'outre-mer [29 octobre 1982] (p. 6489) ; refus de l'augmentation automatique de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 6490) ; développement du secteur coopératif en agriculture (p. 6491) ; taxe sur les vins ayant fait l'objet d'un coupage (p 6492) ; **après l'article 16 :** refus de rétablir le privilège des bouilleurs de cru (p. 6493) ; son amendement n° 49 (suppression de la réduction de 25 p. 100 des droits de mutation à titre gratuit en faveur des donations par contrat de mariage) : adopté (p. 6494) ; son amendement n° 50 (fixant le seuil au-delà duquel les mutations à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle bénéficient d'un abattement de 20 000 francs sur leur assiette, mesure compensée par une augmentation du taux de la T. V. A. sur les prestations des agences matrimoniales) adopté après rectification ; exonération des entreprises exportatrices de la taxe sur certains frais généraux (p. 6495) ; taxation des cadeaux offerts par les entreprises (p. 6496) ; **article 17 :** formation professionnelle et formation alternée (p. 6497) ; **après l'article 23 :** son amendement n° 51 (transfert de la dotation globale de fonctionnement) : adopté (p. 6500) ; **article 24 :** son amendement n° 215 à titre personnel (de coordination) : adopté (p. 6502) ; **article 27 et état A :** présentation du budget p. 6515).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi (p. 6519) : **article 6** *bis* : modification des gages (p. 6520).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Examen des crédits :* **article 63 :** son amendement n° 41 (suppression de cet article) [10 novembre 1982] (p. 7045) : adopté (p. 7046).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Examen des crédits :* **après l'article 72 :** son amendement n° 43 (contenu du document annexé au fascicule budgétaire du ministère des relations extérieures) ; son amendement n° 44 (même objet) [18 novembre 1982] (p. 7372) : devenus sans objet (p. 7374).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* possibilité d'utilisation du système Antiope de sous-titrage au profit des sourds et des malentendants ; décodeurs de sous-titres [19 novembre 1982] (p. 7444).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 51 : son amendement n° 19 (réduisant le plafond par conjoint ; transformation du système Monory en système de compte d'épargne en actions [19 novembre 1982] (p. 7490) ; mise en place d'un dispositif plus mobilisateur (p. 7491) ; compatibilité de la réduction d'impôt attachée au compte d'épargne en actions et de l'abbattement de 3 000 F sur les dividendes d'actions ; son amendement n° 19 dont la première partie est déclarée irrecevable : devenu sans objet ; refus de limiter la réduction d'impôt résultant du compte d'épargne en actions aux contribuables dont le revenu imposable n'excède pas la limite de la dixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu (p. 7492) ; son amendement n° 21 (simplifiant la gestion du compte d'épargne en actions) ; notion de solde mensuel ; problème des titres émis par l'O. N. E. R. A. : adopté ; son amendement n° 22 (incidence des opérations effectuées dans le cadre du compte d'épargne en actions) : adopté ; suppression de l'incompatibilité entre le système du compte d'épargne en actions et l'abattement de 3 000 F sur les dividendes ; son amendement n° 24 (de conséquence) (p. 7493) : adopté ; son amendement n° 25 (suppression des dispositions relatives aux intermédiaires agréés) : adopté (p. 7494) ; **article 52 :** son amendement n° 26 : devenu sans objet ; **après l'article 52 :** rémunération des capitaux à risque (p. 7495) ; son amendement n° 27 (reconduisant la déductibilité des dividendes attachée à la création d'entreprises ou à des augmentations de capital (p. 7496) : adopté (p. 7497) ; mécanisme de la taxe sur certains frais généraux (p. 7497-7498) ; **avant l'article 53 :** amélioration du dispositif en faveur de l'aide à l'investissement (p. 7499) ; rôle des entreprises publiques (p. 7500) ; stabilisation des charges des entreprises ; problème de la sélectivité du système proposé par le Gouvernement (p. 7501) ; absence de clause garantissant l'emploi ; caractère incitatif du système prévu ; absence de cadeau fait aux patrons (p. 7502) ; problème des investissements commerciaux (p. 7504) ; **article 53 :** détermination des personnes pouvant établir une comptabilité super-simplifiée ; emploi du terme de comptabilité super-simplifiée (p. 7507) ; son amendement n° 28 (de précision) : adopté ; limitation de la réduction d'impôt en faveur des personnes ayant adhéré à un centre de gestion agréé ; organisation du rôle des experts-comptables ; son amendement n° 29 (rédactionnel) : adopté (p. 7508) ; rôle des experts-comptables ; son amendement n° 30 (possibilité pour les experts-comptables de refuser leur visa) ; son amendement n° 31 (rémunération de l'expert-comptable) : adoptés ; refus d'instituer une taxe spécifique sur les produits vendus sur les marchés intérieurs en provenance de l'U. R. S. S. ; son amendement n° 33 (non-application de majoration fiscale aux contribuables ayant fait connaître les inexactitudes figurant dans leur déclaration) (p. 7509) : adopté ; **après l'article 53 :** mention devant figurer obligatoirement dans les documents comptables des adhérents des centres de gestion agréés (p. 7510) ; **article 54 :** son amendement n° 35 (suppri-

mant de l'article 1741 du code général des impôts les dispositions permettant de n'appliquer que l'une des deux peines prévues en cas de première infraction) : adopté ; **après l'article 54 :** son amendement n° 36 (précisant que les entreprises conservent toutes les informations détenues sur support magnétique ayant concouru à la détermination des résultats déclarés) (p. 7513) : devenu sans objet ; son amendement n° 37 (uniformisation des pénalités) : rejeté ; doublement des pénalités relatives à l'impôt sur le revenu (p. 7514) ; son amendement n° 38 (abrogation de l'article 1730 du code général des impôts) : rejeté ; son amendement n° 39 (date de dépôt des déclarations afférentes aux mutations de jouissance d'immeubles) : rejeté (p. 7515) ; **article 58 :** redevance versée à l'Etat par chaque société nationalisée ; **après l'article 63 :** son amendement n° 42 : devenu sans objet (p. 7517) ; **après l'article 72 :** disposition fiscale concernant le plafond légal de densité (p. 7518) ; son sous-amendement n° 226 à l'amendement n° 71 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 7519) ; problème des logements sociaux ; acceptation par la commission du principe d'une modulation du P. L. D. (p. 7520).

Seconde délibération : **article 29 et état B :** son accord avec les amendements n°s 1 à 44 du Gouvernement (p. 7525).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet du texte par le Sénat ; fonctionnement des commissions mixtes paritaires [15 décembre 1982] (p. 8363) ; relèvement du seuil des revenus faisant jouer, pour les professions libérales, le traitement fiscal associé à la participation aux centres de gestion agréés ; organisation du compte d'épargne en actions (p. 8364).

Discussion des articles : **article 1er :** existence dans le rapport général sur le présent projet de loi de finances d'un tableau indiquant l'ensemble des impôts perçus et des produits afférents à ces impôts (p. 8368) ; **article 2 :** son amendement n° 1 (attribution d'une demi-part de quotient familial supplémentaire aux veuves, célibataires ou divorcées invalides) (p. 8369) ; son amendement n° 2 (montant des chiffres d'affaires ou de recettes fixé pour l'octroi des allégements fiscaux accordés aux adhérents des centres de gestion agréés) ; son amendement n° 3 (même objet) : adoptés (p. 8370) ; **article 3 :** son amendement n° 4 (référence à la cote du second marché) : adopté ; problème de la limite de l'abattement sur les revenus d'obligations (p. 7372) ; **article 4 :** simplification du régime fiscal des plus-values (p. 8373) ; **article 7 :** imposition des porteurs de parts de sociétés coopératives ouvrières de production (p. 8374) ; **article 10 :** application de la « zillmérisation » (p. 8376) ; son amendement n° 5 (de correction) : adopté ; son amendement n° 6 (champ d'application de l'exonération des assurances de groupe) : adopté (p. 8377) ; problème de la rétroactivité des mesures fiscales ; son amendement n° 7 (conditions permettant d'éviter la double imposition sur les abandons de créances des sociétés mères vis-à-vis de leurs filiales) : adopté ; son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté (p. 8378) ; **article 15** *bis :* cas des exonérations des droits de timbre et d'enregistrement (p. 8380) ; **article 16** *ter :* suppression du prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des syndics (p. 8381) ; **après l'article 20 :** répartition du produit des versements dus au titre des densités de construction supérieures au plafond légal (p. 8382, 8383) ; **article 27 et état A :** montant de la dotation aux entreprises publiques ; son amendement n° 9 : devenu sans objet (p. 8387) ; **article 44 et état E :** son amendement n° 10 (conséquence de la fusion de la redevance T. V. et de la future taxe sur les magnétoscopes) : adopté (p. 8395) ; **article 51 :** son amendement n° 11 (supprimant la référence à la centralisation des comptes) : adopté ; son amendement n° 12 (maintien de la règle de l'étalement des investissements pour les capitaux recueillis par les Sicav : adopté (p. 8397) ; **article 52** *bis :* application du crédit d'impôt « recherche » ; **article 52** *quater :* son amendement n° 13 (cas de déduction des dividendes pour la détermination de l'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 8398) ; **article 53 :** son amendement n° 14 (intervention des experts-comptables stagiaires dans la surveillance des dossiers) : adopté ; son amendement n° 15 (délibération des organes des centres de gestion et des associations agréés) : adopté (p. 8400) ; **article 57** *bis :* son amendement n° 16 (moyens des chambres des métiers) : adopté (p. 8401) ; **après l'article 62** *octies :* nouvelles ressources des établissements publics régionaux (p. 8405) ; **article 73 :** son amendement n° 63 à titre personnel (intégration des personnels vacataires chargés de fonctions d'enseignement dans les établissements d'enseignement supérieur) (p. 8407) : adopté (p. 8408).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général : échec de la commission mixte paritaire ; amélioration du texte par l'Assemblée nationale ; effort entrepris en faveur des contribuables invalides [18 décembre 1982] (p. 8528) ; coopération entre le Gouvernement et la majorité (p. 8529).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** et **état B annexé :** son amendement n° 3 (de forme) : adopté [7 décembre 1982] (p. 8077) ; **article 3** et **état C annexé :** son amendement n° 4 (de forme) : adopté (p. 8080) ; **article 9 :** son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 8082) ; **article 10 :** son amendement n° 6 (fixation des coefficients d'actualisation pour les valeurs locatives pour les propriétés bâties et non bâties) : adopté ; son amendement n° 7 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 8 (tendant à la suppression de cet article) (p. 8084) : rejeté (p. 8085) ; **article 18 :** son amendement n° 9 (perception de la taxe communale excluant la perception, par la commune, au titre du même emplacement publicitaire, de tous droits de voirie ou de redevance d'occupation du domaine public) : adopté (p. 8088) ; **article 20 :** ses amendements n°s 10 et 11 (de précision) : adoptés (p. 8091) ; **après l'article 22 :** son amendement n° 12 (création d'une redevance régionale des mines) (p. 8093) : rejeté (p. 8094).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur général : échec de la commission mixte paritaire ; rôle, nature et fonction des C. M. P. [18 décembre 1982] (p. 8553) ; prise en considération des amendements du Gouvernement par la C. M. P. (p. 8555).

Discussion des articles : **article 10 :** son amendement n° 7 (revalorisation des valeurs locatives des immeubles industriels) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 8 (durée de l'amnistie concernant les majorations fiscales pour insuffisance de déclaration en cas de reconnaissance spontanée de ces insuffisances) : adopté ; **article 14** *bis :* son amendement n° 9 (de suppression) (p. 8556) : adopté ; **article 18** *bis :* son amendement n° 10 (de suppression) : adopté (p. 8557) ; effort consenti en faveur du développement économique industriel et touristique des D. O. M. ; rétablissement des attributions fiscales du conseil général du département de Saint-Pierre-et-Miquelon ; **article 19** *bis :* son amendement n° 11 (de suppression) : adopté ; **avant l'article 20 B :** son amendement n° 12 (détermination des déposants privilégiés du Crédit mutuel) (p. 8558) : adopté ; **article 20 C :** son amendement n° 13 (progression des ressources des départements de la région Ile-de-France) : adopté (p. 8559) ; **après l'article 22 :** émission d'obligations convertibles pour Usinor et Sacilor (p. 8560) ; allégement des charges d'emprunt de ces sociétés ; nécessité de permettre aux sociétés de financement des économies d'énergie de financer l'acquisition des terrains nécessaires à l'emprise des installations et des matériels qu'elles donnent en location (p. 8561).

PIGNION (Lucien)

Député du Pas-de-Calais
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée de l'union de l'Europe occidentale,** sur l'activité de cette assemblée au cours de sa **vingt-sixième session ordinaire** (1980-1981) **(n° 1288)** [10 décembre 1982].

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe,** sur l'activité de cette assemblée au cours de sa **trente-deuxième session ordinaire** (1980-1981) **(n° 1289)** [10 décembre 1982].

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée de l'union de l'Europe occidentale,** sur l'activité de cette assemblée au cours de sa **vingt-septième session ordinaire** (1981-1982) **(n° 1290)** [10 décembre 1982].

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe,** sur l'activité de cette assemblée au cours de sa **trente-troisième session ordinaire** (1981-1982) **(n° 1291)** [10 décembre 1982].

PINARD (Joseph)

Député du Doubs
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Demande de levée de son immunité parlementaire (n° 1160) [20 octobre 1982]. Rejet de cette demande [8 décembre 1982] (p. 8119).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **disparition de Français en Argentine :** droits de l'homme en Argentine ; disparition d'une quinzaine de Français, dont deux religieuses ; découverte de fosses communes dans la banlieue de Buenos Aires [3 novembre 1982] (p. 6606);

orale sans débat :

— **(n° 266),** posée le 19 octobre 1982 (p. 6007) ; **bijoux et produits de l'horlogerie (emploi et activité) ;** appelée le 22 octobre 1982 : **industrie de l'horlogerie :** préparation d'un contrat horloger ; situation de l'industrie de l'horlogerie française ; possibilité de reconversion d'une partie de la main-d'œuvre vers la recherche et la technologie bio-médicale ; défi technologique du quartz (p. 6159).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion générale : retour à l'élection des administrateurs des caisses de sécurité sociale du régime général ; problème de la mutualité sociale agricole ; déroulement de la campagne des élections à la sécurité sociale [7 juilet 1982] (p. 4323).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : modification du découpage électoral dans le but de tenir compte de l'évolution démographique ; inégalités démographiques entre circonscriptions [26 juillet 1982] (p. 4843) ; accroissement de la présence des minorités dans les conseils municipaux (p. 4844).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).**

Première lecture, discussion générale : engagement pris par le Président de la République ; reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; principe de l'égalité entre les générations du feu [23 septembre 1982] (p. 5106).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : conclusions du rapport Jean Bernard ; coût de l'alcoolisme pour la collectivité ; interdiction de la vente et de la consommation d'absinthe en France [18 octobre 1982] (p. 5929) ; équilibre financier de la sécurité sociale ; mise en œuvre d'une politique de prévention (p. 5930).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* possibilité de modulation des taxes parafiscales ; association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.) [9 novembre 1982] (p. 6972).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* lit l'intervention de M. Pierre Métais [18 novembre 1982] (p. 7397) ; mise en place dans chaque département d'une équipe de préparation et de suite du reclassement (E.P.S.R.) ; structures en faveur des handicapés mises en place par les familles ; contenu du rapport Lasry (p. 7402) ; refus d'isoler les handicapés dans un ghetto ; caractère incomplet de la couverture des risques ; problème du pourcentage d'emplois réservés aux handicapés, mutilés et victimes de guerre ; rôle des foyers des jeunes travailleurs (p. 7403).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* aides à la presse écrite ; inégalité de la répartition des ressources de publicité ; tarifs postaux ; publicité pour le tourisme turc faite dans un magazine de la nouvelle droite ; vœu de la commission en faveur de la création d'une taxe parafiscale assise sur les recettes de la publicité radiodiffusée et télévisée destinées au financement des radios locales ; ordonnance du 26 août 1944 ; difficulté de faire respecter l'article 18 de ce texte prévoyant la publication annuelle du compte d'exploitation et du bilan de l'entreprise assurant la publication ; rapport Mottin sur les journaux gratuits ; distinction entre les entreprises d'édition recherchant le profit et celles qui remplissent une mission de service public ; lutte contre la concentration de la presse ; problème de la laïcité de l'enseignement ; émission « droit de réponse » [19 novembre 1982] (p. 7443).

— **Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).**

Première lecture, discussion générale : situation des veuves d'artisans ; formation en matière de gestion ; nécessité d'inscrire le contenu du texte dans les programmes de législation de l'enseignement général dispensé aux apprentis ou aux élèves de l'enseignement technique ; nécessité de mise en place d'un lien entre la formation continue et la formation initiale ; droit généralisé à la formation permanente pour les artisans ; souhait de voir le bénéfice de la loi étendu aux métiers d'art ; soutien du groupe socialiste au projet de loi [23 novembre 1982] (p. 7588).

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines
(5e *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Serge Charles relative à l'information des assurés sociaux par les caisses primaires de sécurité sociale (n° 588) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de grève des personnels d'exploitation des stations d'épuration par l'instauration d'un service minimum (n° 812) [6 mai 1982] (p. 1843).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg tendant à modifier les conditions d'exercice des fonctions de direction prévues à l'article 2 de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints (n° 887) [10 juin 1982] (p. 3249).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol tendant à modifier les conditions d'ouverture des droits aux prestations maladie applicables aux assurés ayant exercé simultanément ou successivement plusieurs activités professionnelles salariées ou non salariées (n° 881) [17 juin 1982] (p. 3574).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J.O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à accorder le bénéfice de la retraite à soixante ans aux personnes ayant cotisé pendant trente-sept ans et demi (n° 183) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé sur la formation professionnelle, l'insertion professionnelle et la promotion sociale dans le cadre de l'éducation permanente (n° 189) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (environnement) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à favoriser la décoration artistique des espaces publics des grands ensembles et des constructions effectuées dans les Z. A. C. (n° 1107) [2 décembre 1982] (p. 7954).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réglementer l'**exercice du droit de grève des personnels d'exploitation des stations d'épuration** par l'**instauration d'un service minimum (n° 812)** [21 avril 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XVII : **environnements (n° 1166)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à préciser les **modalités de financement des établissements privés sous contrat d'association (n° 1361)** [21 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association : nécessité de faire prendre en charge par les communes les dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association [28 avril 1982] (p. 1420).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** règlement intérieur et droit disciplinaire ; contrôle des juridictions prud'homales ; rapprochement de la procédure de la sanction et de la procédure du licenciement ; introduction de la notion de sanction pécuniaire [14 mai 1982] (p. 2186) ; *article L. 122-35 du code du travail :* préservation de l'intérêt collectif et de la sécurité collective dans l'entreprise (p. 2198) ; *article L. 122-40 du code du travail :* référence au règlement intérieur dans la définition de la sanction [17 mai 1982] (p. 2302) ; fixation par le règlement intérieur d'une échelle des peines (p. 2303) ; *article L. 122-41 du code du travail :* son amendement n° 103 (indication au salarié du motif de la sanction envisagée par l'employeur ou son représentant) (p. 2309) : rejeté (p. 2310) ; *article L. 122-42 du code du travail :* mesure de mise à pied (p. 2315) ; *article L. 122-44 du code du travail :* pouvoir d'appréciation de la sanction par rapport à la faute commise (p. 2322) ; *article L. 122-45 du code du travail :* point de départ du délai à compter du jour de la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 122-41 (p. 2327) ; son amendement n° 116 (point de départ du délai de prescription) : devenu sans objet (p. 2328) ; **article 3 :** son amendement n° 123 (précisant que les licenciements visés par l'article sont des licenciements collectifs) [18 mai 1982] (p. 2340) : rejeté ; son amendement n° 122 (établissement d'une hiérarchie des critères servant à déterminer l'ordre des licenciements) (p. 2341) : rejeté (p. 2342) ; **article 6 :** champ d'application du droit d'expression des salariés dans l'entreprise ; droit à l'expression directe et collective ; médiation obligatoire des syndicats dans les entreprises de plus de deux cents salariés ; contrôle de l'exercice de la liberté d'expression ; aspect financier du droit nouveau (p. 2350) ; *article L. 461-2 du code du travail :* inscription des modalités du droit à l'expression dans le règlement intérieur des entreprises ; modalités financières du droit d'expression (p. 2368) ; droit d'expression des salariés limité aux entreprises de plus de deux cents salariés dans un premier temps ; délai de rodage du nouveau droit (p. 2369) ; son amendement n° 133 (remplacement de l'expression « institution d'un droit à l'expression » par l'expression « définition d'un droit à l'expression ») ; problème du financement des heures consacrées à l'exercice du droit d'expression ; contrôle de cet exercice ; problème de l'autorité compétente : rejeté ; temps payé et temps de travail effectif (p. 2381) ; *article L. 461-3 du code du travail :* son amendement n° 138 (conclusion de l'accord relatif au droit d'expression des salariés entre l'employeur et les organisations représentatives des salariés au sens de l'article L. 133-2) ; critère de la représentativité des organisations syndicales (p. 2389) : rejeté (p. 2391) ; droit d'expression et référendum dans l'entreprise (p. 2400) ; **article 8 :** distinction entre les entreprises de plus de deux cents salariés et celles de moins de deux cents salariés ; coordination du projet de loi avec le projet relatif à la démocratisation du secteur public [19 mai 1982] (p. 2423).

Deuxième lecture, discussion générale : attitude du Sénat ; notion de « bon fonctionnement de l'entreprise » [22 juillet 1982] (p. 4692).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-35 du code du travail :* son amendement n° 31 substituant aux mots « aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives » les mots « aux droits fondamentaux de la personne » dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 32 (exigences du bon fonctionnement de l'entreprise) ; travaux de la commission mixte paritaire : rejeté (p. 4694) ; son amendement n° 33 (précisant que le règlement intérieur ne peut contenir de dispositions lésant les salariés en raison de leur situation de famille) : devenu sans objet ; *article L. 122-36 du code du travail :* son amendement n° 34 (soumission du règlement intérieur à un avis motivé) : rejeté ; son amendement n° 35 (substituant aux mots « à l'inspecteur du travail » les mots « au directeur départemental du travail et de l'emploi » à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4695) : rejeté ; son amendement n° 36 (précisant que l'inspecteur du travail formule ses observations dans un délai de trois mois) : rejeté ; son amendement n° 37 (précisant que le texte intégral du règlement intérieur est remis au salarié lors de son embauche) : rejeté ; son amendement n° 38 (rédactionnel) : devenu sans objet ; *article L. 122-37 du code du travail :* son amendement n° 39 (précisant que l'inspecteur du travail agit sur proposition du directeur départemental du travail et de l'emploi) (p. 4696) : rejeté ; son amendement n° 40 (suppression des mots « à tout moment » dans le texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 41 (personnes auxquelles doit être adressée pour information la décision de l'inspecteur du travail) : adopté ; son amendement n° 42 (possibilité pour le conseil de prud'homme d'écarter l'application d'une clause contraire aux articles L. 122-34 et L. 122-35 du code du travail) (p. 4697) : rejeté ; *article*

L. 122-38 *du code du travail :* son amendement n° 43 (délai du recours administratif) : adopté ; son amendement n° 44 (communication de la décision du directeur régional du travail et de l'emploi aux membres du comité d'hygiène et de sécurité pour les matières relevant de sa compétence) : adopté ; *article L.* 122-39 *du code du travail :* son amendement n° 45 (distinction entre le règlement intérieur et les notes de service) : rejeté ; son amendement n° 46 (rédactionnel)(p. 4698) : rejeté ; *article L.* 122-40 *du code du travail :* son amendement n° 47 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté ; *article L.* 122-41 *du code du travail :* son amendement n° 48 (seuil d'application de la nouvelle procédure disciplinaire) : rejeté ; son amendement n° 49 (notion de classement hiérarchique) (p. 4699) : devenu sans objet ; son amendement n° 50 (précisant que l'employeur est tenu d'indiquer le ou les motifs de la sanction envisagée et de recueillir les explications du salarié) : rejeté ; son amendement n° 51 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; *article L.* 122-42 *du code du travail :* son amendement n° 52 (sanction de la mise à pied) : rejeté (p. 4700) ; *article L.* 122-44 *du code du travail :* son amendement n° 53 (de suppression) : rejeté (p. 4701) ; *article L.* 122-45 *du code du travail :* son amendement n° 54 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 55 (sanction prononcée depuis plus de trois ans) : devenu sans objet (p. 4702) ; **article 3 :** son amendement n° 57 (critères retenus pour déterminer l'ordre des licenciements : cas des handicapés) (p. 4703) : rejeté ; **article 4 :** son amendement n° 56 (durée du délai accordé au chef d'entreprise pour mettre le règlement intérieur en conformité avec les dispositions de la nouvelle loi) : rejeté (p. 4704) ; **article 6 :** *article L.* 461-2 *du code du travail :* son amendement n° 58 (précisant que le temps utilisé pour le droit à l'expression est payé comme temps de travail effectif) : rejeté (p. 4705).

Explications de vote : amélioration du texte par l'opposition (p. 4706, 4707).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L.* 411-4 *du code du travail :* âge minimum requis pour un étranger exerçant des fonctions d'organisation dans un syndicat [24 mai 1982] (p. 2472) ; *article L.* 411-6 *du code du travail :* nécessité de donner à tout adhérent d'un syndicat la possibilité de participer à l'administration ou à la direction de celui-ci (p. 2474) ; *article L.* 411-21 *du code du travail :* notion d'intérêt moral ; règlement intérieur des entreprises (p. 2478) ; **article 2 :** *article L.* 412-11 *du code du travail :* propose de modifier la rédaction de cet article [27 mai 1982] (p. 2660) ; **article 3 :** contentieux relatif à la désignation des délégués syndicaux (p. 2667) ; suppression de la possibilité d'appel ; représentation du délégué syndical au comité d'entreprise ou au comité d'établissement (p. 2668) ; *article L.* 412-17 *du code du travail :* son amendement n° 247 (suppression des mots « dans les entreprises de moins de 300 salariés » dans le texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2675) ; **article 4 :** impossibilité de suspendre la mesure de licenciement en cas de recours (p. 2697) ; **article 5 :** réintégration d'un salarié licencié (p. 2698) ; *article L.* 412-19 *du code du travail :* réintégration éventuelle du salarié licencié (p. 2701) ; **article 6 :** accroissement des charges sociales des entreprises ; crédits d'heures accordés aux délégués syndicaux (p. 2703) ; augmentation des charges des entreprises (p. 2704) ; son amendement n° 313 (précisant que les contingents d'heures attribués au délégué syndical central et à chaque section syndicale sont pris sur le crédit d'heures global) : rejeté [28 mai 1982] (p. 2736) ; **article 8 :** seuil pour la désignation des délégués du personnel ; crédit d'heures (p. 2743) ; **article 9 :** volonté du Gouvernement d'accorder aux délégués du personnel les mêmes pouvoirs qu'aux comités d'entreprise (p. 2765) ; caractère temporaire de ces dispositions (p. 2766) ; *article L.* 422-3 *du code du travail :* exercice par les délégués du personnel des pouvoirs économiques du comité d'entreprise ; nécessité pour les délégués du personnel de tenir secret les procédés de fabrication (p. 2768) ; **article 10 :** son amendement n° 391 (possibilité donnée à tout groupement de salariés pouvant faire preuve de sa représentativité, de se présenter aux élections) [1er juin 1982] (p. 2782) : rejeté (p. 2783) ; **article 12 :** *article L.* 423-12 *du code du travail :* son amendement n° 419 (substituant aux mots « des deux-tiers » les mots « de la moitié » dans le texte proposé pour cet article) (p. 2802) : rejeté (p. 2803) ; *article L.* 423-13 *du code du travail :* son amendement n° 423 devenu sans objet (p. 2804) ; **article 15 :** *article L.* 423-18 *du code du travail :* son amendement (n° 432 (rédactionnel) : adopté (p. 2822) ; **article 18** *article L.* 425-2 *du code du travail :* rupture d'un contrat à durée déterminée avant son terme [3 juin 1982] (p. 2899) ; *article L.* 425-3 *du code du travail :* droit à la réintégration du salarié (p. 2900) ; **article 20 :** amélioration du fonctionnement des comités d'entreprises ; possibilité donnée aux délégués du personnel exerçant certaines attributions du comité d'entreprise ; mode de calcul des effectifs (p. 2904) ; *article L.* 431-1 *du code du travail :* son sous-amendement n° 836 à l'amendement n° 107 de la commission (effectifs pris en compte pour la constitution des comités d'entreprise) (p. 2907) : rejeté (p. 2909) ; son amendement n° 505 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « au cours des deux années précédant la date d'élection) : retiré (p. 2911) ; *article L.* 431-3 *du code du travail :* calcul des effectifs constitués par les salariés à temps partiel (p. 2915) ; **article 21 :** *article L.* 432-3 *du code du travail :* son amendement n° 577 devenu sans objet [4 juin 1982] (p. 2988) ; *article L.* 432-4 *du code du travail :* son sous-amendement n° 579 à l'amendement n° 127 de la commission (insérant les mots « les aides ou » après les mots « bénéfices réalisés » dans cet amendement) (p. 2999) ; adopté (p. 3000) ; **article 23 :** son amendement n° 587 (organisations représentatives des salariés de l'entreprise) : retiré [7 juin 1982] (p. 3022) ; *article L.* 433-2 *du code du travail :* son amendement n° 591 (substituant aux mots « l'inspecteur du travail » les mots « le directeur départemental du travail et de l'emploi » dans le septième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 592 (rédactionnel) (p. 3025) : adopté (p. 3026) ; **article 25 :** *article L.* 433-13 *du code du travail :* son amendement n° 615 (supprimant les mots « ou d'une organisation syndicale » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 3042) : rejeté (p. 3043) ; son amendement n° 623 (précisant que l'inspecteur du travail fournit par lettre recommandée au chef d'entreprise le double de ses envois prouvant qu'il a avisé toutes les organisations syndicales représentatives) : retiré (p. 3044) ; **article 26 :** *article L.* 434-5 *du code du travail :* son amendement n° 633 (précisant que le temps nécessaire aux membres de la commission est prélevé sur le crédit d'heures global prévu pour les comités d'entreprise) (p. 3057) ; rejeté (p. 3058) ; *article L.* 434-6 *du code du travail :* son amendement n° 636 devenu sans objet (p. 3070) ; **article 27 :** *article L.* 434-8 *du code du travail :* son amendement n° 669 (supprimant la fin de la deuxième phrase du texte proposé pour cet article après les mots « œuvres sociales ») (p. 3075) ; devenu sans objet (p. 3076) ; **article 28 :** *article L.* 435-2 *du code du travail :* son amendement n° 649 (activités sociales, artistiques et sportives) : rejeté (p. 3080) ; **article 29 :** *article L.* 436-1 *du code du travail :* son amendement n° 657 (substituant aux mots « un avis » les mots « son assentiment » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article [8 juin 1982] (p. 3089) : rejeté (p. 3090) ; **article 30 :** *article L.* 439-2 *du code du travail :* son amendement n° 674 (complétant la deuxième phrase du troisième alinéa par les mots « dans les limites fixées par décret » après les mots « entreprise dominante ») (p. 3112) : rejeté (p. 3113).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 61 (intitulé du titre III du livre 1er du code du travail : conventions collectives et accords collectifs du travail) [8 juin 1982] (p. 3143) : rejeté (p. 3144) ; **article 4 :** son amendement n° 68 (intitulé du chapitre II du titre III du livre 1er du code du travail) ; référence aux conventions collectives de travail [9 juin 1982] (p. 3184) : rejeté ; *article L.* 132-1 *du code du travail :* son amendement n° 69 (mention de la convention collective de travail) : rejeté ; son amendement n° 70 (mention de l'accord collectif de travail) (p. 3185) : rejeté ; *article L.* 132-2 *du code du travail :* son amendement n° 71 (possibilité pour tout groupement de salariés ayant fait la preuve de sa représentativité dans le champ d'application professionnel ou territorial de la convention d'être partie à la négociation) (p. 3186) : rejeté (p. 3187) ; *article L.* 132-5 *du code du travail :* son amendement n° 73 (rédactionnel) : rejeté (p. 3192) ; *article L.* 132-8 *du code du travail :* son amendement n° 78 (maintien des avantages individuels et collectifs en cas de dénonciation d'une convention) (p. 3217) ; retiré (p. 3218) ; *article L.* 132-12 *du code du travail :* son amendement n° 91 (mention des conventions professionnelles) [10 juin 1982] (p. 3233) : rejeté (p. 3234) ; son amendement n° 92 (mention des accords interprofessionnels) : rejeté (p. 3234) ; son amendement n° 95 (examen de l'opportunité de réviser les classi-

fications) : rejeté (p. 3236) ; *article L.* 132-13 *du code du travail :* son amendement n° 101 (conventions professionnelles) : rejeté (p. 3239) ; *article L.* 132-19 *du code du travail* : son amendement n° 112 (rédactionnel) (p. 3233) : rejeté (p. 3244) ; son amendement n° 114 (rédactionnel) (p. 3245) ; rejeté (p. 3246) ; *article L.* 132-20 *du code du travail :* son amendement n° 116 (remise des informations préalables à la négociation, le cas échéant, aux délégués syndicaux) [11 juin 1982] (p. 3276) ; information des délégués syndicaux de l'établissement ; adopté avec modification (p. 3297) ; *article L.* 132-21 *du code du travail :* son amendement n° 117 (rédactionnel) : rejeté (p. 3278) ; *article L.* 132-22 *du code du travail :* son amendement n° 121 (application des dispositions de l'article aux seules branches professionnelles négociant sur les salaires réels) : rejeté ; *article L.* 132-23 *du code du travail :* son amendement n° 122 (rédactionnel) : rejeté (p. 3281) ; *article L.* 132-24 *du code du travail :* son amendement n° 126 (rédactionnel) : rejeté (p. 3285) ; *article L.* 132-25 *du code du travail :* ses amendements n°s 134, 135 et 136 devenus sans objet (p. 3292) ; *article L.* 132-26 *du code du travail :* son amendement n° 145 (prévoyant une seule négociation annuelle obligatoire) : rejeté ; son amendement n° 147 (rédactionnel) (p. 3294) ; devenu sans objet (p. 3295) ; *article L.* 132-31 *du code du travail* : son amendement n° 166 (suppression de la possibilité pour la commission paritaire professionnelle d'examiner les réclamations individuelles des salariés) : rejeté [11 juin 1982] (p. 3316) ; **article 8 :** *article L.* 133-3 *du code du travail :* son amendement n° 52 (suppression de l'article) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3868) ; *article L.* 133-8 *du code du travail* : son amendement n° 171 (de conséquence) : rejeté (p. 3874) ; **article 9 :** *article L.* 136-1 *du code du travail* : son amendement n° 190 (suppression de la représentation des entreprises publiques au sein de la commission nationale de la négociation collective) (p. 3883) : rejeté (p. 3884) ; *article L.* 136-2 *du code du travail :* son amendement n° 192 (suppression de la disposition prévoyant que la commission nationale de la négociation collective est chargée de donner un avis sur l'interprétation de clauses des conventions collectives à la demande d'au moins la moitié des membres de la commission d'interprétation compétente) : rejeté [25 juin 1982] (p. 3887) ; *article L.* 136-4 *du code du travail :* son amendement n° 196 (tenue du secrétariat général de la commission par les services du ministère du travail) : rejeté (p. 3890).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : caractère ambitieux du programme du Gouvernement ; composition des conseils d'administration des caises de sécurité sociale ; monopole syndical imposé aux assurés sociaux pour désigner leurs représentants aux conseils d'administration ; accroissement des dépenses de sécurité sociale ; but des ordonnances de 1967 ; part détenue par les employeurs dans les conseils d'administration [7 juillet 1982] (p. 4312) ; élections des représentants des assurés ; formules différentes ; propositions en vue d'assainir la situation financière de la sécurité sociale (p. 4313).

Discussion des articles : **article 1er** : augmentation du nombre des administrateurs ; sous-représentation des chefs d'entreprise [8 juillet 1982] (p. 4333, 4334) ; son amendement n° 129 (modifiant la composition des conseils d'administration) (p. 4335) : rejeté (p. 4336) ; place des associations familiales dans la gestion des caisses de sécurité sociale (p. 4337) ; son amendement n° 64 (donnant voix consultative à un représentant des associations familiales, à un représentant des retraités et à six représentants des professions médicales) (p. 4338) : rejeté ; **après l'article 1er** : son amendement n° 130 (instituant auprès de chaque caisse primaire d'assurance maladie une commission consultative) : rejeté (p. 4340) ; **article 2** : représentation des familles (p. 4341) ; son amendement n° 131 (composition des conseils d'administration des caisses régionales) (p. 4342) : rejeté ; son amendement n° 66 (désignation du représentant des associations familiales) (p. 4343) : rejeté (p. 4344) ; **après l'article 2** : son amendement n° 132 (instituant auprès de chaque caisse régionale d'assurance maladie une commission consultative) (p. 4363) : rejeté ; **article 3** : composition de la caisse régionale d'assurance maladie de la région d'Ile-de-France et de celle de Strasbourg (p. 4364) ; son amendement n° 133 (augmentant la représentation des chefs d'entreprise) : rejeté (p. 4365) ; son amendement n° 68 (désignation d'un représentant des associations familiales, d'un représentant des retraités, de six représentants des professions médicales et de deux représentants du personnel) (p. 4366) ; rejeté ; **après l'article 3** : son amendement n° 134 (instituant une commission consultative auprès des caisses régionales d'assurance maladie d'Ile-de-France et de Strasbourg) : rejeté (p. 4367) ; **article 4** : composition du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg ; son amendement n° 135 (augmentant le nombre de représentants des employeurs) : rejeté (p. 4368) ; nombre de représentants accordé à la fédération nationale de la mutualité ; désignation d'un représentant par la fédération nationale de la mutualité française (p. 4369) ; son amendement n° 70 (désignation d'un représentant par la fédération nationale de la mutualité et d'un représentant des associations familiales) : rejeté ; **après l'article 4** : son amendement n° 136 (instituant une commission consultative auprès de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) : rejeté ; **article 5** : désignation des représentants des salariés par les conseils d'administration des caisses régionales (p. 4370) ; **article 6** : composition des conseils d'administration des caisses d'allocations familiales (p. 4371) ; son amendement n° 141 (augmentant le nombre des représentants des employeurs) : rejeté ; nombre des personnes qualifiées désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale (p. 4372) ; relations entre le Gouvernement et l'union nationale des associations familiales ; son amendement n° 72 (désignation d'un représentant des retraités et de deux représentants du personnel) : rejeté ; **après l'article 6** : son amendement n° 142 (instituant une commission consultative auprès de chaque caisse d'allocations familiales) : rejeté (p. 4373) ; **article 7** : démocratisation des systèmes sociaux des territoires d'outre-mer ; suppresion de la représentation des travailleurs indépendants ; son amendement n° 143 (augmentant le nombre des représentants des employeurs) : rejeté (p. 4374) ; désignation de deux représentants par la fédération nationale de la mutualité ; **après l'article 7** : son amendement n° 145 (instituant une commission consultative auprès des caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer) : rejeté ; **article 8** : absence de dispositions concernant les caisses d'allocations familiales des territoires d'outre-mer (p. 4375) ; son amendement n° 146 (augmentant le nombre des représentants des exploitants agricoles) : rejeté ; son amendement n° 147 (augmentant le nombre des représentants des employeurs) : rejeté (p. 4376) ; représentation de la fédération nationale de la mutualité et des retraités ; son amendement n° 76 (désignation des représentants par la fédération nationale de la mutualité et d'un représentant des retraités siégeant avec voix consultative) : rejeté ; **après l'article 8** : son amendement n° 148 (instituant une commission consultative auprès des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer) : rejeté ; **article 9** : refus du Gouvernement d'accorder des sièges avec voix délibératives aux représentants des familles et des personnes âgées ; composition du conseil d'administration de la caisse nationale de l'assurance maladie (p. 4377) ; nécessité de permettre à chacune des caisses d'avoir un représentant dans les caisses voisines ; son amendement n° 149 (augmentant le nombre des représentants des employeurs) : rejeté (p. 4378) ; son amendement n° 78 (désignation d'un représentant des associations familiales, d'un représentant des retraités et de six représentants des professions médicales) : rejeté ; **après l'article 9** : son amendement n° 150 (instituant une commission consultative auprès de la caisse nationale de l'assurance maladie) : rejeté ; **article 10** : rôle du conseil supérieur de la sécurité sociale (p. 4379) ; son amendement n° 80 (désignation d'un représentant des associations familiales siégeant avec voix consultative) : rejeté ; **après l'article 10** : son amendement n° 152 (instituant une commission consultative auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse) (p. 4380) : rejeté ; **article 11** : absence de définition dans le présent projet de loi des missions du comité supérieur de la sécurité sociale ; son amendement n° 153 (augmentant le nombre des représentants des employeurs) (p. 4381) ; rejeté ; son amendement n° 82 (désignation d'un représentant par la fédération nationale de la mutualité et d'un représentant des retraités siégeant avec voix consultative) : rejeté ; **après l'article 11** : son amendement n° 154 (instituant une commission consultative auprès de la caisse nationale d'allocations familiales) : rejeté (p. 4382) ; **article 13** : retour dans une certaine mesure au système en vigueur entre 1945 et 1967 ; engagement de Mme Nicole Questiaux selon lequel le paritarisme serait maintenu dans les U.R.S.S.A.F. (p. 4383) ; son amendement n° 155 (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 4384) ; **article 17** : son amendement n° 156 (précisant que sont électeurs pour les conseils d'administration des caisses d'allocations familiales, les mères de famille allocataires non assurées sociales de

leur propre chef mais dont les maris se seraient désistés en leur faveur) : rejeté (p. 4387) ; **article 29 :** gel des charges sociales auquel le Gouvernement s'est engagé ; remise en cause de cet engagement par les dispositions du présent article (p. 4390) ; **article 7 précédemment réservé :** son amendement n° 74 (précisant que siègent avec voix consultative un représentant des associations familiales et deux représentants du personnel) : rejeté (p. 4394).

Explications de vote : absence de véritable démocratisation de la gestion des organismes de sécurité sociale (p. 4395) ; refus du Gouvernement d'assainir la situation ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 4396).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 11 :** qualité des représentants des associations familiales au sein des organes délibératifs [26 octobre 1982] (p. 6308).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** nécessité d'associer dans la lutte contre les accidents du travail l'ensemble des partenaires sociaux [21 septembre 1982] (p. 4996) ; **article 1er :** délimitation de la loi et du règlement ; nécessité de modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre aux députés de déposer de nouveaux amendements visant à harmoniser les textes (p. 4999) ; **article 2 :** cas des entreprises où n'existe pas de comité d'entreprise ; financement des mesures envisagées (p. 5004) ; répartition des ristournes des cotisations pour accident du travail versées aux entreprises (p. 5005) ; *article L.* 236-1 *du code du travail :* son amendement n° 88 (d'harmonisation) (p. 5006) : rejeté (p. 5007) ; place occupée par les salariés à temps partiel dans l'effectif total de l'entreprise (p. 5012) ; suppression de la référence à l'effectif sur douze mois consécutifs ou non ; période servant de référence au calcul de l'effectif de l'entreprise (p. 5013) ; nécessité d'établir un constat de carence envoyé à l'inspecteur du travail en cas d'inexistence d'un C. H. S. C. T. dans l'entreprise (p. 5014) ; son amendement n° 143 (cas des entreprises de moins de cinquante salariés) : rejeté ; son amendement n° 144 (possibilité pour l'inspecteur du travail et le directeur départemental du travail d'imposer la création d'un C. H. S. C. T.) : rejeté (p. 5015) ; son amendement n° 148 (précisant que la décision est susceptible d'un recours devant le président du tribunal d'instance) : rejeté (p. 5017) ; son amendement n° 151 (établissement d'un procès-verbal de carence) (p. 5018) : rejeté (p. 5019) ; son amendement n° 90 (de cohérence) : retiré (p. 5020) ; harmonisation du présent texte (p. 5021) ; *article L.* 236-2 *du code du travail :* son amendement n° 154 (précisant que le C. H. S. C. T. a notamment pour mission l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail des salariés) : rejeté (p. 5023) ; son amendement n° 92 (de clarification) (p. 5024) : rejeté (p. 5025) ; problème de la maternité, de la femme enceinte et de la femme qui vient d'accoucher (p. 5026) ; contrôles et études auxquels pourront se livrer les C. H. S. C. T. (p. 5027) ; nécessité de permettre à chaque travailleur de saisir le comité et de lui demander d'effectuer une inspection (p. 5029) ; *article L.* 236-2 *du code du travail :* mission de prévention contre les incendies et mission de contrôle des conditions de transports des matières toxiques et dangereuses devant être confiées au C.H.S.C.T. [22 septembre 1982] (p. 5036) ; motivation des décisions du C.H.S.C.T. (p. 5037) ; répartition des compétences entre les comités d'entreprise et les C.H.S.C.T. (p. 5038) ; nécessité de garantir les salariés contre toute modification pouvant entraîner des accidents du travail (p. 5039) ; dispositions spécifiques en faveur des handicapés ; attribution du C.H.S.C.T. (p. 5042) ; *article L.* 236-3 *du code du travail* : secret médical ; risque d'espionnage industriel et d'espionnage économique (p. 5043) ; sanctions en cas de non-respect de l'obligation de discrétion et de respect du secret professionnel par les membres du C. H. S. C. T. ; *article L.* 236-4 *du code du travail :* son amendement n° 169 (rapport écrit faisant le bilan de la situation générale de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise) (p. 5044) : adopté (p. 5045) ; son amendement n° 172 (substituant au mot « énoncé » le mot « exposé » dans le sixième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 5046) : rejeté ; transmission du rapport et du programme annuel (p. 5047) ; disposition imposant aux entreprises voulant obtenir un marché public de joindre à toute demande le procès-verbal de la réunion du comité C. H. S. C. T. (p. 5047-5048) ; événements survenus depuis le choc pétrolier (p. 5048) ; demande au ministre du travail un rapport sur l'application de la loi de 1973 (p. 5049) ; *article L.* 236-5 *du code du travail :* composition du C. H. S. C. T. (p. 5050-5051) ; son amendement n° 178 (désignation des membres de la délégation du personnel dans les cas où il n'existe pas de comité d'entreprise) : rejeté ; nécessité de permettre aux conseillers du travail et à l'ingénieur de sécurité de faire partie du C. H. S. C. T. (p. 5053) ; son amendement n° 180 (précisant que le chef d'entreprise ou d'établissement est de droit président du C. H. S. C. T.) : rejeté ; désignation de la personne devant assurer le secrétariat du C. H. S. C. T. (p. 5054) ; propose une modification de l'amendement n° 228 de M. Charles Millon (p. 5056) ; *article L.* 236-6 *du code du travail :* son amendement n° 182 (précisant que dans les établissements occupant plus de 1 000 salariés, le comité d'entreprise détermine le nombre et les compétences des C. H. S. C. T.) ; harmonisation de l'action des C. H. S. C. T. dans les entreprises ou plusieurs d'entre eux ont été créés (p. 5060) : rejeté ; mise en place de sections et de comités d'hygiène et de sécurité par atelier dans les grandes entreprises (p. 5061) ; fixation du nombre des C. H. S. C. T. en cas de conflit (p. 5062) ; substitution du mot « recours » au mot « réclamation » ; *article L.* 236-7 *du code du travail :* alourdissement des charges fiscales et sociales des entreprises (p. 5063) ; nécessité de permettre aux C. H. S. C. T. d'exercer leur mission lorsqu'il en existe plusieurs dans une même entreprise ; répartition des crédits d'heures dont disposent les membres du C. H. S. C. T. (p. 5065) ; répartition des contingents d'heures (p. 5066) ; décompte des heures devant être payées par l'entreprise aux membres du C. H. S. C. T. ; temps passé à la tenue des réunions dans l'entreprise (p. 5067) ; mission de prévention du C. H. S. C. T. (p. 5068) ; information du C. H. S. C. T. (p. 5069) ; notion d'incidents répétés (p. 5070) ; place de la prévention parmi les compétences du C.H.S.C.T. (p. 5071) ; *article L.* 236-9 *du code du travail :* son amendement n° 192 (insérant les mots « agréé par les tribunaux » après le mot « expert » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5073) ; nécessité de préciser que le recours à un expert fait l'objet d'une délibération du C. H. S. C. T. (p. 5074) ; risque d'utiliser les conclusions du rapport d'un expert unique comme base de poursuite pénale (p. 5074-5075) ; accroissement des charges des entreprises consécutives aux dispositions de cet article (p. 5075) ; entrée de l'expert dans l'entreprise (p. 5076) ; rôle de l'expert (p. 5076-5077) ; *article L.* 236-10 *du code du travail :* type de formation dont doivent bénéficier les membres du C. H. S. C. T. (p. 5078) ; **après l'article 2** responsabilité de l'encadrement en cas d'accident (p. 5080) ; **article 7 :** entrée en vigueur de la présente loi (p. 5081) ; **après l'article 1er** (amendements précédemment réservés) : nécessité d'établir une procédure spécifique pour les risques imminents d'accident du travail ou de maladie professionnelle (p. 5084-5085) ; problème de l'appréciation de l'imminence d'un danger (p. 5087).

Explications de vote : financement des mesures contenues dans le présent projet de loi (p. 5092).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : échec de la politique économique du Gouvernement ; financement de l'indemnisation du chômage ; institution d'un prélèvement sur la rémunération des agents du secteur public [11 octobre 1982] (p. 5602) ; création d'un impôt échappant au droit budgétaire ; déficit de l'U. N. E. D. I. C. ; caractère temporaire de la contribution créée ; relations financières entre l'Etat et l'U. N. E. D. I. C. ; indemnisation des primo-demandeurs d'emploi ; incohérence de la démarche gouvernementale (p. 5603) ; réforme des prestations de chômage ; situation des chômeurs de longue durée ; participation de l'ensemble des salariés du secteur public à la nouvelle contribution ; aggravation du chômage (p. 5604) ; déficit de la sécurité sociale ; promesses non tenues ; augmentation de la contribution des entreprises pour l'indemnisation du chômage (p. 5605).

Discussion des articles : **article 1er :** utilisation des fonds recueillis (p. 5619) ; gestion du fonds (p. 5620) ; **article 2 :** gestion du fonds de solidarité et composition de conseil d'administration (p. 5622) ; **article 5 :** taux de la contribution (p. 5625).

Explications de vote : déficit de l'assurance chômage ; abstention du groupe R. P. R. (p. 5629).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : modification de l'attitude du Gouvernement et de la majorité vis-à-vis de la sécurité sociale depuis un an ; augmentation du montant des prestations sociales ; non application immédiate des mesures contenues dans le présent projet ; révision du mécanisme des pensions [18 octobre 1982] (p. 5908) ; nouveau système de calcul des prestations familiales ; diminution du pouvoir d'achat des familles nombreuses ; promesses non tenues ; nécessité de réunir la commission des comptes de la sécurité sociale ; remise en cause des mécanismes d'actualisation des prestations vieillesse et familiales ; cotisations sociales demandées aux préretraités ; contradiction entre les mesures prises et les anciennes prises de position des membres de la majorité (p. 5909) ; diminution du pouvoir d'achat des retraités ; réforme du régime de fixation des cotisations des travailleurs non salariés non agricoles ; création du forfait journalier hospitalier ; personnes exonérées de ce forfait (p. 5910) ; maintien du système du ticket modérateur ; maintien du système du prix de journée ; institution d'une taxe sur la publicité pharmaceutique, l'alcool et les tabacs ; conséquence de ces taxes nouvelles sur l'inflation (p. 5911) ; affirme que les mesures du présent projet de loi ne couvrent que le déficit de la sécurité sociale pour 1983 (p. 5912).

Discussion des articles : **article 6 :** mise en place du forfait journalier hospitalier (p. 5936) ; date d'entrée en vigueur du forfait journalier (p. 5940) ; **article 8 :** prise en charge du forfait journalier au titre de l'aide médicale (p. 5941) ; **article 9 :** contrôle des organismes de sécurité sociale sur le budget global (p. 5943) ; dialogue entre la collectivité locale et le conseil d'administration de l'hôpital (p. 5944) ; son amendement n° 84 (avis des organisations représentatives des établissements hospitaliers publics et privés à but lucratif ou non) : rejeté (p. 5945) ; révision de la dotation globale (p. 5946) ; **article 10 :** son amendement n° 85 (suppression des mots « et de prix de journée ») [19 octobre 1982] (p. 5952) : retiré (p. 5953) ; **article 13 :** son amendement n° 86 (compétences de la chambre régionale des comptes) : rejeté (p. 5954) ; **article 15 :** son amendement n°87 (information des organismes d'assurance maladie sous réserve du respect du secret médical) (p. 5955) : adopté après rectification (p. 5956) ; **article 1er, précédemment réservé :** sentiment de spoliation et de trahison se développant chez les préretraités (p. 5959) ; s'étonne que les députés socialistes et communistes n'aient pas demandé la suppression de cet article (p. 5961) ; **article 2, précédemment réservé :** son amendement n° 79 : devenu sans objet ; **article 3, précédemment réservé :** évolution négative des régimes d'assurance vieillesse (p. 5962) ; son amendement n° 80 (étalant dans le temps les cotisations supplémentaires demandées aux préretraités) : rejeté (p. 5963) ; **article 5, précédemment réservé :** son amendement n° 81 (étendant les dispositions de cet article à tous les régimes obligatoires d'assurance maladie) : rejeté (p. 5969) ; son amendement n° 82 (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 5970) : rejeté (p. 5971) ; **article 27 :** son amendement n° 88 (substituant aux mots « de la caisse nationale d'assurance maladie » les mots « des régimes obligatoires d'assurance maladie ») : rejeté ; son amendement n° 89 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 6000) : rejeté (p. 6001).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** extension du champ des dispositions du présent article ; son amendement n° 19 (montant de la taxe sur la publicité pharmaceutique) [8 décembre 1982] (p. 8126) : rejeté ; son amendement n° 20 (déductibilité de la contribution pour l'assiette de l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 8127) ; répartition du produit de la recette de la taxe sur la publicité pharmaceutique ; **article 6 :** son amendement n° 21 (entrée en vigueur du présent article) (p. 8128) : rejeté ; **après l'article 6 :** son amendement n° 22 (limitant à trente jours le paiement du forfait hospitalier en cas d'hospitalisation de longue durée) : rejeté ; son amendement n° 23 (même objet) : rejeté (p. 8129) ; **article 24 :** réforme du calcul des cotisations d'assurance-maladie des travailleurs indépendants ; **article 25 :** mécanisme d'actualisation des cotisations d'assurance-vieillesse (p. 8134) : **article 27 :** taxation des alcools ; lutte contre l'alcoolisme (p. 8138) ; **article 28 :** son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 18 de la commission (information des organisations syndicales sur les cotisations et les contributions à caractère social versées par l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 24 devenu sans objet (p. 8144).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 97 (suppression du plafonnement pour les contribuables bénéficiant d'une demi-part additionnelle pour enfant invalide) [27 octobre 1982] (p. 6386) : rejeté (p. 6387) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 98 (avantage fiscal procuré par la provision pour investissements : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6433) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 99 (taxation des frais de réception et de restaurant compris dans les frais généraux des entreprises) (p. 6434) : rejeté (p. 6435).

Deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale : questions :* crédits destinés aux conservatoires et aux écoles de musique agréées [3 novembre 1982] (p. 6657) ; recrutement des directeurs et professeurs des conservatoires ou écoles musique ; suppression de la tutelle de l'administration centrale ; harmonisation des recrutements (p. 6658).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 54 : son amendement n° 47 devenu sans objet [19 novembre 1982] (p. 7513).

PISTRE (Charles)

Député du Tarn
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commision consultative du renouvellement du mandat des membres des chambres d'agricultures [*J.O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Agriculture : dépenses ordinaires) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome I. **Agriculture :** dépenses ordinaires **(n° 1170)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **usine Armosig de Gaillac :** occupation des locaux par les salariés ; application des ordonnances sociales dans cette entreprise [7 avril 1982] (p. 959).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 15 :** remplacement d'un délégué du personnel momentanément absent ; absence de démocratie dans l'entreprise comme facteur de désordre [1er juin 1982] (p. 2818).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : problème de l'organisation des filières agricoles ; composition du conseil de direction des offices ; compétence des offices sur l'ensemble de la gestion de la filière ; spécialisation à l'intérieur de chaque office par type de produit ; solidarité entre les filières et entre les offices [29 juin 1982] (p. 4033).

Discussion des articles : **article 3 :** représentabilité des organisations syndicales [1er juillet 1982] (p. 4126) ; disparition de l'Etat U. D. F. (p. 4130) ; **article 5 :** renforcement de l'efficacité économique des filières (p. 4134) ; **article 7 :** communication des informations aux offices (p. 4141) ; **article 8 :** composition du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 4147) ; **article 12 :** problème des producteurs des zones de montagne (p. 4166) ; **article 16 :** demande aux auteurs de l'amendement n° 222 de le retirer afin de le reprendre en seconde lecture (p. 4176).

Explication de vote : déroulement du débat ; reconnaissance d'une politique différenciée de formation des revenus ; réforme de la politique agricole commune ; prise en compte des disparités régionales ; clarification des rapports entre les offices et les interprofessions ; vote positif du groupe socialiste (p. 4193).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : progression des dépenses ordinaires ; relèvement des prix agricoles ; enseignement ; formation continue ; contrôle des fonds provenant de taxes parafiscales ; diversification du développement agricole [9 novembre 1982] (p. 6926) ; problème des bourses ; poursuite du plan « d'auxiliarisation » des vacataires ; accroissement des dotations allouées à l'enseignement privé ; revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne (p. 6927).

Environnement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : diminution des crédits du ministère de l'environnement ; rattachement à ce budget des crédits du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; suppression par décret de certaines autorisations de programme inscrites au budget de 1982 ; refus de l'Etat de remplir son rôle en matière de lutte contre la pollution ; problème de l'approvisionnement et de la qualité de l'eau ; insuffisance des stations d'épuration [15 novembre 1982] (p. 7200) ; chance représentée par la création du fonds spécial de grands travaux ; place de l'environnement dans la qualité de la vie (p. 7201).

Questions : problème de la pollution de l'eau ; résultats décevants des contrats de branche ; pollution d'origine agricole [15 novembre 1982] (p. 7216).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur pour avis suppléant : **avant l'article 15 A :** rôle des régions en matière de valorisation des ressources énergétiques locales et de politique d'aménagement du territoire [30 novembre 1982] (p. 7785) ; son sous-amendement n° 435, à titre personnel, à l'amendement n° 148 de la commission (de précision) : retiré ; son sous-amendement n° 436, à titre personnel, à l'amendement n° 149 de la commission (de précision) (p. 7786) : retiré ; lien entre le conseil régional et le comité régional du tourisme et des loisirs (p. 7787) ; **article 16 :** pouvoir des élus communaux en matière de délivrance de l'autorisation de construire après élaboration d'un document d'urbanisme (p. 7801) ; nécessité de rétablir cet article (p. 7802).

PLANCHOU (Jean-Paul)

Député de Paris
(31e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J.O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre du conseil d'administration de la Caisse nationale des banques [*J.O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Rapporteur du projet de loi portant réforme de la planification (n° 909) [3 juin 1982] (p. 2942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de finances rectificative pour 1982 [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Membre de la commission chargée de suivre l'exécution du plan intérimaire pour 1982-1983 [*J.O.* du 18 juin 1982] (p. 1930).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Culture) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J.O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

Président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3806).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 909) portant **réforme de la planification (n° 926)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la **planification (n° 1013)** [6 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 12 : **culture (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **caisses d'épargne :** relations existant entre le réseau des caisses d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations ; rapport Anciant ; représentation du personnel au sein des conseils d'administration et démocratisation des caisses d'épargne [14 avril 1982] (p. 119) ;

— **respect des ordonnances sur le travail temporaire :** possibilité de recours pour les salariés concernés [6 octobre 1982] (p. 5462) ;

orales sans débat :

— **n° 128,** posée le 13 avril 1982 : **politique extérieure (Togo)** (p. 1089) ; appelée le 16 avril 1982 : **aides extérieures françaises :** situation économique de plusieurs Etats africains ; moyens mis en œuvre pour s'assurer de l'utilisation conforme de l'aide publique à son objet initial ; état des relations économiques et financières de la France avec le Togo (p. 1178) ; vigilance du Gouvernement vis-à-vis du Togo (p. 1179) ;

— n° **286**, posée le 23 novembre 1982 : **enseignement (programmes)** (p. 7605) ; appelée le 26 novembre 1982 ; remplacé par M. Roger Rouquette : **instruction civique** (p. 7709).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 696).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 18-2 :** valeur d'échange des actions des trois banques déjà nationalisées détenues par le personnel ; mode actuel d'indemnisation plus favorable que les cours du 30 janvier dernier ; intervention d'une phase spéculative entre le 30 juin et aujourd'hui [4 février 1982] (p. 744).

— **Projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et 1980 (n°s 101, 652).**

Première lecture, discussion générale : débat politique à l'occasion de l'examen du projet de loi de règlement [6 avril 1982] (p. 794) ; inadéquation de la politique économique mise en œuvre face à la situation de crise en 1979 et en 1980 ; poursuite de l'augmentation du chômage ; augmentation de l'investissement ; régression des investissements privés et défaillance du commerce extérieur en 1979 et 1980 ; pléthore de fonctionnaires dénoncée par la droite ; retrait de l'Etat de la vie économique et sociale sous le précédent gouvernement (p. 795) ; acceptation du chômage par l'ancienne majorité ; alourdissement des cotisations sociales à la charge des salariés et de l'impôt sur le revenu des ménages ; réduction des effectifs et du salaire moyen par tête dans l'administration ; régression de l'investissement public ; inadéquation des politiques conservatrices face à la crise ; contradictions dans la politique menée par Reagan aux Etats-Unis ; augmentation du déficit observé en 1982 résultant d'actions volontaires en faveur de l'emploi et de la consolidation des structures industrielles ; création d'emplois budgétaires et non budgétaires ; augmentation des aides à l'industrie, des crédits de la recherche et des aides à la construction ; différence de nature entre les déficits accumulés par la droite et les déficits volontaristes de la nouvelle majorité ; contrainte pesant sur les finances publiques : volume du chômage et défauts de la fiscalité ; mauvaise répartition de la charge de l'impôt ; insuffisance de l'imposition des revenus du capital par rapport à ceux du travail (p. 796) ; acceptation du chômage traduite par les budgets de 1979 et 1980 (p. 797).

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).**

Première lecture, discussion générale : texte de nécessité ; volonté de préciser les bases de la coopération et du mutualisme dans le secteur bancaire ; phobie des nationalisations dont fait preuve M. Edmond Alphandery ; développement du secteur de l'économie sociale ; rôle du secteur mutualiste ; démocratisation du secteur mutualiste ; précision apportée par le texte quant à la nature des sociétaires admis au capital d'unions coopératives de banques ; fixation des limites de l'intérêt versé au capital ; cause entre l'économie sociale et les orientations gouvernementales ; projet relatif aux droits des travailleurs ; « remutualisation » nécessaire du Crédit agricole ; approbation du texte par le groupe socialiste [20 avril 1982] (p. 1193).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion générale : rend hommage à M. Georges Gosnat ; importance du collectif dans la relance de l'investissement productif ; allégement de la taxe d'habitation ; réforme fiscale ; insuffisance des mesures contenues dans le présent projet [25 mai 1982] (p. 2559) ; rôle des groupes nationalisés comme pôle de restructuration du tissu industriel (p. 2560).

Discussion des articles : **article 4 :** situation des banques ; prélèvement exceptionnel de 1 p. 100 [26 mai 1982] (p. 2612).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère erroné des chiffres cités par M. Michel Noir [16 juin 1982] (p. 3498).

Troisième lecture, discussion générale : mise en cause de M. Christian Pierret, rapporteur général, par M. Jacques Marette ; travaux de la commission mixte paritaire [18 juin 1982] (p. 3595).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 30 :** *article L. 439-1 du code du travail :* son amendement n° 497 (précisant qu'un comité de groupe est constitué au sein du groupe formé par des entreprises créant entre elles une association ou une fédération chargée d'élaborer une stratégie économique et financière commune [8 juin 1982] (p. 3110) ; retiré (p. 3111).

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : adoption du plan intérimaire ; changement des méthodes de la planification ; historique de la planification en France ; déclin au cours des dernières années ; IXe Plan ; crise du processus d'accumulation capitaliste [14 juin 1982] (p. 3325) ; inclusion dans le Plan des objectifs culturels, des rapports sociaux et des programmes de coopération ; planification incitatrice ; programmes d'actions prioritaires et programmes prioritaires d'exécution ; insertion dans la loi des contrats de Plan ; démocratisation du Plan ; institution d'une commission nationale de la planification ; plans des régions et Plan de la nation ; pouvoir d'autosaisine de la commission nationale ; contrôle parlementaire du Plan ; portée des contrats de Plan ; clarification des rapports Etat - régions ; adéquation du budget du Plan ; réforme des administrations publiques (p. 3326).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1 (intitulé du titre I : Plan de la nation) : adopté (p. 3360) ; **article 1er :** son amendement n° 2 (définition du Plan) ; modification de la disposition concernant les politiques de coopération et les relations contractuelles entre les partenaires économiques et sociaux : retiré (p. 3362) ; impératifs de la défense nationale (p. 3363) ; caractère indicatif du Plan (p. 3364) ; association du Parlement à l'élaboration du Plan ; possibilité de constituer une délégation parlementaire (p. 3365) ; contrôle de l'exécution du Plan par le Parlement (p. 3366) ; **avant l'article 2 :** son amendement n° 3 (contenu du Plan de la nation) : adopté [15 juin 1982] (p. 3373) ; **article 2 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 3374) ; fixation, notamment en matière de prélèvements et de transferts sociaux (p. 3375) ; son amendement n° 5 (suppression de la mention des négociations entre partenaires sociaux) : devenu sans objet ; son amendement n° 6 (suppression de la disposition prévoyant que la première loi de Plan peut mentionner la conclusion d'accords ou de programmes de coopération) : devenu sans objet (p. 3376) ; **article 3 :** son amendement n° 7 (définition par la seconde loi de Plan des mesures juridiques, financières et administratives à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la première loi de Plan) (p. 3379) : adopté ; prévision des dépenses de l'Etat (p. 3380) ; programmes d'action prioritaires ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3381) ; son amendement n° 166 à titre personnel (indication par la seconde loi de Plan de l'objet et de la portée des contrats de Plan) : adopté ; son amendement n° 9 (interventions économiques des collectivités territoriales conformément à la loi du 2 mars 1982) (p. 3382) : modifié, adopté (p. 3383) ; **article 4 :** son amendement n° 10 (suppression de l'article) ; obligation pour des lois de programmes ou de programmation de faire l'objet d'une loi de Plan rectificative (p. 3384) ; rejeté (p. 3385) ; **avant l'article 5 :** son amendement n° 11 (de conséquence) : adopté (p. 3386) ; **article 5 :** son amendement n° 12 (rédactionnel) ; participation de la commission nationale à l'élaboration du Plan et à son exécution ; modifié, adopté ; son amendement n° 13 (composition de la commission nationale de la planification) (p. 3387) ; rejeté (p. 3388) ; son amendement n° 14 (modalités de fonctionnement de la commission nationale de la planification) ; possibilité pour la commission de faire connaître son avis et ses recommandations sur tout problème qui surgirait dans l'exécution du Plan) : rejeté (p. 3391) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 15 (institution d'une délégation parlementaire de la planification et composition de cette délégation) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 16 (modification du délai de saisine de la commission nationale de planification) (p. 3392) : adopté ; son amendement n° 167 à titre personnel (de forme) : adopté ; son amendement n° 168 (transmission du document d'orientation aux régions à titre d'information) : adopté (p. 3393) ; information de la commission nationale sur les priorités de développement des régions ; son amendement n° 17 (communication par chaque entreprise publique à la commission nationale de planification de ses choix pour la période d'application du Plan) (p. 3400) ; non soutenu (p. 3401) ; **article 7 :** son amendement n° 18 (achèvement des travaux de la commission nationale un an au moins avant l'entrée en vigueur du Plan) (p. 3402) ; caractère consultatif des avis de la commission nationale ; adopté ; son amendement n° 19 (suppression du caractère

public des avis et recommandations de la commission nationale de la planification) : adopté ; son amendement n° 20 (suppression du délai d'examen du projet de Plan par le Conseil économique et social) (p. 3403) : adopté ; son amendement n° 21 (dépôt du projet de première loi de Plan au Parlement au début de la session de printemps) : adopté (p. 3404) ; **après l'article 7 :** possibilité pour l'ensemble des institutions sociales de faire appel à la commission nationale de la planification (p. 3405) ; **article 8 :** son amendement n° 169 à titre personnel (transmission de l'avant-projet de seconde loi de Plan aux régions) : rectifié, adopté ; son amendement n° 22 (soumission du projet de seconde loi de Plan à la commission nationale de planification et au Conseil économique et social) ; nécessité de ne pas fixer à la commission nationale un délai trop rigide (p. 3406) ; modifié, adopté ; son amendement n° 23 (dépôt du projet de seconde loi de Plan au début de la première session ordinaire du Parlement) : adopté (p. 3407); **article 9 :** son amendement n° 24 (conditions de soumission au Parlement par le Gouvernement du rapport sur l'exécution du Plan et contenu de ce rapport); examen par le Parlement de l'exécution du Plan en un seul débat annuel ; absence d'intervention de la commission nationale de la planification (p. 3408); programmes prioritaires; adéquation entre le Plan et le budget ; rejeté ; **avant l'article 10 :** son amendement n° 25 (intitulé du chapitre III : « les contrats de Plan ») : rejeté (p. 3409) ; **article 10 :** son amendement n° 26 conditions de la conclusion des contrats de Plan par l'Etat) : adopté ; son amendement n° 144 à titre personnel (précision de la nature et de la portée du contrat de Plan conclu entre l'Etat et la région) son amendement n° 27 (domaine des contrats de Plan conclus entre l'Etat et les régions) (p. 3410) ; amendement n° 144 : adopté ; amendement n° 27 devenu sans objet ; son amendement n° 171 à titre personnel (communication à la région de tout contrat de Plan signé entre l'Etat et les collectivités territoriales de cette région) : adopté ; son amendement n° 170 à titre personnel (communication aux régions concernées, des contrats conclus entre les entreprises et l'Etat) : rectifié, adopté ; son amendement n° 28 (prévoyant que les relations financières entre l'Etat et les entreprises et établissements publics sont régies par les contrats de Plan) (p. 3412) ; souci de ne pas établir de discrimination entre les entreprises publiques et les collectivités territoriales et les régions ; rejeté ; son amendement n° 29 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 30 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 31 (mise en concordance du niveau de l'information des entreprises du secteur privé et des entreprises publiques) (p. 3413) : modifié, adopté ; son amendement n° 32 (rédactionnel) : rejeté (p. 3414) ; **article 11 :** avantages accordés entre co-contractants dans le cadre des contrats de Plan et conditions d'attribution des aides publiques ; son amendement n° 33 (aides financières publiques accordées en priorité par l'Etat dans le cadre des contrats de Plan) ; liaison entre les aides publiques et les engagements contractuels (p. 3415) ; adopté (p. 3416) ; **article 12 :** son amendement n° 34 (suppression de l'article) : rejeté (p. 3417) ; **avant l'article 13 :** son amendement n° 35 (intitulé du titre II : Les Plans des régions) : adopté (p. 3421) ; **article 13 :** son amendement n° 37 (contenu du plan de la région et compatibilité entre celui-ci et le Plan de la nation) ; son sous-amendement n° 180 à titre personnel à son amendement n° 37 (suppression de la disposition relative à la compatibilité entre le plan de la région et le Plan de la nation) (p. 3422) ; sous-amendement n° 180 : adopté ; amendement n° 37 : modifié, adopté ; **article 14 :** son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté (p. 3423) ; impossibilité matérielle de consulter l'ensemble des communes sur l'élaboration du plan de la région ; consultation des comités économiques et sociaux ; son amendement n° 39 (communication par chaque entreprise publique implantée dans une région, de communiquer ses choix d'activité dans la région) : rejeté (p. 3425) ; son amendement n° 40 (approbation préalable du plan régional par le conseil régional dans la mesure où il prévoit la signature d'un contrat de Plan avec l'Etat) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 41 (indication par le plan de la région de l'objet et de la portée du contrat de Plan que la région propose de souscrire avec l'Etat) : adopté ; son amendement n° 42 (rédactionnel) (p. 3426) : adopté ; résiliation des contrats de plan régionaux par l'Etat ; son amendement n° 43 (suppression de la disposition relative à la souscription des contrats de Plan en commun par plusieurs régions) : adopté ; moyens financiers engagés dans le cadre des contrats de Plan (p. 3427) ; **article 16 :** son amendement n° 44 (communication des plans des régions au ministre du Plan et consultation par ce dernier de la commission nationale de planification sur leur compatibilité avec le Plan de la nation) (p. 3428) : rejeté ; **après l'article 16 :** son amendement n° 45 (modification des délais d'élaboration du Plan au cours de la période transitoire) : adopté (p. 3429).

Ses observations après explications de vote : création d'une délégation parlementaire de la planification ; relations entre Plan et budget ; amélioration de la diffusion de l'information entre les divers acteurs de la planification (p. 3532).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : travaux de la commission mixte paritaire ; accord intervenu entre députés et sénateurs sur les méthodes de la planification ; institution d'une délégation parlementaire pour la planification ; contenu du rapport soumis à l'approbation du Parlement par la première loi de plan ; intégration des lois de programme dans les lois de plan ; représentation de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce et de l'industrie au sein de la commission nationale de planification ; définition du champ des contrats de Plan ; caractère démocratique de la planification [7 juillet 1982] (p. 4293, 4294, 4295).

Discussion des articles : apporte quelques corrections au texte adopté par la commission mixte paritaire (p. 4300).

Explications de vote : attitude constructive de M. Jean-Pierre Soisson au sein de la C.M.P. ; volonté d'opposition systématique manifestée par M. Edmond Alphandéry (p. 4301).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : lutte contre l'inflation ; évolution de la conjoncture internationale [23 juin 1982] (p. 3803) ; politique des taux d'intérêt et évolution du dollar ; blocage des prix et des revenus ; risques d'anticipations inflationnistes ; rôle de la politique du crédit ; caractère inflationniste de l'attribution automatique des crédits à l'exportation ; mise en place d'un nouveau mode de développement (p. 3804, 3805).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion générale : séparation entre la loi et le règlement ; donne son interprétation de l'article 34 de la Constitution ; volonté de l'opposition de ramener les caisses d'épargne dans le droit commun ; attitude du président de l'union nationale des caisses d'épargne de France [13 juillet 1982] (p. 4447, 4448) ; mission du réseau des caisses d'épargne ; manque d'organisation de ce réseau ; création du centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (C.E.N.C.E.P) ; maintien de l'enracinement local ; dégagement des caisses par rapport aux tutelles ; démocratisation des structures ; rôle des conseils d'administration (p. 4449) ; répartition des compétences entre la caisse des dépôts et consignations et les S.O.R.E.F.I ; financement des collectivités locales et du logement social ; loi Minjoz ; nécessité de relever le plafond du livret A (p. 4450).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin

Explications de vote : respect du blocage des prix ; difficultés pesant sur les entreprises en période de blocage des prix ; volonté manifestée par le Gouvernement de lutter contre les inégalités et de réformer la distribution [20 juillet 1982] (p 4543).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : adoption du texte par le Sénat [23 juillet 1982] (p. 4739).

Discussion des articles : justification de la procédure budgétaire employée (p. 4741).

— Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).

Première lecture, discussion générale : amélioration du financement de l'activité économique et des investissements des entreprises ; échec de la loi Monory ; rôle du secteur public ; nouveaux rapports entre la banque et l'entreprise consécutifs à la nationalisation du système financier ; conséquences de la crise économique ; modification des droits des travailleurs dans l'entreprise [28 septembre 1982] (p. 5162, 5163).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général suppléant : échec de la commission mixte paritaire ; reprise du texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 1982] (p. 8573, 8574).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6 :** versement d'une contribution de solidarité par les députés [11 octobre 1982] (p. 5626).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : absence de rupture entre le budget 1983 et le budget 1982 ; priorité donnée à l'emploi ; modernisation de l'appareil productif ; importance de la contrainte extérieure [26 octobre 1982] (p. 6323) ; mobilisation de l'épargne des particuliers en faveur de l'investissement productif ; absence de création d'impôts nouveaux ; stabilisation de la pression fiscale ; détérioration des échanges extérieurs ; croissance du pouvoir d'achat des prestations sociales ; réussite du blocage des prix ; résultats obtenus en matière de lutte contre le chômage ; faiblesse de l'endettement de l'Etat français (p. 6324) ; sortie du blocage des prix ; évolution du commerce extérieur ; renforcement de la politique d'économies d'énergie ; redéploiement des prêts bonifiés en faveur de l'industrie ; nouveaux rapports Plan-budget ; mise au point d'instruments modernes de gestion des finances de l'Etat (p. 6325) ; maintien du cap du changement (p. 6326).

Première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** attitude de l'opposition ; contenu des interventions des orateurs inscrits sur les articles du présent projet de loi [27 octobre 1982] (p. 6378) ; contenu des informations budgétaires données au Parlement (p. 6379).

Deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : caractère dynamique du budget de la culture ; rôle de la création artistique et du développement culturel pour sortir de la crise économique ; effort particulier de sélectivité de la dépense ; réorientation de la politique de l'emploi culturel [3 novembre 1982] (p. 6636) ; volonté de faire des économies ; croissance modérée des subventions aux établissements publics culturels ; continuité des grandes actions culturelles ; accroissement des crédits destinés à la bibliothèque nationale ; diminution des crédits de paiement relatifs aux musées ; aide au théâtre privé ; incertitude relative à l'action internationale du ministère de la culture ; effort de décentralisation ; rééquilibrage entre Paris et la province ; redéfinition du champ de l'action culturelle ; progression de l'enveloppe recherche (p. 6637) ; action en faveur des technologies nouvelles ; réduction du temps de travail (p. 6638) ; coût des investissements culturels parisiens (p. 6651).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** activités internationales (p. 6667).

Articles additionnels et articles non rattachés : avant l'article 53 : contenu de l'amendement n° 258 du Gouvernement en matière de sélectivité de l'investissement [19 novembre 1982] (p 7500) ; problème des actions d'accumulation (p. 7504).

Explications de vote : mobilisation financière du pays pour le renforcement de l'appareil productif ; caractère positif de l'action menée par le Gouvernement ; renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude fiscale ; aide au petit commerce ; maintien du pouvoir d'achat des ménages ; vote positif du groupe socialiste (p. 7534).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 73 :** problème des vacataires travaillant dans l'enseignement supérieur [15 décembre 1982] (p. 8408).

Troisième lecture, discussion générale : associe les parlementaires de la majorité aux remerciements adressés au personnel de l'Assemblée [18 décembre 1982] (p. 8530).

— Son rappel au règlement : souhaite l'allongement de la discussion du budget du Plan dans les années à venir [17 novembre 1982] (p. 7293, 7294).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 22 :** volonté du Gouvernement de résoudre les problèmes de la sidérurgie [18 décembre 1982] (p. 8560).

POIGNANT (Bernard)

Député du Finistère
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Agriculture) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VII, **agriculture (n° 1167)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 28 :** place accordée aux langues et cultures régionales dans les émissions de radio et de télévision [4 mai 1982] (p. 1643).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : éclatement de la communauté de travail et « économie souterraine » [13 mai 1982] (p. 2144) ; travailleurs ne bénéficiant pas de l'application du code du travail (p. 2145).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* non-respect de la réglementation en vigueur par les marins espagnols ; problème des navires espagnols battant pavillon britannique [4 novembre 1982] (p. 6722).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : importance de l'agriculture pour nos échanges commerciaux ; politique agricole commune ; place des produits agro-alimentaires français sur le marché national ; développement rural des pays les moins avancés [9 novembre 1982] (p. 6927).

PONS (Bernard)

Député de Paris
(22e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
(13e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [7 octobre 1982] (p. 5581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J.O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1030) modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à **l'élection des conseillers municipaux** et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales **(n° 1060)** [22 juillet 1982]).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1129) relatif à **l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1148)** [13 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1128) portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives **à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1150)** [14 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à **l'élection des conseillers municipaux** et aux conditions **d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1156)** [19 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat, modifiant le code électoral et le code des communes, et relatif à **l'élection des conseillers municipaux** et aux conditions **d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1157)** [19 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1161), modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à **l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1171)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à **l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1269)** [2 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat, portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à **l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1270)** [2 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi rejeté par le Sénat, en deuxième et nouvelle lecture (n° 1305), relatif à **l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1309)** [16 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat, en deuxième et nouvelle lecture (n° 1306), portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à **l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1310)** [16 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : imperfection des lois électorales ; défauts de la loi du 27 juin 1964 ; absence de minorité dans les conseils municipaux ; effets de la proportionnelle intégrale ; nécessité de donner une prime à la majorité élue ; seuil de 10 p. 100 nécessaire au maintien au second tour ; utilisation du terme de « cuisine » par l'opposition [26 juillet 1982] (p. 4821, 4822) ; uniformisation des conditions d'exercice du suffrage ; suppression du panachage ; politisation des élections municipales ; abaissement de l'âge d'éligibilité à 18 ans ; vote des Français établis hors de France ; problème des communes des régions de villégiature (p. 4823) ; exemple de Toulouse (p. 4831) ; cas des villes moyennes (p. 4858).

Discussion des articles : **article 1er :** augmentation du nombre de conseillers municipaux ; dispositions concernant la ville de Lyon ; son amendement n° 14 (fixation du nombre des conseillers municipaux par l'article 121-2 du code des communes) [27 juillet 1982] (p. 4877) : réservé (p. 4879) ; **article 3 :** refus de la proportionnelle intégrale (p. 4881) ; représentation des minorités (p. 4882) ; son amendement n° 16 (modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire) (p. 4883) : adopté (p. 4889) ; **article 2 (précédemment réservé) :** son amendement n° 15 (substituant au chiffre 5 000 le chiffre 3 500 dans l'intitulé du chapitre II) : adopté (p. 4892) ; **article 1er (précédemment réservé) :** son amendement n° 14 précédemment réservé : adopté (p. 4898) ; **article 4 :** utilité des deux tours de scrutin (p. 4906, 4907) ; son amendement n° 17 (de conséquence) : adopté (p. 4910) ; *article L.* 261 *du code électoral :* son amendement n° 18 (écartant Lyon du champ d'application du présent projet de loi) [28 juillet 1982] (p. 4925) : adopté ; son amendement n° 19 (maintien du sectionnement) (p. 4926) ; possibilité pour tout citoyen d'assister à une séance du conseil municipal sans voie délibérative : adopté après modification (p. 4929) ; *article L.* 264 *du code électoral :* nécessité de ne pas aller trop loin dans la voie des correctifs majoritaires (p. 4930) ; *article L.* 270 *du code électoral :* son amendement n° 21 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4931) : adopté ; son amendement n° 22 (précisant que la constatation par le tribunal administratif de l'inéligibilité d'un candidat n'entraîne l'annulation que de l'élection de l'élu inéligible) (p. 4932) : adopté (p. 4933) ; **article 6 :** représentation des Français établis hors de France (p. 4934) ; son amendement n° 23 (abrogation des deux derniers alinéas de l'article L. 12 du code électoral) (p. 4935) : rejeté (p. 4936) ; **article 8 :** limitation du nombre des procurations (p. 4938) ; **article 9 :** son amendement n° 24 (modifiant l'échelle du nombre des membres des conseils municipaux) (p. 4942) : adopté (p. 4944) ; **article 4 précédemment réservé :** souhaite que soit discuté dès à pré-

sent l'article 10 du présent projet de loi (p. 4948) ; **article 10 :** s'élève contre la façon dont un député vient de tourner en ridicule la campagne « Les yeux ouverts » lancée par le Gouvernement ; augmentation du nombre des adjoints ; son amendement n° 25 (fixant le nombre des adjoints) (p. 4949) ; missions des conseillers municipaux et des adjoints : adopté (p. 4950) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L.* 264 *du code électoral* (suite) : son amendement n° 20 (complétant la seconde phrase du second alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « et qu'elle a obtenu au premier tour au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés) (p. 4951) ; mode de constitution des listes au second tour ; action politique de M. Mouna Aguigui (p. 4952) : adopté (p. 4954) ; phobie des apparentements manifestée par l'opposition (p. 4955) ; *article L.* 265 *du code électoral :* son amendement n° 123 (précisant que les listes ne procédant à aucune modification de leur composition sont dispensées de la déclaration de candidature au second tour) : adopté (p. 4961) ; **article 11 :** son amendement n° 26 (de suppression) : adopté (p. 4962) ; **avant l'article 12 :** problème des résidences secondaires (p. 4963) ; son amendement n° 27 (précisant que nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus et que nul ne peut être maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus) : adopté (p. 4964) ; régime des inéligibilités (p. 4966) ; son amendement n° 29 (possibilité pour des conjoints d'être membres du même conseil municipal) (p. 4969) : rejeté (p. 4970) ; son amendement n° 28 (choix du maire délégué) : adopté (p. 4971) ; **article 12 :** son amendement n° 135 (de conséquence) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 30 (de suppression) (p. 4972) : adopté (p. 4973) ; **article 17 :** son amendement n° 136 (rédactionnel) : adopté (p. 4974).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [20 octobre 1982] (p. 6014) ; refus d'accepter un scrutin à un seul tour ; tradition politique et institutionnelle française ; chiffre de la population à partir duquel est appliqué le nouveau mode de scrutin ; caractère inacceptable des propositions du Sénat ; mécanisme d'attribution des sièges ; régime des inégibilités (p. 6015) ; problème des listes bloquées (p. 6016) ; travaux de la commission mixte paritaire ; attitude de l'opposition (p. 6018).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (rétablissant le seuil de 3500 habitants) (p. 6019) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 2 (même objet) : adopté (p. 6020) ; **article 4 :** son amendement n° 3 (même objet) : adopté ; son amendement n° 4 (élection des conseillers municipaux sur scrutin de listes à deux tours) : adopté ; son amendement n° 5 (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ; son amendement n° 6 (dispositions applicables aux communes dont la population est comprise entre 3 500 et 30 000 habitants) (p. 6021) : adopté après modification ; son amendement n° 7 (cas dans lequel le nombre de sièges à pourvoir est un nombre pair) (p. 6022) ; représentation de la minorité municipale (p. 6023) : adopté après modification ; son amendement n° 8 (dispositions concernant le second tour de scrutin) (p. 6024) : adopté après modification ; son amendement n° 9 (listes pouvant se présenter au second tour de scrutin) : adopté ; son amendement n° 10 (dispositif des déclarations de candidatures) (p. 6025) : adopté ; son amendement n° 11 (interdiction d'enregistrement d'une liste au sein de laquelle les candidatures du même sexe dépasse la proportion fixée par la présente loi) : rejeté ; son amendement n° 12 (dépôt des déclarations de candidature) : adopté ; son amendement n° 13 (précisions concernant les conditions d'inégibilité) : adopté ; son amendement n° 14 (de conséquence) : adopté (p. 6026) ; **article 6 :** son amendement n° 15 (rétablissant les dispositions de l'article L. 12 du code électoral) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 16 (d'harmonisation) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 17 (modifiant le tableau des répartitions des membres du conseil municipal) (p. 6027) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 18 (détermination du nombre des adjoints) : adopté ; **article 12 B :** son amendement n° 19 (inégibilité des fonctionnaires des corps actifs de police ayant le grade d'officier de paix, d'inspecteur de police ou d'un grade supérieur) (p. 6028) : rejeté (p. 6029) ; **article 12 D :** respect des promesses faites par le Gouvernement (p. 6031) ; **article 12 E :** son amendement n° 20 (élection des conseillers suppléants dans les communes associées) : adopté ; **article 12 G :** son amendement n° 21 (choix du maire délégué) : adopté ; **article 12 H :** son amendement n° 22 (suppression) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 23 (rédactionnel) (p. 6032) : adopté ; son amendement n° 24 (nombre des délégués élus par les conseils municipaux) : adopté (p. 6033).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet du texte de l'Assemblée par le Sénat [21 octobre 1982] (p. 6126).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune, rapporteur : place des présents projets dans l'effort de décentralisation entrepris par le Gouvernement [20 octobre 1982] (p. 6050) ; rééquilibrage des institutions ; effort d'ultracentralisation poursuivi depuis 1793 ; définition de la décentralisation ; contenu de la réforme de 1975 ; exemple des grandes métropoles du monde ; contenu des transferts de compétences prévus par les présents projets ; non remise en cause de l'unité budgétaire et de l'unité du personnel (p. 6051) ; création du conseil d'arrondissement et du maire d'arrondissement ; réponse apportée aux besoins réels des populations ; nécessité de tenir compte de la spécificité des trois grandes agglomérations concernées par les présents textes ; remaniement des compétences des communautés urbaines (p. 6052) ; nécessité pour l'opposition d'accepter la discussion du projet de loi devant le Parlement (p. 6061) ; excès des propos de M. Jacques Toubon ; démocratisation de la gestion de la capitale (p. 6074) ; recherche de moyens faisant progresser la démocratie ; possibilité pour les conseils d'arrondissement de mettre en œuvre des dépenses sans avoir la responsabilité de lever l'impôt ; procédure de consultation des populations concernées [21 octobre 1982] (p. 6123) ; compétences des futurs conseils d'arrondissement (p. 6124).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles, rapporteur : **avant l'article 1er :** nécessité de ne pas disjoindre le cas de Lyon de celui de Paris et de Marseille [22 octobre 1982] (p. 6175) ; **article 1er :** conformité du présent texte de la décentralisation voulue par le Gouvernement ; problème de la communauté urbaine de Lyon ; responsabilité financière des conseils d'arrondissement (p. 6178) ; **article 3 :** regroupement éventuel des conseils d'arrondissement (p. 6182) ; **article 4 :** composition du conseil d'arrondissement ; attitude des élus de l'opposition vis-à-vis des associations (p. 6185) ; **article 5 :** dénomination des maires d'arrondissement (p. 6188) ; son amendement n° 1 (règle de désignation et de remplacement des maires d'arrondissement) : adopté (p. 6189) ; **article 6 :** son amendement n° 2 (procédure des questions écrites) (p. 6190) : adopté (p. 6191) ; **article 7 :** son amendement n° 3 (nombre des propositions de délibération inscrites à la demande des conseils d'arrondissement) (p. 6192) : adopté (p. 6193) ; **article 8 :** son amendement n° 4 (d'harmonisation) : adopté (p. 6194) ; **article 12 :** son amendement n° 5 (précisant que le conseil d'arrondissement délibère sur l'implantation de tout nouvel équipement) : adopté après rectification ; son amendement n° 6 (mode de gestion des équipements) (p. 6207) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 7 (mise en place d'une équipe spécialisée pour les interventions d'urgence dans le domaine de la propreté) : retiré (p. 6208) ; **article 16 :** son amendement n° 8 (mode d'attribution des logements sociaux) (p. 6211) : rejeté (p. 6212) ; **article 17 :** conditions d'accès dans les résidences pour personnes âgées (p. 6213) ; son amendement n° 9 (de précision) : adopté (p. 6214) ; **après l'article 17 :** participation des associations à la vie locale (p. 6215) ; **article 19 :** son amendement n° 10 (règles relatives à la démission et au remplacement des conseillers d'arrondissement) : adopté (p. 6219) ; **article 20 :** saisine du juge administratif par le maire (p. 6221) ; son amendement n° 11 (excluant les actes budgétaires et les avis des dispositions du présent article) (p. 6221) : adopté (p. 6222) ; **article 21 :** son amendement n° 12 (attributions du maire d'arrondissement) : adopté après modification ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : devenu sans objet ; **article 22 :** son amendement n° 14 (référence à l'article L. 122-11 du code des communes (p. 6223) : adopté ; son amendement n° 15 (conditions de remplacement du maire) : adopté après modification (p. 6224) ; **article 23 :** son amendement n° 16 (pouvoirs du maire de la commune en matière d'utilisation du sol) : adopté ; son amendement n° 17 (de précision) : adopté (p. 6225) ; **article 26 :** volonté de M. Jacques Toubon de supprimer toute procédure de consul-

tation (p. 6227) ; **article 29 :** ses amendements n°s 18, 19 et 20 (de précision) (p. 6230) ; ses amendements n°s 18 et 19 adoptés ; son amendement n° 20 adopté après modification (p. 6231) ; **article 30 :** son amendement n° 21 (délibération du conseil municipal sur la dotation) ; notification des propositions du conseil municipal au maire d'arrondissement : adopté ; **article 31 :** son amendement n° 22 (durée de la procédure d'élaboration) : adopté ; son amendement n° 23 (durée du délai) (p. 6232) : adopté ; son amendement n° 24 (dans lequel le conseil municipal modifie la dotation lors de l'examen du budget) : adopté ; **article 32 :** son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté (p. 6233) ; **article 35 :** son amendement n° 26 (précisant que le conseil municipal modifie la dotation de l'arrondissement lors du budget supplémentaire) : adopté ; son amendement n° 27 (avis de chaque conseil d'arrondissement recueilli par le conseil municipal) : adopté (p. 6234) ; **article 36 :** respect du personnel des villes de Paris, Lyon et Marseille ; rémunération de ces personnels ; affectation de personnels auprès du maire d'arrondissement (p. 6235) ; son amendement n° 28 (niveau de qualification exigée pour les secrétaires généraux de mairie d'arrondissement) : adopté (p. 6236) ; **article 38 :** son amendement n° 29 (possibilité pour le maire d'arrondissement de donner délégation de sa signature) : adopté [23 octobre 1982] (p. 6244) ; **article 39 :** son amendement n° 30 (règles de fonctionnement du conseil de Paris) : adopté (p. 6245) ; **article 42 :** rapprochement des élus et de la population (p. 6246) ; **article 43 :** demande le retrait des amendements n° 102 et 103 de M. Claude Labbé (p. 6249) ; **article 45 :** son amendement n° 31 satisfait (p. 6253) ; **article 46 :** nombre des délégué des communes au conseil de la communauté urbaine de Lyon (p. 6257, 6258) ; **article 47 :** son amendement n° 32 (répartition des sièges restants) : adopté après modification (p. 6261) ; **article 48 :** son accord avec l'amendement n° 111 de M. Michel Noir (p. 6263) ; **article 50 :** son amendement n° 33 (précisant que les fonctions de président sont assurées par le doyen d'âge jusqu'à l'élection du président de la communauté) : adopté ; (p. 6265) ; **article 51 :** son amendement n° 34 devenu sans objet (p. 6266) ; **article 52 :** programmes de la construction et de l'aménagement des locaux scolaires (p. 6267) ; son amendement n° 35 (compétence de la communauté urbaine en matière d'extension des cimetières communaux) : rejeté (p. 6268) ; **après l'article 53 :** son amendement n° 36 (permettant à la communauté urbaine de transférer l'exercice de ses propres compétences à d'autres collectivités locales ou établissement publics) (p. 6269) : adopté ; **article 54 :** son amendement n° 37 (modification des compétences actuelles) : adopté ; son amendement n° 38 (protection du personnel des communautés urbaines) : adopté ; **article 55 :** son amendement n° 39 (maintien du *statu quo* dès lors qu'une majorité qualifiée ne se sera pas dégagée pour le modifier) (p. 6270) : adopté ; **article 58 :** suppression du droit pour certaines communes de se retirer des communautés urbaines (p. 6271).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : adoption d'une question préalable par la majorité du Sénat ; propositions faites par le Gouvernement ; rôle des associations ; modalités de dépôt des questions posées au conseil municipal par le conseil d'arrondissement ; mode de répartition des logements ; mode de représentation des communes dans les communautés urbaines ; conditions d'éligibilité des officiers municipaux dans les conseils d'arrondissement [9 décembre 1982] (p. 8154, 8155).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 16 (rédactionnel) ; ses observations sur les propos de M. Jacques Toubon (p. 8158) ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 17 (information du maire de la commune de la démission du maire d'arrondissement par le représentant de l'Etat) (p. 8160) ; adopté (p. 8161) ; **article 12 :** son amendement n° 18 (donnant compétence au représentant de l'Etat pour maintenir certains équipements dans la compétence du conseil municipal) (p. 8162) ; adopté ; son amendement n° 19 (dépenses supportées par le conseil d'arrondissement) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; on amendement n° 22 (tendant à donner compétence au commissaire de la République pour statuer en cas de désaccord entre le conseil municipal et le conseil d'arrondissement) (p. 8163) ; adopté ; **article 16 :** son amendement n° 23 (désignation des membres des commissions municipales parmi les conseillers élus) ; son accord avec l'amendement n° 92 de M. Guy Ducoloné (p. 8164) ; adopté ; son amendement n° 24 (extension de la procédure d'attribution aux logements qui sont réservés à la commune par convention) ; précise la rédaction de ce texte ; adopté après rectification ; **article 17 :** son amendement n° 25 (de précision) : adopté ; son amendement n° 26 (de précision) (p. 8165) : adopté ; son amendement n° 27 (de précision) : adopté ; **après l'article 17** *bis :* son amendement n° 29 (réunion des conseils d'arrondissement) : adopté (p. 8166) ; **article 19 :** son amendement n° 30 (réservant aux conseils d'arrondissement l'application du code des communes en matière de démission d'un conseiller et organisant l'information des maires de la communauté dans ce cas) : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 31 (d'harmonisation) : adopté (p. 8167) ; **article 23 :** son amendement n° 32 (de précision) (p. 8168) ; adopté après modification (p. 8169) ; **article 27 :** son amendement n° 33 (de coordination) : adopté (p. 8170) ; **article 29 :** son amendement n° 34 (de coordination avec l'article 12) : adopté ; son amendement n° 35 (rédactionnel) : adopté (p. 8171) ; **article 35 :** son amendement n° 36 (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 8173) ; **article 37 :** nécessité de mettre fin à l'inégalité de représentation des populations à la communauté urbaine de Lyon (p. 8174) ; **article 43** *ter :* son amendement n° 37 (suppression de cet article) : adopté (p. 8175) ; **avant l'article 45 :** son amendement n° 38 (désignation des délégués des communes au conseil de la communauté urbaine ; cas où le nombre des conseillers municipaux est inférieur au nombre des délégués ; fixation du mode de scrutin applicable à la désignation des délégués élus dans le cadre des collèges électoraux) : adopté (p. 8176) ; **article 46 :** son amendement n° 39 (part relative d'une commune ne pouvant être inférieure à celle qui résulterait de la représentation proportionnelle) : adopté ; son amendement n° 40 (rédactionnel) : adopté (p. 8178) ; **article 48 :** son amendement n° 41 (délimitation des secteurs électoraux par accord entre les communes) : adopté ; **article 49 :** son amendement n° 42 (d'harmonisation) : adopté (p. 8179) ; **article 52 :** son amendement n° 43 (rédactionnel) : adopté ; **article 53 :** son amendement n° 44 (précision relative au transfert de compétences) : adopté ; son amendement n° 45 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 46 (d'harmonisation) : adopté (p. 8181) ; **article 55 :** son amendement n° 48 (possibilité de faire porter les délibérations sur les transferts d'équipement ou d'opérations) : adopté (p. 8182) ; **article 56 :** son amendement n° 49 (tendant à étendre aux personnnels des syndicats de communes les garanties des personnels des communautés urbaines) : adopté ; **après l'article 57 :** son amendement n° 50 (extensions aux personnels des districts des garanties des personnels des communautés urbaines) adopté ; (p. 8183) ; **après l'article 59 :** son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 13 du Gouvernement (substituant à la date du 30 avril la date du 15 avril) : adopté (p. 8184) ; **après l'article 59** *bis :* son amendement n° 52 (de coordination avec la loi du 19 novembre 1982) : adopté (p. 8185) ; **article 60 :** son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 15 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; **article 17** *bis* **précédemment réservé :** son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 79 de M. Claude Labbé (suppression de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article) ; son sous-amendement n° 97 à l'amendement n° 79 de M. Claude Labbé (substitution dans la première phrase du quatrième alinéa de cet amendement du mot « participent » au mot « assistent ») ; son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 79 de M. Claude Labbé (substitution dans la première phrase du quatrième alinéa de cet amendement du mot « présentent » au mot « soumettent ») (p. 8186) ; ses observations sur l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès ; sous-amendements n°s 96, 97 et 98 adoptés ; son amendement n° 28 devenu sans objet (p. 8190).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles, rapporteur : **article 5 :** nombre de sièges à pourvoir [23 octobre 1982] (p. 6285).

Deuxième lecture, discussion des articles, rapporteur : **article 3 :** son amendement n° 1 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté après modification [9 décembre 1982] (p. 8198) ; **article 5 :** son amendement n° 2 (nouvelle rédaction du tableau n° 2 annexé relatif aux secteurs pour l'élection des membres du conseil de Paris) : adopté ; son amendement n° 3 (nouvelle rédaction du tableau n° 4 relatif aux secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille) : adopté (p. 8200) ; **article 5** *bis :* son amendement n° 4 (inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris et aux conseils d'arrondissement de Paris) : rejeté (p. 8201).

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône
(11e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 avril 1982] (p. 1066).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Paul Balmigère tendant à inclure les lagunes côtières du Languedoc-Roussillon dans le domaine public maritime (n° 793) [6 mai 1982] (p. 1844).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues portant sur le rôle des sociétés nationalisées pour l'industrialisation de la Corse (n° 884) [24 juin 1982] (p. 3859).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Adrienne Horvath tendant à démocratiser la participation des entreprises à l'effort de construction (n° 998) [30 septembre 1982] (p. 5306).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 10 novembre 1982] (p. 3383).

Membre titulaire de l'Agence nationale pour l'information touristique [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **licenciements et répression antisyndicale à Usinor-Solmer :** sanctions prises à l'égard de militants syndicaux à Usinor-Solmer ; attitude du Gouvernement face à « l'escalade dans la répression de la part de la direction d'Usinor » [3 novembre 1982] (p. 6603) ;

— **situation de l'emploi dans l'entreprise Solmer :** politique protectionniste des Etats-Unis conduisant à une réduction de l'activité ; Sacilor et Usinor ; valorisation de l'acier français [17 novembre 1982] (p. 7317).

orales sans débat :

— **n° 135,** posée le 20 avril 1982 : **produits fissiles et composés (production et transformation)** (p. 1205) ; appelée le 23 avril 1982 : **entreprises nationalisées du golfe de Fos :** refus de certaines entreprises nationalisées d'appliquer les mesures décidées par le Gouvernement ; exemple de la Solmer à Fos ; absence de signature d'un contrat de solidarité par la Solmer ; conséquences de la mise en place d'une deuxième coulée continue ; libertés syndicales ; autonomie de gestion des entreprises nationalisées ; place de la Solmer dans l'économie française ; absence de liens entre le complexe de Fos et le tissu industriel provençal ; absence d'évolution chez Solmer depuis le changement de majorité ; baisse des effectifs et vieillissement du personnel ; rôle du département des affaires sociales de la Solmer ; cotisations versées par cette entreprise à la chambre patronale (p. 1286) ;

— **n° 226,** posée le 15 juin 1982 : **mer et littoral (domaine public maritime : Languedoc-Roussillon)** (p. 3445) ; appelée le 18 juin 1982 : **étangs salés du Languedoc-Roussillon et de la Corse :** activités de pêche et d'aquaculture dans les étangs d'eau salée du Languedoc-Roussillon et de la Corse ; absence d'innovation due à la privatisation de nombreux étangs ; possibilité de développer l'activité aquicole (p. 3605, 3606) ;

— **n° 315,** posée le 14 décembre 1982 : **matériaux de construction (ardoises : Maine-et-Loire)** (p. 8303) ; appelée le 17 décembre 1982 : **bassin ardoisier de l'Anjou :** région de Trézalé ; demande en matière d'ardoises ; importation d'ardoises d'Espagne ; ses propositions de solutions notamment la maîtrise des importations et la redéfinition de l'assiette des cotisations sociales ; nécessité d'une aide de l'Etat (p. 8460) ; abaissement des prix de revient (p. 8461).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Première lecture, discussion générale : marasme économique ; nombre des demandeurs d'emploi ; exode de la population de Corse ; augmentation du nombre des étrangers ; niveau des salaires en Corse ; niveau des prix ; mortalité infantile ; chute du nombre des exploitations agricoles ; revenu brut agricole ; bénéfices du tourisme ; fermetures d'entreprises ; revalorisation du S.M.I.C. et des allocations familiales ; libération des emprisonnés politiques ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; abrogation de la loi anticasseurs [18 janvier 1982] (p. 167) ; « pouvoir corse » dans le cadre de la République ; danger du séparatisme ; statut particulier ; retour à une vie politique démocratique ; bilan économique de la politique « giscardo-chiraquienne » ; situation de la pêche et de l'ostréiculture ; inclusion dans le domaine public maritime des étangs salés communicant avec la mer ; problème des transports intérieurs ; rénovation du réseau routier ; continuité territoriale au niveau des liaisons maritimes et aériennes ; moralisation de l'administration ; fraude électorale ; élaboration d'un nouveau cadre prenant en compte conjointement l'identité du peuple corse et la solidarité nationale ; activité déployée par les « barbouzes » et par le S.A.C. (p. 168).

Discussion des articles : **article 6 :** nécessité pour chaque département d'avoir un nombre d'élus proportionnel à sa population [19 janvier 1982] (p. 207) ; **article 35 :** collégialité de l'exécutif [20 janvier 1982] (p. 254) ; nécessité d'éviter la personnalisation de l'exécutif et la concentration du pouvoir (p. 255) ; **article 38 :** composition du Conseil économique et social : représentation des salariés (p. 260).

Deuxième lecture, discussion générale : développement économique, social et culturel de la Corse ; attentats et apaisement ; unité nationale [3 février 1982] (p. 680).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** délivrance des cartes professionnelles [8 juin 1982] (p. 3124) ; inexistence d'un monopole d'embauche de la C.G.T. dans le port de Marseille (p. 3126).

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son sous-amendement n° 66 à l'amendement n° 6 de la commission (réexamen des conditions de réalisation de l'effort de recherche) [22 juin 1982] (p. 3694) : adopté (p. 3695) ; **article 7 *bis* :** son amendement n° 123 (composition du conseil supérieur de la recherche et de la technologique) : adopté après modification (p. 3709) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 35 de la commission (composition des conseils d'administration et des conseils scientifiques) (p. 3722) : retiré (p. 3723) ; **après l'article 23 :** extension du champ des compétences des comités d'entreprise à la politique de recherche de l'entreprise (p. 3743) ; **article 25 :** *rapport annexé :* son amendement n° 127 (contenu de ce rapport) : adopté (p. 3747) ; son amendement n° 131 (fonctionnement du comité de programme) : retiré (p. 3749) ; son amendement n° 134 (nouveau programme mobilisateur : développement de la filière nucléaire surrégénératrice) : retiré (p. 3750) ; son amendement n° 140 retiré (p. 3753) ; nécessité d'un effort élargi du système bancaire nationalisé ; modification du programme mobilisateur « développement technologique du tissu industriel » [23 juin 1982] (p. 3760) ; place des comités d'entreprise dans le programme mobilisateur : développement technologique du tissu industriel ; rôle de la recherche pour sortir la France de la crise (p. 3761) ; son amendement n° 145 (nécessité d'un effort accru pour doter les disciplines qui en ont besoin de l'instrumentation scientifique nécessaire) : retiré ; son amendement n° 147 (développement, en continuité du programme

Cray-One, d'un équipement de technologie française) : adopté (p. 3768) ; son amendement n° 150 (programme de développement technologique « électro-nucléaire ») (p. 3769); développement des surrégénérateurs ; technique PWR (p. 3770) : retiré (p. 3771) ; son amendement n° 152 (études en matière de séparation isotopique) : adopté (p. 3772).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion générale : situation économique propre à la Corse ; niveau du taux de chômage ; identité du peuple corse ; relance de l'agriculture, de la pêche et de la forêt ; industrialisation ; nouvelle organisation des chemins de fer corses [19 juillet 1982] (p. 4484, 4485) ; rejet du principe des offices par le groupe communiste (p. 4486).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 87 (consultation de la région en matière de détermination des emplois dans les établissements d'enseignement) : adopté (p. 4495) ; **article 7 :** son amendement n° 88 (concertation avec la région Corse) : retiré (p. 4496) ; **article 8 :** son amendement n° 89 (concertation avec la région Corse) : retiré (p. 4497) ; **article 9 :** son amendement n° 78 (élaboration d'un plan de développement et d'équipement de la Corse par la région de Corse) : retiré (p. 4498) ; **article 15 :** son amendement n° 79 (de suppression) (p. 4508) : rejeté (p. 4509) ; **article 18 :** son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 28 de la commission (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa de cet amendement) : rejeté (p. 4511) ; **article 20 :** son amendement n° 81 (précisant que les transports ferroviaires de Corse sont organisés en association avec la S.N.C.F. : retiré (p. 4515).

Deuxième lecture, discussion générale : création de l'office de développement agricole et rural et de l'office d'équipement hydraulique ; industrialisation de la Corse ; problème de la propriété des étangs salés privés ; développement de l'aquiculture [22 juillet 1982] (p. 4659).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion des articles : **article 18 :** son amendement n° 86 (perception de la taxe professionnelle par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle : rejeté [6 octobre 1982] (p. 5523) ; **article 20 :** son amendement n° 87 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5525) ; **article 22 :** son amendement n° 90 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5527) ; **article 23 :** son amendement n° 91 (de coordination) : devenu sans objet (p. 5529) ; **article 29 :** son amendement n° 95 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5532).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* baisse du budget du tourisme ; encouragement du tourisme de luxe par les précédents gouvernements ; priorité à accorder au camping-caravaning [3 novembre 1982] (p. 6593) ; instauration de la cinquième semaine de congés payés (p. 6594).

Mer. — *Discussion générale :* insuffisance des dotations attribuées aux ports maritimes ; problème de Fos-sur-Mer ; démocratisation des conseils d'administration des ports autonomes ; ralentissement de la diminution du nombre des navires de la flotte de commerce ; effacement du pavillon français dans le trafic transmanche ; conséquences du tunnel sous la Manche sur les liaisons maritimes ; diminution du nombre des marins français ; problème de la construction navale ; déficit des pêches maritimes ; développement de la conchyliculture [4 novembre 1982] (p. 6711, 6712).

— Projet de loi modifiant la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire et relatif à l'indemnisation des commissions et désignations d'office en matière pénale et en matière civile (n° 1194).

Première lecture, discussion générale : meilleure protection des justiciables ; accès au droit ; rapprochement de la justice et des citoyens ; système d'aide judiciaire de 1972 ; part importante de l'aide judiciaire dans le nombre d'affaires traitées par les barreaux ; nécessité d'accroître les moyens financiers de l'assistance judiciaire ; égalité des citoyens devant la justice ; simplification des procédures d'octroi de l'aide judiciaire ; rémunération des avocats commis d'office ; fixation de l'indemnité par décret ; souhaite que l'aide judiciaire totale soit ouverte à partir du S.M.I.C. ; dépassement du stade de l'assistance juridique ; libre choix de l'avocat par le justiciable ; abaissement du coût de la justice [23 novembre 1982] (p. 7565, 7566).

PORTHEAULT (Jean-Claude)

Député du Loiret
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : suprématie de la négociation sociale sur la réglementation ; institution d'une obligation de négocier au niveau des branches d'activité et au niveau des entreprises ; décentralisation maximale de la négociation ; rencontre annuelle sur les salaires, la durée et l'organisation du temps de travail [14 mai 1982] (p. 2181) ; élargissement des compétences de la commission nationale des conventions collectives ; règlement des conflits collectifs du travail ; recours à la médiation ; amélioration du droit syndical dans l'entreprise ; information économique des institutions représentatives du personnel (p. 2182).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : crises résultant des fluctuations de l'offre et de la demande ; groupement de producteurs et coopératives ; cas des producteurs inorganisés ; révision du système de distribution ; cas du marché des fruits et légumes ; organisation des producteurs et organisation interprofessionnelle par la loi de 1975 ; engagements de l'Etat ; loi d'orientation agricole de 1980 ; simplification des modes de mise en marché prévus par le projet de loi ; amélioration du revenu des agriculteurs [29 juin 1982] (p. 4022).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 18 :** base d'une nouvelle politique des transports ; développement du réseau ferroviaire national ; création des filiales par la S.N.C.F. ; problèmes financiers de la S.N.C.F. ; accroissement du trafic voyageurs de la S.N.C.F. [13 octobre 1982] (p. 5791) ; baisse du trafic de marchandises ; supériorité du chemin de fer (p. 5792).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* financement des études d'urbanisme ; élaboration des plans d'occupation des sols et des autres documents d'urbanisme ; crédits destinés aux agences d'urbanisme ; responsabilité des élus locaux en matière de planification urbaine [4 novembre 1982] (p. 6685).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** son amendement n° 97 (réduction des crédits affectés au chapitre (contribution de l'Etat au financement de l'aide personnalisée au logement) ; blocage des loyers (p. 6705) ; retiré (p. 6706).

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* lutte contre l'échec scolaire ; contenu du rapport Schwartz ; rénovation du système éducatif ; importance des permanences destinées à accueillir, informer et orienter les jeunes [13 novembre 1982] (p. 7153) ; notion d'alternance pédagogique ; collaboration entre les employeurs et les maîtres de stage ; financement des stages (p. 7154).

Transports. — *Discussion générale : questions :* libre exercice du droit au transport ; amélioration des transports collectifs interurbains à courte distance [16 novembre 1982] (p. 7252).

POURCHON (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Départements et territoires d'outre-mer) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de l'agence nationale pour l'information touristique [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi portant réforme de **l'organisation régionale du tourisme** (n° **643**) [12 janvier 1982] (n° 46).

Proposition de loi portant réforme de **l'organisation régionale du tourisme (n° 939)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 13 : **départements et territoires d'outre-mer (n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion générale : désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat : intervention économique des collectivités locales ; érection des régions en collectivités territoriales [22 janvier 1982] (p. 387) ; reprise de propositions du Sénat (p. 388).

Discussion des articles : **article 3 :** ses observations sur la proposition de M. Jacques Toubon laissant au représentant de l'Etat la faculté de ne pas déférer une décision des communes au tribunal administratif alors qu'elle lui paraît illégale (p. 394) ; **article 11 :** abandon du système de la cour de discipline budgétaire (p. 407) ; **article 47** *bis :* nouvelle compensation et renouvellement des comités économiques et sociaux (p. 438) ; **article 50 :** renouvellement des bureaux des conseils régionaux avant les élections régionales (p. 444) ; question de la possibilité pour les conseils de ne pas procéder au renouvellement de leur bureau avant les cantonales (p. 445).

Quatrième lecture, discussion générale : rétablissement du texte voté en troisième lecture par l'Assemblée nationale ; élection des présidents et des bureaux des conseils régionaux [28 janvier 1982] (p. 628) ; érection de la région en collectivité territoriale (p. 629).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : faiblesse du budget propre du secrétariat d'Etat ; lutte contre le chômage outre-mer ; effort considérable de réforme accompli en Nouvelle-Calédonie [5 novembre 1982] (p. 6791) ; renforcement de l'action du service militaire adapté ; problème des autorisations de programme pour le fonds d'investissement pour le développement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) ; accroissement modeste du présent budget (p. 6792).

— **Projet de loi adopté par le Sénat portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : suppression du déplafonnement des ressources régionales ; interventions régionales en faveur du tourisme ; reversement de la T.V.A. aux régions [29 novembre 1982] (p. 7751) ; doublement du plafond en vigueur (p. 7752).

Discussion des articles : **article 132 A :** son sous-amendement n° 429 à l'amendement n° 214 de la commission (montant maximal des ressources fiscales que chaque établissement public régional peut percevoir par habitant) : retiré [1er décembre 1982] (p. 7928).

PRAT (Henri)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(2e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'exercice des activités de vétérinaire (n° 774) [22 avril 1982] (p. 1281).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 774), relatif à l'**exercice des activités de vétérineire (n° 914)** [2 juin 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'exercice des activités de vétérinaire (n° 774).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : application de deux directives et d'une déclaration annexe du Conseil des communautés ; adaptation de la législation française aux règles communautaires en conférant aux vétérinaires originaires des autres Etats membres les droits et devoirs des vétérinaires français [23 septembre 1982] (p. 5096).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (cas des vétérinaires ayant besoin d'une attestation certifiant un exercice de leurs activités pour s'installer dans un autre pays de la communauté : adopté ; son amendement n° 2 (substituant aux mots : « présentation » le mot : « délivrance ») : adopté ; **article 1er** *bis :* son amendement n° 3 (de suppression), refus de réserver aux ressortissants français les fonctions d'inspection sanitaire (p. 5099) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 5100).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion générale : rôle de la S.N.C.F. ; rappelle l'historique de la ligne Pau—Saragosse, par Canfranc ou Bordeaux—Saragosse, par Canfranc [12 octobre 1982] (p. 5654) ; demande la réouverture de cette ligne (p. 5655).

Discussion des articles : **article 2 :** possibilité pour tout citoyen d'avoir communication du registre des délibérations du conseil municipal (p. 5674).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* mise en valeur du grand Sud-Ouest ; épuisement progressif du gisement de Lacq ; inquiétude quant à la politique menée par la société nationale Elf-Aquitaine [8 novembre 1982] (p. 6903).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* financement de la modernisation des abattoirs publics [9 novembre 1982] (p. 6972, 6973).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 22 :** motivations de l'amendement n° 12 de la commission : différence pour les finances régionales entre les entreprises payant la taxe professionnelle et celles payant la redevance des mines ; possibilité de convaincre le Gouvernement ; se déclare prêt à retirer l'amendement n° 12 de la commission [7 décembre 1982] (p. 8094).

PREAUMONT (Jean de)

Député de Paris
(23e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Temps libre : tourisme) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de l'agence nationale pour l'information touristique [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 39 : **temps libre** : tourisme **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** dénomination de retenue pour le maire d'arrondissement [22 octobre 1982] (p. 6187) ; danger de cette appellation (p. 6188).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu [27 octobre 1982] (p. 6380) ; **après l'article 8 :** taxation des frais généraux des entreprises ; nécessité de favoriser une reprise économique de l'hôtellerie et de la restauration [28 octobre 1982] (p. 6434).

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : stagnation du budget de la jeunesse et des sports ; réduction des subventions aux organismes touristiques ; régression des dépenses en capital ; baisse des taux de fréquentation des restaurants entraînée par l'application de la taxe de 30 p. 100 sur les frais généraux [3 novembre 1982] (p. 6587).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 53 (transfert des crédits de ce titre) ; nécessité d'accroître l'autonomie du secrétariat d'Etat chargé du tourisme ; son amendement n° 54 (même objet) (p. 6627) ; **son rappel au règlement :** contenu de l'intervention de M. Hervé Vouillot, rapporteur spécial ; ses amendements n°s 53 et 54 rejetés (p. 6628) ; **titre IV :** son amendement n° 56 (réduction des crédits) ; représentation du tourisme français à l'étranger : retiré (p. 6631).

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire
(2e circonscription)
Secrétaire de l'Assemblée nationale
U.D.F.

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoires l'**installation de conduits de fumée dans tous les logements neufs** et leur restauration dans les réhabilitations d'immeubles **(n° 1370)** [21 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).

Première lecture, discussion générale : création d'un livret d'épargne populaire indexée E. P. I. ; absence d'enrichissement des petits épargnants à la suite du vote de ce projet ; maladresse du Gouvernement ; fixation des règles d'indexation retenues ; nécessité de ne pas défavoriser les personnes seules ayant des enfants à charge ; exclusion des citoyens dont les revenus sont considérés comme moyens [6 avril 1982] (p. 947) ; financement du projet ; préoccupation émanant des organismes collecteurs d'épargne ; affectation des ressources du livret d'épargne populaire à la caisse des dépôts et consignations ; inquiétude des collectivités locales et des organismes d'H. L. M. (p. 948).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : promesses faites par le Président de la République ; existence dans la législation actuelle de plusieurs statuts (collaborateur dans l'entreprise individuelle, salarié ou associé) ; limitation dans la déductibilité du salaire ; adhésion à un centre de gestion agréé ; allocation forfaitaire de repos maternel [13 avril 1982] (p. 1074) ; augmentation des cotisations ; attribution préférentielle par voie de partage au conjoint en cas de décès de l'exploitant ; caractère décevant du texte (p. 1075).

Discussion des articles : **article 9 :** son sous-amendement n° 108 à l'amendement n° 23 de la commission (précisant que la rémunération ne peut être, en aucun cas, inférieure au S. M. I. C.) [14 avril 1982] (p. 1100) : rejeté ; son amendement n° 68 devenu sans objet (p. 1101).

Explication de vote : projet de loi s'inscrivant dans la suite logique des décisions prises par l'ancienne majorité ; rôle de l'opposition ; allocation forfaitaire de repos maternel ; calcul de l'indemnité de remplacement ; fractionnement au profit du conjoint collaborateur de l'assiette des cotisations sur une partie du revenu professionnel ; risque de voir les conjoints d'artisans et de commerçants choisir le *statu quo* et non l'un des trois statuts proposés ; vote positif du groupe U. D. F. (p. 1110).

Deuxième lecture, explication de vote : vote positif du groupe U. D. F. ; amélioration du texte par le Sénat [15 juin 1982] (p. 3441).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** fonctionnement des entreprises agricoles dans le respect des règlements du marché et de la concurrence [30 juin 1982] (p. 4106) ; rôle des offices en matière de coordination des actions conduites dans chaque secteur agroalimentaire (p. 4110) ; effort de recherche dans le secteur agricole [1er juillet 1982] (p. 4111) ; participation des offices à la définition de la politique de financement public des investissements ; subordination de l'intervention des offices à l'avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole (p. 4112) ; **article 5 :** délai d'intervention des offices [1er juillet 1982] (p. 4136) ; procédure suivie en cas de désaccord (p. 4137) ; **après l'article 5 :** procédure d'arbitrage en cas de conflit (p. 4138) ; **article 7 :** assouplissement des obligations administratives des producteurs (p. 4140, 4141) ; connaissance des volumes des importations ; **après l'article 7 :** contrôle des importations (p. 4142).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** problème du tabagisme et de l'alcoolisme ; caractère inopérant du timbre vignette ; vulnérabilité économique de la

S.E.I.T.A. ; incohérence du présent projet [19 octobre 1982] (p. 5997) ; répartition du produit de la cotisation (p. 6000).

Explications de vote : absence de réponse donnée au déséquilibre des comptes de la sécurité sociale ; volte-face successives du Gouvernement ; problème du forfait hôtelier ; défauts du présent projet de loi ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 6003).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions:* primes à l'amélioration de l'habitat ; impact social et économique des travaux d'amélioration ; exemple de la Haute-Loire [4 novembre 1982] (p. 6700).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* enseignement agricole privé ; maisons familiales rurales ; écart entre les montants des bourses de l'enseignement agricole et ceux de l'enseignement technique [9 novembre 1982] (p. 6950, 6951).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* prime d'aménagement du territoire [17 novembre 1982] (p. 7307) ; mécanisme de la prime régionale à l'emploi (p. 7308).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : initiation obligatoire à la gestion ; création d'emplois salariés par l'artisanat ; adoption de la charte de l'artisanat en mars 1980 ; contenu de cette charte ; projet excluant de son champ d'application le conjoint salarié et les salariés des artisans ; stage d'initiation à la gestion ; formation assumée par les chambres des métiers [23 novembre 1982] (p. 7587) ; répartition des ressources destinées à financer la formation des artisans entre les fonds d'assurance formation nationaux des organisations professionnelles, les fonds d'assurance formation régionaux et les fonds d'assurance formation créés par les chambres de métiers ; complexité de ce système ; absence d'un organisme national de répartition ; formation des commerçants, de leurs conjoints et de leurs salariés ; amendements de M. Francisque Perrut rejetés par la commission, repris par la majorité (p. 7588).

PROUVOST (Pierre)

Député du Nord
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commision des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

PROVEUX (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Yves Le Drian et plusieurs de ses collègues relative au régime de retraite des enseignants des écoles dites anciennes écoles Michelin (n° 542) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur du projet de loi relatif au régime de retraite de certains maîtres de l'enseignement privé intégrés dans l'enseignement public (n° 917) [10 juin 1982] (p. 3249).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes de régime général de sécurité sociale (n° 947) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— livret d'épargne populaire : problèmes posés par les conditions d'ouverture du livret d'épargne populaire aux personnes âgées non imposables et à certains agriculteurs aux revenus modestes [19 mai 1982] (p. 2429).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale — *Discussion générale : questions :* problème du remplacement des maîtres ; priorité donnée aux enseignements obligatoires ; création d'un corps de titulaires remplaçants [5 nocembre 1982] (p. 6767).

Transports — *Discussion générale : questions :* réalisation de boulevards périphériques dans les grandes agglomérations ; financement de ces boulevards [16 novembre 1982] (p. 7249).

PROVOST (Eliane)

Député du Calvados
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du conseil pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [*J.O.* du 7 mai 1982] (p. 1306).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage [*J.O.* du 30 juin 1982] (p. 2062).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J.O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J.O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

Rapporteur du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [9 déecembre 1982] (p. 8205).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273) [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3805).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1982] (p. 3806).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1273) relatif à **la couverture des frais afférents à l'interruption**

volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure **(n° 1277)** [7 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à **la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique** et aux modalités de financement de cette mesure **(n° 1329)** [18 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1328) rejeté par le Sénat, relatif à **la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique** et aux modalités de financement de cette mesure **(n° 1330)** [18 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1339) rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif à **la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique** et aux modalités de financement de cette mesure **(n° 1341)** [20 décembre 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 319,** posée le 14 décembre 1982 : **santé publique (maladies et épidémies : Basse-Normandie)** appelée le 17 décembre 1982 : **développement de la recherche cancérologique en Basse-Normandie :** réunion à Caen du comité régional de la concertation nationale sur le cancer ; possibilité de création de deux unités I.N.S.E.R.M. à Caen (p. 8463) ; mise sur le marché du premier anticancéreux totalement français (p. 8464).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : loi du 18 janvier 1979 ; difficultés rencontrées dans le fonctionnement quotidien des conseils de prud'hommes ; indemnisation des vacations des conseillers ; modalités de l'indemnisation des salariés ; protection contre le risque de licenciement ; formation des conseillers prud'hommes par l'Etat ; institution de diverses filières de formation [27 janvier 1982] (p. 577).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).**

Première lecture, discussion générale : redéfinition de la profession de sage-femme ; planification familiale ; révision de la formation ; contenu des études de sage-femme [12 mai 1982] (p. 2051) ; montant des salaires (p. 2052).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune : santé et sécurité des travailleurs [13 mai 1982] (p. 2145) ; comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; maintien des régimes dérogatoires dans le bâtiment et les travaux publics ; statistiques relatives aux accidents du travail ; politique de prévention (p. 2146).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion générale : gestion du régime général par les représentants élus des assurés ; application de la réforme Auroux ; décentralisation [7 juillet 1982] (p. 4326) ; nouvelle répartition des pouvoirs dans le domaine social (p. 4327).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion générale : réussite du réseau des caisses d'épargne ; assainissement du système de financement de l'économie ; nationalisation du crédit ; contenu de la loi sur l'orientation de l'épargne (1978) ; dégradation des réseaux de caisses d'épargne ; restauration de la notion de prévoyance ; démocratisation des procédures de choix des organes dirigeants et du mode de gestion des caisses locales [13 juillet 1982] (p. 4468) ; liberté de l'emploi des ressources (p. 4469).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** développement de la prévention ; travaux préparatoires du VIIIe Plan [21 septembre 1982] (p. 5002) ; constance des chiffres concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles (p. 5003) ; *article L. 236-2 du code du travail :* prochain texte de loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [22 septembre 1982] (p. 5040) ; réintégration professionnelle des handicapés (p. 5041) ; *article L. 236-7 du code du travail :* présence de l'inspecteur du travail aux réunions du C.H.S.C.T. (p. 5071) ; **après l'article 8 :** bilan d'application de la présente loi (p. 5082).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : instauration d'un budget global à l'hôpital ; inconvénient du forfait hospitalier et de la cotisation des préretraités ; taxation du tabac et de l'alcool ; bilan du tabagisme en France [18 octobre 1982] (p. 5923) ; contenu de la loi du 9 juillet 1976 (p. 5924).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* prise en compte des problèmes spécifiques des femmes ; renforcement des délégations régionales par la création de vingt-deux postes de chargée de mission [2 novembre 1982] (p. 6552) ; rôle des déléguées régionales (p. 6553).

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : Travail, emploi. — *Discussion générale :* priorité donnée à la lutte pour l'emploi ; réduction de la progression du nombre des chômeurs ; rôle de l'A.F.P.A. ; refus de voir celle-ci devenir une grande école pour adultes ; problème des demandeurs d'emplois de longue durée ; renforcement considérable des moyens de l'A.F.P.A. [15 novembre 1982] (p. 7167).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : Santé. — *Discussion générale, questions :* développement de la médecine scolaire ; nécessité de prévoir des spécialistes (ophtalmologistes et dentistes) dans les établissements scolaires ; protection de la mère et de l'enfant ; sous-rémunération des personnels travaillant dans le secteur de la protection maternelle et infantile [15 novembre 1982] (p. 7197).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* rôle de la médecine du travail chargée de la réinsertion des handicapés physiques ; problème des médecins de main-d'œuvre [18 novembre 1982] (p. 7392).

— **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).**

Première lecture, discussion générale : rôle de l'école dans la lutte contre les préjugés ; contenu de la loi de 1972 ; principe général de la non-discrimination à raison du sexe ; nécessité de permettre aux femmes de devenir des citoyennes à part entière [6 décembre 1982] (p. 7991).

— **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : objet de la campagne nationale d'information sur la contraception ; rappelle l'historique de la législation sur l'I.V.G. ; rend hommage à Mme Simone Veil ; contenu du rapport « les femmes en France dans une société d'inégalités » ; choix de l'opinion publique en faveur du remboursement de l'I.V.G. [10 décembre 1982] (p. 8228) ; conséquences de ce remboursement sur la démographie ; redressement du taux de natalité depuis plusieurs années ; absence de banalisation de l'I.V.G. ; souci de justice sociale manifesté par le Gouvernement ; cotation de l'I.V.G. dans la nomenclature médicale ; problème du respect de l'anonymat ; coût du ticket modérateur (p. 8229) ; problème de l'aide sociale ; existence de trafics financiers consécutifs à des I.V.G. non déclarées ; problème des I.V.G. pratiquées à l'étranger ; amélioration de la situation des familles de deux enfants ; refus de faire de l'I.V.G. un acte médical ordinaire (p. 8230).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° **1** (remboursement de l'I.V.G. par l'Etat) : adopté (p. 8248) ; **après l'article 5 :** information du Parlement (p. 8249).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [18 décembre 1982] (p. 8511).

Discussion des articles : **article 5 :** financement du remboursement de l'I.V.G. par l'Etat (p. 8512).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur ; échec de la commission mixte paritaire ; reprise du texte adopté par l'Assemblée nationale [20 décembre 1982] (p. 8568).

Explications de vote : complément financier apporté à la loi Veil (p. 8570).

— **Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).**

Deuxième lecture, explications de vote : texte mettant fin à une injustice ; diversification des sources de formation ; vote positif du groupe socialiste [17 décembre 1982] (p. 8499).

PUYMARTIN (Jacques)

Rapporteur du Conseil économique et social.

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur du Conseil économique et social : renouveau de la planification ; décentralisation dans l'élaboration et l'exécution du plan national ; insertion de l'économie française dans un environnement international fluctuant ; acteurs de la planification ; composition éventuelle de la commission nationale de planification ; participation des régions ; approche sectorielle du développement de l'appareil productif [14 juin 1982] (p. 3327) ; harmonisation entre les projets régionaux ; participation du Conseil économique et social au processus d'élaboration et d'adoption du plan ; risques de contradictions entre politiques sectorielles et politiques de développement arrêtées au niveau régional ; procédures de consultation des régions ; aménagement du territoire ; comité économique et social régional ; principe de contractualisation pour l'exécution du plan ; caractère facultatif des contrats de plan ; généralisation du système d'aides conditionnelles ; allocation de ressources budgétaires (p. 3328) ; ajustement du plan à partir de la troisième année de son exécution ; caractère primordial du suivi de la planification ; élaboration du IXe Plan (p. 3329).

Q

QUESTIAUX (Nicole)

Ministre de la solidarité nationale

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la solidarité nationale ; décret du 29 juin 1982 [*J. O.* du 30 juin 1982] (p. 2051).

DEPOTS

Projet de loi portant réforme des **prestations familiales (n° 831)** [28 avril 1982].

Projet de loi relatif à la composition des **conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947)** [14 juin 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Colette Goeuriot : versement des pensions de réversion aux femmes de mineurs :** revalorisation des pensions de réversion du régime général et des régimes légaux alignés sur lui ; problème des cumuls des pensions de réversion et des pensions personnelles de vieillesse ou d'invalidité ; situation relativement avantageuse des veuves des salariés des régimes spéciaux et du régime des mines en particulier [21 avril 1982] (p. 1215) ;

— **M. Joseph Legrand : contentieux technique de la sécurité sociale :** fonctionnement « préoccupant » du contentieux technique de la sécurité sociale ; engorgement des commissions régionales ; mesures prises et envisagées par le Gouvernement [21 avril 1982] (p. 1217) ;

— **M. Jean-Louis Goasduff : temps de travail dans les établissements sociaux et médico-sociaux :** conséquences sur les établissements sociaux de la diminution du temps de travail d'une heure non compensée par des créations suffisantes d'emplois nouveaux [21 avril 1982] (p. 1219).

orales sans débat de :

— **M. Jean-Claude Bois (n° 139),** suppléé par M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants : **bonification pour les assurés du régime minier ayant élevé des enfants :** amélioration des pensions du régime minier ; sa volonté d'engager une consultation pour les modalités d'application d'une bonification par enfant pour les femmes assurées au régime minier [23 avril 1982] (p. 1293) ;

— **Mme Marie-Josèphe Sublet (n° 193) : séjours de vacances pour handicapés mentaux :** droit au loisir pour les personnes handicapées [28 mai 1982] (p. 2718) ; renouvellement des recommandations utiles aux services locaux de la solidarité ; intégration d'enfants handicapés dans des centres de loisirs ordinaires ; cohabitation de deux groupes d'enfants valides et handicapés dans un même lieu (p. 2719) ;

— **M. Jean-Pierre Destrade (n° 195) : enseignement de la langue et de la culture basques :** mission interministérielle étudiant les problèmes spécifiques se posant au pays basque ; nécessité de conférer un véritable statut à la culture et à la langue basques dans l'enseignement public ; création de postes supplémentaires d'instituteurs itinérants [28 mai 1982] (p. 2720) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs (n° 187) : enseignement des langues régionales :** plan de dévelopement des langues et des cultures régionales [28 mai 1982] (p. 2720) ; mesures particulières prises en Alsace et en Moselle compte tenu du bilinguisme ; contacts noués entre les autorités de R. F. A. et le ministre de l'éducation nationale (p. 2721) ;

— **M. Alain Madelin (n° 233) : mission confiée à des cadres de la C.G.T. sur la réforme de la sécurité sociale :** mission confiée à certains agents d'encadrement du personnel de la sécurité sociale appartenant à la confédération générale du travail ; caractère pluraliste de la concertation menée dans le cadre de cette réforme [18 juin 1982] (p. 3601).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de veuvage (n° 857).**

Première lecture, discussion générale : objectif de justice sociale ; revalorisation des pensions liquidées avant la loi Boulin ; pensions de réversion ; projet de loi réformant les prestations familiales ; réforme des conseils d'administration des caisses du régime général ; augmentation du minimum vieillesse ; abaissement de l'âge de la retraite ; fragilité des recettes de la sécurité sociale et du budget de l'Etat [18 juin 1982] (p. 3580).

QUEYRANNE (Jean-Jack)

Député du Rhône
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Fin de sa mission temporaire auprès du ministre de la culture [3 mai 1982] (p. 1558).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 154,** posée le 27 avril 1982 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Rhône)** (p. 1398) ; appelée le 30 avril 1982 : **application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse :** refus de certains hôpitaux d'appliquer cette loi (p. 1523) ; modification de la réglementation concernant l'activité des centres d'orthogénie (p. 1524) ; mise en place d'unités autonomes d'orthogénie (p. 1525).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 ; liberté de la communication audiovisuelle ; passage d'un régime de droit négatif et répressif à un régime de droit positif et libéral ; utilisation du monopole à des fins partisanes par l'ancienne majorité [26 avril 1982] (p. 1317) ; prise en compte par le projet de la révolution technologique ; développement d'un nouvel espace de liberté ; rejet par l'opposition de la notion de service public ; liberté de choix des télespectateurs ; importance du nombre des productions américaines ou japonaises sur les écrans français ; consécration du droit à la communication ; rôle de la Haute autorité ; mission de service public assumée par les sociétés nationales et régionales ; création d'un fonds d'expression locale permettant aux radios locales, bénéficiant d'une autorisation, d'émettre d'accéder à une redistribution des ressources publicitaires du secteur public ; rayonnement de la France à l'étranger (p. 1318) ; suppression de la dépendance des responsables de la radio et télévision vis-à-vis du pouvoir ; nomination des membres de la Haute autorité ; compétences de celle-ci ; moyens juridiques dont elle dispose pour garantir une véritable autonomie du service public ; respect du pluralisme ; prise en compte de la pluralité des publics ; relance de la création individuelle ; régionalisation du service public ; tutelle de la direction de FR 3 sur ses bureaux régionaux ; création de vingt-deux sociétés régionales ; rayonnement de la langue et de la culture françaises à l'étranger ; coût du projet (p. 1319).

Discussion des articles : **article 1er :** délimitation du domaine de la loi par l'article 34 de la Constitution [27 avril 1982] (p. 1368) ; **après l'article 1er :** autorisation du régime de service public et du régime de monopole étatique en matière audiovisuelle par la Convention européenne des droits de l'homme (p. 1376) ; **article 3 :** définition de la notion de service public par la satisfaction de l'intérêt général et par un certain nombre d'obligations (p. 1394) ; **article 7 :** disparition du monopole de diffusion ; régime de dérogation prévu par les lois de 1972 et 1974 ; situation actuelle de la télédistribution ; radios locales ; cohérence de cet article avec le code des postes et télécommunications ; distribution des fréquences radioélectriques ; caractère précaire et révocable des autorisations [28 avril 1982] (p. 1449) ; **article 9 :** retard économique et technologique de la France imputable à l'ancienne majorité ; absence de réseaux câblés en France [29 avril 1982] (p. 1479) ; **article 12 :** consécration par cet article de l'indépendance à la Haute autorité appartenant antérieurement au Premier ministre (p. 1498) ; **article 13 :** invasion de la télévision par des émissions violentes d'origine étrangère [30 avril 1982] (p. 1544) ; promotion des langues et cultures régionales ; émissions en langue régionale (p. 1547) ; **article 36 :** volonté du groupe U.D.F. de privatiser une chaîne [5 mai 1982] (p. 1744) ; **article 38 :** décentralisation du service de la télévision ; institution d'une société nationale au service de la région (p. 1755).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : organisation des établissements publics de coopération intercommunale ; exemple des communautés urbaines ; fonctionnement de ces communautés ; approbation de l'ensemble des communautés urbaines sur le présent projet de loi ; nouvelles modalités de répartition des sièges au sein des conseils de communauté [21 octobre 1982] (p. 6121) ; négociation des conventions avec les communes ; assouplissement du système actuel (p. 6122).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** réforme du statut des communautés urbaines ; rapport Notebart ; suppression des compétences facultatives des communautés urbaines ; problème de la voirie et du nettoiement ; affectation de la dotation globale de fonctionnement [23 octobre 1982] (p. 6252) ; **article 46 :** son amendement n° 63 (modifiant la répartition des sièges au sein du conseil de communauté) (p. 6258) : adopté (p. 6259) ; **article 47 :** son amendement n° 65 (d'harmonisation) : adopté (p. 6261) ; **article 48 :** désignation des délégués de communes au conseil des communautés ; acharnement de l'opposition contre cet article (p. 6262) ; **article 51 :** son amendement n° 66 (de suppression) : adopté (p. 6266) ; **article 52 :** création des cimetières et extension des cimetières existants (p. 6268) ; **article 58 :** son amendement n° 67 (d'harmonisation) : adopté (p. 6272).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 59 :** retire l'amendement n° 90 de M. Bernard Derosier [9 décembre 1982] (p. 8184).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* accroissement des crédits budgétaires accordés au sport de haut niveau en prévision des jeux olympiques [3 novembre 1882] (p. 6624) ; éventualité de la candidature française pour l'organisation des jeux olympiques de 1992 (p. 6625).

Culture. — *Discussion générale :* doublement du budget de la culture en 1982 ; remise en chantier de l'ensemble de la politique culturelle de l'Etat ; place du développement culturel dans la politique économique et sociale de la France ; nouvelles mesures en faveur de la création artistique ; importance du nombre des créateurs ayant choisi la France pour poursuivre leur œuvre ; poursuite du mouvement de décentralisation [3 novembre 1982] (p. 6642, 6643) ; inégalité en matière culturelle ; élargissement du public des bibliothèques ; accélération de la transformation des bibliothèques en médiathèques ; rôle de l'éducation artistique (p. 6644).

Examen des crédits : **état B, titre IV : son rappel au règlement :** discussion des amendements ; attaques personnelles lancées par des députés de l'opposition (p. 6668).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* décentralisation du service public de la radiotélévision ; FR 3 ; constitution de vingt deux sociétés régionales pour la radio ; création de douze sociétés de télévision à partir des directions régionales actuelles ; initiatives tendant à rapprocher l'information de la vie locale ; nécessité de développer une industrie des programmes [19 novembre 1982] (p. 7440) ; décentralisation de la radio et de la télévision ; loi sur la communication audiovisuelle (p. 7441).

QUILES (Paul)

Député de Paris
(14e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J. O. du 3 avril] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [J. O. du 26 mai 1982] (p. 1666).

QUESTIONS

au Gouvernement : situation de la veuve d'un policier : contestation des droits à pension de la veuve d'un inspecteur abattu en octobre dernier par un gangster [12 mai 1982] (p. 2042).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 30 :** institution des comités de groupe comme amélioration non négligeable des capacités d'information des salariés ; directive européenne Vredeling [8 juin 1982] (p. 3096) ; directive Vredeling ; refus du progrès par l'opposition (p. 3099) ; *après l'article L. 439-1 du code du travail* : son amendement n° 498 (précisant qu'un comité de groupe est constitué entre les sociétés ayant leur siège en France, filiales d'une ou plusieurs sociétés dominantes dont le siège est situé à l'étranger) (p. 3111) : retiré (p. 3112).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : projet de loi répondant aux engagements du président de la République ; stagnation de l'effort de recherche sous les précédents gouvernements ; création d'un grand ministère de la recherche ; caractère satisfaisant de l'état de la science et de la technique française malgré la dégradation subie par la recherche ; enjeux d'une politique de recherche ; état de la recherche française à l'heure actuelle [21 juin 1982] (p. 3661) ; méfiance de M. Valéry Giscard d'Estaing vis-à-vis de la recherche ; dévalorisation des métiers de la recherche ; caractère satisfaisant des résultats de la recherche fondamentale dans plusieurs secteurs ; rôles de priorité nationale donnés à la recherche et au développement technologique ; programmation de la recherche ; notion de programme mobilisateur ; reconnaissance de la spécificité des missions des métiers de la recherche (p. 3662) ; problème de l'évolution de la recherche ; rôle des universités (p. 3663).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale : agitation du chiffon rouge de l'anti-communisme par les orateurs de l'opposition ; suppression des régions mono-départementales ; urgence du présent projet de loi ; statut de Saint-Pierre-et-Miquelon [29 septembre 1982] (p. 5247) ; différence entre le statut des départements d'outre-mer et celui des territoires d'outre-mer ; rappelle l'attachement de M. Michel Debré au statut des départements français d'Algérie en 1958 ; application du principe d'adaptation du droit aux spécifités locales ; attachement des populations des départements d'outre-mer à l'unité de législation ; droit des populations des départements d'outre-mer de rester françaises tant que leur volonté n'aura pas changé (p. 5248) ; accusation d'inconstitutionnalité défendue par M. Jean Foyer (p. 5249).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions de code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : rappelle les déclarations de M. Jacques Dominati à propos du statut de Paris en 1973 [20 octobre 1982] (p. 6058) ; contenu de différentes propositions de loi déposées au cours des dernières années ; conformité du texte du présent projet de loi avec l'article 72 de la Constitution ; libre administration des collectivités locales ; problème du personnel ; étendue des pouvoirs du maire de Paris (p. 6059) ; contenu de la réforme de 1975 ; fonctionnement de la concertation à Paris ; non-représentativité des commissions d'arrondissement actuellement en fonction ; information des habitants (p. 6060).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 17 :** son amendement n° 128 (participation des associations à la vie locale [22 octobre 1982] (p. 6215) : adopté (p. 6218).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 17 *bis* précédemment réservé :** son amendement n° 102 (création d'un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement) ; participation des représentants des associations aux débats du conseil d'arrondissement ; adopté après modification [9 décembre 1982] (p. 8190).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, explications de vote : projet de loi tenant compte de l'importance de la progression démographique des trois grandes villes ; réalité administrative des secteurs électoraux [23 octobre 1982] (p. 6288) ; vote positif du groupe socialiste (p. 6289).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 29 et état B :** lutte contre le terrorisme ; accroissement du nombre des attentats ; insécurité dans le métro parisien [15 décembre 1982] (p. 8389).

QUILLIOT (Roger)

Ministre de l'urbanisme et du logement

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— M. Germain Gengenwin : entreprises du bâtiment : ralentissement de l'activité du secteur du bâtiment, notamment dans la région d'Alsace ; inscription au collectif de crédits permettant la construction de 50 000 logements supplémentaires ; politique des prêts ; maintien en activité des C.O.D.E.F.I. pour les seules entreprises du bâtiment ; politique de l'emploi dans ce secteur [5 mai 1982] (p. 1729) ;

— M. Dominique Taddei : organisation communautaire du marché des fruits et légumes : réforme de l'organisation du marché des fruits et légumes devant intervenir avant le 31 octobre 1982 ; aides aux groupements de producteurs ; protection communautaire pour tous les produits connaissant une commercialisation notable ; protection vis-à-vis des pays tiers [13 octobre 1982] (p. 5725) ;

— M. Guy Ducoloné : augmentation des loyers à la sortie du blocage : évolution des loyers et des charges ; concertation avec les organisations de bailleurs et de locataires (p. 5731) ;

— M. Paul Balmigère : situation de l'entreprise Astre : règlement judiciaire de l'entreprise Astre ; dédommagement des acquéreurs et des créanciers de cette entreprise [3 novembre 1982] (p. 6604) ;

— M. Philippe Séguin : contrat franco-algérien de construction de logements : accord cadre franco-algérien portant sur la coopération technique et la construction de 60 000 logements en trois ans ; absence d'accord relatif aux clauses d'arbitrage ayant retardé la mise en œuvre de ces chantiers ; regroupement souhaitable d'entreprises [3 novembre 1982] (p. 6604, 6605) ;

— M. Adrien Zeller : crédits relatifs à la prime à l'amélioration de l'habitat : primes à l'amélioration de l'habitat ; critères d'attribution de ces primes ; opérations d'amélioration de l'habitat ; comités départementaux de l'habitat rural ; déduction fiscale pour travaux d'économie d'énergie ; extension des prêts conventionnés ; possibilité d'affectation de la deuxième tranche du fonds spécial de grands travaux à l'amélioration de l'habitat [17 novembre 1982] (p. 7321) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : bilan des effets de la loi Quilliot :** contenu de deux propositions de loi émanant de membres de l'opposition et relatives aux loyers ; effondrement du marché immobilier à partir du second semestre 1980 ; augmentation du nombre de propriétaires prêts à louer ; relèvements de loyers ; rôle des investisseurs institutionnels [15 décembre 1982] (p. 8337).

orales sans débat de :

— **Mme Paulette Nevoux (n° 130) : concertation entre les locataires et les sociétés d'H. L. M. :** rapports existant entre bailleurs et locataires fondés sur la concertation ; obligation faite au bailleur de reconnaître comme interlocuteur les associations de locataires dès que celles-ci adhèrent à une organisation représentative au niveau national ou départemental [16 avril 1982] (p. 1170) ; contrat signé entre le ministre de l'urbanisme et du logement et l'union et les fédérations d'organismes d'H. L. M. ; abandon par le Gouvernement d'une politique autoritaire en matière d'amélioration de l'habitat social ; abrogation de la cotisation obligatoire au fonds national de l'habitat ; 1 p. 100 des employeurs ; droit de regard et de décision des locataires d'H. L. M. sur l'utilisation des loyers (p. 1171) ;

— **M. Yves Lancien (n° 117) ;** en remplacement de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; **victimes d'attentats :** responsabilité des assurances ; exclusion conventionnelle de réparation pour des dommages résultant d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage ; risque « attentat » ; amélioration de l'indemnisation des victimes d'attentats [16 avril 1982] (p. 1172) ;

— **M. Parfait Jans (n° 163) : logements vacants de la région parisienne :** problème de la réquisition ; besoins locatifs sous-estimés en région parisienne depuis plusieurs années ; phénomènes de rétention [7 mai 1982] (p. 1854) ; relance de la construction sociale en Ile-de-France ; intégration progressive du statut parisien à celui de l'ensemble des communes de France (p. 1855) ;

— **M. Parfait Jans (n° 209) : financement des aides au logement :** accroissement du nombre de prêts locatifs aidés ; nécessité de satisfaire le plus rapidement possible les besoins locatifs urgents ; politique mise en œuvre par le Gouvernement pour y parvenir ; possibilité d'élaborer un texte de loi s'inspirant du rapport de M. Badet sur une nouvelle utilisation des aides au logement [11 juin 1982] (p. 3264) ;

— **M. François Massot (n° 221) : construction dans les Alpes-de-Haute-Provence :** prêts conventionnés et programmes d'actions prioritaires (P. A. P.) en forte progression ; faible part du secteur aidé dans l'ensemble des activités du bâtiment dans cette région ; développement du tourisme social ; mission d'étude confiée sur ce thème à M. Pierre Merlin [11 juin 1982] (p. 3265) ;

— **M. Louis Odru (n° 290) : logements vacants :** construction de logements sociaux ; raisons justifiant la rétention des logements ; instructions données par le ministre de l'économie et des finances aux bailleurs institutionnels pour que les logements vacants en bon état soient remis sur le marché locatif [3 décembre 1982] (p. 7962).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : rôle moteur de l'habitat dans l'économie ; lieu privilégié de l'épanouissement de la personne ; limitation des droits des propriétaires au lendemain de la Première Guerre mondiale ; loi du 1er septembre 1948 ; travaux de la commission Delmon ; projet déposé au mois de septembre 1980 ; établissement d'un nouveau droit de l'habitat ; clarification ; stabilité dans les rapports locatifs [12 janvier 1982] (p. 3) ; durée de six ans pour le contrat de location ; modération des loyers ; négociation d'accords de modération annuels au sein d'une commission nationale ; taux d'accroissement fixé par le Gouvernement ; minimum de 80 p. 100 de la variation de l'indice du coût de la construction ; concertation ; prohibition des congés abusifs et spéculatifs ; reconnaissance de agents immobiliers ; 100 000 logements supplémentaires pour 1981 ; préparation de mesures tendant à porter un coup d'arrêt à la spéculation immobilière ; augmentation de l'aide personnalisée au logement et de l'allocation logement en 1981 (p. 4) ; intérêt bien compris des locataires et des propriétaires (p. 5) ; engagement du Gouvernement sur le dépôt d'un projet de loi instituant l'indemnisation des propriétaires ; révision de l'indice de la construction (p. 42) ; travaux d'amélioration ; hiérarchie des accords contractuels ; application de l'accord d'immeuble en cas de ratification par la moitié des locataires ; valeur supérieure accordée aux accords conclus sur le plan local ; ses observations sur l'urbanisme des Etats-Unis (p. 43) ; ses observations sur l'apparition du spectre d'un quadrillage politique ; instauration d'instances de conciliation ; expulsion de mauvais payeurs à Clermont-Ferrand ; situation des Français expatriés propriétaires ; nécessité de la loi pour les logements non couverts par des recommandations ; disparition de l'équilibre du marché ; transactions motivées par un gain en capital (p. 44) ; fixation des loyers pour les locaux vacants ; stabilité des rapports locatifs ; intervention du Gouvernement la plus limitée possible ; ses observations sur l'ouvrage « Les Pierres de l'avenir » de M. Jacques Barrot (p. 45) ; loyer scientifique ; caractère approximatif des notions de sous-évaluation et de sur-évaluation ; charges des H. L. M. ; nécessité de démocratiser les organes de gestion des H. L. M. ; prise en compte des problèmes de rentabilité ; lutte contre les abus (p. 46).

Discussion des articles : **article 1er :** référence au droit collectif dans le projet ; maintien d'un secteur locatif important [13 janvier 1982] (p. 52) ; reconnaissance des rapports collectifs par la commission Delmon ; **article 2 :** distinction entre résidence principale et résidence secondaire (p. 53) ; accepte le sous-amendement n° 492 de M. Roland Dumas à l'amendement n° 2 de la commission prévoyant l'application de la loi aux sous-locations (p. 55) ; son sous-amendement n° 536 à l'amendement n° 2 de la commission (non-application de la loi aux logements-foyers) : adopté ; son sous-amendement n° 537 à l'amendement n° 2 de la commission (non-application de la loi aux locations à des étudiants de chambres faisant partie intégrante du logement occupé par le bailleur ou par le locataire principal) : rectifié ; « chambres de bonne » non concernées par le sous-amendement (p. 56) ; modifie son sous-amendement n° 537 (p. 57) ; sous-amendement n° 537 adopté ; rapport sur la location-vente soumis à l'Assemblée ; application de la loi aux seules résidences principales (p. 58) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 538 à l'amendement n° 4 de la commission (colocation) : adopté (p. 60) ; remise de la dernière quittance du précédent locataire lors de la conclusion du contrat de location (p. 61) ; s'oppose à l'obligation faite au bailleur de communiquer le projet de contrat de location au locataire préalablement à la signature (p. 64) ; s'oppose au sous-amendement n° 541 de M. Pierre-Charles Krieg permettant au bailleur de se prévaloir de la violation des dispositions de l'article (p. 65) ; **article 5 :** cas de reprise du bien par le bailleur personne physique ; droit de préemption du locataire (p. 68) ; justification des raisons invoquées par le locataire pour donner congé ; faculté de reprise annuelle dans le cadre des baux de six ans ; son sous-amendement n° 539 à l'amendement n° 6 de la commission (relogement préalable des locataires âgés de plus de soixante-dix ans aux ressources inférieures à une fois et demie le S.M.I.C. en cas d'exercice du droit de reprise sauf quand le bailleur est âgé de plus de soixante-cinq ans) ; protection des personnes âgées par des dispositions autres que législatives (p. 70) ; sous-amendement n° 539 retiré ; ses amendements nos 484 et 485 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 6 de la commission (p. 71) ; usage du logement « en bon père de famille » ; recours judiciaire en cas d'exercice du droit de reprise par le bailleur (p. 72) ; **article 6 :** demande la réserve de l'article (p. 74) ; **après l'article 6 :** son amendement n° 488 (conditions de résiliation du contrat par le bailleur dans le cadre des baux de six ans) ; baux de six ans renouvelés pour des périodes triennales (p. 78) ; reconnaissance au propriétaire du droit de récupérer son logement à des fins strictement personnelles ; possibilité de reprise prévue dans l'élaboration du projet par le Gouvernement (p. 79) ; risque minime de reprise pour les locataires ; accepte le sous-amendement n° 542 de M. Daniel Le Meur faisant obligation au bailleur exerçant son droit de reprise d'occuper le logement pendant au moins trois ans (p. 80) ; s'oppose au sous-amendement n° 544 de M. Daniel Le Meur supprimant l'exercice du droit de reprise pour les actionnaires de S.C.I. attributaires d'un logement ; amendement n° 488, modifié, adopté ; son amendement n° 489 (conditions d'exercice du droit de vendre) ; possibilité ouverte au bailleur personne physique de vendre à l'expiration de la troisième année du bail de six ans pour des motifs économiques ou familiaux graves ; s'oppose au sous-amendement n° 545 de M. Daniel Le Meur limitant la possibilité de vendre au seul bailleur

personne physique (p. 81) ; prise en compte de préoccupations économiques (p. 82) ; s'engage à ce que soit traité le cas des locataires de soixante-dix ans lors de l'exercice du droit de reprise à fin de vente (p. 83) ; amendement n° 489 adopté ; son amendement n° 490 (conditions de délivrance du congé pour vente ; droit de préemption du locataire) : adopté (p. 84) ; **article 6 précédemment réservé :** s'oppose au sous-amendement n° 550 de M. Pascal Clément énumérant les motifs sérieux et légitimes pour le non-renouvellement du bail (p. 86) ; ses amendements n°s 486 et 487 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 8 de la commission ; **article 4 précédemment réservé :** son amendement n° 483 (bail à deux vitesses) ; baux de trois ans réservés aux personnes physiques ; amendement n° 483 adopté (p. 87) ; **après l'article 4 :** s'oppose à l'amendement n° 343 de M. Jean Tibéri prévoyant la possibilité de conclusion de baux d'une durée inférieure à trois ans ; **article 7 :** accepte l'amendement n° 149 de M. Claude Wolff instituant la justification de la cohabitation pour le transfert du contrat de location en cas de décès du locataire (p. 88) ; conditions de transfert du bail au décès du locataire (p. 90) ; sa préférence pour un délai de cohabitation de six mois (p. 91) ; **article 8 :** délai pour la notification du congé (p. 92) ; délai d'un mois pour le congé du locataire perdant son emploi et non en cas d'abandon d'emploi (p. 93) ; maintien du préavis de trois mois accepté par les bailleurs et les locataires dans le cadre des accords Delmon (p. 94) ; **article 9 :** réparation des équipements du logement à la charge du locataire [20 janvier 1982] (p. 295) ; réparations liées à la vétusté et aux malfaçons à la charge du bailleur ; possibilité pour celui-ci d'exiger la remise en état immédiate lorsque les transformations effectuées par le locataire mettent en péril le bon fonctionnement des équipements (p. 296) ; **article 10 :** son amendement n° 563 (obligations du bailleur) : adopté (p. 297) ; notions de « vices » et de « défauts » ; maintien des dispositions en vigueur pour les modifications apportées au logement par le locataire ; accepte l'amendement n° 243 de la commission des affaires culturelles prévoyant la consultation des locations par le bailleur avant toute modification de la chose louée ; s'oppose à l'amendement n° 480 de Mme Adrienne Horvath prévoyant l'indemnisation du locataire par le bailleur pour les améliorations apportées au logement ; accord amiable avec le propriétaire (p. 298) ; **article 11 :** son sous-amendement n° 555 à l'amendement n° 283 de la commission de la production et des échanges (droit de bail et autres charges indiquées sur la quittance de loyer) (p. 299) ; nécessité d'isoler les droits de bail ; adoption du sous-amendement n° 555 ; **article 12 :** établissement de l'état des lieux contradictoirement ou par huissier (p. 300) ; s'oppose à l'amendement n° 245 de la commission des affaires culturelles ; risque d'encouragement à la mauvaise foi ; s'oppose à l'amendement n° 443 de Mme Adrienne Horvath accordant un délai de quinze jours au locataire pour modifier l'état des lieux conjointement avec le bailleur (p. 301) ; **article 13 :** ses observations sur le dépôt de garantie (p. 302) ; deux mois de loyer pour le montant du dépôt de garantie acceptés par les associations de locataires ; nécessité du dépôt de garantie y compris pour les organismes sociaux ; sa suggestion d'examen par la commission Delmon de la proposition contenue dans l'amendement n° 445 de Mme Adrienne Horvath (p. 303) ; s'oppose à l'amendement n° 349 de M. Jean Tiberi subordonnant l'application des dispositions de l'alinéa 2 à la promulgation de la loi déchargeant le propriétaire de toute obligation fiscale dont il peut être tenu du fait du locataire (p. 304) ; s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Pascal Clément prévoyant la possibilité de révision du dépôt de garantie tous les six ans ; son sous-amendement n° 556 à l'amendement n° 446 de Mme Adrienne Horvath (rédactionnel) retiré (p. 305) ; **article 14 :** demande la réserve de l'article ; **après l'article 14 :** son amendement n° 495 (exigibilité des charges locatives sur justification ; décompte annuel adressé à chaque locataire) ; pas de récupération des salaires des gardiens sur les locataires des secteurs H. L. M. et aidé ; accès de tous les locataires aux pièces justificatives (p. 306) ; s'oppose au sous-amendement n° 552 de M. Daniel Le Meur rétablissant la rédaction de l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 ; adoption de l'amendement n° 495 modifié ; **article 14 (précédemment réservé) :** définition des charges récupérables tirée de celle des accords Delmon (p. 307) ; fournitures incluses dans les rubriques relatives aux services et aux dépenses d'entretien courant ; son amendement n° 491 (liste des charges récupérables fixée par décret en Conseil d'Etat sans préjudice des dispositions de l'article L. 442-3 du code de la construction et de l'article 10 de la loi du 30 décembre 1981) : adopté (p. 308) ; son amendement n° 494 (de conséquence de l'amendement n° 495 adopté après l'article 14) : adopté ; **après l'article 14** (*suite*) **:** étude des contrats de concession et d'affermage des installations de chauffage urbain dans le cadre des mesures générales concernant l'énergie ; ses observations sur l'amendement n° 351 de M. Jean Tiberi ; forme de cogestion dans le logement social (p. 309) ; caractère prématuré de l'amendement n° 351 de M. Jean Tiberi (p. 310) ; **article 16 :** son sous-amendement n° 569 à l'amendement n° 568 de M Alain Richard (délais accordés par le juge pour le paiement des loyers dans le cadre d'une action en résiliation du contrat fondé sur le non-paiement du loyer ou des charges) [21 janvier 1982] (p. 318) ; sous-amendement n° 569 : adopté ; **après l'article 16 :** son amendement n° 557 (modification de la législation sur les saisies) : adopté (p. 319) ; **article 17 :** dépôt avant un an d'un projet de loi prévu à l'article 17 (p. 321) ; absence de gratuité de logement ; pas d'encouragement au non-paiement du loyer ; assurance de paiement donnée aux propriétaires ; opposition du Gouvernement à la suppression de l'article (p. 322) ; s'oppose à la possibilité de résiliation en tout état de cause du bail pour non-paiement des loyers (p. 323) ; limites imparties au juge (p. 324) ; **article 18 :** son sous-amendement n° 567 à l'amendement n° 42 de la commission (indemnisation du locataire en cas de diminution des prestations stipulées au contrat) (p. 326) : adopté ; son amendement n° 497 (suppression du dernier alinéa de l'article) : devenu sans objet (p. 327) ; difficulté d'appréciation des troubles de jouissance ; s'oppose à l'amendement n° 456 de Mme Adrienne Horvath réputant non écrite la clause obligeant le locataire à fournir caution ; disposition risquant de pénaliser les candidats locataires les moins solvables (p. 328) ; accepte l'amendement n° 459 de Mme Adrienne Horvath réputant non écrite toute clause interdisant au locataire l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle (p. 329) ; **article 29 :** utilisation des mètres carrés sociaux ; accords portant sur les activités sociales et culturelles [22 janvier 1982] (p. 369) ; **article 33 :** maîtrise de l'évolution des loyers ; hausses intervenant à l'occasion du renouvellement des baux (p. 376) ; accords de modération ; majoration supplémentaire pour travaux réalisés et sous-évaluation manifeste du loyer ; accords spécifiques pour les organismes d'H.L.M. ; extension par décret d'accords à tous les logements du secteur locatif relevant de l'organisation de bailleurs signataires ; possibilité de décret en Conseil d'Etat pour les secteurs locatifs non couverts par un accord ; hausse garantie des loyers de 80 p. 100 de la variation de l'indice retenu pour leur révision ; possibilité d'intervention de l'Etat en cas de circonstances économiques exceptionnelles (p. 377) ; **article 34 :** son amendement n° 511 (nouvelle rédaction de l'article ; fixation des loyers) (p. 378) ; distinction entre les modalités de conclusion des accords dans le secteur H.L.M. et dans les autres secteurs ; possibilité d'échelonnement de la majoration supplémentaire pour travaux et de modulation de la durée de vacance du logement exigée pour la libre fixation du nouveau loyer (p. 379) ; s'oppose au sous-amendement n° 598 de M. Jean Tibéri excluant la conclusion des contrats de location du champ des accords de modération ; dérapages lors de la conclusion des nouveaux contrats ; prise en compte des travaux (p. 380) ; loyers surévalués (p. 381) ; amendement n° 511 modifié, adopté (p. 382) ; **après l'article 34 :** son amendement n° 512 (accord de modération conclu dans le secteur des organismes de H.L.M.) [25 janvier 1982] (p. 477) : modifié, adopté ; **article 35 :** possibilité pour le Gouvernement de rendre obligatoire tout ou partie des dispositions contenues dans des accords de modération ; son amendement verbal (conséquence de l'adoption de l'amendement n° 512) : adopté ; son amendement n° 513 (rédactionnel) : adopté (p. 478) ; modalités variables selon les départements de l'extension des accords (p. 479) ; **article 36 :** difficultés des jeunes ménages (p. 480) ; dérapage portant sur la location des locaux vacants ; libre fixation du loyer pour les logements neufs et les logements vacants depuis plus de deux ans ; projet de réforme foncière (p. 481) ; son amendement n° 514 (suppression du deuxième alinéa de l'article) ; dispositions reprises dans un article additionnel ; amendement n° 514 adopté ; son amendement n° 515 (durée d'application du décret pris en l'absence d'accords) (p. 482) : adopté ; **après l'article 36 :** ses sous-amendements à l'amendement n° 296 de la commission de la production : n° 599 (de coordination avec l'article 36) ; n° 600 (champ d'application de la fixation des loyers par décret en cas de circonstances économiques graves) ; n° 601 (adaptation pour des catégories de loge-

ments aux loyers régis par des dispositions particulières ou faisant l'objet de travaux) et n° 602 (limitation à douze mois de la fixation des loyers par décret en cas de circonstances économiques graves) (p. 483) ; taux d'évolution des loyers égal à au moins 80 p. 100 de la variation de l'indice mentionné à l'article 38 ; sous-amendements n°s 599 à 602 adoptés ; **article 37 :** procédure de conciliation en cas de contestation du nouveau loyer (p. 484) ; son sous-amendement n° 603 à l'amendement n° 90 de la commission (compétence de la commission départementale pour les litiges relatifs aux nouveaux loyers) ; loyers des baux en cours de la seule compétence des tribunaux ; s'oppose au sous-amendement n° 506 de M. Roland Dumas étendant la compétence de la commission départementale aux litiges relatifs à l'exécution du contrat de location ; sous-amendement n° 603 : adopté (p. 485) ; **article 38 :** son amendement n° 591 (évolution des loyers en fonction de la variation d'un indice mesurant l'évolution du coût de la construction) (p. 486) ; révision éventuelle de l'indice ; suppression de la référence à un indice trimestriel ; amendement n° 591 : adopté (p. 487) ; **article 40 :** contrats passés par le bailleur avec l'Etat pour la réalisation de travaux ; augmentation des loyers dans la limite d'un plafond fixé par décret ; intérêt de l'A.P.L. ; conclusion d'accords entre le bailleur et les locataires pour la réalisation de travaux (p. 488) ; augmentation des loyers ; accepte l'amendement n° 297 de la commission de la production introduisant la qualité thermique ou phonique parmi les objets des travaux (p. 489) ; son sous-amendement n° 604 à l'amendement n° 93 de la commission (travaux s'imposant aux locataires) : adopté ; son sous-amendement n° 605 à l'amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 490) ; s'oppose à l'amendement n° 472 de Mme Adrienne Horvath ; accord des locataires non nécessaire pour la réalisation des travaux de mise aux normes ; son amendement n° 519 (bail de six ans à la suite de travaux de mise aux normes) ; A.P.L. ; engagements du propriétaire (p. 491) ; amendement n° 519 adopté ; son sous-amendement n° 606 à l'amendement n° 98 de la commission (déduction des primes de déménagement à des frais exposés par le bailleur au titre de l'évacuation provisoire du local pour la réalisation de travaux) (p. 492) ; importance des aides pour la valorisation des logements ; relogement temporaire pour la réalisation des travaux ; sous-amendement n° 606 : adopté ; **article 41 :** son amendement n° 607 (rédactionnel) (p. 493) : adopté ; son amendement n° 608 (conditions de validité des accords ; approbation par la majorité des locataires) : adopté (p. 494) ; s'oppose à l'amendement n° 385 de M. Jean Tiberi ; remise en cause des plafonds des loyers des logements financés grâce à des prêts du crédit foncier ; **article 42 :** s'oppose à la mention par le propriétaire des nuisances de l'environnement ; notion subjective (p. 495) ; **article 44 :** partage entre le bailleur et le locataire des honoraires versés aux intermédiaires (p. 501) ; **article 46 :** notion de prix abusif pour la reprise d'objets ou d'installations par le locataire (p. 502) ; ses observations sur le plancher et le plafond des amendes infligeables au bailleur (p. 503) ; son amendement verbal (amendes infligeables au bailleur) : adopté ; accepte l'amendement n° 387 de M. Jean Tiberi instituant des amendes pour le locataire subordonnant son départ à une remise d'argent ou à la reprise d'objets ou d'installations à un prix abusif (p. 504) ; **article 47 :** son sous-amendement à l'amendement n° 113 de la commission (amendes pour l'exercice frauduleux du droit de reprise) : adopté ; **article 48 :** sanctions pénales pour l'entrave au droit d'association et de consultation des locataires (p. 506) ; application compréhensive du texte (p. 507) ; **après l'article 48 :** son sous-amendement à l'amendement n° 116 de la commission (amendes en cas d'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non renouvellement en vue de la vente) : adopté (p. 508) ; **après l'article 49 :** son sous-amendement n° 613 à l'amendement n° 118 de la commission (suppression du dernier alinéa) ; compétence des tribunaux civils pour le non-respect par le bailleur des accords d'évolution du loyer ; sous-amendement n° 613 adopté ; **article 50 :** délai d'un an à compter de la publication des décrets d'application pour la rédaction des nouveaux contrats de location (p. 509) ; son amendement n° 520 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 521 (prorogation des contrats de location venant à expiration pour leur mise en conformité) (p. 510) ; obligation de mise en conformité des baux arrivant à expiration ; amendement n° 521, modifié, adopté ; **article 51 :** protection des occupants contre des majorations abusives des loyers à l'expiration du bail (p. 512) ; **article 52 :** motif sérieux et légitime pour les congés donnés postérieurement au 7 octobre 1981 (p. 513) ; date d'effet de la loi pour les congés (p. 514) ; **article 53 :** accepte le principe d'une modification de la date d'effet des accords mentionnés à l'article 34 (p. 515) ; date de conclusion et d'application des accords ; date d'examen du texte par le Sénat (p. 516) ; **article 54 :** son amendement n° 616 (conséquence d'amendements précédemment adoptés) (p. 517) : adopté ; **article 55 :** son amendement n° 522 (conséquence de l'application de la loi aux locaux régis par la loi du 1er septembre 1948) (p. 518) ; retour au régime de la loi de 1948 en cas de non-mise en conformité du logement ; amendement n° 522 adopté ; **après l'article 55 :** son amendement n° 523 (conditions de fixation des nouveaux loyers des locaux vacants antérieurement soumis à la loi de 1948 et répondant à des normes minimales) : modifié, adopté (p. 519) ; son amendement n° 524 (régime des locaux antérieurement soumis à la loi de 1948 ; maintien dans les lieux du locataire) : adopté (p. 520) ; demande une seconde délibération sur l'article 5 et accepte une nouvelle délibération de l'article 6 (p. 521).

Seconde délibération : **article 5 :** son amendement n° 1 (suppression des trois derniers alinéas de l'article faisant double emploi avec l'article 6 *bis*) (p. 521) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 2 (congé donné par le locataire pendant la période de renouvellement du contrat) : adopté (p. 522) ; adoption d'amendements de l'opposition ; inquiétude artificiellement grossie par une campagne débridée ; développement de l'information ; amélioration des rapports locatifs ; existence de locataires mauvais payeurs (p. 525) et de propriétaires abusifs ; dérapage des loyers ; nécessité de la réforme foncière ; organisation des rapports collectifs ; progrès dans les rapports sociaux (p. 526).

Deuxième lecture, discussion générale : travaux accomplis par le Sénat ; recherche de l'équilibre dans les relations entre bailleurs et locataires ; champ d'application de la loi ; durée du contrat de location ; congé ; nécessité de garantir aux locataires une continuité d'occupation ; amélioration des relations entre bailleurs et locataires par la négociation ; signature récente de deux accords de modération des loyers ; conciliation de l'équilibre du budget des ménages et de l'équilibre de la gestion des organismes de logement [11 mai 1982] (p. 1958) ; encouragement aux travaux d'amélioration de l'habitat (p. 1959).

Discussion des articles : **article 2 :** champ d'application de la loi : communes de moins de 2 000 habitants, locaux de plaisance (p. 1966) ; statut juridique de la location-vente ; problème des logements acquis en vue de la retraite ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à éviter que les étudiants ne soient les seuls locataires à bénéficier de la disposition excluant les chambres du champ d'application de la loi) (p. 1967) ; distinction entre les chambres faisant partie intégrante du logement principal et les chambres situées à l'extérieur ; précision de la notion de « partie intégrante » du logement (p. 1968, 1969) ; problème de l'occupation temporaire des chambres louées (p. 1969) ; **article 3 :** son amendement n° 161 (obligation, pour chaque partie, d'accepter d'établir à tout moment un contrat conforme aux dispositions de l'article 3) : adopté (p. 1972) ; **article 4 *bis* :** problème des Français établis temporairement hors de France (p. 1975) ; **article 6 *bis* A :** son amendement n° 119 (substitution de l'appellation « commission départementale des rapports locatifs » à celle de « commission départementale du logement ») : adopté (p. 1979) ; **article 6 *bis* :** durée unique des périodes de renouvellement des contrats de location (p. 1980) ; **article 6 *ter* :** circonstances économiques graves justifiant la vente du logement (p. 1982) ; **article 7 :** son amendement n° 120 (conclusion du contrat de sous-location pour une durée égale à celle restant à courir pour le contrat de location principale et renouvellement du contrat de sous-location dans les mêmes conditions que celles du contrat de location principale) ; obligation pour le locataire d'assurer au sous-locataire la même protection que celle dont il bénéficie lui-même : adopté ; son sous-amendement n° 172 à l'amendement n° 24 de la commission (précision du loyer-plafond de la sous-location aux mètres carrés de surface habitable) : adopté (p. 1985) ; **article 10 :** problème des réparations locatives ; informations du locataire (p. 1987) ; **article 16 :** son sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 35 de la commission (justification des charges) (p. 1990) : adopté (p. 1991) ; subordination de l'exécution de la saisie-gagerie à la permission du juge ; règles relatives aux voies d'exécution (p. 1992) ; **article 21 :** problème du nombre des représentants des associations (p. 2002) ; **article 25 :** son amendement n° 121 (substitution à l'appellation de « commission départementale du logement » de l'appellation « commission départementale des rapports locatifs ») : adopté ; prise en

compte de l'existence des gestionnaires d'immeubles (p. 2005) ; rôle de la commission départementale des rapports locatifs (p. 2006) ; **article 27** : critères de représentativité des associations ; nécessité de prendre en compte l'apparition d'associations nouvelles (p. 2007) ; **article 28** : son amendement n° 122 (substitution de l'appellation « commission nationale des rapports locatifs » à l'appellation « commission nationale du logement ») : adopté ; son amendement n° 123 (précisant la définition du secteur locatif) : adopté ; son amendement n° 124 (rattachement de logements au loyer réglementé en contrepartie de primes ou prêts du Crédit foncier au secteur locatif dont relève le propriétaire) : adopté ; son amendement n° 125 (rattachement à un même secteur des logements de l'ensemble des établissements bancaires et de crédit à caractère public ou privé) : adopté (p. 2008) ; **article 28** *ter* : son amendement n° 126 (rédactionnel) : adopté ; **article 29** : modalités d'élection du conseil de résidants (p. 2009) ; établissement du règlement intérieur négocié avec les associations de locataires au niveau de l'immeuble (p. 2010) ; **article 34** : son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 71 de la commission (prise en compte pour la majoration de loyer pour travaux du coût réel des travaux dans la limite du plafond déterminé par l'accord de modération) ; incitation à la réalisation de travaux dans les logements ; minoration des loyers surévalués (p. 2012) ; part des locaux vacants dans le parc des logements ; difficultés de la construction ; loyer de logements restés vacants et maîtrise de l'inflation (p. 2013) ; sous-amendement n° 127 adopté (p. 2014) ; **article 36** : son amendement n° 174 (permettant la fixation par décret en Conseil d'Etat du taux maximum d'évolution du loyer lorsqu'aucun accord n'a été signé notamment dans le secteur H.L.M.) (p. 2014) ; **article 36** *bis* : son sous-amendement n° 165 à l'amendement n° 75 de la commission (précisant que le taux d'évolution imposé par décret est un maximum) ; notion de circonstances économiques graves ; adopté ; son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2015) ; **article 40** : opérations d'amélioration de l'habitat (p. 2018) ; relogement définitif dans le cas où les travaux donnent lieu à une restructuration du logement (p. 2019) ; **article 46** : fixation des plafonds des amendes ; établissement d'un lien entre sanction pénale et sanction civile (p. 2021) ; **article 48** *bis* : relèvement du plafond de l'amende (p. 2022) ; **article 51** : son sous-amendement n° 168 à l'amendement n° 97 de la commission (protection du locataire pendant une durée de trois ans à compter de la conclusion de son contrat ou de son entrée dans les lieux) : adopté ; **article 52** : son sous-amendement n° 169 à l'amendement n° 98 de la commission (protection du locataire pendant une durée de trois ans à compter de la conclusion de son contrat ou de son entrée dans les lieux) : adopté (p. 2024) ; **article 54** : son amendement n° 128 (précisant que l'article 40 *bis* relatif aux économies d'énergie n'est pas applicable aux logements dont le loyer est calculé à la surface corrigée, en application d'autres dispositions d'ordre public) ; son amendement n° 129 (possibilité pour les bailleurs contestant le droit au maintien dans les lieux de leur locataire de conclure un contrat d'amélioration) ; son amendement n° 130 (application aux logements conventionnés de la possibilité de transfert du contrat de location prévu à l'article 7 *bis* à la condition que le bénéficiaire remplisse les conditions d'attribution dudit logement) ; son amendement n° 131 (non-limitation du loyer initial du logement conventionné pour les dispositions de l'article 53) ; son amendement n° 132 (exclusion du champ d'application de l'article des logements mis par les collectivités locales à la disposition des personnes en difficulté temporaire) (p. 2026) ; amendements n°s 128, 129, 130, 131 et 132 : adoptés (p. 2027).

Ses observations après les explications de vote : déroulement du débat parlementaire ; dérogation aux dispositions législatives pour les personnes âgées et pour les Français de l'étranger ; accords intervenus entre les organismes H.L.M. et les associations de locataires et entre les sociétés d'économie mixte et les associations de locataires ; dispositif d'incitation à l'investissement ; représentativité des associations : formules de seuil (p. 2031).

Commission mixte paritaire, discussion générale : sécurité et stabilité dans l'habitat ; protection de l'épargne et de l'investissement ; durée des locations ; renouvellement des contrats de location et droit de reprise des propriétaires ; délais de paiement accordés par le juge aux locataires ; contenu du contrat de location [9 juin 1982] (p. 2163) ; conclusion d'accords collectifs ; modération de la hausse des loyers ; problème des logements vacants ; avenir du secteur du bâtiment ; amélioration de l'habitat (p. 3164).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* continuité de l'effort accordé au logement ; consommation des crédits affectés au logement social [4 novembre 1982] (p. 6690) ; distribution des P.A.L.U.L.O.S. ; opérations de construction de logements lancées par les H.L.M. ; absence de désengagement de la Caisse des dépôts et consignation ; fonctionnement du secteur non aidé ; conséquences de la loi sur les droits et les obligations des bailleurs et des locataires ; incompétence de M. André Rossinot en matière d'H.L.M. ; réduction des nombres des prêts d'accession à la propriété ; réhabilitation du patrimoine immobilier (p. 6691) ; taux de la surcharge foncière ; travaux de la commission Dubebout ; amélioration des aides à l'accession à la propriété ; problème des ventes d'H.L.M. ; adaptation de la taxe locale d'équipement ; situation de l'architecture (p. 6692) ; titularisation des personnels intérimaires ; plafond légal de densité (p. 6693).

Répond à la question de :

— *M. Paul Mercieca :* mise en place de commissions mixtes H.L.M. ; accroissement de la présence des usagers au sein des conseils d'administration ; indemnisation des membres de ces conseils (p. 6693) ;

— *M. Jean Jarosz :* problème du 1 p. cent patronal ; rôle des comités d'entreprise (p. 6694) ;

— *M. Louis Odru :* situation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; faiblesse des salaires des ouvriers du B.T.P. ; difficultés de leurs conditions de travail (p. 6694) ;

— *M. Roland Vuillaume :* rôle du fonds spécial de grands travaux ; concurrence entre les sociétés nationales et les entreprises privées (p. 6695) ;

— *M. Pierre Weisenhorn :* problème des loyers ; politique menée par les précédents gouvernements ; situation du bâtiment et des travaux publics ; augmentation du nombre des logements collectifs (p. 6695) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* informations données par le système Siroco ; nombre de mises en chantier (p. 6696) ;

— *M. Pierre Weisenhorn :* mise en place de la dotation globale d'équipement (p. 6696) ; problème des agences d'urbanisme (p. 6697) ;

— *Mme Jacqueline Osselin :* rôle du fonds d'aménagement urbain et de la commission Dubedout (p. 6697) ;

— *M. Robert de Caumont :* problème du service hivernal problème du plein emploi du parc de logements (p. 6698) ;

— *M. Michel Lambert :* rôle du fonds d'aménagement urbain ; travaux de la commission Dubedout (p. 6698) ;

— *M. Robert Chapuis :* prêts d'accession à la propriété ; primes à l'amélioration de l'habitat ; progression des enveloppes budgétaires (p. 6699) ;

— *M. Maurice Ligot :* distribution des prêts d'accession à la propriété (p. 6700) ;

— *M. Jean Proriol :* amélioration des logements privés (p. 6700) ; distribution des P.A.P. (p. 6701) ;

— *M. Jacques Barrot :* rôle des prêts conventionnés ; accession à la propriété dans le secteur non aidé (p. 6701) ;

— *M. Pierre Micaux :* emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 6701) ;

— *M. Paul Mercieca ;* diminution de la population parisienne ; construction de logements sociaux à Paris (p. 6702) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* problème du logement dans les départements d'outre-mer (p. 6702-6703) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* mesures proposées par la fédération nationale du bâtiment ; caractère irresponsable de certaines propositions (p. 6703) ;

— *M. Charles Miossec :* crise de la construction agricole en Bretagne (p. 6703) ; problème de la sous-traitance ; importance de la consommation des crédits en Bretagne (p. 6704) ;

— *M. André Durr :* situation du bâtiment et des travaux publics en Alsace (p. 6704) ;

— *M. Charles Miossec :* problème du plafond légal de densité (p. 6705) ;

— *M. Edmond Alphandéry :* illusion selon laquelle tout Français pourrait accéder à la maison individuelle ; conséquences de la crise économique et sociale ; place de la construction non aidée (p. 6705) ;

Examen des crédits : **état B, titre IV :** son amendement n° 94 (réduction des crédits consacrés aux aides à la personne au secteur locatif) : adopté ; **état C, titre VI :** problèmes de l'Institut géographique national ; conclusions du rapport Kahn ; son amendement n° 95 (majorant la dotation prévue pour les prêts aidés pour l'accession à la propriété) ; son amendement n° 96 (augmentation des crédits de l'urbanisme consacrés aux P.A.L.U.L.O.S.) (p. 6706) ; adopté ; **après l'article 72 :** son amendement n° 71 : sera appelé à l'occasion de l'examen des articles non rattachés (p. 6707).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** procédure d'élaboration des documents d'urbanisme ; absence d'atteinte portée à la propriété par cet article [30 novembre 1982] (p. 7805) ; cas dans lequel il n'existe pas de plan d'occupation des sols ; problème des constructions en limite de hameaux (p. 7806) ; **article 17 :** fusion éventuelle de la commission départementale d'urbanisme et de la commission de conciliation (p. 7808) ; délai dont bénéficie la commission de conciliation pour formuler des propositions ; **après l'article 17 :** pouvoirs de la commission de conciliation (p. 7809) ; **article 18 :** son amendement n° 306 (précisant que les dépenses en matière d'urbanisme seront compensées par un transfert de ressources correspondant) : adopté (p. 7810) ; **article 19 :** refus de priver les collectivités locales du concours des services de l'Etat (p. 7811) ; protection des terres agricoles (7812) ; **article 20 :** rôle du représentant de l'Etat en matière de définition du périmètre ; son amendement n° 308 (rendant systématique la consultation du département) : adopté (p. 7813) ; **article 22 :** son amendement n° 312 (délai dans lequel statue le tribunal administratif) : adopté (p. 7818) ; **article 26 :** refus d'une commune d'élaborer un P.O.S. entraînant la suppression du droit de délivrer des permis de construire (p. 7825) ; **article 30 :** ses sous-amendements n°s 316 et 317 à l'amendement n° 97 de la commission (contenu des schémas d'utilisation de la mer [1er décembre 1982] (p. 7844) : adoptés ; **article 31 A :** problème de la responsabilité du maire (p. 7845) ; **article 31 :** son sous-amendement n° 318 à l'amendement n° 99 de la commission (détermination, par décret en Conseil d'Etat, de la nature et de l'importance des ouvrages pour lesquels l'Etat continuera à délivrer le permis de construire) (p. 7846) : adopté (p. 7847) ; **article 32 :** son amendement n° 447 (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 7848) : adopté (p. 7849) ; **article 32** *ter* **:** contenu de la loi Bonnet ; amélioration des relations entre les directions départementales de l'équipement et les élus (p. 7850) ; exemple des agences d'urbanisme (p. 7850, 7851).

R

RALITE (Jack)

Ministre de la santé

DEPOTS

— **Projet de loi** de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'**admission à l'internat en médecine** du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 **(n° 737)** [2 avril 1982].

— **Projet de loi** modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux **activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853)** [7 mai 1982].

— **Projet de loi** relatif aux **études médicales et pharmaceutiques (n° 1076)** [21 septembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : internes des centres universitaires :** arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé relatif à l'attribution du certificat d'études spéciales (C.E.S.) à certains internes ; secteur privé à l'hôpital public ; situation des internes [7 avril 1982] (p. 953) ; communiqué des intersyndicales des internes des C.H.U. et des chefs de cliniques assistants ; commission spéciale chargée d'examiner le statut des internes ; problème des débouchés ; secteur privé ; réforme hospitalière (p. 954) ;

— **M. Raymond Douyère : grève des internes des centres hospitaliers universitaires :** problème du statut des internes des régions sanitaires ; non application de l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé [7 avril 1982] (p. 958) ;

— **M. Jean-Pierre Destrade : pollution des plages :** envoi d'une mission sanitaire dirigée par le professeur Minkovski au Liban ; salubrité des eaux de baignade ; publication de l'état sanitaire des plages dans un document intitulé « promotion de la santé » ; même procédure d'examen utilisée pour les plages de la Méditerranée et celles de la côte atlantique ; amélioration globale de la salubrité des eaux depuis deux ans ; diffusion de ce document notamment auprès des maires [18 juin 1982] (p. 3203) ;

— **M. Jacques Blanc : politique de la santé :** orientations gouvernementales ; promotion de la santé, reconquête du marché intérieur, nouvelle gestion de l'hôpital ; distribution pharmaceutique ; concertation en matière de santé ; réforme hospitalière ; révision du statut des services [24 novembre 1982] (p. 7636) ; propos de l'intersyndicale des médecins hospitaliers favorables au projet de réforme (p. 7637) ;

— **M. Jean Narquin : décès de cinq malades au centre de rééducation d'Angers :** saisie des restes de repas à des fins d'analyses ; contrôle des conditions de préparation des aliments ; rareté des toxi-infections alimentaires graves dans les collectivités [8 décembre 1982] (p. 8104) ;

orales sans débat de :

— **M. Jean-Jack Queyranne (n° 154) : application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse :** clause de conscience invoquée par certains médecins ; grève des médecins du centre d'orthogénie de l'Hôtel-Dieu de Lyon ; projet d'ouvrir de nouvelles structures publiques où seront pratiquées les interruptions volontaires de grossesse [30 avril 1982] (p. 1524) ;

— **M. Christian Bonnet (n° 118) : politique culturelle du Gouvernement en Bretagne,** en remplacement de M. Jack Lang, ministre de la culture : volonté du Gouvernement de ne pas exclure la Bretagne des actions prioritaires du ministère de la culture ; charte de 1978 [30 avril 1982] (p. 1526) ;

— **M. Alain Vivien (n° 156) : retour des œuvres d'art dans leur pays d'origine,** en remplacement de M. Jack Lang, ministre de la culture : retour de « Quernica » en Espagne ; principe de la restitution en cas d'appropriation illégale ; nécessité de certaines actions préparatoires au retour [30 avril 1982] (p. 1527) ;

— **M. Michel Noir (n° 245) : budgets des hôpitaux :** création d'emplois dans le secteur hospitalier ; réduction d'activités de certains services ; politique de concertation menée par le Gouvernement ; substitution du principe des budgets négociés au système actuel du prix de la journée ; situation hospitalière de la ville de Lyon [8 octobre 1982] (p. 5587, 5588, 5589) ;

— **M. Joseph Pinard (n° 266) : industrie de l'horlogerie :** situation de l'industrie horlogère française ; mesures contingentaires limitant les importations de montres de Hong-Kong ; production de montres électroniques et diversifications de l'horlogerie française ; politique des marques [22 octobre 1982] (p. 6158) ;

— **M. Georges Bustin (n° 265) : budget du bureau de recherches géologiques et minières :** inventaire minier ; B.R.G.M. ; crédits consacrés à la recherche scientifique et au B.R.G.M. (p. 6159) ;

— **M. Michel Barnier (n° 263) : situation financière des entreprises nationalisées :** héritage des gestions précédentes ; rigueur de gestion des entreprises de transport ; redressement probable, dès 1983, de la situation financière des entreprises nationalisées ; programmes d'investissements (p. 6161) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 272) : secteur du bâtiment :** construction non aidée et secteur aidé ; baisse des mises en chantier ; évolution des moyens de financement d'accès à la propriété et de rénovation depuis 1982 ; distribution des prêts P.A.P. ; modification envisagée des conditions d'endettement des ménages (p. 6162) ;

— **M. Jean-Pierre Fourré (n° 270) : retraitement des huiles usagées :** orientation préférentielle des huiles usagées vers la régénération ; directives du conseil des Communautés économiques européennes de matière de retraitement ; exportation et stockage des huiles usagées ; intention du Gouvernement de modifier les réglementations actuelles (p. 6163) ;

— **M. Gérard Collomb (n° 267) : ouverture de l'hôpital de Villefranche :** création d'emplois hospitaliers non médicaux; ouverture de l'hôpital de Villefranche-sur-Saône; réduction des capacités d'hébergement de cet hôpital ; activités nouvelles nécessitant la création de cinquante emplois dans cet hôpital (p. 6165) ;

— **M. Michel Debré (n° 69) : orientations de la politique familiale :** indice de fécondité de 1,95 enfant par femme ne pouvant être considéré comme satisfaisant ; non-renouvellement des générations ; volonté du Gouvernement de poursuivre une politique familiale ambitieuse dans le respect de la liberté et de la responsabilité de chacun ; droit à la qualité de la vie ; compensation des charges de famille (p. 6166) ;

— **M. Bernard Derosier (n° 297) : médecine nucléaire :** rapports du comité consultatif des équipements de santé sur la médecine nucléaire et les tomodensitomètres ; coût des équipements ; synthèse des différentes études effectuées confiée à M. Le Gallic ; problème des gammas-caméras; création des services de médecine nucléaire ; entreprise Informatek [3 décembre 1982] (p. 7967, 7968) ;

— **M. Alain Billon (n° 299) : hôpital Robert-Debré à Paris :** historique du projet de construction de l'hôpital Robert-Debré : obstacles rencontrés par cette construction ; concertation d'ensemble ; définition de l'orientation du futur hôpital ; rôle futur de l'hôpital de Bretonneau ; lancement du dossier de l'hôpital d'Aubervilliers [3 décembre 1982] (p 7968) ; intervention de la ville de Paris dans le financement du projet ; budjet du ministère de la santé pour 1983 permettant de dégager les moyens financiers nécessaires à la poursuite des travaux (p. 7969) ;

— **M. Alain Madelin (n° 292) : continuité du service public de l'audiovisuel :** exercice du droit de grève à la radio et à la télévision ; mouvement de grève du 25 novembre ; absence de vide juridique lors de ce mouvement [3 décembre 1982] (p. 7969) ; publication d'un décret relatif au service minimum (p. 7970) ;

— **M. Roger Lassale (n° 298) : médecins militaires des services mobiles d'urgence et de réanimation :** réduction de la durée du service national des médecins militaires ; prévision d'aides financières pour permettre aux services mobiles d'urgence et de réanimation d'assurer la continuité de leur service ; affectations de médecins militaires à ces services ; département de l'Yonne ; place prioritaire accordée par le Gouvernement à la sécurité des Français [3 décembre 1982] (p. 7970) ;

— **Mme Eliane Provost (n° 319) : développement de la recherche cancérologique en Basse-Normandie :** concertation nationale sur le cancer au plan régional ; groupe de réflexion sur le cancer ; thème « travail et cancer » ; problème de la réinsertion des cancéreux guéris ; problème de la création de nouvelles unités I.N.S.E.R.M. [17 décembre 1982] (p. 8463) ; nécessité de décentraliser la recherche (p. 8464).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de validation de la liste principale et de la liste complémentaire d'admission à l'internat en médecine du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier et universitaire de Paris au titre du concours de 1980-1981 (n° 737).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de mieux organiser les examens ; intérêt des élèves ayant passé le concours ; nécessité d'une validation législative [21 avril 1982] (p. 1223).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 191 du 24 avril 1944, la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 et certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme (n° 776).**

Première lecture, discussion générale : accès des hommes à la profession de sage-femme ; historique de cette profession ; directive de la communauté européenne ; dénomination des hommes sages-femmes [12 mai 1982] (p. 2049) ; actualisation de la définition de la profession de sage-femme ; surveillance de la grossesse ; missions des sages-femmes départementales (p. 2050) ; amendement donnant aux sages-femmes le droit de prescrire des contraceptifs (p. 2051) ; éventuelle création d'un emploi intermédiaire entre la sage-femme-surveillante-chef et la sage-femme (p. 2055) ; durée des études ; problème de l'ordre des sages-femmes (p. 2056).

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Troisième lecture, discussion générale : extension aux médecins conventionnés du bénéfice des allocations de maternité ; création de prêts bonifiés en faveur du conjoint survivant s'il est attributaire préférentiel [25 juin 1982] (p. 3913).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion générale : suppression du secteur privé à l'hôpital public ; conséquences du système actuel : division des malades, division des médecins de l'hôpital et division des personnels ; rappel de la réforme hospitalière de 1958 [25 juin 1982] (p. 3901) ; nécessité d'une réforme morale de l'hospitalisation publique ; personnalisation de chaque malade ; valorisation de l'équipe soignante ; gestion des hôpitaux avec la participation de tous les personnels sous l'autorité des directeurs ; responsabilité de l'hôpital et pouvoir de décision du conseil d'administration ; concertation préalable à l'élaboration de la loi ; suppression de l'ensemble des lits privés d'hôpitaux au 1er janvier 1983 ; suppression des consultations privées ; amélioration de la couverture sociale et de la retraite des médecins qui renonceront au secteur privé (p. 3902) ; élaboration d'un nouveau statut du médecin hospitalier ; possibilité pour tous les médecins hospitaliers à temps plein d'exercer une activité extérieure d'une demi-journée par semaine ; création de postes de médecins et de personnel hospitalier (p. 3903) ; respect de l'exercice libéral de la médecine (p. 3918) ; augmentation des crédits de construction des hôpitaux ; développement des centres de santé intégrés ; comités de prévention ; apport financier du secteur privé aux médecins hospitaliers et aux hôpitaux ; fonctionnarisation des médecins ; caisse de retraite des médecins de l'exercice libéral (p. 3919) ; suppression des lits privés dans les hôpitaux et augmentation du nombre des lits publics ; libre choix du médecin par le malade (p. 3920).

Discussion des articles : **article 2 :** suppression progressive des lits privés dans les hôpitaux publics (p. 3921) ; statut des médecins hospitaliers à temps plein (p. 3922).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** date d'entrée en vigueur de la présente loi ; rejet du texte par le Sénat ; déroulement des manifestations de médecins [30 septembre 1982] (p. 5260) ; reconquête du marché intérieur dans le domaine biomédical ; problème de l'industrie pharmaceutique ; sauvetage de l'usine Dresser-France (p. 5261).

Quatrième lecture, discussion générale : contenu de la loi de 1959 ; affirme que la présente réforme est conforme aux principes de celle de 1959 [13 octobre 1982] (p. 5733) ;

augmentation de la retraite des médecins des hôpitaux généraux ; réforme de l'hôpital ; problème des cliniques privées ; précise que plusieurs idées chères au professeur Robert Debré ont été retenues dans le présent projet de loi (p. 5734).

— Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).

Première lecture, discussion générale : caractéristiques du système hospitalier français ; enseignement médical ; ségrégation à l'égard du futur généraliste mise en place dans les études actuelles [27 septembre 1982] (p. 5118) ; rôle du médecin de famille ; revalorisation des hôpitaux généraux ; futur internat en médecine générale (p. 5119) ; revalorisation de la médecine générale ; réforme des études pharmaceutiques ; élargissement de la base de l'internat actuel en pharmacie (p. 5120) ; amélioration de la qualité de la santé ; suppression du secteur privé à l'hôpital public (p. 5130) ; augmentation des créations de postes ; répartition des scannographes ; médecine scolaire (p. 5131) ; attitude des précédents gouvernements vis-à-vis des médecins généralistes (p. 5132) ;

Discussion des articles : **article 2 :** *article* 50 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : contenu du document annexé au diplôme (p. 5138) ; *article* 51 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : moyens de formation et d'accueil des internes ; revalorisation de l'hôpital général (p. 5139) ; décloisonnement de la formation des internes (p. 5140) ; *article* 55 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : rôle dévolu aux commissions régionales ; composition de celles-ci (p. 5144) ; *article* 57 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : unité du service public hospitalier (p. 5146).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — II. — Santé.

— *Discussion générale :* forte croissance des crédits du ministère de la santé ; décentralisation de la politique de la santé ; importance des créations de postes ; recherche d'une nouvelle figure de l'hôpital ; développement des industries nationales de santé ; rôle des collectivités locales ; problème des maternités ; développement de la prophylaxie mentale [15 novembre 1982] (p. 7188) ; création de postes paramédicaux ; accroissement des crédits de lutte contre les toxicomanies ; prévention des accidents de la route ; intérêt porté par le Gouvernement au climatisme ; mise en place du haut comité sur le thermalisme ; développement des « centres 15 » ; problème du secours d'urgence ; amélioration du service de santé scolaire ; problème du sport scolaire ; lutte contre les maladies professionnelles (p. 7189) ; mise en place des comités consultatifs régionaux de promotion de la santé ; rôle des observatoires régionaux de santé; lutte contre le cancer (p. 7190) ; suppression des inégalités de traitement à l'hôpital public ; statut unique des membres des équipes soignantes à l'hôpital ; échec de la grève dans les hôpitaux ; problème des internes de la région parisienne ; rapports entre le secteur public et le secteur privé ; nécessité d'éliminer certains aspects inflationnistes du prix de journée (p. 7191) ; modernisation de la gestion hospitalière ; utilisation des scannographes ; développement de l'hospitalisation à domicile ; réforme des études médicales ; rôle prééminent des médecins libéraux ; développement de la formation médicale continue (p. 7192) ; nécessité d'adapter les capacités d'accueil du système hospitalier ; transformation des hospices ; rôle des centres de santé ; reconquête du marché intérieur dans le secteur du médicament ; nécessité d'améliorer la qualité des produits français (p. 7193) ; création de postes de pharmacien d'hôpital ; exemple de la commercialisation des stimulants cardiaques (p. 7194) ; mise en place d'une commission nationale d'homologation ; contenu de la charte de la santé (p. 7195).

Répond à la question de :

— *M. Edouard Frédéric-Dupont :* création d'un centre d'interruption volontaire de grossesse à l'hôpital Laennec (p. 7195) ;

— *M. René Bourget :* renforcement du système de santé scolaire ; lutte contre la carie dentaire (p. 7196) ;

— *Mme Odile Sicard :* développement du thermalisme ; condition de remboursement des cures thermales (p. 7196) ; développement de la prévention (p. 7197) ;

— *Mme Eliane Provost :* déficit des médecins scolaires ; rémunération de ceux-ci ; crédits prévus pour des consultations de médecins spécialistes dans les établissements scolaires (p. 7197) ; problème des personnels travaillant dans le secteur de la protection maternelle et infantile (p. 7198) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* développement du secteur biomédical ; problème des petites et moyennes entreprises (p. 7198).

RAVASSARD (Noël)

Député de l'Ain
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J.O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 192,** posée le 25 mai 1982 : **élevage (politique de l'élevage : Ain)** (p. 2583) ; appelée le 28 mai 1982 : **élevage dans l'Ain :** difficultés rencontrées par l'union départementale des coopératives agricoles de l'Ain ; futurs offices d'intervention ; importance de la part du revenu provenant de l'élevage dans le revenu agricole de l'Ain ; installation des jeunes agriculteurs (p. 2712).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° 80).

Deuxième lecture, discussion générale : extension à l'ensemble des lieux où vivent les animaux des pouvoirs de contrôle et d'intervention confiés aux vétérinaires sanitaires ; efficacité du code rural en matière de maladie des animaux ; insuffisance des textes antérieurs sur la protection des animaux ; conditions déplorables du transport des animaux de boucherie ; extension aux techniciens des services vétérinaires des compétences reconnues aux fonctionnaires qu'ils ont remplacés ; moyens d'intervention à donner aux agents chargés d'appliquer les dispositions légales (visite des locaux dans lesquels sont entretenus des animaux) ; exclusion des voitures particulières du champ d'application de la loi ; vote favorable du groupe socialiste [22 avril 1982] (p. 1253)

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : renforcement de l'organisation des marchés agricoles ; loi d'orientation agricole ; contrainte communautaire [29 juin 1982] (p. 4020) ; statut juridique et composition des offices d'intervention ; conseil de direction des offices ; choix des directeurs des offices ; expériences étrangères ; cohésion de l'action des offices et de l'ensemble des autres organismes intervenant dans l'économie agricole (p. 4021).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale : problème de la troisième génération du feu ; qualification de la guerre d'Algérie ; actions des associations d'anciens combattants pour obtenir le droit à la reconnaissance [23 septembre 1982] (p. 5105) ; nécessité d'accorder la carte du combattant à toutes les personnes ayant connu neuf actions de feu ou de combat pendant leur temps de présence (p. 5106).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* priorité accordée à l'enseignement et à la formation dans le projet de budget ; rôle de l'enseignement agricole ; « double

langage » des gouvernements précédents quant à l'établissement de la carte scolaire de l'enseignement agricole [9 novembre 1982] (p. 6949) ; élargir le champ d'intervention de la formation et favoriser un développement diversifié ; inadaptation de la loi Guermeur (p. 6950).

RAYMOND (Alex)

Député de la Haute-Garonne
(4e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J.O.* du 25 septembre 1982] (p. 2862).

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
(2e *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (n° 827) [6 mai 1982] (p. 1843).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant l'adhésion de la France à l'acte constitutif de la commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (n° 1213) [25 novembre 1982] (p. 7698).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord complémentaire à la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la sécurité sociale (**n° 1262**) [9 décembre 1982] (p. 8205).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 489) autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'**aviation civile internationale** (art. 83 *bis*) (**n° 751**) [2 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 827) autorisant l'approbation d'une **convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel** (**n° 862**) [13 mai 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Franchise postale pour les présidents des conseils généraux :** décret du 2 janvier 1967 accordant aux préfets le bénéfice de la franchise postale ; problème des correspondances adressées par les présidents des conseils généraux devenus exécutifs départementaux [12 mai 1982] (p. 2039) ;

orale sans débat :

— **n° 300,** posée le 3 décembre 1982 ; **intérieur : ministère (personnel : Cantal)** (p. 7976) ; appelée le 10 décembre 1982 : **commissaires adjoints de la République :** vacances dans les sous-préfectures ; difficultés des communes rurales ; loi de décentralisation ; nécessité de maintenir les délégués du représentant de l'Etat dans le département ; situation à Mauriac dans le Cantal (p. 8214).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** soutient l'amendement n° 44 de M. Gabriel Kaspereit [14 avril 1982] (p. 1108) ; **titre :** dispositions contenues dans le projet de loi concernant les professions libérales (p. 1109).

Explications de vote : vote positif du groupe R.P.R. ; imperfections du texte (p. 1110).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7 :** indemnisation des dommages causés aux exploitations agricoles [2 juin 1982] (p. 2885).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (n° 827).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : élaboration de nouvelles législations visant à protéger les citoyens contre tout abus dû à l'utilisation de l'informatique [24 juin 1982] (p. 3846) ; contenu de la convention du 28 janvier 1981 (p. 3847).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : conformité des offices aux principes de la politique agricole commune, au cadre défini par le Plan et à la législation relative aux appellations d'origine ; marché des animaux [29 juin 1982] (p. 4021).

Discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 166 devenu sans objet [1er juillet 1982] (p. 4155).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* statut des conjoints d'artisans et de commerçants ; politique d'aide au développement et au maintien du commerce en zone rurale ; prime à la création nette d'emploi ; chute des autorisations de programmes ; demande au ministre du commerce et de l'artisanat s'il a les moyens de sa politique [2 novembre 1982] (p. 6539) ; mesures pénalisant les entreprises artisanales et commerciales ; rapprochement des conditions d'imposition des commerçants et des artisans de celles des salariés (p. 6540).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* dotation globale d'équipement ; investissements fonciers hydrauliques et forestiers [9 novembre 1982] (p. 6986) ; harmonisation des retraites agricoles sur celles des salariés du régime général (p. 6987).

RENARD (Roland)

Député de l'Aisne
(4e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1018).

NOMINATIONS

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [13 janvier 1982] (p. 94).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 14 janvier 1982] (p. 262).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [J. O. du 22 avril 1982] (p. 1190).

Rapporteur de cette commission [J. O. du 22 avril 1982] (p. 1190).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 en Algérie, Maroc et Tunisie (n° 537) [22 avril 1982] (p. 1280).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 686) portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes (n° 698)** [21 janvier 1982].

Rapport fait par la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi modifié par le Sénat portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes** (n° 761) **(n° 764)** [13 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes (n° 792)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 785), portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes (n° 825)** [22 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en nouvelle et troisième lecture (n° 829), portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux **conseils de prud'hommes (n° 830)** [28 avril 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : améliorations à la loi du 18 janvier 1979 ; encombrement des conseils de prud'hommes ; délais de procédure et de jugement ; substitution au renouvellement triennal de la moitié des conseils d'un renouvellement intégral tous les cinq ans ; modification des règles de procédure [27 janvier 1982] (p. 562) ; amélioration du statut des conseillers : régime des autorisations d'absence, protection contre le licenciement ; extension du droit commun prud'homal aux trois départements d'Alsace et de Moselle ; généralisation de la compétence territoriale et professionnelle des conseils ; suppression de l'échevinage ; droit à la différence des Alsaciens et Mosellans ; réclamation par les organisations syndicales du bénéfice du droit commun pour l'Alsace et la Moselle ; prise en compte de la réalité du mouvement syndical ; émissions radiotélévisées à l'occasion des élections prud'homales ; fonctionnement quotidien des juridictions ; accroissement de leurs moyens budgétaires ; aménagement des règles de la procédure prud'homale ; multiplicité des appels auprès des chambres sociales des cours d'appel (p. 563).

Discussion des articles : **article 1er** : compétence générale des conseils de prud'hommes (p. 581) ; son amendement n° 1 (suppression du compromis d'arbitrage et interdiction des dérogations à cette règle) : adopté (p. 582) ; **article 2** : son amendement n° 2 (compétence territoriale) : rejeté ; son amendement n° 3 (association du conseil supérieur de la prud'homie à l'élaboration des textes le concernant) (p. 587) : rejeté ; **article 3** : son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5 (représentation au conseil supérieur de la prud'homie des organisations syndicales et des organisations professionnelles les plus représentatives au plan national) (p. 588) : devenu sans objet ; **article 4** : assouplissement des règles de composition des sections (p. 589) ; **article 8** : son amendement n °6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (saisine de la cour d'appel sur requête du procureur général) rédactionnel : adopté (p. 590) ; son amendement n° 8 (durée de six mois renouvelable pour l'affectation d'un conseiller prud'homal à une autre section) : retiré ; son amendement n° 9 (de précision) : adopté ; son amendement n° 10 (affectation d'un conseiller prud'homal à une autre section sous réserve de son accord) ; garantie de compétence des conseillers ; amendement n° 10 adopté ; son amendement n° 11 (limitation de la possibilité de mutation de section à section) : adopté ; **après l'article 8** : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté (p. 591) ; son amendement n° 13 (possibilité pour les chômeurs de longue durée d'être conseillers prud'homaux) : adopté (p. 592) ; **article 10** : son amendement n °14 (exercice des fonctions de conseillers prud'hommes par les anciens salariés ayant bénéficié de la garantie de ressources) ; amendement n° 14 adopté (p. 593) ; **article 11** : son amendement n° 15 (possibilité pour le pouvoir réglementaire d'organiser la participation des services publics de placement à la confection des listes électorales pour ce qui concerne les salariés involontairement privés d'emploi) : adopté ; son amendement n° 16 (inscription des travailleurs privés d'emploi par les agences locales pour l'emploi) : adopté (p. 595) ; son amendement n° 17 (précision du domicile des salariés sur les listes électorales) (p. 597) ; adopté : son amendement n° 18 (délégation particulière d'autorité donnée par l'employeur au cadre) (p. 598) ; rejeté (p. 599) ; son amendement n° 19 (mise à la disposition du personnel des listes électorales dans leur intégralité) : adopté (p. 601) ; son amendement n° 20 (sanction de l'utilisation des renseignements portés sur les listes électorales prud'homales) (p. 602) ; rejeté (p. 603) ; **article 12** : son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 22 (élection complémentaire en cas d'augmentation de l'effectif d'une section d'un conseil des prud'hommes) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 25 (fonctions des membres élus à la suite d'une élection complémentaire) : adopté (p. 604) ; protection des conseillers prud'hommes du collège salarié (p. 605) ; **article 17** : son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 27 (maintien pour le salarié conseiller prud'homal des avantages accessoires au salaire) : adopté ; son amendement n° 28 (aménagement des horaires de travail afin d'assurer un repos minimum aux salariés conseillers prud'homaux soumis au travail posté) : adopté (p. 606) ; **article 18** : son amendement n° 29 (procédure de licenciement d'un salarié exerçant les fonctions de conseiller prud'homme) : adopté (p. 607) ; **article 22** : son amendement n° 30 (reprise de l'affaire dans le délai d'un mois en cas de partage) (p. 609) ; amendement n° 30 satisfait (p. 610) ; son amendement n° 31 (désignation des juges départiteurs même lorsque le ressort du conseil comprend un seul tribunal d'instance) : rejeté (p. 610) ; **après l'article 22** : son amendement n° 32 (possibilité de désigner un conseiller rapporteur unique afin de mettre l'affaire à même d'être jugée) ; règle du double conseiller ; amendement n° 32 rejeté (p. 611) ; **article 24** : son amendement n° 33 (remboursement des avantages en nature) : adopté (p. 612) ; **article 31** : absence de prévision dans le code pénal d'un délit de prévarication (p. 613) ; **article 32** : son amendement n° 34 (rédactionnel) : adopté (p. 614) ; **article 36** : son amendement n° 35 (abrogation des dispositions dérogatoires applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 618).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : refus de l'Assemblée nationale d'accepter certaines modifications votées par le Sénat ; enrichissement du texte à chaque lecture ; acceptation, par la commission, de la fixation par décret du taux de compétence en dernier ressort des conseils de prud'hommes, possibilité de vote par mandat ; disposition tendant à favoriser l'éligibilité des retraités ; renforcement des garanties concernant la communication des listes électorales ; refus des dispositions permettant aux cadres d'opter entre la juridiction prud'homale et le tribunal de commerce ; suppression de la disposition introduite par le Sénat permettant aux salariés de fixer leur domicile à l'adresse de leur choix ; suppression de l'échevinage [13 avril 1982] (p. 1047, 1048).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (rétablissant le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) ; suppression de la possibilité donnée aux cadres par le Sénat de porter leurs litiges indifféremment

devant le conseil des prud'hommes ou le tribunal de commerce : adopté ; son amendement n° 2 (supprimant la fin du paragraphe IV de cet article après le mot « annuellement ») ; révision des taux de compétences des conseils de prud'hommes : adopté (p. 1053) ; **article 4 :** son amendement n° 3 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : disposition votée par le Sénat ramenant éventuellement à deux le nombre des conseillers employeurs et des conseillers salariés de chaque section dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon ; amendement n° 3 : adopté ; (p. 1054) ; **article 7** *bis :* son amendement n° 4 (de suppression) ; dispositions votée par le Sénat prévoyant que « toute décision du président est prise après avis du vice-président » : adopté ; **article 8** *ter* A : son amendement n° 5 (substituant aux mots « six mois » les mots « deux mois » dans la première phrase du second alinéa de cet article) ; réduction du délai dans lequel les nouvelles élections doivent avoir lieu à partir de la parution du décret de dissolution : adopté ; **article 8** *ter :* son amendement n° 6 (rétablissant la possibilité donnée à tout travailleur privé d'emploi, sans condition de durée d'inactivité, d'être électeur aux prud'hommes) (p. 1055) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 7 (suppression de l'avant-dernière phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 513-3 du code du travail) ; nécessité d'éviter que les salariés ne soient incités à se domicilier fictivement dans leur entreprise : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 8 (précisant que le nombre de candidats présenté par chaque liste doit être au moins égal au nombre de postes à pourvoir) ; retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : adopté (p. 1058) ; **article 17 :** son amendement n° 9 (réservant l'amélioration de la couverture sociale aux conseillers prud'hommes du collège salarié ; retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 1059) : adopté ; son amendement n° 10 (rétablissant le troisième alinéa de cet article supprimé par le Sénat) ; précision que les absences de l'entreprise des conseillers prud'hommes du collège salarié justifiées par l'exercice de leurs fonctions n'entraînent pas de diminution de salaire : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 11 (protection de tous les éléments du contrat de travail) (p. 1059) : rejeté ; son amendement n° 12 (licenciement des conseillers prud'hommes) : rejeté ; **article 19 :** son amendement n° 13 (obligation faite aux employeurs d'accorder aux salariés membres d'un conseil de prud'hommes des autorisations d'absence dans la limite de six semaines par mandat) ; retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 1061) : adopté (p. 1062) ; **article 23 :** son amendement n° 14 (rétablissant le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) ; adoption par le Sénat d'un amendement précisant la règle de l'incompatibilité entre les fonctions de conseiller et de défenseur au conseil des prud'hommes (p. 1063) : adopté ; **article 23** *bis :* incohérence des amendements de M. Georges Tranchant (p. 1065) ; **article 24 :** son amendement n° 15 (rétablissant le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) ; indemnités accordées aux conseillers prud'hommes et provision accordée aux employeurs en vue du maintien des salaires des conseillers prud'hommes salariés : adopté ; **article 31 :** son amendement n° 16 (abrogation du 1° de l'article 634 du code de commerce) ; retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale : adopté ; **article 34 :** son amendement n° 17 (précisant que les tribunaux de commerce, saisis en matière prud'homale, demeurent compétents pour connaître des procédures introduites devant eux antérieurement à la date d'entrée en application de la présente loi) ; retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté ; **article 35 :** son amendement n° 18 (supprimant les mots « à l'exception de l'article 515-3 » au début du premier alinéa de cet article) ; son amendement n° 19 (supprimant le second alinéa de cet article) ; rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; amendements n°s 18 et 19 : adoptés (p. 1066) ; **article 39** *bis :* son amendement n° 20 (dispositions concernant les conseils de prud'hommes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) ; retour au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté (p. 1067).

Troisième lecture, discussion des articles, rapporteur : **article 1er :** son amendement n° 1 (compétence du conseil de prud'hommes) ; retour au texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture ; adopté ; son amendement n° 2 (supprimant après le mot : « annuellement », la fin du paragraphe 4 de cet article) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : adopté ; **article 4 :** dispositions dérogatoires introduites en faveur du département de Saint-Pierre-et-Miquelon ; **article 7** *bis :* son amendement n° 3 (de suppression) ; retour au texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture : adopté ; **article 8** *ter :* son amendement n° 4 (supprimant la référence de durée au premier alinéa de l'article L. 513-1 du code du travail) [22 avril 1982] (p. 1275) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 5 (précisant que le nombre de candidats présentés à chaque liste doit être au moins égal au nombre des postes à pourvoir) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationalle : adopté ; **article 17 :** ses amendements n°s 6 et 7 (substituant au mot : « salariés », les mots : « du collège salarié » dans les deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour l'article L. 514-1 du code du travail) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : adoptés ; **article 19 :** son amendement n° 8 (rémunération des absences par l'employeur) (p. 1276) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 9 (personnes habilitées à assister ou à représenter les parties en matière prud'homale) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : adopté ; **article 31 :** son amendement n° 10 (rétablissant cet article) : adopté ; **article 34 :** son amendement n° 11 (caractère rétroactif des dispositions contenues dans le présent projet de loi) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale) : adopté ; **article 35 :** son amendement n° 12 (supprimant les mots : « à l'exception de l'article L. 515-3 » au début du premier alniéa de cet article) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : adopté (p. 1277) ; son amendement n° 13 (suppression du second alinéa de cet article) ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale : adopté (p. 1278).

Quatrième lecture, discussion générale, rapporteur : proposition de la commission spéciale de statuer sur le dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 avril 1982] (p. 1423).

Discussion des articles : **après l'article 24 :** son amendement n° 1 (prise en charge par l'Etat des frais occasionnés par la participation des employeurs aux conseils des prud'hommes) : adopté (p. 1425).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : couverture de l'ensemble des travailleurs par des conventions collectives ; institution de l'obligation de négocier chaque année sur les salaires effectifs et la durée du travail dans les entreprises de plus de cinquante salariés ; possibilité pour les employeurs de signer des conventions avec des syndicats « maisons » ; possibilité pour les grandes organisations syndicales de s'opposer à la signature des conventions collectives ; obligation pour la convention de composer des clauses plus favorables que les lois ou règlements en vigueur ; extension des conventions de branches ; inclusion dans la compétence de la commission nationale de la négociation collective de l'étude de la composition du budget type servant à la détermination du S.M.I.C. [14 mai 1982] (p. 2179).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** *article L.* 461-3 *du code du travail :* son amendement n° 20 (suppression du seuil des 200 salariés pour l'application du droit d'expression) [18 mai 1982] (p. 2386) : retiré (p. 2387) ; **après l'article 6 :** son amendement n° 22 (attribution d'un crédit d'heures annuel à chaque salarié pour s'informer de l'activité syndicale, et payé comme temps de travail) : réservé [19 mai 1982] (p. 2412) ; **article 7 :** son amendement n° 23 (sanction contre l'employeur qui refuse d'engager les négociations) (p. 2416) : retiré (p. 2417) ; **après l'article 6 :** son amendement n° 22 précédemment réservé (p. 2438) : rejeté (p. 2440).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 412-5 *du code du travail :* son amendement n° 11 (calcul des effectifs de l'entreprise) : retiré [24 mai 1982] (p. 2498) ; son amendement n° 12 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : devenu sans objet (p. 2501) ; **article 4 :** son amendement n° 21 (suspension de la procédure de licenciement en cas de recours) : rejeté

[27 mai 1982] (p. 2697) ; **article 27** : *article L. 434-8 du code du travail* : son amendement n° 40 (précisant que la subvention de fonctionnement s'ajoute à la subvention destinée aux activités sociales) [7 juin 1982] (p. 3075) ; retiré (p. 3076).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : détermination des relations collectives entre employeurs et salariés ; élargissement du champ de la négociation aux conditions d'emploi [8 juin 1982] (p. 3146) ; **article 4** : obligation pour l'employeur de négocier ; représentativité des organisations syndicales ; principe de la prééminence des lois et des règlements ; précision des domaines obligatoirement soumis à la négociation ; nécessité de réserver la signature des accords et conventions aux seules organisations véritablement représentatives des travailleurs [9 juin 1982] (p. 3181) ; *article L. 132-2 du code du travail* : nécessité de garantir que les conventions seront signées par des organisations syndicales représentatives (p. 3188) ; *article L. 132-4 du code du travail* : principes selon lequel une convention collective ne peut être que plus favorable aux salariés que les dispositions légales (p. 3191) ; *article L. 132-5 du code du travail* : cas où la moitié des travailleurs occupés dans une entreprise ne sont pas couverts par les dispositions sociales en vigueur dans cette entreprise (p. 3192) ; *article L. 132-8 du code du travail* : nécessité d'assurer la protection de salariés dans les cas de fusion, de cession, de scission ou de changement d'activité de leur entreprise ; retrait de l'amendement n° 5 de M. Georges Hage [10 juin 1982] (p. 3218) ; *article L. 132-19 du code du travail* : précision de la portée de la négociation collective dans l'entreprise [11 juin 1982] (p. 3275) ; *article L. 132-21 du code du travail* : principe selon lequel une convention collective ne peut être que plus favorable aux dispositions légales en vigueur (p. 3278) ; *article L. 132-24 du code du travail* : son amendement n° 9 (définition du collège électoral correspondant au syndicat majoritaire par l'article L. 433-2 du code du travail) : adopté (p. 3284) ; **article 8** : blocage des salaires ; institution de l'échelle mobile ; accumulation des profits [25 juin 1982] (p. 3867) ; *article L. 133-5 du code du travail* : salaire minimum national professionnel du salarié sans qualification (p. 3870) ; protection du pouvoir d'achat des travailleurs contre l'inflation (p. 3871) ; **article 9** : protection statutaire des personnels des établissements publics à caractère industriel ; démission d'un employeur d'une organisation signataire d'une convention ; composition de la commission nationale de la négociation collective (p. 3878) ; *article L. 136-2 du code du travail* : établissement par la commission nationale de la négociation collective d'un rapport annuel par branche sur les conditions de travail des femmes [25 juin 1982] (p. 3888) ; participation de la commission nationale de la négociation collective à la détermination du S.M.I.C. (p. 3889).

Explications de vote : protection des travailleurs contre l'arbitraire patronal ; rôle de la convention collective ; renforcement des possibilités d'actions des travailleurs et de leurs organisations (p. 3899).

— Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895).

Première lecture, discussion générale : suppression de certaines restrictions apportées au droit de grève des fonctionnaires ; règle du « trentième indivisible » ; reconnaissance des syndicats des fonctionnaires ; abrogation du « trentième indivisible » et de la loi de 1977 [7 juillet 1982] (p. 4318).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : *article L. 236-7 du code du travail* : son amendement n° 56 devenu sans objet [22 septembre 1982] (p. 5064).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 992).

Première lecture, discussion générale : conditions d'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; caractéristiques propres à la guerre d'Algérie ; revendication de la troisième génération du feu ; attention portée par le groupe communiste aux revendications du monde combattant [23 septembre 1982] (p. 5104).

— Projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord (n° 1124).

Première lecture, discussion générale : solidarité du parti communiste avec la lutte du peuple algérien dès les premiers jours du conflit ; guerre menée dans le seul intérêt de la grande bourgeoisie française ; tradition anti-colonialiste du mouvement ouvrier français [21 octobre 1982] (p. 6131) ; échec du pustch d'Alger ; action de l'O.A.S. ; indemnisation des rapatriés ; situation des Français de confession islamique ; reconstitution de carrière des condamnés et radiés de l'armée constituant une justification de leurs actes ; réintégration des officiers généraux dans le cadre de réserve ; faiblesse de l'indemnité accordée aux personnes ayant fait l'objet de mesures d'expulsion, d'internement ou d'assignation à résidence (p. 6132) ; refus de blanchir tous les forfaits (p. 6133).

Discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 16 (précisant que la durée des services accomplis en Algérie sera considérée comme période de détachement) (p. 6141) ; déclaré irrecevable ; son amendement n° 17 (précisant que les services visés par le présent article seront considérés comme période de mobilité) : adopté (p. 6142).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale* : reconnaissance du droit syndical dans la fonction publique ; importance des créations d'emplois ; remise en ordre des rémunérations ; fixation d'un minimum de rémunération ; création de la cotisation de solidarité ; intégration des non-titulaires ; suppression des distorsions séparant les fonctions publiques d'Etat et locales [5 novembre 1982] (p. 6786) ; sous-administration de la France (p. 6787).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale* : importance des modifications du droit du travail survenues depuis mai 1981 ; problème de la relation de classe entre les ouvriers et les patrons ; nécessité d'informer les travailleurs de leurs nouveaux droits ; déroulement des prochaines élections prud'homales ; rôle des organisations syndicales ; missions des inspecteurs du travail ; reconquête du marché intérieur ; réforme de l'assurance chômage ; attitude du patronat ; relèvement des cotisations salariales et patronales [18 novembre 1982] (p. 7396) ; importance de l'aide financière apportée aux travailleurs privés d'emploi (p. 7397).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : contenu de la loi du 3 avril 1950 ; importance des personnels non titulaires dans l'administration publique ; priorité donnée par le Gouvernement à la résorption de l'auxiliariat pour les catégories C et D ; contenu du rapport Hamon [14 décembre 1982] (p. 8260) ; nécessité d'une prise en compte intégrale des services effectués comme non-titulaire ; problème des cotisations de rachat ; suppression de l'administration parallèle (p. 8261).

Discussion des articles : **article 6** : conditions d'ouverture du droit à la titularisation ; problème des agents non titulaires des communes (p. 8296) ; **article 9** : son amendement n° 19 (suppression de la référence à un examen professionnel) (p. 8297) : retiré (p. 8298) ; **article 10** : durée du délai de réflexion accordé à un agent pour refuser ou accepter sa titularisation (p. 8299, 8300) ; **article 11** : son amendement n° 20 (même objet) : retiré ; **article 17** : problème du rachat des cotisations pour validation des services effectués par les non-titulaires (p. 8300) ; avenir de l'Ircatec (p. 8301).

RENAULT (Amédée)

Député de l'Indre
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J.O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer (n° 1027) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J.O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

RICHARD (Alain)

Député du Val-d'Oise
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 322).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 381).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'assembleé (M. Michel Berson) (n° 828) [*J.O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice. Prête serment [28 avril 1982] (p. 1423).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875) [18 mai 1982] (p. 2405).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J.O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906) [3 juin 1982] (p. 2942).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Aubert et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier et compléter la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 883) [10 juin 1982] (p. 3250).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J.O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J.O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Rapporteur du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086) [*J.O.* du 23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes, et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J.O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Président de cette commission [*J.O.* du 20 octobre 1982] (p. 3175).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (p. 1160) [*J.O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 695)** [19 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 693), relatif aux **droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 697)** [21 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en troisième lecture (n° 703) relatif aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 706)** [28 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 528) relative **à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 718)** [28 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 835), relative à **l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 861)** [13 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875)** et **(n° 981)** [19 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° (n° 906) adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions** et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du **contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;** 2° (n° 883) tendant à modifier et compléter la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 928)** [10 juin 1982].

Proposition de loi relative à la **révision des procès pénaux (n° 933)** [10 juin 1982].

Proposition de loi tendant à **moraliser l'exercice de la vie politique (n° 935)** [10 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à **l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 972)** [24 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 993), modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions** et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales **(n° 1015)** [7 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'admnistration générale de la République sur le projet de loi (n° 1086) portant modification du **statut des agglomérations nouvelles (n° 1103)** [30 septembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Transferts de déchets de Seveso :** projet italien de déversement de dioxine dans l'Atlantique ; risques de pollution [3 novembre 1982] (p. 6607).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : changement immédiat dans la vie quotidienne des Français avec le projet ; caractère fallacieux du mythe des prétendus « abus isolés » ; diminution des risques de contentieux avec les nouveaux baux ; contrôle des charges ; reconnaissance du rôle des associations ; vérification de leur représentativité ; conciliation préalable par les commissions départementales [12 janvier 1982] (p. 36) ; révision des loyers au rythme de l'inflation ; prise en compte de l'indice général du coût de la vie ; fixation des loyers neufs ; mécanisme de rattrapage des loyers anormalement bas ; droit de reprise du propriétaire pour la réinstallation familiale (p. 37).

Discussion des articles : **article 2 :** caractère variable de la notion de résidence secondaire [13 janvier 1982] (p. 54) ; protection identique pour le locataire et le sous-locataire (p. 55) ; non-application de la loi aux locations à caractère saisonnier (p. 58) ; **article 3 :** confirmation de l'existence légale de la colocation (p. 60) ; ses observations sur le sous-amendement n° 278 de la commission de la production à l'amendement n° 4 de la commission (p. 63) ; inutilité de l'adjonction au contrat de la note d'honoraires de l'agent immobilier (p. 64) ; possibilité en droit pour les parties de se prévaloir d'une clause de nullité du contrat ; danger de pressions sur le locataire (p. 65) ; **après l'article 5 :** ses observations sur le sous-amendement de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 7 de la commission ajoutant le relogement social aux raisons permettant au locataire de donner congé (p. 73) ; **article 7 :** définition de la personne à charge dans la loi de 1948 pour le transfert du contrat de location en cas de décès du locataire (p. 89) ; durée de cohabitation pour le transfert du bail au décès du locataire (p. 90) ; transfert du bail après séparation des concubins (p. 91) ; appréciation par le juge de la période d'union autorisant le transfert (p. 92) ; **article 9 :** possibilité pour le bailleur d'exiger la remise en état immédiate du logement lorsque les transformations effectuées par le locataire mettent en péril le bon fonctionnement des équipements et la sécurité du local [20 janvier 1982] (p. 296) ; **après l'article 14 :** ses observations sur les propos de M. Pascal Clément concernant la participation des associations de locataires à la gestion (p. 310) ; **article 16 :** son amendement n° 568 (nouvelle rédaction de l'article) [21 janvier 1982](p. 317) ; délais et possibilités d'arrangement pour les locataires en difficultés (p. 318) ; délai de vingt-quatre mois pour le règlement des arriérés de loyer ; amendement n° 568 modifié: adopté (p. 319) ; **article 18 :** son amendement n° 499 (clauses abusives ; assurances) (p. 325) : retiré (p. 326) ; **article 34 :** augmentation légitime du loyer du fait des travaux d'amélioration ; travaux décidés avec l'accord des locataires [22 janvier 1982] (p. 380) ; loyers surévalués ; risque de dessous de table ; nécessité de mise au point d'un instrument de régulation pour l'écrêtement des loyers aberrants (p. 381) ; **article 44 :** rémunération de l'intermédiaire ; ses observations sur l'amendement n° 304 de la commission de la production [25 janvier 1982] (p. 502) ; **article 46 :** notion de prix abusifs pour la reprise d'objets ou d'installations par le locataire (p. 503) ; amendes infligeables au bailleur ; réforme du code pénal remettant à jour les échelles de peines (p. 504) ; amendes infligées au bailleur pour la falsification de la quittance du précédent locataire (p. 505) ; **article 47 :** sanctions de la reprise frauduleuse : indemnisation du locataire ; propose la rectification du sous-amendement n° 611 de Mme Adrienne Horvath à l'amendement n° 113 de la commission (p. 506) ; **article 48 :** sanctions pénales pour l'entrave à l'exercice des droits d'association et de consultation des locataires (p. 507) ; **après l'article 49 :** sa proposition d'assimilation des loyers abusifs à la pratique de prix illicites (p. 509) ; **article 50 :** ses sous-amendements verbaux à l'amendement n° 391 de M. Jean Tibéri (rédaction des nouveaux contrats de location dans le délai d'un an à compter de la publication de l'ensemble des décrets prévus par la présente loi) : adoptés (p. 510) ; son sous-amendement n° 615 à l'amendement n° 521 du Gouvernement (pas d'augmentation du loyer ou des charges à la suite de la rédaction d'un nouveau contrat de location) ; obligation faite au bailleur d'isoler le montant des charges dans les sommes acquittées par le locataire (p. 511) ; sous-amendement n° 615 adopté (p. 512) ; **article 52 :** date d'effet d'un texte en matière économique et financière à partir du moment où l'intervention du Gouvernement a été rendue publique (p. 513) ; possibilité d'agissements abusifs des propriétaires en raison de l'amendement n° 227 de M. Pascal Clément (p. 514).

Deuxième lecture, discussion générale : fonctionnement du marché immobilier ; champ d'application de la loi ; cas des communes inférieures à deux mille habitants ; situation des grandes villes ; réintégration des chambres dans le champ d'application de la loi ; durée du contrat de location ; droit de reprise du bailleur ; droit du locataire à la stabilité d'occupation du logement [11 mai 1982] (p. 1964) ; clauses de résiliation pour vente ; mécanisme des accords collectifs, notamment dans les immeubles de moins de trente logements ; système de concertation et de responsabilisation progressive des locataires et des bailleurs ; représentativité des associations de locataires ; efforts de modernisation ; transfert au moment du changement de locataire ; rôle de conciliation de la commission départementale des rapports locatifs ; protection des personnes âgées ; instrument de relance économique (p. 1965).

Discussion des articles : **article 2** : location de chambres : distinction entre les chambres partie intégrante du logement et les chambres situées à l'extérieur ; ouverture de la possibilité d'habiter chez l'habitant pour d'autres personnes que des étudants (p. 1968) ; notion de chambres isolées du logement ; risque de retrait des chambres du marché de la location (p. 1969) ; marché des pièces isolées dans les grandes villes et spéculation (p. 1970) ; **article 6** *bis* : exercice du droit de reprise par les Français séjournant à l'étranger (p. 1981) ; **article 14** *bis* : distinction entre les notions de « communication » et de « mise à disposition » d'informations au locataire par le bailleur (p. 1990).

Commission mixte paritaire, explications de vote : protection des catégories sociales les plus défavorisées ; respect du fonctionnement du marché immobilier ; équilibre des rapports entre bailleurs et locataires ; principe du droit au logement ; discipline dans l'évolution des loyers ; modernisation du parc de logements ; multiplication des moyens d'information ; droit de reprise ; simplification du calcul des charges locatives ; développement du champ de la négociation [9 juin 1982] (p. 3173).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : divergences au sein de la commission mixte paritaire ; entrée en vigueur et modalités d'exécution des décisions communales ; entrée en vigueur des budgets communaux et départementaux ; interventions économiques des collectivités locales [22 janvier 1982] (p. 385) ; élection directe au conseil régional ; reprise par la commission des lois d'améliorations apportées par le Sénat (p. 386).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (suppression de la mention des T. O. M.) ; futur texte sur les T.O. M. ; adopté ; son amendement n° 2 (coopération entre communes, départements et régions) ; adopté ; son amendement n° 3 (application de la loi aux D. O. M. jusqu'à la promulgation de la loi adoptant certaines de ses dispositions à leur spécificité) (p. 390) ; inutilité du sous-amendement n° 163 de M. Philippe Séguin ; amendement n° 3 adopté ; **article 2** : ses observations sur l'attitude de l'opposition dans le travail parlementaire (p. 391) ; son amendement n° 4 (caractère exécutoire des décisions des communes non subordonné à leur transmission au représentant de l'Etat) ; prééminence de la majorité à l'Assemblée (p. 392) ; amendement n° 4 modifié adopté ; **article 3** : son amendement n° 5 (transmission des actes des communes au représentant de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 6 (obligation faite au représentant de l'Etat de déférer au tribunal administratif les actes des communes qu'il estime contraires à la légalité) (p. 393) ; faculté laissée au représentant de l'Etat dans le passé de ne pas sanctionner une illégalité ; amendement n° 6 adopté ; son amendement n° 7 (délai de deux mois imparti au représentant de l'Etat pour saisir le tribunal administratif de décisions des communes estimées non conformes à la légalité) : adopté ; délai de préavis permettant aux maires de modifier la décision dont la légalité est contestée par le représentant de l'Etat ; procédure d'urgence pour les actes susceptibles de porter atteinte à une liberté publique ou individuelle (p. 394) ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (suppression de l'observation adressée au maire par le représentant de l'Etat en cas de saisine du tribunal administratif par ce dernier) : adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 11 (suppression de la possibilité de dispense du préavis de 20 jours pour la saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat) : adopté (p. 395) ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 13 (conditions du sursis à exécution) : adopté ; son amendement n° 14 (recours contre l'ordonnance décidant le sursis à exécution ; suppression des deux dernières phrases du quatrième alinéa) : adopté ; son amendement n° 15 (recours du représentant de l'Etat recevable avant l'expiration du délai de 20 jours en cas d'atteinte à l'exercice d'une liberté publique par l'acte concerné ; sursis à exécution) ; énumération limitative la plus stricte possible des cas de sursis à exécution des actes des communes (p. 396) ; pas de procédure accélérée de sursis à exécution pour les « illégalités banales » ; juge unique en cas de procédure d'urgence sur une décision de sursis à exécution ; amendement n° 15 rectifié adopté ; **article 3** *bis* : mise en jeu des pouvoirs de saisine du représentant de l'Etat par n'importe quel citoyen en cas de non-transmission de l'acte au représentant de l'Etat (p. 397) ; possibilité pour le représentant de l'Etat de déférer un acte d'une commune au tribunal administratif avant l'expiration du délai de transmission ; maintien du droit de recours du représentant de l'Etat en cas de non-transmission d'un acte (p. 398) ; **article 4** : son amendement n° 16 (nouvelle rédaction de l'article rétablissant le texte voté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) ; accepte l'introduction de la référence à la liberté du commerce et de l'industrie (p. 400) ; intervention des communes rurales pour le maintien des services nécessaires à leur population ; s'oppose aux sous-amendements n° 166 de M. Philippe Séguin et n° 200 de M. Charles Millon limitant la charge annuelle des interventions économiques des communes ; difficulté de chiffrage de ces interventions ; plafonnement des garanties d'emprunt (p. 401) ; amendement n° 16 modifié adopté ; **article 4** *bis* : limitation des garanties d'emprunt accordées par les communes à des personnes de droit privé ; son amendement n° 17 (cautionnement accordé par les communes) : retiré (p. 402) ; **article 5 A** : son amendement n° 18 (sanction de la non-adoption du budget communal avant le 31 mars) : adopté ; son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 20 (mode de transmission de l'avis de la chambre régionale des comptes avant le règlement du budget de la nouvelle commune par le représentant de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 21 (de conséquence de l'amendement n° 20) : adopté (p. 403) ; **article 5** : son amendement n° 22 (nouvelle rédaction de l'article) ; rétablissement du règlement d'office du budget communal en cas de déséquilibre ; délai d'examen des budgets par le représentant de l'Etat ; délai imparti à la chambre régionale des comptes pour le rétablissement de l'équilibre ; amendement n° 22 adopté (p. 404) ; **article 6** : son amendement n° 23 (délai imparti à la chambre régionale des comptes pour la notification des mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire) : adopté ; son amendement n° 24 (intervention de la chambre régionale des comptes pour la résorption du déficit du budget primitif) : modifié adopté ; **article 8** : son amendement n° 25 (nouvelle rédaction de l'article dépenses obligatoires) (p. 405) ; inscription d'office des dépenses obligatoires constituées par la participation à des syndicats intercommunaux ; amendement n° 25 adopté ; **après l'article 8** : son amendement n° 172 (mandatement d'office des dépenses obligatoires) : adopté ; **article 8** *bis* ; son amendement n° 26 (de coordination) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 27 (comptable de la commune) (p. 406) ; procédure de réquisition du comptable ; amendement n° 27 modifié adopté ; **article 11** : son amendement n° 28 (nouvelle rédaction de l'article ; justifiables de la cour de discipline budgétaire) (p. 407) : rejeté ; **article 12** : son amendement n° 29 (de coordination) : adopté (p. 408) ; **article 13** *bis* : son amendement n° 30 (suppression du paragraphe X introduisant un mécanisme de contrôle sur l'exercice des pouvoirs des maires des trois départements de l'Est) : adopté ; **article 13** *ter* : son amendement n° 31 (compétence de la chambre régionale des comptes de La Réunion pour les communes de Mayotte) : adopté (p. 410) ; **article 13** *quater* : son amendement n° 32 (de coordination avec l'amendement n° 31) : adopté ; **article 14 B** : son amendement n° 33 (suppression de l'article) ; future loi sur le statut des élus ; adopté (p. 411) ; **article 14** : ses amendements n°s 34 à 38 (abrogation ou maintien d'articles du code des communes) : adoptés (p. 412) ; ses amendements n°s 39 à 45 (abrogation ou maintien d'articles du code des communes) : adopté ; son amendement n° 46 (abrogation ou maintien de dispositions du code des communes) : retiré ; **avant l'article 16** : son amendement n° 47 (rétablissement de l'intitulé du chapitre Ier du titre II) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 48 (soutien du département à l'exercice des compétences des communes) : rectifié, adopté ; **article 17** : son amendement n° 49 (élection et composition du bureau du conseil général) (p. 413) ; possibilité de délégation du conseil général au bureau ; modifié, adopté ; **article 18** : son amendement n° 50 (convention entre le représentant de l'Etat et le président du conseil général sur le transfert au département de services de la préfecture) : retiré ; son amendement n° 51 (pouvoir de police du président du conseil général pour la gestion du domaine départemental) : adopté (p. 414) ; **article 18** *bis* **A** : son amendement n° 52 (suppression de l'article) : retiré ; **article 18** *bis* : son amendement n° 53 (rédactionnel) : adopté (p. 415) ; **article 18** *ter* : son amendement n° 54 (suppression du paragraphe 1er de l'article) ; notion de « mise à la disposition » ; sécurité des personnels : retiré ; son amendement n° 55 (de coordination) : retiré ; ses amendements n°s 56 et 57 devenus sans objet ; **arti-**

cle 18 *quater* **A :** son amendement n° 58 (suppression de l'article) ; injonction donnée au Gouvernement par l'article sur le statut des personnels départementaux : adopté (p. 416); **article 18** *septies :* son amendement n° 59 (agences techniques départementales) ; participation de représentants des communes aux conseils d'administration (p. 417) ; maintien par la commission du caractère d'établissement public administratif des agences techniques départementales (p. 418) ; accepte que l'agence technique ne soit pas nécessairement un établissement public administratif ; création avec la participation des communes (p. 423) ; s'oppose aux sous-amendements n°s 173 et 199 de M. Charles Millon limitant le rôle des agences techniques départementales (p. 424) ; réserve de l'amendement n° 59 ; **article 21 :** son amendement n° 60 (rédactionnel) : adopté ; fixation de la dénomination exacte du représentant de l'Etat par voie réglementaire ; son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 62 (missions du représentant de l'Etat) (p. 425) : rectifié, adopté (p. 426) ; **article 22** *bis :* son amendement n° 63 (audition du représentant de l'Etat par le conseil général à la demande du Premier ministre) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 64 (réunion des conseils généraux) ; droit de la minorité (p. 427) : adopté ; **article 24** *bis :* son amendemnet n° 65 (de coordination avec l'article 17) : adopté ; **article 27 :** son amendement n° 66 (suppression des trois derniers alinéas de l'article reprenant des dispositions figurant dans la loi de 1871) : adopté ; **article 28 :** son amendement n° 67 (rapport du Président du conseil général, sur les questions soumises à délibération, adressé huit jours avant la réunion du conseil) (p. 428) : adopté ; son amendement n° 68 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 69 (de conséquence de l'amendement n° 68) : adopté ; son amendement n° 70 (rapport annuel du représentant de l'Etat au conseil général) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 71 (délégation de vote des conseillers généraux) : adopté (p. 429) ; **article 31 :** son amendement n° 72 (caractère exécutoire des actes des conseils généraux même en l'absence de transmission au représentant de l'Etat) : adopté ; **article 32 :** ses amendements n°s 73 à 77 (d'harmonisation avec les dispositions concernant les actes des communes) : adoptés (p. 430) ; ses amendements n°s 78 à 81 (d'harmonisation avec les dispositions concernant les actes des communes) : adoptés ; son amendement n° 82 (déclaration de la recevabilité du recours du représentant de l'Etat avant l'expiration du délai normal sur l'acte incriminé portant atteinte à une liberté) : adopté ; **article 34 :** son amendement n° 83 (nouvelle rédaction de l'article ; coordination avec l'article 4 sur les interventions économiques des communes) (p. 431) : modifié adopté ; **article 34** *bis :* son amendement n° 84 (rédactionnel) : retiré (p. 432) ; **article 35 :** son amendement n° 85 (débat d'orientation budgétaire au conseil général deux mois avant l'examen du budget) : adopté ; **article 37 :** son amendement n° 86 (nouvelle rédaction de l'article ; dépenses obligatoires des départements) : rectifié, adopté ; **après l'article 37 :** son amendement (reprenant les deux derniers alinéas de son amendement n° 86) : adopté ; **article 39 :** son amendement n° 87 (nouvelle rédaction de l'article ; comptable du département) (p. 433) : adopté ; **article 40 :** son amendement n° 88 (justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière) : rejeté à sa demande ; **article 42 :** son amendement n° 89 (application de la loi aux établissements publics départementaux) : adopté (p. 434) ; **article 42** *bis :* son amendement n° 90 (suppression de l'article ; D. O. M.) : adopté ; **article 42** *ter :* son amendement n° 91 (non-application à Mayotte des dispositions relatives aux départements) : adopté ; **article 44 A :** son amendement n° 92 (suppression de l'article) ; participation d'élus à des commissions transfrontalières ; adopté (p. 435) ; **article 44 :** son amendement n° 93 (abrogation des articles 51 et 52 de la loi de 1871) : adopté ; son amendement n° 94 (de coordination avec l'amendement n° 93) : adopté ; son amendement n° 95 (rédactionnel) : adopté (p. 436) ; **article 45 :** son amendement n° 96 (rétablissement de l'article ; mode d'élection et compétence du conseil régional) ; clause de dissolution par décret en cas d'incapacité de fonctionnement du conseil régional ; insertion dans la loi sur l'élection des conseils régionaux ; amendement n° 96 : adopté ; **article 46 :** son amendement n° 97 (maintien du caractère d'établissement public des régions jusqu'à la première réunion des conseils régionaux élus au suffrage universel) (p. 437) ; s'oppose au sous-amendement n° 202 de M. Jacques Toubon ; demande la réserve du sous-amendement n° 203 de M. Nicolas Alfonsi ; réserve de l'amendement n° 97 ; **article 47** *bis :* son amendement n° 98 (rétablissement de l'article ; comités économiques et sociaux) : adopté (p. 438) ; **article 47** *ter :* son amendement n° 99 (rétablissement de l'article ; compétence des comités économiques et sociaux) ; s'oppose au sous-amendement n° 197 de M. Jacques Toubon autorisant l'institution d'un conseil de développement culturel et du cadre de vie par délibération du conseil régional (p. 439) ; amendement n° 99 adopté ; **article 47** *quater :* son amendement n° 100 (suppression de la référence à la collaboration entre l'Etat et la région) : adopté ; **article 47** *quinquies :* son amendement n° 101 (de coordination avec la suppression de l'article 44 A) : adopté (p. 440) ; **article 48 :** son amendement n° 102 (participation des E.P.R. à des dépenses de fonctionnement liées à des opérations d'intérêt régional direct) : adopté ; son amendement n° 103 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 104 (attribution pour le compte de l'Etat d'aides aux investissements des entreprises) : adopté ; son amendement n° 106 (région Ile-de-France ; amendement de coordination avec les amendements n°s 102, 103 et 104) : adopté ; son amendement n° 105 (suppression du transfert des compétences relatif à la formation professionnelle) ; renvoi à la loi sur les compétences ; adoption de l'amendement n° 105 (p. 441) ; son amendement n° 107 (région Ile-de-France ; amendement de coordination avec l'amendement n° 105) : adopté ; **article 48** *ter :* son amendement n° 108 (rétablissement de l'article ; comité des prêts) : adopté ; **article 49 :** son amendement n° 109 (caractère exécutoire des décisions des régions) : adopté ; son amendement n° 110 (délai de transmission des décisions des régions au représentant de l'Etat) : adopté (p. 442) ; son amendement n° 111 (saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat sur les décisions de la région) : adopté ; son amendement n° 112 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 113 (sursis à exécution d'une décision de la région à la demande du représentant de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 114 (recevabilité du recours du représentant de l'Etat déclarée avant l'expiration du délai de vingt jours en cas d'atteinte à une liberté par la décision incriminée de la région) : adopté ; son amendement n° 115 (maintien des règles d'approbation pour les établissements régionaux fonctionnant suivant le mécanisme du prix de journée) : adopté (p. 443) ; **après l'article 49 :** propose la rectification de l'amendement n° 197 du Gouvernement ; **article 50 :** son amendement n° 116 (élection du bureau du conseil régional) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Charles Millon supprimant l'élection du bureau des conseils régionaux après chaque renouvellement général ou partiel du conseil (p. 444) ; possibilité pour les conseils régionaux de ne pas procéder au renouvellement de leur bureau avant les élections cantonales ; son amendement n° 117 (suppression de la transmission au tribunal administratif du règlement intérieur du conseil régional) : adopté ; son amendement n° 118 (réunion des conseils régionaux) : adopté ; son amendement n° 119 (ordre des nominations des vice-présidents fixé par le règlement intérieur du conseil régional) (p. 445) : adopté ; son amendement n° 120 (délégation du conseil régional au bureau) : adopté ; **article 50** *bis :* son amendement n° 121 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 122 (envoi au conseil régional des projets sur lesquels le comité économique et social est obligatoirement et préalablement consulté) : adopté ; ses amendements n°s 123 et 124 (de coordination) : adoptés (p. 446) ; **article 51 :** son amendement n° 125 (rédactionnel) : adopté ; partage des services entre l'Etat et la région constaté par la convention entre l'Etat et la région ; son amendement n° 126 (rédactionnel) : retiré ; **article 51** *bis :* son amendement n° 127 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 128 (services extérieurs de l'Etat mis en tant que de besoin à la disposition du président du conseil régional) : adopté ; son amendement n° 129 (rédactionnel) (p. 447) : adopté ; **article 51** *ter :* son amendements n° 130 (agents de la région) : retiré ; **article 51** *quinquies :* son amendement n° 131 (suppression de la référence à l'outre-mer) : adopté ; **avant l'article 52 :** son amendement n° 132 (rédactionnel) (p. 448) : adopté ; **article 52 :** ses amendements n°s 133 à 135 et 137 (rédactionnels) : adoptés ; terme de représentant de l'Etat dans les régions ; son amendement n° 136 (suppression de la référence à l'outre-mer) : adopté ; **après l'article 52 :** son amendement n° 204 (terme de représentant de l'Etat dans la région substitué à celui de préfet) : adopté ; **article 52** *bis :* son amendement n° 138 (rédactionnel) (p. 449) : adopté ; son amendement n° 139 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 140 (audition du représentant de l'Etat par le conseil régional sur demande du Premier ministre) : adopté ; **article 53 :** son amendement n° 141 (comptable de la région) : adopté ; **article 54 :** son amendement n° 142 (rédactionnel) (p. 450) :

adopté ; **article 55** : son amendement n° 143 (justiciables de la cour de discipline budgétaire) : retiré (p. 451) ; **article 57** : son amendement n° 144 (suppression des dispositions relatives à la procédure d'appel devant la Cour des comptes) : adopté ; son amendement n° 145 (contrôle budgétaire des collectivités territoriales assuré par les chambres régionales des comptes) : rectifié, adopté ; **article 57** *ter* : observations adressées par les chambres régionales des comptes aux administrations départementales et régionales ; son amendement n° 146 (suppression de l'article) : adopté (p. 452) ; **article 58** : son amendement n° 147 (rapport de la Cour des comptes consacré pour partie à la gestion des collectivités territoriales) : adopté ; **article 58** *bis* : son amendement n° 148 (relations de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes) ; recrutement des membres des chambres régionales des comptes (p. 453) ; recrutement ultérieur par la voie de l'E.N.A. ; recrutement dans l'immédiat de fonctionnaires de carrière dont la moitié après un concours spécial ; rectification de l'amendement n° 148 ; adoption de l'amendement n° 148 modifié ; **article 59** *bis* : son amendement n° 149 (suppression de l'article) : report de ses dispositions à l'article 64 *bis* ; adoption de l'amende-dispositions à l'article 64 *bis* : adopté ; **article 61** : son amendement n° 150 (suppression du dernier alinéa de l'article relatif à la répartition de la dotation culturelle) (p. 454) ; possibilité de maintien du mécanisme de compensation des dépenses culturelles après le vote de la loi sur les compétences ; amendement n° 150 : adopté ; **article 62** : objectif de suppression complète de la charge communale liée aux logements des instituteurs ; **article 64** : son amendement n° 154 (rédactionnel) : adopté ; **article 64** *bis* : son amendement n° 155 (rétablissement de l'article ; indemnités versées par les collectivités territoriales aux agents de l'Etat) : adopté (p. 455) ; **Article 65 A** : son amendement n° 156 (condamnations pécuniaires des collectivités territoriales ; modalités de paiement) : adopté ; **article 65 B** : son amendement n° 157 (suppression du paragraphe 1 *bis* de l'article) ; modalités de codification de la présente loi : adopté ; **article 65** : son amendement n° 158 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 159 (suppression des deux derniers alinéas de l'article) ; report au dernier article des dispositions relatives à la date d'entrée en vigueur de la loi ; adoption de l'amendement n° 159 (p. 456) ; **article 93** : son amendement n° 160 (suppression du dernier alinéa étendant le bénéfice de la D.G.E. aux communes des T.O.M. et de Mayotte) ; établissement des D.G.E. des communes de Mayotte en fonction de critères spécifiques ; critères métropolitains risquant de leur être défavorables : adopté (p. 547) ; **article 104** : son amendement n° 161 (dates d'application de la loi aux T.O.M.) : adopté ; **article 18** *septies* : son amendement n° 59 (précédemment réservé) (p. 458) ; retiré au profit de l'amendement n° 212 du Gouvernement ; notion de « maîtrise d'œuvre » ; **article 46** : son amendement n° 97 (précédemment réservé) (p. 459) : modifié, adopté : **titre** : son amendement n° 162 (intitulé du projet) : adopté (p. 460).

Seconde délibération du projet de loi : **article 21** : équivoque introduite par le terme de représentant de l'Etat dans les arrondissements (p. 464).

Quatrième lecture, discussion générale, rapporteur : désaccord entre les deux Assemblées sur les modalités de l'intervention économique des collectivités locales, la création des agences techniques départementales, la transformation de la région en collectivité territoriale et la modification de la composition et des compétences des comités économiques et sociaux [28 janvier 1982] (p. 627) ; confirmation des choix effectués en troisième lecture ; amendements de forme proposés par la commission des lois (p. 628).

Dernier texte voté par l'Assemblée nationale : son amendement n° 1 (représentant de l'Etat tenu de déférer au tribunal administratif une décision d'une commune lésant une personnes physique ou morale avant l'expiration du délai de transmission) : adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) (p. 639) ; adopté ; son amendement n° 3 (correction d'une erreur matérielle) : adopté ; son amendement n° 4 (de coordination avec l'amendement n° 1 à l'article 3 *bis*) : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (mention à l'article 49 du droit conféré aux représentants de l'Etat d'assortir son recours contre une déclaration de la région d'une demande de sursis à exécution) : adopté ; son amendement n° 7 (de coordination avec les amendements n°s 1 et 4 aux articles 3 *bis* et 32 *bis*) : adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (de coordination avec l'amendement n° 6 à l'article 49) : adopté ; son amendement n° 10 (suppression du dernier alinéa du paragraphe II du A de l'article 53) (p. 640) ; ses amendements n°s 11 et 12 (rédactionnels) : adoptés (p. 641).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : droits du Parlement ; insuffisance des procédures actuelles d'indemnisation des dommages résultant de catastrophes naturelles ; institution d'un mécanisme d'indemnisation associant l'Etat et les assureurs ; risques de gestion bureaucratique et de dépenses incontrôlables ; financement de l'indemnisation par un compte spécial du Trésor ; dévolution du contentieux de l'indemnisation aux juridictions administratives [3 février 1982] (p. 699) ; adoption d'une formule différente par la commission des lois ; système mixte pour l'attribution et le financement des indemnités incombant aux compagnies d'assurances et où l'Etat garantit le fonds d'indemnisation et fixe le montant des primes ; uniformité de la prime sur l'ensemble du territoire ; rapidité de l'indemnisation ; moyens d'assurer la prééminence des impératifs d'intérêt public ; souci d'éviter que les nouvelles règles n'entraînent une augmentation abusive des disponibilités des compagnies d'assurance (p. 700) ; inopportunité d'un renvoi en commission (p. 716).

Discussion des articles : **article 1er** : champ d'application de la loi sur les calamités agricoles ; portée donnée à l'obligation de prévention ; constatation par l'Etat des catastrophes naturelles par une décision de caractère réglementaire (p. 718) ; constatation de la catastrophe naturelle (p. 719) ; défaut de prévention et obligation de diligence ; **article 2** : son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; liquidation de l'indemnisation et engagement d'éventuels contentieux en responsabilité (p. 720) ; **article 3** : son amendement n° 12 (inscription d'office dans le contrat d'assurance des clauses de garantie des catastrophes naturelles) (p. 720) ; mise à jour des polices d'assurances ; adopté ; **article 4** : fixation des charges respectives des compagnies d'assurance, de la caisse centrale de réassurance et des autres organismes de réassurance ; souci d'éviter que la gestion des réserves ne fasse apparaître des disponibilités financières excédentaires dans les compagnies d'assurance ; **article 5** : cas des particuliers de bonne foi situés dans une zone inconstructible qui peuvent se prévaloir d'une décision régulière d'autorisation de construire ; possibilité pour les compagnies d'assurances de se retourner contre la collectivité responsable de la dérogation au plan d'urbanisme ; exclusion du régime d'assurance obligatoire des constructions édifiées à un moment où leur propriétaire savait qu'il était en infraction avec les documents d'urbanisme (p. 721) ; responsabilité globale de la collectivité publique lorsqu'il y a eu dérogation ; extension du bénéfice de l'assurance obligatoire à certaines constructions édifiées en zone inconstructible et présentant une certaine sécurité en raison d'aménagements particuliers (p. 722) ; **article 7** : indemnisation des dommages causés aux récoltes et au bétail au titre de la loi de 1964 ; régime des calamités agricoles ; cas dans lequel la calamité présente un caractère de gravité et de généralité tel qu'elle devient une calamité publique (p. 723) ; **article 2** (*suite*) **(précédemment réservé)** : délai de trois mois pour la liquidation des indemnités ; son amendemnt n° 10 (substitution du mot « facture » aux mots « avis d'échéance ») ; nécessité d'individualiser le pourcentage uniforme de surprime couvrant le risque de catastrophes ; adopté (p. 724) ; son amendement n° 11 (revision annuelle du droit uniforme de surprime couvrant le risque de catastrophe naturelle) : adopté (p. 725).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : mécanisme d'assurance garanti par l'Etat sur les dommages nés de catastrophes naturelles [2 juin 1982] (p. 2878) ; amélioration du texte par le Sénat ; traitement appliqué aux constructions et aux activités situées dans les zones identifiées comme zones à risques (p. 2879).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (substituant aux mots : « tous les contrats d'assurances des véhicules terrestres à moteur », les mots : « les dommages aux corps de véhicules terrestres à moteur », dans le premier alinéa de cet article) ; couverture du risque de catastrophe naturelle s'ajoutant aux garanties du contrat d'assurances ordinaire ; adopté ; son amendement n° 2 (précisant que l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel) : adopté (p. 2881) ; **article 2** : son amendement n° 10 (problème des abatte-

ments en cas de sinistres) ; montant des dommages et garanties ; fixation du montant de la franchise par voie réglementaire ; adopté ; son amendement n° 3 (fixation d'un taux unique de surprime pour financer le risque de catastrophes naturelles) : adopté ; son amendement n° 4 (supprimant les mots : « jusqu'au 1er janvier 1985 » dans le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 3 :** mise à jour de l'ensemble des contrats d'assurances (p. 2882) ; **article 5 :** plan d'exposition aux risques prévisibles déterminant les zones exposées ; son amendement n° 12 (assurance des biens immobiliers construits en violation du règlement administratif en vigueur) (p. 2883) : adopté ; son amendement n° 13 (précisant que les salariés des zones touchées par une catastrophe naturelle peuvent bénéficier d'un congé de vingt jours non rémunérés) : adopté (p. 2884) ; **article 7 :** son amendement n° 15 (insérant les mots : « hors bâtiment », après les mots : « cheptel vif » dans le premier alinéa de cet article) ; indemnisation des dommages causés aux récoltes : adopté (p. 2885).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : problème de la modulation de la charge d'assurance des biens soumis à l'assurance « catastrophes naturelles » en fonction de leur degré de risque ; souci de précaution manifesté par le Sénat [28 juin 1982] (p. 3953).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** volonté de réduire l'ampleur des discriminations et des différences entre les hommes et les femmes dans la fonction publique ; nécessité de veiller au bon fonctionnement du service public ; son opposition aux dispositions proposées par la commission [7 avril 1982] (p. 986) ; **article 5 :** application de cet article aux personnels des collectivités locales (p. 987).

Explications de vote : progrès représenté par ce texte ; vote positif du groupe socialiste ; optimisme des socialistes quant à la situation qui sera faite aux femmes dans la fonction publique (p. 988).

— Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Première lecture, discussion générale : fonctions du conseil supérieur des Français de l'étranger ; défense pratique des intérêts des Français de l'étranger ; introduction du suffrage universel direct ; errements passés dans la désignation des membres du conseil supérieur des Français de l'étranger ; vote plural ; exclusion de la participation au vote de certaines associations sur décision d'un représentant diplomatique de la France ; caractère erroné de l'opinion selon laquelle le texte traduirait une validation [7 avril 1982] (p. 994) ; utilisation de la représentation proportionnelle ; refus de l'opposition de voir les Français représentés par des sénateurs autres que ceux de droite ; intérêt porté par le Gouvernement et la majorité à la situation des Français de l'étranger (p. 995).

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : rappel par M. Pierre Messmer du précédent de l'Etat français ; refus de l'opposition de toucher à l'une des institutions répressives les plus critiquables de la société française ; refus par M. Pierre Messmer de toute réforme en matière de justice militaire [14 avril 1982] (p. 1132) ; lutte menée par des organisations de défense des droits de l'homme et du citoyen ; vocation des tribunaux militaires de défendre une institution contre le reste de la société ; caractère exceptionnel de cette juridiction ; juridiction organisée pour réduire en toutes circonstances les droits de la défense et la qualité du débat judiciaire ; fonction de garant de la discipline de cette juridiction ; fonction du juge militaire, soutien de la hiérarchie ; non-modification par ce texte du pouvoir disciplinaire de l'autorité hiérarchique dans l'armée ; institution des tribunaux spéciaux par les décrets de mars 1956 ; allégations abstraites proférées par l'opposition ; droit de tout Français d'être jugé, quelle que soit sa conviction « au nom du peuple français » (p. 1133).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : fiscalité locale ; ressources des collectivités locales ; relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; taxe d'habitation [25 mai 1982] (p. 2538) ; liberté de vote des taux d'imposition reconnue aux assemblées locales ; taxe professionnelle ; taxe d'habitation (p. 2539) ; conséquences à long terme du principe des dégrèvements (p. 2540).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 6 (précisant que les dégrèvements prévus aux paragraphes I et III ne peuvent avoir pour effet de réduire la cotisation des redevables au-dessous de la cotisation minimum) (p. 2580) : rejeté (p. 2581).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : harmonisation du dispositif issu de la loi de décentralisation quant aux conditions d'entrée en vigueur et aux méthodes de contrôle de la légalité des décisions des collectivités locales ; décision du Conseil constitutionnel ; transmission au représentant de l'Etat dans le département de tout acte émanant d'une collectivité locale entraînant des conséquences de droit importantes [16 juin 1982] (p. 3462) ; dispositif concernant la procédure de saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat (p. 3463).

Discussion des articles : **article 1er :** *article 2 de la loi du 2 mars 1982 :* son amendement n° 16 (précisant que les actes prévus par cet article sont transmis dans la quinzaine au représentant de l'Etat) (p. 3469) : adopté ; son amendement n° 1 (actes devant être transmis au représentant de l'Etat) : adopté ; *article 3 de la loi du 2 mars 1982 :* son amendement n° 2 (suppression des mots « dans les vingt jours qui suivent cette demande) (p. 3470) : adopté ; son amendement n° 3 (précisant que lorsque le représentant de l'Etat défère un acte au tribunal administratif, il en informe l'autorité communale et lui communique toute précision sur les illégalités invoquées à l'encontre de cet acte) : adopté ; **article 5 :** *article 45 de la loi du 2 mars 1982 :* son amendement n° 4 (précisant que les actes prévus par cet article sont transmis dans la quinzaine au représentant de l'Etat dans le département) (p. 3471) : adopté ; son amendement n° 5 (actes relevant du droit privé) : adopté ; *article 46 de la loi du 2 mars 1982 :* son amendement n° 6 (suppression du délai de vingt jours prévu par cet article) : adopté ; son amendement n° 7 (précisant que lorsque le représentant de l'Etat défère un acte au tribunal administratif, il en informe l'autorité départementale et lui communique toute précision sur les illégalités invoquées à l'encontre de cet acte) : adopté (p. 3472) ; **article 7 :** son amendement n° 8 (précisant que les actes prévus par cet article sont transmis dans la quinzaine au représentant de l'Etat dans la région) : adopté ; son amendement n° 9 (actes relevant du droit privé) : adopté ; son amendement n° 10 (suppression du délai de vingt jours) : adopté ; son amendement n° 11 (précisant que lorsque le représentant de l'Etat dans la région défère un acte au tribunal administratif, il en informe l'autorité régionale et lui communique toute précision sur les illégalités invoquées à l'encontre de l'acte) : adopté ; **après l'article 8 :** son amendement n° 12 (cas des subventions excédant deux millions de francs au bénéfice d'une même personne) (p. 3473) ; problème de la composition des bureaux ; amendement n° 12 réservé ; son amendement n° 13 (conditions de mise en place du bureau du conseil général en cas d'égalité de voix entre deux tendances se partageant le conseil) (p. 3474) : adopté (p. 3475) ; octroi de subventions importantes par les conseils généraux et les conseils régionaux ; amendement n° 12 précédemment réservé : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 23 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3476) ; pouvoir de révocation du maire lorsqu'il n'a plus la majorité ; absence de moyens permettant de révoquer un conseiller disposant d'une délégation de la commune dans un syndicat intercommunal ou dans un établissement public communal ; **article 8** *bis* **:** son amendement n° 14 (de coordination) (p. 3477) : adopté ; conditions dans lesquelles le président du conseil général peut engager une action en justice au nom du département ; **article 9 :** limitation de la portée rétroactive des articles de la présente proposition de loi (p. 3478).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : modifications rendues nécessaires par la déclaration de non-conformité à la Constitution ; modification du texte par le Sénat [8 juillet 1982] (p. 4357).

Discussion des articles : **article 8** *bis :* règles concernant l'authentification des actes soumis à la publicité foncière (p. 4360) ; **article 9 B :** équilibre des rapports financiers entre la ville de Paris et l'Etat (p. 4361).

— Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion générale commune : fonctions des chambres régionales des comptes ; jugement des comptes des comptables ; composition du conseil supérieur des juridiction financières [17 juin 1982] (p. 3521) ; composition des chambres régionales des comptes ; tour extérieur (p. 3522).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** désignation des experts [17 juin 1982] (p. 3531).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'assainir certaines procédures ; prochaine réforme du code pénal [21 juillet 1982] (p. 4633) ; causes de la montée de la délinquance ; rôle préventif de la police ; politique pénitentiaire ; réorganisation des modalités d'exécution des peines ; rôle des professionnels de la justice (p. 4634) ; rôle des élus locaux ; restauration de la confiance entre le pays et sa justice (p. 4635).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 260 du code électoral :* caractère rédactionnel de l'amendement n° 78 de M. Charles Millon [27 juillet 1982] (p. 4911), *après l'article L. 260 du code électoral :* son amendement n° 118 (précisant que les listes de candidats ne peuvent comporter plus de 75 p. cent de personnes du même sexe) ; promotion du rôle des femmes dans la vie politique ; constitutionnalité d'une telle disposition (p. 4912, 4913) ; son sous-amendement n° 140 à son amendement n° 118 (complétant cet amendement par les mots « et au sein de chaque groupe entier de 12 candidats dans l'ordre de présentation de la liste) : adopté ; amendement n° 118 adopté après modification (p. 4918) ;
article L. 264 du code électoral : intolérance de l'opposition [28 juillet 1982] (p. 4931) ; *article L. 270 du code électoral :* contentieux électoral ; risque de manœuvres électorales (p. 4932) ; **article 6 :** son amendement n° 146 (précisant que les dispositions de l'article L. 12 du code électoral sont rétablies dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 4 décembre 1972) (p. 4935) ; adopté (p. 4936) ; **article 7 :** radiation de certaines personnes des listes électorales en vertu des articles venant d'être abrogés (p. 4937) ; **article 9 :** effectif des conseils municipaux dans les communes où la proportionnelle ne joue pas (p. 4943) ; **article 10 :** indemnité des maires (p. 4950) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L. 264 du code électoral :* son amendement n° 120 (conditions d'authentification de l'absorption d'une liste par une autre au second tour) (p. 4956) ; absorption d'une petite liste par une grande liste (p. 4957, 4958) ; nécessité pour les candidats de prendre leur responsabilité au moment des regroupements des listes (p. 4959) ; adopté après rectification (p. 4960) ; *article L. 265 du code électoral :* son amendement n° 121 (définissant les dispositions que peut prendre, au nom de l'ensemble de la liste, son responsable) (p. 4960) ; adopté ; son amendement n° 122 (de conséquence) : adopté ; *article L. 266 du code électoral :* son amendement n° 124 (de conséquence) : adopté (p. 4961) ; **avant l'article 12 :** caractère réglementaire du titre des représentants de l'Etat dans les départements ; son amendement n° 131 (inéligibilité des fonctionnaires des corps actifs de police ayant le grade d'officier de paix) (p. 4965) ; adopté ; son amendement n° 132 (inéligibilité des directeurs de préfecture et des secrétaires en chef de sous-préfecture) (p. 4966) ; adopté (p. 4967) ; inéligibilité des salariés des associations subventionnées par la commune (p. 4968) ; son amendement n° 133 (inéligibilité des fonctionnaires des corps actifs de police ayant le grade d'officier de paix) : retiré (p. 4969).

Explications de vote : volonté de la majorité de rendre plus vivante la démocratie communale (p. 4974) ; expression de la diversité traditionnelle de la vie politique ; quota institué pour les femmes (p. 4975).

Deuxième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; mécanisme de la répartition des sièges ; problème du seuil démographique à partir duquel s'appliquera le nouveau mode de scrutin ; panachage ; rôle des conseillers municipaux [20 octobre 1982] (p. 6018) ; conditions de dépôt des candidatures au second tour ; règle d'inégibilité et d'incompatibilité (p. 6019).

Discussion des articles : **article 2 :** système de panachage (p. 6019) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 6 de la commission (cas des communes divisées en sections) (p. 6021) : adopté (p. 6022).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 9 (substituant au chiffre 10 le chiffre 8) : non soutenu [5 octobre 1982 (p. 5421).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : historique de la politique française des villes nouvelles ; révision en baisse des prévisions concernant la croissance des agglomérations ; régime juridique des villes nouvelles fondé sur la notion de périmètre d'urbanisation ; exemple de la commune du Vaudreuil ; mode de financement spécifique des villes nouvelles ; système dit « du différé d'amortissement » ; subventions aux villes nouvelles ; rétablissement de l'unité communale pour la gestion des services à la population ; renforcement de la participation démocratique des habitants nouveaux des villes nouvelles [6 octobre 1982] (p. 5442) ; révision des périmètres d'urbanisation ; mise en place de deux formules de coopération intercommunale ; passage des subventions spécialisées à la dotation globale d'équipement ; rôle de l'établissement public d'aménagement (p. 5443) ; vote de la taxe professionnelle par l'instance communautaire (p. 5444).

Discussion des articles : **article 1er :** urbanisation et politique d'aménagement du territoire (p. 5486) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 1 (précisant que les agglomérations nouvelles déjà créées sont de plein droit soumises à la nouvelle législation) : adopté ; examen de chaque ville nouvelle en construction (p. 5487) ; son amendement n° 2 (création ultérieure d'agglomérations nouvelles) (p. 5488) ; adopté après modification ; **article 2 :** son amendement n° 3 (précisant que la révision porte sur le périmètre d'urbanisation et sur la liste des communes membres de l'agglomération) (p. 5489) ; adopté ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5 (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; cas d'une commune se retirant de l'agglomération nouvelle (p. 5490) ; adopté (p. 5492) ; rejet d'une formule de sortie automatique des communes non concernées ; son amendement n° 6 (précisant que le projet de révision du périmètre d'urbanisation est élaboré après concertation avec les conseils municipaux des communes concernées) : rejeté (p. 5492) ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (modalités selon lesquelles peut être ajoutée une commune nouvelle à la liste des communes membres de l'agglomération) : adopté ; son amendement n° 10 (procédure dérogatoire au droit commun pour la modification des limites territoriales des communes membres de l'agglomération nouvelle) (p. 5493) : adopté après modification ; son amendement n° 11 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 12 (vote du projet en des termes identiques) : adopté ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 5494) ; son amendement n° 14 (précisant que le représentant de l'Etat dans le département est l'autorité compétente pour l'adoption du projet de révision du périmètre d'urbanisation) : adopté ; son amendement n° 15 (précisant que les modifications des limites communales donnent lieu à l'application des articles L. 112-19 à L. 112-20 du code des communes en ce qui concerne le renouvellement des conseils municipaux) :

adopté (p. 5495) ; **après l'article 2 :** conditions d'association administrative des communes ; **article 3 :** son amendement n° 16 (de suppression) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 111 (rédactionnel) : adopté (p. 5500) ; son amendement n° 17 (allongeant le délai de concertation) : adopté ; son amendement n° 18 (distinction entre les différentes procédures aboutissant à la création d'une ville nouvelle) ; fusion intégrale des communes incluses dans la ville nouvelle (p. 5501) : adopté ; son amendement n° 112 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 113 (de conséquence) : adopté ; choix des communes entre diverses institutions (p. 5502) ; cas dans lequel les communes restent en désaccord sur le choix du statut de la nouvelle commune (p. 5503) ; son amendement n° 19 (précisant les conditions dans lesquelles un syndicat peut être transformé en communauté d'agglomération nouvelle) : adopté (p. 5504) ; **article 5 :** son amendement n° 20 (charge de la dette d'une nouvelle commune) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 22 (élection du conseil municipal de la nouvelle commune lorsque 500 logements sont occupés) (p. 5505) ; adopté après modification ; **article 7 :** rétablissement de l'unité des communes (p. 5506) ; domaine d'intervention de l'organisme gérant (p. 5507) ; **article 8 :** nature juridique de la communauté d'agglomération nouvelle ; son amendement n° 23 (précisant que la communauté est un établissement public intercommunal à caractère administratif) : adopté ; son amendement n° 24 (précisant que les membres du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle sont des délégués élus des communes) : adopté ; son amendement n° 25 (répartition du nombre des conseillers élus dans chaque commune) (p. 5508) ; adopté après modification (p. 5509) ; son amendement n° 114 (cas des communes obtenant la majorité absolue) : adopté ; son amendement n° 26 (fixation d'un délai pour l'élection du conseil d'agglomération) : adopté ; son amendement n° 115 (limitation du nombre des sièges d'une commune obtenant la majorité absolue) : adopté ; son amendement n° 27 (de correction) (p. 5509) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 116 (de suppression) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 29 (suppression des dispositions prévoyant que les membres du comité du syndicat doivent être élus par les conseils municipaux en leur sein) (p. 5510) : adopté ; son amendement n° 30 (modalités de répartition des sièges entre les communes lorsque la décision institutive a été prise par décret) : adopté ; son amendement n° 31 (précisant que le comité du syndicat est installé dans le mois qui suit l'adoption de la décision institutive du syndicat) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 32 (application de cet article au seul cas de retrait d'une commune du syndicat) (p. 5511) : adopté ; modification de la liste des communes membres du syndicat d'agglomération (p. 5512) ; **article 13 :** autonomie communale et responsabilité des élus (p. 5513) ; son amendement n° 33 (compétences exercées par la communauté ou le syndicat en matière d'urbanisme, de logement, de réseau urbain et de développement économique) : adopté ; son amendement n° 34 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière de voirie) (p. 5513) ; rejeté (p. 5514) ; son amendement n° 35 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements) : adopté ; son amendement n° 36 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière de décision d'urbanisme) (p. 5515) : rejeté ; procédure suivie en cas de désaccord entre les communes ; son amendement n° 37 (procédure de l'inventaire) (p. 5517) : rejeté ; son amendement n° 38 (délai dans lequel doit être établi l'inventaire) : adopté ; son amendement n° 39 (renouvellement de l'inventaire) : devenu sans objet ; son amendement n° 40 (conditions dans lesquelles les établissements nouveaux seront décrits à l'inventaire) ; adopté après modification (p. 5518) ; son amendement n° 41 (recours prévu lorsque l'inscription d'un bien d'intérêt commun à l'inventaire n'a pas été décidée à la majorité qualifiée) : rejeté (p. 5519) ; son amendement n° 42 (majorité qualifiée nécessaire à l'adoption des conventions passées entre les communes et la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 43 (précisant que la communauté ou le syndicat assure le service de la dette pour les seuls équipements inscrits à l'inventaire des biens communs) (p. 5520) ; devenu sans objet ; convention d'aménagement (p. 5521) ; poursuite de la séance ; contenu de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage (p. 5522) ; **article 18 :** son amendement n° 117 (de rectification) (p. 5523) : adopté ; **après l'article 18 :** cas des communes de l'agglomération de Fos-sur-Mer ; **article 19 :** son amendement n° 44 (interdisant à la communauté ou au syndicat de dépasser pour la fixation du taux de la taxe professionnelle les limites prévues à l'article 1636 B *septies* du code général des impôts) (p. 5524) : rejeté ; son amendement n° 45 (dépassement des limites prévues à l'article 1636 B *sexies* du code général des impôts pour couvrir les dépenses obligatoires) : adopté (p. 5525) ; **article 21 :** procédure d'intégration fiscale ; son amendement n° 46 (portant à dix ans la période d'intégration fiscale progressive) : adopté (p. 5526) ; **article 22 :** son amendement n° 47 (précisant que les communes reçoivent un précompte sur le produit de la taxe professionnelle correspondant à la charge de la dette ultérieurement contractée) : adopté après modification ; son amendement n° 48 (délibération relative aux critères de reversement de la taxe professionnelle) (p. 5527) : adopté ; son amendement n° 49 (critères de reversement retenus lorsque la majorité qualifiée n'a pu être réunie) (p. 5528) ; adopté après modification ; **article 23 :** son amendement n° 50 (prise en compte du potentiel fiscal de chaque commune pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) ; son sous-amendement n° 143 à titre personnel à l'amendement n° 50 de la commission (même objet) : adopté ; amendement n° 50 adopté après modification (p. 5529) ; **article 25 :** fin des opérations de construction et d'aménagement de la ville nouvelle (p. 5530) ; **article 28 :** composition du conseil d'administration ; son amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 52 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 53 (cas des autres communes liées à l'établissement public par une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage) (p. 5531) ; adopté après modification ; **article 29 :** son amendement n° 54 (membres de droit du conseil d'administration) : adopté ; son amendement n° 55 (de correction) : adopté ; son amendement n° 56 (répartition des sièges au sein du conseil d'administration) : adopté (p. 5532) ; **article 31 :** son amendement n° 57 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 58 (suppression de la date limite fixée pour l'abrogation de la loi du 10 juillet 1970) : adopté ; **après l'article 31 :** son amendement n° 59 (précisant que les dispositions financières spécifiques prévues par la présente loi sont applicables à la commune du Vaudreuil) : adopté (p. 5533).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** composition des conseils d'arrondissement [22 octobre 1982] (p. 6187) ; **article 5 :** désignation du maire d'arrondissement (p. 6188) ; élection du maire d'arrondissement à la majorité du conseil d'arrondissement (p. 6189) ; **article 17 :** admission dans les écoles maternelles (p. 6213, 6214) ; **article 20 :** pouvoir des maires sur les décisions du conseil d'arrondissement (p. 6222) ; **article 22 :** conditions de remplacement du maire ; **article 23 :** champ d'application de la déclaration d'intention d'aliéner (p. 6224) ; **article 26 :** consultation d'une commission de programmation par le conseil municipal avant de voter la dépense d'investissement (p. 6227) ; **article 27 :** procédure de l'état spécial d'arrondissement ; son amendement oral (substituant aux mots : « chaque arrondissement » les mots : « chaque conseil d'arrondissement » dans les deux alinéas de cet article) : rejeté (p. 6229) ; **artilce 29 :** fonctionnement du système proposé par cet article (p. 6231) ; **article 37 :** représentation de la commune au sein du Conseil de communauté (p. 6237) ; **article 39 :** application du statut des conseillers généraux aux membres du conseil de Paris [23 octobre 1982] (p. 6245) ; **après l'article 43 :** réunion du conseil d'arrondissement à la demande du maire de la commune (p. 6250).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** définition des conditions d'inéligibilité des officiers municipaux [23 octobre 1982] (p. 6287).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie et finances. — I : charges communes. — *Discussion générale :* classement des charges communes, remise en ordre des crédits de gestion et d'amortissement de la dette publique ; remboursement de la charge de garantie des emprunts des sociétés privées d'autoroutes ; rétablissement de la situation financière des entreprises

publiques ; « remembrement » des charges sociales ; ampleur des dégrèvements de taxe professionnelle ; redéploiement des aides aux créations d'emplois ; progression des pensions des fonctionnaires ; déménagement du ministère de l'économie et des finances [8 novembre 1982] (p. 6843).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale : questions* : développement des stations locales de Radio France ; équilibre financier des radios locales indépendantes [19 novembre 1982] (p. 7453).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8 A :** droit pour l'autorité exécutive de la collectivité décentralisée de donner des instructions aux services mis à disposition [30 novembre 1982] (p. 7775, 7776) ; **article 8** *ter :* responsabilité des collectivités locales (p. 7778) ; **article 28** *bis :* appréciation du champ de la modification du P.O.S. par le juge [1er décembre 1982] (p. 7838) ; **article 29** *ter :* problème des cartes communales (p. 7843).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : modification du délai d'exécution des délibérations ; respect du texte élaboré par la C.M.P. [14 décembre 1982] (p. 8282).

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique
(8e *circonscription*)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rétablir le **mérite social (n° 806)** [21 avril 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 123,** posée le 8 avril 1982 : **habillement, cuirs et textiles (emploi et activité)** (p 1044) ; appelée le 16 avril 1982 : **situation du textile français** : difficultés des entreprises textiles ; accord multifibres ; accords bilatéraux restant à négocier ; remercie M. Pierre Dreyfus de sa réponse ; articles importés de Taïwan, de Hong-kong et de Coréc ; urgence des mesures à prendre ; mise en œuvre des clauses de sauvegarde prévues par le G. A. T. T. (p. 1173) ; restitution consentie aux pays d'Extrême-Orient sous forme de trafic de perfectionnement passif ; importance des charges sociales en France ; poursuite nécessaire des négociations et accentuation des mesures d'aide au niveau national (p. 1174).

— **n° 235,** posée le 18 juin 1982 : **voirie (ponts : Loire-Atlantique)** (p. 3614) ; appelée le 22 octobre 1982 : **société gestionnaire du pont de Saint-Nazaire** : société anonyme d'économie mixte du pont de Saint-Nazaire — Saint-Brévin ; participation majoritaire de l'Etat dans cette société depuis la loi de nationalisation ; demande faite par les députés socialistes en 1978, de nationaliser cette société ; classement ; gratuité ; (p. 6170-6171).

— **n° 301,** posée le 3 décembre 1982 : **radiodiffusion et télévision (réception des émissions)** (p. 7976) ; appelée le 10 décembre 1982 : **télévision directe par satellite** : mise en service d'un satellite français de télévision directe ; possibilité pour les spectateurs français de capter les programmes étrangers ; contenu des programmes diffusés sur les canaux du satellite français ; conséquences de la mise en place de ce satellite dans l'équilibre culturel et financier du système audiovisuel (p. 8212) ; risque de désorganisation du marché publicitaire ; risque de dilution de l'identité culturelle française ; chances de la France de maîtriser les évolutions technologiques ; possibilité de publication du rapport relatif à ces problèmes (p. 8213).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur la commission audiovisuelle (n° 754).**

Première lecture, discussion générale : inopportunité du projet de loi ; non remise en cause de l'autonomie des chaînes ; accentuation de la vocation régionale de F. R. 3 ; missions du service public ; indépendance de la radiotélévision par rapport au pouvoir exécutif ; nécessité de doter la ville de Nantes d'une véritable station régionale ; répartition du capital de la société de production entre l'Etat et les sociétés nationales de programme ; absence de moyens pour protéger les droits de la création ; refus de créer une société spécifique pour gérer les futurs programmes issus du développement technologique ; futur « espace audiovisuel européen » ; projet de satellite luxembourgeois [27 avril 1982] (p. 1348).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* résultats catastrophiques des échanges extérieurs ; dégradation de la compétitivité de l'industrie française [12 novembre 1982] (p. 7074) ; déficit de la balance commerciale avec tous les pays de la C. E. E., à l'exception de la Grèce, consécutif à la relance par la consommation ; caractère positif de la politique menée par les précédents gouvernements ; lancement d'un emprunt de 4 milliards de dollars ; nécessité de renforcer les capacités d'investissement et d'exportation des entreprises françaises ; augmentation des charges des entreprises (p. 7075).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* support administratif de l'action de planification ; multiplicité des modes et des critères de bonification d'emprunts ; rapports entre le Plan et le budget de l'Etat ; développement de l'économie sociale ; nouvelle politique de partage du tertiaire dans le cadre de l'aménagement du territoire ; localisation des activités [17 novembre 1982] (p. 7298).

RIEUBON (René)

Député des Bouches-du-Rhône
(10e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Environnement) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 18 : **environnement (n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **réouverture de l'usine de protéines de Lavera :** abandon de la production des protéines du pétrole en Europe par la société B P ; nécessité de remettre en route l'usine de Cap Lavera [2 juin 1982] (p. 2863) ;

— **liaison Trans-Manche :** construction d'une liaison fixe Trans-Manche ; suite donnée au projet évoqué lors du dernier sommet franco-britannique [16 juin 1982] (p. 3458) ;

— **situation au Liban :** buts recherchés par Israël au Liban ; possibilité pour la France de reconnaître officiellement l'O. L. P. [30 juin 1982] (p. 4072) ;

— **production de matériel ferroviaire** : voyage en Algérie du ministre des transports ; nouvelle politique des transports [1er décembre 1982] (p. 7857) ; retombées industrielles de cette politique (p. 7858).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Première lecture, discussion des articles : **article 48 :** exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les auteurs d'infractions ayant entraîné mort d'homme ; exemple de l'attentat de l'aéroport de Campo de l'Oro [20 janvier 1982] (p. 284).

Explications de vote : élection d'une assemblée corse au suffrage universel et à la représentation proportionnelle (p. 288).

— **Projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et 1980 (n° 101, 652).**

Première lecture, discussion générale : projets de loi de règlement des budgets de 1979 et 1980 ; conséquences des orientations des budgets de 1979 et 1980 dans les résultats catastrophiques de l'économie française ; politique délibérée de l'ancien gouvernement de démanteler des secteurs industriels, d'accroître le chômage et l'inflation ; budgets de crise et de régression sociale ; aggravation de la pression fiscale sur les salariés par le biais de l'impôt sur le revenu et des impôts sur la consommation [6 avril 1982] (p. 797).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** taux de la T. V. A. sur les achats de fuel par les H. L. M. [26 mai 1982] (p. 2610).

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Discussion des articles : **article 10** : contrôle par les comités d'entreprise des aides et moyens financiers engagés dans le cadre des contrats de plan [15 juin 1982] (p. 3414) ; **article 14 :** son amendement n° 107 (obligation pour chaque entreprise publique implantée dans une région de communiquer ses choix d'activités dans la région) : retiré (p. 3425).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** statut des Sorefi [20 juillet 1982] (p. 4262).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin.**

Soutien apporté par le groupe communiste à l'action du Gouvernement ; dévaluation du franc [20 juillet 1982] (p. 4533) ; ralentissement de la progression du chômage et de l'inflation ; hostilité du groupe communiste à la suspension de la négociation sur les salaires (p. 4534).

— **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).**

Première lecture, discussion générale : contenu de la loi Boscher ; atteinte aux libertés communales ; mise en service de la zone industrialo-portuaire de Fos [6 octobre 1982] (p. 5482) ; taux différent de la taxe d'habitation (p. 5483).

Discussion des articles : **article 13** : son amendement n° 81 (compétences des organismes communs aux différentes communes composant la ville nouvelle) (p. 5512) ; rejeté (p. 5513) ; son amendement n° 82 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements) : rejeté (p. 5515) ; **Article 15** : son amendement n° 83 (possibilité pour les syndicats d'agglomération de passer une convention d'aménagement avec une société d'économie mixte) : rejeté (p. 5521) ; **après l'article 18** : amélioration de la situation des communes riveraines ne percevant pas de ressources produites par la ville nouvelle ; exemple de Fos-sur-Mer (p. 5524) ; **article 21** : son amendement n° 89 (suppression du second alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 5526).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2** : déduction des frais de garde pour les familles dont les deux conjoints exercent une activité professionnelle [27 octobre 1982] (p. 6382) ; dispositions existant pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés (p. 6383) ; **article 3** : son amendement n° 60 (maintien du droit frappant les opérations d'achat et de vente d'obligations) : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6408) ; **article 5** : son amendement n° 64 (de suppression) : rejeté (p. 6422) ; **avant l'article 9** : son amendement n° 67 (plafonnement des déductions pour les entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés) (p. 6435) : retiré (p. 6436).

Deuxième partie.

Environnement. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : insuffisance de la prise en compte de la défense de l'environnement en France [15 novembre 1982] (p. 7198) ; insuffisance du présent projet de budget ; intégration dans celui-ci des crédits du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; diminution des autorisations de programme et des crédits destinés à la prévention des pollutions ; augmentation des dotations en faveur de la qualité de la vie ; lutte contre le bruit sur les lieux de travail ; mise en place du conseil national du bruit ; retard accumulé dans l'installation de réseaux d'assainissement et l'établissement de stations d'épuration dans certaines grandes villes du littoral méditerranéen ; lutte contre la pollution industrielle de l'eau ; volonté du gouvernement de faire des entreprises nationalisées des entreprises pilotes ; lutte contre les incendies de forêts ; multiplication des associations de défense de la nature et de l'environnement ; inconvénients de la suppression de la taxe parafiscale sur les lubrifiants (p. 7199) ; regrette les récentes annulations de programme ayant frappé le budget de l'environnement de 1982 (p. 7200).

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron.
(2e *circonscription.*)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : mode d'élections des conseils municipaux ; effectif de ces conseils ; conditions d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France ; nécessité de résorber les séquelles dues au « coup d'Etat permanent des années 60 » [26 juillet 1982] (p. 4854) ; représentation des minorités ; mise à l'écart de la composition des listes du second tour des candidats figurant sur les listes n'ayant pas recueilli 5 p. 100 des voix au premier tour (p. 4855).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône.
(7e *circonscription.*)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 281,** posée le 23 novembre 1982 : **enseignement secondaire (fonctionnement)** (p. 7604) ; appelée le 26 novembre 1982 : **suppléance des enseignants** : besoin de remplacement d'enseignants ; académie de Lyon ; promesse non tenue du ministre au sujet du remplacement (p. 7708).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : réforme des communautés urbaines ; caractère critiquable du présent projet [21 octobre 1982] (p. 6120) ; amélioration du fonctionnement des communautés urbaines (p. 6121).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 46 :** répartition des sièges au sein des conseils de communauté [23 octobre 1982] (p. 6257) ; **article 48 :** désignation des délégués des communes ; mise en place d'une représentation proportionnelle pour la ville de Lyon (p. 6262) ; **article 52 :** compétences des communautés urbaines ; notion de programmes locaux de l'habitat ; problème de la voirie (p. 6266, 6267) ; **article 58 :** abrogation de la loi Foyer ; suppression du droit pour certaines communes de se retirer des communautés urbaines (p. 6271).

Deuxième lecture, discussion générale : concertation organisée par M. Arthur Notebart à Lyon ; absence de concertation sur la proposition d'amendement de MM. Jean-Jack Queyranne et Gérard Collomb ; motion de la fédération nationale des agences d'urbanisme tendant à la dissociation des dispositions concernant les compétences des communautés urbaines de l'ensemble du texte [9 décembre 1982] (p. 8156).

Discussion des articles : **article 46 :** son amendement n° 95 (fixation de la répartition des sièges au sein du conseil de communauté par les conseils municipaux à la majorité qualifiée) ; disposition allant dans le sens de la volonté des maires concernés ; consultation réalisée par M. Arthur Notebart (p. 8177) : rejeté (p. 8178).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* suppression de nombreux crédits au profit de la dotation globale d'équipement ou du fonds spécial de grands travaux ; nécessité de mener une politique des réserves foncières pour le logement social [4 novembre 1982] (p. 6687) ; réhabilitation du parc social existant ; mécanisme des P.A.L.U.L.O.S. ; difficultés financières des organismes H.L.M. ; importance du nombre des logements vacants (p. 6688).

RIGOUT (Marcel)

Ministre de la formation professionnelle

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Daniel Le Meur : insertion des « jeunes de la formation professionnelle » :** rôle des collectivités locales [21 avril 1982] (p. 1215) ; portée de l'ordonnance du 26 mars 1982 relative à l'insertion professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans sortis du système scolaire en situation d'échec ; mise en place par les collectivités locales d'une commission ou d'un organisme d'accueil-orientation (p. 1216).

— **M. Bernard Villette : insertion sociale des jeunes de seize à dix-huit ans :** champ d'application et portée du dispositif mis en place pour les jeunes âgés de seize à dix-huit ans ; augmentation des bourses pour les élèves des L.E.P. ; indemnité versée aux apprentis [2 juin 1982] (p. 2868).

— **M. Maurice Nilès : plan de formation professionnelle des jeunes :** objectif gouvernemental visant à la formation de 100 000 jeunes ; contrats d'apprentissage ; stages ; retard dans la mise en place des mesures gouvernementales ; développement de la concertation [13 octobre 1982] (p. 5731).

— **M. Michel Berson : rémunération des stagiaires de la formation professionnelle :** harmonisation des rémunérations ; problème posé aux stagiaires entrés en formation avant le 23 septembre ; institution à leur profit d'une période transitoire ; problème de la prise en charge des frais de transport et d'hébergement ; vote des crédits de la formation professionnelle par l'Assemblée et le Sénat [1er décembre 1982] (p. 7864).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* priorité donnée par le Gouvernement à la formation professionnelle ; reconquête du marché intérieur ; réforme du système éducatif ; problème des jeunes de seize à dix-huit ans ; rémunération des stagiaires [13 novembre 1982] (p. 7155) ; organisation de permanences d'accueil et d'orientation ; nécessité de rendre les formations qualifiantes ; développement de l'apprentissage ; problème de la taxe d'apprentissage ; rénovation de l'A.F.P.A. ; poursuite de la mise en place d'actions sectorielles dans les activités prioritaires pour le développement de l'appareil productif ; décentralisation des compétences (p. 7156) ; rôle de la région ; élaboration des schémas de formation ; problème du L.E.P. Château-Lagrange de Villelongue-des-Monts (p. 7157).

RIMBAULT (Jacques)

Député du Cher
(1re *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J.O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à indexer le prêt accordé aux jeunes gens accomplissant le service national actif, sur le S.M.I.C. (n° 1008) [30 septembre 1982] (p. 5306).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à indexer le **prêt accordé aux jeunes gens accomplissant le service national actif,** sur le S.M.I.C. **(n° 1008)** [1er juillet 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant validation des nominations et avancements prononcés pour la constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications (n° 739).**

Première lecture, discussion générale : validation mettant fin à une situation intenable ; vote positif du groupe communiste ; solution adoptée lésant les techniciens et agents sous contrat ayant un niveau « bac plus deux ans » ; augmentation des postes d'I.T.E.F. ; réforme nécessaire des corps des T.E.F. et des I.T.E.F. [21 avril 1982] (p. 1229).

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).**

Première lecture, discussion générale : projet de loi d'orientation sur les transports intérieurs ; inadaptation actuelle des transports en commun ; fatigue causée par les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de

travail pour les salariés des grandes villes [25 juin 1982] (p. 3927) ; politique de développement des transports collectifs et de réduction des inégalités sociales ; ségrégation sociale et spatiale actuelle dans les grandes agglomérations ; diversité des mesures prises en matière de transports publics urbains par le Gouvernement ; institution d'un droit au transport ; prise en compte dans les coûts de production des frais de déplacement entre domicile et lieu de travail ; nécessité de ne pas aggraver les charges des entreprises ; incitation à la réduction des distances et des temps de déplacement entre le domicile et le lieu de travail ; responsabilité des communes pour la mise en œuvre de leur politique de transports urbains ; abaissement du seuil de population au-dessus duquel il est possible d'instituer le versement transport (p. 3928) ; taux du versement transport (p. 3929).

Discussion des articles : **article 1er :** abaissement à 50 000 habitants du seuil de population en dessous duquel le versement transport ne peut être instauré ; problème du seuil ; nécessité de laisser aux collectivités locales la liberté d'instaurer ou non un versement transport ; abaissement au cours d'une période transitoire du seuil de 50 000 habitants à 30 000 habitants ; son amendement n° 9 (abaissement du seuil de population au-delà duquel peut être perçue la taxe versement transport à 30 000 habitants par agglomération) (p. 3932) : adopté (p. 3933) ; **article 2 :** son amendement n° 10 (progressivité dans le temps du taux de versement transport) : retiré (p. 3934) ; **article 4 :** affectation du versement transport au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement des transports publics urbains (p. 3935).

Deuxième lecture, discussion générale : examen du texte par le Sénat ; développement de l'utilisation des transports collectifs urbains ; exemple de la région parisienne ; suppression de la prime de transport [22 juillet 1982] (p. 4657).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : rôle nouveau des transports dans le système de production et d'échanges ; problème du déplacement des hommes entre le domicile et le travail ; faiblesse de la rémunération des transporteurs ; fermeture de nombreuses lignes S.N.C.F. sous les précédents gouvernements ; création du T.G.V. ; volonté de la droite de démanteler la S.N.C.F. ; problème du secteur du transport par voie d'eau ; crise générale des transports ; prise en charge de la carte orange par l'employeur ; extension du versement transport ; création du droit au transport [12 octobre 1982] (p. 5642) ; problèmes de la tarification ; volonté du Gouvernement de parvenir à une plus grande efficacité économique et sociale du système des transports ; développement récent des transports basé sur l'exploitation accentuée des salariés ; volonté gouvernementale de mieux aménager l'espace (p. 5643).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* conséquences des annulations de crédit sur l'équipement des armées et le plan de charge des arsenaux et établissements d'Etat ; inquiétude des travailleurs des arsenaux et des travailleurs de l'Etat ; politique d'abandon national pratiquée par la droite ; rôle respectif des arsenaux et des industries d'armement [12 novembre 1982] (p. 7106) ; perte de pouvoir d'achat des travailleurs de l'Etat ; sous-utilisation de la capacité des arsenaux ; pratique de la sous-traitance (p. 7107).

ROBIN (Louis)

Député de l'Ain
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (art. 4) (n° 1076) [21 septembre 1982] (p. 5031).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au statut général des militaires (n° 974) [30 septembre 1982] (p. 5306).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : conséquences des modifications du fonctionnement et des principes de la justice pénale applicables aux militaires sur les relations entre l'armée et la nation ; existence, dans la plupart des pays européens, de juridictions militaires en temps de paix ; régime des conseils de guerre ; remaniement du code de justice militaire par la loi du 8 juillet 1965 ; compétence des tribunaux permanents des forces armées pour juger des crimes et délits de droit commun commis dans le service ou dans l'enceinte militaire ; caractère positif de la réforme proposée ; difficultés des rapports entre l'armée et la nation ; isolement de l'armée au sein de la nation ; nécessité d'une justice unique ; appréciation de la spécificité de la fonction militaire par les juges de droit commun ; absence de défiance vis-à-vis des magistrats ; spécialisation prévue de certains magistrats dans les affaires militaires ; argument tenant à la technicité inhérente à la chose militaire sans valeur ; notion de spécificité « militaire » ; spécificité militaire imposant l'interdiction du droit de grève ; majorité d'infractions concernant la désertion à l'intérieur et l'insoumission, et non de délits spécifiquement militaires jugés par les T.P.F.A. ; renforcement de la valeur du service national par la suppression des T.P.F.A. ; prolongement du pouvoir disciplinaire dans la sphère judiciaire représentée par les T.P.F.A. ; politique de défense fondée sur une capacité de dissuasion indépendante supposant un consensus national profond ; avancée considérable dans le domaine des libertés amorcée par la suppression des T.P.F.A. ; changement durable des rapports entre l'armée et la nation [14 avril 1982] (p. 1141) ; action civile des victimes n'ouvrant pas la voie à l'action publique ; nécessité de garantir l'information complète des familles en cas de décès d'un militaire durant certains exercices ou entraînements ; règles spécifiques continuant d'être appliquées au tribunal de Landau ; crimes et délits de droit commun commis dans le service relevant désormais de la compétence des chambres spécialisées ; volonté du garde des sceaux de réformer la justice militaire (p. 1142).

— Propositions de loi de :

M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) ;

M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) ;

M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : alignement de la durée du report d'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie sur celle des étudiants en médecine et en médecine vétérinaire ; alignement sur le droit commun de la durée du service militaire de ces quatre catégories d'appelés [2 juin 1982] (p. 2887) ; extension de cette mesure aux scientifiques du contingent ; report d'incorporation supplémentaire accordé aux titulaires d'un brevet de préparation militaire (p. 2888).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (de rectification) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 2 (maintien du service de seize mois pour les volontaires au titre de la coopération et de l'aide technique) (p. 2891) : adopté (p. 2892).

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : dispositions dérogatoires au code du service national en matière de report d'incorporation ; risques de voir un nombre important d'étudiants en médecine échapper au service national ou cherchant à repousser leur incorporation jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans ; besoins des armées en médecins appelés [27 septembre 1982] (p. 5113) ; tarissement de la ressource en médecins du contingent entre juin 1985 et juin 1986 ; problèmes de carrière des médecins militaires d'active (p. 5114).

ROCARD (Michel)

Ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire

DEPOTS

Projet de loi portant **réforme de la planification (n° 909)** [28 mai 1982].

Projet de loi portant réforme de la **redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916)** [2 juin 1982].

Projet de loi portant modification du **statut des agglomérations nouvelles (n° 1086)** [21 septembre 1982].

Projet de loi relatif au **développement de certaines activités d'économie sociale (n° 1154)** [15 octobre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

orale sans débat :

— **M. Alain Madelin (n° 214) : emploi dans la région de Redon :** effet incitateur de la prime d'aménagement du territoire sur l'implantation des entreprises dans la région de Redon ; taux des aides au développement régional correspondant au taux maximum ; décisions arrêtées concernant la décentralisation de la bibliothèque nationale et la deuxième tranche des travaux de l'hôpital de Redon ; mise en place, dans le cadre de la politique de décentralisation et de la réforme de la planification, de contrats de plan [11 juin 1982] (p. 3261).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : jurisprudence du Conseil constitutionnel et exception d'irrecevabilité ; inflation et dévaluation du franc [14 juin 1982] (p. 3324) ; décisions d'ordre conjoncturel prises par le Gouvernement pour lutter contre l'inflation (p. 3331) ; nécessité d'une réforme du support juridique de la planification afin d'améliorer son efficacité ; cohérence entre la planification et les autres réformes de structures telles que la décentralisation, l'extension du secteur public et les droits nouveaux des travailleurs ; insuffisance de la loi du 4 août 1962 : limitation de l'effort de planification aux administrations de l'Etat ; faiblesse des dispositions concernant l'exécution du Plan et absence de rapports clairs entre l'Etat et les partenaires économiques et sociaux participant à la réalisation des objectifs du Plan ; conditions de préparation de la réforme ; travaux effectués par la commission d'experts (p. 3332) ; consultation des organisations professionnelles et des régions ; extension du champ de la planification au domaine culturel et à celui de la coopération internationale ; diversification des partenaires et des acteurs de la planification, notamment les régions et les entreprises (p. 3333) ; démocratisation du Plan par l'institution de la commission nationale de la planification ; rôle du Conseil économique et social ; saisine du Parlement ; reconnaissance du fait régional ; contrats de Plan Etat-régions ; renforcement des moyens d'exécution du Plan ; procédure des contrats de Plan (p. 3334) ; portée juridique de la réforme de la planification ; réfutation des arguments en faveur de l'inconstitutionnalité de certaines dispositions du projet de loi ; injonctions faites au Gouvernement par le Parlement ; jurisprudence du Conseil constitutionnel : distinction entre les obligations que le Parlement entend imposer au Gouvernement et les obligations que le Gouvernement, à travers la loi, souhaite s'imposer à lui-même ; dispositions du projet de loi relevant habituellement du pouvoir réglementaire (p. 3335) ; possibilité qu'a le Gouvernement de faire appel à la loi pour statuer dans un domaine réglementaire ; anticipation du projet de loi sur l'érection des régions en collectivités locales ; insertion des lois de programme dans les lois de Plan ; nécessité de donner à la réforme de la planification la force de la loi (p. 3336) ; rappel des raisons de la planification ; intégration de la durée dans l'action publique ; nécessité de relier l'Etat et les autres acteurs de la planification ; choix des priorités (p. 3356) ; exemple du programme « Concorde » ; problème de la sidérurgie ; logique dominante du marché ; justice sociale et lutte contre les inégalités ; absence de dépôt d'une exception d'irrecevabilité du projet de loi (p. 3357) ; prévisions économiques ; crise économique mondiale ; capacité du Plan à permettre la définition de priorités ; régulation économique ; dévaluation du franc et lutte contre l'inflation ; aspect prévisionnel du Plan intérimaire ; politiques industrielles sectorielles ; contrats de Plan (p. 3358) ; subventions aux collectivités locales ; partage des dotations budgétaires entre les régions et entre les ministères ; planification régionale et infrarégionale ; plans de massifs ; politique d'aménagement du territoire ; loi sur le transfert des compétences aux collectivités locales ; mécanismes financiers d'exécution du Plan ; réforme bancaire ; application du texte aux départements d'outre-mer (p. 3359).

Discussion des articles : **article 1er :** prise en compte des impératifs de la défense nationale loi de programmation militaire (p. 3363) ; dispositions obligatoires contenues dans le Plan ; caractère incitatif du Plan (p. 3364) ; rôle du Parlement dans le processus de planification (p. 3365) ; information du Parlement sur l'exécution du Plan ; son amendement n° 157 (suppression de la disposition prévoyant que le Plan national se compose de deux lois) : adopté (p. 3366) ; **avant l'article 1er :** intitulé distinguant le Plan de la Nation du Plan des régions (p. 3360) ; **article 2 :** définition par le Plan des choix stratégiques civils et prise en compte des objectifs des lois de programmation militaire ; projection quinquennale, en volume et en valeur, des agrégats macro-économiques et financiers ; abandon des engagements chiffrés par le VIIIe Plan et retour à un certain nombre d'objectifs chiffrés dans le Plan intérimaire ; scénario de croissance économique et de développement social [15 juin 1982] (p. 3375) ; rappel du rôle de la commission nationale de la planification ; contenu du rapport qu'approuvera la première loi de Plan ; son amendement n° 158 (transposition dans le rapport de la mention des négociations sociales) : adopté ; son amendement n° 159 (même objet) (p. 3376) : adopté ; mention dans le rapport des domaines où il serait souhaitable de conclure des accords ou des programmes de coopération ; dialogue Nord-Sud (p. 3377) ; **article 3 :** lois de programmation mentionnées à l'article 2 ; définition des lois de programme par l'ordonnance de 1959 ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 7 de la commission (constatation par la seconde loi de Plan des accords intervenus dans le cadre des dispositions de l'article 2) : rejeté ; prévision globale des flux publics de recettes et de dépenses (p. 3380) ; programmes prioritaires d'exécution (p. 3381) ; indication d'un taux maximum de prélèvement fiscal ; indication des grandes lignes des contrats de Plan que l'Etat se propose de passer avec les régions (p. 3382) ; description par le Plan du cadre général des interventions des collectivités territoriales (p. 3383) ; **article 4 :** son amendement n° 160 (intégration dans la seconde loi de Plan des lois de programme et de programmation) ; loi de Plan rectificative (p. 3384) ; adopté (p. 3385) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 181 à l'amendement n° 12 de la commission (caractère public des avis et recommandations de la commission nationale de planification) : adopté ; énumération des catégories représentées dans la commission nationale (p. 3387) ; associations des familles et des mouvements écologistes, du commerce et de l'artisanat à l'élaboration du Plan ; représentation des forces armées (p. 3388) ; représentation des chambres de commerce et d'industrie ; avis du Conseil économique et social sur la représentation des secteurs de la vie économique et sociale au sein de la commission nationale de planification (p. 3389) ; politique familiale et représentation des associations familiales ; **après l'article 5 :** institution d'une délégation parlementaire de la planification ; **article 6 :** délai d'examen par le Parlement du projet de Plan (p. 3392) ; planification au niveau des administrations locales ; allocation des ressources publiques ; priorités de développement des régions (p. 3399) ; contrats

de Plan signés entre l'Etat et les entreprises publiques ; autonomie de gestion des entreprises nationalisées du secteur concurrentiel (p. 3400) ; communication par les entreprises publiques de leurs choix à moyen terme à la commission nationale de la planification ; soumission des directions des entreprises publiques à une hiérarchie des critères de gestion différente de celle en vigueur dans le secteur privé ; participation du secteur public industriel et bancaire à la commission nationale de la planification (p. 3401) ; **article 7 :** modification des délais impartis à la commission nationale (p. 3402) ; propositions de décisions du Gouvernement appuyées sur diverses consultations (p. 3403) ; délai dont dispose le Conseil économique et social pour déposer son avis ; dénomination des sessions et calendrier parlementaire (p. 3404) ; respect du législateur par le Gouvernement ; **après l'article 7 :** organisation des travaux de la commission nationale de planification ; négociation préalable à l'établissement des contrats de Plan ; projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (p. 3405) ; **article 8 :** son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 22 de la commission (remplacement de l'expression : « projet », par celle d' : « avant-projet ») ; conditions dans lesquelles la commission nationale de planification émettra son avis sur la seconde loi de Plan (p. 3406) ; planification dans le cadre de la Constitution ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; adopté ; saisine du Conseil économique et social (p. 3407) ; **article 9 :** organisation du travail gouvernemental par le Premier ministre ; relations entre le Plan et le budget ; son amendement n° 161 (conditions de soumission par le Gouvernement au Parlement du rapport annexé au projet de loi de finances et décrivant les moyens budgétaires affectés à la réalisation des programmes prioritaires du Plan) ; suppression du double examen annuel des conditions d'exécution du Plan par le Parlement (p. 3408) ; modalités d'exécution du Plan ; articulation entre Plan et procédure budgétaire ; réalisation des programmes prioritaires ; absence d'avis du Conseil économique et social sur les lois de finances ; dépôt d'un rapport unique touchant à l'ensemble des aspects de l'exécution du Plan avec présentation de deux rapports ; exécution générale du Plan en termes macro-économiques ; intercommunication des caisses sociales et des caisses publiques : adopté ; **avant l'article 10 :** procédure de suivi de l'exécution du Plan distincte de celle du suivi des contrats de Plan (p. 3409) ; **article 10 :** conditions de signature des contrats de Plan ; nécessité d'une sélection rigoureuse des priorités indispensables pour assurer la croissance économique dans la conjoncture internationale ; expérimentations de politiques sectorielles par les contrats de Plan ; impératifs de la politique d'aménagement du territoire (p. 3411) ; relations financières entre l'Etat et les entreprises publiques ; son amendement n° 162 (rédactionnel) ; impossibilité pour les entreprises publiques et privées de conclure des contrats de Plans entre elles (p. 3413) ; devient le sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 31 de la commission : adopté ; conditions de suivi et de contrôle des contrats de Plan au sein des entreprises ; **article 11 :** information des organisations représentatives des travailleurs (p. 3414) ; engagement de l'Etat au titre des contrats de Plan à l'intérieur de la dotation budgétaire prévue par la loi de finances ; avis du Conseil d'Etat sur la procédure des contrats de Plan ; respect par les contrats de Plan de l'égalité devant la loi fiscale ; conditions d'application des avantages fiscaux prévus par la loi ; octroi d'avantages sélectifs à des régions dans le domaine de l'aménagement du territoire ; son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 33 de la commission (suppression de la mention des conditions préférentielles pour l'attribution des aides financières de l'Etat dans le cadre des contrats de Plan (p. 3415) : adopté (p. 3416) ; **article 12 :** responsabilité constitutionnelle du Gouvernement et rôle du Parlement ; constitutionnalité de la démarche planificatrice (p. 3417) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 182 à l'amendement n° 37 de la commission (possibilité de relations contractuelles entre régions) (p. 3422) ; coopération internationale ; politique de la montagne : adopté (p. 3423) ; **article 14 :** consultation des communes sur l'élaboration du Plan de la région ; sensibilisation, par les méthodes d'élaboration du Plan, aux problèmes des grandes agglomérations et des bassins d'emplois ; consultation du comité économique et social régional ; consultation particulière des organisations patronales et syndicales représentatives dans la région (p. 3424) ; son amendement n° 164 (consultation par la région de chaque entreprise publique, implantée sur son territoire, sur ses choix d'activité) ; principe de l'autonomie de gestion des entreprises concurrentielles du secteur public ; nécessité d'un dialogue direct et préalable entre une entreprise publique et son ministère de tutelle ; impossibilité pour une entreprise concurrentielle de s'engager, sans risques, à cinq ans, sur des projets d'investissement ou de création d'emplois : adopté (p. 3425) ; consultation avec les partenaires économiques et sociaux pour l'élaboration du Plan régional ; organisation par la région de ses propres consultations ; articulation entre la planification régionale et la planification nationale (p. 3426) ; **article 15 :** capacité contractuelle de la région pour traiter des problèmes de coopération interrégionale ; son amendement n° 183 (possibilité pour le Plan de la région de prévoir l'existence de contrats de Plan souscrits en commun avec d'autres régions) : adopté (p. 3427) ; inconvénients de l'information des institutions représentatives du personnel sur les contrats de Plan conclus entre la région et les entreprises ; **article 16 :** obligation pour le ministre du Plan de consulter la commission nationale sur la compatibilité entre le Plan national et le Plan régional ; sanction, par la non-conclusion d'un contrat de Plan des régions dont le Plan n'est pas compatible avec celui de la Nation (p. 3428) ; négociation des contrats de Plan ; appréciation par le Gouvernement de la cohérence entre Plans régionaux et Plan national ; **après l'article 16 :** étape transitoire de la préparation du IX° Plan ; son amendement n° 165 (exercice par les établissements publics régionaux des pouvoirs attribués par la présente loi aux futures régions érigées en collectivités territoriales) : adopté ; **après l'article 17 :** planification dans les territoires d'outre-mer (p. 3429) ; extension du champ d'application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 3430).

Ses observations après les explications de vote : divergences fondamentales entre la majorité et l'opposition sur la conception de la planification ; niveau de la croissance économique en France ; conjoncture internationale ; répartition des efforts en vue du redressement économique ; amélioration de l'emploi ; structures inflationnistes de la France ; mécanismes des relations entre le Plan national et les Plans régionaux (p. 3433).

Commission mixte paritaire, discussion générale : volonté commune de sortir de la crise ; sens de la démarche planificatrice ; caractère permanent de certains antogonismes sociaux ; décentralisation de la planification ; renforcement des liens entre le plan et les moyens budgétaires ; procédure des contrats de plan avec les régions ou les entreprises ; volonté de faire du plan une règle du jeu et non une contrainte [7 juillet 1982] (p. 4297) ; ancienneté du problème de la balance des paiements ; absence de problèmes constitutionnels (p. 4298) ; aggravation de la crise mondiale ; rôle de la planification en tant qu'outil pour la défense de l'économie nationale (p. 4299).

Ses observations après les explications de vote : unanimité de la commission mixte paritaire (p. 4302).

— Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).

Première lecture, discussion générale : rappelle l'intérêt qu'il a toujours porté au problème des villes nouvelles [6 octobre 1982] (p. 5445) ; importance de la population des neuf villes nouvelles françaises ; rôle de ces villes nouvelles ; intérêt présenté par ces villes au regard de la planification ; loi Boscher ; maîtrise de la croissance urbaine ; démocratisation du statut des villes nouvelles ; renforcement de la coopération intercommunale ; défauts majeurs du régime de la loi de 1970 (p. 5446) ; transformation de l'ensemble urbain du Vaudreuil en commune de plein exercice ; révision du périmètre des agglomérations nouvelles et des limites communales ; démocratisation du régime des villes nouvelles ; adaptation des compétences et des ressources ; régime financier des villes nouvelles ; attribution des aides de l'Etat (p. 5447) ; concertation ayant présidé à l'élaboration du présent projet de loi (p. 5449) ; nécessité d'une coopération intercommunale forte ; répartition des ressources ; révision du périmètre d'urbanisation ; problème de la commune du Mée-sur-Seine (grand Melun) ; suppression du syndicat communautaire d'aménagement ; création de la communauté d'agglomération nouvelle ; répartition des compétences en matière d'urbanisme et de logement ; disparités de taxe professionnelle (p. 5484) ; problème de la dotation spécifique d'équipement ; introduction d'une disposition transitoire permettant le maintien d'un régime spécifique de globalisation ; avenir des personnels des établissements publics ; problème de la ville nouvelle du secteur est de Marne-la-Vallée (p. 5485) ; situation de Fos (p. 5486).

Discussion des articles : **article 1er :** rôle des villes nouvelles au niveau régional (p. 5486) ; urbanisation et politique d'aménagement du territoire (p. 5486, 5487) ; **après l'article 1er :** refus d'inscrire dans la présente loi l'obligation de remise en cause de chaque ville actuellement en construction (p. 5487) ; ses sous-amendements nos 145 et 158 à l'amendement n° 2 de la commission (conditions dans lesquelles pourront être créées des agglomérations nouvelles) ; indique que le Gouvernement n'envisage pas d'autres créations que celles de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ; volonté de ne pas figer l'avenir (p. 5488) ; sous-amendements nos 145 et 158 adoptés (p. 5489) ; **article 2 :** cas d'une commune se retirant de l'agglomération nouvelle (p. 5490, 5491) ; son amendement n° 146 (précisant que le projet de révision du périmètre d'urbanisation est proposé après concertation avec les maires des communes concernées) ; nécessité de donner un maximum de souplesse aux procédures mises en place (p. 5492) ; adopté (p. 5493) ; son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 10 de la commission (accord des conseils municipaux des communes intéressées) : adopté (p. 5494) ; nécessité de ne pas pratiquer des élections automatiques en cas de modification des limites communales (p. 5495) ; **après l'article 2 :** coopération intercommunale (p. 5500) ; **article 4 :** allongement du délai de concertation (p. 5501) ; missions du syndicat d'agglomération nouvelle (p. 5502) ; refus du principe des communautés d'agglomération nouvelle par le groupe communiste (p. 5502, 5503) ; problème de la coopération intercommunale (p. 5503) ; conditions du changement de statut (p. 5504) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 22 de la commission (précisant que le délai de trois ans court à compter de l'acte de création de la nouvelle commune) : (p. 5506) ; **article 7 :** retour à l'unité communale (p. 5507) ; **article 8 :** nature juridique de la communauté d'agglomération nouvelle ; son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 23 de la commission (précisant que la communauté d'agglomération nouvelle est un établissement public de coopération intercommunale) : adopté (p. 5508) ; son sous-amendment n° 150 à l'amendement n° 25 de la commission (répartition du nombre des conseillers élus dans chaque commune) : adopté (p. 5509) ; **article 11 :** importance du rôle du syndicat d'agglomération nouvelle (p. 5510) ; son sous-amendement n° 159 à l'amendement n° 50 de la commission (notion de population réelle et fictive) : retiré ; conditions d'actualisation de la représentation des communes au syndicat (p. 5511) ; **article 12 :** cas de dissolution des conseils municipaux (p. 5512) ; **article 13 :** nature du périmètre d'urbanisation ; son amendement n° 151 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière de voirie) (p. 5513) ; adopté après rectification (p. 5514) ; compétences de la communauté ou du syndicat en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements ; son amendement n° 152 (compétences de la communauté ou du syndicat en matière de décision d'urbanisme) (p. 5515) ; adopté ; refus d'introduire des majorités différentes par nature de problème ; son amendement n° 153 (procédure de l'inventaire) (p. 5517) : adopté ; délai dans lequel doit être établi l'inventaire ; son sous-amendement n° 154 à l'amendement n° 40 de la commission (conditions dans lesquelles les équipements nouveaux pourront être intégrés à l'inventaire) : adopté (p. 5518) ; son amendement n° 155 (recours à la commune lorsqu'un équipement de nature intercommunale n'est pas porté sur la liste des équipements d'intérêt commun faute de majorité qualifiée) : adopté ; situation des personnels qui assuraient la gestion des équipements transférés (p. 5519) ; **article 15 :** son amendement n° 160 (précisant que l'organisme communautaire conserve la charge des annuités de l'ensemble de la dette contractée par les syndicats intercommunautaires (p. 5520) : adopté ; nature des conventions d'aménagement ; demande la poursuite de la séance (p. 5521) ; réitère sa demande de poursuite de la séance ; révision de la convention de la délégation de maîtrise d'ouvrage (p. 5522) ; **article 17 :** ressources des villes nouvelles (p. 5523) ; **après l'article 18 :** situation de la zone de Fos-sur-Mer (p. 5524) ; **article 19 :** nécessité de laisser à l'organisme communautaire certaines libertés fiscales (p. 5525) ; **article 21 :** son sous-amendement oral à l'amendement n° 88 de M. Edmond Garcin (supprimant les mots « des évaluations foncières ainsi que ») : adopté ; extension de cinq à dix ans de la période d'intégration fiscale progressive (p. 5526) ; **article 22 :** son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 47 de la commission (nature des équipements concernés) : adopté (p. 5527) ; délibération relative aux critères de reversement de la taxe professionnelle ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 48 de la commission (supprimant la fin de cet amendement après les mots « ou du comité du syndicat ») : retiré ; son sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 49 de la commission (de simplification) (p. 5528) ; adopté (p. 5529) ; **article 25 :** fin de la construction d'une ville nouvelle (p. 5530) ; **article 28 :** composition du conseil d'administration (p. 5531) ; **article 30 :** situation des personnels du syndicat communautaire d'aménagement ; **après l'article 31 :** application de la présente loi à la commune du Vaudreuil (p. 5533).

Ses observations avant le vote de l'ensemble du projet de loi : portée du présent texte ; déroulement de la discussion (p. 5534).

— Projet de loi portant réforme de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 916).

Première lecture, discussion générale : politique de décentralisation tertiaire ; répartition des activités à l'intérieur de la région Ile-de-France [15 octobre 1982] (p. 5851) ; nécessité de ne pas entraver le développement industriel de l'Ile-de-France ; rôle du comité de décentralisation ; pression des bureaux sur les marchés fonciers parisiens ; suppression de la redevance exigible pour les locaux industriels ; revalorisation du plafond de la redevance pour construction de bureaux et de locaux de recherche (p. 5852) ; nécessaire rééquilibrage vers l'Est de l'agglomération parisienne (p. 5853) ; volonté de l'opposition de maintenir la redevance pour l'industrie (p. 5855) ; conditions de règlement de la redevance ; procédure de l'agrément ; affectation du produit de la redevance (p. 5858) ; prix de la location des bureaux à Paris ; suppression de la redevance sur les locaux industriels ; problème propre à la Seine-et-Marne ; problème du comité de décentralisation (p. 5859).

Discussion des articles : **article 4 :** période de transition dans l'application des nouveaux taux ; refus d'établir des régimes particuliers pour certains types d'activités ; problème des entreprises de transport (p. 5861) ; **après l'article 4 :** nom de la région d'Ile-de-France ; **article 7 :** son amendement n° 12 (cas des locaux à usage de recherche) : adopté ; **après l'article 7 :** son amendement n° 13 (de conséquence) (p. 5862) ; adopté (p. 5863).

Ses observations après l'adoption de l'ensemble du projet de loi : portée du présent projet de loi (p. 5863).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* modification de la méthodologie de l'action planificatrice ; renforcement de la concertation et de la démocratisation dans l'élaboration du Plan ; augmentation des crédits de frais de déplacement et de remboursement de perte de salaires des membres des commissions et groupes de travail ; accroissement des moyens de fonctionnement du ministère ; fonctionnement de la délégation à l'économie sociale ; multiplication des sociétés coopératives ouvrières de production ; renforcement de la solidarité nationale en matière d'aménagement du territoire ; décentralisation de la planification [17 novembre 1982] (p. 7300) ; priorité donnée au développement économique dans les zones de montagne ; lancement de programmes régionaux (exemple du Grand Sud-Ouest) ; prise en compte de la dimension européenne de la politique d'aménagement du territoire ; suppression de la mission interministérielle d'aménagemeint touristique du Languedoc-Rousillon ; modification du système des aides à l'aménagement du territoire (p. 7301) ; accroissement des crédits du F.I.A.T. et du F.I.D.A.R. ; politique menée pour le développement des zones fragiles ; accroissement des aides à la localisation d'activités créatrices d'emplois ; politique des services publics en milieu rural ; procédure prévue pour les unités touristiques nouvelles (p. 7302).

Répond à la question de :

— *M. Jean-Marie Bockel :* problème de l'économie alsacienne ; rôle de la D.A.T.A.R. (p. 7303) ;

— *M. Michel Lambert :* problème de la région Basse-Normandie (p. 7303) ; rôle de la région dans l'établissement de ses propres priorités ; situation du bassin de Flers-Tinchebray (p. 7304) ;

— *M. François Loncle :* développement de l'économie sociale ; situation financière des villes nouvelles ; risques d'aggravation des inégalités entre les régions (p. 7304) ; exemple du département de l'Eure ; rôle de la Communauté économique européenne ; inégales capacités de résistance des régions à la crise économique (p. 7305) ;

— *M. Daniel Chevallier :* contenu des plans régionaux (p. 7305) ;

— *M. Jean Ibanes :* coordination de la politique régionale européenne et de la politique nationale d'aménagement du territoire (p. 7306) ;

— *M. Charles Millon ;* différents systèmes de subventions ; accroissement des crédits pour les zones de montagne et les zones rurales (p. 7306) ;

— *M. Alain Madelin :* problème des bassins d'emplois (p. 7306) ; institutions des comités locaux pour l'emploi (p. 7307) ;

— *M. Emmanuel Hamel :* intégration de la fonction de défense dans le IXe Plan (p. 7307) ;

— *M. Jean Proriol :* mécanisme de la prime régionale à l'emploi ; maintien d'une certaine complémentarité entre la prime nationale d'aménagement du territoire et la P. R. E. (p. 7308, 7309) ;

— *Mme Paulette Nevoux :* problème de la pérennisation des crédits affectés aux zones rurales prioritaires (p. 7309) ;

— *M. Bernard Madrelle :* aménagement de l'estuaire de la Gironde (p. 7309) ;

— *M. Charles Fèvre :* classement d'une partie de la Haute-Marne dans la zone ouvrant droit, pour les créations d'emplois, à la prime d'aménagement du territoire ; attitude de la commission de Bruxelles (p. 7310).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse-du-Sud
(2e circonscription).
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la Répubilque [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Affaires sociales et solidarité nationale, santé : section commune) [21 octobre 1982] (p. 6149).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 1 : **affaires sociales et solidarité nationale, santé :** section commune **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Première lecture, discussion générale : élaboration du statut particulier de la Corse ; concertation avec les milieux socio-professionnels et avec de nombreuses formations politiques ; conseil régional ; assemblée régionale élue au suffrage universel direct ; maintien des structures administratives départementales [18 janvier 1982] (p. 168) ; projet de loi relatif aux droits et libertés des collectivités territoriales ; élection de l'assemblée régionale au suffrage universel et à la représentation proportionnelle ; transfert de l'exécutif au président du conseil régional ; attribution à la Corse d'une organisation comparable à celle dont bénéficient la Sicile et la Sardaigne ; arrêt de la violence ; application de la loi d'amnistie ; conseil de développement culturel ; emploi des jeunes ; mouvements revendicatifs dans les milieux socio-professionnels ; reprise de la violence ; projet de décentralisation (p. 169) ; problèmes fondamentaux de l'insularité ; statut économique et fiscal ; université de Corse ; programme d'enseignement technique et de formation professionnelle ; effort de développement ; composition du revenu insulaire par les ressources du tourisme et de l'agriculture ; transports aériens ; création d'un établissement régional de crédit ; consultation préalable de l'assemblée régionale pour l'étude des conventions ou la création éventuelle d'agences ; élection de la nouvelle assemblée au suffrage universel direct (p. 170).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 91 (application à la région de Corse de la loi générale sur l'organisation des élections des conseils régionaux continentaux dès la promulgation de cette loi) : rejeté [19 janvier 1982] (p. 205) ; **article 6 :** élections sénatoriales en Corse (p. 209) ; **après l'article 26 :** alignement du régime électoral de la Corse sur les autres régions de France (p. 229) ; élections en Corse (p. 230) ; **article 27 :** vœu émis par l'assemblée de Corse au sujet du fonctionnement de l'organisation des autres collectivités (p. 232) ; son amendement n° 98 (possibilité pour l'assemblée de Corse de faire des propositions concernant les conditions du développement économique, social et culturel de la région) ; amélioration de la situation économique de la Corse et attribution des autres moyens nouveaux sur le plan culturel ; réserve de l'amendement n° 98 (p. 234) : retiré (p. 248) ; **article 39 :** études d'aménagement menées conjointement par le conseil économique et social et par le conseil du développement culturel [20 janvier 1982] (p. 269).

Deuxième lecture, explications de vote : avis défavorable du conseil régional de Corse, des deux conseils généraux et de la majorité des parlementaires corses au projet de statut particulier ; souci d'éviter le retour à la violence ; déception dans les milieux autonomistes ; prise en compte des spécificités de la Corse dans le domaine économique ; réduction du handicap naturel ; amélioration des transports ; crédits mis à la disposition de l'économie insulaire ; nécessité de subventions d'équipement de longue durée ; rattrapage des retards d'infrastructure ; régression des crédits ; solidarité nationale [3 février 1982] (p. 698).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, explications de vote : vote hostile du groupe R. P. R. ; déception de l'opinion insulaire à l'égard du présent projet de loi ; problèmes se posant à la région Corse ; absence de concertation [19 juillet 1982] (p. 4525).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : nomination du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'emploi ; caractère prédominant de la masse des dépenses ordinaires ; création de quarante-deux emplois à l'administration centrale ; titularisation du personnel intérimaire ; importance des dépenses relatives au service national des objecteurs de conscience ; insuffisance des crédits destinés à financer le centre de traitement informatique ; insuffisance numérique du personnel d'exploitation [18 novembre 1982] (p. 7381) ; signification des reports et transferts de crédits constatés au cours des dernières années sur les travaux d'informatique et d'organisation (p. 7382).

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie [*J. O.* du 11 octobre 1982] (p. 3088).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Recherche et industrie : énergie) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 26 : **recherche et industrie :** énergie **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : rigueur des mesures d'accompagnement présentées par le Gouvernement ; gravité de la situation économique mondiale [23 juin 1982] (p. 3808) ; « désarmement » économique de la France sous le précédent gouvernement ; doublement de la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger depuis dix ans ; transformations structurelles nécessaires à l'économie (p. 3809).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : augmentation du coût des produits pétroliers consécutive au phénomène dollar ; baisse en volume de ces importations ; moyens financiers consacrés à l'effort national d'indépendance énergétique ; diminution des dépenses en capital consacrées à cette action ; mise en place du comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie et de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie [8 novembre 1982] (p. 6869) ; mise en place d'une taxe additionnelle à la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; incitations prévues au titre du fonds spécial de grands travaux ; soutien à la production nationale de charbon ; développement des nouvelles techniques d'utilisation du charbon ; situation financière des Charbonnages de France ; fixation du barème des redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base (p. 6870).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* place de l'administration des P.T.T. dans l'économie des régions ; problèmes du centre de contrôle des mandats de Limoges [12 novembre 1982] (p. 7060) ; concours apporté par le conseil régional du Limousin aux télécommunications (p. 7061).

Commerce extérieur. — *Discussion générale : questions :* différentes conceptions d'attaque des marchés extérieurs ; difficultés de dédouanement des bois précieux en provenance de la Guyane dans le port de La Rochelle [12 novembre 1982] (p. 7082).

— **Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).**

Première lecture, discussion générale : insuffisance de la formation professionnelle des artisans [23 novembre 1982] (p. 7583) ; absence de mesures prises en leur faveur ; besoins de formation des artisans et des salariés de l'artisanat ; travailleurs indépendants de la distribution (p. 7584).

ROGER (Emile)

Député du Nord
(14e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

ROGER-MACHART (Jacques)

Député de la Haute-Garonne
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J.O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission chargée de suivre l'exécution du Plan intérimaire pour 1982-1983 [*J.O.* du 18 juin 1982] (p. 1930).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [J.O. du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **C.I.I. Honeywell-Bull :** portée des accords conclus par *le Gouvernement* avec Honeywell-Bull et politique du Gouvernement dans le domaine informatique [21 avril 1982] (p. 1209) ;

— **restructuration de l'industrie des engrais :** industrie française des engrais ; groupes industriels : la Cofaz, l'A. P. C. du groupe C. D. F. - Chimie ; plan de restructuration de la chimie [27 octobre 1982] (p. 6352).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion générale : manipulation par l'opposition du vote des Français de l'étranger ; caractère dérogatoire de la loi du 19 juillet 1977 ; « racket » des voix des Français de l'étranger ; rassemblement des Français de l'étranger animé par M. Paul d'Ornano (U. D. F.) ; demandes d'inscription en blanc ; manœuvres électorales menées par l'ancienne majorité [7 avril 1982] (p. 995) ; modification souhaitée de la loi de 1977 (p. 996).

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** programmation des équipements régionaux et plan régional [15 juin 1982] (p. 3400) ; **article 10 :** domaine des contrats de plan (p. 3411) ; liberté de la région de contracter avec l'Etat dans des domaines ne figurant pas parmi les priorités nationales (p. 3412).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** suppression des inscriptions des Français de l'étranger inscrits lors des élections de 1978 [28 juillet 1982] (p. 4937) ; **article 10 :** augmentation du nombre des adjoints (p. 4948).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale : méthode progressive utilisée par le Gouvernement en matière de décentralisation [29 novembre 1982] (p. 7733) ; nécessité d'installer rapidement les nouvelles cours régionales des comptes ; affirmation du rôle du commissaire de la République ; problème du malaise au sein du corps préfectoral ; nécessité d'augmenter la déconcentration de l'Etat ; blocage du mouvement de régionalisation sous le précédent septennat (p. 7734) ; accroissement du rôle de la région ; compétences spécifiques affectées à chaque type de collectivité territoriale ; nécessité de préciser la notion de charte intercommunale d'aménagement et de développement ; élaboration des documents d'urbanisme ; rôle de la région en matière de formation professionnelle et d'apprentissage ; principe selon lequel tout transfert de compétence s'accompagne d'un transfert de ressources correspondant ; globalisation des subventions ; éventuelle fusion de la dotation globale d'équipement et de la dotation globale de fonctionnement (p. 7735) ; principe de l'affectation de ressources fiscales propres à chaque niveau territorial ; futur projet de loi sur le statut des personnels et celui des élus locaux (p. 7736).

Discussion des articles : **avant l'article 15 A :** modalités de la planification régionale [30 novembre 1982] (p. 7785) ; rôle de la charte intercommunale (p. 7788) ; **article 16 :** refus de livrer les communes aux pressions des intérêts privés ; élaboration de documents d'urbanisme par les maires (p. 7804) ; **article 29 ter :** difficulté d'établir des P. O. S. pour certaines communes rurales ; création des cartes communales [1er décembre 1982] (p. 7842) ; **avant l'arti-**

cle 41 : respect par les représentants de l'Etat à la programmation des opérations d'habitat déterminée par les communes ; contenu des contrats passés entre l'Etat et les régions pour la réalisation des politiques régionales de l'habitat (p. 7879) ; **article 41** : intervention des régions en matière de politique de l'habitat social (p. 7881, 7882) ; **article 132 précédemment réservé** : répartition de la dotation culturelle entre les collectivités locales [2 décembre 1982] (p. 7945).

Explications de vote : méthode utilisée par le Gouvernement en matière de décentralisation ; réserves émises par le groupe socialiste sur les dispositions relatives au logement et à la formation professionnelle ; création des dotations globales d'équipement ; déroulement du débat ; refus de politiser d'une manière excessive la vie locale ; vote positif du groupe socialiste (p. 7948).

ROSSINOT (André)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(3e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation de la sidérurgie en Lorraine** : réponses du Gouvernement à la situation en Lorraine [1er décembre 1982] (p. 7865) ; ses observations critiques sur la réponse du Premier ministre (p. 7866, 7867).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : contribution essentielle au bon fonctionnement d'entreprises apportée par les conjoints ; soutien de l'U. D. F. à la mise en œuvre d'un statut de conjoint d'artisan et de commerçant ; conditions d'ouverture de droit aux prestations du régime général appliquées d'une façon libérale depuis 1979 ; progression de la déductibilité du bénéfice industriel et commercial ; droits nouveaux accordés aux conjoints sans rémunération depuis 1980 : mention de leur qualité de conjoint collaborateur au registre du commerce et des sociétés et au répertoire des métiers ; constitution d'une S. A. R. L. entre époux rendue possible par un projet de loi adopté en 1980 par le Sénat ; insuffisance du projet actuel ; problème de l'allocation maternité ; inadaptation de l'indemnité de remplacement ; absence de précision relative aux modalités d'octroi et au financement de cette allocation ; attribution de droits propres en matière de retraite pour le conjoint collaborateur alourdissant les charges des entreprises commerciales et artisanales ; principe de l'attribution préférentielle de l'entreprise au conjoint survivant approuvé par le groupe U. D. F. ; absence de mesures concernant les conjoints de profession libérale ; engagement pris par le Président de la République au cours de sa campagne électorale en faveur d'un statut pour les conjoints de praticiens ; flou dans la conception gouvernementale de l'entreprise familiale [8 avril 1982] (p. 1010).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 53 (complétant la première phrase du second alinéa de cet article par les mots : « , à moins qu'il ait ratifié cet acte ») : rejeté [13 avril 1982] (p. 1081) ; **article 8** : son amendement n° 65 précisant que la déclaration mentionnée au deuxième alinéa de cet article doit être enregistrée au registre du commerce ou au répertoire des métiers) [14 avril 1982] (p. 1098) : rejeté (p. 1099) ; **après l'article 9** : son amendement n° 69 (précisant que la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint participant effectivement à l'exercice de la profession visée à l'article 154 du code général des impôts, est portée à hauteur du S. M. I. C. pour les adhérents des centres de gestion agréés) (p. 1101) : retiré (p. 1103) ; **article 12** : son amendement n° 71 (précisant que la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition lorsque des biens de communauté sont apportés à une société ou employés à l'acquisition de parts sociales) (p. 1104) : rejeté (p. 1105) ; **article 15** : son amendement n° 74 (substituant à l'expression « objet social » les mots « activité de la société ») (p. 1106) : devenu sans objet ; **article 16** : son amendement n° 75 (de suppression) (p. 1107) : rejeté (p. 1108).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion générale : rappel de la réforme hospitalière de 1958 ; possibilité pour les médecins des hôpitaux de disposer d'un secteur privé de consultation et d'hospitalisation ; abus relevés par la cour des comptes ; encaissement des honoraires perçus par les praticiens à titre privé par les comptables des hôpitaux ; charte de la santé ; atouts de la médecine libérale ; fonctionnarisation des médecins et multiplication des centres de santé ; problèmes des médecins hospitaliers [25 juin 1982] (p. 3904).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 9 (possibilité pour les hôpitaux d'organiser un secteur privé jusqu'au 31 décembre 1997) : rejeté ; son amendement n° 10 (suppression du délai dans lequel les médecins hospitaliers devront faire leur demande d'une activité de clientèle privée au sein du service public hospitalier pendant la période transitoire) (p. 3923) : rejeté (p. 3924).

Deuxième lecture, discussion générale : incidents survenus lors de la visite de M. Jack Ralite en Normandie ; manifestation des médecins ; attaques contre la distribution libérale des soins [30 septembre 1982] (p. 5258) ; nouvelle taxe sur les frais généraux et sur les frais de congrès ; taxe sur la publicité dans le secteur pharmaceutique (p. 5259).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : impact de la loi Quilliot ; responsabilité du gouvernement dans le marasme du secteur immobilier ; problèmes des organismes d'H. L. M. ; blocage des loyers [4 novembre 1982] (p. 6684) ; réhabilitation des logements anciens ; promesses non tenues (p. 6685).

Affaires sociales et solidarité nationale : II. — Santé. — *Discussion générale* : décentralisation de la politique de la santé ; prévention du cancer ; insuffisance des créations de postes de médecins de la santé scolaire ; problème de la formation médicale continue [15 novembre 1982] (p. 7180) ; problème de la presse médicale et scientifique ; nécessité d'aider financièrement cette presse ; rôle de la médecine libérale ; blocage des honoraires ; suppression du secteur privé à l'hôpital ; future réforme de la tarification hospitalière ; inquiétude des professionnels de la santé, des malades et de l'opinion publique (p. 7181).

ROUDY (Yvette)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme

DEPOTS

Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'**égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202)** [8 novembre 1982].

Projet de loi relatif à la **couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique** et aux modalités de financement de cette mesure **(n° 1273)** [3 décembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Florence d'Harcourt : interruption volontaire de grossesse** : caractère erroné de l'article dudit mensuel ; problème des jeunes femmes de moins de 18 ans ; campagne d'information sur la contraception [14 avril 1982] (p. 1116) ; problème posé par l'application de la loi sur l'I. V. G. (délai) ; remboursement des I. V. G. par la sécurité sociale (p. 1117) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : situation des femmes dans les magasins Radar** : mesures contenues dans le premier projet de loi sur les droits nouveaux des travailleurs ; publication du guide des droits de la femme ; revendications des travailleuses de l'établissement Radar [28 avril 1982] (p. 1418) ;

orale sans débat :

— **de M. Marc Lauriol (n° 277) : remboursement de l'interruption volontaire de grossesse :** contraception ; gravité de l'interruption volontaire de grossesse [3 décembre 1982] (p. 7960) ; nécessité de répondre aux situations de détresse ; campagne d'information sur la contraception ; effort en faveur des familles de deux enfants ; coût du remboursement de l'I. V. G. ; solidarité nationale (p. 7961).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616).**

Première lecture, discussion générale : modification de l'article 7 du statut général des fonctionnaires ; amélioration du texte par le Sénat ; dérogations au principe de l'égalité des sexes prévues par l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 et par la loi du 10 juillet 1975 ; interdiction aux femmes de l'accès à un certain nombre d'emplois publics ; notion de « nature des fonctions » ; décret en Conseil d'Etat précisant les corps de fonctionnaires dérogatoires prévus par la loi du 10 juillet 1975 ; diminution du nombre des corps dérogatoires ; ratification par la France de la convention du 31 mars 1953 de l'O. N. U. sur les droits politiques des femmes ; directive européenne du 9 février 1976 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre homme et femme en ce qui concerne l'accès à l'emploi, la formation et la promotion professionnelle ; blâme adressé par la commission des communautés européennes à la France le 25 avril 1981 [7 avril 1982] (p. 973) ; professions d'acteur, de mannequin, de nourrice, seuls cas de dérogations possibles au principe d'égalité permis par la commission de Bruxelles ; réticence de certains corps vis-à-vis de l'arrivée de femmes dans leurs rangs ; application « gradualiste » du principe d'égalité ; rapport intitulé « Les Femmes en France dans une société d'inégalité » ; différence de traitement entre homme et femme ; disparition du recrutement exclusif d'hommes ou de femmes ; diminution du nombre des corps dérogatoires ; subsistance de dérogations au principe d'égalité (p. 974).

Discussion des articles : **article 2 :** rédaction de cet article (p. 985).

Ses observations après les explications de vote : commission chargée d'éliminer les stéréotypes des livres de classe ; projet de loi sur l'égalité des chances des femmes devant l'emploi, la formation et la promotion ; projet de loi anti-sexiste ; campagne d'information sur la contraception ; publication d'un guide des droits des femmes (p. 988).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 132-29 du code du travail :* importance du rôle des femmes dans l'entreprise et des inégalités dont elles sont victimes [11 juin 1982] (p. 3306).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* priorité donnée à l'information des femmes ; campagne sur la contraception ; information sexuelle dans les établissements scolaires ; remboursement de l'I. V. G. ; future création d'un conseil supérieur de l'égalité ; problème des femmes seules divorcées privées de pension alimentaire ; lutte contre le proxénétisme [2 novembre 1982] (p. 6554) ; disparition des manuels scolaires des images véhiculant des stéréotypes sexistes ; accroissement du budget du ministère des droits de la femme ; priorité donnée à l'emploi des femmes ; aménagement des lois sur la contraception et l'interruption volontaire de grossesse ; sous-emploi de la créativité des femmes ; problème des déléguées régionales non reclassées ; problème des femmes seules avec enfant ; caractère de l'intervention de Mme Hélène Missoffe (p. 6555) ; problème de l'appellation des centres d'information (p. 6556).

— **Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).**

Première lecture, discussion générale : bilan de l'action gouvernementale en matière de lutte contre les inégalités ; réduction du nombre des corps de fonctionnaires excluant les femmes de certains concours ; nécessité de parvenir à une réelle égalité des chances entre les femmes et les hommes ; rappelle la polémique ayant opposé Proudhon à Jeanne Derouin ; importance du sexisme ambiant ; contenu de la loi de 1972 [6 décembre 1982] (p. 7981) ; suppression de la notion de « motif légitime » du code pénal ; possibilité pour les syndicats d'agir en justice à la place d'une salariée ; élaboration de plans pour l'égalité professionnelle ; création du conseil supérieur de l'égalité professionnelle (p. 7982) ; demande à M. Claude Labbé de retirer ses propos (p. 7990) ; mise en place de stages dits de « formation de métiers différenciés » ; action du Gouvernement en matière d'aide aux familles ; refus d'abandonner les avantages acquis ; rappelle le principe de Jeanne Derouin (p. 7993) ; problème de l'évaluation de la différence des salaires des femmes et des hommes (p. 7994).

Discussion des articles : **article 1er :** *article L. 123-1 du code du travail :* suppression de la notion de « motif légitime » ; future liste des emplois pour lesquels le sexe constitue la condition déterminante (p. 7995, 7996) ; *article L. 123-2 du code du travail :* refus de modifier les droits acquis (p. 7997) ; *article L. 123-3 du code du travail :* instruments d'application des nouvelles dispositions législatives prévues par le présent texte ; mise en place de mesures de rattrapage (p. 7998) ; contenu de la notion de « mesures temporaires » ; exemple des stages de formation devant comporter 60 p. 100 de filles ; notion de « droits particuliers » (p. 8004) ; *article L. 123-4 du code du travail :* nullité du licenciement pris par l'employeur à raison de l'action en justice (p. 8005) ; *article L. 123-6 du code du travail :* information des salariés par voie d'affichage ; **après l'article 1er :** son amendement n° 68 (disparition des dispositions particulières du code du travail en faveur des seules femmes, sauf cas de grossesse ou d'allaitement) (p. 8007) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 77 (précisant que l'employeur doit fournir au juge la pleine justification de l'inégalité de rémunération invoquée par le salarié) : adopté (p. 8008) ; cas d'une même unité économique et sociale scindée en plusieurs entreprises juridiquement distinctes (p. 8009) ; *article L. 152-1-1 du code du travail :* son amendement n° 70 (suppression de l'astreinte) (p. 8011) : adopté ; *article L. 152-1-2 du code du travail :* son amendement n° 71 (possibilité pour le tribunal de recourir à un deuxième ajournement) : adopté après rectification ; **article 6 :** son amendement n° 72 (de correction) : adopté (p. 8012) ; **article 8 :** *article L. 432-3-1 du code du travail :* utilité du rapport présenté au comité d'entreprise pour établir les plans d'égalité (p. 8013, 8014) ; son amendement n° 73 (transmission du rapport aux délégués syndicaux) : adopté ; son amendement n° 75 (transmission du rapport du comité central d'entreprise) : adopté ; son amendement n° 74 (transmission du rapport à tout salarié en faisant la demande) : adopté (p. 8014) ; **avant l'article 12 :** rôle du comité du travail féminin (p. 8016) ; **article 14 :** son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 39 de la commission des lois (suppression de la référence à la composition du conseil supérieur de l'égalité professionnelle) : retiré ; son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 39 de la commission des lois (même objet) : adopté (p. 8017).

— **Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).**

Première lecture, discussion générale : lancement de la campagne d'information sur la contraception ; contenu de cette campagne [10 décembre 1982] (p. 8233) ; utilisation des moyens contraceptifs ; problème de l'avortement des mineures ; rôle de la contraception dans la diminution du nombre des avortements ; obligation, pour tous les hôpitaux publics, d'ouvrir des centres de planification et de pratiquer des avortements ; rôle des lois de 1975 et 1979 ; nécessaire remboursement de l'I. V. G. ; diminution du nombre d'I. V. G. non déclarées ; refus de la banalisation ; remboursement de l'I. V. G. par la mutuelle générale de l'éducation nationale depuis plusieurs années ; augmentation des prestations familiales ; conclusion de « contrats-famille » (p. 8234) ; refus de mettre le remboursement de l'I. V. G. à la charge des assurés sociaux ; problème des

délais de réflexion imposés par la loi ; importance de l'anonymat (p. 8235) ; contenu de la campagne sur la contraception ; durée du délai pendant lequel une femme peut avorter ; développement de l'information sur la contraception dans les écoles ; politique de la famille menée par le Gouvernement ; augmentation du pouvoir d'achat des prestations familiales (p. 8246) ; développement des modes d'accueil pour les enfants de moins de trois ans ; amalgame fait par certains intervenants entre l'abolition de la peine de mort et le remboursement de l'I. V. G. ; excès des propos tenus par M. Pierre de Bénouville ; refus par les groupes de l'opposition de donner la parole aux femmes de leurs groupes (p. 8247).

Discussion des articles : **après l'article 5** : absence d'objet de l'amendement n° 3 de M. Emmanuel Hamel (p. 8249).

Deuxième lecture, discussion générale : attente de ce texte par de nombreuses femmes [18 décembre 1982] (p. 8511) ; problème du coût représenté par la prise en charge des séquelles d'avortement pratiqués dans de mauvaises conditions ; nécessité de donner la parole aux femmes (p. 8512).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 1 (fixation des dotations nécessaires au remboursement de l'I.V.G.) : adopté (p. 8512).

Troisième lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de tenir ses promesses et des femmes de maîtriser leur vie en adulte [20 décembre 1982] (p. 8568).

Ses observations après les explications de vote : but de la campagne d'information sur la contraception ; nécessité d'éviter la naissance de tous les enfants non désirés (p. 8570).

ROUQUET (René)

Député du Val-de-Marne
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690) [14 janvier 1982].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 381).

Membre du conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice [*J.O.* du 27 janvier 1982] (p. 389).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roch Pidjot portant règlement du problème financier en Nouvelle-Calédonie (n° 590) [4 février 1982] (p. 752).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J.O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921) [10 juin 1982] (p. 3250).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la cour des comptes (n° 907) [*J.O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J.O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J.O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances portant extension et adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives (n° 1197) [18 novembre 1982] (p. 7426).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J.O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J.O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 690) complétant le code électoral et relatif à l'**élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 691)** [14 janvier 1982].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome VII : **Départements et territoires d'outre-mer :** territoires d'outre-mer **(n° 1169)** [21 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **adaptation de la loi n° 82-213** du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions **à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1175)** [27 octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 921), relatif à la **commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 1307)** [16 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable ; crise dont souffre la Nouvelle-Calédonie ; statut du territoire ; inégalités dans le niveau de vie de la population ; détention des leviers de la vie économique par une petite minorité ; part des terres cultivables ; droit minier ; commerce d'import-export ; séparation ethnique

et ségrégation économique et sociale ; « boom » du nickel ; immobilité des structures héritées des origines coloniales ; aspirations de la communauté mélanésienne ; dessaisissement temporaire des compétences des élus territoriaux [14 janvier 1982] (p. 105) ; réforme fiscale ; procédure des ordonnances ; nécessité d'un pouvoir d'arbitrage ; application des principes de décentralisation (p. 106).

— Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : particularités de l'archipel ; scrutin de liste ; extension, par l'ordonnance de 1977, à Saint-Pierre-et-Miquelon de l'ensemble des dispositions législatives du code électoral ; prorogation du mandat des conseillers généraux jusqu'en mars 1982 ; découpage du département en quatorze cantons ; élections des conseillers généraux tous les six ans ; scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage sur la base de deux circonscriptions électorales [15 janvier 1982] (p. 134).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (remplacement d'un tableau par une phrase relative à la désignation des circonscriptions électorales et au nombre de sièges) : adopté (p. 139).

— Projet de loi portant validation des résultats du concours 1976 d'élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée (n° 738).

Première lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : annulation du concours externe d'élève-éducateur de 1976 ; perturbation de la première session du concours à Rouen par un mot d'ordre de boycott lancé par le syndicat national des personnels de l'éducation surveillée ; validation des nominations prononcées au titre de l'année 1976 [21 avril 1982] (p. 1223, 1224).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 24** : conditions dans lesquelles les salariés peuvent être candidats et électeurs lors des élections des comités d'entreprise [7 juin 1982] (p. 3027).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [5 novembre 1982] (p. 6816).

Discussion des articles : **article 1er** : rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; **articles 2 et 3** : retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 6823) ; **article 6** : rétablissement de cet article (p. 6824).

Troisième lecture, discussion générale : rapporteur suppléant : non-adoption d'un texte par la commisison mixte paritaire ; demande l'adoption sans modification du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [23 novembre 1982] (p. 7538-7539).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : effort accompli par l'Etat en faveur de l'outre-mer [5 novembre 1982] (p. 6794) ; tensions se manifestant actuellement en Nouvelle-Calédonie ; problème de l'aménagement foncier ; reconnaissance des droits coutumiers sur le sol ; création d'un office de développement de l'intérieur et des îles ; restructuration du secteur minier en Nouvelle-Calédonie ; réforme sociale en Polynésie française ; décalage entre la croissance démographique rapide et les ressources locales stagnantes à Wallis-et-Futuna (p. 6795).

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* célébration du 8 mai 1945 ; commission de l'information historique pour la paix ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; rattrapage du rapport constant ; caractère prioritaire de ce rattrapage [13 novembre 1982] (p. 7144).

Articles de récapitulation : article 29 : création de postes dans la police ; respect des engagements pris par le Gouvernement [19 novembre 1982] (p. 7522).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).

Première lecture, discussion générale : élargissement de la représentativité des minorités ethniques et politiques en Nouvelle-Calédonie ; proposition de la commission des lois pour ne pas étendre le nouveau mode de scrutin aux communes de 10 000 habitants et plus de la Polynésie ; avis émis par l'Assemblée territoriale de la Polynésie à ce sujet ; extension de diverses dispositions de la loi du 19 novembre 1982 à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie ; élection du maire délégué par les conseillers de la commune associée ; vote positif du projet de loi par le groupe socialiste [25 novembre 1982] (p. 7679).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion des articles : **article 19** : nécessité d'une réforme fiscale permettant d'atténuer les inégalités en Nouvelle-Calédonie [7 décembre 1982] (p. 8089).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : hommage du Président de la République à Victor Schoelcher, Jean Jaurès et Jean Moulin [17 décembre 1982] (p. 8483) ; carrière et activités de Victor Schoelcher ; rôle de ce dernier dans l'abolition de l'esclavage ; décrets du 16 pluviose an II et du 4 mars 1848 ; problèmes soulevés par le projet : référence au 27 avril 1848 plutôt qu'au 16 pluviose an II ; choix des dates retenues pour commémorer cet événement outre-mer ; propositions du Gouvernement de retenir les dates suggérées par les conseils généraux ; substitution par le Sénat d'une date unique à la pluralité voulue par le Gouvernement (p. 8484) ; participation de la Nation et du Gouvernement à cette commémoration ; possibilité de célébrer l'abolition de l'esclavage de façon différente en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer ; absence d'atteinte à l'unité de la République (p. 8485).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 1 (commémoration de l'abolition de l'esclavage par une journée férié dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte ; fixation par décret de la date de cette commémoration) ; retour à la rédaction initiale de l'article unique, compte tenu de modifications rédactionnelles (p. 8493) : adopté (p. 8496).

ROUQUETTE (Roger)

Député de Paris
(16e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi portant validation des résultats du concours 1976 d'élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée (n° 738) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Rapporteur du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [27 mai 1982] (p. 2708).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal (n° 527) [*J. O.* du 13 juillet 1982] (p. 2235).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 738) portant validation des résultats du **concours 1976 d'élèves-éducateurs et d'élèves-éducatrices des services extérieurs de l'éducation surveillée (n° 788)** [21 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 895) relatif aux **retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 924)** [9 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 116) relatif aux **retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 1118)** [1er octobre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 1131)** [6 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à étendre aux **fossoyeurs** et au **personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris** le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'**ouverture du droit à pension (n° 1178)** [28 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **massacres d'Indiens au Guatemala :** massacres d'Indiens au Guatemala rapportés par Amnesty International ; attitude du Gouvernement français dans ce domaine [3 novembre 1982] (p. 6608).

orales sans débat :

— **n° 204,** posée le 1er juin 1982 : **enseignement secondaire (examens, concours et diplômes)** (p. 2837) ; appelée le 4 juin 1982 : **diplôme national du brevet des collèges :** organisation d'une session de rattrapage au mois de septembre ; problème des élèves échappant au système scolaire normal (p. 2952) ;

— **n° 286 de M. Jean-Paul Planchou : instruction civique :** nécessité de développer l'enseignement de l'instruction civique et de l'histoire [26 novembre 1982] (p. 7709).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** distinction nécessaire entre les locataires de bonne foi et ceux profitant de la situation ; indemnisation du propriétaire [21 janvier 1982] (p. 320).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune : représentation des travailleurs par les organisations syndicales et faible taux de syndicalisation en France [13 mai 1982] (p. 2148) ; instauration de la section syndicale d'entreprise ; désert syndical dans les petites entreprises ; résistance du patronat au fait syndical ; citation du programme de Solidarnosc (p. 2149).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** mission du délégué syndical ; contestations relatives aux conditions de désignation des délégués syndicaux ; cas de la baisse importante de l'effectif au-dessous de cinquante salariés ; cas des entreprises de moins de 300 salariés ; circulation des délégués syndicaux pour l'exercice de leur fonction [27 mai 1982] (p. 2666) ; **article 8 :** *article L. 421-1 du code du travail :* nécessité de rompre l'isolement de certains travailleurs employés dans de petites entreprises [28 mai 1982] (p. 2754) ; **article 9 :** dialogue du personnel p. 2764) ; possibilité pour les délégués du personnel d'exercer collectivement les attributions économiques du comité d'entreprise (p. 2765) ; **article 10 :** élection des délégués du personnel ; nombre et composition des collèges électoraux ; compétence de l'inspecteur du travail [1er juin 1982] (p. 2776) ; **article 18 :** protection des délégués du personnel contre le licenciement ; nécessité d'un avis obligatoire du comité d'entreprise ; autorisation de l'inspecteur du travail [2 juin 1982] (p. 2843) ; **article 22 :** remplacement de l'expression « œuvres sociales » par l'expression « activités

sociales et culturelles » dans cet article [7 juin 1982] (p. 3013) ; **article 23 :** composition et élection des comités d'entreprises ; organisations syndicales représentatives sur le plan national ; dispositif de contrôle nécessaire pour s'assurer de la régularité, de la liberté et de la sincérité du scrutin (p. 3020) ; *article L. 433-2 du code du travail :* amalgame fait entre les organisations dites révolutionnaires et les cinq grandes confédérations syndicales (p. 3023) ; **article 28 :** problème des entreprises comportant plusieurs établissements distincts (p. 3079) ; **article 30 :** *article L. 439-1 du code du travail :* création d'un comité de groupe lorsqu'il existe un groupe formé d'entreprises créant une association ou une fédération chargée d'élaborer une stratégie économique et financière commune [8 juin 1982] (p. 3110) ; **article 32 :** délit d'entrave (p. 3119).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : déclin de l'effort de recherche et de développement de la France depuis dix ans ; création des groupements d'intérêt public ; missions de ceux-ci [21 juin 1982] (p. 3677).

Discussion de articles : **article 15 :** maîtrise des filiales par la puissance publique [22 juin 1982] (p. 3728) ; **article 19 :** effets pervers de l'emploi de stagiaires universitaires dans les établissements de recherche (p. 3736).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** nécessité d'organisations syndicales fortes et indépendantes vis-à-vis du patronat ; détermination de la représentativité d'une organisation syndicale ; rattrapage des inégalités entre sexes dans le travail ; extension des conventions collectives [25 juin 1982] (p. 3868) ; **article 9 :** conventions et accords collectifs dans les entreprises publiques (p. 3877) ; tenue d'un exemplaire de la convention collective à la disposition du personnel ; communication par l'employeur au comité d'entreprise ou au délégué du personnel de la liste des modifications intervenues dans la convention collective (p. 3878).

— Projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : exercice du droit de grève dans la fonction publique ; annulation des dispositions pénalisant les agents de la fonction publique faisant grève [7 juillet 1982] (p. 4315) ; principe de la continuité du service public ; règle du « trentième indivisible » ; notion de cessation effective du travail ; nécessité d'appliquer la règle du *prorata temporis ;* application du présent texte aux personnels des collectivités locales (p. 4316, 4317).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : abrogation de la règle du trentième indivisible ; modification du texte par le Sénat [1er octobre 1982] (p. 5312).

Discussion des articles : **article 1er A :** son amendement n° 1 (de suppression) : adopté ; **article 1er :** son amendement n° 2 (suppression de la référence au préavis de grève et aux grèves tournantes) : adopté ; son amendement n° 3 (de conséquence) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 4 (suppression de la référence au préavis de grève et aux grèves tournantes) ; personnel des collectivités locales : adopté (p. 5313) ; **article 2** *bis :* son amendement n° 5 (de suppression) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 6 (de suppression) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 7 (de suppression) : adopté (p. 5314).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : maintien des dispositions légales relatives au droit de grève dans les services publics ; sanctions disciplinaires permettant de réprimer les actions illégales des fonctionnaires ; suppression de la règle du trentième indivisible [7 octobre 1982] (p. 5540).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : représentation des minorités au sein des conseils municipaux ; dispositions relatives à l'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales [26 juillet 1982] (p. 4862) ; manœuvres ayant précédé les élections législatives de 1978, exemple de la 16e circonscription de Paris ; vote par procuration (p. 4863).

Discussion des articles : **article 7 :** radiation des listes électorales en vertu des articles venant d'être abrogés [28 juillet 1982] (p. 4936).

— Projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'Etat du congé pour la formation syndicale (n° 1082).

Première lecture, discussion générale : amélioration du sort des agents de l'Etat ; nécessité de faciliter l'obtention des congés pour formation syndicale ; notion de jour ouvrable ; extension des dispositions du présent texte aux agents des collectivités locales [5 octobre 1982] (p. 5383).

— Projet de loi relatif au fonds de solidarité pour l'emploi (n° 1122).

Première lecture, discussion générale : nécessité de remédier aux difficultés financières de l'Unedic ; infériorité des rémunérations du secteur public par rapport au secteur privé ; limitation de la nouvelle contribution à 1 p. 100 de la rémunération mensuelle brute ; importance des difficultés de l'Unedic ; rôle de la négociation entre partenaires sociaux [11 octobre 1982] (p. 5617).

— Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : nécessité d'instaurer la démocratie dans les arrondissements par l'élection des conseils d'arrondissement ; rôle des actuelles commissions d'arrondissement ; composition de ces commissions ; fonctionnement condamnable de celle-ci [21 octobre 1982] (p. 6118) ; regret de la part d'une grande partie de la population parisienne des maires d'arrondissement (p. 6119).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** conditions d'admission dans les crèches, les écoles maternelles et les résidences pour personnes âgées [22 octobre 1982] (p. 6213) ; **article 42 :** son amendement n° 62 (précisant que le maire de Paris notifie aux intéressés les décisions prises en matière d'admission à l'aide sociale légale) [23 octobre 1983] (p. 6246) : adopté (p. 6247).

Deuxième lecture, discussion générale : souci de démocratisation ; politique du secret en vigueur à la mairie de Paris ; élection des conseils d'arrondissement ; décentralisation ; pouvoir des conseils d'arrondissement ; critiques à l'égard du texte proposé ; argument sur la complication des procédures [9 décembre 1982] (p. 8157-8158).

Discussion des articles : **article 17** *bis* **précédemment réservé :** son amendement n° 84 devenu sans objet (p. 8190).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire ; souhaite que soit adopté le texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [17 décembre 1982] (p. 8471).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème des centres d'information et d'orientation (C. I. O.) ; titularisation des auxiliaires des C. I. O. [5 novembre 1982] (p. 6772-6773).

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* réforme de l'E. N. A. ; formation syndicale ; augmentation des traitements des fonctionnaires ; rénovation de la grille ; clarification des systèmes de rémunération [5 novembre 1982] (p. 6784) ; respect des principes de la loi Roustan en matière de mutations d'époux ; problème des personnels de service ; statut des attachés d'administration centrale (p. 6785).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire ; position du Sénat ; institution par le Sénat d'une adéquation entre les arrondissements et les secteurs électoraux ; suppression par le Sénat de l'article 5 *bis* relatif à l'inéligibilité des officiers municipaux [17 décembre 1982] (p. 8480).

ROUSSEAU (Jean)

Député du Cher
(2e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

ROYER (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(Ire *circonscription*)
N. I.

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **sauvetage de l'usine de la Compagnie française du meuble à Saint-Pierre-des-Corps :** Compagnie française du meuble ; licenciements envisagés ; urgence d'une réunion de coordination [6 octobre 1982] (p. 5466, 5467) ;

orales sans débat :

— **n° 176,** posée le 11 mai 1982 : **défense nationale (défense civile)** (p. 2035), appelée le 14 mai 1982 : **organisation de la défense civile :** défense anti-atomique ; inventaire des abris naturels ; politique menée aux U. S. A., en Chine et en Union soviétique (p. 2170) ;

— **n° 278,** posée le 23 novembre 1982 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 7603) ; appelée le 26 novembre 1982 : **chômage :** conséquences du chômage ; solutions possibles pour lutter contre le chômage : financement de chantiers municipaux et d'extension de services publics par un transfert des fonds d'indemnisation destinés au paiement des chômeurs (p. 7709), possibilité d'extension du même principe aux petites et moyennes entreprises privées et aux services publics ; stages ; coût de l'indemnisation ; aide apportée à l'insertion professionnelle des jeunes ; possibilité de relancer l'activité économique ; compensation de la réduction des heures de travail ; nécessité de réinsérer les chômeurs de longue durée (p. 7710).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : intérêt et utilité du texte du projet de loi ; loi d'orientation du commerce et de l'artisanat de 1973 ; respect de la liberté d'entreprendre et de travailler ; cas des conjoints sans statut qui n'opteront pour aucune des trois possibilités offertes par le présent projet ; sa proposition d'un amendement tendant à ce que l'allocation forfaitaire liée à la maternité compense totalement la réduction du travail ou le coût du remplacement de la femme en congé de maternité ; reconnaissance au conjoint sans statut d'un droit propre à la retraite ; déductibilité à concurrence du S. M. I. C. du salaire du conjoint pour le calcul du bénéfice industriel ; son vote positif sur le présent projet de loi [8 avril 1982] (p. 1014).

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune : compétitivité des entreprises ; amélioration des conditions de travail ; extension des pouvoirs des comités d'entreprise ; établissement de la paix sociale ; renforcement du pouvoir syndical ; rôle de l'encadrement ; nécessité d'un relèvement des seuils d'effectif à partir desquels les charges sociales sont imposées aux entreprises ; politique de relance par des grands travaux ; renforcement du salaire direct ; amélioration de la qualification des travailleurs et de leur éducation économique [13 mai 1982] (p. 2133).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, discussion générale : politique des investissements et des prélèvements obligatoires menée par le Gouvernement ; nouvelle relance de l'investissement productif ; augmentation des crédits en faveur de la recherche, de l'industrie et des transports ; lancement de grands travaux susceptibles de favoriser les économies d'énergie ; vulnérabilité et insuffisance de cette politique ; problème du fonds d'aménagement urbain et du F. D. E. S. ; gestion des entreprises nationales ; diminution de la dotation du F. D. E. S. ; nécessité de mieux articuler les emprunts des collectivités locales et l'emploi de leur dotation globale d'équipement avec les efforts du fonds spécial des grands travaux ; diminution de la quote-part des prélèvements obligatoires [26 octobre 1982] (p. 6327) ; sortie du blocage des prix ; difficultés des petits commerçants (p. 6328).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* dotation globale de fonctionnement ; possibilité de relever le minimum accordé aux communes par habitant ; délinquance ; ville de Tours ; foyers socio-éducatifs et centres de formation polytechnique ; coordination entre policiers, gardiens d'H. L. M. et foyers socio-éducatifs ; prévention ; vol et vandalisme ; ilotiers de nuit ; nécessité d'augmenter les effectifs ; son vote favorable sur le budget [10 novembre 1982] (p. 7011).

S

SABLE (Victor)

Député de la Martinique
(3e *circonscription*)
Apparenté U. D. F.

S'apparente au groupe Union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** ses amendements nos 132, 133 et 134 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 568 de M. Alain Richard [21 janvier 1982] (p. 319).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : adaptation des offices agricoles aux spécificités des départements d'outre-mer ; comité interprofessionnel bananier [29 juin 1982] (p. 4017) ; récession de l'agriculture tropicale française (p. 4018).

— **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).**

Première lecture, discussion générale : historique de la départementalisation ; inquiétude soulevée par le présent projet de loi [30 septembre 1982] (p. 5271) ; divergences au sein du Gouvernement ; lutte contre les inégalités sociales dans les D. O. M. ; introduction du scrutin proportionnel ; éclatement de l'archipel de la Guadeloupe ; inconstitutionnalité du présent projet de loi (p. 5272) ; se déclare favorable à l'autodétermination pour permettre aux populations des D. O. M. de manifester leur volonté de rester au sein de la République (p. 5273, 5274).

Discussion des articles : **article 5 :** fixation du nombre des membres du conseil général et régional (p. 5293) ; exemple de la Corse ; son amendement n° 1 devenu sans objet (p. 5294) ; **article 8 :** son amendement n° 49 (précisant que les conseils généraux et régionaux sont assistés par un comité économique, social et culturel) (p. 5295) : rejeté ; son amendement n° 50 (création d'un comité de

l'éducation, de l'environnement et de la santé) : rejeté; **article 9 :** son amendement n° 51 (consultation du comité, économique, social et culturel) : devenu sans objet (p. 5296); **article 10 :** son amendement n° 52 (de suppression) : devenu sans objet (p. 5297).

Deuxième lecture, discussion générale : volonté des D. O. M. de ne pas rompre avec la France; caractère inquiétant du projet du Gouvernement; hostilité des populations d'outre-mer à ce projet [5 novembre 1982] (p. 6817); peu d'intérêt porté par le Gouvernement aux Antilles; rappelle que c'est un Gouvernement socialiste qui a fait la guerre en Algérie; problème de la composition des listes électorales (p. 6818).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 27 (composition du conseil général et régional) : rejeté (p. 6824).

Troisième lecture, discussion générale : complexité des problèmes d'outre-mer; absence du ministre de l'intérieur au cours du débat; stratégie de double langage du Gouvernement; discours favorable à la départementalisation et renforcement de la situation des groupes minoritaires séparatistes; inégalité, entre la Martinique et la Guadeloupe, introduite dans le projet; réduction arbitraire du nombre des élus de la Martinique par rapport à celui de la Guadeloupe; mépris du suffrage universel; représentation trop importante des groupes sociaux professionnels par rapport à celle des élus du peuple; esprit de revanche des jeunes générations [23 novembre 1982] (p. 7540).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer, discussion générale : attitude du Gouvernement vis-à-vis des mouvements autonomistes; diminution des crédits de paiement; problème de la migration; maintien des différences entre la métropole et les départements d'outre-mer concernant les prestations sociales; chômage dans les départements d'outre-mer [5 novembre 1982] (p. 6801); relance de l'industrie sucrière en Martinique; place des départements d'outre-mer dans la République française (p. 6802).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : caractère scandaleux des propos tenus par M. Ernest Moutoussamy [6 décembre 1982] (p. 7990).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** propos hostiles au Conseil constitutionnel tenus par un député communiste de la Guadeloupe et par M. Michel Suchod [15 décembre 1982] (p. 8311); décision du Conseil constitutionnel; ignorance par le Gouvernement du décret du 26 avril 1960; possibilité d'organiser un référendum ou de convoquer un congrès à Versailles pour modifier la Constitution; date des élections outre-mer; chevauchement des campagnes électorales; doctrine de la départementalisation soutenue par le Gouvernement; suppression du bénéfice de la loi du 10 août 1871 aux départements d'outre-mer; conséquences de l'institution du scrutin proportionnel; ses observations sur les déclarations du Premier ministre à Saint-Denis-de-la-Réunion (p. 8317); dénaturation de la notion juridique de spécificité; sa satisfaction du rétablissement de l'égalité de la représentation populaire en Martinique et Guadeloupe; autorisation des populations de parler créole; son opposition à ce que la culture soit un instrument de propagande au service d'un parti; pression des séparatistes sur le Gouvernement (p. 8318).

— Projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921).

Première lecture, discussion générale : impossibilité pour la consécration législative d'ajouter à la ferveur populaire existant déjà; existence de sujets plus urgents à traiter [17 décembre 1982] (p. 8487); absence d'urgence du projet; absence d'hommage du Président de la République au Panthéon à Félix Eboué; unanimité des conseils généraux et des populations quant à la commémoration de l'abolition de l'esclavage; Martinique; action de Victor Schoelcher; manque de cohérence du Gouvernement instituant deux procédures différentes et une commémoration séparée (p. 8488).

Discussion de l'article unique, explications de vote : existence d'une commémoration sans intervention du Gouvernement; impossibilité d'instituer par amendement un jour férié; refuse d'admettre que la commémoration de l'abolition de l'esclavage ait lieu à deux dates différentes en métropole et dans les départements d'outre-mer; initiative de la départementalisation ne revenant pas à Marius Moutet; ne votera pas contre le texte; différence entre idéal et idéologie (p. 8495).

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
(6e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Temps libre) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XXVI : **temps libre (n° 1166)** [21 octobre 1982] .

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : institution du chèque-vacances; développement de la campagne « découverte de la France »; stagnation des crédits du ministère du temps libre; modification de la structure ministérielle du temps libre; développement de l'éducation populaire; rapport Davaine [3 novembre 1982] (p. 6583); exonération de la taxe sur les salaires pour les associations; enrichissement du patrimoine public; mise en place du chèque-vacances; action en faveur de l'étalement des vacances; développement des loisirs de neige; promotion des ressources touristiques nationales (p. 6584).

SALMON (Tutaha)

Député de la Polynésie française
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 29 août 1982 [*J. O.* du 3 septembre 1982] (p. 2704). L'Assemblée prend acte de son élection [21 septembre 1982] (p. 4988).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 23 septembre 1982] (p. 2846).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 26 octobre 1982] (p. 3223).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* liens entre la Polynésie et la France; nécessité de rendre l'économie polynésienne plus performante; promotion d'une politique éducative culturelle adaptée; rénovation des relations entre l'Etat et le territoire; évolution des institutions communales polynésiennes [5 novembre 1982] (p. 6803); fierté des Polynésiens d'être français (p. 6804).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).**

Première lecture, discussion générale : avis de l'assemblée territoriale de la Polynésie sur le projet ; création récente de la plupart des communes de la Polynésie française ; dimension de ces communes ; projet d'extension des nouvelles dispositions électorales aux trois communes de Papeete, Faaa et Pirae ; homogénéité du régime électoral applicable à la Polynésie souhaitée par l'assemblée territoriale ; avantage du système électoral actuel ; avis négatif de l'assemblée territoriale sur l'augmentation du nombre des conseillers municipaux ; avis positif de cette assemblée sur l'institution de maires délégués ; nécessité d'entreprendre d'urgence le recensement de la population ; engagement du Gouvernement de dépôt d'un projet de loi statutaire à la prochaine session de printemps ; [25 novembre 1982] (p. 7680).

Discussion des articles. — **Son rappel au règlement :** demande que l'on retienne l'avis de l'assemblée territoriale (p. 7687).

SANMARCO (Philippe)

Député des Bouches-du-Rhône
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 1138) [14 octobre 1982] (p. 5820).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi adopté par le Sénat (p. 1138) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Chypre** en vue d'**éviter les doubles impositions** et de **prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 1248)** [25 novembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 99).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : application pratique de ces accords ; désir de clore ce dossier manifesté par la commission des affaires étrangères ; indemnisation des Français dont les biens et les avoirs ont été expropriés à la suite de l'accession à l'indépendance de divers territoires ; lois de 1970 et 1978 sur l'indemnisation ; dette de la France vis-à-vis de la Guinée [8 avril 1982] (p. 1034) ; indemnisation globale, forfaitaire et définitive des biens ou avoirs de personnes physiques ou morales concernées par les mesures d'expropriation prises par la République guinéenne ; rejet de la Guinée par la France en 1958 (p. 1035).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 1037) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 2 (plafonnant le montant des indemnisations dans le but d'en assurer une meilleure répartition) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 3 (application du projet de loi dans le temps) : adopté (p. 1038).

SANTA CRUZ (Jean-Pierre)

Député du Jura
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 809-1 du code rural relatif à **l'extension du statut du fermage aux ventes de récolte sur pied (n° 1362)** [21 décembre 1982].

SANTONI (Hyacinthe)

Député des Bouches-du-Rhône
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **occupation d'une raffinerie de la société générale sucrière par les syndicalistes :** raffinerie marseillaise de la générale sucrière ; occupation illégale de la C.G.T. mettant en cause la liberté du travail, les droits de propriété et la liberté d'autrui ; nécessité pour le Gouvernement d'intervenir dans ce conflit du travail [17 novembre 1982] (p. 7319) ;

orale sans débat :

— **n° 160,** posée le 30 avril 1982 : **intérieur : ministère (personnel : Bouches-du-Rhône)** (p. 1552) ; appelée le 7 mai 1982 : **accueil des délégations à la préfecture de Marseille :** refus des autorités marseillaises de recevoir certaines délégations (p. 1851) ; caractère erroné des informations dont dispose le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (p. 1852) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : caractère partisan du présent projet ; défaite prévisible de la majorité aux prochaines élections municipales ; suppression du panachage [26 juillet 1982] (p. 4853) ; refus de M. Gaston Defferre de rencontrer les élus de l'opposition à Marseille ; monopolisation des institutions marseillaises par les socialistes (p. 4854).

— **Projets de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : autorise M. Jean Tibéri à l'interrompre [21 octobre 1982] (p. 6111) ; « charcuterie électorale » mise en place par M. Gaston Defferre ; autocratie du maire de Marseille ; échec du ministre de la police devant la montée de la violence (p. 6112) ; pressions du parti communiste sur M. Gaston Defferre pour constituer des listes communes avec ce parti à Marseille (p. 6113).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** absence de justification du point de vue géographique, sociologique et démographique du découpage proposé pour Marseille ; possibilité d'instituer des maires d'arrondissement à Marseille [9 décembre 1982] (p. 8199) ; ses observations critiques sur le découpage électoral en secteurs à Marseille (p. 8200).

SANTROT (Jacques)

Député de la Vienne
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) éducation nationale : universités [21 octobre 1982] (p. 6145).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XIV : **éducation nationale :** universités **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : priorité donnée à l'enseignement supérieur ; progression des dépenses de personnel [4 novembre 1982] (p. 6732) ; poursuite de l'effort budgétaire en faveur de la recherche universitaire ; augmentation du nombre des habilitations de troisième cycle (p. 6733).

SAPIN (Michel)

Député de l'Indre
(1re *circonscription*)
Socialiste

Secrétaire d'âge

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [29 janvier 1982] (p. 415).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la consommation [*J. O.* du 19 février 1982] (p. 617).

Fin, le 18 août 1982, de sa mission temporaire [21 septembre 1982] (p. 4989).

Membre de la commission de lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [3 juin 1982] (p. 2942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 24 juin 1982] (p. 1999).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J. O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Richard tendant à moraliser l'exercice de la vie politique **(n° 935)** [8 juillet 1982] (p. 4397).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Rapporteur du projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives

à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J. O.* du 24 novembre 1982[(p. 3572).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 907) relatif aux **chambres régionales des comptes** et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la **Cour des comptes (n° 950)** [16 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **chambres régionales des comptes** et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la **Cour des comptes (n° 964)** [23 juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1081) définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les **emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics** et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois **(n° 1278)** [8 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **difficultés d'entreprises de sous-traitance :** entreprises nationalisées ; contrats de sous-traitance [20 octobre 1982] (p. 6040) ;

— **publication de documents sur la défense :** publication par la presse des lettres rédigées par les chefs d'état-major des trois armées ; phase préparatoire de la loi de programmation militaire ; attachement du groupe socialiste aux principes fondamentaux de la défense [8 décembre 1982] (p. 8107).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : projet sous-tendu par un projet de société ; situation antérieure ; logement en tant qu'élément fondamental dans l'aspiration au bonheur ; habitat en tant que droit ; fiction du contrat libre et d'un marché du logement locatif fluide ; réforme figurant parmi les 110 propositions de M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République [12 janvier 1982] (p. 18) ; reconnaissance institutionnelle des rapports collectifs entre proprirétaires et locataires ; élargissement des luttes revendicatives ; ralentissement de la construction déterminé par le désengagement de l'Etat sous le précédent septennat ; offre de logements comme contrepoids aux hausses spéculatives ; politique d'amélioration de l'habitat ; développement du secteur locatif (p. 19).

Discussion des articles : **article 3 :** conflits causés par l'absence de contrat ; clarification grâce au contrat de location [13 janvier 1982] (p. 60) ; **après l'article 6 :** nécessaire prise en considération par le Gouvernement de la situation des personnes âgées (p. 83) ; délai pour la notification au locataire de la décision de vente (p. 84) ; **article 4 précédemment réservé :** opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 5 de la commission (p. 87) ; **article 7 :** transfert du contrat de location au concubin en cas de rupture de la vie commune (p. 91) ; **article 18 :** vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 459 de Mme Adrienne Horvath réputant non écrite toute clause interdisant l'exercice d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle [21 janvier 1982] (p. 329) ; **article 24 :** protection des représentants des locataires (p. 349) ; nécessité d'un recours au juge si la commission départementale ne s'est pas prononcée dans un délai de deux mois sur le congé donné au représentant des locataires (p. 350) ; **article 25 :** appartenance des membres de la commission à des associations départementales (p. 353) ; **article 27 :** critères de contrôle de la Cour des comptes (p. 359).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 48 :** sanction pour non-observation de l'article 24 relatif au congé [11 mai 1982] (p. 2022).

Explications de vote : satisfaction du groupe socialiste ; rééquilibrage des obligations entre locataires et bailleurs (p. 2030).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : extension à l'Alsace-Lorraine du système prud'homal de droit commun ; échevinage ; rémunération, formation et indépendance des conseillers prud'homaux ; fonctionnement des juridictions prud'homales ; délais de jugement ; durée des instances [27 janvier 1982] (p. 573) ; effort budgétaire pour augmenter les moyens des conseils de prud'hommes (p. 574).

Discussion des articles : **article 2 :** problème de compétence territoriale posé par l'aérodrome de Roissy (p. 587) ; **article 11 :** communication de l'adresse du domicile personnel du salarié ; souci de faciliter le choix des salariés entre les diverses organisations syndicales (p. 598) ; **article 17 :** son amendement n° 79 (rédactionnel) : adopté (p. 604) ; **article 18 :** protection des candidats aux fonctions de conseiller prud'homme ; protection des conseillers prud'hommes se trouvant dans une situation de travail précaire (p. 607) ; **article 22 :** souci d'éviter les reports successifs : reprise des litiges par la même formation (p. 609) ; **article 39 :** son amendement n° 80 (prise en charge par l'Etat des frais de transfert aux nouveaux conseils de prud'hommes en Alsace et Lorraine) : adopté (p. 618).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 8** *ter* : accord du groupe socialiste avec l'amendement n° 46 du Gouvernement ; nécessité de préciser certains textes peu clairs devant être interprétés par les tribunaux [13 avril 1982] (p. 1056) ; **article 18 :** principe de l'information de l'employeur posé dans le texte de cet article (p. 1060) ; **article 22 :** caractère excessif des propos tenus par M. Georges Tranchant ; cas extrême dans lequel un membre du conseil des prud'hommes pourrait bloquer l'institution en s'abstenant de siéger (p. 1063).

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : incohérence des arguments de l'opposition ; confusion juridique des T. P. F. A., (tribunaux d'exception ou tribunaux spécialisés) ; maintien du pouvoir disciplinaire ; cours de conservatisme fait par M. Jean Foyer ; critiques émises par M. Jean Foyer contre la magistrature civile ; dévouement et indépendance de la magistrature ; protection des secrets de la défense nationale ; nécessité d'une cour d'assises composée uniquement de juges de métier ; demande au Gouvernement de préciser davantage son texte ; absence de possibilité pour les victimes de déclencher l'action publique [14 avril 1982] (p. 1148) ; place de la France en tête des nations démocratiques en raison des réformes accomplies (p. 1149).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : relance de la production économique ; crise du travail ; histoire des relations du travail sous la Ve République ; implantation des institutions représentatives du personnel ; maintien de l'emploi et amélioration des conditions de travail ; droit d'expression des travailleurs ; droit à l'information ; comités du groupe [13 mai 1982] (p. 2141).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article Ier :** *article L.* 122-41 *du code du travail :* son amendement n° 153

(exclusion de l'avertissement de la procédure de protection prévue en matière de sanction) : retiré ; son amendement n° 154 (substitution de la notion d'incidence directe à la notion d'incidence immédiate) [17 mai 1982] (p. 2306) : adopté (p. 2308) ; son amendement n° 155 (incidence de la sanction sur la fonction de salarié dans l'entreprise) (p. 2309) ; *article L. 122-44 du code du travail :* contrôle de la proportionnalité de la sanction à la faute dans le droit administratif (p. 2323) ; *après l'article L. 122-45 du code du travail :* nullité de toute décision de licenciement ou de sanction fondée sur les opinions politiques, religieuses ou syndicales du salarié (p. 2331) ; **article 3 :** détermination dans le règlement intérieur de l'ordre des critères de licenciement ; primauté de la convention collective sur les décisions unilatérales de l'employeur [18 mai 1982] (p. 2340) ; **article 6 :** renforcement de la protection des salariés et des droits syndicaux ; droit d'expression directe et droit d'expression médiatisée ; nécessité d'améliorer le climat social dans les entreprises face à la crise économique (p. 2349) ; **article 9 :** détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'exercice du droit d'expression ; compatibilité entre la loi et la convention collective [19 mai 1982] (p. 2443).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 412-8 du code du travail :* son amendement n° 466 (contenu des affiches, des publications et des tracts syndicaux) : devenu sans objet [24 mai 1982] (p. 2511) ; **article 4 :** protection légale du délégué syndical [27 mai 1982] (p. 2691) ; jurisprudence ; résolution judiciaire du contrat de travail (p. 2692) ; protection des délégués syndicaux désignés en vertu d'une convention collective ; son sous-amendement n° 829 à l'amendement n° 70 de la commission (insérant les mots « ou lorsque le salarié a fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa désignation comme délégué syndical » après les mots « a été reçue par l'employeur » dans cet amendement) (p. 2693) ; nécessité d'éviter des désignations frauduleuses de délégués syndicaux (p. 2494) : adopté ; extension de la protection aux délégués syndicaux faisant l'objet d'une mutation à l'intérieur de l'entreprise (p. 2695) ; importance de la jurisprudence (p. 2696) ; **article 5 :** réintégration d'un salarié ; incertitude de la jurisprudence (p. 2698) ; *article L. 412-19 du code du travail :* son sous-amendement n° 827 à l'amendement n° 73 de la commission (paiement des salaires après réintégration du salarié) ; son sous-amendement n° 828 à l'amendement n° 73 de la commission (même objet) (p. 2701) ; réparation du préjudice subi par le délégué syndical indûment licencié puis réintégré ; sous-amendement n° 827 adopté ; sous-amendement n° 828 adopté après rectification (p. 2702) ; **article 8 :** *article L. 421-1 du code du travail :* son amendement n° 472 (organisation d'élections de représentants du personnel à la demande du directeur départemental du travail) [28 mai 1982] (p. 2753) ; retiré (p. 2754) ; **article 18 :** protection des délégués du personnel ; proportion des entreprises françaises dépourvues de délégués du personnel [2 juin 1982] (p. 2845) ; *article L. 425-1 du code du travail :* rôle du comité du personnel (p. 2848) ; différentes catégories de mise à pied (p. 2852) ; son sous-amendement n° 869 à l'amendement n° 102 de la commission (insérant les mots « ou lorsque le salarié a fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa candidature » après les mots « a été reçu par l'employeur ») ; adopté (p. 2857) ; *article L. 425-3 du code du travail : son sous-amendement* n° 870 à l'amendement n° 105 de la commission (paiement des salaires après réintégration) ; son sous-amendement n° 871 à l'amendement n° 105 de la commission (paiement d'une indemnité correspondant au préjudice subi) [3 juin 1982] (p. 2901) ; sous-amendements n°s 870 et 871 rejetés (p. 2902) ; **article 29 :** *article L. 436-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 929 à l'amendement n° 157 de la commission (insérant les mots « ou lorsqu'un salarié a fait la preuve que l'employeur a eu connaissance de l'imminence de sa désignation » après les mots « a été reçue par l'employeur » dans cet amendement) : devenu sans objet [8 juin 1982] (p. 3091) ; *article L. 436-3 du code du travail :* son sous-amendement n° 930 à l'amendement n° 159 de la commission (caractère définitif de l'annulation) (p. 3094) ; son sous-amendement n° 931 à l'amendement n° 159 de la commission (versement d'une indemnité correspondant à la totalité du préjudice subi) ; sous-amendement n° 930 adopté ; sous-amendement n° 931 devenu sans objet (p. 3095).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : relations entre la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes ; statut des magistrats des chambres régionales des comptes [17 juin 1982] (p. 3515) ; décentralisation ; compétence des chambres régionales des comptes ; grandes lignes de leur organisation ; institution d'un double degré de juridiction en matière financière ; effectif des chambres régionales (p. 3516) ; possibilité pour la Cour des comptes de faire procéder à l'apurement administratif des comptes des établissements publics nationaux par les trésoriers-payeurs généraux ; nécessité de faire entrer en application la loi du 2 mars 1982 (p. 3517).

Discussion des articles : **article 1er :** sièges des chambres régionales des comptes ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (précisant que le siège de la chambre régionale des comptes est fixé après avis du conseil régional) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) (p. 3527) ; qualification des décisions des chambres régionales des comptes ; jugements prononcés à titre provisoire et à titre définitif ; adopté ; son amendement n° 5 (supprimant les mots « ainsi que des établissements publics régionaux » à la fin du premier alinéa de cet article) : adopté ; **article 2** *bis* : son amendement n° 6 (de suppression) (p. 3528) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 7 (amende pour retard dans la production des comptes infligée par la chambre régionale des comptes) : retiré ; caractère de l'amende pour retard infligée par la chambre régionale des comptes (p. 3529) ; **article 4 :** son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (vérification des comptes des établissements dans lesquels la majorité du capital est détenue par des collectivités territoriales) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 10 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 3530) ; impossibilité pour la Cour des comptes d'avoir recours à des experts ; son amendement n° 11 (supprimant la fin de la première phrase du quatrième alinéa de cet article après le mot « président ») : adopté ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 73 (rédactionnel) : adopté (p. 3531) ; exercice de la mission de l'expert ; son amendement n° 13 (suppression de la dernière phrase du cinquième alinéa de cet article) ; statut des experts ; adopté ; son amendement n° 14 (pouvoir d'audition des chambres régionales) : adopté (p. 3532) ; son amendement n° 15 (communication et audition portant sur des sujets de caractère secret) : adopté après modification ; **article 6 :** son amendement n° 16 (nombre des magistrats de la chambre régionale des comptes) : adopté ; son amendement n° 17 (suppression du second alinéa de cet article) ; liberté d'accès aux documents administratifs ; communicabilité au public de documents internes aux chambres régionales des comptes relatifs à l'exercice de fonctions non juridictionnelles (p. 3533) : adopté (p. 3534) ; **article 8 :** rôle du commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes (p. 3535) ; **article 9 :** problème de la réformation des budgets (cas d'un budget en déséquilibre) ; **article 9** *bis* : son amendement n° 18 (de suppression) ; recours au décret (p. 3536) ; adopté : **article 10 :** son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 21 (supprimant les mots « à partir de ces dernières » dans le second alinéa du paragraphe II de cet article) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 22 (supprimant les mots « par ses recommandations écrites » dans la seconde phrase du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 22 juin 1967) (p. 3537) : adopté ; **article 13 :** son opposition à l'amendement n° 47 du Gouvernement ; **après l'article 13 :** son amendement n° 23 (dispositions transitoires s'appliquant aux territoires d'outre-mer) : adopté (p. 3538) ; **article 14 :** son amendement n° 24 (montant des amendes prononcées par la Cour des comptes à l'encontre des comptables) : retiré ; **article 17 :** son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté (p. 3539) ; son amendement n° 26 (de correction) : adopté ; son amendement n° 27 (suppression du sixième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 28 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 29 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 30 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 31 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 32 (pouvoir d'audition de la Cour des comptes) (p. 3540) : adopté ; son amendement n° 33 (dispositions relatives au secret des vérifications effectuées par la Cour des comptes) : adopté ;

article 18 : son amendement n° 34 (publication au *Journal officiel* du rapport de la Cour des comptes) (p. 3541) : adopté ; **article 19** : son amendement n° 35 (supprimant les mots « commerciale et financière » après le mot « gestion » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 12 de la loi du 22 juin 1967) : adopté ; contrôle effectué par la Cour des comptes ; son amendement n° 36 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 12 de la loi du 22 juin 1967) (p. 3542) : adopté ; **après l'article 21** : son amendement n° 37 (chambre régionale des comptes compétente pour Saint-Pierre-et-Miquelon) : rejeté ; **article 22** : son amendement n° 38 (de suppression) : adopté ; **article 22** *bis* : son amendement n° 39 (modalités de transfert de l'ensemble de l'apurement des comptes de la trésorerie générale vers les chambres régionales des comptes) (p. 3543) : adopté ; **après l'article 22** *bis* : son amendement n° 40 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 42 (de coordination) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 42 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 43 (qualification des recours formés devant la Cour des comptes contre les jugements des chambres régionales) : retiré ; **article 24** : son amendement n° 44 (de suppression) : adopté (p. 3544).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : possibilité pour les chambres régionales des comptes et la Cour des comptes d'auditionner toute personne qu'elles jugeraient utile d'entendre ; secret des travaux des chambres régionales des comptes [24 juin 1982] (p. 3853).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : résidence des membres des chambres régionales des comptes [17 juin 1982] (p. 3552) ; **article 13** : recrutement des conseillers de chambre régionale des comptes de deuxième classe (p. 3555) ; **article 14** : tour extérieur (p. 3556).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur suppléant : limite d'âge des conseillers [24 juin 1982] (p. 3855).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion des articles : **article 22** : gestion du corps des fonctionnaires chercheurs [22 juin 1982] (p. 3740).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 14** : marché du bovin-viande ; opposition entre interventionnisme privé et interventionnisme d'Etat [1er juillet 1982] (p. 4170).

— Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale (n° 947).

Première lecture, discussion générale : abrogation de la réforme de 1967 [7 juillet 1982] (p. 4306) ; part du revenu des ménages assurée par les prestations sociales ; suppression des élections des administrateurs des caisses en 1967 ; importance du patronat dans la gestion des caisses ; autonomie des caisses nationales ; rôle de la démocratie sociale comme antidote à la technocratie et au repli de l'institution elle-même (p. 4307) ; participation des usagers et des familles ; responsabilisation des syndicats représentatifs ; intérêts des personnels des caisses (p. 4308).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 157 (désignation des représentants des associations familiales) [8 juillet 1982] (p. 4338) : adopté après modification (p. 4340) ; **article 2** : son amendement n° 159 (désignation d'un représentant des associations familiales) (p. 4343) : adopté après modification ; son amendement n° 160 (rédactionnel) : adopté (p. 4344) ; **article 3** : son amendement n° 161 (désignation d'un représentant des associations familiales et de deux représentants du personnel) (p. 4366) : adopté après modification ; son amendement n° 162 (rédactionnel : adopté (p. 4367) ; **article 13** : son amendement n° 181 (précisant que le président du conseil d'administration de l'union sera nommé par décret en dehors des membres du conseil) (p. 4384) : adopté (p. 4385) ; **article 7 précédemment réservé** : son amendement n° 163 (précisant qu'un représentant des associations familiales et deux représentants du personnel de la caisse seront désignés pour siéger avec voix consultative) : retiré (p. 4394).

— Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : caractère squelettique des arguments développés par M. Christian Bonnet [21 juillet 1982] (p. 4612) ; rôle des juges et des policiers (p. 4613).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : mise en place de la représentation proportionnelle dans les conseils municipaux ; représentation des minorités ; suppression du panachage [26 juillet 1982] (p. 4837) ; nécessité d'éviter une trop grande multiplication des listes ; ouverture des conseils municipaux à tous (p. 4838).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : prestige de l'E. N. A. [5 octobre 1982] (p. 5391) ; principe de l'égale admissibilité aux emplois publics ; création d'une voie nouvelle d'entrée dans la fonction publique ; affaire Barel ; égalité de traitement dans le déroulement de la carrière de fonctionnaires (p. 5392) ; suppression du monopole de fait des milieux aisés sur l'E. N. A. (p. 5393).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'associer les usagers des transports à la définition et à l'application de la politique des transports publics ; nouveau statut de la S. N. C. F. [12 octobre 1982] (p. 5658).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : suppression des « tutelles bouts de chandelles » [29 novembre 1982] (p. 7739) ; problème des maires sollicitant une subvention ; instauration de la dotation globale d'équipement ; clarification des responsabilités des maires ; exemple du domaine des investissements communaux et de l'urbanisme ; renouveau de la vie locale et communale (p. 7740).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : ancienneté du phénomène de l'auxiliariat ; poids représenté par les non-titulaires dans les établissements publics à caractère administratif ; importance des femmes parmi les non-titulaires ; infériorité des salaires reçus par les non-titulaires ; résorption de l'auxiliariat grâce à la mise en place d'un plan de titularisation ; nécessité de définir le champ d'application de la présente loi ; conditions nécessaires à la titularisation ; problèmes d'ordre budgétaire [14 décembre 1982] (p. 8254, 8255) ; éventuelle diminution de la rémunération consécutive à la titularisation ; durée du plan de titularisation ; manque de détermination des précédents gouvernements pour résoudre le problème des non-titulaires ; dérogations à la règle de l'emploi unique de fonctionnaires ; limitation du recours à des contractuels ; nouvelle gestion du personnel dans la fonction publique (p. 8256).

Dicussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (champ d'application de la présente loi) (p. 8292) : adopté après modification ; **article 2** : son amendement n° 2 (champ des exceptions aux principes posés par l'article 1er du présent projet de loi) : rejeté (p. 8293) ; **après l'article 2** : son amendement n° 3 (cas des personnels dits associés dans des emplois d'enseignants chercheurs des établissements

d'enseignement supérieur et de recherche) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5 (de coordination) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 6 (mise en place d'un mécanisme permettant à l'administration de remettre en cause les exceptions instituées en application des articles 2 et 3 aux principes posés à l'article 1er du présent projet de loi) (p. 8294) : adopté après modification ; **article 5 :** son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (durée de la validité de la liste complémentaire) : adopté (p. 8295) ; **article 6 :** son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 12 (ancienneté requise en vue de la titularisation) (p. 8296) : adopté après modification ; **article 9 :** organisation éventuelle d'un examen professionnel (p. 8297) ; son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté ; ses amendements n° 26 et n° 27 (composition des commissions administratives paritaires) (p. 8298) : rejetés ; **article 10 :** son amendement n° 14 (définition des critères retenus en vue de la titularisation des non-titulaires) : rejeté ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 33, à titre personnel (durée du délai dont disposent les agents non-titulaires pour accepter ou refuser leur intégration) (p. 8299) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 17 (de rectification) : adopté (p. 8300) ; **article 18 :** son amendement n° 18 (de suppression) : adopté (p. 8301).

Seconde délibération du projet de loi : **article 9 :** son amendement n° 1 (même objet que son amendement n° 26) : adopté ; son amendement n° 2 (même objet que son amendement n° 27) (p. 8301) ; adopté ; **article 10 :** son amendement n° 3 (même objet que son amendement n° 14) : adopté (p. 8302).

SARRE (Georges)

Député de Paris
(9e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réglementer les **activités privées de surveillance et de gardiennage (n° 890)** [19 mai 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Recrudescence du commerce de la drogue à Paris :** développement du commerce de la drogue en France et renforcement des moyens de lutte spécialement pour la brigade des stupéfiants [12 mai 1982] (p. 2042).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Première lecture, discussion générale : unité nationale ; situation en Corse ; élaboration d'un statut de la Corse respectueux de la spécificité de l'île ; droit à la différence ; droit de s'administrer librement ; mode de scrutin ; déroulement des opérations électorales ; composition et fonctionnement de la commission de surveillance des opérations préliminaires au scrutin ; composition et fonctionnement de la commission de contrôle et de recensement des opérations de vote ; réduction du « clanisme » et du « clientélisme » au profit d'une réelle démocratisation de la société corse ; amnistie ; substitution du dialogue à l'affrontement et de la responsabilité à la violence [18 janvier 1982] (p. 176).

— **Projet de loi sur la communication audiovisuelle** (n° 754).

Première lecture, discussion générale : renforcement du service public comme garantie du pluralisme de la création et de l'information ; nécessité de prendre en compte l'évolution de la communication audiovisuelle ; réforme de 1974 ; capitulation de la majorité de droite devant les évolutions technologiques ; volonté de l'exécutif d'affronter l'évolution des technologies en réaffirmant l'autorité de l'Etat ; nécessité d'empêcher toute constitution de monopoles « multimédia » ; utilisation du satellite [26 avril 1982] (p. 1338) ; refus par l'U.D.F. du service public de l'audiovisuel ; impossibilité pour une société privée de se fixer pour objectif une production et une programmation de qualité ; abolition du régime de tutelle sur l'audiovisuel ; création d'une Haute Autorité garantissant l'indépendance vis-à-vis de tout pouvoir ; lien organique entre la Haute Autorité et le Conseil national de la communication audiovisuelle ; décentralisation audiovisuelle ; introduction de la publicité dans les programmes régionaux (p. 1339).

— **Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : poursuite de l'œuvre de décentralisation dans les trois grandes villes de France ; combat d'arrière-garde mené par l'opposition [21 octobre 1982] (p. 6099) ; adaptation des institutions communales aux réalités des grandes concentrations humaines ; spéculation immobilière ; ségrégation reléguant les plus démunis dans les périphéries ; dégradation de la qualité de la vie urbaine ; cadre offert par les arrondissements ou les groupes d'arrondissement ; contenu de la loi de 1975 (p. 6100) ; comportement de certains maires en propriétaires ; prise en main par les habitants de la vie quotidienne des quartiers ; omnipotence de certains maires ; précise que les élus parisiens du suffrage universel sont tenus à l'écart des mairies annexes d'arrondissement ; officiers municipaux nommés par le maire, recrutés parmi ses amis politiques et parmi les battus du suffrage universel (p. 6101) ; élection des conseils d'arrondissement ; dotation du conseil d'arrondissement (p. 6102) ; renouveau des institutions locales (p. 6103).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* avenir de l'artisanat dans les villes ; accroissement des crédits consacrés aux prêts participatifs ; importance de la spéculation immobilière ; exemple de Paris ; nécessité de contraindre les promoteurs à prévoir la réinsertion des artisans expropriés dans les immeubles rénovés [2 novembre 1982] (p. 6530) ; nécessaire adaptation de la formation professionnelle ; création de nouveaux C.A.P. (p. 6531).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement de vivifier le tissu industriel de la France ; extension du secteur public ; problème de la régulation des crédits ; ampleur de l'effort engagé par le Gouvernement ; soutien apporté au secteur du textile ; refus de choisir entre l'inflation ou la faillite pour les entreprises ; nécessité de rééquilibrer les échanges extérieurs [8 novembre 1982] (p. 6878).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* importance des créations d'emplois ; prise en compte de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite ; volonté de politisation et de manipulation d'une partie de la police par le R.P.R. ; alliance ouvrière et professionnelle (A.O.P.) de la police ; utilisation du thème de l'insécurité par l'opposition [10 novembre 1982] (p. 7015).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* retour à l'unité du service public ; légère progression du nombre des bureaux de poste ; insuffisance du nombre des téléboutiques ; accès des usagers des chèques postaux au réseau carte bleue ; mise en œuvre d'un réseau câblé multiservices par fibres optiques [12 novembre 1982] (p. 7061).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* buts du libre échange ; refus de la nouvelle division internationale du travail [12 novembre 1982] (p. 7075) ; conséquences du niveau artificiel du dollar ; diminution des importations de charbon ; insuffisance de la progression des crédits consacrés au service d'expansion économique à l'étranger ; mobilisation de l'opinion à l'aide des moyens audiovisuels (p. 7076).

SAUTIER (Yves)

Député de la Haute-Savoie
(2e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 6 (maintien du secteur privé à l'hôpital public jusqu'à la parution des décrets concernant le statut hospitalier) : rejeté ; son amendement n° 7 (maintien des modalités d'organisation du secteur hospitalier privé pour les médecins exerçant une telle activité à la date du 31 décembre 1982) : rejeté ; son amendement n° 8 (prolongation jusqu'au 31 décembre 1992 de l'exercice d'une activité privée au sein d'un service public hospitalier dans des conditions et limites fixées par décret en Conseil d'Etat [25 juin 1982] (p. 3922) : rejeté (p. 3923).

Explications de vote : transformation de la gestion et de l'équilibre budgétaire des hôpitaux publics par la suppression du secteur privé; bilan positif des vingt-trois ans de secteur privé des médecins à temps plein dans les hôpitaux publics ; avantages financiers pour l'hôpital lui-même ; problème du complément de ressources pour les médecins ; nécessité d'augmenter les traitements des médecins hospitaliers et d'améliorer leur couverture sociale (p. 3924).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* avenir de l'hôtellerie rurale ; concurrence du secteur associatif ; poids des charges fiscales et sociales [3 novembre 1982] (p. 6619).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* importance des annulations d'autorisations de programme et de crédits de paiement en 1982 ; problème de l'aménagement de la montagne ; insuffisance de l'indemnité spéciale de montagne ; nécessité de développer le secteur des services dans ces régions ; centralisme excessif de l'administration ; problème des régions frontalières [17 novembre 1982] (p. 7298, 7299).

SAUVAIGO (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes
(6e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

SAVARY (Alain)

Ministre de l'éducation nationale

DEPOTS

Projet de loi relatif au **régime de retraite** de certains **maîtres de l'enseignement privé intégrés dans l'enseignement public (n° 917)** [2 juin 1982].

Projet de loi relatif aux **études médicales et pharmaceutiques (n° 1076)** [21 septembre 1982].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jacques Brunhes : rentrée scolaire 1982,** création d'emplois dans le domaine de l'éducation nationale ; répartition des postes nouveaux ; augmentation du nombre de postes mis au concours pour l'agrégation et le C. A. P. E. S. ; pénurie de personnel dans le premier degré et mesures prises par le Gouvernement pour y remédier [14 avril 1982] (p. 1123).

— **M. Etienne Pinte : dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association :** interprétation donnée par le Conseil d'Etat de la loi de 1977 ; défauts d'un financement par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association ; instructions adressées aux préfets en 1981 [28 avril 1982] (p. 1420).

— **M. Michel Noir : refus de visites d'inspection par certains enseignants :** existence depuis des dizaines d'années d'un mouvement en faveur du refus d'inspection ; réforme des modalités de l'inspection pédagogique ; concertation [2 juin 1982] (p. 2864) ; dispositions transitoires prises par le ministre (p. 2865).

— **M. André Delehedde : rentrée scolaire :** abandon du système de l'alternance ; recrutement d'instituteurs par concours exceptionnel sur la base de la détention du D. E. U. G. ; formation des instituteurs ; effectifs des écoles maternelles [2 juin 1982] (p. 2867) ; objectifs et moyens de l'action de rénovation de la vie pédagogique et éducative (p. 2868).

— **M. Henri Bayard : grève des maîtres-assistants :** grève observée par les maîtres-assistants dans quelques universités ; revendications pour la constitution d'un corps unique d'enseignants des universités et la transformation de postes de maîtres-assistants en postes de professeurs ; politique mise en œuvre par le Gouvernement ; augmentation du nombre des places mises au concours d'agrégation ; volonté de développer le recrutement dit par la « voie longue » ; non transformation, dans l'immédiat, de postes vacants sur place ; modification de la structure statutaire des personnels enseignants examinée dans le cadre du projet de loi en préparation sur les établissements d'enseignement supérieur [10 juin 1982] (p. 3206, 3207).

— **M. Bruno Bourg-Broc : anomalies dans le déroulement d'examens :** incidents dans le déroulement de certaines épreuves d'examen ; présomption de fraudes à l'épreuve anticipée des baccalauréats à Périgueux ; épreuves renvoyées en septembre ; situation à Rouen, Bordeaux et Paris [30 juin 1982] (p. 4074).

— **M. Robert Montdargent : manque de professeurs dans l'enseignement secondaire :** rentrée scolaire ; augmentation du nombre des élèves dans l'enseignement secondaire ; réemploi des maîtres auxiliaires ; problèmes sectoriels relatifs à la musique, aux arts plastiques, à l'éducation physique et sportive ; nombre de postes mis aux concours ; choix des régions par les enseignants [6 octobre 1982] (p. 5456, 5457).

— **M. Bruno Bourg-Broc : conditions de la rentrée scolaire :** recrutement à l'agrégation et au C. A. P. E. S. ; enseignement technique ; possibilité d'heures supplémentaires de rattrapage pour certains élèves pendant le premier trimestre [6 octobre 1982] (p. 5459).

— **M. Bernard Derosier : rentrée scolaire :** manque d'enseignants dans certaines matières ; politique scolaire menée par les gouvernements précédents ; besoins quantitatifs de l'enseignement ; formation continue des enseignants [6 octobre 1982] (p. 5460).

— **M. Jean-Paul Charié : invasion des locaux du rectorat de l'académie Orléans-Tours par des maîtres-auxiliaires :** démission des maîtres-auxiliaires ; évacuation du rectorat par les manifestants [10 novembre 1982] (p. 7020).

— **M. Louis Lareng : internes des hôpitaux de la région sanitaire de Paris :** retrait d'agrément de services qualifiants des hôpitaux généraux ; refus de certains jurys d'accorder l'équivalence de C. E. S. à des internes des hôpitaux de la région de Paris ; loi sur les études médicales ; respect de la souveraineté des jurys ; responsabilités des parties concernées [10 novembre 1982] (p. 7022).

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : problèmes de l'enseignement privé :** difficultés de certaines écoles primaires privées sous contrat d'association ; rôle des communes pour assurer les dépenses de fonctionnement des écoles sous contrat d'association affirmé par le Conseil d'Etat ; difficultés posées par l'application de ce principe ; notion de dépenses obligatoires ; recrutement intercommunal des écoles privées [8 décembre 1982] (p. 8112) ; nature des dépenses entrant dans le calcul du forfait d'externat ; sursis aux procédures d'inscription ou de mandatement d'office ; possibilité pour l'autorité de tutelle de ne pas prescrire l'inscription d'office pour des raisons d'opportunité ; période de mutation (p. 8113) ;

— **M. Jean-Pierre Michel : concours d'agrégation de droit et de sciences économiques :** procédures coexistantes pour le recrutement des professeurs de l'enseignement supérieur ; orientation vers l'unité des modes de recrutement des professeurs ; études en cours au niveau interministériel au sujet des concours ; critique les actions de revendication de certains enseignants [15 décembre 1982] (p. 8327).

orales sans débat de :

— **M. Jean-Claude Bateux (n° 140) : enseignement technique dans l'académie de Rouen :** rénovation de l'enseignement technique, objectif prioritaire de la politique gouvernementale ; accroissement des capacités d'accueil et d'encadrement ; lutte contre la sortie prématurée d'élèves avant l'achèvement de leur formation ; détermination des capacités d'accueil nécessaires à l'admission des élèves ; nouvelle procédure d'élaboration de la carte scolaire [23 avril 1982] (p. 1289) ; création d'emplois de professeur de lycée d'enseignement professionnel (p. 1290) ;

— **M. Guy Malandain (n° 137) : agents non spécialisés des lycées des Yvelines :** situation du personnel de service du lycée de la plaine de Neauphle, à Trappes ; difficultés au niveau du service d'entretien aggravées par la réduction du temps de service dont bénéficient les personnels depuis le 1er janvier 1982 ; difficultés des personnels non enseignants [23 avril 1982] (p. 1290) ; inégalités entre les différentes académies ; créations éventuelles d'emplois consécutives à la réduction du temps de travail (p. 1291) ;

— **M. Parfait Jans (n° 136) : qualification professionnelle des chauffeurs de taxi :** en remplacement de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : facilité avec laquelle les candidats à la profession de chauffeur de taxi obtiennent le C.A.P. provisoire ; accroissement de la difficulté de ce C.A.P. ; cours délivrés par le centre de Montreuil financés au titre de la formation continue [23 avril 1982] (p. 1291-1292) ;

— **M. Jean-Louis Dumont (n° 182) : cité technique Vauban à Verdun :** défaillance du système de fondation des bâtiments d'internat et d'externat ; importance des travaux mis en œuvre [14 mai 1982] (p. 2158) ;

— **M. Charles Miossec (n° 161) : capacité opérationnelle de la marine de guerre :** nécessité d'une planification militaire ; augmentation de la capacité opérationnelle de la marine ; problème des sous-marins nucléaires d'attaque [14 mai 1982] (p. 2159) ;

— **M. André Borel (n° 271) : centre d'information de Cavaillon :** souhaite, à titre personnel, le report de certaines questions orales sans débat ; prise en compte des centres d'information et d'orientation dans le cadre du futur projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les collectivités locales et l'Etat [22 octobre 1982] (p. 6167) ;

— **M. Alain Vivien (n° 269) : organisation de la rentrée scolaire :** rentrée scolaire 1982 ; préparation de la rentrée de 1983 ; nécessité de limiter le mouvement des enseignants titulaires vers les régions du sud de la France ; professeurs stagiaires ; travail à temps partiel ; nécessité d'assurer le rattrapage des heures de cours perdues lors de la rentrée 1982 (p. 6168, 6169) ;

— **M. Jean-Hugues Colonna, remplacé par Mme Martine Frachon (n° 268) : âge de la retraite des sapeurs-pompiers :** sapeurs-pompiers ; impossibilité d'abaisser l'âge de départ à la retraite des sapeurs-pompiers professionnels sans abaisser l'âge de la retraite d'autres agents des collectivités locales (p. 6170) ;

— **M. Lucien Richard (n° 235) : société gestionnaire du pont de Saint-Nazaire :** modification dans la composition du capital de la Société anonyme d'économie mixte du pont de Saint-Nazaire—Saint-Brévin sans conséquence directe sur le pouvoir de décision des actionnaires privés et sur le classement de l'ouvrage ; classement du pont non envisagé actuellement (p. 6171) ;

— **M. Jean Rigaud (n° 281) : suppléance des enseignants :** conditions de remplacement d'enseignants ; académie de Lyon ; crédits supplémentaires [26 novembre 1982] (p. 7708) ;

— **M. Jean-Paul Planchou (n° 286) : instruction civique :** cours d'éducation civique dans les lycées ; contenu des programmes en classes de seconde, de première et de terminale ; mission sur l'enseignement de l'histoire confiée à M. Girault ; formation des enseignants [26 novembre 1982] (p. 7709) ;

— **M. Jean Royer (n° 278) : chômage :** en remplacement de M. Jean Le Garrec, ministre délégué chargé de l'emploi : création de chantiers municipaux ; impossibilité d'exiger une contrepartie en travail des chômeurs indemnisés ; nécessité de simplifier les mécanismes d'indemnisation ; insertion professionnelle des chômeurs ; mesures retenues pour la rentrée 1982-1983 : apprentissage, contrats emploi-formation, aide à la création d'emplois dans les petites entreprises artisanales ; action du Gouvernement contre le chômage ; chômeurs de longue durée [26 novembre 1982] (p. 7710) ;

— **M. Gilbert Mathieu (n° 322) : élèves-professeurs adjoints d'éducation physique et sportive :** nombre de postes offerts pour la prochaine session de recrutement de professeurs adjoints ; nécessité de distinguer les emplois vacants des emplois non pourvus par un titulaire ; impossibilité de se prononcer sur le nombre de candidatures au concours [17 décembre 1982] (p. 8468) ;

— **M. Jean-Claude Beteux (n° 321) : élèves-professeurs adjoints d'éducation physique et sportive :** mode de recrutement et avenir du corps de professeurs adjoints [17 décembre 1982] (p. 8469) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076).**

Première lecture, discussion générale : mise en place d'un régime de contrôle permettant d'éviter qu'un étudiant en médecine puisse dissimuler sons succès au concours d'internat et échapper ainsi au service national [27 septembre 1982] (p. 5114) ; formation des médecins et des pharmaciens ; défauts des études médicales en France ; inexistence de la formation des médecins généralistes ; critiques concernant les études de pharmacie ; insuffisance de la formation des médecins dans le domaine de la santé publique et de la prévention (p. 5115) ; nécessité d'assurer un contact précoce de l'étudiant avec l'hôpital ; accès de tous les étudiants à un troisième cycle au cours duquel ils occuperont des fonctions d'interne ; mise en place de quatre filières (médecine générale, médecines spécialisées, santé publique et recherche) ; rôle du médecin généraliste (p. 5116) ; répartition des étudiants entre les filières ; contenu des différentes filières (p. 5117) ; décloisonnement ; rôle de la région ; institution d'un troisième cycle d'études pour tous les étudiants en pharmacie (p. 5118) ; défense de l'individu face à la société ; rôle de la filière « santé publique » (p. 5129) ; contenu des études ; problèmes propres à la psychiatrie (p. 5130).

Discussion des articles : **article 2 :** *article* 46 de *la loi du* 12 *novembre* 1968 : création de la filière « santé publique » et de la filière « recherche médicale » ; distinction entre internat et résidanat (p. 5135) ; création de la filière «santé publique » (p. 5136) ; organisation de l'enseignement sous forme de modules ; *article* 47 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : organisation des examens ; *article* 48 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : dérogation en cas de force majeure (p. 5137) ; *article* 50 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : substitution du mot «étudiants » au mot « internes » (p. 5138) ; *article* 51 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : rôle des directeurs d'enseignements (p. 5139) ; déroulement de l'internat des psychiatres ; *article* 52 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : nécessité d'associer les professionnels en exercice à l'enseignement universitaire dans toutes les disciplines (p. 5140) ; *après*

l'article 53 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 50 (précisant que tous les internes auront la possibilité d'acquérir une formation par la recherche) : adopté ; obligation faite aux étudiants de suivre des enseignements de santé publique (p. 5141) ; *article* 54 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : fixation du nombre des postes d'interne ; *article* 55 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : fixation de la composition des commissions régionales par décret en Conseil d'Etat (p. 5143) ; représentation de toutes les filières dans les commissions techniques et pédagogiques inter-régionales (p. 5144) ; *article* 56 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : accueil des médecins étrangers ; *article* 57 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 ; son amendement n° 51 (contenu du troisième cycle des études pharmaceutiques) (p. 5145) : adopté (p. 5146) ; **après l'article 5 :** problème des internes des C. H. U. et des internes de la région sanitaire ; bilan de l'application de la présente loi (p. 5149).

Deuxième lecture, discussion générale : place reconnue à la médecine générale ; importance accordée à la formation dans les disciplines de santé publique [23 novembre 1982] (p. 7548) ; formation à l'exercice de la médecine en collectivité ; recherche médicale ; formation de chercheurs dans les organismes publics ou industriels ; spécialités médicales, chirurgicales, biologiques ; formation des psychiatres ; conditions de leur internat ; disparition des cloisonnements entre hôpitaux et médecins ; possibilités nouvelles de réorientation des carrières au cours des études ou en cours d'exercice professionnel ; création d'un troisième cycle dans les études de pharmacie ; organisation d'une année hospitalo-universitaire ; troisième cycle court ; demande au nom du Gouvernement le rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (p. 7549).

Discussion des articles : **article 2 :** *article* 48 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article* 50 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : sons sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 9 de la commission (suppression du mot « sanction » à propos des épreuves pour le diplôme de fin de troisième cycle) : adopté (p. 7551) ; *article* 51 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 36 (caractère évident du contrôle de la bonne acquisition des connaissances des étudiants par les directeurs d'enseignement) : adopté ; son amendement n° 37 (substituant aux mots « de recherche médicale » les mots « des laboratoires agréés de recherche ») ; amendement de cohérence avec les articles 54 et 57 de la loi du 12 novembre 1968 : adopté ; son sous amendement n° 38 à l'amendement n° 13 de la commission (possibilité de stages dans des services d'hôpitaux non universitaires pour les internes en psychiatrie et en biologie médicale) : adopté (p. 7752) ; *article* 52 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : rôle des médecins non universitaires dans la formation théorique et pratique des internes ; filière de médecine générale du troisième cycle ; rôle et rémunération des médecins généralistes consacrant une partie de leur temps à l'enseignement (p. 7553) ; *article* 57 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son amendement n° 39 (formation commune à la pharmacie et à la médecine) : adopté (p. 7554) ; *article* 58 *de la loi du* 12 *novembre* 1968 : son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 30 de la commission (formation commune à la médecine et à la pharmacie) : adopté (p. 7555).

Ses observations après les explications de vote : amélioration de la qualité de la médecine ; place des généralistes (p. 7556)

Troisième lecture, discussion générale : demande à l'Assembée de retenir les propositions de la commission [18 décembre 1982] (p. 8510).

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083)

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* qualité des travaux des rapporteurs [5 novembre 1982] (p. 6759) ; progression du budget de l'éducation nationale supérieure à celle de l'ensemble des budgets civils ; rénovation du système éducatif ; accueil des élèves et des étudiants ; démocratisation du système d'enseignement ; accroissement constaté des effectifs des élèves ; politique de réduction des inégalités vis-à-vis de l'échec scolaire ; lutte contre les retards scolaires ; travaux de la commission Legrand ; modification des modes d'élaboration des programmes (p. 6760) ; priorité donnée aux enseignements technologiques dans le présent projet de budget ; missions des L. E. P. ; futur projet de loi relatif aux enseignements supérieurs ; réforme des études médicales ; relations entre l'enseignement public et l'enseignement privé ; formation continue des adultes ; sens de l'intérêt du service dont font preuve les fonctionnaires de l'éducation nationale (p. 6761) ; recherche d'une autonomie accrue des établissements scolaires ; centralisation du système de gestion de l'éducation nationale ; accroissement des bourses des étudiants ; problème des crédits de remplacement des enseignants malades ; absence de création d'emplois dans le premier degré ; missions des quatre groupes de travail constitués pour étudier les problèmes de l'enseignement privé (p. 6762) ; bonnes conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire ; situation des maîtres auxiliaires ; exigences de la décentralisation ; caractère national de nombreux concours de recrutement ; problème de l'auxiliariat ; difficultés de l'enseignement technique (p. 6763) ; multiplication des autorisations d'ouverture de sections de B. T. S. ; inconvénients de la taxe d'apprentissage ; problème de l'éducation physique et sportive ; problème des heures complémentaires dans l'enseignement supérieur ; effort consenti par le Gouvernement en faveur des créations de postes ; problèmes des langues et des cultures régionales ; exemple de la Bretagne ; enseignement du breton (p. 6764) ; décentralisation de l'éducation nationale ; problème des constructions scolaires (p. 6765).

Répond à la question de :

— *M. André Durr :* rôle des classes préparatoires ; mise en place du plan machine-outil (p. 6766) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* enseignement artistique ; plan machine-outil (p. 6766) ;

— *M. André Durr :* problème des lycées techniques d'Alsace ; réforme de la taxe d'apprentissage (p. 6766) ;

— *M. Roland Nungesser :* caractère limité des difficultés de la rentrée scolaire (p. 6766, 6767) ;

— *M. Germain Sprauer :* problème des coopérants contractuels remis à la disposition de la France ; orientation de la politique concernant les coopérants (p. 6767) ;

— *M. Jean Proveux :* problème de l'absentéisme ; création éventuelle d'un corps de titulaires remplaçants ; suppression des détachements et des sursis de stage (p. 6767) ;

— *M. Freddy Deschaux-Beaume :* problème de l'adéquation des ouvertures de classes aux flux de population (p. 6768) ;

— *M. Didier Chouat :* lutte contre les inégalités scolaires p. 6768) ;

— *M. Freddy Deschaux-Beaume :* problème des rythmes scolaires ; contenu des enseignements (p. 6768, 6769) ;

— *Mme Martine Frachon :* précise qu'il n'existe pas de matières nobles ou de matières non nobles ; correction des inégalités dans le recrutement des enseignants (p. 6769) ;

— *M. Jean Giovannelli :* problème de l'enseignement technique long ; développement des classes de B. T. S. (p. 6769) ;

— *M. Jean-Claude Bateux :* renouvelement des parcs de machines-outils dans l'enseignement technique (p. 6769, 6770) ;

— *M. Jean Desanlis :* affectation des maîtres auxiliaires ; attirance de ceux-ci pour le secteur privé (p. 6770) ;

— *M. Emile Koehl :* problème de l'enseignement précoce des langues vivantes ; bilinguisme d'Alsace et de Moselle (p. 6770) ;

— *M. Georges Hage :* problème des bourses de l'enseignement supérieur (p. 6771) ;

— *M. Jacques Brunhes :* modification de la carte scolaire ; création de postes (p. 6771) ;

— *M. Guy Ducoloné :* remplacement des maîtres (p. 6771, 6772) ;

— *M. Lucien Dutard :* problème des constructions scolaires ; entretien des bâtiments (p. 6772) ;

— *M. Maurice Sergheraert :* propositions de la commission Legrand ; importance attachée par le Gouvernement à l'éducation physique (p. 6772) ;

— *M. Roger Rouquette :* titularisation des auxiliaires des centres d'information et d'orientation (p. 6773) ;

— *M. Jean-Pierre Le Coadic :* problèmes spécifiques à la région Ile-de-France ; surcoût de la construction en Ile-de-France (p. 6773) ;

— *M. Jacques Brunhes :* défense de la langue française dans le monde (p. 6773) ; problème du centre de Besançon (p. 6774).

Examen des crédits : **état B, titre III :** problème de l'inspection générale de l'éducation physique et sportive ; intégration des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive (p. 6774, 6775) ; **titre V :** problème des régulations de crédits (p. 6776) ; **après l'article 72 :** son amendement n° 99 (titularisation des vacataires) : adopté (p. 6777) ; problème des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive (p. 6778).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Troisième lecture, discussion générale : fusion du comité d'hygiène et de sécurité et de la commission d'amélioration des conditions de travail ; enrichissement du texte par l'Assemblée nationale [18 décembre 1982] (p. 8507).

SCHIFFLER (Nicolas)

Député de la Moselle
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J. O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 308,** posée le 7 décembre 1982 : **métaux (emploi et activité)** (p. 8098, 8099) ; appelée le 10 décembre 1982 ; remplacé par M. René Drouin : **importations de minerai de fer** (p. 8215).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).

Première lecture, discussion générale : droit local en matière prud'homale ; discrimination à l'égard des Alsaciens et des Mosellans pour ce qui concerne la généralisation territoriale, la compétence professionnelle, la composition des conseils et leur fonctionnement [27 janvier 1982] (p. 575) ; statut du conseiller prud'homal ; protection spécifique ; maintien de la rémunération et préservation de l'intégralité des droits sociaux ; statut du défenseur prud'homal ; règles d'assistance ou d'incompatibilité ; autorisations d'absence de l'entreprise ; protection contre les licenciements (p. 576).

Deuxième lecture, discussion générale : discrimination dont étaient victimes les salariés mosellans avant le vote du présent projet ; fonctionnement des bureaux de conciliation ; formation des conseillers prud'homaux ; prise en charge par l'Etat des dépenses supportées par les entreprises [13 avril 1982] (p. 1052).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : attribution de nouveaux droits aux travailleurs et aux organisations syndicales ; rapport Sudreau ; amélioration des conditions du dialogue social ; intervention des salariés sur les conditions de travail ; institution des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail ; politique de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ; conditions nouvelles de la négociation collective ; obligation de négocier dans l'entreprise ; renforcement des droits syndicaux [13 mai 1982] (p. 2135) ; délégués du personnel ; attributions nouvelles du comité d'entreprise ; mise en place des commissions économiques (p. 2136).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 470 (précisant que le crédit d'heures peut être dépassé en cas de circonstances exceptionnelles) [28 mai 1982] (p. 2728) ; **article 10 :** *article L.* 423-3 *du code du travail :* négociation sur le nombre des collèges permettant un accord préélectoral [1re juin 1982] (p. 2785).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** nécessité de la formation pour les représentants du personnel au C. H. S. C. T. ; rôle de la prévention [21 septembre 1982] (p. 5003) ; coût social des accidents du travail (p. 5004) ; *article L.* 236-2 *du code du travail :* refus de permettre au C. H. S. C. T. de modifier ses missions en fonction de la sensibilité des courants qui y seront représentés [22 septembre 1982] (p. 5037) ; consultation du C. H. S. C. T. en cas de modifications technologiques dans l'entreprise (p. 5039) ; refus d'opposer le comité d'entreprise aux délégués du personnel (p. 5041) ; *article L.* 236-3 *du code du travail :* soupçons systématiques pesant sur les membres du C. H. S. C. T. de ne pas être capables d'assumer leurs responsabilités touchant au secret des procédés de fabrication (p. 5043) ; *article L.* 236-4 *du code du travail :* problème de la conception des outils et des machines (p 5046) ; transmission du procès-verbal du C. H. S. C. T. en vue d'obtenir un marché public (p. 5048) ; *article L.* 236-5 *du code du travail :* composition du C. H. S. C. T. (p. 5051) ; élection des membres des C. H. S. C. T. (p. 5052) ; désignation de la personne devant assurer le secrétariat du C. H. S. C. T. (p. 5054) ; rédaction du procès-verbal de la réunion du C. H. S. C. T. (p. 5055) ; *article L.* 236-6 *du code du travail :* nécessité de définir le rôle et les compétences des C. H. S. C. T. (p. 5060) ; *article L.* 236-7 *du code du travail :* cumul des crédits d'heures (p. 5064) ; **après l'article 1er :** problème de l'arrêt des installations en cas de danger imminent (p. 5085).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste (p. 5092).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale :* effort consenti en faveur des contrats de solidarité ; réduction du temps de travail ; problème des travailleurs de la sidérurgie [15 novembre 1982] (p. 7166, 7167).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* respect des dispositions destinées à assurer la protection des salariés ; application de la nouvelle législation sur les droits des travailleurs ; extension des droits conventionnels ; différentes procédures de règlement des conflits du travail ; rôle de l'inspecteur du travail ; diminution des accidents du travail ; rôle des médecins du travail [18 novembre 1982] (p. 7395).

SCHREINER (Bernard)

Député des Yvelines
(7e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Fin de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [2 avril 1982] (p. 782).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) [8 avril 1982] (p. 1043).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (France régions 3, commission consultative des fréquences) [*J.O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux études médicales et pharmaceutiques (n° 1076) [*J.O.* du 5 novembre 1982] (p. 3334).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J.O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 754) sur la communication audiovisuelle **(n° 826)** [22 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la **communication audiovisuelle (n° 990)** [1er juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième et nouvelle lecture le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 987), sur la **communication audiovisuelle (n° 1012)** [6 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi sur la **communication audiovisuelle,** rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 1018), **(n° 1019)** [8 juillet 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : désengagement progressif de l'Etat vis-à-vis du service public et indifférence de celui-ci à l'égard des nouvelles données de la communication pendant les septennats précédents ; évolution des techniques de communication ; sauvegarde du service public, garant du pluralisme et de l'intérêt national ; maîtrise du contenu de la programmation [26 avril 1982] (p. 1298) ; suppression du monopole de programmation ; retard de la loi dans le domaine audiovisuel ; première loi sur la communication audiovisuelle dans son ensemble ; volonté d'assurer pour des groupes divers privés, autres que ceux dépendant du service public, l'accès aux moyens nouveaux offerts par l'évolution des techniques audiovisuelles ; émergence de deux techniques : le câble et le satellite ; nécessité d'antennes individuelles dans les zones rurales ; prochain lancement du satellite de diffusion directe ; réception par le public français de multiples programmes télédiffusés par les satellites des pays voisins ; couplage de l'informatique avec la télévision et le téléphone (télématique) ; nouvelle conception des rapports entre l'Etat et le service public ; mise en place d'un système de communication personnalisée ; « explosion » des radios locales privées ; fonction de communication que doivent retrouver la radio et la télévision ; décentralisation des outils de communication ; constitution de réseaux de télédistribution ; rôle du service public dans le développement de la communication ; consolidation d'une nouvelle « société de communication » ; définition du domaine des concessions de service public (portant éventuellement sur des temps d'antenne) ; nécessité d'établir les bases d'un futur code interministériel des télécommunications (p. 1299) ; relations entre le régime de la radiodiffusion-télévision et le régime des télécommunications ; nécessité d'éviter la constitution de trusts multi-médias ; précision des responsabilités vis-à-vis des usagers ; volonté de privatisation manifestée par l'opposition ; conception fondamentalement différente de celle de la majorité ; refus d'une situation « à l'italienne » où la « liberté totale » a conduit à la constitution de monopoles recherchant uniquement la rentabilité financière ; affirmation de l'opposition selon laquelle la concurrence serait déloyale au niveau des radios locales ; problème de l'indépendance du service public de radiodiffusion et de télévision ; mainmise complète du pouvoir giscardien sur les médias ; création par la loi d'une Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; mise en place d'un code de déontologie admis par tous ; compétences de la Haute Autorité ; nomination des membres de celle-ci s'inspirant du système en vigueur pour le Conseil constitutionnel ; rôle de la Haute Autorité sur l'harmonisation des programmes ; harmonisation rendue impossible par la loi de 1974 instituant une concurrence entre les chaînes (p. 1300) ; fixation des règles et contrôle de leur exécution par la Haute Autorité ; pouvoir d'injonction donné à la Haute Autorité envers les chaînes ; missions et rôle du Conseil national et des comités régionaux de la communication audiovisuelle ; projet de loi ne revenant pas aux structures unifiées de l'ancienne O. R. T. F. ; restauration du service public dans son unité et sa capacité de production ; démantèlement du service public voulu par les gouvernements précédents ; convention collective unique des personnels techniques et administratifs ; reconnaissance de la qualité de journaliste aux journalistes de l'audiovisuel ; nécessaire mobilité des personnels ; passerelles entre les sociétés nationales et les sociétés régionales ; statut de la société française de production (devenant une société nationale) ; regroupement dans une société nationale nouvelle des activités du service public d'outre-mer ; « filialisation » de cette structure nouvelle ; création de deux entités autonomes, l'une assurant la diffusion internationale des productions audiovisuelles et l'autre assurant les émissions radiophoniques vers l'étranger ; mise en place d'un véritable service public régional ; incohérences de la réforme de 1974 ayant entraîné un sous-développement des outils locaux et régionaux de la communication audiovisuelle ; concurrence entre Radio France et F. R. 3; campagne des radios départementales menée par Radio France ; exemple de la Lorraine où les usagers bénéficient de la concurrence de sept chaînes de télévision ; nécessité d'un minimum de deux heures de programmes régionaux par jour (p. 1301) ; mise en place de douze structures régionales dotées de moyens suffisants pour produire ces deux heures d'émission ; mise en place d'une bourse d'échange des émissions produites par les régions ; nécessité de faciliter l'accès des programmes régionaux aux chaînes nationales ; coût de la réforme ; caractère réglementaire de l'aspect financier du projet ; problème de la publicité sur F. R. 3 ; potentiel publicitaire non utilisé par la presse écrite ; rôle de la publicité dans le développement des régions ; création d'un fonds d'expression locale pour aider les radios locales privées ; renouveau de la création audiovisuelle ; augmentation pendant les dernières années de la diffusion de programmes étrangers ; redoublement des efforts de création ; innovations majeures en faveur du développement de l'ensemble des activités cinématographiques apportées par le présent texte ; inversement de la tendance à la concentration de l'industrie cinématographique conduisant à un appauvrissement de la production nationale (p. 1302) ; mise en place d'un véritable pluralisme de la création ; portée historique de ce texte (p. 1303).

Discussion des articles, rapporteur : **avant l'article 1er :** demande à M. Georges Hage de retirer son amendement n° 295 tout en souscrivant aux principes énoncés [27 avril 1982] (p. 1360) ; renforcement du service

public de la radiodiffusion et de la télévision ; mise en place pour le câble et la télématique d'un système de déclaration et d'autorisation ouvrant de nouvelles libertés (p. 1361) ; **article 1er** : son amendement n° 143 (insérant en tête de cet article « la communication audiovisuelle est libre ») ; travaux de la commission Holleaux sur les radios locales ; développement de la télévision par câble (p. 1364) ; mise en place d'un cadre juridique s'inspirant de celui de la presse écrite ; régime d'autorisation prévu pour le réseau câblé et la radiodiffusion sonore par voie hertzienne ; établissement de plusieurs cahiers des charges ; absence de câbles spécifiques pour la communication audiovisuelle (p. 1366) ; problème posé par la définition du mot « câble » (p. 1367) ; adopté après modification ; responsabilité de l'Etat dans l'organisation de la communication audiovisuelle (p. 1368) ; **après l'article 1er** : dispositions de la convention européenne des droits de l'homme ne faisant pas obstacle à la concession d'un service public important (p. 1375) ; principe de l'autorisation préalable posé pour l'utilisation des réseaux câblés (p. 1376) ; **article 2** : volonté de fonder le nouveau statut juridique de l'audiovisuel sur une philosophie de la liberté ; rôle du service public (p. 1380) ; problème des antennes collectives et individuelles ; absence dans le texte proposé d'une limitation au droit de réception (p. 1382) ; son amendement n° 144 (précisant les buts de la communication audiovisuelle libre et pluraliste) (p. 1385) : adopté (p. 1387) ; absence d'atteinte portée à la liberté de réception sauf si des considérations tirées de la souveraineté nationale le justifiaient (p. 1388) ; **après l'article 2** : souci de garder l'anonymat des choix au niveau de l'audiovisuel (p. 1389) ; **article 3** : son amendement n° 145 (de coordination) ; secteur public et service privé (p. 1392) : adopté ; son amendement n° 146 (de coordination) : adopté (p. 1394) ; **article 4** : son amendement n° 147 (de suppression) : adopté ; **après l'article 4** : possibilité pour les associations de saisir la justice d'un litige intéressant les mandants [28 avril 1982] (p. 1401) ; **article 5** : conception de l'information propre à chaque journal ; libéralisme dans la presse écrite conduisant à des situations de monopole ; travaux de la commission Holleaux répartissant les fréquences entre radios locales privées ; démantèlement de l'O.R.T.F. en 1974 (p. 1409) ; son amendement n° 148 (précisant les missions du service public de la radio diffusion et de la télévision) (p. 1425) ; disparition de tout monopole d'Etat ; actions nouvelles de la communication ; dialogue entre les cultures ; fin du démantèlement du service public (p. 1426) ; accès des communautés confessionnelles à la radio et à la télévision (p. 1427) ; respect du pluralisme assuré par la Haute Autorité (p. 1429) ; adopté après modification ; **article 6** : problèmes de déclaration et d'autorisation ; déroulement de la discussion (p. 1435) ; son amendement n° 149 (de suppression) : adopté (p. 1436) ; **après l'article 6** : son amendement n° 150 (fixant les modalités d'exercice du droit de réponse) ; existence d'un droit de réponse pour la presse écrite ; extension de ce droit à la communication audiovisuelle (p. 1437) ; caractère réglementaire de certaines dispositions contenues dans son amendement (p. 1445) ; refus de sanctionner pénalement la non-exécution des obligations liées au droit de réponse (p. 1447) : adopté après modification ; **article 7** : travaux de la commission Holleaux ; autorisation de Radio Chamalières (p. 1454) ; son amendement n° 151 (substituant aux mots « territoire de l'Etat » les mots « territoire national » dans la première phrase de cet article) : adopté (p. 1457) ; refus de supprimer le caractère précaire et révocable des autorisations ; nécessité de réserver les besoins de la défense nationale et de l'ordre public [29 avril 1982] (p. 1469) ; contentieux de la révocation des autorisations confié au juge administratif ; maîtrise de l'Etat sur l'ensemble des fréquences radioélectriques ; absence de rôle de la Haute Autorité en cette matière (p. 1470) ; travaux de la commission de répartition des fréquences (p. 1471) ; **après l'article 7** : bases d'un futur code interministériel de la communication audiovisuelle (p. 1472) ; **article 8** : son amendement n° 152 (de suppression) ; réserve de cet article jusqu'après l'article 9 ; adopté (p. 1473) ; **article 9** : s'oppose à l'amendement n° 297 de M. Georges Hage qui exclut la communication par câble du domaine de la loi (p. 1476) ; son amendement n° 153 (insérant les mots « ou si elles sont collectives, une propriété privée » après les mots « propriété tierce » dans le premier alinéa de cet article) ; insuffisance de la référence à la traversée de la voirie publique ou d'une propriété tierce (p. 1477) ; rejeté (p. 1478) ; volonté de la majorité de favoriser le développement de l'industrie nationale (p. 1482) ; volonté de l'opposition d'enrichir des sociétés privées (p. 1483) ; **après l'article 9** : son amendement n° 154 (rétablissant l'article 8) ; dispositif d'accès au service de la communication audiovisuelle (p. 1488) ; adopté (p. 1490) ; **article 10** : son amendement n° 155 (rédactionnel) : adopté (p. 1491) ; volonté de ne pas transformer en contrainte juridique l'éventualité de faire figurer un parlementaire d'outre-mer parmi les membres de la délégation ; composition de cette délégation parlementaire ; son amendement n° 156 (plaçant au début de la session de printemps le dépôt du rapport d'information annuel sur les activités de la délégation) (p. 1492) ; adopté ; son amendement n° 157 (précisant que la délégation établit son règlement intérieur) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 158 (pouvoirs de la délégation parlementaire et communication à celle-ci des rapports particuliers de la Cour des comptes) (p. 1493) ; adopté ; son amendement n° 159 (pouvoir de contrôle de la délégation) : adopté (p. 1494) ; avis de la délégation parlementaire sur les décrets d'application de la présente loi (p. 1495) ; son amendement n° 160 (consultation de la délégation sur les dispositions modifiant les cahiers des charges) : adopté ; son amendement n° 161 (précisant que la délégation parlementaire devra être consultée antérieurement à la publication des cahiers des charges) (p. 1496) ; adopté ; son amendement n° 162 (précisant que la délégation parlementaire doit se prononcer dans un délai de 15 jours à compter de la transmission des cahiers des charges) : adopté (p. 1497) ; **article 12** : son amendement n° 163 (rédactionnel) (p. 1500) ; mainmise du pouvoir sur la radiotélévision sous les gouvernements précédents ; comparaison avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ; adopté (p. 1501) ; **après l'article 12** : missions de la Haute Autorité [30 avril 1982] (p. 1531) ; **article 13** : son amendement n° 164 (définissant les missions et le pouvoir réglementaire de la Haute Autorité) ; nécessité d'assurer l'indépendance du service public (p. 1536) ; séparation des responsabilités et des fonctions de la Haute Autorité (p. 1540) ; qualité des programmes (p. 1541) ; protection de l'enfance et de l'adolescence (p. 1543) ; lutte menée pour la reconnaissance des langues régionales ; possibilité de présenter celles-ci à la radio et à la télévision ; importance de la « langue », mode d'expression faisant partie de la culture (p. 1546) ; accès aux programmes et adaptation des conditions de diffusion de ceux-ci aux difficultés des sourds et mal-entendants ; reconnaissance des langues régionales par les gouvernements précédents ; absence de rôle de la Haute Autorité en ce qui concerne la protection de l'indépendance nationale (p. 1548) ; aspect officiel des campagnes électorales dans les départements et territoires d'outre-mer confiées à la Haute Autorité (p. 1549) ; refus de confier à la Haute Autorité des pouvoirs de gestion sur les ressources des sociétés ou établissements publics de l'audiovisuel ; adopté (p. 1551) ; **après l'article 13** : refus de confier à la Haute Autorité l'approbation des cahiers des charges contenant les obligations de service public [3 mai 1982] (p. 1559) ; **article 14** : plan de répartition des fréquences ; travaux de la commission Holleaux (p. 1561) ; fréquences accordées aux radios locales par l'établissement public de diffusion (p. 1562) ; avenir de la télévision locale par voie hertzienne (p. 1564) ; transparence des décisions de la Haute Autorité (p. 1566) ; **article 15** : exclusion des conflits intéressant les journalistes du champ de cet article (p. 1568) ; son amendement n° 165 (caractère nécessairement préalable de la procédure de conciliation confiée à la Haute Autorité) : adopté ; son amendement n° 166 (rédactionnel) : adopté (p. 1570) ; **article 16** : rapports entre le cinéma et la télévision (p. 1575) ; son amendement n° 167 précisant que la Haute Autorité prend les dispositions nécessaires par voie de recommandations dont elle définit le mode de publication) : rejeté p. 1576) ; **article 17** : son amendement n° 168 (précisant les pouvoirs de la Haute Autorité en matière d'harmonisation des programmes et du respect du cahier des charges) (p. 1580) ; loi de 1974 (p. 1581) ; rôle du président de chaîne (p. 1582) ; danger de faire de la Haute Autorité le juge du fonds des émissions de télévision (p. 1583) ; son sous-amendement n° 692, à titre personnel, à l'amendement n° 168 de la commission (rapport public annuel de la Haute Autorité) : adopté après rectification (p. 1586) ; son amendement n° 168 adopté après modification ; récriminations des téléspectateurs ; refus d'inscrire dans la loi la façon dont la Haute Autorité doit travailler (p. 1587) ; règles actuelles des publications des travaux du service d'observation des programmes et du centre d'études et d'opinion (p. 1588) ; refus de donner à la Haute Autorité la mission de contrôler l'exécution des décisions du conseil régional ou général (p. 1589) ; **article 19** : son amendement n° 169 (de suppression) (p. 1590) : adopté (p. 1591) ; **article 20** : composition de la Haute Autorité ; comparaison avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Canada (p. 1594, 1595) ; son amendement n° 170 (cas des membres de la Haute Autorité nommés en cas de vacance) : adopté (p. 1598) ; **article 21** : son amendement n° 171 (rédactionnel) : adopté (p. 1602) ;

article 23 : refus d'inscrire les crédits nécessaires à la Haute Autorité au budget de la culture (p. 1603) ; **article 24 :** possibilité donnée à la Haute Autorité de « discuter » avec le Gouvernement (p. 1605) ; son amendement n° 172 (rédactionnel) (p. 1606) : adopté après modification ; son amendement n° 173 (notification et entrée en vigueur des décisions de la Haute Autorité) (p. 1607) : adopté après modification ; caractère non juridictionnel de la Haute Autorité (p. 1608) ; **article 25 :** son amendement n° 174 (rédactionnel) ; son amendement n° 175 (lien entre le Conseil national de la communication audiovisuelle et la Haute Autorité) ; son amendement n° 176 (reconnaissant au Conseil national le pouvoir de désigner certains des membres du conseil d'administration des organismes de service public de la radiodiffusion et de la télévision) (p. 1612) ; amendement n° 174 adopté (p. 1613) ; amendement n° 175 adopté après modification ; amendement n° 176 adopté (p. 1614) ; **article 26 :** refus d'une représentation parlementaire au Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1617) ; son amendement n° 177 (présence d'un délégué de l'outre-mer au Conseil national de la communication audivisuelle) : adopté ; son amendement n° 178 (rédactionnel) : adopté (p. 1619) ; représentation de syndicats au Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1620) ; absence de représentativité des associations de téléspectateurs (p. 1621) ; représentation des journalistes au Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1622) ; représentation des entreprises de communication au Conseil national de la communication audiovisuelle [4 mai 1982] (p. 1630) ; refus d'interdire aux entreprises du secteur public d'avoir des représentants au Conseil national (p. 1631) ; représentation de la presse écrite au Conseil national (p. 1632) ; représentation de T. D. F. au Conseil national ; son amendement n° 179 (représentation des organisations syndicales représentatives de journalistes au Conseil national) : devenu sans objet ; son amendement n° 180 (présence d'une personnalité d'outre-mer au Conseil national de la communication audiovisuelle) (p. 1633) : adopté ; représentation des confessions religieuses au Conseil national (p. 1634) ; son amendement n° 181 (rédactionnel) : adopté (p. 1636) ; refus d'inscrire les crédits du Conseil national au budget du ministère de la culture (p. 1637) ; **article 27 :** volonté de l'opposition de supprimer les comités régionaux ; avenir des régions passant par le développement de la communication audiovisuelle (p. 1639) ; **article 28 :** son amendement n° 182 (rédactionnel) (p. 1643) ; différence entre spécificité et identité (p. 1644) : adopté après modification (p. 1645) ; son amendement n° 183 (missions des comités régionaux) : adopté ; son amendement n° 184 (rédactionnel) : adopté ; risque d'éliminer la saisine du comité régional par la Haute Autorité (p. 1651) ; **article 29 :** son amendement n° 721. à titre personnel (composition des comités régionaux) ; son amendement n° 185 (même objet) (p. 1654) ; indépendance de la radio et de la télévision vis-à-vis du pouvoir politique au niveau régional (p. 1655) ; amendement n° 721 rejeté ; amendement n° 185 devenu sans objet ; son amendement n° 186 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 187 (insérant le mot « obligatoirement » avant le mot « inscrits » dans le second alinéa de cet article) : adopté (p. 1657) ; **avant l'article 30 :** son amendement n° 188 (complétant l'intitulé du chapitre I par les mots « dans le service public ») : adopté (p. 1658) ; **article 30 :** caractère essentiel des cahiers des charges pour l'organisation du service public (p. 1660) ; contenu des cahiers des charges (p. 1662) ; ses amendements n°s 189, 190 et 191 devenus sans objet (p. 1663) ; **article 31 :** assimilation des comptes rendus des conseils des ministres à des déclarations ou commentaires du Gouvernement (p. 1665) ; son amendement n° 192 (donnant aux différents groupes politiques la possibilité de faire usage de toutes les techniques audiovisuelles connues) (p. 1666) : adopté après rectification (p. 1668) ; retransmission des débats des conseils généraux (p. 1669) ; son amendement n° 193 (précisant qu'un temps d'antenne égal est accordé aux groupes parlementaires de la majorité et à ceux de l'opposition ainsi qu'aux formations politiques représentées à l'Assemblée nationale) ; refus d'accorder un temps d'antenne aux organisations syndicales représentatives (p. 1670) : adopté après modification (p. 1672) ; **article 32 :** son amendement n° 194 (distinction entre les deux types de missions exercées par l'établissement public de diffusion) (p. 1678) ; refus de la commission de limiter la compétence de l'établissement public de diffusion à la seule diffusion par voie hertzienne (p. 1681) ; hommage rendu aux personnels de T. D. F. (p. 1682) : adopté après modification ; élaboration du plan de répartition des fréquences ; travaux de la commission Holleaux (p. 1683) ; problème du brouillage ; cas dans lequel les fréquences sont utilisées malgré l'absence d'autorisation (p. 1686) ; contrôle technique confié à l'établissement public de diffusion ; son amendement n° 195 (de correction) : adopté ; son amendement n° 196 (rédactionnel) : adopté (p. 1689) ; participation de T. D. F. à la politique industrielle de l'Etat (p. 1690) ; **article 33 :** refus de la commission de modifier la composition d'un conseil d'administration de l'établissement public de diffusion ; son amendement n° 294 (nomination par décret des membres du conseil d'administration) : adopté (p. 1692) ; reconnaissance du rôle de l'encadrement mais refus d'une représentation particulière de cette catégorie de personnel ; son amendement n° 197 (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots « personnel de l'établissement ») (p. 1693) : adopté ; son amendement n° 198 (supprimant la possibilité donnée au président de l'établissement public de nommer le personnel) : adopté (p. 1694) ; **article 34 :** produit des prestations fournies par les sociétés de programmes ; financement public par le biais de la redevance ; facturation détaillée des prestations [5 mai 1982] (p. 1703) ; refus d'attribuer des pouvoirs de gestion à la Haute Autorité (p. 1705) ; volonté de l'opposition d'empêcher le financement des investissements publics de l'établissement public de diffusion par la redevance (p. 1706) ; **article 35 :** mise en concurrence du service public avec les radios privées dans les départements et les régions (p. 1709) ; création d'une société nationale chargée de la radiodiffusion (p. 1710) ; son amendement n° 199 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 200 (précisant que la société nationale de radio est créée par décret) : adopté ; introduction des chœurs et de la maîtrise de Radio France parmi les formations musicales placées sous la responsabilité de celle-ci (p. 1711) ; place des sociétés régionales de radio dans la répartition primaire des ressources opérées par le Premier ministre ; son amendement n° 202 (précisant la composition du comité chargé de gérer l'emploi des fonds inscrits au compte spécial) (p. 1713) : adopté après modification ; volonté de l'opposition d'interdire aux sociétés régionales et aux stations locales de se regrouper pour concevoir et élaborer des programmes (p. 1714) ; faiblesse du service public décentralisé de la radio (p. 1715) ; **après l'article 35 :** situation des personnels de la société nationale de radiodiffusion ; **article 36 :** procédure de création des sociétés nationales de programmes ; recréation par décret des sociétés T. F. 1 et Antenne 2 ; nécessité de laisser aux chaînes l'entière maîtrise de leur organisation ; volonté de ne pas fixer par la loi le nombre des sociétés nationales chargées du service public de la télévision (p. 1738) ; inutilité de préciser que les programmes de la société prévue s'adresseront à tous les publics ; notion de chaîne publique évolutive (p. 1741) ; création d'une chaîne dite « culturelle » ; caractère catastrophique d'une éventuelle spécialisation des chaînes (p. 1743) ; **article 37 :** composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes (p. 1746) ; importance du rôle des journalistes ; son amendement n° 203 (supprimant les mots « nommés par les organisations syndicales représentatives » à la fin de cet article) : adopté (p. 1753) ; procès d'intention fait par l'opposition aux directeurs de chaînes (p. 1754) ; **après l'article 37 :** refus d'envisager l'existence d'une société nationale de programmes à destination d'un public d'abonnés (p. 1755) ; **article 38 :** importance de cet article ; faiblesse des moyens des directions régionales de télévision ; création d'une société nationale à vocation régionale ; possibilité donnée aux sociétés régionales de produire des émissions ; volonté de l'opposition d'ouvrir la télévision par câbles et le domaine hertzien aux groupes privés (p. 1757) ; recherche d'une véritable régionalisation de l'audiovisuel (p. 1758) ; place du programme régional par rapport au programme national (p. 1759) ; son amendement n° 204 (précisant les missions confiées à la société nationale de télévision à vocation régionale) (p. 1760) ; son sous-amendement n° 699, à titre personnel, à l'amendement n° 204 de la commission (création par décret de la société nationale de programmes) : adopté (p. 1761) ; refus de transférer à la société nationale de télévision à vocation régionale des compétences en matière d'emploi et de gestion des personnels des sociétés régionales de télévision ; disposition selon laquelle les comités régionaux auront des représentants dans le conseil d'administration des sociétés régionales de télévision ; amendement n° 204 adopté après modification (p. 1762) ; **article 39 :** son amendement n° 206 (rédactionnel) : adopté (p. 1765) ; son amendement n° 722 (conseil d'orientation de la société prévue pour les départements et territoires d'outre-mer) (p. 1766) ; personnel de la société prévu par cet article fourni par les sociétés nationales ; devenu sans objet ; **après l'article 39 :** son amendement n° 208 (composition du conseil d'administration de la société nationale prévue pour l'outre-

mer) (p. 1767) : adopté après rectification (p. 1768) ; **article 40 :** son amendement n° 308 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 210 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 211 (de coordination) : adopté (p. 1770) ; **article 41 :** son amendement n° 212 (de coordination) : adopté (p. 1771) ; **article 42 :** son amendement n° 213 (précisant la notion de production de documents audiovisuels) : adopté (p. 1775) ; son amendement n° 214 (précisant que la société nationale de production est créée par décret) : adopté (p. 1777) ; transfert pendant la période 1974-1981 des déficits des sociétés nationales de programmes sur la S. F. P. ; son amendement n° 215 (moyens dont dispose la société nationale de production) : retiré (p. 1778) ; son amendement n° 216 (participation de la société nationale de production à des coproductions cinématographiques) : adopté (p. 1779) ; nécessité de resserrer les liens organiques entre la S. F. P. et les sociétés nationales de programmes ; composition du capital de la société nationale de production (p. 1780) ; son amendement n° 217 (de coordination) : adopté (p. 1782) ; **article 44 :** dispositions autorisant la société nationale de production et les sociétés nationales de programmes à produire des œuvres dans des conditions définies par les cahiers des charges [6 mai 1982] (p. 1791) ; limitation des activités de production des sociétés nationales de programmes aux besoins des services d'information (p. 1793) ; son amendement n° 218 (substituant au mot « émissions » les mots « œuvres ou documents audiovisuels ») : adopté (p. 1794) ; refus d'introduire des quotas de production (p. 1795) ; **après l'article 44 :** refus d'imposer la diffusion d'émissions de fiction, de documentaires et de variétés (p. 1797) ; **article 45 :** son amendement n° 219 (précisant les missions de l'I. N. C. A.) (p. 1799) : rejeté (p. 1800) ; **article 46 :** composition du conseil d'administration de l'I. N.C.A. (p. 1801) ; présence d'un représentant de l'établissement de diffusion au conseil d'administration de l'I. N. C. A. (p. 1802) ; son amendement n° 220 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « nommés par la Haute Autorité sur une liste de présentation établie par les organisations syndicales représentatives ») : adopté (p. 1803) ; nomination du président du conseil d'administration de l'I. N. C. A. ; son amendement n° 221 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 222 (consultation de la Haute Autorité sur la nomination du président de l'I. N. C. A.) : adopté ; son amendement n° 386, à titre personnel (précisant que le président du conseil d'administration de l'I. N. C. A. a voix prépondérante en cas de partage) : retiré ; son amendement n° 223 (supprimant la fin du second alinéa de cet article après le mot « établissement ») : adopté ; **article 47 :** son amendement n° 224 (supprimant les mots « de façon à permettre à l'institut le financement de ses investissements ») (p. 1804) : adopté (p. 1805) ; **article 48 :** problèmes des radios locales publiques et privées (p. 1809) ; autonomie financière des sociétés régionales de radiodiffusion sonore (p. 1810) ; volonté de ne pas empêcher la constitution de sociétés régionales de radiodiffusion sonore dans toutes les régions (p. 1811) ; refus d'une conception résiduelle du service public de télévision décentralisée palliant aux carences des initiatives privées ; fixation par le cahier des charges de la proportion de programmes d'origine locale diffusés par les stations publiques locales (p. 1812) ; **article 49 :** création de douze sociétés régionales de télévision dans un délai de quatre ans (p. 1816) ; volonté de la commission de faire coïncider l'action des comités régionaux avec les limites des régions (p. 1817) ; possibilité donnée aux régions de conclure des conventions avec les sociétés régionales de télévision ; **article 50 :** son amendement n° 227 (précisant la notion d' « émissions ») ; son amendement n° 228 (même objet) ; adoptés (p. 1832) ; **article 51 :** son amendement n° 229 (de coordination) : devenu sans objet ; son amendement n° 230 (rédactionnel) : adopté (p. 1833) ; **article 52 :** composition du conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision ; son amendement n° 387, à titre personnel (rédactionnel) ; adopté (p. 1834) ; représentation du personnel au conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision ; son amendement n° 231 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 232 (rapport annuel public du président du conseil d'administration des sociétés visées aux articles 48, 49 et 50 du projet) : adopté ; **article 53 :** filialisation de Radio France internationale (p. 1837) ; conventions conclues entre Radio France internationale et l'Etat ; ses amendements n°s 234, 235 et 236 ; devenus sans objet ; son amendement n° 233 : satisfait ; **article 54 :** son amendement n° 237 (de conséquence) : adopté (p. 1839) ; **article 55 :** ses amendements n°s 238 et 239 (de conséquence) : adoptés (p. 1840) ; son amendement n° 240 (précisant que le président a voix prépondérante en cas de partage) : adopté (p. 1841) : son amendement n° 241 (d'harmonisation) : adopté ; **article 56 :** nécessité de donner un nouveau dynamisme à l'action extérieure de la France [7 mai 1982] (p. 1866) ; son amendement n° 242 (commercialisation à l'étranger des œuvres et documents audiovisuels) : satisfait (p. 1867) ; possibilité donnée à la société créée par cet article de participer à des accords de coproduction ; commercialisation en France des productions télévisées (p. 1868) ; **article 57 :** composition du capital de la société chargée de l'action commerciale et culturelle à l'étranger (p. 1871) ; son amendement n° 243 (associant au capital de cette société l'ensemble des établissements publics et des sociétés créées par la présente loi) (p. 1872) ; adopté après modification (p. 1873) ; **article 58 :** son amendement n° 466, à titre personnel (de rectilfcation) : adopté (p. 1874) ; **article 59 :** nécessité de donner aux organismes créés par les articles précédents les moyens financiers d'assurer leurs missions (p. 1878) ; **article 60 :** caractère de taxe de la redevance T. V. [10 mai 1982] (p. 1887) ; son amendement n° 244 (d'harmonisation) (p. 1888) ; adopté (p. 1889) ; **article 61 :** réunion du produit de la redevance et des ressources provenant de la publicité en une seule masse globale répartie entre l'ensemble des organismes de radio-télévision (p. 1891) ; son amendement n° 245 (de précision) (p. 1892) ; son amendement n° 246 (rôle de la Haute Autorité en matière de répartition des recettes) : adopté (p. 1893) ; amendement n° 245 : adopté ; maîtrise de l'affectation des ressources par les sociétés nationales de programmes ; refuse la consultation du Conseil national et des comités régionaux de la communication audiovisuelle en matière de répartition des ressources (p. 1894) ; volonté de ne pas limiter la diffusion à la reprise de grands succès ; développement de la qualité (p. 1896) ; son amendement n° 247 (rédactionnel) : adopté (p. 1897) ; **article 62 :** refus de la commission de réduire le nombre des bénéficiaires de la répartition du produit de la redevance (p. 1899) ; **article 63 :** rapport annuel sur la situation et la gestion des organismes du service public (p. 1903) ; **article 64 :** conséquences de cet article sur la presse écrite ; futur projet de loi sur l'aide à la presse écrite (p. 1906) ; son amendement n° 248 (fixation par le cahier des charges de la nature de la programmation des émissions publicitaires) : adopté (p. 1908) ; refus de confier à la Haute Autorité la fixation des règles applicables en matière de financement publicitaire (p. 1909) ; absence dans le projet de loi de dispositions limitant le recours des sociétés de programmes de télévision au financement publicitaire (p. 1911, 1912) ; **article 65 :** nécessité de donner aux sociétés régionales de radiodiffusion les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission ; son amendement n° 249 (rôle du comité de gestion en matière de répartition des fonds inscrits au compte spécial) : retiré ; son amendement n° 764, à titre personnel (précisant que la société nationale de radiodiffusion répartit entre les sociétés régionales de radiodiffusion les fonds inscrits au compte spécial) : adopté (p. 1914) ; **article 66 :** financement des télévisions régionales (p. 1915) ; son amendement n° 467, à titre personnel (répartition des ressources entre les sociétés régionales de télévision) ; son amendement n° 250 (rôle du conseil d'orientation en matière de répartition des ressources) (p. 1916) ; amendement n° 467 adopté après modification ; amendement n° 250 devenu sans objet ; financement de la production des émissions réalisées par les sociétés régionales à l'intention du programme national (p. 1917) ; **article 67 :** son amendement n° 251 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 252 (d'harmonisation) (p. 1918) ; adopté après rectification (p. 1919) ; **avant l'article 68 :** son amendement n° 253 (précisant que les droits des personnels et des journalistes ne sauraient dépendre de leurs opinions) (p. 1920) : adopté après modification ; refus de faire figurer dans le présent texte les règles déontologiques de la profession de journaliste (p. 1921) ; **article 68 :** son amendement n° 254 (insérant le mot « artistiques » après les mots « les personnels » au début de cet article) (p. 1924) : retiré ; problème des personnels intermittents (p. 1925) ; **après l'article 68 :** garantie d'emplois des personnels en fonction (p. 1932) ; refuse la constitution d'une commission de répartition des personnels (p. 1933) ; son amendement n° 255 (mobilité des personnels à l'intérieur des sociétés nationales) (p. 1935) : rejeté ; dispositions applicables aux journalistes de l'audiovisuel (p. 1936) ; **article 69 :** son amendement n° 256 (exercice du droit de grève) (p. 1938) ; notion de service minimum (p. 1940) : adopté après modification (p. 1942) ; **article 70 :** son amendement n° 257 (régime applicable aux services de communication audiovisuelle se caractérisant par l'interrogation à distance des bases de données) (p. 1944) ; sou-

mission du service et non pas du prestataire de service au régime de la déclaration ; son sous-amendement n° 388 à l'amendement n° 257 de la commission (œuvres cinématographiques et œuvres créées par des procédés analogues à la cinématographie) (p. 1945) : rejeté (p. 1946) ; caractère indispensable de la période transitoire (p. 1947) ; amendement n° 257 adopté ; limites de la notion d'information à des services à caractère professionnel (p. 1950) ; **article 71 :** soumission des services de communication audiovisuelle non visée à l'article 70 au régime de l'autorisation préalable ; différence entre autorisation et concession des services publics (p. 1952) ; obligation de service public imposée aux radios de portée nationale (p. 1953) ; son amendement n° 258 (supprimant la fin du premier alinéa de cet article après les mots « à l'article précédent ») : adopté [12 mai 1982] (p. 2060) ; son amendement n° 259 (précisant que le Gouvernement délivre les autorisations délivrées en vertu du présent article) (p. 2061) : adopté ; **après l'article 71 :** son amendement n°r 260 (dispositions relatives aux concessions de service public) (p. 2062) ; évolution des techniques nouvelles ; problème des cahiers des charges (p. 2064, 2065) ; contraintes imposées aux concessionnaires (p. 2066) ; satellite de diffusion (p. 2067) : adopté après modification (p. 2068) ; **article 72 :** refus de restreindre le régime des autorisations aux seules radios ; son amendement n° 261 (permettant aux organismes visés au titre III de la présente loi et à la Sofirad de bénéficier de plusieurs autorisations) ; son sous-amendement n° 766 à l'amendement n° 261 de la commission (application de cet article aux sociétés de droit privé dont l'Etat détient la majorité du capital) (p. 2071) ; devenu sans objet ; amendement n° 261 adopté après modification (p. 2073) ; possibilité de cumuler des activités de presse et des activités audiovisuelles ; son amendement n° 389, à titre personnel (complétant le deuxième alinéa de cet article par « de même nature au titre de l'article 71 ») ; son amendement n° 262 (complétant le deuxième alinéa de cet article par « de même nature ») : satisfait ; son amendement n° 389 adopté (p. 2074) ; contrôle nécessaire des concentrations et regroupements dans la communication audiovisuelle ; son amendement n° 789, à titre personnel (de coordination) : adopté ; son amendement n° 263 (renforcement de la prescription édictée par le troisième alinéa) : adopté (p. 2075) ; application aux associations de l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse ; refus de la publicité sur les radios locales privées ; mise en place d'un équilibre nouveau entre les médias (p. 2079) ; **article 73 :** son amendement n° 264 (définition de la zone d'émissions) : adopté ; portée normale des radios locales (p. 2080) ; organisation et statut des radios locales privées (p. 2082) ; mise en place du fonds d'aide aux radios locales privées (p. 2083) ; problème de la qualification des journalistes des radios locales privées (p. 2085) ; **article 74 :** rôle de la Haute Autorité en matière de délivrance des autorisations ; son amendement n° 265 (prise en compte des données géographiques et socioculturelles) ; son amendement n° 390, à titre personnel (prise en compte des données géographiques et socioculturelles) : retiré [14 mai 1982] (p. 2207) ; son amendement n° 265 : rejeté ; son amendement n° 266 (précisant que le refus d'autorisation doit être motivé) : adopté ; contrôle éventuel du juge administratif ; impossibilité de mettre en place un régime d'autorisation tacite dans le domaine de l'utilisation de l'espace hertzien (p. 2208) ; **article 75 :** contenu des cahiers des charges ; son amendement n° 267 (substituant au mot « peuvent » les mots « doivent notamment » à la fin du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 268 (rédactionnel) (p. 211) : adopté ; son amendement n° 269 (substituant le mot « quotidienne » au mot « hebdomadaire » dans le second alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n °270 (problème du délai de la diffusion télévisée d'une œuvre cinématographique) : adopté ; son amendement n° 271 (précisant que l'octroi des autorisations est subordonné à la nécessité d'adresser chaque année à l'autorité un bilan et un compte d'exploitation) (p. 2212) : adopté (p. 2213) ; **article 76 :** détermination de la part de publicité commerciale admissible par le cahier des charges ; son amendement n° 272 (précisant que les cahiers des charges déterminent la part de l'objet de la publicité commerciale) (p. 2215) : adopté après modification (p. 2217) ; **article 77 :** caractère non discrétionnaire du retrait des autorisations (p. 2219) ; procédure suivie en cas de non-respect des obligations des cahiers des charges ; son amendement n° 274 (durée pour laquelle sont délivrées les autorisations) (p. 2220) : adopté après modification ; son amendement n° 275 (étendant à l'article 76 *bis* les dispositions fixées par l'article 77) (p. 2221) : devenu sans objet (p. 2222) ; **article 78 :** travaux de la commission consultative des fréquences (p. 2223) ; **article 81 :** son amendement n° 282 (supprimant les mots « et en nomme le personnel ») à la fin du second alinéa de cet article) : adopté (p. 2225) ; son amendement n° 391, à titre personnel, devenu sans objet (p. 2227) ; **article 83 :** son amendement n° 283 (précisant les conditions d'extension des dispositions du code du travail aux journalistes des entreprises audiovisuelles) [15 mai 1982] (p. 2231) : adopté (p. 2232) ; **article 84 :** dispositions destinées à permettre un recouvrement efficace de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision (p. 2233) ; **article 87 :** son amendement n° 285 (rédactionnel) : adopté (p. 2236) ; **article 88 :** son amendement n° 286 (de rectification) : adopté (p. 2237) ; **article 89 :** son amendement n° 686, à titre personnel (de coordination) : adopté (p. 2238) ; **après l'article 90 :** son amendement n° 287 (représentation des personnels dans les conseils d'administration) : rejeté ; son amendement n° 392, à titre personnel (insérant les mots « et dans les proportions » après les mots « et d'élection ») (p. 2240) : adopté après rectification (p. 2241) ; **article 91 :** son amendement n° 288 (étendant au nouvel établissement de diffusion et à l'I. N. C. A. le champ d'application de cet article) : adopté ; son amendement n° 289 (rédactionnel) : adopté ; **article 92 :** son amendement n° 290 (de correction) : adopté ; son amendement n° 800, à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 92 :** son amendement n° 291 (droits acquis des personnels) (p. 2242) ; carrière des personnels du service public de la radio-télévision (p 2243) : adopté ; **article 93 :** son amendement n° 292 (étendant les dispositions de cet article aux sociétés territoriales d'outre-mer, adopté (p. 2244) ; **avant l'article 79 :** (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 276 (diffusion des œuvres cinématographiques par les organismes de communication audiovisuelle) (p. 2252) ; contenu des cahiers des charges ; amendement n° 276 adopté (p. 2256) ; développement des magnétoscopes et des vidéo-cassettes (p. 2257) ; **article 79 précédemment réservé :** accord de programmation entre les entreprises de spectacle cinématographique ; conditions dans lesquelles pourront être accordés les agréments ; son amendement n° 277 (précisant que l'agrément ne peut être délivré aux groupements ou ententes de programmation associant deux ou plusieurs entreprises d'exploitation d'importance nationale) : adopté (p. 2260) ; son amendement n° 278 (délai d'application des contrats et ententes) : adopté ; son amendement n° 279 (infractions aux dispositions du présent article) : adopté (p. 2261) ; **après l'article 79** (amendements précédement réservés) : son amendement n° 686, à titre personnel (bilan de l'application des dispositions de cet article) : adopté ; son amendement n° 280 (précisant que les dispositions de cet article sont instituées pour une période de deux ans) (p. 2262) ; devenu sans objet (p. 2263) ; **article 80 précédemment réservé :** son amendement n° 281 (précisant que le médiateur du cinéma peut se saisir d'office de toute affaire entrant dans sa compétence) : adopté (p. 2264) ; demande de seconde délibération : son opposition à la seconde délibération de l'article 56 du projet de loi formulée par M. Jacques Toubon (p. 2266).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; composition et pouvoir de la Haute Autorité ; régionalisation du service public [6 juillet 1982] (p. 4201) ; financement des services publics et privés de la communication audiovisuelle ; bataille technologique (p. 4202).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 4206) ; **article 3 :** son amendement n° 2 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 4207) ; **article 5 :** son amendement n° 3 (suppression du neuvième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 4 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 6 *bis* :** son amendement n° 5 (personne morale à but lucratif) (p. 4208) : adopté ; son amendement n° 6 (rétablissant le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) ; détermination du responsable de l'application de la loi dans les entreprises de communication) ; adopté : son amendement n° 7 (de précision) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 8 (rétablissant le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) . régime d'autorisation : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 9 (contrôle technique effectué par l'Etat pour son compte) (p. 4209) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 10 (désignation par la délégation du membre du bureau qui pourra exercer les pouvoirs de contrôle sur pièce et sur place) : adopté ; son amendement n° 11 (consultation de la délégation sur les décrets) : adopté (p. 4210) ; **article 12 *bis* :** son amendement n° 12 (rétablissant cet article) ; mission régionale

de la Haute Autorité ; adopté ; **article 13 :** son amendement n° 13 (compétence régionale de la Haute Autorité) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté (p. 4211) ; **article 13** *bis :* rôle consultatif de la Haute Autorité en matière de cahier des charges ; rôle du Parlement en matière de cahier des charges ; **article 13** *ter :* son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté (p. 4212) ; **article 14 :** son amendement n° 16 (rapports entre la Haute Autorité et les services privés locaux de communication) : adopté (p. 4213) ; **article 16 :** son amendement n° 17 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 4214) ; **article 19 :** son amendement n° 18 (contenu et mode de publicité du rapport annuel de la Haute Autorité) ; son amendement n° 19 (rapport annuel établi par la Haute Autorité) (p. 4215) ; son amendement n° 18 devenu son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 72 du Gouvernement : adopté ; amendement n° 19 devenu sans objet (p. 4216) ; **article 20 :** son amendement n° 20 (composition de la Haute Autorité) (p. 4217) : adopté ; son amendement n° 21 (précisant que le président de la Haute Autorité a voix prépondérante en cas de partage) : adopté ; son amendement n° 22 (précisant que les membres de la Haute Autorité ne peuvent être nommés au-delà de l'âge de soixante-cinq ans : adopté (p. 4219) ; **article 24 :** son amendement n° 23 (précisant que les actes et décisions de la Haute Autorité sont exécutoires à l'issue d'un délai de vingt-quatre heures à compter de leur notification à l'intéressé) : adopté ; son amendement n° 24 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 25 (suppression de la référence « 14 » dans le premier alinéa de cet article) : adopté [7 juillet 1982] (p. 4264) ; **article 25 :** son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté ; **article 26 :** son amendement n° 27 (composition du Conseil national de la communication audiovisuelle) : adopté (p. 4265) ; **article 29 :** son amendement n° 28 (représentation des associations familiales et sociales et des associations de consommateurs) : adopté ; son amendement n° 29 (représentation des journalistes) : adopté ; son amendement n° 30 (obligation pour les régions d'assurer le financement des comités régionaux de la communication audiovisuelle) (p. 4266) : adopté ; **article 29** *bis :* son amendement n° 31 (de suppression) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 32 (contenu du cahier des charges) : adopté ; **article 31 :** son amendement n° 33 (rédactionnel) (p. 4267) : adopté ; son amendement n° 85, à titre personnel (temps d'antenne accordé aux groupes parlementaires de la majorité et de l'opposition) : adopté ; son amendement n° 34 (expression des organisations professionnelles) : adopté (p. 4268) ; **article 33 :** son amendement n° 35 (composition du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion) : adopté ; **article 34 :** son amendement n° 36 (ressources de l'établissement public de diffusion) : adopté après modification (p. 4269) ; **article 37 :** son amendement n° 37 (composition du conseil d'administration des sociétés nationales de programme) : adopté ; **article 38 :** son amendement n° 38 (missions de la société nationale de programme de télévision) ; son sous-amendement n° 81, à titre personnel, à l'amendement n° 38 de la commission (prérogatives des sociétés nationales de programmes) ; sous-amendement n° 81 adopté ; amendement n° 38 adopté après modification (p. 4270) ; **article 38** *bis :* son amendement n° 39 (composition du conseil d'administration de la société nationale de programmes) : adopté ; **article 39 :** son amendement n° 40 (prérogatives des sociétés nationales de programme) : adopté après modification (p. 4271) ; **article 39** *bis :* son amendement n° 82, à titre personnel (composition du conseil d'administration de la commission prévue à l'article 39 du présent projet de loi) : adopté ; **article 43 :** son amendement n° 41 (composition du conseil d'administration de la commission nationale de production) : adopté (p. 4272) ; **article 45 :** son amendement n° 42 (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) : adopté ; son amendement n° 43 (mission de formation de l'Institut national de la communication audiovisuelle) : adopté ; son amendement n° 44 (rôle de cet institut en matière de recherche) : adopté ; son amendement n° 45 (suppression du paragraphe II de cet article) : adopté ; son amendement n° 46 (de précision) : adopté (p. 4273) ; **article 46 :** son amendement n° 47 (composition du conseil d'administration de l'I.N.C.A. : adopté ; **article 47 :** son amendement n° 83 (rédactionnel) : adopté (p. 4274) ; **article 49 :** son amendement n° 48 (nombre des sociétés régionales) ; délai prévu pour leur création ; adopté ; **article 50 :** son amendement n° 87, à titre personnel (de coordination) : adopté ; **article 52 :** son amendement n° 49 (équilibre entre les partenaires associés à la gestion des sociétés régionales de radio et de télévision) : adopté (p. 4275) ; **article 55 :** son amendement n° 50 (composition du conseil d'administration de la société nationale de programme) : devenu sans objet (p. 4276) ; **article 59 :** son amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté ; **article 60 :** son amendement n° 52 (suppression, à la fin de cet article, des mots « récepteur de télévision ») : rejeté ; **article 61 :** son amendement n° 53 (répartition de la redevance) (p. 4277) ; devenu sans objet ; **article 63 :** son amendement n° 54 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 55 (suppression du troisième alinéa de cet article) : adopté ; **article 64 :** son amendement n° 56 (volume du financement publicitaire) (p. 4278) ; adopté (p. 4279) ; **article 68 A :** son amendement n° 57 (rétablissant cet article) : adopté ; **article 68 :** son amendement n° 59 (suppression du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 60 (statut des personnels intermittents) (p. 4279) ; devenu sans objet ; ses amendements n°s 61 et 62 devenus sans objet (p. 4280) ; **article 68** *bis A :* son amendement n° 58 (de suppression) : adopté ; **article 69 :** son amendement n° 63 (contenu du service minimum) : adopté (p. 4280) ; coordination des politiques d'équipement et de gestion des sociétés et établissements publics ; **article 70** *bis :* son amendement n° 64 (de suppression) : adopté ; **article 71 :** son amendement n° 65 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 66 (de conséquence) : adopté (p. 4281) ; **article 73 :** son amendement n° 67 (ressources des services locaux de radiodiffusion) : adopté (p 4282) ; **article 87** *bis :* son amendement n° 68 (de suppression) : adopté ; **article 90 :** son amendement n° 69 (composition de la première Haute Autorité) : adopté (p. 4283) ; **article 95 :** son amendement n° 70 (application de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) : adopté ; **article 96 :** son amendement n° 89, à titre personnel (délégation parlementaire pour l'O.R.T.F.) : adopté (p. 4284) ; délivrance d'autorisations en faveur des radios locales privées (p. 4285).

Seconde délibération du projet de loi : **article 39 :** mobilité des personnels à l'intérieur des sociétés nationales (p. 4286).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : demande aux députés d'adopter le projet de loi sur la communication audiovisuelle tel que l'Assemblée l'a voté le 7 juillet 1982 [8 juillet 1982] (p. 4349).

Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) :

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* enjeu culturel représenté par le développement des moyens de communication audiovisuelle ; choix du Gouvernement en faveur d'une politique du cable ; développement des vidéo-cassettes ; refus de dissocier la politique des réseaux de la politique des programmes ; mise en place d'une politique des contenus [3 novembre 1982] (p. 6649) ; décentralisation de la culture (p. 6650).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale : questions :* lancement par le Gouvernement d'un programme ambitieux d'équipement du pays en réseaux cablés de télécommunication ; choix de la fibre optique pour ce cablage ; état actuel de la recherche française sur les télécommunications ; nécessité de contraindre les industries à produire des matériels correspondant à la demande sociale dans le domaine audiovisuel [8 novembre 1982] (p. 6909).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* lancement d'un programme ambitieux d'équipement de la France en réseau cablé de télécommunications [12 novembre 1982] (p. 7059) ; politique menée par les précédents gouvernements ; volonté du Gouvernement de maîtriser la chaîne de télécommunication ; place des différents partenaires dans la mise en place des réseaux cablés ; nécessité de définir une politique des contenus et des programmes (p. 7060).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* mesures prises en faveur des anciens combattants depuis le 10 mai 1981 ; nécessité de procéder à une nouvelle étape dans le rattrapage pendant l'année 1983 [13 novembre 1982] (p. 7137) ; insuffisance des contingents de Légion d'honneur réservés aux anciens combattants de 1914-1918 ; possibilité de mise en place d'un contingent supplémentaire de décorations à l'occasion du soixante-cinquième anniversaire de la fin de la première guerre mondiale ; commission d'information historique pour la paix ; nécessité d'information sur le racisme et le nazisme au niveau des institutions scolaires ; programmes de recherche et d'archivage ; institut national de la communication audiovisuelle (p. 7138).

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale :* mobilisation des Français dans la lutte pour l'emploi ; augmentation des nombres des comités locaux de l'emploi ; nécessité de donner des moyens aux représentants des salariés pour qu'ils puissent participer aux travaux des comités locaux de l'emploi [15 novembre 1982] (p. 7169).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* loi sur l'audiovisuel ; annonce d'une politique volontaire relative aux programmes et à la création audiovisuelle ; champ d'intervention de la Haute Autorité de l'audiovisuel n'incluant pas la situation individuelle, professionnelle et déontologique des journalistes ; régionalisation du service public ; développement des câbles ; possibilité de développer une communication sociale dans le cadre des télévisions régionales ; nécessité d'assurer une création audiovisuelle régionale [19 novembre 1982] (p. 7436) ; société régionale de radio et de télévision ; fin du monopole de la radiodiffusion ; radios locales privées ; utilisation de la publicité sur ces radios étant contraire à la loi ; nécessité de refondre le statut de la presse et des aides à la presse en 1983 ; nécessité de définir les bases d'un statut juridique des entreprises de communication ; magnétoscopes ; dépendance de la France à l'égard de l'étranger ; possibilité d'assurer une coopération européenne dans ce domaine ; câbles et satellites ; politique des programmes de télévision (p. 7437) ; *questions :* pose la question de M. René Drouin (p. 7452, 7453).

Examen des crédits : **article 50 :** radios locales privées ; débats sur la loi sur l'audiovisuel (p. 7464).

SEGUIN (Philippe)

Député des Vosges
(1re *circonscription*)
R. P. R.
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur (n° 763) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Nicole de Hauteclocque tendant à réglementer l'exercice de la profession de directeur ou de gérant de sociétés de surveillance, de sécurité ou de gardiennage (n° 809) [6 mai 1982] (p. 1844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à élargir les conditions de saisine du médiateur (n° 879) [17 juin 1982] (p. 3574).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Nicole de Hauteclocque tendant à faire prendre en compte, dans le calcul des années de service effectif accomplies dans les administrations et établissements publics de l'Etat et des collectivités locales, tout ou partie de la durée des services militaires ou de résistance accomplis par les fonctionnaires et agents (n° 888) [17 juin 1982] (p. 3574).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908) [*J. O.* du 19 juin 1982] (p. 1945).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J. O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Georges Mesmin portant limitation du cumul des mandats (n° 391) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Jean-Louis Masson tendant à interdire certains cumuls de mandats électifs (n° 1036) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires,** en vue de donner un caractère public aux auditions des commissions d'enquête et de contrôle (n° **709**) [28 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 763), relatif au relèvement de la limite **de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur (n° 822)** [22 avril 1982].

PETITIONS

Examen des pétitions n°s 1 à 145 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [21 avril 1982] (p. 1236).

Examen des pétitions n° 146 à n° 162 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 octobre 1982] (p. 5436).

Examen des pétitions n°s 163 à 178, par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (annexe au feuilleton n° 246 du 20 décembre 1982).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **contrat franco-algérien de construction de logements :** contrat franco-algérien portant sur la construction de 60 000 logements ; absence d'accord sur la clause de juridiction retardant la mise en œuvre du contrat [3 novembre 1982] (p. 6604) ;

— **M. Emmanuel Aubert : Situation de l'U.N.E.D.I.C. :** impossibilité pour les entreprises de procéder à des embauches [24 novembre 1982] (p. 7640) ;

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (possibilité pour un secrétaire d'Etat de prendre la parole à tout moment au cours de la séance publique) [14 janvier 1982] (p. 108).

— **Refuse** la parole à M. Pascal Clément lors de la discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483) [25 janvier 1982] (p. 503).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : modification du règlement évoquée par M. le président de l'Assemblée nationale [4 février 1982] (p. 729).

Lors de la discussion en deuxième lecture du projet de loi de nationalisation (n° 696) :

— **Refuse la parole** à M. Gilbert Gantier [4 février 1982] (p. 735).

— **Indique à l'Assemblée** qu'un article supprimé en première lecture demeure en discussion et peut donc faire l'objet d'une intervention (p. 736) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel (retard dans la distribution du rapport sur le projet de loi de suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix) : bien-fondé de cette observation [13 avril 1982] (p. 1047).

— **Absence dans le règlement de l'Assemblée nationale** de dispositions prévoyant des sanctions en cas de propos injurieux tenus contre des personnes privées ; règles élémentaires de bonne conduite devant être respectées [27 avril 1982] (p. 1387).

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Marc Lauriol, Alain Madelin, Pierre Joxe, Robert-André Vivien et Georges Hage : précise qu'il appartient au Premier ministre de désigner ceux de ses collègues chargés de soutenir la discussion des projets de loi ; procédure suivie si la réserve est demandée [29 avril 1982] (p. 1467).

— **Déplore** l'attentat commis à Romans, ville dont le ministre de la communication est maire [3 mai 1982] (p. 1563).

— **Rappelle l'interprétation** des articles 136 et 137 du règlement ; réponses aux questions orales sans débat [4 juin 1982] (p. 2956).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Joseph Legrand : distribution des amendements [21 juin 1982] (p. 3620).

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire :** déroulement des travaux de l'Assemblée nationale [7 juillet 1982] (p. 4314).

— **Prononce** la clôture de la première session extraordinaire de 1982-1983 [21 décembre 1982] (p. 8596).

— **Déclare ouverte** la première session extraordinaire de 1982-1983 [21 décembre 1982] (p. 8582).

En qualité de député :

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; opportunité de l'existence pour la Corse de dispositions législatives et réglementaires dérogatoires ; recours devant le Conseil constitutionnel ; remise en cause de la réalité des pouvoirs reconnus au représentant de l'Etat en ce qui concerne les intérêts nationaux, le contrôle administratif et le respect des lois ; souveraineté nationale ; création d'une collectivité *sui generis* en application de l'article 72 de la Constitution ; exemple de Mayotte ; exclusion pour le territoire métropolitain de la coexistence de deux types de régions aux caractéristiques différentes [18 janvier 1982] (p. 148) ; principe d'égalité devant la loi ; attentats en Corse ; isolement des autonomistes dans la population ; évolution de la situation économique de l'île ; erreurs du pouvoir central ; retard des infrastructures ; niveau de vie des habitants ; exode et assistance ; conséquences psychologiques ; échec relatif des réformes ; mission interministérielle de 1975 et charte du développement économique de la Corse ; place de l'agriculture dans l'économie de l'île ; problèmes fonciers ; proportion des salariés agricoles ; importance des transferts publics ; inexistence du tissu industriel (p. 149) ; « tertiarisation » de l'économie ; préservation des espaces naturels ; poids des consommations intermédiaires importées à prix fort du continent ; statut fiscal ; priorité à l'atténuation des handicaps ; créations d'emplois ; développement d'une économie libérale ; structure de l'établissement public régional ; précédent mahorais (p. 150) ; compétences dévolues à la nouvelle collectivité ; différences entre les dispositions relatives au fonctionnement et aux attributions de l'assemblée de Corse et les dispositions retenues pour les conseils régionaux dans la loi de décentralisation ; président de l'assemblée de Corse ; attributions du conseil économique et social ; rôle du commissaire de la République ; mode d'élection des membres de l'assemblée ; représentation proportionnelle ; amnistie ; participation de l'assemblée de Corse à l'initiative législative ; création d'un conseil du développement culturel (p. 151) ; consultation de l'assemblée sur la composition du conseil économique et social ; conseil du développement culturel ; risque de double emploi ou d'opposition avec le conseil économique et social ; calendrier de la réforme ; période de transition au cours de laquelle l'établissement public régional sera maintenu ; textes relatifs aux compétences ; souci de masquer l'absence de toute disposition réellement spécifique pour la Corse (p. 152) ; mise en place d'agences et d'institutions spécialisées ; appellation « peuple corse » ; unité nationale ; incompatibilité entre les fonctions de président de conseil général et de président de l'assemblée ; projet d'amnistie ; légitimation de l'action violente en Corse (p. 153) ; favoritisme dans le domaine électoral ; encouragements au mouvement autonomiste ; réaction des mouvements autonomistes à la démarche gouvernementale ; réponse à l'attente d'une fraction minoritaire de la population de la Corse (p. 154) ; arrêt des attentats ; inopportunité du statut particulier ; encouragement de mouvements incontrôlables dans d'autres régions françaises ; problème des transports ; solidarité nationale (p. 155).

Discussion des articles : **article 1er :** inconstitutionnalité du texte initial ; référence à l'article 45 de la loi de décentralisation ; inutilité et danger du texte ; minimum de dispositions spécifiques pour la Corse (p. 187) ; son amendement n° 78 (suppression de l'article 1er) ; inutilité de la référence à la Constitution par la Corse d'une collectivité territoriale (p. 188) : rejeté au scrutin public (p. 189) ; son amendement n° 79 (application à la Corse des dispositions de la loi relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, sous réserve des adaptations prévues par la présente loi) : rejeté (p. 190) ; détermination des conditions naturelles de la Corse ; **article 2 :** agences et institutions spécialisées ; participation directe à l'administration de la région (p. 191) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (substitution de l'expression « conseil régional de Corse » à l'expression « assemblée de Corse ») ; rattachement des dispositions régissant la Corse aux principes de droit commun ; mention des agences et institutions spécialisées [19 janvier 1982] (p. 199) ; sous-amendement n° 80, rejeté ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (substitution des mots « assemblée de Corse » aux mots « assemblée régionale de Corse ») ; rejeté ; son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (substitution des mots « comité économique et social » aux mots « conseil économique et social ») ; rejeté ; son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (suppression de la mention du concours à l'administration de la région de Corse par le conseil de la culture) ; prise en compte des spécificités culturelles d'autres régions ; rejeté ; son sous-amendement n° 84 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (suppression de la mention « éducation » pour le conseil de la culture) ; risque de concurrence entre le comité économique et social et le conseil de la culture

(p. 200 : rejeté ; son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (remplacement des agences et institutions spécialisées par les seules agences créées par l'assemblée de Corse) (p. 201) : retiré ; son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 150 du Gouvernement (prévision d'une loi ultérieure pour la création d'institutions spécialisées associant l'Etat et la région de Corse) : retiré ; son amendement n° 85 (suppression des agences et des institutions spécialisées) : devenu sans objet ; **article 3 :** inopportunité de l'organisation d'élections régionales anticipées en Corse (p. 202) ; son amendement n° 88 (suppression de l'article 3) : rejeté (p. 203) ; **article 4 :** son amendement n° 89 (suppression de l'article 4 relatif à l'élection des membres de l'assemblée) : rejeté (p. 204) ; **article 5 :** son amendement n° 90 (suppression de l'article 5) : rejeté ; application à la région de Corse de la loi générale sur l'organisation des élections des conseils régionaux continentaux, dès la promulgation de cette loi (p. 205) ; **article 6 :** système de la circonscription électorale unique ; absence de toute référence explicite à l'existence de deux départements (p. 207) ; son amendement n° 92 (limitation de l'institution de la Corse en circonscription électorale unique à la première élection au suffrage universel de l'assemblée régionale) ; statut particulier de la Corse, banc d'essai pour les futures institutions régionales ; modification du corps électoral sénatorial de la Corse (p. 208) ; amendement n° 92 rejeté (p. 209) ; **article 7 :** cas des membres des chambres régionales des comptes au regard des règles d'inéligibilité ; **article 10 :** incompatibilités (p. 210) ; circonscription électorale unique ; éligibilité du chef de la mission régionale auprès du commissaire de la République ; son amendement n° 93 (application intégrale des dispositions de l'article L-207 du code électoral au mandat des membres de l'assemblée de Corse) : retiré (p. 211) ; **article 12 :** son amendement n° 94 (application intégrale aux candidats des dispositions de l'article L-194 du code électoral) ; conditions à remplir pour être candidat : rejeté (p. 213) ; **article 13 :** déclarations de candidature (p. 214) ; **article 18 :** son amendement n° 95 (soumission de la Corse au droit commun des régions pour l'organisation des élections aux conseils régionaux) : rejeté (p. 222) ; **article 25 :** recours devant le Conseil d'Etat pour la contestation des opérations électorales régionales ; risque de difficultés pour l'ensemble du contentieux des élections régionales (p. 228) ; **après l'article 26 :** son amendement n° 96 (arrêt de l'application des articles 3 à 26 de la loi, dès publication de la loi relative à l'organisation des élections aux conseils régionaux) ; modalités particulières pour l'élection de l'assemblée de Corse ; fraude électorale à Marseille (p. 229) ; amendement n° 96 rejeté (p. 230) ; **article 27 :** compétences de l'assemblée de la région de Corse ; danger de la possibilité pour la collectivité territoriale de présenter au Gouvernement des propositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'ensemble des collectivités territoriales ; avenir de la bi-départementalisation (p. 231) ; son amendement n° 97 (attributions de l'assemblée régionale de Corse dans le cadre de la loi de décentralisation) : rejeté ; son amendement n° 99 (suppression de la possibilité pour l'assemblée de Corse de saisir le Premier ministre de propositions de modification des dispositions législatives ou réglementaires) (p. 233) : rejeté (p. 234) ; **article 31 :** discussion des amendements en commission ; élection par l'assemblée régionale des vice-présidents (p. 240) ; incompatibilité des fonctions de membre du bureau de l'assemblée de Corse avec les fonctions de membre du bureau d'un conseil général et incompatibilité avec la présidence ou la direction d'une agence ou d'une institution spécialisée (p. 242) ; **article 32 :** nombre des vice-présidents ; son amendement n° 100 (suppression de l'ensemble des incompatibilités prévues par l'article) (p. 243) : rejeté (p. 245) ; **article 34 :** reprise des discussions régissant la dissolution des conseils régionaux ; qualification du fonctionnement de l'assemblée ; fonctionnement régulier ou normal (p. 247) ; **article 35 :** organisation et fonctionnement de l'exécutif de la région de Corse ; délégation de signature aux responsables des services régionaux [20 janvier 1982] (p. 254) ; accusation portée contre un certain nombre d'hommes politiques de Corse ; projet de loi de décentralisation ; notions d'agences et d'institutions spécialisées ; **article 36 :** compétences de la région de Corse ; répartition des compétences locales entre les diverses collectivités territoriales de la Corse (p. 257) ; **article 37 :** envoi aux membres de l'assemblée des projets soumis aux conseils consultatifs ; son amendement n° 101 (possibilité pour le président de l'assemblée de Corse de saisir l'assemblée de son rapport sans avoir à le communiquer préalablement aux deux organismes consultatifs) (p. 258) : rejeté (p. 259) ; **article 38 :** création dans les régions qui pourraient le souhaiter d'un conseil du développement culturel ; différence entre la composition du conseil économique et social de la Corse et la composition des comités économiques et sociaux continentaux (p. 260) ; son amendement n° 102 (suppression des dispositions de l'article relatives à la liste des organismes représentés dans les conseils consultatifs et aux conditions dans lesquelles la région de Corse met à la disposition de chaque conseil les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission) : rejeté ; son amendement n° 104 (conformité des dispositions concernant la composition des conseils consultatifs aux règles de droit commun prévues dans la loi de décentralisation) (p. 261) ; représentativité des comités économiques et sociaux (p. 262) ; composition particulière du conseil économique et social de la Corse ; amendement n° 104 rejeté ; son amendement n° 105 (suppression des dispositions de l'article 38 relatives aux conditions dans lesquelles la région de Corse met à la disposition de chaque conseil les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission) : rejeté (p. 263) ; **article 39 :** différences entre le conseil économique et social de Corse et le comité économique et social de droit commun des régions continentales (p. 268) ; possibilité pour une assemblée consultative de se prononcer sur des orientations générales que l'assemblée elle-même n'aurait pu examiner (p. 269) ; orientation du projet de budget ou rapport d'orientation budgétaire ; son amendement n° 106 (possibilité pour le conseil économique et social d'émettre des avis sur initiative du président de l'assemblée) : rejeté ; composition particulière du conseil économique et social de Corse en raison de l'existence du conseil du développement culturel (p. 270) ; **article 40 :** orientation des avis du conseil du développement culturel vers l'assemblée de Corse ou à d'autres organismes ; son amendement n° 107 (avis du conseil du développement culturel exclusivement à l'initiative du président de l'assemblée) (p. 271) : rejeté ; son amendement n° 108 (suppression de la possibilité d'auto-saisine du conseil du développement culturel) : rejeté (p. 272) ; **article 41 :** réunion conjointe des conseils consultatifs ; enseignement de l'histoire ; risques de conflit de compétences entre les deux assemblées consultatives (p. 273) ; hiérarchie des assemblées de Corse (p. 274) ; **article 42 :** rôle du représentant de l'Etat en Corse ; notion de délégué du Gouvernement (p. 275) ; **article 43 :** rapports entre le président de l'assemblée corse et le représentant de l'Etat ; **article 44 :** contrôle administratif du représentant de l'Etat sur certaines catégories d'actes administratifs et budgétaires de la collectivité territoriale de Corse et contrôle *a posteriori* par la chambre régionale des comptes (p. 276) ; **article 48 :** amnistie des infractions commises à l'occasion d'événements en relation avec la détermination du statut de la Corse ; amnistie des crimes de sang ; violation du principe d'égalité des citoyens devant la loi ; légitimation *a posteriori* de la violence (p. 280) ; son amendement n° 109 (amnistie des infractions en relation avec les problèmes liés au statut des départements et régions) ; évocation du précédent de l'Algérie ; statut du pays basque ; statut de la Guadeloupe (p. 281) ; principe de l'amnistie ; circonstances aggravantes de ses conditions d'application (p. 282) ; amendement n° 109 rejeté (p. 283).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de dispositions spécifiques pour la Corse, de nature économique, fiscale et sociale ; compensation du handicap de l'insularité ; attentats récents en Corse ; attitude des comités nationalistes ; légitimation *a posteriori* des actions illégales menées par les groupes minoritaires ; échec de la commission mixte paritaire ; structures départementales de la Corse [3 février 1982] (p. 678).

Discussion des articles : **article 1er :** référence à la structure bidépartementale de la Corse (p. 683) ; érection de la Corse en collectivité territoriale ; histoire et géographie de la région (p. 684) ; **article 2 :** agences créées par la région (p. 685) ; **article 27 :** hostilité du groupe du rassemblement pour la République aux dispositions relatives aux pouvoirs de l'assemblée corse ; **article 27 *bis* :** nouvelles relations de l'Etat et de la région de Corse ; conventions entre l'Etat et les collectivités territoriales ; rôle des agences et institutions spécialisées (p. 690) ; conseil du développement culturel ; fonctionnement des agences et institutions spécialisées ; acceptation par le Sénat d'un statut particulier pour la Corse (p. 691) ; **article 43 :** débat sur le rapport spécial du représentant de l'Etat (p. 695) ; **article 46 *bis* :** élections à la présidence et au bureau de l'assemblée immédiatement après le prochain renouvellement des conseils généraux (p. 696) ; son sous-amendement à l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 697).

Troisième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; compétences de la région de Corse ; vérification par le Conseil constitutionnel de la conformité de la loi à la Constitution [5 février 1982] (p. 760).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; responsabilité de la majorité de l'Assemblée ; remise en cause du bicamérisme ; refus de la majorité de l'Assemblée de se plier aux conséquences des engagements pris par le Gouvernement devant le Sénat [22 janvier 1982] (p. 386) ; action de l'opposition pour le maintien du texte sénatorial (p. 387).

Discussion des articles : **article 1er :** sort des D.O.M.-T.O.M. (p. 389) ; coopération entre collectivités locales ; son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 3 de la commission (application intégrale de la loi aux D.O.M.) ; adaptation des dispositions législatives à la spécificité de chacun des D.O.M. (p. 390) ; rejeté, **article 2 :** caractère exécutoire des délibérations du conseil municipal et des arrêtés du maire subordonnés à leur transmission au représentant de l'Etat (p. 391) ; son sous-amendement n° 164 à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 392) ; ses observations sur la proposition de l'article 3 *bis* faite par M. le ministre d'Etat : adopté ; **article 3 :** contre l'abandon de la possibilité offerte au tribunal administratif de statuer sur la recevabilité du recours du représentant de l'Etat avant l'expiration du délai de vingt jours (p. 393) ; son amendement n° 165 (possibilité pour le représentant de l'Etat de saisir le tribunal administratif sans délai en cas d'urgence) (p. 394) : rejeté (p. 395) ; **article 3** *bis* **:** son sous-amendement n° 209 à l'amendement n° 151 du Gouvernement (rédactionnel) ; intérêt de la rédaction du Sénat subordonnant le caractère exécutoire des actes des communes à leur transmission au représentant de l'Etat (p. 397) ; capacité du citoyen de saisir le représentant de l'Etat même en cas de non-transmission de l'acte incriminé ; sous-amendement n° 209 retiré (p. 398) ; **article 4 :** aides directes aux entreprises en difficulté (p. 399) ; son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 16 de la commission (limitation de la charge annuelle des interventions économiques des communes) ; butoir limitant la charge de ces interventions introduit par le Gouvernement devant le Sénat : retiré (p. 401) ; **article 5 :** délais donnés à la chambre régionale des comptes pour la constatation du déséquilibre du budget communal (p. 404) ; **article 6 :** favorable au sous-amendement n° 190 du Gouvernement répondant à une demande faite par l'opposition en première lecture (p. 405) ; **article 10 :** son sous-amendement n° 167 à l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté ; **article 11 :** contre le principe de la soumission des ordonnateurs élus à la cour de discipline budgétaire et financière ; son sous-amendement n° 168 à l'amendement n° 28 de la commission (ordonnateurs élus soumis à la cour de discipline budgétaire en cas d'usage de leur droit de réquisition) (p. 407) ; pour la suppression de la cour de discipline budgétaire : sous-amendement n° 168 retiré (p. 408) ; **article 13** *ter* **:** risque de non-application de la loi aux communes des D. O. M. après l'intervention de lois spécifiques à ces départements (p. 410) ; **article 17 :** son sous-amendement n° 169 à l'amendement n° 49 de la commission (composition du bureau du conseil général) (p. 413) : adopté (p. 414) ; **article 18** *bis* **A :** contre la suppression de l'article ; **article 18** *ter* **:** sa préférence pour le texte adopté par le Sénat à l'initiative du Gouvernement (p. 415) ; inquiétude des personnels des départements ; **article 18** *quater* **A :** intérêt de l'article (p. 416) ; **article 18** *septies* **:** ses réserves sur la création d'agences techniques départementales ; risque d'établissement d'une tutelle du département sur les communes (p. 417) ; **article 21 :** appellation du représentant de l'Etat dans le département ; son amendement n° 170 (terme de préfet) : retiré (p. 425) ; **article 22** *bis* **:** siège des conseils généraux ; libre choix du lieu de réunion (p. 426) ; **article 44 A :** contre la référence à la participation des présidents de conseils généraux à des commissions créées par des accords internationaux (p. 435) ; **article 47** *ter* **:** création de conseils de développement culturel à l'initiative des régions (p. 439) ; **article 48 :** subventions de fonctionnement accordées par les établissements publics régionaux au titre des budgets de 1982 (p. 441) ; **article 50 :** ses observations sur les renouvellements répétés des bureaux des conseils régionaux (p. 444) ; **article 51** *ter* **:** retour au texte du Sénat pour les agents de la région (p. 448) ; **article 56** *bis* **:** remise en cause par le texte des modalités actuelles du tour extérieur et des conditions de recrutement des magistrats de la Cour des comptes (p. 451) ; **article 57** *ter* **:** ses observations sur l'amendement n° 146 de la commission relatif à la compétence de la chambre régionale des comptes (p. 452) ; **article 58** *bis* **:** son sous-amendement n° 206 à l'amendement n° 148 de la commission (création d'un corps de conseillers des chambres régionales des comptes) : adopté ; son sous-amendement n° 207 à l'amendement n° 148 de la commission (recrutement des membres de la chambre régionale des comptes) (p. 453) ; amendement retiré au bénéfice de la nouvelle rédaction de l'amendement n° 148 de la commission (p. 454) ; **article 104 :** dates d'application de la loi aux T.O.M. (p. 458) ; **article 18** *septies* **:** progrès dans la rédaction des dispositions relatives à l'agence technique départementale (p. 459).

Quatrième lecture, discussion générale : désaccord politique à l'égard de certaines orientations ; texte débarrassé de ses scories les plus inquiétantes ; dates des élections municipales et régionales ; question du renouvellement des présidents et des bureaux des conseils régionaux ; saisine du Conseil constitutionnel par le groupe R.P.R. [28 janvier 1982] (p. 628).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget pour 1979 (n° 101).

Première lecture, explications de vote : refus du groupe R.P.R. de prendre part au vote ; conséquences pour la France des votes négatifs émis par l'actuelle majorité pendant vingt-trois ans [6 avril 1982] (p. 870).

— Son rappel au règlement : « dévoiement » de la procédure des questions au Gouvernement ; longueur des questions et des réponses des ministres ; désaffection du Gouvernement à l'égard de la procédure des questions [7 avril 1982] (p. 963).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur (n° 763).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur ; faible risque de catastrophes aériennes ; « actualisation » de l'indemnité maximale mise à la charge des compagnies aériennes en cas d'accident survenu au cours du transport aérien des lignes intérieures (fixée à 300 000 francs par passager par la loi du 18 juin 1976) ; mécanisme de révision implicite prévu par le code de l'aviation civile ; mauvais fonctionnement de ce mécanisme pour des raisons internationales [22 avril 1982] (p. 1250) ; absence d'incidence du relèvement proposé sur le montant des primes d'assurance en ce qui concerne les grandes compagnies françaises ; renégociation nécessaire des primes pour les compagnies régionales ; propose l'adoption du texte élaboré par le Sénat (p. 1251).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).

Première lecture, discussion générale : approbation par le groupe R. P. R. de la proposition votée par le Sénat ; danger des modifications proposées par la commission des lois de l'Assemblée nationale ; danger consécutif à l'introduction de l'intervention du parquet général [22 avril 1982] (p. 1267).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 1 de la commission (introduisant dans le serment une référence au « respect des lois ») (p. 1269) : retiré ; **article 1er :** son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 2 de la commission (supprimant l'intervention du procureur général) (p. 1270) : rejeté (p. 1272).

— Projet le loi relatif au conseil supérieur des français de l'étranger (n° 734).

Commission mixte paritaire, discussion générale : mode de scrutin pour la désignation des membres du conseil supérieur des Français de l'étranger [17 mai 1982] (p. 2278).

Troisième lecture, discussion des articles : **son rappel au règlement :** organisation des débats [24 mai 1982] (p. 2464).

Quatrième lecture, discussion générale : nombre de ministres ayant défendu ce texte devant l'Assemblée nationale ; fixation du mode de scrutin [27 mai 1982] (p. 2689).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : échec des ordonnances sociales ; problème des frontières entre le législatif et le réglementaire [13 mai 1982] (p. 2114) ; concessions faites à la C. G. T. dans les projets de loi ; liberté d'expression ; absence de conception d'ensemble de la politique sociale ; projet de loi relatif à la démocratie dans le secteur public (p. 2115) ; réactions syndicales aux projets de loi ; conception de l'entreprise ; organisation de l'entreprise dans les pays de l'Est ; confusion entre les notions d'entreprise et de patronat ; reconnaissance de la citoyenneté dans l'entreprise (p. 2116) ; performances économiques et performances sociales ; remise en cause des structures ; maintien de l'entreprise ; lutte des classes ; mise en place de barrières syndicales aux mutations technologiques ; renforcement de l'effet dissuasif des seuils sociaux ; remise en cause du pouvoir de commandement dans l'entreprise ; participation des travailleurs au capital et à la gestion des entreprises (p. 2117) ; participation et économie des marchés « sociaux » de 1973 à 1978 ; disparité des situations des entreprises (p. 2118) ; droit de grève ; œuvre sociale accomplie depuis 1958 ; protection des délégués du personnel contre les licenciements ; aides à la formation des responsables syndicaux ; création de la section syndicale d'entreprise ; renforcement des comités d'entreprise ; encouragement de la négociation collective (p. 2119) ; différentes méthodes de prise en charge des intérêts des salariés ; droit collectif des salariés à connaître la situation et l'évolution de l'entreprise ; rôle des syndicats ; idéologie des organisations syndicales ; histoire de la politique des syndicats ; représentativité des organisations syndicales ; droits nouveaux reconnus aux comités d'entreprises (p. 2120) ; rôle de l'encadrement ; nécessité de sauvegarder l'acquis de la coopération et du dialogue ; organisations syndicales dont l'objectif est de détruire la société ; confusion de l'action politique et de l'action syndicale ; stratégie du parti communiste ; déstabilisation des entreprises par la C. G. T. (p. 2121) ; affaiblissement des cadres dans l'entreprise ; avantages du pluralisme syndical ; mépris du suffrage universel ; droit de libre expression des salariés ; développement du syndicalisme de groupe ; fusion des comités d'hygiène et de sécurité et des commissions d'amélioration des conditions de travail ; renforcement des moyens des institutions représentatives du personnel ; impératifs de la compétitivité des entreprises (p. 2122) ; mécanisme de veto pour les adversaires de la politique contractuelle ; couverture de chaque salarié par un accord collectif ; négociation au niveau de l'entreprise ; réforme du règlement intérieur de l'entreprise ; contrôle des sanctions par le juge prud'homal ; accroissement des charges des entreprises (p. 2123).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** établissement obligatoire d'un règlement intérieur dans toutes les entreprises ; droit disciplinaire ; contrôle des juridictions prud'homales sur le règlement intérieur et risque d'engorgement de celles-ci ; problème de la mise à pied ; **son rappel au règlement :** discussion des articles du projet de loi [14 mai 1982] (p. 2185) ; *article L. 122-33 du code du travail :* son amendement n° 117 (obligation pour les comités d'entreprise ou d'établissement et les organismes qu'ils gèrent d'élaborer un règlement intérieur) (p. 2189) ; travaux de la commission des affaires culturelles : retiré (p. 2190) ; **son rappel au règlement :** mise aux voix de chaque article du code du travail (p. 2194) ; *article L. 122-35 du code du travail :* notions de droits et libertés des personnes (p. 2197) ; interdiction des discriminations dans les règlements intérieurs (p. 2199) ; remise aux salariés d'un exemplaire du règlement intérieur au moment de l'embauche (p. 2200) ; *article L. 122-36 du code du travail :* son amendement n° 90 (avis motivé du comité d'entreprise sur le règlement intérieur) : adopté (p. 2201) ; modification ou retrait de clauses du règlement intérieur (p. 2202) ; *article L 122-37 du code du travail :* contrôle du règlement intérieur par les tribunaux judiciaires : risque de surcharge des tribunaux d'instance [17 mai 1982] (p. 2282) ; statut et rôle de l'inspecteur du travail ; soumission au pouvoir hiérarchique du directeur départemental ; contrôle des libertés publiques ; son amendement n° 94 (retrait ou modification des clauses du règlement intérieur) (p. 2283) ; notion de « bon fonctionnement de l'entreprise » (p. 2285) : rejeté ; contrôle de l'inspecteur du travail sur les clauses du règlement intérieur (p. 2286) ; différentes catégories de représentants du personnel (p. 2287) ; *article L. 122-38 du code du travail :* compétence de l'inspecteur du travail et des fonctionnaires assimilés dans certaines branches (p. 2295) ; son sous-amendement n° 263 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (substitution des mots « ministre des transports et ministre de l'agriculture » aux mots « autres ministres ») ; volonté d'unification du corps de l'inspection du travail ; rejeté ; son amendement n° 96 (communication de la décision du directeur régional du travail aux représentants du personnel) (p. 2296) : adopté ; notification de la décision du directeur régional à l'employeur ; subordination de l'entrée en vigueur de cette décision à l'acceptation de l'employeur ; *article L. 122-39 du code du travail* son amendement n° 98 (distinction entre les avenants portant prescriptions générales et permanentes dans le règlement intérieur et les notes de services prises pour son application) (p. 2297) : rejet (p. 2298) ; obligation pour le C. H. S. C. T. et pour le comité d'entreprise d'avoir des secrétaires) ; *après l'article L. 122-39 du code du travail :* notion de protection des salariés et droit disciplinaire (p. 2229) ; *avant l'article 122-23 du code du travail* (précédemment réservé) : son sous-amendement n° 245 à l'amendement n° 28 de la commission (substitution à l'expression « protection des travailleurs » de celle de « droit des travailleurs ») ; protection des salariés et droit disciplinaire : rejeté (p. 2300) ; *article L. 122-40 du code du travail :* son sous-amendement n° 266 à l'amendement n° 38 de la commission (référence au règlement intérieur dans la définition de la sanction) (p. 2302) ; rejeté (p. 2303) ; *article L. 122-41 du code du travail :* définition de la sanction ; son amendement n° 101 (notification par écrit et motivation de la sanction) ; rejeté ; son amendement n° 102 (possibilité pour le représentant de l'employeur d'infliger une sanction à un salarié) ; référence à l'article L. 122-40 du code du travail (p. 2305) : rejeté ; exclusion de l'avertissement de la procédure de consultation préalable (p. 2306) ; nécessité d'assurer la même protection lorsque l'employeur envisage de prendre une sanction susceptible d'avoir une incidence immédiate ou non, directe ou indirecte (p. 2307) ; son sous-amendement n° 267 à l'amendement n° 40 de la commission (incidence immédiate ou non de la sanction) : rejeté (p. 2308) ; notion de « mesure entravante » (p. 2309) ; son amendement n° 104 (obligation pour l'employeur d'indiquer les motifs de la sanction envisagée et de recueillir les explications du salarié) ; application des modalités de la procédure préalable au licenciement ; rejeté ; son amendement n° 107 (suppression de l'article de la disposition relative à la mise à pied) : retiré ; son amendement n° 100 (suppression de la mesure provisoire de mise à pied) (p. 2310) ; mesure conservatoire à effet immédiat ; recours au conseil des prud'hommes pour l'appréciation des sanctions et de l'opportunité de la mise à pied ; mesure de mise à pied rarement préférée par les chefs d'entreprise au licenciement ; retenues de salaire (p. 2311) ; suppression de la mise à pied ; statistiques comparées des mises à pied et des licenciements pour fautes ; examen par les conseils de prud'hommes du licenciement pour faute : rejeté (p. 2312) ; discussion des amendements et des propositions de l'opposition (p. 2313) ; *article L. 122-42 du code du travail :* interdiction des sanctions pécuniaires (p. 2314) ; *article L. 122-44 du code du travail :* son amendement n° 111 (suppression de l'article définissant les pouvoirs du conseil des prud'hommes en cas de litige relatif à la sanction) (p. 2315) : rejeté (p. 2317) ; constat de la réalité des faits reprochés au salarié ; pouvoir du conseil de prud'hommes d'annulation d'une sanction injustifiée ou disproportionnée ; sanction pécuniaire ; remise en cause de la mise à pied (p. 2323) ; introduction de la notion de caractère contradictoire de l'instruction, la charge de la preuve n'incombant à l'employeur qu'en dernier recours ; possibilité d'intervention quasiment illimitée des conseils de prud'hommes ; conseil de discipline (p. 2324) ; risque d'encombrement des conseils de prud'hommes ; notion de sanction manifestement disproportionnée à la faute (p. 2326) ; *article L. 122-45 du code du travail :* son amendement n° 115 (non-application du délai de prescription en cas de poursuite pénale) ; abaissement du délai de prescription de trois à deux mois (p. 2327), devenu sans objet ; son sous-amendement n° 271 à l'amendement n° 50 de la commission (application des délais de prescription sous réserve des accords passés avant la présente loi) : rejeté (p. 2328) ; *après l'article L. 122-45 du code du travail :* son sous-amendement n° 273 à l'amendement n° 157 de Mme Ghislaine

Toutain (notion d'activité syndicale) ; son sous-amendement n° 274 à l'amendement n° 157 de Mme Ghislaine Toutain (notion de conviction religieuse) ; son sous-amendement n° 275 à l'amendement n° 157 de Mme Ghislaine Toutain (dispositions nulles de plein droit) ; introduction de la politique dans l'entreprise ; notions d'opinion syndicale et de conviction religieuse (p. 2330) ; problème du syndicat dans l'entreprise ; existence de deux formes de prise en charge des intérêts des salariés : prise en charge directe par l'intermédiaire de représentants élus et prise en charge médiatisée par l'intermédiaire des organisations syndicales ; principe de la présomption de représentativité au bénéfice des cinq centrales syndicales nationales ; nécessité de garantir à des organisations syndicales n'adhérant pas à des organisations nationales le droit de faire la preuve de leur représentativité (p. 2332) ; sous-amendements n°s 273 et 274 adoptés ; sous-amendement n° 275 rejeté ; **explications de vote sur l'article 1er** : introduction de la notion de liberté publique dans l'entreprise sans recours au juge judiciaire ; abandon du recours au conseil de prud'hommes ; abstention du groupe R.P.R. ; **article 2** : changement de numérotation de l'article du code du travail (p. 2333) ; **article 3** : obligation faite à l'employeur de communiquer les critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements ; licenciements collectifs ; nécessité d'une protection renforcée pour les mères de famille [18 mai 1982] (p. 2340) ; établissement d'un ordre des licenciements pour éviter que certaines catégories de salariés ne soient trop exposées ; prise en compte de la diversité des situations sociales et des situations régionales ; préretraite et licenciement collectif (p. 2341) ; **article 4** : délai imparti aux chefs d'entreprise pour réviser ou améliorer le règlement intérieur afin de le mettre en conformité avec la loi ; application immédiate des dispositions relatives aux garanties disciplinaires (p. 2342) ; son amendement n° 126 (abaissement à un an du délai dans lequel les chefs d'entreprise devront adapter les règlements intérieurs à la nouvelle loi) ; nécessité de ne pas laisser coexister trop longtemps un droit disciplinaire nouveau et des règlements intérieurs inchangés (p. 2343) : rejeté (p 2345) ; **article 5** : projet relatif aux institutions représentatives du personnel et à la négociation collective ; problème du droit de cité dans l'entreprise pour des groupements autres que les syndicats représentatifs au niveau national ; présomption de représentativité au niveau de l'entreprise des organisations syndicales affiliées aux centrales nationales (p. 2345) ; **article 6** : expression directe individuelle et collective ; risque de récupération des nouvelles mesures par les organisations syndicales ; participation à la gestion de l'entreprise et à l'organisation du travail ; modalités de la libre expression dans les entreprises de plus de 200 salariés (p. 2348) ; son amendement n° 127 (prévoyant que le Gouvernement déposera avant le 31 décembre 1982 sur le bureau du Parlement un projet de loi tendant à faciliter la libre expression des salariés) ; proposition de renoncer à la discussion immédiate des dispositions prévues ; effets pervers des modalités du droit d'expression retenues par le projet de loi ; risque de confiscation du nouveau droit par les organisations syndicales ; seuil de 200 salariés ; **son rappel au règlement** : refus d'un dépôt d'amendements par le président de la commission des finances (p. 2356) ; amendement n° 127 rejeté (p. 2357) ; *articles L. 461-1 du code du travail* : bénéficie du droit d'expression par une partie seulement des salariés ; attente d'un projet de loi sur la démocratisation du secteur public (p. 2361) ; problème de la détermination de l'interlocuteur des salariés (p. 2364) ; amélioration de l'expression de ces salariés et productivité accrue dans l'entreprise ; extension au secteur public du droit d'expression reconnu aux salariés du secteur privé ; rôle des cadres ; activités politiques au sein de l'entreprise (p. 2365) ; extension du champ d'application de la loi à l'ensemble du secteur public (p. 2367) ; *article L. 461-2 du code du travail* ; son amendement n° 132 (exercice du droit d'expression sur les lieux et pendant le temps de travail normalement rémunéré) (p. 2368) ; notion de temps de travail ; crédit d'heures au profit des salariés : rejeté (p. 2370) ; **son rappel au règlement** : application de l'article 100 du règlement relatif à la discussion des amendements (p. 2383) ; *article L. 461-3 du code du travail* : examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (p. 2388) ; représentativité des syndicats au niveau national et à l'échelon de l'entreprise (p. 2390) ; reprend à son compte l'amendement n° 229 du Gouvernement (représentativité des organisations syndicales dans l'entreprise) ; obligation de négocier : rejeté ; son amendement n° 139 (soumission à référendum de l'accord relatif aux modalités d'exercice du droit d'expression dans l'entreprise) (p. 2391) : rejeté (p. 2392) ; règlement intérieur d'entreprise et modalités d'exercice du droit d'expression des salariés (p. 2393) ; son amendement n° 135 (précisant le contenu de l'accord relatif aux modalités d'exercice du droit d'expression) ; organisation des réunions permettant l'expression des salariés ; mesures destinées à favoriser la concertation entre les cadres et les autres salariés ; modalités de transmission des vœux et avis à l'employeur (p. 2394) ; rejeté (p. 2396) ; problème de la séparation du domaine contractuel et du domaine législatif ; exemple des mesures tendant à une réforme des mécanismes d'indemnisation du chômage en 1978 (p. 2397) ; son amendement n° 141 (inclusion dans l'accord relatif au droit d'expression des salariés des modalités de consultation du personnel par voie de référendum) (p. 2399) : rejeté (p. 2400) ; obligation de négocier dans les entreprises de plus de 200 salariés ; consultations menées par le chef d'entreprise à défaut d'accord ; situation des entreprises de moins de 200 salariés : consultation des institutions représentatives du personnel sans consultation préalable des organisations syndicales (p. 2401) ; **explications de vote sur l'article 6** : contradictions entre organisations syndicales et partis politiques de la majorité ; rôle de l'encadrement et des organisations syndicales (p. 2404) ; **avant l'article 7** : détermination de la représentativité des syndicats au sein de l'entreprise ; **son rappel au règlement** : recevabilité financière des amendements [19 mai 1982] (p. 2413) ; **article 7** : obligation de négocier un accord cadre pour les entreprises d'au moins 200 salariés ; hypothèse où des organisations syndicales refuseraient de négocier ; calendrier de la réforme ; application de la loi dans le secteur public (p. 2414) ; son amendement n° 142 (fixation du délai pour engager les négociations à six mois dans les entreprises de plus de 500 salariés et à un an pour les autres entreprises) (p. 2415) ; conclusion d'un accord-cadre ; nationalisations : rejeté (p. 2416) ; application de la loi dans le secteur public ; obligation de négocier et obligation d'accord (p. 2417) ; **après l'article 7** : conditions d'exercice du droit d'expression dans les entreprises du secteur public ; **article 8** : transmission à l'inspecteur du travail du constat établi par les comités d'entreprises sur les résultats de l'expérience en matière de droit d'expression ; avis des délégués syndicaux (p. 2419) ; son amendement n° 144 (présentation par l'employeur au comité d'entreprise d'un rapport sur les résultats de l'application du droit d'expression) ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 232 du Gouvernement : retiré (p. 2421) ; son sous-amendement n° 294 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (application de la loi sous réserve des dispositions d'une loi ultérieure relative à la démocratisation du secteur public) ; loi de 1978 relative à la participation de l'encadrement ; extension de la procédure du constat à l'ensemble des entreprises (p. 2422) ; rejeté ; son sous-amendement n° 295 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (présentation par le chef d'entreprise d'un rapport au comité d'entreprise ou aux délégués du personnel sur les résultats obtenus en application du droit d'expression) : rejeté ; son sous-amendement n° 293 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (présentation éventuelle de l'analyse des résultats de l'application du droit d'expression aux comités d'entreprise et aux délégués syndicaux) (p. 2423) : rejeté ; négociation sur la durée du travail ; blocage résultant de la position de certaines organisations syndicales (p. 2424) ; établissement d'un bilan de l'application du droit d'expression (p. 2425) ; son sous-amendement n° 283 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (transmisison du rapport du chef d'entreprise à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre) ; rôles respectifs de l'inspecteur du travail et du directeur départemental du travail : rejeté ; ses amendements n°s 145, 146 et 147 devenus sans objet (p. 2426) ; **après l'article 6** ; **son rappel au règlement** : recevabilité financière des amendements (p. 2428) ; **article 8** : son amendement n° 148 (possibilité pour tout salarié ou groupement de salariés de faire valoir par écrit ses observations sur le fonctionnement des procédures d'expression directe des salariés) (p. 2440) : rejeté (p. 2441) ; **article 9** : soumission au Parlement par le Gouvernement avant le 31 décembre 1984 d'un rapport relatif à l'application du droit d'expression dans les entreprises) (p. 2441) ; son amendement n° 151 (dépôt par le Gouvernement du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés) : retiré (p. 2447) ; objet du texte devant intervenir après la période d'expérimentation du droit d'expression ; définition d'un régime définitif pour la liberté d'expression ; caractère obligatoire de la négociation dans l'entreprise et non de l'accord (p. 2448) ; incitation des partenaires sociaux à négocier (p. 2449) ; **après l'article 9** : son sous-amendement n° 247 à l'amendement n° 7 de M. Jacques Brunhes (fixation des mêmes sanctions pénales pour quiconque aura entravé la libre activité

des membres de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 2450) ; **son rappel au règlement :** conditions de mise en discussion des amendements et des sous-amendements (p. 2451).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L. 411-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 791 à l'amendement n° 41 de la commission (définition de l'objet des syndicats professionnels) [24 mai 1982] (p. 2464) ; risque de voir la conquête de nouvelles libertés collectives entraîner une négation accrue des libertés individuelles (p. 2465) ; absence de frein à l'activité syndicale contenue dans l'ancienne définition de l'objet de syndicat (p. 2468) ; référence à l'article L. 407 du code du travail (p. 2469) ; rejeté (p. 2470) ; *article L. 411-4 du code du travail :* volonté du Gouvernement de permettre aux syndicats d'être dirigés par un ressortissant étranger ; risques de manipulation depuis l'étranger (p. 2472) ; *article L. 411-7 du code du travail :* son sous-amendement n° 792 à l'amendement n° 45 de la commission (insérant les mots « soit y adhérer » après les mots « syndicats professionnels de salariés ») (p. 2475) ; possibilité donnée aux retraités de constituer des syndicats ; rejeté (p. 2477) ; *article L. 412-4 du code du travail :* constitution de section syndicale dans les entreprises de moins de cinquante salariés (p. 2479) ; **article 1er :** règles de calcul des effectifs de l'entreprise ; jurisprudence de la Cour de cassation (p. 2494) ; cas des travailleurs à temps partiel et des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure (p. 2495) ; *article L. 412-5 du code du travail :* son sous-amendement n° 793 à l'amendement n° 50 de la commission (travailleurs temporaires) ; son sous-amendement n° 794 à l'amendement n° 50 de la commission (travailleurs temporaires) ; son sous-amendement n° 795 à l'amendement n° 50 de la commission (cas des apprentis) (p. 2498) ; sous-amendement n° 793 : retiré (p. 2499) ; sous-amendements n° 794 et 795 : rejetés (p. 2500) ; salariés à temps partiel (p. 2501) ; son amendement n° 238 (travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) : rejeté ; son amendement n° 239 (lien de subordination entre l'employeur et le salarié) (p. 2502) ; rejeté (p. 2503) ; **article 2 :** dispositions permettant à certains syndicats de désigner un délégué supplémentaire ; volonté du Gouvernement de favoriser la C. G. T. ; création d'un délégué syndical central d'entreprise (p. 2504) ; *article L. 412-6 du code du travail :* son sous-amendement n° 796 à l'amendement n° 53 de la commission (problème de la représentativité) ; absence de toute définition de la section syndicale . rejeté (p. 2506) ; *article L. 412-7 du code du travail ;* son sous-amendement n° 798 à l'amendement n° 13 de M. Joseph Legrand (collecte des cotisations syndicales) (p. 2507) ; son sous-amendement n° 797 à l'amendement n° 54 de la commission (collecte des cotisations syndicales) : retirés (p. 2509) ; *article L. 412-8 du code du travail :* diffusion des publications et des tracts syndicaux dans l'entreprise (p. 2510) ; contenu des affiches, des publications et des tracts syndicaux ; son sous-amendement oral (supprimant les mots « la seule » dans le dernier alinéa de l'amendement n° 56 de la commission) : adopté (p. 2511) ; *article L. 412-9 du code du travail :* son sous-amendement n° 799 à l'amendement n° 57 de la commission (local syndical) : rejeté (p. 2512) ; son sous-amendement n° 811 à l'amendement n° 59 de la commission (réunion syndicale en dehors du temps de travail) [25 mai 1982] (p. 2517) ; son sous-amendement n° 800 à l'amendement n° 59 de la commission (réunion syndicale avec l'accord du chef d'entreprise) ; absence d'un nombre important de députés socialistes dans l'hémicycle ; dispositions permettant aux sections syndicales d'inviter des personnalités syndicales extérieures à l'entreprise (p. 2518, 2519) ; son sous-amendement n° 821 à l'amendement n° 59 de la commission (substituant aux mots « personnalités extérieures syndicales » les mots « dirigeants extérieurs syndicaux ») (p. 2519) ; participation de l'opposition aux travaux de la commission ; interprétation de l'article 88 du règlement (p. 2520) ; sous-amendement n° 811 : rejeté ; sous-amendement n° 800 : retiré ; sous-amendement n° 821 : rejeté (p. 2521) ; son sous-amendement n° 801 à l'amendement n° 60 de la commission : réservé (p. 2523) ; *article L. 412-11 du code du travail :* élection de délégués syndicaux dans les entreprises de plus de cinquante salariés ; problème du délégué syndical « bonus » (p. 2527) ; son amendement n° 240 (subsituant aux mots « dans les limites fixées » les mots « dans les conditions prévues » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) [27 mai 1982] (p. 2656) : rejeté ; désignation d'un délégué syndical lorsque l'effectif d'au moins cinquante salariés a été atteint pendant douze mois (p. 2657) ; présomption de représentativité ; confusion établie au détriment de la C. G. C. (p. 2658) ; son sous-amendement n° 802 à l'amendement n° 63 de la commission (désignation d'un délégué du personnel comme délégué syndical) (p. 2660) ; principe de la présomption de représentativité au bénéfice des cinq grandes centrales syndicales : rejeté (p. 2661) ; nomination d'un délégué syndical sans section syndicale (p. 2662) ; *article L. 412-12 du code du travail :* lenteur de la discussion (p. 2663) ; activités du comité de groupe (p. 2665) ; *article L. 412-13 du code du travail :* compétence du pouvoir législatif et du pouvoir réglementaire (p. 2666) ; **article 3 :** *article L. 412-15 du code du travail :* son sous-amendement n° 830 à l'amendement n° 65 de la commission (contestation relative aux conditions de désignation des délégués syndicaux dans les entreprises de plus de cinquante salariés) ; incertitudes actuelles de la jurisprudence (p. 2670) : rejeté ; nécessité de préciser que le délai de quinze jours court à compter de la notification à l'employeur de la désignation du délégué par le syndicat (p. 2671) ; son sous-amendement n° 803 à l'amendement n° 65 de la commission (précisant que la décision du tribunal peut être déférée à la Cour de cassation) : rejeté (p. 2672) ; son sous-amendement n° 805 à l'amendement n° 66 de la commission (durée pendant laquelle doit être constaté le nombre des salariés de l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 244 devenu sans objet (p. 2673) ; *article L. 412-17 du code du travail :* diminution du nombre des syndicalistes protégés (p. 2674) ; suppression du seuil de 300 salariés ; son amendement n° 248 devenu sans objet (p. 2675) ; son sous-amendement n° 825 à l'amendement n° 469 de M. Jean-Michel Belorgey (circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise) (p. 2676) : rejeté (p. 2677) ; son amendement n° 249 devenu sans objet (p. 2678) ; principe du bon de délégation ; limite à l'organition des modalités d'exercice de la fonction de délégué syndical (p. 2690) ; **article 4 :** procédure de licenciement des délégués syndicaux ; reconnaissance par la jurisprudence actuelle de la possibilité, pour un délégué syndical, d'être maintenu en fonction si le chef d'entreprise n'intente pas un recours dans les délais prévus (p. 2692) ; mise à pied (p. 2693) ; son opposition au principe de la présomption de régularité de la désignation du délégué syndical (p. 2694) ; son sous-amendement n° 833 à l'amendement n° 769 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2695) : adopté (p. 2696) ; **article 5 :** *article L. 412-19 du code du travail :* son amendement n° 303 (effectivité du droit à réintégration lorsque la décision revêt un caractère définitif) : rejeté (p. 2701) ; paiement des salaires après réintégration du salarié (p. 2702) ; **article 6 :** problème des crédits d'heures (p. 2705) ; alourdissement des charges sociales des entreprises (p. 2706) ; problème des crédits d'heures ; atteinte portée aux droits des travailleurs par le Gouvernement [28 mai 1982] (p. 2727) ; son sous-amendement n° 843 à l'amendement n° 75 de la commission (insérant le mot « minimum » après les mots « ce temps » au début de cet amendement) ; son sous-amendement n° 844 à l'amendement n° 75 de la commission (insérant les mots « conventionnellement ou » après le mot « dépassé » dans cet amendement) (p. 2728) ; notion de circonstances exceptionnelles ; ses sous-amendements n°s 843 et 844 rejetés ; crédit d'heures du délégué syndical central (p. 2729, 2731) ; son amendement n° 309 (insérant le mot « collectif » après le mot « crédit » dans le troisième alinéa du paragraphe III de cet article) : retiré ; information préalable de l'employeur sur les bénéficiaires et les conditions d'utilisation du crédit global (p. 2732) ; **son rappel au règlement :** procédure de retrait des amendements ; arbitrage rendu par le parti socialiste (p. 2733) ; **son rappel au règlement :** contradiction entre le sous-amendement proposé par le ministre du travail et l'amendement n° 471 de M. Jean-Michel Belorgey ; charge de la preuve (p. 2735) ; **son rappel au règlement :** procédure de retrait des amendements (p. 2737) ; **article 7 :** forme de cet article (p. 2738) ; **article 8 :** mise en place des délégués du personnel ; effectifs nécessaires à la mise en place des délégués du personnel (p. 2742) ; *article L. 421-1 du code du travail :* son amendement n° 363 (période de référence retenue pour le calcul des effectifs de l'entreprise) : retiré ; dispositif de suppression des institutions en cas de baisse durable des effectifs (p. 2745) ; institutions du délégué du personnel par voie conventionnelle ; établissement des procès-verbaux des réunions des commissions de l'Assemblée nationale (p. 2746) ; son sous-amendement n° 863 à l'amendement n° 848 du Gouvernement (précisant que la prise en charge des coûts de fonctionnement de l'institution est répartie entre les employeurs au prorata des effectifs concernés) (p. 2755) : rejeté (p. 2756) ; son amendement n° 429 (garanties des salariés des établissements publics) :

retiré (p. 2757) ; *article L. 421-2 du code du travail :* son amendement n° 365 (calcul de l'effectif des salariés sous contrat à durée déterminée, des salariés à temps partiel et des travailleurs mis à la disposition de l'entreprise par une entreprise extérieure) : rejeté (p. 2758) ; *article L. 422-1 du code du travail :* son amendement n° 367 (droit de chaque salarié de présenter lui-même à la hiérarchie les observations ou réclamations le concernant) : rejeté (p. 2759) ; son amendement n° 368 (précisant que l'inspection du travail est saisie des plaintes qui n'auraient pas été directement satisfaites) : rejeté (p. 2761) ; possibilité donnée à l'inspecteur du travail de se faire accompagner dans ses visites par le délégué compétent (p. 2762, 2763) ; droit des salariés de présenter eux-mêmes leurs observations à l'employeur ou à ses représentants (p. 2764) ; **article 9 :** son amendement n° 370 (de suppression) : rejeté (p. 2766) ; *article L. 422-3 du code du travail :* son amendement n° 372 (insérant les mots « à titre temporaire » après le mot « collectivement » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 373 (précisant que les délégués du personnel sont tenus au secret professionnel en ce qui concerne les procédés de fabrication) : rejeté (p. 2768) ; **article 10 :** conditions dans lesquelles est reconnue la représentativité des organisations syndicales ; organisation des élections [1er juin 1982] (p. 2776) ; représentativité des syndicats (p. 2782) ; *article L. 423-3 du code du travail :* définition des organisations syndicales représentatives (p. 2783) ; son amendement n° 398 (répartition des salariés en quatre collèges) (p. 2784) : rejeté (p. 2785) ; **article 11 :** possibilité d'une représentation spécifique pour certains salariés isolés ; collège unique prévu pour les établissements de moins de 25 salariés (p. 2786) ; *article L. 423-5 du code du travail :* son amendement n° 405 (substituant au mot « sont » les mots « peuvent être » au début du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2787) ; son amendement n° 408 (adoption des dispositions du présent article ne devant pas modifier le nombre des délégués du personnel) : rejeté (p. 2788) ; *article L. 423-6 du code du travail :* représentation du personnel d'encadrement (p. 2792) ; *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 410 (précisant que les salariés occupant une place à temps partiel simultanément dans plusieurs entreprises ne sont électeurs que dans l'une de ces entreprises) : rejeté (p. 2793) ; **article 12 :** conditions d'électorat et d'éligibilité dans le cadre des entreprises de travail temporaire (p. 2801) ; *article L. 423-12 du code du travail :* son amendement n° 418 (substituant aux mots « organisations syndicales les plus représentatives » les mots « organisations représentatives des salariés ») : retiré (p. 2802) ; son sous-amendement n° 807 à l'amendement n° 90 de la commission (substituant aux mots « syndicales représentatives » les mots « représentatives des salariés » dans cet amendement) (p. 2803) : rejeté ; *article L. 423-13 du code du travail :* son amendement n° 422 devenu sans objet (p. 2804) ; **article 13 :** compétence du juge d'instance en cas de désaccord entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales au sujet de l'organisation des opérations électorales (p. 2805) ; déroulement et modalités d'organisation des opérations électorales ; son amendement n° 427 (précisant que l'article L. 420-15 devient l'article L. 423-15) (p. 2807) : rejeté (p. 2808) ; volonté du groupe communiste de réserver aux seules organisations représentatives sur le plan national la possibilité de présenter des candidats aux élections (p. 2809) ; **article 15 :** *article L. 423-19 du code du travail :* son amendement n° 438 (substituant aux mots « de l'institution » les mots « des mandats » dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 2824) ; son amendement n° 442 (précisant qu'en cas de carence aucune nouvelle demande d'élection n'est recevable pendant un an) : rejeté ; son amendement n° 443 (non-renouvellement du mandat d'un délégué du personnel) : retiré ; son amendement n° 444 (affichage par le chef d'entreprise du procès-verbal de carence) : adopté (p. 2827) ; son amendement n° 445 (suppression de la fin du cinquième alinéa dans le texte proposé pour cet article après les mots « l'inspecteur du travail ») : rejeté (p. 2828) ; **article 17 :** pratique conduisant le délégué du personnel à se faire assister par le délégué syndical de l'entreprise ; possibilité pour les délégués du personnel de prendre l'initiative de solliciter une entrevue [2 juin 1982] (p. 2841) ; possibilité pour les délégués du personnel d'être reçus en cas d'urgence par le chef d'entreprise (p. 2842) ; **article 18 :** *article L. 425-1 du code du travail :* son amendement n° 452 (soumettant à l'assentiment du comité d'entreprise le licenciement des délégués du personnel) (p. 2847) ; confusion entre le rôle du délégué du personnel et celui du délégué syndical (p. 2848) : rejeté ; son amendement n° 453 (procédure en cas de désaccord entre le chef d'entreprise et le comité d'entreprise) (p. 2849) : rejeté (p. 2850) ; durée de la protection accordée aux candidats à la fonction de délégué du personnel (p. 2854) ; son amendement n° 456 (suppression du sixième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; son amendement n° 457 (protection du salarié ayant demandé le premier à l'employeur d'organiser des élections) : retiré (p. 2855) ; son amendement n° 624 (suppression du septième alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 2856) : rejeté (p. 2857) ; *article L. 425-2 du code du travail :* caractère restrictif des dispositions de l'ordonnance sur les contrats à durée déterminée ; non-remise en cause des rapports contractuels [3 juin 1982] (p. 2898) ; affirmation selon laquelle l'arrivée du terme d'un contrat n'entraîne pas le droit à la cessation du lien contractuel (p. 2899) ; *article L. 425-3 du code du travail :* retrait des amendements présentés par le groupe communiste ; réintégration du salarié (p. 2901) ; son amendement n° 462 (précisant que la réintégration du délégué licencié irrégulièrement ou abusivement est de droit) : rejeté (p. 2902) ; **article 19 :** amélioration de la protection par des dispositions plus favorables issues d'accords collectifs ; *article L. 426-1 du code du travail :* inutilité des dispositions prévues par l'amendement n° 106 de la commission (p. 2903) ; **article 20 :** amélioration du fonctionnement des comités d'entreprises ; extension des moyens et des possibilités du comité d'entreprise ; séparation des institutions représentatives et des organisations syndicales ; volonté de voir le comité d'entreprise demeurer l'instance d'une coopération voulue par le législateur de 1945 (p. 2904) ; *article L. 431-1 du code du travail :* son sous-amendement n° 839 à l'amendement n° 107 de la commission (aménagement possible du comité d'entreprise dans le cadre des établissements publics) ; problème de la direction commune d'unités d'exploitation (p. 2908) . rejeté (p. 2910) ; son amendement n° 506 (situation des salariés des établissements publics) : rejeté (p. 2912) ; *article L. 431-2 du code du travail :* suppression du texte de cet article (p. 2914) ; *article L. 431-3 du code du travail :* son amendement n° 509 (calcul de l'effectif constitué par les salariés à temps partiel) (p. 2915) ; son sous-amendement n° 913 à l'amendement n° 109 de la commission (précisant que tout syndicat affilié à une organisation représentative sur le plan national est considéré comme représentatif dans l'entreprise pour l'application du présent chapitre) (p. 2916) : adopté ; son amendement n° 509 devenu sans objet (p. 2917) ; son sous-amendement n° 915 à l'amendement n° 901 du Gouvernement (précisant que le comité d'entreprise est un organe de coopération) (p. 2918) ; son sous-amendement n° 916 à l'amendement n° 901 du Gouvernement (modification du titre) (p. 2925) ; attributions et pouvoirs du comité d'entreprise (p. 2926) ; sous-amendement n° 916 retiré : sous-amendement n° 915 rejeté (p. 2928) ; sous-amendement n° 920 à l'amendement n° 902 du Gouvernement (précisant que la décision du chef d'entreprise doit être présentée par la consultation du comité d'entreprise) (p. 2929) : adopté (p. 2932) ; **article 21 :** accumulation d'obligations de consulter le comité d'entreprise ; action du syndicat du livre C. G. T. contre l'innovation technologique [4 juin 1982] (p. 2968) ; *article L. 432-1 du code du travail :* coopération du comité d'entreprise et de la direction à l'amélioration des conditions d'emploi et de travail ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie du personnel (p. 2973) ; notion de coopération dans l'entreprise (p. 2974) ; conditions dans lesquelles le comité d'entreprise est informé de l'évolution de l'emploi ; désignation des destinataires du procès-verbal de la réunion du comité d'entreprise au cours de laquelle est étudiée l'évolution de l'emploi (p. 2975) ; information du comité d'entreprise sur les modifications de l'organisation économique ou juridique de celle-ci (p. 2977) ; problème des prises de participation (p. 2978) ; son amendement n° 571 (précisant que le chef d'entreprise est tenu d'informer le comité en cas de prise de participation lorsqu'il a connaissance de l'opération en cause au moment de sa réalisation) : adopté après rectification ; avis donné par le comité d'entreprise sur les augmentations de prix (p. 2979) ; information du comité d'entreprise sur l'attribution des fonds publics (p. 2981) ; *article L. 432-2 du code du travail :* information du comité d'entreprise en cas d'introduction de nouvelles technologies (p. 2982) ; nature du changement technologique devant faire l'objet d'une consultation du comité d'entreprise (p. 2985) ; *après l'article L. 432-2 du code du travail :* règles du secret auxquelles sont soumis les membres du comité d'entreprise (p. 2986) ; *article L. 432-3 du code du travail :* rôle du comité d'hygiène et de sécurité ; son amendement n° 576 devenu sans objet ; crédit horaire

forfaitaire du C. H. S. C. T. (p. 2988) ; emploi et travail des jeunes, des femmes et des handicapés (p. 2992) ; volonté du groupe communiste de permettre au comité d'entreprise de prendre en main le 1 p. 100 patronal (p. 2993) ; rôle du comité d'entreprise en matière de formation du personnel (p. 2994) ; avis du comité d'entreprise sur l'affectation des sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage (p. 2995) ; *article L. 432-4 du code du travail :* volonté du Gouvernement de préciser que seuls les transferts de capitaux importants seront mentionnés dans le rapport d'ensemble ; son sous-amendement n° 581 à l'amendement n° 127 de la commission (supprimant les mots « les régions » à la fin de cet amendement) ; nécessité d'informer le comité d'entreprise sur les rapports financiers entre celle-ci et les collectivités publiques (p. 2999) : rejeté (p. 3000) ; risque de divulgation des informations contenues dans le rapport d'ensemble (p. 3001) ; possibilité de communiquer à l'ensemble des salariés les informations contenues dans le rapport d'ensemble (p. 3002) ; caractère succinct des informations financières communiquées au comité d'entreprise (p. 3004) ; substitution du comité d'entreprise à l'administration du ministère du travail en ce qui concerne l'emploi des handicapés (p. 3005) ; propose que le chef d'entreprise bénéficie d'un crédit d'heures pour l'exercice des missions d'information dont il est chargé (p. 3006) ; *article L. 432-5 du code du travail* : défaut de convocation des membres du comité d'entreprise entraînant la nullité des délibérations du conseil d'administration [7 juin 1982] (p. 3011) ; **article 22** : définition du champ d'intervention autonome du comité d'entreprise ; secret professionnel et obligation de discrétion relatifs aux procédés de fabrication ; participation d'une délégation du comité d'entreprise au conseil d'administration (p 3013) ; notion d'obligation de discrétion (p. 3015) ; son amendement n° 586 (notion d'œuvres sociales, culturelles, artistiques et sportives) (p. 3016) : rejeté ; place de la politique dans l'entreprise (p. 3017) ; encouragement de la pratique sportive par le comité d'entreprise ; part de la masse salariale affectée aux institutions sociales (p. 3018) ; **article 23** : composition et élection du comité d'entreprise ; présomption de représentativité retenue en faveur des cinq organisations syndicales nationales (p. 3020) ; présomption de représentativité ; *article L. 433-2 du code du travail :* son amendement n° 588 (création de quatre collèges pour l'élection des représentants du personnel) : rejeté ; organisations ayant acquis leur représentativité lors des dernières élections s'étant déroulées dans l'entreprise (p. 3022) ; possibilité d'accord conventionnel d'entreprise (p. 3024) ; présomption de fraude pesant sur le chef d'entreprise (p. 3026) ; **article 24** : éligibilité au comité d'entreprise ; manipulation de délégués ne sachant pas s'exprimer en français (p. 3028) ; *article L. 433-8 du code travail :* notion d'organisations syndicales les plus représentatives (p. 3033) ; son amendement n° 600 (substituant aux mots « des deux tiers » les mots « de la moitié » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté ; possibilité de dérogation aux conditions d'ancienneté (p. 3034) ; *article L. 433-10 du code du travail :* problème des candidatures libres au second tour ; problème des ratures (p. 3036) ; *article L. 433-11 du code du travail :* son amendement n° 606 (précisant que la décision du tribunal est en dernier ressort mais qu'elle peut être déférée à la Cour de cassation) : retiré (p. 3037) ; **article 25** : suppression de cet article (p. 3039) ; *article L. 433-13 du code du travail :* délai de 45 jours prévu dans le texte proposé pour cet article (p. 3040) ; lettre recommandée (p. 3042) ; son amendement n° 616 (irrecevabilité d'une nouvelle demande d'élection avant l'expiration d'un délai d'un an) : rejeté ; son amendement n° 617 (substituant aux mots « celui-ci le transmet » les mots « celui-ci l'affiche dans l'entreprise et le transmet » au début de la seconde phrase du septième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3043) ; notion de « travailleurs » et de « salariés » (p. 3044) ; **article 26** : place du chef d'entreprise au sein du comité d'entreprise ; commission économique du comité d'entreprise (p. 3045) ; risque de voir le comité d'entreprise s'ériger en contre-pouvoir (p. 3046) ; son amendement n° 625 (suppression du troisième alinéa du paragraphe II de cet article) : retiré (p. 3048) ; ordonnance de 1945 ; mise en cause de l'autorité du chef d'entreprise (p. 3049) ; *article L. 434-5 du code du travail :* création d'une commission économique dans les établissements de plus de 1 000 salariés (p. 3050, 3051) ; son amendement n° 627 (mission de la commission économique) (p. 3051) : retiré (p. 3052) ; mission des commissions économiques définie par le comité d'entreprise (p. 3053) ; son amendement n° 629 (substituant aux mots « la catégorie des cadres » les mots « chaque collège » à la fin de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) ; nomination des membres de la commission économique (p. 3054) : rejeté ; lien de subordination de la commission économique par rapport au comité d'entreprise (p. 3055) ; son amendement n° 631 (substituant aux mots « un membre titulaire du comité d'entreprise » les mots « le chef d'entreprise ou son représentant » dans la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3056) ; possibilité pour la commission de demander à entendre tout cadre supérieur ou dirigeant après accord du chef d'entreprise (p. 3057) ; son amendement n° 634 (conditions d'exécution du mandat de membre de la commission économique) : rejeté ; *article L. 434-6 du code du travail :* son amendement n° 635 (rôle de l'expert comptable) (p. 3058) : rejeté (p. 3060) ; **son rappel au règlement** : accusations portées par le président de séance contre les auteurs de sous-amendements (p. 3064, 3065) ; audition des cadres responsables de l'introduction dans l'entreprise de nouvelles sérieux de l'expert (p. 3068) : rejeté ; son sous-amendement n° 934 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (insérant les mots « agréé auprès des tribunaux » après le mot « expert » dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement) ; assurance quant à la formation et au sérieux de l'expert (p. 3068) ; rejeté, son sous-amendement n° 935 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (complétant la première phrase du troisième alinéa de cet amendement par les mots « et la prise en charge par le comité d'entreprise ») : stabilisation des charges des entreprises : rejeté ; son sous-amendement n° 936 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (précisant que l'expert comptable est rémunéré par l'entreprise) : rejeté ; son sous-amendement n° 937 à l'amendement n° 928 du Gouvernement (complétant la première phrase du quatrième alinéa de cet amendement par les mots « dans des limites fixées par décret ») (p. 3069) ; exemple de la société Boussac-Saint-Frères : rejeté ; ses amendements n°s 639, 641, 642, 643 et 644 devenus sans objet (p. 3070) ; son amendement n° 645 (précisant que les experts sont tenus aux obligations de secret et de discrétion) : adopté ; conditions d'entrée de l'expert dans l'établissement (p. 3071) ; **article 27** : *article L. 434-8 du code du travail :* son amendement n° 648 (financement du comité d'entreprise) (p. 3074) : rejeté (p. 3075) ; accroissement des charges sociales supportées par les entreprises (p. 3076) ; *article L. 434-10 du code du travail :* possibilité pour le stage de formation économique d'être pris en charge par un des organismes visés à l'article L. 451-1 du code du travail (p. 3077) ; **article 28** : *article L. 435-2 du code du travail :* rôle du comité central d'entreprise et des comités d'établissement en matière d'activités sociales et culturelles (p. 3080) ; *article L. 435-3 du code du travail :* information du comité central d'entreprise de tous les projets concernant une restructuration, une prise de participation ou une fusion de l'entreprise ; son amendement oral (insérant le mot « importants » après les mots « projets économiques et financiers » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : adopté ; son amendement n° 651 (conditions d'exécution du mandat des représentants au comité central d'entreprise) (p. 3081) ; rejeté ; accord entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales définissant les compétences respectives du comité central d'entreprise et des comités d'établissement ; *article L. 435-4 du code du travail :* garanties du pluralisme syndical ; vote par collège séparé (p. 3082) ; *article L. 435-5 du code du travail :* son amendement n° 656 (pourvoi en cassation) (p. 3083) : rejeté (p. 3084) ; **article 29** : *article L. 436-1 du code du travail :* son amendement n° 658 (substituant aux mots « refus de » les mots « désaccord sur » dans la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté [8 juin 1982] (p. 3090) ; problème de la matérialité des faits ; mutation d'un membre du comité d'entreprise (p. 3091) ; problème de cohérence avec les dispositions relatives aux délégués du personnel ; protection des salariés prenant l'initiative de demander des élections (p. 3092) ; *article L. 436-3 du code du travail :* indemnité correspondant à la totalité du préjudice subi (p. 3095) ; **article 30** : mise en conformité de la législation française avec la directive Vredeling sur l'information et la consultation des travailleurs des entreprises à structure complexe ; comités de groupe ; absence de définition juridique de la notion de groupe dans le présent projet (p. 3097) ; nécessité de préciser le droit des groupes avant la création des comités de groupe (p. 3100) ; *article L. 439-1 du code du travail :* son amendement n° 686 (substituant aux mots « est constitué » les mots « peut être constitué » au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3102) ; son amendement n° 687 (complétant le premier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « dès lors qu'un accord d'intéressement dérogatoire a été conclu ») : rejeté ; son amendement n° 688 (suppression du deuxième alinéa

du texte proposé pour cet article) (p. 3103) ; retiré ; harmonisation des dispositions du code du travail relatives aux comités de groupe avec les notions en cours de développement en matière de droit commercial et les projets de directives européennes (p. 3104) ; son amendement n° 747 (suppression de la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3108) ; son amendement n° 689 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3109) ; son amendement n° 748 (conséquence de l'existence d'administrateurs communs) : rejeté ; son amendement n° 672 (précisant qu'une société ne peut appartenir simultanément à deux groupes) : rejeté (p. 3110) ; *article L. 439-2 du code du travail :* interprétation retenue au sujet du rapport des commissaires aux comptes (p. 3112) ; son amendement n° 675 (secret auquel sont tenus les membres du comité de groupe) (p. 3113) ; retiré (p. 3114) ; *article L. 439-3 du code du travail :* problème de représentativité ; création d'une nouvelle institution représentative (p. 3115) ; représentation proportionnelle des entreprises constituant le groupe (p. 3116) ; présomption de représentativité au bénéfice des cinq organisations syndicales ; possibilité de reconnaître la représentativité d'autres organisations syndicales ; *article L. 439-5 du code du travail :* constitution et réunion initiale du comité de groupe (p. 3118) ; **article 31 :** son amendement n° 681 (insérant les mots « et conformément à la loi relative au développement du sport » après les mots « code du travail » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté (p. 3119) ; **après l'article 33 :** aggravation des charges supportées par les entreprises (p. 3120) ; son amendement n° 684 (date d'entrée en vigueur de la présente loi) : rejeté (p. 3121) ; **article 2 précédemment réservé :** son sous-amendement n° 801 à l'amendement n° 60 de la commission précédemment réservé (insérant les mots « le chef d'entreprise ou » avant les mots « une ou plusieurs sections syndicales » dans cet amendement) (p. 3127) : retiré ; distribution des amendements (p. 3128).

Seconde délibération : **article 18 :** propose une correction à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 3134).

Explication de vote : différentes mesures contestables contenues dans le projet de loi ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3138).

— Projet de loi relatif à la négociation collective ou au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** retrait des amendements déposés par le groupe communiste ; **article 1er :** participation aux travaux de la commission ; politique contractuelle ; loi de 1971 sur les conventions collectives ; rôle des organisations syndicales [8 juin 1982] (p. 3141) ; intitulé du titre III du livre Ier du code du travail : conventions collectives et accords collectifs du travail (p. 3143) ; **article 2 :** champ d'application des conventions collectives et des accords collectifs du travail (p. 3145) ; *article L. 131-2 du code du travail :* entrée dans le champ d'application de la négociation collective des associations et des organismes de droit privé (p. 3148) ; son amendement n° 67 (entrée dans le champ d'application de l'article des ateliers protégés et des centres d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 323-30 du code du travail) : retiré (p. 3149) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat en plusieurs fractions [9 juin 1982] (p. 3175) ; **article 4 :** négociation annuelle obligatoire ; salariés non couverts par des conventions de branche (p. 3180) ; extension des accords collectifs ; procès-verbaux de carence ou d'échec de la négociation et interdiction faite aux chefs d'entreprise de prendre des initiatives unilatérales dans les matières concernées par la négociation qui a échoué (p. 3181) ; *article L. 132-1 du code du travail :* notion d'accord collectif de travail (p. 3185) ; *article L. 132-2 du code du travail :* exclusion de la convention collective des organisations de salariés qui, n'étant pas affiliées à des organisations nationales, auraient pourtant fait la preuve de leur représentativité dans le champ d'application de la convention ; problèmes posés par la participation du parti communiste au Gouvernement ; possibilité pour certains syndicats de s'opposer à un accord signé par d'autres (p. 3189) ; *article L. 132-4 du code du travail :* interdiction par les conventions et accords collectifs de déroger aux dispositions d'ordre public des lois et règlements (p. 3191) ; *article L. 132-8 du code du travail :* son amendement n° 75 (prévoyant que lorsque la dénonciation est le fait d'une partie seulement des signataires salariés, elle fait obstacle au maintien en vigueur de la convention entre les autres parties sauf stipulation contraire convenue entre ces dernières) [10 juin 1982] (p. 3214) : devenu sans objet ; son amendement n° 77 (parallélisme entre les signataires employeurs et les signataires salariés pour la négociation d'une convention) : devenu sans objet (p. 3215) ; précision de la notion « d'avantages individuels » (p. 3217) ; son amendement n° 79 (prévoyant qu'en cas de dénonciation de la convention, et si celle-ci n'a pas été remplacée dans un délai d'un an, des négociations devront être engagées par l'employeur en vue de déterminer le nouveau statut du personnel) (p. 3219) : rejeté (p. 3221) ; **son rappel au règlement :** propos de M. Michel Coffineau sur l'origine des amendements de l'opposition (p. 3220) ; *article L. 132-9 du code du travail :* son amendement n° 80 (conditions d'adhésion des organisations syndicales à une convention collective) : rejeté (p. 3221) ; notion de représentativité syndicale (p. 3222) ; *article L. 132-11 du code du travail :* champ d'application territorial des conventions de branche et des accords professionnels et interprofessionnels (p. 3223) ; son amendement n° 87 (suppression de la disposition prévoyant que, lorsqu'un accord professionnel a le même champ d'application qu'une convention de branche, il s'incorpore à cette convention) (p. 3224) : rejeté (p. 3225) ; **article 4** *(suite) : article L. 132-12 du code du travail :* négociation annuelle sur les salaires et, tous les cinq ans, sur les classifications ; examen de l'évolution économique et de la situation de l'emploi ; obligation d'établir des rapports avant les négociations ; double niveau de négociation sur les salaires effectifs [10 juin 1982] (p. 3230) ; notions de convention collective professionnelle et de convention collective de branche ; risque de surenchère lié à la superposition de deux niveaux de négociation (p. 3233) ; champ d'application des accords professionnels et interprofessionnels (p. 3234) ; son amendement n° 94 (mention des salaires minima hiérarchiques) : rejeté (p. 3235) ; son amendement n° 97 (suppression du caractère annuel de l'examen de l'évolution économique et de la situation de l'emploi dans la branche) (p. 3236) ; assujettissement des fonctionnaires à l'assurance chômage et contribution de l'Etat à l'U. N. E. D. I. C. : retiré ; son amendement n° 99 (examen de l'évolution des salaires minima hiérarchiques par catégorie professionnelle et par sexe au moment de la négociation) : rejeté (p. 3237) ; remise d'un rapport par la partie patronale aux organisations de salariés et établissement d'un rapport par la partie syndicale ; problème de l'accès à l'information (p. 3238) ; fourniture d'informations aux organisations syndicales par la partie patronale ; *article L. 132-13 du code du travail :* son amendement n° 102 (adaptation des dispositions d'une convention à celles d'une convention dont le champ d'application territorial ou professionnel est plus large) (p. 3239) : rejeté (p. 3240) ; *article L. 132-14 du code du travail :* son amendement n° 103 (suppression de l'article) : rejeté ; *article L. 132-15 du code du travail :* son amendement n° 106 (précisant que les organisations visées par l'article peuvent représenter aussi bien les salariés que les employeurs) : rejeté ; son amendement n° 107 (rédactionnel) (p. 3240) : rejeté ; son amendement n° 108 (rédactionnel) : rejeté ; *article L. 132-17 du code du travail :* son amendement n° 104 (rédactionnel) : rejeté (p. 3241) ; institution des commissions paritaires d'interprétation des conventions collectives ; *article L. 132-18 du code du travail :* son amendement n° 109 (détermination des modalités de la négociation dans l'entreprise) (p. 3242) : rejeté ; droit des organisations syndicales à la négociation (p. 3243) ; *article L. 132-19 du code du travail :* représentativité des organisations syndicales parties à la négociation (p. 3244) ; son amendement n° 113 (possibilité pour le chef d'entreprise, à défaut de conclusion d'une convention, de soumettre par voie de référendum un projet de convention à l'ensemble du personnel) : rejeté (p. 3245) ; participation du comité d'entreprise à la négociation ; négociation au niveau de l'établissement, de l'entreprise ou du groupe des établissements composant l'entreprise ; hypothèse où aucune organisation syndicale représentative ne se manifeste à l'échelle d'une entreprise [11 juin 1982] (p. 3275) ; développement de la négociation de branches et risques de contradiction avec la négociation d'entreprise ; *article L. 132-20 du code du travail :* possibilité de conclusion d'une convention au niveau d'un établissement ; informations préalables destinées aux représentants des salariés (p. 3276) ; remise des informations nécessaires à la négociation aux délégués syndicaux de l'entreprise lorsqu'ils existent ; seuil de cinquante salariés ; section syndicale de l'entreprise (p. 3277) ; *article L. 132-21 du code du travail :* circulation de l'information dans les entreprises françaises ; problème de l'information des salariés dans l'entreprise comprenant entre onze et cinquante employés ; adaptation des dispositions des conventions de branches ou des accords professionnels ou interprofessionnels aux conditions particulières

des entreprises ; demande d'ouverture des négociations par une organisation syndicale (p. 3278) ; son amendement n° 118 (cas où une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel est conclue postérieurement à la conclusion d'une convention d'entreprise, les parties adaptent les clauses de leur convention antérieure qui seraient moins favorables aux salariés pour les rendre conformes à la convention d'application plus large) : rejeté ; incitation pour les organisations syndicales à tenter d'obtenir des délégués syndicaux dans les entreprises de moins de cinquante salariés (p. 3279) ; *article L. 132-22 du code du travail :* solidarité différenciée entre l'entreprise et la branche ; modalités particulières d'application des majorations de salaires décidées par les conventions des branches ; position de la C. G. T. et de la C. G. C. ; réduction hebdomadaire du temps de travail ; problème de la compensation salariale (p. 3280) ; problème de la représentativité des organisations syndicales non affiliées au niveau national ; *article L. 132-24 du code du travail :* son amendement n° 123 (suppression de l'article) (p. 3281) : rejeté ; son amendement n° 124 (droit de veto de l'organisation syndicale majoritaire sur une convention d'entreprise sauf décision contraire de la majorité des salariés de l'entreprise consultée par voie de référendum à l'initiative de l'employeur) ; comportement des syndicats anglo-saxons (p. 3283) : rejeté ; seuil de légitimité des syndicats pour exercer un droit de veto sur les conventions de l'entreprise ; distinction entre suffrages exprimés et électeurs inscrits ; son amendement n° 125 (droit de veto du syndicat majoritaire sauf décision contraire de la majorité des salariés appartenant au collège où ledit syndicat est majoritaire, consultés par voie de référendum à l'initiative de l'employeur) (p. 3284) : devenu sans objet ; hostilité de certaines organisations syndicales à la négociation annuelle dans l'entreprise ; meilleur respect de l'égalité des salariés par la négociation de branche ; risques d'émiettement syndical (p. 3285) ; *article L. 132-25 du code du travail :* négociation dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; hypothèse du défaut d'initiative de l'employeur et demande de négociation formulée par l'une des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise ; négociation dans l'entreprise de moins de onze salariés ; suppression des effets de seuil ; son sous-amendement n° 351 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oehler (élévation à 300 salariés du seuil à partir duquel la négociation est obligatoire dans l'entreprise) : rejeté ; son sous-amendement n° 344 à l'amendement n° 21 de M Jean Oehler (tendant à limiter l'obligation de négociation annuelle aux entreprises ne relevant pas d'une convention de branche) (p. 3287) ; nécessité de garantir une bonne articulation entre les divers niveaux de négociations : rejeté ; nécessité d'assurer une couverture conventionnelle à 3 millions de salariés français qui en sont encore dépourvus ; engagement de la négociation par l'employeur à la demande du comité d'entreprise ; son sous-amendement n° 352 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oehler (limitation de la négociation obligatoire au cas où une demande a été présentée par les organisations syndicales dans l'entreprise) (p. 3288) : rejeté ; son sous-amendement n° 353 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oehler (rédactionnel) : rejeté ; son sous-amendement n° 354 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oehler (négociation annuelle sur les salaires effectifs à moins que la convention de branche ou l'accord professionnel ou interprofessionnel applicable ne comporte de dispositions particulières) (p. 3289) ; rejeté ; son sous-amendement n° 355 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oehler (négociations sur la structure des salaires et non sur les salaires effectifs) : rejeté ; son sous-amendement n° 356 (négociation annuelle dans l'entreprise en vue d'appliquer et d'adapter à celle-ci les dispositions figurant dans la convention collective) ; établissement d'une hiérarchie juridique entre les différents niveaux de négociation : rejeté (p. 3290) ; son sous-amendement n° 357 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oehler (précisant que l'employeur n'est pas tenu à l'obligation de négocier tant que les conventions ou accords fixés à l'article L. 132-12 n'auront pas été négociés ou dans les cas visés à l'article L. 132-8) ; caractère obligatoire de la convention de branche : rejeté ; son sous-amendement n° 358 (application des dispositions de l'article lorsqu'un accord national entre les partenaires sociaux aura déterminé les sujets qui doivent être respectivement traités au niveau national, au niveau de la branche ou au niveau de l'entreprise) ; exemple du système italien (p. 3291) ; représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de l'entreprise, de la branche, de la région et de la nation : rejeté ; son amendement n° 131 devenu sans objet ; souci d'éviter les négociations trop rapprochées ; son amendement n° 142 (dispensant l'employeur de l'obligation de négocier tant que les conventions ou accords visés à l'article L. 132-12 n'auront pas été négociés ou dans les cas visés à l'article L. 132-8) : devenu sans objet (p. 3292) ; son amendement n° 143 (application des dispositions de l'article quand un accord régional entre les partenaires sociaux aura déterminé les sujets qui doivent être respectivement traités au niveau national, au niveau de la branche et au niveau de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 3293) ; *article L. 132-26 du code du travail :* son amendement n° 146 (limitation de la composition de la délégation aux salariés élus de l'entreprise) (p. 3294) : rejeté (p. 3295) ; *article L. 132-27 du code du travail :* son amendement n° 44 (suppression de l'article) ; travailleurs appartenant à des entreprises différentes et travaillant provisoirement sur un même chantier ; audition des délégués syndicaux de l'entreprise extérieure : rejeté [11 juin 1982] (p. 3304) ; audition des délégués syndicaux des travailleurs employés sur le chantier par les délégués syndicaux de l'entreprise concernée ; cas des grands travaux ; *article 132-28 du code du travail :* son amendement n° 154 devenu sans objet ; *article L. 132-29 du code du travail :* son amendement n° 155 (dispense pour le chef d'entreprise de l'obligation de convoquer les parties à la négociation si la négociation annuelle précédente a été engagée depuis moins de douze mois) (p. 3305) : rejeté ; son amendement n° 156 (communication de l'information préalable à la négociation à tous les membres composant la délégation des salariés) : adopté après rectification (p. 3306) ; opposition du gouvernement à un amendement relatif aux droits de la femme ; conditions particulières du travail des femmes ; annonce d'un prochain projet de loi (p. 3307) ; son amendement n° 158 (précisant que les informations remises aux représentants des salariés doivent retracer l'évolution des coûts salariaux) : retiré ; problème de la composition de la délégation des salariés (p. 3308) ; *article L. 132-30 du code du travail :* son amendement n° 164 (décision unilatérale de l'employeur lorsque l'intérêt de l'entreprise la rend nécessaire) : rejeté (p. 3309) ; pouvoir pour les chefs d'entreprise de prendre les initiatives qui s'imposent dans l'intérêt même des salariés, dans la mesure où il y a urgence) ; son amendement n° 45 (établissement par le chef d'entreprise d'un procès-verbal de désaccord) : rejeté ; consignation dans le procès-verbal de désaccord des propositions respectives des parties et des mesures que l'employeur entend appliquer unilatéralement (p. 3310) ; son amendement n° 46 (possibilité pour l'employeur, après l'établissement d'un procès-verbal de désaccord, de soumettre par voie de référendum à l'ensemble du personnel un projet d'accord comportant le dernier état de ses propositions) : rejeté ; *avant l'article L. 132-25 du code du travail (amendements précédemment réservés)* : reprend à son compte l'amendement n° 127 de M. Serge Charles (dispositions concernant les entreprises d'au moins cinquante salariés) : adopté (p. 3311) ; *article L. 132-31 du code du travail :* possibilité de créer une section syndicale dans une entreprise de moins de onze salariés ; conséquences sur la négociation collective (p. 3313) ; conditions d'examen des projets de loi sur les droits des travailleurs (p. 3316) ; **article 8 :** *article L. 133-3 du code du travail :* son amendement n° 53 (intervention du président du tribunal de grande instance pour statuer sur la représentativité d'une organisation syndicale non affiliée à l'une des organisations les plus représentatives au plan national) [25 juin 1982] (p. 3868) : rejeté ; son amendement n° 54 (enquête sur la représentativité d'une organisation syndicale contestée par les représentants d'une des organisations les plus représentatives au plan national) : rejeté (p. 3869) ; *article L. 133-5 du code du travail :* son amendement n° 56 (détermination des salaires minima nationaux, pour toutes les qualifications professionnelles, par les coefficients hiérarchiques) (p. 3870) : rejeté ; son amendement n° 57 (dispositions particulières contenues dans les conventions collectives pour travaux pénibles) : rejeté (p. 3871) ; son amendement n° 170 : devenu sans objet (p. 3872) ; son amendement n° 59 (conditions d'emploi, de travail et de rémunération des salariés handicapés) : rejeté (p. 3873) ; *article L. 133-8 du code du travail :* son amendement n° 173 (limitation de la possibilité d'étendre une convention collective au cas où la majorité des signataires employeurs représentatifs dans le champ d'application de ladite convention est composée de représentants des entreprises privées) : rejeté (p. 3875) ; *article L. 133-13 du code du travail :* son amendement n° 179 (rédactionnel) : rejeté (p. 3876) ; **article 9 :** *article L. 134-2 du code du travail :* son amendement n° 183 (rédactionnel) : rejeté ; *article L. 135-3 du code du travail :* son amendement n° 185 (obli-

gations des signataires et des adhérents d'un accord collectif de travail) : rejeté (p. 3880) ; *article L. 135-5 du code du travail :* son amendement n° 186 (action en dommages-intérêts en réparation du préjudice subi par les organisations signataires d'une convention pour non-exécution des engagements contractés) : retiré ; son amendement n° 187 (précisant que l'action engagée tendant à l'application d'une convention collective concernant une entreprise déterminée est portée devant le conseil des prud'hommes du siège de l'entreprise) : rejeté (p. 3881) ; *article L. 136-1 du code du travail :* son amendement n° 189 (participation du ministre chargé de la sécurité sociale à la commission nationale de la convention collective) (p. 3882) : rejeté ; son amendement n° 188 (participation des organisations d'employeurs de tous les secteurs à la commission nationale de la négociation collective) : rejeté (p. 3883) ; *article L. 136-3 du code du travail :* son amendement n° 195 (chargeant le minis- du travail d'assurer le secrétariat général de la commission nationale de la négociation collective) [25 juin 1982] (p. 3889) : rejeté (p. 3890) ; **article 10 :** *article L. 153-1 du code du travail :* son amendement n° 198 (suppression de l'article) (p. 3890) : rejeté (p. 3891) ; **article 13 :** *article L. 523-1 du code du travail :* son amendement n° 201 (soumission de tous les conflits collectifs du travail à la procédure de conciliation) : retiré ; ses amendements n°s 202 et 203 retirés (p. 3895) ; **article 20 :** *article L. 524-5 du code du travail :* son amendement n° 204 (suppression de l'article) : rejeté ; son amendement n° 205 (suppression de la disposition prévoyant que le rapport du médiateur peut être rendu public sur décision du ministre du travail) : rejeté (p. 3896).

— **Son rappel au règlement :** problème de la constitutionnalité de la prolongation de la mission confiée à M. Christian Nucci [10 juin 1982] (p. 3209).

— **Ses observations sur la communication du Gouvernement** faite par M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : consultation du bureau de l'Assemblée sur le problème posé par la prolongation de la mission confiée à un parlementaire [10 juin 1982] (p. 3214).

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, relatifs aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907), aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).**

Première lecture, discussion générale commune : mise en place de moyens de contrôle *a posteriori ;* possibilité pour d'autres magistrats que ceux de la Cour des comptes d'accéder aux présidences des chambres régionales ; réforme de la Cour des comptes [17 juin 1982] (p. 3518) ; mission des chambres régionales des comptes ; absence de garanties quant à l'indépendance des magistrats des chambres régionales ; recrutement de ces magistrats (p. 3519) ; distribution des amendements (p. 3526).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (n° 907).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité de modifier la loi de 1967 relative à la Cour des comptes [17 juin 1982] (p. 3526) ; implantation de la chambre régionale des comptes ; son amendement n° 56 (précisant que le siège de la chambre régionale des comptes sera fixé après avis du conseil régional) : devenu sans objet (p. 3527) ; **article 2 :** qualification des décisions des chambres régionales des comptes ; entrée en vigueur de la régionalisation (p. 3528) ; **article 3 :** son amendement n° 57 (amende pour retard dans la production des comptes infligée par la chambre régionale des comptes) : rejeté (p. 3529) ; **article 5 :** son amendement n° 58 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 59 (suppression du quatrième alinéa de cet article) ; problème des experts (p. 3530) : rejeté ; désignation des experts auxquels ont recours les chambres régionales des comptes ; son amendement n° 60 (suppression du cinquième alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 3531) ; son amendement n° 61 (travaux des experts) : rejeté ; son amendement n° 62 (pouvoir d'audition des chambres régionales) : devenu sans objet (p. 3532) ; son sous-amendement n° 75 à l'amendement n° 15 de la commission (expertise de caractère secret) : adopté (p. 3533) ; communication au public de certains documents ; rapport de la chambre régionale des comptes (p. 3534) ; **article 8 :** son amendement n° 63 (rôle du commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes) : rejeté (p. 3535) ; **article 9 :** opportunité de l'existence d'un contrôle budgétaire *a priori ;* saisine de la Cour des comptes (p. 3536) ; **article 10 :** son amendement n° 64 (supprimant les mots « du commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes » dans la seconde phrase du second alinéa du paragraphe I de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 65 (supprimant les mots « à partir de ces dernières » dans le second alinéa du paragraphe II de cet article) : adopté (p. 3537) ; **article 14 :** son amendement n° 66 (montant des amendes prononcées par la Cour des comptes à l'encontre des comptables) : rejeté ; **article 17 :** son amendement n° 67 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3539) ; son amendement n° 68 (suppression du sixième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 69 (communication des documents aux experts) : retiré ; son amendement n° 70 (pouvoir d'audition de la Cour des comptes) (p. 3540) ; devenu sans objet ; son amendement n° 71 (dispositions relatives au secret des vérifications effectuées par la Cour des comptes) : adopté ; **article 18 :** publication au *Journal officiel* du rapport de la Cour des comptes (p. 3541) ; **après l'article 21 :** chambre régionale des comptes compétente pour Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3543).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (n° 908).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** création d'un grade de Président de chambre régionale des comptes ; son amendement n° 53 (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; nombre des grades : rejeté ; **article 3 :** accession aux fonctions de Président de chambre régionale des comptes [17 juin 1982] (p. 3548) ; **article 4 :** son amendement n° 68 (remplacement des termes « commissaire du Gouvernement » par les termes « ministère public ») : adopté (p. 3549) ; son amendement n° 69 (fin des fonctions du ministère public) : devenu sans objet ; **article 5 :** son amendement n° 54 (serment des magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 3550) ; adopté ; **article 6 :** droit de grève des magistrats des chambres régionales des comptes ; continuité du service public (p. 3551) ; **article 8 :** son amendement n° 55 (résidence des membres des chambres régionales des comptes) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 56 (incompatibilité entre les fonctions de maire et l'exercice des fonctions de magistrat des chambres régionales des comptes) (p. 3552) : retiré ; **article 10 :** son amendement n° 57 (suppression des mots « chef-lieu de département ») : rejeté ; son amendement n° 70 (suppression des mots « ou de la Cour des comptes » à la fin du sixième alinéa de cet article (p. 3553) : rejeté ; **article 11 :** son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 58 (recrutement des conseillers des chambres régionales des comptes de deuxième classe (p. 3554) : rejeté (p. 3555) ; **article 14 :** son amendement n° 59 (rédactionnel) : rejeté (p. 3556) ; **article 15 :** caractère aberrant du système proposé par la commission (p. 3557) ; **article 19 :** son amendement n° 71 (mission du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 60 (composition du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) (p. 3559) : retiré ; son amendement n° 61 (élection des magistrats de la Cour des comptes, membres du conseil supérieur) (p. 3560) ; devenu sans objet (p. 3561) ; avancement des magistrats élus au conseil supérieur ; **article 21 :** son amendement n° 62 (de suppression) : retiré (p. 3562) : **article 22 :** son amendement n° 63 (de suppression) ; nomination à la Cour des comptes des membres des chambres régionales : rejeté (p. 3563) ; **article 26 :** régime disciplinaire des membres du ministère public ; **article 30 :** suspension des membres du ministère public (p. 3567) : **article 31 :** son amendement n° 64 (de suppression) : adopté (p. 3568) ; **article 34 :** son amendement n° 65 (nombre de noms figurant sur les listes d'aptitude) : adopté ; **article 35 :** son amendement n° 66 (composition du jury (p. 3570) : adopté après rectification (p. 3571).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; refus de statuer sur un régime dérogatoire avant que n'ait été discuté le régime de droit commun [19 juillet 1982] (p. 4478) ; refus du Gouvernement de consulter

l'assemblée de Corse sur le problème des compétences ; mauvaise rédaction du présent projet ; problème de l'ordre public en Corse ; augmentation du nombre des attentats (p. 4489) ; carte scolaire corse ; urbanisme ; problème des transports ; ambiguïté des relations Etat-région ; rôle reconnu aux offices régionaux ; parc naturel régional (p. 4480) ; financement du statut particulier ; révision du système fiscal de la Corse (p. 4481) , sa question préalable rejetée (p. 4484).

Discussion des articles : **article 2 :** formation professionnelle continue et apprentissage (p. 4492) ; son amendement n° 82 (précisant que la région Corse est consulté sur le choix des formations supérieures et des activités de recherche universitaire en Corse) (p. 4493) ; rejeté ; **article 3** : construction et équipement des collèges, des lycées et des établissements d'enseignement professionnel par la région de Corse ; financement de cette disposition (p. 4494) ; **article 4 :** son amendement n° 61 (de suppression) ; confusion des responsabilités entre l'Etat et la région : rejeté (p. 4495) ; son amendement n° 83 (présisant que toute modification des propositions du recteur doit être décidée à la majorité des 2/3 des membres de l'assemblée de Corse) : rejeté ; **article 7 :** son amendement n° 62 (de suppression) : rejeté (p. 4496) ; **article 8 :** son amendement n° 63 (de suppression) ; inconvénient des dotations globales spécifiques : rejeté ; son sous-amendement à l'amendement n° 15 de la commission (remplaçant les mots « d'une politique nationale » par les mots « d'intervention à l'échelle nationale ») : adopté (p. 4497) ; **avant l'article 11 :** son amendement n° 64 (modifiant l'intitulé du chapitre I) : adopté (p. 4504) ; **article 12** *bis* **:** nécessité de fixer un délai maximum pour l'approbation du schéma d'aménagement ; son amendement n° 84 (suppression des mots « sur proposition de la région ») à la fin du dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 65 (précisant que la proposition de modification du schéma d'aménagement doit être formulée avant l'expiration de l'année qui suit la publication de la présente loi) (p. 4506) : devenu sans objet (p. 4507) ; **article 15 :** son amendement n° 66 (de suppression) (p. 4508) : rejeté (p. 4509) ; **article 20 :** son amendement n° 67 (suppression du dernier alinéa de cet article) ; substitution de la région Corse à l'Etat dans ses droits et obligations concernant les transports ferroviaires (p. 4513) ; rejeté (p. 4514) ; **article 24 :** notion de service public national de l'emploi (p. 4517) ; son amendement n° 68 (formation professionnelle) : devenu sans objet (p. 4518) ; **article 27 :** son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 75 du Gouvernement (suppression du 3e alinéa de cet amendement) ; problème de la vignette (p. 4520) ; rejeté , son sous-amendement n° 69 à l'amendement n° 59 du Gouvernement (suppression du second alinéa de cet amendement) : adopté (p. 4521) ; **article 30 :** création d'une commission chargée de contrôler la gestion des établissements publics institués par la présente loi ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 58 de la commission (remplaçant les mots « de contrôler la gestion » par les mots « de veiller au bon fonctionnement » dans cet amendement) : adopté (p. 4424).

Deuxième lecture, discussion générale : absence du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation dans l'hémicycle ; distribution des amendements [22 juillet 1982] (p. 4658).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (rédactionnel) (p. 4659) : adopté (p. 4660) ; **article 9** *bis* **:** son amendement n° 2 (de coordination) : adopté (p. 4661) ; **article 13** *bis* **:** son amendement n° 3 (de coordination) : adopté (p. 4663) ; **article 27** *bis* **:** adaptation du régime fiscal de la Corse (p. 4669).

— Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876).

Deuxième lecture, explications de vote : son opposition à ce texte [22 juillet 1982] (p. 4658).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** suppression du panachage [27 juillet 1982] (p. 4881) ; **article 4 :** utilité de l'opposition (p. 4901) ; conditions nécessaires à la fusion de listes au second tour (p. 4902) ; iniquité contenue dans le présent article ; inutilité des deux tours de scrutin (p. 4906) ; *après l'article L.* 260 *du code électoral :* **son rappel au règlement :** conditions dans lesquelles les amendements peuvent être réservés (p. 4913) ; **article 6 :** volonté de la majorité d'accorder le droit de vote aux immigrés lors des élections municipales [28 juillet 1982] (p. 4934) ; **article 9 :** augmentation du nombre des conseillers municipaux (p. 4944) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L.* 264 *du code électoral :* inutilité des deux tours de scrutin (p. 4953) ; son amendement n° 69 (modification de l'ordre de présentation des candidats entre le premier et le second tours (p. 4954) ; adopté (p. 4955) ; inconvénients des apparentements (p. 4955-4956) ; son amendement n° 70 (conditions dans lesquelles s'opèrent les réunions de listes au second tour) (p. 4956) ; désignation d'un mandataire (p. 4958, 4959) ; caractères du mandat (p. 4959, 4960) ; rejeté (p. 4960) ; *article L.* 265 *du code électoral :* son amendement n° 71 (substituant pour le premier tour les mots « pour chaque tour de scrutin ») : adopté ; *article L.* 267 *du code électoral précédemment réservé :* son amendement n° 72 (substituant au mot « mardi » le mot « vendredi ») : retiré (p. 4961) ; **avant l'article 12 :** nécessité de procéder à une mise à jour en matière d'inéligibilité (p. 4965) ; son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 9 de M. Michel Cointat (problème des agents salariés des associations dont plus de la moitié des ressources proviennent de subventions de la commune) (p. 4967) : rejeté ; (p. 4968) ; son amendement n° 73 retiré (p. 4970) ; son amendement n° 74 (abrogation du premier alinéa de l'article L. 122-8 du code des communes) : retiré ; problème spécifique des agents du ministère de la défense (p. 4971).

— Son rappel au règlement : donne lecture d'un article d'un quotidien faisant partie de la campagne d'information « *les yeux ouverts* » lancée par le Gouvernement [28 juillet 1982] (p. 4947).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 134 (nécessité d'associer dans la lutte contre les accidents du travail l'ensemble des partenaires sociaux) : rejeté [21 septembre 1982] (p. 4996) ; **article 2 :** *article L.* 236-1 *du code du travail :* son amendement n° 136 (non-prise en compte des travailleurs à domicile) : rejeté (p. 5012) ; son amendement n° 138 (de coordination) : adopté (p. 5013) ; son amendement n° 139 (durée de la période de référence utilisée pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) : retiré (p. 5014) ; son amendement n° 142 (précisant que l'inspecteur du travail peut demander la création d'un C. H. S. C. T.) : rejeté (p. 5015) ; son amendement n° 150 (précisant que le chef d'entreprise peut demander au président du tribunal de grande instance de rapporter la décision de l'inspecteur du travail) (p. 5017) : rejeté (p. 5018) ; son amendement n° 152 (suppression des mots « occupant habituellement entre 50 et 300 salariés ») (p. 5020) : rejeté (p. 5021) ; *article L.* 236-2 *du code du travail :* son amendement n° 91 (de clarification) : rejeté (p. 5024) ; son amendement n° 160 (maladies à caractère professionnel) : retiré (p. 5028) ; *article L.* 236-2 *du code du travail* (suite) ; son amendement n° 181 (précisant que le C.H.S.C.T. s'assure de l'organisation des équipes chargées des services d'incendie et de sauvetage) [22 septembre 1982] (p. 5036) : rejeté (p. 5037) ; son amendement n° 163 (précisant que le C. H. S. C. T. est consulté avant la réalisation de tout aménagement susceptible d'accroître les risques d'accident du travail ou de maladie professionnelle) : rejeté ; son amendement n° 165 (précisant que le C. H. S. C. T. est consulté avant toute transformation importante des postes de travail) (p. 5038) : rejeté ; son amendement n° 166 (précisant que le comité signale au chef d'entreprise tout risque éminent d'accident du travail ou de maladie professionnelle) (p. 5040) ; réservé (p. 5041) ; son amendement n° 167 (précisant que le C. H. S. C. T. hérite de l'ensemble des attributions précédemment dévolues au C. H. S. et à la commission d'amélioration des conditions de travail) : rejeté (p. 5042) ; *article L.* 236-4 *du code du travail :* son amendement n° 173 (précisant que la non-production du procès-verbal à la réunion du C. H. S. C. T. entraîne l'irrecevabilité de toute demande de marché public ou de subvention) ; son amendement n° 175 (cas des participations publiques) (p. 5049) ; amendement n° 173 rejeté ; amendement n° 175 adopté (p. 5050) ; *article L.* 236-5 *du code du travail :* son amendement n° 103 (place des personnels d'encadrement et de maîtrise dans le C. H. S. C. T.) (p. 5052) : rejeté ; son amendement n° 179 (précisant que les conseillers du travail et l'ingénieur de sécurité feront partie du C. H. S. C. T.) (p. 5053) : rejeté ; son amendement n° 181 (précisant que l'ingénieur de sécurité assure le secrétariat du C. H. S. C. T.) (p. 5054) : rejeté (p. 5055) ;

article L. 236-6 du code du travail : son amendement n° 183 (fixation du nombre des comités distincts par décision du tribunal d'instance en cas de conflit) : retiré (p. 5062) ; *article L. 236-7 du code du travail :* son amendement n° 187 (supprimant les mots « aux réunions » au début du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 5067) : rejeté (p. 5068) ; *article L. 236-9 du code du travail :* son amendement n° 132 (suppression des mots « avec l'employeur » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5074) ; son amendement n° 133 (précisant que le président du tribunal de grande instance est saisi par l'employeur sur la requête du C. H. S. C. T. (p. 5074) : rejeté ; son amendement n° 196 (précisant que les frais d'expertise sont à la charge de l'employeur dans des limites fixées par décret) (p. 5075) : rejeté (p. 5076) ; *article L. 236-10 du code du travail :* son amendement n° 198 (formation spécifique des membres du C. H. S. C. T.) (p. 5077) : rejeté (p. 5078) ; **après l'article 1er** (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 166 (précisant que le comité signale au chef d'entreprise tout risque imminent d'accident du travail ou de maladie professionnelle) (p. 5084) ; devenu sans objet (p. 5086).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Examen des crédits :* I : services diplomatiques et généraux : **Etat B, titre IV :** nomination du directeur de l'association d'action artistique ; respect du statut général des fonctionnaires [18 novembre 1982] (p. 7366) ; **après l'article 72 :** présentation du budget du ministère des relations extérieures (p. 7373).

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle.
(7e circonscription.)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* problème des « malgré nous » alsaciens et mosellans incorporés de force dans l'armée allemande ; commission départementale de l'information historique pour la paix ; fondation de l'entente franco-allemande ; indemnisation des « malgré nous » ; accord franco-allemand du 31 mars 1981 ; possibilité pour le Gouvernement d'avancer les fonds de la première tranche d'indemnisation des « malgré nous » ; proposition de loi en ce sens ; nécessité d'assouplir les décrets et règlements en matière de preuve [13 novembre 1982] (p. 7137).

SENES (Gilbert)

Député de l'Hérault.
(2e circonscription.)
Socialiste.

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission consultative du renouvellement du mandat des membres des chambres d'agriculture [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 543) relative à **l'élaboration de produits nouveaux à base de jus de raisin (n° 1297)** [14 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : organisation des marchés agricoles dans le cadre communautaire ; référence à la défense du revenu agricole ; respect des prix minimum communautaires pour le vin ; élargissement de la communauté au détriment de la viticulture française [29 juin 1982] (p. 4028) ; respect aux frontières des prix minimum fixés dans la communauté ; mouvement coopératif comme porte-parole des producteurs ; exiguïté des structures foncières ; constitution de sociétés d'intervention nationale dans le cadre de l'office (p. 4029).

Discussion des articles : **article 7 :** nécessité pour les pouvoirs publics de disposer d'informations précises sur le marché viticole [1er juillet 1982] (p. 4141) ; **article 18 (précédemment réservé) :** importations des vins de table ; manifestations des viticulteurs (p. 4185).

SERGHERAERT (Maurice)

Député du Nord.
(13e circonscription.)
N. I.

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Guy Branger tendant à donner aux adjudicataires dans les ventes aux enchères publiques mobilières un délai pour l'exercice du recours en garantie à l'encontre de l'officier vendeur (n° 632) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Adrien Zeller tendant à abroger les articles L. 242-1 et L. 242-2 du code des assurances instaurant l'obligation de l'assurance dommage en matière de construction (n° 584) [4 février 1982] (p. 752).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin tendant à modifier l'article L. 613-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au sursis à exécution des décisions d'expulsion (n° 437) [27 mai 1982] (p. 2708).

QUESTIONS

au Gouvernement :

Choix des programmes de télévision : mauvaise qualité des programmes de télévision ; nécessité de respecter la mission de service public et d'éducation que devrait remplir le petit écran [2 juin 1982] (p. 2873).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** institution de contraventions [27 janvier 1982] (p. 603).

— **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).**

Première lecture, discussion générale : rappelle son vote positif sur le projet de loi « sécurité et liberté » ; réforme du code pénal ; son opposition à la réduction des pénalités

réprimant des actes de violence ; inquiétude grandissante chez les policiers ; procédure d'urgence ; mise en place de peines de substitution (travaux d'intérêt général) [21 juillet 1982] (p. 4636) ; contrôles d'identité (p. 4637).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 83 (contenu du certificat médical) : adopté [23 juillet 1982] (p. 4725).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* amélioration de l'aide judiciaire ; indemnisation des commissions d'office ; échec du ministre de la justice en matière de réforme de l'indemnité pour copies de pièces ; pénurie de magistrats et de fonctionnaires de justice ; création d'emplois dans le domaine de l'éducation surveillée et de l'administration pénitentiaire ; taux de féminisation du personnel [2 novembre 1982] (p. 6572) ; faiblesse du budget de la justice (p. 6573).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* caractère catastrophique de la rentrée scolaire et universitaire dans le Nord ; insuffisance des créations d'emplois ; problème de l'enseignement physique et sportif [5 novembre 1982] (p. 6772).

SICARD (Odile)

Député de l'Isère
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 5 février 1982] (p. 479).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 26 mars 1982] (p. 928).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 730) relatif aux **conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 748)** [2 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 856), relatif aux **conjoints d'artisans et de commerçants** travaillant dans l'entreprise familiale **(n° 911)** [1er juin 1982].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 980), relatif aux **conjoints d'artisans et de commerçants** travaillant dans l'entreprise familiale **(n° 981)** [25 juin 1982].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 155,** posée le 27 avril 1982 : **produits chimiques et parachimiques (entreprises)** (p. 1398) ; appelée le 30 avril 1982 : **contrats de solidarité dans les entreprises nationalisées :** modalités d'application de l'ordonnance (p. 1517) ; lutte contre le chômage (p. 1518).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : diversité des revenus et des conditions de travail entre les conjoints d'artisans et de commerçants ; urgence du projet de loi ; travailleurs dits « sans profession » parce que sans rémunération distincte de l'époux ; privation des droits sociaux et professionnels normalement attachés à leur activité ; majorité de femmes concernées ; augmentation du pourcentage de femmes chefs d'entreprise dans le commerce ; désavantage de la femme mariée voulant s'établir à son compte, en raison du régime matrimonial faisant du mari l'administrateur des biens communs ; participation de la femme de commerçant aux tâches administratives ; règle faisant obstacle à l'éligibilité de la femme conjointe d'artisan au poste de présidente ou de trésorière dans les chambres de métiers [8 avril 1982] (p. 998) ; volonté du Gouvernement de corriger les inégalités existantes ; révision du régime matrimonial de la communauté pour les femmes mariées ; problème du cumul des retraites ; nécessité d'atteindre la parité entre salariés et non salariés en matière fiscale ; choix des conjoints d'artisans et de commerçants exerçant leur activité professionnelle dans l'entreprise entre trois statuts : conjoint collaborateur mentionné sur le registre concerné, conjoint salarié, conjoint associé, renforcement de la protection sociale et des droits des conjoints ; attribution préférentielle de l'entreprise en cas de décès du chef d'entreprise ; création d'une allocation forfaitaire de repos maternel et d'une indemnité de remplacement ; extension de ces mesures sous certaines conditions aux conjoints de professions libérales ; légalisation de la pratique à la déduction des cotisations de sécurité sociale du bénéfice imposable ; présomption de mandat pour le conjoint collaborateur « mentionné » sur les registres ; droits propres à la retraite sans obligation de cotiser sur un tiers supplémentaire du bénéfice industriel et commercial accordé au conjoint (p. 999) ; mention par le texte que le conjoint salarié travaille sous l'autorité de son époux afin qu'il puisse bénéficier des indemnités de licenciement ; déductibilité du salaire du conjoint du bénéfice de l'entreprise dans des conditions fixées par la prochaine loi de finances ; extension du droit de vote au conjoint du seul fait qu'il est travailleur dans l'entreprise (p. 1000).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (notion d'entreprise familiale) : adopté [13 avril 1982] (p. 1079) ; son amendement n° 2 (remplaçant les mots « conjoints inscrits » par les mots « conjoints mentionnés », précisant la dénomination du registre du commerce et alignant la législation sur celle en vigueur dans les départements de l'Est afin que celle-ci leur soit applicable) : adopté (p. 1080) ; **article 2 :** son amendement n° 3 (tendant à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de cet article : caractères des éléments du fonds de commerce non susceptibles d'être grévés de droits réels) : devient sans objet ; possibilité donnée aux conjoints de demander l'annulation de l'acte dans le cas où il n'a pas donné son consentement ; son amendement n° 4 (ramenant d'un à deux ans le délai de prescription de l'action en nullité sans que celle-ci puisse « jamais être intentée plus de deux ans après la dissolution de la communauté ») (p. 1081) : adopté ; **après l'article 2 :** son amendement n° 5 (précisant que le mari ne peut, sans l'accord de sa femme, donner à bail un fonds rural, un fonds de commerce, un établissement artisanal ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal) : devient sans objet ; **article 3 :** son amendement n° 6 (complétant cet article par la phrase : « il est réputé tel que lorsqu'il fait un commerce séparé ») ; nécessité de préciser qui est commerçant : adopté (p. 1082) ; **article 4 :** son amendement n° 7 (faisant référence à la loi du 12 juillet 1966 relative à l'asurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) ; nécessité de ne pas faire des commerçant et artisans des assistés : adopté ; son amendement n° 9 (insérant les mots « et au coût » après les mots « la durée » à la fin du troisième alinéa de cet article) ; caractère non forfaitaire de l'indemnité de remplacement qui variera en fonction du montant, de la durée de ce remplacement et du montant du salaire versé au remplaçant ; nécessité d'un plafond (p. 1083) : rejeté ; son amendement n° 10 (substituant aux mots « inscrites au registre du commerce » les mots « mentionnées au registre du commerce et des sociétés ou au registre des entreprises des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle » dans le quatrième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 11 (substituant aux mots « le montant des allocations et la durée maximum du remplacement indemnisable » par les mots « le montant de l'allocation forfaitaire, la période de remplacement pré et postnatal indemnisable ainsi que la durée et le coût maximum de ce remplacement » dans le dernier alinéa de cet article) (p. 1084) : rejeté ; son amendement n° 12 (précisant que les dispositions de cet article entreront en vigueur au 1er janvier 1983) : devenu sans objet (p. 1085) ; **article 5 :** institution par l'amen-

dement n° 57 de M. Henri Bayard d'un salaire différé : compétence du Gouvernement pour l'attribution de prêts à taux préférentiels [14 avril 1982] (p. 1093) ; **article 6 :** son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; nécessité de ne pas alourdir la procédure en exigeant des rapports d'experts ; son amendement n° 14 (précisant que la participation mentionnée à la fin de la seconde phrase du second alinéa de cet article est une « participation personnelle ») : adopté ; **après l'article 6 :** son amendement n° 82, à titre personnel (rédactionnel et permettant aux sociétés entre époux de bénéficier de la possibilité d'option prévue par l'article 52 de la loi de finances pour 1981) (p. 1094) ; adopté (p. 1095) ; **avant l'article 7 :** son amendement n° 16 (suppression de l'intitulé : chapitre II : conjoint collaborateur inscrit au registre du commerce ou au répertoire des métiers) : réservé jusqu'avant l'article 8 ; **article 7 :** son amendement n° 83, à titre personnel (permettant de déduire des bénéfices industriels et commerciaux imposables les cotisations de sécurité sociale obligatoires ou volontaires du conjoint) : retiré (p. 1096) ; absence de raison d'être de l'amendement n° 40 de M. Gabriel Kaspereit ; son amendement n° 84, à titre personnel (insérant les mots « des deux alinéas ci-dessus » après les mots « charges déductibles au sens », à la fin du second alinéa du texte proposé) : devenu sans objet ; **avant l'article 7 :** son amendement n° 16 précédemment réservé (supprimant l'intitulé du chapitre II : conjoint collaborateur inscrit au registre du commerce ou au répertoire des métiers) : adopté ; **avant l'article 8 :** son amendement n° 18 (insérant le nouvel intitulé suivant : « chapitre II : conjoint collaborateur mentionné au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou au registre des entreprises) : adopté après rectification (p. 1097) ; **article 8 :** son amendement n° 20 (substituant aux mots « inscrit comme conjoint collaborateur au registre du commerce ou au répertoire des métiers » les mots « mentionné comme conjoint collaborateur au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises) : adopté après rectification ; son amendement n° 21 (précisant que la déclaration mentionnée au deuxième alinéa de cet article doit être motivée et faite, à peine de nullité, devant notaire, le conjoint présent ou dûment appelé) (p. 1098) : adopté ; son amendement n° 22 (mention de la déclaration notariée au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises et insérée dans un journal d'annonces légales) (p. 1099) : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 23 (de simplification et permettant au conjoint dont l'activité est diverse ou non mentionnée dans une convention collective de percevoir un salaire horaire ne pouvant être inférieur au S. M. I. C.) (p. 1100) : adopté après modification (p. 1101) ; **après l'article 9 :** assurance donnée par le ministre du commerce et de l'artisanat de faire figurer les déductions fiscales dans la prochaine loi de finances (p. 1102) ; **article 10 :** protection du conjoint en cas de licenciement ou de chômage ; **article 11 :** son amendement n° 25 (substituant aux mots « biens de la communauté » les mots « biens ou deniers communs » au début du second alinéa de cet article) : rejeté (p. 1103) ; **article 12 :** son amendement n° 26 (imposant le consentement des deux époux pour l'acquisition de parts sociales non négociables et la reconnaissance de la qualité d'associé à chacun des époux) (p. 1104) : rejeté ; **article 13 :** caractère intransmissible des apports en industrie (p. 1105) ; **article 15 :** son amendement n° 27 (suppression de l'obligation d'un apport en nature comme condition à un apport en industrie faite par un des conjoints) (p. 1106) : adopté après modification ; son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 15 :** son amendement n° 29 (donnant à l'associé apportant son industrie et détenteur de parts sociales la possibilité de participer aux décisions) ; adopté ; **article 16 :** autorisation de la représentation par le projet sauf dans les sociétés constituées de deux associés (p. 1107) ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté ; caractère non rédactionnel de l'amendement n° 44 de M. Gabriel Kaspereit ; **article 17 :** son amendement n° 31 (de précision) : adopté ; son amendement n° 32 (de rectification) : adopté ; **titre :** son opposition à la modification du titre du projet de loi (p. 1108).

Seconde délibération : **après l'article 6 :** modification limitée apportée par cet article additionnel (p. 1109).

Deuxième lecture, discussion générale : reconnaissance du travail des conjoints et conjointes ; modifications apportées par le Sénat ; extension du bénéfice des allocations maternité aux femmes adoptant un enfant ; problème des conjoints séparés de biens [15 juin 1982] (p. 3434).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (référence au caractère familial revêtu par l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 19 (permettant au conjoint de choisir entre la situation de sans profession et le bénéfice d'un statut professionnel) : rejeté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (consentement du conjoint en cas d'aliénation d'éléments du fonds de commerce) : adopté (p. 3436) ; son amendement n° 3 (suppression de la dernière phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 4 (supprimant la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article après les mots « le décret prévu ci-dessus ») : adopté (p. 3437) ; **article 7 A :** problème du minimum des pensions ; ses amendements nos 5, 6, 7 et 8 devenus sans objet ; **article 8 :** son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 10 (précisant que la déclaration mettant fin au mandat légal sera motivée par des raisons d'ordre professionnel) (p. 3438) : rejeté ; son amendement n° 11 (obligation de publier la décision de révocation du mandat dans un journal d'annonces légales) : rejeté ; **article 9 *bis* :** son amendement n° 12 (de suppression) : adopté (p. 3439) ; **article 12 :** son amendement n° 13 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 14 (opposabilité des statuts au conjoint) : rejeté ; **article 15 :** son amendement n° 15 (substituant au mot « l'associé » les mots « l'apporteur en naturel ») : devenu sans objet (p. 3440).

Troisième lecture, discussion générale : allocations de maternité ; attribution préférentielle des entreprises à forme sociale [25 juin 1982] (p. 3913).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : attitude de la population française vis-à-vis de la recherche ; succès des assises régionales de la recherche et de la technologie ; diffusion de l'information scientifique et technique ; vulgarisation ; problème de la formation de l'esprit scientifique [21 juin 1982] (p. 3676) ; démocratisation des structures de la recherche (p. 3677).

Discussion des articles : **article 6 :** rôle du système éducatif dans le développement de la culture scientifique [22 juin 1982] (p. 3699).

— Projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 853).

Première lecture, discussion générale : valorisation de l'exercice de la médecine hospitalière par la suppression du secteur privé ; évolution des techniques de diagnostic et de traitement des malades à l'hôpital ; instauration et développement du plein temps hospitalier ; conditions de travail à l'hôpital [25 juin 1982] (p. 3912).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** nombre maximal et minimal d'hommes et de femmes sur les listes municipales [27 juillet 1982] (p. 4905).

— Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).

Première lecture, discussion générale : information du Parlement [5 octobre 1982] (p. 5373) ; rôle des experts et des élus ; mise en place d'un comité scientifique et d'un comité consultatif représentant la demande sociale ; nécessité de créer une structure restant légère (p. 5374).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* notion de « condition féminine » ; bilan sur la situation des femmes établi par le ministère des droits de la femme ; reconnaissance du travail accompli par les femmes à la maison ; volonté des femmes d'assurer des responsabilités dans l'entreprise [2 novembre 1982] (p. 6551) ; lutte contre un système qui s'est servi des femmes en confisquant la part de pouvoir à laquelle a droit tout citoyen (p. 6552).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* fonctionnement des clubs sportifs grâce au bénévolat de professeurs d'éducation physique et sportive ; sections sport-études [3 novembre 1982] (p. 6624).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* priorité donnée aux crédits de développement industriel pour le redressement de l'investissement productif ; relance de l'industrie textile, des machines-outils et de l'industrie du bois ; rôle des contrats de plan ; caractère positif des nationalisations [8 novembre 1982] (p. 6901, 6902).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : santé. — *Discussion générale : questions :* importance du thermalisme ; aide financière accordée aux curistes et aux personnes les accompagnant [15 novembre 1982] (p. 7196).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : nécessité de faire de l'I. V. G. un acte médical ; refus de relancer le débat sur le principe de l'I. V. G. ; rôle du planning familial [10 décembre 1982] (p. 8242, 8243).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne
(1re *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de la planification [*J. O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 147,** posée le 27 avril 1982 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Yonne)** (p. 1397) ; appelée le 14 mai 1982 : **centres hospitaliers de l'Yonne :** insuffisance des créations d'emplois (p. 2169) ; transport de la maison de cure des personnes âgées de l'abbaye de Saint-Germain-d'Auxerre (p. 2170).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : caractère technocratique et centralisé de l'élaboration du plan intérimaire ; prévisions économiques contenues dans le plan intérimaire [14 juin 1982] (p. 3336) ; recherche d'une planification plus volontariste et développement parallèle de l'autonomie des régions ; soumission du nouveau secteur nationalisé au Plan et affirmation de la liberté de gestion des entreprises publiques ; rôle régulateur du marché ; économie ouverte et planification autonome ; équilibre des comptes extérieurs ; reconquête du marché intérieur (p. 3337) ; adaptation de la planification aux données nouvelles de l'économie mondiale ; problème de la constitutionnalité du projet de loi et de son respect des principes du droit budgétaire ; procédure d'élaboration du Plan ; nécessité d'une amélioration des mécanismes de concertation prévus dans le projet de loi ; contenu du Plan ; exécution du Plan : système des contrats de Plan (p. 3338) ; échec de la planification impérative des pays socialistes ; correction par le Plan des imperfections du marché et maintien de la liberté économique (p. 3339) ;

Discussion des articles : **article 1er :** champ de la planification ; coopération avec les pays étrangers ; caractère incitatif de la planification française ; association du Parlement à l'élaboration du Plan (p. 3360) ; **son rappel au règlement :** retrait d'un amendement adopté en commission (p. 3362) ; son amendement n° 46 (caractère incitatif du Plan) (p. 3363) : rejeté ; son amendement n° 47 (suppression de la disposition prévoyant que le Gouvernement associe le Parlement à l'élaboration du Plan) (p. 3364) ; impossibilité de mettre le Parlement au même rang que l'ensemble des partenaires économiques et sociaux et les régions (p. 3365) ; adopté ; son amendement n° 48 (information du Parlement par le Gouvernement de l'exécution du Plan) : retiré (p. 3366) ; **article 2 :** son amendement n° 49 (détermination par la première loi de Plan, en volume et en valeur, des agrégats caractéristiques de l'évolution de l'économie nationale) ; fixation à l'avance par le Plan d'un certain nombre de contraintes ; retiré [15 juin 1982] (p. 3375) ; son amendement n° 50 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 51 (compatibilité des choix de politique économique et sociale contenus dans la première loi de Plan avec les engagements internationaux de la France, et spécialement l'action des Communautés européennes) : retiré (p. 3377) ; **article 3 :** instauration de relations nouvelles entre le Plan et le budget (p. 3378) ; son amendement n° 52 (suppression de la mention des moyens privés pour l'exécution du Plan) : retiré (p. 3379) ; son amendement n° 53 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 54 (mention de la durée du Plan) ; conformité du Plan de la loi organique (p. 3380) ; adopté ; son amendement n° 55 (substitution de l'expression « programmes d'actions prioritaires » à celle de « programmes prioritaires d'exécution ») : rejeté ; son amendement n° 56 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 146 (indication, dans la seconde loi de Plan du taux maximum du prélèvement fiscal que l'Etat s'engage à ne pas dépasser au cours de la période d'exécution du Plan) (p. 3381) : retiré (p. 3382) ; **article 4 :** conjonction du Plan et des lois de programme ; spécificité de la programmation militaire (p. 3384) ; ses amendements n° 58, n° 59 et n° 60 : devenus sans objet (p. 3385) ; **article 5 :** son amendement n° 61 (précision du rôle de la commission nationale de la planification) : non soutenu (p. 3387) ; son amendement n° 111 (représentation des administrations) : retiré (p. 3388) ; son amendement n° 62 (représentation des organisations professionnelles agricoles) : rejeté (p. 3389) ; son amendement n° 63 (représentation, au sein de la commission nationale de planification, des chambres d'agriculture, de métiers, de commerce et d'industrie) ; son amendement n° 64 (représentation du mouvement écologique) ; son amendement n° 65 (représentation du secteur sportif) : avis du Conseil économique et social sur la composition de la commission nationale de planification ; retirés (p. 3390) ; **article 6 :** son amendement n° 112 (délai de saisine de la commission nationale de planification) : retiré (p. 3392) ; son amendement n° 66 (documents sur les priorités de développement économique et social des régions) : rejeté (p. 3400) ; rôle des entreprises publiques dans la planification et dans un cadre concurrentiel (p. 3401) ; **article 7 :** son amendement n° 67 (suppression du délai d'examen du projet de plan par le Conseil économique et social) (p. 3403) : adopté ; son amendement n° 68 (prévoyant qu'en cas de rejet par le Parlement, le Gouvernement doit présenter un nouveau projet de première loi de Plan tenant compte des observations formulées par la représentation nationale) (p. 3404) : rejeté (p. 3405) ; **article 8 :** son amendement n° 69 (suppression du délai dans lequel le Conseil économique et social doit rendre son avis) (p. 3406) : devenu sans objet (p. 3407) ; **article 10 :** son amendement n° 70 (rédactionnel) : retiré ; son amendement n° 71 (suppression de la disposition prévoyant que les contrats de Plan signés par une entreprise font l'objet d'une information des institutions représentatives du personnel) : non soutenu (p. 3413) ; **article 11 :** son amendement n° 72 (consultation du Conseil d'Etat sur la procédure des contrats de Plan) : adopté ; son amendement n° 73 (interdiction pour les contrats de Plan d'introduire des mesures discriminatoires et obligation de respecter l'égalité devant la loi, notamment en matière fiscale) : rejeté ; son amendement n° 74 (engagement de l'Etat dans les contrats de Plan conformément aux dispositions de l'ordonnance organique relative aux lois de finances) ; son amendement n° 113 (suppression de la disposition prévoyant que le Gouvernement peut offrir toute facilité susceptible de favoriser la réalisation des objectifs du Plan) : retirés (p. 3413) ; **article 14 :** son amendement n° 76 (consultation du comité économique et social régional) : adopté (p. 3424) ; son amendement n° 77 : devenu sans objet (p. 3426) ; **article 15 :** son amendement n° 78 (suppression de la disposition prévoyant la possibilité de contrats de Plan souscrits en commun avec l'Etat par plusieurs régions) : rejeté (p. 3427) ; **article 16 :** son amendement n° 110 (suppression de la disposition relative à l'appréciation par le Gouvernement de la cohérence des plans régionaux et du Plan national) : non soutenu (p. 3429) ; **après l'article 17 :** application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte ; **explications de vote :** absence d'innovations essentielles apportées par la loi au processus de la planification ; non-restauration des droits du Parlement ; rapports entre Plan et budget (p. 3430) ; politique d'austérité du Gouvernement (p. 3431).

— **Son rappel au règlement :** saisine pour avis de la commission des lois ; retrait d'un amendement adopté à l'unanimité par la commission des finances à la demande du Gouvernement [15 juin 1982] (p. 3373).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* recul du budget de la jeunesse et des sports ; problème de l'industrie du tourisme ; conséquence de la taxation des frais généraux sur la restauration [3 novembre 1982] (p. 6591) ; taxation majorée des hôtels 4 étoiles ; régime des prix appliqués à l'hôtellerie ; faiblesse des crédits destinés à l'investissement et au tourisme social (p. 6592).

Examen des crédits : état B, titre IV : son amendement n° 59 (réduisant les crédits de ce titre) ; insuffisance des crédits prévus en faveur du mouvement sportif (p. 6628) ; rejeté (p. 6629) ; son amendement n° 60 (réduction des crédits) ; budget du fonds national pour le développement du sport ; rejeté (p. 6630).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* souhaite que Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture, écoute le discours de M. Gilbert Mathieu [9 novembre 1982] (p. 6945).

— **Son rappel au règlement :** nombre limité des membres du Gouvernement lors de la séance de questions au Gouvernement [10 novembre 1982] (p. 7028).

— **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** attaque portée par M. Michel Suchod contre le Conseil constitutionnel ; mise en cause d'une institution essentielle de la V° République [15 décembre 1982] (p. 8311) ; conception des problèmes des départements d'outre-mer par le Président de la République ; souci électoral du Gouvernement ; droit de proposition législative des conseils régionaux ; possibilité de remise en cause de l'organisation des départements et des communes ; son intention de déférer au Conseil constitutionnel la disposition créant ce droit d'initiative ; consultation des conseils régionaux sur les accords de coopération conclus avec les Etats voisins ; « modèle corse » régissant ce texte (p. 8313) ; risque de déstabilisation (p. 8314).

Discussion des articles : **article 8 :** modification du statut de département d'outre-mer ; articles 72 et 73 de la Constitution (p. 8347) ; pouvoir de proposition, de modification ou d'adaptation de dispositions législatives concernant les compétences, l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales de la région ; reprise de certaines dispositions du premier projet rejeté par le Conseil constitutionnel ; possibilité de saisir de nouveau ce conseil (p. 8348) ; absence d'évocation de l'article 27 du statut de la Corse dans la décision du Conseil constitutionnel à ce sujet ; rôle du conseil régional des départements d'outre-mer ; formulation de cet article pouvant conduire à un conflit (p. 8349) ; **article 9 :** droit à la différence ; son approbation de la création des conseils consultatifs ; maintien d'une ambiguïté sur l'évolution du statut des départements d'outre-mer (p. 8350).

Commission mixte paritaire, discussion générale : recul juridique opéré par le Gouvernement ; absence de solution apportée aux problèmes économiques et sociaux de l'outre-mer [21 décembre 1982] (p. 8587) ; nécessité de ramener les D. O. M. dans le droit commun ; amélioration du texte par la commission mixte paritaire (p. 8588) ; exportation des produits des D. O. M. (p. 8589).

SOUCHON (René)

Député du Cantal
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Commerce et artisanat : artisanat) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à encourager le développement du **petit commerce rural (n° 1059)** [22 juillet 1982].

Retrait de sa proposition de loi tendant à encourager le développement du petit commerce rural déposée le 19 novembre 1981 **(n° 553)** [22 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 8 : **commerce et artisanat :** artisanat **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

Statut des conjoints d'artisans et de commerçants : intérêt de la loi instituant un statut du conjoint d'artisans et de commerçants ; attente de la publication des décrets d'application de ce texte [15 décembre 1982] (p. 8327).

orales sans débat :

— **n° 196,** posée le 25 mai 1982 : **environnement (sites naturels : Haute-Savoie)** (p. 2583) ; appelée le 28 mai 1982 : remplacé par M. Jean-Pierre Destrade : **Préservation du site du Mont Blanc** (p. 2721) ;

— **n° 258,** posée le 12 octobre 1982 : **pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique)** (p. 5695) ; appelée le 15 octobre 1982 : **prix des carburants dans les zones de montagne :** pénalisation énergétique et économique des zones de montagne ; prix des carburants et du fuel dans ces zones ; possibilité de mise en place d'une caisse de péréquation (p. 5828).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).**

Première lecture, discussion générale : situation critique des conjoints de commerçants et d'artisans en 1982 ; conjoints consacrant leur temps et leur force de travail à l'entreprise familiale sans avoir de droits véritables [8 avril 1982] (p. 1004) ; caractère fondamental de ce type d'entreprise pour le développement de l'activité économique ; majorité de femmes parmi les conjoints d'artisans ; urgence du projet actuel pour l'amélioration des conditions de vie des conjoints d'artisans et de commerçants ; choix entre trois statuts : collaborateur, salarié et associé ; caractère novateur et courageux du projet de loi ; subordination de fait du conjoint au chef d'entreprise ; déductibilité du salaire du conjoint du bénéfice industriel et commercial à hauteur du S. M. I. C. ; avantages retirés de l'adhésion à un centre de gestion agréé ; délais d'option pour le régime fiscal des sociétés de personnes ; mécanisme de l'attribution préférentielle ; problème de l'assiette des cotisations vieillesse ; attirance de nombreux jeunes vers la création d'entreprises commerciales et artisanales à caractère familial (p. 1005, 1006).

Discussion des articles : **article 1er :** absence d'intérêt de la formulation proposée par le Gouvernement [13 avril 1982] (p. 1080) ; **article 2 :** risque de pression du mari entre le moment de la signature de l'acte et celui de la ratification par sa femme en cas d'adoption de l'amendement n° 53 de M. André Rossinot (p. 1081) ; **article 5 :** absence d'objet de la proposition tendant à tenir compte dans le calcul du montant de la soulte de la prestation gratuite du conjoint ; cas du couple marié sous le régime de la communauté de biens ou sous le régime de la séparation de biens [14 avril 1982] (p. 1093) ; **article 6 :** inconvénients résultant de la disposition imposant au tribunal de se prononcer sur des rapports d'experts (p. 1094) ; **article additionnel avant l'article 7 :** assiette des cotisations vieillesse (p. 1096) ; **après l'article 9 :** caractère démagogique de l'amendement n° 43 de M. Gabriel Kaspereit ; risque de fraude ; légèreté du gage proposé par l'opposition (p. 1102) ; **article 15 :** son amendement n° 97 (substituant aux mots « qu'elles représentent » les mots « lorsqu'elles représentent » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966) ; clarification de la rédaction de cet article : adopté ; son amendement n° 98 (précisant que les parts sociales ne peuvent représenter des apports en industrie) : adopté ; son amende-

ment n° 81 (supprimant l'obligation d'un apport en nature posée comme condition à un apport en industrie fait par un des conjoints) (p. 1106) : retiré (p. 1107).

Seconde délibération : **après l'article 6 :** renvoi de toute disposition fiscale à une loi de finances ; vote positif du groupe socialiste (p. 1108).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité de donner aux conjoints la possibilité de choisir l'un des statuts qui leur sont proposés [15 juin 1982] (p. 3436) ; **article 8 :** publication dans un journal d'annonces légales de la révocation du mandat (p. 3439).

Explication de vote : détermination de l'assiette de cotisations d'assurance volontaire vieillesse du conjoint collaborateur ; déductibilité du salaire du conjoint (p. 3440) ; vote positif du groupe socialiste (p. 3441).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : réformes de structures engagées par le Gouvernement ; dimension philosophiques et politiques du Plan ; organisation de la solidarité nationale ; politique d'aménagement du territoire et transferts des régions les plus riches vers les régions les plus pauvres ; économie des zones rurales ; planification régionale ; contrats de plan ; conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur l'agriculture et l'économie rurale en zone de montagne et défavorisée ; plans de massifs [14 juin 1982] (p. 3355) ; projet de développement élaboré au niveau du pays (p. 3356).

— Projet de loi portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 1016).

Première lecture, discussion générale : importance de l'héritage laissé par les précédents gouvernements ; difficultés des entreprises du bâtiment et des travaux publics ; bataille pour l'emploi ; caractère limité du champ d'application du fonds spécial ; financement de celui-ci ; répartition des travaux sur l'ensemble du territoire [12 juillet 1982] (p. 4435, 4436) ; problème des zones de montagne (p. 4437).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 25 :** son amendement n° 75 (dispositions relatives à la compensation entre régimes) [19 octobre 1982] (p. 5990) : rejeté (p. 5991).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : caractère du présent projet de budget ; lutte contre l'inflation et le chômage ; réduction des coûts de l'appareil productif ; charges des entreprises ; attitude des chefs d'entreprise ; règles relatives à la tenue des comptabilités des enrteprises [26 octobre 1982] (p. 6329) ; mesures prises en faveur de l'artisanat (p. 6330).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : accroissement des crédits destinés à l'artisanat ; redéfinition du système des aides aux entreprises artisanales ; poursuite du développement de l'action en faveur de l'assistance technique et économique ; mise en place des délégations régionales communes à l'artisanat et au commerce ; prime d'installation artisanale ; prime à la création d'emploi [2 novembre 1982] (p. 6527) ; crédits versés aux aides à l'artisanat dans les zones sensibles ; absence de définition des zones sensibles ; difficultés des chambres de métiers (p. 6528).

Examen des crédits : **après l'article 57 :** son amendement n° 18 (augmentant le plafond de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 6543) : adopté après rectification (p. 6544).

Transports. — *Discussion générale : questions :* rôle des lignes aériennes dans le désenclavement économique de certaines régions isolées ; politique menée par la compagnie T. A. T. ; mise en service de l'ATR 42 [16 novembre 1982] (p. 7249).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : formation professionnelle des artisans ; place de l'artisanat dans la vie économique nationale ; nécessité de mettre en place une formation professionnelle pour les artisans ; gestion ; techniques de pointe ; mécanisme de financement de la formation professionnelle des artisans ; modicité de la charge supplémentaire qui pèsera sur les entreprises ; projet ne concernant pas les commerçants [23 novembre 1982] (p. 7581) ; formation des salariés des entreprises artisanales ; différence existant entre le conjoint non salarié et le conjoint salarié pour bénéficier de la formation professionnelle ; nécessité de mettre en place un dispositif spécifique de formation des salariés de l'artisanat ; gestion des fonds disponibles par les organisations professionnelles et les chambres de métier (p. 7582).

Discussion des articles : **article 3 :** nécessité de ne pas marginaliser les départements d'outre-mer (p. 7592) ; **article 4 :** son amendement n° 6 (obligation de versement des ressources au fonds d'assurance formation des chambres des métiers ; répartition de ces ressources) ; amendement rectifié, adopté (p. 7593) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 7 (formation des salariés des entreprises artisanales jusqu'à l'adoption d'un texte les concernant) (p. 7595) : adopté (p. 7596).

Seconde délibération du projet de loi : **article 1er :** impossibilité de mettre en place un régime particulier au profit des conjoints salariés (p. 7597).

Explications de vote : adoption du texte par le groupe socialiste ; problème des salariés (p. 7598).

SOUM (Ranée)

Député des Pyrénées-Orientales
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— manifestation du commerçants : propositions gouvernementales relatives à l'artisanat [13 octobre 1982] (p. 5726).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement d'investir dans l'avenir des jeunes ; rôle de l'école publique et laïque [5 novembre 1982] (p. 6743) ; volonté d'asphyxie du service public et laïc des précédents gouvernements ; diminution probable des effectifs des écoles primaires ; absence de création d'emplois d'instituteurs en métropole ; insuffisance du contingent des titulaires remplaçants ; nécessité de développer l'enseignement de psychopédagogie (p. 6744).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : obscurantisme manifesté par l'opposition ; contenu des lois de 1975 et 1979 ; refus de banaliser l'I. V. G. [10 décembre 1983] (p. 8242).

SOURY (André)

Député de la Charente
(3e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre de la commission consultative du renouvellement du mandat des membres des chambres d'agriculture [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [*J. O.* du 25 septembre 1982] (p. 2866).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales et des établissements publics à des coopératives d'utilisation de matériel agricole (n° 1056) [30 septembre 1982] (p. 5306).

Membre du groupe de travail relatif à la situation de certains producteurs d'eaux-de-vie [*J. O.* du 19 décembre 1982] (p. 3804).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des collectivités territoriales et des établissements publics à des **coopératives d'utilisation de matériel agricole (n° 1056)** [22 juillet 1982].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur l'**agriculture hongroise (n° 1267)** [1er décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **prix agricoles communautaires :** fermeté du Gouvernement français à Bruxelles ; nécessité d'augmenter les prix agricoles, de supprimer la taxe de coresponsabilité sur le lait et de « démanteler » les montants compensatoires [7 avril 1982] (p. 952).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2,** *article L. 412-7 du code du travail :* collecte des cotisations syndicales [25 mai 1982] (p. 2507).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : dégradation du revenu agricole ; principe d'une réforme de la politique agricole commune [29 juin 1982] (p. 4002) ; maîtrise des flux d'importation et d'exportation ; arme alimentaire dans le monde moderne ; besoins alimentaires mondiaux ; part de l'agriculture dans le produit des nations industrialisées ; nécessité d'une agriculture familiale ; industrialisation de la production agricole ; soutien des agriculteurs par les offices dans l'orientation, l'amélioration de la production et la mise en marché des produits ; nécessité d'une politique favorisant les exploitants qui subissent des handicaps de productivité ; politique de formation des prix ; répartition des aides économiques (p. 4003) ; fonctionnement des interprofessions ; exemple de l'interprofession des appellations d'origine ; produits transformés ou conditionnés ; absence de référence à la coopération dans le projet de loi (p. 4004).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 92 (garantie et amélioration du revenu agricole) ; notion de sécurité et notion de garantie des revenus ; référence à l'exploitation familiale ; distinction entre les agriculteurs et les autres partenaires des filières agro-alimentaires ; retiré [30 juin 1982] (p. 4059) ; évolution de la politique agricole commune (p. 4060) ; son amendement n° 94 (prise en compte des intérêts des salariés du secteur agricole concerné) : retiré (p. 4081) ; son amendement n° 93 (composition des offices) (p. 4082) ; retiré (p. 4083) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 225 à l'amendement n° 35 de la commission : devenu sans objet ; son amendement n° 96 (soumission par les négociants importateurs ou exportateurs à l'agrément de l'office compétent, du calendrier des importations et exportations prévisibles) : retiré [1er juillet 1982] (p. 4115) ; **après l'article 2 :** son sous-amendement n° 231 à l'amendement n° 224 du Gouvernement (caractère obligatoire de la perception des taxes parafiscales) (p. 4116) ; modulation des taxes et des cotisations existantes ; ressources propres à chaque office (p. 4117) : retiré (p. 4118) ; **article 11 :** son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 53 de la commission (garantissant la sécurité des modalités de paiement [1er juillet 1982] (p. 4156) ; retiré (p. 4157) ; **article 12 :** limitation des ventes directes (p. 4164) ; **après l'article 18 (amendements précédemment réservés) :** réglementation des importations de vins (p. 4186) ;

Seconde délibération du projet de loi : **article 1er :** définition des objectifs des offices (p. 4191).

Explications de vote : limite imposée par la politique agricole commune ; conditions nécessaires à la réussite des offices ; vote positif du groupe communiste (p. 4193).

Deuxième lecture, discussion générale : acquis de la politique menée par le Gouvernement ; endettement de l'agriculture ; baisse du revenu des agriculteurs [29 septembre 1982] (p. 5198) ; intervention des producteurs ; calendrier des importations prévisibles (p. 5199).

Discussion des articles : **article 18** *bis* **:** contrôle des chais et des négociants (p. 5222).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste ; nécessité de mettre fin à la dégradation du pouvoir d'achat des agriculteurs (p. 5226).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion des articles : **article 27 :** refus de la taxation des alcools ; caractère aberrant de cet article ; poids de la fiscalité indirecte ; fléau de l'alcoolisme [19 octobre 1982] (p. 5994).

Deuxième lecture, discussion générale : reponsabilité et attitude du grand patronat ; non-compréhension par les travailleurs de certaines mesures demandées par le Gouvernement ; inquiétude des préretraités ; problème du forfait hospitalier et de la taxe sur les tabacs et les alcools [8 décembre 1982] (p. 8123).

Discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 6 (procédure de fixation et de versement de la dotation globale) ; problème de la mutualité sociale agricole (p. 8130) ; rejeté (p. 8131) ; **article 27 :** opposition du groupe communiste à l'institution de la vignette sur les alcools et le tabac ; lutte contre l'alcoolisme ; mécontentement des régions concernées ; problème de l'organisation des marchés (p. 8137).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* problème de l'aménagement rural dans le cadre de l'expansion industrielle ; maîtrise de l'exode rural ; politique menée par les précédents Gouvernements ; exemple de la Hongrie [8 novembre 1982] (p. 6898) ; importance de l'industrie agro-alimentaire ; adaptation de la recherche au milieu rural ; revitalisation des régions laissées à l'abandon par les précédents Gouvernements (p. 6899).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* évolution de l'agriculture française depuis 1974 ; attribution des aides publiques ; place de l'agriculture française dans le commerce international [9 novembre 1982] (p. 6936, 6937) ; *questions :* problèmes des éleveurs bovins ; taxe de coresponsabilité laitière ; montant des prêts spéciaux « élevage » ; montant des prêts O. N. I. B. E. V. (p. 6980).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** interdiction de la tutelle d'une collectivité sur une autre ; situation des communes rurales ; nécessité de mettre fin au déclin lié à l'exode rural ; mise en plase d'une meilleure politique agricole ; priorité à donner à l'installation d'usines en zone rurale [30 novembre 1982] (p. 7759) ; **article 16 :** lutte contre la désertification de certaines communes ; difficultés pour certaines communes rurales de se doter de documents d'urbanisme (p. 7801).

SPRAUER (Germain)

Député du Bas-Rhin
(8e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Commerce et artisanat : commerce) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 7, **Commerce et artisanat** : commerce **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).**

Première lecture, discussion générale : situation ayant conduit à la nationalisation des institutions de crédits à statut mutualiste et coopératif ; coexistence de plusieurs types d'entreprises dans une économie pluraliste ; soutien à l'activité régionale apporté par les banques mutualistes et coopératives ; « convivialité » pratiquée par ces banques ; activités économiques mises au service d'objectifs sociaux ; maintien du caractère de banques inscrites pour ces établissements ; limitations dans l'activité de ces banques (pourcentage de leur activité devant se faire au service des coopératives, des collectivités ou des établissements publics) ; rôle des banques coopératives dans la construction d'une société plus responsable et plus solidaire [20 avril 1982] (p. 1192) ; centenaire des caisses mutuelles alsaciennes (p. 1193).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 13 complétant le premier alinéa de cet article par les mots : « et de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ») : retiré (p. 1197) ; **article 4 :** son amendement n° 14 (substituant aux mots : « 80 p. 100 », les mots : « 2/3 » au début du troisième alinéa de cet article) (p. 1198) ; insuffisance du pourcentage de 20 p. 100 des concours réservés aux activités libres ; rejeté ; son amendement n° 15 (élargissement des possibilités d'intervention des sociétés coopératives de banque) : retiré (p. 1199).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3 :** nécessité d'éviter un foisonnement de listes dans les petites communes [27 juillet 1982] (p. 4898) ;

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 8 :** ravalement des maisons à pans de bois [28 octobre 1982] (p. 6434) ; taxation des frais généraux des entreprises ; problème des restaurants de luxe (p. 6435) ; **article 10 :** taxation de institutions financières ; menace contre les souscripteurs d'assurance (p. 6446).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : faiblesse dse crédits destinés au commerce ; reconduction du budget pour 1982 ; intervention en faveur du commerce dans les zones sensibles ; accroissement des actions d'assistance technique au commerce ; croissance des dépenses de stages de formation ; évolution préoccupante du secteur commercial ; accroissement du nombre des supermarchés [2 novembre 1982] (p. 6526) ; rôle des commissions départementales d'urbanisme commercial ; nécessaire réforme de la loi d'orientation (p. 6527).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problèmes des personnes de l'enseignement supérieur travaillant en coopération et affectées en Afrique du Nord [5 novembre 1982] (p. 6767).

STASI (Bernard).

Député de la Marne
(4e circonscription)
U. D. F.
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin tendant à la création du parrainage éducatif (n° 434) [14 avril 1982] (p. 1166).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la création des **réserves et parcs marins (n° 797)** [21 avril 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **aide de l'Etat aux collectivités locales :** diminution de la dotation globale de fonctionnement ; dotation pour le logement des instituteurs ; nécessité pour les collectivités locales d'avoir recours à de nouvelles sources de financement telles que l'augmentation de la fiscalité [3 novembre 1982] (p. 6609-6610).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale :

— **Répond aux rappels au règlement de MM. Jacques Toubon et Gérard Gouzes :** port d'un « badge » pour des raisons de sécurité [3 février 1982] (p. 708).

— **Répond au rappel au règlement de M. Gabriel Kaspereit :** aménagement de l'ordre du jour en tenant compte des engagements pris par le ministre des relations extérieures [8 avril 1982] (p. 1019).

— **Répond aux rappels au règlement de MM. Guy Ducoloné, Robert-André Vivien, François Loncle, François d'Aubert, Claude Estier et Alain Bonnet :** souhait de voir le débat s'achever dans les délais prévus ; liberté d'expression de chacun ; nombreux dépassements du temps de parole ; absence de provocation dans la demande de suspension de séance de M. Alain Madelin [28 avril 1982] (p. 1409).

— **Répond au rappel au règlement de M. Marc Lauriol :** anomalie concernant le déroulement de la procédure des questions d'actualité ; exercice du droit de réplique des députés ; absence de réponse du Gouvernement à certaines questions [5 mai 1982] (p. 1732).

— **Souhaite** la bienvenue à une délégation parlementaire irakienne conduite par M. Chafik el Kamali, président de la commission des affaires étrangères [9 juin 1981] (p. 3160).

— **Ses observations sur la communication du Gouvernement** faite par M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (prolongation de la mission confiée à un parlementaire) [10 juin 1982] (p. 3214).

— **Ses observations** lors de la discussion de la question orale sans débat de M. Michel Debré (orientations de la politique familiale) : détermination du ministre compétent pour répondre aux questions orales sans débat ; décision du Conseil constitutionnel [22 octobre 1982] (p. 6166).

— **Ses observations** lors de la discussion de la question orale sans débat de M. André Borel (centre d'orientation de Cavaillon) : date d'appel des questions orales sans débat [22 octobre 1982] (p. 6167).

— **Souhaite** la bienvenue à une délégation de députés de l'Assemblée populaire nationale algérienne conduite par M. Tarfaia, président de la commission du Plan et des finances [4 novembre 1982] (p. 6683).

En qualité de député.

— **Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).**

Explications de vote : jugement d'ensemble sur la politique conduite depuis un an par le Gouvernement [23 juin 1982] (p. 3813) ; refus du groupe U. D. F. d'accorder la confiance au Gouvernement ; humiliation représentée par la seconde dévaluation ; mauvaise interprétation des conditions internationales de l'économie ; accroissement des déficits publics ; absence d'aggravation de la crise internationale ; mouvement de désinflation mondiale ; stabilisation des prix du pétrole et des matières premières, travaux de la commission Bloch-Lainé (p. 3814) ; reconnaissance de son échec par le Premier ministre ; changement de la politique menée par le Gouvernement ; faiblesse des mesures d'accompagnement arrêtées par le Gouvernement (p. 3815) ; stratégie d'échec poursuivie par le Gouvernement (p. 3816).

— **Evénements du Liban,** émotion ressentie devant les massacres des camps palestiniens ; multiplication des attentats à Paris ; mission de la force d'interposition [21 septembre 1982] (p. 4991).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* bonnes intentions en matière de politique extérieure proclamées par le Gouvernement ; nécessité de prendre en compte la défense des intérêts essentiels de la Nation ; regrette que la France ait reçu le Président Sékou Touré ; reprise des livraisons d'armes à l'Argentine ; caractère positif de la libération du poète cubain Valladares ; refus de voir le Gouvernement s'engager dans la voie du protectionnisme ; contradiction existant à propos de la politique extérieure au sein de la coalition majoritaire ; volonté du parti communiste d'entraîner la France dans un neutralisme pro-soviétique [17 novembre 1982] (p. 7331) ; non-crédibilité d'une politique de fermeté à l'égard de l'U. R. S. S. en raison de la présence du parti communiste dans la majorité ; aide militaire apportée au Nicaragua ; dénonciation, par le Président de la République, des Etats-Unis comme responsables des maux du continent africain ; ralentissement de l'effort de défense nationale ; interroge le Gouvernement sur sa position sur les propositions de relance européenne ; politique française au Moyen-Orient (p. 7332) ; rôle de la conférence de Paris sur les pays les moins avancés ; insuffisance des crédits de paiement du fonds d'aide et de coopération (p. 7333).

STIRN (Olivier)

Député du Calvados
(5e *circonscription*)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.**

Discussion générale : situation actuelle en Nouvelle-Calédonie [14 janvier 1982] (p. 108) ; populations du territoire ; diversité des ethnies ; niveau de vie en Nouvelle-Calédonie ; affrontements des derniers mois ; hypothèses possibles d'évolution du territoire ; réforme fiscale ; accession à l'indépendance ; politique des socialistes à l'égard de l'Algérie à la fin de la IVe République ; découragement d'un certain nombre d'habitants du territoire ; risque de prise en mains par une puissance extérieure (p. 109) ; risque d'affrontements incontrôlables ; rappel de la conduite de Djibouti à l'indépendance ; coopération entre la France et Djibouti ; indécision du Gouvernement et manque de prévision de l'avenir (p. 110) ; indépendance de la Nouvelle-Calédonie (p. 125).

— **Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).**

Première lecture, discussion générale : son vote positif sur le texte du Gouvernement ; volonté de supprimer les tribunaux militaires d'exception en temps de paix ; intégration de l'armée dans la nation ; son lien de parenté avec le capitaine Dreyfus [12 avril 1982] (p. 1149).

— **Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 53 (créant une région Antilles-Guyane) [30 septembre 1982] (p. 5288) ; rejeté (p. 5290).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* état des relations entre la France et l'Amérique latine ; démocratisation du continent Sud-américain ; progrès économique global de cette région [17 novembre 1982] (p. 7339) ; nécessité d'accorder une aide accentuée aux pays se démocratisant ; maintien du dialogue avec les pays marxistes de l'Amérique latine ; nécessité d'une politique française en Asie ; aide de la France pour trouver une solution aux conflits d'Afghanistan et du Cambodge ; organisation de rapports économiques différents ; insuffisance des services commerciaux de la France à l'étranger ; liens historiques de la France avec le Viet-Nam ; situation des ambassades installées dans des pays où la monnaie est indexée sur le dollar (p. 7340).

SUBLET (Marie-Josèphe)

Député du Rhône
(11e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744) [*J. O.* du 29 septembre 1982] (p. 2906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743) [*J. O.* du 7 octobre 1982] (p. 2991).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742) [*J. O.* du 13 novembre 1982] (p. 3409).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 193,** posée le 25 mai 1982 : **handicapés (établissements)** (p. 2583) ; appelée le 28 mai 1982 ; remplacée par Mme Marie-France Lecuir : **séjours de vacances pour handicapés mentaux** (p. 2718) ;

— **n° 285,** posée le 23 novembre 1982 : **automobiles et cycles (entreprises)** (p. 7605) ; appelée le 26 novembre 1982 : **Entreprise Renault Véhicules industriels :** orientation commerciale de Renault Véhicules industriels ; revalorisation des marges commerciales ; achat de marques étrangères par les transporteurs routiers ; chute importante des prises de commandes de Renault Véhicules industriels (p. 7702) ;

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune : valeur de l'action collective ; création de sections syndicales dans les petites entreprises ; prise en compte des travailleurs temporaires ; possibilité pour les délégués syndicaux de se déplacer librement dans et hors de l'entreprise ; fin des discriminations raciales pour l'adhésion à un syndicat [13 mai 1982] (p. 2151) ; protection des délégués syndicaux ; affirmation de la pré-éminence du dialogue collectif ; création des commissions économiques ; participation des cadres ; information économique du comité d'entreprise ; remise en cause de la conception du pouvoir absolu dans l'entreprise fondée exclusivement sur l'argent ; fonction économique et fonctions sociales de l'entreprise (p. 2152).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L.* 411-1 *du code du travail :* liens étroits entre la défense des intérêts collectifs et la défense des intérêts individuels [24 mai 1982] (p. 2469) ; *article*

L. 411-6 *du code du travail :* nécessité de permettre aux femmes d'adhérer à un syndicat et d'y prendre des responsabilités sans discrimination (p. 2474) ; **article 1er :** effectifs à prendre en compte pour l'application du droit syndical ; phénomène de la multiplication des statuts [24 mai 1982] (p. 2494) ; **article 2 :** renforcement des sections syndicales ; intérêt de l'entreprise à ce renforcement (p. 2503) ; *article L.* 412-8 *du code du travail :* contenu des affiches, des publications et des tracts (p. 2511) ; *article L.* 412-11 *du code du travail :* refus du groupe socialiste d'accorder un délégué supplémentaire à la C. G. C. [27 mai 1982] (p. 2660) ; notion de représentativité (p. 2661) ; **article 5 :** droit de réintégration du délégué syndical victime d'un licenciement abusif (p. 2698) ; **article 6 :** principe de présomption du bon emploi des heures de délégation [28 mai 1982] (p. 2734) ; risques de voir certains employeurs renforcer la surveillance des délégués syndicaux (p. 2736) ; **article 7 :** maintien des avantages acquis ; suppression du pouvoir discrétionnaire de certains chefs d'entreprise interprétant unilatéralement les textes (p. 2738) ; **article 8 :** élections des délégués dans des établissements publics employant des personnels de droit privé (p. 2741) ; *article L.* 422-1 *du code du travail :* droit des salariés de rencontrer leur employeur (p. 2759) ; **article 9 :** *article L.* 422-3 *du code du travail :* exercice des attributions du comité d'entreprise par les délégués du personnel ; nécessité de donner à ceux-ci les moyens de remplir leur mission (p. 2769) ; **article 10 :** *article L.* 423-4 *du code du travail :* souhaite que le tribunal d'instance soit compétent pour juger du caractère distinct d'un établissement ; **article 11 :** représentation des salariés travaillant en équipe et représentation des travailleurs immigrés [1er juin 1981] (p. 2786) ; **article 13 :** problème des ratures (p. 2808) ; **article 15 :** *article L.* 423-19 *du code du travail :* information des organisations syndicales départementales des entreprises dans lesquelles un constat de carence est établi (p. 2828) ; **article 16 :** moyens de fonctionnement de l'institution des délégués du personnel : crédit d'heures (p. 2830) ; **article 20 :** différents types d'entreprises dans lesquelles un comité doit être constitué ; renforcement de la compétence de celui-ci en matière économique [3 juin 1982] (p. 2906) ; *article L.* 431-1 *du code du travail :* unité économique et sociale de l'entreprise (p. 2909) ; *article L.* 431-3 *du code du travail :* rôle économique du comité d'entreprise (p. 2925) ; **article 21 :** extension des compétences du comité d'entreprise au domaine culturel [4 juin 1982] (p. 2967) ; *article L.* 432-1 *du code du travail :* faculté du comité d'entreprise de donner son avis sur l'augmentation des prix des produits de celle-ci (p. 2980) ; *après l'article L.* 432-2 *du code du travail :* règles de discrétion et du secret auxquelles sont soumis les membres du comité d'entreprise (p. 2987) ; *article L.* 432-3 *du code du travail :* rôle du comité d'entreprise dans l'insertion des handicapés dans le monde du travail (p. 2991) ; nécessité de préciser que le comité d'entreprise sera consulté dans le cadre de contrats de sous-traitance avec un établissement de travail protégé pour handicapés (p. 2992) ; *article L.* 432-4 *du code du travail :* son amendement n° 485 (précisant que le comité d'entreprise est amené à vérifier si l'entreprise se conforme aux dispositions prévues par les articles L. 323-19 et suivants du code du travail) ; pourcentage de personnes prioritaires à employer ; retiré (p. 3005) ; **article 22 :** refus de l'opposition de toutes les mesures tendant à favoriser le dialogue dans l'entreprise [7 juin 1982] (p. 3019) ; **article 26 :** création de la commission économique auprès du comité d'entreprise (p. 3045) ; **article 30 :** soumission du pouvoir de décision des chefs d'entreprise aux dirigeants des groupes auxquels ils appartiennent ; notion de groupe ; arguments en faveur des comités de groupe [8 juin 1982] (p. 3096) ; **avant l'article 1er :** (amendements précédemment réservés) protection des syndicalistes (p. 3124) ; **article 2** précédemment réservé : possibilité pour une section syndicale d'organiser une consultation du personnel sur les lieux du travail et en dehors des heures de travail (p. 3127).

Explications de vote : démocratie dans l'entreprise ; rôle des syndicats représentatifs ; opposition systématique des députés de la droite ; effort du Gouvernement en faveur de l'emploi ; vote positif du groupe socialiste (p. 3136).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er E :** son amendement n° 108 (constitution des syndicats de retraités) : retiré [1er octobre 1982] (p. 5325) ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 83 du Gouvernement (introduisant le mot « professionnel » après le mot « syndicat ») : adopté ; **article 1er H :** son amendement n° 109 (suppression de la référence aux dommages causés par les faits manifestement insusceptibles de se rattacher à l'exercice du droit de grève ou du droit syndical) ; grève perlée ; grève du zèle ; occupations d'usines ; retiré ; son amendement n° 110 (application de cet article par la cour de cassation) (p. 5326) ; adopté (p. 5327) ; **article 13 :** son amendement n° 111 (recours contre la décision fixant les modalités d'organisation des opérations électorales) : adopté ; son amendement n° 112 (élection des délégués du personnel pendant le temps de travail) : adopté ; son amendement n° 113 (précisant que le juge d'instance statue en dernier ressort) : adopté (p. 5337) ; **article 18 :** son amendement n° 114 (paiement d'une indemnité en cas d'annulation de la décision de licenciement) (p. 5340) ; adopté après modification (p. 5341) ; **article 24 :** son amendement n° 115 (accord entre les organisations syndicales et le chef d'entreprise pour organiser l'élection en dehors du temps de travail) : adopté ; son amendement n° 116 (rôle du juge d'instance) : adopté ; son amendement n° 125 (de coordination) : adopté (p. 5346) ; **article 29 :** son amendement n° 117 (indemnité en cas d'annulation d'une décision de licenciement) : adopté après modification (p. 5353).

Explications de vote : fonction sociale et fonction économique de l'entreprise (p. 5357).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale :* promotion du maintien à domicile ; rôle des travailleuses familiales [18 novembre 1982] (p. 7400).

SUCHOD (Michel)

Député de la Dordogne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie (n° 687) [12 janvier 1982] (p. 48).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730) [*J. O.* du 18 mars 1982] (p. 869).

Rapporteur du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734) [2 avril 1982] (p. 787).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 14 avril 1982] (p. 1127).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 aux départements et aux régions de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion (n° 1084) [21 septembre 1982] (p. 5031).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

Rapporteur du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [9 décembre 1982] (p. 8205).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 687), autorisant le Gouvernement, par application de l'**article 38 de la Constitution,** à promouvoir les réformes nécessités par la situation en **Nouvelle-Calédonie (n° 689)** [12 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en **Nouvelle-Calédonie** (n° 699) **(n° 701)** [25 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en **Nouvelle-Calédonie,** rejeté par le Sénat (n° 699) **(n° 702)** [26 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en **Nouvelle-Calédonie (n° 705),** rejeté par le Sénat en deuxième lecture (n° 704) [28 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 734) relatif au **Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 760)** [7 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 846), relatif au **Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 849)** [6 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 855)** [12 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 854), relatif au **Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 889)** [19 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en nouvelle et troisième lecture (n° 898), relatif au **Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 900)** [27 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1084) portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1088)** [23 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1174), portant **adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes,** des départements et des régions **à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1200)** [4 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 1209), portant **adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982** relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions **à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1222)** [17 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1279) portant **organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1293)** [14 décembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixe paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **organisation des régions de Guedeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1371)** [21 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Encadrement du crédit :** conséquences et règles d'encadrement du crédit relatives à la création d'entreprises ; constitution de clubs de jeunes créateurs d'entreprises [19 mai 1982] (p. 2429).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : reconnaissance d'un droit à l'habitat [12 janvier 1982] (p. 23) ; construction d'un édifice progressiste par le projet ; accords de modération ; maintien de la qualité du logement ; baux de trois et six ans (p. 24).

Discussion des articles : **article 50 :** son amendement n° 614 (rédaction d'un nouveau contrat de location conforme à la présente loi en cas de poursuite de jouissance en vertu de l'article 1759 du code civil) [25 janvier 1982] (p. 511) ; adopté (p. 512).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie.**

Discussion générale, rapporteur : différence des degrés de développement et de participation aux responsabilités politiques et économiques des différentes ethnies ; souvenir de la révolte canaque de 1917 ; répartition de la propriété foncière ; institution d'une contribution de solidarité en 1980 ; modification du régime fiscal du nickel ; maintien de la paix civile ; loi de 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; fonctionnement des institutions territoriales ; recours à la procédure des ordonnances et dessaisissement des autorités territoriales ; initiative des réformes ; prise des ordonnances après consultation de l'assemblée territoriale [14 janvier 1982] (p. 96) ; affaire Declercq (p. 112) ; théorie des marionnettes ; affaire Declercq (p. 123).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (rédactionnel) (p. 127) : adopté ; réforme foncière de la loi de 1981 ; préemption en cas de vente ; son amendement n° 2 (prise des ordonnances après consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) (p. 128) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 129).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : constatation par la commission mixte paritaire du désaccord entre les deux assemblées [26 janvier 1982] (p. 530).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : propositions de la commissions des lois ; adoption par l'Assemblée du texte retenu en première et deuxième lecture [28 janvier 1982] (p. 626).

Explications de vote : consultation de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie sur l'ensemble des ordonnances; problème foncier (p. 627).

— Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : nécessité de donner un caractère démocratique au conseil supérieur des Français de l'étranger ; fonction consultative du conseil supérieur : avis émis sur les problèmes intéressant les Français établis hors de France [7 avril 1982] (p. 988) ; fonction élective : liste de présentation des candidats aux sièges de sénateurs représentant les Français de l'étranger entérinée par le Sénat ; composition du conseil : onze membres de droit, dix membres désignés par le ministre des affaires étrangères, cent membres élus ; volonté de ne pas remettre en cause, dans ce texte, l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France ; caractère peu représentatif des collèges électoraux existant actuellement ; listes d'inscription sur les listes électorales dressées dans le ressort de chaque consulat ; caractère facultatif de l'inscription sur ces listes ; absence de « charcutage » électoral ; caractère mouvant des communautés concernées ; modification des circonscriptions par le pouvoir réglementaire ; vote par correspondance ; élection à la représentation proportionnelle ; compétence du conseil d'Etat pour trancher les litiges issus de ces élections ; caractère rétroactif de cette loi (p. 989, 990).

Discussions des articles : **article 1er** : absence de dispositions dans le projet relatif au droit électoral des sénateurs représentant les Français de l'étranger [8 avril 1982] (p. 1021) ; possibilité pour les Français de l'étranger de ne pas se faire inscrire sur une liste électorale (p. 1022) ; **article 2 :** caractère mouvant de la liste spéciale des électeurs (p. 1023) ; liberté de l'inscription sur les listes électorales ; son amendement n° 18 (précisant que les infractions aux dispositions contenues dans cet article seront punies des peines édictées par l'article L. 86 du code électoral) ; dispositions de cet article précisant que nul ne peut être électeur dans le ressort de plusieurs consulats ; amendement n° 18 rectifié adopté ; **article 3 :** son amendement n° 19 (précisant que les dispositions de cet article seront fixées par un arrêté ministériel (p. 1024) ; simplification du texte gouvernemental ; inadéquation de la procédure législative avec les mesures prévues par cet article (p. 1025) ; exemple de l'arrêté ministériel du 13 mai 1968 délimitant les circonscriptions ayant servi de base à l'élection de l'actuel conseil supérieur ; amendement n° 19 adopté ; son amendement n° 20 (précisant que le nombre de sièges sera établi en tenant compte du nombre des Français établis dans les circonscriptions) : adopté ; nécessité de tenir compte du nombre de Français immatriculés dans le découpage des circonscriptions ; impossibilité d'établir une règle de proportionnalité (p. 1026) ; **après l'article 4 :** lourdeur de l'immatriculation ; garantie suffisante apportée par le projet (p. 1027) ; **article 5 :** son amendement n° 21 (complétant cet article par les mots « et en accord avec le pays concerné dans les bureaux ouverts dans d'autres locaux ») ; affichage dans les centres culturels français ou dans les lycées français ; amendement n° 21 : adopté ; **après l'article 6 :** caractère réglementaire des dispositions prévues dans l'amendement n° 22 de M. Charles Millon (p. 1028) ; **article 7 :** caractère inadmissible des propos de M. Jacques Toubon selon lequel le Président de la République se rendrait en Afrique pour influer sur la désignation des membres de conseil des Français à l'étranger (p. 1030) ; instauration d'un élément de représentation proportionnelle pour la composition du conseil supérieur ; son refus de la proposition d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (p. 1031) ; **après l'article 7 :** absence d'objet de l'amendement n° 26 dans la mesure où l'Assemblée s'est prononcée en faveur de la représentation proportionnelle ou du scrutin uninominal à un seul tour (p. 1032) ; **article 10 :** importance de cet article dans le projet de loi ; absence de validation législative par ce procédé (p. 1033).

Deuxième lecture, discussion générale : délimitation des circonscriptions électorales [6 mai 1982] (p. 1825) ; mode de scrutin ; rétroactivité de la loi (p. 1826).

Discussion des articles : **article 1er :** nombre des membres élus du conseil supérieur ; **article 3 :** son amendement n° 1 (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 1828) : devenu sans objet ; délimitation des circonscriptions électorales par voie réglementaire ; **article 6 :** son amendement n° 2 (supprimant la possibilité de vote par procuration) (p. 1829) : adopté (p. 1830) ; **article 7 :** son amendement n° 3 (mode de scrutin utilisé pour l'élection au suffrage direct des délégués au conseil supérieur) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 4 (rétablissant cet article) ; caractère rétroactif de la présente loi : adopté (p. 1831).

— Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord complet obtenu en commission mixte paritaire ; composition du conseil supérieur des Français de l'étranger ; découpage des circonscriptions ; annexe à la loi d'un tableau des circonscriptions ; vote par procuration ; mode de scrutin : limitation des éléments de représentation proportionnelle au bénéfice du scrutin majoritaire dans les circonscriptions à deux sièges [17 mai 1982] (p. 2276).

Discussion des articles : **article 7 :** possibilité, pour le Gouvernement, de demander à sa majorité parlementaire d'amender un texte adopté par une commission mixte paritaire (p. 2279).

Troisième lecture, discussion générale : rejet par le Sénat du compromis élaboré par la commission mixte paritaire ; rétablissement du texte de celle-ci [24 mai 1982] (p. 2461).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 2 (supprimant la mention du nombre des membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (prévoyant que le nombre des membres élus est fixé « conformément au tableau annexé à la présente loi ») : adopté (p. 2462) ; **article 6 :** son amendement n° 4 (supprimant le vote par procuration) : adopté ; **article 7 :** retour au texte de la commission mixte paritaire (p. 2463) ; **article 10 :** son amendement n° 5 (précisant que la présente loi prend effet le 22 février 1982) : adopté (p. 2464).

Quatrième lecture, discussion générale, rapporteur : demande à l'Assemblée nationale de se prononcer par priorité sur le dernier texte qu'elle a voté [27 mai 1982] (p. 2688).

— Projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : principe de l'application de la décentralisation aux départements d'outre-mer ; nécessité de mettre en place certaines adaptations ; avis des départements d'outre-mer ; maintien des deux collectivités (département et région) ; absence de justification de la coexistence de deux assemblées [29 septembre 1982] (p. 5226) ; caractères de l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Jean Foyer ; mode de scrutin ; statut des membres de la nouvelle assemblée (p. 5227) ; thème de la nécessité requise pour l'adaptation ; statut de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5241).

Discussion des articles : **article 1er :** appartenance des D.O.M. à la République [30 septembre 1982] (p. 5287) ; **article 2 :** répartition des compétences (p. 5289) ; compétences spécifiques des D.O.M. (p. 5291) ; **article 3 :** refus du maintien de deux assemblées par D.O.M. (p. 5292) ; **article 5 :** fixation du nombre des membres du conseil général et régional (p. 5293) ; son amendement n° 2 (regroupement des dispositions à caractère électoral) : adopté (p. 5294) ; **article 7 :** renouvellement des conseils généraux et régionaux (p. 5295) ; **article 8 :** missions des comités consultatifs ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 5296) ; **article 10 :** diffusion de la culture vernaculaire ; **article 11 :** création d'agences (établissements publics) par les conseils généraux (p. 5297) ; **article 12 :** procédure de consultation ; **article 13 :** problème de l'octroi de mer (p. 5298) ; **après l'article 13 :** droit de consultation des conseils généraux et régionaux (p. 5299) ; **article 14 :** mode de scrutin ; **après l'article 14 :** son amendement n° 5 (élection des membres des conseils généraux et régionaux) (p. 5300) : adopté ; **article 15 :** application de cet article à Terre-de-Bas et à Terre-de-Haut ; **après l'article 15 :** son amendement n° 6 (conditions d'éligibilité, d'inéligibilité et incompatibilité (p. 5301) : adopté ; **article 17 :** entrée en vigueur de la présente loi (p. 5302) ; **article 18 :** périodicité de l'élection des conseillers généraux et régionaux (p. 5303).

Deuxième lecture, discussion générale : supplée par M. René Rouquet [5 novembre 1982] (p. 6816).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1 (rétablissant l'intitulé du chapitre Ier (p. 6821) ; adopté ; **article 1er :** son amendement n° 2 (objet de la présente loi) (p. 6822) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 3 (précisant que les départements d'outre-mer sont régis par le droit commun sous réserve des dispositions de la présente loi) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 4 (missions du conseil général et régional) : adopté (p. 6823) ; **article 5 :** son amendement n° 5 (composition des conseils généraux et régionaux) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 6 (dispositions concernant les conseillers généraux) : adopté ; **article 7 :** son amendement n° 7 (règles de fonctionnement des conseils généraux et régionaux) (p. 6824) : adopté ; **article 8 :** son amendement n° 8 (rôle du comité économique et social et du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement : adopté ; **article 9 :** son amendement n° 9 (consultation du comité économique et social) : adopté ; **article 10 :** son amendement n° 10 (consultation du comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement) : adopté ; **article 11 :** son amendement n° 11 (création d'établissements publics par les conseils généraux et régionaux) (p. 6825) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 12 (saisine pour avis des conseils généraux et régionaux) : adopté ; **article 13 :** son amendement n° 13 (caractère exécutoire des délibérations des conseils créés par la présente loi) : adopté ; **article 13** *bis* : son amendement n° 14 (propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires adressées par les conseils généraux et régionaux au Premier ministre) : adopté ; **avant l'article 14 :** son amendement n° 15 (rétablissement de l'intitulé du chapitre II) : adopté (p. 6826) ; **article 14 :** son amendement n° 16 (règles d'élection des membres des conseils généraux et régionaux) : adopté ; **article 14** *bis* **A :** son amendement n° 17 (de suppression) : adopté ; **article 14** *bis* : son amendement n° 18 (élection des membres des conseils généraux et régionaux au suffrage universel direct) : adopté après modification (p. 6827) ; **article 15 :** son amendement n° 19 (élection de conseillers par les îles de la Désirade, des Saintes, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy) : devenu sans objet ; **article 15** *bis* : son amendement n° 20 (éligibilité, inéligibilité et incompatibilité des conseillers généraux et régionaux : adopté ; **article 16 :** son amendement n° 21 (cas des membres des conseils généraux et régionaux se trouvant en situation d'incompatibilité) : adopté ; **avant l'article 17 :** son amendement n° 22 (rétablissant l'intitulé du chapitre III) : adopté (p. 6828) ; **article 17 :** son amendement n° 23 (dispositions transitoires) : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 24 (renouvellement des conseils issus de la première élection suivant la datte de publication de la présente loi) : adopté ; **article 19 :** son amendement n° 25 (dissolution des établissements publics régionaux des départements d'outre-mer) : adopté ; **article 20 :** son amendement n° 26 (précisant que les modalités d'application de la présente loi sont fixées par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 6829).

— **Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : ses observations sur la décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution le texte de la loi portant adaptation de la loi du 2 mars 1982 aux départements d'outre-mer ; contradiction entre cette décision et celle rendue à propos du statut de la Corse ; attachement aux cantons ; décision liée à des considérations d'opportunité ; déclarations hostiles au texte de plusieurs membres du Conseil avant que la décision ne soit prise ; déclaration de M. Valéry Giscard d'Estaing selon laquelle il aurait reçu des « assurances » sur la décision à venir [15 décembre 1982] (p. 8310) ; inquiétude devant l'évolution du Conseil constitutionnel ; décision *ultra petita* concernant la loi relative à l'élection des conseils municipaux ; sa présentation du projet de loi déposé par le Gouvernement ; assemblée régionale élue à la représentation proportionnelle ; érection des régions concernées en collectivités territoriales ; compétences des conseils régionaux ; reprise de dispositions du texte annulé par le Conseil constitutionnel ; réformes à venir (p. 8311).

Discussion des articles : **article 1er :** impossibilité de fixer un délai au Gouvernement pour le dépôt du projet de loi sur les compétences particulières (p. 8345) ; **article 5 :** rectification substituant aux mots : « Plan national », les mots : « Plan de la Nation » dans cet article ; **article 6 :** son amendement n° 10 (de coordination) : adopté (p. 8347) ; **article 8 :** possibilité pour le conseil régional de donner des avis ; identité de cet article avec l'article 27 de la loi sur la Corse jugé conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel (p. 8348) ; examen par le Conseil constitutionnel de la totalité des textes qui lui sont soumis ; possibilité pour cette institution de déclarer inconstitutionnelle une partie d'un texte qui ne lui a pas été soumise (p. 8349) ; **article 13 :** son amendement n° 11 (de forme) : adopté ; son amendement n° 1 (complétant les références au code électoral dans cet article) : adopté ; **article 14 :** son amendement n° 12 (de forme) : adopté (p. 8352) ; **article 16 :** son amendement n° 13 (de forme) : adopté (p. 8353).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : possibilité pour les régions de créer des agences ou des établissements publics ; attribution des départements d'outre-mer [21 décembre 1982] (p. 8582) ; élargissement des possibilités données aux conseils régionaux d'outre-mer de saisir le Premier ministre (p. 8583).

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 27 mai 1982] (p. 1676).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (recherche et industrie : recherche) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XX : **recherche et industrie :** recherche (**n° 1166**) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 296,** posée le 30 novembre 1982 : **chômage (indemnisation : allocations)** (p. 7830) ; appelée le 3 décembre 1982 : **recherche d'emploi par les chômeurs indemnisés :** sensibilité des Français au problème de l'emploi et du chômage ; problèmes posés par le contrôle de la recherche d'emploi par les chômeurs indemnisés ; thème des « faux chômeurs » (p. 7965) ; contrôles de l'attribution des indemnités de chômage ; contrats de solidarité (p. 7966) ;

— **n° 320,** posée le 14 décembre 1982 : **commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat)** (p. 8304) : appelée le 17 décembre 1982 : **charges fiscales et sociales des commerçants et artisans :** évolution de ces charges (p. 8466) ; mesures étudiées en vue d'alléger ces charges ; lien existant entre ces charges et l'emploi (p. 8467).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale : extension de la démocratie au domaine économique ; nécessité de tirer partie des capacités d'innovation existant au sein de la

collectivité de travail ; nécessité d'entendre les travailleurs sur leur propre travail ; suppression de la commission d'amélioration des conditions de travail ; statut des nouveaux comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail ; recherches sur l'enrichissement des tâches ; droit à la formation des membres des C.H.S.C.T. [13 mai 1982] (p. 2145).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : programmes de développement technologique ; relations entre la recherche et l'industrie ; création des groupements d'intérêt public et des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; décentralisation ; problème de l'évaluation ; développement de la réflexion épistémologique [21 juin 1982] (p. 3671).

Discussion des articles : **article 3 :** progression du rythme moyen annuel des crédits [22 juin 1982] (p. 3692) ; **article 18 :** formation des personnels de la recherche ; répartition des compétences entre le ministère de la recherche et le ministère de l'éducation nationale (p. 3734) ; **article 20 :** mission des métiers de la recherche (p. 3737) ; **article 25 :** *rapport annexé :* part des sciences humaines et sociales dans le budget de la recherche [23 juin 1982] (p. 3767).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** maîtrise des marchés des fruits et légumes et de l'horticulture ; problème spécifique aux horticulteurs [1er juillet 1982] (p. 4159, 4160).

— Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).

Première lecture, discussion générale : rapport entre la politique et la science ; subordination du savoir au pouvoir ; nécessité de mettre en place le présent office ; rôle des experts dans la future délégation parlementaire ; composition de l'office [5 octobre 1982] (p. 5373).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).

Première lecture, discussion générale : augmentation du déficit de la sécurité sociale ; sollicitude de M. Francis Geng vis-à-vis des groupes pharmaceutiques ; effets limités de redistribution des prélèvements sociaux et fiscaux ; nécessaire réforme de l'assiette des cotisations sociales ; cotisation sur la garantie de ressources [18 octobre 1982] (p. 5915) ; prise en considération par le Gouvernement de certains aménagements proposés par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 5916).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, discussion générale : volonté de rigueur manifestée par le Gouvernement en matière de gestion des fonds publics [26 octobre 1982] (p. 6340) ; lutte contre le chômage ; augmentation des moyens de l'A.N.P.E. ; priorité donnée à l'enseignement technique ; augmentation des crédits affectés à l'industrie (p. 6341).

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale : questions :* politique menée à l'égard des associations ; mise en place de postes Fonjep ; accroissement des contrats d'objectifs et de programme [3 novembre 1982] (p. 6618).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : conformité du présent projet de budget vis-à-vis de la loi d'orientation et de programmation de la recherche ; augmentation des masses financières et des créations de postes ; rôle des programmes mobilisateurs ; définition des champs d'application exacts de ces programmes ; problème des structures de direction et de pilotage des programmes ; retard dans l'élaboration des nouveaux statuts des personnels de la recherche ; situation des sciences humaines et sociales ; contenu du rapport Godelier [8 novembre 1982] (p. 6867) ; problème des bibliothèques et des centres de documentation ; problème de l'édition scientifique et de la diffusion des revues ; conditions d'acheminement postal des revues scientifiques (p. 6868).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* augmentation des cotisations prévues au B.A.P.S.A. [9 novembre 1982] (p. 6976).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : santé. — *Discussion générale : questions :* problèmes du secteur biomédical ; nécessité de prendre des mesures d'urgence [15 novembre 1982] (p. 7198).

Environnement : *discussion générale : questions :* relance des études relatives à l'aménagement du bassin de la Loire ; insuffisance de la répression dans la sauvegarde des sites et de l'environnement [15 novembre 1982] (p. 7215).

T

TABANOU (Pierre)

Député du Val-de-Marne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 284,** posée le 23 novembre 1982 : **crimes, délits et contraventions (sécurité des biens et des personnes)** (p. 7604) ; appelée le 26 novembre 1982 : **sécurité publique :** délinquance ; assassinat de commerçants ; nécessité d'assurer une politique de prévention globale ; dispositions tendant à l'amélioration de la protection des personnes et des biens ; département du Val-de-Marne (p. 7711).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 105).

Quatrième lecture, explications de vote : vote favorable du groupe socialiste [28 janvier 1982] (p. 642).

TADDEI (Dominique)

Député du Vaucluse
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1982] (p. 1056).

Rapporteur de sa proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002) [8 juillet 1982] (p. 4397).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Plan et aménagement du territoire) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 740) portant création d'un régime **d'épargne populaire (n° 755)** [2 avril 1982].

Proposition de loi portant **réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002)** [1er juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances de l'économie générale et du Plan sur sa proposition de loi (n° 1002) portant **réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1021)** [9 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) — annexe n° 23 (Plan et aménagement du territoire) **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **organisation communautaire du marché des fruits et légumes :** modification attendue des règlements communautaires concernant les fruits et légumes ; importations en provenance des pays tiers ; aides aux producteurs [13 octobre 1982] (p. 5725).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Discussion générale : retour de la paix civile ; unité de la République ; dignité du peuple ; souvenir du rattachement de la Corse à la France [18 janvier 1982] (p. 170) ; absence d'intention séparatiste ; particularités du peuple corse ; tendance centralisatrice depuis l'ancien régime ; conséquences en Corse du mode de production capitaliste ; analyse centre-périphérie ; incompréhension des Gouvernements précédents devant les revendications de la jeunesse ; développement de la crise économique ; mise en place de mécanismes d'exception : envoi devant la Cour de sûreté de l'Etat, déploiement de forces policières, opérations de « barbouzes » (p. 171) ; proposition de loi socialiste de 1976 portant statut particulier de la Corse ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; loi d'amnistie ; fraude électorale ; mouvements se réclamant du régionalisme puis de l'autonomisme ; volonté de moralisation de la vie publique (p. 172) ; consensus démocratique ; reconstitution d'un minimum de consensus institutionnel ; régionalisation ; instruments économiques et culturels dont la Corse a besoin ; réforme fiscale ; textes sur les compétences concernant la Corse (p. 173) ; deuxième partie du projet de loi de statut particulier pour la Corse (p. 174).

Discussion des articles : **article 1er :** expression du « peuple corse » (p. 188) ; **article 2 :** dénomination « assemblée de Corse » ; consensus institutionnel ; aliénation décentralisatrice ; compétences de la région de Corse ; distinction entre les deux conseils consultatifs ; agences et institutions spécialisées ; développement économique et culturel de la Corse (p. 191) ; spécificité des interventions de chaque organisme ; agences et institutions spécialisées (p. 192) ; expression « assemblée de Corse » ; mention des institutions ou agences spécialisées [19 janvier 1982] (p. 199) ; cas de double avis du conseil économique et social et du conseil de la culture (p. 201) ; **article 5 :** multiplication des listes ; nécessité que les petites minorités puissent être représentées (p. 206) ; **article 27 :** rupture de la politique gouvernementale par rapport à la situation d'indifférence dans laquelle la Corse a été tenue par les Gouvernements précédents ; dialogue institutionnalisé avec le Gouvernement de la France (p. 232) ; **article 36 :** futur droit commun des régions [20 janvier 1982] (p. 256) ; **article 37 :** rapports entre le président et l'ensemble des membres de l'assemblée (p. 259) ; **article 38 :** procédure d'obstruction de l'opposition (p. 260) ; composition des conseils consultatifs ; « repêchage » des recalés du suffrage universel ; représentativité future des organes consultatifs de la Corse ; risque d'encombrement pour les comités économiques et sociaux de droit commun ; compétences des conseils consultatifs pour les problèmes hors production (p. 262) ; possibilité pour les deux assemblées consultatives de siéger ensemble s'agissant de questions d'intérêt de droit commun (p. 263) ; **article 42 :** représentant de l'Etat et droit commun des régions (p. 275) ; **article 46 :** représentation proportionnelle pour l'élection de l'assemblée corse (p. 278) ; **article 48 :** situation de violence en Corse et nécessité d'une amnistie totale (p. 280).

Explications de vote : retour à la paix civile en Corse ; apaisement définitif (p. 286) ; lutte contre la fraude électorale ; nécessité d'un statut particulier pour la Corse ; effort général de décentralisation ; création d'un consensus démocratique ; avancement de la date des élections en Corse ; division en deux parties du statut particulier (p. 287).

Deuxième lecture, discussion générale : reconnaissance par le Sénat de la spécificité de la région de Corse [3 février 1982] (p. 677) ; retour de la paix civile ; texte relatif aux compétences (p. 678).

Discussion des articles : **article 1er :** départementalisation ; fêtes régionales ; recours à la violence (p. 682).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien (demande de suspension de séance) [19 janvier 1982] (p. 218).

— **Projet de loi portant création d'un régime d'épargne populaire (n° 740).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : création d'un nouveau régime d'épargne populaire ; caractère exceptionnel des mesures envisagées ; conséquences économiques du projet de loi ; caractère permanent de l'inflation ; pertes subies par les petits épargnants ; impossibilité pour les personnes nécessiteuses de placer leur épargne de manière rémunératrice ; accentuation des inégalités par l'inflation [6 avril 1982] (p. 936) ; proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing pendant la campagne présidentielle de 1974 d'indexer l'épargne populaire sur la hausse des prix ; engagement solennel de M. François Mitterrand durant la campagne présidentielle de 1981 ; définition de l'épargne populaire ; prévisions de 16 millions de personnes devant bénéficier des nouvelles dispositions ; impossibilité d'utiliser les critères relatifs au patrimoine ; adoption du critère fiscal ; bénéfice des nouvelles mesures à tous les foyers fiscaux acquittant moins de 1 000 francs d'impôt sur le revenu des personnes physiques ; supériorité de la formule du livret ; taux d'intérêt versé égal à la hausse des prix calculée sur la base de l'indice mensuel des prix à la consommation publié par l'I.N.S.E.E. pour tout placement d'au moins six mois ; possibilité de retrait à tout moment ; nécessité d'un placement supérieur ou égal à six mois pour bénéficier du taux d'intérêt prévu ; volonté manifestée par le Gouvernement de relancer l'activité économique ; non modification du taux d'épargne des ménages par la mise en place du nouveau dispositif (p. 937) ; éventuelle thésaurisation consécutive à la création du livret d'épargne populaire ; caractéristiques économiques du projet et ses incidences possibles sur l'ensemble des circuits financiers ; problème du coût du livret d'épargne populaire ; incidence du projet pour le calcul des prêts Minjoz ; perte de clientèle concernant le Crédit mutuel et le réseau des caisses d'épargne ; inquiétudes actuelles régnant dans le milieu des caisses d'épargne ; devenir du livret A ; relèvement nécessaire du plafond de ce livret ; incidences du projet sur l'équilibre financier de la Caisse des dépôts et consignations (p. 938) ; absence de dotation budgétaire compensatoire ; évolution du volume et du taux d'investissement collectif après la mise en place du nouveau dispositif ; incidences de la création du livret d'épargne populaire sur les investissements des collectivités locales (p. 939).

Discussion des articles, rapporteur : **article 1er :** principes généraux établissant le nouveau livret d'épargne populaire ; imprécision du texte ; son amendement n° 1 (de précision) : adopté [7 avril 1982] (p. 966) ; **article 3 :** son amendement n° 2 (précisant que les contribuables bénéficiant du régime doivent avoir leur domicile fiscal en France, que l'imposition considérée doit être calculée au titre de l'ensemble des revenus et précisant que le seuil de 1 000 francs est fixé pour l'imposition mise en recouvrement pour 1981) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 3 (précisant que les conditions de stabilité sont fixées « à six mois civils ») : adopté (p. 967).

Explications de vote : ses remarques sur l'abstention du groupe R.P.R. ; arguments soulevés par l'opposition (p. 968).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; financement de ce fonds ; **article 18 :** études de simulation [26 mai 1982] (p. 2639).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 131-2 *du code du travail :* son amendement n° 324 (exclusion des caisses d'épargne ordinaires du champ d'application de la loi) ; situation juridique du personnel des caisses d'épargne ; projet de loi sur la réforme des caisses d'épargne de l'Ecureuil : rejeté [8 juin 1982] (p. 3148) ;

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale : nouvelle méthodologie pour la planification française ; caractéristiques des Plans précédents ; écarts entre les prévisions et les réalisations ; décentralisation de l'élaboration du Plan ; fondement de l'exécution du Plan sur les grandes réformes de structure telles que la nationalisation ou les nouveaux droits des travailleurs [14 juin 1982] (p. 3444) ; moyens d'application du Plan ; autonomie des collectivités publiques décentralisées et des entreprises ; engagements des signataires d'un contrat de Plan ; relance du bâtiment et des travaux publics ; détermination par la future loi bancaire du rôle du système financier ; sélectivité des taux d'intérêt ; assouplissement de l'encadrement du crédit ; portée du Plan intérimaire ; lutte contre la stagflation ; arbitrage entre inflation et chômage ; articulation entre élaboration démocratique et exécution décentralisée du Plan (p. 3445).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Barnier : retrait d'un amendement adopté à l'unanimité par la commission des finances [15 juin 1982] (p. 3373).

— **Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : absence de dispositions concernant le réseau postal ; maintien de la loi Minjoz ; définition de l'objet des caisses d'épargne dans la présente proposition ; conditions d'élaboration de la présente proposition de loi ; future réforme des caisses d'épargne ; création des sociétés régionales de financement (S.O.R.E.F.I.) ; organisation du réseau [13 juillet 1982] (p. 4443, 4444) ; renforcement de l'autonomie des caisses d'épargne ; remplacement des organes dirigeants bénévoles actuels ; mise en place du conseil consultatif placé auprès des agences ; rôle du conseil de surveillance du directoire ; dégradation du climat psychologique entre le personnel et le conseil d'administration ; organisation des relations du travail ; maintien de la situation propre à l'Alsace et à la Lorraine ; exonération fiscale (p. 4445, 4446) ; souscription de bons du Trésor par la Caisse des dépôts et consignations ; déficit des finances publiques (p. 4465) ; mise en œuvre d'une réforme des caisses d'épargne ; situation des personnels (p. 4470).

Discussion des articles : **article 1er :** coût de l'intermédiation financière [20 juillet 1982] (p. 4555) ; intéressement des salariés (p. 4556) ; différents statuts proposés par l'opposition pour les caisses d'épargne (p. 4557) ; volonté de ne pas figer le domaine d'attribution des caisses d'épargne (p. 4558) ; **après l'article 1er :** contrôle des opérations de banque pratiquées par les caisses d'épargne (p. 4559) ; **article 2 :** caractère réglementaire de la fixation de l'évolution des produits et des flux financiers ; **article 3 :** rôle des S.O.R.E.F.I. (p. 4561) ; répartition du capital des S.O.R.E.F.I. (p. 4562) ; rapport Anciant sur les ressources des S.O.R.E.F.I. ; contrôle des S.O.R.E.F.I. (p. 4564) ; son sous-amendement n° 105 à titre personnel à l'amendement n° 83 de M. Robert Malgras (rédactionnel) (p. 4565) : adopté (p. 4566) ; **article 4 :** relations existant entre la caisse des dépôts et consignations et les caisses d'épargne (p. 4568) ; son sous-amendement n° 106 à titre personnel à l'amendement n° 69 de M. Edmond Alphandéry (suppression des mots des : « conseils d'administration ou ») (p. 4569) : adopté ; suppression éventuelle de certaines caisses d'épargne ; son amendement n° 94 à titre personnel (précisant que les garanties visées au dernier alinéa de cet article concernent les déposants et les souscri teurs) : adopté (p. 4570) ; **article 5 :** son amendement n° 9 à titre personnel (emploi des fonds collectés par les caiss d'épargne) ; hiérarchie dans les opérations réalisées pa les caisses d'épargne (p. 4571) ; adopté après modificatio (p. 4572) ; **après l'article 5 :** publication du rapport annu du C.E.N.C.E.P. ; **article 6 :** son sous-amendement n° 10 à titre personnel à l'amendement n° 19 de M. Edmon Alphandéry (suppression des mots : « en Conseil d'Etat ») adopté [21 juillet 1982] (p. 4579) ; **article 7 :** son sou amendement n° 109 à titre personnel à l'amendement n° 7 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) : devenu sans objet compétences des conseils consultatifs (p. 4581) ; statut typ devant fixer les principes généraux de fonctionnement d caisses locales (p. 4583) ; **article 8 :** composition et mod de désignation des conseils consultatifs (p. 4584) ; cond tions d'éligibilité (p. 4585) ; âge limite d'éligibilité (p. 4586 rôle des conseils consultatifs ; **article 9 :** représentatio des élus locaux au conseil de surveillance (p. 4587) ; refu du principe de la départementalisation des caisses (p. 4588 impossibilité de représenter à la fois les salariés et l épargnants ; représentation des associations familiales a conseil de surveillance ; possibilité pour chaque memb du conseil de surveillance de disposer d'une voix (p. 4589) durée du mandat des membres du conseil de surveillance régime d'incompatibilité (p. 4590) ; **article 10 :** statut d caisses d'épargne (p. 4591) ; nombre des membres du dire toire ; conditions de révocation des membres du dire toire ; responsabilité du conseil de surveillance ; **ar cle 11 :** responsabilité du directoire (p. 4592) ; **article 13** statut du personnel des caisses d'épargne (p. 4593) ; **ar cle 14 :** son amendement n° 115 à titre personnel (nomb des membres de la commission paritaire nationale) adopté ; **article 15 :** son amendement n° 102 à titre pe sonnel (majorité requise pour la conclusion d'accords p la commission) : adopté ; son amendement n° 116 à tit personnel (majorité requise pour la conclusion d'accor par la commission) : adopté (p. 4594) ; **article 16 :** s amendement n° 96 à titre personnel (rédactionnel) adopté (p. 4595).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion gén rale,* rapporteur spécial : augmentation considérable présent projet de budget ; doublement des crédits affect à l'aménagement du territoire ; insuffisance des créd du commissariat au Plan ; démocratisation du Plan ; s gnation des crédits consacrés à la délégation à l'econom sociale [17 novembre 1982] (p. 7294) ; gonflement ar ficiel du présent projet de budget par la nouvelle prin d'aménagement du territoire ; définition de la politiq en matière de littoral ; disparition de la mission d'amén gement du Languedoc-Roussillon ; réalisation des contra de Plan (p. 7295).

TAVERNIER (Yves)

Député de l'Essonne
(4e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 198 (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'econom générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examin le projet de loi d'orientation de la recherche et du dév loppement technologique, adopté par le Sénat (n° 89 [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire co tituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de recherche et du développement technologique (n° 89 [*J.O.* du 25 juin 1982] (p. 2021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire co tituée pour l'examen du projet de loi portant réforme de planification [*J.O.* du 7 juillet 1982] (p. 2163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire co tituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et l revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2166).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [J.O. du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Agriculture : dépenses ordinaires) [21 octobre 1982] (p. 6149).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [J.O. du 18 décembre 1982] (p. 3797).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 5 : **agriculture :** dépenses en capital **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **prix agricoles** : accords communautaires du 30 avril 1982 sur les prix agricoles ; incidence de cet accord sur les revenus agricoles français [5 mai 1982] (p. 1725).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion générale : mesures fiscales en faveur des agriculteurs français ; baisse du pouvoir d'achat dans l'agriculture ; cohérence et efficacité de la politique agricole menée par le Gouvernement ; marathon de fixation des prix agricoles ; extension de l'aide fiscale à l'investissement des exploitations agricoles [25 mai 1982] (p. 2564) ; marasme régnant dans le secteur du machinisme agricole ; aide fiscale en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs ; création d'un observatoire national des coûts de production (p. 2565).

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion générale : restauration du dialogue entre la science et la société ; révolution culturelle ; nécessité pour le monde scientifique de se réformer lui-même ; réalisation d'une bibliothèque des sciences sociales et humaines [21 juin 1982] (p. 3674).

Discussion des articles : **après l'article 5 :** possibilité pour les chercheurs de recourir contre les appréciations portées sur leurs travaux [22 juin 1982] (p. 3697) ; **après l'article 6 :** place des sciences de l'homme (p. 3700) ; **après l'article 13 :** statut du personnel des établissements publics à caractère scientifique et technologique (p. 3723) ; **article 21 :** garanties accordées au personnel de la recherche publique (p. 3737) ; **après l'article 5 :** recours des chercheurs à l'encontre des jugements négatifs portés sur leurs travaux [23 juin 1982] (p. 3774).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : combat la question préalable [29 juin 1982] (p. 3991) ; politique d'adaptation de l'agriculture au progrès économique et social ; amélioration de la politique agricole commune ; allégement des charges pesant sur l'agriculture ; organisation des marchés ; part croissante de la production agricole transformée ; rapport de force entre les producteurs et les fournisseurs ou les clients ; pénalisation des consommateurs ; rémunération du travail agricole ; part de la valeur ajoutée dans la production agricole finale (p. 3992) ; bilan de la politique agricole conduite par l'ancienne majorité ; croissance des prix agricoles et lutte contre l'inflation ; réduction de l'exode rural ; problème des coûts de production ; politique des structures et allégement de la charge foncière ; organisation des marchés ; logique interventionniste des offices et logique libérale des interprofessions (p. 3993) ; réforme de la politique agricole commune ; réduction des coûts de production ; accompagnement de la réforme de la politique agricole commune ; revendication de la profession agricole ; création d'offices par produit ; loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 (p. 3994) ; office du blé (p. 3995).

Discussion des articles : **article 2 :** volonté politique de défendre la petite et moyenne agriculture ; système européen de soutien des prix agricoles [30 juin 1982] (p. 4100) ; taux de profit du capital investi par l'agriculteur (p. 4104) ; transfert de responsabilités de l'Etat en faveur des offices [1er juillet 1982] (p. 4112).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** inégalités sociales dans le secteur agricole [29 septembre 1982] (p. 5207) ; développement des mouvements coopératifs (p. 5208) ; **article 2 *bis* :** mécanisme du quantum sous la IVe République (p. 5211) ; **article 8 :** rôle du Conseil supérieur (p. 5216).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale, questions :* conséquences de la surévaluation du dollar par rapport au franc en matière de tourisme [3 novembre 1982] (p. 6620) ; attitude de l'opposition ; missions du ministre chargé de la jeunesse et des sports ; problème de la formation professionnelle, de l'emploi et du logement (p. 6623).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** création des postes Fonjep (p. 6629).

Culture. — *Discussion générale, questions :* élargissement du champ d'action culturelle aux différents groupes sociaux ; rôle des cultures paysannes [3 novembre 1982] (p. 6654).

Education nationale. — *Discussion générale :* caractère incomplet du rapport dressé par M. Gilbert Gantier au nom de la commission des finances ; nécessité de donner à l'Université les moyens du rayonnement de la culture française ; situation des enseignants chercheurs des universités [5 novembre 1982] (p. 6757).

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* rôle du commissariat à l'énergie atomique ; croissance de la subvention versée par l'Etat à cet établissement public ; insuffisance des moyens du C.E.A. ; poursuite du programme électro-nucléaire français [8 novembre 1982] (p. 6890) ; stagnation du parc mondial des centrales nucléaires ; problème de l'environnement ; situation des travailleurs du C.E.A. (p. 6891).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : évolution du revenu des agriculteurs ; insuffisance des crédits en matière d'hydraulique agricole et de remembrement ; fiscalité ; politique foncière ; S.A.F.E.R. ; création des offices fonciers ; dotation globale d'équipement [9 novembre 1982] (p. 6923, 6924) ; problème de l'utilisation par les départements des fonds versés au titre de la dotation globale d'équipement ; critères de la répartition de la dotation globale d'équipement (p. 6925).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* décentralisation ; relations entre les présidents des conseils généraux et les commissaires de la République ; effectifs d'agents de préfecture ; contrôle de légalité des actes des collectivités locales ; nouveaux rôles des commissaires de la République ; département de l'Essonne [10 novembre 1982] (p. 7014) ; recrutement et formation des fonctionnaires départementaux (p. 7015).

Environnement. — *Discussion générale :* attitude de l'opposition ; nécessité de faire évoluer les mentalités pour lutter efficacement pour la défense de l'environnement ; précise que le montant du budget du ministère de l'environnement n'est pas le seul critère à prendre en compte ; problèmes financiers des agences de bassin ; nécessité de mieux contrôler les facteurs de pollution et la nature des rejets industriels ; exemple de l'utilisation des pollutions des porcheries en Chine ; mise en place d'une nouvelle politique des parcs nationaux [15 novembre 1982] (p. 7206) ; accroissement des ressources du fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 7207).

TESTU (Jean-Michel)

Député d'Indre-et-Loire
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 7 avril 1982] (p. 1056).

THEAUDIN (Clément)

Député d'Ille-et-Vilaine
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

TIBERI (Jean)

Député de Paris
(3e *circonscription*)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation (n° 1110) [14 octobre 1982] (p. 5821).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 relative à la suppression de l'habitat insalubre (n° 1111) [14 octobre 1982] (p. 5821).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030) [*J. O.* du 16 octobre 1982] (p. 3101).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) [*J. O.* du 24 novembre 1982] (p. 3572).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à abroger la suspension des droits à pension dans la fonction publique (n° 1181) [2 décembre 1982] (p. 7955).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 433).

Première lecture, discussion générale : accord du R.P.R. sur le principe d'une nouvelle définition des droits et obligations des propriétaires et locataires [12 janvier 1982] (p. 19) ; caricature des propriétaires donnée par le projet ; amendements de l'opposition sur la vente du logement ; exclusion des locaux vacants de la liberté de fixation du loyer ; conséquences de l'économie administrée ; fixation des loyers par l'Etat ; extension des accords collectifs de location (p. 20) ; moyens proposés non compatibles avec les objectifs affichés (p. 21) ; efforts de la Ville de Paris en matière de logement social (p. 27) ; erreur de la suppression des immeubles à loyer moyen (p. 28).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 340 (exclusion des résidences secondaires du champ de la loi) [13 janvier 1982] (p. 53) ; rejeté (p. 54) ; son sous-amendement n° 341 à l'amendement n° 2 de la commission (non application de la loi aux locations à des étudiants de chambres formant avec le domicile du bailleur un tout indivisible) (p. 56) ; chambres loués aux étudiants et situées dans l'appartement ou en dehors de l'appartement (p. 57) ; sous-amendement n° 341 devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 537 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 342 à l'amendement n° 2 de la commission (non application de la loi aux logements faisant l'objet d'un contrat de location-vente ou d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente) : rejeté (p. 58) ; **article 3 :** développement souhaitable de l'information ; risque de l'introduction des dispositions dérogeant au droit commun (p. 65) ; droits identiques accordés aux deux parties (p. 66) ; **article 4 :** son amendement n° 343 réservé jusqu'après l'article 6 (p. 67) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 344 à l'amendement n° 6 de la commission (congé par le bailleur à tout moment pour des raisons professionnelles, familiales ou de santé) : rejeté (p. 68) ; **après l'article 6 :** difficultés de relogement des personnes âgées (p. 83) ; mesures à prendre contre les spéculateurs ; légitimité de la défense des intérêts des propriétaires (p. 84) ; **article 6 (précédemment réservé) :** notion de « motif légitime et sérieux » pour le non renouvellement du bail par le propriétaire (p. 86) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 343 précédemment réservé (dérogation à la durée du bail fixée par l'article 4 en cas de futures obligations professionnelles ou familiales du bailleur) : rejeté (p. 88) ; **article 7 :** son amendement n° 345 (transfert du contrat de location en cas de décès ; référence au droit fiscal pour la définition de la personne à charge) : rejeté (p. 89) ; **article 8 :** son amendement n° 346 (délai de trois mois pour le locataire et six mois pour le propriétaire pour la notification du congé) : rejeté (p. 92) ; **article 9 :** son amendement n° 414 (entretien des appareils et équipements du logement à la charge du locataire) : retiré [20 janvier 1982] (p. 295) ; son amendement n° 413 (obligation du locataire de souscrire un contrat d'assurance contre les risques locatifs) : retiré (p. 297) ; **article 11 :** son sous-amendement n° 347 à l'amendement n° 25 de la commission (caractère gratuit de la remise de la quittance sous réserve des droits de timbre) : rejeté (p. 299) ; **article 13 :** son amendement n° 348 (dépôt de garantie restitué dans un délai maximum de deux mois) : retiré ; son amendement n° 349 (application de la disposition prévue à l'alinéa 2 après promulgation d'une loi déchargeant le propriétaire de toute obligation fiscale dont il peut être tenu du fait du locataire) : rejeté ; son amendement n° 350 (possibilité de révision du dépôt de garantie à l'occasion du renouvellement du contrat de location) (p. 304) : rejeté (p. 305) ; **article 14 (précédemment réservé) :** danger de la non récupération des charges d'entretien et de propreté sur les locataires du secteur H. L. M. (p. 307) ; **après l'article 14 :** son amendement n° 351 (participation des associations de locataires à la confection de l'état de recouvrement des charges locatives accessoires au loyer) (p. 309) : rejeté (p. 310) ; **article 16 :** ses amendements n°s 353, 354, 355 et 357 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 568 de M. Alain Richard [21 janvier 1982] (p. 319) ; **article 17 :** son amendement n° 356 (indemnisation des propriétaires ayant subi des retards dans le paiement des loyers) (p. 322) : rejeté (p. 323) ; **article 18 :** son amendement n° 358 (clauses abusives ; prélèvement du loyer) : adopté (p. 326) ; son amendement n° 359 (résiliation de plein droit du contrat pour dégradations et troubles graves de jouissance) (p. 327) ; danger du rejet de son amendement pour la jurisprudence : rejeté (p. 328) ; **article 19 :** accord du R. P. R. sur le principe des accords collectifs ; caractère pernicieux d'une assimilation de ces accords à des conventions collectives de travail (p. 330) ; nécessaire prise en compte de la dimension des ensembles immobiliers (p. 332) ; son amendement n° 360 (accords collectifs au-desus de cinquante logements) ; participation des associations familiales : rejeté (p. 333) ; favorable à l'amendement n° 286 de la commission de la production et des échanges permettant au bailleur de conclure un accord couvrant l'ensemble de son patrimoine immobilier (p. 335) ; **article 20** ; son amendement n° 361 (limitation du rôle des associations aux ensembles immobiliers comportant plus de cinquante logements) (p. 337) : rejeté (p. 338) ; **article 21 :** son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 52 de la commission (communication au bailleur des noms des représentants de l'association pour l'ensemble immobilier ; représentants choisis obligatoirement parmi les locataires de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier) : retiré (p. 339) ; **article 22 :** son amendement n° 363 (consultation trimestrielle

des associations) (p. 340) : rejeté (p. 341) ; son amendement n° 364 (rôle du syndic) : rejeté ; son amendement n° 365 (panneaux d'affichage exclusivement réservés à la vie de l'immeuble) : rejeté (p. 345) ; **article 24 :** son amendement n° 366 (suppression de l'article) (p. 348) : rejeté (p. 349) ; **article 25 :** son amendement n° 367 (de suppression) (p. 351) : rejeté ; son amendement n° 368 (composition de la commission départementale du logement) (p. 352) ; participation des associations familiales et des gestionnaires : rejeté ; son amendement n° 369 (composition de la commission départementale du logement ; modalités de répartition des sièges entre les associations) (p. 353) : rejeté (p. 354) ; **article 26 :** son amendement n° 370 (présence de gestionnaires à la commission nationale des rapports locatifs) : rejeté (p. 356) ; **article 27 :** son amendement n° 371 (prise en compte des seuls adhérents à jour de leur cotisation pour la représentativité des associations de bailleurs) : rejeté ; indépendance des associations par rapport aux partis politiques (p. 357) ; son amendement n° 372 (de coordination avec l'amendement n° 371) : rejeté (p. 358) ; **après l'article 28 :** son sous-amendement n° 373 à l'amendement n° 69 de la commission (préavis d'un an pour la dénonciation des accords) [22 janvier 1982] (p. 365) ; rejeté (p. 366) ; **article 29 :** son amendement n° 374 (objet des accords collectifs ; harmonisation des rapports entre bailleurs et locataires en matière de charges locatives) : rejeté (p. 367) ; son amendement n° 375 (exclusion de l'animation culturelle et sociale du champ des accords collectifs) (p. 368) ; rejeté (p. 370) ; **article 30 :** sa préoccupation à l'égard de la possibilité d'extension des accords nationaux (p. 371) ; **article 32 :** rôle des associations de gestionnaires ; **après l'article 32 :** son sous-amendement n° 376 à l'amendement n° 80 de la commission (locaux collectifs dans les bâtiments d'habitation dont le permis de construire a été demandé postérieurement à la promulgation de la loi) : adopté (p. 373) ; **avant l'article 19 :** sa crainte de politisation ; élargissement de la liste des associations représentatives ; effets pervers de textes pris pour la défense des locataires (p. 375) ; défense des propriétaires et des locataires de bonne foi ; **article 33 :** majoration des loyers inférieure à l'évolution du coût de la vie depuis une dizaine d'années ; institution d'un droit de regard du Gouvernement sur la fixation des loyers (p. 376) ; exclusion des nouveaux contrats de location du dispositif prévu par cet article ; son amendement n° 377 : devenu sans objet du fait de la suppression de cet article (p. 378) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 598 à l'amendement n° 511 du Gouvernement (conclusion des contrats de location exclue du champ des accords de modération des loyers) ; intérêt d'un secteur témoin significatif ; nécessité de la réalisation de travaux (p. 379) ; danger de pénurie d'investissement ; sous-amendement n° 598 : rejeté (p. 380) ; ses amendements n°s 378 et 379 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 511 du Gouvernement (p. 382).

Article 36 : son amendement n° 380 (exclusion des logements vacants des accords de modération et de la fixation par décret du taux d'évolution des loyers) [25 janvier 1982] (p. 480) ; rôle de référence des logements vacants pour le secteur ancien (p. 481) ; exclusion de tous les logements vacants des accords de modération : rejeté ; son amendement n° 381 (conditions pour la limitation de l'application de l'indice à une partie du loyer) : rejeté ; son amendement n° 382 (plancher de hausse des loyers fixé à 90 p. 100 de l'indice de référence) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 87 de la commission ; son amendement n° 383 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 87 de la commission (p. 482) ; **après l'article 36 :** dépossession du Parlement ; notion de circonstances exceptionnelles (p 483) ; **article 39 :** son amendement n° 412 (suppression de l'article) ; son opposition à la compétence du tribunal correctionnel pour les problèmes de rapports locatifs ; amendement n° 412 adopté (p. 487) ; **article 41 :** réalisation de travaux avec l'accord de la majorité des locataires ; son amendement n° 384 devenu sans objet ; son amendement n° 385 (nouveaux loyers consécutifs à la réalisation de travaux dans des immeubles financés par des prêts spéciaux) (p. 494) ; rejeté (p. 495) ; **article 42 :** son amendement n° 386 (mention des charges prévisionnelles dans la fiche de renseignements remise à l'acquéreur par le vendeur) : rejeté (p. 496) ; **article 46 :** amendes infligeables au bailleur ; marge d'appréciation du juge ; son amendement n° 387 (amende pour le locataire subordonnant son départ à une remise d'argent ou à la reprise d'objets ou d'installations à un prix abusif) : adopté (p. 504) ; **article 47 :** son amendement n° 388 (amende pour l'exercice frauduleux du droit de reprise) : retiré (p. 506) ; **article 48 :** suspicion jetée sur l'ensemble des propriétaires ; sanctions pénales pour l'entrave à l'exercice des droits d'association et de consultation des locataires ; son amendement n° 389 (amendes pour l'entrave apportée aux droits d'association et de consultation des locataires) : rejeté (p. 507) ; son amendement n° 390 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 115 de la commission (p. 508) ; **article 50 :** son amendement n° 391 (rédaction des nouveaux contrats de location dans le délai de deux ans) (p. 509) : adopté après modification (p. 510) ; **article 52 :** son amendement n° 392 (motif sérieux et légitime pour les congés donnés après la publication de la présente loi) (p. 513) ; retiré au profit de l'amendement n° 227 de M. Pascal Clément ; suspicion générale déclenchée pour le règlement de quelques cas scandaleux (p. 514) ; **article 53 :** difficulté pour la conclusion des accords avant le 15 février 1982 (p. 515) ; **article 55 :** ses amendements n°s 393 et 394 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 522 du Gouvernement ; **après l'article 55 :** son sous-amendement n° 617 à l'amendement n° 523 du Gouvernement (fixation du loyer initial des locaux antérieurement soumis à la loi de 1948) : rejeté ; son sous-amendement n° 618 à l'amendement n° 523 du Gouvernement (fixation du loyer initial des locaux antérieurement soumis à la loi de 1948 ; plafond de majoration déterminé par décret) : adopté (p. 519).

Explications de vote : déséquilibre entre les parties ; aspect positif du débat ; conséquence du projet de loi sur l'entretien et le renouvellement du parc ; intervention des associations dans la vie quotidienne des ménages avec l'extension de la procédure des accords collectifs ; pénalisation des propriétaires de bonne foi (p. 523) ; projet de loi marqué par un souci idéologique ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 524).

Deuxième lecture, discussion générale : concertation pour la fixation des loyers dans le secteur des H. L. M. ; modulation des majorations de loyers ; protection des bailleurs ; situation des Français travaillant à l'étranger ; convivialité dans les rapports collectifs entre locataires et bailleurs [11 mai 1982] (p. 1962) ; commission nationale des rapports locatifs ; fonctionnement quotidien du secteur locatif ; problèmes de la communication des documents relatifs aux charges locatives ; remise en ordre des loyers des logements sociaux (p. 1963).

Discussion des articles : **article 2 :** exclusion du champ d'application de la loi des communes de moins de 2 000 habitants (p. 1966) ; logements en location-vente (p. 1967) ; location de chambres à des étudiants (p. 1968) ; problème juridique posé par la location de chambres ; équilibre entre bailleurs et locataires (p. 1969) ; **article 4** *bis* : notion de résidence propre au bailleur (p. 1976) ; **article 6** *bis* : souplesse des relations entre propriétaires et locataires (p. 1979) ; distinction entre propriétaires de bonne foi et propriétaires de mauvaise foi (p. 1980) ; **article 6** *ter* : évocation, par des propriétaires de bonne foi, des circonstances économiques familiales ou professionnelles, pour vendre leur logement (p. 1983) ; **article 7 :** sous-locations (p. 1985) ; **article 13 :** délai de restitution du dépôt de garantie (p. 1989) ; **article 16 :** délais de paiement accordés au locataire (p. 1990) ; **article 18 :** principe constitutionnel de la vie associative, politique et syndicale (p. 1993) ; **article 19 :** rapprochement du propriétaire et du locataire (p. 1994) ; **article 20 :** nécessité d'un assouplissement des conditions de représentativité des associations de locataires (p. 1996) ; critères de représentativité des associations de locataires (p. 1997) ; **article 21 :** inconvénients de la non-limitation du nombre des représentants des associations de locataires (p. 2002) ; représentants des locataires d'un immeuble ou d'un bâtiment (p. 2003) ; **article 22 :** droit d'expression et rôle des associations ; **article 23 :** représentation des locataires dans les assemblées de copropriétaires (p. 2004) ; **article 25 :** représentation des gestionnaires d'immeubles (p. 2005) ; **article 27 :** représentativité des associations de bailleurs et des locataires aux niveaux national et départemental ; critère de l'ancienneté et égalité de traitement entre bailleurs et locataires (p. 2007) ; **article 29 :** primauté du règlement de propriété sur les accords collectifs (p. 2010) ; **article 34 :** stabilisation des loyers et fluidité des marchés du logement (p. 2013) ; **article 55** *bis* : application de la loi de 1948 aux locaux vacants (p. 2028).

Explications de vote : hostilité du groupe R. P. R. au projet de loi ; fluidité du marché du logement ; lutte contre les abus ; représentativité des associations ; problème des logements vacants ; entretien du patrimoine (p. 2030).

Commission mixte paritaire, discussion générale : réduction des investissements dans l'immobilier et risque de dégradation de l'emploi dans le secteur du bâtiment ; liberté

des loyers pour les logements libres; accords collectifs de location [9 juin 1982] (p. 3161); effort budgétaire en faveur du logement; négociation concertée de l'évolution des loyers (p. 3162).

Explications de vote : établissement de l'égalité des rapports entre propriétaires et locataires; soutien de la construction et de l'emploi dans le bâtiment; conséquences de l'intervention de l'Etat; diminution des investissements privés (p. 3174).

— **Son rappel au réglement :** organisation des débats; discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [20 janvier 1982] (p. 290).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** application du présent article à Paris et à Marseille [27 juillet 1982] (p. 4902).

— **Projets de loi relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion générale commune : distribution des crédits entre les différents arrondissements parisiens; logements sociaux et équipements collectifs construits dans le treizième arrondissement [21 octobre 1982] (p. 6111); augmentation prévisible de la pression fiscale sur les Parisiens; gestion des crèches conférée au conseil d'arrondissement; incertitude pesant sur l'avenir des personnels (p. 6116); attribution des logements sociaux; volonté d'augmenter la mainmise de l'Etat sur la commune de Paris (p. 6117); projet marquant une régression considérable par rapport au statut actuel de Paris, diminution des pouvoirs du conseil et du maire de Paris; caractère réactionnaire du présent projet de loi (p. 6118).

— **Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** statut des officiers municipaux [22 octobre 1982] (p. 6179); **article 4 :** composition du conseil d'arrondissement; pouvoir financier de ce conseil (p. 6183); **article 5 :** désignation du maire d'arrondissement parmi les conseillers municipaux (p. 6187); **article 9 :** définition de la notion d'association exerçant exclusivement dans l'arrondissement (p. 6195); **article 12 :** coût des investissements de la commune (p. 6198); contradiction entre cet article et l'article 26 du présent projet de loi (p. 6199); **article 14 :** répartition des équipements; mise en place d'une nouvelle tutelle (p. 6209); **article 16 :** attribution de logements par la commune (p. 6211); **article 17 :** recrutement des instituteurs d'écoles maternelles; conditions d'accès dans ces écoles (p. 6213); **article 20 :** surcharge de travail des tribunaux administratifs (p. 6220); **article 43 :** nécessité de rendre au maire de Paris certaines attributions réservées au préfet de police; problèmes de l'hygiène, de la circulation et du transport [23 octobre 1982] (p. 6248); modalités d'application du présent article (6249).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** inéligibilité des officiers municipaux au conseil de Paris [23 octobre 1982] (p. 6280); inégalité entre les électeurs (p. 6281); **article 5 :** composition des tableaux indiquant le nombre de sièges à pourvoir (p. 6283).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** cas de Marseille; proposition faite en première lecture et retenue par le Sénat tendant à faire passer de 163 à 167 le nombre des élus [9 décembre 1982] (p. 8199); **article 5** *bis* : soutient les sous-amendements n° 8 et n° 9 de M. Jacques Marette à l'amendement n° 7 du Gouvernement; caractère choquant d'une disposition déclarant inéligibles des personnes élues par le suffrage universel; impossibilité pour certains officiers municipaux de choisir au moment où les conseils d'arrondissement n'existaient pas; inégalité devant la loi (p. 8201); amélioration apportée au texte par le Gouvernement; possibilité de décider une incompatibilité au cas où les officiers municipaux pourraient devenir conseillers de Paris (p. 8202).

Explications de vote : vote hostile du groupe R. P. R.; problème de l'inéligibilité des officiers municipaux (p. 8202).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* financement du logement social; désengagement de la Caisse des dépôts et consignations; emprunt lancé par le Crédit foncier auprès des banques étrangères; bonnes intentions ayant présidé à l'élaboration de la loi Quilliot; rôle des associations de locataires; dislocation du marché locatif depuis l'adoption de cette loi; réapparition des dessous de table, des reprises et des pas-de-porte; problème des organismes d'H. L. M.; blocage des loyers; diminution des autorisations de programme; absence de dispositions en faveur du logement des fonctionnaires; situation du secteur du bâtiment et des travaux publics [4 novembre 1982] (p. 6679, 6680).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** consommation des crédits destinés à l'A. P. L. (p. 6706); **état C, titre VI :** prise en compte par le Gouvernement des propositions qu'il avait faites (p. 6707).

TINSEAU (Luc)

Député de l'Eure
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **voyageurs, travailleurs :** augmentation du prix des transports; problème des travailleurs effectuant de longues distances [26 mai 1982] (p. 2594).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion générale : rapports entre les différents modes de transport et les besoins de la défense nationale; place des usagers dans la gestion et l'orientation des transports [12 octobre 1982] (p. 5661).

Discussion des articles : **article 1er :** contenu du droit au transport (p. 5664); **article 4 :** mise en œuvre conjointe par l'Etat et les collectivités territoriales de la politique globale des transports; rôle de la planification décentralisée (p. 5688); **article 21 :** composition du conseil d'administration de la S. N. C. F.; représentation des usagers [14 octobre 1982] (p. 5802); **article 24 :** futures relations Etat-S.N.C.F.; autonomie de gestion de la S.N.C.F.; contenu du cahier des charges; mise en place d'un contrat de plan; concours financier de l'Etat (p. 5808, 5809); **article 7 :** cas des entreprises radiées [13 octobre 1982] (p. 5708).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* évolution des crédits de la section Air; réduction des commandes d'avions de combat [12 novembre 1982] (p. 7112); efforts entrepris en ce qui concerne l'entretien du matériel; développement de la coopération européenne en matière d'aviation (p. 7113).

TONDON (Yvon)

Député de Meurthe-et-Moselle
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : autorité patronale ; exemple de la sidérurgie ; place du syndicat dans l'entreprise [14 mai 1982] (p. 2180) ; participation des travailleurs à l'organisation du travail (p. 2181).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 468 (participation de personnalités syndicales extérieures à l'entreprise à des réunions) [25 mai 1982] (p. 2517) : satisfait (p. 2522).

TOUBON (Jacques)

Député de Paris
(19e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie [*J. O.* du 26 janvier 1982] (p. 381).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté relative à l'extension de l'obligation de munir les voitures particulières d'un dispositif antivol à tous les véhicules immatriculés (n° 28) [28 janvier 1982] (p. 670).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation de la Polynésie française (n° 580) [28 janvier 1982] (p. 670).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J. O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (M. Michel Berson) (n° 828) [*J. O.* du 28 avril 1982] (p. 1226).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à compléter la loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 de façon à prohiber l'emploi de termes ou expressions étrangers dans les marques de fabrique, les dénominations et les enseignes commerciales (n° 798) [27 mai 1982] (p. 2708).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Médecin tendant à instituer le vote obligatoire (n° 946) [8 juillet 1982] (p. 4397).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la région de Corse (n° 1017) [*J. O.* du 21 juillet 1982] (p. 2315).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emile Bizet visant à abroger les articles L. 749 à L. 762 du code de procédure pénale concernant la contrainte par corps (n° 710) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emile Bizet tendant à modifier les dispositions relatives aux clauses résolutoires (n° 711) [23 septembre 1982] (p. 5108).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de services fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 875) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à créer des conseils d'arrondissement (n° 1058) [14 octobre 1982] (p. 5821).

Membre de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Joseph Pinard) (n° 1160) [*J. O.* du 27 octobre 1982] (p. 3241).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion (n° 1084) [*J. O.* du 28 octobre 1982] (p. 3250).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Gascher tendant à améliorer l'indemnisation des victimes de dommages dont les auteurs sont inconnus ou insolvables (n° 1188) [25 novembre 1982] (p. 7698).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279) [*J. O.* du 22 décembre 1982] (p. 3832).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— affiches électorales : procédure des questions ; apparition lors de la campagne des dernières élections cantonales d'affiches électorales arborant les trois couleurs bleu, blanc, rouge, devenues « les couleurs officielles du parti officiel » ; violation de l'article R. 27 du code électoral [7 avril 1982] (p. 955) ;

— conflits dans l'automobile : actes de violence commis par certains travailleurs dans les usines Citroën d'Aulnay-sous-Bois [28 avril 1982] (p. 1418) ; piliers de grève ; position de la direction de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois ; résultats des élections dans les établissements de Clichy et de Nanterre du groupe Citroën (p. 1419).

— conflits du travail dans l'industrie automobile : conflits aux usines Citroën ; actions d'une minorité d'ouvriers encadrés par des militants politiques et syndicaux extérieurs à l'entreprise ; principe de la liberté du travail ; conséquences économiques de ce conflit ; difficultés de l'industrie automobile française [26 mai 1982] (p. 2591).

— réduction du programme de centrales électronucléaires : plan Messmer d'équipement électronucléaire ; réduction du programme d'équipement électronucléaire à deux tranches par an ; prévision d'une baisse de la consommation d'électricité ; indépendance énergétique ; emploi dans le domaine de l'électronucléaire [27 octobre 1982] (p. 6350) ; absence de réponse du ministre quant à la réduction du nombre de tranches à construire dans les années à venir ; absence de volonté arrêtée du Gouvernement dans le domaine de l'électronucléaire (p. 6351).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** possibilité pour le secrétaire d'Etat de prendre la parole à tout moment au cours de la séance publique [14 janvier 1982] (p. 108).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à promouvoir les réformes nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie (n° 687).**

Première lecture, discussion générale : refus des autorités territoriales anciennes d'accomplir la moindre réforme [14 janvier 1982] (p. 120) ; réforme fiscale et réforme foncière ; tensions entre les communautés ; rapports entre les noirs et les blancs ; vote de l'assemblée territoriale sur la procédure des ordonnances ; évocation de Pierre Declercq ; interprétation selon laquelle ce dirigeant a été tué pour des motifs politiques ; réformes économiques, sociales et institutionnelles ; contrepartie de l'alignement fiscal en matière de sécurité sociale, d'allocations familiales et de couverture chômage ; négation des particularités par l'institution d'un système fiscal de droit commun (p. 121) ; relance de l'industrie du nickel en Nouvelle-Calédonie ; suppression de la compensation fiscale instituée à la suite de la réforme des droits sur le nickel de 1976 ; territorialisation des mines ; coût de mise en exploitation d'une mine de nickel ; nationalisation de la société « Le Nickel » ; réforme foncière ; constitution de la propriété en Nouvelle-Calédonie par des procédures régulières ; dévolution des terres ; thèse du premier occupant ; existence de clans spécialisés ; suppression du statut civil de droit local ; réforme agraire ; respect des données culturelles (p. 122) ; interprétation donnée par les séparatistes du recours aux ordonnances ; conflit entre les valeurs socialistes et les valeurs françaises (p. 123).

Discussion des articles : **article 1er :** définition du champ d'habilitation ; réforme économique ; étatisation des mines ; cas de la société « Le Nickel » ; retour à la propriété clanique en matière foncière (p. 127) ; son amendement n° 4 (champ d'application des ordonnances) ; réforme foncière et agraire ; redistribution des terres ; inégalités dans la répartition des terres entre Mélanésiens et Européens ; amplification de la loi de 1981 ; remise en cause du régime de la propriété foncière : rejeté (p. 128) ; consultation de l'Assemblée territoriale sur les réformes en Nouvelle-Calédonie (p. 129).

Explications de vote : maintien du territoire dans la République française ; troubles de l'ordre public ; réforme fiscale ; développement du chômage (p. 129).

Deuxième lecture, discussion générale : statistiques relatives à la répartition des terres en Nouvelle-Calédonie ; situation faite aux Mélanésiens [26 janvier 1982] (p. 530).

— **Projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection de membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 690).**

Discussion générale : régime électoral spécifique pour les élections départementales à Saint-Pierre-et-Miquelon ; structure d'une assemblée départementale de type classique mais adaptation de son mode d'élection à la spécificité des deux îles ; statut de département d'outre-mer ; création d'une assemblée unique ; atteinte aux privilèges coloniaux ; statut particulier de la Corse [15 janvier 1982] (p. 136) ; rejet du projet de report des élections cantonales dans les départements d'outre-mer ; influence du parti socialiste dans l'Etat (p. 137).

— **Son rappel au règlement :** notification des décisions du Conseil constitutionnel à l'Assemblée nationale [18 janvier 1982] (p. 143).

— **Son rappel au règlement :** discussion des questions préalables ; intervention du rapporteur de la commission [18 janvier 1982] (p. 163).

— **Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** création d'une nouvelle collectivité territoriale ou attribution du statut particulier à une collectivité territoriale existante ; rattachement au projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ou rattachement direct à la Constitution ; conseil du développement culturel ; application de la loi sur la décentralisation [18 janvier 1982] (p. 187) ; adaptation des structures de la Corse à son caractère spécifique (p. 189) ; application de la loi de décentralisation et prévision de certaines adaptations (p. 190) ; **article 2 :** dénomination « assemblée de Corse » ; conseil du développement culturel ; agences et institutions spécialisées (p. 190, 191) ; discussion des amendements (p. 192) ; **article 2 :** suggère de préciser la rédaction du sous-amendement n° 151 de la commission ; possibilité, pour la région de Corse, d'être assistée par des établissements publics et des agences qu'elle crée ou des institutions spécialisées auxquelles elle participe [19 janvier 1982] (p. 199) ; **article 3 :** propositions de l'assemblée de Corse ; retour au droit commun en matière électorale (p. 202) ; dénomination de « l'assemblée de Corse » (p. 203) ; **article 5 :** élections à l'assemblée de Corse à la représentation proportionnelle (p. 204) ; institution d'un seuil minimal de représentation (p. 205) ; **article 6 :** principe de la bi-départementalisation pour la Corse (p. 206) ; établissement de listes régionales (p. 207) ; **article 14 :** cautionnement que doit verser un mandataire de chaque liste ; nécessité de son augmentation (p. 219) ; **article 18 :** multiplication des listes et augmentation du temps de diffusion de la campagne télévisée ; dispositions en vigueur pour les élections présidentielles ; limitation de la durée d'émission (p. 221) ; rôle de la commission de propagande ; soumission de la Corse au droit commun des régions ; **article 19 :** composition et fonctionnement de la commission de propagande (p. 222) ; **article 23 :** recensement des votes ; institution d'une commission de recensement particulière pour les villes de plus de 30 000 habitants ; mise en œuvre des dispositions ordinaires du code électoral ; organisation d'élections particulières par anticipation (p. 224) ; unicité de la commission de contrôle et de recensement des opérations de vote pour toutes les communes ; vote par procuration (p. 225) ; projet de loi relatif à l'organisation des élections aux conseils généraux (p. 226) ; **article 27 :** compétences de l'assemblée de Corse ; possibilité d'émettre des suggestions à l'intention du pouvoir central sur les institutions et sur le statut particulier de l'île ; principe de spécialité législative ; possibilité pour l'assemblée de proposer une évolution du statut particulier de la Corse vers davantage d'autonomie ; contagion à d'autres régions (p. 231) ; caractère prioritaire des problèmes de fond (p. 234) ; son sous-amendement n° 155 à l'amendement n° 29 de la commission (respect de l'autonomie des départements et des communes) (p. 235) ; risque de mise en tutelle et de limitation de l'autonomie des collectivités locales ; rectification de son sous-amendement qui devient le sous-amendement n° 157 : remplacement de l'expression « autonomie » par l'expression « libre administration » (p. 236) ; possibilité pour l'assemblée de Corse de formuler des suggestions sur le fonctionnement des services publics de l'Etat en Corse (p. 237) ; réorganisation des services administratifs de la région de Corse et sur l'ensemble du territoire (p. 238) ; **article 31 :** ordre dans lequel l'assemblée de Corse procédera à l'adoption de son règlement intérieur et à la désignation de son bureau (p. 239) ; élection du bureau de l'assemblée après l'élection du président ; fixation par le règlement intérieur des modalités de désignation du bureau pour les élections ultérieures (p. 241) ; **article 32 :** incompatibilité entre les fonctions exercées à l'intérieur de l'assemblée régionale et d'autres mandats ou fonctions ; incompatibilité entre la fonction de membre du bureau de l'assemblée de Corse et celle de membre du bureau d'un des deux conseils généraux (p. 242) ; **article 34 :** fin du mandat de l'assemblée élue en Corse par anticipation par rapport aux autres conseils régionaux (p. 246) ; **article 27** (précédemment réservé) : son sous-amendement n° 157 : rejeté (p. 248) ; **article 36 :** inscription dans le projet de loi de dispositions devant figurer dans la loi de décentralisation ; loi sur les compétences de la région de Corse [20 janvier 1982] (p. 256) ; **article 37 :** possibilité pour le président de l'assemblée de Corse de saisir l'assemblée de son rapport sans avoir à le communiquer aux deux organismes consultatifs ; documents soumis au conseil consultatif ; prééminence de l'assemblée de Corse sur les conseils consultatifs (p. 259) ; **article 38 :** conformité des dispositions concernant la composition des conseils consultatifs aux règles de droit commun prévues dans la loi de décentralisation (p. 261) ; **article 39 :** rôle du conseil économique et social ; réduction du rôle de l'assemblée de Corse au profit d'organismes administratifs ou consultatifs (p. 263) ; **article 40 :** missions confiées au conseil du développement culturel ; enseignement de la langue corse (p. 271) ; **article 42 :** réunions conjointes du conseil économique et social et du conseil du développement culturel (p. 274) ; rôle du représentant de l'Etat en Corse (p. 275) ; **article 45 :** transfert des biens, droits et obligations de l'établissement public régional de Corse à la

région de Corse (p. 277) ; application à la région de Corse des dispositions non contraires à la loi du 5 juillet 1972 sur les établissements publics régionaux et application de la loi de décentralisation ; **article 46 :** première élection au suffrage universel de l'assemblée à la représentation proportionnelle (p. 278) ; **après l'article 46 :** élection du bureau après la première élection de l'assemblée de Corse ; dissolution des comités économiques et sociaux dans les autres régions (p. 279).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** objectif du projet de loi de garantie de la paix civile et de l'ordre public en Corse ; attitude de Front de libération nationale ; trêve des attentats ; maintien des deux départements corses [3 février 1982] (p. 681) ; son sous-amendement n° 69 à l'amendement n° 1 de la commission (bidépartementalisation de la Corse) ; intérêt de l'existence des départements : rejeté ; son sous-amendement n° 70 à l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 682) : rejeté ; **article 2 :** coexistence d'établissements publics, d'agences et d'institutions spécialisées (p. 684) ; **article 18 :** délai de la campagne électorale pour les élections régionales de Corse (p. 688).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 1er :** T.O.M. non mentionnés [22 janvier 1982] (p. 390) ; **article 2 :** subordination du caractère exécutoire des actes des communes à leur transmission au représentant de l'Etat proposée par le ministre d'Etat devant le Sénat (p. 392) ; **article 3 :** texte du Sénat accepté par le Gouvernement ; retour au texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée ; saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat sur les actes des communes (p. 393) ; contre le caractère automatique de la saisine du tribunal administratif en cas d'illégalité (p. 394) ; possibilité pour le représentant de l'Etat de faire part au maire de ses observations en cas de saisine du tribunal administratif ; dispense du préavis de vingt jours pour la saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat (p. 395) ; conditions du sursis à exécution ; recevabilité avant vingt jours du recours intenté par le représentant de l'Etat devant le tribunal administratif sur des actes autres que ceux portant atteinte aux libertés (p. 396) ; **article 3** *bis* : sanction de la non-transmission au représentant de l'Etat des actes des communes (p. 398) ; **article 4 :** protection des communes contre un engagement excessif dans le domaine économique ; limitation des garanties d'emprunt (p. 399) ; **article 4** *bis* **:** garde-fou en matière de garanties d'emprunt (p. 402) ; **article 6 :** échec de la discussion en commission mixte paritaire (p. 404) ; **article 11 :** ses propositions pour le vote de la suppression de la Cour de discipline budgétaire (p. 408) ; **article 13** *ter* **:** traitement des communes des D.O.M. (p. 410) ; **article 16 :** risque de tutelle des départements sur les communes (p. 413) ; **article 18 :** contre le transfert du pouvoir exécutif au président du conseil général (p. 414) ; **article 18** *quater* **A :** statut du personnel départemental (p. 416) ; **article 18** *septies* **:** agence technique départementale (p. 417) ; ses propositions de réserve de l'article (p. 424) ; **article 21 :** amélioration de la rédaction de la commission (p. 425) ; **article 22** *bis* **:** fixation de son siège par le conseil général ; possibilité de modification ultérieure (p. 427) ; **article 30 :** délégation du droit de vote des conseillers généraux ; limitation par le Sénat (p. 429) ; **article 31 :** favorable à la subordination du caractère exécutoire des délibérations du conseil général à leur transmission au représentant de l'Etat (p. 430) ; **article 40 :** pour la suppression de la responsabilité des ordonnateurs locaux devant la Cour de discipline budgétaire (p. 434) ; **article 45 :** opposition du groupe R.P.R. à l'érection de la région en collectivité territoriale (p. 436) ; dissolution du conseil régional prononcée par le Gouvernement en cas de difficultés graves ; **article 46 :** son sous-amendement n° 202 à l'amendement n° 97 de la commission (avis des conseils régionaux sur les modifications des limites ou des noms des régions) (p. 437) : rejeté ; **article 47** *bis* **:** contre les dispositions portant atteinte au statut actuel des comités économiques et sociaux (p. 438) ; **article 47** *ter* **:** son sous-amendement n° 197 à l'amendement n° 99 de la commission (création par délibération du conseil régional de conseils de développement culturel et du cadre de vie) : retiré (p. 439) ; **article 18** *septies* **:** création d'agences techniques hors la présence du département (p. 459).

Seconde délibération : **article 21 :** distinction entre les termes de représentant de l'Etat dans les arrondissements et de délégués dans les arrondissements du représentant de l'Etat (p. 463).

Explications de vote : évolution du titre Ier relatif à la suppression de la tutelle sur les communes (p. 467) ; retour à une conception normale de la responsabilité des élus locaux ; contre le transfert de l'exécutif au président du conseil général ; problème de conformité à la constitution ; son refus d'érection de la région en collectivité territorale ; rôle de l'opposition ; institution de pouvoirs politiques nouveaux ; création de fiefs ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 468).

— Son rappel au règlement : demande au président de suggérer à M. André Laignel de venir chez lui le mercredi pour amuser les enfants [28 janvier 1982] (p. 651).

— Son rappel au règlement : pouvoirs du bureau en matière d'organisation des services de l'Assemblée nationale ; obligation faite au personnel de porter un « badge » [3 février 1982] (p. 708).

— Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (n° 528).

Première lecture, discussion générale : sa motion de renvoi en commission ; système actuel d'indemnisation des calamités agricoles proposition de loi de Mme Louise Moreau et de M. Emmanuel Aubert prévoyant la création d'une caisse nationale des calamités agricoles ; proposition de loi de M. Jean Hughes Colonna prévoyant l'institution d'un droit à l'indemnisation et à la création d'un fonds national financé sur recettes parafiscales ; proposition par la commission des lois d'un système différent de la proposition de loi de M. Colonna et plus proche de la proposition de loi de M. Aubert ; système reposant sur le contrat d'assurance et sur la réassurance assortie de la garantie de l'Etat ; tradition parlementaire voulant que l'on discute conjointement de toutes les propositions de loi portant sur un même sujet quelle qu'en soit l'origine ; estimation selon laquelle le système proposé n'entraînerait qu'une augmentation de 1 p. 100 de l'assurance automobile, de 5 p. 100 de l'assurance contre les autres risques ; sort des exploitants agricoles ; indemnisation à 100 p. 100 des biens privés des agriculteurs mais indemnisation moindre des biens professionnels dans le cadre de la loi de 1964 [3 février 1982] (p. 715) ; problèmes spécifiques aux départements d'outre-mer ; insuffisance du texte en ce qui concerne les professions libérales (p. 716).

Discussion des articles : **article 1er :** effets des catastrophes naturelles ; dommages ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel ; hypothèses où la disposition technique habituellement utilisée n'aurait pas eu d'effet (p. 719) ; **article 5 :** construction dans les zones dangereuses inconstructibles (p. 721) ; **article 6 :** application de la loi dans les départements et territoires d'outre-mer ; **article 7 :** exclusion du champ d'application de la loi des dommages causés aux exploitations agricoles ; dégâts subis par les agriculteurs à la suite de calamités naturelles ; distinction des dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers et des dommages causés aux biens affectés à l'activité professionnelle ; régime de la loi de 1964 ; octroi de prêts à moyen terme ; cas des viticulteurs dans l'incapacité de rembourser les emprunts ; financement du fonds national des calamités agricoles ; accroissement des charges supportées par les exploitants agricoles ; nécessité d'accroître le taux d'indemnisation et d'approcher d'une indemnisation complète ; augmentation dans l'indemnisation de la part des subventions par rapport à celles des prêts à moyen terme (p. 722) ; biens personnels de l'agriculteur non liés à l'exploitation (p. 723) ; dégâts infligés aux récoltes et au bétail (p. 724).

Deuxième lecture, discussion générale : vote positif du groupe R.P.R. ; problèmes des zones à hauts risques [2 juin 1982] (p. 2879).

Discussion des articles : **article 5 :** volonté d'empêcher les compagnie d'assurances de s'affranchir de l'obligation qui leur est imposée en invoquant la présence de certains immeubles dans des zones à hauts risques (p. 2883) ; **article 7 :** sort réservé aux agriculteurs victimes de calamités agricoles (p. 2884) ; son amendement n° 14 (précisant que les dommages causés aux exploitations agricoles sont indemnisés selon les dispositions de la présente loi) ; retiré (p. 2885).

Explications de vote : vote positif du groupe R.P.R. (p. 2886).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics (n° 616).

Première lecture, discussion générale : soutient du groupe R. P. R. au projet de loi ; étape représentée par la loi du 10 juillet 1975 ; féminisation du personnel enseignant de l'éducation nationale [7 avril 1982] (p. 983) ; travail à temps partiel (p. 984).

Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Première lecture, discussion générale : exprime ses réserves quant à l'urgence du projet de loi ; coût du projet ; élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France [7 avril 1982] (p. 992) ; illégalité du décret du 22 février 1982 ; validation de ce décret par le projet actuel ; risque d'annulation des futures élections ; élection du conseil supérieur des Français de l'étranger par le suffrage universel direct, à la représentation proportionnelle, au plus fort reste ; problème des circonscriptions à siège unique ; inégalité entre les circonscriptions (p. 993) ; caractère organique des dispositions prévues par le présent projet de loi ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 994).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 5 (précisant que le conseil supérieur des Français à l'étranger serait élu pour l'exercice des attributions prévues à l'article 13 du titre II de l'ordonnance du 4 février 1959) ; modification du mode d'élection du conseil supérieur ; procédure de désignation des six sénateurs représentant les Français établis hors de France [8 avril 1982] (p. 1021) ; compétences électorales du conseil supérieur réformé par le projet de loi du mode d'élection des sénateurs des Français établis hors de France ; amendement n° 5, rejeté ; son amendement n° 6 (insérant le mot « universel » après le mot « suffrage » dans le premier alinéa de cet article) : rejeté ; **article 2** : son amendement n° 7 (remplaçant par une obligation la faculté offerte aux Français établis hors de France d'être inscrits sur une liste électorale pour l'élection du conseil supérieur) ; précise qu'il ne propose pas d'instaurer une obligation d'immatriculation au Consulat (p. 1022) : rejeté ; son amendement n° 8 (suppression du troisième alinéa de cet article) : devenu sans objet ; **après l'article 2** : son amendement n° 9 (tendant à insérer après cet article un nouvel article précisant que la liste électorale prévue par l'article 2 est établie et révisée dans les mêmes conditions que celle visée aux articles 4, 6, 7, 8 et 9 de la loi organique du 31 janvier 1976 relative au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République) ; amendement n° 9 rejeté ; **article 3** : son amendement n° 10 (de suppression) : fixation par la loi de la délimitation des circonscriptions électorales, de leur chef-lieu et du nombre de sièges attribué (p. 1024) ; saisine du Conseil constitutionnel en cas d'adoption des dispositions de cet article du projet de loi (p. 1025) : rejeté ; **article 5** : caractère vague de l'expression « d'autres locaux » ; risque de distorsion importante entre les différents pays (p. 1028) ; **article 7** : caractère inadmissible de l'adoption du scrutin proportionnel au plus fort reste ; combinaison partisane à objectif électoral à laquelle se livrent le Gouvernement et la majorité (p. 1030).

Explications de vote : non-conformité juridique du projet de loi ; caractère politique de certaines de ces dispositions ; validation préventive ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 1034).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7** : mode de scrutin utilisé pour l'élection au suffrage direct des délégués au conseil supérieur [6 mai 1982] (p. 1830) ; **article 10** : loi de validation préventive (p. 1831).

Explications de vote : libertés prises par le Gouvernement avec la Constitution (p. 1831).

Commission mixte paritaire, discussion générale : unanimité de la commission mixte paritaire ; compétence législative pour le découpage des circonscriptions ; scrutin majoritaire dans les circonscriptions comportant un ou deux sièges [17 mai 1982] (p. 2277) ; avantages du scrutin majoritaire à un tour ; manipulation par le Gouvernement des règles du suffrage universel (p. 2278).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 7** : déroulement des opérations électorales ; système électoral mis en place [24 mai 1982] (p. 2463).

— Son rappel au règlement : organisation des travaux de l'Assemblée nationale ; distinction entre l'art de gouverner et la chorégraphie [8 avril 1982] (p. 1019).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : soutient le sous-amendement n° 6 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 1 de la commission ; introduction dans le serment d'une référence au « respect des lois » [22 avril 1982] (p. 1269) ; retire le sous-amendement n° 6 de M. Philippe Séguin ; **article 1er** : soutient le sous-amendement n° 7 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 2 de la commission ; suppression de l'intervention du procureur général (p. 1270) ; différence entre l'interprétation faite par Mme Gisèle Halimi et le Gouvernement ; possibilité de traiter un délit d'audience comme un délit de droit commun (p. 1271) ; transformation des avocats en officiers ministériels soumis à la discipline du parquet ; protection du tribunal (notamment des magistrats du siège) (p. 1272).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : nécessité d'engager la discussion des projets de loi en séance publique sur la base des rapports présentés par les commissions ; retards de distribution ; refus du Gouvernement de retarder l'ouverture du débat [26 avril 1982] (p. 1298) ; manque d'envergure et incohérence du projet de loi ; maintien des liens entre l'audiovisuel et l'autorité politique ; absence d'une liberté de programmation et d'une garantie de qualité pour l'usager du service public ; interdiction du financement des radios libres par la publicité [28 avril 1982] (p. 1333) ; rapport Moinot ; modification du texte par la majorité dans un sens restrictif ; soumission à autorisation des réseaux câblés établis sur une propriété privée ; semblant de libéralisation des programmes ; affaire du « satellite Coca-Cola » ; refus de la commission spéciale d'abolir les dispositions du code des postes et télécommunications confiant le contrôle des télécommunications à l'Etat ; affirmation du principe de la liberté pour l'audiovisuel tout en admettant l'existence d'un service public limité (p. 1334) ; hypocrisie du Gouvernement prétendant abroger le monopole de programmation ; création de la Haute Autorité ; concurrence entre les sociétés nationalisées ; caractère de loi-cadre du projet de loi ; coût de la télévision régionale publique ; absence de garanties quant à la qualité des programmes ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 1335).

Discussion des articles : **article 1er** : insuffisance de cet article sur le plan technique ; nécessité de marquer la distinction entre le monopole des télécommunications et le régime juridique propre à la communication audiovisuelle ; volonté de poser la liberté comme principe fondamental et non comme modalité d'organisation du service public ; confusion entre la liberté de la communication audiovisuelle et le service public contenue dans le texte [27 avril 1982] (p. 1363) ; volonté du groupe R.P.R. de supprimer le monopole de programmation ; souhaite l'existence d'un secteur public important mais limité (p. 1364) ; notion de liberté d'expression (p 1365) ; différence entre câble et réseau câblé audiovisuel (p. 1367) ; **article 2** : redondance de cet article ; différence entre droit et liberté ; caractère incomplet du droit à une communication audiovisuelle libre (p. 1378) ; possibilité éventuelle donnée au Gouvernement par la loi d'interdire l'utilisation des antennes individuelles de réception des satellites ; estimation du coût de ces antennes (p. 1381) ; **son rappel au règlement** : hommage rendu par le groupe R.P.R. à la profession de journaliste (p. 1387) ; possibilité donnée au citoyen de recevoir librement les programmes émis par les organismes de radiotélévision nationaux et étrangers (p. 1388) ; retire l'amendement n° 468 de M. Michel Noir ; **après l'article 2** : protection des droits de la personne et des opinions ; volonté de rendre impossible la connaissance des comportements individuels des usagers (p 1389) ; problème de la facturation ; rectifie l'amendement n° 357 de M. Michel Noir en lui ajoutant les mots « sauf accord de l'intéressé » (p. 1390) ; **article 3** : rôle, étendue et contenu du

service public ; participation du secteur privé au secteur public (p. 1391) ; notion de secteur public et notion de service public ; radios privées locales devant respecter les cahiers des charges techniques (p. 1393) ; **article 4 :** insuffisance du droit de réponse prévu par cet article ; propose la désignation d'un juge chargé de connaître de ces questions dans le secteur de l'audiovisuel [28 avril 1982] (p. 1400) ; **article 5 :** conception du service public comme une modalité d'organisation de la liberté de la communication audiovisuelle (p. 1403) ; volonté de la majorité d'étendre le monopole de la presse écrite (p. 1404) ; coexistence à l'intérieur du service public de la radiodiffusion et de la télévisiion du secteur public et du secteur privé (p. 1410) ; volonté de fermeture manifestée par la majorité (p. 1430) ; **article 6 :** concession du service public ; exercice du service public confié à un secteur privé parallèlement au maintien du secteur public (p. 1435) ; **après l'article 6 :** introduction du droit de réponse dans le système audiovisuel par la loi de 1972 ; contentieux du droit de réponse confié au tribunal de grande instance siégeant en référé ; application éventuelle de ce droit aux postes périphériques ; exclusion du droit de réponse des sociétés à but lucratif (p. 1437, 1438) ; **son rappel au règlement :** organisation du débat (p. 1445) ; **son rappel au règlement :** volonté de M. Roland Dumas, député socialiste, de se conduire en rapporteur pour l'article 6 *bis* du projet de loi (p. 1448) ; **article 7 :** attribution d'autorisations ; suppression du monopole ; rédaction extensible de cet article (p. 1450) ; refus du président de lui donner la parole (p. 1454, 1455) ; monopole de l'Etat résultant de la loi de finances du 30 juin 1923 ; précise la notion de fréquences radioélectriques (p. 1456) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Alain Madelin : demande la présence au banc du Gouvernement du ministre des P.T.T. (p. 1458) ; **après l'article 7 :** exclusion de la communication audiovisuelle du champ du code des P.T.T. [29 avril 1982] (p. 1471) ; régime de concession du service public ; distribution des autorisations ; remise en cause de la liberté de programmation (p 1472) ; **article 9 :** exclusion du champ des autorisations de toute disposition relative à la propriété privée ; satellite franco-allemand ; difficultés quant au choix du procédé sonore (p. 1474) ; volonté du Gouvernement de favoriser la télévision par câble au détriment du satellite (p. 1476) ; volonté du Gouvernement de soumettre à autorisation la pose d'un câble sur une propriété privée (p. 1478) ; position du Gouvernement en ce qui concerne l'application de la loi à la réception des émissions diffusées par satellite (p. 1480) ; **article 11 :** soumission des décrets d'application à la délégation parlementaire (p. 1496) ; **article 12 : son rappel au règlement :** fixation de l'ordre du jour des travaux par la conférence des présidents (p. 1497, 1498) ; volonté du Gouvernement de faire de la Haute Autorité un organisme politique ; pouvoirs confiés à celle-ci (p. 1499) ; accord sur le principe d'une Haute Autorité chargée de garantir l'indépendance du système audiovisuel (p. 1501) ; caractère administratif de la Haute Autorité (p. 1502) ; désignation de ses membres (p. 1503, 1504) ; impact social et culturel de la télévision ; rôle de la Haute Autorité en matière de création (p. 1505) ; **après l'article 12 :** possibilité donnée à la Haute Autorité de veiller sur l'exercice par les sociétés nationales de leurs missions de service public ; attitude de M. Jacques Boutet, Président de T.F. 1 [30 avril 1982] (p. 1531) ; organisation des sociétés nationales de télévision (p .1532) ; **article 13 :** nature du pouvoir réglementaire de la Haute Autorité ; place de celle-ci dans l'édifice institutionnel (p. 1534) ; amélioration de la rédaction de cet article ; éventuel pouvoir disciplinaire de la Haute Autorité sur les présidents de chaînes (p. 1537) ; **son rappel au règlement :** liberté de parole des députés à l'intérieur de l'hémicycle (p. 1539) ; place de la Haute Autorité dans l'ordre législatif et réglementaire ; rédaction du sous-amendement n° 516 du Gouvernement (p. 1540) ; son sous-amendement n° 691 à l'amendement n° 164 de la commission (précisant que la Haute Autorité veille au respect de la qualité des programmes) (p. 1541) : retiré (p. 1542) ; nomination des présidents des sociétés nationales de programme (p. 1545) ; promotion des langues et des cultures régionales ; imprécision de la notion de « langue » (p. 1546) ; existence d'émissions sous-titrées pour les sourds et mal-entendants (p. 1548) ; développement d'un mouvement autonomiste consécutif à l'éventuelle autorisation donnée aux partis locaux d'outre-mer de s'exprimer à la radio et à la télévision (p. 1550) ; **après l'article 13 :** approbation par la Haute Autorité des cahiers des charges contenant les obligations de service public [3 mai 1982] (p. 1558) ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 469 de M. Robert-André Vivien (caractère public de l'avis : adopté ; **article 14 :** pouvoir de délivrer les autorisations pour les « services régionaux et locaux privés » confié à la Haute Autorité ; création souhaitée d'une commission nationale de la liberté audiovisuelle chargée de délivrer les autorisations d'utilisation des fréquences (p. 1559) ; radios locales privées (p. 1562) ; refus du Gouvernement d'autoriser la création de télévisions locales (p. 1565) ; **article 15 :** pouvoir de conciliation conféré à la Haute Autorité (p. 1567) ; **article 16 :** magistère moral de la Haute Autorité sur la publicité (p. 1574) ; recommandations émises par la Haute Autorité ; nature des rapports entre celle-ci et la régie française de publicité ; déontologie publicitaire (p. 1576) ; **article 17 :** choix des programmes ; pouvoirs d'harmonisation de la Haute Autorité (p. 1578) ; refus de la spécialisation des chaînes de télévision (p. 1581) ; recommandation faite par la Haute Autorité pour assurer la qualité et l'harmonisation des programmes des sociétés nationales de télévision (p. 1583) ; **article 24 :** volonté de supprimer la possibilité donnée au Gouvernement de demander une seconde délibération (p. 1607) ; nature juridique de la Haute Autorité (p. 1608) ; **article 25 :** Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1610) ; volonté de permettre au Conseil national de donner des avis sur la qualité des programmes diffusés par les sociétés nationales de programmes (p. 1613) ; **article 26 :** composition du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1618) ; représentation de l'outre-mer au Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1619) ; représentation des journalistes au Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1623) ; représentation des journalistes au titre des organisations professionnelles des personnels de l'audiovisuel au Conseil national de la communication audiovisuelle [4 mai 1982] (p. 1630) ; représentation institutionnelle de la presse écrite au sein du Conseil national (p. 1632) ; présence d'une personnalité d'outre-mer au sein du Conseil national (p. 1634) ; représentation des confessions religieuses au Conseil national (p. 1635) ; inscription des crédits du Conseil national au budget du ministère de la culture ; soumission des comptes de ce conseil au contrôle de la Cour des comptes (p. 1636, 1637) ; **article 27 :** création d'une commission nationale de la liberté audiovisuelle (p. 1638, 1639) ; **article 28 :** attributions et missions des comités régionaux ; position du groupe R.P.R. sur la régionalisation du service public de la communication audiovisuelle (p. 1642) ; création des radios publiques locales (p. 1644) ; **article 29 : son rappel au règlement :** déroulement du débat ; qualité des arguments employés par le Gouvernement (p. 1653) ; représentation des confessions religieuses dans les comités régionaux (p. 1656) ; financement des comités régionaux par les collectivités locales (p. 1657) ; **article 30 :** contenu des cahiers des charges (p. 1659) ; répartition entre le pouvoir réglementaire exercé par la Haute Autorité et le pouvoir réglementaire du Gouvernement dans la définition des cahiers des charges (p. 1660) ; approbation des cahiers des charges par la Haute Autorité (p. 1661) ; intervention directe du Gouvernement dans l'orientation générale de la politique des programmes (p. 1663) ; **article 31 :** réglementation des interventions du Gouvernement dans le secteur public de l'audiovisuel ; nécessité de rendre publiques les constatations du service d'observation des programmes (p. 1664) ; éventuel droit de réponse de l'opposition aux comptes rendus des conseils des ministres (p. 1666) ; amélioration des campagnes électorales à la télévision (p. 1667) ; émissions réservées aux partis politiques et non aux groupes parlementaires (p. 1670) ; volonté d'accorder un temps de parole aux organisations syndicales (p. 1671) ; **article 32 :** satellite « Coca Cola » ; défense de la langue et de la culture françaises ; volonté du ministre des P.T.T. de mettre en place un système de câblage généralisé (p. 1684) ; fixation et contrôle des normes d'émission par l'établissement public ; contrôle technique des installations confiées à celui-ci (p. 1685) ; autorisation du brouillage en temps de guerre (p. 1687) ; **article 33 :** composition du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion (p. 1691) ; procédure de nomination du personnel de l'établissement public de diffusion (p. 1694) ; **article 34 :** paiement des prestations fournies aux sociétés de programmes par l'établissement public de diffusion ; facturation détaillée de ces prestations [5 mai 1982] (p. 1702) ; coût réel des prestations fournies par T.D.F. ; gestion des sociétés nationales de programmes ; utilisation des ressources de l'établissement public de diffusion ; part de la redevance accordée à T.D.F. (p. 1704) ; limite des ressources pro-

venant de la publicité commerciale (p. 1705) ; répartition des compétences entre l'établissement public de diffusion et le ministre des P.T.T. en matière de construction et d'exploitation des réseaux câblés de télé-distribution (p. 1706) ; **article 35 :** Société nationale de radiodiffusion sonore ; gestion des fonds consacrés par Radio France aux radios locales (p. 1707) ; situation de concurrence dans le domaine de la radio (p. 1710) ; coût des radios locales privées ; mission d'intérêt général remplie par la S.A.C.E.M. (p. 1711) ; développement de la dimension et de la qualité des orchestres nationaux ; programme musical national (p. 1712) ; volonté de ne pas accorder aux radios locales publiques les avantages refusés aux radios locales privées (p. 1715) ; **après l'article 35 :** volonté d'assurer aux personnels des sociétés nationales de radiodiffusion la liberté dans leur carrière (p. 1716) ; **article 36 :** hostilité du groupe R.P.R. à la reconstitution d'une société unique de télévision (p. 1733) ; constitution de deux sociétés nationales et d'une société régionale à vocation de programme régional (p. 1734) ; **son rappel au règlement :** refus du président de séance de lui donner la parole à l'occasion de la discussion sur l'amendement n° 311 de M. Georges Hage (p. 1739) ; volonté du groupe communiste de restaurer l'O.R.T.F. ; divergences entre socialistes et communistes (p. 1740) ; **article 37 :** composition des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes ; rapport Moinot ; représentation des personnels dans les conseils d'administration (p. 1747) ; **après l'article 37 :** relations entre l'audiovisuel et le cinéma (p. 1755) ; **article 38 :** incohérence du Gouvernement en matière de régionalisation de l'audiovisuel (p. 1756) ; place du programme régional par rapport au programme national (p. 1758, 1759) ; volonté de faire de la société nationale de télévision à vocation régionale une société d'économie mixte de prestation de services (p. 1761) ; création d'une société nationale des programmes régionaux (p. 1762) ; **après l'article 39 :** composition d'un conseil d'administration de la société nationale prévue pour l'outre-mer (p. 1767) ; **article 40 :** composition du conseil d'administration des sociétés nationales de programmes (p. 1768) ; **article 42 :** obligation faite aux sociétés de programme de participer aux programmes de la S.F.P. (p. 1772) ; rapports entre la S.F.P. et le cinéma (p. 1775) ; volonté du groupe R.P.R. de voir se développer l'activité extérieure de la S.F.P. (p. 1776) ; **article 43 :** modifications de la composition du conseil d'administration de la Société nationale de production ; représentation du personnel et du personnel d'encadrement au sein du conseil d'administration de la Société nationale de production (p. 1782) ; **son rappel au règlement :** déroulement des travaux ; durée de la séance de nuit (p. 1783, 1784) ; **article 50 :** création de sociétés régionales de radio et de télévision pour l'outre-mer ; problème de la compatibilité entre l'article 39 et l'article 35 de ce projet [6 mai 1982] (p. 1831) ; **article 51 :** répartition du capital des sociétés régionales de radio et de télévision (p. 1832) ; **article 52 :** composition du conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision (p. 1833) ; représentation du personnel au conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision (p. 1834) ; **article 53 :** action du service public de l'audiovisuel vers l'étranger ; Radio France internationale (p. 1835) ; convention conclue entre Radio France internationale et l'Etat ; filialisation de Radio France internationale (p. 1838) ; **article 55 :** composition du conseil d'administration de Radio France internationale (p. 1839) ; **article 56 :** inconvénients du système de commercialisation prévu par cet article [7 mai 1982] (p. 1863) ; **son rappel au règlement :** possibilité d'émettre des votes identiques en parlant de positions divergentes (p. 1867) ; dispositions de caractère politique (p. 1869) ; **son rappel au règlement :** regrette que la commission spéciale ne se soit pas réunie pour examiner les amendements présentés par le Gouvernement sur cet article ; **son rappel au règlement :** suggère une deuxième lecture de cet article ; **article 57 :** composition du capital de la société de commercialisation (p. 1870) ; caractère improvisé de certaines dispositions de la loi ; attribution à la S.F.P. et à l'I.N.C.A. du capital de la société de commercialisation (p. 1873) ; **article 59 :** financement du service public de l'audiovisuel ; engagement du Président de la République selon lequel la redevance ne serait pas augmentée sans services nouveaux ; rejette les nouvelles mesures de financement prévues par le Gouvernement (p. 1876) ; coût des différentes mesures (p. 1880) ; **article 60 :** coût prévisionnel du nouveau système de l'audiovisuel ; nécessité d'examiner la totalité des recettes et des dépenses du service public de l'audiovisuel dans le cadre de la discussion du projet de loi de finances [10 mai 1982] (p. 1886) ; taxation présente et future des appareils audiovisuels ; **article 61 :** répartition du produit de la redevance par le Premier ministre (p. 1889) ; importance des recrutements en personnel depuis juin 1981 (p. 1890) ; porte ouverte à la création d'une redevance régionale (p. 1893) ; se déclare favorable à la poursuite d'expériences qui seraient mises en cause si l'audience devait être retenue comme critère de financement (p. 1897) ; **article 62 :** approbation parlementaire de la répartition de la redevance (p. 1897) ; son sous-amendement n° 762 à l'amendement n° 433 de M. Alain Madelin (incluant la Société nationale de production au nombre des bénéficiaires de la répartition de la redevance) (p. 1899) ; rejeté (p. 1900) ; **article 63 :** répartition du produit de la redevance ; difficultés éprouvées par FR 3 pour acheter des films (p. 1902) ; **article 64 :** généralisation de la publicité à l'ensemble des chaînes (p. 1904) ; conséquences sur la presse régionale (p. 1905) ; proportion des recettes provenant de la publicité (p. 1911) ; **son rappel au règlement :** caractère indécent de la comparaison entre « l'homme du 18 juin » et « l'homme du 10 mai » ; **article 65 :** financement des radios publiques locales (p. 1913) ; **article 66 :** financement des télévisions régionales (p. 1915) ; **article 67 :** financement des sociétés régionales et territoriales de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer ; unité politique de la République (p. 1918) ; **après l'article 67 :** nécessité d'harmoniser et de coordonner la fiscalité de l'ensemble des entreprises et des produits de communication (p. 1918) ; **avant l'article 68 :** distinction entre l'information et le commentaire (p. 1920) ; **article 68 :** garanties en faveur du personnel (p. 1922) ; problème des personnels intermittents (p. 1924) ; **son rappel au règlement :** volonté du groupe socialiste de fêter l'anniversaire du 10 mai 1981 (p. 1925) ; **après l'article 68 :** garantie d'emploi des personnels en fonction (p. 1932) ; mobilité des personnels à l'intérieur des sociétés nationales (p. 1935) ; **article 69 :** réglementation de l'exercice du droit de grève prévu par la loi de 1974 ; notion de service minimum (p. 1937) ; rôle de la Haute Autorité en matière de définition de service minimum (p. 1941) ; **article 70 :** régime des déclarations préalables prévu pour la télématique ; régime de l'autorisation préalable avec cahier des charges ; régime de la concession de service public ; différence juridique entre concession du service public et autorisation agrémentée d'un cahier des charges (p. 1943) ; son sous-amendement n° 763 à l'amendement n° 257 de la commission (suppression du second alinéa de cet amendement) (p. 1947) : rejeté ; **son rappel au règlement :** rôle des commissaires du Gouvernement (p. 1948) ; précise que M. Louis Mexandeau est au service de la direction générale des télécommunications (p. 1949) ; futur code interministériel des télécommunications (p. 1950) ; **article 71 :** s'étonne qu'un programme de radiodiffusion sonore national soit soumis à l'autorisation préalable tandis qu'un programme de télévision national soit soumis à une concession de service public (p. 1951) ; approbation du régime d'autorisation par le groupe R.P.R. (p. 1952) ; **après l'article 71 :** soumission à deux régimes différents des radios nationales et des télévisions nationales [12 mai 1982] (p. 2062) ; télévision par câbles (p. 2063) ; son sous-amendement n° 760 à l'amendement n° 260 de la commission (rédactionnel) (p. 2065) ; adopté après rectification (p. 2066) ; **article 72 :** opposition de cet article à la mise en place de groupes susceptibles de favoriser un développement des instruments audiovisuels au service du public (p. 2070) ; ordonnance de juillet 1944 sur la presse (p. 2071) ; légalisation de la Sofirad ; action intérieure et extérieure de celle-ci ; problème des autorisations multiples (p. 2072-2073) ; **article 73 :** fixation du régime des radios locales privées (p. 2077) ; création de radios locales privées par des associations (p. 2081, 2082) ; réduction des radios libres à la portion congrue (p. 2084) ; problèmes des personnels des radios locales privées (p. 2085) ; **article 74 :** prise en compte des données géographiques et socioculturelles [14 mai 1982] (p. 2207) ; **article 75 :** contenu respectif des autorisations et des concessions de service public ; nature des cahiers des charges (p. 2209) ; délai entre la délivrance du visa d'exploitation et la diffusion télévisée d'une œuvre cinématographique ; son sous-amendement n° 791 à l'amendement n° 271 de la commission (précisant que l'octroi des autorisations est subordonné à la production d'une fiche financière retraçant les principales sources de financement ; participation des collectivités au financement des radios locales (p. 2212) ; rejeté (p. 2213) ; **article 76 :** ressources des services de télévision et de radio qui obtiendront des concessions de service public ou des autorisations avec cahier des charges (p. 2214) ; contenu des cahiers des charges (p. 2216) ; **après l'article 76 :** son sous-amendement n° 799 à l'amendement n° 754 du Gou-

vernement (insérant les mots « de droit français » après les mots « assurées par des personnes » dans cet amendement) : rejeté (p. 2218) ; **article 77** : retrait des autorisations (p. 2219) ; **article 78** : commission consultative des fréquences (p. 2222) ; **article 81** : soumission aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales des sociétés prévues au titre III de ce projet de loi (p. 2224, 2225) ; **article 82** : création de filiales sous formes de service commun (p. 2226) ; **article 83** : extension des dispositions du code du travail relatives aux journalistes des entreprises de communication audiovisuelle [15 mai 1982] (p. 2230) ; **article 84** : obligation de souscrire une déclaration lors de la vente de postes récepteurs de télévision (p. 2233) ; **article 85** : volonté du Gouvernement d'instituer une redevance proportionnelle au nombre des postes possédés par chaque foyer (p. 2234) ; **article 86** : référence à la solidarité concubinale (p. 2235) ; **article 87** : protection des droits des créateurs d'œuvres audiovisuelles (p. 2235-2236) ; **article 88** : lourdeur des sanctions infligées en cas de non déclaration de vente de postes de télévision ou de non communication de certaines pièces comptables à des agents assermentés ; **article 89** : sanctions applicables aux infractions au monopole ; nécessité d'éviter un double système de sanctions (p. 2237) ; suppression de l'applicabilité de l'article 39 du code des P.T.T. (p. 2239) ; **article 90** : composition de la première haute autorité (p. 2239) ; **après l'article 92** : droits acquis des personnels (p. 2242) ; intégration dans les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision des personnels employés par les sociétés régionales (p. 2243) ; son sous-amendement n° 803 à l'amendement n° 291 de la commission (intégration dans les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision des personnes employées par les sociétés régionales) ; nécessité de permettre une plus grande mobilité des personnels ; rejeté (p. 2244) ; **article 96** : date d'application de la présente loi (p. 2245) ; abrogation de l'article L. 33 du code des P.T.T. (p. 2246) ; **avant l'article 79** : rapports entre le cinéma et la télévision (p. 2253) ; avis émis par la commission de la concurrence ; exploitation du cinéma par la télévision ; achat de films par les sociétés de télévision ; rôle de la société nationale de coproduction et de commercialisation cinématographique (p. 2254) ; **article 79** (précédemment réservé) : soumission des groupements ou ententes de programmation des salles à agrément préalable (p. 2258-2259) ; mise en place d'une taxe sur l'exploitation cinématographique (p. 2262) ;

Demande de seconde délibération : création d'une société chargée de commercialiser les programmes audiovisuels ; demande une seconde délibération de l'article 56 du projet de loi (p. 2265) ; sa demande de seconde délibération : rejetée (p. 2266) ;

Explications de vote : déroulement du débat ; suppression du monopole de programmation ; maintien du service public de l'audiovisuel sous la dépendance du pouvoir politique ; mise en place d'une bureaucratie pléthorique ; importance des dépenses mises en jeu ; atteinte aux conditions d'existence de la presse écrite ; absence de garanties d'amélioration de la qualité des programmes ; garanties des droits acquis des personnels (p. 2268) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 2269).

Deuxième lecture, discussion générale : composition de la Haute autorité ; place de la présente réforme dans le cadre des priorités économiques et financières du Gouvernement ; régionalisation [6 juillet 1982] (p. 4202) ; « bluff » de la quatrième chaîne ; contenu des programmes ; dossier « T.S.F. 93 » (radio du parti communiste) ; choix des personnalités appelées à siéger à la Haute autorité (p. 4203).

Discussion des articles : **article 2** : liberté de la communication audiovisuelle ; télématique (p. 4206) ; **article 3** : absence de toute tutelle gouvernementale sur l'information (p. 4207) ; **article 9** : régime d'autorisation étendu par le Sénat aux installations collectives (p. 4209) ; **article 13** *bis :* approbation des cahiers des charges par la Haute autorité (p. 4211) ; rôle de la Haute autorité par rapport à l'autorité réglementaire (p. 4212) ; **article 14** : travaux de la commission Holleaux ; nécessité de confier à la Haute autorité le soin d'établir le plan des fréquences (p. 4213) ; **article 17** : harmonisation des programmes ; rapports entre la Haute autorité et les dirigeants de chaîne (p. 4215) ; **article 20** : composition de la Haute autorité (p. 4216) ; mainmise politique sur l'audiovisuel (p. 4217).

Explications de vote : importance du service public ; absence de garanties de l'indépendance politique de l'audiovisuel ; exemple de T.S.F. 93 ; conception socialiste de la presse ; vote hostile du groupe R.P.R. [7 juillet 1982] (p. 4287).

Troisième lecture, discussion générale : différences d'appréciation et de principe entre le Gouvernement et l'opposition [8 juillet 1982] (p. 4350) ; avenir de la quatrième chaîne (p. 4351).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : *article L. 411-3 du code du travail :* problème des permanents syndicaux [24 mai 1982] (p. 2470) ; impossibilité de mettre en place un détachement dans les entreprises ; nécessité d'éviter de donner aux syndicats la tentation de politiser leur action (p. 2471) ; *article L. 411-6 du code du travail :* son sous-amendement n° 813 à l'amendement n° 44 de la commission (participation à la direction du syndicat sans discrimination idéologique ou partisane) (p. 2473) : retiré (p. 2474) ; **article 2** : *article L. 412-9 du code du travail :* local syndical ; **son rappel au règlement** : organisation des débats ; opinion du rapporteur selon laquelle l'intervenant n'aurait pas une bonne connaissance du fonctionnement des sections syndicales et des syndicats [24 mai 1982] (p. 2512) ; **article 11** : *article L. 423-7 du code du travail :* prononce quelques phrases en langue étrangère [1er juin 1982] (p. 2794) ; suppression de la disposition imposant aux candidats au comité d'entreprise de s'exprimer en français (p. 2795) ; meilleure intégration des travailleurs immigrés ; destruction d'un foyer de travailleurs immigrés dans une commune communiste (p. 2800) ; **article 20** : *article L. 431-3 du code du travail :* action de la C.G.T. dans l'entreprise [3 juin 1982] (p. 2927) ; respect des droits du comité d'entreprise par le chef d'entreprise (p. 2936) ; son sous-amendement n° 921 à l'amendement n° 114 de la commission (précisant que les réunions prévues par cet amendement ne peuvent avoir d'objet politique) (p. 2937) ; introduction systématique de l'action politique à l'intérieur de l'entreprise ; rejeté (p. 2939) ; **article 21** : pouvoirs confiés au comité d'entreprise en matière économique ; événements survenus à Talbot-Poissy [4 juin 1982] (p. 2969) ; *article L. 432-1 du code du travail :* **son rappel au règlement** : événements survenus dans l'usine Talbot-Poissy (p. 2972).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : *article L. 136-2 du code du travail :* rôle de la commission nationale de la négociation collective ; appel des décisions des commissions locales d'interprétation [25 juin 1982] (p. 3887) ; inégalité dans le traitement du travail des hommes et des femmes (p. 3888) ; *article L. 136-3 du code du travail :* représentation de l'union nationale des associations familiales à la sous-commission des salaires de la commission nationale de la négociation collective ; tenue du secrétariat général de la commission nationale de la négociation collective par le ministre du travail (p. 3889) ; *article L. 136-4 du code du travail :* possibilité pour la commission nationale de la négociation collective de créer un groupe de travail sur le coût de la vie ; secrétariat de la commission nationale de la négociation collective (p. 3890) ; **article 12** : procédures de règlement des conflits collectifs du travail ; situation sociale dans certaines grandes entreprises ; sentences arbitrales ; médiation ; grèves à caractère politique ; règlement du conflit Talbot ; politique de la C.G.T. (p. 3892) ; contrôle des élections professionnelles chez Citroën (p. 3894) : **article 19** : application du droit du travail aux conflits en cours (p. 3895).

— Son rappel au règlement : conflit social se déroulant à l'usine Talbot de Poissy ; demande au ministre du travail de s'expliquer au sujet des événements qui viennent de survenir ; rôle de la C.G.T. [3 juin 1982] (p. 2918, 2919).

— Fait personnel : s'élève contre le qualificatif de « putschiste » qui lui a été attribué par M. Jean-Michel Belorgey [3 juin 1982] (p. 2922).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : décentralisation du crédit agricole [26 mai 1982] (p. 2617) ; missions de celui-ci dans le financement du monde rural et de l'agriculture (p. 2618).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des

régions et tendant à préciser les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales (n° 906).

Première lecture, discussion générale : problème de la ville de Paris [16 juin 1982] (p. 3465) ; transfert de l'exécutif départemental au président du conseil général ; détournement de la procédure par le groupe socialiste ; assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie (p. 3466).

Discussion des articles : **article 1er :** changement d'affectation des fonctionnaires municipaux (p. 3469) ; **article 9 :** date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi (p. 3478).

Deuxième lecture, discussion générale : dispositions concernant le département de Paris [8 juillet 1982] (p. 4357) ; rôle du préfet de Paris (p. 4358).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Jean-Claude Gaudin (première lecture du projet de loi sur les prix et les revenus [n° 962]).

Explications de vote : caractère antiéconomique du blocage des prix et des salaires [28 juin 1982] (p. 3973) ; politique délibérée de baisse du pouvoir d'achat ; promesses non tenues (p. 3974) ; opinion des Français selon laquelle le blocage des prix et des salaires est inopérant (p. 3975).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion générale : compétences de la région Corse ; volonté du Gouvernement de privilégier la Corse ; place de cette région dans l'édifice institutionnel de la décentralisation ; transfert des compétences [19 juillet 1982] (p. 4489) ; augmentation des charges pesant sur la région Corse ; caractère préoccupant de la situation économique et sociale dans cette région ; nécessité d'accroître l'effort d'industrialisation (p. 4490) ; augmentation du nombre des attentats (p. 4491).

Discussion des articles : **article 10 :** suppressoin de cet article par le Sénat (p. 4503, 4504) ; **article 11 :** schéma d'aménagement de la région Corse ; **article 12 :** situation respective des collectivités locales, départements et communes et de la région de Corse ; coordination des plans élaborés par les collectivités locales (p. 4505) ; **article 13 :** notion de délai maximum à l'intérieur duquel doit être élaboré le schéma d'aménagement de la région Corse (p. 4506) ; **après l'article 13 :** problème des sites et des monuments naturels (p. 4507) ; **article 14 :** suppression de l'office foncier et urbain par le Sénat ; **article 15 :** création d'un office de développement rural et agricole (p. 4508) ; composition du conseil d'administration de l'office du développement agricole et rural de Corse ; **article 17 :** inopportunité de l'éventuelle dissolution de la S. O. M. I. V. A. C. (p. 4510) ; **article 19 :** compétences de la région de Corse en matière de logement (p. 4511) ; inégalités de traitement entre les départements corses ; **article 20 :** création d'un office des transports pour la Corse (p. 4512) ; hostilité du groupe R. P. R. au transfert de la région Corse de la responsabilité du chemin de fer corse (p. 4513) ; montant de la subvention aux transports ferroviaires (p. 4514) ; **article 21 :** situation des transports ferroviaires corses consécutive à l'adoption de l'article 20 du présent projet, modalités d'application du principe de la continuité territoriale (p. 4515) ; convention entre l'Etat et la région concernant les transports (p. 4516) ; **article 25 :** exploitation et valorisation des ressources énergétiques des départements corses (p. 4518) ; **article 26 :** suppression de la disposition créant un office d'équipement et de développement touristique ; **article 27 :** ressources fiscales de la région Corse ; imprécision des ressources non fiscales ; imprécision du texte (p. 4519) ; **article 27** *bis* : régime fiscal spécifique à la Corse (p. 4522) ; **article 30 :** contrôle des établissements publics institués par le présent projet de loi (p. 4524).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 12 :** pouvoirs de l'assemblée de Corse sur les programmes d'urbanisme [22 juillet 1982] (p. 4662) ; **article 15 :** création de l'office agricole (p. 4663) ; distribution de l'indemnité viagère de départ (p. 4664) ; opinions politiques des dirigeants des organismes agricoles (p. 4665) ; **article 20 :** transfert à la région Corse de la charge des transports ferroviaires ; recevabilité de l'amendement n° 4 de M. Philippe Séguin (p. 4666) ; **article 27** *bis* : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 23 du Gouvernement (précisant que le régime fiscal corse sera adapté en vue de favoriser l'investissement productif) (p. 4669), devenu sans objet (p. 4670).

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe R.P.R. [23 juillet 1982] (p. 4746).

— Projet de loi portant abrogation et revision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).

Première lecture, discussion générale : non-respect du principe d'égalité entre les députés [21 juillet 1982] (p. 4638).

Discussion des articles : **avant l'article 2 :** son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 1 de la commission (emprisonnement dont la durée n'excède pas un an) ; contenu de la peine de substitution [22 juillet 1982] (p. 4707) ; notion de contractualisation des peines : retiré ; son sous-amendement n° 154 à l'amendement n° 1 de la commission (précisant la notion de délinquance primaire) (p. 4708) : rejeté ; exclusion des personnes de droit privé de la liste des bénéficiaires des travaux d'intérêt général ; son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 1 de la commission (durée du travail d'intérêt général) (p. 4709) : adopté après rectification ; son sous-amendement n° 155 à l'amendement n° 1 de la commission (précisant qu'il ne peut être fait application du présent article qu'en présence ou avec l'accord du prévenu) : adopté ; son sous-amendement n° 156 à l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 1 de la commission (suppression du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 43-3-1 du code pénal) : devenu sans objet (p. 4710) ; **article 2 :** contenu du futur code pénal (p. 4711) ; son sous-amendement n° 157 à l'amendement n° 2 de la commission (cas où le prévenu n'a pas été condamné au cours des cinq années précédant les faits) : adopté ; son sous-amendement n° 158 à l'amendement n° 2 de la commission (précisant qu'il ne peut être fait application du présent article qu'en présence ou avec l'accord du prévenu) : adopté ; son sous-amendement n° 159 à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 150 à l'amendement n° 2 de la commission (suppression du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 747-1 du code pénal) : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 151 à l'amendement n° 2 de la commission (maintien de la possibilité d'un sursis partiel) (p. 4713) : rejeté ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 2 de la commission (durée de la peine de substitution) : adopté (p. 4714) ; **article 3 :** exécution des condamnations prononcées ; pouvoirs du juge de l'application des peines ; période de sûreté [23 juillet 1982] (p. 4718, 4719) ; problème de la décision en matière de libération conditionnelle ; future réforme du code pénal ; cas des condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale (p. 4721) ; risque d'humilier les personnels de l'administration pénitentiaire (p. 4722) ; **article 13 :** contrôles d'identité (p. 4748) ; pouvoir d'initiative donné aux policiers en la matière ; contrôles administratifs (p. 4749) ; son accord avec les propos tenus par M. Emmanuel Aubert (p. 4752) ; contrôle des autorités judiciaires sur les contrôles d'identité (p. 4758, 4759) ; *article* 78-1 *du code de procédure pénale :* différence entre les formules « faisant présumer » et « donnant à penser » ; détermination des lieux du contrôle d'identité par la police (p. 4763) ; *article* 78-2 *du code de procédure pénale :* nécessité de distinguer entre le contrôle et la vérification (p. 4764) ; contenu du procès-verbal (p. 4767, 4768) ; **article 9 précédemment réservé :** sanctions contre les personnes mettant obstacle aux enquêtes des officiers de police judiciaire ; obligation de se soumettre aux contrôles d'identité ; prolongation de la garde à vue de vingt-quatre heures (p. 4781, 4782) ; accroissement de la durée des peines prononcées afin de couvrir la détention provisoire (p. 4782) ; **son rappel au règlement :** droit dont dispose l'opposition de faire usage de toutes les facultés que la Constitution, la loi et le règlement de l'Assemblée nationale confèrent aux députés ; nécessité d'abroger cet article (p. 4783) ; pouvoir du président de la chambre d'accusation (p. 4787) ; **article 14 :** refus par le Gouvernement de toute procédure de contrôle de l'instruction (p. 4789, 4790) ; **article 17 :** déroulement de la procédure d'urgence ; retour au flagrant délit ; amélioration apportée par la procédure de saisine directe ; possibilité donnée au juge d'ordonner une enquête de personnalité (p. 4793) ; *article* 397-4 *du code de procédure pénale :* **son rappel au règlement :** nécessité de lever la séance (p. 4799) ; **article 19 :** identification des jurés (p. 4801) ; **article 22 :** mise en cause de l'appel (p. 4802) ; **titre :** caractère fallacieux du titre du présent projet de loi (p. 4804).

Explications de vote : conditions dans lesquelles s'est terminé le présent débat ; principales mesures contenues dans le présent projet de loi (p. 4805) ; maintien de nombreuses dispositions de la loi du 2 février 1981 (p. 4806).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : inconvénients des différents modes de scrutin [26 juillet 1982] (p. 4838) ; inconvénients du mécanisme proposé par le Gouvernement ; suppression du panachage ; abaissement du seuil démographique jusqu'à 3 500 habitants ; volonté du parti socialiste de rester majoritaire à tout prix (p. 4839) ; mauvais coup porté aux Français établis hors de France ; futures modifications du statut de Paris ; pression exercée par le parti communiste sur le Gouvernement (p. 4840) ; volonté du Gouvernement de diviser les Français (p. 4841).

Discussion des articles : **article 1er :** caractère inopportun de l'augmentation du nombre des conseillers municipaux [27 juillet 1982] (p. 4876) ; **article 3 :** maintien du scrutin majoritaire dans les communes de moins de 5 000 habitants (p. 4879) ; nécessité de maintenir le panachage (p. 4880) ; modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire (p. 4883) ; cas des communes associées (p. 4889) ; **article 2 précédemment réservé :** intitulé du chapitre II ; volonté de la majorité de faire entrer la gauche dans les conseils municipaux où elle n'est pas représentée (p. 4890) ; **article 1er précédemment réservé :** application de la présente loi à Paris, Lyon et Marseille (p. 4898) ; **article 4 :** nécessité de n'autoriser au second tour que le maintien des deux listes arrivées en tête au premier tour ; réintégration de Paris, Lyon et Marseille dans le droit commun (p. 4901) ; *après l'article L. 260 du code électoral :* participation des femmes à la vie politique (p. 4915, 4916) ; *article L. 261 du code électoral :* mode de scrutin applicable aux grandes villes ; activités de M. Pierre Mendès-France sous la IVe République [28 juillet 1982] (p. 4925) ; cas des communes associées (p. 4926) ; nombre de sièges à partir duquel jouera le scrutin proportionnel (p. 4927) ; son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 19 de la commission (précisant que les chiffres de population pris en compte sont ceux de la population municipale totale résultant du dernier recensement) : retiré (p. 4928) ; *article L. 264 du code électoral :* maintien au second tour des deux seules listes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour (p. 4930) ; *article L. 270 du code électoral :* dispositions relatives au contentieux électoral (p. 4932) ; **article 6 :** conditions de vote des Français établis à l'étranger (p. 4933) ; **article 7 :** cas des Français habitant sur des bateaux (p. 4936) ; **article 9 :** augmentation du nombre des conseillers municipaux nécessitée par la présence de l'opposition à l'intérieur de ceux-ci (p. 4939, 4940) ; **article 10 :** augmentation du nombre des adjoints (p. 4948) ; suppression de la distinction entre adjoint supplémentaire et adjoint réglementaire (p. 4950) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L 264 du code électoral :* conditions dans lesquelles s'effectue la constitution des listes au second tour (p. 4951) ; **son rappel au règlement :** rappelle que le règlement interdit les explications de vote sur les amendements (p. 4954) ; obligation faite aux listes de préciser la ou les listes auxquelles elles accepteraient éventuellement de s'associer (p. 4955) ; **avant l'article 12 :** abaissement à dix-huit ans de l'âge d'éligibilité des conseillers municipaux ; possibilité pour les électeurs de se présenter et d'être éligible dans la commune de leur choix dans le cadre des communes associées (p. 4964) ; inéligibilité des directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chef de bureau de conseil général et de conseil régional ; inéligibilité des agents salariés de la commune (p. 4967) ; possibilité donnée aux conjoints de siéger dans un même conseil municipal (p. 4969) ; incompatibilité entre père et fils et entre frère et sœur (p. 4970) ; recevabilité de l'amendement n° 11 de M. Michel Cointat ; **article 12 :** nécessité de faire figurer le maire parmi les délégués de la commune ; **article 13 :** retire les amendements nos 110, 104 et 115 (p. 4972) ; **article 14 :** refus d'abroger une disposition concernant l'inéligibilité consécutive à une condamnation et à une exclusion du conseil municipal ; **article 15 :** maintien du régime applicable à Paris et à Marseille (p. 4973) ; **article 16 :** application de la présente loi aux départements d'outre-mer (p. 4974).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** son hostilité au seuil de 3 500 habitants pour l'application du nouveau mode de scrutin ; négociations entre les deux partis de la majorité [20 octobre 1982] (p. 6019) ; nécessité de mettre en place un seuil plus élevé (p. 6020) ; **article 4 :** demande à M. Alain Richard de préciser son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 6 de la commission (p. 6021) ; cas des secteurs électoraux à quatre sièges (p. 6022) ; absurdité du système proposé par le Gouvernement (p. 6024) ; problème d'une élection dans les circonscriptions à trois sièges ; caractère inconstitutionnel des dispositions de cet article (p. 6025) ; **article 12 B :** régime des inégibilité et incompatibilité ; **article 12 C :** incompatibilité entre membres d'une même famille ; cas des couples mariés (p. 6029).

Explications de vote : mauvaise foi de M. Alain Richard ; absence d'accord sur les principes du présent texte ; introduction de la proportionnelle ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 6033).

— Son rappel au règlement : coût de la campagne « Les yeux ouverts » lancée par le Gouvernement [28 juillet 1982] (p. 4947).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : création d'un troisième concours d'entrée à l'E.N.A. ; volonté du Gouvernement de faire de la fonction publique l'image du corps social ; introduction de la ségrégation [5 octobre 1982] (p. 5406) ; composition du jury ; reconstitution de carrière des élèves reçus au troisième concours ; conception socialiste de la fonction publique (p. 5407).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 11 (de suppression) (p. 5418) ; rejeté ; **article 2 :** son amendement n° 12 (de suppression) (p. 5419) ; lettre adressée au Premier ministre par la section C.F.D.T. de l'E.N.A. ; rejeté (p. 5420) ; réelle démocratisation de l'E.N.A. (p. 5422) ; ouverture du troisième concours aux conseillers municipaux des communes de plus de 30 000 habitants (p. 5423) ; son amendement n° 25 (suppression des mots « après avis d'une commission présidée par un conseiller d'Etat ») (p. 5430) : rejeté (p. 5431) ; **article 3 :** son amendement n° 13 (de suppression) : rejeté (p. 5432).

Explications de vote : vote hostile du groupe R.P.R. ; mise en cause par le Gouvernement des bases de la fonction publique républicaine ; inégalité des carrières entre anciens élèves de l'E.N.A. ; demande la création d'un grade d'administrateur général (p. 5433).

— Son rappel au règlement : report de la discussion du projet de loi concernant le règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord [20 octobre 1982] (p. 6033) ; organisation des travaux du Parlement (p. 6034).

— Projets de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129) et portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion générale commune : oppose la question préalable au premier des deux projets de loi, retour en arrière constitué par le présent projet de loi ; contenu de la réforme de 1975 ; exemple de la ville de Lyon [20 octobre 1982] (p. 6065) ; opinion des Parisiens sur le présent projet de loi ; exemple des autres capitales européennes ; différence entre les arrondissements parisiens et ceux de Lyon et de Marseille ; procès fait aux commissions d'arrondissement par la majorité (p. 6066) ; réalité des arrondissements parisiens ; absence de concertation ayant présidé à l'élaboration du présent projet de loi ; avis des conseils municipaux des villes concernées (p. 6067) ; échec probable de la gauche dans les villes concernées ; séparation entre le pouvoir fiscal et l'élection (p. 6068) ; statut du maire d'arrondissement ; participation des associations aux commissions d'arrondissement ; suppression de ces commissions (p. 6069) ; atteinte portée à la démocratie ; absence de décentralisation ; alourdissement prévisible des impôts locaux à Paris, Lyon et Marseille consécutif à l'adoption du présent projet ; coût de la rémunération des conseillers municipaux supplémentaires (p. 6070) ; coût des moyens de fonctionnement ; travaux d'aménagement prévisibles dans les mairies ; risque de multiplication des conflits entre arrondissements ; solidarité existant entre Parisiens ; importance des constructions de logements sociaux à Paris ; création d'un statut d'exception (p. 6071) ; risques de mauvaise administration

issus du présent projet de loi (p. 6072) ; sa question préalable rejetée (p. 6075) ; manque de consistance de la réponse apportée sur le fond du débat par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur ; dialogue entre le ministre de l'intérieur et l'opposition [21 octobre 1982] (p. 6109) ; coût de la présente réforme ; problème des conflits éventuels ; s'explique sur le terme de « jean-foutre » qu'il a employé (p. 6110).

— Projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (n° 1129).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** reprise par cet article des dispositions contenues dans le code des communes [22 octobre 1982] (p. 6179) ; **article 3 :** création de groupes d'arrondissement à Marseille ; spéculation foncière (p. 6181) ; nécessité de rapprocher l'administration des habitants (p. 6182) ; **article 4 :** composition des conseils d'arrondissement (p. 6184) ; problème de la représentation des associations ; rôle du collège consultatif (p. 6185) ; **article 5 :** dénomination des maires d'arrondissement (p. 6188) ; volonté de la commission d'aligner le statut des maires et des adjoints d'arrondissements sur les règles existantes pour les communes (p. 6189) ; **article 6 :** possibilité pour le conseil d'arrondissement d'adresser au conseil municipal des questions écrites (p. 6190) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat ; intérêt limité porté par les groupes de la majorité à la présente discussion ; absence de M. Paul Quilès (p. 6193) ; **article 9 :** définition de l'association exerçant exclusivement ses activités dans l'arrondissement (p. 6195) ; **article 11 :** consultation du conseil d'arrondissement sur d'autres affaires d'intérêt communal ; **article 12 :** pouvoir du conseil d'arrondissement en matière d'implantation et de programme d'aménagement (p. 6197) ; problème des personnels ; définition des équipements « destinés aux habitants d'un arrondissement » (p. 6198) ; gestion des maisons de quartiers (p. 6201) ; délimitation des compétences respectives des arrondissements et de la commune (p. 6207) ; **article 13 :** statut du conseil d'arrondissement (p. 6208) ; **article 15 :** équipements relevant de la commune (p. 6209) ; principe de l'unité de gestion de Paris, Lyon et Marseille (p. 6210) ; **article 16 :** logements attribués par la commune ; attribution de logements par la minorité municipale (p. 6211) ; aspect politique de la gestion municipale ; **article 17 :** avis du conseil d'arrondissement sur les conditions d'admission dans les crèches, écoles maternelles et les résidences pour personnes âgées ; gestion des crèches (p. 6212) ; règles d'admission dans les écoles maternelles (p. 6214) ; **article 18 :** problème des conseils d'arrondissement (p. 6219) ; **article 20 :** recours du maire contre la délibération du conseil d'arrondissement (p. 6220) ; rôle de la juridiction administrative ; nécessité de confier aux maires un pouvoir hiérarchique sur les actes des conseils d'arrondissement (p. 6221) ; **son rappel au règlement :** déroulement de la discussion ; absence du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de l'hémicycle le 23 octobre 1982 (p. 6222) ; **article 22 :** conditions de remplacement du maire (p. 6224) ; **article 23 :** désignation des représentants de la commune à la caisse des écoles ; **article 24 :** information du maire d'arrondissement par le maire de la commune (p. 6225) ; **article 25 :** régime des actes du maire d'arrondissement ; **article 26 :** réalisation d'investissements à Paris (p. 6226, 6227) ; **article 27 :** augmentation de la fiscalité locale consécutive à l'adoption du présent projet (p. 6229) ; **article 28 :** vote négatif du groupe socialiste sur l'amendement oral de M. Alain Richard (à l'article 27 du présent projet) (p. 6230) ; **article 29 :** calcul de la dotation de chaque arrondissement (p. 6231) ; **article 30 :** délai dans lequel le conseil municipal est appelé à délibérer sur la dotation (p. 6232) ; **article 31 :** durée de l'examen des états spéciaux **article 33 :** attribution de la qualité d'ordonnateur au maire d'arrondissement ; sanctions applicables à ces maires ; notions de dépenses obligatoires (p. 6233) ; exécution des dépenses (p. 6234) ; **article 36 :** accroissement des besoins en personnels (p. 6235, 6236) ; **article 37 :** désignation des représentants des conseils municipaux ; exemple des offices d'H.L.M. (p. 6237) ; **article 38 :** délégation de signature ; **article 39 :** collectivité territoriale ; composition du territoire de la ville de Paris [23 octobre 1982] (p. 6244, 6245) ; **article 42 :** répartition des logements ; mainmise des socialistes sur Paris (p. 6246) ; **article 43 :** attributions relatives à la circulation et à l'hygiène ; pouvoirs du préfet de police (p. 6249) ; **après l'article 43 :** réunion des conseils d'arrondissement à la demande du maire de la commune ; **article 44 :** refus d'augmenter l'effectif des conseillers municipaux de Paris (p. 6250) ; **article 59 :** statut des communes associées (p. 6272) ; mise en place des conseils d'arrondissement et du maire d'arrondissement dans les communes associées ; **après l'article 59 :** caractère de cavalier législatif de l'amendement n° 132 de M. Henri Emmanuelli ; regrette que les députés se fassent insulter par le Gouvernement (p. 6273) ; **article 60 :** calendrier de l'entrée en vigueur de la présente loi (p. 6274).

Deuxième lecture, discussion générale : attitude de l'opposition à l'égard du système proposé ; suppression de l'article 37 ; attribution des logements ; compétences du conseil municipal et des conseils d'arrondissements en matière d'équipement ; reconstitution du contrôle ou de l'intervention de l'Etat dans certains cas ; projet de nature à faire éclater l'administration municipale des trois villes [9 décembre 1982] (p. 8155).

Discussion des articles : **article 1er :** raison de son opposition à ce projet (p. 8158) ; **article 4 :** conséquences matérielles négatives de l'adoption de l'amendement n° 1 du Gouvernement ; inégalité entre les petits et les grands arrondissements ; **article 5 :** intervention du représentant de l'Etat (p. 8160) ; ses observations sur les paroles du ministre de l'intérieur ; **article 6 :** proposition du ministre de supprimer l'article 7 ; possibilité pour le conseil d'arrondissement de faire de la surenchère par rapport au conseil municipal (p. 8161) ; **article 14 :** exclusion des frais financiers de la dotation globale (p. 8163) ; **article 16 :** extension du champ d'application des dispositions de cet article aux logements relevant de la part réservée aux communes ; extension d'une disposition inégalitaire ; problème de la conformité de cette mesure à la nature des rapports entre les collectivités locales et les offices municipaux d'H. L. M. ; **article 17 :** application de l'adjectif « générales » aux conditions d'admission dans les écoles maternelles, crèches, résidences pour personnes âgées et foyers-logements (p. 8165) ; règles d'admission dans les écoles maternelles ; précise qu'il n'existe pas de norme fixée par la ville de Paris non conforme à la réglementation nationale en cette matière (p. 8166) ; **article 23 :** ses observations sur l'importance de l'amendement n° 32 de la commission et du sous-amendement n° 74 du Gouvernement ; disposition concernant la quasi-totalité des activités commerciales et artisanales ; parcellisation de la décision dans ce domaine ; importance de l'avis du conseil d'arrondissement (p. 8168) ; caractère positif des dispositions de l'amendement n° 56 du Gouvernement ; **après l'article 25 :** amendement n° 101 du Gouvernement ayant pour conséquence la recréation des officiers municipaux (p. 8169) ; **article 28 :** contradiction entre la rédaction de cet article et celle de l'article 27 ; impossibilité pour l'arrondissement de disposer de recettes de fonctionnement (p. 8170) ; **article 37 :** se déclare favorable à l'amendement de suppression de cet article présenté par le Gouvernement (p. 8174) ; **article 48 :** contrôle de l'Etat sur Paris, Marseille et Lyon (p. 8179) ; **article 59 :** son hostilité aux dispositions de cet article ; extension aux communes associées de plus de 100 000 habitants du régime instauré pour Paris, Lyon et Marseille (p. 8183) ; **article 60 :** possibilité de procéder à un partage des compétences en matière de circulation et d'hygiène à Paris entre le maire et le préfet de police ; maintien des attributions du préfet de police en matière de sécurité (p. 8185) ; **article 17 *bis* précédemment réservé :** relations entre le conseil d'arrondissement et les associations ; participation des associations à la vie locale ; amendements de l'opposition en vue de créer un collège des associations à l'intérieur du conseil d'arrondissement ou une structure institutionnelle de concertation avec les associations représentatives ; proposition d'institution d'un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement ; caractère « platonique » de la disposition adoptée à l'article 17 *bis* sur la suggestion de M. Paul Quilès (p. 8186) ; défauts de l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès ; impossibilité pratique pour les représentants des associations de participer aux délibérations du conseil ; absence de possibilité de juger de la représentativité des associations ; ses suggestions pour l'amélioration de ces dispositions (p. 8188) ; son attachement à l'amendement n° 79 de M. Claude Labbé (p. 8189) ; ses observations critiques sur l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès ; son sous-amendement n° 103 à l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès (établissement d'une liste des associations par le tribunal d'instance et approbation de cette liste par le conseil d'arrondissement) : rejeté ; son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 102 de M. Paul Quilès (mise en place de délégués désignés par le comité d'initiative) : rejeté (p. 8190).

Seconde délibération : **article 27 :** sa suggestion de revenir sur l'article 6 ; problème du délai des réponses faites par le conseil municipal aux questions écrites et aux questions orales avec débat (p. 8191) ; **article 36 :** son hostilité à l'amendement n° 2 du Gouvernement ; possibilité d'aller chercher le secrétaire général de la mairie d'arrondissement parmi le personnel communal « d'un pays étranger ou d'une autre galaxie » (p. 8191, 8192).

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (n° 1128).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** élection par un même bulletin de deux catégories d'élus totalement différentes ; introduction d'une inégalité entre électeurs [23 octobre 1982] (p. 6277) ; **article 4 :** calcul du quota de 25 p. 100 (p. 6282) ; **article 5 :** caractère insatisfaisant des découpages proposés pour la ville de Marseille ; nécessité d'appliquer intégralement le système de la proportionnelle (p. 6283) ; **après l'article 5 :** conditions de l'inéligibilité des conseils municipaux (p. 6287, 6288).

Explications de vote : rétablissement du contrôle de l'Etat sur la ville de Paris ; caractère juridiquement monstrueux du présent texte ; esprit de revanche dont fait preuve le Gouvernement (p. 6289).

Troisième lecture, explications de vote : textes relatifs à Paris, Lyon et Marseille représentant une « opération partisane » ; atteinte aux principes de l'autonomie et de l'unité communales ; vote hostile de l'opposition aux textes [17 décembre 1982] (p. 8481).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 13 :** tarif de la vignette [28 octobre 1982] (p. 6472) ; **après l'article 15 :** taux de la taxe sur les machines à sous (p. 6481) ; **article 16 :** suppression de la taxe sur le coupage des vins [29 octobre 1982] (p. 6492) ; **article 18 :** suppression de la taxe sur les viandes importées (p. 6498) ; **article 20 :** suppression de la détaxe sur les carburants agricoles ; mesures prises en faveur des taxis ; **article 22 :** déroulement du débat (p. 6499) ; **article 23 :** répartition du prélèvement non fiscal sur le P.M.U. ; rattachement de ce prélèvement au fonds d'intervention pour la qualité de la vie (F.I.Q.V.) (p. 6500).

Deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale, questions :* déroulement du congrès international sur les maladies neuromusculaires (myopathie) ; nécessité de soutenir l'association nationale des myopathes [8 novembre 1982] (p. 6912) ; résultats prévisibles des grandes entreprises nationalisées ; absence d'information concernant ces situations (p. 6913) ; contrôle de la Cour des comptes (p. 6914).

Défense et budget annexe des essences. — *Examen des crédits :* **article 31 :** problème du transfert d'appelés supplémentaires à la gendarmerie nationale [12 novembre 1982] (p. 7121).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Examen des crédits :* **son rappel au règlement :** nomination à des postes importants de personnes proches de la famille du Président de la République [18 novembre 1982] (p. 7365).

Communication et radiotélévision. — *Discussion générale :* indique à M. Madelin que la commission des lois a refusé la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'information déposée par les membres du groupe U.D.F. [19 novembre 1982] (p. 7434) ; **son rappel au règlement :** objet de la procédure des questions budgétaires ; durée d'exposition des questions (p. 7450) ; ses observations sur l'amendement n° 225 du Gouvernement présentant le caractère d'un « cavalier » budgétaire et nécessitant une réflexion de la part des groupes de l'opposition (p. 7452) ; *questions :* mesures de restriction aux importations de magnétoscopes ; taxe sur les magnétoscopes ; taxe sur les cassettes vierges ; réduction des achats de films par la télévision ; pénalisation de la réception individuelle d'émissions par satellite ; pouvoir de la Haute autorité d'autoriser des réseaux par câbles de portée locale (p. 7454) ; création d'un réseau de câblage public ; crédits affectés à la Haute autorité de l'audiovisuel ; retard apporté dans l'application des décisions de la Haute autorité ; indépendance de cet organisme à l'égard du pouvoir exécutif (p. 7455).

Examen des crédits. — I : services généraux : **Etat B, titre III :** mission de la Haute autorité, affaire de Cachan (p. 7456, 7457) ; insultes proférées par le ministre à l'égard des membres de l'opposition ; contenu du rapport de M. Jean-Michel Boucheron ; amendement tendant à réduire les crédits du service d'information et de diffusion (S.I.D.) d'un montant équivalent au coût de la campagne « Les yeux ouverts » ; mauvaise imputation de ces crédits (p. 7458, 7459) ; taxe sur les magnétoscopes ; absence de discussion de fond sur ce problème ; dédouanement des magnétoscopes à Poitiers ; taxation des cassettes vierges (p. 7461).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n° 1198).

Première lecture, discussion générale : action du Gouvernement à l'égard de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie ; incitations fiscales en faveur des investissements industriels ; accroissement des compétences du Bumidom, transformé en A.N.T. ; ordonnances fiscale et foncière [25 novembre 1982] (p. 7680) ; centre d'expérimentation du Pacifique ; absence de prise en compte de la situation réelle des départements et des territoires d'outre-mer par le Gouvernement ; prise en compte de problèmes électoraux et politiques ; discrimination à l'égard des communes de Nouvelle-Calédonie (p. 7681).

Discussion des articles : **article 2 :** manipulations électorales et querelles partisanes relatives aux territoires d'outre-mer ; cohésion de la majorité à ce sujet ; régime électoral applicable dans les communes de Nouvelle-Calédonie de moins de 3 500 habitants (p. 7684) ; nécessité d'établir une distinction entre les communes de plus de 10 000 habitants et les autres ; régimes électoraux applicables aux communes de plus de 10 000 habitants de la Nouvelle-Calédonie et aux autres communes ; fixation du seuil des voix pour être admis à la distribution des sièges ; **article 3 :** maintien d'un régime similaire pour l'ensemble des communes de la Polynésie (p. 7686) ; avis de l'assemblée territoriale de Polynésie en ce sens (p. 7687).

— Projet de loi adopté par le Sénat portant revision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale : ne souhaite pas que soit entamée la discussion des articles à une heure aussi tardive [29 novembre 1982] (p. 7751) ; inutilité d'allonger la discussion (p. 7752).

Discussion des articles : **article 1er :** instauration d'un dialogue direct entre les élus responsables et les citoyens ; augmentation de la fiscalité locale ; rôle respectif des élus et des associations [30 novembre 1982] (p. 7756, 7757) ; **article 2 :** risque de voir une collectivité créer une tutelle sur une autre collectivité ; exemple des schémas d'utilisation de la mer (p. 7759) ; **article 3** *bis :* caractère préalable du transfert de ressources par rapport au transfert de compétences (p. 7763) ; refus du ministre de l'intérieur de retenir les propositions de l'opposition (p. 7764) ; **article 6 :** risque d'accroissement des dépenses des collectivités locales (p. 7766) ; nécessité d'assurer un transfert complet des services (p. 7767) ; caractère platonique de l'hommage rendu à M. Olivier Guichard (p. 7768) ; **après l'article 6 :** volonté du groupe communiste de ne transférer qu'un minimum de services et de personnels (p. 7769) ; **article 8 A : son rappel au règlement :** nécessité pour le rapporteur de respecter les positions de la commission ; précise que les orateurs doivent se lever pour s'exprimer (p. 7776) ; **après l'article 8 B :** problème du contrôle de légalité ; rôle des services mis à disposition ; **article 8** *ter :* problème de la responsabilité des collectivités et des élus les dirigeant ; atténuation de la responsabilité civile des élus locaux (p. 7777) ; atténuation de responsabilité prévue par le Sénat (p. 7778) ; **article 9 :** son amendement n° 411 (transfert de biens meubles et immeubles) : rejeté (p. 7779) ; problème des collèges nationalisés en mauvais état ; précision relative à la technique législative (p. 7780) ; **article 11 :** suggère au

Gouvernement ou à la commission de demander une seconde délibération de l'article 9 du présent projet de loi ; **après l'article 11 :** précise que le Gouvernement s'est finalement rallié à la proposition contenue dans son amendement n° 411 (p. 7782) ; **avant l'article 15 A :** refus de créer un lien organique entre la planification et les documents d'urbanisme (p. 7785) ; **article 15 :** consultation obligatoire des régions sur les projets de loi les concernant (p. 7799) ; **article 16 :** procédure suivie en cas d'absence de plan d'occupation des sols (p. 7803) ; **article 17 :** regrette les propos tenus à son égard par M. Charles Josselin (p. 7807) ; **article 29** *ter* : devenir des cartes communales [1er décembre 1982] (p. 7843) ; **article 29** *quater* : futur projet de loi sur l'urbanisme opérationnel ; **article 30 :** rôle des schémas d'utilisation de la mer (p. 7844) ; **article 34** *quinquies* : application des servitudes d'utilité publique (p. 7874) ; **avant l'article 41 :** problème du rôle de la région en matière de définition des priorités relatives à l'habitat (p. 7880) ; **article 41 :** consultation des établissements de coopération intercommunale pour l'élaboration des prévisions de la région en matière d'habitat (p. 7881) ; **après l'article 43 :** problème de l'attribution des logements sociaux en fonction des opinions politiques des demandeurs dans les communes à majorité de gauche (p. 7885) ; **après l'article 45** *bis* : refus de polititser les conseils d'administration des offices d'H. L. M. (p. 7887) ; **article 72 :** compétence de la région en matière de formation professionnelle et d'apprentissage (p. 7895) ; **article 73** motivation de la décision de dénonciation d'une convention portant création d'un centre de formation d'apprentis ; effet suspensif du recours contre une décision de dénonciation ; **article 74 :** caractère non obligatoire de la consultation du comité régional et des comités départementaux par les conseils généraux (p. 7897) ; **après l'article 75 :** contenu de l'annexe budgétaire concernant les dépenses de l'Etat et des entreprises en matière de formation professionnelle (p. 7900) ; **article 92** *bis* : précise que les articles qui viennent d'être supprimés ont été intégrés au début du titre II du présent projet de loi (p. 7902) ; **avant l'article 95** *ter* : nécessité de régler le problème du transfert des charges de police et de justice supportées par les collectivités territoriales (p. 7903) ; **avant l'article 15 A :** son sous-amendement n° 438 à l'amendement n° 150 de la commission (élaboration des chartes intercommunales) (p. 7905) ; retiré (p. 7907) ; **article 114 A :** participation de l'Etat aux transports scolaires (p. 7909) ; **article 114 :** charges représentées par les compétences nouvelles imposées aux collectivités locales (p. 7910) ; **article 118 :** problème du critère d'évolution de la dotation générale de décentralisation (p. 7913, 7914) ; **article 120 :** possibilité pour les régions de lever des taxes additionnelles (p. 7915) ; **article 122 :** critères de répartition de la dotation globale d'équipement (p. 7917) ; **article 128 :** problème des crédits du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale (p. 7926, 7927) ; composition du conseil du F. A. C. E. (p. 7927) ; **article 132 B :** logement des instituteurs par l'Etat (p. 7929).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion générale : abandon de la politique familiale par le Gouvernement ; diminution de l'allocation pour le troisième enfant ; stagnation du pouvoir d'achat des allocations familiales ; remise en cause des acquis de la protection sociale par le Gouvernement ; financement du remboursement de l'I. V. G. [10 décembre 1982] (p. 8236) ; politisation de l'avortement par le Gouvernement ; rénovation des maisons maternelles ; nécessité d'élargir le champ d'application de l'aide médicale gratuite ; incitation des femmes à garder leur enfant (p. 8237).

Troisième lecture, explications de vote : nécessité de développer des formules d'aide aux futures mères de famille ; vote hostile du groupe R.P.R. [20 décembre 1982] (p. 8569).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tel emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : accroissement du nombre des agents publics depuis dix-huit mois ; caractère respectif du présent projet de loi par rapport aux engagement pris par le Gouvernement ; existence d'éléments dissuasifs à l'intégration ; problème de la validation des services pour le calcul des pensions [14 décembre 1982] (p. 8262) ; problème des mutations et des changements d'affectation des personnels titularisés ; condition d'ancienneté minimale fixée à deux ans ; nécessité de remettre en cause la grille indiciaire de la fonction publique ; volonté du Gouvernement de mettre en œuvre la loi du 3 avril 1950 (p. 8263).

— Projet de loi portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1279).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** texte recopiant le texte relatif à la Corse [15 décembre 1982] (p. 8352) ; **article 18 :** problème de l'urgence d'une élection anticipée outre-mer ; cas de la Corse ; impossibilité de transposer l'argument tiré du retour à l'ordre ; problème des inscriptions sur les listes électorales ; risque d'existence de recours liés à ces opérations d'inscription ; problème de l'application d'un seuil en Corse ; indique à M. Henri Emmanuelli qu'il est « aussi grossier qu'incompétent » (p. 8353).

Explications de vote : son hostilité aux dispositions des articles 8, 9 et 18 du projet ; augmentation des compétences du conseil régional et diminution des compétences du conseil général (p. 8355) ; précipitation dans la confection de ce texte ; son hostilité à un changement qui force la volonté populaire (p. 8356).

Commission mixte paritaire, discussion générale : attitude de M. Raymond Forni [21 décembre 1982] (p. 8587).

Explications de vote : différences entre le texte adopté par la commission et le texte du Gouvernement (p. 8591) ; retour des D.O.M. dans le droit commun ; absence de tutelle d'une collectivité locale sur une autre ; respect des règles constitutionnelles ; inutilité du présent projet de loi ; abstention des groupes de l'opposition (p. 8592).

— Son rappel au règlement : ses observations sur la suspension de séance demandée au nom du groupe socialiste par M. Louis Moulinet ; absence d'égalité de traitement entre la majorité et l'opposition [17 décembre 1982] (p. 8482).

— Son fait personnel : regrette l'attaque dont il a fait l'objet de la part de M. Guy Ducoloné ; acceptation du texte de la commission mixte paritaire par le Gouvernement [21 décembre 1982] (p. 8593).

TOURNE (André)

Député des Pyrénées-Orientales
(2e *circonscription*)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions alimentaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 581) [22 avril 1982] (p. 1280).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Mesures à prendre pour mettre en œuvre la semaine pour le désarmement décidée par l'O.N.U. : semaine pour la paix organisée par l'O.N.U. ; courses aux armements ; nécessité de recueillir l'opinion des anciens combattants et des victimes de guerre [27 octobre 1982] (p. 6349).

— Conséquences des tempêtes ayant sévi sur la France : indemnisation des victimes des tempêtes ; dégâts dans les forêts ; office national des forêts ; nécessité de récupérer

le bois endommagé ; nécessité d'appliquer les dispositions de la loi du 13 juillet 1982 aux petits propriétaires forestiers [17 novembre 1982] (p. 7318).

— **Préférence communautaire pour certains produits méditerranéens :** mévente des légumes d'automne et d'hiver ; situation dans les Pyrénées-Orientales ; non-respect de la préférence communautaire [15 décembre 1982] (p. 8335) ; prix à la vente chez les producteurs ; nécessité de mettre un terme aux importations non complémentaires et de garantir un prix de référence à la production ; exode rural (p. 8336).

orales sans débat :

— **n° 121,** posée le 2 avril 1982 : **enseignement secondaire (établissements : Pyrénées-Orientales)** (p. 789).

— **n° 125,** posée le 13 avril 1982 : **jouets et articles de sports (entreprises : Pyrénées-Orientales)** (p. 1089), appelée le 16 avril 1982 : **entreprise Bella de Perpignan :** seule usine de poupées existant en France ; avenir de cette usine dépendant exclusivement du Gouvernement ; importation abusive de poupées ; parallélisme entre sa carrière et celle des poupées Bella (p. 1174) ; émet des doutes quant à l'honnêteté de M. Berchet, industriel du jouet à Oyonnax ; création d'un comité de gestion ; importations sauvages ; protection des poupées françaises ; sa philosophie communiste (p. 1175).

— **n° 199,** posée le 1er juin 1982 : **fruits et légumes (soutien du marché)** (p. 2836) ; appelée le 4 juin 1982 : **marchés des fruits et légumes :** baisse du cours de la tomate (p. 2961) ; mesures de stockage nécessaires ; surproduction généralisée des fruits et légumes (p. 2962).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** accaparement du temps de l'Assemblée par M. Charles Millon ; mise en cause du groupe communiste par celui-ci [8 avril 1982] (p. 1032).

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L. 122-44, du code du travail :* son amendement n° 15 (suppression de la notion de sanction manifestement disproportionnée) [17 mai 1982] (p. 2324) : retiré (p. 2325).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion générale : inquiétude des anciens combattants et victimes de guerre oubliés dans ce projet [25 mai 1982] (p. 2563) ; rôle des anciens combattants dans l'élection de M. François Mitterrand ; demande au Président de la République de tenir les engagements pris pendant sa campagne (p. 2564).

— **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528).**

Deuxième lecture, discussion générale : attente des sinistrés ; dégâts survenus dans le Roussillon à la suite de pluies et des nappes stagnantes ; vote positif du groupe communiste [2 juin 1982] (p. 2880).

Discussion des articles : **article 3 :** attribution des indemnisations résultant de la garantie dans un délai de trois mois (p. 2882).

— **Son rappel au règlement :** vote positif du groupe communiste en 1964 lors de la discussion de la loi sur les calamités agricoles [3 juin 1982] (p. 2896, 2897).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion générale : situation du secteur des fruits et des légumes [29 juin 1982] (p. 4014) ; exemple de la tomate ; nécessité du respect du Traité de Rome (p. 4015).

Discussion de articles : **article 2 :** situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [30 juin 1982] (p. 4100) ; disparité des aides communautaires entre régions européennes (p. 4101) ; renseignements sur les grandes sociétés d'import-export ; marché des fruits et légumes ; informations douanières (p. 4109) ; vacances parlementaires [1er juillet 1982] (p. 4110) ; soumission par les négociants importateurs ou exportateurs à l'agrément de l'office compétent, du calendrier des importations et exportations prévisibles (p. 4115) ; **article 7 :** information concernant l'évolution des productions et des importations [1er juillet 1982] (p. 4139) ; augmentation de la production de tomates ; surproduction ; informations erronées données par Mme le ministre de l'agriculture ; nécessité de faire disparaître les importations abusives des fruits et légumes (p. 4140).

— **Son rappel au règlement :** déchaînement de la guerre au Liban [28 juillet 1982] (p. 4946) ; entrevue entre des députés communistes et l'ambassadeur d'Israël en France ; nécessité de voir les négociations remplacer la guerre (p. 4947).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* fruits et légumes ; sinistres dans la région des Pyrénées [9 novembre 1982] (p. 6987, 6988).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* rend hommage à Marcel Paul et à Sébastien Frézil ; son jugement négatif sur le budget ; faible augmentation des crédits ; attente déçue d'une mesure de rattrapage du rapport constant ; injustice de la mesure tendant à intégrer l'augmentation de un p. 100 prévue pour les cotégories C et D dans le rattrapage : nécessité de réviser le problème de la retraite mutualiste ; nécessité de prendre en considération les anciens des brigades internationales ayant combattu en Espagne ainsi que les internés déportés en Afrique du Nord par le régime de Vichy ; problème des victimes de la déportation du travail [13 novembre 1982] (p. 7135).

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* formation des jeunes de seize à dix-huit ans [13 novembre 1982] (p. 7154) ; problème du lycée d'enseignement professionnel de Château-Lagrange à Villelongue-des-Monts (p. 7155).

TOUTAIN (Ghislaine)

Député de Paris
(10e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 21 janvier 1982] (p. 330).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 avril 1982] (p. 1127).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [8 avril 1982] (p. 1043).

Chargée d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget [*J.O.* du 17 juin 1982] (p. 1914).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2380).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (services du Premier ministre : droits de la femme) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 745) relatif aux **libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 834)** [28 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux **libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 1038)** [21 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif aux **libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 1044)** [22 juillet 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1072) : rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relative aux **libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 1074)** [27 juillet 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) ; tome XXIV : **Services du Premier ministre :** droits de la femme **(n° 1166)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : droit au logement ; maintien d'un secteur locatif important ; augmentation des prix à Paris ; sélection par l'argent ; risques de la copropriété pour les familles aux revenus moyens n'ayant pas la possibilité d'acheter ; nécessité d'une action volontariste dans le domaine du logement social [12 janvier 1982] (p. 27) ; revendications des habitants de l'est de Paris ; contrôle des loyers des opérations de réhabilitation (p. 28).

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune, rapporteur : démocratie dans l'entreprise ; libertés publiques [13 mai 1982] (p. 2097) ; droit d'expression des salariés ; réforme du règlement intérieur ; législation de 1968 sur le droit syndical ; limitation du contenu du règlement intérieur à la discipline et à la réglementation de l'hygiène et de la sécurité ; soumission à l'avis des institutions représentatives du personnel ; protection des libertés individuelles et collectives des salariés dans l'entreprise en matière de droit disciplinaire : application des droits de la défense, définition des sanctions, procédure d'entretien préalable (p. 2098) ; contrôle par le juge de l'adéquation de la sanction à la faute commise ; volonté de participation des travailleurs ; expérimentation de la réforme dans les entreprises de plus de 200 salariés ; amélioration de l'organisation et des conditions de travail ; participation des organisations syndicales pour fixer avec l'employeur les modalités d'exercice du droit d'expression des salariés (p. 2099) ; histoire sociale de la France ; lien entre l'efficacité économique et les qualités des relations sociales dans l'entreprise (p. 2100).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : rapporteur : **article 1er :** *avant l'article L.* 122-33 *du code du travail :* son amendement n° 28 (règlement intérieur et protection des salariés) : réservé [14 mai 1982] (p. 2188) ; bénéfice, pour les salariés des comités d'entreprise, de la nouvelle législation sur les règlements intérieurs (p. 2189) ; multiplication des commissions spéciales ; *article L.* 122-34 *du code du travail :* son amendement n° 29 (extension du champ d'application du règlement intérieur) (p. 2190) ; contrôle de l'inspecteur du travail sur le règlement intérieur ; maintien de son caractère d'acte unilatéral mais contenu limité à trois domaines ; la discipline, l'hygiène et la sécurité (p. 2191) : adopté ; violation, par certaines clauses de règlements intérieurs des droits des personnes et des libertés individuelles et collectives (p. 2194) ; *article L.* 122-35 *du code du travail :* droits et libertés des personnes dans les entreprises ; cas dans lesquels ces droits et libertés peuvent connaître des restrictions : mesures d'hygiène et de sécurité (p. 2195) ; extension du contenu du règlement intérieur ; recours contre les décisions de l'autorité administrative ; son amendement n° 30 (atteinte du règlement intérieur aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives) (p. 2196) : adopté ; organisation de la vie de l'entreprise (p. 2198) ; son amendement n° 31 (interdiction pour le règlement intérieur de comporter des dispositions lésant les salariés dans leur emploi ou leur travail en raison de leur sexe, de leur origine, de leurs opinions ou croyances ou de leur handicap, à capacité professionnelle égale) ; discrimination positive en faveur des femmes (p. 2199) : adopté ; distribution ou affichage du règlement intérieur (p. 2200) ; *article L.* 122-36 *du code du travail :* communication du règlement intérieur à la direction départementale du travail ; possibilité pour l'inspecteur du travail d'exiger à tout moment le retrait de clauses du règlement intérieur qui seraient prohibées (p. 2201) ; soumission du règlement intérieur à l'avis du comité d'entreprise et du C. H. S. C. T. ; saisine de l'inspecteur du travail ; son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté (p. 2202) , *article L.* 122-37 *du code du travail :* problème du contrôle du juge sur le règlement intérieur [17 mai 1982] (p. 2282) ; exigence du bon fonctionnement de l'entreprise (p. 2284) ; compétence de l'inspecteur du travail pour statuer sur certaines dispositions du règlement intérieur au regard des libertés publiques (p. 2285) ; son amendement n° 33 (élargissement du pouvoir dont dispose l'inspection du travail pour exiger le retrait de certaines clauses contenues dans un règlement intérieur) : adopté (p. 2286) ; *article L.* 122-38 *du code du travail :* son amendement n° 34 (décision de l'inspecteur du travail ou du fonctionnaire assimilé) ; dévolution des attributions des inspecteurs du travail à des fonctionnaires appartenant à des corps techniques dans certaines branches (p. 2295) : adopté (p. 2296) ; *article L.* 122-39 *du code du travail :* son amendement n° 35 (soumission des notes de service et tout autre document aux mêmes procédures que le règlement intérieur) (p. 2297) ; notes de service par lesquelles l'employeur prend des mesures générales et permanentes dans le domaine du règlement intérieur ; adopté après rectification (p. 2298) ; son amendement n° 36 (communication de la prescription aux secrétaires du C. H. S. C. T. et à l'inspection du travail) : adopté ; son sous-amendement n° 156 à titre personnel à l'amendement n° 36 (communication des prescriptions aux secrétaires du comité d'entreprise) : adopté ; *après l'article L.* 122-39 *du code du travail :* son amendement n° 37 (modification de l'intitulé de la sous-section II : protection des salariés et droit disciplinaire) : adopté ; *avant l'article L.* 122-23 *du code du travail* (précédemment réservé) : son amendement n° 28 (règlement intérieur et protection des salariés) (p. 2299) : adopté (p. 2300) ; *article L.* 122-40 *du code du travail :* son amendement n° 38 (définition de la sanction : exclusion des observations verbales et inclusion des mesures prises à l'encontre des salariés, même si elles ne sont pas de nature à affecter immédiatement la présence du salarié dans l'entreprise) ; regroupement de tous les éléments susceptibles de constituer une sanction afin de faire bénéficier le salarié de la nouvelle procédure de protection ; reprise de la définition de la sanction proposée par le Conseil économique et social (p. 2300) ; adopté ; précision de la nature des fautes dans le règlement intérieur ; échelle des sanctions et échelle des fautes (p. 2302) ; problème des mesures prises par l'employeur qui ne sont pas de nature à affecter immédiatement la présence et la fonction du salarié dans l'entreprise (p. 2302) ; *article L. 122-41 du code du travail :* exclusion des observations verbales de la définition de la sanction (p. 2304) ; sanction prise par l'employeur ou par son représentant ; son amendement n° 39 (exclusion de l'avertissement de la procédure de protection en matière de sanction) : rejeté (p. 2306) ; notion d'incidence directe et immédiate de la sanction ; son amendement n° 40 (substitution de la notion d'incidence directe à la notion d'incidence immédiate) (p. 2306) ; adopté ; notion d'incidence immédiate et flagrante de la sanction (p. 2308) ; son amendement n° 41 (incidence de la sanction sur la fonction du salarié dans l'entreprise) : adopté ; classement hiérarchique du salarié ; délai entre la convocation du salarié et le jour de l'entretien avec l'employeur (p. 2309) ; son amendement n° 42 (remplacement du délai de 24 heures par un délai d'un jour franc entre l'entretien avec le salarié et la sanction) : adopté ; son amendement n° 43 (substituant à la convocation du salarié l'entretien du salarié avec l'employeur) : adopté ; son amen-

dement n° 44 (caractère conservatoire de la mesure de mise à pied) : adopté (p. 2310) ; conséquence de la suppression de la mesure de mise à pied ; obligation pour l'entreprise de respecter les droits fondamentaux de la défense (p. 2311) ; son amendement n° 45 (extension de la procédure de protection aux licenciements autres que les licenciements pour faute) ; salariés des entreprises de moins de onze personnes ou salariés dont la présence dans l'entreprise est inférieure à un an (p. 2312) ; rejeté (p. 2313) ; *article L. 122-42 du code du travail :* volonté de ne faire échapper aucune sanction pécuniaire à la procédure de défense des droits du salarié (p. 2314) ; *article L. 122-43 du code du travail :* son amendement n° 46 (suppression de l'article, relatif à la nature et à l'échelle des sanctions fixées par le règlement intérieur) : adopté (p. 2315) ; *article L. 122-44 du code du travail :* contrôle renforcé du juge sur les sanctions que prend l'employeur à l'égard du salarié ; pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise (p. 2316) ; son amendement n° 47 (appréciation par le conseil des prud'hommes de la régularité de la procédure suivie en matière de sanction) : adopté (p. 2322) ; son amendement n° 48 (faisant peser la charge de la preuve sur l'employeur) ; éventuel détournement de pouvoir du chef d'entreprise en cas de sanction ; exemple des législations allemande et italienne (p. 2323) ; adopté ; son amendement n° 49 (possibilité pour le conseil de prud'hommes d'annuler une sanction irrégulière en la forme ou injustifiée ou disproportionnée par rapport à la faute commise) ; contrôle de la proportionnalité de la sanction à la faute commise ; possibilité pour le juge d'accorder des dommages et intérêts (p. 2324) ; projet de réforme du licenciement (p. 2326) ; *article L. 122-45 du code du travail :* son amendement n° 50 (précisant que le point de départ du délai de prescription est ramené de trois à deux mois) : adopté ; son amendement n° 51 (précisant le point de départ du délai de prescription en ce qui concerne la récidive) : adopté (p. 2328) ; *après l'article L. 122-45 du code du travail :* son amendement n° 52 (interdiction de sanctionner ou de licencier un salarié en raison de ses opinions politiques, syndicales ou religieuses et prévoyant que toute stipulation contraire est réputée non écrite) ; son amendement n° 157 à titre personnel (prévoyant qu'aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié en raison de ses opinions politiques, syndicales ou religieuses et que toute disposition contraire est nulle de plein droit) ; principe de l'expression politique des salariés dans l'entreprise ; organisation des activités politiques de l'entreprise ; nécessité de procéder par étapes ; amendement n° 52 : devient sans objet (p. 2329) ; amendement n° 157, adopté après modification (p. 2333) ; **article 3** : analyse par l'autorité administrative de l'ordre des critères de licenciement indiqués par l'employeur [18 mai 1982] (p. 2341) ; notion de parents isolés ; **article 4** : énumération des entreprises dans lesquelles le règlement intérieur s'applique ; son amendement n° 53 (abaissement à un an du délai dans lequel les entreprises devront élaborer un règlement intérieur en conformité avec la loi) (p. 2342) : adopté (p. 2345) ; **article 6** : expérimentation du droit à l'expression des salariés dans les entreprises de plus de 200 salariés (p. 2356) ; droit à l'expression directe et collective et réalités de l'entreprise (p. 2357) ; *article L. 461-1 du code du travail :* définition du contenu du droit d'expression ; son amendement n° 54 (énumération des entreprises où s'exercera le droit d'expression des salariés) ; caractère général du droit d'expression (p. 2360) ; adopté (p. 2361) ; droit d'expression individuelle exercée sans médiatisation (p. 2363) ; mise en place des modalités d'exercice du droit d'expression par la négociation (p. 2364) ; productivité de l'entreprise ; son amendement n° 56 (interdiction de licencier les salariés pour leurs opinions émises dans le cadre du droit d'expression) ; protection des travailleurs dans l'exercice de leur droit d'expression (p. 2365) ; adopté ; expression de l'encadrement vis-à-vis du chef d'entreprise (p. 2366) ; son amendement n° 57 (changement de référence dans l'article) devenu sans objet (p. 2381) ; organisation des modalités du droit d'expression par la négociation entre les syndicats et le chef d'entreprise (p. 2382) ; *article L. 461-3 du code du travail :* contradiction entre la procédure de référendum et la procédure de négociation des modalités d'exercice du droit d'expression (p. 2385) ; son amendement n° 99 (numérotation des articles du code du travail) devenu sans objet (p. 2386) ; seuil à partir duquel il convient d'obliger les organisations syndicales et les employeurs à négocier (p. 2387) ; définition des modalités d'exercice du droit d'expression dans le règlement intérieur (p. 2393) ; mode d'organisation des réunions permettant l'expression des salariés (p. 2394) ; négociations sur les modalités d'exercice du droit d'expression (p. 2396) ; son amendement n° 59 (information des organisations syndicales représentatives) : corrigé puis adopté (p. 2398) ; son amendement n° 60 (consultation obligatoire des institutions représentatives du personnel par le chef d'entreprise à défaut de négociation) ; incitation à la négociation (p. 2400) : adopté (p. 2403) ; **article 7** : obligation de négocier les modalités d'un droit d'expression dans les entreprises de plus de 200 salariés ; son amendement n° 222 à titre personnel (changement de numérotation des articles du code du travail) : devenu sans objet [19 mai 1982] (p. 2415) ; son amendement n° 61 (application à l'employeur qui refuse d'engager les négociations des peines prévues à l'article L. 461-2 du code du travail) (p. 2416) ; pluralisme syndical et possibilités de négociation : devenu sans objet (p. 2418) ; **article 8** : rôle du chef d'entreprise dans le constat des résultats de la mise en œuvre du droit d'expression (p. 2421) ; maintien du délai de deux ans pour la conduite des expériences d'expression des salariés dans les entreprises (p. 2424) ; ses amendements n°s 62, 63, 64, 65, 66 et 67 devenus sans objet ; son sous-amendement n° 223 à titre personnel à l'amendement n° 64 de la commission devenu sans objet (p. 2426) ; notion de groupement de salariés (p. 2440) ; **article 9** : modalité de transmission du rapport gouvernemental au Parlement (p. 2445) ; délai de deux ans à partir de la date de promulgation de la présente loi pour le dépôt du rapport gouvernemental ; son amendement n° 224 à titre personnel (changement de numérotation des articles du code du travail) : devenu sans objet (p. 2446) ; son amendement n° 68 (détermination par voie législative des modalités d'exercice du droit d'expression des salariés) : adopté (p. 2447) ; élargissement du champ des expériences relatives au droit d'expression des travailleurs (p. 2449) ; **après l'article 9** : problème des milices et des groupes d'intervention portant atteinte aux libertés des travailleurs (p. 2450).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : dispositions relatives au droit d'expression des salariés ; rejet du texte par le Sénat [22 juillet 1982] (p. 4691).

Discussion des articles : **article 1er** : *article L. 122-35 du code du travail :* détournement de la procédure parlementaire par l'opposition (p 4694) ; son amendement n° 1 (précisant que le règlement intérieur ne peut contenir de dispositions lésant les salariés en raison de leur situation de famille) : adopté ; *article L. 122-36 du code du travail :* son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 4695) ; *article L. 122-37 du code du travail :* contrôle de l'inspecteur du travail et du juge sur le règlement intérieur ; son amendement n° 4 (possibilité pour le conseil des prud'hommes d'écarter l'application d'une clause contraire aux articles L. 122-34 et L. 122-35 du code du travail) (p. 4697) ; adopté ; *article L. 122-39 du code du travail :* son amendement n° 5 (contrôle des notes de service) : adopté (p. 4698) ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 122-40 du code du travail :* son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 4699) ; *article L. 122-41 du code du travail :* son amendement n° 8 (de précision) : adopté ; son amendement n° 9 (précisant les cas où le salarié doit être convoqué pour l'entretien préalable) (p. 4699) ; adopté ; son amendement n° 10 (délai maximal dans lequel la sanction doit intervenir) : adopté (p. 4700) ; *article L. 122-44 du code du travail :* protection des travailleurs contre l'arbitraire patronal ; possibilité donnée au juge d'apprécier la sanction par rapport à la faute commise ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté (p. 4701) ; *article L. 122-45 du code du travail :* son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 122-46 du code du travail :* son amendement n° 14 (faits ne pouvant donner lieu à sanction ou à licenciement) (p. 4702) ; adopté ; **après l'article 1er** : son amendement n° 15 (d'harmonisation) : adopté (p. 4703) ; **article 3** : impossibilité de réserver un sort particulier aux handicapés en matière de licenciement (p. 4704) ; **article 6** : *article L. 461-3 du code du travail :* son amendement n° 16 (à titre personnel) (rédactionnel) : adopté ; ses amendements n° 17 et n° 18 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 19 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 20 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4705) ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 21 (de précision) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 22 (date du dépôt du rapport relatif à l'application des articles L. 461-1 à L. 461-3 du code du travail : adopté (p. 4706).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; demande à l'Assemblée nationale de confirmer son vote du 22 juillet 1982 [27 juillet 1982] (p. 4870).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** *article L. 432-1 du code du travail :* son amendement n° 478 (rapport écrit décrivant la situation comparée des hommes et des femmes dans l'entreprise) ; problèmes spécifiques posés aux femmes dans la vie professionnelle [4 juin 1982] (p. 2974) ; retiré (p. 2975).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 102 (suppression de la notion de chef de famille du code général des impôts) [27 octobre 1982] (p. 6393) ; adopté (p. 6394).

Deuxième partie :

Droits de la femme : *discussion générale,* rapporteur pour avis : bilan positif du ministère des droits de la femme ; politique en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle des femmes ; mesures en faveur des femmes dans le plan « Avenir jeunes » ; modification de l'article 7 du statut de la fonction publique [2 novembre 1982] (p. 6547) ; développement de droits propres ; capacité fiscale de la femme mariée ; statut des conjoints d'artisans et de commerçants ; problème des femmes seules avec enfants ; meilleure application de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse ; développement de la contraception ; action en direction des associations ; faiblesse des moyens mis à la disposition des déléguées et des chargées de mission départementales (p. 6548) ; élaboration d'un projet de loi relatif aux discriminations sexistes (p. 6549).

Affaires sociales et solidarité nationale. — III : travail, emploi. — *Discussion générale* : progression des crédits attribués au ministère de l'emploi ; caractère satisfaisant des résultats obtenus par le Gouvernement ; situation de l'emploi des femmes [15 novembre 1982] (p. 7165) ; renversement de la tendance actuelle ; structure de l'emploi féminin ; aide à l'insertion des chômeurs de longue durée ; rôle du ministère des droits de la femme ; chômage des travailleurs de plus de cinquante-cinq ans (p. 7166).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale : questions :* renforcement des droits des travailleurs et des organisations syndicales représentatives ; application des nouvelles dispositions législatives ; information de travailleurs sur leurs nouveaux droits [18 novembre 1982] (p. 7422).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 51 : son amendement n° 229 (de conséquence) : adopté [19 novembre 1982] (p. 7492).

— Projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 732).

Première lecture, discussion générale : place des entreprises artisanales dans l'économie française ; maintien des entreprises artisanales dans les centres villes ; cause du déclin de l'artisanat à Paris ; nécessité de sauvegarder le secteur artisanal ; absence de preuve de qualification pour l'immatriculation au répertoire des métiers ; nombre important de radiations au répertoire des métiers dans les deux à quatre années suivant l'installation ; réglementation du droit d'installation [23 novembre 1982] (p. 7582) ; absence de formation à la gestion ; formation continue des artisans ; rôle des chambres des métiers et des organisations professionnelles ; importance de l'innovation en matière artisanale ; droit à la formation (p. 7583).

— Projet de loi portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (n° 1202).

Première lecture, discussion générale : structure du travail féminin en France ; accession des femmes aux responsabilités dans tous les domaines de la vie sociale [6 décembre 1982] (p. 7985) ; mise en place d'une politique de développement des équipements collectifs ; possibilité pour les syndicats de se porter partie civile contre un employeur ayant eu un comportement sexiste ; mise en place des discriminations positives ; création du conseil supérieur de l'égalité professionnelle (p. 7986).

Discussion des articles : **article 1er,** *article L.* 123-1 *du code du travail :* limitation du nombre des métiers devant être réservés aux femmes (p. 7996) ; *article L.* 123-2 *du code du travail :* refus d'accorder de nouvelles protections spécifiques aux femmes ; maintien des avantages acquis ; affirme que le présent projet n'exclut pas le rôle de la mère ; rôle du père (p. 7997) , *article L.* 123-4 *du code du travail :* future réforme du licenciement (p. 8006) ; **article 2 :** son amendement n° 69 (précisant que l'employeur doit fournir au juge la pleine justification de l'inégalité de rémunération invoquée par le salarié) (p. 8008) : devenu sans objet ; cas d'une unité économique et sociale constituée par plusieurs entreprises juridiquement distinctes (p. 8009) ; **article 8,** *article L.* 432-3-2 *du code du travail :* mise en place d'un plan d'égalité pour rattraper les inégalités dans l'entreprise (p. 8015).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; contenu du rapport annuel remis par les chefs d'entreprise au comité d'entreprise ; mise en place des plans d'égalité professionnelle (p. 8019) ; contrôle de l'application du présent texte (p. 8020).

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(2e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).
Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 24 juin 1982] (p. 1996).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 24 juin 1982] (p. 1996).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [*J.O.* du 22 avril 1982] (p. 1190).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les prix et les revenus (n° 962) [*J.O.* du 10 juillet 1982] (p. 2186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant création d'un fonds spécial de grands travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi (n° 1122) [*J.O.* du 22 octobre 1982] (p. 3203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259) [*J.O.* du 18 décembre 1982] (p. 3797).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1983 **(n° 1083)** [*J.O.* du 15 décembre 1982] (p. 3754).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Emprunt à l'Arabie Saoudite et incidence éventuelle sur le prix du pétrole : usage auquel est destiné cet emprunt ; part restante des 4 milliards et demi de dollars récemment empruntés ; diminution du montant de nos réserves liquides de change ; contrat avec l'Arabie Saoudite [15 décembre 1982] (p. 8337, 8338).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 696).

Première lecture, discussion générale : perfectionnement et parachèvement de la loi du 18 janvier 1979 ; remise en cause du principe fondamental du code du travail qu'est la parité entre représentants patronaux et représentants des travailleurs ; inscription des salariés sur des listes électorales et risque de pressions syndicales sur les salariés ; longueur des délais de jugement ; suppression de la faculté ouverte à certains demandeurs de saisir les tribunaux de commerce ; élections avant la fin de l'année ; rémunération des membres du collège salarié [27 janvier 1982] (p. 569) ; disparités entre les collèges ; protection supplémentaire pour les conseillers salariés ; exclusion de l'application de l'article 186 du code de procédure pénale en cas de prévarication ; financement de la formation professionnelle des juges salariés qui n'ont pas accès à la participation au financement de la formation professionnelle ; création d'un conseil supérieur de la prud'homie ; aménagement de l'échevinage dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (p. 570).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 36 (suppression de l'exclusivité de la compétence des juridictions prud'homales dans les litiges touchant une activité commerciale) possibilité de saisir le tribunal de commerce ; recours à des expertises ; liberté de choix des juridictions ; amendement n° 36 : rejeté (p. 580) ; son amendement n° 37 (compétence exclusive des conseils de prud'hommes en premier ressort) (p. 581) ; possibilité d'appel : rejeté (p. 582) ; **article 3 :** son amendement n° 38 (suppression de l'article 3 relatif à l'institution du conseil supérieur de la prud'homie) ; création d'un conseil supérieur sans consultation préalable des partenaires sociaux : rejeté ; composition du conseil supérieur de la prud'homie (p. 588) ; **article 4 :** son amendement n° 39 (suppression de l'article : réduction du nombre des conseillers de chaque section du conseil de prud'hommes) ; absentéisme des conseillers prud'homaux : rejeté ; son amendement n° 40 (suppression de la possibilité de réduction à deux conseillers employeurs ou salariés dans une section) : adopté (p. 589) ; **article 8 :** son amendement n° 41 (suppression de cet article relatif au transfert, en cas de difficulté provisoire de fonctionnement d'une section, de conseillers prud'homaux d'une section à une ou plusieurs autres) ; risque de désaffection de certains conseillers pour la juridiction ; atteintes pour les justiciables au principe du jugement par leurs pairs dans la même branche professionnelle ; amendement n° 41 : rejeté (p. 590) ; **article 11 :** communication au maire, par l'employeur, de la liste des salariés de l'entreprise ; apparition sur la liste des noms, prénoms et domicile du salarié ; protection des libertés individuelles (p. 594) ; son amendement n° 42 (suppression de la communication des listes des salariés aux maires par l'employeur) ; détermination de l'opinion syndicale des électeurs (p. 595) : rejeté ; son amendement n° 43 (inscription individuelle des salariés en mairie sur les listes électorales) : rejeté ; son amendement n° 44 (suppression de la mention du domicile sur les listes électorales) (p. 597) : rejeté (p. 598) ; son amendement n° 45 (droit pour le salarié de consulter pendant quinze jours les renseignements qui le concernent sur la liste à l'exclusion de tout autre) ; communication des adresses des autres membres du personnel ; droit pour le salarié de s'assurer que les renseignements le concernant sont corrects ; préservation de la vie privée au sein de l'entreprise (p. 599) ; disposition permettant qu'au sein de l'entreprise, tous les salariés puissent contrôler toutes les adresses ; amendement n° 45 : rejeté ; son amendement n° 46 (suppression de la disposition permettant aux organismes et aux caisses de sécurité sociale de communiquer aux services du ministère du travail les listes et adresses des entreprises ou établissements employant des salariés) : rejeté (p. 601) ; son amendement n° 47 (sanction de l'utilisation des renseignements portés sur les listes électorales prud'homales) (p. 602) ; peine de simple police ; amendement n° 47 : rejeté (p. 603) ; **article 15 :** son amendement n° 48 (élection complémentaire en cas de section incomplète) : retiré ; **article 17 :** disparité de situations entre les membres du collège salarié et les salariés membres du collège employeur ; son amendement n° 49 (égalité de traitement entre les membres salariés du collège employeur et les membres salariés du collège salarié) (p. 605) ; indemnité compensatrice pour les représentants des employeurs : rejeté (p. 606) ; **article 18 :** son amendement n° 50 (suppression de l'article) ; bénéfice pour les conseillers prud'homaux, en cas de licenciement, de la protection assurée aux délégués syndicaux et aux membres du comité d'entreprise ; licenciement sur décision du bureau de jugement : rejeté (p. 606) ; son amendement n° 51 (subordination du bénéfice de la protection du conseiller prud'homal à une procédure préalable et formelle d'information de l'employeur et faisant courir la protection du jour du début de l'exercice des fonctions) : suppression du recours au bureau du jugement ; protection des représentants du personnel (p. 607) : rejeté ; **article 21 :** son amendement n° 54 (nécessité du dépôt d'une plainte préalablement à la saisine de la juridiction compétente pour la suspension d'un conseiller prud'homal) : rejeté (p. 608) ; **article 22 :** son amendement n° 55 (renvoi de l'affaire en cas de partage devant le même bureau de conciliation ou de jugement) (p. 609) : rejeté (p. 610) ; son amendement n° 56 (suppression de la possibilité pour le juge du tribunal d'instance de statuer seul en l'absence des conseillers prud'hommes régulièrement convoqués) ; principe du jugement par les pairs ; possibilité pour le juge départiteur de statuer seul et risque de désaffection pour les séances de départage : rejeté (p. 611) ; **article 24 :** son amendement n° 57 (remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers prud'hommes du collège salarié) : rejeté ; vacations allouées aux conseillers prud'hommes ; discrimination entre le régime applicable aux conseillers prud'hommes salariés du collège employeur et du collège salarié ; remboursement par l'Etat du montant des salaires et des charges sociales ; absence de précision des modalités de remboursement par l'Etat aux entreprises ; remboursement des frais complémentaires ; son amendement n° 58 (remboursement mensuel sur la base des périodes d'absence constatée le mois précédent) (p. 612) : rejeté (p. 613) ; **article 29 :** son amendement n° 59 (suppression de l'article) ; application de l'article 681 du code de procédure pénale en cas de prévarication : rejeté ; **article 31 :** son amendement n° 60 (suppression de l'article abrogeant l'article L. 634-1 du code du commerce) : rejeté (p. 613) ; **article 33 :** son amendement n° 61 (premier renouvellement général des conseillers prud'hommes avant le 31 décembre 1984) : encombrement des conseils ; renouvellement de la moitié des conseillers (p. 614) : rejeté ; **article 34 :** son amendement n° 62 (suppression de l'article relatif à la saisine des tribunaux de commerce pour connaître des procédures introduites devant eux antérieurement à la date d'entrée en application de la présente loi) : rejeté ; **article 35 :** son amendement n° 63 (maintien de l'échevinage) (p. 615) ; période transitoire et respect du particularisme des départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ; extension à cinq du nombre des collèges ; augmentation du nombre des prud'hommes ; nécessité de trouver un autre mode de désignation des échevins (p. 616) : rejeté ; **article 36 :** son amendement n° 64 (suppression de l'article relatif à l'installation des conseils de prud'hommes dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : devenu sans objet (p. 617) ; rénovation de l'ensemble du régime des conseils de prud'hommes en Alsace-Lorraine (p. 617) ; **article 37 :** son amendement n° 65 (compétence transitoire des tribunaux d'instance du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : devenu sans objet ; **article 38 :** son amendement n° 66 (suppression de l'article relatif aux ordonnances du premier président de la Cour d'appel en cas de difficulté de fonctionnement des conseils de prud'hommes) : devenu sans objet ; **article 39 :** son amendement n° 67 (suppression de l'article relatif au transfert des archives et des minutes des secrétariats des anciens conseils de prud'hommes industriels et commerciaux d'Alsace et Lorraine) : devenu sans objet (p. 618).

Explications de vote : liberté de choix de la juridiction ; modalités d'établissement des listes électorales ; iniquité de rémunération des membres du collège des salariés par rapport aux membres du collège des employeurs ; obligation aux entreprises de financer la formation des juges ; crédits de la formation professionnelle ; sanction pénale à l'encontre des membres de conseils de prud'hommes coupables de prévarication (p. 619).

Deuxième lecture, discussion générale : parachèvement de l'œuvre entreprise par la loi du 19 janvier 1979 par le présent projet de loi ; attitude de l'actuelle majorité lors du vote de cette loi ; remise en cause par le texte actuel ; objectif de collectivisation [13 avril 1982] (p. 1049) ; inscription des salariés sur les listes électorales de façon autoritaire ; suppression de la liberté donnée

au salarié de choisir sa juridiction ; volonté des socialistes de contrôler la justice du travail ; possibilité donnée aux « élus » de se consacrer en totalité à l'action prud'homale ; incidence du texte sur la retraite complémentaire, la caisse des cadres, les heures supplémentaires et les congés payés ; réduction du nombre de conseillers par collège ; volonté de réduire par tous les moyens la présence du collège employeur ; difficultés accrues dans la gestion des petites et moyennes entreprises en raison du nombre croissant de délégués protégés ; obligation faite par la loi aux employeurs de rémunérer la formation professionnelle des juges salariés de leur entreprise ; absence de dispositions concernant la composition exacte, le fonctionnement, les attributions futures du conseil supérieur de la prud'homie ; suppression de l'échevinage ; accroissement de la lutte des classes par ce projet de loi ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1050).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 24 (supprimant le mot : « seuls » dans le second alinéa du paragraphe II de l'amendement n° 1) ; maintien des principes de liberté ; liberté de choix des cadres supérieurs ; suppression de la possibilité de choisir leur juridiction (p. 1053) ; convention dérogatoire ; possibilité d'arbitrage ; exclusion des arrangements à l'amiable par le texte : rejeté ; **article 4 :** impossibilité de réunir trois conseillers dans chaque collège à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 1054) ; **article 8 :** son amendement n° 25 (de suppression) ; nécessité de ne pas donner à des conseillers prud'hommes appartenant à une section la possibilité de siéger dans une ou plusieurs autres : rejeté ; **article 8** *ter* **A** *:* nécessité de prévoir un certain délai avant de procéder aux nouvelles élections ; **article 8** *ter :* son sous-amendement n° 26 (complétant le dernier alinéa de l'amendement n° 6 par les mots : « depuis moins de deux ans ») (p. 1055) ; impossibilité de reconnaître à une personne privée d'emploi pendant plusieurs années une compétence en matière de travail par la vertu d'une élection ; appartenance des chômeurs au monde du travail ; augmentation du nombre des chômeurs par la politique gouvernementale : rejeté (p. 1056) ; **article 11 :** son amendement n° 29 (précisant que les salariés s'inscrivent individuellement en mairie) ; son amendement n° 27 (supprimant les trois premières phrases du 4e alinéa du texte proposé pour l'article L. 513-3 du code du travail) ; son amendement n° 30 (substituant dans l'article L. 513-3 du code du travail les mots : « des salariés » aux mots : « ainsi que le domicile des salariés. Toutefois ceux-ci peuvent en l'espèce le fixer à l'adresse de leur choix ») ; liberté laissée aux Français de s'inscrire ou non sur une liste électorale ; communication par l'employeur des listes de salariés mentionnant leur domicile au lieu de l'entreprise (p. 1057) ; atteinte à la liberté individuelle des salariés ; suspicion du Gouvernement envers les entreprises ; communication des adresses des salariés ; refus par le Gouvernement d'appliquer des sanctions ; ses amendements nos 29, 27 et 30 : rejetés ; son amendement n° 31 (précisant que chaque salarié a le droit de consulter pendant quinze jours les renseignements qui le concernent à l'exclusion de tout autre) : rejeté ; son amendement n° 28 (précisant que toute utilisation des renseignements portés sur des listes électorales prud'homales à d'autres fins sera puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 1 000 francs à 20 000 francs) : rejeté (p. 1058) ; **article 17 :** son sous-amendement n° 32 (étendant les dispositions de l'amendement n° 10 aux conseillers salariés du collège employeur) ; principe d'égalité ; nécessité de ne pas discriminer les salariés qui représentent les employeurs : rejeté (p. 1059) ; **article 18 :** son amendement n° 34 (obligation faite aux candidats aux élections prud'homales ou au conseiller prud'homal d'avertir son employeur de la date à laquelle il a commencé ses fonctions) ; information des employeurs de la situation de leurs salariés ; refus du Gouvernement d'admettre toute contrainte à l'encontre du collège des salariés : rejeté (p. 1061) ; **article 19 :** son sous-amendement n° 35 (réservant l'application de l'amendement n° 13 de la commission aux entreprises de plus de dix salariés) ; possibilité donnée aux seules entreprises de plus de dix salariés d'imputer des dépenses pour les crédits de formation professionnelle ; financement par l'Etat de la formation des conseillers prud'homaux salariés dans les entreprises de moins de dix salariés ; volonté du Gouvernement de ne pas régler ce problème ; difficultés financières des petites entreprises ; caractère injuste du texte : rejeté (p. 1062) ; **article 21 :** son amendement n° 36 (substituant aux mots : « saisi d'une plainte ou informé de » les mots : « informé de l'existence d'une plainte portant sur des ») ; sanction constituée par la suspension d'un conseiller prud'homal : rejeté ; **article 22 :** son amendement n° 37 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 515-3 du code du travail) ; jugement par les pairs ; possibilité donnée au juge départiteur de statuer seul ; nécessité de maintenir l'obligation de présence des conseillers en cas de partage (p. 1063) ; nécessité d'empêcher les abus ; amendement n° 37 : rejeté ; **article 23 :** sa volonté de ne pas critiquer le travail des deux assemblées ; son opposition à la possibilité donnée d'être à la fois conseiller et défenseur ; **article 23** *bis :* son amendement n° 42 (précisant qu'un décret définira les conditions dans lesquelles les personnes visées pourront bénéficier d'autorisations d'absence (p. 1064) ; son amendement n° 43 (permettant à toutes les organisations syndicales et professionnelles de désigner des défenseurs salariés ; son amendement n° 44 (précisant que les heures accordées aux conseillers prud'homaux doivent être justifiées) ; caractère fondamental de son amendement n° 43 ; choix limité des travailleurs entre les différentes organisations syndicales (p. 1064) ; amendements nos 42, 43 et 44 : rejetés ; son amendement n° 45 (limitant l'application de cet article aux entreprises de plus de trois cents salariés) : rejeté (p. 1065) ; son amendement n° 38 (remboursement des indemnités allouées aux salariés par les entreprises) ; son amendement n° 39 (prévoyant un remboursement des employeurs par anticipation) ; son amendement n° 40 (précisant que les indemnités préalables correspondent aux provisions remboursables accordées aux employeurs) ; amendements nos 38, 39 et 40 tombent (p. 1066).

Explications de vote : restriction des libertés consécutive à l'adoption de ce texte ; inégalité de traitement entre les membres du collège des salariés et ceux du collège des employeurs ; difficultés créées pour les entreprises de moins de dix salariés ; agressivité caractérisant les relations entre Français au nom de la lutte des classes ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1067).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 1 de la commission (permettant au justiciable de choisir entre le tribunal de commerce ou le conseil de prud'hommes) : rejeté [22 avril 1982] (p. 1275) ; **article 17 :** son amendement n° 16 (étendant les dispositions de cet article aux conseillers salariés du collège Employeurs : rejeté (p. 1276) ; **article 19 :** son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 8 de la commission (excluant du champ d'application de cet amendement les entreprises de moins de dix salariés) : rejeté (p. 1277).

Explications de vote : atteinte portée aux libertés par ce texte ; problème des listes électorales ; non-reconnaissance de l'échevinage ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 1278).

Quatrième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe R.P.R. ; incapacité pour les cadres de choisir leur juridiction ; obligation laissée aux entreprises de moins de dix salariés de financer la formation des conseillers ; suppression de l'échevinage [28 avril 1982] (p. 1425).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (suppression de la disposition prévoyant que le règlement intérieur ne peut apporter aux droits et libertés des personnes des restrictions non justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché) [14 mai 1982] (p. 2194) : rejeté (p. 2196) ; *article L.* 122-35 *du code du travail :* son amendement n° 2 (mention des libertés dans le règlement intérieur) : tombe ; son amendement n° 3 (suppression de la mention des libertés fondamentales dans le règlement intérieur) : tombe (p. 2197) ; son amendement n° 4 (suppression de la mention de « la nature de la tâche à accomplir dans le règlement intérieur ») : rejeté (p. 2198) ; remise du texte du règlement intérieur au salarié lors de son embauche (p. 2202) ; *article L.* 122-44 *du code du travail :* son amendement n° 5 (suppression de l'article définissant les pouvoirs du conseil des prud'hommes en cas de litige relatif à une sanction) ; soumission du règlement intérieur à une large concertation ; codification de la mise à pied par le règlement intérieur ; recours devant les prud'hommes ; sanction de nature à remettre en cause la compétitivité de l'entreprise [17 mai 1982] (p. 2315) : rejeté (p. 2317) ; **article 6 :** droit d'expression des salariés par l'intermédiaire exclusif des syndicats ; taux de syndicalisation dans les entreprises ; expression sur l'organisation et les conditions de travail ; conséquences financières ; principe d'un accord

obligatoire entre les syndicats et les employeurs dans les entreprises de plus de 200 salariés ; jeu des syndicats contre l'intérêt des salariés [18 mai 1982] (p. 2351) ; *article L. 461-1 du code du travail :* son amendement n° 131 (droit d'expression sur les conditions de travail et la productivité de l'entreprise) : rejeté (p. 2365) ; contenu du droit d'expression ; exclusion des opinions politiques (p. 2366) ; *article L. 461-2 du code du travail :* son amendement n° 134 (modalités d'exercice du droit d'expression au sens des dispositions de l'article L. 461-3) ; droit d'expression des cadres ; implantation des syndicats dans les petites entreprises ; rémunération du temps consacré à l'exercice du droit d'expression ; nécessité de ne pas imposer une charge supplémentaire aux entreprises (p. 2383) : rejeté (p. 2384) ; *article L. 461-3 du code du travail :* son amendement n° 136 (élévation du seuil d'application du droit d'expression aux entreprises de 750 salariés) (p. 2386) ; seuil de 750 salariés pour le bilan social ; atteintes au droit au travail perpétrées par la C.G.T. (p. 2387) : rejeté (p. 2388) ; **article 7 :** son amendement n° 143 (substitution du délai de six mois au délai d'un an pour l'engagement des négociations) [19 mai 1982] (p. 2415) : rejeté (p. 2416).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** *article L. 411-5 du code du travail :* volonté du Gouvernement de faire des adolescents des responsables syndicaux [24 mai 1982] (p. 2473) ; *article L. 412-4 du code du travail :* constitution d'une section syndicale dans toutes les entreprises (p. 2479) ; **article 1er :** non-respect de la loi républicaine par le Gouvernement ; inclusion des travailleurs temporaires dans les effectifs de l'entreprise [24 mai 1982] (p. 2497) ; **article 6 :** son amendement n° 305 (suppression du paragraphe I de cet article) [27 mai 1982] (p. 2705) ; rejeté (p. 2706) ; **article 10 :** *article L. 423-4 du code du travail :* son amendement n° 401 (suppression du paragraphe IV de l'article 10) [1er juin 1982] (p. 2785) ; adopté (p. 2786) ; **article 11 :** *article L. 423-7 du code du travail :* son amendement n° 413 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 2793) ; rejeté (p. 2798) ; **article 12 :** *article L. 423-12 du code du travail :* son amendement n° 420 (substituant aux mots « des deux tiers » les mots « d'un quart » pour le texte proposé pour cet article) (p. 2802) ; rejeté ; son sous-amendement n° 810 à l'amendement n° 90 de la commission (dérogation aux conditions d'ancienneté pour être éligible) (p. 2803) ; rejeté ; *article L. 423-13 du code du travail :* son amendement n° 424 devenu sans objet (p. 2804) ; **article 21 :** *article L. 432-4 du code du travail :* son amendement n° 583 (suppression de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article [4 juin 1982] (p. 3003) ; retiré (p. 3004) ; **article 24 :** *article L. 433-8 du code du travail :* son amendement n° 601 (substituant aux mots « les deux tiers » les mots « le quart » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté [7 juin 1982] (p. 3034) ; **article 25 :** son amendement n° 607 (de suppression) : rejeté (p. 3039).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 132-12 du code du travail :* son amendement n° 88 (suppression de l'article) [10 juin 1982] (p. 3230) : rejeté (p. 3232) ; *article L. 132-25 du code du travail :* son sous-amendement n° 345 à l'amendement n° 21 de M. Jean Oehler (engagement de la négociation par l'employeur à la demande du comité d'entreprise) : rejeté [11 juin 1982] (p. 3288) ; son amendement n° 132 devenu sans objet : son amendement n° 141 (prévoyant que chaque négociation ne peut intervenir moins de douze mois avant la conclusion de la précédente négociation ou du procès-verbal en cas de désaccord) : rejeté (p. 3292) ; *article L. 132-26 du code du travail :* son amendement n° 144 (suppression de l'article) (p. 3293) : rejeté (p. 3294) ; *article L. 132-31 du code du travail :* son amendement n° 47 (suppression de l'article) [11 juin 1982] (p. 3311) : rejeté (p. 3313) ; son amendement n° 50 (accords conclus par des groupements d'employeurs occupant moins de onze salariés et institution des commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles) : rejeté (p. 3314) ; son amendement n° 48 (suppression de la disposition instituant des commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles) : rejeté (p. 3315) ; son amendement n° 49 (suppression de la disposition prévoyant que les accords peuvent déterminer des modalités particulières de représentation du personnel dans les entreprises de moins de onze salariés) : rejeté (p. 3316) ; **article 7 :** *article L. 133-1 du code du travail :* extension des conflits collectifs ; blocage des prix [25 juin 1982] (p. 3863) ; **article 8 :** *article L. 133-3 du code du travail :* appréciation de la représentativité des organisations syndicales et liberté syndicale (p. 3868) ; recours au juge pour statuer sur la représentativité d'une organisation syndicale ; appréciation de la représentativité syndicale par enquête diligentée par le ministre du travail (p. 3869) ; *article L. 133-5 du code du travail :* liberté d'exercice du droit syndical (p. 3870) ; élargissement de la base d'application des coefficients hiérarchiques en précisant leur utilisation pour le calcul du salaire minimum national par référence au salaire minimum national professionnel des ouvriers non qualifiés ; reconnaissance des travaux pénibles par le droit du travail (p. 3871) ; **article 10 :** *article L. 153-1 du code du travail :* impossibilité pour la loi pénale de s'appliquer dans le cadre d'une disposition de nature conventionnelle [25 juin 1982] (p. 3890) ; soumission de l'employeur à des sanctions pénales ; mise en conformité des conventions collectives étendues en vigueur à la date de promulgation de la loi avec les dispositions de l'article L. 133-5, dans un délai de douze mois (p. 3891) ; **article 11 :** contrôle par l'inspecteur du travail des accords non étendus (p. 3892) ; **article 20 :** *article L. 524-5 du code du travail :* caractère public des conclusions et des recommandations du médiateur (p. 3896).

Explications de vote : institution d'une obligation de négocier ; blocage des salaires et des revenus (p. 3897) ; abaissement du rôle des négociations par branche ; développement des conflits sociaux ; amplification d'un mouvement revendicatif ; impossibilité pour l'employeur de prendre, pendant la durée de la négociation, les décisions qu'impose la bonne marche de l'entreprise ; regroupement des entreprises de moins de onze salariés ; développement du syndicalisme de la C.G.T. (p. 3898).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** déficit du commerce extérieur ; augmentation de la T.V.A. ; charges supplémentaires imposées aux consommateurs [26 mai 1982] (p. 2603) ; **article 23 :** déduction de douze mensualités égales au S.M.I.C. du bénéfice imposable pour les conjoints d'artisans adhérents à un centre de gestion agréé ; contradiction entre cet article et les dispositions du projet de loi sur le statut des conjoints d'artisans (p. 2643) ; son amendement n° 42 (abrogeant l'article 154 du code général des impôts) ; déductibilité intégrale du salaire réel du conjoint : rejeté ; son amendement n° 43 (supprimant les mots « pour les adhérents des centres de gestion agréés » au début de cet article) : rejeté (p. 2644) ; **article 25 :** volonté du Gouvernement de dissuader les Français de faire sortir leurs actifs financiers en direction de paradis fiscaux ; maintien pendant deux ans sous la souveraineté fiscale illimitée des personnes ayant quitté la France ; définition de la notion « d'expatriés fiscaux » (p. 2645) ; **article 27 :** inconstitutionnalité de cet article ; caractère réglementaire des dispositions contenues dans cet article (p. 2648).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé :

Promesses non tenues ; déstabilisation des rouages de l'économie ; dévaluation du franc ; échec de la politique économique du Gouvernement [12 juillet 1982] (p. 4408) ; échec du sommet de Versailles ; abaissement de la France ; volonté de la C.G.T. de déstabiliser la libre entreprise ; déficit croissant de la balance commerciale (p. 4409) ; accroissement des charges financières des entreprises ; blocage des prix, des salaires et des revenus ; augmentation de la T.V.A. ; augmentation des prix de l'électricité, de l'essence et du fuel (p. 4410) ; diminution du pouvoir d'achat ; nouvelle politique proposée par l'opposition (p. 4411).

— Prise d'acte du dépôt d'une motion de censure : soutien apporté au projet de loi sur les prix et les revenus par le groupe communiste [13 juillet 1982] (p. 4471).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* son amendement n° 44 (réservant la création des C.H.S.C.T. aux établissements industriels) : rejeté [21 septembre 1982] (p. 5007) ; son amendement n° 45 (de clarification) (p. 5013) : rejeté (p. 5014) ; *article L. 236-3 du code du travail :* son amendement n° 168 (sanctions en cas de violation du secret professionnel par les membres du C. H. S. C. T.) : rejeté [22 septembre 1982] (p. 5044) ; *article L. 236-4 du code du travail :* son amendement n° 46 (suppression du dernier

alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 5047) : rejeté (p. 5049) ; *article L. 236-7 du code du travail :* son amendement n° 47 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : non soutenu (p. 5067).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** impôt frappant l'outil de travail et les biens professionnels ; promesses non tenues [27 octobre 1982] (p. 6377) ; **article 2 :** écrasement de la hiérarchie des revenus disponibles après impôt ; découragement frappant l'entreprise privée (p. 6381) ; son amendement n° 15 (suppression de la tranche à 65 % pour l'impôt sur le revenu) (p. 6383) : rejeté (p. 6384) ; son amendement n° 16 (coefficient de réévaluation des déductions fiscales) : rejeté ; son amendement n° 17 (suppression de la tranche exceptionnelle de 7 p. cent (p. 6389) : rejeté ; son amendement n° 86 (reconduction de la tranche exceptionnelle pour la dernière fois) : rejeté (p. 6390) ; **article 3 :** aspect économique des dispositions contenues dans le présent article ; encouragement donné à l'épargne longue ; élèvement à 50 p. cent du prélèvement libératoire en cas d'anonymat sur la rémunération des liquidités à court terme [28 octobre 1982] (p. 6407) ; transformation des comptes courants d'associés créditeurs en obligations convertibles (p. 6411) ; pénalisation de l'épargne courte ; son amendement n° 20 (déplafonnant le montant des avances en comptes courants) (p. 6413) : rejeté ; son amendement n° 21 (portant le plafond de 300 000 francs à 1 million de francs) : rejeté ; son amendement n° 22 (suppression de l'article 212-1° du CGI) : rejeté ; son amendement n° 23 (même objet) (p. 6414) : rejeté (p. 6415) ; **article 4 :** problème de la taxation des plus-values (p. 6416) ; **avant l'article 9 :** refus de supprimer la provision pour investissements industriels à l'étranger (p. 6436) ; taux de l'impôt sur les sociétés (p. 6437-6438) ; **après l'article 9 :** T.V.A. sur les hôtels « 4 étoiles » (p. 6444) , **article 10 :** problème spécifique aux assurances (p. 6447) ; **article 11 :** cas de l'abandon de créances d'une société mère vis-à-vis de ces filiales (p. 6461) ; incorporation des abandons de créances au capital de la société qui en bénéficie (p. 6465) ; **article 12 :** exonération des biens professionnels (p. 6466) ; son amendement n° 24 (réactualisation des tranches de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6467) : rejeté (p. 6468) ; son amendement n° 25 (précisant que les biens professionnels sont exclus de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6469) : rejeté ; qualification des biens professionnels (p. 6470) ; **après l'article 16 :** accroissement des charges des agences matrimoniales [29 octobre 1982] (p. 6494); son amendement n° 87 (exonération de 30 p. cent d'imposition sur les frais généraux en faveur des entreprises exportatrices) : rejeté (p. 6495) ; compression des frais généraux (p. 6496) ; **article 17 :** prélèvement fiscal sur les salaires au titre de la formation professionnelle (p. 6497).

Deuxième partie :

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* accroissement du déficit du commerce extérieur ; dédouanement des magnétoscopes à Poitiers ; difficultés de l'industrie nationale des banques vidéo enregistrées ; résultats positifs du commerce extérieur ouest-allemand ; niveau insupportable des charges des entreprises [12 novembre 1982] (p. 7077).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* taxe sur les magnétoscopes ; cas des magnétoscopes équipés d'un tuner ; cas des magnétoscopes portables [19 novembre 1982] (p. 7455).

Examen des crédits. — I. ; services généraux : **Etat E, ligne 61 :** son amendement n° 176 (suppression de la taxe pour droit d'usage des magnétoscopes) ; qualification juridique du magnétoscope ; rejeté (p. 7462) ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 253 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (taxation limitée à une taxe par foyer) ; doublement d'une redevance correspondant à un service identique ; taxe sur les bandes enregistrées (p. 7470) ; rejeté ; son sous-amendement n° 254 à l'amendement n° 225 du Gouvernement (tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet amendement) (p. 7471) ; absence de taxe sur les bandes magnétiques enregistrées retiré (p. 7472) ;

Articles additionnels et articles non rattachés : avant l'article 53 : caractère trop restrictif du nouveau mécanisme d'aide à l'investissement [19 novembre 1982] (p. 7502) ; **article 53 :** nécessité de permettre aux membres de l'Ordre des experts comptables de remplir leur mission de surveillance (p. 7507) ; secteur d'intervention de l'expert comptable (p. 7508) ; **après l'article 54 :** réduction de la valeur locative de l'habitation principale pour les personnes âgées ayant élevé plus de trois enfants (p. 7515) ; majoration de la taxe sur la publicité mentionnée à l'article L. 233-21 du code des communes (p. 7516) ; **article 58 :** perte enregistrée par la plupart des sociétés nationalisées (p. 7517).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** augmentation du prélèvement libératoire par les intérêts des comptes courants d'associés [15 décembre 1982] (p. 8373).

Troisième lecture, discussion générale : affaiblissement économique de la France ; lutte contre la fraude fiscale ; contribution du parti communiste à l'affaiblissement de la France ; inquiétude relative de l'endettement de tous les organismes nationalisés [18 décembre 1982] (p. 8530).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).

Première lecture, discussion générale : aggravation de la situation économique ; problème de l'exonération de l'outil de travail de l'impôt sur les fortunes ; baisse d'activité [7 décembre 1982] (p. 8059) ; impôt sur les sociétés ; déficit dans l'exécution de la loi de finances pour les huit premiers mois de 1982 ; déficits des entreprises nationalisées ; budget de la défense nationale ; balance des paiements ; caractère mythique de l'exonération des biens professionnels ; exonération correspondant à un crédit d'impôt provisoire dans des cas très restrictifs ; définition des « biens professionnels » ; nécessité de détenir plus de 25 p. 100 du capital de l'entreprise et d'y être effectivement présent et actif pour bénéficier du crédit d'impôt (p. 8060) ; non exclusion de l'outil de travail de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; absence de mesures d'exonération prévue pour 1985 ; constitution de l'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie ; éventualité de l'emprunt de plusieurs milliards de dollars à l'Arabie Saoudite ; vote hostile du R.P.R. (p. 8061).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** contrôle parlementaire ; information sur les impôts ne relevant pas du budget de l'Etat (p. 8072) ; **article 2 et Etat B annexé :** réduction des crédits affectés à des opérations publicitaires du Gouvernement (p. 8076) ; **article 9 :** crédit d'impôt sur l'outil de travail (p. 8081-8082) ; son amendement n° 2 (tendant à modifier le texte de l'article pour indiquer qu'il s'agit d'un crédit d'impôt temporaire) : rejeté (p. 8082) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 19 (exonération de la taxe professionnelle pour certaines activités non commerciales exercées directement par les collectivités locales ; majoration du tarif du droit de timbre ; majoration de la dotation globale de fonctionnement) ; possibilité d'insérer cette disposition dans une prochaine loi de finances ; retiré (p. 8087) ; **article 19 :** immixtion du Gouvernement dans les affaires internes de la Nouvelle-Calédonie (p. 8089) ; décision illégale prise par l'assemblée territoriale ; volonté du Gouvernement d'imposer un texte contesté avant l'arrêt du Conseil d'Etat et de conforter M. Christian Nucci dans sa position (p. 8090).

Deuxième lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** travaux de la commission mixte paritaire ; problème de la constitutionnalité de la procédure de dépôt des amendements gouvernementaux [18 décembre 1982] (p. 8556).

Explications de vote : caractère démagogique du présent collectif budgétaire (p. 8561) ; dégradation de la situation économique de la France ; refus du groupe R. P. R. de voter le présent texte (p. 8562).

V

VADEPIED (Guy)

Député de l'Oise
(5e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention tendant à faciliter l'accès international à la justice (n° 874) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord général de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Mozambique (n° 977) [1er juillet 1982] (p. 4196).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 874), autorisant la ratification de la Convention tendant à faciliter l'**accès international à la justice (n° 905)** [27 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 977), autorisant l'approbation d'un **accord général de coopération** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du **Mozambique (n° 1276)** [7 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation au Tchad :** évolution de la situation militaire au Tchad depuis l'entrée des partisans de M. Hissène Habré à N'Djamena ; rôle de la France dans ce conflit qui avait obtenu le retrait des troupes libyennes ; absence d'intervention directe de la France dans les problèmes intérieurs du Tchad [10 juin 1982] (p. 3202) ;

— **Société industreille de filtration à Marseille-en-Beauvaisis :** élaboration par les organisations syndicales d'un plan accepté par l'ensemble du personnel ; nécessité de préserver les emplois et de sauver la fabrication des filtres [15 décembre 1982] (p. 8328).

orale sans débat :

— **n° 168** posée le 4 mai 1982 : **eau et assainissement (ordures et déchets)** (p. 1696) ; appelée le 4 juin 1982 : **traitement des déchets industriels** : risque de pollution ; projet de création d'une usine de traitement des déchets à Ons-en-Bray (p. 2962).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

Discussion : dépenses engagées pour l'armement dans le monde [6 juillet 1982] (p. 4250) ; dépenses militaires des pays du tiers monde ; méfaits du partage du monde en deux blocs ; inégalité devant l'insécurité ; contrôle politique de ses ventes d'armes par la France ; nécessité de favoriser le véritable non-alignement ; lutte contre la crise économique ; importance des relations économiques avec les pays en voie de développement ; établissement de zones dénucléarisées unanimement acceptées par les Etats (p. 4251).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, discussion générale : priorité donnée à l'industrialisation ; détérioration de la balance commerciale [26 octobre 1982] (p. 6338) ; augmentation des crédits d'aide à l'industrie ; rôle des entreprises nationales ; développement des exportations ; mobilisation de l'épargne nationale vers l'industrie ; protection de l'épargne (p. 6339).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
(1re circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

VALROFF (Jean)

Député des Vosges
(3e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'industrie [J.O. du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole [J.O. du 25 septembre 1982] (p. 2866).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 151**, posée le 27 avril 1982 : **habillement, cuirs et textiles (entreprises : Vosges)** (p. 1397) ; appelée le 30 avril 1982 : **entreprise Montefibre de Saint-Nabord** : processus d'arrêt des colonnes de polymérisation de nylon impliquant la suppression de nombreux emplois ; action nécessaire à la suspension de la restructuration en cours ; organisation d'une réunion tripartite ; responsabilité du groupe italien ; perspectives du marché de la fibre nylon 6-6 (p. 1516) ;

— **n° 257**, posée le 12 octobre 1982 : **agriculture (syndicats professionnels)** (p. 5695) ; appelée le 15 octobre 1982 : **prélèvement de cotisations syndicales agricoles** : système de prélèvement des cotisations destinées à des organisations syndicales agricoles ; convention entre des organismes commerciaux et des organisations syndicales ; légalité de certaines pratiques (p. 5832, 5833).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion générale commune : exemples de comportements arbitraires de la part du patronat ; relations de travail dans l'industrie textile droit de créer des sections syndicales dans toutes les entreprises [13 mai 1982] (p. 2149) ; prise en compte de l'ensemble des salariés dans la définition des effectifs de l'entreprise ; obligation annuelle de négocier et protection des « pionniers » syndicaux ; institution des comités de groupe ; travailleurs des entreprises filiales ; comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (p. 2150).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 20 :** *article L. 431-3 du code du travail :* son amendement n° 477 (précisant que le comité d'entreprise peut organiser des réunions d'information portant notamment sur des problèmes d'actualité) [3 juin 1982] (p. 2937) : devenu sans objet (p. 2940).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).**

Première lecture, discussion générale : dissimulation de la droite derrière le masque de l'apolitisme ; caractère moralisateur du présent projet ; nécessité de réglementer le vote des résidences secondaires [26 juillet 1982] (p. 4848) ; opposition de la droite à la reconnaissance éventuelle du droit de vote aux immigrés ; abaissement à dix-huit ans de l'âge de l'éligibilité au conseil municipal (p. 4849).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* part consacrée par le budget de l'éducation nationale aux lycées d'enseignement professionnel ; taux d'auxiliariat dans les

L.E.P. ; problème des personnels ouvriers de service [5 novembre 1982] (p. 6738) ; reconstitution des filières de production industrielle dans les L.E.P. ; fixation (à quinze élèves par professeur) de l'effectif maximal en enseignement professionnel dans les L.E.P. ; amélioration de l'image de marque des L.E.P. ; réforme de la taxe d'apprentissage (p. 6739).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* entreprises de sciage et d'exploitation forestière [9 novembre 1982] (p. 6974).

VENNIN (Bruno)

Député de la Loire
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J.O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 171,** posée le 4 mai 1982 : **handicapés (réinsertion professionnelle et sociale)** (p. 1696) ; appelée le 7 mai 1982 : **ateliers protégés et centres d'aide par la travail :** structures permettant le travail des handicapés dans des conditions particulières ; problème financier de ces établissements (p. 1849) ; concurrence s'exerçant entre les deux structures ; examen des problèmes de réinsertion professionnelle ; revision de la loi sur les emplois réservés ; projet d'aides aux travailleurs ou à l'entreprise accueillant un handicapé (p. 1850) ;

— **n° 287,** posée le 23 novembre 1982 : **affaires sociales et solidarité nationale : ministère (personnel)** (p. 7605) ; appelée le 26 novembre 1982 : **contractuels du centre national d'études supérieures de sécurité sociale :** diversité des statuts du personnel de cet établissement ; possibilité de rattachement du personnel contractuel à la convention collective des organismes de sécurité sociale du régime général (p. 7706).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale commune : caractère inégalitaire du droit du travail [14 mai 1982] (p. 2179) ; renforcement des institutions représentatives des travailleurs ; renforcement de la protection des salariés en matière d'hygiène et de sécurité ; institution de limites au pouvoir disciplinaire de l'employeur ; rappel de l'affaire Fleurance ; question du règlement intérieur et du droit disciplinaire ; instauration du contrôle effectif des travailleurs et des institutions représentatives sur les règles fixant la discipline dans l'entreprise sous couvert de l'inspecteur du travail ; droits de la défense ; contrôle de la proportionnalité des sanctions et des fautes (p. 2180).

— Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-38 *du code du travail :* son amendement n° 152 (compétences de l'inspecteur du travail et des fonctionnaires assimilés) [17 mai 1982] (p. 2285) ; adopté (p. 2296) ; **article 3 :** détermination des critères de l'ordre des licenciements ; intervention des organisations syndicales [18 mai 1982] (p. 2341).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 30 :** *après l'article L.* 439-1 *du code du travail :* personnel des filiales françaises de groupes multinationaux [8 juin 1982] (p. 3111) ; directive Vredeling (p. 3112).

— Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L.* 132-2 *du code du travail :* histoire du mouvement ouvrier ; nécessité pour les travailleurs de se coaliser pour défendre leurs droits ; monopole syndical dans les négociations collectives [9 juin 1982] (p. 3188) ;

— Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** problème d'évaluation [22 juin 1982] (p. 3698).

VERDON (Marc)

Député de la Vienne
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766) [22 avril 1982] (p. 1281).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741) [*J.O.* du 26 juin 1982] (p. 2030).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 766) autorisant l'approbation d'un accord relatif à la **participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 821)** [21 avril 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix et modifiant le code de procédure pénale et le code de justice militaire (n° 741).

Première lecture, discussion générale : système aristocratique combinant : privilège de juridiction et principe hiérarchique ; principe de l'égalité des citoyens devant la loi ; contribution des T.P.F.A. au développement du courant anti-militariste ; réconciliation de la jeunesse avec l'armée de la Nation ; contribution de la suppression des T.P.F.A. à la renaissance d'un esprit de défense dans la jeunesse française ; mise en œuvre du changement voulu par le pays [14 avril 1982] (p. 1147) ; réduction progressive de la durée du service militaire (p. 1148).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif à la participation française à la force multinationale et d'observateurs (n° 766).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : composition de la participation française au groupe de transport aérien articulé autour d'un avion C 160 Transall ; aspect financier de la participation française ; mission de la FMO. : faire observer dans la zone frontalière les clauses du traité de paix de Washington et s'assurer que la démilitarisation partielle de ces zones est effective ; importance de la participation française dans le processus de paix ; contribution française se référant expressément à la résolution 242 du conseil de sécurité des Nations unies ;

échange de lettres entre le ministre des relations extérieures et le directeur général de la F.M.O. [22 avril 1982] (p. 1255) ; possibilité de retirer à tout moment le contingent français (p. 1256).

VIAL-MASSAT (Théo)

Député de la Loire
(4e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention relative aux transports internationaux ferroviaires (n° 871) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (commerce extérieur) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Cesse d'être représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. Devient représentant titulaire [*J.O.* du 28 octobre 1982] (p. 3247).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 871) autorisant l'approbation d'une convention relative aux **transports internationaux ferroviaires (n° 902)** [27 mai 1982].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome V : **commerce extérieur (n° 1167)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux **pharmaciens** la délivrance au public de certaines essences végétales **(n° 1191)** [28 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **problèmes de la société Creusot-Loire :** suppression de 500 emplois due à des restructurations dans le groupe Creusot-Loire [27 octobre 1982] (p. 6348) ; liens entre Creusot-Loire et l'Etat ; ressources du groupe Creusot-Loire (p. 6349) ;

— **indemnisations des victimes de la tempête dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire :** situation de Firminy ; possibilité d'améliorer les dispositions du plan Orsec ; défaillance au niveau des groupes électrogènes ; aides prévues pour les victimes [1er décembre 1982] (p. 7857).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère (n° 1014).**

Discussion : situation au Liban ; condamnation des dirigeants israéliens par la population française ; volonté d'Israël d'anéantir l'O.L.P. ; droits du peuple palestinien à une patrie [6 juillet 1982] (p. 4244) ; soutien des Etats-Unis à Israël ; présence de la VIe flotte américaine en rade de Beyrouth ; droit à la souveraineté pour le Liban (p. 4245).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Discussion générale :* importance du plan national d'indépendance énergétique ; création de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; difficultés des Charbonnages de France ; renouveau de l'utilisation du charbon ; problème du bassin minier de la Loire [8 novembre 1982] (p. 6885) ; maintien des orientations prises en matière de programme nucléaire ; nécessité pour le Gouvernement de préciser ses intentions en matière de surrégénérateur ; situation financière d'E.D.F. (p. 6886).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : caractère désastreux des résultats du commerce extérieur ; faiblesse du marché intérieur ; pratique déloyale de certains partenaires de la France ; problème des exportations de matériels militaires ; embargo américain sur les exportations destinées au gazoduc euro-sibérien ; lien entre la politique extérieure et la politique du commerce extérieur [12 novembre 1982] (p. 7072-7073).

VIDAL (Joseph)

Député de l'Aude
(1re circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* effort considérable du Gouvernement en faveur de l'amélioration de l'habitat existant ; insuffisance des dispositions en faveur du logement social [4 novembre 1982] (p. 6686) ; mauvaise qualité de certains logements ; manque d'isolation ; lourdeur des charges de chauffage ; recherche de la qualité architecturale et thermique ; allégement des formalités administratives (p. 6687).

VILLETTE (Bernard)

Député de la Charente
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics (n° 875) [*J.O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Insertion sociale des jeunes de seize à dix-huit ans :** attribution d'une indemnité forfaitaire aux jeunes impliqués dans une formation alternée ; risque de désaffection à l'égard du système scolaire [2 juin 1982] (p. 2868).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : taxation des alcools ; répartition de la charge fiscale entre les différentes boissons alcooliques [18 octobre 1982] (p. 5925) ; absence d'effet prévisible de la taxation des alcools sur l'alcoolisme ; retombée de cette vignette sur l'économie de la région productrice de cognac (p. 5926-5927).

Discussion des articles : **article 27 :** caractère discriminatoire de cet article ; taxation des alcools les plus nocifs ; revente à perte des alcools de rétrocession ; nécessité de mettre en place une taxe généralisée ; augmentation de 47 p. 100 des droits sur les eaux-de-vie de fruits en 1983 [19 octobre 1982] (p. 5991).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 27 :** taxation des alcools ; réaction des professions concernées ; exemple du cognac ; aspect anti-économique de la nouvelle vignette ; éventualité d'un plan armagnac-calvados-cognac [8 décembre 1982] (p. 8136).

VIVIEN (Alain)

Député de Seine-et-Marne
(1re circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1982] (p. 776).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet portant création d'un fonds spécial de grand travaux (n° 1016) [*J.O.* du 23 juillet 1982] (p. 2381).

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat, auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille [*J.O.* du 2 septembre 1982] (p. 2699).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles et de l'aménagement du territoire : section V (n° 1086), [30 septembre 1982] (p. 5306).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Relations extérieures, coopération et développement ; transports, aviation civile, météorologie). [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) ; annexe n° 29 : **relations extérieures** : coopération et développement **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi relative à la réquisition d'emprise totale dans le cadre de l'**expropriation d'une exploitation agricole (n° 1249)** [25 novembre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 156,** posée le 27 avril 1982 : **patrimoine esthétique, archéologique et historique (œuvres d'art)** (p. 1398) ; appelée le 30 avril 1982 : **retour des œuvres d'art dans leur pays d'origine** : existence de quelques œuvres appartenant incontestablement au patrimoine culturel de leur nation d'origine (p. 1527) ; retour de « Guernica » en Espagne ; retour de la Vénus de Milo ; injuste répartition des œuvres d'art à travers le monde (p. 1528) ;

— **n° 269, enseignement secondaire (fonctionnement),** posée le 19 octobre 1982 (p. 6008) ; appelée le 22 octobre 1982 : **organisation de la rentrée scolaire** : conditions de la rentrée scolaire dans le second degré ; académie de Créteil ; commune de Combs-la-Ville (p. 6168) ; gestion des personnels enseignants et des personnels administratifs de l'enseignement ; travail à temps partiel ; possibilité d'abolir la notation rectorale ; simplification des règles comptables de rémunération des maîtres auxiliaires (p. 6169).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : caractère exceptionnel de la tenue d'une séance publique tandis qu'une commission se réunit [8 avril 1982] (p. 998).

Lors de la discussion du projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754) : **répond au rappel au règlement** de M. Alain Madelin : clôture du scrutin public [4 mai 1982] (p. 1676) ; **réduit à cinq minutes** la durée de la suspension de séance demandée pour vingt minutes (p. 1681) ; **répond aux rappels au règlement** de MM. Alain Madelin et Robert-André Vivien : donne son interprétation des articles 56, alinéa 3, et 100, alinéa 7, du règlement (p. 1693) ; **répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon [17 mai 1982] (p. 2277).

Lors de la discussion des articles du projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745) : **répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin [19 mai 1982] (p. 2438) ; **ses observations** sur l'application de l'article 57, alinéa 1er, du règlement : nombre d'orateurs intervenant au cours de la discussion des articles [19 mai 1982] (p. 2443) ; **répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon : discussion des amendements [28 mai 1982] (p. 2757) ;

— **Souhaite la bienvenue** au président de l'Assemblée nationale québécoise [25 juin 1982] (p. 3882) ;

— **Demande** à M. Jacques Blanc de respecter le règlement et la représentation nationale [27 septembre 1982] (p. 5132);

— **Ses observations** sur le dépassement des temps de parole par les orateurs (projet de loi n° 1092 modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires) [5 octobre 1982] (p. 5407) ;

— **Rappelle** les termes du troisième alinéa de l'article 56 du règlement de l'Assemblée nationale lors de la discussion du projet de loi (n° 743) relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail [13 octobre 1982] (p. 5743) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien : note la présence de la télévision lorsque M. François d'Aubert s'est exprimé [19 novembre 1982] (p. 7442) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : existence de la procédure des questions budgétaires permettant au ministre de répondre à des questions précises (p. 7448) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : durée d'exposition des questions budgétaires limitée à deux minutes par orateur (p. 7450) ;

— **Ses observations** sur les rappels au règlement de MM. Pierre Joxe et Claude Labbé (projet de loi n° 1202 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) [6 décembre 1982] (p. 7991).

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, explications de vote : reconnaissance du droit au logement ; clarification du contrat ; information des locataires ; mise en place d'une structure de dialogue ; équilibre entre les droits des locataires et des bailleurs ; vote favorable du groupe socialiste [25 janvier 1982] (p. 525).

— **Projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 99).**

Première lecture, discussion générale : application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 ; approfondissement des relations franco-guinéennes ; vote positif du groupe socialiste ; affaire des disparus guinéens [8 avril 1982] (p. 1035) ; démarche effectuée par le gouvernement français ; interventions d'hommes politiques, de personnalités du monde artistique, d'organisations internationales en faveur des disparus guinéens ; infractions aux droits de l'homme perpétrées par la Guinée ; attachement du ministère des relations extérieures à la défense des droits de la personne humaine (p. 1036).

— **Projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles (n° 1086).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : histoire des villes nouvelles ; loi Boscher ; difficultés nées de la partition des communes incluses dans le périmètre des villes nouvelles en deux territoires (zone d'agglomération nouvelle et hors zone d'agglomération nouvelle) ; problème du syndicat communautaire d'aménagement du grand Melun ; différentes possibilités de regroupement ; application au budget de la commune ou du syndicat des règles relatives à l'exécution du budget communal [6 octobre 1982] (p. 5444) ; harmonisation des taux d'imposition appli-

cables aux parties en Z.A.N. et hors Z.A.N ; nécessité de garantir des ressources stables aux communes ; maintien du principe d'une dotation spécifique d'équipement des agglomérations nouvelles (p. 5445).

Discussion des articles : **article 17 :** fiscalité propre aux syndicats d'agglomération nouvelle et aux communautés d'agglomération nouvelle (p. 5523) ; **après l'article 18 :** risque de déséquilibre financier des agglomérations nouvelles ; cas des communes proches d'une agglomération nouvelle (p. 5524) ; **article 19 :** son amendement n° 60 (interdisant à la communauté ou au syndicat de dépasser pour la fixation du taux de la taxe professionnelle les limites prévues à l'article 1636 B *septies* du code général des impôts) ; son amendement n° 138 à titre personnel (même objet) : retiré (p. 5524) ; son amendement n° 60 rejeté ; son amendement n° 61 (dépassement des limites prévues à l'article 1636 B *sexies* du code général des impôts pour couvrir les dépenses obligatoires) ; son amendement n° 139, à titre personnel (même objet) : retiré ; son amendement n° 61 adopté (p. 5525) ; **article 21 :** son amendement n° 62 (portant à dix ans la période d'intégration fiscale progressive) : adopté (p. 5526) ; **article 22 :** son amendement n° 63 (précisant que les communes reçoivent un précompte sur le produit de la taxe professionnelle correspondant à la charge de la dette antérieurement contractée) : devenu sans objet ; son amendement n° 64 (délibération relative aux critères de reversement de la taxe professionnelle) ; son amendement n° 140 à titre personnel (même objet) (p. 5527) : adoptés ; son amendement n° 65 (critères de reversement retenus lorsque la majorité qualifiée n'a pas été réunie) (p. 5528) : devenu sans objet (p. 5529).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : accroissement de l'aide aux Etats les moins avancés ; intensification des actions de formation ; élargissement des concours financiers aux pays contraints à des politiques d'ajustement ; réorganisation en cours du mlnistère des relations extérieures ; transformation des méthodes et des moyens de l'aide au développement ; place privilégiée de l'Afrique dans l'action française en faveur du développement ; accroissement des aides dans le secteur de l'enseignement [17 novembre 1982] (p. 7322) ; politique menée par la France vis-à-vis du Cameroun ; conséquence du changement de régime survenu en Haute-Volta ; situation de Madagascar (p. 7323).

Examen des crédits. — **II : Coopération :** caractère satisfaisant des explications fournies par M. Claude Cheysson [18 novembre 1982] (p. 7371).

— Projet de loi définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois (n° 1081).

Première lecture, discussion générale : situation particulière des personnels non-titulaires exerçant dans le cadre de la coopération [14 décembre 1982] (p. 8259).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne
(7e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1028).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle [*J. O.* du 2 juillet 1982] (p. 2103).

Membre des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (Radio-France) [*J. O.* du 15 octobre 1982] (p. 3088).

DEPOTS

Proposition de loi relative à **la protection des droits des artistes, interprètes ou exécutants (n° 1106)** [30 septembre 1982].

Proposition de loi tendant à favoriser la **décoration artistique des espaces publics** des grands ensembles et des constructions effectuées dans les Z.A.C. **(n° 1107)** [30 septembre 1982].

Proposition de loi tendant à accorder à certaines catégories d'**anciens combattants et de résistants** la faculté d'opérer des **versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse (n° 1108)** [30 septembre 1982].

Proposition de loi portant **réforme du divorce (n° 1109)** [30 septembre 1982].

Proposition de loi tendant à étendre aux villes de plus de 25 000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'**installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation (n° 1110)** [30 septembre 1982].

Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 relative à la **suppression de l'habitation insalubre (n° 1111)** [30 septembre 1982].

Proposition de loi tendant à assurer le **relogement des personnes âgées expropriées** dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme **(n° 1112)** [30 septembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083) — annexe n° 42 : **transports :** aviation civile, météorologie **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— incidence sur la presse du déplafonnement des recettes publicitaires de la télévision : remise en cause des franchises accordées à la presse ; développement de la publicité sur les chaînes de télévision et avenir de la presse locale, régionale et nationale [19 mai 1982] (p. 2436) ;

— est-il exact que les membres du Gouvernement reçoivent les ordres d'un leader syndicaliste ? : propos injurieux tenus par M. Jacques Delors ayant traité les membres de l'opposition de « braillards fascisants » ; écoutes téléphoniques condamnées par M. Mitterrand dans son ouvrage « *Ma part de vérité* » [30 juin 1982] (p. 4074) ; relation par la presse d'une conversation entre le ministre de la santé et le secrétaire général de la C.G.T. ; absence de démenti de la part du ministre de la santé ; absence de réponse du Premier ministre à ce sujet (p. 4075) ;

— propos tenus sur certains producteurs ou certaines émissions de télévision par des personnalités de la majorité : conditions de désignation des députés représentant l'Assemblée nationale au sein des conseils d'administration des sociétés et des établissements de radio et de télévision ; propos tenus par M. Régis Debray à l'égard de M. Bernard Pivot ; M. Régis Debray : « super-gauleiter » des affaires culturelles » ; remise en cause de l'indépendance de la presse écrite et parlée par M. Jean Poperen ; absence de réponse du ministre à cette question [13 octobre 1982] (p. 5721, 5722) ;

— interdiction de l'affichage dans les locaux de la police d'un communiqué de syndicat : différences de traitement des syndicats de la police nationale par le Gouvernement ; interdiction d'affichage dans les locaux de la préfecture de police de Paris [3 novembre 1982] (p. 6605, 6606).

INTERVENTIONS

— Son rappel au règlement : demande d'une suspension de séance afin d'empêcher la télévision de retransmettre le début de cette séance au cours de laquelle quatre députés récemment élus ont repris leur place au sein de l'opposition [19 janvier 1982] (p. 218).

— Ses observations après l'allocution de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

Renforcement du pouvoir de contrôle du Parlement ; attitude du Gouvernement vis-à-vis des députés de l'opposition [2 avril 1982] (p. 779) ; projet de loi sur l'audiovisuel ; rapport Moinot ; information du Parlement (p. 780).

— Projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 734).

Deuxième lecture, discussion générale : élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger au suffrage universel direct ; soutient les propositions adoptées par le Sénat ; validation préventive du décret du 22 février 1982 [6 mai 1982] (p. 1826) ; délimitation des circonscriptions électorales (p. 1827).

Discussion des articles : **article 3** : délimitation des circonscriptions électorales (p. 1828) ; déroulement du débat (p. 1829).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : ordre du jour [26 avril 1982] (p. 1297) ; éventuelle prolongation de la présente séance afin de permettre à un membre du groupe R.P.R. de prendre la parole (p. 1298) ; respect de l'intérêt des télespectateurs, des auditeurs et des personnels concernés ; caractère littéraire du discours du ministre de la communication, médiocrité du texte présenté ; projet « bête et méchant » (« loi Hara-Kiri ») ; coût de la réforme de l'opération ; imprécision des dispositions relatives à la politique des satellites ; télévision par câble et télématique ; réflexe de taxation des techniques nouvelles (magnétoscope, vidéodisque) ; taxation des cassettes vierges ; contradiction entre le texte présenté et la prétendue volonté d'assurer un droit à la communication ; contradiction entre le rôle de garant de l'indépendance du service public confié à la Haute Autorité et le mode de désignation de ses membres (p. 1315) ; bureaucratisation du service public ; désir de népotisme apparaissant dans ce texte ; accroissement de la dépendance des personnels de la radio et de la télévision vis-à-vis du pouvoir politique ; excès de publicité entraînant une saturation des téléspectateurs ; aspect libéral de quelques articles du projet ; maintien des liens entre la direction générale des télécommunications et le secteur de la communication (p. 1316) ; antennes individuelles et collectives ; confusion faite par M. Guy Hermier entre le pluralisme du commentaire et le pluralisme de l'information ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 1317) ; **son rappel au règlement** : possibilité donnée à un orateur d'en interrompre un autre si celui-ci y consent ; refus du ministre de la communication d'être interrompu [27 avril 1982] (p. 1355).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : refus de l'opposition de participer à une mascarade de vote ; manque d'imagination du Gouvernement (p. 1362) ; **article 1er** : risque de placer l'audiovisuel sous la tutelle de la direction générale des télécommunications (p. 1363) ; son sous-amendement n° 354 à l'amendement n° 143 de la commission (substituant au mot « câbles » les mots « réseaux câblés audiovisuels » dans le second alinéa de cet amendement) ; différence entre câbles et réseaux câblés (p. 1366) : rejeté (p. 1367) ; son amendement n° 355 (substituant au mot « câbles » les mots « réseaux câblés audiovisuels ») : devenu sans objet (p. 1368) ; **article 2** : son amendement n° 356 (précisant la notion de droit à une communication audiovisuelle libre) (p. 1381) ; **son rappel au règlement** : refus du ministre de la communication de se laisser interrompre (p. 1382) : rejeté (p. 1385) ; manipulation de la télévision par la majorité depuis le 10 mai 1981 ; nomination de M. Maurice Séveno au poste de directeur de l'information de F.R. 3 (p. 1386) ; définition du mot « voyou » (p. 1387) ; **article 3** : notion de service public (p. 1391) ; **article 5** : **son rappel au règlement** : défense de la liberté par le R.P.R. et l'U.D.F. ; inconvenance des propos tenus par M. Guy Ducoloné [28 avril 1982] (p. 1408) ; volonté du Gouvernement d'aider la presse écrite ; possibilité envisagée par le précédent Gouvernement d'aider à la création de titres nouveaux d'information et de culture ; financement du service public grâce à une ponction publicitaire sur le budget de la presse écrite (p. 1411) ; son sous-amendement n° 358 à l'amendement n° 148 de la commission (insérant le mot « confessionnelles » après le mot « sociales » à la fin du troisième alinéa de cet amendement) ; nécessité de permettre aux différentes confessions de s'exprimer ; droit d'expression des athées (p. 1427) : devenu sans objet (p. 1428) ; reprend au nom du R.P.R. le sous-amendement n° 20 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 148 de la commission (notion de continuité du service public impliquant l'obligation d'assurer la continuité des programmes) (p. 1431) ; refus de Mme Edmonde Charles-Roux de publier le rapport qu'elle avait été chargée de produire sur la répartition des temps d'antenne entre les formations politiques ; loi dite « loi Vivien » (p. 1432) : rejeté (p. 1433) ; son sous-amendement n° 359 à l'amendement n° 148 de la commission (supprimant le mot « notamment » dans le dernier alinéa de cet amendement) (p. 1434) : retiré (p. 1435) ; **après l'article 6** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; organisation du débat et du travail parlementaire (p. 1446) ; difficultés d'application dans la loi de 1881 (p. 1447) ; implication éventuelle du droit de réponse aux radios périphériques ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon (p. 1448) ; **article 7** : définition des fréquences radioélectriques ; mise en place d'un système de contrôle (p. 1449) ; son amendement n° 360 (subordonnant l'utilisation des fréquences radioélectriques à autorisation de l'Etat dans les conditions fixées par le titre IV de la présente loi) : rejeté (p. 1457) ; son amendement n° 361 (ajoutant les mots « dans les conditions fixées par le titre IV de la présente loi » après les mots « autorisation de l'Etat » à la fin de cet article) ; exemple des Etats-Unis ; possibilité d'une procédure de sanctions graduées : rejeté ; **son rappel au règlement** : demande la présence du ministre des P.T.T. dans l'hémicycle (p. 1458) ; attitude du Gouvernement vis-à-vis de l'opposition (p. 1459) ; **son rappel au règlement** : œuvre constructive faite par l'opposition ; reproche à M. Georges Fillioud de ne pas avoir répondu aux questions précises qui lui ont été posées ; refus du ministre de la communication de réserver les articles 7, 8 et 9 jusqu'après l'article 10 (p. 1460, 1461) ; **après l'article 7** : son amendement n° 476 (ajoutant les mots « sauf en matière de communication audiovisuelle » après les mots « de toute nature » dans le second alinéa de l'article 33 du code des P.T.T.) [29 avril 1982] (p. 1471) : rejeté ; **article 8** : son amendement n° 362 : devenu sans objet (p. 1473) ; **article 9** : son amendement n° 363 (précisant que l'autorisation ne s'applique pas aux antennes collectives de réception) (p. 1479) : retiré (p. 1481) ; **après l'article 9** : danger de soumettre les nouvelles techniques audiovisuelles à une double législation ; son amendement n° 477 (modifiant l'article L. 34 du code des P.T.T.) (p. 1490) : devenu sans objet (p. 1491) ; **article 10** : fonctionnement de la délégation parlementaire à la radio-télévision (p. 1491) ; **article 11** : rapport Moinot ; distribution sélective des rapports ; exercice des pouvoirs consultatifs de la délégation parlementaire par le président ou un membre du bureau de celle-ci (p. 1493) ; son amendement n° 382 (précisant que les décrets d'application de la présente loi seront soumis pour avis à la délégation parlementaire) (p. 1494) ; retiré (p. 1496) ; **article 12** : « supercherie » représentée par la création de la Haute Autorité ; référence au Conseil constitutionnel ; temps d'antenne accordé depuis le 10 mai 1981 à l'opposition et à la majorité (p. 1498) ; éventuelle nomination des anciens présidents du conseil d'administration de l'O.R.T.F. à la Haute Autorité (p. 1504) ; moyens de la Haute Autorité pour développer la création (p. 1505) ; **article 13** : son sous-amendement n° 365 à l'amendement n° 164 de la commission (dispositions relatives aux langues ou cultures régionales) [30 avril 1982] (p. 1546) ; référence aux Mémoires du général de Gaulle (« Notre-Dame-la-France ») : rejeté (p. 1547) ; **après l'article 13** : son amendement n° 469 (précisant que la Haute Autorité approuve les cahiers des charges contenant les obligations de service public) [3 mai 1982] (p. 1558) : adopté après rectification (p. 1559) ; **article 15** : exercice des libertés de conscience et d'expression ; définition du « pouvoir de conciliation » conféré à la Haute Autorité (p. 1566) ; son amendement n° 366 (de suppression) (p. 1568) : rejeté (p. 1570) ; **article 17** : son sous-amendement n° 694 à l'amendement n° 168 de la commission (précisant que la Haute Autorité fait des recommandations pour assurer la qualité et l'harmonisation des programmes des sociétés nationales de télévision) : retiré (p. 1583) ; son sous-amendement n° 367 à l'amendement n° 168 de la commission (de précision) : adopté ; son sous-amendement n° 368 à l'amendement n° 168 de la commission (substituant au mot « enjoindre » le mot « demander » dans le troisième alinéa de cet amendement) (p. 1584) : rejeté ; son sous-amendement n° 369 à l'amendement n° 168 de la commission (précisant que la décision prévue au troisième alinéa de cet amendement est rendue publique) (p. 1585) : rejeté ; son sous-amendement n° 370 à l'amendement n° 168 de la commission (rapport public annuel de la Haute Autorité) : retiré (p. 1586) ; son amendement n° 371 devenu sans objet (p. 1587) ; **article 18** : représentation de la France par les membres de la Haute Autorité dans des organismes internationaux compétents dans le domaine de l'audiovisuel ; **article 19** : utilité du rapport d'activités de la Haute Autorité prévu par cet article (p. 1590) ; **article 20** : composition de la Haute Autorité

(p. 1592) ; son amendement n° 372 (modifiant la composition de la Haute Autorité) (p. 1596) : rejeté ; limite d'âge des membres de la Haute Autorité (p. 1597) ; **article 21 :** régime des incompatibilités applicables aux membres de la Haute Autorité ; **article 22 :** rémunération des membres de la Haute Autorité (p. 1602) ; problème de l'interruption des fonctions professionnelles ; **article 23 :** services mis à la disposition de la Haute Autorité ; crédits de fonctionnement ; son amendement n° 373 (précisant que les crédits nécessaires à la Haute Autorité sont inscrits au budget du ministère chargé de la culture) (p. 1603) : rejeté ; **article 24 :** absence de recours contre les décisions de la Haute Autorité (p. 1605) ; son amendement n° 491 (précisant que les décisions de la Haute Autorité sont publiées au *Journal officiel* et sont susceptibles d'appel devant le Conseil d'Etat) : rejeté (p. 1608) ; **article 25 :** création d'un Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 1609) ; son sous-amendement n° 697 à l'amendement n° 175 de la commission (précisant que le Conseil national donne des avis sur la qualité des programmes) (p. 1612) : adopté (p. 1613) ; **article 26 :** droit de contester appartenant aux députés de l'opposition (p. 1615) ; importance des associations de téléspectateurs (p. 1621) ; son amendement n° 375 (représentation des journalistes au Conseil national de la communication audiovisuelle) (p. 1622) : rejeté (p. 1623) ; son amendement n° 376 (représentation des organisations professionnelles de la presse écrite au Conseil national de la communication audiovisuelle) [4 mai 1982] (p. 1631) ; adopté après correction et modification ; son amendement n° 470 (représentation de l'établissement public de diffusion au Conseil national de la communication audiovisuelle) : rejeté (p. 1633) ; son amendement n° 377 (nomination de personnalités représentant les principales confessions religieuses) (p. 1634) : rejeté ; son amendement n° 378 (inscription des crédits du Conseil national au budget du ministère chargé de la culture et soumission des comptes de ce conseil au contrôle de la Cour des comptes) (p. 1636) : rejeté (p. 1637) ; **après l'article 26 :** son amendement n° 471 (précisant que les assemblées régionales et territoriales constituent des commissions de la communication audiovisuelle) : retiré ; **avant l'article 27 :** son amendement n° 487 (titre du chapitre IV) : réservé ; **article 27 :** son amendement n° 488 (création d'une commission nationale de la liberté audiovisuelle) (p. 1638) : rejeté (p. 1639) ; **avant l'article 27 suite :** son amendement n° 487 précédemment réservé : devenu sans objet (p. 1641) ; **article 28 :** son sous-amendement n° 679 à l'amendement n° 182 de la commission (substituant au mot « l'identité » les mots « la spécificité » dans le quatrième alinéa de cet article) ; son sous-amendement n° 380 à l'amendement n° 182 de la commission (insérant le mot « confessionnelles » après les mots « composantes culturelles » dans le quatrième alinéa de cet article) (p. 1643) ; nécessité de tenir compte des confessions religieuses (p. 1644) : rejetés ; son amendement n° 379 devenu sans objet (p. 1645) ; **article 29 :** son amendement n° 489 (composition de la commission nationale de la qualité) (p. 1652) : devenu sans objet (p. 1653) ; son sous-amendement n° 381 à l'amendement n° 185 de la commission (composition des comités régionaux) (p. 1654) : rejeté (p. 1657) ; **article 30 :** son amendement n° 498 (précisant que les obligations des cahiers des charges sont approuvées par décision de la Haute Autorité) : retiré (p. 1661) ; **article 31 :** son amendement n° 499 (comptes rendus des conseils des ministres) ; distinction entre le commentaire et l'information ; caractère secret des délibérations des conseils des ministres (p. 1665) : rejeté (p. 1666) ; son amendement n° 500 (donnant aux différents groupes politiques la possibilité de faire usage de toutes les techniques audiovisuelles connues) (p. 1666) : adopté après rectification ; son amendement n° 501 (diffusion à la radio et à la télévision des débats des conseils généraux) (p. 1668) : rejeté (p. 1669) ; **son rappel au règlement :** ordre du jour ; expression des assemblées départementales (p. 1669, 1670) ; son amendement n° 502 (précisant que les constatations du service chargé de l'observation des programmes sont rendues publiques au moins deux fois par an) (p. 1674) : rejeté (p. 1676) ; **article 32 :** son amendement n° 504 (de clarification) (p. 1678) ; problème de zones d'ombre ; brouillage des radios libres (p. 1679) ; **son rappel au règlement :** volonté du groupe R. P. R. d'accélérer le débat ; polémique entretenue par le Gouvernement (p. 1682) : devenu sans objet ; son amendement n° 503 (précisant que la répartition des fréquences doit se faire conformément aux décisions de la commission nationale de la liberté audiovisuelle) : rejeté après rectification ; son sous-amendement n° 728 à l'amendement n° 66 de M. Alain Madelin (autorisation du brouillage en temps de guerre) (p. 1685) : rejeté (p. 1687) ; conditions dans lesquelles le Gouvernement transmet des ordres de brouillage à T. D. F. ; mauvaise maîtrise de la technique du brouillage pour T. D. F. (p. 1688) ; son amendement n° 505 (précisant que l'établissement public participe à la préparation et à la mise en œuvre de la politique industrielle de l'Etat en matière de techniques de communication audiovisuelle) (p. 1689) ; volonté de délivrer T. D. F. de la tutelle de la direction générale de la télécommunication manifestée par le ministre des P. T. T. : rejeté (p. 1690) ; **article 33 :** son amendement n° 506 (représentation du personnel d'encadrement au conseil d'administration) : rejeté ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat ; interprétation du règlement faite par le président de la séance (p. 1693) ; son amendement n° 507 (supprimant la possibilité donnée au président de l'établissement public de nommer le personnel) : adopté (p. 1694) ; **article 34 :** son amendement n° 508 (de précision) : devenu sans objet ; son amendement n° 509 (facturation réelle des prestations fournies) [5 mai 1982] (p. 1706) : retiré (p. 1707) ; **article 35 :** son sous-amendement n° 522 à l'amendement n° 202 de la commission (substituant au mot « gérer » le mot « contrôler » à la fin de cet amendement) (p. 1713) : retiré ; son amendement n° 523 (présidence du comité de gestion) : satisfait (p. 1714) ; **après l'article 35 :** son amendement n° 524 (situation des personnels de la société nationale de radiodiffusion) (p. 1715) : rejeté (p. 1716) ; **article 36 :** volonté du groupe R. P. R. d'obtenir la création d'une quatrième société nationale de télévision sur le réseau VHF 819 lignes (p. 1733) ; création d'une quatrième chaîne placée entre les mains du Gouvernement (p. 1737) ; **article 37 :** son amendement n° 526 (représentation du personnel dans les conseils d'administration) : rejeté (p. 1747) ; son amendement n° 528 (insérant les mots « dont un journaliste » après les mots « des représentants du personnel de la société) (p. 1752) ; clause de conscience : rejeté (p. 1753) ; émission « droit de réponse » de Michel Polac (p. 1754) ; **article 38 :** incohérence du Gouvernement en matière de régionalisation de l'audiovisuel (p. 1756) ; **son rappel au règlement :** demande à M. Georges Hage de prendre la place laissée libre par le président de la commission spéciale (p. 1757) ; son sous-amendement n° 529 à l'amendement n° 204 de la commission (faisant de la société nationale de télévision à vocation régionale une société d'économie mixte) : rejeté (p. 1761) ; **après l'article 39 :** son sous-amendement n° 532 à l'amendement n° 208 de la commission (représentation du personnel d'encadrement au sein du conseil d'administration de la société nationale prévue pour l'outre-mer) ; son sous-amendement n° 534 à l'amendement n° 208 de la commission (présence de journalistes au sein de ce conseil d'administration) ; sous-amendements n°s 532 et 534 rejetés (p. 1768) ; **article 40 :** son amendement n° 535 (représentation du personnel d'encadrement dans les conseils d'administration des sociétés prévues aux articles 38 et 39) : rejeté ; son amendement n° 536 (présence des journalistes au conseil d'administration des sociétés prévues aux articles 38 et 39) : rejeté (p. 1770) ; durée de la séance de nuit (p. 1771) ; **article 42 :** obligation faite aux sociétés de programme de participer au capital de la S. F. P. (p. 1772) ; son amendement n° 537 (précisant que l'Etat est l'unique actionnaire de la société nationale de production) (p. 1777) : rejeté ; son amendement n° 538 (supprimant le second alinéa à cet article) (p. 1779) : rejeté (p. 1780) ; **article 43 :** son amendement n° 539 (modifiant la composition du conseil d'administration de la société nationale de production) : rejeté ; son amendement n° 540 (représentation du personnel au sein du conseil d'administration de la société nationale de production) ; son amendement n° 541 (représentation des personnels d'encadrement au sein du conseil d'administration de la société nationale de production) (p. 1782) ; ses amendements n°s 540 et 541 rejetés ; son amendement n° 542 (composition du conseil d'administration de la société nationale de production) : rejeté (p. 1783) ; **son rappel au règlement :** durée de la séance de nuit ; refus de poursuivre les travaux jusqu'à une heure trop avancée (p. 1784) ; **article 44 :** son amendement n° 575 (fixant les pourcentages d'émissions produites par la société nationale de production) [6 mai 1982] (p. 1785) : rejeté ; **après l'article 44 :** son amendement n° 576 (diffusion obligatoire d'émissions de fiction, de documentaires et de variétés) (p. 1796) : rejeté (p. 1797) ; **article 45 :** missions de l'I.N.C.A. (p. 1797, 1798) ; son sous-amendement n° 578 à l'amendement n° 219 de la commission (précisant que l'I. N. C. A. est une société nationale) (p. 1799) : rejeté (p. 1800) ; **article 46 :** son amendement n° 579 (présence d'un représentant de l'établissement de diffusion au conseil d'administration de l'I. N. C. A.) : rejeté (p. 1802) ; son amendement n° 580 (représentation du personnel d'encadrement

au conseil d'administration de l'I. N. C. A.) : rejeté (p. 1803) ; son amendement n° 581 (supprimant la fin du second alinéa de cet article après les mots « de l'établissement ») : adopté (p. 1803) ; **article 52** : son amendement n° 587 (représentation du personnel au conseil d'administration des sociétés régionales de radio et de télévision) : rejeté (p. 1834) ; **article 53** : Radio France internationale ; voix de la France à l'étranger (p. 1836) ; son sous-amendement n° 745 à l'amendement n° 743 du Gouvernement (conventions conclues entre Radio France internationale et l'Etat) (p. 1838) : rejeté ; son amendement n° 589 satisfait ; son amendement n° 590 devenu sans objet (p. 1839) ; **article 55** : son amendement n° 591 (représentation du personnel de la société au conseil d'administration de Radio France internationale) : rejeté (p. 1840) ; **article 56** : son amendement n° 592 (de suppression [7 mai 1982] (p. 1865) : rejeté (p. 1866) ; **article 57** : son amendement n° 593 (de suppression) (p. 1871) : rejeté (p. 1872) ; **article 58** : son amendement n° 594 (de suppression) : rejeté (p. 1873) ; **article 59** : son amendement n° 595 (ressources des organismes du service public de l'audiovisuel) (p. 1879) : rejeté (p. 1881) ; **article 61** : son amendement n° 596 (rôle de la Haute Autorité en matière de répartition des recettes); **son rappel au règlement** : ordre dans lequel sont appelés les amendements [10 mai 1982] p. 1892) : rejeté (p. 1893) ; aide au cinéma du tiers-monde ; rupture du stock des films dans les trois sociétés de programmes (p. 1894) ; **article 62** : refus du Gouvernement de supprimer la T. V. A. sur la redevance (p. 1897) ; son opposition au sous-amendement n° 762 de M. Jacques Toubon faisant figurer la société nationale de production au nombre des bénéficiaires de la redevance (p. 1900) ; **article 63** : documentation annexée au projet de loi de finances (p. 1902) ; son amendement n° 597 (précisant que les sociétés nationales de programme ont l'obligation de séparer, dans leurs documents comptables, les budgets de gestion de ceux relatifs à la constitution des programmes) : rejeté ; **article 64** : fixation du volume des recettes provenant de la publicité de marque (p. 1904) ; son amendement n° 599 (progressivité de l'insertion de la publicité dans les programmes) (p. 1909) ; faiblesse de la part du produit intérieur brut consacrée à la publicité : rejeté (p. 1910) ; son amendement n° 598 (proportion des recettes provenant de la publicité) (p. 1911) : rejeté (p. 1912) ; **article 65** : volonté du Gouvernement de faire échapper au contrôle du Parlement la répartition de la redevance et des recettes publicitaires (p. 1913) ; **avant l'article 68** : présence des journalistes communistes à la télévision exigée par le parti communiste dès l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 (p. 1920-1921) ; **article 68** : garanties en faveur du personnel ; limite d'âge (p. 1922) ; volonté du groupe communiste de reconstituer l'ex-O. R. T. F. (p. 1924) ; **après l'article 68** : situation spéciale de certains personnels ; organismes d'affectation de ceux-ci (p. 1932) ; **article 69** : loi Vivien réglementant le droit de grève à la télévision ; attitude du ministre de la communication vis-à-vis de cette loi ; son amendement n° 602 (exercice du droit de grève) (p. 1937) ; son sous-amendement n° 601 à l'amendement n° 256 de la commission (rôle de la Haute Autorité en matière de grève) (p. 1938) ; refus de permettre à certaines catégories de personnel de bloquer l'ensemble du système audiovisuel par un arrêt de travail (p. 1939) ; amendement n° 602 rejeté (p. 1940) ; sous-amendement n° 601 rejeté (p. 1942) ; **article 71** : son amendement n° 604 (suppression du second alinéa de cet article) [12 mai 1982] (p. 2060) : rejeté (p. 2061) ; **après l'article 71** : son sous-amendement n° 605 à l'amendement n° 260 de la commission (insérant les mots « sociétés de » avant les mots « programmes de télévision ») (p. 2066) : retiré (p. 2067) ; **article 72** : son sous-amendement n° 607 à l'amendement n° 261 de la commission (excluant la Sofirad du champ de cet amendement) (p. 2071) : adopté (p. 2073) : son sous-amendement n° 606 à l'amendement n° 262 de la commission (complétant cet amendement « au titre de l'article 71 ») ; absence de rareté pour la télématique ; satisfait (p. 2074) ; **article 73** : création des stations de radios locales (p. 2078) ; son amendement n° 609 (augmentant la portée minimum autorisée des radios locales) (p. 2080) : rejeté ; son amendement n° 608 (création de radios locales privées par des associations) (p. 2081) : rejeté (p. 2082) ; **son rappel au règlement** : recevabilité des amendements ; financement des radios libres (p. 2083) ; supercherie de la tactique du parti communiste (p. 2084) ; son amendement n° 610 (précisant que le personnel employé par les radios libres est régi par les dispositions de la convention collective de la presse) : retiré (p. 2085) ; **article 74** : son amendement n° 612 (délivrance des autorisations par la commission nationale de la liberté audiovisuelle) : devenu sans objet [14 mai 1982] (p. 2206) ; **article 76** : son sous-amendement n° 614 à l'amendement n° 272 de la commission (p. 2215) : retiré (p. 2216) ; son amendement n° 613 devenu sans objet ; **après l'article 76** : volonté du Gouvernement de permettre à R. M. C. de continuer à émettre en toute impunité (p. 2217) ; **article 77** : caractère discrétionnaire du retrait des autorisations (p. 2219) ; son opposition à la possibilité d'ôter brutalement les autorisations sans préavis (p. 2220) ; son amendement n° 615 (fixation des conditions de retrait des autorisations par un décret en conseil d'Etat) : rejeté (p. 2221) ; **article 78** : commission consultative des fréquences (p. 2222) ; son amendement n° 616 (de suppression) (p. 2223) ; **son rappel au règlement** : ordre du jour ; absence de M. Jack Lang retenu au festival de Cannes (p. 2223) ; **article 81** : soumission des sociétés prévues au titre III du présent projet de loi à la loi du 24 juillet 1966 (p. 2225) ; son amendement n° 617 devenu sans objet (p. 2227) ; **article 83** : son sous-amendement n° 618 à l'amendement n° 283 de la commission (précisant que, dans chaque société nationale de programmes, les journalistes seront constitués en sociétés de rédacteurs) [15 mai 1982] (p. 2231) : retiré (p. 2232) ; son amendement n° 620 (précisant les conditions d'extension des dispositions du code du travail relatives aux journalistes des entreprises de communication audiovisuelle) : retiré ; son amendement n° 619 : satisfait (p. 2232) ; **article 84** : son amendement n° 621 (de suppression) (p. 2233) : rejeté ; **article 85** : son amendement n° 622 (de suppression) (p. 2234) : rejeté (p. 2235) ; **article 88** : son amendement n° 623 (réduction des amendes applicables en cas de non-déclaration de vente de postes de télévision) : retiré (p. 2237) ; **article 89** : son amendement n° 625 (précisant que les dispositions de l'article L. 39 du code des P. T. T. ne sont pas applicables en cas d'infraction aux dispositions de la présente loi) : rejeté ; son amendement n° 624 (précisant que les sanctions prévues à l'article L. 39 du code des P. T. T. ne sont pas applicables aux infractions visées au 1er alinéa de cet article) : rejeté (p. 2238) ; **article 90** : son amendement n° 626 (composition de la première Haute Autorité) : rejeté (p. 2239) ; **après l'article 90** : défense des personnels (p. 2240) ; **article 91** : problème des stocks de films ; transfert du siège social d'Antenne 2 (p. 2241) ; **après l'article 92** : son amendement n° 627 (intégration dans les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision ds personnels employés dans les sociétés régionales) (p. 2243) : devenu sans objet (p. 2244) ; **article 96** : son amendement n° 628 (date d'entrée en vigueur de la présente loi) ; disparition du programme minimum (p. 2245) ; droits acquis des personnels : rejeté ; son amendement n° 629 (abrogeant l'article L. 33 du code des P. T. T.) (p. 2246) : rejeté ; **son rappel au règlement** : émet le vœu que M. Jack Lang, ministre de la culture, soit présent lors de la séance de l'après-midi (p. 2247) ; **avant l'article 79** : augmentation de la fréquentation des salles de cinéma ; désespérance des téléspectateurs ; rapports entre le cinéma et la télévision ; détermination du prix d'achat des droits de diffusion des œuvres cinématographiques par les sociétés nationales de télévision (p. 2253) ; augmentation du prix d'achat des films par les sociétés de télévision ; contenu des cahiers des charges (p. 2256) ; **article 79 précédemment réservé** : concertation avec la profession du cinéma (p. 2258) ; **article 80 précédemment réservé** : lourdeur du système mis en place (p. 2263).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 13** *bis* : désaisissement progressif des pouvoirs de l'Assemblée nationale [6 juillet 1982] (p. 4212) ; **article 16** : pouvoirs de la Haute Autorité ; sa composition (p. 4214) ; **article 20** : injure pratiquée par certains membres du Gouvernement ; composition de la Haute Autorité (p. 4217, 4218).

Seconde délibération du projet de loi : **son rappel au règlement** : précise que le groupe R.P.R. n'a pas utilisé la totalité de son temps de parole [7 juillet 1982] (p. 4289).

— **Son rappel au règlement** : attitude constructive de l'opposition ; déplore les propos tenus par le ministre de la communication sur une radio périphérique [29 avril 1982] (p. 1465, 1466).

— **Conclusions du rapport de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Michel Berson (n° 845).**

Discussion : **son rappel au règlement** : abstention du groupe R.P.R. ; traite le président de séance de « néo-fasciste » [6 mai 1982] (p. 1825).

— **Son rappel au règlement** : commémoration de l'offensive du Garigliano (10 mai 1944) [10 mai 1982] (p. 1912).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 15 (exclusion du bénéfice de cet article des personnes passibles de l'impôt sur les grandes fortunes) : devenu sans objet ; son amendement n° 13 (cas des personnes soumises à une réévaluation des revenus à la suite d'un contrôle fiscal) : retiré ; son amendement n° 14 (déduction des revenus imposables prévus à l'article 156 du code général des impôts) : retiré [25 mai 1982] (p. 2575) ; **article 2 :** son amendement n° 17 (taux de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 2578) ; **article 3 :** son amendement n° 19 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 22 (suppression du paragraphe 2 de cet article) [26 mai 1982] (p. 2608) : rejeté (p. 2610).

Troisième lecture, discussion générale : réquisitoire auquel s'est livré M. Parfait Jans contre le patronat ; politique économique du Gouvernement ; lutte contre l'inflation ; contrôle des prix et des salaires [18 juin 1982] (p. 3595).

Explications de vote : vote hostile du groupe R.P.R. ; politique économique du Gouvernement (p. 3598).

— **Aménagement de l'ordre des travaux :** politique de l'audiovisuel menée par les précédents gouvernements [7 juillet 1982] (p. 4290).

— **Son rappel au règlement :** sectarisme dont fait preuve le président de séance [8 juillet 1982] (p. 4349).

— **Projet de loi portant abrogation et révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 (n° 922).**

Première lecture, discussion générale : insuffisance du nombre des policiers ; montée de l'insécurité [21 juillet 1982] (p. 4621).

— **Fait personnel :** attitude de M. Laurent Fabius à son égard ; nature de ses consommations à la buvette des parlementaires [26 octobre 1982] (p. 6330).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** souhaite que le ministre du budget soit plus « complet » lors de la discussion des articles qu'il ne l'a été lors de la discussion générale [27 octobre 1982] (p. 6375) ; **article 2 :** création d'une tranche supplémentaire à 65 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; destruction de l'esprit d'entreprise ; son amendement n° 104 (demi-part supplémentaire accordée aux titulaires de la carte du combattant ou d'une pension militaire ou d'invalidité) : rejeté (p. 6386) ; son amendement n° 29 (relèvement à 1 315 francs le niveau des revenus auxquels s'applique l'effet du seuil) : retiré (p. 6393) ; **article 5 :** refus de supprimer cet article [28 octobre 1982] (p. 6421) ; coût de la taxe supprimée par cet article (p. 6422) ; **article 9 :** neutralité de la T.V.A. ; assujettissement des avocats et des établissements privés de formation professionnelle (p. 6439) ; assujettissement de la taxe hebdomadaire à la T.V.A. (p. 6441) ; **article 10 :** son amendement n° 30 (contrats réservés aux exploitants agricoles) : retiré (p. 6453) ; son amendement n° 31 (régime fiscal des produits des bons et contrats de capitalisation et des contrats d'assurance vie) (p. 6456) : rejeté (p. 6457) ; **article 11 :** normalisation du régime des sociétés mères et de leurs filiales (p. 6461) ; son amendement n° 32 (seuil d'application de cet article) (p. 6462) : rejeté ; son amendement n° 33 (de précision) : rejeté (p. 6464) ; **article 12 :** problème de l'impôt sur la fortune portant sur les biens professionnels (p. 6467) ; **article 14 :** impossibilité pour M. Christian Pierret de retirer un amendement adopté par la commission des finances (p. 6477) ; **article 27 et état A :** révision de l'ensemble des avantages accordés à la presse [29 octobre 1982] (p. 6514-6515).

Deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. — *Discussion générale,* rapporteur spécial suppléant : accroissement des crédits de fonctionnement ; rénovation des maisons d'éducation ; problèmes rencontrés par la grande chancellerie dans l'exercice de ses missions ; importance numérique des membres de la Légion d'honneur ; réforme de 1963 ; réduction du nombre des membres [2 novembre 1982] (p. 6556) ; secours alloués par la grande chancellerie ; discipline de l'ordre ; problème du port des décorations étrangères ; enseignement dispensé dans les maisons d'éducation ; création de quatre emplois de professeur certifié ; diminution du budget de l'ordre de la Libération ; rénovation de l'hôtel des Invalides ; secours alloués aux compagnons de la Libération ou à leurs familles (p. 6557).

Culture. — *Discussion générale : questions :* avenir du cinéma ; rapports entre la télévision et le cinéma ; problème du cinéma d'art et d'essai [3 novembre 1982] (p. 6658).

Education nationale. — *Examen des crédits :* **son rappel au règlement :** utilisation de l'article 40 de la Constitution ; but des amendements déposés par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 novembre 1982] (p. 6775).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* absence dans le budget de mesures d'intégration de l'indemnité de sujétion spéciale et de majoration de pension de réversion des veuves de policiers morts en service ; possibilité de discussion d'une loi de programme sur le problème des moyens matériels et humains de la police [10 novembre 1982] (p. 7037-7038) ; « stratégie du soupçon » qui se met en place au sein de la police (p. 7041) ; nécessité de renforcer l'effectif policier du Val-de-Marne (p. 7042) ; **son rappel au règlement :** absentéisme volontaire de l'opposition lors de l'examen des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ; conditions d'examen du budget de ce ministère (p. 7043).

Examen des crédits : **après l'article 62 :** répartition des majorations d'impôts résultant de l'exonération permanente de la dotation globale de fonctionnement de certaines installations (p. 7044).

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : dégradation de la situation du secteur de l'aéronautique civile ; prise du transport aérien dans le monde ; politique d'abaissement des coûts ; alourdissement des charges d'Air France ; réduction du marché des avions civils ; difficultés commerciales du programme Airbus [16 novembre 1982] (p. 7227) ; lourdeur des annulations de crédits ; retards dans le lancement de l'ATR 42 ; diminution des crédits affectés à la météorologie ; suppression de la délégation à l'espace aérien ; rétablissement du droit de grève des aiguilleurs du ciel (p. 7228, 7229) ; origines des chiffres contenus dans son rapport (p. 7242).

Communication et radiotélévision. *Discussion générale :* mainmise politique sur la presse ; faible augmentation des aides directes à la presse ; « ponction » effectuée par l'Etat sur les ressources publicitaires ; affaiblissement de la politique de la presse par des poursuites judiciaires ; inculpation de M. André Audinot correspondant à une « atteinte grave » à l'immunité parlementaire [19 novembre 1982] (p. 7431) ; chronologie des faits relatifs à M. André Audinot ; accuse le ministre de la communication d'énoncer une « contrevérité » ; crédits d'information et de diffusion du Gouvernement ; mainmise politique sur l'information télévisée ; absence d'utilisation de certains journalistes due à leur attitude politique ; exemple d'Edouard Sablier ; « gabegie financière » ; augmentation des ressources de la radiotélévision ; déficit de la S.F.P. ; Haute Autorité ; enchevêtrement de structures ; durée de la mise en place de la réforme (p. 7432) ; part « dérisoire » des crédits consacrés à la création ; coût de la radiodiffusion et de la télévision ; redevance télévision ; taxe sur les magnétoscopes ; ressources publicitaires ; introduction de la publicité à FR 3 ; quatrième et cinquième chaînes ; nouvelles techniques de communication audiovisuelle ; rôle de la direction générale des télécommunications dans ce domaine ; refus d'accorder au Gouvernement l'autorisation de percevoir la redevance (p. 7433, 7434) ; **son rappel au règlement :** présence de la télévision pour filmer le discours du ministre durant le débat relatif au projet de budget sur l'audiovisuel ; absence de la télévision pendant les interventions des rapporteurs et des orateurs de l'opposition (p. 7442) ;

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 52 : importance du prélèvement résultant de l'application de la taxe sur certains frais généraux [19 novembre 1982] (p. 7497) ; souhait du Gouvernement de faciliter les efforts des entreprises pour développer les exportations (p. 7498) ; **avant l'article 53 :** problème de la durée de l'amortissement (p. 7503) ; **article 53 :** son amendement n° 249 (contribuables pouvant tenir une comptabilité super-simplifiée) : rejeté (p. 7507) ; son amendement n° 250 (utilisation des documents comptables par les centres de gestion agréés) : rejeté (p. 7508) ; son amendement n° 251 (allongement du délai dans lequel les intéressés doivent adhérer aux centres de gestion agréés) : rejeté (p. 7509).

— **Son rappel au règlement :** poursuite de la séance publique [28 octobre 1982] (p. 6454).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Deuxième lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** rend hommage à la courtoisie de M. Christian Pierret ; travaux des commissions mixtes paritaires [18 décembre 1982] (p. 8553).

— **Fixation de l'ordre des travaux de la session extraordinaire : son rappel au règlement :** regrette que l'Assemblée soit obligée de siéger pendant « la trêve des confiseurs » [20 décembre 1982] (p. 8578).

VOUILLOT (Hervé)

Député de la Côte-d'Or
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1982 [*J. O.* du 17 juin 1982] (p. 1923).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Temps libre : section commune, loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature) [21 octobre 1982] (p. 6150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080) [*J.O.* du 17 novembre 1982] (p. 3444).

Membre suppléant de l'agence nationale pour l'information touristique [*J.O.* du 10 décembre 1982] (p. 3717).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 37 : **temps libre :** section commune, loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature (**n° 1165**) [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).**

Première lecture, discussion générale : politique conjoncturelle ; crise dans les rapports nord-sud ; contrats de Plan ; relance de l'investissement ; rôle des régions ; commission nationale de la planification ; négociations sociales ; coopération internationale et action des communautés européennes ; pression des revendications catégorielles [14 juin 1982] (p. 3348).

— **Projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne (n° 1080).**

Première lecture, discussion générale : attitude de l'opposition ; création de nouveaux produits d'épargne ; importance de l'aide fiscale globale apportée par la collectivité à l'épargne ; suppression du système Monory ; création du livret d'épargne populaire [28 septembre 1982] (p. 5166).

Discussion des articles : **article 5 :** son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 6 de la commission (substituant au pourcentage « 1 p. 100 » le pourcentage « 3 p. 100 ») (p. 5174) ; adopté ; coût de la souscription publique (p. 5175).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, première partie, discussion générale : justice fiscale ; ligne fiscale du Gouvernement depuis 1980 ; mesures en faveur des plus défavorisés ; institution d'une décote sur l'impôt en faveur des personnes seules de condition modeste ; attribution d'une demi-part supplémentaire aux ménages dont l'un des conjoints est invalide et aux anciens combattants âgés de plus de soixante-cinq ans ; taux très réduit de T. V. A. applicable aux produits alimentaires ; mesures de dégrèvement de la taxe d'habitation en faveur des personnes âgées ; exonération de la redevance T. V. ; mesures prises en faveur des associations ; effort fiscal demandé aux hauts revenus ; financement de l'Unedic ; création de l'impôt sur les grandes fortunes ; relèvement de toutes les tranches du barème de l'I. R. P. P. ; plafonnement du quotient familial ; déductibilité des pensions alimentaires versées aux enfants majeurs [26 octobre 1982] (p. 6332) ; déductibilité des frais de garde ; refus de la fiscalisation à outrance (p. 6333).

Discussion des articles : **article 2 :** volonté de la majorité d'alléger les charges fiscales des petits contribuables ; relèvement des tranches du barème de l'I. R. P. P. ; colère de la droite provoquée par l'augmentation des impôts des gros contribuables ; tranche supplémentaire à 65 pour cent [27 octobre 1982] (p. 6382) ; **article 3 :** problème des bons d'épargne ; nécessité de faire payer l'épargne courte pour protéger l'épargne longue [28 octobre 1982] (p. 6407) ; **article 6 :** accroissement du budget du temps libre (p. 6423) ; augmentation des postes F. O. N. J. E. P. (p. 6424) ; clarification de la politique d'attribution des subventions aux grandes fédérations (p. 6425) ; **article 10 :** problème des assurances agricoles (p. 6447) ; harmonisation des régimes fiscaux (p. 6458) ; **article 14 :** taxation du tabac ; difficultés de la Seita (p. 6476).

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : mise en place du chèque-vacances ; campagne en faveur de l'étalement des vacances ; mise en place d'une grande politique du temps libre ; dotation du fonds national pour le développement du sport ; réduction du nombre de « clandestins » travaillant au ministère du temps libre ; intégration de l'indemnité mensuelle versée aux personnels dans les traitements ; titularisation des personnels de catégories C et D ; création de 125 emplois Fonjep ; poursuite de la campagne « découverte de la France » ; effort en faveur des villages de vacances ; développement de la médecine sportive ; création de nouvelles sections sport-études ; missions des directions départementales du temps libre ; place du temps libre dans l'action générale du Gouvernement [3 novembre 1982] (p. 6583).

Examen des crédits : **état B, titre III :** refus d'isoler le secrétariat d'Etat au tourisme des actions du ministère du temps libre (p. 6627).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 1259).**

Première lecture, discussion générale : respect des objectifs fixés par le Gouvernement en matière budgétaire ; politique de rigueur appliquée à tous ; différence entre rigueur budgétaire et austérité budgétaire, moyens de l'Etat et des administrations ; évolution du pouvoir d'achat en France et en R. F. A. ; politique du Gouvernement [7 décembre 1982] (p. 8070) ; conséquences prévisibles de la logique de l'opposition (p. 8071).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs
(3e circonscription)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues tendant à définir la vente à perte (n° 940) [30 septembre 1982] (p. 5306).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation de l'horlogerie française :** situation de l'horlogerie française dans la région de Franche-Comté ; dépôt de bilan de sociétés horlogères [30 juin 1982] (p. 4073);

— **application de la T. V. A. aux communes forestières productrices de bois :** absence de concertation préalable avec les communes avant l'application de la T. V. A. ; valorisation des ressources forestières ; possibilité de surseoir à l'application de la T. V. A. [3 novembre 1982] (p. 6605) ;

— **imposition sur le revenu des travailleurs frontaliers travaillant en Suisse :** versement par la France de cent à cent trente millions de francs à huit cantons suisses ; imposition sur le revenu de ces travailleurs frontaliers [17 novembre 1982] (p. 7319-7320).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article L.* 122-36 *du code du travail :* son amendement n° 119 (obligation pour l'inspecteur du travail de faire connaître ses observations sur le règlement intérieur dans un délai d'un mois) [14 mai 1982] (p. 2201) : rejeté (p. 2202) ; *article L.* 122-41 *du code du travail :* son amendement n° 106 (procédure de protection en matière de sanctions susceptibles d'avoir une incidence immédiate ou non sur la présence dans l'entreprise et la carrière du salarié) [17 mai 1982] (p. 2306) : rejeté (p. 2308).

— **Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).**

Première lecture, discussion des articles : **article 15 :** *article L.* 423-18 *du code du travail :* son amendement n° 430 (substituant au mot « syndicales » le mot « représentatives » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré ; son amendement n° 431 (substituant au mot « syndicales » le mot « représentatives » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré [1er juin 1982] (p. 2820) ; **article 24 :** *article L.* 433-8 *du code du travail :* son amendement n° 596 (insérant les mots « dans l'entreprise » après les mots « les plus représentatives » au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article) [7 juin 1982] (p. 3033) : rejeté (p. 3034) ; **article 28 :** *article L.* 435-3 *du code du travail :* son amendement n° 653 (insérant les mots « artistiques et sportives » après les mots « œuvres sociales » au début du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3082) ; *article L.* 435-4 *du code du travail :* son amendement n° 655 (substituant aux mots « syndicale reconnue représentative dans » les mots « représentative des salariés de » dans la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 3083) ; **article 30 :** *article L.* 439-3 *du code du travail :* son amendement n° 677 (substituant au mot « syndicales » les mots « représentatives des salariés dans l'entreprise » dans la deuxième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article) [8 juin 1982] (p. 3117) : rejeté (p. 3118).

— **Projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743).**

Discussion des articles : **article 8 :** *article L.* 133-12 *du code du travail :* son amendement n° 177 (rédactionnel) : adopté [25 juin 1982] (p. 3876).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** étatisation des marchés agricoles ; situation de l'agriculture de montagne ; exemple du marché des fromages de l'Est central [30 juin 1982] (p. 4053) ; **article 5 :** son amendement n° 174 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : retiré [1er juillet 1982] (p. 4136) ; **article 8 :** son amendement n° 157 (consultation du conseil sur les règles de mise en marché et de commercialisation) : devenu sans objet (p. 4151).

— **Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L.* 236-5 *du code du travail :* son amendement n° 176 (désignation des membres du C. H. S. C. T. au scrutin proportionnel) [22 septembre 1982] (p. 5051) ; rejeté (p. 5052) ; *article L.* 236-7 *du code du travail :* son amendement n° 186 (suppression du troisième alinéa du texte proposé pour cet article) : rejeté (p. 5065).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** dynamisme des professionnels du secteur des transports [12 octobre 1982] (p. 5681) ; notion de coût économique (p. 5683) ; harmonisation de la concurrence (p. 5685) ; nécessité de voir le Gouvernement garantir l'efficacité de la concurrence entre les différents modes de transport (p. 5686) ; **article 4 :** mise en œuvre de la politique des transports dans le cadre de la loi de planification de l'Etat (p. 5690) ; **article 6 :** principe de la juste rémunération du transporteur [13 octobre 1982] (p. 5703) ; notion de coût réel ; nécessité pour les entreprises de transport de couvrir au moins leurs charges (p. 5704) ; nécessité de préciser le contenu des charges d'exploitation (p. 5706) ; **article 7 :** problème de l'exploitation en régie des services de transport public de voyageurs (p. 5707) ; **article 8 :** règles auxquelles seront soumises la profession de transporteur public de marchandises et la profession de loueur de véhicules industriels destinés au transport ; contenu du contrat de transport (p. 5715) ; **article 9 :** attachement porté par le groupe R. P. R. au problème de la sécurité ; sensibilisation du public et des professionnels concernés ; nécessité des sanctions (p. 5764) ; **article 14 :** innovation en matière d'infrastructure ; établissement de schémas directeurs d'infrastructure (p. 5777) ; impératifs de la politique européenne des transports (p. 5780) ; association du Parlement à la politique d'équipement en infrastructure du pays (p. 5782) ; **article 17 :** son amendement n° 298 (conditions de la radiation) (p. 5789) ; rejeté (p. 5791) ; **article 22 :** possibilité d'instituer des commissions consultatives dans chaque direction régionale de l'établissement public ; convention franco-suisse de mai 1954 [14 octobre 1982] (p. 5804) ; composition de la commission consultative (p. 5807) ; **article 24 :** charges supportées par la S. N. C. F. ; assainissement de la situation financière de celle-ci (p. 5809) ; nature et objet du concours apporté par l'Etat à la S. N. C. F. (p. 5811) ; rapport annuel présenté par la S. N. C. F. au Parlement (p. 5813) ; **article 27 :** définition organique du périmètre urbain (p. 5814).

— **Son fait personnel :** interprétation, par le ministre du temps libre, des propos qu'il avait tenus [3 novembre 1982] (p. 6631) ; se déclare favorable au tourisme social (p. 6632).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* rôle du sport dans la santé de chacun ; mépris manifesté par le présent projet de budget vis-à-vis du mouvement sportif [3 novembre 1982] (p. 6588) ; désengagement de l'Etat vis-à-vis du sport ; accroissement de la dotation de l'office franco-allemand pour la jeunesse ; absence de création d'emplois de conseiller technique ; aide nécessaire au développement du sport de haute compétition (p. 6589) ; hostilité unanime du mouvement sportif vis-à-vis du présent projet de budget (p. 6590).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* effondrement de la construction française [4 novembre 1982] (p. 6694) ; relance du secteur du bâtiment et des travaux publics ; accession à la propriété (p. 6695).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* situation des producteurs de lait de l' « Est central » [9 novembre 1982] (p. 6996).

Transports. — *Discussion générale : questions :* problème des liaisons ferroviaires internationales ; arrêt des T. G. V. aux frontières françaises ; raccord de l'autoroute A 35 à l'autoroute en provenance d'Italie et de Suisse [16 novembre 1982] (p. 7247) ; accord conclu entre la France et l'Algérie sur la coopération dans le secteur des transports (p. 7251) :

W

WACHEUX (Marcel)

Député du Pas-de-Calais
(10e *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions :* étatisation des corps de police municipale ; possibilité de décharger les commissariats de police de tâches administratives ; nécessité de transférer au moins partiellement les droits de timbre aux collectivités locales [*J. O.* du 10 novembre 1982] (p. 7040).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* action menée par le groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (G. I. R. Z. O. M.) ; faiblesse du budget des communes minières [*J. O.* du 17 novembre 1982] (p. 7299) ; rénovation des logements miniers ; gravité de la situation économique des bassins miniers du Nord ; vieillissement de la population (p. 7300).

WAGNER (Robert)

Député des Yvelines
(6e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains (n° 876) [*J. O.* du 24 juillet 1982] (p. 2391).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** propose que l'Assemblée statue sur le sous-amendement n° 426 de Mme Adrienne Horvath sans attendre son examen par le Sénat [*J. O.* du 13 janvier 1982] (p. 69).

WEISENHORN (Pierre)

Député du Haut-Rhin
(3e *circonscription*)
R. P. R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'industrie [*J. O.* du 9 avril 1982] (p. 1073).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [*J. O.* du 26 mai 1982] (p. 1666).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à assurer le relogement des personnes âgées expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme (n° 1112) [21 octobre 1982] (p. 6149).

Membre de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification [*J. O.* du 22 octobre 1982] (p. 3200).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 10 novembre 1982] (p. 3383).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077) [*J. O.* du 16 décembre 1982] (p. 3763).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de l'emploi dans les industries alsaciennes :** situation de l'emploi industriel en Alsace ; carences de la D. A. T. A. R. ; secteurs du textile et de l'imprimerie ; absence de réponse du ministre au courrier des députés [17 novembre 1982] (p. 7318-7319).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaires d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** toute puissance de la technocratie ; faiblesse et dangers du présent article ; composition de la délégation parlementaire ; déséquilibre politique à l'intérieur de celle-ci [5 octobre 1982] (p. 5376) ; représentation des salariés.

Explications de vote : accord du groupe R. P. R. quant à la nécessité de doter le Parlement d'un instrument destiné à appuyer ses choix ; vote positif de ce groupe (p. 5377).

— **Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).**

Première lecture, discussion générale : expiration de la convention entre l'Etat et la S. N. C. F. ; sécurité du trafic routier ; absence de mesures concrètes dans le présent projet de loi ; problème des bateliers ; mépris du Parlement manifesté par le ministre des transports [12 octobre 1982] (p. 5657) ; conflit rail-route (p. 5658).

Discussion des articles : **article 3 :** distorsion existant entre les entreprises nationalisées du rail, de l'air et les entreprises du secteur privé (p. 5679) ; **article 4 :** soumission des transports à une planification décentralisée ; parcours Rhin—Main—Danube (p. 5688) ; **article 5 :** principe selon lequel les activités de transport peuvent être soumises à des obligations de service public [13 octobre 1982] (p. 5701) ; contenu de ce service public ; caractère vague de la notion d'organisation du transport public (p. 5702) ; exécution du service public ; différence entre transport public et transport privé (p. 5703) ; **article 7 :** problème de la radiation (p. 5706, 5707) ; sanctions encourues en cas de manquement grave et répété à la législation (p. 5710) ; **article 11 :** développement harmonieux des divers modes de transport ; nécessité de supprimer cet article (p. 5769) ; **article 12 :** contrôle de l'aptitude physique des chauffeurs ; avenir des associations de prévoyance pour les cas d'inaptitude à la conduite (p. 5771) ; réinsertion des personnes déclarées inaptes (p. 5772) ; **article 16 :** association du conseil national des transports à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique des transports intérieurs (p. 5787) ; **article 22 :** composition de la commission consultative [14 octobre 1982] (p. 5807) ; **article 24 :** élaboration d'un schéma directeur national et de schémas directeurs régionaux (p. 5811) ; **article 29 :** compétences du département [15 octobre 1982] (p. 5865) ; **article 30 :** indemnisation des entreprises lésées par la suppression ou la modification du service qu'elles exploitent (p. 5866) ; **article 35 :** concertation devant concerner l'ensemble des parties intéressées (p. 5873) ; **article 40 :** création d'une chambre nationale de la batellerie artisanale ; rapports entre l'Office national de la navigation et cette chambre ; augmentation du trafic sur l'axe Rhin—Main—Danube (p. 5877).

Seconde délibération du projet de loi : **article 3 :** caractère non rédactionnel de l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5885).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* chute de la construction des logements individuels ; situation du bâtiment et des travaux publics ; limitation de la hausse des loyers [4 novembre 1982] (p. 6685) ; diminution des crédits destinés aux documents d'urbanisme ; mise en place de la dotation globale d'équipement ; problème de la région Alsace ; chute des mises en chantier de logements neufs ; projet « Fronts de Neudorf, place de l'Etoile » (p. 6696).

Recherche et Industrie, énergie. — *Discussion générale :* caractère positif du regroupement en un seul ministère de la recherche, de l'industrie et de l'énergie ; accroissement des prélèvements obligatoires ; importance du nombre des faillites ; diminution de la capacité des produits français à affronter la concurrence internationale ; lourdeur des dettes à long et moyen terme du secteur nationalisé ; conséquences néfastes des nationalisations [8 novembre 1982] (p. 6874) ; comparaison entre la situation de la Régie Renault et celle du groupe Peugeot ; augmentation de la dette extérieure de la France ; avenir du charbon, du pétrole et du programme nucléaire (p. 6875).

WILQUIN (Claude)

Député du Pas-de-Calais
(4e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Temps libre : jeunesse et sports) [21 octobre 1982] (p. 6150).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), annexe n° 38 : **temps libre :** jeunesse et sports **(n° 1165)** [21 octobre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : faiblesse de l'augmentation du présent projet de budget ; insertion des jeunes de seize à dix-huit ans ; aboutissement des opérations grands stades et création de 5 000 courts de tennis ; accroissement du prélèvement sur le loto destiné à subventionner les fédérations sportives [3 novembre 1982] (p. 6583) ; création de la dotation globale d'équipement ; remboursement des frais de déplacement liés à la pratique des activités sportives de jeunesse ; préparation des jeux olympiques ; accroissement des subventions d'équipement (p. 6585).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** s'étonne que M. Jean-Pierre Soisson dépose des amendements tendant à réduire des crédits qu'il prétend vouloir voir augmentés (p. 6628) ; majoration du prélèvement supplémentaire par le loto (p. 6629) ; imperfection de la présentation des comptes du fonds national pour le développement du sport (p. 6630).

Affaires sociales et solidarité nationale. — II : santé. — *Discussion générale :* établissement de la carte sanitaire dans le cadre de la décentralisation ; exemple du scannographe ; hospitalisation des personnes âgées [15 novembre 1982] (p. 7186) ; situation des auxiliaires médicaux ; problème de la carrière des aide-soignantes (p. 7187).

Affaires sociales et solidarité nationale, travail. — *Discussion générale : questions :* politique du Gouvernement en faveur des handicapés ; accès de ceux-ci aux bâtiments publics et aux services publics de transport [18 novembre 1982] (p. 7418).

WOLFF (Claude)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
U. D. F.

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [*J. O.* du 20 janvier 1982] (p. 321).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à améliorer les conditions de dégrèvement de la taxe d'habitation en faveur des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans (n° 333) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Georges Mesmin tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social en vue d'assurer la représentation des associations de protection de la nature, de défense de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des services publics (n° 392) [14 avril 1982] (p. 1166).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil supérieur des Français de l'étranger [*J. O.* du 13 mai 1982] (p. 1371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs [*J. O.* du 28 mai 1982] (p. 1707).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (Intérieur et décentralisation : administration générale et collectivités locales) [21 octobre 1982] (p. 6146).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à la création d'un fonds de garantie peur le paiement des loyers (n° 1104) [21 octobre 1982] (p. 6149).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la **profession de sage-femme (n° 715)** [28 janvier 1982].

Proposition de loi portant amélioration de la couverture sociale des **assurés du régime spécial des mines (n° 1050)** [22 juillet 1982].

Proposition de loi tendant à la création d'un **fonds de garantie pour le paiement des loyers (n° 1104)** [30 septembre 1982]. Retrait de cette proposition [5 novembre 1982].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome III : **intérieur et décentralisation :** administration générale et collectivités locales **(n° 1169)** [21 octobre 1982].

Proposition de loi tendant à réprimer l'**incitation au suicide (n° 1359)** [21 décembre 1982].

Proposition de loi tendant à renforcer les **pouvoirs de police des gardes champêtres (n° 1367)** [21 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).**

Première lecture; discussion générale : protection à assurer aux familles contre les abus en matière de loyers et de congés ; générosité partielle du projet ; inconvénients de la fixation du loyer par la commission nationale des rapports locatifs pour la réalisation de travaux ; pénalisation des propriétaires ; chute de la rentabilité [12 janvier 1982]

(p. 22) ; droit à la reconduction automatique du bail transmissible en cas de décès ; aliénation de la propriété ; découragement de l'investissement privé ; nouvelle pénurie organisée ; effets de la loi du « juste loyer » en Italie ; conséquences du projet sur l'emploi dans le bâtiment et les agences immobilières (p. 23).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 135 (nul ne peut être privé du droit à l'habitat s'il est de bonne foi) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1 de la commission ; son amendement n° 417 (maintien d'un secteur locatif important) : retiré [13 janvier 1982] (p. 52) ; **article 2 :** son amendement n° 138 (locaux à usage partiellement professionnel) : rejeté (p. 54) ; non-application de la loi aux locations de chambres à des étudiants (p. 57) ; **article 3 :** son amendement n° 141 devenu le sous-amendement n° 540 à l'amendement n° 4 de la commission (mention au contrat du montant de la dernière quittance du précédent locataire) (p. 61) ; solution préférable à celle de la remise de la dernière quittance du précédent locataire ; sous-amendement n° 540 rejeté (p. 62) ; son amendement n° 144 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 4 de la commission (p. 66) ; **article 5 :** son amendement n° 418 (résiliation du contrat par le bailleur en cas de mauvais usage du logement au sens de l'article 627 du code civil) : retiré (p. 72) ; **après l'article 6 :** exercice du droit de reprise à fin de vente (p. 82) ; **article 7 :** son amendement n° 149 (justification de la cohabitation pour le transfert du contrat de location en cas de décès du locataire) (p. 88) : rejeté (p. 89) ; **article 9 :** son amendement n° 419 (entretien courant du logement à la charge du locataire) [20 janvier 1982] (p. 295) : rejeté ; son amendement n° 153 (bailleur informé par lettre recommandée sur l'intention du locataire de transformer les locaux et les équipements) : rejeté (p. 296) ; **article 13 :** son amendement n° 156 (maintien du dépôt de garantie en cas de règlement trimestriel et par avance du loyer) : rejeté (p. 302) ; **article 14 précédemment réservé :** son amendement n° 158 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 494 du Gouvernement (p. 309) ; **article 17 :** son amendement n° 168 (bénéfice des dispositions de l'article réservé aux locataires se trouvant momentanément privés de moyens d'existence) : rejeté [21 janvier 1982] (p. 323).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 110 (suppression de l'acte notarié pour la signature d'un contrat de location) : non soutenu [11 mai 1982] (p. 1970) ; son amendement n° 111 (mention, par l'exemplaire du contrat remis au locataire, du montant de la dernière quittance du précédent locataire) : satisfait (p. 1971) ; **article 5 :** son amendement n° 112 (possibilité pour le bailleur de résilier le contrat s'il peut prouver que le locataire n'a pas joui du logement en « bon père de famille ») (p. 1977) : rejeté (p. 1978) ; **article 8 :** son amendement n° 113 (point de départ du délai de préavis) non soutenu (p. 1986) ; **article 17 :** son amendement n° 114 (de précision) : non soutenu (p. 1992) ; **article 24 :** son amendement n° 116 (protection des représentants statutaires si la cause du congé a pour origine un conflit relatif au non-respect des usages locatifs) : rejeté (p. 2005) ; **article 46 :** son sous-amendement n° 117 à l'amendement n° 89 de la commission (substitution de la notion de « prix manifestement supérieur de 20 p. 100 à la valeur de la location » à la notion de « prix manifestement supérieur à la valeur réelle ») : rejeté (p. 2021).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 8 à l'amendement n° 2 de la commission (délais dans lesquels le porcureur général saisit le conseil de l'ordre et dans lesquels celui-ci doit statuer) [22 avril 1982] (p. 1270) ; rejeté (p. 1272).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** amélioration des revenus agricoles [30 juin 1982] (p. 4060) ; son amendement n° 67 devenu sans objet (p. 4062) ; son amendement n° 68 (exercice des compétences des offices dans le respect des missions confiées aux organisations interprofessionnelles) (p. 4084) ; rejeté (p. 4085) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 226 à l'amendement n° 26 de la commission (obligation pour les importateurs de fournir les éléments d'information utiles à l'office d'intervention) : rejeté (p. 4108) ; son sous-amendement n° 227 à l'amendement n° 27 de la commission (concertation entre le conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et les offices sur la cohérence de leurs actions) : rejeté [1er juillet 1982] (p. 4111) ; son amendement n° 71 devenu sans objet (p. 4112) ; son amendement n° 72 devenu sans objet (p. 4113) ; son amendement n° 73 (action des offices en liaison avec les organismes compétents à vocation générale ou spécialisée) : rejeté (p. 4114) ; son amendement n° 74 devenu sans objet (p. 4115) ; **article 3 :** son amendement n° 75 (modalités de désignation des représentants de la production agricole) : non soutenu (p. 4125) ; **article 5 :** son amendement n° 76 (précisant qu'en cas d'échec de la conciliation un arbitrage sera rendu) (p. 4136) : rejeté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 77 (procédure en cas de conflit entre un office et une organisation professionnelle ou interprofessionnelle) (p. 4137) : rejeté (p. 4138) ; **article 7 :** son amendement n° 78 (précisant que les importateurs sont tenus de communiquer à l'office les informations concernant les volumes provisionnels d'importations) : rejeté (p. 4142) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 79 (précisant que l'office en liaison avec les importateurs arrête le calendrier des importations) : rejeté (p.4142) ; **article 8 :** son amendement n° 82 devenu sans objet ; son amendement n° 81 (représentation de la production agricole au conseil supérieur) : non soutenu (p. 4149) ; **article 9 :** son amendement n° 83 (délégation régionale des offices) : non soutenu (p. 4151) ; **article 11 :** son amendement n° 84 (indication de la provenance des produits dans le cahier des charges) : retiré (p. 4155) ; son amendement n° 85 devenu sans objet (p. 4156) ; **article 12 :** son amendement n° 86 (suppression des achats directs des négociants aux producteurs) (p. 4160) : rejeté (p. 4161) ; son amendement n° 87 (suppression du quatrième alinéa de cet article) : non soutenu (p. 4162) ; son amendement n° 88 (suppression du cinquième alinéa de cet article) : non soutenu (p. 4163) ; **article 14 :** son amendement n° 89 (précisant les obligations de pesée, de classement et de marquage) (p. 4170) : rejeté (p. 4172) ; **après l'article 14 :** son amendement n° 90 (organisation des transactions sur les animaux maigres) : rejeté (p. 4173) ; **après l'article 18 (amendements précédemment réservés) :** son amendement n° 91 (réglementation des importations de vins) (p. 4186) : rejeté (p. 4189).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** *article L. 260 du code électoral :* son amendement n° 79 (précisant que pour être complète une liste doit comprendre autant de candidats que de sièges à pourvoir) : adopté après rectification [27 juillet 1982] (p. 4912) ; **article 8 :** son amendement n° 86 (de suppression) [28 juillet 1982] (p. 4938) : rejeté (p. 4939) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L. 267 du code électoral précédemment réservé :* son amendement n° 84 (procédure suivie en cas de décès de l'un des candidats) : non soutenu (p. 4962).

— Projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IVe directive adoptée par le conseil des communautés européennes le 25 juillet 1978 (n° 765).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 3 de la commission (précisant que les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise) : rejeté [7 octobre 1982] (p. 5571).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 9 :** son amendement n° 132 (T.V.A. sur les hôtels « quatre étoiles ») : rejeté [28 octobre 1982] (p. 6444) ; **article 10 :** son amendement n° 141 (suppression du quatrième alinéa de cet article) (p. 6453) : rejeté (p. 6454) ; **après l'article 12 :** son amendement n° 155 (exonération des vêtements de l'impôt sur les grandes fortunes) : non soutenu (p. 6471) ; **article 16** (*suite*) **:** son amendement n° 165 (réactualisation

de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : non soutenu [29 octobre 1982] (p. 6490) ; **après l'article 16 :** son amendement n° 192 (taxation des frais généraux des entreprises) (p. 6495) : rejeté (p. 6496).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : tribunaux administratifs, stabilisation du nombre des recours ; création d'emplois ; possibilité de création d'un corps à gestion unique regroupant les membres des tribunaux administrtatifs et ceux du Conseil d'Etat ; élargissement de l'accès des membres des tribunaux administratifs au Conseil d'Etat ; procédure simplifiée devant les tribunaux administratifs ; possibilité de dispense des conclusions du commissaire du Gouvernement ; sursis à exécution des décisions intéressant l'ordre public ; séjour des étrangers en France ; décret du 12 mai 1980 ; corps préfectoral ; dépenses des collectivités locales ; dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement [10 novembre 1982] (p. 7004) ; fiscalité locale ; autofinancement ; fonds de compensation de la T.V.A. ; dotation générale de décentralisation ; dotation globale de fonctionnement ; mise en application de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ; champ des interventions économiques des collectivités locales ; possibilité pour les collectivités locales d'établir des garanties d'emprunt pour les entreprises en difficultés ; problème d'assainissement ; problème de cantines ; taxe de séjour ; souhaite que la dotation globale d'équipement puisse servir au remboursement des annuités d'emprunt (p. 7005).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 54 : son amendement n° 51 devenu sans objet [19 novembre 1982] (p. 7513).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 18 devenu sans objet [15 décembre 1982] (p. 8373) ; **article 9 :** son amendement n° 20 (excluant les huissiers de justice de l'assujettissement à la T.V.A.) (p. 8374) : rejeté (p. 8375) ; **article 11 :** son amendement n° 21 (précisant la non-rétroactivité des dispositions contenues dans cet article) (p. 8377) : rejeté (p. 8378).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 55 (maintien de l'action de l'organisme professionnel d'hygiène et de sécurité dans les branches où il existe) : rejeté [24 novembre 1982] (p. 7624).

WORMS (Jean-Pierre)

Député de la Saône-et-Loire
(1re *circonscription*)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [*J. O.* du 25 juin 1982] (p. 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics (n° 895) [*J. O.* du 6 octobre 1982] (p. 2975).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215) [15 novembre 1982] (p. 7221).

Membre titutaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 1215) [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3719).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 10 décembre 1982] (p. 3720).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence (n° 1215) portant révision des **conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1240)** [24 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1287)** [10 décembre 1982].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483).

Première lecture, discussion générale : ouverture par le projet d'un nouveau champ pour les droits de l'homme [12 janvier 1982] (p. 39) ; droits des usagers ; reconnaissance d'un droit à l'habitat ; reconnaissance des droits collectifs des associations représentatives des locataires (p. 40).

— Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelles (n° 528).

Première lecture, discussion générale : système de protection garantissant aux victimes de catastrophes naturelles la solidarité nationale ; crues de la Saône et de la Creuse ; inondations dans le Sud-Ouest ; organisation d'une couverture des risques consécutifs à une catastrophe naturelle ; solidarité nationale sur la base de l'impôt, par fiscalisation de la couverture du risque ou mutualisation [3 février 1982] (p. 708) ; couverture des pertes d'exploitation ; évaluation pour la couverture des biens immobiliers et mobiliers et montant de la surprime d'assurance ; construction dans les zones à hauts risques : responsabilité de l'indemnisation pour l'autorité qui aura accordé la dérogation ; système actuel de garantie des calamités agricoles (p. 709).

Discussion des articles : **article 5 :** application des règles d'urbanisme qui définissent les zones non constructibles pour cause de danger (p. 721) ; **article 7 :** son amendement n° 13 (exclusion du champ d'application de la loi des dommages causés aux récoltes et au bétail) : retiré (p. 723).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** *article L., 432-3 du code du travail :* son amendement n° 482 (substituant aux mots « son avis » les mots « un avis conforme » dans la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article) [4 juin 1982] (p. 2994) ; retiré ; son amendement n° 483 (précisant que le comité d'entreprise est consulté sur l'affectation des sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage et sur les conditions d'accueil des apprentis dans l'entreprise) : adopté (p. 2995).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Première lecture, discussion générale : décentralisation du plan ; rapports entre le budget et le plan ; diffusion de la capacité planificatrice dans l'ensemble du corps social et des institutions ; planification régionale ; pédagogie du

plan ; nécessité d'assurer la convergence des volontés régionales et de la volonté collective de la nation ; mécanisme d'information mutuelle et de transparence des intentions [14 juin 1982] (p. 3350).

Discussion des articles : **article 3 :** négociation des futurs contrats de plan entre l'Etat et les régions [15 juin 1982] (p. 3382) ; **article 6 :** harmonisation entre la planification régionale et la planification nationale (p. 3393) ; **article 8 :** avant-projet de seconde loi de Plan transmis à la commission nationale de la planification ; ajustement du Plan national et des Plans régionaux (p. 3406) ; assise constitutionnelle de la future planification (p. 3407) ; **article 10 :** son amendement n° 143 (domaine des contrats de Plan) ; contrats conclus entre l'Etat et la région ; respect de la liberté des régions d'élaborer leur propre Plan ; cohérence de chaque Plan régional ; (p. 3410) ; adopté ; nécessité d'éviter que les contrats signés par l'Etat avec des partenaires infra-régionaux ne nuisent à la cohérence du Plan régional ; information des régions sur les intentions du Gouvernement (p. 3412) ; **article 14 :** concertation en cours d'élaboration du Plan ; écart des délais d'élaboration entre le Plan national et le Plan régional (p. 3426) ; **article 16 :** son amendement n° 145 (communication des Plans des régions au ministre du Plan et présentation par celui-ci à la commission nationale de planification d'un rapport sur le degré de compatibilité avec le Plan de la Nation) : retiré (p. 3428) ; **après l'article 17 :** application de la loi aux territoires d'outre-mer (p. 3429).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion générale : organisation des marchés des produits agricoles ; absence d'organisation mondiale des marchés ; prix des produits alimentaires ; connaissance des marchés, des charges et des marges bénéficiaires ; revenu des agriculteurs et existence de profits indus ; désertification de certaines régions agricoles ; rééquilibrage dans les rapports entre producteurs, fournisseurs et clients ; mise en place d'une politique du revenu agricole différenciée par produit et par région [29 juin 1982] (p. 4029) ; renégociation de la politique agricole commune (p. 4030).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 (précédemment réservé) :** choix du seuil en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire [27 juillet 1982] (p. 4890) ; développement de l'urbanisation (p. 4891).

— Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° 1092).

Première lecture, discussion générale : processus de démocratisation de l'Etat [5 octobre 1982] (p. 5410) ; démocratisation de l'ensemble du système scolaire ; organisation du troisième concours d'entrée à l'E. N. A. ; absence de politisation de la fonction publique (p. 5411).

Discussion des articles : **article 2 :** nécessité de permettre aux fonctionnaires des catégories B, C et D de se présenter au troisième concours (p. 5427).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : accroissement de la participation des citoyens à la gestion de leurs affaires ; accès des élus à la formation ; possibilité de réinsertion professionnelle en fin de mandat ; couverture sociale des élus ; clarification des conditions de la coopération entre les collectivités locales ; compensation des charges nouvelles entraînées par le transfert des compétences ; mise en place de la dotation globale d'équipement ; problème de l'accès des collectivités locales aux emprunts ; réforme de l'assiette des impôts locaux [29 novembre 1982] (p. 7718) ; mise en place d'une péréquation permettant d'éviter l'accroissement des écarts entre collectivités riches et pauvres ; inexistence de véritables blocs de compétences homogènes et transférables en l'état ; nécessité de clarifier les domaines de compétences ; volonté de parvenir à l'élaboration d'un texte facilement compréhensible grâce à des débats clairs (p. 7719) ; caractère politique de la décentralisation ; contenu du rapport « Vivre ensemble » (rapport Guichard) ; volonté modernisatrice de la gauche ; avancée démocratique représentée par la décentralisation ; caractère réactionnaire du partage actuel du travail entre l'Etat et les collectivités locales (p. 7720) ; intégration de l'économique et du social à travers la décentralisation ; modification du présent projet de loi par le Sénat ; rôle de la dotation globale d'équipement ; importance des compétences transférées (p. 7721, 7722) ; technicité de la discussion des articles ; contenu du titre Ier du présent projet de loi ; transfert de services et transfert de biens [30 novembre 1982] (p. 7756).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 2 (précisant que les communes, les départements et les régions règlent les affaires les concernant) (p. 7757) ; rejeté ; son amendement n° 3 (suppression des mots : « à ce titre », au début du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 4 (rôle des collectivités locales en matière d'amélioration du cadre de vie) : adopté ; son amendement n° 5 (rôle des collectivités locales dans l'expression de la diversité de la vie locale) : adopté (p. 7758) ; **article 2 :** son amendement n° 6 (impossibilité pour une collectivité d'exercer une tutelle sur une autre collectivité) (p. 7759) ; adopté ; **article 2** *bis :* son amendement n° 7 (de suppression) : adopté ; **avant l'article 3 :** son amendement n° 8 (calendrier des transferts de compétences) (p. 7760) ; adopté après modification ; **article 3 :** son amendement n° 9 (précision relative au principe de compensation des transferts) (p. 7761) ; adopté ; inutilité de l'amendement n° 385 de M. Ernest Moutoussamy (p. 7762) ; **article 3** *bis :* son amendement n° 10 (de suppression) (p. 7763) ; problème de la dotation pour les instituteurs ; adopté ; **article 4 :** calendrier des transferts de compétences ; son amendement n° 11 (de suppression) (p. 7764) ; adopté (p. 7765) ; **article 5 :** son amendement n° 12 (refus de subordonner le transfert de compétences à l'accord des collectivités membres du groupement) : adopté ; son amendement n° 13 (précisant que les collectivités locales voulant se grouper doivent le faire dans le respect des formes et conditions prévues par la législation en vigueur) : adopté ; son amendement n° 14 (possibilité pour les collectivités locales de recourir à toutes les formules possibles de coopération intercommunale) : adopté (p. 7766) ; règles générales du transfert des personnels ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 16 (précisant que les transferts de compétences s'opèreront dans les conditions définies par un décret en Conseil d'Etat) (p. 7767) ; adopté ; **après l'article 6 :** son amendement n° 17 (dispositions relatives aux modalités des transferts de services) (p. 7768) ; distinction entre les nouvelles compétences transférées et celles qui sont exercées actuellement par les départements et les régions (p. 7769) ; réservé (p. 7770) ; **article 7 :** son amendement n° 416 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 18 (procédure de l'avenant) : adopté (p. 7774) ; refus d'introduire un principe de cogestion des personnels des collectivités locales ; **article 8 A :** son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 20 (mise à disposition provisoire des services transférés) : adopté (p. 7775) ; son amendement n° 21 devenu sans objet ; son amendement n° 22 (précisant que les services de l'Etat mis à disposition ne peuvent participer à l'exercice du contrôle de légalité) : devenu sans objet ; **article 8 B :** son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté (p. 7776) ; **article 8 :** son amendement n° 417 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 24 (de coordination) : adopté ; **article 8** *ter :* son amendement n° 418 (cas d'atténuation de la responsabilité de la commune ou du département) (p. 7778) ; adopté (p. 7779) ; **après l'article 8** *quater :* son amendement n° 25 (mise en place d'une conférence d'harmonisation des investissements) : adopté ; **article 9 :** refus de poser le principe d'un transfert automatique des biens nécessaire à l'exercice d'une compétence ; son amendement n° 26 (précisant les conditions de la mise à disposition) (p. 7779) ; adopté (p. 7780) ; son amendement n° 27 (de précision) : adopté ; nécessité de clarifier le présent débat ; **article 10 A :** son amendement n° 28 (de suppression) : adopté (p. 7780) ; **article 10 :** son amendement n° 155 (d'harmonisation) : adopté (p. 7781) ; problème du transfert des droits et obligations du propriétaire à la collectivité bénéficiaire

de la mise à disposition ; **article 11** : son amendement n° 29 (modalités d'estimation de la valeur des biens désaffectés) : adopté (p. 7782) ; **après l'article 12** : son amendement n° 30 (de conséquence) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 31 (caractère réglementaire de l'obligation des collectivités locales en matière de statistiques) : retiré (p. 7783) ; **après l'article 6** : son amendement n° 431, à titre personnel (réorganisation des services extérieurs de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 17 précédemment réservé : devenu sans objet ; **avant l'article 15 A** : nature des compétences transférées ; problème de la planification régionale et du développement économique ; décentralisation de l'urbanisme (p. 7784) ; son amendement n° 147 (nouvel intitulé de la section 1 A) : adopté ; son amendement n° 148 (liste des collectivités devant être associées à l'activité de planification régionale) (p. 7785) ; nature juridique des groupements intercommunaux ; adopté après modification ; son amendement n° 149 (disposition de coordination avec la loi portant réforme de la planification) (p. 7786) ; adopté après modification ; établissement dans chaque région d'un schéma régional de développement du tourisme et des loisirs ; son amendement n° 150 (dispositions relatives à la charte intercommunale d'aménagement et de développement) ; mise en place d'une structure souple de concertation permanente ; conditions dans lesquelles est arrêté le périmètre des chartes ; conditions d'attribution de celles-ci (p. 7788) ; réservé (p. 7789) ; son amendement n° 151 (dispositions relatives au programme départemental d'aide à l'équipement rural) : adopté ; son amendement n° 152 (dispositions relatives aux aménagements fonciers et aux travaux hydrauliques agricoles d'intérêt local) : adopté après modification ; son amendement n° 430 (contrôle éventuel des régions sur les sociétés d'aménagement rural) (p. 7790) ; devenu sans objet ; son amendement n° 153 (transfert des missions interministérielles d'aménagement touristique aux régions) (p. 7791) ; problème du transfert des missions interministérielles d'aménagement touristique aux régions ; adopté après modification (p. 7797) ; **article 15 A** : transfert aux communes de la maîtrise de l'usage du sol ; élaboration des plans d'occupation des sols ; nécessité de simplifier les P. O. S. ; nécessité de prendre en compte le développement de l'espace au plan intercommunal (p. 7797, 7798) ; **article 15** : son amendement n° 32 (précisant que les prescriptions particulières sont des prescriptions nationales n'intéressant qu'une certaine partie du territoire) (p. 7798) ; contenu des lois d'aménagement du territoire (p. 7799) ; devenu sans objet ; **article 15** *bis* : son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; rôle des documents d'urbanisme ; son amendement n° 34 (introduisant les espaces forestiers parmi les secteurs devant être préservés) : adopté ; son amendement n° 35 (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme) (p. 7800) ; rejeté (p. 7801) ; **article 16** son amendement n° 36 (limitation du droit de construire en l'absence de plan d'occupation des sols) (p. 7802) ; procédure suivie pendant la période d'élaboration des P. O. S. (p. 7803) ; devenu sans objet ; **article 17** : son amendement n° 37 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 38 (de précision) : adopté ; son amendement n° 39 (rédactionnel) : adopté (p. 7807) ; composition de la commission de conciliation ; son amendement n° 40 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 41 (saisine de la commission de conciliation) (p. 7808) ; adopté ; son amendement n° 42 (possibilité pour la commission de conciliation d'entendre les représentants d'associations d'usagers et des associations de défense de l'environnement) : adopté après modification ; **après l'article 17** : pouvoirs de la commission de conciliation (p. 7809) ; **article 18** : son amendement n° 43 (précisant que les dépenses entraînées par l'élaboration des documents d'urbanisme sont prises en charge par les communes) : adopté ; son amendement n° 44 (suppression du second alinéa du texte proposé pour l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme) : adopté (p. 7810) ; **article 19** : son amendement n° 45 (définissant les objectifs du schéma directeur) ; son sous-amendement n° 446, à titre personnel, à l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 7811) : adopté ; amendement n° 45 adopté après modification ; rôle du schéma directeur en matière de développement de l'agriculture ; **article 20** : son amendement n° 46 (rédactionnel) (p. 7812) : adopté ; son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté ; impossibilité pour le représentant de l'Etat d'imposer un périmètre contre la volonté des élus communaux ; son amendement n° 48 (cas où le schéma directeur chevauche plusieurs départements) : adopté ; son amendement n° 49 (consultation des régions dans le cas des grandes agglomérations) : devenu sans objet ; établissements publics pouvant intervenir dans les procédures d'élaboration des documents d'urbanisme (p. 7813) ; son amendement n° 50 (de clarification) : adopté ; son amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 52 (rôle de l'Etat en matière d'élaboration du schéma directeur) : adopté (p. 7814) ; son amendement n° 53 (participation des associations) : adopté ; son amendement n° 54 (de clarification) : adopté ; **article 20** *bis* : son amendement n° 55 (rédactionnel) : adopté ; dissolution éventuelle du syndicat intercommunal d'études et de programmation (p. 7815) ; son amendement n° 56 (maintien en fonction du syndicat si les communes le décident à la majorité qualifiée) : adopté après modification ; son amendement n° 57 (supprimant la décision relative à la répartition des sièges au sein du syndicat d'études et de programmation) : adopté ; **article 21** : son amendement n° 58 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 59 (de précision) : adopté (p. 7816) ; **article 22** : son amendement n° 60 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 62 (transformation du schéma directeur) : adopté après modification ; son amendement n° 63 (modification du schéma directeur à la demande du représentant de l'Etat) : adopté après rectification (p. 7817) ; nécessité de ne pas prolonger la navette entre l'établissement public et la commission de conciliation ; son amendement n° 64 (suppression de la disposition prévoyant que le schéma directeur est arrêté par le représentant de l'Etat) : adopté (p. 7818) ; **article 23** : son amendement n° 65 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 66 (rédactionnel) : retiré ; **article 23** *bis* : son amendement n° 67 (définition des opérations d'intérêt général et des intervenants susceptibles de les réaliser) (p. 7819) : adopté après rectification ; **article 24** : son amendement n° 68 (contenu du P.O.S.) (p. 7820) : adopté après modification ; **article 24** *bis* : son amendement n° 69 (de suppression) : adopté (p. 7821) ; **article 24** *ter* : son amendement n° 70 (de suppression) : adopté ; **après l'article 24** *ter* : son amendement n° 71 (conditions d'abrogation du P.O.S.) : adopté (p. 7822) ; **article 25** : son amendement n° 72 (de clarification) : adopté ; son amendement n° 73 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 74 (nature de l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté ; son amendement n° 75 (précisant que l'Etat est associé à l'élaboration du P.O.S.) (p. 7823) : adopté après modification (p. 7824) ; son amendement n° 76 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 77 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 78 (opposabilité du P.O.S.) : adopté (p. 7824) ; **article 26** : son amendement n° 79 (de correction) : adopté ; son amendement n° 80 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 81 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 82 (suppression de la possibilité donnée aux communes de choisir l'autorité compétente pour la délivrance du permis de construire) : adopté (p. 7825) ; **article 27** : son amendement n° 83 (rédactionnel) : adopté (p. 7826) ; **article 28** : son amendement n° 84 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 85 (précisant que l'organisme compétent est l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté ; son amendement n° 86 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 87 (précisant que la modification du P.O.S. ne peut intervenir qu'après avis du conseil municipal ou de l'organisme délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale) : adopté ; procédure de la modification du P.O.S. ; son amendement n° 88 (supprimant la référence à la notion de schéma de secteur) : adopté [1er décembre 1982] (p. 7837) ; son amendement n° 89 (de correction) : retiré ; **article 28** *bis* : refus de donner un pouvoir de juge au commissaire enquêteur (p. 7838) ; son amendement n° 90 (cas de l'application anticipée du P.O.S.) : adopté ; **article 29** : son amendement n° 91 (supprimant la référence au président de l'établissement public) (p. 7839) : rejeté ; son amendement n° 92 (durée du délai à l'issue duquel le représentant de l'Etat pourra décider d'office l'inscription des servitudes d'utilité publique) (p. 7840) : adopté ; **article 29** *bis* : problème des zones d'environnement protégé ; son amendement n° 93 (substituant un P.O.S. aux zones d'environnement protégé) : adopté (p. 7841) ; **article 29** *ter* : son amendement n° 94 (de suppression) (p. 7842) : adopté ; **article 29** *quater* : son amendement n° 95 (de suppression) (p. 7843) : adopté ; **avant l'article 30** : son amendement n° 96 (rétablissant le chapitre IV) : adopté ; **article 30** : son amendement n° 97 (objet, modalités d'élaboration et valeur juridique des schémas d'utilisation de la mer) (p. 7844) ; adopté après modification ; **article 31 A** : son amendement n° 98 (instruction et délivrance du permis de construire) (p. 7845) ;

adopté (p. 7846) ; **article 31 :** retrait de la délégation par le conseil municipal ; son amendement n° 99 (délégation par la commune à un syndicat intercommunal du pouvoir de délivrer le permis de construire) (p. 7846) ; adopté après modification ; **article 31** *bis :* son amendement n° 100 (de suppression) (p. 7847) : adopté ; **article 32 :** son amendement n° 101 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 102 (rédactionnel) : adopté (p. 7848) ; **article 32** *bis :* son amendement n° 103 (de suppression) : adopté (p. 7849) ; **article 32** *ter :* son amendement n° 104 (de suppression) (p. 7850) : adopté (p. 7851) ; **article 32** *quater :* son amendement n° 105 (de codification) : adopté (p. 7868) ; **article 32** *quinquies :* son amendement n° 106 (de codification) : adopté ; son amendement n° 107 (de précision) : adopté ; son amendement n° 108 (de coordination) : adopté ; **après l'article 32** *quinquies :* son amendement n° 109 (cas dans lequel un maire est lui-même intéressé par un permis de construire) : adopté ; **article 32** *sexies :* son amendement n° 110 (de précision) : adopté ; son amendement n° 111 (de coordination) (p. 7869) : adopté ; **article 33 :** son amendement n° 112 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 113 (de précision) : adopté ; **article 33** *bis :* son amendement n° 114 (conditions d'entrée en vigueur de la décentralisation de la délivrance du permis de construire) (p. 7870) : adopté ; **article 34 :** son amendement n° 115 (de clarification) : adopté ; son amendement n° 116 (même objet) : adopté ; son amendement n° 117 (même objet) : adopté ; son amendement n° 118 (même objet) (p. 7871) ; adopté après modification ; son amendement n° 119 (même objet) : adopté ; son amendement n° 120 (même objet) : adopté ; son amendement n° 121 (même objet) : adopté ; son amendement n° 122 (même objet) : adopté ; son amendement n° 123 (même objet) : adopté (p. 7872) ; **article 34** *quater :* son amendement n° 124 (suppression de la référence aux zones de protection définie par les textes actuellement en vigueur) : adopté ; son amendement n° 125 (rédactionnel) : adopté (p. 7873) ; **article 34** *quinquies :* différentes procédures de protection des bâtiments et des monuments historiques ; **article 35 :** son amendement n° 126 (de suppression) : adopté ; **article 36 :** son amendement n° 128 (de codification) : adopté ; son amendement n° 129 (de codification) : adopté (p. 7874) ; **article 37 :** son amendement n° 130 (rédactionnel) : adopté ; **article 38 :** son amendement n° 131 devenu sans objet (p. 7875) ; **article 40 :** son amendement n° 132 (suppression d'une disposition concernant les P.O.S. et les schémas directeurs) : adopté ; son amendement n° 133 (suppression de la référence relative aux établissements publics d'études et de recherche) : adopté ; son amendement n° 134 (suppression de la possibilité d'association du département à l'élaboration d'un P.O.S.) : adopté ; son amendement n° 135 (cas de la déclaration d'utilité publique d'une opération non compatible avec un P.O.S.) : adopté ; son amendement n° 136 (opposabilité aux tiers d'un P.O.S.) (p. 7876) : adopté ; ses amendements n°s 137, 138, 139 et 140 (de coordination) : adoptés ; son amendement n° 141 (de codification) : adopté ; son amendement n° 142 (de codification) : adopté ; son amendement n° 143 (de coordination) (p. 7877) : adopté après modification ; ses amendements n°s 144 et 145 (de codification) : adoptés ; son amendement n° 146 (de codification) : adopté ; **avant l'article 41 :** impossibilité pour le Gouvernement de s'engager dans un processus de décentralisation du financement du logement ; mise en place d'une procédure de déconcentration et de consultation des collectivités locales ; son amendement n° 156 (précisant que les collectivités locales ont compétence pour définir à leur niveau respectif les priorités en matière d'habitat) (p. 7778) ; nécessité de clarifier le texte de cet amendement (p. 7879) : devenu sans objet (p. 7880) ; **article 41 :** son amendement n° 157 (précisant que les établissements publics de coopération intercommunale peuvent être consultés par la région pour élaborer les prévisions en matière d'habitat) : adopté ; intervention des régions en matière d'habitat social (p. 7881) ; différentes aides des communes et des départements au logement social (p. 7882) ; **article 42 :** son amendement n° 159 (rétablissant cet article) ; aides sociales au logement financées par le département : adopté ; **article 43 :** son amendement n° 160 (participation des établissements publics de coopération intercommunale) : adopté ; **après l'article 43 :** son amendement n° 161 (pouvoir de décision du maire en matière de réquisition de logements vacants) (p. 7883) : retiré (p. 7884) ; **article 45 :** rôle du commissaire de la République régional en matière de répartition des aides de l'Etat ; problème de la dégradation des logements sociaux (p. 7886) ; **après l'article 45** *bis :* composition des conseils d'administration des organismes d'H.L.M. (p. 7887) ; **article 72 :** son amendement n° 163 (suppression de l'avis conforme de la région) : adopté (p. 7895) ; **article 73 :** son amendement n° 164 (procédure de dénonciation des conventions portant sur les centres de formation d'apprentis) (p. 7896) : adopté après rectification (p. 7897) ; **article 74 :** son sous-amendement n° 449 à l'amendement n° 264 de la commission des affaires culturelles (consultation des communes et des groupements de communes « à leur demande ») : adopté (p. 7898) ; **article 75 :** son amendement n° 165 (suppression de la référence à la compensation des charges) : adopté (p. 7899) ; **après l'article 75 :** information du Parlement en matière de formation professionnelle ; **article 76 :** son amendement n° 166 (de précision) : adopté ; son amendement n° 167 (même objet) (p. 7900) : adopté ; **avant l'article 91 :** son amendement n° 168 (suppression de l'intitulé de la section 7) : adopté ; **article 91 :** son amendement n° 169 (de suppression) : adopté ; **après l'article 91 :** refus de créer dans chaque région un observatoire économique régional rattaché à l'I.N.S.E.E. (p. 7901) ; **article 91** *bis :* son amendement n° 170 (de suppression) : adopté ; **article 92 :** son amendement n° 170 (de suppression) : adopté ; **article 92** *bis :* précise que les articles supprimés figurent au début du Titre II du présent texte de loi ; son amendement n° 172 (de suppression) : adopté ; **article 93 :** son amendement n° 173 (de suppression) : adopté (p. 7902) ; **article 94 :** son amendement n° 174 (de suppression) : adopté ; **article 95 :** son amendement n° 175 (de suppression) : adopté ; **article 95** *bis :* son amendement n° 176 (de suppression) : adopté ; **avant l'article 95** *ter :* son amendement n° 177 (suppression de la section VII *bis* et de son intitulé) : adopté (p. 7903) ; **article 95** *ter :* son amendement n° 178 (de suppression) : adopté (p. 7904) ; **article 95** *quater :* son amendement n° 179 (de suppression) : adopté ; **article 95** *quinquies :* son amendement n° 180 (de suppression) : adopté ; **article 95** *sexies :* son amendement n° 181 (de suppression) : adopté ; **article 95** *septies :* son amendement n° 182 (de suppression) (p. 7904) : adopté ; **article 95** *octies :* son amendement n° 183 (de suppression) : adopté ; **article 95** *nonies :* son amendement n° 184 (de suppression) : adopté ; **avant l'article 15 A :** son amendement n° 150 précédemment réservé (p. 7905) ; son amendement n° 452 à titre personnel (élaboration des chartes intercommunales) (p. 7906) ; amendement n° 150 rejeté ; amendement n° 452 adopté ; **avant l'article 114 A :** transfert de compétences entraînant un transfert de charges intégralement compensées ; problème des transferts de fiscalité ; globalisation des subventions de l'Etat aux collectivités locales (p. 7907) ; son amendement n° 185 (suppression de la section 1 A et de son intitulé) : adopté ; **article 114 A :** son amendement n° 186 (de suppression) (p. 7908) : adopté ; **article 114 B :** son amendement n° 187 (de suppression) : adopté ; **article 114 C :** son amendement n° 188 (de suppression) : adopté (p. 7909) ; **article 114 :** son amendement n° 189 (de coordination) (p. 7910) : adopté ; son amendement n° 190 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 191 (conditions dans lesquelles sera établi le bilan annuel des charges nouvelles consécutives au transfert de compétences) : adopté après modification ; son amendement n° 192 (de conséquence) (p. 7911) : adopté ; **article 115 :** son amendement n° 193 (précisant que les transferts d'impôts représenteront la moitié au moins des ressources attribuées par l'Etat) : adopté ; **article 117 :** son amendement n° 194 (crédits exclus de la compensation) : retiré (p. 7912) ; **article 118 :** son amendement n° 195 (critères d'évolution de la dotation générale de décentralisation) (p. 7913) : adopté ; son amendement n° 196 (de coordination) : adopté (p. 7914) ; **article 120 :** son amendement n° 197 (définition, par la loi de finances pour 1983, des modalités du transfert aux régions de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules) (p. 7914) : adopté ; son amendement n° 198 (définition, dans les lois de finances ultérieures, des modalités du transfert aux départements des taxes sur les véhicules à moteur) : adopté ; son amendement n° 199 (de coordination) : adopté ; **après l'article 120 :** son amendement n° 201 (cas de la Corse) (p. 7915) : adopté (p. 7916) ; **article 122 :** son amendement n° 202 (répartition de la dotation globale d'équipement) (p. 7917) : adopté ; son amendement n° 203 (de précision) (p. 7919) : adopté ; son amendement n° 218 (même objet) : adopté (p. 7920) ; **article 124 :** son amendement n° 204 (incluant dans la D.G.E. départementale les crédits relatifs à l'eau et l'assainissement) : adopté ; son amendement n° 205 (incluant les crédits relatifs à l'électrification rurale) : adopté (p. 7921) ; son amendement n° 206 (suppression du dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 7922) ; **article 126 :** son amendement n° 207 (règles relatives à la répartition de la part

de la D.G.E. des départements redistribuée aux communes) : adopté ; son amendement n° 208 (même objet) : adopté (p. 7924) ; **article 127 :** son amendement n° 209 (rédactionnel) : adopté ; notion de maîtres d'ouvrages (p. 7925) ; **article 128 :** son amendement n° 210 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 211 (rédactionnel) : devenu sans objet ; son amendement n° 212 (rédactionnel) (p. 7926) : adopté ; refus de modifier le statut du F.A.C.E. ; **article 132 A :** son amendement n° 214 (entrée en vigueur du déplafonnement des ressources régionales) (p. 7927) : adopté (p. 7928) ; **article 132 B :** son amendement n° 215 (de suppression) ; coût du logement des instituteurs (p. 7929) : rejeté (p. 7930) ; **avant l'article 132 :** nomination du directeur départemental du service d'incendie et de secours ; son sous-amendement n° 459, à titre personnel, à l'amendement n° 345 du Gouvernement (maintien des crédits affectés au fonctionnement des préfectures de région) [2 décembre 1982] (p. 7938) : adopté ; maintien de l'affectation actuelle des biens mobiliers et immobiliers de la région (p. 7939) ; **après l'article 132 :** statut, missions et modalités de création des caisses de crédit municipal (p. 7940) ; **article 134 :** son amendement n° 216 (suppression des dispositions relatives au contenu de la future loi instituant la législation sur les institutions sociales et médico-sociales) (p. 7941) : adopté ; **article 135 :** son amendement n° 217 (suppression de la référence aux trois derniers alinéas de l'article 4 de la présente loi) : adopté (p. 7942) ; **après l'article 136 :** maintien des subventions affectées pour des opéraitons déjà décidées ou en cours ; **article 137 :** allongement du délai prévu pour la remise du rapport sur le bilan financier de la présente loi (p. 7943) ; **article 132 précédemment réservé :** contenu de la dotation culturelle des régions (p. 7945) ; **titre :** son amendement n° 1 (modifiant le titre du présent projet de loi) : adopté (p. 7946).

Seconde délibération : **article 74 :** son sous-amendement n° 2, à titre personnel, à l'amendement n° 1 du Gouvernement (association du comité régional et des comités départementaux de la formation professionnelle à l'élaboration du programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle) : adopté (p. 7947).

Commission mixte paritaire, discussion générale : rapporteur : déroulement des travaux de la C.M.P. [14 décembre 1982] (p. 8266) ; volonté commune de parvenir à un accord ; concession faite concernant le schéma directeur et les modalités de calcul de la D.G.E. ; consensus nécessaire à la réussite de la décentralisation ; révision des barèmes de l'aide sociale lors du transfert de celle-ci aux départements (p. 8267).

Discussion des articles : apporte quelques rectifications de forme au texte adopté par la commission mixte paritaire (p. 8281) ; délai d'exécution des délibérations (p. 8282) ; problème du bilan financier ; problème de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 8284) ; indexation de la D.G.F. (p. 8285).

Z

ZARKA (Pierre)

Député de la Seine-Saint-Denis
(2e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Nilès et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux fossoyeurs de la ville de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° 640) [22 avril 1982] (p. 1281).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice des compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215) [18 novembre 1982] (p. 7426).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **protection des chômeurs après la dénonciation de l'accord sur l'U.N.E.D.I.C. par le patronat :** refus du patronat de contribuer au financement de l'U.N.E.D.I.C. ; réalisme des organisations syndicales des travailleurs ; prélèvement de 1 p. 100 sur les traitements des fonctionnaires ; injustice de la mise à l'écart de 200 000 jeunes du régime de l'U. N. E. D. I. C. ; propositions du groupe communiste [24 novembre 1982] (p. 7637).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** *article L. 461-3 du code du travail :* son amendement n° 26 (conclusion de l'accord relatif au droit d'expression des salariés avec les organisations syndicales représentatives) [18 mai 1982] (p. 2389) : retiré (p. 2391) ; **article 8 :** son sous-amendement n° 280 à l'amendement n° 232 du Gouvernement (substitution du délai d'un an au délai de deux ans) [19 mai 1982] (p. 2424) ; rejeté (p. 2425) ; son amendement n° 24 devenu sans objet (p. 2426).

— **Projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale (n° 947).**

Première lecture, discussion générale : déficit de la sécurité sociale ; droit à la santé pour tous ; théorie patronale du coût économique de la sécurité sociale [7 juillet 1982] (p. 4325) ; projet Berger ; méfaits de la gestion antérieure ; ouverture de la voie à une réappropriation populaire de la sécurité sociale ; stagnation du montant de la cotisation patronale (p. 4326).

Discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 59 (élection de trois représentants des travailleurs indépendants) : retiré [8 juillet 1982] (p. 4381).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* accroissement des crédits destinés à l'enseignement technique [5 novembre 1982] (p. 6750) ; ouverture de sections nouvelles dans les L.E.P. ; lutte contre le chômage et l'inflation ; problème de l'échec scolaire (p. 6751).

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* importance des contrats emploi-formation ; situation désastreuse laissée par la droite ; lutte contre l'échec scolaire ; réinsertion professionnelle et sociale des jeunes de seize à vingt-cinq ans ; relance de la formation continue des adultes ; résistance des chefs d'entreprises industrielles refusant d'ouvrir leurs portes aux jeunes stagiaires ; rôle du mouvement ouvrier [13 novembre 1982] (p. 7152) ; place du secteur public et nationalisé dans les actions de formation continue (p. 7153).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant révision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : conséquences et portée du présent projet de loi sur la politique de formation professionnelle ; règles de pro-

cédure spécifique concernant les centres de formation d'apprentis ; conditions d'élaboration des programmes régionaux en matière de formation continue ; mise en place d'un instrument financier ; compatibilité de la programmation régionale et du Plan national ; défaut du système actuel de répartition des crédits ; utilisation de la taxe sur les cartes grises [29 novembre 1982] (p. 7722) ; protection du patrimoine ; exemple des sites naturels à protéger ; nouvelle procédure de création des zones de protection du patrimoine architectural et urbain (p. 7723).

Discussion des articles, rapporteur pour avis : **article 72 :** son amendement n° 263 (statut des apprentis) [1er décembre 1982] (p. 7895) ; adopté (p. 7896) ; **article 74 :** son amendement n° 264 (participation des communes à la procédure de consultation préalable à l'élaboration des programmes régionaux de formation professionnelle) : adopté après modification (p. 7898) ; son amendement n° 265 (rôle de l'Etat et du conseil national à la formation professionnelle en matière de coordination) : adopté (p. 7899).

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin
(6e circonscription)
N.I.

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686) [*J.O.* du 13 janvier 1982] (p. 253).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 696) [*J.O.* du 22 janvier 1982] (p. 347).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 767) [14 avril 1982] (p. 1166).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux deux protocoles de 1981 prorogeant l'accord international sur le blé de 1971 (n° 844) [6 mai 1982] (p. 1843).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles (n° 873) [27 mai 1982] (p. 2708).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale pour la protection des obtentions végétales (n° 976) [14 octobre 1982] (p. 5820).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation, d'une part, de l'échange de lettres du 2 avril 1979 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à certaines dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage de Kehl-Strasbourg et, d'autre part, de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1981 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du barrage de Kehl-Strasbourg (n° 1139) [14 octobre 1982] (p. 5820).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité (n° 1212) [25 novembre 1982] (p. 7698).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions de création et de constitution des **commissions d'enquête et de contrôle (n° 708)** [28 janvier 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 767) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de **Sri Lanka** en vue **d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 781)** [20 avril 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 844) relatif aux deux protocoles de 1981 prorogeant **l'accord international sur le blé de 1971 (n° 869)** [13 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 873) autorisant la ratification de la convention sur la **loi applicable aux obligations contractuelles (n° 904)** [27 mai 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1139) autorisant l'approbation, d'une part, de l'échange de lettre du 2 avril 1979 entre la République française et la **République fédérale d'Allemagne** relatif à certaines dispositions fiscales et douanières afférentes aux travaux de construction du barrage de Kehl-Strasbourg et, d'autre part, de l'échange de lettres des 13 février et 30 avril 1981 complétant l'échange de lettres du 2 avril 1979 pour les travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement du **barrage de Kehl-Strasbourg (n° 1205)** [10 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 976), autorisant la ratification d'une **convention internationale pour la protection des obtentions végétales (n° 1206)** [10 novembre 1982].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1212) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne** relative aux **obligations de service national en cas de double nationalité (n° 1284)** [9 décembre 1982].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **indemnisation du chômage et déficit de l'U. N. E. D. I. C. :** déficit de l'U. N. E. D. I. C. ; mesures à prendre en matière d'indemnisation du chômage et de cotisations d'assurance chômage [5 mai 1982] (p. 1731) ;

— **avenir des mines domaniales des potasses d'Alsace :** entreprise minière et chimique ; rôle des collectivités locales dans ces domaines [20 octobre 1982] (p. 6049) ;

— **crédits relatifs à la prime à l'amélioration de l'habitat :** épuisement des crédits affectés à la prime à l'amélioration de l'habitat dans la région Alsace ; déficit du budget de l'Etat ; prêts conventionnés ; abattements fiscaux ; fonds spécial de grands travaux ; incertitude dans les ménages modestes [17 novembre 1982] (p. 7321) ;

orale sans débat :

— **(n° 215)**, posée le 8 juin 1982 : **assurances (assurance automobile)** (p. 3154) ; appelée le 11 juin 1982 : **assurance des jeunes conducteurs :** tarifs d'assurance supportés par les jeunes conducteurs ; discrimination non justifiable ; intention du Gouvernement en la matière (p. 3266).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 13** *bis :* baux de chasse dans le Bas-Rhin [22 janvier 1982] (p. 409).

— **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du titre premier du livre cinquième du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 686).**

Première lecture, discussion générale : organisation des tribunaux du travail dans les pays à direction socialiste [27 janvier 1982] (p. 565) ; problème du droit local en vigueur en Alsace et en Moselle ; composition de la juridiction prud'homale (p. 572) ; échevinage et participation des représentants des élus et des salariés ; composition du conseil des prud'hommes en Suède (p. 573).

Discussion des articles : **article 35 :** son amendement n° 95 (période transitoire pour décider de la suppression ou non de l'échevinage) (p. 616) : rejeté (p. 617).

Deuxième lecture, discussion générale : détermination de la présidence de la juridiction du travail ; modification de dispositions particulières à la région de l'Est sans l'accord des élus de cette région ; reniement des engagements pris à la tribune de l'Assemblée par M. Gaston Defferre ; nécessité d'adapter le droit local [13 avril 1982] (p. 1051).

— Projet de loi relatif aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale (n° 730).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 34 (insérant les mots « ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de la Moselle » après les mots « répertoire des métiers » dans le quatrième alinéa de cet article) : non soutenu [13 avril 1982] (p. 1084) ; **article 8 :** son amendement n° 35 (insérant les mots « ou au registre des entreprises tenu par les chambres des métiers d'Alsace et de Moselle » après les mots « répertoire des métiers » dans le premier alinéa de cet article) : non soutenu [14 avril 1982] (p. 1098).

— Projet de loi portant statut des sociétés coopératives de banque (n° 759).

Première lecture, discussion générale : politique systématique de nationalisation du crédit conduite par le Gouvernement ; dénationalisation des établissements de crédit mutualiste et coopératif ; caractère satisfaisant de cette dénationalisation ; caractère excessif des propos selon lesquels le présent texte représente une contribution importante au développement de l'économie sociale ; améliorations ponctuelles apportées au statut coopératif [20 avril 1982] (p. 1193) ; fiscalisation pure et simple des caisses locales de crédit mutuel portant atteinte aux principes fondamentaux du mutualisme ; fonctionnement, administration et animation des caisses locales assurées par le bénévolat ; création d'autres établissements bancaires par le mouvement coopératif ; contrôle par l'Etat de l'économie sociale ; secousses connues par le secteur coopératif et mutuel au cours des précédents mois (p. 1194).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 17 (insérant les mots « bancaires et financières » après les mots « auprès des sociétés » dans le troisième alinéa de cet article) ; limite du contrôle de l'Etat sur les sociétés contrôlées par les sociétés coopératives de banque (p. 1199) : retiré (p. 1200).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 767).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : définition de la notion d'établissement stable et de la notion de chantier ; régime fiscal des bénéfices des entreprises de la navigation maritime et aérienne ; niveau très faible des échanges commerciaux entre la France et le Sri Lanka [22 avril 1982] (p. 1264).

— Projet de loi sur la communication audiovisuelle (n° 754).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son sous-amendement n° 677 à l'amendement n° 148 de la commission (mission donnée au service public de l'audiovisuel d'assurer l'expression des langues régionales : adopté [28 avril 1982] (p. 1428) ; **article 29 :** son sous-amendement n° 680 à l'amendement n° 186 de la commission (représentation de toutes les composantes de la région) : rejeté [4 mai 1982] (p. 1657) ; **article 38 :** son sous-amendement n° 861 à l'amendement n° 204 de la commission (précisant que des représentants des comités régionaux de la communication audiovisuelle feront partie du conseil d'orientation de la société nationale de télévision à vocation régionale [5 mai 1982] (p. 1761) : rejeté (p. 1762).

— Projet de loi relatif au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** *article 412-5 du code du travail :* son amendement n° 275 (définition de la notion de « mi-temps ») : rejeté [24 mai 1982] (p. 2501).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 875).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 44 (de suppression) : non soutenu [25 mai 1982] (p. 2574) ; **article 3 :** modification des taux de la T.V.A. ; conséquences de cette mesure ; exemple du bâtiment [26 mai 1982] (p. 2603) ; **article 26 :** son amendement n° 47 (de suppression) : rejeté (p. 2646).

— Déclaration du Gouvernement sur son programme économique et débat sur cette déclaration (n° 968).

Discussion : échec de la politique menée par le Gouvernement ; dévaluation du franc ; blocage des prix ; conclusions du rapport Bloch-Lainé [23 juin 1982] (p. 3802) ; réduction de la liberté des agents économiques ; démobilisation des travailleurs ; insuffisance des aides gouvernementales à l'investissement ; nécessité pour le Gouvernement d'abandonner la dialectique de la lutte des classes ; coût de l'objectif des trente-cinq heures (p. 3803).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux deux protocoles de 1981 prorogeant l'accord international sur le blé de 1971 (n° 844).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : nécessité d'assurer le maintien du mécanisme existant dans l'attente de la conclusion d'un nouvel accord international ; déficit en céréales des pays en voie de développement ; aide alimentaire accordée aux pays en voie de développement par huit pays industrialisés (convention d'aide alimentaire) [24 juin 1982] (p. 3846).

— Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** absence de marché pour les produits de la montagne ; délimitation des zones de montagne et des zones défavorisées en France et en Europe [30 juin 1982] (p. 4102) ; ampleur de la mission des offices et risque de démembrement de l'action ministérielle [1er juillet 1982] (p. 4112) ; **après l'article 2 :** taxe de coresponsabilité laitière (p. 4117) ; loi organique sur les taxes parafiscales ; redistribution des revenus des agriculteurs par la fiscalité (p. 4118) ; **article 3 :** désignation du président des produksthappen hollandais (p. 4130, 4131) ; **après l'article 3 :** déconcentration des offices nationaux (p. 4131) ; **article 4 :** volonté du Gouvernement de donner aux offices un pouvoir de contrôle sur de nombreuses institutions existantes (p. 4132).

— Projet de loi portant réforme de la planification (n° 909).

Commission mixte paritaire, discussion générale : aspects régionaux du présent projet de loi ; notion de « Plan de région » [7 juillet 1982] (p. 4296, 4297).

— Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** refus du Gouvernement d'accepter un nouveau mode de rapports entre la caisse de dépôts et consignations et les caisses d'épargne [20 juillet 1982] (p. 4569) ; **article 7 :** compétences des conseils consultatifs [21 juillet 1982] (p. 4582) ; **article 8 :** composition et mode de désignation du conseil consultatif (p. 4586) ; **article 9 :** représentation des élus locaux au conseil de surveillance ; représentation nécessaire du conseil général (p. 4588).

— Projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales (n° 1030).

Première lecture, discussion générale : amélioration de la représentation municipale dans les communes de plus de 30 000 habitants [26 juillet 1982] (p. 4858) ; représentation des minorités ; insuffisance de la représentation féminine (p. 4859).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 113 (modification du chiffre en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire) [27 juillet 1982] (p. 4883) ; rejeté (p. 4887) ; seuil en deçà duquel les conseillers municipaux seront élus au scrutin majoritaire (p. 4888) ; **après l'article 3 :** son sous-amendement n° 114 à l'amendement n° 1 de M. Grussenmeyer. (application de cet amendement aux communes de plus de 500 habitants) (p. 4898), retiré (p. 4899) ; **article 4 :** *après l'article L. 260 du code électoral :* accroissement de la place des femmes dans la vie politique (p. 4917) ; *article L. 270 du code électoral :* son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 22 de la commission (remplacement d'un candidat inéligible par la voie d'une élection partielle) [28 juillet 1982] (p. 4932) ; non soutenu (p. 4933) ; **article 10 :** son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 25 de la commission (substituant au chiffre « 30 » le chiffre « 25 ») (p. 4945) ; rejeté (p. 4950) ; **article 4 précédemment réservé :** *article L. 264 du code électoral :* son sous-amendement n° 125 à l'amendement n° 20 de la commission (complétant cet amendement par les mots : « dans les communes de moins de 100 000 habitants et 3 p .100 au moins des suffrages dans les communes ayant plus de 100 000 habitants ») (p. 4951) ; non soutenu (p. 4954) ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 116 (délimitation des sections dans les villes où est établi un sectionnement électoral) : rejeté (p. 4971).

— Projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article L. 236-1 du code du travail :* son amendement n° 250 (suppression du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article) [21 septembre 1982] (p. 5019) ; rejeté (p. 5020) ; cas des entreprises ayant subi une diminution des effectifs (p. 5023), *article L. 236-2 du code du travail :* son amendement n° 251 (mission des C.H.S.C.T.) (p. 5026) : retiré (p. 5027) ; son amendement n° 252 (précisant que le C. H. S. C. T. est associé à la rédaction de la partie du règlement intérieur le concernant) ; rejeté [22 septembre 1982] (p. 5037) ; son amendement n° 253 (précisant que le C.H.S.C.T. est consulté sur tout projet d'aménagement modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité et les conditions de travail) (p. 5038) ; rejeté (p. 5040) ; son amendement n° 254 (rôle respectif du comité d'entreprise et des délégués du personnel) : retiré (p. 5041) ; *article L. 236-3 du code du travail :* secret des procédés de fabrication (p. 5042, 5043) ; *article L. 236-4 du code du travail :* rôle de palliatif attribué au C.H.S.C.T. (p. 5045) ; regrette que le Gouvernement n'ait pas une vision novatrice des problèmes des conditions de travail ; travaux de la « fondation européenne d'amélioration des conditions de travail » (p. 5046) ; application de la loi de 1973 (p. 5049) ; *article L. 236-5 du code du travail :* son amendement n° 255 (précisant qu'un règlement d'administration publique précise la liste des personnes assistant aux séances du C.H.S.C.T.) : retiré (p. 5052) ; son amendement n° 262 (fixation du nombre des représentants par tranche d'effectif) : retiré (p. 5053) ; *article L. 236-6 du code du travail :* son amendement n° 256 (substituant aux mots : « plus de 500 », les mots : « plus de 750 ») : rejeté (p. 5061) ; *article L. 236-7 du code du travail :* son amendement n° 259 devenu sans objet ; son amendement n° 258 (cumul éventuel des crédits d'heures) (p. 5064) ; rejeté (p. 5065) ; son amendement n° 257 (précisant que le crédit d'heures ne peut être réparti entre les membres sauf en cas d'absence constatée de l'un d'entre eux) (p. 5066) ; rejeté (p. 5067) ; *article L. 236-8 du code du travail :* son amendement n° 260 devenu sans objet (p. 5072) ; *article L. 236-10 du code du travail :* son amendement n° 261 (précisant que tous les membres du C.H.S.C.T. bénéficient de la formation nécessaire à l'exercice de leur mission) : rejeté (p. 5077) ; **après l'article 1er :** nécessité de préciser que le salarié bénéficie d'une présomption de faute inexcusable (p. 5088).

— Projet de loi d'orientation des transports intérieurs (n° 1077).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 342 (utilisation des transports collectifs de personnes) [13 octobre 1982] (p. 5698) ; rejeté (p. 5699) ; **article 21 :** son amendement n° 344 (composition du conseil d'administration de la S.N.C.F.) : non soutenu [14 octobre 1982] (p. 5803) ; **article 22 :** son amendement n° 345 (composition de la commission consultative) : devenu sans objet (p. 5807) ; **article 24 :** son amendement n° 346 (élaboration d'un schéma directeur national et de schémas directeurs régionaux) : rejeté (p. 5811) ; **article 28 :** son amendement n° 347 (mention du stationnement comme objectif du plan de déplacements urbains) : adopté ; son sous-amendement n° 384 à l'amendement n° 68 de la commission (contenu des plans de déplacements urbains) : non soutenu (p. 5815) ; **article 29 :** son amendement n° 348 (contenu du plan de déplacements) : rejeté [15 octobre 1982] (p. 5865).

— Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 159 (base taxable des plus-values foncières et immobilières) [28 octobre 1982] (p. 6420) : rejeté ; son amendement n° 160 (même objet) : rejeté (p. 6421) ; **article 6 :** loi locale de 1908 applicable à l'Alsace et à la Moselle (p. 6426) ; **après l'article 6 :** son amendement n° 88 (associations relevant du régime local en vigueur en Alsace-Moselle) : adopté (p. 5430) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 179 (déduction en faveur des versements effectués à titre d'apports en fonds propres aux organismes à forme mutualiste et aux sociétés coopératives) ; développement de l'économie sociale (p. 6433) ; rejeté (p. 6434) ; **article 12 :** son amendement n° 183 (non-imposition des biens patrimoniaux d'intérêt public) (p. 6470) : rejeté ; imposition des monuments historiques et des châteaux (p. 6471) ; **article 13 :** vignette supportée par les véhicules d'entreprises (p. 6474) ; **après l'article 15 :** son amendement n° 89 (affectation du produit du droit de bail sur les locations de droit de pêche ou de chasse, mesure gagée sur l'augmentation de la taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux et objets d'art, de collection et d'antiquité) : rejeté (p. 6480) ; **article 16 :** son amendement n° 186 (suppression de la taxe sur les coupages des vins) : retiré [29 octobre 1982] (p. 6492).

Deuxième partie :

Recherche et industrie, énergie. — *Examen des crédits :* **après l'article 60 :** son amendement n° 70 (instituant une redevance additionnelle à la redevance sur les installations nucléaires de base) [8 novembre 1982] (p. 6919) ; retiré (p. 6920).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* problèmes structuraux empêchant la bonne gestion du service public des P.T.T. ; accroissement du recours à l'emprunt ; problèmes du personnel ; dévalorisation de la prime de résultat d'exploitation ; absence de création de postes ; situation particulière à la région d'Alsace [12 novembre 1982] (p. 7059).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 54 : son amendement n° 15 (institution d'une taxe annuelle sur les chiens) [19 novembre 1982] (p. 7515) ; rejeté ; son amendement n° 16 (institution d'une taxe sur les granulats) : rejeté (p. 7516).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant revision des conditions d'exercice de compétences de l'Etat et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles : **article 117 :** prise en compte de l'étatisation de la police municipale dans la dotation générale de décentralisation [1er décembre 1982] (p. 7913) ; **article 122 :** répartition de la dotation globale d'équipement ; problème des petites communes

et de communes de banlieue (p. 7918) ; **article 125** : diminution des fonds destinés aux zones rurales (p. 7922) ; répartition de la dotation globale d'équipement départementale ; **article 126** ; détournement des moyens consécutif à la procédure de répartition de la D.G.E. (p. 7923).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : problème des dépenses de police municipale [14 décembre 1982] (p. 8283) ; normes de progression de la D.G.F. (p. 8285).

— Projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure (n° 1273).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 2 (fixant une condition de ressources au remboursement de l'I.G.V.) : non soutenu [10 décembre 1982] (p. 8247).

ZUCCARELLI (Jean)

Député de la Haute-Corse
(1re circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1982] (p. 1017).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut particulier de la Corse [*J.O.* du 29 janvier 1982] (p. 415).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1982] (p. 1029).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut particulier de la Corse (n° 688).

Première lecture, discussion générale : sort futur de la région de Corse ; besoin d'un soutien économique ; création d'emplois pour les jeunes ; relations maritimes et aériennes ; implantation d'une industrie légère ; dispositions fiscales incitatives ; théâtre de Bastia ; histoire de la Corse ; attachement au droit commun ; statut dérogatoire et statut général [18 janvier 1982] (p. 179).

Discussion des articles : **article 6** : régime électoral de la Corse [19 janvier 1982] (p. 207) ; **article 23** : officialisation de la rumeur de fraude électorale dans un texte législatif (p. 226) ; **article 32** : utilité d'une certaine symbiose entre les différentes assemblées du territoire et interdiction de certains cumuls (p. 242) ; **article 42** : survie du représentant de l'Etat dans le département de la Haute-Corse [20 janvier 1982] (p. 275).

Deuxième lecture, discussion générale : recherche de la paix civile en Corse ; dérogation au droit commun ; adoption d'une position identique sur le plan institutionnel par les deux sénateurs de la Corse [3 février 1982] (p. 679).

Discussion des articles : **article 1er** : bi-départementalisation (p. 682).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut particulier de la région de Corse : compétences (n° 1017).

Première lecture, discussion des articles : **article 15** : avenir de la Somivac [19 juillet 1982] (p. 4509).